



**HAL**  
open science

**Le discours de meeting électoral : rituel d'affrontement, médiatisations, communication politique. Analyse du discours de meeting électoral pour l'élection présidentielle française (2002, 2007, 2012)**

Raphaël Haddad

► **To cite this version:**

Raphaël Haddad. Le discours de meeting électoral : rituel d'affrontement, médiatisations, communication politique. Analyse du discours de meeting électoral pour l'élection présidentielle française (2002, 2007, 2012). Linguistique. Université Paris-Est, 2017. Français. NNT : 2017PESC0061 . tel-01935620

**HAL Id: tel-01935620**

**<https://theses.hal.science/tel-01935620v1>**

Submitted on 26 Nov 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ PARIS-EST**  
**École doctorale *Cultures et Sociétés***

Thèse de doctorat

Discipline : Sciences de l'information et de la communication

présentée et soutenue publiquement

Le 4 janvier 2017

par

Raphaël HADDAD

**Le discours de meeting électoral : rituel d'affrontement, médiatisations, communication politique**

Analyse du discours de meeting électoral pour l'élection présidentielle française (2002, 2007, 2012)

**Directrice de thèse :**

Madame la professeure Caroline OLLIVIER-YANIV

**Jury :**

Madame Ruth AMOSSY, professeure à l'Université de Tel-Aviv, examinatrice

Madame Paula COSSART, maîtresse de conférences à l'Université Lille III, examinatrice

Madame Marlène COULOMB-GULLY, professeure à l'Université Toulouse II, rapportrice

Monsieur Christian LE BART, professeur à l'Université Rennes I, rapporteur

Monsieur Jean-Marc LEBLANC, Maître de conférences à l'Université Paris-Est, examinateur

Madame Caroline OLLIVIER-YANIV, professeure à l'Université Paris-Est, directrice

## Pages liminaires

Thèse préparée au CEDITEC, (Centre d'Étude des Discours,  
Images, Textes Écrits, Communication) Université Paris-Est  
Créteil Val-de-Marne (UPEC)  
Centre Pyramide – Bureau 405  
80, avenue du Général de Gaulle  
94000 Créteil Cedex

**Titre :** **Le discours de meeting électoral : rituel d'affrontement, médiatisations, communication politique** - Analyse du discours de meeting électoral pour l'élection présidentielle française (2002, 2007, 2012)

**Résumé :** Cette recherche porte sur un ensemble de déterminismes et contraintes d'ordre symbolique (rituel, endossement progressif du rôle présidentiel, transcendances mobilisables, impératifs scénographiques) et sociopolitique (trajectoires individuelles, rôle des appareils partisans, évolution des publics, interaction avec les autres compétiteurs et compétitrices, transformation des médias) qui pèsent sur le discours de meeting pour l'élection présidentielle française.

« *Le changement c'est maintenant* », « *Ensemble, tout devient possible* », « *Prenez le pouvoir* » : alors que la campagne pour l'élection présidentielle vient placer en son cœur cette promesse fondamentale de « transformation du réel », ce qui pourrait laisser croire en une grande liberté énonciative des locuteurs et des locutrices, nous montrons ici qu'à l'inverse le discours de meeting électoral se trouve extraordinairement contraint et déterminé, que chaque candidat ou candidate doit se conformer à un faisceau d'attendus discursifs tacites, tout en répondant aux impératifs de renouvellement de messages inhérent à tout processus de légitimation politique par le discours.

Voici résumée en quelques lignes la vocation de ce travail, fondé sur l'exploration lexicométrique menée avec le logiciel d'analyse de données textuelles *Lexico 3*, puis l'interrogation argumentative, pragmatico-énonciative et ponctuellement narrative d'un corpus composé de quatre-vingt-seize discours de meeting électoral, tenus lors de périodes de campagne dites « officielles », par les candidates et les candidats en lice pour les élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 en France.

**Mots-clés** : présidentielle, meeting, discours, rituel, médias, communication politique

---

**Title (in english)**: The election rally speech: confrontation ritual, mediatizations, political communication election rally speech analysis for the French presidential elections (2002, 2007, 2012).

**Abstract (in english)**: This research focuses on a set of symbolic (ritual, progressive endorsement of the presidential role, transcendences mobilized, scenic imperatives), and sociopolitical pressures (individual paths, role of supporters, transformations of the audiences, interaction with other competitors, medias transformations), facing the rally speeches for the french presidential election. "Le changement c'est maintenant," "Ensemble, tout devient possible ", "Prenez le pouvoir": as the campaign for the presidential election has put in his heart that fundamental promise of "transformation of the reality", which could let presuppose freedom utterance of speakers, we show that the election rally speech is strongly constrained and determined. Thus, each candidate had to comply with an expected tacit discourse, while responding to messages renewal imperatives, inherent to any process of political legitimation through discourses. Here is summarized in a few lines the vocation of this study, based on the lexicometric exploration conducted with textual data analysis software *Lexico 3* and argumentative, pragmatic, enunciative and timely narrative questioning of ninety-six election rally speeches, made during campaign periods called "official" by candidates to the presidential elections of 2002, 2007, 2012 in France.

**Keywords**: presidential, meeting, discourse, ritual, medias, political communication

*À mon fils, Charles-Élie,  
qui entame sa quête du langage.*

## Remerciements

À ma directrice de thèse, la professeure Caroline Ollivier-Yaniv, pour son suivi attentif et exigeant, sa culture scientifique et politique inépuisable, sa bienveillance tout au long de ce cheminement doctoral.

Au professeur Dominique Maingueneau, au maître de conférences Jean-Marc Leblanc et à la maîtresse de conférences Alice Krieg-Planque, ainsi qu'à l'ensemble des membres du CEDITEC, qui m'ont initié aux concepts et aux méthodes de l'Analyse du Discours. À feu Anne-Marie Houdebine, à Thierry Guilbert, et aux autres enseignant·e·s chercheur·e·s rencontré·e·s sur ce chemin, qui ont su accueillir mes questionnements de jeune chercheur avec sollicitude.

Au professeur Denis Charbit, qui en 2011 m'a fait connaître l'existence d'un domaine de recherche institué et dense, l'Analyse du Discours, et qui a depuis suivi avec intérêt mon parcours académique.

À la professeure Ruth Amossy, qui a su convaincre le professeur Dominique Maingueneau d'accepter le projet de thèse d'un étudiant venu d'une autre discipline.

À l'ensemble des auteur·e·s dont les ouvrages ont fertilisé ma propre réflexion, et qui pour certain·e·s, me font l'honneur de composer mon jury de thèse.

À mon épouse, Ylana Azoulay, qui a tant accepté pour me permettre d'aller au bout de ce marathon académique et a su trouver les mots pour m'exhorter lorsque la charge paraissait trop lourde.

À mon ami, le maître de conférences Clément Viktorovitch, qui fut régulièrement présent tout au long de cette progression, jusqu'à devenir *sparring-partner* rassérénant dans les ultimes semaines.

À Charles Mintz, Margaux Vilain, Ophélie Perros, Chloé Sebagh, à mon associé Ruben Arnold, à Théo Fatséas et à l'ensemble des consultant·e·s passé·e·s par *Mots-Clés*, qui m'ont encouragé, m'ont aidé à m'organiser, ou ont pris la charge de travail nécessaire pour me permettre de mener à bien cette recherche.

À l'ensemble de mes ami·e·s et proches, camarades sagaces, dénichéur·euse·s de documents recherchés, relecteur·rice·s attentif·ive·s, qui se sont tenu·e·s à mes côtés pendant toutes ces années.

À mes anciens camarades de l'*Union des Étudiants Juifs de France*, aux côtés de qui j'ai appris ce que parler veut dire. À Jean-Luc Mano, qui m'a offert un poste d'observation et de travail privilégié dans les forges du verbe politique. Et à l'institution universitaire française, dont je reste un disciple reconnaissant.

À mes parents et ma fratrie enfin ; j'ai parfois puisé dans leur fierté, la ténacité nécessaire pour aller au bout de ce périple.

...,  
*il faut dire des mots,*  
*tant qu'il y en a,*  
*il faut les dire,*  
*jusqu'à ce qu'ils me trouvent,*  
*jusqu'à ce qu'ils me disent,*  
...

Samuel Beckett, *L'innommable*, 1953

## Table des matières

<b>Préambule relatif au recours à l'écriture inclusive .....</b>	<b>18</b>
<b>Introduction. Le discours de meeting électoral, un condensateur de multiples transformations politiques et médiatiques .....</b>	<b>32</b>
<b>Partie 1. Quatre permanences de l'élection présidentielle qui en font un temps cardinal de la vie politique .....</b>	<b>36</b>
<b>I. Une large adhésion jamais démentie en dépit de la crise de la participation électorale .....</b>	<b>37</b>
<b>II. Une élection qui a peu à peu structuré les trajectoires individuelles et les formations politiques .....</b>	<b>39</b>
<b>III. Des agent·e·s auxiliaires qui ont consacré ce rendez-vous.....</b>	<b>46</b>
<b>IV. Une hypertrophie juridique qui témoigne de la place croissante occupée par cette échéance .....</b>	<b>53</b>
a. Les règles de la campagne officielle .....	54
b. L'équité médiatique : un sujet d'attention majeur .....	56
c. Les règles de financement pour la campagne électorale .....	58
<b>V. Quatre phénomènes convergents qui ont donné à l'élection présidentielle sa position cardinale.....</b>	<b>62</b>

<b>Partie 2. Le meeting électoral, un métronome des campagnes pour l'élection présidentielle française .....</b>	<b>64</b>
<b>I. Genèse du meeting électoral .....</b>	<b>64</b>
a. Ailleurs, le rôle du meeting électoral.....	64
b. Le meeting en France, entre volonté d'approfondissement démocratique et menace pour l'ordre public .....	65
<b>II. Le mot « meeting » en contexte.....</b>	<b>68</b>
a. Quand le terme précède le droit .....	68
b. « Meeting » : une dénomination indigène non stabilisée.....	69
<b>Partie 3. Discours de meeting électoral et transformations sociales .....</b>	<b>75</b>
<b>I. Présentation du corpus .....</b>	<b>75</b>
a. Isoler discursivement le meeting électoral : un enjeu pour l'analyse du discours ....	75
b. Un objet d'étude homogène, une perspective contrastive .....	76
c. Une réflexion « génétique » : des discours qui se présentent à l'analyse « maîtrisés » par leurs auteur·e·s .....	80
d. Conclusion : une analyse largement conditionnée par les modalités d'émergence de son objet .....	85
<b>II. Présentation de la méthodologie : cinq approches mobilisées de manière cohésive</b>	<b>85</b>

a. Approche lexicométrique : <i>Lexico 3</i> , un outil heuristique commode .....	85
b. Approche énonciative : le discours de meeting comme événement énonciatif pris dans un contexte social et politique .....	93
c. Approche pragmatique : le discours de meeting, une fonction fondamentalement pragmatique.....	94
d. Approche argumentative : le discours de meeting électoral, une visée prioritairement argumentative .....	95
e. Approche narrative : le schéma actanciel comme grille d'analyse ponctuelle de lieux discursifs .....	98
<b>Chapitre 1. Le meeting électoral, un enjeu d'ethos .....</b>	<b>102</b>
<b>Partie 1. L'ethos : une notion à dissocier .....</b>	<b>105</b>
<b>I. L'ethos, de la rhétorique antique à la pragmatique contemporaine .....</b>	<b>105</b>
<b>II. Deux approches de l'ethos à distinguer pour en appréhender pleinement les dimensions discursives et extradiscursives .....</b>	<b>107</b>
<b>III. Trois réserves pour interroger la dimension éthique de notre corpus .....</b>	<b>109</b>
<b>IV. « Présidentiabilité » et « stature présidentielle » : deux visages des questionnements indigènes sur l'ethos.....</b>	<b>112</b>
<b>Partie 2. Être candidat·e à la Présidence de la République .....</b>	<b>114</b>

<b>I. Ethos préalable : apparaître « présidentiable », une légitimation prioritairement sociale .....</b>	<b>114</b>
a. Les partis politiques : un adoubement resté indispensable .....	115
b. Diriger un parti : la voie royale pour candidater ? .....	117
c. L'individualisation du champ politique : perte d'influence des partis politiques ? ..	119
d. Les médias, des amplificateurs d'une légitimité à candidater .....	120
<b>II. De l'éthos préalable à l'éthos discursif : devenir formellement candidat·e· .....</b>	<b>122</b>
<b>Partie 3. Affirmer sa stature présidentielle.....</b>	<b>125</b>
<b>I. Les ethos discursifs : confirmer ou gommer son ethos préalable ? .....</b>	<b>125</b>
<b>II. « Je » : une porte d'entrée pour repérer les stratégies d'éthos .....</b>	<b>130</b>
a. D'importants contrastes d'implication des locuteur·rice·s dans leurs discours .....	130
b. Les cooccurrents du « je » : un indice des ethos discursifs .....	134
c. « Être » : décréter son ethos pour affirmer son individualité politique .....	140
d. « Proposer », « dire », « vouloir » : affirmer son engagement .....	142
e. « Penser », « savoir » : ethos et pathos au service du discours de proximité .....	145
<b>III. L'éthos et ses auditoires.....</b>	<b>148</b>
a. « Je+ » et « vous » : marques de l'interaction .....	148

b.	La formule d'adresse, reflet d'une représentation située de l'ordre social.....	148
c.	L'autre, c'est « on » ?.....	156
d.	Les publics des meetings, entre « distance proche » et « proximité lointaine »	158
<b>IV.</b>	<b>Conclusion : la visée éthique, enjeu fondamental du discours de meeting.....</b>	<b>162</b>
<b>Chapitre 2.</b>	<b>Le meeting électoral, un rituel politique .....</b>	<b>169</b>
<b>Partie 1.</b>	<b>La campagne pour l'élection présidentielle française, un temps de rituels.....</b>	<b>172</b>
I.	L'élection présidentielle : un concentré de mythes politiques fondateurs .....	172
II.	Le meeting, un rituel d'affrontement au sens anthropologique .....	173
III.	Les scènes d'énonciation : un cadre analytique performant pour entrer dans la dimension rituelle des discours de meeting .....	176
<b>Partie 2.</b>	<b>Le rituel en discours.....</b>	<b>181</b>
I.	Locutions adverbiales locatives et temporelles : deux marques de l'ancrage du rituel	182
a.	Locutions adverbiales temporelles : trois temporalités dans lesquelles inscrire le meeting.....	182
b.	Locutions adverbiales locatives : une autre forme d'adresse ? .....	186
c.	L'hommage aux figures symboliques : un ancrage géographique implicite.....	192

<b>II. Les références à la transcendance politique : un discours résolument « logocentrique » .....</b>	<b>193</b>
a. « <i>France</i> », « <i>Français</i> » : la promesse d'un avenir meilleur ? .....	196
b. « <i>Françaises</i> » : Robert Hue, seul candidat attentif aux stéréotypes de sexe ? ..	199
c. « <i>Nation</i> », « <i>État</i> » et « <i>République</i> » : sur la route des totems de la droite républicaine .....	202
d. « <i>Gauche</i> » contre « <i>Droite</i> » : une mise en récit caractéristique de François Hollande ? .....	205
e. « <i>Patrie</i> » et « <i>Travailleurs</i> » : totems de Jean-Marie Le Pen et d'Arlette Laguiller.	208
<b>III. Un détour narratif : schémas actanciels et avatars d'actant·e·s .....</b>	<b>209</b>
a. Le schéma actanciel comme révélateur de lieux discursifs .....	210
b. Étude de cas 1 : schéma actanciel du discours de meeting de François Hollande à Vincennes, le 15 avril 2012. ....	216
c. Étude de cas 2 : schéma actanciel du discours de Marine Le Pen à Merdrignac le 20 avril 2012 .....	225
<b>IV. La répétition : la phraséologie comme trace du rituel .....</b>	<b>231</b>
<b>V. Conclusion : des traits discursifs uniformes, stigmates du rituel.....</b>	<b>241</b>
 <b>Chapitre 3. Le discours de meeting électoral : un objet médiatique.....</b>	<b>245</b>

<b>Partie 1. Le meeting : un rituel transformé par ses impératifs de médiatisation .....</b>	<b>246</b>
<b>I. Rituels et médias.....</b>	<b>247</b>
a. Rituels et médias : un antagonisme ontologique apparent ? .....	247
b. Le meeting : dans les faits, un rituel largement médiatisé .....	249
c. 2012 : des meetings ravivés par les transformations médiatiques ? .....	251
<b>II. Anticiper la médiatisation de ses meetings, pour la maîtriser .....</b>	<b>254</b>
a. Une hypothèse pour expliquer la persistance du meeting comme forme privilégiée de rassemblement politique .....	254
b. Le meeting : une coproduction entre médias et politiques .....	256
<b>III. Conclusion : le meeting, un temps privilégié d'observation des interdépendances entre responsables politiques et journalistes .....</b>	<b>265</b>
<b>Partie 2. Concision, surassertion, thématization : trois formes d'anticipations des attendus médiatiques .....</b>	<b>267</b>
<b>I. Des discours raccourcis pour se conformer aux contraintes des chaînes d'informations en continu.....</b>	<b>267</b>
<b>II. La surassertion comme anticipation des routines médiatiques .....</b>	<b>272</b>
<b>III. Les « phrases sémantiquement closes » comme indice de la visée médiatique .....</b>	<b>284</b>
<b>IV. Thématiser son expression pour la conformer aux routines de la reprise médiatique</b>	<b>295</b>

<b>Partie 3. La mise en scène d’une adversité : la presse dans le discours de meeting électoral</b>	<b>301</b>
<b>I. Attaquer la presse : un invariant du discours de meeting électoral ?</b>	<b>301</b>
a. La parole journalistique : l’objet de toutes les suspicions	301
b. La connivence entre journalistes et partis de gouvernement comme justification usuelle de critiques acerbes	303
c. Une autre forme de justification à cette violence verbale : celle du détournement du mandat social du journaliste	306
<b>II. Des attaques circonscrites à la presse nationale et qui cohabitent avec des réaffirmations de principes</b>	<b>309</b>
a. Une dénégation qui cohabite avec des réaffirmations de principes sur la liberté de la presse	309
b. La presse étrangère, seule épargnée ?	310
<b>III. Les raisons de la colère : un mythe présidentiel qui dénie toute place aux corps intermédiaires</b>	<b>311</b>
a. Les journalistes en ligne de mire, mais pas seulement	311
b. Des attaques qui relèvent de tentatives de délégitimation	312
<b>IV. Conclusion : observer les traces discursives des transformations médiatiques, une démarche probante</b>	<b>314</b>

**Chapitre 4. Le meeting électoral : un espace privilégié de l'interdiscursivité .....319**

**Partie 1. Une « spirale de la négativité » ?.....323**

**I. Quelle violence verbale en corpus ?.....323**

a. L'analyse de la violence verbale : un bref rappel épistémologique .....323

b. Les insultes, comme points d'entrée dans la dimension polémique des discours de meeting électoral .....325

**II. Quelles mentions nominatives des candidat·e·s en corpus ?.....327**

a. Les noms des candidat·e·s comme balises textuelles du discours polémique .....327

b. Une fréquence de mentions corrélée aux chances de succès électoral ? .....336

c. Qui mentionne le plus ses adversaires ?.....340

d. Les mentions positives et les automentions : des réalisations marginales, mais bien présentes.....347

**Partie 2. Le mot « réalité », un pivot de l'interdiscursivité polémique .....350**

**I. Le réalisme en politique, un double problème référentiel .....350**

a. Une bibliographie très riche pour entrer dans le discours par le mot .....352

b. « réalité » : un mot de l'argumentation par dissociation.....352

c. Interactionnisme des énoncés mobilisant le mot « réalité ».....356

d. Le réalisme comme modalité de construction d'un ethos de légitimité .....357

e. La « réalité » comme marque du discours conservateur .....	361
<b>II. Conclusion : la polémique, des motifs privilégiés de réalisation en discours .....</b>	<b>363</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>367</b>
I. Ce que nous avons étudié .....	368
II. Les déterminismes étudiés dans cette recherche.....	369
III. Et maintenant ? .....	378
<b>Bibliographie.....</b>	<b>381</b>
I. Bibliographie générale analytique .....	382
II. Bibliographie générale documentaire .....	402
III. Bibliographie – Annexe 1 .....	413
<b>Annexe 1. Analyse des ethos préalable et discursifs des candidat·e·s, par élection .....</b>	<b>419</b>
I. Élection présidentielle de 2002 .....	422
II. Élection présidentielle de 2007 .....	435
III. Élection présidentielle de 2012 .....	444
<b>Annexe 2. Ensemble des discours identifiés, balisés pour <i>Lexico 3</i>.....</b>	<b>453</b>

## Préambule relatif au recours à l'écriture inclusive

« *Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer*<sup>1</sup> » : reprenant à notre tour cette idée formulée par Michel Foucault dans *L'ordre du discours*, nous considérons que le discours condense les transformations en cours au sein d'une société : il les reflète certes, mais les configure également. Cette conscience des liens qui régissent discours et transformations sociales est fondatrice de l'Analyse du discours. Elle se trouve placée au cœur de la présente étude portant sur les traces discursives des transformations politiques et médiatiques survenues en France entre 2002 et 2012, par l'observation des discours de meetings pour l'élection présidentielle française.

On ne s'investit pas dans une démarche de recherche doctorale, s'étalant sur plusieurs années et sans financement, par hasard. Forts de la conviction initiale que le langage constituait une clé d'entrée performante pour comprendre et interroger les transformations politiques, cette thèse fut d'abord pour nous l'occasion de prolonger conceptuellement un engagement militant portant notamment sur les enjeux d'égalité et de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ce cheminement doctoral parmi les concepts de l'Analyse du discours, de la sociologie politique et de l'anthropologie politique, nous a aussi permis de nous doter d'un socle notionnel solide pour étayer une pratique professionnelle quotidienne de conseil en communication d'influence, au travers l'agence que nous avons fondée, *Mots-Clés*. Pour nous, ce cheminement doctoral fut simultanément la quête d'un acteur soucieux de disposer d'une grille d'analyse extraordinairement fertile pour comprendre les transformations de sociétés, la voie de notre propre formation à une discipline de recherche, et l'épreuve initiatique nous permettant de nous doter d'une assise à une activité professionnelle

---

<sup>1</sup> FOUCAULT Michel. *L'ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France présentée le 2 décembre 1970*, Paris, 1971, NRF Gallimard, p. 12.

quotidienne de conseil en communication d'influence.

En ce sens, cette étude – non pas tant en raison du thème qu'elle aborde que pour l'approche épistémologique dans laquelle elle s'inscrit – est pour nous indissociable d'une *praxis* et d'une manière plus large d'observer le monde, et parfois de nous y impliquer. Remarquons d'ailleurs que cette jonction entre recherche et engagement du-de la chercheur-e n'a rien d'exceptionnel. On pense évidemment aux réflexions de Max Weber portant sur les passerelles et les distinctions entre savant-e-s et politiques et sa formulation désormais courante de « neutralité axiologique »<sup>2</sup>. Nous nous référons également aux contributions plus récentes de Roselyne Koren<sup>3</sup> ou Nathalie Heinich<sup>4</sup>, portant plus particulièrement sur l'engagement du-de la chercheur-e en communication ou en Analyse du discours, ou encore à un article de Patrick Charaudeau<sup>5</sup>, distinguant l'impératif critique nécessairement associé à toute démarche en sciences sociales, de la dénonciation soutenue par un ébauchage plus ou moins robuste de concepts. Notons toutefois que ces réflexions, souvent pétries d'une quête éthique ancrée dans le vécu de leurs auteur-e-s – et pour cette raison particulièrement touchantes – traitent de l'engagement du-de la chercheur-e eu égard à son sujet de recherche. En ce sens, elles diffèrent quelque peu de la réflexion que nous avançons ici, qui porte sur les motivations à définir et à édicter pour nous-mêmes des conventions d'écriture sans rapport apparent<sup>6</sup> avec notre sujet de recherche, mais reliées à l'appareillage conceptuel à partir duquel celui-ci est appréhendé.

---

<sup>2</sup> WEBER Max. *Le savant et le Politique*. Paris : Poche, Collection : Le Monde en 10-18 (première édition en 1919, réédition en 2002), 186 pages.

<sup>3</sup> KOREN Roselyne. « Ni normatif ni militant : le cas de l'engagement éthique du chercheur », *Argumentation et Analyse du Discours* [en ligne], 2013, n°11, disponible sur : <http://aad.revues.org/1572> [consulté le 17 septembre 2016].

<sup>4</sup> HEINICH Nathalie. « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication* [en ligne], 2002, n°2 disponible sur : <http://questionsdecommunication.revues.org/7084> [consulté le 17 septembre 2016].

<sup>5</sup> CHARAUDEAU Patrick. « Le chercheur et l'engagement. Une affaire de contrat », *Argumentation et Analyse du Discours*, 2013, n°11, disponible sur : <http://aad.revues.org/1532> [consulté le 17 septembre 2016].

<sup>6</sup> Sans rapport « apparent » aux trois réserves suivantes : d'abord, il s'agit dans les deux cas d'articuler discours et société. En outre, une partie de notre travail de recherche porte sur le marquage double systématique dans les discours de meeting de Robert Hue en 2002. Enfin, n'oublions pas que la moitié environ de l'électorat est composée d'électrices et que cela structure aussi notre champ d'analyse, montrant bien que la question du genre se rencontre dans tous les objets d'études en sciences sociales, pour peu que l'on veuille y

Disons-le sans détour : nous ambitionnons ici de « banaliser » et de montrer l'applicabilité de l'écriture inclusive à l'ensemble des travaux de recherche. En ce sens, elle est un résultat inattendu, mais ô combien heureux de notre initiation à l'analyse du discours ! Cela vérifie une conviction défendue par celles et ceux qui nous ont précédé-e-s sur ce terrain : « *la pensée du genre renouvelle en profondeur théories et problématiques, rendant visibles et pensables des espaces jusqu'alors inexplorés*<sup>7</sup> ». Nous définissons l'écriture inclusive comme un ensemble d'attentions graphiques et syntaxiques qui permettent d'assurer une égalité de représentations des deux sexes dans l'écriture.

Nous croyons en effet que les règles grammaticales et syntaxiques constituent aujourd'hui l'un des principaux vecteurs de l'intériorisation des inégalités et des stéréotypes de sexe, et par là, de leur perpétuation. Parmi les règles dont nous avons tenté de nous émanciper dans le cadre de la présente écriture de recherche, nous trouvons principalement le masculin générique (« *des **acteurs** du développement durable* »), et la primauté du masculin sur le féminin dans les accords en genre (« *des hommes et des femmes **sont allés*** »). En somme, à l'ensemble des codifications qui ont eu pour conséquence que les seules circonstances où nous usons du féminin dans l'écriture sont celles où le féminin se trouve expressément et exclusivement désigné de manière référentielle.

Néanmoins scrupuleux à l'égard de règles grammaticales précédemment édictées, nous nous sommes fixé une limite d'airain dans cette tentative d'assouplissement discursif en vue de parvenir à une meilleure égalité femme/homme en discours. Aucune des conventions retenues ne devait expressément contredire une règle grammaticale enregistrée dans l'un des deux ouvrages de référence en grammaire, le *Bescherelle*<sup>8</sup> et le *Grevisse*<sup>9</sup>. En ce sens, ces conventions relèvent davantage d'un ensemble « d'attentions », plutôt que de règles

---

prêter attention, et bien qu'en l'espèce ce sont plutôt les déterminants macrosociaux du discours qui ont structuré notre recherche.

<sup>7</sup> COULOMB-GULLY Marlène, RENNES Juliette. « Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française *gender blind* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 2010, n°94, p. 178, mis en ligne le 01 novembre 2012, disponible sur : <http://mots.revues.org/19883>, [consulté le 2 octobre 2016].

<sup>8</sup> DELAUNAY Bénédicte, LAURENT Nicolas. *Bescherelle, la grammaire pour tous : ouvrage de référence sur la grammaire française*. Paris : Hatier, 2012, 320 pages.

<sup>9</sup> GREVISSE Maurice, LITS Marc. *Le petit Grevisse : Grammaire française*. Duculot, 32e édition, 2009, 384 pages.

alternatives à proprement parler. Pour cette raison, nous avons un temps envisagé, puis renoncé, à la règle de proximité promue par nombre de mouvements associatifs<sup>10</sup> qui enjoignent à substituer à la règle « du masculin l'emporte sur le féminin » dans les accords en genre, celle de l'accord avec le nom le plus proche de l'épithète ou du participe considéré. Nous devons néanmoins admettre que nous ne méconnaissons pas les circonstances sociohistoriques de l'émergence de cette règle à partir du XVII<sup>e</sup> siècle : elle visait alors à affirmer la prévalence d'un genre masculin réputé « noble »<sup>11</sup>. Si nous n'avons pas appliqué cette règle de proximité dans la présente écriture de recherche, ce n'est pas seulement par souci de ne pas nous séparer radicalement d'une grammaire que nous trouvons foncièrement exclusive, mais aussi parce que nous voulons proposer des conventions d'écriture légitimes et n'enfreignant directement aucune règle grammaticale. Par la mise au point de propositions plus consensuelles et le lissage de la conflictualité sociodiscursive<sup>12</sup> inhérente à un tel enjeu, nous espérons favoriser la reprise par d'autres des conventions d'écriture inclusive proposées ici et proposer des conventions d'écriture institutionnellement pérennes et soutenables. C'est ce souhait de diffusion la plus large qui explique également que nous n'ayons pas eu recours à la systématisation de mots-valises trans-sexes comme « ceux » pour « celle et ceux » ou « acteurices » pour « acteurs et actrices ».

Rappelons que nombre de chercheur·e·s nous ont précédé dans cette démarche et que ce fut une grande chance au moment d'engager notre propre réflexion. Ainsi, nous avons pu

---

<sup>10</sup> Une pétition demandant cette réforme a été lancée en 2012 par plusieurs organisations dont *L'égalité c'est pas sorcier*, *la Ligue de l'enseignement*, *Le monde selon les femmes* et *Femmes solidaires* V. CHEMIN Anne, « Genre, le désaccord », *Le Monde.fr*, 14 janvier 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/01/14/genre-le-desaccord\\_1629145\\_3246.html#52V6YeOIA8LhsFeD.99](http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/01/14/genre-le-desaccord_1629145_3246.html#52V6YeOIA8LhsFeD.99) [consulté le 17 septembre 2016].

<sup>11</sup> « *Lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte* », BOUHOURS Dominique. *Remarques nouvelles sur la langue Française*. 1675, p. 273. [https://books.google.fr/books?id=UEwczWAaCdYC&printsec=frontcover&dq=Vaugelas+remarques+sur+la+langue+fran%C3%A7aise&hl=en&sa=X&ei=X8\\_hVKK4Co6AaaG\\_gqgB&redir\\_esc=y#v=onepage&q=Vaugelas%20remarques%20sur%20la%20langue%20fran%C3%A7aise&f=true](https://books.google.fr/books?id=UEwczWAaCdYC&printsec=frontcover&dq=Vaugelas+remarques+sur+la+langue+fran%C3%A7aise&hl=en&sa=X&ei=X8_hVKK4Co6AaaG_gqgB&redir_esc=y#v=onepage&q=Vaugelas%20remarques%20sur%20la%20langue%20fran%C3%A7aise&f=true) [consulté le 17 septembre 2016].

« *Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle* », BEAUZE Nicolas. *Grammaire générale ou Exposition raisonnée des éléments nécessaires du langage : pour servir de fondement à l'étude de toutes les langues*, livre III, chapitre VII « De la Concordance », 1767, tome II, p. 358.

<sup>12</sup> OGER Claire et OLLIVIER-YANIV Caroline. « Conjurer le désordre discursif. Les procédés de « lissage » dans la fabrication du discours institutionnel ». *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 2006, n°81, mis en ligne le 01 juillet 2008, disponible sur : <http://mots.revues.org/675> [consulté le 2 octobre 2016].

enrichir notre recherche par la lecture de plusieurs ouvrages et manuels de référence. Nous pensons prioritairement au *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe*<sup>13</sup>, édité en novembre 2015 par le *Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes*, instance consultative placée auprès du-de la Premier-ère ministre, et créée en 2013. Ce guide témoigne de l'implication grandissante d'institutions politiques de premier plan, laissant ainsi espérer quelques préconisations normatives d'importance dans les prochaines années. Nous nous référons aussi aux importants travaux d'Anne-Marie Houdebine, professeure émérite de linguistique et de sémiologie, portant sur la sexuation dans la langue et sur la féminisation des noms de métiers<sup>14</sup>. Nous avons également travaillé sur la base de l'ouvrage *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin*<sup>15</sup> d'Éliane Viennot, professeure de littérature, qui retrace trois siècles de batailles de grammairien-ne-s et les résistances sociales rencontrées pour imposer la règle de la prévalence du masculin dans les accords en genre. Nous nous sommes également appuyés sur le second numéro de la revue *Well Well Well*<sup>16</sup>, parue en octobre 2015, qui a édicté et utilisé un précis de grammaire égalitaire, montrant par là l'applicabilité de règles d'écriture non sexistes sur des productions textuelles d'envergure. Enfin, nous avons pu compter sur les indications attentives et l'encadrement de notre directrice de thèse, la professeure en Sciences de l'information et de la Communication Caroline Ollivier-Yaniv, et des collègues qu'elle a bien voulu interroger sur cet aspect de notre travail.

Voici les trois conventions d'écriture inclusive que nous appliquons dans le cadre de la présente écriture de recherche et leurs motivations.

---

<sup>13</sup> Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes. *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe*, [Ressource électronique]. Disponible en ligne <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/actualites-3/article/lancement-du-guide-pratique-pour> [consulté le 17 septembre 2016].

<sup>14</sup> Voir notamment HOUDEBINE-GRAVAUD Anne-Marie. « Trente ans de recherche sur la différence sexuelle, ou Le langage des femmes et la sexuation dans la langue, les discours, les images ». *Langage et société*, n°106, 2003, p. 33-61.

<sup>15</sup> VIENNOT Éliane. *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! petite histoire des résistances de la langue française*. Paris : éditions IXE, 2014, 128 pages.

<sup>16</sup> LE BRETON Marine. « La revue lesbienne Well Well Well a été entièrement rédigée selon des règles de grammaire égalitaire », [Huffingtonpost.fr](http://www.huffingtonpost.fr/2015/06/06/revue-lesbienne-well-well-well-regles-grammaire-non-sexistes_n_7511918.html), 06 juin 2015, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2015/06/06/revue-lesbienne-well-well-well-regles-grammaire-non-sexistes\\_n\\_7511918.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/06/06/revue-lesbienne-well-well-well-regles-grammaire-non-sexistes_n_7511918.html) [consulté le 17 septembre 2016].

## 1. Accorder en genre les noms de fonctions, grades, métiers et titres

Les noms des fonctions, grades, métiers et titres existent massivement au féminin, et ce depuis le Moyen-âge. Nous considérons donc qu'il n'y a pas de raison d'effacer discursivement cette présence sociale des femmes, en n'utilisant pas ces noms. Dans le cadre de notre écriture de recherche, nous nous sommes appuyé sur l'ouvrage collectif *La féminisation des noms de métiers en français et dans d'autres langues*<sup>17</sup>, placé sous la direction d'Anne-Marie Houdebine et publié en 1998, dans la continuité des travaux de la commission de terminologie présidée par Benoîte Groult en 1984. Un tableau présenté plus loin recense une série d'occurrences rencontrées dans le cadre de notre écriture de recherche et leur doublage au féminin ou au masculin.

## 2. User du féminin et du masculin, que ce soit par l'énumération par ordre alphabétique, l'usage d'un point milieu, ou le recours aux termes épiciènes

Nous n'utilisons pas le masculin générique dans le cadre de cette écriture de recherche. Nous employons plutôt des possibilités qui indiquent la présence du féminin et du masculin.

Pour marquer le féminin et le masculin, nous avons considéré et combiné plusieurs possibilités, offrant ainsi une fluidité dans l'écriture :

- La mention par ordre alphabétique des termes au féminin et au masculin.  
Quelques exemples : « *elle et il* », « *tous les électeurs, toutes les électrices* », « *celles et ceux* ».
- L'utilisation du point milieu<sup>18</sup> « · », en composant le mot de la manière suivante : racine du mot + suffixe masculin + point milieu + suffixe féminin. Nous ajoutons un point milieu supplémentaire suivi d'un « s », si l'on veut indiquer le pluriel.

---

<sup>17</sup> HOUDEBINE-GRAVAUD Anne-Marie (dir.). *La féminisation des noms de métiers en français et dans d'autres langues*. Paris : L'Harmattan, 1998, 196 pages.

<sup>18</sup> L'Unicode du point milieu est U+00B7, bloc commande C1 et supplément latin 1.

Par défaut sous *Windows*, le point milieu est appelé par la combinaison `Alt + 0183`. Il est possible de faciliter largement cette requête en configurant son clavier à l'aide du logiciel Microsoft Keyboard Layout Creator.

Quelques exemples : *elle-il, acteur·rice·s, ingénieur·e·s, ceux·elles, sénior·e·s.*

Remarquons que l'ordre de composition n'est pas parfaitement stabilisé dans cette thèse. Le HCE préconise ainsi que pour les déterminants, l'ordre « la·le » ou « le·la » va dépendre du genre du nom (« le·la présentateur·rice »). L'usage de l'ordre alphabétique intervient en cas de terme épïcène (« la·le journaliste », « au·à la maire », « du·de la fonctionnaire »). Il en va de même pour la terminaison, notamment au pluriel : on va écrire « les élu·e·s territoriaux·ales » et « les fonctionnaires territoriales·aux ».

Des terminaisons de termes fréquemment utilisés dans le cadre de notre écriture de recherche sont recensées en pages suivantes. Nous avons préféré l'usage du point milieu à d'autres signes, car il est celui qui, d'un point de vue sémiotique, nous a semblé être le plus approprié. Le point milieu nous a ainsi semblé préférable aux parenthèses (qui, en usage, indiquent un propos secondaire), à la barre oblique (qui connote une division), à l'E majuscule (qui peut être interprété comme une considération différente entre féminin et masculin). Le point milieu nous a aussi paru préférable au point final, qui constitue un signe de ponctuation dont les usages, y compris sur un plan grammatical, sont très largement stabilisés. Le point milieu est enfin préféré aux tirets — quelles que soient leurs formes et leurs tailles d'ailleurs —, qui font parfois office de quasi-parenthèses ou servent à introduire des répliques de dialogue. À la différence de l'ensemble de ces signes, le point milieu a le mérite de ne connaître aucun usage hérité<sup>19</sup> (il semble avoir été progressivement remplacé par l'espace dès l'Antiquité jusqu'à disparaître totalement il y a déjà plusieurs siècles). Le point milieu permet en conséquence d'affirmer sa fonction singulière d'un point de vue sémiotique et par là, d'investir « frontalement » l'enjeu discursif et social de l'égalité femmes/hommes.

---

Par défaut sous *Mac OS X*, le point milieu est appelé par la combinaison  alt +  maj + F, avec un agencement de clavier français. Là encore, des solutions existent pour simplifier l'appel du caractère.

<sup>19</sup>

D'après nos premières recherches et sous toutes réserves.

- Le recours aux termes épïcènes. Ce sont des termes dont la forme ne varie pas que l'on se réfère à un nom féminin ou masculin.

Quelques exemples : *maire, cadre, journaliste*.

Précisons également que le recours systématique au marquage double, selon l'une des trois modalités présentées ci-dessus, entraîne un effet sur l'accord. En effet, nous avons systématiquement doublé l'épithète ou le participe par le recours au point milieu, lorsque féminin et masculin étaient présents dans le nom considéré.

Quelques exemples : « *les militant·e·s représenté·e·s par leur parti* », « *les candidat·e·s sont allé·e·s à la rencontre des Français et des Françaises* », « *la présidente et son attaché de presse se sont vu·e·s désigner* », « *les maires rurales-aux et l'ensemble des élu·e·s locales-aux.* »

### 3. Ne plus employer les antonomases du nom commun « Femme » et « Homme »

Les antonomases du nom commun désignent tous les noms communs introduits à l'écrit par une majuscule de déférence<sup>20</sup>. Parmi les plus courantes les formes « *État* » ou « *Homme* » : caractérisées par une majuscule, ces antonomases servent à doter ces termes du prestige de l'institutionnalisation.

De ce point de vue, la graphie « *Homme* » est problématique, car « *Homme* » est souvent utilisé comme un masculin générique, par exemple dans l'expression « *Droits de l'Homme* ».

En conséquence, à l'expression « *droits de l'Homme* », nous préférons la formulation « *droits Humains* » ou « *droits humains* ». Comme le rappelle le *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe*, le mot « *homme* » dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a longtemps servi à écarter juridiquement les femmes du droit de vote. Les rédacteurs de la déclaration onusienne de 1949 voulaient écrire « *Man Rights* » et ce fut la seule femme présente, Eleanor Roosevelt, qui se battit pour que soit adoptée la formulation « *Human Rights* », afin de couvrir également les droits des femmes.

---

<sup>20</sup> Les antonomases du nom commun constituent d'ailleurs une marque du rituel dans le discours de meeting électoral, dimension que nous aborderons dans le cadre de notre étude.

Expression que la France a traduite par « *Droits de l'Homme* », contrairement au Québec francophone par exemple, qui écrit plus couramment « *Droits de la personne humaine* ».

En revanche, nous n'avons pas modifié les textes et les titres institutionnels à valeur patrimoniale, par souci du respect de l'intégrité de formulations historiquement situées. De la même manière, toutes les citations mobilisées dans le cadre de notre travail n'ont évidemment pas été modifiées, bien que celles-ci témoignent parfois de la profonde intériorisation des stéréotypes de sexes par la plupart des personnalités convoquées au fil de ce travail.

## Termes fréquemment rencontrés et leur marquage double

Terminaisons			Singulier	Pluriel
<b>Pronom, déterminants et adjectifs indéfinis</b>			la·le un·e	les des ces
			ce·tte celui·elle	ceux·elles
			celui·ci·celle·ci	ceux·ci·celles·ci
			tout·e	tous·tes
				nombreux·ses
			certain·e	certain·e·s
			elle·il	elles·ils
			du·de la	des
			membre	membres
journaliste	journalistes			
secrétaire	secrétaires			
<b>Mots et adjectifs se terminant au masculin par une voyelle</b>	Masculin en -é	Féminin en -ée	administré·e	administré·e·s
	Masculin en -u	Féminin en -ue	attaché·e	attaché·e·s
			chargé·e	chargé·e·s
			élu·e	élu·e·s
<b>Mots et adjectifs se terminant au masculin par une consonne</b>	Masculin en -al	Féminin en -ale	départemental·e	départementaux·ales
			local·e	locaux·ales
			médical·e	médicaux·ales
			municipal·e	municipaux·ales
			préfectoral·e	préfectoraux·ales
			régional·e	régionaux·ales
			social·e	sociaux·ales
			syndical·e	syndicaux·ales
	territorial·e	territoriaux·ales		
	Masculin en -ef	Féminin en -effe	chef·fe	chef·fe·s
Masculin en -el	Féminin en -elle	professionnel·le	professionnel·le·s	
Masculin en -et	Féminin en -ette	sujet·te	sujet·te·s	
Masculin en -en et -on	Féminin en -enne et -onne	citoyen·ne	citoyen·ne·s	
		champion·ne	champion·ne·s	

Terminaisons		Singulier	Pluriel	
<b>Mots et adjectifs se terminant au masculin par une consonne</b>	Féminin en -euse	chroniqueur·euse	chroniqueur·euse·s	
		sondeur·euse	sondeur·euses	
	Masculin en -eur (à l'exception de -teur)	Féminin en -eure	chercheur·e	chercheur·es
		Exception	gouverneur·e	gouverneur·es
		ingénieur·e	ingénieur·es	
		entrepreneur·e	entrepreneu·r·es	
		professeur·e	professeur·es	
	Masculin en -teur	Féminin en -trice	ambassadeur·rice	ambassadeu·r·rice·s
			acheteur·euse	acheteur·euses
			acteur·rice	acteur·rice·s
			modérateur·rice	modérateur·rice·s
			consommateur·rice	consommateur·rice·s
			destinateur·rice	destinateur·rice·s
			locuteur·rice	locuteur·rice·s
			orateur·rice	orateur·rice·s
			énonciateur·rice	énonciateur·rice·s
			commentateur·rice	commentateur·rice·s
		électeur·rice	électeur·rice·s	
	Exception	auteur·e	auteur·es	
Masculin en -if	Féminin en -ive	administratif·ive	administratif·ives	
		sportif·ve	sportif·ves	

Il nous faut assumer le caractère exploratoire de cette démarche : nous ne doutons pas que nous serons amenés à affiner nos pratiques d'écriture inclusive en fonction des cas d'usage que nous relèverons et des lectures et rencontres que nous ferons. Quelques cas nous ont d'ores et déjà donné du fil à retordre. Par exemple, « auteure » préférée à « autrice », bien qu'Éliane Viennot<sup>21</sup> rappelle qu'« autrice » fut utilisée jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, et « chercheure » fut préférée à « chercheuse » bien que les deux usages soient attestés. De la même manière, l'antonomase « Législateur » nous a posé les mêmes problèmes que « Homme » précédemment évoquée ; pour autant, nous n'avons pas voulu réifier l'écriture par le rallongement de la liste des antonomases relevant de la convention proposée<sup>22</sup>. De la même manière, certains énoncés ont présenté un statut indéterminé, à mi-chemin entre la citation et l'adage. Or, leur destin diffère considérablement selon qu'on les a classés dans l'une ou l'autre de ces catégories. En ce qui concerne notre sujet de recherche, ce fut par exemple le cas de l'énoncé attribué au général de Gaulle, mais que nous n'avons pas réussi à référencer avec précision : « *l'élection présidentielle est la rencontre entre un homme et un peuple* ». Croisé à de nombreuses reprises au cours de nos recherches, cet énoncé est on ne peut plus emblématique de l'"invisibilisation" discursive des femmes. Pour autant, si on considère cet énoncé comme une citation, alors il entre dans la catégorie des énoncés à valeur patrimoniale telle que définie précédemment, et il faut donc nous résoudre à le mobiliser sans le modifier. Mais si nous considérons cet énoncé comme un adage, alors nous pouvons actualiser cette formule et écrire plutôt « *l'élection présidentielle est la rencontre entre un homme ou une femme et un peuple* ». Mais ce faisant, nous risquons de perdre la dimension patrimoniale de cet énoncé qui, quel-le qu'en soit l'auteur-e, voit ainsi sa formulation originale travestie. Dans le doute, nous nous sommes prudemment résolus à conserver cet énoncé en tant que citation. Il est donc systématiquement assorti de guillemets et en italiques dans notre texte, bien que nous n'en connaissions pas la référence avec certitude.

Enfin, nous savons qu'en dépit de notre très grande attention pour uniformiser notre écriture de recherche sur la base de trois conventions d'écriture inclusive présentées

---

<sup>21</sup> VIENNOT Éliane. *op. cit.*

<sup>22</sup> Nous aurions pu doubler en conséquence ce terme par la mention « Législateur·rice ».

précédemment, quelques oublis sont susceptibles d'avoir perduré. Reconnaissons-le pour terminer : on ne s'affranchit pas sans effort, de pratiques d'écriture solidement intériorisées par trente-quatre années de prescriptions scolaires et par l'acquisition progressive de la littératie associée à une trajectoire académique et professionnelle.

\*\*\*



**Introduction. Le discours de meeting électoral, un condensateur de multiples transformations politiques et médiatiques**

« Est-il, dans nos sociétés logocratiques, un moment plus sensible que le temps des campagnes électorales ? Est-il des circonstances plus particulières où logos et cratos se confondent, et où le dire et le faire ne font qu'un ? Pour nous : est-il un objet de recherche (linguistique ? Politique ? Social ?) plus riche et plus éclairant sur la langue en action et la société en diction (promesse, projet, programme, mais aussi communion identitaire et idéologie) que le discours de campagne, où se débattent mots et images des candidats ? »

C'est par ces lignes que Denis Barbet et Damon Mayaffre ont introduit le numéro que la revue *Mots. Les langages du politique*, a consacré en 2009 à la campagne pour l'élection présidentielle française de 2007<sup>23</sup>.

À l'instar de leurs collègues politistes, les analystes du discours ont en effet témoigné d'un intérêt ancien et régulièrement renouvelé pour les campagnes électorales. Ce constat est particulièrement vrai en ce qui concerne la campagne pour l'élection présidentielle. Celle-ci fait l'objet de toutes les attentions, comme l'ont encore montré les deux numéros spéciaux que la *Revue française de science politique* a consacrés à l'élection présidentielle de 2012<sup>24</sup>.

Ainsi, à l'intensification de la vie politique provoquée par ces campagnes correspond une intensification de la production académique. Il en va également pour l'analyse du discours : les discours produits à l'occasion des campagnes pour l'élection présidentielle donnent matière à des études fertiles et diversifiées. Comme nous le montre par exemple la bibliographie thématique élaborée par Denis Barbet et Damon Mayaffre<sup>25</sup> au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, les analystes du discours ont largement interrogé les discours des campagnes présidentielles, que ce soit dans une perspective diachronique ou

---

<sup>23</sup> BARBET Denis, MAYAFFRE Damon. « 2007. Débats pour l'Élysée », *Mots. Les langages du politique*, 1/2009, n° 89, pp. 5-9.

<sup>24</sup> *Revue française de science politique*. 2013/2, Vol. 63. 256 pages. et *Revue française de science politique*. 2013/6. Vol. 63. 232 pages. disponibles sur : <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2013-2.htm> et <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2013-6.htm> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>25</sup> BARBET Denis, MAYAFFRE Damon. Bibliographie thématique. Campagne présidentielle, *Mots. Les langages du politique*, 1/2009, n° 89, pp. 119-121.

synchronique, dans leurs rapports à la télévision et au web, en mobilisant les notions d'éthos, d'interaction verbale, ou encore avec les clés de l'analyse lexicométrique.

Pour autant, le discours de réunion publique électorale semble n'avoir jamais été discursivement isolé. Il demeure le plus souvent intégré à des corpus plus larges présentés sous l'intitulé générique de « discours de campagne ». C'est ainsi que Dominique Labbé et Denis Monière ont produit une large étude lexicométrique sur les discours de la campagne présidentielle de 2012, intégrant à un même site d'emploi<sup>26</sup> des productions aussi diverses que communiqués de presse des candidat·e·s ou de leurs partis politiques, allocutions de meeting et transcriptions d'interviews<sup>27</sup>.

Pourtant, le discours de meeting dispose bien d'un statut spécifique dans l'ensemble des productions discursives étudiées sous cet intitulé générique de « discours de campagne ». D'abord, par sa prépondérance : en volume, les discours de meeting fournissent bien souvent l'essentiel des productions discursives étudiées<sup>28</sup>. Mais aussi par sa primauté : le discours de meeting continue de scander les campagnes de chaque candidat·e, s'adresse simultanément à plusieurs publics qu'il atteint par différents moyens et doit conjointement obéir à des contraintes d'oralité et de mise en circulation écrite. En ce sens, c'est un ensemble de dimensions stratégiques et déterministes du discours qui pèsent sur le discours de meeting électoral, sans doute dans des proportions encore supérieures à toute autre forme de production discursive réalisée dans la période.

La nécessité de circonscrire l'analyse aux seuls meetings n'a d'ailleurs pas échappé à bon nombre d'autres disciplines, et notamment aux sciences politiques qui s'y sont largement

---

<sup>26</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *Dictionnaire d'Analyse du discours*. Paris : Seuil, 2002, p. 532.

<sup>27</sup> LABBÉ Dominique, MONIÈRE Denis. *La campagne présidentielle de 2012*. Paris : L'Harmattan, 2013, 182 pages.

<sup>28</sup> À l'exception des corpus intégrant les ouvrages produits par les candidats dans ces périodes, qui présentent un statut spécifique dans la mesure où ils correspondent à une tentative de légitimation alternative à la légitimité strictement politique : celle de « l'auteur ». Voir LE BART Christian. La publication de livres comme stratégie de communication politique. in (dir.) GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul, 2012, *la campagne présidentielle*, Paris : L'Harmattan, 2014. pp. 211-223.

intéressées dans une perspective sociologique<sup>29</sup> ou anthropologique<sup>30</sup>, bien que certain·e·s l'observent là encore, comme un « *faux classique*<sup>31</sup> » de leur discipline.

Notre choix a donc été d'isoler le discours de meeting électoral, de le « prendre au sérieux » en le considérant comme un condensateur particulièrement probant des stratégies sous contraintes que mènent les différent·e·s candidat·e·s en lice pour une élection présidentielle.

---

<sup>29</sup> Et par exemple COSSART Paula. *Meeting politique. De la délibération à la manifestation. 1868-1939*. Rennes : PUR, 2010. 328 pages.

<sup>30</sup> Et par exemple ABÉLÈS Marc. « Rituels et communication politique moderne », *Hermès*, 1/1989, n ° 4, pp. 127-141.

<sup>31</sup> BALLAND Ludivine, COSSART PAULA, CRUZEL Élise. Le meeting, un faux classique de science politique. Intervention Congrès AFSP 2013.

## Partie 1. Quatre permanences de l'élection présidentielle qui en font un temps cardinal de la vie politique

« *Élection-reine*<sup>32</sup> », « *moment de vérité*<sup>33</sup> », « *rencontre entre un homme et un pays*<sup>34</sup> » : les hyperboles ne manquent pas pour décrire ce que représente l'élection présidentielle dans l'imaginaire collectif de la Ve République.

Si cette échéance est désormais perçue à juste titre comme un pivot du calendrier politique français, cela n'a pas été naturel. Un ensemble d'évolutions historiques, juridiques et sociétales ont peu à peu fait de l'élection présidentielle le temps ordonnateur de notre vie politique. Comment l'élection présidentielle au suffrage universel direct s'est-elle imposée comme ce grand rendez-vous ? C'est ce dont nous tenterons de rendre compte dans cette première partie.

Le rappel sociohistorique de l'élection présidentielle que nous allons dresser le montrera : si l'élection présidentielle a été construite comme un important rendez-vous du calendrier électoral par le recours au suffrage universel, c'est bien l'action simultanée de tous les acteurs·rice·s du champ civique : citoyen·ne·s, personnalités publiques, observateur·rice·s et professionnel·le·s de la communication politique, qui en a peu à peu fait ce pivot de notre vie politique.

Dans cette partie, nous allons tenter de dégager quatre tendances, quatre permanences du rapport entre ces différentes parties prenantes et l'élection présidentielle.

---

<sup>32</sup> Bien souvent par les chercheur·e·s en science politique elles-mêmes·eux-mêmes, voir notamment : Présidentielles : T. D., « Présidentielles : l'élection reine ? », *Tendance Ouest*, 17 avril 2012, disponible sur : <http://www.tendanceouest.com/actualite-30831-presidentielleelection-reine.html> [consulté le 16 juin 2016].

<sup>33</sup> REVAULT D'ALLONES David, WIEDER Thomas, « Dimanche, le jour où Hollande veut rencontrer François », *Le Monde.fr*, 21 janvier 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/01/21/dimanche-le-jour-ou-hollande-veut-raconter-francois\\_1632691\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/01/21/dimanche-le-jour-ou-hollande-veut-raconter-francois_1632691_1471069.html) [consulté le 16 juin 2016].

<sup>34</sup> CASTAGNET Matthieu, GORCE Bernard, « Qu'est-ce qu'un bon candidat à l'élection présidentielle », *La-Croix.com*, 28 avril 2011, disponible sur : <http://www.la-croix.com/France/Qu-est-ce-qu-un-bon-candidat-a-l-election-presidentielle-2011-04-28-596131> [consulté le 16 juin 2016].

## I. Une large adhésion jamais démentie en dépit de la crise de la participation électorale

Le 28 octobre 1962, le référendum proposé par le Général de Gaulle pour modifier la Constitution et autoriser l'élection d'un Président de la République au suffrage universel direct est approuvé. Trois ans plus tard, la première élection présidentielle a lieu. Le dispositif du scrutin prévoit dès le départ une élection à deux tours, le second étant réservé aux deux candidat·e·s qui ont réalisé les meilleurs scores au premier tour.

On observe usuellement<sup>35</sup> que c'est cette révision constitutionnelle de 1962 qui a donné toute sa force à la fonction présidentielle en elle-même. À juste titre. Bénéficiant désormais de l'onction du suffrage universel, le·la Président·e voit sa légitimité à agir et à gouverner significativement amplifiées. Mais cette révision constitutionnelle a également conféré son importance à l'élection présidentielle en elle-même : elle va immédiatement rencontrer une adhésion très importante des Français et des Françaises, adhésion qui s'observe aussi bien dans le niveau de participation particulièrement élevé<sup>36</sup> à chaque scrutin, que dans la place prise progressivement par ce rendez-vous civique dans les semaines qui le précèdent. Ce niveau de participation institutionnalise l'élection, et montre que la convocation la plus large du « peuple » à la désignation de son·sa Président·e est, dès le départ, un incontestable succès. Le principe d'une convocation électorale au suffrage universel direct s'installe ainsi durablement.

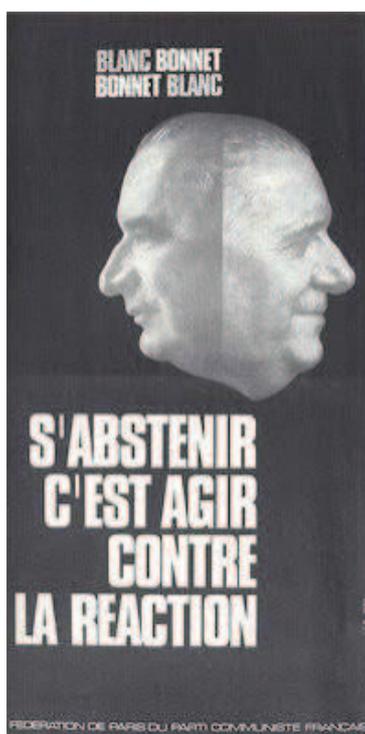
De ce point de vue, l'élection présidentielle de 1969 constitue une première épreuve institutionnelle du point de vue de la participation. Suite à la démission par communiqué de presse de Charles de Gaulle au lendemain de l'échec du référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat, proposition rejetée par 52,5 % des voix le 27 avril 1969, l'élection présidentielle a lieu moins de six semaines plus tard, les 1<sup>er</sup> et 15 juin 1969. Cette élection

---

<sup>35</sup> C'est par exemple l'un des principaux enseignements que le site étatique [vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr) tire au sujet de cette révision constitutionnelle : quel a été l'impact de la révision de 1962 sur les institutions ? [Ressource électronique] Vie-publique.fr. France. Disponible sur : <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/veme-republique/transformations/quel-ete-impact-revision-1962-institutions.html> [consulté le 2 septembre 2016].

<sup>36</sup> 84,8 % des votants ont participé au scrutin présidentiel de 1965.

précipitée rassemble sept candidats, parmi lesquels Georges Pompidou, ancien Premier ministre de Charles de Gaulle, le Président du Sénat Alain Poher, ou encore Michel Rocard, candidat du Parti Socialiste Unifié (PSU). Largement en tête dès le premier tour, c'est Georges Pompidou qui remporte l'élection au second tour avec 58,2 % des voix. Mais cette élection ne mobilise pas autant l'électorat qu'en 1965. Le taux d'abstention est de 22,4 % pour le premier tour du 1<sup>er</sup> juin. L'abstention atteint les 31,1 % au second tour, notamment à cause des consignes de vote du Parti Communiste qui refuse de choisir entre les deux candidats de droite présents au second tour. Ne se contentant pas du fait de ne pas donner de consigne de vote, le Parti Communiste Français va jusqu'à militer pour l'abstention. Il réalise une affiche restée dans les mémoires de la vie politique française : « Blanc bonnet / Bonnet blanc ».



De la même manière, la crise de la participation<sup>37</sup> électorale<sup>38</sup> qui prend corps en France au milieu des années 80 et s'accroît à partir des années 2000<sup>39</sup>, ne parviendra jamais à

---

<sup>37</sup> Nous n'ignorons pas que cette idée a été largement rediscutée, au point d'être considérée comme un lieu commun du discours sur la vie politique. Néanmoins certains travaux de politistes nous poussent à convoquer cette notion dans le cadre nos travaux. On pense notamment à PERRINEAU Pascal, *L'état politique de la France et la crise de la représentation politique*, CEVIPOF, 2004.

véritablement atteindre l'élection présidentielle. Sauf dans les circonstances exceptionnelles de l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen en 2002 qui a vu l'abstention grimper à 28,4 % des votant·e·s, le taux d'abstention à l'élection présidentielle française n'a jamais depuis 1980 excédé les 23 % et s'est le plus souvent situé sous les 20 %<sup>40</sup>. Dans le même temps, d'autres suffrages ont vu l'abstention atteindre des sommets : on pense notamment aux élections européennes de 2009, qui ont vu l'abstention friser les 60 %, au référendum du 24 septembre 2000 sur le quinquennat et ces 70 % d'abstention, ou encore au second tour des élections législatives de 2012, qui a vu l'abstention pointer à plus de 44 %.

On le voit au travers de ce bref rappel : l'élection présidentielle au suffrage universel direct s'est rapidement imposée comme un grand rendez-vous civique pour les Français et les Françaises.

## **II. Une élection qui a peu à peu structuré les trajectoires individuelles et les formations politiques**

La première élection au suffrage universel direct a lieu après la réforme constitutionnelle de 1962, les 5 et 19 décembre 1965.

Six candidats se présentent à l'élection, parmi lesquels le président sortant Charles de Gaulle, le candidat unique de la gauche François Mitterrand, et le candidat centriste Jean Lecanuet. Notons pour l'anecdote que Jean-Marie Le Pen joue déjà un rôle dans cette compétition électorale : il est le directeur de campagne de Tixier-Vignancour.

---

<sup>38</sup> Nous préférons parler de crise de la participation « électorale », plutôt que de crise de la participation « politique » ou « démocratique » dans la mesure où nombre de travaux ont fait état d'une transformation plutôt que d'une disparition de la participation à la vie civique, et qui s'observe notamment dans le développement du militantisme associatif et la montée de la participation protestataire. Conférer notamment BELLETANTE Joseph. - *Contributions des séries américaines de fiction à la formulation des jugements sur le politique* - Thèse de doctorat : Sciences politiques : Lyon 2 : 2008, pp. 60-64. qui propose un état de l'art assez complet sur cet aspect.

<sup>39</sup> BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio, 2007, 455 pages.

<sup>40</sup> *Ibid.*



Couverture du Paris-Match n°868 - 27 nov. 65

*Les quatre opposants à Charles de Gaulle. Il manque Marcel Barbu, candidat de dernière minute.*

À l'issue du premier tour, Charles de Gaulle récolte 44,6 % des voix, ce qui le place en ballottage avec François Mitterrand qui a récolté 31,8 % des voix. Au second tour, Charles de Gaulle l'emporte, avec 55,2 % des voix. Charles de Gaulle renouvelle ainsi sa légitimité à gouverner par la désignation de l'ensemble des citoyen-ne-s convoqué-e-s directement. Ce faisant, les modalités de la désignation instaurent un lien direct entre les électeurs et électrices et le-la Président-e de la République.

L'élection présidentielle de 1974 consolide les « ingrédients » qui en ont fait le temps cardinal de la vie politique que nous connaissons. Ainsi, l'institutionnalisation symbolique d'une figure emblématique, ici incarnée par Georges Pompidou – qui avait exercé la fonction de Premier ministre pendant six ans – est renforcée. Une sorte de passage de relais s'opère entre Charles de Gaulle et Georges Pompidou : l'élection apparaît comme un temps privilégié de « consécration » d'une personnalité politique emblématique.

Le décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974, président de la République en fonction, relance une fois encore le processus d'élection présidentielle anticipée et de campagne brève. L'élection présidentielle est décrétée pour le mois suivant, les 5 et 19 mai 1974.

Douze candidat-e-s se présentent aux élections, ce qui en fait une élection disputée dans des proportions nouvelles. Par la suite, ce nombre élevé amènera au durcissement des règles relatives aux candidatures, faisant passer de 100 à 500 le nombre de parrainages nécessaires pour être candidat-e. Parmi les douze candidat-e-s, on retrouve François Mitterrand, se présentant cette fois-ci en candidat unique de la gauche de gouvernement : il représente à la fois le Parti Socialiste, le Parti Communiste et le Mouvement Radical de Gauche. Cette campagne voit aussi apparaître la première candidature féminine en la personne d'Arlette Laguiller, candidate de Lutte Ouvrière. Deux candidats représentent la droite, Jacques Chaban-Delmas pour l'Union des démocrates pour la République, soutenu par le Centre démocratie et progrès, et Valéry Giscard d'Estaing, au nom des Républicains indépendants, soutenu par le Centre démocrate et le Centre républicain.

Avec plus de 43,2 % des voix, le premier tour voit François Mitterrand se qualifier confortablement. Il est suivi par Valéry Giscard d'Estaing, qui totalise 32,6 % des suffrages. En dépit de sa large avance au premier tour, François Mitterrand ne dispose plus de réserves de voix. C'est finalement Valéry Giscard d'Estaing qui emporte l'élection présidentielle de 1974, au terme d'un second tour serré, avec 50,8 % des voix. Avec le taux d'abstention le plus faible pour un second tour, à seulement 12,7 %, l'élection présidentielle se voit définitivement consacrée comme un temps rassembleur des électeurs et électrices. Surtout, le résultat témoigne de la bipolarisation de la vie politique française. Comme l'évoquent Pierre Bréchon et Bernard Denni : « *en dépit de la multiplicité des candidatures, le résultat manifeste très clairement la bipolarisation de la vie politique française. Toutes les forces politiques sont désormais identifiées à un camp*<sup>41</sup> ».

L'élection de 1988 a lieu les 24 avril et 8 mai 1988. C'est à nouveau l'occasion pour le Président de la République sortant de se représenter. Parmi les candidat·e-s, le Premier ministre de cohabitation, Jacques Chirac se présente aussi, ainsi que l'ancien Premier ministre Raymond Barre. Cette élection place donc au premier plan les deux têtes principales de l'exécutif, ce qui met en compétition des personnalités qui gouvernent déjà et vers lesquelles tous les regards se tournent au moment de l'élection.

Les deux candidats Jacques Chirac et François Mitterrand se trouvent être chacun à la tête d'un parti, position institutionnelle qui prend dès lors une importance stratégique pour pouvoir candidater à la présidence ; Jacques Chirac est le fondateur du Rassemblement pour la République, créé en 1976, tandis que François Mitterrand a été le premier secrétaire du Parti Socialiste de 1971 à 1981.

Après l'élection de 1988, les partis se transforment durablement afin de s'adapter et de s'organiser autour de l'élection présidentielle, devenant peu à peu des partis présidentiels<sup>42</sup>,

---

<sup>41</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. L'élection dans son contexte : forces et candidats en présence. BRÉCHON Pierre (dir.). *Les élections présidentielles sous la Ve République*. Paris : La documentation française, 2013, pp. 21-78.

<sup>42</sup> PUTZ Christine. « La présidentialisation des partis français », in HAEGEL Florence (dir.), *Partis Politiques et système partisan en France*. Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 321-357.

ce qui représente une nouvelle consolidation de l'élection présidentielle comme point d'orgue de la vie politique sur le temps long. Lors des élections de 1995 et pour la première fois depuis 1974, le président sortant ne se représente pas, ce qui permet un renouvellement de l'offre électorale, d'autant plus que « *les graves échecs électoraux de la gauche font même craindre l'absence de candidat de cette tendance au second tour*<sup>43</sup> ». À droite, le Premier ministre alors en exercice Édouard Balladur choisit de se présenter à l'élection, de même que Jacques Chirac. Le candidat RPR mène une campagne de proximité : il cherche à se rapprocher de ses électeurs·rice·s pour paraître plus à même de les diriger. Ainsi, il annonce sa candidature dans le quotidien régional *La Voix du Nord* le 4 novembre 1994. Le Parti Socialiste désigne Lionel Jospin dans un scrutin interne par des militant·e·s du PS. Parti favori des sondages, Édouard Balladur n'arrive qu'en troisième position à l'issue du premier tour et recueille 18,6 % des voix. Jacques Chirac et Lionel Jospin se qualifient pour le second tour. Jacques Chirac est élu le 7 mai 1995 avec 52,64 % des voix au second tour.

Si les candidat·e·s n'ont jamais attendu l'ouverture de la période de campagne officielle pour faire campagne, il faut néanmoins considérer que l'élection de 1995 va marquer une nouvelle étape dans la consécration de l'élection présidentielle comme horizon ultime pour certaines personnalités politiques. On pense notamment à Jacques Chirac qui aurait commencé à installer son image de candidat à la présidentielle de manière réfléchie dès 1989<sup>44</sup>. Entré en campagne très tôt, Jacques Chirac lance la dynamique d'une précampagne très longue qui délaisse les moyens médiatiques au profit d'une rencontre directe avec les Français·e·s : « *Jacques Chirac avait entrepris une vaste tournée électorale au fin fond des provinces françaises dès le lendemain de l'élection législative de 1993* »<sup>45</sup>.

Il convient cependant d'ajouter que cet étiquetage de « précampagne » ne correspond à aucune réalité juridique. Il se fait *a posteriori*, de façon rétrospective de notre part, puisque le candidat Jacques Chirac n'utilisait pas à l'époque ce terme. Ce terme étant d'ailleurs systématiquement récusé par les candidat·e·s, qui préfèrent fonder ces tours de France

---

<sup>43</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *art. cit.*, p.45.

<sup>44</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *art. cit.*, p.46.

<sup>45</sup> Rapporté par MAAREK Philippe. *Communication et marketing de l'homme politique*. Paris : LexisNexis 4e éd., 2014. p. 48.

comme un dispositif de légitimation supplémentaire de la nécessité de leurs candidatures. Parler de précampagne est donc plutôt le fait des observateurs·rice·s (journalistes, chercheur·e·s, etc.) que des candidat·e·s.

Depuis 2000 et la révision constitutionnelle promulguée par référendum, le mandat présidentiel passe de sept à cinq ans, et depuis 2001, une loi modifie le calendrier électoral afin que les élections législatives aient lieu après l'élection présidentielle. Ces modifications ont pour but de donner au·à la président·e élu·e une majorité parlementaire afin d'éviter une cohabitation, comme celle dans laquelle va se dérouler l'élection présidentielle de 2002.

Parallèlement, à cette révision constitutionnelle, on va progressivement assister à une nouvelle transformation des partis, qui vont consolider leur place au sein du dispositif électoral<sup>46</sup> et notamment par le recours aux primaires ouvertes pour la première fois en 2012.

Malgré sa situation de président aux pouvoirs limités par la cohabitation, Jacques Chirac souhaite se représenter. Il « *bénéficie d'une stature d'homme d'État reconnu* » et axe ses critiques sur le bilan du Premier ministre en se plaçant en chef de l'opposition. De son côté, Lionel Jospin est un Premier ministre actif et aux réformes plus ou moins populaires, comme la semaine des 35 heures ou la création du PACS. L'un comme l'autre apparaissent comme les candidats évidents, « naturels » de leurs partis.

Cette élection se caractérise par son nombre très élevé de candidatures : douze personnes se présentent au suffrage des Français·e·s. Jacques Chirac et Lionel Jospin acceptent le principe de la dispersion des voix, permettant ainsi l'émergence de « petit·e·s » candidat·e·s. L'éparpillement des votes, conjugué à un taux d'abstention record pour le premier tour de 28,4 %, entraînent, à la surprise générale, l'élimination au premier tour de Lionel Jospin au profit de Jean Marie Le Pen, candidat d'extrême droite qui récolte 16,9 % des suffrages, contre 16,2 % pour le candidat socialiste. Pour Pierre Bréchon et Bernard Denni, « *l'illusion*

---

<sup>46</sup> GRUNBERG Gérard, HAEGEL Florence. *La France vers le bipartisme ? : la présidentialisation du PS et de l'UMP*. Paris : Presses de Science Po, 2007, 122 pages.

*d'un premier tour joué d'avance a favorisé comme jamais la dispersion des voix et a accouché d'un scénario improbable : la qualification de Jean-Marie Le Pen<sup>47</sup> ». C'est la première fois qu'un candidat ne représentant pas un parti de gouvernement est retenu pour le second tour de l'élection présidentielle. Pour autant, cette élection ne remet pas véritablement en cause le caractère bipartite de la vie politique française, résultant de la capacité des deux partis de gouvernement à « s'imposer dans leur camp, à trouver des alliés, à se placer au cœur des coalitions et à y prendre l'ascendant.<sup>48</sup> »*

Pour la campagne du second tour, Jacques Chirac, qui n'a eu qu'un score de 19,9 % au premier tour, en appelle aux citoyen·ne·s : « *que chacun fasse preuve de responsabilité, de tolérance et de respect* ».

Des personnalités publiques prennent part au débat médiatique sur le résultat de ce second tour et appellent à voter en faveur de Jacques Chirac. Le 1<sup>er</sup> mai, une manifestation rassemble près d'un million et demi de personnes, venues protester contre la présence du parti d'extrême droite au second tour. C'est la première fois depuis 1974 que n'a pas lieu le débat désormais institutionnalisé d'entre-deux tours, puisque Jacques Chirac refuse de débattre avec le candidat d'extrême droite. Le 5 mai, Jacques Chirac remporte l'élection avec le score record de 82,2 %.

L'élection de 2007 a lieu les 22 avril et 6 mai et présentent douze candidat·e·s, parmi lequel·le·s Nicolas Sarkozy, président de l'UMP depuis 2004 et Ségolène Royal, candidate du PS, après un scrutin interne très médiatisé. C'est la première fois qu'une femme politique accède au second tour de l'élection présidentielle. Elle mène campagne en jouant « *la carte de la démocratie de proximité : elle veut écouter les attentes des citoyens qu'elle fait s'exprimer dans des débats participatifs<sup>49</sup>* ». Le candidat centriste François Bayrou axe sa campagne sur la critique simultanée de la droite et de la gauche afin de se présenter comme le candidat alternatif. C'est une élection très mobilisatrice, notamment sous l'impulsion des

---

<sup>47</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard, *art. cit.*, p.53.

<sup>48</sup> GRUNBERG Gérard, HAEGEL Florence, *op. cit.*, p. 7.

<sup>49</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *art. cit.*, p.59.

de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, dont « *les discours de la "rupture tranquille" affichés par Nicolas Sarkozy et de "l'ordre juste" pour Ségolène Royal manifestent un grand talent pour ratisser large*<sup>50</sup> ». La participation est importante : le taux d'abstention ne dépasse pas 16,2 % pour le premier tour. À l'issue du second tour, Nicolas Sarkozy est élu avec 53,1 % des voix.

Au cours de l'élection présidentielle de 2012, dix candidat·e·s se présentent, dont Nicolas Sarkozy, président sortant. Pour la première fois, un parti décide d'ouvrir son scrutin interne au public. Le Parti Socialiste permet à tous les électeurs·rice·s qui le souhaitent de voter lors de primaires internes. Ceci contribue à accentuer l'intérêt politique et médiatique d'une élection présidentielle dont la campagne officielle n'a pas encore commencé, puisqu'il s'agit d'élire plusieurs mois à l'avance le·la candidat·e qui représentera le parti. Cet intérêt est décuplé par rapport aux personnalités politiques de premier plan qui se présentent, comme Martine Aubry, Manuel Valls, et surtout Ségolène Royal, déjà désignée en 2007. C'est finalement le candidat François Hollande qui est retenu par celles et ceux qui participent à ce scrutin pour représenter le PS et le PRG à l'élection présidentielle. Il lance sa campagne le 22 janvier 2012 avec le meeting du Bourget, devant près de 20 000 participant·e·s. De son côté, le président sortant Nicolas Sarkozy annonce sa candidature au journal télévisé de 20 heures de TF1 le 15 février. Le 6 mai 2012, François Hollande remporte l'élection avec 51,6 % des suffrages. Il est le second candidat de gauche à être élu Président de la V<sup>e</sup> République.

### III. Des agent·e·s auxiliaires qui ont consacré ce rendez-vous

Large adhésion des Français et des Françaises, transformation progressive des partis politiques devenant peu à peu des partis présidentiels au sein d'un système institutionnel favorisant le « *bipartisme imparfait*<sup>51</sup> », structuration des trajectoires<sup>52</sup> sociopolitiques d'une partie du personnel politique : l'élection présidentielle s'est peu à peu instituée comme un

---

<sup>50</sup> *Ibid.*, p.60.

<sup>51</sup> GRUNBERG Gérard, HAEGEL Florence. *op. cit.*, p.6.

<sup>52</sup> DUBAR Claude. « Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés contemporaines* [en ligne], n°29, 1998. pp. 73-85, disponible sur : [www.persee.fr/doc/socco\\_1150-1944\\_1998\\_num\\_29\\_1\\_1842](http://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_1998_num_29_1_1842) [consulté le 31 août 2016].

rendez-vous cardinal de notre vie politique. Mais cette élection a aussi constitué pour nombre d'agents auxiliaires une occasion privilégiée de conforter leur légitimité et leur « utilité » sociale.

Dans cette perspective, trois phénomènes émergents peuvent être rapportés dès 1965.

D'abord, l'apparition de la télévision d'état, avec l'ORTF naissant<sup>53</sup> qui représente déjà le « *principal vecteur d'information politique*<sup>54</sup> ». Dès l'origine, la question de l'égalité du temps d'antenne se pose. Pour organiser la campagne présidentielle, le gouvernement crée en 1964, une structure *ad hoc*, la commission Parodi, du nom de son président Alexandre Parodi, résistant, successeur de Jean Moulin<sup>55</sup> au poste de délégué général du Comité de libération nationale en France occupée, et vice-président du Conseil d'État depuis 1960.

Cette commission a la charge de l'organisation de la campagne et de l'égalité de traitement entre les candidat-e-s. Pour la première fois, le temps d'antenne est réglementé. L'article 12 du décret relatif à l'organisation de la campagne le précise : « *Le principe d'égalité entre les candidats doit être respecté dans les programmes d'information de la radiodiffusion télévision française en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne* ». La commission s'interroge sur l'égalité stricte du temps de parole, idée qui se développera au fil des campagnes : « *Une sorte de "comptabilité-minute" ne devrait-elle pas être d'ores et déjà tenue (...) du temps d'apparition et de parole de chaque candidat, afin que l'équilibre soit maintenu entre*

---

<sup>53</sup> Organisme de radiodiffusion-télévision française créé en 1964.

<sup>54</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *art. cit.*, pp. 21-78.

<sup>55</sup> Plus précisément, successeur d'Émile Bollaert, délégué général du Comité de libération nationale en France occupée, du 1<sup>er</sup> septembre 1943 à son arrestation en Bretagne en février 1944.

tous ? »<sup>56</sup>. Celle-ci décide d'octroyer deux heures d'antenne à chaque candidat pendant la période de campagne officielle<sup>57</sup>.

Le second phénomène de pratiques professionnalisées de la communication s'observe dans le développement des sondages électoraux en France, qui va engager la pratique journalistique de mise en intrigue de la campagne présidentielle, pratique que nous développerons ultérieurement<sup>58</sup>. Les huit sondages réalisés par l'IFOP entre septembre et décembre 1965 ont montré l'impact de l'absence de campagne télévisée de Charles de Gaulle sur les intentions de vote. Crédité de 68 % des intentions de vote, celui-ci ne se retrouve plus qu'à 43 % le 30 novembre ; dans l'intervalle, François Mitterrand a gagné 4 points à 27 %, et Jean Lecanuet a plus que quadruplé son assise électorale, passant de 4,5 % à 20 % des intentions de vote. Selon Jean Stoezel, cette évolution a montré le caractère indispensable de la campagne électorale comme période de confirmation des partisan·e·s et d'activation de celles et ceux qu'il dénomme les « prédisposé·e·s ». Faute de faire campagne, Charles de Gaulle a mécaniquement laissé place à ses adversaires, qui sont parvenu·e·s dans l'intervalle à fédérer celles et ceux que les sondages naturalisent<sup>59</sup> souvent comme « indécis·e·s »<sup>60</sup>.

La troisième transformation de l'environnement politique s'observe dans l'arrivée en France des techniques du marketing appliquées à la politique, comme le montre notamment la très médiatique campagne menée par le candidat Jean Lecanuet, conseillé par Michel Bongrand,

---

<sup>56</sup> Extrait du procès-verbal de la séance du 20 octobre 1965, rapporté par Aude Vassalo : Élection & télévision : la présidentielle 1965 (Acte 1 – Premier tour) [Ressource électronique]. Aude Vassalo. Disponible sur : <https://audevassallo.wordpress.com/2012/04/01/election-television-la-campagne-presidentielle-de-1965-acte-1-premier-tour/> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>57</sup> Les interventions des candidats ont été recensées par Aude VASSALO : Présidentielle 1965 – Calendrier et détails des professions de foi télévisuelles des 6 candidats du 1er tour [Ressource électronique]. Aude Vassalo. Disponible sur : <https://audevassallo.wordpress.com/2012/04/01/presidentielle-1965-calendrier-et-detaills-des-professions-de-foi-televiseuelles-des-6-candidats-du-1er-tour/> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>58</sup> Chapitre 3. Partie III.2b.

<sup>59</sup> BLONDIAUX Loïc. *La Fabrique de l'opinion, une histoire sociale des sondages*. Paris : Seuil, coll. Science politique, 1998, 607 pages.

<sup>60</sup> Pour aller plus loin sur l'impact de la non-campagne médiatique de Charles de Gaulle dans les intentions de vote, Cf. STOEZEL Jean, Les sondages présidentiels de 1965, *Revue française de sociologie*, Année 1966, Volume 7, n°2, pp. 147-157.

considéré souvent comme le père fondateur en France de la communication politique<sup>61</sup>. Ce dernier, ancien journaliste reconverti en publicitaire s'est inspiré de la campagne du candidat démocrate John Fitzgerald Kennedy à l'élection présidentielle américaine de 1960, orchestrée par Joseph Napolitan. Jean Lecanuet s'offre les services de la société de Michel Bongrand, *Services et méthodes*, dont la devise est « *savoir faire savoir* ». La campagne du candidat centriste utilise massivement l'affichage (environ 800000 affiches sont imprimées), un tour de France, une grande documentation (biographies, brochures), et des réunions publiques organisées par des professionnel·le·s : comme celle du 30 novembre au Palais des sports, où sont mis en vente des gadgets à l'effigie du candidat<sup>62</sup>.

De son côté, Charles de Gaulle n'utilise pas son temps d'antenne et refuse initialement de faire campagne. Alain Peyrefitte, son ministre de l'information est venu expliquer le 11 novembre au journal télévisé de l'ORTF les modalités de la campagne télévisée. Il en profite pour annoncer que « *le général de Gaulle ne souhaite pas utiliser tout son temps de parole* », car « *il est suffisamment connu des Français* ». En effet, « *le président sortant ne parlera qu'un nombre restreint de minutes alors que l'opposition disposera de 20 heures d'antenne : le gouvernement est donc plus libéral et plus démocrate que dans aucune des grandes démocraties occidentales.*<sup>63</sup> »

Présence de ses opposants à la télévision, apparition des techniques issues du marketing politique, sondages montrant la percée de François Mitterrand et de Jean Lecanuet dans l'opinion : *in extremis*, Charles de Gaulle décide de relancer, ou plutôt de s'engager dans sa propre campagne électorale.

Ce dernier réalise une allocution télévisée le 30 novembre, à six jours du premier tour. Assis à son bureau à l'Élysée, on l'entend grave et fier, gloser sur la fonction présidentielle : « *Le*

---

<sup>61</sup> Voir à ce sujet : LEGAVRE Jean-Baptiste, La quête des origines, *Questions de communication*, n°7, 2005, pp. 323-344.

<sup>62</sup> DELPORTE Christian. *La France dans les yeux : une histoire de la communication politique*. Paris : Flammarion, 2007, 496 pages.

<sup>63</sup> INTERVIEW DE MONSIEUR PEYREFITTE [Ressource électronique]. Ina.fr. Disponible sur : <http://www.ina.fr/media/premieres-television/video/CAF94038471/interview-de-monsieur-peyrefitte.fr.html> [consulté le 30 juin 2016].

*Président de la République ne saurait être en effet confondu avec aucune fraction. Il doit appartenir à la Nation tout entière. Exprimer et servir le seul intérêt général.* » Ne ménageant pas ses attaques, il s'inquiète également du fait que l'éventuel succès de l'un des cinq autres candidats « *marquerait infailliblement le retour à l'odieuse confusion où se traînait naguère l'État pour le malheur de la France* ». <sup>64</sup>

Qualifié au second tour, il ne commet pas la même erreur d'appréciation que dans les premières semaines du premier tour ; il se prête immédiatement à un entretien télévisé avec le journaliste Michel Droit au sujet de sa politique et de son programme. C'est la première fois dans l'histoire que le général de Gaulle accepte de répondre aux questions d'un journaliste en direct à la télévision <sup>65</sup>. La télévision s'installe ainsi comme un média décisif des logiques de campagnes.

Le phénomène d'accompagnement de la campagne par les professionnel·le·s de la communication et de l'opinion <sup>66</sup> se renforce en 1974. Deux observations peuvent soutenir cette hypothèse.

D'abord, l'étroit rapport entre sondages et légitimation sociale des candidatures : Alain Poher, président du Sénat et président de la République par intérim après la démission de Charles de Gaulle, se voit crédité en mai 1969 de 39 % des intentions de vote au premier tour. Il talonne ainsi Georges Pompidou, l'héritier naturel de la famille gaulliste. Ce sondage précise même que dans l'hypothèse d'un second tour opposant Pompidou à Poher, c'est ce dernier qui l'emporterait. On ne peut évidemment pas dire que c'est ce sondage prometteur qui décide Poher à se porter candidat, mais il y a sans doute concouru, montrant par là le rôle grandissant des commentateurs·rice·s et analystes de la vie politique sur la vie politique elle-même.

---

<sup>64</sup> Allocution du 30 novembre 1965 [Ressource électronique]. Ina.fr. Disponible sur : <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaule00249/allocution-du-30-novembre-1965.html> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>65</sup> <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaule00110/entretien-avec-michel-droit-premiere-partie.html> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>66</sup> Sur la grande diversité des fonctions amalgamées sous cette dénomination naturalisante de « professionnel·le·s de la communication et de l'opinion », conférer GEORGAKAKIS Didier, La double figure des conseils en communication politique. Mises en scène des communicateurs et transformations du champ politique, *Sociétés contemporaines*, n° 24, décembre 1995, pp.77-94.

Autre illustration de ce phénomène d'accompagnement par les professionnel·le·s : malgré la brièveté de la campagne, Georges Pompidou s'attache les services de l'agence Havas Conseil pour l'aider dans sa campagne<sup>67</sup>. Il est le premier candidat à avoir emporté l'élection en étant accompagné par une agence. On peut noter qu'au-delà du travail effectué au service de ce candidat, c'est bien l'élection présidentielle qui vient ainsi être reconnue et promue comme enjeu de taille pour les professionnel·le·s du marketing politique.

L'élection présidentielle de 1974 voit les sondages se banaliser. La presse publie quasi quotidiennement des pronostics de résultats. On peut également noter que c'est à l'occasion de cette campagne qu'apparaissent les premiers T-shirts de campagne en France. Pendant les meetings de Valéry Giscard d'Estaing, de nombreux·se·s jeunes militant·e·s arborent un T-shirt affichant le slogan « *Giscard à la Barre* »<sup>68</sup>. Du côté de François Mitterrand, on voit une tentative de première caravane de campagne, à l'image des premières caravanes publicitaires. Au-delà de leurs caractères anecdotiques, ces pratiques témoignent une fois encore des transferts entre pratiques publicitaires et politiques<sup>69</sup>.

Mais la création notable de cette élection présidentielle est bien le débat de l'entre-deux tours. Le 10 mai 1974, un grand débat est organisé par l'ORTF entre les deux candidats retenus pour le second tour. Ce débat télévisé rassemble vingt-cinq millions de téléspectateurs·rice·s, soit presque autant que les électeurs·rice·s ayant voté au premier tour. De notre point de vue, au-delà de la joute rhétorique, le débat constitue pour les deux qualifié·e·s et pour celles et ceux qui les observent, un moment de célébration de la fonction présidentielle : ce débat agit comme un dispositif symbolique de légitimation du caractère démocratique de l'élection. Se présentent au débat, les deux « champion·ne·s » de l'élection, chacun·e ayant recueilli les voix de plusieurs millions de Français·e·s, se mettent face-à-face pour débattre, reconnaissant ainsi une légitimité réciproque et le caractère régulier des résultats du premier tour. Ce dispositif légitime ainsi la perpétuation du fonctionnement

---

<sup>67</sup> MAAREK Philippe. *op. cit.*, p. 42.

<sup>68</sup> Rapporté notamment par *La Croix* : LACUBE Nathalie, « La politique s'apprend d'abord en famille », *La-Croix.com*, 14 novembre 2006, disponible sur : <http://www.la-croix.com/Famille/Parents-Enfants/Dossiers/Education-et-Valeurs/Donner-des-reperes/La-politique-s-apprend-d-abord-en-famille> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>69</sup> Sujet auquel la revue *Mots. Les langages du politique* a consacré un numéro récent, 1/2012 (n° 98).

démocratique de notre société : pour chaque candidat·e qualifié·e, c'est en apparence l'épreuve ultime, le moment de la confrontation avec celle ou celui qui pourrait le·la faire chuter au pied du podium. Mais en réalité, les jeux sont déjà faits ; autour de cette table se retrouvent le·la vainqueur·e et le·la vaincu·e virtuel·le·s de cette élection, qui, ensemble, viennent consacrer la fonction présidentielle, et légitimer ainsi la perpétuation de notre fonctionnement démocratique.

L'élection présidentielle de 1981, qui se déroule les 26 avril et 10 mai 1981 consolide encore la place des techniques du marketing dans les pratiques politiques, notamment à travers le recours systématique aux slogans. Alors que l'équipe du président sortant choisit le slogan « *il faut un Président à la France* », l'équipe de Jacques Chirac développe plutôt « *Le Président qu'il nous faut* ». De son côté, Jacques Séguéla, conseiller en communication de François Mitterrand mène avec la COFREMA une étude sur les évolutions socioculturelles en France et invente le slogan désormais célèbre : « *La force tranquille* ».

Cette élection consolide également l'institutionnalisation du débat télévisé entre les deux candidat·e·s de l'entre-deux tours, qui sont à nouveau François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing. Pour améliorer leur performance et se préparer au mieux à cette étape désormais rituelle de la campagne électorale, les deux candidats en lice sont assistés par un réalisateur. Valéry Giscard d'Estaing choisit Gérard Herzog, qui s'était également occupé de la campagne de Georges Pompidou en 1969, tandis que François Mitterrand est aidé par le réalisateur Serge Moati, qui est son conseiller pour l'audiovisuel depuis 1971<sup>70</sup>. Le débat télévisé, en présentant les deux candidat·e·s retenus pour le second tour, accentue encore la logique de personnalisation de la campagne électorale.

À partir de 2007, un autre type d'acteur·rice·s émerge : les professionnel·le·s de la communication digitale. En effet, cette élection marque également un tournant avec l'utilisation d'Internet « *comme source d'information et d'expression politique dans la campagne*<sup>71</sup> ». Le web 2.0, agrémenté des médias sociaux (*Facebook* et, dans une moindre

---

<sup>70</sup> ROLLIN Jean. *Moteur coupeur ! Mémoires d'un cinéaste singulier*. Paris : Édite, 2008, p. 60.

<sup>71</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *art. cit.*, p. 60.

mesure, *Twitter* qui en 2007 fait ses tout premiers pas en France) et des blogs personnels, permet aux militant·e·s de jouer un rôle supplémentaire dans l'élection. Mais Internet est aussi un vecteur de communication pour les candidat·e·s. Ségolène Royal illustre parfaitement ce rapport nouveau à Internet avec la création d'un blog intitulé *Désirs d'avenir* qui propose aux citoyen·ne·s et aux militant·e·s de participer à l'élaboration de son programme. De son côté, Nicolas Sarkozy choisit l'innovation technologique et numérique avec la création en ligne d'une WebTV, appelée *Nicolas Sarkozy Télévision*. L'élection de 2012 consacre et consolide le rôle d'Internet comme outil d'information et de communication majeur dans une campagne électorale<sup>72</sup>, rôle déjà amorcé lors de l'élection précédente. Les médias sociaux, encore timides en 2007 jouent cette fois-ci un rôle véritable.

#### **IV. Une hypertrophie juridique qui témoigne de la place croissante occupée par cette échéance**

Au-delà des dynamiques sociales qui en ont fait un temps ordonnateur de la vie politique de notre pays, l'élection présidentielle se trouve strictement encadrée juridiquement.

L'évolution globale du corpus constitutionnel consacré à l'élection présidentielle n'entrant pas directement dans le cadre de notre champ d'analyse<sup>73</sup>, nous avons choisi de nous arrêter sur trois aspects :

- Les règles de la campagne officielle : ce sont elles qui se rapportent directement à notre champ d'analyse, à savoir les discours de meetings pour l'élection

---

<sup>72</sup> Le fait que l'élection présidentielle soit un temps propice à l'émergence de nouvelles techniques de communication et de marketing politique s'observera régulièrement par la suite et jusqu'en 2012 avec l'arrivée du porte-à-porte « numérisé ».

<sup>73</sup> Pour plus de précisions sur cet aspect : BACHELIER Gilles, *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel n°34, dossier : l'élection présidentielle*. Janvier 2012, disponible sur : <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/nouveaux-cahiers-du-conseil/cahier-n-34/la-constitution-et-les-elections-presidentielles.104691.html> [consulté le 30 juin 2016].

présidentielle tenus pendant les périodes de campagne officielle. Nous nous attellerons à justifier ce choix de corpus ultérieurement<sup>74</sup>.

- La manière dont le dispositif juridique s'est focalisé sur les médias audiovisuels et la mise en application d'un principe présent dès 1965 dans les travaux de la commission Parodi : l'égalité du temps de parole. La reprise et la mise en circulation par les médias d'énoncés produits par les candidat·e·s lors de discours de meetings étant un aspect majeur de notre étude, il nous a semblé important de rappeler les règles qui régissent les médias audiovisuels durant les périodes étudiées.
- Les règles de financement de la campagne électorale : le meeting électoral constitue bien souvent le premier poste budgétaire des dépenses de campagnes<sup>75</sup>. Aussi, il nous a semblé essentiel de rappeler par quels moyens et dans quelles limites les campagnes pouvaient être financées.

#### a. Les règles de la campagne officielle

Pour Jacques Gerstlé, « *la campagne concerne l'ensemble des actions mises en œuvre pour informer, propager des conceptions politiques, persuader des électeurs et elle englobe tous les efforts menés par des acteurs individuels ou collectifs en compétition pour désigner le titulaire de la fonction présidentielle*<sup>76</sup> ».

La campagne officielle est l'ultime étape d'une campagne électorale, souvent précédée d'une précampagne non régie par des règles juridiques. La campagne officielle est régulée

---

<sup>74</sup> Voir *infra*, introduction. Partie 3.I.

<sup>75</sup> DURUPT Franz, « Présidentielle : ce que la campagne a coûté aux candidats », Le Monde.fr, 31 juillet 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/07/31/presidentielle-ce-que-la-campagne-a-coute-aux-candidats\\_1740455\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/07/31/presidentielle-ce-que-la-campagne-a-coute-aux-candidats_1740455_823448.html) [consulté le 30 août 2016].

<sup>76</sup> GERSTLÉ Jacques. Les élections présidentielles depuis 1965. in BRÉCHON Pierre (dir.), Les élections présidentielles sous la Ve République. Paris : La documentation française, 2013, pp. 79-119.

par des principes très rigides, parmi lesquels l' « égalité des candidats<sup>77</sup>, [la] neutralité de l'autorité administrative et [la] loyauté des procédés utilisés<sup>78</sup> ».

De plus, depuis 1990, le recours à d'autres moyens comme la publicité commerciale sont strictement interdits trois mois avant le premier scrutin.

Depuis 1962, la durée de la campagne officielle pour l'élection présidentielle est fixée à quinze jours pleins avant le premier tour et huit jours pleins avant le second tour ; elle s'ouvre le deuxième lundi précédant le premier tour<sup>79</sup>. À partir de ce moment, les différent·e·s candidat·e·s qui se présentent disposent d'un même temps d'antenne sur les médias audiovisuels, et bénéficient également de l'envoi gratuit de leur profession de foi. La propagande officielle à travers l'affiche est également autorisée *via* la mise à disposition d'emplacements spécifiques pour les affiches des candidat·e·s<sup>80</sup>.

De plus, il existe une période de pause entre le dernier jour de la campagne officielle et le jour du scrutin, entre le vendredi à minuit et le dimanche, interdisant aux candidat·e·s de poursuivre leur campagne. Cette période de pause prend appui sur une conception du rapport de l'électeur·rice à l'élection, instituant un temps de délibération dans la quiétude relative. Cette période de retrait apparaît comme une spécificité française ; on peut penser au contraste avec les campagnes électorales aux États-Unis qui se poursuivent jusqu'au dernier moment, le jour même du scrutin. En conséquence, aucun des meetings étudiés dans notre analyse n'a lieu dans cette période de pause.

---

<sup>77</sup> « Le principe de l'égalité absolue est réaffirmé dans la loi de 1962 qui exige que l'État accorde les mêmes facilités aux candidats » Jacques GERSTLÉ, *art. cit.*, p. 82.

<sup>78</sup> *Ibidem*.

<sup>79</sup> « La campagne en vue de l'élection du Président de la République est ouverte le deuxième lundi précédant le premier tour de scrutin. Elle prend fin la veille du scrutin à zéro heure. S'il y a lieu de procéder à un deuxième tour de scrutin, la campagne s'ouvre à compter du jour de la publication au Journal officiel des noms des deux candidats habilités à se présenter. Elle prend fin la veille du scrutin à zéro heure. » Article 10 du décret 2006 du 21 avril 2006 modifiant le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

<sup>80</sup> TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille. *Les mots des présidentielles*. Paris : Presses de Science Po, 2007. p. 27.

Concernant le principe de « loyauté », on peut remarquer que les lois qui encadrent la vie civile s'appliquent à la campagne électorale, période qui ne s'affranchit pas des règles de la vie en société : interdiction de diffamation, respect de la vie privée. Cette conformation aux règles juridiques « ordinaires » n'est pas anodine. Elle détonne avec certains pans de la vie politique qui se tiennent en dehors de ces contraintes. Par exemple, le discours d'un-e parlementaire dans l'un des hémicycles échappe dans une certaine mesure à ces limitations. De même, la fonction présidentielle est une fonction exonérée d'un certain nombre de ces règles : on pense notamment à l'immunité présidentielle. Cette normalité du régime légal a des incidences très concrètes sur le discours de meeting électoral. Bien qu'en compétition électorale, les candidat·e·s ne peuvent s'affranchir des limites délictuelles ordinaires.

#### b. L'équité médiatique : un sujet d'attention majeur

Un décret du 14 mars 1964 impose le principe d'équité dans l'accès à l'audiovisuel entre les candidat·e·s<sup>81</sup>. Mais avec la place de plus en plus importante prise par les médias audiovisuels, une autorité administrative indépendante a été créée pour réglementer encore plus précisément ce domaine. La première est la *Haute Autorité de l'audiovisuel*, instaurée par la loi du 29 juillet 1982<sup>82</sup>, abrogée depuis. Elle est ensuite remplacée par la *Commission nationale de la communication des libertés* (CNCL), instaurée par la loi du 30 septembre 1986, dite loi Léotard<sup>83</sup>. La CNCL est remplacée en 1989 par le *Conseil supérieur de l'audiovisuel* (CSA).

---

<sup>81</sup> GERSTLÉ Jacques. *art. cit.*, p. 85.

<sup>82</sup> Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

<sup>83</sup> Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (Loi Léotard).

Un décret du 8 mars 2001 remet à jour celui de 1964 concernant le temps d'antenne destiné à chaque candidat·e, notamment à cause du nombre de plus en plus élevé de candidatures officielles pour l'élection présidentielle.

Le CSA doit veiller « *au respect du pluralisme politique sur les antennes : les chaînes doivent respecter un équilibre entre le temps d'intervention des membres du gouvernement, celui des personnalités de la majorité parlementaire, celui des personnalités de l'opposition parlementaire*<sup>84</sup> ». Pendant l'élection présidentielle, le CSA s'occupe de répartir le temps de parole des candidat·e·s de façon équitable et égale, « *mais aussi celui de leurs soutiens*<sup>85</sup> ».

Pour autant, il arrive que cette équité ne soit pas respectée ; par exemple, lors des élections municipales de 2014, il est apparu que la chaîne d'information continue BFM TV octroyait un temps d'antenne trop important au Front National. Selon un rapport du CSA<sup>86</sup>, la chaîne aurait donné un temps de parole trop élevé au parti d'extrême droite lors des trois premières semaines de la campagne, avec 43 % du temps de parole, contre 17,6 % pour le Parti Socialiste et 15,8 % pour l'UMP<sup>87</sup>.

Cette équité médiatique constitue une motivation supplémentaire dans la participation des candidat·e·s à l'élection présidentielle : dès lors qu'elles·ils ont franchi la barre des 500 « parrainages », elles·ils sont garanti·e·s d'un même temps d'antenne que tous·tes les autres candidat·e·s. Ainsi, pour les « petits » partis, il s'agit parfois moins de tenter de récolter un maximum de suffrages, que d'obtenir lors de la campagne un temps de parole sans rapport avec la réalité de leurs poids politiques au plan national. Pour le politologue Bruno Cautrès : « *c'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont candidats à l'élection présidentielle. C'est une circonscription unique, avec une égalité de temps de parole imposée et une exposition*

---

<sup>84</sup> TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille, *op. cit.*, p. 52.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Élections municipales 2014 : temps de parole*. [Ressource électronique] Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Archives. France. Disponible sur : <http://www.csa.fr/Television/Le-suivi-des-programmes/Le-pluralisme-politique-et-les-campagnes-electorales/Archives-Elections-municipales-2014-temps-de-parole> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>87</sup> RENAULT Enguerrand, VALERIO Ivan, « Le CSA s'interroge sur le temps de parole accordé au Front National sur BFMTV », Le Figaro.fr, 18 mars 2014, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/decryptages/2014/03/18/25003-20140318ARTFIG00246-le-csa-inquiet-du-temps-de-parole-accorde-au-front-national-sur-bfm-tv.php> [consulté le 30 juin 2016].

*médiatique garantie*<sup>88</sup> ». Ainsi, c'est cette règle qui aurait, selon François Bachy, permis l'émergence d'Olivier Besancenot en 2002<sup>89</sup>.

Remarquons enfin que ce principe d'équité médiatique fait l'objet d'une véritable mise en scène dans certaines émissions. On pense en particulier à l'émission *Des paroles et des actes*, diffusée en direct et en prime time sur France 2, durant laquelle on voit un chronomètre en arrière-plan et où l'on entend un gong retentir lorsque le temps de parole de la·du candidat·e est écoulé.

### c. Les règles de financement pour la campagne électorale

La loi du 11 mars 1988 a limité le plafond des dépenses, en ajoutant la possibilité d'un remboursement par l'État selon le nombre de suffrages obtenus.

Par la suite, la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (dite Loi Rocard) est censée encadrer les dépenses liées aux élections. Elle autorise le financement public aux formations politiques qui ne sont pas représentées au Sénat ou à l'Assemblée nationale. Elle permet également aux partis politiques de recevoir des financements privés dans la limite des plafonds établis.

C'est à cette occasion qu'est créée la *Commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques* (CNCCFP), mise en place le 19 juin 1990.

Concernant le financement de la campagne, c'est la·le candidat·e qui est responsable juridiquement : l'État établit une distinction entre le financement des partis et des campagnes.

---

<sup>88</sup> CLAVEL Geoffroy, « Égalité du temps de parole : la campagne médiatique et politique prend une autre ampleur », *Le Huffington Post*. Fr, 19 mars 2012, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/19/egalite-du-temps-de-parole-campagne\\_n\\_1361968.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/19/egalite-du-temps-de-parole-campagne_n_1361968.html) [consulté le 30 juin 2016].

<sup>89</sup> CABOT Émilie, « Le temps de parole, casse-tête des chaînes de télévision », *Le Journal du dimanche* (lejdd.fr), 19 mars 2012, disponible sur : <http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/L-egalite-du-temps-de-parole-contraint-les-televisions-495688> [consulté le 30 juin 2016].

Une fois que les candidatures sont officialisées, l'État offre une avance de 153 000 euros aux candidat·e·s, au moment de la publication de leur candidature au *Journal officiel*.

Chaque candidat·e· a pour obligation de tenir un compte de campagne. Ce compte doit retracer l'origine des recettes et la nature des dépenses. Si le score d'un·e candidat·e· dépasse 5 % des suffrages, et si le compte de campagne est validé, l'État lui rembourse ses dépenses à hauteur de 50 % du plafond. Pour l'élection présidentielle de 2012, la Cour nationale des comptes de campagne et de financement politique a fixé la limite du plafond des dépenses de campagne à 22 509 000 euros<sup>90</sup> pour les candidat·e·s du second tour. Les autres candidat·e·s ne pouvaient dépenser plus de 16 851 000 d'euros<sup>91</sup>. Les candidat·e·s qui rassemblaient plus de 5 % des suffrages pouvaient donc être remboursé·e·s à hauteur de 10,7 millions d'euros en 2012. Quant aux candidat·e·s qui n'atteignent pas 5 % des voix, elles-ils sont remboursé·e·s au vingtième du plafond, soit 800 426 euros pour 2012<sup>92</sup>.

Cela étant, comme l'indique Jacques Gerstlé, ce remboursement « *est loin de permettre aux candidats de faire face à l'explosion des coûts de campagne*<sup>93</sup> ». Ainsi, en 1995, le candidat Philippe de Villiers n'a eu le droit qu'à un remboursement limité de ses dépenses puisqu'il n'avait pas atteint la barre des 5 % des voix. Pour couvrir une partie de sa dette auprès des banques qui lui avaient accordé des prêts, il fut contraint de faire appel aux dons de ses partisan·e·s.

Même sanction en cas de dépassement du plafond : la·le candidat·e ne peut être remboursé·e. Lors de l'élection de 2012, la CNCCFP a constaté que certaines dépenses de la campagne de Nicolas Sarkozy avaient été prises en charge par la présidence de la République. Une fois ces dépenses ajoutées au compte de campagne, le résultat final

---

<sup>90</sup> JEAN Diane, LAURENT Samuel, « Au fait, comment finance-t-on une campagne électorale ? », *Le Monde.fr*, 27 mai 2014, disponible sur [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/27/au-fait-comment-finance-t-on-une-campagne-electorale\\_4426832\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/27/au-fait-comment-finance-t-on-une-campagne-electorale_4426832_4355770.html) [consulté le 30 juin 2016].

<sup>91</sup> *Campagne électorale : les règles encadrant les médias, les sondages et les dépenses des candidats* [Ressource électronique]. Vie-publique.fr. France. Disponible sur : <http://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/election-presidentielle-2012/campagne-electorale-regles-encadrant-medias-sondages-depenses-candidats.html> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>92</sup> JEAN Diane, LAURENT Samuel. *Ibid.*

<sup>93</sup> GERSTLÉ Jacques, *art. cit.*, p. 100.

dépassait le plafond admis par la Commission, provoquant donc une invalidation de ses comptes. Suite au rejet par l'État de lui rembourser 11 millions de ses frais de campagne, Nicolas Sarkozy et l'UMP ont lancé un appel aux dons.

Concernant les versements au profit d'un·e candidat·e, les personnes physiques peuvent effectuer des dons à hauteur de 4 600 euros pour toute la durée de la campagne, et les dons supérieurs à 150 euros doivent être versés par chèque<sup>94</sup>. Pour les versements au profit d'un parti politique, en dehors des campagnes, les dons pour un parti politique sont limités à 7 500 euros par parti, et 15 000 euros par an et par foyer fiscal<sup>95</sup>. Pour les personnes souhaitant ainsi participer, effectuer des versements sous forme de dons permet une réduction d'impôts.

Le·la candidat·e peut verser sur son compte de campagne ses propres économies de façon illimitée. Pour financer les comptes de campagne, le·la candidat·e peut avoir recours aux contributions des partis, mais peut également bénéficier des recettes d'opérations commerciales<sup>96</sup>. Il est possible pour un·e candidat·e d'obtenir un prêt auprès d'une banque afin de financer sa campagne. Plus le parti a de chances de dépasser 5 % des suffrages, plus la banque est disposée à lui autoriser ce prêt. Quant aux aides en nature, elles sont interdites.

Concernant les dépenses des campagnes électorales, une bonne partie sert à financer les réunions publiques. Ces meetings sont chers : il faut compter environ un million d'euros pour le meeting du Bourget de François Hollande, et trois millions d'euros pour le meeting de Villepinte de Nicolas Sarkozy<sup>97</sup>. Cependant, des meetings en plein air se sont développés au cours de la campagne de 2012, notamment car ils sont moins coûteux et permettent de

---

<sup>94</sup> JEAN Diane, LAURENT Samuel. *Ibid.*

<sup>95</sup> *Impôt sur le revenu – Don à un parti politique* [Ressource électronique]. Service-public. France. Disponible sur <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F427.xhtml>. [consulté le 30 juin 2016].

<sup>96</sup> GERSTLÉ Jacques. *art. cit.*

<sup>97</sup> SÉCAIL Claire, MANSIER Pascale. « Une campagne tout en meetings », *Le Monde.fr*, 30 avril 2012, disponible au lien suivant : [http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings\\_1693297\\_3232.html](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings_1693297_3232.html) [consulté le 30 juin 2016]

« *décloisonner un rituel souvent perçu comme réservé aux seuls militants*<sup>98</sup> ». Par exemple, le meeting de la Bastille du 18 mars organisé par le Front de Gauche aurait coûté cent mille euros, « *pour une participation trois à quatre fois plus importante*<sup>99</sup> » que les meetings au Bourget ou à Villepinte dans des lieux fermés.

Cet exposé factuel des dispositifs encadrant l'élection présidentielle témoigne du niveau des contraintes juridiques, qui au fil des échéances se sont resserrées autour de l'application de l'égalité du temps de parole médiatique au regard des transformations médiatiques. Il faut néanmoins observer que cette règle est régulièrement contestée par les partis de gouvernement, qui lui reprochent d'accorder une trop grande prime de visibilité aux petit·e·s candidat·e·s. C'est sans doute ce qui a poussé le Parlement français à discuter en avril 2016 de l'assouplissement des règles de l'égalité du temps de parole de la campagne présidentielle. Celui-ci vise notamment à substituer au principe d'égalité du temps de parole, le principe d'équité, fonction de la représentativité des candidat·e·s, considérée comme la conjonction de trois éléments<sup>100</sup> :

- Les résultats obtenus aux plus récentes élections par les candidat·e·s ou leurs formations ;
- La contribution de chaque candidat·e à l'animation du débat électoral ;
- Les indications des enquêtes d'opinion (sondages).

Pour le moment, cet assouplissement ne porte que sur la période située entre les dépôts des listes et le démarrage de la campagne officielle ; mais l'idée que ces règles ne se justifient plus fait son chemin. Surtout, elle se conjugue à un contexte de mutation profonde des médias eux-mêmes, constituée notamment par le développement d'Internet ou de la

---

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Une très bonne analyse est proposée ici : Présidentielle : Le Monde, « Les députés adoptent la réforme du temps de parole », Le Monde.fr, 05 avril 2016, disponible sur [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/04/05/egalite-du-temps-de-parole-les-deputes-se-prononcent-sur-les-regles-de-la-campagne-presidentielle\\_4896220\\_4854003.html#qteJSB0i5zCpUyMR.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/04/05/egalite-du-temps-de-parole-les-deputes-se-prononcent-sur-les-regles-de-la-campagne-presidentielle_4896220_4854003.html#qteJSB0i5zCpUyMR.99) [consulté le 30 juin 2016].

« télévision de rattrapage<sup>101</sup> », qui vient dans les faits remettre en cause le bien-fondé même du principe d'égalité du temps de parole, à l'heure où l'information à la demande devient la norme. Remarquons également qu'en tenant compte des « indications d'enquête d'opinion », elles viennent conforter la place occupée par les sondages et légitimer aussi la fonction naturalisatrice de cet outil.

## **V. Quatre phénomènes convergents qui ont donné à l'élection présidentielle sa position cardinale**

Dans cette première partie, nous avons tenté de montrer comment quatre phénomènes convergents ont donné à l'élection présidentielle la place qu'elle occupe dans notre vie politique.

D'abord, la large adhésion des citoyen-ne-s à cette consultation électorale au suffrage universel direct. Cette adhésion a été nette dès la première consultation et ne s'est jamais démentie depuis, malgré les appels militants à l'abstention (élection de 1969), et la crise de la participation électorale qui s'est progressivement observée en France depuis le début des années 1980.

Ensuite, la place prise par cette échéance électorale dans l'organisation et les stratégies politiques elles-mêmes. Peu à peu, les partis politiques se sont organisés comme des machines à gagner les élections, allant même jusqu'à organiser ce qu'ils ne pouvaient empêcher, à savoir la nécessité de partager le pouvoir de désignation de leur candidat-e par un processus de primaires ouvertes. En outre, l'individualisation du champ politique aidant, l'élection présidentielle est devenue un objectif assumé de nombre de personnalités politiques, qui tentent désormais de planifier un parcours, s'étalant parfois sur plusieurs décennies, pour légitimer leur éventuelle candidature à une élection présidentielle à venir. Ce faisant, l'élection présidentielle conditionne désormais la conduite politique d'une partie

---

<sup>101</sup> C'est-à-dire la possibilité de revoir un ensemble de programmes télévisés à partir de son accès Internet.

du personnel politique, parfois sur des temps très longs : elle structure véritablement nombre de trajectoires politiques.

En outre, la consécration est également venue par les agents entourant le pouvoir politique. professionnel·le·s de la communication politique<sup>102</sup>, conseiller·ère·s divers·e·s, sondeurs·se·s, éditorialistes, journalistes, blogueurs·se·s, etc. : l'élection présidentielle a depuis son origine été considérée par nombre d'agents comme une opportunité pour conforter un rôle de médiation entre politique et opinion publique<sup>103</sup>, alors même que le suffrage universel direct encourage les candidat·e·s à dénier toute fonction d'intermédiation<sup>104</sup>. De cette manière, c'est l'ensemble de ces agents de médiation qui se sont trouvé·e·s en position de confirmer l'importance de cette consultation électorale, par le simple fait de lui accorder un tel rôle dans le déploiement de leur propre stratégie.

Enfin, l'élection présidentielle s'est aussi trouvée légitimée par l'amoncellement de règles juridiques de plus en plus détaillées et strictes, portant notamment sur l'égalité du temps de parole dans les médias audiovisuels ou encore sur les règles de financement. L'hypertrophie juridique témoigne elle aussi de la place prise progressivement par cette consultation électorale.

Ce contexte étant posé, nous proposons d'entrer plus précisément dans le cadre qui constitue notre champ d'études : la scène de meeting électoral. C'est l'objet de notre seconde partie.

---

<sup>102</sup> Entendue comme une « activité spécialisée de valorisation du travail et du pouvoir politiques » au sens proposé par RIUTORT Philippe. *Sociologie de la communication politique*. Paris : La Découverte, coll. Repères, 2007, p. 8.

<sup>103</sup> L'élection présidentielle de 2017 qui se profile au moment où nous rédigeons ces lignes ne semble d'ailleurs pas déroger à la règle. Dans une modernité où « l'esprit startup » et l'entrepreneuriat ont été encouragés, on voit apparaître des entreprises comme LMP qui, Big data à l'appui, se présente comme la première startup en stratégie électorale. Liegey Muller Pons est la première startup de stratégie électorale en Europe [Ressource électronique]. Liegey Muller Pons. Disponible sur : <http://www.liegeymullerpons.fr/> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>104</sup> Nous verrons d'ailleurs à quel point ce déni est probant en discours, et notamment au sujet des journalistes. Voir *infra* chapitre 3. Partie 3.

## Partie 2. Le meeting électoral, un métronome des campagnes pour l'élection présidentielle française

Dans la précédente partie, nous avons montré à partir d'un rappel sociohistorique et d'un exposé de quelques principes juridiques, comment l'élection présidentielle s'était imposée sous la V<sup>e</sup> République comme un temps ordonnateur de la vie politique française.

La campagne qui jalonne cette élection est constituée d'interventions publiques souvent médiatisées : elles visent à échanger des paroles contre des voix<sup>105</sup>. Le principal temps de cet échange est le meeting électoral, qui constitue une partie significative des dépenses de campagne et jusqu'à plus de la moitié des dépenses pour certain·e·s candidat·e·s<sup>106</sup>. Le meeting agit comme un métronome de la campagne : il scande les campagnes de chaque candidat·e, et s'adresse simultanément à plusieurs publics qu'il atteint par différents moyens. Il joue également un rôle important dans la cohésion même des structures militantes des partis politiques. Quelle est la genèse du meeting électoral ? Quelle est sa fonction historique ? Cette fonction a-t-elle perduré jusque nos jours ? C'est ce que nous proposons d'examiner maintenant.

### I. Genèse du meeting électoral

#### a. Ailleurs, le rôle du meeting électoral

Les formes et fonctions des meetings ont considérablement évolué en fonction de leur contexte historique et des lieux où ils se sont produits.

---

<sup>105</sup> Selon la formule de BERTRAND Denis, DEZE Alexandre, MISSIKA Jean-Louis. *Parler pour gagner Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*. Paris : Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats, 2007, p. 7.

<sup>106</sup> Par exemple, Jean-Luc Mélenchon a consacré plus de cinq millions d'euros aux réunions publiques en 2012, sur un budget total de campagne de neuf-millions-cent-mille d'euros.

Il convient de noter tout d'abord que le meeting électoral ne constitue évidemment pas une spécificité européenne. Ainsi, Hélène Combes a travaillé sur les meetings au Mexique<sup>107</sup>, Moacir Palmeira et Beatriz Heredia ont largement étudié le rôle des meetings électoraux comme forme privilégiée de mobilisation politique dans une province du Brésil en 1990<sup>108</sup>. De la même manière, Cédric Mayrargue a analysé les meetings politiques lors de l'élection présidentielle de 1996 au Bénin<sup>109</sup>.

Même s'il s'agit parfois de manifestations d'envergure, celles-ci restent néanmoins sans commune mesure avec les *monster meetings*<sup>110</sup> irlandais des années 1820 à 1840 : l'Irlande offre alors le spectacle d'immenses foules politiquement mobilisées. Toutes les catégories sociales de la population se rassemblent lors de ces meetings géants. Ainsi, le 15 août 1843, la colline de Tara, située à une quarantaine de kilomètres au nord de Dublin, accueille entre deux cent mille et cinq-cent-mille personnes, autour d'une revendication de souveraineté nationale<sup>111</sup>. Des *monster meetings* sont également organisés outre-Atlantique ; c'est la même expression qui est employée par Richard Jensen pour désigner les meetings électoraux du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis<sup>112</sup>.

#### b. Le meeting en France, entre volonté d'approfondissement démocratique et menace pour l'ordre public

En France, Paula Cossart rappelle que les réunions publiques démarrent au XIX<sup>e</sup> siècle. Elles correspondent alors à un idéal républicain du débat contradictoire : « *Les Républicains promeuvent la liberté de s'assembler avec l'espoir que l'individu y soit amené à se détacher*

---

<sup>107</sup> COMBES Hélène. Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans, *Politix*, 2009, Vol. n° 85, p. 149.

<sup>108</sup> PALMEIRA Moacir, HEREDIA Beatriz, Le temps de la politique, *Études rurales*, 1993, 131-132, pp. 73-88.

<sup>109</sup> MAYRARGUE Cédric. Les langages politiques en campagne électorale. Représentations et comportements des candidats à une élection présidentielle au Bénin. *in* (dir.) Patrick Quantin, *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris : L'Harmattan, 2004, pp. 258- 312.

<sup>110</sup> COLANTONIO Laurent. Mobilisation nationale, souveraineté populaire et normalisations en Irlande (années 1820-1840), *Revue d'histoire du XIXe siècle* 1, 2011, Vol. n° 42, pp. 53-69.

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> JENSEN Richard. Armies, Admen and Crusaders: Types of Presidential Election Campaigns, *The History Teacher*, 1969 Vol. n°2, n°2, pp. 33-50.

de ses appartenances sociales et à adopter les règles d'une nouvelle civilité républicaine, en pratiquant l'échange d'idées<sup>113</sup> ». À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les meetings offrent ainsi le spectacle de véritables joutes oratoires entre candidats en campagne. Ils sont aussi extrêmement nombreux : un observateur de la lutte électorale qui démarre le 4 mai 1869 pour le renouvellement du Corps législatif témoigne : « Pendant les 15 ou 20 jours accordés par la loi aux réunions publiques électorales, il en a été tenu plus de deux cents à Paris, et probablement deux à trois milles dans toute la France<sup>114</sup> ».

Ainsi, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France, le meeting s'impose comme une bonne manière de faire participer le peuple à la vie politique. Pour les Républicains d'alors, l'existence d'élections au suffrage universel se révèle insuffisante pour atteindre l'idéal démocratique. Il faut aussi que ce suffrage se fonde sur une opinion éclairée, qu'il soit précédé de délibérations. La réunion politique s'impose comme le plus sûr moyen pour y parvenir.

Mais la réunion politique a également une autre vertu du point de vue des Républicains. Alors que le souvenir brûlant de la Commune perdure, le meeting s'impose comme une modalité d'encadrement des foules politisées. Il offre une alternative commode aux incontrôlables actions de rue. C'est ce que traduit bien le quotidien républicain *Le Siècle* dans son édition du 25 novembre 1884 : « On les laissera tout dire dans leurs réunions, mais on ne les laissera rien faire dans la rue<sup>115</sup> ».

L'essor des meetings politiques s'explique donc comme une initiative du pouvoir en place, résultant d'un équilibre entre volonté d'approfondissement de l'exercice citoyen et prévention des troubles à l'ordre public. L'enjeu pour les Républicains est bien résumé par

---

<sup>113</sup> COSSART Paula. À quoi servent les meetings dans une campagne électorale ? [Ressource électronique] Médiapart [en ligne] 23 février 2012 disponible ici : <http://blogs.mediapart.fr/edition/sociologie-politique-des-elections/article/230212/quoi-servent-les-meetings-dans-une-ca> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>114</sup> MASSERAS Étienne, cité par COSSART Paula. *Meeting politique. De la délibération à la manifestation. 1868-1939*. Rennes : PUR, 2010, p. 116.

<sup>115</sup> Citation relevée par COSSART Paula, *art. cit.*

Olivier Ihl : « associer la figure du peuple, sans mobiliser la puissance suspecte de la foule<sup>116</sup> ».

Il faut néanmoins remarquer que cet approfondissement de la pratique délibérative, affermissement conçu comme une alternative à d'éventuelles actions de rue, n'est pas propre à l'évolution des meetings. Il caractérise plus largement l'évolution des libertés publiques. C'est ce que relève fort justement Danielle Tartakowsky : « *La valorisation de la liberté d'expression politique est à la condition de l'exclusion catégorique de l'action politique des masses en tant que masses dans la rue*<sup>117</sup> ».

C'est ainsi que la nette préférence pour un espace clos, comme matérialisation de l'espace public idéal, a peu à peu été imposée par la législation. Comme l'évoque Paula Cossart : « *De ce point de vue, aucun discours n'est vraiment dangereux, du moment qu'il est prononcé dans le cadre de la réunion et que les paroles ne se transforment pas en actes*<sup>118</sup> ».

« Associer la figure du peuple, sans mobiliser la puissance suspecte de la foule » : dans cette articulation, le meeting offre déjà un parfait exemple de ce que Pierre Bourdieu qualifiera bien plus tard de rite d'institution. « *Parler de rite d'institution, c'est indiquer que tout rite tend à consacrer et à légitimer, c'est-à-dire à faire méconnaître en tant qu'arbitraire et reconnaître en tant que légitime, naturelle, une limite arbitraire. [...] Comment alimenter la ferveur des profanes, tout en les mettant à distance ? C'est le propre du rite d'institution.*<sup>119</sup> »

Par les meetings, les candidat·e·s sont ainsi consacré·e·s, légitimé·e·s comme représentatif·ive·s et présenté·e·s comme les plus à même de répondre de la fonction à laquelle elles·ils aspirent. Mais par les meetings, il s'agit également d'instaurer une distance entre un·e représentant·e et ses soutiens. Le meeting en tant que rituel a ceci d'unique qu'il

---

<sup>116</sup> IHL Olivier. *La fête républicaine*. Paris : Gallimard, 1996, p. 17.

<sup>117</sup> TARTAKOWSKY Danielle. La manifestation comme mort de la révolte. *Révolte et Société. Publications de la Sorbonne*, 1989, tome II, p. 240.

<sup>118</sup> COSSART Paula. *op. cit.*, p. 74.

<sup>119</sup> BOURDIEU Pierre. La représentation politique : Éléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 02/1981, Vol. 36-37, p. 6.

permet simultanément la communion et la distanciation, consacrant ainsi « *une foule et son maître*<sup>120</sup> », dimension sur laquelle nous reviendrons ultérieurement<sup>121</sup>.

## II. Le mot « meeting » en contexte

Mais d'où vient ce terme de « meeting » ? Comment est-il employé par les acteur·rice·s du champ que nous étudions ? Voici ce sur quoi nous proposons de nous arrêter quelques instants.

### a. Quand le terme précède le droit

Selon le Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales<sup>122</sup> du CNRS, « meeting » vient de *mitine*, « *réunion des fidèles d'une secte religieuse* » que l'on trouve dès 1733 dans la *Bibliothèque Britannique ou Histoire des ouvrages des Savants de la Grande-Bretagne*<sup>123</sup>. Cette acception du terme « meeting » a longtemps perduré : cent-cinquante ans plus tard, on en relève encore une occurrence chez Alphonse Daudet dans son pamphlet *L'Évangéliste* : « *Jeanne et sa tante (...) passaient leurs après-midis au rez-de-chaussée du chalet, en compagnie de vieilles piétistes anglaises, genevoises, à organiser des meetings de prières.*<sup>124</sup> »

Quant à la définition usuelle que nous connaissons aujourd'hui, elle semble être attestée depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avant la Révolution française, et bien antérieurement au droit de réunion publique tel qu'il a été consacré par la loi du 30 juin

---

<sup>120</sup> POURCHER Yves. Un homme, une rose à la main. Meetings en Languedoc de 1985 à 1989, *Terrain*. 1990, Vol. n° 15, p. 77-90.

<sup>121</sup> Voir *infra* chapitre 1. Partie 2.III.d

<sup>122</sup> *Meeting* [Ressource électronique]. Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. France. Disponible sur : <http://www.cnrtl.fr/etymologie/meeting> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>123</sup> *Bibliothèque britannique ou Histoire des ouvrages des Savants de la Grande-Bretagne*. Tome II, p. 21 (Commentaire des Lettres sur les Anglais de Voltaire).

<sup>124</sup> DAUDET Alphonse. *L'évangéliste, Roman parisien*. Paris : Fayard, 1906, p.76.

1881. Ainsi, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire paru en 1764 ne propose pas d'entrée « meeting », mais en relève l'usage à l'entrée « Assemblée<sup>125</sup> ».

Par extension, « meeting » a désigné une réunion publique depuis au moins 1786<sup>126</sup>. Il s'est ensuite élargi aux manifestations sportives au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>127</sup>, puis aux démonstrations aériennes dès les débuts de l'aviation (fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup>)<sup>128</sup>. On le relève également dans le cadre de manifestations académiques<sup>129</sup>, mais cela semble être davantage motivé par l'internationalisation des événements de recherche qui poussent à retenir des termes en anglais (« meeting » signifiant « rencontre » en anglais), que par un élargissement de l'acceptation du terme « meeting » en langue française.

Meeting aérien, meeting sportif, meeting politique, meeting académique : c'est peut-être la combinaison entre la dimension publique d'un rassemblement et l'idée d'une performance ritualisée, qui soutient les usages du terme « meeting » comme ils prévalent encore aujourd'hui.

#### b. « Meeting » : une dénomination indigène non stabilisée

Nous observons néanmoins qu'en usage, et au sein d'une communauté discursive spécifique, « meeting » tend à désigner par ellipse le meeting électoral. D'un point de vue indigène, le terme « meeting<sup>130</sup> » cohabite avec d'autres formulations : rassemblement, mobilisation, réunion publique....

---

<sup>125</sup> VOLTAIRE. *Dictionnaire philosophique*. Paris: Garnier, tome I, p. 445.

<sup>126</sup> DE CHASTELLUX François Jean. *Voyages de M. le Marquis de Chastellux dans l'Amérique septentrionale, dans les années 1780, 1781 et 1782*. Chez Prault : Paris, 1786, tome I, p. 32.

<sup>127</sup> D'AUREVILLY Barbey. *Le dandysme*. Genève: Droz, 1938, tome I, p. 219.

<sup>128</sup> *Almanach Hachette 1911*, p. 31.

<sup>129</sup> Par exemple ici : ESE Research Meeting [Ressource électronique]. European Society of Endodontology. Disponible sur: <http://www.e-s-e.eu/research/meetings/index.html> [consulté le 31 août 2016].

<sup>130</sup> « Une réunion électorale est un rassemblement de personnes venues écouter un ou plusieurs candidats durant une campagne électorale. On parle aussi de meeting électoral. » BACOT Paul. *Les mots des élections*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 2012, 128 pages.

Signalons tout d'abord que du point de vue des acteur-ric-e-s du champ que nous étudions, ces différentes dénominations semblent être largement interchangeables. Elles agissent comme de parfaits synonymes. En témoigne le fait que sur un même dispositif de communication, plusieurs dénominations peuvent être simultanément mobilisées. C'est notamment le cas pour certaines pages Internet de partis politiques engagés dans la campagne présidentielle de 2012. Ainsi, on trouve sur un même paragraphe d'un article d'annonce du site web du Parti Socialiste, la mention « *rassemblement du Bourget* », puis « *grand meeting national* », puis « *grand rassemblement pour François Hollande* ».



Pour Marine Le Pen en campagne en 2012, ce sont les intitulés « *meeting* » et « *réunion publique* » qui coexistent :

← → C H www.marinelepen.fr/terme/meeting/



- 

17 AVRIL 2012  
**MEETING DE MARINE LE PEN AU ZÉNITH DE PARIS**  
 Marine Le Pen à Paris au Zénith pour un Grand Meeting devant plus de 6.000 personnes avant le premier de tour de l'élection présidentielle.
- 

7 AVRIL 2012  
**RÉUNION PUBLIQUE DE LYON**  
 Grande réunion publique de Marine Le Pen à Lyon, le 7 avril 2012. Amphithéâtre 3000, 1 quai Charles de Gaulle, 69000 Lyon.
- 

4 MARS 2012  
**RÉUNION PUBLIQUE DE MARINE LE PEN À MARSEILLE**  
 Samedi 3 mars 2012, Marine Le Pen tenait une réunion publique à Marseille.
- 

29 JANVIER 2012  
**GRAND MEETING DE MARINE LE PEN À PERPIGNAN : REPORTAGE ET RÉACTIONS**  
 Reportage et réactions dans les médias à la suite du grand meeting à Perpignan de Marine Le Pen candidate à l'élection présidentielle de 2012.

Enfin, pour les affiches de Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle de 2012, les dénominations oscillent entre « *réunion publique* », « *meeting* », « *grand meeting* » et parfois aucun intitulé, sans qu'il n'ait été possible d'observer de différences entre ces différentes manifestations : la pluralité des dénominations ne semble pas refléter une diversité de pratiques institutionnelles.

Dans les exemples relevés, le « *meeting* » comme la « *réunion publique* » ou le « *rassemblement* » peuvent parfois être précédé-e-s de l'adjectif « *grand-e* », insistant par là sur le nombre de sièges disponibles, mais aussi sur l'enjeu que ce meeting représente.



Un seul cas semble relever d'un choix sémantique stabilisé, différent de tous les autres partis engagés en campagne électorale. Il témoigne également d'une forme particulière de sociabilisation politique : le « banquet<sup>131</sup> » ou la « réunion-banquet » de Lutte Ouvrière. Les banquets de LO doivent être réinscrits dans les spécificités de l'engagement militant et dans les modalités d'entretien de la cohésion au sein de cette formation. Existant concomitamment aux grands meetings nationaux<sup>132</sup>, il s'agit d'une forme traditionnelle de

<sup>131</sup> Notamment à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012.

<sup>132</sup> À l'instar du meeting national de Nathalie Arthaud au Zénith de Paris le 16 avril 2012.

mobilisation pour ce parti<sup>133</sup>, destinée à proposer une sociabilité politique différente du petit groupe affinitaire, de ce que Maurice Agulhon nommait en 1977 « *le cercle*<sup>134</sup> ».



Si la dimension conviviale transparait plus aisément par cette dénomination, elle n'est pas l'apanage des meetings de LO. Les meetings sont le plus souvent conçus comme des rassemblements festifs, même si l'accent est rarement mis sur cette dimension dans l'intitulé. Ainsi, le « *rassemblement* » de François Hollande sur la place du Capitole à Toulouse le 3 mai 2012 a vu Axel Bauer, Michel Fugain et Les Grandes Bouches défilier sur la scène, sans que jamais l'expression de « *meeting-concert* » n'ait été mobilisée au sein des différents dispositifs de communication. De même, Ségolène Royal a réuni le 1<sup>er</sup> mai 2007 au stade Charlety à Paris un nombre sans précédent d'artistes et de personnalités pour soutenir sa candidature à l'élection présidentielle, mais c'est le sobre terme de « *rencontre* » qui avait été retenu sur les affiches annonçant l'événement.

Quant à la désignation argotique « *métingue* », que l'on retrouve dans un certain nombre de chants populaires<sup>136</sup> de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle a quasiment disparu du vocabulaire courant. Nous en avons cependant relevé une utilisation systématique pour la section de l'Oise du

---

<sup>133</sup> Le banquet n'est pas propre à ce parti, mais il est présent de manière régulière lors des campagnes présidentielles de cette formation.

<sup>134</sup> AGULHON Maurice. *Le Cercle dans la France bourgeoise 1810-1848*. Paris : Armand Colin, 1977, 108 pages.

<sup>135</sup> Il s'agit d'une image prise lors de la réunion-banquet de Nathalie Arthaud à Alfortville le 21 janvier 2012. V. Guy MOUNEY. Blog personnel [Ressource électronique]. 24 janvier 2012. Disponible sur : <http://guy-mouney-alfortville.blogspot.fr/2012/01/meeting-nathalie-arthaud-banquet-lutte.html>. [consulté le 30 juin 2016].

<sup>136</sup> Par exemple « *Le grand métingue du métropolitain* » de MAC NAB Maurice (1887) ou encore « *Plus d'Patrons !* » de BRUANT Aristide (1890).

Parti Communiste. On peut néanmoins penser qu'il s'agit davantage d'une initiative individuelle du·de la modérateur·rice, peut-être motivée par une opposition aux anglicismes, que d'une décision collective du parti.

Précisons enfin que si nous nous intéressons aux meetings politiques, le terme « meeting » peut désigner d'autres types de réunions publiques : démonstrations aériennes (meeting aérien du Bourget ou de la Ferté-Alais), manifestations sportives (Meeting Areva ou meeting de Soteville-les-Rouen), ou sommets académiques, comme nous l'avons évoqué précédemment.

## Partie 3. Discours de meeting électoral et transformations sociales

Dans ces deux premières parties, nous avons montré comment l'élection présidentielle structurait la vie politique nationale et comment, à l'intérieur de ces périodes particulières de campagnes pour l'élection présidentielle, le meeting électoral constituait un temps clé, un métronome des campagnes.

Nous pouvons dès lors poser les postulats qui structurent la suite de notre travail : partant du principe que le discours n'est pas extérieur aux transformations de la société, mais qu'il est selon la formule déjà ancienne de Viktor Klemperer « *un condensateur particulièrement probant du champ*<sup>137</sup> », alors nous poserons pour la suite de notre travail un double itinéraire :

- Du discours à son objet : comment le discours de meeting électoral anticipe, intègre et structure-t-il le réel ?
- De l'objet à son discours : quelles sont les traces discursives des transformations politiques, sociales et médiatiques des quinze dernières années en France, et que l'on peut observer par une analyse des discours de meeting électoral pour les élections présidentielles de 2002, 2007 et 2012 ?

Pour y parvenir, nous allons tout d'abord circonscrire notre périmètre d'étude et expliquer les raisons qui nous ont motivées à isoler discursivement le meeting électoral.

### I. Présentation du corpus

#### a. Isoler discursivement le meeting électoral : un enjeu pour l'analyse du discours

---

<sup>137</sup> KLEMPERER Viktor. *LTI. La langue du IIIe Reich*. Paris : Albin Michel, 1998, p. 40.

Notre corpus est constitué par les discours de meetings des candidat-e-s à l'élection présidentielle durant les périodes de campagnes électorales officielles<sup>138</sup> pour les élections présidentielles françaises de 2002, 2007 et 2012.

La présentation de ce champ discursif de référence nous amène à formuler plusieurs remarques.

D'abord, nous expliquerons les restrictions qui ont successivement été apportées à notre corpus pour lui garantir une homogénéité suffisante et une mise en perspective contrastée.

Ensuite, nous rappellerons que les discours étudiés dans notre étude se présentent le plus souvent dans une forme « maîtrisée » par leurs auteur-e-s, et que cela a une incidence sur notre étude.

Enfin, nous aborderons un aspect réflexif de notre travail, en montrant en quoi les modalités d'émergence de notre objet d'étude en tant qu'objet d'étude conditionnent l'analyse que nous pouvons en faire.

#### **b. Un objet d'étude homogène, une perspective contrastive**

La nécessité d'isoler le discours de meeting en tant que production discursive spécifique appelle immédiatement à un second questionnement sur la meilleure manière de borner temporellement notre champ d'analyse.

Faut-il par exemple considérer que les allocutions de tous ceux et de toutes celles qui ont un temps fait acte de candidature doivent être intégrées à notre corpus ? Nous aurions pu opter pour cette démarche, la plus extensive. Notre champ discursif de référence aurait alors été constitué de l'ensemble des discours de meetings énoncés par les locuteur-ric-e-s ayant fait acte de candidature aux élections présidentielles retenues. Mais cela aurait mis à

---

<sup>138</sup> Pour plus de détails relatifs cette période, on pourra se référer aux décrets portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.

mal l'homogénéité de notre corpus, en raison du nombre important de candidatures retirées, ralliées, ou ayant échoué à recueillir le nombre de cinq-cents parrainages indispensables, pour être validées par le Conseil Constitutionnel.

Une seconde option, intermédiaire, aurait pu être de retenir l'ensemble des discours de meetings des candidat·e·s dont les candidatures ont été validées par le Conseil Constitutionnel, en remontant jusqu'au début de leur campagne. Mais là encore, il semble délicat de stabiliser un « début de campagne », sans être immédiatement happé par le champ que nous voulons étudier. On a par exemple beaucoup glosé sur le « président-candidat » Nicolas Sarkozy en 2012, ce qui discursivement s'observe par le fait que ses discours en tant que Président de la République lui ont un temps servi pour mener campagne électorale. De la même manière, on ne saurait délimiter le début de la campagne de François Hollande : doit-on considérer que celle-ci démarre à l'instant de sa réélection au Conseil général de Corrèze, le 31 mars 2011, lorsqu'il fait très solennellement acte de candidature<sup>139</sup> ? Au soir du second tour des primaires socialistes (le 16 octobre 2012), lors de son allocution à la maison de l'Amérique latine à Paris, alors qu'il se déclare officiellement « *candidat socialiste* » ? En l'absence de norme exogène, ce délicat « début de campagne » aurait conditionné la constitution de notre corpus aux stratégies déployées par les acteurs·rice·s.

En conséquence de ces différentes réflexions sur les meilleures manières de délimiter notre corpus, nous avons opté pour la constitution la plus homogène d'un corpus d'archives<sup>140</sup> rassemblant les discours des meetings des candidat·e·s à l'élection présidentielle, tenus durant les périodes de campagnes électorales officielles pour les élections présidentielles de 2002, 2007 et 2012.

Ainsi, pour chacune de ces élections, les périodes retenues sont celles des campagnes électorales officielles qui démarrent le deuxième lundi qui précède le 1<sup>er</sup> tour et prennent fin

---

<sup>139</sup> « [...] j'ai décidé de présenter ma candidature à la présidentielle à travers la primaire du Parti Socialiste. »

<sup>140</sup> COURTINE Jean-Jacques. Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens, *Langages*, 6/1981, n° 62, pp. 9-128.

la veille du scrutin à minuit. Pour le second tour la campagne, les campagnes officielles s'ouvrent à compter du jour de la publication au *Journal Officiel* des noms des deux candidat·e·s qualifié·e·s (le vendredi qui suit le 1<sup>er</sup> tour) et prennent fin la veille du scrutin à minuit.

En conséquence sont étudiés les discours des candidat·e·s pour les périodes suivantes :

- du lundi 8 avril 2002 au vendredi 19 avril 2002 à 24h00, puis du vendredi 26 avril 2002 au vendredi 3 mai 2002 à 24h00 ;
- du lundi 9 avril 2007 au vendredi 20 avril 2007 à 24h00, puis du vendredi 27 avril 2007 au vendredi 4 mai 2007 à 24h00 ;
- du lundi 9 avril 2012 au vendredi 20 avril 2012 à 24h00, puis du 27 avril 2012 au vendredi 4 mai 2012 à 24h00.

Nous avons également fait le choix de recueillir les discours de meetings produits par tous·tes les candidat·e·s pour ces périodes, sans nous en tenir aux seul·e·s « présidentiables<sup>141</sup> », c'est-à-dire aux candidat·e·s les plus susceptibles d'être élu·e·s. Ceci est lié à une double considération. D'une part, la prise en compte d'une préoccupation essentielle en analyse du discours : chaque discours est traversé par d'autres discours et un corpus doit offrir un cadre d'analyse propice à la mise en évidence de ce dialogisme. Comme nous le verrons, cette dimension dialogique souvent polémique est particulièrement présente dans les discours que nous étudierons. D'autre part, la notion de « présidentiable » nous semble devoir être maniée avec précaution. À l'image de celle de « début de campagne » évoquée plus haut, elle nous apparaissait trop endogène, trop conditionnée par certaines parties prenantes du champ que nous voulons étudier<sup>142</sup>, pour servir à délimiter notre corpus. Néanmoins, nous pourrions ponctuellement nous y référer pour vérifier telle ou telle hypothèse.

---

<sup>141</sup> LE BART Christian. Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par Libération, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp. 39-55.

<sup>142</sup> Et en particulier par les instituts de sondage et les journalistes.

Ce corpus ainsi constitué semble également offrir une profonde cohérence entre les productions discursives étudiées en termes de situation de communication<sup>143</sup> et de statut de locuteur·rice·s, puisqu'il s'agit de discours de candidat·e·s, tenus lors d'événements similaires (les meetings électoraux) et dans des séquences relativement brèves (quelques semaines à chaque fois) motivées par un même scrutin (l'élection présidentielle).

En l'état, ce corpus est à dimension complexe<sup>144</sup>, au sens proposé par Jean-Jacques Courtine : il est constitué de plusieurs séquences discursives, produites par plusieurs locuteurs et locutrices, de manière diachronique et à partir de positions idéologiques hétérogènes. En ce sens, ce champ discursif de référence va nous permettre de travailler dans une perspective contrastive.

Quant aux campagnes retenues (2002, 2007, 2012), nous avons rencontré une limite matérielle, dont l'explicitation offre matière à réflexion. Aucun discours de meeting ou presque ne semble être disponible avant 2000. Il y a là une raison endogène : c'est l'impératif grandissant de mise en circulation des discours politiques induits par le développement des médias, et en particulier d'Internet, qui a engendré une plus grande mise à disposition des discours de meetings par les candidates et les candidats. Et la fonction d'archivage d'Internet a permis que ceux-ci soient disponibles à l'analyse plusieurs années après que ces discours aient été tenus. C'est peut-être la raison pour laquelle le discours de meeting n'a pas souvent été « isolé » pour l'analyse du discours : une analyse centrée exclusivement sur le discours de meeting électoral, établie sur la base d'un corpus d'archives, semble être matériellement possible depuis peu.

Cette dernière remarque appelle à une précision importante quant aux modalités dans lesquelles ces textes se présentent à l'analyse. Ces discours n'ont pas été recueillis au moment de leur énonciation ni – à quelques rares exceptions<sup>145</sup> – transcrits par nos soins. En

---

<sup>143</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*, p. 535. Ces auteurs définissent la situation de communication comme « *l'environnement extralinguistique dans lequel se trouvent les données* ».

<sup>144</sup> COURTINE Jean-Jacques. *art. cit.*, p. 26.

<sup>145</sup> Nous avons transcrit quelques discours de meetings disponibles en vidéos. Ceux-ci font l'objet d'un signalement particulier en annexe 2 tant au niveau du balisage que du tableau récapitulatif. Ce signalement est lié davantage à un scrupule méthodologique qu'à de véritables contrastes avec le reste du corpus.

ce sens, ces discours présentent un itinéraire particulier et se livrent à l'analyse dans une configuration « maîtrisée » par leurs auteur·e·s<sup>146</sup>, dimension sur laquelle nous proposons de nous arrêter quelques instants.

### c. Une réflexion « génétique » : des discours qui se présentent à l'analyse « maîtrisés » par leurs auteur·e·s

Les discours de meetings des candidat·e·s aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 sont étudiés ici. Il ne s'agit pas des transcriptions de discours énoncés, mais des discours qui ont été rédigés et diffusés *a priori* de leurs énonciations, et qui ont été mis en ligne sur Internet *a posteriori* de leurs énonciations par les équipes de campagne. En ce sens, ces discours se présentent « maîtrisés » par leurs auteur.e.s.

Maîtrise sur leurs contenus d'une part : dans la mesure où il ne s'agit pas de transcriptions, ces textes n'indiquent donc pas les marques de l'oralité : les éventuelles hésitations, omissions, reformulations, improvisations des candidat·e·s qui les ont prononcé.e.s sont totalement absentes. De plus, nous ne retrouvons pas dans ces textes, les indices de l'interlocution<sup>147</sup>, caractéristiques aux meetings. Ils se présentent le plus souvent comme relevant de situations de monolocation<sup>148</sup>, travestissant ainsi les conditions de leurs énonciations à l'oral. En bref, nous ne travaillons pas, à de rares exceptions, sur des transcriptions, mais sur des textes, ce qui illustre une plus large réflexion en termes de génétique textuelle<sup>149</sup> : « *Le texte constitue pourtant un quasi-monde par occultation du monde circonstanciel qui a présidé à son émergence*<sup>150</sup> ». C'est ce qui explique notamment notre choix méthodologique de laisser les fautes d'orthographe présentes dans le corpus.

---

<sup>146</sup> « Auteur » entendu comme une fonction, au sens de FOUCAULT Michel, Qu'est-ce qu'un auteur ? (Conférence). *Bulletin de la Société française de philosophie*, 63e année, juillet-septembre 1969, n° 3, pp. 73-104, rapporté dans FOUCAULT Michel, *Dits et écrits 1 : 1954 – 1975*. Paris : Gallimard, 2001, 1708 pages.

<sup>147</sup> Les termes d'adresses à l'intention du public sont nombreux, mais l'assistance ne semble pas avoir le droit à la parole, alors que nous savons qu'elle se manifeste bruyamment dans les meetings et que cela a une incidence sur l'énonciation du discours. Il y a néanmoins quelques rares exceptions, témoins de la variation de ces textes en fonction des usages qui en ont été faits.

<sup>148</sup> CHARAUDEAU Patrick. *Grammaire du sens et de l'expression*. Paris : Hachette, 1992, pp. 111-113.

<sup>149</sup> ADAM Jean-Michel. Réécritures et variation : pour une génétique linguistique et textuelle, *Modèles linguistiques*, 2009, n° 59, p. 23.

<sup>150</sup> RICOEUR Paul. *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*. Paris : Le Seuil, 1986, 416 pages.

Celles-ci sont toutefois relevées lorsque des extraits dans lesquels une faute d'orthographe est présente, se voient mobilisés.

Maîtrise sur leurs diffusions d'autre part : le plus souvent, ces discours ont été diffusés – sur Internet, à la presse, aux militant·e·s – par les équipes de campagnes dans les minutes qui ont suivi la fin des meetings durant lesquels ils ont été prononcés, en général précédés par la mention « *Seul le prononcé fait foi* ». Les stratégies de diffusion de ces discours aux différents publics semblent néanmoins différentes en fonction des candidat·e·s. Pour certain·e·s candidat·e·s, aucun discours ou presque n'est disponible sur Internet. Cela peut résulter d'un choix volontaire des candidat·e·s ou de leurs formations politiques<sup>151</sup>. Nous présumons néanmoins que les stratégies de campagne, notamment en termes de communication digitale, structurent cet enjeu.

L'exigence réflexive indispensable lorsqu'on se livre à ce type d'analyse nous amène également à observer un glissement quant à leur finalité. Ces textes semblent avoir été mis en ligne pour être « diffusés », répondant ainsi à des impératifs tactiques de campagne, mais ils ont également été « transmis » à l'analyste, par la fonction d'archivage d'Internet.

S'observe d'ailleurs depuis 2012 une volonté inédite de transmission émanant de certain·e·s acteur·rice·s. En témoignent les livrets de meetings édités par l'équipe de Nicolas Sarkozy lors de la campagne de 2012, reprenant l'intégralité du discours du candidat et quelques illustrations. Ceux-ci illustrent la volonté de faire accéder ces discours à un autre statut, de dépasser l'aspect tactique, l'éphémère d'un discours de meeting pourtant largement ancré dans une réalité spatio-temporelle : « *la qualité d'un papier, son épaisseur, sa trame, ce qu'il livre de son économie, sont de puissants vecteurs de rapports de communication, indépendamment du texte qu'il supporte*<sup>152</sup> ».

---

<sup>151</sup> Dans le cas de Nathalie Arthaud 2012 par exemple, dont un seul discours a pu être recensé pour la période. Il s'agit d'une décision de Lutte ouvrière (c'est ce qui nous a été indiqué par téléphone).

<sup>152</sup> JEANNERET Yves. Logistiques de l'écrit, *Médium*, 1/ 2007, n° 10, pp. 41-50.



*Première et quatrième de couverture du livret présentant le discours de meeting de Nicolas Sarkozy à Nantes, le 27 mars 2012. Une quinzaine de livrets de discours de meeting de Nicolas Sarkozy ont été édités à l'occasion de cette campagne.*

La nécessité de transformation du discours à des fins de diffusion écrite transparaît aussi par l'apparition de flexions impossibles à distinguer à l'oral, par exemple le « *cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades* » du discours de Robert Hue au Zénith de Paris le 12 avril 2002, mais également des quelques didascalies<sup>153</sup>, que nous avons pu rencontrer parfois au sein de notre corpus.

Au total, nous avons pu récupérer quatre-vingt-seize discours ou extraits de discours au total (sur cent-quatre-vingt-huit meetings identifiés<sup>154</sup>) sur les trois périodes étudiées : trente-

<sup>153</sup> Et par exemple dans le discours [07.04.18 – François Bayrou – Paris] : « *Voici le calendrier : le 22 avril, dimanche prochain, les Français renversent l'une des deux citadelles, celle qu'ils voudront. Ils prennent l'une des deux bastilles, celle qu'ils voudront et ils nous mettent, en finale de l'élection présidentielle, le 6 mai... (applaudissements)... laissez d'abord se dérouler le deuxième tour !... Le 6 mai, ils prennent et ils renversent la deuxième bastille.* »

<sup>154</sup> Cela pose immédiatement deux questions : quel type de réunion peut être qualifié de « meeting » ? Pourquoi certains discours nous sont-ils parvenus et pas d'autres ? (cf. lignes précédentes).

trois pour 2002, trente-deux pour 2007, trente-et-un pour 2012, pour un total de 576 241 mots. L'ensemble de ces discours est présenté en annexe 2<sup>155</sup>.

Pour constituer ce corpus, nous avons récupéré les discours disponibles sur Internet, notamment sur les cinq liens suivants. On remarquera l'hétérogénéité entre ces sites : nous sommes en présence d'un site institutionnel de consignation des discours politiques, le blog d'un chercheur, un module créé par un média d'opinion, les sites de deux formations politiques.

- <http://www.vie-publique.fr/spip.php?page=ressources>
- <http://www.veronis.fr/discours>
- [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/visuel/2012/03/06/explorez-les-discours-des-candidats-a-la-presidentielle-2007\\_1652570\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/visuel/2012/03/06/explorez-les-discours-des-candidats-a-la-presidentielle-2007_1652570_1471069.html)
- <http://www.jean-luc-melenchon.fr/theme/discours/>
- <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/declaration-de-nathalie-arthaud-au>
- <http://eelv.fr/2012/04/12/je-veux-dire-ce-soir-lamour-que-jai-pour-les-territoires-de-france-discours-de-grenoble/>

Enfin, certains discours ont un statut particulier, car il s'agit de transcriptions de vidéos, réalisées par nos soins. Dans un souci d'homogénéité avec le reste de notre corpus, nous avons procédé à une transcription orthographique usuelle<sup>156</sup>. Si nous avons – de manière tout à fait marginale au regard de la taille de notre corpus – fait ce choix, c'est notamment pour pouvoir procéder dans le cadre de certaines analyses lexicométriques à des approches contrastées entre certaines candidatures, qui auraient sinon été totalement absentes de notre corpus<sup>157</sup>.

---

<sup>155</sup> Annexe 2. Ensemble des discours identifiés, balisés pour *Lexico 3*.

<sup>156</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*, p. 205.

<sup>157</sup> Et notamment Jean-Luc Mélenchon en 2012 dont aucun discours n'a été mis en ligne en version écrite, mais seulement des vidéos.

Au final, cinq discours ont été transcrits sur l'ensemble de notre corpus : le discours d'Olivier Besancenot le 2 avril 2002 à Paris, celui d'Olivier Besancenot le 13 avril 2007 à Marseille, celui de Dominique Voynet le 13 avril 2007 à Caen, celui de Jean-Luc Mélenchon le 19 avril 2012 place de la Bastille à Paris, celui enfin de Philippe Poutou le 12 avril 2012 à Paris. Ces discours ont été transcrits et sont les seuls discours de meeting de ces candidat·e·s dont nous disposons. Remarquons d'ailleurs que le fait qu'il s'agisse dans les cinq cas de candidat·e·s situé.e.s sur la gauche de l'échiquier politique n'est sans doute pas anodin et témoigne probablement d'un rapport au discours de meeting qui se soucie davantage de la qualité de la performance à l'oral, que des conditions de la reprise et de la mise en circulation du discours dans sa version écrite par les médias pendant la campagne.

Nous avons fait le choix de la notation suivante pour référencer les discours : « [AA.MM.JJ] – [Prénom Nom] – Ville »<sup>158</sup>. Ce choix de nomenclature est en fait fortement structuré par les informations dont nous disposons sur les discours recensés :

[AA.MM.JJ] correspond à la date à laquelle le discours a été prononcé. Cela nous amène à remarquer que nous ne sommes pas en mesure de savoir à quelles dates ces discours ont été rédigés ni à quelles dates ils ont été mis en ligne<sup>159</sup>. Dans une perspective pragmatico-énonciative, qui constitue la priorité de notre présente étude, c'est néanmoins bien la date d'énonciation qui prime.

La mention [Prénom Nom] correspond au prénom et au nom de la·du candidat·e. Là encore, nous considérons que les locuteur·rice·s sont les garant·e·s de leurs discours, bien que nous sachions que le plus souvent, ils·elles n'en sont pas les rédacteurs·rice·s exclusif·ive·s.

[Ville], correspond à la ville où la réunion publique s'est tenue. Cela nous permet de rendre compte du fait que les réunions publiques répondent notamment à une stratégie de

---

<sup>158</sup> Par exemple « 07.04.16 – Ségolène Royal – Nantes ».

<sup>159</sup> Nous nous retrouvons notamment confrontés à la question de l'hétérogénéité des sources disponibles en ligne.

maillage territorial par les candidat·e·s, sous contraintes des moyens dont elles·ils disposent. En conséquence, cette stratégie pourra s'observer dans les contenus des discours<sup>160</sup>.

d. **Conclusion : une analyse largement conditionnée par les modalités d'émergence de son objet**

Hésitations quant aux manières de circonscrire notre champ discursif de référence, « maîtrise » dans laquelle les discours se présentent à l'analyse, conditions de production et de diffusion floues, contraintes de moyens et options stratégiques de campagnes différentes pour chaque candidat·e ; par ces remarques présentées au fil de cette partie, nous n'ambitionnons pas d'identifier les artifices du discours des réunions publiques. Nous savons bien qu'une telle entreprise est chimérique, dans la mesure où l'analyse du discours ne peut s'apparenter à une quête de la vérité par le discours, quand bien même cet absolu existerait pour un objet social. Nous avons seulement voulu rappeler, de manière réflexive et en guise de préambule, combien les modalités d'émergence de notre objet conditionnaient l'analyse que nous pourrions en faire et surtout en quoi les circonstances d'émergence de notre objet d'étude en tant qu'objet d'étude pouvaient s'avérer intéressantes à relever.

**II. Présentation de la méthodologie : cinq approches mobilisées de manière cohésive**

Dans le cadre de ce travail, nous avons choisi de mobiliser cinq approches. Il convient de les présenter rapidement et d'expliquer en quoi les différentes notions mobilisées au fil de ce travail se révèlent utiles pour mettre en évidence l'articulation entre traces discursives et transformations politiques et médiatiques.

a. **Approche lexicométrique : *Lexico 3*, un outil heuristique commode**

---

<sup>160</sup> *Infra* chapitre 1. Partie 2.III.b.

Notre étude vise à observer les traces discursives des transformations sociales, politiques et médiatiques survenues au cours des quinze dernières années en France, en nous appuyant sur un corpus qui nous a semblé présenter des caractéristiques fertiles à cette mise en évidence : le discours de meeting électoral pour l'élection présidentielle.

Pour y parvenir, nous nous appuyerons notamment sur une analyse lexicométrique.

Reprenant la définition – déjà ancienne – proposée par André Salem et François Leimdorfer, on regroupe sous le terme de lexicométrie « *toute une série de méthodes qui permettent d'opérer, à partir d'une segmentation, des réorganisations formelles de la séquence textuelle et des analyses statistiques portant sur le vocabulaire*<sup>161</sup> ».

Traditionnellement, la lexicométrie est utilisée à des fins documentaires (pour réorganiser la surface textuelle d'un corpus), ou pour mettre en évidence par des méthodes statistiques dites contrastives, les différences et les régularités entre des ensembles de textes au sein d'un même corpus. C'est pour ces deux usages que nous l'utiliserons.

Remarquons également que ne travaillant pas sur une longue période (dix ans à peine séparent la première allocution de la dernière), la lexicométrie n'est pas mobilisée pour son apport historiquement premier, c'est-à-dire dans une exploitation chronologique de notre corpus sur une période longue. Elle nous sert plutôt de méthode d'exploration de notre corpus, qui est volumineux. En ce sens, la lexicométrie a été pour nous un outil précieux pour repérer de nouvelles pistes de recherches. De manière heuristique, elle a occasionné de nombreux va-et-vient entre résultats produits et retour empirique aux textes.

---

<sup>161</sup> LEIMDORFER François, SALEM André. Usages de la lexicométrie en analyse du discours. *Cahier des Sciences humaines*, Vol. n°31, 1995, pp. 131-143.

Pour pouvoir l'utiliser, nous devons néanmoins montrer que notre corpus est statistiquement bien formé, au sens où il constitue la norme statistique pertinente par rapport à ses sous-parties<sup>162</sup>. Nous allons donc vérifier qu'il répond à la loi de Zipf.

La loi de Zipf résulte d'une observation empirique concernant la fréquence des mots dans un texte. La loi de Zipf prévoit que dans un texte donné, la fréquence d'occurrence  $f(n)$  d'un mot est liée à son rang  $n$  dans l'ordre des fréquences par une loi de la

forme  $f(n) = \frac{K}{n}$  où  $K$  est une constante.

Pour nous, il s'agit de montrer que les hapax constituent près de la moitié des formes lexicales observables dans notre corpus. À l'examen, c'est bien le cas, sur 25 610 formes, le logiciel *Lexico 3* repère 11 189 hapax, dans des proportions homogènes suivant les sous-parties traitées.

Partie	Nb occurrences	Nb formes	Nb hapax	Fréq. Max	Forme
2002	163 517	12 290	5434	8051	de
2007	206 784	13 479	6142	9079	de
2012	205 946	15 455	7645	8879	de

Nous avons soumis ce corpus à un ensemble d'analyses lexicométriques désormais « classiques<sup>163</sup> ». Après avoir recueilli les textes, nous les avons fusionnés dans un fichier unique. Puis nous avons éliminé tous les caractères utilisés pour la segmentation (&, >, <, &, \$).

Ensuite, nous avons enregistré notre fichier au format .rtf, en ayant pris le soin d'insérer en début de paragraphe les balises matérialisant les partitions (contrastives ou chronologiques).

<sup>162</sup> MAYAFFRE Damon. Vocabulaire et discours électoral de Nicolas Sarkozy : entre modernité et pétainisme, *La Pensée*, 2007, n° 352, pp. 65 -80.

<sup>163</sup> Dans une utilisation désormais classique, telle qu'abordée dans les travaux de GUILHAUMOU Jacques, *L'historien du discours et la lexicométrie. Étude d'une série chronologique : Le père Duchesne de Hébert*, juillet 1793-mars 1794, *Histoire & Mesure*, 1986, volume 1 - n° 3-4, Varia, pp. 27-46. Ou encore dans ceux de SALEM André, *Le vocabulaire français de 1789 à nos jours, d'après les données du Trésor de la langue française*. Genève-Paris, 1991, Slatkine-Champion.

Nous avons procédé à des partitions par campagne et par locuteur·rice. Certain·e·s locuteurs·rice·s étant présent·e·s sur plusieurs campagnes (par exemple François Bayrou qui a été candidat aux trois élections présidentielles dont émanent les discours qui constituent notre corpus), nous avons également ajouté une partition relative à chaque locuteur·rice par campagne que nous avons dénommée « texte ».

*Lexico 3* fut le logiciel de lexicométrie utilisé pour ce travail. Reprenant la présentation qu'en a établi Jean-Marc Leblanc<sup>164</sup>, *Lexico 3* travaille sur la base d'un tableau lexical, après réorganisation de la séquence textuelle et segmentation en unités minimales (ici la forme graphique), ces outils introduisent la notion de partition, sur laquelle porteront des analyses contrastives et des mesures de ventilation du stock lexical dans les sous-parties du corpus (bornes chronologiques, locuteur·rice·s...). Les fonctions documentaires (concordances, contextes), statistiques (spécificités), analyses multidimensionnelles (analyse factorielle des correspondances), constituent les fonctionnalités essentielles de cet outil.

---

<sup>164</sup> LEBLANC Jean-Marc. *Les vœux présidentiels sous la Cinquième République (1959-2001). Recherches et expérimentations lexicométriques à propos de l'ethos dans un genre discursif rituel*, 818 p. Thèse de doctorat : Sciences du langage : Créteil : Université de PARIS 12 Val-de-Marne : 2005. 1 volume.

Nous avons procédé à plusieurs partitions de notre corpus, qui pourront être mobilisées dans le cadre de ce travail : une partition par locuteur·rice, une partition par campagne, une partition par « texte ». Examinons chacune de ces partitions.

### Principales caractéristiques de la partition : locuteur·rice

Partie	Nb occurrences	Nb formes	Nb hapax	Fréq. Max	Forme
Alain_Madelin	365	194	130	18	de
Arlette_Laguiller	58 462	4446	1264	2619	de
Bruno_Mégret	1273	610	442	106	de
Corinne_Lepage	1817	758	531	87	de
Dominique_Voynet	8375	2274	1496	353	de
Eva_Joly	5940	1843	1251	269	de
François_Bayrou	95 328	7922	3687	3909	de
François_Hollande	65 672	7253	3728	2881	de
Gérard_Schivardi	1417	598	418	55	de
Jacques_Chirac	39 242	5353	2705	2076	de
Jean-Luc_Mélenchon	7812	2165	1417	362	de
Jean-Marie_Le_Pen	29 426	6064	3691	1588	de
Jean-Pierre_Chevènement	12 533	3184	2002	625	de
José_Bové	2573	799	493	97	de
Lionel_Jospin	32 317	4721	2538	1502	de
Marie-George_Buffet	529	265	177	34	de
Marine_Le_Pen	1473	670	501	87	de
Nathalie_Arthaud	11 919	2838	1774	624	de
Nicolas_Sarkozy	126 884	9987	4642	5536	de
Olivier_Besancenot	9541	2323	1403	414	de
Philippe_Poutou	8059	1655	933	288	de
Robert_Hue	18 035	2294	752	941	de
Ségolène_Royal	37 255	4700	2524	1538	de

Cette première partition par locuteur et locutrice permet de mettre en évidence les disparités importantes en termes de tailles des productions discursives étudiées. De 365

occurrences à peine pour Alain Madelin à 126 884 occurrences au total pour Nicolas Sarkozy. Cette hétérogénéité est liée à plusieurs phénomènes : tout d'abord le fait que certain·e·s candidat·e·s aient été engagé·e·s sur une seule campagne, tandis que d'autres, à l'instar de Jean-Marie Le Pen (2002 et 2007), Arlette Laguiller (2002 et 2007), Olivier Besancenot (2002, 2007) Nicolas Sarkozy (2007 et 2012), ou encore François Bayrou (2002, 2007, 2012) ont participé à plusieurs élections présidentielles entre 2002 et 2012. En conséquence, on a tendance à disposer d'un matériau discursif plus conséquent pour les candidat·e·s présent·e·s lors de plusieurs élections.

Mais la différence en volume des productions discursives disponibles éclaire également en creux les divergences d'approches entre les candidat·e·s quant à l'appréhension du discours de meeting et la nécessité de sa mise en circulation. Ces divergences peuvent porter sur le rôle accordé aux meetings par chaque candidat au sein d'une campagne, les candidats ayant fait peu de meetings – que ce soit pour des raisons budgétaires ou par choix tactique – comme Alain Madelin en 2002 ou Corinne Lepage en 2002, sont mécaniquement moins représenté·e·s dans ce corpus. Mais il peut aussi s'agir de divergence dans les modes d'écritures de ces discours. Ainsi, on ne dispose – malgré nos efforts – d'aucun discours de Christiane Taubira en 2002, vraisemblablement en raison du fait que ses discours ont été prononcés sur la base de notes, plutôt que véritablement rédigés en amont. Notre capacité à récupérer certains discours s'est aussi heurtée à la volonté de diffusion des partis d'appartenance, de rendre « facilement » disponible une version écrite du discours prononcé. Ainsi, on ne dispose que d'un seul discours de Nathalie Arthaud, candidate de *Lutte Ouvrière* pour la présidentielle de 2012 (récupéré via le site [vie-publique.org](http://vie-publique.org)), car il m'a été indiqué par téléphone qu'il y avait une volonté délibérée de ne pas mettre en ligne ses discours. Enfin, l'absence relative de certains discours s'explique aussi par les divergences dans l'appréciation des modalités de la diffusion de ces meetings. Ainsi, nombre de discours prononcés lors de la campagne présidentielle de 2012 par Jean-Luc Mélenchon sont consultables en ligne dans un format vidéo, mais aucun n'est disponible en version écrite. Nous avons donc dû ponctuellement retranscrire certains discours, point précédemment abordé dans cette introduction, en ayant pris soin en fonction des examens lexicométriques d'intégrer ou non ces discours retranscrits à notre valeur de référence.

Enfin, remarquons que la disponibilité des discours produits dans la période étudiée témoigne également du rôle grandissant d'Internet dans la mise en circulation de productions discursives politiques. Ainsi, sur dix meetings de François Bayrou recensés en période de campagne officielle en 2002, nous n'avons pu récupérer aucun discours. En 2007, nous sommes parvenus à récupérer cinq des neuf discours de meeting prononcés par ce candidat lors de la période de campagne officielle. En 2012, nous avons pu récupérer l'intégralité de ses cinq discours, ceux-ci ayant été systématiquement mis en ligne dans une version écrite dans les jours, et parfois les heures, qui ont suivi ses meetings.

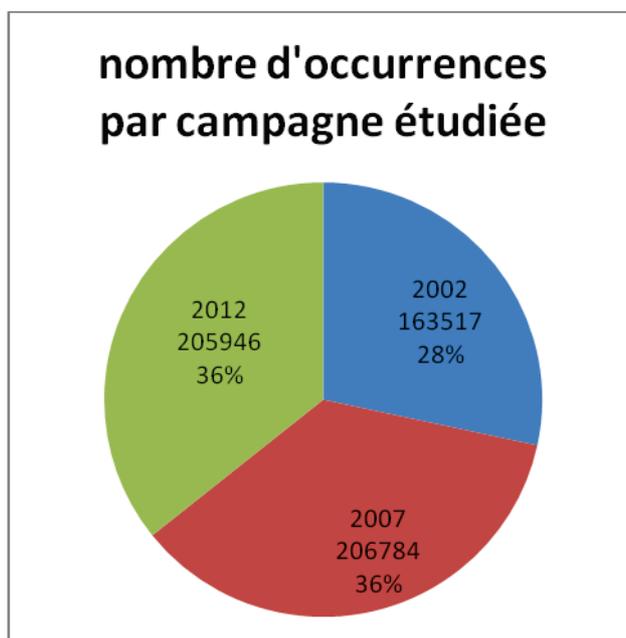
Il nous a semblé important de tenter de récupérer un discours au moins par candidat, pour trois raisons. D'abord, par souci de la meilleure exhaustivité. Ensuite, pour rendre compte de l'intensité du dialogisme présent dans les discours produits par différents candidats engagés dans la même campagne. Enfin, parce que les obstacles rencontrés dans le cadre de la récupération de ces textes, nous semblaient intéressants à rapporter dans une perspective génétique telle que précédemment abordée.

Précisons enfin que les écarts importants entre les volumes de productions discursives étudiées ne nous ont pas posé de problèmes dans l'analyse de notre corpus, dès lors que nous en sommes restés à une approche lexicométrique exploratoire et qu'en toutes circonstances ce sont les fréquences relatives (et non absolues) qui ont été étudiées.

La deuxième partition présentée est la partition par campagne. Les principales caractéristiques lexicométriques sont présentées dans le tableau ci-après :

Partie	Nb occurrences	Nb formes	Nb hapax	Fréq. Max	Forme
2002	163 517	12 290	5434	8051	de
2007	206 784	13 479	6142	9079	de
2012	205 946	15 455	7645	8879	de

Pour l'ensemble des raisons précédemment évoquées, nous disposons d'un matériau discursif global un peu moins important pour 2002 que pour les deux campagnes suivantes, bien que seize candidat·e·s aient concouru à la présidentielle en 2002, douze en 2007 et seulement neuf en 2012. La différence entre le nombre d'occurrences étudiées en 2002 (163 517) par rapport à 2007 (206 784) et 2012 (205 946) permet de rester dans un ordre de grandeur comparable, chaque campagne pesant peu ou prou un tiers de notre corpus. Ainsi, il est resté possible d'appréhender ce corpus dans sa globalité.



La dernière partition utile est la partition par discours. Ceux-ci ont été numérotés de 1 à 96. Cette partition a été faite pour pouvoir observer ponctuellement des différences ou des régularités éventuelles entre les discours d'un·e même candidat·e entre plusieurs campagnes. Un tableau listant l'ensemble des discours identifiés et balisés sous *Lexico 3* a été reproduit en annexe 2<sup>165</sup>, et chaque discours présenté dans cette annexe est balisé par un numéro. Il permet de relever un certain nombre de résultats :

Le nombre moyen d'occurrences par discours (6 003 occurrences). L'écart type adimensionnel est de 0,42 (2 494 occurrences), ce qui témoigne d'une dispersion déjà

<sup>165</sup> Annexe 2. Ensemble des discours identifiés, balisés pour *Lexico 3*.

importante dans la longueur moyenne des discours, mais qui reste raisonnable. Elle consiste simplement à relever que l'écart moyen par rapport à la moyenne est de 2 494 occurrences.

Le discours le plus court en nombre de mots : celui d'Alain Madelin (numéroté 31), prononcé à Marseille le 31 mars 2002. Il ne s'agit pas véritablement d'un discours reproduit dans sa totalité, mais vraisemblablement d'un extrait de discours, intégré à notre corpus afin de disposer d'un minimum d'éléments relatifs à ce candidat.

Le discours le plus long : 12 305 occurrences, prononcé par François Bayrou le 16 avril 2012 à Lyon (numéroté 71). Remarquons que ce locuteur semble nettement plus loquace que l'ensemble des autres candidats et candidates engagé·e·s sur les trois campagnes. Il est l'auteur des cinq discours qui excède les 10 000 mots au sein de notre corpus, dont quatre d'entre eux ont été prononcés dans les derniers jours de la campagne du premier tour de 2012. Sa formation d'agrégé de lettres n'est sans doute pas étrangère à cette affection pour les longs discours.

#### b. Approche énonciative : le discours de meeting comme événement énonciatif pris dans un contexte social et politique

Dans une perspective d'analyse du discours, portant de surcroît sur des discours ayant été produits pour être avant tout oralisés, la dimension énonciative est évidemment centrale. Nous n'ignorons pas le caractère polysémique de cette notion, et il convient tout de suite de préciser notre acception de ce terme. En effet, nous nous situons clairement dans une conception discursive de l'énonciation, c'est-à-dire comme un événement appréhendé dans un type de contexte social et politique.

En ce sens, nous reprendrons à notre compte la distinction opérée par Dominique Maingueneau entre situation d'énonciation et situation de communication. Selon Dominique Maingueneau la situation d'énonciation se définit dans une perspective strictement

linguistique, comme « *un système de coordonnées abstraites associées à tout producteur verbal* »<sup>166</sup>. Nous lui préférons donc la notion de situation de communication, c'est-à-dire que nous nous intéresserons aux manières par lesquelles nos discours sont pris dans leur contexte effectif : déictiques, marques d'ancrage spatio-temporelles, modalisations, figures de l'énonciateur·rice·s et des co-énonciateur·rice·s, traces de la polyphonie et discours rapporté.

### c. Approche pragmatique : le discours de meeting, une fonction fondamentalement pragmatique

Le discours de meeting a comme visée primaire d'inciter les citoyen·ne·s à voter pour le·la candidat·e qui l'énonce. En ce sens, il est foncièrement pragmatique : le discours constitue en lui-même une forme d'action et a pour objet prioritaire de produire un effet politique et social tangible.

Mais au-delà de cette vocation primaire, le discours de meeting électoral vise également à produire d'autres effets : mobiliser des troupes, honorer et confirmer certain·e·s responsables locaux·aux, réaliser une démonstration de force, faire « l'agenda médiatique ».

La visée pragmatique des discours que nous étudions n'est pas dissociable des stratégies d'éthos, de la dimension rituelle du meeting électoral, ou encore de ses objectifs médiatiques. Aussi, cette dimension pragmatique innerve l'ensemble de notre étude.

Il convient cependant, avant d'aller plus loin et d'y avoir recours comme un « allant de soi », d'explicitier la conception pragmatique à laquelle nous nous référons. Dominique Maingueneau et Patrick Charaudeau le rappellent dans le *Dictionnaire d'analyse du discours*<sup>167</sup> : la valeur de cette notion est particulièrement instable. Employée aussi bien comme nom (« la pragmatique ») que comme adjectif (« une approche pragmatique »), elle

---

<sup>166</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*, p. 229.

<sup>167</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*, p. 454.

désigne à la fois une sous-discipline de la linguistique, un certain courant d'études du discours ou plus largement une certaine conception du langage.

C'est bien la dimension discursive de la pragmatique, issue de la tripartition syntaxe-sémantique-pragmatique<sup>168</sup> et prolongée par les travaux d'Austin<sup>169</sup>, puis de Searle<sup>170</sup> sur les actes de langage qui nous intéresse : embrayeurs, déterminants du nom, implicites, force illocutoire d'énoncés étudiés.

Parce qu'elle s'intéresse aux effets sociaux d'énoncés dans une situation de communication déterminée, la dimension pragmatique se rapproche de la perspective énonciative telle que présentée plus haut. Pour cette raison, nombre d'auteur-e-s ont opéré un rapprochement entre ces deux modalités de l'analyse, contenues dans le mot composé fléchi « pragmatico-énonciative » auquel nous aurons parfois recours. C'est ce qui justifie que dans la suite de notre travail nous utiliserons régulièrement des passerelles entre notions énonciatives et notions pragmatiques<sup>171</sup>.

#### d. Approche argumentative : le discours de meeting électoral, une visée prioritairement argumentative

Le discours de meeting pour l'élection présidentielle est fondamentalement argumentatif. L'argumentation se caractérise en effet par sa finalité : « *elle a pour but d'inciter l'auditoire à une action particulière* <sup>172</sup> ». Bien sûr cette action particulière, c'est d'abord celle du vote, qui constitue la justification première du meeting et au-delà de la réalisation d'une campagne

---

<sup>168</sup> MORRIS Charles W. *Foundations of the theory of signs*. Chicago: Chicago University Press, 1938, 66 pages.

<sup>169</sup> AUSTIN John L. *Quand dire c'est faire*. Paris : éditions du Seuil, 1991, 202 pages.

<sup>170</sup> SEARLE John R., *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*. Paris : Hermann, 1972, 261 pages.

<sup>171</sup> Et notamment par exemple l'utilisation en tant que synonymes des notions de déictiques, s'inscrivant plutôt dans une perspective énonciative et d'embrayeurs s'attachant plutôt à la dimension pragmatique.

<sup>172</sup> PERELMAN Chaïm. *L'empire rhétorique*. Vrin - Bibliothèque des Textes philosophiques. Paris : 2008, 2<sup>e</sup> édition, p.15.

électorale. Mais on peut imaginer qu'en dehors de cette finalité qui touche à l'auditoire citoyen, d'autres actions peuvent être poursuivies par le discours de meeting. On pense d'une part à la visée générique de tout discours politique : celui-ci s'adresse à un auditoire universel pour venir apporter la preuve de la capacité d'un-e orateur-riche à observer et régir le réel. L'autre auditoire auquel nous pensons est celui des personnes présentes physiquement au meeting et sur lesquelles le meeting vise à agir, notamment pour provoquer huées et claquements de mains. Si ces personnes sont prédisposées à avoir ce comportement dans le contexte du meeting électoral, le-la candidat-e doit encore, par son discours, parvenir à les susciter.

L'autre aspect qu'il nous a semblé intéressant d'aborder dans notre travail est celui de l'éthos, car cette dimension est très régulièrement évaluée lors de la campagne par l'ensemble des agents auxiliaires du champ politique. On peut notamment penser aux marronniers journalistiques sur la « stature présidentielle », que chaque candidat-e doit « peaufiner<sup>173</sup> » notamment par des déplacements internationaux durant la campagne. Ou encore aux questions rhétoriques du type « a-t-elle-il le profil d'un-une présidentiable ?<sup>174</sup> », qui renvoient simultanément aux trajectoires des candidat-e-s et à l'épreuve physique qu'une campagne électorale constitue.

L'éthos désigne l'image de soi que le locuteur ou la locutrice construit dans son allocution pour exercer une influence sur son allocutaire. En analyse du discours, elle se réfère aux modalités verbales de la présentation de soi dans une interaction verbale.

Dominique Maingueneau a repris et élaboré cette notion. Pour l'auteur, l'éthos est indissociable de la notion de scène d'énonciation, sur laquelle nous reviendrons<sup>175</sup>. En effet, Dominique Maingueneau remarque que « *chaque genre de discours comporte une distribution préétablie des rôles qui détermine en partie l'image de soi du locuteur* ». On peut

---

<sup>173</sup> GOAR Matthieu, « Présidentielle : François Hollande veut changer de stature », 20 minutes.fr, 1er janvier 2011, disponible sur : <http://www.20minutes.fr/elections/834014-20111201-presidentielle-francois-hollande-veut-changer-stature> [consulté le 13 juillet 2016].

<sup>174</sup> RAPHAELI Jean-Marc, « Interview du dimanche François Hollande adopte le profil d'un présidentiable », Corse Matin.com, 4 juillet 2009, disponible sur : <http://www.corsematin.com/article/corse/interview-du-dimanche-francois-hollande-adopte-le-profil-presidentiable.25378.html> [consulté le 13 juillet 2016].

<sup>175</sup> Voir *infra* chapitre 1. Partie 2.III.

notamment penser à la fonction de la scénographie dans le meeting électoral qui vise à renforcer l'allure présidentielle de la·du candidat·e par la mise en scène. Mais au sein de cette scénographie, le locuteur ou la locutrice a le choix de la posture qu'elle·il peut adopter en référence à un arsenal stéréotypé de représentations collectives. Il peut par exemple être « martial », comme certains discours de Marine Le Pen, ou encore « mitterrandien » comme dans la gestuelle de François Hollande dans ses derniers meetings de 2012<sup>176</sup>.

En ce sens, l'éthos discursif est indissociable de la notion d'éthos prédiscursif ou préalable, c'est-à-dire de l'image préalable qu'un ensemble d'allocutaires peuvent avoir d'un orateur ou d'une oratrice, ou du moins l'idée que celle-ci·celui-ci se fait de la façon dont elle·il est perçu·e par cet auditoire.

Pour nous, cette notion d'éthos préalable doit être manipulée avec précaution. Plusieurs raisons justifient cette prudence. D'abord, le fait qu'il s'agisse d'une notion strictement extradiscursive au sens où elle se réfère à ce qui précède le discours. Ensuite, le fait que cette notion infère une vision homogène et amalgamée des auditoires. Or, on sait bien que les perceptions entre militant·e-s et reste de l'opinion publique d'une personnalité politique peuvent largement différer, tout comme la perception que les citoyen·ne-s d'un territoire peuvent avoir d'un·e candidat·e à la présidentielle élu·e local·e et le reste des citoyen·ne-s français·e-s. Enfin, la dernière limite de cette notion est sa subjectivité : elle se construit en effet dans un jeu de miroirs dans lequel l'analyste infère l'idée qu'un·e orateur·rice se fait de la manière dont elle·il est perçu·e par ses allocutaires dans un contexte donné.

Néanmoins, nombre de travaux précédents ont montré l'applicabilité et la pertinence de cette notion. On pense notamment aux ouvrages de Jean-Michel Adam<sup>177</sup> ou encore de Ruth

---

<sup>176</sup> WIEDER Thomas, « Comment François Hollande a mis ses pas dans ceux de François Mitterrand », Le Monde.fr, 4 mai 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand\\_1695118\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand_1695118_1471069.html) [consulté le 13 juillet 2016].

<sup>177</sup> ADAM Jean-Michel. *Linguistique textuelle. Des genres de discours aux textes*. Paris : Nathan, 1999, 243 pages.

Amossy<sup>178</sup>. Surtout, comme nous le verrons, les stratégies de reconfigurations de l'ethos constituent une dynamique forte du discours de meeting électoral, et ne pas y avoir recours constituerait une forme d'appauvrissement analytique. Cette dynamique s'observe notamment dans la phrase de François Hollande restée dans les mémoires « *je veux être un président normal* » et plus largement dans le discours sur la normalité qu'il développera régulièrement au fil de sa campagne. Si cette phrase peut s'expliquer dans une perspective dialogique et notamment dans la volonté de contraster avec Nicolas Sarkozy, elle doit également s'interpréter en lien avec le parcours d' élu local de François Hollande, c'est-à-dire par un recours à une dimension strictement préalable au discours.

Par ses discours, chaque candidat·e va donc tenter de gommer, corriger, rectifier ou au contraire renforcer son ethos préalable. Ceci justifie que nous ayons eu recours à cette notion pour notre travail, et qu'au-delà nous ayons annexé plusieurs pages<sup>179</sup> au rappel des trajectoires de chacun·e des candidat·e·s présent·e·s au sein de notre corpus.

Le dernier aspect qui selon nous justifie le recours aux notions issues de l'approche argumentative du discours est la présence récurrente de schèmes discursifs, qui vont jalonner notre corpus. Pour les mettre en évidence, nous avons néanmoins choisi de privilégier une approche actancielle, issue d'une perspective narrative du discours, pour des raisons qu'il convient d'explicitier maintenant.

#### e. Approche narrative : le schéma actanciel comme grille d'analyse ponctuelle de lieux discursifs

Pour mettre en évidence ces lieux discursifs, le recours aux schémas actanciels nous semble utile.

---

<sup>178</sup> AMOSSY Ruth (dir.), *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*. Paris-Lausanne : Delachaux et Niestlé, 1999, pp. 9-30.

<sup>179</sup> Annexe 1. Analyse des ethos préalables et discursifs des candidat·e·s, par élection.

Nous parlons bien de schémas actanciels<sup>180</sup>, au sens greimassien, destinés à mettre en évidence les forces et les dynamiques en présence dans nos discours, et par là à faire état de lieux discursifs du discours de meeting pour l'élection présidentielle, et pas de schémas narratifs.

À aucun moment, nous ne pouvons considérer ces discours comme des « récits ». D'abord, parce qu'il convient de se dégager immédiatement de la dimension fictionnelle usuellement rattachée à ce terme : ces discours visent bien à agir et à transformer le « réel » en prenant appui sur du discursif et du symbolique. Mais aussi parce que d'un point de vue plus scientifique, les propriétés formelles du récit ne sont pas présentes dans nos discours.

Dans une perspective d'analyse du discours telle que proposée par Dominique Maingueneau, il faut en effet que trois conditions<sup>181</sup> soient réunies pour que l'on puisse effectivement parler d'un récit.

D'abord, il faut « *une succession temporelle d'actions* ». Ça n'est pas le cas dans nos discours, qui correspondent davantage à une représentation située de l'ordre social et à la présentation d'un projet, en l'occurrence politique, plutôt qu'à un acte de narration présentant un enchaînement d'actions.

Ensuite, « *une transformation de certaines propriétés initiales des actants* » est nécessaire. Comme nous le verrons, cette condition nous semble être bien remplie. L'observation des différentes mutations des actant·e·s que chacun·e des locuteurs ou des locutrices tente d'opérer progressivement dans son discours au travers de ce que nous appelons les « *figures des actant·e·s* » nous semble être intéressante.

Enfin, une « *mise en intrigue* » doit être identifiable. Là encore, cette notion nous semble pouvoir être rapprochée de la notion de « *discours logocentrique* » qui correspond selon David Apter et Tony Saich au fait de « *susciter des projections constituées sur la base d'une*

---

<sup>180</sup> GREIMAS Julien A., Éléments pour une théorie de l'interprétation du récit mythique, *Communications*. 1966, Vol n° 8, pp. 28-59.

<sup>181</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*

*définition doctrinale de la nécessité, qui met en place ses propres règles et principes théoriques, au service desquels il développe sa propre logique<sup>182</sup> ».*

Absence de succession temporelle d'actions : c'est peut-être la principale différence entre le « récit » tel qu'évoqué par la narratologie, et le *storytelling* tel que pratiqué par les professionnel·le·s de la communication politique. En ce sens, nous ne pouvons pas véritablement parler d'une mise en récit du politique, mais plutôt d'un recours à une succession « d'avatars d'actant·e·s » dans le discours électoral.

Après avoir mis en évidence notre schéma actanciel générique, nous montrerons qu'il ne va jamais être investi de la même manière par les candidat·e·s. Plus encore, chacun·e des locuteurs et des locutrices va, au fil de son discours, tenter de faire muter ces actant·e·s en différents « avatars », en des termes qui lui sembleront se prêter davantage à une meilleure présentation de soi, à un meilleur ethos.

\*\*\*

---

<sup>182</sup> APTER David, SAICH Tony. *Revolutionary discourse in Mao's republic*. Cambridge: Cambridge Harvard university press, 1994, p. 4.



## **Chapitre 1. Le meeting électoral, un enjeu d'éthos**

On présente souvent la campagne pour l'élection présidentielle comme l'occasion d'une intensification du débat citoyen. À juste titre. L'élection présidentielle est en effet cette période singulière du calendrier qui offre l'occasion au personnel politique, au premier rang duquel on trouve les candidat·e·s en campagne, de s'exprimer et s'exprimer encore, répétant à l'envi et dans les moindres détails leurs programmes politiques, et tentant ainsi de faire adhérer le plus largement à leurs convictions et leur projet de société.

Pour cette raison, l'élection présidentielle apparaît de prime abord comme un temps d'argumentation fondé principalement sur le *logos* rhétorique, l'appel à la raison et à la démonstration logique : les candidat·e·s doivent prouver qu'elles·ils comprennent le réel et sont à même de le régir<sup>183</sup>.

Mais parce que l'élection présidentielle constitue d'abord la désignation d'une personnalité à la magistrature suprême, alors on peut considérer qu'elle est autant une période d'argumentation raisonnée, qu'un temps d'affirmation d'une aptitude, d'une « carrure », de ce que nombre d'agents indigènes dénomment l'affirmation d'une « stature » présidentielle. Certain·e·s analystes pensent même que c'est l'évaluation de cette dimension qui prime sur toutes les autres. Ainsi, pour Fabienne Baidier : « *la mise en place de la thématique "présidentiabilité" et son évaluation sont le focus des discours journalistiques consacrés aux candidats et à une élection présidentielle.*<sup>184</sup> »

C'est cette stature qui va être travaillée, remodelée, ajustée au fil de la campagne par les candidates et les candidats, et principalement à l'occasion de leurs différentes prises de parole publiques, notamment les réunions électorales. En bref, la campagne pour l'élection présidentielle, et en son sein le meeting électoral, semblent constituer en premier lieu un temps d'évaluation et de "retravail" des ethos.

Fidèle à notre démarche visant à observer dans les discours de meeting pour l'élection présidentielle les traces des transformations politiques et médiatiques survenues de 2002 à

---

<sup>183</sup> LE BART Christian. *Le discours politique*. Que sais-je ? Paris : PUF, 1998, pp. 70-71.

<sup>184</sup> BAIDER Fabienne H.. Évaluation de la présidentiabilité (à l'interface de la sémantique lexicale et de la linguistique de corpus), *Mots. Les langages du politique*, 2015, Vol. n° 108, p. 104

2012 en France, nous tenterons ici de faire émerger les ethos en présence à l'occasion des différentes campagnes et d'observer les modalités de leurs reconfigurations par les candidat·e·s, à l'occasion de leurs meetings électoraux.

## Partie 1. L'ethos : une notion à dissocier

L'ethos est un concept majeur des sciences du langage et de l'analyse du discours. C'est aussi une notion pluridisciplinaire qui, selon Ruth Amossy, se situe « *au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs*<sup>185</sup> ». On dit qu'elle correspond à l'image du·de la locuteur·rice en discours. Mais cette image est-elle construite dans un cadre strictement discursif ou précède-t-elle l'allocution ? En ce qui nous concerne, cette « stature présidentielle » est-elle reconnue et travaillée en discours ou avant même l'acte de candidature ? Surtout, est-elle considérée de manière homogène par tous ceux et toutes celles que l'orateur·rice veut convaincre ?

Avant même de comprendre quels sont les traits qui, en contexte, justifient le jugement sur la stature présidentielle, il convient de se demander si ceux-ci sont susceptibles d'être tout simplement observables en discours et donc dans notre corpus, ou s'il faut en rechercher les traces ailleurs. Pour ce faire, nous proposons de revenir sur la définition de cette notion d'ethos et sur le travail réalisé par quelques auteur·e·s qui l'ont abordé·e·s, de la rhétorique antique à la pragmatique contemporaine.

### I. L'ethos, de la rhétorique antique à la pragmatique contemporaine

Dans son ouvrage, *Rhétorique*, Aristote distingue trois dimensions de l'argumentation, trois types de preuves<sup>186</sup>. Il y a d'abord le *logos*, qui représente le discours rationnel, la démonstration cohérente, que l'orateur·rice doit être capable d'effectuer. Mais l'argumentation n'est pas réductible à cette dimension logique. Aristote évoque ensuite le *pathos*, qui correspond au registre de l'émotion, de l'affect, que l'orateur·rice utilise pour convaincre son auditoire en appelant notamment à ses propres émotions. Enfin, et c'est la composante que nous allons privilégier ici, Aristote repère l'*ethos*, constitué par l'image que l'orateur·rice cherche à véhiculer par son discours. Pour le philosophe antique, l'ethos fait

---

<sup>185</sup> AMOSSY Ruth. L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs. *Images de soi dans le discours : la construction de l'ethos*, AMOSSY Ruth (dir.), Paris-Lausanne: Delachaux & Niestlé, 1999. p. 127.

<sup>186</sup> DOURY Marianne. *Argumentation. Analyser textes et discours*. Paris : Armand Colin, 2016, p. 126.

partie des *pisteis*, des preuves oratoires qu'un-e orateur-riche peut mobiliser pour convaincre<sup>187</sup>. L'ethos selon Aristote, est donc une image produite en discours ; dans les termes que nous pourrions employer aujourd'hui, on dirait que pour Aristote, l'ethos constitue une notion intrinsèquement discursive.

Ruth Amossy rapporte que, dès l'Antiquité, cette dimension exclusivement discursive de l'ethos fait déjà débat. Ainsi, elle relève que pour l'orateur attique Isocrate<sup>188</sup>, mais aussi pour Cicéron ou Quintilien, c'est bien la réputation de l'orateur-riche, c'est-à-dire l'image antérieure que son auditoire a de lui ou d'elle, qui importe le plus pour persuader. En ce sens, l'ethos ne serait pas une dimension seulement discursive, mais renverrait également à des éléments non discursifs et préalables au discours. C'est également cette approche que privilégient les ouvrages du XIX<sup>e</sup> siècle lorsqu'ils traitent des « mœurs oratoires » et de leurs articulations avec les « mœurs réelles<sup>189</sup> ».

Au XX<sup>e</sup> siècle, les sciences du langage et les sciences sociales vont approcher et finalement réintroduire la notion d'ethos. D'abord, avec les notions de « *cadre figuratif*<sup>190</sup> » d'Émile Benveniste, de « *construction en miroir de l'image des interlocuteurs*<sup>191</sup> » de Michel Pêcheux, ou encore de « *l'image que les énonciateurs se font d'eux-mêmes et de l'autre*<sup>192</sup> » de Catherine Kerbrat-Orechionni. Peu à peu, l'ensemble de ces interrogations successives portant sur le dispositif énonciatif a fourni « *un ancrage linguistique à la définition de l'ethos aristotélicien.*<sup>193</sup> »

De la même manière, en 1956, Erving Goffman écrit son premier ouvrage, *La présentation de soi*, dans lequel il assimile la vie quotidienne à une scène de théâtre permanente, dans laquelle les individus sont des acteur-riche-s qui jouent un rôle préconçu et différent selon la

---

<sup>187</sup> ARISTOTE. *Rhétorique*. Paris : Le Livre de Poche, réédition de 1991, p. 83.

<sup>188</sup> AMOSSY Ruth. *L'Argumentation dans le Discours*. Paris : Armand Colin, 2000, 3e édition, p. 63.

<sup>189</sup> AMOSSY Ruth. *ibid.*, p.64.

<sup>190</sup> BENVENISTE Émile. *Problèmes de linguistique générale*. Paris : Gallimard, 1974, Tome II, p. 85.

<sup>191</sup> PÊCHEUX Michel. *Analyse automatique du discours*. Paris : Dunod, 1969.

<sup>192</sup> KERBRAT-ORECHIONNI Catherine. *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*. Paris : Armand Colin, 1980.

<sup>193</sup> AMOSSY Ruth, *ibid.*, p. 65.

situation dans laquelle elles-ils se trouvent – au travail par exemple ou en famille –, et où leurs relations ne seraient en conséquence que des « *représentations* ». S'il n'utilise pas le concept d'ethos, il formule la notion de la « *présentation de soi* », de l'« *image de soi* », que l'on peut apparenter à l'ethos, « *en ce qu'il conçoit cette présentation de soi comme une image, comme une construction qui se réalise en quelque sorte in vivo, à travers l'échange des interlocuteurs dans une situation donnée.*<sup>194</sup> »

À la suite de Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca qui réintroduisent cette notion dans leur *Traité de l'argumentation*<sup>195</sup> en 1958, Oswald Ducrot mobilise le terme « ethos » à sa théorie polyphonique de l'énonciation et à sa distinction entre locuteur-riche « L » et locuteur-pauvre « λ » (lambda). Pour lui, « *L'ethos est rattaché à L, le locuteur en tant que tel. C'est en tant qu'il est à la source de l'énonciation qu'il se voit affublé de certains caractères.*<sup>196</sup> »

## **II. Deux approches de l'ethos à distinguer pour en appréhender pleinement les dimensions discursives et extradiscursives**

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, Ruth Amossy prolonge cette réintroduction de l'ethos aux réflexions contemporaines. Pour l'auteure, l'ethos peut être considéré comme « *l'image de soi que projette l'orateur* »<sup>197</sup>. Mais « *l'efficacité de la parole est liée à l'autorité de l'orateur*<sup>198</sup> », et « *cette autorité peut être fondée sur différentes données. On peut penser que l'ethos (le caractère, les qualités, la valeur morale, l'adéquation entre parleur, discours et circonstances : les traductions laissent plus ou moins ouvertes les interprétations) repose pour une part sur un savoir préalable des interlocuteurs sur la vie, le caractère, les actions du*

---

<sup>194</sup> DHONDT Reindert, VANACKER Beatrijs. Ethos : pour une mise au point conceptuelle et méthodologique, *CONTEXTES* [en ligne], 2013, Vol. n° 13, disponible sur : <http://contextes.revues.org/5685> [consulté le 25 juin 2016]

<sup>195</sup> PERELMAN Chaïm et OLBRECHTS-TYTECA Lucie. *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*. Bruxelles : Université de Bruxelles, 2008, 6e édition, 740 pages.

<sup>196</sup> DUCROT Oswald. *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984, p.201, rapporté par AMOSSY Ruth, *op. cit.*, p. 66.

<sup>197</sup> AMOSSY Ruth. *L'Argumentation dans le Discours*. Paris : Armand Colin, 2000, 3e édition, p. 61.

<sup>198</sup> AMOSSY Ruth. *Ibid.*, p. 63.

locuteur, et que ce savoir préalable confère ou non du poids au discours, conditionne la réception<sup>199</sup> ».

Pour cette raison, Ruth Amossy propose en 1999<sup>200</sup> une dissociation notionnelle. Elle distingue ainsi « ethos préalable » et « ethos discursif » : il y a d'une part « l'image préexistante du locuteur » (ainsi, « il est difficile d'être crédible dans un discours moralisateur quand on a une réputation de malhonnête<sup>201</sup> ») et d'autre part « l'image construite dans le discours ».

De son côté, Dominique Maingueneau, qui a lui aussi participé à l'ouvrage collectif<sup>202</sup> au sein duquel cette dissociation est proposée, rejoint cette analyse : « l'ethos est crucialement lié à l'acte d'énonciation, mais on ne peut ignorer que le public se construit aussi des représentations de l'ethos de l'énonciateur avant même qu'il ne parle<sup>203</sup> ». Il théorise ainsi la notion d'« ethos prédiscursif<sup>204</sup> », notion qui n'existe pas dans la théorie aristotélicienne, et qui peut être définie comme l'image de soi que la·le locuteur·rice renvoie aux autres avant d'entamer son discours. Ainsi, « il existe des types de discours ou des circonstances pour lesquels le destinataire n'est pas censé disposer de représentations préalables de l'ethos du locuteur : ainsi lorsqu'on ouvre un roman<sup>205</sup> », « il en va autrement dans le domaine politique, par exemple, où la plupart des locuteurs, constamment présents sur la scène

---

<sup>199</sup> CHAUVIN-VILENO Andrée. Ethos et texte littéraire. Vers une problématique de la voix. *Semen* [en ligne]. 2002 [réf. du 30 avril 2007], Vol. n° 14, disponible sur: <http://semen.revues.org/2509> [consulté le 25 juin 2016].

<sup>200</sup> AMOSSY Ruth (dir.). *Image de soi dans le discours*. In *La construction de l'ethos*. Lausanne, Paris, Delachaux et Niestlé S.A., 1999, p. 155.

<sup>201</sup> RABATEL Alain. *Argumenter en racontant : (re)lire et (ré)écrire les textes littéraires*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2004. p. 82.

<sup>202</sup> AMOSSY Ruth (dir.). *Image de soi dans le discours*. In *La construction de l'ethos*. Lausanne, Paris, Delachaux et Niestlé S.A., 1999.

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> MAINGUENEAU Dominique. Ethos, scénographie, incorporation. In AMOSSY Ruth (dir.). *Images de soi dans le discours. op. cit.*, pp.75-100.

<sup>205</sup> MAINGUENEAU Dominique. L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours [Ressource électronique]. <http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf> [consulté le 25 juin 2016].

*médiatique, sont associés à un type d'éthos que chaque énonciation puisse confirmer ou infirmer*<sup>206</sup> ».

Ces éléments apportent un éclairage utile pour notre travail. Interroger la pertinence de la notion de « stature présidentielle » dans une perspective d'analyse du discours, ça n'est pas seulement s'intéresser aux traces de l'éthos en discours. C'est également comprendre comment cet éthos discursif s'articule à un éthos préalable, dimension que nous devons donc également nous attacher à mettre en évidence, par une recherche de productions discursives situées autour de notre corpus.

### III. Trois réserves pour interroger la dimension éthique de notre corpus

Comme nous l'avons évoqué dans notre introduction générale<sup>207</sup>, cette notion d'éthos constitue une clé d'entrée forte pour comprendre nombre d'énoncés de notre corpus. Elle doit néanmoins être manipulée avec prudence, pour plusieurs raisons.

D'abord, l'introduction de la notion d'« éthos préalable » nous oblige à formuler des hypothèses sur le contexte politique dans lequel les discours que nous examinons sont produits, à en rechercher des preuves discursives en dehors de notre corpus : déclarations antérieures d'agents indigènes, énoncés journalistiques, etc. ; cela entraîne également que pour les candidat·e·s engagé·e·s sur plusieurs campagnes présidentielles, nous nous attelions à présenter les éthos en jeu pour chacune de ces campagnes<sup>208</sup>. Ce rappel des trajectoires sociopolitiques<sup>209</sup> de l'ensemble des candidat·e·s, annexé<sup>210</sup> à notre étude, présente l'intérêt

---

<sup>206</sup> *Ibid.*

<sup>207</sup> Voir *infra* Introduction – partie 3.II.d

<sup>208</sup> Par exemple François Bayrou, candidat aux élections présidentielles de 2002, 2007 et 2012. On pressent aisément que le jeune candidat de 2002 n'a pas le même éthos préalable que celui de 2012. Entre ces deux années, le même candidat présente 10 ans de plus de vie politique de premier plan, la fondation d'un mouvement politique autonome le MODEM, et les 18,57 % obtenus au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle de 2007.

<sup>209</sup> DUBAR Claude. Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques, *Sociétés contemporaines*, 1998, n°29, pp. 73-85.

<sup>210</sup> Annexe 1 : Analyse des éthos préalables et discursifs des candidat·e·s, par élection.

Au travers du rappel des trajectoires, on remarque la forte représentation d'énarques parmi les candidat·e·s des partis de gouvernement, l'appartenance aux classes populaires pour les partis d'extrême gauche, l'héritage familial pour le Front National. Comme le remarque Hugues Portelli : « *l'effet décisif du système présidentiel est d'ordre sociologique [...] le type de pouvoir et la culture politique qu'il véhicule instaurent donc un barrage*

d'inférer certaines caractéristiques discursives à un parcours. En effet, les déterminants macrosociaux du discours politique sont nombreux : chacun·e « *parle* » avec son ancrage social, son vécu, son appartenance partisane : « *surdéterminé par des ancrages sociaux, le "moi" qui parle ou qui écrit se fissure*<sup>211</sup> » remarque ainsi Christian Le Bart. En ce sens, notre travail biographique permet de mettre en évidence l'éthos prédiscursif des orateur·rice·s étudié·e·s.

On pourrait même aller plus loin et considérer que chaque discours implique nécessairement un ethos préalable distinct. Par exemple, le discours de meeting prononcé par Nicolas Sarkozy le 27 mars 2012 à Nantes, quelques jours après les attentats de Toulouse et Montauban, réactive l'imaginaire d'un ethos préalable de « Monsieur Sécurité » que Nicolas Sarkozy avait, au fil de ses précédents discours de campagne, tenté d'intégrer à celui plus large de « protecteur dans la crise<sup>212</sup> ». Si nous n'avons pas été jusqu'à faire l'inventaire exhaustif des ethos pour chaque discours, c'est parce qu'il ne nous a pas semblé indispensable de creuser aussi profondément pour mettre en lumière les dynamiques éthiques qui traversent notre corpus. Néanmoins, il pourra arriver que nous nous interroguions plus particulièrement sur l'éthos mobilisé au travers d'un discours en particulier, dès lors que celui-ci mettrait en jeu des dynamiques éthiques spécifiques.

Deuxième limite à avoir en tête lorsqu'on aborde la notion d'éthos : le fait que l'éthos discursif infère une vision homogène et amalgamée des publics<sup>213</sup>. Or, on sait bien que les perceptions d'une personnalité politique par les militant·e·s ou par le reste de l'opinion publique peuvent largement différer, tout comme peut diverger la perception que les citoyen·ne·s d'un territoire peuvent avoir d'un·e élu·e local·e candidat·e à la présidentielle,

---

*socioculturel d'où émergent au sommet les couches de la moyenne bourgeoisie lettrée (enseignante ou bureaucratique), dont le statut est fonction de ses diplômes* ». En quoi ces trajectoires sociopolitiques s'observent-elles en discours ? C'est à cette question que cette annexe tente de répondre.

<sup>211</sup> LE BART Christian. *Le discours politique. op. cit.*, p. 11.

<sup>212</sup> Ce discours n'entre pas dans la période de campagne officielle, et ne fait donc pas partie de notre corpus. On en trouve néanmoins une recension assez complète dans l'article suivant : SCHNEIDER Vanessa, « A Nantes, Nicolas Sarkozy redonne un coup de barre à droite », *Le Monde.fr*, 29 mars 2016, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/28/a-nantes-nicolas-sarkozy-redonne-un-coup-de-barre-a-droite\\_1676637\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/28/a-nantes-nicolas-sarkozy-redonne-un-coup-de-barre-a-droite_1676637_1471069.html) [consulté le 10 septembre 2016].

<sup>213</sup> Nous reprenons à escient le terme de « public » plutôt que celui d'auditoire, en référence à celui privilégié par Dominique Maingueneau lorsqu'il aborde la notion d'éthos prédiscursif.

et le reste de leurs concitoyen·ne·s établi·e·s en dehors de ce territoire<sup>214</sup>. Il convient donc de garder cela en mémoire pour comprendre comment les ethos sont retravaillés en fonction de l'endroit où les meetings se tiennent.

Enfin, la dernière limite de cette notion est sa réflexivité : l'ethos préalable se construit en effet dans un jeu de miroirs dans lequel l'analyste infère l'idée qu'un·e orateur·rice se fait de la manière dont, elle ou il a été perçu·e par ses allocutaires. En ce sens, elle comprend une dimension intrinsèquement subjective, qu'il nous faut assumer pleinement. Pour ce faire, nous nous autorisons de Dominique Maingueneau qui remarque la présence de nombre d'échecs en termes de stratégies d'ethos : *« la notion d'ethos renvoie à des choses très différentes selon que l'on considère le point de vue du locuteur ou celui du destinataire : l'ethos visé n'est pas nécessairement l'ethos produit. L'enseignant qui veut donner l'image du sérieux peut être perçu comme ennuyeux, celui qui veut donner l'image de l'individu ouvert et sympathique peut être perçu comme racoleur ou démagogue. Les échecs en matière d'ethos sont monnaie courante<sup>215</sup> »*.

Ces réserves énoncées, nous ne parvenons pourtant pas à nous détacher totalement de l'utilisation de cette notion. L'observation empirique de sa pertinence pour révéler certaines dynamiques en présence dans ce corpus nous semble éloquente : par exemple, comment comprendre l'investissement de l'imaginaire de la « normalité » par François Hollande en 2012, sans l'analyser comme étant non seulement une tentative de recadrer plus favorablement son ethos préalable « d'homme mou » dont nombre de ses détracteur·rice·s, y compris dans les rangs mêmes du Parti Socialiste<sup>216</sup>, l'avaient affublé, mais aussi comme

---

<sup>214</sup> Par exemple, on peut présumer que le parcours de militante indépendantiste de Christiane Taubira structure davantage l'opinion guyanaise que celle de France métropolitaine lorsqu'elle se présente en 2002.

<sup>215</sup> MAINGUENEAU Dominique. L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours [Ressource électronique]. <http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf> [consulté le 25 juin 2016].

<sup>216</sup> On pense notamment aux surnoms « Flanby » ou à « Guimauve le conquérant » : REVOL Michel, « De Flamby à Pépère, tous les surnoms de François Hollande », Le Point.fr, 10 avril 2014, disponible sur : [http://www.lepoint.fr/politique/de-flanby-a-pepere-tous-les-surnoms-d-hollande-10-04-2013-1653042\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/de-flanby-a-pepere-tous-les-surnoms-d-hollande-10-04-2013-1653042_20.php) [consulté le 22 juin 2016].

témoignant d'une volonté de bâtir un ethos *a contrario* de Nicolas Sarkozy, dont la capacité à s'affranchir des usages institutionnels<sup>217</sup> fut régulièrement contestée de 2007 à 2012 ?

Enfin, il faut relever la superposabilité entre ces deux notions d'ethos préalable et d'ethos discursif et deux thématiques du discours médiatique : la « présidentialité » des candidat·e·s présumé·e·s, et la « stature présidentielle » des candidat·e·s déclaré·e·s. C'est ce que nous proposons de faire maintenant.

#### **IV. « Présidentialité » et « stature présidentielle » : deux visages des questionnements indigènes sur l'ethos**

En effet, ces deux thématiques différentes émergent dans le discours médiatique environnant les discours que nous étudions. D'une part, l'examen de la « présidentialité ». Celle-ci se trouve ainsi régulièrement présente dans le discours journalistique, et n'apparaît pas uniquement dans le contexte temporel des campagnes électorales. Elle n'est pas non plus rattachée exclusivement aux candidat·e·s officiellement déclaré·e·s<sup>218</sup>. D'autre part, la « stature présidentielle » des candidat·e·s, qui, de manière empirique, nous semble être beaucoup plus circonscrite aux candidat·e·s déclaré·e·s et dont on croit deviner une nette recrudescence à l'occasion des campagnes électorales pour l'élection présidentielle.

Il aurait été intéressant d'observer plus précisément comment ces deux thématiques « présidentialité » et « stature présidentielle » apparaissent dans le discours médiatique.

---

<sup>217</sup> Ce que nombre de journalistes ont qualifié d'hyper-présidentialisation, et dont on a retrouvé l'une des premières occurrences dans cet article : JAIGU Charles, JEUDY Bruno, « Nicolas Sarkozy, l'hyperprésident », Le Figaro.fr, 21 juin 2007, disponible sur : [http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/21/01002-20070621ARTFIG90222-nicolas\\_sarkozy\\_s\\_engage\\_personnellement\\_sur\\_tous\\_les\\_fronts\\_et\\_invite\\_sa\\_majorite\\_a\\_l\\_audace.php](http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/21/01002-20070621ARTFIG90222-nicolas_sarkozy_s_engage_personnellement_sur_tous_les_fronts_et_invite_sa_majorite_a_l_audace.php) [consulté le 10 septembre 2016].

<sup>218</sup> Au moment où nous rédigeons ces lignes (juin 2016), deux « présidentiables » sont ainsi régulièrement évoqués par la presse : Manuel Valls et Emmanuel Macron, alors que l'un et l'autre ont à plusieurs reprises déclaré qu'ils n'étaient pas candidats à l'élection présidentielle de 2017. LERIDON Matthieu, « Valls s'est lancé à la reconquête de son image de présidentiable », Le Figaro.fr, 20 mai 2016, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/decryptages/2016/05/20/25003-20160520ARTFIG00264-valls-s-est-lance-a-la-reconquete-de-son-image-de-presidentiable.php> [consulté le 18 juin 2016]. AUFFRAY Samuel, « Emmanuel Macron, présidentiable en construction », BFMTV.com, 3 mars 2016, disponible sur : <http://www.bfmtv.com/politique/emmanuel-macron-presidentiable-en-construction-956227.html> [consulté le 18 juin 2016].

Mais cela sort du cadre de notre corpus et de l'étude présente<sup>219</sup>. Nous allons toutefois retracer les différents travaux en science politique sur la notion de « présidentiabilité » qui, comme nous le verrons, confirment le rôle prépondérant joué par les agents auxiliaires du champ politique – principalement les journalistes –, dans l'émergence de cette thématique en période de précampagne. Aussi, nous travaillerons pour la suite de ce chapitre en formulant l'hypothèse que la thématique de la « présidentiabilité » correspond à la matérialisation indigène des interrogations portant sur l'ethos préalable des candidat·e·s dans un contexte de transformation du jeu politique et à l'institutionnalisation des primaires dans les partis de gouvernement, tandis que celle de « stature présidentielle » renvoie aux questionnements relatifs à l'ethos discursif des candidat·e·s dont nous étudions les discours de meeting.

---

<sup>219</sup> Cela pourrait en revanche faire l'objet d'un complément d'analyse dans une publication à l'issue de ce travail de recherche doctorale.

## Partie 2. Être candidat·e à la Présidence de la République

### I. Ethos préalable : apparaître « présidentiable », une légitimation prioritairement sociale

Pour Christian Le Bart, « parler de présidentiable, c'est faire l'hypothèse d'une continuité entre le rôle de candidat à la fonction et celui de titulaire de la fonction. Continuité dans le contenu des discours ? Plus certainement continuité dans les façons d'être, de parler [...] <sup>220</sup> ». Au-delà des formalités à remplir et respecter pour être retenu par le Conseil constitutionnel comme candidat·e officiel·le – dont nous traiterons plus loin –, être considéré·e comme « présidentiable » fait d'abord l'objet d'une appréciation sociale. Cette évaluation par nombre d'acteurs et d'actrices du champ précède et légitime socialement l'officialisation d'une candidature.

De nombreux·ses auteur·e·s se sont intéressé·e·s à cette notion de « présidentiabilité », mais elles-ils l'ont le plus souvent amalgamé à la notion de « stature présidentielle ». Ainsi, pour Philippe Braud, les « présidentiables crédibles » sont « *crédités au départ de la campagne, d'une chance plausible d'accéder à la magistrature suprême*<sup>221</sup> ». Mêmes observations du côté de Jean Charlot, pour qui les présidentiables sont « *des personnalités ayant, à la fois, une stature présidentielle objective et une chance réelle d'être élues*<sup>222</sup> », ou encore pour Paul Bacot : « *les principaux acteurs du processus de reconnaissance sont les journalistes, les sondeurs, les amis politiques, les déjà-présidentiabilés (autrement dit les concurrents potentiels) et les électeurs à travers les sondages et les réseaux sociaux.*<sup>223</sup> »

Christian Le Bart propose quant à lui une définition qui nous semble se rapprocher de nos propres observations empiriques, sur l'utilisation de cette thématique dans le discours

---

<sup>220</sup> LE BART Christian. Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par *Libération* », *Mots. Les langages du politique*, 2009, n°89, p. 40.

<sup>221</sup> BRAUD Philippe. La réactivation du mythe présidentiel. In LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques. *Le président de la République, usages et genèses d'une institution*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1992, p. 379.

<sup>222</sup> CHARLOT Jean. *Pourquoi Jacques Chirac. Comprendre la présidentielle 1995*. Paris : Éditions de Fallois, 1995, p. 14.

<sup>223</sup> BACOT Paul, *op. cit.*, p. 93.

médiatique : « le terme *présidentiable* qualifiera les candidats crédités par les grands médias d'une "capacité" et d'une "crédibilité" attestées par exemple par l'investiture des grands partis ou par les performances sondagières.<sup>224</sup> »

Ainsi, pour avoir une chance d'être reconnu·e socialement comme un·e candidat·e crédible à l'élection, et ce, bien avant la publication officielle du Conseil constitutionnel, la·le candidat·e qui entre en précampagne doit faire simultanément l'objet de l'approbation de son parti, y compris sous des formes relativement nouvelles comme le recours aux primaires, et de l'attention suffisante d'un réseau d'auxiliaires politiques, qui vont répercuter sa candidature, son programme, ses actions politiques, au premier rang duquel, les médias. Partis politiques et agents auxiliaires : intéressons-nous maintenant au rôle joué par ces deux instances.

#### a. Les partis politiques : un adoubement resté indispensable

Au vu de l'importance croissante prise par l'élection présidentielle au fil des scrutins, il fut rapidement nécessaire pour les partis en quête de visibilité de présenter « leur » candidat·e. Pour sélectionner ce·tte candidat·e, des élections internes ont souvent lieu, et on observe à cette fin, le recours aux primaires citoyennes depuis 2007<sup>225</sup> pour la gauche de gouvernement. Mais pour un·e candidat·e, il est réciproquement indispensable de bénéficier de la force d'un appareil partisan, pour espérer mener une campagne électorale véritable. Dans la course à l'élection présidentielle, le parti constitue un appui essentiel pour la·le candidat·e, puisqu'il apporte des soutiens à la fois financiers, matériels, humains et logistiques.

Recevoir le support d'un parti pour une élection constitue aussi un gage de visibilité. Christian Le Bart explique que « *l'étiquette est considérée comme une ressource essentielle*

---

<sup>224</sup> LE BART Christian, *art. cit.* p. 40.

<sup>225</sup> Il y a bien eu un processus de désignation ouvert à l'ensemble des adhérents du Parti Socialiste pour désigner le candidat à l'élection présidentielle, mais celui-ci diffère largement du processus mis en œuvre en 2007 : durée de la campagne (15 jours en 1995, 6 semaines en 2007), intensité de la médiatisation, mise en place d'un système d'adhésion « de circonstance » en ligne en 2007, etc.

*pour espérer gagner une élection*<sup>226</sup> ». Les partis envoient un signal de confiance à l'électeur·rice (du fait de leur longévité, et parfois, de leur longévité au pouvoir). En associant le nom d'un parti à un·e candidat·e, le signal envoyé est amplifié. Pour Jean-Marie Cotteret et Claude Emeri, les partis politiques sont « *nés du système électoral* », ce qui implique qu'ils soient « *naturellement conditionnés par les modifications qui peuvent intervenir dans le mécanisme électif*<sup>227</sup> », ce qui pourrait expliquer l'adaptabilité des partis à l'élection présidentielle, jusqu'à devenir de véritables « *partis présidentiels*<sup>228</sup> ».

C'est à l'aune de ces éléments qu'il faut interpréter l'émergence de l'organisation de primaires. On aurait sans doute tort de voir l'organisation de ces primaires comme une apparente dépossession volontaire du pouvoir de désignation. Bien au contraire, ce dispositif témoigne de la plasticité des organisations politiques pour se maintenir au cœur de notre vie politique. En France, on retrouve d'ailleurs les premières traces, embryonnaires de cette réflexion, dès 1995. Avant l'élection de 1995, Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, se rend compte de l'impossibilité d'échapper au « trop-plein » de candidat·e·s dans les rangs de droite. Selon lui, la désignation interne constitue « *le seul moyen de résoudre les problèmes actuels et d'éviter la mise en marche de la machine à perdre. S'il faut des dispositions législatives pour aider, nous le ferons. [...] Autrement nous courrons le risque de voir les Français se détourner des urnes et le risque que pas un seul candidat de la majorité ne franchisse la barre des 25 % au premier tour*<sup>229</sup> ».

L'objectif d'une élection primaire est d'abord d'éviter la représentation à l'élection présidentielle de plusieurs candidat·e·s issu·e·s d'une même famille politique, au risque de voir se disperser les voix des électeur·rice·s. Il s'agit alors de choisir celle ou celui qui sera la·le plus à même, non seulement de représenter le parti, mais aussi de rassembler le plus d'électeurs·rice·s.

---

<sup>226</sup> LE BART Christian, *op. cit.*, p. 31.

<sup>227</sup> COTTERET Jean-Marie, ÉMERI Claude. *Les systèmes électoraux*. Paris : Presses universitaires de France, 1999, 7<sup>e</sup> éd, p. 89.

<sup>228</sup> PUTZ Christine. La présidentialisation des partis français, in HAEGEL Florence (dir.). *Partis Politiques et système partisan en France*. Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 321-357.

<sup>229</sup> L'HUMANITE, « Pasqua reparle des primaires. », *L'Humanité.fr*, 19 septembre 1995, disponible sur : <http://www.humanite.fr/node/87348> [consulté le 27 juin 2016].

Ainsi, en 2011, avec l'innovation relative des « Primaires Citoyennes », le Parti Socialiste proposait à tous·tes les citoyen·ne·s inscrit·e·s sur les listes électorales de participer à la désignation du·de la candidat·e, à la condition minimale de signer une charte d'adhésion et de verser une contribution symbolique d'un euro.

#### b. Diriger un parti : la voie royale pour candidater ?

Mais si tout le monde peut candidater, certaines trajectoires sociopolitiques semblent mieux reconnues que d'autres, et confèrent une expérience et les réseaux indispensables – en un mot, la légitimité – pour espérer l'emporter. Ainsi, être ou avoir été à la tête d'un parti constitue un aspect récurrent, puisque c'est la confirmation d'un *leadership* affirmé au sein d'une famille politique. En 1981, le candidat François Mitterrand est premier secrétaire du Parti Socialiste depuis trois ans lorsqu'il est retenu au second tour de l'élection. En 1988, Jacques Chirac, au-delà de ses fonctions à la Mairie de Paris, dirige aussi le *Rassemblement pour la République*, parti qu'il a fondé en 1976. De son côté, Nicolas Sarkozy devient secrétaire général du *RPR* en 1997, avant d'assurer la présidence par intérim du parti pendant quelques mois en 1999. En 2004, Nicolas Sarkozy renonce à ses fonctions ministérielles pour être élu président de l'*UMP*. C'est l'occasion pour lui de s'émanciper du Président de la République en fonction, afin d'affiner sa stratégie et sa stature présidentielle en vue de l'élection présidentielle de 2007. Il rejoint finalement le ministère de l'Intérieur en 2005. Dix ans plus tard, en 2014, il brigue à nouveau la présidence de l'*UMP*, qui deviendra ensuite *Les Républicains*, afin de se poser comme opposant naturel au président en fonction, François Hollande.

En 2002, les principales forces de droite décident de s'unir en créant un mouvement de soutien au président sortant Jacques Chirac, qui se retrouve face à un candidat d'extrême droite au second tour de l'élection. Ainsi, les dirigeants des partis du *RPR* et de l'*UDF* se réunissent pour former l'*Union pour la majorité présidentielle (UMP)*. Quelques mois plus tard, le parti est renommé *Union pour un mouvement populaire*. C'est à cette occasion que « Jacques Chirac impose cette unité aux candidats à la députation : ceux-ci n'obtiendront une

*investiture UMP que s'ils s'engagent à soutenir fermement et exclusivement le nouveau parti.*<sup>230</sup> »

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas exclusif au parti de gouvernement : Arlette Laguiller puis Nathalie Arthaud avec LO, François Bayrou avec le Modem, Jean-Marie Le Pen avec le Front National, ou encore Jean-Luc Mélenchon et le Parti de Gauche. Une large part des candidat·e·s ont été Président·e·s<sup>231</sup> de leur formation politique avant de candidater à l'élection présidentielle. De la même manière François Hollande, Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac, François Mitterrand : tous ont été Présidents de leur formation politique avant de briguer la magistrature suprême. Cela semble être une condition déterminante pour espérer l'emporter : il faut remonter à l'élection de 1974 et à la victoire de Valéry Giscard d'Estaing pour voir apparaître, la victoire d'un candidat sans appareil partisan véritable<sup>232</sup>.

De ce point de vue, la désignation au travers du processus de primaires citoyennes de la candidate Ségolène Royal en 2006, qui n'a jamais été première secrétaire du Parti Socialiste<sup>233</sup>, a de quoi surprendre. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce résultat détonnant : la première s'observe dans l'absence de candidature du premier secrétaire du Parti Socialiste. Après avoir semblé hésiter pendant plusieurs semaines, François Hollande renonce finalement à être candidat. La seconde raison tient à la médiatisation et la durée de la compétition : comme le relèvent Bernard Dolez et Annie Laurent : « *La compétition, qui concerne a priori exclusivement les socialistes, se déroule en fait devant l'ensemble des Français, appelés ainsi à trancher, par voie d'enquête d'opinion, une question à laquelle ils sont pourtant formellement étrangers. C'est que le processus de désignation en vigueur au PS s'apparente moins à une « primaire », au sens américain du terme, qu'à un « caucus ».* Ce faisant, la campagne amenuise le poids des courants et des logiques d'appareils dans le processus de désignation. Enfin, la troisième raison s'observe dans l'apparition massive d'adhérent·e·s de circonstance : au cours des six premiers mois de 2006, le PS comptabilise

---

<sup>230</sup> BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. *op. cit.*, p. 54.

<sup>231</sup> Ou porte-parole du bureau politique dans le cas particulier de LO.

<sup>232</sup> La FNRI (Fédération Nationale des Républicains et Indépendants), fondée sur la base d'une scission du CNIP en 1962 apparaît davantage comme une coordination parlementaire et ne deviendra le Parti Républicain qu'en 1977.

<sup>233</sup> Mais toutefois ancienne ministre, députée et présidente du conseil régional de Poitou-Charentes.

plus de soixante-huit-mille nouvelles adhésions réalisées sur Internet à vingt euros<sup>234</sup>. Ce faisant, la candidate, régulièrement présentée comme « *la meilleure candidate pour présenter le Parti Socialiste* » par nombre d'instituts de sondage<sup>235</sup>, voit sa popularité au sein de l'opinion publique, se traduire en un poids électoral véritable lors de cette primaire.

### c. L'individualisation du champ politique : perte d'influence des partis politiques ?

Pour autant, si le parti politique est la condition nécessaire à la longévité politique<sup>236</sup>, il n'est pas rare que l'accès à la présidence témoigne une forme de mise en scène de la distanciation : « *l'endossement du rôle suppose qu'une distance soit prise avec la formation d'origine, sitôt l'élection passée*<sup>237</sup> ».

Christian Le Bart attribue l'individualisation du champ politique à la fonction présidentielle, ce qui a fini par se diffuser aux couches inférieures de la hiérarchie politique, pour également atteindre celles et ceux qui aspirent à cette fonction présidentielle : les présidentiables. Avec la personnalisation de plus en plus prégnante de l'élection présidentielle, le vote ne se fait plus « sur étiquette » selon Le Bart. Il en résulterait que « *l'individu candidat est en position de force par rapport à l'organisation qui distribue lesdites étiquettes* ». Les partis politiques ne seraient donc plus un critère majeur dans la prise de décision de l'électeur-riche au moment du vote, puisqu'elle·il voterait en fonction de la personnalité de la·du candidat·e avant de voter par identification partisane.

Christian Le Bart parle même du « *retour des entreprises politiques individuelles* », à travers deux solutions : d'une part la création d'une « *microentreprise politique à caractère individuel* », centrée autour de la·du candidat·e ; d'autre part, la mobilisation des ressources extérieures au parti auquel la·le candidat·e reste attaché·e pour ne pas s'en affranchir ni se

---

<sup>234</sup> DOLEZ Bernard, LAURENT Annie. Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royal par le Parti Socialiste, *Revue française de science politique*, 2007, 2, Vol. n°57, pp. 133-161.

<sup>235</sup> Pour un rappel de l'historique des sondages réalisés dans cette période conférer, DOLEZ Bernard, LAURENT Annie, *ibid.*

<sup>236</sup> LE BART Christian. *op.cit.*, p.46.

<sup>237</sup> *ibid.*

l'aliéner (à l'image par exemple de Christine Boutin qui fut exclue de l'UDF, car elle concourait à l'élection présidentielle de 2002).

Pour Christian Le Bart, les candidat·e·s politiques qui choisissent la stratégie de l'*exit* en période électorale (ou autre) doivent « *se rappeler à l'opinion et entretenir une popularité qui sinon risquerait de s'effriter et qui conditionne leur capacité à demeurer dans le jeu politique* ».

Les logiques partisans sont essentielles dans le processus de présidentialité d'une candidature, mais ne sont pas suffisantes. Un ensemble d'autres acteur·rice·s, extérieur·e·s aux appareils politiques sont déterminants pour évaluer cette présidentialité. On pense prioritairement aux médias et aux instituts de sondage dont les résultats sont relayés par les médias, qui vont agir comme des amplificateurs de légitimité.

#### d. Les médias, des amplificateurs d'une légitimité à candidater

Les études relatives au rôle des auxiliaires dans le processus de reconnaissance de la validité sociale d'une candidature se sont principalement concentrées sur le rôle joué par les agents médiatiques. On pense notamment à Valérie Moureaud pour qui, « *l'intérêt des journalistes français pour la concurrence que se livrent les hommes et les femmes politiques pour occuper les premières places est indéniable: ils dressent volontiers des listes de présidentiables et les articles sur ces derniers sont particulièrement nombreux, jusqu'à provoquer une saturation du champ médiatique*<sup>238</sup> », et à Fabienne Baidier pour qui « *les médias amplifient, légitiment et confirment ce statut [de présidentiable] et par là même, sous l'apparence de simplement rapporter des actes ou des propos, participent de l'objet et contribuent à la représentation*<sup>239</sup> ». Selon le terme suggéré par Valérie Moureaud, les médias participent à la « *labellisation*<sup>240</sup> ».

---

<sup>238</sup> MOUREAUD Valérie. La labellisation des « présidentiables » en France : étude de cas d'une légitimation politico-médiatique, *Politique et Sociétés*, 2008, Vol. n° 27, numéro 2, p. 170.

<sup>239</sup> BAIDIER Fabienne H., *art. cit.* Évaluation de la présidentialité (à l'interface de la sémantique lexicale et de la linguistique de corpus). *Mots. Les langages du politique*. 2015. Vol. n° 108, p. 104.

<sup>240</sup> MOUREAUD Valérie, *art. cit.*, p. 161.

» des présidentiables : « *l'espace médiatique permet aux journalistes de (dis)qualifier les candidats de présidentiables*<sup>241</sup> ».

La reconnaissance obtenue par ces agents auxiliaires permet au·à la candidat·e d'être considéré·e sérieusement comme un·e potentiel·le futur·e président·e. La répercussion médiatique de ses faits et gestes, de sa précampagne n'en est que d'autant plus visible. En effet, un·e candidat·e peu pris·e au sérieux par les médias, les sondages ou les potentiels adversaires ne le sera sans doute pas non plus par les électeur·rice·s. Paul Bacot va plus loin : « *être invité à des émissions de radio ou de télévision en tant qu'acteur possible du prochain scrutin présidentiel, voir son nom figurer parmi ceux proposés aux enquêtés comme intention de vote possible, rassembler suffisamment de soutien dans son parti et hors de son parti jusqu'au point où se créent des comités appelant sa candidature... sont autant d'étapes indispensables à l'installation dans les habits de présidentiable*<sup>242</sup> ». C'est à cet égard que Valérie Moureaud parle des médias comme d'un « *espace de qualification incontournable des présidentiables*<sup>243</sup> ». Ainsi, « *les interviews dans la presse écrite et les invitations dans les journaux ou les émissions politiques de la radio et de la télévision ne constituent pas des espaces réservés aux prétendants, mais ceux-ci y ont un accès privilégié et facilité par rapport au reste du personnel politique, qui compte pour qui prétend convoiter un jour la fonction présidentielle*<sup>244</sup> ».

La position du·de la présidentiable dans les intentions de vote ou dans les sondages permet de familiariser l'électeur·rice à sa future candidature potentielle. D'autant plus pour les candidat·e·s représentant les « petits » partis, ce processus pourrait permettre de rattraper un certain retard par rapport au·à la candidat·e sortant·e ou aux candidat·e·s des partis plus importants.

Durant la période antérieure à la campagne officielle, puisque les pratiques de communication ont élargi la période de précampagne (non régie par des règles officielles), et

---

<sup>241</sup> BAIDER Fabienne H, *art. cit.*, p. 104.

<sup>242</sup> BACOT Paul. *op. cit.*, p. 93.

<sup>243</sup> MOUREAUD Valérie. *art.cit.*, p.173.

<sup>244</sup> *Ibid.*

pour garantir l'équité entre les personnalités politiques, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a sa propre définition du candidat. Dans une « *Recommandation du 7 novembre 2006 à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection présidentielle* », le CSA donne sa définition de celles et ceux qui sont considéré-e-s comme des candidat-e-s avant la publication officielle des candidatures retenues. Ainsi, « *durant la période préliminaire, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel entend par candidat déclaré : toute personne ayant manifesté publiquement sa volonté de concourir à cette élection [...]; pour être prise en compte, la déclaration de candidature doit s'accompagner d'actes de campagne significatifs attestant du sérieux de celle-ci*<sup>245</sup> ». Le CSA distingue aussi comme « *candidat présumé : toute personne qui concentre autour d'elle des soutiens publics et significatifs à sa candidature* ».

## II. De l'éthos préalable à l'éthos discursif : devenir formellement candidat-e

Véritable point d'orgue de la vie politique française, l'élection du président de la République constitue un moment privilégié pour les candidat-e-s et leurs électeur-ric-e-s. Cet engouement pour la fonction suprême se manifeste à travers le nombre de candidatures qui augmente quasiment lors de chaque échéance ; il n'y avait que six personnalités à se présenter à l'élection en 1965, tandis qu'elles étaient seize en 2002.

L'analyse qui précède s'est focalisée sur les dimensions sociales qui fondent la légitimité d'une candidature (le statut de « présidentiable »). Pour autant, notre étude ne peut se départir du cadre légal d'une candidature à la magistrature suprême, car ces caractéristiques formelles sont susceptibles d'apparaître en discours<sup>246</sup>. Pour Jacques Gerstlé, la candidature est même fondamentalement un acte communicationnel : « *elle repose, sans s'y réduire, sur*

---

<sup>245</sup> *Recommandation du 7 novembre 2006 à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection présidentielle [Ressource électronique]. Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Disponible sur : <http://www.csa.fr/Espace-juridique/Deliberations-et-recommandations-du-CSA/Recommandations-du-CSA-en-vue-de-consultations-electorales-ou-referendaires/Recommandation-du-7-novembre-2006-a-l-ensemble-des-services-de-television-et-de-radio-en-vue-de-l-election-presidentielle> [consulté le 19 juin 2016].*

<sup>246</sup> On pense notamment à la polémique survenue en 2011 au sujet de l'accent d'Éva Joly et aux modalités de réaffirmation de sa légitimité formelle à candidater lors de ses différents discours de meeting, ou par la réalisation d'une vidéo de campagne dédiée « Clip accents d'Eva Joly – La France résonne de tous les accents du monde ». [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=idk0jZhQTxY> [consulté le 19 juin 2016].

*un acte de communication* », puisqu'il faut « *se déclarer, être désigné ou investi, être présenté, être soutenu*<sup>247</sup> ».

Il y a plusieurs étapes avant la publication officielle des candidatures. Les conditions d'éligibilité sont les suivantes : avoir la nationalité française, être âgé·e de 23 ans révolus, être électeur·rice (selon l'article L.2 du code électoral<sup>248</sup>) et avoir effectué son devoir de service national. La·Le candidat·e ne doit pas être privé·e de ses droits d'éligibilité par une décision de justice (selon les articles L.6 et L.199), elle·il ne peut pas être placé·e sous tutelle ou sous curatelle (selon l'article L.200).

La·Le candidat·e doit également « *adresser au Conseil constitutionnel une déclaration de patrimoine*<sup>249</sup> », concernant notamment ses biens propres<sup>250</sup>. En cas d'élection du·de la candidat·e, elle·il devra à nouveau remettre une nouvelle déclaration en fin de mandat pour évaluer son patrimoine consécutivement à la fonction présidentielle.

Mais l'étape la plus difficile (et raison pour laquelle de nombreuses candidatures n'ont pu aboutir) est celle qui consiste à recueillir cinq-cents parrainages d'élu·e-s, d'au moins trente collectivités d'outre-mer différentes, et sans que plus de cinquante d'entre eux·elles ne puissent être élu·e-s d'un même département ou d'une même collectivité d'outre-mer<sup>251</sup> : « *ce long processus est placé sous le contrôle du Conseil constitutionnel, qui publie la liste officielle des candidats dix-huit jours avant le premier tour de scrutin*<sup>252</sup> ».

---

<sup>247</sup> GERSTLÉ Jacques, *art. cit.*, p. 81.

<sup>248</sup> « Sont électeurs les Françaises et Français âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi. » V. MALIGNER Bernard, GAUDEMONT Christelle de. *Code électoral*. Paris : Dalloz, 2015.

<sup>249</sup> TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille, *op.cit.*, p. 28.

<sup>250</sup> *Qui peut devenir président de la République ?* [Ressource électronique]. Vie-publique.fr. France. Disponible sur : <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/fonctionnement/president-republique/comment/qui-peut-devenir-president-republique.html> [consulté le 20 juin 2016].

<sup>251</sup> *Quelles sont les conditions requises pour être candidat à l'élection présidentielle ?* [Ressource électronique]. Conseil constitutionnel. France. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/election-presidentielle-2012/faq/parrainages-et-candidatures/quelles-sont-les-conditions-requises-pour-etre-candidat-a-l-election-presidentielle.103829.html> [consulté le 20 juin 2016].

<sup>252</sup> TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille, *op. cit.*, p. 28.

La·Le candidat·e a également l'obligation de tenir un compte de campagne géré par un·e mandataire financier durant sa campagne électorale, qui retrace toutes ses dépenses. Et comme nous l'avons vu, elle·il doit remettre ce compte à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) dans les deux mois suivant l'élection.

Enfin, la·le candidat·e doit faire acte de candidature pour être reconnu·e comme candidat·e officiel·le.

Si l'impétrant·e remplit toutes ces formalités juridiques, elle·il est officiellement reconnu·e comme candidat·e à l'élection présidentielle.

Au-delà du programme ou des idées à transmettre, il est important pour la·le candidat·e d'apparaître comme la·le plus à même d'accéder au poste convoité, notamment par l'affirmation de sa stature présidentielle. Un certain nombre de traits semblent correspondre à la perception de ce qu'est ou serait un·e bon·ne président·e. Quels sont-ils ?

## Partie 3. Affirmer sa stature présidentielle

### I. Les ethos discursifs : confirmer ou gommer son ethos préalable ?

Pour Philippe Braud, « *l'élection ne se gagne pas sur les qualités personnelles du candidat, mais sur un profil symbolique*<sup>253</sup> ». Le profil représente l'ensemble des traits (professionnels, de personnalité et de caractère) définissant le type de personnes adéquates pour une fonction, un exercice. Pierre Bréchon assure que « *les gens votent d'abord pour un candidat ayant à leurs yeux la stature présidentielle, l'étoffe nécessaire pour tenir le rôle.*<sup>254</sup> »

Les discours prononcés en meeting électoral constituent un champ d'investigation particulièrement pertinent pour observer les tentatives de reconfigurations de cet ethos préalable en vue de le faire coïncider avec ce profil symbolique : en effet, de par leurs longueurs et l'attention qu'ils suscitent, ils représentent pour nos locuteur·rice·s une occasion unique pour tenter de consolider, rectifier, remodeler ou gommer leurs images. C'est ainsi que nous avons vu François Hollande reprendre le verbe et jusqu'aux poses et intonations mitterrandiennes dans ses meetings, pour s'inscrire dans cette filiation et remanier ainsi son ethos préalable.

À cet égard, Fabienne Baidier a tenté d'évaluer la « *présidentiabilité*<sup>255</sup> » des candidats à travers quatre « motifs » discursifs qui agissent en tant que critères<sup>256</sup> : leadership, compétence, légitimité et expérience.

Ces motifs permettent d'agir également comme des forces sémantiques qui légitiment (ou non) le discours des présidentiables. Ainsi, « *pendant la primaire [socialiste de 2011],*

---

<sup>253</sup> BRAUD Philippe. L'enjeu de la personnalité dans le scrutin présidentiel, CEVIPOF.com [en ligne]. 2002. Disponible sur : <http://www.cevipof.com/DossCev/elec2002/Enjeux/personnal.html> [consulté le 10 septembre 2016].

<sup>254</sup> CASTAGNET Mathieu, GORCE Bernard, « Qu'est-ce qu'un bon candidat à l'élection présidentielle ? », La Croix.com, 24 avril 2011, disponible sur : [http://www.la-croix.com/Actualite/France/Qu-est-ce-qu-un-bon-candidat-a-l-election-presidentielle-\\_NP\\_-2011-04-28-596131](http://www.la-croix.com/Actualite/France/Qu-est-ce-qu-un-bon-candidat-a-l-election-presidentielle-_NP_-2011-04-28-596131) [consulté le 26 juin 2016].

<sup>255</sup> Ici employée pour désigner la « stature présidentielle » par l'auteure que nous citons.

<sup>256</sup> BAIDIER Fabienne H, *art. cit.*, p. 110.

*Laurent Fabius avait justifié son choix pour deux candidats (Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry), car ils avaient tous deux « l'expérience, la compétence et la légitimité<sup>257</sup>. »*

Un·e candidat·e qui présente une expérience conséquente dans des fonctions ou à des mandats politiques a plus de chance d'être élu·e que celle·celui qui n'en a pas. Dans son étude sur l'évaluation des présidentiables, Fabienne Baidier met à jour les « *collocations les plus courantes pour définir le profil linguistique de leadership* », qui « *actualisent l'aptitude à diriger (management, gouvernance, stratégie, visionnaire, habileté), et la présentation de soi (charisme, professionnalisme, dynamisme, etc.)* ». Pour elle, « *ce concept est donc central à la présidentiabilité ; il recouvre à la fois les champs sémantiques de compétence et de stature<sup>258</sup>* ».

Qu'en est-il pour les candidat·e·s que nous étudions ? Il n'est pas rare de voir des candidat·e·s se lancer dans la course à l'élection présidentielle avec une image qui leur est *a priori* défavorable ou qui n'est pas en accord avec la stature présidentielle à laquelle elles·ils aspirent. Comment tentent-elles·ils alors de neutraliser, gommer ou encore améliorer cet ethos pour en investir un autre, plus approprié au cadre de la fonction présidentielle ?

Cela passe d'abord par l'affirmation d'une stature internationale. Ainsi, parfois jugée peu crédible comme présidente potentielle, Ségolène Royal a décidé, lors des élections de 2012, de multiplier les voyages à l'étranger pour se conformer aux attendus d'un·e président·e en fonction, plus haut·e représentant·e du pays hors de l'Hexagone.

La stratégie choisie par François Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012 nous semble symptomatique de cette tentative de modification d'un ethos. Pendant sa campagne présidentielle, ses adversaires lui reprochent d'être « *un homme du passé* »<sup>259</sup> ; François Hollande n'aurait pas la stature d'un chef d'État. Conscient de ces critiques, François Hollande cherche au fil de la campagne à construire une nouvelle image, « *celle d'un*

---

<sup>257</sup> *Le Figaro*, 11 avril 2011.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> GAUCHET Marcel, HUREAUX Roland, Les paradoxes d'une élection. *Le Débat*, 2012. Vol. n° 171, pp. 4-16.

*présidentiable, et non plus celle d'un chef de parti ou d'un élu de la Corrèze*<sup>260</sup> ». Il utilise le déficit de charisme que ses adversaires lui attribuent pour se façonner un *ethos a contrario*<sup>261</sup> de son adversaire, Nicolas Sarkozy. La formule caractéristique de la campagne de François Hollande, « *Je veux être un président normal* » marque ainsi la volonté de rompre avec la « *communication excessive et erratique*<sup>262</sup> » associée à la présidence de Nicolas Sarkozy. Ainsi, au fil de la campagne François Hollande se construit l'*ethos* « *d'un homme réfléchi, maître de lui et de son discours, animé d'une certaine idée du présidentiable*<sup>263</sup> ».

De même, nous pouvons nous intéresser au candidat Jacques Cheminade, qui a tenté de remodeler son *ethos* préalable lors de sa campagne électorale en 2012. Jacques Cheminade est président de son parti Solidarité et Progrès. C'est aussi un ami du controversé Lyndon Larouche qu'il a rencontré lorsqu'il travaillait pour l'ambassade de France aux États-Unis entre 1972 et 1977. Il déclarait au journal *Le Monde* en 1995 : « *mes idées et mes actions en France ne se démarquent en rien de celles de Larouche ; depuis plus de vingt ans, nous sommes de plus en plus proches*<sup>264</sup> ». Ainsi, « *dans les dossiers thématiques du site Solidarité et Progrès sont repris les obsessions conspirationnistes "larouchiennes", comme la dénonciation de "l'Empire britannique", ou la dénonciation des théories accréditant le réchauffement climatique*<sup>265</sup> ».

Ce candidat atypique, jugé sectaire<sup>266</sup> et vraisemblablement adepte de théories conspirationnistes a dû composer entre ses convictions personnelles et les impératifs de crédibilité liés à la fonction présidentielle. Cet exemple nous rappelle que même les

---

<sup>260</sup> JAUBERT Anna, MAYAFFRE Damon, *Ethos préalable et ethos (re) construit. La transformation de l'humour légendaire de François Hollande, Langage et société*, 2013, Vol. n° 146, pp. 71-88.

<sup>261</sup> JAUBERT Anna, MAYAFFRE Damon. *Ibid.*

<sup>262</sup> GAUCHET Marcel, HUREAUX Roland, *art. cit.*, p. 7.

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> GIRY Julien, « Jacques Cheminade est-il vraiment un candidat comme les autres ? », *Le Nouvel Observateur*, 17 mars 2012, disponible sur : <http://rue89.nouvelobs.com/rue89-presidentielle/2012/03/17/jacques-cheminade-est-il-vraiment-un-candidat-comme-les-autres>. [consulté le 26 juin 2016].

<sup>265</sup> MESTRE Abel, « Qui est Jacques Cheminade, candidat conspirationniste ? », *Le Monde.fr*, 20 mars 2012, disponible sur : [http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/qui-est-jacques-cheminade-candidat-conspirationniste\\_1672484\\_1471069.html](http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/qui-est-jacques-cheminade-candidat-conspirationniste_1672484_1471069.html). [consulté le 26 juin 2016].

<sup>266</sup> *Ibid.*

candidat·e·s peu crédité·e·s dans les intentions de vote ne sont pas épargné·e·s par la nécessité de se conformer aux attendus associés à la fonction, sous peine d'être ridiculisé·e·s par les médias.

En revanche, il arrive que certain·e·s candidat·e·s cherchent à faire fructifier leur ethos, assumant pleinement un retard ou un décalage par rapport aux attendus associés à la figure présidentielle. Refusant de se poser en président·e·s virtuel·le·s, certain·e·s candidat·e·s (notamment celles·ceux de gauche d'opposition comme Olivier Besancenot, Philippe Poutou ou Nathalie Arthaud) jouent le jeu de la proximité avec leurs électeur·rice·s en ne se réclamant pas d'un ethos de chef·fe. D'autres candidat·e·s ne peuvent légitimement mobiliser l'ethos de compétence puisqu'elles·ils ne disposent pas tous·tes de mandats électoraux. Prenons l'exemple de Philippe Poutou, qui se revendique comme « *l'inconnu de la prochaine élection présidentielle, le candidat invisible*<sup>267</sup> » de 2012, candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), à la suite d'Olivier Besancenot. Se présentant comme le porte-parole du « *camp des opprimés* », Philippe Poutou tente de faire fructifier son ethos du travailleur, de l'ouvrier qui refuse le jeu politicien et qui légitime son ambition présidentielle à partir de son expérience de leader syndical ouvrier. Cette proximité se traduit de plusieurs manières, notamment lorsqu'il fait référence à son prédécesseur en l'appelant par son prénom, Olivier<sup>268</sup> ou avec le titre de son ouvrage de campagne *Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule !*<sup>269</sup> Plus encore, il refuse la personnalisation qui va de pair avec l'élection présidentielle et évite autant que possible de parler à la première personne lors de son discours à la Halle Georges Carpentier le 12 avril 2013, préférant la formule indéfinie « *on* ». Enfin, plutôt que de prétendre se muer en présidentiable, Philippe Poutou préfère jouer sur ce décalage et mise sur l'originalité avec des vidéos parodiques. Mais revendiquer cet ethos d'authenticité lors de l'élection présidentielle peut aussi être défavorable aux candidat·e·s, comme Philippe Poutou a pu en faire l'expérience lors de l'émission télévisée *On n'est pas*

---

<sup>267</sup> POUTOU Philippe. *Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule !* Paris, Textuel, 2012. 48 pages.

<sup>268</sup> [12.04.12] – [Philippe Poutou] – Halle Carpentier.

<sup>269</sup> POUTOU Philippe. *op. cit.*

*couché* du 29 octobre 2011<sup>270</sup>, durant laquelle il fut malmené par un flot continu de questions portant sur le décalage entre sa « personnalité » et la « fonction présidentielle ». Daniel Schneidermann écrit à ce propos qu'il « fut submergé, englouti par le dispositif, qui ne le laissait respirer quelques secondes, que pour mieux lui replonger ensuite la tête dans la baignoire.<sup>271</sup> »

En 2007, Ségolène Royal choisit elle aussi d'assumer un trait d'image, en investissant politiquement l'imaginaire de la figure maternelle<sup>272</sup> en référence au fait qu'elle est mère de quatre enfants. Ce n'est pas la première fois qu'elle puise dans cette dimension : déjà en 1992, Ségolène Royal, alors ministre de l'Environnement, avait invité les caméras du magazine *Paris Match* à la maternité alors qu'elle venait d'accoucher de sa fille, Flora. La dimension du soutien maternel reste très présente dans sa campagne de 2007. Ainsi, lors de ses meetings, la candidate socialiste n'hésite pas à déclarer : « je veux, en tant que mère, pour tous les enfants qui naissent et qui grandissent en France ce que j'ai voulu pour mes propres enfants<sup>273</sup> », mais aussi que « la France a besoin de tendresse<sup>274</sup> ». Ce faisant, elle reprend à son avantage, consciemment ou non les « effets de genre<sup>275</sup> » médiatiques qui favorisent la reprise et la mise en circulation de certains de ses énoncés. Contrairement à Ségolène Royal, Arlette Laguiller n'a jamais choisi d'investir un ethos maternel. Elle investit plutôt l'éthos de légitimité par le rappel de son militantisme, son engagement, déclarant ainsi à rebours de Ségolène Royal : « si j'avais eu des enfants, je crois que je n'aurai pas milité

---

<sup>270</sup> Consultable en ligne « Philippe Poutou - On n'est pas couché 29 octobre 2011 # ONPC. [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=1Wp51SBgNKM> [consulté le 11 septembre 2016].

<sup>271</sup> SCHNEIDERMAN Daniel, « Le système Ruquier au révéléteur Poutou », Libération.fr, 7 novembre 2011, disponible sur : [http://www.libération.fr/medias/2011/11/07/le-systeme-ruquier-au-revelateur-poutou\\_772834](http://www.libération.fr/medias/2011/11/07/le-systeme-ruquier-au-revelateur-poutou_772834) [consulté le 26 juin 2016].

<sup>272</sup> COULOMB-GULLY Marlène, Le corps présidentiel. Représentation politique et incarnation dans la campagne présidentielle française de 2007. *Mots. Les langages du politique* [en ligne]. 2009, Vol. n° 89 [réf. du 30 mars 2011], pp. 25-38. Disponible sur : <http://mots.revues.org/18753> [consulté le 26 juin 2016].

<sup>273</sup> [07.02.11] – Ségolène Royal – Villepinte.

<sup>274</sup> [07.05.04] – Ségolène Royal – Brest. Citée dans *Le Monde*. 6 mai 2007.

<sup>275</sup> OLIVESI Aurélie. *Implicitement sexiste ? Genre, politique et discours journalistiques*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2012, 313 pages.

*autant*<sup>276</sup> ». Marine Le Pen a enfin choisi de neutraliser son ethos préalable de « *filles de* » entrée en politique sous l'influence paternelle en misant sur sa passion et son engagement politique, ce qui « *légitime sa présence en politique*<sup>277</sup> ». Julie Boudillon parle à ce titre de « *retournement de stigmat*<sup>278</sup> » (stigmat à entendre au sens goffmanien). Elle s'inscrit malgré tout dans la lignée paternelle : « *le discours de Marine Le Pen décrit l'héritage paternel comme un apprentissage de valeurs positives.*<sup>279</sup> »

## II. « Je » : une porte d'entrée pour repérer les stratégies d'ethos

L'une des manières de rechercher en discours les modalités d'investissement de l'ethos consiste à repérer les traces de la première personne du singulier. Ce « *je* » et les formes élidées et pronominales associées<sup>280</sup>, constituent des déictiques. Ils font office de balises qui témoignent de l'apparition de l'énonciateur·rice et d'occasions de mise en évidence de son ethos par l'examen des collocations associées à cette première personne. C'est à ce titre que nous nous intéressons ici aux « *je* », en nous appuyant sur le logiciel *Lexico 3* utilisé dans une perspective exploratoire<sup>281</sup>.

### a. D'importants contrastes d'implication des locuteur·rice·s dans leurs discours

Un premier constat s'impose : il existe des contrastes saisissants d'implication des locuteur·rice·s dans leur discours en fonction de leur appartenance ou non à un parti de gouvernement. Le « *je* » est très largement suremployé par Nicolas Sarkozy et dans une certaine mesure par Ségolène Royal et François Bayrou. À l'inverse, il est nettement sous-

---

<sup>276</sup> CINI Cyprien. « Arlette Laguiller : Je tiens encore », RTL.fr, 21 juillet 2015, disponible sur : <http://www.rtl.fr/culture/medias-people/arlette-laguiller-je-tiens-encore-le-coup-7779162208> [consulté le 26 juin 2016].

<sup>277</sup> DESMACHELIER Dominique, RENNES Juliette, Usages politiques du genre, *Mots. Les langages du politique*, 2005, Vol. n° 78, p. 84.

<sup>278</sup> BOUDILLON Julie. Une femme d'extrême droite dans les médias. Le cas de Marine Le Pen, *Mots. Les langages du politique*, 2005, vol. n° 75, p. 79, disponible sur : <http://mots.revues.org/392> [consulté le 26 juin 2016].

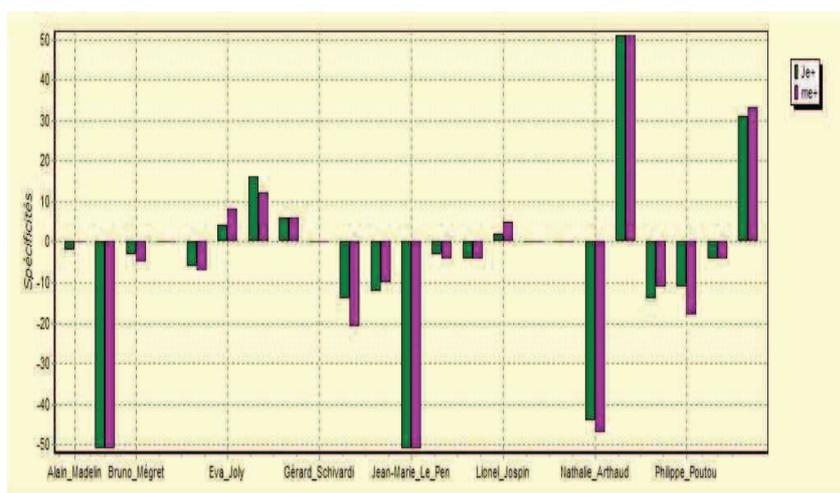
<sup>279</sup> *Ibid.* p. 82.

<sup>280</sup> J', me, m', mon, ma, mes, moi.

<sup>281</sup> Voir *infra* introduction. Partie 3.II.a.

employé par Arlette Laguiller, Nathalie Arthaud ou encore Philippe Poutou. Il est également très largement sous-employé par Jean-Marie Le Pen.

L'ajout des pronoms « m' » « moi », « ma » « me », « mes », « mon », confirme cette hiérarchie des emplois.



Calcul de spécificités pour le pronom « JE »

et le groupe de formes « Je+ » sous *Lexico 3*. Note de bas de page : 282

Ce suremploi du « je » chez les locuteur·rice·s les plus susceptibles de devenir président·e, qu'il s'articule dans une tension inclusive « Je / nous » ou interpellatrice « Je / vous », est sans doute à mettre en rapport avec les impératifs de distanciation. Comme l'évoque Philippe Braud, l'émergence du « je » témoigne d'une « *capacité d'agir et de trancher* », ce qui contribue à transformer la figure présidentielle « *magiquement, en décideur suprême*<sup>283</sup> ».

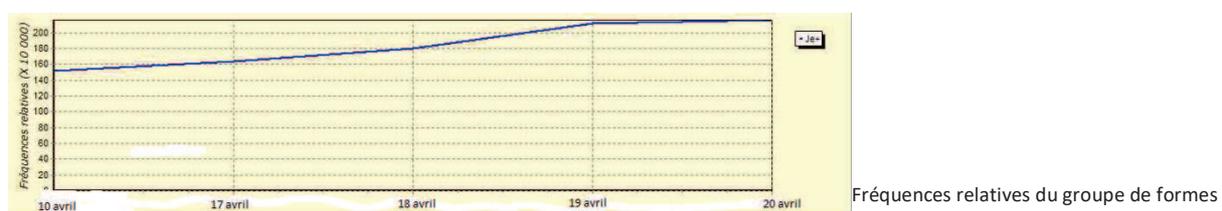
En conséquence, les personnalités susceptibles d'être effectivement désignées président·e de la République par le suffrage universel sont plus attentives à l'affirmation de leur « stature », que celles dotées de chances moindres, qui se positionnent davantage en tant que simples porte-parole de leur formation, d'où le moindre emploi de la première personne.

<sup>282</sup> Les noms de l'ensemble des candidates et des candidats ne sont pas affichés dans ce tableau, comme ils ne le seront pas dans certains tableaux suivants. C'est une limite inhérente à *Lexico 3*.

<sup>283</sup> BRAUD Philippe, « Élire un Président... ou honorer les dieux ? », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°14, pp. 15-28.

Pour confirmer cette hypothèse, on peut notamment s'appuyer sur le travail de Dominique Labbé et Denis Monière. Les deux auteurs relèvent une nette personnalisation du discours de Nicolas Sarkozy et de François Hollande dans les allocutions d'entre-deux tours de 2012, par rapport aux discours de la campagne pour le premier tour<sup>284</sup>. Ce suremploi du « je » à l'approche du dénouement de la campagne présidentielle, participe de la « présidentialisation » de la candidature.

Bien que non qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle de 2007, François Bayrou témoigne assez nettement de cette présidentialisation au fil des meetings qui scandent les derniers jours avant le premier tour de l'élection présidentielle.



« Je+ » pour 10 000 mots dans les discours de François Bayrou entre le 10 et le 20 avril 2007.

Ce mouvement vers une plus forte personnalisation du propos au fil de la campagne se vérifie également pour des locuteur-ric-e-s qui sous-emploient la première personne du singulier.

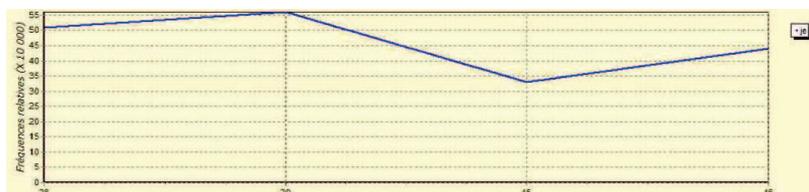
De ce point de vue, l'exemple offert par les discours de Jean-Marie Le Pen est intéressant.

Qualifié à la surprise générale pour le second tour de l'élection présidentielle en 2002, ce dernier va considérablement renforcer l'utilisation du « je » lors de ses deux meetings d'entre-deux tours à Paris, d'abord le premier mai, puis à Marseille le lendemain.

En 2007, on observera le même phénomène de renforcement du « je » à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle, mais dans des proportions d'emplois moindres aux niveaux atteints pendant les meetings d'entre-deux tours de 2002.

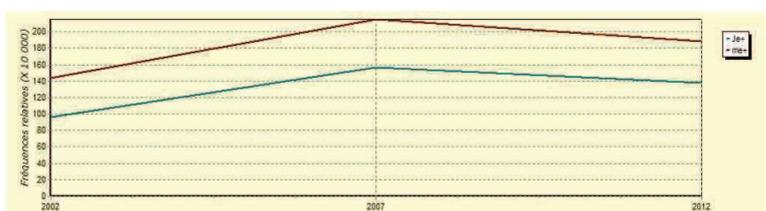
<sup>284</sup> LABBE Dominique, MONIERE Denis, *op.cit.*, p. 86.

C'est ce qui apparaît pour un calcul de spécificités en valeurs relatives, dans un sous-corpus composé des quatre discours de Jean-Marie Le Pen recensés dans notre corpus de discours de meetings pour l'élection présidentielle.



Calcul de fréquences relatives au sein de quatre discours de Jean-Marie Le Pen lors de la campagne présidentielle de 2002.

On observe également un renforcement progressif de l'implication des locuteur·rice·s dans les discours au fil des campagnes, qu'il conviendrait d'observer sur une plus longue période. Cette prévalence du « je » semble avoir atteint son apogée en 2007, entre un candidat – Nicolas Sarkozy – et une candidate – Ségolène Royal – particulièrement porté·e·s à la « présidentialisation » de leur candidature. En 2012, le « je » a continué à prévaloir, montrant peut-être une transformation de l'attendu de la fonction vers une plus forte personnalisation entre 2002 et 2012.



Évolution de la fréquence relative des formes « Je+ » et « me+ » en 2002, 2007, et 2012.

Remarquons d'ailleurs que cet accroissement de la présence du « je », n'est pas propre au discours de meeting, mais semble traverser l'ensemble des discours présidentiels sur les dernières décennies. Ainsi, Jean-Marc Leblanc a observé un accroissement de la présence du « je » dans les discours de vœux<sup>285</sup>. Et Damon Mayaffre a montré comment la première

285 LEBLANC Jean-Marc, *op. cit.*

personne du singulier a été largement suremployée dans les allocutions présidentielles en période de cohabitation, ou par Nicolas Sarkozy à partir de 2007<sup>286</sup>.

Ainsi, les spécificités par locuteur·rice nous ont permis de faire état de contrastes importants quant au niveau d'implication des locuteur·rice·s dans leurs propres discours.

### b. Les cooccurrents du « je » : un indice des ethos discursifs

Pour prolonger, nous pouvons examiner les cooccurrences et en particulier par l'examen des réseaux qui se forment autour du « je » des candidat·e·s à la fonction présidentielle.

Reprenant la méthodologie proposée par Jean-Marc Leblanc<sup>287</sup>, nous examinons ici le statut du « je » et de la forme élidée « j' » des candidat·e·s à l'élection présidentielle, en explorant ses espaces "co-occurrentiels" dans les discours de meetings pour l'élection présidentielle.

Nous mobilisons *Lexico 3* pour faire état de ces réseaux lexicaux qui gravitent autour d'une marque personnelle structurante. Les réseaux de cooccurrences, saisis par ces approches différentes apportent un éclairage sur la construction de l'affirmation d'une stature présidentielle qui se manifeste au sein de ces discours de meetings électoraux.

L'outil « carte des sections » est, sous *Lexico 3*, le préalable à tout calcul de cooccurrences.

Cette fonctionnalité permet de visualiser graphiquement la répartition d'une forme ou d'un groupe de formes donné sur la linéarité du texte, selon le délimiteur retenu.

Il s'agit ainsi de calculer les spécificités des séquences textuelles comprenant le pronom « je » et sa forme élidée « j' » par rapport à l'ensemble des séquences. Nous choisirons la phrase comme unité contextuelle. Si nous glissons/déposons le groupe de mots « Je+<sup>288</sup> »

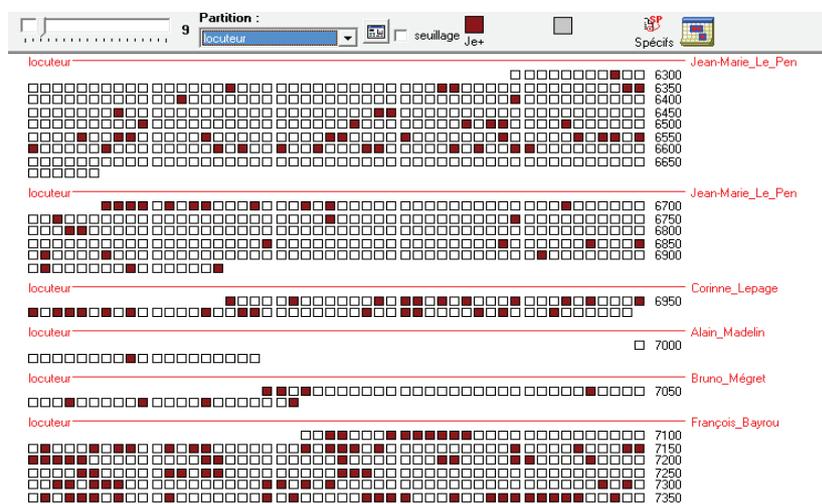
---

<sup>286</sup> MAYAFFRE Damon. Vocabulaire et discours électoral de Nicolas Sarkozy : entre modernité et pétainisme. *La Pensée*. 2007. n° 352. pp. 65 -80.

<sup>287</sup> LEBLANC Jean-Marc, *op. cit.*, p. 274.

<sup>288</sup> Se composant des formes « je », « Je », « j' » et « J' ».

sur la carte des sections, nous obtenons une topographie textuelle<sup>289</sup>, ainsi que nous en proposons un aperçu ci-dessous. Travaillant sur des formes graphiques, remarquons également que *Lexico 3* distingue les formes avec majuscule et celles qui n'en ont pas.



Extrait de la carte des sections pour

un groupe de formes « Je+ », d'après une partition par locuteur·rice sous *Lexico 3*.

Cette carte des sections est une représentation graphique du corpus représenté ainsi par locuteur·rice. Chaque carré représente une phrase. Les unités colorées indiquent les phrases au sein desquels apparaît au moins une fois la forme « je » (ou « Je ») ou la forme élidée « j' » (ou « J' »).

C'est à partir de cette carte que nous lancerons le calcul des spécificités en suivant la procédure suivante : *Lexico 3* regroupe l'ensemble des phrases comportant les formes recherchées et calcule les spécificités de cette partie par rapport à l'ensemble du corpus. Nous obtenons alors la liste des formes spécifiques (positives ou négatives) des phrases où apparaissent ces formes. Plus concrètement, ce protocole permet de connaître les mots qui ont tendance à apparaître dans les mêmes phrases que « Je+ » (spécificités positives) ou à l'inverse de mettre en évidence les mots qui ressortent dans les phrases qui ne contiennent

<sup>289</sup> Au sens proposé par LAMALLE Cédric et SALEM André. Types généralisés et emplois des topographies textuelles dans l'analyse quantitative des corpus textuels. *JADT 2002 : sixièmes Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles*. [www.lexicometrica.univ-paris3.fr/jadt/jadt2002/PDF-2002/lamalle\\_salem.pdf](http://www.lexicometrica.univ-paris3.fr/jadt/jadt2002/PDF-2002/lamalle_salem.pdf) [consulté le 26 juin 2016].

pas cette forme (spécificités négatives), permettant ainsi de dévoiler un réseau de cooccurrences.

La liste présentée ci-dessous porte sur l'intégralité du corpus et ne présente que les formes dont la valeur absolue de l'indice de spécificité est supérieure à 10, ce qui correspond déjà à un niveau de spécificité très significatif (les coefficients indiqués dans le tableau ci-après correspondent à des indices de spécificités). Le seuil de probabilité est de 5 % (proposition par défaut du logiciel *Lexico 3*), la fréquence des formes considérées est de deux occurrences au minimum.

Une spécificité positive signifie qu'une forme considérée a tendance à apparaître de façon plus importante autour de « *Je+* » par rapport au reste du corpus. Volontairement, nous ne reproduisons pas les spécificités négatives, qui témoigneraient d'un sous-emploi de certains termes à proximité de *Je+*, et dont l'examen au cours de la réalisation de ce travail a montré qu'elles ne semblaient pas proposer d'éléments particulièrement intéressants à rapporter dans le cadre de la présente étude.

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coeff.
je	4090	4090	*** <sup>290</sup>
pense	226	191	***
me	678	450	***
propose	315	265	***
dis	307	306	***
J	297	297	***
vous	2992	1596	***
suis	787	772	***
crois	179	179	***
veux	1330	1326	***
Je	2599	2599	***
j	713	713	***
ai	751	744	***
vais	134	133	***
m	338	262	***
que	10587	4575	***
voudrais	129	129	***
sais	245	244	***
Moi	137	124	47
n'ai	76	76	39
moi	585	338	38
peux	83	81	38
dire	1105	549	35
cette	1841	842	35
vois	72	71	34
salue	63	63	32
serai	61	61	31
ferai	60	60	31
fais	65	64	31
étais	55	55	28
saluer	50	50	26
parle	208	138	25
comprends	49	49	25
avais	48	47	23
accepte	93	75	22
soir	158	109	22
engage	75	63	21

<sup>290</sup>

L'indice \*\*\* indique un niveau de spécificité très élevé.



Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coeff.
souhaite	69	60	21
Entends	45	44	21
Viens	44	43	21
Voulais	44	43	21
Devant	375	205	20
Ici	412	220	20
demande	186	120	20
Parce	1471	634	20
Mes	290	168	20
Bats	38	38	20
Mon	362	200	20
Président	155	103	19
Prends	41	40	19
Heureux	78	62	18
remercie	42	40	18
Défends	33	33	17
l'ai	37	36	17
Dois	30	30	16
Connais	46	41	16
Tiens	32	31	15
Parler	294	157	15
Allé	64	51	15
Ma	383	193	14
Aime	107	71	14
demander ai	25	25	13
Mettrai	25	25	13
prétends	24	24	13
candidat	347	173	13
Disais	25	25	13
Laisserai	25	25	13
proposerai	22	22	12
Ne	4358	1595	12
Avec	1927	751	12
considère	84	58	12
Rappelle	29	26	11
dis	20	20	11
Dirai	20	20	11

La forme « *je* » figure bien évidemment au premier rang de la liste des cooccurents spécifiques et elle apparaît également très haut dans ce tableau sous sa forme élidée.

*Lexico 3* nous apprend par ailleurs, que la forme recherchée apparaît au moins une fois dans 5 995 phrases sur les 25 150 qui composent ce corpus soit 23,8 % des phrases.

Arrêtons-nous maintenant sur les autres formes présentées comme hautement spécifiques et signalées par \*\*\* dans notre tableau. Nous recensons deux types de formes ; d'une part, des verbes conjugués à la première personne du singulier : « *penser* », « *proposer* », « *dire* », « *être* », « *croire* », « *vouloir* », « *avoir* », « *aller* », « *savoir* ». Notons la prédominance du présent de l'indicatif, qui est le temps employé le plus fréquemment à la première personne du singulier. À notre sens, c'est tout simplement lié à la nature des verbes, la plupart étant énonciatifs ou déclaratifs. D'autre part, d'autres formes de pronoms personnels tels « *me* », « *vous* », « *m'* ».

Ce sont ces deux aspects que nous proposons d'examiner maintenant.

### c. « *Être* » : décréter son ethos pour affirmer son individualité politique

Étudions une première forme de cooccurrence verbale avec le groupe de formes « *Je+* » : le verbe être.

L'examen des contextes témoigne de quatre formes d'emplois : des emplois exprimant une certitude « *je suis certaine* », « *je suis convaincu* », des emplois témoignant de modalités plus expressives « *je suis fière, je suis émue,...*<sup>291</sup> », des emplois auxiliaires « *je suis allé* » et des emplois correspondant véritablement à des verbes d'état auto-qualifiants comme « *je suis communiste* » ou « *je suis paysan* ».

---

<sup>291</sup> Et pouvant à ce titre être également analysés comme des marques de pathos.

À l'exception des cas où le verbe est employé dans une forme auxiliaire, « *Je suis* » agit pour les candidat·e·s comme une tentative de configurer leur ethos, de réclamer telle ou telle forme de paraître au travers de leurs discours.

Quelques réalisations au sein de notre corpus attestent de cette volonté de se définir ou redéfinir sur la base d'une vision politique, de mettre en avant un sentiment ou encore une appartenance.

*« Bref, je suis euro - ambitieux<sup>292</sup> ».*

*« Oui, je reviens dans mon pays de Lorraine, et je suis ce soir particulièrement émue<sup>293</sup> ».*

*« Moi, je me suis senti partie prenante dans cette prière venue du fond des âges et j'ai senti que dans cette flèche de pierre dressée vers le Ciel, comme dans les flèches de toutes les cathédrales, il y avait là l'âme de la France<sup>294</sup> ».*

*« Comme je l'ai souvent dit, moi je suis paysan<sup>295</sup> ».*

Ces tentatives de reconfiguration de l'ethos par l'affirmation de ce que l'énonciateur·rice est – ou n'est pas – sont attestées chez l'ensemble des candidat·e·s, mais plus particulièrement chez trois d'entre eux : François Bayrou, François Hollande, et dans une moindre mesure chez Nicolas Sarkozy.

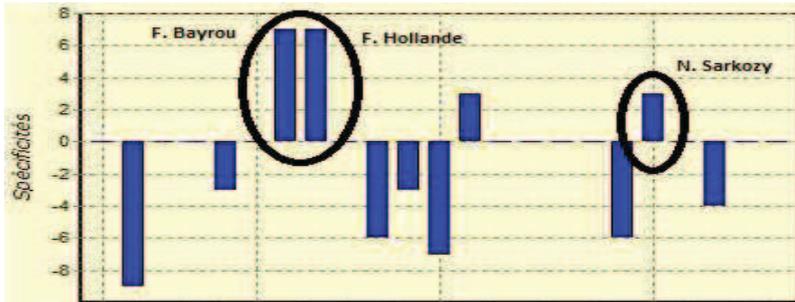
---

<sup>292</sup> [02.04.18] – [Jean-Pierre Chevènement] – Paris.

<sup>293</sup> [07.04.11] – [Ségolène Royal] – Metz.

<sup>294</sup> [07.05.03] – [Nicolas Sarkozy] – Montpellier.

<sup>295</sup> [07.04.14] – [José Bové] – Avignon.



Calcul de spécificités pour la forme « je suis » avec *Lexico 3*. Les spécificités positives pour François Bayrou, François Hollande et Nicolas Sarkozy sont signalées dans ce graphe.

S'agissant de trois candidats engagés dans l'élection pour la campagne présidentielle de 2012, il est intéressant de procéder à une partition par campagne pour voir la manière dont la mobilisation du vocable « Je + suis » a évolué.



Fréquence relative de la forme « je suis » entre 2002 et 2012 avec *Lexico 3*.

Un calcul de spécificités fait nettement ressortir un accroissement au fil des campagnes du « *Je suis* », plus nettement encore que pour le simple « *Je* » évoqué plus haut ; comme si la capacité des locuteur·rice·s à maîtriser et configurer leur ethos était devenue un enjeu plus important encore au fil des campagnes, celles-ci devenant de plus en plus affaire de personnalités.

#### d. « Proposer », « dire », « vouloir » : affirmer son engagement

Ces trois verbes sont hautement spécifiques de la première personne. Concrètement, cela signifie par exemple que la forme « *propose* » apparaît deux-cent-soixante-cinq fois dans la

même phrase que la première personne du singulier sur les trois-cent-quinze fois où elle apparaît dans notre corpus.

Néanmoins, il convient de faire attention aux interprétations trop rapides. Il ne s'agit pas de dire que le verbe « proposer » et l'ensemble de ses flexions apparaissent à proximité du « je » présidentielle, mais seulement la forme « propose », ce qui est logique s'agissant d'une conjugaison à la graphie identique dans seulement deux types de déclinaisons : avec « Je » et avec la troisième personne du singulier : « il », « elle » ou « on ».

Pour cette raison, c'est encore plus probant pour la forme « *dis* » qui apparaît 206 fois à proximité de « je » pour les 207 fois où elle s'observe au total sur notre corpus.

D'autre part, nous n'ignorons pas la vocation plurielle de certains verbes. Le verbe « vouloir » par exemple peut parfois avoir une dimension métadiscursive et explicative plutôt que véritablement volitive (dans la formulation « *je veux dire* » par exemple).

Aussi, la vigilance s'impose : ce calcul de spécificités permet seulement de faire état des formes particulières qui apparaissent autour du « je+ », et en ce sens de permettre par un indispensable retour aux textes, la mise en exergue de l'ethos des candidat·e·s à l'élection présidentielle.

Ce travail sur les cooccurrences autorise également à mettre en évidence que le discours de meeting est un genre privilégié dans lequel les candidat·e·s proposent, s'engagent, mettent en avant telle ou telle partie de leur volonté de « changer les choses ». En ce sens, ces discours entretiennent l'une des caractéristiques majeures du discours politique, mais dans des proportions encore supérieures pour ce qui est du discours électoral : la·le candidat·e doit proposer d'agir sur le social, de le transformer pour se légitimer.

Quelques énoncés font apparaître ce type de « propositions », d'engagements des candidat·e·s à l'élection présidentielle :

« *Les lois doivent être adaptées à la réalité de la délinquance. Je propose une refonte de l'ordonnance de 1945 : les délinquants mineurs, lorsqu'il y a récidive, doivent être soumis à une comparution immédiate devant le juge.*<sup>296</sup> »

« *Je propose donc, jouons cartes sur table, droit à la formation professionnelle, quel que soit votre âge, quel que soit votre statut, quelle que soit votre région.*<sup>297</sup> »

« *J'ajoute là-dessus, pour en terminer sur cette question parce qu'elle est centrale, en même temps que je vous dis que la France doit s'adapter au monde d'aujourd'hui, je vous dis avec la même force que parce que la France s'adaptera à la compétition du monde d'aujourd'hui, vous pourrez garder votre mode de vie, vous pourrez garder vos valeurs et ce à quoi vous êtes attachés.*<sup>298</sup> »

« *Alors je vous le dis comme je l'ai dit à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe : cette histoire doit être enseignée et transmise à tous les écoliers de France, car elle est nécessaire pour comprendre ce qui nous a fait et ce qui, dans la mémoire collective et les consciences individuelles, continue à agir.*<sup>299</sup> »

« *Je veux l'égalité des droits.*<sup>300</sup> »

« *Je veux réformer notre pays, le faire avancer, lui trouver une nouvelle fois la capacité de chercher des conquêtes en lui-même, de valoriser ses atouts, de défendre ses valeurs.*<sup>301</sup> »

---

<sup>296</sup> [02.04.09] – [Jean-Pierre Chevènement] – Dijon.

<sup>297</sup> [12.04.16] – [Nicolas Sarkozy] – Poitiers.

<sup>298</sup> [12.04.17] – [Nicolas Sarkozy] – Morlaix.

<sup>299</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – Discours devant les représentants de l'outremer.

<sup>300</sup> [07.04.18] – [François Bayrou] – Paris.

<sup>301</sup> [12.04.17] – [François Hollande] – Lille.

Comme le montre le graphique ci-après, un candidat ressort nettement en termes d'emplois de ces termes, et en particulier sur la thématique du « vouloir »: Nicolas Sarkozy. Ce dernier ayant fait de son tempérament volontariste, en particulier en 2007, un élément essentiel de l'affirmation de sa stature.



Calcul de spécificités de quatre verbes d'engagement dans les discours de 2007, avec *Lexico 3*. Le niveau de spécificités de ce type de verbes chez Nicolas Sarkozy est ici particulièrement mis en avant.

#### e. « Penser », « savoir » : ethos et pathos au service du discours de proximité

Le dernier pôle énonciatif s'articule autour de la mobilisation de l'empathie. C'est le complément indispensable à la conviction dans le discours politique. Le discours politique doit simultanément jouer sur le surplomb<sup>302</sup>, et notamment au travers de la capacité à transformer le réel dont la-le responsable politique est l'acteur-riche légitime, mais aussi sur la proximité, par la mobilisation de l'empathie. La-Le candidat-e doit être capable de dire simultanément : « je suis comme vous » et « je suis meilleur que vous », tension formidablement bien traduite par la tradition politique qui veut que l'on définisse la-le président-e de la République comme *primus inter pares*, la-le premier-ère parmi ses pairs.

302

LE BART Christian. *art.cit.*

Quelques exemples présents dans notre corpus permettent d'apprécier cet appel à l'émotion, à l'empathie, dans les discours des candidat·e·s :

*« Et je pense à Raymond Aubrac aujourd'hui qui vient de rejoindre sa femme Lucie.<sup>303</sup> »*

*« Celui qui veut travailler plus doit pouvoir travailler plus, celui ou celle - je pense aux mères de famille, mais les papas le peuvent aussi !<sup>304</sup> »*

*« Voilà ce que voulais vous dire, un fils et petit fils d'immigrés auquel la France a tout donné et qui pense que la France est le plus beau pays du monde.<sup>305</sup> »*

*« Je sais ce que vous pensez tous et que nous avons tous pensé d'une certaine manière, même moi à une certaine époque.<sup>306</sup> »*

*« Je sais, pour nos compatriotes d'outre-mer vivant dans l'hexagone - je le sais, je les connais, je les vois, les discriminations dont ils souffrent.<sup>307</sup> »*

Comme nous le voyons, les formulations comme « je sais » ou « je pense » sont fortement empathiques et essentiellement employées à des fins de légitimation : la·le candidat·e à l'élection présidentielle dit, en substance « votez pour moi, parce que je vous comprends ». Elle·Il tente ainsi de mobiliser un ethos de proximité, mais également de clairvoyance, de lucidité, par la convocation d'arguments pathétiques.

Si l'usage est attesté chez l'ensemble des candidat·e·s dont les discours composent notre corpus, certain·e·s affectionnent plus particulièrement cette manière de mobiliser l'empathie.

---

<sup>303</sup> [12.04.15] – [François Hollande] – Vincennes.

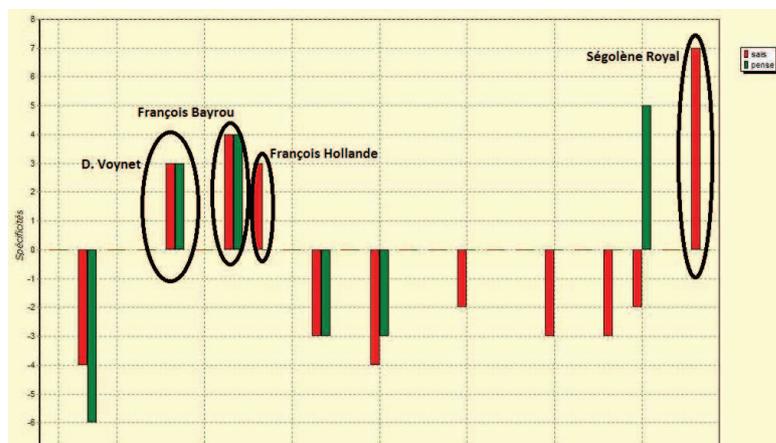
<sup>304</sup> [02.05.01] – [Jean-Marie Le Pen] – Paris.

<sup>305</sup> [07.04.11] – [Nicolas Sarkozy] – Villepinte.

<sup>306</sup> [12.04.17] – [François Bayrou] – Nantes.

<sup>307</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – Discours devant les représentants de l'outremer.

C'est en particulier le cas de Ségolène Royal et dans une moindre mesure de François Bayrou, Dominique Voynet et François Hollande.



Calcul de spécificités des formes « sais »

et « pense » dans les discours de 2012, avec *Lexico 3*. Le niveau de spécificités de ce type de verbes pour quatre candidat·e·s est ici particulièrement mis en avant.

S'agissant de Ségolène Royal, il n'y a là rien d'étonnant : la candidate a fait toute une partie de sa campagne de 2007 sur la proximité, que ce soit par le recours à des réunions participatives, ou par l'évocation récurrente de « *la France Présidente* ».

Un tel suremploi est moins attendu pour les autres candidat·e·s. Pour Dominique Voynet, François Bayrou ou François Hollande, le retour aux textes montre que les formes « *pense* » et « *sais* » correspondent davantage à une modalité usuelle de présentation de leurs croyances et de leurs propositions, plutôt qu'à une manière de faire état de sollicitude ou d'empathie.

« *Je pense qu'il est quand même important de rappeler qu'en théorie, les RG ne font plus de surveillance politique depuis une bonne dizaine d'années.*<sup>308</sup> »

« *Je vais vous dire les choses comme je les pense. Je pense qu'il était juste et légitime, après le marché commun, après l'acte unique européen,*

308

[07.4.13] – [Dominique Voynet] – Caen.

*que l'on demande à la Commission européenne d'assurer la meilleure circulation possible des biens et des services au sein de notre Union.*<sup>309</sup> »

« *Je vous le dis, une victoire cela se conquiert, cela s'arrache, cela se mérite.*<sup>310</sup> »

### III. L'ethos et ses auditoires

#### a. « Je+ » et « vous » : marques de l'interaction

Les derniers cooccurrents de la première personne du singulier sont la deuxième personne du pluriel « vous ».

Cette dimension « interpellatrice », qui se réalise dans des formes comme « *Je vous remercie d'être venus si nombreux* », « *Je vous retrouve avec bonheur* », « *je veux vous le dire* » se retrouve en très grand nombre dans notre corpus : on en recense 1596 occurrences relevées pour 2992 emplois du terme « vous ».

Nous pouvons sur cette base former l'hypothèse que l'échange avec un « vous » équivoque (il désigne aussi bien les personnes présentes dans la salle que celles qui regardent le meeting en direct par la télévision ou sur Internet) représente une forme privilégiée de la « mise en scène du dire » dans le discours de meeting électoral. Il est à ce titre une marque de ce rituel, dimension sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

#### b. La formule d'adresse, reflet d'une représentation située de l'ordre social

---

<sup>309</sup> [07.04.18] – [François Bayrou] – Paris.

<sup>310</sup> [12.04.16] – [François Hollande] – Carmaux.

Au-delà de la dimension interactionniste présente dans les formes « Je / vous » et « Je / nous », on repère d'autres traces de dialogisme véritable entre la·le candidat·e et ses publics. Le public est mobilisé d'emblée dans les discours de meetings, par une caractéristique particulière du discours solennel, l'adresse : « *mes chers amis* », « *chers amis* », « *Mesdames, Messieurs* », « *Travailleuses, Travailleurs, camarades et amis* »<sup>311</sup>.

L'adresse semble être un condensateur particulièrement probant pour faire état des coénonciateur·rice·s. On y observe un découpage des coénonciateur·rice·s sur un critère de présence physique – celles et ceux qui sont effectivement présent·e·s physiquement, celles et ceux qui ne le sont pas, mais à qui le discours s'adresse également –, en fonction d'une représentation politique de l'ordre social, et enfin en fonction de la visée stratégique poursuivie.

Remarquons d'abord la permanence de la forme plurielle. Si le meeting s'adresse à un ensemble d'individus, le discours va les amalgamer, pour ne retenir finalement qu'un·e seul·e coénonciateur·rice aux côtés du·de la candidat·e.

C'est ainsi qu'Arlette Laguiller, mais aussi plus tard Nathalie Arthaud, ne reconnaissent que des « *Travailleuses, travailleurs, camarades et amis* »<sup>312</sup>, quand Jean-Marie Le Pen ne voit que des « *chers compatriotes* », et que Nicolas Sarkozy, mais aussi François Hollande, privilégient un « *mes chers amis* ». Ces choix stabilisés ne sont pas les fruits du hasard ; ils reprennent les lieux discursifs de chacune des idéologies en présence : les camarades travailleurs pour l'extrême gauche, l'exacerbation du sentiment patriotique pour le Front National, la désidéologisation apparente au profit d'une forme naturalisée du lien social, en l'occurrence l'amitié, pour la gauche et la droite de gouvernement.

Nous pouvons émettre une autre observation, là encore caractéristique des partis de gouvernement, avec la forme des adresses individualisées. Comme nous le verrons, le meeting agit comme un dispositif de rétribution symbolique des militant·e·s. Cette fonction

---

<sup>311</sup> [02.04.10] – [Arlette Laguiller] – Mulhouse.

<sup>312</sup> [02.04.10] – [Arlette Laguiller] – Mulhouse.

honorifique s'observe par les adresses personnalisées. En 2002, Jacques Chirac nous en offre un bel exemple :

*« Monsieur le président du Sénat, cher Christian, monsieur le Maire de Rouen, Cher Pierre Albertini, monsieur le Président du conseil général, cher Charles Revet, Mesdames et messieurs les élus, chers amis<sup>313</sup> »,*

Mais Jacques Chirac n'est pas le seul locuteur à user de tels procédés : tous·tes les candidat·e·s sont tenté·e·s de saluer nominativement telle ou telle personnalité locale influente, renouvelant par là le lien de confiance entre un·e aspirant·e à la présidence de la République et l'él·u·e territorial·e ou la·le cadre local·e du parti.

Nous observons enfin une forme combinatoire de la désidéologisation et de la rétribution contenue dans cette formule : *« mon cher Guy, mon cher Serge, chers amis<sup>314</sup> »* de Lionel Jospin. Celui-ci efface les fonctions pour donner à voir de la proximité, tout en nommant certains hôtes (en l'occurrence Guy Delcourt, Maire de Lens et Serge Janquin, député de la circonscription du Pas-de-Calais où se déroule ce meeting en 2002). Leur nomination, par le prénom seulement, renforce le témoignage de proximité.

Ces « saluts aux hôtes·ses » peuvent apparaître dans les adresses, mais également plus loin dans le discours. Ils peuvent également prendre la forme de remerciements. Ainsi, dans l'exemple relevé ci-dessus, on notera que Lionel Jospin multiplie les saluts et les remerciements pendant plusieurs minutes : Guy Delcourt, Roland Huguet, Daniel Percheron, Serge Janquin, Martine Aubry (opportunément saluée *« Martine, Maire de Lille »*), mais aussi Jean Le Garreccar, Élisabeth Guigou, Jack Lang, Marie-Noëlle Lienemann.

*« C'est pourquoi je veux saluer Guy Delcourt, maire de Lens, qui m'accueille depuis le début de cet après-midi, Jean-Claude Bois que je cherche, député de Lens, adjoint au maire et conseiller général, Roland Huguet, Président du Conseil général du Pas-de-Calais, Daniel Percheron, qui a animé*

---

<sup>313</sup> [02.04.10] – [Jacques Chirac] – Rouen.

<sup>314</sup> [02.04.13] – [Lionel Jospin] – Lens.

*longtemps cette fédération, Président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, et Serge Janquin qui était mon deuxième hôte, il y avait l'hôte républicain et l'hôte militant, même si tous les deux sont militants et républicains et qui s'est exprimé lui aussi comme secrétaire de la fédération socialiste avant moi. Puisque nous sommes tout près de Lille, et sans prendre parti dans des joutes sportives à l'écart desquelles je me tiendrai prudemment, encore que vous vous prêtez vos stades, et il y a une fierté nordiste qui l'emporte. Et puis je veux naturellement saluer Martine, Maire de Lille, venue en voisine. Je ne vais pas saluer tous les élus qui sont ici, ils sont tous des amis, je milite avec eux depuis longtemps, mais enfin je veux évoquer au moins le nom de Jean Le Garrec car, en tant que président de la commission des Affaires sociales, il a joué un rôle décisif pour faire avancer nos projets, ceux de Martine d'abord, ceux d'Élisabeth ensuite et tous les autres. Et combien de conflits, en tout cas de tensions a-t-il dénoués par son dévouement, sa connaissance des dossiers et son sens de la diplomatie. Et puis bien sûr Élisabeth Guigou, Jack Lang, Marie-Noëlle Lienemann, m'accompagnent et je les remercie d'être là. »*

Nous retrouvons également dans nos discours des indices qui montrent la conscience qu'ont les locuteur·rice·s de la diversité des publics auxquels le discours s'adresse.

Elles·Ils ont conscience de la « *proximité lointaine*<sup>315</sup> » selon la formule proposée par Jean-Jacques Courtine : c'est particulièrement probant dans deux exemples présents dans notre corpus. L'un par Jean-Marie Le Pen en 2002 s'adressant dès ses premiers mots à ses cher·ère·s compatriotes :

*« Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer, et, vous, Français expatriés, qui m'entendez par le truchement des ondes. »<sup>316</sup>*

---

<sup>315</sup> COURTINE Jean-Jacques. Les glissements du spectacle politique. *Esprit*, 1990, n° 9, p. 156.

<sup>316</sup> [02.05.01] – [Jean-Marie Le Pen] – Paris.

L'autre exemple est offert par Ségolène Royal qui, à l'occasion d'un meeting devant des « représentants de l'outre-mer » en 2007, déclare :

*« À travers vous, je m'adresse bien évidemment à des centaines de milliers de nos concitoyens, à des millions de compatriotes dans les outre-mers auxquels j'adresse, à travers Internet, un salut fraternel : disons leur bonjour ! »*

Les candidat·e·s prennent également en compte la « *distance proche*<sup>317</sup> » telle que la présente ce même auteur : c'est ainsi que François Bayrou s'inquiétant du démarrage tardif de l'un de ses meetings, demande pardon pour son retard aux personnes présentes dans la salle, mais aussi :

*« aux plusieurs centaines de personnes qui n'ont pas pu entrer, qui sont à l'extérieur, qui nous regardent sur grand écran. »*<sup>318</sup>

L'autre public dont les candidat·e·s ont conscience est la presse. Celle-ci est par exemple interpellée par Olivier Besancenot qui prend à témoin son assistance pour délivrer un message à la presse quant au nombre de personnes participantes à son meeting de Paris :

*« Cette salle avec cette disposition contient très exactement 5 770 places assises. Comme vous pouvez le constater, nous la remplissons complètement. Je le constate avec vous à l'intention d'une certaine presse. »*<sup>319</sup>

Ainsi, les adresses constituent les reflets d'une représentation située de l'ordre social. À ce titre, elles se caractérisent par leur très haut degré de stabilité pour un candidat donné, parfois même sur plusieurs campagnes. Nous pouvons en donner plusieurs exemples :

---

<sup>317</sup> COURTINE Jean-Jacques, Les glissements du spectacle politique. *Esprit*, 1990, n° 9, p. 156.

<sup>318</sup> [07.04.19] – [François Bayrou] – Pau : « *Je vous demande donc pardon du retard et je demande également pardon aux plusieurs centaines de personnes qui n'ont pas pu entrer, qui sont à l'extérieur, qui nous regardent sur grand écran, car, pour des raisons de sécurité, la jauge du Zénith était limitée. Je leur adresse mon salut amical.* »

<sup>319</sup> [02.04.14] – [Olivier Besancenot] – Paris.

Nicolas Sarkozy privilégie presque toujours la formulation « *mes chers amis* » lors de ses meetings de 2007 et de 2012 ; Robert Hue, a stabilisé une forme d'adresse combinée : « *Mesdames, Messieurs, chers amis, chers camarades* » par laquelle il démarre tous ses meetings de 2002. Il arrive même que l'adresse perdure pour un parti politique donné, sur plusieurs élections et pour des locuteur·rice·s différent·e·s ; ainsi, la formulation « *Travailleuses, travailleurs, camarades et amis* » qui fut longtemps l'une des marques les plus caractéristiques du discours d'Arlette Laguiller lors des campagnes pour l'élection présidentielle de 2002 et 2007<sup>320</sup> a été reprise à la virgule près par Nathalie Arthaud, candidate de *Lutte Ouvrière* à l'élection présidentielle de 2012.

C'est à l'aune de cette remarquable stabilisation des adresses qu'il faut relever les multiples changements de formulations dans les discours prononcés par Ségolène Royal lors de sa campagne électorale en 2007. Cette dernière use tour à tour d'un sobre et étonnant « *bonsoir*<sup>321</sup> » à Metz, agrémenté trois jours plus tard devant des représentants de l'outremer : « *chers amis, bonsoir*<sup>322</sup> ». Elle a recours ensuite à un surprenant « *bonjour la France Présidente*<sup>323</sup> » transformant ponctuellement son slogan de campagne en adresse de meeting, formulation qu'elle abandonnera au meeting suivant au profit d'un non moins étonnant « *bonjour Toulouse*<sup>324</sup> » traditionnellement caractéristique de l'ouverture des concerts. Dans l'entre-deux tours, elle optera pour un « *bonsoir amis de Lyon et de toute la région, bonsoir à tous*<sup>325</sup> » mais privilégiera une harangue rappelant étrangement les inflexions des meetings de Nicolas Sarkozy « *Je vous salue ! Je vous salue peuple de France ! Peuple libre, peuple fier ! Peuple insoumis et qui veut la victoire !*<sup>326</sup> », à l'occasion de son dernier meeting au stade Charlety, à Paris.

Cette instabilité dans les adresses des discours de Ségolène Royal contraste avec les usages relevés pour tous·tes les autres candidat·e·s étudié·e·s dans notre corpus. Au-delà, elle est

---

<sup>320</sup> Au point que la marionnette d'Arlette Laguiller aux *Guignols de l'info* démarrait systématiquement ses interventions par la formule « *travailleurs, travailleuses* ».

<sup>321</sup> [07.04.11] – [Ségolène Royal] – Metz.

<sup>322</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – discours devant les représentants de l'outremer.

<sup>323</sup> [07.04.16] – [Ségolène Royal] – Nantes.

<sup>324</sup> [07.04.19] – [Ségolène Royal] – Toulouse.

<sup>325</sup> [07.04.27] – [Ségolène Royal] – Lyon.

<sup>326</sup> [07.05.01] – [Ségolène Royal] – Paris – Charlety.

sans doute le symptôme des hésitations de la candidate entre postures de proximité et de surplomb, telles qu'observées par Christian Le Bart. Ce dernier retrace les postures successivement adoptées par la candidate au fil de la campagne de 2007 et affirme que « *l'on peut faire l'hypothèse qu'elle a d'abord tentée de jouer la carte de la proximité, autrement dit d'imposer une définition du rôle de présidentiable, sinon même de président, en léger décalage avec les définitions héritées. Mais on ne joue pas impunément avec les rôles sociaux. Le rappel à l'ordre par les journalistes, les électeurs, le champ politique d'une façon générale a abouti à une position plus nuancée. La logique est alors ascendante, Ségolène Royal s'efforçant de démontrer qu'elle est "à la hauteur" du rôle. D'où un retour vers ce que l'on pourrait appeler les fondamentaux du rôle*<sup>327</sup> ». Attention toutefois à ne pas nous laisser nous-mêmes prendre par les logiques du champ que nous étudions, et qui accorderaient spontanément davantage de crédit aux hommes qu'aux femmes politiques, comme l'observe Marlène Coulomb-Gully : « *Cette assignation, indépendante de la revendication genrée par les candidats eux-mêmes et qui culmine au niveau des deux principaux présidentiables, semble en outre conforter les hommes dans leur aptitude politique et présidentielle, tandis que les compétences des femmes paraissent plus problématiques à cet égard.*<sup>328</sup> »

Remarquons enfin que la forme très contrainte de l'adresse du discours solennel peut être occasionnellement défigurée pour surprendre et témoigner d'une plus grande proximité avec son public. On pense par exemple à « *Ils pensaient que vous ne viendriez pas* » de Nicolas Sarkozy place de la Concorde à Paris<sup>329</sup>. Si tous-tes les locuteur·rice·s peuvent avoir opportunément recours à cette forme d'adresse *ex abrupto* pour entrer de « plain-pied » dans leur allocution, certain·e·s candidat·e·s semblent particulièrement affectionner cette forme défigurée. On retiendra en particulier quelques locuteur·rice·s : d'abord, Jean-Pierre Chevènement qui supprime tout simplement les adresses introductives de ses discours de meeting et qui, les rares fois où il use d'une adresse, privilégie alors une forme sloganisée :

---

<sup>327</sup> LE BART Christian. *art. cit.*

<sup>328</sup> COULOMB-GULLY, Marlène, *Présidentielle 2007. Médias, genre et politique, Mots. Les langages du politique* [En ligne], 2009, mis en ligne le 12 octobre 2009, URL : <http://mots.revues.org/19073> [consulté le 3 octobre 2016].

<sup>329</sup> [12.04.15] – [Nicolas Sarkozy] – Paris — Place de la Concorde.

« *honneur au peuple français*<sup>330</sup> ». Ce procédé peut être également utilisé par d'autres locuteur·rice·s. C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon a démarré le discours de son meeting réalisé sur la voie publique à Paris le 19 avril 2012 par un tonitruant : « *Baissez les drapeaux que je vous vois. On a bien travaillé*<sup>331</sup> ». Autre exemple, avec François Bayrou, qui à Nantes en 2012 démarre par un original « *Vous êtes très beaux ! Vous êtes très beaux, vous êtes très chaleureux et vous avez bien raison d'être là.*<sup>332</sup> », ou qui à Lyon en 2007 privilégie une adresse prenant la forme d'une question rhétorique : « *Comment douter, en vous voyant, de la réalité de la profondeur et de la force de la vague du changement qui s'est formée en France qui va trouver, le 22 avril, son premier acte et, le 6 mai, son aboutissement ?*<sup>333</sup> »

Ce type d'adresse n'est certainement pas un hasard, mais participe de la manifestation de marques de proximité entre un·e candidat·e et le public présent lors de ses meetings. Nous pouvons remarquer que, chez François Bayrou, elle constitue plus largement une volonté récurrente lors de ses campagnes de dénoncer l'usage du terme « meeting » pour qualifier ses rassemblements de « rencontres » en jouant là encore du registre de la proximité et de la naturalisation du lien social. Ainsi, nous pouvons relever dans ses meetings un énoncé comme celui-ci :

« *Ce n'est pas un meeting, c'est une rencontre amicale dans une ville que j'aime avec des gens que j'aime et avec des souvenirs que j'aime. Vous êtes ceux-là, amis de Rouen de la Normandie, qui donnez à cette rencontre tout son prix*<sup>334</sup> ».

Hésitations entre proximité et surplomb chez Ségolène Royal, tentatives régulières de défigement de l'adresse chez François Bayrou ou Jean-Pierre Chevènement, multiplication des « saluts aux hôtes et hôtesse », remerciements nominatifs chez tous les candidat·e·s ou presque : l'adresse témoigne non seulement de la représentation d'un ordre social situé

---

<sup>330</sup> [02.04.18] – [Jean-Pierre Chevènement] – Paris.

<sup>331</sup> [12.04.19] – [Jean-Luc Mélenchon] – Paris.

<sup>332</sup> [12.04.17] – [François Bayrou] – Nantes.

<sup>333</sup> [07.04.17] – [François Bayrou] – Lyon.

<sup>334</sup> [07.04.20] – [François Bayrou] – Rouen.

pour un locuteur·rice donné·e, mais permet aussi de jouer du registre de la proximité et de s'attirer la bienveillance de son auditoire.

### c. L'autre, c'est « on » ?

Comme le remarque Dominique Labbé au sujet de la campagne de 2012, ce pronom peut « désigner à peu près n'importe qui<sup>335</sup> ». En usage, le « on » est une ressource pour la·le locuteur·rice ; l'implicite réalisé par cette forme consiste à « suggérer sans asserter<sup>336</sup> » le nom de quelqu'un et permet de mettre en place une relation de connivence entre un·e locuteur·rice et son public. Il faut donc impérativement en passer par une étude de l'univers lexical associé à chacun de ces « on » pour savoir plus précisément celles et ceux qui sont ainsi désigné·e·s.

L'examen de l'univers lexical par un retour aux textes montre que deux personnes ou groupes de personnes peuvent être schématiquement désignés par ce « on ».

Il peut d'abord agir comme un « nous » familier. C'est une réalisation nombreuse dans notre corpus dont voici trois exemples :

« *Mais Madame, on n'attend rien de la bonne volonté des entreprises [...]*<sup>337</sup> »

« *Je propose que l'on étende le bénéfice du chèque emploi - service aux petites associations culturelles.*<sup>338</sup> »

« *Peut-on confier le bouton nucléaire à Laguiller, à Le Pen, à Chevènement, à Mamère ou à Hue ?*<sup>339</sup> »

---

<sup>335</sup> LABBE Dominique, MONIÈRE Denis. *op. cit.*

<sup>336</sup> KRIEG-PLANQUE Alice. *Analyser les discours institutionnels*. Paris : Armand Colin, 2012. p. 149.

<sup>337</sup> [12.04.19] – [Jean-Luc Mélenchon] – Paris.

<sup>338</sup> [02.04.08] – [Jacques Chirac] – Réunion de représentants du monde de la culture, rassemblés au Théâtre du Palais Royal à Paris.

<sup>339</sup> [02.04.19] – [Bruno Mégret] – Paris.

Cet usage du on « inclusif » est attesté chez l'ensemble des locuteur·rice·s étudié·e·s.

L'autre usage relevé est le « on » qui sert à désigner un tiers. Ce tiers est en général un·e adversaire engagé·e dans la campagne, comme le montre cet extrait du discours de François Bayrou, que relèvent Dominique Labbé et Denis Monière :

*« Et alors, toutes les questions qui sont devant nous depuis des années, le cumul des mandats, spécialité française qui n'existe absolument nulle part ailleurs pour les députés en tout cas ; le fait que je pense indispensable que, désormais, à l'Assemblée nationale et au Sénat, pour voter, il faille être présent dans l'hémicycle et assumer soi-même la charge du vote que l'on va émettre ; le fait qu'on ne puisse plus, demain, confondre intérêt privé et intérêt public lorsqu'on a une charge dans la vie politique française gouvernementale ou parlementaire ; le fait qu'on soit obligé de déclarer à l'avance quand on va voter sur un texte tel ou tel intérêt qu'on aurait dans une entreprise qui va être concernée par le texte que l'on va voter, cette obligation qui a été présentée par la commission Sauvé et dont personne n'a tenu aucun compte qui est la règle au Parlement européen, il faut que nous l'imposions dans la vie publique française pour éviter le mélange des genres et le soupçon perpétuel sur la manière dont sont organisés un certain nombre de votes.<sup>340</sup> »*

Dans cet exemple, les « on » sont nombreux. S'ils prennent l'apparence de « nous » familiers, ils sont en fait des occasions de faire référence au personnel politique dans son ensemble.

Nous pouvons relever un autre exemple avec ces propos d'Arlette Laguiller ; la candidate use du « on », qui désigne tantôt « eux » et tantôt « nous », pour entretenir la représentation d'une lutte des classes entre travailleurs et grand patronat :

*« Le problème est là : au profit de qui on gère l'économie et la société ? Les intérêts de qui on défend ? Car, contrairement à ce qu'on nous raconte, les*

---

<sup>340</sup> [12.04.16] – [François Bayrou] – Lyon.

*intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Ceux du grand patronat et ceux des travailleurs sont rigoureusement opposés. On ne peut pas être le gérant loyal des intérêts des patrons et des actionnaires qui veulent des travailleurs mal payés, surexploités, avec des horaires de travail flexibles et prétendre en même temps servir les intérêts de leurs victimes.<sup>341</sup> »*

Nous pouvons avoir recours à un dernier exemple avec Jean-Marie Le Pen. Dans ce contexte, le « on » désigne une autre figure de l'opposant pour ce candidat, à savoir la presse :

*« depuis 10 jours, on vous les sert sur les écrans de télévision et au micro des radios. Ils sont tous coalisés, de Boutin à Krivine et du MEDEF au PC. Les masquent tombent. On n'a cessé de me faire grief de dire que mon adversaire du second tour était pire que son concurrent socialiste de 1995 et de 2002.<sup>342</sup> »*

Dans ces contextes, le « on » est un « il » ou « elle » indéfini, qui permet de rappeler et d'entretenir la position du·de la locuteur·rice dans une certaine représentation du champ politique.

Ce « on » désignant une tierce personne, par l'implicite, pour fonction de créer de la connivence entre la·le candidat·e et le public auquel elle·il s'adresse tout en maintenant si nécessaire l'équivoque sur celui·celle qui est ainsi désigné·e.

#### d. Les publics des meetings, entre « distance proche » et « proximité lointaine »

L'ensemble du travail réalisé dans cette partie nous a permis de mettre en évidence la pluralité des publics du discours de meeting électoral. Bien que faisant l'objet

---

<sup>341</sup> [02.04.10] – [Arlette Laguiller] – Mulhouse.

<sup>342</sup> [02.05.01] – [Jean-Marie Le Pen] – Paris.

d'investissements multiples, le meeting est en fait susceptible de s'adresser à deux populations.

D'une part, les personnes présentes physiquement, qu'elles observent la scène directement ou que l'image leur soit retransmise sur grands écrans (ce que Jean-Jacques Courtine appelle la « *distance proche* »<sup>343</sup>). D'autre part, un public élargi, touché par les médias écrits, audiovisuels (et notamment les chaînes d'information en continu), ou Internet.

En discours, nous avons pu relever que ces deux populations étaient mobilisées selon des modalités différentes à cette opposition entre les personnes physiquement présentes et celles qui ne le sont pas.

Il y a d'abord un auditoire sacralisé : l'ensemble des Français et des Françaises. En discours, l'adresse aux « *Français* », terme sur lequel nous reviendrons largement plus tard<sup>344</sup>, est très courante. Parce que l'élection présidentielle est présentée comme la rencontre entre « un homme et son peuple » selon la formule attribuée au Général de Gaulle, cette relation censée unir en discours la·le candidat·e et l'ensemble des Français et des Françaises, va être présentée comme directe. La·Le candidat·e marginalise en discours l'ensemble des agents médiateurs de sa parole (journalistes, appareils politiques, etc.). Elle·Il « *parle aux Français*<sup>345</sup> », les « *comprend*<sup>346</sup> », les « *entend*<sup>347</sup> » et « *veut leur dire*<sup>348</sup> » certaines choses.

Le corollaire de cette sacralisation du peuple est l'effacement relatif en discours du parti politique dont la·le candidat·e est issu·e. Bien que le parti politique soit extraordinairement présent dans l'ensemble de la campagne présidentielle, il n'est qu'exceptionnellement évoqué par la·le candidat·e qui le représente. À la fois pour des raisons de présidentialisation

---

<sup>343</sup> COURTINE Jean-Jacques, Les glissements du spectacle politique. *Esprit*, 1990, n° 9, p. 156.

<sup>344</sup> Voir *infra* chapitre 2. Partie 2.II.a.

<sup>345</sup> [07.04.16] – [Ségolène Royal] : « *Je parle aux Français dans leur ensemble.* »

<sup>346</sup> [07.04.12] – [Nicolas Sarkozy] – Toulouse : « *Je comprends cette désespérance et je veux y répondre.* »

<sup>347</sup> [12.04.17] – [François Hollande] – Lille : « *Chaque fois que je traverse les foules, j'entends les mêmes messages, les mêmes paroles. « Courage ! », me dit-on.* »

<sup>348</sup> [12.04.20] – [François Hollande] – Charleville : « *Je veux dire à cette jeunesse que je demanderai, si je suis le prochain président de la République, au terme de mon mandat d'être jugé sur ce que j'aurai fait pour améliorer le sort de cette génération !* »

de la candidature : comme le remarque Christian le Bart : « *l'endossement du rôle suppose qu'une distance soit prise avec la formation d'origine*<sup>349</sup> ». Mais aussi, par tentation de la naturalisation des circonstances qui ont permis d'accéder à cette position de candidat·e. En général, les candidat·e·s ont tendance à taire leurs sources exogènes de légitimité, pour ne mettre en avant que celles qui les rendent intrinsèquement légitimes : des compétences exceptionnelles, des postes précédemment occupés, des qualités humaines spécifiques et congruentes avec la fonction brigüée. Ainsi, Lionel Jospin ne fait pas référence au Parti Socialiste, Marine Le Pen n'évoque jamais le Front National. Si des expressions comme « *Parti Socialiste* », « *LCR* », « *Front National* » sont bien présentes dans notre corpus c'est, dans la très grande majorité des cas, dans un usage polémique par les autres candidat·e·s<sup>350</sup>. Une exception confirme la règle majoritaire : on a remarqué chez François Hollande en 2012 le rappel à plusieurs reprises des circonstances de sa candidature, par la mention du processus des primaires<sup>351</sup>. Mais cette exception corrobore en fait notre analyse : à notre sens, c'est bien parce que le processus de primaires engage une partie des Français et des Françaises dans le processus de désignation qu'il devient possible d'énoncer ce processus en discours, et même, de l'utiliser comme un argument par François Hollande pour réaffirmer sa légitimité.

Si le parti est le plus souvent effacé par les candidat·e·s, celles·ceux-ci ne manquent jamais en revanche de saluer leurs hôtes·ses, et les militant·e·s comme nous l'avons vu dans la partie consacrée aux formules d'adresses. En ce sens, le discours de meeting électoral ne connaît pas d'appareil politique, mais reconnaît pleinement les dirigeant·e·s d'un parti et les militant·e·s. Il agit de ce point de vue comme un dispositif de rétribution symbolique des militant·e·s.

---

<sup>349</sup> *Ibid.*

<sup>350</sup> Par exemple [02.04.10] – [Arlette Laguiller] – Mulhouse : « *Les dirigeants du Parti Socialiste se répandent en invectives à l'égard de ma candidature et répètent que les votes en faveur de ma candidature ne seraient que des votes de protestation* ».

<sup>351</sup> Par exemple ici : « *Mon devoir, c'est ma mission, vous me l'avez conférée avec les primaires citoyennes* » [12.04.20] – [François Hollande] – Charleville.

Ou encore là : « *C'est ce que je fais dans cette campagne depuis que vous m'en avez donné mandat à travers les primaires* » [12.04.16] – [François Hollande] – Carmaux.

Enfin, un autre public nous semble être "impensé" par le discours de meeting. Celui des curieux·ses et des indécis·e·s présent·e·s dans la salle. En discours, celles·ceux-ci sont amalgamé·e·s aux militant·e·s et sympathisant·e·s présent·e·s. Pourtant, il ne faut pas réduire la participation effective aux meetings à celle de militant·e·s et sympathisant·e·s. Le regard extérieur a tendance à confondre présence active et adhésion. Or, comme l'a montré Nicolas Mariot au sujet des applaudissements lors des voyages présidentiels<sup>352</sup>, nous ne pouvons déduire une appartenance, ni même une proximité politique, d'une participation active à certains rituels politiques. Nous croyons que cette remarque s'applique aux publics de meeting, qui ne sont pas exclusivement constitués de militant·e·s et sympathisant·e·s.

C'est d'ailleurs ce que tendent à montrer les enquêtes réalisées en 2012 auprès des personnes qui ont assisté aux meetings. Les meetings, et *a fortiori* ceux qui se déroulent sur la voie publique, réunissent nombre d'indécis·e·s voire de personnes se déclarant comme non-convaincues : « *Si la majorité des individus présents à ces meetings sont des militants et des sympathisants, déjà convaincus par le candidat qu'ils viennent écouter, une importante minorité du public entretient un rapport plus distant avec celui-ci*<sup>353</sup> ». Cette minorité n'est pas anecdotique : selon les premiers résultats de l'enquête SPEL réalisée en 2012, elle compose parfois un tiers de l'assistance : « *près d'un tiers des participants à un meeting se déclarent indécis ou non convaincus par le candidat du meeting auquel ils assistent.*<sup>354</sup> »

Une dernière remarque. En corpus, nous avons cherché à relever la présence de formulations qui témoigneraient de la reconnaissance en discours du travail effectué par les équipes dédiées aux aspects numériques de la campagne, ou d'une adresse spécifique aux personnes qui suivent les meetings en *live* sur les médias sociaux ou sur *YouTube*. Cette recherche a été très largement vaine. Nous n'avons pas trouvé de traces d'expressions comme « *réseaux sociaux* » ou « *digital* ». Si le numérique est abordé, c'est essentiellement pour en parler comme un enjeu de société : « *fracture numérique* », « *haut débit* », mais

---

<sup>352</sup> MARIOT Nicolas, Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules, *Revue française de science politique*, 2001, Vol. n° 51, pp. 707-738.

<sup>353</sup> LE SI Nam, ROLLET Guillaume. Enquêter sur les publics des meetings de campagne électorale – quelques enseignements tirés de l'enquête SPEL. Intervention Congrès ASFP 2013.

<sup>354</sup> *Ibid.*

jamais comme un dispositif de médiatisation du meeting. Finalement, nous n'avons relevé que deux occurrences de cette conscience d'un public présent au travers de moyens numériques, en 2007 chez Ségolène Royal.

*« Alors, vous avez une responsabilité toute particulière, parce qu'à travers vous, je m'adresse bien évidemment à des centaines de milliers de nos concitoyens, à des millions de compatriotes dans les outre-mers auxquels j'adresse, à travers Internet, un salut fraternel : disons leur bonjour ! »<sup>355</sup>*

*« Je parle aux Français dans leur ensemble, à travers Internet aussi. Plus de 50 millions de vidéos, de discours, de meetings ont été regardés sur le site Désirs d'avenir, et donc, à travers vous, à travers votre présence, à travers votre chaleur, je veux m'adresser aussi aux millions de Français qui se préparent à écrire une nouvelle page de l'histoire de France. »<sup>356</sup>*

Ces deux occurrences reprennent la même structure. Chez Ségolène Royal, le public présent est convoqué comme représentant d'autres Français et Françaises, observant le meeting à travers « Internet ». On peut néanmoins parier sans prendre trop de risques que ces formes d'adresses, témoignant d'une prise de conscience du rôle d'Internet et des médias socionumériques dans la campagne et plus largement de l'hétérogénéité des moyens de diffusion, vont se développer à l'occasion de prochaines élections présidentielles.

#### **IV. Conclusion : la visée éthique, enjeu fondamental du discours de meeting**

Ce chapitre nous a permis de nous intéresser à la dimension éthique de notre corpus, en tant qu'enjeu fondamental de l'argumentation des discours de meeting électoral.

Après avoir établi un bref rappel épistémologique de la notion d'ethos, nous avons montré comment la dissociation notionnelle opérée par Ruth Amossy entre « ethos préalable » et « ethos discursif » s'avérait probante pour investiguer deux lieux communs des productions

---

<sup>355</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – Discours devant les représentants de l'outremer.

<sup>356</sup> [07.04.16] – [Ségolène Royal] – Nantes.

discursives relatives aux périodes étudiées : celui de la « présidentiabilité » de certain·e·s responsables politiques, et celui de l'endossement progressif de la « stature présidentielle », qu'opèrent les candidat·e·s à l'élection présidentielle.

Tout en explicitant les limites associées à une analyse éthique de notre corpus, nous avons montré que le discours portant sur la « présidentiabilité » de certain·e·s responsables politiques matérialisait les interrogations indigènes relatives à l'éthos préalable. Le terme « présidentiable » n'apparaît jamais dans notre corpus, mais constitue en effet l'un des principaux points d'attention des médias : « *la mise en place de la thématique "présidentiabilité" et son évaluation sont le focus des discours journalistiques consacrés aux candidats et à une élection présidentielle*<sup>357</sup> ». En ce sens, les médias jouent le rôle d'amplificateurs d'une légitimité à candidater, légitimité conférée prioritairement par les partis politiques, mais aussi par la trajectoire sociopolitique des candidat·e·s, telle que mise en évidence en annexe 1 de ce chapitre<sup>358</sup>.

Nous avons également rappelé le rôle prépondérant joué par les partis politiques à la fois pendant la campagne électorale, mais aussi dans la reconnaissance préalable de ce statut de présidentiable. Nous avons ainsi tenté de montrer que les primaires ne devaient pas être analysées comme le symptôme d'un affaiblissement de partis politiques en prises avec l'individualisation grandissante au sein du champ politique, mais qu'elles témoignaient au contraire de facultés d'adaptation d'institutions nées et façonnées pour la compétition électorale jusqu'à devenir de véritables « partis présidentiels<sup>359</sup> » : « *l'élection a engendré les partis politiques : plus précisément, elle a été un facteur important de la naissance et du développement des structures partisans*<sup>360</sup> ». Fidèles à l'adage célèbre de Clémenceau, les partis politiques organisent désormais ce qu'ils ne peuvent plus empêcher, à savoir le partage du pouvoir de désignation. Ce faisant, ils s'en servent non seulement comme une modalité d'approfondissement de la légitimité du·de la candidat·e issu·e de leurs rangs, mais

---

<sup>357</sup> BAIDER Fabienne H, *art. cit.*, p. 104.

<sup>358</sup> Annexe 1. Analyse des éthos préalables et discursifs des candidat·e·s, par élection.

<sup>359</sup> PUTZ Christine, *art.cit.*, p. 360.

<sup>360</sup> COTTERET Jean-Marie, ÉMERI Claude, *op. cit.*, p. 85.

aussi comme une manière d' enrôler de nombreux·ses citoyen·ne·s qui se voient ainsi engagé·e·s dans la campagne par leurs participations à la primaire.

Nous avons également montré que parce que l' élection présidentielle se fait au suffrage universel direct et qu' elle réactive toute une mythologie sur la « rencontre entre un homme et un peuple » selon l' adage gaullien, alors les candidat·e·s escamotent en discours les traces de leur appartenance partisane : « *François Mitterrand n' est apparemment pas le candidat du PS, ni Raymond Barre celui de l' UDF, et Jacques Chirac cherche à faire oublier ses liens avec le RPR*<sup>361</sup> ». Or, c' est justement ce processus de primaires qui permettait d' échapper à l' effacement discursif total du rôle joué par le parti, et encore dans certains cas seulement. Ainsi, contrairement à Ségolène Royal qui fut elle aussi désignée à l' issue de primaires, François Hollande est le seul candidat à rappeler les circonstances de sa désignation en de nombreuses allocutions de meeting électoral. Sans doute parce qu' il tire de cette candidature obtenue par le biais des primaires citoyennes, une source de légitimité supplémentaire, et de ce fait un nouvel argument éthique, susceptible de le distinguer de tous·tes les autres candidat·e·s et d' enrôler le plus largement les Français et les Françaises derrière sa candidature.

Nous avons d' autre part, examiné les interrogations portant sur la « stature présidentielle », en montrant comment celle-ci pouvait être remodelée ou renforcée en discours, la rapprochant ainsi de la notion d' ethos discursif. Pour entrer plus profondément dans ces modalités de reconfigurations discursives de l' ethos, nous nous sommes appuyés sur une recherche lexicométrique de la forme « *Je* » et de l' ensemble de ses flexions, en considérant que la première personne du singulier agissait en discours comme une balise éthique.

Cette recherche introduite par l' examen des « *Je* », nous a permis d' observer tout d' abord des différences saisissantes d' implication des locuteur·rice·s dans leurs propres discours. Pour l' expliquer, nous avons formé l' hypothèse que le recours au « *je* » illustrait la volonté pour un·e candidat·e d' endosser le rôle, de « presidentialiser » sa candidature, et que cela

---

<sup>361</sup> BRAUD Philippe. La réactivation du mythe présidentiel. In LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques. *Le président de la République, usages et genèses d' une institution*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, p. 381.

n'était pas le cas pour certain·e·s candidat·e·s, issu·e·s de partis n'ayant pas vocation à emporter cette élection. Nous avons ensuite renforcé la crédibilité de cette hypothèse en mettant en évidence l'accroissement statistique du recours au « *je* » dans l'entre-deux-tours, augmentation qui témoigne du renforcement de l'impératif de distanciation associée traditionnellement à la fonction présidentielle, à quelques jours de la fin de la campagne.

Considérant le recours à la première personne du singulier comme une porte d'entrée pour repérer plus largement les stratégies d'ethos, nous avons ensuite élargi l'analyse aux principaux verbes situés dans les espaces "co-occurrentiels" du « *Je* ». Ce faisant, nous avons mis en évidence la tension entre trois pôles éthiques.

D'abord, la « nécessité d'individualisation ». Cette individualisation progressive s'observe notamment par un accroissement au fil des trois campagnes étudiées d'une trace éthique particulière : la forme « Je suis + ». Une fois exclus les usages auxiliaires du verbe « être », les formes « je suis + »<sup>362</sup> nous sont apparues comme autant de tentatives de décréter son ethos par des moyens assertifs.

Ensuite, « l'impératif de leadership ». Autour de l'examen des collocations du « *je* », celle-ci s'observe notamment par la fréquence de verbes d'engagement comme « *vouloir* », « *proposer* » ou encore « *dire* ». Ces verbes témoignent tous du même motif sémantique de leadership et de la réalisation en corpus d'un impératif fondamental du discours politique, l'aptitude à observer et régir le réel.

Enfin, « l'affirmation d'un ethos de proximité ». Nous avons étudié le recours aux verbes « penser » et « savoir », en montrant que les réalisations en corpus du type « *je pense* » ou « *je sais* », agissaient non seulement comme des opérateurs éthiques, mais aussi comme des marqueurs pathétiques, visant à permettre aux candidat·e·s d'apparaître émotionnellement plus en phase avec leur auditoire. En ce sens, par l'examen des cooccurrences verbales les plus fréquentes du « *je* », nous avons pu mettre en évidence cette articulation entre ces trois pôles éthiques. Celle-ci nous semble traduire en discours la tension contenue dans la

---

<sup>362</sup> « *Je suis euro-ambitieux* », etc.

formulation *primus inter pares* (le premier parmi les pairs) utilisée pour évoquer la fonction présidentielle.

Enfin, forts du constat de la référence interactionniste de l'ancrage énonciatif « *je* », nous avons pu mettre en évidence les différents publics de meeting. Reprenant à notre compte la distinction entre « *distance proche* » et « *proximité lointaine* » proposée par Jean-Jacques Courtine<sup>363</sup>, nous avons distingué quatre publics :

Un public sacralisé par les discours des candidat·e·s : l'ensemble des Français et des Françaises. Celui-ci est en discours l'une des figures privilégiées de la convocation d'une transcendance politique, comme nous le montrerons dans le prochain chapitre.

Un public salué en discours de manière nominative ou non : les militant·e·s et les dirigeant·e·s du parti. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés à la formule d'adresse, dont nous avons montré que la très grande stabilité pour un·e candidat·e donné·e n'était pas le fruit du hasard, mais relevait d'une représentation située de l'ordre social.

Un "impensé" discursif : les indécis·e·s et curieux·se·s présent·e·s dans la salle, dont certains travaux en sociologie politique ont pourtant montré qu'elles-ils pouvaient représenter jusqu'au tiers de l'assistance lors de meeting pour l'élection présidentielle, en raison de la fonction d'enrôlement partisan que constitue le meeting. En discours, celles-ci-ceux-ci sont systématiquement amalgamé·e·s au reste des personnes présentes, sans doute pour renforcer la logique de « démonstration de force » qu'un meeting constitue.

Un public à la fois associé, mais aussi rival : celui des journalistes présent·e·s dans la salle. Bien que rarement interpellé·e·s comme tel·le·s par les candidat·e·s, les journalistes sont présenté·e·s comme des « rapporteur·rice·s » plus ou moins sincères du meeting auprès de l'opinion. Nous nous intéresserons plus longuement aux mentions des journalistes en discours ultérieurement<sup>364</sup>.

---

<sup>363</sup> COURTINE Jean-Jacques, *art.cit.*, p. 156.

<sup>364</sup> Voir *infra* chapitre 3. Partie 3.

Bien que cette dimension éthique constitue l'un des principaux enjeux du discours de meeting électoral, celle-ci s'inscrit néanmoins dans une scénographie particulière. En effet, le meeting peut aussi être appréhendé comme un rituel politique. Or comme tout rituel, il tend à l'effacement de l'individu au profit de la réalisation d'un événement plus large, dont la·le candidat·e ne serait finalement qu'un·e ordonnateur·rice. Comment se combinent impératif d'affirmation d'une stature et réalisation du rituel qui a souvent pour corollaire la mise en retrait de l'individu ? Voici l'objet de notre prochain chapitre.

\*\*\*



## **Chapitre 2. Le meeting électoral, un rituel politique**

L'élection présidentielle est perçue à juste titre comme un temps de réalisation de nombreux rituels, qui scandent et vivifient notre culture démocratique. En effet, « *l'élection n'est pas seulement le moyen de faire valoir une opinion, c'est aussi un rituel social, une mise en scène codifiée en fonction de multiples enjeux*<sup>365</sup> ». Déclaration de candidature, vote, débat d'entre-deux tours, proclamation des résultats : parmi l'ensemble des rituels réalisés à l'occasion de cette campagne, le meeting électoral occupe une place spécifique : événement répétitif, il se présente à chaque fois comme un moment singulier de l'agenda électoral du candidat, le seul qui réalise et met en scène effectivement la rencontre entre un homme (ou une femme) et son peuple telle que résumée par la formule attribuée au Général de Gaulle<sup>366</sup>.

Qu'est-ce qu'un rituel politique ? Le meeting en est-il une réalisation ? Si oui, qu'est-ce qui le caractérise par rapport à d'autres formes de rituels politiques ? Voici les questions que nous aborderons dans une première partie, en nous fondant sur différents travaux menés en anthropologie et en sociologie politique.

Partant du postulat que les réalités sociales s'observent nécessairement en discours, nous tenterons dans une seconde partie d'observer les traces discursives du rituel. En nous basant sur des observations empiriques et sur l'exploration<sup>367</sup> lexicométrique de notre corpus composé de quatre-vingt-seize discours de meeting tenus par les candidat·e·s aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 en France, nous tenterons de mettre en évidence quelques régularités discursives du meeting, régularités qui pourront être appréhendées comme autant de balises du rituel politique. Quatre types de réalisations discursives retiendront plus particulièrement notre attention : tout d'abord, les marques d'ancrages spatiales et temporelles. Ensuite, les références à la transcendance politique observables par l'intensité du recours aux antonomases du nom commun. Au moyen d'une parenthèse narratologique, nous tenterons également de mettre en évidence la mise en scène de

---

<sup>365</sup> DELOYE Yves, IHL Olivier. *L'Acte de vote*. Paris : Presses de Science Po, 2008, p. 12.

<sup>366</sup> Nous ne sommes pas parvenus à trouver l'origine de cette citation, qui est pourtant très régulièrement mobilisée dans le cadre de productions éditoriales portant sur l'élection présidentielle.

<sup>367</sup> Dans le cadre de notre travail, *Lexico 3* a été utilisé à titre exploratoire : pour vérifier l'étendue d'observations empiriques ou pour relever certains traits statistiques saillants de notre corpus et les examiner ensuite par des moyens non statistiques.

l'affrontement dans certains discours de campagne et rapprocherons cette mise en scène des impératifs du rituel politique. Enfin, dans une dernière partie, nous aborderons le phénomène de répétition et tenterons là encore de l'articuler avec les caractéristiques du rituel telles qu'identifiées formellement par l'anthropologie politique.

# Partie 1. La campagne pour l'élection présidentielle française, un temps de rituels

## I. L'élection présidentielle : un concentré de mythes politiques fondateurs

Pour tenter d'expliquer la place cardinale prise par l'élection présidentielle dans la vie politique française, il convient d'aborder l'aspect symbolique de la fonction présidentielle.

L'institution présidentielle est telle qu'elle est parfois comparée au pontificat : Bastien François a écrit un article intitulé « *Le président, pontife constitutionnel* »<sup>368</sup>, dans lequel il développe l'idée que le·la président·e est un·e pontife, au sens où il·elle représente le pont qui relie le monde des profanes au sacré.

Dans son article sur la « *Réactivation du mythe présidentiel*<sup>369</sup> », Philippe Braud rappelle que « *toute symbolique est un système de signes à forte condensation de sens, au double niveau cognitif et émotionnel*<sup>370</sup> ». C'est à ce niveau que se situe l'analyse de notre partie sur les mythes fondateurs qui entourent l'élection présidentielle.

La force de cette relation serait d'autant plus puissante pour les électeur·rice·s que, selon Jean-Marie Cotteret et Claude Émeri, la réponse des « *gouvernés* », « *ne peut être donnée que de manière sporadique le jour du scrutin.*<sup>371</sup> »

Le vote représente lui aussi un acte hautement symbolique puisque c'est à l'électeur·rice, c'est-à-dire au·à la citoyen·ne, qu'est donné un pouvoir décisif essentiel, celui d'élire son·sa représentant·e, le·la prochain·e président·e de la République. Avec la personnalisation élevée de l'élection présidentielle, ce pouvoir décisionnaire paraît symboliquement amplifié : l'électeur·rice doit choisir son·sa guide.

---

<sup>368</sup> Communication de Bastien FRANÇOIS, pour la Table ronde n° 4 portant sur la construction de l'institution présidentielle, lors du troisième congrès national de l'Association française de science politique, Bordeaux, 5-6-7-8 octobre 1988, rapport n° 32.

<sup>369</sup> BRAUD Philippe, *art. cit.*

<sup>370</sup> *Ibid.*, p.377.

<sup>371</sup> COTTERET Jean-Marie, ÉMERI Claude. *op. cit.*, p.114

Le caractère démocratique du vote associerait aussi des émotions plus intimes pour les électeur·rice·s, notamment en ce qui concerne les candidat·es qui sont déjà au gouvernement ou en exercice quelconque : « *pour l'électeur soumis aux hiérarchies sociales de la vie quotidienne, la Démocratie c'est aussi ce petit frisson de revanche intime qui le parcourt au spectacle de l'abaissement momentané des Grands, de leur dépendance éphémère ; c'est pourquoi sans le doute le téléspectateur accorde une attention particulière aux candidats dont la stature est déjà imposante : les marginaux obscurs ne sauraient susciter, au même titre, l'expérience de la "réalité démocratique"*.<sup>372</sup> »

La puissance symbolique de la campagne présidentielle réside aussi dans le fait qu'elle touche et rassemble tou·te·s les Françai·e·s : Philippe Braud parle d'un « *spectacle identique offert* » à tous et toutes. En effet, tous les électeurs et toutes les électrices voient les mêmes candidat·e·s se présenter puisque la France est, rappelons-le, une « *circonscription unique* » à cette occasion, un seul et même territoire. L'auteur rappelle même le caractère unique, mais diversifié de ce territoire par la contrainte des 500 parrainages, qui rend juridiquement très difficile la candidature « *d'un chevalier exclusif du combat breton, alsacien, corse, ou antillais* » puisque les parrainages doivent provenir de plus de trente départements différents.

## **II. Le meeting, un rituel d'affrontement au sens anthropologique**

Reprenant la définition proposée par Paula Cossart<sup>373</sup>, nous appelons meeting, la réunion d'une « *assemblée immobile en un lieu donné, qui soit d'abord organisée, et précédée donc d'un appel à se réunir* ». Ce n'est donc ni le seuil de participant·e·s ni le thème de la réunion qui caractérise le meeting, mais bien le caractère ritualisé de ce type de manifestations.

Selon Claude Lévi-Strauss, deux procédés caractérisent le rituel : morcellement et répétition<sup>374</sup>. Ces deux procédés se retrouvent dans les meetings.

---

<sup>372</sup> *Ibid.*

<sup>373</sup> COSSART Paula. *op. cit.*, p. 25.

<sup>374</sup> LÉVI-STRAUSS Claude. *L'homme nu*. Paris, Plon, 1971. pp. 597-611.

On peut d'abord remarquer que ceux-ci sont morcelés. Les séquences prévisibles s'enchaînent : entrée du-de la candidat-e, parcours balisé<sup>375</sup> dans la salle (accompagné le cas échéant de quelques poignées de main), discours à la tribune, hymnes (*La Marseillaise* le plus souvent et/ou *l'Internationale*), sortie du-de la candidat-e. Ils sont en outre, répétés : pour un parti en campagne, c'est le même cérémonial qui va se reproduire aux quatre coins de la France dans les semaines qui précéderont l'élection, offrant ainsi la répétition de ce qui constitue une véritable liturgie républicaine.

Yves Pourcher relève dans ses observations sur les meetings en Languedoc ce morcellement, qu'il qualifie même de procédé de manipulation : « *pour marquer la rupture, la transition, peut-être aussi pour affirmer la maîtrise d'une foule et pour révéler son unité, certains ont recours à des procédés de manipulation. Ainsi en est-il de cette répétition de l'hommage à la mémoire d'un individu récemment disparu ou de groupes de personnes tuées*<sup>376</sup> ». Il note aussi que c'est bien la répétition qui fonde le rituel : « *par ses formes, sa répétition, le meeting célèbre l'harmonie, rejette la différence, et c'est en ce sens qu'on peut parler de rituel*<sup>377</sup> ».

Marc Abélès insiste lui aussi sur la dimension rituelle qui caractérise les meetings électoraux. Plus précisément, il les aborde comme des rites d'affrontement (au même titre que les manifestations par exemple) par opposition aux rites consensuels (commémorations, panthéonisation, etc.) : « *les meetings sont des rites dans toute l'acception du terme [...] Ils exigent de la part des protagonistes une présence physique, sont eux aussi localisés, se décomposent en une multiplicité de séquences, combinent des paroles et des symboles non verbaux : comportements gestuels, manipulations d'objets à valeur symbolique, le tout dans une mise en scène qui intègre conventionnellement l'ensemble action/discours. Autre analogie : la dimension religieuse de ces cérémonies qui renvoient les unes et les autres à une*

---

<sup>375</sup> « *Même si elle a fait une entrée de rock-star, Ségolène Royal a traversé la pelouse du stade pour rejoindre l'estrade dans une allée tracée par les jeunes socialistes au milieu de la foule en marchant lentement, en serrant des mains, en saluant au son de sa musique de campagne, c'est bien une candidate qui a pris la parole. Et une candidate particulièrement déterminée et affûtée* », peut-on ainsi lire sur le blog d'un militant socialiste. <http://desirsdavenir11.over-blog.net/article-6537541.html> [consulté le 25 juin 2016]

<sup>376</sup> POURCHER Yves. *art. cit.*

<sup>377</sup> *Ibid.*

*transcendance (la Nation, le Peuple, la classe ouvrière) : transcendance évoquée dans le discours des officiants ou par le jeu des symboles utilisés<sup>378</sup> ».*

Les meetings semblent répondre parfaitement à la caractéristique évoquée par Marc Abélès au sujet du rituel politique : « *le rituel politique articule émotion et artifice sans qu'on sache trop comment l'un naît de l'autre<sup>379</sup>* ». Par exemple, le *décorum* participe à la démonstration de force<sup>380</sup> que constitue le meeting ; il dote les participant·e·s, qui s'adonnent à de véritables scènes de liesse, d'une identité collective. Comme le remarque Georges Balandier au sujet de la cérémonie : « *Le pouvoir ne se fait et ne se conserve que par la transposition, par la production d'images, par la manipulation de symboles et leur organisation dans un cadre cérémoniel<sup>381</sup>* ». On peut comme le font Paula Cossart et Emmanuel Taïeb rapprocher cette dimension de la notion de « spectaculaire » qui aurait selon les deux auteur·e·s plusieurs vertus : légitimatrice, « exhaltatrice », et enfin identitaire : « *Lorsque l'on aborde la question du spectaculaire en politique, il apparaît de prime abord qu'il se déploie en divers lieux, différentes occasions : dans les cérémonies (funérailles, panthéonisations, exécutions publiques, voyages présidentiels, fêtes, entrées royales) comme au sein de formes d'action collective (manifestations, meetings, ou nouveaux modes de mobilisation plus originaux, parfois ludiques, parfois violents, cherchant une couverture médiatique...), ou encore dans la vedettarisation des hommes politiques, la mise en spectacle de leur personnalité. Les travaux sur l'histoire du spectacle politique conduisent à en dégager plusieurs finalités : lorsqu'il prend place du côté du pouvoir, ce peut être la recherche d'une légitimation, d'un consentement à l'ordre politique du moment ; mais également le fait de donner une leçon au peuple, et plus généralement tout ce qui relève de la propagande d'État ; ou encore le renforcement du sentiment d'appartenance à la nation. Mais le spectaculaire est aussi renvoyé à ce qui permet de démontrer la force d'un groupe politique ; il aurait alors une visée identitaire potentielle, consistant à afficher publiquement ses différences de mises en*

---

<sup>378</sup> ABELES Marc, *art. cit.*, p. 133

<sup>379</sup> *Ibid.*

<sup>380</sup> COSSART Paula, *op. cit.*, p. 239.

<sup>381</sup> BALANDIER Georges. *Le pouvoir sur scènes*. Paris : Balland, 1992, p. 16.

scène.<sup>382</sup> »

Prenons enfin note de la distinction entre « rite » et « rituels », qui justifie que nous parlions ici de rituels et non d'un rite à proprement parler : « *Le rituel désigne la mise en œuvre des rites d'une religion, un ensemble de règles, d'habitudes immuables. Le rite est un ensemble de règles qui fixent le déroulement d'une cérémonie ou d'un culte religieux, ou dans une acception plus large désigne un ensemble de faits s'accomplissant selon une coutume immuable.*<sup>383</sup> »

### **III. Les scènes d'énonciation : un cadre analytique performant pour entrer dans la dimension rituelle des discours de meeting**

C'est le discours qui fait le meeting : un meeting doit rassembler des participant-e-s, dont un-e ou plusieurs orateur-ric-e-s prononçant des discours politiques.

Cette prévalence du discours dans l'événement que constitue un meeting, et en particulier celui du·de la candidat-e, est d'ailleurs confirmée par les protagonistes eux-mêmes. C'est le discours que les personnes présentes réclament, c'est sur le discours du·de la candidat-e que les télévisions se concentreront (qu'elles en diffusent quelques extraits ou qu'elles le retransmettent en intégralité). Il est beaucoup plus rare, sauf circonstances exceptionnelles, que d'autres allocutions soient diffusées<sup>384</sup>.

C'est également ce que relèvent nombre d'analystes. Ainsi, Denis Barbet et Damon Mayaffre indiquent au sujet de la campagne électorale pour l'élection présidentielle : « *jamais discours et événement ne se combinent mieux, jusqu'à l'identification, que durant cette période charnière où le langage doit être performant politiquement et où la performance*

---

<sup>382</sup> COSSART Paula, TAIEB Emmanuel, Spectacle politique et participation. Entre médiatisation nécessaire et idéal de la citoyenneté, *Sociétés & Représentations*, 2011, n° 31, p. 139.

<sup>383</sup> RIVIÈRE, Claude. *Les Liturgies politiques*. Paris : Presses Universitaires de France, 1988.

<sup>384</sup> Ce peut néanmoins être le cas. On a notamment vu quelques interventions de personnalités retransmises lors de la diffusion en direct sur I-télé de certains meetings de l'entre-deux tours.

*politique ne peut se concevoir sans langage. Dit autrement, une campagne électorale est tout entière un événement discursif<sup>385</sup> ».*

C'est donc sur le discours que l'attention doit être portée si l'on veut comprendre la dimension rituelle du meeting électoral. Pour ce faire, il nous semble que la mobilisation de la notion de scène d'énonciation peut être particulièrement éclairante. Selon la définition qu'en propose Dominique Maingueneau, « *l'énonciation intervient dans un espace institué, défini par le genre de discours, mais aussi par la dimension constructive du discours, qui se met en scène et instaure ainsi son propre espace d'énonciation<sup>386</sup> .* »

Le meeting électoral semble répondre parfaitement à cette définition. Il apparaît d'une part comme un espace institué : le meeting demeure un attendu, un passage obligé d'une campagne pour l'élection présidentielle, répondant à des objectifs variés et déterminants pour un parti politique et un·e candidat·e en campagne. D'autre part, le meeting se caractérise par « *un genre de discours qui implique une sorte de dramaturgie<sup>387</sup> ».* Dans le discours de meeting comme au théâtre, la scène ne constitue pas un simple cadre auquel le discours serait étranger, mais est véritablement constitutive du discours. Paula Cossart rappelle ainsi la théâtralisation progressive des meetings à partir des années trente : « *le meeting a toujours eu une part de spectaculaire. La théâtralisation se manifeste dans la mise en valeur de l'orateur-vedette, l'agencement de l'espace, la disposition calculée des participants, la décoration des salles, marquée notamment par un usage des symboles attachés aux partis, le recours aux chants partisans entonnés en chœur, l'insertion de petites scènes de théâtre ou de projections cinématographiques<sup>388</sup> ».* Yves Pourcher relève lui aussi cette dimension théâtrale propre au meeting : « *au meeting comme au théâtre, les actes se*

---

<sup>385</sup> BARBET Denis, MAYAFFRE Damon. 2007, Débats pour l'Élysée, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, p. 5.

<sup>386</sup> MAINGUENEAU Dominique, CHARAUDEAU Patrick, *op.cit.*, p. 515.

<sup>387</sup> *Ibid.*

<sup>388</sup> COSSART Paula. *art. cit.*

*suivent, les scènes s'altèrent*<sup>389</sup> ». Quant à Jean-Jacques Courtine, il évoque « *une éducation rhétorique de la puissance vocale qui apparentait le meeting à un opéra parlé*<sup>390</sup> ».

En reprenant la typologie proposée par Dominique Maingueneau<sup>391</sup>, nous sommes en mesure d'identifier les trois composantes de notre scène, que nous retrouvons ci-dessous.

Il y a d'abord la « scène englobante » : c'est la sphère politique. Le discours de meeting s'adresse à des citoyen·ne·s, et non à des consommateur·rice·s (discours publicitaire) ou à des fidèles (discours religieux). Le discours de meeting est bien un discours politique au sens où il entretient les quatre invariants du discours politique<sup>392</sup> :

1. La réalité sociale est transparente ;
2. L'autorité politique est légitime ;
3. Elle maîtrise les phénomènes sociaux ;
4. L'addition des citoyennes et des citoyens forme une communauté.

Il y a ensuite la « scène générique » : c'est la scène de l'élection présidentielle. Le meeting s'adresse à des citoyen·ne·s certes, mais également à des électeur·rice·s. Bien que ces deux publics se trouvent confondus dans notre régime, il s'agit bien deux populations virtuellement différentes. Sur la scène électorale triomphe le principe fondamental : un homme ou une femme pour une voix, principe d'autant plus intégralement respecté dans un scrutin présidentiel que s'y trouvent abolies les inégalités dues aux découpages des circonscriptions. Dans son article « *Élire un président... ou honorer les dieux ?*<sup>393</sup> », Philippe Braud rappelle que l'élection présidentielle constitue « *le rituel le plus approprié à la réactivation par les assujettis de leur consentement à ce type d'organisation sociale.*<sup>394</sup> »

En outre, cette élection présente selon cet auteur trois autres particularités :

---

<sup>389</sup> POURCHER Yves, *art. cit.*

<sup>390</sup> COURTINE Jean-Jacques. *art. cit.*, p. 158.

<sup>391</sup> MAINGUENEAU Dominique, CHARAUDEAU Patrick. *Op.cit.*, p. 515.

<sup>392</sup> LE BART Christian. *Le discours politique*. Que sais-je ? Paris : PUF, 1998, pp. 70-71.

<sup>393</sup> BRAUD Philippe. *Élire un président... ou honorer les dieux ? Pouvoirs*. 9/1980. Vol. n° 14. p.15-28.

<sup>394</sup> BRAUD Philippe, *Ibid.*, p. 18.

C'est d'abord, comme nous l'avons vu, une élection disputée : « *l'institution met en scène l'attachement à une culture démocratique qui privilégie au sommet le débat politique "ouvert", c'est-à-dire l'affrontement des compétiteurs dans le cadre d'un pluripartisme reconnu*<sup>395</sup> ». En particulier, l'élection présidentielle présente « *une simplification du choix électoral dans le cadre de la bipolarisation gauche-droite.*<sup>396</sup> »

C'est également une élection nationale : « *L'élection présidentielle a porté à un degré supérieur de "centralité" le fonctionnement du suffrage universel en faisant de la France une circonscription unique.*<sup>397</sup> »

C'est enfin une élection hyperpersonnalisée : « *L'élection présidentielle met en scène des leaders dont le profil personnel est projeté violemment au premier plan, tandis que leur étiquette partisane fait fréquemment discrète.*<sup>398</sup> »

Ce sont sans doute ces spécificités qui font de l'élection présidentielle, la plus mobilisatrice des convocations électorales.

Enfin, la troisième composante, la « scénographie » des discours qui constituent notre corpus. Cette scénographie est très variable. Elle vise à agir sur les personnes directement présentes dans l'espace où le meeting se tient. Elle est à chaque fois importante et soignée, ce qui témoigne du fait que le discours vise à agir sur les publics<sup>399</sup> : « *le recours privilégié aux images et symboles [...] jouant donc davantage sur des ressorts émotionnels que sur la raison.*<sup>400</sup> »

La scénographie d'un meeting s'inscrit au sein de concurrences partisans et répond à des stratégies différentes de positionnement, d'occupation et d'appropriation de l'espace politique, géographique et médiatique. De ce point de vue, les choix de dates, de lieux, de

---

<sup>395</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>396</sup> MUXEL Anne, La mobilisation électorale en 2012, *Revue française de science politique*, 2013, Vol. n°63, p. 209.

<sup>397</sup> *Ibid.*

<sup>398</sup> *Ibid.*

<sup>399</sup> MAINGUENEAU Dominique, CHARAUDEAU Patrick. *Op. cit.*, p.515.

<sup>400</sup> COSSART Paula, TAIEB Emmanuel, *art. cit.* p. 138. .

mises en scène, de thématiques de discours, ou encore de symboles mobilisés varient considérablement. Comme l'observe Yves Pourcher « *le meeting est unique. Il a son lieu, sa date, son maître et sa foule*<sup>401</sup> ». Pour Maëlle Moalic-Minnaert, il est « *un événement plastique* » au sens où le meeting électoral résulte « *des interactions spécifiques entre une organisation et son environnement social.*<sup>402</sup> »

L'attention que les organisateurs portent à la scénographie montre que le meeting donne à voir en creux une identité partisane, une illustration des valeurs portées par la formation politique. Comme le relèvent Aïcha Bourad, Gildas Hivert et Fanny Parent<sup>403</sup> : « *la configuration du meeting et sa mise en scène ne constituent pas que des éléments décoratifs, mais incarnent eux aussi la vision politique d'un parti [...] les meetings sont une liturgie politique et à ce titre reflètent aussi le monde promis, la vision et division du monde défendue par l'organisation* ». Paula Cossart résume cette caractéristique en présentant le meeting comme la « *vitrine d'un parti.*<sup>404</sup> »

---

<sup>401</sup> POURCHER Yves, *art. cit.* p. 78.

<sup>402</sup> CONGRES AFSP PARIS 2013 ST 24 (2013, Paris). Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics, M. MOALIC-MINNAERT, p. 13.

<sup>403</sup> BOURAD Aïcha, HIVERT Gildas, PARENT Fanny. La foule et l'ordre : gestion des publics et conduite des corps dans les meetings. Intervention Congrès ASFP 2013.

<sup>404</sup> COSSART Paula. *Op. cit.*

## Partie 2. Le rituel en discours

Peut-on observer le rituel politique en discours ? Se repère-t-il par des régularités discursives ? Produit-il des actes de langage spécifiques et attendus ?

De prime abord, ce travail de canonisation discursive du rituel semble être voué à l'échec. Manifestation, commémoration, Panthéonisation, cérémonie de vœux, meeting électoral : il existe de très nombreux rituels politiques, qui divergent largement dans leurs fonctions, leurs modes d'ancrage ou leurs scénographies. En conséquence, on peut spontanément inférer que chaque rituel produit ses propres réalisations discursives.

Pourtant, différents travaux menés en anthropologie politique ont fait état de nombreux procédés communs à l'ensemble des rituels. Comme évoqués précédemment, on se réfère notamment au morcellement et à la répétition, signalés par Claude Lévi-Strauss<sup>405</sup> ; à « *l'articulation entre émotion et artifice*<sup>406</sup> » relevée par Marc Abelès comme un marqueur du rituel politique ; ou encore aux spécificités du rite d'institution appréhendé par Pierre Bourdieu comme dispositif servant à « *alimenter la ferveur des profanes, tout en les mettant à distance* ». On pense également aux formes d'ancrage spatio-temporel qui fondent et légitiment la tenue d'une cérémonie politique, ou aux références à la transcendance politique inscrites par le jeu de symboles utilisés durant un rituel, comme la présence de drapeaux et d'oriflammes.

Or, ces phénomènes qui caractérisent le rituel politique d'un point de vue anthropologique peuvent également s'observer en discours. En ce sens, il est possible de repérer en discours un certain nombre de traits énonciatifs et pragmatiques formels, caractéristiques du rituel politique. Par exemple, dans une perspective énonciative, les ancrages se signalent notamment par les embrayeurs<sup>407</sup> : pronom personnel de première personne<sup>408</sup>, locutions

---

<sup>405</sup> LÉVI-STRAUSS Claude, *op. cit.*, pp. 597-611.

<sup>406</sup> ABELES Marc, *art. cit.*, p. 132.

<sup>407</sup> KLEIBER Georges, Déictiques, embrayeurs, token-réflexives, symboles indexicaux, etc. : comment les définir ?, *L'information grammaticale*, n°30, pp. 4-22.

adverbiales locatives et temporelles<sup>409</sup> ; la répétition s'illustre par des figures rhétoriques comme l'anaphore ou plus largement par l'usage de syntagmes répétés<sup>410</sup> ; les appels à la transcendance politique s'observent notamment par le recours aux figements formulaires<sup>411</sup>, à l'instar de « *Vive la République, vive la France* » qui vient clore nombre d'allocutions politiques.

Dans le prolongement des travaux de Jean-Marc Leblanc qui propose une classe du rituel articulée autour de trois pôles énonciatifs<sup>412</sup>, l'enjeu de cette partie est d'identifier et d'examiner les traces discursives du rituel politique.

Pour ce faire, nous nous interrogerons sur quelques traits discursifs saillants du rituel, en nous fondant sur des observations empiriques ou sur l'exploration<sup>413</sup> lexicométrique de notre corpus composé de quatre-vingt-seize discours de meeting tenus par les candidat·e-s aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 en France.

## **I. Locutions adverbiales locatives et temporelles : deux marques de l'ancrage du rituel**

### **a. Locutions adverbiales temporelles : trois temporalités dans lesquelles inscrire le meeting**

---

<sup>408</sup> Cette dimension ayant déjà été évoquée dans le chapitre précédent, nous n'y reviendrons pas ici. Il est toutefois intéressant de montrer qu'au-delà de l'enjeu éthique analysé autour de la mobilisation des pronoms de la classe du « Je », ceux-ci peuvent également être observés en tant que traces du rituel.

<sup>409</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *Dictionnaire d'Analyse du discours*. Paris, Seuil, 2002, p. 212.

<sup>410</sup> Syntagmes répétés qui peuvent parfois être étonnamment longs, comme nous le verrons dans les discours de Robert Hue.

<sup>411</sup> KRIEG-PLANQUE Alice. *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*. Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009, 145 pages.

<sup>412</sup> LEBLANC Jean-Marc, *op. cit.*, pp. 273-395.

<sup>413</sup> Dans le cadre de notre travail, *Lexico 3* a été utilisé à titre exploratoire : pour vérifier l'étendue d'observations empiriques ou pour relever certains traits statistiques saillants de notre corpus et les examiner ensuite par des moyens non statistiques.

Nous l'avons souligné précédemment : c'est par l'ancrage que le rituel s'affirme.

Des indices, d'ordres spatio-temporels peuvent être mobilisés par nos locuteur-riche-s pour ancrer leurs discours.

De ce point de vue, les meetings prennent sens dans différentes temporalités.

La première temporalité remarquable, la plus évidente, est naturellement celle de la campagne électorale, celle qui structure les stratégies et les enjeux, et donc celle qui apparaît le plus régulièrement en discours. Tous les candidats et toutes les candidates sans exception s'inscrivent dans cette temporalité en discours en se fondant sur l'échéance des scrutins du premier et du second tour. Nous présentons ici trois exemples, mobilisés de manière empirique. Il en existe de très nombreux autres dans notre corpus.

*« À quatre jours d'une échéance historique, pour fêter Jeanne d'Arc et les travailleurs de France. Mes chers amis, je voudrais remercier tous les Français qui dimanche dernier m'ont témoigné leur confiance pour conduire le changement dont la France a besoin<sup>414</sup> ».*

*« Eh bien, nous sommes en 2012, à trois jours d'un rendez-vous que nous nous étions donné les uns les autres depuis de longs mois, et qui arrive<sup>415</sup> ».*

*« Je veux vous dire qu'il reste moins de deux semaines avant le premier tour. Mais que la campagne n'est pas finie. Que rien n'est joué, que rien n'est décidé. Je veux vous dire que tout se jouera, que tout se décidera le 22 avril<sup>416</sup> ».*

---

<sup>414</sup> [02.05.01] – [Jean-Marie Le Pen] – Paris.

<sup>415</sup> [12.05.03] – [François Hollande] – Toulouse.

<sup>416</sup> [07.04.10] – [Nicolas Sarkozy] – Tours.

En dehors de cette temporalité, attendue, triviale, dans laquelle les discours s'inscrivent et sont ancrés, il en existe deux autres, auxquelles les locuteur-riche-s font référence et qui encadrent la temporalité centrale de la campagne.

Une temporalité régulièrement mobilisée est la temporalité « ordinaire », « physique » : elle apparaît dans des énoncés, comme « *ce soir* », « *hier* », « *aujourd'hui* », « *l'année dernière* », « *les prochains mois* ».

Mais, dans le cadre du discours de meeting, cette temporalité prend souvent un sens inédit puisqu'elle est revue au travers du prisme politique. C'est la temporalité du champ historico-politique, qui leste la temporalité naturelle d'un sens nouveau. Prenons deux exemples qui permettent d'étayer cet aspect :

*« La réussite de la génération qui vient, de la jeunesse de France à laquelle je veux tout consacrer dans le prochain mandat !<sup>417</sup> »*

Dans cet exemple, la « *génération qui vient* » est inscrite dans l'agenda du mandat politique.

*« Entrez dans l'espérance ! Le moment est venu de suivre l'exemple de Jeanne, cette jeune fille, presque encore une enfant qui, portée par une Foi immense et l'amour indéfectible de notre Pays, a sauvé la France de son temps<sup>418</sup> ».*

Dans ce second exemple, le « *moment* » prend sens comme étant celui de l'entrée dans l'espérance politique.

L'autre temporalité dans laquelle s'inscrit le discours de meeting est d'ordre « micro » ; c'est celle du meeting lui-même. Le discours du candidat ou de la candidate, parce qu'il ponctue les rassemblements, se positionne parfois par rapport à tout ce qui l'a précédé lors de ce rassemblement, et en particulier les autres discours.

---

<sup>417</sup> [12.04.10] – [François Hollande] – Besançon.

<sup>418</sup> [02.05.01] – [Jean-Marie Le Pen] – Paris.

*« Il y avait l'hôte républicain et l'hôte militant, même si tous les deux sont militants et républicains et qui s'est exprimé lui aussi comme secrétaire de la fédération socialiste avant moi<sup>419</sup> ».*

*« D'abord, je voudrais saluer tous les artistes et tous ceux qui se sont exprimés avant moi<sup>420</sup> ».*

Temporalité électorale, temporalité ordinaire investie d'une lecture politico-historique, temporalité du meeting en lui-même sont les trois temps que l'on retrouve dans les discours de meetings électoraux.

Ceci appelle à deux remarques.

D'abord, on remarquera que ces temporalités ne sont absolument pas exclusives les unes des autres ; elles peuvent au contraire se combiner et inscrire ainsi le discours dans plusieurs temps simultanés.

*« Un dernier mot avant de conclure, pas pour vous parler des Verts, on fera ça dans une semaine à l'issue du premier tour<sup>421</sup>. ».*

*« Ce soir, c'est notre dernier grand, immense rassemblement populaire !<sup>422</sup> »*

*« Qui aurait dit, il y a seulement un mois, que nous en serions là aujourd'hui ? Il y a trois ans, on nous donnait pour morts ! [...] Nous sommes ici, par dizaines de milliers en ce Premier mai 2002, à quatre jours d'une échéance historique, pour fêter Jeanne d'Arc et les travailleurs de France. [...] Entrez dans l'espérance ! »*

---

<sup>419</sup> 02.04.13] – [Lionel Jospin] – Lens.

<sup>420</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – discours devant les représentants de l'outremer.

<sup>421</sup> [07.04.13] – [Dominique Voynet] – Caen.

<sup>422</sup> [07.05.03] – [Ségolène Royal] – Lille.

Ensuite, nous pouvons noter que la temporalité spécifique du parti d'appartenance du-de la candidat-e n'est jamais mobilisée. Des énoncés comme « *le dernier congrès* », « *la prochaine première secrétaire* », ou encore « *le prochain meeting* », n'apparaissent jamais dans notre corpus, preuve que le meeting est construit comme un temps public et un rassemblement citoyen prenant dans son inscription temporelle même les formes d'une mobilisation sans rapport avec le calendrier politique d'un parti. Il se présente comme un moment unique, plutôt que sériel ou répétitif. En ce sens, à l'image d'une fractale de l'élection présidentielle, il s'institue et se met en scène comme un temps privilégié de rencontre entre un homme ou une femme et son peuple.

#### b. Locutions adverbiales locatives : une autre forme d'adresse ?

Après les indices temporels, les traces topographiques.

Ce qui apparaît nettement dans les discours est que ceux-ci sont le plus souvent territorialisés. Ainsi, en fonction de la ville, de la région, où se déroule le meeting, les propos vont être spécifiés.

Nicolas Sarkozy démarre régulièrement ces meetings de 2007 par un propos très emphatique rappelant l'héritage historique et politique local. Voici deux exemples, mais il en existe de très nombreux autres.

« *Mes chers amis,*

*Je veux vous dire mon bonheur d'être ici, à Marseille, pour cette dernière réunion publique avant le premier tour. Marseille, cette ville qui ne ressemble à aucune autre, qui n'a eu d'autre rivale qu'Alexandrie, Gênes, Naples ou peut-être Barcelone. Marseille, cette vieille cité grecque qui depuis vingt-six siècles brasse les religions, les races, les cultures. Marseille, jamais obéissante, mais toujours fidèle. Marseille, qui fut révoltée contre le Comte, contre le Roi,*

*contre Paris, mais Marseille toujours patriote, parce que Marseille, c'est la France. Marseille, c'est Mirabeau, ce géant qui lui ressemblait tant, dont elle fit son député aux États généraux. Marseille, ce sont les Fédérés qui le 10 août montent à l'assaut des Tuileries en chantant la Marseillaise. Marseille, c'est une offrande au ciel et à la mer. Marseille, c'est une prière, c'est une histoire d'amour, c'est un bonheur de vivre qui dure depuis vingt-six siècles, voilà pourquoi j'aime Marseille définitivement. Marseille, cette vieille cité coloniale, porte ouverte de la France sur l'Orient et sur l'Afrique. Marseille, qui ressuscite toujours. Marseille qui se bat pour qu'on la désire. Marseille, c'est un grand rêve de fraternité, offert à tous les hommes qui veulent le partager. Je viens, au terme d'une longue campagne, puiser à ta source, Marseille, la force, l'énergie, l'enthousiasme, sans lesquels nulle victoire n'est possible<sup>423</sup> ».*

*« Mes chers amis,*

*Y a-t-il meilleur endroit que la terre auvergnate pour parler de l'avenir de la France ? Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français à dire non au renoncement que ce lieu sacré où le premier résistant gaulois versa son sang pour quelque chose de plus grand que sa tribu ? Y a-t-il meilleur endroit pour dire aux Français qu'ils peuvent reprendre leur destin en mains que ce vieux pays volcanique où la terre de cendres et les montagnes de lave se souviennent encore qu'ici un peuple courageux défit les légions de César au nom de la Gaule tout entière ? Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français non au sacrifice, mais à l'effort, pour parler du travail et du mérite que dans cette Auvergne où selon Michelet "les hommes ont en eux une force réelle, une sève amère, acerbe peut-être, mais vivace comme l'herbe du Cantal" ? Y a-t-il meilleur endroit que votre belle Auvergne, mes chers amis, pour parler de l'identité de la France, de*

---

<sup>423</sup>

[07.04.19] – [Nicolas Sarkozy] – Marseille.

*ce trésor que l'héritage des siècles a déposé entre nos mains pour qu'à notre tour nous le transmettions à nos enfants plus riche, plus grand, plus beau que nos pères nous l'ont légué ? Y a-t-il meilleur endroit pour faire se lever dans toute la France l'élan du renouveau qu'ici où les hommes ont toujours travaillé, toujours prié, toujours pensé, toujours créé, où les hommes tirent des profondeurs de la terre cette force qui n'est pas seulement la force des bras, mais aussi celle de l'âme et de l'esprit. Ici, à cet endroit qui est peut-être le vrai centre et le vrai cœur de la France, ici où la Gaule tenta de devenir une réalité vivante, ici où semblent converger et se mélanger toutes les influences, tous les tempéraments, tous les sentiments, toutes les cultures, toutes les croyances, ici où se rencontrent la France de la mer et celle de la terre, le Nord et le Sud, l'Occident et l'Orient, ici où sur des pitons de lave des Vierges noires servent d'intercesseurs entre le Ciel et la Terre, ici se noue depuis vingt siècles le mystère d'une France dont l'âme est enracinée dans son sol, dans son histoire, dans ses mythes et ses traditions venues du fond des âges, mais dont le regard est tourné vers le ciel, vers le grand large, vers l'avenir, ici se noue le mystère d'une France qui répète éternellement les gestes immémoriaux qui se transmettent de génération en génération et qui en même temps ne cessent jamais de se renouveler, de se réinventer, de se recréer.*

*Tous les Auvergnats ont contribué à faire la France avec leurs mains autant qu'avec leurs cœurs. Et le souvenir des plus grands d'entre eux reste vivant dans bien des mémoires françaises. L'Auvergne bien sûr donna à la France Vercingétorix, mais elle ne lui donna pas que lui. Elle lui donna l'intelligence pure et l'âme tourmentée de Pascal. Elle lui donna Michel de l'Hôpital, ce chancelier de France dont on enseignait jadis aux enfants dans les écoles qu'il avait vécu "esclave de la justice et de l'honneur". Elle lui donna Desaix, ce Général de la Révolution à 26 ans, qui mourut à 32 ans en s'écriant : "Je meurs*

*content puisque je meurs pour la patrie !" Elle lui donna La Fayette qui a dit à l'Amérique : "Je ne veux obtenir de vous qu'une seule faveur, celle de me battre comme un simple soldat, volontaire et sans solde", et qui a scellé pour l'éternité l'amitié de l'Amérique et de la France. L'Auvergne donna à la France trois Présidents [...] <sup>424</sup> ».*

Si, en 2007 Nicolas Sarkozy a largement utilisé ce procédé d'ancrage, qui nous le verrons plus loin, répond aussi à une fonction rituelle, il n'est évidemment pas le seul candidat à y recourir.

La plupart des candidat-e-s, quoique dans des proportions très différentes, vont tenter de spécifier leur propos en fonction du territoire où elles-ils se trouvent et de sa charge historico-politique.

Voici un autre exemple offert par François Bayrou à Lyon à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle de 2012.

*« Je veux dire une chose : j'aime cette ville, j'aime Lyon ! J'aime Lyon en raison du nombre des amis que j'ai à Lyon, en raison de ceux que j'aime et qui, parfois, habitent Lyon. J'aime Lyon en raison de notre histoire, et je veux dire ici que Raymond Barre a été, pour moi, un homme "repère". J'aime Lyon parce que se sont exprimés à la tribune avant moi des amis pour qui j'ai reconnaissance et affection et je voudrais dire aux plus jeunes que j'aime Lyon en raison d'une figure à laquelle j'ai si souvent pensé au cours de cette journée... Nous étions ce matin aux Invalides pour l'hommage national à Raymond Aubrac et il se trouve que j'ai -chacun a la sienne- dans mon histoire une figure de jeune Lyonnais qui, pour moi, a servi tout au long de ma vie de marqueur, de repère et un peu d'étoile sur le chemin <sup>425</sup> ».*

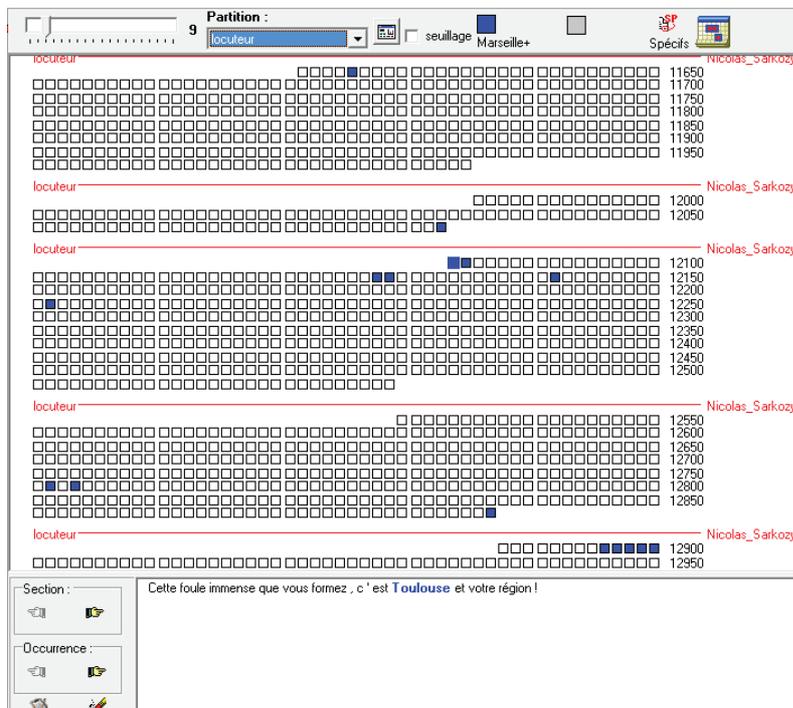
---

<sup>424</sup> [07.04.27] – [Nicolas Sarkozy] – Clermont-Ferrand.

<sup>425</sup> [12.04.16] – [François Bayrou] – Lyon.

Comme nous le remarquons enfin, ces « envolées », parfois grandiloquentes, au sujet de tel ou tel territoire, sont systématiquement placées en tout début d’allocution. Un peu comme les remerciements ou les saluts aux hôtes et aux hôtesse, elles ont pour fonction de s’attirer l’attention et la bienveillance du public en adressant, en spécifiant, le propos. Symboliquement, de la même manière que certain·e·s locuteur·rice·s saluent et personnalisent leurs adresses en ayant un mot en particulier pour telle ou telle personnalité, on a ici un même mouvement de spécification qui prend la forme d’un hommage au territoire où se déroule le meeting, et par là, à ses habitants et ses habitantes.

À titre d’illustration, le recours à la carte des sections proposée par *Lexico 3* avec un découpage par phrase, pour un groupe de formes composé des huit grandes villes françaises (où se sont déroulés bon nombre des meetings étudiés<sup>426</sup>) permet de rendre compte du fait que la mention de la ville où se déroule le meeting est souvent placée en tout début, ou en fin d’allocution (les carrés bleutés en attestent).



426

Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Strasbourg, Metz, Montpellier.

Celle-ci agit parfois comme une personnification, figure rhétorique qu'affectionne particulièrement Nicolas Sarkozy comme nous pouvons le voir dans les exemples suivants :

*« Toulouse, qui a compris depuis bien longtemps que la gauche d'aujourd'hui n'avait plus grand-chose à voir avec la gauche de Jaurès, Toulouse, qui a compris que la gauche ne s'intéressait plus au travail, que la gauche ne s'intéressait plus au sort des travailleurs, Toulouse, meurtrie par AZF, Toulouse, angoissée par l'avenir d'Airbus, Toulouse est là, ce soir, parce qu'elle n'a plus confiance dans la gauche pour la générosité, pour la fraternité, pour la justice.<sup>427</sup> »*

*« Metz qui accueille et qui protège Rabelais, comme Lunéville accueille et protège Voltaire.<sup>428</sup> »*

Il existe enfin un autre procédé, plus subtil, qui consiste pour les candidat·e·s à thématiser leurs allocutions en fonction de la ville où ils-elles se déplacent. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre parler d'Europe à Strasbourg (ville où siège le conseil de l'Europe), de politique industrielle dans le Nord (qui fut historiquement la région la plus industrialisée de France).

Dans ce même mouvement, le discours peut être largement thématisé en fonction du public présent. C'est ainsi que Jacques Chirac en 2002 organise un meeting au Palais Royal à l'attention des « *représentants du monde culturel* », durant lequel il développe tout son discours sur la politique culturelle<sup>429</sup>. De la même manière en 2007, Ségolène Royal organise à Paris un meeting à l'attention des « *représentants de l'Outremer* » durant lequel elle parle longuement des problématiques spécifiques posées aux territoires et aux populations d'outre-mer<sup>430</sup>.

---

<sup>427</sup> [07.04.12] – [Nicolas Sarkozy] – Toulouse.

<sup>428</sup> [07.04.17] – [Nicolas Sarkozy] – Metz.

<sup>429</sup> [02.04.12] – [Jacques Chirac] – Palais-Royal de Paris.

<sup>430</sup> [07.04.14] – [Ségolène Royal] – Discours devant les représentants de l'outremer.

### c. L'hommage aux figures symboliques : un ancrage géographique implicite

Les marques d'ancrage sont réinvesties d'une lecture historico-politique, par exemple comme Nicolas Sarkozy qui cite Curzio Malaparte en 2012, place de la Concorde à Paris. L'espace choisi pour le meeting devient ainsi une idée à part entière :

« *La place de la Concorde est une idée ; ce n'est pas une place, c'est une manière de penser. Tout ce qui est vraiment français se mesure ici.* »

Une autre façon d'en appeler à la transcendance peut être observée dans le choix des citations d'écrivain·e·s : les citations servent à spécifier un propos, à l'adapter au public auquel le·la candidat·e s'adresse lors du meeting.

Mais cette convocation de figures tutélaires a également une visée éthique et stratégique. Comme le rappelle Christian Le Bart au sujet du discours de Nicolas Sarkozy à Toulouse le 9 avril 2007 : « *Dans son long discours, le candidat multiplie les références distinctives : Charles de Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, Georges Mandel, Guy Môquet, Jean Moulin, Émile Zola, Georges Clémenceau, Saint-Louis et Henri IV, Jean Jaurès et Léon Blum... Explicitant sa vision de la France, il brouille les clivages politiques, mais reste parfaitement cohérent dans son souci d' enrôler les grands hommes dans une présentation de soi qui se veut la plus élevée possible.*<sup>431</sup> »

Ainsi, à Bordeaux en 2007 Ségolène Royal cite Montaigne<sup>432</sup>, qui était Maire de la ville pendant deux mandats. Devant les représentants de l'Outremer, la candidate socialiste rappelle un concept forgé par l'essayiste martiniquais Édouard Glissant<sup>433</sup>. Ce même mouvement se retrouve chez Nicolas Sarkozy : devant un public composé majoritairement

---

<sup>431</sup> LE BART Christian, *art. cit.*, p. 43.

<sup>432</sup> « *La vraie liberté, c'est pouvoir toute chose sur soi-même* » MONTAIGNE. *Essais (III)*. 1588. cité par Ségolène Royal le 5 avril 2007 à Bordeaux.

<sup>433</sup> « *Diversalité* ». Concept forgé par GLISSANT Édouard. Mentionné par Ségolène Royal lors d'un discours devant les représentants d'Outre-Mer le 14 avril 2007.

de jeunes électeur-riche-s il cite deux vers de Baudelaire sur sa jeunesse<sup>434</sup> et lors de son intervention à Toulouse en 2007, il cite Jaurès à neuf reprises<sup>435</sup>!

Jaurès est d'ailleurs la personnalité la plus fréquemment évoquée : il n'y a pas moins de soixante-sept occurrences de « *Jaurès* » dans notre corpus, puis « *De Gaulle* » avec cinquante-et-une occurrences. Les autres figures tutélaires régulièrement citées sont « *Jeanne d'Arc* » évoquée vingt-quatre fois, très essentiellement par Jean-Marie Le Pen (qui tient meeting le 1<sup>er</sup> mai 2002 et le 1<sup>er</sup> mai 2007 à l'occasion du traditionnel défilé du FN en l'honneur de Jeanne d'Arc<sup>436</sup>), et « *Léon Blum* » à vingt-et-une reprises.

## II. Les références à la transcendance politique : un discours résolument « logocentrique »

David Apter et Tony Saich distinguent deux grands modèles de langage : le langage « éconocentrique » qui dominerait les périodes « routinières » de la vie politique et le langage « logocentrique » qui viserait moins à formuler des choix qu'à « *susciter des projections constituées sur la base d'une définition doctrinale de la nécessité, qui met en place ses propres règles et principes théoriques, au service desquels il développe sa propre logique*<sup>437</sup> ».

Qu'est-ce qu'une période « routinière » de la vie politique ? L'épidictique ne s'observerait-il vraiment qu'en certaines périodes, plutôt qu'en certaines circonstances ? Nous pourrions évidemment gloser sur la pertinence et l'applicabilité de ce découpage quelque peu simplificateur. Il a néanmoins le mérite de nous proposer une première approche du discours, qui va nous être précieuse pour la suite de cette partie consacrée aux marques de la transcendance dans le discours de meeting électoral.

---

<sup>434</sup> « *Ma jeunesse ne fut qu'un ténébreux orage, traversé ça et là par de brillants soleils !* » *l'Ennemi in les Fleurs du mal* – 1857 – Cité par Nicolas Sarkozy au Zénith de Paris le 18 mars 2007.

<sup>435</sup> Meeting de Nicolas Sarkozy à Toulouse le 9 avril 2007.

<sup>436</sup> Un article de presse expose ici les raisons pour lesquelles le FN organise ce défilé à cette date. V. ALBERTINI Dominique, « Pourquoi le FN défile-t-il le 1er mai ? », *Libération.fr*, 1er mai 2015, disponible sur : [http://www.liberation.fr/politiques/2015/05/01/pourquoi-le-fn-defile-t-il-le-1er-mai\\_1272058](http://www.liberation.fr/politiques/2015/05/01/pourquoi-le-fn-defile-t-il-le-1er-mai_1272058) [consulté le 24 juin 2016].

<sup>437</sup> APTER David, SAICH Tony, *op. cit.*, p. 4.

Nous nous autorisons également de cette démarche avec le renfort d'observations empiriques d'Yves Pourcher qui rejoignent la tentative de définition proposée par David Apter et Tony Saich : « [...] *le meeting parle, mais il révèle aussi bien autre chose : le présent en termes de revanche, l'avenir en termes de promesse, vision d'un édifice à construire du plus beau et plus grand*<sup>438</sup> ».

Parmi les « outils » dont dispose le·la locuteur·rice pour donner à son discours sa pleine dimension logocentrique, les références à la transcendance politique occupent, comme nous allons le voir, une place prépondérante.

En ce sens, elles participent pleinement à la mise en œuvre du rituel que constitue le discours de meeting électoral : « *la dimension religieuse de ces cérémonies qui renvoient les une et les autres à une transcendance (la Nation, le Peuple, la classe ouvrière) : transcendance évoquée dans le discours des officiants ou par le jeu des symboles utilisés*<sup>439</sup> » nous dit ainsi Marc Abelès.

Le travail que nous proposons de réaliser ici est d'observer les marques de la transcendance dans le discours de meeting électoral à partir de la mise en évidence d'un certain nombre de lieux discursifs classiques.

Pour ce faire, nous allons procéder à une première recherche d'antonomasies du nom commun, c'est-à-dire de noms communs orthographiés comme des noms propres avec une majuscule en début de mot, dans le dictionnaire de formes proposé par *Lexico 3*<sup>440</sup>.

Sur un total de 25 623 formes graphiques différentes relevées dans notre corpus, on relève les occurrences suivantes :

---

<sup>438</sup> POURCHER Yves, *art. cit.*, p. 78.

<sup>439</sup> ABELES Marc, *art. cit.*, p. 133.

<sup>440</sup> Nous avons naturellement exclu de cette recherche les discours que nous avons nous-mêmes transcrits.

Forme	Occurrences	Forme	Occurrences
République	777	Résistance	33
État	323	Dieu	28
Gauche	210	Peuple	22
Europe	160	Révolution	16
Nation	139	Travailleuses	12
Droite	103	Travailleurs	12
Éducation	37	Systeme	10

S'agissant d'un corpus de relevés de textes « indigènes » (et non de retranscriptions réalisées pour les besoins de cette étude), la forme dans laquelle les termes ont été initialement écrits a été préservée.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'ignorer que certains termes agissent comme des topiques<sup>441</sup> du discours politique, et peuvent être orthographiés avec ou sans majuscule, sans que cela n'influe sur leur vocation : ainsi le lieu discursif usuel des « travailleurs » est présent cinq-cent-quatre-vingt-cinq fois dans notre corpus, mais il est seulement douze fois introduit par une majuscule.

C'est pourtant bien sur les formes orthographiées avec une majuscule que nous proposons de concentrer notre regard dans un premier temps. En effet, que la convention orthographique ait été ou non respectée dans les textes faisant ici l'objet de notre étude n'est en fait pas déterminant. L'usage d'une majuscule pour un nom commun témoignant dans tous les cas de la volonté du responsable de cette production textuelle<sup>442</sup> d'indiquer le sens particulier d'un mot, de marquer sa déférence et d'y faire référence à ce titre.

Pour résumer, nous pouvons dire que tous les termes agissants comme des « totems » dans les discours étudiés ne figurent pas dans ce tableau, mais que tous les noms communs orthographiés avec une majuscule sont bien destinés à agir en tant que tels, et de ce fait peuvent être observés comme une référence à une forme de « transcendance », objet initial de notre intérêt dans cette partie.

#### a. « France », « Français » : la promesse d'un avenir meilleur ?

---

<sup>441</sup> AMOSSY Ruth. *L'argumentation dans le discours*. Paris : Armand Colin, 2010, p. 94.

<sup>442</sup> Nous amalgamons ici le·la garant·e du discours (c'est-à-dire le·la candidat·e) et son·sa rédacteur·rice. C'est une limite théorique à ce travail, dont nous convenons et qui se justifie par le fait que nous considérons que ces discours mis en ligne n'ont dans tous les cas de figure qu'un seul responsable effectif : le·la candidat·e.

Comment s'en étonner ? Avec 2 812 occurrences, la figure de la transcendance la plus fréquemment évoquée dans notre texte est bien la « *France* ». Il ne s'agit évidemment pas d'un nom commun, mais il nous a semblé néanmoins intéressant de la rapprocher de notre présent examen, car elle nous semble être une marque du rituel à rapprocher d'autres formes.

Évidemment, cela tient d'abord à prévalence de la formule consacrée « *Vive La France* », véritable routine<sup>443</sup> au sens proposé par Florian Coulmas, par laquelle bon nombre de candidat·e·s terminent leurs meetings.

Mais au-delà de cet usage, nous observons chez bon nombre de nos locuteur·rice·s, un véritable appel à une France mythifiée, personnifiée, prenant à l'occasion l'apparence d'une promesse d'un avenir meilleur.

C'est ce que montrent les cinq exemples ci-après :

*« Il faut retrouver confiance en la France<sup>444</sup> ».*

*« Je vous le disais tout à l'heure, je crois en la France. Je crois en une France réconciliée avec elle-même. Je crois en une France débarrassée des idéologies du passé qui font s'affronter les hommes en de stériles querelles. Je crois en une France fière des combats qu'elle mène dans le monde au service de ses idéaux. Je crois en une*

---

<sup>443</sup> COULMAS Florian. *Conversational Routine: Explorations in Standardized Communication Situations an Prepatterned Speech*, La Haye : Walter de Gruyter, 1981, 343 pages.

<sup>444</sup> [02.04.18] – [Jean-Pierre Chevènement] – Paris.

*France qui se projette et qui se bat, en une France<sup>445</sup> qui travaille, en une France solidaire, en une France généreuse<sup>446</sup> ».*

*« La France plus juste que je veux, c'est d'abord celle du plein - emploi<sup>447</sup> ».*

*« Je sais qu'elle est possible, qu'elle est là à portée de main, qu'elle dépend de nous et que nous avons le devoir de la réaliser, tout simplement parce que la France en a besoin, parce que la France ne veut pas se replonger dans l'ombre. La France veut la lumière, la France veut l'espérance, la France veut l'horizon, la France veut se redresser, la France veut croire en son avenir, la France a confiance en elle<sup>448</sup> ».*

*« Pour faire face, la France doit être soudée, la France doit être unie, la France doit se rassembler<sup>449</sup> ».*

Nous pouvons observer d'ailleurs la récurrence de la forme anaphorique (au sens rhétorique<sup>450</sup>), qui vient encore, par la répétition, renforcer la dimension rituelle de la référence à la France.

L'examen par locuteur et locutrice montre que le terme « *France* » est très largement suremployé par Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, en partie en raison de l'utilisation récurrente de formes anaphoriques telles que présentées ci-dessus, et très nettement sous-

---

<sup>445</sup> Remarquons ici que le suremploi de l'article indéfini contenant dans « une France » par Jacques Chirac a déjà été relevé par Jean-Marc Leblanc comme la marque d'un lexique de l'instauration plutôt que de la reconstruction. LEBLANC Jean-Marc, *op. cit.*, p. 605.

<sup>446</sup> [02.04.16] – [Jacques Chirac] – Ajaccio.

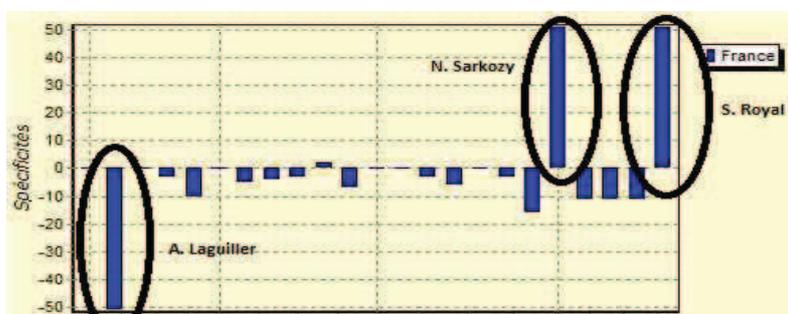
<sup>447</sup> [02.04.13] – [Lionel Jospin] – Lens.

<sup>448</sup> [07.04.27] – [Ségolène Royal] – Lyon.

<sup>449</sup> [12.05.01] – [Nicolas Sarkozy] – Paris.

<sup>450</sup> FONTANIER Pierre. *Les Figures du discours*. Paris : Flammarion, 1977, 505 pages.

employé par Arlette Laguiller, dont on a déjà signalé que les indices locatifs et temporels étaient également relativement sous-employés.



Calcul de spécificités pour le terme

« France », partition par locuteur·rice avec *Lexico 3*

Quant au terme « Français », il est plutôt caractéristique de la droite républicaine : suremployé par Jacques Chirac en 2002, puis par Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Chez Jacques Chirac, il est à mettre en parallèle avec la prévalence du terme « État ». La relation entre un « État » et des « Français » étant la représentation du lien politique idéal désiré par Jacques Chirac, telle que synthétisée dans ces deux réalisations extraites du corpus.

« Les Français ont plus que jamais besoin de l'État.<sup>451</sup> »

« L'État doit exercer son autorité, remplir ses missions fondamentales, mobiliser ses moyens au service des initiatives des Français et de leurs collectivités.<sup>452</sup> »

#### b. « Françaises » : Robert Hue, seul candidat attentif aux stéréotypes de sexe ?

Nous avons enfin relevé les occurrences du terme « Françaises », qui n'apparaît que 44 fois dans notre corpus, mais dont les réalisations nous ont semblé suffisamment saillantes pour être ici mentionnées.

<sup>451</sup> [02.04.09] – [Jacques Chirac] – Poitiers.

<sup>452</sup> [02.04.10] – [Jacques Chirac] – Rouen

En effet, un seul locuteur, Robert Hue, semble avoir pris comme règle d'énonciation de parler à chaque fois des « *Françaises et des Français* », plutôt que des « *Français* » seulement, comme le font tous·tes les autres candidat·e·s. Il est responsable de quinze occurrences sur les quarante-quatre relevées.



Calcul de spécificités pour les termes

« France », « Français » « Française », partition par locuteur·rice avec *Lexico 3*

Cette systématisation du doublage par la forme féminisée, semble particulièrement inscrite dans sa candidature spécifique puisqu'il est également avec Arlette Laguiller et son fameux « *Travailleurs, Travailleuses* », l'un des rares candidat·e·s à faire usage dans la version écrite de ses discours, d'une formule d'adresse tenant compte d'une volonté inclusive pour les noms communs, contenue par la présence fréquente du tiret, à l'image de « *cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades*<sup>453</sup> ».

De la même manière, il prend presque à chaque fois la peine de mentionner les formes féminines et masculines des rôles sociaux qu'il mobilise :

« *Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'une majorité de citoyennes et de citoyens en soit venue à penser qu'il n'y avait pas de*

<sup>453</sup> Voir par exemple [02.04.12] – [Robert Hue] – Paris.

*différence notable entre les deux principaux protagonistes de la conquête de l'Élysée ?<sup>454</sup> »*

*« Je n'ai vraiment pas envie de "faire la morale" à celles et ceux qui sont tentés par de tels comportements. Encore une fois, ils et elles ne manifestent pas ainsi un coupable désintérêt à l'égard de la politique en général, de l'élection présidentielle en particulier<sup>455</sup> ».*

*« Non, les Françaises et les Français ne sont pas indifférents à l'élection présidentielle<sup>456</sup> ».*

Sauf en cas de rares exceptions : par « oubli » ponctuel de la règle qu'il s'est lui-même fixée ? Parce qu'en l'espèce « *ils et elles ont raison* » est plus difficile à prononcer ?

*« Les Françaises et les Français le lui reprochent : ils ont raison<sup>457</sup> ».*

Il semble en tout cas que nous sommes bien là en face d'une pratique propre à la candidature de Robert Hue dès 2002, et qui ne relève pas d'une règle d'énonciation émise par le Parti dont il est le candidat. Cette attention au doublage par les formes masculines et féminines des fonctions sociales n'est pas présente pour les autres candidat·e·s du Parti Communiste lors des autres élections présidentielles étudiées et vise sans doute à faire vivre discursivement l'égalité entre les femmes et les hommes<sup>458</sup>. Ainsi, cette pratique n'a pas été reprise par la candidate du Parti Communiste en 2007, Marie-Georges Buffet, en tout cas pas dans le seul discours constitutif de notre corpus, ni par Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche, représentant notamment le Parti Communiste, en 2012.

---

<sup>454</sup> [02.04.12] – [Robert Hue] – Paris.

<sup>455</sup> [02.04.12] – [Robert Hue] – Paris.

<sup>456</sup> [02.04.17] – [Robert Hue] – Lille.

<sup>457</sup> [02.04.17] – [Robert Hue] – Lille.

<sup>458</sup> À l'instar de nos propres motivations dans le cadre de ce travail de recherche.

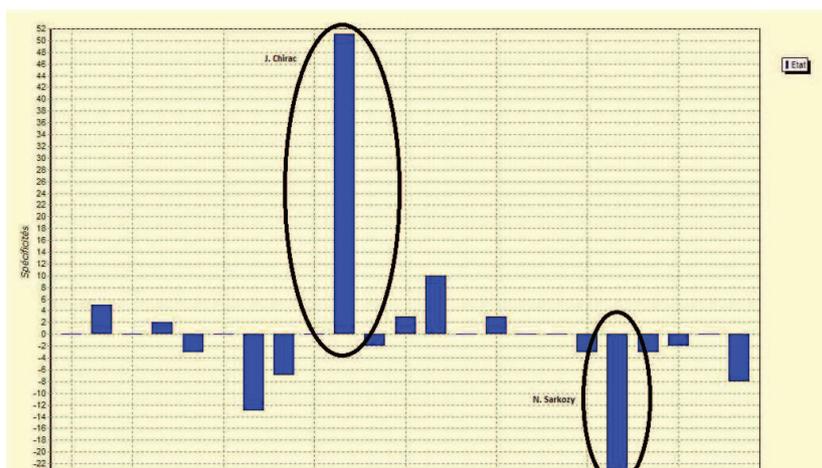
c. « Nation », « État » et « République » : sur la route des totems de la droite républicaine

Dans le trio de tête des antonomases du nom commun les plus fréquentes de notre corpus, figure celle de « République », avec sept-cent-soixante-dix-sept occurrences relevées.

Si le terme « France » fut caractéristique des meetings de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy en 2007, c'est bien celui de « République » qui a émergé en 2012 aussi bien dans les discours de meetings de François Hollande que dans ceux de Nicolas Sarkozy. S'agissant d'une thématique historiquement mobilisée par le Parti Socialiste, nous pouvons nous demander si sa prévalence en 2012 n'indiquait pas une forme de cadrage de la compétition électorale, dans des modalités *a priori* plus favorables, car mieux ancrés historiquement, au candidat socialiste.

Quant au terme « État », dont nous relevons deux-cent-quarante-quatre occurrences dans notre corpus, un locuteur semble y avoir recours dans des proportions sans rapport avec l'ensemble des autres locuteurs et locutrices : Jacques Chirac. Ce dernier a produit cent sept réalisations au total sur notre corpus. Étant le candidat sortant en 2002, nous aurions pu penser que l'invocation de « l'État » comme institution idéale-typique de l'action politique, soit plutôt liée à l'expérience du pouvoir, autant qu'une manière de renvoyer sa propre candidature à un supplément de légitimité, en espérant bénéficier de la fameuse « prime au sortant » occasionné par ce statut.

Il n'en est rien : avec trois occurrences seulement sur l'ensemble de ses discours de meetings, Nicolas Sarkozy, candidat sortant en 2012, semble autant éviter ce terme que son prédécesseur à l'Élysée le chérissait lors de la campagne électorale qui s'est déroulée dix ans auparavant.



Calcul de spécificités pour le terme

« État », partition par locuteur-riche avec *Lexico 3*

Le retour au corpus par l'examen des réalisations vient renforcer le contraste dans le rapport à « L'État » entre ces deux candidats. Le retour aux textes montre que le terme est employé dans des contextes positifs pour Jacques Chirac, tandis qu'il est plutôt exprimé dans un contexte critique, en étant associé au déficit et à l'endettement national, et par une modalisation autonymique<sup>459</sup>, procédé permettant la distanciation, dans l'une des rares fois où il est évoqué par Nicolas Sarkozy.

« *Je veux un État fort, décidé à assumer pleinement ses missions*<sup>460</sup> ».

« *Il revient enfin à l'État d'encourager les expériences innovantes*<sup>461</sup> ».

« *Lorsqu'on parle des déficits et de l'endettement de la France, il faut parler "Sécurité sociale", il faut parler "État" et il faut parler "collectivités territoriales"*<sup>462</sup> ».

<sup>459</sup> AUTHIER-REVUZ Jacqueline. *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidences du dire*. Paris : Larousse, 1995, 2 tomes, coll. Sciences du langage, 869 pages.

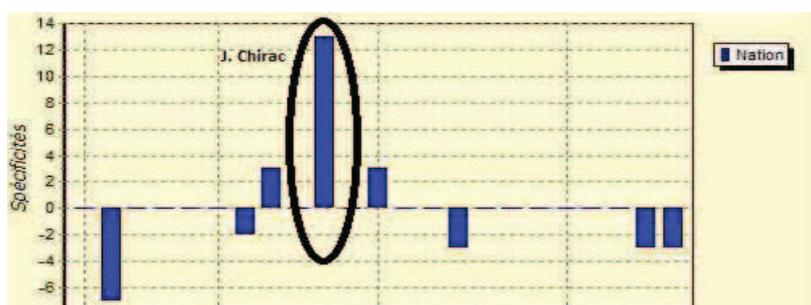
<sup>460</sup> [02.04.09] – [Jacques Chirac] – Poitiers.

<sup>461</sup> [02.04.12] – [Jacques Chirac] – Paris.

<sup>462</sup> [12.04.11] – [Nicolas Sarkozy] – Paris.

Ainsi, il semble clair que « l'État » comme institution idéalisée de l'action politique, est bien une caractéristique propre au discours de meeting électoral développé par Jacques Chirac en 2002. Rappelons-le si nécessaire : « l'autorité restaurée de l'état » est un corollaire à la campagne sur la sécurité menée par Jacques Chirac en 2002.

De la même manière, la « Nation » (avec un grand N) est un terme caractéristique à la candidature de Jacques Chirac.



Calcul de spécificités pour le terme « Nation », partition par locuteur·rice avec *Lexico 3*

Ce dernier voit la Nation comme l'instance supérieure qui vient légitimer l'action de l'État.

« *La Nation et l'État doivent reprendre toute leur place, fixer le cap, donner plus de sens et d'unité à l'action*<sup>463</sup> ».

« *L'État est le bras de la Nation*<sup>464</sup> ».

« Nation » et « État » pour Jacques Chirac, « France » et « République » pour Nicolas Sarkozy<sup>465</sup>. La rupture qu'a voulu incarner Nicolas Sarkozy en 2007 semble aussi s'observer dans la différence entre les « transcendances politiques » convoquées préférentiellement par ces deux locuteurs à l'occasion de leurs candidatures à l'élection présidentielle.

<sup>463</sup> [02.04.18] – [Jacques Chirac] – Lille.

<sup>464</sup> [02.04.18] – [Jacques Chirac] – Lille.

<sup>465</sup> Bien que l'examen des contextes montre que Nicolas Sarkozy peut à l'occasion en appeler lui aussi à la « Nation ».

d. « *Gauche* » contre « *Droite* » : une mise en récit caractéristique de François Hollande ?

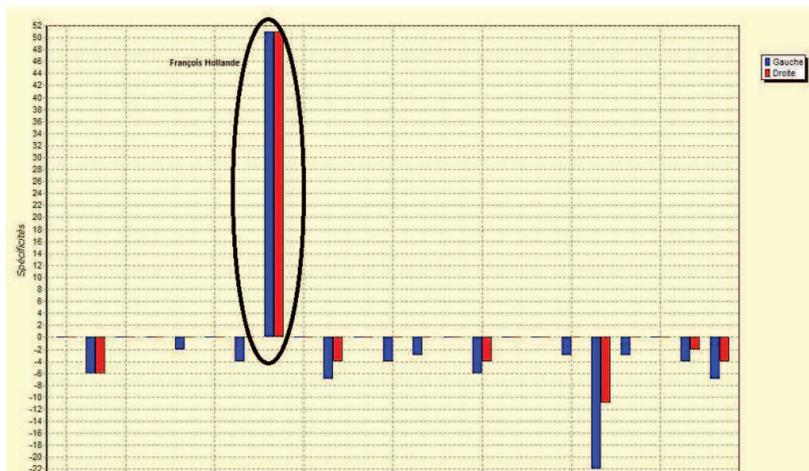
Intéressons-nous maintenant à d'autres formes de lieux discursifs caractéristiques du discours électoral, avec les termes « *Gauche* » et « *Droite* » orthographiés avec une majuscule, selon le même principe que celui préalablement énoncé.

Observons tout d'abord l'important écart de fréquence d'emplois sur notre corpus entre ces deux termes. Nous pouvons relever deux-cent-dix occurrences de « *Gauche* », pour moitié moins d'occurrences de « *Droite* » (cent-trois seulement). L'ajout des formes plurielles et de celles où la majuscule a été remplacée par une minuscule confirme cet écart d'emplois : sept-cent-soixante-seize emplois de « *gauche* » ou « *gauches* », quatre-cent-soixante-dix emplois de « *droite* » ou « *droites*<sup>466</sup> »;

L'examen des formes par locuteur et locutrice témoigne d'un usage important de la forme « majusculisée » chez François Hollande lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

---

<sup>466</sup> Bien entendu, il existe quelques références correspondantes à « *droite* » pour évoquer la rectitude ou « *gauche* » pour évoquer la maladresse, mais celles-ci semblent extrêmement marginales au sein de notre corpus.



Calcul de spécificités pour les termes

« Gauche » et « Droite », partition par locuteur-riche avec *Lexico 3*

Pour comprendre le net suremploi de ces formes par François Hollande, il faut en revenir en corpus.

*« Le risque principal, c'est que la Droite puisse rester 5 ans de plus au pouvoir<sup>467</sup> ».*

*« Toujours dans l'histoire c'est la Gauche qui a été capable de sortir le pays de l'épreuve dans laquelle la Droite l'avait hélas placé<sup>468</sup> ».*

*« La Droite pendant des décennies a pu cumuler toutes les responsabilités, mais la Gauche non<sup>469</sup> ».*

*« Mais je n'accepterai pas que la Droite ou le candidat sortant, ce qui revient au même<sup>470</sup> ».*

L'examen des réalisations en corpus, dont nous avons reproduit ici quelques illustrations, témoigne de la volonté de François Hollande de polariser la compétition électorale sous la

<sup>467</sup> [12.05.03] – [François Hollande] – Toulouse.

<sup>468</sup> [12.04.20] – [François Hollande] – Charleville.

<sup>469</sup> [12.04.19] – [François Hollande] – Cernon.

<sup>470</sup> [12.05.01] – [François Hollande] – Nevers.

forme d'un affrontement « Gauche » / « Droite », qui tirerait ses sources dans une profondeur historico-politique dépassant largement le cadre de l'élection présidentielle de 2012.

Par cette référence, il réactive le rituel d'affrontement en des termes qui lui permettent de mobiliser largement au-delà de son parti, comme nous pouvons l'observer dans la réalisation ci-après :

*« Mais la différence entre les autres candidats de Gauche que je respecte et ce que je porte comme candidat de rassemblement dès le premier tour , c'est que je suis le seul capable d'être au second tour , de battre la Droite et de porter une espérance de changement !<sup>471</sup> »*

Il peut ainsi réactiver la dimension polémique, sans avoir à citer nommément son adversaire. Ce recadrage des enjeux de la compétition électorale est d'ailleurs observable dans d'autres procédés : François Hollande a par exemple usé de la périphrase « *le candidat sortant* » pour désigner Nicolas Sarkozy tout au long de la campagne.

La « dénaturalisation » des termes du débat est ici étonnante, car on a vu en plusieurs reprises que les formes naturalisées avaient la préférence des formations majoritaires (notamment au sujet des formules d'adresses). Cette forme de représentation de l'affrontement électoral est d'autant plus saillante que Nicolas Sarkozy préfère justement une description naturalisée et mythifiée de la compétition électorale, et qui se retrouve bien attestée par cette réalisation.

*« Je veux parler au peuple de France, pas à la Gauche, pas à la Droite<sup>472</sup> ».*

---

<sup>471</sup> [12.04.20] – [François Hollande] – Charleville.

<sup>472</sup> [12.04.15] – [Nicolas Sarkozy] – Paris.

Cette dénaturalisation de l'enjeu politique par François Hollande témoigne sans doute de sa volonté de se présenter comme un outsider face au candidat sortant.

e. « *Patrie* » et « *Travailleurs* » : totems de Jean-Marie Le Pen et d'Arlette Laguiller

Présents dans notre corpus dans des proportions similaires (onze occurrences de « *Patrie* », douze de « *travailleurs* » et autant de « *travailleuses* »), ces termes sont clairement associés à certain·e·s locuteur·rice·s spécifiques.

Le terme de « *Patrie* » orthographié avec une majuscule est particulièrement le fait de Jean-Marie Le Pen lors des campagnes pour l'élection présidentielle de 2002 et de 2007, dans des contextes qui montrent bien qu'il y fait référence en tant que figure de la transcendance de son discours politique.

*« L'amour de la Patrie, et c'est vrai aussi bien pour Philippe que pour Nicolas, ça ne se proclame pas, ça se prouve<sup>473</sup> ».*

*« L'amour de la Patrie, c'est le cœur de la fonction présidentielle<sup>474</sup> » ;*

De la même manière, le vocable « *Travailleurs* » est clairement suremployé par Arlette Laguiller. À la fois dans sa formule d'adresse « *Travailleurs, Travailleuses* », mais aussi à un certain nombre de reprises dans ses discours.

*« Voilà qui sont les travailleuses et les travailleurs. Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays. La société repose tout entière sur nous, les travailleurs ; c'est nous qui*

---

<sup>473</sup> [07.04.15] – Jean Marie Le Pen – Paris.

<sup>474</sup> [07.04.15] – Jean Marie Le Pen – Paris.

*produisons tout et qui faisons vivre et fonctionner toute la société, mais ce n'est pas nous qui profitons de ce que nous faisons.*<sup>475</sup> »

### III. Un détour narratif : schémas actanciels et avatars d'actant-e-s

Pour Philippe Braud, « *l'institution Président de la République [...] relève de la catégorie des "constructions symboliques"*<sup>476</sup> ». Il associe la campagne présidentielle aux mythes des héros et des héroïnes. Le-La premier-ère de ces héro-ïne-s, c'est bien sûr le-la candidat-e présidentiable, qui doit se mouler dans les habits présidentiels pour en adopter la posture et la stature, afin de convaincre les électeurs et électrices de voter pour lui-elle, de lui donner le pouvoir d'accéder à la fonction présidentielle.

À ce titre, la campagne constitue un terreau fertile pour ce qu'il appelle « *la réactivation des mythes d'héroïsation* », puisque l'élection est un temps à la fois puissant et fragile pour les citoyennes et les citoyens. Il vise en particulier « *le mythe du sauveur* »<sup>477</sup>. Il évoque trois éléments qui se retrouvent à la fois dans ces mythes et dans l'élection présidentielle : l'auteur parle d'abord d'une « *situation réintensificatrice d'aspirations élémentaires* » grâce à l'utilisation de l'imaginaire notamment : « *quête de sécurité (physique ou économique), désirs d'espérer (un avenir meilleur, un élargissement des perspectives...), plaisir de se donner (à) un leader, etc.* » ; il évoque ensuite la relation particulière entre les électeurs et électrices et celui ou celles qu'ils et elles choisiront, cette « *personnalité exceptionnelle* », qui sort du cadre par ses qualités et ses compétences et qui sera amenée à diriger et rassurer ses concitoyennes et concitoyens ; il termine enfin en faisant référence au processus « *d'identification valorisante* » pour le-la citoyen-ne qui est amené-e, par le choix figurant sur son bulletin de vote, à participer symboliquement au travail du héros ou de l'héroïne puisqu'il ou elle lui donne la possibilité de l'effectuer.

---

<sup>475</sup> [02.04.14] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>476</sup> BRAUD Philippe, *art. cit.*, p. 377.

<sup>477</sup> Voir GIRARDET Raoul. *Mythes et mythologies politiques*. Paris : Le Seuil, 1986, 210 pages.

## a. Le schéma actanciel comme révélateur de lieux discursifs

Aussi, pour aller plus loin dans la mise en évidence de ces lieux discursifs, le recours à la mise en évidence de schémas actanciels nous semble utile.

Nous parlons bien de schémas actanciels<sup>478</sup>, au sens greimassien, destinés à mettre en évidence les forces et les dynamiques en présence dans nos discours et par là à faire état de lieux discursifs du discours de meeting pour l'élection présidentielle, et pas de schémas narratifs.

À aucun moment nous ne pouvons considérer ces discours comme des « récits ». D'abord, parce qu'il convient de se dégager immédiatement de la dimension fictionnelle usuellement rattachée à ce terme : ces discours visent bien à agir et à transformer le « réel » en prenant appui sur du discursif et du symbolique. Mais aussi parce que d'un point de vue plus scientifique, les propriétés formelles du récit ne sont pas présentes dans nos discours.

Dans une perspective d'analyse du discours telle que proposée par Dominique Maingueneau, il faut en effet que trois conditions<sup>479</sup> soient réunies pour que l'on puisse effectivement parler d'un récit.

D'abord, il faut « *une succession temporelle d'actions* ». Ça n'est pas le cas dans nos discours, qui correspondent davantage à une représentation située de l'organisation de la société et à la présentation d'un projet, en l'occurrence politique, plutôt qu'à un acte de narration présentant un enchaînement d'actions.

Ensuite, « *une transformation de certaines propriétés initiales des actants* » est nécessaire. Comme nous le verrons, cette condition nous semble être bien remplie. L'observation des

---

<sup>478</sup> GREIMAS Julien A., *Éléments pour une théorie de l'interprétation du récit mythique*, *Communications*, 1966, Vol. n° 8, pp. 28-59.

<sup>479</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique, *op.cit.*

différentes mutations des actant·e·s que chacun·e des locuteur·rice·s tente d'opérer progressivement dans son discours au travers de ce que nous appelons les « *figures des actant·e·s* » nous semble être particulièrement intéressante.

Enfin, une « *mise en intrigue* » doit être identifiable. Là encore, cette notion nous semble pouvoir être rapprochée de la notion de « discours logocentrique » telle qu'évoquée précédemment et qui rappelle selon David Apter et Tony Saich à : « *susciter des projections constituées sur la base d'une définition doctrinale de la nécessité, qui met en place ses propres règles et principes théoriques, au service desquels il développe sa propre logique*<sup>480</sup> ».

Absence de succession temporelle d'actions : c'est peut-être la principale différence entre le « récit » tel qu'évoqué par la narratologie et le *storytelling* tel que pratiqué par les professionnel·le·s de la communication politique. En ce sens, nous ne pouvons pas véritablement parler d'une mise en récit du politique, mais plutôt d'un recours à une succession « d'avatars d'actant·e·s » dans le discours électoral.

Tentons donc de faire ressortir les schémas actanciels à l'œuvre dans quelques-uns des discours de meeting, en essayant tout d'abord de faire ressortir une forme canonisée.

Schématiquement, l'élection présidentielle se déroule au travers d'une campagne électorale (quête). Elle engage un·e candidat·e (sujet·te), qui désire emporter la « victoire électorale » (Objet) qui se traduira par son élection à la Présidence de la République, ou plus simplement qui désire atteindre son « objectif électoral » (Objet).

Ce dernier point demande à être précisé. En effet, dans un scrutin qui offre une grande visibilité médiatique et politique pendant plusieurs mois, il n'est pas rare que des candidat·e·s, ou des formations politiques s'engagent pour atteindre un

---

<sup>480</sup> APTER David, SAICH Tony, *op. cit.*, p. 4.

« objectif électoral », leur permettant de « peser » sur la vie politique, d'exposer leurs idées ou encore de gagner en notoriété, plutôt que pour emporter la « victoire électorale », privilège réservé aux « grandes » formations politiques.

Qu'est-ce qui peut tenir lieu « d'objectif électoral » ? C'est en général aux partis politiques et aux candidat-e-s de le dire. Réitérer en 2012 l'exploit des 18 % de 2007 pour François Bayrou, s'imposer comme « le troisième parti de France » pour le Front National en 2012 : il y a souvent autant d'objectifs électoraux que de candidat-e-s. On notera cependant que l'objectif électoral est rarement situé en deçà des 5 % des suffrages, seuil minimal pour que les frais de campagne puissent être remboursés.

Il survient même que la définition de l'objectif électoral initialement énoncé évolue au fil des mois. De ce point de vue, l'exemple offert par Jean-Luc Mélenchon en 2012 est emblématique. Candidat du Front de Gauche dès 2011, ce dernier avait régulièrement évoqué publiquement son objectif électoral dans les mois précédant le premier tour de l'élection présidentielle : être au-delà des 10 %. C'est ainsi qu'il avait déclaré son objectif dès janvier 2011, à l'occasion de son premier discours de candidat désigné par le Parti Communiste, dans une formulation périphrastique: « *entrer avec un score à 2 chiffres à la présidentielle.*<sup>481</sup> »

Crédité de 10 % des intentions de vote par différents instituts de sondage dès le 10 mars 2012<sup>482</sup>, Jean-Luc Mélenchon va dans les derniers jours de la campagne faire état d'un nouvel objectif « *être devant le Front National au 1<sup>er</sup> tour*<sup>483</sup> », objectif sur lequel il va tenter de rassembler.

---

<sup>481</sup> Rapportés par MANO Jean-Luc. *Les phrases-chocs de la campagne présidentielle*. Paris : JC GAWSEWITCH, 2012, p. 39.

<sup>482</sup> CSA pour BFM TV/RMC/20 Minutes/CSC enquête 5 mars 2012 ou TNS Sofres le 12 mars 2012.

<sup>483</sup> « *Passer devant le Front National serait une étape immense* » dit Jean-Luc Mélenchon [Ressource électronique]. TF1.fr. France. Disponible sur : <http://lci.tf1.fr/videos/elections-presidentielles/passer-devant-le-front-national-serait-une-etape-immense-dit-7098031.html> [consulté le 24 juin 2016].

Obtenant un résultat de 11,13 % à l'issue du premier tour, mais placé loin derrière la candidate du Front National à 18,01 % des suffrages, Jean-Luc Mélenchon aura concouru à transformer une réussite objective, dépassant nettement les 10 %, score jamais atteint par aucune formation politique située à la gauche du Parti Socialiste depuis 1981<sup>484</sup>, en un échec relatif.

« Le·La candidat·e » comme sujet·te, « la campagne électorale » comme quête, « l'objectif électoral » comme objet : voici les 3 éléments que nous retrouvons sur l'axe du « vouloir » de notre schéma actanciel.

Sur l'axe du « pouvoir », destiné à faire état des forces en faveur et en défaveur du candidat ou de la candidate, nous retrouvons « les soutiens » comme adjuvant·e·s. Il peut s'agir du parti dont le candidat ou la candidate est issu·e, de personnalités qui vont s'engager en sa faveur, de militant·e·s qui vont soutenir le·la candidat·e au travers de différents actes de campagne (distribution de tracts, porte-à-porte), des sympathisant·e·s qui par leurs échanges avec leur entourage vont tenter de glaner quelques voix pour le·la candidat·e qu'il·elle·s soutiennent. La décision des électeur·rice·s marquant la fin de la quête, ceux·celles-ci ne peuvent être véritablement considéré·e·s comme « adjuvant·e·s » (ni d'ailleurs comme opposant·e·s) au sein de notre schéma actanciel.

Concernant une compétition électorale, les opposant·e·s sont rapidement identifiables : il s'agit des « autres candidat·e·s » engagé·e·s dans la campagne électorale. Enfin, destinateur·rice·s et destinataires sont identifiables.

Les destinateur·rice·s correspondent à la formation politique dont le·la candidat·e est issu·e. Nous n'observons pas dans les faits de candidatures non légitimées par une formation politique, fût-elle groupusculaire ; il s'agit là d'un impératif, ne serait-ce que pour pouvoir établir un budget de campagne.

---

<sup>484</sup> Georges Marchais, candidat du parti communiste à 15,85 % à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle de 1981.

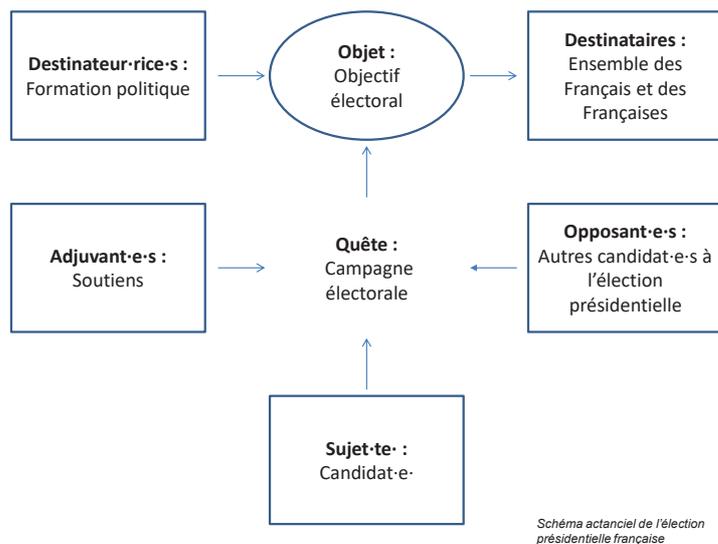
En outre, nous parlons ici de « formation politique » et non de partis politiques pour maintenir l'équivoque sur les modalités de désignation, et notamment sur celles, nouvelles, des primaires qui viennent précisément élargir l'assiette des personnes qui désignent le candidat ou la candidate d'une formation politique, et par là transformer le-la destinataire canonique : un·e candidat·e n'est plus désigné·e par un parti, mais par des « partisan·e·s ». Comme nous le verrons au travers de l'examen du schéma actanciel d'un discours de meeting de François Hollande, cette évolution est importante : le candidat se faisant fort de rappeler régulièrement ce-tte nouveau-elle destinataire par un « vous » équivoque<sup>485</sup>.

Enfin, le destinataire correspond à l'ensemble des Français et des Françaises. Une fois élu·e, le-la candidat·e devient Président·e ; il-elle n'est plus le-la représentant·e d'un appareil politique ou d'une fraction de la population, mais doit gouverner dans l'intérêt de tous les Français et les Françaises.

Ainsi présenté, le schéma actanciel générique d'une campagne présidentielle peut être synthétisé sous cette forme :

---

<sup>485</sup> « *J'ai reçu de vous – c'était au mois d'octobre dernier – une mission. Je m'y tiens* » – [15.04.12] – [François Hollande] – Vincennes.



Comme nous allons le voir, ce schéma actanciel canonisé ne va jamais être investi de la même manière par les candidat·e·s. Plus encore, chacun·e des locuteur·rice·s va au fil de son discours tenter de faire muter les différent·e·s actant·e·s en autant « d'avatars », en des termes qui lui sembleront se prêter davantage à une meilleure présentation de soi, à un meilleur ethos.

Pour ce faire, nous avons souhaité nous concentrer sur deux exemples. Ceux-ci ont été choisis à force de fréquentation empirique de notre corpus, et parce qu'ils nous semblaient intuitivement être particulièrement révélateurs de la manière dont certains discours de meeting électoral empruntent aux techniques de la narrativité et du storytelling.

Le premier exemple porte sur le discours de meeting de François Hollande à Vincennes le 15 avril 2012, à quelques jours du premier tour du scrutin. Comme nous allons le voir, celui-ci se caractérise par le très grand nombre de figures convoquées en tant qu'actant·e·s au fil du discours.

La seconde illustration est le discours de Marine Le Pen à Merdrignac le 20 avril 2012 à deux jours du scrutin. Celui-ci met en scène de manière particulièrement probante l'idée d'un

affrontement irréductible entre une série de catégories socioprofessionnelles françaises, enrôlées par le discours en tant qu'adjuvantes, et une série d'institutions françaises et internationales désignées comme opposantes.

b. Étude de cas 1 : schéma actanciel du discours de meeting de François Hollande à Vincennes, le 15 avril 2012.

Ce meeting, le dernier en région parisienne, se tient à 12 h 30 le dimanche qui précède le premier tour de l'élection présidentielle. Il se tient dans un espace public, sur l'esplanade du Château de Vincennes, près de Paris, où se sont pressées plus de 100 000 personnes. Au même moment, se tient à quelques kilomètres de là le meeting de Nicolas Sarkozy, en plein air lui aussi, sur la place de la Concorde à Paris. La presse évoque une « *guerre des meetings* » pour parler de la simultanéité de ces deux événements, le traitement médiatique à l'issue de ces manifestations ayant notamment porté sur la question routinière<sup>486</sup> « *Qui a gagné la guerre des meetings ?*<sup>487</sup> »

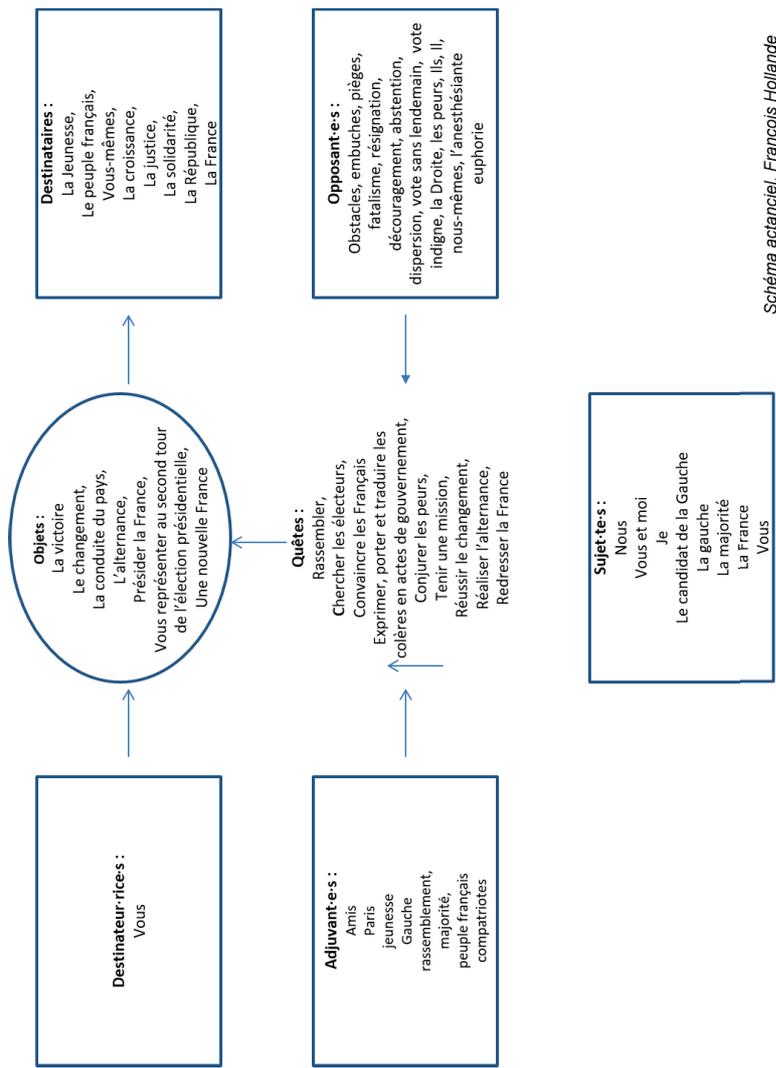
Pour mettre en évidence le schéma actanciel dans ce discours, signalé par la mention [15.04.15] – [François Hollande] – Vincennes dans notre corpus, nous avons procédé à une

---

<sup>486</sup> Recadrant les événements politiques sous la forme de la métaphore de la course de chevaux : “*For journalists, the horse-race metaphor provides a framework for analysis. A horse is judged not by its own absolute speed or skill, but rather by its comparison to the speed of other horses, and especially by its wins and losses*” Anthony C. BROH, *Horse Race Journalism: Reporting the Polls in the 1976 Election, Public opinion quarterly*, n° 44, p. 29.

<sup>487</sup> V. DE CABARRUS Thierry, « Meetings de Vincennes vs La Concorde : comment Hollande a écrasé Sarkozy » [Ressource électronique]. *Le Nouvel Obs*, 16 avril 2012, disponible sur : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/525006-vincennes-vs-concorde-comment-hollande-a-ecrase-sarkozy.html> [consulté le 25 juin 2016].

lecture linéaire, recensant dans l'ordre chronologique les avatars des actant·e·s, au fur et à mesure de leur apparition dans le discours, en numérotant les paragraphes.



*Schéma actanciel, François Hollande  
– meeting à Vincennes le 15 avril  
2012*

Nous pouvons observer tout d'abord la très grande pluralité des figures convoquées ; au-delà de l'usage de synonymes, ce sont parfois de véritables mutations qui sont opérées au fil du discours. Ainsi, on observe le recours à différents avatars du·de la sujet·te dans des formes inclusives et collectives d'abord, individuelles ensuite, avant de revenir à des métonymies et à des formes collectives en fin de discours.

Paragraphe 1 :

*« J'imagine demain le bonheur qui pourrait être le nôtre si nous y parvenons, vous et moi, à la victoire, le 6 mai »*

Paragraphe 4 :

*« Jusqu'au bout, je vous le promets, j'irai chercher tous ces électeurs pour les sortir de leur isolement [...] »*

Paragraphe 48 :

*« Donnez-moi la force nécessaire, le 22, pour vous conduire à la victoire le 6 mai ! »*

Nous remarquons également la très grande variété des adjuvant·e·s mobilisé·e·s, dans des formes de plus en plus inclusives depuis les « amis » par lesquels François Hollande démarre son allocution jusqu'au « peuple de France » tout entier qui se voit convoqué comme adjuvant dans cette allocution pour mener François Hollande à la victoire.

Voici leur apparition dans une lecture linéaire de ce discours :

Adresse : Amis :

« *Chers amis* »

Paragraphe 1 : Paris :

« *Nous sommes ici à Paris parce que c'est là, tant de fois, que s'est écrite l'histoire de la France, l'histoire de la République, l'histoire de l'Europe et même l'histoire du monde.* »

Paragraphe 2 : la jeunesse :

« *[...] l'espoir de la jeunesse de France, qui est là et qui nous encourage !* »

Paragraphe 6 : La Gauche :

« *Il me revient, parce que je suis le candidat de la Gauche, de les exprimer, de les porter.* »

Paragraphe 7 : Le rassemblement :

« *La Gauche se rassemblera, tout entière ! Les électeurs le veulent ! Et nous porterons cette exigence de rassemblement.* »

Paragraphe 12 : La majorité :

« *Et cette majorité tranquille, cette majorité confiante, cette majorité décidée à prendre en main la conduite du pays, cette majorité populaire, dimanche prochain, ce sera nous !* »

Paragraphe 13 : Le peuple français :

« *C'est le peuple français qui nous donnera la responsabilité du pays.* »

Paragraphe 16 : Les compatriotes :

« *Mes compatriotes, il faut d'abord venir voter* »

Nous retrouvons également des avatars des opposantes et opposants, ces dernier·ère·s étant sans doute les actant·e·s à être représenté·e·s par le plus grand nombre d'avatars ; il y en a quatorze dans ce meeting, mais on peut établir trois grandes catégories :

- Des figures de l'adversaire : le « candidat sortant », la « droite », « Ils », « Il ». Nicolas Sarkozy n'est jamais cité dans cette allocution, mais désigné à plusieurs reprises par des formulations périphrastiques. Observons qu'aucun·e autre candidat·e n'est désigné·e comme adversaire par François Hollande, même dans des formulations implicites, pas même la candidate du Front National.
- Des figures de l'adversité : « *obstacles* », « *embûches* », « *fatalisme* », « *abstention* », etc. Il s'agit de figures d'oppositions non imputées.
- Des figures de l'intériorité : « *résignation* », « *soi-même* », « *anesthésiante euphorie* ». François Hollande veut enjoindre ces soutiens à ne pas crier victoire trop vite. Il considère la précipitation comme un travers récurrent de la Gauche.

Remarquons que cette très grande diversité des opposant·e·s ou des adjuvant·e·s contraste avec la figure du·de la destinateur·rice ; dans ce texte, le·la destinateur·rice est unique et équivoque : il ou elle est évoqué·e une seule fois par un « *vous* ».

« *J'ai reçu de vous - c'était au mois d'octobre dernier - une mission. Je m'y tiens.* »

Qui est désigné par ce « *vous* » ? Les personnes présentes sur l'esplanade du château de Vincennes ? Les dirigeants et dirigeantes socialistes ? L'ensemble des militantes et des militants ? Sans doute tout cela à la fois, François Hollande amalgamant les électeur·rice·s de la primaire citoyenne aux personnes présentes<sup>488</sup>.

Remarquons également que dans ce discours, le·la destinataire·rice est clairement évoqué·e, mais comme nous allons le voir, c'est loin d'être toujours le cas dans les discours de meeting.

S'agissant de François Hollande, il est possible de penser que de son point de vue les circonstances de sa désignation à l'occasion d'une primaire constituent un argument supplémentaire en faveur de son élection, ce qui explique qu'il ne manque pas, lors de ce meeting important, de les rappeler.

Intéressons-nous maintenant aux destinataires. François Hollande veut bien sûr rappeler que sa victoire appartiendrait au « *peuple français* » dans son ensemble, mais il va également faire état d'autres bénéficiaires : « *vous-mêmes* », désignant par là individuellement chaque électeur et électrice en tentant de mettre en avant le fait que sa victoire aurait un impact sur la vie de chacun et de chacune ; la « *jeunesse* » qui est mentionnée à deux reprises dans ce discours à la fois comme adjuvante, mais aussi comme bénéficiaire si jamais il emportait cette élection ; et un certain nombre d'idéaux politiques qui se verraient en quelque sorte, protégés et raffermissés par sa victoire : la « *croissance* », la « *justice* », la « *solidarité* », mais aussi la « *République* » et la « *France* ». Contrairement aux autres figures des actant·e·s qui sont, comme on l'a vu pour les adjuvant·e·s, disséminées, distillées au fil du discours, les bénéficiaires sont eux·elles davantage regroupé·e·s et énuméré·e·s :

---

<sup>488</sup> Rappelons que le candidat François Hollande a été désigné en 2011 à la suite de primaires citoyennes ouvertes à tous les citoyen·ne·s français·e·s ou européen·ne·s inscrit·e·s sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Pour voter lors de ces primaires, il suffisait de s'acquitter d'une participation au frais d'organisation de 1 € minimum et de signer un document dénommé « charte d'adhésion aux valeurs de la Gauche ».

*« Votez pour vous-mêmes. Votez pour la République. Votez pour la France. »*

*« [...] ouvrir un nouveau chemin pour la croissance, pour la justice, pour la solidarité, pour la jeunesse de France. »*

Enfin, du point de vue de l'objet, mais aussi de la quête en elle-même, il y a là encore nombre d'avatars, qui sont présentés comme autant d'étapes intermédiaires dans sa quête qui se décompose en trois temps de son point de vue :

Quête : rassembler → Objet : Être au second tour

Quête : chercher les électeurs → Objet : Gagner

Quête : présider la France → Objet : Réussir le changement

*« Aujourd'hui, je suis prêt, prêt à vous représenter au second tour de l'élection présidentielle. Prêt à gagner, le 6 mai, et prêt enfin à présider la France. »*

*« Vous m'avez demandé de vous rassembler. C'est fait. De réaliser l'alternance. Ça vient. Et de réussir le changement. C'est demain. »*

Comme nous l'avons vu, il n'est pas rare que certains avatars occupent plusieurs positions au fil de son discours. C'est notamment le cas de la « jeunesse » étant parfois convoquée comme adjuvante, puis comme bénéficiaire, ou encore le cas de « vous » tenant tout à la fois lieu de sujet·te, de bénéficiaire ou d'adjuvant·e. Ces évolutions au fil du discours occasionnent des tournures de phrases étonnantes, destinées à maintenir l'équivoque sur la place qu'il entend assigner à chacun·e de ces actant·e·s. Il est possible d'en relever trois exemples :

Exemple 1 : escamotage du-de la sujet-te entre le temps de la quête et celui de sa finalité

Ici, François Hollande fait passer le-la sujet-te de la quête de la forme plurielle au singulier par l'escamotage du « nous » et le choix d'une formulation équivoque :

*« Aujourd'hui à une semaine du premier tour, nous leur demandons de faire le choix, de nous donner la force nécessaire pour être demain le prochain président de la République. »*

Deux autres formulations auraient pu être syntaxiquement correctes, mais auraient présenté un certain nombre d'inconvénients.

La première aurait contrevenu de manière trop visible à la réalité électorale :

*« De nous donner la force nécessaire pour être demain **LES PROCHAINS PRÉSIDENTS** de la République ».*

La seconde aurait contraint François Hollande à mettre en évidence le principal sujet de ce schéma, à savoir lui-même :

*« De nous donner la force nécessaire pour **QUE JE SOIS** demain le prochain président de la République. »*

Exemple 2 : équivoque entre la quête et sa finalité

Nous observons de la même manière des substitutions de temporalités, François Hollande utilisant le présent pour parler d'une projection :

*« [...] je dois traduire ces colères en actes de gouvernement. C'est ma responsabilité, revendiquée hautement, fièrement, le devoir de présider la France pour la faire avancer. »*

Sortie de son contexte, cette phrase semble être issue du discours d'un·e président·e en exercice plutôt que de celui d'un·e candidat·e.

Exemple 3 : équivoque entre destinataire et adjuvant·e

Il y a encore là une construction grammaticalement étrange, destinée à la fois aux militant·e·s pour leur reconnaître une forme de responsabilité première dans la campagne en cours, mais aussi à l'ensemble des électeur·rice·s pour les appeler à s'engager à leur tour.

*« J'irai chercher tous ces électeurs [...] et pour les appeler, fièrement, à construire leur avenir ensemble avec nous. »*

c. Étude de cas 2 : schéma actanciel du discours de Marine Le Pen à Merdrignac le 20 avril 2012

Le même travail réalisé sur ce discours qui se tient à Merdrignac (en Bretagne), à l'occasion du dernier déplacement de Marine Le Pen, le vendredi 20 avril 2012 à deux jours du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle.

Merdrignac est une ville de moins de trois-mille habitants, placée sur un territoire où le FN progresse régulièrement. Cette localité est aussi idéalement située d'un point de vue symbolique : Merdrignac est au centre de la région bretonne, à la croisée de trois des quatre départements bretons, mais assez éloignée des zones urbaines de Rennes, Saint-Brieuc et Vannes.



Par cette visite, Marine Le Pen choisit de conclure sa campagne sur la thématique de la ruralité : avant le meeting, elle visite l'exploitation laitière bio détenue par Pierre-Marie Launay, lui-même candidat (FN) aux élections législatives dans la circonscription de Loudéac-Lamballe. Puis, elle organise un point presse durant lequel elle indique conclure ce jour son « *cahier de doléances de la ruralité, de l'agriculture et de la pêche* », entamé lors de sa visite au salon de l'agriculture le 2 mars 2012<sup>489</sup>.

Ce discours de meeting est donc le dernier qu'elle prononce durant cette campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2012.

Son discours est référencé [12.04.20] – [Marine Le Pen] – Merdrignac dans notre corpus. Comme pour le précédent, nous avons opéré une lecture linéaire de ce texte, en mettant en évidence les avatars des différent·e·s actant·e·s au fur et à mesure de leur apparition.

---

489

Information qu'elle répète lors de son discours de meeting.

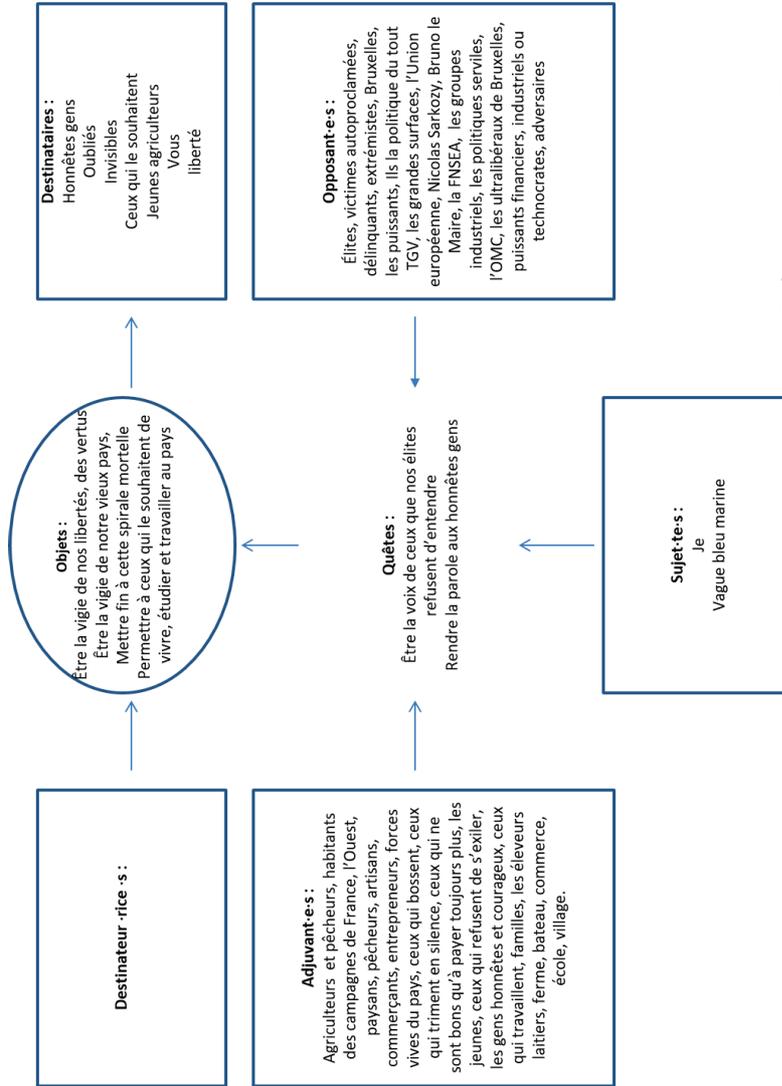


Schéma actanciel, Marine le Pen – meeting à Merdrignac le 20 avril 2012

Nous relevons un grand nombre de différences par rapport au schéma actanciel observé dans le discours de François Hollande, différences qui semblent symptomatiques des discours de Marine Le Pen durant cette campagne.

D'abord, l'absence de destinataire. Jamais Marine Le Pen ne fait état de ceux ou celles qui fondent sa légitimité, tendant à donner l'impression qu'elle ne s'autorise que d'elle-même, confirmant par là la remarque de Philippe Braud : « *de toute évidence, un prétendant à la magistrature suprême se doit d'apparaître comme une personne libre de toutes attaches particulières, de toute dépendance partisane ; il ne s'autorise que de lui-même.* »<sup>490</sup>.

Ensuite, la relative stabilité de l'actant-e « sujet-te » tout au long de son allocution. Chez Marine Le Pen, seul le « Je » peut faire office de sujet-te ; elle est l'unique héroïne de cette quête. Si elle use une fois, en toute fin de son allocution, d'une autre sujette, c'est par une métonymie qui la place une fois encore au centre de l'action « *une vague bleu marine* ».

« *Une vague bleu marine d'une ampleur sans précédent s'apprête à déferler !* »

De la même manière, la quête semble relativement stable ; on n'en repère que deux avatars dans ce discours. Mais nous remarquerons que ces deux formulations ne sont pas équivalentes, Marine Le Pen ambitionnant tout à la fois de « *rendre la parole* » présupposant par là qu'une certaine frange de la population en serait privée, mais également « *d'être la voix* » indiquant par là qu'elle entend jouer un rôle de porte-parole et donc de se voir mandater pour parler au nom d'autres personnes.

Point d'objectif électoral énoncé dans ce discours de Marine Le Pen (contrairement à ce que nous avons pu observer chez François Hollande par exemple), mais des objectifs politiques clairs et assés, qui témoignent à chaque fois d'un manque et d'une situation à préserver pour elle-même et pour celles et ceux qu'elle indique représenter.

---

<sup>490</sup> BRAUD Philippe. La réactivation du mythe présidentiel, *art. cit.*

*« Je veux être la vigie de nos libertés, des vertus que je chéris, la vigie de notre vieux pays qui a encore tant à dire et ne veux plus se soumettre ! »*

*« Je veux mettre fin à cette spirale mortelle ! Je veux donner à ceux qui le souhaitent la possibilité de trouver un emploi dans la région où ils ont grandi, la possibilité d'exercer le métier dont ils rêvent depuis qu'ils sont gosses, la possibilité de léguer leur savoir-faire à ceux qui ont passionnément exercé tout au long de leur vie le métier qu'ils avaient choisi ! Vivre, étudier, travailler au pays, voilà l'espérance que je veux porter et que je défendrai ! »*

Mais ce qui marque le plus dans ce discours, par rapport aux autres discours étudiés, c'est la très grande variété des figures des opposant·e·s et d'adjuvant·e·s.

Les adjuvant·e·s tout d'abord : il n'y en a pas moins de vingt-trois dans ce discours, et certain·e·s comme « *les pêcheurs* » ou « *les artisans* » sont évoqués à plusieurs reprises. Sur cet aspect, une nuance doit être apportée. Il faut distinguer d'une part des adjuvant·e·s immédiat·e·s que nous qualifierons « de rang 1 », évoqué·e·s en tout début d'allocation, comme le montre cet extrait :

*[...] Agriculteurs et pêcheurs, habitants des campagnes de France, vous avez été mes meilleurs soutiens tout au long de cette campagne.»*

Et d'autre part, des adjuvant·e·s de rang 2, les plus nombreux·ses, qui sont plutôt des « victimes » que Marine Le Pen enrôle comme adjuvantes au fil de son discours.

*« Je veux être la voix de ceux que nos élites refusent d'entendre, de ceux que nos élites préfèrent occulter au profit de victimes autoproclamées, de délinquants, d'extrémistes, sur lesquels ils ne*

*cessent de déverser l'argent de ceux qui bossent, de ceux qui triment en silence, de ceux qui ne sont bons qu'à payer toujours plus ! »*

Les opposant·e·s sont également très nombreux·ses. On en recense vingt-et-un au fil de son discours. Là encore, une distinction doit être introduite ; Marine Le Pen différenciant souvent des opposant·e·s que nous pourrions là encore qualifier « de rang 1 », situé·e·s, si l'on ose dire, sur le « front » national, d'opposant·e·s « de rang 2 », présenté·e·s comme les commanditaires véritables de ces opposant·e·s de rang 1 et représenté·e·s par des organisations supranationales.

*« L'Union européenne, avec la complicité du gouvernement de Nicolas Sarkozy, de son ministre Bruno Le Maire et de la FNSEA, les ont jetés en pâture aux grands groupes industriels »*

*« Ces mots repris sans cesse par nos politiques serviles ne sont pas les leurs, ce sont de l'OMC et des ultralibéraux de Bruxelles. »*

Remarquons enfin les nombreuses constructions grammaticales en apposition, entre figures d'opposant·e·s et figures d'adjuvant·e·s. Celles-ci laissent à voir une représentation du social prenant la forme d'une opposition irréductible dans le discours de Marine Le Pen.

*« Bruxelles veut en finir avec nos paysans, avec nos pêcheurs, avec nos artisans, avec nos commerçants, avec nos entrepreneurs, avec tous ceux qui sont les forces vives de ce pays ! »*

*« Éleveurs laitiers, on vous a refusé des prix justes, on a volé le fruit de votre labeur. Vous ruiner ne leur a pas suffi, c'est maintenant à votre liberté qu'ils en veulent ! »*

#### IV. La répétition : la phraséologie comme trace du rituel

La dernière marque du rituel s'observe dans la répétition : répétition d'extraits pour François Bayrou, de paragraphes ou de mouvements argumentatifs chez Nicolas Sarkozy, de pans entiers de discours par Robert Hue ou Arlette Laguiller, usages d'anaphores par presque l'ensemble des candidat·e·s : il n'est pas rare que les candidat·e·s réaffirment dans les mêmes termes une conviction, une idée, une critique, à l'occasion de plusieurs meetings d'une même campagne électorale.

Si cet impératif scénographique tend à ancrer spécifiquement chacun des discours, un procédé particulier doit être signalé : celui de la répétition de pans entiers de discours en deux lieux et en deux dates différentes.

Plusieurs locuteur·rice·s y ont recours dans des proportions différentes : Nicolas Sarkozy, Arlette Laguiller et Robert Hue. Ce type de procédé paraît étonnant dans un contexte où les répétitions discursives sont souvent épinglées par les médias.

De même, la répétition des slogans est aussi le témoignage de la ritualisation. Ainsi, lorsque Nicolas Sarkozy choisit le slogan de « La France forte », il cherche à se présenter comme le « *protecteur des Français*<sup>491</sup> » : en répétant un même slogan, celui-ci finit par paraître presque naturel à celui qui l'entend.

Par ailleurs, la répétition s'observe dans les anaphores, à l'image de François Hollande qui marque les esprits en 2012 lors du débat d'entre-deux tours face à Nicolas Sarkozy, monopolisant le dialogue avec la formule anaphorique : « moi, Président de la République », répétée plusieurs fois pour introduire une quinzaine de réformes ou promesses qu'il entend imposer. Cette tirade de plus de trois minutes participe à la ritualisation du discours. Mais François Hollande n'est pas le seul candidat à user de la répétition ; d'autres candidat·e·s y ont aussi largement recours puisque c'est une formule rhétorique attractive qui permet

---

<sup>491</sup> LABBÉ Dominique, MONIÈRE Denis, *op. cit.*, p. 30.

l'adhésion du public ou du destinataire par la force de la répétition du propos. Pour Véronique Magri-Mourgues, « le martèlement prend l'allure d'une litanie quand les occurrences se succèdent, identiques<sup>492</sup> ». De plus, « le rôle de l'anaphore rhétorique est alors d'intervenir dans l'agencement des énoncés comme le feraient de simples connecteurs argumentatifs ou temporels, du type "d'abord, ensuite, enfin". Ces anaphores assurent la maîtrise du discours par le locuteur et guident l'auditeur, qui n'a pas le loisir de revenir en arrière, de relire le texte, de vérifier ses enchaînements, comme pourrait le faire un lecteur.<sup>493</sup> »

On observe également ce recours fréquent aux anaphores chez Nicolas Sarkozy et notamment dans cet exemple à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2012 où l'on dénombre neuf occurrences de la formule « je veux un nouveau modèle Français », dont six resserrées sur quelques phrases :

*« Je veux un nouveau modèle français où plus aucun enfant n'entrera au collège sans savoir lire, écrire et compter, où l'école sera attentive aux fragilités de chacun, où les professeurs seront davantage présents au collège et au lycée pour que les élèves puissent s'appuyer sur eux.*

*Je veux un nouveau modèle français où l'État ne sera plus un État bureaucratique, mais un État entrepreneur servant d'appui à tous les entrepreneurs et à tous les créateurs.*

*Je veux un nouveau modèle français où parce que le travail sera plus créatif, plus productif, il sera plus compétitif, plus fort face à la concurrence.*

*Je veux un nouveau modèle français où le coût du travail sera allégé, où tout le monde aura compris que plus le travail coûte cher, plus il a*

---

<sup>492</sup> MAGRI-MOURGUES Véronique, L'Anaphore rhétorique dans le discours politique, *Semen*, 2014, n°38, art. cit. p. 80.

<sup>493</sup> *Ibid.*

*vocation à être délocalisé. Que plus le travail coûte cher, moins il supporte la concurrence.*

*Je veux un nouveau modèle français où le poids des normes et des règles qui pèse si lourdement sur le travail sera allégé parce qu'au lieu de protéger le travail, l'excès de normes finit par le détruire.*

*Je veux un nouveau modèle français où l'on ne cherchera pas à diminuer le coût du travail en abaissant les salaires parce qu'en France, le salaire n'est pas trop haut, il est trop bas. Parce que la baisse des salaires, c'est entrer dans le cercle vicieux de la déflation et de la dépression. Il faut augmenter les salaires et il faut diminuer le coût du travail. »*

On observe chez certain·e·s candidat·e·s des bouts de discours ou des formulations répétées à plusieurs reprises sans distinction de lieu, mais la répétition intégrale d'un discours reste un élément rare puisque le contexte géographique compte beaucoup dans l'acceptation du discours par le public.

On en a pourtant plusieurs réalisations, notamment chez Arlette Laguiller ou chez Robert Hue. Sur ce dernier candidat, nous avons repéré une répétition – éloquente – de 1125 mots entre un discours à Lille et celui du lendemain à Marseille. Robert Hue se contente de l'ancrer différemment en début d'allocution par un salut spécifique à Lille et la mention d'un député élu local (les deux parties du texte qui diffèrent sont soulignées).

02.04.17 — Robert Hue —

Lille

*« Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997. Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !*

*Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les*

02.04.18 — Robert Hue —

Marseille

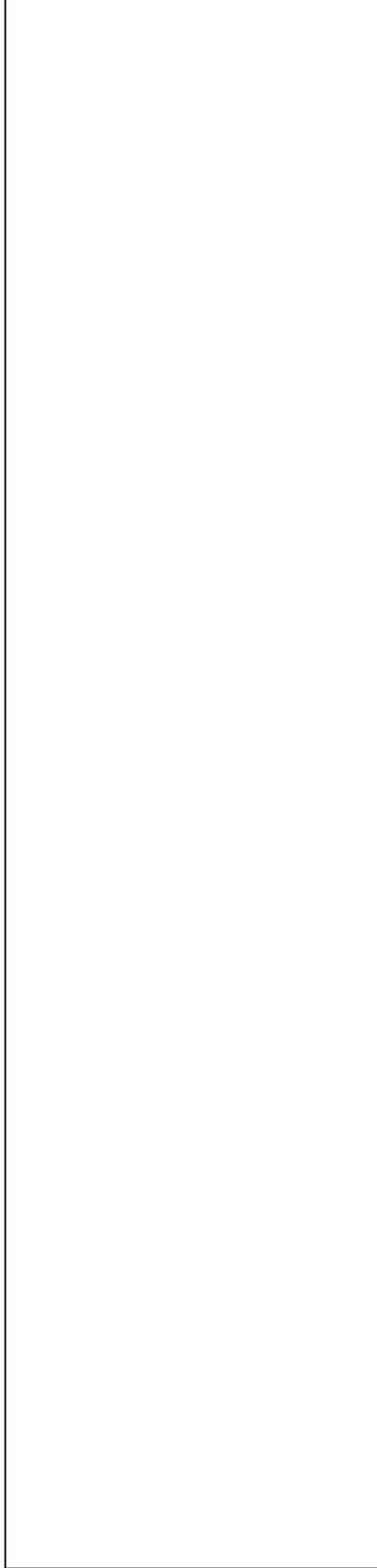
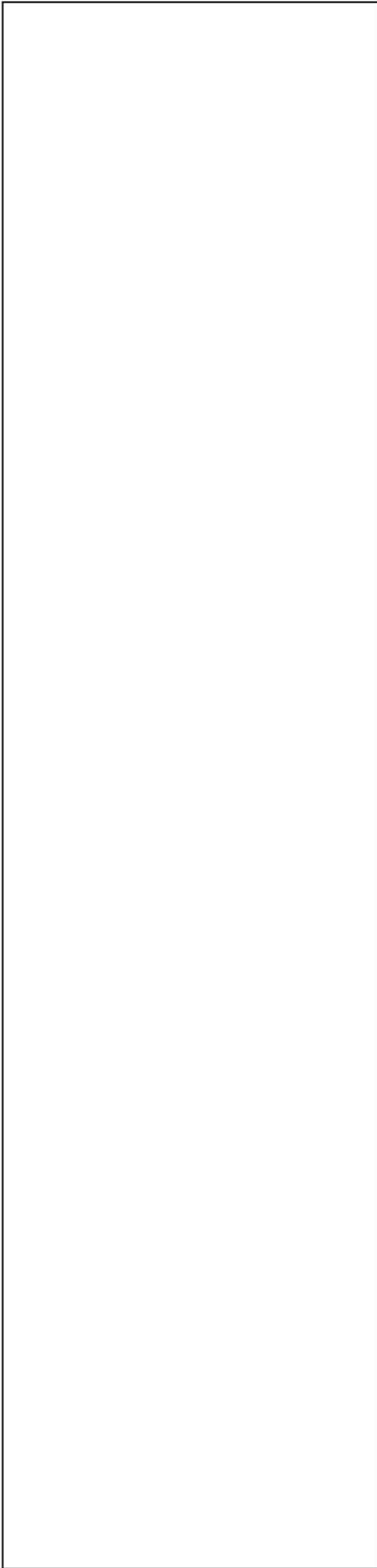
*« Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997. Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !*

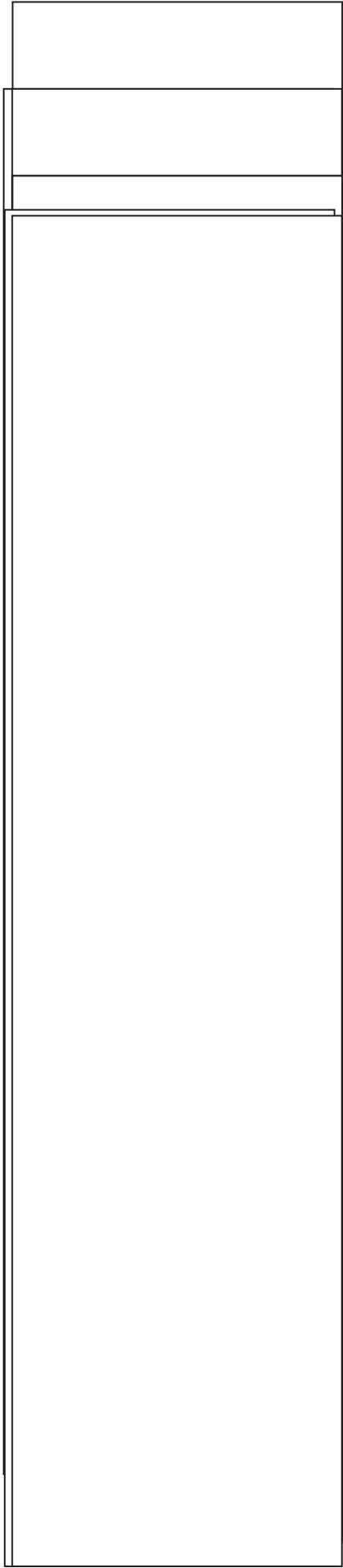
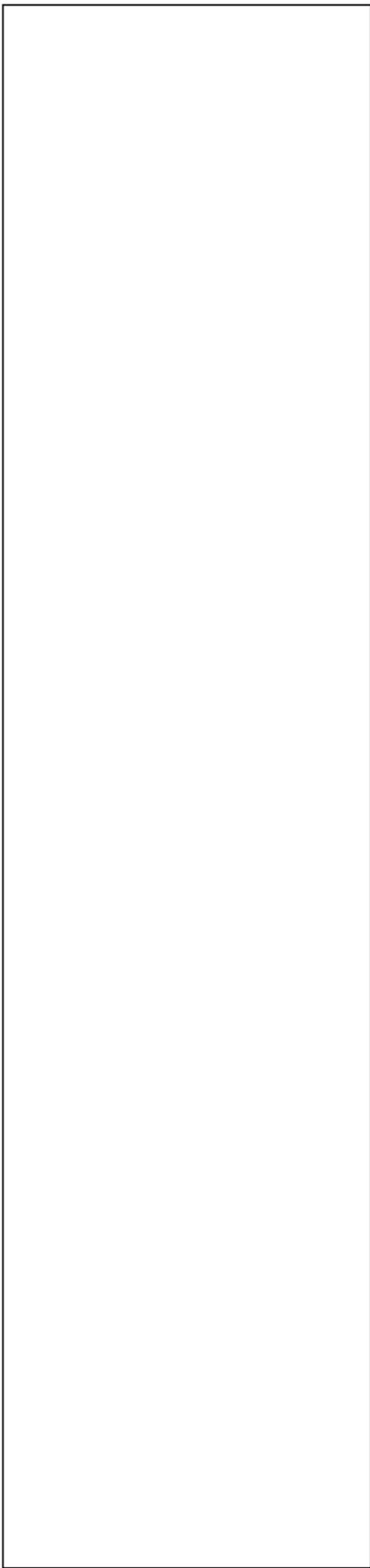
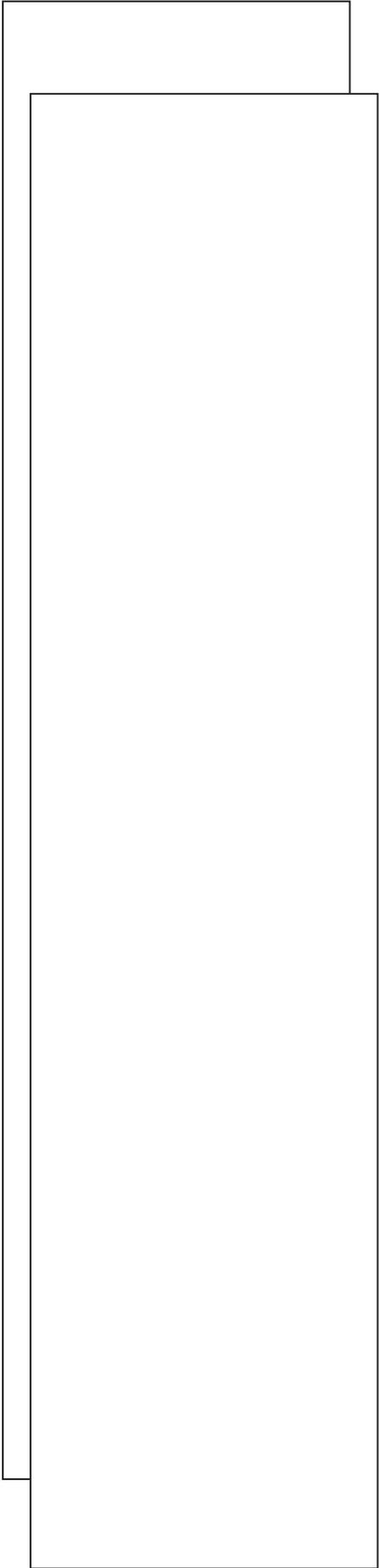
*Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les*

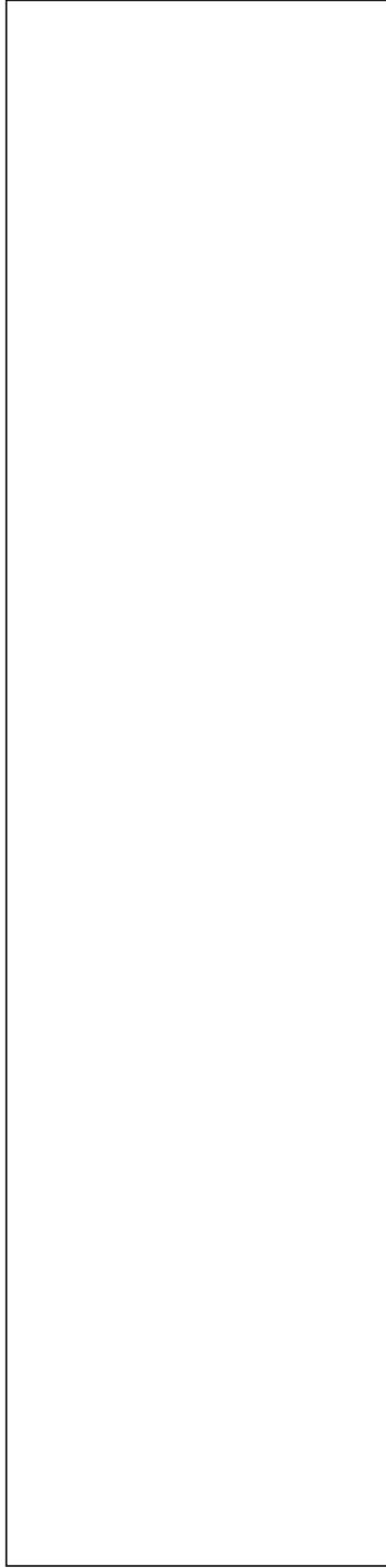
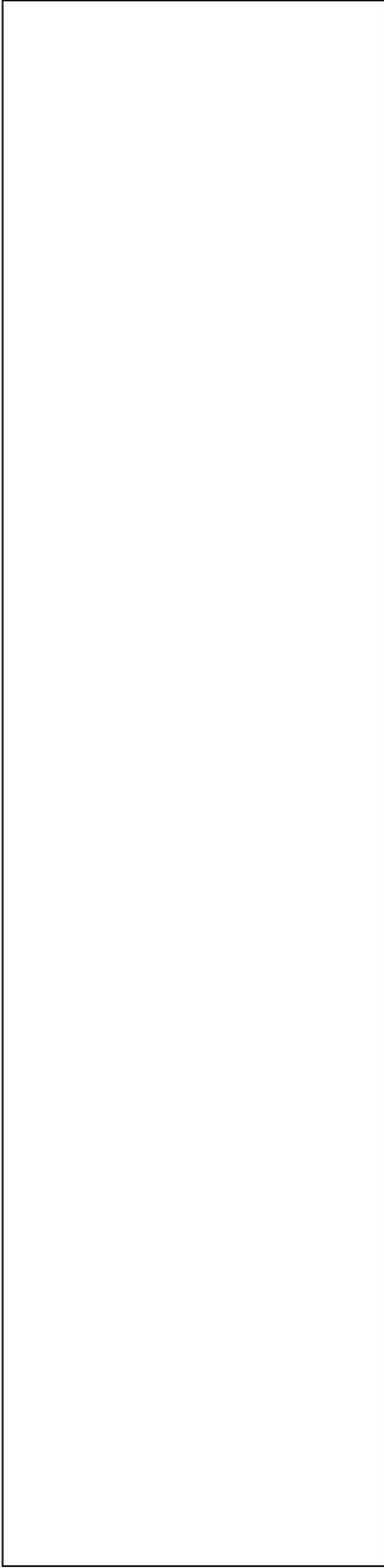
aspirations et les valeurs dont je viens de montrer qu'elles ne cessent de monter, en France et dans le monde. Et le seul, aussi, à se battre pour les traduire dans des actes concrets, jusque dans une majorité parlementaire, jusque dans un gouvernement !

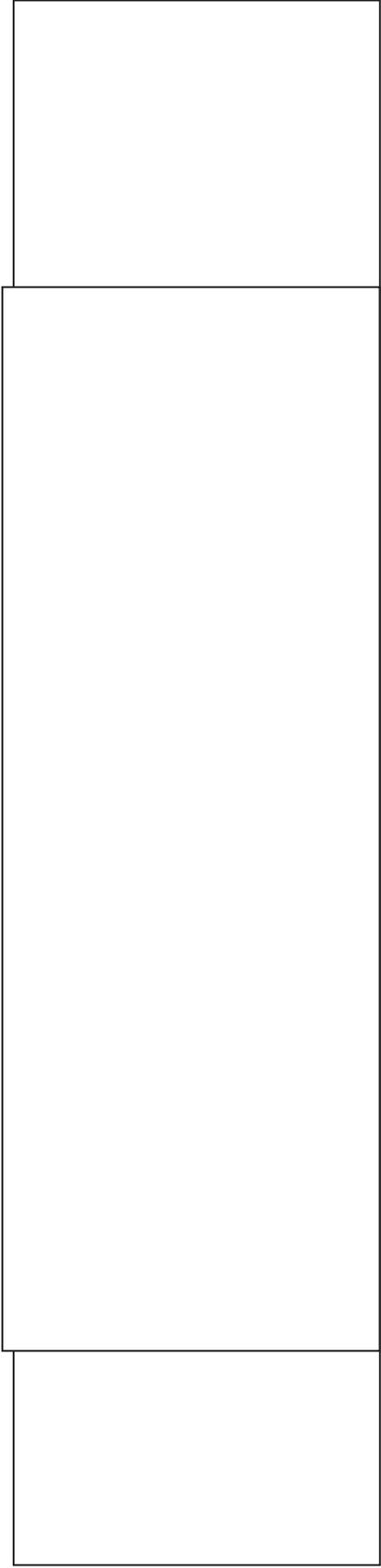
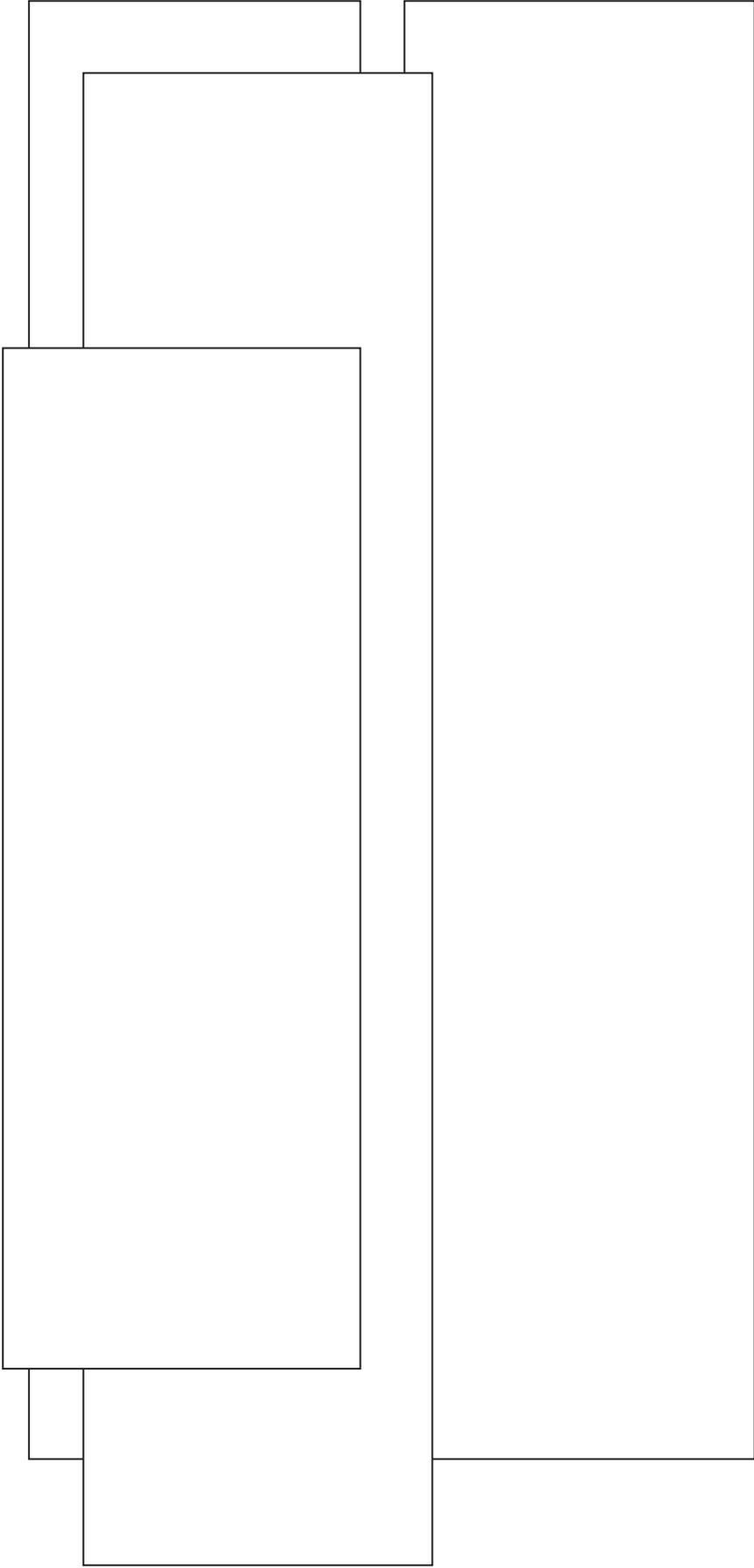
Vous en savez quelque chose, ici dans le Nord, avec les batailles menées par vos parlementaires Alain Bocquet, Michèle Demessine, Georges Hage, Patrick Leroy, Ivan Renar, et avec le rôle qu'a joué au gouvernement, notre amie Michèle Demessine.

J'ai la conviction que nous avons agi utilement avec nos députés et avec Alain









L'existence même de ce type de répétitions témoigne bien sûr du rôle du meeting comme rituel et comme modalité de transmission aux militant·e·s d'un cadrage idéologique sur le réel.

## V. Conclusion : des traits discursifs uniformes, stigmates du rituel

Comme nous l'avons montré dans ce chapitre, la campagne pour l'élection présidentielle peut être définie comme un temps de rituels. Annonce de candidatures, vote, débat d'entre-deux tours, proclamation des résultats : l'élection présidentielle réactive un ensemble de routines et de symboles politiques, qui tendent à rappeler l'attachement des Français et des Françaises à « *une culture démocratique qui privilégie au sommet le débat politique ouvert.*<sup>494</sup> »

Parmi l'ensemble des rituels réalisés à l'occasion de cette campagne, le meeting occupe une place spécifique. Pouvant être approché comme un rituel d'affrontement au sens proposé par Marc Abélès, le meeting concentre un certain nombre de procédés caractéristiques : morcellement, répétition, « *articulation entre émotion et artifice*<sup>495</sup> », ou encore ferveur et distanciation simultanées telles que signalées par Pierre Bourdieu au sujet du rite d'institution. On peut également observer les ancrages spatio-temporels qui fondent et légitiment la tenue de ce cérémonial, ou encore signaler les références, nombreuses, à la transcendance politique, inscrites par le jeu de symboles mobilisés dans la scénographie du meeting électoral.

Or, ces phénomènes qui caractérisent le rituel politique d'un point de vue anthropologique peuvent également s'observer en discours. En ce sens, notre travail dans ce chapitre a consisté à repérer en discours un certain nombre de traits énonciatifs et pragmatiques formels, caractéristiques du rituel politique que le meeting électoral constitue.

Tout d'abord, les indices d'ancrages spatiaux et temporels. *Hic et nunc* : pour un-e locuteur-riche donné-e, c'est d'abord ici et maintenant que le discours de meeting a vocation à exister. En ce sens, ce dernier est totalement embrayé. Les marques d'ancrages multiples et denses, dans des proportions sans doute supérieures aux autres formes de la

---

<sup>494</sup> BRAUD Philippe. *Élire un Président... ou honorer les dieux ? art. cit.*, p. 3.

<sup>495</sup> ABELES Marc, *art. cit.*, p. 132.

monolucution politique, constituent d'ailleurs l'une des particularités du discours de meeting électoral. Par ailleurs, ces marques, si elles jalonnent l'ensemble du discours, sont nettement concentrées dans les premières phrases de l'allocution. En ce sens, le discours tente d'imposer, de signifier sa scénographie d'entrée de jeu, scénographie qui va à son tour, et au fil du développement du discours, légitimer le propos tenu. C'est ainsi que se met en place le processus « en boucle » qu'évoque Dominique Maingueneau<sup>496</sup> au sujet des scènes d'énonciation.

En complément, nous nous sommes également intéressés à une autre forme d'adresse symbolique et spécifique : la mobilisation de figures tutélaires. Celles-ci sont systématiquement adaptées à l'audience et peuvent être mobilisées en fonction de la ville où se tient le meeting (Jaurès à Toulouse, Montaigne à Bordeaux), mais aussi en fonction de l'audience rencontrée (Baudelaire face à la jeunesse, Glissant devant les représentants de l'outre-mer).

Si ces écrivain·e·s réactivent une mémoire spécifique à l'auditoire, ils-elles s'inscrivent plus largement dans la logique de convocations de diverses transcendances politiques. Cette densité d'appels à la transcendance pouvant constituer l'un des autres marqueurs discursifs du rituel politique. À cette fin, nous avons repéré sept antonomases du nom commun dans l'ensemble de notre corpus, que nous avons dénommé « totems » et établi que le recours privilégié à tel ou tel lieu discursif était corrélé aux positions occupées par chaque candidat·e sur l'arc politique : « *Nation* » et « *République* » pour les candidat·e·s de partis de gouvernement, « *Patrie* » pour Jean-Marie Le Pen, « *Travailleurs* » pour Arlette Laguiller.

Parce que le discours de meeting se présente aussi comme un discours de la nécessité, et en l'occurrence de la nécessité de la désignation électorale, celui-ci réactive ce que Philippe Braud dénomme le mythe « d'héroïsation ». Pour cette raison, nous avons ensuite tenté de caractériser les mises en récit emblématiques de certain·e·s candidat·e·s, par le recours au

---

<sup>496</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op.cit*, p.515.

schéma actanciel greimassien. Par l'étude des discours de Marine Le Pen et de François Hollande nous avons montré que le mythe de la nécessité pouvait être investi dans des modalités très différentes en fonction de chaque candidat-e, et qu'il était naturalisé par le recours à une succession « d'avatars d'actant-e-s » au fil de chaque discours, quitte à obliger les locuteur-ric-e-s à prendre ponctuellement quelques libertés syntaxiques ou grammaticales.

Le dernier trait caractéristique du rituel en discours est la répétition. Nous avons montré que la fréquence des figements répétés n'était pas seulement la vérification d'un trait déjà repéré par de précédents travaux portant sur l'idéologie en discours, mais que cette répétition, pouvant aller de la simple anaphore rhétorique, jusqu'à la répétition de pans entiers de discours (1 125 mots identiques pour deux discours de Robert Hue en 2002) visait aussi à réaliser le même rituel en différents lieux.

---

Par ce chapitre, nous avons montré que tous les discours de meeting présentaient finalement quatre caractéristiques formelles similaires, même si celles-ci sont investies de manière hétérogène par les différent-e-s locuteur-ric-e-s. Répétition, densité d'ancrages géographiques et spatiaux en début d'allocution, convocations fréquentes de figures de la transcendance politique, réactivation du mythe du-de la sauveur-euse : derrière la « *diversité formelle des rassemblements*<sup>497</sup> » que relevait Yves Pourcher en 1988<sup>498</sup> au sujet des meetings électoraux, s'observe bien quelques régularités discursives, les discours étant soumis à la même contrainte de ritualisation.

Cette uniformité a sans doute encore été renforcée par une contrainte supplémentaire, ayant émergé au fil des dernières années : les meetings, placés sous la contrainte homogène

---

<sup>497</sup> POURCHER Yves. *Art.cit.*

<sup>498</sup> POURCHER Yves rappelle au sujet des différentes dénominations que celles-ci recouvraient bien différentes formes de rassemblements en 1988 : « *Ainsi, dans certains cas, on parle de réunion publique, de débat ou de banquet républicain. Lors de sa campagne pour les présidentielles de 1988, R. Barre préside un immense banquet à Palavas. Pour leurs campagnes, les leaders de l'extrême gauche, A. Laguiller et P. Juquin, optent pour le discours-débat, se soumettant après leur intervention au jeu des questions du public — bien que celui-ci soit étroitement contrôlé.* »

de leurs médiatisations, ont eu tendance à se standardiser. C'est ce que nous proposons d'étudier dans le prochain chapitre.

## **Chapitre 3. Le discours de meeting électoral : un objet médiatique**

## Partie 1. Le meeting : un rituel transformé par ses impératifs de médiatisation

Les caractéristiques du rituel ont déjà été inventoriées par différents travaux menés en anthropologie et en sociologie politique. Notre apport dans le précédent chapitre a consisté à transposer ces caractéristiques en requêtes lexicométriques, puis à ébaucher à partir de ces résultats statistiques une réflexion sur les traces discursives du rituel.

Ce travail nous a permis de mettre en évidence quatre traces discursives propres à la dimension rituelle du meeting électoral : densité d'ancrages spatiaux et temporels, répétition de certains énoncés, abondance des antonomases du nom commun et réactivation du mythe du·de la sauveur·euse par la mise en relief de la structure narrative sous-jacente à plusieurs discours.

Certains de ces traits discursifs peuvent également être observés comme des indices de la prise en compte d'impératifs médiatiques. Il en va ainsi de la répétition fréquente de certains énoncés pour un·e locuteur·rice donné·e. Dans la perspective d'une réflexion sur le rituel, celle-ci peut être motivée par des effets rhétoriques lorsque c'est au sein d'un même discours (anaphore rhétorique) ou par une volonté de cadrage idéologique nécessitant la réaffirmation d'une phraséologie, lorsque des pans identiques de discours sont énoncés en divers endroits et devant des publics militants différents. Mais il nous semble important de préciser que cette répétition d'énoncés peut aussi être perçue comme une forme de prise en compte des logiques médiatiques de l'aphorisation<sup>499</sup> et de l'écriture fragmentaire, dimensions sur lesquelles nous reviendrons largement dans ce chapitre.

Comment, d'un point de vue ontologique, rituels et médias peuvent-ils se combiner ? Quels sont les déterminants médiatiques qui pèsent sur le discours de meeting électoral ?

---

<sup>499</sup> MAINGUENEAU Dominique. *Les phrases sans texte*. Paris : Armand Colin, 2014, coll. U Linguistique, 184 pages.

Comment ceux-ci sont-ils pris en compte par les énonciateurs et énonciatrices ? Quel est le discours sur les médias qui s’observe dans les allocutions de meeting électoral pour l’élection présidentielle française ? Voici les questions avec lesquelles nous proposons d’aborder ce chapitre.

## I. Rituels et médias

### a. Rituels et médias : un antagonisme ontologique apparent ?

Au cours des quarante dernières années, bon nombre d’analystes n’ont pas manqué d’observer – un brin nostalgiques – le meeting électoral comme le vestige d’une pratique politique révolue. Celui-ci aurait été rendu désuet par l’évolution des moyens de communication. Ainsi dès 1974, Michelle Perrot évoquait au sujet des mouvements ouvriers de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une « *ivresse de la réunion publique* », qui contrastait avec la « *lassitude que ces réunions rencontrent aujourd’hui*<sup>500</sup> ». En 1990, Jean-Jacques Courtine s’inquiétait à son tour de « *la dispersion des foules politiques*<sup>501</sup> » qu’entraînait la multiplication des médias de masse. Plus récemment, en 2005, Jacques Gerstlé réaffirmait cette même idée : « *Va-t-on encore aux meetings ? On les regarde à la télévision.*<sup>502</sup> »

Nous étions prévenu·e·s : le meeting était censé mal s’accommoder des moyens modernes de l’information et de la communication. Et ces chercheur·e·s avaient de bonnes raisons de s’inquiéter de la disparition programmée du meeting électoral. D’un point de vue

---

<sup>500</sup> PERROT Michelle. *Les Ouvriers en grève*. France, 1871-1890. La Haye : Mouton, 1974, 2 volumes, coll. « Civilisations et Sociétés », 900 pages.

<sup>501</sup> COURTINE Jean-Jacques, *art. cit.*, p. 156.

<sup>502</sup> « La frontière entre l’information et la communication est désormais très floue ». Entretien avec Jacques GERSTLE [Ressource électronique]. Disponible sur [http://www.weblettres.net/ar/articles/6\\_58\\_167\\_interview\\_889.htm](http://www.weblettres.net/ar/articles/6_58_167_interview_889.htm). [consulté le 2 juillet 2016].

ontologique, deux éléments pouvaient en effet laisser croire que médias audiovisuels et rituels s’opposaient par nature, le premier ayant progressivement raison du second.

D’une part, divergence sur le rôle accordé au sujet. Alors que le rite tend à effacer le·la sujet·te au bénéfice d’un cérémonial plus large, ou à en faire au mieux l’ordonnateur·rice d’un événement qui le·la dépasse, le média encourage à l’inverse à l’individualisation de l’expression et, par là, à l’affirmation de l’individualité. Comme le remarque dès 1981 Jean-Jacques Courtine, la parole publique est devenue « *un discours où ressurgirait enfin l’individu parlant*<sup>503</sup> ». Or, cette caractéristique médiatique aurait dû reléguer le meeting, un événement coûteux et de ce point de vue sans aucun bénéfice supplémentaire par rapport à d’autres formes d’expressions publiques moins onéreuses comme la conférence de presse ou l’allocution médiatisée.

Une autre contradiction ontologique entre ressorts du rituel et logiques médiatiques peut être relevée. Dans le chapitre qui précède, nous avons vu que la densité des ancrages constituait une des marques discursives du rituel. On pense notamment à la multiplication des références au territoire où le meeting se déroule, qui transparaissent aussi bien par les nombreuses locutions adverbiales que par la convocation de citations d’écrivain·e·s historiquement lié·e·s au territoire. On se réfère également à la triple temporalité<sup>504</sup> mobilisée par le·la locuteur·rice et dans laquelle il·elle va régulièrement inscrire son propos. En bref, parce qu’il est un rituel, le discours de meeting est fortement ancré dans un cadre spatial et temporel sur lequel le·la locuteur·rice va régulièrement s’appuyer. Or, cette logique d’ancrages s’oppose aux attendus médiatiques. Le média, surtout lorsqu’il est national – et qu’il traite d’un scrutin national<sup>505</sup> – va au contraire être intéressé par les propos qui ne sont pas circonscrits géographiquement, sauf si la situation locale a pris une

---

<sup>503</sup> COURTINE Jean-Jacques, *art. cit.*, p. 156.

<sup>504</sup> Sur ces trois aspects, voir *infra* chapitre 2.II.a.

<sup>505</sup> Nous traiterons plus loin des médias régionaux et spécialisés

importance nationale<sup>506</sup>. Les médias généralistes vont ainsi avoir tendance à effacer ou à mettre en retrait tout ce qui relève de la situation de communication<sup>507</sup>. On pense notamment au phénomène d'aphorisation<sup>508</sup>, sur lequel nous reviendrons largement<sup>509</sup>.

Pour ces deux raisons, il a été possible de soutenir sérieusement et pendant plusieurs décennies l'hypothèse d'une remise en cause progressive du meeting, forme de rassemblement rendue apparemment désuète par les transformations médiatiques.

#### b. Le meeting : dans les faits, un rituel largement médiatisé

Or, force est de constater que ces transformations n'ont pas eu raison du rituel républicain que constitue le meeting. C'est même l'inverse qui s'est produit : en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les médias ont offert des perspectives inédites aux meetings électoraux. Pour Pascale Mansier et Claire Secail, les meetings ont même été en 2012 « *les orchestrateurs de la campagne présidentielle.*<sup>510</sup> »

Quelques éléments peuvent en attester. Les meetings de 2012 ont par exemple été très largement relayés sur *Twitter*. Pascale Mansier et Claire Sécaïl rapportent ainsi le nombre de trente-mille tweets en six heures pendant le meeting de Nicolas Sarkozy à Villepinte le 11 mars 2012<sup>511</sup>. On peut également penser à l'audience en ligne que ces meetings suscitent. À

---

<sup>506</sup> On pense par exemple au débat qui a maillé l'actualité politique des années 2012 - 2016 sur la construction d'un aéroport à Notre-Dame des Landes, qui a été "recadré" comme un enjeu national par les deux camps : par ses partisans sur la thématique du développement économique de nos territoires et par ses opposants, comme une illustration d'une politique économique sans égard pour les impératifs écologiques.

<sup>507</sup> MAINGUENEAU Dominique, CHARAUDEAU Patrick, *op. cit.*, p.535

<sup>508</sup> MAINGUENEAU Dominique, *op. cit.*

<sup>509</sup> Voir *infra* chapitre 3.II.a

<sup>510</sup> MANSIER Pascale, CLAIRE SECAÏL, « Une campagne tout en meetings », *Le Monde.fr*, 30 avril 2012, disponible sur : [http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings\\_1693297\\_3232.html](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings_1693297_3232.html) [consulté le 30 juin 2016].

<sup>510</sup> *Ibid.*

<sup>511</sup> *Ibid.*

date<sup>512</sup>, on recense par exemple près de cinquante-cinq-mille visionnages<sup>513</sup> de l'enregistrement du discours de meeting tenu par Jean-Luc Mélenchon le 18 mars 2012, place de la Bastille à Paris, si l'on cumule les « vues » indiquées sur les sites de partages de vidéos *YouTube*<sup>514</sup> et *Dailymotion*<sup>515</sup>. Autre illustration encore plus nette : pour la seule chaîne *YouTube* de *BFMTV*<sup>516</sup>, on dénombre à ce jour près de quatre-vingt-dix-sept mille consultations pour le discours de François Hollande tenu au Bourget le 22 janvier 2012. On se réfère également à la décision inédite prise en 2012 dans les dernières semaines de campagne par les chaînes d'informations en continu de retransmettre en direct certains discours de meeting, ceux des candidat-e-s les mieux crédité-e-s en termes d'intentions de vote par les instituts de sondage. Ainsi, les meetings en plein air de Jean-Luc Mélenchon à la Bastille le 18 mars 2012 et au Prado à Marseille le 12 avril 2012 ont été très largement diffusés en direct. Certains meetings ont même été diffusés en intégralité par l'ensemble des chaînes d'information. On pense notamment aux réunions publiques de Nicolas Sarkozy à Villepinte le 11 mars 2012 ou à la Concorde le 15 avril 2012, ainsi qu'à deux meetings de François Hollande : au Bourget, le 22 janvier 2012 et à Vincennes, le 15 avril 2012.

On peut même aller jusqu'à affirmer que ces médias, en octroyant aux meetings électoraux une capacité inédite de diffusion large en direct, ont d'une certaine manière encouragé la multiplication de ces rassemblements. C'est en tout cas ce que conclut le *Conseil Supérieur de l'Audiovisuel* dans sa lettre d'information de fin décembre 2012 consacrée au rôle joué par les chaînes d'information en continu lors de la campagne présidentielle de 2012 : « Les

---

<sup>512</sup> Le 30 juin 2016.

<sup>513</sup> Sur les limites associées à l'indicateur, "nombre de vues" sur les sites de partages vidéo cf. cet article de blog rédigé par Guillaume BERNARD un professionnel de la communication digitale, directeur associé de l'agence Spintank : Au fait comment Youtube compte ses votes ? [Ressource électronique]. Spintank.fr. Disponible sur : <http://spintank.fr/2013/01/au-fait-comment-youtube-compte-ses-vues/> [consulté le 30 juin 2016]

<sup>514</sup> Discours de Jean-Luc Mélenchon à Bastille le 18 mars 2012 [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=32A7WJtvPvA> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>515</sup> « Discours à Bastille le 18 mars 2012 » [Ressource électronique]. Jean-Luc-Melancon.fr. Disponible sur : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/03/18/discours-du-18-mars-2012-a-la-bastille/> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>516</sup> « Le discours de François Hollande au Bourget » [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=cJf6rWhiQV4> [consulté le 30 juin 2016].

*chaînes d'information ont sensiblement modifié le comportement des acteurs de la campagne : en raison de leur capacité de diffusion en direct, elles ont encouragé les candidats à organiser des réunions publiques.*<sup>517</sup> »

### c. 2012 : des meetings ravivés par les transformations médiatiques ?

Dès lors, comment expliquer que le meeting, loin de connaître le déclin qu'on lui prédisait, s'est au contraire trouvé vivifié par les transformations médiatiques ?

Il faut d'abord remarquer que la fluctuation de l'attention pour les meetings électoraux n'est pas nouvelle. Ainsi, Paula Cossart rapporte cet extrait de 1967 de la *Revue française de science politique* : « Alors qu'en 1962 les réunions (...) n'avaient attiré partout qu'un très faible nombre d'électeurs, l'inverse s'est produit cette année : (...) on a signalé une renaissance très nette de cette forme traditionnelle de propagande et d'information politiques », écrivait François Goguel à propos des élections législatives de 1967 (*Revue française de science politique*, 1967).<sup>518</sup> »

Une première explication est conjoncturelle. Elle se trouve sans doute dans l'état du paysage médiatique en 2012 et la double transformation qui l'a précédé.

Une transformation télévisuelle, d'abord : en 2012, cela fait cinq ans seulement que les chaînes d'informations en continu *BFMTV* et *I-télé* sont entrées dans la télévision gratuite. De ce fait, 2012 est la campagne présidentielle de leur arrivée à maturité : ces chaînes couvrent ce temps particulier du calendrier politique national en ayant largement eu le

---

<sup>517</sup> « Les chaînes d'information continue lors de la campagne présidentielle de 2012 – La lettre du CSA n°266 – décembre 2012) [Ressource électronique]. Csa.fr. Disponible sur : <http://www.csa.fr/es/Etudes-et-publications/Les-dossiers-d-actualite/Les-chaines-d-information-continue-lors-de-la-campagne-presidentielle-de-2012> [consulté le 30 juin 2016].

<sup>518</sup> COSSART Paula, Les meetings du Front de Gauche au regard des meetings du passé. *Sens public* [Ressource électronique]. 2012. [réf. du 19 octobre 1998]. Disponible sur : <http://www.sens-public.org/spip.php?article959> [consulté le 30 septembre 2016].

temps de s’y préparer, de consolider leurs équipes et de soigner leurs routines éditoriales. En guise d’illustration, on peut relever par exemple le fait que *BFMTV* ait conclu en 2012 un contrat-cadre avec l’institut de sondages *CSA*, lui permettant de disposer d’estimations propriétaires à l’occasion des grandes soirées électorales, ce qu’elle n’avait pas fait lors de l’élection présidentielle de 2007.

Par ailleurs, les chaînes d’informations en continu présentent cette capacité sans équivalent de traitement et de commentaires en direct de l’actualité politique. Elles entendent faire valoir cette aptitude singulière à l’occasion de la campagne présidentielle de 2012 pour asseoir définitivement leur légitimité. Et elles l’ont fait très largement. Ainsi, le *CSA* relève que « *pendant la campagne électorale du premier tour (du 9 au 20 avril 2012), le temps accordé à l’expression des candidats a augmenté de 30 % sur les chaînes d’information continue par rapport à 2007*<sup>519</sup>. » Or, ce dynamisme correspond tout à fait à l’agenda très soutenu des candidat·e·s en campagne, qui multiplient les déplacements, les rencontres, les déclarations à toute heure de la journée.

En résumé, l’élection présidentielle a constitué en 2012 un rendez-vous stratégique pour les chaînes d’informations en continu : celles-ci savaient qu’elles jouaient une part importante de leur crédibilité à l’occasion de cette campagne pour l’élection présidentielle. Dans ce cadre, la diffusion en direct et parfois en intégralité des réunions publiques a correspondu à un traitement éditorial de l’actualité politique totalement nouveau et fait partie des investissements par lesquels ces chaînes entendaient affirmer leur différence et leur valeur ajoutée par rapport aux possibilités dont disposaient les autres médias.

La seconde transformation du paysage audiovisuel est l’émergence des réseaux et des pratiques socionumériques. Cette première évolution audiovisuelle par rapport à 2007 fait

---

<sup>519</sup> « Les chaînes d’information continue lors de la campagne présidentielle de 2012 – La lettre du *CSA* n°266 – décembre 2012 [Ressource électronique]. *Csa.fr*. Disponible sur : <http://www.csa.fr/es/Etudes-et-publications/Les-dossiers-d-actualite/Les-chaines-d-information-continue-lors-de-la-campagne-presidentielle-de-2012> [consulté le 30 juin 2016].

écho à une autre transformation du paysage médiatique : celle de l'arrivée à maturité du réseau socionumérique *Twitter* en France. Lancé mondialement le 21 mars 2006<sup>520</sup>, *Twitter* est quasiment inexistant en France pendant les mois qui suivent. Nous n'avons pas retrouvé de chiffres relatifs au nombre d'abonné·e·s français·e·s sur *Twitter* en mars 2007 (soit un an après son lancement), mais nous pensons qu'il·elle·s n'étaient que quelques milliers, tout au plus. Songeons par exemple que *Twitter* a communiqué sur son premier million d'utilisateur·rice·s dans le monde en mars 2008, ou que des blogueur·euse·s français·e·s très influent·e·s et considéré·e·s comme des pionnier·ère·s des réseaux socionumériques<sup>521</sup>, tels Loïc Le Meur, ou encore Manuel Diaz, Président d'Emakina, se sont respectivement inscrits sur *Twitter* seulement en février et mars 2007<sup>522</sup>.

C'est un tout autre scénario qui se déploie à l'occasion de la présidentielle 2012 : cinq ans après, *Twitter* compte en France plus de cinq millions d'utilisateur·rice·s, dont les journalistes.

En outre, la twittosphère s'est très largement politisée, comme le montre par exemple cette déclaration de janvier 2012 de Paul Guyot, le cofondateur de *SEMIOCAST*, société spécialisée dans la veille sur les réseaux sociaux, dans une interview au *Huffington Post* : « *on a eu deux gros trimestres [en 2011] : en mai au moment de l'affaire DSK et au dernier trimestre, avec notamment le lancement de la campagne. Il y a aussi de plus en plus d'utilisateurs qui commencent à tweeter parce que c'est dans l'air. Il y a clairement une adhésion, une massification d'usage.*<sup>523</sup> » Là encore, la transformation des médias, en l'occurrence les réseaux socionumériques, a modifié les manières de faire meeting et les modalités de la participation des publics de meeting. Les militant·e·s tentent désormais de faire valoir

---

<sup>520</sup> Date du premier tweet jamais posté sur *Twitter*.

<sup>521</sup> MERCIER Arnaud et PIGNARD-CHEYNEL Nathalie, « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 5 | 2014, mis en ligne le 17 juillet 2014, consulté le 27 août 2016.

<sup>522</sup> <http://rue89.nouvelobs.com/2015/04/05/a-retrouve-les-premiers-francais-inscrits-twitter-258378> [consulté le 3 juillet 2016].

<sup>523</sup> [http://www.huffingtonpost.fr/2012/01/31/twitter-france-nombre-utilisateur-compte\\_n\\_1244639.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/01/31/twitter-france-nombre-utilisateur-compte_n_1244639.html) [consulté le 3 juillet 2016].

virtuellement la même démonstration de force que celle à laquelle ils-elles se livrent physiquement lors des meetings. Par la multiplication des tweets, il-elle-s souhaitent imposer le mot-dièse choisi (par exemple #FH2012 ou encore #avec Sarko) comme *trending topic* (sujet momentanément le plus discuté sur *Twitter* pour une zone géographique donnée). Quant aux journalistes, s'est développée peu à peu une nouvelle manière de traiter l'information, en se basant sur un flux ininterrompu et fragmentaire d'informations provenant de sources officielles et non officielles, qu'Alfred Hermida nomme dès 2010 le « *journalisme ambient*<sup>524</sup>. »

En 2012, ce phénomène de journalisme *ambient* ne s'est néanmoins pas encore répandu à l'ensemble des titres de presse. Ainsi, la presse quotidienne régionale – qui demeure un enjeu majeur pour les candidat-e-s engagé-e-s dans la campagne présidentielle – n'a pas encore véritablement spécifié ses pratiques professionnelles aux réseaux sociaux numériques. C'est ce que relèvent en 2012 deux chercheuses en Sciences de l'Information et de la Communication, Nathalie Pignard-Cheynel et Brigitte Sebbah. À partir d'une étude qualitative et quantitative des comptes *Twitter* et *Facebook* de l'ensemble des titres de presse quotidienne régionale française, elle démontre que « *malgré une présence massive sur les réseaux sociaux, les titres de PQR témoignent d'une difficulté majeure à occuper réellement ces nouveaux espaces et d'une absence de stratégie éditoriale cohérente.*<sup>525</sup> »

## II. Anticiper la médiatisation de ses meetings, pour la maîtriser

### a. Une hypothèse pour expliquer la persistance du meeting comme forme privilégiée de rassemblement politique

---

<sup>524</sup> HERMIDA Alfred. *Twittering the News: The Emergence of Ambient Journalism*. *Journalism Practice* [en ligne]. Vol. 4, n°3, juillet 2010. Disponible sur : <http://ssrn.com/abstract=1732598>.

<sup>525</sup> PIGNARD-CHEYNEL Nathalie et SEBBAH Brigitte. La presse quotidienne régionale sur les réseaux sociaux. *Sciences de la société* [en ligne]. 2012, 84-85. Disponible sur : <http://sds.revues.org/1919> [consulté le 27 août 2016].

Mais le contexte médiatique particulier de 2012 ne suffit pas pour expliquer plus largement la persistance du meeting comme métronome de campagnes électorales, en dépit de son opposition ontologique apparente aux logiques médiatiques.

En fait, si le meeting a persisté au fil des campagnes, c'est d'abord parce qu'il a su évoluer pour se conformer aux transformations médiatiques. Ce phénomène n'est pas récent : comme l'évoque Yves Pourcher dès 1990 : « *parce qu'il a perdu les formes d'un simple rassemblement pour devenir message télévisé, les règles du rite et celles de la production d'images ne cessent de se mêler et parfois de s'opposer.*<sup>526</sup> »

Nous formons ici l'hypothèse que le meeting électoral a muté au gré du développement des médias et que seules les formes conciliant rituel et modernité des moyens de communication ont progressivement été conservées par les équipes de campagne.

Pour soutenir cette hypothèse, nous prenons appui sur plusieurs témoignages de chercheur·e·s, relatifs à différentes campagnes pour l'élection présidentielle. Ces dernier·ère·s font état d'évolutions scénographiques diverses. Yves Pourcher tout d'abord. Il rapporte un bon exemple de ce va-et-vient perpétuel entre innovations scénographiques et respect de la forme canonique des meetings, au sujet de la campagne de Jacques Chirac en 1988 : « *entre les deux tours des présidentielles, le candidat abandonne ce meeting en forme d'heure de vérité [avec jury, questions et animateur de télévision] pour revenir à la conception plus traditionnelle, plus mobilisante aussi du discours face à la foule* ». En 1995, cette forme de meeting, largement inspiré des talk-shows, n'apparaîtra plus. Selon un phénomène analogue, les débats participatifs de la campagne de Ségolène Royal en 2007, fait de recherches de consensus et d'appropriation démocratique par les citoyen·ne·s (et donc difficile à médiatiser pour cette raison, car cela requiert du temps) ont disparu au fil de la campagne pour revenir à des formes plus traditionnelles et plus verticales du meeting. On pense enfin au témoignage de Vanessa Jérôme au sujet des meetings d'Éva Joly en 2012 :

---

<sup>526</sup> POURCHER Yves, *art. cit.* p. 88.

« le meeting tend à adopter le style des émissions politiques de télévision, à se transformer en plateau » allant jusqu'à devenir parfois le « taratata politique<sup>527</sup> » dont la chercheuse fait état en référence à l'émission musicale.

Mais au-delà d'évolutions scénographiques symptomatiques, c'est un phénomène plus large, celui de la coproduction progressive de l'actualité politique par les journalistes et les responsables politiques, qui permet sans doute d'expliquer de manière plus nette encore, la persistance du meeting électoral.

## b. Le meeting : une coproduction entre médias et politiques

Le meeting occupe une place centrale dans le processus de médiatisation d'une campagne. Yves Pourcher l'observait déjà à la fin des années 80 : « le meeting organise la transmission du message politique en direction des médias<sup>528</sup> ». Il peut même être considéré comme une « manifestation de papier<sup>529</sup> », au sens proposé par Patrick Champagne : « une action qui ne peut produire les effets pour lesquels elle a été organisée que si elle parvient à susciter de larges recensions dans la presse écrite, parlée, télévisée, qui est devenue aujourd'hui le point de passage obligé pour être perçu dans le champ politique<sup>530</sup> ».

Au travers des meetings électoraux, mais pas seulement, journalistes et agents politiques sont ainsi devenus des associés-rivaux<sup>531</sup> au sens proposé par Jean-Baptiste Legavre. Comme nous le verrons dans les deux prochaines parties, le meeting est devenu le terrain privilégié

---

<sup>527</sup> JÉRÔME Vanessa. Penser les meetings comme des émissions de télévision : le tournant médiatique d'EELV. Intervention Congrès AFSP 2013.

<sup>528</sup> POURCHER Yves., *art. cit.*,

<sup>529</sup> CHAMPAGNE Patrick, La manifestation. La production de l'événement politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 6/1984, Vol. 52-53, p. 28.

<sup>530</sup> *Ibid.*

<sup>531</sup> Celui-ci emploie cette idée pour décrire la relation entre communicants et journalistes, mais elle nous semble pouvoir être élargie à la relation entre personnel politique et journalistes. LEGAVRE Jean-Baptiste, Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme associés-rivaux, *Communication & langages*, 2011, vol. 2011, n°169, pp. 105-123.

de la confrontation et de la coopération entre journalistes et politiques : les journalistes acceptent de mettre en circulation certains cadrages construits par les équipes de campagne<sup>532</sup>, et notamment par l'aphorisation de certains énoncés ; les équipes de campagne anticipent les contraintes et les routines journalistiques afin d'imposer leur cadrage de l'événement. Elles livrent en quelque sorte un « prêt-à-traiter » journalistique.

Cette collaboration s'observe sur de très nombreux aspects.

Tout d'abord, cela apparaît dans la prise en charge d'une partie des coûts de production journalistique. Conscients que les meetings incarnent « *la vitrine du parti*<sup>533</sup> », les partis politiques en campagne produisent leurs propres images et émettent de plus en plus souvent leur propre signal vidéo, qu'ils tiennent à la disposition de l'ensemble des chaînes de télévision. Les images des candidat·e·s se trouvent ainsi « privatisées » par les équipes de campagne : en 2012, ce fut notamment le cas pour les meetings de François Hollande, Nicolas Sarkozy, Éva Joly, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Pour les équipes de campagne, l'imposition de ce cadrage sur l'événement se légitime par la prise en compte de considérations esthétiques. En attestent ainsi ces propos de Manuel Valls, alors directeur de la communication de la campagne pour l'élection présidentielle de François Hollande en 2012 : « *La bataille de l'image est primordiale, mais notre objectif n'est pas de la contrôler ou de la manipuler [...] Si nous faisons appel à une société de production privée, c'est pour avoir la meilleure image, le meilleur son, la meilleure lumière*<sup>534</sup> ». Pour être reprises, les équipes de campagne se justifient par le fait qu'elles réalisent de « *belles images* » et proposent des plans inaccessibles aux journalistes reporters d'images. C'est ce que déclare Yves Barbara, réalisateur – ancien responsable de Thalassa notamment – en charge de la

---

<sup>532</sup> Naturellement, ils génèrent également leurs propres représentations qu'ils diffusent, mais c'est la mise en circulation par les journalistes des messages produits par les équipes de campagne qui nous intéresse ici plus particulièrement.

<sup>533</sup> COSSART Paula. *op. cit.*

<sup>534</sup> V. PSENNY Daniel, FRAISSARD Guillaume, « Présidentielle : des candidats maîtres de leur image », Le Monde.fr, 5 février 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/des-candidats-maitres-de-leur-image\\_1638812\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/des-candidats-maitres-de-leur-image_1638812_1471069.html) [consulté le 30 juin 2016].

captation des meetings de l'UMP en 2012 : « *en plus des six caméras mises à ma disposition, j'ai exigé une grue qui me permet de faire des plans qu'aucune chaîne de télévision ne pourrait réaliser*<sup>535</sup> ». En mobilisant des moyens techniques leur permettant d'obtenir des images et des plans impossibles à réaliser pour les journalistes reporters d'images, les équipes de campagne parviennent ainsi à légitimer la diffusion de leur propre signal vidéo.

De la même manière, la décoration et la mise en scène sont soignées, afin de donner à voir la ferveur du meeting : les premiers rangs sont très souvent composés de jeunes, de personnalités ou de responsables du parti en campagne afin de donner à voir, selon les formules consacrées, « *l'unité* », « *le parti rassemblé derrière son candidat*<sup>536</sup> ». Au second plan, on retrouve souvent les immanquables drapeaux et toute l'iconographie partisane ou spécifique à la campagne. Les images d'effervescence collective sont valorisées. Drapeaux agités, salles combles, scansion du prénom du·de la candidat·e : le public présent est un acteur du meeting à part entière. Il octroie des « *certificats de liesse*<sup>537</sup> » afin d'avérer la démonstration de force que constitue un meeting électoral.

---

<sup>535</sup> Propos rapportés par PSENNY Daniel, « Comment les équipes de campagne contrôlent les images ? », Le Monde.fr, 28 février 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/28/comment-les-equipes-de-campagne-controlent-les-images\\_1649204\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/28/comment-les-equipes-de-campagne-controlent-les-images_1649204_1471069.html). [consulté le 30 juin 2016].

<sup>536</sup> AFP, « PCF : Buffet appelle les communistes à "se rassembler" derrière Mélançon », L'Express.fr, 28 juin 2016, disponible sur : [http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/pcf-buffet-appelle-les-communistes-a-se-rassembler-derriere-melenchon\\_1806919.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/pcf-buffet-appelle-les-communistes-a-se-rassembler-derriere-melenchon_1806919.html) [consulté le 30 juin 2016].

<sup>537</sup> MARIOT Nicolas. *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province 1888 – 2002*. Paris : Belin, 2006, p. 9.



*François Hollande fait son entrée lors de son dernier meeting parisien, le 29 avril 2012, à une semaine du second tour de l'élection présidentielle.*

Une autre mise en scène traditionnelle du meeting est l'arrivée du·de la candidat·e selon un parcours balisé, comprenant bains de foule et poignées de mains aux jeunes militant·e-s. Ce sont ces images qui sont réalisées par les équipes de campagne et qui sont ensuite diffusées par les chaînes de télévision et notamment par les chaînes d'information en continu. Ces dernières précisent en général que les images diffusées ont été fournies par l'équipe de campagne, mais ce n'est pas toujours le cas, d'après nos propres observations.



*Chassieu, le 17 mars 2012. Salle Eurexpo. Meeting de Nicolas Sarkozy, candidat UMP à l'élection présidentielle de 2012. Photo Laurent Troude pour Libération.*

La prise en compte des routines journalistiques s'observe aussi dans la construction de pseudo-événements<sup>538</sup> par les équipes de campagne : les déplacements sont thématiques et se clôturent par un meeting. De plus, le déplacement des journalistes est organisé et parfois pris en charge par les partis politiques : une fiche technique est envoyée aux rédactions, comprenant le programme détaillé de la journée, des suggestions d'horaires pour les trains ou avions, des conseils quant aux meilleures manières de disposer d'une connexion Internet. Il arrive également que les partis affrètent un car pour la presse.

En outre, sur les lieux des meetings, sont créés des espaces réservés aux journalistes et un protocole d'accueil et d'accompagnement leur est dédié. Les journalistes sont ainsi « pris-e-s en charge » dès leur arrivée sur les lieux. Un comptoir d'accueil leur est parfois réservé. Ils y reçoivent les accréditations nécessaires pour pouvoir réaliser leurs interviews, ces accréditations étant le plus souvent personnelles, incessibles (y compris au sein d'une même rédaction) et cantonnées au meeting du jour. Souvent, les journalistes disposent d'une salle de presse, de sièges réservés dans la salle où se déroule le meeting, ainsi que d'un podium pour les journalistes reporters d'images. De nombreux duplex avec des journalistes présents sur place sont réalisés. Dans certains cas, ce sont parfois des espaces pour monter un véritable plateau de télévision qui sont prévus à l'endroit où le meeting va se dérouler.

---

<sup>538</sup> BOORSTIN Daniel J. *The Image: A Guide to Pseudo-Events in America*. Paris : Editions Julliard, coll. « 10/18 », 1961 (1963 pour la France), 336 pages.



Capture d'écran d'une intervention du Jean-Jérôme Bertolus, journaliste pour I-télé, à l'occasion du meeting de Nicolas Sarkozy à Villepinte, le 11 mars 2012



Une intervention en direct depuis un studio de télévision monté sur la place du Trocadéro à l'occasion du meeting de Nicolas Sarkozy le 1<sup>er</sup> mai 2012.

La prise en compte des contraintes journalistiques s'observe également dans l'adaptation du meeting au rythme médiatique. Déjà en 1988, François Mitterrand « *pénétrait à vingt heures précises dans ses grands meetings pour que le journal télévisé puisse retransmettre en direct cette entrée*<sup>539</sup> ». Nouvelle contrainte en 2012, liée à l'émergence des chaînes d'information en continu, les discours de meetings présentent désormais un format calibré : ils n'excèdent

<sup>539</sup> Relevé par POURCHER Yves, *op. cit.*

jamais une cinquantaine de minutes afin, comme l'évoque un communicant de Nicolas Sarkozy, de s'intercaler entre deux éditions horaires du journal télévisé des chaînes d'information en continu<sup>540</sup>.

Une autre modalité de la coopération entre journalistes et politiques s'observe aussi dans la transmission aux journalistes, un peu avant le meeting, d'une version écrite du discours qui doit être prononcé par le·la candidat·e (sur laquelle figure la mention « *seul le prononcé fait foi* »). L'objectif énoncé par les équipes<sup>541</sup> est de permettre aux journalistes de préparer au mieux leurs reportages, de repérer les extraits du discours qui devront absolument être enregistrés (petites phrases, confessions ou anecdotes personnelles, piques contre un·e autre candidat·e, etc.). Du point de vue des équipes de campagne<sup>542</sup>, ce document constitue surtout une assurance supplémentaire de maîtrise : cela permet de s'assurer que les journalistes rapporteront les propos de manière exacte, voire qu'il·elle·s produiront les interprétations espérées.

---

<sup>540</sup> Propos rapportés par HAFFAF Omar, NOLLET Jérémie. Intervention Congrès ASFP 2013.. Nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect.

<sup>541</sup> Rapportés par HAFFAF Omar, NOLLET Jérémie. Intervention Congrès ASFP 2013.

<sup>542</sup> Rapportés par HAFFAF Omar, NOLLET Jérémie. Intervention Congrès ASFP 2013.

# LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

## DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY

Place du Trocadéro, Paris – mardi 1<sup>er</sup> mai 2012

Mes chers concitoyens,

Écoutez le Général de Gaulle. C'était le 1<sup>er</sup> mai 1950 devant la foule des Français de toutes conditions réunie sur la pelouse de Bagatelle !

« A la bonne heure ! Nous sommes bien vivants ! Il n'est que de nous voir pour être sûr que notre peuple n'est aucunement disposé à terminer sa carrière. Il n'est que de nous voir pour discerner où les travailleurs mettent aujourd'hui leur espérance. La masse immense que voilà prouve aux insulteurs que rien n'est perdu pour la France. »

Avec le Général de Gaulle ils écrivaient l'Histoire.

Nous aussi !

Face aux insulteurs qui nous ont dénié le droit de parler aux Français le 1<sup>er</sup> mai comme s'ils en étaient les propriétaires, le Général De Gaulle nous a montré la voie.

Regardez les cortèges !

Ils ont choisi de défiler avec le drapeau rouge !

Nous avons choisi de nous rassembler sous le drapeau tricolore !

Le drapeau tricolore c'est celui de Lamartine quand il disait :

« Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires alors que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple ! »

Je n'accepterai jamais de recevoir des leçons de morale de la part de ceux qui brandissent le drapeau qui a été l'étendard de tant de tyrannies et qui a enveloppé dans ses plis parmi les plus grands crimes de l'Histoire.

Le drapeau rouge, c'est le drapeau d'un parti.

Le drapeau tricolore, c'est le drapeau de la France.

A ceux qui préfèrent leur parti à la France, nous opposerons toujours ceux qui préfèrent la France à leur parti.

Si nous sommes réunis ici en ce 1<sup>er</sup> mai, jour de la Fête du travail, c'est bien parce que nous assumons la France dans toute sa diversité, parce que nous assumons toute son histoire, toutes ses

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 16<sup>EME</sup> TEL : 01 42 96 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR  
ASSUMONS CHAQUE UN DE NOS TRAVAUX ENSEMBLE !

Seul le prononcé fait foi

1/11

*Page 1 du document remis aux journalistes avant le discours de meeting de Nicolas Sarkozy place du Trocadéro, le 1<sup>er</sup> mai 2012. On peut observer la mention « seul le prononcé fait foi » en bas à gauche.*

Les campagnes électorales sont aussi mises en intrigue par la presse. Les meetings doivent s'insérer dans cette routine narrative identifiée par Anthony Broh comme le « *horse-race journalism* »: « *Pour les journalistes, la métaphore de la course de chevaux fournit un cadre d'analyse. Un cheval est jugé non en fonction de sa propre vitesse ou de son aptitude, mais*

*plutôt en comparaison à la vitesse des autres chevaux, et notamment au regard de ses gains et de ses pertes*<sup>543</sup> ». C'est ce que montrent notamment Emiliano Grossman et Asmaa Jaber au sujet de la campagne présidentielle de 2012 : « *la [médiatisation de] la campagne a été dominée par la course électorale plus que par des questions de fond.*<sup>544</sup> ». Ainsi, la thématique des intentions de vote dans les sondages est un sujet récurrent dans les articles de presse et entretient ainsi la position de présidentiable, aspect déjà évoqué précédemment<sup>545</sup>.

---

<sup>543</sup> “For journalists, the horse-race metaphor provides a framework for analysis. A horse is judged not by its own absolute speed or skill, but rather by its comparison to the speed of other horses, and especially by its wins and losses” BROH Anthony C., *art. cit.*, p. 29.

<sup>544</sup> GROSSMAN Émilie, JABER Asmaa. Le rôle des médias dans la campagne présidentielle de 2012. In (dir.) GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul. *2012, la campagne présidentielle*. Paris, L’Harmattan, 2014. p. 72.

<sup>545</sup> Voir *infra* Introduction.I.3

### III. Conclusion : le meeting, un temps privilégié d'observation des interdépendances entre responsables politiques et journalistes

Nous avons pu, dans cette première partie, mettre en évidence la manière dont à partir d'une opposition ontologique initiale entre dimensions rituelles et impératifs médiatiques, le meeting a finalement su évoluer pour devenir l'orchestrateur des campagnes électorales pour l'élection présidentielle. Moment privilégié témoignant des liens d'interdépendance entre responsables politiques et journalistes, le meeting a connu de multiples transformations, portant aussi bien sur les aspects scénographiques (encouragements des scènes de liesse, espaces réservés aux journalistes) et processuels (remise d'une version écrite du discours aux journalistes avant son énonciation en meeting, captation audiovisuelle par les équipes et mise à disposition des images) que discursifs (calibrage du propos, *horse-race journalism*).

Attention toutefois à ne pas réduire un meeting à sa médiatisation et céder ainsi à une illusion médiacentrique, lorsque le meeting est abordé. Tous les meetings ne sont pas faits pour la presse : seul·e·s les candidat·e·s les mieux doté·e·s en capital politique ou les mieux positionné·e·s dans les sondages d'opinion sont susceptibles d'attirer les médias audiovisuels. La probabilité pour un·e candidat·e de voir l'un de ses meetings être diffusé sur une chaîne d'information en continu tenant bien souvent à la position occupée dans les sondages. De la même manière, certains meetings ne sont pas construits pour répondre aux attendus médiatiques : un grand nombre de meetings de Nathalie Arthaud ou de Philippe Poutou en 2012 n'ont attiré aucun journaliste audiovisuel et n'ont pas été construits pour attirer la presse, ni même pour faire l'objet d'un traitement extérieur au parti de quelque nature que ce soit<sup>546</sup>. Aussi, notre démarche dans la prochaine partie sera de tenter de mettre en évidence les différences discursives entre les meetings très médiatisés et ceux qui ne l'ont pas été, en nous appuyant, lorsque ce sera possible et pertinent, sur des outils de statistiques textuelles.

---

<sup>546</sup> Dans l'exemple de Nathalie Arthaud, il m'a ainsi été indiqué par téléphone au moment de la constitution de mon corpus de discours qu'aucune version écrite des discours ne pouvait être transmise.



## **Partie 2. Concision, surassertion, thématization : trois formes d'anticipations des attendus médiatiques**

Dans une première partie, nous avons mis en évidence les transformations de certains meetings électoraux et les modalités de coopération entre journalistes et équipes de campagnes qui témoignent des liens d'interdépendance entre ces deux types d'agents.

Ce travail nous a permis de lister un certain nombre de transformations potentielles du meeting portant aussi bien sur les aspects scénographiques et processuels que discursifs. Ont ainsi été traités : la thématization du propos, la mise en intrigue de la campagne, le calibrage du temps d'allocution, l'encouragement de scènes de liesse, la mise à disposition d'espaces réservés aux journalistes, diverses évolutions scénographiques rappelant les nouveaux formats des émissions de télévision.

Notre ambition est maintenant de tenter de mettre en évidence par l'analyse de notre corpus quelques-unes des traces discursives de ces différentes évolutions.

### **I. Des discours raccourcis pour se conformer aux contraintes des chaînes d'informations en continu**

La concision est revenue à plusieurs reprises dans notre partie précédente, comme l'une des modalités de la collaboration entre locuteur·rice·s politiques et journalistes. On pense notamment au calibrage du discours de meeting de Nicolas Sarkozy à la Concorde. Intéressons-nous prioritairement à cette dimension, particulièrement révélatrice des transformations du discours de meeting motivées exclusivement par la prise en compte des contraintes de sa médiatisation.

Nous l'évoquons plus haut : en 2012, la retransmission en direct et en intégralité de certains meetings électoraux a vraisemblablement poussé certain·e·s candidat·e·s à raccourcir leurs

discours. C'est en tout cas, ce qu'évoque un·e communicant·e resté·e anonyme de l'entourage de Nicolas Sarkozy, interrogé·e par Jeremy Nollet et Omar Haffaf. Ce·tte communicant·e témoigne du souci de faire en sorte que le discours de Nicolas Sarkozy s'intercale entre deux éditions horaires du journal télévisé des chaînes d'information en continu : « *Tous les meetings n'étaient pas broadcastés en direct par les chaînes d'infos, mais les gros oui*<sup>547</sup>. [...] *Tu étais obligé d'avoir des discours calibrés sur 45 minutes à peu près, parce que tu intègres le fait qu'il y a le lancement, que les journalistes vont lancer un petit sujet avant, qu'ils vont annoncer les titres avant ou après, etc. Ça peut même être plus court. Par exemple, le Sarkozy à la Concorde durait 35 minutes.*<sup>548</sup> »

L'examen en corpus témoigne de la véracité de cette préoccupation. En effet, le décompte du nombre de caractères de chacun des discours de Nicolas Sarkozy permet de relever une nette différence entre le discours de la Concorde – seul discours de Nicolas Sarkozy retransmis en intégralité sur la période de campagne officielle avant le premier tour – et tous les autres. Alors que tous les autres discours de Nicolas Sarkozy comprennent entre 34 500 et 51 500 caractères<sup>549</sup> (pour une moyenne de 39 000 environ), celui tenu Place de la Concorde à Paris le 15 avril 2012 n'en compte qu'un peu plus de 25 000. Il est donc significativement plus court (35 %), que la moyenne des discours tenus dans la période et a duré trente-six minutes à l'oral<sup>550</sup>.

---

<sup>547</sup> En l'occurrence avant le premier tour, seul celui tenu place de la Concorde a été médiatisé (Pour Nicolas Sarkozy).

<sup>548</sup> Propos rapportés par HAFFAF Omar, NOLLET Jérémie. Intervention Congrès ASFP 2013.

<sup>549</sup> Espaces compris. Tous les chiffres rapportés par la suite sont toujours « espaces compris ».

<sup>550</sup> Cf. notamment la durée de l'enregistrement vidéo de ce discours : Meeting de Nicolas Sarkozy à la Concorde, 15/04/2012 [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=MIn0oPkezaY> [consulté le 6 juillet 2016].

	<b>date</b>	<b>nombre de caractères</b>
Discours devant les élus à la Mutualité à Paris	11 avril 2012	51 494
Discours à Saint-Brice-sous-Forêt	12 avril 2012	39 695
Discours à Ajaccio	13 avril 2012	34 639
Discours place de la Concorde à Paris	15 avril 2012	25 328
Discours à Poitiers	16 avril 2012	42 094
Discours à Morlaix	17 avril 2012	39 700
	<b>nombre de caractères en moyenne</b>	<b>38 825</b>

*Nombre de caractères dans les discours de meeting de Nicolas Sarkozy en campagne officielle pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*

Si l'on ne trouve pas l'expression d'une telle préoccupation dans les déclarations des personnes qui composent l'équipe de campagne de François Hollande en 2012, il semblerait néanmoins que le même phénomène puisse être observé, quoique dans des proportions moins nettes. Ainsi, le discours tenu par François Hollande le 15 avril 2012 à Vincennes est le second discours le plus court en nombre de caractères (seul celui de Carmaux est plus court encore). Celui-ci a duré quarante-neuf minutes, ce qui peut laisser penser qu'il y a eu là encore la volonté de respecter la contrainte horaire<sup>551</sup>.

	<b>date</b>	<b>nombre de caractères</b>
Discours à Besançon	10 avril 2012	45 003
Discours à Clermont-Ferrand	12 avril 2012	33 010

<sup>551</sup> Cf. la durée du discours hors *billboard* de lancement et plans larges en fin de vidéo. V. François Hollande à Vincennes, 15 avril 2012 [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ANL8ygraps4> [consulté le 6 juillet 2016].

Discours à Vincennes	15 avril 2012	30 956
Discours à Carmaux	16 avril 2012	28 009
Discours à Lille	17 avril 2012	43 729
Discours à Cernon	19 avril 2012	36 487
Discours à Charleville	20 avril 2012	31 625
	<b>nombre de caractères en moyenne</b>	<b>35 546</b>

*Nombre de caractères dans les discours de meeting de François Hollande en campagne officielle pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*

Un autre phénomène permet de renforcer cette hypothèse du raccourcissement de certains discours pour se conformer aux impératifs de leur médiatisation en direct sur les chaînes d'informations en continu. On peut en effet observer que le nombre moyen de caractères diffère assez largement en fonction de la vocation médiatique ou non d'un discours. Ainsi, les discours tenus par certain·e·s candidat·e·s, mais qui n'ont pas eu vocation à être retransmis en direct, ont été le plus souvent significativement plus longs que ceux de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, dans la même période.

C'est notamment le cas des discours parisiens tenus le même jour par les trois candidat·e·s situé·e·s à la gauche de François Hollande. Ces discours comptent tous trois un nombre de caractères nettement plus important que les discours de Nicolas Sarkozy et François Hollande. Ceux de François Hollande et Nicolas Sarkozy n'excèdent jamais les 45 000 caractères<sup>552</sup>, tandis que les discours de Nathalie Arthaud, Philippe Poutou et Jean-Luc Mélenchon démarrent à 45 000 caractères, comme le montre le tableau récapitulatif ci-après.

	<b>date</b>	<b>nombre de caractères</b>
Discours de Nathalie Arthaud à Paris	12 avril 2012	54 882
Discours de Philippe Poutou à Paris	12 avril 2012	45 466
Discours de Jean-Luc Mélenchon à Paris	12 avril 2012	45 122

<sup>552</sup> Exception faite du discours de Nicolas Sarkozy tenu devant des élu·e·s locaux·les, qui s'adresse à un public particulier.

**Nombre de caractères des discours parisiens des candidats et candidates situé·e·s à gauche de François Hollande**

**48 490**

*Nombre de caractères dans les discours des meetings parisiens de Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle 2012*

On pourrait penser que ce phénomène est exclusivement imputable à la fonction particulière d'enrôlement partisan des discours de meetings d'extrême gauche<sup>553</sup>, qui aurait pour conséquence de nécessiter de plus longs développements argumentatifs. Cette hypothèse, pour autant qu'elle puisse être vérifiable, n'en demeurerait pas moins insuffisante : on peut montrer que François Bayrou, dont aucun des discours de la campagne officielle n'a été retransmis en direct sur les chaînes d'informations en continu affectionne lui aussi les discours-fleuves : avec 59 794 caractères en moyenne pour ses discours prononcés lors de la campagne officielle pour l'élection présidentielle de 2012, ce candidat est significativement plus loquace que tous·tes ses autres concurrents et concurrentes. Son plus long discours a été prononcé à Lyon le 16 avril 2012 et frisait les 67 500 caractères, soit plus d'une heure et demie d'allocution.

	<b>date</b>	<b>nombre de caractères</b>
Discours de François Bayrou à Rennes	10 avril 2012	60 443
Discours de François Bayrou à Tours	13 avril 2012	49 567
Discours de François Bayrou à Marseille	15 avril 2012	57 157
Discours de François Bayrou à Lyon	16 avril 2012	67 482
Discours de François Bayrou à Nantes	17 avril 2012	64 321
	<b>nombre de caractères en moyenne</b>	<b>59 794</b>

*Nombre de caractères dans les discours de meeting de François Bayrou en campagne officielle pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*

<sup>553</sup>

Voir *infra* introduction. 2.II

Au travers de ces différents éléments, on voit que c'est effectivement la contrainte médiatique audiovisuelle, et en particulier la retransmission télévisée en direct et en intégralité de certains discours de meetings, qui a très probablement engendré un raccourcissement des discours de meeting durant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

Mais au-delà de cette contrainte inédite en 2012, on peut observer une autre forme de raccourcissement énonciatif qui atteste de la prise en compte d'impératifs médiatiques plus anciens et plus installés : la surassertion de certains énoncés qui composent le discours.

## II. La surassertion comme anticipation des routines médiatiques

Il a été relevé que la médiatisation de la parole publique était susceptible d'impacter la structure syntaxique même. On pense notamment aux « petites phrases<sup>554</sup> » qui se caractérisent d'un point de vue syntaxique par leur autonomie, leur détachabilité<sup>555</sup> énonciative. Les discours comprennent quelques petites phrases destinées à être mises en circulation dans l'espace médiatique immédiatement après leur énonciation. Cet impératif de médiatisation s'est sans doute trouvé renforcé en 2012 avec l'entrée de *Twitter* dans la campagne présidentielle et sa contrainte de cent-quarante caractères. Ce sont d'ailleurs ces petites phrases qui vont fournir le matériau pour prolonger la bataille (le rite d'affrontement) sur les réseaux sociaux numériques. De ce point de vue, de nombreux travaux ont montré que *Twitter* n'était pas un espace de publication totalement autonome. Comme le remarquent Françoise Papa et Jean-Marc Francony : « *l'activité éditoriale observée sur*

---

<sup>554</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, OLLIVIER-YANIV Caroline (coord.), Les petites phrases en politiques, *Communication et langages*. 2011. n° 168, 139 pages.

<sup>555</sup> MAINGUENEAU Dominique, *op.cit*, *Les phrases sans texte*, 2012. Paris : Colin, coll. U Linguistique, 184 pages.

*Twitter est principalement induite par les événements de la campagne*<sup>556</sup> ». À travers une étude portant sur les comptes *Twitter* de six cents journalistes, couplée à l'envoi d'un questionnaire auprès de vingt rédactions, Arnaud Mercier a fait état des principaux usages de *Twitter* par les journalistes. Pour ces professionnel-le-s, il s'agit d'abord d'un espace promotionnel de leurs écrits et de ceux de leurs confrères et consœurs. Pour les journalistes, *Twitter* est également un espace privilégié d'interpellation. *Twitter* est enfin un espace où les journalistes peuvent davantage exprimer leur opinion personnelle, se dégageant ainsi de la « neutralité » nécessaire dans leurs articles<sup>557</sup>.

Mais le phénomène est plus ancien : comme le relève dès 1981 Jean-Jacques Courtine, « *le règne des formes brèves constitue ainsi le second élément de ces transformations de la parole publique*<sup>558</sup> » en vue de lui permettre sa meilleure reprise et mise en circulation médiatique. Plus récemment, des travaux sont venus préciser les propriétés formelles de ces énoncés. On se réfère à deux notions forgées récemment par Dominique Maingueneau : une notion textuelle, sémantique et énonciative, la surassertion<sup>559</sup>, et son corollaire, l'énonciation aphorissante<sup>560</sup>. Dans un compte-rendu de lecture pour la revue *Argumentation et Analyse du discours*, Alice Krieg-Planque résume l'énonciation aphorissante de la manière « *sommaire*<sup>561</sup> » suivante : « *un régime d'énonciation qui présente un énoncé considéré dans une relation d'autonomie relative par rapport au texte ou à la déclaration dont cet énoncé serait extrait.*<sup>562</sup> » Plusieurs pratiques éditoriales hétérogènes des médias écrits et audiovisuels correspondent à cette définition : on peut notamment penser aux accroches de

---

<sup>556</sup> PAPA Françoise, FRANCONY Jean-Marc. *Twitter en campagne*. in (dir.) GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul. 2012, *la campagne présidentielle*, Paris : L'Harmattan, 2014. p. 100.

<sup>557</sup> MERCIER Arnaud, « *Twitter l'actualité : usages et réseautage chez les journalistes français* », *Recherches en communication*, Centre de recherche en communication de l'Université catholique de Louvain, n°39, 2013, pp. 111-132.

<sup>558</sup> COURTINE Jean-Jacques, *Les glissements du spectacle politique*. *Esprit*, 1990, n° 9, p. 156.

<sup>559</sup> MAINGUENEAU Dominique. *Les phrases sans texte*, 2012. Paris : Colin, coll. U Linguistique, 184 pages.

<sup>560</sup> MAINGUENEAU Dominique, *ibid.*

<sup>561</sup> Selon le mot même de l'auteure.

<sup>562</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, Maingueneau, Dominique. 2012. *Les phrases sans texte* (Paris : Colin), *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 2013, n°10 [réf. du 11 décembre 1998]. Disponible sur : <http://aad.revues.org/1482> [consulté le 13 juillet 2016].

journalistes en presse écrite, citations par lesquelles les journalistes démarrent leurs articles, aux bandeaux défilant des chaînes d'informations en continu, ou encore au *live-tweet* de manifestations politiques.

Dominique Maingueneau, à l'origine de ces concepts, propose un certain nombre de caractéristiques formelles d'énoncés surassertés. « *De manière schématique, on peut dire qu'une séquence est surassertée dans un texte si :*

- *elle est relativement brève,*
- *elle possède une structure prégnante sur le plan du signifiant (symétrie, syllepse...) et/ou du signifié (métaphore, paradoxe...);*
- *elle se trouve en position saillante, le plus souvent en début ou en fin de texte ou de partie de texte, de manière à lui donner le statut d'un condensé sémantique du texte dont elle fait partie ;*
- *elle marque une prise de position sur un point controversé, liée à la thématique du texte ou du passage concerné ;*
- *son énonciation implique un ethos particulier, une sorte d'"amplification" de la figure de l'énonciateur.*

*La surassertion se marque souvent au niveau de l'embrayage énonciatif par sa valeur généralisante ou générique, ou par le recours à une reprise catégorisante ("cette vérité essentielle...") ou à des connecteurs ("en fin de compte", "autrement dit", "bref"<sup>563</sup>). »*

De très nombreuses séquences de notre corpus peuvent être ainsi vues comme des surassertions. Pour identifier certains énoncés surassertés, on peut rechercher la présence de connecteurs. C'est ce que nous avons fait au travers des trois exemples suivants, avec une recherche d'énoncés relativement concis, situés en fin de paragraphe et introduits par le connecteur « *bref* » :

---

<sup>563</sup> MAINGUENEAU Dominique, Aphorisation et cadrage interprétatif, *Redis: revista de estudos do discurso* n° 2, 2013, CLUP - Centro de Linguística da Universidade do Porto, pp. 100-116.

**Exemple 1** : « Je veux que l'Europe s'occupe du Proche-Orient et qu'elle puisse être le garant de la paix nécessaire, qu'elle puisse la garantir, au moins comme l'un des deux ou trois garants dans laquelle cette région trouvera naturellement, je l'espère, un jour, son équilibre. Je veux que l'Europe soit unie pour s'occuper de l'Iran. Je veux que l'Europe fasse entendre la voix des démocraties, la voix paisible et déterminée, les deux adjectifs ont leur importance. Bref, je veux que l'Europe s'occupe d'action diplomatique.<sup>564</sup> »

**Exemple 2** : « Ensuite, dès l'été et avec un Parlement renouvelé, j'engagerai les réformes fiscales, bancaires indispensables et la réforme territoriale pour donner un nouvel acte de la décentralisation. À l'automne - et nous ne serons pas fatigués ! -, nous engagerons là encore la grande réforme de l'école parce que ça doit être la priorité, le préalable à tout effort productif. Nous mobiliserons toutes nos forces pour le redressement de notre industrie. Et puis nous réviserons nos institutions autant que nécessaires pour les moderniser et les démocratiser. Nous engagerons de grandes négociations avec les partenaires sociaux parce que je respecte les partenaires sociaux, aussi bien les syndicats que les organisations professionnelles. J'associerai les élus, tous les élus, et au-delà même de la Gauche, tous ceux qui dans leurs collectivités veulent concourir au bien public, pour participer à la transition énergétique, écologique, pour aller plus loin sur les services publics de la petite enfance, pour faire en sorte que nous ayons de meilleurs transports. Bref, il y aura une mobilisation nationale pour le redressement du pays.<sup>565</sup> »

---

<sup>564</sup> [07.04.19] – François Bayrou – Pau.

<sup>565</sup> [12.04.10] – François Hollande – Besançon.

**Exemple 3** : « Une élection présidentielle, c'est à la fois une sanction et une espérance. La sanction, elle doit être prononcée par rapport au candidat sortant. Il avait promis, il n'a pas tenu. Il avait dit que le chômage serait à 5 %, il est à 10 % de la population active. Il avait affirmé que le pouvoir d'achat serait augmenté et quoiqu'il en dise, pour beaucoup de Français, il a été diminué. Il avait dit que l'État serait impartial, il a été partisan. Il avait dit que la justice serait indépendante, elle a été soumise. Il avait dit qu'il respecterait les Français, il a souvent méprisé un certain nombre de catégories. Il avait dit qu'il rassemblerait, il a divisé. Alors oui, en démocratie, quand un bilan est aussi lourd, il est légitime de changer le président. Il a fait encore ce matin - décidément, c'est une longue plainte depuis le début de cette campagne -, un acte de repentance. Il a dit : "Si c'était à refaire, je ne commencerais pas comme j'ai fait en 2007". Belle lucidité ! Mais cela ne sera pas à refaire, c'est déjà fait. Et donc nous avons à prononcer cette sanction, mais elle ne suffit pas. Je ne peux pas être simplement le candidat d'un rejet. Les Français attendent davantage que simplement de chasser le président sortant. C'est la condition, c'est le passage obligé, mais les Français méritent mieux et nous aussi. Nous portons un grand idéal. Nous devons enlever une belle espérance. Nous devons affirmer un certain nombre de choix. Nous devons répondre à grand nombre d'inquiétudes. Nous devons faire avancer le progrès, l'égalité, la justice. Bref, nous sommes, je suis le candidat de l'espoir dans cette élection !<sup>566</sup> »

Ces trois surassertions ont été repérées simplement par une recherche des occurrences du terme « *bref* » au sein de notre corpus et l'examen des énoncés situés autour de ce terme.

Observons que dans ces trois exemples, les propriétés formelles identifiées par Dominique Maingueneau sont clairement présentes.

---

<sup>566</sup> [12.04.20] – François Hollande – Charleville-Mézières.

Ces propriétés relèvent de nombreuses dimensions : il y a des aspects textuels (saillance textuelle observable dans la position de ces surassertions à chaque fois en fin de texte<sup>567</sup>), syntaxiques (brièveté des séquences), sémantiques (condensation sémantique du propos plus largement développé par le-la candidat-e), et énonciatifs (prise de position de l'énonciateur-riche et autonomie référentielle de la surassertion).

On peut aller chercher d'autres exemples de surassertions. Par exemple chez Nicolas Sarkozy, qui nous semble être, de manière empirique, un locuteur assez soucieux de la détachabilité énonciative de certains énoncés qu'il produit :

« *La France n'est pas une page blanche, elle a une histoire.*<sup>568</sup> »

« *Ils pensaient que vous ne viendriez pas.*<sup>569</sup> » : remarquons au sujet de celle-ci, que jamais le « ils » n'est explicité.

« *Alors que le travail est une émancipation, c'est le chômage qui est une aliénation.*<sup>570</sup> »

L'enjeu pour nous serait donc de tenter de mettre en évidence la surabondance de surassertions dans les discours des candidats et des candidates les plus susceptibles d'être repris médiatiquement en 2012, que ce soit par les journalistes présents, ou par les militant·e·s susceptibles de *live-tweeter* le meeting auquel ils-elles assistent.

Cette ambition se heurte toutefois à un problème lié à l'hétérogénéité de ces surassertions. Par exemple, il n'est pas possible de se limiter à l'examen des séquences introduites par des connecteurs divers, au risque de passer à côté de l'étendue du phénomène. Pour le montrer, on peut reprendre le troisième exemple rapporté ci-dessus et observer qu'au-delà de la

---

<sup>567</sup> Ceci étant induit par l'usage du connecteur « bref ».

<sup>568</sup> [12.04.17] – Nicolas Sarkozy – Morlaix.

<sup>569</sup> [12.04.15] – Nicolas Sarkozy – place de la Concorde à Paris.

<sup>570</sup> [12.04.12] – Nicolas Sarkozy – Saint-Brice-sous-Forêt.

surassertion introduite par le mot « *bref* », ce court extrait comprend en réalité pas moins de quinze surassertions, susceptibles d'être extraites en vue de leurs reprises aphorisées dans d'autres contextes d'énonciation : « petite phrase », accroche journalistique, mises en exergue, *live-tweet*, etc. Chacune de ces surassertions se caractérisant par son autonomie référentielle et sa détachabilité potentielle.

Exemple 3 (repris) : « Une élection présidentielle, c'est à la fois une sanction et une espérance. La sanction, elle doit être prononcée par rapport au candidat sortant. Il avait promis, il n'a pas tenu. Il avait dit que le chômage serait à 5 %, il est à 10 % de la population active. Il avait affirmé que le pouvoir d'achat serait augmenté et quoiqu'il en dise, pour beaucoup de Français, il a été diminué. Il avait dit que l'État serait impartial, il a été partisan. Il avait dit que la justice serait indépendante, elle a été soumise. Il avait dit qu'il respecterait les Français, il a souvent méprisé un certain nombre de catégories. Il avait dit qu'il rassemblerait, il a divisé. Alors oui, en démocratie, quand un bilan est aussi lourd, il est légitime de changer le président. Il a fait encore ce matin - décidément, c'est une longue plainte depuis le début de cette campagne -, un acte de repentance. Il a dit : "Si c'était à refaire, je ne commencerais pas comme j'ai fait en 2007". Belle lucidité ! Mais cela ne sera pas à refaire, c'est déjà fait. Et donc nous avons à prononcer cette sanction, mais elle ne suffit pas. Je ne peux pas être simplement le candidat d'un rejet. Les Français attendent davantage que simplement de chasser le président sortant. C'est la condition, c'est le passage obligé, mais les Français méritent mieux et nous aussi. Nous portons un grand idéal. Nous devons enlever une belle espérance. Nous devons affirmer un certain nombre de choix. Nous devons répondre à grand nombre d'inquiétudes. Nous devons faire

*avancer le progrès, l'égalité, la justice. Bref, nous sommes, je suis le candidat de l'espoir dans cette élection !*<sup>571</sup> »

Comme on le voit au travers cet exemple, certaines surassertions, même si leur accumulation est de nature à provoquer une emphase stylistique momentanée – et qui s'observe notamment dans cet exemple par l'anaphore rhétorique « *il avait dit* » pour une partie d'entre elles – ne répondent pas toujours à l'ensemble des propriétés évoquées par Dominique Maingueneau. Ainsi, certains énoncés ne présentent pas de saillance textuelle particulière (toutes les surassertions situées au milieu des paragraphes), d'autres ne visent pas à synthétiser un propos (l'énoncé « *nous devons répondre à un grand nombre d'inquiétudes* » n'est précédé ou suivi par l'énonciation d'aucune inquiétude). Pour d'autres encore, et notamment celles qui mobilisent la troisième personne du singulier, l'autonomie référentielle est relative. Cet extrait serait sans doute compréhensible dans le contexte immédiat de ce discours et sous réserve que la situation de communication et l'identité de l'énonciateur ou de l'énonciatrice soient précisées. Non replacée dans leur contexte d'énonciation – par exemple par la mention du/de la locuteur-riche et des circonstances de l'énonciation –, la valeur « aphoristique » de certains énoncés s'amenuise fortement. Par exemple, l'énoncé « *en démocratie, quand un bilan est aussi lourd, il est légitime de changer le président* » peut tout à fait faire office d'accroche journalistique ou d'un *live-tweet*, dans le contexte immédiat du discours. Ce qui fut d'ailleurs le cas, comme en atteste la capture d'écran ci-après du compte Twitter officiel de François Hollande :



<sup>571</sup>

[12.04.20] – François Hollande – Charleville-Mézières.

En ce sens, cet énoncé peut être considéré comme une aphorisation secondaire ou dérivée<sup>572</sup> : « *l'énonciation est aphorissante parce que l'énoncé considéré est détaché d'un texte : produit dans un geste qui emprunte de loin au vaste domaine de la "citation", l'énoncé résulte alors de l'extraction d'un fragment à partir d'un ensemble textuel plus ample* ». Mais son autonomie référentielle s'éteint aussitôt que l'on tente d'effacer toute mention de son contexte d'énonciation<sup>573</sup>.

Cette difficulté à repérer des invariants de la surassertion, y compris sur des dimensions strictement textuelles, s'observe aussi dans d'autres discours. Ainsi, nous avons repéré dans cette séquence du dernier meeting de Nicolas Sarkozy, pas moins de onze énoncés surassertés, soulignés et numérotés :

« (1) *Un candidat à la présidence de la République digne de ce nom doit faire siennes les joies et les souffrances de la France.* (2) *Dans une campagne présidentielle, on ne peut pas tricher, faire semblant.*

*La rencontre d'un homme et d'un peuple, ce miracle de l'élection présidentielle par lequel un homme cesse d'être l'homme d'un parti pour espérer devenir l'homme d'une nation, est le fruit d'une exigence humaine et morale davantage qu'une exigence politique.*

(3) *La rencontre d'un homme et d'un peuple, pour y parvenir, il faut ouvrir son âme et donner son cœur. C'est une communion, un acte d'amour. Pour unir les Français, pour pouvoir parler en leur nom, au nom de tous les Français, pour pouvoir les gouverner, il faut les aimer.*

---

<sup>572</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, Maingueneau, Dominique. 2012. Les phrases sans texte (Paris : Colin), *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 2013, n°10 [réf. du 11 décembre 1998]. Disponible sur : <http://aad.revues.org/1482> [consulté le 13 juillet 2016].

<sup>573</sup> On pourrait même imaginer que cette citation soit réutilisée contre François Hollande lui-même lors de la prochaine campagne présidentielle de 2017 (si jamais il était candidat).

*Mais aimer, c'est prendre le risque de souffrir, parce qu'aimer, c'est abolir toutes les barrières, toutes les distances, c'est devenir plus sensible et sans doute plus vulnérable.*

*(4) Une campagne présidentielle est une affaire de sentiments, de sensibilité, d'amour.*

*(5) La France mérite qu'on l'aime.*

*(6) Les Français, je veux les aimer pour les rassembler.*

*Voilà le premier message de l'élection présidentielle.*

*(7) Une campagne présidentielle, c'est prendre des risques. Le risque de souffrir de la souffrance de l'autre, d'être malheureux des malheurs de l'autre, parfois de nourrir son désespoir du désespoir de l'autre.*

*C'est prendre le risque d'ajouter le malheur, la souffrance, le désespoir de l'autre à sa propre souffrance, à ses propres interrogations.*

*C'est prendre le risque que les blessures, les fragilités et l'interrogation de l'autre réveillent les blessures, les fragilités, les interrogations qui sont au fond de soi.*

*(8) La politique, c'est une grande affaire humaine. Ceux qui ne comprennent pas cela n'ont rien compris à la politique, qui n'est pas une question technique, mais humaine.*

*Oui, on ne sort pas indemne d'une telle campagne, sans doute à cause de ce qu'elle contribue à révéler de soi-même. À cause de l'intensité des sentiments, à cause de la profondeur de l'engagement, beaucoup plus qu'à*

*cause des insultes et des mensonges, des procès d'intention et des insinuations qu'une campagne oblige à subir.*

*J'ai été étonné qu'on puisse inventer autant d'insinuations et de procès d'intention me concernant, si je n'existais pas, sans doute faudrait-il m'inventer ?! Mais après tout, c'est sans doute la loi du genre.*

*Quand des candidats n'ont pas d'idées, pas d'arguments, aucune conviction, ne croient en rien et, de surcroît, ne travaillent pas, alors, ils n'ont pas d'autres recours que l'insulte, le mensonge et l'insinuation.*

*Je ne crois pas que les Français seront dupes de tels comportements et de telles pratiques.*

*Mais l'important, au fond, n'est pas là, l'important est dans le lien mystérieux qui se tisse avec le peuple de France. Il est dans le mystère indicible de la métamorphose de l'homme politique qui espère devenir un homme d'État.*

*Une campagne présidentielle, c'est rude, éprouvant, douloureux parce qu'elle oblige à se livrer, à répondre à des questions que, dans le dialogue singulier que chacun entretient avec lui-même, l'on avait jusque-là soigneusement éludées.*

*Mais c'est en allant au bout de sa vérité, de sa sincérité, de sa cohérence, que l'on devient alors capable d'aimer un peuple, que l'on devient plus fort, capable de le représenter et de le conduire, que l'on devient à même de devenir le maître de son propre destin.*

*Celui qui ne s'engage pas, qui ne donne jamais rien de lui-même, qui se protège, se tient à distance, refuse de prendre le moindre risque, celui-là*

*passé à côté de tout ce que la vie a de plus beau et de plus grand, de tout ce que la vie a de plus intense, de ce pour quoi, au fond, la vie mérite d'être vécue.*

*Vous l'avez compris (9) j'ai mené cette campagne présidentielle au bout de ma sincérité, de mes convictions et de mon engagement. (10) Je ne connais pas l'avarice des sentiments.*

*(11) Cette campagne n'a ressemblé à aucune autre. Ce fut un moment fort parce qu'elle m'a beaucoup appris sur ce qui est au fond de moi et sur ce que les Français éprouvent, sur ce qu'ils attendent. »*

Cet exemple montre l'abondance d'énoncés susceptibles d'être aphorisés dans différents contextes énonciatifs. Dans une séquence textuelle relativement brève, les énoncés (4) (5) et (6) se suivent immédiatement et peuvent tous trois être repris ailleurs. Là encore, la propriété de saillance textuelle formelle ne semble pas être dans certains cas parfaitement remplie. Remarquons également que si ces onze surassertions répondent bien à tout ou partie des propriétés énoncées par Dominique Maingueneau, elles n'ont en revanche que peu de régularités communes et textuellement observables. On peut y noter au mieux un « air de famille », et projeter leur détachabilité éventuelle, en nous interrogeant sur les limites – notamment temporelles – du régime d'énonciation qui peut supporter cette détachabilité.

Aussi, compte tenu de l'hétérogénéité des surassertions, il ne semble pas possible d'examiner la densité surassertive de notre corpus par une requête lexicométrique, pour témoigner de la manière dont seraient anticipées les routines médiatiques de l'aphorisation, par certain·e·s locuteur·rice·s plutôt que d'autres, ou pendant certaines campagnes.

Faute de pouvoir relever la densité surassertive d'un texte par une démarche strictement lexicométrique, nous allons dès lors procéder à la vérification d'une hypothèse secondaire,

dérivée, pour tenter de mettre en évidence la différence énonciative entre discours susceptibles d'être médiatisés et discours qui ne le sont pas. Pour ce faire, nous allons examiner la brièveté des phrases de certain·e·s locuteur·rice·s dont les discours constituent notre corpus, brièveté relative formellement repérable par la densité de certains signes de ponctuation pour un texte donné.

### III. Les « phrases sémantiquement closes » comme indice de la visée médiatique

Pour tenter de mettre en évidence ce phénomène, nous avons comparé certains discours fortement médiatisés en 2012 à ceux qui l'ont beaucoup moins été dans la même période et avons tenté de relever la fréquence moyenne des signes de ponctuation suivants : point (.), point d'exclamation (!), point d'interrogation (?), en les considérant comme trois témoins de la présence d'une phrase<sup>574</sup>.

Bien sûr, nous n'ignorons pas la dimension plurivoque de chacun des signes de ponctuation. Ceux-ci opèrent non seulement en tant « *qu'indicateurs syntagmatiques et énonciatifs*<sup>575</sup> », mais aussi comme outils « *servant à l'actualisation de la langue en discours, selon les calculs énonciatifs du locuteur*<sup>576</sup> ». Toutefois, nous considérons au regard de notre enjeu qu'il est possible d'amalgamer l'ensemble de ces signes de ponctuation pour simplement mettre en évidence la longueur moyenne des phrases entre discours médiatisés et discours non médiatisés, et vérifier l'hypothèse que les discours médiatisés sont à la fois plus concis, mais aussi plus ponctués – et donc plus toniques d'un point de vue prosodique – que les discours qui ne le sont pas.

Nous avons également exclu les deux points « : » et les points-virgules « ; ». Ces signes ne nous semblent pas être utilisés pour clore un propos (même de manière équivoque), mais

---

<sup>574</sup> Nous excluons les points de suspension pour une raison que nous expliquerons ultérieurement.

<sup>575</sup> ANIS Jacques (avec Jean-Louis CHISS et Christian PUECH). *L'Écriture : théories et descriptions*. Bruxelles : Éditions universitaires de Bruxelles, de Boeck, 1988, p. 246.

<sup>576</sup> Alain RABATEL, Analyse énonciative et discursive de la ponctuation du discours direct complet en fin de phrase », *Neophilologische Mitteilungen*, Vol n°2, n°107, 2006, p. 209.

plutôt pour l'ouvrir. Par exemple, en introduisant une énumération ou une citation ou pour articuler deux propositions indépendantes. En attestent les réalisations typiques suivantes, extraites de notre corpus :

Cas de l'énumération avec deux points : « *Je le saisirai de deux lois de programmation : l'une pour doter la police et la gendarmerie des moyens d'action qui leur sont nécessaires [...]. Une autre loi de programmation devra permettre à la justice de remplir ses missions.*<sup>577</sup> »

Cas de la citation introduite par deux points : « *C'est ainsi que, lors d'un meeting à Marseille, Jospin aurait dit, dans son discours, qu'il ne fallait et je le cite : "pas oublier qu'il y avait aussi des ouvriers parmi les citoyens". Heureusement qu'il s'en souvient à temps pour l'élection !*<sup>578</sup> »

Cas de l'articulation entre propositions indépendantes : « *Oui, communiste, partisan sans réserve d'annuler la dette des pays pauvres ; d'augmenter l'aide publique que la France consacre à leur développement ; de créer un fonds de réparation sous l'égide de l'ONU, alimenté par une taxation de type Tobin.*<sup>579</sup> »

Là encore, nous n'ignorons pas l'usage plurivoque de ces deux formes de ponctuations, mais nous formons l'hypothèse qu'en discours écrit, elles servent à ouvrir un propos plutôt qu'à le clore, et que donc au regard de ce qui nous intéresse (à savoir la mise en évidence d'un

---

<sup>577</sup> [02.04.09] – Jean-Pierre Chevènement – Dijon.

<sup>578</sup> [02.04.14] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>579</sup> [02.04.12] – Robert Hue – Zénith de Paris.

« règne médiatique des formes brèves<sup>580</sup> »), il n'est pas indispensable d'aller plus loin sur la diversité des vocations de ces deux signes de ponctuation.

Pour cette même raison, nous avons exclu les points de suspension. D'un point de vue sémiotique, les points de suspension s'opposent au point. Comme l'évoque Julien Rault, le point de suspension « *manifeste l'impossibilité de la clôture, syntaxique, mais aussi sémantique* ». Étant plus hésitant sur la détachabilité potentielle de phrases se terminant par des points de suspension, nous sommes retournés au texte pour nous assurer qu'en discours, ceux-ci se caractérisaient justement par l'impossibilité de clôture sémantique et donc de détachement énonciatif. Il semble bien que ce soit le cas, comme le montrent les trois exemples suivants :

« *Nous séparerons les activités des banques lorsqu'elles font du crédit à partir du dépôt, des activités des banques lorsqu'elles font de la spéculation à partir de notre épargne. Ce sera terminé ! Cette séparation sera faite. Mais tout de même, entendre le candidat sortant convoquer la spéculation pour empêcher l'alternance... Mais les Français ne le voudront pas, parce que les Français sont un peuple libre, souverain, qui ne se fait imposer ses décisions par personne. Et pas encore par la finance !<sup>581</sup> »*

« *Et puis je suis venu en Corse aussi parce que je n'oublie pas que deux de mes fils ont du sang corse ! D'accord, c'est Sagone, c'est Vico ! Mais bon... C'est loin d'Ajaccio, mais quand même !<sup>582</sup> »*

« *45 millions d'euros d'impôts sur le revenu et, l'an prochain, 55 millions d'intérêts de la dette... Cette situation-là, qui est en train*

---

<sup>580</sup> La formulation originelle de « *règne des formes brèves* » est empruntée à Jean-Jacques Courtine, Les glissements du spectacle politique. *Esprit*, 1990, n° 9, p. 156.

<sup>581</sup> [12.04.16] – François Hollande – Carmaux.

<sup>582</sup> [12.04.13] – Nicolas Sarkozy – Ajaccio.

*de dérapier, qui non pas s'arrange, mais s'aggrave, cette situation-là constitue une telle menace pour l'avenir de la Nation qu'il est de notre devoir de tracer la route de ceux qui ont décidé de faire face et de ne pas, plus longtemps, accepter l'inacceptable pour la France.<sup>583</sup> »*

Comme on le voit, il ne semble pas possible de détacher une partie de l'énoncé articulée autour des points de suspension.

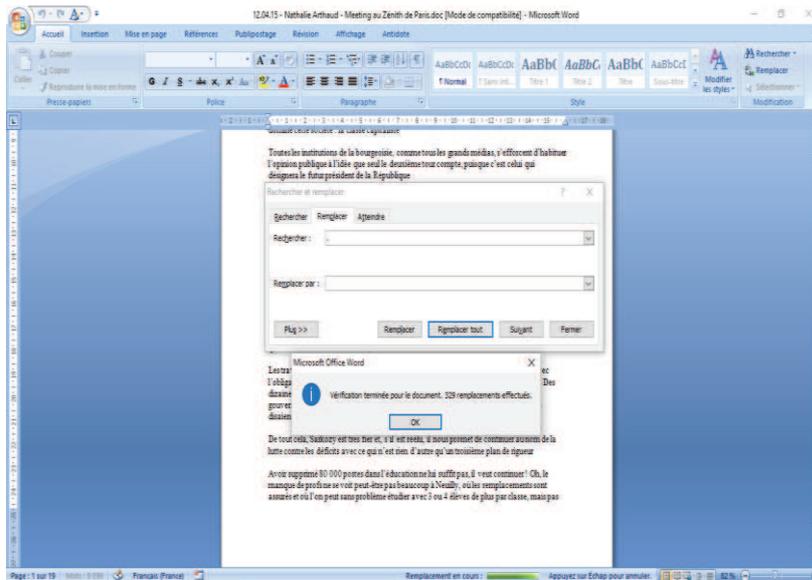
Pour tenter de mettre en évidence le contraste quant à la longueur moyenne de ce que nous appelons – faute de mieux – des « phrases sémantiquement closes<sup>584</sup> » entre discours susceptibles d'être médiatisés et ceux qui ne le sont pas, nous avons mis en œuvre la procédure suivante :

Sous *Word*, nous avons procédé à un « rechercher / remplacer tout » de tous les « ! » « ? » par un « . ». Puis, nous avons réalisé un second « rechercher / remplacer tout » de tous les « . » ainsi obtenus, par n'importe quel autre signe. Le but de cette seconde étape n'est pas de remplacer une seconde fois ce signe par un autre, mais simplement de faire apparaître le nombre de modifications effectuées que le logiciel *Word* indique à ce moment-là, ainsi que la capture d'écran ci-après en témoigne.

---

<sup>583</sup> [12.04.10] – François Bayrou – Rennes.

<sup>584</sup> C'est-à-dire des phrases déclaratives, interrogatives ou exclamatives.



Cette méthode – certes expérimentale et originale – répond à l’objectif. Elle nous permet de savoir ce que *Lexico 3* ne nous apprend pas, à savoir le nombre de « . », « ? » et « ! », contenu dans un discours, et par là, le nombre de phrases sémantiquement closes pour un discours donné<sup>585</sup>.

Précisons qu’avant de soumettre certains discours à cette procédure, nous avons pris soin de vérifier par un repérage visuel, que les signes concernés par cette procédure ne s’inscrivaient pas dans des énoncés ayant d’autres vocations, et notamment une fonction paratextuelle<sup>586</sup> ou didascalique<sup>587</sup>. Lorsque c’était le cas, nous avons exclu ces énoncés de cette procédure.

<sup>585</sup> D’autres logiciels comme *Cordial* ou *TreeTagger* (par une procédure de catégorisation) auraient pu permettre d’arriver au même point, nous avons néanmoins voulu montrer que cela était également possible *via* une requête sous un logiciel de traitement de texte aussi courant que *Word* pour montrer que la maîtrise de logiciel de lexicométrie n’était pas absolument indispensable pour procéder à quelques dénombrements simples, comme le nombre d’occurrences d’un signe ou d’un ensemble de signes de ponctuation au sens d’un corpus.

<sup>586</sup> GENETTE Gérard. *Seuils*. Paris : Éditions du Seuil, collection poétique, 1987, 388 pages.

<sup>587</sup> Cela veut dire que nous avons par exemple exclu cet énoncé didascalique du discours référencé [12.04.13] – Nicolas Sarkozy – Ajaccio : *Le public* : « *On va gagner ! On va gagner !* »

Ce travail de dénombrement statistique permet de mettre en évidence un certain nombre de traits distinctifs entre discours médiatisés et discours non médiatisés.

On peut observer tout d'abord une différence assez nette du nombre de caractères en moyenne par phrase close, entre le discours tenu par Nicolas Sarkozy devant des élu-e-s UMP le 11 avril 2012 (148 mots en moyenne) et l'ensemble des autres discours de meetings tenus avant le 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2012 (entre 106 et 138 mots en moyenne).

Le retour au texte permet d'expliquer ce phénomène. Les discours de Nicolas Sarkozy se caractérisent en effet par le recours fréquent aux surassertions<sup>588</sup>, qui mobilisent les procédés gnominiques les plus communs : troisième personne du singulier, utilisation du présent de vérité générale, fréquence du verbe « être ». Reprenons les trois exemples précédemment cités :

« *La France n'est pas une page blanche, elle a une histoire.*<sup>589</sup> »

« *Ils pensaient que vous ne viendriez pas.*<sup>590</sup> »

« *Alors que le travail est une émancipation, c'est le chômage qui est une aliénation.*<sup>591</sup> »

Celles-ci vont permettre à Nicolas Sarkozy d'opérer une intensification sémantique de certains énoncés. Il ne s'agit plus de démontrer, mais d'asséner, de frapper les esprits. Elles vont aussi permettre de favoriser la « reprenabilité<sup>592</sup> » des énoncés par un ensemble d'agents auxiliaires. Et on peut présumer que cet impératif stylistique est moins présent face

---

<sup>588</sup> MAINGUENEAU Dominique, *art. cit.*

<sup>589</sup> [12.04.17] – Nicolas Sarkozy – Morlaix.

<sup>590</sup> [12.04.15] – Nicolas Sarkozy – place de la Concorde à Paris.

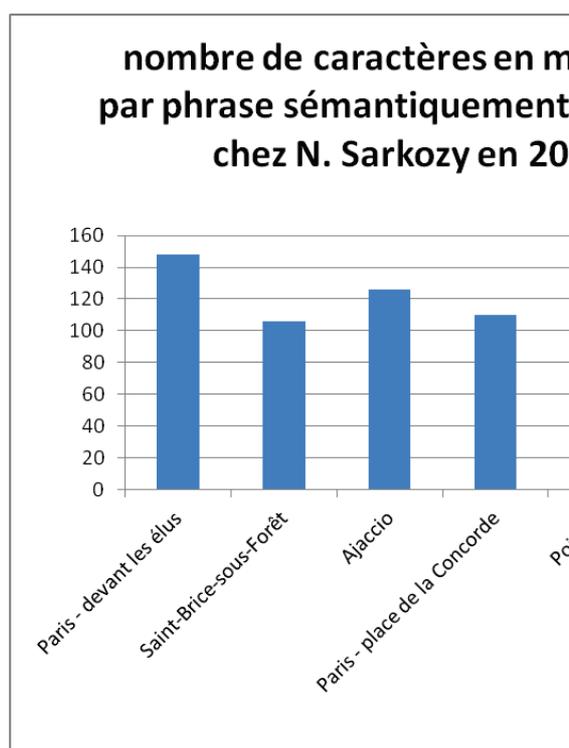
<sup>591</sup> [12.04.12] – Nicolas Sarkozy – Saint-Brice-sous-Forêt.

<sup>592</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, *art. cit.* p. 2.

à un public d'élus que face à un public de meeting ouvert à tous et toutes, où l'on compte quelques journalistes et des personnes qui *live-tweetent* la manifestation.

	date	nombre de caractères	nombre de signes de ponctuation "de clôture"	nombre de caractères en moyenne par phrase « close »
Discours devant les élus à la Mutualité à Paris	11 avril 2012	51 494	348	<b>148</b>
Discours à Saint-Brice-sous-Forêt	12 avril 2012	39 695	375	<b>106</b>
Discours à Ajaccio	13 avril 2012	34 639	276	<b>126</b>
Discours place de la Concorde à Paris	15 avril 2012	25 328	230	<b>110</b>
Discours à Poitiers	16 avril 2012	42 094	305	<b>138</b>
Discours à Morlaix	17 avril 2012	39 700	338	<b>117</b>
	<b>Moyenne</b>	<b>38 825</b>	<b>312</b>	<b>124</b>

*Nombre de caractères par phrase close dans les discours de meeting de Nicolas Sarkozy en campagne officielle pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*



Ceci confirme d'ailleurs l'observation déjà ancienne de Jean-Jacques Courtine, qui indique que sous la pression du média télévisé « *les figures d'amplification tendent à laisser place aux formes rhétoriques, par suppression, schématisation, ellipse.*<sup>593</sup> »

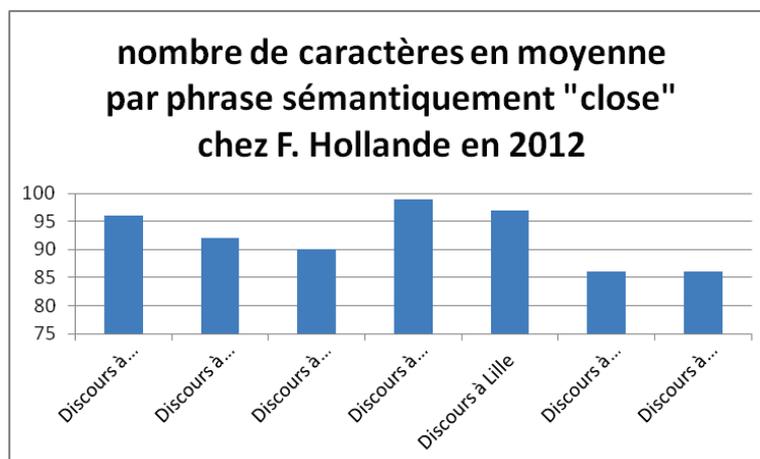
---

<sup>593</sup>

COURTINE Jean-Jacques, *Art. cit.*

	date	nombre de caractères	nombre de signes de ponctuation "de clôture"	nombre de caractères en moyenne par phrase close
Discours à Besançon	10 avril 2012	45 003	469	<b>96</b>
Discours à Clermont-Ferrand	12 avril 2012	33 010	357	<b>92</b>
Discours à Vincennes	15 avril 2012	30 956	345	<b>90</b>
Discours à Carmaux	16 avril 2012	28 009	282	<b>99</b>
Discours à Lille	17 avril 2012	43 729	453	<b>97</b>
Discours à Cernon	19 avril 2012	36 487	426	<b>86</b>
Discours à Charleville	20 avril 2012	31 625	366	<b>86</b>
	<b>moyenne</b>	<b>35 546</b>	<b>385</b>	<b>92</b>

*Nombre de caractères par phrase close dans les discours de meeting de François Hollande en campagne officielle pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*



Le phrasé de François Hollande est plus bref (92 mots en moyenne) que celui de Nicolas Sarkozy (124 mots en moyenne). Mais le discours de Vincennes ne présente pas de véritable différence par rapport aux autres discours de François Hollande. En revanche, rapportées aux discours tenus par ses concurrents moins médiatisés dans la même période, les phrases sémantiquement closes de François Hollande semblent nettement plus ramassées, en moyenne. En effet, si les phrases sémantiquement closes de François Hollande comptent en moyenne quatre-vingt-douze caractères, celles de Nathalie Arthaud font cent-vingt-huit caractères, le même ordre de grandeur que celles de Nicolas Sarkozy. Celles de François Bayrou, sont nettement plus longues cent-soixante-six caractères en moyenne, ce qui est sans doute à mettre en rapport avec son parcours de professeur agrégé de Lettres classiques.

	<b>date</b>	<b>nombre de caractères</b>	<b>nombre de signes de ponctuation "de clôture"</b>	<b>nombre de caractères en moyenne par phrase close</b>
Nathalie Arthaud à Paris	12 avril 2012	54 882	<b>430</b>	<b>128</b>
François Bayrou à Rennes	10 avril 2012	60 443	357	<b>169</b>
François Bayrou à Tours	13 avril 2012	49 567	317	<b>156</b>
François Bayrou à Marseille	15 avril 2012	57 157	335	<b>171</b>
François Bayrou à Lyon	16 avril 2012	67 482	362	<b>186</b>
François Bayrou à Nantes	17 avril 2012	64 321	428	<b>150</b>
<b>car. moy. pour F. Bayrou</b>		<b>59 794</b>	<b>360</b>	<b>166</b>

*Nombre de caractères par phrase close dans les discours de meeting de N. Arthaud et F. Bayrou<sup>594</sup> en campagnes officielles pour l'élection présidentielle 2012 (avant le premier tour)*

<sup>594</sup> Nous avons exclu les discours de Philippe Poutou et Jean-Luc Mélenchon de cet examen, car nous avons assuré la retranscription de ces deux discours à partir d'enregistrements vidéo, et qu'en conséquence la ponctuation qui y est apportée n'est pas indigène.

Faute de pouvoir relever la fréquence statistique des surassertions, nous avons néanmoins tenté d'approcher la notion par un premier indice, celui de la fréquence de « phrases sémantiquement closes » dans les discours qui constituent notre corpus. Ceci a permis de mettre en évidence une nette différence entre l'ensemble des discours tenus par Nicolas Sarkozy avant le premier tour de l'élection présidentielle et celui qu'il a réservé aux élu·e·s, et qui fut, par le fait du public auquel il s'adressait prioritairement, moins médiatisé. De la même manière, nous avons relevé que les discours des deux candidats les plus suivis médiatiquement en 2012, Nicolas Sarkozy et François Hollande, présentaient une longueur moyenne de « phrases sémantiquement closes » significativement inférieure à celles de François Bayrou ou Nathalie Arthaud dans la même période. Au-delà d'un indicateur de la tonicité prosodique des discours, il peut s'agir d'un indice de la prise en compte du régime énonciatif de l'aphorisation par les locuteurs et locutrices les plus médiatisé·e·s en 2012, ce qui s'observe dans la généralisation de pratiques médiatiques des petites phrases, du *live-tweet* ou encore de l'accroche journalistique.

#### **IV. Thématiser son expression pour la conformer aux routines de la reprise médiatique**

Les sous-parties précédentes nous ont donné l'occasion d'observer dans le raccourcissement du discours du meeting et dans la multiplication des surassertions, deux traces de la prise en compte des transformations médiatiques. Mais l'anticipation des routines journalistiques s'observe aussi dans la construction, ancienne, de pseudo-événements<sup>595</sup> par les équipes de campagne : nombre de déplacements des candidat·e·s sont thématiques et se clôturent par un meeting. C'est cet aspect que nous proposons d'étudier maintenant.

En effet, cette thématisation de l'expression constitue une preuve complémentaire de la prise en compte de routines journalistiques. De manière stéréotypée, certains meetings vont en fonction du lieu où ils se déroulent, donner la préférence à tel ou tel thème. Ainsi,

---

<sup>595</sup> BOORSTIN Daniel J. *op. cit.*

nombre de candidat·e·s vont parler d'Europe à Strasbourg, siège de nombreuses institutions européennes (Parlement européen, Cour Européenne des droits de l'homme), de sécurité à Ajaccio, ville marquée par de nombreux attentats et par l'affirmation de velléités autonomistes, d'industrie à Lille, Roubaix ou Valenciennes, trois poumons du bassin industriel français du XX<sup>e</sup> siècle. Ceci peut aussi apparaître dans le choix symbolique d'une date : ainsi Nicolas Sarkozy tient un meeting le 1<sup>er</sup> mai 2012, place de la Concorde à Paris. Il y développe un discours largement consacré aux relations sociales et à la place des syndicats.

On peut relever plusieurs exemples de cette volonté, qui attestent par leur traitement médiatique de la réussite de cette pseudo-événementialisation des meetings.

Par exemple, *BFMTV* titre au sujet d'un meeting de François Hollande le 24 mars 2012 « *Hollande en Corse : meeting en extérieur pour parler sécurité*<sup>596</sup> ».



De la même manière l'AFP (ici bâtonnée par LCP), diffuse le 6 mars 2012 une dépêche dans laquelle elle titre : « *En meeting à Strasbourg, Bayrou prône une refondation de l'Europe* »

---

<sup>596</sup> Hollande en Corse : meeting en extérieur pour parler de sécurité [Ressource électronique]. BFM TV.com. Disponible sur : <http://www.bfmtv.com/politique/hollande-en-corse-meeting-en-exterieur-pour-parler-securite-209399.html> [consulté le 6 juillet 2016].



Ce mouvement n'est pas nouveau et peut également puiser dans le contexte particulier d'une période. Jacques Chirac va en 2002 choisir Rouen pour porter son discours sur la réorganisation territoriale. Il le fera en présence du Président du Sénat, Christian Poncelet, dans une ville dirigée par un élu de la majorité, Pierre Albertini (UDF), professeur de droit et spécialiste des questions d'organisation territoriale<sup>597</sup>, et dans un département également dirigé par un élu de droite, Charles Revet. La ville de Rouen est choisie, car reconnue à ce moment-là comme à la pointe de la bataille pour la décentralisation, ainsi qu'en atteste par exemple la tenue des *Assises pour les libertés locales* qui s'y tiendront quelques mois après<sup>598</sup>.

L'examen de ces discours montre également la prégnance de ces différentes thématiques.

Ainsi, le discours de François Hollande tenu lors d'un meeting à Ajaccio le 24 mars 2012<sup>599</sup> constitue pour l'essentiel une critique du bilan « sécuritaire » de Nicolas Sarkozy. Deux énoncés rapportés par *Le Monde*<sup>600</sup> nous semblent être particulièrement révélateurs :

<sup>597</sup> Pierre ALBERTINI est notamment le coauteur avec Isabelle SICART d'une *Histoire du septennat*. Paris : Economica, coll. « Mieux connaître », 2001, 141 pages.

<sup>598</sup> Assises des libertés locales à Rouen : la décentralisation, « le meilleur vecteur pour débloquent la France » [Ressource électronique]. Lagazette.fr. Disponible sur : <http://www.lagazettedescommunes.com/22152/assises-des-libertes-locales-a-rouen-la-decentralisation-le-meilleur-vecteur-pour-debloquer-la-france/> [consulté le 6 juillet 2016].

<sup>599</sup> C'est-à-dire en dehors de la période de campagne officielle. Néanmoins, nous mobilisons ponctuellement ce qui a pu être rapporté de ce discours dans *Le Monde* car celui-ci constitue un bon exemple du phénomène que nous proposons d'étudier maintenant.

*« La République doit d'abord assurer à chacune et chacun le droit à la sécurité et y veiller constamment. Il faut appliquer fermement la loi. Pas besoin d'en inventer une à chaque moment et à chaque circonstance. »*

*« Comment expliquer que depuis cinq ans, il y ait eu 20 homicides par an, 22 homicides et 16 tentatives en 2011, record en France et en Europe ? (...) Et il vient nous faire les leçons sur la sécurité ? »*

Pour François Bayrou, à Strasbourg le 6 mars 2012, l'annonce du thème exclusif du discours est là aussi clairement énoncée :

*« J'ai chaud au cœur mes chers amis, car nous sommes à Strasbourg et que je suis venu à Strasbourg vous parler de l'Europe et de la France et, pour moi, ces trois noms, Strasbourg, Europe, France, sont étroitement mêlés. »*

En outre, nous avons relevé dans ce discours pas moins de quatre-vingts occurrences du terme « Europe » et plus de cent, si on élargit la recherche aux formes fléchies : « européen », « européenne », etc.<sup>601</sup> pour un discours de huit-mille-sept-cents mots au total.

C'est le même procédé qui est utilisé dix ans plus tôt par Jacques Chirac à Rouen. Ce dernier, annonce dès le départ le thème de son discours :

---

<sup>600</sup> REVAULT D'ALLONNES David, « A Ajaccio, Hollande attaque Sarkozy sur son bilan militaire », Le Monde.fr, 24 mars 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/24/a-ajaccio-hollande-attaque-sarkozy-sur-son-bilan-securitaire\\_1675255\\_1471069.html#m2se0DxLATjs8Hjb.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/24/a-ajaccio-hollande-attaque-sarkozy-sur-son-bilan-securitaire_1675255_1471069.html#m2se0DxLATjs8Hjb.99) [consulté le 7 juillet 2016].

<sup>601</sup> Ce discours étant antérieur de quelques jours à la période de campagne officielle, il n'entre pas dans notre corpus à proprement parler.

*« Vous qui chaque jour agissez au service de nos compatriotes dans les régions, les départements et les communes de France, je vous ai conviés aujourd'hui pour vous dire mon ambition pour notre démocratie et pour l'avenir de la citoyenneté. L'aspiration des Françaises et des Français à participer davantage aux décisions qui les concernent est de plus en plus forte. Ils veulent être consultés, écoutés, entendus. Ils en ont assez de l'étatisme. Ils veulent que le pouvoir central cesse de les traiter en sujets de la République. Ils ne se contentent plus d'être, une fois tous les cinq ou six ans, acteurs de la démocratie, et le reste du temps, spectateurs. Ils veulent être pleinement reconnus dans leur liberté, leur dignité et leur responsabilité de citoyens. Ils attendent plus de proximité, plus de dialogue, une meilleure prise en compte de la diversité des situations et des besoins.<sup>602</sup> »*

Remarquons que ce thème est dans ce cas aussi, le seul abordé dans son discours. Ainsi, juste avant la formule de conclusion, *« Je vous remercie. Vive la République ! Vive la France ! »*, le dernier paragraphe de son discours est :

*« J'ai la conviction que là où ils [les Français] habitent, ils sont prêts à prendre de nouvelles responsabilités pour améliorer leurs conditions de vie et exercer pleinement leur citoyenneté. Je suis sûr qu'ils y aspirent. Le nécessaire renouveau de notre démocratie passe par leur engagement.<sup>603</sup> »*

Cette thématization peut aussi être perçue comme un symptôme de l'appétence des candidat·e·s pour la réactivation de symboles et d'une mémoire politique. Mais elle est aussi une manière de s'assurer d'une présence régulière dans l'actualité politique et d'une reprise plus large par des médias spécialisés. Couplée à la territorialisation des discours de

---

<sup>602</sup> [02.04.10] – Jacques Chirac – Rouen.

<sup>603</sup> [02.04.10] – Jacques Chirac – Rouen.

meetings<sup>604</sup>, la thématization de certains meetings permet d'obtenir un maillage fin dans l'occupation de l'espace médiatique en s'assurant une présence en presse quotidienne régionale et une reprise dans les médias audiovisuels régionaux (radios locales, chaînes de télévision régionales).

---

<sup>604</sup> Voir *infra* chapitre 2. Partie 2.1.b

## **Partie 3. La mise en scène d'une adversité : la presse dans le discours de meeting électoral**

La thématisation de certains discours, le recours aux surassertions, le raccourcissement du propos, constituent autant de traces discursives de l'anticipation des routines journalistiques.

On pourrait dès lors penser que la référence au public de journalistes est présentée en discours selon des modalités particulièrement soignées, l'enjeu étant de ne surtout pas les « froisser », afin qu'ils et elles produisent les mises en circulation et les interprétations espérées.

Comme nous allons le voir, c'est loin d'être le cas. Reprenant la notion d'associés-rivaux proposée par Jean-Baptiste Legavre<sup>605</sup> qui nous semble également caractériser la relation entre responsables politiques et journalistes, nous allons, après avoir mis en évidence les traces discursives de la coopération, nous intéresser désormais à la mise en scène discursive de la rivalité.

### **I. Attaquer la presse : un invariant du discours de meeting électoral ?**

#### **a. La parole journalistique : l'objet de toutes les suspicions**

Ces attaques sont en fait concentrées dans la mention des journalistes et des pratiques journalistiques dans le discours. De manière symptomatique, nous avons relevé que tous les énoncés ou presque mentionnant la fonction médiatique dans la campagne sont des occasions d'attaquer parfois violemment « la presse », en prenant éventuellement à témoin le public présent dans la salle.

---

<sup>605</sup> LEGAVRE Jean-Baptiste, *art. cit.* pp. 105-123.

Une recherche des termes « médias », « journalistes », « presse », fait ainsi apparaître des énoncés assez typiques, et ce depuis 2002.

On remarquera tout d'abord que dans nombre d'énoncés, la parole journalistique fait l'objet de suspicions : celle-ci est sujette à remise en cause (« *faut-il la croire !* »), elle « *prétend* », peut faire preuve de « *complaisance* », voire même de « *perfidie* », « *occulte les candidatures* » et fait « *tourner les débats à l'escroquerie* ». L'ensemble de ces qualificatifs a été relevé des extraits suivants de notre corpus :

« *La presse a révélé, mais faut-il croire la presse !*<sup>606</sup> »

« *Toute la presse prétend, sur la base des sondages, que jamais depuis 1969 les intentions de vote en faveur de la gauche, toutes tendances confondues, n'ont été aussi basses.*<sup>607</sup> »

« *À ce propos, je veux dénoncer ici avec la plus grande vigueur l'opération à laquelle se livre le sinistre Le Pen, depuis quelques jours. Il s'efforce, une nouvelle fois, de tromper les Françaises et les Français à partir d'un scénario sordide. Il se répand partout en laissant supposer qu'il sera présent au 2e tour. Je regrette la complaisance dont il bénéficie dans certains médias.*<sup>608</sup> »

« *Les médias annoncent périodiquement comme une révélation que je me revendique des idées communistes et que le véritable nom de notre organisation n'est pas Lutte ouvrière, mais Union communiste trotskiste. Tout cela évidemment avec la préoccupation perfide de faire croire que je*

---

<sup>606</sup> [02.04.14] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>607</sup> [07.04.15] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>608</sup> [02.04.18] – Robert Hue – Marseille.

*cache mon véritable programme et que, si je ne le faisais pas, bien moins d'électeurs voteraient pour ma candidature.<sup>609</sup> »*

*« La mobilisation qui s'est progressivement faite<sup>610</sup> jour dans cette campagne malgré le soin vigilant des médias nationaux à occulter ma candidature et à m'empêcher de m'exprimer s'explique aisément : nous posons les termes du débat politique de manière différente ; nous parlons autrement.<sup>611</sup> »*

*« Mais où le débat tourne à l'escroquerie, c'est quand les journalistes comme récemment, celui de LCI, déclarent : "aucun candidat n'a abordé ces problèmes", alors que rien que pour la défense, j'y ai consacré dans deux discours principaux, à la politique étrangère, trois conférences de presse.<sup>612</sup> »*

Comme nous le verrons au travers d'autres exemples mobilisés pour expliciter certains phénomènes connexes, ces accusations ne sont pas seulement le fait de « petit·e·s candidat·e·s » ou de candidat·e·s issu·e·s de partis d'opposition, mais se sont répandues à partir de 2007 à l'ensemble des candidat·e·s engagé·e·s dans l'élection présidentielle.

#### **b. La connivence entre journalistes et partis de gouvernement comme justification usuelle de critiques acerbes**

Bien souvent, les candidat·e·s ne se contentent d'ailleurs pas de cette dénonciation. Ils tentent d'expliquer la source de cette partialité. Pour eux, c'est la connivence entre les médias et leurs adversaires du champ politique, et en particulier les candidat·e·s issu·e·s de

---

<sup>609</sup> [02.04.14] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>610</sup> « fait jour » est invariable : la faute se trouve dans le corpus.

<sup>611</sup> [02.04.13] – Corinne Lepage – Paris.

<sup>612</sup> [07.04.15] – Jean-Marie Le Pen – Paris.

partis de gouvernement, qui justifierait leurs critiques acerbes. La dénonciation des journalistes devient alors une occasion de dénoncer en creux le bipartisme, tel que nous le connaissons en France sous la Ve République.

Ainsi en 2002, Jean-Pierre Chevènement met en scène son opposition aux deux principaux candidats, Lionel Jospin et Jacques Chirac.

*« Dès leur entrée en campagne, les deux candidats ont confisqué le débat.*

*Un exemple : le temps d'antenne constaté par le CSA en janvier et février à été pour moi de 1 h 48 et 18 secondes contre 7 h 52 et 46 secondes pour Chirac et 8 h 59 pour Jospin. Ils m'ont interdit d'antenne en utilisant sans vergogne les médias.<sup>613</sup> »*

Cette opposition prend parfois les atours de la dénonciation du « système », comme en atteste cet énoncé extrait d'un discours de Jean-Marie Le Pen :

*« Depuis le début de l'année, la chasse aux pigeons est ouverte et les médias les rabattent sous les fusils des princes qui nous gouvernent. Il n'est pas de sujet, si modeste qu'il soit, ni de fait divers banal qui ne justifie une prise de position des candidats du système, une promesse d'action, un plan "Marshall" de préférence.*<sup>614</sup> »

Une autre forme d'entente est dénoncée par Arlette Laguiller. Pour la candidate de *Lutte ouvrière*, c'est l'appartenance de certains titres de presse à des conglomérats économiques qui justifie ses attaques :

*« Voyez-vous, par exemple, dans cette société, la presse est libre. Mais la plupart des journaux et certaines chaînes de télévision appartiennent à des groupes de presse qui eux-mêmes appartiennent*

---

<sup>613</sup> [02.04.09] – Jean-Pierre Chevènement – Dijon.

<sup>614</sup> [07.04.15] – Jean-Marie Le Pen – Paris.

à des trusts qui possèdent des entreprises ou des groupes dans bien d'autres domaines.<sup>615</sup> »

Remarquons d'ailleurs qu'une idée apparaît régulièrement dans cette dénonciation : celle d'une connivence de nature exclusive (« à leur seul profit »), plus couramment qualifiée de « monopolistique », entre les médias et leurs adversaires. Quatre énoncés de notre corpus en attestent :

« C'est pourquoi ceux qui prétendent qu'il ne peut en être qu'ainsi, et qui monopolisent la parole dans les médias, ont décidé que, n'étant pas dans "l'air du temps", je n'étais tout simplement pas dans l'actualité. C'est-à-dire l'actualité telle qu'ils la souhaitent et s'efforcent de la faire.<sup>616</sup> »

« La liberté : croyez-vous qu'elle est respectée quand les deux candidats sortants utilisent à leur seul profit les médias ?<sup>617</sup> »

« Nous, et autour d'eux, avec eux, les deux états-majors des deux partis qui veulent, à tout prix, conserver le pouvoir, autour d'eux et avec eux, faisant chorus, il y a d'autres forces, d'autres puissances, des monopoles importants, médiatiques, par exemple.<sup>618</sup> »

« Pendant un an, une campagne militante, faite de milliers de dévouements, de sacrifices en utilisant les seules armes à notre disposition : la parole, le tract, l'affiche, moyens hors de proportion avec ceux de mes adversaires qui ont le monopole des moyens

---

<sup>615</sup> [02.04.14] – Arlette Laguiller – Paris.

<sup>616</sup> [02.04.12] – Robert Hue – Zénith de Paris.

<sup>617</sup> [02.04.09] – Jean-Pierre Chevènement – Dijon.

<sup>618</sup> [07.04.19] – François Bayrou – Pau.

*médiatiques, mais aussi le contrôle absolu du monde culturel, associatif et enseignant.*<sup>619</sup> »

On a d'ailleurs identifié un énoncé dans lequel cette accusation de connivence et de monopole du pouvoir est portée telle quelle, par François Bayrou :

« *C'est le monopole du pouvoir, car le monopole du pouvoir est tout simple. C'est la garantie que les deux partis qui tiennent tout ne seront jamais dérangés par personne dans leurs jeux, qu'ils resteront entre eux. Une fois, ce sera les uns, une fois, ce sera les autres, mais ils sont assurés, en tout cas, que personne ne viendra troubler ce tête-à-tête, que nous resterons dans la bonne vieille connivence, les bonnes vieilles ententes, entre tous les mondes du pouvoir, le pouvoir financier, le pouvoir médiatique et le pouvoir politique, que rien de tout cela ne sera troublé et qu'en réalité, personne ne viendra remettre en cause, les bonnes ententes qui permettent à ces univers de se croiser, de s'entendre et de se rendre des services mutuels.*<sup>620</sup> »

c. Une autre forme de justification à cette violence verbale : celle du détournement du mandat social du journaliste

Pour les candidat·e·s issu·e·s de partis de gouvernement, qui ne peuvent pas prétendre à dénoncer une forme de collusion entre leurs opposants et les journalistes en raison du fait qu'ils·elles sont les principaux·ales bénéficiaires du bipartisme, il faut trouver une autre forme de rationalisation à cette accusation. Celle-ci va prendre la forme d'une remise en cause de la fonction de mandataire de l'opinion symboliquement occupée par la presse. Ainsi, on observe chez Nicolas Sarkozy une mise en opposition entre « *majorité silencieuse* » et une minorité qui parviendrait à « *l'expression médiatique d'idées* ». Le candidat cherchant

---

<sup>619</sup> [02.05.01] – Jean-Marie Le Pen – Paris.

<sup>620</sup> [07.04.19] – François Bayrou – Pau.

à créer par la désignation violente d'un·e ennemi·e, tout·e près de « voler l'élection », une connivence entre son public et lui. Notons d'ailleurs que si l'élection peut être « volée », le voleur ou la voleuse n'est lui·elle jamais clairement désigné·e.

*« Je vous ai demandé d'y être nombreux, très nombreux, pour que cette majorité silencieuse qui en a plus qu'assez d'entendre à longueur de télévision, de radio ou de médias des idées qui ne sont pas les siennes, puisse dire : "Nous sommes là ! Voilà ce que nous pensons ! Voilà ce que nous voulons ! Voilà ce que nous déciderons ! Personne ne nous volera cette campagne ! C'est nous qui déciderons le 6 mai de qui sera le prochain président de la République !" <sup>621</sup> »*

*« À cette France qui est tellement peu adaptée au système médiatique qui ne donne la parole qu'à celui qui parle le plus fort pour dire les choses les plus grosses, les plus énormes, les mensonges les plus souvent prononcés, je veux dire à cette France qui vit de son travail, qui aime son terroir, qui aime sa famille et qui est préoccupée par l'avenir de son pays, je veux dire à cette France : ne vous laissez pas voler le résultat d'une élection historique pour notre pays. Voilà ce qui est en cause aujourd'hui ! <sup>622</sup> »*

*« C'est vous, peuple de France, c'est vous, militants, citoyens, citoyennes, c'est vous, hommes et femmes, toujours de plus en plus nombreux au cours de ce long périple, de cette longue campagne, qui avez fait ce que je suis ici ce soir, devant vous : une femme volontaire, une femme libre, une femme combattante, une femme affranchie, une femme qui ne dépend d'aucun clan, d'aucun dogme, d'aucune puissance d'argent, d'aucun groupe de médias, une femme qui sent tout simplement qu'elle a la responsabilité de parler aussi au*

---

<sup>621</sup> [12.04.12] – Nicolas Sarkozy – Saint-Brice-sous-Forêt.

<sup>622</sup> [12.04.17] – Nicolas Sarkozy – Morlaix.

*nom des sans voix, de ceux qui ont trop longtemps pensé que la politique ne pouvait plus rien pour eux, de ceux qui étaient désespérés d'attendre quelque chose qui ne venait pas. C'est avec vous tous et vous toutes que je veux, dimanche prochain, réussir la France présidente et vous conduire à la victoire !<sup>623</sup> »*

*« Cette France elle peut compter sur moi pour qu'on ne lui vole pas cette élection présidentielle qui est la sienne, qui est celle du peuple et pas seulement celle des partis et des médias.<sup>624</sup> »*

*« Je veux être votre candidat. Je veux être le candidat du peuple de France et non celui des médias, des appareils ou de tel ou tel intérêt particulier, des intérêts partisans, des sectarismes.<sup>625</sup> »*

Notons que ces accusations n'interviennent pas à l'occasion de n'importe quel suffrage ni dans n'importe quel contexte. L'élection présidentielle est une élection au suffrage universel direct et à très grande échelle. Ce faisant, elle présente des « règles du jeu » qui favorisent la mise en scène d'une relation directe entre prétendant·e-s à la présidence et électeur·rice-s. C'est ce phénomène qui, en corollaire, peut inciter à la dénégation par les candidat·e-s de tous les corps intermédiaires. En outre, cette thématique du « vol de l'élection » permet à Nicolas Sarkozy d'entretenir en 2007 l'idée qu'il est légitimement, naturellement, le prochain Président de la République et que seule l'action concertée de ces corps intermédiaires, et au premier rang desquels la presse d'opinion, pourrait faire obstacle à cette aspiration.

---

<sup>623</sup> [07.05.03] – Ségolène Royal – Lille.

<sup>624</sup> [07.04.27] – Nicolas Sarkozy – Clermont-Ferrand.

<sup>625</sup> [07.04.29] – Nicolas Sarkozy – Paris-Bercy.

## II. Des attaques circonscrites à la presse nationale et qui cohabitent avec des réaffirmations de principes

### a. Une dénégation qui cohabite avec des réaffirmations de principes sur la liberté de la presse

On observe par ailleurs que les rares fois où la presse est mentionnée de manière positive, c'est toujours à l'occasion de rappels de grands principes sur la liberté, l'indépendance et la pluralité de la presse :

*« Oui, nous voulons une Europe où les médias sont indépendants et libres.<sup>626</sup> »*

*« Ne doutez pas que j'aurai à cœur à la fois de jeter les bases d'un bon dialogue constructif avec ce grand pays qu'est la Russie, mais de ne pas oublier pour autant d'interroger mes interlocuteurs sur la situation chez eux faite à la presse libre et à ses journalistes.<sup>627</sup> »*

*« Oui, plusieurs mesures sont envisageables pour que notre presse d'information, comme le souhaitent les journalistes, retrouve un rang digne de notre histoire et d'un État démocratique.<sup>628</sup> »*

*« Je suis pour qu'on traite la question de l'indépendance des médias et qu'on enlève au président de la République le pouvoir qu'il s'est arrogé de nommer lui-même, arbitrairement, ou en tout cas personnellement, les présidents des chaînes de l'audiovisuel public en France ! Parce que les chaînes de l'audiovisuel public n'appartiennent*

---

<sup>626</sup> [02.04.17] – Lionel Jospin – Rennes.

<sup>627</sup> [07.04.11] – Ségolène Royal – Metz.

<sup>628</sup> [07.04.16] – Ségolène Royal – Nantes.

*pas au pouvoir, elles n'appartiennent pas à l'exécutif, elles n'appartiennent pas au président, elles appartiennent aux téléspectateurs qui paient la redevance audiovisuelle, quelle que soit leur opinion !<sup>629</sup> »*

*« Et je prends l'engagement qu'on mettra en place un haut conseil dans lequel le pluralisme des opinions sera représenté et dans lequel les usagers de la radio et de la télévision et les professionnels de la radio et de la télévision seront représentés pour que la nomination de leur président soit au-dessus des contingences partisans.<sup>630</sup> »*

Nous avons volontairement choisi des contextes d'énonciation très hétérogènes et des énonciateur·rice·s différent·e·s pour ces citations, présentées par ordre chronologique, afin de montrer que dans différents contextes électoraux et chez différent·e·s énonciateur·rice·s, engagé·e·s dans diverses élections, c'est toujours la réaffirmation de grands principes sur la liberté de la presse qui perdure, et que cette réaffirmation peut – comme c'est le cas en 2007 et en 2012 – tout à fait cohabiter au sein d'un même discours, avec des accusations contre la presse d'opinion.

#### b. La presse étrangère, seule épargnée ?

Finalement, la seule presse qui trouve grâce aux yeux des candidat·e·s est la presse étrangère, ce qui montre bien le caractère tactique des attaques portées à l'endroit des médias nationaux.

---

<sup>629</sup> [12.04.10] – François Bayrou – Rennes.

<sup>630</sup> [12.04.10] – François Bayrou – Rennes.

« Je discutais, l'autre jour, avec une grande journaliste américaine très rodée au problème du monde international et de la société de son pays.<sup>631</sup> »

« Si on lit l'ensemble des observateurs de la presse étrangère... Ils multiplient les articles stupéfaits, estomaqués, devant une campagne présidentielle qui évite tous les sujets qui sont les sujets de l'avenir du pays, tous les sujets qui tiennent, car tout se tient, à son endettement, à ses déficits explosifs, à son chômage insupportable.<sup>632</sup> »

### III. Les raisons de la colère : un mythe présidentiel qui dénie toute place aux corps intermédiaires

#### a. Les journalistes en ligne de mire, mais pas seulement

D'autres agents auxiliaires du champ politique peuvent parfois être amalgamés aux journalistes dans cette dénonciation : les sondeur·euse·s et plus exceptionnellement les professionnel·le·s de la communication. Quelques énoncés en témoignent :

« Que ce ne sont pas les sondages, que ce ne sont pas les médias qui choisiront les deux candidats du second tour. Ce sont les Français qui choisiront.<sup>633</sup> »

« Mais à la vérité, c'est là que se révèle la supercherie de l'élection, encadrée par des médias et manipulée par les sondages.<sup>634</sup> »

---

<sup>631</sup> [07.04.17] – François Bayrou – Lyon.

<sup>632</sup> [12.04.10] – François Bayrou – Rennes.

<sup>633</sup> [07.04.10] – Nicolas Sarkozy – Tours.

<sup>634</sup> [07.04.15] – Jean-Marie Le Pen – Paris.

*« Je sais très bien que l'État, avec un Président de la République majestueux, qui voyait juste et qui voyait loin et qui s'adressait aux Français non pas comme à des gogos, mais comme à des citoyens, avec des conférences de presse du plus haut niveau mondial, pas comme à des gens à qui ont fait des coups de communication, dirigés par des agences de com', avec l'apostrophe comme on dit, montant des coups avec une idée par jour toujours différente sans aucune cohérence avec les idées précédentes et qui sont d'ailleurs oubliées aussitôt qu'elles sont énoncées tant ce sont des esprits légers qui conduisent une campagne de cette manière-là. On nous fait des campagnes 'zapping', mes chers amis c'est exactement le contraire de ce dont un peuple a besoin et de ce dont des citoyens ont besoin pour se forger une conviction et se former une volonté.<sup>635</sup> »*

Parfois, il arrive que les médias soient amalgamés à d'autres corps intermédiaires, comme en atteste la réalisation suivante extraite d'un discours de Nicolas Sarkozy :

*« Vous en avez assez que des commissaires européens, des Banques Centrales, des cabinets ministériels, des grands corps, des experts, les médias, pensent à votre place, décident à votre place.<sup>636</sup> »*

#### b. Des attaques qui relèvent de tentatives de délégitimation

Pourquoi cette attaque sur la connivence entre médias et autres pouvoirs ? Celle-ci n'est pas anodine ; elle vient en fait remettre en cause le contrat social démocratique : celui de la presse libre et indépendante. Ces attaques constituent donc des occasions de délégitimer la position d'intermédiation occupée par les médias, au nom du fait que ces derniers ne seraient pas fidèles à leur mandat social.

---

<sup>635</sup> [12.04.17] – François Bayrou – Nantes.

<sup>636</sup> [07.04.27] – Nicolas Sarkozy – Clermont-Ferrand.

Au-delà de la virulence de certains propos, on peut observer que cette dénonciation constitue également une occasion de dénier toute prétention à l'intermédiation entre un-e candidat-e et le « peuple » ou les « Français-e-s ». De la même manière que nous avons vu que les appareils partisans étaient effacés discursivement<sup>637</sup>, alors que ceux-ci jouent un rôle prépondérant dans la réalisation d'une campagne électorale, on voit ici que les journalistes, mais aussi les sondeur-euse-s, deux autres populations susceptibles de jouer une fonction d'intermédiation dans la mise en sens du réel, vont être violemment déniés dans ce rôle. Remarquons que Nicolas Sarkozy franchira une nouvelle étape en 2012 dans cette entreprise de dénégation. Le 1<sup>er</sup> mai 2012, il prononcera un discours farouchement antisyndical. Au-delà de la population visée cette fois-là, c'est le même mécanisme de dénégation d'un corps intermédiaire qui s'observe, comme en témoigne l'extrait suivant.

*« Laissez les partis ! Dans la République, ce ne sont pas les syndicats qui gouvernent. C'est le gouvernement. Ce ne sont pas les syndicats qui font la loi. C'est le Parlement. Dans la République, c'est le peuple qui décide. Dans la République, quand il y a blocage, on donne la parole au peuple. C'est cela la République ! Laissez le drapeau rouge et laissez les partis ! Remplissez la mission qui est la vôtre dans une démocratie ! Remplissez la mission qui est la vôtre dans la République !<sup>638</sup> »*

---

<sup>637</sup> Voir *infra*. Chapitre 1.Partie 2.III.d

<sup>638</sup> [12.05.01] – Nicolas Sarkozy – Discours place du Trocadéro à Paris.

#### **IV. Conclusion : observer les traces discursives des transformations médiatiques, une démarche probante**

Dans ce chapitre, nous avons d'abord mis en évidence une opposition ontologique entre médias et rituels : deux dimensions dans lesquelles le meeting se trouve enserré et qui justifient que nombre d'analystes aient régulièrement prédit la fin du meeting électoral. Cette opposition peut être résumée ainsi : le média privilégie l'expression de l'individualité et efface les situations de communication. À l'inverse, le rituel s'appuie largement sur des circonstances et des symboles qui légitiment sa réalisation et relègue l'individu à la position d'ordonnateur·rice. Nous avons également montré que le meeting électoral avait régulièrement muté au fil des campagnes pour tenter d'articuler ces deux dimensions antagonistes, jusqu'à devenir un véritable espace de coproduction de l'actualité politique entre journalistes et personnels politiques.

Nous avons ensuite inventorié les différents indices scénographiques, processuels et techniques qui témoignent de cette coproduction entre personnel politique et agents médiatiques. Plusieurs anticipations des routines et attendus médiatiques par les équipes de campagne ont ainsi été recensées : captation vidéo des meetings et mise à disposition du signal vidéo en temps réel, forte codification du plan de salle et de certaines mises en scène usuelles comme l'entrée du·de la candidat·e, thématization des déplacements des candidat·e·s, prise en charge des déplacements de journalistes, espaces réservés à la presse lors des meetings. Nous avons montré que l'anticipation du traitement médiatique transparaissait aussi dans l'adaptation du meeting au rythme médiatique : démarrage à 20 heures pour escompter une diffusion en direct sur les journaux télévisés, remise d'une version écrite du discours aux journalistes en amont de son énonciation pour faciliter son traitement médiatique, calibrage de certains discours de meeting à partir de 2012 pour s'adapter à la contrainte horaire des chaînes d'informations en continu.

À partir d'une approche contrastive entre discours de meeting largement médiatisés et discours qui ne l'ont pas été en 2012, nous avons ensuite relevé les traces discursives de cette anticipation des routines médiatiques. Trois éléments nous sont apparus comme particulièrement probants.

D'abord, le raccourcissement apparent de certains discours : confirmant les propos d'un membre de l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy, nous avons par exemple montré que le discours prononcé par Nicolas Sarkozy place de la Concorde à Paris en avril 2012, diffusé intégralement et en direct par les chaînes d'informations en continu, était significativement plus court – 35 % environ – que tous les autres discours tenus dans la période par ce même candidat. De la même manière, nous avons mis en évidence le fait que les discours de deux candidat·e·s moins médiatisé·e·s (François Bayrou et Nathalie Arthaud) étaient nettement plus longs que ceux des candidat·e·s issu·e·s des partis de gouvernement, plus largement médiatisés.

Concision des discours, mais concision de certains énoncés également. Nous avons constaté la généralisation à partir de l'élection présidentielle de 2012 de routines médiatiques appartenant au même régime énonciatif de l'aphorisation, au sens proposé par Dominique Maingueneau<sup>639</sup>. Cette généralisation s'observe notamment dans des pratiques aussi diverses que l'accroche journalistique, le bandeau des chaînes d'informations en continu, la mention de « petites phrases » ou encore le *live-tweet*. Puis à partir de ce constat, nous avons mis en évidence l'anticipation de cette routine médiatique par les équipes de campagne, en relevant notamment la multiplication d'énoncés, parfois situés à proximité immédiate les uns des autres, et répondant à des propriétés particulières : les surassertions. Plusieurs caractéristiques propres aux surassertions ont été vérifiées en corpus et notamment : la brièveté des énoncés, leur saillance textuelle, leur valeur gnomique, l'autonomie référentielle des propos. Ces particularités fondent la « détachabilité » énonciative des surassertions et permettent leurs reprises dans des formes aphorisées par

---

<sup>639</sup> MAINGUENEAU Dominique, *op. cit.*

les médias. Constatant néanmoins l'impossibilité de formuler une requête lexicométrique suffisamment robuste pour relever l'ensemble des surassertions présentes dans notre corpus, compte tenu de l'hétérogénéité des formes relevant de ce phénomène, nous avons néanmoins tenté de l'approcher, à partir d'une réflexion portant sur le dénombrement statistique de ce que nous avons nommé les « phrases sémantiquement closes ». Ceci nous a permis de relever une importante disparité quant à la longueur moyenne des phrases sémantiquement closes entre les locuteur·rice·s médiatisé·e·s et ceux·celles qui ne le sont pas. Ce constat nous a offert un premier indice, heuristique, de la transformation syntaxique et sémantique du discours de meeting électoral, motivée par la généralisation du régime énonciatif de l'aphorisation.

Une dernière trace de la prise en compte discursive des routines médiatiques a été observée dans la thématisation de certains meetings. « Sécurité » à Ajaccio, « Europe » à Strasbourg, « relations sociales » le 1<sup>er</sup> mai : déjà ancienne, mais toujours efficace du point de vue du traitement médiatique qu'elle suscite, cette thématisation du discours nous a semblé faite de manière assez stéréotypée et réactive l'histoire et la symbolique plus spécifiquement rattachées à une ville ou à une date. Elle présente également l'avantage de répondre à l'impératif médiatique de renouvellement des messages, assurant ainsi au·à la candidat·e en campagne l'entretien de sa visibilité médiatique. Dans un régime médiatique caractérisé par l'atomisation des audiences, elle permet également aux candidat·e·s d'être visibles dans un ensemble de supports spécialisés et régionaux, assurant ainsi un meilleur maillage médiatique.

Après avoir mis en évidence les modalités de coopération tacite ou formelle entre candidat·e·s et journalistes, nous avons, fort du concept d'associés-rivaux proposé par Jean Baptiste Legavre<sup>640</sup>, relevé en discours les traces de l'adversité entre personnels politiques et journalistes. D'un examen du discours pour les médias, nous sommes passés à une analyse du discours sur les médias. Ceci nous a permis de mettre en évidence la distribution

---

<sup>640</sup> LEGAVRE Jean-Baptiste, *art. cit.*, pp. 105-123.

et la virulence des propos tenus par les candidat·e·s en meeting à l'endroit des médias. En discours, cette violence est motivée par un même motif argumentatif : celui de la connivence entre les médias et les compétiteur·rice·s engagé·e·s dans la campagne électorale. Ce faisant, elle est pour les candidat·e·s des partis d'opposition, une occasion de dénoncer en creux le bipartisme tel qu'il s'est installé depuis le début de la Ve République. Rappelant la valeur illocutoire de cette accusation, qui revient en réalité à remettre en cause la fidélité des journalistes à leur mandat social fondé sur la liberté, l'indépendance et la pluralité, nous avons montré que ces attaques étaient sans doute motivées par un mythe présidentiel qui dénie toute position d'intermédiation entre les électeur·rice·s et l'élue.

Ce faisant, les candidat·e·s se retrouvent pris entre deux impératifs contradictoires : celui de la nécessité de coopération avec la presse et celui de la dénégation de toute intermédiation. Comment combinent-ils-elles en discours ces aspirations antagonistes ? Pour nous, l'imaginaire de la confrontation offre en discours un terrain propice à l'articulation de cette tension. C'est ce que nous proposons d'étudier dans le prochain chapitre.



## **Chapitre 4. Le meeting électoral : un espace privilégié de l'interdiscursivité**

On a beaucoup glosé sur l'idée que le discours électoral des dernières élections présidentielles devenait à chaque fois plus âpre, plus polémique. Cela avait déjà été largement évoqué par Damon Mayaffre<sup>641</sup> au sujet des discours de Nicolas Sarkozy à l'occasion de la présidentielle de 2007 : « *un discours de l'extrême lexical à la recherche du dissensus ou d'une ligne de fracture d'autant plus performante électoralement qu'elle oppose tous à personne ou une immense majorité à une frange marginale (par exemple ceux qui travaillent aux autres, les Français aux immigrés clandestins, l'honnête homme au criminel, le monogame au polygame)*<sup>642</sup> ». Mais aussi par Ruth Amossy et Roselyne Koren à l'occasion de ce qu'elles ont dénommé la « *diabolisation de Nicolas Sarkozy*<sup>643</sup> », présentée comme avatar du discours polémique lors de la présidentielle de 2007.

Ces propos sur la violence croissante du discours électoral, n'est pas le seul des analystes du discours, mais aussi des acteurs et actrices du champ étudié. Dans ce cadre, elle s'est notamment faite plus prégnante encore à l'occasion de la campagne présidentielle de 2012, y compris au sein même de l'environnement des candidat·e·s. C'est notamment ce qui a été relevé à plusieurs reprises par la presse<sup>644</sup>, ou par l'émission de radio *Le téléphone sonne*, qui a consacré son édition du 7 mars 2012<sup>645</sup> à la violence verbale et la campagne présidentielle.

---

<sup>641</sup> MAYAFFRE Damon. *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours (2007-2012)*. Paris : Presses de Sciences Po, 2012, 360 pages.

<sup>642</sup> MAYAFFRE Damon, « Vocabulaire et discours électoral de Nicolas Sarkozy, entre modernité et Pétainisme », *La Pensée*, n°352, 2007, pp. 64-80.

<sup>643</sup> AMOSSY Ruth, KOREN Roselyne, « La « diabolisation » : un avatar du discours polémique au prisme des Présidentielles de 2007 », *Au Corps du texte. Hommage à Georges Molinié*, dir. DELPHINE Denis, Huchon Mireille, JAUBERT Anna, RINN Michaël, SOUTET Olivier, Paris, 2010, Honoré Champion, 554 pages.

<sup>644</sup> Ici : REUTERS, « Sarkozy prononce son discours le plus violent contre Hollande », *Capital.fr*, 17 mars 2012, disponible sur : <http://www.capital.fr/presidentielle-2012/actualites/sarkozy-prononce-son-discours-le-plus-violent-contre-hollande-705793> [consulté le 23 juillet 2016].

là : AFP, « Les violences verbales continuent entre Hollande et Sarkozy », *La Voix du Nord.fr*, 7 avril 2012, disponible sur : [http://politique.lavoixdunord.fr/Election-presidentielle-2012/2012/04/07/article\\_nicolas-sarkozy-denonce-les-lecons-de-morale-de-l.shtml](http://politique.lavoixdunord.fr/Election-presidentielle-2012/2012/04/07/article_nicolas-sarkozy-denonce-les-lecons-de-morale-de-l.shtml) [consulté le 23 juillet 2016].

Ou encore là : CLAVEL Geoffroy, « Insultes, agressions...la campagne présidentielle est-elle trop violente ? Le Huffington Post.fr, 2 mars 2012, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/02/insultes-agressions-chahut-campagne-violente\\_n\\_1315598.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/02/insultes-agressions-chahut-campagne-violente_n_1315598.html) [consulté le 23 juillet 2016].

<sup>645</sup> « La violence verbale et la campagne présidentielle ». [Ressource électronique]. *France Inter.fr*. 7 mars 2012. Disponible sur : <https://www.franceinter.fr/emissions/le-telephone-sonne/le-telephone-sonne-07-mars-2012> [consulté le 23 juillet 2016].

On a même vu cette critique se muer ponctuellement en accusation : elle également été régulièrement utilisée par les porte-parole de campagne de François Hollande<sup>646</sup>, principalement pour condamner la violence verbale de Nicolas Sarkozy, ainsi qu'en attestent ces quelques citations extraites d'interviews parues dans la presse lors de la campagne présidentielle 2012 :

*« Tout ce qui est excessif est insignifiant. La seule chose que Nicolas Sarkozy propose à la France est désormais un excès de la violence verbale. Le candidat sortant cache son bilan. Le candidat sortant n'a aucun projet. Faute d'assumer son bilan et de présenter un projet, il sombre dans la violence. »<sup>647</sup>*

*« À Lyon, il a visiblement ouvert toutes les vannes de l'agressivité verbale, avec une vulgarité très inédite et qui n'appartient qu'à lui ! »<sup>648</sup>*

Le candidat François Hollande a lui-même dénoncé à plusieurs reprises « l'outrance » de son principal adversaire, Nicolas Sarkozy :

*« Comme il ne peut pas présenter un projet, il présente un visage qui est celui de l'outrance. »<sup>649</sup>*

Évidemment, nous n'ignorons pas la vocation tactique de ces critiques dans la perspective de construction par François Hollande d'un ethos *a contrario*, tel qu'évoqué précédemment<sup>650</sup>.

---

<sup>646</sup> P. Th., « Hamon : « Pas une semaine ou Sarkozy ne déclare pas la guerre à ses compatriotes » », Le Parisien. Fr, 20 février 2010, disponible sur : <http://www.leparisien.fr/election-presidentielle-2012/lepage-la-violence-a-l-etat-pur-est-entree-dans-la-campagne-20-02-2012-1869388.php> [consulté le 23 juillet 2016].

<sup>647</sup> Delphine Batho, relevée par *Le Figaro*, 17 mars 2012, disponible sur : <http://elections.lefigaro.fr/flash-presidentielle/2012/03/17/97006-20120317FILWWW00470-le-ps-denonce-la-violence-de-sarkozy.php> [consulté le 23 juillet 2016].

<sup>648</sup> Bernard Cazeneuve, citation relevée par *Le Monde*, 18 mars 2012, [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande\\_1671621\\_1471069.html#clvEioiFxLI3KfFq.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande_1671621_1471069.html#clvEioiFxLI3KfFq.99) [consulté le 23 juillet 2016].

<sup>649</sup> François Hollande, citation relevée par *Le Monde*, 18 mars 2012, [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande\\_1671621\\_1471069.html#clvEioiFxLI3KfFq.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande_1671621_1471069.html#clvEioiFxLI3KfFq.99) [consulté le 23 juillet 2016].

Mais ça n'est pas cet aspect qui nous intéresse dans cette partie. Nous voulons seulement nous circonscrire à savoir si ce constat d'une violence verbale, de plus en plus prégnante au fil des campagnes, – qui serait le témoin du rituel d'affrontement que constitue le meeting, mais aussi de transformations médiatiques appelant à la multiplication de petites phrases – peut être objectivé par l'observation des discours de meetings électoraux.

---

<sup>650</sup> Voir *infra* chapitre 1.introduction.b.

## Partie 1. Une « spirale de la négativité » ?

### I. Quelle violence verbale en corpus ?

#### a. L'analyse de la violence verbale : un bref rappel épistémologique

L'analyse de la violence verbale n'est pas nouvelle en analyse du discours. On pense d'abord à Austin<sup>651</sup> puis Recanati<sup>652</sup>, qui l'ont observée comme l'une des preuves les plus communes de la fonction pragmatique du langage ; aux travaux de Dominique Lagorgette<sup>653</sup> sur l'insulte et le blasphème<sup>654</sup>. Mais également à nombre de travaux relatifs à la violence verbale, portés en France depuis 2005 à l'initiative d'un groupe de chercheurs<sup>655</sup> et notamment, Claudine Moïse (université d'Avignon), Nathalie Auger (université Paul Valéry, Montpellier 3), Béatrice Fracchiolla (université Paris 8), et Christina Romain (Université de Provence, d'Aix-Marseille). Nous nous référons également aux travaux encore plus récents de Sophie Anquetil, Abdelhadi Bellachhab et Olga Galatanu<sup>656</sup>, qui nous alertent sur la non-coïncidence systématique entre segment textuel « menaçant » et visée perlocutoire « violente » : « *La violence verbale est un phénomène dont la réalité linguistique est souvent difficile à cerner et à faire reconnaître. Certes, certains actes de langage, comme l'insulte, sont reconnus comme menaçants et leurs frontières linguistiques coïncident avec un segment textuel bien délimité (pauvre con, pauvre type, salaud, cocu, espèce d'idiot, etc.). Mais la violence verbale émerge*

---

<sup>651</sup> AUSTIN John L., *op. cit.*

<sup>652</sup> RECANATI François. *Les énoncés performatifs*. Paris : Éditions de Minuit, 1982, 288 pages.

<sup>653</sup> Et notamment « Les insultes en français : approches sémantique et pragmatique », in *Langue française*, p.144, co-dir. Dominique LAGORGETTE et Pierre LARRIVÉE, 2004.

<sup>654</sup> Une très bonne synthèse est consultable ici OBRY Vanessa. Violence verbale : autour des travaux de Dominique Lagorgette sur l'insulte. *Questes* [En ligne]. 2008, n°14. Disponible sur : <http://questes.revues.org/415> [consulté le 24 juillet 2016].

<sup>655</sup> AUGER Nathalie, FRACCHIOLLA Béatrice, MOÏSE Claudine, ROMAIN Christina. *Violences verbales*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, 168 pages.

<sup>656</sup> ANQUETIL Sophie, BELLACHHAB Abdelhadi, GALATANU Olga, Communication à la Société Néophilologique. *Dimensions du dialogisme 3. Du malentendu à la violence verbale*, « La violence verbale au service des idéologies politiques. L'exemple des discours parlementaires sur la burqa », août 2012, Helsinki, Finlande.

*souvent d'un processus discursif impliquant des actes de langage non menaçants, ce qui rend ses manifestations linguistiques plus difficiles à saisir*<sup>657</sup>. »

La violence verbale a de même été étudiée à l'occasion de la dernière élection présidentielle. Ainsi, Virginie Marie a produit une étude portant sur *La violence verbale dans la campagne présidentielle 2012 en France*<sup>658</sup>. Dans cet article, elle note que : « *les actes de langage relevant de l'injure, de l'attaque, de l'accusation sont convoqués pour qualifier chacun des candidats comme étant incompetent, dangereux ou alors pour exprimer un sentiment de mépris collectif, de rejet (à l'instar de Monsieur Sarkozy)* ». S'agissant des réactions apportées par l'individu désigné par cette violence verbale, elle esquisse une typologie en trois réactions : « *soit il décide de fuir en esquivant les propos ou en restant silencieux (c'est le cas de Monsieur Hollande) ; soit il décide de gérer positivement le conflit ; soit enfin il décide de partager la réalisation du conflit et dans ce cas la violence verbale devient effective et partagée.* »

De la même manière, Dominique Labbé et Denis Monière ont produit une contribution à un ouvrage collectif<sup>659</sup> mettant en exergue, à partir d'une analyse lexicométrique « *des communiqués de presse et des discours des principaux candidats et de leurs partis*<sup>660</sup> », ce qu'ils appellent une « *spirale de la négativité* » ; spirale qui aurait été observée à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle française de 2012.

Cette dernière étude amalgame à un même site d'emploi<sup>661</sup> des productions discursives très différentes : communiqués, discours, interviews. Cela n'est pas sans incidence sur les observables. Dominique Labbé et Denis Monière en conviennent eux-mêmes : « *en France*

---

<sup>657</sup> *Ibid.*

<sup>658</sup> MARIE Virginie, *La violence verbale dans la campagne présidentielle 2012 en France, Signes, Discours et Sociétés*, n°9, juillet 2012, disponible sur : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=2865>. [consulté le 23 juillet 2016].

<sup>659</sup> LABBE Dominique, MOMIÈRE Denis. Ne votez pas pour l'autre ! La spirale de la négativité. GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul (Co-Dir.). *2012, la campagne présidentielle*, L'Harmattan, 2014, pp. 195-210.

<sup>660</sup> Il s'agit d'une reprise de la formulation proposée par les auteurs eux-mêmes.

<sup>661</sup> Au sens proposé par CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique. *op. cit.*, p. 532.

en 2012, les communiqués sont les principaux vecteurs de cette négativité<sup>662</sup> ». Ce phénomène s’observe-t-il au sein du discours de meeting électoral pris isolément ? Si oui, s’est-il effectivement accru entre 2002 et 2012 ? S’intensifie-t-il au fil des campagnes, comme Dominique Labbé et Denis Monière tentent de le mettre en évidence en 2012 ? Certains candidats témoignent-ils d’une appétence particulière pour la violence verbale » ? Dans quel contexte ? C’est à ces quelques questions que nous allons ici tenter de répondre, en commençant tout d’abord par définir les notions auxquelles nous nous rattachons.

#### b. Les insultes, comme points d’entrée dans la dimension polémique des discours de meeting électoral

L’examen de la visée pragmatique des énoncés est essentiel pour rendre compte des formes relevant de la violence verbale. On peut néanmoins, pour entrer dans ce questionnement, relever dans un premier temps les segments textuels qui présentent une force illocutoire intrinsèquement violente. C’est notamment le cas des insultes<sup>663</sup>, bien qu’il faille rester prudent sur la visée perlocutoire effective de certains énoncés. C’est notamment ce sur quoi nous alerte Dominique Lagorgette qui, dans une perspective pragmatique, établit une différence entre prononcer des insultes et insulter et que, par conséquent, « *les seules insultes lexicalisées ne suffisent pas à identifier l’acte de langage qu’est l’insulte. Autrement dit, repérer et analyser l’insulte, comme tout acte de langage, ne consiste pas à relever un ensemble lexical, mais à calculer le sens d’un énoncé quand il n’appartient pas à l’axiologie lexicalisée usuelle*<sup>664</sup> ». Il faut également être attentif à l’interdiscursivité nécessairement présente en discours, que celle-ci soit explicitée par la présence de discours rapportés placés entre guillemets (comme en atteste par exemple l’énoncé suivant « *Lorsque Lionel Jospin s’est vanté, il y a quelque temps, d’avoir “tenu ses engagements”, la question qui*

---

<sup>662</sup> *Op. cit.*

<sup>663</sup> Telles que définies par LAGORGETTE Dominique, *op. cit.*

<sup>664</sup> OBRY Vanessa, *art. cit.*, p. 77.

se pose est : vis-à-vis de qui les a-t-il tenus ?<sup>665</sup> ») ou qu'il s'agisse de discours non imputés (par exemple « *Oui, je l'entends aussi nous faire la leçon et nous faire des peurs sur la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité.*<sup>666</sup> »). Dans ces deux énoncés, la valeur perlocutoire de segments textuels potentiellement insultants, aurait de toute manière été annihilé par la fonction référentielle du discours rapporté.

Bien qu'elles demeurent rares au sein de notre corpus, on observe toutefois quelques énoncés, dont la visée perlocutoire ne saurait faire de doute : ainsi, une recherche des termes « *menteur* » et « *menteuse* » fait apparaître les énoncés suivants, essentiellement en lien avec le surnom donné à Jacques Chirac de *Supermenteur*, popularisé par *Les Guignols de l'info* à partir de 2001 :

*« A l'école de Supermenteur, Lionel Jospin a progressé à pas de géant. Le front du démagogue jovial perce désormais par maints endroits le masque de l'austère.*<sup>667</sup> »

*« Jacques Chirac, c'est sans doute "super menteur", mais c'est surtout "super réac", avec derrière lui la cohorte de tous les politiciens de la vieille droite antisociale et antipopulaire qui veulent une revanche sans merci mettant en pièce tous les acquis sociaux, économiques et démocratiques que le mouvement social a permis en France.*<sup>668</sup> »

*« La candidature MNR a aggravé ce risque, beaucoup de conseillers régionaux, pourtant élus sur mon nom, ayant déserté notre camp. Sans elle, de surcroît, nous serions arrivés en tête devant Chirac, infligeant à celui-ci le camouflet que méritaient sa personne et sa*

---

<sup>665</sup> [02.04.14] – Olivier Besancenot – Paris.

<sup>666</sup> [12.04.12] – François Hollande – Clermont-Ferrand.

<sup>667</sup> [12.04.18] – Jean-Pierre Chevènement – Paris.

<sup>668</sup> [02.04.12] – Robert Hue – Paris.

*politique, l'une douteuse moralement et l'autre désastreuse. Les reniements, les trahisons ayant valu au personnage, le surnom mérité de SUPERMENTEUR. Roi du mensonge, prince de l'escroquerie morale et politique. Quand, je vais rappeler, n'en déplaise à une poignée d'évêques, maçons ou marxistes la parole de Saint-Jean : " c'est la vérité qui vous rendra libre " je soulignais le rôle majeur du mensonge dans la vie politique française. Le mensonge, l'arme du malin, celle qui sert à tromper, mais aussi à diaboliser ses ennemis.<sup>669</sup> »*

*« Après avoir été avocat d'affaires, maire de la ville la plus riche de France, président de la République, bonimenteur de première catégorie, Sarkozy se fait historien, prophète voire sauveur du monde - eh bien, voilà de nombreuses reconversions possibles pour après le 6 mai !<sup>670</sup> »*

On le voit dans ces quelques énoncés, l'injure apparaît souvent à proximité de la mention du nom, et parfois du prénom, d'un-e ou plusieurs candidat-e-s. Lionel Jospin, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, sont ici à chaque fois clairement évoqués par leurs détracteurs et détractrices.

## **II. Quelles mentions nominatives des candidat-e-s en corpus ?**

La recherche des mentions des noms des candidats au sein de notre corpus nous offre ainsi une première piste de recherche pour tenter de mettre en évidence l'intensification du discours polémique au fil des campagnes.

### **a. Les noms des candidat-e-s comme balises textuelles du discours polémique**

---

<sup>669</sup> [02.05.01] – Jean-Marie Le Pen – Paris.

<sup>670</sup> [12.04.15] – Nathalie Arthaud – Paris.

On peut partir du postulat<sup>671</sup> que lorsqu'un·e candidat·e nomme ses compétiteurs·rices, ça n'est pas pour en dire du bien, mais plus souvent les dénigrer ou ironiser.

Aussi, une première manière permettant de vérifier l'hypothèse de campagnes de plus en plus polémiques, est de rendre compte de la fréquence de la mention des compétiteurs·rices dans un discours donné. Nous parlons d' « indice » et non de « preuve », car cette première exploration nous fait nécessairement passer à côté des périphrases, et par exemple de la formulation « *le candidat sortant* » retenue quasi systématiquement par François Hollande lors de ses meetings en 2012 pour désigner Nicolas Sarkozy.

*« Oui, j'ai présenté 60 engagements, c'est ma cohérence, quand le candidat sortant fait des propositions tous les soirs et parfois même la nuit !<sup>672</sup> »*

*« Quand je vois le candidat sortant, parfois je le plains. Cela ne doit pas être facile avec un bilan comme le sien, pas être facile non plus avec un parti comme le sien. Pas facile non plus avec un caractère comme le sien. Dure campagne.<sup>673</sup> »*

Cette première exploration nous fait également manquer les formes implicites qui, d'un point de vue textuel, ne présentent pas de saillances particulières, mais dont la visée perlocutoire semble néanmoins nette. Nous relevons à titre illustratif cet énoncé de Ségolène Royal au sujet de Nicolas Sarkozy.

*« La France ne se laissera pas abuser par des choix qui même parés des plumes de la rupture ou des ravages de la nouveauté, sont marqués du sceau de l'échec et de l'amnésie des bilans. Certes, maquiller un bilan n'est pas tâche facile et pour cela, sans vergogne,*

---

<sup>671</sup> Postulat que nous relativiserons par la suite.

<sup>672</sup> [12.04.16] – François Hollande – Carmaux.

<sup>673</sup> [12.04.17] – François Hollande – Lille.

*certain réécrivent l'histoire, captent celle des autres, en font un gadget médiatique pour brouiller les pistes et créer de la confusion dans les esprits.*<sup>674</sup> »

Dans cet énoncé, on comprend aisément que « *les plumes de la rupture* » se réfèrent à la promesse de « *rupture tranquille* » évoquée par Nicolas Sarkozy dans une interview à la presse régionale en novembre 2006<sup>675</sup> et régulièrement réitérée par la suite. De la même manière, la captation de l'histoire fait référence aux multiples mentions de Jean Jaurès par Nicolas Sarkozy à l'occasion de son discours de meeting à Toulouse, le 12 avril 2007.

Ces réserves énoncées, nous pouvons néanmoins entrer dans ce questionnement par une recherche des mentions des candidats en corpus, car ces mentions se révèlent être de premiers indices "co-occurrentiels" particulièrement robustes de la dimension polémique de notre corpus.

Le tableau ci-après nous donne un aperçu exhaustif des mentions des candidats et candidates en corpus, élection par élection, puis toutes élections confondues<sup>676</sup> :

---

<sup>674</sup> [07.05.01] – Ségolène Royal – Stade Charlety.

<sup>675</sup> « Sarkozy promet une rupture tranquille », L'Express.fr, 30 novembre 2006, disponible sur : [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sarkozy-promet-une-rupture-tranquille\\_461571.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sarkozy-promet-une-rupture-tranquille_461571.html) [consulté le 24 juillet 2015].

<sup>676</sup> Ce tableau global nous a semblé utile pour des raisons que nous expliciterons en pages suivantes.

<i>Mentions nominatives des candidat·e·s en 2002</i>		
	<b><i>candidature à l'élection présidentielle</i></b>	<b>Nombre de mentions en 2002</b>
Bayrou	<i>2002, 2007, 2012</i>	<b>2</b>
Besancenot	<i>2002, 2007</i>	<b>2</b>
Boutin	<i>2002</i>	<b>1</b>
Chevènement	<i>2002</i>	<b>5</b>
Chirac	<i>2002</i>	<b>165</b>
Gluckstein	<i>2002</i>	<b>0</b>
Hue	<i>2002</i>	<b>43</b>
Jospin	<i>2002</i>	<b>200</b>
Laguiller	<i>2002, 2007</i>	<b>13</b>
Le Pen J.M.	<i>2002, 2007</i>	<b>23</b>
Lepage	<i>2002</i>	<b>0</b>
Madelin	<i>2002</i>	<b>3</b>
Mamère	<i>2002</i>	<b>6</b>
Mégret	<i>2002</i>	<b>0</b>
Saint-Josse	<i>2002</i>	<b>0</b>
Taubira	<i>2002</i>	<b>0</b>
	<b><i>Total</i></b>	<b>463</b>
	<i>Fréquence pour 10 000 mots</i>	<b>28,3</b>

<i>Mentions nominatives des candidat·e·s en 2007</i>		
	<b><i>candidature à l'élection présidentielle</i></b>	<b>nombre de mentions en 2007</b>
Bayrou	<i>2002, 2007, 2012</i>	<b>39</b>
Besancenot	<i>2002, 2007</i>	<b>1</b>
Bové	<i>2007</i>	<b>2</b>
Buffet	<i>2007</i>	<b>3</b>
de Villiers	<i>2007</i>	<b>0</b>
Laguiller	<i>2002, 2007</i>	<b>0</b>
Le Pen J.M.	<i>2002, 2007</i>	<b>27</b>
Nihous	<i>2007</i>	<b>0</b>
Royal	<i>2007</i>	<b>81</b>
Sarkozy	<i>2007, 2012</i>	<b>102</b>
Schivardi	<i>2007</i>	<b>0</b>
Voynet	<i>2007</i>	<b>2</b>
	<b><i>Total</i></b>	<b>257</b>
	<i>Fréquence pour 10 000 mots</i>	<b>12,44</b>

<i>Mentions nominatives des candidat·e·s en 2012</i>		
	<b><i>candidature à l'élection présidentielle</i></b>	<b>nombre de mentions en 2012</b>
Arthaud	2012	<b>0</b>
Bayrou	2002, 2007, 2012	<b>9</b>
Cheminade	2012	<b>0</b>
Dupont-Aignan	2012	<b>0</b>
Hollande	2012	<b>65</b>
Joly	2012	<b>5</b>
Le Pen M.	2012	<b>entre 3 et 8</b> <sup>677</sup>
Mélenchon	2012	<b>22</b>
Poutou	2012	<b>1</b>
Sarkozy	2007, 2012	<b>96</b>
	<b>Total</b>	<b>Entre 201 et 206</b>
	<i>Fréquence pour 10 000 mots</i>	≈10,03

<sup>677</sup>

Incertitude sur la référence à Jean-Marie Le Pen ou à Marine Le Pen.

Nombre de mentions nominatives des candidat-e-s dans l'ensemble du corpus (2 pages)

			A	B	C	
		candidature à la présidentielle	année de mention			Total
			2002	2007	2012	
1	Arthaud	2012	/	/	0	0
2	Bayrou	2002, 2007, 2012	2	39	9	50
3	Besancenot	2002, 2007	2	1	/	3
4	Boutin	2002	1	/	/	1
5	Bové	2007	/	2	/	2
6	Buffet	2007	5	3	1	9
7	Cheminade	2012	/	/	0	0
8	Chevènement	2002	5	4	2	11
9	Chirac	2002	165	21	5	191
10	de Villiers	2007	/	0	/	0
11	Dupont- Aignan	2012	/	/	0	0
12	Gluckstein	2002	0	/	/	0
13	Hollande	2012	4	6	65	75
14	Hue	2002	43	/	2	45
15	Joly	2012	/	/	5	5
16	Jospin	2002	200	17	15	232
17	Laguiller	2002, 2007	13	0	/	13
18	Le Pen J.M.	2002, 2007	23	27	entre 0 et 5	50
19	Le Pen M.	2012	/	/	entre 3 et 8	3
20	Lepage	2002	0	7	1	8
21	Madelin	2002	3	/	/	3
22	Mamère	2002	6	/	/	6
23	Mégret	2002	0	/	/	0
24	Mélenchon	2012	/	/	22	22
25	Nihous	2007	/	0	/	0
26	Poutou	2012	/	/	1	1
27	Royal	2007	/	81	2	83
28	Saint-Josse	2002	0	/	/	0
29	Sarkozy	2007, 2012	/	102	96	198
30	Schivardi	2007	/	0	/	0

<b>31</b>	Taubira	2002	<b>0</b>	3	/	<b>3</b>
<b>32</b>	Voynet	2007	/	<b>2</b>	/	<b>2</b>
		<b>Total</b>	<b>472</b>	<b>315</b>	<b>234</b>	<b>1021</b>

Ce dernier tableau se lit de la manière suivante. Prenons par exemple la case située à l'intersection entre Bayrou et 2002 (case A2). Le chiffre 2 qui y figure signifie qu'il y a deux mentions de « Bayrou » dans les discours de campagne de 2002 qui constituent notre corpus.

Il nous a paru important de montrer en complément ce tableau d'ensemble, qui nous permet d'apporter la preuve d'aspects qui nous ont semblé intéressants, et qui sont consignés dans ce tableau de la manière suivante :

La barre oblique « / » (présentes par exemple en cases A1 et B1) signifie qu'il n'y a aucune mention, mais que le candidat n'était pas en compétition sur cette élection. On comprend ainsi aisément que Nathalie Arthaud, candidate en 2012, n'ait fait l'objet d'aucune mention à l'occasion des élections présidentielles de 2002 et de 2007. Cette trivialité apparente n'est pourtant pas systématique. Par exemple, Marie-George Buffet est davantage citée en 2002 (cinq mentions, case A6) alors qu'elle est secrétaire nationale du Parti Communiste et ministre sortante, qu'en 2007 (trois mentions, case B6) lorsqu'elle est candidate à l'élection présidentielle. C'est aussi le cas pour Corinne Lepage, jamais mentionnée en 2002, alors qu'elle est candidate à l'élection présidentielle, mais mentionnée à sept reprises lors de l'échéance électorale suivante par François Bayrou, dont elle soutient en 2007 la candidature. C'est parfois le cas pour des personnalités politiques déjà mentionné-e-s dans les scrutins précédant leur candidature. Ainsi, François Hollande, premier secrétaire du Parti Socialiste est mentionné à quatre reprises en 2002 et à six reprises en 2007. Ces mentions sont évidemment liées à la condition de préséantabilité d'une candidature qui se développe sur des temps longs<sup>678</sup> et qui a pour conséquence que des personnalités

---

<sup>678</sup> Point abordé précédemment. Voir *infra* Introduction partie1.I.

publiques puissent être mentionnées lors de différentes campagnes en fonction de leur longévité politique et du rôle joué en contexte.

Cette barre oblique se distingue du « 0 », qui indique qu'on relève zéro mention nominative du·de la candidat·e dans une campagne durant laquelle il·elle a pourtant été engagé·e. Par exemple, Daniel Gluckstein (case A12), Corinne Lepage (case A20), Bruno Mégret (case A23), Jean Saint-Josse (case A28) et Christine Taubira (case A31), tous·tes candidat·e·s en 2002, n'ont pourtant fait l'objet d'aucune mention nominative à l'occasion de cette campagne.

Afin de faciliter le repérage, les chiffres indiqués en rouge sont relatifs au nombre de mentions nominatives du·de la candidat·e en campagne. C'est ce qui explique que les chiffres indiqués sur les cases A2, B2 et C2 relatifs au nombre de mentions nominatives de « Bayrou » sont tous trois en rouge, François Bayrou ayant été candidat en 2002, 2007, et 2012.

Ces quelques éléments destinés à faciliter la lecture de ce tableau ayant été posés, on peut formuler un certain nombre de remarques sur la base de ce tableau.

La « spirale de la négativité » telle qu'évoquée par Dominique Labbé et Denis Monière est moins nette, si l'on se base seulement sur les mentions des adversaires lors des discours de meeting électoral. De plus de 470 mentions en 2002, nous sommes passés à 234 mentions en 2012, soit une baisse de 50 % du nombre de mentions au total. Le constat est encore plus probant – et plus robuste scientifiquement – si l'on observe la fréquence relative d'une mention d'un nom de candidat·e pour 10 000 mots : de 28,9 mentions d'un·e candidat·e en 2002 pour 10 000 mots, nous sommes passés à 11,4 mentions en 2012.

On peut même être encore plus restrictif et nous focaliser exclusivement sur les mentions des candidat·e·s engagé·e·s dans la même campagne<sup>679</sup>. Ce que nous avons fait sous *Lexico 3* au moyen d'une recherche des formes considérées et d'une partition par locuteur·rice<sup>680</sup>.

	<i>année de mention</i>		
	2002	2007	2012
<i>Total si l'on concentre exclusivement sur les adversaires direct·e·s engagé·e·s dans la même élection</i>	<b>463</b>	<b>257</b>	<b>206</b>
<i>Fréquence si l'on concentre exclusivement sur les adversaires direct·e·s engagé·e·s dans la même élection</i>	28,3	12,4	10,03

*Mention des adversaires direct·e·s en corpus*

Ceci montre que le nombre total de mentions des adversaires direct·e·s est passé de 463 à 206 mentions entre 2002 et 2012, et que la fréquence pour 10 000 mots a quasiment été divisée par trois, passant de 28,6 mentions pour 10 000 mots en 2002, à 10 mentions pour 10 000 mots en 2012.

#### b. Une fréquence de mentions corrélée aux chances de succès électoral ?

On voit également dans le tableau dénommé *Mention des candidat·e·s en corpus* que les critiques s'intensifient avec les chances de succès électoral des candidats. Ainsi Jacques Chirac, Lionel Jospin, François Hollande, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, les cinq candidat·e·s des partis de gouvernements engagé·e·s dans les trois présidentielles étudiées

<sup>679</sup> Ce qui doit être fait, compte tenu des mentions de personnalités politiques lors de campagnes présidentielles auxquelles elles ne candidatent pas.

<sup>680</sup> Méthodologie déjà expliquée précédemment. Voir *infra* Introduction Partie3.II.a

ont concentré 779 mentions sur les 1021 mentions de candidat·e·s qui composent notre corpus, soit plus de 75 % des mentions.

Une analyse des mentions des candidat·e·s en corpus, fait apparaître qu'avec 198 occurrences « *Sarkozy* » est un candidat fréquemment mentionné, en dépit de l'usage courant de la périphrase « *le candidat sortant* » par François Hollande en 2012. Un double phénomène peut sans doute l'expliquer. D'abord, un effet de corpus : Nicolas Sarkozy est candidat lors de deux campagnes sur les trois étudiées. Mais il y a également un autre ressort, analysé largement par Eithan Orkibi : celui du développement du discours « anti-Sarko<sup>681</sup> » tel qu'il s'est développé au cours des années précédentes. En contexte, ce phénomène a peu à peu doté l'évocation du nom de Nicolas Sarkozy d'une charge polémique. Ceci explique que Nicolas Sarkozy fasse en 2012, l'objet de critiques de la part de tous·tes les candidat·e·s engagé·e·s dans l'élection présidentielle<sup>682</sup>.

On peut toutefois noter que le candidat qui a concentré le plus de critiques à l'occasion d'une campagne présidentielle parmi les trois campagnes que nous étudions est de loin, Lionel Jospin. On ne dénombre pas moins de deux cents mentions critiques de « *Jospin* » à l'occasion de la présidentielle de 2002. Une partition par locuteur·rice montre qu'elles sont pour plus de 60 % (124 mentions) d'entre elles le fait d'Arlette Laguiller, comme le montre la recherche de formes réalisée sous *Lexico 3*, ci-après. Cette abondance de la référence de Lionel Jospin dans le discours de nombre de nombre de candidat·e·s peut s'expliquer d'une part par le fait qu'Arlette Laguiller ait largement concentré ses critiques politiques sur la gauche plurielle dont Lionel Jospin fut en tant que Premier ministre sortant le principal artisan. D'autre part, la désunion de la gauche<sup>683</sup> lors de ce premier tour a mécaniquement

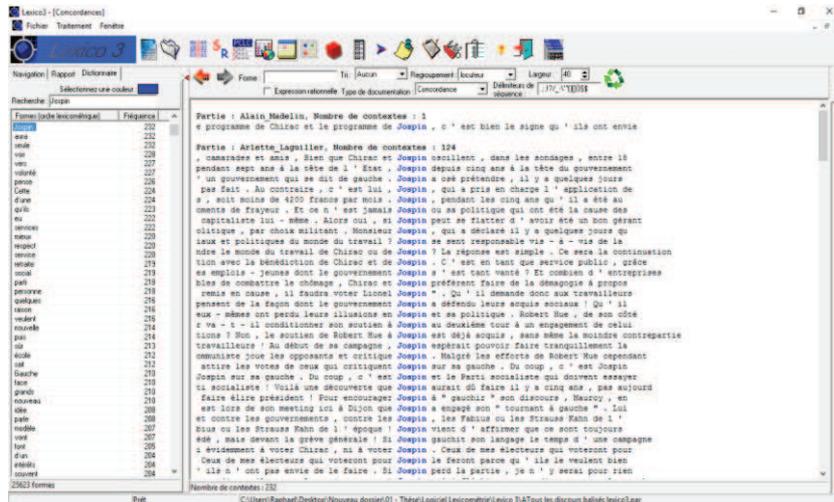
---

<sup>681</sup> ORKIBI Eithan, L'insulte comme argument et outil de cadrage dans le mouvement « anti-Sarko », *Argumentation et Analyse du Discours* [en ligne]. 2012, n°8. Disponible sur : <http://aad.revues.org/1335> [24 juillet 2016].

<sup>682</sup> Nous avons observé cela au travers une recherche de la forme « *Sarkozy* » sous *Lexico 3*, puis une partition par locuteur·rice.

<sup>683</sup> On recense huit candidats et candidates classées à gauche, dont cinq appartenant à la gauche dite de gouvernement (Taubira, Mamère, Hue, Jospin, Chévènement) engagé·e·s dans ce premier tour de l'élection présidentielle.

induit une bataille pour la conquête de cet électorat. En conséquence, Lionel Jospin en tant que Premier ministre sortant et candidat socialiste, et donc principal représentant de cet électorat, fut le candidat sur lequel concentrer les attaques. Ces attaques étant d'autant plus faciles pour les autres candidat·e·s engagé·e·s que Lionel Jospin a choisi, jusqu'aux ultimes jours de sa campagne, de ne pas répondre aux attaques venant de « son camp ».



Une dernière remarque enfin. Elle porte sur l'occurrence « *Le Pen* », nom de famille d'un candidat du Front National et de sa fille, candidate du Front National après lui, Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen. Nous avons rencontré une difficulté quant à la comptabilisation de certaines mentions de ce nom en corpus. Non pas, parce qu'il s'agit d'un nom de famille porté par un candidat et une candidate engagé·e·s sur ces trois campagnes. Dans ce cas, un retour au texte sur la présidentielle de 2012<sup>684</sup> aurait pu facilement permettre l'attribution des huit énoncés au sein desquels la mention « *Le Pen* » apparaît. Mais l'examen de ces huit mentions montre que dans cinq cas, l'équivoque de désignation entre Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen est soigneusement entretenue par les énonciateurs. Ainsi, on retrouve en

684 Marine Le Pen est conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais en 2002, et membre de la cellule idées-images au sein de l'équipe de campagne de Jean-Marie Le Pen. En 2007, elle est députée européenne, et directrice stratégique de la campagne à l'élection présidentielle de son père. Elle. En raison de ces rôles relativement secondaires et opérationnels, elle n'est mentionnée par aucun candidat durant ces deux campagnes.

2012 une formulation comme « *la dynastie Le Pen* », qui vise évidemment à dénigrer la candidate Marine Le Pen en la rattachant à sa filiation.

*« Les semaines qui viennent de s'écouler ont amplement montré à quel point les limites entre la droite et l'extrême droite s'effacent dans la rivalité électorale, à quel point les Sarkozy, Guéant, Guaino et tous les autres finissent par copier la dynastie Le Pen - quand ce n'est pas l'inverse...<sup>685</sup> »*

Ou encore « *la Le Pen père-fille* » qui présente la même ambigüité :

*« Il faut que ce rassemblement du peuple ne soit empêché par aucune division artificielle, c'est pourquoi à l'objectif de faire perdre le pouvoir à Nicolas Sarkozy, il faut pour des raisons morales, affectives que vous connaissez, mais aussi pour des raisons politiques, il faut que nous mettions fin et que nous brisions le verrou que la Le Pen père-fille et je ne sais qui encore opère sur la situation politique.<sup>686</sup> »*

On trouve enfin dans les discours de Jean-Luc Mélenchon trois mentions de « *Le Pen* », formulation qui a longtemps servi à désigner Jean-Marie Le Pen. On peut penser que l'utilisation de cette formulation vise à réactiver contre Marine Le Pen les mêmes réflexes que ceux qui étaient destinés à lutter contre le père.

*« Je les connais, je les reconnais, à chaque génération ce sont les mêmes avec toujours les mêmes masques, les mêmes postures et comme leurs pères disaient « plutôt Hitler que le Front populaire » ceux-là disent « plutôt Le Pen que Mélenchon.<sup>687</sup> »*

---

<sup>685</sup> [12.04.15] – Nathalie Arthaud – Paris.

<sup>686</sup> [12.04.19] – Jean-Luc Mélenchon – Paris.

<sup>687</sup> [12.04.19] – Jean-Luc Mélenchon – Paris.

« J'adjure les journaux qui se réclame<sup>688</sup> de la gauche, d'imiter plutôt l'Humanité que l'Express et de nous aider à vaincre Le Pen plutôt que de nous tirer dans le dos.<sup>689</sup> »

« Voilà pourquoi nous devons frapper l'axe Merkozy et après avoir fait éclater ce coup de tonnerre en Europe en faire éclater un second en dispersant loin derrière nous l'équipe Le Pen et l'extrême droite parce que partout ailleurs en Europe on regarde ce que vont faire les Français cette fois-ci.<sup>690</sup> »

C'est cette ambiguïté qui explique que dans le tableau *mention des candidat·e·s en corpus*, on ait attribué une valeur indéterminée en cases C18 et C19. Notons toutefois que, quelle que soit la manière dont on comptabilise ces mentions, il s'agit toujours de huit mentions en cumulé. Cela n'impacte donc pas le nombre total de mentions des noms des candidat·e·s en corpus, qui reste stabilisé à mille-vingt-et-une.

### c. Qui mentionne le plus ses adversaires ?

Nous avons également cherché à savoir qui mentionnait le plus ses adversaires engagé·e·s dans une campagne présidentielle.

Pour ce faire, nous avons créé sous *Lexico 3*, trois groupes de formes représentant les candidat·e·s engagé·e·s dans chacune de ces élections.

---

<sup>688</sup> La faute d'orthographe se trouve dans le corpus.

<sup>689</sup> [12.04.19] – Jean-Luc Mélenchon – Paris.

<sup>690</sup> [12.04.19] – Jean-Luc Mélenchon – Paris.

- Groupe de formes « candidat.e.s<sup>691</sup> 2002 » : comprend les mentions des 16 candidat·e·s engagé·e·s dans la présidentielle de 2002.
- Groupe de formes « candidat.e.s 2007 » : comprend les mentions des 12 candidat·e·s engagé·e·s dans la présidentielle de 2007.
- Groupe de formes « candidat.e.s 2012 » : comprend les mentions des 12 candidat·e·s engagé·e·s dans la présidentielle de 2012.

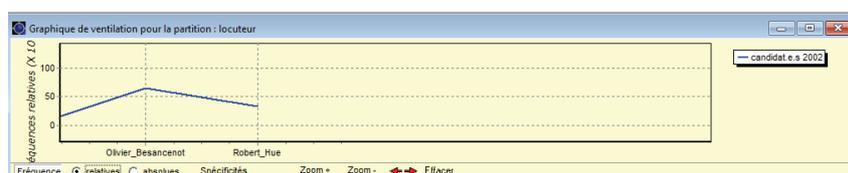
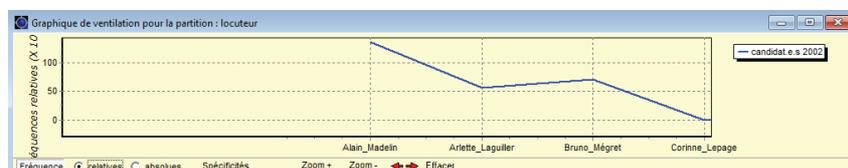
Puis, nous avons subdivisé notre corpus en trois sous-corpus relatifs à chacune de ces élections. Puis, nous avons procédé pour chacune de ces sous-parties à une partition par locuteur·trice.

Les graphiques synthétiques en fréquences relatives sont représentés ci-après (ils n'entrent pas toujours sur un seul graphe). Nous attirons l'attention du·de la lecteur·rice sur un point méthodologique : ces graphiques se présentent sous la forme de graphiques en courbes, car c'est la seule modalité proposée par *Lexico 3*. S'agissant de données discrètes et non continues, une succession de points ou un histogramme auraient été plus justes pour représenter nos données. En l'état la présence de courbes est donc conditionnée à l'utilisation – et aux limites – de ce logiciel.

---

<sup>691</sup> « candidat.e.s » et non « candidat·e·s » : *Lexico 3* ne permet pas l'utilisation du point milieu pour enregistrer un nom de fichier. Nous avons dans ce cas utilisé un point final.

Pour 2002 (3 graphes) :



On remarque qu'en 2002, Jacques Chirac, Lionel Jospin et Corinne Lepage sont ceux-celles qui mentionnent le moins fréquemment leurs compétiteurs-rices.

En comparaison, Olivier Besancenot, Jean-Pierre Chevènement, Robert Hue, Arlette Laguiller, Jean-Marie Le Pen, Alain Madelin et Bruno Mégret nomment régulièrement leurs compétiteurs-rices, et désignent principalement Jacques Chirac et Lionel Jospin.

Se met ainsi en place une forme de contraste : Lionel Jospin et Jacques Chirac ont tendance à effacer discursivement leurs adversaires, quant les autres candidat·e·s, se positionnent plus volontiers en vis-à-vis par rapport à ces deux candidats. Cette dynamique illustre la nécessité pour des acteur·rice·s politiquement dominé·e·s de nommer leurs adversaires, là où les acteur·rice·s dominant·e·s, ont plutôt tendance à lisser<sup>692</sup> discursivement la conflictualité,

<sup>692</sup> OGER, Claire, OLLIVIER-YANIV Caroline, *art. cit.*

notamment par le recours à la naturalisation, à l'implicite, à l'équivoque ou encore aux usages formulaires<sup>693</sup>, ainsi que les énoncés suivants en attestent.

« Ce sont des enjeux clairs de cette élection présidentielle, si l'on veut bien ne pas simplement se laisser emporter par le thème lancinant de l'insécurité que nous affrontons par ailleurs plus sérieusement que beaucoup d'autres.<sup>694</sup> »

« Un candidat prétend que nous aurions créé des emplois, plus de 2 millions, que nous aurions moins de 900 000 chômeurs parce que nous aurions bénéficié de la croissance internationale.<sup>695</sup> »

« Alors, nous nous sommes saisis de ces questions, nous ne les exploitons pas politiquement, mais nous les traitons avec une volonté politique avec la police de proximité, avec les contrats locaux de sécurité, en augmentant les moyens de la police, de la gendarmerie et de la justice alors que nos prédécesseurs avaient manqué à leurs devoirs à cet égard.<sup>696</sup> »

« Je vous invite à vous rassembler. Pour dire clairement que vous ne voulez plus de l'étatisme, qui bride et entrave vos énergies en décidant d'en haut tout ce qui doit s'appliquer sur le terrain. Pour dire clairement que vous ne voulez plus du laxisme face à l'insécurité, devenue, ici comme partout, une préoccupation, une inquiétude de chaque jour. Que vous ne voulez plus de ces divisions qui grandissent, au détriment de l'unité de la nation, et qui dressent des Français contre d'autres Français. Pour dire clairement que vous ne voulez plus du socialisme, un socialisme archaïque dans sa culture,

---

<sup>693</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité, *Langage et société*, 4/2010, n° 134, pp. 5-29, disponible sur : [www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2010-4-page-5.htm](http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2010-4-page-5.htm). [consulté le 25 juillet 2016].

<sup>694</sup> [02.04.12] – Lionel Jospin – Mulhouse.

<sup>695</sup> [02.04.13] – Lionel Jospin – Lens.

<sup>696</sup> [02.04.13] – Lionel Jospin – Lens.

autoritaire dans ses méthodes, inefficace dans ses actions, soumis à toutes les surenchères de ses alliés aujourd'hui dispersés.<sup>697</sup> »

« Mais à ceux qui seraient prêts à tout changer pour éviter de nouvelles cohabitations, je réponds que le rôle de la Constitution n'est pas d'entraver la liberté de choix des Français, mais au contraire de la défendre.<sup>698</sup> »

Quant à Corinne Lepage, le fait qu'elle soit l'une des rares « petites » candidates à ne pas user de tels procédés, est sans doute à rapprocher de sa stratégie d'ethos. Celle d'une femme arrivée différemment en politique (par l'action professionnelle en tant qu'avocate spécialisée dans la protection de l'environnement) et souhaitant en conséquence faire de la politique « différemment ». Elle va d'ailleurs largement puiser dans cet ethos pour le réaffirmer lors de ces discours.

« *Je refuse la politique spectacle. Pas de petites phrases ; pas de gifle ; pas de rave party ; pas de déclarations irrévocables.*<sup>699</sup> »

« *Je refuse la politicaillerie, celle qui n'intéresse que le microcosme, les attaques ad hominem. Tout cela n'a rien à voir avec la politique telle que je la conçois.*<sup>700</sup> »

Remarquons enfin que si, ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin ne mentionnent aucun-e de leurs compétiteurs et compétitrices ; ils sont à l'inverse ceux qui évoquent le plus longuement leurs soutiens, ainsi que nous l'avons étudié dans la partie consacrée aux formules d'adresses<sup>701</sup>.

---

<sup>697</sup> [02.04.18] – Jacques Chirac – Lille.

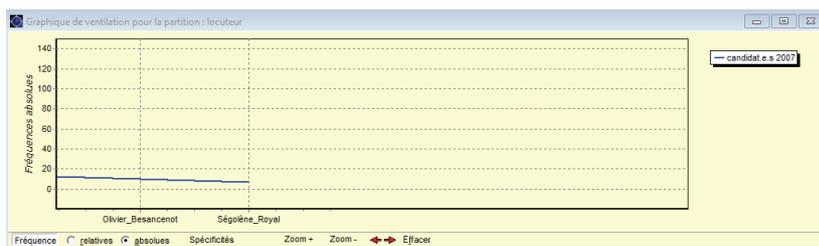
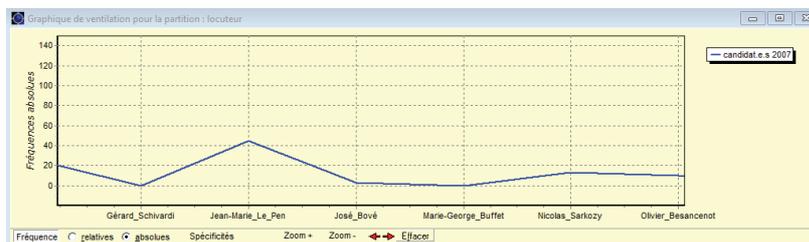
<sup>698</sup> [02.04.10] – Jacques Chirac – Rouen.

<sup>699</sup> [02.04.13] – Corinne Lepage – Paris.

<sup>700</sup> [02.04.13] – Corinne Lepage – Paris.

<sup>701</sup> Voir *infra* chapitre 1. Partie II.3.b.

En 2007, c'est un phénomène plus nuancé qui s'observe, ainsi qu'en témoignent les trois graphes<sup>702</sup> ci-après.

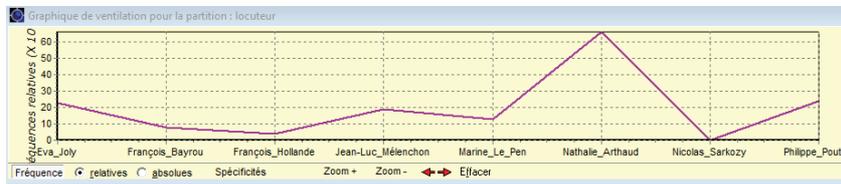


En 2007, François Bayrou, Jean-Marie Le Pen, mais surtout Arlette Laguiller, sont les trois candidat-e-s qui mentionnent le plus leurs adversaires électoraux. On n'observe néanmoins plus, comme en 2002, de différences nettes entre le candidat et la candidate des partis de gouvernement, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, et les autres. Ainsi, ces deux candidat-e-s mentionnent leurs opposant-e-s selon une fréquence analogue à des candidat-e-s comme Olivier Besancenot, Marie-George Buffet, Gérard Schivardi ou Dominique Voinet.

Pour 2012 enfin, on peut remarquer que la situation s'apparente à 2002. Nathalie Arthaud est de très loin, la candidate qui nomme le plus fréquemment ses opposant-e-s, comme

<sup>702</sup> Un point d'alerte méthodologique a déjà été évoqué au sujet des graphes relatifs à 2002.

l'était Arlette Laguiller, candidate de Lutte Ouvrière avant elle, tandis que François Hollande et Nicolas Sarkozy, mentionnent nommément très peu leurs adversaires.



On peut à partir de là dresser une hypothèse, qui demanderait à être vérifiée sur d'autres types de corpus : peut être que la « stratégie de surplomb » choisie par nombre de candidat·e·s des partis de gouvernement – en particulier s'ils peuvent faire état d'une trajectoire politique qui légitime cette position – rend « maladroit » le fait de nommer leur principal·e adversaire en discours. Ainsi Lionel Jospin et Jacques Chirac, Premier ministre et Président sortants, mentionnent très peu leurs compétiteur·rice·s, tout comme François Hollande (ancien premier secrétaire et gagnant de primaires) et Nicolas Sarkozy (président sortant) en 2012. À l'inverse, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, ne pouvant pas tous deux légitimer cet ethos d'ancienneté en politique lors de la campagne présidentielle de 2007, n'auront pas le choix que d'accepter d' « entrer dans la mêlée », ce qui discursivement s'observe par une fréquence de nominations d'adversaires plus proches de celles des autres candidat·e·s.

d. Les mentions positives et les automentions : des réalisations marginales, mais bien présentes

Il faut toutefois relativiser à la marge le postulat sur lequel se base l'ensemble de notre propos : celui de la mention nominative des autres candidat·e·s qui serait systématiquement critique.

Il apparaît en effet que les mentions des adversaires ne sont pas toujours polémiques. On trouve des formulations plus neutres, voire positives, sans doute en raison des stratégies de rassemblement au second tour, de récupération d'électeur·rice·s indécis·e·s, ou plus simplement d'une proximité politique entre candidat·e·s. En attestent ainsi les trois réalisations suivantes en 2012, toutes au sujet de Jean-Luc Mélenchon :

*« Quand j'entends le candidat sortant faire compliment au candidat du Front de Gauche, à Jean-Luc Mélenchon - il n'y est pour rien -, quand Nicolas Sarkozy trouve qu'il a plein de talents - ce qui est juste -, qu'il défend de belles idées - de son point de vue, cela se discute ! - et qu'il trouve que finalement, c'est lui le candidat de la Gauche, je m'interroge devant tant de sollicitude.<sup>703</sup> »*

*« J'entends parfois le candidat sortant faire des compliments au candidat du Front de Gauche, à Jean-Luc Mélenchon, que je connais par ailleurs. Il lui trouve du talent - cela peut arriver.<sup>704</sup> »*

---

<sup>703</sup> [12.04.12] – François Hollande – Clermont-Ferrand.

<sup>704</sup> [12.04.16] – François Hollande – Carmaux.

*« Et j'ajouterais que la présence de Mélenchon, son langage plus radical et ses talents de tribun ne changeront rien au rapport de forces qui commande les relations sociales.<sup>705</sup> »*

Il y a également des énoncés sarcastiques, dont la visée pragmatique est plus difficile à déterminer clairement, à l'image de celui-ci :

*« J'entends que Jean-Luc Mélenchon, à ma suite, propose une règle écologique. Très bien. Je lui dis encore un effort : Jean-Luc, demande la sortie du nucléaire, et oppose-toi à la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Ta planification écologique sera plus crédible et le vrai changement sera en marche.<sup>706</sup> »*

De manière marginale, on trouve aussi quelques rares automentions, des énoncés où les candidat·e·s parlent d'eux·elles-mêmes à la troisième personne, et qui ne sont pas connotés négativement. C'est notamment le cas, lorsque ces énoncés constituent en fait du discours rapporté direct ou indirect.

*« Donc j'ai bien compté, il reste de 10 jours avant le vote avant les élections, je dis pas ça parce que je suis pressé d'en finir au contraire, si je dis ça c'est vrai qu'on a 10 jours de bataille devant nous, 10 jours à se battre pour convaincre qu'il faut voter Poutou, il faut voter NPA [...]»<sup>707</sup>*

*« S'il y en a qui ont peur que la politique de Besancenot fasse<sup>708</sup> fuir les capitaux, j'ai un scoop pour eux : des capitaux se barrent*

---

<sup>705</sup> [12.04.18] – Nathalie Arthaud – Lyon.

<sup>706</sup> [12.04.12] – Éva Joly – Grenoble.

<sup>707</sup> [12.04.12] – Philippe Poutou – Paris.

<sup>708</sup> « fasse » : la faute d'accord se trouve dans le corpus (il y en a également une autre dans cet extrait : « toute entière » au lieu de « tout entière »).

*déjà, 24 heures sur 24 à l'heure de la mondialisation et sur la planète toute entière, et c'est d'ailleurs tout le problème.*<sup>709</sup> »

« *Leur seule idée : faire barrage à **Nicolas Sarkozy** !*<sup>710</sup> »

Il faut donc revenir au corpus pour chaque énoncé. En ce sens, la lexicométrie a une fois encore pour nous une valeur exploratoire d'identification d'énoncés et de comptage, mais doit impérativement se doubler d'un retour minutieux aux textes, ce que nous avons tenté de faire dans cette partie.

---

<sup>709</sup> [07.04.13] – Olivier Besancenot – Marseille.

<sup>710</sup> [07.04.18] – Nicolas Sarkozy – Issy-les-Moulineaux.

## Partie 2. Le mot « réalité », un pivot de l'interdiscursivité polémique

### I. Le réalisme en politique, un double problème référentiel

L'expression « réalisme politique » se heurte d'emblée à un double problème référentiel.

Selon le *Larousse*, le réalisme désigne une « attitude qui tient compte de la réalité telle qu'elle est<sup>711</sup> ». Le réalisme politique consisterait donc à prendre en compte la réalité « telle qu'elle est » dans la conduite d'une politique. À première vue, le réalisme politique tient donc de l'évidence, du passage obligé : comment la politique qui organise les affaires de la Cité pourrait-elle faire autrement que de tenir compte des choses telles qu'elles sont ?

Il convient cependant de questionner le réalisme dans sa finalité. En effet, le discours du réalisme politique se réduit-il simplement à la description d'une réalité immuable à laquelle il invite à se conformer ? Si le discours politique, en devenant réaliste, perd son ambition transformatrice, il sacrifie immédiatement l'une des *illusio* fondatrices du discours politique : régir et transformer le social<sup>712</sup>. Le réalisme politique deviendrait dès lors une forme de politique dépolitisée. Dès lors comment le politique pourrait-il se légitimer en faisant, par le réalisme, l'apologie du laisser-faire ?

L'autre difficulté tient au rapport entre réalité et matérialité des faits. Hommes et femmes politiques sont, des constructivistes averti·e·s. Elles·Ils savent que les transformations sociales sont d'abord le fait d'activités langagières. Elles·Ils n'ignorent pas que le discours ne se présente pas comme un reflet plus ou moins fidèle, plus ou moins déformant d'une réalité qui lui serait extérieure, mais qu'il est le système par lequel le réel s'investit, se reconfigure,

---

<sup>711</sup> « Réalisme » [Ressource électronique]. Larousse.fr. Disponible sur : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9alisme/66833> [consulté le 15 septembre 2016].

<sup>712</sup> LE BART Christian. *op. cit.*, p. 70-71.

se dispute<sup>713</sup>. Elles-Ils éprouvent au quotidien ce que Michel Foucault a exprimé dans *L'ordre du discours* : « *Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer*<sup>714</sup> ». Dès lors, si l'on pose que c'est le discours qui configure le réel, que recouvre cette « réalité » qui s'invite ou que les responsables politiques convoquent dans leurs discours ? Que désignent, comme le montrent les deux exemples suivants, ces « *réalités en face* », ce « *réel en face* » qu'hommes et femmes politiques doivent être capables de regarder ?

« *Aujourd'hui, c'est encore et toujours la gauche qui continue de regarder le réel en face, la France telle qu'elle est, la vie de très nombreux Français telle qu'ils la vivent.*<sup>715</sup> »

« *Les cinq années d'expérience à la tête de notre pays, au travers de crises d'une violence inouïe, m'ont convaincu que la France avait tous les atouts pour demeurer une Nation qui compte. Mais il y a une condition à cela, c'est regarder les réalités en face. On ne peut pas nier les réalités.*<sup>716</sup> »

C'est à ce double paradoxe, l'oxymore que constitue le « réalisme politique » d'une part, l'artificielle confusion entre réalité et matérialité des faits d'autre part, que nous travaillerons dans cette ultime partie. Celle-ci a pour but d'identifier quelques traits discursifs, quelques caractéristiques saillantes, quelques régularités internes, du discours du réalisme.

Nous étudierons en particulier la manière dont le lexème « réalité » et l'ensemble de ses flexions surgissent dans le discours, nous montrerons en quoi ce terme apparaît comme un

---

<sup>713</sup> En ce sens, nous nous opposons à une vision instrumentale du langage telle que la définit par exemple Ernst Cassirer dans son *Essai sur le langage*. Pour cet auteur, le langage constitue le « *médiateur par excellence, l'instrument le plus important et le plus précieux pour la conquête et la construction d'un vrai monde d'objets* », CASSIRER Ernst. *Essai sur le langage*. Paris : Éditions de minuit, 1969, p. 44-45

<sup>714</sup> FOUCAULT Michel, *op. cit.*

<sup>715</sup> [02.04.09] – Lionel Jospin – Meeting à Bordeaux.

<sup>716</sup> [12.04.11] – Nicolas Sarkozy – Meeting à Paris.

opérateur de la dimension polémique et interactionniste des allocutions pour l'élection présidentielle.

#### a. Une bibliographie très riche pour entrer dans le discours par le mot

Entrer dans le discours politique par un mot en particulier est une démarche assez courante et il existe à ce sujet une bibliographie assez vaste. On peut mobiliser des enjeux syntaxiques, morphologiques et sémantiques très différents.

Il n'est pas possible ici de mentionner la très grande diversité des approches possibles, mais on reprendra simplement la notice rédigée par Sonia Branca-Rosoff dans le *Dictionnaire d'analyse du discours* de Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau<sup>717</sup>, et qui fait état de trois principales manières d'entrer par le mot pour l'analyse du discours : les études de statistiques lexicales. Deuxième courant, ce sont des travaux qui s'intéressent au fonctionnement qualitatif de certaines formes lexicales. Dans une troisième approche, Sonia Branca-Rosoff regroupe les travaux qui s'intéressent aux processus de lexicalisation, comme les procédés d'inventions et de diffusion de termes techniques.

Comme l'auteure de cette notice le rappelle en conclusion : « *Qu'ils soient envisagés comme des armes politiques, ou comme des outils, les mots n'apparaissent pas seulement comme des reflets de la réalité : ils la font, ils la façonnent* ». La bibliographie pour entrer dans un discours par le mot est vaste, et on trouve même quelques travaux sur les usages du mot « *réalité* », et notamment dans une approche argumentative.

#### b. « réalité » : un mot de l'argumentation par dissociation

---

<sup>717</sup> CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique, *op. cit.*, p. 394.

Dans cette perspective, le mot « réalité » a été repéré par Chaïm Perelman dans ce qu'il appelle l'argumentation par dissociation. Dans *L'empire rhétorique*<sup>718</sup>, il développe l'idée que les grands types d'arguments peuvent se distinguer en ce qu'ils relèvent tantôt de liaisons : « *transférer sur la conclusion l'adhésion formée aux prémisses* » ou à l'inverse de dissociations « *qui vise à séparer des éléments, que le langage, ou une tradition reconnue ont auparavant liés l'un à l'autre.* »

Il établit une liste de ce qu'il nomme les couples de l'argumentation par dissociation et précise que le couple apparence/réalité « *constitue le prototype de toute dissociation notionnelle* » ;

---

<sup>718</sup> PERELMAN Chaïm, *op. cit.*, p. 74.

	Adjectifs					
Les couples de l'argumentation par dissociation	<i>apparent-e</i>	<i>illusoire</i>	<i>opinion</i>	<i>nom</i>	<i>artifice</i>	<i>convention</i>
	<i>réel·le</i>	<i>véritable</i>	<i>vérité</i>	<i>chose</i>	<i>nature</i>	<i>Réalité</i>
Les couples de l'argumentation par dissociation	Adjectifs			Autres procédés		
	<i>sujet</i>	<i>lettre</i>	<i>prétendu-e</i>	<i>pseudo-</i>	<i>quasi-</i>	<i>non-</i>
	<i>objet</i>	<i>esprit</i>	<i>véritable</i>	<i>usage de majuscule</i>	<i>article défini</i>	<i>unique</i>

Il y a donc là une première piste de travail, une première hypothèse de travail, qui consiste à observer la manière dont ces couples de l'argumentation par dissociation apparaissent dans notre corpus. Cette piste s'avère féconde lorsqu'on l'éprouve sur notre corpus. Voici trois exemples extraits de notre corpus.

« *Donner l'illusion du changement pour qu'en réalité la défense des intérêts du plus petit nombre l'emporte plus sûrement.*<sup>719</sup> »

<sup>719</sup> [12.04.20] – Marine Le Pen – Meeting à Merdrignac (Bretagne).

« Nos concitoyens doivent choisir. Je veux qu'ils choisissent en connaissance de cause. Je veux qu'ils choisissent les yeux ouverts. En percevant, derrière l'apparence des promesses, la réalité des engagements.<sup>720</sup> »

« Mais vous voyez la différence entre la volonté et l'illusion ? Dire : je vais protéger les moyens dans les années qui viennent de l'Éducation nationale, c'est de la volonté parce que c'est réaliste. Dire : je vais recréer des dizaines de milliers de postes, c'est une illusion parce que ça ne se fera pas. Je préfère la volonté et le réalisme à l'illusion.<sup>721</sup> »

Nous avons ici choisi trois exemples où le terme était mobilisé différemment « *en réalité* », « *réalité* » et « *réalisme* », comme locution adverbiale d'une part, comme nom d'autre part. Mais, il faut souligner que la locution adverbiale « *en réalité* », semble être d'après nos premières observations, prépondérante dans l'argumentation par dissociation.

On peut également remarquer que ces trois exemples témoignent de la portée dialogique de la référence, c'est-à-dire l'interaction qui se constitue entre le discours de l'énonciateur·rice et un autre discours qui lui est extérieur. C'est en ce sens que ce terme nous semble être un opérateur de la confrontation au discours.

Dans la première citation, la référence au changement correspond bien entendu au slogan de François Hollande lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2002 : « *le changement, c'est maintenant* » ;

Dans le second exemple, les promesses désignent Jacques Chirac, dans un contexte où *Les Guignols de l'info* entretenaient tout au long de la campagne électorale de 2002 le

---

<sup>720</sup> [02.04.09] – Lionel Jospin – Meeting à Bordeaux.

<sup>721</sup> [12.04.15] – François Bayrou – Meeting à Marseille.

personnage de « Supermenteur » et où la cohabitation avait réduit Jacques Chirac à un rôle strictement discursif ; comme l'écrit Damon Mayaffre dans l'introduction de son livre *Le discours présidentiel sous la Vème République* : « Le Président n'avait plus ni marge de manœuvre ni levier de commande : il n'avait plus que le loisir de paraître et plus encore de s'exprimer.<sup>722</sup> »

Dans le troisième exemple, François Bayrou fait directement référence à la proposition de François Hollande de créer soixante-mille postes dans l'Éducation nationale.

Cette dimension interactionniste constitue l'une caractéristique des énoncés mobilisant la « réalité ». Il s'agit plus particulièrement d'interactions polémiques<sup>723</sup>, au sein des énoncés où ce terme apparaît. C'est la seconde piste de notre travail.

### c. Interactionnisme des énoncés mobilisant le mot « réalité »

Parce qu'il est un mot de l'argumentation par dissociation, le terme « réalité » permet aux locuteur·rice·s de proposer une reconfiguration des représentations. Le·La responsable politique invoque la « réalité » pour s'opposer frontalement ou implicitement à un autre discours qu'il·elle désigne tantôt comme « simplificateur », « mensonger », « illusoire », « irréaliste ».

On remarquera d'ailleurs que le·la protagoniste auquel·à laquelle s'oppose le·la locuteur·rice qui invoque la réalité n'est le plus souvent pas clairement, pas nommément, désigné·e. l'énonciateur rapporte un énoncé, parfois reformulé, sans jamais dire qui en est l'auteur·e.

Les trois exemples précédents en attestent, mais on peut aussi faire état d'autres énoncés :

---

<sup>722</sup> MAYAFFRE Damon, *Le discours présidentiel sous la Ve République. Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, de Gaulle*. Paris : Presses de Sciences Po, 2012, p.12.

<sup>723</sup> AMOSSY Ruth, *Apologie de la polémique*, Paris, Presses universitaires de France, coll. L'Interrogation philosophique, 2014, 240 pages.

*« La négation des faits n'a jamais tenu lieu de politique. Pour ma part, je refuse le discours de la facilité qui fait de l'insécurité, tantôt un sentiment, qui ne correspond pas forcément à une réalité, tantôt une fatalité que rien ne saurait enrayer.<sup>724</sup> »*

*« S'il n'y avait pas eu les rois et l'Église pendant 10 siècles, la nation française ne ressemblerait pas à ce qu'elle est aujourd'hui. C'est une réalité, une réalité de bon sens et je ne comprends pas qu'on ait peur d'affirmer cette réalité !<sup>725</sup> »*

Qui tient ce « discours de la facilité » dont parle Jacques Chirac ? Qui est ce « on » qui a peur, désigné par Nicolas Sarkozy ? À chaque fois, c'est un·e locuteur·rice qui est implicitement critiqué·e, et toutes les marques de la désignation sont supprimées. Il faut toutefois remarquer que ces deux énoncés relèvent de ce point de vue de logiques interactionnistes différentes. Dans le premier, il s'agit implicitement de désigner Lionel Jospin, Premier ministre sortant. Dans le second, personne n'est directement visé·e par l'implicite de l'énoncé, mais Nicolas Sarkozy tente par cette phrase de se positionner comme un garant de la « vérité », *a contrario* du reste du corps politique et même plus largement social.

#### d. Le réalisme comme modalité de construction d'un ethos de légitimité

Remarquons tout d'abord que la mobilisation d'une argumentation au nom du réalisme peut sembler paradoxale. La référence à la réalité illustre l'injonction faite aux responsables politiques de mise en transparence du social : le·la responsable politique est celui·elle qui connaît la réalité, et qui est le·la plus même de la régir. Mais la référence à « l'inévitabilité » au nom de la réalité ne témoigne-t-elle pas précisément d'un aveu d'impuissance ? Comment, dans un contexte de mondialisation où le primat du politique sur l'économique

---

<sup>724</sup> [02.05.02] – Jacques Chirac – Meeting à Villepinte.

<sup>725</sup> [12.04.16] – Nicolas Sarkozy – Meeting à Poitiers.

est fortement remis en cause, mettant à mal l'une des grandes *illusio* du politique, les responsables politiques tentent-ils-elles de réaffirmer une forme de maîtrise ? Quels bénéfices les responsables politiques tirent-ils-elles de cette invocation ? À quel ethos, c'est-à-dire à l'image que les locuteurs·rices entendent donner d'eux-mêmes·elles-mêmes par leurs discours<sup>726</sup>, cette référence est-elle censée contribuer ?

Il faut d'abord remarquer que pour les locuteurs·rices, la référence au « réalisme » de leur proposition, ou de leur action, opère comme un facteur de légitimation.

Pour entrer dans ces questions, nous établirons des passerelles entre réalisme littéraire et politique, nous autorisant de Tzvetan Todorov : « *Le réalisme est consonant au monde occidental moderne et à ses sociétés capitalistes* ». Mais aussi de Christian Le Bart<sup>727</sup> qui rappelle : « *le réalisme politique, comme le réalisme littéraire, est avant tout un style, un ton, une série de conventions par lesquelles un discours travaille à sa propre légitimation (et à celle de son auteur). Le fétichisme du constat, chiffres en main, la comparaison internationale pour évaluer sans a priori les solutions possibles et pour repérer les plus efficaces, la mise en scène des vraies gens rencontrés sur le terrain et ayant livré leur sentiment sincère ou ayant décrit leur situation réelle, tout cela relève moins de la conversion des politiques à la démarche des sciences sociales que de ce que Barthes appelait l'effet de réel.* »

Les candidat·e·s prennent appui sur une réalité qu'ils-elles convoquent pour légitimer leur aspiration et démontrer leur aptitude. Christian Le Bart remarque que pour ce faire, ils-elles s'appuient souvent sur un registre qui jouit d'une forte légitimité : le « sens commun », entendu comme ce qui ne peut être récusé.

Ce sens commun, ce peut être l'appel au bon sens pour Nicolas Sarkozy que nous évoquions dans l'exemple précédent, mais que l'on retrouve aussi chez François Bayrou.

---

<sup>726</sup> La notion d'ethos fait l'objet du chapitre 1 de la présente étude.

<sup>727</sup> LE BART Christian. Parler en politique. *Mots. Les langages du politique*. 2010. Vol n°94. p. 77 à 84.

« Vous comprenez qu'en défendant ces idées devant vous, je dis des choses de "gros bon sens", je dis des choses de "fort bon sens", de bon sens enraciné, paysan tant que l'on voudra, je dis des choses qui sont celles de la réalité de notre pays !<sup>728</sup> »

C'est aussi la convocation d'un ancrage territorial, que le·la locuteur·rice va au passage qualifier de « réel », ou de « réalité ».

« Les derniers en date des propos de campagne n'ont non seulement aucun rapport avec les problèmes réels des classes populaires, mais ils sont nauséabonds.<sup>729</sup> »

« J'ai mis du temps à comprendre la réalité corse, à m'imprégner de cette réalité corse.<sup>730</sup> »

Dans ces exemples, la référence à la réalité participe pour les locuteurs·rices de la production d'un soi légitime en jouant sur un registre que Le Bart appelle l'intégration<sup>731</sup>, par opposition à la distinction. Le·la locuteur·rice dit en substance « je suis légitime, parce que je suis proche de vous, parce que je vous comprends. »

On peut dès lors forger l'hypothèse que l'invocation de la réalité participe de la constitution d'un ethos de proximité qui légitime l'aspiration des candidat·e·s à la présidentielle. Ethos d'autant plus important qu'il s'inscrit dans le cadre d'une élection au scrutin direct, et que selon la formule consacrée<sup>732</sup>, l'enjeu est d'apparaître comme « le·la premier·ère par les sien·ne·s » c'est-à-dire dans un ethos discursif qui articule proximité et distinction. Comme

---

<sup>728</sup> [12.04.15] – François Bayrou – Meeting à Marseille.

<sup>729</sup> [07.04.11] – Arlette Laguiller – Meeting à Reims.

<sup>730</sup> [12.04.13] – Nicolas Sarkozy – Meeting à Ajaccio.

<sup>731</sup> LE BART Christian. *Le discours politique*. Paris: PUF (Que sais-je ?), 1998, p. 80.

<sup>732</sup> Ici mise à jour pour se conformer aux conventions d'écriture inclusive proposées.

l'évoque Rémi Lefebvre « *Parée de toutes les vertus, elle (la proximité) est quasiment devenue synonyme de légitimité dans le langage courant*<sup>733</sup> ».

Dans le discours, ce bon sens est opposé à ce qu'ils-elles appellent bien souvent, « *l'idéologie* ».

*« Il faut avoir le courage de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce n'est pas une question d'idéologie. C'est du simple bon sens quand on sait que les dépenses de personnel représentent près de 50 % du budget de l'État. »*<sup>734</sup>

*« Vous voyez que ce n'est pas de la politique politicienne, ce n'est pas de la politique de parti ! Je ne défends pas une étiquette, une idéologie, je défends du réel, du concret, du solide, du vital, du vivant pour les Français ! »*<sup>735</sup>

*« Ce projet est volontaire, réaliste, concret, celui des socialistes est idéologique »*<sup>736</sup>.

*« Pour faire bonne mesure, j'intègre les prétendus écologistes à cette extrême gauche déconnectée le plus souvent des préoccupations réelles des Français, ou aveuglée par ses œillères idéologiques d'un autre temps. »*<sup>737</sup>

Pour ces quatre candidats, le discours politique moderne serait donc celui qui a substitué au « vrai » des convictions politiques, le « vrai » du réel : déniait tout ancrage idéologique, le

---

<sup>733</sup> LEFEBVRE Rémi, Quand légitimité rime avec proximité, *Mouvements*, 2/2004, n° 32, p. 135.

<sup>734</sup> [07.04.13] – Nicolas Sarkozy – Meeting à Meaux.

<sup>735</sup> [12.04.17] – François Bayrou – Meeting à Nantes.

<sup>736</sup> [02.04.18] – Jacques Chirac – Meeting à Lille.

<sup>737</sup> [07.04.19] – Jean-Marie Le Pen – Meeting à Nice.

critiquant parfois, le-la responsable politique moderne serait réaliste, pragmatique, et évaluerait sans *a priori* toutes les options possibles.

Il y aurait donc une désidéologisation « apparente » du discours politique au profit d'une approche réaliste qui transparaîtrait notamment par la référence à la réalité, et qui serait l'un des opérateurs de la confrontation entre ethos en discours.

#### e. La « réalité » comme marque du discours conservateur

Nous écrivons « apparente », car beaucoup de travaux sur le discours idéologique ont établi que ce qui le caractérise est qu'il se présente toujours dans une forme naturalisée, "déproblématisée", voire évidente et qu'en cela il dissimule sa portée axiologique. On pourra par exemple se reporter à Thierry Guilbert, qui consacre un ouvrage à *L'évidence du discours néolibéral*<sup>738</sup>, ou encore *Langage et idéologie* d'Olivier Rebol qui écrit « *Une idéologie est nécessairement dissimulatrice [...] elle se donne toujours pour autre chose que ce qu'elle est : pour la science, le bon sens, l'évidence, la morale, les faits.*<sup>739</sup> »

Rebol remarque que la distinction entre réel et apparent, dont nous faisons état précédemment serait propre aux conservateurs.rices : « *Chez les conservateurs, le "naturel" est ce qui existe réellement et s'oppose à l'artificiel.*<sup>740</sup> »

La référence à la réalité serait donc, et c'est notre dernière hypothèse dont nous nous contenterons ici d'en esquisser quelques exemples, une marque du discours conservateur.

On remarquera d'ailleurs que les locuteurs.rices situées les plus à gauche de l'échiquier politique champ critiquent parfois ce réalisme, en dénonçant la dimension conservatrice qu'il dissimule.

---

<sup>738</sup> GUILBERT Thierry. *L'évidence du discours néolibéral. Analyses dans la presse écrite*. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », Vulaines-sur-Seine, 2011, 133 pages.

<sup>739</sup> REBOUL Olivier. *Langage et idéologie*. Paris : PUF, 1980, p. 23.

<sup>740</sup> *Ibid.* p.45.

« *Devant ces puissances [elle parle des grands groupes internationaux], les gouvernements, de gauche comme de droite, ne savent que se prosterner, au nom du réalisme. C'est cela qu'ils appellent les "réalités du pouvoir" avec lesquelles il faudrait composer.*<sup>741</sup> »

« *Leurs yeux ne voient plus que leur reflet satisfait dans le miroir, ignorant l'état du monde. Leurs bouches ne s'ouvrent que pour déverser en boucle le même discours de renoncement, paré des atours trompeurs du réalisme économique.*<sup>742</sup> »

---

<sup>741</sup> [02.04.16] – Arlette Laguiller – Meeting à Rennes.

<sup>742</sup> [02.04.12] – Éva Joly – Meeting à Grenoble.

## II. Conclusion : la polémique, des motifs privilégiés de réalisation en discours

Au travers de ce chapitre nous avons montré que la polémique pouvait s'observer à partir de la présence des mentions nominatives des candidat·e·s au sein de notre corpus. Partant du postulat que ces mentions sont – à quelques exceptions près –, polémiques, nous avons néanmoins montré que l'hypothèse d'une « spirale de la négativité » n'était pas vérifiée en discours de meeting électoral, si l'on se basait sur ce corpus et sur ce seul critère de fréquence de mentions des candidat·e·s. Nous avons également montré que les candidat·e·s dominé·e·s politiquement avaient davantage tendance à mentionner leurs adversaires et pour l'essentiel, les candidat·e·s des partis de gouvernement. À l'inverse, les candidat·e·s des partis de gouvernement pouvant justifier par leur parcours une stratégie de surplomb ne mentionnent que très peu leurs compétiteur·rice·s, à l'image de Jacques Chirac et Lionel Jospin en 2002.

Pour autant, le caractère polémique des discours de meeting ne saurait se réduire à la simple mention, nominative ou non, d'adversaires. La polémique se produit également au moyen d'actes de langage indirects et implicites, de procédés comme l'ironie, la périphrase, ou la réfutation. Nous nous sommes donc dans une seconde partie, attardés sur l'observation d'un terme dont nous avons montré qu'il agissait comme un opérateur de la confrontation, dès lors que les termes rapportés par l'énonciateur·rice n'étaient pas explicitement imputés : le mot « réalité ».

À cet égard, nous avons montré que le terme « réalité », parce qu'il constituait un terme pivot de l'argumentation par dissociation au sens proposé par Chaïm Perelman, agissait en discours comme un opérateur privilégié de l'interaction polémique entre les candidat·e·s engagé·e·s dans une campagne électorale, les un·e·s et les autres tentant d'expliquer qu'ils·elles sont les plus à même de comprendre et d'agir sur « la réalité ». Nous avons également formé l'hypothèse que l'invocation de la réalité participe de la constitution d'un ethos de proximité qui légitime l'aspiration des candidat·e·s à la présidentielle dans un

contexte de scrutin direct qui selon la mythologie associée fait du-de la Président·e de la République, la-le *primus inter pares*, « le-la premier·ère par les sien·ne·s ». Enfin, nous avons établi que la référence à la « réalité » était plus souvent le fait de certain·e·s candidat·e·s et d'un certain type de discours, qualifié par de précédents travaux de discours conservateurs. C'est ce que relève Rémi Lefebvre : « *le discours de la proximité est à ce titre parfaitement ajusté au libéralisme ambiant. Il entre en résonance avec ses valeurs d'adaptabilité, d'efficacité, de flexibilité, tout en se donnant à entendre comme a –idéologique, voire anti-idéologique*<sup>743</sup> ». C'est également ce que note Christian le Bart : « *Le registre de l'efficacité et du pragmatisme s'est imposé comme forme dépolitisée du discours politique.*<sup>744</sup> ». Le réalisme en présupposant l'existence d'une réalité extérieure au politique refuse l'action politique. Cette approche n'est pas sans conséquence éthique. Si l'on accepte de construire soi-même entièrement sa propre réalité, on en devient nécessairement responsable. On peut dès lors envisager le réalisme politique comme une attitude de déresponsabilisation du politique. Pour le réalisme politique, le politique ne peut changer le réel et n'est donc pas responsable du cours des choses. En ce sens, le réalisme est toujours un conservatisme.

Nous aurions pu dans ce travail, ou dans le cadre d'un prolongement ultérieur à ce travail de recherche aller encore plus loin, et tenter de qualifier un imaginaire du réalisme politique. Ce faisant, le recueil *Littérature et réalité*, pourrait constituer un point d'appui intéressant. Ce recueil collectif placé sous la direction conjointe de Tzvetan Todorov et Gérard Genette est paru en 1982. Il rassemble cinq textes (Roland Barthes, Léo Bersani, Philippe Hamon, Michaël Riffaterre, Ian Watt) sur la thématique du réalisme littéraire, et une présentation originale rédigée par Tzvetan Todorov. Cet ouvrage a le mérite de rassembler des études plurielles et de très grandes qualités pour éclairer et caractériser le réalisme littéraire, et par-delà, la notion de réalisme en Sciences humaines et sociales.

Dans cet ouvrage, on perçoit une critique de l'idéologie réaliste, que Todorov s'accorde lui-même à reconnaître comme « *faite depuis une position idéologique particulière* » sans

---

<sup>743</sup> LEFEBVRE Rémi, *art. cit.*, p. 137.

<sup>744</sup> LE BART Christian, *art. cit.*, p. 82.

jamais prendre la peine de préciser laquelle. La lecture attentive de ce recueil nous a permis de recenser différents procédés discursifs du réalisme littéraire qui nous semblent pertinents pour caractériser la notion de discours du réalisme en politique. On retiendra notamment :

La scientification du discours : Ian Watt rappelle<sup>745</sup> que « *les réalistes français prétendaient à un examen minutieux de la vie, le plus impartial et le plus scientifique qui ait jamais été tenté.* » Cette « scientification » du discours littéraire comme du discours politique est sans doute au cœur de la logique réaliste moderne et rejoint l'une des pistes formulées par Christian Le Bart évoquées précédemment.

La dissimulation : pour Roland Barthes, l'une des règles du discours réaliste est la dissimulation des autres règles. Le discours réaliste « *dit que le "réel" est réputé se suffire à lui-même, qu'il est assez fort pour démentir toute idée de fonction, que son énonciation n'a nul besoin d'être intégrée dans une structure et que l'avoir-été-là des choses est un principe suffisant de la parole.*<sup>746</sup> »

Les détails qui signifient et la référence à la matérialité, au concret : pour y parvenir « *le romancier réaliste semble transformer les détails les plus insignifiants en structure de significations*<sup>747</sup> » ou « *Dans l'idéologie de notre temps, la référence obsessionnelle au concret est toujours armée comme une machine de guerre contre le sens, comme si, par une exclusion de droit, ce qui vit ne pouvait signifier – et réciproquement.*<sup>748</sup> » Ces indications sur la signification du détail et la référence au concret rejoignent aussi l'idée « *des vraies gens ayant livré leur sentiment sincère* » évoquée par le Bart et citée précédemment. Barthes explique ensuite que le réalisme veut expulser le signifié et définit finalement le réalisme

---

<sup>745</sup> WATT Ian. Réalisme et formes romanesques. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982, p.13.

<sup>746</sup> BARTHES Roland. L'effet de réel. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982. p.87.

<sup>747</sup> *Ibid.*

<sup>748</sup> *Ibid.*

comme « *toute énonciation créditée par le seul référent* ». Il y définit ce qu'il nomme l'illusion référentielle : « *supprimé de l'énonciation réaliste à titre de signifié de dénotation, le réel y revient à titre de signifié de connotation.* »

La prédominance de la métonymie : cité par Philippe Hamon<sup>749</sup>, Jakobson rappelle que « *c'est la prédominance de métonymie qui caractérise le courant littéraire qu'on appelle "réaliste", qui appartient à une période intermédiaire entre le déclin du romantisme et la naissance du symbolisme et qui s'oppose à l'un comme à l'autre.* »

Dans un contexte d'économie mondialisée, qui remet en cause l'aptitude des responsables politiques à régir et transformer le réel, les polémiques relatives à la « réalité » ne sont sans doute pas prêtes de s'éteindre lors de prochains suffrages.

\*\*\*

---

<sup>749</sup> HAMON Philippe. Un discours contraint. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982. p.120.

## **Conclusion générale**

## I. Ce que nous avons étudié

« Le monde social nous semble [alors] aussi naturel que la nature, lui qui ne tient que par magie. N'est-ce pas, en vérité, un édifice d'enchantements que ce système qui repose sur des écritures, sur des paroles, obéies, des promesses tenues, des images efficaces, des habitudes et des conventions observées — fictions pures ?<sup>750</sup> » écrivait Paul Valéry dans son introduction aux *Lettres persanes* de Montesquieu. De quels enchantements avons-nous traité ici ? Prioritairement, de ceux provoqués par les *illusio* fondatrices du champ politique, au sens proposé par Pierre Bourdieu et rappelé par Christian Le Bart dans *Le discours politique*<sup>751</sup>. Ces *illusio* sont au nombre de trois et fondent tout discours politique : la-le<sup>752</sup> responsable politique est légitime ; elle-il connaît le réel et peut le régir, le transformer ; les citoyen·ne·s forment une communauté de destins. Mythes structurants du discours politique à un point tel que leurs remises en cause même involontaires – ce que Christian Le Bart appelle les « gaffes<sup>753</sup> » – engendre inmanquablement un rappel à l'ordre des autres acteurs sociaux. Mais le discours n'est pas seulement surdéterminé symboliquement. Il se trouve également en prises avec un ensemble de déterminismes individuels ou collectifs qui lestent chaque individu parlant, ébréchant l'idée d'un·e locuteur·rice souverain·e<sup>754</sup> sur sa propre parole. Ces contraintes se trouvent régulièrement examinées au fil de notre présente étude.

---

<sup>750</sup> VALÉRY Paul. *Variété, Études littéraires, Préface aux Lettres persanes, Œuvres*, tome 1, Paris : éditions Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade », 1975, pp. 508-517.

<sup>751</sup> LE BART Christian, *op. cit.*, p. 70-71.

<sup>752</sup> Nous recourons à trois conventions d'écriture inclusive et notamment le point milieu, qui font l'objet d'un préambule à notre recherche.

<sup>753</sup> LE BART Christian, *Lois et invariants d'un genre : pour une sociologie des gaffes politiques, Argumentation et discours politique*, (dir.) BONNAFOUS Simone, CHIRON Pierre, DUCARD Dominique, LEVY Carlos. Rennes : PUR, ResPublica, 2003, pp. 78-97.

<sup>754</sup> LE BART, Christian, *Parler en politique, Mots. Les langages du politique*, n° 94, 2010, p. 82, disponible sur : <http://mots.revues.org/19867> [consulté le 25 juillet 2016].

Dit autrement : c'est à un ensemble de pressions d'ordre symbolique (rituel, endossement progressif du rôle présidentiel, transcendances mobilisables, impératifs scénographiques), sociopolitique (trajectoires individuelles, rôle des appareils partisans, évolution des publics, interaction avec les autres compétiteur·rice·s), et technique (budgets de campagne, transformations des médias) que nous nous sommes intéressés au cours de cette recherche.

Cet examen des déterminismes et des contraintes s'est porté sur un genre discursif particulier : le discours de meeting pour l'élection présidentielle. « *Le changement c'est maintenant* », « *Ensemble, tout devient possible* », « *Prenez le pouvoir* » : alors que la campagne pour l'élection présidentielle vient placer en son cœur cette promesse fondamentale de « transformation du réel », ce qui pourrait laisser présupposer une grande liberté énonciative des locuteurs et des locutrices, nous nous sommes attachés à montrer qu'à l'inverse le discours de meeting électoral se trouvait ainsi extraordinairement contraint et déterminé, que chaque candidat·e devait se conformer à un faisceau d'attendus discursifs tacites, tout en répondant aux impératifs de renouvellement de messages inhérent à tout processus de légitimation politique par le discours.

Voici résumée en quelques lignes la vocation de ce travail, fondé sur l'exploration lexicométrique<sup>755</sup> menée avec le logiciel d'analyse de données textuelles *Lexico 3*, puis l'interrogation argumentative, pragmatico-énonciative et ponctuellement narrative d'un corpus composé de quatre-vingt-seize discours de meeting électoral, tenus lors de périodes de campagne dites « officielles<sup>756</sup> », par les candidates et les candidats aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 en France.

## II. Les déterminismes étudiés dans cette recherche

Parce que les meetings sont un objet pluriel, à la fois pleinement discursifs et pleinement politiques, ils nécessitaient d'être appréhendés dans une perspective fondamentalement

---

<sup>755</sup> Conférer *infra* introduction. Partie 3. II.a.

<sup>756</sup> Conférer *infra* introduction. Partie 3. I.b.

interdisciplinaire. Aussi, nous avons essayé de ne pas réduire ce qui se passe en meeting à ce qui s'y dit, mais au contraire tenté de nous tenir tout au long de ce travail dans l'inconfort du va-et-vient entre textes et hors textes, en enrôlant la lexicométrie, l'argumentation, la pragmatique, les théories de l'énonciation, la narratologie, et aussi lorsque cela me semblait utile, les sciences politiques, la sociologie historique, l'anthropologie politique, ou encore l'herméneutique. C'est ce brassage qui fonde la position « carrefour » de l'analyse du discours, qui tient donc davantage d'une démarche de recherche que d'une « discipline » autonome. L'examen de discours dans leurs contextes s'est autorisée d'une remarque plus large formulée par Catherine Achin, Elsa Dorlin et Juliette Rennes : « *L'institution présidentielle ou plus largement de chef d'État, ne peut plus être saisie uniquement sous l'angle des formes juridiquement codifiées qui l'encadrent et paraissent en définir les usages légitimes. Il convient à l'inverse de renoncer à l'illusion de la permanence de l'institution en mettant l'accent sur la fabrique indissociablement juridique, théorique et pratique de celle-ci. La construction de l'institution présidentielle apparaît alors comme le résultat d'engagements et d'activités hétérogènes*<sup>757</sup> ».

Quel-le-s sont, en contexte, les déterminismes et contraintes qui pèsent sur les candidates et les candidats, et qui selon le mot de Christian Le Bart, ébrèchent l'idée du « locuteur souverain », de la « locutrice souveraine » sur sa propre parole ? Comment le discours révèle-t-il par exemple les transformations médiatiques (apparition des chaînes d'info en continu ou des réseaux sociaux) et politiques (je pense notamment aux primaires) survenues durant la période étudiée ? Comment s'articulent les antagonismes entre impératifs rituels et ambitions de portée médiatique ? Voici quelques-unes des questions de recherche mobilisées pour interroger et comprendre les transformations récentes du discours de meeting électoral.

---

<sup>757</sup> ACHIN Catherine, DORLIN Elsa, RENNES Juliette, Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, 3/2008, n° 31, p. 10, disponible sur : [www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-3-page-5.htm](http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-3-page-5.htm). [consulté le 15 octobre 2016]

Quelques mots sur ce corpus tout d'abord. Il s'agit de discours tenus lors de périodes de campagne dites « officielles<sup>758</sup> », par les candidates et les candidats aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2012 en France. Le nombre de discours étudiés par période est analogue : entre trente-et-un et trente-trois par période, pour un total de 96 discours et 576 241 mots. Nous avons également fait le choix de rassembler les discours de meetings produits par tous les candidats et toutes les candidates pour ces périodes, sans nous en tenir aux seul-e-s « présidentiables », notamment parce que nous trouvions cette notion trop définie par certaines parties prenantes du champ (instituts de sondages et médias en particulier).

Une remarque méthodologique également : les discours qui constituent ce corpus n'ont pas été recueillis au moment de leur énonciation ni, à quelques rares exceptions, transcrits par nos soins. Il s'agit d'un corpus d'archives au sens proposé par Jean-Jacques Courtine, composé des textes restés disponibles sur Internet et le plus souvent originellement mis en ligne sur les sites de campagne des candidates et des candidats. Cela nous a amené à observer un glissement quant à leur finalité. Ces textes semblent avoir été mis en ligne pour être « diffusés » dans le temps d'une campagne, mais ils ont également été « transmis » à l'analyste, par la fonction d'archivage d'Internet. Le retraçage de l'itinéraire de ces discours jusqu'à leur constitution en objet de recherche, en bref leur « génétique textuelle » selon l'expression de Pierre-Marc de Biasi<sup>759</sup> et plus tard de Jean-Michel Adam<sup>760</sup>, pourrait d'ailleurs tout à fait faire l'objet d'un prolongement à cette recherche.

Allons directement à quelques éléments saillants de notre travail. Ces déterminismes et contraintes auraient pu être découpé-e-s en trois grands pôles : d'abord, les impératifs sociopolitiques (trajectoires individuelles, rôle des appareils partisans, évolution des publics, interaction avec les autres compétiteurs et compétitrices) ; ensuite, les pressions d'ordre

---

<sup>758</sup> Conférer *infra* introduction. Partie 3. I.b.

<sup>759</sup> DE BIASI Pierre-Marc. *Génétique des textes*. Paris : CNRS éditions, « Biblis », 2011, 319 pages.

<sup>760</sup> ADAM Jean-Michel, Réécritures et variation : pour une génétique linguistique et textuelle, *Modèles linguistiques*, 2009, n° 59, p. 23.

symbolique (rituel, endossement progressif du rôle présidentiel, transcendances mobilisables, impératifs scénographiques). Enfin, les contraintes techniques : principalement les transformations médiatiques importantes survenues dans la période étudiée.

### *Les déterminismes sociopolitiques*

Les partis politiques et les primaires tout d'abord : nous avons tenté de montrer que parce que l'élection présidentielle réactivait toute une mythologie sur la « rencontre entre un homme ou une femme et un peuple » pour actualiser l'adage gaulien, alors les candidates et les candidats escamotent en discours toutes traces de leur appartenance partisane. Or, c'est le processus de primaires qui rend dicible les circonstances de désignation. Ainsi, François Hollande est le seul candidat à rappeler les circonstances de sa désignation en de nombreuses allocutions de meeting électoral. Sans doute parce qu'il a tiré de cette désignation obtenue par le biais des primaires citoyennes, une source de légitimité supplémentaire, et de ce fait un nouvel argument en termes d'éthos. Il sera d'ailleurs intéressant de regarder comment cette dimension évoluera lors de l'élection présidentielle 2017 qui s'engage, en fonction de l'opposition, inédite, entre trois candidatures issues de primaire.

Nous avons d'autre part, relevé les interrogations portant sur la « présidentiabilité » et la « stature » ou « l'étoffe » présidentielle des candidates et des candidats, en montrant comment elles matérialisaient les interrogations portant sur l'éthos pré-discursif d'une part et l'éthos discursif d'autre part, aux sens proposés par Ruth Amossy<sup>761</sup>. Pour entrer plus profondément dans les modalités de reconfigurations discursives de l'éthos, nous nous sommes appuyés sur une recherche lexicométrique de la forme « Je », en considérant que la première personne du singulier agissait en discours comme une balise éthique.

---

<sup>761</sup> Cf. *infra* chapitre 1

Cette recherche introduite par l'examen de la première personne du singulier nous a permis d'observer tout d'abord des différences saisissantes d'implication des locuteurs et des locutrices dans leurs propres discours. Pour l'expliquer, nous avons formé l'hypothèse que le recours au « je » illustre la volonté pour un ou une candidate donnée d'endosser le rôle, de « présidentialiser » sa candidature, et que cela n'était pas le cas pour les candidates et les candidats issus·e·s de partis n'ayant pas vocation à emporter cette élection, mais participant davantage à cette campagne en raison de la visibilité octroyée par les règles égalitaires qui encadrent la médiatisation des campagnes présidentielles. Nous avons ensuite examiné les verbes cooccurrents de ce « je » pour tenter de dresser les principaux enjeux de ce remodelage des ethos.

Ainsi esquissée, cette dimension éthique a semblé constituer l'un des principaux enjeux du discours de meeting électoral. Mais l'ethos ne s'investit pas dans n'importe quel contexte.

### *Les déterminismes symboliques*

En effet, le meeting peut aussi être appréhendé comme un rituel politique. Peut-on observer le rituel politique en discours ? Se repère-t-il par des régularités discursives ? Produit-il des actes de langages spécifiques et attendus ? Voici les questions avec lesquelles nous avons abordé cette seconde partie.

Après avoir approché le meeting comme un rituel d'affrontement au sens proposé par Marc Abélès<sup>762</sup>, nous avons tenté de nous appuyer sur différents travaux pour repérer la transposition de certains traits du rituel en matérialisations discursives. Nous nous sommes notamment référé aux modalités d'ancrages spatio-temporelles, qui fondent et légitiment la tenue d'une cérémonie politique, comme le rappelle Georges Balandier<sup>763</sup>. Au morcellement et à la répétitivité<sup>764</sup>, deux caractéristiques internes du rituel selon Claude Lévi-Strauss ; aux

---

<sup>762</sup> ABÉLÈS Marc, *op. cit.*, pp.127-141.

<sup>763</sup> BALANDIER Georges, *op. cit.*, p. 16.

<sup>764</sup> LÉVI-STRAUSS Claude, *op. cit.*, pp. 597-611.

références à la transcendance politique inscrites par le jeu de symboles manipulé durant un rituel politique, comme les drapeaux et les oriflammes, ainsi que Marc Abélès<sup>765</sup>, puis Marlène Coulomb-Gully<sup>766</sup>, le rappellent.

Or, ces phénomènes qui caractérisent le rituel politique d'un point de vue anthropologique sont observables en discours. Dans le prolongement des travaux de Jean-Marc Leblanc qui proposait en 2005 une « *classe du rituel*<sup>767</sup> », nous avons tenté de mettre en évidence, à partir de l'exploration lexicométrique<sup>768</sup> de ce corpus, un certain nombre de procédés énonciatifs et pragmatiques formels, caractéristiques du rituel politique.

Tout d'abord, les modalités d'ancrages énonciatifs et notamment les formules d'adresse. La très grande stabilité pour un locuteur ou une locutrice donné-e de la formule d'adresse, à l'exception de Ségolène Royal en 2007, nous a semblé constituer l'une des particularités du discours de meeting électoral. En complément, nous nous sommes également intéressés à une autre forme d'adresse symbolique et spécifique : la mobilisation de figures tutélaires. Celles-ci sont systématiquement adaptées à l'audience et peuvent être mobilisées en fonction de la ville où se tient le meeting (Jaurès à Toulouse, Montaigne à Bordeaux, mais aussi Rabelais à Metz ou même Vercingétorix à Clermont-Ferrand), mais aussi en fonction de l'audience rencontrée (Baudelaire face à la jeunesse, Glissant devant les représentants de l'outremer). Bien sûr, il aurait été possible d'aller plus loin : par exemple, s'interroger plus en détail sur la manière dont les candidates et candidats s'adressent aux indécis et indécises qui assistent aux meetings et les enrôlent en discours pour réaliser la démonstration de force qu'un meeting constitue toujours. Ces indécis, selon les études réalisées en sociologie électorale représentent jusque 30% du public de meeting, chiffre qui va sans doute croître

---

<sup>765</sup> ABÉLÈS Marc, *op. cit.*, pp.127-141.

<sup>766</sup> COULOMB-GULLY Marlène, *op. cit.*, p. 52.

<sup>767</sup> LEBLANC Jean-Marc, *op. cit.*

<sup>768</sup> Dans le cadre de notre travail, *Lexico 3* a été utilisé à titre exploratoire : pour vérifier l'étendue d'observations empiriques ou pour relever certains traits statistiques saillants de notre corpus et les examiner ensuite par des moyens non statistiques. Conférer *infra* introduction. Partie 3. II.a.

encore avec la multiplication des meetings sur la voie publique. Voici un autre prolongement possible à cette recherche.

Ensuite, la répétition. Celle-ci est tout d'abord inhérente à la nature même du meeting, « rite itératif<sup>769</sup> » par définition. En discours, celle-ci s'illustre par des figures comme l'anaphore rhétorique, la symploque et plus largement par l'usage de syntagmes répétés, qui peuvent, comme nous l'avons montré dans les discours d'Arlette Laguiller, de Robert Hue ou de Nicolas Sarkozy, être étonnamment longs (jusqu'à 1125 mots identiques pour deux discours de Robert Hue en 2002). Nous avons montré que cette fréquence de syntagmes répétés ne constituait pas seulement la vérification d'un trait déjà repéré par de précédents travaux portant sur l'idéologie en discours<sup>770</sup>, mais que cette répétition, visait aussi à permettre aux candidat·e·s, ici vu·e·s comme des ordonnateur·rice·s, de réaliser le même rituel politique en différents lieux.

Nous nous sommes ici autorisés un détour heuristique par la narratologie, qui nous semblait utile pour mettre en évidence une quatrième dimension de la matérialisation discursive du rituel politique. Parce que le discours de meeting se présente aussi comme un discours de la nécessité, et en l'occurrence de la nécessité de la désignation électorale, celui-ci réactive ce que Philippe Braud dénomme le mythe « d'héroïsation<sup>771</sup> ». Pour cette raison, nous avons tenté de caractériser les mises en récit emblématiques de certain·e·s candidat·e·s, par le recours au schéma actanciel greimassien. Par deux cas d'étude – le discours de meeting de Marine Le Pen à Merdrignac le 20 avril 2012, et celui tenu sur la voie publique par François Hollande à Vincennes le 15 avril 2012 – nous avons montré que ce mythe de la nécessité pouvait être investi dans des modalités très différentes en fonction de chaque candidat·e, et qu'il était naturalisé par le recours à une succession « d'avatars d'actant·e·s » au fil de

---

<sup>769</sup> COULOMB-GULLY Marlène, *op. cit.*, p. 52.

<sup>770</sup> BONNAFOUS Simone, *Les motions du congrès de Metz (1979) du Parti socialiste : processus discursifs et structures lexicales*, 258 p. Thèse de doctorat : Linguistique : Université Nanterre Paris X : 1980.

<sup>771</sup> BRAUD Philippe. Élire un président... ou honorer les dieux ? *Pouvoirs*. 9/1980. Vol. n° 14. p.15-28.

chaque discours, quitte à obliger les locuteur·rice·s à prendre ponctuellement quelques libertés syntaxiques ou grammaticales.

Enfin, les figures de la transcendance politique. À cette fin, nous avons étudié sept antonomases du nom commun<sup>772</sup> dans l'ensemble de ce corpus, que nous avons redénommé, « totems », pour filer la métaphore ethnologique. Au fil de leur examen successif, il a été établi que le recours privilégié à telle ou telle antonomase, semblait caractéristique d'une signature discursive de certaines candidates et certains candidats : « *Nation* » et « *État* » pour Jacques Chirac, mise en récit d'un affrontement « *Gauche* » contre « *Droite* » pour François Hollande, « *Travailleurs* » pour les deux candidates successives de Lutte Ouvrière, « *Patrie* » pour Jean-Marie Le Pen.

Ces matérialisations discursives du rituel politique ont convergé pour montrer que le rituel constitue avant tout un matériau discursif plastique et propice aux réinvestissements énonciatifs. Pouvons-nous pour autant parler du discours de meeting comme d'un « genre de discours » au sens proposé par exemple par Sophie Moirand ? Sans doute pas, dans la mesure où le genre se caractérise par des « invariants » et que précisément, c'est la diversité des réinvestissements énonciatifs qui nous a semblé ici caractéristique.

### *Les transformations imposées par les médias*

Le troisième pôle traite des contraintes médiatiques. Comme le souligne Claire Secail dans le dernier numéro de la revue *Politiques de Communication* « *le meeting est dès sa conception pensée et organisée comme espace de médiatisation à part entière* »<sup>773</sup>. À partir d'une approche contrastive entre discours de meeting largement médiatisés et discours qui ne l'ont pas été en 2012, nous avons tenté de lister quelques pratiques qui témoignent des

---

<sup>772</sup> FONTANIER Pierre, *Les Figures du discours*. Paris : Flammarion, 1977.

<sup>773</sup> SECAIL Claire, « La politique en représentation », *Politiques de communication*, N°7, PUG, Versailles, 2016.

interdépendances entre politiques et journalistes et qui permettent de parler du meeting comme d'un espace de « coproduction de l'actualité politique » au sens proposé par Jean-Baptiste Legavre<sup>774</sup>. Trois éléments nous sont apparus comme particulièrement probants.

D'abord, la thématisation de certains discours de meetings. « Sécurité » à Ajaccio, « Europe » à Strasbourg, « relations sociales » le 1<sup>er</sup> mai : déjà ancienne, mais toujours efficace du point de vue du traitement médiatique qu'elle suscite, cette thématisation permet dans le temps long d'une campagne d'assurer le renouvellement des messages.

Ensuite, le raccourcissement apparent de certains discours : nous avons par exemple montré que la décision inédite en 2012 de certaines chaînes d'informations en continu de diffuser en intégralité certains discours avait engendré un raccourcissement important de la durée des allocutions. Par exemple, le discours prononcé par Nicolas Sarkozy place de la Concorde à Paris en avril 2012, diffusé intégralement et en direct par les chaînes d'informations en continu, était significativement plus court – 35 % environ – que tous les autres discours tenus dans la période par ce même candidat. C'est aussi vrai pour les discours intégralement diffusés de François Hollande, dans des proportions légèrement inférieures.

Concision des discours, et concision de certains énoncés enfin. Constatant la généralisation de routines médiatiques appartenant au même régime énonciatif de l'aphorisation<sup>775</sup>, nous avons mis en évidence l'anticipation de ces routines médiatique en discours, en relevant notamment la multiplication d'énoncés virtuellement « détachables » des discours : les surassertions. C'est la « détachabilité » énonciative de ces surassertions qui permettent leurs reprises dans des formes aphorisées par les médias : intertitres de presse, bandeaux des chaînes d'informations, live tweet. On voit ici poindre un autre prolongement possible à cette recherche doctorale : rendre compte plus largement du fait que comme l'écrit Caroline Ollivier-Yaniv « *discours politiques et médiatiques semblent constituer un ensemble hybride, caractérisé par l'émergence d'énoncés diversifiés (slogans, "petites phrases") aux propriétés*

---

<sup>774</sup> LEGAVRE Jean-Baptiste, *art. cit.*, pp. 105-123.

<sup>775</sup> MAINGUENEAU Dominique, *Les phrases sans texte*. Paris : Armand Colin, 2014, coll. U Linguistique, 184 pages.

*stylistiques et rhétoriques ainsi qu'aux modes de circulation spécifiques*<sup>776</sup> », et identifier les indices de l'anticipation de l'aphorisation, au-delà de l'hétérogénéité de ses matérialisations discursives.

Voilà pour les grandes conclusions de ce travail.

### III. Et maintenant ?

Nous pouvons dire que ce cheminement doctoral nous a grandi, nous a pour ainsi dire « densifié », même si ce terme paraît quelque peu inattendu pour parler de soi : il a été bien sûr la voie de notre propre formation à une démarche de recherche. Il nous a aussi permis de mieux comprendre, en tant que citoyen, notre vie politique. Cette recherche fut enfin l'occasion de soutenir conceptuellement une pratique professionnelle quotidienne, au sein de l'agence de conseil en communication d'influence que nous avons entre-temps fondée, *Mots-Clés*. En ce sens, cette étude demeure pour nous indissociable d'une pratique. La promotion et l'utilisation de l'écriture inclusive telle qu'elle est présentée en préambule en sont l'une des résultantes. Elle justifie le recours aussi vigilant que possible au masculin et au féminin tout au long de cette présentation. Est-ce un hasard ? « *C'est le système présidentiel qui a permis aux femmes d'entrer en politique et peu à peu dans la campagne présidentielle*<sup>777</sup> », nous rappelle Mariette Sineau.

Pour prolonger ce travail, nous pourrions envisager une recherche portant spécifiquement sur les modalités d'anticipation par les politiques et leurs entourages des conditions de la reprise et de la mise en circulation de leurs propos. On pourrait démarrer ce travail au niveau des mots, par les néologismes que les responsables politiques produisent et les formules qu'ils ou elles investissent pour tenter de faire autorité ; le poursuivre au niveau

---

<sup>776</sup> OLLIVIER-YANIV Caroline. Discours politiques, propagande, communication, manipulation. *Mots. Les langages du politique* [en ligne]. 2010, n° 94, Disponible sur : <http://mots.revues.org/19857> [consulté le 15 octobre 2016].

<sup>777</sup> SINEAU Mariette. *La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle*. La Tour d'Aigues : L'Aube, 2008, 203 pages.

des « petites phrases » telles qu'elles ont déjà été constituées en objet d'étude par Alice Krieg-Planque et Caroline Ollivier-Yaniv dans un numéro paru en 2011 de la revue *Communication et langages*; remonter au niveau des textes, en examinant les structures narratives dysphoriques sous-jacentes à tant de propos politiques ; on pourrait même aller jusqu'aux itinéraires de certaines productions enfin (nous pensons notamment aux détournements d'affiches de campagne, détournements parfois recherchés par les équipes). L'envie de retourner à l'inconfort stimulant de la recherche nous étreint déjà.



## Bibliographie

Reprenant la distinction proposée par Alice Krieg-Planque (2003, *op. cit.*) entre citations « en corpus » et citations « en collègue », nous avons fait le choix de dissocier au sein de notre bibliographie les références mobilisées à titre analytique, et celles relevées à titre documentaire. Enfin, les références bibliographiques mobilisées dans l'annexe 1, font l'objet d'une sous-partie dédiée.

## I. Bibliographie générale analytique

### Ouvrages

ADAM Jean-Michel. *Linguistique textuelle. Des genres de discours aux textes*. Paris : Nathan, 1999, 243 pages.

AGULHON Maurice. *Le Cercle dans la France bourgeoise 1810-1848*. Paris : Armand Colin, 1977, 108 pages.

AMOSSY Ruth. *Apologie de la polémique*. Paris : Presses universitaires de France, coll. L'Interrogation philosophique, 2014, 240 pages.

AMOSSY Ruth. *L'Argumentation dans le Discours*. Paris : Armand Colin, 2000, 3e édition, 352 pages.

ANIS Jacques (avec Jean-Louis CHISS et Christian PUECH). *L'Écriture : théories et descriptions*. Bruxelles : Éditions universitaires de Bruxelles, de Boeck, 1988, p. 246.

ANSCOMBRE Jean-Claude et DUCROT Oswald. *L'argumentation dans la langue*. Bruxelles : Pierre Mardaga, 1983, coll. « Philosophie et langage », 184 pages.

APTER David, SAICH Tony. *Revolutionary discourse in Mao's republic*. Cambridge: Cambridge Harvard University Press, 1994, 416 pages.

ARISTOTE. *Rhétorique*. Paris : Le Livre de Poche, réédition de 1991, 407 pages.

AUGER Nathalie, FRACCHIOLLA Béatrice, MOISE Claudine, ROMAIN Christina. *Violences verbales*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, 168 pages.

AUSTIN John L. *Quand dire c'est faire*. Paris : éditions du Seuil, 1991, 202 pages.

AUTHIER-REVUZ Jacqueline. *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidences du dire*. Paris : Larousse, 1995, 2 tomes, coll. Sciences du langage, 869 pages.

BACOT Paul. *Les mots des élections*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 2012, 128 pages.

BALANDIER Georges. *Le pouvoir sur scènes*. Paris : Balland, 1992, 174 pages.

BEAUZE Nicolas. *Grammaire générale ou Exposition raisonnée des éléments nécessaires du langage : pour servir de fondement à l'étude de toutes les langues, livre III, chapitre VII « De la Concordance »*, 1767, tome II, 358 pages.

BENVENISTE Émile. *Problèmes de linguistique générale*. Paris : Gallimard, 1974, Tome II, 288 pages.

BERTRAND Denis, DEZE Alexandre, MISSIKA Jean-Louis. *Parler pour gagner Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*. Paris : Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats, 2007, 145 pages.

BOORSTIN Daniel J. *The Image: A Guide to Pseudo-Events in America*. Paris : Editions Julliard, coll. « 10/18 », 1961 (1963 pour la France), 336 pages.

BOUHOURS Dominique. *Remarques nouvelles sur la langue Française*. 1675, p. 273.

BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves. *La démocratie de l'abstention*. Paris : Folio, 2007, 455 pages.

CASSIRER Ernst. *Essai sur le langage*. Paris : Éditions de minuit, 1969.

CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique (dir.). *Dictionnaire d'Analyse du discours*. Paris : Seuil, 2002, 661 pages.

CHARAUDEAU Patrick. *Grammaire du sens et de l'expression*. Paris : Hachette, 1992, 927 pages.

CHARLOT Jean. *Pourquoi Jacques Chirac. Comprendre la présidentielle 1995*. Paris : Éditions de Fallois, 1995, 331 pages.

COSSART Paula. *Meeting politique. De la délibération à la manifestation. 1868-1939*. Rennes : PUR, 2010. 328 pages.

COTTERET Jean-Marie, ÉMERI Claude. *Les systèmes électoraux*. Paris : Presses universitaires de France, 1999, 7<sup>e</sup> éd., 127 pages.

COULMAS Florian. *Conversational Routine: Explorations in Standardized Communication Situations an Prepatterned Speech*, La Haye : Walter de Gruyter, 1981, 343 pages.

COULOMB-GULLY Marlène. *La démocratie mise en scènes*. Paris : CNRS éditions, 2002, 166 pages.

DE BIASI Pierre-Marc. *Génétique des textes*. Paris : CNRS éditions, « Biblis », 2011, 319 pages.

DELAUNAY Bénédicte LAURENT Nicolas. *Bescherelle, la grammaire pour tous : ouvrage de référence sur la grammaire française*. Paris : Hatier, 2012, 320 pages.

DELOYE Yves, IHL Olivier. *L'Acte de vote*. Paris : Presses de Science Po, 2008, 568 pages.

DELPORTE Christian. *La France dans les yeux : une histoire de la communication politique*. Paris : Flammarion, 2007, 496 pages.

DOURY Marianne. *Argumentation. Analyser textes et discours*. Paris : Armand Colin, 2016, 192 pages.

FONTANIER Pierre. *Les Figures du discours*. Paris : Flammarion, 1977, 505 pages.

FOUCAULT Michel. *Dits et écrits 1 : 1954 – 1975*. Paris :

Gallimard, 2001, 1708 pages.

FOUCAULT Michel. *L'ordre du discours : leçon inaugurale au collège de France présentée le 2 décembre 1970*. Paris : 1971, NRF Gallimard, 88 pages.

GENETTE Gérard. *Seuils*. Paris : Éditions du Seuil, collection poétique, 1987, 388 pages.

GIRARDET Raoul. *Mythes et mythologies politiques*. Paris : Le Seuil, 1986, 210 pages.

GREVISSE Maurice, LITS Marc. *Le petit Grevisse : Grammaire française*. Duculot, 32e édition, 2009, 384 pages.

GRUNBERG Gérard, HAEGEL Florence. *La France vers le bipartisme ? : la présidentialisation du PS et de l'UMP*. Paris : Presses de Science Po, 2007, 122 pages.

GUILBERT Thierry. *L'évidence du discours néolibéral. Analyses dans la presse écrite*. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », 2011, 133 pages.

IHL Olivier. *La fête républicaine*. Paris : Gallimard, 1996, 402 pages.

KERBRAT-ORECHIONNI Catherine. *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*. Paris : Armand Colin, 1980, 290 pages.

KLEMPERER Viktor. *LTI. La langue du IIIe Reich*. Paris : Albin Michel, 1998, 375 pages.

KRIEG-PLANQUE Alice. *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*. Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté, 2009, 145 pages.

KRIEG-PLANQUE Alice. *Analyser les discours institutionnels*. Paris : Armand Colin, 2012. 238 pages.

LABBE Dominique. MONIERE Denis. *La campagne présidentielle de 2012*. Paris : L'Harmattan, 2013, 182 pages.

LE BART Christian. *Le discours politique*. Que sais-je ? Paris : PUF, 1998, 128 pages.

LÉVI-STRAUSS Claude. *L'Homme nu*. Paris : Plon, 1971, 681 pages.

MAAREK Philippe. *Communication et marketing de l'homme politique*. Paris : LexisNexis, 4e éd., 2014, 540 pages.

MAINGUENEAU Dominique. *Les phrases sans texte*. Paris : Armand Colin, 2014, coll. U Linguistique, 184 pages.

MALIGNER Bernard, de GAUDEMONT Christelle. *Code électoral*. Paris : Dalloz, 2015.

MARIOT Nicolas. *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province 1888 – 2002*. Paris : Belin, 2006, 351 pages.

MAYAFFRE Damon. *Le discours présidentiel sous la Ve République. Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, de Gaulle*. Paris : Presses de Sciences Po, 2012, 384 pages.

MAYAFFRE Damon. *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours (2007-2012)*. Paris : Presses de Sciences Po, 2012, 360 pages.

MORRIS Charles W. *Foundations of the theory of signs*. Chicago : Chicago University Press, 1938, 66 pages.

OLIVESI Aurélie, *Implicitement sexiste ? Genre, politique et discours journalistiques*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2012, 313 pages.

PÊCHEUX Michel. *Analyse automatique du discours*. Paris : Dunod, 1969, 290 pages.

PERELMAN Chaïm. *L'empire rhétorique*. Paris : 2008, Vrin

— Bibliothèque des Textes philosophiques, 2<sup>e</sup> édition, 240 pages.

PERELMAN Chaïm, OLBRECHTS-TYTECA Lucie. *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*. Bruxelles : Université de Bruxelles, 2008, 6e édition, 740 pages.

PERRINEAU Pascal. *L'état politique de la France et la crise de la représentation politique*. Paris : CEVIPOF, 2004.

RABATEL Alain. *Argumenter en racontant : (re)lire et (ré)écrire les textes littéraires*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2004, 133 pages.

RASTIER François. Défigements sémantiques en contexte, *La locution entre langue et usages*. Paris : ENS Éditions, 1997, pp. 307-332.

REBOUL Olivier. *Langage et idéologie*. Paris : PUF, 1980, 228 pages.

RECANATI François. *Les énoncés performatifs*. Paris : Éditions de Minuit, 1982, 288 pages.

RICOEUR Paul. *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*. Paris : Le Seuil, 1986, 416 pages.

RIUTORT Philippe. *Sociologie de la communication politique*. Paris : La Découverte, coll. Repères, 2007, 121 pages.

RIVIÈRE Claude. *Les Liturgies politiques*. Paris, 1988, Presses universitaires de France, 254 pages.

ROLLIN Jean. *Moteur coupez ! Mémoires d'un cinéaste singulier*. Paris : Édite, 2008, p. 60.

SALEM André. *Le vocabulaire français de 1789 à nos jours, d'après les données du Trésor de la langue française*. Genève-Paris, 1991.

SEARLE John R. *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*. Paris : Hermann, 1972, 261 pages.

SINEAU Mariette. *La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle*. La Tour d'Aigues : L'Aube, 2008, 203 pages.

TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille. *Les mots des présidentielles*. Paris : Presses de Science Po, 2007, 194 pages.

VALERY Paul. *Variété, Études littéraires, Préface aux Lettres persanes, Œuvres*, tome 1, Paris : éditions Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade », 1975, pp. 508-517.

VIENNOT Éliane. *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! Petite histoire des résistances de la langue française*. Paris : éditions IXE, 2014, 128 pages.

VOLTAIRE. *Dictionnaire philosophique*. Paris : tome I, Garnier, 430 pages.

WEBER Max. *Le savant et le Politique*. Paris : Poche, Collection : Le Monde en 10-18 (première édition en 1919, réédition en 2002), 186 pages.

### **Ouvrages collectifs**

AMOSSY Ruth (dir.). *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*. Lausanne : Delachaux et Niestlé, 1999, 216 pages.

AMOSSY Ruth. L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs. *Images de soi dans le discours : la construction de l'ethos*, AMOSSY Ruth (dir.), Paris-Lausanne : Delachaux & Niestlé, 1999, 216 pages.

BARTHES Roland. L'effet de réel. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982.

BRAUD Philippe. La réactivation du mythe présidentiel. In LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques. *Le président de la République, usages et genèses d'une institution*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1992, pp. 377- 398.

BRÉCHON Pierre, DENNI Bernard. L'élection dans son contexte : forces et candidats en présence. BRÉCHON Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la Ve République*. Paris, La documentation française, 2013. pp. 21-78

GERSTLÉ Jacques. Les élections présidentielles depuis 1965. in BRÉCHON Pierre (dir.), *Les élections présidentielles sous la Ve République*. Paris : La documentation française, 2013, pp. 79-119.

GROSSMAN Émilie, JABER Asmaa. Le rôle des médias dans la campagne présidentielle de 2012. In (dir.) GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul. *2012, la campagne présidentielle*. Paris, L'Harmattan, 2014, 252 pages.

HAMON Philippe. Un discours contraint. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982.

HOUDEBINE-GRAVAUD Anne-Marie (dir.). *La féminisation des noms de métiers en français et dans d'autres langues*. Paris : L'Harmattan, 1998, 196 pages.

LABBE Dominique, MONIÈRE Denis. Ne votez pas pour l'autre ! La spirale de la négativité. GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul (Co-Dir.). *2012, la campagne présidentielle*, L'Harmattan, 2014, pp. 195-210.

LE BART Christian. La publication de livres comme stratégie de communication politique. in (dir.) GERSTLE Jacques, MAGNI-BERTON Raul, *2012, la campagne présidentielle*, Paris : L'Harmattan, 2014. pp. 211-223.

MAINGUENEAU Dominique. Ethos, scénographie, incorporation. In AMOSSY Ruth. *Images de soi dans le discours*. Lausanne : Delachaux et Niestlé, 1999, pp.75-100.

MAYRARGUE Cédric. Les langages politiques en campagne électorale. Représentations et comportements des candidats à une élection présidentielle au Bénin. in (dir.) Patrick Quantin, *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 258-312.

PUTZ Christine, La présidentialisation des partis français, in HAEGEL Florence (dir.). *Partis politiques et système partisan en France*. Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 321-357.

WATT Ian. Réalisme et formes romanesques. In (dir.) GENETTE Gérard, TODOROV Tzvetan. *Littérature et réalité*. Paris : Seuil, 1982.

### **Articles de périodiques**

ABELES Marc. Rituels et communication politique modernes, *Hermès*, 1/1989, n° 4, pp. 127-141.

ACHIN Catherine, DORLIN Elsa, RENNES Juliette. Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, 3/2008, n° 31, pp. 5-17, disponible sur : [www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-3-page-5.htm](http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-3-page-5.htm). [consulté le 15 octobre 2016].

ADAM Jean-Michel. Réécritures et variation : pour une génétique linguistique et textuelle, *Modèles linguistiques*, 2009, n°59, pp. 23-50.

ANQUETIL Sophie, BELLACHHAB Abdelhadi, GALATANU Olga. Communication à la Société Néophilologique. Dimensions du dialogisme 3. Du malentendu à la violence verbale, « La violence verbale au service des idéologies politiques. L'exemple des discours parlementaires sur la burqa », 2012, *Sine data*, 16 pages.

BAIDER Fabienne H. Évaluation de la présidentiabilité (à l'interface de la sémantique lexicale et de la linguistique de corpus). *Mots. Les langages du politique*, 2015, Vol. n° 108, pp. 103-128.

BARBET Denis, MAYAFFRE Damon. 2007. Débats pour l'Élysée, *Mots. Les langages du politique*, 1/2009, n° 89, pp. 5-9.

BARBET Denis, MAYAFFRE Damon. Bibliographie thématique. Campagne présidentielle, *Mots. Les langages du politique*, 1/2009, n° 89, pp. 119-121.

BOUDILLON Julie. Une femme d'extrême droite dans les médias. Le cas de Marine Le Pen. *Mots. Les langages du politique*, 2005, Vol. n° 75, pp.79-89, disponible sur : <http://mots.revues.org/392> [consulté le 26 juin 2016].

BOURDIEU Pierre. La représentation politique : Éléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 02/1981, Vol. 36-37, pp.3-24.

BRAUD Philippe. Élire un Président... ou honorer les dieux ? *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 1980, n°14, pp. 15-28.

BROH Anthony C. Horse Race Journalism: Reporting the Polls in the 1976 Election, *Public opinion quarterly*, n° 44, pp. 524-529.

CHAMPAGNE Patrick, La manifestation. La production de l'événement politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 6/1984, Vol. 52-53, pp. 19-41.

CHAUVIN-VILENO Andrée. Ethos et texte littéraire. Vers une problématique de la voix. *Semen* [en ligne]. 2002 [réf. du 30 avril 2007], Vol. n° 14, disponible sur: <http://semen.revues.org/2509> [consulté le 25 juin 2016].

CHARAUDEAU Patrick. Le chercheur et l'engagement. Une affaire de contrat, *Argumentation et Analyse du Discours*, 2013, n° 11, disponible sur : <http://aad.revues.org/1532> [consulté le 17 septembre 2016].

COLANTONIO Laurent. Mobilisation nationale, souveraineté populaire et normalisations en Irlande (années 1820-1840), *Revue d'histoire du XIXe siècle* 1, 2011, Vol. n° 42, pp. 53-69.

COMBES Hélène. Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans. *Politix*, 2009, Vol. n° 85, pp. 149-178.

COSSART Paula. Les meetings du Front de Gauche au regard des meetings du passé. *Sens public* [Ressource électronique]. 2012. [réf. du 19 octobre 1998]. Disponible sur : <http://www.sens-public.org/spip.php?article959> [consulté le 30 septembre 2016].

COSSART Paula, TAIEB Emmanuel. Spectacle politique et participation. Entre médiatisation nécessaire et idéal de la citoyenneté, *Sociétés & Représentations*, 2011, n° 31, pp. 137-156.

COULOMB-GULLY Marlène. Le corps présidentiel. Représentation politique et incarnation dans la campagne présidentielle française de 2007. *Mots. Les*

*langages du politique* [en ligne]. 2009, Vol. n° 89 [réf. du 30 mars 2011], pp. 25-38. Disponible sur : <http://mots.revues.org/18753> [consulté le 26 juin 2016].

COULOMB-GULLY Marlène, RENNES Juliette. Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française gender blind, *Mots. Les langages du politique* [en ligne], 2010, n° 94, mis en ligne le 1er novembre 2012, disponible sur : <http://mots.revues.org/19883>, [consulté le 2 octobre 2016].

COURTINE Jean-Jacques. Les glissements du spectacle politique. *Esprit*, 1990, n° 9, pp. 152-164.

COURTINE Jean-Jacques. Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens, *Langages*, 6/1981, n° 62, pp. 9-128.

DESMARCHELIER Dominique, RENNES Juliette. Usages politiques du genre. *Mots. Les langages du politique*, 2005, Vol. n° 78, 172 pages.

DHONDT Reindert, VANACKER Beatrijs. Ethos : pour une mise au point conceptuelle et méthodologique, *COntEXTES* [en ligne], 2013, Vol. n° 13, disponible sur : <http://contextes.revues.org/5685> [consulté le 25 juin 2016]

DOLEZ Bernard, LAURENT Annie. Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royal par le parti socialiste, *Revue française de science politique*, 2007, 2, Vol. n° 57, pp. 133-161.

DUBAR Claude. Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques, *Sociétés contemporaines* [en ligne], n°29, 1998. pp. 73-85, disponible sur :

www.persee.fr/doc/socco\_1150-1944\_1998\_num\_29\_1\_1842 [consulté le 31 août 2016].

GAUCHET Marcel, HUREAUX Roland. Les paradoxes d'une élection. *Le Débat*, 2012. Vol. n° 171, pp. 4-16.

GEORGAKAKIS Didier. La double figure des conseils en communication politique. Mises en scène des communicateurs et transformations du champ politique, *Sociétés contemporaines*, n° 24, décembre 1995, pp.77-94.

GREIMAS Julien A. Éléments pour une théorie de l'interprétation du récit mythique, *Communications*. 1966, Vol n° 8, pp. 28-59.

GUILHAUMOU Jacques. L'historien du discours et la lexicométrie. Étude d'une série chronologique : Le père Duchesne de Hébert, juillet 1793-mars 1794, *Histoire & Mesure*, 1986, volume 1 — n° 3-4, Varia, pp. 27-46.

HERMIDA Alfred. Twittering the News: The Emergence of Ambient Journalism. *Journalism Practice* [en ligne]. Vol. 4, n° 3, juillet 2010. Disponible sur : <http://ssrn.com/abstract=1732598>.

HEINICH Nathalie. Pour une neutralité engagée, *Questions de communication* [en ligne], 2002, n° 2, disponible sur : <http://questionsdecommunication.revues.org/7084> [consulté le 17 septembre 2016].

HOUEBINE-GRAVAUD Anne-Marie. Trente ans de recherche sur la différence sexuelle, ou Le langage des femmes et la sexuation dans la langue, les discours, les images, *Langage et société*, n° 106, 2003,

pp. 33-61.

JEANNERET Yves. Logistiques de l'écrit, *Médium*, 1/2007, n° 10, pp. 41-50.

JENSEN Richard. Armies, Admen and Crusaders: Types of Presidential Election Campaigns, *The History Teacher*, 1969 Vol. n°2, n°2, pp. 33-50.

KLEIBER Georges. Déictiques, embrayeurs, token-réflexives, symboles indexicaux, etc. : comment les définir?, *L'information grammaticale*, n° 30, pp. 4-22.

KOREN Roselyne. Ni normatif ni militant : le cas de l'engagement éthique du chercheur, *Argumentation et Analyse du Discours* [en ligne], 2013, n° 11, disponible sur : <http://aad.revues.org/1572> [consulté le 17 septembre 2016].

KRIEG-PLANQUE Alice. La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité, *Langage et société*, 4/2010, n° 134, pp. 5-29, disponible sur : [www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2010-4-page-5.htm](http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2010-4-page-5.htm). [consulté le 25 juillet 2016].

KRIEG-PLANQUE Alice. Maingueneau Dominique, 2012, *Les phrases sans texte* (Paris : Colin), *Argumentation et Analyse du Discours* [en ligne], 2013, n° 10 [réf. du 11 décembre 1998]. Disponible sur : <http://aad.revues.org/1482> [consulté le 13 juillet 2016].

KRIEG-PLANQUE Alice, OLLIVIER-YANIV Caroline (coord.). *Les petites phrases en politiques*, *Communication et langages*. 2011. n° 168, 139 pages.

LAGORGETTE Dominique, LARRIVÉE Pierre (co-dir.).

Les insultes en français : approches sémantique et pragmatique, in *Langue française*, 2004, pp. 3-12.

LE BART Christian. Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par *Libération*. *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp.39-55.

LE BART Christian. Lois et invariants d'un genre : pour une sociologie des gaffes politiques, *Argumentation et discours politique* (dir.) BONNAFOUS Simone, CHIRON Pierre, DUCARD Dominique, LEVY Carlos. Rennes : PUR, ResPublica, 2003, pp. 78-97.

LE BART Christian. Parler en politique, *Mots. Les langages du politique*, n° 94, 2010, pp. 77-84, disponible sur : <http://mots.revues.org/19867> [consulté le 25 juillet 2016].

LEFEBVRE Rémi. Quand légitimité rime avec proximité, *Mouvements* 2/2004, n° 32, pp. 135-138.

LEFEBVRE Rémi. De quoi les primaires sont-elles le nom? *Savoir/ Agir*, n°32, Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant, 2015 pp. 21-28.

LEGAVRE Jean-Baptiste. Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme associés-rivaux, *Communication & langages*, 2011, vol. 2011, n° 169, pp. 105-123.

LEGAVRE Jean-Baptiste. La quête des origines, *Questions de communication*, n° 7, 2005, pp. 323-344.

LEIMDORFER François, SALEM André. Usages de la lexicométrie en analyse du discours. *Cahier des*

*Sciences humaines*, Vol. n° 31, 1995, pp. 131-143.

MAGRI-MOURGUES Véronique. L'anaphore rhétorique dans le discours politique, *Semen*, 2014, n° 38, *art. cit.* pp. 75-94.

MAINGUENEAU Dominique. Aphorisation et cadrage interprétatif, *Redis: revista de estudos do discurso n° 2*, 2013, CLUP - Centro de Linguística da Universidade do Porto, pp. 100-116.

MARIE Virginie. La violence verbale dans la campagne présidentielle 2012 en France, *Signes, Discours et Sociétés*, n°9, juillet 2012, disponible sur : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=2865>. [consulté le 23 juillet 2016].

MARIOT Nicolas. Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules, *Revue française de science politique*, 2001, Vol. n° 51, pp. 707-738.

MAYAFFRE Damon. Vocabulaire et discours électoral de Nicolas Sarkozy : entre modernité et pétainisme, *La Pensée*, 2007, n° 352, pp. 65-80.

MERCIER Arnaud. Twitter l'actualité : usages et réseautage chez les journalistes français, *Recherches en communication*, Centre de recherche en communication de l'Université catholique de Louvain, n°39, 2013, pp. 111-132.

MOUREAUD Valérie. La labellisation des « présidentiables » en France : étude de cas d'une légitimation politico-médiatique, *Politique et Sociétés*, 2008, Vol. n° 27, numéro 2, pp. 161-189.

MUXEL Anne. La mobilisation électorale en 2012, *Revue française de science politique*, 2013, Vol. n° 63, pp. 207-224.

OBRY Vanessa. Violence verbale : autour des travaux de Dominique Lagorgette sur l'insulte. *Questes* [en ligne]. 2008, n° 14. Disponible sur : <http://questes.revues.org/415> [consulté le 24 juillet 2016].

OGER Claire et OLLIVIER-YANIV Caroline. Conjurer le désordre discursif. Les procédés de « lissage » dans la fabrication du discours institutionnel. *Mots. Les langages du politique* [en ligne], 2006, n° 81, <http://mots.revues.org/675> [consulté le 2 octobre 2016].

OLLIVIER-YANIV Caroline. Discours politiques, propagande, communication, manipulation. *Mots. Les langages du politique* [en ligne]. 2010, n° 94, Disponible sur : <http://mots.revues.org/19857> [consulté le 15 octobre 2016].

ORKIBI Eithan. L'insulte comme argument et outil de cadrage dans le mouvement « anti-Sarko », *Argumentation et Analyse du Discours* [en ligne]. 2012, n° 8. Disponible sur : <http://aad.revues.org/1335> [24 juillet 2016].

PALMEIRA Moacir, HEREDIA Beatriz. Le temps de la politique, *Études rurales*, 1993, 131-132, pp. 73-88.

PIGNARD-CHEYNEL Nathalie et SEBBAH Brigitte. La presse quotidienne régionale sur les réseaux sociaux. *Sciences de la société* [en ligne]. 2012, 84-85. Disponible sur : <http://sds.revues.org/1919> [consulté le 27 août 2016].

POURCHER Yves. Un homme, une rose à la main. Meetings en Languedoc de 1985 à 1989. *Terrain*.

1990, Vol. n° 15, p. 77-90.

RABATEL Alain. Analyse énonciative et discursive de la ponctuation du discours direct complet en fin de phrase », *Neuphilologische Mitteilungen*, Vol n° 2, n° 107, 2006, pp. 207–235.

STOEZEL Jean. Les sondages présidentiels de 1965, *Revue française de sociologie*, Année 1966, Volume 7, n° 2, pp. 147-157.

### Thèses

BELLETANTE Joseph. *Contributions des séries américaines de jugements sur le politique*, 476 p. Thèse de doctorat : Scienc

BONNAFOUS Simone. *Les motions du congrès de Metz (1979) : discours et structures lexicales*, 280p. Linguistique : Univers

LEBLANC Jean-Marc. *Les vœux présidentiels sous la Cinquième République : Recherches et expérimentations lexicométriques à propos de rituel*. Thèse de doctorat : Sciences du langage : Créteil, Univ Paris 12, 2005, 1 volume.

### Congrès

CONGRES NATIONAL DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE DU LANGAGE  
Interventions citées : HAFFAF Omar, NOLLET Jeremy, JÉRÔME  
Maëlle, LE SI Nam, ROLLET Guillaume, BOURAD Aïcha, HIVEI

TYPES GÉNÉRALISÉS ET EMPLOIS DES TOPOGRAPHIES TEXTUELLES  
QUANTITATIVE DES CORPUS TEXTUELS. JADT 2002 : 6ES JOURS  
D'ANALYSE STATISTIQUE DES DONNÉES TEXTUELLE (6 ; 2002)  
[paris3.fr/jadt/jadt2002/PDF-2002/lamalle\\_salem.pdf](http://paris3.fr/jadt/jadt2002/PDF-2002/lamalle_salem.pdf) [consulté le 10/05/2012]

## Articles de presse

BACHELIER Gilles, Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel n° 34, dossier : l'élection présidentielle. Janvier 2012, disponible sur : <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/nouveaux-cahiers-du-conseil/cahier-n-34/la-constitution-et-les-elections-presidentielles.104691.html> [consulté le 30 juin 2016].

BRAUD Philippe. L'enjeu de la personnalité dans le scrutin présidentiel, CEVIPOF.com [en ligne]. 2002. Disponible sur : <http://www.cevipof.com/DossCev/elec2002/Enjeux/personnal.html> [consulté le 10 septembre 2016].

COSSART Paula. À quoi servent les meetings dans une campagne électorale ? [Ressource électronique] Médiapart [en ligne], 23 février 2012, disponible sur : <http://blogs.mediapart.fr/edition/sociologie-politique-des-elections/article/230212/quoi-servent-les-meetings-dans-une-ca> [consulté le 30 juin 2016].

« La frontière entre l'information et la communication est désormais très floue ». Entretien avec Jacques GERSTLE [Ressource électronique]. Disponible sur [http://www.weblettres.net/ar/articles/6\\_58\\_167\\_interview\\_889.htm](http://www.weblettres.net/ar/articles/6_58_167_interview_889.htm). [consulté le 2 juillet 2016].

HAUT CONSEIL A L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe [Ressource électronique]. Disponible en ligne <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/actualites-3/article/lancement-du-guide-pratique-pour> [consulté le 17 septembre 2016].

MAINGUENEAU Dominique. L'ethos, de la rhétorique à

l'analyse du discours [Ressource électronique].  
<http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf> [consulté le 25 juin 2016].

SÉCAIL Claire, MANSIER Pascale, « Une campagne tout en meetings », Le Monde.fr, 30 avril 2012, disponible au lien suivant :  
[http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings\\_1693297\\_3232.html](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2012/04/30/une-campagne-tout-en-meetings_1693297_3232.html)  
[consulté le 30 juin 2016].

VASSALO Aude. Présidentielle 1965 – Calendrier et détails des professions de foi télévisuelles des 6 candidats du 1er tour [Ressource électronique]. Disponible sur :  
<https://audevassallo.wordpress.com/2012/04/01/presidentielle-1965-calendrier-et-detaills-des-professions-de-foi-televisuelles-des-6-candidats-du-1er-tour/> [consulté le 30 juin 2016].

## II. Bibliographie générale documentaire

### Ouvrages

D'AUREVILLY Barbey. *Le dandysme*, tome I, Genève : Droz, 1938, 131 pages.

DAUDET Alphonse. *L'évangéliste, Roman parisien*. Paris : Fayard, 1906, 123 pages.

DE CHASTELLUX François Jean. *Voyages de M. le Marquis de Chastellux dans l'Amérique septentrionale, dans les années 1780, 1781 et 1782*, Paris : Chez Prault, 1786, tome I, 362 p.

MANO Jean-Luc. *Les phrases-chocs de la campagne présidentielle*. Paris : JC GAWSEWITCH, 2012, p. 39.

### Articles de presse

AFP, « Les violences verbales continuent entre Hollande et Sarkozy », La Voix du Nord.fr, 7 avril 2012, disponible sur : [http://politique.lavoixdunord.fr/Election-presidentielle-2012/2012/04/07/article\\_nicolas-sarkozy-denonce-les-lecons-de-morale-de-l.shtml](http://politique.lavoixdunord.fr/Election-presidentielle-2012/2012/04/07/article_nicolas-sarkozy-denonce-les-lecons-de-morale-de-l.shtml) [consulté le 23 juillet 2016].

ALBERTINI Dominique, « Pourquoi le FN défile-t-il le 1er mai ? », Libération.fr, 1er mai 2015, disponible sur : [http://www.liberation.fr/politiques/2015/05/01/pourquoi-le-fn-defile-t-il-le-1er-mai\\_1272058](http://www.liberation.fr/politiques/2015/05/01/pourquoi-le-fn-defile-t-il-le-1er-mai_1272058) [consulté le 24 juin 2016].

AUFFRAY Samuel, « Emmanuel Macron, présidentiable en construction », BFMTV.com, 3 mars 2016, disponible

sur : <http://www.bfmtv.com/politique/emmanuel-macron-presidentiable-en-construction-956227.html> [consulté le 18 juin 2016].

CABOT Émilie, « Le temps de parole, casse-tête des chaînes de télévision », Le Journal du dimanche (lejdd.fr) 19 mars 2012, disponible sur : <http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/L-egalite-du-temps-de-parole-contraint-les-televisions-495688> [consulté le 30 juin 2016].

CASTAGNET Mathieu, GORCE Bernard, « Qu'est-ce qu'un bon candidat à l'élection présidentielle ? », La Croix.com, 24 avril 2011, disponible sur : [http://www.la-croix.com/Actualite/France/Qu-est-ce-qu-un-bon-candidat-a-l-election-presidentielle-\\_NP\\_-2011-04-28-596131](http://www.la-croix.com/Actualite/France/Qu-est-ce-qu-un-bon-candidat-a-l-election-presidentielle-_NP_-2011-04-28-596131) [consulté le 26 juin 2016].

CHEMIN Anne, « Genre, le désaccord », Le Monde.fr, 14 janvier 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/01/14/genre-le-desaccord\\_1629145\\_3246.html#52V6YeOIA8LhsFeD.99](http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/01/14/genre-le-desaccord_1629145_3246.html#52V6YeOIA8LhsFeD.99) [consulté le 17 septembre 2016].

CINI Cyprien. « Arlette Laguiller : Je tiens encore », RTL.fr, 21 juillet 2015, disponible sur : <http://www.rtl.fr/culture/medias-people/arlette-laguiller-je-tiens-encore-le-coup-7779162208> [consulté le 26 juin 2016].

CLAVEL Geoffroy, « Égalité du temps de parole : la campagne médiatique et politique prend une autre ampleur », Le Huffington Post. Fr, 19 mars 2012, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/19/egalit-du-temps-de-parole-campagne\\_n\\_1361968.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/19/egalit-du-temps-de-parole-campagne_n_1361968.html) [consulté le 30 juin 2016].

CLAVEL Geoffroy, « Insultes, agressions... la campagne présidentielle est-elle trop violente ? Le Huffington Post.fr, 2 mars 2012, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/02/insultes-agressions-chahut-campagne-violente\\_n\\_1315598.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/03/02/insultes-agressions-chahut-campagne-violente_n_1315598.html) [consulté le 23 juillet 2016].

DE CABARRUS Thierry, « Meetings de Vincennes vs La Concorde : comment Hollande a écrasé Sarkozy » [Ressource électronique]. Le Nouvel Obs, 16 avril 2012, disponible sur : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/525006-vincennes-vs-concorde-comment-hollande-a-ecrase-sarkozy.html> [consulté le 25 juin 2016].

DURUPT Franz, « Présidentielle : ce que la campagne a coûté aux candidats », Le Monde.fr, 31 juillet 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/07/31/presidentielle-ce-que-la-campagne-a-coute-aux-candidats\\_1740455\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/07/31/presidentielle-ce-que-la-campagne-a-coute-aux-candidats_1740455_823448.html) [consulté le 30 août 2016].

FRANCE INTER, « La violence verbale et la campagne présidentielle ». [Ressource électronique]. France Inter.fr. 7 mars 2012 Disponible sur : <https://www.franceinter.fr/emissions/le-telephone-sonne/le-telephone-sonne-07-mars-2012> [consulté le 23 juillet 2016].

GIRY Julien, « Jacques Cheminade est-il vraiment un candidat comme les autres ? », Nouvel Obs.com, 17 mars 2012, disponible sur : <http://rue89.nouvelobs.com/rue89-presidentielle/2012/03/17/jacques-cheminade-est-il-vraiment-un-candidat-comme-les-autres>. [consulté le 26 juin 2016].

GOAR Matthieu, « Présidentielle : François Hollande

veut changer de stature », 20 minutes.fr, 1er janvier 2011, disponible sur :  
<http://www.20minutes.fr/elections/834014-20111201-presidentielle-francois-hollande-veut-changer-stature>  
[consulté le 13 juillet 2016].

JAIGU Charles, JEUDY Bruno, « Nicolas Sarkozy, l'hyperprésident », Le Figaro.fr, 21 juin 2007, disponible sur :  
[http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/21/01002-20070621ARTFIG90222-nicolas\\_sarkozy\\_s\\_engage\\_personnellement\\_sur\\_tous\\_les\\_fronts\\_et\\_invite\\_sa\\_majorite\\_a\\_l\\_audace.php](http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/21/01002-20070621ARTFIG90222-nicolas_sarkozy_s_engage_personnellement_sur_tous_les_fronts_et_invite_sa_majorite_a_l_audace.php)  
[consulté le 10 septembre 2016].

JEAN Diane, LAURENT Samuel, « Au fait, comment finance-t-on une campagne électorale ? », Le Monde.fr, 27 mai 2014, disponible sur  
[http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/27/au-fait-comment-finance-t-on-une-campagne-electorale\\_4426832\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/05/27/au-fait-comment-finance-t-on-une-campagne-electorale_4426832_4355770.html) [consulté le 30 juin 2016].

L'EXPRESS, « Sarkozy promet une rupture tranquille », L'Express.fr, 30 novembre 2006, disponible sur :  
[http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sarkozy-promet-une-rupture-tranquille\\_461571.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sarkozy-promet-une-rupture-tranquille_461571.html) [consulté le 24 juillet 2016].

L'HUMANITÉ, « Pasqua reparle des primaires. », L'Humanité.fr, 19 septembre 1995, disponible sur :  
<http://www.humanite.fr/node/87348> [consulté le 27 juin 2016].

LACUBE Nathalie, « La politique s'apprend d'abord en famille », La-Croix.com, 14 novembre 2006, disponible sur : <http://www.la-croix.com/Famille/Parents-Enfants/Dossiers/Education-et-Valeurs/Donner-des-reperes/La-politique-s-apprend-d-abord-en-famille>

[consulté le 30 juin 2016].

LE BRETON Marine, « La revue lesbienne Well Well Well a été entièrement rédigée selon des règles de grammaire égalitaire », Le Huffington post.fr, 06 juin 2015, disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2015/06/06/revue-lesbienne-well-well-well-regles-grammaire-non-sexistes\\_n\\_7511918.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/06/06/revue-lesbienne-well-well-well-regles-grammaire-non-sexistes_n_7511918.html) [consulté le 17 septembre 2016].

LE FIGARO, « Le PS dénonce la violence de Sarkozy », Le Figaro.fr, 17 mars 2012, disponible sur : <http://elections.lefigaro.fr/flash-presidentielle/2012/03/17/97006-20120317FILWWW00470-le-ps-denonce-la-violence-de-sarkozy.php>

LE MONDE, « Hollande dénonce "l'outrance" de Sarkozy », Le Monde.fr, 18 mars 2012, disponible sur [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande\\_1671621\\_1471069.html#clvEioiFxl3KfFq.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/18/le-ps-denonce-l-outrance-de-sarkozy-un-anti-hollande_1671621_1471069.html#clvEioiFxl3KfFq.99) [consulté le 23 juillet 2016].

MESTRE Abel, « Qui est Jacques Cheminade, candidat conspirationniste ? », Le Monde.fr, 20 mars 2012, disponible sur : [http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/qui-est-jacques-cheminade-candidat-conspirationniste\\_1672484\\_1471069.html](http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/qui-est-jacques-cheminade-candidat-conspirationniste_1672484_1471069.html). [consulté le 26 juin 2016].

Lemonde.fr, « Présidentielle : les députés adoptent la réforme du temps de parole » 5 avril 2016, <http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/04/05/egalite-du-temps-de-parole-les-deputes-se-prononcent-sur-les-regles-de-la-campagne->

presidentielle\_4896220\_4854003.html#qteJSB0i5zCpUyMR.99 [consulté le 30 juin 2016].

LERIDON Matthieu, « Valls s'est lancé à la reconquête de son image de présidentiable », Le Figaro.fr, 20 mai 2016, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/decryptages/2016/05/20/25003-20160520ARTFIG00264-valls-s-est-lance-a-la-reconquete-de-son-image-de-presidentiable.php> [consulté le 18 juin 2016].

RAPHAELI Jean-Marc, « Interview du dimanche François Hollande adopte le profil d'un présidentiable », Corse Matin.com, 4 juillet 2009, disponible sur : <http://www.corsematin.com/article/corse/interview-du-dimanche-francois-hollande-adopte-le-profil-presidentiable.25378.html> [consulté le 13 juillet 2016].

RENAULT Enguerrand, VALERIO Ivan, « Le CSA s'interroge sur le temps de parole accordé au Front national sur BFMTV », Le Figaro.fr, 18 mars 2014, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/decryptages/2014/03/18/25003-20140318ARTFIG00246-le-csa-inquiet-du-temps-de-parole-accorde-au-front-national-sur-bfm-tv.php> [consulté le 30 juin 2016].

REUTERS, « Sarkozy prononce son discours le plus violent contre Hollande », Capital.fr, 17 mars 2012, disponible sur : <http://www.capital.fr/presidentielle-2012/actualites/sarkozy-prononce-son-discours-le-plus-violent-contre-hollande-705793> [consulté le 23 juillet 2016].

REVAULT D'ALLONES David, WIEDER Thomas, « Dimanche, le jour où Hollande veut rencontrer François », Le Monde.fr, 21 janvier 2012, disponible sur : <http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/01/21/dimanche-le-jour-ou->

hollande-veut-raconter-francois\_1632691\_1471069.html [consulté le 16 juin 2016].

REVAULT D'ALLONNES David, « A Ajaccio, Hollande attaque Sarkozy sur son bilan militaire », Le Monde.fr, 24 mars 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/24/a-ajaccio-hollande-attaque-sarkozy-sur-son-bilan-securitaire\\_1675255\\_1471069.html#m2se0DxLATjS8Hjb.99](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/24/a-ajaccio-hollande-attaque-sarkozy-sur-son-bilan-securitaire_1675255_1471069.html#m2se0DxLATjS8Hjb.99) [consulté le 7 juillet 2016].

REVOL Michel, « De Flamby à Pépère, tous les surnoms de François Hollande », Le Point.fr, 10 avril 2014, disponible sur : [http://www.lepoint.fr/politique/de-flanby-a-pepere-tous-les-surnoms-d-hollande-10-04-2013-1653042\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/de-flanby-a-pepere-tous-les-surnoms-d-hollande-10-04-2013-1653042_20.php) [consulté le 22 juin 2016].

SCHNEIDER Vanessa, « A Nantes, Nicolas Sarkozy redonne un coup de barre à droite », Le Monde.fr, 29 mars 2016, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/28/a-nantes-nicolas-sarkozy-redonne-un-coup-de-barre-a-droite\\_1676637\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/28/a-nantes-nicolas-sarkozy-redonne-un-coup-de-barre-a-droite_1676637_1471069.html) [consulté le 10 septembre 2016].

SCHNEIDERMANN Daniel, « Le système Ruquier au révélateur Poutou », Libération.fr, 7 novembre 2011, disponible sur : [http://www.liberation.fr/medias/2011/11/07/le-systeme-ruquier-au-revelateur-poutou\\_772834](http://www.liberation.fr/medias/2011/11/07/le-systeme-ruquier-au-revelateur-poutou_772834) [consulté le 26 juin 2016].

T. D., « Présidentielles : l'élection reine ? », Tendances Ouest, 17 avril 2012, disponible sur : <http://www.tendanceouest.com/actualite-30831-presidentielleelection-reine.html> [consulté le 16 juin 2016].

2016].

### **Ressources électroniques**

« *Passer devant le Front national serait une étape immense* » dit Jean-Luc Mélenchon [Ressource électronique]. TF1.fr. France. Disponible sur : <http://lci.tf1.fr/videos/elections-presidentielles/passer-devant-le-front-national-serait-une-etape-immense-dit-7098031.html> [consulté le 24 juin 2016].

Allocution du 30 novembre 1965 [Ressource électronique]. Ina.fr. Disponible sur : <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaule00249/allocution-du-30-novembre-1965.html> [consulté le 30 juin 2016].

Assises des libertés locales à Rouen : la décentralisation, « le meilleur vecteur pour débloquent la France » [Ressource électronique]. La Gazette. Fr. Disponible sur : <http://www.lagazettedescommunes.com/22152/assises-des-libertes-locales-a-rouen-la-decentralisation-le-meilleur-vecteur-pour-debloquer-la-france/> [consulté le 6 juillet 2016].

Au fait comment Youtube compte ses votes ? [Ressource électronique]. Spintank.fr. Disponible sur : <http://spintank.fr/2013/01/au-fait-comment-youtube-compte-ses-vues/> [consulté le 30 juin 2016].

Campagne électorale : les règles encadrant les médias, les sondages et les dépenses des candidats [Ressource électronique]. Vie-publique.fr. France. Disponible sur : <http://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/election-presidentielle-2012/campagne-electorale-regles-encadrant-medias-sondages-depenses-candidats.html> [consulté le 30 juin 2016].

Charley s'enflamme pour Ségolène Royal [Ressource électronique]. COMITÉS 11. Disponible sur : <http://desirsdavenir11.over-blog.net/article-6537541.html> [consulté le 25 juin 2016].

Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Recommandation du 7 novembre 2006 à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection présidentielle [Ressource électronique], disponible sur : <http://www.csa.fr/Espace-juridique/Deliberations-et-recommandations-du-CSA/Recommandations-du-CSA-en-vue-de-consultations-electorales-ou-referendaires/Recommandation-du-7-novembre-2006-a-l-ensemble-des-services-de-television-et-de-radio-en-vue-de-l-election-presidentielle> [consulté le 19 juin 2016].

Décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 modifié portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [Ressource électronique]. Conseil constitutionnel. Disponible sur : <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/election-presidentielle-2012/textes-applicables/decret-n-2001-213-du-8-mars-2001-portant-application-de-la-loi-n-62-1292-du-6-novembre-1962-relative-a-l-election-du-president-de-la-republique-au-suffrage-universel.104481.html> [consulté le 1er octobre 2016].

Discours de Jean-Luc Mélenchon à Bastille le 18 mars 2012 [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=32A7WJtvPvA> [consulté le 30 juin 2016].

Élections municipales 2014 : temps de parole. [Ressource électronique] Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Archives. France. Disponible sur : <http://www.csa.fr/Television/Le-suivi-des->

programmes/Le-pluralisme-politique-et-les-campagnes-electorales/Archives-Elections-municipales-2014-temps-de-parole [consulté le 30 juin 2016].

ESE Research Meeting [Ressource électronique]. European Society of Endodontology. Disponible sur : <http://www.e-s-e.eu/research/meetings/index.html> [consulté le 31 août 2016].

François Hollande à Vincennes, 15 avril 2012. [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ANL8ygraps4> [consulté le 6 juillet 2016].

Guy MOUNEY. Blog personnel [Ressource électronique]. 24 janvier 2012 Disponible sur : <http://guy-mouney-alfortville.blogspot.fr/2012/01/meeting-nathalie-arthaud-banquet-lutte.html> [consulté le 30 juin 2016].

Hollande en Corse : meeting en extérieur pour parler de sécurité [Ressource électronique]. BFMTV.com. Disponible sur : <http://www.bfmtv.com/politique/hollande-en-corse-meeting-en-exterieur-pour-parler-securite-209399.html> [consulté le 6 juillet 2016].

Impôt sur le revenu – Don à un parti politique [Ressource électronique]. Service public. France. Disponible sur <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F427.xhtml>. [consulté le 30 juin 2016].

Ina.fr. Disponible sur : <http://www.ina.fr/video/CAB95050558/internet-video.html> [consulté le 9 octobre 2016].

Interview de monsieur Peyrefitte [Ressource électronique]. Ina.fr. Disponible sur :

<http://www.ina.fr/media/premieres-television/video/CAF94038471/interview-de-monsieur-peyrefitte.fr.html> [consulté le 30 juin 2016].

LiegeyMullerPons est la première startup de stratégie électorale en Europe [Ressource électronique].  
LiegeyMullerPons. Disponible sur :  
<http://www.liegeymullerpons.fr/> [consulté le 30 juin 2016].

Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle [Ressource électronique]. Legifrance.fr.  
Disponible sur :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000880222> [consulté le 1er octobre 2016].

Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [Ressource électronique].  
Legifrance.fr. Disponible sur :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006068930> [consulté le 1er octobre 2016].

Meeting [Ressource électronique]. Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. France. Disponible sur : <http://www.cnrtl.fr/etymologie/meeting> [consulté le 30 juin 2016].

Meeting de Nicolas Sarkozy à la Concorde, 15/04/2012. [Ressource électronique]. Youtube.com. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Mln0oPkezaY> [consulté le 6 juillet 2016].

Quel a été l'impact de la révision de 1962 sur les institutions ? [Ressource électronique] Quel a été l'impact de la révision de 1962 sur les institutions ? [Ressource électronique] Vie-publique.fr, France. Disponible sur : <http://www.vie->

publique.fr/decouverte-institutions/institutions/veme-republique/transformations/quel-ete-impact-revision-1962-institutions.html [consulté le 2 septembre 2016]. Vie-publique.fr, 2 janvier 2014, disponible sur : <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/veme-republique/transformations/quel-ete-impact-revision-1962-institutions.html> [consulté le 2 septembre 2016].

Quelles sont les conditions requises pour être candidat à l'élection présidentielle ? [Ressource électronique]. Conseil constitutionnel. France. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/election-presidentielle-2012/faq/parrainages-et-candidatures/quelles-sont-les-conditions-requises-pour-etre-candidat-a-l-election-presidentielle.103829.html> [consulté le 20 juin 2016].

Recommandation du 7 novembre 2006 relative à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection présidentielle [Ressource électronique]. Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Disponible sur : <http://www.csa.fr/Espace-juridique/Deliberations-et-recommandations-du-CSA/Recommandations-du-CSA-en-vue-de-consultations-electorales-ou-referendaires/Recommandation-du-7-novembre-2006-a-l-ensemble-des-services-de-television-et-de-radio-en-vue-de-l-election-presidentielle> [consulté le 19 juin 2016].

### **III. Bibliographie – Annexe 1**

#### **Ouvrages**

BACOT Paul. *Les mots des élections*. Toulouse : Presse universitaire du Mirail, 2011. p. 128 pages.

BERTRAND Denis, DEZE Alexandre, MISSIKA Jean-Louis. *Parler pour gagner Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*. Paris : Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats, 2007, 145 pages.

CALVET Louis-Jean, VERONIS Jean. *Combat pour l'Élysée*. Paris : Seuil, 2007, 206 pages.

DARMON Michaël, ROSSO Romain. *Front contre Front*. Paris : Seuil, 1999, 125 pages.

LE BART Christian. *Le discours politique. Que sais-je ?* Paris : PUF, 1998, 128 pages.

MAYAFFRE Damon. *Le discours présidentiel sous la Ve République*. Paris : Science Po les presses, 2012, 384 pages.

MUSSO Pierre. *Sarkoberlusconisme, la crise finale ?* Paris : L'Aube, 2011, 176 pages.

PLATONE François. L'électorat communiste : la peau de chagrin, In, PERRINEAU Pascal. *Atlas électoral, qui vote quoi, où, comment ?* Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 45-48.

TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille. *Les mots des présidentielles*. Paris : Presses de Science Po, 2007, 194 pages.

### **Articles de périodiques**

BONNAFOUS Simone, *Femme politique : une question de genre ? Réseaux.*, 2003, n° 120, pp. 119-145.

COULOMB-GULLY Marlène, *Le corps présidentiel*.

Représentation politique et incarnation dans la campagne présidentielle française de 2007, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp. 25-38.

DULONG Delphine, COLLOVALD Annie, Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires, *Revue française de science politique*, 2000, Vol n° 50. n° 4. pp. 860-862.

DUPUY Pierre-Olivier, MARCHAND Pascal, Débat de l'entre-deux tours 2007. La conquête de l'espace lexical, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp.105-117.

ESQUENAZI Jean-Pierre, Lionel Jospin et la campagne de 2002. *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2003, Vol n° 80, pp. 101-112.

GARCIN-MARROU Isabelle, Ségolène Royal ou le difficile accès au panthéon politique. *Mots, Les langages du politique*, 2009, n° 90, pp.13-29.

GROSIEUX Patrick, Droit constitutionnel électoral, *Revue française de droit constitutionnel*, 2004. n° 59, pp. 567-594.

HARZOUNE Mustapha, Atone et aboulique, *Hommes & Migrations*, 2011, n° 1293, pp. 142-147.

LAZAR Marc, La gauche communiste plurielle, *Revue française de science politique*. 1999. Vol. n° 49. n° 4-5, pp. 695-706.

LE BART Christian, L'analyse des livres politiques, *Questions de communication*, 2009, n°15, pp. 323-344.

MATHIAS Bernard, Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, Vol.

n° 93, pp. 37-45.

MAYAFFRE Damon, LUONG Xuan. Les discours de Jacques Chirac (1995-2002). *Histoire et mesure*, 2003, n° 18, pp. 289-311.

OGER Claire, L'évaluation des campagnes dans le discours journalistique. Compétence attribuée et genre des candidats, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 90, pp. 29-44.

RAMPON Jean-Michel, Professions de foi et élection présidentielle de 2002. Une approche verbale de la distance entre candidats, *Mots. Les langages du politique*, 2006, n° 81, pp. 93-208.

SAUGER Nicolas, Entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français, *Revue française de science politique*, 4/2004, Vol. n° 54, p. 697-614.

WEBER Louis, Un été de (bonnes) rencontres, *Savoir/Agir*, 2009, n° 9, pp.93-100.

WEBER Louis, Variations sur la "force nouvelle", *Savoir/Agir*, 2007, n° 2. pp. 109-117.

### **Articles de presse**

BESSE DESMOULIÈRES Raphaëlle, « Jean-Luc Mélenchon se pose en candidat à abattre », *Le Monde*. 14 avril 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/14/jean-luc-melenchon-se-pose-en-candidat-a-abattre\\_1685527\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/14/jean-luc-melenchon-se-pose-en-candidat-a-abattre_1685527_1471069.html) [consulté le 27 août

2016].

EUROPE 1, « Élections présidentielles ». Ressource électronique] Europe 1.fr. Disponible sur : <http://www.europe1.fr/Presidentielle-2012/Sarkozy-ou-la-rupture-perpetuelle-954981/> [consulté le 27 août 2016].

FAYARD Alexia. « L'enfant giflé en 2002 par Bayrou condamné », Le Figaro.fr, 3 avril 2012, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/04/03/01016-20120403ARTFIG00633-l-enfant-gifle-en-2002-par-bayrou-condamne.php> [consulté le 27 août 2016].

JAXEL-TRUER Pierre, « La journée où François Bayrou a décidé de faire “le choix de François Hollande», Le Monde, 3 mai 2012, disponible sur : [http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/03/francois-bayrou-fait-le-choix-de-francois-hollande-mais-ne-donne-pas-de-consigne-de-vote\\_1695607\\_1471069.html](http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/03/francois-bayrou-fait-le-choix-de-francois-hollande-mais-ne-donne-pas-de-consigne-de-vote_1695607_1471069.html) [consulté le 27 août 2016].

LE NOUVEL OBSERVATEUR, “Frédéric Nihous se dit ni à droite, ni à gauche”. Le Nouvel Observateur. 27 mars 2007. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/elections-2007/20070327.OBS9160/frederic-nihous-se-dit-ni-a-droite-ni-a-gauche.html> [consulté le 27 août 2016].

WIEDER Thomas, “Comment François Hollande a mis ses pas dans ceux de François Mitterrand”, Le Monde.fr, 4 mai 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand\\_1695118\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand_1695118_1471069.html) [consulté le 13 juillet 2016].

## Ressources électroniques

Jean-Marie Le Pen [Ressource électronique]. Le Parisien. France. Disponible sur : [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/jean-marie-le-pen\\_482327.html#cTzxq7mEspEu0ELI.99](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/jean-marie-le-pen_482327.html#cTzxq7mEspEu0ELI.99). [consulté le 27 août 2016].

Jean-Marie Le Pen [Ressource électronique]. Politique.net. France. Disponible sur : <http://www.politique.net/jean-marie-le-pen.htm>. [consulté le 27 août 2016].

Philippe de Villiers [Ressource électronique]. Politique.net. France. Disponible sur : <http://www.politique.net/philippe-de-villiers.htm>. [consulté le 27 août 2016].

Charisme quand tu nous tiens. Les paradoxes du charisme en politique (notes de campagne). NOTES DE CAMPAGNE (un regard sémiologique). [Ressource électronique]. Le site de Patrick Charaudeau. Disponible sur : <http://www.patrick-charaudeau.com/Charisme-quand-tu-nous-tiens-Les.html> [consulté le 27 août 2016].

## **Annexe 1. Analyse des ethos préalables et discursifs des candidat·e·s, par élection**

Le discours de meeting pour l'élection présidentielle est un exercice sans équivalent dans l'activité politique : il est le seul à permettre à une poignée de personnalités politiques de s'exprimer longuement, devant un auditoire extrêmement nombreux (on dénombre parfois plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de milliers de personnes dans une assistance de meeting électoral), et ce, de manière récurrente en différentes villes de France, dans une période très brève. Dès lors, il nous a semblé indispensable d'établir un rappel biographique des locuteurs et locutrices que nous étudions.

D'une part, parce que ce rappel biographique présente l'intérêt d'inférer certaines caractéristiques discursives à une trajectoire. Les déterminants macrosociaux du discours politique sont nombreux : chacun-e « *parle* » avec son ancrage social, son vécu, son appartenance partisane : « *surdéterminé par des ancrages sociaux, le "moi" qui parle ou qui écrit se fissure*<sup>778</sup> » remarque ainsi Christian Le Bart. D'autre part, parce que ce travail biographique permet de mettre à jour l'ethos prédiscursif de nos orateurs et oratrices.

Au travers du rappel des trajectoires sociopolitiques ci-après, on remarquera également la forte représentation d'énarques parmi les candidats et les candidates des partis de gouvernement, l'appartenance aux classes populaires pour les partis d'extrême gauche, l'héritage familial pour le Front National. Comme le remarque Hugues Portelli : « *l'effet décisif du système présidentiel est d'ordre sociologique [...] le type de pouvoir et la culture politique qu'il véhicule instaurent donc un barrage socioculturel d'où émergent au sommet les couches de la moyenne bourgeoisie lettrée (enseignante ou bureaucratique), dont le statut est fonction de ses diplômes*<sup>779</sup> ». En quoi ces trajectoires s'observent-elles en discours ? C'est à cette question que nous tentons ici de répondre.

---

<sup>778</sup> LE BART Christian. *Le discours politique. op.cit.*, p.11

<sup>779</sup> WIEDER Thomas, « Comment François Hollande a mis ses pas dans ceux de François Mitterrand », Le Monde.fr, 4 mai 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand\\_1695118\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/04/comment-francois-hollande-a-mis-ses-pas-dans-ceux-de-francois-mitterrand_1695118_1471069.html) [consulté le 13 juillet 2016].

Nous avons choisi de faire un rappel des candidats et candidates élection par élection, en traitant chaque candidat·e par ordre alphabétique. Ce choix de présentation reste clair, puisqu'il offre une vue des candidat·e·s au moment de chaque élection, ce qui présente pour nous un avantage concernant les candidat·e·s qui se sont présenté·e·s plusieurs fois. Comment ont-ils-elles procédé pour remanier leur ethos d'une élection à l'autre ? L'exemple de François Bayrou peut être cité ici, son ethos n'étant pas le même entre l'élection de 2002, celle de 2007 où il se plaçait « en troisième homme », et celle de 2012 où il a tenté vainement de reproduire son succès précédent.

## I. Élection présidentielle de 2002

### François Bayrou

Né en 1951 au sein d'une famille d'exploitants agricoles du Béarn, François Bayrou devient agrégé de lettres classiques à 23 ans. À 31 ans, il devient conseiller général, puis quatre ans plus tard, député des Pyrénées-Atlantiques. Enseignant au sein de l'école publique, laïc convaincu, il est aussi un catholique pratiquant, d'inspiration politique démocrate-chrétienne (son père avait été maire de son village de Bordères sous l'étiquette MRP). En 1993, il est nommé ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur et restera à ce poste jusqu'en 1997. En 1998, il devient Président de *l'Union pour la Démocratie française*.

François Bayrou se présente comme candidat de l'UDF à l'élection présidentielle de 2002. Lors d'un meeting à Strasbourg, François Bayrou surprend un enfant essayant de le voler et le gifle devant les caméras. Plus tard, il explique sa réaction à travers l'ethos du père de famille : sa gifle était, selon lui, « *un geste de père de famille [...] sans gravité*<sup>780</sup> ».

Sa campagne connaît des débuts difficiles et plusieurs dirigeants de l'UDF appellent à voter pour Jacques Chirac dès le premier tour.

Au premier tour, il recueille 6,84 % des voix. Conservant néanmoins son siège de député, il affirme au lendemain de l'élection présidentielle son intention de se prononcer librement sur chacun des actes du gouvernement.

---

<sup>780</sup> FAYARD Alexia. « L'enfant giflé en 2002 par Bayrou condamné », Le Figaro.fr, 3 avril 2012, disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/04/03/01016-20120403ARTFIG00633-l-enfant-gifle-en-2002-par-bayrou-condamne.php> [consulté le 27 août 2016].

## Olivier Besancenot

Né en 1974 dans une banlieue parisienne aisée (Levallois-Perret), d'un père enseignant et d'une mère psychologue scolaire, Olivier Besancenot obtient une licence d'histoire à Paris X Nanterre en 1996 et devient facteur en 1997. En politique, il intègre les *Jeunesses communistes révolutionnaires* (JCR) puis la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR)<sup>781</sup> en 1991. En 2002 à 28 ans, il se présente à l'élection présidentielle au nom de la LCR, devenant ainsi le plus jeune candidat à se présenter à cette élection et recueille 4,25 % des voix au premier tour. Il souhaite incarner un renouveau et se démarque brutalement des figures traditionnelles de la gauche du PS, écrivant ainsi une nouvelle page des discordes entre communistes et trotskistes : « *C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti communiste dans une impasse politique, qui a démoralisé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs. Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution [...]* »<sup>782</sup>.

Mais ce qui marque également, ce sont son métier et son revenu modeste qui deviendront très vite son « *image de marque* »<sup>783</sup>. Pour Jean Véronis et Louis-Jean Calvet, « *Besancenot est le chouchou des médias et [le surnom de] "petit facteur" est chargé de connotations positives* »<sup>784</sup>.

Il rappelle constamment son statut social dans ses discours en faisant appel au « *nous* » inclusif : « *Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays* »<sup>785</sup> déclare-t-il par exemple le 14 avril 2002. Il tente, par le biais de ces rappels, de se montrer sous l'angle de la proximité avec ses électeurs et électrices.

## Christine Boutin

---

<sup>781</sup> La LCR est un parti se réclamant de la mouvance trotskiste. Voir TIBERJ Vincent, GOUGOU Florent, LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, PEUGNY Camille. *op.cit.*, p. 175.

<sup>782</sup> [02.04.14] – Olivier BESANCENOT – Paris – Vidéo.

<sup>783</sup> CALVET Louis-Jean, VERONIS Jean. *Combat pour l'Élysée*. Paris : Seuil, 2007. pp. 167-172.

<sup>784</sup> *Ibid.*

<sup>785</sup> [02.04.14] – Olivier BESANCENOT – Paris – Vidéo.

Issue d'une famille traditionnelle bourgeoise et catholique de province, elle est élue Maire d'Auffargis (Yvelines) en 1980. En 1986, elle est élue députée à la tête d'une liste se réclamant de l'ancien Premier ministre centriste Raymond Barre. Conjointement, elle devient consultant du Conseil pontifical pour la famille au Saint-Siège après avoir fait plusieurs métiers (attachée de presse au CNRS, journaliste). Elle se fera connaître auprès du grand public grâce à son opposition au projet de loi instituant le PACS. Faisant partie de l'UDF, elle s'en fera exclure en raison de sa candidature à l'élection présidentielle. C'est donc une candidate sans appareil partisan, qui se présente en 2002. Son ethos est celui de la femme politique catholique puisqu'elle mentionne ses engagements politiques à travers le prisme de ses croyances et de ses valeurs personnelles. Elle tente ainsi de se montrer comme une femme intransigeante sur ses principes.

### **Jean-Pierre Chevènement**

Né en 1939 à Belfort, énarque de la promotion Stendhal (celle de Lionel Jospin), Jean-Pierre Chevènement s'engage à la SFIO dès 1964. Il apporte son soutien à François Mitterrand au congrès d'Épinay qui fonde le PS en 1971. Une décennie plus tard, il reste fidèle à François Mitterrand qu'il soutient pour sa candidature à la présidence de la République et s'oppose ainsi à Michel Rocard et Pierre Mauroy. En 1981, il est nommé Ministre d'État, Ministre de la Recherche et de la Technologie, poste duquel il démissionnera en 1983 pour dénoncer « *la parenthèse libérale* ». Parallèlement, il conserve un véritable ancrage local dans le Territoire de Belfort (Maire réélu, député, conseiller régional). Ministre de la Défense sous Rocard (I et II), il démissionne en 1991 pour manifester son désaccord avec l'engagement de la France en Irak. En 1993, il quitte le PS et transforme l'association *Mouvement des Citoyens* en parti politique. En 1997, il est nommé ministre de l'Intérieur au sein du gouvernement Jospin. Par ailleurs, victime d'un accident clinique grave dû à une anesthésie, il se qualifie de « *miraculé de la République* ». Jean-Pierre Chevènement revendique en effet son attachement à la République et à ses valeurs. Il rappelle régulièrement l'importance de « *l'unité nationale* <sup>786</sup> »

---

<sup>786</sup> [02.04.11] – Jean- Pierre CHEVÈNEMENT – Le Mans.

et exprime son souhait de « *républicaniser l'Europe et de l'ouvrir sur l'Universel* <sup>787</sup> ». En 2002, quand il se présente à l'élection présidentielle, c'est un homme politique connu et expérimenté (ethos de compétence), mais relativement isolé sur le plan politique.

### **Jacques Chirac, Président de la République en 1995, se présente une nouvelle fois à l'élection présidentielle de 2002.**

Jacques Chirac est né à Paris en 1932 de parents corrèziens. En 1951, il intègre l'IEP de Paris, puis l'ENA (promotion Vauban). En 1956, il s'engage volontairement dans la guerre d'Algérie, et revendique à partir de ce moment-là son appartenance gaulliste<sup>788</sup>. De retour de son service militaire, il intègre le Secrétariat général du Gouvernement puis rapidement le cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, dont il deviendra un proche collaborateur. Élu député d'Ussel en Corrèze en 1967, il devient le plus jeune membre du gouvernement moins d'un mois plus tard, en tant que Secrétaire d'État à l'emploi. Jusqu'en 1974, il occupe différents ministères : Secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances (1968), chargé des relations avec le parlement (1971), l'agriculture (1972), l'intérieur (1973) et renforce parallèlement son assise locale en devenant Président du Conseil Général de Corrèze (1970). Soutien déterminant de Valéry Giscard d'Estaing pour l'élection présidentielle de 1974<sup>789</sup>, il est nommé Premier ministre au lendemain de la victoire de Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, il quitte Matignon en raison de ses mauvaises relations avec le Président, et crée dans la foulée le *Rassemblement pour la République*, parti avec lequel il devient Maire de Paris en 1977. En 1981, il est candidat du RPR à l'élection présidentielle. Il obtient au premier tour, 18 % des suffrages exprimés et se retrouve largement distancé par Valéry Giscard d'Estaing (28,32 %) et François Mitterrand (25,85 %) qui remporte le second tour. Toutefois, il confirme son statut de chef de file naturel de la famille gaulliste, puisqu'il fait mieux que Jacques Chaban-Delmas en 1974 (il avait alors obtenu 15,10 %), tandis que les scores

---

<sup>787</sup> [02.04.18] – Jean-Pierre CHEVÈNEMENT – Paris.

<sup>788</sup> DULONG Delphine, COLLOVALD Annie, Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires, *Revue française de science politique*, 2000, Vol n° 50. n° 4. pp. 860-862.

<sup>789</sup> Il est l'initiateur de « l'appel des 43 » qui rallie 43 député-e-s et ancien-ne-s ministres à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing contre celle de Jacques Chaban-Delmas.

cumulés des deux autres candidatures gaullistes, Michel Debré et Marie-France Garaud totalisent 3 %. Quoique relatif, cet échec nourrira longtemps le « complexe d'infériorité<sup>790</sup> » de Jacques Chirac vis-à-vis du Président socialiste, complexe qui l'accompagnera jusqu'en 1995. On retrouve par la suite dans les discours prononcés par Jacques Chirac entre 1995 et 2002, outre la figure du général de Gaulle dont il revendique l'héritage, celle de François Mitterrand. Jacques Chirac établit ainsi une « *synthèse du vocabulaire de droite et de gauche, du vocabulaire classique et moderne*<sup>791</sup> ». Par exemple, le terme de « *fracture sociale* » qu'il mobilise pour sa campagne de 1995 appartient au vocabulaire traditionnel de gauche. L'élection de 1995 est un succès pour Jacques Chirac qui décide de se présenter de nouveau à l'élection présidentielle de 2002. C'est donc en tant que président sortant, fort d'une carrière politique ininterrompue de trente-cinq années qu'il se porte candidat en 2002.

### Daniel Gluckstein

Daniel Gluckstein est issu d'une famille de militant·e·s communistes et révolutionnaires. Il participe à la fondation de la *Ligue communiste internationaliste* en 1979, puis il est élu secrétaire national du *Parti des travailleurs* (PT<sup>792</sup>) en 1991. Trois ans plus tard, il est à la tête d'une liste européenne militante contre l'Europe de Maastricht<sup>793</sup>. En 1998, il initie le *Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht* avec des membres du PC et du *Mouvement des citoyens* de Jean-Pierre Chevènement. C'est en 2002 qu'il se présente à l'élection présidentielle en tant que candidat du *Parti des travailleurs*<sup>794</sup>. Pour recueillir les signatures nécessaires à sa candidature Daniel Gluckstein, centre sa campagne sur la

---

<sup>790</sup> MAYAFFRE Damon. *Le discours présidentiel sous la Ve République*. Paris : Science Po les presses, 2012, p.24.

<sup>791</sup> MAYAFFRE Damon, LUONG Xuan. Les discours de Jacques Chirac (1995-2002). *Histoire et mesure*, 2003, n° 18, p. 294.

<sup>792</sup> Le PT est un parti se réclamant de la mouvance trotskiste. Vincent TIBERJ, Florent GOUGOU, Soline LAPLANCHE-SERVIGNE, Camille PEUGNY, *op. cit.* p. 175.

<sup>793</sup> Liste pour l'Europe des travailleurs et de la Démocratie.

<sup>794</sup> SEGAUNES Nathalie « Daniel Gluckstein cultive ses secrets ». Le Parisien.fr, 30 mars 2002, disponible sur : <http://www.leparisien.fr/politique/campagne-daniel-gluckstein-cultive-ses-secrets-30-03-2002-2002942924.php> [consulté le 27 août 2016]

« dénonciation de l'intercommunalité<sup>795</sup> » et la défense de « la démocratie rurale<sup>796</sup> », emportant ainsi l'adhésion de maires ruraux·ales.

### Robert Hue

Né en 1946, dans le Val d'Oise, Robert Hue est fils de parents ouvriers, et grandit dans un milieu communiste. Il adhère à la *Jeunesse communiste* puis au PCF. Admirateur de Georges Marchais, il gravit les échelons du PCF et devient parallèlement conseiller régional (d'Île-de-France) et conseiller général (du Val d'Oise). Après son entrée au Comité central du parti puis au Bureau politique, Georges Marchais le nomme Secrétaire national. Robert Hue initiera des changements importants au sein du parti comme l'ouverture à d'autres mouvements<sup>797</sup>. Il se présente en 1995 à l'élection présidentielle et obtient 8,64 % des voix. Pour autant, le PCF continue de perdre des adhérents<sup>798</sup>. C'est donc en homme fort du parti, mais d'un parti en perte de vitesse que Robert Hue se lance dans sa deuxième candidature à l'élection présidentielle en 2002. Après avoir pleinement participé à la « gauche plurielle<sup>799</sup> », il revendique lors de cette élection son appartenance au communisme qu'il présente comme une alternative au socialisme de Lionel Jospin, selon lui dangereusement tournée vers « cette partie de l'électorat de droite dite centriste<sup>800</sup> ».

### Jean Saint-Josse

Né à Coarraze dans les Pyrénées-Atlantiques, il en est le maire depuis 1995. Ancien membre du RPR, il rend sa carte en 1986 et cofonde le parti *Chasse, pêche, nature et traditions* (CPNT) trois ans plus tard. Ce parti prône une « politique de proximité », « refuse l'Europe

---

<sup>795</sup> GROSIEUX Patrick, Droit constitutionnel électoral, *Revue française de droit constitutionnel*, 2004. n° 59, pp. 567-594.

<sup>796</sup> GROSIEUX Patrick. *Ibid.*

<sup>797</sup> Il publie un livre en 1995 intitulé *Communisme : la mutation* expliquant les réformes internes.

<sup>798</sup> PLATONE François. L'électorat communiste : la peau de chagrin, In PERRINEAU Pascal. *Atlas électoral, qui vote quoi, où, comment ?* Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 45-48.

<sup>799</sup> LAZAR Marc, La gauche communiste plurielle, *Revue française de science politique*. 1999. Vol. n°49. n° 4-5, pp. 695-706.

<sup>800</sup> [02.04.11] – Robert HUE – Zénith de Paris.

*fédérale* », milite pour la liberté de chasser et de pêcher et consacre l'essentiel de ses actions à la défense « *des citoyens loin des villes*<sup>801</sup> ». En 1998, Jean Saint-Josse devient Président de ce parti. C'est à ce titre qu'il se présente à l'élection présidentielle de 2002. Son objectif énoncé est d'améliorer « *la qualité de vie*<sup>802</sup> » en misant sur « *le tissu vivant et convivial de nos villages*<sup>803</sup> ». Il mise sur un ethos d'appartenance aux populations rurales, qu'il estime trop souvent tenues à l'écart des discours politiques nationaux.

## Lionel Jospin

Lionel Jospin est né à Meudon (92) en 1937 dans une famille protestante et engagée à gauche. Énarque (promotion Stendhal 1963), il intègre le Quai d'Orsay en 1965 comme Secrétaire des Affaires étrangères où il est affecté à la direction de la coopération économique. Rejoignant le Parti Socialiste en 1971 à la demande de l'OCI<sup>804</sup> (organisation trotskiste dirigée par Pierre Broussel dit « Lambert »), il progresse rapidement dans l'appareil socialiste : d'abord membre d'un groupe d'experts chargé des relations internationales, il entre en 1973 au Bureau exécutif (c'est à ce moment-là qu'il déclare avoir rompu avec l'OCI<sup>805</sup>) et devient Secrétaire national à la formation. En janvier 1981, à l'occasion du Congrès de Créteil qui désigne François Mitterrand comme candidat à l'élection présidentielle, Lionel Jospin est élu Premier secrétaire du Parti Socialiste, poste qu'il occupera durant toute la durée du premier septennat de François Mitterrand. À la réélection de François Mitterrand en 1988, il est nommé ministre d'État de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, fonction qu'il occupera jusqu'en avril 1992. Candidat désigné par le Parti Socialiste à l'élection présidentielle de 1995, suite au désistement de Jacques Delors, il arrive en tête au premier tour avec 23,30 % (devant Jacques Chirac 20,84 % et Édouard

---

<sup>801</sup> Présentation du parti sur : <http://www.cpnt.fr/index.php/accueil/cpnt/cpnt-mouvement/qu-est-ce-que-cpnt>. [consulté le 27 août 2016].

<sup>802</sup> SAINT-JOSSE Jean, cité par RAMPON Jean-Michel, « Professions de foi et élection présidentielle de 2002. Une approche verbale de la distance entre candidats », *Mots. Les langages du politique*, 2006. n° 81. pp. 93-108.

<sup>803</sup> SAINT-JOSSE Jean, cité par RAMPON Jean-Michel. *Ibid.*

<sup>804</sup> RAFFY Serge, *Jospin, Secrets de familles*. Paris : Fayard, 2001.

<sup>805</sup> JOSPIN Lionel, *Lionel raconte Jospin*. Paris : Seuil, 2010.

Balladur 18,58 %), mais perd au second tour de l'élection. Lionel Jospin redevient alors Premier secrétaire du PS en octobre 1995. Il dirige l'opposition en faisant alliance avec le Parti communiste, les Verts, le Parti radical-socialiste et le Mouvement des Citoyens, pour créer la gauche plurielle qui remporte les élections législatives de 1997, à la suite de la dissolution décidée par Jacques Chirac. Démarre alors la troisième cohabitation (1997-2002), période durant laquelle il est Premier ministre. Durant ces cinq années, il met en œuvre des réformes sociales comme la création des emplois-jeunes, la réforme des 35 heures, la création de la Couverture maladie universelle ou celle du PACS. Ces réformes, plus ou moins populaires font de lui un candidat qui utilise ses ethos de sérieux et de compétences : ses discours se caractérisent par des « *formes lexicales dans la lignée de garantir*<sup>806</sup> ». Il présente ainsi une « *vision rénovée du socialisme*<sup>807</sup> » qui n'est plus à l'origine de bouleversements majeurs, mais qui doit permettre de conserver les acquis sociaux. Pour Lionel Jospin : « *le président de la République doit être [...] un président qui est le garant d'une société où le progrès économique et le progrès social vont de pair*<sup>808</sup> ».

Candidat à l'élection présidentielle de 2002, il conçoit cette campagne comme un duel qui l'oppose à Jacques Chirac faisant ainsi abstraction des autres candidat-e-s<sup>809</sup> dans ses discours. Il ne se présente pas comme le porte-parole du mouvement socialiste, mais comme un candidat « *moderne*<sup>810</sup> ». Dans cette perspective, deux jours après avoir annoncé sa candidature, il déclare : « *Je suis socialiste d'inspiration, mais le projet que je propose au pays, ce n'est pas un projet "socialiste" [...] Je pense qu'il est une synthèse de ce qui est vraiment nécessaire aujourd'hui c'est-à-dire la modernité*<sup>811</sup> ».

---

<sup>806</sup> RAMPON Jean-Michel, Professions de foi et élection présidentielle de 2002. Une approche verbale de la distance entre candidats. *Mots. Les langages du politique*. 2006. n° 81, p. 104.

<sup>807</sup> *Ibid.*

<sup>808</sup> JOSPIN Lionel, cité par RAMPON Jean-Michel, *Ibid.*

<sup>809</sup> ESQUENAZI Jean-Pierre, Lionel Jospin et la campagne de 2002. *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2003, Vol n° 80, pp. 101-112.

<sup>810</sup> *Ibid.*

<sup>811</sup> JOSPIN Lionel, *France 2*. 21 février 2002. Cité par ESQUENAZI Jean-Pierre. *Ibid.*

Il échoue au premier tour de la présidentielle, le 21 avril 2002<sup>812</sup>, et déclare au soir du premier tour : « *au-delà de la démagogie de la droite et de la dispersion de la gauche qui ont rendu possible cette situation, j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique, après la fin de l'élection présidentielle* ».

### **Arlette Laguiller**

Arlette Laguiller est née à Paris en 1940. Issue d'une famille ouvrière, son engagement ouvrier et révolutionnaire constituera le principal marqueur de sa vie politique. En effet, elle s'engage très vite au sein des organisations ouvrières : passée par le PSU puis *Voix ouvrière*, elle devient un temps déléguée CGT dans les années 1960. Elle rejoint alors *Force Ouvrière* (FO), dont elle devient déléguée syndicale. En 1968, elle participe à la formation de *Lutte ouvrière* (LO) dont elle devient, cinq ans après, la porte-parole nationale aux élections législatives. Arlette Laguiller est la principale instigatrice de la grève contre le *Crédit Lyonnais* qui sévit en 1974. Cette notoriété lui permet d'accéder à l'élection présidentielle de cette année, devenant ainsi la première femme candidate à cette élection. Ce statut légitime son *ethos* de femme politique<sup>813</sup> qu'elle mobilisera parfois dans ses discours. S'ensuivra une série de candidatures aux différentes élections présidentielles : 1981, 1988, 1995 puis 2002. Figure connue, révolutionnaire « *intacte*<sup>814</sup> », elle obtient son meilleur score avec 5,72 % des suffrages en 2002.

### **Jean-Marie Le Pen**

Jean-Marie Le Pen est né en Bretagne en 1928, d'un père patron pêcheur. La mort accidentelle de celui-ci en 1942 fait de Jean-Marie un pupille de la nation. Entré à la faculté de droit de Paris en 1947, il obtient une licence de droit. Jean-Marie Le Pen s'engage alors

---

<sup>812</sup> BACOT Paul, *Les mots des élections*. Toulouse : Presse universitaire du Mirail, 2011. p. 120.

<sup>813</sup> BONNAFOUS Simone, *Femme politique : une question de genre ?*, *Réseaux.*, 2003, n° 120, pp. 119-145.

<sup>814</sup> OGER Claire, *L'évaluation des campagnes dans le discours journalistique. Compétence attribuée et genre des candidats*, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 90, pp. 29-44.

dans les guerres d'Indochine (après les combats) puis d'Algérie, suivant ainsi les traces militaires de son père. Ce parcours militaire, entretenu par des décorations militaires et politiques<sup>815</sup>, lui servira ensuite à fonder sa légitimité politique. En politique, il rencontre Pierre Poujade qui le place à la tête de la liste d'*Union et fraternité française* (UFF) aux élections législatives de janvier 1956 dans la première circonscription de la Seine (secteur de Paris). La vague poujadiste le porte jusqu'à l'Assemblée nationale : avec 37 748 voix sur 470 266 suffrages exprimés, et grâce au système de la proportionnelle, Jean-Marie Le Pen est élu à l'Assemblée nationale, à l'âge de 27 ans. En 1972, il fonde le *Front National* (FN), au nom duquel il se présentera aux élections présidentielles de 1974, 1988, 1995, 2002 et 2007. Alors leader du *Front National*, il s'illustre par de nombreuses provocations, pour lesquelles il sera régulièrement condamné par la justice. Il évoque ainsi « *l'inégalité des races* » en août 1996, propose un jeu de mots hasardeux sur « *Dufour-Crématore* » en septembre 1988 ou encore agresse une candidate socialiste à Mantes-la-Jolie aux législatives de 1997<sup>816</sup>. En 2002, alors qu'il apparaît « politiquement fini » depuis la scission houleuse des mégrétistes<sup>817</sup>, il réalise le meilleur score du *Front National* en accédant au second tour avec 16,9 % des suffrages.

Avec ses discours souvent polémiques et ses nombreux dérapages, Jean-Marie Le Pen tente de recadrer son attitude en « courage ». Il cherche à invoquer l'éthos de conviction et de caractère.

## Corinne Lepage

Issue d'une famille bourgeoise, Corinne Lepage est avocate dans un cabinet spécialisé dans le droit de l'environnement. Elle se fait connaître en 1978 en s'opposant à la société

---

<sup>815</sup> Croix de la Valeur militaire et Président du Cercle du Panthéon. V. Jean-Marie Le Pen [Ressource électronique]. *Le Parisien*. France. Disponible sur : [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/jean-marie-le-pen\\_482327.html#cTzqx7mEspEu0ELI.99](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/jean-marie-le-pen_482327.html#cTzqx7mEspEu0ELI.99). [consulté le 27 août 2016]

<sup>816</sup> MATHIAS Bernard, Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, Vol. n° 93, pp. 37-45.

<sup>817</sup> DARMON Michaël, ROSSO Romain. *Front contre Front*. Paris : Seuil, 1999, 125 pages.

pétrolière américaine *Amoco*, à la suite d'une marée noire ayant ravagé les côtes bretonnes. De 1995 à 1997, elle devient ministre de l'Environnement sous le gouvernement Juppé, ce qui lui vaut d'être souvent caractérisée à droite, ce qu'elle récuse. Pendant ce mandat, elle fait adopter la « *Loi Lepage* » qui est une loi sur l'air (visant à améliorer la qualité de l'air et sa surveillance). En 2000, elle fonde le groupe de réflexion et association *Cap 21* dont elle est présidente. Deux ans plus tard, elle crée l'*Ovale* (Observatoire de vigilance et d'alerte écologique). En écologiste reconnue et femme indépendante (deux ethos qu'elle mobilise régulièrement), Corinne Lepage se présente à l'élection présidentielle de 2002.

### **Alain Madelin**

Né en 1946 à Paris, d'un père ouvrier spécialisé chez Renault, Alain Madelin est avocat au barreau de Paris. Très tôt, il s'engage à l'extrême droite. À 18 ans, il est l'un des cofondateurs d'*Occident*, mouvement de jeunesse d'extrême droite qui comptera Gérard Longuet et Patrick Devedjian parmi ses rangs. Familier d'actions violentes qui lui vaudront plusieurs condamnations, il rompt avec *Occident* en 1968 et s'engage auprès de Valéry Giscard d'Estaing au sein des *Républicains indépendants* et devient député en 1978. En 1986, il est nommé ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Tourisme au sein du gouvernement de Jacques Chirac, alors que démarre la première cohabitation. À l'élection de Jacques Chirac en 1995 à la Présidence de la République, il devient ministre de l'Économie et des Finances. En 1997, il prend la tête du *Parti républicain* qu'il renomme *Démocratie Libérale*. C'est donc à la tête de ce « nouveau » parti qu'Alain Madelin se présente à l'élection présidentielle de 2002, et rassemble au premier tour 3,91 % des suffrages.

### **Noël Mamère**

Né en 1948 à Libourne, Noël Mamère est issu d'une famille de commerçants catholiques. Il est élu en 1988 comme député suppléant en Gironde et l'année d'après comme Maire de Bègles à la tête d'une liste de la majorité présidentielle. En 1990, il cofonde avec Brice

Lalonde *Génération écologie* dont il devient vice-président et porte-parole deux ans plus tard. Puis, il fonde *Convergences écologie solidarité* en 1994 (dont il devient Président) pour se démarquer de l'évolution de *Génération écologie* qu'il juge trop libéral. La même année, il est élu député européen sur la liste Énergie radicale de Bernard Tapie. En 1995, il soutient Jospin pour l'élection présidentielle. Deux ans plus tard, il est élu député. En 1998, il rejoint *les Verts* avec l'ensemble des adhérents de son parti. Il est réélu député et face au désistement de Dominique Voynet, il candidate à l'élection présidentielle de 2002 sous l'étiquette des Verts. Durant cette campagne, Noël Mamère mobilise l'image qu'il s'est attribuée lors des arrachages illégaux d'OGM aux côtés de José Bové au nom de la « *désobéissance civile* ». La conjugaison de cette désobéissance civile et de l'engagement « écolo » de gauche sera très présente dans ses discours de meeting en 2002, où il obtient 5,25 % des voix au premier tour. Il investit fortement l'ethos du militant engagé et motivé à redresser le pays selon ses convictions et ses valeurs écologiques.

### **Bruno Mégret**

Fils d'un haut fonctionnaire, Bruno Mégret né en 1949. Après avoir effectué une partie de ses études à Polytechnique puis à l'Institut des hautes études de défense nationale, il devient conseiller technique au cabinet du ministre de la Coopération de 1979 à 1981 avant d'être chargé des infrastructures et des transports. Il adhère au RPR en 1975 puis fonde les *Comités d'action républicaine* pour faire face au gouvernement socialiste. En 1986, profitant du scrutin à la proportionnelle, Jean-Marie Le Pen, président du *Front National*, décide de créer *le Rassemblement national* afin d'ouvrir son parti à d'autres mouvements. Bruno Mégret et les *Comités d'action républicaine* s'allient à cette occasion au *Front National*. Il est alors élu député de l'Isère et deviendra député européen en 1989. Nommé délégué général du *Front National*, il quitte le FN en 1998 avec une majorité de cadres et d'élus du parti pour créer son parti, le *Mouvement National Républicain* (MNR), qui n'obtient aucun-e député-e aux élections européennes. C'est donc en voix alternative au *Front National*, en dirigeant d'un nouveau parti, mais également en mal d'espace politique, que Bruno Mégret se

présente à l'élection présidentielle de 2002. Lors de cette campagne, Bruno Mégret réclame un rôle de défenseur des Français·e·s et de l'ordre républicain, son objectif étant de « *remettre de l'ordre en France*<sup>818</sup> », renouant ainsi avec l'un des topos du discours d'extrême droite.

### **Christine Taubira**

Née en Guyane d'une famille modeste, elle démarre son engagement politique comme militante indépendantiste jusqu'en 1981. Éluë députée en 1993, elle intègre la liste *Énergie radicale* de Bernard Tapie lors des élections européennes en 1994. En 1997, elle rallie le groupe socialiste à l'Assemblée nationale et rejoint en 2001 le groupe RCV (PRG-MDC-Verts-PCR). La même année, elle fait voter une loi qui restera comme la « loi Taubira » à savoir, la reconnaissance comme crime contre l'humanité de l'esclavage et des traites négrières pratiquées à partir du XVe siècle. À la suite de cette réussite politique, elle se présente, en 2002, comme candidate du *Parti radical de gauche* avec une campagne axée sur l'« *égalité des chances* ».

---

<sup>818</sup> MEGRET Bruno, cité par RAMPON Jean-Michel, Professions de foi et élection présidentielle de 2002. Une approche verbale de la distance entre candidats, *Mots. Les langages du politique*, 2006, Vol. n° 81, p. 99.

## II. Élection présidentielle de 2007

### François Bayrou

Déjà candidat aux élections de 2002, le candidat centriste se représente en 2007. Né dans une famille d'exploitants agricoles du Béarn, il évoque régulièrement dans ses discours son enfance paysanne qu'il envisage comme le point de départ de son engagement politique. En témoignent ces quelques phrases extraites de son ouvrage publié en vue de sa candidature à l'élection présidentielle de 2007 : « *Ce projet, j'ai commencé à le former depuis longtemps, depuis mon enfance, au fond. Dans mon village des Pyrénées [...] du plus loin que je m'en souviens, j'ai senti, et ne me demandez pas pourquoi, que les ouvriers et les artisans, et les paysans que nous étions, n'avaient pas dans la société la place qu'ils méritaient [...]. Alors s'est formée en moi, comme une perle noire, la détermination qu'un jour, de tous ceux-là, je serai le porte-parole. J'ai toujours marché vers cette promesse*<sup>819</sup> ».

Il propose une « *Révolution civique* » - soit un rassemblement politique de personnalités de droite, de gauche et du centre – et rassemble 18,57 % des voix au premier tour, en troisième position derrière Nicolas Sarkozy (31,12 %) et Ségolène Royal (25,87 %). Il fonde ensuite le *MoDem*, successeur de l'UDF, avec lequel il se revendique clairement comme un « *parti d'opposition* » à Nicolas Sarkozy, mais aussi comme un contrepoids qui doit permettre de « *[tenir] les extrêmes à l'écart*<sup>820</sup> ».

### Olivier Besancenot

Déjà candidat aux élections de 2002, il se présente lors des élections européennes de juin 2004, mais son faible score ne permettra pas à son parti d'être représenté au parlement européen. En 2007, il se présente de nouveau au nom de la LCR à l'élection présidentielle et

---

<sup>819</sup> BAYROU François, « projet d'espoir », p. 30 cité par Le BART Christian, L'analyse des livres politiques, *Questions de communication*, 2009, n° 15, p.323-344.

<sup>820</sup> [12.04.17] – François BAYROU – Nantes.

obtient 4,08 % des voix au premier tour. C'est une nouvelle fois le benjamin des candidat·e·s, mais son expérience de l'élection de 2002 lui apporte une nouvelle crédibilité sur le plan politique.

### **José Bové**

Né à Talence en 1953 au sein une famille universitaire et scientifique - son père est directeur régional de l'Institut national de la recherche agronomique et membre de l'Académie des sciences, sa mère est professeur de sciences naturelles - José Bové entame des études de philosophie et devient militant écologiste, antimilitariste. Éleveur, il gagne le combat du Larzac contre François Mitterrand<sup>821</sup>. Il fonde alors le *Syndicat des Paysans-Travailleurs de l'Aveyron* et la *Confédération paysanne* qui est à l'origine de nombreuses manifestations contre le GATT et la PAC. En 1995, il manifeste contre la reprise des essais nucléaires dans l'océan Pacifique décidée par Jacques Chirac. Par ailleurs, il soutient les différents mouvements indépendantistes. Altermondialiste, il cofonde en 1998 l'association ATTAC. Son action la plus médiatisée reste le « *démontage* » d'un restaurant Macdonald à Millau pour protester contre la « *malbouffe* » et le « *capitalisme apatride* ». Symbolique et violente, cette action marque un tournant médiatique et politique pour José Bové. Il sera condamné plusieurs fois, ce qui alimentera sa revendication d'une politique « *différente*<sup>822</sup> ». En 2005, il se positionne en faveur du « non » pour la Constitution européenne. C'est en s'appuyant sur ce « non » qu'il présentera sa candidature à l'élection présidentielle de 2007. L'agriculteur écologiste et altermondialiste peut ainsi faire état d'une série de batailles politiques dans son parcours, qu'il mobilisera régulièrement dans ses discours de meetings.

### **Marie-George Buffet**

---

<sup>821</sup> Ce combat consistait pour le gouvernement à étendre un camp militaire sur les terres du Larzac.

<sup>822</sup> WABL Stéphane. Les Verts et la politique « autrement ». Mythes et réalités. L'exemple des verts de Picardie. *La politique ailleurs*. PUF, 1998. Disponible ici : [https://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/42/stephane\\_wable.pdf\\_4a09393e0d4fc/stephane\\_wable.pdf](https://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/42/stephane_wable.pdf_4a09393e0d4fc/stephane_wable.pdf) [consulté le 27 août 2016].

Née en 1949 à Sceaux, engagée très tôt au sein du PCF, Marie-Georges Buffet gravit les échelons (Comité central, Bureau national) du Parti Communiste Français jusqu'à se retrouver aux côtés de Robert Hue, alors secrétaire national. Elle devient députée et ministre de la Jeunesse et des Sports en 1997 avec la victoire de la « gauche plurielle ». Les militant·e·s la désignent pour porter les valeurs du parti à l'élection présidentielle de 2007. Elle se présente comme la candidate d'un « *rassemblement populaire et antilibéral* », d'une gauche la plus large possible, sans jamais faire référence à l'identité communiste<sup>823</sup> de sa candidature. Elle investit l'ethos de la militante combative, agrémentant ses paroles de verbes d'actions tels qu'« accuser, appeler, changer, rencontrer, reprocher<sup>824</sup> » ou des noms d'action tels que « construction, débat, projet<sup>825</sup> ».

### **Philippe de Villiers**

Issu d'une famille vendéenne anoblie, Philippe de Villiers étudie à l'ENA (Promotion Pierre-Mendès France) avant de rejoindre le Parti républicain en 1985. En 1986, il est candidat aux élections législatives : il apparaît comme candidat de la liste d'*Union pour la Vendée* composée dans le cadre d'une alliance du RPR et de l'UDF, et devient suppléant. La notoriété qu'il a acquise comme créateur de la *Cinéscénie* du puy du Fou, lui vaut d'être aussitôt propulsé secrétaire d'État auprès de François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication, dans le gouvernement de Jacques Chirac. Député de Vendée depuis 1987, il fonde le *Mouvement pour la France* en 1994. Élu en 2004 député européen, il prend position en faveur du « non de droite » au TCE de 2005<sup>826</sup>. Il refuse de se porter candidat en 2002, mais en 2007, il se présente à l'élection présidentielle où il se veut candidat du « *patriotisme populaire* » et entend dénoncer « *l'islamisation de la société française* ».

---

<sup>823</sup> BERTRAND Denis, DEZE Alexandre, MISSIKA Jean-Louis. *Parler pour gagner. Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*. Paris : Presses de Science-Po, 2007, p. 48.

<sup>824</sup> VÉRONIS Jean, CALVET Louis-Jean. *op.cit.*, p.162

<sup>825</sup> *Ibid.*

<sup>826</sup> Philippe de Villiers [Ressource électronique]. Politique.net. France. Disponible sur : <http://www.politique.net/philippe-de-villiers.htm>. [consulté le 27 août 2016]

## **Arlette Laguiller**

Déjà candidate à l'élection présidentielle de 2002, la candidate LO se représente en 2007. Si elle avait obtenu un score de 5,72 % des suffrages au premier tour en 2002, elle obtient en 2007 son plus mauvais résultat avec seulement 1,33 % des voix.

## **Jean-Marie Le Pen**

Après son succès inattendu aux élections de 2002, Jean-Marie Le Pen se représente une nouvelle fois aux élections de 2007. Pour sa dernière candidature en 2007, il revendique une « *union patriotique* » derrière laquelle différents mouvements nationalistes se regroupent (Le *Mouvement national républicain* de Bruno Mégret et le *Parti populiste*)<sup>827</sup>. Revendiquant à la fois son exclusion du jeu politique comme l'indique sa difficulté à rassembler les cinquante parrainages nécessaires à la candidature et sa position de « challenger » crédible, il totalise 10,44 % des voix en 2007, perdant près d'un million d'électeurs et électrices par rapport à 2002.

## **Frédéric Nihous**

Né en 1967 à Valenciennes, Frédéric Nihous est passé un temps au RPR avant de rejoindre CPNT dont il devient secrétaire général du groupe CPNT au Parlement européen en 1999. Directeur de campagne de Jean Saint-Josse en 2002, il est largement désigné par les délégués du parti pour être candidat CPNT à l'élection présidentielle de 2007. Il investit ainsi l'ethos du chef, par rapport à l'espace rural qu'il estime délaissé par les politiques, et auquel il veut redonner de l'importance à travers son programme et sa candidature. Il refuse ainsi

---

<sup>827</sup> Jean-Marie Le Pen [Ressource électronique]. Politique.net. France. Disponible sur : <http://www.politique.net/jean-marie-le-pen.htm>. [consulté le 27 août 2016]

de se situer à droite ou à gauche, et prône plutôt « *une approche pragmatique de la vie politique*<sup>828</sup> » reprenant par là une naturalisation usuelle du discours politique.

Il souhaite se représenter une seconde fois en 2012, mais ne parvient pas à rassembler les cinq-cents parrainages nécessaires.

### **Ségolène Royal**

Née en 1953 près de Dakar, issue d'une famille de militaires, Ségolène Royal intègre l'ENA en 1980 (Promotion Voltaire). Elle devient ensuite juge au tribunal administratif de Paris puis avocate. En 1978, elle adhère au *Parti Socialiste* à la section du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Remarquée par Jacques Attali alors qu'elle est conseillère de tribunal administratif en disponibilité, elle devient, de 1982 à 1984, chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République pour suivre les questions relatives à la jeunesse et aux sports. De 1984 à 1988, François Mitterrand lui confie les affaires sociales et l'environnement. En 1988, elle est élue députée des Deux-Sèvres. De 1992 à 1993, elle est ministre de l'Environnement du gouvernement Bérégovoy. De 1997 à 2000, elle est ministre déléguée à l'Enseignement scolaire du gouvernement Jospin auprès de Claude Allègre. De 2000 à 2001, elle est ministre déléguée à la famille et à l'enfance puis ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées. En 2006, elle remporte la primaire du PS face à Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius et est désignée candidate socialiste pour la présidentielle de 2007. Ségolène Royal est la première femme à atteindre le second tour d'une élection présidentielle. Ce statut de *femme d'État*<sup>829</sup> est prégnant dans son discours. Elle conçoit sa féminité comme une force. Ainsi, en 2006 à la fin du premier débat à l'investiture socialiste quand un journaliste lui demande ce qui la différencie des autres

---

<sup>828</sup> « Frédéric Nihous se dit ni à droite, ni à gauche ». Le Nouvel Observateur. 27 mars 2007. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/elections-2007/20070327.OBS9160/frederic-nihous-se-dit-ni-a-droite-ni-a-gauche.html> [consulté le 27 août 2016]

<sup>829</sup> Ce néologisme est utilisé pour qualifier Ségolène ROYAL après son meeting du 12 février 2007, rapporté par LE BART Christian. *art. cit.*

candidat·e·s, elle répond : « *Ce qui fait ma différence ? En tout cas, il y en a une qui est visible !*<sup>830</sup> » Elle revendique son rôle de mère et se propose un temps mère de la Nation<sup>831</sup>, « *Ce que je veux pour chaque jeune, c'est-ce que j'ai voulu comme mère pour mes enfants* » explique-t-elle le poing sur le ventre pendant l'un de ses discours<sup>832</sup>. Elle est la première à recourir aux « *débats participatifs* » au sein desquels elle écoute longuement les citoyens. Cependant cette proximité sera peu à peu envisagée comme une faiblesse plus que comme une nouveauté politique. Les électeurs et électrices imputeront cette prétention à écouter plus qu'à proposer à un manque de compétence : « *Plus on avance, plus j'ai des doutes sur la capacité de Ségolène Royal à diriger le pays. Je ne supporte plus de la voir esquiver les questions importantes*<sup>833</sup> », déclarera symptomatiquement une électrice de gauche. Progressivement, la critique de la proximité qu'elle a voulu installer avec ses électeurs et électrices ira de pair avec la critique de l'éthos qu'elle a mobilisé pour y parvenir.

## Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy naît à Paris en 1955 d'une mère française et d'un père hongrois. Il mobilisera régulièrement ces origines dans ses discours en se qualifiant par exemple de « *petit français de sang mêlé* ». Avocat de formation, Nicolas Sarkozy milite très jeune à l'UDR puis au RPR, où il se fait remarquer par Jacques Chirac et Charles Pasqua. En 1983, il est chargé de diriger la campagne municipale à Neuilly-sur-Seine de ce dernier, duquel il s'affranchira finalement en présentant avec succès sa candidature à la mairie de Neuilly-sur-Seine. Lors de la campagne présidentielle de 1988, il s'engage à nouveau aux côtés de Jacques Chirac et est chargé d'organiser ses grands meetings. Après la défaite de la droite à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy est élu député de la 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine,

---

<sup>830</sup> *Le Monde*. 19 octobre 2006. p. 10, citée par COULOMB-GULLY Marlène, Le corps présidentiel. Représentation politique et incarnation dans la campagne présidentielle française de 2007, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp. 25-38.

<sup>831</sup> Le 26 mars 2006 *Libération* qualifie Ségolène Royal de « Mère Patrie », la candidate est posée en Mère de la Nation, citée par GARCIN-MARROU Isabelle, « Ségolène Royal ou le difficile accès au panthéon politique ». *Mots, Les langages du politique*, 2009, n° 90, p. 16.

<sup>832</sup> *Le Figaro*, cité par GARCIN-MARROU Isabelle. *Ibid.*

<sup>833</sup> Citée par LE BART Christian, *art. cit.*, p. 51.

puis ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Balladur en 1993. Deux ans plus tard, il reste fidèle à Balladur qui sera éliminé au premier tour de l'élection présidentielle. En 1997, la victoire législative de la gauche lui permet de devenir secrétaire général du RPR dont Philippe Séguin est président. En 2002, il soutient Jacques Chirac à l'élection présidentielle qui, fort de son succès, le nomme Ministre de l'Intérieur. En 2004, il est nommé Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. La même année, il est élu président de l'UMP. Il se présentera trois ans plus tard à l'élection présidentielle. C'est en homme d'action, en conquérant politique, que Nicolas Sarkozy s'adresse, lors de ses meetings, aux militant·e·s, aux journalistes et de fait à la population française. Il se prévaut de volontarisme politique, comme en témoignent l'intitulé de son programme « *Ce que je vous propose*<sup>834</sup> » et ses promesses très ambitieuses : « *Le plein-emploi est possible en France, c'est un engagement que je prends. Je veux être le président d'une France qui assume sa vocation universelle*<sup>835</sup> ».

Il entretient ainsi un *ethos de caractère*<sup>836</sup> qui se nourrit également du duel qui l'oppose à Ségolène Royal. C'est dans cette perspective que *Le Parisien* évoque en mai 2007 « *l'ethos offensif*<sup>837</sup> » de Nicolas Sarkozy. S'il mobilise son statut de combattant, il s'attache également à mettre en avant ses fragilités : « *je suis un sentimental*<sup>838</sup> » déclare-t-il par exemple le 5 avril 2007.

Il s'appuie également sur l'image d'un Président sortant vieillissant<sup>839</sup> pour se poser comme un candidat « *de rupture*<sup>840</sup> », en dépit de sa longue appartenance au précédent gouvernement. Après avoir pris la tête du premier tour avec 31,18 %, il remporte l'élection

---

<sup>834</sup> SARKOZY Nicolas. Blog de campagne 2007

<sup>835</sup> SARKOZY Nicolas, 31 janvier 2007, cité par LE BART Christian, *art. cit.*, p. 43.

<sup>836</sup> CHARAUDEAU Patrick. *Grammaire du sens et de l'expression*. Paris : Hachette, 1992. p. 78, cité par DUPUY Pierre-Olivier, MARCHAND Pascal, Débat de l'entre-deux-tours 2007. La conquête de l'espace lexical, *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, p. 111.

<sup>837</sup> *Le Parisien*. 3 mai 2007. p.2, cité par OGER Claire, *art. cit.*, p. 42.

<sup>838</sup> SARKOZY Nicolas. 5 avril 2007, cité par COULOMB-GULLY Marlène, *art. cit.*, p. 65.

<sup>839</sup> En le qualifiant de « roi fainéant » par exemple

<sup>840</sup> Disponible sur : <http://www.europe1.fr/Presidentielle-2012/Sarkozy-ou-la-rupture-perpetuelle-954981/> [consulté le 27 août 2016].

présidentielle avec 53,06 % des suffrages. Lors de sa présidence, il mène une politique à la communication omniprésente ; il sera en cela critiqué et comparé à Silvio Berlusconi<sup>841</sup>.

### **Gérard Schivardi**

Né en 1950 à Narbonne, Gérard Schivardi s'engage dans le syndicalisme et préside le *syndicat des maçons de l'Aude* de 1973 à 1988. En 1975, il adhère au *Parti Socialiste* où il milite pendant près de trente ans (jusqu'en 2003). Il est élu au conseil municipal de Mailhac en 1989 puis maire en 2001 sous l'étiquette PS.

En tant que maire, il s'engage en 2002 dans un comité pour défendre l'indépendance institutionnelle et économique des communes françaises. Ainsi, il s'oppose à l'intercommunalité et aux institutions européennes. À partir de 2006, il participe à un meeting aux côtés de Daniel Gluckstein et à une réunion qui associe des maires représentants le *collectif des Maires* et le *Comité national pour la Reconquête de la Démocratie*. Ceux-ci désignent Gérard Schivardi comme candidat à l'élection présidentielle de 2007, soutenu par le *Parti des travailleurs*. Il revendique dans ses discours son statut de porte-parole du *Collectif des Maires* puisqu'il se présente lui-même comme « *un petit maire*<sup>842</sup> » et rappelle régulièrement qu'il doit son investiture aux maires qui l'ont soutenu<sup>843</sup>.

### **Dominique Voynet**

Née à Montbéliard en 1958, issue d'une famille d'enseignant·e·s, Dominique Voynet obtient son baccalauréat à l'âge de 16 ans, et poursuit des études de médecine qu'elle achève à l'âge de 27 ans. Militante écologique engagée dans la lutte contre les centrales de Fessenheim et de Creys-Malville et dans la protection de la forêt des Vosges, elle cofonde le

---

<sup>841</sup> MUSSO Pierre. *Sarkoberlusconisme, la crise finale ?* Paris : L'aube, 2011, 176 pages.

<sup>842</sup> [07.04.12] – Gérard SCHIVARDI – Marseille – Vidéo synthèse – Script.

<sup>843</sup> « *Je les remercie les maires* » [07.04.12] – Gérard SCHIVARDI – Marseille – Vidéo synthèse – Script.

*parti des Verts* en 1984. Elle devient députée européenne en 1991 et conseillère régionale de Franche-Comté en 1992, poste qu'elle quitte en 1994 pour préparer sa campagne à l'élection présidentielle l'année qui suit. Elle n'obtient que 3,31 % des voix et refuse d'appeler à voter pour Lionel Jospin. Plus tard, dans le cadre de la « *gauche plurielle* », elle devient ministre de l'Environnement sous Jospin et ainsi, la première ministre écologiste. En 2001, elle démissionne et devient secrétaire nationale des *Verts* et anime la campagne de Noël Mamère. Déjà pilote d'une campagne présidentielle précédente, Dominique Voynet a une certaine expérience des meetings électoraux lorsqu'elle se présente à l'élection présidentielle de 2007.

### III. Élection présidentielle de 2012

#### Nathalie Arthaud

Née en 1970, Nathalie Arthaud est agrégée d'économie et de gestion et enseignante. Militante au sein de *Lutte ouvrière* (LO), elle enseigne en Rhône-Alpes où elle se présente d'abord aux municipales de 2001, aux législatives de 2002, puis aux régionales de 2004. Elle devient porte-parole du parti en 2008, avec le soutien d'Arlette Laguiller. Elle mène la campagne européenne de 2009 (dans laquelle elle n'obtient que peu de suffrages : 0,84 %), et se représente en 2010 aux régionales (1,42 %). Désignée par son parti en 2010, elle se présente pour la première fois à l'élection présidentielle en 2012. Adresse aux « *travailleurs* », opposition entre « *classe ouvrière* » et « *classe capitaliste* », paragraphes entiers répétés d'un discours à l'autre : nous retrouvons dans ses discours les marques du discours révolutionnaire, mais aussi la nécessité d'élargir la définition des traditionnels « *travailleurs* » aux « *classes populaires*<sup>844</sup> », aux « *populations défavorisées* », ou encore aux « *habitants des quartiers populaires* » et notamment aux enseignant·e·s, afin de légitimer sa candidature<sup>845</sup>.

---

<sup>844</sup> « L'étude de son discours montre que cette expression "classe ouvrière" tend à être remplacée par l'expression dominante "classes populaires" » Maëlle MOALIC-MINNAERT, « transformer le public d'un soir en l'acteur du grand soir », intervention Congrès AFSP Paris 2013.

<sup>845</sup> C'est la première fois qu'une personne « non ouvrière » en l'occurrence une enseignante, représente LO à l'élection présidentielle.

## François Bayrou

Après avoir fait un score remarquable au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, François Bayrou se présente une nouvelle fois aux élections présidentielles. C'est un Président du *MoDem* connu des Français et des Françaises, mais relativement isolé sur le plan politique<sup>846</sup> qui se présente de nouveau à l'élection présidentielle de 2012. Il obtient un score moindre par rapport à l'élection de 2002 puisqu'il ne remporte que 9,1 % des suffrages au premier tour. Malgré sa stratégie basée sur la critique de la droite et de la gauche, il annonce qu'il votera en faveur de François Hollande, car « voter blanc, ce serait de l'indécision<sup>847</sup> ». « En disant, sans faux-fuyants, qu'il vote pour M. Hollande, M. Bayrou poursuit, en franchissant un grand pas, la mutation qu'il avait commencée en 2007. Entre les deux tours, il avait alors confié, en rupture avec la tradition de centre droit de l'UDF, qu'il ne voterait pas pour Nicolas Sarkozy. S'étaient ensuivi cinq difficiles années de solitude politique, la quasi-totalité des députés qui le soutenaient le quittant pour s'arrimer à l'UMP et assurer leur réélection<sup>848</sup> ». Plus encore, pour Frédéric Dabi, le Président de l'institut d'études IFOP« c'est un grave échec pour Bayrou qui poursuit ainsi sa traversée du désert depuis 2007 avec un score qui s'inscrit dans une suite d'échecs électoraux depuis le début du quinquennat ».

Contrairement à l'élection de 2002, il ne peut investir l'ethos de l'arbitre, de l'homme au centre et neutre, puisque selon Frédéric Dabi « la logique de bipolarisation » était très forte au cours de l'élection présidentielle de 2012, permettant les bons scores de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen.

---

<sup>846</sup> SAUGER Nicolas, Entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français, *Revue française de science politique*, 4/2004, Vol. n° 54, p. 700.

<sup>847</sup> JAXEL-TRUER Pierre, « La journée où François Bayrou a décidé de faire « le choix de François Hollande », *Le Monde*, 3 mai 2012, disponible sur : [http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/03/francois-bayrou-fait-le-choix-de-francois-hollande-mais-ne-donne-pas-de-consigne-de-vote\\_1695607\\_1471069.html](http://abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/03/francois-bayrou-fait-le-choix-de-francois-hollande-mais-ne-donne-pas-de-consigne-de-vote_1695607_1471069.html) [consulté le 27 août 2016].

<sup>848</sup> *Ibid.*

## **Jacques Cheminade**

Né à Buenos Aires en 1941, Jacques Cheminade est diplômé de HEC et de l'ENA (Promotion Jean Jaurès 1969), il travaille au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie jusqu'en 1981. Cette année-là, il devient secrétaire général du Parti ouvrier européen en France, dissous en 1989. En 1978, il se présente aux élections législatives à Paris, mais n'obtient que 0,12 % des suffrages. En 1995, il est candidat à l'élection présidentielle et obtiendra 0,27 % des voix. Sa volonté d'être candidat en 2002 et en 2007 se heurte à un nombre de parrainages insuffisants. En 2012, Jacques Cheminade réussit à recueillir les parrainages nécessaires et se présente ainsi à l'élection présidentielle.

## **Nicolas Dupont-Aignan**

Né à Paris en 1961, fils d'un négociant en vins, Nicolas Dupont-Aignan étudie à l'ENA (Promotion Liberté-Egalité-Fraternité) avant de devenir en 1993 chef de cabinet de François Bayrou alors ministre de l'Éducation nationale. C'est en tant que membre du RPR qu'il est élu Maire d'Yerres lors des élections municipales de 1995. Alain Juppé, premier ministre et Président du RPR, le nomme alors directeur des études du parti. En 1999, il fonde *Debout la République* qu'il qualifie de courant « *gaulliste et républicain* » au sein du RPR. En 2002, il candidate à la présidence de l'UMP face à Alain Juppé, puis en 2004, face à Nicolas Sarkozy. Il quitte l'UMP en 2007, et échoue à réunir les cinq-cents parrainages nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. Il se consacre alors entièrement à la présidence de son parti *Debout la République*, au nom duquel il se présentera à l'élection présidentielle de 2012.

## **François Hollande**

Né à Rouen en 1954, François Hollande bénéficie d'un ancrage politique local très important en Corrèze (Maire de Tulle de 2001 à 2008, député de Corrèze de 1988 à 1993 puis de 1997 à 2012, Président du conseil général de la Corrèze de 2008 à 2012). Diplômé de Sciences Po

et de HEC, il étudie également à l'ENA (Promotion Voltaire). Il adhère au PS en 1979 et devient chargé de mission à l'Élysée dès 1981. Deux ans plus tard, il est nommé directeur de cabinet des porte-parole qui se sont succédé durant le gouvernement Mauroy : Max Gallo puis Roland Dumas. Lionel Jospin le nomme porte-parole du PS en 1995. Premier secrétaire du PS et de nouveau député en 1997, il est désigné candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012 suite à sa victoire lors de la primaire citoyenne, qui l'oppose à Martine Aubry, Jean-Michel Baylet, Arnaud Montebourg et Manuel Valls.

C'est lui qui remporte l'élection face à Nicolas Sarkozy. Nous aborderons plus en détail sa stratégie pour nous imposer comme présidentiable lors de sa campagne.

### **Éva Joly**

Née à Oslo en 1943, Éva Joly devient magistrate à 38 ans et substitut du procureur de la République à Orléans. En 1990, elle est nommée juge d'instruction au pôle financier du palais de justice de Paris, où elle instruit des affaires marquantes comme l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais ou l'affaire Elf – pour laquelle elle obtiendra le prix de l'intégrité<sup>849</sup>. En 2009, elle est appelée par le gouvernement islandais pour mener, en tant que conseillère spéciale, une enquête sur la criminalité financière dans le pays. Après avoir rempli sa mission avec succès, elle revient en France et se consacre à la politique. Elle rejoint Daniel Cohn-Bendit chez les Verts et devient députée européenne en 2009. Désignée candidate à l'élection présidentielle de 2012 par *Europe Écologie les Verts* à l'issue d'une primaire difficile qui l'oppose à Nicolas Hulot, elle réalise 2,31 % des voix au premier tour. Lors de cette campagne certain·e·s lui renverront une image d'étrangère, instillant par là l'idée d'une illégitimité non pas légale, mais morale, à candidater. Dans cette perspective, on retiendra par exemple la déclaration de Jean-Pierre Chevènement : « *La nature de la France échappe*

---

<sup>849</sup> <http://montrouge.eelv.fr/eva-joly-et-la-corruption-jugeons-les-actes-pas-les-promesses> [consulté le 27 août 2016]

peut-être à Éva Joly<sup>850</sup>» ou encore celle de Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'État aux anciens combattants : « Éva Joly ne comprend rien à la sensibilité française<sup>851</sup> ». Éva Joly doit constamment rappeler son statut de citoyenne française, « Je ne descends pas de mon Drakkar, ça fait cinquante ans que je vis en France, donc je suis française<sup>852</sup> » dit-elle sur Europe 1 en juillet 2011. Elle rappelle à cet effet la primauté de la citoyenneté sur l'origine et déclare par exemple : « la France républicaine est d'abord celle de ses citoyens et des valeurs qu'ils partagent. Elle n'est pas celle de leur lieu de naissance. (...) Un vrai républicain ne fait pas le tri entre les Français<sup>853</sup> ».

## Marine Le Pen

Fille de l'ancien président du *Front National* Jean-Marie Le Pen, son ethos prédiscursif est donc largement lié à celui de son père. Marine Le Pen est née en 1968 à Neuilly-sur-Seine et grandit dans un environnement extrêmement politisé. Avocate de profession, elle occupe plusieurs mandats locaux à partir de 1998 : conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais, conseillère régionale d'Île-de-France, conseillère municipale d'Hénin-Beaumont et siège au Parlement européen depuis juillet 2004. En 2011, elle succède à son père à la présidence du parti et se présente à l'élection présidentielle de 2012. Par un discours « attrape-tout » elle mobilise l'ethos de la cheffe, de la guide à travers sa position de porte-parole des « agriculteurs et pêcheurs, habitants des campagnes de France » que « les élites refusent d'entendre<sup>854</sup> », mais aussi lorsqu'elle se présente comme « la candidate de l'État-nation ». L'expression « je suis la seule » est souvent répétée dans ses discours : « je suis la seule

---

<sup>850</sup> CHEVÈNEMENT Jean-Pierre. *Le Parisien*. 16 juillet 2011. Cité par HARZOUNE Mustapha, Atone et aboulique, *Hommes & Migrations*, 2011, n° 1293, pp. 142-147.

<sup>851</sup> BOCKEL Jean-Marie cité par HARZOUNE Mustapha, *Ibid.*

<sup>852</sup> JOLY Éva. Europe 1, 15 juillet 2011, cité par Mustapha HARZOUNE, *Ibid.*

<sup>853</sup> JOLY Éva. 16 juillet 2001, site Internet du *Point*, cité par Mustapha HARZOUNE, *Ibid.*

<sup>854</sup> [12.04.20] – Marine LE PEN – Merdrignac.

*capable de mettre en œuvre une politique de renouveau national, protégeant les Français du pire*<sup>855</sup> », « *je suis, je le répète, la seule opposition à cette caste* ».

Les commentateurs de cette campagne insistent sur l'entreprise de « *dédiabolisation du Front National* » à laquelle se livre Marine Le Pen. Rassemblant 17,90 % des voix (6 421 426 voix) au premier tour, Marine Le Pen termine troisième de cette élection présidentielle.

### **Jean-Luc Mélenchon**

Né en 1951 au Maroc, Jean-Luc Mélenchon arrive en France à 11 ans et sera leader du mouvement de révolte lycéen lors des événements de mai 68. Pendant ses études universitaires de philosophie, il sera engagé au sein de l'UNEF, le principal syndicat étudiant. En 1977, il adhère au PS et prend la tête de la *fédération socialiste de l'Essonne* de 1981 à 1986, puis devient sénateur. Soutien de François Mitterrand, il représente l'aile gauche du parti et s'oppose à Rocard et Chevènement. Il fonde avec Julien Dray *la Gauche socialiste* en 1988. Il se présente face à François Hollande au poste de Premier secrétaire du PS en 1997. Il rejoint le gouvernement Jospin en 2000 comme ministre délégué à l'enseignement professionnel. Il s'associe à Olivier Besancenot (LCR) dans la campagne du « non » au TCE de 2005. Au deuxième tour de 2007, il appelle à s'unir derrière la candidate socialiste pour faire barrage à l'UMP. Pour autant, en 2008 il propose aux différents courants de gauche de s'unir pour se distinguer de Ségolène Royal. En vain, il démissionne et crée le *Parti de gauche* l'année suivante, qui deviendra le *Front de gauche* par une alliance avec les communistes dans le cadre des élections européennes, dont il sortira député. Jean-Luc Mélenchon définit le *Front de Gauche* comme « *l'autre gauche*<sup>856</sup> » et utilise ainsi un vocabulaire plus modéré que le NPA qui conçoit les listes qui se présentent en son nom aux élections européennes comme des « *forces anticapitalistes*<sup>857</sup> ». Il insiste sur le caractère fédérateur du *Front de gauche* qui doit être « *un facteur de regroupement de la gauche des ruptures aujourd'hui*

---

<sup>855</sup> [12.04.17] – Marine LE PEN – Zénith.

<sup>856</sup> WEBER Louis, Un été de (bonnes) rencontres, *Savoir/Agir*, 2009, n° 9, p. 97.

<sup>857</sup> *Ibid.*

*dispersée*<sup>858</sup> » et « *contribuer ainsi à l'union des gauches, de toutes les gauches*<sup>859</sup> ». Jean-Luc Mélenchon incarne le renouveau et l'ouverture du *Parti communiste* ; en témoignent par exemple les propos de l'éditorialiste Jean-Marie Colombani pour qui « *Jean-Luc Mélenchon [...] redonne vie et couleur à un PCF jusqu'alors moribond*<sup>860</sup> ». Dans cette perspective, le Président du *Front de gauche* s'appuie sur l'électorat communiste pour se présenter à l'élection présidentielle de 2012. Lors de cette campagne, il insiste largement sur la nécessité de faire advenir une « *Vie République*<sup>861</sup> ».

Il investit l'ethos de caractère et de puissance en faisant souvent des allusions belliqueuses : « *la bataille se joue sur le terrain, au nombre*<sup>862</sup> » et parle-lui même de « *stratégie de combat*<sup>863</sup> ».

### **Philippe Poutou**

Né en 1967 à Villemomble, ouvrier mécanicien et syndicaliste CGT, il milite au *Nouveau parti anticapitaliste* (NPA) d'Olivier Besancenot, dont il prend la suite pour l'élection présidentielle, après qu'Olivier Besancenot ait dépassé les 4 % de voix aux élections précédentes. Il se présente comme tête de liste (LCR) aux élections législatives en 2007, Européennes en 2009 et régionales en 2010 (pour le NPA). C'est en tant que délégué CGT de *Ford Aquitaine Industrie* qu'il se fait d'abord connaître : il œuvre dans les médias pour mettre sur l'agenda politique la menace industrielle pesant sur les emplois de l'usine Ford. En 2012, désigné par les délégués du NPA, il se présente à l'élection présidentielle.

---

<sup>858</sup> MELENCHON Jean-Luc cité par WEBER Louis, Variations sur la "force nouvelle", *Savoir/Agir*, 2007, n° 2, p. 113.

<sup>859</sup> MELENCHON Jean-Luc, cité par WEBER Louis. *Ibid.*

<sup>860</sup> COLOMBANI Jean-Marie, cité par WEBER Louis. Un été de (bonnes) rencontres. *Savoir/Agir*. 2009. n° 9. p. 94.

<sup>861</sup> [12.04.19] – Jean-Luc MELENCHON – Paris – Vidéo – Script.

<sup>862</sup> BESSE DESMOULIÈRES Raphaëlle, « Jean-Luc Mélenchon se pose en candidat à abattre », *Le Monde*. 14 avril 2012, disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/14/jean-luc-melenchon-se-pose-en-candidat-a-abattre\\_1685527\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/14/jean-luc-melenchon-se-pose-en-candidat-a-abattre_1685527_1471069.html)

<sup>863</sup> *Ibid.*

Pour pallier à son manque d'image préalable auprès du public (ce n'est pas un homme politique reconnu), il mise sur l'humour avec une vidéo parodique de *Questions pour un champion*. Il utilise l'ethos de proximité comme pour se rapprocher des électeurs et électrices en rappelant qu'il « *n'est pas un homme politique qui se prend au sérieux en tant que tel, mais un homme qui veut faire avancer une cause et un programme* ».

## Nicolas Sarkozy

Candidat élu Président de la République à l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy, alors président en exercice, se représente en 2012. Après cinq ans, il décide de se présenter pour un second mandat : le candidat de l'UMP opte pour une campagne éclair<sup>864</sup>, mais échoue au second tour de l'élection présidentielle. Son ethos prédiscursif est largement présent dans les esprits puisqu'il est déjà largement considéré comme candidat au moment de sa candidature. Mais c'est un président très critiqué, qui a mené une communication omniprésente (Éric Maigret parle de lui comme de l'« hyperprésident ») et il est souvent comparé à Silvio Berlusconi<sup>865</sup>. Ses marques de caractère (telles que le volontarisme énergique qui avait fait la force de sa campagne en 2007) sont devenues autant de signaux négatifs pour certain·e·s électeur·rice·s, faisant de lui un homme « *trop pressé, agité, nerveux*<sup>866</sup> » selon Patrick Charaudeau.

Par ailleurs, puisqu'il est président en exercice au moment de la campagne, il est confronté à son propre bilan qu'il doit défendre. Damon Mayaffre parle alors des « *limites du performatif*<sup>867</sup> », faisant référence à la *parole performative* et à la *condition de félicité* qui va avec, à savoir la réalisation ou non de l'acte verbal prononcé (par exemple sur la baisse sur chômage). « *Dans ces conditions de félicité, le statut et la crédibilité (autorité, sincérité,*

---

<sup>864</sup> MAYAFFRE Damon. *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours 2007/2012*. Paris : Science-Po Les Presses, 2012, p. 71.

<sup>865</sup> MUSSO Pierre, *Sarkoberlusconisme, la crise finale ?* Paris : L'Aube, 2011, 176 pages.

<sup>866</sup> Charisme quand tu nous tiens. Les paradoxes du charisme en politique (notes de campagne). *NOTES DE CAMPAGNE (un regard sémiologique)*. [Ressource électronique]. Le site de Patrick Charaudeau. Disponible sur: <http://www.patrick-charaudeau.com/Charisme-quand-tu-nous-tiens-Les.html> [consulté le 27 août 2016].

<sup>867</sup> MAYAFFRE Damon. *op.cit.*, p.176.

*efficacité, etc.) du locuteur sont essentiels<sup>868</sup> ». Si en 2007 sa résolution à agir a participé au succès de son élection, « en 2012, ces déclarations d'intention, dont la force reposait sur l'ethos charismatique d'un homme présenté comme volontariste, se trouvent au pied du mur des réalisations ou des échecs du quinquennat. Les prophéties qui se voulaient autoréalisatrices (par exemple sur la baisse annoncée d'un chômage qui ne fera qu'augmenter) se heurtent au principe de réalité et soulignent la vanité du langage<sup>869</sup> ».*

---

<sup>868</sup> MAYAFFRE Damon. *op.cit.*, p.177.

<sup>869</sup> *Ibid.*

**Annexe 2. Ensemble des discours identifiés, balisés pour**  
*Lexico 3*

Tableau récapitulatif du statut relatif à chaque discours identifié

date	candidat Prénom	Candidat Nom	Ville	récupéré
08/04/02	Jean	Saint-Josse	La-Chapelle-Saint-Mesmin	non
09/04/02	Jean	Saint-Josse	Langres	non
10/04/02	Jean	Saint-Josse	Hesdin	non
16/04/02	Jean	Saint-Josse	Tulle	non
17/04/02	Jean	Saint-Josse	Lezignan	non
18/04/02	Jean	Saint-Josse	Toulouse	non
17/04/02	Alain	Madelin	Marseille	ok
10/04/02	Arlette	Laguiller	Mulhouse	ok
11/04/02	Arlette	Laguiller	Toulouse	ok
14/04/02	Arlette	Laguiller	Paris	ok
16/04/02	Arlette	Laguiller	Rennes	ok
18/04/02	Arlette	Laguiller	Lyon	ok
19/04/02	Bruno	Megret	Paris	ok
13/04/02	Corinne	Lepage	Paris	ok
08/04/02	Jacques	Chirac	Paris	ok
09/04/02	Jacques	Chirac	Poitiers	ok
12/04/02	Jacques	Chirac	Paris	ok
13/04/02	Jacques	Chirac	Ussel	ok
16/04/02	Jacques	Chirac	Ajaccio	ok
18/04/02	Jacques	Chirac	Lille	ok
25/04/02	Jacques	Chirac	Lyon	ok
02/05/02	Jacques	Chirac	Villepinte	ok
01/05/02	Jean-Marie	Le Pen	Paris	ok
02/05/02	Jean-Marie	Le Pen	Marseille	ok
09/04/02	Jean-Pierre	Chevènement	Dijon	ok
12/04/02	Jean-Pierre	Chevènement	Le Mans (enregistré Paris)	ok
18/04/02	Jean-Pierre	Chevènement	Paris	ok
08/04/02	Lionel	Jospin	Riom	ok
09/04/02	Lionel	Jospin	Grand-Quevilly	ok
11/04/02	Lionel	Jospin	Bordeaux	ok
12/04/02	Lionel	Jospin	Mulhouse	ok

13/04/02	Lionel	Jospin	Lens	ok
18/04/02	Lionel	Jospin	Rennes	ok
14/04/02	Olivier	Besancenot	Paris	ok
11/04/02	Robert	Hue	Paris	ok
16/04/02	Robert	Hue	Tulle	ok
17/04/02	Robert	Hue	Lille	ok
18/04/02	Robert	Hue	Marseille	ok
15/04/02	Alain	Madelin	Tours	non
08/04/02	Arlette	Laguiller	Lille	non
09/04/02	Arlette	Laguiller	Dijon	non
16/04/02	Bruno	Megret	Paris	non
18/04/02	Bruno	Megret	Mont-Saint-Michel	non
08/04/02	Christiane	Taubira	Pointe-à-Pitre	non
09/04/02	Christiane	Taubira	Fort-de-France	non
16/04/02	Christiane	Taubira	Paris	non
17/04/02	Christiane	Taubira	Villeurbanne	non
18/04/02	Christiane	Taubira	Evry	non
17/04/02	Christine	Boutin	Lyon	non
08/04/02	Daniel	Gluckstein	Montpellier	non
09/04/02	Daniel	Gluckstein	Avignon	non
11/04/02	Daniel	Gluckstein	Metz	non
12/04/02	Daniel	Gluckstein	Troyes	non
13/04/02	Daniel	Gluckstein	Orléans	non
13/04/02	Daniel	Gluckstein	Clermont-Ferrand	non
15/04/02	Daniel	Gluckstein	Poitiers	non
16/04/02	Daniel	Gluckstein	Rouen	non
17/04/02	Daniel	Gluckstein	Saint-Quentin	non
18/04/02	Daniel	Gluckstein	Le Mans	non
19/04/02	Daniel	Gluckstein	Saint-Denis	non
09/04/02	François	Bayrou	Rouen	non
10/04/02	François	Bayrou	Blois	non
11/04/02	François	Bayrou	Nîmes	non
12/04/02	François	Bayrou	Angers	non
13/04/02	François	Bayrou	Rennes	non
13/04/02	François	Bayrou	Marseille	non
15/04/02	François	Bayrou	Metz	non

16/04/02	François	Bayrou	Bordeaux	non
18/04/02	François	Bayrou	Paris	non
19/04/02	François	Bayrou	Pau	non
16/04/02	Jean-Marie	Le Pen	Marseille	non
18/04/02	Jean-Marie	Le Pen	Paris	non
15/04/02	Jean-Pierre	Chevènement	Lens	non
19/04/02	Jean-Pierre	Chevènement	Montbéliard	non
10/04/02	Noël	Mamère	Niort	non
11/04/02	Noël	Mamère	Paris	non
12/04/02	Noël	Mamère	Lille	non
17/04/02	Noël	Mamère	Paris	non
10/04/02	Olivier	Besancenot	Lyon	non
11/04/02	Olivier	Besancenot	Talence	non
15/04/02	Olivier	Besancenot	Nantes	non
16/04/02	Olivier	Besancenot	Lille	non
17/04/02	Olivier	Besancenot	Marseille	non
18/04/02	Olivier	Besancenot	Rouen	non
09/04/02	Robert	Hue	Bordeaux	non
15/04/02	Robert	Hue	Amiens	non
19/04/02	Robert	Hue	Bezons	non
11/04/07	Arlette	Laguiller	Reims	ok
15/04/07	Arlette	Laguiller	Paris	ok
18/04/07	Arlette	Laguiller	Toulouse	ok
19/04/07	Arlette	Laguiller	Nantes	ok
10/04/07	François	Bayrou	Noyelles-Godault	ok
16/04/07	François	Bayrou	Lyon	ok
18/04/07	François	Bayrou	Paris	ok
19/04/07	François	Bayrou	Pau	ok
20/04/07	François	Bayrou	Rouen	ok
15/04/07	Jean-Marie	Le Pen	Paris	ok
17/04/07	Jean-Marie	Le Pen	Hénin-Beaumont	non
19/04/07	Jean-Marie	Le Pen	Nice	ok
12/04/07	Marie-Georges	Buffet	Mans	ok
10/04/07	Nicolas	Sarkozy	Tours	ok
11/04/07	Nicolas	Sarkozy	Villepinte	ok

12/04/07	Nicolas	Sarkozy	Toulouse	ok
13/04/07	Nicolas	Sarkozy	Meaux	ok
17/04/07	Nicolas	Sarkozy	Metz	ok
18/04/07	Nicolas	Sarkozy	Issy-les-Moulineaux	ok
19/04/07	Nicolas	Sarkozy	Marseille	ok
27/04/07	Nicolas	Sarkozy	Clermont-Ferrand	ok
29/04/07	Nicolas	Sarkozy	Paris	ok
03/05/07	Nicolas	Sarkozy	Montpellier	ok
11/04/07	Ségolène	Royal	Metz	ok
14/04/07	Ségolène	Royal	Paris	ok
16/04/07	Ségolène	Royal	Nantes	ok
19/04/07	Ségolène	Royal	Toulouse	ok
27/04/07	Ségolène	Royal	Lyon	ok
01/05/07	Ségolène	Royal	Paris	ok
03/05/07	Ségolène	Royal	Lille	ok
11/04/07	François	Bayrou	Angers	ok vidéo
17/04/07	François	Bayrou	Lille	ok vidéo
19/04/07	Marie-Georges	Buffet	Marseille	ok vidéo
17/04/07	Dominique	Voynet	Rennes	ok vidéo
14/04/07	José	Bové	Avignon	Dispo en vidéo
13/04/07	Olivier	Besancenot	Marseille	Dispo en vidéo
12/04/07	Gérard	Schivardi	Marseille	Dispo en vidéo
13/04/07	Dominique	Voynet	Caen	Dispo en vidéo
15/04/07	Ségolène	Royal	Achicourt	non
13/04/07	Ségolène	Royal	Besançon	extrait dispo en vidéo
16/04/07	Nicolas	Sarkozy	Colombey-les-deux-églises	non
12/04/07	François	Bayrou	Marseille	non
15/04/07	François	Bayrou	Nantes	non
15/04/07	José	Bové	Montpellier	non
16/04/07	José	Bové	Caen	non
18/04/07	Olivier	Besancenot	Paris	non
11/04/07	Philippe	de Villiers	Lyon	non
17/04/07	Philippe	De Villiers	Toulouse	non
11/04/07	Gérard	Schivardi	Dijon	non

13/04/07	Gérard	Schivardi	Narbonne	non
17/04/07	Gérard	Schivardi	Hellemmes	non
19/04/07	Gérard	Schivardi	Metz	non
18/04/07	Frédéric	Nihous	Cambrai	non
14/04/07	Frédéric	Nihous	Amiens	non
10/04/07	Dominique	Voynet	Rouen	non
12/04/07	Dominique	Voynet	Grenoble	non
19/04/07	Dominique	Voynet	Lyon	non
12/04/12	Eva	Joly	Grenoble	ok
18/04/12	Eva	Joly	Paris	ok
10/04/12	Fran�ois	Bayrou	Rennes	ok
10/04/12	Fran�ois	Hollande	Besan�on	ok
12/04/12	Fran�ois	Hollande	Clermont-Ferrand	ok
13/04/12	Fran�ois	Bayrou	Tours	ok
15/04/12	Fran�ois	Bayrou	Marseille	ok
15/04/12	Fran�ois	Hollande	Vincennes	ok
16/04/12	Fran�ois	Bayrou	Lyon	ok
16/04/12	Fran�ois	Hollande	Carmaux	ok
17/04/12	Fran�ois	Bayrou	Nantes	ok
17/04/12	Fran�ois	Hollande	Lille	ok
19/04/12	Fran�ois	Hollande	Bordeaux	ok
20/04/12	Fran�ois	Hollande	Charleville	ok
27/04/12	Fran�ois	Hollande	Limoges	ok
29/04/12	Fran�ois	Hollande	Paris	ok
01/05/12	Fran�ois	Hollande	Nevers	ok
03/05/12	Fran�ois	Hollande	Toulouse	ok
20/04/12	Marine	Le Pen	Madrignac	ok
15/04/12	Nathalie	Arthaud	Paris	ok
11/04/12	Nicolas	Sarkozy	Paris	ok
12/04/12	Nicolas	Sarkozy	Saint-Brice-sous-For�t	ok
13/04/12	Nicolas	Sarkozy	Ajaccio	ok
15/04/12	Nicolas	Sarkozy	Paris	ok
16/04/12	Nicolas	Sarkozy	Poitiers	ok
17/04/12	Nicolas	Sarkozy	Morlaix	ok
29/04/12	Nicolas	Sarkozy	Toulouse	ok

01/05/12	Nicolas	Sarkozy	Paris	ok
18/04/12	Nathalie	Arthaud	Lyon	ok
11/04/12	Jean-Luc	Mélenchon	Montpellier	ok vidéo
14/04/12	Jean-Luc	Mélenchon	Marseille	ok vidéo
15/04/12	Jean-Luc	Mélenchon	Pau	ok vidéo
10/04/13	Marine	Le Pen	Brachay	ok vidéo
15/04/12	Marine	Le Pen	Hénin-Beaumont	ok vidéo
17/04/12	Marine	Le Pen	Paris	ok vidéo
20/04/12	Nicolas	Sarkozy	Nice	ok vidéo
19/04/12	Philippe	Poutou	Rouen	ok vidéo
19/04/12	Jean-Luc	Mélenchon	Paris	ok vidéo script
12/04/12	Philippe	Poutou	Paris	ok vidéo script
14/04/12	Philippe	Poutou	Pessac	vidéo synthèse
16/04/12	Nicolas	Dupont Aignan	Paris	non
17/04/12	Philippe	Poutou	Toulouse	non

**<campagne=2002> <locuteur.rice=Olivier\_Besancenot> <support=video> <texte=1>  
<lieu=Paris>**

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Bienvenue à toutes et à tous et merci de votre présence et surtout, merci d'être aussi nombreux.

Cette salle avec cette disposition contient très exactement 5 770 places assises. Comme vous pouvez le constater, nous la remplissons complètement. Je le constate avec vous à l'intention d'une certaine presse, celle par exemple qui a rendu compte de deux meetings qui ont eu lieu le même soir, dans une même ville de province. A celui de Chevènement, elle a vu 1 000 participants dans une salle où, même entassés, on ne tient pas à plus de 500, alors qu'elle n'en a vu que 600 à mon meeting où nous avons compté 780 personnes ! Vous voyez l'objectivité !

Je voudrais d'abord préciser, pour ceux qui, parmi vous, ne m'ont jamais entendu, que les travailleuses et les travailleurs, ce sont non seulement les ouvriers de la métallurgie, de la chimie et du bâtiment, mais aussi les employés des grandes banques et des grandes assurances, tous ceux qui travaillent dans des bureaux, petits ou grands, du commerce et de l'industrie privée ou bien des services publics. Ce sont aussi les techniciens et les ingénieurs, les chauffeurs routiers, le personnel hospitalier, le personnel de l'Éducation nationale, les cheminots, les employés de La Poste et des télécoms, tous ceux qui, dans les administrations publiques, ne sont pas au haut de l'échelle. Et puis ce sont aussi les petits paysans, les petits commerçants et les artisans, qui n'exploitent personne d'autre qu'eux-mêmes et, enfin, les chômeurs et les retraités dont on a amputé les retraites avec la CSG, sans oublier ceux des jeunes en cours de scolarisation et dont la destinée tracée est de faire partie du monde du travail.

Voilà ce qu'est vraiment la population laborieuse. Voilà qui sont les travailleuses et les travailleurs.

Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays.

La société repose tout entière sur nous, les travailleurs ; c'est nous qui produisons tout et qui faisons vivre et fonctionner toute la société, mais ce n'est pas nous qui profitons de ce que nous faisons.

Ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui se contentent de regarder fructifier leurs capitaux sur le travail des autres.

Contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Les patrons des entreprises font d'autant plus de profits et les actionnaires touchent d'autant plus de dividendes que les salaires sont bas, les horaires flexibles et les travailleurs surexploités.

Lorsque Lionel Jospin s'est vanté, il y a quelque temps, d'avoir « tenu ses engagements », la question qui se pose est : vis-à-vis de qui les a-t-il tenus ? Vis-à-vis des travailleurs ? Certainement pas ! Vis-à-vis des patrons qui ont vu les profits exploser pendant les cinq ans du gouvernement de Jospin ? Vis-à-vis de la bourgeoisie dont les revenus et les fortunes ont augmenté autant et plus ? Certainement !

Les hommes politiques qui assurent le pouvoir ont tellement l'habitude d'assimiler les intérêts du grand patronat à ceux de tout le pays que cela devient une seconde nature. Mais la richesse du patronat ne fait pas celle du pays, et surtout pas celle de ses habitants.

Lionel Jospin gauchise actuellement, paraît-il, son langage. Ne cherchez pas ce qui le fait ainsi changer de ton. C'est ainsi que, lors d'un meeting à Marseille, Jospin aurait dit, dans son discours, qu'il ne fallait et je le cite : « pas oublier qu'il y avait aussi des ouvriers parmi les citoyens ». Heureusement qu'il s'en souvient à temps pour l'élection !

Mais voyez-vous, ce qui révèle dans quel camp est ce monsieur, c'est le « aussi ». Qui sont les autres, ceux que Jospin n'oublie jamais, au point d'avoir besoin de dire qu'il y a « aussi » des ouvriers ? Décidément, les travailleurs et Jospin ne sont pas du même monde !

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licencieurs et de ceux qu'ils licencient. Je ne prétends pas représenter à la fois le baron Seillière et les travailleurs de Valeo ou d'AOM-Air-Liberté dont il s'est débarrassé quand ils ne lui rapportaient pas les 15 ou 20 % de profit qu'il escomptait.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais, mon camp est celui des travailleurs aussi par choix politique, par choix militant. Lorsque Jospin a déclaré il y a quelques jours qu'il faut cesser de me « considérer comme une super-syndicaliste », il croit exprimer son mépris en me collant cette étiquette. Mais je l'assume et j'en suis fier. Qu'est-ce donc qu'un syndicaliste, sinon un militant qui défend les travailleurs individuellement ou à l'échelle d'une entreprise, selon les cas ? Et que pourrait donc être une super-syndicaliste, sinon quelqu'un qui défend les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire qui défend les intérêts sociaux et politiques du monde du travail ?

Aujourd'hui, Lionel Jospin comme Chirac sont crédités, dans les sondages, entre 18 % et 22 % chacun. Si c'est confirmé par le scrutin, à eux deux ils représenteront moins de la moitié des électeurs du premier tour.

Nous n'aurons pas le choix entre deux politiques, mais seulement entre deux aspects de la même politique. L'un glorifie l'exploitation capitaliste, l'autre se garde bien de la combattre.

Que peut donc attendre le monde du travail de Chirac ou de Jospin ? La réponse est simple. Ce sera la continuation de ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble, mais où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Il suffit d'évoquer le nom des deux principaux soutiens de Chirac dans cette élection, Balladur et Juppé, pour évoquer de mauvais souvenirs pour le monde du travail.

Balladur, c'est l'ancien Premier ministre qui avait décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite de 37 ans et demi à 40 ans dans le secteur privé et a fait passer la période de référence pour avoir une retraite à taux plein des 10 aux 25 meilleures années, c'est-à-dire une moyenne forcément plus faible. Ce qui est une régression sociale majeure.

Juppé est cet autre Premier ministre de droite qui a tenté, en 1995, de compléter le mauvais coup de Balladur en élargissant la mesure aux travailleurs du secteur public. Et, s'il a dû retirer piteusement son projet, ce n'était certainement pas sur l'ordre de Chirac, ni même grâce à l'activité parlementaire de l'opposition de gauche de l'époque, mais parce que les cheminots avaient tapé du poing sur la table, entraînant dans leur mouvement les travailleurs du service public.

Dans la campagne électorale, Jospin déclare vouloir « présider autrement » et Chirac, à sa façon, le dit aussi. Comme si les deux n'avaient pas été associés au pouvoir pendant cinq ans.

Et pourquoi « autrement » dans les cinq ans qui viennent, alors qu'ils n'ont pas su le faire dans les cinq ans qui se sont écoulés ?

Il n'est pas de semaine sans qu'on annonce des licenciements collectifs de la part d'une entreprise qui veut réduire ses coûts pour augmenter ses profits pour faire monter le cours de ses actions en Bourse.

Pour satisfaire la voracité d'actionnaires anonymes, on transforme des travailleurs en chômeurs.

Ces dirigeants des grands trusts qui dominent l'économie du pays, les Vivendi, les Bouygues, les TotalFinaElf, Lagardère et quelques dizaines d'autres, capables de jouer un rôle économique et social déterminant dans la vie du pays, sont plus puissants que l'État lui-même et bien plus influents que les électeurs.

Car les électeurs élisent les dirigeants politiques, mais ce sont les puissances de l'argent qui les contrôlent. Oh, elles n'ont même pas besoin de les acheter, bien que les affaires qui passent en justice, de l'affaire Elf à celle des vedettes pour Taïwan, de l'affaire des HLM de la région parisienne au trafic d'armes avec l'Angola, révèlent la corruption, directe ou indirecte, de bien des dirigeants politiques.

Mais qu'est-ce que cela signifie même lorsque des responsables politiques, la majorité peut-être, se disent honnêtes ? Honnêtes vis-à-vis de qui ? De quelle classe sociale ? Le grand capital a bien d'autres moyens de peser sur les choix politiques que la corruption.

Voyez-vous, par exemple, dans cette société, la presse est libre. Mais la plupart des journaux et certaines chaînes de télévision appartiennent à des groupes de presse qui eux-mêmes appartiennent à des trusts qui possèdent des entreprises ou des groupes dans bien d'autres domaines.

Devant ces puissances, les gouvernements, de gauche comme de droite, ne savent que se prosterner, au nom du réalisme.

C'est cela qu'ils appellent les « réalités du pouvoir » avec lesquelles il faudrait composer. Ce qui signifie, une fois traduites, que ceux qui dirigent l'État et le gouvernement non seulement ne veulent pas toucher aux intérêts du grand patronat, mais qu'ils veulent les défendre. Respecter ces intérêts, c'est respecter les profits spéculatifs en Bourse, c'est respecter que, dans le secret du conseil d'administration d'une grande société, des gens que personne n'a élus décident de jeter des centaines, voire des milliers de travailleurs à la porte et qu'ils transforment par la même occasion une ville ou même une région en un désert économique où le chômage est élevé et où la misère et le désespoir sont grands.

Qu'a donc fait le gouvernement de gauche pour s'opposer aux licenciements massifs ? Rien ! Jospin a même dit cyniquement, à propos de Renault Vilvorde, dès son arrivée au pouvoir, que ce n'était pas son problème. Et plus tard, lors des licenciements chez Michelin, qu'il n'y pouvait rien.

Alors, ne pas laisser les mains libres au grand capital, à ces trusts, à ces monopoles qui augmentent leurs fortunes au détriment de la majorité de la population, est vital et indispensable pour la population et la vie de ce pays.

Pour ne pas laisser les mains libres au grand capital, il ne suffira évidemment pas de voter à cette élection. Il faudra changer le rapport des forces entre le patronat et les travailleurs. Changer le rapport des forces, c'est possible. Les travailleurs ont pour eux le nombre, mais aussi le fait que, sans eux, la société ne peut pas fonctionner.

Mais il faut justement que la lutte soit une lutte d'ensemble, unissant les travailleurs par-delà les corporations parce que les problèmes fondamentaux des travailleurs sont identiques à l'échelle du pays et, en réalité, au-delà. Il faut une mobilisation générale du monde du travail, comme ce pays en a connu en juin 1936 ou en mai 1968, assez forte pour inspirer au grand patronat la crainte salutaire de tout perdre s'il ne cède pas aux exigences vitales des travailleurs.

Les urnes ne remplacent pas, ne peuvent pas remplacer la lutte. Mais elles permettent de s'exprimer. On ne peut rien faire d'autre avec le bulletin de vote, mais c'est déjà beaucoup.

Je défends dans cette campagne les objectifs indispensables pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes laborieuses. Il dépend des électeurs, il dépend de vous, de faire la démonstration qu'une partie importante du monde du travail se retrouve dans ces objectifs.

Bien sûr, l'expression de l'opinion de la classe ouvrière dans cette élection est faussée, car je rappelle qu'un grand nombre de travailleurs, les travailleurs immigrés, souvent les plus exploités et les plus mal payés, sont privés du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble des travailleurs !

Mais, même avec ses limites, l'élection va peut-être permettre de montrer que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes. Et je vous assure que, si les travailleurs sont nombreux à montrer cela, même si cela ne remplace pas les luttes, ce sera un encouragement formidable pour les préparer !

Ce que les sondages me prêtent est sûrement satisfaisant, mais, bien sûr, je suis loin derrière les deux grands et je ne serai pas au second tour.

Cependant je peux dire que j'ai déjà gagné le record toutes catégories du candidat la plus injuriée, la plus diffamée, la plus calomniée de toute cette campagne.

Depuis que les sondages sont en hausse, je peux dire, avec fierté, qu'il ne s'est pas passé un jour sans que paraisse dans la presse un article tentant de me traîner dans la boue.

Les grands candidats, Chirac, Jospin ou Robert Hue ne se sont pas livrés eux-mêmes à ce jeu-là qui aurait pu leur valoir des poursuites. Ils ont laissé ce soin à leurs meutes.

On a traité Lutte Ouvrière de secte, on a parlé de ce qui serait le « magot d'Arlette », on a même écrit que je dormais sur ce magot, que je boursicotais (cela, c'est L'Humanité), d'autres ont dit qu'à LO, il était interdit de se marier, d'avoir des enfants, et même comble de la stupidité d'acheter un appartement !

La palme en revient certainement aux frères Cohn-Bendit qui ont ramassé tout ce qui traînait depuis quatre ans dans les poubelles de leurs confrères pour en remplir une pleine page que Libération leur a offerte complaisamment.

Je les ai attaqués en justice pour diffamation. Alors, Cohn-Bendit a dit et écrit qu'il est honteux de s'adresser à la justice et qu'il me proposait un grand débat public.

Mais que serait un tel débat, où le vainqueur serait celui qui ment le plus, qui calomnie le plus fort ?

Devant la justice, il faut tenter d'amener ses preuves. Mais à la justice, Daniel Cohn-Bendit n'y tient pas, alors il a tout fait pour faire repousser le procès et a même tenté de faire jouer son immunité de parlementaire européen !

Voilà, quand on met ces gens-là au pied du mur, ils se couchent.

Ils savaient qu'ils pouvaient être attaqués et condamnés, mais ils se moquent de perdre un procès si cela n'est jugé que dans deux ou trois mois. Non, ils se sont dit qu'en mentant, en diffamant, en calomniant juste avant le premier tour, cela me ferait certainement perdre pas mal de voix, et d'ailleurs l'un des deux frères Cohn-Bendit a affirmé que son ambition était de me faire perdre « ne serait-ce que 1 % ».

J'ignore si leur calcul est juste. La presse a révélé, mais faut-il croire la presse ! que Daniel Cohn-Bendit, qui roulerait au premier tour pour Noël Mamère, aurait déjà commencé à rencontrer les dirigeants du PS pour discuter de la campagne de Jospin au deuxième... Ceci explique cela.

Alors, je ne peux que sourire de leur hostilité, de leur hargne ou de leur haine même, car ce qui les fait agir ainsi c'est la crainte. La crainte que ces sondages expriment la réalité.

Mais ce n'est pas moi qu'ils craignent. Ni Lutte Ouvrière. Ce qu'ils craignent c'est vous, le monde du travail. Ils savent que si mon score national était proche de 10 %, cela représenterait le double dans les classes populaires.

Et ils craignent, pour l'avenir, les réactions du monde du travail. Ils craignent qu'un tel score exprime un choix réellement politique de la part de travailleurs qui haïssent la droite, mais qui ont été complètement déçus par la gauche et qui ne lui font plus confiance.

Ah oui ! Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent plus que plus de 2 200 000 d'entre eux soient maintenus au chômage. Le chômage est une catastrophe pour la société et il en découle, directement ou indirectement, tout le reste : la dégradation des quartiers populaires comme le désespoir de la jeunesse. Et le chômage est aussi un drame humain pour toutes celles et tous ceux qui le vivent, comme pour leurs familles. Combien de femmes et d'hommes vivent dans l'angoisse du lendemain ? Combien de jeunes savent, dès l'adolescence, que leur avenir est bouché ?

Il faut dire aussi dans cette élection que les travailleurs n'acceptent pas la précarité qui est le lot de beaucoup de ceux qui ont retrouvé du travail. Car la précarité, sous ses formes multiples d'intérimaires, CDD, temps partiel non choisi, vacataires, intermittents, contractuels, auxiliaires, fait qu'on a vu apparaître une nouvelle catégorie sociale : les travailleurs pauvres, c'est-à-dire des salariés qui ont un emploi, mais dont les revenus sont inférieurs au seuil officiel de pauvreté qui n'est pourtant pas bien élevé.

En tout, avec une grande partie des retraités, des chômeurs et ceux qui en sont réduits aux minima sociaux, les handicapés notamment, il y a six millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et neuf millions qui ne disposent que de 640 euros, soit moins de 4 200 francs par mois.

Mais vivre avec des sommes pareilles, c'est tout juste survivre manger peut-être, mais mal, se loger, mais comment en se refusant tout loisir, tout plaisir, pour soi-même comme pour ses enfants.

Il faut dire dans cette élection qu'il est révoltant que, dans ce pays, un des plus riches de la planète, 100 000 personnes soient sans toit et que près de trois millions de logements soient considérés comme insalubres, voire comme des taudis.

Il faut dire dans cette élection qu'il est inadmissible que, tout en rognant le montant des retraites et en en défalquant la CSG, on fasse cotiser les travailleurs de plus en plus longtemps pour toucher des pensions qui ne permettent pas de vivre correctement.

Il faut dénoncer que les inégalités sociales, au lieu de se résorber, soient en croissance et que, malgré cela, tous les gouvernements continuent à favoriser les plus riches et, pour ce faire, diminuent la part du monde du travail et des plus pauvres.

Mais il faut aussi s'élever contre le fait que, pour accroître sans cesse les sommes colossales que l'État verse au patronat en subventions ou en cadeaux de toutes sortes, on ne donne pas aux services publics les moyens dont ils ont besoin.

L'État n'aurait pas assez d'argent, paraît-il, pour empêcher la situation des hôpitaux publics de se dégrader de façon catastrophique.

Il n'y a pas assez d'argent, paraît-il, pour embaucher suffisamment dans l'Éducation nationale pour que tous les jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, puissent être pris en mains par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée en classe de sixième, 20 % des jeunes ne sachent ni lire ni écrire. Car ces jeunes sont, par la suite, forcément en état d'échec. Alors, on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires.

C'est bien joli de prétendre faire avancer la cause des femmes lorsqu'il manque des crèches, des garderies, des écoles maternelles, avec un personnel en nombre suffisant. Sans même parler que ce sont les femmes qui supportent le plus le poids de la précarité, des bas salaires et du chômage. Et que, si en politique on impose un quota entre hommes et femmes aux élections, dans le domaine économique, la seule égalité qu'on ait imposée ces dernières années est que les femmes doivent travailler la nuit dans l'industrie, à l'égal des hommes, où, contrairement aux hôpitaux, ce n'est nullement nécessaire à la collectivité.

Mais on sacrifie de la même manière les transports publics, en tout cas ceux qui sont destinés aux classes populaires. Et, en introduisant les intérêts privés dans la télécommunication, dans les services postaux, à EDF-GDF, on aboutit à des services à deux vitesses : satisfaisants pour ceux qui ont de l'argent, de plus en plus insuffisants pour ceux qui n'en ont pas.

En plus, pour EDF-GDF, comme pour les autoroutes qu'on est en train de privatiser à grand renfort de publicité, on met à la disposition du privé des infrastructures qui ont été payées par la collectivité. Voilà, entre bien d'autres, un des moyens par lesquels on transforme l'argent public en profit privé.

Le gouvernement de gauche au pouvoir depuis cinq ans a plus privatisé que tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Pas parce qu'il est pire, mais parce qu'il continue purement et simplement leur politique et que les financiers privés sont de plus en plus intéressés par les entreprises publiques.

Les 35 heures qui devaient non seulement améliorer les conditions de travail, mais créer des emplois n'en ont créé que peu, voire pas du tout. C'est particulièrement criant dans les hôpitaux publics qui non seulement n'ont pas embauché en fonction des 35 heures, mais n'ont même pas compensé les départs à la retraite.

Les 35 heures se sont traduites par des conditions de travail aggravées, aussi bien dans les entreprises privées que dans la Fonction publique. Et pour faire accepter les 35 heures au patronat, on les a assorties de mesures qui leur donnaient les mains libres pour imposer des horaires qui changent au gré du bon vouloir des patrons, ce qui empire considérablement les conditions de vie de ceux qui les subissent. Comment une femme peut-elle faire garder ses enfants si elle ne rentre jamais à la même heure chez elle ?

Avant d'accéder au gouvernement, la gauche avait promis la régularisation des sans-papiers. C'était une mesure de justice élémentaire, car nombre de ces travailleurs immigrés vivent et travaillent en France depuis longtemps, dans des conditions déplorables, livrés à des patrons avides qui profitent de leur situation juridique pour les mal payer.

Eh bien, là encore, la gauche a trahi ses promesses. Si une partie des sans-papiers a été régularisée, pour nombre d'entre eux, c'est le refus.

Noël Mamère et Robert Hue se posent, dans la campagne, en défenseurs des sans-papiers. Mais qu'ont fait leurs camarades ministres, membres du gouvernement responsable d'une décision inique ?

Quand, dans ma campagne électorale, je dénonce tout cela, en dénonçant la politique qui a eu pour résultat cette dégradation des conditions d'existence des classes populaires, nos adversaires politiques voudraient bien minimiser la portée des votes qui se porteront sur mon nom et à les réduire à un simple vote protestataire.

Eh bien non, s'il atteint les scores des sondages, le vote pour ma candidature sera un vote politique. Il représentera le vote de travailleurs dont beaucoup avaient fait confiance à la gauche et qui ont été profondément déçus par elle. Il y en a eu beaucoup en 1995, il y en a encore plus aujourd'hui. 10 % des électeurs, taux dont me créditent aujourd'hui certains sondages, c'est peut-être plus du double du monde du travail qui a pris conscience que la gauche au pouvoir ne représente pas leurs intérêts, mais les intérêts du grand capital, tout autant que la droite. Et cela peut changer beaucoup de choses, bien au-delà des élections.

Voilà ce qui rend hargneux les hommes politiques de gauche comme de droite, car ceux qui exercent le pouvoir craignent d'avoir affaire à des travailleurs qui ne se laissent plus bernier.

Jusqu'à présent, le Parti Communiste suffisait à rassembler les voix des travailleurs autour du Parti Socialiste, Jospin n'avait alors pas à se soucier de ces électeurs dont le PC lui amenait les voix sur un plateau.

La politique du PC depuis des années et, en particulier, sa politique de soutien au gouvernement, lui a fait perdre une grande partie de ses voix, déjà bien diminuées par rapport au passé. Alors, il n'est plus capable d'apporter les voix des travailleurs en paquet-cadeau à Lionel Jospin, sans même que celui-ci s'engage un tant soit peu vis-à-vis des travailleurs. Jospin réalise que les voix qu'il a tenté de gagner sur sa droite, il va les perdre sur sa gauche.

Mais si Lionel Jospin gauchit peut-être un peu son langage pré-électoral, cela ne le fera pas, s'il est élu, changer de programme. Il gouvernera, comme ces cinq dernières années, en loyal gérant des intérêts du grand patronat et des financiers.

Jospin promet de ne pas toucher aux retraites. Mais tiendra-t-il parole ?

Jospin n'a pas aggravé la mesure rétrograde de Balladur sur les quarante annuités, mais il n'est pas revenu dessus. Il n'est pas revenu non plus complètement sur la hausse de la TVA et a encore moins supprimé cet impôt injuste sur la consommation. Pas plus qu'il n'est revenu sur le plan Juppé contre la Sécurité sociale ou sur la vision comptable de la Santé, aussi bien dans les hôpitaux publics qu'au niveau des médecins généralistes. Il n'a pas fait machine arrière par rapport à ce qu'un gouvernement de droite avait fait.

Lors de son meeting récent, ici même au Zénith, Robert Hue s'est vanté de « la période la plus longue » de participation communiste à un gouvernement. Il prétend qu'il faut être au sein du gouvernement pour pouvoir jouer un rôle utile et infléchir sa politique et que les votes en sa faveur serviront à gauchir celle-ci.

Il affirme que les voix qui se porteront sur ma candidature seront des voix perdues. Mais, à quoi ont servi les siennes ?

A l'élection présidentielle de 1995, Robert Hue avait obtenu 2 632 936 voix, soit 8,64 % des suffrages exprimés. Qu'a-t-il fait de ces voix-là ? Il s'en est servi pour obtenir, pour le Parti Communiste, quatre fauteuils de ministre. Des strapontins plutôt ! Cela a servi évidemment aux dirigeants du PC, mais à quoi est-ce que cela a servi aux travailleurs ?

Un ministre doit être solidaire de son gouvernement, sinon il se tait ou bien il démissionne, c'est la règle.

Qui pourrait citer le nom des quatre ministres communistes qui participent au gouvernement et dire ce qu'ils ont fait ? Marie-George Buffet a peut-être fait quelque chose pour le sport, mais qu'est-ce qu'elle a fait pour les travailleurs ?

Et un nom que les travailleurs connaissent parfaitement, mais pas en bien, c'est celui de Gayssot. Il faut demander aux cheminots ce qu'ils pensent de leur ministre. Il faut demander la même chose aux chauffeurs routiers. Il faut demander aussi aux habitants autour du tunnel du Mont Blanc qui vont devoir se succéder toutes les deux minutes des monstres de plusieurs dizaines de tonnes.

Bien des travailleurs, ne serait-ce que ceux de la Snecma, pour prendre le dernier exemple en date, sont sûrement comblés de voir la signature de Gayssot sur le décret de l'ouverture de leur entreprise aux capitaux privés, c'est-à-dire le début de sa privatisation.

Les a-t-on entendus, ces ministres du PC, se prononcer sur les licenciements ? On a entendu Robert Hue grogner un peu. Et se dire fier d'avoir obtenu un amendement dérisoire à la loi d'orientation sociale, qui a été arrêté par le barrage du Conseil constitutionnel. C'est cela, le « positif », en cinq ans de gouvernement ?

Et quant aux deux autres ministres communistes, il n'est pas sûr que, dans cette salle, beaucoup puissent dire leur nom, avec la fonction qu'ils exercent en citant leurs actes positifs.

En échange, le Parti Communiste au gouvernement a cautionné la gestion de ce gouvernement malgré l'évolution dramatique de la situation sociale des travailleurs.

Alors, les ministres communistes d'un autre éventuel gouvernement de gauche feront comme les précédents, ils se tairont quoi qu'il arrive.

Oh, le programme électoral de Robert Hue, bien que silencieux sur le problème majeur du monde du travail, comme interdire les licenciements collectifs, reflète un certain nombre des revendications que le programme de Jospin ne contient pas.

Mais à quoi servira le programme de Robert Hue ? Est-ce qu'il a une chance d'être appliqué ?

Car, à votre avis, lequel des deux programmes, un éventuel gouvernement de gauche appliquera-t-il ? Celui de Robert Hue ? Ou celui de Jospin ?

Robert Hue affirme qu'Arlette Laguiller disparaîtra pour cinq ans au lendemain du premier tour. Eh bien, s'il est vraiment inquiet, je veux le rassurer : il me retrouvera d'ici à peu près un mois, aux législatives, et pas toute seule, cette fois, mais accompagnée de plus de 550 candidates et candidats de Lutte Ouvrière, dans toute la France, avec lesquels il devra compter.

Evidemment, le PCF aura des députés. Mais, cette fois encore, s'il a des députés, il ne le devra qu'à son obéissance envers Jospin et aux circonscriptions éligibles que Jospin voudra bien lui céder. Et ce n'est pas dit que Jospin lui en cède beaucoup.

C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti Communiste dans une impasse politique, qui a démoralisé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs.

Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution, c'est la politique des dirigeants du Parti Communiste.

C'est pourquoi je m'adresse aussi à tous ces militants du Parti Communiste qui ont, pendant des années, donné beaucoup d'eux-mêmes pour défendre le monde du travail et les conquêtes passées des travailleurs qui ont été déboussolés par l'alignement de leur parti derrière la politique anti-ouvrière de Jospin et qui sont démoralisés aujourd'hui devant le nouveau recul électoral que leur parti risque d'enregistrer.

Ce n'est pas de leur faute à eux si la direction du Parti a mené cette politique suicidaire. Alors, je n'ai qu'une chose à leur dire : vous pouvez juger que la seule politique qui corresponde aux intérêts des travailleurs, qui peut permettre de redonner vie à des organisations communistes dans les quartiers populaires, redonner vie aux organisations syndicales, c'est celle que je défends. La seule politique qui peut inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs, c'est celle que je défends.

Alors, pour être fidèles au combat que vous avez mené dans le passé et que vous menez encore pour beaucoup, rejoignez-nous et, ensemble, nous reconstruirons un véritable parti communiste et nous ferons payer au baron Seillière et à tous ses défenseurs politiques leur avidité et leur hargne contre les travailleurs.

Je leur dis aussi que la meilleure façon de contrebalancer l'influence de Le Pen, ce sont les voix qui se porteront sur ma candidature. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom du millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat d'extrême gauche qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière !

Les médias annoncent périodiquement comme une révélation que je me revendique des idées communistes et que le véritable nom de notre organisation n'est pas Lutte Ouvrière mais Union communiste trotskyste. Tout cela évidemment avec la préoccupation perfide de faire croire que je cache mon véritable programme et que, si je ne le faisais pas, bien moins d'électeurs voteraient pour ma candidature.

Oh, le beau scoop que d'annoncer que le nom de notre organisation est Union communiste trotskyste, et pas Lutte Ouvrière ! Cela figure en toutes lettres en sous-titre sur notre journal !

Alors, on va peut-être l'annoncer une fois de plus, dans la presse de demain, comme une révélation sur notre compte, dénichée grâce à des investigations poussées : je suis communiste et je suis fière de l'être.

Et je suis communiste tout simplement parce que j'ai la conviction que le capitalisme ne peut pas être l'avenir de l'humanité. Une forme d'organisation économique basée sur l'exploitation, sur l'inégalité, sur l'oppression, ne peut pas perdurer éternellement. Le capitalisme est une forme d'organisation économique qui a fait son temps, comme l'avaient fait à leurs époques respectives l'esclavage, puis la féodalité.

Le capitalisme, c'est un système en faillite. C'est un système injuste, car il entretient et aggrave le fossé social entre une minorité privilégiée et la majorité laborieuse. C'est un système irrationnel, car il est non seulement incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de tous les êtres humains, mais le développement formidable de la capacité productive de l'homme, les progrès de la science et des techniques eux-mêmes, au lieu d'améliorer la vie de l'ensemble des êtres humains se retournent contre l'humanité.

Les capacités productives sont suffisantes aujourd'hui pour assurer à chacun sur cette planète une vie digne de ce XXI e siècle : se nourrir, se vêtir convenablement, être soigné en cas de maladie, avoir accès à l'éducation et à la culture.

Or, dans la réalité, il est refusé à un milliard d'habitants de la terre l'accès à la nourriture quotidienne ou aux soins les plus simples contre les maladies connues et maîtrisées. Et même l'accès à l'eau potable est un luxe qui est refusé à plusieurs centaines de millions d'êtres humains et qui nous sera peut-être refusé à nous aussi, ici même !

Mais comment supporter indéfiniment que les investissements, c'est-à-dire les orientations de l'économie de demain, soient définis en fonction des profits escomptés, et pas en fonction des besoins des hommes ?

Comment supporter que le destin de la collectivité comme les destins individuels des hommes soient dictés par les lois aveugles du marché qui n'ont rien de lois naturelles et qui sont des lois faites par des hommes pour des hommes, mais pas pour tous ?

Comment imaginer que puisse se prolonger indéfiniment et s'aggraver une situation où quelques individus disposent de plus de richesses que le revenu national de bien des pays pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit vivable lorsque des pays entiers, voire des continents entiers sont transformés en camps de concentration pour pauvres, ne laissant de plus en plus à leurs habitants le choix qu'entre crever sur place de misère et de maladies qu'on sait guérir ou tenter de fuir vers des pays dits riches, mais dans lesquels ils sont condamnés à rester pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit condamnée à l'état de guerre permanent et que se perpétuent des situations comme en Afrique, avec ses peuples, ses ethnies, dressés les uns contre les autres alors que leur misère est commune ? Ou comme au Moyen-Orient où l'on massacre un peuple simplement parce qu'il n'accepte pas l'oppression qu'on lui impose ?

Et je tiens à affirmer ici que le peuple palestinien a droit à un État à l'égal du peuple israélien. Je tiens à dénoncer la politique criminelle de l'homme d'extrême droite, Sharon, catastrophique pour le peuple palestinien, mais aussi pour le peuple d'Israël.

Alors oui, je répète que je suis pour une transformation radicale de l'économie et de la société. Je suis pour l'expropriation du grand capital. Je suis pour que les principaux moyens de production de l'Humanité soient contrôlés démocratiquement par l'ensemble de la société, au lieu de les laisser sous le pouvoir dictatorial de quelques grands groupes financiers, voire de quelques individus. Et mettre fin à la domination du grand capital, c'est la seule façon de mettre fin à l'impérialisme qu'il est à la mode de désigner, de façon bien impropre, sous le terme de mondialisation.

Et mes idées communistes, je ne les ai jamais cachées, même si certains, par malveillance ou par stupidité, feignent de les découvrir.

Mais, évidemment, en me présentant à cette élection, je ne demande pas que l'on vote pour le communisme. Notez bien que mon attitude n'a rien d'original. Avez-vous entendu Chirac dire qu'il se présente au nom de la défense du capitalisme, de la défense de l'impérialisme et au nom de l'exploitation salariale ?

Et puis, le communisme ne se décrète pas à travers une consultation électorale. Croyez-vous que, même si une majorité d'électeurs se prononçait pour exproprier les Bouygues, Vivendi, Bettencourt, Arnault ou Pinault et pour mettre leurs richesses à la disposition de la communauté, les hommes au pouvoir le feraient ?

Eh bien, tout en disant clairement que je suis communiste, je ne demande pas aux électeurs de voter pour le communisme, mais pour un programme de défense de leurs intérêts vitaux.

Et il est de l'intérêt vital de tout le monde du travail et finalement, d'une grande partie de la population, d'arracher aux grands groupes industriels et financiers le droit de gérer leurs entreprises avec comme seul impératif la hausse des profits et du cours des actions.

C'est pourquoi il faut qu'on mette en lumière les finances de ces grandes entreprises, qu'on rende publiques leurs comptabilités et voir ainsi ce qu'elles gagnent et comment, d'où vient leur argent et ce qu'elles en font, si c'est de l'argent utile à la société comme elles le prétendent ou si elles le dilapident en spéculations boursières.

Il faut aussi rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires. Il faut savoir quelle est la fortune que ces gens-là gagnent sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial pour toutes les grandes entreprises qui ont une influence considérable sur la vie publique, de celles qui peuvent acheter des groupes de presse entiers, ou des chaînes de radio et de télévision.

Il faut interdire ces licenciements collectifs quand il s'agit de grandes entreprises qui font des bénéfices et licencient quand même. Le gouvernement fait appel au civisme de la population, mais soutient de tels agissements.

Il faut supprimer toutes les subventions aux entreprises privées, tout cet argent qui va de l'État, des conseils régionaux ou généraux, des grandes municipalités vers les caisses patronales. Il faut arrêter ces subventions indirectes que sont les dégrèvements d'impôts ou les baisses des charges sociales sous prétexte de favoriser la création d'emplois. Des emplois dont en général on ne vérifie même pas s'ils ont été réellement créés, voire si ce ne sont pas des entreprises qui licencient dans une ville pour délocaliser dans une autre, le temps de toucher une subvention, de se faire payer une infrastructure et de bénéficier de plusieurs années de dégrèvement d'impôt, comme cela arrive si souvent !

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'État, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des biens collectifs, des logements sociaux, des équipements, des transports qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches. Il faut embaucher autant qu'il est nécessaire dans les hôpitaux, dans l'Education nationale, dans les transports publics.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnels aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Il est indispensable, aussi, d'arrêter la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il faut une augmentation générale, uniforme et conséquente des salaires, mais aussi, des pensions de retraite, des minima sociaux, des allocations aux handicapés.

Il faut rendre plus transparents qu'ils ne sont le budget de l'État à ses différents niveaux et les budgets des grandes villes et les rendre largement accessibles au public.

Et il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Oui, tout cela est possible si vous, le monde du travail, proclamez que vous savez que la droite vous opprime et que la gauche vous trahit.

Les scores qu'on me prête expriment sûrement ce mécontentement et peut-être une telle prise de conscience. Ce ne sont que des sondages pour le moment. Mais cela suffit à provoquer la hargne de la classe politique et j'ai bien conscience qu'au fond, à travers moi, c'est vous qu'ils craignent.

Ils ont peur que ces sondages se transforment en suffrages le soir du 21 avril et que j'atteigne, à ce premier tour, peut-être plus de la moitié des voix de Chirac ou de Jospin. Quel désaveu ce serait pour eux !

Mais leur crainte la plus grande serait que ce changement de l'opinion populaire entraîne un changement de rapport de force entre les travailleurs et le grand patronat.

Est-ce que les sondages qui me sont favorables se traduiront réellement en suffrages dimanche prochain ?

Est-ce que ces suffrages seront en progression réelle par rapport à ceux qui j'ai obtenus en 1995 et à ceux que mes camarades et moi-même avons obtenus aux différentes élections qui ont eu lieu depuis, les Régionales, les Européennes, les Municipales qui pour la première fois nous ont valu des élus en nombre sensible ?

Ou bien au contraire, ne traduiront-ils pas une montée vraiment significative ?

C'est que 6 %, 7 % et même 8 %, ne signifieraient pas forcément un changement profond dans l'opinion populaire, tout dépend du nombre réel d'électeurs, et l'on prévoit que les abstentions sont plus importantes qu'à la Présidentielle précédente. Et 7 % aujourd'hui ne représenteront peut-être pas plus d'électeurs que le un million six cent mille de 1995 avec 5 %.

Cela dit, j'espère que l'évolution de la conscience populaire se traduira réellement, le 21 avril, par des votes, c'est-à-dire des gens en chair et en os, en nombre bien plus grand que précédemment.

De toute façon, au deuxième tour, j'ai déjà dit que je n'appellerai ni à voter pour Chirac évidemment, ni à voter pour Jospin, car je ne veux pas cautionner la politique qu'il mène depuis cinq ans.

Et je n'appellerai pas plus à l'abstention, contrairement à ce qu'on me fait dire. Ceux de mes électeurs qui veulent voter pour Jospin au deuxième tour le feront parce qu'ils le veulent. Et ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils n'ont pas envie de le faire.

Mais c'est le premier tour qui compte. Si j'atteins les scores que me prêtent certains sondages, et si j'atteins le double d'électeurs qu'en 1995, soit de l'ordre de trois millions, oui, on pourra se dire que quelque chose a changé et que nombreux sont ceux qui ont pris conscience qu'il manque aux travailleurs un instrument pour se défendre, et que le Parti Communiste a fait la preuve qu'il n'est plus cet instrument.

On saura alors s'il est peut-être possible de construire un nouveau parti communiste, un parti qui ait la volonté de défendre réellement les intérêts économiques et surtout politiques du monde du travail et qui, surtout, ait la force de le faire.

Un parti qui soit une force d'entraînement et qui attire à lui non seulement des travailleuses et des travailleurs, mais une partie importante de la jeunesse, y compris de la jeunesse intellectuelle.

Un parti qui soit présent dans toutes les entreprises, qui ait des militants dans les organisations syndicales de travailleurs.

Un parti qui soit présent dans tous les quartiers populaires et dans toutes les banlieues.

Un parti qui puisse s'opposer par le nombre de ses adhérents aux dérives racistes, chauvines ou xénophobes. Un parti qui puisse aussi s'opposer à l'intégrisme de quelque bord qu'il soit.

Un parti démocratique, bien sûr, où les travailleurs, les jeunes, puissent faire l'apprentissage de la démocratie, de la liberté, du respect des autres, puissent aussi se cultiver et trouvent auprès des autres militants le moyen de le faire.

Oui, il manque un tel parti et je voudrais convaincre plusieurs milliers de ceux qui auraient voté pour ma candidature, de participer à la création de ce parti qui manque tant pour la défense du monde du travail.

Je ne peux pas le créer, contrairement à ce que disent certains, d'un simple appel à la télévision.

Un tel parti, cela veut dire, je le répète, plusieurs dizaines de milliers de personnes qui y adhèrent. Plus mon score sera élevé, plus il y aura de chance que, parmi ceux qui auront voté pour ma candidature, il s'en trouve 30, 40 ou 50 000 qui adhèrent à une telle idée et à un tel parti.

Ce n'est pas une prévision, c'est un espoir. Mais l'espoir, c'est déjà beaucoup !

Alors, le 21 avril, choisissez votre camp. Censurez tous ceux qui représentent le patronat, même si c'est avec des langages différents.

Votez pour votre propre camp, le camp des travailleurs !

## <campagne=2002> <locuteur.rice=Jean-Pierre\_Chevènement> <texte=2> <lieu=Dijon>

Je suis particulièrement heureux d'être ici ce soir, dans cette belle ville de Dijon, capitale des Ducs de Bourgogne, mais aussi et surtout, depuis des lustres, fief républicain et cœur de la France.

Je veux vous dire pourquoi j'ai décidé d'aller au combat présidentiel, et combien je suis convaincu que tout est possible.

De quoi a besoin notre pays ? Eh bien d'abord de sens ! La France ne sait plus où elle va. La République est entravée, les valeurs ne sont plus transmises comme il faut, la violence progresse, les relations sociales deviennent chaque jour plus dures, la mondialisation libérale sans règles érode progressivement notre identité et bafoue la souveraineté du peuple.

Il faut relever la France. Mais pour ce faire, il faut attaquer le mal à la racine. Ce sont les choix solidaires depuis longtemps des deux sortants qui sont responsables du déclin du pays.

Je veux restaurer la République, donner aux citoyens les conditions d'une vie sûre, revaloriser le travail, faire de la citoyenneté un levier pour le redressement de la France.

Vous le sentez bien, la sécurité - avec la lutte contre le chômage et la précarité - est devenue une préoccupation majeure de la population. Et pour cause !

### 1 - La sécurité

Voici des années que je dénonce la banalisation d'attitudes aussi scandaleuses qu'intolérables : des mineurs sans repères, ayant perdu le sens du bien et du mal, vivant dans le virtuel, se livrent à des actes de violences sans nom. J'avais mis en garde contre ces " sauvages " élevés sans tuteur ni jardinier, sans règle et sans loi. La réalité ne cesse, hélas, de confirmer ce diagnostic. Aucune mesure nouvelle d'ampleur, correspondant au phénomène, n'a été prise.

Lorsque j'étais ministre de l'intérieur, j'ai pu contenir la vague ; le taux de délinquance était stabilisé : + 2% en 1998, mais + 0,07% en 1999. Mais vous le savez, j'ai été empêché d'aller plus loin. Les mesures que je proposais m'ont été refusées au nom d'un " angélisme mal placé ", qui laisse le peuple, les gens les plus modestes, à la merci d'une poignée de caïds qui exercent leur petite terreur dans certains quartiers.

La délinquance a augmenté de 7,7% en 2001. 187.000 vols et recels, 170.000 mineurs mis en cause, 306.000 voitures brûlées ! Oh je n'incrimine pas tant mon successeur que la fameuse loi Guigou, qui en posant des obstacles procéduriers aussi nombreux qu'inutiles, a freiné le travail des magistrats et des enquêteurs. Résultat : au moment même où la délinquance explose, le nombre des gardes à vue diminue !

J'avais pourtant remis au Premier ministre le 30 décembre 1998 une longue note de seize feuillets, proposant des mesures claires, pratiques, pour la police comme pour la justice des mineurs, pour prendre la délinquance à bras le corps. J'avais proposé une loi de programmation, le développement des politiques d'accès à la citoyenneté. Non seulement mes propositions ont été écartées, mais la loi Guigou est venue poser de nouvelles entraves à l'action des services de police et de la justice.

Pour en sortir il faudra du courage et d'abord au sommet de l'Etat. Mais il n'y a rien d'inéluctable à la progression de la délinquance. Il manque simplement de la volonté et des mesures nettes.

Je propose d'en finir avec les deux maux symétriques qui paralysent l'action contre la délinquance :

· la démagogie, qui se paie de mots, mais n'agit pas. Jacques Chirac vient d'en donner l'exemple, en inventant un " ministère de la sécurité publique ". Les gendarmes resteront rattachés à la Défense, les policiers à l'Intérieur, les douaniers aux Finances, et une super usine à gaz, une nouvelle machine à coordonner remplacera l'action.

· l'autre danger, c'est l'angélisme. On ferme les yeux, on trouve des circonstances atténuantes à une délinquance qui pourrit la vie de nos concitoyens les plus modestes. Lionel Jospin indique à présent qu'il est converti à une réforme de l'ordonnance de 1945. Il nous dit qu'il a pêché par naïveté. Etre gouverné par un naïf coûte cher aux milliers de victimes de cette petite délinquance. Comment d'ailleurs pourrait-il

modifier cette ordonnance de 1945, puisque ni les Socialistes, ni les Verts ni les Communistes ne le veulent ? Ils sont prisonniers de l'angélisme.

Pour en sortir, il faut que l'exemple vienne d'en haut : tout détenteur d'une fonction publique doit incarner l'intégrité, la capacité à motiver le civisme des Français, la stimulation de l'esprit de citoyenneté. L'impunité zéro doit valoir partout, y compris au sommet de l'Etat.

Le respect de la loi délibérée en commun peut seul affranchir de la loi du plus fort, de la tyrannie du plus puissant. Mais il faut apprendre cette règle, que manifestement beaucoup de délinquants multirécidivistes ne connaissent pas. L'éducation civique doit figurer au programme de tous les cursus scolaires.

## 2 - Les lois doivent être adaptées à la réalité de la délinquance

Je propose une refonte de l'ordonnance de 1945 : les délinquants mineurs, lorsqu'il y a récidive, doivent être soumis à une comparution immédiate devant le juge. En cas de récidive, l'atténuation de responsabilité à partir de 13 ans ne doit plus valoir. Il faut distinguer le noyau dur des délinquants multirécidivistes mineurs qui ne doivent plus attendre la protection que la loi accorde pour un premier faux pas. En matière correctionnelle, Jacques Chirac a fait supprimer en 1987 la détention provisoire de ces délinquants même récidivistes. Je propose dans les cas de récidive, d'infraction grave, de revenir sur cette dérive. Le tout éducatif a montré ses limites. Il faudra clarifier le rôle du juge protecteur de l'enfance en danger et celui du juge de la délinquance des mineurs. Les sanctions devront être prononcées publiquement et les victimes en seront informées. Il faut mettre un terme à l'arrogance coutumière des multirécidivistes narguant leur victime dès après leur forfait. Responsabiliser les parents exigera de mettre en œuvre les dispositions légales existantes, par exemple la mise sous tutelle des allocations familiales. Ceux qui exploitent cyniquement les mineurs pour commettre des méfaits, recevront un sérieux coup de semonce.

La loi Guigou doit être modifiée ; les députés socialistes n'en ont pas été capables. Il faudra remettre tout de suite l'ouvrage sur le métier, pour libérer le travail des enquêteurs des entraves inutiles.

Enfin, l'indépendance des Parquets, que j'ai toujours combattue, devra trouver son terme. Elle a abouti à ce que deux cents parquets mènent chacun leur politique pénale. Le taux d'inexécution des peines est alarmant. Une part infime de la délinquance des mineurs fait l'objet d'un jugement ou d'une sanction. Des instructions écrites et publiques remettront de l'ordre dans la maison. Les juges du siège doivent être totalement indépendants ; les parquets doivent être subordonnés à l'autorité légitime, celle du garde des Sceaux, responsable devant le parlement. Je découvre que Jacques Chirac vient de se rallier à cette position après avoir ardemment voulu le contraire ! Le plagiat est médiocre. Mais surtout, si l'on veut réformer, il ne faut pas redouter pour soi-même les foudres de la justice : c'est mon cas ! Je placerai l'intégrité au service de la réforme.

## 3 - Des outils nouveaux

Si je suis élu le 5 mai, je convoquerai le Parlement en session extraordinaire dès juillet.

Je le saisirai de deux lois de programmation :

- l'une pour doter la police et la gendarmerie des moyens d'action qui leur sont nécessaires. Jacques Chirac voulait la municipalisation de la police, comme si la délinquance s'arrêtait aux frontières des communes ! Il a oublié cette mesure dans son programme ; il y reviendrait sans doute demain. Ce dont les citoyens ont besoin, c'est d'une coordination forte pour mener la guerre à la délinquance. Elle doit s'organiser sur le terrain, dans les départements et sous l'autorité des préfets.

- Des moyens nouveaux sont nécessaires pour être plus efficace dans le combat contre la drogue, la délinquance financière, la lutte contre les circuits de blanchiment de l'argent sale qui alimentent les réseaux terroristes, les paradis fiscaux. La police judiciaire doit garder un haut niveau de compétence scientifique et technique.

- une autre loi de programmation devra permettre à la justice de remplir ses missions. Assez de la défaisse actuelle ! Le Garde des Sceaux devra prendre ses responsabilités, celles du gouvernement, et coordonnera l'action des procureurs par des instructions publiques et écrites.

- Le Parlement sera saisi du projet de refonte de l'ordonnance de 1945, et du décrassage de la loi Guigou.

· 60 centres de retenue fermés pour délinquants multirécidivistes mineurs seront créés sur décrets d'avance.

· Oui, faire reculer la délinquance est possible : il n'est besoin que de volonté et de courage. Je n'en manque pas. Et si la volonté et le courage sont au rendez vous, alors les citoyens, sans qui rien ne se fera, prendront part à ce combat. Le civisme doit être réveillé en France ! C'est ensemble que nous réaliserons le droit, égal pour tous, à la sûreté.

#### 4 - L'école, la citoyenneté et l'intégration

Sécurité et citoyenneté sont étroitement liées. Trop de jeunes, parce qu'ils vivent dans des quartiers populaires, s'estiment stigmatisés. Or, il ne saurait être question, en figeant les jeunes dans un statut de victime, d'en rester au stade des constats amers, des déplorations impuissantes ou d'une énumération compatissante des discriminations.

Il ne s'agit pas non plus de se donner bonne conscience, mais de définir et de mettre en œuvre des politiques républicaines d'accès à la citoyenneté.

L'objectif à atteindre consiste à faire de tous les jeunes, vivant sur notre sol, des citoyens capables de prendre en main leur destinée, et cela en faisant fond sur leurs qualités.

Les Commissions d'accès à la citoyenneté (CODAC) que j'avais créées en 1999 doivent être élargies à tous les secteurs de l'Etat. Il faut leur donner davantage de moyens. Une main fraternelle doit aider ces jeunes à franchir les obstacles, comme la xénophobie. L'Etat républicain n'en sera alors que plus fort pour imposer, avec l'égalité des droits, l'égalité des devoirs. Il faut en finir avec les vieux discours d'absolution pour cause de pauvreté ou d'immigration. Etre né pauvre ou dans une famille immigrée ne prédestine pas à la délinquance. Assez de ces amalgames, entretenus de tous bords ! Nous ne ferons pas l'économie de la fermeté ; nous ne ferons pas non plus l'économie de la générosité.

L'école doit redevenir le lieu d'apprentissage de la citoyenneté.  
Le constat, aujourd'hui, est accablant :

- 20% des enfants ne savent pas lire en sixième, 30% ne maîtrisent pas les opérations élémentaires du calcul.

- 30 à 40% des bacheliers décrochent dès la première année de fac.

- Seuls 7% des enfants d'ouvriers aujourd'hui ont accès aux grandes écoles, alors qu'ils étaient 17% dans les années soixante. Et voilà bientôt vingt ans que la gauche est au pouvoir !

L'école républicaine doit être refondée autour de trois objectifs :

- donner à chaque élève un socle de savoir commun (français, histoire de France, langues étrangères, méthode de travail);

- transmettre les valeurs républicaines (nation, laïcité, respect de la loi);

- préparer la France de demain en se donnant les moyens de répondre à l'enjeu du recrutement des enseignants.

Il est urgent de replacer la transmission du savoir au centre des préoccupations. Car la dispersion dans l'acquisition de compétences à la mode ne remplacera jamais l'indispensable maîtrise des notions fondamentales. Elles seules garantissent l'intégration sociale des jeunes. Pour aider tous ceux qui en ont besoin, il faut multiplier les bourses dans l'enseignement secondaire et supérieur et développer la formation permanente.

L'accès à l'emploi est le fondement de toute action durable en matière d'accès à la citoyenneté. Il faut aider les jeunes issus de l'immigration à entrer dans l'administration et les entreprises publiques. Il s'agit non seulement d'offrir aux jeunes des possibilités d'emploi, mais aussi de transformer le service public en faisant en sorte qu'il soit plus à l'image de la population. Il faut développer les classes préparatoires au concours, améliorer l'information des jeunes, augmenter les stages en entreprise, développer les parrainages avec le secteur privé... En un mot, irriguer l'ensemble de notre action publique par le souci de l'égalité : faire que l'égalité des chances de tous les jeunes ne soit pas un vain mot.

## 5 - Défendre les services publics

Mais il n'y a pas de citoyenneté possible sans services publics de qualité. Ce sont eux qui donnent à la notion d'égalité un contenu concret :

Comment, ici, oublier La Poste ? Vous en savez quelque chose puisque le budget en Côte d'Or de la Poste a été brutalement réduit et prévoit soixante suppressions de postes !

Comment, ici, oublier la santé ? Nos hôpitaux sont en crise. On voudrait démanteler ce service public qu'on ne s'y prendrait pas autrement. L'application des trente-cinq heures s'y fait de façon bureaucratique. Les personnels pouvaient aspirer légitimement à cette amélioration de leur condition de travail, mais rien n'a été fait à la hauteur de leurs aspirations, car le nombre d'emplois créés est très largement insuffisant. Il n'y a aucune dynamique interne pour encourager la mobilisation des professionnels, dont vous connaissez le dévouement.

Les budgets hospitaliers augmentent, mais les lits et les blocs opératoires fondent dans des proportions sans précédent, plus que sous le gouvernement Juppé ! Le manque d'infirmières se fait partout cruellement sentir. Et je ne parle pas du manque de spécialistes !

Le gouvernement veut-il encore une médecine publique ? Je me le demande. Je vous propose, là aussi, de faire appel à la volonté et au courage de décider. Pour moi, la santé est une priorité nationale ; je veux un véritable remboursement des soins importants, je veux que tous les citoyens puissent avoir accès aux meilleurs soins, parce que cela relève de la solidarité nationale. Si je suis élu Président de la République, je demanderai au gouvernement de faire de notre santé une priorité.

Il y a tant de domaines dans lesquels une véritable politique républicaine est désormais requise, et d'urgence ! Voyez la culture : à Dijon, qui abrite des musées parmi les plus beaux de France, ce n'est pas un vain mot. Il ne faut pas, sous prétexte de donner aux collectivités locales davantage de liberté dans la gestion du patrimoine culturel, accroître les inégalités entre régions riches et pauvres et porter atteinte à la cohérence nationale de la politique culturelle de la France. Celle-ci est un élément essentiel de son rayonnement international. Aussi faut-il prendre garde à ce que la décentralisation ne soit pas un prétexte à l'affaiblissement des politiques publiques nationales.

Egalité d'accès aux services économiques de base: eau, énergie, services postaux, transports etc.

Or, dans ce domaine, que se passe-t-il ?

Depuis la fin des années cinquante, la Commission européenne n'a de cesse, sous prétexte de libéralisation économique, d'exiger la privatisation des services publics et leur soumission aux règles de la concurrence.

Dans le Traité de Rome, la notion de "service d'intérêt général" n'est mentionnée que comme une exception aux règles de la concurrence. Et la Commission s'arc-boute depuis lors sur cette définition : les services publics sont uniquement considérés comme des "entreprises" détenant des "monopoles" contraires aux règles de la concurrence. Jamais la fonction sociale du service public - pourtant sa principale raison d'être - n'est prise en compte. Cela en dit long sur le dogmatisme de cette institution.

Au fond, la Commission est favorable au modèle américain dit de "service universel". Celui-ci implique la fourniture à tous les utilisateurs de prestations minimales à un prix abordable. Mais ce concept n'a rien à voir avec celui de service public à la française : les obligations de qualité et de continuité y sont quasi inexistantes, provoquant des inégalités criantes entre ceux qui doivent se contenter de ces services et ceux qui peuvent payer des services de qualité.

Dans la recherche sans concession d'une libéralisation toujours plus complète, la France fait semblant de s'opposer à la Commission. D'où quelques petites concessions rhétoriques :

- reconnaissance de la légitimité des "services d'intérêt général" dans le Traité d'Amsterdam,
- prise en compte, dans la première directive sur la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en 1997 de la notion d'obligation de service public,
- accord de principe, enfin, arraché par la France, sur la nécessité d'une directive cadre concernant les services d'intérêt général, en échange de la capitulation de notre pays sur la libéralisation du marché de l'énergie (Conseil européen de Barcelone, mars 2002).

Mais cette reconnaissance théorique du service public n'est rien au regard du processus de démantèlement - bien réel celui-là des services publics dans les pays européens.

Et la politique de Jospin/Chirac est d'autant plus condamnable qu'il existe désormais un bilan de la libéralisation dans les pays où la dynamique est la plus avancée.

Sans revenir sur l'état désastreux du chemin de fer britannique, sait-on que :

· après 4 années seulement de libéralisation des télécommunications, les seuls bénéficiaires de la baisse des prix sont les grandes entreprises; les inégalités régionales se sont considérablement développées entre zones urbaines et zone rurales, les usagers des petites communes paient des prix plus élevés. Quant à l'emploi, il a diminué de près de 50% entre 1984 et 2000.

· Mêmes dysfonctionnements dans le secteur suédois de l'électricité, libéralisé depuis 1996. Le ministère de l'industrie a été obligé de demander une enquête sur l'entretien du réseau après une série d'incidents...

· Voyez encore la Poste en Suède : le règlement européen sur le service universel fixe certaines prescriptions minimales en matière de maillage du territoire et de distribution du courrier; elles ne sont même plus assurées. En 1997 une première enquête post-libéralisation montrait que près de 1300 foyers étaient désormais exclus de la distribution régulière du courrier et que 74% des foyers devaient parcourir plus de 2.5km pour atteindre le bureau de poste le plus proche de leur domicile (alors que le règlement prévoit que cette distance ne peut excéder 2km).

Je pourrais multiplier ces exemples. Ils traduisent une réalité simple : la libéralisation effrénée des services publics conduit :

- à leur dégradation,
- à l'accroissement des inégalités d'accès et de prix
- à d'importantes suppression d'emplois
- à la détérioration des conditions de sécurité.

Est-ce cela que nous voulons ?

Refuser cette course en avant, c'est tout simplement faire un choix de société : plus égalitaire et plus solidaire.

C'est aussi un choix économique d'efficacité, car, dans des économies avancées comme les nôtres, la qualité est un élément essentiel de la compétitivité.

Comment ne pas souhaiter, dans ce contexte, une réorientation de la construction européenne ?

6 - Mes propositions pour l'Europe

Je conçois cette réorientation en fonction de trois axes :

1) l'axe économique :

· réforme des statuts de la BCE, transformation du pacte de stabilité en pacte de coordination pour la croissance, réforme de la politique de la concurrence.

2) L'axe institutionnel

- introduction de la publicité des délibérations et des votes au Conseil européen et au Conseil des ministres, partage du droit de proposition entre la Commission et le Conseil, c'est-à-dire les nations, et création au sein du Parlement européen d'une deuxième Chambre représentant les Parlements nationaux.

3) L'axe stratégique à travers la mise en œuvre de six propositions de coopérations renforcées :

- liaisons ferrées à grande vitesse ou pour le fret ferroviaire et tunnels transfrontaliers, et ici, à Dijon, vous savez ce que cela signifie pour le TGV;

- coopération en Méditerranée et en Afrique ;

- partenariat avec la Russie ;

- énergie et sûreté des centrales nucléaires ;

- mise à niveau de l'effort européen de recherche et développement technologique ; politique aéronautique et spatiale.

## 7 - La campagne

Mais tout ceci implique que la France réapparaisse sur la scène du monde, et qu'elle parle haut et fort pour la justice et l'égalité. Je suis au regret de le constater, mais les deux têtes du couple exécutif s'épaulent plutôt dans l'effacement de la France. Et pourtant, en 1997, on aurait pu espérer un ressaisissement. Jospin promettait le "Retour en tout à la République". Trois ans après, la République est à l'encan partout.

En réalité, la politique de Jospin n'a pas été différente de celle préconisée par Chirac. Tous deux se sont soumis à la mondialisation financière sans règles. Lionel Jospin a fait la politique dont la droite rêvait : plus de privatisations que les deux derniers gouvernements de droite réunis, développement du travail précaire et de la flexibilité, et j'en passe !

Dès leur entrée en campagne, les deux candidats ont confisqué le débat. Un exemple : le temps d'antenne constaté par le CSA en janvier et février a été pour moi de 1h48 et 18 secondes contre 7h52 et 46 secondes pour Chirac et 8h59 pour Jospin. Ils m'ont interdit d'antenne en utilisant sans vergogne les médias.

En outre, les deux candidats font tout pour faire émerger les candidatures extrêmes. Ces candidatures n'ont aucune crédibilité : personne ne peut imaginer qu'un Le Pen ou une Laguiller présidera un jour la France.

Chirac-Jospin : je vous propose de sortir de cette fausse alternative.

Vous connaissez mon intégrité. Je fais ce que je dis et je dis ce que je fais. Mon action est basée sur trois principes :

- l'égalité : il n'y a pas de République sans égalité. Devant la loi, devant la justice. En Corse, comme dans nos banlieues. Au sommet de l'Etat, comme dans un village. Egalité entre les enfants, quelle que soit l'école où ils se trouvent. Egalité des salaires entre hommes et femmes.

- La fraternité : cela peut se dire aujourd'hui : solidarité. Non pas l'assistance ou l'aumône, mais la justice sociale. Le relèvement des bas salaires. La garantie des retraites. Et pour les jeunes, des bourses, des études rémunérées, des prêts à taux zéro qui leur permettent d'entrer debout dans la vie. Dignement. Et non en "personnes assistées".

- La liberté : croyez-vous qu'elle est respectée quand les deux candidats sortants utilisent à leur seul profit les médias ? Est-elle respectée quand ils volent ainsi l'élection ? Et que devient la liberté quand on craint pour son emploi, pour la sécurité de ses enfants, dans la rue ou à l'école ?

Je vous appelle au sursaut républicain face aux candidats du déclin. En votant pour moi, je vous appelle à voter utile. Je suis le seul à même de casser la machine RPR-PS.

Ne vous laissez pas abuser par les candidats qui prétendent s'opposer au " système " : en réalité, ils le renforcent en stérilisant vos voix.

Je vous le dis simplement, je suis le seul à offrir un changement véritable. Un changement possible. Un changement nécessaire à la France.

<campagne=2002> <locuteur.rice=Jean-Pierre\_Chevènement> <texte=3>  
<Lieu=Le\_Mans>

Les démolisseurs de l'unité nationale sont à l'œuvre : l'un à Ajaccio, l'autre à Rouen.

Que propose en effet Lionel Jospin à Ajaccio ? Une révision de la Constitution pour rendre possible ce qu'il baptise " avancée institutionnelle ", c'est-à-dire démantèlement de l'unité de la République, possibilité donnée à l'Assemblée de Corse de faire la loi.

Et pour banaliser son erreur, il veut la généraliser en permettant non seulement un référendum pour la Corse, mais des référendum régionaux destinés à permettre des évolutions statutaires propres à chaque région.

Et que propose Jacques Chirac, en écho, dans son discours de Rouen ? Des référendum locaux, c'est-à-dire régionaux ou départementaux à l'initiative des élus.

I - Toutes les inquiétudes que j'ai manifestées quant au maintien de l'unité nationale au moment où j'ai quitté le gouvernement pour refuser la dévolution d'un pouvoir législatif à la Corse, sont ainsi confirmées, au-delà même des craintes que je pouvais exprimer.

La Constitution précise, dans son article 1er que " La France est une République indivisible. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion."

Elle ajoute dans son article 3 " que la souveraineté nationale appartient au Peuple qui l'exerce par ses représentants ou par la voie du référendum. Aucune section du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice ".

Or de quoi s'agit-il avec les référendum régionaux sinon de sectionner le peuple ? Comment peut-on aller contre l'expression du suffrage universel ? Déjà un référendum communal comme celui de Chamonix refusant l'ouverture du tunnel du Mont Blanc au trafic des poids lourds fait reculer le gouvernement.

Qu'en sera-t-il quand sur tel ou tel sujet se sera élevée la voix de prétendus peuples languedocien, breton, rhône-alpin, franc-comtois, etc. ?

Jacques Chirac et Lionel Jospin ignorent sans doute le rôle que la Constitution, dans son article 5, confie au Président de la République : veiller au respect de la Constitution, assurer la continuité de l'Etat, et garantir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire.

Leur inconséquence et leur légèreté s'étaient déjà manifestées quand les députés RPR et les députés PS avaient voté ensemble à l'Assemblée Nationale en première lecture la proposition de loi Méhaignerie autorisant les collectivités territoriales à adapter, c'est-à-dire à modifier la loi.

Jacques Chirac propose désormais de modifier le titre XII de la Constitution pour permettre notamment l'octroi de statuts à la carte aux départements d'Outre-Mer pour lesquels la Constitution prévoit déjà que les lois peuvent être adaptées par le Parlement.

Il propose donc pour les DOM ce qu'il prétend combattre en Corse avec une mollesse d'ailleurs remarquable puisqu'il a fait connaître son avis seulement " réservé " après la proposition Jospin de référendum en Corse pour ratifier l'octroi promis d'un pouvoir législatif.

Tous deux s'enferment dans la contradiction en prétendant vouloir maintenir l'égalité des droits tout en offrant aux DOM soit des statuts à la carte (Chirac), soit des évolutions statutaires différenciées (Jospin).

Les DOM ont plus besoin de la solidarité nationale que d'aventures statutaires qui les précipiteraient sur le toboggan de l'indépendance. Car qui peut croire que l'égalité des droits pourrait être rompue sans qu'en retour se manifeste une volonté de désengagement dans l'opinion publique continentale ou hexagonale comme certains sondages le laissent déjà apercevoir ? (43 % de continentaux favorables à l'indépendance de la Corse)

Jacques Chirac et Lionel Jospin, par légèreté, inconséquence, faiblesse, complaisance à l'égard des minorités plus ou moins violentes qui entendent prendre la majorité en otage, démagogie à l'égard des féodalités et baronnies locales, manquent aux devoirs de la fonction qu'ils prétendent occuper.

Derrière cette faiblesse se profile la philosophie du " différentialisme " contre laquelle ils prétendent vouloir maintenir l'unité de la République. La République relativise la différence. Elle considère tous les citoyens à égalité, sans distinction d'origine. Le différentialisme n'a de cesse que d'exacerber les différences, quitte à les ethniciser..

C'est un danger majeur. Or, les deux sortants sapent l'autorité de la loi républicaine égale pour tous.

Ils ne sont pas qualifiés pour lutter contre la montée des communautarismes, des ethnicismes et des intégrismes qui sont aujourd'hui une vraie menace pour l'unité de la République, pour la citoyenneté, ensemble indissociable de droits et de devoirs, et pour la paix civile, c'est-à-dire pour la sécurité des Français.

L'un et l'autre se sont lancés dans un concours de surenchères pour capter le soutien de petits féodaux avides d'accroître leur pouvoir.

Jacques Chirac et Lionel Jospin mettent la France à l'encan. Ils vendent la République par appartements.

Si on les suit dans la voie des référendums régionaux qui aboutiraient inévitablement à une France tronçonnée, nous abandonnerions le modèle républicain de la loi délibérée en commun et égale pour tous pour aller vers une sorte de fédéralisme interne qui rejoindrait d'ailleurs le fédéralisme externe qu'ils nous promettent à travers une Constitution européenne et une Europe fédérale.

Ils préparent l'un et l'autre, par démagogie et faiblesse, la noyade de la France dans une Europe des régions où la souveraineté nationale s'abîmera si un sursaut républicain ne se manifeste pas le 21 avril prochain.

Bien des propositions de Jacques Chirac sont en réalité optiques et superfétatoires.

Il n'y a pas besoin de réviser la Constitution par exemple pour instituer le droit à l'expérimentation des collectivités locales ou pour figer la fiscalité locale dans le marbre de la loi fondamentale.

Mais au-delà de ces projets qui seraient sources de complexité redoublée, il y a la démagogie qui fait qu'en aucun cas Jacques Chirac n'est un rempart face aux lubies régionalistes et fédéralistes de Lionel Jospin.

Leur programme commun devant toute revendication, qu'elle soit corse, domienne ou demain basque ou bretonne, c'est la chanson d'Alain Souchon :

" Mouton, mouton soumis, docile et sans rébellion, bée, bée, je suivrai... Tout ce qui vous plaît me plaît ; C'est comme vous voulez ! Où vous irez, j'irai "

II - Il est temps de revenir à une vraie décentralisation, dans le respect de la loi républicaine et de la solidarité nationale.

Or on assiste aujourd'hui à une sorte de concours Lépine : c'est à qui inventera la formule la plus neuve d' " autonomie locale ", de libre choix de l'organisation territoriale, d' " expérimentation ". On invoque les exemples peu concluants de la Belgique devenue fédérale ou de l'Espagne, qui a cédé aux aspirations centrifuges des Catalans, Basques et autres Galiciens.

Où cela nous conduirait-il si l'on n'y prenait garde ? L'affaire corse nous en a donné un avant-goût : à l'abandon du principe républicain de suprématie de la loi, la même pour tous, à l'émiettement de la République entre des entités régionales autonomes et porteuses, pour certaines d'entre elles, de communautarismes ethniques lourds de menaces

Cela nous conduirait aussi, à écouter ces " ultras " de la décentralisation, à abandonner à elles-mêmes les parties de notre territoire disposant des plus faibles ressources et à creuser l'écart avec les zones les plus riches, qui pourraient jouir plus exclusivement de leur opulence. De tous les pays d'Europe, la France est celui où les inégalités entre les régions sont les moins marquées. Elle le doit pour une large part au fait que la décentralisation n'a jamais servi de prétexte pour restreindre le jeu de la solidarité nationale et de la péréquation indispensable entre collectivités territoriales. C'est pour notre pays une force à laquelle nous ne devons pas renoncer, au gré d'idées temporairement " dans le vent "

Le Conseil constitutionnel vient de juger contraire à la Constitution le principe d'un transfert de pouvoir législatif au niveau régional, même sous prétexte d'expérimentation. Sortie par la porte, cette idée ne doit pas, à la faveur de l'élection présidentielle, rentrer par la fenêtre et encore moins s'étendre à d'autres régions que la Corse, comme le proposent plusieurs candidats.

A qui fera-t-on croire que le comble de la modernité serait de revenir à l'Ancien Régime, où l'on changeait de législation et de régime fiscal de province en province, de ville en ville ?

Le mouvement de décentralisation vers les collectivités territoriales et leurs assemblées élues doit se poursuivre ; il faut faire confiance aux collectivités locales. La commission présidée par Pierre Mauroy a formulé des propositions à la suite d'une large consultation. Il faut les mettre en œuvre.

Mais, en même temps, il faut veiller rigoureusement à ce que cette relance de la décentralisation n'aggrave pas la complexité et parfois la confusion qui règnent déjà dans la répartition des compétences entre collectivités, et à ce qu'elle s'effectue sans mettre en cause l'unité de la République. Il faut aussi donner à la décentralisation un cadre réaliste, efficace et démocratique, des ressources modernisées et équitables et des instruments juridiques adaptés.

#### 1 - De nouveaux transferts de compétence opérés dans la clarté

La commission Mauroy a ouvert des pistes pour compléter la décentralisation en matière de formation professionnelle, d'équipement routier, d'action sociale et pour lancer de nouveaux chantiers dans des domaines comme l'enseignement supérieur, le logement social, l'environnement.

Il importe cependant de clarifier les responsabilités. Quelles qu'aient été les inspirations initiales des lois Defferre, on constate aujourd'hui que, dans la plupart des domaines d'action publique, plusieurs niveaux de collectivités territoriales interviennent simultanément, avec ou sans contractualisation avec l'Etat. Par manque de moyens financiers, ce dernier a souvent encouragé les collectivités à intervenir dans tous les domaines, y compris dans les siens.

Il serait peu réaliste d'espérer assigner à chaque niveau de collectivité des domaines ou des blocs de compétence exclusive, avec interdiction aux autres d'y intervenir. Du moins la loi devrait-elle, pour chaque domaine, désigner une collectivité " chef de file " responsable des orientations et, le cas échéant, de la maîtrise d'ouvrage des actions publiques communes.

#### 2 - Donner à la décentralisation un cadre réaliste, efficace et démocratique

J'ai donné aux structures d'agglomération une impulsion sans précédent et dont les résultats ont dépassé toutes les espérances. A la suite de la loi du 12 juillet 1999, 90 communautés d'agglomération ont surgi, venant s'ajouter aux 14 communautés urbaines, dont celles, nouvelles, de Marseille et de Nantes. C'était nécessaire pour permettre aux agglomérations d'organiser rationnellement leur avenir en termes de transports, d'habitat et de logement social, de développement économique et d'emploi, d'environnement. C'était nécessaire aussi pour permettre le meilleur emploi des ressources fiscales grâce à la taxe professionnelle unique, qui concerne maintenant la moitié de la population.

En zone rurale aussi, les communautés de communes se développent rapidement, en nombre et en densité de projets. C'est une bonne chose, car ainsi il devient possible de faire face à des besoins et à des situations que de petites communes ne pourraient affronter seules.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce vaste mouvement d'intercommunalité n'a pour objet la disparition des communes. Celles-ci demeurent un élément essentiel du tissu vivant de notre démocratie, depuis le Moyen-Age, où citadins et villageois revendiquaient la liberté au cri de " Commune ! Commune ! " jusqu'à Jules Ferry, grâce à qui l'école communale est devenue, à côté de la mairie, symbole et gage de progrès et d'égalité des chances.

Le dévouement et le civisme de nos 500.000 élus locaux, de nos 36.700 maires, l'intérêt persistant des électeurs pour ce niveau d'administration locale, sont des richesses dont il serait irresponsable de vouloir nous priver, en un temps où sévit une désaffection croissante pour la vie de la cité. Les compétences communales doivent être préservées, pour toutes les affaires qui ne sont pas, par nature, d'intérêt commun aux communes membres des communautés. La commune doit aussi fournir le cadre naturel de l'élection des membres des conseils communautaires. Les délégués des communes à ces conseils sont actuellement désignés par les conseils municipaux. Le fonctionnement démocratique des communautés, qui disposent de pouvoirs importants, nécessitera à brève échéance que cette désignation se fasse au suffrage universel direct. Mais cette élection ne doit pas se dérouler dans une circonscription communautaire unique, qui ignorerait les communes.

Enfin, le " pays " doit rester un lieu de concertation et de coordination des volontés politiques d'aménagement et de développement sans générer pour autant une structure supplémentaire avec délibération, budget et personnels.

Le département conserve un avenir, malgré ses détracteurs, qui voudraient le voir disparaître au profit des régions. L'action sociale, la solidarité et la péréquation dans l'équipement des communes rurales, les collèges, sont autant de questions qui se règlent plus utilement à ce niveau qu'elles ne pourraient l'être à celui plus lointain du chef-lieu de la région.

Il manque au département un mode équitable de désignation de son conseil général, où, aujourd'hui, les électeurs des villes sont outrageusement sous-représentés. Le mode de scrutin devra être réformé. Une fois achevée la mise en place des communautés d'agglomération et de communes, celles-ci pourront peut-être fournir pour l'élection des conseillers généraux un cadre plus actuel que ne sont aujourd'hui les cantons.

Quant aux régions, qui manquent encore de substance concrète aux yeux de la plupart des Français, elles pourraient sans doute, sur le modèle de l'intercommunalité, devenir à terme des instances interdépartementales. Si une volonté démocratique claire s'exprimait en ce sens, leurs périmètres, qui sont souvent loin d'être satisfaisants, pourraient ainsi être progressivement redéfinis.

### 3 - Des élus responsables d'impôts modernisés et équitables

Notre système financier local est à bout de souffle. On supprime ou on allège de temps en temps certains impôts locaux, au lieu de les réformer ; on ne cesse de ravauder ou de compliquer le système des dotations allouées par l'Etat, au lieu d'en moderniser et d'en simplifier l'architecture.

Je suis résolument partisan d'un système de finances locales permettant aux collectivités de disposer d'une part des ressources indépendantes de l'Etat et d'en fixer librement le taux. C'est le moyen de responsabiliser les élus dans le choix de leurs investissements et de leurs interventions et de garantir ainsi le bon emploi des fonds publics locaux. Les budgets locaux sont aujourd'hui composés d'environ 45 % d'impôts, 45 % de dotations de l'Etat et de 10 % d'emprunts. La part de la fiscalité locale ne doit plus descendre au-dessous de ce seuil.

Si cette fiscalité doit être en relation avec la richesse et l'activité existant sur le territoire de chaque collectivité, il importe aussi que l'Etat veille à exercer entre les collectivités les plus riches et celles des zones défavorisées une péréquation justifiée par la solidarité nationale. Les mécanismes existants doivent être non seulement maintenus, mais progressivement développés, pour faire face à la montée des inégalités qui, malheureusement, affecte les collectivités aussi bien que les individus.

La taxe d'habitation doit être allégée et rendue plus juste à la fois. La révision des valeurs locatives, sans cesse remise au lendemain ou au surlendemain, doit enfin être réalisée. La part départementale de la taxe d'habitation devrait être supprimée. Les départements disposeraient, en compensation, d'une taxe départementale sur le revenu, légère et simple, portant sur tous les revenus de tous les habitants. Les élus locaux devraient en outre se voir ouvrir des pouvoirs plus étendus dans la fixation des taux et des abattements.

La taxe professionnelle pourrait être rendue plus juste par une réforme de son assiette, à laquelle pourraient être intégrés certains éléments du résultat des entreprises.

Enfin, les régions pourraient être encouragées à aider le développement technologique des entreprises, à leur niveau ou au niveau interrégional, comme c'est le cas en Allemagne. A cet effet, elles pourraient se voir transférer une part d'impôt d'Etat ; l'Etat pourrait parfaitement céder aux régions une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Voilà l'architecture d'une véritable décentralisation. Nul besoin de l'alibi d'une réforme constitutionnelle ni de la démagogie d'un droit d'expérimentation.

## <campagne=2002> <locuteur.rice=Jean-Pierre\_Chevènement> <texte=4> <lieu=Paris>

Honneur au peuple français !

Jamais les Françaises et les Français n'avaient si bien montré qu'ils sont les seuls maîtres de leur décision.

A trois jours du premier tour, rien n'est joué ! Pour les instituts de sondage, c'est la bouteille à l'encre. Plus de la moitié de nos concitoyens n'ont pas encore fait leur choix. Tout est jouable !

Je me tourne vers tous ceux qui n'ont pas encore décidé pour leur dire : ayons confiance ! Là est ma différence avec ceux qui ne vous prêchent que contraintes et soumission. " Ayons confiance en nous, en nos capacités, ayons confiance dans le monde du travail, source de toute richesse, ayons confiance dans le citoyen, dans le peuple français dont la volonté doit s'affirmer à la tête de l'Etat. Ayons confiance dans la France pour faire bouger l'Europe et pour faire entendre au monde une parole de justice et de raison. La France vient de loin. Elle ne va pas disparaître. Nous n'allons pas la laisser tomber. Elle ira loin encore avec tous ceux qui comme en d'autres temps par milliers, que dis-je, par millions, vont nous rejoindre !

Il y a dans le pays d'immenses réserves. Innombrables sont ceux qui aspirent à un grand courant d'air frais dans notre vie publique.

Je me tourne vers ceux que tente l'abstention : ne ratez pas cette chance de vous faire entendre. Je suis le seul à vous offrir la possibilité d'un changement réel.

Je me tourne vers ceux qui hésitent : Ne votez pas raplapla. Ne vous laissez pas balader entre les deux candidats de la reconduction. Vous savez que je roule ni pour Chirac ni pour Jospin. Avec moi, vous êtes et vous resterez libres. Je ne vous invite à servir que la France et la République.

Je vous invite donc à l'audace. Osez le seul changement véritable, le seul réellement possible ; je suis le seul en effet à détenir une vraie capacité de rassemblement, de la gauche à la droite. Et vous savez que, quoi qu'il arrive, votre vote pèsera lourd pour l'avenir, car la France a besoin de repères républicains que je suis le seul à offrir.

Non, la décision n'appartient ni aux sondeurs, ni aux commentateurs. Elle appartient aux citoyens. Elle vous appartient à vous !

Depuis que, début février, j'ai contraint Jacques Chirac puis Lionel Jospin à entrer précipitamment en lice, l'Establishment a tout fait pour vous contraindre à choisir entre les deux sortants. Depuis le 11 février, jusqu'à la dernière semaine, ceux-ci ont monopolisé à 90 % les moyens de l'Etat, puis ceux de la communication. Mais plus ils passaient plus ils lassaient.

Au début de la campagne, cherchant tous deux leur place au centre, on a pu se demander si le recordman des privatisations n'allait pas se retrouver à droite du rebouteux de 1995, le fameux réducteur de la fracture sociale :

Sur le conseil de leurs entraîneurs respectifs, les deux sortants sont allés rechercher dans les placards où ils dormaient depuis cinq ans les vieux habits et les mots oubliés de droite et de gauche. En vain : le premier enfant venu les voit tels qu'ils sont : entièrement nus et parfaitement interchangeables, dans leur rôle de serveurs des marchés.

Et voilà pourquoi votre fille est muette : Entre Chirac et Jospin, il n'y a pas l'épaisseur d'un papier d'Alain Duhamel. Aucun ne porte une vision pour la France : Entre un libéral-social et un social-libéral, la différence n'est pas Minc ! Je veux parler d'Alain Minc, soutien de Balladur en 1995 et aujourd'hui rallié à Lionel Jospin. Voilà le secret de la balladurisation !

Le Fregoli de l'Elysée, qui n'en a jamais été à une énormité, à un mensonge ou à un déguisement près, revêt à la demande l'uniforme du premier flic de France, la panoplie du parfait écologiste, la blouse et les bottes du paysan, la tenue bleu horizon du patriote. C'est le parfait caméléon qu'il a toujours été. Les pigeons ont-ils la mémoire courte ?

Jacques Chirac avouait récemment que son héros préféré était Cyrano. A cause du nez peut-être, mais le sien n'est pas celui de Cyrano, c'est celui de Pinocchio qui s'allonge à chaque nouveau mensonge.

Le Vicaire de Matignon n'est pas en reste avec le prestidigitateur de l'Elysée. Lionel Jospin sort de sa manche ou de son chapeau comme autant de petits lapins des propositions mirifiques : zéro S.D.F. en 2007, 900.000 emplois en 2007. Quand il est à Lorient, il annonce aux Lorientais ébaubis un ministère de la Mer. Et pourquoi pas un ministère de la Lune ? Il a égayé récemment la campagne en proposant d'abaisser à dix-sept ans l'âge du droit de vote. Pourquoi pas sept ans ? c'est l'âge de raison selon le catéchisme, celui où l'on commence à distinguer le bien du mal. Bientôt il ira chercher ses électeurs chez les nouveaux nés.

A l'école de Supermateur, Lionel Jospin a progressé à pas de géant. Le front du démagogue jovial perce désormais par maints endroits le masque de l'austère. Il me fait penser à ce joli mot de Jules Renard : " Je fais rarement des promesses, mais quand j'en fais, je ne les tiens jamais ". Nos deux compères laissent dire qu'ils ont enfin trouvé la pierre philosophale, celle qui change les déficits en or massif et qu'ils connaissent la formule magique qui permet de concilier la diminution des recettes, l'augmentation des dépenses et la réalisation de l'équilibre budgétaire. Cette formule, en fait, est bien connue, c'est celle de la poudre de perlimpinpin. Quand ils nous mènent en bateau, comme hier au Conseil européen à Barcelone, c'est la France qui tombe à l'eau !

Les Français ont bien compris que Jacques Chirac et Lionel Jospin ne leur offrent qu'un faux choix : ils sont en réalité les deux faces du même déclin, l'un chef d'une droite qui a abandonné la nation et l'autre d'une gauche qui a tourné le dos au monde du travail. Ils se sont également résignés à subir les effets d'une mondialisation financière aveugle. Candidats de la reconduction, ils sont également ceux de la résignation.

Le Pen et Laguiller vous offrent-ils une autre perspective ? Ils ne proposent rien. Arlette Laguiller veut seulement vendanger les raisins de la colère. Jean-Marie Le Pen, lui, entend encaisser le salaire de la peur. Ce sont deux sangsues, deux vampires qui s'engraissent des malheurs de la société, deux plantes parasites qui s'enroulent comme du lierre autour de notre système politique. En fait, ils ne veulent rien changer. Comme ils ne peuvent pas être élus, avec eux, le système peut continuer tranquillement son chemin. Dans la conjoncture actuelle, Lutte ouvrière est la meilleure chance et la meilleure alliée de Chirac. Dans la conjoncture actuelle, le Front national est le meilleur atout et le meilleur allié de Jospin. Dans la cathédrale de l'ordre établi dont Chirac est la flèche et Jospin la clé de voûte, ils ne sont que des arcs-boutants, très utiles à l'équilibre de l'édifice : ils convertissent en impuissance la volonté de changement populaire. Candidats de la protestation stérile, ils sont aussi des candidats de résignation.

Je suis le seul qui trouble le jeu, le seul qui, à partir d'un projet sérieux et mobilisateur, peut déplacer les lignes et mettre en évidence les vrais enjeux de cette élection qui ne sont pas Chirac ou Jospin, mais, l'Etat, la République, la nation !

Je vous offre le seul choix véritable, le seul vote utile, pour sortir d'un jeu biaisé et pour arracher le pays à l'ornière du déclin.

Je ne suis ni le candidat du système, celui des grands intérêts établis, ni un candidat de protestation stérile. Seul, j'ai la capacité de rassembler largement sur un projet solide.

N'étant le candidat d'aucun parti, j'entends être l'homme de la Nation tout entière.

Une dame rencontrée sur un marché de Ménilmontant me disait : " Vous êtes le seul candidat à avoir réellement mené une campagne présidentielle. "

En effet, je suis le seul candidat qui s'appuie sur la République pour poser des barrières robustes aussi bien à une mondialisation financière aveugle qu'à un choc barbare de civilisations qui retentirait inévitablement sur notre sol. Le seul qui invite à la mobilisation pour élargir, en Europe notamment, nos marges de liberté.

Oui, je suis le candidat de l'optimisme. Je vous donne des raisons de croire en l'avenir : en réanimant les valeurs républicaines aujourd'hui bafouées, en redonnant sa place à l'Ecole, en mettant l'accent sur la dignité du travail et la fiche de paye du travailleur,

J'entends encourager la recherche, l'innovation, la création et la transmission d'entreprises, rappeler le sens du service public gravement menacé par les décisions de Barcelone et le moderniser.

J'entends rassembler sur la France, pour redynamiser l'Europe, construire la paix dans le monde, faire vivre la francophonie.

Durant cette campagne, j'ai parcouru la France. Je suis allé au devant des Français, je les ai écoutés. Partout, j'ai constaté l'attente profonde de clarté, de courage, de clairvoyance, de vision. Sécurité, éducation, santé, retraites, agriculture, défense : nulle part ceux qui nous gouvernent n'offrent de perspective à long terme. J'ai en tous domaines au contraire tracé les chemins de l'avenir : pour garantir à tous un droit égal à la

sécurité, pour rappeler l'Ecole à ses missions, pour mobiliser tous les atouts de notre pays et relancer la croissance, pour revaloriser le travail, pour relever le citoyen, et pour faire entendre à nouveau la voix de la France.

Je ne vous ai jamais proposé de catalogues démagogiques, comme tant d'autres qui s'engagent à faire demain ce qu'ils n'ont pas fait hier. Sans chercher à plaire ni à séduire, j'ai cherché à discerner, et à vous offrir les moyens de redresser la Nation.

## 1. Notre pays a besoin de savoir où il va. Il faut retrouver confiance en la France

Je vois avec colère ceux qui nous gouvernent détricoter méthodiquement la République. En Corse, où Jospin, sous le chantage d'une poignée d'indépendantistes violents, a consenti à déléguer le pouvoir législatif. La loi cesserait ainsi d'être égale pour tous. Dans les départements d'Outre-mer, Chirac propose des statuts à la carte. Et maintenant, ils proposent l'un et l'autre des référendums régionaux qui tronçonneraient le peuple français en autant de petites entités qui tendraient inévitablement à s'arroger la souveraineté.

" Il n'y a de classe dirigeante que courageuse ", disait Jaurès. " Est un chef celui qui procure de la sécurité aux autres en prenant pour soi les dangers ". La vie et la mort du grand tribun socialiste illustrent cette phrase. Quel contraste avec le comportement de la classe politique actuelle qui semble ne plus être attachée qu'à un principe, le fameux principe de précaution. La seule sainte à qui nos dirigeants font leurs dévotions et rendent un culte, c'est Sainte-Frouse. Qui n'a ni valeurs ni principes est dans l'ordre politique un invertébré. Or on n'a jamais vu, par la grâce d'une élection, se produire une mutation génétique. A soixante ans passés, on ne change pas et le passé d'un homme parle pour son avenir. Les Français aiment-ils les menteurs et les mensonges ? Je ne veux pas le croire.

J'avoue pour ma part avoir la faiblesse de ne rien dire que je ne pense et de ne rien promettre que je ne puisse tenir. Il me semble normal d'attendre d'un homme qui ose briguer la plus haute magistrature de l'Etat qu'il n'ait pas seulement la compétence, l'expérience, l'éloquence, mais aussi l'autorité, la probité, l'intégrité. Vous me connaissez, vous savez que je ne suis pas de ceux qui laissent leurs convictions au vestiaire et jettent leurs serments à la poubelle. Vous savez que je ne suis pas de ceux qui bêlent avec les moutons, ce qui est la façon qu'ont les hommes sans courage de hurler avec les loups ; vous savez que je suis, lorsque l'heure est grave, celui qui sait dire non. L'espèce n'en court pas les rues, en tout cas les allées du pouvoir.

Avec eux, gouverner c'est esquiver. Ils nous ont habitués à vivre dans le système de l'éternelle défausse. Ils ont désappris de résister au nom de l'intérêt général. Il suffisait de voir avant-hier M. Chirac en Corse poser au mainteneur de la République aux côtés de M. Baggioni, son principal supporter dans l'île, et par ailleurs un des artisans du processus de Matignon pour prendre la mesure de l'hypocrisie.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de l'explosion des communautarismes sur notre sol ? Qui sème le vent récolte la tempête. Des idéologies antirépublicaines, ethnicistes ou intégristes, qu'on a encouragées par veulerie, prospèrent sur ce mauvais terreau. Quand la citoyenneté se dissout, quand la laïcité est perdue de vue, quand la confiance en la France s'étiole, la tentation surgit chez certains de s'identifier à des appartenances ou à des causes étrangères. Quand une synagogue brûle, la République est menacée.

Alors on voit ceux qui, hier encore, traitaient la République d'arrière-grand-mère démodée, se presser à nouveau sous ses jupes, dès que les affaires deviennent sérieuses, et dès que ça commence à chauffer. Ce sont les Républicains occasionnels ; ils ne pratiquent pas, sauf le 14 juillet comme il y a des catholiques qui ne vont à la messe que le jour de Noël.

Eh bien, si je suis élu, vous pouvez compter sur moi, pour rappeler que la République n'agrège pas des communautés, mais réunit des citoyens égaux en droits qui, selon la règle de laïcité, gardent dans la sphère privée leur foi et leurs attaches. Un Français, c'est un citoyen français. Rien de plus. Rien de moins. Sans distinction d'origine. Catholiques, juifs, musulmans, agnostiques : à tous la République doit l'application ferme et égale de ses lois.

Les repères républicains affaiblis par la complaisance de nos gouvernements successifs retrouveront leur force.

L'unité de la République, ce n'est pas l'uniformité, c'est l'égalité. Je suis un décentralisateur. Je l'ai montré. J'entends poursuivre hardiment dans cette voie, dans le respect de la loi et de la solidarité nationale. Mais qu'on ne compte pas sur moi pour défaire la République, construite par l'effort des générations qui nous ont précédés par des référendums régionaux dont chacun, à moins d'être aveugle, voit bien qu'ils dresseraient contre la Nation de nouvelles féodalités, au nom de peuples aujourd'hui fictifs. Que nos deux sortants en fassent l'un et l'autre la proposition en dit long sur leur légèreté.

Aucun d'eux ne croit plus vraiment en la France. Ils la noieront, si on les laisse faire, dans une Europe des régions dominée par l'Argent et par la renaissance des ethnicismes. La Suisse ne veut pas entrer dans l'Union européenne, mais l'Europe, elle, ne semble rêver que de se métamorphoser en une grande Suisse dominée par ses Banques.

J'ai une autre idée de l'Europe. Je veux républicaniser l'Europe, l'ouvrir sur l'Universel. Bref, je suis euro-ambitieux.

Je propose qu'on en finisse avec une conception de l'Europe qui remplacerait les nations. Et qu'on ouvre la voie à une Europe qui les associe et les complète au lieu de vouloir les effacer.

Dès mon élection, le mémorandum que je remettrai dans chaque capitale européenne précisera les réformes que la France proposera :

- Rendre publics les débats et les votes au sein du Conseil, afin que les délibérations soient prises à la lumière de la démocratie, sous le contrôle des peuples. Pas de démocratie sans transparence !

- Le Conseil et le Conseil des ministres constituent l'instance directrice de l'Union. La Commission n'est pas et ne peut pas être un gouvernement. Le pouvoir d'initiative doit être partagé avec les nations afin de susciter entre elles un véritable dialogue et de faire surgir en Europe un espace commun de débat, autre condition de la démocratie.

Je proposerai de lancer des projets ambitieux et pour cela d'engager avec ceux des Etats-membres qui le souhaiteront, six coopérations renforcées : liaisons ferrées à grande vitesse ou pour le ferroutage, et tunnels transfrontaliers, co-développement avec le Sud et les pays de la Méditerranée, partenariat avec la Russie, énergie, recherche, politique aéronautique et spatiale. ;

Je proposerai aussi que l'Europe prenne sa part dans l'effort de relance économique mondiale.

Comment poser, comme le fait Lionel Jospin, au candidat du progrès social et se faire simultanément l'apôtre de la rigueur budgétaire, en souscrivant, conjointement avec Jacques Chirac, à Barcelone, à un plan d'austérité sans précédent ? Je vous propose de desserrer les contraintes qu'ils ont imprudemment souscrites : d'abord substituer au Super pacte de stabilité, un pacte de coordination budgétaire souple et ensuite réformer les statuts de la Banque Centrale de Francfort pour qu'elle soutienne aussi la croissance et l'emploi. Voilà une différence avec eux : je combats pour une Europe sociale quand ils se résignent devant le règne de la Finance.

Assez de fuites en avant, de formules chauve-souris. " Fédération d'Etats-nations " : je suis fédération, voici mes dents ; j'aime les nations, voyez mes ailes. " Constitution européenne ", dont on ne nous dit pas comment elle ensevelirait la constitution de la République française et ce que deviendrait la souveraineté nationale et la souveraineté populaire, c'est-à-dire notre liberté de citoyens.

Je prends l'engagement sur ce sujet de consulter le peuple français par référendum.

La voix de la France doit se faire entendre aussi dans les affaires du monde.

Aujourd'hui son silence est assourdissant. Nous assistons, muets, à la montée des périls. Alors que le Proche-Orient s'embrace, qu'un combat inégal et meurtrier s'y déroule, alors que sur notre sol vivent à la fois la plus importante communauté juive et la plus importante communauté arabe d'Europe, j'ai cherché la voix de la France et je ne l'ai pas entendue.

Du côté des palais nationaux, où nos deux sortants viennent de temps à autre se reposer des fatigues d'une campagne électorale, j'ai entendu quelques protestations verbales, l'expression d'une affliction, d'une réprobation de convenance, et le souhait banal, comme à quelqu'un qui éternue, de se trouver bientôt en meilleure santé. On y guette les initiatives américaines et on les commente quand elles échouent, tandis que l'engrenage d'une violence sans fin se déroule inexorablement.

Ont-ils oublié la grande voix qui, devant la guerre injuste du Viêt-Nam, se fit entendre à Pnom Penh, mettant nos alliés américains en garde contre les risques de la démesure ? Cette voix, on le sait, influa sur le cours des événements, et les négociations finales se tinrent à Paris. Où sont l'appel de Québec, l'esprit de Cancun ? Ceux qui nous gouvernent se prétendent modernes, mais ils se sont retirés du monde alors que le spectre de nouvelles guerres -contre l'Irak, la Somalie, l'Iran, qui sait ?- monte à l'horizon. Ils ont perdu le goût d'agir. Ils observent, ils déplorent, ils prient : ce sont des occupations de moines contemplatifs. Absente des grands débats, la France est ignorée en toutes occasions. Quand la France renonce à faire entendre sa voix au Proche-Orient, les communautarismes se font plus bruyants sur notre sol.

Je propose de retrouver le chemin de la grandeur. Aux peuples déchirés par des rivalités ethniques ou religieuses, la France doit porter le message de la citoyenneté, de la laïcité, ignorant les distinctions d'origine ou de confession. Le grand espace de la francophonie, enjambant le

Nord et le Sud, doit offrir à nos jeunes générations un espace de solidarité. Le dialogue des cultures sera un exemple donné à tous ceux qui voudraient nous faire régresser vers un choc médiéval entre les civilisations.

Je propose que la France ouvre l'Europe vers le Sud, en soutenant le co-développement en Méditerranée, en œuvrant pour une paix durable, de la Méditerranée au Golfe : c'est notre devoir et notre intérêt commun que d'assécher le terreau de la misère et de l'humiliation qui encourage partout le fanatisme. Au Proche-Orient la France doit proposer une conférence internationale réunissant outre les Israéliens et les Palestiniens, les Etats voisins, les Etats-Unis, l'Union européenne, et les pays membres permanents du Conseil de Sécurité. La Communauté internationale doit, s'il le faut, imposer non seulement l'application des résolutions des Nations-Unies, mais une paix équitable, dont les contours furent esquissés à Tabah : un Etat palestinien viable, des garanties de sécurité pour Israël.

Je propose un nouveau traité de l'Elysée avec l'Allemagne, afin de nouer ensemble un partenariat stratégique équilibré, avec la Russie à l'Est, qui garantira la paix sur le continent européen, et au Sud avec les pays du Maghreb et de l'Afrique pour promouvoir un co-développement d'intérêt mutuel. Je propose enfin que la France soit capable d'assurer l'autonomie de sa défense.

La France n'est pas seulement le passé des Français. Elle est aussi leur avenir. Car la France abandonnée, cela signifie aussi les citoyens méprisés, la République oubliée, le monde du travail bafoué !

2. Notre pays a besoin de repères clairs et fermes pour relever le citoyen.

Le respect doit remplacer le mépris. La fraternité doit remplacer l'indifférence.

En matière de sécurité, des flots de démagogie ou d'angélisme ont été déversés, spécialement par ceux qui depuis des années auraient dû agir. Quand j'ai proposé en décembre 1998 des mesures énergiques, le Premier ministre les a écartées. Quant au Président de la République il a toujours fait le contraire de ce qu'il préconise aujourd'hui. Quand faut-il les croire ? Il leur manque la vue d'ensemble qui lie d'une part les problèmes de la délinquance et d'autre part la crise des valeurs, celle de l'éducation, celle de la citoyenneté.

Si je suis élu, le Parlement sera convoqué en session extraordinaire dès le mois de juillet. Il sera saisi de deux lois de programmation, l'une pour la police et la gendarmerie, afin de leur donner les moyens de leur action, l'autre pour la justice, pour la mettre à la hauteur de ses missions. L'ordonnance de 1945 sera refondue, pour mettre fin à l'impunité des multirécidivistes mineurs. Soixante centres de retenue fermés seront créés, sur décret d'avance. La loi Guigou sera décrassée : cessons de placer des obstacles procéduriers inutiles à l'action des magistrats et des enquêteurs. Des directives du Garde des Sceaux rétabliront l'unité de la politique pénale et donneront le cap : lutte contre la drogue et l'argent de la drogue, contre le blanchiment d'argent sale, contre le terrorisme. Je n'accepte pas que près de 40 % des peines ne soient pas exécutées et que 80 % des plaintes n'aboutissent jamais.

Dans notre pays, je ferai respecter la loi. A cette fermeté, j'allierai la générosité : en direction des jeunes qui vivent dans nos quartiers populaires, et que je refuse énergiquement de confondre avec une minorité de délinquants, la République doit tendre une main fraternelle pour les aider à réussir leurs études, à réussir leur vie. La citoyenneté, ensemble indissociable de droits et de devoirs, le civisme, le respect de soi-même et des autres, seront la règle. C'est ainsi et non en recherchant des boucs émissaires que nous fonderons le droit égal pour tous à la sécurité : par la multiplication des bourses et le développement des préparations rémunérées aux concours de la Fonction publique.

Le principe d'autorité républicaine doit être affermi dans notre pays. La République est ennemie du laxisme, comme de l'autoritarisme. C'est un régime de liberté, ce n'est pas un régime de faiblesse. Il repose sur des principes. Et tout commence par leur apprentissage. Tout commence à l'Ecole.

Je propose de rappeler clairement à l'Ecole ses missions : transmettre des savoirs et des valeurs, et former des citoyens.

La transmission des savoirs et l'autorité des maîtres doivent être placées au centre de l'Ecole. Dès la prochaine rentrée, l'Education nationale aura une priorité : la transmission des savoirs fondamentaux et d'abord à l'école primaire celle des apprentissages de base. Il n'est pas acceptable que 17 % des élèves entrent en sixième sans maîtriser la lecture et l'écriture. C'est par là que tout commence : avant de courir après toutes les modes, mieux vaut bien apprendre le français, langue de l'intégration sociale et nationale. J'ai réintroduit l'instruction civique à l'Ecole en 1985 : il faut que l'esprit de la loi républicaine délibérée en commun, et qui protège le faible du fort, soit compris de tous.

Le moment est venu de faire face et de cesser de vendre la République par appartements, qu'il s'agisse de l'organisation territoriale du pays laissée à la merci de nouvelles féodalités, du service public privatisé, ou du régime des retraites.

### 3. Notre pays a besoin de revaloriser le travail et de le remettre à l'honneur

Aujourd'hui, les salariés sont jetés comme fétus de paille au grand vent de la mondialisation libérale. Les licenciements et les plans sociaux s'accumulent. Alstom, Danone, Moulinex, Alcatel, et tant d'autres : partout l'Etat s'est mis aux abonnés absents. Les salaires sont bloqués, au nom de la modération salariale. Beaucoup de nos entreprises sont exposées aux prédateurs boursiers. Jacques Chirac et Lionel Jospin, tous deux adoués par les marchés financiers, laissent faire.

Je propose de revaloriser le travail et d'abord de le remettre à l'honneur. Et bien sûr de le rémunérer mieux, car beaucoup de Français travaillent dur, mais gagnent peu. La majeure partie des charges sociales qui pèsent sur les salaires seront transférées vers une base plus juste : la valeur ajoutée pour les cotisations patronales ; la CSG pour les cotisations salariales. Alors, la feuille de paie, le salaire net, à commencer par le SMIC, seront réévalués. Alors les entreprises pourront embaucher davantage. Ces simplifications administratives allégeront aussi la charge des PME PMI. Quand j'évoque le monde du travail, je pense aussi bien aux salariés qu'aux artisans, aux commerçants, aux responsables des PME qui ne ménagent pas leur peine et en sont bien mal récompensés.

La revalorisation du travail sera un puissant facteur de dignité, d'intégration sociale et d'unité nationale. L'intégration des jeunes ne se produit vraiment que le jour où ils commencent à travailler. Mieux payés, les travailleurs pourront aussi mieux assumer leur rôle parental et retrouver une autorité morale à l'égard des jeunes.

Dans le mois qui suivra l'élection de la nouvelle Assemblée Nationale, je demanderai au gouvernement de réunir une Conférence des revenus pour négocier cette grande réforme des charges sociales, la revalorisation des salaires, l'assouplissement de l'application des 35 heures, car nul ne doit être empêché de travailler et de gagner plus. Je demanderai qu'on veille à l'organisation des carrières dans l'entreprise, qu'on lutte contre la précarité, qu'on renforce la représentativité et le rôle des syndicats. Nous remettrons ainsi le monde du travail au cœur de notre projet de société.

Notre pays a besoin de justice pour garantir aussi l'avenir et le niveau des retraites. Jacques Chirac nous propose des fonds de pension à la française, et Lionel Jospin des compléments par capitalisation. Derrière l'hypocrisie des mots, la connivence éclate, qui mettrait nos aînés à la merci des aléas boursiers. Plus encore, ils ont tous deux, de concert, accepté au sommet européen de Barcelone, le report à 63 ans de l'âge de la retraite. Sans débat devant le Parlement, sans débat devant le pays.

Eh bien, je défendrai bec et ongles le principe de la répartition. Dans les semaines qui suivront le renouvellement de l'Assemblée Nationale, je soumettrai à la négociation des partenaires sociaux, les réformes jusqu'ici trop longtemps différées.

L'âge de la retraite sera lié au nombre d'années de cotisation (40 ans) et non plus à un âge couperet. Je mettrai en œuvre la retraite progressive. Ainsi sera maintenu le droit au départ en retraite à soixante ans pour ceux qui le souhaitent. L'équilibre à terme des régimes de retraite sera obtenu par l'accroissement du niveau d'activité, et par la réduction du chômage. A plus long terme, une politique familiale ambitieuse, permettant au pays d'assurer le renouvellement des générations, y contribuera.

Nos deux sortants ont abandonné les intérêts de l'industrie, le monde de la production. Ils filent doux devant les marchés financiers. Pour eux la modernité, c'est l'ouverture de tous les marchés à la concurrence. Derrière leurs beaux discours, la mondialisation libérale est féroce : des pans entiers de notre industrie s'effondrent, disparaissent, passent sous contrôle étranger. Nos services publics, hier encore performants et dynamiques, comme l'était France-Telecom, passent dans le rouge, à la suite d'aventures boursières hasardeuses. La sidérurgie renflouée à coup de fonds publics est privatisée, et son siège est transféré à Luxembourg. Alcatel invente la société sans usine, et brade le savoir faire et le patrimoine industriel qui s'étaient constitués dans ce domaine. Partout l'Etat est mis aux abonnés absents. Voyez Canal Plus la chaîne du cinéma français. Le gouvernement se tourne vers le CSA. Lionel Jospin se défait sur Dominique Baudis !

Dans la mondialisation, la France n'est pourtant pas désarmée. Je propose qu'elle mette en œuvre tous ses outils. D'abord la politique industrielle, pour aider notre industrie à relever les défis de l'avenir en créant un grand ministère du Développement technologique. En commençant par une politique énergétique assurant notre indépendance. L'énergie est une affaire trop sérieuse pour être laissée au chantage des Verts !

Il faut mettre un terme à la démagogie. Ceux qui promettent 900 000 emplois au nom d'une croissance qu'ils ne cherchent nullement à susciter, ou la réduction de 30 % de l'impôt sur le revenu, ou encore la baisse de 50 % de la taxe d'habitation, sont les mêmes qui se sont engagés à Barcelone à faire disparaître tout déficit budgétaire en 2004 !

Ils se moquent du monde ! Ils hypothèquent entièrement les deux prochains budgets voués aux coupes sombres. Non seulement ils prennent ces engagements dans le dos du peuple français, mais ils mettent par avance en congé une Assemblée Nationale qui n'est pas encore élue !

Avec moi cela changera. On saura qu'il y a dans l'Etat une volonté. Notre pays retrouvera un cap et un capitaine.

Je suis un homme libre. Je ne suis pas un homme seul. Autour de moi, vous ne trouverez pas les courtisans usés, blasés, qui déjà se distribuent les prébendes. Mais des femmes et des hommes qui ont décidé de construire le pôle républicain. Epris de liberté, ils ont souvent préféré suivre leurs convictions que d'obéir à leur parti. Certains disposent d'une solide expérience et d'une claire conscience de l'intérêt public. Derrière eux je veillerai que s'affirme une nouvelle génération de femmes et d'hommes jeunes qui veulent donner sens à leur engagement politique. Tous savent que nous sommes au commencement d'une vaste entreprise.

Le pôle républicain rassemble des femmes et des hommes venus de toutes les sensibilités démocratiques : de la gauche de la gauche, du courant communiste, du courant socialiste, du Mouvement des Citoyens, du courant radical, de l'UDF, des gaullistes, des souverainistes. Ce qu'ils ont en commun, c'est la certitude que rien ne changera dans notre pays, si la souveraineté populaire n'est pas relevée et si de fermes repères ne sont pas tracés pour l'avenir.

Les Français en ont assez de la cogestion par l'Etat RPR et l'Etat PS. Il faut donner de l'air au pays. Il a besoin d'hommes et de femmes nouveaux. Le pôle républicain est né. Il ne fait qu'écrire ses premières pages. Il sera la relève des équipes discréditées dont le pays ne veut plus. Je sais le travail immense que vous avez conduit dans tout le pays. Je sais l'énergie militante sans faille qui vous a animés. C'est un point d'appui considérable. Les Français savent que le pôle républicain sera le meilleur garant d'un moins sombre avenir.

Non, à trois jours du scrutin, rien n'est joué. Vous sentez bien que tout bouge et peut bouger encore. Certes les bastilles du conformisme et de l'immobilisme nous barrent encore l'horizon. Mais nous seuls pouvons prendre ces bastilles !

Ensemble nous pouvons changer la donne. Ensemble nous pouvons déplacer les lignes.

Ensemble, nous pouvons créer la seule vraie bonne surprise. C'est possible, car jamais, une élection ne s'est présentée de manière aussi ouverte.

Je me tourne vers les Françaises et les Français qui pour plus de la moitié d'entre eux vont faire leur choix d'ici dimanche pour leur dire : Ne laissez pas passer cette occasion d'infléchir votre destin. Ce moment ne repassera pas de sitôt. C'est votre avenir, celui de vos enfants, c'est l'avenir de la France que je défends, pour vous, et avec vous.

Organisons ensemble le sursaut républicain. Ou bien la France va dans le mur : Cinq ans de Chirac ferme et constitutionnellement incompressible, cinq ans de Jospin sec et éventuellement reconductibles, ce n'est plus un quinquennat, c'est une condamnation.

Ou bien, comme elle l'a fait à plusieurs reprises dans son histoire, avec vous, avec moi, la France rebondira avec la République !

Le vote Chevènement, c'est le seul vote de confiance.

Confiance dans la France d'abord ! La France retrouvée, à nouveau présente au rendez-vous que l'Histoire lui fixe !

Confiance dans la démocratie, enfin libérée du carcan de l'Etat RPR ou de l'Etat PS, confiance dans le citoyen ! C'est un vote de lucidité qui prend le pari d'une politique à la fois efficace et juste. Parce que selon le mot de Pascal, il faut que ce qui est juste soit fort, et que ce qui est fort soit juste. Voilà ce que signifie être au-delà de la droite et au-delà de la gauche : la justice plus l'efficacité.

Oui c'est un pari sur notre capacité à nous rassembler, à dépasser des clivages périmés, à sortir des sentiers battus, à prendre appui sur toutes les forces de la France.

Dans cet ultime effort pour convaincre nos concitoyens, j'ai besoin de vous. Je compte sur votre mobilisation, sur votre élan, et à travers vous sur l'intelligence, le civisme et le patriotisme des Français !

Demain comme hier, la République sera, si vous le voulez, la force de la France !

<campagne=2002> <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> <texte=5> <lieu=Paris>

Chers Amis,

L'engagement culturel est une passion. Passion d'apprendre et de transmettre. Passion de donner et de découvrir. Passion de soi, de son histoire, de son patrimoine, de ses racines et passion de l'autre, que l'on rencontre dans sa beauté et sa vérité.

Cet engagement est le vôtre.

Vous tous, artistes, créateurs, acteurs de la culture, vous partagez le même rêve. Celui d'une France plus ancienne qu'elle ne le sait, plus grande qu'elle ne le croit, plus audacieuse, plus généreuse qu'elle ne l'imagine. Une France qui déborde ses frontières, par sa langue, par ses œuvres, par son passé, par son génie. Une France qui porte dans le monde un message de respect, de dialogue, de solidarité.

Ce rêve, c'est aussi le mien. C'est le nôtre.

Je suis heureux d'être avec vous, aujourd'hui, dans ce théâtre du Palais Royal où nous accueille Francis Nani. Je vous remercie d'être venus si nombreux.

J'ai entendu, à travers les paroles fortes qui ont ouvert cette réunion, votre appel pour un renouveau de notre ambition culturelle.

Cette ambition, je souhaite que nous la portions tous ensemble, au-delà des choix politiques des uns ou des autres. Car, à mes yeux, la culture n'a jamais été et ne doit jamais devenir une affaire de parti, une affaire de clan. N'est-ce pas d'ailleurs tous ensemble que nous voulons défendre et préserver pour nous-mêmes, mais aussi pour toutes les autres nations, la diversité et le dialogue des cultures ?

Comment encourager la vitalité culturelle de notre pays, cette vitalité que je retrouve et que je ressens dans chacun de mes déplacements ? Comment mieux accompagner le talent de nos artistes, de nos créateurs, de nos auteurs, le dynamisme de nos industries culturelles ? Comment préserver et valoriser notre patrimoine ? Comment mieux répondre aux attentes de chaque Français ? Voilà les questions qui se posent à un moment où l'action de l'Etat hésite et marque le pas.

La France a su inventer un modèle de politique culturelle auquel nous sommes tous profondément attachés. Mais aujourd'hui, des interrogations, des doutes, des critiques, des demandes fortes se manifestent chez tous ceux qui agissent pour la culture dans notre pays. Collectivités locales, dont l'engagement est majeur. Associations, toujours plus actives. Institutions et compagnies qui font vivre le théâtre et la danse, la musique, le cirque et toutes les formes de spectacle vivant. Acteurs du marché de l'art, qui jouent un rôle si fort dans la diffusion de la création. Entreprises et particuliers, qui veulent prendre leur part de l'action commune.

Tous déplorent l'essoufflement et la crispation d'un Etat qui, à trop vouloir embrasser, diriger et contrôler, n'assure plus, comme il le devrait, ses missions premières. Tous regrettent de voir leurs capacités d'initiative bridées et freinées par des règlements désuets, une fiscalité inadaptée, une tutelle d'un autre âge, une paralysie budgétaire, une absence de projet. Tous constatent que, malgré la formidable expansion culturelle des dernières décennies, trop de nos concitoyens ont été laissés au bord du chemin.

Oui, l'heure est venue de donner une impulsion nouvelle à la politique culturelle.

C'est pourquoi j'entends placer cette politique au cœur du projet que je propose aux Français pour les cinq ans à venir.

J'entends d'abord que l'Etat s'en donne les moyens. Le budget du ministère de la culture doit cesser d'être la "variable d'ajustement" qu'il a trop souvent été : il doit être "sanctuarisé". Face à un environnement qui s'est profondément modifié, sous l'effet conjoint de la décentralisation, de l'intégration européenne et de la mondialisation, le ministère de la culture doit renforcer ses compétences et son expertise. Il doit mieux prendre en compte, dans son organisation, les questions juridiques, fiscales, européennes, qui intéressent au premier chef nos créateurs, nos industries culturelles et les acteurs du marché de l'art.

Renforcé dans sa capacité budgétaire, renforcé dans son expertise et éclairé dans ses priorités, le ministère de la culture pourra alors assumer pleinement les responsabilités qu'il doit porter au service d'une triple ambition : libérer l'initiative et toutes les énergies, pour que la culture devienne vraiment l'affaire de tous. Assurer l'égalité des Français dans l'accès à la culture. Défendre et favoriser la diversité culturelle en France, en Europe et dans le monde.

C'est autour de ces trois priorités que je vous propose de sceller un nouveau pacte pour la culture.

Premier objectif : libérer l'initiative. Instaurer une nouvelle règle du jeu.

Cela vaut d'abord pour l'Etat. Nous avons des grands établissements prestigieux : le Centre Georges Pompidou, Versailles, l'Opéra, le Musée du Louvre, la Bibliothèque Nationale de France, la Comédie Française, la Cité de la Musique, que je souhaite voir complétée par la grande salle symphonique qui lui fait défaut. Demain, la Cité des Archives et le Musée du Quai Branly. Ces grands établissements, nous devons les remettre au centre de notre politique culturelle. Chacun doit voir clairement confirmées son autonomie et sa vocation nationale. Chacun doit voir affirmées, comme faisant partie de ses missions essentielles, l'éducation, l'innovation, la recherche, la présence sur les réseaux. Chacun doit prendre toute sa part de la décentralisation culturelle et du rayonnement international de la France. C'est ainsi que ces établissements, que notre tradition historique a concentrés à Paris, s'ouvriront aux régions et seront à la disposition de chaque Français.

Définition claire des objectifs, moyens inscrits dans la durée, autonomie, responsabilité, contrôle et évaluation. Tels sont les principes qui doivent inspirer les relations entre l'Etat et ces fleurons de l'excellence culturelle. Ils donneront son véritable sens au légitime exercice de sa tutelle. Car, c'est la leçon qu'il faut tirer de certaines crises récentes, autorité ne veut pas dire autoritarisme, pas plus qu'autonomie ne veut dire indépendance.

Libérer l'initiative, c'est ensuite encourager et impliquer dans notre vie culturelle tous les acteurs de la société civile : particuliers, associations, fondations, entreprises. La culture doit devenir pleinement l'affaire de tous.

A cette fin, je propose qu'une loi vienne faciliter l'action de tous ceux qui œuvrent pour la culture et encourager le mécénat des entreprises et des particuliers.

Il est temps de simplifier toutes les règles applicables aux fondations pour qu'elles deviennent des acteurs à part entière de notre vie sociale et culturelle. Dans cet esprit, je souhaite également que chaque entreprise dans laquelle l'Etat garde une participation montre l'exemple, en se dotant, quand ce n'est pas déjà le cas, d'une fondation dédiée à une action d'intérêt général et notamment culturelle. Chaque fois que ces entreprises ouvrent leur capital - je pense notamment à EDF - le capital des fondations qui leur sont rattachées devrait être augmenté.

Il est temps que les dons des particuliers à des œuvres d'intérêt général bénéficient d'une réduction d'impôt vraiment significative, et que le mécénat d'entreprise soit lui aussi simplifié et encouragé. Oui, nous devons passer, à l'égard du mécénat, d'une culture de réticence et de soupçon à une culture de confiance et de reconnaissance !

Il est temps que la vie des milliers d'associations qui, avec leurs bénévoles, constituent le terreau de notre vie culturelle voient enfin leur action soutenue et leur vie administrative et fiscale facilitée. Je propose que l'on étende le bénéfice du chèque emploi-service aux petites associations culturelles. Je propose aussi, au-delà des mesures déjà prises en la matière, de mettre en place une fiscalité allégée en matière d'impôts sur les sociétés ou de taxe sur les salaires pour les associations.

Libérer l'initiative, c'est enfin reconnaître et respecter les collectivités locales, qui consacrent au financement de la culture deux fois plus de moyens que l'Etat. Le nouveau partenariat que je veux leur proposer en faveur du patrimoine doit en être l'une des illustrations.

Si le patrimoine est notre héritage, il est d'abord une exigence. Il doit être partout préservé, partout accessible et offert au plaisir de la découverte.

Aux collectivités, à tous les acteurs de ce secteur essentiel de notre vie culturelle, propriétaires publics ou privés, associations, fondations, et particulièrement la Fondation du patrimoine, je propose un nouveau contrat. Un contrat qui s'inscrit dans une nouvelle loi-programme. Pour que cette loi porte tous ses fruits, je veux que s'instaure un véritable esprit de concertation entre les services de l'Etat et ses interlocuteurs sur le terrain. Qu'il s'agisse des procédures d'inscription et de classement, des prescriptions en matière de restauration, de la direction des travaux ou de leur mise en œuvre, il faut rechercher plus de simplicité, de proximité et d'efficacité. Il faut respecter les délais et consommer les crédits votés par le Parlement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut des choix de protection et de restauration toujours expliqués, justifiés, partagés.

C'est en se fondant sur ces principes que l'Etat pourra réaffirmer sa légitime autorité, autorité qu'il exprime en particulier à travers le classement. Dois-je souligner qu'il lui appartient que le Centre des Monuments Nationaux retrouve le sens de ses missions et la sérénité qui n'aurait jamais dû le quitter ?

Notre deuxième ambition, c'est d'assurer l'égalité d'accès des Français à la culture.

Nous en sentons bien l'urgence, au moment où les violences qui traversent la société française sont autant de blessures, autant de coups portés à notre cohésion nationale, au pacte républicain. Une culture partagée porte en elle ce lien social dont nous avons tant besoin.

A cet égard l'éducation est la première clé de l'égalité. Si aucune famille ne peut plus concevoir aujourd'hui une éducation sans sport, trop peu d'entre elles ont accès au bénéfice de l'éducation artistique. C'est pourquoi je propose que, dans ce domaine, l'Etat définisse et permette un meilleur partage des tâches avec les communes et les régions. La charge est lourde en effet pour nos communes qui assument à la fois la sensibilisation artistique, en concertation avec l'Education Nationale et l'enseignement préprofessionnel dispensé par les conservatoires, les écoles nationales de musique et les conservatoires d'art plastique.

Les régions doivent se voir reconnaître de véritables compétences culturelles et en particulier prendre progressivement en charge l'enseignement préprofessionnel. L'Etat doit les y aider. Ainsi, les communes seront libérées de cette charge et pourront, comme elles le souhaitent, et comme elles y sont prêtes, intensifier et généraliser l'initiation et la sensibilisation culturelles. Quant à l'Education Nationale, au-delà des pratiques artistiques, elle doit donner toute sa place à l'histoire de l'art, en faire une discipline à part entière, comme c'est le cas chez nombre de nos voisins.

Dans les cinq ans à venir, grâce à une meilleure coopération entre tous les acteurs, grâce aussi à un engagement renouvelé de l'Etat, nous devons avoir généralisé l'accès de chaque enfant à l'éducation artistique.

Au-delà, si nous voulons gagner de nouveaux publics, beaucoup reste à faire pour assurer l'égalité des territoires face à la culture. L'objectif, c'est de corriger les déséquilibres de façon pragmatique et adaptée. Je pense, par exemple, à la lecture publique et au réseau de bibliothèques, dans une société où l'écrit reste la clef du savoir et de la formation, où l'illettrisme fabrique chaque jour de la souffrance et de l'exclusion.

Pour cela, l'Etat doit proposer aux collectivités des contrats pluriannuels qui garantissent ses concours financiers. Ainsi, elles pourront plus facilement structurer leur propre politique. Il doit aussi créer des souplesses nouvelles, indispensables aux petites communes pour coordonner leurs actions, mettre en commun leurs moyens et partager leurs équipements. C'est un impératif dans les zones rurales. Il revient enfin à l'Etat d'encourager les expériences innovantes, les efforts d'amélioration du service public, les initiatives comme les formules de "carte-culture", voire de "chèque culture".

Pas d'égalité sans aménagement du territoire. Pas d'égalité non plus, si nous ne parvenons pas à remettre au service de la culture cet instrument unique de diffusion qu'est la télévision et particulièrement la télévision publique.

Au moment où s'engage la renégociation de la directive "Télévision sans frontières", nous allons d'abord nous battre afin de préserver nos acquis, essentiels pour nos artistes, créateurs et producteurs.

Par ailleurs, j'admire trop la tradition culturelle de la télévision française, le talent de ses producteurs et de ses programmeurs, pour admettre la marginalisation qu'y connaît aujourd'hui la culture. C'est pourquoi je veux un service public fort, au financement garanti et moins tributaire de la publicité. Un service public respectueux de ses engagements et de ses missions.

Je souhaite par ailleurs que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel veille à ce que le lancement de la télévision numérique terrestre soit l'occasion d'une nouvelle offre télévisuelle où la musique et le spectacle vivant trouvent toute leur place.

Enfin, Internet peut constituer une chance extraordinaire pour élargir l'accès à la culture. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur les efforts qu'il nous faut déployer pour que les Français puissent accéder de manière élargie à l'informatique et aux réseaux à haut débit. Mais je veux dire ici qu'à travers la numérisation des fonds des grandes institutions, l'offre culturelle française doit être beaucoup plus présente et mieux coordonnée sur les réseaux. C'est la voie de l'avenir.

Troisième objectif, troisième priorité : défendre et favoriser la diversité culturelle en France, en Europe et dans le monde.

Pourquoi ?

Parce que nous récusons les deux formes de stérilisation qui menacent aujourd'hui la vie de l'esprit : d'un côté le repli sur soi, le refus agressif de toute altérité, qui apparaît comme la part maudite de la mondialisation. De l'autre, l'arrogance médiocre d'un bruit de fond, uniforme et dénué de sens, qui usurpe le nom de culture. Oui, la pluralité des cultures, la variété des arts, la multiplicité des sciences, le concert des langues expriment l'irréductible polyphonie de l'esprit ! C'est vrai à l'échelle de la planète comme pour chaque nation. Ainsi, notre République est une. Sa langue est le français. Mais chacun sait que nos langues et cultures régionales font partie de notre richesse.

La diversité, c'est d'abord celle des créateurs et des artistes. Pour eux, pour vous, la reconnaissance se paie souvent au prix fort, celui d'une vie parfois soumise à de longues périodes d'aléas et de difficultés. C'est pourquoi il reviendra au futur ministre de la culture d'organiser une véritable réflexion collective sur vos conditions de vie et de travail, sur votre protection sociale.

Assurer la diversité culturelle, c'est aussi mieux prendre en compte les industries culturelles qui sont l'une des forces de notre pays et qui portent une part importante de notre création.

L'Etat et la loi doivent jouer tout leur rôle. Je veux d'abord redire mon attachement à la loi de 1981 sur le prix du livre, inspirée par notre ami Jérôme Lindon. Je veux affirmer ma détermination à faire voter et appliquer le projet de loi sur le droit de prêt. Je veux également que la loi permette aux collectivités locales d'aider les librairies de création, comme elles peuvent aider les cinémas d'art et d'essai et les théâtres.

Par ailleurs, je m'engage à conforter notre système d'aide au cinéma, qui contribue, avec le succès que l'on sait, à sa vitalité et à son rayonnement. Je m'engage à ce que, dans le cadre d'une harmonisation des fiscalités européennes, la France agisse pour que la TVA sur le disque soit enfin amenée au même taux que la TVA sur le livre. Pour mieux protéger nos artistes, pour mieux soutenir leurs créations, je souhaite que soit mise à l'étude la création d'un Centre National de l'Edition Phonographique, sur le modèle du Centre National du Livre et du Centre National du Cinéma. La musique, la chanson sont des vecteurs puissants de notre culture et de notre langue. Elles doivent être défendues sur notre sol, comme au niveau européen.

L'Europe, qui est l'expression même d'une diversité culturelle à la fois brillante, foisonnante et fragile, est l'espace naturel d'une culture française rayonnante. C'est à l'échelle de l'Europe que doit se mener le combat contre l'uniformisation culturelle et s'élaborer une véritable politique de coopération entre les cultures.

Oui, la France doit avoir l'ambition de proposer et faire partager par l'Europe un vrai projet culturel ! A l'heure de la circulation et de la reproduction des œuvres sur les réseaux, priorité devra d'abord être donnée à la protection des droits des créateurs, à la modernisation et à l'harmonisation du droit d'auteur en Europe, pour affronter avec succès la bataille du " copyright " et assurer la pérennité du droit d'auteur " à la française ". Nous devons, avec la même détermination, engager un combat sans merci contre le piratage.

Mais une politique culturelle européenne exige aussi de rapprocher, dans les différents pays de l'Union, les conditions, notamment fiscales, qui régissent la circulation, l'achat et la vente des œuvres d'art. C'est une exigence absolue pour qu'une concurrence plus équilibrée règne entre les grandes capitales européennes du marché de l'art, dont Paris fait partie, et qu'elles puissent cumuler leurs atouts au lieu de s'affaiblir dans une concurrence acharnée.

A la France de jouer un rôle moteur pour que l'Europe s'implique dans la régulation des industries culturelles, afin d'éviter la formation de monopoles, et permette aux industries de programme d'affronter la mondialisation !

A la France de jouer un rôle moteur pour que l'Europe, enfin, bâtisse concrètement un espace culturel européen, à travers de grands programmes d'aide et de coopération. Des programmes qui permettront aux régions de mieux restaurer leur patrimoine. Des programmes qui uniront entre eux musées et bibliothèques des différents pays et régions de l'union, autour d'ambitieux projets d'expositions, de numérisation et de mise en réseau de leurs fonds. Des programmes qui permettront aux jeunes créateurs de séjourner à l'étranger, pour se former et s'y faire connaître, et aux spectacles vivants de voyager de ville en ville, bien au-delà de nos frontières. Les dépenses culturelles de l'Union représentent aujourd'hui tout au plus 0,4 % de son budget. L'identité européenne mérite à l'évidence bien davantage !

A la France d'entraîner l'Europe dans son combat pour que la Charte pour la diversité culturelle, adoptée à l'automne dernier par l'UNESCO, devienne, demain, la base d'un nouvel instrument du droit international, qui reconnaîtra pleinement le droit des Etats à aider les créateurs par les mécanismes de leur choix. Nous devons faire vivre ce dialogue mondial des cultures pour lequel j'ai plaidé au lendemain des événements du 11 septembre et qui me semble la seule réponse au risque d'un " choc des civilisations ". Cette grande ambition d'une Europe des cultures et de la connaissance n'aura de sens et de portée que si la France sait aussi adapter et moderniser sa diplomatie culturelle.

Le moment est venu de repenser l'action de nos centres culturels à l'étranger, de leur donner accès à toutes les ressources des technologies de l'information et de la communication et d'établir un meilleur partage avec les alliances françaises, principales propagatrices de la langue française dans le monde. En un mot, je souhaite que soit redéfinie une stratégie plus dynamique de la France à l'étranger.

Dans cet esprit, je propose qu'un établissement public - une nouvelle agence - anime la politique d'échanges culturels et fédère, à l'image du British Council ou du Goethe Institut, l'ensemble des implantations culturelles françaises à l'étranger. Autonome, il donnera au réseau culturel et à chacun des centres la souplesse de gestion et la capacité de réaction qui lui font défaut. Il se donnera en particulier pour mission de mieux faire connaître nos créateurs.

Dans le même esprit, nous devons mener avec détermination la bataille des images et du son. A l'heure d'internet et du satellite, notre outil audiovisuel extérieur doit être impérativement repensé. Il y a là une véritable priorité pour les pouvoirs publics au service de notre langue et de tout l'espace francophone. Cet espace francophone pour lequel j'ai récemment développé de nouvelles propositions devant le Haut Conseil de la Francophonie.

Voilà comment nous pourrions gagner la bataille de la diversité culturelle !

Chers Amis, en prenant devant vous l'engagement de placer la culture au cœur de notre ambition pour la France, en voulant réconcilier l'Etat et la liberté d'initiative et de création, en voulant réunir l'égalité et la diversité dans une même politique, j'entends rester fidèle à la tradition universaliste et humaniste qui est celle de notre pays.

La France, riche d'un formidable héritage culturel, s'enrichit de sensibilités diverses et nombreuses qui font notre culture vivante et rayonnante, fidèle à sa vocation universelle.

Notre langue n'exprime pas seulement notre culture. Elle exprime en même temps celle de tant de peuples proches et lointains qui l'ont reçue en partage. Grâce à la francophonie, qui ajoute encore à l'universalité de notre pensée et de nos valeurs, la France est au cœur de la diversité culturelle.

A la fin de l'un de ses plus beaux textes, "La crise de la culture", Hannah Arendt décrit ainsi la femme ou l'homme de culture : "Quelqu'un qui sait choisir ses compagnons parmi les hommes, les choses, les pensées, dans le présent comme dans le passé".

A nous, demain, de donner à chaque Français la chance de choisir ses compagnons spirituels, la chance de devenir cette femme ou cet homme de culture qui n'est autre que la figure achevée du citoyen.

Je vous remercie.

\*\*\*

<campagne=2002> <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - <lieu=Poitiers> <texte=6>

Cher Jean-Pierre RAFFARIN,

Mes chers Amis,

Il est des villes qui évoquent immédiatement l'histoire de France, parce qu'elles sont aussi des noms de victoires, parce qu'elles jouent un rôle dans notre fierté nationale. Poitiers en fait partie.

Je salue Poitiers, ville d'histoire et de patrimoine.

Je salue Poitiers, ville d'harmonie et de progrès.

Je salue Poitiers, ville d'audace, de courage et de dynamisme.

Je salue Poitiers, ville de fidélité et d'enthousiasme.

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui. Je suis heureux de retrouver des amis, au premier rang desquels Jean-Pierre Raffarin, Président de la Région Poitou-Charentes. Et j'adresse, en notre nom à tous, un salut amical à René Monory.

Nous vivons un temps fort de notre vie nationale. C'est le temps du dialogue et du débat, avant le temps de l'action. Celui où se forge une vision commune de l'avenir, une vision fondée sur une conviction et une ambition françaises.

Au cours des années récentes, l'insécurité s'est répandue, les Français ont été opposés les uns aux autres, les intérêts corporatistes ont été privilégiés. Le gouvernement socialiste n'a été animé d'aucune vision authentique de l'intérêt national.

La compétitivité française, c'est-à-dire les investissements, l'activité et l'emploi de demain, s'est fortement détériorée. Les délocalisations se sont multipliées. Plus imposée et plus déficitaire que les autres, la France est aujourd'hui classée parmi les dernières en Europe pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Près d'un an après la reprise du chômage, aucun plan d'action n'a été lancé. Le fatalisme règne. Et avec lui, l'attentisme. Sur l'insécurité, les retraites, la santé, sur la réforme de l'Etat, et sur bien d'autres questions encore, le gouvernement a escamoté les difficultés. Il a cessé de gouverner pour ne plus penser qu'à durer.

Un sentiment de relâchement s'est diffusé. Je veux y mettre fin. Je veux ranimer la passion de la France. Je veux réinscrire les valeurs de la République au cœur de notre société. Je veux mettre plus d'humanité, de générosité, de respect dans les relations entre Français.

Vivre ensemble, travailler ensemble, avancer ensemble, rêver ensemble : la France est faite pour cela !

Partout en France, je vois à l'œuvre une richesse humaine, un dynamisme, une volonté de réussir et de construire ! Les Français travaillent, innovent, créent, conquièrent des marchés. Les Français s'engagent, expérimentent de nouvelles solidarités, font avancer la France.

Ils ont besoin d'être davantage écoutés, entendus, aidés et soutenus. Ils ont besoin que l'Etat leur ouvre la route, qu'il dégage leur chemin.

Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de références sûres pour l'action.

L'autorité, contre le laisser-aller, pour rendre sa place à l'esprit de responsabilité à tous les niveaux, rétablir la sécurité et restaurer la capacité d'arbitrage de l'Etat.

La Nation, contre la tentation du communautarisme, pour permettre à tous nos compatriotes de concilier leurs diverses appartenances, qu'elles soient spirituelles, régionales ou même politiques, avec les exigences de tolérance et de respect mutuel qu'impose notre pacte républicain.

L'unité, contre les forces de dispersion et de division, pour que tous les Français aient les mêmes droits et obligations partout en France, sans aucune distinction possible.

Pour ma part, mes chers amis, je n'ai jamais fait de distinction entre les Français et n'en ferai jamais. Je suis et je veux être le garant de notre unité.

Il n'y a pas deux France, ni trois, ni quatre, ni cinq, des France qui se séparent, s'opposent, se combattent et qu'il faudrait faire coexister ou réconcilier. Il y a une seule France.

Le génie français, c'est d'accueillir ce qui distingue, de refuser ce qui sépare et de privilégier ce qui rassemble. Nous ne saurions accepter que certains conflits, et notamment les terribles événements du Proche-Orient, dressent sur notre sol des Français contre des Français. Ce serait contraire à tout ce qui fait la France, son idéal, ses traditions, son message.

Une grande Nation comme la nôtre, doit d'abord garantir l'égalité des chances : égalité face à la sécurité, égalité devant l'éducation, égalité pour l'accès aux soins.

Elle doit aussi garantir à tous nos compatriotes les mêmes droits partout en France et pour cela assurer l'égalité des territoires et préserver la ruralité.

Enfin, elle doit réformer son Etat, pour qu'il puisse mettre l'action publique au service d'une grande ambition française.

Voilà, mes chers Amis, ce que nous allons faire ensemble.

D'abord la sécurité.

L'insécurité qui ronge notre pays, est une cause de fracture nationale.

L'exaspération grandit contre tous ceux qui ne connaissent que la loi de la violence, qui pourrissent la vie des établissements scolaires et des cités, mais aussi des centre-villes, mais encore des campagnes, parce qu'aucune région n'est épargnée. Une exaspération propice à tous les amalgames. Les premières victimes, ce sont bien sûr les Français les plus modestes, habitant les quartiers les plus exposés à la violence. Mais ce sont aussi les jeunes dans leur ensemble, et en particulier beaucoup de jeunes issus de l'immigration. Ceux, très nombreux, dont on ne parle pas, qui travaillent, qui réussissent, qui ne renient en rien leurs racines, mais qui sont avant tout et irrévocablement Français. Des jeunes qui font trop souvent l'objet de ces inacceptables discriminations auxquelles un climat de peur est tellement favorable.

A toutes ces dérives, il faut mettre un terme, et vite !

Les socialistes ont refusé de prendre la mesure du problème. Ils ont multiplié les déclarations, les colloques, les postures. Mais qu'en est-il des décisions, des actes, qui auraient permis de mettre un terme à l'impunité, de mieux prévenir et de mieux juguler la violence, d'éloigner réellement les délinquants du théâtre de leurs agressions? Qu'en est-il de la volonté et de l'efficacité ? On n'en voit nulle trace.

Prisonniers de leur idéologie. Marqués par la culture de l'excuse. Refusant de voir les défaillances de l'autorité. Ignorant l'action des réseaux mafieux qui mettent en coupe réglée des quartiers entiers. Enfermés dans les contradictions de leur majorité plurielle, Les socialistes n'ont pas agi contre l'insécurité.

Et ils voudraient maintenant que cette question majeure soit laissée en dehors du débat démocratique ? C'est un comble !

Comme si la politique, qui est le service de la cité, ne consistait pas, justement, à répondre aux préoccupations des femmes et des hommes, à essayer de résoudre leurs problèmes. Comme si le devoir d'un responsable public, d'un homme d'Etat, n'était pas d'abord de protéger les citoyens !

Je continuerai donc à vous dire ce que je propose pour maîtriser la violence, pour faire reculer l'insécurité. Tout simplement, parce que c'est mon devoir.

Vous le savez, je veux tout à la fois agir par la prévention, l'anticipation, mais aussi, sans faiblesse, par la sanction, une sanction certaine, rapide, juste et adaptée.

La prévention exige de réunir, dans une même mobilisation, tous ceux qui peuvent jouer un rôle, pour alerter, pour responsabiliser les familles, pour apporter un soutien, un suivi, une solution. Je pense aux enseignants et aux chefs d'établissements, parce que tout commence souvent par l'absentéisme, les conduites d'échecs, les violences verbales vis-à-vis de camarades, de surveillants ou de professeurs. Je pense aux agents sociaux et aux éducateurs, qui connaissent les familles, la vie des quartiers. Aux gardiens d'immeubles, premiers témoins de tout ce qui ne va pas. Aux associations, notamment sportives et culturelles. Je pense aux forces de l'ordre, qui doivent remplir une fonction de dissuasion, ainsi qu'aux juges pour enfants. Tous doivent agir de façon coordonnée, en liaison étroite avec les maires, parce qu'ils sont les mieux placés pour établir un contact avec les jeunes en danger, pour aider les parents, mais aussi pour les mettre face à leurs responsabilités.

Mais aussi sérieuse soit-elle, la prévention ne suffit pas. L'insécurité s'aggravera encore si l'on continue à relâcher les délinquants aussitôt qu'arrêtés. S'ils croisent, le lendemain, le commerçant qu'ils ont agressé la veille, l'élève qu'ils ont racketté. Personne ne peut mesurer les ravages de l'impunité, qui est la négation même de la notion de faute, et qui ne fait que renforcer le prestige des meneurs. Il est urgent d'y mettre un terme. Je m'engage à ce que soient votées, dès cet été, deux lois de programme, sur cinq ans, pour les forces de l'ordre, police et gendarmerie, et pour la justice, afin qu'elles aient les moyens de l'efficacité. Je m'engage à ce que soient mis en place, avant l'été, dans toute la France, des Groupements Opérationnels d'Intervention réunissant policiers, gendarmes, douaniers, agents du fisc, magistrats, pour démanteler les réseaux mafieux qui tiennent certaines cités, et qui utilisent les plus jeunes pour des trafics de toute nature : drogue, prostitution, immigration clandestine, recels,

Je m'engage à ce que soient créées une justice de proximité, prompt, humaine, proche du terrain, pour mettre fin à l'engorgement actuel des tribunaux. Elle prononcera les premières peines dans l'échelle des sanctions, des peines immédiates et effectives.

Je m'engage à ce que, d'ici la fin de l'année, soient mis en place des centres fermés, et non pas des centres ouverts à tous les vents, comme les rares qui existent actuellement. Ils permettront d'éloigner les jeunes délinquants des quartiers où ils sévissent et de leur donner l'occasion et la possibilité de se reconstruire pour s'insérer dans la société.

Je m'engage enfin à tout mettre en œuvre pour que les forces de l'ordre, qui font un travail difficile, et auxquelles je veux rendre hommage, soient mieux utilisées, et se sentent davantage considérées, davantage soutenues. Combattre efficacement l'insécurité nécessite bien sûr, pour la gendarmerie et la police, des moyens, mais aussi un moral, une volonté, un état d'esprit. C'est ce moral, cette volonté qu'il nous appartient de conforter.

C'est cela, une politique efficace de sécurité. Pendant cinq ans, les socialistes l'ont refusée. Ils ne la mettront jamais en œuvre. Pour ma part, je m'engage à la conduire, pour tous nos concitoyens, pour les victimes, pour les jeunes en danger, pour le bien et l'unité de la Nation.

Le deuxième pilier de l'égalité des chances, c'est l'égalité devant l'éducation. Qu'y a-t-il de commun entre un collège de centre-ville, à l'environnement plus ou moins protégé, et un collège de ZEP où chaque cours est un combat pour rétablir le calme, apaiser les violences, se faire entendre, délivrer un savoir ? En théorie, c'est la même école républicaine, les mêmes enseignants, les mêmes programmes. En fait, ce sont deux mondes étrangers l'un à l'autre.

Le résultat, c'est que l'égalité des chances, pourtant au cœur de notre pacte républicain, n'a jamais été aussi mal assurée. Il est beaucoup plus difficile à un élève sérieux, conscient des enjeux, désireux de travailler, de réaliser ses projets aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans. Telle est la réalité, inacceptable.

Comment combattre cette injustice ? Je propose que nous nous fixions six objectifs.

D'abord, sécuriser. Je n'insisterai pas, tant il est évident que rien n'est moins propice à la concentration, à l'effort, à l'étude, que les violences, verbales ou physiques, le refus des règles, la crainte de se faire agresser ou racketter. Faire de chaque élève un citoyen de la cité scolaire. Responsabiliser les parents. Sanctionner les fauteurs de trouble. Prévoir pour eux, en cas d'actes graves et d'exclusions répétées, des établissements éducatifs spécialisés: autant de nécessités.

Ensuite, anticiper et combattre l'échec scolaire qui décourage tant de jeunes et les prive d'espoir. Chacun sait qu'il faut agir très tôt, dès la maternelle. C'est là que commence à se jouer le futur apprentissage de la lecture et de l'écriture. C'est là que l'on peut commencer à prévenir l'illettrisme.

A l'entrée en sixième, un enfant sur cinq ne maîtrise pas la lecture et l'écriture. Il faut mettre en place, à l'école primaire, des équipes pédagogiques renforcées, un travail en petits groupes dès qu'apparaissent les difficultés. Il faut mobiliser les parents, instaurer pendant la dernière année d'école un dispositif d'aide intensive. L'entrée au collège ne doit pas être un saut dans le vide, mais une étape franchie dans de bonnes conditions.

Evaluer. L'évaluation ne doit pas se faire deux ou trois fois au cours de la scolarité, mais tout au long du parcours scolaire, pour que les problèmes ne restent pas sans remèdes, et qu'aucun enfant ne passe à travers les mailles du filet.

Soutenir. Un soutien efficace passe notamment par le renforcement des études dirigées et par un compte-soutien, dont disposerait chaque élève, lui donnant droit à un certain nombre d'heures, à décider avec ses professeurs. Des étudiants, des lycéens, pourront être mobilisés et rémunérés au service de cette action.

Personnaliser. Face à la diversité des jeunes et de leurs centres d'intérêts, face à la multiplicité des besoins, il n'est pas raisonnable de maintenir un système figé, avec d'un côté, un enseignement général, prétendument le même pour tous, et de l'autre, un enseignement technologique ou professionnel où, bien à tort, l'on arrive souvent par défaut. C'est un formidable gâchis. Il est urgent de définir, avec tous les acteurs concernés, enseignants, parents d'élèves, acteurs économiques, collectivités locales, des parcours qualifiants, qui pourront commencer dès la quatrième, avec des filières complètes, enseignement supérieur compris, et de multiples passerelles entre ces filières. Il faut mieux informer les jeunes et leurs parents, valoriser les différents choix, et faire la preuve que la réussite personnelle et professionnelle passe par de multiples chemins. C'est ainsi que nous ferons un collège pour tous.

Enfin, responsabiliser. Sans toucher à l'unité de notre Education Nationale, il est temps que les chefs d'établissement disposent de ressources propres, puissent gérer leurs personnels techniques et nouer des accords avec les collectivités territoriales pour développer des enseignements optionnels nécessaires au développement local. En bref, il est temps de faire confiance.

C'est ainsi, en agissant sur tous ces fronts, que nous ferons progresser l'égalité des chances.

Egalité face à la santé. Ce n'est toujours pas une réalité aujourd'hui. Bien sûr, des progrès ont été accomplis, et les plus démunis de nos concitoyens bénéficient de la Couverture Maladie Universelle. Pourtant, il y a toujours des oubliés de la santé. En particulier, tous les petits salariés, fonctionnaires ou travaillant dans le secteur privé, tous les retraités modestes, trop riches, si l'on peut dire, pour avoir droit à la CMU, mais trop pauvres pour s'offrir une mutuelle. Il y a là une carence qui pénalise, comme souvent, ceux qui travaillent ou qui ont travaillé toute leur vie. Je veux leur donner accès à une mutuelle ou à une assurance complémentaire en les aidant fiscalement.

A l'inégalité sociale, s'ajoutent les inégalités géographiques. La politique de santé est un tout. Nous devons mettre en cohérence l'offre de soins partout sur le territoire. Cela suppose d'éteindre la crise actuelle, qui s'étend du médecin de famille à l'hôpital public. Je propose, là encore, de faire le choix de la confiance, de la qualité et de la responsabilité. Ecartons les systèmes coercitifs, les sanctions globales, toujours injustes et qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Ouvrons le dialogue en demandant aux professions de santé de s'engager sur les bonnes pratiques professionnelles, en échange d'une nécessaire revalorisation de leurs conditions d'exercice. Aidons l'hôpital à assumer toutes ses missions, et d'abord la qualité des soins, la continuité du service public et l'accès au service public, en lui donnant les moyens d'assumer les 35 heures, avec toute la souplesse nécessaire.

Je veux que partout en France, les Français soient soignés de la même façon. Ce n'est plus le cas quand l'hôpital est délaissé et quand tant de médecins ruraux ferment leur cabinet sans être remplacés.

Mes Chers Amis, qu'il s'agisse de l'insécurité, des difficultés du système éducatif ou du droit à la santé, partout passe le même fil rouge, celui de l'organisation du territoire. Les chances et les droits des Français ne sont plus les mêmes selon le lieu où ils habitent. Je ne peux l'accepter. Notre Nation ne peut s'y résigner. Depuis cinq ans, la politique de la ville a été mal conduite et la politique de la ruralité est restée en jachère. Dans les deux cas, ce qui est en cause est pourtant essentiel, c'est l'équilibre de nos territoires, c'est l'égalité entre les Français.

Ici, en Poitou-Charentes, je veux surtout vous parler de l'ambition que nous devons avoir pour la ruralité.

13 millions de nos compatriotes, soit un Français sur quatre -un sur deux en Poitou-Charentes, vivent à la campagne. Si tout choix de vie a ses avantages et ses contraintes, il n'est pas normal d'être pénalisé parce qu'on habite en zone rurale. Il n'est pas normal qu'une partie de notre pays soit oubliée des politiques publiques, parce que les responsables socialistes ne comprennent pas que la ruralité est une chance pour notre Nation.

Une chance économique, bien sûr, par la vitalité de notre agriculture, et la puissance de notre secteur agro-alimentaire. Mais aussi une chance pour l'équilibre, l'harmonie de notre pays, la fidélité à ses racines, le respect de l'environnement. Au nom de ces valeurs, de nombreux jeunes font le choix de la vie rurale. Pour vivre autrement. Pour vivre mieux.

Je veux que le monde rural puisse vivre ses choix, s'exprime pleinement, participe de l'élan national.

Cela suppose une politique agricole dynamique, pour une agriculture économiquement forte et écologiquement responsable.

Simplifier, dans ce domaine comme dans tous les autres, les réglementations paralysantes qui font perdre un temps précieux.

Alléger les contraintes, par exemple celles relatives à la transmission des exploitations. Relancer l'installation des jeunes agriculteurs. Elle a chuté de 40 % depuis 1997. C'est extrêmement grave. Nous devons vraiment lui redonner une nouvelle vigueur.

Mieux gérer les crises, la crise bovine, la crise viticole, en essayant de définir, au-delà des solutions immédiates, des projets sur le long terme.

Replacer, enfin, la question du revenu des agriculteurs au cœur de notre politique agricole, en acceptant que notre indépendance alimentaire et la qualité sanitaire des aliments soient payées à leur juste coût.

Tels doivent être les principes de notre action.

Mais au-delà d'une politique agricole volontariste, c'est au monde rural dans son ensemble qu'il faut donner toutes ses chances.

Cela signifie, d'abord, l'accès à tous les services publics. J'évoquais les hôpitaux et l'école. S'il est normal que s'appliquent des critères, la question du maintien ou de la fermeture des écoles ou de petits collèges doit être abordée avec souplesse, avec imagination, en ne perdant jamais de vue l'intérêt des enfants, et en donnant des marges de manœuvre aux acteurs locaux. Tout doit être exploré, depuis les internats à temps partiel, permettant aux élèves de bénéficier d'activités extrascolaires et d'être soutenus dans leurs études sans être coupés de leurs familles, jusqu'aux réseaux éducatifs, dans lesquels ce sont les professeurs qui vont au devant des élèves, et non l'inverse.

Et puis, il y a tous les autres services publics, transports, postes ou perceptions. Là encore, peu importe les moyens mis en œuvre. Lignes de bus spécifiques ou affrètements de taxis par les collectivités locales, pour les transports. Mise en place de maisons de service public, regroupant les différents guichets, et fonctionnant avec des agents mobiles. L'objectif, c'est que tous les Français, où qu'ils habitent, puissent être de la même façon des usagers de l'Etat.

Pouvoir se loger est une autre exigence. Les communes doivent être aidées à réhabiliter leur patrimoine, afin qu'elles puissent proposer des logements en location, car tous les Français qui veulent vivre à la campagne n'ont pas toujours les moyens d'acheter.

Mais le plus important, c'est évidemment l'emploi, l'emploi si possible à proximité du domicile. Outre une politique agricole forte, il s'agit de faciliter l'implantation des entreprises en milieu rural. Mettre en place des dispositifs ciblés, favorables à l'artisanat. Créer, dans chaque département, des " facultés de l'entreprise et des métiers " afin de dispenser des formations professionnelles et de valoriser l'artisanat et le commerce local. Assouplir les règles de l'emploi par des contrats mixtes de travail public-privé qui permettraient, par exemple, de travailler tout à la fois au bureau de poste, mais aussi au bar-tabac ou à la station-service. Simplifier les règles de création et de gestion des groupements d'employeurs : autant d'expérimentations possibles, de directions à prendre pour attirer l'activité économique dans les campagnes.

Tout doit être ouvert, et en particulier les mille possibilités qu'offrent les technologies de l'information qui permettent de donner accès au savoir et à la culture, d'être soigné ou même de travailler à distance. Là encore, il n'y a pas, actuellement, d'égalité devant ces technologies. C'est particulièrement vrai pour l'internet rapide, l'internet du futur qui reste encore trop souvent un privilège des zones urbaines. D'où le plan de rattrapage que je propose pour développer l'accès de toutes les communes au haut débit, favoriser l'équipement informatique des foyers et des écoles et encourager l'apprentissage d'internet. Demain, on pourra choisir la qualité de vie dans son terroir et travailler en temps réel avec le monde entier. Les technologies nouvelles offrent de nouvelles chances à tous nos territoires.

Mais au-delà de cette politique d'ensemble, le monde rural veut surtout être compris et respecté, dans son état d'esprit, ses coutumes, ses rythmes, sa respiration. Les guerres de religions entre paysans, chasseurs, défenseurs de l'environnement, ne sont plus de mise. Tous sont

attachés à la nature, conscients aussi de la nécessité de la préserver. Notre ambition commune, c'est le développement harmonieux des campagnes, dans le respect de notre patrimoine naturel. Nous devons nous en donner les moyens, au nom de l'égalité de tous les Français, mais aussi au nom de la cohésion et des grands équilibres de notre Nation. Voilà quelques-unes des responsabilités de l'Etat : la sécurité, l'égalité de tous les Français, l'équilibre des territoires. Naturellement, seul un Etat fort, moderne, efficace, sera à la hauteur de ces missions.

Les Français ont plus que jamais besoin de l'Etat. Pour assurer leur protection, dans tous les domaines. Pour garantir les solidarités. Pour donner l'impulsion nécessaire à notre économie.

L'Etat doit redevenir facteur de dynamisme. Il doit libérer les énergies de notre pays.

Pour cela il faut réformer l'Etat, et d'abord simplifier et alléger fortement les contraintes administratives, dont nous sommes toujours les champions. Il faut pouvoir créer rapidement son entreprise, à la ville comme à la campagne. Il faut que les commerçants, les artisans, les agriculteurs, les patrons de PME ne passent plus des jours et des semaines à remplir des formulaires au lieu de gérer leur activité. J'appelle à un grand rendez-vous, un véritable " Grenelle " des simplifications administratives, réunissant les entreprises, l'Etat et les institutions de protection sociale, pour qu'on cesse de demander toujours les mêmes renseignements, toujours les mêmes déclarations, aux acteurs économiques comme aux particuliers.

Mais réformer l'Etat, c'est aussi un travail de l'Etat sur lui-même, sans tabou ni a priori. Il faut une grande réforme de l'Etat, secteur par secteur, ministère par ministère, pour voir où se posent les problèmes, s'ils concernent la prise de décisions, le fonctionnement de l'appareil d'Etat, l'efficacité des services, la satisfaction de ses usagers, les conditions de travail de ses agents. C'est dire qu'il faut privilégier une approche pragmatique, en concertation avec tous les partenaires sociaux et tous ceux qui sont concernés, comme, par exemple, les associations de consommateurs ou d'usagers.

Au cours des années récentes, bien des ministres n'ont eu de cesse de légiférer et de réglementer à tout propos, armés de préjugés étatistes, mais négligeant leur administration et oubliant des usagers de leur ministère, ceux à qui sont pourtant destinés lois et décrets. Jamais les difficultés d'application des textes n'ont été prises en compte : les conditions du passage aux 35 heures l'ont bien montré, de même que l'application chaotique de la loi sur la présomption d'innocence

Chaque velléité de réforme, abandonnée dès les premières résistances, s'est soldée par un échec : à l'Education Nationale, pour la répartition des effectifs de police et de gendarmerie, dans les hôpitaux, et aussi bien sûr aux Finances. Non contents d'avoir les impôts les plus lourds d'Europe, nous avons aussi les coûts de prélèvement les plus élevés.

Les ministres du prochain gouvernement devront être des chefs d'administration plutôt que des légistes en chef. Ils devront avoir l'obsession du service rendu aux usagers. Chacun d'eux sera personnellement responsable de la définition et de la mise en œuvre sur cinq ans d'un plan de réforme et d'amélioration du service public. Ce plan devra avoir été approuvé par le Parlement dans l'année qui suivra la formation du gouvernement, après avoir été discuté avec les personnels et les représentants des usagers. Les crédits de fonctionnement de chaque ministère en dépendront et chaque ministre devra rendre compte personnellement de la mise en œuvre de ce plan au moment de la discussion de son budget.

Chaque fonctionnaire doit trouver des avantages aux changements projetés, en termes de traitement, mais aussi en termes de déroulement de carrière, de rapport avec la hiérarchie, de possibilités d'initiatives et d'intérêt du travail.

C'est la bonne méthode pour recréer la motivation du service public et pour révéler le dynamisme que recèlent les agents de l'Etat, un dynamisme souvent bridé, démobilisé, étouffé.

Le départ à la retraite, dans les prochaines années, de près de 50 % des agents publics, appelle un profond renouvellement des hommes et des méthodes. Evitons les querelles théologiques sur le point de savoir s'il faut remplacer chaque fonctionnaire par un autre ! Il y a mille situations à envisager. Là, il faut non seulement remplacer, mais embaucher davantage, parce que la justice, les forces de l'ordre, la santé ont besoin d'effectifs accrus. Ici, des missions ont disparu, par exemple, la collecte de la vignette. Il faut donc redéployer les agents qui en étaient chargés. Là, il faut regrouper certains services. Ici, en créer d'autres. En la matière, ce qui doit primer, ce sont les besoins des usagers, les attentes des agents publics, et surtout l'intérêt supérieur de notre pays.

C'est ainsi que nous aurons un Etat plus performant, plus motivé, plus responsable.

Je veux un Etat fort, décidé à assumer pleinement ses missions, mais modeste dans ses pratiques. Un Etat qui accepte le dialogue social.

Je veux un Etat qui accepte de déléguer, et donc respectueux de la démocratie locale. Cela suppose d'aller au bout de la logique de décentralisation.

Je veux, enfin, un Etat économe des deniers publics. Des services mieux gérés, des ressources humaines mieux utilisées, des personnels motivés et impliqués, des services regroupés, c'est ainsi que diminuera le poids de l'Etat sur la Nation, accompagnement indispensable de la baisse des impôts et des charges dont j'ai pris l'engagement auprès des Français.

Voilà, mes Chers Amis, l'Etat renouvelé que je souhaite pour le renouveau la France. Oui, une nouvelle France est en marche.

Tous ensemble, dès demain, nous pouvons la construire. Faire le choix de l'Etat contre l'étatisme. De la liberté et de l'égalité contre la bureaucratie. Des parcours personnels contre l'uniformité. Le choix de l'action et du courage contre l'attentisme et la passivité.

En un mot, mes chers Amis, le choix de la France, et non celui du socialisme.

Une nouvelle exigence de mouvement s'impose contre le fatalisme et la résignation. L'avenir de la France est entièrement entre nos mains. Il nous appartient de l'écrire ensemble.

Parce qu'il n'y a pas d'ambition collective qui ne soit une multitude d'engagements individuels, je vous demande de vous rassembler pour faire bouger la France, et préparer son avenir, l'avenir de vos enfants.

Pour une France démocratique, participative, ouverte, accueillante aux idées et aux passions.

Pour une France assurée, rassurée, libérée, qui joue tout son rôle dans l'Europe.

Pour une France audacieuse, tournée vers l'avenir, qui innove, imagine des activités nouvelles, crée des emplois.

Pour une France qui rayonne et qui fait entendre sa voix dans le monde.

Je compte sur votre mobilisation. Sur votre enthousiasme. Sur votre volonté.

Vive la République !

Vive la France ! \*\*\*

## <campagne=2002>04.10 - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> <lieu=Rouen> <texte=7>

Monsieur le Président du Sénat, Cher Christian, merci de votre présence, vous qui êtes si attaché aux libertés locales et si déterminé à les défendre et à les promouvoir,

Monsieur le Maire de Rouen, Cher Pierre ALBERTINI,

Monsieur le Président du Conseil général, Cher Charles REVET,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mes Chers Amis,

Je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation. J'y suis d'autant plus sensible que, tous, vous êtes chargés de responsabilités et que beaucoup d'entre vous, en ce milieu de semaine, sont venus de loin.

Vous qui chaque jour agissez au service de nos compatriotes dans les régions, les départements et les communes de France, je vous ai conviés aujourd'hui pour vous dire mon ambition pour notre démocratie et pour l'avenir de la citoyenneté.

Au fil des années, l'indifférence, la résignation et le fatalisme ont progressé en même temps que la contestation radicale et l'extrémisme. Les raisons en sont connues.

Les déceptions face aux réalités de l'action, à ses limites, à ses échecs aussi. Les renoncements de l'Etat et, plus encore, le sentiment croissant d'une forme d'impuissance publique.

Je n'accepte pas cette impuissance, que ce soit face à l'insécurité, face à la mondialisation, ou face aux réformes que tout le monde attend et qui ne sont pas venues.

Au cours des deux dernières décennies, dominées, je le rappelle, par quinze ans de gouvernement socialiste, la démocratie a en réalité perdu du terrain. Trop de terrain pour que des mesures ponctuelles suffisent à le reconquérir.

L'aspiration des Françaises et des Français à participer davantage aux décisions qui les concernent est de plus en plus forte. Ils veulent être consultés, écoutés, entendus. Ils en ont assez de l'étatisme. Ils veulent que le pouvoir central cesse de les traiter en sujets de la République. Ils ne se contentent plus d'être, une fois tous les cinq ou six ans, acteurs de la démocratie, et le reste du temps spectateurs. Ils veulent être pleinement reconnus dans leur liberté, leur dignité et leur responsabilité de citoyens. Ils attendent plus de proximité, plus de dialogue, une meilleure prise en compte de la diversité des situations et des besoins.

Ils ne demandent qu'à croire de nouveau en la politique, à condition qu'elle change avec eux et qu'elle se libère de l'emprise excessive que l'étatisme a exercée.

Contrairement à ce que certains croient encore, dans une grande démocratie, la politique ne peut se limiter à la conquête et à l'exercice du pouvoir d'Etat. Une plus grande liberté doit être laissée aux forces agissantes qui sont à l'œuvre dans les collectivités de la République. Il faut les laisser respirer, cesser de les brider, de les retenir, de les contrarier. Elles sont les énergies vitales de la France de demain.

Notre République doit être une vraie démocratie, de la base au sommet, pas une hiérarchie contrôlée par un Etat pyramidal qui prétendrait avoir réponse à tout, décider de tout, tout réglementer, uniformément, d'en haut et de loin. L'Etat doit exercer son autorité, remplir ses missions fondamentales, mobiliser ses moyens au service des initiatives des Français et de leurs collectivités. Mais il doit cesser d'absorber l'essentiel des énergies nationales, quitter ses habits de tuteur, devenir un accompagnateur et un facilitateur de projets.

La question, aujourd'hui, n'est plus celle des pouvoirs publics constitutionnels. La Vème République a donné à notre pays les institutions fortes qui lui avaient si longtemps et si cruellement fait défaut.

Cela ne signifie pas que nos institutions ne doivent pas évoluer pour suivre les mouvements profonds de la vie moderne et se mettre toujours davantage au service des Français.

Au cours de la période récente, des adaptations ont été réalisées. Elles ont renforcé notre démocratie. Le champ du référendum s'est élargi. La place faite aux femmes s'est accrue. Le cumul des mandats a été réduit. Les pouvoirs du Parlement se sont étendus à la sécurité sociale. Les Français ont fait le choix du quinquennat.

Ainsi, par petites touches, nos institutions se modernisent et notre démocratie acquiert une plus grande capacité de renouvellement, une meilleure respiration.

Mais pour l'essentiel, nos institutions sont bonnes. Elles doivent être défendues et respectées.

La démocratie française a enfin trouvé sa Constitution. Je veillerai à ce qu'elle la garde.

La France est une grande démocratie, où le Gouvernement peut appliquer la volonté de la Nation, tel que le suffrage universel l'a exprimée, et pendant tout le temps nécessaire à l'action. Cela n'a l'air de rien, mais nous n'y sommes parvenus qu'après un siècle et demi d'instabilité, d'atermoiements et de régime d'assemblée.

Nos gouvernements ont les moyens de faire respecter l'autorité de l'Etat et de mettre en œuvre les réformes qu'appelle l'intérêt national, même quand il faut prendre des risques politiques, surmonter les contradictions internes, contrarier des intérêts, affronter des corporatismes. Seuls comptent aujourd'hui le sens de l'Etat, l'esprit de responsabilité et la capacité de résistance aux marchandages. Cela implique de savoir s'affranchir des contraintes partisans et de renoncer à l'idéologie. Dans un cadre institutionnel aussi favorable, les gouvernements qui se dérobent face aux difficultés n'ont aucune excuse.

Nous pouvons être fiers de nos institutions. Elles ont fait leurs preuves. Elles fonctionnent dans toutes les circonstances.

Parce que c'était le choix des Français, j'ai démocratiquement assumé la période de cohabitation dont nous sortons.

Ce mode de gouvernement est loin d'être satisfaisant, nous le savons. Mais à ceux qui seraient prêts à tout changer pour éviter de nouvelles cohabitations, je réponds que le rôle de la Constitution n'est pas d'entraver la liberté de choix des Français, mais au contraire de la défendre. La règle d'or de la démocratie, c'est de laisser les Français décider, en les éclairant sur les conséquences de leur choix.

Pour ma part, si je suis élu, je m'engagerai de toutes mes forces pour qu'aux élections législatives de juin 2002, ils choisissent une majorité capable de mettre en œuvre les engagements pris lors de l'élection présidentielle.

Nous sortirons alors des confusions. Le débat politique y gagnera en force et en clarté. Une nouvelle méthode d'action pourra être mise en œuvre, plus démocratique, plus transparente.

Le gouvernement sera comptable de la réalisation des engagements pris devant le Président de la République comme devant le Parlement.

Chaque année, il fera rapport au Parlement. Un débat aura lieu. Il s'expliquera et il engagera sa responsabilité devant l'Assemblée Nationale. Ainsi, les Français seront informés régulièrement. Ils pourront juger. Et grâce à un recours au référendum plus fréquent et dédramatisé, grâce au référendum d'initiative populaire, les grandes décisions leurs seront rendues.

Au-delà de cette nouvelle approche de la politique nationale, la clé du renouveau de notre démocratie, c'est de revoir toute l'architecture des responsabilités publiques pour que les Français participent davantage aux décisions et que celles-ci soient prises au bon niveau.

La France du XXIème siècle va devoir procéder à une vaste redistribution des pouvoirs pour rendre aux citoyens des capacités d'action et une liberté d'initiative aujourd'hui confisquées. Elle va devoir rompre avec l'étatisme centralisateur renforcé par une pratique socialiste qui n'a pas su évoluer comme dans le reste de l'Europe. Le renouveau de la citoyenneté est à ce prix.

Notre démocratie a besoin d'un élan et d'un souffle nouveaux. Elle ne les trouvera que dans la reconnaissance d'une plus grande autonomie de la société civile, dans l'instauration de nouveaux rapports entre l'Etat et l'individu, et dans le plein épanouissement des libertés locales.

L'évolution profonde que j'appelle de mes vœux devra respecter deux exigences fondamentales : l'exigence d'unité et l'exigence d'humanisme.

A une époque où, même en Europe, l'esprit de division malmène les démocraties et affaiblit l'autorité de l'Etat, notre unité est une force incomparable. Elle exprime l'identité profonde de la nation française, qui n'est pas et n'a jamais été une juxtaposition de communautés.

L'unité, ce sont les mêmes droits et devoirs pour tous les Français, sur l'ensemble du territoire national. Personne, chez nous, ne comprendrait que ce qui est délit à Strasbourg, ne soit pas puni de la même façon à Nantes, Ajaccio ou Lille. Personne n'accepterait que les règles du mariage, de la famille, de la propriété varient d'une région à l'autre. Personne ne tolérerait qu'en matière sociale, les droits des plus démunis dépendent du lieu où ils vivent.

Notre force vient aussi d'une langue que chacun de nous a reçue en partage. Cette acquisition essentielle n'est pas si ancienne puisque les deux tiers de nos compatriotes ne parlaient pas couramment le français quand l'école publique a été créée. D'une certaine façon, le français est un don de la République. Nous aimons notre langue. Nous devons veiller à ce qu'elle retrouve dans l'enseignement la place primordiale qui doit être la sienne.

Dans l'apprentissage parfois forcé du français, il y a eu certes des excès. Les langues régionales ont été niées et refoulées. Mais aujourd'hui, les langues régionales ont heureusement repris droit de cité. Notre Constitution permet de les cultiver dans un cadre républicain.

Pensons aussi aux services publics. Il sont une expression essentielle de l'unité nationale. Leur présence sur tout le territoire est de plus en plus menacée en zone rurale et souvent très insuffisante dans les quartiers périphériques des grandes villes, qui souffrent d'une véritable sous-administration. Les restructurations hospitalières, la carte des grands services publics, notamment la justice, la police et la gendarmerie, les écarts entre régions dans le développement de nouvelles technologies de communication dessinent de nouvelles inégalités entre Français. L'égal accès de tous aux services essentiels doit, plus que jamais, rester un principe fondamental de notre République.

Notre histoire est aussi celle d'un humanisme auquel nous nous devons d'être fidèles.

La France de 1789 a proclamé un même attachement à la liberté qu'à l'égalité. L'une ne va pas sans l'autre.

Le respect du principe d'égalité fait partie des exigences qui s'imposeront à la relance des libertés locales. C'est un principe incontournable. Chacun admet cependant que l'égalité ne doit pas entraîner le refoulement de notre diversité. Elle n'implique pas de toujours donner la préférence à l'uniformité sur l'initiative, ni de continuer à manier plus que de raison la contrainte réglementaire. Elle empêche seulement que les citoyens français aient des droits différents d'une région à l'autre. C'est la raison pour laquelle, gardien de la Constitution et de l'unité nationale, j'ai dû fixer des bornes aux réformes envisagées en Corse par le gouvernement socialiste. Je suis heureux que la loi sur la Corse ait finalement été rendue conforme aux exigences de la Constitution.

Nécessaire aux temps fondateurs de la Nation, la centralisation est devenue un handicap pour la France. L'esprit d'initiative et les libertés locales ont trop longtemps été étouffés. Aucun des grands pays d'Europe n'est affecté du même mal.

Nous ne pouvons nous obstiner à maintenir un modèle rigide d'organisation qu'aucun autre pays n'a fait sien, et dont tous ont plus que jamais tendance à s'éloigner. Il nous faut imaginer un nouveau modèle français et engager résolument une évolution profonde de notre vie démocratique.

Nous avons su la commencer il y a 30 ans en créant les régions, puis lorsqu'ont été adoptées les grandes lois de décentralisation de 1982 et 1983. La Nation doit maintenant aller plus loin, beaucoup plus loin, en prenant cette fois des garanties contre tout retour en arrière. Dans la période récente, la décentralisation a en effet constamment été contrariée par le gouvernement socialiste.

Je veux donner à notre démocratie le souffle de l'initiative, l'élan de la liberté et l'efficacité de la proximité. Entre l'étatisme jacobin et un fédéralisme importé, plaqué sur nos réalités, contraire à notre histoire comme à notre exigence d'égalité, une voie nouvelle doit être inventée.

Si la France veut rester une grande démocratie, elle doit lancer la révolution de la démocratie locale et construire la République des proximités.

C'est une exigence démocratique.

C'est un impératif européen.

Et c'est une nécessité économique et sociale.

L'exigence démocratique, vous la connaissez. La démocratie prend naissance dans des communautés d'hommes et de femmes liés par des conditions de vie et d'activité communes, soudés par l'attachement à un même terroir, à une même ville, à un même quartier, et réunis par des problèmes à résoudre ensemble, en dépassant les contradictions entre intérêts particuliers.

Qu'il s'agisse de sécurité, d'éducation, d'emploi, de solidarité, ou encore d'infrastructures ou de services publics locaux, c'est en prenant les décisions là où s'expriment les besoins, dans un dialogue permanent avec les citoyens, que les bonnes solutions seront trouvées et appliquées. Et c'est ainsi que toutes les énergies se mobiliseront pour en assurer le succès.

Nous vivons aujourd'hui encore dans une République suspicieuse à l'égard des citoyens, méfiante dans l'initiative de leurs collectivités.

Faire dépendre plus de la moitié des ressources des collectivités locales de dotations de l'Etat, les subordonner au vote annuel du Parlement et vouloir encore aggraver la situation en privant les collectivités du produit de la taxe d'habitation, c'est la négation même de toute responsabilité démocratique et de toute liberté locale. Ce n'est pas en remplaçant le contribuable local par le contribuable national que l'on défendra la démocratie de proximité. Et, bien sûr, ce n'est pas non plus ainsi que l'on diminuera les impôts.

Subordonner comme on le fait aujourd'hui les décisions des élus à des réglementations surabondantes, rendues chaque année plus complexes, voire contradictoires, c'est stériliser le dynamisme et les initiatives des collectivités.

Rendre impossible tout investissement local de quelque ampleur sans la mise en jeu de subventions d'autres collectivités et de l'Etat, c'est diviser pour mieux régner en empêchant l'épanouissement d'une démocratie locale pleinement autonome. La confusion naît de l'excès de financements croisés. Demain, des collectivités "chefs de file" devront être désignées.

Nous devons faire le pari de la confiance. C'est le seul moyen de faire émerger des solutions efficaces aux problèmes des Français, et de leur redonner le goût de participer à la vie de la cité. La République ne saurait donner le sentiment qu'elle se méfie de la démocratie.

L'impératif européen impose lui aussi un nouveau partage des pouvoirs.

Au moment même où notre continent achève et approfondit son unité, une nouvelle compétition s'engage. Ce n'est plus seulement celle des Etats et des Nations. C'est la compétition des territoires. Les régions françaises doivent pouvoir relever ce défi en rivalisant avec leurs concurrentes. C'est l'intérêt de la France autant que l'intérêt de ses régions.

Dans l'Europe libre et ouverte que nous bâtissons, les capitaux, l'activité et l'emploi vont là où ils veulent. Le choix d'investir en France plutôt qu'ailleurs est un choix de liberté et de raison. Nous devons donner envie à chacun de choisir la France, ses territoires, ses régions et leur qualité de vie. C'est déjà l'affaire de l'Etat. Ce sera désormais aussi, et de plus en plus, celle des régions. Il ne s'agit pas de faire de nos régions des sujets de l'Europe et encore moins de créer l'Europe des régions, mais de leur donner les moyens économiques de relever les défis de la concurrence européenne.

Elles doivent être mises en situation de mieux faire valoir leurs atouts. Pour cela, elles ont besoin de pouvoirs et de libertés, elles ont besoin de s'unir. Nos voisins l'ont déjà compris. Soyez certains que ni la Catalogne, ni le Piémont, ni la Rhénanie ne nous attendront.

En renforçant la démocratie locale, nous tirerons aussi les conséquences de l'évolution du rôle de l'Etat dans l'activité économique et sociale.

Depuis 1986, la France a résolument fait le choix d'une économie de liberté dans une société solidaire. Elle a rejeté les illusions de l'économie administrée.

Le renforcement de la compétitivité française appelle davantage de démocratie locale que d'Etat car les collectivités territoriales, en liaison avec les acteurs économiques et sociaux, sont les mieux placées pour agir sur la performance des services publics, la qualité des infrastructures de base et la maîtrise des coûts publics.

La nouvelle distribution des pouvoirs et responsabilités entre les collectivités de la République exigera une importante révision de la Constitution.

Certes, la Constitution ne s'est jamais désintéressée des libertés locales. L'une des raisons d'être du Sénat, qui représente les collectivités territoriales de la République, est de garantir ces libertés. Le Conseil Constitutionnel veille pour sa part au respect du principe de la libre administration.

Mais ces dispositions ne sont pas à la mesure des exigences d'une citoyenneté adaptée à notre siècle. Je veux apporter à nos libertés territoriales les garanties qui leur font encore défaut. La réforme constitutionnelle permettra à notre démocratie de franchir un nouveau cap.

Je souhaite que soient traitées au moins cinq questions essentielles : la participation des citoyens ; l'identité des régions ; l'autonomie financière des collectivités locales ; le droit à l'expérimentation ; et enfin le rôle du Sénat.

Je n'évoquerai pas ici les propositions que j'ai déjà faites pour donner à la France d'outre-mer le droit de faire évoluer ses institutions. Elles trouveront naturellement leur place dans cet ensemble.

La Constitution doit renforcer le rôle des citoyens en prévoyant l'institution du référendum local.

Il est normal et souhaitable que les citoyens, à l'initiative de leurs élus, puissent faire directement eux-mêmes les grands choix qui commandent l'évolution de leur cadre de vie, les infrastructures, les aménagements et les politiques locales.

Naturellement, il faut le faire dans le respect de notre pacte républicain.

Modifier la Constitution pour pouvoir interroger des Français sur leur appartenance à la République ou pour leur permettre de donner à des assemblées régionales le pouvoir de modifier les lois votées par le Parlement serait un acte grave. Pas plus que la forme républicaine de nos institutions, l'unité de la République ne saurait être mise en cause. La loi doit rester la même pour tous les Français partout en France. Je ne comprends pas cette forme d'entêtement qu'ont aujourd'hui les socialistes à vouloir modifier les fondations de la République.

A la différence de la commune et du département, la région n'a pas encore fait son entrée dans la Constitution, comme si, trente années après sa création à l'initiative de Georges Pompidou, elle continuait à n'occuper qu'une place expérimentale dans notre République.

Pourtant, nous voyons bien que l'avenir économique de la France en Europe dépend en grande partie de la vitalité de ses régions. Il est temps de consacrer leur existence en leur faisant une place dans notre loi fondamentale à côté des départements et des communes. Il est temps de consolider leur mission au service du développement économique.

Ce statut constitutionnel les garantira contre tout retour d'hégémonisme de l'Etat. Les régions ne pourront faire la loi, bien sûr ; mais la loi ne pourra plus défaire les régions, pas plus que les départements et les communes.

Se posera aussi la question de la dimension des régions. C'est une question difficile, car l'identité régionale a eu le temps de s'affirmer sur la base du découpage actuel.

Certains regroupements seraient utiles pour atteindre la taille européenne. Comme en matière intercommunale, je suis pour ma part convaincu qu'il vaut mieux procéder sur la base du volontariat et de l'incitation que par la voie de la contrainte. Encore le législateur devra-t-il créer un cadre attractif pour que ces regroupements se fassent effectivement, à chaque fois qu'ils seront voulus et utiles.

Enfin, le mode de scrutin régional devra évoluer pour sortir de la confusion actuelle, permettre à une véritable volonté régionale de s'exprimer et donner une assise territoriale à chaque élu régional.

Tout aussi essentielle est la garantie de l'autonomie financière des collectivités locales. Il faut l'inscrire dans notre Constitution.

Faute qu'elle ait été affirmée de façon suffisamment nette, l'Etat a laissé progressivement se tarir une part croissante de la fiscalité locale, qu'il n'a pas su réformer.

Certains veulent encore aggraver la situation.

Pour ma part, je ne peux me résoudre à voir les finances locales dépendre toujours davantage de l'Etat, au fil des législations et des lois de finances. Cela doit cesser.

A condition de lever toute ambiguïté sur son contenu, il est temps également d'ouvrir à nos collectivités un droit à l'expérimentation.

Il s'agit de pouvoir faire l'expérience de réformes en grandeur nature, dans des collectivités volontaires, avant de les généraliser à l'ensemble du territoire.

Il s'agit aussi de permettre aux collectivités territoriales de conclure entre elles des accords de délégation ou de mise en commun de leurs moyens, afin d'adapter l'organisation de l'action publique aux réalités locales.

Pourquoi ne pas imaginer par exemple que ce qui relève du département en zone rurale puisse relever d'un conseil d'agglomération en zone urbaine, si cela permet une gestion plus efficace ? Et pour quelle raison faudrait-il empêcher qu'une région, par accord, délègue certaines compétences aux départements qui la composent, si cela doit apporter un "plus" dans le service de nos concitoyens ?

Partout, nous devons rechercher le meilleur échelon pour l'efficacité de la démocratie. Il n'est écrit nulle part qu'une répartition uniforme des compétences et des responsabilités sur tout le territoire national soit la meilleure garantie d'une gestion publique performante.

C'est à tout cela que peut servir le droit à l'expérimentation, à condition toutefois de ne pas se tromper sur ce qu'il doit être.

Cela signifie que doit être refusée toute forme d'expérimentation qui permettrait à une assemblée locale de faire obstacle à la loi votée par le Parlement en lui substituant une loi locale. Je l'ai dit et je le répète : en France, la loi doit être la même pour tous sur tout le territoire.

Nous devons enfin conforter le rôle du Sénat dans la représentation des collectivités territoriales.

Les Français sont attachés au Sénat. A trop vouloir rapprocher sa composition de celle de l'Assemblée Nationale, l'équilibre qui le caractérise entre le principe territorial et le principe démocratique, finirait par se rompre. Ne portons surtout pas atteinte à la raison d'être du Sénat, c'est-à-dire à la représentation équilibrée des collectivités territoriales. Soyons au contraire ouverts aux améliorations qui permettraient de renforcer la place des départements et des régions à côté de celle des communes.

Je souhaite que le Sénat puisse jouer un rôle particulier pour garantir l'autonomie financière des collectivités territoriales et pour évaluer les expériences conduites par celles-ci au titre du droit à l'expérimentation. Plus que jamais, il devra être le protecteur des libertés locales.

Forte de ce nouvel ancrage constitutionnel, notre démocratie locale pourra évoluer vers un plus grand dynamisme.

L'affirmation d'une démocratie des territoires, démocratie de proximité, d'engagement et d'action, constitue une chance historique de faire accomplir par l'Etat l'effort de transformation radicale de ses structures et de ses méthodes qui créera les conditions d'une bonne gouvernance pour le XXIème siècle. Affirmation du pouvoir territorial et modernisation de l'Etat sont en effet deux composantes d'une même volonté de faire évoluer le service public dans l'intérêt de nos concitoyens.

La récente réforme de l'ordonnance de 1959 relative aux lois de finances, qui introduit dans la gestion publique les notions d'objectif chiffré et d'évaluation des résultats, y contribuera également.

Les attributions régaliennes de l'Etat, et notamment la sécurité, ne sont pas en cause, bien sûr, pas plus que ses missions de solidarité et ses compétences pour la conduite des grands services publics, comme l'éducation ou les hôpitaux. Ces prérogatives essentielles mises à part, il convient, au sein de la sphère publique, de réserver à chaque collectivité les fonctions qu'elle peut le mieux assumer. Il revient à l'Etat de borner son propre rôle à ce qu'il est le seul à pouvoir accomplir. Cela n'implique certes pas un Etat faible, mais bien au contraire un Etat réorganisé qui pourra affirmer avec plus de force son autorité.

L'Etat restera le garant du respect du droit par toutes les autorités locales et le garant de l'impartialité des politiques publiques.

Il assurera l'égalité par une juste et raisonnable péréquation des ressources entre collectivités riches et pauvres, afin qu'il n'y ait pas en France de territoires délaissés et de citoyens privés de services essentiels.

Il sera un lien et un facteur d'unité entre collectivités publiques. Mais il devra désormais pleinement respecter les compétences de chacun, accepter d'inscrire son action dans des logiques de dialogue, de conseil et de contrat et respecter sa parole.

A l'issue des transferts de compétences auxquels il procédera, les administrations centrales devront n'avoir conservé que des tâches de conception, d'impulsion, de coordination et d'évaluation.

Chaque ministre sera personnellement responsable de la définition et de la mise en œuvre sur cinq ans du plan de réforme de ses services. Ce plan devra avoir été approuvé par le Parlement dans l'année qui suivra la formation du nouveau gouvernement après avoir été discuté avec les personnels et les représentants des usagers. Les crédits de fonctionnement de chaque ministère en dépendront. Par ailleurs, l'Etat devra apprendre à déléguer à des collectivités élues l'exécution de politiques dont il entend conserver la responsabilité.

Nous sommes habitués à raisonner en fonction de catégories anciennes, avec d'un côté la décentralisation, pour tout ce dont l'Etat accepte de se dessaisir, et de l'autre la déconcentration, pour les missions dont il entend garder la maîtrise, mais qu'il admet devoir exercer au plus près des réalités.

Il est temps de raisonner autrement.

Le principe de délégation est particulièrement adapté à notre temps. Il ne s'agit pas de déléguer des politiques, mais seulement leur mise en œuvre, pour introduire une gestion de proximité plus adaptée aux besoins et aux réalités, plus souple dans ses moyens, plus efficace, plus économe des deniers publics, et sans doute aussi plus facile à évaluer.

L'un des bons exemples de délégation nécessaire serait celle de la gestion des fonds européens. Dans les mains de l'Etat, le système actuel ne permet pas d'utiliser les crédits disponibles et conduit à rendre à Bruxelles des centaines de millions d'euros inutilisés.

La délégation est bien préférable à la déconcentration qui conduit l'Etat à entretenir à chaque échelon local des services qui doublonnent ceux des collectivités territoriales, comme c'est le cas par exemple en matière sociale ou pour la formation professionnelle.

Naturellement, cela suppose aussi une délégation de ressources. C'est un véritable contrat qui devra être conclu et là encore l'Etat devra respecter sa signature.

Ainsi se fera progressivement l'apprentissage d'une nouvelle gouvernance pour notre siècle.

On a souvent dénoncé l'enchevêtrement des collectivités locales, leur empilement et leur nombre excessif. 36 000 communes là où quelques milliers suffisent à nos grands voisins, 100 départements, 22 régions métropolitaines, dont aucune n'atteint la masse critique des autres régions européennes, nos collectivités d'outre-mer, sans compter bien sûr la multiplication de structures intercommunales à vocation de plus en plus générale.

Il y a quelque raison à voir ce phénomène de manière critique : bien des collectivités se plaignent de ne pas avoir les moyens de répondre aux besoins de la population. Leur interdépendance s'est traduite, notamment du fait des financements croisés, par l'apparition de tutelles qui ne disent pas leur nom. On ne sait plus qui est responsable de quoi, au risque de faire reculer la transparence dont toute démocratie a besoin.

Pourtant, fruit d'une longue histoire, notre système a aussi ses vertus. Réformons notre système, mais préservons ses vertus ! Méfions-nous des excès d'un esprit cartésien qui nous a parfois joué des tours. Soyons raisonnables et pragmatiques.

Demandons-nous si, dans un pays profondément marqué par cette forme insidieuse d'absolutisme républicain qu'est la centralisation, il n'y a pas aussi quelque avantage à compter par centaines de milliers les élus locaux, directement au contact de nos concitoyens, disponibles pour jouer leur rôle de médiateurs, intermédiaires entre les Français et les pouvoirs, acteurs engagés dans la vie associative, prêts à donner l'alerte des difficultés et des mécontentements et exercés à rechercher des solutions pratiques.

Au moment où chacun s'accorde à vanter les avantages d'une démocratie de proximité, pourquoi faudrait-il l'affaiblir en faisant disparaître les communes au profit de leurs communautés et les départements au profit des régions ?

Cette arrière-pensée s'inscrit en réalité dans le prolongement d'une pratique étatiste. Elle est dans la logique du programme socialiste. Je la combats et, avec moi, je vous demande de lui faire échec.

La commune demeure la première école du " vivre ensemble " et de la démocratie. Les départements se sont imposés comme une collectivité de proximité incontournable, notamment en matière d'aide sociale, d'infrastructures routières ou d'enseignement secondaire. Je veux défendre leur vocation propre.

Il y a des problèmes, c'est certain, mais il faut les résoudre autrement.

Nous savons bien que beaucoup de nos communes sont trop petites pour assumer des responsabilités qui ne cessent de croître, tandis que leurs regroupements peuvent éloigner de nos concitoyens les décisions qui les concernent. Nos départements peinent à définir leur place entre les grandes agglomérations, qui constituent un bon échelon de gestion des services publics et des prestations sociales, et les régions, qui jouent un rôle croissant dans l'animation économique.

Un besoin de clarification se fait de plus en plus nettement sentir. Il faut donner à chacun, pour les décennies à venir, le rôle le plus utile au service de l'intérêt général.

Je propose que soient définis deux nouveaux pôles d'action formés, sur une base volontaire : l'alliance des communes et de leurs groupements d'une part, l'alliance des départements et des régions d'autre part. C'est à mes yeux, dans le respect de l'identité, de l'égalité et de l'autonomie de chaque collectivité, la voie de l'avenir.

Trois principes simples devront nous guider et inspirer les accords entre collectivités.

Toute collectivité devra bénéficier de ressources fiscales propres, et il devra en aller ainsi en particulier des agglomérations et des régions.

En second lieu, les compétences devront toujours être exercées à l'échelon de la plus forte proximité possible. Le principe de subsidiarité doit s'appliquer.

Enfin, entre collectivités qui sont toutes d'égale dignité et d'égale légitimité, je tiens à insister sur la nécessité du contrat. Les nouveaux pôles ne devront en aucun cas reconstituer en leur sein des rapports de tutelle. A défaut d'accord, la loi continuera à fixer la répartition des compétences, comme elle le fait aujourd'hui.

Pour être pleinement efficace, ce renforcement de la démocratie locale exigera que soit enfin adopté le statut de l'élu que chacun attend depuis des décennies : la limitation du cumul doit avoir pour contreparties une rémunération, des droits sociaux et des garanties professionnelles à la hauteur des exigences que fait peser sur les élus le poids croissant de leurs responsabilités.

Mes Chers amis,

Un peuple comme le peuple français, qui porte aujourd'hui près de 70 % de ses enfants au baccalauréat, dont les entreprises remportent chaque jour de nouveaux succès sur les marchés mondiaux, et qui aspire à se situer aux avant-postes des technologies de l'information, un peuple chargé d'histoire et de culture, dont les traditions démocratiques sont parmi les plus solidement établies au monde, ce peuple-là doit refuser les excès de l'étatisme et organiser un meilleur partenariat entre les pouvoirs.

Il doit affirmer son exigence d'autonomie, de dialogue et de participation. Il doit exiger que sa capacité d'initiative et son esprit d'innovation soient pleinement reconnus. Et il doit faire toute leur place aux libertés régionales et locales. C'est le pari de la confiance. C'est le pari de l'intelligence.

Et c'est la condition d'un meilleur service rendu aux Français, mieux adapté à leurs besoins, tenant mieux compte de leurs idées, plus ouvert à leurs propositions et à leurs initiatives. Car la force d'une démocratie, ce ne sont pas seulement les libertés et le suffrage universel, c'est aussi sa capacité à apporter des réponses efficaces aux attentes multiples des citoyens, et d'agir utilement pour le bien commun. Pour retrouver cette puissance d'efficacité de la démocratie, je veux revenir aux sources de la République en rapprochant de leur lieu de vie toutes les décisions qui concernent la vie quotidienne de nos concitoyens.

C'est dans cette voie que je propose aux Français de s'engager avec vous. Non pas comme le fait frileusement le candidat socialiste par quelques mesures de décentralisation et de déconcentration. Mais en repensant hardiment l'architecture des pouvoirs dans un projet global et cohérent, par la modification du Titre XII de la Constitution.

Les Français devront naturellement être consultés par référendum sur cette réforme essentielle. C'est de l'avenir de leur démocratie qu'il s'agit.

J'ai la conviction que là où ils habitent, ils sont prêts à prendre de nouvelles responsabilités pour améliorer leurs conditions de vie et exercer pleinement leur citoyenneté. Je suis sûr qu'ils y aspirent. Le nécessaire renouveau de notre démocratie passe par leur engagement

Je vous remercie.

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

**<campagne=2002>04.12 - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - Meeting au Bataclan Paris  
<lieu=Paris> <texte=8>**

Madame la Présidente de la Région Guadeloupe, ma chère Lucette,

Mesdames et Messieurs les parlementaires et élus de l'ensemble de nos collectivités d'outre-mer,

pour La Réunion, chère Margie SUDRE, chers Jean-Paul VIRAPOULLE et René-Paul VICTORIA,

pour la Guadeloupe, cher Philippe CHAULET,

pour la Guyane, cher Léon BERTRAND,

pour la Martinique, cher Anicet TURINAY,

pour la Nouvelle-Calédonie, cher Simon LOUECKHOTE,

pour Saint-Pierre-et-Miquelon, cher Victor REUX,

Monsieur le vice-président de l'association métropolitaine des élus d'outre-mer, cher Gilbert PARIS,

Mesdames et Messieurs,

Mes chers compatriotes originaires d'outre-mer,

Il est des moments précieux, dans une campagne électorale, où la joie et l'émotion reprennent tous leurs droits. C'est cette même joie, c'est cette même émotion que je ressens ici ce soir avec vous, comme il y a tout juste une semaine, lorsque j'étais en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe.

Je suis heureux d'adresser à toutes celles et à tous ceux qui nous ont fait l'amitié de nous rejoindre, le salut le plus affectueux, le salut de la fraternité républicaine, le salut du cœur.

Je remercie l'association métropolitaine des élus d'outre-mer, l'AMEDOM, de m'avoir invité à cette rencontre. C'est pour moi un instant privilégié, un moment intense d'échanges avec des hommes et des femmes qui apportent tant à l'épanouissement de notre pays. Sans vous, la France ne serait pas elle-même. Sans vous, ce lien si précieux dans le cœur des Français entre la métropole et ses terres d'outre-mer, n'existerait pas.

Je sais que de nombreuses autres associations d'originaires d'outre-mer vivant en métropole sont aussi avec nous. Je veux également les remercier et les féliciter chaleureusement pour le travail remarquable et irremplaçable qu'elles accomplissent au service de nos compatriotes d'outre-mer.

Je veux enfin remercier vos élus qui ont fait de longues heures d'avion pour être avec nous, pour venir nous communiquer leur énergie inépuisable et leur volonté farouche de gagner. Leur enthousiasme me va droit au cœur.

Vous le savez, je ne conçois pas la France sans l'outre-mer, sans cette indicible richesse humaine, cette population mêlée, cette diversité culturelle, cette variété d'horizons que vous apportez à notre pays.

Vous le savez, j'ai proposé à tous nos compatriotes, au cours de cette campagne, de voir " la France en grand, la France ensemble ".

Vous êtes l'expression même de cette volonté. Vous êtes " la France en grand " car vos terres d'origine donnent à l'hexagone sa dimension mondiale et à l'Europe ses nouvelles frontières.

Vous êtes " la France ensemble " car l'exigence de solidarité prend outre-mer tout son sens. Solidarité entre les cultures. Solidarité entre les continents pour assurer la continuité territoriale entre les différentes composantes de la République. Solidarité entre la métropole et l'outre-mer dans le respect de l'identité et de la dignité de chacun.

Comme vous, je souhaite un outre-mer fort et ambitieux, riche de ses diversités en même temps que solidement ancré dans la République.

Je veux que cette relation souvent insuffisante et imparfaite entre la métropole et l'outre-mer se renforce par une confiance renouvelée et la fierté partagée d'être Français.

Vous avez, à l'évidence, vous Français originaires d'outre-mer vivant en métropole, toute votre place dans ce projet que je défends pour l'outre-mer et au service duquel je mets toute ma passion. Un projet de rupture après cinq années d'une politique socialiste sans envergure, car sans réelle attention portée à l'outre-mer. Un projet fondé sur la réaffirmation de notre pacte républicain et sur la réalisation de l'égalité économique, ultime étape de l'accès à la pleine citoyenneté de chacun par le travail et la dignité.

Tous ici, nous aimons notre pays. Nous voulons une France forte, une France généreuse, en métropole et outre-mer, une France en paix et en sécurité, une France entendue dans le monde. Vous apportez à cette France une contribution immense, faite de vos talents, de votre dynamisme, de votre richesse culturelle et artistique, de vos multiples compétences. Vous devez être fiers que le théâtre d' Aimé CESAIRE soit joué à Paris et dans le monde entier, que le prix Goncourt ait été attribué à Patrick CHAMOISEAU, qu'Édouard GLISSANT et Maryse CONDE enseignent le français et la littérature antillaise dans les universités américaines, que Raphaël CONFIAnt, Serge PATIENT et tant d'autres écrivains, philosophes, poètes, intellectuels prennent une part aussi remarquable dans le rayonnement de la culture française qui a fait siennes la créolité et l'antillanité.

Pourtant, je sais combien vous ressentez parfois un " mal vivre ", un sentiment diffus de ne pas être reconnus comme des citoyens pleinement français et même parfois d'être victimes d'injustices, de vexations ou de manque de respect.

Au lieu de bénéficier de l'estime et de la reconnaissance que chacun devrait vous témoigner pour ce supplément d'âme que vous apportez à la France, vous souffrez parfois de discriminations lorsque vous recherchez, par exemple, un emploi ou un logement.

Vous qui appartenez à cette communauté qui est en quelque sorte le cinquième DOM, vous ne recevez pas toujours la considération que vous méritez. Vous avez un peu l'impression que seul le domaine sportif vous est réservé pour vous exprimer librement.

Comment expliquer en effet, qu'en dépit d'une créativité artistique exceptionnelle, le théâtre antillo-guyanais continue d'être largement absent du paysage culturel français ? Pourquoi le théâtre d'outre-mer en Avignon, le TOMA créé par Greg GERMAIN avec le soutien actif de la municipalité d'Avignon, ne peut-il pas s'exprimer aussi dans notre capitale ? Ce théâtre différemment français, comme l'appelle joliment Greg GERMAIN, avec ses superbes représentations à la " Chapelle du verbe incarné ", avec ses auteurs et acteurs de talent, pourquoi ce théâtre n'aurait-il pas sa place au cœur de Paris ? Pourquoi le superbe film de Christian LARA " Sucre amer " n'a toujours pas été distribué ? Il permettrait pourtant de faire découvrir aux Français de métropole cet homme d'exception qu'a été Louis DELGRES qui, plutôt que de perdre sa dignité, a choisi de partager le destin de ses frères esclaves en se sacrifiant avec eux.

Dans notre paysage audiovisuel, votre expression est également insuffisante. Vous représentez pourtant un large public. Je rappelle qu'en moins de 50 ans, le nombre des originaires des DOM résidant en métropole a été multiplié par 15 et qu'aujourd'hui, une personne sur quatre née aux Antilles réside dans l'hexagone. A votre nombre et à votre diversité doit correspondre un pluralisme des expressions, en particulier sur les ondes. Le service public doit bien sûr avoir toute sa place, tout comme le secteur privé et commercial, dans un souci bien compris d'équilibre. Je suis donc tout à fait favorable à ce que RFO puisse mener à bien son projet de radio conformément à sa vocation de mission de service public mais, au-delà des effets d'annonce, nous devons veiller à ce que cette nouvelle radio contribue au pluralisme et ne fasse pas disparaître ce qui existe déjà.

Comment ne pas partager aussi votre malaise lorsqu'on lit dans le dernier rapport du Haut-Conseil à l'Intégration : " il suffit d'entrer dans un ministère pour constater que les Antillais, nombreux au guichet d'accueil du rez-de-chaussée, disparaissent rapidement dès lors qu'on atteint les étages " ?

Comment ne pas éprouver un sentiment d'abandon devant la faiblesse des moyens mobilisés par les pouvoirs publics pour développer les recherches et les traitements sur cette maladie génétique fortement invalidante, la drépanocytose ? Cette maladie qualifiée d'orpheline qui, en progression régulière, affecte une partie de plus en plus importante de la communauté ultramarine vivant en Ile de France. S'y ajoute alors un sentiment d'ingratitude lorsqu'on sait que 15 % du personnel de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est originaire d'outre-mer et que ce personnel, par sa grande compétence, sa gentillesse incomparable, ses qualités humaines hors du commun, apporte à nos malades une attention exceptionnelle et un immense réconfort.

Enfin, comment accepter plus longtemps l'absence de réelle continuité territoriale entre la métropole et l'outre-mer qui vous impose des prix exorbitants de billets d'avion pour retrouver vos racines, votre terre d'origine, vos parents et tous vos proches ? Qui est aussi un obstacle à la nécessaire mobilité de la jeunesse d'outre-mer vers la métropole pour y acquérir une formation ou y rechercher un emploi.

Tout cela doit changer.

Ce manque de reconnaissance et de respect à votre égard, cette absence d'écoute et de compréhension me choquent profondément. Ils sont incompatibles avec ma conception de la Nation dont vous êtes une partie intégrante et irremplaçable.

Je refuse cette politique de l'indifférence qui, vous le savez, n'a jamais été la mienne et qui consisterait, sans caricature excessive, à dire qu'aujourd'hui, l'outre-mer est " loin " et que demain, il sera " dehors ".

Je veux mener avec vous une politique de l'engagement qui prendra à bras-le-corps les difficultés, les différences de l'outre-mer et qui affirmera que ces difficultés et ces différences doivent être assumées ensemble, au sein de la République.

Parce que la France n'est pas une simple addition d'individus, de régions, de communautés ou d'intérêts.

Parce que la France est tissée de tout ce que nous mettons en commun en rassemblant le meilleur de nous-mêmes et en laissant de côté ce qui nous sépare ou nous oppose.

Je l'ai dit en Martinique et je l'affirme à nouveau devant vous. Je ne connais qu'un seul peuple, je ne reconnais qu'une seule nation au sein de la République, le peuple français et la nation française. La richesse de ce peuple et de cette nation, et vous en êtes ici la magnifique expression, c'est sa diversité, la pluralité de ses cultures, la force de ses identités. Je veux que cette diversité française que nous vous devons, s'exprime librement et pleinement dans les médias, dans la production artistique, cinématographique et culturelle en général.

Je sais que comme moi, vous êtes choqués par cette loi d'orientation du gouvernement socialiste qui, sans la censure du Conseil Constitutionnel, allait remettre en cause notre pacte républicain. Cette loi dont le principal effet consiste à imposer des réformes statutaires dans le désordre, la confusion, la précipitation et l'improvisation. Je comprends vos inquiétudes, ici, en métropole, comme celles qui se manifestent outre-mer devant cette méthode socialiste dangereuse et irresponsable qui peut nous faire craindre non seulement un relâchement du lien avec la République, mais aussi son démembrement.

Mes chers amis, nous sommes à un moment de notre vie nationale qui rend possible de vrais choix. Les miens sont clairs. Ils font l'objet d'engagements précis et détaillés qui figurent dans un document que j'ai consacré spécialement à l'outre-mer, ce qui montre tout l'intérêt et l'attention prioritaire que je porte à ces collectivités et à leurs habitants.

C'est avant tout sur le terrain économique et social que se joue l'avenir des Français d'outre-mer et que doivent être réaffirmées les valeurs qui fondent notre pacte républicain.

Après l'égalité politique, après l'égalité sociale, mon objectif est d'atteindre l'égalité économique qui est avant tout une égalité des chances. Il s'agit de substituer une logique d'activité à une logique d'assistanat, autour d'un modèle de développement qui valorise les atouts de l'outre-mer, en particulier sa jeunesse et qui réduise ses handicaps, notamment ceux qui sont liés à l'éloignement.

Pour atteindre ce but, je proposerai dès cette année au Parlement d'adopter une loi de programme d'une durée de 15 ans, fixant des objectifs chiffrés, et indiquant clairement aux acteurs économiques, publics et privés, le cadre dans lequel ils auront à prendre leurs décisions.

Vous le savez, j'ai voulu, j'ai initié et j'ai soutenu toutes les grandes réformes économiques et sociales qui ont bénéficié à l'outre-mer : la défiscalisation en 1986, le lancement des programmes européens POSEIDOM en 1987, les exonérations de charges de la loi Perben en 1994, l'alignement du SMIC sur la métropole en 1995.

Le chômage et l'inactivité ne sont nullement des fatalités outre-mer. L'expérience le montre : il est possible d'enregistrer des succès si l'on sait valoriser les atouts de vos régions, si l'on sait créer des instruments permettant de compenser leur isolement géographique et abaisser les coûts trop élevés du travail et du capital qui les pénalisent par rapport aux pays voisins.

Donner à l'outre-mer les moyens de la croissance, c'est d'abord assurer la continuité territoriale avec son environnement immédiat et avec la métropole.

Nous vivons dans une société d'échanges où le premier facteur de développement réside dans le contact avec l'extérieur. J'avais engagé en 1986 une politique des transports qui ouvrait la desserte aérienne de l'outre-mer à d'autres compagnies que la compagnie nationale. Cette politique doit être poursuivie, avec la volonté d'assurer, par une saine concurrence, une meilleure desserte avec la métropole.

Je m'engage à faire bénéficier les collectivités d'outre-mer d'un dispositif d'abaissement du coût des transports. Ce système, que nous mettrons en place grâce à un partenariat entre l'État, les collectivités locales et l'Europe, vaudra non seulement pour les billets d'avion, mais aussi pour les liaisons maritimes ou pour le fret à l'exportation.

Je m'engage aussi à créer pour les jeunes en cours d'études un " passeport mobilité " assurant la prise en charge de leurs billets d'avion, en combinant le système des bourses universitaires et les conventions avec des organismes de formation.

Cette politique volontariste pour abaisser le coût des transports entre la métropole et l'outre-mer réduira d'autant les inconvénients que représente, en terme de charges pour un employeur, le coût supplémentaire d'un salarié originaire d'outre-mer en raison du dispositif des congés bonifiés. Nous savons en effet que ce régime, sur lequel il n'est pas question de revenir, constitue un frein à l'emploi, dû à ce surcoût des frais de transport.

Donner à l'outre-mer les moyens de la croissance, c'est aussi abaisser les charges qui pèsent sur les entreprises pour leur permettre de créer de vrais emplois durables. C'est aussi recréer un système efficace de soutien aux investissements par une politique de défiscalisation innovante, lisible et transparente.

Vous le voyez, je veux sortir l'outre-mer de l'immobilisme et des faux-semblants pour le mettre vraiment sur la voie du progrès.

À côté de ces mesures économiques, je m'engage également à faire preuve de volontarisme dans le domaine social.

Parmi les différentes mesures que je propose, je souhaite que soit menée une véritable politique d'encouragement à la mobilité des jeunes d'outre-mer vers la métropole. L'étroitesse du marché de l'emploi dans les collectivités d'outre-mer et le dynamisme de leur démographie la justifient pleinement. C'est un investissement nécessaire pour élargir les possibilités de formation. C'est aussi un moyen de maintenir avec la métropole un lien de confiance et de solidarité.

Dans ce but, l'agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer, l'ANT, devra recevoir les moyens de renforcer ses actions. Cette agence doit d'ailleurs être profondément réformée pour devenir un instrument efficace travaillant en parfaite synergie avec les dispositifs de mobilité mis au point par les collectivités locales. J'observe à cet égard que le gouvernement socialiste s'est désintéressé de cette agence qui est toujours sans président depuis plusieurs années, et qui est restée sans directeur pendant de longs mois.

Je propose également que des accords de partenariat entre universités se généralisent pour permettre aux étudiants d'outre-mer qui le souhaitent d'effectuer un cycle de plusieurs mois dans une université métropolitaine ou européenne. Des jumelages du même type doivent également être envisagés entre établissements d'enseignement secondaire, à vocation générale ou professionnelle. Cette politique bénéficiera de l'ouverture plus large de la desserte aérienne que je préconise et sera facilitée par la mise en place du " passeport mobilité " que j'évoquais il y a quelques instants.

Au-delà de son action dans le domaine économique et social, je considère que l'État doit jouer pleinement son rôle pour assurer le respect des règles républicaines. Il en a le devoir au moment où l'insécurité devient la première cause d'inégalité entre les Français.

Il doit aussi savoir se réformer, en exerçant mieux ses grandes missions régaliennes tout en favorisant un plus large exercice des responsabilités locales. Je souhaite entreprendre outre-mer comme en métropole une réforme de l'ensemble de nos collectivités territoriales.

Je considère en effet que, 20 ans après les lois de décentralisation, il est devenu indispensable de bâtir une nouvelle architecture des pouvoirs pour que se développe une véritable démocratie de terrain et de proximité et que les problèmes soient traités au plus près des citoyens. Cette réforme est d'autant plus nécessaire outre-mer que les centres de décision nationaux sont plus éloignés, que les problèmes sont très spécifiques par rapport à ceux du reste du pays et que l'environnement international est particulier et différent.

Mais il est de mon devoir de Président de la République et de gardien des institutions de rappeler qu'une telle réforme ne peut être engagée sous la pression des uns ou des autres, dans des révisions aléatoires et au coup par coup de la Constitution. Ce serait la meilleure façon de favoriser les surenchères, les dérives de toute nature et, au bout du compte, le démembrement de la République. Je déplore que le gouvernement socialiste ait pris la responsabilité d'engager un débat statutaire sans en avoir fixé préalablement les limites dans sa loi d'orientation. Cette méthode est dangereuse pour nos institutions et je la condamne.

Comme je l'ai dit à maintes reprises, notre cadre constitutionnel doit être préalablement rénové de façon globale et cohérente pour l'ensemble de nos collectivités. J'ai fixé quatre limites : le respect de l'unité de la République, le respect des principes qui fondent notre pacte républicain, la consultation préalable des populations avant tout changement statutaire, le maintien de l'appartenance à l'Europe.

Nous devons mettre fin à cette politique socialiste qui n'a pu se fixer le cap et qui a perdu de vue les fondements même de notre République. Si des changements sont souhaitables, ce n'est pas pour éloigner l'outre-mer de la métropole, comme s'il était une charge financière ou une survivance historique. C'est au contraire pour donner à chaque collectivité toute sa place dans la communauté nationale, en tenant compte de ses difficultés et de ses priorités spécifiques.

Enfin et je termine sur ce point, parce que je sais qu'il s'agit d'un projet qui vous tient à cœur et que je considère comme essentiel dans le dispositif de développement économique, social et culturel que je propose pour l'outre-mer : je veux parler de la création à Paris d'un centre culturel et d'affaires de l'outre-mer. Ce projet m'a été présenté en février 2001 par Georges AURORE, président de l'AMEDOM, et par Henriette DORION SEBELOUE, présidente de l'UGAG, l'union des guyanais et amis de la Guyane, dont je tiens à souligner qu'il s'agit de la plus ancienne association d'originaires d'outre-mer, fondée en 1925 par Gaston MONERVILLE. J'ai été immédiatement séduit par l'intelligence et l'originalité de ce projet conçu non pas comme un musée de plus qu'aurait compté notre capitale, mais comme un lieu de promotion de l'image culturelle et économique des dix collectivités françaises d'outre-mer, un lieu aussi de leur reconnaissance et de leur affirmation identitaire. Je l'ai donc immédiatement soutenu à un moment où, malgré tous les efforts déployés par l'AMEDOM, l'UGAG et leurs partenaires, ce projet n'intéressait personne. Je l'ai également soutenu parce que j'y ai vu tout l'intérêt qu'il représenterait pour les milieux économiques et culturels de métropole qui disposeraient ainsi à Paris d'un lieu unique d'informations. C'est d'ailleurs ce centre que j'ai retenu pour mettre en place un guichet unique d'information et de promotion du dispositif de soutien à l'activité économique contenu dans la loi de programme que je propose.

Je m'engage à nouveau devant vous à réaliser ce centre culturel et d'affaires de l'outre-mer au cœur de notre capitale, sans dénaturer votre projet qui est et doit rester le vôtre, sans davantage me l'approprier en le rebaptisant en une quelconque " cité des outremer ". Car c'est aussi cela la France du respect que je veux construire avec vous.

Mes chers amis,

Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de références sûres pour l'action : l'autorité contre le laisser-aller, l'immobilisme et le laxisme ; la Nation contre la tentation du communautarisme ; l'unité contre les forces de dispersions et de divisions, pour garantir l'égalité de tous les Français.

Pour ma part vous le savez, je n'ai jamais fait de distinction entre Français et n'en ferai jamais. Je suis et veux être le garant de notre unité. Il n'y a pas plusieurs France qui s'opposent mais une seule France, ouverte, tolérante, généreuse, une France riche de ses différences, une France qui refuse ce qui sépare et privilégie ce qui rassemble.

Vous connaissez l'affection que je porte depuis toujours à l'outre-mer. Vous savez que la passion qui m'anime est l'expression d'un réel attachement que j'ai pour les Français d'outre-mer.

Cet attachement dépasse toutes les exigences, toutes les contingences. Il ne procède pas d'un calcul mais d'un élan du cœur.

Devant vous, je m'engage à mener un combat sans relâche pour que la couleur de la peau ne passe plus jamais avant celle du cœur.

Vous n'êtes pas " une minorité visible " pour reprendre un vocable utilisé par certains et qui, appliqué aux Français d'outre-mer, me choque profondément.

Vous êtes partout dans le monde la force de la France. Vous êtes ici en métropole le reflet, le sourire, le soleil, la couleur, la musique de notre outre-mer que nous aimons. Restez vous-même et soyez fiers d'être à la fois français, européen, caribéen, créole, noir marron, amérindien, polynésien, asiatique, hindou, arawak ou mélanésien.

Avec vous, je veux construire la France de l'action, mais aussi la France du respect. J'ai besoin de vous. J'ai besoin de votre confiance, de votre mobilisation, de votre enthousiasme.

Vive l'outre-mer français !

Vive la République !

Vive l'outre-mer français dans la République !

Vive la France !

\*\*\*

## <campagne=2002>04.13 - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - Ussel <lieu=Ussel> <texte=9>

Monsieur le Maire d'Ussel, Cher Laurent CHASTAGNOL,

Cher Jean-Pierre DUPONT,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires et les Elus d'Auvergne et du Limousin,

Chers amis et compatriotes Corrèziens,

C'est d'abord à vous que je veux exprimer mon amitié cet après-midi. Notre rencontre est avant tout celle de la fidélité et celle du cœur.

J'ai souhaité, ici, à USSEL, vous redire l'attachement indéfectible qui me lie à vous, sur cette terre qui est aussi la mienne.

La présence de ma femme, qui est votre élue au Conseil général depuis plus de vingt ans, exprime aussi aujourd'hui de façon constante, efficace et personnelle, notre attachement à la Corrèze et aux Corrèziens.

Cette terre est en effet celle de notre engagement commun. C'est la terre de nos racines.

En cet instant, je veux rendre hommage à tous les élus municipaux, cantonaux, régionaux et parlementaires de Corrèze, auxquels m'attachent tant de liens et de souvenirs. Ils donnent chaque jour l'exemple de l'engagement, de la disponibilité, de l'imagination.

Ecole de civisme, école de la démocratie et du service public, école du devoir, la Corrèze demeure pour Bernadette et pour moi l'objet permanent de notre attention et de notre affection.

Chers compatriotes Corrèziens, c'est toujours à l'unisson de votre cœur que bat le mien et c'est dans ce terroir que s'enracinent mes convictions et ma passion pour le service de notre démocratie .

Je suis heureux de vous retrouver à Ussel aujourd'hui. C'est d'ici que je veux évoquer l'avenir de notre France rurale. Une France trop souvent négligée et pourtant si dynamique et innovante.

Notre espace rural mérite une véritable ambition. Il est de plus en plus perçu par les Français comme une richesse, comme un facteur d'équilibre social et comme un lieu d'épanouissement. Mais, malgré cette image positive, la vérité du monde rural reste mal connue et mal comprise : on ignore souvent ses besoins en infrastructures et en services publics. On ignore plus encore les mutations que l'agriculture a connues depuis quarante ans, le dynamisme et la faculté d'adaptation extraordinaires qui sont demandés aux paysans.

Le monde rural est aujourd'hui victime de la politique d'aménagement du territoire conduite ces dernières années. Une politique qui ignore la ruralité faute d'en comprendre la réalité.

Il faut inverser cette logique. Mettre un terme à la dégradation de l'espace. Respecter les modes de vie des ruraux. Développer la prodigieuse richesse que représente pour notre pays l'étendue de son territoire, l'équilibre de ses paysages, la richesse de ses traditions et la variété de son espace, qu'il soit montagnard, littoral ou façonné de plaines et de vallons.

La France rurale est un creuset où peuvent se renouer les liens sociaux et se développer de nouvelles dynamiques économiques.

Sur le plan démographique, un renouveau est engagé. Des ménages jeunes, aux besoins différents, rejoignent le monde rural. Pour un nombre croissant de nos concitoyens, jeunes ou moins jeunes, la ruralité est une manière de revendiquer un autre mode de vie, de manifester leur attachement au respect des valeurs humaines, notamment les valeurs d'intégration. Ces aspirations doivent être mieux prises en compte.

Sur le plan économique, les activités traditionnelles demeurent fortes. L'agriculture française est devenue, au cours des quarante dernières années, la première d'Europe. Elle rivalise avec les agricultures les plus compétitives sur les marchés mondiaux. Elle propose l'offre la plus étendue de produits de qualité liés à des terroirs et à des savoir-faire réputés.

La forêt française elle-même, dont la superficie ne cesse de croître, est la deuxième forêt européenne. En majorité détenue par de nombreux propriétaires privés, elle souffre encore des tempêtes de fin 1999 et attend, à juste titre, que ses difficultés soient mieux prises en compte.

Enfin, l'industrie, l'artisanat et le commerce restent très présents en milieu rural en dépit des restructurations industrielles, de l'évolution des modes de vie et du développement de la grande distribution. Des activités nouvelles se sont développées. Elles ne compensent pas encore les pertes d'emplois dans des secteurs traditionnels comme le textile, la chaussure ou le petit électroménager. Mais les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent jouer un rôle déterminant à l'avenir.

Sur le plan de l'organisation de l'espace enfin, les enjeux sont importants. Il s'agit de mieux gérer les conflits d'usage du sol, dans le respect de la propriété privée. Une réelle maîtrise de l'urbanisation doit aussi s'imposer, notamment en zone périurbaine.

La politique de développement des territoires ruraux que je souhaite mettre en œuvre est fondée sur la solidarité, sur la modernité, sur le respect et l'initiative. Ce sont ces valeurs qu'il faut promouvoir pour rendre au monde rural toute sa place dans notre société. Pour que son dynamisme ne soit pas asphyxié, pour que les identités soient respectées.

Au centralisme et aux complications bureaucratiques, inhérents à la pensée et à la pratique socialiste, j'oppose le projet d'un Etat plus moderne, plus souple, plus réactif dans ses interventions et plus respectueux des initiatives locales.

C'est dans ce sens que je propose, pour les prochaines années, un plan de développement des territoires ruraux, reposant sur trois priorités :

- Tout d'abord, construire une ruralité plus attractive et plus accueillante pour les familles.
- Ensuite, dynamiser les économies locales en défendant le revenu des agriculteurs et en développant des infrastructures adaptées aux besoins des ruraux.
- Enfin, porter davantage de considération et de respect à l'espace rural et aux modes de vie.

Construire une ruralité attractive et accueillante pour les familles, suppose d'abord d'apporter une réponse aux questions de la vie quotidienne : la santé, le logement, les services publics, l'éducation, la culture, la sécurité.

Une enquête réalisée par l'association des familles rurales montre que 2,5 millions de Français vivent éloignés de tout commerce ou service de proximité. Les ruraux et leurs élus ont ainsi de plus en plus le sentiment qu'ils sont condamnés à payer pour pouvoir disposer de services alors que partout ailleurs c'est un droit.

Actuellement, un tiers des agences postales ne restent ouvertes que grâce au financement des communes. C'est contraire au principe républicain d'égal accès de tous au service public.

Au-delà des arguments de rationalité financière, qui ignorent trop souvent les réalités humaines, il convient d'assurer pour tous les Français le respect de ce principe. Un principe qui doit être appliqué avec pragmatisme, en tenant compte le plus possible des réalités locales.

C'est pourquoi je souhaite que soient établis des contrats d'objectif des services publics en milieu rural, conclus pour 5 ans entre les collectivités locales, les représentants des usagers et les services concernés. C'est cette approche locale et globale qui permettra de trouver les meilleures solutions. Et c'est ensuite sur cette base que pourront être négociées les conventions d'objectif des entreprises gestionnaires de ces services. Dans l'attente de la mise en œuvre de ce dispositif, un nouveau moratoire sur la fermeture des services publics en milieu rural sera décidé.

La sécurité mérite quant à elle un traitement particulier tant la situation s'est dégradée rapidement ces dernières années en milieu rural, comme ailleurs. L'insécurité a progressé de 15 % en 2001 en zone gendarmerie. Elle continue de progresser sur le même rythme. Jamais nous n'avions connu une telle évolution.

A la campagne comme en ville, tout acte délictueux doit faire l'objet d'une sanction appropriée. La gendarmerie est évidemment la première concernée s'agissant des zones rurales. Les conditions matérielles dans lesquelles les gendarmes exercent leur mission contribuent à la grave crise morale actuelle. Les réponses à cette crise, je veux les apporter dans le cadre d'une loi de programmation qui sera votée dès les premiers mois de la prochaine législature.

La mobilisation nécessaire des forces de sécurité concerne aussi les zones rurales. Elle permettra notamment de démanteler les réseaux qui agissent dans le milieu rural parce que celui-ci devient de plus en plus la base arrière de trafics en tous genres.

En même temps que le renforcement de l'action des forces de sécurité, une justice plus efficace sera aussi un élément indispensable dans cette lutte contre l'insécurité. C'est pourquoi je propose la création de " tribunaux de proximité " qui permettront de sanctionner rapidement toutes les infractions.

Mais cela ne sera pas suffisant si l'action des élus locaux, et en particulier des maires, n'est pas mieux prise en compte. En première ligne sur le terrain de l'insécurité, les maires doivent se voir reconnaître une véritable capacité d'impulsion et de coordination, en rapport avec l'engagement et avec la volonté politique qu'ils manifestent déjà. Face à ces responsabilités et à ces sollicitations croissantes, les conditions d'exercice du mandat des élus, notamment leurs indemnités, devront être revues. Notre société ne peut pas exiger toujours plus de disponibilité de la part des maires sans réévaluer les contreparties de cet engagement. Dans le domaine de la santé, nous devons aussi agir rapidement pour inverser le mouvement de désertification médicale qui devient préoccupant dans de nombreuses régions. L'offre thérapeutique doit y être remise à niveau en facilitant l'installation de nouveaux médecins, en organisant et en développant des réseaux de soins, en créant des " points santé " itinérants pour la médecine du travail, la médecine scolaire et la protection maternelle et infantile.

Pour faire face à l'éloignement des structures hospitalières, il faut aussi développer les structures d'hospitalisation à domicile. Celles-ci n'existent aujourd'hui que dans moins d'un département sur deux.

Mieux accueillir les familles, c'est aussi innover pour accroître l'offre de logements locatifs, ce qui pourrait être fait en aidant mieux les communes à réhabiliter leur patrimoine.

Nous devons également augmenter sensiblement les capacités de garde des jeunes enfants en milieu rural et d'accueil périscolaire pour ceux dont les parents travaillent. Pour faire cela, nous pourrions tirer parti des nombreuses expériences déjà conduites localement.

De même, il faut pouvoir garantir un égal accès à l'éducation pour tous les enfants, ruraux ou citadins, en reconnaissant une plus grande capacité d'initiative aux acteurs locaux, quitte à déroger plus souvent aux critères actuels, notamment en matière de fermeture de classes primaires et de petits collèges.

Dans tous les domaines, nous devons accroître la souplesse du système éducatif pour mieux l'adapter à la vie rurale. Cela peut passer, parfois, par la mise en place de réseaux d'éducation fondés sur la mobilité des professeurs plutôt que sur celle des élèves. Ou par la création d'internats à temps partiel où les élèves résideraient deux à trois jours par semaine, ce qui limite la coupure avec les familles et facilite aussi bien les activités socioculturelles que l'aide aux devoirs.

Indépendamment des initiatives prises pour renforcer la présence des services publics, il ne peut y avoir de ruralité accueillante et vivante que si l'activité économique y tient une juste place. C'est pourquoi le plan que je vous propose se fixe pour deuxième objectif une ruralité économiquement et démographiquement forte, gage d'un développement durable.

En matière de transport, nous devons rechercher un nouvel équilibre entre les réseaux locaux et les grandes infrastructures nationales ou internationales : selon la politique qui sera choisie, celles-ci peuvent en effet irriguer le monde rural ou aggraver son isolement. Là encore, nous pouvons nous appuyer sur les expériences locales et sur une meilleure prise en compte des projets élaborés par les régions et les départements.

Mais aujourd'hui, au-delà des infrastructures traditionnelles, la question de l'accès au téléphone mobile et à l'internet rapide se trouve au cœur des enjeux de développement des territoires ruraux. Pour réduire les inégalités d'accès aux technologies de l'information, je propose un plan de rattrapage qui portera à la fois sur l'équipement des foyers et des écoles en ordinateurs, sur la formation à l'usage de l'internet et sur le déploiement de l'internet rapide pour tous.

L'Etat s'engagera, aux côtés des collectivités locales, pour garantir l'accès de chaque commune au haut débit d'ici cinq ans. Il accompagnera techniquement et financièrement les initiatives qui seront prises dans le cadre des contrats de plan Etat-Région.

Enfin, d'ici trois ans, l'ensemble du territoire français devra être couvert par la téléphonie mobile. Il y a aujourd'hui trop de zones d'ombre, ici même, en Limousin.

Ces investissements ne sont pas seulement nécessaires pour garantir l'égalité devant le service public et la participation de tous à la communauté nationale. Ils contribueront aussi à la création et au développement des entreprises, et appuieront des nouveaux dispositifs de soutien à l'artisanat et au commerce de proximité.

Dans le même souci de renforcer l'activité en milieu rural, nous devons encourager, avec les organismes consulaires, l'installation dans chaque département de " facultés de l'entreprise et des métiers ", afin de valoriser les métiers de l'artisanat et du commerce. Nous devons aussi simplifier les règles de création des groupements d'employeurs et envisager la création d'un nouveau " contrat mixte de travail public-privé " pour faciliter l'embauche à temps plein.

Dans ces propositions pour développer l'activité en milieu rural, je veux de nouveau insister sur la nécessité d'une politique agricole ambitieuse.

Notre ami, Raymond Lacombe, ancien Président de la FNSEA, qui nous a quittés récemment, avait réuni il y a dix ans plus de 200 000 ruraux à Paris sous la bannière " Pas de pays sans paysans !". Je fais mienne cette devise, qu'il faut tout de suite compléter par une autre : " Pas de paysan sans revenu !" Car aujourd'hui, c'est bien cela le problème.

La politique conduite en France ces dernières années a accru les difficultés de notre agriculture.

- le revenu de la " ferme France " a baissé de plus de 10 % au cours des trois dernières années,

- le nombre d'installations de jeunes agriculteurs a chuté de 40 % depuis 1997,

- et sur la même période, le solde traditionnellement excédentaire de notre balance commerciale a baissé de 25 %.

Voilà le bilan de la politique agricole conduite depuis cinq ans. Mais au-delà des chiffres, je condamne surtout un manque de considération pour les agriculteurs qui se traduit par un profond désarroi dans les campagnes, une crise morale sans précédent. C'est une question de dignité.

La crise de l'élevage n'est pas réglée. Les prix bas et les trésoreries exsangues demeurent. Ici, dans le bassin allaitant, la survie de nombreuses exploitations est en jeu. Ce ne sont pas les aides chichement calculées et en cours de versement qui vont améliorer la situation. Les effets d'annonce sans suite ont profondément atteint le moral des agriculteurs.

Pour repartir sur de nouvelles bases, nous devons apurer ce passé en apportant aux éleveurs le soutien financier et la considération qu'ils méritent ; et, avec la profession, nous devons définir un plan d'adaptation de la filière sur cinq ans.

Les socialistes nous avaient annoncé une révolution agricole, ils ont provoqué la désolation agricole !

Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater leur incapacité à comprendre un secteur dont ils se méfient. Un secteur que, par idéologie, ils ont tendance à regarder comme résiduel, sans mesurer son importance pour l'avenir, pour la qualité de la vie, pour l'identité européenne, pour la capacité de la France et de l'Europe à affirmer leur force et leur indépendance sur la scène internationale.

Passés les discours caricaturaux dans l'air du temps et les gesticulations médiatiques, il restera de la politique socialiste l'échec des " contrats territoriaux d'exploitation " et, plus que l'échec lui-même, une régression dans l'implication des agriculteurs en faveur de l'environnement : deux fois moins d'agriculteurs se sont engagés dans les mesures agro-environnementales au cours des cinq dernières années, et l'on s'achemine vers la suppression de la " prime à l'herbe " en 2003 qui devra être compensée d'une manière ou d'une autre.

Autre échec douloureux pour notre pays : le gaspillage des crédits communautaires de développement rural ces deux dernières années. Avec les pénalités appliquées à la France et la modulation indûment prélevée, ce sont presque 3 points de revenu qui ont été perdus pour la " ferme France " en 2000 et 2001 par dogmatisme et par inefficacité !

C'est en partant de ce triste bilan que nous allons devoir reconstruire une politique agricole ambitieuse au niveau national et communautaire.

Heureusement, cette dégradation n'est pas une fatalité. Nous pouvons bâtir l'agriculture de confiance que souhaitent tous les Français et, parmi eux, les agriculteurs eux-mêmes. Mon projet pour l'agriculture française est volontariste. Il est aussi équilibré. C'est le projet d'une agriculture écologiquement responsable et économiquement forte.

Notre agriculture doit mieux prendre en compte les risques de pollution. Elle doit aussi garantir la mise en marché de produits sans risque pour la santé. De nombreux efforts ont déjà été réalisés ces dernières années. Ils doivent être poursuivis et renforcés. Personne ne le conteste. Ce défi, nous le relèverons collectivement avec les agriculteurs et certainement pas contre eux.

Ces progrès nécessaires doivent être accompagnés par une simplification administrative de grande ampleur. Dans le seul secteur de la viande bovine, il existe aujourd'hui dix-sept formes différentes d'aides dont le coût de gestion est impressionnant. L'inflation de réglementations asphyxie les entreprises agricoles et n'incite pas les jeunes à rejoindre le métier.

Pourtant, l'installation des jeunes doit retrouver une place de premier ordre dans le dialogue social. Un dialogue dont nous devons renouer les fils, dans le secteur agricole comme ailleurs. Abandonnée depuis cinq ans, avec pour résultat la perte de 20 à 25.000 emplois directs et indirects, la politique d'installation doit retrouver une nouvelle vigueur, alliant souplesse des procédures et reconnaissance de l'esprit d'entreprise. La revalorisation des retraites agricoles doit aussi mieux accompagner cette politique. Mais cette reprise des installations, comme d'ailleurs la mobilisation de l'ensemble de la profession sur un nouveau projet agricole, ne pourra réellement se faire que si les perspectives de revenu sont satisfaisantes.

Il faut pour cela replacer la question du revenu des agriculteurs au cœur de notre politique agricole. Je l'avais dit à Rennes en septembre dernier. Il faut accepter que notre indépendance alimentaire et que la qualité sanitaire des aliments soient payés à leur juste coût. Il n'y a pas de meilleure garantie, sur le plan environnemental et sanitaire, que cette acceptation d'un prix juste pour les produits agricoles ; c'est-à-dire un prix qui prenne en compte le coût de revient et qui rémunère le travail de l'agriculteur.

Il n'y a aucune fatalité au démantèlement de la PAC. Il serait pour le moins étonnant que l'Europe de demain ne puisse se construire que sur les cendres de la principale politique commune qui existe aujourd'hui. Et il serait tout aussi paradoxal de penser que les prix agricoles doivent être de plus en plus bas alors que nous demandons aux agriculteurs toujours plus de progrès en matière sanitaire et environnementale ce qui, bien sûr, a un coût pour les agriculteurs.

Les dépenses de la Politique agricole commune représentent moins de 1 % des dépenses publiques de tous les Etats membres. Est-ce trop cher payé pour notre indépendance alimentaire et notre capacité d'exportation ? Est-ce trop cher payé pour une agriculture respectueuse du consommateur et du cadre de vie ? Evidemment non. Il faut cesser de traiter notre agriculture comme une charge alors qu'elle est avant tout une richesse pour notre nation.

Si nous devons rechercher tous les moyens de dépenser mieux parce que nos contraintes budgétaires demeurent fortes, nous devons considérer aussi qu'il est irréaliste de croire que l'on peut arrêter de soutenir notre agriculture.

Fondamentalement, c'est le " mythe du prix mondial " qui doit être rediscuté car c'est de ce choix que découle aujourd'hui la mise en cause de la PAC. Le débat sur les aides à l'agriculture sera alors pris dans le bon sens sans nous laisser enfermer dans la prétendue nécessité de transférer le financement du " 1er pilier ", celui des " organisations de marché ", au profit du " développement rural ", que l'on appelle aussi le " 2ème pilier " depuis les accords de Berlin.

Je suis d'ailleurs surpris que ceux qui plaident le plus bruyamment pour une maîtrise de la mondialisation et une régulation des marchés mondiaux soient favorables, dans le même temps, à un démantèlement des organisations de marchés au sein de l'Union européenne. Il y a là une contradiction difficilement explicable. J'observe aussi que la réforme en cours de la politique agricole américaine remet en cause tout le discours sur la libéralisation des marchés agricoles qui prévaut depuis dix ans.

Je suis pour le " développement rural " mais pas pour le " tout développement rural " si nous voulons que notre agriculture demeure forte économiquement. Par construction, du fait du cofinancement qui lui est lié, l'option du " tout développement rural " nous conduirait droit à la renationalisation de la PAC. Et par expérience, à l'image de ce qui s'est fait en France ces dernières années, cette option est aussi celle de la "

fonctionnarisation " de l'agriculture qui paralyse les initiatives et nivelle les ambitions et les perspectives de revenu, quels que soient les efforts et les mérites des agriculteurs. Cette évolution n'est pas acceptable.

Notre objectif doit être de consolider durablement le revenu des agriculteurs. Il faut pour cela que les prix mondiaux ne soient plus des prix maintenus artificiellement bas et sans aucune relation avec les coûts de production. Il faut donc débattre à l'OMC d'un commerce plus équitable des produits agricoles. L'Union européenne n'est pas dépourvue d'arguments dans ces débats. Elle a déjà fait d'importants efforts en maîtrisant mieux ses volumes de production.

Cette voie suppose une volonté politique forte et la réaffirmation des principes de la PAC qui restent inscrits dans les traités. Ne pas essayer de faire prévaloir cette voie serait une faute.

Mon choix, c'est un discours de vérité et de confiance qui refuse le déclin programmé de notre agriculture. Mon choix, c'est celui d'une PAC ambitieuse, solidaire avec les pays en développement et fondée sur une organisation équitable du commerce mondial. C'est le choix de marchés agricoles régulés en Europe et au-delà, afin que les agriculteurs tirent d'abord leurs revenus de la vente de leurs produits.

Après des agriculteurs, et avec l'expérience qui est la mienne dans ce domaine, je m'engage à redonner confiance aux hommes et aux femmes qui ont choisi ce beau métier. C'est avec cette confiance retrouvée qu'ensemble nous pourrions nous mobiliser sur un objectif commun.

Confiance, considération, respect ; ce que l'on doit aux agriculteurs, on le doit à tous les ruraux. Le respect de l'espace et des modes de vies ruraux, trop souvent perdus de vue, doivent être le troisième axe de notre politique.

Le monde rural est porteur de traditions et de cultures qui correspondent à une réelle proximité avec la nature. Il faut comprendre ces traditions, il faut s'imprégner de cette culture si l'on souhaite mettre un terme aux conflits qui se nouent autour de loisirs comme la chasse ou de pratiques traditionnelles comme le pastoralisme et la lutte contre les grands prédateurs.

La propriété privée, elle-même, est de plus en plus contestée sans qu'aucune contrepartie ne soit proposée aux propriétaires. L'espace rural, en devenant espace social perd ses repères traditionnels.

La liberté d'usage des espaces ruraux doit être conciliée avec les droits des propriétaires agricoles ou forestiers. De véritables partenariats doivent s'établir. Je regrette que le dialogue nécessaire n'ait pas pu s'instaurer au cours de ces dernières années tant les logiques de conflit ont été privilégiées.

Les emprises urbaines sur l'espace rural sont une autre cause fréquente de conflits. Elles doivent être mieux maîtrisées grâce à une politique globale d'aménagement qui privilégie une consommation économe de l'espace, une " reconstruction de la ville sur la ville ". Pour concrétiser cette orientation, les régions doivent être rendues pleinement responsables de l'aménagement du territoire. Elles pourront d'autant mieux remplir ce rôle qu'elles disposeront d'agences foncières et de conservatoires régionaux des espaces naturels associant tous les acteurs de l'espace rural.

Ces nouveaux partenariats supposent aussi des actions très volontaristes de conciliation autour des sujets qui n'ont pas été réglés ou qui demeurent mal réglés tels la chasse, la protection du pastoralisme et l'implication des propriétaires ruraux dans la valorisation de l'espace.

S'agissant de la chasse, nous devons faire collectivement un effort de compréhension et de tolérance réciproque. La chasse reste une activité mal connue. Contrairement à de nombreuses idées reçues, elle joue un rôle essentiel dans la régulation des espèces sauvages, la gestion des espaces naturels et la pérennité de traditions qui fondent notre culture nationale.

La chasse est organisée, dans notre pays, sur la base d'un réseau, sans équivalent dans le monde, de 70.000 associations locales et d'une organisation fédérale à laquelle sont dévolues, par la loi, des missions de service public. Juridiquement, intrinsèquement ce dispositif doit fonctionner sur la confiance. Il ne doit pas en être autrement.

Nous devons faciliter la réconciliation des Français avec la chasse. Seul l'apaisement des conflits déclenchés par la révision de la loi chasse de juillet 2000 permettra de rétablir un consensus social sur cette question. Comme dans les pays voisins où les directives communautaires sont appliquées avec davantage de pragmatisme, nous devons rechercher ce consensus. Je m'engage, en concertation avec la Commission européenne, à trouver les voies d'une application raisonnable de la réglementation communautaire, comme cela a pu se faire dans d'autres Etats membres. C'est possible, alors faisons-le. Je suis convaincu que cette démarche pourrait être considérablement renforcée par l'existence

d'un véritable pôle scientifique de recherche et de vulgarisation sur la faune sauvage. Les débats y gagneraient en tout cas de pouvoir s'appuyer sur des données plus fiables.

Toutes ces propositions s'inscrivent dans le plan de développement des territoires ruraux que je propose pour notre pays.

Dans le même temps, nous devons adapter les instances et les procédures administratives pour les mettre réellement au service du développement rural. Cela passe par le respect du pouvoir communal et de la démocratie locale. Cela nécessite aussi de clarifier l'action des différentes collectivités dans une logique de subsidiarité. Les " pays " ne sauraient devenir un échelon administratif supplémentaire. L'intercommunalité doit de son côté préserver l'identité des communes rurales sans compliquer davantage le fonctionnement de la démocratie locale.

Notre administration, elle-même, devra se mettre en situation de pouvoir mieux accompagner ces évolutions où les collectivités locales doivent retrouver davantage d'initiative et de responsabilités.

Promouvoir une agriculture écologiquement responsable et économiquement forte, favoriser l'accueil des familles et la présence des services publics, encourager le développement économique des territoires ruraux, respecter les particularités et les modes de vie du monde rural : ce sont ces objectifs que doit se fixer une nouvelle politique en faveur de la France rurale.

C'est un enjeu majeur pour notre pays. Pour une France unie, une France forte, une France plus juste et plus solidaire.

Je vous remercie.

\*\*\*

<campagne=2002>04.16 - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - Ajaccio <lieu=Ajaccio>  
<texte=10>

Mes chers amis,

Mes chers compatriotes,

Il est des moments forts. Des moments intenses. Des moments d'émotion partagée qui font vibrer à l'unisson le cœur des hommes. C'est l'un de ces moments privilégiés que je vis avec vous ce soir. Merci à Roland Francisci de l'avoir suscité. Merci pour son action. Merci pour ses propos chaleureux.

Merci à Nathalie Pinelli et à Laurent Marchangeli d'avoir ouvert notre réunion sous le signe de la jeunesse et du dynamisme.

Merci à José Rossi dont la présence aux côtés des Parlementaires de l'île Roland Francisci, Paul Natali et Paul Patriarce est bien le signe de l'union de l'opposition républicaine.

J'ai le plus grand plaisir également à saluer Jean Baggioni qui depuis dix ans dirige avec passion et efficacité une région au statut particulier et aux difficultés multiples.

Merci à vous toutes et à vous tous, venus de toute l'île, d'avoir rendu possible ce rendez-vous de l'amitié, et de montrer ainsi que la légendaire hospitalité corse n'est pas un vain mot !

Cette réunion, cette rencontre, revêt à mes yeux une importance toute particulière. Car ici, en Corse, se joue dans une certaine mesure la capacité de notre République à faire vivre ses valeurs et à répondre sereinement aux évolutions de notre société. Et cet enjeu, nous devons le garder présent à l'esprit pour trouver une solution aux problèmes que rencontre la Corse. Car je le dis avec force, il n'y a pas de " problème corse ", il y a des problèmes en Corse. C'est différent et, à dire le vrai, cela n'est pas nouveau !

Je suis venu ce soir vous parler, bien sûr, de ces problèmes et de ce que fera, pour les résoudre, le Gouvernement que je mettrai en place si je suis élu. Mais je suis venu d'abord vous parler de la France comme je l'ai fait à Marseille, à Bordeaux, à Poitiers, à Amnéville ou à Rouen.

La France, cette Nation dont vous êtes devenus les enfants en 1789. Depuis ce jour où votre Député Salicetti, délégué à l'Assemblée des Etats Généraux, proposa, et obtint par acclamation, que la Corse soit française, et que ses habitants soient régis par la même Constitution que les autres Français. Depuis, vous avez vécu les grandes heures de notre histoire. Par Napoléon Bonaparte, vous en avez écrit parmi les plus fortes. Vous en avez aussi partagé les heures sombres. Vous vous êtes battus et avec quel courage, pour la France.

15 000 Corses, faut-il le rappeler, ont donné leur vie lors de la première guerre mondiale. Des villages entiers ont été privés de leurs forces vives. Il n'est que de lire les noms figurant sur les monuments aux morts qui jalonnent l'île pour prendre la mesure de la tragédie que cela a représenté. Ce fut le début d'une évolution pernicieuse dont nous voyons encore les conséquences aujourd'hui. Exsangue, la Corse, impuissante à nourrir et à former tous les enfants qui lui restaient, dut se résoudre à voir nombre d'entre eux la quitter pour aller exprimer ailleurs leur génie et leurs talents. Dans la seconde guerre mondiale, vous avez résisté. Je salue vos héros. Je salue vos patriotes dont certains sont là ce soir. La Nation n'oubliera jamais ce qu'elle doit à la Corse.

Nier que la Corse fait pleinement et librement partie de la nation française, c'est nier que c'est en Corse que se sont élaborées certaines des idées qui ont inspiré la Révolution Française. C'est nier la singularité et la maturité des Corses qui ont souvent donné l'exemple en matière de démocratie. En ne courbant pas l'échine devant ceux qui veulent s'imposer à eux par la violence et par les armes, en refusant le régime de la terreur, en rejetant l'engrenage de la haine, les Corses, à l'image de ce collectif de femmes qui a osé dire "non", donnent une leçon de sagesse et de responsabilité. Oui, je le dis avec force, avec respect, avec conviction, la Corse, française par son choix, doit rester pleinement ancrée dans la République française car c'est le choix des Corses ! Un choix qu'ils ont exprimé à maintes reprises par le passé. Un choix qu'ils ont défendu au péril de leur vie. Un choix qu'ils ont ratifié, depuis, à chaque élection.

Mes chers amis, que signifie aujourd'hui le fait d'être Français ? Voilà la question de fond, la question centrale, qui détermine tout le reste. Quelles sont les valeurs que nous avons en commun, quels sont nos devoirs, nos espoirs, les messages dont nous pouvons être porteurs dans le monde, ici et ailleurs, dans nos régions et hors de nos frontières ? Les pays ont une âme. Celle de la France nous parle d'égalité et de fraternité, d'universalité et de ruralité, d'unité et de diversité. De liberté aussi. Cette liberté qui, chez nous, se confond avec l'idée même de la République.

Je crois en la France. Et je la crois suffisamment grande, suffisamment forte, suffisamment rayonnante pour relever ce triple défi, que constitue la décentralisation, la mondialisation et l'Europe. Notre pays ne perdra pas son âme en rénovant l'équilibre de ses pouvoirs. Il ne perdra pas son âme en s'engageant résolument dans la mondialisation. Il ne perdra pas son âme en poursuivant et en animant la belle aventure de la construction européenne. C'est quand la France est pleinement elle-même, audacieuse et entreprenante, qu'elle se met en position de gagner. Le repli sur soi et la frilosité ne nous ressemblent pas. Une France plus forte dans une Europe plus puissante, une France plus unie et plus équilibrée dans un monde plus ouvert, voilà la France que j'appelle de mes vœux. Voilà le dessein que je vous propose. Voilà le projet que je vous soumets.

Notre société est en proie à des maux préoccupants. La transmission de certaines valeurs ne se fait plus. Les repères s'effacent. La violence déborde. Le socle sur lequel repose notre pacte républicain est fissuré. L'idée de responsabilité a été peu à peu dévaluée. Le Gouvernement socialiste, prisonnier de son idéologie et de ses alliances, a failli à ses missions essentielles. Il a montré son impuissance à marquer clairement les limites, à imposer son autorité, à faire respecter la loi. Immobile et conservateur, il n'a pas su anticiper l'avenir et profiter de la croissance pour réaliser les réformes nécessaires, comme celle des retraites ou celle de l'Etat.

Les inégalités ont progressé parce qu'un monde sans autorité, c'est un monde où ne peut prospérer que la loi du plus fort. Un monde où le plus faible, le plus seul, le plus démuné est toujours à la merci de l'autre. Aucune société civilisée ne saurait l'accepter. Pour ma part, je ne le tolère pas.

C'est pourquoi, j'ai fait du rétablissement de l'autorité de l'Etat et du retour au respect de la loi deux des piliers de mon projet pour la France, le socle de toute action publique responsable et respectueuse. Parce qu'il a forgé son identité en tant que nation sur les valeurs des droits de l'homme, notre pays doit porter haut cette ambition du bien commun et de l'intérêt général. Notre bien commun, c'est notre culture. C'est cette vision de nous-mêmes que nous nous transmettons de générations en générations. C'est ce qui fait que nous sommes Français : une vision universelle des droits de l'homme. La volonté d'œuvrer pour ce qui nous transcende. L'ouverture vers le large. L'enracinement dans une terre et la capacité de rencontrer et d'accueillir l'autre. Tel est l'idéal français.

C'est cet idéal qui donne tout son sens à notre projet collectif. Je vous le disais tout à l'heure, je crois en la France. Je crois en une France réconciliée avec elle-même. Je crois en une France débarrassée des idéologies du passé qui font s'affronter les hommes en de stériles querelles. Je crois en une France fière des combats qu'elle mène dans le monde au service de ses idéaux. Je crois en une France qui se projette et qui se bat, en une France qui travaille, en une France solidaire, en une France généreuse.

En un mot, depuis cette terre corse qui a tant fait pour elle, j'affirme que je crois en la grandeur de la France. Cette grandeur, nous en sommes tous dépositaires. Il appartient à chacun d'entre nous de la faire vivre. Dans l'absurde idéologie de relativisme et de dérision qui s'est imposée depuis les années soixante-dix, on a voulu confondre grandeur et arrogance, grandeur et mépris. Mais qui dira la grandeur de l'instituteur soucieux de transmettre son savoir dans des conditions chaque jour plus difficiles ? Qui dira la grandeur de ces centaines, de ces milliers d'artisans et d'agriculteurs qui ont la religion du travail bien fait, de ces fonctionnaires qui se dévouent pour le service public, de ces entrepreneurs qui se battent pour gagner des marchés et créer des emplois ?

Ce sont tous ceux-là, avec bien d'autres, qui font la France. A tous ceux-là, je dis ce soir : oui, la France a besoin de vous, de chacun d'entre vous pour continuer à être elle-même, pour faire vivre ses idéaux, pour peser sur les affaires du monde ! Oui, la France a besoin de vous pour offrir un avenir à ses enfants ! Notre jeunesse est pleine de talents, d'énergie, de vitalité : il nous appartient de lui donner les moyens de les exprimer. Ce n'est pas respecter les jeunes que vouloir les maintenir dans un système d'assistanat en leur proposant revenus ou emplois au rabais. J'ai pour ma part une autre vision de ce qu'on leur doit : un projet collectif digne d'adhésion, fondé sur des valeurs partagées, la certitude de voir leurs efforts récompensés, leur travail reconnu, la perspective de pouvoir faire des expériences sans être enfermés dans un carcan de règles étouffantes qui stérilisent toute créativité. Les jeunes ont besoin de liberté, ils ont besoin qu'on leur fasse confiance. Répondre à ces aspirations, à ces besoins, c'est tout le sens du projet que je développe et que je soumets à l'approbation des Français : rétablir l'autorité de l'Etat. Renforcer la cohésion de la Nation par le respect et la solidarité. Mettre un terme à la violence. Redonner à la justice sa sérénité. Libérer les énergies créatrices des citoyens et des collectivités. Nous débarrasser des excès de la bureaucratie et du poids excessif de la fiscalité. Faire émerger l'Europe comme puissance et jouer pleinement notre rôle dans le monde.

Tâches combien exaltantes, qui ne pourront s'accomplir au cours des prochaines années que si vous adhérez pleinement à ces idées, et si vous m'apportez tout votre soutien.

Mes chers amis,

J'aime la Corse et je la rêve réconciliée, je la rêve entreprenante, je la rêve audacieuse. Les problèmes sont grands, c'est vrai, mais les atouts sont immenses : une situation exceptionnelle au cœur de la Méditerranée. Une terre généreuse, un environnement préservé et qui doit continuer à l'être. Des hommes et des femmes passionnés, capables de se projeter dans de grandes aventures, et qui, outre l'Empereur, ont donné à notre pays tant de personnalités exceptionnelles parmi ses plus grands administrateurs, ses plus grands soldats, ses plus grands médecins, ses plus grands avocats, ses plus grands professeurs.

Aujourd'hui malgré un taux de chômage toujours plus élevé que dans le reste du pays, malgré une situation de violence politique qui éloigne les investisseurs, malgré des équipements de base souvent défectueux, des jeunes créent, des jeunes produisent, des jeunes travaillent et innovent. Il n'y a pas de fatalité de l'échec. Ces jeunes Corses qui donnent le meilleur d'eux-mêmes dans l'agriculture, dans l'entreprise, dans le tourisme ou dans la culture, je veux aujourd'hui les donner en exemple. Deux d'entre eux vous ont parlé tout à l'heure. Ils vous ont livré leurs espoirs et leurs attentes, leurs indignations et leurs colères, leur refus de se laisser enfermer dans des schémas dépassés, leur volonté de prendre leur destin en mains. Leur message doit être entendu, leur volonté d'agir doit être accompagnée.

Après ces années sombres, la Corse, terre ardente et puissante, a besoin de bien d'autre chose que d'un rafistolage institutionnel qui la placerait en marge de la République ! La Corse a besoin de respect ! La Corse a besoin de sérénité ! La Corse a besoin d'offrir un avenir à ses jeunes, dans le cadre d'une décentralisation active et renouvelée ! Et pour cela, en tout premier lieu, la Corse et les Corses ont besoin que soit mis définitivement un terme à la violence qui sape les fondements même de la paix sociale sur l'île, qui empêche tout investissement privé, qui écœure les bonnes volontés et exacerbe les autres !

Roland Francisci le dénonçait tout à l'heure : 40 assassinats et près de 400 attentats en Corse au cours des deux dernières années. C'est intolérable. C'est inacceptable. Nous devons condamner avec une extrême fermeté la dérive mafieuse de certains groupes. Ils portent une lourde responsabilité dans les problèmes auxquels se heurte le développement de l'île.

Pour l'avoir dénoncé en son temps, un homme de bien, grand serviteur de l'Etat, est mort lâchement assassiné. Après quatre ans, son meurtrier présumé n'a toujours pas été arrêté. Des rumeurs d'amnistie ont couru. Courent encore. Devant vous ce soir, j'en renouvelle l'engagement solennel : pour Claude Erignac, pour sa famille, pour ses amis, pour l'honneur de la France, justice sera rendue. Que ceux qui, de près ou de loin, ont été mêlés à ce crime, ne nourrissent à ce sujet aucune illusion. Il n'y aura pas d'amnistie. Il n'y aura aucune indulgence. Il en va de l'intérêt de la République. Il en va de l'intérêt de la Corse.

Aujourd'hui la sécurité figure plus que jamais au premier rang des préoccupations de tous nos compatriotes.

Le fléau de l'insécurité n'épargne plus personne. Mais il frappe d'abord les plus modestes, les plus démunis. Il constitue une réelle injustice sociale. Il fait obstacle à l'exercice des libertés individuelles les plus élémentaires, telles que la liberté d'aller, de venir, de s'exprimer.

Dans une société minée par l'insécurité, nombreux sont nos concitoyens qui se sentent abandonnés par les pouvoirs publics. A ceux qui tentent de minimiser cette évolution inquiétante, la réalité des faits inflige, hélas ! un cinglant démenti. C'est vrai sur le continent. C'est vrai en Corse.

Toutes les formes de violence se donnent désormais libre cours ici, qu'elles tiennent à la délinquance banale, au banditisme crapuleux et mafieux ou au terrorisme.

Pour le gouvernement qui, en 1997, avait déclaré qu'il ferait de la lutte contre l'insécurité sa seconde priorité, l'échec est cuisant. Tirailé entre les divers courants qui traversent la majorité plurielle, il s'est révélé incapable de définir une politique claire et cohérente. L'Etat, face à la flambée de l'insécurité, semble paralysé.

Pour faire reculer l'insécurité, toutes les énergies doivent être mobilisées.

D'abord celles des services de l'Etat qui se trouvent en première ligne, la Police et la Gendarmerie.

Ils exercent, ils le démontrent ici, en Corse, d'une manière permanente, un métier difficile, souvent dangereux. Chaque année sur l'ensemble du territoire national, plusieurs d'entre eux tombent victimes du devoir, et nombreux sont ceux qui sont blessés dans leur chair.

Je tiens, plus particulièrement ici, à saluer une nouvelle fois l'exceptionnel dévouement et la remarquable compétence professionnelle de ces hommes et de ces femmes qui ont la lourde charge d'assurer la sécurité de leurs concitoyens.

Ils se sont acquis l'estime et la reconnaissance de la Nation.

Je leur renouvelle l'expression de ma chaleureuse sympathie, de mon soutien et de mon entière solidarité.

C'est le devoir de tous les responsables publics de les soutenir, de les respecter, de les rétablir dans leur prestige et leur dignité, et de leur donner tous les moyens de mener à bien leur mission.

Cela suppose notamment que l'Etat leur fasse confiance, qu'il libère leur capacité d'initiative, dans le respect des principes républicains, qu'il enrichisse leurs tâches et les soutienne en cas de difficulté.

Plus largement il importe que l'Etat soit davantage, en Corse, à l'écoute des attentes de tous ceux qui le servent. Je pense aux magistrats, aux agents de tous les services publics, quels qu'ils soient, qui doivent pouvoir apporter sereinement à la Corse, à ses collectivités, à ses établissements scolaires, à ses entreprises, à tous les citoyens de l'île leur disponibilité, leur expertise, leur sens de l'intérêt général, la garantie des droits.

La plus grande épreuve de vérité pour le politique, c'est de démontrer sa capacité à garantir la sûreté, la dignité, la liberté de chacun. C'est l'engagement que je prends devant vous.

Le deuxième axe d'action pour l'Etat sera la pleine réalisation des engagements contenus dans la loi du 22 janvier. Rien ne serait plus dangereux que de retarder ou de rétrécir les dispositions prises tant en matière de transferts de compétences que de mise en œuvre des mesures fiscales ou de développement économique.

J'inviterai donc le prochain gouvernement à procéder à cette clarification des compétences entre l'Etat et la collectivité territoriale, et à l'imposer aux bureaux parisiens. A réaliser dans leur plénitude les transferts de personnels et les transferts financiers qui sont indispensables à la collectivité territoriale pour assurer ses responsabilités. A affecter les crédits nécessaires à la réalisation d'un programme exceptionnel d'investissements, afin que ce programme soit réalisé, sans délai et dans toute son ampleur. C'est à ces conditions que l'île rattrapera son retard et s'insérera, avec tous ses atouts, dans l'économie moderne de l'Europe et de la Méditerranée.

S'agissant des mesures d'incitation fiscale, j'ai entendu, ici comme à Bastia, exprimer des regrets pour l'abandon du système de zone franche que le gouvernement Juppé avait mis en œuvre. Je partage ces regrets. Mais là, comme en d'autres domaines, le gouvernement socialiste a voulu changer pour changer, sans se préoccuper des conséquences.

J'ai entendu aussi dénoncer certaines insuffisances de dispositions en matière de crédit d'impôts et on peut effectivement regretter que les propositions du Sénat, amendant le texte gouvernemental, n'aient pas été retenues. Il y a là sans doute matière à réflexion et je demanderai qu'on procède aux aménagements nécessaires. Car l'objectif est bien de donner un nouveau départ à l'économie de l'île, d'exploiter dans le respect de l'environnement toutes ses richesses potentielles, agricoles, maritimes, touristiques. Nous savons où sont les handicaps. Nous serions fautifs de ne pas donner aux acteurs publics ou privés la possibilité de les surmonter. J'aborderai enfin la question du statut de la Corse pour dire simplement, mais solennellement, que je n'accepterai pas demain, en 2004 ou en quelque autre date, ce que j'ai refusé hier. Je n'accepterai pas que la Corse soit écartée de la République.

Que par son insularité, par son identité forte, sa situation économique, sa position en Méditerranée, elle occupe une place particulière dans la République, nous pouvons tous l'admettre. En revanche, nous devons refuser toute dérive institutionnelle, qui, par étapes successives, l'engagerait dans des voies contraires à celles qu'emprunteraient les autres parties du territoire national.

Pour moi, je le redis, la République est une. La loi s'applique à tous, et seul le Parlement peut la voter.

Dans les débats qui agitent l'île depuis trois décennies, tout, loin de là, n'est pas à rejeter. Ceux qui, avec l'enthousiasme des idéaux de leurs vingt ans, ont milité pacifiquement les premiers pour le renouveau de la culture corse, pour un mode de développement adapté et respectueux des particularités locales, ont été des pionniers. Pionniers pour la Corse, ils ont questionné notre pays sur sa capacité à rester lui-même en faisant droit aux aspirations légitimes de ses régions. Oui, il n'est pas exagéré de reconnaître que ces jeunes corses, aujourd'hui directeurs d'écoles, entrepreneurs mutualistes ou chanteurs, ont contribué à renouveler le débat sur la décentralisation et sur la régionalisation.

Nous sommes là au cœur du projet que je propose aux Français, que je vous propose, pour les cinq ans à venir. Libérer les énergies, en mettant en œuvre, sur l'ensemble du territoire national, et non sur une fraction isolée de celui-ci, une autre architecture des pouvoirs, qui permette, dans le respect de nos institutions et de nos valeurs républicaines, de donner une impulsion nouvelle à nos régions. Cette question est aussi celle de la société que nous voulons construire pour demain. Comment concilier unité nationale et épanouissement local ? Comment répondre aux attentes de proximité sans mettre à mal l'intérêt général ? Comment laisser vivre les initiatives privées sans porter atteinte à l'égalité entre les citoyens et à la nécessaire solidarité ? Autant de questions auxquelles nous devons tâcher d'apporter des réponses justes, avec humilité et passion, car, de notre capacité à relever ces défis, dépendra pour beaucoup le visage que nous donnerons à notre pays pour les prochaines décennies.

Pour ma part, je propose une réforme profonde du Titre XII de notre Constitution traitant des rapports entre l'Etat et les collectivités locales, en allant au-delà du concept de libre administration, et en dépassant les notions habituelles de décentralisation et de déconcentration. Il s'agira tout à la fois de donner plus de pouvoirs aux citoyens, et de faire en sorte que les décisions soient prises au meilleur niveau de compétence et d'expérience. L'Etat sera recentré sur ses missions essentielles et délesté d'un certain nombre de tâches, afin de retrouver une efficacité et une autorité aujourd'hui affaiblies.

Ainsi, l'avenir institutionnel de la Corse s'inscrira dans un mouvement d'ensemble du pacte républicain. Cette égalité de traitement est cruciale. La loi doit rester la même pour tous, partout en France. Il faut mettre un terme à une politique de fuite en avant qui a donné à croire que seules les régions en proie à la violence de quelques extrémistes sont susceptibles d'obtenir des avantages supplémentaires.

Je veux une réorganisation des structures du pays équitable et ordonnée. C'est tous ensemble, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, que nous repenserons les pouvoirs dans la République. C'est cette égalité de traitement qui permettra d'ancrer le statut rénové de la Corse dans celui, modernisé, de la République. C'est cette égalité de traitement qui permettra de répondre à la demande de proximité locale sans pour autant ouvrir la porte aux surenchères particularistes.

Je veux que cette réorganisation soit vécue, voulue par les citoyens eux-mêmes. Parce que ce thème interpelle l'ensemble des pouvoirs de la République, parce qu'il intéresse les Français et touche leur mode de vie, acteurs publics, acteurs privés, citoyens, associations intéressées, seront associés à l'organisation d'états généraux. Un large et grand débat se déroulera dans toute la France. La Corse et les Corses y prendront toute leur part. Ce débat ouvrira la voie d'une grande réforme de l'architecture des pouvoirs qui sera soumise à un référendum national.

Je veux que cette réorganisation soit source de clarification. L'avenir de la décentralisation doit reposer sur la complémentarité politique. Entre les communes et les structures intercommunales, entre les départements et les régions, il conviendra d'organiser, sur une base volontaire, une articulation plus efficace et plus cohérente et de garantir l'autonomie financière de ces collectivités.

Je veux un véritable transfert des responsabilités. Je propose d'accroître les responsabilités des collectivités territoriales notamment en matière d'aménagement du territoire, d'aides économiques, de formation professionnelle, de culture, de solidarité, de logement, et - pour les municipalités - de sécurité.

Cet accroissement des compétences des collectivités locales sera enrichi par un droit à l'expérimentation. Formalisé et encadré par notre Constitution, ce droit permettra à l'Etat et aux collectivités territoriales de tester, sous le contrôle du Parlement, de nouvelles politiques avant de les généraliser. La Corse, comme les autres régions, disposera de cette faculté.

Enfin, j'entends élargir le recours au référendum et l'ouvrir à l'initiative populaire. La démocratie française doit être plus intense. Les Français sont avides de participation. Ils veulent débattre entre eux, être entendus, être acteurs et non spectateurs de la politique. Les conditions du référendum local, pour l'heure exclusivement prévu au niveau municipal et seulement consultatif, seront facilitées et étendues aux départements et aux régions pour les affaires qui les concernent.

Mes chers amis,

Mes chers compatriotes,

Voici mon projet pour la France et pour la Corse.

Une France confortée, renouvelée, revivifiée, débarrassée de ses rigidités.

Une Corse fraternelle, qui exprime librement son génie, sa singularité sans s'écarter de l'ensemble français, et qui vive une véritable renaissance.

Quelles que soient les difficultés, quelles que soient les incompréhensions qui nous attendent, c'est l'espoir d'écrire une nouvelle page que nous devons, ensemble, faire naître et faire vivre.

D'Ajaccio, je lance un appel à toutes les femmes et à tous les hommes de bonne volonté. J'appelle les Corses, plus libres et plus responsables dans la conduite de leurs affaires, toujours plus assurés de la solidarité nationale, à se tourner avec confiance vers l'avenir. A s'engager résolument sur les chemins de la paix et du progrès.

Ainsi, la Corse prendra toute sa part à la grandeur et au rayonnement de la France.

Vive Ajaccio ! Vive la Corse ! Vive la République ! Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2002>04.18 - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - Lille <lieu=Lille> <texte=11>

Cher Marc-Philippe DAUBRESSE,

Cher Thierry LAZARO,

Cher Franck DHERSIN,

Mes Chers Amis,

Je suis heureux d'être avec vous ce soir. Heureux de vous rencontrer, dans cette ville de Lille, cité chargée d'histoire, jeune et vivante métropole européenne, capitale de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Vous êtes, pour beaucoup d'entre vous, des femmes et des hommes du Nord, et vous en êtes fiers. Vous partagez une même culture, un même héritage. Vous vivez chaque jour l'ouverture européenne, les échanges avec nos voisins, la connaissance familière de l'autre. Vous avez le sens du travail, de l'effort, du mérite. Vous avez aussi le sens de la fête, de la joie, de la fraternité. Vous savez que c'est ensemble, en étant solidaires, que l'on peut donner vie à des projets, personnels, professionnels, collectifs.

Nous sommes justement au temps des projets. Au temps des choix qui précèdent l'action et les décisions. Au temps de l'ambition pour la France.

Demain, la campagne du premier tour s'achève. Et dimanche, chacun d'entre vous aura entre ses mains une partie du destin de la France.

Ce soir, je viens donc à vous avec une ambition forte et claire, et nous irons sans détour à l'essentiel.

Nous sortons de cinq ans de gouvernement socialiste : voulez-vous continuer sur la même voie ou changer de politique ?

Votre vote est essentiel, parce que le travail à accomplir pour notre nation, les réformes à mener, le mouvement à lancer, exigent l'élan, exigent la force, exigent l'union.

Chers Amis, dès dimanche prochain, je vous invite à vous rassembler, à vous mobiliser.

Si, comme moi, avec moi, vous voulez une autre politique, alors vous devez en prendre les moyens, vous devez m'en donner les moyens. Unir vos forces, vos énergies. Tendre vos volontés. Ne pas vous laisser détacher de l'objectif. Convaincre autour de vous.

La victoire est à ce prix. Elle est nécessaire. Elle est possible. Elle n'est pas acquise.

Pour créer la différence, il faut avoir l'esprit de décision, se tourner vers l'avenir, exprimer avec force une exigence, une espérance aussi.

Je vous invite à vous rassembler.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus de l'étatisme qui bride et entrave vos énergies en décidant d'en haut tout ce qui doit s'appliquer sur le terrain.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus du laxisme face à l'insécurité, devenue, ici comme partout, une préoccupation, une inquiétude de chaque jour.

Que vous ne voulez plus de ces divisions qui grandissent, au détriment de l'unité de la nation, et qui dressent des Français contre d'autres Français.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus du socialisme, un socialisme archaïque dans sa culture, autoritaire dans ses méthodes, inefficace dans ses actions, soumis à toutes les surenchères de ses alliés aujourd'hui dispersés.

Vous voulez, au contraire, jouer toutes les cartes de la France.

Vous voulez que l'Etat réaffirme sa pleine autorité, assume ses missions essentielles, protège ses citoyens.

Vous voulez que le dynamisme, les énergies, puissent s'exprimer librement. Vous n'acceptez pas que notre niveau de vie soit aujourd'hui parmi les plus faibles d'Europe, nos impôts parmi les plus lourds, notre chômage parmi les plus élevés, alors que les socialistes continuent à nier les réalités et à refuser de voir que ces faits, ces chiffres, ont des rapports de cause à effet.

Vous n'acceptez pas que l'imagination, l'esprit de conquête, le rayonnement français aient à se frayer un chemin dans le maquis des textes, des lois et des réglementations.

Vous voulez que les solidarités, mieux garanties, renforcent la cohésion nationale. Vous voulez une société ouverte et généreuse, qui aide chacun, chaque jeune, à trouver sa place.

Vous voulez une France puissante, écoutée, capable de porter le rêve européen, et de faire entendre son message.

Vous voulez, en un mot, une France forte. La France de la sûreté reconquise et de la fraternité retrouvée. La France de la jeunesse, de l'intelligence et des talents.

Je me présente à vos suffrages fort de principes d'action clairs, d'une vision et d'un projet.

Mon projet, vous le connaissez.

D'abord, rétablir la sécurité des Français. Rien n'est possible dans l'incertitude de la vie quotidienne. La sécurité est un préalable. C'est le socle sur lequel il est possible de construire.

Ensuite, conforter les solidarités essentielles : solidarité à l'égard des plus démunis alors que la pauvreté n'a pas reculé malgré quatre années de croissance ; solidarité entre les générations par la sauvegarde de nos retraites ; solidarité face aux risques de la vie : la santé, bien sûr, qui traverse aujourd'hui une crise grave, mais aussi tous ces risques, si nombreux, qu'engendre la dégradation de notre environnement : risques alimentaires, pollution atmosphérique ou maritime, risques naturels, risques industriels.

Lorsque la Nation aura apporté des réponses à ces besoins fondamentaux, chacun aura l'esprit libre pour regarder l'avenir avec confiance, travailler, investir, faire des projets, s'engager. Il ne restera plus qu'à libérer toutes ces énergies qui ne demandent qu'à s'exprimer.

Libérer les énergies de la jeunesse en assurant l'égalité des chances, par l'école, en aidant les jeunes à trouver leur voie, en offrant à chacun des chances supplémentaires tout au long de la vie. Dans notre siècle, c'est par la qualité de nos formations, la maîtrise des technologies de l'avenir, la recherche, l'innovation, bref, c'est en faisant le pari de l'intelligence que nous ouvrirons les chemins d'une croissance forte et créatrice d'emplois qualifiés.

Libérer les énergies économiques aussi. En stimulant l'activité par la baisse des charges, l'allègement des réglementations, l'assouplissement des 35 heures. En permettant à chacun de profiter pleinement des fruits de son travail par la réduction des impôts.

C'est une obligation. Si nous ne le faisons pas, la France sera de moins en moins attractive, les délocalisations se poursuivront, les investissements se feront ailleurs, et le chômage continuera à croître. Pour ma part, je veux donner à notre pays toutes ses chances.

Libérer les énergies de notre démocratie enfin. En permettant aux forces vives de la Nation de s'accorder par le dialogue social. En donnant aux libertés locales les moyens de s'épanouir. En créant le droit à l'expérimentation.

Plus forte, plus rassemblée, plus dynamique, la France jouera en Europe un rôle moteur. Elle fera entendre sa voix pour défendre la démocratie, la paix, la stabilité, la solidarité et le développement durable du monde.

Voilà mes Chers Amis, en quelques mots, le projet que je vous propose de mettre en œuvre avec moi.

Ce projet est volontaire, réaliste concret, celui des socialistes est idéologique. Tous les sociaux-démocrates européens ont évolué, sauf eux. Ils sont dans l'incapacité d'arbitrer leurs propres contradictions. Comment pourraient-ils trouver un nouveau centre de gravité pour une gauche plurielle aujourd'hui éclatée ?

Une sorte de fuite en avant s'est emparée d'eux. Chaque jour apporte son lot d'annonces démagogiques : vote des étrangers, majorité à 17 ans, ambiguïtés sur la drogue, suppression de la "double peine",

Tout semble bon aujourd'hui pour tenter de faire oublier un projet qui prétendait hier ne pas être socialiste, qui l'est soudain redevenu et qui courtise aujourd'hui les suffrages communistes, verts et trotskistes. Autant dire que la ligne du candidat socialiste est plus incertaine que jamais.

Il y a aussi entre nous une vision fondamentalement différente de la France et de la société.

Je ne vois pas la France comme un champ clos où s'opposent des catégories entre lesquelles l'Etat devrait s'interposer à coup de réglementations. Pour moi, la France est une. Elle n'est forte que rassemblée. Je n'accepte pas que l'on oppose les Français les uns aux autres sur le critère des intérêts ou des appartenances politiques, sociales, générationnelles, régionales. La France de gauche et la France de droite. La France des riches et la France des pauvres. La France du secteur privé et celle du secteur public. Les jeunes et les retraités. La Corse et le continent. Je n'accepte pas que l'on mette en cause l'unité de la République et que l'on segmente la Nation française.

Je veux que la France défende l'égalité des droits et l'égalité des chances. Je veux une France solidaire où chacun ait sa place.

Face aux intérêts catégoriels, l'Etat est bien plus qu'un arbitre. Il incarne l'intérêt général, le bien commun, l'intérêt national qui transcendent toutes les oppositions, tous les clivages, tous les particularismes.

Entre les socialistes et nous, il y a aussi une différence de vision de l'homme et de la société. Je m'oppose à la vision étatique, uniformisatrice, idéologique, qui refuse de faire confiance aux hommes, aux entreprises, au dialogue social, aux initiatives locales. Je veux une France ouverte à la diversité, au contrat, à l'expérimentation, où l'action publique s'adapte à la variété des besoins et des attentes. Une France solidaire qui reconnaît le droit de chacun à la dignité, apporte à tout Français en difficulté le soutien de la communauté nationale. Une France qui combatte efficacement la pauvreté, qui aide les plus démunis et les oriente vers le travail, la liberté et la responsabilité plutôt que de les enfermer dans des logiques d'assistance.

Pour porter une grande ambition, nous aurons plus que jamais besoin de références sûres.

La Nation, contre la tentation du communautarisme, pour permettre à tous nos compatriotes de concilier leurs diverses appartenances, qu'elles soient spirituelles, régionales ou même politiques, avec les exigences de tolérance et de respect mutuel qu'impose notre pacte républicain. Le génie français, c'est d'accueillir ce qui distingue, de refuser ce qui sépare et de privilégier ce qui rassemble.

L'unité de la République contre les forces de dispersion et de division, pour que tous les Français aient les mêmes droits et obligations partout en France, sans aucune distinction possible.

L'autorité de l'Etat, enfin, contre la résignation, le fatalisme et le laisser-aller, pour insuffler un nouvel esprit de responsabilité, rétablir la sécurité et restaurer nos capacités d'action.

L'autorité de l'Etat est particulièrement en cause aujourd'hui.

Il s'agit d'un mal profond qui fragilise les fondements mêmes de la démocratie. L'Etat est le bras de la Nation. S'il n'assume pas pleinement la volonté nationale, c'est en vain qu'elle s'exprime.

Au cours des années récentes, le sentiment de l'impuissance publique s'est répandu. Il est plus que temps de réagir en rendant à l'action politique son efficacité.

Ce sentiment vient d'abord de tout ce que j'ai déjà évoqué : la montée de l'insécurité, que le Gouvernement aura davantage commentée que combattue, la reprise du chômage, qui réveille aujourd'hui les blessures profondes de notre société, la pauvreté qui n'a pas reculé aux jours de croissance, les réformes que chacun sait nécessaires et qui pourtant ont constamment été différées.

Dans les périodes d'immobilisme gouvernemental, la vie démocratique s'assoupit. Elle n'intéresse plus au même degré. Les citoyens n'ont plus de raison de participer. Ils se démobilisent. Le scepticisme gagne. Les extrêmes progressent.

C'est dans le silence de l'attentisme que mûrissent les difficultés d'une Nation, et c'est alors que l'engagement se fait plus nécessaire, et la détermination à agir plus pressante.

Si je suis élu, je m'engagerai de toutes mes forces pour que les Français désignent une majorité de députés résolus à soutenir ma politique.

Le Président de la République doit pouvoir s'appuyer sur un gouvernement en qui il puisse avoir confiance. Un gouvernement plus soucieux d'agir que de durer. Un gouvernement respectueux de l'intérêt général, soucieux de la cohésion de la Nation, courageux dans l'exercice de ses responsabilités nationales et internationales. Un gouvernement qui permettra au Chef de l'Etat de déployer toute la puissance d'efficacité dont le vote des Françaises et des Français l'aura rendu porteur. Un gouvernement qui pourra s'appuyer sur l'autorité du Président de la République pour entraîner les Français, mobiliser leurs forces vives, fédérer leurs formidables énergies. Un gouvernement qui n'aura pas à marchander jour après jour sa propre autorité avec les composantes multiples d'une coalition de partis minoritaires et concurrents que seuls des intérêts politiques réunissent.

La supériorité de la démocratie, c'est le suffrage universel, la liberté, l'égalité. Mais c'est aussi sa capacité à répondre efficacement aux attentes des citoyens.

Cette exigence d'efficacité, vous allez devoir l'imposer et pour cela affirmer une volonté claire, forte, indiscutable, qui donne à la France les moyens de l'action.

Le sentiment de l'impuissance publique vient aussi de la confusion qui s'est installée entre les différents échelons de pouvoir. L'action publique se diversifie. Loin de se rétracter, elle étend constamment le champ de ses interventions. Mais en même temps, elle perd sa cohérence, se disperse, et parfois se dilue.

La Nation et l'Etat doivent reprendre toute leur place, fixer le cap, donner plus de sens et d'unité à l'action.

La démocratie, c'est la responsabilité. Devant la multiplication des lieux de décision qui caractérise notre monde, il faut qu'un pouvoir fasse le lien avec tous les autres, les actionne, les fédère, les entraîne. Qu'il assume la continuité de l'action publique. Qu'il soit responsable de la cohérence des décisions entre tous les niveaux de responsabilité. Qu'il puisse établir une relation entre le local, le national, l'euro-péen et le mondial.

En France, c'est le rôle du Président de la République, parce qu'il est l'homme de la Nation et qu'il peut agir aussi bien auprès du Président des Etats-Unis que du maire de la plus petite commune de France.

Plus que jamais, la mission du Président de la République est et sera essentielle. Plus que jamais, votre choix déterminera notre capacité à avancer.

Face aux grandes priorités nationales que sont la sécurité, la croissance, l'emploi, la solidarité, l'éducation. Face aux exigences d'une meilleure qualité de vie, d'un meilleur service public, d'équipements mieux adaptés aux besoins. Face aux difficultés de l'avenir, la mondialisation, l'apparition d'un nouveau terrorisme international, les enjeux planétaires de l'environnement et du développement, seul le Président de la République peut incarner pleinement l'autorité de l'Etat, l'unité de la République et la cohésion nationale. Seul le Président peut exprimer la volonté de la Nation, sa capacité d'engagement.

Quand elle a une ligne d'action claire et déterminée, la Nation française est une force en mouvement. Rien n'arrête sa marche.

Mes Chers Amis, quoi qu'en disent les sceptiques, notre débat démocratique est riche, actif, vigoureux.

De fortes oppositions existent entre les projets, et c'est bien naturel. Et pourtant, il est vrai que les différences ont souvent été escamotées. Les socialistes y avaient sans doute intérêt. Ils ne peuvent se détacher des échecs de cinq années de gouvernement. Ils n'ont pas d'autre alternative que de persévérer dans leurs erreurs ou d'annoncer soudain ce qu'ils avaient toujours refusé de faire.

Le gouvernement socialiste a laissé s'aggraver la violence. Je veux donner un coup d'arrêt à l'insécurité.

Le gouvernement socialiste s'est désintéressé de la santé et des retraites. Je veux au contraire renforcer notre protection et donc notre cohésion sociales.

La gauche n'a pas d'ambition économique pour les années à venir. J'ai pour ma part celle d'inscrire la France sur le chemin d'une nouvelle croissance.

La gauche a renoncé à moderniser l'école. Je suis décidé à assurer l'égalité des chances.

Je veux une France qui protège ses citoyens.

Je ne cesse de le dire : le rétablissement de la sécurité est un préalable. Un préalable à la confiance, au dynamisme, au déploiement des énergies. On ne peut construire que sur un socle solide. Le socle de la maison France, c'est l'autorité de l'Etat, c'est la puissance de la loi. C'est le respect des règles et le respect de l'autre.

On ne peut combattre l'insécurité si on porte en soi la culture de l'excuse, si on pense que la violence n'est que le reflet de l'état d'une société, si on refuse de voir qu'en réalité, parmi les causes du climat actuel, il y a d'abord l'affaiblissement de l'autorité, celle de l'Etat principalement, mais aussi celle des parents et de l'école, les uns et les autres débordés par des phénomènes qui les dépassent et qu'ils ne peuvent plus maîtriser. On ne peut faire reculer la violence si on n'a pas compris l'importance des réseaux mafieux qui soutiennent la délinquance, l'exploitent et mettent en coupe réglée des quartiers entiers.

La gauche française n'a rien compris à l'insécurité.

Elle n'a jamais accepté de créer la justice de proximité qui permettra d'apporter sa sanction à tout acte d'agression. Une sanction juste, immédiate et certaine. Elle a toujours refusé de créer les centres fermés que je propose pour éloigner les délinquants multirécidivistes des lieux de leur agression, les reprendre en mains, protéger les victimes, séparer les plus jeunes des meneurs et rétablir ainsi la tranquillité de milliers de personnes.

Pendant cinq ans, elle aurait pu cent fois prendre l'initiative de créer un grand ministère de la sécurité pour placer sous une même autorité la police et la gendarmerie, tout en conservant à celle-ci son statut militaire.

Moi, je le ferai. Je réunirai à l'Elysée un conseil de sécurité intérieure pour mobiliser tous les ministres concernés et toutes leurs administrations autour de cette grande priorité nationale.

Les forces de l'ordre sont engagées sur le terrain dans une action inlassable et souvent périlleuse, sans avoir toujours les moyens de la mener à bien. Ils méritent la reconnaissance de tous. Je veux leur dire encore ma confiance et mon estime.

Si je suis élu, je ferai voter, pour la justice et la sécurité, deux grandes lois qui programmeront une forte augmentation de leurs moyens pour les cinq années à venir. Et je créerai dès cet été les groupes d'intervention spécialisés chargés de démanteler les réseaux de trafic de drogue, de prostitution internationale, d'immigration clandestine, de trafic d'armes, de recel d'objets volés.

En sachant nous montrer fermes, nous faciliterons l'action de tous ceux, parents, éducateurs, travailleurs sociaux, bénévoles qui sont déjà engagés sur le terrain dans un magnifique travail de prévention, d'assistance et d'éducation. Ils ont besoin d'être encouragés, soutenus et aidés. Et ils ont besoin d'une politique de la ville qui rende le cadre de vie plus humain, engage un grand programme de reconstructions, crée de l'activité, des emplois, assure le retour des services publics. Une politique aussi qui renforce les moyens mis à la disposition de l'école pour remplir sa mission éducative dans un contexte que l'insécurité a rendu particulièrement difficile aujourd'hui.

Je veux une France qui garantisse la cohésion sociale.

Je veux une France qui garantisse la cohésion sociale.

Aux jeunes, je veux dire que l'avenir leur est ouvert. L'avenir, ce n'est pas le mirage d'une fausse autonomie qui aurait pour seule ambition de remplacer les parents par l'Etat. Les emplois-jeunes ont rarement débouché sur une insertion durable et sur une formation utile. Du moins ont-ils eu le mérite d'offrir à ceux qui en ont bénéficié une première expérience professionnelle. La gauche s'est désintéressée de leur avenir. Nous devons l'assurer.

Mais le RMI jeune, quelle qu'en soit la forme, quel qu'en soit le nom, c'est tout autre chose : la promesse désespérante de l'assistanat sans l'emploi. Quel horizon démotivant à offrir aux générations qui arrivent à l'âge adulte et portent en elles l'avenir de la France ! Il faut refuser cette perspective.

Ce que doit faire la Nation, c'est donner à chaque jeune les moyens de prendre sa vie en mains, de trouver sa place, d'accéder à un premier emploi.

Cela veut dire moderniser notre système éducatif.

Cela veut dire permettre à chaque jeune de réaliser ses projets, qu'il s'agisse de formation, de création d'une entreprise, de projet associatif ou humanitaire, par un nouveau contrat, le contrat d'insertion dans la vie sociale, le CIVIS, qui lui donnera les moyens de le faire.

Cela veut dire aussi mettre le pied à l'étrier à chaque jeune en difficulté. Les véritables emplois-jeunes de demain seront des emplois en entreprise. Pour tout jeune de moins de 22 ans, rencontrant des difficultés d'insertion, j'ai proposé un contrat sans charge qui constituera un puissant levier pour être recruté. Et je demanderai aux entreprises de France de reconnaître un véritable droit aux formations en alternance pour les ouvrir à tous les jeunes qui le souhaiteront.

Pendant sept ans, j'ai été le garant de la sécurité sociale.

J'ai fait ce que je devais pour la sauver quand elle était au bord du gouffre. J'ai donné au Parlement un rôle constitutionnel pour qu'il se prononce chaque année sur son évolution.

La sécurité sociale fait partie de notre pacte républicain. Chaque Français lui est profondément attaché. Si elle est en risque aujourd'hui, c'est à cause d'une gestion qui s'est montrée incapable de maîtriser l'évolution de notre système de soins, d'engager la nécessaire et urgente réforme de nos retraites, de sauvegarder la solidarité entre les générations.

Ceux qui n'ont rien fait d'autre que de gérer confortablement l'afflux des recettes engendrées par la croissance, sans rien entreprendre pour assurer l'avenir de nos solidarités essentielles, sans rien faire pour garantir les besoins fondamentaux des Français, n'ont pas de leçon de sécurité sociale à donner.

Pour ma part, fidèle aux convictions et à la ligne d'action qui ont toujours été les miennes, je continuerai à défendre une sécurité sociale fondée sur la solidarité nationale. Je continuerai à veiller au respect des principes qui en ont fait l'élément central de notre cohésion sociale.

Je veillerai également à permettre à la France d'adapter la réduction du temps de travail en donnant aux partenaires sociaux la possibilité d'ajuster les conditions de mise en œuvre des 35 heures aux exigences particulières des différents secteurs d'activité et de créer les souplesses nécessaires pour permettre aux Français qui le souhaitent de travailler davantage s'ils veulent gagner plus. C'est ça aussi la liberté.

Ce n'est pas à l'Etat de choisir à votre place entre salaire et temps libre. Chacun a ses projets, chacun a ses besoins, chacun a ses goûts. Chaque entreprise a ses habitudes et ses rythmes de production, chacune a son marché, chacune a un carnet de commandes différent. Il faut un cadre général. L'horaire légal sera maintenu à 35 heures. Mais il faut des modalités d'application diversifiées. Il est temps, là comme ailleurs, de donner toute sa place au dialogue social.

Je veux une France économiquement ambitieuse.

Le gouvernement socialiste a toujours fait grand cas de sa politique économique. Il n'a jamais hésité à s'attribuer les mérites de la croissance internationale. Curieusement, il hésite davantage à invoquer aujourd'hui sa responsabilité dans le ralentissement de l'activité et la reprise du chômage.

Certes, les critères de l'euro, remplis dès 1997, ont été respectés. Le pacte de stabilité, d'abord rejeté avec véhémence, a finalement été accepté et appliqué. Mais les déficits de la France sont aujourd'hui parmi les plus élevés d'Europe. Pour la première fois en 8 ans, ils s'aggravent fortement cette année.

Mêmes errements pour le secteur public.

Des privatisations comme jamais, favorisées par la bourse. Mais France Télécom mise en péril par son endettement. Des recettes de privatisation systématiquement englouties par des entreprises publiques en déficit. Un refus obstiné d'assumer franchement une politique qui permette aux fleurons de notre secteur public de nouer des alliances pour garantir leur développement et l'avenir de l'emploi.

Le rôle de l'Etat reste essentiel pour la croissance. Le respect mal assumé des règles de l'économie de marché ne fait pas une politique économique. Nous avons besoin de tout autre chose aujourd'hui. Nous avons besoin de libérer les énergies de la France. En diminuant les impôts et les charges. En assouplissant les réglementations. En allégeant les procédures et les formalités qui encombrant l'activité des entreprises. En secondant l'investissement privé dans les technologies nouvelles. En plaçant la recherche et l'innovation dans les priorités de l'action de l'Etat. En nous fixant comme objectif de faciliter la création d'entreprises pour qu'un million d'entreprises nouvelles puissent être lancées dans les cinq prochaines années. En permettant aux cadres des entreprises d'assumer pleinement leur rôle d'initiative et d'entraînement.

La baisse des impôts et des charges n'est pas une fin en soi. C'est un levier d'action pour la croissance et l'emploi, un formidable amplificateur d'énergie. Près de 500.000 emplois ont été créés par la baisse des charges. Aucune mesure n'a jamais obtenu de tels résultats. La reprise de cette politique, dès cette année, profitera immédiatement à l'emploi des travailleurs à revenus moyens et modestes, ceux justement qui souffrent le plus du chômage.

Quant à la baisse de l'impôt sur le revenu, elle permettra aux Français de mieux profiter des fruits de leur travail, de consommer, d'épargner, d'être mieux récompensés de leurs efforts.

Par leurs dépenses, les socialistes ont pris le risque d'accroître les déficits publics. N'hésitez pas à leur rappeler que la baisse des impôts est créatrice de croissance, tandis que l'augmentation inconsidérée des dépenses publiques pénalise l'activité économique et l'emploi.

Le levier fiscal n'est pas seulement destiné à prendre aux uns pour donner aux autres. Il doit aussi servir à la croissance et à l'emploi, pour que tout le monde en profite.

Puissamment efficace dans ses effets économiques, la baisse des impôts, telle que je la propose, est profondément juste, profondément légitime. Elle profitera à 16 millions de foyers français.

Je suis stupéfait de voir que ces Français, qui travaillent dur ou profitent d'une retraite méritée, ces Français qui sont depuis toujours les oubliés de la redistribution, ces Français qui, pour nombre d'entre eux, ont des revenus inférieurs à la moyenne nationale, aient pu être considérés comme des privilégiés. Il est temps que cessent les procès d'intention. Notre démocratie mérite mieux que cela.

La baisse de l'impôt sur le revenu sera modulée pour encourager l'épargne retraite, permettre aux Français à revenus modestes qui n'ont pas la CMU d'accéder à une mutuelle et aider les familles pour la garde des enfants.

Elle s'accompagnera d'une réforme des bases de la taxe d'habitation pour la rendre plus équitable.

L'égalité des chances, enfin.

L'éducation nationale, comme il se doit, est le premier budget de la Nation. Malgré tous les atouts de notre école, des professeurs remarquables, un enseignement maternel et primaire de grande qualité, de très bons lycées, les pôles d'excellence que sont nos grandes écoles et beaucoup de nos universités, l'égalité des chances n'est pas assurée. Beaucoup trop de jeunes restent au bord du chemin. Comment accepter qu'au siècle des nouvelles technologies, qui reposent pour une grande part sur l'écrit, un jeune sur dix, après douze ans d'école, demeure illettré, c'est-à-dire incapable de lire correctement ou de comprendre ce qu'il lit ? Comment accepter que plus de 60.000 jeunes sortent, chaque année, de notre système éducatif sans aucune qualification ? Comment accepter que la violence sévisse dans les écoles, au point qu'un récent rapport parlementaire faisait état de 700 000 incidents par an dans le seul secondaire, une violence qui accroît les inégalités ?

S'il est bien un domaine où l'autosatisfaction des socialistes devrait pour une fois céder à la modestie, c'est assurément celui de l'école, d'abord rudoyée, puis cajolée, mais jamais réformée.

Pour que l'école remplisse sa mission première, non pas 80 % d'une classe d'âge au bac, mais 100 % de jeunes pourvus d'une vraie qualification qui ouvre sur l'emploi, nous devons nous fixer quatre objectifs .

Le premier, c'est la sécurité. J'en ai parlé souvent déjà, parce que c'est essentiel. Je ne m'y attarderai pas aujourd'hui. Chacun comprend qu'il est impossible de se concentrer, de travailler, de progresser dans un climat de désordre, dans la crainte permanente d'être agressé ou racketté.

Donner à chaque élève un bagage pour la vie par l'acquisition des savoirs fondamentaux : telle doit être notre deuxième ambition. On le sait bien, c'est dès les premières années qu'il faut dépister les troubles du langage oral, les difficultés de communication qui seront autant d'obstacles à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. C'est à ce moment là qu'il faut se donner les moyens de personnaliser le suivi des élèves.

Cela suppose un travail en petits groupes dès qu'apparaissent les difficultés, une évaluation régulière, la mobilisation des parents et un dispositif de soutien pendant la dernière année de l'école primaire pour préparer l'entrée au collège. C'est ainsi que les élèves acquerront les bases indispensables, au premier rang desquelles la connaissance de notre langue. Laisser des enfants quitter l'école primaire, en particulier ceux qui sont issus de l'immigration, sans maîtriser le français, c'est les enfermer dans un ghetto d'où ils ne sortiront qu'avec beaucoup de peine.

L'échec scolaire fait le lit de la désespérance et, parfois, de la violence et de l'insécurité. Son traitement est devenu une priorité essentielle.

Le troisième objectif, c'est la diversification des parcours de réussite. Il y a déjà diversité dans le choix de l'école, entre le public et le privé. De plus en plus de familles vont très naturellement de l'un à l'autre, en fonction des personnalités et des besoins spécifiques de leurs enfants. Nous devons naturellement faire en sorte que le choix de l'école libre reste toujours possible.

Mais il est d'autres diversités à inventer. Comment se satisfaire d'un système figé, avec d'un côté un enseignement général, prétendument identique, dispensé jusqu'en seconde à tous les élèves, quels que soient leurs goûts, leurs rythmes, leurs âges, leurs aptitudes, et de l'autre, un enseignement technique ou professionnel, plus souvent subi que choisi ?

Pour prendre en compte la diversité des jeunes, la diversité des talents, mais aussi la multiplicité des besoins du monde du travail, il est temps d'ouvrir des voies nouvelles, sans jamais enfermer les jeunes dans des choix définitifs. De définir, avec les enseignants, les acteurs économiques, les collectivités locales, des parcours qualifiants qui pourront commencer dès la classe de quatrième, avec des filières complètes, du CAP jusqu'aux écoles d'ingénieurs. Cela implique de créer, dans toute la France, des instituts technologiques spécialisés, parce que les IUT sont aujourd'hui trop peu nombreux. L'épanouissement et la réussite peuvent emprunter des voies multiples. Il faut en convaincre les jeunes et leurs parents.

C'est ainsi, par l'imagination, par la souplesse, en suscitant des synergies entre le monde de l'école, les collectivités locales, le monde économique, que nous donnerons une vraie qualification à tous les jeunes. Une formation solide qui leur permettra de trouver leur place, de s'adapter à des situations nouvelles, d'acquérir, tout au long de leur vie, de nouvelles compétences et de nouveaux savoirs.

Enfin, le quatrième objectif, c'est l'Europe. Pour chaque jeune Européen, l'apprentissage de deux langues étrangères en plus de la langue maternelle est désormais une nécessité et une priorité.

Aujourd'hui, tous les jeunes sont naturellement européens. Ils pensent, ils imaginent, ils rêvent "européen". Nos systèmes éducatifs doivent les accompagner dans cette générosité et cette ouverture sur l'extérieur, qui sont au cœur de l'avenir.

Ainsi, nous aiderons les jeunes à se préparer au monde du travail, à trouver une place, mais aussi à s'épanouir et à habiter leur siècle.

Voilà, chers amis, la France que je veux construire avec vous.

La singularité de la France est notre fierté. Nous devons la préserver, préserver notre culture, notre unité, nos valeurs. Préserver notre modèle économique et social qui a toujours su conjuguer solidarité et dynamisme. Assurer l'égalité des chances, faire une place à chaque Français. Tous n'ont pas les mêmes atouts pour affronter les changements technologiques et les vents nouveaux de la mondialisation. Plus que jamais,

la solidarité et la protection seront nécessaires. Ce sont elles qui fondent la confiance dans l'avenir, permettent de faire des projets et garantissent les capacités d'engagement qui font la force d'une Nation.

Mais il est temps de regarder un peu autour de nous.

Dans le monde, tel qu'il est, il y a aussi des singularités qui nous pénalisent. Pour être au rendez-vous de la croissance, nous devons encourager les initiatives des Français. Ramener nos impôts et nos déficits dans la norme européenne. Nous défaire des rigidités, des archaïsmes. Rejeter tout ce qui nous retient en arrière. Préférer désormais la voie de la démocratie à celle de la hiérarchie, la diversité à l'uniformité, le contrat, l'innovation et l'accord des volontés aux règlements et aux décrets.

Il n'y a pas d'autre voie pour nous que celle de l'excellence. Elle nous invite à la réforme, au dialogue social, à la libération des énergies. C'est la voie de la confiance faite aux Françaises et aux Français. Elle nous sera grand ouverte si nous prenons maintenant les bonnes décisions.

Telle est mon ambition pour notre pays.

Je sais que cette ambition est aussi la vôtre.

Je compte sur vous.

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2002> - <locuteur.rice=Jacques\_Chirac> - Villepinte <lieu=Villepinte>  
<texte=12>

Mes chers amis,

Merci pour votre présence, merci pour votre enthousiasme, merci pour votre engagement. Merci d'avoir répondu à mon appel. Je suis heureux de vous retrouver ardents et passionnés pour cette dernière réunion publique de la campagne présidentielle.

Nous partageons une même exigence démocratique, une même conception de l'homme, de sa dignité et de ses droits. Nous voulons ensemble une France qui retrouve son élan, son dynamisme, l'envie d'être une grande nation.

Je viens à votre rencontre porteur d'un message d'espoir et de confiance. Un message de volonté aussi, volonté d'action et de renouveau.

On s'interrogeait sur la vigueur de notre idéal démocratique.

Comme on avait tort ! Une fois de plus, le peuple français, face à l'épreuve, répond présent au rendez-vous de l'histoire. Il témoigne aujourd'hui de son attachement à la démocratie. Il se retrouve, fidèle à lui-même, pour dire à l'Europe et au monde qu'il est toujours le même peuple, le peuple des droits de l'homme et du citoyen, la grande Nation de 1789, la France libre du Général de Gaulle, cette France éternelle qui, dans l'épreuve, retrouve toujours son unité et le sens de son destin.

Voici que de toutes parts, en métropole comme outre-mer, parce que soudain chacun réalise, et notamment les jeunes, que la démocratie est en question, qu'elle doit être défendue, la passion des libertés, la passion de la République, si profondément enracinées dans le cœur de chaque Français, s'affirment avec toute leur force.

Mes chers amis, cet élan démocratique ne restera pas sans lendemain. Il nous oblige tous. Et il oblige d'abord les responsables politiques à se montrer à la hauteur des exigences d'un grand peuple.

Mon espoir, ma confiance, ma détermination, viennent de cette formidable capacité de rassemblement de la Nation autour de l'essentiel. Les temps nouveaux de l'action approchent. Et l'action réussira si elle est soutenue, portée, stimulée par la volonté, le courage, la générosité des Français. L'action réussira si elle est conduite avec conviction et fermeté.

Mon espoir, ma confiance, ma détermination, viennent aussi du chemin qui s'ouvre à nous. Parmi les principales difficultés que nous traversons, je n'en vois aucune qui puisse durablement résister à une action claire, forte et déterminée, dès lors qu'elle serait puissamment appuyée par les Françaises et les Français.

Aujourd'hui, c'est vrai, la Nation est troublée. Troublée dans sa sécurité. Jamais dans l'histoire un peuple n'a pu construire de grandes choses en vivant dans la crainte. Et pourtant, le chemin n'est pas si long pour rétablir le respect des règles et l'harmonie de la vie en société. Si chacun, à commencer par l'Etat, assume les exigences de l'autorité, vous verrez que la violence cédera, que la peur qui empêche de se projeter vers l'avenir reculera, que la tranquillité publique sera reconquise.

La Nation est aussi troublée dans ses solidarités et sa cohésion. Parce que l'avenir des retraites n'est pas assuré. Parce que le monde de la santé est en crise. Parce que beaucoup de Français ont le sentiment de ne pas être suffisamment soutenus, de cumuler les charges du présent et les risques de l'avenir. Et plus encore parce que, depuis près d'un an, le chômage est hélas ! reparti à la hausse. Et pourtant, nous sommes forts d'un modèle qui a fait ses preuves, un modèle qui allie depuis longtemps le développement économique et le progrès social. Un modèle qui conjugue initiative et protection. Il est temps, grand temps, de rétablir son dynamisme et son efficacité.

Notre Nation est également troublée dans ses projets, ses ambitions, sa capacité à cueillir les promesses du nouveau siècle. Aujourd'hui, la France tourne au ralenti. Le travail n'a plus la place qui lui revient. Il n'est plus suffisamment encouragé ni récompensé. Nos énergies sont prisonnières. Notre fiscalité est parmi les plus élevées d'Europe. Notre bureaucratie entrave nos forces vives. Et pourtant, la France est travailleuse, active, ardente à la tâche. La France est riche de ses capacités d'initiative, de sa volonté de créer, d'entreprendre, d'innover. Elle ne demande qu'à aller de l'avant. Elle n'attend qu'un signal.

Ce signal, c'est à vous, dimanche, de le donner !

Contre l'indifférence. Contre le scepticisme. Contre le désenchantement, l'inaction et l'impuissance publique.

Pour redonner tout son sens à notre vie démocratique. Pour placer l'action au cœur du pacte républicain. Pour remettre l'Etat au service de chaque Français.

Dimanche prochain, l'avenir de la France vous appartient.

Beaucoup de nos compatriotes ont dit leur désarroi face à un monde incertain, dont ils ont l'impression d'avoir perdu les clés. Ils ont dit leur sentiment d'être le jouet de forces qui les dépassent et que personne ne maîtrise. Leur volonté que revienne l'ordre républicain sur l'ensemble de notre territoire. Leur aspiration, très forte, à davantage de considération. Leur sentiment d'être trop souvent laissés seuls pour affronter les difficultés de la vie. Leur besoin de repères, de références dans un monde de plus en plus globalisé et de plus en plus instable. Leur distance à l'égard du système politique traditionnel. Leur exigence d'action et de résultat. Mais aussi le désir de voir la France retrouver une ambition digne de son histoire.

La réponse à ces inquiétudes, à ces attentes, ce ne sont pas des solutions simplistes et des slogans démagogiques qui l'apporteront.

La réponse, ce n'est pas l'extrémisme.

L'extrémisme dégrade et salit l'image et même l'honneur de la France.

Aux heures sombres, les dirigeants de l'extrême-droite ont trahi le peuple français en s'alliant aux forces du mal et aux ennemis de la patrie. Aux jours de danger pour la République, ils appelaient à abattre le Général de Gaulle. Ces dirigeants assument aujourd'hui sans fard, et parfois avec arrogance, un passé de honte, de lâcheté, de compromission et de trahison. L'histoire les a définitivement disqualifiés pour parler au nom de la France.

Nous ne pouvons pas jouer avec ce que notre pays représente pour tant de peuples humiliés, privés de liberté, privés d'expression démocratique. Nous n'avons pas le droit de brouiller le message de la France, d'ébranler son influence et son crédit, d'affaiblir la force de sa voix quand elle défend la tolérance, le respect de l'autre, la solidarité internationale.

L'extrême-droite divise, trie et rejette. Elle veut introduire l'inégalité et la discrimination au cœur de la Constitution. Elle est un moteur d'exclusion, de discorde et de violence sociale. Elle refuse de voir la France comme un tout, de mettre en valeur toutes ses richesses et sa diversité, de faire jouer toutes ses solidarités.

Je veux une France unie. Une France où les différences s'additionnent au lieu de se combattre. Une France qui réapprenne à faire vivre ensemble des femmes et des hommes de toutes origines.

Je sais que ce n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

La solution n'est évidemment pas dans la tentation communautariste, qui dresse les Français les uns contre les autres. Elle n'est pas dans le repli identitaire, qui place l'appartenance à un groupe social, à une catégorie, à une religion, avant la conscience et la fierté d'être français.

Mais elle n'est pas non plus dans le rejet de l'autre que préconise une extrême-droite qui veut rendre impossible toute forme d'intégration.

Rien ne serait plus contraire à notre histoire et à nos principes républicains, rien ne serait plus dangereux pour l'avenir, que de ne pas donner aux étrangers présents sur notre sol, en situation régulière, respectueux de nos lois, les moyens de s'intégrer dans notre pays. Que de refuser à leurs enfants l'égalité des chances. Exclure l'intégration, créer la précarité, ce serait fermer l'horizon, ce serait nourrir le désespoir, ce serait enclencher des mécaniques de discorde, de violence et d'affrontement, et ce serait même déchirer notre tissu national en opposant entre eux les Français de toutes origines.

La solution, elle est dans l'affirmation de nos valeurs. Elle est dans la rénovation de notre modèle d'intégration. Elle est dans le respect des droits mais aussi des devoirs de chacun. Elle est dans l'application ferme de nos lois, notamment contre l'immigration clandestine et les trafics inhumains auxquels elle donne lieu. Elle est dans la mise en place d'un véritable contrôle de l'immigration aux frontières de l'Europe. Elle est dans la coopération avec les pays pauvres, dans une aide plus efficace à leur développement.

L'intolérance peut nourrir des formules à l'emporte-pièce, pas une politique. Elle ne saurait assurer l'avenir d'un pays.

L'extrémisme ne propose pas d'explication ni de solutions. Il veut tromper. La mise en œuvre de ses idées serait ruineuse pour notre économie. Son programme est un programme d'appauvrissement des Français : les salariés, les PME et les agriculteurs à cause de la sortie de l'Europe ; les retraités mais aussi les demandeurs d'emploi, à cause de la diminution brutale et drastique des prélèvements qui financent leurs revenus. Son programme est aussi un programme de dépérissement des services publics, l'éducation nationale, l'hôpital, la police, la gendarmerie, promis à une baisse radicale de la dépense publique. Comment peut-on prétendre veiller aux intérêts de la France et des Français et vouloir quitter l'Union européenne ?

L'Europe, c'est l'emploi. Plus des deux tiers de nos exportations vont vers elle. Le travail d'un Français sur quatre dépend d'elle. Quitter l'Union européenne, ce serait détruire des millions d'emplois. Ce serait briser la dynamique de notre économie. Ce serait porter une atteinte irréparable au revenu de nos agriculteurs. N'oublions pas les bienfaits de la politique agricole commune, sur laquelle s'est bâtie la capacité exportatrice de notre industrie agro-alimentaire qui est aujourd'hui au premier rang dans le monde.

Grâce à l'euro, nous vendons plus facilement nos produits et nos services à l'extérieur. Nous évitons la concurrence déloyale que créaient les dévaluations étrangères. Nous bénéficions d'une monnaie stable et de taux d'intérêt bas. Renoncer à l'euro, ce ne serait pas retrouver la souveraineté, mais renouer avec la faiblesse, avec la dépendance, avec l'inflation, avec l'instabilité monétaire, qui ont été notre mal pendant plusieurs décennies.

L'Europe est une force pour la France. Elle accroît notre protection dans tous les domaines. Elle accroît nos marges de manœuvre. Elle nous ouvre des débouchés.

L'Europe, c'est la paix. Grâce à elle, notre continent a définitivement rompu avec les luttes fratricides qui ont ruiné et endeuillé notre pays dans la première moitié de XXème siècle. Tous ceux qui ont vécu ces déchirements, ces tragédies, connaissent le prix de la paix.

Tous les enjeux du monde moderne nous ramènent vers l'Europe. La mondialisation, qui nous impose de nous regrouper car c'est le seul moyen d'être forts face aux autres grandes puissances économiques. L'environnement, qui nécessite une action collective, car la pollution ne s'arrête pas aux frontières. La sécurité alimentaire, qui implique la mise en place de standards communs. La lutte contre le terrorisme et les grands trafics internationaux. La maîtrise de l'immigration clandestine. La gestion de l'énergie. Le développement de la recherche. La création des grandes infrastructures et des grands projets, Ariane, Airbus, Galileo. Partout, les solutions relèvent d'une politique aux dimensions de notre continent.

Refuser l'Europe, c'est jouer contre la France.

Voilà pourquoi nous devons rejeter l'extrémisme. Au nom de l'image et de l'honneur de la France. Au nom de l'unité de notre nation, au nom des intérêts de chaque Français, à commencer par les plus inquiets et les plus vulnérables. Au nom de l'avenir de la France.

Il est temps de répondre au désarroi par l'action, par une action fondée sur des convictions, sur des valeurs, sur une ambition pour la France. Une ambition qui s'adresse à tous les Français.

Je veux que soient garanties toutes les sécurités essentielles dont vous avez besoin pour vivre, pour vous épanouir, pour travailler, pour élever vos enfants, pour construire votre vie avec confiance.

Je veux renforcer notre solidarité. Trop de Français, trop de travailleurs modestes, ont le sentiment d'être les oubliés de l'Etat, de la société, du progrès. Nous ne pouvons pas rester indifférents à ce sentiment d'injustice et d'abandon. Nous devons explorer les nouveaux chemins de la fraternité.

Je veux libérer nos forces créatrices, notre envie d'entreprendre et d'être pleinement les acteurs de nos propres vies. Que le travail et le mérite soient davantage reconnus dans notre société. Que les Français puissent donner libre cours à leur énergie et à leurs talents.

Je veux que s'expriment pleinement toutes les logiques démocratiques à l'œuvre dans notre société. A l'échelon national, avec le rétablissement d'un pacte de confiance entre les Français et leurs représentants, avec un gouvernement qui se soumettra chaque année à un débat démocratique sur la réalisation de son programme et engagera sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. A l'échelon européen, avec des institutions communautaires plus transparentes. A l'échelon local, par l'augmentation des pouvoirs des régions, des départements,

des communes, pour que les décisions soient prises au bon niveau. Dans la mise en mouvement de nos forces vives, par le dialogue social, pour que tout ne soit plus imposé d'en haut.

Je veux une France forte et indépendante, qui porte dans le monde le combat pour la liberté, la dignité et la défense des droits de l'homme. Une France qui participe à la paix et à la stabilité du monde. Une France qui fait progresser la solidarité entre les peuples, la cause du développement durable et celle de l'environnement.

Pour que ces engagements deviennent réalité, je vous demande de vous mobiliser dimanche prochain. Je vous demande de vous mobiliser aussi, dans six semaines, pour les élections législatives, afin d'envoyer à l'Assemblée Nationale une majorité de députés pour soutenir la politique nouvelle qui sera conduite. Une politique de solidarité, de liberté, de renouveau. Une politique pour tous les Français.

Le temps de la responsabilité, de la volonté et de l'action est venu.

Le premier devoir de l'Etat, c'est de répondre au besoin de sécurité des Français.

Trop de nos compatriotes sont abandonnés à un tête-à-tête quotidien avec la violence. A l'école. Dans les transports en commun. Dans les immeubles et dans les cités. Au point de laisser l'insécurité devenir l'une des principales causes d'inégalité dans notre pays.

La négation des faits n'a jamais tenu lieu de politique. Pour ma part, je refuse le discours de la facilité qui fait de l'insécurité, tantôt un sentiment, qui ne correspond pas forcément à une réalité, tantôt une fatalité que rien ne saurait enrayer.

L'insécurité n'est pas un sentiment, une illusion. C'est un souci obsédant avec lequel trop de Français doivent vivre, un fardeau quotidien. Elle n'est pas non plus une fatalité. En France comme à l'étranger, les résultats ont été au rendez-vous chaque fois qu'une volonté forte s'est manifestée. Nombre de principaux et de proviseurs prouvent chaque jour que le calme peut revenir dans les établissements scolaires. Nombre d'élus démontrent, à l'échelle de leur commune, qu'il est possible de faire reculer l'insécurité lorsque l'on concilie prévention et répression. Lorsque l'on aide la police, la justice et les services sociaux à travailler ensemble. Lorsque l'on s'attaque avec fermeté à la délinquance et au désespoir qui la nourrit.

Nous savons très bien ce qui conforte l'insécurité. C'est la culture de l'excuse. C'est le refus d'interdire, qui brouille tous les repères. C'est l'affaiblissement de l'autorité, celle de l'Etat en premier lieu, mais aussi celle des parents et de l'école.

Nous savons aussi ce qui peut la faire reculer, à condition de s'en donner les moyens et d'en affirmer la volonté.

Mener une politique de prévention plus humaine, plus réactive, plus proche du terrain, plus efficace. Sanctionner toutes les fautes, pour briser la terrible spirale de l'impunité qui entraîne la récidive. Créer, d'ici la fin de l'année, une justice de proximité, pour apporter à tous les petits délits une réponse rapide et proportionnée.

Nous avons besoin de structures nouvelles, telles que des centres fermés en nombre suffisant si nous voulons retirer les chefs de bande des lieux de leurs agressions, rassurer les victimes, protéger les plus jeunes, et en même temps donner à des délinquants multirécidivistes une seconde chance. Nous avons besoin d'équipes composées de policiers, de gendarmes, de douaniers, d'agents du fisc, de magistrats, pour briser l'économie mafieuse qui exploite la délinquance. Ce sont les Groupements Opérationnels d'Intervention que j'ai proposés. Nous avons besoin d'un grand ministère de la sécurité, qui coordonne efficacement les actions de la police et de la gendarmerie, en liaison étroite avec les procureurs. Deux grandes lois pour les forces de l'ordre et la justice seront élaborées avant l'été. Elles donneront à cette politique forte les moyens de son efficacité.

C'est ainsi que nous assurerons à nos compatriotes la sécurité à laquelle ils ont droit, et qui est la première responsabilité de l'Etat.

Naturellement, ce n'est pas la seule. Les Français ont des besoins essentiels qui restent aujourd'hui insatisfaits et qui appellent de la part de l'Etat des réponses rapides.

La priorité doit, bien sûr, aller à la jeunesse.

L'égalité des chances est loin d'être assurée pour l'entrée dans la vie active. 60 000 jeunes, chaque année, sortent de l'école sans qualification. Un jeune sur dix, après douze ans de scolarité, demeure illettré, c'est-à-dire socialement et économiquement handicapé. L'échec scolaire est cause de désespérance et parfois de violence.

Face à cette situation, je veux faire évoluer notre système de formation, pour que chaque jeune trouve sa voie, que chaque jeune trouve sa place. Nous avons pris l'habitude de mettre tous les enfants dans le même moule, par facilité, par idéologie parfois. Mais chaque enfant est différent, chaque enfant a son rythme, chaque enfant a des talents particuliers qu'il faut découvrir, des difficultés qu'il faut déceler, évaluer et résoudre. Il faut introduire plus de souplesse dans notre système éducatif, individualiser les parcours, prendre en compte la diversité des enfants et les potentialités nouvelles du marché du travail. Je propose de construire des filières complètes, dès la quatrième, du CAP à l'école d'ingénieur. Je propose de multiplier les Instituts Technologiques Spécialisés, pour offrir de nouveaux débouchés, et parce que les jeunes qui en sortent ne connaissent pas le chômage. Il faut développer la formation en alternance, en faire un droit, parce qu'elle est un excellent passeport pour l'emploi. Je m'engage aussi à créer un contrat exonéré de toutes charges pour les jeunes jusqu'à Bac + 2, afin de donner aux employeurs de nouvelles raisons de les embaucher. C'est ainsi que nous leur mettrons le pied à l'étrier.

Et pour tous les jeunes qui rêvent de réaliser un projet, qu'il s'agisse d'entreprise, d'insertion, d'action humanitaire ou associative, je veux leur donner les meilleures chances de le réaliser. C'est pour leur en offrir les moyens que j'ai proposé la création d'un contrat d'insertion dans la vie sociale, le CIVIS.

Notre sécurité sociale, qui est au cœur de notre pacte républicain, et dont le Président de la République est le garant, doit elle aussi répondre à de nouveaux défis. Face à la crise qui touche tous les professionnels de la santé, du médecin de famille à l'hôpital, je veux garantir l'accès de tous les Français au progrès médical. Je m'engage à préserver la force et l'originalité de notre système : concilier le libre choix du médecin par le malade et la prise en charge collective des risques. Nous devons jouer avec les professions de santé la carte de la confiance et du contrat, améliorer leurs conditions de travail et de rémunération, obtenir leur engagement sur les bonnes pratiques professionnelles, faire en sorte que chaque euro dépensé soit toujours médicalement justifié. Je veux aussi répondre aux besoins du secteur hospitalier, qui sont immenses, en veillant à une meilleure utilisation de nos ressources. C'est ainsi que nous assurerons l'égalité et la sécurité des Français face aux risques de la maladie.

Il faut aussi dégager l'avenir en garantissant la retraite des Français. La réforme des retraites devra être engagée dans les tout prochains mois, en concertation avec les partenaires sociaux, qui sont tout à fait conscients des enjeux. Je veux sauvegarder notre retraite par répartition, clé de voûte de la solidarité entre les générations. Un effort collectif est indispensable. Pour maintenir les retraites à un bon niveau par rapport au salaire d'activité. Pour renforcer l'équité entre les citoyens. Pour assurer la liberté de choix, en permettant à ceux qui le souhaitent de travailler plus longtemps afin d'améliorer leur retraite. En permettant aussi d'épargner en franchise d'impôt, afin que tous nos compatriotes puissent bénéficier des fonds de pension à la française, accessibles aujourd'hui aux seuls fonctionnaires.

La solidarité, aujourd'hui, c'est faciliter le retour à l'emploi et mieux reconnaître la valeur du travail.

Nombre de nos compatriotes, allocataires du RMI, chômeurs, mais aussi travailleurs modestes, salariés, retraités, ont le sentiment d'être toujours les laissés-pour-compte de la croissance et les premières victimes des retournements de conjoncture. C'est un sentiment douloureux et dangereux.

Pour toutes les femmes et les hommes qui vivent la souffrance quotidienne et la désespérance d'un chômage de longue durée, je veux que soient redéfinies nos politiques d'assistance. Désormais, un contrat d'insertion sera signé avec chaque allocataire du RMI. Par ailleurs, il faut instaurer le revenu minimum d'activité, pour que toute personne qui retrouve un emploi voit son revenu nettement augmenter. Actuellement, 25 % des allocataires du RMI sont financièrement pénalisés lorsqu'ils se remettent à travailler. C'est aussi absurde qu'inacceptable, parce que le travail est une valeur essentielle, qu'il est pour tout individu source d'autonomie, d'accomplissement, de reconnaissance et de dignité.

Et puis, il y a tous les travailleurs, les anciens travailleurs, dont les revenus sont modestes, et qui subissent de plein fouet les effets de seuil. Ils ont du mal à se loger. Ils ne peuvent bénéficier de la Couverture Maladie Universelle, mais n'ont pas les moyens de payer une mutuelle. Souvent, ils sont salariés dans des petites entreprises où ils n'ont pas les mêmes droits ni la même stabilité d'emploi, ni, la plupart du temps, les mêmes salaires et les mêmes horaires que dans les grandes.

Tous ces Français, toutes ces familles, doivent être mieux aidés à payer leurs loyers. Un effort important doit être fait pour les aides aux logements, qui ne correspondent plus aux réalités des loyers. Nous devons également permettre à chacun de se protéger par une mutuelle ou une assurance complémentaire. Enfin, c'est en pensant à ces Français qui travaillent mais sont incertains du lendemain que j'ai proposé, au bénéfice de tous les salariés, un système d'assurance-emploi qui étendra leurs droits à formation, à reconversion et à reclassement. Face à la mondialisation, à l'évolution des technologies et aux mouvements des marchés, je veux que chaque Français bénéficie d'un compte personnel de formation. C'est le meilleur moyen de se donner des garanties nouvelles pour l'emploi.

Voilà les nouveaux chemins de la solidarité.

C'est en répondant sans atermoiements à toutes ces attentes, à tous ces besoins, à toutes ces questions que nous conforterons notre cohésion nationale. Et c'est ainsi que nous rendrons sa pleine efficacité à l'action publique et son sens à la démocratie qui doit être à l'écoute et au service de tous.

Cette France plus sûre d'elle, plus confiante parce que mieux protégée, sera aussi une France plus libre, plus épanouie, qui pourra déployer toutes ses énergies.

La liberté, c'est d'abord celle d'entreprendre, de développer son activité, et donc de créer des richesses et des emplois.

Au fil des ans, s'est développée une logique perverse qui pénalise le travail. Comme les charges qui pèsent sur l'emploi sont élevées, beaucoup d'entreprises ont pris l'habitude de fonctionner à effectif réduit et renoncent à embaucher, même quand elles en auraient besoin. C'est une logique absurde, qui écarte impitoyablement du marché de l'emploi les travailleurs les moins qualifiés et fait reposer l'effort de production sur une trop petite partie de la population.

Il faut donc baisser les charges. Non pas pour des raisons idéologiques, mais parce que c'est le moyen le plus efficace de relancer l'emploi. N'oublions pas que près de 500 000 emplois ont été créés par les mesures prises en 1993 et 1995 !

La France doit être plus attractive, susciter un climat plus favorable à l'investissement et à la création d'entreprises. C'est une obligation vitale qui s'impose à nous. Elle est incontournable. Nous ne pouvons être durablement parmi les premiers pays d'Europe pour les impôts, les charges et les déficits et parmi les derniers pour l'emploi et pour le revenu par habitant. Nous payons cette situation d'un prix élevé : celui du chômage et des délocalisations. Ne laissons pas s'aggraver cette situation.

Notre fiscalité est trop lourde. C'est pourquoi j'ai proposé de ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à la moyenne européenne.

Nos contraintes bureaucratiques n'ont pas d'équivalent en Europe. Il est indispensable de tailler dans le vif. D'abord, pour que les agriculteurs, commerçants et artisans, professions libérales, petits patrons, ne passent pas des jours et des jours à remplir des formulaires excessifs et souvent inutiles. Ensuite, pour que la création d'entreprises soit aussi simple que l'est, par exemple, la création d'une association. Il en va du dynamisme de notre économie et de l'emploi de tous les Français.

Enfin, comme vous le savez, je me suis engagé à réaliser sur les cinq années à venir une baisse d'un tiers de l'impôt sur le revenu. Dès cette année, pour l'imposition du revenu de 2001, il sera réduit de 5 %. Baisser les impôts, c'est non seulement une action efficace sur le plan économique, mais c'est aussi une mesure de justice, qui bénéficiera à 16 millions de foyers français. Vous avez le droit de profiter des fruits de votre travail et de vos efforts !

Une France libre, allante, c'est aussi une France où pourront s'exprimer toutes nos énergies démocratiques.

Pour renforcer notre démocratie, j'ai accru le rôle du Parlement, j'ai renforcé son contrôle sur la Sécurité sociale. J'ai aussi conduit la réforme du quinquennat, afin d'adapter la durée du mandat présidentiel au rythme plus rapide des sociétés modernes.

Il faut aller plus loin. La crise que nous traversons le montre. Les Français ont soif de transparence et de dialogue. Ils veulent comprendre les mécanismes de décision. Ils veulent prendre la parole eux-mêmes et trouver des interlocuteurs directs pour traiter leurs problèmes et les aider dans leurs projets.

Notre démocratie a besoin d'être revivifiée. Je souhaite que les Français soient régulièrement interrogés sur les grands sujets de société, sur les grandes réformes, par la voie du référendum, d'un référendum enfin dédramatisé. Je souhaite que soit rendu possible le référendum d'initiative populaire, qui sera une nouvelle respiration démocratique.

A l'échelon européen, les citoyens doivent savoir beaucoup plus clairement qui fait quoi en Europe. C'est l'un des principaux enjeux de la création d'une fédération d'Etats-Nations que j'ai proposée et dont le principe a été adopté.

Ceux qui décident en Europe doivent également être plus directement responsables devant les Français. Je proposerai donc de changer le mode de désignation des députés européens, afin qu'ils soient plus proches de leurs électeurs.

Notre démocratie locale doit également progresser. Les Français y sont de plus en plus attachés. Ils apprécient et estiment leurs élus locaux. Ils veulent que les décisions qui concernent leur vie quotidienne soient prises au plus près des réalités vécues. Sans remettre en cause l'unité de la République, nous devons renforcer les compétences et l'autonomie financière des régions, des départements, des communes et de leurs groupements. C'est une attente forte de nos concitoyens.

Enfin, la démocratie ne sera pleinement vivante que si nous donnons toute sa place à la démocratie sociale. L'assouplissement des 35 heures, l'organisation du travail, la carrière des femmes dans l'entreprise et l'égalité des salaires, la formation tout au long de la vie : autant de champs nouveaux à explorer pour le dialogue social. Sur tous ces sujets, le Gouvernement devra donner l'impulsion, mais nous devons faire confiance aux partenaires sociaux. Il faut apprendre à réformer par le dialogue plutôt que par la contrainte. Laisser les professionnels et les syndicats définir les règles les mieux adaptées à chaque secteur d'activité. Notre modèle social y gagnera en souplesse, en efficacité, en réactivité.

En réalité, c'est tout un état d'esprit que nous devons changer. Mon ambition, c'est une France libérée de ses carcans, forte d'un Etat modernisé. Une France où les citoyens s'investissent, s'engagent, aient envie de réaliser leurs projets. Une France douce aux familles, qui seront mieux aidées à avoir les enfants qu'elles souhaitent, à les élever et à préserver l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Une France vivante et confiante.

Si nous donnons toutes ses chances à notre pays, je sais que la France, sûre d'elle-même et de ses valeurs, plus libre, plus solidaire, plus active, plus riche, aura les moyens de ses ambitions et de son message.

Elle aura les moyens de sa défense, mise à mal par plusieurs années de restrictions budgétaires. Notre armée est aimée et respectée par les Français. Elle a su mener à bien la professionnalisation que j'avais décidée en 1996 pour doter notre pays d'une défense moderne et efficace. Elle mérite un véritable effort de la nation. Je m'y suis engagé.

La France n'est pas un petit pays cadennassé derrière ses frontières. Nous devons pouvoir soutenir l'action des Nations Unies. Nous devons pouvoir faire face aux enjeux et aux menaces du monde moderne. Nous devons pouvoir porter l'Europe de la défense, à laquelle j'ai ouvert la voie avec Tony Blair, et qui nous permettra, dès l'an prochain, de projeter jusqu'à 60 000 hommes, à l'extérieur des frontières de l'Union. Nous devons pouvoir défendre, en toutes circonstances, nos intérêts et nos valeurs.

La France aura aussi les moyens de son ambition européenne. Elle pourra jouer tout son rôle lors des grands rendez-vous qui nous attendent : la réforme des institutions, l'élargissement de l'Union. Elle pourra hâter la construction d'une Europe proche des citoyens. Une Europe de la sécurité, capable de lutter contre le terrorisme et les trafics de toutes natures. Une Europe de l'environnement. Une Europe de l'éducation et de la recherche. Une Europe de la culture.

Enfin, la France aura les moyens de faire entendre la singularité de son message, de défendre une certaine éthique internationale. Maîtriser la mondialisation, pour la rendre plus humaine. La mondialisation de la solidarité doit aller de pair avec la mondialisation de l'économie. Pour réduire les inégalités les plus criantes, notamment dans le domaine de la santé. Pour que les riches ne soient pas de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Lutter avec passion et sans trêve pour les droits des hommes, les droits des femmes, les droits des enfants, la liberté et la dignité de tous. Combattre, sans arrogance mais sans compromis, pour la tolérance et l'idéal démocratique. Promouvoir la francophonie, le dialogue des civilisations et des cultures, pour que les hommes puissent se comprendre et se respecter.

Voilà le message de la France. Voilà les valeurs humanistes qui sont au cœur de notre identité française et républicaine.

Seule une France en accord avec elle-même, moderne, puissante, pourra faire vivre ces idéaux et occuper toute sa place dans le mouvement du monde.

Mes chers amis,

Depuis le 21 avril, les Français vivent une épreuve, parce que l'idée qu'ils se font de leur Nation a été atteinte.

La vraie cause du profond désarroi qui s'est exprimé dans notre pays, ce n'est pas tant l'affaiblissement des valeurs démocratiques que le sentiment d'un grand nombre de nos concitoyens de ne pas être suffisamment écoutés, reconnus, pris en compte. D'où la tentation de la fuite en avant vers des solutions simplistes, démagogiques, extrémistes.

Mais l'attachement des Français à leurs libertés, aux droits de l'homme et à la République sont entiers, je le sais. Si, dans leur diversité, ils ont marqué avec tant de vigueur leur exigence en même temps que leur déception, c'est parce qu'ils attendent beaucoup de la République.

Il ne suffit pas de proclamer des principes, d'invoquer les vertus civiques, d'affirmer des valeurs. Il faut les faire vivre. Il faut les incarner. Il faut leur donner toute leur portée, toute leur force pour que, de nouveau, ces principes, ces vertus, ces valeurs, servent de référence à l'action.

Que sont nos proclamations quand elles ignorent les réalités ?

La force de la démocratie c'est la liberté, c'est la citoyenneté, c'est l'égalité des droits, bien sûr. Mais c'est aussi sa capacité à résoudre les problèmes, à répondre aux besoins de tous, à manifester concrètement sa proximité en prenant en charge les attentes de chaque citoyen.

C'est en passant de la théorie aux exigences concrètes de la vie quotidienne, de l'incantation à l'action, d'un pacte virtuel à un véritable contrat social, que la démocratie va jusqu'au bout d'elle-même, exprime toute la puissance de service qui est en elle. C'est ainsi que se dissout le poison de l'intolérance et de la haine, fruit de l'impuissance et de l'inaction.

Le pacte d'action que je propose aux Français repose sur des engagements clairs. Pour réduire l'insécurité. Pour rétablir l'égalité des chances. Pour renforcer nos solidarités. Pour libérer nos énergies. Pour retrouver les chemins de la croissance et de l'emploi. C'est dans l'action que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité reprendront leur sens. C'est par l'action au service de chaque Français que l'on fera reculer les dérives extrémistes. C'est grâce à l'action que tous nos compatriotes qui se sont levés pour défendre la démocratie, que tous ces jeunes qui, ces jours-ci, ont fait avec gravité leur apprentissage de la citoyenneté, trouveront des raisons supplémentaires d'être fiers de leur engagement, fiers de voir notre démocratie fortifiée.

L'épreuve peut être salutaire si elle nous permet de poser sur la France et sur le monde un regard lucide. Si elle accroît notre volonté d'action et notre courage. Si elle conforte notre ambition et nos idéaux. Si elle nous rassemble autour de l'essentiel : l'avenir des Français, de chaque Français. L'avenir de la France. L'âme de la France.

La France ne demande qu'à s'affirmer, qu'à se déployer, qu'à croire en elle-même, en sa force créatrice, en ses valeurs.

J'appelle les Françaises et les Français à choisir massivement, le 5 mai, l'idéal républicain contre l'extrême-droite.

J'appelle les Françaises et les Français à dire leur fidélité à une certaine idée de la France, une France généreuse, unie, riche de tous les talents, venus de partout, qui ont contribué depuis tant de siècles à façonner son âme.

J'appelle les Françaises et les Français à dire leur attachement aux exigences et aux espérances de notre devise républicaine : liberté, égalité, fraternité. Leur volonté de faire vivre les principes qui fondent la République et la Nation : le respect de l'autre, la lutte contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie. Mais aussi le respect des lois et des règles, la laïcité, l'adhésion pleine et entière à notre culture et à nos valeurs, et la volonté de les défendre. En un mot l'amour de notre patrie.

J'appelle les Françaises et les Français à dire leur attachement à l'Europe qui est notre avenir.

Cette France généreuse et dynamique, ensemble, avec une force renouvelée, nous allons la construire.

Dimanche prochain, je compte sur vous pour que s'exprime la France rassemblée, fidèle à elle-même et à ses valeurs, attentive à chacun des siens, soucieuse de son message, de son honneur et de sa place en Europe et dans le monde.

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2002>04.12 - <locuteur.rice=Robert\_Hue> - Zénith de Paris <lieu=Paris>  
<texte=13>

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Dix jours nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle.

Dix jours qui vont particulièrement compter puisque, nous le savons, la majorité des électrices et des électeurs n'ont pas encore fait leur choix définitif.

Faut-il le leur reprocher ? Faut-il - comme on l'entend dire parfois - incriminer leur manque d'intérêt pour la politique et, en la circonstance, pour ce premier tour de l'élection présidentielle ?

Non, vraiment non, je ne le pense pas !

S'il y a des responsables à cette situation, ce n'est pas du côté des quelques 70 % d'électrices et d'électeurs - indécis ou déclarant vouloir s'abstenir - qu'il faut les chercher !...

Depuis des mois, en effet, tout a été fait pour " brouiller les cartes ". L'importance de l'élection présidentielle - en particulier de son premier tour - a été complètement escamotée.

Il y a d'abord eu l'inversion du calendrier électoral, décidée d'un commun accord par le Président de la République et le Premier ministre.

L'effet recherché a été immédiat, et durable : les échéances de 2002 ont été placées sous le signe non pas du choix entre plusieurs politiques, mais de l'affrontement entre deux hommes. L'un voulant farouchement conserver sa place.

L'autre voulant farouchement la lui prendre. D'où le sentiment d'inutilité du premier tour puisque, on n'a cessé de le répéter aux Françaises et aux Français, le seul enjeu de l'élection présidentielle : Chirac ou Jospin ; Jospin ou Chirac se jouerait au second tour !

Mais, comme si cela ne suffisait pas, les deux prétendants à l'Elysée en ont rajouté en s'installant longtemps dans une non-campagne, puis dans une précampagne réduite à un véritable festival de faux-semblant.

Ainsi on a vu un Jacques Chirac plus patelin que nature, s'efforçant d'autant plus de rassurer que son véritable projet est rien moins que rassurant, puisqu'il s'agit de permettre à la droite de prendre une véritable revanche antisociale.

Quant à Lionel Jospin, il s'est avancé sous le mot d'ordre assez surréaliste : "Présider autrement", sans dire vraiment "présider pour quoi faire", tout en lançant des œillades appuyées en direction de cette partie de l'électorat de droite dite "centriste".

Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'une majorité de citoyennes et de citoyens en soit venus à penser qu'il n'y avait pas de différence notable entre les deux principaux protagonistes de la conquête de l'Elysée ? Et il est vrai que ce qui est surtout visible, lisible, c'est que Chirac et Jospin ne peuvent plus se supporter après cinq ans de cohabitation.

Comment s'étonner, encore, qu'une majorité de nos concitoyens en soit venus à penser qu'il n'y aurait à ce scrutin, d'autre enjeu qu'un choix pas très enthousiasmant entre deux personnages cherchant à garder ou à conquérir le pouvoir suprême ? Et la bataille dite du "3ème homme", elle aussi située essentiellement sur le plan des personnes, de l'image, de la posture, est venue renforcer chez les Françaises et les Français le sentiment d'une campagne vide de perspectives politiques proposées à leur choix.

Nous devons en avoir bien conscience, tout cela a fait des dégâts considérables dont on peut redouter qu'ils produisent des effets négatifs le 21 avril, et bien au-delà. Il y a, chez des millions de nos concitoyens, le sentiment qu'ils risquent d'être encore une fois trompés.

Il en résulte tantôt du découragement, tantôt de la colère. Et dans tous les cas une forte envie de refuser de participer à un jeu qu'ils estiment piégé.

Et c'est pour exprimer ce refus que beaucoup envisagent de s'abstenir, ou de choisir des votes d'exaspération, de désespoir, de dérision parfois. Avec, au fond d'eux-mêmes la conviction que cela ne servira à rien, et leur amertume est d'autant plus grande !

Je n'ai vraiment pas envie de "faire la morale" à celles et ceux qui sont tentés par de tels comportements. Encore une fois, ils et elles ne manifestent pas ainsi un coupable désintéret à l'égard de la politique en général, de l'élection présidentielle en particulier.

Ils et elles cherchent une façon de dire leur "ras le bol", leur colère, leur refus d'accepter les carences du pouvoir politique, de l'Etat, que ce soit en matière de sécurité ou face à la pauvreté, aux inégalités, aux injustices, aux difficultés de millions de citoyennes et de citoyens.

Cela dit, s'il est hors de question de "faire la morale" à qui que ce soit, il est de mon devoir, de notre devoir, de montrer que tout cela ne peut conduire qu'à une impasse. Qu'il y a un piège.

Eh bien, permettre aux électrices et aux électeurs qui le voudront de déjouer ce piège, c'est tout le sens de ma candidature.

Et d'abord, il faut le dire, parce que c'est la vérité : quels que soient les faux-semblants de la campagne électorale et les ambiguïtés calculées des uns et des autres : non, droite et gauche ce n'est pas pareil !

Je l'affirme : la réélection de Jacques Chirac, la victoire de la droite c'est un danger pour la France et pour notre peuple !

Au-delà de l'image qu'il se donne, la pensée et l'action politique de Jacques Chirac sont complètement inspirées des dogmes du libéralisme. Quoi qu'il en dise, il épouse totalement les rêves de revanche du baron Seillière, du Medef, du milieu de l'affairisme et de la finance, des nantis et des puissants.

Jacques Chirac, c'est sans doute "super menteur", mais c'est surtout "super réac", avec derrière lui la cohorte de tous les politiciens de la vieille droite antisociale et antipopulaire qui veulent une revanche sans merci mettant en pièce tous les acquis sociaux, économiques et démocratiques que le mouvement social a permis en France.

Alors, disons-le, répétons-le autour de nous : ne vous laissez pas endormir par celles et ceux qui prétendent que la droite ou de la gauche c'est du pareil au même.

A celles et ceux qui seraient tentés de le croire, disons clairement : "Vous vous trompez ! De bonne foi, peut-être, mais vous vous trompez ! Et vous risquez, demain, d'avoir à le regretter amèrement. Le réveil risque d'être particulièrement brutal et douloureux !"

Moi aussi, j'ai des critiques à faire à la politique menée depuis 1997. Mais je dis : attention ! Ces critiques ne doivent pas empêcher de voir l'ampleur du recul social, démocratique et national qui résulterait de la mise en œuvre par la droite du programme destructeur du Medef.

Bien sûr, il y a à gauche - et je veux être net : au parti socialiste et dans le très proche entourage de Lionel Jospin - des pressions considérables pour pousser à droite, et faire la politique voulue par les marchés financiers, l'Europe de Maastricht et les tenants de la mondialisation capitaliste. Ces pressions sont bien réelles. Elles sont telles qu'elles ont déjà abouti - notamment ces deux dernières années - à l'adoption de mesures tournant le dos à la politique que l'on attendait de la gauche.

C'est pourquoi le bilan de la gauche plurielle au terme de la législature apparaît à beaucoup contrasté et, à certains égards, décevant.

Il y a, bien sûr, les dispositions positives auxquelles les communistes - leurs députés et sénateurs, les ministres - s'honorent d'avoir contribué, souvent de façon décisive.

Là encore il faut dire la vérité : la présence des communistes dans la gauche, jusqu'au gouvernement, a contribué à épargner aux Françaises et aux Français l'extrême dureté des politiques suivies ailleurs en Europe : en Angleterre, en Allemagne ou encore en Italie avec, dans ce dernier cas, un boulevard ouvert à la droite extrême de Berlusconi.

Mais il y a eu aussi, dans cette même période, accentuation de la tendance à céder aux injonctions, aux dogmes du capitalisme.

Dans le même temps - et précisément parce que ce n'était pas le contrat moral sur lequel nous avons constitué, en 1997, ce que nous avons appelé la gauche plurielle - il y a eu, progressivement, le retour à de vieilles pratiques hégémoniques, tendant à rétrécir de plus en plus le pluralisme de la gauche, en imposant le point de vue du seul parti socialiste, souvent inspiré des thèses libérales de certains de ses dirigeants, et de leurs amis européens.

Et le parti socialiste a renoué, de la même façon, avec des comportements anciens à l'égard de ceux qui auraient dû être les interlocuteurs privilégiés de la gauche : les organisations syndicales, les associations, les citoyennes et les citoyens en général.

Dans ces conditions difficiles, les communistes n'ont pas baissé les bras.

Nous nous sommes battus, en obtenant des résultats qui ont marqué les réformes sociales du gouvernement. Mais dans un rapport de forces sur lequel il convient de réfléchir au moment de mettre un bulletin dans l'urne le 21 avril. Un rapport de forces au niveau des idées - avec la quasi hégémonie des conceptions selon lesquelles on ne peut résister au capitalisme, et même qu'on ne le doit pas - tout juste pourrait-on essayer de l'aménager, et encore s'il y consent !

Rapport des forces aussi au niveau politique, avec un parti communiste certes indispensable pour permettre une majorité de gauche empêchant le retour de la droite, mais en même temps affaibli et ne disposant pas, de ce fait, des moyens de faire entendre pleinement sa contestation des idées dominantes, son refus des mesures qu'elles inspirent et ses propositions pour faire autrement.

On nous dit aujourd'hui, à longueur de commentaires, que ce rapport de forces serait définitif. La soumission aux objectifs des marchés financiers serait désormais, et pour toujours, complètement installée dans la société. Il faudrait donc s'en accommoder.

Et le parti communiste parce qu'il conteste radicalement le système capitaliste ne serait "plus dans le coup", ne serait plus "moderne". Il ne pourrait alors que s'affaiblir, jusqu'à disparaître. Eh bien non ! Je prétends que ce rapport de forces n'est figé ni au niveau des idées, ni au niveau politique !

Combien de fois, déjà, a-t-on voulu faire le coup aux Françaises et aux Français en leur expliquant qu'ils étaient définitivement acquis aux idées du capitalisme ? Combien de fois leur a-t-on martelé que le parti communiste, pour cette raison, ne comptait plus ? Et cependant : on a bien vu qu'il n'en était rien !

D'ailleurs, regardons ce qui se passe aujourd'hui, en France, en Europe et dans le monde. Quelles sont les idées qui progressent ? Les idées qui s'expriment de plus en plus souvent dans des manifestations de grande ampleur, auxquelles les communistes apportent leur concours ? Ce sont toutes des idées hostiles à l'inhumanité de la mondialisation capitaliste.

C'est le refus des licenciements boursiers et du mépris des actionnaires à l'égard du monde du travail. C'est la remise en cause des contraintes et des régressions qu'impose le pacte de stabilité à tous les citoyens d'Europe, une construction européenne tout entière tournée vers la satisfaction des exigences des marchés financiers.

C'est la volonté de ne pas se plier à tout cela, qui serait prétendument fatal, et d'exiger au contraire l'essor d'une citoyenneté nouvelle, responsable, épanouie, dans une société de partage, de sécurité, de bonheur garanti à toutes et tous.

Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997.

Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !

Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les aspirations et les valeurs dont je viens de montrer qu'elles ne cessent de monter, en France et dans le monde.

Et le seul, aussi, à se battre pour les traduire dans des actes concrets, jusque dans une majorité parlementaire, jusque dans un gouvernement !

J'ai la conviction que nous avons agi utilement il y a moins d'un an quand, dans un contexte difficile, la loi de modernisation sociale est venue en débat à l'Assemblée nationale !

J'ai la conviction que notre loi sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises est utile pour donner des armes aux salariés, aux citoyens afin de faire progresser la citoyenneté à l'entreprise, et pour une meilleure efficacité économique !

J'ai la conviction que nous avons raison de refuser les privatisations. Et, je suis le seul des candidats issus de la majorité élue en 1997 à m'opposer résolument à celle d'EDF !

J'ai la conviction que les communistes, les militants, les élus, les ministres communistes ont eu raison de refuser la loi de l'argent-roi dans le sport comme dans les services publics.

J'ai la conviction que nous avons raison de refuser la soi-disant fatalité des inégalités, des injustices et des discriminations de toutes sortes, qui rongent la société française et la tirent vers le bas. Et je suis le seul candidat à en faire la priorité absolue de mes engagements.

J'ai la conviction que nous avons raison de vouloir que notre pays joue un rôle dans le monde. Et comme Marie-George Buffet l'a indiqué précédemment en soulignant notre solidarité avec le peuple palestinien, la France peut, la France doit agir activement en faveur d'un règlement politique de la situation dramatique au Proche-Orient.

Elle doit encourager toutes les forces qui se mobilisent, et notamment en Israël, pour obtenir une paix juste et durable, la sécurité et le droit à la terre pour les peuples palestinien et israélien.

Oui, j'ai la conviction que tout cela est moderne et mobilisateur, parce que tout cela rejoint les besoins, les aspirations et les rêves de millions de citoyennes et de citoyens.

Alors non, vraiment, rien ne justifie l'idée selon laquelle le rapport de forces actuel serait figé. Et donner plus de suffrages au candidat communiste à l'élection présidentielle, c'est le bon moyen de faire bouger ce rapport de forces.

Non pas pour des raisons étroitement partisans, des questions de pouvoirs à conquérir, de représentativité du parti communiste, ou de tel ou tel de ses élus ou responsables.

C'est au service de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'ils mènent, qui veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte que je veux, avec le vote en faveur de ma candidature, faire évoluer le rapport de forces pour ancrer la gauche plus à gauche.

Il est là, le moyen de déjouer le piège que j'évoquais précédemment ; de sortir des querelles de personnes et des médiocres ambitions de pouvoir.

Il est là, le moyen de remettre au centre des élections présidentielle et législatives la vraie question, le vrai enjeu : les choses vont-elles après les élections continuer comme avant, ou bien, si la gauche l'emporte, va-t-on faire tout autrement, en répondant pleinement à l'ampleur, à la diversité et à l'urgence des attentes des citoyennes et des citoyens ?

Il est là, le moyen de déjouer le piège dans lequel on veut faire tomber les électrices et les électeurs, en les dépossédant de leur droit à faire prévaloir par leur vote les choix qui leur conviennent.

Et j'ajoute que c'est aussi le moyen de déjouer un autre piège tendu à la gauche française et que, peut-être, elle se tend elle-même.

Car enfin, pourquoi la gauche devrait-elle s'enliser dans une impasse dramatique : ou bien faire une politique tiédasse, sans portée mobilisatrice pour notre peuple, n'ayant d'autre ambition que de durer et, pour cela, cherchant à ne fâcher personne ; ou bien dériver carrément vers la droite, comme d'autres l'ont déjà fait, et comme on l'y invite avec insistance, de Bercy à la City de Londres, de Bruxelles à Wall Street ?

Franchement, s'il fallait accepter l'enfermement dans cette dangereuse alternative, la gauche ne pourrait aller qu'à l'échec électoral - en offrant à la droite une victoire par défaut - ou à court terme à un échec politique en provoquant la colère de celles et ceux qu'elle décevrait à coup sûr.

Vous qui êtes ici, vous le savez : le sens même de ma candidature c'est de proposer aux Françaises et aux Français un moyen de dégager la gauche de l'alternative désastreuse que j'évoquais il y a un instant.

Je me bats, dans cette campagne, pour ancrer la gauche bien à gauche. Et cela exige, je l'ai dit et je veux y insister devant vous, un profond renouvellement dans trois directions.

D'abord il s'agit de conduire une autre politique, à l'initiative d'une gauche d'audace sociale, ayant le courage de dire non aux puissants de ce monde et aux diktats des marchés financiers.

Une gauche entreprenante, sachant se procurer les moyens - particulièrement les moyens financiers - d'une politique fondant le progrès, et la croissance sur la satisfaction des besoins sociaux.

Il faut - c'est le second aspect - une gauche créative, sans tutelle ni hégémonie. C'est ce que j'ai appelé une "autre configuration politique à gauche", caractérisée par le respect de toutes les composantes de la gauche et de leurs apports plutôt que l'alignement sur un parti dominant.

Il faut, enfin, une gauche citoyenne, appuyant en permanence son action sur la transparence et la concertation. Avec les associations et les syndicats, et plus généralement avec les citoyens en sachant solliciter concrètement et le plus souvent possible l'initiative populaire.

Oui, c'est pour cela que je me bats dans cette campagne.

Il faut appeler un chat un chat : on a beau discourir sur la mort constamment annoncée du parti communiste, la vérité c'est qu'il y a besoin, bien besoin, de plus de communisme dans la gauche pour qu'elle soit bien à gauche et réponde à ce que l'on attend d'elle.

Plus de communisme dans la gauche, c'est-à-dire plus de détermination à lutter contre les inégalités et plus de sincérité dans l'engagement social. Plus de détermination, aussi, dans la résistance aux marchés financiers.

Plus de détermination, encore, pour préserver et renforcer les atouts de la société française que constituent le tissu associatif et syndical, et l'aspiration grandissante à une citoyenneté plus active.

Plus de communisme dans la gauche, c'est plus de volonté de partage et de responsabilité, de promotion de la personne humaine, à l'opposé de la vision glacée des technocrates, ceux de droite comme ceux de gauche, avec leur insupportable suffisance, et leur arrogance sans limite.

Oui, cher-e-s ami-e-s et camarades, plus de communisme dans la gauche c'est nécessaire pour faire gagner la gauche, et pour qu'elle réussisse une autre politique !

Je suis convaincu que nous pouvons dans les dix jours qui viennent porter cette idée de façon très offensive auprès des électrices et électeurs encore indécis. C'est le moyen indispensable pour leur redonner des raisons d'espérer. De bonnes raisons d'intervenir le 21 avril avec le bulletin de vote communiste.

Et surtout, surtout, c'est nécessaire, c'est indispensable pour que la gauche puisse changer les choses dans ce pays, pour que l'on en finisse avec l'insécurité de la vie, et pour que la France joue un autre rôle en Europe et dans le monde.

Il ne s'agit pas là de déclarations d'intention. Je ne demande pas aux électrices et aux électeurs qui voudront voter pour moi, de voter pour des grands principes sans contenu crédible, et donc sans possibilité concrète de les traduire en actes.

Et il ne s'agit pas là de simples déclarations de campagne destinées à être oubliées demain. Demain, il faudra discuter de ce que fera la gauche, pour combattre efficacement la politique de la droite si celle-ci l'emporte, ou dans le cas contraire pour conduire une politique répondant aux attentes de notre peuple.

Le Parti communiste a beaucoup appris depuis 1997, dans ce qui est à ce jour la période la plus longue pendant laquelle des communistes ont participé à un gouvernement majoritairement socialiste. Et l'une des leçons que nous en tirons, c'est que nous ne nous contenterons pas de vagues déclarations d'intention.

C'est sur des engagements précis et concrets, moyens à la clé, dans les trois directions que je viens d'évoquer - et seulement sur ces engagements réciproques - que pourra se réaliser une nouvelle construction à gauche pour une autre politique à gauche.

Je fais pour ma part des propositions précises qui sont l'aboutissement d'un long travail d'élaboration, avec des milliers et des milliers de citoyennes et de citoyens, de syndicalistes, de militantes et militants du monde associatif, qu'ils soient ou non membres du parti communiste.

Ces propositions peuvent permettre aux électrices et aux électeurs qui le voudront de donner corps à leur volonté de changement par le soutien à des mesures, des réformes concrètes ; Ce sont les supports indispensables pour un vote utile et efficace ; un vote de protestation contre les mauvais coups portés au monde du travail et de la création ; un vote de défense face à la volonté de revanche de la droite. Et inséparablement un vote de construction pour une autre politique à gauche.

J'ai précédemment évoqué quelques-uns de mes engagements, en indiquant que j'étais le seul candidat à les porter dans cette campagne.

Je ne vais pas bien sûr entrer ici comme je le fais chaque soir ou presque dans une ville différente, dans le détail du projet de profonde transformation sociale que je défends.

C'est bien un projet transformateur, car si le plan d'urgence contre la précarité et les inégalités que je préconise est mis en œuvre, c'est non seulement la vie quotidienne de plusieurs millions de nos concitoyens qui immédiatement, prends des couleurs. Mais c'est toute la société qui reprend sa marche en avant, pour plus de civilisation et plus de bonheur pour toutes et tous.

Il n'y a rien de plus transformateur, de plus révolutionnaire, de plus communiste que d'exiger, comme je le fais que les salaires, le Smic, les pensions de retraite et les minima sociaux cessent d'être écrasés par les revenus du capital, et que l'exiger cesse d'être considéré comme si l'on proférait des " gros mots " inconvenants !

Rien de plus communiste que de réclamer avec force que la moitié de la société, et même plus - les femmes - aient les mêmes possibilités d'accéder à toutes les responsabilités professionnelles, politiques, sociales et perçoivent à qualification égale, le même salaire que les hommes.

Quoi de plus révolutionnaire que de se fixer pour objectif d'en finir avec les inégalités devant l'école et la culture ? Quoi de plus révolutionnaire que de prendre des mesures concrètes contre l'échec scolaire ?

Quoi de plus révolutionnaire que de sécuriser le parcours de formation, l'accès à un premier emploi et la vie tout court des jeunes de 18 à 25 ans en leur accordant les moyens de leur autonomie ? Du jamais vu, du jamais fait ni ici, ni ailleurs.

Je ne connais rien de plus transformateur, de plus radicalement moderne que de vouloir accorder aux salariés et à leurs représentants les droits nouveaux qui leur permettront d'intervenir sur les choix de gestion et d'avenir de leurs entreprises.

Rien de plus révolutionnaire encore que de fonder le processus de transformation de la société sur l'intervention et le vote majoritaire des citoyens auxquels je propose de donner des pouvoirs pour, qu'à tous les niveaux, ils puissent se faire entendre.

Si pour la première fois aussi, en France et en Europe le dirigeant politique que je suis, le candidat à l'élection présidentielle, propose que l'indispensable mobilité des salariés aille de pair avec une garantie de ressources, de formation et de droits, ce n'est pas un hasard. C'est que je suis communiste et que j'entends l'être toujours plus efficacement.

Oui, communiste et donc partisan acharné du développement et de la transformation des services publics. Oui, communiste et parce que communiste privilégiant l'embauche des jeunes plutôt que l'allongement de la durée des cotisations pour la retraite !

Et je veux le dire ici avec la plus grande fermeté : je ne transigerai jamais sur le droit à une retraite pleine à 60 ans. Je suis pour les 37 annuités ½ pour tout le monde, et pour le maintien des régimes spéciaux.

Oui, communiste et parce que communiste, donc humaniste, profondément convaincu qu'il faut régulariser les sans papiers, accorder le droit de vote aux résidents étrangers, abolir la double peine et restaurer le droit d'asile.

Oui, communiste, partisan sans réserve d'annuler la dette des pays pauvres ; d'augmenter l'aide publique que la France consacre à leur développement ; de créer un fonds de réparation sous l'égide de l'ONU, alimenté par une taxation de type Tobin.

Partisan de stabiliser les prix des matières premières, comme de mettre en place un plan d'urgence contre le sida.

Oui, communiste enfin et parce que communiste, le seul candidat qui, pour que la vie de l'immense majorité de nos concitoyens soit meilleure, plus riche et plus belle, propose qu'on utilise une part des 500 milliards d'euros détenus par les familles les plus riches et qui, à 80%, échappent légalement à l'impôt.

Une part aussi des 4 574 milliards d'euros - près de 20 fois le budget de la France - d'actions et d'obligations avec lesquels les grandes entreprises spéculent en bourse, sur les marchés financiers et dans les paradis fiscaux.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Chacun le voit bien : le discours que je tiens, les propositions que je fais ne sont pas dans "l'air du temps".

"L'air du temps", vous le savez comme moi, est à la soumission, au fatalisme, ou - ce qui revient finalement au même - au "coup de gueule" sans lendemain car sans perspective.

C'est pourquoi ceux qui prétendent qu'il ne peut en être qu'ainsi, et qui monopolisent la parole dans les médias, ont décidé que, n'étant pas dans "l'air du temps", je n'étais tout simplement pas dans l'actualité. C'est-à-dire l'actualité telle qu'ils la souhaitent et s'efforcent de la faire.

Mais attention, ce ne sont pas eux qui décident. Des millions de femmes et d'hommes sont inquiets de ce qui se passe, et déçus de cette campagne électorale dépourvue de vision de ce qui pourrait, demain, changer en bien pour eux.

Ils sont en attente d'autre chose, qu'ils ne trouvent pas dans l'offre politique qui leur est proposée.

Ne comptons sur personne d'autre que nous-mêmes pour leur montrer que la candidature communiste au premier tour a justement pour objectif de répondre à cette attente, afin d'ouvrir avec eux une nouvelle perspective politique à gauche. Afin de donner une nouvelle chance à la gauche de faire vraiment la politique qu'ils sont en droit d'attendre d'elle.

Nous avons 10 jours pour les en convaincre.

Cela dépend de nous toutes et tous. Je m'y emploie de toutes mes forces. Les militantes et militants, les élu-e-s, les candidates et candidats aux élections législatives, s'y emploient également.

Dix jours de ce travail de conviction, "pied à pied", dans tout le pays, cela peut et doit beaucoup compter ; cela peut et doit changer beaucoup de choses.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, militantes et militants, d'ici et de tout le pays, rien n'est écrit : j'ai confiance.

\*\*\*

## <campagne=2002>04.16 - <locuteur.rice=Robert\_Hue> - Tulle <lieu=Tulle> <texte=14>

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir, à Tulle. Je veux remercier les militantes et militants communistes qui ont organisé ce rassemblement et toutes celles, tous ceux qui, dans la diversité de leur sensibilité me font l'amitié d'y participer.

C'est du premier tour de l'élection présidentielle que je veux parler. Mais auparavant, vous comprendrez que j'évoque la situation extrêmement préoccupante qui règne au Proche-Orient. Le peuple palestinien vit en ce moment un véritable cauchemar. Aux victimes civiles des bombardements, des fusillades, s'ajoutent les destructions massives d'infrastructures d'autant plus vitales qu'elles sont déjà très insuffisantes.

Et pourtant : Sharon et l'armée israélienne demeurent obstinément sourds aux appels à la raison que leur adresse la communauté internationale. Non seulement cette politique est inhumaine, mais elle n'atteindra aucun des objectifs qu'elle prétend poursuivre. Elle ne mettra pas un terme au terrorisme aveugle - que je condamne avec la plus grande fermeté - mais au contraire elle incitera les organisations extrémistes à y recourir davantage.

Elle ne contribuera pas davantage à ce qui est l'essentiel : la paix, la sécurité et le droit à une terre pour les peuples palestinien et israélien. Aujourd'hui, il y a urgence. Sharon doit respecter la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui demande le retrait des territoires palestiniens ; il faut envoyer sur place une force internationale de protection et de paix, sous l'égide de l'ONU ; il faut, enfin, l'ouverture sans conditions d'un processus politique de négociation, par exemple sur la base de la proposition saoudienne, reprise par le sommet arabe de Beyrouth.

Et la France, les plus hautes autorités de notre pays, c'est-à-dire le Président de la République et le Premier ministre, doivent agir en ce sens avec bien plus de persévérance et d'exigence à l'égard des autorités israéliennes.

Je voulais dire cela devant vous, cher-e-s ami-e-s et camarades, car nous avons le devoir d'agir, de tout faire pour qu'il soit mis un terme rapide et définitif aux humiliations et aux agressions infligées au peuple palestinien, à l'autorité palestinienne et à son chef, Yasser Arafat, seul interlocuteur.rice possible pour un règlement politique du conflit.

Et les forces de paix, en Israël et en Palestine, attendent de nous que nous leur manifestations notre soutien en ce sens. C'est tout le sens de la délégation du parti communiste que conduit mon ami André Lajoinie et qui se trouve sur place.

J'en viens à présent à l'élection présidentielle. Et plus précisément au premier tour, qui aura lieu dans 8 jours, le 21 avril.

Il est décisif, puisque c'est lui qui va déterminer le contenu de la politique qui sera conduite après les élections.

Il aura des conséquences primordiales sur votre vie quotidienne, sur l'avenir de vos enfants, sur celui des retraites, des services publics, de notre système de formation et de santé comme sur votre sécurité.

Cela vaut donc le coup qu'on prenne le temps d'y réfléchir. Et de le faire en toute tranquillité car nous sommes sûrs, au deuxième tour, de retrouver face à face Jospin et Chirac. Sûrs donc de pouvoir voter contre ce dernier pour battre la droite.

Parce que de toutes mes forces je veux la battre et écarter Jacques Chirac.

Je sais qu'il tient en ce moment même meeting à Ussel. Ici, vous le connaissez bien. Vous connaissez ses facultés de dissimulation. Vous avez déjà vu cet air patelin qu'il affiche dans cette campagne. Vous savez mieux que quiconque ce qu'il cache.

Au-delà de l'image qu'il se donne, la pensée et l'action politiques de Jacques Chirac sont complètement inspirées des dogmes du libéralisme. Quoi qu'il en dise, il épouse totalement les rêves de revanche du baron Seillière, du Medef, du milieu de l'affairisme et de la finance, des nantis et des puissants.

Jacques Chirac, c'est sans doute "super menteur", mais c'est surtout "super réac", avec derrière lui la cohorte de tous les politiciens de la vieille droite antisociale et antipopulaire qui veulent une revanche sans merci mettant en pièce tous les acquis sociaux, économiques et démocratiques que le mouvement social a permis en France.

Oui, battre la droite, faire mordre la poussière au sinistre Le Pen, voilà ce à quoi je vous appelle. Voilà ce à quoi sert ma candidature.

Comment y parvenir ? Telle est bien la question qui nous est posée, inséparable d'une autre - capitale - qui est de s'assurer que la politique qui sera menée demain réponde bien, cette fois, à ce que vous attendez de la gauche.

Or, de ce point de vue, le scepticisme des électrices et des électeurs est grand. Si grand même qu'à une semaine du vote, une majorité d'entre eux continuent à hésiter ou se préparent à s'abstenir. Du jamais vu à l'occasion d'une élection présidentielle.

Un "jamais vu" qui s'explique, que je comprends, mais auquel je ne me résigne pas.

Oui, il s'explique d'abord par les cinq années de cohabitation qui viennent de s'écouler et par la politique menée par le gouvernement de Lionel Jospin.

Je veux être clair à ce propos. Cette politique s'est incontestablement distinguée de celle conduite précédemment par Alain Juppé. Distinguée aussi de celles que mènent Tony Blair en Angleterre et Gerhard Schröder en Allemagne.

Si en Europe, tous les commentateurs évoquent l'axe Blair, Aznar, Berlusconi, il ne vient à l'idée de personne d'y ajouter le nom de Lionel Jospin.

S'il en est ainsi, on le doit beaucoup à l'engagement des communistes ! On le doit beaucoup aux électrices et aux électeurs qui, en 1997, nous ont accordé leur confiance.

On le doit beaucoup à notre décision de participer au gouvernement, décision courageuse dans un rapport des forces infiniment plus favorable au parti socialiste qu'à nous-mêmes.

Les communistes ont fait ce choix parce qu'ils ont à cœur de contribuer à améliorer le sort de leurs concitoyens. A cœur d'obtenir tous les résultats - aussi petits soient-ils - en ce sens.

D'autres ont préféré rester sur le bord du chemin. Partisans du "tout ou rien" qui en réalité ne débouche sur rien, ils ont compté les points en criant très fort et en misant sur l'échec pour se faire une santé.

Aujourd'hui encore, ils invitent au pire en refusant de choisir entre la gauche et la droite. Or, vous savez tous que cela sert toujours la droite. Je ne mange pas de ce pain-là !

Je choisis mon camp : celui de la gauche, celui du monde du travail et de la création. Oui, en 1997, nous avons bien fait de choisir notre camp. Bien fait de participer au gouvernement et de prendre nos responsabilités. Nos militantes et militants sur le terrain, nos élus au parlement et nos ministres au gouvernement n'ont pas à rougir - bien au contraire - de ce qu'ils ont apporté et obtenu.

Le vote communiste de 1997 a permis de peser sur la politique de Lionel Jospin.

Eh bien, je vous le dis, avec beaucoup de conviction, le vote communiste du 21 avril sera lui aussi très utile. Il sera même le seul à être utile aux femmes, aux hommes, aux jeunes qui loin de se contenter de la politique menée ces cinq dernières années, veulent une politique qui, cette fois, ne déçoivent pas leurs espoirs et leurs attentes.

Parce qu'il y a de la déception, du mécontentement, de la colère parfois parmi un nombre important d'électrices et d'électeurs qui ont fait confiance à la gauche en 1997. De la déception, du mécontentement, de la colère parmi celles et ceux qui attendaient le plus d'elle et qui n'ont rien vu venir, ou si peu.

Voilà pourquoi, à huit jours du vote, subsistent tant d'incertitudes et une forte tendance à l'abstention, précisément chez les mêmes.

Car contrairement à l'autosatisfaction affichée par Lionel Jospin, son bilan est beaucoup plus contrasté qu'il ne le laisse entendre. A certains égards, il est même décevant.

En vérité au parti socialiste et dans le très proche entourage de Lionel Jospin, des pressions considérables se sont exercées, et s'exercent aujourd'hui, souvent plus fortement encore pour pousser à droite, et faire la politique voulue par les marchés financiers, l'Europe de Maastricht et les tenants de la mondialisation capitaliste.

Ces pressions sont bien réelles. Elles sont telles qu'elles ont déjà abouti - notamment ces deux dernières années - à l'adoption de mesures tournant le dos à la politique que l'on attendait de la gauche.

Dans le même temps - et précisément parce que ce n'était pas le contrat moral sur lequel nous avons constitué, en 1997, ce que nous avons appelé la gauche plurielle - il y a eu, progressivement, le retour à de vieilles pratiques hégémoniques, tendant à rétrécir de plus en plus le pluralisme de la gauche, en imposant le point de vue du seul parti socialiste, souvent inspiré des thèses libérales de certains de ses dirigeants, et de leurs amis européens.

Et le parti socialiste a renoué, de la même façon, avec des comportements anciens à l'égard de ceux qui auraient dû être les interlocuteurs privilégiés de la gauche : les organisations syndicales, les associations, les citoyennes et les citoyens en général.

C'est dans ces conditions difficiles que les communistes n'ont pas baissé les bras, dans un rapport de forces, je le répète, défavorable.

On nous dit aujourd'hui, à longueur de commentaires, que ce rapport de forces serait définitif. La soumission aux objectifs des marchés financiers serait désormais, et pour toujours, complètement installée dans la société.

Il faudrait donc s'en accommoder. Et le parti communiste parce qu'il conteste radicalement le système capitaliste ne serait "plus dans le coup", ne serait plus "moderne". Il ne pourrait alors que s'affaiblir, jusqu'à disparaître. Eh bien non ! Je prétends que ce rapport de forces n'est figé ni au niveau des idées, ni au niveau politique !

Combien de fois, déjà, a-t-on voulu faire le coup aux Françaises et aux Français en leur expliquant qu'ils étaient définitivement acquis aux idées du capitalisme ? Combien de fois leur a-t-on martelé que le parti communiste, pour cette raison, ne comptait plus ? Et cependant : on a bien vu qu'il n'en était rien !

D'ailleurs, regardons ce qui se passe aujourd'hui, en France, en Europe et dans le monde. Quelles sont les idées qui progressent ? Les idées qui s'expriment de plus en plus souvent dans des manifestations de grande ampleur, auxquelles les communistes apportent leur concours ? Ce sont toutes des idées hostiles à l'humanité de la mondialisation capitaliste.

Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997. Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !

Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les aspirations et les valeurs dont je viens de montrer qu'elles ne cessent de monter, en France et dans le monde. Et le seul, aussi, à se battre pour les traduire dans des actes concrets, jusque dans une majorité parlementaire, jusque dans un gouvernement !

J'ai la conviction que nous avons agi utilement il y a moins d'un an quand, dans un contexte difficile, la loi de modernisation sociale est venue en débat à l'Assemblée nationale !

J'ai la conviction que notre loi sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises est utile pour donner des armes aux salariés, aux citoyens afin de faire progresser la citoyenneté à l'entreprise, et pour une meilleure efficacité économique !

J'ai la conviction que nous avons raison de refuser les privatisations. Et, je suis le seul des candidats issus de la majorité élue en 1997 à m'opposer résolument à celle d'EDF !

Oui, j'ai la conviction que tout cela est moderne et mobilisateur, parce que tout cela rejoint les besoins, les aspirations et les rêves de millions de citoyennes et de citoyens.

Alors non, vraiment, rien ne justifie l'idée selon laquelle le rapport de forces actuel serait figé. Et donner plus de suffrages au candidat communiste à l'élection présidentielle, c'est le bon moyen de faire bouger ce rapport de forces. Non pas pour des raisons étroitement partisanses, des questions de pouvoirs à conquérir, de représentativité du parti communiste, ou de tel ou tel de ses élus ou responsables.

C'est au service de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'ils mènent, qui veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte que je veux, avec le vote en faveur de ma candidature, faire évoluer le rapport de forces pour ancrer la gauche plus à gauche.

Il est là, le moyen de déjouer le piège dans lequel on veut faire tomber les électrices et les électeurs, en les dépossédant de leur droit à faire prévaloir par leur vote les choix qui leur conviennent.

Et j'ajoute que c'est aussi le moyen de déjouer un autre piège tendu à la gauche française et que, peut-être, elle se tend elle-même.

Car enfin, pourquoi la gauche devrait-elle s'enliser dans une impasse dramatique : ou bien faire une politique tiédasse, sans portée mobilisatrice pour notre peuple, n'ayant d'autre ambition que de durer et, pour cela, cherchant à ne fâcher personne ; ou bien dériver carrément vers la droite, comme d'autres l'ont déjà fait, et comme on l'y invite avec insistance, de Bercy à la City de Londres, de Bruxelles à Wall Street ?

Franchement, s'il fallait accepter l'enfermement dans cette dangereuse alternative, la gauche ne pourrait aller qu'à l'échec électoral - en offrant à la droite une victoire par défaut - ou à court terme à un échec politique en provoquant la colère de celles et ceux qu'elle décevrait à coup sûr.

Vous qui êtes ici, vous le savez : le sens même de ma candidature, c'est de proposer aux Françaises et aux Français un moyen de dégager la gauche de l'alternative désastreuse que j'évoquais il y a un instant.

Je me bats, dans cette campagne, pour ancrer la gauche bien à gauche. Et cela exige, je l'ai dit et je veux y insister devant vous, un profond renouvellement dans trois directions.

D'abord il s'agit de conduire une autre politique, à l'initiative d'une gauche d'audace sociale, ayant le courage de dire non aux puissants de ce monde et aux diktats des marchés financiers. Une gauche entreprenante, sachant se procurer les moyens - particulièrement les moyens financiers - d'une politique fondant le progrès, et la croissance sur la satisfaction des besoins sociaux.

Il faut - c'est le second aspect - une gauche créative, sans tutelle ni hégémonie. C'est ce que j'ai appelé une "autre configuration politique à gauche", caractérisée par le respect de toutes les composantes de la gauche et de leurs apports plutôt que l'alignement sur un parti dominant.

Il faut, enfin, une gauche citoyenne, appuyant en permanence son action sur la transparence et la concertation. Avec les associations et les syndicats, et plus généralement avec les citoyens en sachant solliciter concrètement et le plus souvent possible l'initiative populaire.

Oui, c'est pour cela que je me bats dans cette campagne.

Il faut appeler un chat un chat : on a beau discourir sur la mort constamment annoncée du parti communiste, la vérité c'est qu'il y a besoin, bien besoin, de plus de communisme dans la gauche pour qu'elle soit bien à gauche et réponde à ce que l'on attend d'elle.

Plus de communisme dans la gauche, c'est-à-dire plus de détermination à lutter contre les inégalités et plus de sincérité dans l'engagement social. Plus de détermination, aussi, dans la résistance aux marchés financiers. Plus de détermination, encore, pour préserver et renforcer les atouts de la société française que constituent le tissu associatif et syndical, et l'aspiration grandissante à une citoyenneté plus active.

Plus de communisme dans la gauche, c'est plus de volonté de partage et de responsabilité, de promotion de la personne humaine, à l'opposé de la vision glacée des technocrates, ceux de droite comme ceux de gauche, avec leur insupportable suffisance, et leur arrogance sans limite.

Oui, cher-e-s ami-e-s et camarades, plus de communisme dans la gauche c'est nécessaire pour faire gagner la gauche, et pour qu'elle réussisse une autre politique !

Je suis convaincu que nous pouvons dans les dix jours qui viennent porter cette idée de façon très offensive auprès des électrices et électeurs encore indécis. C'est le moyen indispensable pour leur redonner des raisons d'espérer. De bonnes raisons d'intervenir le 21 avril avec le bulletin de vote communiste.

Je fais pour ma part des propositions précises qui peuvent permettre aux électrices et aux électeurs qui le voudront de donner corps à leur volonté de changement par le soutien à des mesures, des réformes concrètes.

Ce sont les supports indispensables pour un vote utile et efficace. Un vote de protestation contre les mauvais coups portés au monde du travail et de la création ; un vote de défense face à la volonté de revanche de la droite. Et inséparablement un vote de construction pour une autre politique à gauche.

Je ne vais pas bien sûr entrer ici dans le détail du projet de profonde transformation sociale que je défends.

C'est bien un projet transformateur, car si le plan d'urgence contre la précarité et les inégalités que je préconise est mis en œuvre, c'est non seulement la vie quotidienne de plusieurs millions de nos concitoyens qui immédiatement, prends des couleurs. Mais c'est toute la société qui reprend sa marche en avant, pour plus de civilisation et plus de bonheur pour toutes et tous.

Il n'y a rien de plus transformateur, de plus révolutionnaire, de plus communiste que d'exiger, comme je le fais que les salaires, le Smic, les pensions de retraite et les minima sociaux cessent d'être écrasés par les revenus du capital, et que l'exiger cesse d'être considéré comme si l'on proférait des "gros mots" inconvenants !

Rien de plus communiste que de réclamer avec force que la moitié de la société, et même plus - les femmes - aient les mêmes possibilités d'accéder à toutes les responsabilités professionnelles, politiques, sociales et perçoivent à qualification égale, le même salaire que les hommes.

Quoi de plus révolutionnaire que de se fixer pour objectif d'en finir avec les inégalités devant l'école et la culture ? Quoi de plus révolutionnaire que de prendre des mesures concrètes contre l'échec scolaire ?

Quoi de plus révolutionnaire que de sécuriser le parcours de formation, l'accès à un premier emploi et la vie tout court des jeunes de 18 à 25 ans en leur accordant les moyens de leur autonomie ? Du jamais vu, du jamais fait ni ici, ni ailleurs.

Je ne connais rien de plus transformateur, de plus radicalement moderne que de vouloir accorder aux salariés et à leurs représentants les droits nouveaux qui leur permettront d'intervenir sur les choix de gestion et d'avenir de leurs entreprises.

Rien de plus révolutionnaire encore que de fonder le processus de transformation de la société sur l'intervention et le vote majoritaire des citoyens auxquels je propose de donner des pouvoirs pour, qu'à tous les niveaux, ils puissent se faire entendre.

Si pour la première fois aussi, en France et en Europe le dirigeant politique que je suis, le candidat à l'élection présidentielle, propose que l'indispensable mobilité des salariés aille de pair avec une garantie de ressources, de formation et de droits, ce n'est pas un hasard. C'est que je suis communiste et que j'entends l'être toujours plus efficacement.

Oui, communiste et donc partisan acharné du développement et de la transformation des services publics. Oui, communiste et parce que communiste privilégiant l'embauche des jeunes plutôt que l'allongement de la durée des cotisations pour la retraite !

Et je veux le dire ici avec la plus grande fermeté : je ne transigerai jamais sur le droit à une retraite pleine à 60 ans. Je suis pour les 37 annuités ½ pour tout le monde, et pour le maintien des régimes spéciaux.

Oui, communiste et parce que communiste, donc humaniste, profondément convaincu qu'il faut régulariser les sans papiers, accorder le droit de vote aux résidents étrangers, abolir la double peine et restaurer le droit d'asile.

Oui, communiste, partisan sans réserve d'annuler la dette des pays pauvres ; d'augmenter l'aide publique que la France consacre à leur développement ; de créer un fonds de réparation sous l'égide de l'ONU, alimenté par une taxation de type Tobin. Partisan de stabiliser les prix des matières premières, comme de mettre en place un plan d'urgence contre le sida.

Oui, communiste enfin et parce que communiste, le seul candidat qui, pour que la vie de l'immense majorité de nos concitoyens soit meilleure, plus riche et plus belle, propose qu'on utilise une part des 500 milliards d'euros détenus par les familles les plus riches et qui, à 80 %, échappent légalement à l'impôt.

Une part aussi des 4 574 milliards d'euros - près de 20 fois le budget de la France - d'actions et d'obligations avec lesquels les grandes entreprises spéculent en bourse, sur les marchés financiers et dans les paradis fiscaux.

Ne comptons sur personne d'autre que nous-mêmes pour montrer que la candidature communiste au premier tour a pour objectif d'ouvrir une nouvelle perspective politique à gauche. Afin de donner une nouvelle chance à la gauche de faire vraiment la politique que nos concitoyens sont en droit d'attendre d'elle.

Nous avons 8 jours pour les en convaincre.

Cela dépend de nous toutes et tous. Je m'y emploie de toutes mes forces. Les militantes et militants, les élu-e-s, les candidates et candidats aux élections législatives, s'y emploient également.

Huit jours de ce travail de conviction, "pied à pied", dans tout le pays, cela peut et doit beaucoup compter ; cela peut et doit changer beaucoup de choses.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades militantes et militants, rien n'est écrit : j'ai confiance.

\*\*\*

<campagne=2002>04.17 - <locuteur.rice=Robert\_Hue> - Lille<lieu=Lille> <texte=15>

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Je veux d'abord dire mon plaisir d'être avec vous ce soir, à Lille, capitale de cette terre du Nord à la fois si combative et si fraternelle.

Nous sommes dans la toute dernière ligne droite avant le premier tour de l'élection présidentielle. C'est de cela que je veux vous parler, bien sûr.

Mais, vous comprendrez, j'en suis sûr, que je veuille dire auparavant quelques mots de la situation dramatique au Proche-Orient. L'extrême violence des opérations militaires conduites par l'armée israélienne s'accompagne de pertes humaines et de destructions matérielles considérables. Je veux dire toute ma solidarité au peuple palestinien, au Président de l'Autorité palestinienne : Yasser Arafat.

Toute ma solidarité aux forces de paix en Palestine et en Israël, qui luttent dans des conditions difficiles pour une solution politique mettant fin à la guerre et à la violence.

Je me suis adressé au secrétaire général de l'ONU, pour lui dire "Il faut agir". C'est urgent, il faut arrêter le terrible engrenage et il n'y a qu'une solution : les Nations unies doivent faire respecter les résolutions internationales qui exigent l'arrêt des combats et le retrait des troupes israéliennes. Il faut, par conséquent, envoyer sur place une force internationale de protection et de paix.

C'est le seul moyen de mettre un terme à l'horreur de la guerre ; le seul moyen d'en finir avec les attentats terroristes, que nous réprouvons ; et le seul moyen d'engager les discussions politiques permettant de déboucher sur la sécurité et la paix pour les peuples concernés, avec la reconnaissance d'un Etat souverain pour le peuple palestinien.

Une délégation du parti communiste vient de se rendre sur place. Elle a porté ce message et ces propositions, et je puis vous dire que les forces de paix, en Palestine et en Israël, les accueillent très favorablement.

Alors, en France et en Europe, restons mobilisés et actifs au service de ces objectifs de paix et de respect pour les peuples de Palestine et d'Israël.

J'en viens à présent au premier tour de l'élection présidentielle. Pour dire d'abord, ceci : rien n'est joué. Au contraire : tout est ouvert.

Il y a 16 candidates et candidats, une proportion très importante de l'électorat qui envisage de s'abstenir et, parmi celles et ceux qui vont voter, l'indécision à quelques jours du scrutin est encore forte.

Beaucoup de choses peuvent se passer dans les quelques jours qui viennent, et même encore dimanche dans la journée.

Non les Françaises et les Français ne sont pas indifférents à l'élection présidentielle. Ils jugent, en revanche très sévèrement, et je les comprends, la façon dont cette élection a été abordée, avec la volonté d'en escamoter les enjeux ; de priver les électrices et les électeurs des moyens de se prononcer en toute connaissance de cause pour exprimer leurs choix pour la politique qui sera faite dans les années à venir.

Car c'est de cela qu'il est question : quelle politique va être faite, après les élections électorales de ce printemps 2002 ? Est-ce que les inégalités sociales, les injustices, le chômage, la précarité et les difficultés de la vie pour le plus grand nombre vont continuer à s'aggraver ? Est-ce que la France va continuer à subir la loi des marchés financiers imposée par la mondialisation capitaliste ?

Ou bien va-t-on se décider enfin à dire non aux inégalités, aux injustices, à la mal vie ; à dire non aux diktats des marchés financiers et des puissants de ce monde ; va-t-on se décider à faire vraiment une politique nouvelle, répondant aux attentes de notre peuple ?

Evidemment ce n'est pas la droite qui peut mener une telle politique. Mais ce n'est pas non plus ce qu'a fait la gauche depuis 1997. Il faut être clair à ce point de vue. Des choses positives ont été faites, et les communistes y ont beaucoup contribué.

Mais faute de faire, comme nous n'avons cessé de le proposer, des choix radicalement opposés aux volontés des milieux du grand patronat, de la finance et de l'Europe maastrichtienne ; des choix radicalement tournés vers le combat contre les inégalités, vers une grande politique

sociale et une pratique résolument citoyenne donnant aux salariés dans les entreprises et aux citoyens dans la société des pouvoirs nouveaux pour faire prévaloir leurs intérêts; Faute de faire ces choix en faveur desquels, encore une fois nous, n'avons cessé de nous battre, la politique suivie n'a pas été à la hauteur de ce que notre peuple attendait en portant la gauche au pouvoir en 1997.

Disons-le franchement : cette politique a manqué d'audace et de détermination. Elle n'a pas été assez à gauche. C'est cela le problème auquel nous sommes confrontés.

Et parce que nous sommes communistes nous ne baissons pas les bras. Jamais nous ne l'avons fait. Jamais nous ne le ferons.

A quoi servirions-nous, en quoi serions-nous communistes si nous nous contentions de constater que la gauche n'a pas été assez à gauche ; si nous nous contentions de redouter qu'elle dérive encore plus vers la droite, comme cela s'est fait dans d'autres pays européens ?

A quoi servirions-nous, en quoi serions-nous communistes si devant cette situation nous ne proposons pas aux Françaises et aux Français, aux électrices et électeurs qui font confiance au Parti communiste et à ses élus, et au-delà, aux hommes et aux femmes de gauche, le moyen d'intervenir pour ramener la gauche bien à gauche, l'y ancrer solidement, et ainsi battre la droite et faire avec détermination la politique vraiment de gauche qu'ils attendent ?

Nous ne sommes pas des pleureuses. Nous ne sommes pas des protestataires impuissants à proposer les moyens du changement, et attendant qu'un jour "la révolution" passe et règle comme par enchantement les problèmes auxquels ils n'ont pas eu le courage politique de s'affronter concrètement !

Nous sommes les communistes. Nous ne nous résignons pas à l'aggravation des inégalités et de la mal vie. Nous luttons pour changer les choses, pour transformer la société et changer le monde. Et pour l'heure, cela implique de changer la gauche afin qu'elle puisse répondre aux attentes de notre peuple.

C'est pour cela qu'avec ma candidature, pour le premier tour de cette élection présidentielle, dimanche prochain, nous proposons aux électrices et aux électeurs d'intervenir avec nous pour dire qu'ils veulent une gauche bien à gauche, avec une politique qui s'attaque résolument aux maux dont ils souffrent.

Le nombre de suffrages qui, dimanche soir, se seront portés sur mon nom, aura des conséquences primordiales, non pas dans l'abstrait, non pas en termes de pouvoir ou de place pour tel ou tel, mais des conséquences primordiales sur votre vie quotidienne, sur l'avenir de vos enfants, sur celui des retraites, des services publics, de notre système de formation et de santé comme sur votre sécurité, sur la vie et l'avenir de notre pays.

On le sait : au second tour, c'est Lionel Jospin et Jacques Chirac qui s'opposeront pour l'élection du Président de la République. Et cela ne fait aucun doute pour les communistes : il faudra battre la droite.

Mais on n'y parviendra qu'à la condition que des millions d'hommes, de femmes, de jeunes soient convaincus qu'en battant la droite, ils ouvriront la voie à la mise en œuvre d'une politique nouvelle. D'une politique qui, cette fois, réponde à ce qu'ils attendent de la gauche.

C'est tout l'enjeu du vote communiste de dimanche prochain.

Oui, je veux contribuer de toutes mes forces à battre la droite et à mettre en échec l'extrême droite de Le Pen et Mégret.

Permettez-moi d'y insister : la victoire de la droite, la réélection de Chirac serait un danger pour notre peuple, un danger pour la France. Chirac fait tout pour se montrer rassurant. Mais derrière l'apparence, il faut voir les réalités.

Si au lieu d'être "super menteur", Chirac devenait (par miracle il faut bien le dire) "super sincère", il en dirait des choses !

Il dirait qu'il veut mettre en concurrence la sécurité sociale et les assurances privées et qu'au bout de cela on aurait un système de santé de qualité pour les riches et un système de santé médiocre pour les autres... D'autres pays en sont déjà là !

Si Chirac, au lieu de "super menteur" devenait "super sincère", il dirait qu'il veut que l'on puisse spéculer en bourse avec l'argent des retraites. Il dirait qu'il a déjà accepté que le droit à la retraite recule d'au moins cinq ans, et qu'il soit mis fin aux régimes spéciaux, comme son Premier ministre, Alain Juppé, a tenté de le faire en 1995.

Si par miracle, il devenait "super sincère" Chirac dirait qu'il entend privatiser les services et entreprises publics. La Poste, Air-France, EDF-GDF, la SNCF seraient, soyez-en sûrs, livrés aux appétits de la finance. Et il avouerait que la droite et l'extrême droite veulent profiter des prochains départs massifs en retraite pour réduire le nombre des enseignants, des infirmières, des juges et des policiers.

Oui, Chirac devenu miraculeusement "super sincère" avouerait que son programme est tout entier inspiré par le Medef, le grand patronat, les milieux des affaires et de la finance, les grands possédants et les puissants de France et d'ailleurs.

Oui, Chirac devrait dire que tout ce beau monde n'a qu'une seule ambition : remodeler la France afin d'y effacer ce que grâce aux luttes sociales et politiques, des générations de salariés de toutes catégories, d'hommes et de femmes du peuple ont arraché comme conquêtes et comme droits.

Il révélerait que son objectif, l'objectif de la droite et de l'extrême droite, est de mettre un terme à l'exceptionnalité française, à ce qui fait l'originalité de notre pays, qui sert souvent de référence aux autres peuples et auquel le parti communiste a beaucoup contribué tout au long de son histoire.

Mais il n'y aura pas de miracle, Chirac ne deviendra pas "super sincère" ! Il ne dira pas tout cela. Alors, vous, dites-le pour lui !

D'ici dimanche, dans vos familles, au travail, et là où vous vivez, alertez sur la réalité du programme de Chirac. Alertez sur ce qu'il adviendrait, s'il l'emportait, si avec lui, la droite et l'extrême droite sortaient victorieuses de ces élections.

Vos le savez bien, face à leur programme dévastateur, il y a urgence à faire partager plus largement l'ambition qui est la mienne - qui est aussi la vôtre, je le sais - de contribuer à ce qu'émerge du premier tour une gauche bien à gauche décidée à le rester car c'est la condition pour pouvoir battre la droite et l'extrême droite.

Et pour cela - pour que la gauche soit bien à gauche - il faut que le Parti communiste pèse davantage, que la politique qu'il propose soit davantage prise en compte.

Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997. Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !

Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les aspirations et les valeurs dont je viens de montrer qu'elles ne cessent de monter, en France et dans le monde. Et le seul, aussi, à se battre pour les traduire dans des actes concrets, jusque dans une majorité parlementaire, jusque dans un gouvernement !

Vous en savez quelque chose, ici dans le Nord, avec les batailles menées par vos parlementaires Alain Bocquet, Michèle Demessine, Georges Hage, Patrick Leroy, Ivan Renar, et avec le rôle qu'a joué au gouvernement, notre amie Michèle Demessine.

J'ai la conviction que nous avons agi utilement avec nos députés et avec Alain Bocquet, il y a moins d'un an quand, dans un contexte difficile, la loi de modernisation sociale est venue en débat à l'Assemblée nationale !

J'ai la conviction que notre loi sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises est utile pour donner des armes aux salariés, aux citoyens afin de faire progresser la citoyenneté à l'entreprise, et pour une meilleure efficacité économique !

J'ai la conviction que nous avons raison de refuser les privatisations. Et, je suis le seul des candidats issus de la majorité élue en 1997 à m'opposer résolument à celle d'EDF ! Le seul à refuser ce que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont accepté à Barcelone. Le seul à me situer du côté de ceux qui manifestaient ce jour-là.

Oui, j'ai la conviction que tout cela est moderne et mobilisateur, parce que tout cela rejoint les besoins, les aspirations et les rêves de millions de citoyennes et de citoyens.

Alors non, vraiment, rien ne justifie l'idée selon laquelle le rapport de forces actuel serait figé. Et donner plus de suffrages au candidat communiste à l'élection présidentielle, c'est le bon moyen de faire bouger ce rapport de forces. Non pas pour des raisons étroitement partisanses, des questions de pouvoirs à conquérir, de représentativité du parti communiste, ou de tel ou tel de ses élus ou responsables.

C'est au service de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'ils mènent, qui veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte que je veux, avec le vote en faveur de ma candidature, faire évoluer le rapport de forces pour ancrer la gauche plus à gauche.

Il est là, le moyen de déjouer le piège dans lequel on veut faire tomber les électrices et les électeurs, en les dépossédant de leur droit à faire prévaloir par leur vote les choix qui leur conviennent.

Elle est là l'utilité du vote communiste, dimanche prochain.

Il faut regarder la vérité en face. Au parti socialiste, et dans le très proche entourage de Lionel Jospin, des pressions considérables se sont exercées, et s'exercent aujourd'hui, souvent plus fortement encore, pour pousser à droite, et faire la politique voulue par les marchés financiers, l'Europe de Maastricht et les tenants de la mondialisation capitaliste.

Ces pressions sont bien réelles. Elles sont telles qu'elles ont déjà abouti - notamment ces deux dernières années - à l'adoption de mesures tournant le dos à la politique que l'on attendait de la gauche.

Dans le même temps - et précisément parce que ces mesures ne correspondaient pas à l'accord sur lequel nous avons constitué, en 1997, ce que nous avons appelé la gauche plurielle - il y a eu, progressivement, le retour à de vieilles pratiques hégémoniques, tendant à rétrécir de plus en plus le pluralisme de la gauche, en imposant le point de vue du seul parti socialiste, souvent inspiré des thèses libérales de certains de ses dirigeants, et de leurs amis européens.

Et le parti socialiste a renoué, de la même façon, avec des comportements anciens à l'égard de ceux qui auraient dû être les interlocuteurs privilégiés de la gauche : les organisations syndicales, les associations, les citoyennes et les citoyens en général.

Eh bien il faut changer cela. Je veux changer cette gauche-là parce que c'est la gauche qui perd.

La gauche qui ne pourrait aller qu'à l'échec électoral - en offrant à la droite une victoire par défaut - ou à court terme à un échec politique en provoquant la colère de celles et ceux qu'elle décevrait à coup sûr.

Vous qui êtes ici, vous le savez : le sens même de ma candidature, c'est de proposer aux Françaises et aux Français un moyen de peser, d'agir efficacement pour une gauche qui gagne parce que bien à gauche.

Cela exige un profond renouvellement dans trois directions.

D'abord il s'agit de conduire une autre politique, à l'initiative d'une gauche d'audace sociale, ayant le courage de dire non aux puissants de ce monde et aux diktats des marchés financiers. Une gauche entreprenante, sachant se procurer les moyens - particulièrement les moyens financiers - d'une politique fondant le progrès, et la croissance sur la satisfaction des besoins sociaux.

Il faut - c'est le second aspect - une gauche créative, sans tutelle ni hégémonie. C'est ce que j'ai appelé une "autre configuration politique à gauche", caractérisée par le respect de toutes les composantes de la gauche et de leurs apports plutôt que l'alignement sur un parti dominant.

Il faut, enfin, une gauche citoyenne, appuyant en permanence son action sur la transparence et la concertation. Avec les associations et les syndicats, et plus généralement avec les citoyens en sachant solliciter concrètement et le plus souvent possible l'initiative populaire.

Oui, c'est pour cela que je me bats dans cette campagne.

Je me bats pour plus de communisme dans la gauche, c'est-à-dire plus de détermination à lutter contre les inégalités et plus de sincérité dans l'engagement social. Plus de détermination, aussi, dans la résistance aux marchés financiers. Plus de détermination, encore, pour préserver et renforcer les atouts de la société française que constituent le tissu associatif et syndical, et l'aspiration grandissante à une citoyenneté plus active.

Plus de communisme dans la gauche, c'est plus de volonté de partage et de responsabilité, de promotion de la personne humaine, à l'opposé de la vision glacée des technocrates, ceux de droite comme ceux de gauche, avec leur insupportable suffisance, et leur arrogance sans limite.

Oui, cher-e-s ami-e-s et camarades, plus de communisme dans la gauche c'est nécessaire pour faire gagner la gauche, et pour qu'elle réussisse une autre politique !

Si le vote communiste le 21 avril pèse suffisamment lourd, alors cette perspective pourra s'ouvrir parce que le monde du travail et de la création sera plus fort.

Si le vote communiste le 21 avril pèse suffisamment lourd nul ne pourra ignorer les 25 engagements que je porte dans cette campagne.

Par exemple, mon premier engagement, absolument prioritaire : il faut en finir en France, ce pays parmi les plus puissants et les plus riches du monde avec les inégalités, les discriminations et l'exclusion dont sont victimes des millions de femmes et d'hommes. C'est insupportable.

De ce point de vue, la gauche a raté le coche entre 1997 et 2002. Les Françaises et les Français le lui reprochent : ils ont raison.

Quant à moi, je suis pour la tolérance zéro à l'égard des inégalités et des injustices. Je propose un plan d'urgence sociale, à mettre en œuvre dès après les scrutins du printemps.

Il comporte sept mesures, précises et réalistes :

Premièrement, une augmentation mensuelle de 300 euros du Smic, des petites retraites et des minima sociaux, avec une première hausse de 10 % dès le 1er juillet.

Deuxièmement, une égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes, à atteindre dans les cinq ans à venir grâce à une loi contraignante et à des mesures fiscales incitatives.

Troisièmement, une allocation d'autonomie de 700 euros mensuels proposée aux jeunes de 18 à 25 ans. Pas de démagogie, cela va coûter beaucoup d'argent et ne pourra se faire que progressivement, en prenant en compte la situation de chacun et notamment en transférant les crédits aujourd'hui utilisés à accompagner la précarité. C'est pourquoi je propose de commencer par les 20% de jeunes qui en ont le plus besoin.

Une société moderne doit consacrer des moyens nouveaux à ce que la jeunesse puisse se former et accéder à un emploi utile.

C'est d'investissement humain que je parle devant vous. Cela a un coût, certes, mais c'est tout autre chose, c'est autrement plus moderne et efficace que les gâchis financiers qui ruinent leur avenir pour le profit d'une petite minorité de boursicoteurs.

Je propose aussi, quatrièmement, un droit à la retraite avant 60 ans pour les salariés qui ont 160 trimestres de cotisation. Et je ne transigerai jamais sur le droit à une retraite pleine à 60 ans, sur le maintien des régimes spéciaux et les 37 annuités ½ pour tous, dans le public et le privé.

Le parti socialiste et le gouvernement ont repoussé cette proposition communiste à l'Assemblée nationale. Moi, je me bats, je continuerai de me battre pour la faire entrer dans la vie.

Cinquièmement, l'ouverture de négociations salariales dans les fonctions publiques et les secteurs nationalisés en vue d'un plan de rattrapage et de reconnaissance des qualifications, étalé sur deux ans

Je suis le seul à "oser" parler concrètement de salaires et de pouvoir d'achat, dans une France qui est devenue un pays de bas salaires. Eh bien, sur cette question non plus, on ne me fera pas taire !

Sixièmement, un plan de construction de logements sociaux et une accélération forte du rééquilibrage des modes de transports en faveur du ferroviaire, avec une priorité au ferroutage.

Septièmement, le droit de vote accordé aux résidents étrangers, la régularisation des sans-papiers, l'abandon de la double peine et le respect du droit d'asile.

Je maintiens que si la gauche ne fait pas de la lutte contre les inégalités une grande cause nationale, alors elle ratera encore le coche. Car c'est sur cette question qu'il y a légitimement le plus d'incompréhension, de déceptions, de frustrations à l'égard de l'action conduite depuis 5 ans par le gouvernement.

Et c'est sur ces sentiments que "surfent" les candidats qui font du populisme et du "tous pourris" leur seul argument électoral. Avec un risque considérable, celui de voir la droite et l'extrême droite tirer leur épingle du jeu par défaut, et l'emporter à l'élection présidentielle et, dans la foulée aux élections législatives.

Moi, je veux, au contraire, de toutes mes forces, que la droite soit battue ! Pour y parvenir, la gauche doit être fermement ancrée à gauche ! Et pour qu'elle soit fermement ancrée à gauche il n'y a qu'un moyen : un vote en faveur de ma candidature le 21 avril, suffisamment fort pour peser afin qu'il en soit bien ainsi.

On me dit parfois : "Mais, où trouvez-vous les moyens de financer vos engagements ?"

Vous l'aurez remarqué, personne, sauf moi, ne parle "argent" dans cette campagne.

Moi, je mets "cartes sur table". Je propose de réformer la fiscalité directe et indirecte avec un taux de TVA ramené à 18,5 % et des baisses sélectives sur plusieurs produits et services, un allègement de l'impôt sur le revenu pour les foyers modestes ou moyens, compensé par une hausse du prélèvement sur les grandes fortunes et sur les revenus financiers du capital.

Avec, aussi, une modulation de l'impôt sur les sociétés, qui favorise les entreprises misant sur l'emploi, la formation et les salaires, et qui pénalise celles qui préfèrent la finance. Cette modulation serait un levier dont l'Etat disposerait pour inciter à l'ouverture de négociations salariales dans le secteur privé.

Toujours pour une vraie réforme de la fiscalité, je propose d'intégrer les actifs financiers des entreprises - soit 4 300 milliards d'euros - dans le calcul de la taxe professionnelle. Cela avantagera les PME, les PMI et le petit commerce. Je suis pour une taxe d'habitation qui soit plus juste et moins lourde pour les foyers modestes ou à revenus moyens.

Je propose aussi de doubler le rendement de l'impôt sur les grandes fortunes et de renforcer considérablement les moyens de lutte contre la fraude fiscale.

Voilà pour la fiscalité.

Quant à l'emploi, je dis qu'il faut, qu'il est nécessaire et possible de se fixer pour objectif l'éradication réelle du chômage. Le chômage et la précarité sont de véritables cancers, qui ruinent le présent et hypothèquent l'avenir.

Tout le monde en est victime : les salariés les plus modestes, les cadres et techniciens, les chercheurs et les intellectuels ! Quel gâchis d'intelligences, de savoir-faire, de compétences !

Je ne prétends pas que "demain on raserait gratis", dans ce domaine. Par contre j'affirme que l'on ne peut se contenter de "demi-mesures", de "solutions" à la marge, qui laissent intactes la toute puissance des marchés financiers sur l'activité économique et sur l'emploi.

Et j'ajoute que les défis technologiques contemporains exigent obligatoirement de penser dans des termes inédits les questions de la formation, de l'accès à l'emploi, du passage de l'un à l'autre tout au long de la vie.

D'où ma proposition d'un système sécurisant le parcours de tous les salariés, et leur permettant ce passage tout au long de la vie avec le maintien de leurs garanties, de leurs acquis, du point de vue social aussi bien que professionnel.

J'ajoute que vouloir traiter de ces questions et faire des promesses mirobolantes sans jamais rien dire - c'est le cas d'à peu près tous les candidats - des règles de fer du pacte de stabilité et des exigences de la Banque centrale européenne c'est se moquer du monde.

Je suis un partisan résolu de la Construction européenne. J'ai la conviction qu'elle peut avoir un bel avenir, à condition toutefois de ne pas, de ne plus reposer sur les volontés des marchés financiers et des technocrates coupés des réalités, exerçant leurs responsabilités sans aucun contrôle démocratique.

C'est cela qui conduit aux aberrations et aux graves régressions économiques, sociales et démocratiques que nous ne connaissons que trop bien.

Est-il besoin ici, d'évoquer les responsabilités de l'Europe des marchés financiers dans la véritable catastrophe industrielle et économique qui a secoué votre région ?

Est-il besoin d'évoquer les directives européennes concernant la chasse et leurs conséquences négatives sur la pratique de la chasse populaire, démocratique ? Est-il besoin de dire combien l'agriculture, les agriculteurs et la ruralité en général ont eu à souffrir du traité de Maastricht ? Dans ce domaine, je prétends qu'il faut renégocier ce traité, et sortir l'agriculture des discussions de l'OMC. La "globalisation" dont on nous rebat les oreilles n'a qu'un objectif : servir les intérêts des immenses puissances de l'agroalimentaire.

Elle veut mettre en concurrence des territoires, des pratiques agricoles qui sont très différents. On ne produit pas de la même façon en France et en Europe qu'au Brésil ou en Afrique. Et cette "marche forcée" à la rentabilité financière se paye, lourdement, par la baisse de qualité des productions, par une moindre sécurité alimentaire, par la désertification de régions entières, par la ruine des producteurs.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

De tout mon cœur - vous l'avez senti - de toute ma force de conviction - et je voudrais la faire partager le plus largement possible - j'ai exposé devant vous les grandes lignes de mes propositions.

Je suis convaincu que nous pouvons le porter de façon très offensive auprès des électrices et électeurs encore indécis. C'est le moyen indispensable pour leur redonner des raisons d'espérer. De bonnes raisons d'intervenir dimanche prochain avec le bulletin de vote communiste.

Je suis sûr qu'ensemble nous pouvons y parvenir si, dans les heures qui viennent, nous faisons ce qu'il faut pour convaincre ceux qui hésitent encore, qui n'ont pas définitivement arrêté leur choix ou qui sont tentés par l'abstention.

Oui, dans votre entourage, dans le village, le quartier ou à l'entreprise, vous pouvez gagner encore des milliers de voix au moment où un nombre considérable de parents, d'amis, de collègues de travail s'appêtent à décider de leur vote dans les derniers jours et les dernières heures même.

Jamais, ils n'ont été aussi nombreux si près du premier tour d'une élection présidentielle. C'est dire l'efficacité de tout ce que vous allez entreprendre d'ici dimanche pour leur montrer combien voter communiste sera utile pour eux, pour leurs proches, pour la gauche et le pays.

Et je veux ajouter autre chose, ici, dans cette région où les électrices et les électeurs communistes sont traditionnellement nombreux.

Ce que je veux souligner avec force - et en appelant chacune et chacun à y réfléchir - c'est que les électrices et électeurs communistes ont toujours su, dans les moments importants et quels que soient leurs doutes, leurs interrogations, voire leurs critiques à l'égard du Parti communiste, se retrouver pour intervenir ensemble - notamment par leur vote - pour infléchir dans le bon sens la politique du pays.

Et à chaque fois qu'ils l'ont fait, d'autres électrices et électeurs de gauche se sont joints à eux pour peser eux aussi dans le bon sens.

Je suis persuadé qu'aujourd'hui, beaucoup de ces électrices et électeurs sont en train de réfléchir et de penser qu'une fois encore ils peuvent intervenir de façon décisive avec leur bulletin de vote pour le candidat du Parti communiste.

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

J'ai confiance !

\*\*\*

<campagne=2002>04.18 - <locuteur.rice=Robert\_Hue> - Marseille <lieu=Marseille>  
<texte=16>

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Je veux d'abord dire mon plaisir d'être avec vous ce soir, à Marseille, ville aux multiples facettes, si combative et si fraternelle.

Nous sommes dans la toute dernière ligne droite avant le premier tour de l'élection présidentielle. C'est de cela que je veux vous parler, bien sûr.

Pour dire d'abord, ceci : rien n'est encore joué. Au contraire : tout est ouvert. Du jamais vu à deux jours du premier tour !

Il y a 16 candidates et candidats, une proportion très importante de l'électorat qui envisage de s'abstenir et, parmi celles et ceux qui vont voter, l'indécision à quelques jours du scrutin est encore forte.

Beaucoup de choses peuvent se passer dans les heures qui viennent, et même encore dimanche dans la journée.

Non, les Françaises et les Français ne sont pas indifférents à l'élection présidentielle. Ils jugent, en revanche très sévèrement, et je les comprends, la façon dont cette élection a été abordée, avec la volonté d'en escamoter les enjeux ; de priver les électrices et les électeurs des moyens de se prononcer en toute connaissance de cause pour exprimer leurs choix pour la politique qui sera faite dans les années à venir.

Car c'est de cela qu'il est question : quelle politique va être faite, après les échéances électorales de ce printemps 2002 ? Est-ce que les inégalités sociales, les injustices, le chômage, la précarité et les difficultés de la vie pour le plus grand nombre vont continuer à s'aggraver ? Est-ce que la France va continuer à subir la loi des marchés financiers imposée par la mondialisation capitaliste ? Ou bien va-t-on se décider enfin à dire non aux inégalités, aux injustices, à la mal vie ; à dire non aux diktats des marchés financiers et des puissants de ce monde ; va-t-on se décider à faire vraiment une politique nouvelle, répondant aux attentes de notre peuple ?

Evidemment ce n'est pas la droite qui peut mener une telle politique. Mais ce n'est pas non plus ce qu'a fait la gauche depuis 1997. Il faut être clair à ce point de vue. Des choses positives ont été faites, et les communistes y ont beaucoup contribué. Mais faute de faire, comme nous n'avons cessé de le proposer, des choix radicalement opposés aux volontés des milieux du grand patronat, de la finance et de l'Europe maastrichtienne ; des choix radicalement tournés vers le combat contre les inégalités, vers une grande politique sociale et une pratique résolument citoyenne donnant aux salariés dans les entreprises et aux citoyens dans la société des pouvoirs nouveaux pour faire prévaloir leurs intérêts,

Faute de faire ces choix en faveur desquels, encore une fois, nous n'avons cessé de nous battre, la politique suivie n'a pas été à la hauteur de ce que notre peuple attendait en portant la gauche au pouvoir en 1997. Disons-le franchement : cette politique a manqué d'audace et de détermination. Elle n'a pas été assez à gauche.

C'est cela le problème auquel nous sommes confrontés.

Et parce que nous sommes communistes nous ne baissons pas les bras. Jamais nous ne l'avons fait. Jamais nous ne le ferons.

Si nous sommes toujours là pour combattre une injustice, une discrimination, une humiliation, c'est que notre raison d'être est précisément, avec la majorité de notre peuple, de transformer la société. Oui, notre raison d'être, notre visée, c'est le projet d'un nouveau communisme. Un projet radicalement antagonique du capitalisme qui domine le monde. De ce capitalisme financier dont un des tenants les plus représentatifs est Jean-Marie Messier. Ce personnage se comporte en véritable dictateur qui pourrait tout se permettre parce qu'il dispose de beaucoup d'argent. La vie des femmes, des hommes, leur talent, leur créativité, peu lui importe.

Pour lui et les siens comme pour ceux qui les envient et les admirent, seule compte la rentabilité financière. Ils sont persuadés avoir tous les droits et pouvoirs de se comporter comme des seigneurs à l'égard de leurs serfs. Les valeurs humaines, ils ne connaissent pas. La qualité du travail, la passion de celles et ceux qui ont fait Canal +, ils ne connaissent pas. Le respect du droit et des acquis sociaux, ils ne connaissent pas.

L'exception culturelle, au placard ! nous disent-ils. Leur boussole, c'est la rentabilité, rien que la rentabilité. Leur modèle, ce sont les USA. Pour l'atteindre, ils sont prêts à tout.

Eh bien, chers camarades et amis, nous ne les laisserons pas faire. Messier et les siens trouveront toujours les communistes sur leur route. C'est vrai aujourd'hui. Ce le sera tout autant après les élections. On ne peut malheureusement en dire autant de tout le monde. Et je suis le seul candidat, dans cette campagne, à proposer qu'on "libère" Messier d'un des fleurons de son groupe : Vivendi Environnement. Oui, le seul à dire qu'il faut que la gestion de l'eau devienne un service public décentralisé.

Oui, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Ces nouveaux capitalistes à la Messier sont dangereux. Pour y résister et les battre il ne suffit pas de dire "on va réquisitionner vos usines". Cette protestation-là proférée une fois tous les 7 ou 5 ans ne les inquiète pas. Ce qu'ils craignent par dessus tout c'est le combat que mène contre eux depuis toujours le Parti communiste.

Oui, plus que jamais, le 21 avril je serai le candidat anti-Medef, le candidat anti-Messier !

A quoi servirions-nous, en quoi serions-nous communistes si nous nous contentions de constater que la gauche n'a pas été assez à gauche ; si nous nous contentions de redouter qu'elle dérive encore plus vers la droite, comme cela s'est fait dans d'autres pays européens ?

A quoi servirions-nous, en quoi serions-nous communistes si devant cette situation, nous ne proposons pas aux Françaises et aux Français, aux électrices et électeurs qui font confiance au Parti communiste et à ses élus, et au-delà, aux hommes et aux femmes de gauche, le moyen d'intervenir pour ramener la gauche bien à gauche, l'y ancrer solidement, et ainsi battre la droite et faire avec détermination la politique vraiment de gauche qu'ils attendent ?

Nous ne sommes pas des protestataires impuissants à proposer les moyens du changement, et attendant qu'un jour "la révolution" passe et règle comme par enchantement les problèmes auxquels ils n'ont pas eu le courage politique de s'affronter concrètement !

Nous sommes les communistes. Nous ne nous résignons pas à l'aggravation des inégalités et de la mal vie. Nous luttons pour changer les choses, pour transformer la société et changer le monde. Et pour l'heure, cela implique de changer la gauche afin qu'elle puisse répondre aux attentes de notre peuple.

C'est pour cela qu'avec ma candidature, pour le premier tour de cette élection présidentielle, dimanche prochain, nous proposons aux électrices et aux électeurs d'intervenir avec nous pour dire qu'ils veulent une gauche bien à gauche, avec une politique qui s'attaque résolument aux maux dont ils souffrent.

Le nombre de suffrages qui, dimanche soir, se seront portés sur mon nom, aura des conséquences primordiales, non pas dans l'abstrait, non pas en termes de pouvoir ou de place pour tel ou tel, mais des conséquences primordiales sur votre vie quotidienne, sur l'avenir de vos enfants, sur celui des retraités, des services publics, de notre système de formation et de santé comme sur votre sécurité, sur la vie et l'avenir de notre pays.

On le sait : au second tour, c'est Lionel Jospin et Jacques Chirac qui s'opposeront pour l'élection du Président de la République.

A ce propos, je veux dénoncer ici avec la plus grande vigueur l'opération à laquelle se livre le sinistre Le Pen, depuis quelques jours. Il s'efforce, une nouvelle fois, de tromper les Françaises et les Français à partir d'un scénario sordide. Il se répand partout en laissant supposer qu'il sera présent au 2ème tour. Je regrette la complaisance dont il bénéficie dans certains médias.

Non seulement, ce personnage est dangereux mais c'est un escroc ! Pas plus qu'en 1995, il ne sera au 2ème tour alors qu'à l'époque, il était le seul candidat de l'extrême droite. Cette fois, ils sont deux. C'est d'ailleurs dans l'espoir de "piquer" quelques voix à Mégret que Le Pen ment aussi effrontément. Qu'il refait le coup démago-politicard qu'il avait monté en laissant croire qu'il n'avait pas les 500 parrainages pour être candidat.

Camarades et amis, d'ici dimanche, déjouons ce nouveau piège de Le Pen. Parlons-en autour de nous pour faire capoter l'opération de ce dangereux démagogue.

Il nous faut la dégonfler et dégonfler l'opération et le score du sinistre Le Pen dont je suis l'adversaire le plus résolu.

Je suis aussi celui qui veut battre la droite de toutes mes forces.

Et cela ne fait aucun doute pour les communistes : il faudra battre la droite au deuxième tour.

Mais on n'y parviendra qu'à la condition que des millions d'hommes, de femmes, de jeunes soient convaincus qu'en battant la droite, ils ouvriront la voie à la mise en œuvre d'une politique nouvelle. D'une politique qui, cette fois, réponde à ce qu'ils attendent de la gauche.

C'est tout l'enjeu du vote communiste de dimanche prochain.

Oui, je veux contribuer de toutes mes forces à battre la droite et à mettre en échec l'extrême droite de Le Pen et Mégret.

Permettez-moi d'y insister : la victoire de la droite, la réélection de Chirac seraient un danger pour notre peuple, un danger pour la France. Chirac fait tout pour se montrer rassurant. Mais derrière l'apparence, il faut voir les réalités.

Si au lieu d'être "super menteur", Chirac devenait (par miracle il faut bien le dire) "super sincère", il en dirait des choses !

Il dirait qu'il veut mettre en concurrence la sécurité sociale et les assurances privées et qu'au bout de cela on aurait un système de santé de qualité pour les riches et un système de santé médiocre pour les autres... D'autres pays en sont déjà là !

Si Chirac, au lieu de "super menteur" devenait "super sincère", il dirait qu'il veut que l'on puisse spéculer en bourse avec l'argent des retraites. Il dirait qu'il a déjà accepté que le droit à la retraite recule d'au moins cinq ans, et qu'il soit mis fin aux régimes spéciaux, comme son Premier ministre, Alain Juppé, a tenté de le faire en 1995.

Si par miracle, il devenait "super sincère", Chirac dirait qu'il entend privatiser les services et entreprises publics. La Poste, Air-France, EDF-GDF, la SNCF seraient, soyez-en sûrs, livrés aux appétits de la finance. Et il avouerait que la droite et l'extrême droite veulent profiter des prochains départs massifs en retraite pour réduire le nombre des enseignants, des infirmières, des juges et des policiers.

Oui, Chirac devenu miraculeusement "super sincère" avouerait que son programme est tout entier inspiré par le Medef, le grand patronat, les milieux des affaires et de la finance, les grands possédants et les puissants de France et d'ailleurs.

Oui, Chirac devrait dire que tout ce beau monde n'a qu'une seule ambition : remodeler la France afin d'y effacer ce que grâce aux luttes sociales et politiques, des générations de salariés de toutes catégories, d'hommes et de femmes du peuple ont arraché comme conquêtes et comme droits.

Il révélerait que son objectif, l'objectif de la droite et de l'extrême droite, est de mettre un terme à l'exceptionnalité française, à ce qui fait l'originalité de notre pays, qui sert souvent de référence aux autres peuples et auquel le parti communiste a beaucoup contribué tout au long de son histoire.

Mais il n'y aura pas de miracle, Chirac ne deviendra pas "super sincère" ! Il ne dira pas tout cela. Alors, vous, dites-le pour lui !

D'ici dimanche, dans vos familles, au travail, et là où vous vivez, alertez sur la réalité du programme de Chirac. Alertez sur ce qu'il adviendrait, s'il l'emportait, si avec lui, la droite et l'extrême droite sortaient victorieuses de ces élections.

Vos le savez bien, face à leur programme dévastateur, il y a urgence à faire partager plus largement l'ambition qui est la mienne - qui est aussi la vôtre, je le sais - de contribuer à ce qu'émerge du premier tour une gauche bien à gauche, décidée à le rester car c'est la condition pour pouvoir battre la droite et l'extrême droite.

Et pour cela - pour que la gauche soit bien à gauche - il faut que le Parti communiste pèse davantage, que la politique qu'il propose soit davantage prise en compte.

Chacune, chacun a le droit, bien sûr, de juger la façon dont le parti communiste a géré sa participation au gouvernement depuis 1997. Nous aurions dû mieux faire connaître nos propositions comme nos oppositions ? Cela se discute. Les élus communistes auraient pu voter différemment sur tel ou tel texte ? Cela peut évidemment se discuter aussi !

Cela dit, quoi qu'on en pense, le parti communiste reste le seul parti politique à gauche à porter concrètement, chaque jour, dans les luttes et dans la vie des institutions, les aspirations et les valeurs dont je viens de montrer qu'elles ne cessent de monter, en France et dans le monde. Et le seul, aussi, à se battre pour les traduire dans des actes concrets, jusque dans une majorité parlementaire, jusque dans un gouvernement !

J'ai la conviction que nous avons agi utilement avec nos députés il y a moins d'un an quand, dans un contexte difficile, la loi de modernisation sociale est venue en débat à l'Assemblée nationale !

J'ai la conviction que notre loi sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises est utile pour donner des armes aux salariés, aux citoyens afin de faire progresser la citoyenneté à l'entreprise, et pour une meilleure efficacité économique !

J'ai la conviction que nous avons raison de refuser les privatisations. Et, je suis le seul des candidats issus de la majorité élue en 1997 à m'opposer résolument à celle d'EDF ! Le seul à refuser ce que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont accepté à Barcelone. Le seul à me situer du côté de ceux qui manifestaient ce jour-là.

Oui, j'ai la conviction que tout cela est moderne et mobilisateur, parce que tout cela rejoint les besoins, les aspirations et les rêves de millions de citoyennes et de citoyens.

Alors non, vraiment, rien ne justifie l'idée selon laquelle le rapport de forces actuel serait figé. Et donner plus de suffrages au candidat communiste à l'élection présidentielle, c'est le bon moyen de faire bouger ce rapport de forces. Non pas pour des raisons étroitement partisans, des questions de pouvoirs à conquérir, de représentativité du parti communiste, ou de tel ou tel de ses élus ou responsables.

C'est au service de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'ils mènent, qui veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte que je veux, avec le vote en faveur de ma candidature, faire évoluer le rapport de forces pour ancrer la gauche plus à gauche.

Il est là, le moyen de déjouer le piège dans lequel on veut faire tomber les électrices et les électeurs, en les dépossédant de leur droit à faire prévaloir par leur vote les choix qui leur conviennent.

Elle est là l'utilité du vote communiste, dimanche prochain.

Il faut regarder la vérité en face. Au parti socialiste, et dans le très proche entourage de Lionel Jospin, des pressions considérables se sont exercées, et s'exercent aujourd'hui, souvent plus fortement encore, pour pousser à droite, et faire la politique voulue par les marchés financiers, l'Europe de Maastricht et les tenants de la mondialisation capitaliste.

Ces pressions sont bien réelles. Elles sont telles qu'elles ont déjà abouti - notamment ces deux dernières années - à l'adoption de mesures tournant le dos à la politique que l'on attendait de la gauche.

Dans le même temps - et précisément parce que ces mesures ne correspondaient pas à l'accord sur lequel nous avons constitué, en 1997, ce que nous avons appelé la gauche plurielle - il y a eu, progressivement, le retour à de vieilles pratiques hégémoniques, tendant à rétrécir de plus en plus le pluralisme de la gauche, en imposant le point de vue du seul parti socialiste, souvent inspiré des thèses libérales de certains de ses dirigeants, et de leurs amis européens. Et le parti socialiste a renoué, de la même façon, avec des comportements anciens à l'égard de ceux qui auraient dû être les interlocuteurs privilégiés de la gauche : les organisations syndicales, les associations, les citoyennes et les citoyens en général.

Eh bien il faut changer cela. Je veux changer cette gauche-là parce que c'est la gauche qui perd.

La gauche qui ne pourrait aller qu'à l'échec électoral - en offrant à la droite une victoire par défaut - ou à court terme à un échec politique en provoquant la colère de celles et ceux qu'elle décevrait à coup sûr.

Vous qui êtes ici, vous le savez : le sens même de ma candidature, c'est de proposer aux Françaises et aux Français un moyen de peser, d'agir efficacement pour une gauche qui gagne parce que bien à gauche.

Cela exige un profond renouvellement dans trois directions.

D'abord il s'agit de conduire une autre politique, à l'initiative d'une gauche d'audace sociale, ayant le courage de dire non aux puissants de ce monde et aux dictats des marchés financiers. Une gauche entreprenante, sachant se procurer les moyens - particulièrement les moyens financiers - d'une politique fondant le progrès, et la croissance sur la satisfaction des besoins sociaux.

Il faut - c'est le second aspect - une gauche créative, sans tutelle ni hégémonie. C'est ce que j'ai appelé une "autre configuration politique à gauche", caractérisée par le respect de toutes les composantes de la gauche et de leurs apports plutôt que l'alignement sur un parti dominant.

Il faut, enfin, une gauche citoyenne, appuyant en permanence son action sur la transparence et la concertation. Avec les associations et les syndicats, et plus généralement avec les citoyens en sachant solliciter concrètement et le plus souvent possible l'initiative populaire.

Oui, c'est pour cela que je me bats dans cette campagne.

Je me bats pour plus de communisme dans la gauche, c'est-à-dire plus de détermination à lutter contre les inégalités et plus de sincérité dans l'engagement social. Plus de détermination, aussi, dans la résistance aux marchés financiers. Plus de détermination, encore, pour préserver et renforcer les atouts de la société française que constituent le tissu associatif et syndical, et l'aspiration grandissante à une citoyenneté plus active.

Plus de communisme dans la gauche, c'est plus de volonté de partage et de responsabilité, de promotion de la personne humaine, à l'opposé de la vision glacée des technocrates, ceux de droite comme ceux de gauche, avec leur insupportable suffisance, et leur arrogance sans limite.

Oui, cher-e-s ami-e-s et camarades, plus de communisme dans la gauche c'est nécessaire pour faire gagner la gauche, et pour qu'elle réussisse une autre politique !

Si le vote communiste le 21 avril pèse suffisamment lourd, alors cette perspective pourra s'ouvrir parce que le monde du travail et de la création sera plus fort.

Si le vote communiste le 21 avril pèse suffisamment lourd nul ne pourra ignorer les 25 engagements que je porte dans cette campagne.

S'ils se différencient tant des promesses avancées par les autres candidats, c'est que, moi, je choisis mon camp, celui du monde du travail et de la création ; des quatre millions de nos concitoyens qui vivent sous le seuil de pauvreté dans une France plus riche que jamais. Le camp du milliard d'individus sur la planète privés d'eau potable parce "qu'insolvables", alors que les 235 plus grosses fortunes totalisent les ressources annuelles de la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Moi, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, je propose un plan d'urgence contre la précarité et les inégalités au lieu des réductions d'impôts pour les plus fortunés.

J'en fais une priorité absolue, pour maintenant et pour dès après les élections présidentielle et législatives.

Il comporte sept mesures, précises et réalistes :

Premièrement, une augmentation mensuelle de 300 euros du SMIC, des petites retraites et des minima sociaux, avec une première hausse de 10 % dès le 1er juillet.

Deuxièmement, une égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes, à atteindre dans les cinq ans à venir grâce à une loi contraignante et à des mesures fiscales incitatives.

Troisièmement, une allocation d'autonomie de 700 euros mensuels proposée aux jeunes de 18 à 25 ans. Pas de démagogie, cela va coûter beaucoup d'argent et ne pourra se faire que progressivement, en prenant en compte la situation de chacun et notamment en transférant les crédits aujourd'hui utilisés à accompagner la précarité. C'est pourquoi je propose de commencer par les 20 % de jeunes qui en ont le plus besoin.

Une société moderne doit consacrer des moyens nouveaux à ce que la jeunesse puisse se former et accéder à un emploi utile.

C'est d'investissement humain que je parle devant vous. Cela a un coût, certes, mais c'est tout autre chose, c'est autrement plus moderne et efficace que les gâchis financiers qui ruinent leur avenir pour le profit d'une petite minorité de boursicoteurs.

Je propose aussi, quatrième, un droit à la retraite avant 60 ans pour les salariés qui ont 160 trimestres de cotisation.

Le parti socialiste et le gouvernement ont repoussé cette proposition communiste à l'Assemblée nationale. Moi, je me bats, je continuerai de me battre pour la faire entrer dans la vie.

Cinquième, l'ouverture de négociations salariales dans les fonctions publiques et les secteurs nationalisés en vue d'un plan de rattrapage et de reconnaissance des qualifications, étalé sur deux ans. Je suis le seul à "oser" parler de salaires et de pouvoir d'achat, dans une France qui est devenue un pays de bas salaires. Eh bien, sur cette question non plus, on ne me fera pas taire ! Sixième, un plan de construction de logements sociaux et une accélération forte du rééquilibrage des modes de transports en faveur du ferroviaire, avec une priorité au ferroutage.

Septième, le droit de vote accordé aux résidents étrangers, la régularisation des sans-papiers, l'abandon de la double peine et le respect du droit d'asile.

Et au-delà de ce plan d'urgence, je choisis le développement et la modernisation des services publics contre l'ouverture du capital d'EDF-GDF et les privatisations. Je choisis que l'on s'attaque à toutes les causes et manifestations de la violence avec les moyens nécessaires contre le laisser-faire et l'exploitation politicienne de l'insécurité. Je dis qu'il faut à la France un système de santé de qualité pour tous et en tout lieu à la place de l'absurde maîtrise comptable des dépenses. Une agriculture de paysans avec des prix rémunérateurs garantis face aux logiques de l'OMC, des fabricants d'aliments pour animaux, des groupes de l'agroalimentaire et de la distribution. Le développement des PME, PMI, petits commerces et artisans contre leur étranglement par les grands groupes et les banques.

Je choisis la réforme des fiscalités des particuliers et des entreprises contre les 600 milliards d'euros d'actions détenus par les familles les plus riches qui échappent à 80 %, légalement, à l'impôt. Une autre politique du crédit contre la baisse des cotisations patronales qui tirent les salaires vers le bas et plombent les comptes de la protection sociale.

Je choisis l'Europe sociale et non le pacte de stabilité et les critères de la banque centrale. La renégociation des traités européens face à l'Europe des marchés.

Comme l'a souligné Marie-George, nous choisissons un Etat palestinien et la sécurité pour Israël contre la folie criminelle d'Ariel Sharon, l'humiliation du peuple palestinien et les attentats terroristes.

Je choisis plus de communisme dans la gauche contre plus de libéralisme ; une gauche qui change et qui gagne au lieu d'une gauche qui perd.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

De tout mon cœur - vous l'avez senti - de toute ma force de conviction - et je voudrais la faire partager le plus largement possible - j'ai exposé devant vous les grandes lignes de mes engagements.

Je suis convaincu que nous pouvons le porter de façon très offensive auprès des électrices et électeurs encore indécis. C'est le moyen indispensable pour leur redonner des raisons d'espérer. De bonnes raisons d'intervenir dimanche prochain avec le bulletin de vote communiste.

Je suis sûr qu'ensemble nous pouvons y parvenir si, dans les heures qui viennent, nous faisons ce qu'il faut pour convaincre ceux qui hésitent encore, qui n'ont pas définitivement arrêté leur choix ou qui sont tentés par l'abstention.

Oui, dans votre entourage, dans le village, le quartier ou à l'entreprise, vous pouvez gagner encore des milliers de voix au moment où un nombre considérable de parents, d'amis, de collègues de travail s'apprentent à décider de leur vote.

Jamais, ils n'ont été aussi nombreux si près du premier tour d'une élection présidentielle. C'est dire l'efficacité de tout ce que vous allez entreprendre jusqu'à dimanche pour leur montrer combien voter communiste sera utile pour eux, pour leurs proches, pour la gauche et le pays.

Et je veux ajouter autre chose, ici, dans cette région où les électrices et les électeurs communistes sont traditionnellement nombreux.

Ce que je veux souligner avec force - et en appelant chacune et chacun à y réfléchir - c'est que les électrices et électeurs communistes ont toujours su, dans les moments importants et quels que soient leurs doutes, leurs interrogations, voire leurs critiques à l'égard du Parti communiste, se retrouver pour intervenir ensemble - notamment par leur vote - pour infléchir dans le bon sens la politique du pays. Et à chaque fois qu'ils l'ont fait, d'autres électrices et électeurs de gauche se sont joints à eux pour peser eux aussi dans le bon sens.

Je suis persuadé qu'aujourd'hui, beaucoup de ces électrices et électeurs sont en train de réfléchir et de penser qu'une fois encore ils peuvent intervenir de façon décisive avec leur bulletin de vote en faveur du candidat du Parti communiste.

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

J'ai confiance !

\*\*\*

## <campagne=2002>04.08 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - Riom <lieu=Riom> <texte=17>

J'adresse mes excuses à ceux que je devais rencontrer au Foyer " Soleil des Tanneries " et notamment à ceux qui devaient, dans cette opération, lire et faire lire, nous montrer ce que des personnes d'un certain âge dotées d'une maîtrise parfaite de la langue, cultivées, peuvent apporter à des jeunes publics qui ont un problème avec la langue française, avec sa maîtrise. Ce qui prouve, d'ailleurs, à quel point des hommes et des femmes peuvent transmettre ce qu'ils ont de meilleur et de plus précieux, et retrouver auprès d'un public de jeunes parfois en difficulté ce rôle plein dans la société auquel les personnes âgées dans notre pays sont de mieux en mieux préparées et appelées à répondre par le prolongement même de l'espérance de vie.

En tout cas, je voudrais remercier tous ceux qui m'ont accueilli aujourd'hui. Vous dire que, comme je me bats pour une société plus juste, donc fondée sur la solidarité, cela va concerner de plus en plus les personnes âgées à l'évidence.

Car l'allongement de la durée de la vie fait que notre pays connaît un bouleversement social majeur dont nous n'avons pas encore tout à fait pris toute la mesure, une véritable révolution des âges. En un siècle, l'espérance de vie a progressé quasiment autant que durant tout le reste de l'histoire de l'humanité qui a précédé.

Ce progrès est une très grande chance puisque tous les ans, l'espérance de vie des Français augmente de trois mois, pour ceux qui naissent aujourd'hui, et l'on dit même qu'un enfant sur deux qui naît aujourd'hui sera centenaire, ce qui est faramineux par rapport à ce qui pouvait exister au XVII<sup>ème</sup> siècle, au XVIII<sup>ème</sup>, au XIX<sup>ème</sup> siècle et même pendant toute une partie de ce siècle. J'ai eu des discussions avec le Pr Beaulieu qui m'a dit que non seulement sur le nombre des centenaires mais sur le nombre de personnes qui vont atteindre des âges absolument faramineux, ceux que l'on considère aujourd'hui comme presque des phénomènes de la longévité, on est devant une évolution extrêmement profonde. C'est une évolution heureuse parce que nous vivons plus longtemps et en meilleure forme. Cette réalité nouvelle bouleverse une partie de nos représentations culturelles et de notre organisation sociale. Ceux qui ont le goût de la littérature se souviendront que dans la littérature classique, en fait romantique, celle que l'on célèbre aujourd'hui de Victor Hugo à Alexandre Dumas et bien sûr chez Balzac, dans " La femme de trente ans ", quand on parlait de femmes de trente ans, on en évoquait la splendeur avec nostalgie ! et de " splendides vieillards " qui, bien souvent, n'avaient pas quarante ans. Ce sont des changements majeurs qui sont en train de s'opérer.

Nous vivons un triple bouleversement :

- Au plan culturel : parce que cela va modifier profondément les rapports entre les générations ;

- Au plan social : parce que la retraite ne rimera plus avec la vieillesse, que l'allongement de la durée de la vie permettra une reconquête du temps. On peut dire sans paradoxe que beaucoup de retraités d'aujourd'hui sont jeunes, avant d'avancer en âge. Mesurons ce que cela signifie : davantage de liberté, plus de chance de se consacrer, un jour, à ce que l'on n'a pu entreprendre ou développer (culture, loisirs, vie associative mais aussi apprentissages, formation).

- Ce sont bien sûr des bouleversements économiques : les retraités acteurs économiques majeurs, par leur propre consommation, mais aussi par le soutien qu'ils apportent souvent à leurs enfants, petits enfants ; d'ailleurs, ne pensons pas que la politique en direction des seniors soit seulement une politique s'appliquant seulement aux personnes âgées. Quand on crée des emplois jeunes, quand on crée de l'emploi, on lève des angoisses, des inquiétudes y compris chez les grands-parents très souvent. Il faut avoir à l'esprit dans une politique économique et sociale globale ces liens affectifs profonds qui existent entre les différentes générations. Mais cela va modifier les termes de l'équilibre financier des régimes de retraite.

Nous devons nous préparer à ces défis et aussi bien sûr dans d'autres pays, en particulier dans les pays développés ou les plus riches, dans lesquels l'espérance de vie progresse. Les espérances de vie sont affectées par des mortalités infantiles importantes mais une fois passées ces années où la mort frappe dans les pays en développement, là-aussi les hommes et les femmes tendent à vivre plus vieux, même si cela n'est pas la même chose que dans nos pays. D'ailleurs, aujourd'hui, s'ouvre à Madrid " La conférence mondiale sur le vieillissement ". Paulette Guinchard-Kuntsler s'y rendra demain. Je salue Elisabeth Guigou, qui nous rejoint après avoir reçu un certain nombre de délégations.

Face à cette révolution des âges, je veux rappeler la nécessaire solidarité entre les générations, réaffirmer avec force le pacte humain et social qui doit rassembler les hommes et les femmes de notre pays tout au long de leur vie. C'est à partir de ce socle de principes, de cette conception de la solidarité que mon gouvernement a engagé puis conduit des réformes importantes.

NOTRE BILAN

\* Nous avons soutenu et reconnu les droits des personnes âgées, en particulier les plus fragiles. Le droit à la dignité affirmée pour tous et particulièrement l'Allocation Personnalisée d'Autonomie qu'Elisabeth Guigou et Paulette Guinchard-Kunstler ont mis en place après de longues discussions et de négociations avec les départements et je remercie un homme comme Pierre-Joël Bonté d'avoir été un interlocuteur riche précieux à cet égard et c'est bien aussi parce qu'il y avait des solutions innovantes qui étaient recherchées ici, à Clermont, à Riom, dans le département que j'ai souhaité justement dans ce département traiter ces thèmes.

C'est une réforme essentielle parce qu'elle va permettre de mieux répondre aux besoins des personnes âgées fragiles et particulièrement aussi de leurs familles.

C'est aussi parce que de cette façon, on aborde les problèmes et je l'ai vu avec beaucoup d'émotion, de respect, de tristesse dans une certaine mesure mais d'une tristesse apaisée par le dévouement des personnels engagés dans l'unité consacrée aux soins des personnes touchées par la maladie d'Alzheimer à Clermont-Ferrand tout à l'heure. Un certain nombre d'hommes et de femmes ont besoin d'être accompagnés dans leur humanité, même s'ils ont perdu une partie de leur lucidité ou de leur capacité à échanger. Et c'est un témoignage de civilisation qu'une société ou qu'un pays traite humainement des hommes et des femmes qui non seulement ne sont plus producteurs, mais qui ne sont pas toujours même encore en mesure d'assumer les actes essentiels de la socialité ou le font alors par des cheminements plus mystérieux où la tendresse, l'attention aux autres, les signes, les sourires remplacent l'intelligibilité habituelle de nos échanges. C'est pourquoi ce moment a été pour moi profondément émouvant. Même si j'avais pu être confronté en dehors de ma famille, dans un milieu amical, à ces réalités. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre un plan spécifique pour les malades atteints d'Alzheimer avec notamment la création de 7 000 places d'accueil de jour et de 3 000 places d'hébergement temporaires est décidée.

\* Nous avons privilégié les retraites les plus petites. Je sais que les retraités ont souvent le sentiment de n'avoir pas été associés à la croissance ou au fruit de la croissance au cours des dernières années. Pourtant, leur pouvoir d'achat a augmenté - moins que celui des actifs certes - mais il a augmenté alors qu'il avait nettement reculé entre 1993 et 1997. Un effort complémentaire a été fait pour les retraités non imposables, qui par ailleurs sont désormais exonérés de la CRDS. Je voudrais également rappeler que des réformes sans précédent ont été menées en direction de certaines professions, pour mettre à niveau par exemple la protection sociale agricole et des retraites agricoles qui ont beaucoup progressé, tout en restant faibles, depuis 5 ans.

\* Nous avons également créé l'Allocation équivalent retraite qui assure aux chômeurs qui ont cotisé 40 annuités et qui n'ont pas 60 ans une garantie de ressources jusqu'à 60 ans de 5.752 F. Ce dispositif est opérationnel aujourd'hui.

\* Enfin, nous avons engagé les mesures nécessaires à une réforme de notre système de retraite. Lorsque j'entends certains responsables de l'opposition se plaindre de la concertation que nous avons conduite, je me demande s'ils regrettent vraiment la démarche abrupte et autoritaire d'Alain Juppé et qui a abouti à un total blocage. La concertation et le dialogue ne sont jamais superflus : aujourd'hui, l'idée d'une réforme de notre système s'est imposée sur la base d'un diagnostic relativement partagé, dans un climat apaisé.

C'était ma volonté, lorsque j'ai créé le conseil d'orientation des retraites qui a permis à l'ensemble des acteurs concernés de travailler ensemble. Je regrette le choix du MEDEF de ne pas y participer, alors qu'il souhaite pourtant, dit-il, le dialogue. Il est, de tous les partenaires sociaux - syndicaux ou patronaux - le seul dans ce cas.

C'est dans le même esprit que j'ai créé dès 1998 le fond de réserve pour les retraites, qui rassemble une épargne collective sur nos rentrées fiscales collectives et les met en réserve et permettra de contribuer à la sécurisation du financement au-delà de 2020. En créant ce fond, nous avons voulu marquer que même si nous étions capables de rassembler des ressources collectives, financées par la collectivité et reversées à une autre partie de la collectivité, celle des retraités, gérées par l'Etat avec une participation ou un contrôle des partenaires sociaux, nous marquions là une différence par rapport à ceux qui veulent introduire une réforme des retraites sur la base de la capitalisation, c'est-à-dire de fonds de pensions individuels. La philosophie et les propositions qui sont les miennes dans cette campagne s'inscrivent totalement et exclusivement dans le cadre de la retraite par répartition, de la solidarité collective entre les générations.

Réaffirmer ce pacte social c'est reconnaître et renforcer le rôle et la place de toutes les générations dans notre société ; c'est mieux prendre en charge le vieillissement ; c'est garantir les retraites par la consolidation du système de la répartition.

## 1. JE VEUX MIEUX RECONNAITRE LE ROLE ET LA PLACE DE TOUTES LES GENERATIONS DANS NOTRE SOCIETE.

\* Je n'accepte pas que des hommes et des femmes ne puissent accéder à des formations professionnelles à 40 ans parce qu'ils sont considérés comme trop vieux par les entreprises ! Il est choquant que des entreprises n'embauchent plus au-delà de 55 ans, voire de 50 ans !

Si je suis élu Président de la République, je demanderai au gouvernement de mettre en œuvre un plan pour l'emploi des plus de 50 ans. L'expérience acquise, le savoir-faire, la culture d'un métier, sont des atouts formidables et qui doivent être transmis. Il est en plus absurde de

dire que l'on a un problème pour le financement des retraites, de dire qu'il faudrait, comme le prétendent certains, allonger l'âge de la retraite et en même temps, de faire partir systématiquement en préretraite à 58 ans, 56 ans, parfois à 54 ans des hommes et des femmes qui cessent d'être des cotisants, pour toucher des préretraites en attendant de toucher leur retraite. C'est tout simplement absurde économique et c'est un gâchis social et intellectuel. Il va donc falloir changer nos attitudes collectives à l'égard de ce que l'on appelle les travailleurs les plus expérimentés, mettre fin aux discriminations. Ce sera d'ailleurs une nécessité pour avancer vers le plein emploi parce qu'on sait qu'il y a dans les dix ans, 5 millions de personnes qui vont partir à la retraite et que même si nous sommes encore en situation de chômage, malgré les progrès faits, il faut déjà se poser le problème du remplacement de ceux qui vont partir à la retraite.

\* Je veux aussi que soit mieux reconnu ce qu'apportent les retraités à la vie économique en termes de transmission des valeurs et en capacité à créer du lien social. Je pense à leur investissement dans le milieu associatif (accompagnement scolaire, parrainage, gardes d'enfants, aide aux personnes en difficulté, conciliation en matière judiciaire, de médiateur de quartier). Il y a là une capacité à intervenir, à se faire entendre qui est irremplaçable.

Ils ont aussi ce rôle de relais, d'écoute, de conseils et de médiation. Le temps de la retraite est ainsi de plus en plus à la fois un temps d'accomplissement personnel et l'occasion d'un engagement citoyen.

Je proposerai que le gouvernement réfléchisse aux formes concrètes que pourrait prendre cette reconnaissance, par exemple par la création d'un statut du bénévole qui concernerait directement les retraités.

De la même manière, les organisations de retraités se sont renforcées. Elles jouent un rôle dans la défense de leurs intérêts mais aussi dans la réflexion sur les évolutions auxquelles notre société est confrontée. Il me paraît indispensable de leur assurer une meilleure représentation. Le rôle du Comité National des Retraités et Personnes Agées (CNRPA) doit également être renforcé, et il doit être présidé par un retraité. Localement, les CODERPA doivent disposer des moyens de leur action.

## 2. JE VEUX ENSUITE POURSUIVRE L'EFFORT POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DU VIEILLISSEMENT.

La vieillesse constitue parfois, malheureusement, une épreuve : physique, morale.

La solitude est le quotidien de trop de retraités, en particulier les femmes âgées, plus souvent veuves. Ce phénomène est moralement insupportable. Tout doit être fait pour prévenir ces situations humaines difficiles, faites d'abandon affectif, d'indifférence, d'isolement social et de repli, par là même aussi d'étiollement.

En particulier, les personnes âgées hospitalisées doivent bénéficier d'une prise en charge spécifique : le développement des services ou des unités de gériatrie, déjà engagé, a vocation à se poursuivre.

Travailler aux côtés des personnes âgées est un beau et vrai métier.

Nous devons amplifier la politique du soutien et du soin à domicile. Nous devons faire évoluer la qualité de vie des personnes âgées dans les services qui les hébergent, comme nous devons prendre des mesures pour faire baisser le coût de la part financière supportée par les personnes âgées ou leur famille en établissement. Pour réussir cette évolution de la qualité, les métiers qui accompagnent les personnes âgées seront reconnus, revalorisés, et développés.

Parler de la souffrance qui peut parfois accompagner l'âge, c'est parler d'un immense défi : le développement de la maladie d'Alzheimer, qui prend aujourd'hui des proportions qui sont alarmantes. Un plan a été mis en place. Pour autant, face aux 500 000 malades attendus dans les années qui viennent, il semble impératif de faire de la lutte contre la maladie d'Alzheimer une grande cause nationale en mobilisant toutes les énergies pour prévenir la maladie et accompagner les malades et leur famille. C'est un enjeu de respect et de dignité. J'ajoute aussi que l'effort de recherche doit être absolument accentué, parce que même s'il n'y a pas aujourd'hui encore d'espérances directes et concrètes, on peut penser notamment avec tout ce que va permettre le décryptage du génome que des progrès considérables peuvent être apportés.

## 3. JE VEUX, ENFIN, CONSOLIDER NOTRE SYSTEME DE RETRAITE PAR REPARTITION.

- Les Français sont attentifs aux conditions de leur retraite future et c'est normal. Ils veulent que leur soient garanties des conditions de vie satisfaisantes. Mais leur préoccupation ne s'explique pas seulement par des considérations financières. Je ne veux pas oublier la dimension humaine, psychologique d'un départ - ou d'une entrée - en retraite.

- C'est pourquoi nous avons à inventer un modèle social plus souple, plus libre, davantage choisi pour mieux répartir les différents temps de la vie, satisfaire des besoins de souplesse nouveaux pour mieux harmoniser le temps de formation initial qui dure plus longtemps, tout au long de la vie -c'est une démarche que je propose-, le temps de travail, le temps familial, le temps de loisirs .

- Tracer l'avenir de notre système de retraite ne se résume pas à l'énoncé d'options techniques mais consiste bien à exprimer un choix d'avenir pour notre société.

- Je veux redire mon attachement à notre système de protection sociale, et à l'idée même de la solidarité nationale qui se concrétise dans le système dit de répartition. Je refuse la perspective, prônée par certains, d'une privatisation de cette solidarité. Le pacte Républicain est aussi un pacte social, le pacte social est le ciment de notre nation, qu'il rassemble par-delà les âges et les situations sociales. Le contrat entre les générations est l'une de ses expressions les plus remarquables. Ce pacte doit être réaffirmé : c'est mon projet pour les cinq années à venir. Les fonds de pension, même " à la française " ne sont ni justes ni sûrs : parce qu'ils distinguent les individus selon leurs patrimoines ou leurs revenus et certains pourront s'assurer des retraites auxquels d'autres ne pourront pas accéder, et la faillite récente de plusieurs de ces fonds aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne démontre là que c'est une voie risquée quand ils sont menés par des gestionnaires sans scrupules ! Les retraités britanniques en font actuellement l'amère expérience.

Ma volonté est de préserver les droits qu'ont acquis les retraités actuels et garantir l'avenir des retraités de demain. Une politique des retraites passe nécessairement par la garantie du niveau des pensions. L'augmentation du niveau de vie des retraités au cours des trente dernières années, le recul de la pauvreté des personnes âgées qui était avant massive sont une des grandes conquêtes de la fin du XXe siècle. La réforme du système des retraites ne doit pas passer par la remise en cause de cet acquis social.

Je demanderai au gouvernement qui se mettrait en place si les Français me font confiance d'engager des négociations dans le cadre de la première conférence économique et sociale avec les partenaires sociaux mais je veux ici marquer les orientations qui doivent guider ces travaux. Ceux-ci, en tout cas, devront aboutir pour l'été 2003.

Je veux mettre en avant quatre orientations :

- la réforme des retraites passe d'abord par une réforme de la politique de l'activité. la France est mal placée puisque le taux d'emploi des plus de 55 ans est l'un des plus bas de tous les pays industrialisés. Cela implique de ne plus favoriser les départs en préretraite.

- la retraite doit ensuite être conçue comme la poursuite d'un projet de vie. Le débat sur les retraites doit être l'occasion de prendre la mesure d'aspirations et de besoins nouveaux. Il doit permettre de tenir compte de la diversité des parcours professionnels, sans remettre en cause le droit à la retraite à 60 ans. Ainsi, les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont commencé à travailler jeunes devront pouvoir prendre leur retraite dès qu'ils ont atteint le seuil des 40 ans de cotisation, sans attendre l'âge de 60 ans. A l'inverse, il me paraît normal que ceux qui commencent à travailler plus tard puissent travailler plus longtemps. Chacun doit être à même de choisir entre son âge de départ à la retraite et son niveau de retraite. La retraite progressive doit être envisagée. Les jeunes doivent pouvoir cotiser pour la période correspondant à leurs études, s'ils souhaitent préserver du temps pour leur avenir.

De même, je suggère que la pénibilité du travail soit mieux prise en compte, dans le privé comme dans le public.

- En troisième lieu, il me paraît indispensable d'instaurer un équilibre équitable entre les régimes de retraites des salariés du privé et ceux des fonctionnaires.

La réforme à venir impliquera un effort, c'est indiscutable. Il serait démagogique de prétendre le contraire puisque la démographie fait que le nombre des actifs cotisants par rapport au nombre des inactifs qui reçoivent des prestations -les retraités-, va se déséquilibrer inévitablement. D'ailleurs, le fait qu'on ait créé 2.100.000 emplois pendant cette période a été une contribution pour rendre moins difficile la solution du problème de la retraite parce qu'on a plus de 2.000.000 de personnes de plus qui cotisent aujourd'hui qu'hier ! Le fait de réduire le chômage aide aussi à apporter des solutions. Le fait de remettre au travail des hommes et des femmes de plus de 50 ans aide à trouver des solutions. Nous devons poursuivre cette mise en activité du maximum d'hommes et de femmes mais le déséquilibre en tout état de cause existe. Nous voulons consolider le système de retraite par répartition, garantir le niveau des retraites : cela passe par un effort, une contribution. Une part en sera assurée solidairement, par le biais du fond de réserve des retraites, dont la dotation continuera de s'accroître. Une part cependant concerne les salariés. Cet effort doit être assumé par tous, équitablement.

Cela ne signifie pas que sa nature doit être la même pour tous. Il me paraît souhaitable, de préserver la diversité des régimes. Toute réforme concernant la fonction publique devra notamment poser la question des modalités d'intégration des primes dans le calcul de la retraite. Au-delà, deux voies sont envisageables : l'augmentation des cotisations ou l'allongement de la durée des cotisations : puisque nous vivons plus longtemps, il n'est pas anormal de travailler plus longtemps. Mais c'est la négociation qui devra permettre de déterminer la solution la mieux adaptée, collectivement.

- Enfin, nous pourrions développer l'épargne salariale, comme nous avons commencé à le faire, sous le contrôle des partenaires sociaux. Il ne s'agit pas de fonds de pension individuels, mais de complément collectif. Ce n'est pas pour moi le cœur de la réforme mais d'un dispositif additionnel, du " troisième étage " du système. La droite propose des fonds de pension à la française ; elle tente aujourd'hui de faire croire que c'est anodin : si ça l'est, on ne comprend pas pourquoi elle a voté puis refusé d'abroger la loi Thomas ; on ne comprend pas pourquoi depuis 5 ans, elle explique que l'avenir passe par la capitalisation individuelle. Pour ma part, je dis clairement que l'épargne salariale que nous proposons s'inscrit dans la continuité des dispositifs existants, et ne doit pas se substituer à la retraite par répartition de quelque manière que ce soit.

## CONCLUSION

La politique des retraites n'est pas seulement une affaire de choix financiers, même si ceux-ci ne peuvent être éludés. Elle renvoie au nouveau contrat social que les Français attendent dans une société en voie d'évolution rapide. La retraite, synonyme de pauvreté il y a 30 ans est aujourd'hui promesse de nouvelles activités ou de nouveaux engagements. C'est une chance à saisir, et à garantir.

\*\*\*

<campagne=2002>04.09 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - Grand Quevilly  
<lieu=GrandQuevilly> <texte=18>

Mes chers amis,

Je voudrais remercier Monsieur Marc MASSION, le Maire de Grand-Quevilly de m'accueillir dans une commune où je suis déjà venu à plusieurs reprises. Je voudrais dire mon plaisir d'être au côté de Laurent FABIUS qui est pleinement engagé dans cette campagne, qui vient dans des meetings où je suis, qui participe à l'atelier de campagne.

Les thèmes de la modernisation ou de la modernité que je souhaite évoquer aujourd'hui sont des thèmes sur lesquels il travaille, à travers notamment la modernisation de l'Etat. Je ne vais pas saluer tous les élus, je vais tout de même saluer Alain LE VERN parce qu'il est le Président de la Région ainsi que Jean-Paul HUCHON, Président de la Région Ile-de-France qui nous fait l'amitié de venir en voisin de son énorme région. J'espère qu'il ne fait pas peser sur celle-ci une ombre trop forte. Je salue tous les élus, députés, sénateurs, maires et conseillers municipaux de cette ville, conseillers régionaux ou généraux. L'organisation de l'espace, la présence des femmes et des hommes qui sont ici, donnent à cette rencontre un petit côté d'assemblée générale, tel qu'il m'est arrivé d'en faire dans mon passé syndicaliste à une époque. Cela donne une configuration assez agréable, parce que sans être désordonné, elle a quelque chose d'un peu libre que les meetings où tout le monde est en rang ne rendent pas toujours. La démocratie, pour peu qu'elle reste organisée, canalisée, conduite vers un but, c'est aussi un petit peu une assemblée générale du peuple français qui discute, participe mais doit ensuite en tirer des conclusions positives. J'étais à Clermont-Ferrand hier pour parler des problèmes des seniors, des personnes âgées. Je suis à Grand Quevilly aujourd'hui pour parler des problèmes de la modernisation de la France, de l'entrée dans la modernité et de ce que cela signifie. Je serai jeudi à Bordeaux pour un grand meeting, vendredi à Mulhouse pour parler d'environnement, samedi à Lens pour parler de justice, de justice sociale dans ces terres du Nord qui comme ici ont une longue tradition ouvrière et socialiste. A travers ces déplacements sur des thèmes de mon projet ou sur des meetings plus politique, c'est véritablement un mouvement qui me conduit à aller dans toutes les régions de France à la rencontre des Français, non pas dans des publics choisis, mais dans des libres rassemblements de militants, souvent et de citoyens. Dans ce pays où l'industrie parfois a connu des crises mais s'est aussi développé fortement, où les technologies notamment dans cette ville sont mises au service de la population, dans une ville où Laurent FABIUS a été le maire et reste un animateur et un inspirateur, un homme qui s'est toujours intéressé aux problèmes de la modernisation, de la modernité et en tant que Ministre de l'Economie et des Finances et de l'Industrie, je veux parler de cette France moderne que je veux conduire. Le prochain quinquennat va donc signer l'entrée de la France dans le XXIème siècle, je veux que notre pays réussisse cette entrée, je veux qu'il regarde vers l'avenir, je veux donc qu'il poursuive sa modernisation. Je crois qu'une France moderne, c'est une France qui doit tourner le dos comme elle l'a fait à plusieurs reprises depuis 20 ans, aux vieux systèmes du conservatisme politique et social qui sous des habits souvent changeants -tantôt ceux du dirigisme post-gaulliste, du centralisme, tantôt sous ceux du libéralisme égoïste qui n'est pas moins dangereux- propose avant tout de conserver l'état existant. Une France moderne c'est d'abord une société ancrée dans son temps, capable d'innover, de saisir les opportunités ouvertes et notamment ouvertes par les nouvelles technologies. Mais en même temps, la modernité, ça n'est pas non seulement l'évolution des techniques, des technologies, la modernité c'est aussi l'évolution de la société, c'est aussi l'évolution des mœurs, la façon dont les femmes et les hommes changent dans leur manière de vivre ensemble. Donc, je veux une France qui soit à l'écoute des aspirations et des modes de vie des citoyens, qui sache faire évoluer ces lois et ces politiques pour mieux y répondre.

Une France moderne, pour moi c'est un pays qui sait collectivement choisir et maîtriser son avenir. Ce qui suppose qu'au moment des élections majeures et notamment de l'élection présidentielle, on lui propose des choix, pas des additions de promesses contradictoires selon les moments ou selon les publics, mais des choix véritables qui seuls permettent d'avancer car si on ne choisit pas on reste aux embranchements. Une fois ces choix proposés, je souhaite des équipes politiques et un Président de la République qui les respecte, qui montre qu'il reste fidèle à ses engagements. C'est une utile modernisation de la vie politique et nous avons essayé d'y contribuer depuis cinq ans. Pour moi, le projet d'une France moderne c'est un projet profondément de gauche parce que je pense qu'il n'y a de véritable modernité que partagée. C'est-à-dire une modernité dans laquelle chacun puisse trouver sa part.

1 - Cette volonté de modernité partagée, de progrès partagé, cela veut dire d'abord préparer l'avenir de la jeunesse. Nous avons la chance parmi les pays développés d'avoir aujourd'hui encore une démographie soutenue. Notre population active continue à augmenter, c'est d'ailleurs une explication, de la différence entre le nombre des emplois créés 2100 000 et le nombre de la diminution des chômeurs plus de 900 000. C'est parce que chaque année depuis cinq ans, sont arrivés plus de 150 000 jeunes sur le marché du travail que notre population active continue à augmenter. Cela rend plus difficile la solution du problème du chômage surtout lorsqu'un certain nombre de jeunes sortent du service national, ce qui s'est rajouté pendant la période, mais c'est un en même temps un facteur dynamique et donc il ne faut pas le prendre comme une chose négative. Et puis, c'est ce que vient de révéler une enquête très importante, nous sommes parmi les quinze, parmi les pays européens, le pays après l'Irlande qui a le taux de fécondité, le nombre de naissances par rapport à la population bien sûr le plus élevé d'Europe.

Cela apporte un démenti très fort à ceux et notamment à celui qui nous parle du déclin de la France. Si au cours de ces années, il y avait le sentiment chez les jeunes couples en France que l'avenir est plus sombre qu'il ne l'était avant, qu'on avance pas mais qu'on recule, je ne pense pas qu'ils feraient ce pari sur l'avenir qui est le fait de mettre des enfants au monde et des enfants plus nombreux au monde. Alors, nous devons préparer cette politique en direction de la jeunesse, les 35 heures ayant d'ailleurs joué un rôle en permettant de consacrer plus de temps aux enfants. Cette politique, avec la couverture maladie universelle hier donne l'assurance que tout enfant recevra les soins médicaux dont il a besoin et demain, avec la couverture logement universelle donne l'assurance qu'il sera plus facile pour les jeunes couples de trouver effectivement un toit. Chacune de ces avancées sociales, celle d'hier et celle de demain, protège la famille ; certains s'étonnent que la famille soit aujourd'hui un projet de gauche mais c'est tout simplement parce que nous vivons nos vies de famille comme les autres mais aussi parce

que notre vision de la famille ouverte, plurielle est une vision effectivement plus moderne que la vision traditionnelle de la famille telle qu'elle existait avant ; nous avons été ouverts à ces évolutions. En même temps on se rend compte que la famille reste une valeur fondamentale pour nos concitoyens et je suis heureux que nous ayons mené, notamment avec Ségolène ROYAL, une grande politique familiale. Or, la première attente des parents et cela va dans le sens de cette modernité dont je parle, c'est évidemment l'éducation. Notre système éducatif a des atouts, il est ouvert à tous, il est gratuit, il est innovant, il a un corps enseignant de grande qualité dont la formation et le statut ont été rénovés. Je rappelle d'ailleurs que, là aussi, ce sont les gouvernements de gauche qui ont accordé une priorité budgétaire à l'éducation nationale. C'est aussi nous qui avons mis en place des structures comme les zones d'éducation prioritaire par exemple qui permettent d'augmenter les efforts en faveur de l'école dans les quartiers qui sont les plus en difficulté. Nous avons tous conscience, et moi en particulier, que notre école a changé d'échelle, c'est une école de masse maintenant. Tous les élèves après le primaire vont au collège ou presque et la plupart d'entre eux vont dans les différentes filières du lycée. Mon ambition est que cette école reste bien l'école de la République, c'est-à-dire qu'elle soit guidée par trois principes : assurer les savoirs essentiels pour tous, travailler à donner une insertion professionnelle à chacun et puis mieux gérer le système éducatif pour que celui-ci permette d'enseigner mieux. Je tiens à cet égard à insister sur deux défis qui sont dans mes propositions. Le premier tient aux 60 000 élèves qui sortent encore chaque année du système éducatif sans qualification reconnue, notons que nous sommes en progrès, le chiffre lorsque j'étais Ministre de l'Education nationale était largement supérieur à 100 000, quand je l'ai quitté, il était descendu à 100 000 et nous sommes maintenant à 60 000, c'est trop, mais le système éducatif a donc amélioré sa performance. J'ai proposé que nous nous fixions comme objectif pour les cinq ans de faire en sorte que le système éducatif permette que chaque jeune sorte de celui-ci avec une qualification. Et puis nous devons aussi, c'est une autre proposition que je fais, donner une deuxième chance à des jeunes qui ont raté leur formation initiale ou une partie de leur formation initiale. Cette réponse c'est celle de la formation tout au long de la vie, cela passant par un compte formation pour chaque salarié. Je voudrais à propos de l'école insister aussi sur le fait que si l'école transmet des savoirs, elle doit aussi continuer à transmettre des valeurs : liberté, égalité, fraternité et laïcité. Ce n'est pas d'ailleurs que les valeurs de la république ne soient plus évoquées à l'école mais je pense qu'il faut veiller, et cela nous rapproche des problèmes de l'insécurité, à la précocité des réponses que l'on doit donner aux comportements qui troublent la vie collective. Il faut rappeler fermement ces règles et ces principes. Les valeurs de la république, celles que j'évoquais ne doivent pas seulement être des principes abstraits, elles doivent devenir des règles de vie, ce qui est une façon de dire que pour moi cette modernisation de la France n'est pas une modernisation sans repère. Vous ne pouvez pas moderniser un pays, moderniser sa société si celui-ci n'a pas de repère, sinon il flotte. Voilà des bases solides pour ce pacte de confiance avec la jeunesse dont je parlais tout à l'heure. C'est dans ce cas que s'inscrit le contrat d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans engagés dans une démarche de formation et d'insertion professionnelle. Mais je fais également d'autres propositions : accroître la maîtrise des langues étrangères en multipliant l'occasion de faire des stages à l'étranger, maîtriser mieux l'informatique qui fera partie demain des savoirs de base, ce qui veut dire que pour moi les pouvoirs publics se mobiliseront pour que chaque jeune, et notamment ceux dont les familles sont les plus modestes, ait un accès direct à l'ordinateur, je ne reviens pas sur ce que j'ai dit en répondant aux questions sur ce service civique volontaire à visée humanitaire.

2 - Le deuxième grand thème après l'éducation initiale ou la formation tout au long de la vie qui permettra de faire reculer le chômage c'est la nécessité de passer à une économie de la connaissance et de l'innovation. On disait jadis, " le monde va changer de base ", et bien le monde a changé de base, car jamais la part de la science, de l'innovation, de la connaissance n'a eu une importance aussi décisive dans la croissance. La troisième révolution industrielle qui est en cours -et dont l'internet est en quelque sorte la vitrine- est fondée sur le fait que l'innovation est la source directe de la production, et donc un facteur d'enrichissement collectif. Il y a eu une époque où l'on parlait il y a dans l'économie de " secteurs traditionnels " et de " secteurs plus modernes ". Cette distinction existe en partie encore aujourd'hui, mais cette différence s'estompe formidablement parce que même les secteurs dits traditionnels sont absolument pénétrés par les nouvelles techniques de communication. Vous voyez à quel point l'agriculture s'est modernisée, le textile s'est automatisé et est fondé pour résister à la concurrence internationale sur des technologies formidablement performantes. Donc il y a les secteurs de la nouvelle technologie mais il y a aussi la nouvelle technologie dans tous les secteurs de l'économie. C'est pourquoi, pour permettre que cette économie de la connaissance se développe, il faut absolument accroître, améliorer la qualité de notre formation. Des millions de personnes vont quitter la vie active, la vie professionnelle dans les dix prochaines années parce que ce sont les classes nombreuses de l'après-guerre qui arrivent à l'âge de la retraite. La plupart des emplois qui seront dégaugés, seront des emplois hautement qualifiés. C'est donc un défi absolu que d'améliorer la formation initiale de nos jeunes et de s'appuyer sur cette formation tout au long de la vie dont je parlais tout à l'heure. C'est d'ailleurs aussi dans cet esprit que nous avons su, Dominique STRAUSS-KAHN d'abord comme Ministre de l'Economie et des Finances, Laurent FABIUS maintenant, maîtriser et développer, moderniser nos structures industrielles en favorisant des regroupements et des alliances pour avoir des entreprises de taille mondiale où si elles n'ont pas la taille mondiale, en tout cas des entreprises compétitives sur des marchés internationaux. Et de ce point de vue là, avouons qu'on a réussi un certain nombre d'opérations industrielles que nos prédécesseurs avaient totalement ratées. Je pense par exemple à Thomson où l'on voulait vendre pour 1 Franc à Daewoo et qui est maintenant une entreprise performante, florissante, qui vaut 15 milliards d'euros, ce qui est absolument énorme du point de vue du progrès. J'ai bien l'intention avec l'équipe qui m'accompagnera si les Français nous font confiance de poursuivre cet effort dans trois grands domaines : les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies qui ont joué aussi un rôle de révolution formidable non seulement dans les techniques de production mais même dans tous les domaines de l'activité humaine ce qui suppose d'ailleurs une vigilance au plan éthique, et la question des énergies renouvelables.

3 - Puisque je parle des énergies renouvelables, c'est l'occasion de dire que pour moi cette modernité doit absolument préserver l'environnement. Le développement durable doit être aussi notre ligne de conduite. C'est pourquoi la France en Europe comme dans les débats internationaux est très présente sur ces questions. Nous nous sommes battus comme socialistes depuis deux siècles -que ce soit les ouvriers organisés, menant des mouvements revendicatifs, que ce soit les syndicats, que ce soit ensuite les formations politiques de gauche et notamment le parti socialiste- contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous devons étendre cette revendication et ce combat non seulement à la planète entière et pas simplement au monde développé, mais je dirais aussi à l'exploitation désordonnée des ressources. Non pas que, pour nous, les ressources naturelles soient plus importantes que les hommes, mais si l'on détruit ces ressources naturelles ou notre environnement, cela aura pour les hommes et les femmes qui nous succéderont, des conséquences extraordinairement dommageables. Nous ne devons pas léguer à nos enfants un monde qui soit caché par les injustices sociales et par les pollutions. Le développement durable n'est pas une utopie pour nous, mais c'est au contraire une nécessité pour accroître la qualité de la vie aujourd'hui et préserver celle des générations

futures. Pour faire ces choix qui prennent en compte l'ensemble des risques qui peuvent exister, pour gérer ces risques aussi en amont que possible, afin d'éviter de nous trouver face à des crises aussi graves que celle de la vache folle dont il faut quand même rappeler qu'initialement cela résulte du libéralisme sauvage tel qu'il a été introduit dans l'agriculture et dans l'alimentation sous l'égide de Madame THATCHER en Grande-Bretagne. C'est là où les choses sont nées, il faut se le rappeler, à cause de la dérégulation absolue des pratiques sanitaires : crise comme la vache folle, crise de l'amiante et puis pour l'élu de Haute-Garonne qui vous parle, risque d'accident industriel tragique comme celui du 21 septembre à Toulouse.

Nous devons nous appuyer sur les connaissances scientifiques, recourir à des comités indépendants de scientifiques et d'experts. Mais il faut aussi écouter les associations, les syndicats, les fondations, les citoyens, tous ceux qui appartiennent à ce que l'on appelle la société civile de façon à ce que d'une part le public soit correctement éclairé et puis aussi pour que des débats contradictoires puissent avoir lieu avant que les décideurs politiques, la loi au Parlement ou le gouvernement, puissent faire les choix les meilleurs possibles.

4 - Travailler à une France moderne, c'est aussi comprendre et accompagner mais souvent aussi permettre le mouvement de la société et je suis fier de diriger pour quelques semaines encore un gouvernement qui a modernisé le droit de la famille, qui a étendu la protection de l'enfant contre les violences insoutenables dont il peut être parfois et trop souvent victime ; qui a créé le PACS pour prendre en compte des évolutions dans la vie entre les personnes ; qui a pris en compte l'allongement de la vie avec les problèmes que cet allongement pose en mettant en place l'allocation personnalisée d'autonomie. Tout un travail qui a manifesté une capacité de la gauche et des socialistes à comprendre les évolutions de notre société. Les 35 heures ont joué naturellement un rôle tout à fait important dans ce domaine notamment pour les femmes en permettant que s'exprime un besoin de liberté et de maîtrise du temps. Et à cet égard, je voudrais dire que contrairement à ce que dit la droite à savoir qu'avec les 35 heures, on travaillerait moins en France qu'avant ou que dans les pays voisins. Bien au contraire, si le travail individuel de chacun a diminué sans que la productivité des salariés français en soit affectée parce qu'elle est l'une des plus élevées parmi les pays développés, le nombre total d'heures travaillées dans notre pays est de 10 % supérieur à ce qu'il était quand nous sommes arrivés aux responsabilités ; tout simplement parce que 2 millions d'emplois ont été créés. On est là face à un choix très clair : ou une droite qui nous dit " il vaudrait mieux que chacun travaille plus mais nous nous résignons à un nombre de chômeurs importants " ; ou bien la gauche qui dit : individuellement on travaillera moins grâce aux 35 heures mais grâce aux nombres des emplois créés, la masse disponible des salariés est plus forte et les revenus distribués également. Les 35 heures ont été un moyen de créer de l'emploi et de faire baisser le chômage ; une façon de provoquer du débat et des contrats à l'intérieur des entreprises. Mais ils ont constitué aussi une grande réforme de société. Quand on interroge les Français sur les 35 heures, plus de 70 % se disent satisfaits et très satisfaits des 35 heures.

5 - Je voudrais terminer en disant qu'une France moderne pour moi suppose aussi un Etat qui joue son rôle et des services publics présents et efficaces. L'Etat moderne tel que nous le concevons ne doit pas intervenir dans tous les domaines mais il doit protéger et réguler. Il doit veiller au service collectif que l'initiative ne peut satisfaire dans des conditions d'égalité d'accès satisfaisantes. C'est cet Etat qui protège, qui défend, qui arbitre, qui régule, que nous défendons non pas au contraire un Etat tatillon, centralisateur ou autoritaire. La culture, la santé mais aussi la protection sociale, la recherche de l'harmonie sociale lorsqu'il y a des conflits entre des intérêts particuliers supposent un Etat démocratique qui sait intervenir et arbitrer. Cela impose aussi une réforme de l'Etat, et je parle devant le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, Michel SAPIN qui a travaillé sur ces dossiers depuis plusieurs années maintenant dans le gouvernement, je parle face aussi à Laurent FABIUS qui sait parfois comment il est difficile de faire avancer aussi ces thèmes de la réforme de l'Etat dans tel ou tel ministère. Même si je dis que c'est parfois difficile, mon opinion est qu'il faut d'abord faire confiance aux fonctionnaires qui contrairement aux idées reçues sont plus nombreux qu'on ne le croit à mesurer la nécessité du changement et du mouvement. Cela suppose de leur donner des responsabilités dans leur travail quotidien, de les mobiliser autour de services, de projets. Cela suppose aussi une réforme considérable que Laurent FABIUS a initié lorsqu'il était Président de l'Assemblée nationale qui a été mis en œuvre au plan parlementaire, par les parlementaires et en particulier par notre ami Didier MIGAUD : la réforme de la constitution budgétaire de l'Etat. C'est une réforme parfois difficile à expliquer à la grande masse de la population parce que les questions sont souvent très techniques, liées à la façon dont on examine les budgets des ministères à l'Assemblée nationale ; mais en réalité ça peut être un instrument de modernisation de l'Etat en centrant sur des grands objectifs, en responsabilisant les différents hauts fonctionnaires. C'est donc aussi une réforme majeure que nous avons entreprise.

L'Etat moderne doit être un Etat déconcentré, où la déconcentration accompagne la décentralisation dont nous parlions tout à l'heure. Il doit être un Etat négociateur et donc il faut, et Michel l'a fait avec beaucoup de patience, beaucoup d'intelligence à beaucoup de reprise, être capable de relancer le dialogue social dans l'administration ; il faut aussi, à chaque fois en tout cas que cela concerne les collectivités locales dans leur vie propre, associer les élus locaux à la réforme de l'Etat ; parce que proche des citoyens, destinataire souvent de ces masses de décrets, de circulaires, d'arrêtés, ils savent de façon assez intime ce qui peut marcher, pas marcher et donc il faut les associer à cela. Il va s'opérer un renouvellement des générations, puisque dans dix ans, la moitié des fonctionnaires actuellement en poste aura pris sa retraite. Cela offre une possibilité de faire des réformes. Il faudra les trouver, ce qui veut dire que la fonction publique doit rester attractive. Mais le problème n'est pas d'utiliser ces départs à la retraite pour réduire massivement le nombre des fonctionnaires et je ne comprends d'ailleurs pas comment la droite peut le proposer, dans le même temps où elle dit qu'il faut plus de policiers, plus de juges, plus d'infirmières comme nous le préconisons. Sauf que nous l'avons fait en étant au gouvernement alors que généralement, elle en a réduit le nombre quand elle était au pouvoir. Nous devons donc utiliser cette opportunité pour réaffecter des moyens aux services publics, aux missions qui nous apparaissent justement comme les plus importantes, qu'il s'agisse de l'hôpital, de la police, de la justice, de l'école ou de secteurs nouveaux qui permettent le progrès.

Je termine en disant que vous l'avez compris, nous n'avons pas l'intention que l'Etat ou que la gauche soient les pompiers de l'économie de marché. Nous voulons être les constructeurs d'une société moderne et juste, d'une société de citoyens. L'avenir et la modernité ne doivent donc pas être perçus par nous comme quelque chose qui nous serait imposé, soit par une évolution extérieure, soit par un processus d'évolution technique irrésistible. Il faut que cette modernité soit construite par nous, avec nous et autour de valeurs et de finalités qui

concernent notre communauté nationale. Il faut pour cela une politique capable d'anticiper les enjeux, d'organiser la démocratie et la délibération collective, qui permette de trouver le bon équilibre entre l'intervention publique, le partenariat social et l'initiative privée toujours utile et féconde de façon à ce que les Français prennent la maîtrise collective de cette modernité. Moi, contrairement à ceux qui ont une vision pessimiste de la France qui parle de son déclin qui insiste sur ce qui va mal, par rapport à quoi nous devons être lucide, je crois qu'il y a dans le pays aujourd'hui malgré les craintes, malgré les peurs aussi, un mouvement de citoyenneté et d'engagement. Je suis à l'écoute des voix qui, dans le mouvement social ou dans le mouvement syndical, font entendre leur propre vision de l'intérêt général parce que l'Etat seul ou le législateur n'est pas le seul garant de l'intérêt général même si cela doit être sa mission et son devoir. D'autres grandes forces organisées sont capables de dépasser leur vision particulière pour contribuer à définir avec nous cette conception de l'intérêt général. Je veux autour de cette modernité, que l'élection présidentielle soit justement l'occasion, le moment d'une invention, d'un nouvel âge de la démocratie.

Je ne joue pas sur les peurs des Français, je fais confiance à mes concitoyens et à nos concitoyennes, je parie au contraire sur leur énergie et sur leur volonté de construire l'avenir. Nous avons un projet clair qui se situe dans la continuité des progrès que nous avons réalisés pendant cinq ans mais qui a ciblé, diagnostiqué d'autres difficultés, d'autres problèmes qu'il faut régler pour avancer davantage. Nous avons des équipes de femmes et d'hommes qui vivent fraternellement ensemble, qui ont l'habitude du débat, qui savent prendre les décisions, qui savent se rassembler une fois ces décisions prises, qui ont montré, je crois une certaine compétence et un certain désintéressement au service du pays pendant cinq ans et qui sont prêts à travailler encore. Et puis, il y a le candidat que je suis. Par mon expérience, par les contacts que j'ai gardés, par mon histoire propre, par mon origine familiale, par ma formation, par ma culture, par mon militantisme au milieu de vous tous, par mon mode de vie tel qu'il est resté, finalement pas si éloigné des façons de vivre de la masse des Français et par l'expérience aussi que j'ai accumulée pendant ces cinq ans comme Premier ministre ou quand même nous avons il faut bien le dire diriger la maison France, je me sens prêt à assumer ces responsabilités nouvelles. Je vous appelle en entraînant autour de vous à faire en sorte qu'au premier tour de l'élection présidentielle nous soyons placés de façon telle qu'au deuxième tour nous remportions la victoire, non pas pour nous-mêmes, non pas pour moi-même, mais pour vous tous et même pour tous les autres.

\*\*\*

<campagne=2002>04.11 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - Bordeaux <lieu=Bordeaux>  
<texte=19>

Mesdames et Messieurs,

Mes cher(e)s camarades,

Cher(e)s ami(e)s,

Merci pour la chaleur de votre accueil.

Je salue tout particulièrement mon ami Lula (Luiz Inacio " Lula " da Silva) qui vient de s'exprimer devant vous. Je le remercie d'être venu du Brésil pour me témoigner son soutien. Il est le candidat du Parti des travailleurs - brésiliens - à l'élection présidentielle brésilienne, en octobre prochain, et je lui souhaite bonne chance. Je le remercie des mots à mon égard. Je crois qu'on peut lui faire confiance pour distinguer ce qu'est un gouvernement de gauche.

J'aime l'Aquitaine parce que c'est une très belle terre.

L'Aquitaine, ouverte sur l'Océan Atlantique, allant des sommets pyrénéens jusqu'aux contreforts du Limousin en Dordogne, en passant par la vaste plaine des Landes, où le parfum de la mer le dispute à celui des pins.

L'Aquitaine qui trouve son unité dans la si belle lumière qui la baigne. Une lumière chaleureuse qui caresse ses paysages et illumine son patrimoine : la tour Saint-Michel à Bordeaux, l'abbaye de Brantôme.

L'Aquitaine où l'alliance du soleil, du sol et surtout du travail et du savoir-faire des hommes nous offre les plus grands vins. Les crus prestigieux du Bordelais, bien sûr, les plus réputés au monde, mais les autres aussi, qui tous peuvent accompagner les meilleurs repas et les plus mémorables discussions entre amis : depuis l'Iroulégu du Pays Basque jusqu'au Bergeracois.

L'Aquitaine qui offre tout ce qu'il faut pour mener une vie équilibrée. Les villes sont belles, la nature est proche. On y aime les bonnes choses -j'ai évoqué le vin, il y a aussi le foie gras du Périgord, le confit des Landes, les huîtres du bassin d'Arcachon- mais on y cultive aussi l'excellence de l'esprit : Montesquieu et Montaigne seraient fiers de vos universités et de vos centres de recherche. On y aime le rugby, mais aussi le football.

On y aime aussi la chasse, cette tradition inséparable d'un art de vivre populaire auquel nous sommes très attachés. En fixant de façon claire les droits et les devoirs du chasseur, la loi du 20 juillet 2000 a légalisé et donc pérennisé une activité fortement ancrée dans l'histoire et les cultures de France.

- La loi a permis d'aplanir le contentieux communautaire né de la transcription d'une directive européenne élaborée en 1979 à l'initiative de la droite lorsqu'elle assumait la Présidence de l'Union.

- La loi a apporté une reconnaissance de la chasse de nuit, de la chasse à " la passée " et de la chasse le week-end. Elle prévoit des schémas de gestion pour assurer l'équilibre des espèces et des espaces.

- Elle a créé un Office national renforcé et démocratisé les fédérations de chasse.

- Elle sécurise l'acte de chasser par la formation au permis de chasse.

- Le Gouvernement avait l'ambition de faire de la chasse française un modèle intégrant plusieurs exigences : l'équilibre des milieux naturels, la légitimité d'une activité populaire à laquelle beaucoup de Français sont attachés, le droit européen. Nous avons tenu promesse en créant les conditions pour une chasse mieux comprise, mieux acceptée, plus populaire.

J'aime aussi l'Aquitaine parce que, pour la gauche, c'est une terre de reconquête.

En 1997, lors des élections législatives, l'Aquitaine a donné une très belle victoire à la gauche plurielle. Grand chelem dans les Landes, avec Henri EMMANUELLI que je salue amicalement. Grand chelem aussi en Dordogne. Grand chelem encore -et c'était difficile- dans le Lot-et-Garonne. Et résultats historiques pour la gauche en Pyrénées-Atlantiques avec Nicole PÉRY, que je salue, et surtout en Gironde (9 députés sur 11).

En 1998, lors des élections régionales, l'Aquitaine a choisi l'alternance à gauche. Je salue Alain ROUSSET, président du Conseil régional.

Progrès encore de la gauche lors des élections cantonales.

J'espère que le meilleur reste à venir, Les 21 avril et 5 mai prochains, lors de l'élection présidentielle, puis lors des élections législatives.

A travers ces élections, la France a rendez-vous avec elle-même. Il s'agit de l'avenir de la France. Il s'agit de sa place en Europe, de son rôle dans le monde.

Il s'agit de l'avenir de tous les Français. De leurs conditions de vie : leur travail, l'éducation de leurs enfants, leur sécurité, leur santé, leur logement, leur retraite. Pour eux, pour leurs enfants aussi.

Nos concitoyens doivent choisir. Je veux qu'ils choisissent en connaissance de cause. Je veux qu'ils choisissent les yeux ouverts. En percevant, derrière l'apparence des promesses, la réalité des engagements. En distinguant le discours et les actes. En distinguant la droite et la gauche.

Le critère le plus simple pour distinguer la gauche et la droite, c'est celui de la justice sociale. L'exigence de justice est profonde dans notre pays. Je la porte en moi. Et pour moi qui suis un homme de gauche, de la gauche qui gouverne et qui accepte les risques de la responsabilité politique, la gauche " réelle ", la justice sociale, c'est des réformes concrètes, des améliorations dans le vie quotidienne, c'est du pouvoir d'achat en plus. C'est, en un mot, le progrès social.

## I - JE SUIS LE CANDIDAT DU PROGRES SOCIAL.

Le progrès social est au cœur de mon projet politique.

Pour moi, le progrès social, c'est refuser la misère, refuser les humiliations, refuser les inégalités qui séparent les hommes.

Pour moi, le progrès social, c'est construire concrètement l'égalité, c'est rechercher concrètement la justice sociale.

Pour moi, le progrès social, c'est faire mieux respecter des droits essentiels ; c'est ouvrir de nouveaux droits aux Français ; c'est faire vivre de nouvelles solidarités entre eux.

C'est la gauche, historiquement, qui s'est battue pour faire avancer le progrès social, pour réussir . L'Histoire de notre pays en témoigne :  
- les grandes lois de la Troisième République : la loi interdisant le travail des enfants de moins de douze ans, la loi de WALDECK-ROUSSEAU autorisant les syndicats ; la loi sur les accidents du travail ; les lois de Jules FERRY instaurant l'enseignement obligatoire, gratuit et laïque ;

- 1936 et le Front populaire de Léon BLUM, avec les congés payés et la semaine des 40 heures ;

- 1945 et la Libération : le droit de vote des femmes, les ordonnances créant la Sécurité Sociale ;

- 1956 et la loi sur les trois semaines de congés payés ;

- 1981 et la grande alternance avec, grâce à François MITTERRAND et Pierre MAUROY, les 39 heures, la cinquième semaine de congés

payés et la retraite à 60 ans, puis les lois AUROUX qui ouvrirent des droits nouveaux aux salariés au sein de l'entreprise ;

- 1988 avec, grâce à Michel ROCARD, la création du RMI ;

- et pourquoi pas ajouter à cette belle liste : depuis 1997, les 35 heures, la loi de lutte contre les exclusions, la CMU, l'APA. Mais trop de Français mènent encore une vie difficile, au regard de l'éducation, du travail, du loisir, de la culture. Face à cette réalité, il y a bien une gauche et une droite.

- Pour les libéraux, les chômeurs, les petits salariés précarisés, bref ce quart malheureux de notre société est comme la part du feu, le " dommage collatéral " de l'économie de marché.

- Pour nous socialistes, il incombe à l'Etat de poursuivre opiniâtrement l'objectif de solidarité qui anime la gauche. A gauche, nous ne pensons pas que ce qui est bon pour le patronat soit forcément bon pour la France, ni forcément bon pour les Français.

Aujourd'hui, c'est encore et toujours la gauche qui continue de regarder le réel en face, la France telle qu'elle est, la vie de très nombreux Français telle qu'ils la vivent.

- La gauche sait qu'un jeune sur trois, aujourd'hui, ne part jamais en vacances. Ce taux est plus élevé encore chez les 8-13 ans vivant en HLM, ceux-là mêmes qui, si souvent, font problème. Et 70 % d'entre eux affirment penser aux vacances tout au long de l'année. A l'inverse, plus de 92 % des cadres et de leurs familles partent régulièrement en vacances.

- La gauche sait que pour des millions de Français les logements manquent ou ne conviennent pas, que les loyers sont chers, que devenir locataire suppose des démarches impossibles pour trop de ménages modestes.  
- La gauche sait qu'il n'y a pas de vrai droit à la santé si les remboursements ne sont pas pris en charge, si les soins sont comptés, si l'hôpital est trop loin ou l'attente trop longue.  
- La gauche sait que pour trop de salariés le travail, qui doit apporter la sécurité, est en fait synonyme de précarité ; que des hommes et des femmes de cinquante ans sont jugés trop âgés pour travailler.

- La gauche sait que beaucoup de Français ne vont jamais au théâtre ou à un concert de musique, parce que c'est trop cher ou parce qu'ils pensent que " ça n'est pas pour eux ".

Tout cela, la gauche le dénonce. Mais surtout, la gauche s'y affronte. Elle ne rêve pas seulement l'avenir. Elle veut transformer le réel. Comme Victor HUGO, nous savons que " la misère n'attend pas ". Et que les réformes qui peuvent être menées dès à présent, doivent être accomplies. Bien sûr, l'action est nécessairement imparfaite. Bien sûr, même en cinq ans, même quand on réalise beaucoup, ce n'est pas assez. Mais la gauche, aux responsabilités, avec les socialistes, par la réforme, améliore concrètement la vie :

- la vie de ces Françaises et de ces Français qui travaillent sur une chaîne d'usine, derrière une caisse de supermarché, auprès des malades dans les hôpitaux, au volant d'un camion ou d'un bus et bien sûr d'un tracteur dans les petites exploitations ;

- la vie de ces deux millions de Françaises et de Français qui voudraient travailler mais qui ne le peuvent pas et dont la vie reste comme suspendue par le chômage ;

- de ces millions de Françaises et de Français qui ont travaillé toute leur vie et qui, aujourd'hui retraités, ne veulent pas être oubliés par la société.

Durant cinq ans, à la tête du Gouvernement, j'ai agi pour le progrès social. Le travail accompli a permis, pour une part, de répondre aux attentes des Français.

Mais je mesure le chemin qu'il reste à parcourir vers une France plus juste. Aujourd'hui, ma préoccupation continue d'aller en priorité à cette France qui travaille dur et qui gagne peu. C'est pour tous ces Français que je veux poursuivre le mouvement de progrès social. Pour permettre à chacun de vivre dans la dignité et d'exercer ses droits. Je veux une économie de la croissance, une société du travail, une France du plein emploi.

C'est mon projet pour une France plus juste.

Je m'engage à continuer le combat pour l'emploi :

- 900 000 chômeurs en moins d'ici 2007 ;
- le droit à la formation tout au long de la vie ;
- 200.000 contrats pour les chômeurs de plus de 50 ans ;
- l'innovation, la croissance, la création d'entreprise.

Je m'engage à approfondir la lutte contre l'exclusion : " 0 SDF " avec l'aide des ONG.

Je m'engage pour le logement décent de tous les Français :

- la Couverture logement universelle ;
- 300.000 HLM reconstruits en 10 ans.

Je m'engage à étendre les droits des salariés :

- ouvrir une négociation avec les partenaires sociaux pour lutter contre la précarité ;
- organiser la représentation des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises ;
- assurer l'égalité professionnelle (salaires et accès aux responsabilités) entre les femmes et les hommes. Je m'engage pour la santé de tous les Français :
- investir pour rénover les hôpitaux, renforcer l'effort de recherche et offrir de nouveaux médicaments ;
- dépister systématiquement plus de maladies et combler le retard en matière de prévention ; de nombreuses vies humaines pourraient ainsi être sauvées ;
- garantir l'égalité d'accès aux soins pour tous sur tout le territoire ;
- améliorer le remboursement de l'optique, des soins et des prothèses dentaires.

Mes cher(e)s camarades,

Je m'engage pour une France plus juste. C'est aujourd'hui que je veux construire le progrès social. Pour les femmes et les hommes d'aujourd'hui. Mais pas seulement pour eux. Le progrès ne vaut que s'il prépare l'avenir. Que s'il sert les générations suivantes.

## II - C'EST POURQUOI JE SUIS LE CANDIDAT TOURNE VERS LA JEUNESSE.

J'ai en tête un mot cher à beaucoup de jeunes d'aujourd'hui : " respect ".

Eh bien, je veux être le candidat du respect.

Le respect est au centre de ma conception de la vie politique.

- Respect des engagements pris. Respect de la parole donnée. Respect de la confiance accordée par les Français. Respect de soi-même, respect de ses alliés, de ses adversaires aussi.

Les jeunes ont été cruellement déçus en 1995. Ils ont apprécié que nous ayons travaillé pour eux et avec eux depuis 1997.

Les jeunes savent bien que " présider autrement " est une exigence de respect.

- L'exemple doit venir d'en haut. La loi doit être la même pour tout le monde. La sanction aussi.
- Il faut avoir le sens de l'équipe et du jeu collectif.
- Il faut savoir reconnaître ses erreurs et en tirer les leçons.
- Il faut être simple. Vrai. Franc. Net. Au clair avec soi-même et avec les autres.

Je vais vers eux. Et ils me le rendent. Je veux remercier ici Charlotte BRUN, Présidente du Mouvement des Jeunes Socialistes, et tous ces jeunes qui, meeting après meeting, apportent à cette campagne leur enthousiasme, leur énergie, leur joie de vivre;

Sur le socle de ce respect, je veux passer un pacte de confiance avec la jeunesse. Cette confiance se fonde aussi sur la reconnaissance de ce qu'est la jeunesse et de ce qu'elle n'est pas.

Je ne stigmatise pas les jeunes. Je refuse que l'on confonde les jeunes et les délinquants, comme si la jeunesse était une sorte de nouvelle classe dangereuse, à la manière des classes laborieuses du XIXème siècle. Les jeunes sont des jeunes. Les délinquants sont des délinquants.

Je sais que les jeunes sont parmi les premières victimes de la violence : du racket, des agressions, des Mais je veux rappeler aux jeunes qui sont à la dérive qu'ils n'ont pas d'avenir s'ils ne respectent pas la règle commune.

- Lutte contre la violence scolaire.
- Enseignement de l'éducation civique à l'Ecole.

La jeunesse ne me fait pas peur, ne nous fait pas peur, ne doit pas faire peur aux Français. La jeunesse est le sourire de la France.

A cette jeunesse, je propose un pacte pour répondre à son envie de liberté.

- Liberté de choix, liberté de style de vie.
- Je continuerai à lutter contre les discriminations de toute nature.
- Je veux une jeunesse libre mais informée : prévention des comportements à risque ; information sur la contraception.
- Je veux une jeunesse qui puisse vivre sa vie et faire la fête sans être pénalisée par son faible pouvoir d'achat : je m'engage à défendre à Bruxelles l'application du taux réduit de TVA sur les CD et DVD.
- Liberté de parcours.
- Je veux lutter contre les stéréotypes qui enferment les garçons et les filles dans certaines filières de formation.
- Liberté d'expression. Je m'engage à développer pour les jeunes des lieux de création, de répétition, de diffusion au service de leurs activités artistiques.

- Un pacte pour ouvrir un avenir à la jeunesse.
- En maintenant l'Education comme priorité nationale.
- Investir dans l'éducation : priorité budgétaire.
- Egalité des chances : 100 % des jeunes avec une qualification.
- Prise en charge des élèves en difficulté.
- Expérimentation et généralisation des bonnes pratiques venues du terrain.
- Un ordinateur pour chaque jeune, de l'Ecole à l'Université.
- En ouvrant l'Education sur l'Europe et le monde.

- Apprentissage de deux langues vivantes.
- Un séjour de 3 mois (lycéens) à 6 mois (étudiants) à l'étranger.
- L'espace européen de l'éducation : reconnaissance des diplômes et mobilité.
- En aidant les jeunes à trouver leur place dans la vie professionnelle.
- Je m'engage à proposer aux jeunes un service civique pouvant être validé dans leur formation.
- Je m'engage à continuer le combat pour l'emploi des jeunes.
- Je m'engage à mettre en place un contrat d'autonomie pour aider les 18-25 ans dans leur démarche de formation et d'insertion professionnelle.
- La droite est contre, comme toujours. Je dis que c'est une grande réforme de société, lorsqu'on sait que 60 % des jeunes vivent encore chez leurs parents, parfois au-delà même de 25 ans, alors qu'ils aimeraient pouvoir s'assumer en tant que jeunes adultes. Les jeunes ne demandent pas l'aumône. La logique d'un RMI-jeunes serait celle de l'assistanat, d'un sous-statut. Le contrat que je propose est conditionné à un projet d'étude ou de formation professionnelle. Et c'est à cette condition qu'il aidera vraiment nos enfants à conquérir leur autonomie.

Je veux répondre à l'envie de justice exprimée par la jeunesse.

A Porto Allegre -Lula était un peu notre hôte-, à Gênes, les jeunes sont aux avant-postes de la mobilisation internationale pour dénoncer le libéralisme, cette loi du plus fort, et pour proposer " un autre monde ".

Je suis avec la jeunesse pour construire un monde plus juste.

- Je propose l'annulation de la dette des pays en développement.  
- Je veux augmenter l'aide publique à 0,7% du PIB.  
- Pour un partage plus équitable des richesses et du pouvoir, je propose de créer un Conseil de sécurité économique et social à l'ONU, ouvert aux pays en développement.  
- Et puisque j'évoque le monde, je suis heureux de saluer ici, après la soixantième ratification d'Etat, le fait que la Cour pénale internationale va pouvoir se mettre en place et commencer son travail. La contribution de mon gouvernement à ce succès a été totale. Nous nous sommes engagés pleinement. La lutte contre l'impunité de ceux qui déclenchent des guerres ou violent les droits de l'homme sera plus vigoureuse. Aujourd'hui est un progrès de la conscience universelle.

Mes cher(e)s camarades,

Cette jeunesse, je ne cherche pas à l'instrumentaliser. Je ne lui tiens pas le discours de la démagogie. J'attends d'elle le respect : respect des personnes, sans distinction d'âge ni d'origine ; respect des règles, celles de la vie en société ; respect des lois, celles de la République. Je voudrais vous en donner ma vision.

### III - LA REPUBLIQUE A BESOIN DE LA JEUNESSE.

La République est le régime que s'est donné la Nation.  
La République est le bien commun des Français réunis par la volonté de vivre ensemble.  
La République, c'est un ensemble de valeurs.

Si elle est partie prenante de la République, la jeunesse en apprendra mieux les valeurs.  
Valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité.  
Ces valeurs ont besoin, pour vivre, de la laïcité.  
- La laïcité est une idée moderne, indispensable, précieuse entre toutes. Elle est le socle sur lequel peuvent s'élever la liberté de conscience, le respect des différentes appartenances et confessions.  
- Je sais qu'il existe des appartenances communautaires, même si la première communauté est pour moi nationale, celle des citoyens.  
- Je refuse le communautarisme.  
- Je ne connais qu'une seule communauté : celle des citoyens. Elle définit la Nation.

Je le dis aujourd'hui avec d'autant plus de force qu'il existe la tentation pour certains de répercuter la situation dramatique du Proche-Orient au sein de la communauté des citoyens.

Je condamne solennellement, et de la manière la plus ferme, les actes antisémites. L'inacceptable n'a pas sa place au sein de la République. Lancer des cocktails Molotov contre des synagogues est abject. S'en prendre à des écoles juives est intolérable. Quelle que soit leur nature, les actes ou les insultes qui visent nos concitoyens juifs soulèvent l'indignation.  
A ma place, avec le Gouvernement, je mets tout en œuvre :  
- pour pourchasser les coupables. Ils sont et seront châtiés avec sévérité. C'est le cas à Montpellier, par exemple, où les individus qui avaient lancé des cocktails Molotov sur une synagogue ont été poursuivis, appréhendés, sont passés aux aveux et ont été déférés au Parquet ;  
- pour prévenir de tels actes : Daniel VAILLANT a déployé de nouveaux moyens autour des sites pouvant être visés ;  
- pour éveiller les consciences sur ce que signifie vivre ensemble.

Vivre ensemble suppose le respect.  
Respect de la loi commune, celle que tous les citoyens acceptent parce qu'elle garantit la liberté, les libertés, de chacun.  
Respect de l'égalité de tous. Quelle que soit l'origine, quels que soient les choix de vie.  
Que l'on viole la loi, que l'on porte atteinte à la dignité de l'autre, et c'est la République que l'on insulte.  
- Chaque citoyen doit être vigilant et, lorsqu'il le faut, se dresser et refuser l'inacceptable.  
- Si les Français m'élisent Président de la République, je serai le premier à veiller à ce respect -respect de la loi, respect de l'autre- sans lequel il n'est pas de vie en société possible.  
Le respect de la loi n'empêche pas que la loi commune puisse évoluer pour tenir compte de la marche des sociétés et des mœurs. Je veux une République vivante, adaptée à notre temps.  
Cette République, je la veux forte, vivante, féconde, moderne.

- Je ne veux pas d'une République figée dans un passé idéalisé qui n'a jamais existé.
- Je veux qu'elle soit un atout pour la France du XXIème siècle, pas une nostalgie de la France du XIXème siècle.

Ainsi, je n'oppose pas la République à la démocratie. Je suis convaincu qu'en approfondissant la démocratie, on sert la République. Je pense que la décentralisation, qu'a voulue la gauche et qui a fait naître puis s'épanouir la démocratie locale en France, sert la République.

- François MITTERRAND, Pierre MAUROY, Gaston DEFFERRE puis Pierre JOXE ont donné des libertés nouvelles aux villes, départements et régions. Encore une réforme historique dont chacun se réjouit aujourd'hui mais que la droite, à l'époque, avait combattue.
- Au sein de mon Gouvernement, Jean-Pierre CHEVENEMENT puis Daniel VAILLANT ont continué à tracer le sillon de la décentralisation.
- Demain, si les Français le veulent, nous ouvrirons une seconde étape de la décentralisation. Je pense que la parité entre les femmes et les hommes, approfondissement majeur de la démocratie, sert la République.

Je pense que la restriction du cumul des mandats, en apportant un souffle nouveau à la démocratie, sert la République.

Je pense que l'indépendance de la Justice sert la République. Nous l'avons pratiquée dans les faits. Nous avons essayé de l'inscrire dans la loi. La droite s'y est opposée. Demain, si les Français nous font confiance, nous consacrerons définitivement l'indépendance et la responsabilité de la Justice en France.

Mesdames et Messieurs,

Mes cher(e)s camarades,

Cher(e)s ami(e)s,

Progrès social, confiance en la jeunesse, attachement indéfectible à la République : voilà trois idées fortes qui fondent l'identité de la gauche. Trois idées fortes qui sont au centre de mon projet.

C'est un projet pour la France. C'est aussi un projet pour le rôle de la France en Europe et dans le monde.

L'Union européenne sera d'autant plus puissante qu'elle se bâtira sur un contrat social fort, sur le progrès social, sur la confiance en la jeunesse, sur le respect de chacun.

Et plus elle sera forte, plus l'Europe pourra ouvrir à ce siècle neuf un chemin de paix, de solidarité, de liberté. Elle doit se donner comme objectif de façonner un continent juste, un continent solidaire, un continent innovant. Un continent où les Etats seront assez puissants pour ne pas dépendre des marchés, un continent où l'affaire Enron sera impossible, un continent où les services publics seront garantis.

La France doit prendre la tête de ce combat pour cette Europe-là. J'y suis résolu.

En Europe et dans le monde, la France doit continuer à faire vivre ses valeurs et ses principes. La France doit rester fidèle à la philosophie des Lumières, à son héritage révolutionnaire. Elle doit être la terre d'accueil des idées neuves, des combats justes, d'une vision du XXIème siècle qui soit celle du développement planétaire durable. La France doit continuer à être le pays qui innove en matière sociale, un pays qui ne confond pas modernité et libéralisme, un pays qui explore le nouveau contrat social qui doit être celui du XXIe siècle pour l'ensemble du monde.

Dans l'époque mondiale qui est désormais la nôtre, la France doit rester fidèle à la mission qui l'a fondée dans le passé, la mission qu'elle s'est donnée à elle-même. La mission qui nous réunit et qui fait que nous sommes fiers d'être Français.

\*\*\*

<campagne=2002>04.12 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - Mulhouse <lieu=Mulhouse>  
<texte=20>

Mes chers amis,

En 1995, les choses étaient simples parce que quand j'étais venu à Mulhouse, c'était la dernière journée. J'avais commencé à Caen, j'étais passé à Mulhouse et j'avais terminé à Besançon. C'était une journée formidable, d'ailleurs, on s'en souvient et on avait rêvé. Certains avaient rêvé. Du coup, on n'avait pas gagné. Cette fois-ci, on ne rêve, on a les yeux ouverts, c'est pourquoi je pense que l'on va gagner.

Du moins, si nous sommes capables de rendre nos compatriotes, nos concitoyens, les Français conscients des enjeux et si, eux aussi, regardant les yeux ouverts cette élection, les bilans de chacun, les conceptions de la politique, les pratiques et les projets qui sont présentés.

Je suis venu à Mulhouse pour parler de l'environnement, ce n'est pas tout à fait par hasard. J'avais envie de venir en Alsace, j'avais envie de venir dans la ville de Jean-Marie Bockel parce qu'il est, parmi les socialistes, un des hommes pour qui j'ai le plus d'estime et de respect pour sa façon de faire de la politique, pour la manière dont il conduit cette ville depuis des années dans un environnement politique qui n'est pas aussi porteur que dans d'autres régions, où la tradition est elle socialiste, de gauche que les choses vont presque toutes seules, à condition de les accompagner ; ce travail remarquable méritait d'être salué. Enfin, sur ces questions de l'environnement à travers une pratique, comme il appelait à débiter au début des années 90, il y a plus de dix ans, il y a un travail remarquable qui a été fait dont on m'a donné plusieurs des traductions et aussi plusieurs des projets qui sont en cours. D'ailleurs, j'ai été frappé de voir qu'on parlait d'environnement mais on parlait en même temps d'urbanisme. On parlait de vie quotidienne.

Je suis heureux de retrouver Jean-Pierre Beaumler, Marie-Hélène Gillig, Catherine Trautmann qui a été membre de mon gouvernement à qui nous souhaitons tous bonne chance pour l'avenir parce que j'espère bien que l'on ne pourra pas retrouver des conditions aussi négatives pour aborder une campagne que celle qu'elle a eu malheureusement à affronter, mais le temps est encore là devant elle. Pierre Moscovici, membre de mon gouvernement, qui joue un rôle précieux dans la campagne parce que c'est lui qui anime tout le travail de réflexion, de réponses aux questions, aux interviews, aux demandes de groupes professionnels, d'association, qui font qu'il y a chaque jour des dizaines et des dizaines de réponses de nature diverses qui partent de l'Atelier de campagne, du siège de campagne pour aller irriguer ce grand courant démocratique que représente une élection présidentielle. Je remercie Michel Dreyfus-Schmidt d'être venu en voisin et c'est très bien qu'il y ait des réunions à Belfort parce que, même à Belfort, on peut faire du gauche - gauche ! Je voudrais saluer deux camarades qui sont avec moi : Géraud Guibert qui dans la direction du PS a justement en charge les questions d'environnement et puis Claudy Lebreton, président du Conseil général des Côtes d'Armor qui dans ma campagne est justement le porte-parole thématique sur les questions d'environnement.

J'ai été frappé par la haute qualité environnementale des logements que vous avez rénovés, par la mobilisation des acteurs économiques pour lutter contre la pollution de l'air, la politique de l'eau, les initiations conduites en direction des enfants, ce qui montre que les élus de cette agglomération sont depuis longtemps orientés vers le développement durable. Ce n'est pas un hasard si ce sont les élus locaux de gauche qui mènent depuis de nombreuses années les politiques les plus audacieuses et les plus courageuses en matière d'écologie urbaine. Quand une municipalité de gauche s'installe là où il existait une municipalité de droite, comme c'est le cas dans la capitale, à Paris, on voit immédiatement sur ce sujet que la différence se marque ! Cela prouve, pour nous socialistes, qui sommes historiquement, et cela a un sens, particulièrement dans cette région de tradition ouvrière qui sommes particulièrement ceux qui avons posé la question sociale, celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, celle de la dureté des conditions de vie dans le monde industriel, dans le monde de la fabrique puis de la grande industrie. Les socialistes qui ont porté les grandes réformes sociales au cours de la fin du XIXème siècle et du XXème siècle posent désormais la question environnementale. Cette question sociale dont nous sommes les porteurs et cette question écologique ou environnementale qui apparaît aujourd'hui comme essentielle se rejoignent justement dans ce que l'on appelle l'environnement ou l'écologie au quotidien. Car ce sont les hommes et les femmes qui vivent dans les conditions les plus difficiles qui subissent à la fois l'injustice sociale, l'inégalité des conditions urbaines et souvent les pollutions ou les nuisances qui marquent cette vie urbaine.

A partir de 1981 puis en 1988, la gauche a su s'ouvrir aux revendications de ceux qui ont tracé les chemins de la défense de notre planète. En 1995 un rapprochement plus étroit s'est amorcé et en 1997, à travers la majorité plurielle, pour la première fois, l'arrivée d'un mouvement écologiste et de ce représentant dans un gouvernement, nous avons créé une nouvelle donne et amplifié cette prise de conscience de l'importance des problèmes écologiques. Cela n'est pas illogique parce que comme les socialistes sont pour le progrès, appartiennent aux forces de progrès, que le progrès est le développement et que le développement aujourd'hui pour ne pas se retourner contre les conditions de vie de l'humanité doit être un développement durable, là aussi il est logique que socialistes et écologistes se retrouvent. Nous nous retrouvons dans la micro réalité des quartiers pour faire face aux difficultés et aux nuisances et nous nous retrouvons quand nous avons à penser l'avenir de la planète, si nous voulons que ses équilibres soient préservés et que nous ne connaissions pas des situations dramatiques.

Au-delà des problématiques écologistes, qui ont leur logique, leur identité, au-delà des symboles qui existent, il me semble que la gauche a désormais intégré la dimension environnementale de la lutte incessante que nous devons mener pour le respect de la vie, pour le respect de l'autre, et on le sait maintenant à travers le risque de disparition d'espèces, avec les risques qui pèsent sur la biodiversité, le respect de toutes les espèces vivantes. Nous avons progressé ensemble avec la majorité plurielle, pour que l'environnement devienne un souci constant. Avec les Verts, les socialistes, les communistes ou les Radicaux, ou le MDC ce sujet est devenu pour la gauche une question de politique quotidienne, de justice sociale, de démocratie mais aussi de solidarité internationale. C'est ce gouvernement qui a amorcé les premiers choix

de société fondés sur le développement durable. Et comme j'ai eu l'occasion de le dire dans une interview, je veux à cet égard remercier Dominique Voynet pour le rôle qu'elle a joué hier dans mon gouvernement et aujourd'hui Yves Cochet pour le rôle qu'il y joue comme ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement.

Ce changement d'état d'esprit implique une volonté forte pour dépasser les contradictions qui existent dans notre société industrielle, celle dont on voyait les termes à propos de l'agriculture ou à propos du transport.

Il faut harmoniser les exigences du court terme, de la société telle qu'elle est et de la préservation du long terme -et cela suppose un effort de sensibilisation des citoyens et notamment des jeunes parce que l'on voit bien que nos concitoyens, comme nous-mêmes les responsables politiques ayant à décider, oscillent parfois entre ces exigences contradictoires et puis aussi balancent entre l'intérêt général, idéal, et puis des intérêts particuliers qui sont très puissamment inscrits dans la réalité et qui font sentir aussi leur pression, et qui défendent aussi les intérêts catégoriels qui ne sont pas non plus forcément illégitimes.

Cette dimension du temps, cette dimension du lien que nous nouons maintenant avec les générations futures, qui n'était pensé par les socialistes qu'à travers l'idée de progrès, l'idée de transformation sociale, l'idée utopiste des cités radieuses des premiers socialistes utopistes ou l'idée de la transformation du monde rêvée par ceux qui se réclamaient de la Révolution, inscrits dans des promesses et dans des concrétisations de réformes pour ceux qui avaient choisi la voie réformiste mais qui ne s'exprimaient qu'à travers cela, ce lien, cette capacité à nous projeter dans l'avenir au moment où nous prenons nos décisions, doit être tourné maintenant aussi vers la préservation même de la planète ; sinon c'est une menace mortelle qui pèse sur nous. A cet égard, le fait que la plus grande puissance mondiale, la puissance qui par là-même, simplement parce qu'elle produit plus polluée plus, que cette puissance se soit détournée du mouvement collectif qu'avait accepté l'administration précédente, l'administration Clinton notamment sur le Protocole de Kyoto, notamment après la Conférence de Berlin pour lutter contre l'effet de serre, est un événement d'une très grande importance et particulièrement menaçant pour l'avenir. J'espère bien que l'Europe, les autres pays développés, si nous arrivons à convaincre les pays en développement qu'eux aussi ont intérêt à cette évolution, qu'ils en seraient les premières victimes en cas de réchauffement irréversible de la planète, avec les conséquences pour la montée des eaux, pour la désertification, pour toute une série d'autres conséquences, j'espère bien que nous pourrions faire bouger l'administration américaine, celle-ci ou éventuellement une autre ultérieurement. Cette dimension du lien avec les générations futures dans nos grands arbitrages d'aujourd'hui, les citoyens et les responsables politiques, doit absolument être prise en compte.

- D'ailleurs, dans la société française d'aujourd'hui, la qualité de l'environnement est devenue une exigence sociale : nous voulons des villes propres, des paysages harmonieux, une nature préservée. Nous voulons aussi pouvoir manger et boire en toute confiance, nous voulons préparer la planète que nous allons transmettre à nos enfants. En même temps, la préoccupation environnementale doit être aussi inscrite dans la vie quotidienne. Il est clair que la qualité de l'environnement n'est pas également partagée par tous. Ce sont les plus démunis qui vivent dans des logements dégradés, souffrent du bruit, et de trajets trop longs, qui les exposent à la pollution ou au saturnisme en fonction de l'eau qu'ils peuvent boire ou dans les conditions dans lesquelles cette eau circule, se privent des aliments les plus sains parce qu'ils sont les plus chers. La défense de l'environnement conçue ainsi est aussi de la lutte pour la justice sociale, de la lutte contre les inégalités. C'est vraiment ce message que je veux faire passer aujourd'hui.

Avec mon gouvernement, nous avons engagé cette bataille. Nous avons donné des moyens sans précédent dans leur progression depuis 5 ans au Ministère de l'environnement. J'ai la volonté de poursuivre en proposant au pays et aux différents acteurs du pays, un contrat écologique.

#### L'ENVIRONNEMENT EST D'ABORD UN ENJEU DE JUSTICE SOCIALE DANS LA VIE QUOTIDIENNE.

- La droite nous donne aujourd'hui des leçons, mais elle a symbolisé le règne du " tout voiture ", favorisé une agriculture productiviste.

- Le bilan de la gauche plurielle, lui, montre que nous avons traité cette question sérieusement : la pollution de l'air dans les villes a sensiblement diminué, grâce notamment à de nouvelles politiques de circulation ; la responsabilité de chaque acteur a été définie en ce qui concerne la gestion des déchets, la maîtrise de l'énergie a été relancée, la recherche d'énergies renouvelables pour diversifier notre politique énergétique a été engagée, le développement des transports collectifs accéléré, la priorité au rail enfin amorcée.

- Cette lutte pour l'amélioration de la vie quotidienne doit être approfondie dans des domaines essentiels comme :

. la lutte contre le bruit ;

. le soutien aux collectivités locales pour le doublement de l'équipement en transports collectifs ;  
. l'amélioration de la qualité de l'eau potable ;

. la préservation de nos paysages, parmi les plus beaux d'Europe, et de leur biodiversité ; j'engagerai le gouvernement, au lendemain de l'élection, si les Français me font confiance, dans une loi-cadre sur la gestion durable de notre patrimoine naturel ;

#### L'ENVIRONNEMENT EST ENSUITE UNE CHANCE POUR LA DÉMOCRATIE.

- Depuis 10 ans, la conscience environnementale chez nos concitoyens a considérablement évolué. Ceux-ci sont conscients de leurs responsabilités et les collectivités locales mènent désormais des politiques dynamiques. Je veux mettre l'environnement au cœur de notre culture politique, ce qui passe aussi par l'éducation, dès l'école, d'une véritable citoyenneté écologique.

- Pour le développement des énergies renouvelables, la protection de la nature, la gestion des déchets et la pollution de l'air, le cadre décentralisé est le plus efficace. C'est pourquoi je propose la mise en œuvre dans l'année 2003 d'Assises locales du développement durable, afin de fonder des partenariats écologiques avec l'Etat.

- Je veux mettre l'environnement au cœur de nos choix collectifs et cela implique d'associer davantage nos concitoyens à la prise de décision et aux grands débats qui doivent être conduits : multiplication des conférences des citoyens du type de celle que nous avons menée en ce qui concerne les OGM, leurs risques, leur potentialité, leur contrôle, leur limitation, le moratoire, dans quels cas on peut prendre des décisions, une information transparente systématique sur tous ces problèmes et des consultations plus nombreuses de nos concitoyens avant les prises de décisions, notamment pour les implantations de grands équipements, par exemple.

. dans le domaine des risques industriels, la catastrophe de Toulouse montre l'urgence qu'il y a à bâtir un plan de prévention des risques technologiques. Ici en Alsace, vous connaissez le problème car il y a des sites Seveso, vous avez engagé un premier débat public à l'automne dernier. Il faudra très rapidement s'attaquer aux zones les plus sensibles et c'est pourquoi après de larges concertations conduites notamment par le ministre de l'Environnement, Yves Cochet, un projet de loi sur la prévention des risques industriels a été examiné en Conseil des Ministres au début de l'année 2002 ;

. il faut réduire le risque dans la lutte contre l'effet de serre et cela sera pour moi comme président de la République dans les instances internationales une priorité absolument majeure. Cela suppose un effort accru de maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables. Cela passe sans doute en partie par des solutions européennes et notamment par le recours à l'écotaxe, le niveau européen étant sans doute le plus approprié pour ne pas mettre en cause la compétitivité des entreprises dans tel ou tel pays d'Europe par rapport à d'autres ;

. les transports de marchandises réclament aussi des solutions européennes. Je souhaiterais lancer dès 2002 une initiative européenne sur le transport de marchandises, qui dépasse le cadre du simple franchissement des frontières. Puisque je parle de transport, je voudrais confirmer qu'avec moi, le TGV Rhin-Rhône " poursuivra " sa route ;

. au-delà du projet de loi sur la transparence nucléaire - le 1er en France adopté depuis 40 ans ! - les choix énergétiques et notamment la place à réserver à l'énergie nucléaire doivent faire l'objet d'un débat national, public et parlementaire, qui permette d'évaluer de manière transparente et contradictoire les coûts économiques, les risques et les impacts en matière d'environnement de chaque option énergétique. En ce qui concerne le nucléaire, chacun connaît mon opinion. Ce débat n'aura de portée concrète qu'au moment où se posera le problème de renouvellement ou non du parc actuel de centrales nucléaires. Le nucléaire représente 75 % de notre production d'électricité aujourd'hui. En tout état de cause le " tout nucléaire " ne correspond plus à la situation actuelle. Il faudra faire au cours du quinquennat un effort nouveau et massif en matière de maîtrise de l'énergie et d'énergies renouvelables ;

. le principe de précaution doit guider nos décisions, pour les OGM comme pour le reste. Tant que des conditions claires de traçabilité et de transparence de la filière ne sont pas assurées, je reste favorable au moratoire sur les nouvelles autorisations de production de mise en culture d'OGM ; la recherche fondamentale est utile, elle doit se conduire mais elle doit se faire en toute transparence.

#### L'ENVIRONNEMENT EST ENFIN UN IMPERATIF DE SOLIDARITE INTERNATIONALE.

- Nous savons tous aujourd'hui que la planète est en danger. Jamais cela ne s'est produit. Nous avons cru pendant quelques décennies que cela pouvait seulement résulter de catastrophes nucléaires dans le cadre de guerre nucléaire pendant la période de la guerre froide et de l'équilibre de la terreur. Ces dangers ne sont pas totalement écartés, mais la révélation des deux dernières décennies, peut-être presque de la dernière décennie, c'est que notre planète pourrait être menacée non pas d'une catastrophe thermonucléaire mais d'un processus insidieux mettant progressivement en cause et peut-être de façon irréversible les conditions dans lesquelles les êtres humains pourraient vivre effectivement, non pas les cent prochaines années ou les deux cents prochaines années mais les cinq cents, les mille prochaines années. La Renaissance, c'est cinq siècles ; la philosophie des Lumières, c'est plus de deux siècles ; la révolution industrielle, c'est plus d'un siècle et donc il faut que nous soyons capables certes d'agir pour transformer nos propres vies, certes agir pour changer le sort de nos propres enfants, de nos petits-enfants, certes pour agir autour de nous partout sur la planète pour réduire les inégalités et les injustices, comme nous avons vocation à le faire dans notre propre pays, en France mais il faut aussi que nous soyons conscients que l'histoire de l'humanité va se poursuivre longuement après nous, sauf si le risque majeur que cette aventure humaine exceptionnelle se poursuive était encourue par le

développement industriel, ses conséquences et notamment par l'effet de serre. Protéger l'environnement implique donc une action collective internationale et la lutte contre la pauvreté, contre le sous-développement que nous devons conduire doit absolument aller de pair avec la préservation de l'environnement.

- C'est pourquoi je défends la création d'une organisation internationale de l'environnement, son objectif étant de regrouper toutes les conventions environnementales afin qu'elles soient dotées d'instruments communs en matière d'évaluation, de surveillance et de règlements des différends. Si je suis élu président de la République, j'ai bien l'intention de poser ce type de problème dès le sommet de Johannesburg qui doit avoir lieu en Septembre et qui va être un sommet d'une importance majeure.

- Nous devons aussi organiser la prise en compte des normes environnementales au sein même des institutions économiques internationales qui existent et notamment au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce qui règle les différends commerciaux mais qui le fait sans se préoccuper des normes sociales comme aussi d'ailleurs des normes environnementales.

- Nous sommes à l'aube d'un siècle majeur. Le siècle que nous avons terminé a été le siècle de tragédies, le siècle de deux guerres mondiales, le siècle du nazisme et du fascisme, de l'Holocauste, le siècle d'une révolution qui s'est transformé en un totalitarisme, qui a secrété lui-même son propre système des camps avec le Goulag. En même temps ce siècle a été celui d'un progrès scientifique et culturel fabuleux, a été le siècle pendant lequel au moins dans les pays développés les inégalités se sont réduites ou en tout cas les inégalités se s'étant pas suffisamment réduites, l'accès aux biens matériels de la masse de la population -on se souvient des conditions dans lesquelles vivaient ici les ouvriers et les ouvrières dans les filatures, les enfants et encore même il y a 30 ou 40 ans, comment vivaient nos parents avant que le bien-être matériel se répande dans la population-, cela a été le siècle de la décolonisation, de l'émancipation des peuples qui étaient sous le joug des grandes puissances coloniales ; cela a été le siècle où après des convulsions, des retours en arrière notamment en Amérique latine, la démocratie a progressé y compris dans un certain nombre de pays du Tiers-Monde ; c'est un siècle qui a eu aussi ses promesses. Nous ne savons pas bien sûr ce que sera le XXIème siècle, les plus jeunes ici qui m'accueillaient tout à l'heure vont le vivre entièrement. Un enfant sur deux qui naît aujourd'hui sera centenaire. J'aurai pu dire aussi l'allongement de l'espérance de vie avec la révolution sanitaire est aussi une révolution de ce siècle. Balzac écrivait un roman qui s'appelait " La femme de 30 ans " et elle était encore belle sans doute telle qu'on la lit entre les pages mais sa beauté n'était plus qu'une nostalgie. Maintenant, ce sont les femmes de soixante qui sont superbes ! On était vieillard à quarante ans ; maintenant à soixante-dix ans, on est superbe, on le sait bien ! Beaucoup de choses ont changé dans ce siècle. Un certain nombre d'entre nous essaieront d'en vivre le plus grand nombre d'années mais, Il va y avoir des défis formidables. Les défis du développement, de la pauvreté de masse, des inégalités, défis du fanatisme, de la violence, de l'intolérance, avec ces conflits qui flambent et que nous devons nous garder d'importer et d'intérioriser dans notre communauté nationale, j'ai eu l'occasion de m'exprimer sur ce sujet encore à Bordeaux et déjà à plusieurs reprises. Mais, je pense que si nous faisons des choix lucides, si les grands dirigeants de la planète, si les grandes organisations internationales font les bons choix, pas simplement les choix de court terme, pas simplement les choix guidés par l'intérêt matériel, pas simplement les choix guidés par le confort des habitudes mais des grands choix à long terme qui soient clairs, qui soient adaptés aux besoins de l'humanité, et grâce aux progrès scientifiques fabuleux qui vont être faits, notamment dans le domaine de la biologie, je pense que l'on peut faire de ce siècle un siècle de progrès. Mais il va falloir naturellement préserver ce patrimoine naturel qui est le nôtre. En lançant des Assises locales, en refondant la législation sur la gestion durable de notre patrimoine, en approfondissant la démocratie environnementale, en portant ces problèmes à l'échelle de la planète, je crois que l'on peut faire ce qui est mon objectif, que l'écologie devienne partie intégrante de toutes les politiques publiques dans notre pays mais aussi à l'échelle européenne et internationale.

- Je suis persuadé que les deux grands chantiers de la lutte contre la pauvreté et de la vigilance environnementale sont parmi les plus importants des prochaines années. Ils doivent rassembler nos concitoyens autour de la grande ambition d'un progrès réel, un progrès durable, économe des ressources, rompant avec le productivisme. C'est l'ambition de la gauche. C'est un défi : les majorités sont souvent difficiles à rassembler sur ces sujets et c'est pourquoi notre société qui donne trop peu la parole aux exclus, qui ne peut pas entendre les générations futures parce que non présentes à nous, elles sont encore muettes et donc il faut entendre par avance la parole qu'elles tiendront demain, mais qu'elles tiendront trop tard si nous n'avons pas été capables de l'intérioriser, de la pressentir, d'en avoir la présence : mais c'est un grand dessein que de penser à tous aujourd'hui, par tout en France, et c'est pourquoi vous le savez, je veux la justice sociale, partout à l'échelle internationale et c'est pourquoi je veux la régulation de cette globalisation libérale, mais pour tous aussi demain, c'est-à-dire en pensant à ceux qui vont nous succéder sur cette terre

Parce que je veux une France plus juste, plus solidaire, une France qui innove et protège, une France ouverte sur le monde et qui garde son identité propre, sa culture, une partie de ses traditions, une partie de ce qui fait que nous sommes Français sans chauvinisme mais avec une identité et une originalité particulière que nous avons simplement envie de confronter aux autres, hors de tout nationalisme, comme des nations et des peuples fraternels. C'est pourquoi je pense que le développement doit s'attacher non seulement au rythme de la croissance mais à la qualité de la croissance qui va se fonder de plus en plus sur l'innovation créativité humaine, ce qui implique encore un effort majeur en faveur de l'éducation, de la recherche, de la culture qui sont les traditions de la gauche alors qu'on sait qu'à chaque fois que la droite est au pouvoir la culture, l'éducation et la recherche sont sacrifiées par elle. Ce sont des enjeux clairs de cette élection présidentielle, si l'on veut bien ne pas simplement se laisser emporter par le thème lancinant de l'insécurité que nous affrontons par ailleurs plus sérieusement que beaucoup d'autres.

Voilà un certain nombre d'enjeux de cette élection présidentielle : Justice - Démocratie pour notre pays comme pour le Monde. Cela suppose naturellement une volonté de l'Etat. Cela suppose une attention aux grands problèmes. Cela suppose de la sympathie véritable pour les souffrances qui existent encore au quotidien.

Ce projet, j'ai envie de le porter. Je suis prêt à le faire. Les cinq ans que j'ai passés à la tête du gouvernement, à m'occuper chaque jour de chacun des problèmes du pays, à chacun des problèmes des Français m'y ont préparé.

J'ai besoin de vous, de vous tous pour m'aider d'une part à franchir dans de bonnes conditions pour créer une dynamique l'étape du premier tour et puis ensuite pour gagner le 5 Mai.

\*\*\*

## <campagne=2002>04.13 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - <lieu=Lens> <texte=21>

Mon cher Guy, mon cher Serge, chers amis. Lundi, j'étais à Clermont-Ferrand, pour parler des problèmes des seniors, comme on dit maintenant, des personnes âgées.

Mardi, j'étais à Grand-Quevilly pour évoquer la modernisation nécessaire de notre pays. Jeudi, j'étais à Bordeaux pour un grand meeting où j'ai abordé bien des thèmes différents. Hier, j'étais à Mulhouse pour parler d'environnement, de développement durable, de la protection nécessaire de l'avenir de notre planète, de l'attention précise et quotidienne à l'environnement des Français.

Et aujourd'hui je suis à Lens pour parler de la France plus juste. Cela avait pris, jusque-là, le caractère d'un échange, de tables rondes auxquelles les militants voulaient bien aimablement assister.

Et puis, ici, dans le Pas-de-Calais, à Lens, on m'a dit : " Lionel, les tables rondes, on aime bien, les débats, on en nourrit, on en anime. La vie démocratique est pour nous importante. Mais il nous semble quand même que les camarades, les sympathisants ou les citoyens de cette ville et de quelques autres peut-être, auront envie de venir peut-être plus directement et plus nombreux. " Et donc, vous ne vous surprendrez pas puisque vous êtes les auteurs mêmes de cette transformation que ce rassemblement aujourd'hui prenne un peu la forme d'un meeting.

Je suis heureux bien sûr d'être ici en cet après-midi à Lens avec vous. J'associe au département du Pas-de-Calais le département du Nord et la grande région Nord-Pas-de-Calais, n'oubliant pas le formidable meeting que nous avons fait avec Martine et quelques autres le 7 mars à Lille, parce que nous sommes ici dans une terre particulière. Et parler d'une France qui doit continuer à avancer vers la justice sociale, comment le faire mieux que dans une terre qui fut l'un des berceaux de la révolution industrielle en France, une des terres où se sont rassemblés des hommes et des femmes dans les fabriques de la nouvelle industrie, une des terres qui a connu à la fois l'exploitation la plus dure mais en même temps les luttes les plus déterminées et la fraternité la plus chaleureuse.

Le bassin minier et les houillères, le pays noir de Béthune à Valenciennes, la sidérurgie et l'acier, le textile aussi dans les vallées, ici, de génération en génération, le travail a rythmé la vie des hommes, comme il a façonné les paysages. Et puis, le temps a passé. Ceux qui avaient tant contribué à la richesse de la France, ceux qui étaient fiers d'être la première région industrielle de France, ont vu la mutation industrielle des friches industrielles, des terrils, porter sa marque sur ce paysage et sur cette région, mais non pas sous forme de constructions dont on était fier, même si on savait la dureté, mais sous forme de stigmates, de blessures, de cicatrices pas encore tout à fait refermées.

La crise économique ici a été forcément aussi une crise sociale et presque une crise d'identité, presque une crise culturelle. Qu'est-ce qui nous arrive ? Nous qui avons été les producteurs, nous qui avons fait de ce pays sa puissance industrielle avec d'autres régions bien sûr, qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qui se retourne contre nous ?

Les fosses abandonnées, les usines qui fermaient, les licenciements nombreux obscurcissaient l'avenir. C'était inévitable avec l'épuisement de la mine, c'était insupportable, ce fut un crève-cœur et en même temps le défi a été relevé.

Alors, il reste aujourd'hui beaucoup à faire, même si vous avez commencé à réussir bien des reconversions à force de ténacité, de courage, de travail bien fait et d'attachement au pays, vous avez rassemblé, organisé des efforts qui commencent à porter leurs fruits.

Tout à l'heure, j'ai été me recueillir devant la statue du mineur, j'ai pu méditer quelques instants ces trois mots : la souffrance, le courage et la fierté, qui expriment l'identité même de cette région. J'ai eu comme un bonheur de penser que je ne faisais pas simplement un geste de respect, que je n'étais pas simplement dans la nostalgie d'une époque glorieuse, dure, mais magnifique, mais parce que j'apercevais derrière moi, au fond, ce château des anciens grands patrons de la mine par lequel on arrivait, vers lequel on arrivait par le train, devant lequel on déroulait le tapis rouge aux administrateurs. Que ce château, par l'action forte des élus, mais aussi parce que j'ai fait moi-même comme ministre de l'Éducation nationale quand j'ai été en charge, au sein d'un gouvernement de gauche, celui de Michel Rocard, sous la présidence de François Mitterrand, nous avons rendu, nous avons donné cet ancien château fort de l'exploitation humaine aux jeunes fils et filles, petits-fils et petites-filles des mineurs qui, eux, n'avaient pas le droit d'en franchir les grilles. C'était pour moi un moment d'émotion et un moment de fierté.

Tout à l'heure, après ce meeting, j'irai à Liévin rendre hommage à la corporation minière, là aussi faire un geste de recueillement en mémoire de la catastrophe de la mine à Liévin. Je n'oublierai sûrement pas que, jeune étudiant, ayant la chance de faire un stage dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à l'époque immense entreprise de près de 100 000 hommes, j'ai justement pris, pendant quinze jours, de nuit, le poste au 9 de Liévin. Et j'ai été marqué par cette expérience cruciale. Je n'oubliera pas non plus, bien sûr, que le grand-père de celle qui est ma compagne et mon épouse, est venu, comme tant d'autres, de la Pologne lointaine, à l'époque, pour travailler dans la mine ; et que son fils a pu faire des études, devenir ingénieur parce que son père trouvant que le métier était si difficile et si dangereux qu'il l'a poussé vers l'école des ingénieurs de la mine de Douai, ce qui lui a permis de faire son parcours. On trouve là des racines, une histoire, une identité et une

capacité aussi de transformation et de mouvement social, d'élévation sociale disait-on à une époque, qui passe justement par l'école, l'école républicaine où là, en l'espèce, l'école de la mine.

Mais, au-delà des gestes qu'il faut faire, au-delà de la fierté qu'il faut rappeler, au-delà de l'admiration qu'il faut dire pour ces hommes et ces femmes qui ont affronté des conditions de vie terribles, qui ont mené des combats syndicaux ou politiques en subissant des répressions violentes souvent, au-delà de ces gestes de souvenir, il était bon que nous soyons plus concrets et que le symbole s'accompagne d'un geste effectif. Et c'est pourquoi mon gouvernement a voulu tenir l'engagement pris par François Mitterrand et justement à Lens en présence d'André Déléris, en 1983, de rendre aux mineurs et aux communes du bassin minier le patrimoine du logement minier. Un accord a été trouvé pour sa rénovation, et Marie-Noëlle Lienemann y a joué un rôle tout à fait essentiel. Il est la marque de ce que la communauté nationale doit justement à cette communauté des mineurs.

Lens, le Pas-de-Calais et le Nord ont aussi une histoire indissociable de celle de la gauche. Le socialisme est un peu né ici, dans ces terres ouvrières et industrielles qui ont connu tant de luttes. Il s'y est très vite acclimaté, organisé, avec ce sens, là aussi, de la discipline qui venait de la discipline même du travail, avec ce sens de l'organisation collective qui a donné lieu à ces grandes sections, à ces banquets fraternels parce qu'on savait que, seul, le nombre faisait la force et qu'ici l'individualisme n'était pas spontanément ce qu'on cultivait, avec ce goût de la fraternité et de la fête qui caractérise ces terres du Nord beaucoup plus joyeuses, beaucoup plus bariolées, beaucoup plus colorées, beaucoup plus baroques, comme leur architecture parfois qu'on ne le pense, parce que justement la fête, le plaisir, c'était aussi ce que l'on arrachait à la dureté du temps et du travail.

Vos départements ont toujours connu de puissantes fédérations socialistes qui ont compté dans la vie d'un parti que j'ai dirigé pendant neuf ans en tout. Leurs militants, les sympathisants quand venaient les temps de campagnes électorales, ont apporté leur force et leur énergie lors de toutes les grandes batailles démocratiques, et je sais ici, à Lens, aujourd'hui, que je peux à nouveau compter sur vous.

La gauche se sent bien dans la région Nord-Pas-de-Calais, et en particulier dans ce département, puisqu'en 1997 le grand chelem a été frôlé avec treize députés sur quatorze.

C'est pourquoi je veux saluer Guy Delcourt, maire de Lens, qui m'accueille depuis le début de cet après-midi, Jean-Claude Bois que je cherche, député de Lens, adjoint au maire et conseiller général, Roland Huguet, Président du Conseil général du Pas-de-Calais, Daniel Percheron, qui a animé longtemps cette fédération, Président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, et Serge Janquin qui était mon deuxième hôte, il y avait l'hôte républicain et l'hôte militant, même si tous les deux sont militants et républicains et qui s'est exprimé lui aussi comme secrétaire de la fédération socialiste avant moi.

Puisque nous sommes tout près de Lille, et sans prendre parti dans des joutes sportives à l'écart desquelles je me tiendrai prudemment, encore que vous vous prêtez vos stades, et il y a une fierté nordiste qui l'emporte. Et puis je veux naturellement saluer Martine, Maire de Lille, venue en voisine.

Je ne vais pas saluer tous les élus qui sont ici, ils sont tous des amis, je milite avec eux depuis longtemps, mais enfin je veux évoquer au moins le nom de Jean Le Garrec car, en tant que président de la commission des Affaires sociales, il a joué un rôle décisif pour faire avancer nos projets, ceux de Martine d'abord, ceux d'Élisabeth ensuite et tous les autres. Et combien de conflits, en tout cas de tensions a-t-il dénoués par son dévouement, sa connaissance des dossiers et son sens de la diplomatie.

Et puis bien sûr Élisabeth Guigou, Jack Lang, Marie-Noëlle Lienemann m'accompagnent et je les remercie d'être là.

Je disais qu'ici on a le sens du collectif, et c'est particulièrement vrai évidemment du club sang et or dont l'histoire est d'ailleurs, je l'ai appris depuis peu, étroitement liée à celle du mouvement ouvrier puisque l'on prétend, et je crois que c'est vrai, que le stade Félix Bollaert a été construit au lendemain de la crise de 1929, qui avait eu des conséquences dévastatrices sur la France et sur l'Europe et pour le monde, justement pour occuper 180 mineurs dont la fosse, déjà, venait de fermer. Alors, ce stade magnifique, dans lequel j'ai eu l'occasion de venir pour un huitième de finale de la coupe du monde de 1998, si, et je leur souhaite bonne chance, Lens, ce soir, confirme la tête du championnat et presque le titre de champion de France, je peux vous promettre que, soit j'y viendrai, si vous voulez bien m'inviter, comme simple citoyen, soit j'y viendrai comme Président de la République pour assister à un match, mais à un match du Racing Club de Lens.

Ici, dans cette très ancienne terre de gauche, où le mot justice sonne d'une façon forte, claire et symbolique, je veux vous donner dans les termes d'aujourd'hui, par rapport au temps qui vient, à un certain nombre d'orientations concrètes, ma vision de la justice sociale.

Pour moi, une France plus juste, c'est une France où tout le monde peut gagner sa vie, travailler, utiliser son propre savoir-faire, ne pas dépendre des autres et pouvoir élever sa famille. C'est une France où tout le monde peut vivre bien, c'est-à-dire vivre en accomplissant des progrès pour soi-même, sans doute, mais aussi pour les autres rassemblés.

C'est une France où tout le monde peut vivre libre, c'est-à-dire s'épanouir soi-même en tant que personne, donner toutes ses virtualités, manifester tous ses talents, sans que la condition sociale ou l'origine ethnique vous empêchent de le faire. La France plus juste que je veux, c'est d'abord celle du plein-emploi car la première inégalité entre les Français reste encore le chômage.

Mais pour faire reculer encore le chômage, comme nous l'avons fait pendant cinq ans, de plus de 900 000 personnes, pour faire reculer avec lui, par une politique volontaire et précise, les inégalités, il faut aussi stimuler l'activité économique du pays, il faut produire, créer, innover, inventer pour pouvoir distribuer. Il faut être créateur pour pouvoir être solidaire. C'est pourquoi je suis le candidat de la France du travail. Je veux une économie de la croissance, je veux une société du travail, je veux une France du plein emploi.

La croissance, nous la voulons, parce que c'est la première condition pour créer de nouveaux emplois. Et cette croissance, elle ne se décrète pas, elle se construit et c'est ce que nous avons réussi à faire pendant cinq ans. Un candidat prétend que nous aurions créé des emplois, plus de 2 millions, que nous aurions moins de 900 000 chômeurs parce que nous aurions bénéficié de la croissance internationale. Mais il faut savoir et nous l'avons établi très clairement notamment Dominique Strauss-Kahn dans un document, que Martine Aubry a d'ailleurs complété par une comparaison de ce qui a été fait par les gouvernements de droite et par nous depuis quatre ans et demi sur le plan social. Nous avons montré clairement que la croissance mondiale entre 1993 et 1997 a été supérieure, légèrement supérieure, mais supérieure à la croissance mondiale pendant la période où nous étions au pouvoir. Donc si le taux de croissance pendant les quatre années de la droite a été de 1,5 en moyenne, et pendant nos quatre années et demie, a été de 3 % en moyenne, c'est bien dû à la politique économique que nous avons conduite.

Nous avons libéré en réalité une économie qui était bloquée, nous avons desserré les freins, nous avons restauré l'esprit de confiance et y compris par des mesures volontaristes comme les 35 heures ou les emplois jeunes qui ont distribué du revenu, qui ont fait sortir des jeunes et des hommes et des femmes adultes du chômage, mais qui ont aussi montré qu'il y avait une vraie volonté de lutter contre la fatalité du chômage. Nous avons libéré une économie bloquée, nous n'avons pas pénalisé nos entreprises, nous avons mené une bonne politique économique en ajustant ce que nous devions donner aux dépenses, ce que nous devions faire pour réduire le déficit, ce qui devait stimuler les dépenses publiques et nos services publics, ce qui devait aller à la réduction d'impôts car nous avons réduit les impôts pendant cette période, alors qu'ils les avaient augmentés quand ils étaient au pouvoir, ces chiffres sont établis et publics.

Nous avons opéré de grands regroupements industriels pour muscler notre appareil productif et faire que nos grandes entreprises soient compétitives dans l'économie mondiale, et puis, nous avons utilisé à plein les nouvelles technologies, notamment de l'information et de la communication qui n'avaient guère mobilisé nos prédécesseurs.

Et puis, nous avons aussi ranimé la croissance grâce à des augmentations du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat pendant la période où nous avons été au pouvoir, a été nettement supérieur à la progression faible connue entre 1993 et 1997.

Les coups de pouce au SMIC, la prime pour l'emploi, la revalorisation des minima sociaux ont fait que la situation des smicards, pourtant difficile, la situation des chômeurs en fin de droits, s'est améliorée sensiblement, sans doute pas assez, mais sensiblement pendant que nous étions aux responsabilités, alors que cette situation s'était aggravée sous la droite.

C'est donc une société du travail que nous proposons, appuyée sur une politique de croissance. Je ne veux pas d'une société d'assistance, même si nous devons veiller à la solidarité. La solidarité, c'est quelque chose qu'on échange à la même hauteur, entre égaux, l'assistance, c'est quelque chose que l'on donne de haut, comme une aumône, et nous ne voulons pas de l'assistance, nous voulons de la solidarité, mais nous voulons surtout que chacun puisse être mis en situation de gagner lui-même sa vie pour soi-même ou pour ses enfants ou sa famille.

Pour moi, le travail doit payer, c'est pourquoi je propose l'extension de la prime pour l'emploi qui déjà a distribué des revenus pour des gens qui se situent au niveau du SMIC ou légèrement au-dessus. C'est pourquoi notre réforme de la fiscalité et nos propositions de baisses d'impôts ne sont pas centrées sur des exemptions pour les entreprises sans contreparties, mais sont centrées sur les revenus du travail qui doivent être favorisés par rapport aux revenus du capital. C'est pourquoi nous proposons, le droit à la formation tout au long de la vie. Les emplois de demain, vos enfants, vos petits-enfants ou vous les jeunes qui êtes là, directement présents, seront des emplois de plus en plus qualifiés. Et c'est pourquoi cette faculté des sciences et c'est pourquoi cet IUT scientifique créés à Lens sont absolument décisifs. Il faut donc que chacun puisse prendre sa place dans l'économie, puisse accéder à ces emplois dont le niveau s'élève. Alors, ce sera facile pour nos jeunes sortant de nos universités, de nos BTS, de nos IUT. Mais pour ceux qui ont raté en partie leur formation initiale, il faudra que ceux-là puissent se voir donner une seconde chance et être amenés, par cette formation tout au long de la vie, vers ces emplois plus qualifiés.

Dans la loi de modernisation sociale, nous avons introduit ce que nous appelons la validation des acquis professionnels, du travail accompli par des hommes et par des femmes qui n'ont pas passé de diplôme, mais qui ont accumulé dans leur expérience professionnelle un savoir-faire, des connaissances et des techniques qui peuvent trouver ensuite par la validation l'équivalent d'un diplôme. C'est aussi un autre chemin pour aller vers la formation et donc aller vers le travail.

Je propose également 200 000 contrats pour les chômeurs de plus de cinquante ans. Le patronat nous dit : " Non, il va falloir travailler plus longtemps, il faudra aller au-delà de 60 ans, il faudra peut-être travailler jusqu'à 63 ans, 64 ans, 65 ans. " Et dans le même temps, par des plans sociaux, ils mettent hors de la production des hommes et des femmes de 56 ans, de 54 ans, parfois de 52 ans, parfaitement aptes à travailler, et qui touchent des préretraites alors qu'ils pourraient toucher des salaires, qu'ils sont aptes à travailler et qu'ils pourraient cotiser pour la retraite. Quelle est la logique de cette prise de position ?

Et puis nous avons soutenu, et je veux soutenir davantage encore, l'innovation, la création d'entreprises. Je m'engage aussi dans cette société du travail à continuer à lutter contre la précarité.

Moi, je me réjouis quand je vois qu'au fur et à mesure que les emplois sont créés, que le nombre des chômeurs diminue, même s'il reste trop nombreux, ce sont de plus en plus des contrats à durée indéterminée qui sont créés. Au début, les contrats sont souvent à durée déterminée. Et progressivement, quand les entreprises sont plus sûres de la situation économique, quand elles ont embauché des salariés, quand elles savent que le marché du travail nécessite des qualifications les plus fortes, elles changent un peu d'état d'esprit et beaucoup d'entre elles disent : " Au fond, si je propose un contrat à durée indéterminée, j'ai peut-être plus de chance de garder dans mon entreprise ce salarié. " C'est une bonne chose. Le travail, pour moi, doit être une sécurité supplémentaire, sécurité pour soi-même, pour sa famille, pour son avenir et donc je veux des emplois de qualité. C'est pourquoi je propose, au lendemain de l'élection, si les Français me font confiance, que le gouvernement qui se mettra en place engage avec les partenaires sociaux une grande négociation pour lutter contre la précarité au travail. Cela me paraît un des objets de discussion le plus nécessaire avec les retraites, avec l'égalité professionnelle hommes/femmes. Je m'engage aussi à étendre les droits des salariés. Et ça, vous pouvez être sûrs que ce sont des sujets sur lesquels les candidats de droite sont totalement muets.

L'entreprise, pour eux, c'est le patron et éventuellement les cadres, surtout quand ils ont des stock-options - parce que quand ils n'en ont pas, ça ne les intéresse déjà plus, ce sont des salariés, au fond ! Pour moi, l'entreprise, c'est une communauté de travail. Le patron existe, les dirigeants existent, les cadres, qualifiés, compétents, techniciens, commerciaux ou d'organisation existent, et ils doivent être pris en compte, et nous les avons pris en compte par les 35 heures.

Mais la masse des techniciens et des ouvriers appartient à la communauté de travail, ils doivent avoir leurs droits reconnus, et c'est pourquoi nous proposons la représentation des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises.

Cette France du plein-emploi, c'est le chemin que nous avons commencé à tracer, et je suis fier de constater qu'aujourd'hui, beaucoup de ceux, économistes qui analysent la situation, et parfois même les politiques, considèrent que la perspective du plein-emploi est désormais crédible.

Quand moi, j'avais dit, c'était en 1999, à l'université d'été de La Rochelle : " Je fixe pour la décennie le retour du plein-emploi ", certains s'étaient moqués, avaient parlé d'utopie, parce qu'il faut toujours de l'utopie, il n'y a jamais d'utopie dans les projets, puis quand on met quelque chose qui apparaît utopique, alors on ricane et on dit que ce n'est pas crédible. C'est vrai pour les SDF, et c'est vrai aussi pour le plein-emploi. Et aujourd'hui, ce qui était utopique, donc en 1999, est considéré comme une perspective possible pour les sept ou huit années qui viennent, surtout que la démographie change, que nous aurons moins de jeunes qui vont venir sur le marché du travail, et beaucoup de nos jeunes anciens, les miens, ceux de la génération du baby-boom, ceux qui étaient nombreux en 1945, tous ceux-là vont aussi partir à la retraite, et donc, il faudra les remplacer, on aura besoin de beaucoup d'emplois.

Nous avons fait baisser le chômage de 900 000 en cinq ans, et je fixe à nouveau cet objectif. Nous avons eu une croissance plus forte que celle de nos voisins, et nous avons aussi mené une politique industrielle volontariste.

Je me souviens, Martine aussi, Élisabeth, qu'au début de la législature, quelques mois après, on nous disait déjà : " Oui, avec les 35 heures, avec les emplois jeunes, avec vos mesures sociales, vous avez découragé les investissements. " C'était le discours du patronat, c'était le discours de la droite. C'est un peu moins le discours du patronat, encore que ça dépend, mais c'est toujours le discours de la droite, et notamment d'un des candidats de droite, qui ne s'intéresse apparemment qu'au déclin de la France, et non pas à sa prospérité, à sa capacité à avancer.

On nous disait : " Avec les 35 heures, plus aucune entreprise ne viendra s'installer en France. " Et quand on avait réussi alors je suis désolé pour Guy, c'est Valenciennes, mais enfin, les Valenciennois, j'en ai vu un ou deux, donc c'est vrai, vous pourriez dire : ça aurait pu être dans le bassin minier ! Bon, Valenciennes, ça a appartenu quand même, c'était le bout du bassin minier, je ne me prononce pas. Pas plus que je ne me prononce entre Lille et Lens en matière de sport je ne me prononcerai entre Valenciennes et Lens en matière d'automobile. Mais moi, j'ai constaté que ça n'empêchait pas l'entreprise Toyota de décider que c'était en France qu'elle s'installerait, et dans le Nord. Pourquoi ? Parce qu'il y avait des équipements, parce qu'il y avait des services publics, parce qu'il y avait un service de santé qui était le premier au monde, parce qu'il y avait une population du Nord, industrielle, travailleuse, capable de travailler de façon efficace, et aussi d'utiliser les nouvelles méthodes, et ils se sont installés.

Aujourd'hui, on entend la même chanson reprise : le thème du déclin de la France, le thème d'une France qui serait désertée par les investissements. Là encore, on a démontré que les investissements étrangers en France avaient été trois fois plus importants pendant notre période que pendant la période précédente. Mais, comme une sorte de démenti spectaculaire et bienheureux à cette lancinante ritournelle sur le déclin et le manque d'attractivité de l'espace français, il a quand même été annoncé hier une décision absolument majeure sur le plan économique, c'est-à-dire la décision qui a été prise par ST-microelectronics, filiale de plusieurs entreprises françaises et européennes, par Philips, le grand groupe hollandais, par Motorola, très grande entreprise américaine, qu'ils joindraient leurs efforts, souvent même rapatrieraient des chercheurs depuis les États-Unis pour les ramener près de Grenoble, en s'implantant à Grenoble pour préparer leur nouvelle génération de composants et d'électronique. Et c'est un investissement beaucoup plus important encore en milliards d'euros que ne l'était l'investissement, pourtant majeur, de Toyota. Je veux me féliciter de cette action qui, là encore, a été conduite par une coopération des pouvoirs publics, des collectivités locales, des chercheurs et des universités et des grandes écoles de la région, et ces entreprises, et qui témoigne qu'au contraire, la France est une terre dans laquelle on peut avoir intérêt à investir, et que, de ce point de vue-là, son modèle économique et social ne nuit en rien.

Ce chemin vers le plein-emploi, cet objectif des 900 000 chômeurs en moins dans les cinq ans qui viennent, je veux le poursuivre. Je veux le poursuivre pour vous, je veux le poursuivre avec tous ceux qui n'ont pas encore retrouvé l'espoir, dont la vie reste difficile, mais qui doivent se dire qu'avec nous, si nous continuons à travailler sérieusement, l'avenir, l'horizon sera moins sombre.

Et c'est d'abord vers cette France qui travaille dur et qui gagne peu que je me tourne. C'est elle qui a le plus besoin d'être écoutée, entendue, protégée, défendue.

Pour nous, socialistes, la justice sociale n'est ni un slogan ni une incantation. La justice sociale, nous la faisons vivre depuis plus d'un siècle, et nous avons compris qu'il nous fallait accepter les difficultés de l'action, prendre le risque de l'échec pour espérer faire reculer l'injustice. Nous le faisons donc pour ces millions de Français ouvriers, employés, ceux qui gagnent le SMIC, petits agriculteurs, petits retraités, chômeurs, encore trop nombreux qui ont besoin des combats concrets de la gauche pour voir leur situation s'améliorer. La France que je veux, c'est une France, donc, où le progrès poursuit sa marche. On sait qu'historiquement, c'est la gauche, et notamment les socialistes, qui se sont battus pour faire avancer le progrès social. Les grandes lois sociales de la troisième République, les avancées du Front populaire, les nouvelles fondations posées par la Libération, avec notamment la création de la Sécurité sociale, les congés payés accordés par le gouvernement Guy Mollet, en 1956.

1981 et la grande alternance, avec François Mitterrand et Pierre Mauroy, les 39 heures, la première avancée sur la durée du travail depuis 36, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, les lois Auroux ouvrant des nouveaux droits aux travailleurs.

1988, avec Michel Rocard et la création du revenu minimum d'insertion, dont je me réjouis aujourd'hui que le nombre des titulaires diminue parce que la pauvreté recule.

Et puis, depuis 1997, c'est notre liste à nous, ce sont nos décorations, et celles-là, je les porte volontiers : c'est les 35 heures, c'est la loi de lutte contre les exclusions, c'est la Couverture maladie universelle, c'est l'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes dépendantes et leurs familles.

La gauche continue à regarder le réel en face et veut le transformer. Nous savons qu'un jeune sur trois, encore, en France, ne part pas en vacances, et qu'ils sont plus nombreux encore dans les cités HLM. Nous savons que des millions de Français ont des logements qui ne sont pas dignes de ce qu'ils devraient être, que de nombreux, des centaines de milliers de jeunes couples ont du mal à accéder au logement parce que c'est trop coûteux pour des ménages modestes si l'on doit à la fois payer la caution et la garantie, d'où la Couverture logement universelle que je propose. Nous savons que le droit à la santé n'est pas un droit partagé par tous si les remboursements ne sont pas pris en charge, et c'est pourquoi nous avons fait la Couverture maladie universelle.

Nous savons que pour trop de salariés, le travail, c'est encore la précarité, et c'est pourquoi je propose cette négociation sur la précarité.

Un de ces droits essentiels, c'est la retraite. Ce droit, nous l'avons conquis, nous nous sommes battus pour l'obtenir, l'étendre et le conforter. Aujourd'hui, je veux le dire clairement, ce droit est menacé par le candidat du RPR, qui prépare la privatisation du modèle social français en introduisant les fonds de pension dans notre système de retraite, dont j'ai dit ailleurs déjà que c'était le vers dans le fruit. Alors, je m'engage au contraire à ce que continue à vivre le lien de solidarité entre les générations qui est au cœur du pacte républicain, je m'engage à maintenir le régime par répartition, je m'engage à maintenir le droit pour tous à partir à la retraite à 60 ans, je m'engage à garantir le niveau des retraites, c'est-à-dire le taux de remplacement. Et pour ceux qui ont commencé à travailler très jeunes, à quinze ans, parfois même, certains, à quatorze ans, pour ceux qui ont eu les fonctions les plus pénibles, il doit être possible, au-delà de ce qui a été déjà négocié dans un cadre contractuel mais qui n'a pas pu être étendu, de faire en sorte que beaucoup d'entre eux puissent partir après avoir cotisé quarante ans, y compris avant l'âge de 60 ans.

Un autre droit essentiel doit être assuré, c'est le droit à la sécurité.

Nous sommes fidèles à notre objectif de justice sociale lorsque nous luttons contre l'insécurité, d'abord, parce que la violence est inacceptable dans les rapports sociaux dans une société démocratique où doit régner la paix civile. Ensuite, parce que l'insécurité, nous le savons, frappe d'abord les plus démunis, c'est une insécurité et une injustice sociale de plus. Quand une voiture brûle, c'est le plus souvent dans les quartiers difficiles. C'est au pied d'une tour, c'est dans une cité. Le propriétaire de cette voiture est un ouvrier ou un employé qui ne pourra pas, le lendemain, aller à son travail. C'est un chômeur qui aura plus de mal à aller chercher du travail ou remplir des formalités d'embauche, c'est une femme seule, de ces foyers monoparentaux dont on sait qu'il sont nombreux désormais, qui ne pourra pas conduire ses enfants à l'école. Quand des chauffeurs de transport en commun sont agressés et protestent, ce sont d'abord les habitants des quartiers les plus sensibles qui sont privés de moyens de transport, quand une cage d'escalier ou une boîte à lettre est abîmée, dégradée, c'est l'ensemble des locataires qui sont pénalisés.

Alors, nous nous sommes saisis de ces questions, nous ne les exploitons pas politiquement, mais nous les traitons avec une volonté politique avec la police de proximité, avec les contrats locaux de sécurité, en augmentant les moyens de la police, de la gendarmerie et de la justice alors que nos prédécesseurs avaient manqué à leurs devoirs à cet égard, en recrutant plus de 16 000 adjoints de sécurité pour une police qui soit aussi à l'image de la population, en ouvrant, parce qu'il fallait faire face au problème de la délinquance chez les mineurs, les premiers centres d'éducation renforcée ou les premiers centres de placement immédiat. Oui, c'est vrai, nous le savons bien, que les résultats ne sont pas encore au rendez-vous. Mais nul, s'il est honnête, ne peut nous reprocher d'avoir manqué de volonté politique.

Je veux aller plus loin, je veux que cette France plus juste soit aussi une France plus sûre, je m'engage sur trois principes d'action : la responsabilité individuelle, il existe des causes sociales qui facilitent la violence, mais chacun est responsable de ses actes et doit en assumer la responsabilité.

Mieux prévenir, mieux punir, mieux punir mais aussi mieux prévenir et faire en sorte que la sécurité, même si elle est l'obligation de l'État, soit aussi l'affaire de tous. C'est pourquoi je propose, dans un contrat national de sécurité, la création d'un grand ministère de la Sécurité publique, une loi de programme pour accroître les moyens de la police, de la gendarmerie et de la justice sur cinq ans, des moyens supplémentaires pour étendre les procédures de comparution immédiate, l'accueil des mineurs récidivistes dans des structures fermées mais qui doivent garder une vocation de réintégration, une vocation éducative et puis surtout, autant, une action aussi précoce que possible pour détecter les comportements violents, les comportements asociaux, les difficultés rencontrées par des jeunes, parfois même par des enfants dès le stade de l'école, d'où la proposition de ces cellules sociales de suivi de ces enfants de façon à ce que les enseignants, les éducateurs, les psychologues et les parents puissent se saisir de ces problèmes avant qu'ils ne deviennent plus graves, cette détection et cette prévention précoces sont tout à fait décisives.

J'ai parlé tout à l'heure de la formation tout au long de la vie, je m'engage aussi pour le droit au logement, la Couverture logement universelle facilitera l'accès au logement pour des milliers, des dizaines de milliers de Françaises et de Français, notamment en les aidant à payer les cautions et les garanties. Je m'engage, et nous avons déjà amorcé ce travail avec Marie-Noëlle Lienemann, à rénover, reconstruire 300 000 HLM en dix ans pour que nos quartiers soient dignes d'être vécus.

Je m'engage à lutter efficacement contre les inégalités et les injustices. Qui d'autre peut le faire dans ce pays aujourd'hui ? Pas la droite, elle ne le veut pas. Pour les libéraux, pour les conservateurs, les inégalités sont le prix à payer du capitalisme, inévitables dommages collatéraux. Et d'ailleurs il n'y a rien de sérieux dans la lutte contre les inégalités dans le programme du RPR.

Sur le droit à la santé, rien, sur le droit au logement, pas une ligne, pour les familles en difficulté d'autorité, pas une ligne, pour les bas salaires, pas un mot, pour les travailleurs de plus de 50 ans sans emplois, c'est le silence.

Seule la gauche réelle, je veux dire seule la gauche du réel qui accepte de s'affronter au réel, qui accepte la responsabilité du pouvoir avec ce que cela entraîne de critiques, de difficultés à avancer, seule cette gauche-là peut changer véritablement les conditions de vie dans notre pays et l'a déjà fait.

On ne peut pas trouver de solution dans la seule dénonciation, même si la dénonciation, même si la critique sont nécessaires. Ou les réformes dont j'ai parlé tout à l'heure, ces grandes réformes sociales, n'ont rien amené aux salariés et aux travailleurs, et alors comment peut-on en même temps prétendre qu'elles sont aujourd'hui des acquis qu'il faudrait défendre ? Mais alors, des mouvements d'extrême-gauche comme par exemple Lutte ouvrière n'ont pas non plus été efficaces puisqu'il faudrait comprendre que le sort des salariés ne se serait pas amélioré historiquement dans ce pays, ce qui est absurde. Ou bien ces réformes ont apporté quelque chose, la durée du travail, la retraite, la Sécurité sociale, le droit du travail, et alors qui a fait ces réformes si ce n'est la gauche ? Et si ce n'est, au cœur de la gauche, les socialistes ?

La France, plus juste que je veux, c'est aussi une France où chaque être humain peut s'accomplir. Léon Blum nous l'a appris : " Le but du socialisme, c'est la libération intégrale de la personne humaine. " C'est là l'ambition de la gauche et du camp du progrès. Nous avons toujours

voulu, non pas seulement lutter pour la réforme sociale, mais former des citoyens qui s'ouvrent au monde, qui accèdent à la culture, qui puissent disposer de temps libre. N'est-ce pas Lafargue lui-même qui parlait du " droit à la paresse " ?

C'est le projet de gauche depuis deux siècles, c'est toujours notre projet. Alors, pour cette émancipation, pour ces libertés conquises, il est clair que l'école de la République joue un rôle central. Je m'engage à ce que l'école reste une priorité nationale, cette priorité que fait vivre aujourd'hui Jack Lang dans mon gouvernement.

Investir dans l'éducation restera prioritaire. 100 % des jeunes avec une qualification à l'issue du parcours scolaire, prise en charge des élèves en difficulté, 80 % des jeunes au niveau du bac, 50 % avec un diplôme d'enseignement supérieur, un ordinateur pour chaque jeune de l'école à l'université, voilà des grands objectifs qui sont les nôtres.

L'égalité des chances, c'est aussi l'égalité entre les femmes et les hommes et, après avoir combattu la parité, la droite entend favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes avec un salaire maternel. Ce n'est pas mon approche de la femme que de vouloir la cantonner au foyer domestique. Je m'engage au contraire à favoriser, au-delà de la parité politique, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes par la garde des enfants plus aisée, notamment grâce au chèque enfant.

Et puis, la liberté, c'est aussi justement le temps libre. Du temps libre en plus, c'est la maîtrise sur les temps de sa vie. Et il est clair que dans ce mouvement historique les 35 heures ont joué un rôle essentiel. Non seulement parce qu'elles ont créé des emplois, 400 000 emplois créés dans l'économie, mais aussi parce qu'elles ont créé du temps libre dont bénéficient désormais des millions d'hommes et de femmes, et particulièrement de femmes à travers la France. Pour que chacun puisse profiter de ce temps libre, il faut faire tomber les barrières psychologiques, symboliques parfois qui éloignent trop de Français de la culture. Même si ici, dans cette région, beaucoup d'efforts ont été faits pour la culture populaire, pour que l'on accède au théâtre, à la musique, à la danse, il est vrai qu'il y a encore dans l'esprit de beaucoup d'hommes et des femmes des milieux populaires comme une hésitation, comme une crainte, comme si cela n'était pas fait pour soi.

Pour moi, la culture et les connaissances ne sauraient être réservées à une élite ou à une classe sociale, la culture doit être pour tout le monde, les classes populaires, les immigrés, les habitants du monde rural. Et c'est à l'État et c'est aux collectivités locales de mener cette action. Si je suis élu président de la République, la culture sera une priorité de mon quinquennat, comme la recherche, comme l'éducation, parce que le savoir, la beauté, la connaissance, tout ce qui élève la personne humaine, la fait sortir de sa seule condition sociale, tout ce qui permet qu'elle s'émancipe elle-même par l'esprit, la sensibilité et le cœur doit être rendu accessible à tous. Aucun Français ne doit être éloigné d'une bibliothèque, d'un cinéma, d'un théâtre, d'une école de musique ou encore d'un accès public à l'Internet.

Je m'engage donc à amplifier la politique culturelle à laquelle Jack Lang avait donné son élan en 1981, pour laquelle Catherine Trautmann, dans mon gouvernement, et puis maintenant Catherine Tasca s'engage et se mobilise, oui, je m'engage à ce que cette politique culturelle, que la droite a toujours sacrifié avec l'éducation et avec la recherche quand elle est revenue au pouvoir, que cette politique culturelle reste ambitieuse au-delà de l'effort déjà fait.

D'ici l'élection, j'ai bien sûr besoin de vous. Je parle en votre nom, je suis votre candidat, j'aspire à être le candidat d'un rassemblement plus large et plus fort qu'il faudra obtenir pour obtenir la victoire. Mais dans ce premier tour pluraliste, où chacun se compte, où chacun s'appuie sur ses propres forces, j'ai besoin de votre force, de votre énergie, de votre mobilisation, de votre enthousiasme. Et d'ailleurs aujourd'hui, par votre accueil, aussi bien l'accueil dans la rue, que l'accueil au café, que l'accueil ici même et d'ailleurs les cafés, quel rôle n'ont-ils pas joué dans le mouvement ouvrier du Nord et du Pas-de-Calais ?

Un peu plus de huit jours à peine, huit jours presque, nous séparent du premier tour et ce sera une étape importante vers le moment décisif que sera le second tour. Huit jours, c'est peu si l'on songe à l'enjeu que représente une élection présidentielle. Le prochain président de la République sera le premier président d'un quinquennat, qui devra travailler en harmonie avec le gouvernement et la majorité parlementaire. Ce sera aussi le premier président du début de ce XXI<sup>e</sup> siècle, d'un XXI<sup>e</sup> siècle riche de promesses, mais aussi lourdement menacé, on l'a vu avec les attentats du 11 septembre, avec la montée du fanatisme, avec des conflits que l'on n'arrive pas à régler au Proche Orient par exemple, avec les dangers de la globalisation, avec les risques qui pèsent sur l'environnement, notamment les grands équilibres écologiques de la planète. Il faudra donc un candidat qui ait la conscience de ses responsabilités et qui s'appuie sur des forces larges dans le pays pour réussir à conduire les changements.

Huit jours, c'est peu à l'égard ou au regard de l'enjeu de l'élection présidentielle, mais huit jours c'est beaucoup si l'on se donne chacun l'engagement, la volonté et les moyens de convaincre. Les élections ne sont jamais faites par les médias ou par les instituts de sondage, même si les médias sont indispensables à la démocratie, à l'échange des messages, au débat public, et si les sondages sont des instruments d'ailleurs imparfaits, on l'a constaté dans le passé.

Il y a toujours la mobilisation des citoyens, pas simplement leur vote le jour du vote, le 21 avril puis le 5 mai, mais la mobilisation autour de soi, par des meetings sans doute, mais par des distributions de tracts, par des discussions à l'école, dans le milieu de travail, dans le club où l'on est, dans le mouvement associatif que l'on anime, dans la rue, dans le quartier. Il faut donc que cette mobilisation, nous la menions, car

nous sommes la première force politique du pays, celle qui a le nombre des élus le plus important, celle qui a le nombre des militants le plus élevé, celle qui a autour d'elle de formidables cercles de sympathisants. Et donc cette mobilisation de notre force politique, elle est tout à fait indispensable.

Certes, l'élection présidentielle est une rencontre entre un homme ou une femme et le peuple, mais cette rencontre, elle ne se fait pas simplement par les articles, les émissions de télévision, elle se fait aussi parce que des citoyens et des citoyennes s'engagent eux-mêmes, veulent de venir acteurs de cette décision, et font que cette décision penche ou ne penche pas dans un sens ou dans un autre.

C'est donc à cette mobilisation complète autour de vous que je vous invite, que je vous engage. Et je dois vous dire qu'en vous voyant aujourd'hui si rassemblés, si déterminés et si nombreux, pour le 21 avril, puis ensuite pour le 5 mai, j'ai confiance.

\*\*\*

## <campagne=2002>04.17 - <locuteur.rice=Lionel\_Jospin> - Meeting à Rennes <lieu=Rennes> <texte=22>

Mesdames, Messieurs,

Chers amis, Chers camarades,

Merci à tous, mes chers amis, de la chaleur extraordinaire de votre accueil.

Merci à Edmond Hervé, le maire de Rennes, l'ancien ministre, dont l'intégrité, le désintéressement, le haut degré d'exigence dans l'engagement civique et le respect des Rennaises et des Rennais m'accompagnent dans cette campagne et je lui dit merci de m'accueillir ici chez lui.

Je remercie François Hollande, Premier secrétaire du parti socialiste, poste que je connais un peu, pour le talent avec lequel il l'incarne, il l'anime et pour le dévouement militant de notre formation politique qui s'exprime à travers ce rassemblement même s'il y a ici des hommes et des femmes qui sont venus comme sympathisants, hommes et femmes de gauche, citoyennes et citoyens, curieux du débat public et qui ne sont pas forcément membre du parti socialiste.

En 1995, Rennes avait été le premier de mes meetings du premier tour de l'élection présidentielle.

En 2002, Rennes est le dernier de mes meetings de ce premier tour de l'élection présidentielle.

En 1995, nous sommes restés au seuil de la victoire après une belle campagne et cette fois, je nous propose d'aller avec le peuple français, jusqu'à la victoire. Je ne vais pas saluer tous les amis, les élus, les responsables et les militants que je connais pourtant nombreux dans cette salle.

Je saluerai Louis Le Pensec, Marylise Lebranchu, Charles Josselin, qui ont été ou sont membres du gouvernement, la Bretagne restant dignement représentée au sein de l'équipe gouvernementale que j'anime.

Je voudrais saluer au côté d'Edmond Hervé, bien sûr, les anciens ministres que furent Jean-Yves Le Drian, et Kofi Yagmame, Pierre Maille, Président du conseil général du Finistère, Claudy Lebreton, Président du Conseil général des Côtes-d'Armor, Bernard Poignant, ancien Président de la FNESR, tous les parlementaires et les élus de Bretagne, tous ceux venus de régions voisines, notamment, sans que j'entre dans des débats de définition, et notamment en tant que Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, le Nantais Jean-Marc Ayrault.

Je voudrais aussi saluer certains des membres de mon comité de soutien qui sont venus ce soir : Macha Méril, Marie-France Pisier, Luce Perrot, Max Dublin, Ernst Stetter, Danièle Evenou. Meeting après meeting, ces femmes et ces hommes de talent reconnu, m'apportent leur témoignage de leur confiance, leur engagement propre, leur crédit reconnu ailleurs, et j'y suis très sensible.

Vous êtes venus très nombreux de Bretagne, bien sûr, mais aussi de Basse-Normandie, des pays de Loire, peut-être même encore d'un peu plus loin, qui sait ?

Merci à tous les élus, les militants, les sympathisants d'être venus à ma rencontre. A travers vous, qui êtes présents dans cette salle, c'est le grand Ouest de la France, cet immense arc atlantique qui ouvre notre pays sur l'océan, qui se présente à moi. Si je voulais évoquer le charme des villes, et des départements d'où vous venez, où j'ai été souvent durant ma vie militante. Je ne suis pas sûr que j'aurais le temps de les égrener d'ici la fin du premier tour. Comprenez alors que je n'évoque ce soir que la région qui m'accueille, qui nous accueille tous, la Bretagne.

La Bretagne, et c'est ce qui me fascine toujours chez elle, quand je rencontre ceux qui la font vivre, quand je rencontre ceux qui l'incarnent, quand je rencontre ceux qui la défendent comme les élus, est une terre à la fois profondément attachée à ses racines, et en même temps ouverte sur le monde qui l'entoure.

- Attachement aux racines dont a témoigné l'immense émotion suscitée par l'incendie du Parlement de Bretagne à Rennes en 1994, un Parlement reconstruit avec l'aide de l'État.

- Témoignage aussi de cet attachement et cette fois plus joyeux, toutes ces festnoz, où l'on danse à partir de traditions que l'on aime, que l'on respecte et qu'en même temps on modernise.

- Attachement aux racines encore, cette beauté des terroirs bretons. La forêt de Brocéliande, aux légendes nombreuses, à ce mystère non encore révélé du site de Carnac, à cette nature où le granit est là constamment présent, comme pour rappeler aux promeneurs la force et la détermination du breton sur sa terre.

Beauté de ces côtes aux reliefs changeants, depuis le Golfe du Morbihan en passant par la pointe du Raz, où je vais naviguer quelquefois avec Jean Glavany, mon directeur de campagne, quand il consent à m'emmener en bateau.

Attachement aux racines, toujours, à travers la culture bretonne, mais culture qui marie en même temps l'attachement au patrimoine avec l'accueil de toutes les créations d'Europe et du monde. Je pense au grand festival que vous avez su faire naître et développer, le festival inter celtique, les tombées de la nuit. Je pense à ce qui permettra bientôt à Rennes avec le nouvel équipement culturel, de manifester la vitalité de cette ville et de cette région.

Je ne peux non plus parler de la Bretagne, ouverte sur la façade Atlantique, sans évoquer mais j'y reviendrai tout à l'heure à la fin de mon propos, son ouverture sur l'Europe et son ouverture sur le monde.

Combien de marins, combien d'explorateurs, combien de missionnaires même ont fait le renom de cette terre bretonne à travers l'ensemble du monde, combien ont contribué au rayonnement de la France de notre pays. Et combien aujourd'hui à travers les collectivités locales ou les organisations non gouvernementales sont engagés, si nombreuses, dans l'aide humanitaire ou dans l'aide au développement, témoignage encore de cette générosité des bretons envers les autres.

La Bretagne est cette terre où l'authenticité et la tradition font bon ménage avec la modernité et composent une identité particulière.

Ces activités traditionnelles, je veux qu'elles gardent toute leur place dans ce siècle neuf : la pêche dont j'ai parlé dans un déplacement précédent à Brest ou à Lorient, mais en même temps des activités comme l'agriculture, l'élevage qui doivent mieux respecter encore leur environnement. Car les Bretons ont droit au développement économique, mais ils ont droit aussi à une eau pure, à des terroirs sains, à des côtes non polluées, et je sais que c'est une gageure pour vous que d'essayer de préserver à la fois la vitalité du secteur économique, agricole et de l'élevage, et en même temps de prendre en compte ces nécessités du développement durable et du respect de nos terres.

Je veux aussi signaler la puissance ici d'industries traditionnelles qui ont su relever le défi de la productivité avec l'automobile, avec la construction navale, avec les télécommunications. Mais une terre tournée vers l'avenir comme celle-ci, c'est d'abord une terre qui fait sa place à l'éducation. La qualité et la densité de l'enseignement supérieur dans cette région, avec ces quatre universités, ont toujours fait l'admiration du Ministre de l'Éducation nationale que je fus, il y a dix ans.

Plus précieux encore peut-être, pour le militant que je suis, pour le citoyen que je suis, et la façon dont cette terre singulière, précieuse, originale, a su, avec nos élus et avec nos militants socialistes, réaliser une synthèse politique féconde entre l'humanisme laïque si présent et si ferme dans cette région, le christianisme social qui devait trouver un moment son chemin vers la gauche, la République démocratique avec ce qu'elle signifie d'égalité et en même temps d'identité régionale. C'est cette capacité des hommes et des femmes qui sont devant moi, des syndicalistes, des militants associatifs, des élus à faire cette synthèse entre la laïcité et le progressisme chrétien, entre l'appartenance à la République et l'affirmation d'une identité régionale qui amène la force du courant socialiste dans ce pays de Bretagne depuis trente ans.

La Bretagne est une terre d'équilibre et de synthèse, une sorte de laboratoire, mais vivant, humain, charnel, de la gauche et de la France du 21<sup>e</sup> siècle telle que je la vois et telle que je la veux.

En effet, nous ne séparons pas l'efficacité économique du progrès social, et le message des socialistes aujourd'hui et de la gauche et que nous voulons, au contraire, fonder l'une sur l'autre : efficacité, solidarité, production, distribution. La gauche tient aujourd'hui les deux bouts de la

chaîne. Bien sûr la gauche reste le camp de la solidarité et du progrès social. Pour nous socialistes, la solidarité est une valeur fondatrice de notre engagement, de notre identité et de notre combat.

Comme François Hollande l'a rappelé tout à l'heure en évoquant quelques grandes dates de notre histoire sociale, c'est la gauche historiquement, et en particulier les socialistes qui se sont battus pour faire vivre la solidarité depuis les grandes lois sociales de la IIIème République, les grandes lois sur l'école aussi pour l'éducation du peuple jusqu'aux grandes avancées sociales du Front populaire, de la Libération, du 10 mai 1981, et à nouveau les réformes que nous avons su faire pendant ces cinq ans de gouvernement.

Alors au moment où nous arrivons dans les derniers jours de ce premier tour de l'élection présidentielle, il faut que tous les hommes et les femmes de progrès de notre pays avant de faire leur devoir civique, se rappellent que c'est la gauche, et en particulier la gauche socialiste, qui a fait et continue à faire les grandes réformes sociales, qui deviennent ensuite autant d'acquis dont on se réclame mais qu'on n'a pas forcément construits.

Il faut qu'ils se rappellent ces hommes et ces femmes au moment du vote, que c'est la gauche de la responsabilité, la gauche du réel, et en particulier la gauche socialiste, qui accepte les difficultés de l'action, qui prend le risque de l'échec, qui supporte les critiques et les reproches, mais qui s'engage réellement à faire reculer l'injustice et qui y parvient.

Il faut qu'ils se rappellent que c'est cette gauche-là, qui ne dit plus que les choses ont cessé de l'intéresser dès que le premier tour s'arrête, mais qui, elle, se préoccupe de la suite, veut transformer l'expression du premier tour en une construction positive au deuxième tour. C'est cette gauche qui travaille constamment à renforcer le pacte social de la nation, a créé ce lien social entre les individus morcelés, séparés, sans lequel lien social toute communauté se défait ou s'affaiblit.

Au centre de ce pacte, il y a, à l'évidence, la Sécurité sociale et les retraites par répartition. La Sécurité sociale et les retraites sont la plus forte expression de la solidarité entre les Français de toutes les générations. Cette solidarité, nous nous sommes battus pour l'obtenir, pour l'étendre et pour la conforter, et nous ne les laisserons pas remettre en cause par quiconque à l'occasion de cette élection présidentielle. Aujourd'hui, c'est cette solidarité qui est menacée par le candidat du RPR qui, il faut en être tout à fait conscient, prépare la privatisation du modèle social français, en introduisant les fonds de pension dans notre système de retraite.

Je m'engage, moi, pour que vive le lien de solidarité entre générations.  
Je m'engage à garantir le système par répartition.  
Je m'engage à garantir le droit de tous à partir à la retraite à 60 ans.  
Je m'engage à garantir le niveau des retraites, c'est-à-dire le taux de remplacement, même si des efforts doivent être consentis pour assurer le financement à terme de nos régimes de retraite par répartition.

Je m'engage à approfondir encore ce droit à la retraite. Nous l'avons fait d'ailleurs pour les retraites agricoles grâce à un plan pluriannuel de revalorisation de près de 30 milliards de francs, jamais autant n'avait été fait en matière de retraite pour les exploitants agricoles, leurs conjoints et les aides familiaux.

Je veux aussi agir pour tous les Français qui ont commencé à travailler très jeunes, à quinze ou quatorze ans, ceux qui ont souvent eu les fonctions les plus pénibles. Ils doivent après 40 ans de travail, pouvoir partir à la retraite quel que soit leur âge et même avant 60 ans.

Au centre de ce pacte social, il y a le plein-emploi. Je veux une économie de croissance, je veux une société du travail, je veux une France du plein-emploi.

Une société du travail, c'est ce que nous proposons, et le travail doit payer, c'est pourquoi je propose l'extension de la prime pour l'emploi et non pas des exonérations fiscales pour les revenus du capital ou les plus hautes tranches de revenus.

C'est pourquoi je propose la diminution de moitié de la taxe d'habitation.  
Je propose l'augmentation de la taxation de certains revenus du capital dont l'affectation ira à la baisse de l'impôt sur le revenu.

C'est aussi dans la bataille de l'emploi que nous mettons l'accent dans notre projet sur la formation tout au long de la vie.

Cinq millions de salariés partiront à la retraite dans les dix ans qui viennent parce que les classes nombreuses de l'après-guerre arrivent à cet âge et les emplois de demain seront des emplois de plus en plus qualifiés. C'est pourquoi je veux aider chacun à prendre sa place dans l'économie de la connaissance et des savoir-faire qui se dessinent devant nous.

Je veux aider, par 200000 contrats, les chômeurs de plus de 50 ans mis en préretraite prématurément, alors qu'ils sont encore aptes encore à travailler et qu'on aurait besoin de leurs cotisations pour équilibrer nos systèmes de retraite. Cette question ignorée totalement par mon adversaire principal de la droite et une question clé que je proposerai à la négociation avec les organisations syndicales et professionnelles.

Je veux engager une lutte nouvelle contre la précarité et c'est pourquoi je propose là aussi d'en faire l'objet d'une grande négociation avec les partenaires sociaux. Je veux la défense des droits des salariés et c'est pourquoi je propose d'organiser la représentation des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises, les entreprises appartiennent à toute la communauté de travail.

Je dirai tout à l'heure sous un autre angle, quelques mots sur l'affaire de Vivendi Universal Canal+ , mais cela montre, ces décisions et les conditions dans lesquelles elles ont été prises, à quel point des évolutions sur ce point dans notre droit du travail sont nécessaires.

Et comme il y a dans la salle des salariés de Mitsubishi, et qu'ils ont souhaité très courtoisement que j'évoque ces questions, celle du risque de fermeture d'un site de production de téléphone mobile, je voudrais dire ici que ce dossier est l'un des premiers cas d'application de la loi de modernisation sociale dont l'objectif est de renforcer la protection des salariés.

Le gouvernement au niveau du ministère de la solidarité et de l'emploi, au niveau du ministère de l'industrie, suivra de très près ce dossier, et veillera à l'application authentique et stricte de la loi, aussi bien en ce qui concerne le dossier économique que le reclassement ou que la réindustrialisations sur place. Une délégation a été reçue par mon équipe de campagne, elle a posé une série de questions précises et je voudrais dire à ces salariés que nous répondrons rapidement.

La France du plein emploi, vous le savez, nous sommes crédibles pour le fixer comme perspective parce que c'est le chemin que nous avons commencé à tracer ensemble. En cinq ans, le chômage a baissé de plus de 900000 personnes dans notre pays, nous avons rompu avec la fatalité du chômage croissant.

Nous l'avons fait grâce au retour à la confiance par une bonne politique économique.

Nous l'avons fait grâce à la croissance, mais aussi grâce aux 35 heures et aux emplois jeunes, et attention à ceux qui les remettraient en cause les 35 heures et les emplois-jeunes.

C'est pourquoi je me suis engagé à un nouvel objectif du prochain quinquennat visant à faire baisser le chômage à nouveau de 900000 personnes dans ce pays. Pour servir cette ambition de solidarité et de justice sociale, il faut une économie forte. Pour distribuer, il faut produire. La production précède et permet la redistribution des fruits de la croissance économique. C'est pourquoi la gauche, dans ce pays, est aussi le camp de l'efficacité économique et de la compétitivité. La gauche, d'ailleurs, historiquement, s'est toujours intéressée à la question de la production.

Saint-Simon, les socialistes utopiques, et Marx lui-même : tous les socialistes de la révolution industrielle, des premiers combats du prolétariat dans notre pays ont concentré leur réflexion sur la façon la plus juste et la plus efficace de créer des richesses.

Ce n'est que plus tard au XXème siècle, après la grande crise des années trente que de nouveaux penseurs socialistes ont mis la redistribution elle aussi essentielle au cœur de la pensée de la gauche.

Et aujourd'hui, par notre vision de l'économie et de la société, par les propositions que je fais pour cette campagne : production et redistribution recherchées ensemble, nous tenons les deux bouts de la chaîne. Et là aussi nous avons fait preuve de notre efficacité : la gauche a obtenu en cinq ans de gouvernement cinq années de croissance forte, plus forte du double que celle qu'avait su créer nos prédécesseurs pendant les quatre années précédentes, plus forte que chez nos voisins de l'Europe. Car la croissance ne se décrète pas, elle se construit. Pendant cinq ans nous l'avons ranimée, réveillée, apprivoisée, nourrie, protégée, et je pense que nous sommes les mieux placés pour la faire vivre dans la période qui vient.

La gauche a su sous mon gouvernement donner l'impulsion nécessaire pour que la France entre enfin dans la société de l'information. La gauche a su mener une politique industrielle volontariste composant des groupes puissants capables de lutter dans l'économie mondiale. Nous n'avons pas voulu vendre Thomson pour 1 franc à Daewoo, nous avons fait à nouveau de Thomson un des premiers groupes mondiaux dans son secteur.

C'est cette politique qui a permis d'attirer en France un nombre croissant d'investisseurs étrangers.

Au début de mon quinquennat législatif et gouvernemental, avec l'installation de l'usine Toyota près de Valenciennes les mêmes, le MEDEF et la droite, nous disaient : " il ne viendra pas de grandes entreprises à cause des 35 heures ". Mais quand j'ai rencontré le PDG de Toyota avant que cette décision ne soit prise, il m'a répondu : " les 35 heures, c'est vous qui les décidez, moi je pense qu'investir en France, c'est un bon choix, parce que vous avez de bons équipements collectifs, parce que vous avez des travailleurs qui savent travailler, qui ont la culture du travail ; parce que nos cadres auront de bonnes écoles pour leurs enfants, parce que nos cadres pourront se faire bien soigner dans vos hôpitaux qui sont les meilleurs du monde ; parce que vous avez des équipements collectifs dignes de ce nom. Oui, c'est intéressant d'investir en France ".

Aujourd'hui, à la fin de ces cinq années de gouvernement, certains nous chantent à nouveau l'hymne morose du déclin, comme s'ils n'aimaient pas notre pays ; comme s'ils ne voyaient pas la force de ceux qui s'y engage ; s'ils n'avaient pas confiance en nos savants, nos ouvriers, nos techniciens, nos cadres, nos laboratoires. Les mêmes décrivent le système éducatif français, au risque de décourager nos enseignants, qui travaillent pour remplir leur mission. Les mêmes décrivent la France comme à feu et à sang, au risque de décourager les magistrats et les policiers qui dont leur travail chaque jour et qui ont envie d'entendre qu'on les encourage et qu'on les appuie plutôt que de chanter cet hymne morose une fois de plus. A la fin de ces cinq années de gouvernement, au moment où la droite essaie de nous faire croire au mépris des réalités que la France serait une terre dans laquelle on ne voudrait plus investir, une décision majeure a été prise par Stmicroelectronics, le groupe Philips, Motorola qui vont développer près de Grenoble leurs nouvelles générations de composants électroniques. Voilà bien le plus sévère démenti accordé à la théorie du déclin.

La gauche a su investir pour l'avenir: éducation, recherche, équipement, télécommunication, transport, rénovation de la ville. Aujourd'hui, je m'engage pour une France de l'innovation. Une grande bataille de l'intelligence est en cours à l'échelle du monde, elle se déroule dans les laboratoires de recherche, au sein des universités et des grandes écoles, dans les colloques scientifiques internationaux, dans les ateliers des créateurs et des artistes, là se joue aussi l'avenir de notre pays, sa puissance scientifique et technologique, son poids économique, son rayonnement culturel, sa place dans le monde, la solidité de son identité, sa capacité à se projeter dans l'avenir.

Je veux que notre pays soit au premier rang de cette bataille, et cela dépend de notre capacité collective à inventer, à innover et à créer. Cela dépend d'abord de l'État car aucune entreprise même la plus grande ne peut investir assez d'argent sur une période assez longue pour garantir les succès de la recherche fondamentale.

Parce que l'État est capable, soit de créer seul, soit de faciliter auprès des collectivités et des entreprises la mise en place d'infrastructures collectives dont la recherche et l'innovation ont besoin. On sait à chaque fois que la droite a été au pouvoir, les budgets qu'elle a remis en cause immédiatement ont toujours été le budget de la recherche, de la culture et de l'éducation.

Si je suis élu Président de la République, la recherche comme la culture, comme l'éducation seront des priorités de mon quinquennat.

C'était dans mon programme de 95, ça n'avait pas été voulu par mon adversaire, il a gagné, mais au moins sur ce point, grâce à cinq ans de gouvernement, c'est finalement mon programme qui s'est appliqué. Quitte à faire appliquer un programme, autant le faire appliquer par celui qui le défend, c'est-à-dire par moi.

Garantir des moyens financiers importants pour le budget de la recherche, mettre en réseau la France de la recherche, rapprocher la recherche du monde économique pour faciliter la création de jeunes pousses, améliorer la carrière des chercheurs et favoriser leur mobilité, accélérer la mise en place d'un espace européen de la recherche, tel que nous avons commencé de le faire, voilà des objectifs pour le quinquennat qui vient.

En ce domaine d'ailleurs l'État ne doit pas être seul. C'est la société tout entière qui doit reconnaître l'innovation, la créativité, l'invention comme des valeurs essentielles. Il faut qu'elle sache les valoriser et les récompenser, inventer et innover doit devenir une habitude partagée par tous les Français et qui entraîne le pays tout entier. C'est pourquoi je veux aider nos compatriotes, par l'éducation et la formation, à prendre part à ce mouvement.  
Mes chers amis.

La Bretagne est attachée à l'unité nationale, à l'égalité républicaine, à la diversité culturelle, au respect des langues parlées notamment sur sa terre, à l'approfondissement de la décentralisation, elle est donc un lieu privilégié pour que j'évoque ici quelques aspects de ma vision de la République.

Notre République, qui a connu tant de tumultes, tant de passions, parfois de drames, est aujourd'hui apaisée, mais je veux profondément qu'elle reste vivante. La République est le régime que s'est donné la nation après tant de luttes. La République est aujourd'hui le bien commun des Français, réunis par la volonté de vivre ensemble. La République, si elle a été un combat, est surtout aujourd'hui une inspiration, un corps de valeurs autour desquelles les citoyens peuvent trouver un sens commun à leur vie collective dans laquelle s'inscrit leur parcours, leur itinéraire, leur choix individuel. Aujourd'hui, la République est apaisée, mais elle doit toujours être confortée.

Nous ne sommes plus en 1792. La République n'est pas menacée, ni son unité, et j'ai d'ailleurs même entendu tout récemment, honnêtement, je me suis pincé, le Président de la République approuver en Corse le processus de Matignon et demander (je le cite) " la pleine réalisation des accords de Matignon ". Merci de cet hommage tardif.

Nous sommes en 2002, la République entre dans le 21e siècle, et je suis convaincu qu'elle y a toute sa place, qu'elle reste une idée neuve, féconde et forte. La République n'appartient à personne, nul n'en a le monopole, elle vit dans le cœur de chaque Français. Elle vit dans le cœur de chaque Français, et pourtant, on dit qu'à l'occasion de cette élection présidentielle, un certain nombre de nos concitoyens en âge de voter, détenteur d'une carte d'électeur, n'iront pas voter au premier, et peut-être même au deuxième tour. Je lisais, avant d'entrer dans cette salle, une dépêche d'agence, un sondage qui disait que peut-être 30 % de Français disaient qu'ils n'iraient pas voter.

Ils évoquaient deux motifs : une fois élus, les hommes politiques ne tiennent pas leurs promesses. Ça, c'est peut-être un motif pour ne pas voter pour M. Chirac, mais certainement pas un motif pour ne pas voter pour moi.

Car nos engagements, nos promesses : les 35 heures, la lutte prioritaire contre le chômage, la loi contre les exclusions, nous les avons tenus.

Le deuxième motif qu'ils avançaient était de dire : voter n'apportera pas de changements à notre vie quotidienne.

Des changements assez rapides, assez vigoureux, bouleversant la vie pour ceux pour qui elle est la plus difficile, peut-être pas, mais je ne crois pas qu'on puisse dire ne sont pas des changements dans la vie quotidienne : 900000 chômeurs de moins, une loi contre les exclusions, cinq millions de personnes qui n'accédaient pas de façon correcte aux soins aujourd'hui et qui sont couverts par la couverture maladie universelle, l'allocation personnalisée d'autonomie qui va permettre d'assumer les situations de dépendance pour des personnes âgées ; la prime pour l'emploi, distribuant des sommes significatives à près de 10 millions de personnes au niveau du Smic.

Au-delà du respect des engagements, au-delà de la démarche sincère et sérieuse qui a été la nôtre pour apporter des changements concrets dans la vie quotidienne de nos concitoyens et notamment de ceux pour qui la vie est la plus difficile, il faut aussi rappeler que la conquête de la République, cela a été aussi dans notre pays la conquête du suffrage universel, que des hommes et des femmes sont morts parfois sur les barricades pour conquérir ce droit de s'exprimer. Il faut rappeler qu'à travers le monde, des centaines de millions d'hommes et de femmes voudraient pouvoir s'exprimer, élire leurs dirigeants, voudraient pouvoir être enfin des citoyens et ce n'est pas parce que la démocratie est devenue chez nous comme l'air qu'on respire, qu'elle a été une conquête qui maintenant est là et vit au milieu de nous qu'il ne faut pas exercer ce droit essentiel. Le suffrage universel a été une conquête et un droit, il doit rester fondamentalement pour nous tous un devoir.

Alors, comme l'a dit François tout à l'heure, je ne prends pas, dans cette campagne, les Français catégorie électorale par catégorie électorale, pour leur tenir à chacun des promesses qui entre elles sont par ailleurs contradictoires.

Je connais leur diversité, je la respecte, je m'en inspire, la diversité c'est le bonheur d'un pays. Mais en même temps je veux créer entre tous les citoyens ce lien social, je veux les rassembler autour d'un projet commun, je veux les conduire dans une direction qui n'ignore pas les intérêts particuliers, qui n'enferme pas non plus ceux qui appartiennent à telle ou telle catégorie ou à telle ou telle corporation, mais qui dégage un chemin commun, un projet commun, auquel chacun peut adhérer en restant lui-même mais en même temps en appartenant à la communauté nationale plus vaste.

Parmi ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, il me semble qu'aujourd'hui la valeur de la laïcité est une valeur précieuse entre toutes. Elle a été longtemps un combat et une arme, elle est aujourd'hui une référence précieuse et une protection. Mes chers amis, nous sommes tous, presque désespérés par la tragédie que connaît à nouveau le Proche-Orient, alors que le chemin de la paix s'était ouvert.

Conduit d'ailleurs par des socialistes, Rabin et Pérès, et c'est la droite et l'extrême droite qui a aujourd'hui fermé le chemin en Israël.

Je suis passionnément attaché à la sécurité d'Israël et je condamne de la façon la plus solennelle les attentats suicides, et je suis attaché aussi et tout autant au droit des Palestiniens de se construire un destin national et de bâtir leur Etat aux côtés d'Israël. Et c'est pourquoi je condamne la répression massive lorsqu'elle désespère le peuple palestinien et qu'elle nourrit la volonté et le désir de colère et de revanche. Nous sommes, nous socialistes, dans le camp de la paix. C'est pourquoi j'ai proposé qu'une force d'interposition et d'observation soit, sous l'égide des Nations unies, installée, projetée pour qu'on sépare ceux que la haine aujourd'hui opposent et que l'on retrouve le chemin du dialogue et de la paix. Cette idée n'est pas reçue aujourd'hui, mais il faudra bien qu'elle fasse son chemin.

C'est aussi pourquoi, après avoir discuté avec le gouvernement israélien, et en partant des propositions faites par un certain nombre d'organisations non gouvernementales, Charles Josselin et le gouvernement avons envoyé en Israël, mais pour les Palestiniens et notamment

pour la Croix-Rouge, un avion humanitaire destiné à apporter une solidarité concrète à ceux qui souffrent sur cette terre. Nous sommes pour la paix au Proche-Orient, mais nous sommes aussi pour la paix civile en France.

Nous ne voulons pas que soient importées dans notre pays les passions qui flambent sur cette terre. Nous ne nions pas les appartenances, nous connaissons les liens de solidarité, les engagements spirituels, mais en même temps, il ne faut pas que ce sentiment d'appartenance ou de solidarité conduise à un enfermement communautarisme, il ne faut pas que cela dresse une communauté contre une autre. Il faut que chacun se rappelle, en ces moments de tension, que la première et l'ultime communauté à laquelle nous devons nous rattacher dans l'esprit de la laïcité, c'est la communauté nationale.

C'est pourquoi j'ai été heureux, de participer, avant-hier, à l'invitation de SOS Racisme et de l'Union des étudiants juifs de France à une discussion autour de l'esprit de tolérance, autour du respect des religions, autour du respect des communautés, qui justement condamnaient l'antisémitisme et aussi toutes les formes de racisme.

Je veux que vous sachiez que mon gouvernement, la ministre de la justice ici présente, le ministre de l'intérieur, avec qui je me réunirai demain sur ce point, nous serons absolument implacables dans la lutte contre l'antisémitisme. Que cela soit clair, rien à nos yeux ne pourra justifier de tels actes.

Cette République, je veux la faire pleinement entrer dans notre temps. Je veux une République moderne, prenant en compte les mouvements de la société et les aspirations des citoyens d'aujourd'hui.

La République n'est pas plus faible mais plus forte parce qu'il y a désormais la parité entre les femmes et les hommes, parce que nous avons reconnu la diversité des familles, parce que nous avons veillé à la protection et aux droits de l'enfant, parce que nous avons fait en sorte que le Pacs prenne en compte l'évolution dans la façon dont les personnes voulaient vivre leur amour.

Je veux une République plus démocratique accordant pour cela plus de pouvoir au peuple, soulignant mieux la responsabilité de l'élu, et d'abord du premier d'entre eux, le président de la République. C'est pourquoi je m'engage à réformer le statut juridique du Président de la République si je suis élu à cette fonction.

Je veux une République démocratique et sociale où la négociation entre partenaires sociaux ait toute sa place, mais où la loi garantisse en même temps la fidélité au progrès social, c'est pourquoi je propose une conférence économique et sociale pour aborder les grands sujets économiques et sociaux qui se posent à notre pays.

Je veux une République une et indivisible, mais je ne confonds pas l'unité et l'uniformité. Je ne veux pas assimiler à l'indivisibilité l'oubli, le mépris ou la négation de la diversité.

C'est pourquoi je suis fier que mon gouvernement ait signé la charte européenne des langues et cultures régionales, et que je regrette que le président n'ait pas voulu engager le processus qui aurait permis d'engager sa ratification.

Pour que vive cette diversité, je veux approfondir la décentralisation. La décentralisation, là encore, c'est la gauche. François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre puis Pierre Joxe ont donné des libertés nouvelles aux villes, aux départements et aux régions.

Voilà encore une réforme historique dont on se réjouit aujourd'hui, dont tout le monde se réclame, mais que la droite avait à l'époque combattu durement, prétendant, là encore, que ça remettrait en cause l'unité de la République.

Au sein de mon gouvernement, Jean-Pierre Chevènement puis aujourd'hui Daniel Vaillant ont continué le sillon de la décentralisation ; la Bretagne le sait bien, là où peut-être la politique des pays rencontre le plus vif succès.

Je veux ouvrir une nouvelle étape de la décentralisation, transférer de nouvelles compétences aux régions et structures intercommunales. Elire au suffrage universel dès 2007 les exécutifs des structures intercommunales en même temps que les élections municipales. Instaurer un pacte de solidarité pour une plus grande justice entre les collectivités locales.

Mes chers amis, mes chers camarades, vous le savez bien, vous ici rassemblés, la Bretagne riche de son identité, attachée à la France est en même temps profondément européenne, peut-être la région de France la plus européenne.

Comme vous, je me sais Français, je me sens européen, et je veux une France forte dans une Europe unie, forte d'une histoire dont nous sommes fiers, forte d'un espace placé au centre de l'Europe, au croisement des échanges, entre l'Atlantique et l'intérieur des terres, entre le Nord et la Méditerranée, un territoire dont les régions, toujours mieux reliées entre elles, toujours plus ouvertes vers le monde peuvent faire valoir leurs ressources.

Forte d'un art de vivre que le monde entier nous envie, qui marie les beautés du patrimoine culturel et architectural, les spécialités des terroirs et les œuvres de l'esprit.

Forte d'une population dont la natalité en Europe, juste après la très catholique Irlande, est la plus vigoureuse d'Europe, ce qui témoigne d'ailleurs par le nombre des mariages et des naissances que nos jeunes, contrairement à ceux qui prônent le contraire, ont confiance dans l'avenir et ont du bonheur à vivre dans la France d'aujourd'hui.

La France ne doit pas craindre l'Europe. Elle peut y trouver son épanouissement. L'Europe offre à la France l'occasion d'accroître son influence. Les Français l'ont d'ailleurs montré dans le passage à l'euro.

Mais la France doit peser en Europe. Pour cela, elle doit en connaître le fonctionnement, et l'équipe que j'ai réunie autour de moi a appris à bien maîtriser les circuits européens. Cette expérience sera précieuse demain.

Mais surtout, la France doit proposer des idées fortes, et aucune, en sept ans, et c'est sans précédent dans l'histoire européenne n'est venue de la Présidence. Je veux une Europe politique unie. Je propose de construire la fédération européenne des Etats-nations, scellée par une Constitution dont la Charte des droits fondamentaux sera le préambule.

Je veux une Europe plus démocratique, associant les Parlements nationaux, désignant le Président de la Commission au sein de la majorité au Parlement européen pour faire vivre la démocratie, réformant le scrutin européen.

Je veux une Europe plus efficace : c'est pourquoi je propose de renforcer le rôle du conseil des ministres, de créer un conseil permanent des Ministres chargés des Affaires européennes.

Cette Europe politique doit pouvoir fonctionner une fois l'élargissement réalisé. Je veux réussir l'élargissement de l'Europe, en veillant à nos intérêts mais aussi en veillant aux acquis des intérêts communautaires. Je n'accepterai, Président élu, ni la dissolution de l'ambition européenne, ni la renationalisation des politiques communautaires notamment celles de la politique agricole commune et celle des fonds régionaux.

Je veux une Europe qui approfondisse son modèle social. Pour cela, il faudra créer les conditions d'un dialogue social européen avec les syndicats, avec une lutte résolue contre le dumping social ou fiscal, en promouvant des services publics européens forts et efficaces, développer l'Europe de la santé et de la sécurité sanitaire, et de la sécurité maritime. C'est pourquoi je veux aller vers un traité social européen.

La France peut délivrer au monde un message de solidarité, de diversité culturelle, de justice et de progrès social. Un message de diversité culturelle et de fraternité.

J'ai parlé de diversité culturelle.

C'est pour moi l'occasion de parler des changements de direction qui se sont produits à la tête de Canal+ et qui ont été provoqués par des décisions du PDG de Vivendi Universal.

Je n'ai pas à trancher ces problèmes de direction à l'intérieur d'un groupe privé, mais ce qui pour moi est essentiel et guidera mon action, déjà pour quelques semaines encore comme premier ministre, veillant aux engagements qui ont été pris, c'est l'identité de Canal+, sa liberté de ton, son esprit de liberté et d'impertinence. C'est l'indépendance de Canal+ que le PDG s'est engagé formellement à respecter, ce qui a permis d'autoriser par le CSA la fusion. C'est l'apport essentiel de Canal+ au cinéma dans notre pays à la création et à l'identité culturelle. Alors, je veille, comme premier ministre, au respect des engagements qui ont été pris, c'est pourquoi j'ai saisi le Conseil Supérieur de l'audiovisuel pour qu'il veille à l'application de la loi et des engagements d'.

C'est pourquoi j'y veille comme candidat, que je m'exprime avec force sur ces questions où la droite est fort embarrassée parce que cela ne va pas dans le sens de ce qu'elle souhaite et c'est pourquoi je peux vous dire que j'y veillerai davantage encore si les Français m'élisent président. Oui, nous voulons une Europe où les médias sont indépendants et libres. Voulons-nous une Europe où les travailleurs dans des grandes entreprises ont des droits et sont consultés ? Voulons-nous une Europe où l'on évite que le pouvoir politique, par différents moyens, mette la main sur tout et notamment sur la libre information ou bien sur la production culturelle ?

Oui, je veux rapprocher ces décisions dont on parle aujourd'hui, des mouvements sociaux qui ont eu lieu en Italie.

Bien sûr, je n'ai pas à m'immiscer dans la vie politique intérieure italienne, et je ne porte pas de jugement sur telle ou telle personne, mais en même temps, comment peut-on dire que l'on veut construire l'Europe, une Europe démocratique et une Europe des peuples et nier qu'il y ait aussi une vie politique européenne, des débats culturels et d'identité européenne ?

Je vais vous le dire : je ne veux pas que ce qui arrive en Italie arrive dans mon propre pays.

Mes chers amis, je suis heureux d'avoir tenu ici, en Bretagne, au cœur du Grand Ouest, avec vous, ma dernière grande réunion publique avant le premier tour. Vous m'avez offert un accueil formidable. La terre bretonne est, pour la gauche, une terre importante, hier terre de mission, aujourd'hui terre d'ancrage et de fécondité.

La Bretagne apporte beaucoup à la France et à la République.

Trois jours nous séparent du premier tour, il nous faut un premier tour dynamique pour un second tour victorieux.

C'est pourquoi il faut aller chercher la victoire voix après voix autour de vous. Entraîner ceux qui sont convaincus ; conduire vers les urnes ceux qui disent qu'on aura le temps, qu'on verra bien au deuxième tour, qu'il sera toujours le temps de nous apporter les voix au second tour et que la période un peu malheureuse des vacances- mais nous ne pouvions pas faire autrement avec les élections législatives- entraîne vers d'autres rivages parfois.

Il faut montrer à ceux que tentent d'autres votes pourquoi voter pour un socialiste, pour celui qui s'est efforcé à incarner une majorité de gauche et d'écologistes pendant 5 ans à un sens, y compris pour assurer mieux l'avenir. Jusqu'à la dernière minute, il faut que vous alliez convaincre. Je sais pouvoir compter sur vous, sur votre mobilisation, sur votre conviction. Vous savez, vous, ce qui se joue à l'occasion de cette élection, vous savez pourquoi je veux, pour vous, avec vous, pour tous les Français présider autrement une France plus juste.

En vous voyant rassemblés ici, je sens la force de la Bretagne qui me porte et c'est pourquoi j'ai confiance.

En 1995, j'ai fait campagne avec vous tous dans des conditions difficiles. Des millions de Français, au premier tour d'abord, puis au deuxième tour ensuite, m'ont fait confiance, mais la force de leurs voix, dans le contexte de l'époque, nous a conduit seulement au bord de la victoire.

Deux ans après, en 1997, après l'échec avéré du début du septennat de Jacques Chirac, a été tentée la ruse d'une dissolution surprise pour essayer de surprendre le peuple de notre pays, désabusé et trompé par le reniement des promesses qui avaient été faites. Mais notre peuple ne s'est pas laissé surprendre et il nous a donné la victoire.

Depuis cinq ans, nous gouvernons notre pays, la France. Nous n'avons certes pas tout réussi, mais nous avons tenu nos engagements, nous avons su tenir la maison France, gérer en même temps que nous réformions et que nous accomplissions de grandes réformes sociales.

Nous avons obtenu des premiers résultats.

Nous nous sentons aptes, moi à un autre poste, à poursuivre le chemin sur lequel nous avons commencé à avancer.

Aujourd'hui, à la fin d'un septennat sans relief mais d'une législature féconde, que nous est-il proposé par le candidat sortant si ce n'est le retour à la politique menée au début du septennat, la même politique avec les mêmes hommes, comme entre 1995 et 1997 ?

Je sollicite la confiance des Français, qui ont eu le temps de mieux me connaître pendant ces cinq ans, de me jauger, de m'apprécier, de me tester, de me faire confiance, de me critiquer, de m'envoyer parfois des coups de semonce, mais dont je pense que, au bout de cinq ans, et quel que soit le destin qu'ils me réservent, ils me respectent.

Sur la base du respect des Français et de celui que moi-même je leur porte, je sollicite la confiance des Français pour une autre mission, avec les mêmes valeurs, adaptées au temps qui vient, mais avec d'autres défis dont j'ai tenté honnêtement de parler dans cette campagne.

Ce qu'il faut maintenant dans ces derniers jours, c'est nous mettre en position solide, le 21 avril, pour obtenir la victoire le 5 mai.

\*\*\*

## <campagne=2002>04.10 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller>- Mulhouse <lieu=Mulhouse> <texte=23>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Bien que Chirac et Jospin oscillent, dans les sondages, entre 18,5% et 22 % des intentions de vote chacun, on sait que c'est l'un des deux qui sera élu au deuxième tour président de la République. Eh oui, la Constitution est ainsi faite qu'un de ces hommes qui n'aura obtenu qu'un cinquième des votes au premier tour, là où il y a un choix, sera élu président de la République et prétendra parler au nom de tout le pays !

Si les deux hommes patinent pourtant dans les intentions de vote, c'est que la politique incarnée par chacun d'eux est rejetée par les quatre cinquièmes de l'électorat.

L'un et l'autre, on les a vus au pouvoir : Chirac pendant sept ans à la tête de l'Etat, Jospin depuis cinq ans à la tête du gouvernement. On a pu juger de leur politique.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Il suffit d'évoquer le nom des deux principaux soutiens de Chirac dans cette élection, Balladur et Juppé, pour évoquer de mauvais souvenirs pour le monde du travail.

Balladur, c'est l'ancien Premier ministre qui avait décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite à quarante annuités dans le secteur privé et a fait passer la période de référence pour avoir une retraite à taux plein des 10 au 25 meilleures années. C'est une régression sociale majeure.

Juppé est cet autre Premier ministre de droite qui a tenté de compléter le mauvais coup en élargissant la mesure aux travailleurs du secteur public. Et, s'il avait dû retirer piteusement son projet, ce n'était certainement pas sur l'ordre de Chirac, ni même grâce à l'activité parlementaire de l'opposition de gauche de l'époque, mais parce que les cheminots avaient tapé du poing sur la table, entraînant dans leur mouvement les travailleurs du service public.

Et j'en profite pour rappeler que, s'il est certain que les travailleurs n'ont rien d'autre à attendre que des coups d'un Président ou d'un gouvernement de droite, ils ont les moyens de les faire reculer. Mais, depuis cinq ans, les coups sont venus d'un gouvernement qui se dit de gauche.

Jospin a osé prétendre, il y a quelques jours, que son gouvernement avait "tenu ses engagements", en ajoutant que "c'est avec un gouvernement de gauche que les problèmes de chômage, de retraite et de santé trouveront une réponse" ! Mais pourquoi, pendant les cinq ans qu'il a exercé le pouvoir gouvernemental, aucun de ces problèmes n'a-t-il trouvé de réponse ?

Rien que pour les retraites, il aurait pu annuler les décisions réactionnaires de Balladur. Il ne l'a pas fait. Au contraire, c'est lui, Jospin, qui a pris en charge l'application de cette mesure contribuant à ce que la retraite, grevée de surcroît de la CSG, diminue plus encore que les salaires. Au point que deux millions et demi de retraités ne touchent aujourd'hui que 525 euros, soit 3.448 francs par mois !

Et pour le reste, c'est pareil. Le chômage a peut-être régressé pendant quelque temps. Mais la précarité a augmenté, avec la généralisation de salaires en dessous du Smic en raison de la multiplication des contrats en intérim, à durée déterminée, à temps partiel non choisi. Ceux qui sont sortis du chômage ne sont pas pour autant sortis de la pauvreté. Le résultat, c'est que six millions de femmes et d'hommes de ce pays sont des pauvres, qu'ils soient chômeurs ou qu'ils travaillent. Et neuf millions doivent vivre avec moins de 640 euros, soit moins de 4200 francs par mois.

Jospin, pendant les cinq ans qu'il a été au gouvernement, n'a pas empêché un seul plan de licenciements collectifs ! En quoi cela avancerait les travailleurs, en quoi cela les protégerait qu'il s'installe à son tour à l'Elysée ?

Par contre, ni le patronat, ni les puissances financières n'ont eu à se plaindre des cinq années qui viennent de passer. Les profits des entreprises ont augmenté sans cesse dans des proportions considérables, à part quelques moments de frayeur. Et ce n'est jamais Jospin ou sa politique qui ont été la cause des frayeurs patronales, mais les soubresauts boursiers, c'est-à-dire l'ineptie, l'irrationalité du système capitaliste lui-même.

Alors oui, si Jospin peut se flatter d'avoir été un bon gérant, il ne l'a été que pour les intérêts de la bourgeoisie possédante !

Le problème est là : au profit de qui on gère l'économie et la société ? Les intérêts de qui on défend ?

Car, contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Ceux du grand patronat et ceux des travailleurs sont rigoureusement opposés. On ne peut pas être le gérant loyal des intérêts des patrons et des actionnaires qui veulent des travailleurs mal payés, surexploités, avec des horaires de travail flexibles et prétendre en même temps servir les intérêts de leurs victimes.

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient. Je ne prétends pas représenter à la fois le baron Seillière et les travailleurs de Valeo ou d'AOM-Air-Liberté dont il s'est débarrassé quand ils ne lui rapportaient pas les 15 ou 20 % de profit qu'il escomptait.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais, mon camp est celui des travailleurs aussi par choix politique, par choix militant. Monsieur Jospin, qui a déclaré il y a quelques jours qu'il faut cesser de me "considérer comme une super-syndicaliste", croit exprimer son mépris en me collant cette étiquette. Mais je l'assume et j'en suis fière. Qu'est-ce donc qu'un syndicaliste, sinon un militant qui défend les travailleurs individuellement ou à l'échelle d'une entreprise, selon les cas ? Et que pourrait donc être une super-syndicaliste, sinon quelqu'un qui défend les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire qui défend les intérêts sociaux et politiques du monde du travail ?

Jospin se sent responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Mais, je me sens responsable envers le monde du travail.

Et, par "monde du travail", j'entends tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre : ouvriers de la métallurgie, du bâtiment et des services, employés des assurances, des banques, de l'industrie ou du commerce, techniciens, ingénieurs, cheminots, agents des PTT et des Télécom, fonctionnaires de bas de l'échelle personnel hospitalier, enseignants. J'entends aussi les petits paysans, petits commerçants et artisans qui vivent de leur travail sans exploiter personne. Ceux qui produisent tout ce qui est nécessaire à la société et qui la font fonctionner, mais qui n'en profitent pas vraiment. Car ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui n'ont à se donner que le mal de regarder croître leur fortune en la faisant fructifier par le travail des autres.

Que peut donc attendre le monde du travail de Chirac ou de Jospin ? La réponse est simple. Ce sera la continuation de ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble, mais où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Tout le monde a pu entendre pendant ces années les communiqués de victoire sur les hausses des profits des entreprises. Les grandes fortunes se sont accrues de 20, 30, voire 50 % d'une année à l'autre. De nouvelles fortunes se sont édifiées avec l'aide et les subventions de l'Etat. Les grands trusts sont partis à la conquête du monde en rachetant des usines aux quatre coins de la planète. Ils se sont servis des ministres ou du chef de l'Etat comme de représentants de commerce auprès des gouvernements concernés. Et, ici même, à l'intérieur de l'Hexagone, combien de subsides versés à ces groupes industriels et financiers, ici par l'Etat, là par le Conseil régional ou général, ailleurs par la municipalité ? Et, de temps en temps, à propos d'une de ces affaires glauques, sorties de l'obscurité par un juge ou un autre un peu curieux, on a vu comment l'argent arrosait au passage certains hommes politiques.

Pendant ce temps-là, on ose dire que, si l'on augmente le Smic, cela va mettre l'économie en danger. On nous dit qu'on ne peut pas garantir une retraite à qui aura cotisé quarante années de sa vie. On nous dit qu'on ne peut assurer le droit au travail de tous ceux qui en cherchent.

Mais, pendant qu'on laisse les uns dans l'inactivité forcée, on use les autres au travail. Car les cadences augmentent sans cesse, le rythme de travail devient intenable sur les chaînes de production. Aux travailleurs de Peugeot, on impose en ce moment un surcroît de travail et de fatigue, comme rarement dans le passé. Mais les conditions de travail s'aggravent aussi dans le tertiaire, aux caisses des supermarchés ou dans les centres d'appels téléphoniques. Car les patrons, la hiérarchie, demandent toujours plus car il s'agit de faire suer le maximum de profit avec un minimum de travailleurs. Et, parfois, l'exploitation tue, dans le plein sens du terme. Comme Total-Fina-Elf a tué à AZF à Toulouse. Comme elle peut tuer sur bien d'autres sites dangereuses.

Et plus de 700 travailleurs meurent d'accident de travail tous les ans dans bien d'autres secteurs, comme le bâtiment ou la métallurgie. Eh bien, il n'y a aucune raison que les travailleurs risquent leur vie, jour après jour, en essayant de la gagner !

Le développement des services publics, l'hôpital gratuit, des transports publics convenables et fréquents, l'éducation réellement gratuite, des services postaux et de communication auxquels tout un chacun puisse avoir facilement accès, pourraient être des moyens de compenser au moins un peu les inégalités sociales. Comme pourraient l'être des logements sociaux nombreux, des équipements collectifs dans les quartiers populaires, des crèches ou des maternelles pour soulager la vie des femmes.

Or, les gouvernements successifs mènent une politique de liquidation de ces services publics, une ouverture croissante aux intérêts privés. Ils savent pourtant que cette politique fera que ces services seront de plus en plus à deux vitesses, avec une offre convenable, voire au-delà, pour ceux qui ont de l'argent, et un service à minima ou pas de service du tout pour les plus pauvres.

On ferme des hôpitaux, des maternités de proximité, quoi qu'il en coûte à la population concernée.

On restreint les budgets des hôpitaux, on condamne les infirmières et le personnel hospitalier, les médecins, à des horaires déments, au détriment des malades, en tout cas des moins riches.

La loi dite des 35 heures aggrave encore la situation dans les hôpitaux car, faute d'effectifs suffisants pour l'appliquer, les conditions de travail et d'hospitalisation s'aggravent.

Quant à l'Education nationale, c'est dans les quartiers populaires que ses moyens en personnel, en locaux, sont les plus insuffisants. Des enseignants débordés doivent faire face à des classes surchargées. Il faut que l'Education nationale ait les moyens pour que les tout jeunes, en particulier ceux des milieux défavorisés, puissent être pris en main par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre, à tous, à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée de la sixième il y ait 20% de jeunes qui ne sachent ni lire, ni écrire correctement.

Ces jeunes sont forcés, par la suite, en état d'échec permanent. Alors on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait bien plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires !

Même là où l'Etat ne va pas jusqu'à privatiser les services publics, il refuse de donner les moyens financiers nécessaires. Ce qui amène les services publics eux-mêmes à pousser à la rentabilité, à réduire leur personnel, même si cela dégrade la qualité du service rendu.

Les services postaux cèdent au privé ce qui rapporte du profit et on s'étonne que, comme l'annoncent les journaux, La Poste se retrouve dans le rouge. Mais le plus grave c'est que, pour faire des économies, elle supprime des bureaux de poste de proximité ou réduit les heures d'ouverture.

EDF et GDF s'acheminent graduellement vers la privatisation avec la bénédiction de Chirac et de Jospin. C'est en tant que service public, grâce aux investissements de l'Etat et sans tenir compte de la rentabilité, qu'EDF a développé ses réseaux. Maintenant que c'est fait, les capitaux privés pourront s'installer dans le secteur et ramasser les bénéfices. Comme ils le font déjà à France Télécom dont les travailleurs, en revanche, voient les effectifs se réduire et les conditions de travail s'aggraver.

La SNCF, de son côté, est engagée dans une course à la rentabilité. Elle favorise les grandes lignes, mais elle abandonne des lignes dites secondaires et elle ferme des gares.

A Air France, le ministre des Transports, Gayssot n'a parlé que "d'ouverture du capital". Mais les travailleurs de ces entreprises savent ce qu'ouverture du capital veut dire : c'est la privatisation avec l'hypocrisie en plus.

Pendant que l'Etat et les collectivités locales multiplient les allègements fiscaux pour les entreprises, on maintient les minima sociaux à un niveau scandaleusement bas et on laisse les handicapés et leurs familles à l'abandon. Les handicapés ont manifesté à Paris pour obtenir une augmentation de leurs allocations. Ils revendiquent 797 euros d'allocation, c'est-à-dire 5220 francs, au lieu des 569 euros actuels. Qu'ils soient obligés de manifester même pour une somme aussi modeste est un véritable scandale !

Et puis, les travailleurs subissent une vague encore jamais vue de licenciements collectifs, appelés abusivement "plans sociaux". Des usines entières ont fermé. Les actionnaires qui ont encaissé des profits pendant des années, voire des dizaines d'années, se retirent, fortune faite, ou s'en vont faire fructifier leur fortune dans d'autres entreprises. Mais il ne reste aux travailleurs qui les ont enrichis que leurs yeux pour pleurer, sans la perspective de pouvoir retrouver du travail. Et cela va continuer.

Et qu'est-ce qui garantit que seront pérennisés les emplois-jeunes dont le gouvernement Jospin s'est tant vanté ?

Et combien d'entreprises, même parmi les plus riches comme dans l'automobile, qui n'embauchent que des intérimaires pour avoir une main d'œuvre entièrement à sa merci et que le patron peut mettre à la porte quand il le veut et sans même qu'il ait le moindre compte à rendre ? Peugeot emploie 1.500 intérimaires en permanence depuis des années. Tous les mois, c'est le ballet incessant des licenciements d'intérimaires. Ce qui signifie le chômage pour ceux qu'on contraint à partir.

2.100 emplois supprimés en Alsace, rien que depuis le début de l'année, et cela sans compter, bien sûr, les précaires. Le textile a été frappé début janvier par la fermeture de la Manufacture d'Impression de Sainte-Marie-aux-Mines, 88 licenciements, et de la Cotonnière d'Alsace à Colmar, 94 licenciements. Et ses liquidations font suite à d'autres perpétrés à la fin de l'année dernière, comme la fermeture de Tricot-France à Colmar ou de Texunion.

Albemarle à Thann en a supprimé 31. Sevenday à Soultz en a supprimé 53 autres. Les salariés de Plasco à Huningue ont appris, vendredi, la mise en redressement judiciaire de leur entreprise et craignent la fermeture d'un jour à l'autre.

Quant à la fermeture de PPE, qui entraîne la disparition de 213 emplois, elle est d'autant plus révoltante que cette entreprise, créée il y a trois ans et demi, a reçu dans ce court laps de temps l'équivalent de 350.000 francs de subventions publiques par salarié. L'entreprise a même été citée en modèle par les politiciens locaux, l'exemple de l'efficacité de leur politique de lutte contre le chômage. Mais ceux-là même qui ont été si efficaces pour obtenir des subventions que le patron a empochées avant de plier bagage n'ont aucune efficacité pour empêcher les licenciements. Et, même pour obtenir une indemnité de licenciement supplémentaire de 50.000 francs, ce sont les travailleurs qui ont dû se battre.

Et bien d'autres suppressions d'emplois sont programmées à DMC, Bel Air Industrie et Rhodia à Mulhouse. Chez Hydra, dans la vallée de Thann, 35 emplois sont menacés. Des menaces pèsent sur Roche à Village Neuf. Saic Velcorex va supprimer 67 emplois.

Quant aux vendeuses de la bijouterie Delatour, elles sont en grève depuis trois semaines pour protester contre le licenciement abusif de l'une d'elles. Les travailleuses de Sony à Ribeauvillé, ainsi que celles de la Manufacture d'Impression de Wesserling, sont en revanche en grève pour obtenir des augmentations de salaire. Je suis, bien sûr, solidaire de leurs luttes, comme je suis solidaire des mineurs de potasse ont fait grève et manifesté dans les rues de Mulhouse le lundi 8 avril. Ils ont obtenu que tous ceux qui ont cotisé 25 ans finissent leur vie professionnelle avec le statut de mineur. D'autre part, leur revenu de remplacement sera revalorisé de 17 %. Il aura fallu plusieurs années de lutte, avec des manifestations hebdomadaires régulières, avec des actions d'éclat comme des blocages de ministres, pour obtenir cette mesure de justice élémentaire qui évite aux mineurs concernés d'avoir à travailler dix ans de plus, après 20 ans déjà passé dans les mines, pour toucher leur retraite pleine.

Incapables de combattre le chômage, Chirac et Jospin préfèrent faire de la démagogie à propos de l'insécurité. Oh oui, l'insécurité, la petite délinquance et la violence gratuite existent et elles concernent surtout les quartiers populaires.

Mais de la sécurité, ces gens-là, qui vivent dans les quartiers chics, ne font qu'en parler ! Ils ne font que brandir des sanctions qu'ils savent inefficaces. Mais ils ne veulent pas toucher au terrain nourricier de la violence dans les quartiers populaires : au chômage, à la pauvreté, à la misère matérielle qui, bien souvent, entraîne la misère morale.

Et puis, quel exemple donnent-ils donc aux jeunes de banlieue, ces gens qui dirigent l'Etat ou les grandes entreprises ? L'exemple de l'affairisme, des escroqueries, de la corruption, du vol dans les caisses publiques, du copinage pour toucher de l'argent sur l'immobilier ou sur le trafic d'armes. Mais c'est toute l'organisation sociale qui valorise l'enrichissement rapide et l'argent facile. Les petits délinquants de quartier qui souvent méprisent le travail et les travailleurs, quelquefois leurs propres parents, appliquent à leur échelle les critères de réussite de cette société où l'on s'enrichit d'autant plus vite que l'on sait dépouiller les autres.

Alors oui, je ne peux que répéter qu'ils nous mentent même lorsqu'ils prétendent combattre l'insécurité car, s'ils le voulaient vraiment, ils devraient commencer par la première des insécurités qui menace le monde du travail : le chômage et la misère !

Voilà cette société contre laquelle le monde du travail doit se défendre.

Se défendre, c'est d'abord ne pas se laisser attaquer les uns après les autres.

Se défendre, c'est s'unir, et pour cela il faut d'abord se compter. C'est un des intérêts de cette élection présidentielle. Elle ne changera rien à notre sort, mais elle peut changer -et c'est très important- ce que nous ferons demain.

Evidemment, ce n'est pas de l'élection elle-même dont on pourra attendre quelque chose. Non seulement il n'y a évidemment aucune chance pour que je sois élue mais, même si je l'étais, je ne pourrais rien changer sans votre soutien conscient et déterminé.

Voyez-vous, l'élection n'est pas faite que déjà, à droite et à gauche, dans le patronat et dans la presse aux ordres, ils enragent de voir les sondages me concernant atteindre 9 ou 10 %. Ce n'est pas que je me fasse des illusions sur ces sondages. Le seul véritable résultat, le seul qui aura de la valeur, sera connu le soir du scrutin.

Mais en attendant, cela suffit pour les inquiéter et cela me réjouit.

Les dirigeants du Parti socialiste se répandent en invectives à l'égard de ma candidature et répètent que les votes en faveur de ma candidature ne seraient que "des votes de protestation". Et il voudraient faire croire qu'il s'agit d'une manifestation de mauvaise humeur qui va retomber dès le premier tour terminé.

Eh bien, qu'ils se détrompent ! Si 10% de l'électorat se retrouve dans ma candidature, c'est qu'une partie importante du monde du travail, déçue par le gouvernement de gauche, a compris que la gauche au pouvoir représente les intérêts du grand capital, tout autant que la droite. Et cela peut changer beaucoup de choses, bien au-delà des élections. Voilà ce qui rend hargneux les hommes politiques, de gauche comme de droite, car ceux qui exerceront le pouvoir craignent avoir à faire à des travailleurs qui ne se laissent pas berner !

François Hollande, secrétaire du Parti socialiste, ose affirmer : "Si on veut éviter que les acquis sociaux des travailleuses et des travailleurs soient remis en cause, il faudra voter Lionel Jospin". Qu'il demande donc aux travailleurs des services publics en voie d'être privatisés, aux travailleurs de La Poste, de France Télécom ou d'EDF, ce qu'ils pensent de la façon dont le gouvernement Jospin a défendu leurs acquis sociaux ! Qu'il le demande aussi à tous ceux qui travaillent dans des entreprises dont les patron ont profité de la loi Aubry pour supprimer le paiement du temps de pause, du temps d'habillage et de déshabillage, voire du temps de repas ! Ces gens-là ont foulé aux pieds pendant cinq ans les acquis des travailleurs, et ils voudraient encore qu'on les en remercie en votant pour eux !

Martine Aubry, de son côté, vient de se moquer de la "constance du discours d'Arlette Laguiller depuis vingt ans", ajoutant qu'"Arlette Laguiller utilise le malheur des salariés au profit d'une organisation". Je dois rendre cette justice à Madame Aubry qu'elle aussi, elle manifeste une constance certaine dans ses engagements. Elle, qui a été directrice générale adjointe du trust Péchiney, où elle a été le bras droit de Jean Gandois, prédécesseur du baron Seillière en tant que patron des patrons, elle ne s'est pas reniée en devenant ministre dans plusieurs gouvernements socialistes. A tous ces postes, Martine Aubry a été fidèle à son camp. Mais son camp, c'est celui du patronat. Ce n'est pas le mien.

Et, quant à moi, je n'utilise pas "le malheur des salariés", je l'exprime. Alors qu'elle, en tant que cadre de direction ou en tant que ministre, elle a contribué à l'aggraver.

Si les dirigeants du PS s'énervent, c'est qu'une partie des électeurs socialistes eux-mêmes ont perdu leurs illusions en Jospin et sa politique.

Robert Hue, de son côté, multiplie les attaques contre ma candidature. Il prétend que les votes en faveur de ma candidature sont des votes d'impuissance, en ajoutant que voter pour lui, en revanche, c'est voter pour l'efficacité. Et l'efficacité, dans sa bouche, c'est d'occuper dans un gouvernement socialiste quelques strapontins ministériels!

Mais, à quoi ont-ils servi les ministres communistes pendant les cinq ans qui se sont écoulés ? En quoi ont-ils été efficaces ? Qui pourrait même citer tous les ministres communistes qui participent au gouvernement et dire ce qu'ils ont fait ? Pour Marie-George Buffet, on peut peut-être dire ce qu'elle est, mais pas ce qu'elle a fait pour les travailleurs. Oh, Gayssot, lui, on le connaît ! Mais que pensent de lui les cheminots, les chauffeurs-routiers, le personnel d'Air France ? Et les deux autres, quels sont leurs noms et à quoi ont-ils servi ?

Le seul domaine où ils ont été et où ils sont efficaces, c'est celui d'avoir cautionné la politique du gouvernement jusque et y compris ses mesures les plus anti-ouvrières.

Eh bien, cette efficacité-là ne sert que le grand patronat mais certainement pas les travailleurs !

Et à quoi cela servira même, que Robert Hue se mette à radicaliser son langage, depuis que je monte dans les sondages et à avancer même quelques revendications concrètes ? Car va-t-il conditionner son soutien à Jospin au deuxième tour à un engagement de celui-ci à satisfaire au moins certaines de ces revendications ? Non, le soutien de Robert Hue à Jospin est déjà acquis, sans même la moindre contrepartie concernant les travailleurs !

Au début de sa campagne, Jospin espérait pouvoir faire tranquillement la cour à l'électorat centriste dont il a besoin pour gagner contre Chirac au deuxième tour. Il savait que celui lui coûterait des votes dans l'électorat de gauche. Mais il pouvait espérer que tous ceux qui n'allaient pas le suivre dans sa cour sur sa droite voteraient pour Robert Hue qui, au deuxième tour, lui ramènerait ses votes. Voilà pourquoi le Parti Socialiste ne voyait pas d'inconvénient à ce que, après avoir participé pendant cinq ans au gouvernement, le Parti communiste joue les opposants et critique Jospin. Malgré les efforts de Robert Hue cependant, ce n'est pas sa candidature qui attire les votes de ceux qui critiquent Jospin sur sa gauche. Du coup, c'est Jospin et le Parti socialiste qui doivent essayer de récupérer l'électorat populaire. Voilà que, dans un interview paru il y a quelques jours, l'ex-Premier ministre socialiste, Mauroy, a déclaré : "La classe ouvrière existe". En voilà une révélation pour le Parti socialiste ! Voilà une découverte que Jospin aurait dû faire il y a cinq ans, pas aujourd'hui, pour se faire élire président ! Pour encourager Jospin à "gauchir" son discours, Mauroy, en fin connaisseur, lui conseille d'utiliser les mots de "travailleurs" et "d'ouvriers", en ajoutant -et je le cite- "ce ne sont pas des gros mots". C'est lors de son meeting ici à Dijon que Jospin a engagé son "tournant à gauche".

Lui qui, au début de sa campagne, affirmait que son projet n'était pas socialiste, se revendique aujourd'hui de tout l'héritage du mouvement socialiste de ce pays. Mais ce n'est pas en servant le patronat dans les cabinets ministériels que le mouvement socialiste s'est développé à ses origines, mais en participant aux luttes des travailleurs contre le patronat et contre les gouvernements, contre les Jospin, les Fabius ou les Strauss Kahn de l'époque ! Jospin vient d'affirmer que ce sont toujours des gouvernements socialistes qui ont transformé en lois ou en décisions officielles des pas en avant dans le sens des ouvriers. Lors des deux périodes où le patronat a été contraint de reculer cependant devant les revendications ouvrières, en 1936 le gouvernement était en effet socialiste, mais en 1968, il était de droite. C'est dire que ce n'est pas devant les injonctions du gouvernement que le patronat a cédé, mais devant la grève générale !

Si Jospin gauchit son langage le temps d'une campagne électorale, il se garde bien de prendre des engagements précis sur les problèmes essentiels des travailleurs, comme les licenciements, la précarité ou les bas salaires.

La dernière mode est de mettre dans le même sac les intentions de vote pour ma candidature et celles en faveur de Le Pen, sous prétexte qu'il s'agit de votes protestataires. Moi, j'ai toujours combattu ce démagogue réactionnaire et xénophobe qui est un ennemi féroce du monde du travail. Les saletés anti-immigrés qui lui servent de fonds électoral sont nuisibles au monde du travail. Mais j'ai toujours dénoncé aussi la démagogie contre les sans-papiers, une autre façon de s'attaquer aux travailleurs immigrés, et je continue à réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.

Alors oui, j'affirme que la meilleure façon de combattre Le Pen et ce qu'il représente, c'est de faire en sorte que, face à son électorat d'extrême droite, s'affirme un électorat d'extrême gauche au moins aussi important.

Une partie de la grande presse et des médias prennent le relais des politiques pour répercuter les attaques contre Lutte Ouvrière et moi-même, avec des articles ridicules.

Depuis quelques jours, par exemple, toute une partie de la presse reprend une campagne lancée par le PC dans un article de L'Humanité sur le thème : "Le magot d'Arlette". L'auteur de l'article attribue à Lutte ouvrière 20 millions de francs mais sans les comparer avec le budget de fonctionnement du PCF qui se monte à plus de 110 millions. Et ceci, sans compter ni la valeur du journal l'Humanité, ni celle du somptueux siège du PC, œuvre de l'architecte Niemeyer.

Eh bien, nous ne faisons pas de dépenses somptuaires et nous utilisons notre argent pour nos activités militantes. Pour financer par exemple notre journal car, contrairement à L'Humanité, nous n'avons pas des actionnaires riches comme Monsieur Lagardère. Mais aussi pour avancer l'argent nécessaire à financer nos campagnes électorales. Le PC nous accuse de placer nos réserves dans des actions et de boursicoter. C'est un mensonge. Nos réserves sont placées à La Poste, en Sicav basées sur des obligations d'Etat ou d'entreprises publiques, et pas en actions de sociétés privées. Pour L'Humanité donc, tous ceux qui ont un livret de caisse d'épargne ou un compte en banque boursicotent. Eh bien, ce n'est pas ce genre de calomnie qui fait monter Robert Hue dans les sondages ni augmenter le crédit des journalistes qui propagent ces stupidités.

Mais entendez-moi bien, ce n'est ni de ma personne, ni de mon organisation, encore bien petite, qu'ils ont peur, ce dont ils ont peur, c'est de tous ceux qui se retrouvent et se reconnaissent dans les votes pour ma candidature.

Si, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, les votes confirment ce que les sondages m'attribuent, cela représentera un nombre important de travailleuses et de travailleurs. De ces travailleurs dont ils craignent tous les colères si un jour, que j'espère prochain, ils se mettent en mouvement.

Les journalistes me demandent souvent quelle sera ma position au deuxième tour. Moi, c'est le premier tour qui m'intéresse, car c'est là où toutes les variantes de l'opinion peuvent s'exprimer. Après, les jeux sont faits et l'électeur n'a plus qu'un faux choix.

Tout ce que je peux dire, c'est que je ne donnerai aucune consigne de vote. D'ailleurs, l'électorat n'est pas une armée, à qui on peut donner des consignes. Je n'appellerai ni à l'abstention, ni évidemment à voter Chirac, ni à voter Jospin. Ceux de mes électeurs qui voteront pour Jospin le feront parce qu'ils le veulent bien. Ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils n'ont pas envie de le faire. Si Jospin perd la partie, je n'y serai pour rien. Il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même et à la façon dont il a gouverné pendant 5 ans.

D'ailleurs Hue a affirmé tout à fait la même chose, en disant il y a quelques jours que si Jospin n'infléchit pas son discours vers la gauche, vers les travailleurs, la gauche pourra perdre la partie. C'est très juste, mais c'est un peu tard et on se demande bien pourquoi Robert Hue n'a pas dit, et surtout imposé cela à Jospin durant les 5 dernières années.

C'est au premier tour qu'il faut que les voix qui se portent sur le programme que je propose soient les plus nombreuses possible.

Le programme que je défends est simple. Ce n'est pas une vue de l'esprit. Nos revendications, pour importantes qu'elles soient, sont possibles à imposer.

Il faut rendre publiques les comptabilités de toutes les grandes entreprises, nationales et privées. Il faut rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires, voire de leur famille. Et pour cela abolir le secret commercial et le secret bancaire.

Il faut interdire les licenciements collectifs, ainsi que les délocalisations, en particulier de la part des entreprises qui osent afficher des profits. Et les entreprises qui voudraient licencier quand même devraient être réquisitionnées pour fonctionner sous le contrôle de la collectivité. Ceux qui sont nécessaires pour faire tourner une entreprise, ce sont les travailleurs, et pas les actionnaires. Car les actionnaires apportent peut-être au départ un peu de capital, et pas toujours, mais ce sont les travailleurs qui produisent ensuite les capitaux, pendant des années. C'est-à-dire décuplent, voire centuplent ce qui a été mis au départ.

Il faut imposer de produire pour le bien de tous, c'est-à-dire de produire ce qui est nécessaire à la population, et pas seulement pour faire du profit quel qu'en soit le coût social. Et s'il faut résister à la concurrence, qu'on baisse les prix en diminuant la part des bénéfices.

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'Etat, au lieu de leur faire des cadeaux, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des biens collectifs, qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnelles aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Rien que pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis plus de vingt ans, il faut une augmentation importante des salaires, mais aussi, des pensions de retraite et des minima sociaux.

Il faut des logements sociaux et imposer aux municipalités les plus riches qu'elles en construisent dans les plus brefs délais et pas simplement en payant une amende dérisoire lorsqu'elles ne les ont pas construits. Il faut que tout le monde puisse se loger décemment, en bénéficiant du confort et de l'hygiène digne du 21<sup>ème</sup> siècle. Il faut des transports collectifs suffisants et confortables. Il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Faut-il changer la société pour cela ? Faut-il attendre une révolution ? Non ! Les travailleurs peuvent imposer toutes ces mesures. La bourgeoisie est si riche actuellement, si puissante que, menacée sérieusement par une lutte d'ensemble, elle préférera partager que tout perdre.

Pour le moment, on dit que la lutte de classe est dépassée. Oui, c'est vrai, les travailleurs se défendent difficilement et les luttes sont limitées et parcellaires. Les victimes d'un plan de licenciement se battent le dos au mur, et alors leurs luttes sont isolées. La classe patronale, en revanche, ne cesse de se battre contre le monde du travail et cela avec l'aide de ses hommes politiques. Constamment, elle essaie de réduire la part des salariés pour augmenter ses profits.

La classe ouvrière est de plus en plus appauvrie et rien n'arrêtera ni le patronat, ni ses larbins politiques. Il faut que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui les arrêtent !

Eh bien, dans cette élection, commençons par nous exprimer ! Le bulletin de vote ne peut faire que cela, mais au moins il peut le faire. Il peut inquiéter les possédants et réconforter, encourager les travailleurs.

Pourtant, les élections ne représentent que de façon déformée l'opinion du monde du travail. Car, je rappelle qu'une fraction importante du monde du travail, et de surcroît une des plus exploitées, une des plus mal payées, les travailleurs immigrés, est privée du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble du monde du travail !

Ensuite, il faut, il est absolument indispensable de recréer un parti politique qui défende réellement les intérêts politiques et sociaux du monde du travail.

Cela fait des années que je le dis, et je le répète cette fois encore.

Il y a ceux qui mentent, comme souvent, en disant que j'avais abandonné cette idée par crainte d'avoir un afflux d'adhérents. Mais il n'y a que les imbéciles qui croient que c'est parce qu'on appelle à la construction d'un tel parti, qu'il peut se créer du jour au lendemain.

Mais si nous n'avons pas pu créer un tel parti, nous sommes toujours partisans de le créer. Et soyez sans crainte, si demain des dizaines de milliers de travailleurs, d'intellectuels, de jeunes et de moins jeunes, de militants du PCF ou d'autres du Parti Socialiste viennent à nous, nous serons heureux de les accueillir, et à bras ouverts.

On prévoit que je pourrais dépasser le score de Robert Hue, le candidat du Parti Communiste. Mon but n'est pas de diminuer les voix du PCF ; mon but est de défendre le programme que celui-ci a abandonné. Et la question se pose de recréer un Parti communiste qui défende vraiment les travailleurs et je sais et je crois que c'est possible.

Le rôle d'un Parti communiste n'est certainement pas de participer à ce conseil d'administration de la bourgeoisie qu'est le gouvernement. Son rôle n'est certainement pas de participer à la gestion du système capitaliste qui a fait faillite et qui fait faillite tous les jours.

Oui, l'organisation capitaliste de l'économie est en faillite depuis des décennies. Elle est incapable de faire face aux problèmes essentiels de l'ensemble de l'Humanité, de nourrir chacun de ses membres, de les vêtir, de leur assurer des soins convenables, de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture. Pourtant, grâce aux progrès des techniques et des sciences, l'Humanité a aujourd'hui des possibilités extraordinaires, largement suffisantes non seulement pour satisfaire les besoins élémentaires des hommes, non seulement pour permettre à la société de gérer rationnellement les ressources de la planète pour ne pas laisser une poubelle aux générations futures, mais aussi pour ouvrir des perspectives nouvelles.

Oui, tout cela est aujourd'hui possible. Le seul frein qui ligote l'Humanité, qui l'enchaîne au passé, c'est l'organisation capitaliste de l'économie et de la société. Une économie qui secrète sans cesse des inégalités entre classes sociales comme entre pays ; une économie où seuls comptent le profit, la concurrence, la rivalité entre grands groupes industriels et commerciaux ; une économie qui gaspille les forces productives de la société, qui maintient de multiples formes d'oppression, en en ajoutant sans cesse de nouvelles, et qui conduit à des guerres.

Regardez l'image qu'offre aujourd'hui le monde, de l'immense misère de l'Afrique ou de l'Amérique latine, à la misère, immense aussi mais d'un autre genre, des quartiers pauvres des grandes villes d'Amérique ou d'Europe !

Regardez aussi ce qui se passe en Afghanistan sur lequel on continue à déverser des bombes alors qu'une petite fraction des dépenses militaires astronomiques gaspillées par les Etats-Unis mais aussi par la France pourrait sortir ce pays de la misère.

Regardez également ce qui se passe au Moyen-Orient. Regardez comment ces grandes puissances si promptes à intervenir contre un pays dont la politique leur déplaît laissent le gouvernement Sharon en Israël occuper les territoires autonomes palestiniens, ces dérisoirement petits morceaux de terre concédés à un peuple spolié.

Eh bien, je tiens à dénoncer ici la politique de répression du gouvernement de Sharon contre le peuple palestinien, soumis depuis quelques jours à un ratissage systématique, à des exécutions sommaires et à des bombardements. Et cette politique criminelle vis-à-vis du peuple palestinien l'est aussi finalement contre le peuple israélien parce qu'elle a nécessairement pour sous-produit ces attentats-suicides qui font que la vie devient invivable pour les deux peuples.

Je revendique bien sûr le retrait immédiat des troupes d'occupation israéliennes et le droit du peuple palestinien à disposer d'un Etat, à l'égal du peuple d'Israël. Et je suis bien entendu solidaire des manifestations contre l'intervention de l'armée israélienne en Palestine.

Et je tiens à ajouter aussi que ce qui se passa au Moyen-Orient ne justifie en rien les attentats anti-juifs ici en France. La communauté juive de ce pays n'est certainement pas responsable de la politique de Sharon.

Eh bien oui, cette organisation sociale, il faut la changer. Et la seule force sociale qui peut reprendre politiquement en charge cette perspective, c'est la classe ouvrière, c'est le monde du travail. Mais, pour cela, le monde du travail a besoin d'un parti qui défende cette perspective et qui regroupe tous ceux qui veulent renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier mais qui est la seule porteuse d'avenir pour la société humaine dans son ensemble.

Et ce qui me réconforte, c'est que dans les salles de mes meetings, il y a toujours un grand nombre de jeunes, jeunes ouvriers mais aussi, des lycéens, des étudiants qui n'ont pas de comptes à régler avec eux-mêmes concernant le passé et qui regardent vers l'avenir. Eh bien oui, la tâche de transformer cette société sera leur tâche car ils sont l'avenir de la société et le communisme est l'avenir du monde !

Pour conclure, je dirai, oui, l'augmentation des intentions de vote en ma faveur dans les sondages montre que quelque chose change dans l'opinion du monde du travail.

Cela montre que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite, nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes.

Et je suis sûre qu'à un moment ou à un autre, la moisson se lèvera et que des milliers et des milliers de travailleurs, jeunes et moins jeunes, se diront qu'il faut réellement s'unir, s'organiser pour créer un tel parti et pour se défendre soi-même, tout en défendant l'ensemble de ceux appartenant au monde du travail !

Oui, j'ai confiance en l'avenir et en vous tous !

\*\*\*

## <campagne=2002>04.11 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Toulouse <lieu=Toulouse> <texte=24>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Pour commencer ce meeting, je tiens à exprimer mon indignation devant la décision de TotalFinaElf et de son PDG, Desmarests, qui après avoir lanterné les travailleurs d'AZF pendant sept mois viennent d'annoncer la fermeture de l'usine AZF mais sans avoir assuré l'avenir de ses travailleurs.

Or, cet avenir doit être assuré, ce qui exige au minimum que le salaire de tous les travailleurs du pôle chimique, sans exception, continue à être payé jusqu'à tant qu'ils trouvent un travail qui leur convienne à Toulouse même, qu'ils soient d'AZF ou pas, qu'ils soient à statut définitif ou intérimaires.

La direction d'AZF, c'est-à-dire TotalFinaElf, prétendra que c'est pour respecter l'avis de la population dont une grande partie a exprimé, lors de manifestations répétées, ses craintes devant la réouverture possible de l'usine. C'est un mensonge, car avant même l'explosion, AZF comptait réduire sa production d'engrais sur le territoire et, donc, de fermer l'une de ces usines. Implicitement aujourd'hui, explicitement demain, la direction fait donc assumer une décision programmée par elle à la population qui ne souhaite plus voir en face de chez elle une bombe à retardement. Mais cette annonce ne règle rien des problèmes : pas celui de l'avenir des salariés du pôle chimique, et pas même celui des sinistres dont la responsabilité entière incombe au trust TotalFinaElf.

Oui, travailleurs du pôle chimique de cette ville, habitants des quartiers populaires autour de la zone industrielle, vous avez subi dans votre chair l'explosion de l'usine AZF. Cette catastrophe, ces 31 morts, ces milliers de blessés, ces quartiers dévastés, ce n'est pas la fatalité. On vous a expliqué, comme on l'explique après chaque catastrophe industrielle, que le risque zéro n'existe pas. Mais pourquoi n'existerait-il pas, si on y consacrait tous les moyens nécessaires ? Pourquoi le risque zéro n'existerait que pour les actionnaires qui n'ont qu'à se donner la peine d'encaisser, sans risque, leur part des profits énormes de TotalFinaElf, gagnée avec le sueur des autres, et parfois, comme ce 21 septembre 2001, avec leur sang.

C'est Total qui est responsable de la catastrophe : réductions d'effectif incessantes, appel à la sous-traitance systématique, formations succinctes à la sécurité des sous-traitants et intérimaires, fréquence d'accidents du travail avec des pressions pour ne pas se mettre en arrêt. Tout cela les syndicats de l'usine comme le Comité Hygiène et Sécurité le dénonçaient vivement avant l'explosion. Il y avait même eu une grève de l'ensemble de l'usine un an auparavant contre la volonté de la direction de réduire les effectifs des pompiers.

Quant aux pouvoirs publics qui aujourd'hui approuvent la fermeture AZF, ils ont laissé se développer la ville autour de ces usines sans se soucier des conséquences pour la population dans le cas d'un accident industriel. Aux abords de l'usine, dans un périmètre de 500 mètres, des écoles, des immeubles d'habitation, des magasins, une rocade très fréquentée, dépôt de bus de la ville, centre EDF, piscine municipale, stadium, cité universitaire, entreprises diverses, dont certaines dangereuses.

Alors oui, la catastrophe ne se serait pas produite si Total avait consacré les moyens et le personnel nécessaires pour l'éviter. Mais la préoccupation de ce trust, récidiviste, n'est pas de tout faire pour réduire le risque à zéro. Elle est de maximiser ses profits et les dividendes des actionnaires. Et quand on privilégie le profit, on sacrifie des vies.

Sept mois après la catastrophe, alors que les actionnaires continuent, comme si de rien n'était, à encaisser les dividendes des profits records de TotalFinaElf, les travailleurs du pôle chimique, comme les habitants des quartiers populaires autour, eux, continuent à payer, alors qu'ils ne sont pour rien dans l'explosion ! Les travailleurs du pôle chimique payent, en tremblant pour leur avenir et pour leurs salaires. Les sinistres payent, car beaucoup d'entre eux continuent à vivre dans des conditions précaires. Et finalement, toute la population de la ville paye car elle est dans l'incertitude que tout cela puisse se reproduire un jour, car l'avenir du pôle chimique n'est pas tranché.

Eh bien, c'est à TotalFinaElf de payer ! Il en a les moyens, étant donné ses profits, les plus importants de tous les groupes industriels de ce pays. Ces messieurs les actionnaires, qui ne font rien de leurs dix doigts pour s'enrichir grâce au travail et aux risques des autres, pourraient bien une année se passer de dividendes.

Car le choix véritable n'est pas entre fermer le pôle chimique ou ne pas le fermer. Le choix, c'est entre les salaires des travailleurs et les exigences de la population d'un côté ; et les revenus des actionnaires de l'autre.

L'exigence des travailleurs du pôle chimique est que leur salaire soit garanti. L'exigence de la population est de ne pas revivre ce qu'elle a vécu. Ces deux exigences ne s'opposent pas, au contraire : c'est ensemble qu'il faudrait les imposer à TotalFinaElf et aux autorités publiques.

Ce n'est pas l'avenir de l'industrie chimique qu'il s'agit de défendre, ni ici à Toulouse, ni ailleurs. C'est le présent et l'avenir des travailleurs !

Oui, il faut que tous les travailleurs dont l'emploi a subi les conséquences de l'explosion, quelle que soit leur entreprise, quel que soit leur statut, continuent à toucher l'intégralité de leurs salaires jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi qui leur convienne. Il faut que les pouvoirs publics et Total créent et financent les emplois et les formations nécessaires au reclassement de tous à Toulouse.

Oui, il faut que les sinistrés des quartiers populaires soient indemnisés de tous les dégâts qu'ils ont subi et soient dédommagés de toutes les conséquences indirectes. Il faut qu'on mette à leur disposition tous les moyens financiers et matériels pour que les victimes retrouvent des conditions de vie normales. Et puisque ceux qui vivent autour du pôle chimique redoutent à juste raison que d'autres accidents puissent se produire et puisqu'il souhaite que le pôle soit éloigné des lieux d'habitations, il faut le faire. A la condition encore une fois que tous les salaires soient maintenus dans leur intégralité pour tous les travailleurs sans exception qui souhaitent rester à Toulouse. Et à la condition aussi que si de nouvelles usines sont reconstruites, toutes les mesures de sécurité soient prises, quel que soit leur coût. Car si on peut éloigner une usine chimique des lieux d'habitation, on ne peut pas l'éloigner de ses travailleurs. Et il n'y a pas de raison que ceux-ci travaillent la peur au ventre et risquent leur vie, jour après jour, en essayant de la gagner !

Oui, Total doit et peut payer ! Ce ne serait que justice et cela ne réparerait pas encore les dégâts humains ; cela ne rendrait pas la vie à ceux qui sont morts pour le Capital. Et l'Etat pourrait contraindre Total à payer. S'il ne le fait pas, c'est qu'il se moque des intérêts des travailleurs comme des intérêts de la population. Car il en a les moyens : il pourrait, il devrait mettre les biens de ce trust sous séquestre jusqu'à ce qu'il fasse son devoir !

Venons en à l'actualité politique.

Bien que Chirac et Jospin oscillent, dans les sondages, entre 18% et 22 % des intentions de vote chacun, on sait que c'est l'un des deux qui sera élu au deuxième tour président de la République. Eh oui, la Constitution est ainsi faite qu'un de ces hommes qui n'aura obtenu qu'un cinquième des votes au premier tour, là où il y a un choix, sera élu président de la République et prétendra parler au nom de tout le pays !

Si les deux hommes patinent pourtant dans les intentions de vote, c'est que la politique incarnée par chacun d'eux est rejetée par les quatre cinquièmes de l'électorat.

L'un et l'autre, on les a vus au pouvoir : Chirac pendant sept ans à la tête de l'Etat, Jospin depuis cinq ans à la tête du gouvernement. On a pu juger de leur politique.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Il suffit d'évoquer le nom des deux principaux soutiens de Chirac dans cette élection, Balladur et Juppé, pour évoquer de mauvais souvenirs pour le monde du travail.

Balladur, c'est l'ancien Premier ministre qui avait décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite à quarante annuités dans le secteur privé et a fait passer la période de référence pour avoir une retraite à taux plein des 10 au 25 meilleures années. C'est une régression sociale majeure.

Juppé est cet autre Premier ministre de droite qui a tenté de compléter le mauvais coup en élargissant la mesure aux travailleurs du secteur public. Et, s'il avait dû retirer piteusement son projet, ce n'était certainement pas sur l'ordre de Chirac, ni même grâce à l'activité parlementaire de l'opposition de gauche de l'époque, mais parce que les cheminots avaient tapé du poing sur la table, entraînant dans leur mouvement les travailleurs du service public.

Et j'en profite pour rappeler que, s'il est certain que les travailleurs n'ont rien d'autre à attendre que des coups d'un Président ou d'un gouvernement de droite, ils ont les moyens de les faire reculer. Mais, depuis cinq ans, les coups sont venus d'un gouvernement qui se dit de gauche.

Jospin a osé prétendre, il y a quelques jours, que son gouvernement avait "tenu ses engagements", en ajoutant que "c'est avec un gouvernement de gauche que les problèmes de chômage, de retraite et de santé trouveront une réponse" ! Mais pourquoi, pendant les cinq ans qu'il a exercé le pouvoir gouvernemental, aucun de ces problèmes n'a-t-il trouvé de réponse ?

Rien que pour les retraites, il aurait pu annuler les décisions réactionnaires de Balladur. Il ne l'a pas fait. Au contraire, c'est lui, Jospin, qui a pris en charge l'application de cette mesure contribuant à ce que la retraite, grevée de surcroît de la CSG, diminue plus encore que les salaires. Au point que deux millions et demi de retraités ne touchent aujourd'hui que 525 euros, soit 3.448 francs par mois !

Et pour le reste, c'est pareil. Le chômage a peut-être régressé pendant quelque temps. Mais la précarité a augmenté, avec la généralisation de salaires en dessous du Smic en raison de la multiplication des contrats en intérim, à durée déterminée, à temps partiel non choisi. Ceux qui sont sortis du chômage ne sont pas pour autant sortis de la pauvreté. Le résultat, c'est que six millions de femmes et d'hommes de ce pays sont des pauvres, qu'ils soient chômeurs ou qu'ils travaillent. Et neuf millions doivent vivre avec moins de 640 euros, soit moins de 4200 francs par mois.

Jospin, pendant les cinq ans qu'il a été au gouvernement, n'a pas empêché un seul plan de licenciements collectifs ! En quoi cela avancerait les travailleurs, en quoi cela les protégerait qu'il s'installe à son tour à l'Elysée ?

Par contre, ni le patronat, ni les puissances financières n'ont eu à se plaindre des cinq années qui viennent de passer. Les profits des entreprises ont augmenté sans cesse dans des proportions considérables, à part quelques moments de frayeur. Et ce n'est jamais Jospin ou sa politique qui ont été la cause des frayeurs patronales, mais les soubresauts boursiers, c'est-à-dire l'ineptie, l'irrationalité du système capitaliste lui-même.

Alors oui, si Jospin peut se flatter d'avoir été un bon gérant, il ne l'a été que pour les intérêts de la bourgeoisie possédante !

Le problème est là : au profit de qui on gère l'économie et la société ? Les intérêts de qui on défend ?

Car, contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Ceux du grand patronat et ceux des travailleurs sont rigoureusement opposés. On ne peut pas être le gérant loyal des intérêts des patrons et des actionnaires qui veulent des travailleurs mal payés, surexploités, avec des horaires de travail flexibles et prétendre en même temps servir les intérêts de leurs victimes.

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient. Je ne prétends pas représenter à la fois le baron Seillière et les travailleurs de Valeo ou d'AOM-Air-Liberté dont il s'est débarrassé quand ils ne lui rapportaient pas les 15 ou 20 % de profit qu'il escomptait.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais, mon camp est celui des travailleurs aussi par choix politique, par choix militant. Monsieur Jospin, qui a déclaré il y a quelques jours qu'il faut cesser de me "considérer comme un super-syndicaliste", croit exprimer son mépris en me collant cette étiquette. Mais je l'assume et j'en suis fière. Qu'est-ce donc qu'un syndicaliste, sinon un militant qui défend les travailleurs individuellement ou à l'échelle d'une entreprise, selon les cas ? Et que pourrait donc être un super-syndicaliste, sinon quelqu'un qui défend les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire qui défend les intérêts sociaux et politiques du monde du travail ?

Jospin se sent responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Mais, je me sens responsable envers le monde du travail.

Et, par "monde du travail", j'entends tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre : ouvriers de la métallurgie, du bâtiment et des services, employés des assurances, des banques, de l'industrie ou du commerce, techniciens, ingénieurs, cheminots, agents des PTT et des Télécom, fonctionnaires de bas de l'échelle personnel hospitalier, enseignants. J'entends aussi les petits paysans, petits commerçants et artisans qui vivent de leur travail sans exploiter personne. Ceux qui produisent tout ce qui est nécessaire à la société et qui la font fonctionner, mais qui n'en profitent pas vraiment. Car ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui n'ont à se donner que le mal de regarder croître leur fortune en la faisant fructifier par le travail des autres.

Que peut donc attendre le monde du travail de Chirac ou de Jospin ? La réponse est simple. Ce sera la continuation de ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble, mais où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Tout le monde a pu entendre pendant ces années les communiqués de victoire sur les hausses des profits des entreprises. Les grandes fortunes se sont accrues de 20, 30, voire 50 % d'une année à l'autre. De nouvelles fortunes se sont édifiées avec l'aide et les subventions de l'Etat. Les grands trusts sont partis à la conquête du monde en rachetant des usines aux quatre coins de la planète. Ils se sont servis des ministres ou du chef de l'Etat comme de représentants de commerce auprès des gouvernements concernés. Et, ici même, à l'intérieur de l'Hexagone, combien

de subsides versés à ces groupes industriels et financiers, ici par l'Etat, là par le Conseil régional ou général, ailleurs par la municipalité ? Et, de temps en temps, à propos d'une de ces affaires glauques, sorties de l'obscurité par un juge ou un autre un peu curieux, on a vu comment l'argent arrosait au passage certains hommes politiques.

Pendant ce temps-là, on ose dire que, si l'on augmente le Smic, cela va mettre l'économie en danger. On nous dit qu'on ne peut pas garantir une retraite à qui aura cotisé quarante années de sa vie. On nous dit qu'on ne peut assurer le droit au travail de tous ceux qui en cherchent.

Mais, pendant qu'on laisse les uns dans l'inactivité forcée, on use les autres au travail. Car les cadences augmentent sans cesse, le rythme de travail devient intenable sur les chaînes de production. Mais les conditions de travail s'aggravent aussi dans le tertiaire, aux caisses des supermarchés ou dans les centres d'appels téléphoniques. Car les patrons, la hiérarchie, demandent toujours plus car il s'agit de faire suer le maximum de profit avec un minimum de travailleurs.

Aux attaques du patronat s'ajoutent les défaillances de l'Etat, découlant de ses choix à défendre avant tout les intérêts du patronat.

Le développement des services publics, l'hôpital gratuit, des transports publics convenables et fréquents, l'éducation réellement gratuite, des services postaux et de communication auxquels tout un chacun puisse avoir facilement accès, pourraient être des moyens de compenser au moins un peu les inégalités sociales. Comme pourraient l'être des logements sociaux nombreux, des équipements collectifs dans les quartiers populaires, des crèches ou des maternelles pour soulager la vie des femmes.

Or, les gouvernements successifs mènent une politique de liquidation de ces services publics, une ouverture croissante aux intérêts privés. Ils savent pourtant que cette politique fera que ces services seront de plus en plus à deux vitesses, avec une offre convenable, voire au-delà, pour ceux qui ont de l'argent, et un service à minima ou pas de service du tout pour les plus pauvres.

On ferme des hôpitaux, des maternités de proximité, quoi qu'il en coûte à la population concernée.

On restreint les budgets des hôpitaux, on condamne les infirmières et le personnel hospitalier, les médecins, à des horaires déments, au détriment des malades, en tout cas des moins riches.

La loi dite des 35 heures aggrave encore la situation dans les hôpitaux car, faute d'effectifs suffisants pour l'appliquer, les conditions de travail et d'hospitalisation s'aggravent. A Toulouse, il faudrait de 900 à 1000 embauches dès cette année. Il n'en est prévu que 423, étalées sur 3 ans, dont 142 seulement en 2002. Mais même ce chiffre ne pourra être atteint en raison des restrictions budgétaires.

Quant à l'Education nationale, c'est dans les quartiers populaires que ses moyens en personnel, en locaux, sont les plus insuffisants. Des enseignants débordés doivent faire face à des classes surchargées. Il faut que l'Education nationale ait les moyens pour que les tout jeunes, en particulier ceux des milieux défavorisés, puissent être pris en main par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre, à tous, à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée de la sixième il y ait 20% de jeunes qui ne sachent ni lire, ni écrire correctement.

Ces jeunes sont forcément, par la suite, en état d'échec permanent. Alors on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait bien plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires !

Même là où l'Etat ne va pas jusqu'à privatiser les services publics, il refuse de donner les moyens financiers nécessaires. Ce qui amène les services publics eux-mêmes à pousser à la rentabilité, à réduire leur personnel, même si cela dégrade la qualité du service rendu.

Les services postaux cèdent au privé ce qui rapporte du profit et on s'étonne que, comme l'annoncent les journaux, La Poste se retrouve dans le rouge. Mais le plus grave c'est que, pour faire des économies, elle supprime des bureaux de poste de proximité ou réduit les heures d'ouverture.

EDF et GDF s'acheminent graduellement vers la privatisation avec la bénédiction de Chirac et de Jospin. C'est en tant que service public, grâce aux investissements de l'Etat et sans tenir compte de la rentabilité, qu'EDF a développé ses réseaux. Maintenant que c'est fait, les capitaux privés pourront s'installer dans le secteur et ramasser les bénéfices. Comme ils le font déjà à France Télécom dont les travailleurs, en revanche, voient les effectifs se réduire et les conditions de travail s'aggraver.

La SNCF, de son côté, est engagée dans une course à la rentabilité. Elle favorise les grandes lignes, mais elle abandonne des lignes dites secondaires et elle ferme des gares.

A Air France, le ministre des Transports, Gayssot n'a parlé que "d'ouverture du capital". Mais les travailleurs de ces entreprises savent ce qu'ouverture du capital veut dire : c'est la privatisation avec l'hypocrisie en plus.

Pendant que l'Etat et les collectivités locales multiplient les allègements fiscaux pour les entreprises, on maintient les minima sociaux à un niveau scandaleusement bas et on laisse les handicapés et leurs familles à l'abandon. Il est inadmissible que le gouvernement fasse la sourde oreille à cette revendication des associations de handicapés qui réclament la somme modeste de 797 euros d'allocation, c'est-à-dire 5220 francs, au lieu des 569 euros actuels. Il est tout aussi inadmissible, alors que plus d'un million de femmes et hommes de ce pays en sont réduits à survivre avec le RMI, que ce minimum social qui était de 2402 F en 1997, lors de l'arrivée au pouvoir de Jospin, en soit à 2660 F, après cinq ans de gouvernement dit socialiste.

Mais le problème majeur du monde du travail reste l'ampleur du chômage, avec le drame matériel, moral, humain qu'il représente pour le chômeur comme pour toute sa famille.

Les travailleurs subissent une vague encore jamais vue de licenciements collectifs, appelés abusivement "plans sociaux". Des usines entières ont fermé. Les actionnaires qui ont encaissé des profits pendant des années, voire des dizaines d'années, se retirent, fortune faite, ou s'en vont faire fructifier leur fortune dans d'autres entreprises. Mais il ne reste aux travailleurs qui les ont enrichis que leurs yeux pour pleurer, sans la perspective de pouvoir retrouver du travail. Et cela va continuer.

Et qu'est-ce qui garantit que seront pérennisés les emplois-jeunes dont le gouvernement Jospin s'est tant vanté ?

Et combien d'entreprises, même parmi les plus riches comme dans l'automobile, qui n'embauchent que des intérimaires pour avoir une main d'œuvre entièrement à sa merci et que le patron peut mettre à la porte quand il le veut et sans même qu'il ait le moindre compte à rendre ?

Dans la région, Motorola qui vient de toucher 100 millions de francs d'aides publiques contre l'engagement de ne pas procéder à des licenciements économiques pendant 3 ans, s'est débarrassé de 200 travailleurs, en contournant son engagement par des licenciements arrangés contre le versement d'une prime de départ. Ces derniers mois, les périodes de chômage partiel se sont succédé, comme se sont succédé les congés imposés, et la direction s'est lancée dans la suppression d'une soixantaine de postes dans les services support. Mais en même temps, on fait appel aux heures supplémentaires pour les équipes de week-end pendant les ponts du mois de mai.

Airbus vient d'annoncer la levée des mesures de chômage partiel qu'il avait imposées sous prétexte que les affaires allaient plus mal suite aux attentats du 11 septembre. Mais il n'est pas revenu sur les licenciements d'intérimaires et de CDD que la direction a perpétrés sous le même prétexte au début de l'année. Alors que la direction elle-même se vante que les affaires repartent et que les commandes arrivent, au lieu d'embaucher, on allonge l'horaire et on intensifie le rythme du travail !

Incapables de combattre le chômage, Chirac et Jospin préfèrent faire de la démagogie à propos de l'insécurité. Oh oui, l'insécurité, la petite délinquance et la violence gratuite existent et elles concernent surtout les quartiers populaires.

Mais de la sécurité, ces gens-là, qui vivent dans les quartiers chics, ne font qu'en parler ! Ils ne font que brandir des sanctions qu'ils savent inefficaces. Mais ils ne veulent pas toucher au terrain nourricier de la violence dans les quartiers populaires : au chômage, à la pauvreté, à la misère matérielle qui, bien souvent, entraîne la misère morale.

Et puis, quel exemple donnent-ils donc aux jeunes de banlieue, ces gens qui dirigent l'Etat ou les grandes entreprises ? L'exemple de l'affairisme, des escroqueries, de la corruption, du vol dans les caisses publiques, du copinage pour toucher de l'argent sur l'immobilier ou sur le trafic d'armes. Mais c'est toute l'organisation sociale qui valorise l'enrichissement rapide et l'argent facile. Les petits délinquants de quartier qui souvent méprisent le travail et les travailleurs, quelquefois leurs propres parents, appliquent à leur échelle les critères de réussite de cette société où l'on s'enrichit d'autant plus vite que l'on sait dépouiller les autres. Alors oui, je ne peux que répéter qu'ils nous mentent même lorsqu'ils prétendent combattre l'insécurité car, s'ils le voulaient vraiment, ils devraient commencer par la première des insécurités qui menace le monde du travail : le chômage et la misère !

Voilà cette société contre laquelle le monde du travail doit se défendre.

Se défendre, c'est d'abord ne pas se laisser attaquer les uns après les autres.

Se défendre, c'est s'unir, et pour cela il faut d'abord se compter. C'est un des intérêts de cette élection présidentielle. Elle ne changera rien à notre sort, mais elle peut changer -et c'est très important- ce que nous ferons demain.

Evidemment, ce n'est pas de l'élection elle-même dont on pourra attendre quelque chose. Non seulement il n'y a évidemment aucune chance pour que je sois élue mais, même si je l'étais, je ne pourrais rien changer sans votre soutien conscient et déterminé.

Voyez-vous, l'élection n'est pas faite que déjà, à droite et à gauche, dans le patronat et dans la presse aux ordres, ils enragent de voir les sondages me concernant atteindre 9 ou 10 %. Ce n'est pas que je me fasse des illusions sur ces sondages. Le seul véritable résultat, le seul qui aura de la valeur, sera connu le soir du scrutin.

Mais en attendant, cela suffit pour les inquiéter et cela me réjouit.

Les dirigeants du Parti socialiste se répandent en invectives à l'égard de ma candidature et répètent que les votes en faveur de ma candidature ne seraient que "des votes de protestation". Et ils voudraient faire croire qu'il s'agit d'une manifestation de mauvaise humeur qui va retomber dès le premier tour terminé.

Eh bien, qu'ils se détrompent ! Si 10% de l'électorat se retrouve dans ma candidature, c'est qu'une partie importante du monde du travail, déçue par le gouvernement de gauche, a compris que la gauche au pouvoir représente les intérêts du grand capital, tout autant que la droite. Et cela peut changer beaucoup de choses, bien au-delà des élections. Voilà ce qui rend hargneux les hommes politiques, de gauche comme de droite, car ceux qui exerceront le pouvoir craignent avoir à faire à des travailleurs qui ne se laissent pas bernier !

François Hollande, secrétaire du Parti socialiste, ose affirmer : "Si on veut éviter que les acquis sociaux des travailleuses et des travailleurs soient remis en cause, il faudra voter Lionel Jospin". Qu'il demande donc aux travailleurs des services publics en voie d'être privatisés, aux travailleurs de La Poste, de France Télécom ou d'EDF, ce qu'ils pensent de la façon dont le gouvernement Jospin a défendu leurs acquis sociaux ! Qu'il le demande aussi à tous ceux qui travaillent dans des entreprises dont les patrons ont profité de la loi Aubry pour supprimer le paiement du temps de pause, du temps d'habillage et de déshabillage, voire du temps de repas ! Ces gens-là ont foulé aux pieds pendant cinq ans les acquis des travailleurs, et ils voudraient encore qu'on les en remercie en votant pour eux !

Martine Aubry, de son côté, vient de se moquer de la "constance du discours d'Arlette Laguiller depuis vingt ans", ajoutant qu'"Arlette Laguiller utilise le malheur des salariés au profit d'une organisation". Je dois rendre cette justice à Madame Aubry qu'elle aussi, elle manifeste une constance certaine dans ses engagements. Elle, qui a été directrice générale adjointe du trust Péchiney, où elle a été le bras droit de Jean Gandois, prédécesseur du baron Seillière en tant que patron des patrons, elle ne s'est pas reniée en devenant ministre dans plusieurs gouvernements socialistes. A tous ces postes, Martine Aubry a été fidèle à son camp. Mais son camp, c'est celui du patronat. Ce n'est pas le mien.

Et, quant à moi, je n'utilise pas "le malheur des salariés", je l'exprime. Alors qu'elle, en tant que cadre de direction ou en tant que ministre, elle a contribué à l'aggraver.

Si les dirigeants du PS s'énervent, c'est qu'une partie des électeurs socialistes eux-mêmes ont perdu leurs illusions en Jospin et sa politique.

Robert Hue, de son côté, multiplie les attaques contre ma candidature. Il prétend que les votes en faveur de ma candidature sont des votes d'impuissance, en ajoutant que voter pour lui, en revanche, c'est voter pour l'efficacité. Et l'efficacité, dans sa bouche, c'est d'occuper dans un gouvernement socialiste quelques strapontins ministériels !

Mais, à quoi ont-ils servi les ministres communistes pendant les cinq ans qui se sont écoulés ? En quoi ont-ils été efficaces ? Qui pourrait même citer tous les ministres communistes qui participent au gouvernement et dire ce qu'ils ont fait ? Pour Marie-George Buffet, on peut peut-être dire ce qu'elle est, mais pas ce qu'elle a fait pour les travailleurs. Oh, Gayssot, lui, on le connaît ! Mais que pensent de lui les cheminots, les chauffeurs-routiers, le personnel d'Air France ? Et les deux autres, quels sont leurs noms et à quoi ont-ils servi ?

Le seul domaine où ils ont été et où ils sont efficaces, c'est celui d'avoir cautionné la politique du gouvernement jusque et y compris ses mesures les plus anti-ouvrières.

Eh bien, cette efficacité-là ne sert que le grand patronat mais certainement pas les travailleurs !

Et à quoi cela servira même, que Robert Hue se mette à radicaliser son langage, depuis que je monte dans les sondages et à avancer même quelques revendications concrètes ? Car va-t-il conditionner son soutien à Jospin au deuxième tour à un engagement de celui-ci à satisfaire au moins certaines de ces revendications ? Non, le soutien de Robert Hue à Jospin est déjà acquis, sans même la moindre contrepartie concernant les travailleurs !

Si Jospin gauchit son langage le temps d'une campagne électorale, il se garde bien de prendre des engagements précis sur les problèmes essentiels des travailleurs, comme les licenciements, la précarité ou les bas salaires.

La dernière mode est de mettre dans le même sac les intentions de vote pour ma candidature et celles en faveur de Le Pen, sous prétexte qu'il s'agit de votes protestataires. Moi, j'ai toujours combattu ce démagogue réactionnaire et xénophobe qui est un ennemi féroce du monde du travail. Les saletés anti-immigrés qui lui servent de fonds électoral sont nuisibles au monde du travail. Mais j'ai toujours dénoncé aussi la démagogie contre les sans-papiers, une autre façon de s'attaquer aux travailleurs immigrés, et je continue à réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.

Alors oui, j'affirme que la meilleure façon de combattre Le Pen et ce qu'il représente, c'est de faire en sorte que, face à son électorat d'extrême droite, s'affirme un électorat d'extrême gauche au moins aussi important.

Une partie de la grande presse et des médias prennent le relais des politiques pour répercuter les attaques contre Lutte Ouvrière et moi-même, avec des articles ridicules.

Mais entendez-moi bien, ce n'est ni de ma personne, ni de mon organisation, encore bien petite, qu'ils ont peur, ce dont ils ont peur, c'est de tous ceux qui se retrouvent et se reconnaissent dans les votes pour ma candidature.

Si, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, les votes confirment ce que les sondages m'attribuent, cela représentera un nombre important de travailleuses et de travailleurs. De ces travailleurs dont ils craignent tous les colères si un jour, que j'espère prochain, ils se mettent en mouvement.

Les journalistes me demandent souvent quelle sera ma position au deuxième tour. Moi, c'est le premier tour qui m'intéresse, car c'est là où toutes les variantes de l'opinion peuvent s'exprimer. Après, les jeux sont faits et l'électeur n'a plus qu'un faux choix.

Tout ce que je peux dire, c'est que je ne donnerai aucune consigne de vote. D'ailleurs, l'électorat n'est pas une armée, à qui on peut donner des consignes. Je n'appellerai ni à l'abstention, ni évidemment à voter Chirac, ni à voter Jospin. Ceux de mes électeurs qui voteront pour Jospin le feront parce qu'ils le veulent bien. Ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils n'ont pas envie de le faire. Si Jospin perd la partie, je n'y serai pour rien. Il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même et à la façon dont il a gouverné pendant 5 ans.

D'ailleurs Hue a affirmé tout à fait la même chose, en disant il y a quelques jours que si Jospin n'infléchit pas son discours vers la gauche, vers les travailleurs, la gauche pourra perdre la partie. C'est très juste, mais c'est un peu tard et on se demande bien pourquoi Robert Hue n'a pas dit, et surtout imposé cela à Jospin durant les 5 dernières années.

C'est au premier tour qu'il faut que les voix qui se portent sur le programme que je propose soient les plus nombreuses possible.

Le programme que je défends est simple. Ce n'est pas une vue de l'esprit. Nos revendications, pour importantes qu'elles soient, sont possibles à imposer.

Il faut rendre publiques les comptabilités de toutes les grandes entreprises, nationales et privées. Il faut rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires, voire de leur famille. Et pour cela abolir le secret commercial et le secret bancaire.

Il faut interdire les licenciements collectifs, ainsi que les délocalisations, en particulier de la part des entreprises qui osent afficher des profits. Et les entreprises qui voudraient licencier quand même devraient être réquisitionnées pour fonctionner sous le contrôle de la collectivité. Ceux qui sont nécessaires pour faire tourner une entreprise, ce sont les travailleurs, et pas les actionnaires. Car les actionnaires apportent peut-être au départ un peu de capital, et pas toujours, mais ce sont les travailleurs qui produisent ensuite les capitaux, pendant des années. C'est-à-dire décuplent, voire centuplent ce qui a été mis au départ.

Il faut imposer de produire pour le bien de tous, c'est-à-dire de produire ce qui est nécessaire à la population, et pas seulement pour faire du profit quel qu'en soit le coût social. Et s'il faut résister à la concurrence, qu'on baisse les prix en diminuant la part des bénéfices.

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'Etat, au lieu de leur faire des cadeaux, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des biens collectifs, qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnels aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Rien que pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis plus de vingt ans, il faut une augmentation importante des salaires, mais aussi, des pensions de retraite et des minima sociaux.

Il faut des logements sociaux et imposer aux municipalités les plus riches qu'elles en construisent dans les plus brefs délais et pas simplement en payant une amende dérisoire lorsqu'elles ne les ont pas construits.

Il faut que tout le monde puisse se loger décentement, en bénéficiant du confort et de l'hygiène digne du 21<sup>ème</sup> siècle.

Il faut des transports collectifs suffisants et confortables.

Il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Faut-il changer la société pour cela ? Faut-il attendre une révolution ? Non ! Les travailleurs peuvent imposer toutes ces mesures. La bourgeoisie est si riche actuellement, si puissante que, menacée sérieusement par une lutte d'ensemble, elle préférera partager que tout perdre.

Pour le moment, on dit que la lutte de classe est dépassée. Oui, c'est vrai, les travailleurs se défendent difficilement et les luttes sont limitées et parcellaires. Les victimes d'un plan de licenciement se battent le dos au mur, et alors leurs luttes sont isolées. La classe patronale, en revanche, ne cesse de se battre contre le monde du travail et cela avec l'aide de ses hommes politiques. Constamment, elle essaie de réduire la part des salariés pour augmenter ses profits.

La classe ouvrière est de plus en plus appauvrie et rien n'arrêtera ni le patronat, ni ses larbins politiques. Il faut que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui les arrêtent !

Eh bien, dans cette élection, commençons par nous exprimer ! Le bulletin de vote ne peut faire que cela, mais au moins il peut le faire. Il peut inquiéter les possédants et réconforter, encourager les travailleurs.

Pourtant, les élections ne représentent que de façon déformée l'opinion du monde du travail. Car, je rappelle qu'une fraction importante du monde du travail, et de surcroît une des plus exploitées, une des plus mal payées, les travailleurs immigrés, est privée du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble du monde du travail !

Ensuite, il faut, il est absolument indispensable de recréer un parti politique qui défende réellement les intérêts politiques et sociaux du monde du travail.

Cela fait des années que je le dis, et je le répète cette fois encore.

Il y a ceux qui mentent, comme souvent, en disant que j'avais abandonné cette idée par crainte d'avoir un afflux d'adhérents. Mais il n'y a que les imbéciles qui croient que c'est parce qu'on appelle à la construction d'un tel parti, qu'il peut se créer du jour au lendemain.

Mais si nous n'avons pas pu créer un tel parti, nous sommes toujours partisans de le créer. Et soyez sans crainte, si demain des dizaines de milliers de travailleurs, d'intellectuels, de jeunes et de moins jeunes, de militants du PCF ou d'autres du Parti Socialiste viennent à nous, nous serons heureux de les accueillir, et à bras ouverts.

On prévoit que je pourrais dépasser le score de Robert Hue, le candidat du Parti Communiste. Mon but n'est pas de diminuer les voix du PCF ; mon but est de défendre le programme que celui-ci a abandonné. Et la question se pose de recréer un Parti communiste qui défende vraiment les travailleurs et je sais et je crois que c'est possible.

Le rôle d'un Parti communiste n'est certainement pas de participer à ce conseil d'administration de la bourgeoisie qu'est le gouvernement. Son rôle n'est certainement pas de participer à la gestion du système capitaliste qui a fait faillite et qui fait faillite tous les jours.

Oui, l'organisation capitaliste de l'économie est en faillite depuis des décennies. Elle est incapable de faire face aux problèmes essentiels de l'ensemble de l'Humanité, de nourrir chacun de ses membres, de les vêtir, de leur assurer des soins convenables, de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture. Pourtant, grâce aux progrès des techniques et des sciences, l'Humanité a aujourd'hui des possibilités extraordinaires, largement suffisantes non seulement pour satisfaire les besoins élémentaires des hommes, non seulement pour permettre à la société de gérer rationnellement les ressources de la planète pour ne pas laisser une poubelle aux générations futures, mais aussi pour ouvrir des perspectives nouvelles.

Oui, tout cela est aujourd'hui possible. Le seul frein qui ligote l'Humanité, qui l'enchaîne au passé, c'est l'organisation capitaliste de l'économie et de la société. Une économie qui secrète sans cesse des inégalités entre classes sociales comme entre pays ; une économie où seuls comptent le profit, la concurrence, la rivalité entre grands groupes industriels et commerciaux ; une économie qui gaspille les forces productives de la société, qui maintient de multiples formes d'oppression, en en ajoutant sans cesse de nouvelles, et qui conduit à des guerres.

Regardez l'image qu'offre aujourd'hui le monde, de l'immense misère de l'Afrique ou de l'Amérique latine, à la misère, immense aussi mais d'un autre genre, des quartiers pauvres des grandes villes d'Amérique ou d'Europe !

Regardez aussi ce qui se passe en Afghanistan sur lequel on continue à déverser des bombes alors qu'une petite fraction des dépenses militaires astronomiques gaspillées par les Etats-Unis mais aussi par la France pourrait sortir ce pays de la misère.

Regardez également ce qui se passe au Moyen-Orient. Regardez comment ces grandes puissances si promptes à intervenir contre un pays dont la politique leur déplaît laissent le gouvernement Sharon en Israël occuper les territoires autonomes palestiniens, ces dérisoirement petits morceaux de terre concédés à un peuple spolié.

Eh bien, je tiens à dénoncer ici la politique de répression du gouvernement de Sharon contre le peuple palestinien, soumis depuis quelques jours à un ratissage systématique, à des exécutions sommaires et à des bombardements. Et cette politique criminelle vis-à-vis du peuple palestinien l'est aussi finalement contre le peuple israélien parce qu'elle a nécessairement pour sous-produit ces attentats-suicides qui font que la vie devient invivable pour les deux peuples.

Je revendique bien sûr le retrait immédiat des troupes d'occupation israéliennes et le droit du peuple palestinien à disposer d'un Etat, à l'égal du peuple d'Israël. Et je suis bien entendu solidaire des manifestations contre l'intervention de l'armée israélienne en Palestine.

Et je tiens à ajouter aussi que ce qui se passa au Moyen-Orient ne justifie en rien les attentats anti-juifs ici en France. La communauté juive de ce pays n'est certainement pas responsable de la politique de Sharon.

Eh bien oui, cette organisation sociale, il faut la changer. Et la seule force sociale qui peut reprendre politiquement en charge cette perspective, c'est la classe ouvrière, c'est le monde du travail. Mais, pour cela, le monde du travail a besoin d'un parti qui défende cette perspective et qui regroupe tous ceux qui veulent renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier mais qui est la seule porteuse d'avenir pour la société humaine dans son ensemble.

Et ce qui me réconforte, c'est que dans les salles de mes meetings, il y a toujours un grand nombre de jeunes, jeunes ouvriers mais aussi, des lycéens, des étudiants qui n'ont pas de comptes à régler avec eux-mêmes concernant le passé et qui regardent vers l'avenir. Eh bien oui, la tâche de transformer cette société sera leur tâche car ils sont l'avenir de la société et le communisme est l'avenir du monde !

Pour conclure, je dirai, oui, l'augmentation des intentions de vote en ma faveur dans les sondages montre que quelque chose change dans l'opinion du monde du travail.

Cela montre que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite, nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes.

Et je suis sûre qu'à un moment ou à un autre, la moisson se lèvera et que des milliers et des milliers de travailleurs, jeunes et moins jeunes, se diront qu'il faut réellement s'unir, s'organiser pour créer un tel parti et pour se défendre soi-même, tout en défendant l'ensemble de ceux appartenant au monde du travail !

Oui, j'ai confiance en l'avenir et en vous tous !

\*\*\*

<campagne=2002>04.14 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Paris <lieu=Paris>  
<texte=25>

Travailleuses, Travailleurs, camarades et amis,

Bienvenue à toutes et à tous et merci de votre présence et surtout, merci d'être aussi nombreux.

Cette salle avec cette disposition contient très exactement 5.770 places assises. Comme vous pouvez le constater, nous la remplissons complètement. Je le constate avec vous à l'intention d'une certaine presse, celle par exemple qui a rendu compte de deux meetings qui ont eu lieu le même soir, dans une même ville de province. A celui de Chevènement, elle a vu 1.000 participants dans une salle où, même entassés, on ne tient pas à plus de 500, alors qu'elle n'en a vu que 600 à mon meeting où nous avons compté 780 personnes ! Vous voyez l'objectivité !

Je voudrais d'abord préciser, pour ceux qui, parmi vous, ne m'ont jamais entendue, que les travailleuses et les travailleurs, ce sont non seulement les ouvriers de la métallurgie, de la chimie et du bâtiment, mais aussi les employés des grandes banques et des grandes assurances, tous ceux qui travaillent dans des bureaux, petits ou grands, du commerce et de l'industrie privée ou bien des services publics. Ce sont aussi les techniciens et les ingénieurs, les chauffeurs-routiers, le personnel hospitalier, le personnel de l'Education nationale, les cheminots, les employés de La Poste et des Télécoms, tous ceux qui, dans les administrations publiques, ne sont pas au haut de l'échelle. Et puis ce sont aussi les petits paysans, les petits commerçants et les artisans, qui n'exploitent personne d'autre qu'eux-mêmes et, enfin, les chômeurs et les retraités dont on a amputé les retraites avec la CSG, sans oublier ceux des jeunes en cours de scolarisation et dont la destinée tracée est de faire partie du monde du travail.

Voilà ce qu'est vraiment la population laborieuse. Voilà qui sont les travailleuses et les travailleurs.

Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays.

La société repose tout entière sur nous, les travailleurs ; c'est nous qui produisons tout et qui faisons vivre et fonctionner toute la société, mais ce n'est pas nous qui profitons de ce que nous faisons.

Ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui se contentent de regarder fructifier leurs capitaux sur le travail des autres.

Contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Les patrons des entreprises font d'autant plus de profits et les actionnaires touchent d'autant plus de dividendes que les salaires sont bas, les horaires flexibles et les travailleurs surexploités.

Lorsque Lionel Jospin s'est vanté, il y a quelque temps, d'avoir "tenu ses engagements", la question qui se pose est vis-à-vis de qui il les a tenus. Vis-à-vis des travailleurs ? Certainement pas ! Vis-à-vis des patrons qui ont vu les profits exploser pendant les cinq ans du gouvernement de Jospin ? Vis-à-vis de la bourgeoisie dont les revenus et les fortunes ont augmenté autant et plus ? Certainement !

Les hommes politiques qui assurent le pouvoir ont tellement l'habitude d'assimiler les intérêts du grand patronat à ceux de tout le pays que cela devient une seconde nature. Mais la richesse du patronat ne fait pas celle du pays, et surtout pas celle de ses habitants.

Lionel Jospin gauchise actuellement, paraît-il, son langage. Ne cherchez pas ce qui le fait ainsi changer de ton. C'est ainsi que, lors d'un meeting à Marseille, Jospin aurait dit, dans son discours, qu'il ne fallait - et je le cite - : "pas oublier qu'il y avait aussi des ouvriers parmi les citoyens". Heureusement qu'il s'en souvient à temps pour l'élection !

Mais voyez-vous, ce qui révèle dans quel camp est ce monsieur, c'est le "aussi". Qui sont les autres, ceux que Jospin n'oublie jamais, au point d'avoir besoin de dire qu'il y a "aussi" des ouvriers ? Décidément, les travailleurs et Jospin ne sont pas du même monde !

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient. Je ne prétends pas représenter à la fois le baron Seillière et les travailleurs de Valeo ou d'AOM-Air-Liberté dont il s'est débarrassé quand ils ne lui rapportaient pas les 15 ou 20 % de profit qu'il escomptait.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais, mon camp est celui des travailleurs aussi par choix politique, par choix militant. Lorsque Jospin a déclaré il y a quelques jours qu'il faut cesser de me "considérer comme une super-syndicaliste", il croit exprimer son mépris en me collant cette étiquette. Mais je l'assume et j'en suis fier. Qu'est-ce donc qu'un syndicaliste, sinon un militant qui défend les travailleurs individuellement ou à l'échelle d'une entreprise, selon les cas ? Et que pourrait donc être une super-syndicaliste, sinon quelqu'un qui défend les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire qui défend les intérêts sociaux et politiques du monde du travail ?

Aujourd'hui, Lionel Jospin comme Chirac sont crédités, dans les sondages, entre 18% et 22 % chacun. Si c'est confirmé par le scrutin, à eux deux ils représenteront moins de la moitié des électeurs du premier tour.

Nous n'aurons pas le choix entre deux politiques mais seulement entre deux aspects de la même politique. L'un glorifie l'exploitation capitaliste, l'autre se garde bien de la combattre.

Que peut donc attendre le monde du travail de Chirac ou de Jospin ? La réponse est simple. Ce sera la continuation de ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble, mais où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Il suffit d'évoquer le nom des deux principaux soutiens de Chirac dans cette élection, Balladur et Juppé, pour évoquer de mauvais souvenirs pour le monde du travail.

Balladur, c'est l'ancien Premier ministre qui avait décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite de 37 ans et demi à 40 ans dans le secteur privé et a fait passer la période de référence pour avoir une retraite à taux plein des 10 aux 25 meilleures années, c'est-à-dire une moyenne forcément plus faible. Ce qui est une régression sociale majeure.

Juppé est cet autre Premier ministre de droite qui a tenté, en 1995, de compléter le mauvais coup de Balladur en élargissant la mesure aux travailleurs du secteur public. Et, s'il a dû retirer piteusement son projet, ce n'était certainement pas sur l'ordre de Chirac, ni même grâce à l'activité parlementaire de l'opposition de gauche de l'époque, mais parce que les cheminots avaient tapé du poing sur la table, entraînant dans leur mouvement les travailleurs du service public.

Dans la campagne électorale, Jospin déclare vouloir "présider autrement" et Chirac, à sa façon, le dit aussi. Comme si les deux n'avaient pas été associés au pouvoir pendant 5 ans.

Et pourquoi "autrement" dans les cinq ans qui viennent, alors qu'ils n'ont pas su le faire dans les 5 ans qui se sont écoulés ?

Il n'est pas de semaine sans qu'on annonce des licenciements collectifs de la part d'une entreprise qui veut réduire ses coûts pour augmenter ses profits pour faire monter le cours de ses actions en Bourse.

Pour satisfaire la voracité d'actionnaires anonymes, on transforme des travailleurs en chômeurs.

Ces dirigeants des grands trusts qui dominent l'économie du pays, les Vivendi, les Bouygues, les TotalFinaElf, Lagardère et quelques dizaines d'autres, capables de jouer un rôle économique et social déterminant dans la vie du pays, sont plus puissants que l'Etat lui-même et bien plus influents que les électeurs.

Car les électeurs élisent les dirigeants politiques, mais ce sont les puissances de l'argent qui les contrôlent. Oh, elles n'ont même pas besoin de les acheter, bien que les affaires qui passent en justice, de l'affaire Elf à celle des vedettes pour Taïwan, de l'affaire des HLM de la région parisienne au trafic d'armes avec l'Angola, révèlent la corruption, directe ou indirecte, de bien des dirigeants politiques.

Mais qu'est-ce que cela signifie même lorsque des responsables politiques, la majorité peut-être, se disent honnêtes ? Honnêtes vis-à-vis de qui ? De quelle classe sociale ? Le grand capital a bien d'autres moyens de peser sur les choix politiques que la corruption.

Voyez-vous, par exemple, dans cette société, la presse est libre. Mais la plupart des journaux et certaines chaînes de télévision appartiennent à des groupes de presse qui eux-mêmes appartiennent à des trusts qui possèdent des entreprises ou des groupes dans bien d'autres domaines.

Devant ces puissances, les gouvernements, de gauche comme de droite, ne savent que se prosterner, au nom du réalisme.

C'est cela qu'ils appellent les "réalités du pouvoir" avec lesquelles il faudrait composer. Ce qui signifie, une fois traduites, que ceux qui dirigent l'Etat et le gouvernement non seulement ne veulent pas toucher aux intérêts du grand patronat, mais qu'ils veulent les défendre. Respecter ces intérêts, c'est respecter les profits spéculatifs en Bourse, c'est respecter que, dans le secret du conseil d'administration d'une grande société, des gens que personne n'a élus décident de jeter des centaines, voire des milliers de travailleurs à la porte et qu'ils transforment par la même occasion une ville ou même une région en un désert économique où le chômage est élevé et où la misère et le désespoir sont grands.

Qu'a donc fait le gouvernement de gauche pour s'opposer aux licenciements massifs ? Rien ! Jospin a même dit cyniquement, à propos de Renault Vilvorde, dès son arrivée au pouvoir, que ce n'était pas son problème. Et plus tard, lors des licenciements chez Michelin, qu'il n'y pouvait rien.

Alors, ne pas laisser les mains libres au grand capital, à ces trusts, à ces monopoles qui augmentent leurs fortunes au détriment de la majorité de la population, est vital et indispensable pour la population et la vie de ce pays.

Pour ne pas laisser les mains libres au grand capital, il ne suffira évidemment pas de voter à cette élection. Il faudra changer le rapport des forces entre le patronat et les travailleurs. Changer le rapport des forces, c'est possible. Les travailleurs ont pour eux le nombre mais aussi que, sans eux, la société ne peut pas fonctionner.

Mais il faut justement que la lutte soit une lutte d'ensemble, unissant les travailleurs par-delà les corporations parce que les problèmes fondamentaux des travailleurs sont identiques à l'échelle du pays et, en réalité, au-delà. Il faut une mobilisation générale du monde du travail, comme ce pays en a connu en juin 1936 ou en mai 1968, assez forte pour inspirer au grand patronat la crainte salutaire de tout perdre s'il ne cède pas aux exigences vitales des travailleurs.

Les urnes ne remplacent pas, ne peuvent pas remplacer la lutte. Mais elles permettent de s'exprimer. On ne peut rien faire d'autre avec le bulletin de vote, mais c'est déjà beaucoup.

Je défends dans cette campagne les objectifs indispensables pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes laborieuses. Il dépend des électeurs, il dépend de vous, de faire la démonstration qu'une partie importante du monde du travail se retrouve dans ces objectifs.

Bien sûr, l'expression de l'opinion de la classe ouvrière dans cette élection est faussée car je rappelle qu'un grand nombre de travailleurs, les travailleurs immigrés, souvent les plus exploités et les plus mal payés, sont privés du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble des travailleurs !.

Mais, même avec ses limites, l'élection va peut-être permettre de montrer que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes. Et je vous assure que, si les travailleurs sont nombreux à montrer cela, même si cela ne remplace pas les luttes, ce sera un encouragement formidable pour les préparer !

Ce que les sondages me prêtent est sûrement satisfaisant mais, bien sûr, je suis loin derrière les deux grands et je ne serai pas au second tour.

Cependant je peux dire que j'ai déjà gagné le record toutes catégories du candidat la plus injuriée, la plus diffamée, la plus calomniée de toute cette campagne.

Depuis que les sondages sont en hausse, je peux dire, avec fierté, qu'il ne s'est pas passé un jour sans que paraisse dans la presse un article tentant de me traîner dans la boue.

Les grands candidats, Chirac, Jospin ou Robert Hue ne se sont pas livrés eux-mêmes à ce jeu-là qui aurait pu leur valoir des poursuites. Ils ont laissé ce soin à leurs meutes.

On a traité Lutte Ouvrière de secte, on a parlé de ce qui serait le "magot d'Arlette", on a même écrit que je dormais sur ce magot, que je boursicotais (cela, c'est L'Humanité), d'autres ont dit qu'à LO, il était interdit de se marier, d'avoir des enfants, et même -comble de la stupidité- interdit d'acheter un appartement !

La palme en revient certainement aux frères Cohn-Bendit qui ont ramassé tout ce qui traînait depuis quatre ans dans les poubelles de leurs confrères pour en remplir une pleine page que Libération leur a offerte complaisamment.

Je les ai attaqués en justice pour diffamation. Alors, Cohn-Bendit a dit et écrit qu'il est honteux de s'adresser à la justice et qu'il me proposait un grand débat public.

Mais que serait un tel débat, où le vainqueur serait celui qui ment le plus qui calomnie le plus fort ?

Devant la justice, il faut tenter d'amener ses preuves. Mais à la justice, Daniel Cohn-Bendit n'y tient pas, alors il a tout fait pour faire repousser le procès et a même tenté de faire jouer son immunité de parlementaire européen !

Voilà, quand on met ces gens-là au pied du mur, ils se couchent.

Ils savaient qu'ils pouvaient être attaqués et condamnés, mais ils se moquent de perdre un procès si cela n'est jugé que dans deux ou trois mois. Non, ils se sont dit qu'en mentant, en diffamant, en calomniant juste avant le premier tour, cela me ferait certainement perdre pas mal de voix, et d'ailleurs l'un des deux frères Cohn-Bendit a affirmé que son ambition était de me faire perdre "ne serait-ce que 1 %".

J'ignore si leur calcul est juste. La presse a révélé -mais faut-il croire la presse !- que Daniel Cohn-Bendit, qui roulerait au premier tour pour Noël Mamère, aurait déjà commencé à rencontrer les dirigeants du PS pour discuter de la campagne de Jospin au deuxième... Ceci explique cela.

Alors, je ne peux que sourire de leur hostilité, de leur hargne ou de leur haine même, car ce qui leur fait agir ainsi c'est la crainte. La crainte que ces sondages expriment la réalité.

Mais ce n'est pas moi qu'ils craignent. Ni Lutte Ouvrière. Ce qu'ils craignent c'est vous, le monde du travail. Ils savent que si mon score national était proche de 10 %, cela représenterait le double dans les classes populaires.

Et ils craignent, pour l'avenir, les réactions du monde du travail. Ils craignent qu'un tel score exprime un choix réellement politique de la part de travailleurs qui haïssent la droite mais qui ont été complètement déçus par la gauche et qui ne lui font plus confiance.

Ah oui ! Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent plus que plus de 2.200.000 d'entre eux soient maintenus au chômage. Le chômage est une catastrophe pour la société et il en découle, directement ou indirectement, tout le reste : la dégradation des quartiers populaires comme le désespoir de la jeunesse. Et le chômage est aussi un drame humain pour toutes celles et tous ceux qui le vivent, comme pour leurs familles. Combien de femmes et d'hommes vivent dans l'angoisse du lendemain ? Combien de jeunes savent, dès l'adolescence, que leur avenir est bouché ?

Il faut dire aussi dans cette élection que les travailleurs n'acceptent pas la précarité qui est le lot de beaucoup de ceux qui ont retrouvé du travail. Car la précarité, sous ses formes multiples d'intérimaires, CDD, temps partiel non choisi, vacataires, intermittents, contractuels, auxiliaires, fait qu'on a vu apparaître une nouvelle catégorie sociale : les travailleurs pauvres, c'est-à-dire des salariés qui ont un emploi mais dont les revenus sont inférieurs au seuil officiel de pauvreté qui n'est pourtant pas bien élevé.

En tout, avec une grande partie des retraités, des chômeurs et ceux qui en sont réduits aux minima sociaux, les handicapés notamment, il y a six millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et neuf millions qui ne disposent que de 640 euros, soit moins de 4.200 francs par mois.

Mais vivre avec des sommes pareilles, c'est tout juste survivre, manger peut-être, mais mal, se loger, mais comment ?, en se refusant tout loisir, tout plaisir, pour soi-même comme pour ses enfants.

Il faut dire dans cette élection qu'il est révoltant que, dans ce pays, un des plus riches de la planète, 100.000 personnes soient sans toit et que près de trois millions de logements soient considérés comme insalubres, voire comme des taudis.

Il faut dire dans cette élection qu'il est inadmissible que, tout en rognant le montant des retraites et en en défalquant la CSG, on fasse cotiser les travailleurs de plus en plus longtemps pour toucher des pensions qui ne permettent pas de vivre correctement.

Il faut dénoncer que les inégalités sociales, au lieu de se résorber, soient en croissance et que, malgré cela, tous les gouvernements continuent à favoriser les plus riches et, pour ce faire, diminuent la part du monde du travail et des plus pauvres.

Mais il faut aussi s'élever contre le fait que, pour accroître sans cesse les sommes colossales que l'Etat verse au patronat en subventions ou en cadeaux de toutes sortes, on ne donne pas aux services publics les moyens dont ils ont besoin.

L'Etat n'aurait pas assez d'argent, paraît-il, pour empêcher la situation des hôpitaux publics de se dégrader de façon catastrophique.

Il n'y a pas assez d'argent, paraît-il, pour embaucher suffisamment dans l'Education nationale pour que tous les jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, puissent être pris en mains par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée en 6e, 20 % des jeunes ne sachent ni lire ni écrire. Car ces jeunes sont, par la suite, forcément en état d'échec. Alors, on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires.

C'est bien joli de prétendre faire avancer la cause des femmes lorsqu'il manque des crèches, des garderies, des écoles maternelles, avec un personnel en nombre suffisant. Sans même parler que ce sont les femmes qui supportent le plus le poids de la précarité, des bas salaires et du chômage. Et que, si en politique on impose un quota entre hommes et femmes aux élections, dans le domaine économique, la seule égalité qu'on ait imposée ces dernières années est que les femmes doivent travailler la nuit dans l'industrie, à l'égal des hommes, où, contrairement aux hôpitaux, ce n'est nullement nécessaire à la collectivité.

Mais on sacrifie de la même manière les transports publics, en tout cas ceux qui sont destinés aux classes populaires. Et, en introduisant les intérêts privés dans la télécommunication, dans les services postaux, à EDF-GDF, on aboutit à des services à deux vitesses : satisfaisant pour ceux qui ont de l'argent, de plus en plus insuffisants pour ceux qui n'en ont pas.

En plus, pour EDF-GDF, comme pour les autoroutes qu'on est en train de privatiser à grand renfort de publicité, on met à la disposition du privé des infrastructures qui ont été payées par la collectivité. Voilà, entre bien d'autres, un des moyens par lesquels on transforme l'argent public en profit privé.

Le gouvernement de gauche au pouvoir depuis cinq ans a plus privatisé que tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Pas parce qu'il est pire, mais parce qu'il continue purement et simplement leur politique et que les financiers privés sont de plus en plus intéressés par les entreprises publiques.

Les 35 heures qui devaient non seulement améliorer les conditions de travail mais créer des emplois n'en ont créé que peu, voire pas du tout. C'est particulièrement criant dans les hôpitaux publics qui non seulement n'ont pas embauché en fonction des 35 heures, mais n'ont même pas compensé les départs à la retraite.

Les 35 heures se sont traduites par des conditions de travail aggravées, aussi bien dans les entreprises privées que dans la fonction publique. Et pour faire accepter les 35 heures au patronat, on les a assorties de mesures qui leur donnaient les mains libres pour imposer des horaires qui changent au gré du bon vouloir des patrons, ce qui empire considérablement les conditions de vie de ceux qui les subissent. Comment une femme peut-elle faire garder ses enfants si elle ne rentre jamais à la même heure chez elle ?

Avant d'accéder au gouvernement, la gauche avait promis la régularisation des sans-papiers. C'était une mesure de justice élémentaire car nombre de ces travailleurs immigrés vivent et travaillent en France depuis longtemps, dans des conditions déplorables, livrés à des patrons avides qui profitent de leur situation juridique pour mal les payer.

Eh bien, là encore, la gauche a trahi ses promesses. Si une partie des sans-papiers a été régularisée, pour nombre d'entre eux, c'est le refus.

Noël Mamère et Robert Hue se posent, dans la campagne, en défenseurs des sans-papiers. Mais qu'ont fait leurs camarades ministres, membres du gouvernement responsable d'une décision inique ?

Quand, dans ma campagne électorale, je dénonce tout cela, en dénonçant la politique qui a eu pour résultat cette dégradation des conditions d'existence des classes populaires, nos adversaires politiques voudraient bien minimiser la portée des votes qui se porteront sur mon nom et à les réduire à un simple vote protestataire.

Eh bien non, s'il atteint les scores des sondages, le vote pour ma candidature sera un vote politique. Il représentera le vote de travailleurs dont beaucoup avaient fait confiance à la gauche et qui ont été profondément déçus par elle. Il y en a eu beaucoup en 1995, il y en a encore plus aujourd'hui. 10 % des électeurs, taux dont me créditent aujourd'hui certains sondages, c'est peut-être plus du double du monde du travail qui a pris conscience que la gauche au pouvoir ne représente pas leurs intérêts mais les intérêts du grand capital, tout autant que la droite. Et cela peut changer beaucoup de choses, bien au-delà des élections.

Voilà ce qui rend hargneux les hommes politiques de gauche comme de droite car ceux qui exercent le pouvoir craignent d'avoir affaire à des travailleurs qui ne se laissent plus bernier.

Jusqu'à présent, le Parti Communiste suffisait à rassembler les voix des travailleurs autour du Parti Socialiste, Jospin n'avait alors pas à se soucier de ces électeurs dont le PC lui amenait les voix sur un plateau.

La politique du PC depuis des années et, en particulier, sa politique de soutien au gouvernement, lui a fait perdre une grande partie de ses voix, déjà bien diminuées par rapport au passé. Alors, il n'est plus capable d'apporter les voix des travailleurs en paquet-cadeau à Lionel Jospin, sans même que celui-ci s'engage un tant soit peu vis-à-vis des travailleurs. Jospin réalise que les voix qu'il a tenté de gagner sur sa droite, il va les perdre sur sa gauche.

Mais si Lionel Jospin gauchit peut-être un peu son langage préélectoral, cela ne le fera pas, s'il est élu, changer de programme. Il gouvernera, comme ces cinq dernières années, en loyal gérant des intérêts du grand patronat et des financiers.

Jospin promet de ne pas toucher aux retraites. Mais tiendra-t-il parole ?

Jospin n'a pas aggravé la mesure rétrograde de Balladur sur les quarante annuités, mais il n'est pas revenu dessus. Il n'est pas revenu non plus complètement sur la hausse de la TVA et a encore moins supprimé cet impôt injuste sur la consommation. Pas plus qu'il n'est revenu sur le plan Juppé contre la Sécurité sociale ou sur la vision comptable de la Santé, aussi bien dans les hôpitaux publics qu'au niveau des médecins généralistes. Il n'a pas fait machine arrière par rapport à ce qu'un gouvernement de droite avait fait.

Lors de son meeting récent, ici même au Zénith, Robert Hue s'est vanté de "la période la plus longue" de participation communiste à un gouvernement. Il prétend qu'il faut être au sein du gouvernement pour pouvoir jouer un rôle utile et infléchir sa politique et que les votes en sa faveur serviront à gauchir celle-ci.

Il affirme que les voix qui se porteront sur ma candidature seront des voix perdues. Mais, à quoi ont servi les siennes ?

A l'élection présidentielle de 1995, Robert Hue avait obtenu 2.632.936 voix, soit 8,64 % des suffrages exprimés. Qu'a-t-il fait de ces voix-là ? Il s'en est servi pour obtenir, pour le Parti Communiste, quatre fauteuils de ministre. Des strapontins plutôt ! Cela a servi évidemment aux dirigeants du PC, mais à quoi est-ce que cela a servi aux travailleurs ?

Un ministre doit être solidaire de son gouvernement, sinon il se tait ou bien il démissionne, c'est la règle.

Qui pourrait citer le nom des quatre ministres communistes qui participent au gouvernement et dire ce qu'ils ont fait ? Marie-George Buffet a peut-être fait quelque chose pour le sport, mais qu'est-ce qu'elle a fait pour les travailleurs ?

Et un nom que les travailleurs connaissent parfaitement, mais pas en bien, c'est celui de Gayssot. Il faut demander aux cheminots ce qu'ils pensent de leur ministre. Il faut demander la même chose aux chauffeurs routiers. Il faut demander aussi aux habitants autour du tunnel du Mont Blanc qui vont devoir se succéder toutes les deux minutes des monstres de plusieurs dizaines de tonnes.

Bien des travailleurs, ne serait-ce que ceux de la Snecma, pour prendre le dernier exemple en date, sont sûrement comblés de voir la signature de Gayssot sur le décret de l'ouverture de leur entreprise aux capitaux privés, c'est-à-dire le début de sa privatisation.

Les a-t-on entendus, ces ministres du P.C., se prononcer sur les licenciements ? On a entendu Robert Hue grogner un peu. Et se dire fier d'avoir obtenu un amendement dérisoire à la loi d'orientation sociale, qui a été arrêté par le barrage du Conseil constitutionnel. C'est cela, le "positif", en cinq ans de gouvernement ?

Et quant aux deux autres ministres communistes, il n'est pas sûr que, dans cette salle, beaucoup puissent dire leur nom, avec la fonction qu'ils exercent en citant leurs actes positifs.

En échange, le Parti Communiste au gouvernement a cautionné la gestion de ce gouvernement malgré l'évolution dramatique de la situation sociale des travailleurs.

Alors, les ministres communistes d'un autre éventuel gouvernement de gauche feront comme les précédents, ils se tairont quoi qu'il arrive.

Oh, le programme électoral de Robert Hue, bien que silencieux sur le problème majeur du monde du travail, comme interdire les licenciements collectifs, reflète un certain nombre des revendications que le programme de Jospin ne contient pas.

Mais à quoi servira le programme de Robert Hue ? Est-ce qu'il a une chance d'être appliqué ?

Car, à votre avis, lequel des deux programmes, un éventuel gouvernement de gauche appliquera-t-il ? Celui de Robert Hue ? Ou celui de Jospin ?

Robert Hue affirme qu'Arlette Laguiller disparaîtra pour cinq ans au lendemain du premier tour. Eh bien, s'il est vraiment inquiet, je veux le rassurer : il me retrouvera d'ici à peu près un mois, aux législatives, et pas toute seule, cette fois, mais accompagnée de plus de 550 candidates et candidats de Lutte Ouvrière, dans toute la France, avec lesquels il devra compter.

Evidemment, le PCF aura des députés. Mais, cette fois encore, s'il a des députés, il ne le devra qu'à son obéissance envers Jospin et aux circonscriptions éligibles que Jospin voudra bien lui céder. Et ce n'est pas dit que Jospin lui en cède beaucoup.

C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti communiste dans une impasse politique, qui a démoralisé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs.

Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution, c'est la politique des dirigeants du Parti communiste.

C'est pourquoi je m'adresse aussi à tous ces militants du Parti communiste qui ont, pendant des années, donné beaucoup d'eux-mêmes pour défendre le monde du travail et les conquêtes passées des travailleurs qui ont été déboussolés par l'alignement de leur parti derrière la politique anti-ouvrière de Jospin et qui sont démoralisés aujourd'hui devant le nouveau recul électoral que leur parti risque d'enregistrer.

Ce n'est pas de leur faute à eux si la direction du Parti a mené cette politique suicidaire. Alors, je n'ai qu'une chose à leur dire : vous pouvez juger que la seule politique qui corresponde aux intérêts des travailleurs, qui peut permettre de redonner vie à des organisations communistes dans les quartiers populaires, redonner vie aux organisations syndicales, c'est celle que je défends. La seule politique qui peut inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs, c'est celle que je défends.

Alors, pour être fidèles au combat que vous avez mené dans le passé et que vous menez encore pour beaucoup, rejoignez-nous et, ensemble, nous reconstruirons un véritable Parti communiste et nous ferons payer au baron Seillière et à tous ses défenseurs politiques leur avidité et leur hargne contre les travailleurs.

Je leur dis aussi que la meilleure façon de contrebalancer l'influence de Le Pen, ce sont les voix qui se porteront sur ma candidature. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom du millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat d'extrême gauche qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière !

Les médias annoncent périodiquement comme une révélation que je me revendique des idées communistes et que le véritable nom de notre organisation n'est pas Lutte ouvrière mais Union communiste trotskyste. Tout cela évidemment avec la préoccupation perfide de faire croire que je cache mon véritable programme et que, si je ne le faisais pas, bien moins d'électeurs voteraient pour ma candidature.

Oh, le beau scoop que d'annoncer que le nom de notre organisation est Union communiste trotskyste, et pas Lutte ouvrière ! Cela figure en toutes lettres en sous-titre sur notre journal !

Alors, on va peut-être l'annoncer une fois de plus, dans la presse de demain, comme une révélation sur notre compte, dénichée grâce à des investigations poussées : je suis communiste et je suis fière de l'être.

Et je suis communiste tout simplement parce que j'ai la conviction que le capitalisme ne peut pas être l'avenir de l'Humanité. Une forme d'organisation économique basée sur l'exploitation, sur l'inégalité, sur l'oppression, ne peut pas perdurer éternellement. Le capitalisme est une forme d'organisation économique qui a fait son temps, comme l'avaient fait à leurs époques respectives l'esclavage, puis la féodalité.

Le capitalisme, c'est un système en faillite. C'est un système injuste car il entretient et aggrave le fossé social entre une minorité privilégiée et la majorité laborieuse. C'est un système irrationnel car il est non seulement incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de tous les êtres humains mais le développement formidable de la capacité productive de l'homme, les progrès de la science et des techniques eux-mêmes, au lieu d'améliorer la vie de l'ensemble des êtres humains se retournent contre l'Humanité.

Les capacités productives sont suffisantes aujourd'hui pour assurer à chacun sur cette planète une vie digne de ce XXI<sup>e</sup> siècle : se nourrir, se vêtir convenablement, être soigné en cas de maladie, avoir accès à l'éducation et à la culture.

Or, dans la réalité, il est refusé à un milliard d'habitants de la Terre l'accès à la nourriture quotidienne ou aux soins les plus simples contre les maladies connues et maîtrisées. Et même l'accès à l'eau potable est un luxe qui est refusé à plusieurs centaines de millions d'êtres humains et qui nous sera peut-être refusé à nous aussi, ici même !

Mais comment supporter indéfiniment que les investissements, c'est-à-dire les orientations de l'économie de demain, soient définis en fonction des profits escomptés, et pas en fonction des besoins des hommes ?

Comment supporter que le destin de la collectivité comme les destins individuels des hommes soient dictés par les lois aveugles du marché qui n'ont rien de lois naturelles et qui sont des lois faites par des hommes pour des hommes mais pas pour tous ?

Comment imaginer que puisse se prolonger indéfiniment et s'aggraver une situation où quelques individus disposent de plus de richesses que le revenu national de bien des pays pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit vivable lorsque des pays entiers, voire des continents entiers sont transformés en camps de concentration pour pauvres, ne laissant de plus en plus à leurs habitants le choix qu'entre crever sur place de misère et de maladies qu'on sait guérir ou tenter de fuir vers des pays dits riches mais dans lesquels ils sont condamnés à rester pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit condamnée à l'état de guerre permanent et que se perpétuent des situations comme en Afrique, avec ses peuples, ses ethnies, dressés les uns contre les autres alors que leur misère est commune ? Ou comme au Moyen-Orient où l'on massacre un peuple simplement parce qu'il n'accepte pas l'oppression qu'on lui impose ?

Et je tiens à affirmer ici que le peuple palestinien a droit à un Etat à l'égal du peuple israélien. Je tiens à dénoncer la politique criminelle de l'homme d'extrême droite, Sharon, catastrophique pour le peuple palestinien, mais aussi pour le peuple d'Israël.

Alors oui, je répète que je suis pour une transformation radicale de l'économie et de la société. Je suis pour l'expropriation du grand capital. Je suis pour que les principaux moyens de production de l'Humanité soient contrôlés démocratiquement par l'ensemble de la société, au lieu de les laisser sous le pouvoir dictatorial de quelques grands groupes financiers, voire de quelques individus. Et mettre fin à la domination du grand capital, c'est la seule façon de mettre fin à l'impérialisme qu'il est à la mode de désigner, de façon bien impropre, sous le terme de mondialisation.

Et mes idées communistes, je ne les ai jamais cachées, même si certains, par malveillance ou par stupidité, feignent de les découvrir.

Mais, évidemment, en me présentant à cette élection, je ne demande pas que l'on vote pour le communisme. Notez bien que mon attitude n'a rien d'original. Avez-vous entendu Chirac dire qu'il se présente au nom de la défense du capitalisme, de la défense de l'impérialisme et au nom de l'exploitation salariale ?

Et puis, le communisme ne se décrète pas à travers une consultation électorale. Croyez-vous que, même si une majorité d'électeurs se prononçait pour exproprier les Bouygues, Vivendi, Bettencourt, Arnault ou Pinault et pour mettre leurs richesses à la disposition de la communauté, les hommes au pouvoir le feraient ?

Eh bien, tout en disant clairement que je suis communiste, je ne demande pas aux électeurs de voter pour le communisme mais pour un programme de défense de leurs intérêts vitaux.

Et il est de l'intérêt vital de tout le monde du travail et finalement, d'une grande partie de la population, d'arracher aux grands groupes industriels et financiers le droit de gérer leurs entreprises avec comme seul impératif la hausse des profits et du cours des actions.

C'est pourquoi il faut qu'on mette en lumière les finances de ces grandes entreprises, qu'on rende publiques leurs comptabilités et voir ainsi ce qu'elles gagnent et comment, d'où vient leur argent et ce qu'elles en font, si c'est de l'argent utile à la société comme elles le prétendent ou si elles le dilapident en spéculations boursières.

Il faut aussi rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires. Il faut savoir quelle est la fortune que ces gens-là gagnent sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial pour toutes les grandes entreprises qui ont une influence considérable sur la vie publique, de celles qui peuvent acheter des groupes de presse entiers, ou des chaînes de radio et de télévision.

Il faut interdire ces licenciements collectifs quand il s'agit de grandes entreprises qui font des bénéfices et licencient quand même. Le gouvernement fait appel au civisme de la population mais soutient de tels agissements.

Il faut supprimer toutes les subventions aux entreprises privées, tout cet argent qui va de l'Etat, des conseils régionaux ou généraux, des grandes municipalités vers les caisses patronales. Il faut arrêter ces subventions indirectes que sont les dégrèvements d'impôts ou les baisses des charges sociales sous prétextes de favoriser la création d'emplois. Des emplois dont en général on ne vérifie même pas s'ils ont été réellement créés, voire si ce ne sont pas des entreprises qui licencient dans une ville pour délocaliser dans une autre, le temps de toucher une subvention, de se faire payer une infrastructure et de bénéficier de plusieurs années de dégrèvement d'impôt, comme cela arrive si souvent !

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'Etat, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des biens collectifs, des logements sociaux, des équipements, des transports qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches. Il faut embaucher autant qu'il est nécessaire dans les hôpitaux, dans l'Education nationale, dans les transports publics.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnels aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Il est indispensable, aussi, d'arrêter la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il faut une augmentation générale, uniforme et conséquente des salaires, mais aussi, des pensions de retraite, des minima sociaux, des allocations de handicapés.

Il faut rendre plus transparents qu'ils ne sont le budget de l'Etat à ses différents niveaux et les budgets des grandes villes et les rendre largement accessibles au public.

Et il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Oui, tout cela est possible si vous, le monde du travail, proclamez que vous savez que la droite vous opprime et que la gauche vous trahit.

Les scores qu'on me prête expriment sûrement ce mécontentement et peut-être une telle prise de conscience. Ce ne sont que des sondages pour le moment. Mais cela suffit à provoquer la hargne de la classe politique et j'ai bien conscience qu'au fond, à travers moi, c'est vous qu'ils craignent.

Ils ont peur que ces sondages se transforment en suffrages le soir du 21 avril et que j'atteigne, à ce premier tour, peut-être plus de la moitié des voix de Chirac ou de Jospin. Quel désaveu ce serait pour eux !

Mais leur crainte la plus grande serait que ce changement de l'opinion populaire entraîne un changement de rapport de force entre les travailleurs et le grand patronat.

Est-ce que les sondages qui me sont favorables se traduiront réellement en suffrages dimanche prochain ?

Est-ce que ces suffrages seront en progression réelle par rapport à ceux que j'ai obtenus en 1995 et à ceux que mes camarades et moi-même avons obtenus aux différentes élections qui ont eu lieu depuis, les Régionales, les Européennes, les Municipales qui pour la première fois nous ont valu des élus en nombre sensible ?

Ou bien au contraire, ne traduiront-ils pas une montée vraiment significative ?

C'est que 6 %, 7 % et même 8 %, ne signifieraient pas forcément un changement profond dans l'opinion populaire, tout dépend du nombre réel d'électeurs, et l'on prévoit que les abstentions sont plus importantes qu'à la Présidentielle précédente. Et 7 % aujourd'hui ne représenteront peut-être pas plus d'électeurs que le un million six cent mille de 1995 avec 5 %.

Cela dit, j'espère que l'évolution de la conscience populaire se traduira réellement, le 21 avril, par des votes, c'est-à-dire des gens en chair et en os, en nombre bien plus grand que précédemment.

De toute façon, au deuxième tour, j'ai déjà dit que je n'appellerai ni à voter pour Chirac évidemment, ni à voter pour Jospin car je ne veux pas cautionner la politique qu'il mène depuis cinq ans.

Et je n'appellerai pas plus à l'abstention, contrairement à ce qu'on me fait dire. Ceux de mes électeurs qui veulent voter pour Jospin au deuxième tour le feront parce qu'ils le veulent. Et ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils n'ont pas envie de le faire.

Mais c'est le premier tour qui compte. Si j'atteins les scores que me prêtent certains sondages, et si j'atteins le double d'électeurs qu'en 1995, soit de l'ordre de trois millions, oui, on pourra se dire que quelque chose a changé et que nombreux sont ceux qui ont pris conscience qu'il manque aux travailleurs un instrument pour se défendre, et que le parti communiste a fait la preuve qu'il n'est plus cet instrument.

On saura alors s'il est peut-être possible de construire un nouveau parti communiste, un parti qui ait la volonté de défendre réellement les intérêts économiques et surtout politiques du monde du travail et qui, surtout, ait la force de le faire.

Un parti qui soit une force d'entraînement et qui attire à lui non seulement des travailleuses et des travailleurs, mais une partie importante de la jeunesse, y compris de la jeunesse intellectuelle.

Un parti qui soit présent dans toutes les entreprises, qui ait des militants dans les organisations syndicales de travailleurs.

Un parti qui soit présent dans tous les quartiers populaires et dans toutes les banlieues.

Un parti qui puisse s'opposer par le nombre de ses adhérents aux dérives racistes, chauvines ou xénophobes. Un parti qui puisse aussi s'opposer à l'intégrisme de quelque bord qu'il soit.

Un parti démocratique, bien sûr, où les travailleurs, les jeunes, puissent faire l'apprentissage de la démocratie, de la liberté, du respect des autres, puissent aussi se cultiver et trouvent auprès des autres militants le moyen de le faire.

Oui, il manque un tel parti et je voudrais convaincre plusieurs milliers de ceux qui auraient voté pour ma candidature, de participer à la création de ce parti qui manque tant pour la défense du monde du travail.

Je ne peux pas le créer, contrairement à ce que disent certains, d'un simple appel à la télévision.

Un tel parti, cela veut dire, je le répète, plusieurs dizaines de milliers de personnes qui y adhèrent. Plus mon score sera élevé, plus il y aura de chance que, parmi ceux qui auront voté pour ma candidature il s'en trouve 30, 40 ou 50.000 qui adhèrent à une telle idée et à un tel parti.

Ce n'est pas une prévision, c'est un espoir. Mais l'espoir, c'est déjà beaucoup !

Alors, le 21 avril, choisissez votre camp. Censurez tous ceux qui représentent le patronat, même si c'est avec des langages différents.

Votez pour votre propre camp, le camp des travailleurs !

\*\*\*

<campagne=2002>04.16 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Rennes <lieu=Rennes>  
<texte=26>

Travailleuses, Travailleurs, camarades et amis,

Bienvenue à toutes et à tous et merci de votre présence.

Nous ne sommes plus qu'à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. Quoi qu'en disent les commentateurs, c'est le premier tour qui compte parce que c'est là où les électeurs peuvent exprimer véritablement leur opinion et dire à ceux qui nous gouvernent ce qu'ils pensent de leur politique.

Car, au deuxième tour, on n'aura plus qu'un faux choix entre deux hommes qui gouvernent ensemble ce pays depuis cinq ans et qui, avec des mots à peine différents, proposent la même politique.

L'un glorifie l'exploitation capitaliste, l'autre se garde bien de la combattre.

Que peut donc attendre le monde du travail de Chirac ou de Jospin ? La réponse est simple. Ce sera la continuation de ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble, mais où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Dans la campagne électorale, Jospin déclare vouloir "présider autrement" et Chirac, à sa façon, le dit aussi. Comme si les deux n'avaient pas été associés au pouvoir pendant 5 ans.

Et pourquoi "autrement" dans les cinq ans qui viennent, alors qu'ils n'ont pas su le faire dans les 5 ans qui se sont écoulés ? Lorsque Lionel Jospin s'est vanté, il y a quelque temps, d'avoir "tenu ses engagements", la question qui se pose est vis-à-vis de qui il les a tenus. Vis-à-vis des travailleurs ? Certainement pas ! Vis-à-vis des patrons qui ont vu les profits exploser pendant les cinq ans du gouvernement de Jospin ? Vis-à-vis de la bourgeoisie dont les revenus et les fortunes ont augmenté autant et plus ? Certainement oui !

Contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Les patrons des entreprises font d'autant plus de profits et les actionnaires touchent d'autant plus de dividendes que les salaires sont bas, les horaires flexibles et les travailleurs surexploités.

Les travailleuses et les travailleurs, ce sont les ouvriers de la métallurgie, de la chimie et du bâtiment, mais aussi les employés des grandes banques et des grandes assurances, tous ceux qui travaillent dans des bureaux, petits ou grands, du commerce et de l'industrie privée ou bien des services publics. Ce sont aussi les techniciens et les ingénieurs, les chauffeurs-routiers, le personnel hospitalier, le personnel de l'Education nationale, les cheminots, les employés de La Poste et des Télécoms, tous ceux qui, dans les administrations publiques, ne sont pas au haut de l'échelle. Et puis ce sont aussi les petits paysans, les petits commerçants et les artisans, qui n'exploitent personne d'autre qu'eux-mêmes et, enfin, les chômeurs et les retraités dont on a amputé les retraites avec la CSG, sans oublier ceux des jeunes en cours de scolarisation et dont la destinée tracée est de faire partie du monde du travail.

Voilà ce qu'est vraiment la population laborieuse. Voilà qui sont les travailleuses et les travailleurs.

Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays.

La société repose tout entière sur nous, les travailleurs ; c'est nous qui produisons tout et qui faisons vivre et fonctionner toute la société, mais ce n'est pas nous qui profitons de ce que nous faisons.

Ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui se contentent de regarder fructifier leurs capitaux sur le travail des autres.

Les hommes politiques qui assurent le pouvoir ont tellement l'habitude d'assimiler les intérêts du grand patronat à ceux de tout le pays que cela devient une seconde nature. Mais la richesse du patronat ne fait pas celle du pays, et surtout pas celle de ses habitants.

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais mon camp est celui des travailleurs, surtout par choix politique, par choix militant.

C'est le camp des travailleurs et leurs intérêts politiques que j'entends représenter aussi dans cette élection ce qu'aucun des candidats dits grands ne représente. Car la quasi-totalité des autres candidats représente des partis qui ont participé aux gouvernements du passé ou du présent qui ont tous aidé le patronat à aggraver les conditions d'existence du monde du travail. Car, depuis au bas mot vingt ans, alors même que la classe possédante s'est enrichie comme jamais auparavant, la situation du monde du travail n'a cessé de se détériorer.

Le premier mal qui ronge le monde du travail est le chômage. C'est une catastrophe pour la société. Tout en découle, directement ou indirectement : la dégradation des quartiers populaires comme le désespoir de la jeunesse. Combien de femmes et d'hommes vivent dans l'angoisse du lendemain ? Combien de jeunes savent dès l'adolescence que leur avenir est bouché ?

Mais le poids du chômage pèse aussi sur ceux qui ont du travail. Car le patronat en profite pour peser sur les salaires, pour aggraver les conditions et les rythmes de travail de ceux qui ont un emploi.

Avec l'aide des gouvernements successifs, le patronat est parvenu à vider de contenu ce qui, dans la législation du travail, protégeait les travailleurs. Ils ont généralisé la précarité, c'est-à-dire des emplois où on gagne moins, bien moins que le SMIC dont le nom même, "salaire minimum", finit par sonner comme une provocation patronale, tant se multiplient les salaires inférieurs même à ce minimum insuffisant. Ils font partie de ceux qu'on appelle aujourd'hui "les travailleurs pauvres" parce qu'ils ont beau avoir un emploi, cet emploi ne leur permet que de survivre !

En tout, avec une grande partie des retraités, des chômeurs et ceux qui en sont réduits aux minima sociaux, les handicapés notamment, il y a 6 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et 9 millions qui ne disposent que de 640 euros, soit moins de 4.200 francs par mois. Mais vivre avec des sommes pareilles, c'est tout juste survivre, manger, peut-être, mais mal, se loger, mais comment ?, en se refusant tout loisir, tout plaisir, pour soi-même comme pour ses enfants !

100.000 personnes dans ce pays ne disposent pas de logement du tout. 3 millions de logements sont considérés comme insalubres, voire comme des taudis.

Et la situation ne pourra que s'aggraver car il n'est pas de semaine sans qu'on n'annonce des licenciements collectifs de la part d'une entreprise qui veut réduire ses coûts pour augmenter ses profits pour faire monter le cours de ses actions en Bourse.

Même dans ce département qui avait auparavant la réputation de maintenir les emplois existants, il y a une chute importante de l'emploi du fait de l'élimination de nombreux postes d'intérimaires à l'usine Janais à Rennes, de suppressions de postes de travail et des fermetures d'usines dans plusieurs villes.

L'usine de montage de téléphones mobiles à Etrelles, appartenant au groupe Mitsubishi, se prépare à fermer alors qu'elle a bénéficié d'aides publiques de toutes sortes. A Redon, ce sont les travailleurs de Faurécia, sous-traitant de Peugeot, qui sont menacés de licenciement.

Pour satisfaire la voracité d'actionnaires anonymes, on transforme des travailleurs en chômeurs.

Ces dirigeants des grands trusts qui dominent l'économie du pays, les Vivendi, les Bouygues, les TotalFinaElf, Lagardère et quelques dizaines d'autres, capables de jouer un rôle économique et social déterminant dans la vie du pays, sont plus puissants que l'Etat lui-même et bien plus influents que les électeurs.

Car les électeurs élisent les dirigeants politiques, mais ce sont les puissances de l'argent qui les contrôlent. Oh, elles n'ont même pas besoin de les acheter, bien que les affaires qui passent en justice, de l'affaire Elf à celle des vedettes pour Taïwan, de l'affaire des HLM de la région parisienne au trafic d'armes avec l'Angola, révèlent la corruption, directe ou indirecte, de bien des dirigeants politiques.

Mais qu'est-ce que cela signifie même lorsque des responsables politiques, la majorité peut-être, se disent honnêtes ? Honnêtes vis-à-vis de qui ? De quelle classe sociale ? Le grand capital a bien d'autres moyens de peser sur les choix politiques que la corruption.

Voyez-vous, par exemple, dans cette société, la presse est libre. Mais la plupart des journaux et certaines chaînes de télévision appartiennent à des groupes de presse qui eux-mêmes appartiennent à des trusts qui possèdent des entreprises ou des groupes dans bien d'autres domaines.

Devant ces puissances, les gouvernements, de gauche comme de droite, ne savent que se prosterner, au nom du réalisme.

C'est cela qu'ils appellent les "réalités du pouvoir" avec lesquelles il faudrait composer. Ce qui signifie, une fois traduites, que ceux qui dirigent l'Etat et le gouvernement non seulement ne veulent pas toucher aux intérêts du grand patronat, mais qu'ils veulent les défendre. Respecter ces intérêts, c'est respecter les profits spéculatifs en Bourse, c'est respecter que, dans le secret du conseil d'administration d'une grande société, des gens que personne n'a élus décident de jeter des centaines, voire des milliers de travailleurs à la porte et qu'ils transforment par la même occasion une ville ou même une région en un désert économique où le chômage est élevé et où la misère et le désespoir sont grands.

Qu'a donc fait le gouvernement de gauche pour s'opposer aux licenciements massifs ? Rien ! Jospin a même dit cyniquement, à propos de Renault Vilvorde, dès son arrivée au pouvoir, que ce n'était pas son problème. Et plus tard, lors des licenciements chez Michelin, qu'il n'y pouvait rien.

Alors, ne pas laisser les mains libres au grand capital, à ces trusts, à ces monopoles qui augmentent leurs fortunes au détriment de la majorité de la population, est vital et indispensable pour la population et la vie de ce pays.

Pour ne pas laisser les mains libres au grand capital, il ne suffira évidemment pas de voter à cette élection. Il faudra changer le rapport des forces entre le patronat et les travailleurs. Changer le rapport des forces, c'est possible. Les travailleurs ont pour eux le nombre mais aussi que, sans eux, la société ne peut pas fonctionner.

Mais il faut justement que la lutte soit une lutte d'ensemble, unissant les travailleurs par-delà les corporations parce que les problèmes fondamentaux des travailleurs sont identiques à l'échelle du pays et, en réalité, au-delà. Il faut une mobilisation générale du monde du travail, comme ce pays en a connu en juin 1936 ou en mai 1968, assez forte pour inspirer au grand patronat la crainte salutaire de tout perdre s'il ne cède pas aux exigences vitales des travailleurs.

Les urnes ne remplacent pas, ne peuvent pas remplacer la lutte. Mais elles permettent de s'exprimer. On ne peut rien faire d'autre avec le bulletin de vote, mais c'est déjà beaucoup.

Je défends dans cette campagne les objectifs indispensables pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes laborieuses. Il dépend des électeurs, il dépend de vous, de faire la démonstration qu'une partie importante du monde du travail se retrouve dans ces objectifs.

Bien sûr, l'expression de l'opinion de la classe ouvrière dans cette élection est faussée car je rappelle qu'un grand nombre de travailleurs, les travailleurs immigrés, souvent les plus exploités et les plus mal payés, sont privés du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble des travailleurs !.

Mais, même avec ses limites, l'élection va peut-être permettre de montrer que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes. Et je vous assure que, si les travailleurs sont nombreux à montrer cela, même si cela ne remplace pas les luttes, ce sera un encouragement formidable pour les préparer !

Depuis que les sondages sont en hausse par rapport à mon résultat de 1995, je peux dire, avec fierté, qu'il ne s'est pas passé un jour sans que paraisse dans la presse un article tentant de me traîner dans la boue.

On a traité Lutte Ouvrière de secte, on a parlé de ce qui serait le "magot d'Arlette", on a même écrit que je dormais sur ce magot, que je boursicotais (cela, c'est L'Humanité), d'autres ont dit qu'à LO, il était interdit de se marier, d'avoir des enfants, et même - comble de la stupidité - interdit d'acheter un appartement !

Alors, je ne peux que sourire de leur hostilité, de leur hargne ou de leur haine même, car ce qui leur fait agir ainsi c'est la crainte. La crainte que ces sondages expriment la réalité.

Mais ce n'est pas moi qu'ils craignent. Ni Lutte Ouvrière. Ils craignent, pour l'avenir, les réactions du monde du travail. Ils craignent que si mon score est important dans le monde du travail, cela exprime un choix réellement politique de la part de travailleurs qui haïssent la droite mais qui ont été complètement déçus par la gauche et qui ne lui font plus confiance.

Ah oui ! Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent plus les licenciements collectifs qui aggravent le chômage.

Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent pas la précarité.

Il faut dénoncer que les inégalités sociales, au lieu de se résorber, soient en croissance et que, malgré cela, tous les gouvernements continuent à favoriser les plus riches et, pour ce faire, diminuent la part du monde du travail et des plus pauvres.

Mais il faut aussi s'élever contre le fait que, pour accroître sans cesse les sommes colossales que l'Etat verse au patronat en subventions ou en cadeaux de toutes sortes, on ne donne pas aux services publics les moyens dont ils ont besoin.

L'Etat n'aurait pas assez d'argent, paraît-il, pour empêcher la situation des hôpitaux publics de se dégrader de façon catastrophique.

Il n'y a pas assez d'argent, paraît-il, pour embaucher suffisamment dans l'Education nationale. On ferme des classes en maternelle ou dans le primaire, mais aussi dans le secondaire, comme ici le lycée Anne-de-Bretagne, avec des prétextes démographiques fumeux. Mais, si l'Education nationale manque d'instituteurs et de locaux, comment pourrait-elle faire face à ses tâches pour que tous les jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, puissent être pris en mains par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée en 6e, 20 % des jeunes ne sachent ni lire ni écrire. Car ces jeunes sont, par la suite, forcément en état d'échec. Alors, on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires.

C'est bien joli de prétendre faire avancer la cause des femmes lorsqu'il manque des crèches, des garderies, des écoles maternelles, avec un personnel en nombre suffisant. Sans même parler que ce sont les femmes qui supportent le plus le poids de la précarité, des bas salaires et du chômage. Et que, si en politique on impose un quota entre hommes et femmes aux élections, dans le domaine économique, la seule égalité qu'on ait imposée ces dernières années est que les femmes doivent travailler la nuit dans l'industrie, à l'égal des hommes, où, contrairement aux hôpitaux, ce n'est nullement nécessaire à la collectivité.

Mais on sacrifie de la même manière les transports publics qui sont destinés aux classes populaires. Et, en introduisant les intérêts privés dans la télécommunication, dans les services postaux, à EDF-GDF, on aboutit à des services à deux vitesses : satisfaisant pour ceux qui ont de l'argent, de plus en plus insuffisants pour ceux qui n'en ont pas.

En plus, pour EDF-GDF, comme pour les autoroutes qu'on est en train de privatiser à grand renfort de publicité, on met à la disposition du privé des infrastructures qui ont été payées par la collectivité. Voilà, entre bien d'autres, un des moyens par lesquels on transforme l'argent public en profit privé.

Le gouvernement de gauche au pouvoir depuis cinq ans a plus privatisé que tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Pas parce qu'il est pire, mais parce qu'il continue purement et simplement leur politique et que les financiers privés sont de plus en plus intéressés par les entreprises publiques.

Les 35 heures qui devaient non seulement améliorer les conditions de travail mais créer des emplois n'en ont créé que peu, voire pas du tout. C'est particulièrement criant dans les hôpitaux publics qui non seulement n'ont pas embauché en fonction des 35 heures, mais n'ont même pas compensé les départs à la retraite.

Ici, au CHU de Rennes, c'est précisément pour protester contre le manque de moyens pour mettre en place les 35 heures et contre les nouveaux horaires que les travailleurs se sont mis en grève.

Les 35 heures se sont traduites par des conditions de travail aggravées, aussi bien dans les entreprises privées que dans la fonction publique. Et pour faire accepter les 35 heures au patronat, on les a assorties de mesures qui lui donnaient les mains libres pour imposer des horaires flexibles, ce qui empire considérablement les conditions de vie de ceux qui les subissent.

Avant d'accéder au gouvernement, la gauche avait promis la régularisation des sans-papiers. C'était une mesure de justice élémentaire car nombre de ces travailleurs immigrés vivent et travaillent en France depuis longtemps, dans des conditions déplorables, livrés à des patrons avides qui profitent de leur situation juridique pour les mal payer. Eh bien, là encore, la gauche a trahi ses promesses. Si une partie des sans-papiers a été régularisée, beaucoup doivent continuer le combat pour l'être et bien sûr, je suis solidaire de leur combat !

Lors de son meeting à Lens ce week-end, Jospin a eu le culot de se poser en "candidat de la France du travail". En s'en prenant à ma candidature, il s'est élevé contre ce qu'il a appelé "la gauche incantatoire". Mais qu'a-t-il donc fait, lui, pendant ses cinq ans de gouvernement pour défendre les travailleurs face à la voracité du grand patronat ? Rien ! Aux travailleurs, il réserve les incantations, surtout en ce temps électoral. Au grand patronat, en revanche, il a réservé les centaines de milliards distribués en subventions ou en aides de toutes sortes.

Eh bien, ce que craint Jospin, comme tous ceux à gauche et à droite qui gouvernent ou espèrent le faire, c'est justement que le vote pour ma candidature ne soit pas une incantation protestataire sans lendemain. Un courant important dans le monde du travail de femmes et d'hommes qui ne se laissent pas bernier pourra peser sur la vie politique bien au-delà de l'élection.

La politique du PC depuis des années et, en particulier, sa politique de soutien au gouvernement, lui a fait perdre une grande partie de ses voix, déjà bien diminuées par rapport au passé. Alors, il n'est plus capable d'apporter les voix des travailleurs en paquet-cadeau à Lionel Jospin, sans même que celui-ci s'engage un tant soit peu vis-à-vis des travailleurs. Jospin réalise que les voix qu'il a tenté de gagner sur sa droite, il va les perdre sur sa gauche.

Mais si Lionel Jospin gauchit peut-être un peu son langage pré-électoral, cela ne le fera pas, s'il est élu, changer de programme. Il gouvernera, comme ces cinq dernières années, en loyal gérant des intérêts du grand patronat et des financiers.

Jospin promet de ne pas toucher aux retraites. Mais tiendra-t-il parole ?

C'est un gouvernement de droite, celui de Balladur qui a décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite de 37 ans et demi à 40 ans dans le secteur privé et de faire passer la période de référence pour une retraite à taux plein des 10 aux 25 meilleures années.

Mais Jospin n'est pas revenu sur cette régression. Non, il a consciencieusement appliqué les mesures Balladur ! Il n'est pas revenu non plus complètement sur la hausse de la TVA et a encore moins supprimé cet impôt injuste sur la consommation. Pas plus qu'il n'est revenu sur le plan Juppé contre la Sécurité sociale ou sur la vision comptable de la Santé, aussi bien dans les hôpitaux publics qu'au niveau des médecins généralistes. Il n'a pas fait machine arrière par rapport à ce qu'un gouvernement de droite avait fait.

Robert Hue affirme que les voix qui se porteront sur ma candidature seront des voix perdues. Mais, à quoi ont servi les siennes ?

A l'élection présidentielle de 1995, Robert Hue avait obtenu 2.632.936 voix, soit 8,64 % des suffrages exprimés. Qu'a-t-il fait de ces voix-là ? Il s'en est servi pour obtenir, pour le Parti Communiste, quatre fauteuils de ministre. Des strapontins plutôt ! Cela a servi évidemment aux dirigeants du PC, mais à quoi est-ce que cela a servi aux travailleurs ?

Un ministre doit être solidaire de son gouvernement, sinon il se tait ou bien il démissionne, c'est la règle.

Alors, les ministres communistes d'un autre éventuel gouvernement de gauche feront comme les précédents, ils se tairont quoi qu'il arrive.

Robert Hue affirme qu'Arlette Laguiller disparaîtra pour cinq ans au lendemain du premier tour. Eh bien, s'il est vraiment inquiet, je veux le rassurer : il me retrouvera d'ici à peu près un mois, aux législatives, et pas toute seule, cette fois, mais accompagnée de plus de 550 candidates et candidats de Lutte Ouvrière, dans toute la France, avec lesquels il devra compter.

Evidemment, le PCF aura des députés. Mais, cette fois encore, s'il a des députés, il ne le devra qu'à son obéissance envers Jospin et aux circonscriptions éligibles que Jospin voudra bien lui céder. Et ce n'est pas dit que Jospin lui en cède beaucoup.

C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti communiste dans une impasse politique, qui a démoralisé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs.

Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution, c'est la politique des dirigeants du Parti communiste.

C'est pourquoi je m'adresse aussi à tous ces militants du Parti communiste qui ont, pendant des années, donné beaucoup d'eux-mêmes pour défendre le monde du travail et les conquêtes passées des travailleurs qui ont été déboussolés par l'alignement de leur parti derrière la politique anti-ouvrière de Jospin et qui sont démoralisés aujourd'hui devant le nouveau recul électoral que leur parti risque d'enregistrer.

Ce n'est pas de leur faute à eux si la direction du Parti a mené cette politique suicidaire. Alors, je n'ai qu'une chose à leur dire : vous pouvez juger que la seule politique qui corresponde aux intérêts des travailleurs, qui peut permettre de redonner vie à des organisations communistes dans les quartiers populaires, redonner vie aux organisations syndicales, c'est celle que je défends. C'est la seule politique qui peut inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

Je leur dis aussi que la meilleure façon de contrebalancer l'influence de Le Pen, ce sont les voix qui se porteront sur ma candidature. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom du millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat d'extrême gauche qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière !

Alors, pour être fidèles au combat que vous avez mené dans le passé et que vous menez encore pour beaucoup, rejoignez-nous et, ensemble, nous reconstruirons un véritable Parti communiste qui ne bradera pas l'objectif d'une transformation profonde de l'économie et de la société pour quelques strapontins ministériels.

Oui, malgré les discours à la mode, le combat pour le communisme reste le combat pour l'avenir.

Une forme d'organisation économique basée sur l'exploitation, sur l'inégalité, sur l'oppression, ne peut pas perdurer éternellement.

Le capitalisme, c'est un système en faillite. C'est un système injuste car il aggrave le fossé social entre une minorité privilégiée et la majorité laborieuse. C'est un système irrationnel, car incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de tous les êtres humains.

Les capacités productives sont suffisantes aujourd'hui pour assurer à chacun sur cette planète une vie digne de ce XXI<sup>e</sup> siècle : se nourrir, se vêtir convenablement, être soigné en cas de maladie, avoir accès à l'éducation et à la culture.

Or, dans la réalité, il est refusé à un milliard d'habitants de la Terre l'accès à la nourriture quotidienne ou aux soins les plus simples contre les maladies connues et maîtrisées. Et même l'accès à l'eau potable est un luxe qui est refusé à plusieurs centaines de millions d'êtres humains et qui nous sera peut-être refusé à nous aussi, ici même !

Mais comment supporter indéfiniment que les investissements, c'est-à-dire les orientations de l'économie de demain, soient définis en fonction des profits escomptés, et pas en fonction des besoins des hommes ?

Comment supporter que le destin de la collectivité comme les destins individuels des hommes soient dictés par les lois aveugles du marché qui n'ont rien de lois naturelles et qui sont des lois faites par des hommes pour des hommes mais pas pour tous ?

Comment imaginer que puisse se prolonger indéfiniment et s'aggraver une situation où quelques individus disposent de plus de richesses que le revenu national de bien des pays pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit vivable lorsque des pays entiers, voire des continents entiers sont transformés en camps de concentration pour pauvres, ne laissant de plus en plus à leurs habitants le choix qu'entre crever sur place de misère et de maladies qu'on sait guérir ou tenter de fuir vers des pays dits riches mais dans lesquels ils sont condamnés à rester pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit condamnée à l'état de guerre permanent et que se perpétuent des situations comme en Afrique, avec ses peuples, ses ethnies, dressés les uns contre les autres alors que leur misère est commune ? Ou comme au Moyen-Orient où l'on massacre un peuple simplement parce qu'il n'accepte pas l'oppression qu'on lui impose ?

Et je tiens à affirmer ici que le peuple palestinien a droit à un Etat à l'égal du peuple israélien. Je tiens à dénoncer la politique criminelle de l'homme d'extrême droite, Sharon, catastrophique pour le peuple palestinien, mais aussi pour le peuple d'Israël.

Alors oui, je répète que je suis pour une transformation radicale de l'économie et de la société, pour l'expropriation du grand capital. Et mettre fin à la domination du grand capital, c'est la seule façon de mettre fin à l'impérialisme qu'il est à la mode de désigner, de façon bien impropre, sous le terme de mondialisation.

Et mes idées communistes, je ne les ai jamais cachées, même si certains, par malveillance ou par stupidité, feignent de les découvrir.

Mais, évidemment, en me présentant à cette élection, je ne demande pas que l'on vote pour le communisme. Notez bien que mon attitude n'a rien d'original. Avez-vous entendu Chirac dire qu'il se présente au nom de la défense du capitalisme, de la défense de l'impérialisme et au nom de l'exploitation salariale ?

Ce que je demande aux électeurs, c'est de voter pour le communisme mais pour un programme de défense de leurs intérêts vitaux.

Et il est de l'intérêt vital de tout le monde du travail et finalement, d'une grande partie de la population, d'arracher aux grands groupes industriels et financier le droit de gérer leurs entreprises avec comme seul impératif la hausse des profits et du cours des actions.

C'est pourquoi il faut qu'on mette en lumière les finances de ces grandes entreprises, qu'on rende publiques leurs comptabilités et voir ainsi ce qu'elles gagnent et comment, d'où vient leur argent et ce qu'elles en font, si c'est de l'argent utile à la société comme elles le prétendent ou si elles le dilapident en spéculations boursières.

Il faut aussi rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires. Il faut savoir quelle est la fortune que ces gens-là gagnent sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial pour toutes les grandes entreprises qui ont une influence considérable sur la vie publique, de celles qui peuvent acheter des groupes de presse entiers, ou des chaînes de radio et de télévision.

Il faut interdire ces licenciements collectifs quand il s'agit de grandes entreprises qui font des bénéfices et licencient quand même. Le gouvernement fait appel au civisme de la population mais soutient de tels agissements.

Il faut supprimer toutes les subventions aux entreprises privées, tout cet argent qui va de l'Etat, des conseils régionaux ou généraux, des grandes municipalités vers les caisses patronales. Il faut arrêter les dégrèvements d'impôts ou les baisses des charges sociales sous prétextes de favoriser la création d'emplois. Des emplois dont en général on ne vérifie même pas s'ils ont été réellement créés, voire si ce ne sont pas des entreprises qui licencient dans une ville pour délocaliser dans une autre, le temps de toucher une subvention, de se faire payer une infrastructure et de bénéficier de plusieurs années de dégrèvement d'impôt, comme cela arrive si souvent !

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'Etat, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des équipements collectifs, des logements sociaux, des transports qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches. Il faut embaucher autant qu'il est nécessaire dans les hôpitaux, dans l'Education nationale, dans les transports publics.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnels aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Il est indispensable, aussi, d'arrêter la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il faut une augmentation générale, uniforme et conséquente des salaires, mais aussi, des pensions de retraite, des minima sociaux, des allocations de handicapés.

Et il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Voilà les objectifs que ma candidature représente dans ces élections. Se prononcer pour ces objectifs, ce n'est évidemment pas les imposer. Mais c'est déjà faire la démonstration publique qu'une partie du monde du travail se reconnaît dans ces objectifs.

Voilà les objectifs que ma candidature représente dans ces élections. Se prononcer pour ces objectifs, ce n'est évidemment pas les imposer. Mais c'est déjà faire la démonstration publique qu'une partie du monde du travail se reconnaît dans ces objectifs.

Est-ce que les sondages qui me sont favorables se traduiront réellement en suffrages dimanche prochain ?

Je n'en sais rien. Je ne peux qu'espérer que l'évolution de la conscience populaire se traduira réellement, le 21 avril, par des votes, c'est-à-dire par une prise de position politique de femmes et d'hommes en chair et en os, en nombre bien plus grand que précédemment.

Si j'atteins le double d'électeurs qu'en 1995, soit de l'ordre de trois millions, alors, on pourra se dire que quelque chose a changé et que nombreux sont ceux qui ont pris conscience qu'il manque aux travailleurs un instrument pour se défendre, et que le parti communiste a fait la preuve qu'il n'est plus cet instrument.

On saura alors s'il est peut-être possible de construire un nouveau parti communiste, un parti qui ait la volonté de défendre réellement les intérêts économiques et surtout politiques du monde du travail et qui, surtout, ait la force de le faire.

Oui, il manque un tel parti et je voudrais convaincre plusieurs milliers de ceux qui auraient voté pour ma candidature, de participer à la création de ce parti qui manque tant pour la défense du monde du travail.

Je ne peux pas le créer, contrairement à ce que disent certains, d'un simple appel à la télévision.

Un tel parti, cela veut dire plusieurs dizaines de milliers de personnes qui y adhèrent. Plus mon score sera élevé, plus il y aura de chance que, parmi ceux qui auront voté pour ma candidature il s'en trouve 30, 40 ou 50.000 qui adhèrent à une telle idée et à un tel parti.

Ce n'est pas une prévision, c'est un espoir. Mais l'espoir, c'est déjà beaucoup !

Alors, le 21 avril, choisissez votre camp. Censurez tous ceux qui représentent le patronat, même si c'est avec des langages différents.

Votez pour votre propre camp, le camp des travailleurs !

\*\*\*

<campagne=2002>04.18 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Lyon <lieu=Lyon>  
<texte=27>

Travailleuses, Travailleurs, camarades et amis,

Quoi qu'en disent les commentateurs, c'est le premier tour qui compte parce que c'est là où les électeurs peuvent exprimer véritablement leur opinion et dire à ceux qui nous gouvernent ce qu'ils pensent de leur politique. Après, les dés seront pipés. Il ne sera plus possible de faire quelque chose d'utile de bulletin de vote.

Et le problème du premier tour est de savoir si nous allons approuver les deux hommes qui gouvernent ensemble ce pays depuis cinq ans et qui, avec des mots à peine différents, proposent la même politique.

Voter pour l'un d'entre eux, quel qu'il soit, ce serait approuver l'impuissance volontaire du pouvoir politique de s'opposer aux licenciements collectifs, au chômage, avec la montée de la misère, des milliers de familles jetées à la rue, la diminution des moyens de se soigner et le désespoir de la jeunesse dont l'avenir est bouché.

Pour tout cela, Chirac comme Jospin portent leur part de responsabilité. Même quand ils parlent du chômage ou des travailleurs, ce ne sont que des mots vides, des mots creux, des mots vagues. Des engagements précis, ils n'en prennent pas. Par contre, ils savent être rassurants pour le grand patronat.

Alors, il faut faire un vote de censure contre leur politique, car l'un comme l'autre s'apprêtent à continuer ce qui se passe depuis des années, où la gauche et la droite se sont succédé au pouvoir ou ont gouverné ensemble et où les riches ont continué à s'enrichir et les classes laborieuses ont vu leurs conditions se dégrader, pour certaines de manière catastrophique.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas cautionner par nos votes une politique qui ne profite qu'au grand patronat, aux riches et qui se mène au détriment du monde du travail.

Chirac a toujours été et est toujours ouvertement au service du grand patronat et de ses intérêts.

Dans la campagne électorale, Jospin, lui, déclare vouloir "présider autrement". Mais lorsque Lionel Jospin se vante d'avoir "tenu ses engagements", la question qui se pose est vis-à-vis de qui il les a tenus. Vis-à-vis des travailleurs ? Certainement pas ! Vis-à-vis des patrons qui ont vu les profits exploser pendant les cinq ans du gouvernement de Jospin ? Vis-à-vis de la bourgeoisie dont les revenus et les fortunes ont augmenté autant et plus ? Certainement oui !

Contrairement à ce qu'on nous raconte, les intérêts des Français ne sont pas identiques ni même parallèles. Les patrons des entreprises font d'autant plus de profits et les actionnaires touchent d'autant plus de dividendes que les salaires sont bas, les horaires flexibles et les travailleurs surexploités.

Les travailleuses et les travailleurs, ce sont les ouvriers de la métallurgie, de la chimie et du bâtiment, mais aussi les employés des banques et des compagnies d'assurances, tous ceux qui travaillent dans des bureaux, petits ou grands, du commerce et de l'industrie privée ou bien des services publics. Ce sont aussi les techniciens et les ingénieurs, les chauffeurs-routiers, le personnel hospitalier, le personnel de l'Education nationale, les cheminots, les employés de La Poste et des Télécoms, tous ceux qui, dans les administrations publiques, ne sont pas en haut de l'échelle. Et puis ce sont aussi les petits paysans, les petits commerçants et les artisans, qui n'exploitent personne d'autre qu'eux-mêmes et, enfin, les chômeurs et les retraités dont on a amputé les retraites avec la CSG, sans oublier ceux des jeunes en cours de scolarisation et dont la destinée tracée est de faire partie du monde du travail.

Voilà ce qu'est vraiment la population laborieuse. Voilà qui sont les travailleuses et les travailleurs.

Tous, nous formons le monde du travail et nous sommes majoritaires dans la population du pays.

La société repose tout entière sur nous, les travailleurs ; c'est nous qui produisons tout et qui faisons vivre et fonctionner toute la société, mais ce n'est pas nous qui profitons de ce que nous faisons.

Ceux qui en profitent, ce sont les possesseurs de capitaux, ceux qui se contentent de regarder fructifier leurs capitaux sur le travail des autres.

Les hommes politiques qui assurent le pouvoir ont tellement l'habitude d'assimiler les intérêts du grand patronat à ceux de tout le pays que cela devient une seconde nature. Mais la richesse du patronat ne fait pas celle du pays, et surtout pas celle de ses habitants.

Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient.

Mon camp à moi est celui des travailleurs. C'est mon camp d'abord parce que j'en suis, parce que j'ai travaillé toute ma vie jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de la retraite. J'ai toujours partagé la vie du monde du travail dans mon entreprise comme dans mon quartier.

Mais mon camp est celui des travailleurs, surtout par choix politique, par choix militant.

C'est le camp des travailleurs et leurs intérêts politiques que j'entends représenter aussi dans cette élection ce qu'aucun des candidats dits grands ne représente. Car la quasi-totalité des autres candidats représentent des partis qui ont participé aux gouvernements du passé ou du présent qui ont tous aidé le patronat à aggraver les conditions d'existence du monde du travail. Depuis au bas mot vingt ans, alors même que la classe possédante s'est enrichie comme jamais auparavant, la situation du monde du travail n'a cessé de se détériorer.

Le premier mal qui ronge le monde du travail est le chômage. C'est une catastrophe pour la société. Tout en découle, directement ou indirectement : la dégradation des quartiers populaires comme le désespoir de la jeunesse. Combien de femmes et d'hommes vivent dans l'angoisse du lendemain ? Combien de jeunes savent dès l'adolescence que leur avenir est bouché ?

Mais le poids du chômage pèse aussi sur ceux qui ont du travail. Car le patronat en profite pour peser sur les salaires, pour aggraver les conditions de travail de ceux qui ont un emploi. Il en profite pour imposer des rythmes de travail qui usent les travailleurs avant l'âge, quand ils ne sont pas tués dans une catastrophe industrielle comme à Toulouse ou dans un de ces accidents de travail dont plus de 700 travailleurs sont victimes tous les ans. Et combien de morts en sursis à cause de l'amiante que les patrons ont continué à utiliser alors même que son caractère nocif était déjà connu ?

Avec l'aide des gouvernements successifs, le patronat est parvenu à vider de contenu ce qui, dans la législation du travail, protégeait les travailleurs. Ils ont généralisé la précarité, c'est-à-dire des emplois où on gagne moins, bien moins que le SMIC dont le nom même, "salaire minimum", finit par sonner comme une provocation patronale tant se multiplient les salaires inférieurs même à ce minimum insuffisant. Ce sont "les travailleurs pauvres" parce qu'ils ont beau avoir un emploi, cet emploi ne leur permet que de survivre !

En tout, avec une grande partie des retraités, des chômeurs et ceux qui en sont réduits aux minima sociaux, les handicapés notamment, il y a 6 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et 9 millions qui ne disposent que de 640 euros, soit moins de 4.200 francs par mois. Mais vivre avec des sommes pareilles, c'est tout juste survivre, manger, peut-être, mais mal, se loger, mais comment ? , en se refusant tout loisir, tout plaisir, pour soi-même comme pour ses enfants !

100.000 personnes dans ce pays ne disposent pas de logement du tout. 3 millions de logements sont considérés comme insalubres, voire comme des taudis.

Et la situation ne pourra que s'aggraver car il n'est pas de semaine sans qu'on n'annonce des licenciements collectifs de la part d'une entreprise qui veut réduire ses coûts pour augmenter ses profits pour faire monter le cours de ses actions en Bourse.

Dans la région, Ciapem-Brandt a supprimé 140 emplois sur environ 900, suite à son rachat par Elco. Le fabricant de jouets Majorette de Rillieux a fermé en décembre pour cause de délocalisation en Asie. A Givors, c'est la verrerie VMC qui se prépare à fermer, avec la suppression de 300 emplois. C'est la dernière usine un peu importante de Givors où toutes les autres ont déjà fermé. La mobilisation des travailleurs ainsi que de la municipalité et de la population de Givors a repoussé les échéances, mais il s'agit seulement d'un sursis.

Et combien d'intérimaires licenciés discrètement ? Voilà pourquoi les grandes entreprises généralisent l'utilisation des intérimaires : cela leur permet de licencier sans même qu'elles appellent cela des licenciements quand bien même ceux qui sont chassés de leurs entreprises deviennent chômeurs.

Ce sont les grands groupes industriels qui portent la plus grande part de responsabilité, directe ou indirecte, dans les licenciements collectifs. Pour satisfaire la voracité d'actionnaires anonymes, on transforme des travailleurs en chômeurs.

Ces dirigeants des grands trusts qui dominent l'économie du pays, les Vivendi, Bouygues, TotalFinaElf, Lagardère et quelques dizaines d'autres, capables de jouer un rôle économique et social déterminant dans la vie du pays, sont plus puissants que l'Etat lui-même et bien plus influents que les électeurs.

Car les électeurs élisent les dirigeants politiques, mais ce sont les puissances de l'argent qui les contrôlent. Oh, elles n'ont même pas besoin de les acheter, bien que les affaires qui passent en justice, de l'affaire Elf à celle des vedettes pour Taïwan, de l'affaire des HLM de la région parisienne au trafic d'armes avec l'Angola, révèlent la corruption, directe ou indirecte, de bien des dirigeants politiques.

Mais qu'est-ce que cela signifie même lorsque des responsables politiques, la majorité peut-être, se disent honnêtes ? Honnêtes vis-à-vis de qui ? De quelle classe sociale ? Le grand capital a bien d'autres moyens de peser sur les choix politiques que la corruption.

Voyez-vous, par exemple, dans cette société, la presse est libre. Mais la plupart des journaux et certaines chaînes de télévision appartiennent à des groupes de presse qui eux-mêmes appartiennent à des trusts qui possèdent des entreprises ou des groupes dans bien d'autres domaines.

Les employés, les techniciens, les journalistes de Canal +, sont en train de vivre la douloureuse expérience que seuls comptent l'argent et le profit des actionnaires. Pour tenter de plaire aux marchés financiers, et peut-être pour sauver son propre poste, le PDG de Vivendi, ex-Générale des Eaux, Messier, vient de débarquer le PDG de Canal +. Oh, ce dernier, Pierre Lescure, n'est pas à plaindre, lui qui a touché l'année dernière la rémunération de 835.000 euros, un peu plus de 5 millions de francs ! Une misère cependant, à côté de celle Messier lui-même, qui a touché l'année dernière une rémunération nette après impôt de 2,38 millions d'euros, de l'ordre de 15 millions de francs, sans compter les stock-options ! Une rémunération qui était en augmentation de 80 % par rapport à l'année précédente ! Mais, par-delà l'élimination de leur PDG, les employés de Canal + ont toutes les raisons de craindre les restructurations, c'est-à-dire les licenciements, que le changement de direction annonce. Le trust Vivendi finira par faire payer son expansion aventureuse à ses employés, y compris aux plus bas salaires, c'est-à-dire à ceux qui n'y sont pour rien.

Alors, bien sûr, ils ont raison de réagir, y compris en utilisant leur outil de travail, la capacité d'émettre de Canal +, pour faire connaître au public leur protestation. Je suis solidaire de leur action et de leur refus de céder au diktat du trust qui les emploie. Les travailleurs n'ont pas à hésiter à utiliser, pour se défendre, leur position dans la vie économique ou sociale. Et j'espère que les journalistes qui participent à cette action, et à juste raison, se souviendront de leur propre lutte, lors des futures grèves de cheminots, de chauffeurs-routiers, de postiers, d'agents des transports publics, pour refuser les commentaires sur la "prise en otage" de la population par les grévistes.

Les travailleurs des Transports en commun lyonnais ont toutes les raisons de garder un mauvais souvenir de la façon dont certains médias présentaient leur grève. Une grève longue, dure et pourtant mille fois légitime, pour une augmentation de salaire bien modeste. Or, Vivendi étant un des actionnaires de la société privée qui gère les transports publics lyonnais, les grévistes avaient contre eux le même trust Vivendi qu'aujourd'hui le personnel de Canal + !

Le mépris avec lequel ce trust, un des plus puissant du pays, traite le personnel de sa filiale Canal + est porté à la connaissance du public, et c'est tant mieux. Mais combien d'autres travailleurs, de combien d'autres entreprises dépendant de Vivendi, dans la distribution de l'eau, dans la gestion des déchets, dans les transports urbains et dans une multitude d'autres secteurs, ont eu à souffrir de l'avidité et du mépris de ce trust, un des plus riches de ce pays ? Combien de bas salaires, combien de suppressions d'emplois ? Et ce n'est pas seulement le triste personnage du patron de combat qu'est Messier qui est en cause, mais le pouvoir dictatorial des grands groupes industriels comme Vivendi sur la société et sur la vie même des femmes et des hommes qui la composent !

Devant ces puissances, les gouvernements, de gauche comme de droite, ne savent que se prosterner, au nom du réalisme.

C'est cela qu'ils appellent les "réalités du pouvoir" avec lesquelles il faudrait composer. Ce qui signifie, une fois traduites, que ceux qui dirigent l'Etat et le gouvernement non seulement ne veulent pas toucher aux intérêts du grand patronat, mais qu'ils veulent les défendre. Respecter ces intérêts, c'est respecter les profits spéculatifs en Bourse, c'est respecter que, dans le secret du conseil d'administration d'une grande société, des gens que personne n'a élus décident de jeter des centaines, voire des milliers de travailleurs, à la porte et qu'ils transforment par la même occasion une ville ou même une région en un désert économique où le chômage est élevé et où la misère et le désespoir sont grands.

Qu'a donc fait le gouvernement de gauche pour s'opposer aux licenciements massifs ? Rien ! Jospin a même dit cyniquement, à propos de Renault Vilvorde, dès son arrivée au pouvoir, que ce n'était pas son problème. Et plus tard, lors des licenciements chez Michelin, qu'il n'y pouvait rien. Et cela a continué chez Moulinex ou Lu-Danone, comme ailleurs.

Alors, ne pas laisser les mains libres au grand capital, à ces trusts, à ces monopoles qui augmentent leurs fortunes au détriment de la majorité de la population, est vital et indispensable pour la population et la vie de ce pays.

Pour ne pas laisser les mains libres au grand capital, il ne suffira évidemment pas de voter à cette élection. Il faudra changer le rapport des forces entre le patronat et les travailleurs. Changer le rapport des forces, c'est possible. Les travailleurs ont pour eux le nombre mais aussi que, sans eux, la société ne peut pas fonctionner.

Mais il faut justement que la lutte soit une lutte d'ensemble, unissant les travailleurs par-delà les corporations parce que les problèmes fondamentaux des travailleurs sont identiques à l'échelle du pays et, en réalité, au-delà. Il faut une mobilisation générale du monde du travail, comme ce pays en a connu en juin 1936 ou en mai 1968, assez forte pour inspirer au grand patronat la crainte salutaire de tout perdre s'il ne cède pas aux exigences vitales des travailleurs.

La grève générale, avant-hier, en Italie, pour s'opposer à la politique anti-ouvrière de Berlusconi, n'a été qu'une grève d'avertissement, et j'ignore quels lendemains les dirigeants syndicaux comptent lui donner. Mais l'ampleur de la grève et des manifestations qui l'ont accompagnée donnent une idée de la formidable puissance dont dispose la classe ouvrière lorsqu'elle se met en action.

Les urnes ne remplacent pas, ne peuvent pas remplacer la lutte. Mais elles permettent de s'exprimer. On ne peut rien faire d'autre avec le bulletin de vote, mais c'est déjà beaucoup.

Je défends dans cette campagne les objectifs indispensables pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes laborieuses. Il dépend des électeurs, il dépend de vous, de faire la démonstration qu'une partie importante du monde du travail se retrouve dans ces objectifs.

Bien sûr, l'expression de l'opinion de la classe ouvrière dans cette élection est faussée car je rappelle qu'un grand nombre de travailleurs, les travailleurs immigrés, souvent les plus exploités et les plus mal payés, sont privés du droit de vote. Cela diminue le poids électoral de toute la classe laborieuse. Voilà pourquoi imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés dans toutes les élections n'est pas seulement une mesure de justice élémentaire, mais c'est aussi l'intérêt de l'ensemble des travailleurs!

Mais, même avec ses limites, l'élection va peut-être permettre de montrer que de plus en plus de travailleurs ont pris conscience que les hommes politiques de gauche ou de droite nous trompent, qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'il va donc falloir ne compter que sur nous-mêmes. Et je vous assure que, si les travailleurs sont nombreux à montrer cela, même si cela ne remplace pas les luttes, ce sera un encouragement formidable pour les préparer !

Depuis que les sondages sont en hausse par rapport à mon résultat de 1995, je peux dire, avec fierté, qu'il ne s'est pas passé un jour sans que paraisse dans la presse un article tentant de me traîner dans la boue.

On a traité Lutte Ouvrière de secte, on a parlé de ce qui serait le "magot d'Arlette", on a même écrit que je dormais sur ce magot, que je boursicotais (cela, c'est L'Humanité), d'autres ont dit qu'à LO, il était interdit de se marier, d'avoir des enfants, et même - comble de la stupidité - interdit d'acheter un appartement !

Alors, je ne peux que sourire de leur hostilité, de leur hargne ou de leur haine même, car ce qui leur fait agir ainsi c'est la crainte.

Mais ce n'est pas moi qu'ils craignent. Ni Lutte Ouvrière. Ils craignent, pour l'avenir, les réactions du monde du travail. Ils craignent que si mon score est important dans le monde du travail, cela exprime un choix réellement politique de la part de travailleurs qui haïssent la droite mais qui ont été complètement déçus par la gauche et qui ne lui font plus confiance.

Ah oui ! Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent plus les licenciements collectifs qui aggravent le chômage.

Il faut dire dans cette élection que les travailleurs n'acceptent pas la précarité.

Il faut dénoncer que les inégalités sociales, au lieu de se résorber, soient en croissance et que, malgré cela, tous les gouvernements continuent à favoriser les plus riches et, pour ce faire, diminuent la part du monde du travail et des plus pauvres.

Mais il faut aussi s'élever contre le fait que, pour accroître sans cesse les sommes colossales que l'Etat verse au patronat en subventions ou en cadeaux de toutes sortes, on ne donne pas aux services publics les moyens dont ils ont besoin.

L'Etat n'aurait pas assez d'argent, paraît-il, pour empêcher la situation des hôpitaux publics de se dégrader de façon catastrophique.

Il n'y a pas assez d'argent, paraît-il, pour embaucher suffisamment dans l'Education nationale. Mais, si l'Education nationale manque d'instituteurs et de locaux, comment pourrait-elle faire face à ses tâches pour que tous les jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, puissent être pris en mains par petits groupes par des enseignants qui pourraient ainsi leur apprendre à lire et à écrire afin d'éviter qu'à l'entrée en 6e, 20 % des jeunes ne sachent ni lire ni écrire. Car ces jeunes sont, par la suite, forcément en état d'échec. Alors, on préfère les sacrifier dès l'enfance et, plus tard, construire pour eux des maisons de correction et payer des gardiens, ce qui satisfait plus la hargne de la bourgeoisie envers les classes populaires.

C'est bien joli de prétendre faire avancer la cause des femmes lorsqu'il manque des crèches, des garderies, des écoles maternelles, avec un personnel en nombre suffisant. Sans même parler que ce sont les femmes qui supportent le plus le poids de la précarité, des bas salaires et du chômage. Et que, si en politique on impose un quota entre hommes et femmes aux élections, dans le domaine économique, la seule égalité qu'on ait imposée ces dernières années est que les femmes doivent travailler la nuit dans l'industrie, à l'égal des hommes, où, contrairement aux hôpitaux, ce n'est nullement nécessaire à la collectivité.

Mais on sacrifie de la même manière les transports publics qui sont destinés aux classes populaires. Et, en introduisant les intérêts privés dans la télécommunication, dans les services postaux, on aboutit à des services à deux vitesses : satisfaisant pour ceux qui ont de l'argent, de plus en plus insuffisants pour ceux qui n'en ont pas.

Pour EDF-GDF, comme pour les autoroutes qu'on est en train de privatiser à grand renfort de publicité, on met à la disposition du privé des infrastructures qui ont été payées par la collectivité. Voilà, entre bien d'autres, un des moyens par lesquels on transforme l'argent public en profit privé.

Le gouvernement de gauche au pouvoir depuis cinq ans a plus privatisé que tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Pas parce qu'il est pire, mais parce qu'il continue purement et simplement leur politique et que les financiers privés sont de plus en plus intéressés par les entreprises publiques.

Les 35 heures qui devaient non seulement améliorer les conditions de travail mais créer des emplois n'en ont créé que peu, voire pas du tout. C'est particulièrement criant dans les hôpitaux publics qui non seulement n'ont pas embauché en fonction des 35 heures, mais n'ont même pas compensé les départs à la retraite.

Aux Hospices Civils de Lyon, c'est la pagaille et l'impossibilité d'organiser le travail par manque de personnel. Des opérations ont dû être reportées et c'est le personnel qui est obligé de repousser sans cesse ses jours de congé, voire de les sacrifier, pour compenser le manque d'embauches. Le service d'urgences de l'hôpital Edouard Herriot, un des plus cotés de ce pays, est complètement débordé et fait de plus en plus difficilement face à ses tâches quotidiennes. Quant à l'avenir de la Clinique mutualiste de La Roseraie, la lutte continue pour son maintien. Comme continue la lutte contre la fermeture des centres Lamaze, luttes dont je suis tout à fait solidaire.

Les 35 heures se sont traduites par des conditions de travail aggravées, aussi bien dans des entreprises privées que dans la fonction publique. Et pour faire accepter les 35 heures au patronat, on les a assorties de mesures qui lui donnaient les mains libres pour imposer des horaires flexibles, ce qui empire considérablement les conditions de vie de ceux qui les subissent. Ici à Lyon, les pompiers professionnels ont montré par leur lutte qu'ils n'entendent pas voir leurs conditions de travail se détériorer par l'application des 35 heures à la sauce du président du Conseil général.

Avant d'accéder au gouvernement, la gauche avait promis la régularisation des sans-papiers. C'était une mesure de justice élémentaire car nombre de ces travailleurs immigrés vivent et travaillent en France depuis longtemps, dans des conditions déplorables, livrés à des patrons avides qui profitent de leur situation juridique pour les mal payer. Eh bien, là encore, la gauche a trahi ses promesses. Si une partie des sans-papiers et des demandeurs d'asile a été régularisée, beaucoup doivent continuer le combat pour l'être, comme ceux qui, ici, occupent le foyer Lalande. Et bien sûr, je suis solidaire de leur combat !

Ce que craint Jospin, comme tous ceux à gauche et à droite qui gouvernent ou espèrent le faire, c'est que le vote pour ma candidature ne soit pas une incantation protestataire sans lendemain. Un courant important dans le monde du travail de femmes et d'hommes qui ne se laissent pas bernier pourra peser sur la vie politique bien au-delà de l'élection.

La politique du PC depuis des années et, en particulier, sa politique de soutien au gouvernement, lui a fait perdre une grande partie de ses voix, déjà bien diminuées par rapport au passé. Alors, il n'est plus capable d'apporter autant de voix de travailleurs en paquet-cadeau à Lionel Jospin, alors que celui-ci ne s'engage même pas un peu vis-à-vis des travailleurs. Jospin réalise que les voix qu'il a tenté de gagner sur sa droite, il va les perdre sur sa gauche.

Mais si Lionel Jospin gauchit peut-être un peu son langage pré-électoral, cela ne le fera pas, s'il est élu, changer de programme. Il l'a dit, d'ailleurs, hier dans un interview, en affirmant qu'il "ne pense pas que le score d'Arlette Laguiller pèse sur ses déterminations". Il gouvernera, comme ces cinq dernières années, en loyal gérant des intérêts du grand patronat et des financiers.

Jospin promet de ne pas toucher aux retraites. Mais tiendra-t-il parole ?

C'est un gouvernement de droite, celui de Balladur qui a décidé, entre autres mesures réactionnaires, d'allonger la durée de cotisation pour la retraite de 37 ans et demi à 40 ans dans le secteur privé et de faire passer la période de référence pour une retraite à taux plein des 10 aux 25 meilleures années.

Mais Jospin n'est pas revenu sur cette régression. Non, il a consciencieusement appliqué les mesures Balladur ! Il n'est pas revenu non plus complètement sur la hausse de la TVA imposée par Juppé. Pas plus qu'il n'est revenu sur le plan Juppé contre la Sécurité sociale ou sur la vision comptable de la Santé, aussi bien dans les hôpitaux publics qu'au niveau des médecins généralistes. Il n'a pas fait machine arrière par rapport à ce qu'un gouvernement de droite avait fait.

S'en prenant à ma candidature dans les colonnes du Nouvel Observateur d'aujourd'hui, Jospin me reproche de "me désintéresser de la suite" et oppose à mon attitude celle de la "gauche réaliste", en l'occurrence lui-même. "Pour qu'il y ait des acquis à défendre", affirme-t-il, "il faut bien qu'auparavant certains aient eu le courage de retrousser leurs manches pour arracher de nouvelles conquêtes sociales". Mais où sont donc ces "conquêtes sociales" pour lesquelles Jospin se serait donné tant de mal et dont les travailleurs auraient à se réjouir sans réserve ?

Et, contrairement à ce qu'il espère, je ne me "désintéresse pas de la suite". Mais je fais tout ce qui est dans mes possibilités pour que ce soit les travailleurs qui donnent une suite à ces élections, par leurs luttes, pour imposer au futur président de la République de véritables conquêtes sociales !

Robert Hue, de son côté, affirme que les voix qui se porteront sur ma candidature seront des voix perdues. Mais, à quoi ont servi les siennes ?

A l'élection présidentielle de 1995, Robert Hue avait obtenu 2.632.936 voix, soit 8,64 % des suffrages exprimés. Qu'a-t-il fait de ces voix-là ? Il s'en est servi pour obtenir, pour le Parti Communiste, quatre fauteuils de ministre. Cela a servi évidemment aux dirigeants du PC, mais à quoi est-ce que cela a servi aux travailleurs ?

Un ministre doit être solidaire de son gouvernement, sinon il se tait ou bien il démissionne, c'est la règle.

Alors, les ministres communistes d'un autre éventuel gouvernement de gauche feront comme les précédents, ils se tairont quoi qu'il arrive.

C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti communiste dans une impasse politique, qui a démoralisé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs. Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution, c'est la politique des dirigeants du Parti communiste.

C'est pourquoi je m'adresse aussi à tous ces militants du Parti communiste qui ont, pendant des années, donné beaucoup d'eux-mêmes pour défendre le monde du travail et les conquêtes passées des travailleurs qui ont été déboussolés par l'alignement de leur parti derrière la politique anti-ouvrière de Jospin et qui sont démoralisés aujourd'hui devant le nouveau recul électoral que leur parti risque d'enregistrer.

Ce n'est pas de leur faute à eux si la direction du Parti a mené cette politique suicidaire. Alors ce que j'ai à leur dire : vous pouvez juger que la politique qui peut permettre de redonner vie à des organisations communistes dans les quartiers populaires, redonner vie aux organisations syndicales, c'est celle que je défends.

Je dis aussi que la meilleure façon de contrebalancer l'influence de Le Pen, ce sont les voix qui se porteront sur ma candidature. L'audience électorale de ce millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, est grave en elle-même car elle reflète la pénétration de préjugés nuisibles à toute la société. Mais il serait plus grave encore que cette influence contamine le monde du travail car cela le diviserait et l'affaiblirait considérablement.

Le chef de l'extrême-droite veut seulement capitaliser le mécontentement sur son nom, pour s'en servir au service d'une politique plus violemment anti-ouvrière encore que celle que mène la caste politique représentée au parlement !

S'il parvenait au pouvoir, ce serait pour mettre au pas les travailleurs, pour leur imposer l'encadrement et la discipline militaires dans les ateliers et les bureaux, au nom du travail, de la Famille, de la Patrie et de Dieu. Ceux des classes populaires qui contribueraient un tant soit peu à le porter au pouvoir auraient forgé des chaînes supplémentaires pour eux-mêmes !

Alors, il est important que, face à l'extrême droite, s'affirme une extrême gauche qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière !

Alors, je redis aux militants du PC, pour être fidèles au combat que vous avez mené dans le passé et que vous menez encore pour beaucoup, rejoignez-nous et, ensemble, nous reconstruirons un véritable Parti communiste qui ne bradera pas l'objectif d'une transformation profonde de l'économie et de la société pour quelques strapontins ministériels.

Oui, malgré les discours à la mode, le combat pour le communisme reste le combat pour l'avenir.

Une forme d'organisation économique basée sur l'exploitation, sur l'inégalité, sur l'oppression, ne peut pas perdurer éternellement.

Le capitalisme, c'est un système en faillite. C'est un système injuste car il aggrave le fossé social entre une minorité privilégiée et la majorité laborieuse. C'est un système irrationnel, car incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de tous les êtres humains.

Les capacités productives sont suffisantes aujourd'hui pour assurer à chacun sur cette planète une vie digne de ce XXI<sup>e</sup> siècle : se nourrir, se vêtir convenablement, être soigné en cas de maladie, avoir accès à l'éducation et à la culture.

Or, dans la réalité, il est refusé à un milliard d'habitants de la Terre l'accès à la nourriture quotidienne ou aux soins les plus simples contre les maladies connues et maîtrisées. Et même l'accès à l'eau potable est un luxe qui est refusé à plusieurs centaines de millions d'êtres humains !

Mais comment supporter indéfiniment que les investissements, c'est-à-dire les orientations de l'économie de demain, soient définis en fonction des profits escomptés, et pas en fonction des besoins des hommes ?

Comment supporter que le destin de la collectivité comme les destins individuels des hommes soient dictés par les lois aveugles du marché qui n'ont rien de lois naturelles ?

Comment imaginer que puisse se prolonger indéfiniment et s'aggraver une situation où quelques individus disposent de plus de richesses que le revenu national de bien des pays pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit vivable lorsque des pays entiers, voire des continents entiers sont transformés en camps de concentration pour pauvres, ne laissant de plus en plus à leurs habitants le choix qu'entre crever sur place de misère et de maladies qu'on sait guérir ou tenter de fuir vers des pays dits riches mais dans lesquels ils sont condamnés à rester pauvres ?

Comment imaginer que la planète soit condamnée à l'état de guerre permanent et que se perpétuent des situations comme en Afrique, avec ses peuples, ses ethnies, dressés les uns contre les autres alors que leur misère est commune ? Ou comme au Moyen-Orient où l'on massacre un peuple simplement parce qu'il n'accepte pas l'oppression qu'on lui impose ?

Et je tiens à affirmer ici que le peuple palestinien a droit à un Etat à l'égal du peuple israélien. Je tiens à dénoncer la politique criminelle de l'homme d'extrême droite, Sharon, catastrophique pour le peuple palestinien, mais aussi pour le peuple d'Israël.

Alors oui, je répète que je suis pour une transformation radicale de l'économie et de la société, pour l'expropriation du grand capital. Et mettre fin à la domination du grand capital, c'est la seule façon de mettre fin à l'impérialisme qu'il est à la mode de désigner, de façon bien impropre, sous le terme de mondialisation.

Et mes idées communistes, je ne les ai jamais cachées, même si certains, par malveillance ou par stupidité, feignent de les découvrir.

Mais, évidemment, en me présentant à cette élection, je ne demande pas que l'on vote pour le communisme. Notez bien que mon attitude n'a rien d'original. Avez-vous entendu Chirac dire qu'il se présente au nom de la défense du capitalisme, de la défense de l'impérialisme et au nom de l'exploitation salariale ?

Ce que je demande aux électeurs, ce n'est pas de voter pour le communisme mais pour un programme de défense de leurs intérêts vitaux.

Et il est de l'intérêt vital de tout le monde du travail et finalement, d'une grande partie de la population, d'arracher aux grands groupes industriels et financier le droit de gérer leurs entreprises avec comme seul impératif la hausse des profits et du cours des actions.

C'est pourquoi il faut qu'on mette en lumière les finances de ces grandes entreprises, qu'on rende publiques leurs comptabilités et voir ainsi ce qu'elles gagnent et comment, d'où vient leur argent et ce qu'elles en font, si c'est de l'argent utile à la société comme elles le prétendent ou si elles le dilapident en spéculations boursières.

Il faut aussi rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires. Il faut savoir quelle est la fortune que ces gens-là gagnent sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial pour toutes les grandes entreprises qui ont une influence considérable sur la vie publique, de celles qui peuvent acheter des groupes de presse entiers, ou des chaînes de radio et de télévision.

Il faut interdire ces licenciements collectifs sous peine de réquisition quand il s'agit de grandes entreprises qui font des bénéfices, si elles licencient quand même. Mais il faut interdire aussi les délocalisations qui ne sont qu'une autre forme de licenciements collectifs.

Il faut supprimer toutes les subventions aux entreprises privées, tout cet argent qui va de l'Etat, des conseils régionaux ou généraux, des grandes municipalités vers les caisses patronales. Il faut arrêter les dégrèvements d'impôts ou les baisses des charges sociales sous prétextes de favoriser la création d'emplois. Des emplois dont en général on ne vérifie même pas s'ils ont été réellement créés, voire si ce ne sont pas des entreprises qui licencient dans une ville pour délocaliser dans une autre, le temps de toucher une subvention, de se faire payer une infrastructure et de bénéficier de plusieurs années de dégrèvement d'impôt, comme cela arrive si souvent !

Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'Etat, se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des équipements collectifs, des logements sociaux, des transports qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches. Il faut embaucher autant qu'il est nécessaire dans les hôpitaux, dans l'Education nationale, dans les transports publics.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnelles aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats de vêtements indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Il est indispensable, aussi, d'arrêter la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il faut une augmentation générale, uniforme et conséquente des salaires, mais aussi, des pensions de retraite, des minima sociaux, des allocations de handicapés.

Et il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Voilà les objectifs que ma candidature représente dans ces élections. Se prononcer pour ces objectifs, ce n'est évidemment pas les imposer. Mais c'est déjà faire la démonstration publique qu'une partie du monde du travail se reconnaît dans ces objectifs.

Est-ce que les sondages qui me sont favorables se traduiront réellement en suffrages dimanche prochain ?

Je n'en sais rien. Je ne peux qu'espérer que l'évolution de la conscience populaire se traduira réellement, le 21 avril, par des votes, c'est-à-dire par une prise de position politique de femmes et d'hommes en chair et en os, en nombre bien plus grand que précédemment.

Si j'atteins le double d'électeurs qu'en 1995, soit de l'ordre de trois millions, alors, on pourra se dire que quelque chose a changé et que nombreux sont ceux qui ont pris conscience qu'il manque aux travailleurs un instrument pour se défendre, et que le parti communiste a fait la preuve qu'il n'est plus cet instrument.

On saura alors s'il est peut-être possible de construire un nouveau parti communiste, un parti qui ait la volonté de défendre réellement les intérêts économiques et surtout politiques du monde du travail et qui, surtout, ait la force de le faire.

Oui, il manque un tel parti et je voudrais convaincre plusieurs milliers de ceux qui auraient voté pour ma candidature, de participer à la création de ce parti qui manque tant pour la défense du monde du travail.

Je ne peux pas le créer, contrairement à ce que disent certains, d'un simple appel à la télévision.

Un tel parti, cela veut dire plusieurs dizaines de milliers de personnes qui y adhèrent. Plus mon score sera élevé, plus il y aura de chance que, parmi ceux qui auront voté pour ma candidature il s'en trouve 30, 40 ou 50.000 qui adhèrent à une telle idée et à un tel parti.

Ce n'est pas une prévision, c'est un espoir. Mais l'espoir, c'est déjà beaucoup !

Alors, le 21 avril, choisissez votre camp. Censurez tous ceux qui représentent le patronat, même si c'est avec des mots différents.

Votez pour votre propre camp, le camp des travailleurs !

\*\*\*

## <campagne=2002>05.01 - <locuteur.rice=Jean-Marie\_Le\_Pen> - Paris <lieu=Paris> <texte=28>

Mes Chers compatriotes de Métropole, d'Outre-mer et, vous, Français expatriés qui m'entendez par le truchement des ondes,

Chers amis européens et étrangers qui avez tenu à participer avec nous à la Fête de notre Héroïne et Sainte nationale, soyez remerciés, nos cœurs battant la chamade dans la force des combats et la joie des victoires.

Qui aurait dit, il y a seulement un mois, que nous en serions là aujourd'hui ?

Il y a trois ans, on nous donnait pour morts ! Le tremblement de terre, c'est sous les pieds de nos adversaires qu'il s'est ouvert. L'orchestre blême, qui joue désormais sous la baguette du chef du parti unique élyséen, a beau déverser son flot d'ignominie. Pantins et coquins, requins et faquins, et même quelques évêques, ont beau en appeler à la défense de leurs prébendes, le sol va se dérober sous leurs pieds.

Car dans la vie, on transmet ce qu'on reçoit. Jamais la haine répandue dans nos rues et les brandons de la guerre civile attisés au plus haut niveau ne doivent nous faire oublier l'immense gratitude que nous devons d'être Français, privilège conquis par les efforts et les sacrifices des générations qui nous ont précédés.

Nous sommes ici, par dizaines de milliers en ce Premier Mai 2002, à quatre jours d'une échéance historique, pour fêter Jeanne d'Arc et les travailleurs de France. Oui, j'associe dans un même élan les hommes et les femmes de mon pays à la Sainte de la Patrie, car ils sont l'incarnation même du devoir, ce sentiment puissant venu du plus profond de l'âme, car il n'y a pas de plus grande preuve d'amour que de donner sa vie et ses efforts pour ceux qu'on aime !

Entrez dans l'espérance ! Le moment est venu de suivre l'exemple de Jeanne, cette jeune fille, presque encore une enfant qui, portée par une Foi immense et l'amour indéfectible de notre Pays, a sauvé la France de son temps. Son exemple est éternel, et de surcroît, à relire les témoignages du temps, les similitudes entre son époque et la nôtre sont des plus troublantes.

On y voit la trahison au sommet, la liquidation de la souveraineté, la souffrance du Peuple.

La trahison d'abord. elle est incarnée par le premier ministre du Dauphin Charles, La Trémoille, vendu à l'Anglo-bourguignon et qui a fait chasser le Connétable de Richemont, un Breton, chef de ce qui reste d'armée française. Quand on voit aujourd'hui des chefs d'Etat étrangers, au mépris des règles élémentaires du droit public international, appeler à voter pour mon concurrent, ne doutons pas qu'il s'agisse là d'un rendu pour " bons et loyaux services " à l'intéressé...

La liquidation de la souveraineté ensuite. C'est le honteux traité de Troyes de 1422, le Maastricht-Amsterdam d'alors. Isabeau de Bavière, femme de Charles VI le Fou, a fait reconnaître pour héritier de la Couronne de France, Henri, Roi d'Angleterre, encore au berceau... Dans le même temps, elle fait accuser son propre fils, le Dauphin Charles, "d'horribles et énormes forfaits et vilénies". La diabolisation ne date pas d'aujourd'hui !

La souffrance du Peuple enfin, car quand on n'est plus maître chez soi, il n'y a plus ni liberté, ni prospérité. C'est alors " grande pitié au Royaume de France ", avec une insécurité effrayante, villes et campagnes étant livrées aux écorcheurs et aux brigands ; des fermes aux bourgs, la misère est générale, les récoltes sont mauvaises et les loups attaquent les passants jusque devant Notre-Dame de Paris ! Je saisis cette occasion pour redire ma gratitude aux centaines de milliers de Françaises et de Français qui par téléphone, par courrier ou par e-mail, m'ont exprimé leur soutien et leur sympathie et m'ont permis de dresser le véritable Cahier de Doléances de la France réelle, celle dont on se gausse dans les châteaux de Corrèze et du Lubéron.

Mesdames et messieurs, restez fermes dans votre foi en la France ! Comme aujourd'hui, le patriotisme n'était pas mort ; les habitants de La Rochelle résistèrent des mois à l'Anglais pour finir par céder en disant : " Nous avouons les Anglais des lèvres, mais les cœurs ne s'en mouvront jamais ". L'évêque de Paris, Gérard de Montaigu, demande aux Français de s'unir pour que les occupants " soient rejetés et déboutés hors de ce royaume à leur très grande confusion ". Voilà qui nous change de l'évêque soviétique de Saint-Denis !

Appelée à sa Mission par les Voix du Ciel dès 1424 - elle a douze ans -, Jeanne se présente le 13 mai 1428 à Robert de Baudricourt, seigneur de Vaucouleurs en Lorraine. Il est resté fidèle à la France, mais est totalement isolé parce que la région est tenue par Vergy, le félon gouverneur de Champagne. Il l'éconduira d'abord. Elle revient en janvier 1429 : Aimant mystérieux de la Grâce, elle attire les petits, les humbles, les femmes et les enfants qui la voient longuement en prière dans l'église de Vaucouleurs. Le premier qui lui jure fidélité est un " routier " messin de trente ans, soldat au chômage, Jean de Novelompont. C'est avec lui, le 23 février 1429, accompagnée seulement de cinq

compagnons, qu'elle quitte Vaucouleurs. Dès lors, c'est le miracle : le 9 mars, elle rencontre Charles VII et lui confirme sa légitimité, le 8 mai, elle délivre Orléans, le 18 juin, elle l'emporte à Patay, le 17 juillet à Reims, elle fait sacrer le Roi.

Moins d'un an plus tard, le 23 mai 1430, dans l'apparente indifférence du Roi, elle est prise par les Bourguignons à Compiègne puis livrée aux Anglais. Le 9 janvier 1431 s'ouvre le Procès truqué qui se conclut par le bûcher du 30 mai 1431 à Rouen.

Simple fille de Lorraine à 17 ans, général en chef à 18 ans, martyre à 19 ans, jamais notre Pays n'aura de modèle de fidélité plus élevé, ce qui permit à Michelet d'écrire qu'en France " la patrie est née au cœur d'une femme ", ce cœur que le bûcher avait laissé intact et que Bedford, le chef de l'armée anglaise, jettera lui-même à la Seine.

Instrument docile de la Providence autant que personne humaine portée par la déferlante de l'Espérance, exigeante avec elle-même et miséricordieuse pour ceux qui l'entourent, sans faiblesse face aux Grands, Jeanne nous montre la Voie.

Amour du Peuple de France qui travaille pour les siens en dépit de difficultés sans nombre, libération de la France des chefs de la trahison, don de soi à ce qui ne peut être compté ici-bas, voilà aussi le sens de la bataille engagée ici même par nous le 1er mai 2001 et qui touche au terme de sa première étape.

Je vous le disais il y a un an : le Peuple français doit reprendre en mains son destin pour retrouver la France. Contrairement à ce que l'on peut penser, ce n'est pas pour moi que je suis là, c'est pour vous. Vous n'acceptez plus, nous n'acceptons plus que notre patrie, la France, se décompose, rongée par la lèpre de la pauvreté, du mensonge, de la corruption et du crime. Notre société s'effondre pan après pan, méthodiquement sapée dans tous ses cadres naturels par ceux qui devraient en être les protecteurs.

Nous n'acceptons plus qu'on nous fasse la leçon alors que, jour après jour, nous assistons à la désagrégation du corps social, à la décomposition de la famille, à la désespérance de millions de Français qui sont exclus parce que Français, à l'explosion de la barbarie criminelle, aux dénis de justice de tous ordres et au mépris pour le sort des travailleurs livrés à l'avidité brutale des prédateurs de l'argent-roi.

Au moment où Mme Guigou, figure emblématique de l'enarchie socialiste, rétablissait le travail de nuit des femmes, aboli il y a plus d'un siècle, on négotait leurs indemnités aux ouvrières de Moulinex !

Vous les avez vus, ceux qui vous insultent. Depuis 10 jours, on vous les sert sur les écrans de télévision et au micro des radios. Ils sont tous coalisés, de Boutin à Krivine et du MEDEF au PC. Les masques tombent. On n'a cessé de me faire grief de dire que mon adversaire du second tour était pire que son concurrent socialiste de 1995 et de 2002. Eh bien, cela est aujourd'hui démontré : le candidat-sortant est le parrain des clans qui mettent en coupe réglée le pays et s'offrent la belle vie, depuis plus de deux décennies, avec votre argent. Il y a bien aujourd'hui en France deux camps, celui de l'Occupation et, le nôtre, celui de la Libération.

Mais pourquoi se coalisent-ils tous contre moi, c'est-à-dire contre vous, contre le Peuple qui fait entendre sa voix ? Pourquoi font-ils défiler les enfants des écoles pour, comme en Corée du nord, hurler à la mort en service commandé ? Je suppose que les enseignants " anti-fâchistes " ont rétabli les " colles " pour les récalcitrants à la manif ! Pourquoi les permanents des syndicats autoproclamés représentatifs, que je ne confond pas avec leurs adhérents dont beaucoup ont voté pour moi, violent-ils la Charte d'Amiens qui veut que politique et professionnel soient distincts ? Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales révélait en mai 1999 que les cinq grandes centrales, avec l'aval des représentants du patronat, avaient mis au point un système permettant de rémunérer fictivement des responsables syndicaux de haut niveau, avec l'argent des caisses de retraite complémentaire. Des dizaines de millions de francs ont été volés aux cotisants !

Ils défendraient les " grands principes " ? C'est à mourir de rire ! Ils se coalisent pour continuer à cohabiter, c'est-à-dire à s'entendre sur notre dos, quitte à s'étriper après, comme des voleurs, pour le partage du butin. Comment expliquer, en effet, que le petit juge qui voulait le mettre en examen quand il était président, appelle aujourd'hui à voter pour le candidat-sortant ?

Jusqu'au 21 avril dernier, ce système était réglé comme papier à musique, droite et gauche dansant le ballet des connivences pour abuser Gogo. Mais le Peuple a sifflé la fin de la représentation. Alors, le décor est tombé, les comiques de l'Etablissement lâchent les paillettes pour la gâchette. La haine du candidat-sortant est si recuite qu'il ne cite pas mon nom dans ses discours.

A-t-il peur que cela l'écorche, lui qui parlait à Méry et à Schuller, lui qui félicitait le tyran Ceaucescu le 24 juillet 1980, " d'avoir résolument engagé la Roumanie sur la voie du progrès social " ? Jacques Chirac est aujourd'hui l'homme qui incarne le passif de la France, en qui se reconnaît l'oligarchie qui tient le Pays entre ses griffes pour s'en servir et non pour le servir. Puisque le candidat-sortant s'est exonéré de l'obligation, normale dans tout Etat de droit, de rendre compte de sa gestion, je vais donc le faire pour lui...

Jacques Chirac est, depuis 40 ans, un homme de l'Etablissement. Il a été associé ou a présidé à la formidable œuvre de destruction de la France et de sa Civilisation qui aboutit à la situation que nous vivons aujourd'hui. Et parce que nos compatriotes, au-delà de leurs différences naturelles et légitimes, commencent à lever le coin du voile, l'Etablissement s'affole et fait feu des quatre fers : il veut faire oublier ses 7 trahisons des trois dernières décennies.

La première trahison a consisté à tenter de changer le Peuple français lui-même, car sa cohésion est un obstacle à l'esclavage du Mal et du Fric, un modèle de résistance pour les peuples rebelles à Big Brother. Dans les années Soixante, alors que Jacques Chirac est déjà dans les conseils des gouvernants, le grand capital ne veut pas que les travailleurs français puissent, comme c'est le cas chez nos voisins européens, jouir à juste titre des fruits de la croissance économique du Pays. C'est pourquoi on décide de peser à la baisse sur les rémunérations des salariés français en embauchant des ouvriers sous-qualifiés et surexploités venus d'ailleurs. On voit ainsi certains grands groupes industriels français préférer faire venir, comme Citroën, leurs ouvriers du sud-marocain et les faire vivre dans des conditions déplorables en France plutôt que former leurs salariés français ou investir dans les technologies d'avenir. Les voilà les vrais racistes ! La France en paiera le prix par des centaines de milliers de licenciements après 1973.

En 1965, le gouvernement Pompidou fait examiner par un rapport " s'il ne serait pas possible de simplifier la délivrance des titres de séjour et d'alléger les formalités imposées aux étrangers tant pour être recrutés que pour séjourner en France ". En dépit de la résistance de plusieurs ministres de l'époque, cette politique est mise en place : de 1966 à 1972, ce sont 1.200.000 travailleurs étrangers qui seront admis en France. Et c'est...Chirac, nommé en avril 1967 secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, qui sera chargé de cette politique : il régularisera 82 % des immigrés clandestins entrés en 1968. Voilà pourquoi Chirac est aussi l'homme du regroupement familial, comme il approuva en 1984, avec toute la gauche, la carte de séjour de 10 ans renouvelable ; voilà le secret de ses " engagements " aussi renouvelés qu'inexpliqués !

Chirac est donc un acteur de premier plan de cette politique criminelle dans tous les sens du terme ; le Rapport ne concluait-il pas par cette phrase prophétique : " Sur un plan plus large, cette immigration créerait des problèmes sociaux dont l'échéance, pour être variable, serait toujours redoutable, qu'il s'agisse du logement, de la santé publique ou de la mise en présence de groupes étrangers et de la population nationale ".

La seconde trahison est celle de la nationalité française. Depuis 1973, toutes les lois relatives à la nationalité française ont eu pour but de transformer cette preuve de l'appartenance à la Nation en une formalité administrative secondaire. C'est une autre manière de dissoudre le Peuple français et Chirac y a donné son aval puisque, bien avant Mamère, il se prononçait le 14 octobre 1979 à Bruxelles pour le droit de vote des ressortissants immigrés. On comprend mieux le sens de l'enterrement de la réforme du Code de la nationalité par la commission Marceau Long en 1987 ou son silence sur la réforme Guigou de 1998.

A la politique consistant à vider la nationalité de son contenu français, correspond la mise en place d'une préférence étrangère d'abord de fait, de droit ensuite, qu'elle porte le nom de " discrimination positive " ou de " politique de la ville ". Les exemples concrets et innombrables, que je reçois dans les lettres que vous m'adressez, ne laissent aucun doute sur l'ampleur du phénomène.

S'il appartient à M. Rocard, le camarade de Chirac et son mentor en socialisme à Sciences Po et à l'ENA, d'avoir donné un fondement légal à la Préférence étrangère, avec la fameuse décision du Conseil constitutionnel du 22 janvier 1990, Chirac n'a rien fait pour y mettre fin, bien au contraire. C'est le gouvernement Balladur que Chirac soutenait et Mme Veil, qui ont mis au point le premier projet d'Assurance-maladie universelle, véritable pompe aspirante des migrations internationales puisqu'on y a droit dès qu'on pose le pied sur le sol français ! Ce projet a été simplement repris et aggravé par la " Dame des 35 heures ", alias Martine Aubry, en 1999.

Quant à la politique de la ville, elle fut incluse dans les contrats Etat-Régions par le RPR et l'UDF en 1993. Le Plan Jospin-Bartolone d'octobre 2001 ressemble comme un frère au Plan de relance pour la ville Juppé-Gaudin-Raoult de 1996. Chirac a donc participé consciemment à l'exclusion des Français dans leur propre pays : un hebdomadaire national ne relevait-il pas, il y a deux mois, que des familles étrangères entrées en France étaient logées à Paris à l'hôtel pour 2896 euros, soit 18.996 francs par mois !

La troisième trahison est celle de la famille française, sur laquelle on s'est acharné avec une rage proprement diabolique. On n'a jamais entendu Chirac aborder la question démographique qui est pourtant éminemment politique. Du refus de la Vie en 1975, avec la loi Veil, à la fusion des prestations familiales avec Mme Barzach en 1986, jusqu'à la diminution du quotient familial, voulue par Juppé et décidée par Jospin, contrairement à l'esprit de la politique familiale décidée après la 2ème guerre mondiale, Chirac a accéléré la submersion volontaire de notre Peuple.

Depuis 1973, comme membre du gouvernement Messmer jusqu'à 2002, comme locataire de l'Elysée, M. Chirac a accepté que la France ne renouvelle plus ses générations. Il a hypothéqué son avenir, car les enfants d'aujourd'hui font les retraites de demain. Nous sommes pourtant confrontés à de hautes pressions démographiques très proches.

Jacques Vallin, chercheur à l'INSEE, dans son ouvrage La population française, relève que du Maroc à la Turquie, cette région où vivent aujourd'hui plus de 250 millions d'habitants et qui en comptera sans doute 450 dans cinquante ans, est l'un des endroits du monde où la pression démographique est la plus vive.

La quatrième trahison est celle de l'enseignement. Et je m'adresse tout particulièrement à celles et ceux d'entre vous qui sont parents : ils remplissent la plus belle des missions. Le vrai service public de l'éducation, c'est vous ! Mais sachez-le, vous êtes trahis par le système éducatif de " Lang de Blois ". Notre système éducatif est une gigantesque escroquerie. Derrière les envolées égalitaires, c'est une machine à gaspiller notre jeunesse. Les parents confient leurs enfants à l'école mais elle ne transmet ni les valeurs morales, ni les connaissances qui forment les hommes. On gâche les futurs citoyens français, en ne nourrissant pas leur âme et en ne formant pas leur esprit.

On diminue constamment le niveau des études pour distribuer les examens et les diplômes comme des cartes Orange. Qui paiera les pots cassés de cet abaissement criminel que nombre d'enseignants eux-mêmes dénoncent ? Ce sont vos enfants qui ne seront pas convenablement formés pour affronter la spécialisation professionnelle exigeante des économies modernes ; beaucoup ne pourront non plus trouver un métier qui les rende dignes et capables de fonder un foyer. 20 % des élèves de sixième ne savent ni lire, ni écrire correctement et 40 % des étudiants de DEUG ne sont pas capables de rédiger une dissertation ou de résoudre une équation simple ! Voilà le scandale des scandales. On joue avec l'avenir de notre jeunesse, de vos enfants !

Il y a la trahison par l'Europe ! C'est la plus spectaculaire de M. Chirac. De l'Appel de Cochin stigmatisant " le parti de l'étranger à l'œuvre avec sa voix rassurante " au retournement de veste de Maastricht, le candidat-sortant est aujourd'hui le candidat du parti de l'étranger. Il a enchaîné la France à l'Europe fédéralisante en allant, à Berlin, faire allégeance à Schröder. On m'accuse d'être contre l'Europe. C'est absurde. La France est la plus vieille nation d'Europe. Mais je ne suis pas pour n'importe quelle Europe, car on confond à dessein l'Europe-civilisation et la construction dinosaurienne qu'est l'Union européenne. Je vais prendre un exemple qui montrera d'ailleurs que contrairement à ce qu'on croit, Chirac n'est pas un vrai européen alors que nous, nous le sommes vraiment. Depuis des années, on bloque l'entrée dans l'Union européenne des Pays de l'est au motif qu'ils ne respectent pas les critères de Maastricht. C'est aberrant : Prague, Varsovie, Budapest, Bratislava, sont aussi européens que nous ; ils auront leur place dans la Confédération de l'Europe des Patries que nous voulons.

Chirac a joué avec la vie des travailleurs, des salariés et des paysans français ; il les a délibérément sacrifiés à l'euro mondialisme bruxellois. C'est d'ailleurs lui-même qui le disait, le 2 avril 1990, dans l'émission Aparté de Pierre-Luc Séguillon : " Si, comme le veut M. Delors, on faisait une monnaie unique, il faut bien que les Français sachent les conséquences... ... Nous n'aurions plus de politique budgétaire nationale, plus de politique sociale indépendante, notre politique économique et notre politique monétaire seraient gérées par les bureaucrates de Bruxelles ". Cela ne l'empêchât pas de déclarer le 28 août 1996 sur TF1 : " La monnaie unique permettra plus de croissance et plus d'emplois ". Le reniement européen de Chirac, c'est la mort de notre agriculture : ministre de l'agriculture en juillet 1972, il y avait 2 millions 700.000 agriculteurs en France. Sous Chirac président, il y en a moins de 600.000 ! C'est aussi la mort de nos industries. Depuis 1995, la France a perdu 450.000 emplois industriels. Voilà l'effet des délocalisations et du libre-échange mondialiste !

Il y a évidemment l'insécurité. Chirac ne l'a découverte, le 19 février dernier à Garges-lès-Gonesse, que pour des raisons électorales. On ne l'a pas beaucoup entendu sermonner ses gouvernements successifs, Juppé et Jospin, sur ce sujet qui traumatise en profondeur la société française. Lui-même a mené une politique pénale laxiste et participé au désarmement de la société : premier ministre, il faisait voter, en 1975, des lois sur les peines de substitution à l'emprisonnement et la détention provisoire. Annonçant, dès mars 1981, son intention d'abolir la peine de mort, il en a voté la suppression avec les socialo-communistes, le 9 octobre 1981.

Le bilan Sécurité de Chirac ? Ministre de l'intérieur en 1974, il y avait 1 million 830.000 crimes et délits ; premier ministre en 1986, il y avait 3 millions 300.000 crimes et délits ; président de la République, il y a eu en 2001 plus de quatre millions de crimes et délits, et encore ne s'agit-il là que de chiffres minorés puisqu'à la même date, l'INSEE relevait qu'il y en avait 17 millions !

Il y a enfin la corruption dont Chirac est dorénavant le bouclier car si tout l'Etablissement le soutient, c'est parce que l'Etablissement ne tient, je le dis depuis 1990, que par une corruption généralisée. Au-delà des emplois fictifs, de l'argent noir des marchés partagés entre les partis de la Bande des Quatre, des valises et des cassettes, à côté desquelles les casseroles du Bazar de l'Hôtel-de-ville font figure de brocante, c'est la France que Chirac a affaibli. C'est Chirac qui salit l'image de la France, comme le représente l'hebdomadaire américain Newsweek, c'est Chirac qui l'isole avec des pratiques de " république bananière ", c'est Chirac qui fait monter la honte au front des citoyens honnêtes de ce pays ! C'est pour échapper à ses juges, en vertu de l'irresponsabilité attachée aux actes du président de la République, qu'il s'est représenté. On comprend mieux sa confiance d'août 1995 : " Mon seul objectif, c'est ma réélection dans 7 ans ". Voilà ce dont le Peuple français doit se débarrasser.

Alors, retrouvons la France ! Rouvrons la porte d'un avenir qui semblait déjà écrit !

On nous fait un procès ignoble, nous serions hostiles au monde du travail, à la protection sociale, à la défense des intérêts professionnels. Nous avons fait, faut-il le rappeler, le meilleur score dans les milieux ouvriers. C'est le socialisme, en réalité, qui est hostile au travail : il en est resté, on l'a vu avec Mme Aubry, au partage du travail, qui n'est que le partage de la misère. Pierre Mauroy disait en 1981 que " le

socialisme serait une société de loisirs ", mais pour avoir des loisirs, encore faut-il avoir les moyens de se les payer ! Le socialisme a abandonné son hostilité à la propriété individuelle car il l'a spoliée par l'impôt. Mais les grandes féodalités de l'argent n'ont en rien pâti des gouvernements de gauche. C'est sous ces derniers que la Bourse fait ses plus grands profits, comme Seillère le disait en 1997.

N'en déplaisent à certains qui se moquent du chômage de nos compatriotes, pourvu qu'ils payent pour " accueillir ici toute la misère du monde ", comme disait Rocard, chaque Français en France doit avoir un travail personnel auquel il donne sa dignité. Nous rejetons le libéralisme qui assimile le travail à une marchandise comme le socialisme qui le met au service exclusif de l'Etat.

C'est la raison de mon hostilité de longue date - je la développais déjà en 1978 dans Droite et démocratie économique -, au Fiscalisme, c'est-à-dire à la reprise excessive par l'Etat et les organismes qui lui sont associés, des fruits du travail de chacun par l'impôt ou des charges excessives. Car la première des injustices est de se voir reprendre ce que l'on a gagné à la sueur de son front. L'impôt sur le travail est un impôt sur la peine. Quand il est trop lourd, il appauvrit les moyens d'existence du salarié, de l'artisan, du commerçant, de l'agriculteur. On travaille alors " pour le roi de Prusse ". Et quand l'Etat qui vous ponctionne n'est même plus capable d'assurer votre sécurité ou celle des vôtres, alors l'injustice devient intolérable.

Le travail a une valeur morale très concrète : chacun produit quelque chose d'utile, qui sert à ses compatriotes, à ses clients, à ses collègues de travail. Cette transformation lui permet de donner de l'aisance aux siens, de donner à ses enfants les moyens de faire mieux que soi. Le travail respecté, non spolié, voilà le vrai " ascenseur social ". C'est pourquoi je propose que les deux impôts sur le travail, l'IRPP et les droits de succession dans la famille, soient progressivement supprimés en cinq ans. Cela donnera un coup de fouet à notre économie. Toutes et tous en profiteront, ceux qui travaillent comme ceux qui consomment. A ceux qui douteraient du réalisme de cette mesure, je citerais les 5 prix Nobel d'Economie dont le Français Maurice Allais qui en sont partisans.

C'est aussi pour cela que je me méfie de l'Europe de Bruxelles qui ouvre nos frontières à tous les vents de la mondialisation. Comment, faites-moi, dites-moi, quand la même chemise vaut ici 50 francs à la production et 5 francs en Thaïlande ? On voit bien qu'il faut protéger la France et les pays d'Europe non pas de la concurrence, comme on veut me le faire dire, mais d'une compétition pipée. Ajoutez-y le poids de l'excès fiscal français et vous comprenez facilement pourquoi notre économie plie les genoux. Quand une entreprise met la clé sous la porte, combien de nos compatriotes salariés restent sur le carreau ? Moi, je veux en finir avec cette machine infernale !

Mes adversaires prétendent que c'est inapplicable. Evidemment, ils n'ont jamais essayé ! Mais à l'étranger, cela a marché, cela marche même en Europe. Si la France a été rattrapée ces dernières années par l'Espagne en termes de richesse nationale, c'est parce que son gouvernement a diminué les prélèvements sur les Espagnols.

L'ascenseur de la prospérité libérée par la diminution du poids excessif de l'Etat - car l'Etat est nécessaire, mais pour la sécurité, les armées, la famille, la justice, l'énergie, par exemple -, permettra aussi de remettre en marche l'ascenseur de la solidarité, celle des retraites par exemple. Car plus de cotisants, cela veut dire le retour à l'équilibre des régimes par répartition comme la possibilité pour chaque Français de se constituer une retraite complémentaire, choisie et gérée par lui. Voilà pourquoi il faut redonner aux salariés français la liberté de la négociation sociale.

Elle est totalement bloquée depuis des années. Le gouvernement socialiste a légiféré à la place des travailleurs et le grand patronat, tout à ses seuls impératifs financiers, s'est retiré des organismes sociaux. Mais les salariés et les chefs d'entreprise de ce pays sont adultes : ils connaissent mieux que les cabinets ministériels et les banquiers, leur métier et leurs clients. Je leur propose de se regrouper dans des branches professionnelles réellement paritaires, représentées dans un Conseil économique et social renoué, devenu une véritable Chambre de représentation des groupements sociaux. Ces branches décideront de leur protection sociale, de leurs rémunérations, de leurs conditions de travail, du temps de travail. Les lois Aubry sont hostiles aux salariés, elles baissent les salaires. Moi, je veux le temps de travail négocié, pas imposé.

Celui qui veut travailler plus doit pouvoir travailler plus, celui ou celle - je pense aux mères de famille, mais les papas le peuvent aussi ! - qui veut une durée plus réduite, doit le pouvoir aussi. Faisons confiance aux travailleurs, aux cadres, aux entrepreneurs ! Cessons de prendre les 25 millions de Françaises et de Français au travail pour des irresponsables ! La demande de temps choisi augmente, nos compatriotes veulent plus de temps pour leurs enfants, pour eux-mêmes : tant mieux ! Notre économie a su s'adapter ces 20 dernières années aux technologies avancées, présenter des produits de qualité, aller vers le client ; elle sera capable de répondre à ce défi mais, de grâce, qu'on laisse professions et métiers décider de manière autonome !

Je vous le disais tout à l'heure, chers amis, chers parents, et vous, jeunes gens et jeunes filles qui m'écoutez. Vous avez sur vos épaules l'avenir de notre Pays : la France, c'est vous ! Il faut que la cellule familiale, société-mère de la société française, soit aidée, protégée, privilégiée, pour qu'elle puisse s'épanouir et remplir sa mission essentielle, le développement des jeunes corps, esprits et âmes. Car c'est dans son cadre que s'effectue le premier apprentissage de la vie en société - c'est dans les bras de sa mère que le petit d'homme apprend le monde - , que l'enfant doit épanouir ses qualités, apprendre les indispensables disciplines de l'effort et de la perfection, véritable colonne vertébrale

qui feront de lui, demain, l'homme ou la femme et le citoyen complet dont notre Pays a besoin pour jouer pleinement son rôle, au dedans comme au dehors.

Il est donc de la mission première de l'Etat, serviteur du Bien commun, de soutenir et préserver la famille, pour que les parents puissent accomplir l'énorme tâche d'éducation qui n'appartient qu'à eux seuls. C'est la raison pour laquelle les Allocations familiales doivent être relevées pour couvrir, comme on le voulait après la Libération, au moins 65 % du coût de l'enfant ; elles devront aussi évoluer au rythme des salaires.

C'est pour cela aussi qu'il faut donner - sans obligation évidemment ! - aux mères comme aux pères de famille, la possibilité, notamment dans les premières années de la vie de l'enfant, de s'en occuper à plein temps, grâce au Revenu parental d'éducation. En contrepartie, les conventions collectives de travail devront impérativement prévoir des modules de formation et de reconversion professionnelles pour les parents reprenant leur poste de travail après les années passées à se consacrer à leurs enfants. Il faudra aussi mettre en place le prêt familial au logement. Oui, la natalité est une question politique et, s'il est évident que le désir d'enfant n'est pas du ressort de l'Etat mais l'affaire des seuls couples, il n'en reste pas moins que l'Etat doit de se préoccuper de l'équilibre entre générations, tout simplement parce que cet équilibre conditionne la prospérité économique, l'harmonie des habitants sur le territoire et l'avenir des retraites, je l'ai dit. C'est la raison des mesures que je viens d'exposer, qui s'inscrivent dans un grand Plan de relance de la natalité en vingt ans. La France de 2020 sera une France de la générosité et de tous les âges rassemblés !

La Nation doit aussi permettre aux parents de choisir librement l'école de leurs enfants, sans pénalisation financière et sans obligation administrative. Il est temps de mettre fin au fatal préjugé qui veut que l'Etat soit le directeur unique d'une école unique. Cela est possible par le Chèque scolaire, lequel fonctionne à la satisfaction des intéressés dans nombre de pays du monde, y compris en Europe ! Et pour mettre en place la politique familiale que je veux, fondement de la France retrouvée, je créerai le " ministère de l'Avenir de la France " qui aura en charge non seulement la famille, mais aussi l'enseignement, la jeunesse et les sports.

On nous accuse de vouloir le repli frileux sur l'Hexagone. C'est absurde. On confond à dessein Cosmopolitisme et Universalisme. Le Cosmopolitisme, c'est la réduction à l'uniformité, à la grisaille. On veut que le monde soit identique en tous points, de New-York à Bangkok et de Dubaï à Shanghai. L'universalisme, c'est reconnaître dans d'autres civilisations ce qu'il y a de commun et ce qu'il y a de différent avec la sienne. C'est surtout la conscience de porter un modèle de Civilisation. Je puis admirer le sens de l'honneur des Japonais, ce n'est pas pour cela que je m'ouvrirai le ventre. Que mon concurrent se rassure !

L'Universalisme, la France le porte dans ses veines depuis ses origines. Notre Universalisme à nous, c'est la Francophonie, la Francité. Et nous devons faire vivre ce rêve dans la réalité, parce que des millions d'hommes et de femmes l'attendent de nous. Bien des peuples au monde ne sont pas résignés à n'être que l'annexe de l'usine anglo-saxonne ! Et ce rêve, je crois que mes jeunes compatriotes peuvent le porter au sens physique, comme géographique, du terme. Il a toujours été nôtre, maritime ou terrestre. Alors à la jeunesse d'aujourd'hui qui cherche un projet, qui veut bâtir, éprouver sa générosité, je propose de construire la Communauté francophone de 400 millions d'habitants, de Paris au Congo, du Québec au Cambodge, de Fort-de-France à Nouméa et de Papeete à Madagascar. Moi, par exemple, je ne me résigne pas à voir sombrer l'Afrique : la France, parce qu'elle est la France, doit remettre ce continent sur le chemin de l'humanité.

La Communauté francophone mettra en place une industrie cinématographique francophone, un réseau Internet francophone, une industrie du Livre francophone, une Zone économique avec préférence francophone, une compagnie aérienne francophone, une université francophone. Je voudrais que les jeunes de France soient les ambassadeurs de ce grand projet et je propose un service civique de la Francophonie, de 6 mois à 1 an dans un pays francophone, pour mettre en place cette Communauté et la faire vivre sur les plans sanitaire, économique, culturel, environnemental. J'offre à la jeunesse de mon pays d'être les bâtisseurs de ce rêve, les bâtisseurs d'une communauté à cheval sur les cinq continents où la France, sans renoncer à être elle-même, donne le meilleur d'elle-même, c'est-à-dire son âme !

Pour le réaliser, il faut lutter sur tous les plans et d'abord celui de la politique. C'est pourquoi, nous sommes présents dans toutes les élections et d'abord dans celle-ci.

La campagne, commencée ici, il y a exactement un an et placée sous l'Egide de Jeanne d'Arc, de la France et du peuple arrive à son terme le 5 mai à 20 heures.

Pendant un an, une campagne militante, faite de milliers de dévouements, de sacrifices en utilisant les seules armes à notre disposition : la parole, le tract, l'affiche, moyens hors de proportion avec ceux de mes adversaires qui ont le monopole des moyens médiatiques, mais aussi le contrôle absolu du monde culturel, associatif et enseignant.

Avec pour seul appui, notre amour de la Patrie, notre fierté, notre espérance.

A titre indicatif, le CSA a reconnu qu'en 2000 et 2001, j'avais eu 0,2 % des temps d'antenne.

Nous avons eu des difficultés presque insurmontables à emprunter les sommes nécessaires à la campagne et qui sont, pourtant, remboursées par l'Etat.

Dans la dernière partie de la campagne, tout a failli être perdu. Depuis des mois, nous nous étions efforcés de réunir un nombre suffisant de promesses de signatures de maires.

Or, au moment de transformer ces promesses en parrainages, 150 maires ont manqué à leur parole, lâchement, sous les pressions et les menaces qui ont été exercées sur eux.

La candidature MNR a aggravé ce risque, beaucoup de conseillers régionaux, pourtant élus sur mon nom, ayant déserté notre camp. Sans elle, de surcroît, nous serions arrivés en tête devant Chirac, infligeant à celui-ci le camouflet que méritait sa personne et sa politique, l'une douteuse moralement et l'autre désastreuse. Les reniements, les trahisons ayant valu au personnage, le surnom mérité de SUPERMENTEUR. Roi du mensonge, prince de l'escroquerie morale et politique. Quand, je vais rappeler, n'en déplaise à une poignée d'évêques, maçons ou marxistes la parole de St Jean : " c'est la vérité qui vous rendra libre " je soulignais le rôle majeur du mensonge dans la vie politique française. Le mensonge, l'arme du malin, celle qui sert à tromper mais aussi à diaboliser ses ennemis.

J'ai fait, et je m'en honore, pour vous et pour moi une campagne de vérité, exigeant que les responsables et d'abord le Président de la République sortant fassent le compte rendu de leur mandat. 5 ans pour le Premier Ministre, puisqu'il était candidat, 7 ans pour Chirac dont 5 ans de cohabitation complice avec Jospin.

Chirac, comme à son habitude, a déserté son devoir refusant de rendre au peuple, les comptes qu'il lui devait, dans tous les domaines, judiciaires, moraux, politiques. J'ai démontré tout au long de la campagne que cette cohabitation avait été voulue par lui et que c'est pour cela qu'il avait fait le geste apparemment absurde, de dissoudre une assemblée de droite. Il s'est vanté ; depuis, de l'avoir voulu pour pouvoir faire passer l'Euro. Rappelons à ce sujet que Chirac s'était engagé à faire un référendum sur le traité d'Amsterdam et qu'il a trahi sa promesse une fois de plus.

J'ai ainsi apporté la démonstration irréfutable que depuis plus de 20 ans, l'ancien militant, communiste, qu'il avait été à sciences Po dans sa jeunesse, avait été le meilleur allié de la gauche et le pire ennemi des patriotes.

Que c'est lui qui, trahissant Giscard, avait fait élire en 1981 Mitterrand, qui l'avait laissé réélire en 1988 mais qui en revanche avait été élu en 95 en recevant au 2ème tour, l'appui des mitterrandistes, aux ordres de Pierre Bergé, le richissime PDG de Yves Saint Laurent.

C'est lui qui en combattant le Front National, en l'empêchant d'être démocratiquement représenté au Parlement, en interdisant avec lui tout accord électoral, avait donné toutes ses victoires à la gauche, c'est lui encore qui avait livré délibérément la plupart des régions à la gauche en interdisant même d'accepter les voix des élus du Front National.

C'est lui enfin qui aux municipales, a livré Paris, qui n'avait jamais été à gauche depuis plus de 100 ans et Lyon, toutes deux, villes symboles de l'histoire de France.

Beaucoup, malgré l'évidence, peinaient à le croire dont les yeux, je pense, se sont ouverts depuis le lendemain du premier tour, quand le premier choc passé, on a pu voir l'incroyable ralliement de toutes les composantes du système, à une exception près, reconnaissons le, d'Arlette Laguiller, non seulement se rallier à la candidature de celui que la veille, ils voulaient livrer à la justice pour qu'il rende compte de ses crimes et ses turpitudes mais encore déchaîner contre moi une offensive inouïe de haine, de calomnies, de provocations, de menaces.

Hier encore, considéré comme un candidat quelconque auquel tous les autres, à l'exception de Chirac et de Hue, souhaitaient qu'il puisse obtenir les cinq cent parrainages nécessaires, je suis devenu en quelques heures l'homme à abattre, l'ennemi public n°1 et tous les fantasmes pourtant usés jusqu'à la corde ont été sortis des placards, dans la presse écrite comme dans les médias télévisuels.

Il est vrai que le premier tour avait pu constituer une surprise pour tous les myopes et pour ceux qui prennent des vessies pour des lanternes et leurs désirs pour des réalités.

Le résultat, il est vrai, avait de quoi traumatiser les tenants du système.

Jospin, premier ministre socialiste, perdant plusieurs millions de voix, est éliminé.

Hue, le communiste à visage de nain de jardin, ramené à 3,37 %

Chirac, président de la République, en fonction, en usant et en abusant pendant toute la campagne n'atteignant pas 20 % des suffrages et recevant un camouflet cinglant qui aurait du, s'il avait eu le moindre sens de l'honneur, à imiter Jospin, en démissionnant.

Votre candidat, enfin, qui améliorerait son pourcentage et son nombre de suffrages et se hissait à la 2ème place après avoir été le " troisième hommes " ce que les gazettes avaient essayé de camoufler pendant 3 mois.

Il est à noter que cette réussite, due aux efforts de nos cadres et militants, depuis que l'an dernier à la même place, j'avais lancé la bataille de France ne doit pas nous masquer un stratagème machiavélique diminuant la gauche au 1er tour pour la transformer au 2nd en piétaille stupide contre le mal absolu de l'extrême-droite pour faire échapper Chirac à ses juges.

Nous avons du surmonter des difficultés énormes pour emprunter les sommes nécessaires pour obtenir de justesse, après en avoir sollicité des milliers et des milliers, les parrainages nécessaires. Le complot monté par Chirac et ses sbires pour nous en empêcher, a failli réussir et c'est le sursaut des militants, aider, j'en suis sûr par la providence qui nous a permis d'être au départ et même à l'arrivée de la première étape en attendant, si Dieu le veut, la 2ème puis la 3ème.

Notre campagne a connu des étapes exaltantes, la tournée des plages, réalisée par les jeunes avec l'étape l'été dernier dans mon village de la Trinité sur Mer au pays des menhirs.

La convention présidentielle des BBR en septembre, la convention nationale de Lyon, les tournées Le Pen, les banquets nationaux, les grands meetings de Nice, Toulon, en apothéose Marseille et Paris.

Avec au bout de la longue marche, une première victoire que j'ai dédiée à ceux qui ne l'ont pas vue car ils sont tombés avant.

Je suis fier d'avoir conduit votre combat avec ténacité et lucidité.

Nous sommes engagés dans la 2ème bataille, pleine de haine et de fureur. Tous les prébendiers du système se sont coalisés pour dénoncer non pas le coupable, il est à leur tête mais le juste, non pas le justiciable mais le justicier.

Après s'être piteusement dérobé à la confrontation traditionnelle à la télévision, Chirac a déguisé, sous un masque de morgue, une peur bleue de la vérité comme la taupe craint la lumière du jour Chirac craint le débat sans prompteur.

Alors, il a sonné le rassemblement des grandes compagnies, les partis de gauche et d'abord celui auquel il a appartenu dans sa jeunesse, le parti communiste dont il n'a jamais dénoncé les crimes mais au contraire, celui auquel il a multiplié les complaisances allant jusqu'à inviter, en ami, dans son château de Bitry, le Chef du communisme Chinois, symbole de dizaine de millions de victimes innocentes.

A tous risques, sa bande d'apprentis-sorciers a lancé dans les rues des collégiens mineurs, l'insulte à la bouche et sur le tee-shirt. A-t-il oublié Malek Oussekine ou cherche-t-il l'incident grave ? Quelle tristesse que de voir proposer à nos jeunes par des maîtres indignes comme première expérience de la vie civique non une entreprise de dévouement et de fraternité mais une agitation qui leur met la haine au cœur et l'insulte à la bouche.

Contre ma candidature, pourtant indiscutablement démocratique, on a mobilisé la rue, les partis, les syndicats, les obédiences maçonniques, une poignée d'évêques marxistes ou même carrément communistes comme celui de saint Denis, Beranger, le bolchevique ! On a raflé les sportifs, les théâtraux, les intellos pour les enrégimenter.

Regardez les, c'est la cour des miracles, Seillière, le baron du MEDEF, l'homme du grand patronat apatride main dans la main avec Messier et la CGT et Monod, conduit le bal.

Toute honte bue, ils appellent à voter pour celui qu'hier, il voulait envoyer en prison, le succès de Le Pen aura eu pour lui valeur d'amnistie et Monseigneur Lustiger lui a remis ses péchés sans exiger de lui le ferme propos.

Quel spectacle ! On dirait un tableau de Chagall.

Ils fulminent, condamnent, dénoncent au nom de la République, les honnêtes citoyens qui ont voté national, parce qu'ils exècrent, la nation qu'ils ont trahie et livrée à l'Euro-mondialisme, à l'immigration, au chômage, à l'insécurité. Ils puent la corruption, ils ruissellent d'argent sale. S'encourageant les uns les autres, ils portent Chirac sur le pavé mais Chirac n'est pas Clovis c'est Quasimodo.

C'est le syndic de faillite de la Vème République qui a trahi toutes les nobles fonctions qui lui avaient été confiées en 1995.

Chef de l'Etat, il a laissé dépérir sa force : l'autorité mais l'autorité est d'abord morale, or Chirac est un homme perdu de réputation, un immodèle.

Président d'une République une et indivisible, il en prépare la submersion par l'immigration, la désintégration par le régionalisme, la soumission par l'Europe de Maastricht.

Gardien de la constitution, il se prépare à lui superposer une constitution européenne qui le détruira.

Gardien de l'unité de la nation, il en exclut par caprice personnel, ou engagement félon plusieurs millions de français patriotes qu'il exècre et qu'il insulte.

Chef des armées, il en a organisé l'abaissement par la réduction de ses moyens, de ses fonctions, de ses objectifs, il a coupé le lien entre elles et le peuple en supprimant le service militaire sans le remplacer.

Chef de la justice, il est, à ce titre, une provocation à lui seul.

Pendant 7 ans, il s'est fait le complice muet de la politique socialo communiste de Jospin, il n'a jamais utilisé des moyens constitutionnels qu'il avait de freiner ou de combattre celle-ci.

Il a fini de découvrir des phénomènes aussi graves que l'insécurité comme s'il arrivait de la lune, alors qu'il débarque de l'Élysée, à moins que cette tactique n'ait eu pour objectif de faire battre Jospin pour se faire élire par ses troupes.

Refusant de rendre le moindre compte de sa gestion calamiteuse, il promet des apothéoses de bonheur aux gogos qu'il lui faut convaincre et qui peuvent s'étonner de voir ce singulier attelage.

Mais Monsieur Chirac qui a donc gouverné la France depuis 10 ans, qui a accumulé 5000 milliards de francs de dette qui a transformé en 74 l'immigration de travail en immigration de colonisation, qui a supprimé, les frontières politiques et douanières livrant notre agriculture, notre industrie à la concurrence sauvage du mondialisme ?

Ce n'est pas Le Pen qui est l'incendiaire. Lui, il est le pompier qui a donné l'alerte depuis longtemps sans être entendu sur le communisme, sur le sida, sur la vache folle, sur Tchernobyl, sur vos scandales financiers.

Non, l'incendiaire, le pyromane c'est lui !

Le Baron Seillière est-il bien placé pour nous donner des leçons d'économie, lui dont la société a perdu des milliards (AOM-Air-Liberté) et licencié des milliers de travailleurs, dont l'ami Jean-Marie Messier vient de perdre 100 milliards en un seul trimestre mais qui peut s'offrir des stocks options fabuleux et à Lescur une indemnité de licenciement de 1 milliard de francs lourds.

Messier dans la société Vivendi est le cache-sexe de la Lyonnaise des Eaux, la corruptrice n°1 du monde politique, qu'a dirigé Monsieur Monod, le maître à penser de l'Élysée, l'ancien trésorier du RPR ;

Le baron Seillière, figure éminente du loft sénile qui a refusé d'inviter le Front National à débattre des projets économiques et qui ose, avec son bras droit Denis Kesler, l'ancien maoïste resté gauchiste, nous donner des leçons d'économie.

Hors l'Euro, dit ce tenant du mondialisme, point de salut, mais alors l'Angleterre, la Suède, le Danemark sont-elles ruinées ?

Hors l'Europe, point de salut mais la Norvège est-elle au bord de la faillite, elle qui est la 3<sup>è</sup> marine de commerce du monde et nous la 27<sup>ème</sup>.

Des leçons, nous ne recevons pas de leçons du grand manitou du patronat, alors que la France vient en 5 ans de passer de la 5<sup>ème</sup> à la 13<sup>ème</sup> place en Europe juste devant le Portugal et la Grèce, pour ce qui est de la richesse par habitant.

Et vous, Monseigneur de Béranger, qui prétendez que notre idéal est incompatible avec la religion, alors que vous avouez voter communiste, c'est-à-dire pour le régime du goulag, du crime de masse, de la dictature et de la misère.

Vous prétendez nous interdire de nous référer à l'évangile alors que vous êtes un défenseurs du matérialisme et de l'athéisme et nous du décalogue et de l'histoire de France, pépinière de saints et de martyrs.

Avant de nous séparer et pour lever toute équivoque, voici l'essentiel du programme du candidat Le Pen.

La France retrouvée, c'est :

- Renégocier progressivement les traités européens dans le cadre d'une Europe des patries et de Etats, telle que l'a souhaité le Général de Gaulle pour rétablir la souveraineté et l'indépendance nationale et contrôler les frontières.
- Garantir la sécurité pour tous par le démantèlement immédiat des bandes et la réorganisation de la police, de la gendarmerie par le redéploiement des effectifs, un recrutement adapté et un soutien matériel et moral permanent.
- Maîtriser les dépenses publiques et redistribuer les fruits de la croissance aux forces vives de la nation, par l'allègement des impôts et la simplification bureaucratique.
- Combattre l'exclusion et le chômage par l'allègement du droit du travail, par une politique sociale de priorité française et par l'arrêt de l'immigration.
- Recréer la solidarité entre les générations, défendre l'enfance, la vie et la nature.
- Assurer l'indépendance de la justice et accroître les moyens judiciaires et pénitentiaires.
- Réunir et coopérer avec les pays francophones, notamment le continent africain, par le soutien au " Plan de renaissance africaine " et l'annulation de la dette des pays en développement.

Chers compatriotes français,

Qui que vous soyez, quel qu'ait été votre vote du premier tour, ouvrez les yeux, ne vous laissez pas aveugler par les mensonges et par les campagnes de haine hystériques.

Vous qui avez voté à gauche, n'acceptez pas d'aller voter en vous bouchant le nez .

73 % des électeurs français, par sondages, ont déclaré par sondage que la première qualité d'un Président de la République devait être l'honnêteté.

Alors le choix est clair.

Vous devez voter pour moi, et rejoindre la grande masse du peuple français qui n'accepte plus le mondialisme, le matérialisme, la décadence des lois et des mœurs.

Il nous reste 4 jours pour gagner la bataille de France et la parfaire, en juin, aux Législatives.

Hauts les cœurs !

Nous pouvons gagner dimanche, parce que nous avons la foi et l'amour de la patrie.

Avec nous marchent, invisibles mais présents, les Saints, les Martyrs, les Héros de notre longue Histoire, les combattants de tous les combats, aux côtés des victimes innocentes de toutes les guerres, les hommes et les femmes qui depuis 20 siècles sont nés sur ce sol ou qui l'ont aimé et en sont devenus les fils et les filles par choix, toutes celles et tous ceux qui lui ont donné ce visage prodigieux de civilisation qui

fait qu'on la jalouse dans le monde et qu'on la veut voir disparaître, artistes et paysans, ouvriers et poètes, soldats et magistrats, artisans et médecins, commerçants et navigateurs, homme d'épée et homme de foi...

Oui, ils sont là, avec nous, en cette heure solennelle de la Bataille de France, car ils sont, avec nos enfants qui continueront après nous, la France que nous refusons de voir sombrer et que nous voulons éternelle.

Françaises, Français, n'ayez pas peur ! Entrez dans l'espérance ! Nous ne sommes pas seuls ! Avec toi, Jeanne, sous ta bannière, nous bataillons, et le Cœur de celui qui guida tes pas, le 5 mai prochain, nous donnera la victoire.

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

## <campagne=2002>05.02 - <locuteur.rice=Jean-Marie\_Le\_Pen> - Marseille <lieu=Marseille> <texte=29>

Chers amis, merci d'être venus si nombreux en ce jeudi 2 mai, à trois jours du deuxième tour des élections présidentielles. Je suis toujours particulièrement ému de votre accueil si plein de chaleur, si plein de soleil. Votre enthousiasme me va droit au cœur car je ne suis pas blasé et c'est, je crois, ce qui me distingue des politiciens du Système qui, aujourd'hui, se résument à un seul, Chirac, le clone élyséen.

J'ai dit que j'étais " un patriote de l'espèce amoureuse ". Je crois que de la Provence à la Bretagne, et de l'Alsace au Pays basque, un même amour, différent dans ses expressions, mais identique dans son mouvement parce que venu de l'âme, nous rassemble, au-delà de nos légitimes et naturelles différences. C'est ce qui nous donne cette force pour résister à l'inimaginable vague d'immondices et d'élucubrations qui, comme un fleuve en crue, a littéralement emboué toute la scène politique française depuis 10 jours.

C'est dans ces moments-là que se révèle la nature des hommes : on doit compter sur les doigts d'une main, je dis bien d'une main, celles et ceux des milieux dirigeants de tous ordres qui n'ont pas été emportés par ce torrent d'ignominies. Dire qu'il ne m'a pas blessé serait faux. Non pour moi certes, car j'ai l'habitude d'avalier un bol de crapauds tous les matins ; la dose a simplement été augmentée ! Mais j'ai été blessé pour les miens, pour mes proches, pour celles et ceux qui sont avec moi depuis tant d'années, tous les Français qui m'ont fait confiance et qui, je le dis avec gravité, n'ont pas mérité cela !

Le combat politique n'est pas, on le sait, un long fleuve tranquille, et la brutalité de la réaction du syndicat des rentiers qui se partagent les dépouilles du Peuple français depuis tant d'années et en vivent grassement, n'est pas étonnante. Mais, et c'est là que l'on mesure leur attachement réel à notre Pays et à son avenir, ils ont tout simplement oublié qu'en crachant sur celui que le Peuple a désigné pour être le challenger du candidat-sortant, ils salissent tout simplement la France. Ce sont eux, et non vous ou moi, qui doivent avoir " honte ", comme ils disent !

Et je voudrais vous donner deux petits faits qui l'illustrent : au cours des manifestations de samedi dernier, 200.000 personnes selon la presse, dans quarante villes et à l'appel de 80 organisations, ce qui fait 60 têtes de pipe par organisation subventionnée..., ils défilaient en hurlant que pour m'écarter, il fallait choisir, je les cite, " l'escroc ". Ah, il est beau l'Etablissement, proclamant que le candidat qui a ses faveurs au poste de chef de l'Etat, est un voleur patenté ! La presse étrangère a d'ailleurs parfaitement entendu le " message ", si je puis dire. Titrant à sa Une sur la corruption, " mode de vie ", selon lui, de la classe politique en Europe, l'hebdomadaire américain Newsweek du 29 avril dernier met en couverture pleine page une photo de Jacques Chirac. Ça ne s'invente pas ! Victor Hugo, le poète préféré de la gauche, a d'ailleurs bien dit cela dans ses Châtiments : " Il fallait que la fin de cet escroc fatal/Par qui le guet-apens jusqu'à l'Empire monte/Fut telle que la boue elle-même en eût honte/Et que César, flairé des chiens avec dégoût/Donnât en y tombant la nausée à l'égout ". Oui, la nausée que provoque ce dégoût, aux allures de possession collective, résume à elle seule toutes les insécurités que vivent les Français.

Car les Français sont aujourd'hui dans la plus totale insécurité, et cette insécurité ne concerne pas seulement ce que l'on appelle, d'ordinaire, l'ordre public. L'insécurité concerne le citoyen comme la personne dans son travail, le consommateur comme l'électeur, l'enfant à naître comme la personne âgée. Pourquoi ? Tout simplement, parce que depuis trente ans - et la révolutionnette de mai 68 fut, sur ce point, un symptôme -, toutes les valeurs fondatrices, c'est-à-dire pacificatrices de la société française, ont été systématiquement attaquées. Cela, en soi, n'est pas grave - c'est l'homme qui corrompt la société et non la société qui corrompt l'homme, -, à partir du moment où les autorités sont décidées à y mettre bon ordre. Or, non seulement elles n'ont pas stoppé cette dérive, mais elles ont coopéré à l'entreprise subversive en lui apportant l'appui de la Loi et le concours de la puissance publique. Voilà la forfaiture ! De servantes du Bien commun, nos " autorités " se sont faites les mercenaires du Mal !

Depuis que le monde est monde, la première mission de l'autorité constituée, de l'Etat, la raison du respect que l'on a pour lui, c'est qu'il assure à chacun la sécurité de sa vie, de ses proches, de ses biens. Supprimez cela, et vous retournez à la barbarie. Le premier job de l'homme politique, si vous me permettez ce mot, ce n'est pas de permettre que demain on rase gratis, qu'on vivra sans travailler, que les autres paieront. Non, c'est d'assurer qu'on ne vous dépouillera pas, qu'on ne vous assassinera pas. Cela, c'est la base de la Civilisation, le degré 0 de la politique.

Or, à quoi assistons-nous depuis des années et des années ? La France devient une société criminelle et quand je dis société, qu'on me comprene ; je devrais dire une société entre guillemets, une société en liquéfaction. Car les faits pénaux extrêmement graves, les faits criminels accompagnés d'actes de barbarie, se sont effroyablement multipliés ces dernières années et même ces derniers mois. Rodéos sanglants à Béziers et à Vannes, avec lance-roquettes et fusil d'assaut, assassinat collectif de Nanterre sur le modèle de faits divers qu'on croyait réservés à l'Amérique, père de famille assassiné à Evreux par une bande - on n'a pas parlé de crime raciste, or la victime est un de nos compatriotes des Antilles -, lycéenne torturée dans une cave par ses " copines " pendant deux jours, Sans parler de ce que les bonnes âmes de la sociologie branchée appellent les " incivilités " et qui n'entrent même plus dans les statistiques. La meilleure preuve en est la contradiction énorme entre les statistiques officielles de l'insécurité en 2001, un peu plus de 4 millions de crimes et délits, et l'enquête de victimation de l'INSEE de 1999 : près de 17 millions de crimes et délits.

Car, comme l'a excellemment dit Mme Rassat, spécialiste du droit pénal, la délinquance, " dès lors qu'elle n'atteint pas le niveau criminel, n'intéresse plus les pouvoirs publics ". Vous vous dites, sans doute, que ces " pouvoirs " qui n'en usent pas pour vous défendre, comme cela devrait être leur devoir, sont simplement coupables de lâcheté, qu'ils ne savent pas donner les impulsions nécessaires, qu'ils sont paralysés par la peur de passer pour " fachos ".

C'est les exonérer à bon compte. Ils ne méritent pas cet excès d'honneur. La situation d'insécurité criminelle actuelle est tout simplement le résultat d'un choix délibéré, lui même proprement criminel. Et je vais vous en donner la preuve !

Dans les années Cinquante, un magistrat de la Cour de cassation, M. Marc Ancel, publie un livre intitulé La défense sociale nouvelle et crée la Société internationale du même nom. Ses disciples portent des noms qui seront bientôt connus, Pierre Arpaillange, Simone Rozès, Robert Badinter. Mais la " défense sociale nouvelle ", c'est quoi ?

Cette nouvelle doctrine entend non pas défendre la société contre les délinquants en les éliminant, mais faire passer la défense de la société par celle des délinquants qui doivent être resocialisés; La défense sociale nouvelle propose d'assurer au profit du condamné une pédagogie de la responsabilité. Pour parvenir à ce résultat, le juge devra d'abord tenir le plus grand compte de la personnalité du délinquant et des facteurs qui l'ont poussé au crime. Il devra ensuite prononcer des sanctions qui seront dépouillées de toute idée de blâme et de responsabilité morale.

Ces sanctions pourront parfois être des peines, mais surtout des sanctions civiles ou administratives ; c'est la déjudiciarisation, qui est, en fait, une prime au délinquant, assuré d'accomplir une peine symbolique, au plein sens du terme. Car la mesure prononcée est constamment révisable. Aujourd'hui, c'est simple : les pires criminels accomplissent, au mieux, la moitié de leur peine ! Dans leur Précis de droit pénal publié en 2001, Frédéric Debove, professeur de droit pénal et François Falleti, procureur général à Lyon, relèvent : " Cela fait maintenant plus d'un demi-siècle que la défense sociale nouvelle domine les discours officiels en même temps qu'elle inspire les réformes législatives... L'influence de l'école de la défense sociale nouvelle fut grande et le demeure encore aujourd'hui. La liste des réformes inspirées des principes de la défense sociale nouvelle est longue et l'on pourrait sans doute en ajouter d'autres plus récentes ".

Voilà comment on a sciemment désarmé l'autorité publique et surtout livré les honnêtes citoyens aux exactions des délinquants et à la barbarie des fauves à visage d'homme.

Car il faut remettre les idées à l'endroit et sortir de l'angélisme : il n'y aura jamais sur terre de société totalement pacifique. " L'ombre d'un homme fait toujours de l'ombre à un autre ", dit un proverbe mexicain. L'âme humaine, blessée par la Faute originelle, sera toujours susceptible de commettre quelque méfait. Et pour contrer cet état de fait, il n'y a pas 36 moyens : la morale du Décalogue, immuable, et les lois, d'autant plus fermes qu'elles s'appuient sur ce Roc.

La défense sociale nouvelle est peut-être un délire, mais ce délire a inspiré, depuis 1958, les 15 réformes successives du Code pénal avant sa nouvelle rédaction complète de 1992. Je ne vais pas toutes vous les citer mais ce sont, par exemple, les lois Chirac de 1975 sur les peines de substitution à l'emprisonnement et la détention provisoire, la loi du 4 août 1981 supprimant la Cour de sûreté de l'Etat, la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort, votée par Chirac sur proposition de Badinter, le nouveau code pénal élaboré par Badinter et mis en application par Balladur en 1993, soutenu par Chirac, ou la loi Guigou de juin 2000 sur la " présomption d'innocence ".

Un des exemples les plus emblématiques de la " défense sociale nouvelle " sera, en 1994, devant la cour d'assises de Perpignan le procès Van Geloven. Ce violeur-meurtrier de 2 petites filles en 1991, avait été condamné devant la cour d'assises d'Orléans en 1983 pour attentat à la pudeur sur mineur et libéré après une courte peine. Le mouvement s'applique aussi à la jurisprudence : la chambre criminelle de la Cour de cassation n'a eu de cesse d'assortir de telles conditions la " légitime défense " - ce furent les procès Legras avec Maître Garaud - qu'elle l'a rendue matériellement impossible, participant au désarmement des futures victimes et au recul des libertés fondamentales. On en a aujourd'hui une conséquence pratique : quand un policier fait feu avec son arme sur le délinquant qui met sa vie en danger, c'est le policier qui se retrouve au tribunal... accusé par le délinquant. Pour les particuliers, c'est encore pire : on a vu à Toulon, il n'y a pas longtemps, le cas d'un commerçant mis en prison par le juge d'instruction parce qu'il avait, par deux fois, défendu sa vie et ses biens contre le même agresseur récidiviste ! Comment veut-on une société pacifique avec de telles aberrations ?

La principale raison de cette insécurité, réside, vous le savez bien, dans l'immigration, décidée pour des raisons économiques dans les années Soixante - il s'agissait alors de peser à la baisse sur les salaires des travailleurs français - et qui a été transformée en immigration de peuplement par le regroupement familial, décidé par Chirac et l'ouverture du droit d'asile au monde entier, avec les frontières-Schengen, devenues des passoires !

Mais cette insécurité, résultant du changement de population en France que l'on prétend d'ailleurs, avec les estimations délirantes de l'ONU, rendre " internationale " - 17 millions de ressortissants supplémentaires en 10 ans - repose elle aussi sur un mensonge criminel.

En matière d'immigration, de l'aveu des spécialistes du système statistique public, c'est " le règne du bricolage ". Car, dans ce pays bureaucratisé qui compte tout, on ne sait pas officiellement combien il y a de ressortissants étrangers sur notre territoire ! Tout cela n'est évidemment pas l'effet du hasard et s'il n'y avait eu les travaux de notre ami Milloz, jamais démentis par la moindre étude officielle, on n'en saurait strictement rien.

Aussi bien, je cite l'INSEE, il y avait 3,3 millions d'étrangers au recensement de 1999 mais " le nombre des étrangers ainsi recensés est inférieur au nombre total d'étrangers autorisés à résider sur le territoire français ". On s'en serait douté ! Certaines données officielles sont tellement contradictoires avec d'autres qu'elles laissent perplexes : le nombre des ressortissants turcs (pour l'essentiel des Kurdes) admis à séjourner de manière permanente ou résidents en France est passée de 122.000 à 208.000 de 1982 à 1999, plus 71 % en 17 ans !

Le spécialiste en matière de population étrangère, Mme Michèle Tribalat, qui n'est pas de nos amis, écrit dans la revue de l'Institut national des études démographiques : " L'apport démographique débute après la seconde guerre mondiale. La population proprement immigrée a été multipliée par deux, mais depuis 1975, sa croissance est faible, presque nulle (4,2 millions de personnes). Le relais est pris par l'apport indirect, c'est-à-dire les naissances en France qui n'auraient pas eu lieu en l'absence d'immigration. Le nombre des personnes nées en France du fait de l'immigration passe ainsi de 1,7 million en 1946 à 6,3 millions quarante ans plus tard, soit une multiplication par 4. Deux-tiers d'entre elles sont de nationalité française. "

A titre indicatif, selon l'étude annuelle d'André Lebon, de la Direction de la population et des migrations, sur 80.694 entrées au titre des dispositifs permanents de séjour en 1999, 90,2 % ont concerné des ressortissants d'Afrique et d'Asie.

L'insécurité est aussi le fait de l'effondrement de notre Défense nationale. Jamais, le débarquement à Fréjus, chez Frère Léo, d'immigrés kurdes - membres d'une secte d'adorateurs de Satan, on n'a pas trop insisté sur cette information -, ne se serait pas produit si notre Marine nationale avait eu les moyens, ce qui est quand même le b-a-ba de la souveraineté, de surveiller et d'intercepter un navire suspect s'approchant de nos côtes ! Je ne voudrais pas, chers amis, laisser votre patience car je sais que nombre d'entre vous étaient hier à Paris pour notre magnifique 1er mai, mais il est des faits simples qu'il faut rappeler.

Je dois dire que quand j'ai entendu en début de campagne le clone élyséen attaquer l'austère de Matignon sur la dissolution de notre armée, je me suis pincé la cuisse ; je voulais vraiment savoir si je rêvais ou si j'étais éveillé. Si la décroissance de notre effort militaire commence sous Rocard en 1991, elle a été accélérée par deux mesures qu'a prises Chirac, et qui doivent lui être imputé à 100 % car il les a prises ès-qualités de président de la République, chef des armées. Le 27 janvier 1996, Jacques Chirac se prononça pour l'arrêt définitif des essais nucléaires à Mururoa. Puis, moins d'un mois plus tard, le 22 février 1996, il annonçait la suppression de la conscription et la " professionnalisation " des armées, décisions entérinées par une loi du 27 février 1997, votée par la majorité RPR-UDF de l'époque.

La liquidation de l'effort de défense n'apparaît jamais autant au grand jour qu'à l'examen de cette loi de programmation : elle prévoyait un montant global de 512 milliards de francs, déjà insuffisant, mais les affectations réellement votées dans les lois de finances successives ne se montent qu'à 412 milliards de francs, soit une " évaporation " de 100 milliards ! Dans un goutte à goutte mortel, la France perd ainsi sa capacité à forger l'outil de son indépendance et de sa sécurité nationales.

A titre d'exemple, depuis 1990, les crédits de paiement de l'armée de terre (en francs constants) ont globalement diminué de 16,2 %, les crédits d'équipement diminuant, pour leur part, de 35,5 %. Les autorisations de programme en matière de munitions d'instruction poursuivent leur baisse (moins 7,6 % en francs constants en 2000) et " les difficultés rencontrées pour le renouvellement des stocks et l'acquisition de munitions nouvelles pourraient conduire à réduire certaines allocations afin d'économiser les stocks existants ".

La Marine qui a dû désarmer, entre 1997 et 2000, 36 bâtiments dont deux porte-avions, un sous-marin nucléaire, 3 frégates et 6 sous-marins classiques, ne répond plus à sa vocation essentielle : la présence permanente à la mer. Le Charles de Gaulle, qui a subi 46 mois de décalage en raison de retards pour un coût supplémentaire de 500 millions de F., ne dispose que de deux avions Rafale navalisés et de 15 Super-Etendard pour une capacité de 60 appareils et n'a reçu ses missiles Aster 15 de défense rapprochée que le matin même de son appareillage pour l'Océan indien !

Faute d'un second porte-avion, la France sera privée de tout groupe aéronaval en 2004-2005 et 2010-2011 ! Pas étonnant, dans ces conditions, que le procès-verbal du Conseil de la fonction militaire de la Marine, contresigné de son chef d'Etat-major et d'un officier-marinier, puisse rapporter : " Le moral est au plus bas. La motivation et la fierté vacillent, la déception et l'amertume grandissent ".

Il est clair qu'en l'état actuel des choses, le " format professionnel " de nos armées, décidée en 1996 par le candidat-sortant, pour 2015 ! ne sera pas atteint. Le Rapport spécial sur le budget de la défense 2002 commente : " Le sacrifice constant de l'équipement militaire tout au long de la législature handicape la réalisation du modèle d'armée 2015. Fin 2001, les plus hauts responsables militaires reconnaissent désormais qu'il y aura, sinon ruptures de capacités d'ores et déjà avérées, du moins érosion des matériels et inquiétudes sur la cohérence des forces ".

Dans l'Armée de terre, pour constituer un bataillon opérationnel à l'extérieur, il faut ponctionner 15 régiments... La Direction des constructions navales, très durement touchée par la restructuration des industries de défense, a perdu près de 10.000 emplois en cinq ans. Le Rapport spécial sur le budget militaire 2002 se demande si " c'est la baisse des budgets d'équipement qui a mis à mal nos anciens arsenaux ou le prélèvement lié aux restructurations qui ont contribué à la détérioration des équipements militaires... Le résultat est tout à la fois désastreux pour les industries d'armement et pour l'équipement des forces armées. "

Un rapport parlementaire relève aussi que durant les bombardements contre le Kosovo, " lorsque l'Armée de l'air s'est trouvée en deuxième ligne, c'est parce que les matériels dont elle disposait n'étaient plus à la meilleure pointe de la technologie et des conditions actuelles d'emploi ". L'Armée de l'air risque même d'être à court de carburant pour ses avions, son chef d'état-major ayant déclaré devant la commission de la Défense à l'Assemblée nationale : " Il conviendrait, en cours d'année, de majorer les crédits de carburant opérationnel, afin de ne pas faire dépendre l'activité aérienne et l'entraînement des forces des aléas du marché ".

La condition sine qua non pour que l'on puisse se passer définitivement des essais nucléaires en Polynésie est de maîtriser la simulation électronique des explosions thermonucléaires, à base de calculateurs géants faisant " tourner " des programmes conçus par des analystes de très haut niveau. Voici ce qu'en dit le rapporteur spécial de l'Assemblée nationale au budget 2000 : " Il faut avouer que le recrutement d'un nombre suffisant de concepteurs se heurte à l'image de marque du nucléaire, aujourd'hui fortement décrié dans les médias... "

Livrés à la barbarie criminelle et à une délinquance de masse, à l'immigration de peuplement, avec des armées réduites à la misère et des militaires au désespoir, les Français connaissent aussi l'insécurité économique et sociale.

La plus flagrante insécurité en la matière, elle est dans votre poche : c'est l'euro. L'Euro, en effet, rappelez-vous, nous a été " vendu " comme devant faire jeu égal avec le dollar, faisant de l'Europe l'équivalent des Etats-Unis, première puissance économique du monde. Eh bien, c'est pipeau ! Depuis le premier janvier 1999, jour de son lancement, l'euro a perdu en moyenne 20 % de sa valeur et il a même plongé fin 2000, perdant presque 30 % de sa valeur. On ne s'en rend pas encore compte, mais l'euro est une monnaie artificielle. Il n'est pas promesse de prospérité pour notre Pays. Tout cela s'est fait en cachette des Français ; Roland Dumas ne déclarait-il pas en 1991 devant l'Assemblée nationale : " Nous avons pris le parti d'une mutation fondamentale vers une entité supranationale ".

Mais la principale insécurité économique, c'est évidemment le chômage. Une insécurité doublée d'un mensonge permanent parce que les chiffres que l'on vous claironne fièrement sur les plateaux de télévision sont faux ou, plus exactement, partiels. Les chômeurs, en fonction de leur demande d'emploi, sont classés en huit catégories, mais on ne donne que les chiffres de la catégorie 1, les sept autres catégories passant à la trappe. La meilleure preuve en est une étude du Commissariat général du Plan en 1996, qui a évalué, à près de 6 millions de personnes, les Françaises et les Français en grande difficulté économique et sociale.

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons actuellement distraire la moindre ressource pour accueillir de nouveaux étrangers : la préférence nationale s'impose pour servir d'abord nos compatriotes dans le besoin. La politique euro mondialiste de Bruxelles, la capitulation lors des négociations du GATT et de l'OMC en 1994, ont ruiné des pans entiers de notre industrie. Rappelez-vous, en 1993, M. Calvet, alors PDG de Peugeot dénonçait les accords Japon-CEE sur l'automobile. Eh bien, c'est simple, en 10 ans, l'industrie automobile française a perdu 100.000 emplois ! L'insécurité de l'emploi, ce sont les gouvernements de droite et de gauche, qui se sont succédés depuis des années, qui l'ont organisée.

Il en va de même pour notre agriculture. Le candidat-sortant a eu le culot de prétendre que sortir de la PAC, c'était faire baisser le revenu agricole de 40 % ! Il oublie que dire que quand il était ministre de l'agriculture en 1973, il y avait 2 millions 700.000 paysans en France quand il n'y en a plus que 600.000 aujourd'hui ! Chirac, c'est le sinistre de l'agriculture. Depuis la PAC 1998, les subventions à nos agriculteurs baissent un peu plus chaque année et, en 2004, elles seront toutes supprimées. C'est aussi ce même Chirac qui avait eu le front de dire, en 1995, qu'il voulait que le revenu agricole soit égal à au moins 75 % du SMIC. Une misère ! Voilà les balivernes du clone de l'Elysée !

On a menti aux Français depuis des années sur ce sujet, et c'est proprement ignoble, alors que les gens de l'Etablissement, à l'abri de leurs prébendes, ne subissaient pas les conséquences des politiques qu'ils ont mis en place, en particulier, l'ouverture inconsidérée des frontières. On me fait procès de refuser la concurrence ! C'est absurde. Je remarque d'ailleurs que mes adversaires sont pour, sauf quand il s'agit de leurs sièges électifs : là, ils préfèrent, sans ambiguïté, le monopole ! Il n'y a pas de concurrence mais compétition pipée quand une chemise vaut ici à la production 50 francs et 5F aux Philippines (et 2 F en Chine !). Comment notre économie peut-elle résister à de telles différences ? On en a eu un avant-goût lors de la crise asiatique de 1998 : certaines multinationales ont quitté les " dragons ", pays émergents d'Asie, pour aller en Chine populaire où le régime communiste fait travailler gratuitement les millions de prisonniers politiques du lao-gai, car y produire revenait encore moins cher !

Devant de telles folies, notre économie perd chaque année un plus sûrement sa substance, c'est-à-dire sa richesse et ses emplois ! Et c'est la désindustrialisation et son cortège de licenciements. Rappelez-vous deux exemples intervenus ces dernières années. Renault-Vilvorde ferme en 1996, Toyota-Valenciennes ferme en 2002, bien que gavé de subventions publiques - prises sous formes d'impôts à tous les contribuables, vous comme moi -. La mondialisation entraîne les délocalisations chez Moulinex, les " licenciements compétitifs " chez Lu. Voilà la réalité des faits. On va contre les évidences économiques : oui, il est bien de commercer, mais avec des pays, des sociétés, qui ont des conditions sociales,

environnementales, humaines, sensiblement égales aux nôtres. Sinon, on détruit ces sociétés et les nôtres. Et de ce point de vue, le libéralisme qui écrase n'est pas meilleur que le socialisme qui spolie.

En réalité, ils sont alliés pour le pire : leur internationalisme foncier les pousse à l'effacement des frontières et à la destruction des nations qui sont le seul véritable rempart à l'exploitation de l'homme par l'homme ! Ils sont aujourd'hui totalement complices et leur complicité maffieuse est publique : le président du MEDEF, l'homme des milliards perdus d'AOM et des milliers de licenciements de Swissair et d'Air Liberté, et le secrétaire général de la CGT ont publié le même jour, sur la même page, et presque dans les mêmes termes, un appel à voter contre moi, dans un grand journal économique : c'est le baron Thibault et le camarade Seillière, avec son numéro deux, l'ancien gauchiste Kessler, le copain de Strauss-Kahn, le "mao" devenu "bobo" !

De la même façon, le libre-échangisme comme le socialisme sont hostiles au travail. Le premier le veut le moins cher possible, le second prône " le droit à la paresse " et la " société de loisirs ", comme disait Mauroy en 1981. Car si le travail n'est pas tout dans la vie, il faut savoir donner du temps aux siens, aux activités civiques - et vous le faites admirablement - , le travail n'en est pas moins nécessaire. Et il doit être honoré et reconnu comme tel, y compris, j'allais dire d'abord, sur le plan des rémunérations. Cela veut dire deux choses. Il faut faire confiance aux partenaires sociaux pour négocier le temps de travail pour que cela fonctionne dans les deux sens : celui ou celle qui veut travailler plus doit pouvoir le faire, celui ou celle qui veut travailler moins, notamment pour donner plus de temps à ses enfants, doit le pouvoir aussi.

C'est cela, la véritable liberté du travail, la liberté positive, qui met égalité le travailleur et l'entrepreneur. Mais cela ne marche pas, si ce sont les banquiers ou les cabinets ministériels qui le décident. L'Etat est arbitre : il veille à l'équité des décisions. Mais il ne décide pas dans un domaine où il n'est pas le plus compétent !

C'est aussi pour cette raison que je veux que l'on supprime, progressivement sur cinq ans, les impôts sur le travail, c'est-à-dire sur la sueur, l'impôt sur le revenu et les droits de succession dans la famille. Il n'est pas normal que l'on travaille jusqu'au 16 juillet pour l'Etat, c'est-à-dire plus de la moitié de l'année. Et si encore, l'Etat faisait son travail et que la sécurité fût assurée, mais ce n'est pas le cas, vous le savez ! Au contraire on gaspille, au profit de la préférence étrangère ou de la culture Rap-Tag-Lang. Je lisais récemment, dans un hebdomadaire national, qu'on logeait à Paris, mais cela doit être la même chose ailleurs ici, des familles immigrées pour près de 19.000 F par mois en hôtel meublé. Et pendant ce temps-là, j'ai reçu des lettres de mères françaises de trois enfants me disant qu'elles se voyaient refuser une aide sociale, alors qu'elles n'avaient que 6.000 F par mois pour vivre.

L'insécurité, c'est évidemment aussi la corruption. La région Provence est particulièrement bien placée au hit-parade des " affaires ". Ce n'est pas moi, mais le procureur de Nice qui parle de " réseaux " d'affaires à base maçonnique. Et je voudrais en prendre une, moins médiatisée que d'autres, mais qui est aussi exemplaire qu'emblématique de la pourriture de l'Etablissement, puisque cette affaire a pris naissance dans cette région. Depuis 1994, soit depuis 8 ans, un entrepreneur niçois, spécialiste des voyages en gros, demande à la justice de son pays de faire la lumière sur des commissions occultes demandées par des hauts fonctionnaires de plusieurs ministères, Intérieur, Agriculture, Affaires étrangères, pour attribuer ces marchés, finalement accordés à Carlson-Wagons-lits. La Cour des comptes a authentifié ces pratiques et alerté le ministère de la Justice. Sans suite. Le Service central de prévention de la corruption a émis des recommandations. Sans suite. Des plaintes au pénal ont été déposées à Paris. Classées sans suite. Tout est dit quand on sait que les faits commencent sous le ministère Pasqua pour finir sous Jospin, sa collaboratrice chargée du dossier corse, déjà impliquée dans l'affaire Bonnet, étant à nouveau citée dans cette affaire. Des billets en liquide aux billets tout courts, tel est la cavalerie ordinaire de l'Etablissement ! On comprend mieux pourquoi ils hurlent à la mort dans la rue : les justiciables ont besoin d'échapper au justicier !

Il y a l'insécurité scolaire, non seulement celle du racket et de la violence à l'intérieur et aux abords des établissements, mais tout le système éducatif de " Lang de Blois " n'est qu'une gigantesque escroquerie. Derrière les envolées égalitaires, c'est une machine à gaspiller notre jeunesse. Les parents confient leurs enfants à l'école mais elle ne transmet ni les valeurs morales, ni les connaissances qui forment les hommes. 20 % des élèves de sixième ne savent ni lire, ni écrire correctement et 40 % des étudiants de DEUG ne sont pas capables de rédiger une dissertation ou de résoudre une équation simple. On gâche les futurs citoyens français, en ne nourrissant pas leur âme et en ne formant pas leur esprit.

On diminue constamment le niveau des études pour distribuer les examens et les diplômes comme des cartes Orange. Qui paiera les pots cassés de cet abaissement criminel que nombre d'enseignants eux-mêmes dénoncent ? Ce sont vos enfants qui ne seront pas convenablement formés pour affronter la spécialisation professionnelle exigeante des économies modernes ; beaucoup ne pourront non plus trouver un métier qui les rende dignes et capables de fonder un foyer !

La vie même de nos compatriotes n'est plus l'objet d'une protection sans faille. Nous entrons-là dans le " meilleur des mondes barbares ". Car la contamination des hémophiles et des polytransfusés par le virus du Sida - 3.300 victimes officiellement, combien plus en réalité ? - a bien une origine politique et même idéologique. Alors que l'on savait depuis 1983 les risques que l'on faisait courir à des milliers de personnes en utilisant des produits contaminés non chauffés, ce n'est qu'en septembre 1985 que la décision a été prise par le gouvernement socialiste d'alors de procéder aux tests préalables.

Bien pire, la collecte de sang à haut risque infectieux dans les prisons ou sur la voie publique s'est poursuivie jusqu'en 1990 ! La réalité a été exposée lors du procès devant la Cour de Justice de la République : si la collecte de sang contaminé s'est poursuivie jusqu'à cette date, c'est parce qu'il fallait " mélanger " les sangs de diverses provenances, " la traçabilité " de l'origine des produits sanguins étant réputée " fasciste " ! Telle est la responsabilité délibérée des politiciens de l'Établissement, socialistes et chiraquiens, dans cette tragédie qui a duré plus de dix ans.

L'affaire de la " vache folle ", comme celle de l'hormone de croissance, qui constituera dans les années à venir un problème majeur de santé publique, relève des mêmes considérations : la santé a très froidement été sacrifiée aux exigences du profit et au libre-échangeisme euro mondialiste, au laxisme moral et à la violation consciente de la nature. Là aussi, la responsabilité des pouvoirs politiques successifs en place est totale.

La médiatisation bienveillante d'affaires scandaleuses (l'infirmière de Mantes-la-Jolie), les déclarations de prétendus spécialistes (Schwartzberg, Kouchner) comme une pression euro mondialiste en la matière, montrent bien que l'on ne veut tenir aucun compte des barrières de la Vie.

L'offensive pour imposer une législation favorable à l'euthanasie, véritable " holocauste climatisé ", est en effet de plus en plus claire. Le mécanisme mental de ceux qui poussent à sa légalisation est dépourvu d'ambiguïté. Voici comment en parle Jacques Attali, dans son livre L'avenir de la vie : " Dès qu'il dépasse 60-65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte cher à la société. La vieillesse est actuellement un marché, mais il n'est pas solvable. Je suis pour ma part, en tant que socialiste, contre l'allongement de la vie. L'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures ". Mais il est vrai qu'avec l'avortement, Chirac-Veil avait montré la voie. Après l'IVG, c'est l'IVV, l'interruption volontaire de vieillesse.

Le déferlement proprement totalitaire que subissent depuis près de deux semaines nos compatriotes à leur corps défendant, y compris ceux d'entre eux qui ne nous ont pas encore rejoint, favorise l'insécurité la plus complète dans ce pays et pourrait déboucher sur le chaos de la guerre civile. Mais c'est peut-être ce que souhaitent certains, afin de faire oublier dans l'Holocauste des Français, toutes leurs trahisons passées. Depuis des années, les Français patriotes, attachés aux valeurs spirituelles et morales qui ont fait la force et la prospérité de cette nation, et dont profitent d'ailleurs, très indûment et très inconsciemment ceux qui nous crachent dessus, sont vilipendés et traînés dans la boue.

Ce furent, par exemple, les iniques interdictions des syndicats nationaux, par la Cour de la cassation, à la requête de la CGT, dont on sait qu'elle n'a jamais été liée au parti communiste ! Tout près de nous, ces derniers jours, on voit des plunitifs de la caméra et du stylo, partir à la recherche des " lepénistes des beaux et des bas quartiers ", comme dit l'Immonde, pour fouiller dans les consciences, extorquer les aveux, demander des repentances. A quand le bûcher, comme pour les sorcières de Salem ?

Il est, je dois dire, très amusant de voir des " gens de culture " vomir leurs insanités au nom de la " liberté ", très réjouissant de voir M. Arditi appeler à " entrer en résistance ". Tous ces artistes qui aiment tellement la société multiculturelle, pourquoi ne vont-ils pas habiter les cités de non-droits où les Françaises et les Français n'ont qu'un droit, baisser les yeux et se taire, pour ne pas retrouver le lendemain matin leur voiture brûlée ? Il est assez facile de " résister " quand on habite un loft de 300 m2 dans le 16ème arrondissement de Paris !

N'ayez pas peur, chers amis ! Heureux serez-vous quand on vous diffamera ! Cela veut dire que l'Établissement sent arriver sa dernière heure et il vomit tous ses crachats comme un possédé ! Rien ne lui pèse tant que la vérité, et je suis, depuis un an, le candidat, de la vérité qui rend libre ! Entrez dans l'espérance ! Nous ne sommes pas seuls. Le Peuple de France a entamé sa libération et la Providence nous soutient de son bras invincible ! La France va se retrouver et les Français être délivrés ! Vive Marseille, Vive la Provence, Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2002>04.13 - <locuteur.rice=Corinne\_Lepage> - Paris <lieu=Paris>  
<texte=30>

Mesdames ,messieurs

Je tiens tout d'abord, à vous remercier d'être présents, un samedi, de vacances, avec nous.

Je voudrais remercier le travail d'équipe remarquable qui a permis cette campagne à commencer par ma directrice de campagne, Isabelle Jacono, mais aussi Sylviane Tropper, Isabelle Majorelle, Pierre Bich, François Desgrandchamps, Claude Rambaud , Catherine Tripon, Jean Henri Ricard, Guillaume Curnier,... pour ne citer que ceux qui sont présents 24 heures sur 24 à Paris.

A continuer par nos équipes de province, de plus en plus nombreuses et sans lesquelles ni la collecte des signatures ni les déplacements n'auraient été possibles.

Grâce à l'équipe programme, Dominique Bourg, Christian Buchet, Pierre Marie Giacommoni, Gerard Rabinovitch, et 50 autres que je ne peux citer ici, des idées, des propositions originales et cohérentes ont pu être formulées. Nous avons pu proposer un véritable projet et un programme de 84 pages et 540 propositions concrètes, dans tous les domaines.

Nous allons continuer de travail.

Mes chers amis, le mouvement est en marche. Le vote de dimanche peut et doit lui donner un nouvel élan. La mobilisation qui s'est progressivement faite jour dans cette campagne, malgré le soin vigilant des médias nationaux à occulter ma candidature et à m'empêcher de m'exprimer s'explique aisément : nous posons les termes du débat politique de manière différente ; nous parlons autrement . En un mot, nous sommes différents de tous les autres.

- Je refuse la politique spectacle. Pas de petites phrases ; pas de gifles ; pas de rave party ; pas de déclarations irrévocables.

- Je refuse la politacaillerie, celle qui n'intéresse que le microcosme, les attaques ad hominem. Tout cela n' a rien à voir avec la politique telle que je la conçois. Il reste bien sûr, évident que le politique se doit d'être probe, transparent , intègre et doit répondre comme les autres citoyens, et peut-être plus encore qu'eux , de ses actes.

- Je me bats pour un langage de vérité quoiqu'il en coûte , partout et toujours . Les à peu-près, les doubles langages, l'hypocrisie, les mensonges même tuent la politique, car ils tuent la confiance nécessaire que le citoyen doit avoir dans le politique.

- Je me bats enfin, pour un langage de propositions . Les critiques des bilans , certes justifiées en particulier lorsqu'il s'agit du bilan de ceux qui prétendent donner des leçons de morale et d'écologie à tous les autres, ne suffisent évidemment pas.

Se borner à la critique permet de faire l'impasse sur de vraies propositions concrètes et novatrices et c'est la raison pour laquelle, à droite comme à gauche, la thématique du bilan a tant de succès.

L'essentiel, c'est d'offrir une perspective accompagnée de mesures concrètes.

J'en donnerai quelques exemples.

- Changer les priorités et faire que la santé, la sécurité sous toutes ses formes, de l'assiette au bioterrorisme, la vie passent avant une prétendue rentabilité qui n'est que de court terme.

La première mission de l'Etat contemporain, ce n'est pas de prétendre réguler l'économie qui dépend de la conjoncture internationale, mais réduire les risques auxquels sont exposés les citoyens, développer la prévention et l'éducation.

Cela signifie une application réelle du principe de précaution, qui passe notamment par un moratoire sur les OGM et une grande prudence avant de mettre sur le marché des produits dont personne ne connaît les effets à moyen et long terme . Je pense aux relais hertziens pour lesquels la France refuse d'appliquer les normes en vigueur chez nos voisins. Cela signifie une culture de sûreté qui appelle une autre gestion des risques industriels où les pouvoirs publics ou les industriels ne cachent pas la vérité comme pour Tchernobyl ou plus récemment à Dunkerque où Total n' a pas prévenu à temps la population de l'émission d'un nuage toxique. Je propose que nous nous donnions le même objectif que les Pays-Bas : diviser par 10 le risque industriel d'ici 2010.

- Instaurer un Etat de justice.

Si tous les candidats parlent de sécurité et de répression, bien peu proposent des mesures concrètes pour bénéficier d'un véritable Etat de Justice en France. Peut-être parce que le sujet fâche et que les politiques s'accommodent d'une justice sans moyens , qui peut d'autant plus facilement être instrumentalisée ou critiquée.

Outre le renforcement des moyens , y compris de la police judiciaire et de la police d'investigation, la création d'un pouvoir judiciaire assis sur une Cour Suprême, je propose que les associations de victimes puissent se constituer partie civile aux lieux et places des victimes directes pour éviter la peur des représailles et avoir un poids suffisant pour que les instructions soient menées à terme et les peines prononcées soient exécutées.

Et sur le blanchiment d'argent sale et la corruption, fléaux des sociétés modernes , dont les candidats sont si réticents à parler, je propose la création d'un parquet européen et d'une juridiction pénale européenne.

- Rien de tout cela n'est possible sans la reconnaissance d'un contre pouvoir citoyen organisé . Je propose le renforcement des moyens financiers et juridiques des associations par un financement direct par le contribuable , comme dans les pays anglo-saxons. Je propose la reconnaissance d'un droit à la contre expertise et une refonte complète des enquêtes publiques et des concertations bidon. Je propose en fin, une obligation d'information pour tous ceux qui sont détenteurs de connaissances pouvant avoir une incidence sur la santé ou l'environnement. Un délit de rétention d'information devrait être créé.

- Enfin, je crois que les immenses enjeux écologiques et humains qui sont devant nous ne pourront pas être résolus sans trouver la voie du mariage entre écologie et économie.

L'économie de l'environnement peut et doit devenir le moteur du développement économique des années qui viennent. En alternative au modèle américain qui uniformise , je propose une exception écologique, culturelle et sociale européenne . Cette grande puissance de 400 millions de personnes peut devenir le leader de cette nouvelle économie . Elle peut offrir un modèle de démocratie citoyenne , fondée sur une Histoire et une culture profondément humaniste . Cette démocratie reste à construire et notre pays doit y jouer un rôle essentiel.

Vous l'avez bien sûr compris : la dimension éthique de la politique est essentielle, car elle lui donne à la fois son sens et ses règles.

Quelles sont nos valeurs ?

Ces valeurs sont celles de la République, je veux dire bien entendu non pas la République de Grand Papa, mais cette République moderne dont parlait déjà Pierre Mendès France.

Elles sont aussi celles de la responsabilité vis à vis des citoyens d'aujourd'hui, mais aussi de nos enfants, petits-enfants, celle du respect mutuel qui implique tolérance. La tolérance ce n'est pas le laxisme, c'est l'égalité de tous devant la loi . Je rappelle que la Déclaration fondatrice de 1789 énonçait : elle est la même pour tous soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.

J'ajouterai volontiers à l'époque où nous sommes soit qu'elle prévienne. Il faut travailler à long terme, prévenir la violence nécessite non seulement la sanction immédiate des faits produits, mais aussi un effort durable d'éducation et plus encore des perspectives d'avenir pour les jeunes.

De cet effort, les familles sont responsables comme piliers de la société. Il y a beaucoup à faire pour leur donner les moyens non seulement matériels, mais moraux, intellectuels de faire face à cette responsabilité.

Pour leur part, les enseignants, les éducateurs ont une mission centrale. Il ne s'agit pas seulement de leur donner les moyens matériels de la remplir, mais de les faire bénéficier de la considération et du soutien dont ils ont besoin.

Qui ne voit que les politiques ont dans ce contexte une responsabilité éminente dont la plupart d'entre eux n'ont apparemment pas conscience.

La force de CAP 21, la force de ma candidature, c'est le sens de cette responsabilité du politique qui est avant tout une responsabilité éthique, dans tous les sens du terme.

L'ambition de ma candidature, c'est de contribuer à donner un sens à cette société française et au-delà européenne, qui en manque.

Il y a cinq mois, le 24 novembre 2001, je vous disais : Si être de gauche, c'est penser comme Jean Jaurès, qu'il n'y a pas de démocratie sans morale ni justice sociale, alors que je suis de gauche sans hésiter et de tout cœur, et si être de droite, c'est penser comme Charles Péguy qu'il n'y a pas de République sans morale ni spiritualité, alors je suis de droite, sans équivoque.

Tout ce qui s'est passé durant cette campagne m'a confortée dans cette conception, qui transcende les clivages traditionnels et prépare l'avenir. Nous pouvons, nous devons, nous allons, dimanche prochain, faire que le premier tour de l'élection présidentielle soit un pas important pour notre démarche commune.

Chaque voix qui se portera sur mon nom contribuera efficacement à l'émergence du pôle écologique, humaniste, citoyen que je veux créer au centre de l'échiquier politique avec vous et beaucoup d'autres qui nous rejoindrons.

J'appelle les personnes, hommes et femmes, de sensibilité philosophiques différentes, d'origine diverse à se retrouver dans un travail commun de préparation de l'avenir.

Les valeurs que nous avons mises en évidence vont faire leur chemin, la participation de toutes et de tous est nécessaire. Une participation citoyenne. Nous n'appartenons pas à l'espèce des grenouilles qui demandent un roi.

Chaque citoyenne, chaque citoyen est détenteur de son avenir.

Ces valeurs, ces objectifs, ce message que nous portons pendant cette campagne, nous continuerons à les porter, et je l'espère de plus en plus nombreux au cours des semaines et des années qui viennent. Nous sommes partis pour une croisière au long cours.

L'étape du 21 avril prend dans cette perspective une signification évidente, puisque je suis la seule dans cette campagne, à porter la double exigence écologique et citoyenne.

Chaque voix qui s'exprimera pour moi pèsera sur notre destin collectif et sur les choix futurs.

Mesdames, Messieurs, le premier tour n'est pas celui où l'électeur élimine, mais celui où il choisit.

Entre les votes protestataires, d'extrême droite ou d'extrême gauche qui se rejoignent, et le vote de résignation, vers des sortants, il est un point commun : une forme de fatalité et de non-avenir.

J'appelle ces électeurs déçus et sans repères, j'appelle tous ceux qui envisagent de s'abstenir parce qu'ils pensent que leur vote ne servira pas à changer les choses, à opter pour un vote de proposition et non de protestation.

Choisissez plutôt le sens. Choisissez plutôt l'avenir. Choisissez plutôt l'espoir

Dimanche prochain, donnez un sens à votre vote. Engagez vous dans l'avenir !

\*\*\*

<campagne=2002>04.17 - <locuteur.rice=Alain\_Madelin> - Marseille <lieu=Marseille>  
<texte=31>

"Les Français ne veulent pas du match revanche de 1995"

A l'occasion de son dernier meeting de campagne, à Marseille, Alain Madelin avait réuni les responsables de ses 250 comités de soutien locaux. A cette occasion il a indiqué que "dans cette dernière ligne droite, tout le monde sent bien qu'il se passe quelque chose (...) qui dérouté la météo des sondages. Quelque chose qui va déjouer tous les pronostics".

Un formidable appétit de changement

"On a voulu escamoter le débat du premier tour, réduire la liberté de choix des Français pour faire de cette élection présidentielle, après cinq ans de cohabitation tout aussi inutile que stérile, le match revanche de 1995. Et bien oui, il se passe quelque chose, les Français tout simplement n'en veulent pas", a-t-il ajouté.

Un débat escamoté mais qui se traduit pour les "deux favoris de la médiatisation" par un désaveu puisque ils ne "trouvent la confiance que d'un Français sur trois, ensemble ce qui montre qu'il y a un formidable appétit de changement". Evoquant les programmes des uns et des autres, Alain Madelin a souligné que "quand trois Français sur quatre, à tort ou à raison, ne voient pas la différence entre le programme de Chirac et le programme de Jospin, c'est bien le signe qu'ils ont envie d'autre chose".

Le vote constructif

"A ceux qui se résignent à la résignation, à ceux qui sont tentés par la protestation inutile et stérile ou encore par l'abstention, je veux offrir un vote d'espoir et d'ambition, un vote utile et constructif, un vote qui soit celui d'un vrai changement pour rattraper tout le temps perdu".

Contrat de confiance

Evoquant le deuxième tour il a rappelé : "il n'y aura pas de chèque en blanc mais un contrat de confiance" car les voix qui se seront portées sur lui, "porteuses du changement fort dont la France a besoin et elles indispensables pour gagner". Ces voix là, "faites moi confiance pour (...) qu'elles ne soient pas trompées ou gâchées une fois encore (...) pour les faire peser de tout leur poids", a conclu Alain Madelin.

\*\*\*

Mesdames, Messieurs,

La question de la défense de la France a été complètement occultée pendant cette campagne présidentielle. Pourtant, je le rappelle, le président de la République est le chef des armées, il est celui qui détient le pouvoir de déclencher une frappe nucléaire.

D'ailleurs, je le signale en passant, l'aptitude à exercer cette responsabilité doit être, à côté du programme, l'un des critères de sélection des candidats. Et les Français doivent aussi se poser cette question : peut-on confier le bouton nucléaire à Laguiller, à Le Pen, à Chevènement, à Mamère ou à Hue ?

Au-delà, je constate que même les deux principaux prétendants non seulement n'ont rien proposé pour l'armée mais que ce sont eux qui portent la responsabilité de son déclin accéléré.

M. Jospin n'évoque pas la politique de défense dans ses dix priorités. Son bilan est d'ailleurs parmi les plus catastrophiques de la Ve république. Depuis 1997, en effet, alors que le budget de l'État a augmenté de près de 5 %, les dépenses militaires de fonctionnement n'ont progressé que de 0,5 % et celles d'investissements, pourtant essentielles à nos forces, ont baissé de près de 14 %.

Quant à M. Chirac, il s'est une nouvelle fois renié, et pas seulement par son inaction face aux socialistes. Après avoir annoncé en début de campagne un programme prévoyant une hausse de 30 % des dépenses militaires, il a revu ses ambitions à la baisse moins d'un mois plus tard : sur les 14 milliards d'euros consacrés initialement aux armées, il ne reste plus aujourd'hui que 1,5 milliard, et vraisemblablement il ne restera plus rien une fois réélu !

J'accuse donc solennellement MM. Jospin et Chirac de non-assistance à défense en danger !

Car l'armée française est privée de tout, ou presque, pour remplir ses missions, lesquelles sont d'ailleurs de moins en moins militaires et de plus en plus policières, pour ne pas dire civiles, comme l'illustre la multiplication des plans Vigipirate, Polmar et autre Statère, ainsi que les nombreuses missions de "maintien de la paix" sous mandat international, voire sous direction américaine comme en ex-Yougoslavie ou en Afghanistan.

Combien de pilotes sans engin, de tireurs Milan sans missile, de chefs de groupe sans groupe, d'officiers sans commandement ou encore de grenadiers-voltigeurs qui, parce qu'ils enchaînent tant de Statère, de Polmar et de Vigipirate, n'ont pas tiré une seule cartouche depuis un an ? Et quand une unité opérationnelle part en mission extérieure, combien d'autres tournent au ralenti, obligées de mettre en sommeil leurs matériels et leurs servants ?

Il faut aujourd'hui solliciter une quinzaine de régiments, hommes et matériels compris, pour armer ce qui n'est qu'un seul bataillon d'infanterie.

Dans l'armée de terre, entre un tiers et 60 % de certains matériels sont immobilisés faute de pièces détachées ou de crédits d'entretien. L'aviation de combat accuse un retard de 1 843 heures de vol par rapport à son activité théorique. Et quand la Royal Navy navigue 150 jours par an, la marine nationale n'affiche que 90 jours de mer. Partout, les taux d'activité de nos forces sont inférieurs aux normes fixées par l'Otan !

Décidée sans concertation, menée à la hâte et surtout sans bénéficier des moyens nécessaires, la professionnalisation de l'armée française a conduit à la paupérisation et à la démoralisation de nos forces. Et ce, au risque de notre sécurité collective immédiate.

Car l'effort de défense est aujourd'hui toujours nécessaire. D'ailleurs, de nombreuses puissances réarment, au premier rang desquelles la Grande-Bretagne et les États-Unis. C'est ainsi que les Anglais affectent, par soldat, un budget double de celui de la France et que les Américains n'ont jamais consacré une telle part de leur PIB à leur défense depuis l'ère Reagan.

Aussi, élu président, je m'engage à mener une action d'envergure pour reconstruire l'armée française.

Ma première priorité sera de restaurer le moral de l'armée et plus encore la morale incarnée par l'armée. Les valeurs qui portent et que porte l'armée sont en effet essentielles à la survie de la communauté nationale dans son entier.

Force, courage, dévouement, sens de l'honneur et du sacrifice, solidarité de corps et d'âme : qui ne voit que ces valeurs immémoriales manquent aujourd'hui cruellement à une France en proie à une profonde crise morale ? Qui ne comprend que lorsque des notions aussi élémentaires sont niées, voire bafouées et oubliées d'un peuple, c'est l'existence même de ce peuple qui se trouve remise en cause ?

Il est donc du devoir de l'État de soutenir, y compris devant les tribunaux si nécessaire, lorsque se développent de scandaleuses campagnes de dénigrement, l'honneur et le prestige de nos armées, afin d'imposer à tous le respect et la considération qui leur sont dus.

Ma deuxième priorité consiste à revaloriser les moyens techniques, financiers et matériels de l'armée, dont la capacité opérationnelle doit être rétablie au plus vite.

Mon objectif dans ce domaine est très clair. Je veux porter l'effort de défense de la nation à hauteur de 3 % du PIB dès l'année prochaine et à

4 % d'ici à cinq ans. Il s'agit de dépenser plus, de dépenser mieux et surtout de dépenser intégralement ce qui aura été voté par le Parlement.

Dans ce cadre budgétaire restitué, la dissuasion nucléaire doit rester le pivot de notre indépendance nationale. Cet outil doit donc être modernisé, notamment en développant des armes à neutron miniaturisées pour pouvoir le cas échéant compenser par la puissance de feu l'infériorité numérique de nos armées et mener efficacement une dissuasion "du fort au fou".

S'agissant de la défense conventionnelle, outre le rattrapage en termes de programme existant, j'entends prioritairement doter nos armées d'un second porte-avions nucléaire, d'une défense anti-missiles, de services de renseignement crédibles et d'une flotte de chasseurs et bombardiers à long rayon d'action.

La projection des forces, notamment par la construction de gros porteurs, doit devenir enfin réalité : la France et l'Europe ne seront en mesure de défendre réellement leur territoire et ne pourront peser de nouveau dans le concert des nations qu'en s'affranchissant de toute logistique étrangère et donc de toute pression extérieure.

Je propose par ailleurs la création d'une garde nationale. Aux côtés d'une armée professionnelle renforcée, à vocation offensive, et d'une gendarmerie spécialisée dans les missions de police et le maintien de l'ordre, cette nouvelle arme illustrerait efficacement le retour à l'esprit de défense que j'appelle de mes vœux. Elle serait constituée de volontaires des deux sexes, actifs pour une période de six à neuf mois en fonction des spécialités et appelés à une période de réserve d'un mois par an.

Parallèlement, les crédits de fonctionnement doivent également être augmentés afin d'assurer la montée en puissance de nos forces professionnelles, la permanence de la gendarmerie et la mise en place de la garde nationale que j'appelle de mes vœux.

Enfin, bien évidemment, il s'agit de remettre notre armée au service d'une certaine vision de la France et de l'Europe. Dans le cadre de l'Europe des nations, je veux mettre en place une alliance militaire européenne fonctionnant sur le modèle de l'Otan à laquelle elle se substituerait.

Par son histoire comme par sa vocation, la France a un rôle essentiel à jouer au profit de l'Europe. La France peut retrouver sa place de premier plan sur le vieux continent et l'Europe de son côté doit rétablir sa puissance et son rayonnement dans le monde. N'oublions pas qu'elle est plus peuplée et tout aussi riche que les États-Unis.

Les nations européennes doivent retrouver les voies de l'identité et de la puissance. Mon projet est de refaire de la France la première puissance en Europe et de l'Europe la première puissance dans le monde !

\*\*\*

## <campagne=2007>04.10 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Noyelles-Godault <lieu=Noyelles\_Godault> <texte=33>

Mes chers amis, je suis très ému par votre présence nombreuse. Ce n'est pas un meeting. Le meeting, nous l'aurons au Zénith à Lille, le 17 avril et ce sera un grand rassemblement populaire qui viendra de toute la Région.

Aujourd'hui, j'ai voulu quelque chose de tout différent. J'ai voulu une rencontre à Noyelles Godault, c'est-à-dire au cœur même du bassin minier le plus touché par les restructurations, la succession de crises dans les entreprises, la succession de déceptions pour un grand nombre de femmes et d'hommes qui voient remettre en cause, dans ces entreprises, leur vie de tous les jours, leur vie professionnelle, l'avenir de leurs enfants et la survie de leur famille.

Évidemment, comme vous le savez, Noyelles Godault n'est pas le lieu des meetings politiques habituels. Les candidats à l'élection présidentielle ne s'y pressent pas. Cependant, il m'a semblé que c'était le lieu où il fallait venir rencontrer les ouvriers, les employés, ceux pour qui l'industrie, ce n'est pas seulement un chapitre économique, c'est aussi leur vie, la chance pour eux de leur vie et la chance pour la région de trouver un tissu d'entreprises qui offrent de l'emploi.

Je n'ignore rien du contexte électoral habituel de cette région. Je sais très bien quels sont les résultats que, d'ordinaire, on y rencontre et, cependant, j'ai trouvé toute la journée formidable. Je voudrais vous raconter rapidement la journée qui a été la nôtre et pourquoi nous avons choisi chacune des étapes de cette journée, avec Jean-Marie Vanlerenberghe, avec mes amis qui sont les élus du Nord et du Pas-de-Calais. Je vais les saluer pour vous, Valérie Létard, sénatrice du Nord, Francis Vercamer, député du Nord, Gérard Vignoble, député du Nord-Est et maire de Wasquehal. Je salue Jean-Jacques Jégou, qui a fait le déplacement, sénateur du Val-de-Marne, Marcel Deneux, sénateur de la Somme.

Je remercie Jean Urbaniak de son accueil comme maire de Noyelles Godault. Il est votre maire, j'espère qu'il redeviendra votre député, parce qu'il le mérite et Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur du Pas-de-Calais, maire d'Arras, autrement dit, la plus haute autorité naturelle du département du Pas-de-Calais.

Jean-Marie Vanlerenberghe m'a d'abord amené chez Lamato. Lamato, c'est Rhodia, c'est l'entreprise -il ne l'a pas dit par modestie- dans laquelle il a commencé sa vie professionnelle. Il a été cinq ans un très jeune ingénieur méthode chez Rhodia, autrement dit, dans le nylon, cette grande innovation d'après la guerre qui est encore, ô combien, d'actualité aujourd'hui. L'entreprise Lamato, c'était une entreprise condamnée, l'entreprise Rhodia à Arras, c'était une entreprise condamnée. Vous savez à quel point on se faisait du souci autour de cette entreprise. Il y avait cent cinquante emplois. Puis, l'entreprise a été fermée. On est arrivé au bout du processus qui était celui de la fin de vie de cette entreprise et, à ce moment-là, une poignée de responsables autour de M. Tosca qui était un chef de petite entreprise après avoir occupé des responsabilités chez Rhodia, ont décidé de la reprendre. Ils sont partis avec rien.

Il y a dix-huit mois, ils avaient perdu leurs clients. L'entreprise était fermée depuis plusieurs mois. Toutes les difficultés étaient évidemment des difficultés qui traumatisaient leurs clients éventuels et, peu à peu, en dix-huit mois, ils ont remonté l'entreprise, remonté les carnets de commandes, de sorte qu'ils ont réembauché près de 70 % des employés de l'entreprise, et cette progression n'est pas achevée.

Tout d'un coup, ils sont devenus ou redevenus une entreprise de pointe dans un secteur qui en compte peu. Bref, le sauvetage a eu lieu et ce sauvetage est naturellement un immense motif d'espoir.

J'ai voulu commencer par une entreprise que l'on avait redressée et je veux vous dire ce que le responsable de l'entreprise, M. Tosca, nous a dit. Il m'a dit : "Monsieur Bayrou, si les élus de tous les bords ne s'étaient pas mis pour travailler ensemble, n'avaient pas décidé d'unir leurs forces, de vaincre tous les obstacles devant nous, il n'y avait aucune chance que la reprise et le redressement de l'entreprise puissent se faire."

C'est l'union qui a fait la force et c'est l'union qui a sauvé l'entreprise Lamato. L'un des cadres a dit : "Monsieur Bayrou, c'est parce que vous proposez cela pour la France que je suis décidé à vous aider, parce que j'ai vu, dans la réalité, ce qu'était la force de tous les politiques qui se mettent ensemble, quel que soit leur bord. Ce que nous avons fait pour Lamato, vous avez raison de le proposer pour la France. Je veux que cela réussisse pour notre pays."

J'étais très heureux de ce témoignage de redressement et de renaissance.

Après, on est allé à Metaleurop. Il y a peut-être des anciens de Metaleurop dans la salle. Je les salue avec ce qu'ils portent d'inquiétudes. Ils ont été victimes d'un abandon en rase campagne, d'une trahison de la part de responsables d'entreprise, de financiers qui les ont laissés choir, tomber, abandonner, non seulement eux-mêmes dans la situation de chômage et de précarité qui frappe un grand nombre d'entre eux, mais y

compris des collectivités locales avec, sur les bras, un site industriel pollué de toutes les manières. Je crois que l'on a trouvé plus de neuf cents produits et métaux dangereux dans le sol de Metaleurop sur les cinquante hectares qui représentaient le site de Metaleurop.

Ce que j'ai vu à Metaleurop, et vous le savez bien puisque vous vivez dans la région, ce n'est pas que tout soit rose, il y a un grand nombre de familles qui sont abandonnées, qui se sentent abandonnées. Il y a un grand nombre de familles qui sont dans la précarité, mais là-bas, il y a des petites pousses qui montrent qu'un espoir est envisageable.

D'abord, le site a été dépollué. C'est probablement un des plus grands sites dépollués en Europe. On a curé tout ce qui était pollution, toute la terre. On l'a remplacée par un sol sain. On a fait en sorte que les produits dangereux ne le soient plus. On a rendu à ce site une apparence, un rayonnement qui est un espoir.

J'ai été frappé de ce que, déjà, sur le site de Metaleurop, deux cents emplois ont été créés dans le tertiaire, dans les entreprises et qu'un autre projet industriel, consistant à retraiter un certain nombre de déchets -des déchets électroniques ou les vieilles voitures pour les recycler, pour faire de ces objets abandonnés des richesses- prévoit de créer deux cents emplois de plus d'ici à dix-huit mois.

Vous voyez, dans ces deux cents plus deux cents, soit quatre cents emplois, dans un site réhabilité, il y a quelque chose qui est de l'espoir et, sur les deux cents emplois qui vont être créés, les anciens salariés de Metaleurop vont être prioritaires.

Je suis heureux de voir qu'il y a quelque chose à croire, une petite lumière au bout du tunnel qui montre que l'on n'est pas complètement abandonné, au contraire, que de nouvelles forces d'intelligence et de création sont en train de se mettre en place.

Ceux-là aussi, je les salue. Je salue l'espoir comme j'ai salué les difficultés des gens. Cet espoir mérite qu'on l'applaudisse.

Puis, troisième halte à l'usine Samsonite dont vous savez l'incroyable difficulté : c'est un outil industriel absolument remarquable, absolument prêt à redémarrer, si l'on appuie sur le bouton, un outil industriel avec des emplois nombreux et, tout d'un coup, non seulement se retrouvant en difficulté, cela arrive à beaucoup d'entreprises, mais se retrouvant aussi abandonné de manière, je crois, frauduleuse, vendu, vraiment ou faussement, à une entreprise qui s'est présentée comme une entreprise de repreneur, à laquelle les salariés ont cru, ils ont cru qu'ils allaient vraiment trouver une solution. C'était destiné à fabriquer des panneaux solaires. On n'a jamais fabriqué un seul panneau solaire dans l'usine et l'entreprise s'est retrouvée fermée et même, le plan social, qui devait être mis en place, n'a pas été honoré.

Il y a là une attitude de voyou et cette attitude de voyou mérite d'être sanctionnée et punie. Ce n'est pas normal et ce n'est pas juste. Voyez-vous, Samsonite, c'est une des plus grandes entreprises de bagages au monde. C'est une entreprise qui a pignon sur rue. C'est une entreprise dont la marque est évidemment extrêmement forte dans les bagages dans le monde entier. Il n'est pas normal qu'une entreprise comme cela puisse échapper à ses responsabilités avec sa puissance, avec le fait qu'elle gagne de l'argent, simplement en trouvant des pseudo-repreneurs, des gens qui font semblant de reprendre pour n'avoir aucune obligation à l'égard des salariés et pouvoir se défilier à la suite sans évidemment que personne ne puisse répondre, ne serait-ce que des obligations légales. Lorsque l'on ferme une entreprise, on a des obligations légales à l'égard des salariés. Ceci n'est plus acceptable.

Je le dis aussi pour Suplistat. Comme vous le savez, c'est une entreprise qui a fait l'objet exactement du même abandon. On a vendu les machines aux enchères. Cela était un crève-cœur pour les salariés. Ils nous l'ont raconté tout l'après-midi. Il y a là quelque chose qui n'est pas acceptable et je considère que, parmi les obligations qui sont les nôtres, il faut faire de l'Europe un espace juridique capable de faire respecter ces lois, même à l'égard des gens qui cherchent des échappatoires pour ne pas faire face aux obligations qui sont les leurs.

Si nous sommes, l'Europe, un grand espace économique, un grand espace commercial, alors, il faut que nous soyons capables de faire respecter les obligations que nous avons fixées surtout à l'égard des très grandes entreprises qui font du commerce sur notre sol.

Il n'y a aucune raison d'accepter que ceux qui viennent nous apporter leurs produits pour que l'on puisse les vendre ne respectent pas les règles, notamment les règles sociales et juridiques, que nous avons fixées lorsqu'une entreprise est en difficulté.

Il y a là, de la part de notre pays, la France, et surtout de l'ensemble européen, l'impératif de construire un espace de droit dans lequel nous ferons respecter nos lois.

Je vous promets que, élu Président de la République, je demanderai que l'Europe soit capable de faire respecter les lois qu'elle s'est fixées, que ses ressortissants doivent respecter et elles doivent être respectées par les autres.

Voilà pourquoi j'ai voulu faire ces trois haltes et je suis heureux que nous nous rencontrions dans cette ambiance familiale, dans le gymnase de Noyelles Godault, pour réfléchir ensemble à ce que nous pouvons dire de l'avenir industriel de notre pays, des emplois de notre pays, de la situation des ouvriers et des salariés chez nous, parce que, pour moi, la certitude est que, depuis vingt-cinq ans que gauche et droite alternent au pouvoir, la France, en tout cas, est à la queue de l'Europe pour son niveau d'emplois.

Ce que je vais vous dire aujourd'hui, je le dis avec la certitude que je ne vous raconterai pas d'histoires. Je ne suis pas venu avec une baguette magique. Je n'en ai pas. Je ne suis pas venu pour raconter des histoires à ceux qui sont dans la difficulté la plus grande et dans l'inquiétude la plus grande. Ce que je veux, c'est un pays qui regarde en face les problèmes qui sont les siens et qui puisse apporter une stratégie de réponse.

La France est à la queue de l'Europe pour son niveau d'emplois, mais tout le monde n'est pas égal face au chômage.

Le chômage frappe, d'abord, les plus faibles, d'abord, les ouvriers, d'abord, les employés, d'abord, les classes moyennes. C'est vous qu'il frappe et c'est pourquoi il faut en parler ensemble.

Il y a d'autres pays européens autour de nous, le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas, les pays scandinaves, où le chômage a été combattu efficacement et ce sont d'ailleurs le plus souvent des grands gouvernements du centre, du centre gauche et du centre droit, qui ont construit ces politiques, qui ont combattu efficacement le chômage.

Les trente-cinq heures n'ont pas réglé la question du chômage. Les seuls emplois qui ont été créés ou maintenus l'ont été avec des subventions massives, des exonérations qui se montent à près de vingt milliards d'euros. On dit que cela a permis de sauver ou de maintenir ou de créer quelque chose comme quatre cents mille emplois. Si vous comptez bien, cela fait cinquante mille euros par emploi. Donc, cela veut dire que l'on a dépensé beaucoup d'aides publiques et que, en réalité, cela n'a pas réellement créé d'emplois.

J'ai entendu naturellement l'idée qui a été proposée par ma concurrente socialiste sur le thème de ce contrat première chance qui est une espèce de CPE de gauche inventé de manière curieuse. Je ne sais d'ailleurs pas si elle l'a maintenue ou retirée, parce que j'ai vu beaucoup d'allers-retours sur ce sujet, mais, ce que je veux dire simplement, c'est que, ce contrat-là, tout le monde a compris qu'il coûte extrêmement cher à l'État, des dizaines de milliers d'euros pour payer une année pleine de salaire et de charges au bénéfice d'entreprises qui n'en demandaient pas tant et que cette immense dépense publique, qui allait être faite, est d'abord évidemment, en principe, à l'encontre de ce que l'idéologie ou la vision de la gauche voulait obtenir des entreprises, parce que, voir l'État subventionner directement les entreprises, ce n'est pas exactement ce que l'on pouvait imaginer comme une stratégie de gauche.

Mais, avec certitude, étant donné le nombre de jeunes qui pourraient être concernés, nous n'avons pas le quart du dixième des moyens qui nous permettraient de répondre à un tel engagement.

Nous, au contraire, nous proposons la création, payés par l'entreprise, de deux emplois sans charges pendant cinq ans pour toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, entreprise commerciale, entreprise artisanale, entreprise industrielle, entreprise agricole.

Toutes les entreprises auront le droit de créer deux emplois sans avoir à payer de charges pendant cinq ans, sauf 10 % pour la retraite, mais l'entreprise paiera le salaire. Ce sera un vrai emploi. Ce sera un emploi en CDI, pas un emploi que l'on pourra bazarder, excusez-moi de l'expression, au bout de l'année et qui sera un élément de précarité de plus au terme duquel les jeunes se trouveront sans aucune garantie d'engagement.

Il y a là un déséquilibre qui ne me paraît pas juste dans la situation actuelle du pays. Nous proposons, nous, de vrais emplois, payés par l'entreprise, mais dans le cadre desquels la solidarité nationale s'exerce de manière que l'entreprise n'ait pas à payer de charges pendant cinq ans.

D'un côté, il y a une stratégie de véritables emplois, d'emplois en CDI où l'entreprise assume sa part de la charge. De l'autre, il y a une stratégie d'irresponsabilité et de précarité.

Je préfère notre proposition à celle de Ségolène Royal. Elle est plus juste pour les jeunes, plus juste pour l'État et plus juste pour les entreprises et nous verrons alors se rapprocher ceux qui s'opposent depuis longtemps.

Chaque fois que l'on parle de ces sujets de l'emploi, il y a ceux qui disent : les charges ne sont pas un problème. La question des charges est une question... Il y avait tout à l'heure un responsable syndical qui le disait de cette manière : la question des charges est une question que les entreprises remettent sur le tapis, mais qui, en réalité, n'empêche pas la création d'activités. Et, il y a ceux qui, comme nous, disent : en concentrant les charges de la santé, de la maladie, de la vieillesse sur le travail, en fait, vous faites fuir les emplois.

Moi, je suis de ceux qui pensent qu'il y a un problème avec le poids trop lourd des charges sociales sur le travail. Je suis de ceux qui pensent qu'il y a énormément de créations d'emplois qui sont dissuadées simplement parce que celui qui devrait les créer, et spécialement les toutes petites entreprises, se dit : oui, mais cela ne me rapportera pas assez pour que je puisse faire face à la création d'un emploi. Il y a là quelque chose de trop inquiétant pour une majorité de créateurs d'emplois dans notre pays, souvent de toutes petites entreprises.

Savez-vous combien il y a d'entreprises qui n'ont aucun salarié en France ? Il y en a un million cinq cents mille. Ce sont des gens qui ont une entreprise artisanale, commerciale, mais qui n'ont pas de salariés et, les entreprises qui ont moins de dix salariés, même moins de neuf salariés, il y en a un million de plus, soit deux millions cinq cents mille entreprises sur les deux millions sept cent cinquante mille que compte notre pays.

Eh bien, je suis certain que cette question des charges, cette question du coût de l'emploi travaille un très grand nombre de ceux qui pourraient faire naître des emplois nouveaux. En tout cas, nous allons avoir, là, la vérification grandeur nature de ce que représente, dans un pays comme le nôtre, ce que j'appelle le continent des emplois gelés, c'est-à-dire les centaines de milliers, je crois, millions, car je crois que l'on atteindra le million d'emplois- qui ne demanderaient qu'à être créés, mais qui ne peuvent pas l'être en raison du caractère trop lourd des charges qui pèsent sur ces emplois.

Nous allons avoir la démonstration grandeur réelle. Nous allons voir qui a raison et, au bout de deux ans, nous ferons l'évaluation de ce système et nous verrons s'il a, en effet, permis de dégeler des centaines de milliers d'emplois, pour eux, là, pour les jeunes, souvent diplômés, qui ne trouvent pas un contrat de travail, parce qu'ils n'ont pas l'expérience nécessaire et que, sans expérience, ils coûtent trop cher ou pour une autre catégorie de salariés dont le sort est particulièrement injuste, qui sont les plus de cinquante ans que l'on écarte du travail peu à peu, sans le dire, en prétendant qu'ils sont trop vieux et, naturellement, la question, ce n'est pas la question de l'âge, c'est la question de leur niveau de salaire. Au stade où ils sont arrivés, au bout de leur carrière professionnelle, à la vérité, ils coûtent trop cher pour l'entreprise. On préfère les mettre sur la touche et les remplacer par de plus jeunes.

Ceci est un drame national, parce que si vous reliez cette question des personnes de plus de cinquante ans, qui sont sur le bord de la route, qui ne trouvent plus à travailler avec des charges de famille, qui sont souvent des charges de famille beaucoup plus lourdes que celles que l'on avait autrefois, avec des familles recomposées, avec quelquefois de jeunes enfants, avec cette angoisse de ne pas arriver à faire face à leurs responsabilités, quand vous reliez cette question à celle des retraites, dont tout le monde voit bien qu'elle va exiger une réforme qui fera que librement, j'espère, ou autrement obligatoirement, on va devoir prolonger le nombre d'années de travail.... Vous savez que tous les pays autour de nous ont reporté l'entrée en retraite à des âges beaucoup plus avancés, mais à quoi cela sert-il d'avoir une réforme des retraites si les personnes de plus de cinquante ans sont de plus en plus nombreuses au chômage ?

Il y a un chiffre qui est, pour moi, un chiffre impressionnant : le jour où ils prennent leur retraite, il y a plus d'un Français sur deux qui a perdu son emploi depuis déjà longtemps. En réalité, aujourd'hui, la majorité des Français qui prennent leur retraite la prennent à partir d'une situation de chômage et pas à partir d'une situation de travail.

Vous vous rendez bien compte que cette question de l'emploi des plus âgés, des plus de cinquante ans est une question terrible pour l'équilibre de la France. Voilà un pays qui a le taux de chômage des jeunes le plus important d'Europe et le taux de chômage des seniors, comme l'on dit. Je n'aime pas cette expression, parce que, seniors, cela veut dire plus vieux et je trouve que, au-dessus de cinquante ans, on n'est pas encore tout à fait vieux. En tout cas, je connais des gens qui défendront cette idée ! Les jeunes n'applaudissent pas trop ! Pour eux, cela paraît du grand âge. On a besoin d'apporter des solutions nouvelles aux salariés de plus de cinquante ans.

Voilà les deux catégories : les jeunes souvent diplômés qui ne trouvent pas d'emploi, les jeunes sans diplômes et les personnes âgées de plus de cinquante ans, qui bénéficieront de la vague de créations d'emplois, si elle intervient. En tout cas, nous aurons la vérification de tout cela.

J'en viens au problème que l'on a traité tout l'après-midi. À la vérité, un très grand nombre des personnes que j'ai rencontrées, au fond, se disent : qu'est-ce que vous allez faire contre les délocalisations ? Est-ce que vous allez interdire, une bonne fois pour toutes, les délocalisations ?

Je sais que bien des candidats ont laissé entendre, sans le dire explicitement, qu'au fond telle serait leur politique et peut-être un certain nombre d'entre vous sont-ils venus pour m'entendre dire cela.

Eh bien, je veux vous dire que celui qui vous dira : je vais interdire les délocalisations, celui-là ne vous dira pas la vérité. Celui-là ou celle-là ne vous dira pas la vérité.

Les États-Unis n'ont pas réussi à empêcher les délocalisations. Le Royaume-Uni n'a pas réussi non plus à les empêcher ni les Pays-Bas, ni la Suède, ni le Danemark. Aucun de ces pays n'a réussi ni même voulu empêcher, c'est vrai, les délocalisations. En revanche, chacun de ces pays a réussi à faire descendre son taux de chômage si bas que le chômage a pour ainsi dire disparu.

La question qui doit être la nôtre est celle-là : comment faire que, lorsqu'il y a des délocalisations, les personnes ne se retrouvent pas sur le carreau, abandonnées comme elles le sont aujourd'hui ?

Comment faire pour que les délocalisations soient des délocalisations sérieuses et pas des délocalisations financières ?

Comment faire pour que les salariés ne soient pas abandonnés ?

Quelle stratégie mettre en place pour cela ?

C'est cette stratégie que je voudrais défendre devant vous aujourd'hui.

La première stratégie que je voudrais défendre, et nous l'avons vue dans plusieurs des entreprises que nous avons citées, c'est qu'il faut rendre, non seulement possible, mais obligatoire, la reprise quand il y a un repreneur.

J'ai vécu avec vous le drame de Stora et So, immense papeterie, qui arrête trois sur quatre de ses lignes de fabrication. Les salariés, qui vont être mis au chômage, inventent un projet de reprise et trouvent des financiers qui apprécient ce projet de reprise consistant à fabriquer un papier de très grande résistance à partir de la fibre de chanvre, et non plus à partir des fibres de bois ou de papier récupéré dont on se sert à l'heure actuelle.

Pourquoi la fibre de chanvre ? Pour deux raisons : premièrement, elle peut être cultivée localement. C'est une vieille tradition agricole, et notamment agricole du Nord, que de faire naître le chanvre et, deuxièmement, cette fibre, par sa structure très longue, a une capacité de résistance énorme. Cela peut, par exemple, servir à faire des sacs papiers de supermarché qui résisteront à des poids auxquels habituellement ils ne résistent pas.

Donc, ils trouvent une idée, un secteur, un marché. Ils sont courageux. Ils trouvent des financiers. À ce moment-là, commence le processus de bâton dans les roues. On leur avait promis qu'ils pourraient reprendre les machines de cette entreprise avec une somme symbolique. On avait même, au début, parlé de l'euro symbolique. Les machines existent. Elles sont sur place. Elles sont sur le site. Elles vont être arrêtées, démantelées. On propose de les céder à un repreneur, c'est-à-dire à eux, à une coopérative, avec des financiers, pour reprendre cette fabrication qui aurait fait, en plus, des emplois agricoles.

Puis, on leur dit : "Non, un euro, cela ne suffit pas. "Donnez-nous un million d'euros." Ils mettent un million d'euros. Cela ne suffit pas : "Donnez-nous cinq millions d'euros ". Ils mettent cinq millions d'euros. Cela ne suffit pas : "Donnez-nous neuf millions d'euros." Ils mettent neuf millions d'euros et, au bout du compte, on s'aperçoit que, en réalité, ce qui est refusé, ce n'est pas la somme pour acquérir les machines, c'est le principe même de la reprise.

De la même manière, dans plusieurs entreprises que nous avons visitées, peut-être, après tout, chez Samsonite de la même manière, en réalité il y a des entreprises qui ferment des usines, mais dont la stratégie est d'empêcher ces usines d'être reprises.

Je trouve que ce n'est pas normal. Je trouve que nous devrions avoir une législation, en France, qui dise quelque chose de simple : si vous voulez fermer l'entreprise, au moins, vous ne pouvez pas empêcher des repreneurs de faire repartir cette entreprise en acquérant les machines et l'outil de travail.

Deuxièmement, il faut que cette recherche de repreneurs soit un choix, une priorité de la part des pouvoirs publics. J'ai promis, tout à l'heure, aux ouvrières et aux ouvriers de Samsonite que, si j'étais élu Président de la République, je nommerai une autorité en charge de rechercher partout les repreneurs qui pourraient offrir un nouvel avenir à cette entreprise.

Je le nommerai et je lui demanderai de démultiplier les efforts pour proposer la reprise de cette entreprise qui est un très bel outil de travail et cela marche. À Saint-Etienne, j'ai visité une entreprise qui est aujourd'hui la première entreprise de forge industrielle en France. Cette entreprise compte aujourd'hui trois cents ouvriers de très haute qualification. Elle était, il y a dix ans, en liquidation. Elle avait été abandonnée par ceux qui l'animaient. Une équipe courageuse est arrivée, avec un commercial, un industriel, ils ont, cette équipe courageuse, en 10 ans... Il y avait vingt-cinq salariés quand ils l'ont reprise. Ils ont multiplié l'effectif par douze et ils en ont fait la première entreprise, alors que tout le monde aurait parié que, les forges, c'était pour l'Inde, pour la Chine, pour les pays en voie de développement, pour la Roumanie et qu'évidemment ce n'était pas pour un pays comme le nôtre.

Eh bien, parce qu'ils font des produits de qualité, parce qu'ils sont extrêmement réactifs et qu'ils peuvent garantir aux entreprises des petites séries dans un temps très court, tout d'un coup, ils ont réussi à reprendre pied et à construire un des plus beaux outils industriels, le plus bel outil industriel qui existe dans le domaine des forges en France.

Il y a des espoirs dans les entreprises abandonnées. Il y a une stratégie de reprise. Je considère que, c'est un chapitre intéressant d'une politique industrielle de voir l'État favoriser la reprise et non pas assister, impuissant, à l'abandon de ces usines.

Je veux une politique de reprise, pour une vraie politique industrielle, pour permettre aux usines abandonnées de repartir lorsque des repreneurs existent, afin de les aider, de les soutenir, de les promouvoir et de les rechercher.

Il y a beaucoup à réfléchir à la situation des personnes qui perdent leur emploi. Je vais m'adresser ici aux grandes centrales syndicales et aux représentants des entreprises, parce que j'ai entendu, depuis longtemps, de leur part, un message qui m'intéresse. Ce message, maintenant, mérite d'être acté, écrit et que l'on commence à s'en occuper de manière sérieuse.

Toutes les centrales syndicales que j'ai rencontrées disent, et aussi le patronat évidemment : c'est vrai que nous savons bien qu'un des freins à l'embauche, c'est qu'un certain nombre d'entreprises ont la crainte, en cas de baisse du cahier des charges, de baisse du travail, de ne pas pouvoir rompre ou remettre en cause le contrat de travail avec le salarié et ils disent, dans le même temps : nous savons bien que cette flexibilité-là peut s'accompagner d'une sécurité.

Il y a un grand nombre de pays, les pays scandinaves, par exemple, qui ont réussi à faire en sorte que l'on puisse à la fois remettre en cause le contrat de travail et, cependant, offrir une sécurité nouvelle aux salariés, par exemple, en lui permettant de garder son salaire pendant plus longtemps ou en lui permettant de suivre une formation qu'il aurait choisie, pas une formation parking, pas une formation bidon, mais une formation qu'il aurait choisie ou d'être embauché sur le même bassin de travail par des entreprises du même genre qui, au fond, auraient mutualisé leurs capacités d'emploi et qui auraient dit : nous, dans ce secteur d'activité, si quelqu'un a une difficulté dans l'usine à côté, nous sommes prêts à le reprendre pour toujours ou pour une certaine durée, quitte à le rendre à l'entreprise si cela va mieux pour elle.

Toute cette réflexion porte des noms différents : pour les uns, la CGT, cela s'appelle la Sécurité Sociale professionnelle. Pour d'autres, cela s'appelle la sécurisation des parcours professionnels. D'autres encore emploient le mot de flexi-sécurité, mais tout cela veut dire la même chose.

Eh bien, maintenant, il va falloir qu'on les mette, ces organisations, au pied du mur, parce que c'est au pied du mur que l'on voit le maçon, comme l'on dit. C'est là, maintenant qu'ils disent qu'au fond ils ont tous adopté les mêmes principes, qu'il va falloir que l'on donne des choses concrètes aux salariés. Il va falloir que l'on réfléchisse à la manière dont, en effet, on peut garantir, dans notre pays, à quelqu'un qui a un accident de parcours professionnel, à une entreprise qui a un accident de parcours professionnel, à un salarié s'il se trouve devant un accident de parcours professionnel, qu'il va pouvoir affronter sa situation nouvelle sans tout perdre de ce qu'il avait avant.

Ce qui est frappant pour les salariés de Samsonite, c'est le risque de tout perdre. S'ils avaient des solutions qui leur permettent d'avoir un bol d'oxygène et de passer un cap difficile, de se retrouver après dans des entreprises qui, au fond, font le même métier... Les salariés de Samsonite m'ont dit : Nous, ici, on est entièrement adaptable. Le travail que l'on a fait dans l'entreprise, cela a toujours été de faire face à tous les postes de travail. On sait tout faire et on est capable de tout faire.

Cette réflexion sur : comment passer un cap difficile ? C'est une réflexion au pied de laquelle il faut mettre l'ensemble des organisations syndicales et patronales. L'idée est de garantir aux travailleurs une continuité de leurs droits, même s'ils sont affrontés à des situations de rupture difficile comme celle que nous rencontrons aujourd'hui.

Cela veut dire que les droits des travailleurs doivent être attachés au travailleur lui-même et pas au contrat de travail ou plus seulement au contrat de travail.

Il y a là un extraordinaire champ pour un retour du dialogue social qui a été très largement utilisé dans les mots, mais pas beaucoup dans la réalité. La négociation vraie, réelle, efficace entre ceux qui représentent les entreprises et ceux qui représentent les salariés, c'est à cette négociation-là que les pouvoirs publics doivent maintenant donner rendez-vous aux grandes organisations.

Ce sera, à n'en pas douter, une tâche essentielle au lendemain de l'élection présidentielle. Par exemple, comme président de la république, je mettrai à profit le mois qui sépare l'investiture du nouveau président de l'élection de la nouvelle assemblée -donc, il n'y a pas d'Assemblée nationale ni de réunions du Sénat. On est en situation de se trouver avec un gouvernement de transition- pour ouvrir ce dialogue social avec les organisations syndicales et patronales.

Je considère que le président de la République ne déçoit pas. Il ne perd pas son statut lorsqu'il invite l'ensemble des organisations représentatives du pays à s'asseoir autour de la table et à dire : maintenant, comment fait-on, pour apporter du concret et du réel aux travailleurs et aux salariés et faire en sorte qu'ils ne soient pas seulement avec des mots, mais avec des réalités ? Cela prendra le temps que cela prendra, mais c'est nécessaire et indispensable.

Puis, il y a une idée que je voudrais avancer. C'est une idée autour des cotisations sociales qui tiennent à l'assurance-chômage. Je trouve qu'il n'est pas juste de faire payer le même prix d'assurance-chômage aux entreprises qui font tout pour défendre l'emploi et aux entreprises qui, au contraire, considèrent que l'emploi est une variable d'ajustement et que, après tout, il est aussi simple de se débarrasser des salariés plutôt que de rechercher toutes les solutions pour les garder.

Voilà pourquoi je propose que l'on change de formule autour de l'assurance-chômage et je propose, en particulier, que l'on mette en place, comme pour les accidents, comme pour l'assurance automobile, un système de bonus/malus qui avantagera les entreprises qui ne licencient pas et qui font tout pour défendre les emplois et qui donnera une pénalité qui rendra le chômage moins agréable financièrement aux entreprises qui considéreront qu'il est plus facile de se débarrasser des salariés.

Je suis pour que l'on ait un système dans lequel il devienne intéressant financièrement de garder les salariés pour l'entreprise et il soit dissuasif financièrement de se débarrasser des salariés. Peut-être que, ainsi, en mettant un avantage à ceux qui gardent les salariés et un inconvénient à ceux qui s'en débarrassent, on va un peu changer l'état d'esprit autour de la création et de la destruction d'emplois dans notre pays.

Je suis pour que le licenciement soit dissuasif financièrement pour l'entreprise qui le pratique. Après tout, cela se fait pour les accidents du travail. Il y a un système de bonus/malus. Cela se fait pour l'assurance auto. Je pense que cela doit se faire en matière d'assurance-chômage.

Agir contre le chômage, c'est aussi travailler sur les jeunes qui m'entourent, parce qu'évidemment tous les jeunes sont exposés au chômage. Évidemment, la situation des jeunes exposés au chômage quand ils sont diplômés, est une situation particulièrement douloureuse, mais la vérité oblige quand même à dire que les jeunes sans qualification sont trois ou quatre fois plus souvent chômeurs que les jeunes qui ont et obtiennent un diplôme.

C'est vrai qu'il est choquant que, ayant un diplôme, on doit attendre longtemps, plusieurs mois, quelquefois années, à la porte du travail, mais il demeure que, au bout de trois ans, la jeunesse diplômée a généralement trouvé un emploi. La jeunesse non diplômée est malheureusement en galère et sur la route de l'exclusion.

Il y a là quelque chose qui est profondément choquant. Si l'on veut mener une vraie politique de lutte contre le chômage, une vraie politique de défense de l'emploi, alors, nous devons nous fixer un objectif : il faut diviser par trois au moins le nombre d'élèves qui sortent du système scolaire sans aucune qualification. Ces élèves sont au nombre de cent cinquante mille à deux cents mille.

Il faut que notre système scolaire soit capable de répondre à ces questions-là et, vous savez, j'ai fixé plusieurs objectifs : le premier est que tout le monde sache lire et écrire avant d'entrer en sixième, parce qu'on ne peut pas continuer à avoir entre 15 et 20 % des enfants qui entrent en sixième sans savoir lire, parce que, s'ils entrent en sixième sans savoir lire, ils sont malheureusement fichus pour la suite. C'est de la non-assistance à enfant en danger que de s'en débarrasser ainsi vers le collège et l'enseignement secondaire, parce qu'on sait très bien qu'ils ne rattraperont pas leur retard.

Je trouve qu'il faut imposer au système éducatif français cette loi : aucun élève ne doit entrer en sixième sans avoir appris à lire et à écrire avant d'entrer en sixième.

Donc, ces cent cinquante mille ou deux cents mille jeunes, il va falloir s'en occuper en amont. Il va falloir aller les chercher un par un, analyser les difficultés qui sont les leurs, leur proposer des pédagogies différentes, car, cela, c'est le seul moyen, à terme, de réduire réellement le chômage pour ces catégories scolaires-là.

C'est un travail de la Nation. C'est un travail de l'Éducation nationale.

Vous m'avez souvent entendu. Je serai le défenseur de l'Éducation nationale. Je ne laisserai pas attaquer et cibler l'Éducation nationale, comme on le fait perpétuellement. Je considère que c'est une erreur et même une faute. Je garantirai les moyens, mais, en échange, je veux que nous ayons des objectifs plus ambitieux que ceux que nous avons eus depuis des années sur ce sujet.

L'Éducation nationale, c'est l'arme, le bras armé de la Nation, pour que nous atteignons le seul objectif que nous devrions nous fixer dans ce monde de la mondialisation aussi concurrentiel : avoir les jeunes les plus formés de la planète. Nous en avons les moyens. Nous en avons l'ambition et nous devons apporter le soutien à ces jeunes-là.

Je voudrais dire un dernier mot sur la manière dont fonctionne l'économie de marché et le capitalisme financier chez nous. Ce mot, il faut le dire très simplement. On ne peut pas demander perpétuellement aux petits, aux ouvriers, aux salariés, de respecter les règles, de respecter le droit et faire que les grands responsables d'entreprise se donnent, à eux-mêmes, des facilités et des avantages qui sont tellement énormes et tellement choquants qu'en réalité cela détruit l'image de l'entreprise auprès des citoyens.

Je ne sais pas quelle stratégie il faut choisir, mais, pour moi, je souhaite que nous ayons, en France, une réflexion sur la manière dont on donne des stock-options, comme l'on dit, la manière dont on donne les parachutes dorés, la manière dont on garantit des sorties faramineuses, même en cas d'échec, à la tête de l'entreprise.

Je suis pour que, au contraire, on invente un autre modèle européen et français qui sera un modèle d'exemplarité de l'entreprise par rapport aux salariés et au reste de la société. En particulier, je suis pour que, au lieu de pousser dans le sens des stock-options, on pousse dans un autre sens qui est cette idée française que je trouve extrêmement forte de l'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise.

Je suis pour que l'on trouve et mette en place tous les moyens pour que les salariés puissent partager les fruits de l'entreprise à la fin de l'année, pour que les bénéfices de l'entreprise soient partagés avec les salariés dans un treizième mois pour tout le monde ou un quatorzième mois pour ceux qui en ont déjà treize, avec l'idée qu'il faut faire du pouvoir d'achat et il n'y a qu'un moyen de le faire. Comme je le disais à l'instant, en matière de licenciement, il faut que le coût du licenciement soit dissuasif et que le fait de défendre l'emploi rapporte à l'entreprise, de la même manière, il faut mettre en place une incitation financière et fiscale suffisante, afin que l'entreprise ait intérêt à partager son bénéfice avec les salariés plutôt que de se retrouver dans la situation où elle est obligée de donner ce bénéfice sous forme d'impôts qui part vers l'État. Je suis pour que l'on pousse l'entreprise à partager son bénéfice par une démarche d'intéressement avec les salariés.

Voilà les idées que je voulais défendre devant vous. Ces idées, naturellement, elles n'existent pas si nous ne réussissons pas à mettre en place le dernier chapitre que je voulais défendre devant vous, chapitre très important qui est celui-ci : nous avons besoin d'avoir une politique qui défende les industries, nous avons besoin d'avoir une politique qui défende les usines, nous avons besoin d'une politique qui ne se résigne pas à voir la France devenir seulement un pays de services. C'est très bien les services, c'est très bien pour le tourisme, c'est très important, il y a beaucoup de gisements d'emplois, il y a beaucoup de valeur ajoutée ; c'est bien les services à la personne que le gouvernement veut déployer, c'est utile, c'est nécessaire, surtout avec l'évolution de l'espérance de vie, mais les usines, les entreprises industrielles, c'est de l'exportation, c'est de l'emploi, ce sont d'énormes valeurs ajoutées pour le pays.

Il n'est pas imaginable que les Allemands soient en train de réussir un miracle économique et que les Français soient incapables d'envisager ce même miracle économique. Je demande que nous fassions de ce chapitre d'une politique industrielle une priorité pour notre pays.

Cela veut dire qu'il faut que l'Union européenne, sous notre impulsion, considère qu'il est de son devoir de défendre l'industrie européenne et il y a deux choses à faire pour défendre l'industrie européenne. La première, c'est de réfléchir à la manière dont on peut aborder, avec un certain nombre de grandes puissances, dont la Chine en particulier, la question de savoir pourquoi il y a de telles différences entre l'heure de travail travaillée en Chine et l'heure de travail travaillée en Europe parce que la différence actuellement, selon certains économistes est de un pour la Chine à soixante-quinze chez nous, avec une sous évaluation de la monnaie chinoise qui est savamment entretenue et qu'il est nécessaire de poser comme problème politique avec nos partenaires chinois.

Évidemment, si nous sommes tout seuls, la France, à poser cette question, les Chinois vont simplement nous faire un petit clin d'œil en nous expliquant que, si nous continuons à parler sur ce ton, nos Airbus, on va pouvoir les garder !... -j'allais employer une expression plus rapide- ou bien que les centrales nucléaires qu'ils ne nous ont d'ailleurs pas achetées, ils vont renoncer pour toujours à la possibilité de les accueillir ou bien que, nos voitures, nous allons devoir les garder.

Mais si tous les pays européens sont ensemble, premier marché de la planète, première capacité économique de la planète, bientôt première monnaie de la planète, et si nous disons quelque chose, alors là, la musique changera. Mais, pour l'instant, cette volonté politique européenne, personne ne la défend. On la laisse à l'abandon et c'est ainsi que l'on voit, peu à peu, les usines s'en aller.

Je suis pour que l'on décide, et je le ferai si vous me choisissez comme président de la République, que l'Europe va défendre ses industries et ses emplois, qu'elle va imposer au moins la loyauté et pas le déséquilibre dans les échanges au bénéfice des uns et au détriment de ses propres entreprises.

Je suis pour que l'Europe fasse son boulot de protection, et cela signifie en particulier qu'il faut que l'Europe fasse respecter, par ses concurrents, les règles en particulier en matière environnementale qu'elle impose à ses propres entreprises.

Il n'y a aucune honte, puisqu'on les impose aux entreprises européennes, que l'on regarde de quelle manière on peut exiger de ceux qui nous apportent des importations, qu'ils les respectent aussi.

Cela ne s'appelle pas du protectionnisme au sens où l'on fermerait les frontières autour de notre pays, cela s'appelle la loyauté, la loyauté des échanges et ceci est une immense politique à mettre en place. Je suis pour que le gouvernement français et le Président français défende devant les autres pays européens cet impératif d'avoir enfin une politique industrielle sérieuse à l'échelon de notre pays.

L'Europe s'est beaucoup occupée de concurrence, énormément, elle a beaucoup insisté sur ce sujet, sans doute dans la plupart des domaines avec raison, mais dans certains autres domaines, je me suis toujours interrogé sur l'intérêt réel d'un certain nombre de décisions comme, par exemple -je dis cela au passage, peut-être vais-je me faire des ennemis, je n'en sais rien- celle qui concerne le 12. Je n'ai jamais trouvé absolument génial que l'on remplace le 12 pour les renseignements qui marchait par une multitude de numéros dont on n'arrive pas à se souvenir et dont je ne sais même pas à quoi ils correspondent et vous non plus d'ailleurs. Ce que je sais, c'est que des centaines d'emplois ont disparu et sont partis à l'étranger.

Je suis pour la concurrence en général, mais je trouve que, parfois, l'obsession de la concurrence va un peu trop loin. C'est notamment le cas, je dis cela pour les élus locaux des zones rurales et de banlieue, pour la Poste parce que je trouve que la Poste mérite d'être défendue en tant qu'une entreprise en charge d'un service public.

Donc l'Europe s'est beaucoup intéressée de concurrence. Je pense qu'il est nécessaire qu'elle s'occupe aujourd'hui aussi de la manière dont elle peut promouvoir, sauver, défendre, le tissu des entreprises industrielles européennes.

Comme je le disais, il y a de l'espoir, car il y a des pays qui réussissent à défendre leur industrie, des pays qui apparaissaient en perdition il y a quelques mois à peine.

Il y a quelques mois à peine, l'Allemagne était à la traîne de l'Europe. L'Allemagne apparaissait comme l'homme malade, comme l'on disait, ou comme le mauvais élève de la place européenne, puis voilà que, dix-huit mois après, l'Allemagne apparaît comme le pays qui est en train de donner des leçons à l'ensemble de l'Europe, devant lequel tous les observateurs écarquillent les yeux en disant : "Mais comment se fait-il que ce pays qui était à la traîne réussisse aussi bien en quelques mois son redressement et une réussite sans précédent ?" Tellement que l'Allemagne qui était, comme nous, sur la pente d'une dette constamment en train de grandir se trouve en quelques mois avec une dette qui décroît. L'Allemagne, qui avait une croissance extrêmement faible, se trouve avec une croissance extrêmement forte, ils étaient à 1,2 de croissance, ils sont à 3 % de croissance en quelques mois. Tout le monde se demande quel est le secret allemand.

Le secret allemand est très simple. Les électeurs allemands ont décidé que les deux partis qui s'opposaient depuis quarante ans perpétuellement, principal parti de droite et principal parti de gauche, on allait les obliger non plus à s'opposer, mais à travailler ensemble et les électeurs allemands ont pris la décision politique d'obliger leurs parties opposés à travailler ensemble.

Eh bien, cela a été le secret du miracle allemand. Je suggère qu'en regardant le miracle allemand, nous proposons un miracle français. Je suis pour que, par l'élection présidentielle parce que c'est la seule clé que nous ayons, les électeurs français envoient un message sans ambiguïté aux états-majors de partis qui, depuis si longtemps, épuisent leur énergie dans une guerre perpétuelle qui ne trouve jamais de fin et qui nous envoie dans le mur. Je suis pour que, en élisant un nouveau Président de la République, les citoyens français décident que le temps de la querelle est fini et que l'on va entrer dans le temps du rassemblement, que ceux qui se sont disputés pendant des années vont maintenant, pendant cinq ans, travailler ensemble.

À ce message-là, personne ne peut résister parce que vous, nous, citoyens français, nous avons entre les mains l'arme absolue, c'est que, cinq semaines après l'élection présidentielle, il y a des élections législatives. Autrement dit, si jamais les appareils de partis -je ne le crois pas- refusaient d'entendre ce message du peuple français, vous avez, cinq semaines après, le moyen de les renvoyer à leurs chères études, le moyen de leur faire réfléchir aux raisons qui font que, s'ils ne veulent pas écouter les Français, les Français vont, eux, s'occuper de les faire entendre.

Et donc, ce que je vous propose, c'est un nouveau système politique, une nouvelle démarche politique pour que les Français se retrouvent enfin avec la certitude que ces partis, qui ont tout le pouvoir depuis vingt-cinq ans, au lieu de s'occuper d'eux et de leurs querelles et de marquer un point contre les autres et d'être perpétuellement en embuscade, les uns contre les autres, cette fois-ci on va les obliger, pendant cinq ans à s'occuper des Français.

Je serai le garant de cette nouvelle volonté française. Je serai celui qui obligera le monde politique à changer. Avec le soutien des citoyens français, des électeurs qui m'auront élu, c'est ce changement que je défendrai jusqu'au premier et deuxième tours de l'élection présidentielle, jusqu'au 22 avril et au 6 mai.

Je vous remercie d'être venus à Noyelles Godault ce soir pour être les soutiens de cette nouvelle démarche politique et pour offrir à la France un nouvel avenir.

Merci de votre gentillesse et de votre présence.

\*\*\*

<campagne=2007>04.17 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Lyon <lieu=Lyon> <texte=34>

Comment douter, en vous voyant, de la réalité de la profondeur et de la force de la vague du changement qui s'est formée en France qui va trouver, le 22 avril, son premier acte et, le 6 mai, son aboutissement ? Comment douter, à voir cet immense Palais des Sports rempli par tant d'amitié, tant de chaleur et, ce n'est pas un jeu de mots, tant d'affection et tant d'engagement, que ce que nous sommes en train d'apporter à la vie politique française est sans précédent et, à coup sûr, rien ne l'arrêtera ?

Je veux vous dire merci pour votre présence si nombreuse.

Je veux vous demander de saluer les personnalités qui m'ont accompagné. J'espère ne pas en oublier : Gilles Artigues, député de la Loire, Thierry Cornillet, député européen, Azouz Begag dont je prononce le nom avec une particulière amitié, parce que c'est un homme que j'estime pour son intelligence, son courage et son engagement. Nous avons encore, parmi nous, député européen et chef d'orchestre, Claire Gibault, députée européenne et ô combien chef d'orchestre de tous nos orchestres, Marielle de Sarnez, venue nous rejoindre, représentant au milieu de nous l'exigence de l'écologie, Corine Lepage, député de Lyon, ancienne présidente de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini, député européen, connu de tous les Français, Jean-Marie Cavada, mon ami, mon frère de tous les combats depuis maintenant plus d'une décennie, président du Conseil général du Rhône, accessoirement trésorier de la campagne électorale, Michel Mercier qui nous a accueillis, sénatrice du Rhône, Muguette Dini, député de la Loire, François Rochebloine, quelqu'un dont la présence, l'engagement et la volonté ont marqué notre famille politique et un peu ma vie -lui aussi est un de mes frères de combat- Bernard Bosson, sénateur de haute Savoie, Jean-Paul Amoudry et, enfin, présidente nationale des élus démocrates, sénatrice du Loir-et-Cher, Jacqueline Gourault.

C'est une équipe que nous formons, une équipe dense, solide et d'expérience, de femme et d'hommes qui n'ont jamais craint le combat et d'affronter, y compris dans l'adversité, des situations exigeantes. Nous avons, ensemble, travaillé ces cinq années. Pour moi, ils sont précieux, comme le sont ceux venus nous rejoindre, venus d'autres familles politiques, venus de la gauche du gouvernement, venus de la droite républicaine. J'étais, hier, avec François Goulard, ministre de la Recherche de l'actuel gouvernement et maire de Vannes. J'étais heureux de le visiter dans sa ville.

C'est une équipe expérimentée qui a les épaules pour gouverner. Je suis heureux qu'ils soient autour de moi et j'ai bien l'intention, que, ensemble, nous renouvelions la vie politique française.

Je veux vous dire ceci : l'élection de 2007 ne ressemble à aucune élection précédente. Elle achève un cycle et va en ouvrir un autre. Ce cycle politique s'achève et ce nouveau cycle va s'ouvrir dans un moment où la crise de notre pays est une crise, à mes yeux, sans précédents.

Je veux m'arrêter une seconde avec vous sur la profondeur, la gravité, le niveau d'exigence que cette crise va exiger de nous.

Voyez-vous, nous sommes un grand pays, nous sommes un vieux pays : la France. Nous sommes un pays qui a traversé beaucoup de gloire, beaucoup de rayonnement et pas mal d'épreuves. Nous avons rencontré toute sorte d'épreuves, de crises, de menaces, de nuages noirs. Nous avons rencontré des crises historiques. C'est le moment d'après-guerre où la libération de la France avait, hélas, laissé le pays exsangue physiquement et profondément blessé moralement.

Je dis cela à Lyon sachant, en effet, quelle profondeur de sacrifices et quel niveau de blessures cette ville et cette région avaient rencontrés à l'époque. Lyon, capitale de la résistance... Chaque fois que je viens à Lyon, je pense à un jeune homme qui, le 27 juillet 1944, avait à peine vingt-quatre ans. C'était un jeune homme brillant, un jeune philosophe prometteur, estimé de tous, qui était engagé dans les mouvements étudiants, notamment dans les mouvements étudiants chrétiens, et qui avait jugé de son devoir d'aller au-delà de cet engagement intellectuel pour entrer dans la résistance. Il a été fusillé comme otage, place Bellecour, à Lyon, le 1er juillet. Étant dans sa ville, j'aime à penser que, la réunion magnifique que nous avons ce soir, nous devons la placer sous son patronage et dans sa mémoire. Il s'appelait Gilbert Dru.

Je veux dire ceci, singulièrement aux plus jeunes, si nombreux ce soir dans cette salle, aux étudiants, si nombreux dans cette salle, aux jeunes travailleurs, si nombreux dans cette salle : il n'y a de combats qui valent que ceux de résistance. Il n'y a de combats qui valent que ceux qui refusent l'ordre établi, quand cet ordre est injuste. Il n'y a de combats qui valent que ceux qui veulent changer le monde et non prendre le monde comme il est et défendre perpétuellement les acquis et les privilèges.

Nous sommes là, parce que nous voulons changer le monde et changer la France.

Il y a eu la crise historique de la résistance, la crise physique et morale d'un pays blessé, déchiré, qui, pendant longtemps, n'osera pas vraiment regarder en face sa blessure.

Puis, il y a eu cette immense crise de 1958-1962, la crise de la décolonisation où tant et tant de millions de Français avaient mis le meilleur d'eux-mêmes et tant et tant d'autres millions de personnes avaient eu le sentiment qu'il y avait là une injustice historique et que nous allions rencontrer d'immenses difficultés pour sortir de cette crise.

Je pense aux deux parties du peuple français de cette époque. Je pense à tous ceux qui ont eu à souffrir, dans leur vie, dans leur chair, dans leur affection, dans leur famille, de ce soubresaut-là et qui sont présents à notre esprit, raison pour laquelle je ne laisserai jamais le racisme avancer dans notre pays.

Je ne laisserai jamais oublier ce que furent les sacrifices de ceux qui ont cru en la France et ne laisserai jamais oublier ce que furent les souffrances de ceux qui voulaient libérer leur peuple et lui rendre leur liberté.

C'est comme cela, les deux ont participé à cette immense crise et il y a eu la reconstruction du pays et de nouveau des crises économiques et des crises sociales. On a eu une grande crise en 1968. C'était une crise, je ne sais pas s'il faut dire sociale ou sociétale, en tout cas, c'était la société française qui, dans un mouvement de mobilisation et de soubresaut, a fait que des aspirations, jusque-là ignorées, une volonté d'émancipation jusque-là qui n'était pas entendue ont émergées et ont fait que, tout d'un coup, la France a accouché d'une société nouvelle, non sans difficultés.

On a eu une crise sociale et, très vite après, est venue, dès le début des années soixante-dix, une immense crise économique liée au pétrole, aux difficultés qui ont suivi la guerre des sept jours et à la multiplication totalement inattendue du prix des matières premières.

On a eu une immense crise économique. On a eu une crise politique, larvée durant toute cette fin des années soixante-dix. On a eu une alternance. On a eu toutes ces crises-là, mais on n'a jamais eu toutes les crises en même temps. C'est la première fois, depuis longtemps dans notre histoire, que nous rencontrons toutes les crises de la France en même temps : crise économique, crise sociale, crise sociétale, crispation du pays, interrogation sur ses valeurs, interrogation de chaque famille sur l'emploi, interrogation des familles sur l'éducation des enfants. Tant et tant de Français vivent avec 600, 700, 800 £ par mois et n'arrivent pas à la fin du mois et les classes moyennes, qui, jusqu'alors, avaient pu, normalement, obtenir un niveau de vie de qualité, tout d'un coup, se sont vues en difficulté pour simplement maintenir ce niveau de vie. Hier, ils faisaient des économies ; aujourd'hui, ils ont du mal à arriver à la fin du mois.

Toutes ces crises-là nous les connaissons en même temps et voilà dans quel contexte intervient cette élection présidentielle, après vingt-cinq années d'un système où les mêmes partis, les mêmes équipes, les mêmes appareils ont été au pouvoir simultanément ou en alternance. On a connu huit fois le passage de l'un à l'autre. On a connu, depuis 2002, une situation dans laquelle le même parti avait tous les pouvoirs sans exception, plus qu'aucun mouvement politique n'en a détenu en même temps depuis que la République existe et, ce que nous sommes obligés aujourd'hui de toucher du doigt, c'est l'échec et l'immobilisme dans lequel notre pays est plongé.

C'est à cet échec et à cet immobilisme-là que nous allons devoir apporter une réponse et, face à cette immense crise, il y a trois candidats, au fond, qui peuvent être élus président de la République, le 6 mai prochain. Chacun vient avec son projet et chacun vient avec son idée de majorité pour porter ce projet.

Je voudrais vous dire un mot des projets et vous dire aussi un mot de cette majorité nouvelle que nous portons et défendons devant les Français.

Chacun vient avec son projet... J'ai un peu de mal à parler du projet de Ségolène Royal. Je vais le faire, cependant, devant vous, en quelques mots. J'ai trouvé que Ségolène Royal avait une expression mesurée dans une interview du Journal du dimanche, hier. Elle a écrit : " Mon élection sera un événement planétaire". Je cite exactement son expression.

(Sifflement dans la salle...)

Non, vous n'allez pas commencer à siffler... J'ai trouvé cette expression mesurée, modérée.

Alors, je voudrais, maintenant, en venir au fond. J'ai trouvé que Ségolène Royal avait une démarche... comment dire... tango argentin. Très souvent, pendant cette campagne, elle a avancé des idées, elle en a retiré, elle a fait un pas en avant, un pas en arrière et cela m'a donné une impression d'incertitude. J'imagine que c'est pareil pour vous, mais il y a une chose que j'ai trouvée intéressante, pendant cette campagne, en tout cas, que j'ai trouvée qui méritait que l'on y réfléchisse. En fait, sur tous les grands sujets que Ségolène Royal a abordés pendant cette campagne, elle a eu une seule démarche : faire appel, pour tous les sujets, à la toute-puissance de l'État. Elle a proposé, pour les problèmes de la petite enfance, la création d'un service public de la petite enfance. Elle a proposé, face aux difficultés que nous pouvions rencontrer, un service public de la caution. Elle a proposé un service public de l'orientation.

En tout, elle a proposé, je crois, cinq services publics nouveaux. Je veux dire, sur ce point, que, dans notre pays, en 2007, avec les difficultés énormes que nous traversons, avec l'état du déficit et de la dette, avec l'immense problème que l'État rencontre devant lui pour se moderniser et se réformer, je ne crois pas qu'il soit juste ni qu'il soit intellectuellement défendable de passer son temps à raconter que c'est l'État qui va résoudre nos problèmes à notre place.

Cela n'est pas vrai. C'est un leurre et c'est un faux-semblant. Si nous avons quelque chose à faire, c'est, au contraire, de restaurer l'État dans les actions qu'il a tellement de mal à assumer aujourd'hui, choisir ses priorités et non pas les disperser, rééquilibrer ses finances et non pas les ruiner, faire en sorte que l'État fasse son travail et, en face de lui, bâtir une société civile, bâtir une société française dont tous les aspects, toutes les communautés, les entreprises et les associations, pourront jouer, en pleine légitimité, le rôle que nous attendons d'eux.

Je trouve qu'il y a, dans ce projet, une régression vers un socialisme qui était celui du début des années quatre-vingt qui a échoué au début des années quatre-vingt et qui n'a aucune chance de réussir en 2007 et dont aucun pays ailleurs en Europe ne veut.

Je dois enfin et je m'arrêterai là, avouer mon scepticisme sur l'idée dont Ségolène Royal a été passionnée qui est celle de croire que l'on va résoudre les problèmes de la société française, les problèmes des familles, les problèmes de l'emploi, les problèmes de l'éducation en offrant un drapeau à chaque famille française pour qu'on l'accroche, le 14 juillet, au balcon.

Il se trouve que j'aime la France et vous aussi. Il se trouve que j'aime passionnément notre pays, que j'aime sa langue et que j'aime son identité, mais je sais, depuis longtemps, et même depuis qu'un très grand philosophe à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui s'appelait Renan, a donné, sur ce sujet, une conférence qui a désormais marqué l'ensemble du monde philosophique et intellectuel, que, la vraie identité de la France, ce sont ses valeurs. La vraie identité de la France, c'est la République. La vraie identité de la France, c'est : Liberté, équité, Fraternité. La vraie identité de la France, c'est l'adhésion que nous avons consentie, chacun d'entre nous, en devenant enfants de la République et je ne confonds pas la vraie identité de la France avec les signes extérieurs de cette identité. Je les honore, je les respecte, mais je ne confonds pas l'un avec l'autre.

Je ne crois pas à la société du tout État et je ne crois pas non plus à la société que Nicolas Sarkozy présente devant nous, jour après jour, presque heure après heure qui est une société qui se caractérise, en tout cas, par sa dureté, une société dans laquelle ceux favorisés par la naissance ou par la situation ont toutes latitude de transmettre aux générations qui viennent, qu'elles aient du mérite ou pas, les fortunes acquises, une société dans laquelle le bouclier fiscal est décidé pour exonérer les plus riches d'un certain nombre de contributions fiscales dont on va laisser la charge aux classes moyennes.

Eh bien, je ne trouve pas que ce soit juste. Je n'aime pas qu'une société soit dure aux faibles et douce aux forts. Je veux une société où, au contraire, l'esprit de justice soit établi comme une règle pour tous. Je n'aime pas une société dans laquelle on accable, peut-être à juste titre, les fraudeurs au ticket de métro, mais dans laquelle on fait toutes les grâces à Bernard Tapie le jour où il vient vous soutenir. Je veux une société dans laquelle on considérera que les petits fraudeurs méritent une petite sanction et que les grands fraudeurs méritent une grande sanction.

Et je n'aime pas une société dans laquelle on laisse entendre que tout est décidé à la naissance ou avant la naissance dans le patrimoine génétique des uns ou des autres, parce que cette société-là conduit inéluctablement à une idée que Nicolas Sarkozy avait déjà présentée quand il était ministre de l'Intérieur. C'était la tentative de repérer les petits-enfants prédélinquants à trois ans pour les soumettre, en vertu de je ne sais quel critère de dangerosité.

C'est une société dure que celle dans laquelle un ministre de l'Intérieur, candidat à l'élection présidentielle, vient, devant douze millions de Français, dans la plus grande émission de télévision, rappeler à une partie de ses compatriotes ou accabler une partie de ses compatriotes avec le vieux fantasme du mouton que l'on égorge dans la baignoire.

Ce n'est pas juste et ce n'est pas bien. Ceux-là, ceux qui, en effet, vivent dans les banlieues et souvent dans des conditions difficiles, ceux qui, en effet, s'intègrent, se sont intégrés dans la société où ils sont nés, ceux à qui nous avons demandé des efforts pour faire les mêmes études, pour accepter, et c'est essentiel, les règles de la laïcité républicaine, il n'est pas juste de venir, maintenant, leur renvoyer en pleine figure ce que sont des images qui ont été colportées contre eux, des images qui étaient des images de déracinement culturel, religieux. Je veux que la France soit un pays où l'on vive ensemble et pas où l'on nous fasse vivre les uns contre les autres.

Mes chers amis, je veux le dire devant vous, y compris en parlant d'un sujet pour moi essentiel, y compris en parlant de sécurité. Je veux défendre devant vous l'idée qu'un pays qui recherche, comme il est normal, l'ordre et la sécurité... Je veux vous dire qu'un pays est plus en ordre, plus en sécurité, lorsqu'il y a entente entre ses concitoyens que lorsqu'il y a division, haine et détestation entre ses concitoyens.

Voyez-vous, je le dis en pensant en particulier aux policiers, aux jeunes policiers, à ceux-là à qui nous confions quelque chose de très précieux qui est le respect, dans notre pays, de la loi et de l'entente entre les citoyens.

Je sais, et s'il y en a dans cette salle, je les salue, quelle émotion est en train de provoquer, en cet instant même, dans les commissariats de police, le destin de ce jeune policier mort, l'autre jour, à la Foire du Trône, dans des circonstances mal définies, avec un très grand sentiment d'injustice que ressentent ses collègues et ses proches.

Je pense à eux qui sont placés dans des situations dangereuses et qui portent une partie de ce que nous avons de plus précieux. Je prétends que l'on a besoin, dans notre pays, de faire baisser les tensions entre Français, de faire baisser les tensions entre les policiers et les jeunes, d'apprendre, aux uns, à comprendre les autres et, aux autres, à respecter les uns, que l'on a besoin de rapprocher et non pas d'antagoniser, que l'on a besoin de faire respecter et non pas de faire entrer en confrontation.

Dans un wagon de métro, si le climat est au respect et à la compréhension mutuelle, lorsqu'il y a un incident, ceux qui sont présents dans le wagon de métro gèrent cet incident et font en sorte qu'il ne dégénère pas. Si, au contraire, vous avez un climat de conflit, un climat dans lequel tout le monde se regarde dans le coin de l'œil, dans lequel on scrute la couleur de la peau ou l'accent ou l'origine ou le faciès, tout dégénère. La société divisée est une société dangereuse.

Si l'on veut une société, et je la veux, d'ordre et de sécurité, alors, il faut que ce soit une société apaisée, une société dans laquelle on puisse se regarder, se parler, se comprendre, s'entendre, vivre et travailler ensemble et pas une société dans laquelle tout est sujet à discussion, à division, à dispute, à querelle et à affrontement.

Le premier devoir d'un président de la République est de faire vivre ensemble les Français, ses concitoyens, ceux qui sont sur le territoire et dans le peuple qui lui a confié sa mission et dont il a la charge, les faire vivre ensemble et non pas les uns contre les autres.

Nous, en face de cette société dure, nous avons un projet de société. Il porte un nom tout simple. Je veux le dire et le défendre devant vous. La raison pour laquelle nous sommes là ensemble, la raison pour laquelle nous sommes engagés dans cette campagne présidentielle, la raison pour laquelle nous voulons la gagner, c'est que nous voulons construire, en France, la société de l'humanisme qui soit fière de ses valeurs, qui sache ce qu'elle veut, qui sache où elle va, qui défende un certain nombre de choses que l'on a oublié de défendre depuis longtemps, qui les défende à l'intérieur de nos frontières et aussi à l'extérieur de nos frontières. Dans un monde dangereux, dans un monde de compétition rude, nous avons besoin d'incarner un projet de société.

Je veux la société de l'humanisme pour la France et je veux vous dire ce qu'est, pour moi, la société de l'humanisme. L'humanisme, cela commence avec l'idée que chacun et chacune, depuis son enfance jusqu'à sa jeunesse et à son âge mur, ne se retrouvent jamais privés de chances, privés de la capacité de se refaire, de se reconstruire, de se rattraper.

La société de l'humanisme, c'est la société de la première chance, la société de la seconde chance, s'il le faut, la société de la troisième chance, la société dans laquelle tout le monde, toujours, trouve un ascenseur pour monter et, s'il n'y a pas d'ascenseur, un escalier, afin de trouver, dans sa vie, un accomplissement qui, jusqu'alors, lui aurait été refusé.

Je veux la société où l'ascenseur social se remet en route. Je veux que tout le monde ait une chance d'arriver en haut, même s'il part d'en bas. Voyez-vous, j'ai été très frappé en regardant la composition du gouvernement allemand et en la comparant à celle du gouvernement français. Le gouvernement allemand est composé d'une vingtaine de membres. Chacun de ces membres, tous sans exception, avant d'entrer dans la Fonction politique ou dans la Fonction publique, a eu une carrière professionnelle d'au moins dix ans. Chacun a eu un métier et chacun a exercé un métier avant d'entrer dans la responsabilité politique.

Trois parmi les membres de ce gouvernement allemand dont le numéro deux du gouvernement, ministre de l'Économie et des finances, a commencé dans la vie comme apprenti meunier. Il a été meunier de son exercice professionnel avant de se retrouver à la tête d'une petite entreprise, puis, de prendre des responsabilités et d'être, aujourd'hui, le ministre de l'Économie et des finances. Le numéro trois du gouvernement allemand a commencé dans la vie comme apprenti mécanicien.

J'aime une société dans laquelle on puisse commencer apprenti et se retrouver ministre et que ce soit, au fond, une règle ouverte à tout le monde.

Je trouve que la société française est une société bloquée. Je trouve que la société française a tort lorsqu'elle fait en sorte qu'en réalité toutes les places, et vous savez que j'ai abordé ainsi le problème de l'ENA, de responsabilité politique ou dans le monde économique, administratif ou dans les très grandes entreprises soient concentrées dans le petit groupe de ceux qui ont eu la chance de passer le bon concours quand ils avaient vingt ans, de sortir dans un bon rang du bon concours. Ceux-là, toute leur vie, vont avoir sur les épaules des galons et, devant eux, la perspective des carrières les plus honorifiques.

Je trouve que ce n'est pas seulement parce qu'on a passé un concours à vingt ans que l'on a les dons, les capacités, les épaules, d'assumer les fonctions de responsabilité dans une société politique, administrative ou économique.

Je pense qu'il devrait y avoir d'autres moyens d'entrée. Je pense qu'il faudrait non pas un moule unique pour toutes les fonctions de responsabilité, non pas un moule qui amène tout le monde à penser de la même façon, à parler avec les mêmes mots, à utiliser le même langage et la même langue, très souvent incompréhensible pour le reste des concitoyens, mais, au contraire, la diversité des expériences, la diversité des chances, la diversité des parcours, que tel qui a commencé dans la vie comme ouvrier, puis, qui a eu la charge d'une entreprise puisse trouver son accomplissement, que tel qui a commencé dans l'art... Je suis très frappé d'une chose très simple : le ministère de la culture, Claire et Jean-Philippe, pourquoi est-ce qu'il n'y a pas des artistes en situation de responsabilité ? Comment se fait-il que le ministère de la Culture, comme ministère de la culture, sur la masse formidable des artistes français de grande expérience, jamais, ne fasse appel à eux pour des fonctions de direction, des fonctions de responsabilité dans l'organisation de ce grand ministère ?

Je suis pour que l'on varie les parcours. Au fond, c'est très simple. Il faut que l'on organise la société de manière à ce que tout le monde puisse avoir une chance un jour, s'il est travailleur, s'il est engagé, s'il est compétent, d'occuper les fonctions qui sont les fonctions d'honneur et de responsabilité. La société a besoin de cette diversité. Je veux que l'on puisse commencer en bas et arriver en haut et ceci sera une révolution pour la France.

La société de l'humanisme, c'est la société qui donne la priorité à un secteur, que, jamais, je ne laisserai oublier, si je suis élu Président de la République, que, jamais, je ne laisserai manquer de soutien, que, jamais, je ne laisserai manquer de moyens, mais que, jamais, je ne laisserai manquer d'exigences. Je veux que la priorité des priorités soit au secteur de l'éducation et de la recherche, parce que nous savons une chose, tous. Tous les grands mouvements démocratiques français, désormais, savent une chose, c'est que nous allons vivre la rude et intéressante exigence de la mondialisation. Nous allons vivre, tous ensemble, un temps où la compétition dépassera les frontières. Nous allons vivre, tous ensemble, un temps où nos concurrents seront partout sur la planète et, quelquefois, très éloignés de nous, comme on le sait aujourd'hui avec la concurrence de la Chine, de l'Inde.

Dans ce monde-là, il n'y a qu'une chose qui vaille, c'est d'avoir des jeunes qui soient suffisamment formés pour être capables d'inventer, de porter des projets, de faire naître des processus nouveaux, de faire des découvertes, de déposer des brevets, de porter la France au premier rang de la société de création dont le monde a désormais besoin et c'est la raison pour laquelle je veux fixer à notre Éducation nationale un objectif simple, ambitieux, je le reconnais, mais nécessaire. Je veux que nous nous fixions tous ensemble comme objectif que les jeunes Français doivent être, dans les dix ans qui viennent, les jeunes les mieux formés de la planète, que, dans aucun autre pays, que, dans aucune région du monde, on ne puisse trouver de jeunes mieux formés que les jeunes français et cela est pour moi une exigence et une nécessité.

Je ne laisserai jamais transformer l'Éducation nationale en bouc émissaire de tous les problèmes de la société française. Je ne laisserai jamais les femmes et les hommes qui sont en première ligne de ce qu'il y a de plus difficile... Souvenez-vous de ce que je dis là. Aucune vocation ne vous place en première ligne de toutes les crises de la société mis à part la vocation d'enseignant, celle qui fait que vous êtes devant une classe, dans des quartiers souvent en grandes difficultés sociales, en grandes difficultés culturelles, abandonné de la puissance publique, en réalité, généralement doté de bonnes paroles, mais devant, en fait, la somme de toutes les peurs et de tous les manques que nous avons laissés se créer avec le temps.

Ce sont des quartiers que nous avons abandonnés à un urbanisme honteux, à des choix urbanistiques déshonorant. Nous avons concentré toutes les faiblesses et toutes les difficultés dans de véritables ghettos desquels, désormais, nous ne savons pas comment sortir.

Voyez-vous, si j'avais à faire le palmarès des problèmes les plus difficiles que nous avons à régler, et Dieu sait s'ils sont nombreux, je mettrais la question des banlieues telles que nous les avons laissées se déliter au premier rang des difficultés que nous avons à régler.

Ce n'est pas possible. On va devoir passer des années pour répondre au problème des banlieues que nous avons laissé se créer simplement parce que, au lieu de faire un urbanisme de mixité sociale où l'on se serait arrangé pour que des situations différentes, des familles différentes, des identités différentes puissent vivre ensemble, nous avons concentré toute la misère au même endroit, les misères sociales, les misères culturelles, les misères d'emploi, les misères d'éducation et tout cela vit ensemble dans des quartiers où la vérité oblige à dire que, après cinq années de ce gouvernement, malgré les promesses qui avaient été faites en 2002, aujourd'hui, on ne peut même plus entrer en particulier pour un certain nombre de forces de sécurité.

On avait promis qu'il n'y aurait plus de zones de non-droit. Aujourd'hui, ce sont des ghettos de non-droit que nous avons en France, des ghettos de non-droit et souvent des ghettos de non-vie.

Notre mission à nous, c'est de proposer un plan de long terme pour que ces quartiers-là retrouvent le visage qu'ils n'auraient jamais dû perdre et je veux dire que, dans ces quartiers, moi qui les ai beaucoup visités, j'ai trouvé beaucoup de vitalité, beaucoup d'optimisme, beaucoup de volonté, beaucoup de capacité personnelle, beaucoup d'attachement à la République, probablement plus d'attachement à la République dans les quartiers en difficulté que je n'en ai rencontré dans beaucoup de quartiers favorisés.

Ils ont envie de s'en sortir et ils ne demandent qu'une seule chose, Monsieur le Ministre de l'équité des chances, c'est d'être considérés comme des citoyens français à part entière ni plus ni moins ni différents ni autres, simplement comme tout le monde.

C'est la raison pour laquelle je ne suis pas pour la discrimination positive, parce que cette discrimination positive est une discrimination et qu'elle vous suit toute votre vie. Je suis contre les discriminations. Je discutais, l'autre jour, avec une grande journaliste américaine très rodée au problème du monde international et de la société de son pays. Elle me disait : "Nous avons été obligés, nous, aux États-Unis, d'abandonner la discrimination positive, parce que, disait-elle, chaque fois qu'une femme ou un homme noir obtenait un diplôme, toute sa vie, on lui faisait sentir qu'il avait obtenu ce diplôme, parce qu'il était une femme ou un homme de couleur et jamais personne ne lui faisait le crédit de penser qu'il avait obtenu son diplôme, parce qu'il était brillant, parce qu'il était compétent, parce qu'il le méritait." C'est ainsi que, avec de bons sentiments, on fait de mauvaises réalités.

Voilà pourquoi je suis, non pas pour la discrimination à l'école, mais pour l'égalité des chances, l'égalité des chances réelles sur l'ensemble du territoire de la République. Alors, je vais vous dire ce que, selon moi, signifie l'égalité des chances réelles. Premièrement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire : apprendre à lire et à écrire à tous les enfants avant d'entrer en sixième. Cela, c'est l'égalité des chances réelles. Deuxièmement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire le calme, la discipline et le respect dans tous les établissements scolaires, quel que soit le territoire où ces établissements sont installés. Troisièmement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire quelque chose que l'on a oublié depuis longtemps. Cela veut dire qu'il y ait des parcours d'excellence dans tous les établissements que l'on trouve dans toutes les banlieues ou dans toutes les vallées pyrénéennes, la même chance de réussir des parcours exceptionnels, y compris avec les options qui vont avec, que l'on rencontre au lycée du Parc, au lycée Henri IV ou au lycée Louis-le-Grand.

Cela, excusez-moi de le dire, n'est pas un rêve. Cela est un droit et ce droit a été défendu pendant des décennies au sein de l'école de la République. J'ai moi-même appris, pauvrement, le latin et le grec, dans un petit lycée qui comptait moins de quatre cents élèves, quelque part là-bas aux sources de la vallée dans les Pyrénées où je suis né et où j'ai vécu et tous mes amis, fils d'ouvrier, fils d'artisan, ont eu la chance de rencontrer, là, des professeurs exceptionnels et des options qui les qualifiaient pour les parcours universitaires du premier degré.

L'égalité des chances partout où l'on se trouve sur le territoire de la République, ce n'est pas, pour moi, un idéal. Cela doit être une réalité et il y a une chose très simple à faire, c'est que, désormais, les places qualificatives pour, par exemple, les classes préparatoires aux grandes écoles soient réparties équitablement et proportionnellement sur tous les établissements du territoire français où que se trouve cet établissement.

La lecture et l'écrit pour tous, le calme et la discipline pour tous, l'excellence pour tous et que l'on répartisse équitablement les chances d'accéder à ce qu'il y a de plus éminent dans les formations universitaires, voilà, pour moi, ce que signifie l'égalité des chances à l'école dans la République.

Je veux dire aussi que nous avons besoin de regarder vers notre université pour dire que la misère matérielle de l'université française n'est plus acceptable. On ne peut pas accepter que la France soit, dans ses universités, au 27<sup>ème</sup> rang européen d'investissement par étudiant, de la même manière que l'on ne devrait pas pouvoir accepter l'idée qu'il y a un certain nombre de situations éminentes dans la société auxquelles l'université ne pourrait pas préparer et c'est un grand enjeu.

Vous voyez qu'ainsi je reviens à cette idée : comment mettre plus d'égalité dans, par exemple, l'organisation de la haute Fonction publique d'État en France. Je pense que l'on devrait pouvoir entrer dans cette haute Fonction publique d'État à partir d'une préparation universitaire et notamment à partir d'une préparation universitaire de recherche, à partir d'un doctorat, ce qui réhabiliterait la recherche dans la société française et nous en avons bien besoin.

Cela signifie aussi que, ayant traité la question des moyens de l'université, nous allons devoir faire autre chose : c'est convaincre, pas convaincre, décider que l'université française ne va plus être seulement un lieu où l'on dispense de l'enseignement, un lieu où l'on fait de la recherche, mais également un lieu qui doit désormais s'occuper d'insertion professionnelle et de formation professionnelle, parce qu'il n'est pas normal que l'on ait tant et tant de jeunes français qui se retrouvent diplômés à bac+5 ou à bac+6 ou à bac+7, quelquefois davantage encore et qui ne trouvent aucun métier avec le diplôme rutilant qui leur a été remis.

Cela n'est pas acceptable, car -je suis certain que beaucoup d'entre vous le penseront avec moi- ce phénomène des jeunes diplômés en échec professionnel démoralise profondément la société française.

Voyez-vous, nous avons vécu, les uns et les autres, en tout cas ceux qui sont d'une génération moins juvénile que ceux qui sont assis au premier rang, avec l'idée qu'il y avait une règle d'or pour le pacte républicain français. La règle d'or était celle-ci : si les enfants travaillent bien à l'école, ils auront une situation meilleure que celle des parents. On a tous vécu avec cela. On y a tous cru, les boursiers de la République et les parents de boursiers de la République, et cela a été vrai et vérifié pendant longtemps.

Ensuite, le choix a été fait, et je crois que le choix a été juste, de faire que l'université s'ouvre au plus grand nombre. On a oublié de dire aux familles que, dès l'instant qu'elle s'ouvrait au plus grand nombre, elle ne pouvait plus garantir la situation professionnelle en même temps qu'elle fournissait le diplôme. On a oublié de le dire aux Français et il faut que nous regardions cette situation en face.

Il faut désormais que, nous tous, toute la nation, nous ayons à l'esprit que, lorsque les garçons et les filles qui sont là entrent à l'université, ils vont y aller pour chercher un diplôme, mais que, quel que soit le niveau de sortie qui sera le leur, il faudra qu'ils trouvent, en même temps, une formation professionnelle et une insertion professionnelle après le diplôme ou après la sortie de l'université pour retrouver, enfin, confiance en eux.

Ne vous trompez pas -toujours la société de l'humanisme, toujours la société des valeurs humanistes- cela ne va pas pouvoir se construire simplement par l'État et le ministère de l'Éducation nationale. J'ai critiqué tout à l'heure le projet socialiste en disant qu'il voulait faire appel à l'État pour tout. Eh bien, il ne faut pas que nous tombions dans le même travers.

Cette immense œuvre d'insertion professionnelle et de formation professionnelle, il va falloir la bâtir en acceptant le dialogue avec le monde économique et avec les entreprises. C'est le monde économique, le monde de la réalité économique qui va devoir être pris comme interlocuteur. C'est par le monde universitaire pour bâtir le chemin vers l'insertion professionnelle, ce qui veut dire aussi que nous avons le devoir de défendre l'image du monde économique qui est singulièrement abîmée ces temps-ci dans la société française.

La manière dont un petit nombre de dirigeants ont accumulé les privilèges pour eux et laissé à la charge de leurs salariés les déboires de l'entreprise, la manière dont on a voulu distribuer les parachutes dorés, les prébendes de toute nature, la manière dont des millions d'euros ont été dispensés, quelquefois même en forme de prime de licenciement pour échec dans la responsabilité que l'on avait suivie, cette manière-là porte atteinte à l'ensemble de l'image de l'entreprise en France.

C'est la raison pour laquelle, élu Président de la République, je ferai voter une loi de moralisation de la vie économique qui sera, en réalité, le meilleur moyen de défense de l'image de l'entreprise auprès des citoyens, auprès des salariés, y compris auprès des petits actionnaires à qui on dissimule la réalité de la vie de l'entreprise et d'un certain nombre de privilèges.

Ceux qui ont le plus intérêt à voir voter cette loi de moralisation de la vie économique, à voir changer ce genre de pratiques qui sont des pratiques d'un autre temps, ceux qui ont le plus intérêt à cela, ce sont les chefs d'entreprises petites et moyennes qui ramassent en pleine figure l'image de réalité dont ils ne sont pas responsables.

Je veux défendre la réalité de l'entreprise. Je considère que, dans la société de création que nous voulons construire, dans cette société de création, on doit mettre sur le même plan le chercheur qui est créateur de sciences, l'artiste qui est créateur d'œuvres culturelles et l'entrepreneur qui est créateur d'activités économiques, de vie économique du pays et d'emplois. Je veux mettre les trois sur le même plan.

La société française ne se relèvera que, dès l'instant, que l'on considérera qu'il est aussi honorable et aussi grand de faire œuvre scientifique, de faire œuvre culturelle et de faire œuvre d'entrepreneur. Les trois œuvres sont au même niveau. Elles correspondent toutes les trois à la même idée qui est : nous prenons le monde comme il est et nous allons le changer pour le mieux-être de nos contemporains.

Ainsi, si dans la société on se met à soutenir et à honorer les enseignants, à soutenir et à honorer les créateurs, alors, vous voyez que, tout d'un coup, la France, au lieu d'être un pays qui se restreint, qui se referme sur lui-même, qui a peur, tout d'un coup, ce pays se met debout et il devient conquérant.

C'est de cet esprit de conquête, au service des valeurs humanistes dont nous avons besoin pour que la société française rayonne à l'intérieur de nos frontières et dans le monde, l'éducation, la recherche, la culture, l'entreprise, tous ceux qui créent et tous ceux qui changent le monde. Si vous faites la somme de cette immense œuvre que nous avons à entreprendre, alors, vous mesurez que les réponses politiques qui ont été apportées, depuis des années et des années, depuis des décennies, en vérité, sont trop courtes pour une œuvre de cette ampleur.

La raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui, c'est, non seulement parce que nous avons un projet de société, mais aussi parce que nous avons un plan politique pour le mettre en œuvre et parce que ce plan politique ne ressemble à aucun autre. Nous sommes les seuls candidats du changement. Je suis le candidat du changement dans cette élection présidentielle.

Il suffit, mes chers amis, de mesurer que les autres candidats sont pour une seule chose, pour que rien ne change, pour que ce soit les mêmes partis qui gardent le pouvoir, les mêmes qui concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains, les mêmes qui gardent tous les leviers de commande de la société française et que, dans les décennies à venir, on continue, comme d'habitude, la guerre de tranchée, l'un au pouvoir, l'autre dans l'opposition, l'un qui est toujours pour, l'autre qui est toujours contre et, quand il y a alternance, ceux qui arrivent démolissent ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs.

Cela, c'est le système qu'ils veulent conserver et c'est le système que nous voulons changer. Depuis que nous sommes entrés dans cette élection présidentielle, en effet, nous défendons une idée que nous sommes seuls à défendre. C'est que cette vieille pratique politique qui fait que, comme toujours, tous les privilèges du pouvoir sont concentrés entre les mêmes mains, rendant inéluctables les abus de pouvoir, le fait que ceux qui ont le pouvoir nomment constamment les leurs, leurs amis, leurs proches, leurs affidés, ceux qui leur ont fait allégeance, à tous les postes de responsabilité disponibles dans la société française, cette pratique-là qu'ils veulent conserver, nous voulons la changer.

Nous avons décidé, une fois pour toutes, que nous allons réconcilier la France et la République avec la démocratie, le respect des principes démocratiques les plus élémentaires. On va faire quelque chose qui n'a jamais été fait et qui est pourtant tout simple : on va respecter, au sommet de l'État, ce que l'on enseigne à tous les élèves dans les cours d'éducation civique. On va faire, au sommet de l'État, ce que l'on apprend à chaque enfant qu'il faut faire pour qu'un pays soit une démocratie et une République.

Cela veut dire, premièrement, que l'on va respecter le Parlement et la représentation des citoyens. On va rendre au Parlement, à l'Assemblée Nationale et au Sénat les droits et la dignité qui sont ceux de tous les parlements dans toutes les démocraties de tous les pays qui méritent ce nom sur la planète. Par exemple, on va donner au Parlement le droit de voter la loi au lieu d'obéir au gouvernement. Il sera, ce Parlement, libre de son ordre du jour et il pourra décider des textes qu'il va examiner comme tous les parlements ailleurs dans tous les pays de la planète. Cela l'obligera naturellement à s'entendre avec le gouvernement. C'est ce que l'on fait dans tous les autres pays développés dignes de ce nom, dans lesquels les principes élémentaires sont respectés.

Deuxièmement, on va donner au Parlement le droit de contrôler le gouvernement et notamment de demander à la Cour des Comptes de lui apporter son appui, chaque fois qu'il s'agira de juger de l'usage de l'argent public.

Troisièmement, on va faire en sorte que le Parlement de la République française respecte un certain nombre de règles élémentaires qui réconcilieront les citoyens avec la vie de ce Parlement. Par exemple, on ne pourra plus voter, lorsque l'on aura changé les institutions si je suis élu, à l'Assemblée Nationale ou au Sénat si l'on est absent. Pour voter, il faudra être présent, ce qui veut dire aussi que, à l'Assemblée Nationale, il faudra mettre un terme au cumul des mandats qui rend aujourd'hui incapable un certain nombre d'élus d'utiliser ou de donner à leur mandat toute l'énergie nécessaire.

Au premier rang, il y a eu des applaudissements formidables de la part des sénateurs qui considéraient que c'était très bien que l'on impose cette obligation aux députés et à eux seuls ! Je suis prêt à admettre que le Sénat puisse être, dans cet équilibre des institutions, une chambre qui représente davantage les collectivités locales, mais je suis ouvert à la discussion. Si les sénateurs veulent aller plus loin, je leur donne mon accord à l'avance.

Quatrièmement, on va donner à la représentation des citoyens le droit élémentaire d'être une représentation juste et on va faire en sorte que tous les courants d'opinion, sans exception, qui atteignent 5 % des voix dans notre pays puissent se voir attribuer une représentation parlementaire digne de ce nom.

Je considère qu'il n'est pas normal, par exemple, que les Verts, dans notre pays, ne doivent leur groupe parlementaire qu'à l'allégeance qu'ils vont faire auprès du parti socialiste qui consent à leur abandonner un certain nombre de circonscriptions par grâce. Ce n'est pas par grâce que l'on doit siéger à l'Assemblée Nationale, mais par droit, puisque tout le monde représente les citoyens. Je considère que, la démocratie, ce n'est pas la dictature des majorités. La démocratie, c'est la garantie des minorités et la protection de ces minorités.

Je dis cela à l'avance et je vous prie d'enregistrer cette phrase, vous pourrez me la projeter quand nous serons devenus la majorité, je la maintiendrai : je veux que, dans la France, la République française, les arbitres soient de vrais arbitres, c'est-à-dire pas les obligés de ceux qui les ont nommés du côté du pouvoir et du pouvoir exécutif.

C'est pourquoi je demanderai que toutes les grandes fonctions arbitrales, le Conseil supérieur de l'audiovisuel aussi bien que le Conseil constitutionnel, soient élues et confirmées par l'Assemblée Nationale et le Sénat à une majorité suffisamment importante pour qu'elles doivent recueillir la confiance de tous les grands courants démocratiques du pays. Ainsi, elles seront libres, y compris à l'égard de ceux qui les auront proposées, car je trouve qu'il n'est pas normal que nous soyons dans une situation, dans notre pays, où la presque totalité des sièges de ces grands conseils qui gèrent l'équité dans l'audiovisuel et le respect des institutions soit accordée au même parti sans aucune exception, simplement parce qu'il a nommé ses amis, ses copains et ses proches.

Ce n'est pas la République et, quand j'ai parlé à l'instant d'une loi électorale juste, je n'ignore pas que cette loi électorale juste assurera, à l'Assemblée Nationale, la représentation de courants d'opinion que je n'aime pas, que j'ai combattus toute ma vie, contre lesquels j'ai et nous avons, en effet, mené -et nous sommes à Lyon et Anne-Marie Comparini est au premier rang- des batailles, spécialement dans cette région.

Je le dis clairement, je considère qu'ils ont le droit de siéger à l'Assemblée Nationale et que nous aurons le devoir de les combattre à visage découvert, que nous puissions les affronter, organiser la confrontation avec leurs idées ou avec leurs phantasmes ou, en tout cas, avec ce que nous n'aimons pas dans la manière de faire de ces extrémistes.

Cela m'amène à dire, ayant vu un certain nombre de déclarations sur le fait qu'il fallait aller chercher les électeurs de l'extrême-droite, que je trouve normal et que je trouverai juste d'aller chercher des électeurs de l'extrême-droite à condition que l'on ne donne pas raison aux idées ou aux phantasmes que, par ailleurs, ils prétendent défendre, parce qu'aller chercher des électeurs pour légitimer leurs erreurs dangereuses c'est se tromper deux fois. Moi, je suis pour que l'on aille convaincre les électeurs et que l'on combatte les idées et non pas pour que l'on aille chercher les électeurs en confirmant les idées. Cela n'est pas autre chose que le combat républicain que nous avons à mener.

Je viens d'employer l'expression de combat républicain. Nous avons, comme vous le voyez, en matière institutionnelle, en matière de démocratie, en matière d'économie, en matière d'éducation, en matière de moralisation de la vie publique et de la vie économique, une immense tâche devant nous. Cette immense tâche, qui crée une situation exceptionnelle, nous devons lui apporter une réponse exceptionnelle.

Je considère que notre présence, notre candidature et le combat que nous menons dans cette élection présidentielle conduisent à un projet de société nouveau qui devra être porté par une majorité nouvelle.

Cette majorité nouvelle, pour moi, permet enfin à notre pays de dépasser le vieux clivage entre la droite et la gauche.

Elle doit permettre à des femmes et des hommes compétents, venus de bords différents, enfin de travailler ensemble pour redresser et reconstruire notre pays.

Je choisis, pour reconstruire la France, le rassemblement des Français et, jusqu'à maintenant, jusqu'à ces derniers jours, je sais bien que cette idée intéressait un très grand nombre de Français, mais que, au fond, ils demeuraient avec des interrogations et disaient : "C'est une idée utile, c'est une idée juste, mais est-ce qu'elle est possible ?"

Ils disaient : "Lorsque François Bayrou nous propose ce dépassement pour le rassemblement, est-ce qu'il trouvera des partenaires ? Est-ce qu'il trouvera, en face de lui, venant de gauche et venant de droite, des femmes et des hommes suffisamment solides, suffisamment costauds, pour se mettre ensemble pour redresser le pays ?"

Ces derniers jours et ces dernières heures ont offert à tous ces Français, qui se posaient des questions, des réponses qui, désormais, ne peuvent plus être ignorées. Des hommes et des femmes, des hommes politiques de rayonnement aussi important que Michel Rocard, Bernard Kouchner, Claude Allègre, venant de la gauche, ont dit, devant tous les Français, en dépit des reproches qui leur ont été faits : "Cette démarche nous intéresse, nous considérons que nous avons plus en commun avec eux et que, désormais, nous allons pouvoir travailler ensemble."

De la même manière, venus des milieux écologistes, des responsables aussi importants et respectés que Corine Lepage ou Antoine Waechter, ont dit : "Cette démarche nous intéresse, nous avons l'intention de travailler ensemble."

Venus de la droite, Azouz Begag qui était membre du gouvernement et François Goulard, ministre de la Recherche, ont dit : "Nous avons l'intention de travailler ensemble, nous venons de droite et nous considérons cependant que nous avons le devoir de redresser notre pays dans une démarche qui soit une démarche politique nouvelle."

C'est un grand espoir pour la France.

Alors, naturellement, dès qu'ils ont dit cela, vous avez assisté à une opération de verrouillages tous azimuts. Venus de la candidate du Parti Socialiste, du premier secrétaire du parti socialiste, François Hollande, de Laurent Fabius, un certain nombre de responsables ont dit : "Il n'est pas question d'imaginer que nous puissions nous retrouver ailleurs que dans notre forteresse bien fermée sur elle-même de la gauche." Ils ont dit : "Jamais."

Je veux seulement leur rappeler une chose, ce n'est pas à eux de dire "jamais", c'est au peuple français de dire s'il en a envie ou s'il n'en a pas envie.

C'est aux citoyens français de se prononcer sur cet avenir et j'ai la conviction profonde que, de partout, venus de tous les milieux sociaux, spécialement des milieux sociaux les plus modestes, des millions de Français ont envie que cela change et qu'ils vont l'imposer, que les appareils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas.

C'est ainsi que, dans cette élection, nous sommes, en réalité, le seul vote utile. Nous sommes, dans cette élection, le seul vote utile, parce que je suis le seul candidat qui offre aux Français la réponse à deux questions que beaucoup d'entre eux se posent.

Première question : qui peut devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour ?

La réponse est : Qui peut, parmi les candidats à cette élection, devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour ? Toutes les enquêtes sans exception publiées ou non publiées répondent la même chose : je suis le seul qui puisse devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour, à l'heure actuelle.

Et, deuxième question que les Français se posent : Qui peut faire bouger les lignes et garantir que, après le 6 mai, la politique de la France ne ressemblera pas à celle que l'on a connue avant 2007 ?

Le seul candidat qui propose de faire bouger les lignes et de rassembler ceux qui étaient divisés, c'est...

(Dans la salle : François Bayrou... Président...)

Si vous me coupez le sifflet comme cela chaque fois ! Je vais avoir des problèmes, mais je veux vous dire ceci : évidemment, le seul vote utile, c'est celui qui permet, en même temps, la victoire au deuxième tour et la recomposition de la vie politique française.

C'est cela que nous garantissons aux Français.

C'est cela que je propose aux Français et c'est cela que la décision qu'ils vont prendre, le 6 mai, imposera, quelles que soient par ailleurs les réticences des appareils politiques qui veulent conserver tout le pouvoir comme ils l'ont depuis vingt-cinq ans. Cela, seuls les Français peuvent en décider et j'ai la conviction qu'ils vont le faire.

Ainsi, nous aurons un projet de société qui sera un projet de société courageux, réformiste et généreux. Nous aurons une majorité nouvelle, imposée, y compris aux appareils politiques, par les citoyens en deux temps : le 6 mai, élection présidentielle, le 10 juin, élections législatives pour faire monter des visages nouveaux et une majorité nouvelle.

Nous aurons un pays qui aura ainsi assumé sa mutation, assumé sa réforme et ce pays devra, ensuite, affronter les grands défis, y compris les grands défis extérieurs et je veux finir en vous disant un mot de cette idée.

C'est si la France est réconciliée avec elle-même qu'elle va pouvoir reprendre le leadership qui était le sien parmi les nations.

C'est en particulier parce que la France sera réconciliée avec elle-même, parce qu'elle se sera donnée l'assise nécessaire à une politique qui sera une politique de volonté et de réforme, parce qu'elle aura créé une majorité large qui pourra ainsi être courageuse, que nous pourrons accomplir la première œuvre qui doit être marquée ou inscrite sur l'agenda du nouveau Président de la République et du nouveau gouvernement.

Cette œuvre, je l'énonce ainsi : Je veux réconcilier les Français avec l'Europe et l'Europe avec la France, car il se trouve que, pour moi, aucun des défis que notre temps nous impose ne pourra être relevé par notre pays s'il demeure tout seul. Nous ne pourrons relever ces défis que si l'Europe est redevenue une espérance pour chacun d'entre nous, c'est-à-dire non pas seulement une espérance pour les élites ou une espérance pour les initiés, mais une espérance pour le peuple.

C'est du peuple français que doit désormais venir la foi et la confiance européenne. Et, pour cela, il faut répondre aux interrogations qui, parce qu'elles n'ont pas pu trouver de réponse, ont conduit au non au référendum du 29 mai 2005.

Il faut répondre à ces interrogations et la première d'entre elles est celle de la nature de l'Europe. Voyez-vous, je crois que le divorce progressif entre les Français et l'Europe a été un grand malheur, mais je pense que ce divorce n'est pas sans cause.

Je pense que, au fil du temps, nous avons laissé s'introduire, dans l'esprit des Français, l'idée ou la crainte que l'Europe, au fond, ne s'occupait que de commerce et de finances.

Nous avons laissé, au travers du temps, parce que nous avons assigné à l'Europe la mission d'instaurer une concurrence la plus large possible et la plus loyale, faire croire aux Français que Bruxelles, comme l'ont dit, ne s'occupait que de normes industrielles, de normes sur les voitures, de normes sur les tondeuses à gazon, de normes sur les fromages au lait cru, de normes sur les produits agroalimentaires, de normes sur les marchés en plein air, de normes sur la cuisine pour la fabrication de conserves dans les arrière-cours des fermes béarnaises.

Nous avons laissé se créer cette crainte et cela a été, à mes yeux, une grande erreur. Je pense que l'Europe s'est beaucoup occupé de concurrence, d'échanges marchands, y compris de normes financières et qu'il est temps que l'Europe s'occupe désormais de l'essentiel, c'est-à-dire des grands problèmes politiques de notre temps.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe de défense, parce que nous avons besoin d'assumer la sécurité de notre continent et aucun de nos pays tout seul ne peut en porter la charge sur les épaules.

Je pense qu'il faut que les pays européens s'accordent sur une action diplomatique concertée et c'est notamment le cas dans le drame du Proche-Orient et dans ce qui est en train de se passer en Iran.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe du Darfour et qu'on ne laisse pas se produire le génocide qui est en train de se dérouler dans ce pays. Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe du climat, du réchauffement de la planète et de la lutte pour la biodiversité.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe d'énergie, nous avons un certain nombre de menaces sur la situation énergétique de nos pays : électricité, gaz, pétrole. Nous avons à concevoir une sécurité énergétique pour les pays de l'Union européenne et du continent européen. Il est temps de s'en occuper.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe de recherche, car il est temps que nous bâtissions, ensemble, un plan d'action générale pour que la politique de recherche européenne soit enfin au niveau de la politique de recherche américaine.

Tout cela, nous ne pourrons pas le faire tout seul. Tout cela, nous ne pourrons le faire qu'ensemble et ceci exige que nous sortions de la crise de confiance qui a été ouverte à propos du projet de Constitution européenne.

Ayant analysé les causes du non, et pour moi la première est toute simple, c'était que l'on a soumis au référendum des Français un texte qui était illisible parce qu'il était trop compliqué, trop juridique, un texte pour les initiés et pas un texte pour les citoyens, ce qui a fait que beaucoup de Français se sont dit qu'il y avait un piège derrière cela, que ce piège, c'était qu'on voulait leur imposer un projet de société qui n'était pas le leur et ils ont dit non. Je pense qu'il faut, désormais, lever ces interrogations et donc je défendrai l'idée, avec mes collègues européens, qu'il faut un texte court, simple, lisible, compréhensible par tout le monde, qui ne traite que d'un seul sujet : la manière dont fonctionnent les institutions européennes et les droits des citoyens, le droit d'être informé et le droit de peser sur l'avenir de ses décisions.

Et comme le but que je me propose, c'est de réconcilier le peuple des citoyens français avec l'Europe et non pas de creuser encore un peu plus le fossé entre ces citoyens et l'Union européenne, ce texte, quand il sera écrit, je le soumettrai au référendum des citoyens français.

Je ne veux pas, comme le propose le candidat de l'UMP, qu'après avoir demandé son avis au peuple des citoyens, on le court-circuite en faisant voter à la va-vite, en quelques semaines, un texte au parlement qui ne saisira pas les Français du sujet le plus important de leur avenir et je suis persuadé que, si le Président de la République s'engage, si les forces démocratiques sont à la hauteur de ce qu'elles attendent, les citoyens français, eux aussi, seront à la hauteur de cette histoire. Je suis persuadé que, si on les saisit du fond de l'essentiel, du plus profond de notre avenir, les Français diront : Oui, parce qu'ils savent, sur le fond, qu'il n'y a pas d'autre avenir pour leurs enfants que cette union des peuples européens pour défendre nos valeurs, nos sociétés et nos civilisations.

C'est en tout cas l'acte de confiance que je fais à l'égard des citoyens français. Il y a un certain nombre de responsables politiques, je le sais bien, qui disent : Ne saisissez pas les Français, décidez sans eux, après tout, ils n'y connaissent rien.

Moi, je pense qu'ils y connaissent, que c'est leur droit et que c'est le devoir des gouvernants de les respecter. J'ai l'intention de le faire.

C'est le seul moyen de cicatriser la blessure qui s'est ouverte entre l'idéal Européen et le peuple des citoyens.

Quand nous aurons fait tout cela, et c'est mon dernier mot, à ce moment-là l'Europe, avec la France à sa tête et pour l'y inciter, se trouvera en situation, enfin, de s'attaquer au plus grand problème de notre temps qui est le déséquilibre honteux que nous avons laissé se creuser entre les pays les plus pauvres de la planète, particulièrement en Afrique, et les pays les plus riches que nous sommes.

Voyez-vous, on parle beaucoup d'immigration dans cette élection, on parle beaucoup de répression de l'immigration, on fait de l'immigration un de ces sujets de tension au sein de la société française.

Je veux vous dire ceci : Bien sûr, il faut une régulation, bien sûr il faut faire ce qui doit être fait pour que l'on n'ait pas, ainsi, des déséquilibres de population qui se créent, mais je veux vous dire ma conviction profonde : Vous aurez beau mettre tous les douaniers, tous les policiers, tout les charters, toutes les murailles, tous les grillages que vous vous voudrez, tant que vous n'aurez pas rééquilibré l'extrême misère et l'extrême richesse, les pauvres viendront chez les riches.

Cela dure comme cela depuis le début des temps.

Quand vous n'avez aucun espoir de trouver une vie digne, quand vous n'avez aucun espoir de survie pour vous-mêmes et vos enfants, vous partez, vous allez vers les eldorados dont on vous laisse rêver.

Ceci dure depuis que l'humanité est humanité. Il n'y a qu'une chose qui puisse rééquilibrer l'immigration et l'émigration, c'est le développement des plus pauvres. Je veux que l'on garantisse aux paysans africains qu'ils vont pouvoir nourrir l'Afrique et aux ouvriers, aux techniciens, aux ingénieurs africains qu'ils vont pouvoir équiper leur continent.

Nous avons revendiqué, pendant des années, qu'on avait le droit de vivre et de travailler au pays. C'est cette vie et ce travail qu'il faut garantir notamment aux plus jeunes de ces peuples misérables.

C'est une blessure que nous avons laissé se creuser. Cette blessure doit se combler. Je considère qu'il faut reprendre la réflexion que nous avons conduite pour nous, les pays européens, au lendemain de la guerre, un Plan Marshall pour avoir des moyens et la préférence communautaire pour que chacun puisse être garanti qu'il va pouvoir travailler lui-même au destin de son continent.

C'est ainsi, mes chers amis, que se dessinent les multiples enjeux de l'élection présidentielle française, élection d'un nouveau cycle, choix par le pays d'une nouvelle génération politique, d'une nouvelle pratique politique, d'un nouveau projet et d'une nouvelle majorité.

Les conséquences de ce choix seront immenses, naturellement, à l'intérieur de nos frontières, mais comme nous venons de le voir, elles auront un écho à l'extérieur de ces frontières, elles auront un écho sur l'avenir même de l'Union européenne et sur une partie de l'équilibre que nous avons à créer pour être un peu plus digne du nom d'hommes civilisés que nous revendiquons et dont, quelquefois, nous sommes assez éloignés.

Voilà pourquoi je suis fier et ému que nous ayons, et que nous soyons en passe, ce combat, non pas seulement de le mener, mais de le gagner. On voit maintenant que tout est prêt pour que la décision du peuple français franchisse l'étape ultime qui va faire que le deuxième tour de l'élection présidentielle opposera le candidat ou la candidate de la continuité au candidat du changement, faire en sorte que le peuple français décide lui-même de son destin, décide lui-même d'une démarche politique exceptionnelle devant une situation politique exceptionnelle.

Je suis infiniment touché que vous soyez venus des milliers et des milliers ce soir à Lyon comme demain à Lille, comme mercredi à Paris, comme jeudi à Pau, comme vendredi à Rouen pour préparer avec les Français cet immense changement. Je vous remercie.

Vive la République et vive la France.

\*\*\*

<campagne=2007>04.18 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Meeting Paris <lieu=Paris> <texte=35>

Mes chers amis, je n'ai qu'un mot à dire à l'entrée de ce meeting, et c'est le suivant : merci, merci, merci Paris, merci la France !...

Il faut que je dise merci à la fantastique équipe de campagne qui m'entoure et je ne veux distinguer qu'un seul nom, car elle est la présidente de la fédération de Paris et la directrice de cette formidable campagne. Je voudrais vous demander de dire merci à votre tour à Marielle de Sarnez.

Je vous regarde dans les yeux. Si je pouvais, je vous regarderais, chacune et chacun d'entre vous, dans les yeux. Si je pouvais, je vous fixerais, chacune et chacun d'entre vous, car j'ai une certitude, c'est que vous êtes la France, chacun, chacune avec votre vie, votre famille, quelquefois vos inquiétudes, parfois votre solitude, mais chacun avec vos espoirs et je sais que c'est l'espoir qui vous a réunis si nombreux, dans cette immense salle de Bercy, où nous organisons, ce soir, dans cette dernière semaine, la plus grande réunion publique qu'aucun des candidats à cette élection ait osé organiser.

Vous êtes venus, car vous avez quelque chose sur le cœur. Vous êtes venus, car vous avez quelque chose à croire. Vous êtes venus, car vous avez quelque chose à donner. Vous êtes des femmes et des hommes debout. Vous êtes des pionniers. Vous avez décidé quelque chose de très simple : la France et la politique, comme elles sont, ne nous conviennent pas. Alors, nous avons décidé de les changer.

La France, comme elle est devenue, ne nous convient pas. La France, comme ils l'ont laissée devenir, depuis des décennies, car la France de l'histoire, la France de notre conviction républicaine, la France qui veut être un modèle pour les générations et pour le monde, cette France-là nous convient très bien et nous n'avons pas besoin de multiplier les drapeaux tricolores. Nous n'avons pas besoin de ministère de l'Identité nationale pour dire que c'est cette France que nous aimons.

La révolution orange, c'est une couleur qui va très bien également à la France éternelle qui a besoin de retrouver son visage et ses valeurs.

Mais, l'autre France, la France de la dette, la France des déficits, la France des prébendes, la France des quatre millions de chômeurs, la France des deux millions d'exclus, la France du minimum vieillesse à 635 £, la France où les handicapés ne sont pas embauchés comme nous avions promis qu'ils le seraient et ne peuvent même pas accéder aux moyens de transports et aux classes dans leurs écoles, leurs collèges et leurs lycées, la France des 15 % d'illettrés, des cent cinquante mille jeunes qui sortent, sans qualification, chaque année du système scolaire, cette France-là ne nous convient pas. Cette France ne vous convient pas et nous avons décidé de la changer.

Il ne vous a pas échappé que tout le monde nous disait : "Cette tâche-là est impossible". Eh bien, c'est parce que nous ne les avons pas crus que nous avons décidé de le faire et que nous avons fait ce qu'il fallait pour que, désormais, ce soit irréversible. Nous avons décidé de la changer et elle est en train de changer.

Toutefois, j'ai une chose à vous dire. Nous ne sommes pas là pour faire un score. Nous ne sommes pas là pour obtenir un succès. Nous sommes là pour une seule chose, nous sommes là pour gagner, car, même si nous réalisons un score formidable et qu'ils gagnent tout de même, ils trouveraient alors le moyen, n'en doutez pas, de reformer leur forteresse, de reconstruire leur bastide, de reprendre leurs pratiques et tout redeviendrait comme avant, car ces deux partis ont tous le pouvoir depuis vingt-cinq ans.

Il n'y a aujourd'hui qu'une chose à faire, il faut leur enlever le pouvoir. Il faut le leur arracher. Il faut les renvoyer, pour cinq ans au moins, à leurs chères études. Il faut leur offrir une bonne douche froide, pour qu'ils se mettent à réfléchir et qu'ils fassent, eux aussi, leur révolution culturelle.

Nous ne sommes pas là pour demander des comptes et, pourtant, Dieu sait qu'il y en a à demander. Nous sommes là pour une seule chose, nous sommes là pour les remplacer. Nous sommes là pour remplacer le sectarisme par l'ouverture d'esprit, pour remplacer leur monarchie par notre démocratie, pour remplacer l'esprit partisan par l'intérêt général, pour remplacer leur monopole, leurs pratiques, leurs habitudes et leur hypocrisie par une génération nouvelle, des pratiques nouvelles, une franchise nouvelle.

Nous sommes là pour les remplacer et, si vous en voulez la preuve, la preuve absolue, regardez dans quels camps sont tous les dignitaires sans exception des décennies qui s'achèvent ! Tous sans exception, ou presque, tous sont affairés à défendre leur monopole et leur privilèges et, chaque fois, comme ce soir, qu'il y en a un de plus qui vient les rejoindre en hâte rejoindre leurs rangs inquiets, regardez-les bien, regardez-le bien, c'est la preuve que nous avons raison. C'est la preuve que nous sommes le changement que la France attend.

Tous ces hommes politiques épuisés, tous ces familiers du pouvoir et de ses avantages, tout ceux que le peuple français ne supporte plus leur entendre donner des leçons, toujours condescendants, eux qui savent et qui, naturellement, parlent au peuple qui est censé ne pas savoir.

Eh bien, leur addition, leur collection, leur assortiment, leur assemblage, leur accumulation, tout cela ne fait pas une vérité ou une novation. Cela ne fait pas une fraîcheur. Cela représente un repoussoir et, comme cette collection d'élus épuisés représente un repoussoir, le mot d'ordre, c'est qu'il faut désormais les repousser et, au fond, me mettant dans l'esprit de ceux que l'on appelle indécis, c'est-à-dire, en réalité, de ceux qui réfléchissent, qui se demandent qu'elle sera le vote le plus efficace, le vote le plus juste pour obtenir le changement en France, me mettant dans leur esprit, dans l'esprit de ces citoyens qui réfléchissent, il me semble que la conclusion qu'ils doivent tirer devrait être celle-ci : si tous les tenants et défenseurs de ce monde ancien sont tous contre lui, tous en rangs serrés, tous solidaires, tous ligués, alors, c'est qu'il a raison, puisqu'ils sont tous contre lui.

Alors, c'est la certitude qu'il ne reviendra pas en arrière, qu'il va vraiment changer les choses, qu'il n'y a pas de retraite et pas de retrait. Alors, nous allons voter pour lui et c'est nous, le peuple français, qui allons, une bonne foi pour toutes, régler la question.

Vous aurez observé, en lisant la presse, ce matin, par exemple, qu'ils en sont à sortir les arguments les plus fins. Nicolas Sarkozy a déclaré, ce matin : "François Bayrou est à Gauche" et on sent qu'en prononçant cette phrase, il y a, chez lui, comme une vraie insulte. C'est presque comme s'il avait dit que j'étais un immigré, que j'égorge les moutons dans ma baignoire ou que je suis un pervers génétique.

En outre, Lionel Jospin, du haut de son expérience et de ses succès, a déclaré hier : "François Bayrou est à Droite" et on sent que, chez lui, c'est presque comme s'il disait que je suis un trotskiste déviationniste !...

Je vais vous faire une confidence : qu'est-ce que je suis heureux, qu'est-ce que cela me fait plaisir de ne pas recevoir le label de la Droite à la mode Sarkozy, car elle est le contraire de ce que j'ai cru et que j'ai voulu toute ma vie.

Et, qu'est-ce que je suis content et qu'est-ce que je suis heureux de ne pas recevoir le label de la Gauche à la mode Jospin, car, cette Gauche, c'est le contraire de ce que j'ai cru et de ce que j'ai voulu toute ma vie.

C'est pourquoi, lorsque Sarkozy m'accuse d'être de Gauche et Jospin d'être de Droite, alors, je suis sûr d'être à ma place, d'être avec vous, à la place que la France attend, là où il faut être, là où la France veut que nous soyons, du côté de la France généreuse, du côté de la France ouverte et du côté de la France réaliste.

Au fond, je suis comme tous les Français, comme la France : il y a de la Droite en moi, car je veux de la rigueur. Je veux de la sécurité pour les enfants et pour les grands et pour les plus âgés et, ce que je reproche à la Droite, ce n'est pas de l'avoir voulue, c'est de ne pas l'avoir fait. Les résultats sont terribles et, maintenant, en France, même les policiers ont peur.

Il y a de la Droite en moi et il y a de la Gauche en moi. Je veux de l'égalité. Je veux l'égalité des chances. Je veux l'égalité des droits. Je veux de la solidarité avec les plus faibles et, ce que je reproche à la Gauche, ce n'est pas de l'avoir voulue. Je la veux comme elle et plus qu'elle. Ce que je reproche à la Gauche, c'est de ne pas l'avoir fait, ni au pouvoir, ni dans l'opposition, car j'ai le souvenir précis du combat que nous avons mené, tout seuls, lorsque le Gouvernement de M. Raffarin a voulu supprimer l'allocation spécifique de solidarité pour les chômeurs de longue durée. C'est nous qui sommes montés à la tribune. C'est nous qui l'avons défendue, au nom du droit des plus faibles et c'est eux qui se sont tus. J'aurais aimé qu'ils partagent ce combat.

Je me souviens également d'avoir été tout seul pour mener le combat concernant la privatisation des autoroutes. Nous sommes montés à la tribune. Je suis allé au Conseil d'État, comme un citoyen, en mon nom propre. On n'a pas entendu la Gauche. Ils se sont tus, sans doute car ils n'étaient pas sans liens avec quelques-uns des intérêts qui, dans cette affaire, allaient recevoir le cash, allaient recevoir les bénéfices qui auraient dû revenir aux Français.

Et il y a du Centre en moi, avec ses valeurs du Centre : équité, justice, fraternité. Ce que je garantis devant vous, c'est que ces valeurs-là, les valeurs de la République, les valeurs qui ont fait et tissé le peuple français, nos valeurs et les valeurs des autres, nous n'allons pas seulement les invoquer, nous allons les faire entrer dans la réalité. Nous allons les réaliser et ce sera notre œuvre au service de la France.

C'est ainsi que, pour comprendre, pour reconstruire, il faut réunir. C'est exactement aujourd'hui, comme c'était dans la Résistance. Je n'emploie pas ce mot par hasard. Je pense que le pays est en danger, d'épuisement, de révolte, de fracture. Dans la Résistance, je le dis aux sectaires des deux bords qui refusent que l'on puisse tendre la main par-dessus les frontières et qui nous expliquent que cette France-là et l'autre France sont inconciliables, on ne refuse pas les mains qui se tendent. Dans la Résistance, si l'on se met à refuser celui qui ne pense pas exactement comme vous, alors, ce n'est plus du sectarisme, c'est de la trahison de l'intérêt national.

Le pays est si menacé, si fragile, que je suis du côté de Louis Aragon dans la rose et le réséda : "Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas, tous deux adoraient la belle prisonnière des soldats, c'est la France.

Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas, tous les deux adoraient la belle prisonnière des soldats. Lequel montait à l'échelle et lequel guettait en bas ? Celui qui croyait au ciel ? Celui qui n'y croyait pas ? Qu'importe comment s'appelle cette clarté sur leur pas, que l'un fut de la chapelle et l'autre s'y déroba, celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas.

Tous les deux étaient fidèles des lèvres, du cœur, des bras, et tous deux disaient : qu'elle vive et qui vivra verra ! "...

Vous savez à qui ce poème est dédié ? Écoutez bien, il est dédié à quatre jeunes hommes qui sont morts fusillés. Ce poème est dédié à Gabriel Péri, député communiste, fusillé en 1941. Il est dédié à Honoré d'Etienne d'Orves, Action française, nationaliste, fusillé. Il est dédié à Guy Moquet, jeune lycéen de dix-sept ans, communiste, fusillé et, enfin, il est dédié à notre camarade Gilbert Dru, philosophe, étudiant philosophe de vingt-quatre ans, chrétien, fusillé le 27 juillet 1944, place Bellecour, à Lyon.

C'est avec tous cela que l'on fait la France. Ce n'est pas avec du sectarisme. Ce n'est pas avec leur bêtise. Ce n'est pas avec leur fermeture. Lorsqu'il s'agit de reconstruire le pays, on a besoin de tout le monde.

Et, comme, au fond, c'est un poème que nous écrivons, je pense que, pour tourner les pages, dans ses grandes lignes, du programme dont nous avons besoin pour reconstruire la France, il faut trouver des rimes nouvelles et je vous propose donc que nous fassions, de nouveau, rimer France avec d'autres noms avec lesquels elle a, depuis longtemps, perdu l'habitude de rimer.

Je vous propose d'abord de faire rimer à nouveau France avec croissance. Savez-vous pourquoi nous en sommes là ? Nous en sommes là, parce que, depuis vingt-cinq ans, tous les ans, la France a eu un point de croissance de moins que la moyenne de tous ses partenaires au niveau européen. Un point de croissance de moins, ce sont deux millions d'emplois qui nous manquent aujourd'hui et 1,5 Md€ de recettes nouvelles des patrimoines nationaux qui nous manquent.

C'est pourquoi le pays s'appauvrit. Il faut retrouver la croissance et je le dis clairement, y compris en parlant à la Gauche de ce pays, qui croit, aujourd'hui, par sa candidature et son appareil, que c'est du côté de l'État que l'on trouvera la réponse aux problèmes de la France.

Pour moi, c'est dans le tissu économique et la société française, c'est dans les entreprises françaises et l'industrie française que nous allons trouver la réponse pour notre avenir, pour faire rimer France avec croissance, ce dont aucun des autres programmes, je l'ai vérifié, de partis politiques ne parle. Tout le monde sait qu'il existe un certain nombre de passages obligés.

Il faut déverrouiller ce qui est verrouillé. Il faut permettre aux entreprises de retrouver la création d'emplois devant laquelle elles sont, aujourd'hui, en situation d'inquiétude. J'ai été très intéressé par la lecture du numéro des Échos d'hier, journal qui a proposé, hier matin, aux chefs d'entreprise français, spécialement aux chefs des entreprises petites et moyennes, de juger les mesures économiques principales proposées par les principaux candidats à cette élection.

À votre avis, quelle est la mesure qui a été plébiscitée par les responsables économiques des petites et moyennes entreprises ? !... Ce sont les deux emplois sans charges pendant cinq ans que nous proposons aux Français !...

Je considère que les chefs d'entreprise sont, et de très loin, les meilleurs experts économiques qui puissent effectuer, en effet, l'étude, l'analyse et l'expertise de ce dont ils ont besoin pour que, en France, leurs entreprises se développent et que l'on retrouve les emplois qui, jusque hier, étaient gelés.

J'envoie ce message personnel à un certain nombre d'instituts ou à un institut où j'ai cru reconnaître la pensée dominante d'un certain nombre de partis politiques depuis longtemps installés au pouvoir et qui nous ont conduits au chômage de quatre millions de personnes que nous connaissons aujourd'hui en France.

Il faut déverrouiller, il faut simplifier et c'est la raison pour laquelle je ferai adopter ce texte qui existe aux États-Unis depuis cinquante-quatre ans et qui a rendu suffisamment de services pour que l'on considère qu'il a joué un rôle essentiel dans le décollage de l'économie américaine. Je ferai adopter le Small business act à la française, une loi de protection, de simplification et de soutien de la petite entreprise.

Et, pour être assuré que la simplification se fera, je demanderai, pour rompre avec la malédiction qui existe depuis que je fais de la politique, c'est-à-dire depuis au moins vingt ans que j'écris ou que je vois écrire des programmes d'élection, selon laquelle, chaque fois qu'il y a une élection, on parle de simplification et, chaque fois que l'on est au pouvoir, on complique la situation administrative, les textes fiscaux et sociaux qui frappent les petites entreprises !...

Pour garantir que la simplification se fera, je dis à l'avance que je ne la confierai pas à l'administration et pas aux politiques non plus. Je la confierai aux usagers. C'est à eux que l'on demandera de bien vouloir simplifier l'appareil des contraintes administratives, en particulier, que l'on impose aux entreprises.

Pour aller dans le sens de la croissance, nous avons proposé de favoriser l'accès des entreprises, et notamment des petites entreprises et celles qui viennent de se créer, aux crédits en mettant en place un Fonds mutuel de caution, qui permettra aux jeunes créateurs d'entreprise de trouver les financements qu'ils ont tant de mal à trouver aujourd'hui.

Financement et Fonds mutuel de caution... Pour aider à la croissance, il faut désendetter l'État, afin que l'on arrête de ponctionner sur la production des entreprises et le travail des Français. C'est pourquoi, car nous avons installé le sujet du déficit et de la dette dans la campagne présidentielle, une fois que je serais élu Président de la République et que nous serons ensemble au Gouvernement, nous mettrons en place le même plan qui a permis à l'Allemagne de mettre un terme à son déficit et d'arrêter de voir grossir sa dette en dix-huit mois.

Dix-huit mois, c'est pour l'Allemagne. Notre programme, à nous, tient en trois ans. Espérons que nous aurons des horizons plus souriants.

Il se trouve que je considère que la fin du déficit et le désendettement de l'État représentent, non seulement une mesure économique indispensable, mais également, en réalité, la première des mesures sociales, la première des mesures en direction du pouvoir d'achat, car, autrement, c'est le travail des Français que l'on ponctionne de trois ou quatre mille euros par an pour rembourser l'intérêt d'une dette que l'irresponsabilité des gouvernants a laissée grossir.

C'est une mesure sociale.

Pour aller vers la croissance, il faut, en effet, que la France choisisse d'être une société dans le sens de la création et je veux mettre la création, scientifique -la recherche-, culturelle et d'entreprise sur le même plan.

Ce sont des créateurs, car ils choisissent de ne pas accepter le monde comme il est, le monde comme on le leur fournit. Ils décident de le changer, ils décident de le modeler par leur imagination, leur inventivité, leur créativité. Tel est le visage de la France que nous voulons construire.

Et, comme, en effet, la réflexion sur la croissance a été le fait d'hommes de grande qualité, qui se sont accordés sur les constats et sur la voie qu'il fallait suivre pour en sortir, j'ai été infiniment touché et infiniment heureux que le plus éminent de ceux-là déclare, hier, qu'il avait décidé, en dépit des fonctions très importantes qui ont été et qui sont les siennes, à la fois à la Direction du Fonds monétaire international, à la tête d'une immense campagne d'ONG pour l'eau dans les pays en développement et des responsabilités qui ont été les siennes à la tête des semaines sociales de France, j'ai été très heureux que Michel Camdessus indique hier, avec son expertise et sa réputation, qu'il avait décidé de s'exprimer et qu'il appelle les Français à voter pour moi, car, dit-il, il faut réunir les Français pour relever la France.

Je veux faire rimer France et assurance, en face de la mondialisation, et il n'existe qu'une assurance, à mes yeux, qu'un pays comme le nôtre puisse trouver dans les temps qui vont être durs, que nous avons à affronter, des temps de forte compétition internationale. Il n'existe qu'une assurance que nous pouvons proposer aux Français, une assurance suprême et la seule à la vérité disponible, c'est l'éducation.

L'objectif que je fixe, en concentrant tous les moyens sur l'éducation, c'est que nous ayons, dans la décennie qui vient, atteint ce défi, relevé ce défi que je vais formuler : il faut que la France ait, désormais, les jeunes les mieux formés de la planète, que, sans aucune exception, aucun pays dans le monde ne puisse se prévaloir d'avoir des jeunes formés comme le seront les jeunes Français.

Pour former les jeunes, il y a une chose indispensable à faire, et je le dis dans un pays qui s'est laissé, ces dernières années, entraîné à faire le contraire. La première des choses à faire, c'est de soutenir l'Éducation nationale et de soutenir les enseignants dans leur difficile mission.

Voyez-vous, chaque fois que je pense aux enseignants, me revient en mémoire une lettre qui a été écrite par Albert Camus, le jour ou le lendemain du jour où il a reçu le Prix Nobel de littérature. Cette lettre est adressée à un instituteur en Algérie qui s'appelait M. Germain.

Je voudrais simplement vous dire lire cette lettre. Elle va évoquer, en chacun d'entre vous, des souvenirs. Elle va évoquer, en chacun d'entre vous, des visages. Je trouve que cette lettre dit, à elle seule, le soutien que la Nation doit apporter à ses enseignants : "Cher M. Germain, j'ai laissé s'éteindre un peu le bruit qui m'a entouré tous ces jours-ci avant de venir vous parler un peu de tout mon cœur. On vient de me faire un bien trop grand honneur, que je n'ai ni recherché ni sollicité, mais, quand j'en ai appris la nouvelle, ma première pensée, après ma mère, a été pour vous.

Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez tendue aux petits-enfants pauvres, sans votre enseignement et votre exemple, rien de tout cela ne serait arrivé.

Je ne me fais pas un monde de cette sorte d'honneur, mais celui-là est, du moins, une occasion pour vous dire ce que vous avez été et êtes toujours pour moi et pour vous assurer que vos efforts, votre travail et le cœur généreux que vous y mettiez sont toujours vivants chez un de vos petits écoliers qui, malgré l'âge, n'a pas cessé d'être votre reconnaissant élève.

Je vous embrasse de toutes mes forces.

Albert Camus".

Si je suis candidat à la présidence de la République, si je suis élu Président de la République, si je mets l'éducation comme le cœur même de la politique que nous allons devoir suivre, si je garantis que nous mobiliserons tous les moyens disponibles pour que l'Éducation nationale française soit à la hauteur des défis qu'elle va devoir relever, je prends, comme premier engagement, celui de ne plus jamais laisser faire des enseignants français les boucs émissaires de toutes les difficultés de la société française.

Et, bien entendu et naturellement, en même temps que le soutien, en même temps que les moyens, il faut les objectifs qu'un grand peuple se donne et qu'il peut vérifier pour savoir si, oui ou non, il est en train d'atteindre les objectifs du contrat qu'il a signé, dont le premier est celui-ci : il faut que, en cinq années, nous arrivions à un objectif ambitieux, difficile, mais nécessaire. Il faut que plus un seul enfant ne puisse entrer en sixième sans avoir préalablement maîtrisé la lecture et l'écriture.

Il faut, de la même manière, que nous acceptions cet impératif qui est que la discipline, le respect et le calme règnent, désormais, dans tous les établissements, quelle que soit la situation de ces établissements dans notre pays, fussent-ils dans les quartiers les plus difficiles, car c'est précisément là qu'il faut garantir aux enfants qu'ils vont pouvoir étudier et vivre dans la paix et le respect réciproques.

Car évidemment, lorsque c'est une ambiance d'insécurité, lorsque c'est une ambiance d'insécurité. Madame, je suis prêt, comme vous, à penser que, en effet, un changement d'état d'esprit et l'élection à la tête de l'État d'un homme qui aura choisi de respecter ses concitoyens pour qu'ils se respectent entre eux sont de nature à changer le climat actuel.

Je ne dis toutefois pas que cela suffira. Tout ceci signifie, bien entendu, qu'il va falloir, pour un certain nombre d'enfants en situation de déstabilisation personnelle, souvent les mêmes qui, d'ailleurs, n'ont pas réussi à maîtriser les acquis fondamentaux pour suivre en classe et qui n'ont, pour s'affirmer, que leur situation de leader de cours de récréation, de "caïd de cours de récréation", trouver, pour ceux-là, une réponse pédagogique, psychologique et éducative qui permettra, en effet, de garantir que les établissements changeront de climat et que, s'ils retrouvent les repères, ils pourront revenir dans le système éducatif.

Et, comme il faut que nous garantissions qu'il y aura la discipline, le calme et le respect partout dans les établissements, il faut également que nous garantissions qu'il y aura, dans tous les collèges et dans tous les lycées, les mêmes parcours d'excellence avec les mêmes exigences, les mêmes chances et les mêmes options que l'on trouve dans les établissements les plus huppés des centres-villes les plus favorisés, parce que, la République de l'égalité des chances, mon cher Azouz Begag, c'est qu'il y ait les mêmes chances pour tous.

Puisque nous en sommes à un ministre même démissionnaire, je vous en présente un second, François Goulard, ministre de la Recherche, et puisque l'on vient de parler de la société civile et de la Droite, j'espère que François Goulard ne m'en voudra pas de dire que son parcours est plutôt un parcours de Droite.

Je salue également, avec vous, venant des milieux écologistes, Corine Lepage et, venant de la Gauche, de la Gauche responsable, Jean Peyrlevade.

En effet, comme vous savez, c'est assez mal vu à Gauche, en ce moment, de dire que nous sommes plutôt des gens fréquentables, avec des idées convenables et, plus encore que convenables, des idées compatibles avec ce qu'il convient de faire pour redresser le pays.

Ainsi, j'adresse, par-dessus ce sectarisme, mon salut amical à Michel Rocard, Bernard Kouchner et Claude Allègre qui nous invitent à travailler ensemble.

J'en étais à l'égalité des chances pour dire qu'elle a une traduction concrète républicaine extrêmement simple, c'est que l'on puisse trouver les mêmes parcours de réussite, le même niveau d'exigence scolaire, la même possibilité de trouver des options, que l'on soit au collège ou au lycée Henri IV ou Louis-le-Grand ou que l'on soit au collège Pablo Neruda d'une cité en difficulté.

Nous avons besoin des deux et, la République, c'est qu'il y ait la même exigence partout.

Vous aurez noté que je parle avec vous d'exigence. Je ne parle pas de facilités. Je ne parle pas de laxisme, je ne parle pas de distribuer les diplômes uniquement pour des raisons statistiques. Je parle de renouer avec l'exigence, y compris et surtout lorsqu'il s'agit d'enfants issus de milieux sociaux qui ne sont pas favorisés par la naissance, par les conditions matérielles ou par la culture.

C'est l'exigence qui sauve en cette matière et c'est le laxisme qui abandonne. C'est, en réalité, de la non-assistance à personne en danger que de ne pas offrir à ceux qui le peuvent, qui ont la vocation, les moyens, la volonté, l'envie de travailler et la capacité de s'en sortir et de montrer à tout le monde à quel niveau ils sont capables d'arriver, la possibilité de le faire.

De la même manière qu'il faut l'excellence partout, dans tous les établissements de l'enseignement secondaire, nous avons une grande tâche devant nous. Je m'adresse au ministre de la Recherche. Nous avons à bâtir une université qui retrouve le niveau, la capacité, les moyens et la réputation des plus grandes universités de la planète.

Après tout, nous sommes les inventeurs de l'université et il n'y a aucune raison que nous ne posions pas, devant la Nation tout entière, la question de savoir pourquoi les universités françaises sont reléguées, plus ou moins injustement, mais, enfin, c'est une réalité, au-delà, pour la meilleure, du cinquantième rang de toutes les universités du monde !...

La France a le droit d'avoir des universités de premier rang.

De nombreux universitaires sont présents dans la salle. Je salue les étudiants, si nombreux, et je salue les professeurs qui sont présents. J'ai observé, à vos applaudissements, que les professeurs étaient moins nombreux que les étudiants, ce qui, après tout, est dans l'ordre des choses.

J'indique aux grands universitaires présents que nous allons, en effet, avoir à penser une réforme de l'université française, qui sera débattue, discutée et réfléchiée avec tout le monde, qui concernera la gouvernance, les moyens et les objectifs de l'université pour que nous ne restions pas au rang injustement humiliant qui est le nôtre aujourd'hui, car nous avons donné à l'université des charges énormes, mais pas les moyens de les remplir.

Je propose que nous mettions cette question sur notre agenda et devant nous. Parmi les charges, vous savez que l'université a deux missions principales : l'enseignement, d'un côté, et la recherche, de l'autre.

La question de la recherche est une très grande question pour la France, car nous formons les chercheurs. Nous leur donnons l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, pour qu'ils atteignent bac+5, bac+8, bac+10, bac+12 et, une fois qu'ils sont arrivés au doctorat, une fois qu'ils ont acquis l'expérience nécessaire pour pouvoir faire fructifier leur mission de chercheur, à ce moment-là, ce sont les laboratoires américains qui les recrutent et c'est eux qui cueillent les fruits que nous avons contribué à faire pousser.

Il s'agit, là, d'une souffrance pour la France, une faiblesse et une souffrance pour la France.

Par ailleurs, en plus des missions d'enseignement et de recherche, il faudra que nous nous intéressions à une nouvelle mission qui est celle de l'insertion professionnelle pour les étudiants sortis de l'université, car il n'est pas possible que nous acceptions, dans notre pays, de voir, ainsi, tant et tant de dizaines de milliers d'étudiants obtenir ou ne pas obtenir un diplôme et se retrouver, ensuite, sans aucune formation professionnelle.

Cela est un problème pour la Nation et il ne s'adresse pas uniquement aux universitaires. Il s'adresse, en même temps, au tissu économique français. Nous devons bâtir, à chaque degré de sortie de l'université, les moyens de trouver une formation professionnelle et l'insertion qui va avec, afin que les étudiants ne se trouvent pas dépourvus.

En effet, je considère qu'il s'agit, là, d'un élément de démoralisation de la Nation, un des plus graves, un des plus lourds éléments de démoralisation de la Nation que de voir rompu, au fond, le premier article de ce qu'était le Pacte républicain, qui, et nous sommes nombreux à le savoir, était quelque chose de très simple.

Ainsi, dans toutes les familles, spécialement les plus modestes, celles qui n'ont ni relations, ni avantages, ni privilèges à transmettre, il y avait une règle d'or qui était que, si les enfants travaillaient bien à l'école, ils trouvaient une situation meilleure que celle de leurs parents.

Telle était la règle d'or de la République. Or, le fait que tant et tant de milliers de jeunes Français aient bien travaillé à l'école, aient fait tout ce qu'on leur demandait, aient obtenu des diplômes et se trouvent sans solution professionnelle est un élément de démoralisation de toutes les familles et de toute la Nation. À cela, il faut que nous propositions des réponses.

Je propose une troisième rime. J'ai dit faire rimer France et croissance, faire rimer France et assurance. Je propose de faire rimer France et confiance. Prononçant ce mot, je veux avoir une pensée affectueuse pour Raymond Barre, qui est sur son lit de maladie, car, en dépit de quelques événements tristes et récents, il a été un homme pour qui nombre d'entre-nous avons eu beaucoup d'affection pendant beaucoup d'années. Je voulais le dire devant vous.

Pour faire rimer France et confiance, il faut que nous nous attaquions à au moins cinq très grands sujets. Je vais les énoncer rapidement.

Tout d'abord, il faut que nous bâtissions, pour notre pays, une authentique et véritable démocratie sociale. Dans notre pays, depuis des années, depuis des décennies et, à la vérité, depuis des siècles, nous avons tous considéré ou l'histoire a considéré que c'était l'État qui était le patron de tout et que la société civile n'avait qu'une mission, celle d'obéir à l'État. On considérait qu'il fallait que l'État fût le souverain suprême et que la société civile n'avait plus qu'à obéir.

Il faut que, au contraire, nous considérions que, en face de l'État, la société civile doit être une société armée, représentée, organisée et, pour cela, il faut que toutes les décisions qui s'attachent, en particulier, au domaine économique et social, soient examinées préalablement, discutées et, s'il le faut, proposées par les partenaires sociaux, les représentants des salariés et les représentant des entreprises.

Dans ce cadre, je proposerai que soit rénové le Conseil économique et social qui est, aujourd'hui, une chambre totalement absente de la démocratie sociale, mais qu'il est nécessaire de faire revivre, puisque, après tout, elle existe. Il faut que nous considérions qu'elle doit être un lieu des débats utiles.

En outre, il faut que nous rénovions notre démocratie politique qui représente, en réalité, une faiblesse immense pour la France et pour la République. Le fait que nous ayons une démocratie confisquée où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mêmes mains, où la nomination de ceux qui doivent être des responsables de l'État se fait, non pas en fonction des mérites, mais en fonction de l'allégeance qu'ils ont déclaré à tel ou tel parti ou à telle ou telle personnalité, est un élément de démoralisation pour la Nation et il faut que cela cesse.

C'est la raison pour laquelle je proposerai, en effet, les changements institutionnels qui s'imposent. Je proposerai que le Parlement de la République retrouve la plénitude de ses droits, que le Parlement devienne maître de son ordre du jour, qu'il ait les moyens de légiférer, qu'il puisse contrôler le Gouvernement, y compris avec l'aide de la Cour des Comptes dans le cadre, Jean Arthuis, de la fameuse LOLF dont tout le monde sait qu'elle a été inventée de manière transpartisanne par un certain nombre de ceux qui sont là.

Je proposerai que le Parlement retrouve sa dignité et que, en France, désormais, on ne puisse plus voter à l'Assemblée Nationale ou au Sénat si l'on n'est pas physiquement présent.

Je proposerai -là, les parlementaires vont être un peu moins enthousiastes, je vous le promets, en tout cas-, pour les membres de l'Assemblée Nationale, que soit mis un terme au cumul des mandats qui est, en France, me semble-t-il, une faiblesse...

Ils applaudissent avec un sourire mitigé !

Je proposerai, pour que le Parlement retrouve la plénitude de ses légitimités, que nous adoptions, enfin, une loi électorale juste qui fasse que tous les grands courants d'opinion, dès l'instant qu'ils auront atteint le seuil de 5 % des voix, puissent siéger à l'Assemblée Nationale et représenter toutes les opinions, y compris celles que je n'aime pas.

Je considère, par exemple, qu'il est anormal qu'un mouvement comme celui des Verts, quelles que soient les turbulences et les difficultés qu'il rencontre, doive, pour obtenir son groupe parlementaire, aller quémander auprès de son allié le plus puissant, le Parti Socialiste, et ne puisse pas obtenir son groupe parlementaire du droit des citoyens qui, même minoritaires, doivent être représentés dans les assemblées de la République.

En effet, pour moi, la démocratie, ce n'est pas la représentation exclusive des majorités. La démocratie commence avec la protection des minorités. Nous sommes tous citoyens et nous ne sommes pas plus ou moins citoyens, selon que nous sommes plus ou moins d'accord avec les deux partis majoritaires.

C'est au nom de cette citoyenneté que nous avons le droit d'être représentés et cela assurera, je l'espère en tout cas, la diversité des sexes, l'équilibre entre les hommes et les femmes, la parité nécessaire, de même que la représentation de la diversité au sein de nos assemblées de la République.

Je dis cela, même et y compris pour les mouvements politiques dont j'ai, toute ma vie, combattu les idées. Je considère qu'il vaut mieux une confrontation ouverte, à ciel ouvert, devant les Français, plutôt que de voir cheminer souterrainement un certain nombre d'idéologies. Cela évitera qu'on les retrouve, après, dans les programmes d'autres candidats, d'autres courants qui devraient être des remparts et qui sont des complices.

De la même manière, ayant construit notre démocratie sociale, ayant reconstruit notre démocratie politique, je vous dis qu'il va falloir que nous assurions la moralisation de la vie économique dans notre pays, car un certain nombre de pratiques sont, en effet, scandaleuses, profondément choquantes pour tous les salariés, profondément choquantes pour les petits actionnaires. Or, un certain nombre de ces pratiques se retournent, en réalité et d'abord, contre l'image de l'entreprise. C'est l'image de toutes les entreprises, petites et moyennes, qui se trouve affectée par le manque d'éthique d'un certain nombre de dirigeants qui ne respectent pas les engagements et la modération qui devraient être les leurs.

Ayant retrouvé la confiance ou permis de retrouver la confiance dans la démocratie sociale, dans la démocratie politique et dans la vie économique de notre pays, trois chapitres absolument essentiels, il faudra, alors, que nous accomplissions l'œuvre historique que le monde attend de notre génération. Il faut que nous fassions renaître la confiance entre les Français et l'idéal Européen.

Je vais dire, sur ce sujet, forcément, en raison de l'heure, des choses rapides, mais je vous assure que ces choses sont, à mon sens, au centre de la crise que les Français vivent avec l'Europe.

Les Français ont inventé l'idéal Européen. Ils l'ont fait partager autour d'eux. Je suis heureux de représenter, dans la vie politique française, le parti de Robert Schumann. Je suis heureux.

En tout cas, sachant ce que la Gauche est devenue, je suis assuré de représenter, à la fois, le mouvement d'idée de Robert Schumann et celui de Jean Monnet. Je suis certain que, désormais, entre ce chrétien et ce laïque, ces deux démocrates et ces deux humanistes, nous avons réussi à proposer une synthèse qui soit contemporaine.

Votre présence, à elle seule, est, s'il en fallait, une preuve.

L'Europe, mes chers amis, l'idéal Européen que nous avons inventé, cet idéal est aujourd'hui abîmé dans le cœur de beaucoup de Français. Je vais vous dire les choses comme je les pense. Je pense qu'il était juste et légitime, après le marché commun, après l'acte unique Européen, que l'on demande à la Commission européenne d'assurer la meilleure circulation possible des biens et des services au sein de notre Union.

Je comprends parfaitement cela. Je pense que cela se justifiait, mais cela a donné à beaucoup de Français le sentiment que l'Europe s'occupait principalement de concurrence et de finances, alors que nous avons besoin que l'Europe s'occupe de sujets qui sont essentiels pour nos valeurs, pour la défense de notre société et de notre civilisation.

Jusqu'à présent, nous nous sommes beaucoup occupés de concurrence, à raison dans la plupart des cas, bien que je sois parfois un peu plus sceptique concernant certaines décisions que l'on nous a amenées à prendre, notamment, et je vais me faire des amis encore si je continue cette phrase, mais, comme j'en ai déjà un certain nombre, concernant le 12.

Je ne suis pas absolument persuadé que cela ait été un grand progrès de la civilisation que de nous faire passer du 12, pour les numéros des renseignements téléphoniques, aux innombrables 118 ... que nous appelons en ayant bien du mal à nous remémorer le numéro et sans savoir qui nous avons au bout du fil. À ce sujet, nous n'avons qu'une certitude, c'est que des centaines d'emplois ont disparu du territoire national et sont partis dans des call centers à l'étranger.

Cette petite réserve ayant été avancée, je pense qu'il faut, désormais, que l'Europe s'occupe de l'essentiel. Il faut qu'elle s'occupe de défense et de sécurité. Nous ne pouvons pas porter, seuls, le poids d'une défense nationale et de la sécurité en face des nouveaux risques qui se présentent. Il faut que l'Europe s'occupe d'actions diplomatiques.

Si les diplomatie française et britannique et toutes les autres, mais je pense spécialement aux diplomatie française et britannique, en raison du sujet que je vais évoquer, étaient unies et soudées, comme elles devraient l'être, nous aurions, au Darfour, une influence plus importante que celle que nous avons aujourd'hui.

Si les diplomatie européennes étaient actives, ce génocide n'aurait pas été accepté, comme il l'a été, pendant tant de mois et d'années. Je pense nécessaire que nous bâtissions cette action diplomatique. Si l'Europe était unie, elle pourrait être, au Proche-Orient, le garant ou l'un des garants d'une politique de paix, garant que les Etats-Unis ne peuvent plus être en raison du déclenchement, que nous avons condamné, de la guerre en Irak et des conséquences désastreuses qui s'en sont suivies.

Il s'agit, là, pour moi, d'une occasion de dire que, au moment de cette crise du déclenchement de la guerre en Irak, j'ai été heureux et fier que le Président de la République française, Jacques Chirac, ait eu l'attitude qui a été la sienne à l'époque, qu'il ait défendu, en notre nom et au nom de millions d'hommes et de femmes en Europe et dans le monde, des valeurs qui, sans lui, n'auraient pas été défendues.

J'ai été fier qu'il ait adopté cette attitude et je suis fier que nous l'ayons soutenu sans la moindre hésitation, de manière publique et à la tribune de l'Assemblée Nationale, quand tant, dans son camp, doutaient du choix qui était le sien.

Tant que j'en suis à tout dire, puisqu'une élection présidentielle, étant donné le tour qu'elle a pris, est le moment, en effet, de mettre tous les sujets sur la table, je veux vous dire que je ne suis pas assuré que, si, à ce moment, Nicolas Sarkozy avait été Président de la République, la France aurait eu l'attitude qui a été la sienne. Je suis persuadé qu'elle aurait été du côté de Tony Blair, du côté de José Maria Asnar et du côté de Berlusconi, puisqu'il a été leur ami.

Je suis heureux qu'il y ait eu, dans le peuple français, une immense majorité pour soutenir l'attitude qui a été, alors, celle de Jacques Chirac, exprimée aux Nations Unies par Dominique de Villepin.

Il faut que l'Europe s'occupe d'énergie, car nous subissons un certain nombre de menaces sur l'autonomie énergétique de l'Europe. Je suis, en tout cas, pour que nous bâtissions un plan en matière d'autonomie énergétique de notre continent.

En outre, il faut que l'Europe s'occupe de recherche, car nous avons besoin que notre continent fasse le même effort, avec la même rigueur qui a été conduite par les Etats-Unis, qui a fait que les investissements de ce pays en matière de recherche lui ont donné une capacité, une réactivité, une inventivité sans aucune correspondance, hélas, dans les pays qui sont les nôtres.

Il faut, enfin, que l'Europe s'occupe de deux sujets essentiels, qui commandent la vision qui va être la nôtre, du XXIème siècle, deux sujets qui ne concernent pas uniquement la France ou les pays européens, mais qui concernent l'humanité.

Il faut que nous convainquions la France, tout d'abord, et l'Europe, ensuite, de s'occuper du problème du réchauffement de l'atmosphère, de la crise climatique qui est en train de naître et des menaces sur la biodiversité.

Bien sûr, il existe, sur ce sujet, des dispositions nationales à prendre. Je suis, ainsi, heureux d'avoir été l'un des premiers signataires du pacte qu'a proposé Nicolas Hulot et je respecterai ces engagements, mais je suis également heureux que Corine Lepage nous ait proposé l'idée d'un plan d'adaptation au réchauffement climatique pour l'ensemble de la société française. Je trouve, en effet, qu'elle a été avisée de le faire.

Je pense qu'il existe, à ce sujet, non pas une menace de décroissance, mais des ressources de croissances nouvelles pour la société française, des parts de marché à prendre, notamment en matière industrielle, afin que nous puissions faire face à tous ces grands changements que nous allons rencontrer.

Toutefois, il demeure que, au-delà des décisions nationales, cela ne peut être qu'une démarche internationale. Même si la France réussissait admirablement à réduire de moitié, des deux tiers ou des trois quarts ses émissions de gaz à effets de serre, cela ne changerait pas d'un millième de millième la composition de l'atmosphère et de l'air que nous respirons, car, comme vous le savez, l'air se déplace à la surface de la planète et il ne connaît pas nos frontières !...

C'est donc un engagement international qu'il faut, désormais, construire et il peut être et sera porté, si nous le proposons, par l'Union européenne, tant les opinions de nos pays sont sensibles à ce sujet. C'est une question d'agenda international. C'est une question d'engagements qui sont très compliqués à prendre, car ce sont les pays riches qui vont les porter, eux qui ont été les plus grands pollueurs, et ce sont les pays pauvres qui vont devoir les accomplir et les accompagner, eux qui n'ont pas participé à l'émission de ces gaz à effets de serre.

Il s'agit donc d'une très difficile question internationale. C'est l'Union européenne qui doit la porter. L'Europe doit s'occuper de l'essentiel et pas de l'accessoire.

Enfin, l'Europe doit s'occuper, avec nous, du sujet qui est probablement l'un des plus explosifs et des plus dangereux qui menacent aujourd'hui l'équilibre de la planète. L'Europe doit s'occuper du développement de l'Afrique misérable. L'Europe doit s'occuper de restituer un équilibre.

Voyez-vous, je sais bien qu'il est nécessaire d'avoir une politique de régulation de l'immigration. Même si j'aperçois l'aspect obsessionnel qu'un certain nombre de candidats sont en train de donner à ce sujet, je sais qu'il faut une politique de régulation, mais je sais aussi, de la même manière, qu'il n'existe qu'une politique efficace dans le moyen et le long terme pour maîtriser l'immigration et c'est de faire en sorte que les femmes et les hommes, qui sont originaires de ces pays misérables et abandonnés, puissent trouver, chez eux, le moyen de vivre, de travailler, de s'implanter, d'élever des familles.

C'est donc une politique de co-développement que nous avons l'urgence historique de construire avec l'ensemble du continent africain, dont je suis certain que, un jour, il suivra l'exemple créé par l'Union européenne.

Si l'Union européenne sait être à la hauteur de sa mission, il y aura, un jour, une Union africaine, puis une Union sud-américaine. Un jour, dans le monde, des piliers à égalité de droits et de devoirs feront en sorte que le monde soit, en effet, comme l'on dit, multipolaire, c'est-à-dire respectueux du droit, refusant la prééminence des uns sur les autres, exigeant que nous traitions ensemble des problèmes qui concernent la survie de l'humanité et son développement.

Or, pour que l'Europe mette en place ces politiques nouvelles, il est nécessaire qu'elle sorte de la crise institutionnelle dans laquelle elle est malheureusement enlisée depuis le 29 mai 2005.

Je propose que nous regardions en face les raisons pour lesquelles le peuple français a voté non. Il l'a fait, à mon sens, pour trois raisons. La première et la principale est que le texte qu'on lui soumettait était illisible et incompréhensible pour un citoyen. C'était un texte pour juriste et pas un texte pour citoyen.

Nous aurions dû prendre garde, et ceux qui l'ont écrit auraient dû prendre garde, à sa lisibilité, car, lorsque les Français l'ont reçu et l'ont ouvert, comme des femmes et des hommes de bonne foi et, l'ayant ouvert, ils ont voulu le lire. Ils en ont lu, parfois une page, parfois deux, mais, quoi qu'il en soit, beaucoup d'entre eux, à la troisième page, se sont arrêtés. Ils ont considéré que ce texte n'était pas pour eux.

Or, le peuple français, s'il a le sentiment qu'un texte n'est pas pour lui, considère qu'il y a un piège et il a eu l'impression que, ce piège, c'était que l'on voulait lui imposer un projet de société qu'il n'avait pas choisi. Il a eu l'impression que l'on voulait, pour faire vite, lui imposer un projet de société ultra libéral, alors que, lui, peuple français voulait un projet républicain et solidaire.

Cela était, selon moi, la principale raison et explication du non.

J'ai combattu et milité pour que cette raison ne l'emporte pas. Je suis naturellement fier de l'avoir fait, mais je dis qu'il faut, aujourd'hui, conjurer ce risque, de même qu'il faut conjurer le deuxième risque qui touchait au patrimoine de la civilisation européenne, étant donné la manière dont on avait, sans même tenir compte de l'avis du Parlement et sans même lui demander son avis, décidé d'ouvrir, de but en blanc, sans précautions, les négociations d'adhésion avec la Turquie, après toute une série d'adhésions et d'élargissements qui étaient, sans doute, trop rapides.

Et, donc, je dis qu'il faut conjurer ces dangers, ces menaces et ces risques et il n'y a qu'une manière de le faire : obtenir de nos partenaires que nous écrivions ensemble, à partir des mêmes principes démocratiques, un texte dont le seul sujet sera de dire comment fonctionnent les institutions européennes, quels sont les droits des citoyens en face de ces institutions, comment ils seront informés des décisions et de quelle manière ils pourront influencer sur la façon dont ces décisions sont prises.

Court, lisible, compréhensible par tout le monde, sans ambiguïté, un texte que, une fois écrit, je soumettrai au référendum du peuple français, parce que je ne veux pas prendre la même voie que d'autres candidats qui ont décidé qu'après le résultat du référendum, il suffirait, pour sortir de la crise, de court-circuiter le peuple français en faisant voter, à la va vite, en quelques semaines, au parlement un texte sur lequel le peuple souverain n'aurait pas été consulté.

Le seul moyen pour moi de réconcilier les Français avec l'Europe, ce n'est pas de faire l'Europe dans leur dos, c'est de faire l'Europe les yeux dans les yeux, avec le peuple des citoyens français, d'expliquer, de défendre, devant le peuple des citoyens, les raisons profondes, les raisons

historiques, les raisons impossibles à éluder qui font que, chacun d'entre nous, comme père de famille, comme mère de famille, comme chargé plus tard de famille, nous avons besoin de l'Europe pour porter notre voix et la faire entendre dans le monde et que nous pesions tous ensemble sur l'avenir de la planète.

Ceci, je suis absolument certain qu'un président de la République, qui aura la confiance des Français et qui s'engagera devant eux, obtiendra de leur part une réponse favorable à l'idéal européen qui n'aurait jamais dû cesser d'être le nôtre.

À ce prix, nous cicatriserons et, si nous ne faisons pas cela, alors, nous creuserons la fracture. Un jour ou l'autre, cela se retournerait gravement contre cet idéal Européen.

Je suis au terme de cette intervention. Il me reste à répondre à une dernière question et trouver une dernière rime. Je veux faire rimer France avec chance. Nous devons saisir la chance du changement. Pourquoi ce changement est-il possible aujourd'hui et ne l'était-il pas hier ? Pourquoi ce changement est-il certain ? Parce que l'élection présidentielle est la seule qui puisse arracher le pouvoir au régime des partis qui voudraient le garder entre leurs mains. C'est la seule qui arrache le pouvoir au régime des partis et des dignitaires.

Voici le calendrier : le 22 avril, dimanche prochain, les Français renversent l'une des deux citadelles, celle qu'ils voudront. Ils prennent l'une des deux bastilles, celle qu'ils voudront et ils nous mettent, en finale de l'élection présidentielle, le 6 mai, ... (applaudissements)... laissez d'abord se dérouler le deuxième tour !... Le 6 mai, ils prennent et ils renversent la deuxième bastille.

Le nouveau président de la République entre en fonction le 15 ou le 16 mai. Le 17 mai, il nomme un gouvernement de changement et de rassemblement. Le 25 mai, il fête son anniversaire.

Et, dans cette séquence du changement, le 10 et le 17 juin, le peuple français donne à ce gouvernement une majorité, comme il l'a fait chaque fois qu'il a jugé qu'il était d'urgence nationale de faire arriver une majorité nouvelle et de renvoyer les sortants qui refusent de se joindre à ce mouvement de rassemblement et de reconstruction.

J'ai une petite histoire à vous raconter, encore ! Cette majorité, à la différence des majorités précédentes, ce ne sera pas la majorité d'un seul parti qui veut tous les pouvoirs entre ses mains, ce sera une majorité qui associera des sensibilités différentes par un contrat de législature pour les faire travailler ensemble.

Alors, bien entendu, à la tête du Parti Socialiste et de l'UMP, on en est encore dans la vieille histoire racornie de la droite contre la gauche. Ils ne se sont pas aperçus que le mur de Berlin était tombé ! Mais, même quand on est aux premières loges, et c'est cela l'histoire que je voulais vous raconter pour finir, on a beaucoup de mal à s'apercevoir que le mur de Berlin est en train de se fissurer et de disparaître.

Mon ami, notre ami que j'aime tant, Bronislav Geremek, m'a souvent raconté une merveilleuse histoire à laquelle je pense toujours quand j'entends les Caciques des deux partis qui nous entourent nous expliquer que, jamais, on ne pourrait faire disparaître cette frontière d'un autre temps entre la droite et la gauche. Cette histoire est celle-ci, elle est intégralement vraie et Bronislav Geremek vous la racontera, lui qui a été le grand inspirateur de Solidarnosc en Pologne. Il vous la raconterait, si vous lui posez la question.

Un jour, Walésa et Bronislav Geremek, qui était son ministre des Affaires étrangères, sont en réunion à Varsovie, avec Elmut Kohl. Ils sont assis autour de la table et, à un moment donné, Bronislav Geremek dit : "M. Kohl, est-ce que vous ne pensez pas qu'un jour on pourrait imaginer que l'Allemagne se réunifie et que le mur de Berlin disparaisse ? On entend des bruits qui disent que, après tout, peut-être quelque chose pourrait changer dans ce qui fait le plus douloureux de la réalité de l'Europe depuis si longtemps".

Et Helmut Kohl lui dit : "Monsieur Geremek, vous serez un vieillard, moi, je ne serai plus là et, Walésa ne sera plus là non plus, que le mur de Berlin sera toujours là".

À ce moment-là, on a frappé à la porte. Un monsieur l'air affairé et inquiet, un jeune collaborateur de Kohl, est entré et lui a chuchoté quelque chose à l'oreille. Le mur de Berlin était en train de tomber...

C'est une formidable histoire et, comme toutes les formidables histoires, personne n'aurait osé l'inventer, c'est une histoire vraie.

Eh bien nous, nous savons que le mur de Berlin est tombé. Nous ne voulons pas construire la France du siècle dernier. Nous voulons construire la France du nouveau siècle. Nous, nous avons décidé d'être de notre temps. Nous ne vivons pas de haines recuites. Nous aimons

l'avenir. Nous sommes pleins d'énergie et nous avons l'intention, de surcroît, d'être plein de gaieté, parce que c'est avec gaieté qu'il faut marcher vers cette élection présidentielle.

Pierre Mendès-France disait ceci, et c'est une phrase formidable : "Il n'y a pas de politiques sans risques, mais il y a des politiques sans chances".

La novation que nous proposons à la France, ce n'est même pas un risque, c'est sa seule chance et les autres qui refusent cette novation croient qu'ils choisissent une politique sans risques. En réalité, ils choisissent une politique sans chances.

Eh, bien, nous, nous qui allons écrire cette page qui vient de notre histoire nationale, nous allons, en effet, faire rimer France avec croissance, France avec confiance, France avec assurance, France avec chance. Nous allons faire rimer France avec espérance.

Je vous remercie.

Vive la République et Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.19 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Pau <lieu=Pau> <texte=36>

Mes chers amis... Si cette expression "mes chers amis" a vraiment été justifiée, c'est, pour moi, ce soir, car, m'adressant à vous, je vous demande tout d'abord pardon du retard que nous avons pris, mais il y avait des embouteillages. Il fallait que tout se remplisse !...

Je vous demande donc pardon du retard et je demande également pardon aux plusieurs centaines de personnes qui n'ont pas pu entrer, qui sont à l'extérieur, qui nous regardent sur grand écran, car, pour des raisons de sécurité, la jauge du Zénith était limitée. Je leur adresse mon salut amical.

Je remercie, de même, les jeunes qui sont sur la tribune et si nombreux dans la salle, ainsi que les parlementaires de notre équipe qui sont présents. Je puis vous assurer qu'il s'agit d'une formidable équipe.

Rallumez le projecteur sur eux ! Je vous présente Hervé Morin, président du groupe de l'UDF à l'Assemblée Nationale. Au bout de la rangée, je vous présente Michel Mercier, président du groupe UDF au Sénat, qui est, de surcroît, le trésorier de la campagne électorale et, croyez-moi, il a du travail, car nous ne sommes pas riches.

Je vous présente Jacqueline Gourault, sénatrice du Loir-et-Cher et présidente des Élus démocrates.

Je veux dire ma gratitude et aussi la vôtre à Marielle de Sarnez, députée européenne qui dirige la campagne électorale avec talent et inspiration et sans qui nous n'aurions pas pu faire cela.

Je vous présente les parlementaires UDF de chez nous et, enfin, je vous demande d'applaudir Didier Borotra, sénateur maire de Biarritz, Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques. Je vous présente également Jean Dionis du Séjour, député du Lot-et-Garonne. Ils sont les élus de la région.

Je vous présente également Jean-Marie Cavada, député européen, Philippe Folliot, député du Tarn. Je vous présente, parmi ceux qui nous ont rejoints dans cette campagne électorale, Corine Lepage et quelqu'un qui m'a appelé au mois de septembre lorsque les sondages n'étaient pas tout à fait ce qu'ils sont aujourd'hui et qui m'a dit : " Voilà, j'ai réfléchi. Vous allez être président de la République. Je veux le faire avec vous". Il s'agit de Vincent Lindon.

Oh, pardon !, je ne l'avais pas vue. Parmi les députés de la région, il y a aussi Anne Lapérouse.

Tous les autres députés et sénateurs qui sont présents ont participé à une formidable campagne. Je voulais vous les présenter.

Je vous présente également quelqu'un qui a fait une sacrée campagne : Babeth. Être la femme d'un candidat à la présidentielle, ce n'est pas de tout repos et que, de surcroît, ce candidat, soit moi-même, c'est encore moins de tout repos ! Alors, il faut que je te dise merci.

Je remercie tous ceux qui nous ont aidés à organiser ce meeting formidable et qui sont tous les militants membres de notre mouvement, non-membres de ce mouvement qui se battent dans cette campagne électorale.

Je voulais vous présenter ceux qui ont vécu cette magnifique aventure avec moi et je voulais leur présenter, à eux, ce que nous sommes, notre région, notre pays, car, pour nous, il s'agit d'un pays qui a même été formé comme pays bien avant que la France ne le soit, en tout cas dans ses frontières d'aujourd'hui, formé comme pays juridiquement bien avant que la France ne le soit et même, entre nous, bien avant que la langue française n'existe, car je dis, à ceux qui s'intéressent à ce sujet des langues et des cultures de la France régionale, de la France, que notre pays, ici, le Béarn avait une constitution écrite dès le XI<sup>ème</sup> siècle, à partir de l'an 1000.

Cette constitution est probablement l'une des toutes premières constitutions démocratiques du monde, puisqu'elle donnait le droit de vote. Elle a donné, très vite, le droit de vote aux travailleurs, aux paysans. Ils élisaient une assemblée et cette assemblée avait droit de veto sur les décisions du souverain.

Et ceci a eu lieu dans les premiers siècles du millénaire qui vient de s'achever. Cette constitution s'appelle Les Fors de Béarn, c'est-à-dire la protection des libertés béarnaises, la protection des libertés du plus humble des citoyens de ce pays. On a fait, ici, ce que l'on appelle l' habeas corpus, c'est-à-dire la protection contre une justice qui voudrait nous mettre arbitrairement en prison.

Nous avons cette protection depuis mille ans. Les Anglais ont dû attendre quelques siècles avant de trouver la même protection, ce qui en a fait des pionniers de la démocratie dans le monde.

Cette démocratie des Pyrénées est celle qui a fait de nous ce que nous sommes, c'est-à-dire un pays de fiertés qui refuse de plier.

Vous connaissez la devise de Henri IV que j'aime tant : " Le Béarnais est pauvre, mais il ne baisse pas la tête", disait-il aux excellences qui lui parlaient.

Les Fors de Béarn commencent par une très jolie histoire que je cite à peu près exactement. Je n'enjolive rien, je n'améliore rien. C'est la constitution qui était celle de notre pays jusqu'en 1799.

Les Fors de Béarn commencent par cette histoire : " Ici, sont les Fors de Béarn où, autrefois, il n'y avait pas de roi". Ils racontent cette histoire surprenante d'un peuple qui s'aperçoit que, quand il n'a pas de leader à sa tête, il a beaucoup de mal à affronter les événements de la vie. Les Béarnais décident donc de se doter, en plus de leur constitution, de leurs libertés fondamentales, d'un prince et le premier prince qu'ils vont chercher, ils vont le chercher en Bigorre. Je traduis, pour ceux qui seraient d'un peu loin du côté de Lourdes !

Ils ramènent donc ce prince. Ils lui donnent le pouvoir et le prince ne respecte pas Les Fors. Alors, ils le tuent.

Après, ils vont chercher un autre prince, cette fois-ci en Auvergne. Ne voyez, dans cette phrase, aucune allusion politique ! Il s'installe chez nous, il ne respecte pas Les Fors. Alors, ils le tuent.

Heureusement, les temps ont bien changé ! Nous sommes heureux d'être dans des temps plus pacifiques.

Puis, ils entendent dire qu'il y a, là-bas, en pays catalan, un roi...

Nous pouvons applaudir la Catalane qui agite son drapeau !

Ils ont entendu dire qu'un roi a eu deux jumeaux et ils vont donc, en délégation, lui demander l'un des deux jumeaux pour devenir leur prince.

Le roi accepte et il leur dit : " Ils sont tous les deux en train de dormir dans leurs berceaux. Choisissez celui que vous voulez". Et, disent Les Fors de Béarn, car je ne fais que citer le texte que je sais à peu près par cœur, les envoyés du peuple béarnais s'approchent des berceaux. L'un des deux petits princes dormait avec les points fermés et l'autre dormait avec les mains ouvertes.

Ils ont choisi celui qui avait les mains ouvertes.

C'est un pays démocratique et c'est un pays qui estime que ses responsables, ses leaders doivent respecter le peuple des citoyens et, si possible, avoir, avec eux ou à leur égard, une démarche généreuse et chaleureuse.

Cela, c'est le Béarn. C'est pourquoi j'ai tellement eu de chance de faire de la politique ici, grâce à des personnes exceptionnelles avec qui nous n'avons jamais cessé de conduire cet engagement.

Je ne veux pas les citer tous, mais vous me permettez simplement de citer Pierre Menjucq, sans qui je ne serais pas là, Pierre Laguillon, qui m'a remplacé à l'Assemblée Nationale, et Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil général.

C'est grâce à eux que nous avons pu vivre cette formidable aventure, la vivre chez nous, tout d'abord, et la vivre, ensuite, en France, car, les sentiments d'affection, de chaleur -le mot est bien choisi, n'est-ce pas !- que je viens d'évoquer devant vous, ce sont maintenant des sentiments de chaleur, d'affection et de fidélité que j'ai à l'égard de l'ensemble du peuple français.

C'est un peuple immense, un peuple plein de ressources, plein de talents, plein d'imagination, avec une telle vitalité dans ses jeunes, dans ses familles, dans ses créateurs d'entreprise. Ce peuple-là, c'est une pitié de voir l'état dans lequel on l'a, aujourd'hui, laissé glisser. C'est un chagrin de voir que, parce qu'aucune des réformes nécessaires n'a pu être conduite et menée à bien, parce que l'énergie du pays s'est épuisée dans une guerre incessante entre un camp et l'autre, la France n'a pas pu se retrouver à la hauteur qui devrait être la sienne en Europe et dans le monde. Cela, chacun d'entre vous et chacun d'entre nous le paie. Les familles le paient avec l'inquiétude pour les enfants, avec ce pouvoir

d'achat difficile pour les petits revenus et pour les classes moyennes. Les entreprises le paient, avec l'inquiétude qui est la leur sur la manière perpétuellement difficile avec laquelle on multiplie les contrôles, les obligations administratives, tout ce qui empêche le pays de développer son énergie.

Les Français ont, naturellement, fini par mesurer quelle était la responsabilité de leurs politiques dans la situation qui est ainsi créée et ils l'ont dit avec une régularité d'horloge. Chaque fois qu'ils ont été consultés, chaque fois qu'on leur a donné la parole, les Français ont dit : " Cela ne va pas". Ils l'ont dit de toutes les manières, lors des élections présidentielles de 2002, au moment du référendum de 2005, au moment des élections intermédiaires.

Chaque fois, ils ont manifesté auprès des puissants que quelque chose n'allait pas dans la manière dont la France était gouvernée. Or, j'ai l'espoir, la conviction et la certitude que, cette fois-ci, lors de cette élection, au lieu de le dire de manière négative, ils vont le dire de manière positive. Ce sont les Français qui vont changer les choses dans notre pays.

Nous étions, lundi, dix mille à Lyon. Nous étions, mardi, six mille à Lille. Nous étions, hier soir, dix-huit mille à Bercy. Nous sommes, ce soir, sept mille à Pau.

C'est un immense mouvement du peuple français, des jeunes, des campagnes, des banlieues, des villes, des hommes et des femmes qui m'arrêtent tous les jours dans la rue pour me dire : " Monsieur Bayrou, on ne croyait plus à rien et, avec vous, de nouveau, on y croit". Ils ajoutent : " Ne nous décevez pas".

Et, en face de cet immense mouvement de peuple qui a quelque chose de généreux, de désintéressé, du lien qui doit unir les citoyens entre eux, quelque chose qui est de l'ordre du respect, de l'estime et de la volonté de bâtir quelque chose de nouveau, au lieu de saisir ce que cet immense mouvement a de positif pour la France, voilà que, en face de ce mouvement de peuple, il y a le feu croisé, avec une violence jamais atteinte, de tous ceux qui ont le pouvoir en France depuis des décennies, ceux qui ont conduit la France où elle est et qui, en vérité, ont signé un programme commun en un point qui est : " Ne surtout ne rien changer".

Nous, et autour d'eux, avec eux, les deux états-majors des deux partis qui veulent, à tout prix, conserver le pouvoir, autour d'eux et avec eux, faisant chorus, il y a d'autres forces, d'autres puissances, des monopoles importants, médiatiques, par exemple. J'ai eu un mouvement d'humeur, cet après-midi, car, dans Le Monde, le grand journal du soir, il y a, ce soir, un éditorial en première page, un éditorial qui s'intitule : Impératif démocratique.

Ce n'est pas rien, un éditorial qui s'intitule Impératif démocratique à la Une du Monde. On s'attendrait, en effet, à découvrir une menace contre la démocratie française, je ne sais quel cheminement de l'extrémisme et que le monde fasse appel à la responsabilité des citoyens.

Or, le thème de cet éditorial, c'est qu'il faut, si l'on est démocrate, voter pour Sarkozy et Ségolène Royal et, en tout cas, surtout pas pour nous, car nous sommes pour cette démocratie un danger.

Faut-il qu'il y ait de puissants intérêts en jeu pour que le patron du Monde en vienne à dire que le candidat du Centre en France, celui qui propose de changer l'équilibre de notre démocratie, celui-là, n'est pas un choix démocratique pour les Français.

Faut-il qu'il y ait de puissants intérêts. Je m'adresse à eux en disant : " Qu'est-ce qui vous donne le droit d'agir ainsi ? Quelles preuves avez-vous faites ? Quel mérite avez-vous à invoquer ? Quels services avez-vous rendu à la patrie pour que vous vous permettiez de venir dire aux Français ce qu'ils doivent voter et pour indiquer que, pour vous, on doit supprimer le premier tour de l'élection présidentielle et passer directement au second en direction de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy ?"

Qu'est-ce qui vous donne ce droit ? Quelle arrogance fait que, dans notre pays, les puissants ont décidé qu'une fois pour toutes, il n'y aurait que ces deux partis-là, à la base étroite, ces deux partis épuisés, ces deux partis qui nous ont conduits au gouffre où nous sommes, qui auraient le droit démocratique de participer au pouvoir.

Nous, nous sommes des démocrates et, pour nous, cela signifie étymologiquement que c'est le peuple qui décide, que c'est le peuple des citoyens qui a le pouvoir de dessiner la démocratie comme elle. En vérité, mon élection, pour tous ceux-là qui sont en place depuis si longtemps et qui veulent demeurer en place, est, on le voit bien maintenant, pour parler simplement, la "loi de l'emmerdement maximum".

Eh bien, je suis décidé à conduire cette révolution, car elle est bienfaitrice pour la France. C'est la révolution de ceux qui ont toujours eu des convictions démocratiques profondes, qui les ont défendues en toutes circonstances, devant tous événements, dois-je le dire au Monde qui, après tout, a été, au lendemain de la Libération, le journal qui a été fondé pour défendre la famille politique que nous formons ensemble.

Le Monde a été, à la Libération, le journal de la troisième voix entre les uns et les autres et c'est pour cela que beaucoup d'entre-nous avons été, malgré les avanies, fidèles à ce journal tout au long du temps.

Je dis que nous qui sommes des démocrates, nous avons une révolution à conduire et, une révolution, comme vous le savez, est très facile à combattre lorsqu'elle fait peur, lorsqu'elle est conduite par des extrémistes, mais elle est, et c'est pour cela qu'ils ne sont pas contents, très difficile à combattre et à empêcher lorsqu'elle est conduite par des hommes modérés, rassembleurs, qui veulent restaurer, dans le pays, les principes élémentaires de la démocratie dont nous avons été privés depuis si longtemps et auxquels nous avons droit.

Tout cela doit bien avoir une explication. Tout cette troupe rameutée de tous ceux qui sont, ont été ou rêvent de devenir les excellences de la République, autour du candidat qui est évidemment celui qui était le plus éloigné des valeurs qui étaient les leurs du temps, au moins, où ils affirmaient en avoir, en rangs serrés, les anciens présidents, les anciens premiers ministres, les anciens ministres, tous les puissants, tous, montent au créneau.

Pourquoi se sont-ils regroupés ainsi ? Car ils veulent défendre le privilège absolu et, ce privilège, en effet, c'est nous qui l'avons inquiété, en effet, en proposant -j'allais dire naïvement, en tout cas de bonne foi-, de résoudre les problèmes de notre pays comme tous les personnes de bon sens pensent que l'on peut le faire, c'est-à-dire en le rassemblant, comme doit se rassembler toute Nation menacée dans son existence même, menacée dans sa vie, menacée dans son avenir, menacée dans son moral.

Voyez-vous, je pense que la crise que traverse la France aujourd'hui est la plus grave que notre pays ait traversée depuis la libération, car elle touche tous les aspects de la vie. Elle touche l'économique, le social, l'éducation, l'exclusion, les pauvres. Elle touche les SDF, elle touche les banlieues, elle touche les raisons d'espérer de chacun des Français, elle décourage et elle désarme un pays qui mériterait de retrouver optimisme et espoir.

C'est pourquoi cette idée simple, quand il s'agit de reconstruire un pays, comme lorsqu'il s'agit de reconstruire une maison, eh bien, on décide de réunir toutes les personnes compétentes, de bonne volonté, capables de travailler ensemble. Nous allons nous souder. Nous allons nous sortir de nos guerres de tranchée, après tout, comme nous le faisons dans nos villages, après tout, comme nous le faisons dans nos régions, comme je l'ai fait dix fois lorsque l'essentiel était en jeu, avec André Labarrère, lui, à la mairie de Pau, moi, à la présidence du Conseil général. Nous savions bien nous souder et nous retrouver lorsqu'il fallait défendre le pays.

Cela est possible, comme vous l'avez vu, avec les déclarations de cette semaine, en voyant des hommes de la Gauche ouverte qui ont eu à affronter bien des injures et bien des avanies. Je leur adresse donc mon salut, à Michel Rocard, à Bernard Kouchner, à Claude Allègre. Il en est de même de certaines personnes de la Droite, des membres du Gouvernement actuel, François Goulard, ministre de la recherche, ou Azouz Begag qui a démissionné du Gouvernement pour dire ce qu'il avait à dire.

J'adresse également mon salut à Corine Lepage et Antoine Waechter, venus des milieux écologistes et à des hommes comme Jean Peyrevade, qui nous a rejoints, l'homme qui a redressé le Crédit Lyonnais, ce qui était probablement l'une des plus difficiles entreprises économiques après, comme vous le savez, l'incroyable crise dans laquelle cette banque avait été plongée.

Tous savent que l'on peut travailler ensemble. Tous savent que l'on pourrait y arriver et que, désormais, en effet, les idées, l'évolution des temps, la disparition des idéologies a fait que ce ne sont plus les idées qui séparent, mais uniquement des questions d'étiquette.

Toutefois, en proposant cette idée, que je considère, au fond, comme l'idée la plus évidente que l'on peut défendre devant un peuple, qui a été longtemps regardée avec sympathie tant qu'elle était minoritaire, en voyant progresser cette idée dans l'opinion, tout d'un coup, ils se sont rendus compte que risquait d'être remis en cause leur privilège maximal et principal.

C'est le monopole du pouvoir, car le monopole du pouvoir est tout simple. C'est la garantie que les deux partis qui tiennent tout ne seront jamais dérangés par personne dans leurs jeux, qu'ils resteront entre eux. Une fois, ce sera les uns, une fois, ce sera les autres, mais ils sont assurés, en tout cas, que personne ne viendra troubler ce tête-à-tête, que nous resterons dans la bonne vieille connivence, les bonnes vieilles ententes, entre tous les mondes du pouvoir, le pouvoir financier, le pouvoir médiatique et le pouvoir politique, que rien de tout cela ne sera troublé et qu'en réalité, personne ne viendra remettre en cause, les bonnes ententes qui permettent à ces univers de se croiser, de s'entendre et de se rendre des services mutuels.

Voilà ce que nous menaçons par notre existence même. C'est pourquoi ils ont dressé toutes leurs forces pour que vous ne puissiez pas faire entendre votre voix, mais ils vont se tromper.

Autrefois, la situation était très confortable pour eux, car ce duo, en tout cas ce tête-à-tête n'était troublé que par les extrêmes. Or, les extrêmes sont terriblement confortables, car leurs idées, les haines, les phantasmes, tout ce qui est inacceptable dans l'extrémisme, tout cela

garantissait, avec certitude, que le système, en réalité, était plus encore en sécurité lorsqu'il avait un extrême contre lui que lorsqu'il était dans son tête-à-tête habituel.

Comme vous vous en souvenez, de nombreux Français, en 2002, ont voté, pour secouer le système, pour l'extrême droite. Que s'est-il passé ? Le Président sortant a reçu 82,5 % des voix, tout le pouvoir absolu pendant cinq ans.

Je dis que, en effet, ce jeu, qui n'était troublé que par les extrêmes, permettait une formidable sécurité pour le pouvoir en place, mais il n'est maintenant plus troublé par des extrêmes. Il est troublé par des républicains, des démocrates, des citoyens, un peuple de citoyens qui a simplement envie de défendre ses valeurs, qui veut que cela change et qui ne se laissera pas arracher le changement qui, maintenant, est à portée de la main.

C'est une révolution et c'est une révolution orange. C'est la révolution des Français qui ont décidé que, désormais, ils allaient se faire respecter. Alors, devant eux, je veux prendre six engagements dans lesquels, pour vous, je résumerai mon programme.

Mon premier engagement, c'est de leur enlever le pouvoir, enlever à la fois le pouvoir en une seule élection aux deux appareils de partis et à tous les réseaux qu'ils ont installés et qui vous méprisent depuis trente ans.

Ceci est à portée de la main, car tout le monde sait que je peux gagner le premier tour, et être qualifié pour le deuxième et que je suis le seul qui puisse gagner le deuxième tour contre l'hyper favori que l'on nous présente dans les sondages.

C'est une révolution et une révolution sans risques, avec un Président -pardon de dire cela de moi, mais je crois que c'est vrai- équilibré, modéré, qui aime la France plus qu'il n'aime le pouvoir. Je ne suis pas assoiffé de pouvoir. Je suis assoiffé de la reconstruction de la France, qui a des racines et vous êtes mes racines. Ce président a une vocation de rassembleur, c'est-à-dire qu'il peut parler et respecter ceux qui ne sont pas du même avis que lui. Il saura parler, respecter et faire travailler ensemble les personnalités et les courants de la Droite républicaine et de la Gauche française, qui sera capable de les prendre au sérieux, dans leurs valeurs, dans leurs convictions et de leur proposer un chemin pour se retrouver et se rassembler.

Autrement dit, la révolution sans les risques de la révolution. C'est la révolution orange et on la voit maintenant partout en France.

Mon deuxième engagement est de restaurer la démocratie dans notre pays, de faire de la République décomposée que nous avons sous les yeux, une démocratie respectable, de retrouver les règles qui sont bafouées au point que cela fait honte à la France.

Ainsi, tout d'abord, je restaurerai l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs dans notre pays. Je demanderai au Garde des Sceaux que je nommerai qu'il n'y ait, dans notre pays, qu'une règle : tous les citoyens doivent être égaux devant la justice, tous les citoyens doivent être égaux devant la loi.

Et, s'il est légitime que l'on poursuive les petits fraudeurs et qu'ils obtiennent de petites peines, je demanderai qu'il soit aussi légitime que l'on poursuive les gros fraudeurs et qu'ils obtiennent de grosses peines. C'est pourquoi je me réjouis que des personnes comme Bernard Tapie ne soit pas dans mon comité de soutien.

Je ferai respecter les règles de la démocratie, c'est-à-dire que je rendrai au Parlement de la République, les droits qu'on lui a enlevés et qu'il n'aurait jamais dû perdre, que nous n'aurions jamais dû lui laisser perdre. Le premier de ces droits est celui de faire la loi. Je veux que le Parlement redevienne le maître de son ordre du jour et pas que ce soit le Gouvernement qui en soit le patron et que le Parlement doive obéir au Gouvernement.

Je veux que le Parlement puisse contrôler le Gouvernement et qu'il se serve, pour cela, en particulier, des rapports de la Cour des Comptes qui, autrement, s'endorment dans les tiroirs. Je veux que l'on sache comment, en France, on utilise l'argent public et que l'on fasse ce qu'il faut pour que cet argent public soit utilisé comme il convient.

Pour que le Parlement redevienne digne, je ferai en sorte que, désormais, au Parlement de la République, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, on ne puisse plus voter si l'on n'est pas présent. Je veux que l'Assemblée Nationale ne soit plus une mer de fauteuils rouges vides. Je veux que, désormais, tout le monde puisse assumer sa mission de député du peuple. Pour cela, je mettrai fin au cumul des mandats qui empêche les députés de faire leur métier.

Vous remarquerez que j'ai des applaudissements nourris dans les bancs des parlementaires qui sont présents. C'est beaucoup de générosité de leur part. On verra lorsqu'il s'agira de voter la loi !...

On les gardera, on les réélira, on leur fera un triomphe, ils le méritent !...

Je veux que nous ayons, enfin, en France, une loi électorale juste qui permettra à tous les courants politiques du pays, dès l'instant qu'ils atteignent le seuil de un million de voix, à peu près 5 %, d'être représentés à l'Assemblée Nationale, car il n'est pas normal que nous n'ayons à l'Assemblée Nationale que des majorités.

Selon la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité. C'est d'abord la protection des minorités. Tous les courants ont le droit de se faire entendre. Par exemple, il n'est pas normal que les Verts ou les écologistes, au sens large, ne doivent le petit nombre de députés qu'on leur concède qu'à la protection du Parti Socialiste. Ils sont obligés d'aller "mendier" pour avoir leur groupe de députés. Ce n'est pas normal et ce n'est pas juste.

En France, on n'est pas citoyen, car on est du côté des "gros". On est citoyen, car, de droit, on a le droit de faire entendre et de défendre les convictions qui sont les siennes. Et, je dis cela, y compris pour les courants que je n'aime pas.

Je n'aime pas l'extrême-droite. Je me suis battu contre elle toute ma vie, mais il demeure que je préfère avoir, avec elle, une confrontation ouverte, un affrontement à ciel ouvert, en transparence à l'Assemblée Nationale, plutôt que d'avoir le cheminement souterrain que nous savons et dont nous avons vu, en 2002, ce qu'il était capable de faire.

Je préfère la transparence et le ciel ouvert.

Je veux rénover la conception de la démocratie. Voyez-vous, j'ai, tout à l'heure, rappelé que, démocratie, cela signifie que l'on considérait le peuple comme souverain. On considérait que, dans la cité, les citoyens avaient une responsabilité. C'est la raison pour laquelle, je ne déciderai pas dans le dos des citoyens. Je ferai, avec eux, le chemin sur chacune des réformes pour leur expliquer, développer avec eux, leur permettre de vérifier les tenants et les aboutissants des réformes que nous avons à faire. Je veux que tous les citoyens soient placés en situation de responsable.

Je veux que tous ceux qui ont besoin d'information reçoivent toute l'information nécessaire. C'est la raison pour laquelle, sur les grands sujets, lorsqu'il s'agira de décider de l'avenir de la Nation, lorsqu'il s'agira, pour chacun d'entre nous, de choisir ce que doit être l'organisation du pays, par exemple, en matière de retraite, lorsque quand ce texte aura été discuté et délibéré, je le soumettrai au référendum des Français pour que personne ne puisse penser que l'on va décider dans son dos et contre lui.

Voyez-vous, j'ai beaucoup réfléchi aux raisons qui font que, en France, comme on le dit si souvent, chaque fois qu'il y a une réforme, les personnes se retrouvent dans la rue et que cette réforme avorte, que l'on est obligé de faire marche arrière.

Ma conviction profonde est que cette disposition malheureuse du peuple français a une explication : les personnes vont dans la rue, car elles ont l'impression qu'elles n'ont pas d'autres recours que la rue.

Moi, je veux que, désormais, chaque Français sache que, sur les sujets essentiels, il aura d'autres recours que la rue. Il aura l'Assemblée Nationale qui représentera le peuple, qui aura retrouvé ses droits et sa légitimité et il aura, sur les sujets essentiels, le référendum. Personne ne pourra penser que l'on va le flouer. Chacun pourra assumer la responsabilité qui est la sienne.

Cette évolution-là, qui consiste à prendre le peuple des citoyens comme un peuple de responsables, je vous le dis, est inéluctable. Nous serons les premiers à le faire, mais elle est inéluctable dans tous les pays du monde, car vous savez bien qu'une grande révolution est intervenue -elle s'appelle Internet-, sur laquelle tout le monde peut, désormais, aller chercher les informations qui l'intéressent, peut les croiser, peut les vérifier.

Tout le monde, on l'a bien vu, au moment de la constitution européenne, veut participer au débat, prendre sa part du débat. Ce que nous ferons, en France, comme des pionniers, cela sera, désormais, dans le XXIème siècle, la règle de toutes les sociétés démocratiques du monde. Nous serons en avance et c'est très bien comme cela.

Voulant faire respecter les règles, je ferai voter, dès que je serai élu, une loi de moralisation de la vie économique et notamment de la vie des grandes entreprises en France. Je ferai en sorte que les salariés et les petits actionnaires aient les informations nécessaires pour qu'ils évitent

de découvrir, dans la presse, un certain nombre de décisions qui sont tellement déstabilisantes et, en fait, tellement énormes par le montant des sommes en jeu et par la différence entre les sommes obtenues et les résultats obtenus.

Je ferai en sorte que, désormais, cela soit rendu transparent de manière que ce genre de phénomènes n'éclabousse pas toute l'image de l'entreprise et notamment l'image des petites et des moyennes entreprises dont tout le monde croit désormais qu'elles sont un lieu de trafic, car un certain nombre de personnes irresponsables se sont accordées les désordres que vous savez au sommet des très grandes entreprises.

Je ferai voter une loi de moralisation de la vie économique qui exigera la transparence et je ferai en sorte, par mon attitude et mon comportement, comme l'on fait beaucoup des précédents Présidents de la République, et même, tous je peux le dire, qu'il y ait une séparation nette, en France, entre l'argent et le pouvoir politique.

Bien sûr, il faut des liens avec les milieux économiques. Il faut les soutenir et les comprendre, mais il ne faut pas avoir une proximité trop grande. Cette proximité est dangereuse pour la démocratie. Chacun chez soi, l'argent dans son monde et le pouvoir politique dans le monde de la démocratie et des citoyens. Cette séparation n'est pas moins nécessaire que les autres.

Tout cela, je le ferai en rassemblant, car notre pays a besoin d'être rassemblé. Je voudrais insister une seconde sur ce point. Il y a eu, aujourd'hui, en France, à nouveau, des tombes profanées. Ces tombes, cette fois-ci, ne sont pas juives. Elles sont musulmanes. Il y a eu un religieux agressé à la Gare du Nord et ce religieux est un rabbin.

La société française est en train de suivre une mauvaise pente. À force de faire monter les tensions, entre les communautés, entre les origines, entre les couleurs de peau, entre les religions, on rend la France dangereuse.

Moi, je veux la France en sécurité. Je veux la France apaisée. Je veux la France où l'on apprend à respecter les autres, car ils sont des femmes et des hommes et car ils sont des concitoyens.

Nous avons besoin de vivre ensemble et non pas de nous trouver dans des situations telles que le moindre incident dégénère. Je le dis en particulier en pensant aux policiers, car eux aussi sont exposés, eux aussi sont désormais aux risques. Ils ont le sentiment que la manière dont on les a opposés à une partie de la population rend désormais leur métier plus dangereux encore qu'il ne l'était. Ils ont besoin de soutien et ils ont besoin d'apaisement.

C'était le deuxième, faire respecter les règles élémentaires qui sont bafouées en France.

Mon troisième engagement, c'est de m'occuper de vous car, voyez-vous, tout ce temps perdu dans les combats, toute l'énergie gaspillée, elle n'a pas été utilisée pour vous et vous le voyez bien, on a besoin de s'occuper d'une politique -je ne sais pas si elle est de Droite ou de Gauche. Je suis certain qu'elle est nécessaire.

C'est une politique qui crée des emplois en France et c'est pourquoi j'ai été tellement heureux de voir, dans le grand journal économique, les Échos, que, pour les petits et moyens chefs d'entreprise, les artisans, les commerçants, les toutes petites entreprises industrielles et les moyennes entreprises, la mesure pendant cette campagne électorale qu'ils ont trouvée la plus utile, qu'ils ont considéré comme étant la plus positive et la plus favorable était la possibilité de créer deux emplois sans avoir à payer de charges pendant cinq ans, excepté 10 % pour la retraite.

Je veux que nous fassions voter une loi de protection et de soutien des petites entreprises qui leur permettra, enfin, la simplification des obligations administratives si lourdes qu'on leur impose et qui ne les mettent pas à égalité avec les grandes entreprises, puisque ces derniers ont des services et des avocats pour faire cela. Je veux que l'on simplifie la vie administrative lorsqu'elle touche à l'économie.

Pour garantir que cette simplification se fera, au lieu de demander à l'administration de faire la simplification, je demanderai aux usagers de la faire. Je veux que ce soit ceux qui sont l'objet des demandes perpétuelles de contrôle et de papiers qui disent eux-mêmes ce qui leur paraît utile et ce qui ne leur paraît pas utile. Cela aussi, c'est une nouvelle conception de la démocratie qui remontrera de la base plutôt que de tomber du sommet.

J'ai parlé de l'emploi. Je veux vous dire, en quelques phrases, que je considère que la politique sur laquelle nous devons concentrer tous les moyens de la Nation, tous les moyens disponibles, c'est l'éducation et la recherche. Je veux que nous nous fixions cet objectif. Je veux que nous nous fixions cet objectif simple à énoncer et difficile à remplir. Je veux que, dans dix ans, les jeunes Français soient les jeunes les mieux formés de la planète.

Cela commence par quelque chose de très simple qui est d'apporter le soutien de la Nation à ceux qui ont la charge de transmettre les connaissances dans les établissements scolaires et dans les classes.

Ma conviction est que les pays qui soutiennent leurs enseignants sont ceux dans lesquels le travail des enseignants a les meilleurs résultats. Je m'étais demandé longtemps, comme ministre de l'Éducation nationale, ce qui expliquait que, dans un monde où tout le monde considérait comme acquis que ce soit les enfants des familles les plus favorisées qui réussissent le mieux et les enfants des familles les moins défavorisées qui réussissent le moins bien, comment se faisait-il qu'il y ait cependant un certain nombre d'exceptions, des personnes qui réussissent très bien venant de milieux défavorisés, des personnes qui échouent venant de milieux défavorisés.

J'ai fait faire une étude par des sociologues intelligents... Pourquoi riez-vous comme cela ? Ce n'est pas gentil pour les sociologues ! Il existe des sociologues intelligents. J'en ai rencontrés. Azouz Begag, par exemple, est sociologue. Alors, vous n'allez pas dire du mal des sociologues !

La conclusion de ces sociologues était que, en vérité, réussissaient les enfants dans les familles desquels l'école était estimée, soutenue et où on en disait du bien et échouaient les enfants dans les familles desquels l'école était méprisée, critiquée et où on en disait du mal.

Ce qui est vrai pour les familles est vrai aussi pour les nations. Je veux que, en France, on arrête de prendre l'Éducation nationale comme bouc émissaire de tous les problèmes de la société française.

Je garantirai le soutien, je garantirai les moyens et, en échange, je veux que nous garantissons les objectifs.

Premier de ces objectifs : que tous les enfants sachent lire et écrire avant d'entrer en sixième, qu'on ne puisse plus entrer en sixième avant de savoir lire et écrire.

Deuxième objectif : le calme, la discipline, le respect de l'ambiance scolaire dans tous les établissements, quel que soit le lieu d'implantation de ces établissements. Je ne veux pas que la sécurité soit réservée aux beaux quartiers et l'insécurité aux établissements mal placés.

Troisième objectif : je veux que l'excellence soit offerte partout. Il n'y a aucune raison que, parce qu'on est né dans le quartier du lycée Henri IV ou du lycée Louis-le-Grand, on soit assuré d'avoir de meilleurs résultats scolaires que si on est né dans une banlieue ou dans une vallée pyrénéenne. Je veux que la même chance d'excellence, que les mêmes parcours d'excellence et que les mêmes options soient offertes sur l'ensemble du territoire national et que cela ne soit pas, d'un côté, les favorisés et, de l'autre, les ghettos.

Et, nous avons à conduire une grande réforme de l'université. On pourrait en parler pendant des heures, mais cette réforme est nécessaire, parce que les moyens de l'université française ne sont pas à la hauteur de ce qu'ils devraient être ; les moyens de l'université, la manière dont elles sont organisées et, je vous demande d'y réfléchir, les rapports entre l'université et le monde du travail ; ce n'est pas normal qu'on laisse tant et tant d'étudiants diplômés sans avoir de perspectives professionnelles.

Alors, je veux que l'université et le monde économique prennent en charge la question de l'insertion professionnelle des étudiants, qu'ils aient leur diplôme ou qu'ils ne l'aient pas, à tous les moments de sortie du système universitaire.

Je veux que l'on s'occupe du pouvoir d'achat et c'est une question difficile. J'ai deux orientations pour le pouvoir d'achat ou plus exactement trois. J'ai une orientation principale vers ceux qui sont aujourd'hui en situation la plus difficile dans notre pays, c'est-à-dire les personnes âgées qui sont au minimum vieillesse ou qui ont une toute petite retraite. Ce n'est pas possible qu'on les fasse vivre avec à peine plus de six cents par mois, quelquefois en ayant travaillé toute une vie.

C'est la raison pour laquelle je porterai le minimum vieillesse et les petites retraites à 90 % du SMIC en cinq ans de manière qu'il y ait, en France, de la dignité pour ceux qui la méritent et, ceci, malgré, vous le savez, l'impératif que j'ai placé au centre des sujets de cette campagne électorale, qui est de faire baisser le déficit et la dette de notre pays que je considère comme un scandale à l'égard des jeunes qui sont là.

Deuxièmement, je mettrai en place un dispositif pour inciter les entreprises à partager leurs bénéfices à la fin de l'année avec leurs salariés, sous forme de treizième ou de quatorzième mois, parce que, l'intéressement, ce n'est pas tout à fait la même chose que la participation.

Comme vous le savez la participation est bloquée pendant cinq ans, mais l'intéressement des salariés à la vie de l'entreprise me paraît un des moyens de rendre du pouvoir d'achat aux Français. De même, pour ceux qui ont la chance, s'ils le souhaitent, de pouvoir faire des heures supplémentaires, je vais augmenter considérablement la majoration pour heures supplémentaires pour ceux qui accepteront ou voudront en

faire, en la portant non plus à 10 % dans les petites entreprises comme aujourd'hui ou à 25 % dans les entreprises de plus de vingt, mais à 35 % pour tout le monde et cela ne coûtera pas à l'entreprise, puisque je déduirai cette majoration des charges qui sont payées sur ces heures. Pour l'entreprise, ce sera comme une heure normale. Pour le salarié, ce sera une heure à 35 % de plus, s'il accepte ou souhaite en faire.

On mettra en place un plan de lutte contre l'exclusion, parce que ce n'est pas possible que l'on se retrouve dans la situation d'aujourd'hui où tant et tant de personnes sont, en réalité, presque contraintes de rester au RMI, contraintes et souvent contre leur gré, parce que, quand vous additionnez, un certain nombre d'avantages sociaux qui, en France, sont liés au RMI en tant que tel, au statut de RMIste, par exemple, que vous avez la dispense de la redevance télévision, la dispense des impôts locaux, la CMU, la cantine gratuite, et, comme c'est maintenant le cas en Ile-de-France, la carte de transport gratuite pour le RMIste et tous les membres de sa famille, ce qui paraît une libéralité mais qui en réalité, selon moi, est une manière d'attacher la personne au statut de RMIste et de l'empêcher d'en sortir, quand vous additionnez tout cela et que vous êtes par exemple une jeune femme qui élève des enfants toute seule, alors vous vous rendez compte, et c'est un terrible scandale que, si vous prenez un travail, au bout de quelques mois, vous allez y perdre, et ceci n'est pas acceptable dans un pays comme le nôtre.

Je veux que le principe qui soit retenu par tout le monde soit que l'aide ne soit plus liée au statut, mais au revenu et que, quand on prend un travail, on y gagne et on y gagne nettement par rapport au statut d'assistance.

Pour ceux qui ne trouveront pas de travail, pour les sortir de l'inactivité dans laquelle ils s'enfoncent et dans laquelle ils souffrent, on n'est pas ici dans les meetings où l'on fait, tous les soirs, siffler les RMIstes, je dis que je sais que ces femmes et ces hommes-là, ils souffrent la plupart du temps de la situation qui est la leur et il faut les aider à en sortir.

C'est la raison pour laquelle je proposerai une activité indemnisée au service de la société dans des associations ou des collectivités locales, activité qui leur permettra d'améliorer leur revenu et de retrouver la dignité aux yeux d'eux-mêmes et aux yeux des autres que, très souvent, on leur enlève.

Mon troisième engagement était m'occuper de vous.

Mon quatrième engagement est de porter la voix de la France aussi haut et aussi loin qu'elle doit l'être. C'est pourquoi le premier chantier que je mettrai sur ma table est la réconciliation nécessaire entre les Français et l'idéal européen, ainsi que la réconciliation nécessaire entre l'Europe et la France.

Voyez-vous, je crois qu'aucun des grands sujets que nous avons devant nous qui concernent notre avenir, celui de nos familles, celui de nos enfants, aucun de ces grands sujets ne peut être résolu si l'Europe ne retrouve pas la capacité, la volonté, la puissance qui devrait être la sienne.

Cette Europe-là, elle s'est beaucoup occupée de commerce au travers du temps, elle s'est beaucoup occupée de normes sur les produits, sur les fromages, sur les tondeuses à gazon, sur les voitures, sur l'ensemble de la circulation des biens et des services sur le continent européen. Elle s'est beaucoup occupée de commerce.

Maintenant, il s'agit qu'elle s'occupe de l'essentiel et l'essentiel c'est que je veux une Europe qui s'occupe de sécurité, de défense, car nous ne pourrions pas porter seuls le poids si lourd des armements modernes si nous ne sommes pas capables de répartir la charge et de réfléchir, ensemble, à la sécurité du continent européen.

Je veux qu'elle s'occupe d'action diplomatique. Si vous regardez ce qui se passe au Darfour, ce génocide terrible qui est en train de se perpétrer sous nos yeux, il faut qu'il y ait, dans le monde, des puissances pacificatrices capables d'imposer au Gouvernements complices des génocides que la communauté internationale aille sauver la vie de ces centaines de milliers de personnes aujourd'hui si abandonnées, abandonnées sur le sable, abandonnées sans espoir de jamais revoir leur village et leur terre.

Si vous regardez le Proche-Orient, il n'est pas possible que cette zone du monde si périlleuse soit aujourd'hui sans garant, car, évidemment, les Etats-Unis, depuis qu'ils ont déclenché la malheureuse guerre d'Irak avec les conséquences dramatiques -cent cinquante morts lors du dernier attentat-, avec les conséquences dramatiques que vous savez, raison pour laquelle j'ai été heureux et fier que la France soit le pays sous l'autorité de Jacques Chirac qui a porté la défense du Droit et des principes internationaux face à l'attitude et à la décision du Gouvernement américain.

Je veux que l'Europe s'occupe du Proche-Orient et qu'elle puisse être le garant de la paix nécessaire, qu'elle puisse la garantir, au moins comme l'un des deux ou trois garants dans laquelle cette région trouvera naturellement, je l'espère, un jour, son équilibre.

Je veux que l'Europe soit unie pour s'occuper de l'Iran. Je veux que l'Europe fasse entendre la voix des démocraties, la voix paisible et déterminée, les deux adjectifs ont leur importance.

Bref, je veux que l'Europe s'occupe d'action diplomatique.

Je veux que l'Europe s'occupe de politique économique et de protection de notre tissu industriel. La situation dans laquelle un certain nombre d'entreprises sont plongées par le fait qu'il n'y a pas de respect de l'équilibre dans les échanges internationaux, que par exemple, on impose aux entreprises européennes de respecter des objectifs ou des normes écologiques, mais que nos concurrents n'en respectent rien et viennent inonder donc nos sociétés de produits qui n'ont pas respecté les mêmes normes que les nôtres est une responsabilité pour l'Union européenne.

Lorsque l'on a une maison commune, il faut accepter, un jour, d'avoir une politique économique commune, sérieuse, et qui, par exemple, mette une harmonisation fiscale en place.

Je veux que l'Europe s'occupe du réchauffement de la planète. Je veux que l'Europe s'occupe du climat. Je veux que l'Europe s'occupe de biodiversité. Nous avons à le faire comme un exemple en France.

J'ai signé le pacte écologique de Nicolas Hulot et je respecterai ses engagements, mais, même si la France était exemplaire, et elle est loin de l'être, même quand la France sera exemplaire, et nous l'y conduisons, nous pouvons cependant diviser par trois, par quatre, par cinq nos émissions de gaz à effets de serre, cela ne changera pas d'un millième de millième la composition de l'air que nous respirons et cela ne changera pas la température de la planète, car ce n'est pas l'affaire d'un pays c'est l'affaire de tous les pays à la fois.

Cela ne peut se faire que si une puissance volontaire accepte de placer ce sujet sur l'agenda international. La France peut y aider, mais seule l'Europe peut y obliger. J'ai tout à fait l'intention de faire cela.

Et, enfin, je veux que l'Europe s'occupe du pauvre, misérable et abandonné continent africain. Je considère que c'est notre responsabilité que de faire une politique de co-développement avec l'Afrique.

Voyez-vous, on parle beaucoup d'immigration dans cette campagne, on en parle pour susciter un certain nombre de sentiments, sentiments que, je considère, on ne devrait pas faire naître dans une nation. Je sais qu'il faut une politique de régulation de l'immigration, il faut une politique sérieuse. Mais, dans un espace ouvert comme l'espace européen, il faut que cette politique soit concertée avec nos partenaires européens puisque on traverse les frontières, je veux que l'on compte considère cette politique de régulation si elle est ferme, elle doit en tout cas considérer que c'est de femmes et de hommes qu'il s'agit et non pas d'objets, de femmes et de hommes que l'on doit traiter avec le respect nécessaire.

Mais je sais que la seule politique efficace de régulation de l'immigration, la seule politique qui portera des fruits, c'est que ces femmes et ces hommes notamment ceux qui viennent d'Afrique, puissent un jour vivre et travailler au pays, puissent un jour, pour les paysans, nourrir le continent africain pour les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs équipés le continent africain.

C'est du développement de l'Afrique que viendra l'équilibre de l'immigration parce qu'ils ne partent que parce qu'ils n'ont plus d'espoir de vivre chez eux.

Porter la voix de la France haut et loin.

Mon cinquième engagement, c'est d'être un président au milieu de vous, non pas un président lointain, pas un président en fermé dans les ors de la République, pas un président qui ne sait se déplacer que derrière des rideaux de gardes du corps et de policiers, un président qui n'oublie pas, qui n'oublie jamais qu'il est un citoyen.

J'ai un souvenir formidable pendant cette campagne électorale.

Tout à l'heure un journaliste me demandait : "Au fond, quel est le souvenir de campagne qui vous a touché le plus que vous avez aimé le plus ?"

J'ai cité naturellement pour commencer, ce moment touchant qui était la déclaration de candidature sur la place de Serre-Castets devant les Pyrénées ou un certain nombre d'entre vous m'ont fait l'amitié de participer puis j'ai cité un autre moment, que je voudrais vous raconter, c'était à Clermont-Ferrand.

C'était une halte de SDF dirigée par un Monsieur tout à fait remarquable que certains d'entre vous ont sans doute découvert parce que je l'avais invité au grand journal de Canal+ comme mon invité pour faire découvrir aux Français le travail admirable que c'était.

Ce Monsieur m'a accueilli et m'a dit, cela se voyait : " On les accueille tous. On les accueille même avec les chiens alors qu'il y a beaucoup de foyers qui ne laissent pas entrer les chiens". On les accueille tous même si l'alcoolémie n'est pas exactement celle-ci correspondrait aux normes légales. On les accueille tous et on les regarde parce qu'il m'a dit : " Ces femmes et ces hommes-là, dans la rue, quelquefois on leur donne une pièce, mais on ne les regarde jamais."

J'ai trouvé que, dans cette phrase-là, il y avait quelque chose d'absolument précieux en direction des plus malheureux de nos concitoyens, j'allais presque dire de nos frères.

Il y a quelque chose de vrai pour la manière dont le pouvoir se comporte à l'égard de tous les citoyens qui après tout lui ont fait confiance.

Le pouvoir, il arrive très souvent qu'il serre des mains, mais rarement qu'il regarde.

Je prends l'engagement devant vous, non pas d'être un président qui se contentera de serrer les mains, mais d'être un président qui regardera les concitoyens, tous les jours, qui pensera à eux tous les jours comme à des femmes et des hommes et pas comme à des électeurs, comme à des femmes et des hommes chargés de famille et pas seulement comme à des éléments pour le prochain sondage.

Je prends l'engagement de garder le lien humain qui a été le nôtre pendant toute cette campagne électorale et qui s'est, d'une certaine manière, fondé ou renforcé au travers des semaines de campagne que nous avons vécues, je prends l'engagement d'être un président qui regardera les yeux des Français quand je serai avec eux.

Mon sixième engagement et c'est le dernier, je prends l'engagement de ne rien oublier des engagements que j'ai tenus devant vous.

L'autre jour, on m'a demandé dans une émission : " Monsieur qu'est-ce qui nous garanti que vous ferez ce que vous dites ? Qu'est-ce qui nous garanti que vous n'allez pas, si vous êtes élu, vous retrouver demain exactement dans le camp des politiques traditionnels que vous avez quittés aujourd'hui, mais où nous ne voulons pas que vous vous retrouviez."

Alors j'ai réfléchi une minute et j'ai répondu ceci, je n'ai pas de réponse plus explicite à vous faire.

J'ai dit : " Monsieur, j'ai six enfants, et chacun de mes six enfants croient que ce que je dis est la vérité." Je ne peux pas revenir devant eux, même avec les meilleures raisons du monde, en leur expliquant que j'allais désormais faire le contraire de ce que je leur avais promis.

J'ai six enfants et j'ai six mille concitoyens à l'intérieur du Zénith de Pau et je ne peux pas revenir devant eux en faisant le contraire de ce que je leur ai promis.

Et j'ai soixante-trois millions de concitoyens français, et je ne peux pas revenir devant eux en faisant le contraire de ce que je leur ai promis.

Je tiendrai mes engagements. Nous allons changer la France.

Nous allons accomplir cette révolution paisible dont notre pays a besoin. Je vous remercie d'être venus de tous les coins du Béarn et de tous les coins des Pyrénées pour préparer ensemble la victoire du 22 avril et la victoire du 6 mai.

Je vous remercie.

Vive la République et Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.20 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Rouen <lieu=Rouen> <texte=37>

Mes chers amis, j'ai une bonne nouvelle pour vous : ce n'est pas un meeting. Vous n'allez pas avoir à supporter les discours que j'inflige à mes amis habituellement, tous les soirs, genre une heure, deux heures, deux heures vingt ! Cela vous fait plaisir, n'est-ce pas ?! Je le savais.

Ce n'est pas un meeting, c'est une rencontre amicale dans une ville que j'aime avec des gens que j'aime et avec des souvenirs que j'aime. Vous êtes ceux-là, amis de Rouen de la Normandie, qui donnent à cette rencontre tout son prix.

Je commence par dire cela. Je suis heureux et je vous remercie d'être si nombreux, par milliers et milliers, présents sur cette place. Merci d'avoir pris sur votre temps pour me dire votre soutien à la veille d'un choix crucial pour la France.

C'est une ville que j'aime, parce que c'est une ville chargée d'histoire et, pour moi, de souvenirs. C'est une ville que j'aime, parce que, vous le savez, Jean Lecanuet a été son maire et c'est un homme que je respectais, que j'admirais beaucoup. C'est un homme qui me faisait la confiance de son amitié, y compris dans les moments les plus difficiles de sa vie, y compris quand la maladie l'a emporté. Je n'ai jamais oublié que c'est avec lui que j'ai découvert la cathédrale, que c'est avec lui que j'ai découvert la croix de Jeanne d'Arc et qu'il m'a fait me balader des heures dans les rues de Rouen pour me montrer la fierté qu'il avait de sa ville.

C'est une ville dont le maire d'aujourd'hui Pierre Albertini est mon ami, pour qui j'ai admiration et estime. Il faut que vous sachiez que, au-delà d'être le maire de Rouen, c'est un des parlementaires les plus respectés de l'Assemblée Nationale et je veux lui dire avec vos applaudissements ma gratitude et mon amitié.

Je suis entouré de mes amis, ceux qui ont fait, avec moi, cette formidable campagne électorale et qui vont la faire encore, désormais, dans les deux semaines qui nous séparent du second tour.

Alors, je veux vous les présenter : Jean-Louis Boulranges, député européen de cette circonscription, Philippe Augier, le maire de Deauville en Normandie ! En Normandie un jour réunifiée ! Catherine Morin-Desailly, sénateur et adjointe au maire de Rouen, Jacqueline Gourault, sénateur et présidente des Élus démocrates de toute la France, sénatrice du Loir-et-Cher et Pierre Albertini vous a dit ce matin que, en effet, les sondages publiaient, en cette fin de campagne, indiquaient que, pour les Français, la campagne que nous avons faite était la meilleure campagne et de très loin de tous ceux qui s'étaient présentés à cette élection et c'est à Marielle de Sarnez, qui est le directeur de campagne et député européen, qu'on le doit.

Je suis très fier de cette équipe. Ne vous trompez pas, c'est une équipe pour gouverner la France. C'est une équipe de gens nouveaux, de visages nouveaux, de qualités profondes et qui mérite la confiance des Français.

Alors, j'ai des messages très simples au moment où nous sommes, parce que, au fond... Comme j'ai été professeur dans ma vie, cela m'arrive de repérer des élèves agités là-haut !... Les messages à la fin d'une campagne deviennent très simples et je vais vous dire ce qu'est, pour moi, le message de fin de campagne que j'adresse à tous ceux, non pas parmi vous, mais parmi les Français, qui se posent encore des questions sur le sens de leur vote :

Pour moi, l'enjeu de cette élection, c'est le changement de la politique française. Cela fait vingt-cinq années que nous subissons une politique qui, en réalité, se solde par de cruels échecs que vous payez, vous-mêmes, dans votre famille, que vous payez dans l'inquiétude que vous avez pour vos enfants ou pour vos petits frères et petites sœurs, selon l'âge que vous avez. Ce sont les jeunes de notre pays qui paient le prix le plus lourd à l'incapacité ou à l'irresponsabilité qui a été celle des gouvernants depuis vingt-cinq ans.

Les deux partis qui ont gouverné la France depuis vingt-cinq ans, ensemble ou séparément, le Parti Socialiste ou l'UMP, ces deux partis, il ne faut pas qu'ils gardent le pouvoir en France.

Nous avons, maintenant, le moyen d'obtenir le changement et de leur enlever, pour les cinq années qui viennent, le pouvoir dont ils ont si mal usé, car si, par malheur, ils gardaient le pouvoir, l'un et l'autre, alors, vous retrouverez le même schéma que depuis vingt-cinq ans : un parti au pouvoir, un parti dans l'opposition, les uns toujours pour, les autres toujours contre.

Chaque fois que l'on prépare une réforme, le reste de la classe politique dit qu'elle est mauvaise. Chaque fois que ceux qui sont en responsabilité essaient de changer les choses, ils sont obligés de passer la marche arrière, parce qu'il n'y a personne pour les soutenir ou penser que l'intérêt général puisse être plus fort que l'intérêt partisan.

Pour moi, je veux que l'on restaure l'intérêt général dans notre pays et que l'on tourne la page sur les intérêts partisans et les divisions partisans qui nous ont fait tant de mal.

Je le dis avec la certitude que le changement que je propose aux Français impose une nouvelle manière de se voir entre responsables politiques et, au fond, entre Français.

Je pense qu'il est nécessaire de travailler ensemble plutôt que de perpétuellement se faire la guerre entre étiquettes et partis et je sais que c'est nécessaire.

Bien entendu, chacun gardera ses opinions. Il y a des gens qui sont plutôt à droite, d'autres qui sont plutôt à gauche et il y a des gens qui sont au centre. C'est la tradition de chacun. Chacun a ses valeurs, toutes ces valeurs sont légitimes. Elles ont toutes fait l'histoire de France, mais ce n'est pas parce qu'on est différent ou parce qu'on pense un peu différemment, parce qu'on a des valeurs un peu différentes, ce n'est pas à cause de nos différences que nous ne pouvons pas travailler ensemble.

Nous pouvons travailler ensemble quand il s'agit de redresser le pays et c'est la même chose, vous le savez bien, dans les familles, dans les entreprises, dans la vie d'aujourd'hui. Plus personne ne songe à ne pouvoir vivre, travailler ou construire qu'avec des gens qui ont son étiquette.

Aujourd'hui, vous le savez bien, autour de la table de famille, les opinions, qui, hier, étaient uniques, ont beaucoup changé. Dans une classe, dans un groupe d'amis, on accepte volontiers d'avoir des opinions différentes. Dans une entreprise, on est bien obligé d'avoir des opinions différentes et, pourtant, tout le monde tire dans le même sens.

C'est exactement cela qu'est la situation de la France aujourd'hui. Pour moi, les problèmes du pays n'ont pas d'étiquette politique. L'emploi et le chômage, cela n'a pas d'étiquette politique.

On est obligé de réunir nos forces, pour que se crée, enfin, les emplois qui, pour l'instant, n'ont pas pu se créer, malgré le besoin que les entreprises en avaient et j'ai été très heureux qu'un sondage, parmi les patrons d'entreprises petites et moyennes, ait plébiscité, dans les Échos, l'idée de deux emplois sans charges pendant cinq ans que je propose à toutes les entreprises de France.

Ils ont dit : "Cela, c'est une mesure qui nous permet de créer de l'emploi."

Alors, pour ceux qui ont une réflexion sur l'économie, cela permettra de réfléchir à une autre manière de répartir les charges de santé, d'assurance maladie, de retraite, sur les emplois. C'est une manière de réfléchir à cette TVA sociale que des gens évoquent et qui est un tout petit peu compliquée à mettre en place, parce que nous avons déjà, en France, la TVA la plus lourde de l'ensemble de l'Union européenne. Donc, je dis, avec une mesure simple comme cela, nous allons pouvoir vérifier si, oui ou non, ce que je crois, ce sont les charges qui ont empêché de créer beaucoup d'emplois en France.

L'emploi, ce n'est pas une question d'étiquette politique. L'éducation, je veux vous le dire, ce n'est pas une question d'étiquette politique. On a besoin d'apprendre à lire et à écrire à tous les enfants avant qu'ils n'entrent en sixième et ceci n'est pas une question d'étiquette politique. Lire et écrire, ce n'est pas de droite et ce n'est pas de gauche. On a besoin de réunir nos forces pour le faire. Il y a actuellement plus d'un enfant sur six qui n'y arrivent pas.

On a besoin de bâtir une vraie politique de lutte contre l'exclusion. Il y a trop de personnes au RMI, en France, qui ne peuvent pas s'en sortir, qui sont peu à peu marginalisées dans la population française, quelquefois contre leur gré, parce que, l'organisation de nos affaires sociales, c'est qu'il y a des avantages qui sont attachés au RMI que l'on perd quand on reprend un travail. C'est une absurdité complète. Avec moi, je veux que, si l'on reprend un travail, on y gagne et on n'y perd pas.

On a besoin de lutter tous ensemble pour bâtir une vraie politique contre le réchauffement de l'atmosphère et l'émission de gaz à effet de serre. J'ai signé le pacte écologique de Nicolas Hulot. Je l'ai encore eu au téléphone ce matin. Je mettrai en application les engagements que j'ai pris. Je suis heureux de l'avoir fait, la France a besoin d'être exemplaire du point de vue d'une politique écologique sérieuse et équilibrée et ceci n'est pas une affaire de droite et de gauche.

C'est pourquoi je suis si heureux d'avoir reçu l'aide et le soutien de Corinne Lepage pendant cette campagne électorale. Cela prouve que toutes ces bonnes volontés-là peuvent évidemment se mettre ensemble pour résoudre les problèmes du pays.

On a besoin, Pierre Albertini y faisait allusion, d'une réconciliation et, pour moi, c'est la réconciliation des Français avec l'Europe et de l'Europe avec la France. Il est nécessaire que cette fracture, qui s'est ouverte au mois de mai 2005, parce qu'on a mal mené les choses ou parce que le texte était illisible et que beaucoup de Français ont donc cru qu'il y avait un piège, il est nécessaire que l'idée européenne redevienne l'idée des citoyens français, parce que nous avons besoin de faire face à d'immenses problèmes du monde auxquels nous ne pourrions pas faire face tout seuls.

On ne pourra pas faire face tout seul à la mondialisation. On ne pourra pas faire face tout seul si l'on cherche un équilibre des relations avec la Chine. On ne pourra pas faire face tout seul si l'on veut s'occuper du développement, si nécessaire, de l'Afrique.

On ne peut pas abandonner l'Afrique à sa misère comme elle l'est aujourd'hui. On ne peut pas laisser ces peuples désemparés, abandonnés, n'ayant d'autres ressources, pour sauver leur vie, que l'émigration et venir chez nous. Et, à tous ceux qui se posent cette question -et Dieu sait qu'elle est si souvent accentuée ou attisée dans cette campagne- de ce qu'est une vraie politique de régulation de l'immigration, la vraie politique de régulation de l'immigration, c'est le développement de l'Afrique pour qu'ils puissent, ces femmes et ces hommes, vivre, travailler, nourrir et équiper leur continent.

Tout cela est un immense changement que nous avons à conduire.

Cela se décide dimanche. Tout le monde sait, désormais, qu'il y a, à droite, au centre, à gauche et chez les écologistes, des femmes et des hommes qui sont prêts à conduire cette politique ensemble. Je salue en particulier ce que Michel Rocard ou Bernard Kouchner ont dit de cette manière que nous pouvons un jour travailler ensemble, parce qu'il n'y a aucune raison de rester dans le sectarisme dans lequel nous vivons depuis des décennies.

Et, maintenant, vous connaissez la conclusion. Cela ne dépend plus que d'un seul choix, le vôtre. Cela dépend du choix que chacun des citoyens français va faire dimanche prochain. Je suis très heureux et très ému de lire, dans toutes les enquêtes, le soutien extraordinaire que les jeunes m'apportent, très nombreux, les jeunes étudiants, les jeunes salariés, les jeunes en recherche d'emploi, les jeunes dans leurs diversités, diversité d'origine, diversité d'identité, de religion, tout ce qui fait la diversité nécessaire dans un pays comme le nôtre. Je suis très ému de recevoir ce soutien.

Je sais quel est le soutien dans les quartiers et je sais quel est le soutien chez un grand nombre de tous ceux qui ont fait, depuis longtemps, l'expérience de ce que la situation que l'on a eue pendant trente ans avait fait de découragement dans le pays. Tous ceux qui veulent y croire à nouveaux sont là. Je suis persuadé qu'ils seront majoritaires dimanche prochain et majoritaires en majorité absolue le 6 mai.

Je suis persuadé que l'on a besoin, le peuple français a besoin de retrouver confiance dans la politique. Pour cela, il faut qu'il impose le changement qui est désormais à portée de la main. Pour cela, il faut qu'il impose une pratique politique qui permette aux gens de se respecter, de s'écouter, de vivre et de travailler ensemble.

Si je suis élu Président de la République, je consulterai régulièrement les grandes formations politiques du pays pour savoir quelle est leur opinion, leur avis et leur proposition sur les problèmes qui se posent à nous. Je ne serai pas dans l'idée qu'il n'y a que les uns qui ont raison et les autres qui ont tort. Il faut faire travailler les Français ensemble.

Je serai un président au milieu de vous. C'est le dernier mot que je voulais dire. J'ai vécu des mois de campagne formidables et ces mois de campagne ont été des mois de rencontres, pas des rencontres destinées aux objectifs de télévision ou de photographie, pas des rencontres en serrant les mains à la va vite comme beaucoup d'hommes politiques le font, comme peut-être il m'est, moi aussi, dans le passé, arrivé de le faire.

J'ai vécu chacun des instants de campagne électorale comme un chance formidable en regardant les yeux de ceux qui étaient en face de moi, en les considérant, non pas comme des électeurs, mais comme des citoyens, c'est-à-dire comme des femmes et des hommes qui auront, avec moi, la coresponsabilité de l'avenir de la France.

Je ne perdrai jamais -et, s'il m'arrivait de le faire, vous me rappelleriez à mes devoirs et à mes engagements- ce lien avec les Français, spécialement avec les Français les plus modestes, parce que, eux, n'ont pas de relations, n'ont pas de copains, n'ont pas de piston, n'ont pas de moyens, n'ont pas de défenseurs. Président de la République, je serai le défenseur de ceux qui n'ont pas de défenseurs.

Voyez-vous, à chaque élection, le peuple français impose une surprise. À chaque élection, le peuple français dément les pronostics. Pourquoi ? Parce que c'est le seul moyen pour lui de montrer qui est le patron.

Le patron, ce sont les citoyens et ce ne sont pas tous ceux qui veulent influencer leur opinion.

C'est la raison pour laquelle je suis certain que le résultat du dimanche 22 avril va donner un message de la part des Français à ceux qui, jusqu'à maintenant, les gouvernaient : "Vous nous avez mal gouvernés, vous ne nous avez pas respectés, vous ne méritez pas de garder le pouvoir, nous allons construire une nouvelle démocratie pour la France et ce sera le projet républicain qui s'imposera : 22 avril et 6 mai."

Merci de votre présence, merci de votre amitié. J'ai adoré faire cette campagne avec vous et je suis heureux que cette campagne s'achève à Rouen devant mes amis rouennais et normands. Merci à tous.

Vive la République et Vive la France !

\*\*\*

[http://www.dailymotion.com/video/x1qdu4\\_olivier-besancenot-a-marseille\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1qdu4_olivier-besancenot-a-marseille_news)

Mes chers amis, chers camarades, il y a urgence. Il y a urgence parce que l'enjeu dans ces quelques jours qui nous reste, c'est de savoir si une nouvelle fois, la droite et l'extrême droite vont réussir à refaire un holdup up sur le scrutin électoral et à nous réimposer dans les derniers jours de campagne, l'insécurité, l'immigration et l'identité nationale comme seul et unique sujet politique et médiatique, et si ils arrivent à le faire, les gens de nouveau vont avoir peur. Et la peur on le sait est mauvaise conseillère. Quand il y a la peur dans le pays, les gens se décident plutôt entre la droite et l'extrême droite, pas entre la gauche et la droite. L'enjeu est simplement là : est-ce que oui ou non, on réimpose les questions sociales qui sont tenaces dans cette dernière ligne droite ? Parce que cette dernière ligne droite elle mérite quand même mieux qu'un dialogue à distance à coups de « je t'aime moi non plus », entre Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen, qui nous font une petite danse depuis maintenant plus de 48h. Mais le problème c'est que la plupart des responsables politiques ne savent plus quoi inventer pour qu'on parle de tout, de tout, sauf des questions sociales, à commencer par le Pen. Et par Nicolas Sarkozy, qui va dans les provocations à répétition, sur le terrain raciste, xénophobe, à l'image de sa politique qui va de Cachan aux discriminations, à la police qu'on envoie dans les écoles pour traquer les enfants sans papiers, la police devant les écoles pour chasser les grands-parents sans papiers, une directrice d'école mise en examen parce qu'elle s'interpose, jusqu'à ces phrases comme « la France, tu l'aimes ou tu la quittes » et son ministère de l'identité nationale et de l'immigration, et son instinct policier, il a été capable il y a quelques semaines de nous dire que lui il était capable de détecter des délinquants mineurs dès l'âge de 3 ans et maintenant il va encore plus loin, maintenant c'est génétique la pédophilie, rien que ça, tout ça c'est de la provocation et on sait à quoi ça sert.

On a un parti socialiste qui nous explique que le thème central reste l'identité nationale, et le drapeau bleu blanc rouge, qu'il faut avoir là dans l'urgence dès demain dans chaque foyer. Pour le SMIC à 1500 € il faut attendre 2012. Parce qu'il ne faut pas être impatient dans ce pays, elle a pris ça comme un signal fort le pouvoir d'achat sur TF1. Voilà le signal fort, c'est un speech pour le SMIC à 1500 € brut, pas net, ça en net ça fait 1200€ qui va dans la poche, c'est-à-dire que dalle. Et ça concrètement c'est une augmentation du pouvoir d'achat qui est plus faible que ce qu'on a connu les 5 dernières années avec le gouvernement actuel et j'imagine que comme moi, vous n'avez pas franchement senti, pas franchement perçu, l'augmentation du pouvoir d'achat. Et quand le parti socialiste se décide à reparler des questions sociales dans la dernière ligne droite, et bien le parti socialiste nous reparle du CPE. Alors nous on a une lueur d'espoir, on va nous reparler du CPE, cette mobilisation extraordinaire, où on a dit qu'on était attaché au contrat à durée indéterminée, et bien non, le CPE quand il sera mis dans la campagne, c'est pour nous proposer un CPE de gauche, c'est-à-dire quelque chose qui n'existe pas, nous on peut pas saucissonner le CDI, on veut un CDI pour tous et toutes, qu'on soit jeune ou moins jeune, simplement parce que c'est le droit et la législation actuel.

Plutôt que de s'attaquer à la misère, la droite et l'extrême droite distillent ce venin dans les couches populaires, qui consiste à faire croire que les responsables de tous les problèmes, de tous les maux, seraient les immigrés. Notamment responsables du chômage. La droite, plutôt que de s'attaquer à l'insécurité sociale, elle cherche à faire croire qu'il n'y a que les violences urbaines, et l'insécurité qui bousillent nos vies quotidiennes et que cerise sur le gâteau, les responsables de cette violence-là sont les habitants des quartiers populaires eux-mêmes, normal, à commencer par la jeunesse de ces quartiers là, normal ! La droite ne sait plus quoi inventer pour être violente, et vis-à-vis des jeunes des quartiers, et vis-à-vis des immigrés, parce que la droite d'aujourd'hui comme la droite d'hier, elle en a peur comme elle en a toujours eu peur. Et Sarkozy il est exactement comme les autres. Qu'est-ce qui a changé en 25 ans dans ce pays ? Ce n'est pas qu'il y a plus d'immigrés en France ça c'est du bluff, tous les chiffres, je dis bien tous les chiffres officiels qui viennent de tomber prouvent exactement le contraire. La part des immigrés en France elle est stable elle n'a pas bougé depuis plus d'un siècle, autour de 8 % ça fait plus d'un siècle qu'ils jouent à nous faire peur pour des raisons politiciennes et que pour des raisons politiciennes. Ce qui a changé depuis 25 ans ce n'est pas qu'il y a plus d'immigrés, c'est qu'il y a plus de chômage plus de misère que le climat politique et bien réchauffé et que du coup une partie de la gauche est tétanisée, ne veut plus parler d'immigration parce qu'elle pense qu'à chaque fois elle perd des voix. Tant pis si sur les questions d'immigration on n'est pas encore majoritaire dans l'opinion. Tant pis. Quand il y a une politique de discrimination et de ségrégation comme il y a maintenant on ne tergiverse pas, on montre qu'il y en a qui résistent, qui vont à contre-courant, qui osent revendiquer la politique de l'égalité des droits intégrale : le droit d'asile, le droit de vote des immigrés à toutes les élections et la régularisation de tous les sans-papiers. On ne va pas parler d'intégration à des jeunes qui ont leur carte d'identité française et qui sont nés sur le territoire français, ça veut dire qu'on ne parle pas d'intégration on parle d'assimilation et ça veut dire qu'il y a un petit problème derrière qui n'est pas tout à fait simple. Quant à l'ascenseur social que les choses soient claires, même avec un monte-charge, même avec un super gros monte-charge ça ne pourrait pas être une politique de gauche de proposer seulement à certains dans les quartiers de s'en sortir, dans des cités ou dans certaines cages d'escalier, il y a plus de 50 % de chômeurs. Une politique de gauche ça doit être de proposer à tous et toute de pouvoir s'en sortir avec un emploi correctement rémunéré, le droit à l'éducation donc l'allocation d'autonomie d'études, la possibilité de faire ses études même dans les quartiers populaires.

Il y a simplement 2 millions de logement qui sont laissés vacants, inoccupés est pas par les particuliers ou les individus, pas par les familles, qui sont laissés inoccupés par les assureurs, les banques, les groupes qui spéculent sur l'immobilier qui laissent pourrir des milliers de mètres carrés sous nos yeux qu'on devrait pouvoir réquisitionner simplement parce que c'est la loi, simplement parce que c'est la loi. Comme la loi SRU et son article 55 maintenant tout le monde le connaît vous savez celui qui impose théoriquement aux plus grandes agglomérations la construction de 20 % de logements sociaux, vous le savez ça, alors nous on a une proposition peut-être toute bête, peut-être que vous le savez aussi, qui concerne les élus de la république qui vont sur les plateaux télé pour vous dire « la loi c'est la loi ». Je pense à Nicolas Sarkozy et à son bilan municipal à Neuilly-sur-Seine la ville la plus riche de France où il y a 1,34 % de logements sociaux, vous dire à quel point Sarkozy il est largement hors la loi, lui qui aime bien nous parler de la loi et bien nous notre proposition toute bête c'est pas simplement pour vous faire plaisir avec Nicolas Sarkozy, notre proposition toute bête c'est de rendre inéligible les élus de la république s'ils ne veulent pas

respecter cette loi là, pour faire cogiter les autres et construire des logements sociaux sur l'ensemble du territoire et pas que dans les quartiers les plus populaires.

Sur les questions de salaires, quand on prend la question des heures sup par exemple, ce n'est pas nous qui décidons au boulot, c'est le tîlier, c'est le patron, c'est pour ça que c'est du bluff l'évolution de salaire que nous raconte Sarkozy, du bluff ! Par contre ça veut dire qu'avec une politique comme ça il y aura toujours autant de chômeurs en France, parce que le bon sens ça va à l'encontre de ce qu'il propose le bon sens vous vous rappelez c'était quand même de se dire au fond c'est absurde ce qu'on nous demande nous à l'intérieur des entreprises : de trimer est de plus en plus longtemps, de plus en plus vite, en étant de moins en moins cher payés, alors qu'à l'extérieur sauf à penser que tous les chômeurs sont des grugeurs ou des fainéants qu'il y a simplement quand on prend les vrais chiffres en France 5 000 000 de personnes qui attendent qu'une seule chose qui en crèvent d'envie, ont trouvé un emploi parce que c'est des chômeurs. Le bon sens ce serait de partager le temps de travail, se partager le temps de travail en travaillant moins à l'intérieur pour que tout le monde à l'extérieur ait enfin un emploi, de travailler moins pour travailler tous, ça ça permettrait de s'attaquer aux licenciements et à la baisse du pouvoir d'achat. Et interdire les licenciements vous l'avez bien compris ça libèrerait le pouvoir d'achat de la menace du chômage et ça changerait absolument tout, parce que ça permettrait de comme nous le proposons, d'augmenter tous les revenus de 300 € nets par mois parce que moi je vous parle en net. Pour que personne ne vivent en dessous d'un SMIC à 1500 € net par mois parce que je vous parle en net.

La France elle a jamais été aussi riche qu'en ce moment contrairement à ce qu'ils nous disent. Les richesses ont augmenté de 30 % depuis 1990, la productivité pareil, et on en sait quelque chose au boulot quelque soit notre boulot. Il n'y a jamais eu autant de richesses en France qu'en ce moment et la redistribution de ces richesses elle n'a jamais été aussi inégalitaire qu'en ce moment. Il est là le vrai problème politique de la campagne. S'il y en a qui ont peur que la politique de Besancenot fassent fuir les capitaux, j'ai un scoop pour eux : des capitaux se barrent déjà, 24 heures sur 24 à l'heure de la mondialisation et sur la planète toute entière, et c'est d'ailleurs tout le problème. C'est qu'à l'heure actuelle il y a que les capitalistes je dis bien « que », qui ont le droit de suivre et de contrôler les mouvements de capitaux à la semaine près.

Le bluff en nous culpabilisant ce serait de nous faire croire que ce sont les capitalistes qui produisent des richesses dans ce pays mais moi je vais vous dire qui l'a créé cette richesse, c'est nous tous et bien plus encore, c'est 90 % de la population avec sa tête, avec ses bras, avec ses mains, avec ses biens, ses richesses et ses services et le fait au quotidien en plus. Et si on est autant à les fabriquer ces richesses et bien nous ce qu'on vous propose c'est qu'on soit autant un jour à les répartir et à les contrôler. De les répartir parce qu'au fond nous sommes une majorité à bosser dur pour gagner que dalle et le peu qu'on gagne on nous le repique aussi sec. Soit le patronat nous le reprend de manière indirecte avec l'augmentation du coût de la vie soit l'Etat nous le reprend avec la fiscalité qui est particulièrement injuste dans ce pays parce qu'elle est taxée pas par les plus riches mais les plus pauvres, et la TVA est un peu plus important pour le budget de l'Etat qui les place à pied d'égalité un milliardaire et un chômeur sur les produits de première nécessité, ce n'est pas un petit problème actuellement. Et bien nous ce qu'on dit c'est on va faire exactement comme le patronat depuis plus de 30 ans pour s'enrichir: le patronat il s'est enrichi en étant subventionnés par l'argent de nos impôts et en étant de moins en moins taxés sur ses profits, ce qu'on vous propose nous, c'est d'arrêter de subventionner le grand patronat, de taxer les redevances et profits colossaux pour satisfaire les besoins de la majorité de la population et vous verrez qu'on pourra les répartir les richesses parce que de l'argent on en trouvera.

\*\*\*

[http://www.dailymotion.com/video/x1q0rt\\_discours-du-meeting-de-jose-bove\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1q0rt_discours-du-meeting-de-jose-bove_news)

Ceux qui ne croyaient pas qu'on arriverait déjà se présenter est bien ceux là aujourd'hui ils doivent se rendre compte que non seulement on a réussi à réunir ces 500 parrainages et je vous remercie pour le travail que vous avez fait, on a réuni les parrainages mais en plus aujourd'hui on est en train vraiment de montrer que l'unité malgré tout ceux qui ont essayé de diviser le mouvement malgré tout ceux qui ont voulu quitter le navire et aujourd'hui roulent uniquement pour eux-mêmes et bien les hommes et les femmes qui ont lutté depuis maintenant deux ans pour que cette unité prennent forme ils sont ici et ce mouvement aujourd'hui ne pourra plus jamais s'arrêter.

A travers toutes les villes, à travers tous les meetings on se rend compte qu'il y a un espoir qui est en train de naître. On pensait que grâce à ce rassemblement on pourrait le 22 avril montrer que la gauche antilibérale écologiste était capable de changer le monde, on était persuadé de cela mais aujourd'hui on en a la certitude. Il reste plus de quatre-vingt réunions à travers tout le pays, ça veut dire que ce sont des milliers et des milliers des dizaines de milliers de personnes qui vont participer à ce mouvement. Aujourd'hui je crois que les choses ont basculé, que cette campagne est en train de tourner, de changer, de basculer et que notre mouvement sera celui qui va marquer cette date du 22 avril. Avec tous les copains qui sont là, les hommes et femmes, qui sont les porte-parole de cette campagne, on se rend compte qu'au fur et à mesure que les jours passent et bien il y a une prise de conscience. Cette prise de conscience, c'est d'abord le fait que quand on est ensemble on peut réussir, ça c'est la première chose, et c'est maintenant que les choses vont changer et c'est pour ça que ce mouvement là ne s'arrêtera pas. (...)

Alors nous on a trouvé la solution, la solution pour financer l'éducation nationale et bien c'est de supprimer dès qu'on arrive au pouvoir la force de frappe la force nucléaire de ce pays. Je ne suis pas le seul à dire ça. J'étais à Brest il y a quelques jours, et on a fait un meeting comme ce soir à Brest c'était impressionnant, c'était surtout tourné vers ces bâtiments de guerre, et bien le responsable de cette collectivité de Brest qui mène la campagne avec nous à Brest c'est le délégué CGT d'Arsenal depuis 35 ans, et bien dans son intervention il a demandé à ce qu'on arrête la construction des sous-marins nucléaires, qu'on ne construise pas un nouveau porte-avions et qu'on reconvertisse totalement l'industrie militaire à Brest et bien c'est cela changer la réalité de ce pays.

Quand les travailleurs eux mêmes se réapproprient leur avenir et bien ils décident, ils peuvent changer la réalité et c'est ce qui m'ont expliqué, ils ont fait des études, ils ont des dizaines et des dizaines de projets qui dorment aujourd'hui à l'Arsenal à Brest pour pouvoir reconstruire cette industrie d'armement. (...)

C'est une évolution démocratique qui peut être accomplie et qui ne coûtera pas 1 centime à l'état : supprimer le ministère de la justice et le remplacer par un conseil supérieur de la justice qui sera indépendant du pouvoir politique et qui ne rendra pas compte à l'exécutif. Il faut qu'on coupe le lien entre la justice et le politique, ça fait partie des réformes fondamentales pour que la démocratie vive dans ce pays. (...)

Ma campagne elle était basée à la fois sur l'urgence démocratique, l'urgence sociale et l'urgence écologique. C'est qu'en 1958 quand la cinquième république a été créée a été fondée, qui sait qu'il a rédigé, c'est Michel Debré, et est aujourd'hui qui sait qui est le président du conseil institutionnel, c'est son fils. On est donc vraiment dans une logique de monarchie républicaine ou de république monarchique je ne sais plus comment il faut dire où aujourd'hui il faut casser ce modèle là. Il faut sortir de ce modèle où aujourd'hui on prend toujours les mêmes et ça recommence, et d'une alternance à une autre alternance et bien les gens ils en ont ras-le-bol parce que rien ne change, rien ne change dans la vie républicaine c'est pour ça qu'on est là, on est là pour dire « on va changer cette constitution démocratique, on va faire une révolution démocratique et pacifique et on va changer les règles du jeu pour que chacun y puisse participer aux choix qui concernent sa vie quotidienne ». (...)

Alors on a parlé d'urgence sociale et puis d'urgence écologique. L'urgence sociale on l'a vécu toute la journée, alors je reprend ma petite feuille parce que j'oublie des endroits où on est passé tellement on a vu de gens aujourd'hui, c'est vrai que cette urgence sociale à Marseille, dans la région effectivement elle est criante. (...) Qu'est-ce qu'il va se passer ? Aujourd'hui il faut réhabiliter les quartiers, pas détruire des maisons, tant qu'on a pas de logements neufs, tant qu'on n'a pas assez de logements pour permettre aux gens de vivre dignement et bien il ne faut pas qu'on puisse détruire leurs habitations, c'est une question de dignité et de respect des personnes et c'est ce respect aujourd'hui qui manque le plus, c'est ce respect de chacun parce qu'on est en train de construire une France à 2 vitesses où on oppose les gens les uns aux autres. On ne peut pas continuer comme ça, on ne peut pas continuer à opposer les gens les uns aux autres, et toute la souffrance que j'ai vu ce matin à Près-Vallon mais que j'ai vu aussi à l'Estaque où pourtant les gens sont habitués à lutter et bien cette souffrance on la retrouve dans tous les quartiers. (...)

L'urgence sociale, évidemment elle passe d'abord par le pouvoir d'achat, plusieurs voudront expliquer qu'on peut aujourd'hui permettre aux gens d'avoir un revenu décent, quand on dit qu'on va amener le SMIC à 1500 € bruts de suite et net très rapidement c'est possible, quand on dit qu'on va augmenter les minima sociale de 300 € c'est possible, quand on dit qu'on va augmenter les salaires 300 € au dessus du SMIC c'est possible, il y a de l'argent pour le faire, qu'on arrête de nous dire que ce n'est pas possible. Sur les minima sociaux, il suffit de penser que les entreprises du CAC 40 ont distribué à leurs actionnaires 40 000 000 000 d'euros en 2006, 40 000 000 000 d'euros pour les actionnaires des entreprises du CAC 40, c'est quand même incroyable ! Ça représente 10 000 € par adulte dans ce pays qui aurait pu être

redistribués. Et bien nous ont dit que si on reprenait simplement 10 % de ces 40 000 000 000 on permet à tous les gens au RMI d'avoir 300 € de plus, c'est possible sans détruire l'économie de ce pays. Alors il ne faut pas nous raconter d'histoire. (...)

Laissez-moi vous parler de certaines choses. J'ai parlé de l'école, on peut aujourd'hui développer les services publics : tout le monde reconnaît que la logique de privatisation des services publics c'est une catastrophe pour ce pays. (...) C'est comme l'électricité pour les particuliers. Et bien ça ça veut dire quoi, ça veut dire que pour chacun on va se retrouver avec des factures de 20, 30, 40, 50 % plus élevé que ce qu'elles ne sont aujourd'hui. Et ça c'est pas une invention c'est ce qu'on voit dans tous les autres pays européens où les prix ont été dérégulés. On le voit déjà pour les entreprises, dans certains secteurs des entreprises ont déjà vu leur facture augmenter de 70 %, ce n'est pas parce qu'il y a besoin de plus d'électricité c'est simplement que l'augmentation des prix et bien ça permet aux entreprises privées qui ont pris ces parts de marché de financer et de donner des dividendes à leurs actionnaires. (...) C'est possible de résister à cela. On essaie de nous faire croire que la privatisation des services publics que c'est quelque chose contre lequel on ne peut pas agir, on peut agir simplement pour agir il faut assumer ses responsabilités. Et l'Etat français doit pouvoir le faire pour remettre en cause les accords qui ont été signés au niveau européen. Il faut remettre en cause les accords de Barcelone sur la libération des services publics, sur leur privatisation, c'est possible simplement il faut de la volonté politique pour le faire et la volonté politique c'est elle qui permet de changer cela, est bien il faut que la France ait le courage à Bruxelles « à partir de demain on arrête, on refuse les privatisations, on renationalise ce qui a été privatisé, on renationalise EDF, on renationalise France Télécom » c'est possible ! Mais il faut aller plus loin, il faut dire qu'on a besoin de nouveaux services publics. (...)

Aujourd'hui toutes les études le montrent, on peut satisfaire les besoins aujourd'hui sans construire de nouvelles centrales nucléaires. Et la meilleure façon de produire c'est justement d'isoler les bâtiments et de faire en sorte qu'on crée aujourd'hui une autre façon de créer des maisons et de les aménager, c'est possible. On peut développer des centaines de milliers d'emplois avec les énergies renouvelables, l'Allemagne l'a montré, d'autres pays l'ont montré, on peut complètement changer cette logique là. (...)

Les OGM sont à la fois dangereux pour l'environnement, et on commence à le savoir de mieux en mieux, ils peuvent être dangereux pour la santé mais les dernières études le montrent, mais surtout qui privent les paysans du droit d'utiliser leurs propres semences, et bien nous on accepte pas et je n'ai jamais accepté qu'on puisse privatiser. (...)

Des consommateurs, des paysans ont lancé un mouvement, ces partis du pays basque, au pays basque on était justement il y a deux jours on en a parlé avec eux évidemment ne l'a pas fait savoir mais depuis ce matin il y a 300 personnes, des paysans et des consommateurs, d'une grosse coopératives et qui s'appelle Lur Berri au pays basque et qui ont décidé d'y rester jour et nuit jusqu'à ce que cette coopérative arrête de vendre des semences transgéniques. Et bien moi aujourd'hui je vous appelle tous, à faire la même chose sur l'ensemble du territoire, il faut bloquer ces machines économiques qui essaient de détruire l'environnement. Il faut que les paysans et les consommateurs se mobilisent contre ces coopératives, contre ces gens qui aujourd'hui veulent s'accaparer les dividendes au détriment de ce qui fait notre patrimoine commun, ces mouvements aujourd'hui ont été initiés, vous avez vu peut-être au début de la campagne électorale, même si les médias n'en ont pas beaucoup parlé, il y a eu des dizaines de jeûneurs qui ont jeûné pour dire « on a besoin d'un moratoire sur les OGM ». Et bien si on fait le compte ce soir tous les candidats ont dit qu'ils étaient pour un moratoire sauf un : Nicolas Sarkozy. Eh bien voilà la réalité aussi ! Alors on peut gagner là-dessus, on peut gagner et comme on peut gagner aussi sur les autres mobilisations écologiques qui sont aussi indispensables. Et je dis la France qui est toute seule sur terre, avec ses petites frontières rikiki, avec son petit drapeau, avec je ne sais pas quoi encore, avec son identité, on ne peut pas ce n'est pas comme ça qu'on construit. On ne peut pas nier qu'on est une collectivité, on ne peut pas nier que la France fait partie de l'Europe et que l'Europe fait partie du monde et que ce sont les interactions entre les peuples qui vont nous permettre effectivement de trouver des nouvelles issues. Quand on parle des solidarités avec le peuple bolivien c'est parce qu'effectivement on partage des mêmes valeurs mais aussi celles qu'on partage d'autre façon de concevoir nos échanges, d'autre façon de concevoir la diplomatie entre les peuples. Et bien moi, je n'accepte pas que toute l'agriculture de la planète qui fait vivre déjà 6 000 000 000 d'habitants soit confisquée par quelques multinationales et que toutes les politiques agricoles dans le monde soient simplement sacrifiées aux intérêts de ces multinationales. (...)

Et je voudrais parler de la paix, de quelle construction aujourd'hui on peut mettre en place pour organiser la paix sur la terre. Jamais on ne nous parle de l'OMC, ils ne veulent pas nous en parler, ni Bayrou, ni Ségolène, ni Sarkozy ne veulent en parler parce qu'en fait ils sont complaisants à ce modèle. Ils sont tous en train d'accompagner ce modèle libéral. Parce que c'est leur modèle. Et c'est pour ça qu'il faut créer une alternative, mais une alternative qui soit à la fois antilibérale, qui soit écologiste et qui soit démocratique. Il faut contrer cette alternative, on n'a pas le choix. Et pour pouvoir la construire il n'y a qu'une seule solution, c'est qu'on soit dans l'unité. Cette unité qui ne doit pas être une unité d'appareils. Une unité d'appareils, ça ne sert à rien chaque fois que ça a été tenté ça n'a jamais pu aboutir. Parce que chaque appareil veut tirer la couverture à soi. L'unité elle doit toujours venir de la base c'est sur le terrain qu'on crée l'unité, ce n'est pas dans les appareils. C'est parce qu'on est dans un combat d'unités qu'on va être capable d'aller encore plus loin, qu'on va être capable après ces présidentielles de continuer d'essayer d'élaborer aussi des candidatures communes pour les législatives. C'est l'important on ne peut pas s'arrêter, on va reconquérir les villes et puis on va faire en sorte que ce mouvement, dans sa diversité, se structure mais se structure de manière horizontale, comme un mouvement et pas comme une pyramide trop souvent vue dans les partis politiques.

Pour moi c'est, si je me suis engagé si j'ai accepté de représenter les dizaines de milliers de personnes qui me l'ont demandé et les collectifs anti libéraux, si j'ai accepté d'être le nom sur le bulletin de vote, c'est parce que je savais qu'il y avait à la fois ces urgences mais qu'en même temps ce combat pour l'unité méritait aujourd'hui de s'engager à fond. Comme je l'ai souvent dit, moi je suis paysan, je sais que quand on commence à labourer, à faire un premier sillon, n'a pas envie de s'arrêter avant d'avoir fini le champ ! Hé bien ce combat pour l'unité c'est la même chose, on doit labourer le terrain pour que ce mouvement effectivement permettent ensuite de semer un espoir, un

espoir collectif qui nous dit qu'un autre monde est possible. C'est pour ça qu'on se bat. On ne se bat pas de l'unité pour l'unité. C'est parce que l'unité c'est l'élément central qui va nous permettre de changer. Et chaque fois que le peuple a été uni, il a été capable de transformer la réalité. On la vu en 1936, on la vu en 68, chaque fois qu'il y a eu des mouvements unitaires, chaque fois que les gens ont été capables dans les urnes et dans la rue de lutter en même temps et bien c'est à ce moment-là que les choses ont changé. Et bien c'est ce mouvement qui vous propose de continuer ensemble, c'est ce mouvement que nous sommes en train d'amener.

Voilà je pense que c'est la meilleure façon de terminer. Unité unité unité unité !

\*\*\*

<campagne=2007>04.12 – <locuteur.rice=Marie-George\_Buffet> – Mans <lieu=Le\_Mans> <texte=40>

Ici, à l'usine Renault du Mans, cinq ouvriers viennent de perdre leur travail, juste parce qu'ils ont exercé leurs droits syndicaux, leurs droits de citoyens, leurs droits constitutionnels. Combien de temps encore notre République pourra-t-elle tolérer que nos libertés publiques fondamentales soient ainsi violées et sacrifiées sur l'autel de la sacro-sainte "liberté" patronale ? Combien de temps encore notre République pourra-t-elle rester indifférente à la répression syndicale qui sévit aujourd'hui dans tant d'entreprises, à ce bâillon contre l'expression publique de millions de salariés de France ?

Il est temps, effectivement, de poser de nouvelles bases au dialogue social en France. Il est simplement temps de garantir le droit syndical et le respect de la loi, à l'entreprise comme partout ailleurs dans la société. Aussi, je propose que les pouvoirs publics s'engagent à ce qu'aucun syndicaliste ne puisse demain être licencié, sanctionné, discriminé, harcelé pour son engagement syndical. La liberté d'expression ne se fractionne pas.

Aussi, je propose que les pouvoirs publics s'engagent à protéger les moyens d'action dont disposent les salariés pour faire entendre leurs droits. Parmi ces moyens figure évidemment le droit de grève. Toute entorse à ce droit ne sera jamais qu'une violation des libertés des citoyens, une blessure faite à la République.

Aussi, je propose qu'enfin la démocratie puisse entrer à l'entreprise. Je souhaite donc que seuls les accords signés par une ou des organisations syndicales majoritaires parmi les salariés puissent être validés. Je souhaite reconnaître de nouveaux droits aux salariés dans la gestion des entreprises. Les salariés et leurs syndicats devraient pouvoir opposer leur veto à la menace d'une délocalisation, le temps de discuter de solutions alternatives et des moyens devant permettre le maintien de l'activité. Ils devraient pouvoir mettre en jeu la responsabilité sociale de leurs donneurs d'ordre afin de les empêcher d'étrangler leurs sous-traitants. Et plus largement, face aux stratégies financières de leur actionnaires, face à la dictature du court-terme et de l'instant, je souhaite qu'ils disposent de la capacité à imposer d'autres choix stratégiques : le choix de la recherche et de l'investissement. Le choix de l'emploi, de la formation et des salaires. Faire respecter ces droits, libérer la parole des salariés, c'est aussi donner sa chance au progrès social.

C'est participer de ce combat, notre combat, pour que partout dans la société grandisse l'exigence d'une vie meilleure. Ces attentes qui grandissent dans les entreprises, ces luttes pour les salaires, l'emploi, l'amélioration des conditions de travail, la protection de la santé à l'entreprise, ce sont toutes celles que le patronat cherche à taire par la répression syndicale. Et ce sont toutes celles que je relaie dans cette campagne pour qu'elles débouchent demain dans un gouvernement de gauche qui les ferait enfin rentrer dans la vie.

C'est tout le sens de mon combat : rendre le progrès social incontournable à gauche. Le matérialiser enfin dans la vie de chaque salarié, et plus largement de chaque homme et chaque femme de notre pays.

\*\*\*

<campagne=2007>04.11 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Reims <lieu=Reims> <texte=41>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis

Les principaux problèmes auxquels se heurtent les classes populaires depuis des années sont le chômage de masse qui touche pour ainsi dire toutes les familles ouvrières, la dégradation du pouvoir d'achat des salariés, même ceux qui ont un emploi stable et, à plus forte raison, ceux qui courent après des emplois précaires, et enfin la gravité de la crise du logement. Ces problèmes ne sont pas les seuls mais beaucoup d'autres en découlent.

Il est urgent, vital, qu'une réponse efficace soit donnée à ces problèmes. Et, pourtant, les candidats qui ont une chance d'être élus amusent la galerie avec des gadgets.

Les derniers en date des propos de campagne n'ont non seulement aucun rapport avec les problèmes réels des classes populaires, mais ils sont nauséabonds. Comment qualifier autrement les déclarations d'un Sarkozy affirmant que la pédophilie est inscrite dans les gènes, ou encore le discours ordurier de Le Pen qui s'en prend à Sarkozy -qui cherche pourtant à lui ressembler- en le traitant de candidat issu de l'immigration alors que, lui, il serait issu du terroir !

Quelques jours avant, Sarkozy a inventé le "droit opposable à la garde d'enfant" ! Depuis que le gouvernement a trouvé l'expression "droit au logement opposable", elle commence à faire des petits. Le "droit au logement opposable" n'a pas fait surgir du sol un seul de ces logements sociaux qui manquent. Pas plus que le "droit opposable à la garde d'enfant" ne créera les milliers de crèches qui manquent et dont l'insuffisance pèse lourdement en particulier sur les femmes travailleuses.

Alors, oui, il faudrait des milliers de crèches supplémentaires, réparties de telle sorte que l'on puisse en trouver en proximité de chez soi, car les femmes ne se contenteront pas de mots !

Quant à Ségolène Royal, sa nouvelle trouvaille, c'est le "Contrat Première Chance". Ce contrat s'adresse aux petites entreprises artisanales ou commerciales qui emploient moins de dix salariés. Pour celles qui accepteraient d'embaucher un jeune qui débute, l'État paierait le salaire et les cotisations sociales pendant un an. En contrepartie, le commerçant ou l'artisan devrait embaucher ce jeune avec un "contrat stable et durable", mais, bien sûr, "s'il donne satisfaction". Ce serait, en somme, une longue période d'essai qui ne coûterait rien à l'employeur.

Les candidats de droite proposent aux patrons de diminuer encore leurs cotisations sociales pour toute embauche, Ségolène Royal, elle, leur offre un salarié gratuit. On peut difficilement faire mieux. Quel est l'employeur qui refuserait l'aubaine qui lui serait ainsi offerte ?

Quant à réduire le chômage des jeunes, l'effet sera nul. Car ces embauches en CP(C)E viendraient se substituer, pour les patrons concernés, à des embauches qu'ils auraient eu besoin de faire, voire même se substituer à des emplois existants.

La proposition de Ségolène Royal ressemblait tellement à feu le "contrat première embauche" que les protestations ont fusé même dans le milieu des jeunes du PS. Du coup, Ségolène Royal modifie son projet. Ce contrat ne sera pas un contrat, mais un simple tutorat ; il ne durera pas un an, mais seulement trois mois. C'est en tout cas la dernière version, mais il y en aura peut-être d'autres. Mais ce n'est certainement pas une façon de combattre le chômage, pas même celui des jeunes.

Alors, après avoir brodé pendant quelque temps sur l'identité nationale, sur le drapeau français à agiter le 14 juillet, voilà les nouveaux thèmes sur lesquels brodent depuis quelques jours les médias, chacun avec son petit commentaire. Voilà aussi les thèmes sur lesquels ils interrogent les autres candidats, alors que tout cela, c'est de la poudre aux yeux, qui n'a aucun rapport avec la vie réelle et avec les besoins réels des classes populaires.

Or, la situation d'une bonne partie du monde du travail est catastrophique, et elle demande des solutions urgentes.

Eh bien, j'affirme qu'un gouvernement représentant réellement les intérêts de la population pourrait s'attaquer immédiatement et efficacement à la crise du logement, au chômage massif et à la dégradation du pouvoir d'achat. Mais il faudrait qu'au lieu de privilégier les intérêts de la classe capitaliste, il cherche, un peu, à rétablir l'équilibre en prenant sur les privilèges de celle-ci pour améliorer la situation des classes populaires. Le financement pourrait en être assuré par une augmentation des impôts, mais une augmentation sélective, touchant les bénéfices des grandes sociétés et les revenus les plus élevés.

Ce sont ces grandes sociétés qui portent une responsabilité majeure dans l'installation durable d'un chômage de masse. Alcatel Lucent pas plus qu'EADS dont dépend Airbus ne sont de petites entreprises, mais des mastodontes, avec des chiffres d'affaires colossaux et des profits qui sont en conséquence, même s'ils varient. Tous les deux procèdent pourtant à la suppression de milliers d'emplois.

Airbus et Alcatel-Lucent ne sont pas des exceptions. Bien d'autres entreprises, de Michelin à Peugeot-Citroën, en passant par France Télécom, Arkema ou Valéo, suppriment des emplois ou se préparent à le faire. Voilà la principale cause du chômage.

Par ailleurs, l'État a supprimé en vingt ans des centaines de milliers de postes, et sans doute beaucoup plus dans les services publics ou dans l'Administration, emplois qui contribuaient à la vie quotidienne des classes populaires, des bureaux de poste dans les villages, des hôpitaux et des maternités de proximité. Sans même parler des suppressions dramatiques de postes dans l'enseignement.

Alors, quand le gouvernement ose affirmer que le chômage n'a jamais été aussi bas depuis plus de vingt ans, il ment ! Les organismes officiels eux-mêmes désavouent les chiffres du gouvernement. Eurostat, l'office statistique européen, vient de rectifier les chiffres. L'INSEE, lui, n'ose pas publier les siens pour ne pas contredire le gouvernement en pleine période électorale. Du côté de l'ANPE, il y a de plus en plus de témoignages pour montrer toutes les techniques utilisées pour rayer des chômeurs des listes.

Mais, au-delà des statistiques, il y a tout simplement le témoignage de la vie de tous les jours, il y a ce que chaque travailleur constate : quand ce n'est pas dans sa famille, c'est chez les voisins, les amis.

Être licencié et tomber dans le chômage, c'est un drame pour ceux à qui cela arrive et à leurs familles. Mais c'est aussi un immense gâchis social. Ces femmes et ces hommes écartés de la production, ce sont des compétences, des énergies, du savoir-faire, qui sont laissés en friche, au détriment de toute la société. Et tout cela, à cause de l'aberration de l'organisation capitaliste de l'économie, de la concurrence entre les groupes industriels et financiers.

Le logement est une autre catastrophe sociale depuis des dizaines d'années, mais qui n'a jamais été aussi grave. Selon la Fondation Abbé Pierre, un million deux cents mille ménages sont sur listes d'attente de HLM, et ils risquent d'y rester encore longtemps, vu qu'on construit peu de nouveaux logements sociaux. Et deux autres millions, sinon plus, sont logés dans des logements de fortune, chez des parents, dans des campings, voire dans des taudis infects.

Et maintenant, la trêve hivernale terminée, les expulsions locatives recommencent. C'est révoltant, d'autant que, depuis quelques années, les loyers se sont véritablement envolés pour des raisons spéculatives.

Alors, non seulement il faut interdire les expulsions, mais il faut aussi plafonner les loyers aux montants où ils étaient avant cette vague de spéculation.

Le troisième problème est la détérioration inexorable du niveau de vie. Même pour ceux qui ont la chance d'avoir toujours travaillé en CDI, les salaires sont bloqués.

Alors que les salaires sont bloqués, les prix continuent à augmenter. Et là aussi, bien au-delà de ce qui ressort des statistiques mensongères et des indices faussés du gouvernement ! Les indices Insee intègrent aussi bien des produits de consommation courante pour les classes populaires, que des produits qu'on n'achète que rarement, voire pas du tout. Ce n'est pas parce que le prix des écrans plats a été divisé par deux en deux ans que cela compense la hausse du prix du kilo de viande, de légumes ou de fruits que l'on devrait consommer tous les jours ! Il suffit de faire ses courses pour constater la hausse des prix.

À celle-ci, s'ajoute l'accroissement des prélèvements divers. La baisse des remboursements de Sécurité sociale, les forfaits non remboursables qui se multiplient, grèvent lourdement les budgets les plus modestes.

Les salaires, même de ceux qui ne sont pas tombés dans la précarité, sont notoirement insuffisants, ne serait-ce que pour assurer un pouvoir d'achat comparable à celui d'il y a trente ans. Comme sont notoirement insuffisantes les pensions de retraite et l'allocation pour handicapés.

Alors, les candidats dits grands à l'élection présidentielle peuvent raconter ce qu'ils veulent, s'agiter sur scène, faire des promesses de camelot, leurs propositions doivent être jugées en fonction de leur capacité à résoudre, ou pas, les problèmes vitaux des classes populaires.

On ne peut résoudre aucun de ces graves problèmes sans imposer une autre utilisation des bénéfices des entreprises, une utilisation qui profite cette fois à la collectivité.

Pour mettre fin au chômage, il faut commencer par interdire tout licenciement collectif aux grandes entreprises, sous peine de réquisition. Une fraction au moins des profits présents et accumulés dans le passé devrait servir à financer le maintien des emplois existants, voire à procéder à des embauches supplémentaires. Plutôt qu'user les uns au travail par des heures supplémentaires ou par l'augmentation du rythme de travail, pendant que d'autres sont laissés dans l'inactivité forcée, il faut répartir le travail entre tous avec maintien des salaires.

L'État, de son côté, peut et doit créer des emplois dans les services publics, qui se dégradent tous, faute d'effectifs en nombre suffisant. Il faut embaucher le personnel nécessaire dans les hôpitaux publics, dans les maisons de retraite, dans les transports publics, à l'Éducation nationale.

Pour financer cet effort indispensable, il faut, en premier lieu, réorienter les dépenses budgétaires. Faut-il financer la Défense nationale, si mal nommée puisqu'elle ne sert en rien à la défense du pays, mais seulement à des guerres extérieures, en Afrique ou en Afghanistan ? Ou faut-il augmenter les crédits de l'Éducation nationale ? Qu'est-ce qui est le plus utile à la société : financer la force de frappe nucléaire, ou maintenir les hôpitaux et maternités de proximité ? La réponse va de soi.

Tout en réorientant le budget de l'État vers des dépenses utiles à toute la population, il faut en augmenter les recettes. Il est scandaleux que la plus grande part des recettes de l'État provienne de la TVA et autres impôts indirects. La part de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou sur les hauts revenus est, en revanche, de plus en plus faible.

L'économie marche sur la tête. Alors qu'on impose de plus en plus les classes populaires, on touche de moins en moins à la masse d'argent que constituent les profits.

Si on veut répondre aux problèmes les plus urgents, il faut faire l'inverse. Il faut imposer bien plus fortement les bénéfices des grandes entreprises et les revenus des plus riches. L'impôt sur le revenu doit être fortement progressif, et sans plafonnement, et sans bouclier fiscal.

Le simple fait de rétablir l'impôt sur les bénéfices, de son taux actuel de 33 %, aux 50 % du temps de Giscard obligerait les 40 entreprises les plus importantes du pays, celles du CAC 40, à payer 17 milliards d'euros d'impôt de plus, c'est-à-dire près du double du trou de la Sécurité sociale.

Pour résoudre le problème du logement populaire, il faut créer un office national du logement, qui se charge de construire d'urgence, sous sa direction, le nombre de logements nécessaires, soit, au moins, deux millions en deux ans, et sans passer par les bétonneurs privés. Il faut que l'État réquisitionne les terrains nécessaires, comme il sait le faire pour la construction d'une autoroute.

Des documents gouvernementaux ont établi que le montant total des "aides publiques aux entreprises" est de 65 milliards. Mais, en comptant les aides déguisées qui ne sont pas comptabilisées dans les documents officiels, on peut estimer que le montant des subventions directes et indirectes atteint, voire dépasse les 100 milliards. Ces aides ne servent en rien les intérêts de la collectivité. Elles sont purement et simplement ajoutées par les entreprises à leurs bénéfices. Cette somme pourrait et devrait être consacrée au financement de la construction de logements sociaux. Le problème des logements pour les trois millions de mal-logés de ce pays pourrait être résolu en deux ou trois ans.

Pour stopper la dégradation du pouvoir d'achat, le Smic doit être immédiatement porté à 1500 euros net mensuels. Aucun travailleur, aucun retraité, aucun handicapé ne doit percevoir un revenu inférieur au Smic, qui est un minimum pour vivre. Par ailleurs, tous les salaires, du public et du privé, doivent être augmentés de 300 euros par mois. Tous les contrats précaires doivent être transformés en contrats à durée indéterminée. Le travail à temps partiel imposé doit être interdit.

Ces exigences ne sont pas arbitraires. Les 300 euros d'augmentation correspondant à peu près à ce que chaque salarié, même en CDI, a perdu en pouvoir d'achat.

Il faut, enfin, que toutes les mesures prises par Balladur et Fillon contre les retraités soient annulées. Évoquer la croissance du nombre de retraités par rapport à la population active, pour justifier la diminution des pensions et le report de l'âge de la retraite, est une escroquerie. La productivité ayant considérablement augmenté depuis un demi-siècle, augmenter la pension des retraités est possible, à condition que les fruits du progrès ne soient pas accaparés par le seul patronat.

Ni Nicolas Sarkozy ni François Bayrou ni Ségolène Royal ne proposent une politique susceptible de répondre aux besoins des masses populaires sur ces trois problèmes vitaux que sont le chômage, le coût de la vie et le logement. Ce sont pourtant des exigences vitales, urgentes !

Les classes populaires n'ont rien de bon à attendre de Sarkozy. Sa seule préoccupation est d'assurer aux possédants les meilleures conditions pour valoriser leurs capitaux et accroître leurs revenus. En guise de lutte contre le chômage, Sarkozy n'a rien d'autre à proposer que des

réductions de charges, des cadeaux fiscaux aux patrons, afin de les "inciter" à bien vouloir créer des emplois. Une recette que tous les gouvernements ont utilisée, avec le résultat qu'on sait. Les patrons empochent les cadeaux, les ajoutent à leurs profits, sans créer des emplois.

En guise d'augmentation du pouvoir d'achat, Sarkozy propose ce slogan "travailler plus pour gagner plus" ! C'est d'autant plus cynique que les près de trois millions de chômeurs complets n'ont pas de travail du tout. Leur proposer de "travailler plus" est une sinistre plaisanterie. Quant aux trois autres millions qui n'ont qu'un emploi précaire intermittent ou un temps partiel non choisi, combien d'entre eux voudraient pouvoir travailler même les 35 heures hebdomadaires contre lesquelles Sarkozy est en guerre ? Et puis, quelle est l'entreprise, l'usine, la banque ou la grande surface, où ce sont les ouvriers et les employés qui choisissent librement la durée de leur temps de travail ?

Exonérer les patrons de charges sociales et fiscales sur les heures supplémentaires, comme le promet Sarkozy, c'est non seulement leur faire un beau cadeau, mais c'est une façon de les pousser à faire crever au travail leurs travailleurs et de ne pas embaucher.

Il est criminel d'imposer des heures supplémentaires à ceux qui ont du travail. Ce qu'il faut faire, c'est empêcher le patronat de licencier ou de recourir aux contrats précaires. Il faut remplacer les heures supplémentaires par des emplois supplémentaires.

Quant à Ségolène Royal, si certaines de ses propositions peuvent, si elles ne restent pas à l'état de promesses, apparaître comme des améliorations dans certains domaines, elle ne propose rien non plus qui puisse éliminer le chômage, assurer la hausse générale du niveau de vie et résoudre le problème du logement pour ceux dont les revenus sont faibles.

Contre le chômage ? En plus du Contrat Première Chance, elle propose aux jeunes "les emplois-tremplins que les Régions ont mis en place avec un objectif de 500 000 emplois-tremplins". Cela ressemble aux emplois-jeunes qui ont, certes, dépanné des jeunes, mais qui n'ont jamais été pérennisés. "Emplois-tremplins" dit bien ce que cela veut dire : que c'est provisoire.

Pour la majorité des cinq ou six millions de chômeurs et de demi-chômeurs, de précaires, il n'y a aucun engagement, ni même aucune proposition.

Contre la baisse du pouvoir d'achat, Ségolène Royal propose 1500 euros brut comme salaire minimum, mais seulement pour la fin de son mandat, c'est-à-dire dans cinq ans ! Et rien pour les salaires autres que le Smic, si ce n'est une promesse de "négociations entre partenaires sociaux". Mais on sait que, dans ce genre de rencontres, réunissant patrons et syndicats, il n'y a rien à négocier, et que quand les patrons disent non, les syndicats n'ont qu'à s'incliner.

Pour le logement, Ségolène Royal propose la construction de 120.000 logements sociaux par an. Cela signifie qu'il faudra attendre dix ans pour que le million deux cents mille demandeurs qui sont sur liste d'attente de HLM aient satisfaction, et ceci sans compter les demandeurs ultérieurs, ni les deux autres millions de mal-logés !

Mais, en revanche, Ségolène Royal n'a pas l'intention d'arrêter les milliards d'aides aux entreprises. Elle n'a pas, non plus, l'intention de toucher au budget de la défense et, en particulier, à celui de la "force de frappe". Soit dit en passant, le fait de se déclarer pour la bombe atomique n'a empêché ni Sarkozy ni Royal de signer le "Pacte écologique" de Nicolas Hulot...

Quant à Bayrou, il a un discours qui se veut différent de celui de Sarkozy. Mais, sur le plan social, ses propositions sont les mêmes.

Les promesses électorales, de toute façon, ne valent pas grand-chose. Mais on peut d'autant moins croire les dirigeants politiques que le véritable pouvoir ne leur appartient pas. Président et ministres sont aux ordres et gèrent en fonction de ce que leur demandent ceux qui possèdent les capitaux, les propriétaires des plus grosses entreprises, qui assurent le véritable pouvoir dans ce pays et que personne, à part une minorité d'actionnaires, n'a élus.

Pour la droite et l'extrême droite, la vocation des entreprises, leur mission même, c'est de rapporter le maximum de profit à leurs propriétaires et à leurs actionnaires. En conséquence, pour eux, tout ce qui est bon pour le profit est bon pour la société, même si l'accroissement des profits résulte d'une aggravation de l'exploitation, d'emplois supprimés pour les uns et d'usure au travail plus intense pour les autres ; même si l'accroissement des profits a pour contrepartie l'aggravation de la pauvreté des classes laborieuses !

Sarkozy est le porte parole du grand patronat et ni Bayrou ni Le Pen ne lui cèdent rien sur ce terrain.

Mais voilà que Ségolène s'y met à son tour. D'après une interview donnée à l'hebdomadaire Challenges, elle veut "réconcilier la France avec l'esprit d'entreprise", et elle a ajouté "les profits sont nécessaires".

Nécessaire, le profit ? Oui, nous expliquent doctement des commentateurs de tout bord, nécessaire pour assurer les investissements. Mais le problème réside précisément là. Alors que les grandes entreprises réalisent des profits colossaux, elles n'investissent même pas !

Les profits ont avoisiné, l'an dernier, la somme sans précédent de 100 milliards d'euros, rien que pour les quarante premières entreprises cotées en Bourse ! Mais ces profits ne sont pas, depuis des années, la source de forces productives, de moyens de production nouveaux, créateurs d'emplois et de biens de consommation à un niveau qui fasse baisser leurs prix. Ils ne servent que très partiellement à élargir la production. Ils servent surtout à de faux investissements, qui consistent à racheter tout ou partie d'entreprises qui existent déjà. Cela non seulement ne crée pas d'emplois nouveaux, mais le plus souvent en supprime.

Élargir le marché n'intéresse pas les groupes capitalistes, car la production ne rapporte pas le taux de profit élevé qu'ils exigent. En se disputant les entreprises existantes, les groupes financiers se disputent des parts de marché.

Cette incapacité d'élargir la production et, par là même, de créer de nouveaux emplois, est à la base de la crise actuelle. De plus, la rivalité autour des parts de marché alimente une surenchère permanente qui engloutit des milliards et, par là-même, contribue à accroître le poids de la finance et alimente la spéculation financière avec le risque de crises financières ou boursières. Toute l'économie est en permanence sous la menace des fluctuations de la Bourse. Voilà en substance pourquoi, malgré la croissance des profits, l'économie est organiquement incapable de répondre aux problèmes les plus graves qui pèsent sur les classes populaires.

Aussi je tiens à faire savoir, à affirmer, à convaincre le maximum d'électeurs des classes populaires dans cette campagne que, sans s'en prendre aux pouvoirs du grand patronat, on ne peut rien faire pour améliorer le sort des classes populaires, on ne peut même pas arrêter la dégradation de leurs conditions d'existence.

Il faut, avant tout, supprimer le secret des affaires, le secret bancaire, derrière lesquels se barricadent les conseils d'administration pour refuser tout contrôle, tout regard de la collectivité sur leurs affaires. Il faut que quiconque, travailleur ou consommateur, a eu connaissance d'un projet d'une entreprise nuisible à la collectivité, puisse le rendre public sans encourir la rigueur de la loi, comme actuellement.

Il faut imposer que la collectivité puisse avoir un contrôle sur les comptabilités de toutes les grandes sociétés, sur tous leurs projets à court et à long terme. Il ne s'agit pas seulement de donner le bilan qu'elles donnent aux comités d'entreprise, il s'agit de contrôler les comptabilités au jour le jour, mais aussi les comptes en banque des dirigeants, des principaux actionnaires et des proches.

Il faut imposer le contrôle des liens de chaque entreprise avec ses fournisseurs, avec ses sous-traitants, avec ses prestataires de services. Pourquoi une entreprise choisit-elle d'externaliser certaines de ses activités, comme c'est à la mode ? À quel prix, le sous-traitant ou le prestataire facture-t-il ses services ? Avec quels dessous-de-table ? À quel niveau se dégage le profit ? Et à qui va-t-il ?

Comment se fait-il par exemple que les grandes chaînes de distribution, tout en comprimant les prix auquel elles achètent leur production aux petits producteurs, ne baissent pas les prix à la consommation ? Le dirigeant d'une entreprise connaît tout sur les revenus de ses salariés. La justice, c'est que les salariés connaissent tout sur les revenus de leur patron, et pas seulement sa paie théorique.

Un plan de licenciement ou un plan de délocalisation sont étudiés des mois avant à l'avance. Eh bien, il faut que les travailleurs, que la population, soient avertis dès qu'une hypothèse de ce genre-là est évoquée pour pouvoir s'organiser et se défendre. Mais si ce contrôle existe, ils peuvent faire plus.

Si l'on vérifie d'où vient l'argent, par où il passe, et où il va, on verra qu'on peut satisfaire bien des revendications indispensables au monde du travail et, plus généralement, à la population. Et qu'on peut largement augmenter les salaires.

Alors, si je me présente, c'est pour dire aux miens, au monde du travail, qu'il ne faut pas être dupe des marionnettes politiques qui occupent le devant de la scène et qui nous jouent la comédie du pouvoir, alors que, derrière la scène, c'est le grand patronat qui tire les ficelles.

Je sais que tous ceux qui, dans les classes populaires, en ont assez de l'arrogance de la droite, voudraient s'en débarrasser. Nombreux sont celles et ceux qui n'attendent pas grand-chose d'autre de l'élection que le plaisir de voir Sarkozy ravalier ses ambitions. Bien sûr que je comprends et je partage l'envie de se débarrasser et de Sarkozy et de la droite. Mais la satisfaction de s'être débarrassé du gouvernement de droite, se révélera amère si le gouvernement de gauche qui lui succédera reprend à son compte sa politique, comme cela est arrivé bien souvent dans le passé.

Le PS appelle à voter utile dès le premier tour, c'est-à-dire à voter pour Ségolène Royal. Mais à quoi servirait le premier tour si les électeurs n'en profitaient pas pour exprimer ce qu'ils veulent, tandis qu'au deuxième tour, ils ne pourront que voter pour le moins mauvais ou le moins

pire des deux candidats ? Il ne faut pas laisser passer l'occasion du premier tour pour affirmer les exigences des exploités et de la population. Le chantage au "vote utile" est destiné seulement à faire taire les exploités et leurs exigences. Il ne faut pas que, face au duo Sarkozy-Royal, la seule opposition vienne de la droite et de l'extrême droite, d'un Bayrou ou d'un Le Pen.

Il faut que le camp des travailleurs lève son propre drapeau pour montrer que le choix politique ne se réduit pas à différentes nuances dans la façon de servir les intérêts du grand patronat.

Je sais, bien sûr, que je ne peux pas être élue. Une candidate qui combat leur système n'a qu'une seule chance d'être élue : être portée par une très puissante lutte sociale, des grèves, des manifestations, par l'action collective de millions d'exploités. Mais, même élue dans ce genre de circonstances exceptionnelles, je ne pourrais rien faire sans que l'action de la classe ouvrière se prolonge bien au-delà des élections. Le pouvoir patronal, les puissances de l'argent, ne reculeront que devant la pression puissante de la masse des exploités, réunissant dans la même action ceux qui ont le droit de vote comme ceux qui, travailleurs immigrés, en sont injustement privés.

Nous ne sommes pas dans cette situation aujourd'hui. Mais voter pour ma candidature, c'est affirmer son accord avec le programme que je viens de développer et lui donner assez de crédit pour que les futures luttes sociales en reprennent les objectifs.

Le vote pour ma candidature sera un vote de protestation venant clairement des classes laborieuses. Seul ce vote permettra aux électeurs de dire qu'ils en ont assez que la politique menée soit toujours favorable au grand patronat, aux banques, aux plus riches. Qu'ils en ont assez que, en raison des cadeaux faits à ces gens-là, on soit incapable de mettre fin au chômage, d'assurer un logement correct à tous et de donner des salaires permettant de vivre correctement à ceux grâce à qui les usines, les banques, les chaînes commerciales tournent et l'économie fonctionne. Les votes, même s'ils sont nombreux, ne remplaceront pas les mouvements de lutte sociale indispensables, mais ils peuvent contribuer à les préparer en popularisant des objectifs et en donnant confiance.

Aidez-nous ! Faites en sorte que soient nombreux ceux qui votent pour ma candidature. Ces voix seront autant d'encouragements pour tous ceux que la situation actuelle révolte, autant d'encouragements à ne pas se résigner, en leur montrant qu'une fraction de la classe ouvrière se prépare à imposer par la lutte, ce que la droite leur refuse et ce que la gauche n'est pas prête à leur accorder.

Et, surtout, il faut que les votes en ma faveur et qui contestent l'ordre social soient suffisamment importants pour que le grand patronat et ses serviteurs s'inquiètent de l'évolution de l'état d'esprit des classes populaires. Il faut qu'ils aient des raisons d'y entrevoir les mouvements sociaux indispensables pour changer notre avenir à tous !

<campagne=2007>04.15 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Paris <lieu=Paris> <texte=42>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Eh bien oui, il serait possible de préserver les travailleurs et l'ensemble de la société de trois catastrophes majeures qui sont le chômage massif, la crise du logement et la dégradation du niveau de vie de la plus grande partie de la population !

Les mesures qu'il serait nécessaire de prendre sont des mesures radicales mais simples, claires et parfaitement réalisables, sans même qu'aucune n'implique l'expropriation du grand capital et la transformation de la propriété privée des grandes entreprises en propriété collective.

Quand j'ai avancé ces mesures pour la première fois, lors de l'élection présidentielle de 1995, il y a douze ans déjà, alors que la crise n'était pas encore si grave, j'étais bien seule à en populariser l'idée. Certaines d'entre elles sont reprises aujourd'hui par d'autres candidats d'extrême gauche, mais elles ne le sont pas, et je ne m'en étonne pas, par ceux qui ont une chance d'arriver au pouvoir...

Certes, je n'ai jamais eu la naïveté de penser que, sans y être contraint, un gouvernement les reprenne à son compte et, surtout, les applique.

Que la droite ne se soucie pas de l'inexorable descente vers la misère de tous ceux qui vivent et travaillent sans exploiter personne, est dans l'ordre des choses. La droite défend ouvertement les intérêts du grand patronat, et elle trouve normal que les riches s'enrichissent en appauvrissant les autres. Elle trouve normal que les grandes entreprises mettent à la porte des centaines ou des milliers de salariés simplement pour voir le cours de leurs actions en Bourse gagner quelques points.

Je n'ai jamais cru non plus que la gauche au pouvoir serait capable de prendre des mesures efficaces pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des travailleurs.

Dès que j'ai avancé ce programme de défense des travailleurs, à l'époque sous le nom de "programme d'urgence" ou de "plan d'urgence", j'ai dit qu'on ne pouvait compter ni sur la droite, ouvertement au service du grand patronat, ni sur la gauche, hypocritement servile envers lui.

Il aurait fallu que ces mesures indispensables pour les travailleurs soient imposées, aussi bien au gouvernement qu'au grand patronat, par un puissant mouvement social susceptible de les faire reculer. Faut-il rappeler qu'en 1936 comme en 1968, ce sont les luttes sociales, les grèves, les occupations d'usines qui ont contraint le gouvernement en place à prendre des mesures qui reprenaient quelques-unes des revendications ouvrières, tout en les modérant, voire en les détournant ? En 1936, c'est un gouvernement de gauche, celui du Front populaire, qui dut s'exécuter. En 1968, ça a été un gouvernement de droite, sous la présidence de De Gaulle, un général réactionnaire !

Aucun mouvement de même ampleur ne s'est produit au cours des récentes années, même si 1995, l'année de la présidentielle précisément, s'est terminée sur la grève des cheminots, entraînant une partie des travailleurs de la Fonction publique. Assez puissant pour stopper momentanément l'attaque de Juppé contre les retraites dans la Fonction publique, le mouvement n'a pas été assez large pour stopper l'offensive du patronat et du gouvernement sur d'autres terrains.

En l'absence d'un coup d'arrêt assez puissant, la dégradation sociale n'a jamais cessé. Le patronat a bénéficié du chômage pour contenir, voire faire baisser les salaires, pour accroître le rythme du travail, pour licencier et faire faire plus de travail avec moins d'ouvriers, pour aggraver l'exploitation. Et le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, reprenant un plan préparé par Jospin, a finalement réussi à repousser l'âge de la retraite et a diminué les pensions pour à peu près tout le monde.

Les gouvernements, ceux de droite bien sûr, mais aussi le gouvernement de la Gauche plurielle dirigé par Jospin de 1997 à 2002, dont ont fait partie Dominique Voynet et Marie-George Buffet, ont exécuté servilement les exigences du grand patronat : la dégradation de tous les services publics dont les plus rentables ont été livrés au privé, la flexibilité du travail, la généralisation des contrats précaires. Il y a eu d'innombrables autres mesures touchant l'ensemble des travailleurs ou telle ou telle catégorie, souvent parmi les plus fragiles et qui avaient le plus de mal à se défendre.

Tout cela fait que, pour les travailleurs, si les choses ont changé depuis 1995, c'est en pire !

Au cours des douze dernières années, le pouvoir d'achat des salariés a reculé et le chômage n'a pas diminué malgré les manipulations statistiques et les mensonges de ceux qui nous gouvernent. Et, quant à la crise du logement, déjà importante en 1995, elle s'est considérablement aggravée au cours des dernières années en raison de la spéculation immobilière qui a fait s'envoler les prix au point qu'une

fraction croissante des classes populaires est mal, très mal ou pas du tout logée. Les événements du début de cette année et l'action des "Enfants de Don Quichotte", après ceux de "Droit au Logement" ont attiré l'attention sur cette catégorie de travailleurs qui ont un emploi, parfois dans de grandes entreprises, voire dans des administrations publiques, et qui, pourtant, n'ont pas de quoi payer le loyer exigé par les propriétaires. Trop nombreux sont ceux qui, faute de logement, dorment sous les ponts ou peuplent les bords du boulevard périphérique à Paris !

\* \* \*

Cette dégradation dans tous les domaines ne peut pas, ne doit pas se poursuivre indéfiniment ! Tôt ou tard, la colère éclatera et provoquera un mouvement revendicatif vaste, puissant, englobant tout le monde du travail. Et c'est pourquoi il est important que ce mouvement ne se trompe pas d'objectifs et ne prenne pas l'accessoire pour l'essentiel, et c'est l'un des buts de ma campagne.

Le programme sur lequel je demande aux électeurs populaires de se prononcer en votant pour ma candidature est un programme de défense des travailleurs pour empêcher qu'une fraction croissante de la principale classe productive de la société soit de plus en plus poussée vers la misère.

Ce programme, même s'il ne s'attaque pas à la propriété privée des entreprises, implique cependant que l'on impose une autre utilisation des profits gigantesques que réalisent depuis plusieurs années toutes les sociétés, en particulier les plus grandes entreprises. Et, au contraire de ce qu'ont fait tous les gouvernements de droite comme de gauche au cours des dernières années, ce programme implique qu'au lieu de privilégier les intérêts de la classe capitaliste, on cherche à rétablir un peu l'équilibre en prenant sur les privilèges économiques des propriétaires de capitaux pour améliorer le sort des classes populaires.

Il faut, en effet, financer les mesures favorables aux classes populaires par le budget de l'État alimenté par une augmentation sélective des impôts, une augmentation qui frappe plus fort les bénéfices des sociétés et les plus hauts revenus.

Le budget de l'État joue de moins en moins un rôle de compensation des inégalités de revenus. C'est même l'inverse. Depuis plusieurs années, il donne bien plus aux groupes industriels et financiers que ce qu'il en reçoit en impôts. Qu'il soit seulement dit que, dans la même année 2005, le montant total de l'impôt sur les sociétés a rapporté au budget la somme de 53 milliards d'euros, alors que rien que les aides publiques directes aux entreprises se sont montées à 65 milliards d'euros, et encore bien plus aujourd'hui !

Il n'y a aucune nécessité économique ou sociale d'avoir fait baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés des 50 % qu'il était sous Giscard, il y a trente ans, aux 33 % qu'il est actuellement ! Cette diminution n'a fait que contribuer à l'explosion des profits et à diminuer les ressources de l'État au détriment de tous les services publics utiles à la population. L'impôt sur les bénéfices pourrait et devrait être immédiatement ramené aux 50 % qu'il était auparavant. Aucune société n'est morte, à l'époque, de ce taux d'impôt à 50 % des bénéfices, et il n'y avait même pas de bousculades à la frontière de la Suisse pour y mettre à l'abri les coffres-forts des entreprises !

Rien que pour ce qui est des sociétés du CAC 40, cette augmentation du taux de l'imposition permettrait à l'État de récupérer 17 milliards d'euros de plus. C'est une somme qui représente près du triple du déficit de la Sécurité sociale en 2006 ! Et ce sont 10 milliards supplémentaires que représenterait pour les entreprises autres que celles du CAC 40 le rétablissement de l'impôt sur les bénéfices à 50 %, soit la récupération de 27 milliards d'euros au total.

Par ailleurs, l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit être modifié. Il est injuste que les revenus les plus élevés soient proportionnellement les moins imposés à cause de la réduction du nombre des tranches et de la limitation des tranches supérieures de l'impôt, limitation à laquelle ont contribué tous les gouvernements.

Donc, pour que le budget de l'État permette de rétablir le rôle des services publics et de construire les logements sociaux nécessaires, il faut d'abord rétablir l'impôt sur les bénéfices et les tranches supérieures supprimées de l'impôt sur le revenu.

De plus, les plus riches bénéficient d'une multitude de dégrèvements d'impôt, pour l'emploi de personnel domestique, pour des investissements dans l'immobilier locatif, pour l'achat de navires de plaisance, pour les placements dans les DOM-TOM, d'une multitude de niches fiscales. L'ensemble de ces niches fiscales représenterait 40 milliards de manque à gagner pour les caisses de l'État. Il n'est que justice qu'elles soient supprimées !

"Prendre sur le profit" signifie simplement qu'on contraigne les plus riches à participer à l'effort nécessaire pour faire face à la crise sociale dramatique que représentent le chômage de masse, les bas salaires et la situation du logement populaire.

"L'État, c'est moi", affirmait, en son temps, Louis XIV. La guillotine qui coupa la tête d'un de ses successeurs allait montrer les limites historiques de cette prétention.

Mais, aujourd'hui, chaque patron déclare "L'entreprise, c'est moi". Mais si l'entreprise est créatrice de richesses, comme aiment à nous le rappeler les économistes - en général pour nier les droits des travailleurs -, ce n'est pas grâce aux propriétaires, mais grâce à ceux qui y travaillent, grâce à ceux qui font tourner les chaînes de l'industrie automobile, qui font couler le béton pour les constructions ; grâce aux manœuvres ou aux chercheurs, grâce aux caissières de supermarchés et aux employés des banques.

C'est pour cela qu'un programme de défense des travailleurs signifie nécessairement qu'il faut que les travailleurs, les salariés en général, puissent contrôler ce qui se passe dans leur propre entreprise, celle dont ils assurent collectivement le fonctionnement. Et, étant donné l'importance sociale de certaines entreprises qui jouent un rôle majeur dans l'économie, il faut que les consommateurs, que la population, participent à ce contrôle et aient accès à toutes les informations concernant ces entreprises.

La première mesure à prendre pour permettre un tel contrôle est donc de supprimer les lois sur le secret commercial, bancaire et industriel.

Que les employés, les comptables, les secrétaires, les ouvriers, les magasiniers, puissent dire si ce que les dirigeants des entreprises déclarent est vrai ou faux et qu'ils puissent vérifier si ce qu'on leur fait faire dans leurs entreprises correspond bien à ce qui est utile à la société.

Cette mesure n'est compliquée que pour ceux qui craignent que le contrôle par la population mette en évidence non seulement leurs profits, mais surtout la manière dont ils les obtiennent et, plus encore sans doute, le choix de leur utilisation.

Je ne parle pas seulement des détournements frauduleux. Encore que l'inculpation récente, mais à retardement, du PDG de Total a levé un petit coin du voile sur la caisse noire de cette entreprise qui sert à acheter, dans les pays producteurs de pétrole, des ministres, voire des chefs d'État et leur entourage.

Ce dont je parle, c'est du contrôle de la comptabilité ordinaire, quotidienne, aussi bien des recettes que des dépenses et de leur nature. Le contrôle de qui sont les fournisseurs d'une entreprise et pourquoi on les choisit. Qu'achète-t-on à un sous-traitant et à quel prix ?

Au détriment de quelles autres dépenses prélève-t-on les pourboires généreux que le grand capital sait distribuer à ses serviteurs de haut vol ? 8,4 millions d'euros pour Forgeard, ex-dirigeant d'Airbus, 8,2 millions pour Tchuruk, d'Alcatel, alors même que ces entreprises licencient. Mais il ne faut pas que l'arbre de ces "parachutes dorés" cache la forêt du fonctionnement capitaliste de l'économie et que l'on nous amuse avec ces exemples, car si scandaleux qu'ils soient, ils ne sont rien auprès des profits réalisés, et si les actionnaires acceptent cela, c'est qu'ils en reçoivent bien plus. Et ces injustices ne sont rien auprès des dégâts économiques que provoque la spéculation improductive issue de ces profits.

Il est à la mode dans les grandes entreprises d'externaliser telle production ou tel service. Il faut pouvoir contrôler pourquoi. À qui cela profite-t-il et au détriment de qui ? Et dans le cadre du grand commerce, il faut contrôler quels sont les prix payés aux producteurs de viande, de légumes, de fruits, surtout aux petits producteurs. Quelle est la marge du grand commerce sur les produits de consommation courante non industrielle ?

Et à quoi sert le profit dégagé ? Les défenseurs en tout genre de l'ordre capitaliste nous expliquent que le profit, c'est nécessaire parce que, suivant leur slogan d'il y a quelques années, "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain" ! Eh bien, c'est un mensonge !

Un des aspects majeurs de la crise économique dans sa phase actuelle est que, si les profits sont élevés, voire sans précédent, ils ne servent pas aux véritables investissements, c'est-à-dire à construire de nouvelles usines, à fabriquer de nouvelles machines, à lancer de nouvelles productions et, donc, à créer de nouveaux emplois.

Ce que les financiers et les bilans comptables appellent aujourd'hui les investissements, c'est seulement le fait de racheter tout ou partie d'une autre entreprise, concurrente ou pas, avec pour objectif principal de racheter son marché. Cette opération ne se traduit pas par la création de nouvelles forces productives, mais seulement par une concentration financière. Elle ne se traduit pas par la création de nouveaux emplois, mais au contraire par des restructurations, par l'élimination de prétendus doublons et par des licenciements.

La fusion récente de deux grandes entreprises en équipements de télécommunication, Alcatel et Lucent, en fournit l'illustration. La collectivité n'y a rien gagné, les usines sont les mêmes, mais plus de 12.000 personnes à l'échelle mondiale se retrouvent sur le pavé, dont 1.500 en France.

En passant, je rappelle que j'ai eu, bien souvent, l'occasion de dire à l'intention de ceux qui prétendent que le chômage est un problème de formation : qu'Alcatel-Lucent comme Airbus licencient des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens, c'est-à-dire des travailleurs hautement qualifiés, qu'aucun diplôme ne protège du chômage et que, pour le patronat, un ingénieur est tout autant une unité comptable qu'un ouvrier sur chaîne, qu'il jette à la porte, sans état d'âme, lorsqu'il n'en espère plus le profit escompté !

Et j'en profite pour dire : prenons-en de la graine. Tout corporatisme, toute illusion que c'est en se cramponnant aux intérêts de sa catégorie que l'on se défend le mieux, est nuisible à nos propres intérêts. Par delà les catégories, par delà les barrières artificielles qu'on dresse entre travailleurs, c'est seulement ensemble que nous pouvons nous défendre !

Pour en revenir au contrôle sur les comptabilités, élément essentiel d'un programme de défense de la population travailleuse, il faut aussi se donner les moyens de connaître les projets à court et à long terme de l'entreprise. Il est, par exemple, inadmissible que sa direction puisse préparer un plan de licenciements un an à l'avance, voire plus, et que les travailleurs n'en soient avertis que lorsque le couperet tombe.

Mais je ne pense pas seulement aux licenciements, je pense aussi à tous les projets qui contiennent des menaces pour l'environnement. Il faut que les associations qui militent sur ce terrain puissent participer au contrôle, comme il faut que le puissent également les associations de consommateurs.

Sur le plan technique, tout cela ne pose aucun problème, il n'y a que la loi à changer. Il faut que les salariés ne soient plus assujettis au secret professionnel afin qu'ils puissent dire ce qu'ils savent.

Le contrôle exige aussi qu'on puisse rendre publics, c'est-à-dire accessibles à tous, les revenus, les avoirs et les biens de tous les grands patrons, de leurs alliés, de leurs hommes de paille. Le contrôle est indispensable pour pouvoir imposer au patronat les mesures d'urgence destinées à résorber le chômage.

Ce n'est ni exproprier, ni nationaliser les entreprises privées mais simplement les rendre transparentes en permanence pour la population.

C'est seulement ainsi que les travailleurs, les consommateurs, c'est-à-dire la population, pourront réellement contrôler les bénéficiaires et les profits, et s'opposer aux mauvais coups de ceux qui possèdent et dominent l'économie. C'est seulement ainsi qu'ils peuvent juger les décisions politiques de ceux qui défendent mieux les intérêts du capital que ceux du travail.

Ce contrôle est aussi de l'intérêt des autres classes populaires, les petits paysans, les petits pêcheurs, écrasés par les grandes chaînes de distribution et les artisans étranglés par les banques.

Ce sont les grandes entreprises qui ont une responsabilité majeure dans la gravité du chômage. À lire la liste des plans sociaux annoncés, ceux qui sont déjà en cours, comme chez Airbus, Alcatel-Lucent, Kodak ou Nestlé, ou ceux qui sont prévus, comme chez Michelin ou Peugeot-Citroën, on voit défiler le nom de toutes les entreprises du CAC 40, ou presque toutes ! Ce sont ces mêmes entreprises dont les dirigeants se vantent de profits exceptionnels. Et les rares sociétés qui ont fait moins de profits que l'année précédente en ont fait quand même d'importants !

C'est le contrôle étroit, quotidien, par les travailleurs et la population concernée qui permettra de vérifier que les licenciements collectifs ne sont jamais justifiés et qui permettra de s'y opposer. Le contrôle des comptabilités permettra de vérifier que l'on peut maintenir les emplois en prenant sur les bénéficiaires, soit ceux de l'année, soit sur ceux qui ont été accumulés dans les années précédentes.

Il faut les 35 heures sans dérogation. Il faut les généraliser à toutes les entreprises, interdire les heures supplémentaires et remplacer celles qui seraient nécessaires par des embauches supplémentaires.

Il faut remplacer tous les contrats précaires par des CDI et, pour éviter les temps partiels imposés, ne pas autoriser qu'un salaire puisse être inférieur au Smic même si le temps de travail est inférieur à 35 heures.

D'abord, parce que les entreprises qui, du fait de la nature de leurs productions ou de leurs services, ont intérêt à délocaliser, peuvent le faire actuellement, et le font déjà. Mais ces délocalisations sont loin d'être la cause principale du chômage actuel car elles sont marginales, et ce ne sont pas elles qui ont créé les trois millions de chômeurs ou tous les emplois précaires.

Ensuite, parce que la grande industrie, avec ses structures complexes intégrées dans tout un tissu industriel ici, aurait bien plus de mal à déménager. Comme auraient du mal à délocaliser les grandes chaînes commerciales tout simplement parce que le marché, parce que l'argent et le pouvoir d'achat, au moins des catégories aisées, sont ici, et pas dans les pays pauvres.

Auchan ou Carrefour ouvrent quelques supermarchés en Chine, mais ils ne déménageront pas tous leurs magasins dans ce pays, même si la main-d'œuvre y coûte moins cher. Et, d'ailleurs, il n'est pas dit que les impôts y soient inférieurs. Et Total a beau extraire le pétrole au Gabon ou au Nigéria, il ne déplacera jamais en Afrique toutes ses pompes de distribution d'essence !

Toutes les entreprises industrielles ont un intérêt économique majeur là où est leur principal marché. On ne peut pas véritablement produire des camions en Chine pour les vendre en Europe. Bien des marques japonaises d'automobiles ont racheté ou construit des usines aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en France pour éviter d'avoir à les transporter.

Mais il n'y a pas que les mesures en direction des grandes entreprises. L'État lui-même a supprimé, au fil du temps, des centaines de milliers de postes dans les services publics ou dans l'administration, emplois qui contribuaient à la vie quotidienne des classes populaires.

Les augmentations sélectives de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et de l'impôt sur les hauts revenus dont j'ai parlé tout à l'heure devraient servir à inverser le mouvement et à créer des emplois utiles dans les services publics.

En réformant l'impôt, l'État peut et doit embaucher immédiatement du personnel dans les hôpitaux, à La Poste, dans l'Éducation nationale. Le personnel hospitalier travaille à la limite de ses possibilités. Les heures supplémentaires, en principe récupérables, ne sont jamais récupérées. Bien des hôpitaux ne pourraient tout simplement pas fonctionner s'ils n'imposaient pas au personnel des horaires de travail usants. Et, malgré les sacrifices imposés au personnel hospitalier, on ferme des salles dans les grands hôpitaux des grandes villes. On ferme aussi des petits hôpitaux en province ou des maternités, obligeant les malades ou les futures mères à faire des dizaines de kilomètres.

Et puis, il faut aussi embaucher à La Poste. Les fermetures de bureaux de poste dans les villages non seulement gâchent la vie, celle en particulier des personnes âgées ou qui ont du mal à se déplacer, mais contribuent à la décomposition de toute la vie sociale. Dans les grandes villes, le facteur qui passait deux fois par jour, fait partie de lointains souvenirs. Se rendre dans un bureau de poste en ville, même pour une opération simple et quotidienne, devient une épreuve, tant les files d'attente sont longues et le personnel débordé.

Il faut embaucher dans les transports en commun urbains et à la SNCF. Il faut embaucher et former des instituteurs, des professeurs, du personnel technique et médical dans l'Éducation nationale.

Et puis, il faut embaucher dans un nouveau service public à créer, un office national du logement, qui prendrait en main la construction des logements HLM qui manquent. Car la situation du logement populaire dans ce pays constitue une véritable catastrophe sociale. Les chiffres sont aujourd'hui largement connus. Selon la Fondation Abbé-Pierre, il y a un million trois cent mille familles inscrites sur les listes d'attente des HLM, trois millions de personnes sont mal logées.

La gravité de la crise est évidente. Il est inacceptable, il est scandaleux qu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, dans un des pays les plus riches de la planète, trois millions de personnes soient obligées de vivre dans des hôtels vétustes, dans des logements délabrés, dans des taudis infects, voire dans des caravanes, alors qu'il est possible, tout aussi bien sur le plan technique que sur le plan du financement, de construire le nombre de logements nécessaire pour résorber la crise du logement en trois ans !

En 2005, les entreprises ont bénéficié de 65 milliards d'aides publiques directes, et depuis, cela a encore augmenté. En outre, il y a plus de 35 milliards par an d'aides indirectes passant par le biais de surfacturations de produits et de services achetés par l'État, de terrains viabilisés offerts aux entreprises qui daignent s'installer quelque part ou encore par le biais de multiples avantages par lesquels l'État favorise les entreprises. Cela fait au bas mot 100 milliards par an qui sont donnés à fonds perdus aux entreprises, c'est-à-dire à leurs propriétaires, sans que ce soit utile en quoi que ce soit à la collectivité sans que le chômage cesse d'augmenter.

Et on continue à dépenser ainsi l'argent public, année après année, sous tous les gouvernements, alors que la crise du logement populaire est telle qu'elle devrait être une priorité nationale !

Avec ces 100 milliards annuels, il est possible de construire un million de logements à 100.000 euros l'unité. Et si l'État embauche lui-même sans que les bétonneurs à la Bouygues prélèvent leur part de profit, il est probable que la construction coûte moins cher encore. En trois ans, le problème actuel du logement populaire pourrait être réglé, en ayant non seulement satisfait les besoins immédiats, mais en les ayant dépassés en prévision de l'avenir pour faire aussi, par contrecoup, baisser les loyers du privé.

En ce qui concerne le foncier, l'État ne doit pas accepter pour ses projets la hausse spéculative des dernières années. Il faut réquisitionner à prix zéro les immeubles, les hôtels et les taudis que les marchands de sommeil mettent en location. Les propriétaires ont suffisamment gagné d'argent en louant depuis des années leurs taudis à des prix prohibitifs.

Et si c'est un office public qui centralise la gestion de la construction, il est possible de planifier de façon à éviter les ghettos, et de disperser les logements populaires en en construisant aussi dans les centres-villes.

Au cours des dernières années, le niveau de vie des classes populaires a considérablement reculé. Et là, je ne parle pas seulement des chômeurs ou des précaires, dont le pouvoir d'achat s'est véritablement effondré.

La baisse du pouvoir d'achat concerne même ceux qui ont conservé pendant tout ce temps un emploi stable, depuis le blocage des salaires, décidé pour la première fois par le gouvernement du socialiste Mauroy. Les salaires augmentent plus lentement que les prix et, surtout, les gouvernements successifs ont ajouté des prélèvements, comme la CSG ou le RDS, la hausse du forfait hospitalier, le non-remboursement ou le remboursement seulement partiel des médicaments ou des consultations médicales. Tout cela pèse sur le pouvoir d'achat.

Il est indispensable d'augmenter tous les salaires de 300 euros net, rien que pour retrouver le pouvoir d'achat volé au fil des ans. Aucun salaire ne doit être inférieur à 1500 euros net par mois, pas plus qu'aucune retraite ou allocation pour handicapé. 1500 euros, c'est un minimum pour vivre aujourd'hui !

Voilà le programme absolument nécessaire pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes populaires.

Ce n'est bien sûr pas celui de Sarkozy, mais ce n'est pas non plus celui de Ségolène Royal. Et si Sarkozy peut aggraver encore les choses, Ségolène Royal ne pourra absolument pas les améliorer car elle laissera les mains entièrement libres au grand capital.

Ce programme exige des mesures autoritaires. L'État bourgeois lui-même sait, en temps de guerre, prendre de telles mesures. Eh bien, la lutte contre le chômage, contre la misère exige une politique au moins aussi autoritaire car c'est une question de survie de toute la population.

Un gouvernement qui aurait pour préoccupation d'arrêter la dégradation du sort des classes populaires pourrait appliquer ce programme qui est, sur le fond, fort modéré. Mais il faudrait pour cela être décidé à affronter la bourgeoisie pour l'obliger à renoncer à une partie des privilèges qu'elle s'est appropriés au cours des vingt-cinq dernières années, au détriment des classes laborieuses.

Et pourtant, aucun gouvernement de droite ou de gauche ne le fera naturellement car aucun d'entre eux ne voudrait toucher un tant soit peu aux intérêts et aux privilèges de la classe riche.

Cela va de soi pour Sarkozy ou pour Bayrou, sa copie conforme sur le plan social. Je ne discuterai pas leur programme, ici : le simple fait, de la part de Sarkozy, de n'avoir rien d'autre à dire à ceux qui ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois que : "travailler plus pour gagner plus", alors que près de trois millions de personnes n'ont pas de travail du tout et qu'à peu près autant des précaires voudraient bien travailler plus, témoigne du cynisme de cet homme et de son mépris des classes populaires.

Sur cette question, Le Pen, de Villiers, Sarkozy, ont tous le même programme, et Bayrou ne se distingue que dans les formulations. Et puis la droite vient de passer cinq ans au pouvoir, on a pu mesurer tous les dégâts de sa politique pour le monde du travail.

Mais on a pu mesurer aussi auparavant que la gauche au gouvernement ne valait guère mieux.

Le gouvernement Jospin a pris un certain nombre de mesures, comme le PACS ou la CMU qui représentent des avancées non négligeables mais pour des minorités, et des avancées qui ne coûtent rien à un patronat intouchable. Mais pas plus que la droite ne l'a voulu, la gauche n'a osé prendre des mesures qui pouvaient toucher si peu que ce soit aux privilèges exorbitants de la grande bourgeoisie.

Et il suffit encore de voir la campagne de Ségolène Royal qui se garde bien de prendre des engagements et qui pourraient, dès maintenant, fâcher le patronat. Elle préfère ne pas être élue que faire ce choix.

Même le Smic à 1500 euros, elle en parle de moins en moins. Et pourtant, il s'agit, pour elle, de 1500 euros bruts, c'est-à-dire 1254 euros net seulement, et pas dès son arrivée à la présidence, mais seulement "dès que c'est possible" ou à la fin de la législature ! Ce qui veut dire que, d'ici là, un tel Smic ne représentera pas plus de pouvoir d'achat, et plutôt moins, que celui d'aujourd'hui.

Et pour les autres salaires, il n'y a que cette promesse vague de demander à ceux qu'elle appelle les "partenaires sociaux" d'entamer des négociations. On sait en quoi consistent les négociations entre les patrons et les syndicats de salariés : les patrons disent non et les syndicats enregistrent. L'expression même de "partenaires sociaux" est un mensonge : patrons et travailleurs ne sont pas des partenaires car les premiers sont ceux qui détiennent le pouvoir et ils sont des ennemis pour les travailleurs !

Quant au chômage, à part les emplois-tremplins, si bien nommés pour dire qu'ils seront des sauts dans l'inconnu, il y a sa nouvelle trouvaille, le CPCE (Contrat Première Chance pour l'Emploi), qui est le frère jumeau du Contrat Première Embauche que Villepin a essayé d'imposer sans succès grâce à la mobilisation de la jeunesse. Ce contrat déborde même le CPE sur son côté pro-patronal : on ne se contente plus de supprimer les charges pour les patrons, mais l'État paie aussi les salaires à leur place ! Quel est le petit patron qui ne va pas se débarrasser du plus vieux de ses salariés ou du dernier embauché pour engager un jeune à ce tarif-là ?

Du côté du logement, la promesse de construire 120 000 logements par an, que contiennent les "cent propositions" de Ségolène Royal, ne permettrait à tous ceux qui sont sur les listes d'attente des HLM d'avoir un toit que d'ici dix ans. Et entre temps, il y en aura bien d'autres à s'inscrire sur les listes, sans même parler des deux autres millions de mal logés.

À ce qu'il paraît, devant les sondages qui donnent Ségolène Royal de plus en plus en retard sur Nicolas Sarkozy, certains de ses conseillers lui recommandent de gauchir son langage. "Il faut concentrer nos forces à gauche", proclame Henri Emmanuelli, recommandant au PS de retourner vers son électorat naturel.

Mais gauchir son langage, qu'est-ce que cela veut dire ? Si cela signifie prendre des engagements vis-à-vis des classes populaires sur leurs problèmes réels et urgents, Ségolène Royal ne le fera pas.

Si Ségolène Royal est élue, elle défendra, comme tous ses prédécesseurs de gauche comme de droite, les intérêts du grand capital. Mais ce faisant, elle ne pourra résoudre aucun des problèmes des classes populaires. Elle ne pourra rien pour résorber le chômage. Elle ne fera rien pour arrêter l'effondrement du pouvoir d'achat. Elle ne fera rien pour régler la crise du logement populaire.

Si elle peut difficilement faire pire que ce qu'ont fait, pendant cinq ans, le président et le gouvernement de droite, elle ne fera guère mieux, à part quelques gestes -si elle en trouve- qui ne coûtent rien au patronat.

Avec elle au pouvoir, les classes populaires ne seront pas protégées contre l'avidité du grand capital. Avec elle à la présidence, comme avec n'importe qui d'autre, la classe ouvrière n'aura que ce qu'elle sera capable d'imposer elle-même.

Mais il est vrai que, jusqu'à maintenant, même dans son vocabulaire et ses propos, Ségolène Royal a plus cherché à s'aligner sur Sarkozy qu'à s'en différencier. Comme Sarkozy, elle s'est élevée contre "la société d'assistanat". Elle s'est faite la défenseuse du profit et de l'esprit d'entreprise. Elle s'est engouffrée dans le faux débat sur l'identité nationale engagé par Sarkozy. Pendant que Sarkozy, les yeux fixés sur l'électorat du Front national, court derrière Le Pen -à moins que ce soit au devant-, Ségolène Royal, elle, court derrière Sarkozy.

Je ne sais pas si le fait de courir derrière l'électorat lepéniste sera payant pour les ambitions présidentielles de Sarkozy ou pas. Je suis certaine, en revanche, qu'à reprendre à son compte des thèmes de la droite, Ségolène Royal ne gagnera pas sur sa droite des électeurs supplémentaires. Tout cela représente un glissement à droite de l'ensemble. Ce qui finit par surnager dans tout ce concert, ce sont les idées réactionnaires formulées parfois de la pire des façons.

Et si, contrairement à 2002, Le Pen ne sera pas présent au deuxième tour, ses idées réactionnaires, ses slogans rétrogrades, auront marqué toute la campagne électorale.

Je voudrais revenir sur le débat à propos des drapeaux, de La Marseillaise et de l'identité nationale. De la droite jusqu'à la gauche, PC compris, on a entendu une surenchère de discours, la droite affirmant qu'il ne fallait pas laisser ce terrain à l'extrême droite, et la gauche qu'il ne fallait pas le laisser à la droite.

Gauche oblige, le PS comme le PC se sont justifiés en rappelant les origines révolutionnaires du drapeau tricolore.

Oh oui, au moment de la bataille de Valmy en 1792, le drapeau tricolore était le drapeau de la révolution ! Et il est resté pendant des décennies le symbole de la Révolution française de 1789 aux yeux de bien des peuples.

Mais, depuis que la France bourgeoise est devenue la France impérialiste, c'est sous ce drapeau que les troupes françaises ont massacré aux quatre coins du monde. C'est sous ce drapeau qu'on a massacré lors de la conquête de l'Algérie, de Madagascar, de l'Indochine, puis qu'on a assassiné ceux qui osaient remettre en cause la domination coloniale française. Dans tous ces pays, le drapeau français n'est pas le symbole de la liberté, mais, au contraire, celui de l'oppression et des oppresseurs.

Et puis, en France même, c'est sous ce drapeau qu'on a massacré les Communistes et qu'on a tiré sur bien des grévistes et des manifestants, il n'y a pas si longtemps encore.

Mais, au fond, il n'y a pas à s'étonner que Ségolène Royal se l'approprie car son parti, le PS, a été celui qui a mené sous ce drapeau, pendant plusieurs années, la sale guerre d'Algérie qui a fait près d'un million de morts !

Eh bien, pour notre part, nous ne reconnaissons pas ce drapeau comme le nôtre. C'est le drapeau des fusilleurs, et nous, nous sommes du côté des fusillés. Et notre drapeau n'est pas le drapeau tricolore, mais le drapeau rouge, le drapeau des ouvriers, le drapeau de la révolution depuis que c'est la classe ouvrière qui incarne l'émancipation future de la société !

Et notre chant n'est pas La Marseillaise, que Ségolène Royal fait chanter à la fin de ses meetings, mais L'Internationale.

Le côté cocasse dans ce lamentable concert nationaliste, c'est qu'au même moment, les dirigeants politiques commémoraient le 50ème anniversaire du début du Marché commun et, donc, de ce qu'ils appellent la "construction européenne". Qu'au bout de cinquante ans, on en soit encore à brandir les drapeaux nationaux est bien à l'image de leur Union européenne, qui n'est qu'une juxtaposition de nationalismes anachroniques et qui n'est unifiée tant bien que mal que pour les affaires, pour le marché, pour les capitaux.

Pour ma part, je réaffirme que l'avenir, ce n'est pas les repliements nationaux, ni dans la réalité, ni dans les têtes. L'avenir, c'est la suppression complète des frontières, c'est une Europe unie dont feront partie tous les peuples qui le désirent, sans rejeter quiconque.

Tout en reprenant en partie leur vocabulaire, c'est pourtant en brandissant conjointement le "danger Le Pen" et la nécessité de battre Sarkozy que le PS en appelle au vote prétendument utile, c'est-à-dire au vote en faveur de Ségolène Royal dès le premier tour.

En somme, dans le langage des dirigeants du PS, vaincre la droite et l'extrême droite, c'est faire taire tout ce qui est sur la gauche du PS, l'extrême gauche bien sûr, mais même l'allié de demain, le PC.

Eh bien non, il faut que l'opposition à la politique de Ségolène Royal ne vienne pas seulement de sa droite, mais aussi de sa gauche. Il faut surtout que se manifeste dans cette élection un courant qui n'abdique pas devant le camp patronal, représenté aussi bien par Sarkozy, Bayrou que par Royal.

Je ne sais pas, bien sûr, si Ségolène Royal sera élue ou pas à l'issue du deuxième tour. Toute la presse prétend, sur la base des sondages, que jamais depuis 1969 les intentions de vote en faveur de la gauche, toutes tendances confondues, n'ont été aussi basses. Si c'est le cas, les dirigeants de la gauche réformiste y sont pour beaucoup, aussi bien par leur politique au gouvernement dans le passé que par leur alignement sur la droite dans la campagne présente, et, surtout, par leur refus de s'engager sur des objectifs susceptibles de changer la vie des classes populaires.

Et puis, ne l'oublions jamais, si la droite est pour ainsi dire tout le temps majoritaire dans l'électorat, c'est parce qu'une partie importante du monde du travail, les travailleurs immigrés, sont écartés du droit de vote. La gauche avait pourtant promis de donner ce droit de vote au moins dans certaines élections, et elle en agite la promesse lorsqu'elle est dans l'opposition mais, au gouvernement, elle ne l'a jamais fait.

Alors, bien sûr, je suis pour que le droit de vote soit accordé aux millions de travailleurs qui vivent et qui travaillent dans ce pays, et à toutes les élections. Ce sera non seulement un geste démocratique élémentaire, mais aussi un renforcement politique du monde du travail et, surtout, des plus exploités.

Mais même si les travailleurs immigrés avaient ce droit, cela ne leur suffirait pas pour se défendre efficacement, pas plus que cela ne le suffit aux travailleurs qui ont déjà une carte d'électeur en poche. Car, si les élections permettent d'exprimer une opinion, elles ne permettent pas de changer la vie et de changer la société.

Mon camarade qui a parlé de la grève à Citroën n'a pas dit, et je le comprends, combien, parmi les grévistes, ont leur carte d'identité française et combien ne l'ont pas, combien sont d'origine française et combien sont d'origine maghrébine, africaine, turque ou de l'une de cette

quarantaine de nationalités que compte l'entreprise. Ils ont pourtant, pendant plus d'un mois, attiré la sympathie de l'opinion publique ouvrière, contribué à populariser des revendications qui correspondent aux besoins de l'ensemble des travailleurs. Eh bien, ce n'était pas avec des bulletins de vote, mais par leur grève !

Et, demain, dans les luttes que les travailleurs seront obligés de mener pour imposer les objectifs susceptibles de changer réellement leur situation, il n'y aura pas de différence entre ceux qui ont une carte d'électeur et ceux qui n'en ont pas. Quelle que soit nos origines, on constitue une seule et même classe ouvrière dont le patronat est le seul adversaire, et ensemble dans la lutte, nous aurons le poids pour imposer une politique qui tiendra compte de nos intérêts !

Depuis que la société capitaliste existe, avec ses injustices, ses oppressions, il y a toujours eu un courant pour se battre contre tout cela, avec pour perspective l'émancipation sociale de la classe ouvrière.

Car c'est tout le fonctionnement de l'économie qu'il faut changer radicalement. Cette économie où on produit en fonction du profit est une économie folle, une économie où c'est le marché aveugle et stupide qui commande et pas la conscience des hommes. Une économie qui reproduit sans cesse l'inégalité sociale en creusant en même temps l'écart entre un petit nombre de pays industriels et le reste du monde, condamné à la pauvreté.

Alors, oui, notre conviction est que l'avenir appartient à une organisation sociale différente de celle d'aujourd'hui, sans exploités, sans exploités et sans exploitation, où la production et la répartition seraient organisées non pas en fonction des espoirs de profits de quelques-uns mais en fonction de la satisfaction des besoins de tous.

Mais aujourd'hui, il ne s'agit que d'une élection, qui n'a pas le pouvoir ou la possibilité de changer les structures de la société. Il ne s'agit pas d'agir, mais d'exprimer une opinion. Il ne s'agit pas de se prononcer sur l'avenir de la société, mais sur l'urgence immédiate, sur un programme de survie du monde du travail.

C'est sur ce programme que je demande aux électeurs de se prononcer en votant pour ma candidature.

Je sais bien qu'une grande partie de l'électorat populaire attend de cette présidentielle que Sarkozy soit écarté de la présidence. Ce souhait, je le comprends.

Mais, au premier tour, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

En votant pour ma candidature, vous voterez, bien sûr, contre Sarkozy et tout ce qu'il représente de soumission au grand patronat, de cynisme vis-à-vis des classes populaires.

Vous voterez aussi, bien sûr, contre Le Pen et son ombre, de Villiers. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom de ce millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière.

Mais vous voterez aussi contre la politique que défend Ségolène Royal et qu'elle essaie de faire passer pour la seule politique opposable à la droite, alors qu'elle lui ressemble de plus en plus.

Au premier tour, il faut avertir Ségolène Royal que, si elle est élue, elle n'a pas un chèque en blanc et que les travailleurs, les classes populaires, ne la laisseraient pas mener la politique de la droite sans réagir.

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que, face au camp patronal représenté aussi bien par les principaux candidats de la droite que par la candidate de la gauche, s'affirme le camp des travailleurs !

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que les objectifs que j'ai développés deviennent ceux des luttes à venir de tous les travailleurs.

Camarades et amis, il nous reste une semaine de campagne, je sais que je peux compter sur vous pour la mener avec moi !

\*\*\*

<campagne=2007>04.18 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Toulouse <lieu=Toulouse> <texte=43>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Plus on se rapproche du premier tour de l'élection présidentielle, plus le PS matraque sur le thème de ce qu'il appelle le "vote utile", c'est-à-dire voter pour Ségolène Royal dès le premier tour. Il présente la présence possible, au deuxième tour, de Bayrou, voire celle de Le Pen, comme une éventualité menaçante. Incapable de gagner l'enthousiasme de l'électorat populaire par ses propositions, le PS essaie d'utiliser un chantage.

Nous ne pouvons pas deviner, bien sûr, qui sera présent au deuxième tour, mais il est quand même invraisemblable que Ségolène Royal n'y soit pas. Si le chantage du PS marchait, son seul résultat serait de réduire l'électorat d'extrême gauche et même celui de son futur allié, le PC, alors que Bayrou comme Le Pen feront le plein de leurs voix respectives. Moins le PS avance des mesures favorables aux classes populaires, plus il tente d'empêcher les critiques venant de sa gauche, en particulier de l'extrême gauche.

Eh bien, la véritable menace sur le plan électoral pour les classes populaires réside justement là ! Si Ségolène Royal était élue, elle se servirait du résultat des votes pour s'aligner sur l'électorat de droite, encore plus que pendant la campagne. Elle serait d'autant moins gênée de reprendre la politique de la droite que ne s'exprimera pas une critique de son programme sur sa gauche. Il ne faut pas marcher dans le chantage !

L'élection du président, c'est au deuxième tour que cela se passe. Et quel que soit celui qui sera élu, les classes populaires ont intérêt à ce que s'expriment au premier tour, sur ma candidature, tous ceux qui n'acceptent pas que Ségolène Royal, une fois élue, mène une politique de droite et ne donne aucune réponse positive aux problèmes essentiels des classes populaires : le chômage massif, la baisse du pouvoir d'achat et la crise du logement.

Eh bien, pour ma part, j'affirme que, oui, il serait possible de préserver les travailleurs et l'ensemble de la société de ces catastrophes

Les mesures qu'il serait nécessaire de prendre sont des mesures radicales mais simples, claires et parfaitement réalisables, sans même qu'aucune n'implique l'expropriation du grand capital et la transformation de la propriété privée des grandes entreprises en propriété collective.

Que la droite ne se soucie pas de l'inexorable descente vers la misère de tous ceux qui vivent et travaillent sans exploiter personne, est dans l'ordre des choses. La droite défend ouvertement les intérêts du grand patronat, et elle trouve normal que les riches s'enrichissent en appauvrissant les autres. Elle trouve normal que les grandes entreprises mettent à la porte des centaines ou des milliers de salariés simplement pour voir le cours de leurs actions en Bourse gagner quelques points.

Quand j'ai avancé ces mesures pour la première fois, lors de l'élection présidentielle de 1995, il y a douze ans déjà, alors que la crise n'était pas encore si grave, j'étais bien seule à en populariser

l'idée. Certaines d'entre elles sont reprises aujourd'hui par d'autres candidats d'extrême gauche, mais elles ne le sont pas, et je ne m'en étonne pas, par ceux qui ont une chance d'arriver au pouvoir...

Dès que j'ai avancé ce programme de défense des travailleurs, à l'époque sous le nom de "programme d'urgence" ou de "plan d'urgence", j'ai dit qu'on ne pouvait compter ni sur la droite, ouvertement au service du grand patronat, ni sur la gauche, hypocritement servile envers lui.

Il aurait fallu que ces mesures indispensables pour les travailleurs soient imposées, aussi bien au gouvernement qu'au grand patronat, par un mouvement social assez puissant pour les faire reculer. Un tel mouvement ne s'est pas produit.

En l'absence d'un coup d'arrêt, la dégradation sociale n'a jamais cessé. Le patronat a bénéficié du chômage pour contenir, voire faire baisser les salaires, pour accroître le rythme du travail, pour licencier et faire faire plus de travail avec moins d'ouvriers, pour aggraver l'exploitation. Et le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, reprenant un plan préparé par Jospin, a finalement réussi à repousser l'âge de la retraite et a diminué les pensions pour à peu près tout le monde.

Les gouvernements, ceux de droite bien sûr, mais aussi le gouvernement de la Gauche plurielle dirigé par Jospin de 1997 à 2002, dont ont fait partie Dominique Voynet et Marie-George Buffet, ont exécuté servilement les exigences du grand patronat. On a connu la dégradation de tous les services publics dont les plus rentables ont été livrés au privé, la flexibilité du travail, la généralisation des contrats précaires.

Tout cela fait que, pour les travailleurs, si les choses ont changé depuis 1995, c'est en pire !

Au cours des douze dernières années, le pouvoir d'achat des salariés a reculé et le chômage n'a pas diminué malgré les manipulations statistiques et les mensonges de ceux qui nous gouvernent. Et, quant à la crise du logement, déjà importante en 1995, elle s'est considérablement aggravée au cours des dernières années en raison de la spéculation immobilière qui a fait s'envoler les prix au point qu'une fraction croissante des classes populaires est mal, très mal ou pas du tout logée.

Cela ne peut pas continuer comme ça ! Il y aura, tôt ou tard, une explosion sociale. C'est à ce moment-là qu'il sera important que le mouvement ne se trompe pas d'objectifs et ne prenne pas l'accessoire pour l'essentiel.

Le programme sur lequel je demande aux électeurs populaires de se prononcer en votant pour ma candidature est un programme de défense des travailleurs pour empêcher qu'une fraction croissante de la principale classe productive de la société soit poussée vers la misère.

Ce programme, même s'il ne s'attaque pas à la propriété privée des entreprises, implique cependant que l'on impose une autre utilisation des profits gigantesques que réalisent depuis plusieurs années toutes les entreprises, en particulier les plus grandes. Et, au contraire de ce qu'ont fait tous les gouvernements de droite comme de gauche au cours des dernières années, ce programme implique qu'au lieu de privilégier les intérêts de la classe capitaliste, on cherche à rétablir un peu l'équilibre en prenant sur les privilèges économiques des propriétaires de capitaux pour améliorer le sort des classes populaires.

Il faut, en effet, financer les mesures favorables aux classes populaires par le budget de l'État alimenté par une augmentation sélective des impôts, une augmentation qui frappe plus fort les bénéficiaires des sociétés et les plus hauts revenus.

Le budget de l'État joue de moins en moins un rôle de compensation des inégalités de revenus. C'est même l'inverse. Depuis plusieurs années, il donne bien plus aux groupes industriels et financiers que ce qu'il en reçoit en impôts. Qu'il soit seulement dit que, dans la même année 2005, le montant total de l'impôt sur les sociétés a rapporté au budget la somme de 53 milliards d'euros, alors que rien que les aides publiques directes aux entreprises se sont montées à 65 milliards d'euros !

Il n'y a aucune nécessité économique ou sociale d'avoir fait baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés des 50 % qu'il était sous Giscard, il y a trente ans, aux 33 % qu'il est actuellement ! Cette diminution n'a fait que contribuer à l'explosion des profits et à diminuer les ressources de l'État au détriment de tous les services publics utiles à la population. L'impôt sur les bénéfices pourrait et devrait être immédiatement ramené aux 50 % qu'il était auparavant ce qui ferait rentrer chaque année 27 milliards d'euros de plus dans les caisses de l'État.

Par ailleurs, l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit être modifié. Il est injuste que les revenus les plus élevés soient les moins imposés en proportion, à cause de la réduction du nombre des tranches et de la limitation des tranches supérieures de l'impôt, limitation à laquelle ont contribué tous les gouvernements.

Donc, pour que le budget de l'État permette de rétablir le rôle des services publics et de construire les logements sociaux nécessaires, il faut rétablir l'impôt sur les bénéfices et les tranches supérieures supprimées de l'impôt sur le revenu.

De plus, les plus riches bénéficient d'une multitude de dégrèvements d'impôt, pour l'emploi de personnel domestique, pour des investissements dans l'immobilier locatif, pour l'achat de navires de plaisance, pour les placements dans les DOM-TOM. L'ensemble de ces niches fiscales représenterait 40 milliards de manque à gagner pour les caisses de l'État. Il n'est que justice qu'elles soient supprimées !

"Prendre sur le profit" signifie qu'on contraigne les plus riches à participer à l'effort nécessaire pour faire face à la crise sociale dramatique que représentent le chômage de masse, les bas salaires et la situation du logement.

Si l'entreprise est créatrice de richesses, comme aiment à nous le rappeler les économistes - en général pour nier les droits des travailleurs -, ce n'est pas grâce aux propriétaires, mais grâce à ceux qui y travaillent, grâce à ceux qui font tourner les chaînes de l'industrie automobile, qui font couler le béton pour les constructions ; grâce aux manœuvres ou aux chercheurs, grâce aux caissières de supermarchés et aux employés des banques.

C'est pour cela qu'un programme de défense des travailleurs signifie nécessairement qu'il faut que les travailleurs, les salariés en général, puissent contrôler ce qui se passe dans leur propre entreprise, celle dont ils assurent collectivement le fonctionnement. Et, étant donné l'importance sociale de certaines entreprises qui jouent un rôle majeur dans l'économie, il faut que les consommateurs, que la population, participent à ce contrôle et aient accès à toutes les informations concernant ces entreprises.

La première mesure à prendre pour permettre un tel contrôle est de supprimer les lois sur le secret commercial, bancaire et industriel qui interdisent aujourd'hui de divulguer ce que l'on sait d'une entreprise et de ses pratiques.

Il faut que les employés, les comptables, les secrétaires, les ouvriers, les magasiniers, puissent dire si ce que les dirigeants des entreprises déclarent est vrai ou faux et qu'ils puissent vérifier si ce qu'on leur fait faire dans leurs entreprises correspond bien à ce qui est utile à la société.

Ce dont je parle, c'est du contrôle de la comptabilité ordinaire, quotidienne, aussi bien des recettes que des dépenses et de leur nature. Le contrôle de qui sont les fournisseurs d'une entreprise et pourquoi on les choisit. Qu'achète-t-on à un sous-traitant et à quel prix ?

Il est à la mode dans les grandes entreprises d'externaliser telle production ou tel service. Il faut pouvoir contrôler pourquoi. À qui cela profite-t-il et au détriment de qui ?

Et dans le cadre du grand commerce, il faut contrôler quels sont les prix payés aux producteurs de viande, de légumes, de fruits, surtout aux petits producteurs. Quelle est la marge du grand commerce sur les produits de consommation courante non industrielle ?

Et à quoi sert le profit dégagé ? Les défenseurs en de l'ordre capitaliste nous expliquent que le profit, c'est nécessaire parce que, suivant leur slogan d'il y a quelques années, "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain" ! C'est un mensonge ! Un des aspects majeurs de la crise économique dans sa phase actuelle est que, si les profits sont élevés, voire sans précédent, ils ne servent pas aux véritables investissements.

Ce que les financiers et les bilans comptables appellent aujourd'hui les investissements, c'est seulement le fait de racheter tout ou partie d'une autre entreprise, concurrente ou pas, avec pour objectif principal de racheter son marché. Cette opération ne se traduit pas par la création de nouvelles usines, de nouvelles forces productives, mais seulement par une concentration financière. Elle ne se traduit pas par la création de nouveaux emplois, mais au contraire par des restructurations, par l'élimination de prétendus doublons et par des licenciements.

La fusion récente de deux grandes entreprises en équipements de télécommunication, Alcatel et Lucent, en fournit l'illustration. Plus de 12.000 personnes se retrouvent sur le pavé, dont 1.500 en France.

Comme vient de le dire ma camarade Sandra, Airbus comme Alcatel-Lucent licencient des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens, des travailleurs hautement qualifiés. Aucun diplôme ne protège du chômage et pour le patronat, un ingénieur est une unité comptable comme un ouvrier sur chaîne, qu'il jette à la porte, sans état d'âme, s'il n'en espère plus le profit escompté !

Voilà pourquoi tout corporatisme, toute illusion que c'est en se cramponnant aux intérêts de sa catégorie que l'on se défend le mieux, est nuisible à nos propres intérêts. Par delà les catégories, par delà les barrières artificielles qu'on dresse entre travailleurs, c'est seulement ensemble que nous pouvons nous défendre !

Pour en revenir au contrôle, élément essentiel d'un programme de défense de la population travailleuse, il faut aussi se donner les moyens de connaître les projets à court et à long terme de l'entreprise. Il est, par exemple, inadmissible que sa direction puisse préparer un plan de licenciements longtemps à l'avance et que les travailleurs n'en soient avertis que lorsque le couperet tombe.

Mais je ne pense pas seulement aux licenciements, je pense aussi à tous les projets qui contiennent des menaces pour l'environnement. Il faut que les associations qui militent sur ce terrain puissent participer au contrôle, comme il faut que le puissent également les associations de consommateurs.

Le contrôle exige aussi qu'on puisse rendre publics, c'est-à-dire accessibles à tous, les revenus, les avoirs et les biens de tous les grands patrons, de leurs alliés, de leurs hommes de paille. Le contrôle est indispensable pour pouvoir imposer au patronat les mesures d'urgence destinées à résorber le chômage.

Ce n'est ni exproprier, ni nationaliser les entreprises privées mais simplement les rendre transparentes en permanence pour la population.

Ce contrôle est aussi de l'intérêt des autres classes populaires, les petits paysans, les petits pêcheurs, écrasés par les grandes chaînes de distribution et les artisans étranglés par les banques.

Ce sont les grandes entreprises qui ont une responsabilité majeure dans la gravité du chômage. À lire la liste des plans sociaux annoncés, ceux qui sont déjà en cours, comme chez Airbus, Alcatel-Lucent, Kodak ou Nestlé, ou ceux qui sont prévus, comme chez ARKEMA, Michelin ou Peugeot-Citroën, on voit défiler le nom de toutes les entreprises du CAC 40, ou presque, ces mêmes entreprises dont les dirigeants se vantent de profits exceptionnels.

C'est le contrôle étroit, quotidien, par les travailleurs et la population concernée qui permettra de vérifier que les licenciements collectifs ne sont jamais justifiés et qui permettra de s'y opposer. L'on peut maintenir les emplois en prenant sur les bénéfiques, soit ceux de l'année, soit sur ceux qui ont été accumulés dans les années précédentes.

Et puis, il faut les 35 heures sans dérogation. Il faut les généraliser à toutes les entreprises, interdire les heures supplémentaires et remplacer celles qui seraient nécessaires par des embauches supplémentaires.

Il faut remplacer tous les contrats précaires par des CDI et, pour éviter les temps partiels imposés, ne pas autoriser qu'un salaire puisse être inférieur au Smic même si le temps de travail est inférieur à 35 heures.

Mais il n'y a pas que les mesures en direction des grandes entreprises. L'État lui-même a supprimé, au fil du temps, des centaines de milliers de postes dans les services publics ou dans l'administration, emplois qui contribuaient à la vie quotidienne des classes populaires.

Les augmentations sélectives de l'impôt sur les bénéfiques des sociétés et de l'impôt sur les hauts revenus dont j'ai parlé tout à l'heure devraient servir à inverser le mouvement et à créer des emplois utiles dans les services publics.

En réformant l'impôt, l'État peut et doit embaucher immédiatement du personnel dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à La Poste, dans l'Éducation nationale.

Le personnel hospitalier travaille à la limite de ses possibilités. Les heures supplémentaires, en principe récupérables, ne sont jamais récupérées. Bien des hôpitaux ne pourraient tout simplement pas fonctionner s'ils n'imposaient pas au personnel des horaires de travail usants. Et, malgré les sacrifices imposés au personnel, on ferme des salles dans les grands hôpitaux des grandes villes. On ferme aussi des petits hôpitaux en province ou des maternités de proximité.

Et puis, il faut aussi embaucher à La Poste. Les fermetures de bureaux de poste dans les villages non seulement gâchent la vie, celle en particulier des personnes âgées ou qui ont du mal à se déplacer, mais contribuent à la décomposition de toute la vie sociale. Dans les grandes villes, le facteur qui passait deux fois par jour, fait partie de lointains souvenirs. Se rendre dans un bureau de poste en ville, même pour une opération simple et quotidienne, devient une épreuve, tant les files d'attente sont longues et le personnel débordé.

Il faut embaucher dans les transports en commun urbains et à la SNCF. Il faut embaucher et former des instituteurs, des professeurs, du personnel technique et médical dans l'Éducation nationale.

Et puis, il faut embaucher dans un nouveau service public à créer, un office national du logement, qui prendrait en main la construction des logements HLM qui manquent. Car la situation du logement populaire dans ce pays constitue une véritable catastrophe sociale. Les chiffres sont aujourd'hui largement connus. Selon la Fondation Abbé-Pierre, il y a un million trois cent mille familles inscrites sur les listes d'attente des HLM, trois millions de personnes sont mal logées.

La gravité de la crise est évidente. Il est inacceptable, il est scandaleux qu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, dans un des pays les plus riches de la planète, trois millions de personnes soient obligées de vivre dans des hôtels vétustes, dans des logements délabrés, dans des taudis infects, voire dans des caravanes, alors qu'il est possible, tout aussi bien sur le plan technique que sur le plan du financement, de construire le nombre de logements nécessaire pour résorber la crise du logement en trois ans !

En 2005, les entreprises ont bénéficié de 65 milliards d'aides publiques directes, et depuis, cela a encore augmenté. En outre, il y a plus de 35 milliards par an d'aides indirectes passant par le biais de surfacturations de produits et de services achetés par l'État, de terrains viabilisés offerts aux entreprises qui daignent s'installer quelque part ou encore par le biais de multiples avantages par lesquels l'État favorise les entreprises. Cela fait au bas mot 100 milliards par an qui sont donnés à fonds perdus aux entreprises, c'est-à-dire à leurs propriétaires, sans que ce soit utile en quoi que ce soit à la collectivité sans que le chômage cesse d'augmenter.

Et on continue à dépenser ainsi l'argent public, année après année, sous tous les gouvernements, alors que la crise du logement populaire est telle qu'elle devrait être une priorité nationale !

Avec ces 100 milliards annuels, il est possible de construire un million de logements à 100.000 euros l'unité. Et si l'État embauche lui-même sans que les bétonneurs à la Bouygues prélèvent leur part de profit, il est probable que la construction coûte moins cher encore. En trois ans, le problème du logement populaire pourrait être réglé, en ayant non seulement satisfait les besoins immédiats, mais en les ayant dépassés en prévision de l'avenir pour faire aussi, par contrecoup, baisser les loyers du privé.

En ce qui concerne le foncier, l'État ne doit pas accepter pour ses projets la hausse spéculative des dernières années. Il faut réquisitionner à prix zéro les immeubles, les hôtels et les taudis que les marchands de sommeil mettent en location. Les propriétaires ont suffisamment gagné d'argent en louant depuis des années leurs taudis à des prix prohibitifs.

Et si c'est un office public qui centralise la gestion de la construction, il est possible de planifier de façon à éviter les ghettos, et de disperser les logements populaires en en construisant aussi dans les centres-villes.

Quant à la baisse du pouvoir d'achat, depuis le blocage des salaires, elle concerne même ceux qui ont un emploi stable. Les salaires augmentent plus lentement que les prix et, surtout, les gouvernements successifs ont ajouté des prélèvements, comme la CSG ou le RDS, la hausse du forfait hospitalier, le non-remboursement ou le remboursement seulement partiel des médicaments ou des consultations médicales. Tout cela pèse sur le pouvoir d'achat.

Il est indispensable d'augmenter tous les salaires de 300 euros net, rien que pour retrouver le pouvoir d'achat volé au fil des ans. Aucun salaire ne doit être inférieur à 1500 euros net par mois, pas plus qu'aucune retraite ou allocation pour handicapé. C'est un minimum pour vivre aujourd'hui !

Voilà le programme absolument nécessaire pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes populaires.

Ce n'est bien sûr pas celui de Sarkozy, mais ce n'est pas non plus celui de Ségolène Royal. Et si Sarkozy peut aggraver encore les choses, Ségolène Royal ne pourra absolument pas les améliorer vraiment car elle laissera les mains entièrement libres au grand capital.

Ce programme exige des mesures autoritaires. L'État bourgeois lui-même sait, en temps de guerre, prendre de telles mesures. Eh bien, la lutte contre le chômage, contre la misère exige une politique au moins aussi autoritaire car c'est une question de survie de toute la population.

Un gouvernement qui aurait pour préoccupation d'arrêter la dégradation du sort des classes populaires pourrait appliquer ce programme. Mais il faudrait pour cela être décidé à affronter la bourgeoisie pour l'obliger à renoncer à une partie des privilèges qu'elle s'est appropriés au cours des vingt-cinq dernières années, au détriment des classes laborieuses. Aucun gouvernement de droite ou de gauche ne le fera naturellement car aucun d'eux ne voudra toucher un tant soit peu aux intérêts de la classe riche.

Cela va de soi pour Sarkozy ou pour Bayrou qui est sa copie conforme sur le plan social. Je ne discuterai pas leur programme, ici : le simple fait, de la part de Sarkozy, de n'avoir rien d'autre à dire à ceux qui ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois qu'il faut "travailler plus pour gagner plus", alors que près de trois millions de personnes n'ont pas de travail du tout et qu'à peu près autant des précaires voudraient bien travailler plus, témoigne du cynisme de cet homme et de son mépris des classes populaires.

Sur cette question, Le Pen, de Villiers, Sarkozy, ont tous le même programme, et Bayrou ne se distingue que dans les formulations. Et puis la droite vient de passer cinq ans au pouvoir, on a pu mesurer tous les dégâts de sa politique. Mais on a pu mesurer aussi auparavant que la gauche au gouvernement ne faisait guère mieux.

Le gouvernement Jospin a pris un certain nombre de mesures, comme le PACS ou la CMU qui représentent des avancées non négligeables, mais des avancées qui ne coûtent rien à un patronat intouchable. Mais pas plus que la droite ne l'a voulu, la gauche n'a osé prendre des mesures qui pouvaient toucher si peu que ce soit aux privilèges exorbitants de la grande bourgeoisie. Et il suffit encore de voir la campagne de Ségolène Royal qui se garde bien de prendre des engagements et qui pourraient, dès maintenant, fâcher le patronat. Elle préfère ne pas être élue que faire ce choix.

Même le Smic à 1500 euros, elle en parle de moins en moins. Et pourtant, il s'agit, pour elle, de 1500 euros bruts, c'est-à-dire 1254 euros net seulement, et pas dès son arrivée à la présidence, mais seulement "dès que c'est possible" ou à la fin de la législature ! Ce qui veut dire que, d'ici là, un tel Smic ne représentera pas plus de pouvoir d'achat, et plutôt moins, que celui d'aujourd'hui.

Et pour les autres salaires, il n'y a que cette promesse vague de demander à ceux qu'elle appelle les "partenaires sociaux" d'entamer des négociations. On sait en quoi consistent les négociations entre les patrons et les syndicats : les patrons disent non et les syndicats enregistrent.

Quant au chômage, à part les emplois-tremplins, si bien nommés pour dire qu'ils seront des sauts dans l'inconnu, il y a sa nouvelle trouvaille, le Contrat Première Chance, qui est le frère jumeau du Contrat Première Embauche de Villepin, rejeté grâce à la mobilisation de la jeunesse. Ce contrat déborde même le CPE sur son côté pro-patronal : on ne se contente plus de supprimer les charges pour les patrons, mais l'État paie aussi les salaires à leur place ! Quel est le petit patron qui ne va pas se débarrasser du plus vieux de ses salariés ou du dernier embauché pour engager un plus jeune à ce tarif-là ?

Du côté du logement, la promesse de construire 120 000 logements par an, que contiennent les "cent propositions" de Ségolène Royal, ne permettrait à tous ceux qui sont sur les listes d'attente des HLM d'avoir un toit que d'ici dix ans.

Si Ségolène Royal est élue, elle défendra, comme tous ses prédécesseurs de gauche comme de droite, les intérêts du grand capital. Mais ce faisant, elle ne pourra résoudre aucun des problèmes des classes populaires. Elle ne pourra rien pour résorber le chômage. Elle ne fera rien pour arrêter l'effondrement du pouvoir d'achat. Elle ne fera rien pour régler la crise du logement populaire.

Avec elle à la présidence, comme avec n'importe qui d'autre, la classe ouvrière n'aura que ce qu'elle sera capable d'imposer elle-même.

Depuis le début de cette campagne, Sarkozy louche vers l'électorat du Front National et Royal cherche à concurrencer Sarkozy sur son terrain.

Tout cela représente un glissement à droite de l'ensemble. Ce qui finit par surnager dans tout ce concert, ce sont les idées réactionnaires formulées parfois de la pire des façons.

Et si, contrairement à 2002, Le Pen ne sera pas présent au deuxième tour, ses idées réactionnaires, ses slogans rétrogrades, auront marqué toute la campagne électorale.

Je voudrais revenir sur le débat à propos des drapeaux, de La Marseillaise et de l'identité nationale. De la droite jusqu'à la gauche, PC compris, on a entendu une surenchère de discours, la droite affirmant qu'il ne fallait pas laisser ce terrain à l'extrême droite, et la gauche qu'il ne fallait pas le laisser à la droite.

Gauche oblige, le PS comme le PC se sont justifiés en rappelant les origines révolutionnaires du drapeau tricolore. Oh oui, il fût un temps, il y a plus de deux siècles où le drapeau tricolore était le drapeau de la révolution !

Mais, depuis que la France bourgeoise est devenue la France impérialiste, c'est sous ce drapeau que les troupes françaises ont massacré lors de la conquête de l'Algérie, de Madagascar, de l'Indochine, puis qu'on a assassiné ceux qui osaient remettre en cause la domination coloniale française. Dans tous ces pays, le drapeau français n'est pas le symbole de la liberté, mais celui de l'oppression et des oppresseurs.

Et puis, en France même, c'est sous ce drapeau qu'on a massacré les Communards et qu'on a tiré sur bien des grévistes et des manifestants, il n'y a pas si longtemps encore.

Mais, au fond, il n'y a pas à s'étonner que Ségolène Royal se l'approprie car son parti, le PS, a été celui qui a mené sous ce drapeau, pendant plusieurs années, la sale guerre d'Algérie qui a fait près d'un million de morts !

Eh bien, pour notre part, nous ne reconnaissons pas ce drapeau comme le nôtre. C'est le drapeau des fusilleurs, et nous, nous sommes du côté des fusillés. Et notre drapeau n'est pas le drapeau tricolore, mais le drapeau rouge, le drapeau des ouvriers, le drapeau de la révolution !

Toute la presse prétend, sur la base des sondages, que jamais depuis 1969 les intentions de vote en faveur de la gauche, toutes tendances confondues, n'ont été aussi basses. Les dirigeants de la gauche réformatrice y sont pour beaucoup, aussi bien par leur politique au gouvernement dans le passé que par leur alignement sur la droite dans la campagne présente, et, surtout, par leur refus de s'engager sur des objectifs susceptibles de changer la vie des classes populaires.

Et puis, ne l'oublions jamais, si la droite est pour ainsi dire tout le temps majoritaire dans l'électorat, c'est parce qu'une partie importante du monde du travail, les travailleurs immigrés, sont écartés du droit de vote. La gauche avait pourtant promis de donner ce droit de vote au moins dans certaines élections mais, au gouvernement, elle ne l'a jamais fait.

Alors, bien sûr, je suis pour que le droit de vote soit accordé aux millions de travailleurs qui vivent et qui travaillent dans ce pays, et à toutes les élections. Ce sera non seulement un geste démocratique élémentaire, mais aussi un renforcement politique du monde du travail et, surtout, des plus exploités.

Même si les travailleurs immigrés avaient cependant ce droit, cela ne leur suffirait pas pour se défendre efficacement, pas plus que cela ne le suffit aux travailleurs qui ont déjà une carte d'électeur en poche.

Mais demain, dans les luttes que les travailleurs seront obligés de mener pour imposer les objectifs susceptibles de changer réellement leur situation, il n'y aura pas de différence entre ceux qui ont une carte d'électeur et ceux qui n'en ont pas. Quelle que soit nos origines, on constitue une seule et même classe ouvrière dont le patronat est le seul adversaire, et ensemble dans la lutte, nous aurons le poids pour imposer une politique qui tiendra compte de nos intérêts !

Je sais bien qu'une grande partie de l'électorat populaire attend de cette présidentielle que Sarkozy soit écarté de la présidence. Ce souhait, je le comprends. Mais, au premier tour, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

En votant pour ma candidature, vous voterez, bien sûr, contre Sarkozy et tout ce qu'il représente de soumission au grand patronat, de cynisme vis-à-vis des classes populaires.

Vous voterez aussi, bien sûr, contre Le Pen et son ombre, de Villiers. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom de ce millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière.

Mais vous voterez aussi contre la politique que défend Ségolène Royal et qu'elle essaie de faire passer pour la seule politique opposable à la droite, alors qu'elle lui ressemble de plus en plus.

Au premier tour, il faut avertir Ségolène Royal que, si elle est élue, elle n'a pas un chèque en blanc et que les travailleurs, les classes populaires, ne la laisseraient pas mener la politique de la droite sans réagir.

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que, face au camp patronal représenté aussi bien par les principaux candidats de la droite que par la candidate de la gauche, s'affirme le camp des travailleurs !

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que les objectifs que j'ai développés deviennent ceux des luttes à venir de tous les travailleurs !

\*\*\*

<campagne=2007>04.19 - <locuteur.rice=Arlette\_Laguiller> - Nantes <lieu=Nantes> <texte=44>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Quel que soit son résultat final, cette présidentielle ne changera pas la vie des classes populaires. Celle ou celui qui sera investi après le deuxième tour mènera la politique que le grand patronat estimera utile à ses intérêts.

Oh, bien sûr, suivant qui sera élu, la justification ne sera pas la même ! Les mots seront différents mais le fond sera le même. Car, si on élit le président de la République et ceux qui détiennent le pouvoir politique, on n'élit pas ceux qui, grâce à leurs capitaux, dominent la vie économique et, par là même, la vie sociale et tout le reste.

Au deuxième tour, il n'y aura le choix qu'entre deux candidats, entre le pire et le moins pire, mais pas vraiment le choix entre deux politiques.

Le PS matraque sur le thème de ce qu'il appelle le "vote utile", c'est-à-dire voter pour Ségolène Royal dès le premier tour pour assurer sa présence au second.

Nous ne pouvons pas deviner, bien sûr, qui sera présent au deuxième tour, mais il est quand même invraisemblable que Ségolène Royal n'y soit pas. Si le chantage du PS marchait, son seul résultat serait de réduire l'électorat d'extrême gauche et même celui de son futur allié, le PC, alors que Bayrou comme Le Pen feront le plein de leurs voix respectives. Moins Ségolène Royale prend des engagements sur les problèmes vitaux des classes populaires, plus le PS tente d'empêcher les critiques venant de sa gauche, en particulier venant de l'extrême gauche.

Eh bien, la véritable menace sur le plan électoral pour les classes populaires réside justement là ! Si Ségolène Royal était élue, elle se servirait du résultat des votes pour s'aligner sur l'électorat de droite, encore plus que pendant la campagne. Elle serait d'autant moins gênée de reprendre la politique de la droite que ne s'exprimera pas une critique de son programme sur sa gauche. Il ne faut pas marcher dans le chantage !

L'élection du président, c'est au deuxième tour que cela se passe. Et quel que soit celui qui sera élu, les classes populaires ont intérêt à ce que s'expriment au premier tour, sur ma candidature, tous ceux qui n'acceptent pas que Ségolène Royal, une fois élue, mène une politique de droite et ne donne aucune réponse aux problèmes essentiels des classes populaires : le chômage massif, la baisse du pouvoir d'achat et la crise du logement.

Eh bien, pour ma part, j'affirme que, oui, il serait possible de préserver les travailleurs et l'ensemble de la société de ces catastrophes

Les mesures qu'il serait nécessaire de prendre sont des mesures radicales mais simples, claires et parfaitement réalisables, sans même qu'aucune n'implique l'expropriation du grand capital et la transformation de la propriété privée des grandes entreprises en propriété collective.

Que la droite ne se soucie pas de l'inexorable descente vers la misère de tous ceux qui vivent et travaillent sans exploiter personne, est dans l'ordre des choses. La droite défend ouvertement les intérêts du grand patronat, et elle trouve normal que les riches s'enrichissent en appauvrissant les autres. Elle trouve normal que les grandes entreprises mettent à la porte des centaines ou des milliers de salariés simplement pour voir le cours de leurs actions en Bourse gagner quelques points.

Quand j'ai avancé ces mesures pour la première fois, lors de l'élection présidentielle de 1995, il y a douze ans déjà, alors que la crise n'était pas encore si grave, j'étais bien seule à en populariser

l'idée. Certaines d'entre elles sont reprises aujourd'hui par d'autres candidats d'extrême gauche. Bien sûr, elles ne sont pas reprises, et je ne m'en étonne pas, par ceux qui ont une chance d'arriver au pouvoir.

Dès que j'ai avancé ce programme de défense des travailleurs, à l'époque sous le nom de "programme d'urgence" ou de "plan d'urgence", j'ai dit qu'on ne pouvait compter ni sur la droite, ouvertement au service du grand patronat, ni sur la gauche, hypocritement servile envers lui.

Il aurait fallu que ces mesures indispensables pour les travailleurs soient imposées, aussi bien au gouvernement qu'au grand patronat, par mouvement social assez puissant pour les faire reculer. Un tel mouvement ne s'est pas produit.

En l'absence d'un coup d'arrêt, la dégradation sociale n'a jamais cessé. Le patronat a bénéficié du chômage pour contenir, voire faire baisser les salaires, pour accroître le rythme du travail, pour licencier et faire faire plus de travail avec moins d'ouvriers, pour aggraver l'exploitation. Et le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, reprenant un plan préparé par Jospin, a finalement réussi à repousser l'âge de la retraite et a diminué les pensions pour à peu près tout le monde.

Les gouvernements, ceux de droite bien sûr, mais aussi le gouvernement de la Gauche plurielle ont exécuté servilement les exigences du grand patronat. On a connu la dégradation de tous les services publics dont les plus rentables ont été livrés au privé, la flexibilité du travail, la généralisation des contrats précaires.

Tout cela fait que, pour les travailleurs, si les choses ont changé depuis 1995, c'est en pire !

Au cours des douze dernières années, le pouvoir d'achat des salariés a reculé et le chômage n'a pas diminué malgré les manipulations statistiques et les mensonges de ceux qui nous gouvernent. Et, quant à la crise du logement, elle s'est considérablement aggravée au cours des dernières années en raison de la spéculation immobilière qui a fait s'envoler les prix au point qu'une fraction croissante des classes populaires est mal, très mal ou pas du tout logée.

Cela ne peut pas continuer comme ça ! Il y aura, tôt ou tard, une explosion sociale. C'est à ce moment-là qu'il sera important que le mouvement ne se trompe pas d'objectifs et ne prenne pas l'accessoire pour l'essentiel.

Le programme sur lequel je demande aux électeurs populaires de se prononcer en votant pour ma candidature est un programme de défense des travailleurs pour empêcher qu'une fraction croissante de la principale classe productive de la société soit poussée vers la misère.

Ce programme, même s'il ne s'attaque pas à la propriété privée des entreprises, implique cependant que l'on impose une autre utilisation des profits gigantesques que réalisent depuis plusieurs années toutes les entreprises, en particulier les plus grandes. Et, au contraire de ce qu'ont fait tous les gouvernements de droite comme de gauche au cours des dernières années, ce programme implique qu'au lieu de privilégier les intérêts de la classe capitaliste, on cherche à rétablir un peu l'équilibre en prenant sur les privilèges économiques des propriétaires de capitaux pour améliorer le sort des classes populaires.

Il faut, en effet, financer les mesures favorables aux classes populaires par le budget de l'État alimenté par une augmentation sélective des impôts, une augmentation qui frappe plus fort les bénéficiaires des sociétés et les plus hauts revenus.

Le budget de l'État joue de moins en moins un rôle de compensation des inégalités de revenus. C'est même l'inverse. Depuis plusieurs années, il donne bien plus aux groupes industriels et financiers que ce qu'il en reçoit en impôts. Qu'il soit seulement dit que, dans la même année 2005, le montant total de l'impôt sur les sociétés a rapporté au budget la somme de 53 milliards d'euros, alors que rien que les aides publiques directes aux entreprises se sont montées à 65 milliards d'euros !

Il n'y a aucune nécessité économique ou sociale d'avoir fait baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés des 50 % qu'il était sous Giscard, il y a trente ans, aux 33 % qu'il est actuellement ! Cette diminution n'a fait que contribuer à l'explosion des profits et à diminuer les ressources de l'État au détriment de tous les services publics utiles à la population. L'impôt sur les bénéfices pourrait et devrait être immédiatement ramené aux 50 % qu'il était auparavant ce qui ferait rentrer chaque année 27 milliards d'euros de plus dans les caisses de l'État.

Par ailleurs, l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit être modifié. Il est injuste que les revenus les plus élevés soient les moins imposés en proportion, à cause de la réduction du nombre des tranches et de la limitation des tranches supérieures de l'impôt, limitation à laquelle ont contribué tous les gouvernements.

Donc, pour que le budget de l'État permette de rétablir le rôle des services publics et de construire les logements sociaux nécessaires, il faut rétablir l'impôt sur les bénéfices et les tranches supérieures supprimées de l'impôt sur le revenu.

De plus, les plus riches bénéficient d'une multitude de dégrèvements d'impôt, pour l'emploi de personnel domestique, pour des investissements dans l'immobilier locatif, pour l'achat de navires de plaisance, pour les placements dans les DOM-TOM. L'ensemble de ces niches fiscales représenterait 40 milliards de manque à gagner pour les caisses de l'État. Il n'est que justice qu'elles soient supprimées !

"Prendre sur le profit" signifie qu'on contraigne les plus riches à participer à l'effort nécessaire pour faire face à la crise sociale dramatique que représentent le chômage de masse, les bas salaires et la situation du logement.

Si l'entreprise est créatrice de richesses, comme aiment à nous le rappeler les économistes - en général pour nier les droits des travailleurs -, ce n'est pas grâce aux propriétaires, mais grâce à ceux qui y travaillent, grâce à ceux qui font tourner les chaînes de l'industrie automobile, qui font couler le béton pour les constructions ; grâce aux manœuvres ou aux chercheurs, grâce aux caissières de supermarchés et aux employés des banques.

C'est pour cela qu'un programme de défense des travailleurs signifie nécessairement qu'il faut que les travailleurs, les salariés en général, puissent contrôler ce qui se passe dans leur propre entreprise, celle dont ils assurent collectivement le fonctionnement. Et, étant donné l'importance sociale de certaines entreprises qui jouent un rôle majeur dans l'économie, il faut que les consommateurs, que la population, participent à ce contrôle et aient accès à toutes les informations concernant ces entreprises.

La première mesure à prendre pour permettre un tel contrôle est de supprimer les lois sur le secret commercial, bancaire et industriel qui interdisent aujourd'hui de divulguer ce que l'on sait d'une entreprise et de ses pratiques.

Il faut que les employés, les comptables, les secrétaires, les ouvriers, les magasiniers, puissent dire si ce que les dirigeants des entreprises déclarent est vrai ou faux et qu'ils puissent vérifier si ce qu'on leur fait faire dans leurs entreprises correspond bien à ce qui est utile à la société.

Ce dont je parle, c'est du contrôle de la comptabilité ordinaire, quotidienne, aussi bien des recettes que des dépenses et de leur nature. Le contrôle de qui sont les fournisseurs d'une entreprise et pourquoi on les choisit. Qu'achète-t-on à un sous-traitant et à quel prix ?

Il est à la mode dans les grandes entreprises d'externaliser telle production ou tel service. Il faut pouvoir contrôler pourquoi. À qui cela profite-t-il et au détriment de qui ?

Et dans le cadre du grand commerce, il faut contrôler quels sont les prix payés aux producteurs de viande, de légumes, de fruits, surtout aux petits producteurs. Quelle est la marge du grand commerce sur les produits de consommation courante non industrielle ?

Et à quoi sert le profit dégagé ? Les défenseurs en de l'ordre capitaliste nous expliquent que le profit, c'est nécessaire parce que, suivant leur slogan d'il y a quelques années, "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain" ! C'est un mensonge ! Un des aspects majeurs de la crise économique dans sa phase actuelle est que, si les profits sont élevés, voire sans précédent, ils ne servent pas aux véritables investissements.

Ce que les financiers et les bilans comptables appellent aujourd'hui les investissements, c'est seulement le fait de racheter tout ou partie d'une autre entreprise, concurrente ou pas, avec pour objectif principal de racheter son marché. Cette opération ne se traduit pas par la création de nouvelles usines, de nouvelles forces productives, mais seulement par une concentration financière. Elle ne se traduit pas par la création de nouveaux emplois, mais au contraire par des restructurations, par l'élimination de prétendus doublons et par des licenciements.

La fusion récente de deux grandes entreprises en équipements de télécommunication, Alcatel et Lucent, en fournit l'illustration. Plus de 12.000 personnes se retrouvent sur le pavé, dont 1.500 en France.

Airbus comme Alcatel-Lucent licencient des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens, des travailleurs hautement qualifiés. Aucun diplôme ne protège du chômage et pour le patronat, un ingénieur est une unité comptable comme un ouvrier sur chaîne, qu'il jette à la porte, sans état d'âme, s'il n'en espère plus le profit escompté !

Voilà pourquoi tout corporatisme, toute illusion que c'est en se cramponnant aux intérêts de sa catégorie que l'on se défend le mieux, est nuisible à nos propres intérêts. Par delà les catégories, par delà les barrières artificielles qu'on dresse entre travailleurs, c'est seulement ensemble que nous pouvons nous défendre !

Pour en revenir au contrôle, élément essentiel d'un programme de défense de la population travailleuse, il faut aussi se donner les moyens de connaître les projets à court et à long terme de l'entreprise. Il est, par exemple, inadmissible que sa direction puisse préparer un plan de licenciements longtemps à l'avance et que les travailleurs n'en soient avertis que lorsque le couperet tombe.

Le contrôle exige aussi qu'on puisse rendre publics, c'est-à-dire accessibles à tous, les revenus, les avoirs et les biens de tous les grands patrons, de leurs alliés, de leurs hommes de paille. Le contrôle est indispensable pour pouvoir imposer au patronat les mesures d'urgence destinées à résorber le chômage.

Ce n'est ni exproprier, ni nationaliser les entreprises privées mais simplement les rendre transparentes en permanence pour la population.

Ce contrôle est aussi de l'intérêt des autres classes populaires, les petits paysans, les petits pêcheurs, écrasés par les grandes chaînes de distribution et les artisans étran­glés par les banques.

Ce sont les grandes entreprises qui ont une responsabilité majeure dans la gravité du chômage. La liste est longue des plans sociaux annoncés, ceux qui sont déjà en cours, comme chez Airbus, Alcatel-Lucent, Kodak, Nestlé, ou encore à France Télécom, ceux qui sont prévus, comme chez ARKEMA, Michelin ou Peugeot-Citroën ou Renault.

C'est le contrôle étroit, quotidien, par les travailleurs et la population concernée qui permettra de vérifier que les licenciements collectifs ne sont jamais justifiés et qui permettra de s'y opposer. L'on peut maintenir les emplois en prenant sur les bénéfici­es, soit ceux de l'année, soit sur ceux qui ont été accumulés dans les années précédentes.

Et puis, il faut les 35 heures sans dérogation. Il faut les généraliser à toutes les entreprises, interdire les heures supplémentaires et remplacer celles qui seraient nécessaires par des embauches supplémentaires.

Il faut remplacer tous les contrats précaires par des CDI et, pour éviter les temps partiels imposés, ne pas autoriser qu'un salaire puisse être inférieur au Smic même si le temps de travail est inférieur à 35 heures.

Mais il n'y a pas que les mesures en direction des grandes entreprises. L'État lui-même a supprimé, au fil du temps, des centaines de milliers de postes dans les services publics ou dans l'administration, emplois qui contribuaient à la vie quotidienne des classes populaires.

Les augmentations sélectives de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et de l'impôt sur les hauts revenus dont j'ai parlé tout à l'heure devraient servir à inverser le mouvement et à créer des emplois utiles dans les services publics.

En réformant l'impôt, l'État peut et doit embaucher immédiatement du personnel dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à La Poste, dans l'Éducation nationale ou dans les crèches à construire.

Le personnel hospitalier travaille à la limite de ses possibilités. Les heures supplémentaires, en principe récupérables, ne sont jamais récupérées. Bien des hôpitaux ne pourraient tout simplement pas fonctionner s'ils n'imposaient pas au personnel des horaires de travail usants. Et, malgré les sacrifices imposés au personnel on ferme des salles dans les grands hôpitaux des grandes villes. On ferme aussi des petits hôpitaux en province ou des maternités de proximité.

Et puis, il faut aussi embaucher à La Poste. Les fermetures de bureaux de poste dans les villages non seulement gâchent la vie, celle en particulier des personnes âgées ou qui ont du mal à se déplacer, mais contribuent à la décomposition de toute la vie sociale. Dans les grandes villes, le facteur qui passait deux fois par jour, fait partie de lointains souvenirs. Se rendre dans un bureau de poste en ville, même pour une opération simple et quotidienne, devient une épreuve, tant les files d'attente sont longues et le personnel débordé.

Il faut embaucher dans les transports en commun urbains et à la SNCF. Il faut embaucher et former des instituteurs, des professeurs, du personnel technique et médical dans l'Éducation nationale.

Et puis, il faut embaucher dans un nouveau service public à créer, un office national du logement, qui prendrait en main la construction des logements HLM qui manquent. Car la situation du logement populaire dans ce pays constitue une véritable catastrophe sociale. Les chiffres sont aujourd'hui largement connus. Selon la Fondation Abbé-Pierre, il y a un million trois cent mille familles inscrites sur les listes d'attente des HLM, trois millions de personnes sont mal logées.

La gravité de la crise est évidente. Il est inacceptable, il est scandaleux qu'au XXIème siècle, dans un des pays les plus riches de la planète, trois millions de personnes soient obligées de vivre dans des hôtels vétustes, dans des logements délabrés, dans des taudis infects, voire dans des caravanes, alors qu'il est possible, tout aussi bien sur le plan technique que sur le plan du financement, de construire le nombre de logements nécessaire pour résorber la crise du logement en trois ans !

En 2005, les entreprises ont bénéficié de 65 milliards d'aides publiques directes, et depuis, cela a encore augmenté. En outre, il y a plus de 35 milliards par an d'aides indirectes passant par le biais de surfacturations de produits et de services achetés par l'État, de terrains viabilisés offerts aux entreprises qui daignent s'installer quelque part ou encore par le biais de multiples avantages par lesquels l'État favorise les

entreprises. Cela fait au bas mot 100 milliards par an qui sont donnés à fonds perdus aux entreprises, c'est-à-dire à leurs propriétaires, sans que ce soit utile en quoi que ce soit à la collectivité sans que le chômage cesse d'augmenter.

Et on continue à dépenser ainsi l'argent public, année après année, sous tous les gouvernements, alors que la crise du logement populaire est telle qu'elle devrait être une priorité nationale !

Avec ces 100 milliards annuels, il est possible de construire un million de logements à 100.000 euros l'unité. Et si l'État embauche lui-même sans que les bétonneurs à la Bouygues prélèvent leur part de profit, il est probable que la construction coûte moins cher encore. En trois ans, le problème du logement populaire pourrait être réglé, en ayant non seulement satisfait les besoins immédiats, mais en les ayant dépassés en prévision de l'avenir pour faire aussi, par contrecoup, baisser les loyers du privé.

En ce qui concerne le foncier, l'État ne doit pas accepter pour ses projets la hausse spéculative des dernières années. Il faut réquisitionner à prix zéro les immeubles, les hôtels et les taudis que les marchands de sommeil mettent en location. Les propriétaires ont suffisamment gagné d'argent en louant depuis des années leurs taudis à des prix prohibitifs !

Et si c'est un office public qui centralise la gestion de la construction, il est possible de planifier de façon à éviter les ghettos, et de disperser les logements populaires en en construisant aussi dans les centres-villes.

Quant à la baisse du pouvoir d'achat, depuis le blocage des salaires, elle concerne même ceux qui ont un emploi stable. Les salaires augmentent plus lentement que les prix et, surtout, les gouvernements successifs ont ajouté des prélèvements, comme la CSG ou le RDS, la hausse du forfait hospitalier, le non-remboursement ou le remboursement seulement partiel des médicaments ou des consultations médicales. Tout cela pèse sur le pouvoir d'achat.

Il est indispensable d'augmenter tous les salaires de 300 euros net, rien que pour retrouver le pouvoir d'achat volé au fil des ans. Aucun salaire ne doit être inférieur à 1500 euros net par mois, pas plus qu'aucune retraite ou allocation pour handicapé. C'est un minimum pour vivre aujourd'hui !

Voilà le programme absolument nécessaire pour arrêter la dégradation des conditions d'existence des classes populaires.

Ce n'est bien sûr pas celui de Sarkozy, mais ce n'est pas non plus celui de Ségolène Royal. Et si Sarkozy peut aggraver encore les choses, Ségolène Royal ne pourra absolument pas les améliorer vraiment car elle laissera les mains entièrement libres au grand capital.

Ce programme exige des mesures autoritaires. L'État bourgeois lui-même sait, en temps de guerre, prendre de telles mesures. Eh bien, la lutte contre le chômage, contre la misère exige une politique au moins aussi autoritaire car c'est une question de survie de toute la population.

Un gouvernement qui aurait pour préoccupation d'arrêter la dégradation du sort des classes populaires pourrait appliquer ce programme. Mais il faudrait pour cela être décidé à affronter la bourgeoisie pour l'obliger à renoncer à une partie des privilèges qu'elle s'est appropriés au cours des vingt-cinq dernières années, au détriment des classes laborieuses. Aucun gouvernement de droite ou de gauche ne le fera naturellement car aucun d'eux ne voudra toucher un tant soit peu aux intérêts de la classe riche.

Cela va de soi pour Sarkozy ou pour Bayrou qui est sa copie conforme sur le plan social. Je ne discuterai pas leur programme, ici : le simple fait, de la part de Sarkozy, de n'avoir rien d'autre à dire à ceux qui ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois qu'il faut "travailler plus pour gagner plus", alors que près de trois millions de personnes n'ont pas de travail du tout et qu'à peu près autant des précaires voudraient bien travailler plus, témoigne du cynisme de cet homme et de son mépris des classes populaires.

Sur cette question, Le Pen, de Villiers, Sarkozy, ont tous le même programme, et Bayrou ne se distingue que dans les formulations. Et puis la droite vient de passer cinq ans au pouvoir, on a pu mesurer tous les dégâts de sa politique.

Mais on a pu mesurer aussi auparavant que la gauche au gouvernement ne faisait guère mieux.

Le gouvernement Jospin a pris un certain nombre de mesures, comme le PACS ou la CMU qui représentent des avancées non négligeables, mais des avancées qui ne coûtent rien à un patronat intouchable. Mais pas plus que la droite ne l'a voulu, la gauche n'a osé prendre des mesures qui pouvaient toucher si peu que ce soit aux privilèges exorbitants de la grande bourgeoisie.

Et il suffit encore de voir la campagne de Ségolène Royal qui se garde bien de prendre des engagements et qui pourraient, dès maintenant, fâcher le patronat. Elle préfère ne pas être élue que faire ce choix.

Même le Smic à 1500 euros, elle en parle de moins en moins. Et pourtant, il s'agit, pour elle, de 1500 euros bruts, c'est-à-dire 1254 euros net seulement, et pas dès son arrivée à la présidence, mais seulement "dès que c'est possible" ou à la fin de la législature !

Et pour les autres salaires, il n'y a que cette promesse vague de demander à ceux qu'elle appelle les "partenaires sociaux" d'entamer des négociations. On sait en quoi consistent les négociations entre les patrons et les syndicats : les patrons disent non et les syndicats enregistrent.

Quant au chômage, à part les emplois-tremplins, si bien nommés pour dire qu'ils seront des sauts dans l'inconnu, il y a sa nouvelle trouvaille, le Contrat Première Chance, qui est le frère jumeau du Contrat Première Embauche de Villepin, rejeté grâce à la mobilisation de la jeunesse. Ce contrat déborde même le CPE sur son côté pro-patronal : on ne se contente plus de supprimer les charges pour les patrons, mais l'État paie aussi les salaires à leur place ! Quel est le petit patron qui ne va pas se débarrasser du plus vieux de ses salariés ou du dernier embauché pour engager un plus jeune à ce tarif-là ?

Du côté du logement, la promesse de construire 120 000 logements par an, que contiennent les "cent propositions" de Ségolène Royal, ne permettrait à tous ceux qui sont sur les listes d'attente des HLM d'avoir un toit que d'ici dix ans.

Si Ségolène Royal est élue, elle défendra, comme tous ses prédécesseurs de gauche comme de droite, les intérêts du grand capital. Mais ce faisant, elle ne pourra résoudre aucun des problèmes des classes populaires. Elle ne pourra rien pour résorber le chômage. Elle ne fera rien pour arrêter l'effondrement du pouvoir d'achat. Elle ne fera rien pour régler la crise du logement populaire.

Avec elle à la présidence, comme avec n'importe qui d'autre, la classe ouvrière n'aura que ce qu'elle sera capable d'imposer elle-même.

Depuis le début de cette campagne, Sarkozy louche vers l'électorat du Front National et Royal cherche à concurrencer Sarkozy sur son terrain.

Tout cela représente un glissement à droite de l'ensemble. Ce qui finit par surnager dans tout ce concert, ce sont les idées réactionnaires formulées parfois de la pire des façons.

Et si, contrairement à 2002, Le Pen ne sera pas présent au deuxième tour, ses idées réactionnaires, ses slogans rétrogrades, auront marqué toute la campagne électorale.

Je voudrais revenir sur le débat à propos des drapeaux, de La Marseillaise et de l'identité nationale. De la droite jusqu'à la gauche, PC compris, on a entendu une surenchère de discours, la droite affirmant qu'il ne fallait pas laisser ce terrain à l'extrême droite, et la gauche qu'il ne fallait pas le laisser à la droite.

Le PS comme le PC se justifient en rappelant les origines révolutionnaires du drapeau tricolore. Oh oui, il fût un temps, il y a plus de deux siècles où le drapeau tricolore était le drapeau de la révolution !

Mais, depuis que la France bourgeoise est devenue la France impérialiste, c'est sous ce drapeau que les troupes françaises ont massacré lors de la conquête de l'Algérie, de Madagascar, de l'Indochine, puis qu'on a assassiné ceux qui osaient remettre en cause la domination coloniale française. Dans tous ces pays, le drapeau français n'est pas le symbole de la liberté, mais celui de l'oppression et des oppresseurs.

Et puis, en France même, c'est sous ce drapeau qu'on a massacré les Communards et qu'on a tiré sur bien des grévistes et des manifestants, il n'y a pas si longtemps encore.

Mais il n'y a pas à s'étonner que Ségolène Royal se l'approprie car son parti, le PS, est de ceux qui ont mené sous ce drapeau, la sale guerre d'Algérie qui a fait près d'un million de morts !

Eh bien, pour notre part, nous ne reconnaissons pas ce drapeau comme le nôtre. C'est le drapeau des fusilleurs, et nous, nous sommes du côté des fusillés. Et notre drapeau n'est pas le drapeau tricolore, mais le drapeau rouge, le drapeau des ouvriers, le drapeau de la révolution !

Toute la presse prétend, sur la base des sondages, que jamais depuis 1969, les intentions de vote en faveur de la gauche, toutes tendances confondues, n'ont été aussi basses. Les dirigeants de la gauche réformatrice y sont pour beaucoup, aussi bien par leur politique au gouvernement dans le passé que par leur alignement sur la droite dans la campagne présente, et, surtout, par leur refus de s'engager sur des objectifs susceptibles de changer la vie des classes populaires.

Et puis, ne l'oublions jamais, si la droite est pour ainsi dire tout le temps majoritaire dans l'électorat, c'est parce qu'une partie importante du monde du travail, les travailleurs immigrés, sont écartés du droit de vote. La gauche avait pourtant promis de donner ce droit de vote au moins dans certaines élections mais, au gouvernement, elle ne l'a jamais fait.

Alors, bien sûr, je suis pour que le droit de vote soit accordé aux millions de travailleurs qui vivent et qui travaillent dans ce pays, et à toutes les élections. Ce sera non seulement un geste démocratique élémentaire, mais aussi un renforcement politique du monde du travail et, surtout, des plus exploités. Et il va de soi que je suis pour la régularisation des sans-papiers.

Mais demain, dans les luttes que les travailleurs seront obligés de mener pour imposer les objectifs susceptibles de changer réellement leur situation, il n'y aura pas de différence entre ceux qui ont une carte d'électeur et ceux qui n'en ont pas. Quelle que soit nos origines, on constitue une seule et même classe ouvrière dont le patronat est le seul adversaire, et ensemble dans la lutte, nous aurons le poids pour imposer une politique qui tiendra compte de nos intérêts !

Je sais bien qu'une grande partie de l'électorat populaire attend de cette présidentielle que Sarkozy soit écarté de la présidence. Ce souhait, je le comprends. Mais, au premier tour, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

En votant pour ma candidature, vous voterez, bien sûr, contre Sarkozy et tout ce qu'il représente de soumission au grand patronat, de cynisme vis-à-vis des classes populaires.

Vous voterez aussi, bien sûr, contre Le Pen et son ombre, de Villiers. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom de ce millionnaire réactionnaire, xénophobe et anti-ouvrier, s'affirme un électorat qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière.

Mais vous voterez aussi contre la politique que défend Ségolène Royal et qu'elle essaie de faire passer pour la seule politique opposable à la droite, alors qu'elle lui ressemble de plus en plus.

Au premier tour, il faut avertir Ségolène Royal que, si elle est élue, elle n'a pas un chèque en blanc et que les travailleurs, les classes populaires, ne la laisseraient pas mener la politique de la droite sans réagir.

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que, face au camp patronal représenté aussi bien par les principaux candidats de la droite que par la candidate de la gauche, s'affirme le camp des travailleurs !

En votant pour ma candidature, vous voterez pour que les objectifs que j'ai développés deviennent ceux des luttes à venir de tous les travailleurs !

\*\*\*

<campagne=2007>04.15 - <locuteur.rice=Jean-Marie\_Le\_Pen> - Meeting Paris <lieu=Paris> <texte=45>

Mes chers compatriotes,

Quelle joie de se retrouver, à la fin de cette campagne, ici même, au Palais des Sports de Paris, pour ce grand moment de fusion militante et d'espérance française !

Merci d'être venus si nombreux, amis militants et sympathisants, qui êtes depuis si longtemps messagers de notre combat et avant-garde de notre armée, à la veille d'un scrutin capital pour l'avenir de la nation française comme pour chacun d'entre nous.

À la fin de cette avant dernière semaine de campagne présidentielle, à sept jours du premier tour, qu'il me soit permis aussi de remercier tous ceux qui ont contribué à l'effort commun pour informer nos compatriotes des dimensions de l'enjeu, de nos analyses et nos propositions pour arracher la France et les Français au désastre où les ont conduits les politiciens du Système, de gauche comme de droite.

Merci d'abord aux élus et aux maires qui ont bravé les pressions, les menaces et les manœuvres scandaleuses de certains sous-marins du Système.

Merci à tous, dirigeants, militants du Front National et de l'Union Patriotique et à tous nos sympathisants qui ont œuvré partout en France, merci au FNJ et aux DPS.

Merci à l'équipe de campagne, aux CAPS et tout particulièrement à Marine qui en a été l'âme et l'animatrice infatigable.

Merci à Olivier Martinelli, mon directeur de Cabinet, et à tous mes collaborateurs directs.

Merci à Alain Vizier et à son équipe de communication.

Merci aux grandes manifestations qui ont organisé au cours de l'année de campagne, banquets, meetings, réunions, conférences de presse et à ses responsables, Jean-Michel Dubois, Yann Le Pen, organisateurs aussi de cette belle journée.

I- Partis maintenant depuis presque un an, nous avons fait front contre toutes les difficultés, en vue de l'étape qualificative du 22 avril, à trois semaines de l'étape décisive du 6 mai, après notre rendez-vous avec la sainte de la Patrie, Jeanne, le 1er mai prochain.

Depuis le début de l'année, la chasse aux pigeons est ouverte et les médias les rabattent sous les fusils des princes qui nous gouvernent.

Il n'est pas de sujet, si modeste qu'il soit, ni de fait divers banal qui ne justifie une prise de position des candidats du système, une promesse d'action, un plan "Marshall" de préférence.

Le blaireau et le rasoir à la main, les garçons coiffeurs qui se veulent des hommes d'État, promettent que "demain on rase gratis", que ce n'est pas une promesse de bateleur, qu'ils ne mentiront plus, qu'ils ne trahiront plus.

Il paraît même que certains citoyens du pays "le plus spirituel" de la Terre, s'y laissent prendre et l'on voit certains paons de la basse-cour se dépouiller eux-mêmes de leur plumage.

Comme ils savent qu'ils ne seront pas présidents d'une République qu'ils ont eux-mêmes livrée pieds et poings liés à l'Europe de Bruxelles, mais au mieux, gouverneur d'un territoire européen, d'un district, ils n'abordent que les problèmes de la vie courante comme des marchands de savonnettes ou de bretelles.

Ils s'interdisent, et pour cause, d'aborder les seuls sujets qui devraient être ceux de l'élection présidentielle puisqu'ils sont précisément ceux qui appartiennent à la mission essentielle du Président : les Institutions, la politique étrangère, la défense nationale.

Mais où le débat tourne à l'escroquerie, c'est quand les journalistes comme récemment, celui de LCI, déclarent : "aucun candidat n'a abordé ces problèmes", alors que rien que pour la défense, j'y ai consacré dans deux discours principaux, à la politique étrangère, trois conférences de presse.

Mais à la vérité, c'est là que se révèle la supercherie de l'élection, encadrée par des médias et manipulée par les sondages.

C'est là la magie cinématographique, le monde des projecteurs, des miroirs déformants, le règne du virtuel propice à tous les trucages.

En effet, en politique n'existe que ce qui paraît exister.

Alors, le paraître remplace l'être. Pour les besoins de la cause, les sondages fabriquent un troisième homme pour éviter que LE PEN ne puisse bénéficier des reportages consacrés aux trois premiers candidats.

On fait passer en deux mois, celui qui fut pendant cinq ans un des plus inefficaces ministres de l'Éducation Nationale, de 6% à 25% d'intentions de vote.

Le message lancé, il fera de l'effet pendant plusieurs semaines, avant de s'essouffler et se dégonfler.

Il existe pourtant un organisme chargé de veiller aux respects de l'égalité, le CSA.

Nous sommes le 15 avril, il n'a pas encore publié son rapport sur les trois premiers mois de l'année, sans doute, comme l'INSEE pour le chiffre du chômage, le fera-t-il après les élections !

C'est grotesque et scandaleux !

Pour vous donner une idée de la réalité, je vous cite le rapport du CSA du 1er semestre 2006, il y a un an, je n'en ai pas d'autres.

C'était le nombre de citations des candidats dans le journal télévisé de 20 heures par les six grandes chaînes de télé : Sarko 178, Royal 172, Bayrou 44, Le Pen 4.

Eh bien, malgré cela, il y aura encore une grosse surprise le 22, des pleurs et des grincements de dents.

Peut-être des défilés d'ilotes dans les rues et peut-être même verra-t-on tel Illuste défilé avec sa pancarte dans le 14ème, rue de la Santé.

Peut-être n'y aura-t-il rien du tout.

L'esprit public, en effet, a changé.

II- Vous avez observé, comme moi-même, que mes concurrents ont mis au centre de leur campagne les thèmes de l'immigration, du patriotisme et de l'identité nationale, pour lesquels pourtant on m'a diffamé, insulté et diabolisé depuis 30 ans, en même temps que vous, et les millions d'électeurs du Front National !

Aujourd'hui, tous font assaut de références françaises, oubliant qu'il y a peu encore, ils écartaient la nation, Jeanne d'Arc et le drapeau d'une moue dédaigneuse.

Seul Monsieur Bayrou, européiste convaincu, a clairement affirmé pour sa part que la référence permanente à l'identité française dans la campagne "l'effrayait".

Madame Royal, elle, a ramassé l'emblème national pour courir derrière monsieur Sarkozy, qui, de déclarations tapageuses en affirmations légères, court lui-même derrière moi.

Ces candidats ont pourtant tous participé aux gouvernements successifs. Ils ont été Ministres, Parlementaires français et européens, chef de partis importants quant aux effectifs, impuissants quant à l'efficacité.

Comment pourraient-ils faire demain ce qu'ils n'ont ni su, ni pu, ni voulu faire hier ?

Oui, comment le pourraient-ils ?

Avec l'élection présidentielle, c'est en effet l'heure des bilans qui a sonné.

Depuis 1980, la gauche a été au pouvoir 14 ans, et la droite 12 ans.

Or la France est dans une situation de désastre économique et social total.

Chaque électeur doit savoir que les grands chiffres de l'état de la France sont truqués, tronqués, bidouillés, pour lui dissimuler la vérité.

Il n'y a pas 2 millions de chômeurs, hélas, mais probablement 5 millions.

Comment le savoir, puisque le pouvoir a reporté la publication des statistiques après l'élection, conformément aux bonnes vieilles méthodes totalitaires des pires régimes politiques de la planète !

Il n'y a pas eu 3 millions sept cent mille crimes et délits en 2006 comme l'affirme le Ministre de l'Intérieur, mais 12 millions quatre cent mille comme l'a écrit l'Observatoire de la délinquance.

Il n'y a pas 63 millions d'habitants en France, mais probablement 67, en raison des lacunes du système de recensement.

La dette publique réelle est de 2500 milliards d'euros, et pas 1200.

À l'inverse de mes concurrents, je crois, moi, que c'est la vérité qui nous rendra libre de prendre les mesures qui s'imposent pour redresser la France !

Il n'est que temps, mes chers camarades !

Chacun de nous voit bien, dans sa vie de tous les jours ou en prenant connaissance des informations quotidiennes, que nos valeurs disparaissent,

que la France s'appauvrit,

que la société est de plus en plus conflictuelle,

que, finalement, un grand pays vieux de 2000 ans, semble au bord de la guerre civile, prélude éventuel à sa disparition pure et simple en tant que nation historique, en tant que peuple libre et en tant que société prospère.

Tout cela n'est pas le produit d'un quelconque hasard ou de je ne sais quelle fatalité.

III- Pour comprendre ce qui s'est passé, je voudrais, si vous le voulez bien, dresser devant vous le bilan des 30 dernières années.

C'est avec Giscard, en 1974, 6 ans après 1968, que commence véritablement l'inversion généralisée des grandes valeurs politiques, économiques et morales qui structuraient notre peuple depuis des siècles.

Depuis 1974 en effet, la France a connu un processus continu de déclin, dont nos compatriotes subissent désormais les effets dramatiques, chaque jour que Dieu fait.

Les causes en sont simples.

Les gouvernements successifs ont cru à diverses utopies régressives, toujours antinationales : européisme, immigrationnisme, fiscalisme ou libre-échangisme.

Ils ont également cédé, par électoralisme ou faiblesse d'âme, aux revendications des lobbies, des syndicats, des minorités agissantes, des faux prophètes.

Ces groupes, suivant leur intérêt particulier, demandaient pour eux-mêmes des avantages spécifiques qui ont précipité la France toute entière dans le déclin matériel et la décadence morale.

Jugez-en par vous-mêmes, mes chers camarades.

Alors qu'en 1974, le quadruplement de la facture pétrolière eut nécessité une politique de courage, faite d'efforts et de sacrifices, Giscard courrait derrière la gauche, avec sa fameuse politique de "libéralisme avancé".

Au lieu d'encourager les économies d'énergie et l'épargne, au lieu d'appeler à la modération salariale, il céda aux grèves et aux revendications syndicales irresponsables, laissant se constituer une spirale prix-salaires qui allait porter l'inflation à des sommets inégalés et détériorer les comptes des entreprises.

Pis encore, Giscard a initié la montée de l'État-Providence, amenant la France aux portes du socialisme, qu'il soit Mitterrandien ou Chiracien.

En 30 ans, l'État est devenu une véritable corne d'abondance, finançant des emplois aidés à tire larigot ou soumettant les entreprises à des réglementations paralysantes:

- les 39 heures payées 40 et la retraite à 60 ans sous Mitterrand,

- puis les 35 heures sans réduction de salaires sous Jospin à la fin des années 90,

- sans même parler du code du travail, véritable maquis inextricable, qui a instauré des conditions d'embauche à long terme de plus en plus drastiques fragilisant les entreprises sans protéger les salariés !

Oui, mesdames et messieurs, la démagogie salariale est responsable de l'effondrement de la productivité des entreprises françaises, qui entraîne une moindre compétitivité et accroît durablement le chômage.

Les équipes gouvernementales successives ont financé cette politique de lâcheté par une catastrophique politique d'endettement financier de l'État. La France a subi la spirale déficit-dette sans discontinuité, sous Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Creysson, Bérégovoy, Balladur, Juppé, Jospin, Raffarin et Villepin.

11 équipes différentes, pour une seule et même politique : celle de la ruine de l'État.

En effet, après 25 ans de socialo-UMPisme, jamais la gestion des finances publiques n'a été aussi anarchique, instable et catastrophique qu'aujourd'hui.

Excédentaire en 1970, le budget de l'État n'a plus été en équilibre depuis 1980.

Bon an, mal an, le déficit officiel atteint près de 50 milliards d'euros par an, soit autour de 3% du PIB.

Et ça n'est que le déficit officiel. Car le déficit réel, celui qui incorpore les débudgétisations, c'est-à-dire les dépenses non recensées dans le budget annuel, les reports de dépenses d'une année sur 2, bon système de cavalerie, et les transferts de charges aux collectivités locales, le déficit réel, disais-je, est plus proche de 5%.

Excédentaire en 1970, l'assurance-retraite est aujourd'hui déficitaire, avant de s'effondrer dans le trou béant des retraites à verser à partir de 2020.

À l'arrivée à la retraite, pourtant prévisible, des générations du "Baby-boom", les gouvernements successifs n'auront opposé que l'indécision et la lâcheté, à charge pour les derniers actifs de faire face au problème, quant il se présentera, demain...

Enfin, l'assurance-maladie, elle aussi excédentaire en 1970, affiche désormais un déséquilibre de 8 à 10 milliards d'euros chaque année.

Les dépenses publiques atteignent 53% du PIB, essentiellement pour payer les dépenses de fonctionnement d'administrations pléthoriques et inefficaces !

Il n'y a pas assez d'argent ? Qu'importe, endettons-nous et on verra plus tard. Ou plutôt nos enfants et petits enfants se débrouilleront avec ce problème !

La dette est passée de 165 milliards de Francs en 1970, soit 25 milliards d'euros, à 1200 milliards d'euros aujourd'hui, atteignant officiellement 64% du PIB, sans que l'Europe ne nous serve de guide ni de chien d'aveugle, puisque le seuil de 60% qu'elle nous avait imposé est pulvérisé depuis longtemps.

Je dis pulvérisé, parce qu'il s'agit là encore de l'endettement officiel, c'est-à-dire de la dette approximative de l'État, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale.

Mais la dette publique réelle, celle qui tient compte de la dette des entreprises publiques, des sociétés majoritairement détenues par l'État et des associations loi 1901 qu'il contrôle et finance, atteint, elle, 120 % du PIB, soit 2.500 milliards d'euros.

Cette dette, il faut déjà en payer une petite partie chaque année.

Je dis "une petite partie", parce qu'il s'agit des intérêts de la dette et pas du capital, bien plus considérable. Mais ce sont déjà des sommes énormes. Tous les ans, les intérêts de la dette sont payés par le budget de l'État, et ils atteignent 40 milliards d'euros par an.

Les intérêts de la dette, c'est le 2ème poste budgétaire de l'État ! Voilà à quoi servent nos impôts !

De 35% en 1970, les prélèvements obligatoires sont d'ailleurs passés officiellement à 45% du PIB cette année.

La France a ainsi un taux de prélèvement supérieur de 6 points à la moyenne européenne.

Et encore, je comptais avec ce chiffre de 45%, mais c'est en fait 50%, car de nombreux impôts ne sont pas décomptés dans le chiffrage gouvernemental.

Il n'y a pas assez d'argent ? Qu'importe, augmentons les impôts, et tant pis si les contribuables, entreprises et particuliers, n'en peuvent plus !

Tant pis si les entreprises se délocalisent parce qu'elles paient moins d'impôts ailleurs, tant pis si la matière grise française émigre vers Londres et New York, tant pis si les capitaux vont s'investir ailleurs !

Mais dès lors, mesdames et messieurs, il ne faut pas s'étonner du niveau faramineux du chômage français.

300.000 chômeurs en 1974, 1 million en 1980, 2 millions puis 3 millions sous la gauche dans les années 80, puis 4, puis 5 : la courbe du chômage suit celle des prélèvements obligatoires, de la dette, de la dépense publique.

Oui, 5 millions, c'est le vrai chiffre du nombre de chômeurs réels, et pas 2 millions comme l'annonce monsieur Borloo !

Le tissu économique a été laminé, tandis que les pouvoirs publics successifs créaient les conditions d'une féroce concurrence sur le marché de l'emploi, entre les immigrés et les Français.

Tout a commencé là encore au milieu des années 70, lorsque l'emploi national a été sacrifié aux intérêts du patronat, qui appelait à l'immigration des travailleurs africains, pour peser à la baisse sur les salaires manuels en France.

C'est Chirac, Premier Ministre de Giscard et ami des grands patrons depuis l'époque Pompidou, qui a fait voter le regroupement familial en 1975, transformant une immigration temporaire de travail en une immigration familiale définitive.

Oh bien sûr, à les en croire, tous les ministres successifs ont prétendu agir pour tarir l'immigration.

En 1974, André Postel-Vinay, Secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, affirmait que l'immigration était officiellement stoppée.

Le 14 octobre 1980, M. Lionel Stoléro, lui aussi Secrétaire d'État aux Travailleurs manuels et immigrés de Giscard affirmait, à Metz, qu'"il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France".

Le 7 janvier 1990, Michel Rocard, Premier ministre socialiste déclarait: "nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde".

En 2004, Sarkozy lançait sa thématique de l'"immigration choisie", c'est-à-dire plus d'immigrés encore, dans un pays qui n'en peut mais...

Tous ceux-là nous ont menti, car derrière les propos d'estrade, qui a régularisé des centaines de milliers de clandestins, sinon la gauche en août 1981 et juin 1997, et la droite sarkozienne en août 2006 ?

Qui a bradé la nationalité française, sinon monsieur Mazeaud, député de droite et auteur d'une loi en 1973 qui institua le droit du sol automatique en droit Français, en prévoyant qu'un enfant né en France de parents étrangers pouvait devenir mécaniquement Français dès l'âge de 13 ans ?

Qui a encore assoupli la loi Mazeaud, en supprimant tout critère d'assimilation, sinon le gouvernement Balladur en 1993, en reprenant les propositions irresponsables de la Commission Marceau-Long mise en place par le Gouvernement Chirac en 1987-1988 ?

Qui s'est prononcé le premier pour le droit de vote des immigrés, sinon Jacques CHIRAC, futur Président de la République, dès 1977, suivi en 1981 par CHEYSSON, ministre socialiste des relations extérieures, puis par François MITTERRAND lui-même en 1989, puis par de ROBIEN en 1999, BORLOO en 2000, BAYROU en 2001 et enfin SARKOZY qui a trouvé le moyen de se prononcer pour le droit de vote des immigrés le 25 octobre 2005, deux jours avant le début des émeutes !

Il paraît qu'il a changé son fusil d'épaule, le 4 avril dernier, affirmant que "l'opinion n'est pas prête", et qu'il y renonce pour l'heure...

Bref, il n'en parle plus pour l'instant, pour ne pas perdre d'électeurs à quelques jours du scrutin, mais est bien décidé à le faire à un autre moment !

Qui a parlé de l'immigration comme d'une chance pour la France, sinon l'ensemble de la classe politique, gauche et droite confondue, à la suite de la publication du fameux livre de Bernard Stasi en janvier 1985 ?

Vous le voyez, mesdames et messieurs, toute la classe politique est immigrationniste depuis 30 ans, soit qu'elle ne se rende pas compte du péril, soit qu'elle considère la nation comme dépassée, soit qu'elle serve la soupe aux grandes entreprises multinationales, toujours favorables à la libre circulation des hommes, réduits à une simple variable d'ajustement du marché mondial de l'emploi.

Les résultats sont là. Il est entré 10 millions d'immigrés dans notre pays depuis 30 ans, et aujourd'hui encore, année après année, 450.000 migrants, légaux ou illégaux, viennent chez nous avec l'intention de s'y installer durablement.

Les politiciens français n'ont toujours pas compris que ce n'est que le début de l'immigration de masse, et que si nous ne faisons rien, nous serons submergés.

Qu'ils méditent les exemples du Kosovo et du Sri Lanka !

Ils n'ont pas vu qu'en 100 ans, la population mondiale était passée de 1 à 7 milliards d'hommes, tandis que l'Europe et la France connaissaient, elles, une crise démographique grave.

Ils n'ont pas vu qu'entre une zone de basse pression démographique, l'Europe, une zone de haute pression, le Sud affamé et prolifique, le torrent migratoire ne pouvait que déferler.

Ils n'ont pas vu non plus que la durée de vie ayant augmenté de 15 ans dans les 50 dernières années tandis que la natalité baissait, le nombre des inactifs avait augmenté par rapport aux actifs mettant toutes les caisses sociales en déficit.

Au lieu de réagir sainement, ils ont, par démagogie, mis la retraite à 60 ans et pour couronner le tout, les 35 heures, alors que nous étions déjà le pays du monde qui travaille le moins. Or nous savons tous que c'est le travail qui est la source de toute prospérité, qu'on ne peut partager que les gâteaux que l'on a cuits et qu'on ne peut pas faire de grandes parts dans les petits gâteaux.

J'affirme pour ma part que tous ceux qui ont appelé à intensifier l'immigration ou ont refusé de se donner les moyens de l'endiguer sont responsables de la situation d'aujourd'hui, et notamment des problèmes de nos banlieues.

D'autant que depuis 30 ans, les Princes qui nos gouvernement n'ont pas seulement érigé l'immigrationnisme en valeur suprême.

Ils ont également mis en œuvre, par démagogie, par faiblesse ou par idéologie, la politique du laxisme éducatif et judiciaire, deuxième cause de l'explosion de la criminalité et de la délinquance dans notre pays.

Après mai 68, l'ensemble des autorités familiales, scolaires, religieuses, militaires et politiques ont été contestées.

L'autorité parentale a été limitée sous Giscard et Mitterrand, au nom des droits de l'enfant.

L'autorité des enseignants, sapée par un pédagogisme délirant qui voulait mettre l'élève et le maître à égalité, n'existe plus.

Dans les petites classes, il fallait laisser libre cours à la spontanéité créatrice de l'enfant, ne plus le brusquer par des règles strictes d'apprentissage.

Dès lors, la méthode globale d'apprentissage de la lecture fut préférée à la traditionnelle méthode syllabique, qui avait pourtant fait ses preuves. Les résultats sont là : 5 millions d'analphabètes et 5 millions d'illettrés dans notre pays !

De surcroît, la classe politique a fixé, par la bouche de monsieur Chevènement en 1983, l'objectif démagogique d'amener 80% d'une classe d'âge au BAC, dévalorisant les filières manuelles de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

Le résultat est connu : pour atteindre à toute force ce résultat, on a nivelé par le bas, allégeant les programmes, adoucissant les notations et les critères de passage dans la classe supérieure. La valeur des diplômés s'est effondrée, pénalisant les élèves les plus méritants et les plus travailleurs, tandis que la société manquait de plus en plus cruellement de plombiers, de sapeurs-pompiers ou d'infirmiers.

Au niveau des études supérieures, la vérité est encore plus simple, mesdames et messieurs.

Le système d'enseignement, verrouillé par des syndicats marxistes, est généralement sans rapport avec les besoins de la société. Il ne vise souvent qu'à se reproduire lui-même et livre des millions des jeunes sous-qualifiés à un marché du travail saturé.

À quoi servent les filières pléthoriques d'Histoire ou de Psychologie, dans lesquelles s'engagent, année après année, des centaines de milliers d'étudiants, et qui n'offrent comme débouché que le professorat, dans un nombre très limité de cas d'ailleurs ?

Bref, les contribuables financent un mamouth administratif, l'Éducation nationale, toujours plus balourd et toujours plus coûteux, pour des résultats toujours plus médiocres.

- 20% des enfants qui entrent en sixième ne savent pas lire correctement.

- 40% des bacheliers échouent à l'issue de leur première année de faculté.

- 25% des moins de 25 ans sont au chômage.

Non seulement l'Éducation nationale n'assure plus la formation professionnelle et intellectuelle des jeunes gens, mais elle n'assure plus non plus l'éducation civique et morale indispensable à la vie en société.

La défaillance des familles et de l'école, jointe à la suppression de la conscription, voilà les causes réelles de la montée des transgressions, voilà les facteurs principaux de l'explosion de la délinquance et de la criminalité.

Il y a une dernière raison profonde à cette régression.

C'est le résultat d'une politique de désarmement délibéré de la société menée depuis le début des années soixante sous l'influence d'une véritable inversion de valeurs: le délinquant serait un malade, la "victime" d'une superstructure socio-économique.

C'est pourquoi toutes les réformes adoptées depuis 1959 ont abouti à désarmer la police, la justice, les citoyens.

L'insécurité a donc, logiquement, implacablement, explosé.

12,4 millions de crimes et délits en France en 2006, contre 500.000 à la fin des années 60.

Le taux de criminalité par habitant est passé, sur la même période de 22 pour mille à 60 pour mille, tandis que le taux d'élucidation des infractions chutait de 65 à 33 %, et que le nombre de détenus était presque multiplié par deux.

Je pose une seule question.

Pourquoi a-t-on laissé faire ?

Je vais vous le dire.

L'enseignement dispensé à l'École Nationale de la Magistrature, créée en 1972, est sous l'influence des théories de Marc Ancel sur la "défense sociale nouvelle", qui, sur fond d'hostilité viscérale à la prison, présentent le délinquant comme un écorché vif, un cœur d'or brisé, victime collatérale d'une société intrinsèquement criminogène.

Le refus de la juste peine sanctionnant délinquants et criminels a abouti ainsi à dépénaliser un grand nombre d'infractions, à abaisser le seuil des peines, à modifier la qualification des délits et des crimes, tout en donnant toujours plus de garanties procédurales au délinquant, même multirécidiviste.

Il y a quarante ans, les délinquants étaient poursuivis et condamnés par la justice.

De même, le particulier victime d'une agression qui se défendait n'était pas poursuivi, et les policiers n'étaient pas traduits en justice à la demande des délinquants qu'ils mettent hors d'état de nuire.

Oui mes chers amis, en consentant lâchement au laxisme éducatif et judiciaire, la classe politique toute entière a posé les germes de la montée de la criminalité et de la délinquance, qui est fondamentalement liée à l'immigration de masse, quoi qu'en dise la loi Pleven, votée en

1972, qui interdit de faire le lien entre les deux notions et qui a initié toute la série des lois dites "antiracistes", dont la dernière en date est la loi sur l'égalité des chances en juin dernier, en passant par les différentes loi de repentance, sur l'esclavage, la colonisation et j'en passe.

Ces lois ont injustement culpabilisé collectivement les Français pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

Mais la France a-t-elle droit elle aussi à une mémoire, si ce n'est celle que lui rabâchent ses fils maudits, celle de nos péchés, de ses fautes, de son indignité, pour une raison évidente : il faut la discréditer, la disqualifier pour pouvoir la faire disparaître des esprits, des cœurs et des âmes, pour mieux la dissoudre dans le magma euro-mondialiste.

C'est sous Chirac le malfaisant que l'on a même été jusqu'à l'abjection : oublier la grande victoire des Français à Austerlitz pour fêter avec les Anglais notre défaite à Trafalgar.

On peut être sur, en tous cas, que le mois de mai sera heureux puisqu'il verra le départ de ce personnage maléfique, père spirituel de Nicolas Sarkozy qui occupe aujourd'hui la présidence du parti UMP qu'il avait fondé.

Ce Chirac qui a apporté la preuve éclatante de l'abandon de notre souveraineté, puisque, élu avec 82% des voix, il a été incapable de réformer le taux de TVA de la restauration, la plus petite de ses promesses.

Avant de l'abandonner aux oubliettes de l'histoire, rappelons que ce personnage ambigu fut le meilleur, le plus efficace complice de la gauche.

Sans lui et ses complices de RPR et de l'UMP, la gauche ne serait jamais venue au pouvoir.

C'est lui qui en 81, poignardant Giscard dans le dos, a fait élire Mitterrand, c'est lui qui, alors qu'il avait une majorité parlementaire, a amené Jospin et les socialistes pour 5 ans, par la dissolution.

Notez que les socialistes lui ont renvoyé l'ascenseur en lui permettant en 95 de battre Balladur, son ami de 30 ans.

Oui, mes chers camarades,

Retenez bien que les trois pieds nickelés sont les enfants politiques de ceux qui ont conduit la France au désastre.

BAYROU, celui de Giscard

ROYAL, celle de Mitterrand

SARKOZY, celui de Chirac

C'est à cause d'eux que les Français ne sont plus aujourd'hui maîtres chez eux !

C'est à cause d'eux que, depuis trop longtemps, la France n'est plus maîtresse chez elle !

Incapable en effet de s'atteler à la résolution de problèmes qu'elle avait le plus souvent elle-même créés, la classe politique s'est lancée dans une fuite en avant européiste criminelle.

Pour les politiciens de tous bords, il s'agissait surtout de faire endosser l'impopularité des réformes nécessaires par d'autres qu'eux-mêmes.

Les étapes du processus fédéraliste sont bien connues :

- 1957 : Traité de Rome

- 1979 : élection des députés au Parlement européen et création du Système monétaire européen
- 1985 : signature de l'Acte Unique
- 1991 : Traité de Schengen
- 1992 : signature du Traité de Maastricht, avec comme perspective la monnaie unique.
- 1997 : Traité d'Amsterdam
- 2001 : Traité de Nice
- 2002 : entrée en vigueur de la monnaie unique
- 2005 Traité sur la Constitution Européenne, fort heureusement rejeté par le peuple Français.

Ce vote a mis un terme au processus fédéraliste, nos compatriotes ayant compris qu'ils avaient tout à y perdre.

En effet, l'Europe n'a rien réglé. Elle a même tout aggravé. Aucune des promesses de prospérité matérielle qui avaient été faites aux Français pour justifier la construction européenne n'a été tenue.

Notre croissance est parmi les plus faibles de la zone euro, elle -même en retard par rapport aux pays de l'OCDE.

Le revenu par habitant ne cesse de baisser, en même temps que le pouvoir d'achat et l'épargne, tandis que s'égrène chaque jour le long cortège toujours plus important d'ouvriers sans usine, d'employés sans entreprises, de paysans sans revenus, de citoyens sans ressources.

7 millions de personnes vivent avec moins de 700 euros par mois.

Il y a 14 millions de travailleurs pauvres, 4 millions huit cent mille titulaires de la CMU, un million deux cent mille rmistes.

Comment en est-on arrivé là ?

Notre déclin n'est pas le fruit du hasard.

Cédant à l'utopie supranationale en même temps qu'à leur lâcheté congénitale, les gouvernements français successifs ont accepté de vider l'État de sa substance.

Dans tous les domaines de l'action publique, nous avons perdu notre pouvoir de décision, notre liberté de choix : politique budgétaire, monétaire, commerciale, industrielle, agricole, sociale, migratoire, militaire et internationale, tout cela n'existe plus.

Pis encore, la France a délégué à l'Europe-passoire la protection de son territoire.

Résultat, privé des frontières saluaires qui garantissaient sa sécurité et sa prospérité depuis des siècles, notre peuple est nu, comme un Bernard l'Hermite sans coquille.

Nous avons été abusés, mesdames et messieurs, puisque nous sommes plus pauvres qu'avant et que nous avons perdu la maîtrise de notre destinée.

Le deal de départ de la construction européenne était donc un marché de dupes, et nous ne pouvons y consentir plus longtemps. C'est la raison pour laquelle je propose une réorientation fondamentale de la construction européenne vers une Europe des nations, dans laquelle les États conservent à titre principal leur souveraineté.

Nous devons nous protéger par nous-mêmes, car personne ne le fera pour nous bien sûr.

Comment la classe politique a-t-elle pu consentir à l'abaissement de nos moyens de défense nationale ?

En 1981, la France consacrait 3% de son PIB à la défense nationale. Le chiffre n'est plus que de 1,9 % aujourd'hui.

Certes les bouleversements stratégiques de la fin des années 80 et des années 1990 ont permis aux utopistes de tout poil, qui voulaient "toucher les dividendes de la paix", de faire croire que notre outil militaire était surdimensionné.

Michel Rocard, Premier Ministre entre 1988 et 1990 et ancien porteur de valises du FLN, a mis en œuvre les premières réductions du budget militaire, au profit, disait-il, dans cette langue de bois si propre aux technocrates, "d'autres secteurs de l'action publique", bientôt suivi par Léotard, Millon, Richard et, jusqu'à aujourd'hui, Aliot Marie.

Tous ceux là, Ministres de Mitterrand et de Chirac - C'est Chirac qui a supprimé le service militaire en 1995 - nous ont conduits là où nous en sommes : depuis 1990, les crédits de paiement de l'armée de terre ont diminué de 15%, les crédits d'équipement de 28%.

Résultat, nous avons une armée au rabais, de plus en plus féminisée, avec de moins en moins de soldats, des matériels obsolètes et des missions extérieures coûteuses et de plus en plus floues.

Rabaissée par des politiciens qui ne croient pas en la France et la dissolvent dans le magma européiste, mise au service du Nouvel Ordre Mondial, notre armée sert de bonne à tout faire à l'intérieur et de placebo humanitaire à l'étranger.

Comment pourrions-nous, dans ces conditions, nous faire respecter et entendre sur la scène internationale ?

Comment pourrions-nous affronter le monde de demain, plus risqué et plus menaçant encore que celui d'hier, lorsqu'on fait croire aux citoyens, que l'Amérique, l'ONU ou Bruxelles nous protégeront ?

S'il est une leçon de l'histoire des peuples, c'est qu'ils sont seuls face aux dangers, qui, en permanence, mettent en cause leur indépendance, leur sécurité, leur prospérité.

"Si vis pacem, para bellum", si tu veux la paix, prépare la guerre !

Cet adage est toujours vrai et résonne comme un oracle, à chaque instant de l'histoire de la vie des nations.

IV- Alors mesdames et messieurs, constatons ensemble l'évidence cruelle de notre infortune !

La classe politique qui nous conduit depuis 30 ans a cru aux faux semblants du matérialisme le plus sec, avant de nous livrer aux appétits les plus voraces, ceux des magnats internationaux de l'économie et de la finance.

Elle a voulu construire en faisant table rase du passé, croyant que les organisations humaines sont un laboratoire où s'élaborent les fameux "lendemains qui chantent".

Elle n'a pas mesuré le prix de ce que nous recevons par le seul fait de naître Français : l'immense richesse de notre patrimoine, la beauté de nos paysages, la musique de notre langue, le sens de la grandeur et l'amour du peuple et de la Patrie.

Oui, mesdames et messieurs, c'est la patrie, ce sentiment aux mille visages, aux mille senteurs, aux mille terroirs, aux milles épopées victorieuses et aux milles geste d'honneur éternels, c'est la patrie qui est notre bien le plus sacré.

L'Histoire des peuples du monde entier l'atteste : une civilisation ne peut durer sans se référer à des principes politiques, moraux et spirituels qui dépassent les individus, les vicissitudes humaines ou les soubresauts de l'histoire.

Homme de foi, je crois avec passion que le déclin n'est pas inéluctable et qu'il y a pour la France un avenir de grandeur et d'espoir, si chacun de nous accepte d'accomplir son devoir de citoyen avec courage et honnêteté, si nous-mêmes, militants du Front National, peut-être choisi par la Providence pour armer le bras du peuple Français, forçons le destin pour retrouver la voie de la liberté et de la prospérité.

En votre nom à tous, je m'engage solennellement devant notre peuple

- à récupérer nos pouvoirs souverains indûment transférés à l'Europe Fédérale pour pouvoir contrôler nos frontières et maîtriser notre destinée.
- à mettre en œuvre l'immigration "zéro" au travers de la suppression du regroupement familial et de l'arrêt total de l'immigration de travail.
- à instituer la préférence nationale à l'emploi, au logement, et pour les aides sociales.
- à réformer le Droit de la Nationalité selon le principe qu'elle "s'hérite ou se mérite", à l'exclusion de toute procédure d'acquisition automatique.
- à mettre en œuvre une fermeté judiciaire absolue face à la délinquance généralisée.
- à rétablir une grande politique familiale et de natalité, au travers de l'institution d'un véritable salaire parental, socle de tous les droits sociaux liés au salariat (formation professionnelle, couverture maladie et retraite).
- à baisser les impôts pesant sur le travail (IR et IS) et les successions et à refondre un Code fiscal aujourd'hui pléthorique.
- à donner à chaque français le libre choix de son temps de travail, à l'échelle de la semaine comme à celle de la vie.
- à mettre en œuvre une réforme salariale, consistant à faire prendre en charge par l'État les cotisations salariales jusqu'à 1,5 fois le SMIC, afin d'augmenter le salaire net et relancer ainsi le pouvoir d'achat et la consommation.
- à protéger le marché intérieur par l'institution de droits de douane modulables, remboursables et négociables.
- à mettre en œuvre un grand plan de sauvegarde de la protection sociale, afin de rétablir les équilibres financiers du système de soins et du système de retraite.
- à sauver l'agriculture française, au travers de l'objectif de l'installation de 15 000 jeunes agriculteurs par an et du maintien des aides de la PAC à leur niveau actuel, au-delà de 2013.
- à rétablir les principes fondamentaux de l'école, afin que l'enseignement primaire assure l'apprentissage des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter, et aussi ceux de l'histoire et de la géographie, et que le mérite redevienne la valeur centrale de notre système d'enseignement.
- à rétablir la valeur des examens et adapter le système d'éducation et de formation aux besoins économiques de la société.
- à nous donner les moyens d'une recherche fondamentale et appliquée d'excellence, dans les secteurs médicaux, scientifiques et technologiques, au travers de partenariats publics-privés.
- à rétablir les crédits de notre défense nationale au niveau du statut d'une grande puissance mondiale.
- à instituer un service militaire volontaire de six mois, créateur de droits d'accès à la Fonction Publique et de droits à la retraite et à la maladie.

- à réorienter sur cinq ans la politique d'approvisionnement énergétique afin de faire face à l'épuisement des énergies fossiles et de promouvoir les énergies renouvelables.

- à instituer le mode de scrutin proportionnel à toutes les élections, afin de permettre la représentation de tous les grands courants d'opinion.

- à réformer la France par référendum, en consultant le pays sur chacune des grandes questions qui engagent son avenir, car il est le seul détenteur du pouvoir de choisir son destin.

Mes chers compatriotes,

Le moment décisif est venu pour les Françaises et les Français de faire leur choix.

Celui du chef de l'État qui aura la responsabilité de conduire le pays pendant cinq ans et surtout d'animer le sursaut économique, social, culturel et politique qui peut seul l'arracher au désastre auquel l'ont conduit les hommes et les partis du Système.

C'est lui qui doit inspirer et faire aboutir les grandes Réformes dont le pays a besoin.

Le chef de l'État n'est pas un homme politique comme les autres, parce que dans sa fonction, il incarne le peuple et la Nation en même temps que la République dont il devient le Président.

Villiers raconte que déjeunant avec Sarkozy en 1999, celui-ci déclara : "toi, Philippe, tu as de la chance, tu aimes la France, son histoire, ses paysages. Moi, tout cela me laisse froid, je ne m'intéresse qu'à l'avenir". Il s'agit de celui de Sarkozy, bien sur !

Eh bien, c'est cela et c'est l'essentiel qui nous différencie, car je ne suis pas dupe des déclarations d'amour électorales qui ruissellent ces temps-ci sur les estrades et les écrans.

L'amour de la Patrie, et c'est vrai aussi bien pour Philippe que pour Nicolas, ça ne se proclame pas, ça se prouve.

L'amour de la Patrie, c'est le cœur de la fonction présidentielle.

Cette fonction exige des qualités morales et d'abord l'indépendance, des connaissances politiques, une sûreté de jugement, une expérience humaine, une fermeté de caractère, un patriotisme indiscutable.

Elle exige le sens du devoir, le souci du peuple et de ses espérances, le sentiment de la continuité historique d'un peuple français et d'une Nation française qui ont plus de mille ans.

Pour chacune de mes fibres, je me sens lié à ce peuple de France qui a tant travaillé, lutté et souffert, aimé et espéré depuis des siècles.

Chaque paysage m'évoque sa beauté et sa grandeur, les actions des quarante rois, des empereurs et des Républiques, et à partir de ses racines chrétiennes, le long déroulement d'une histoire humaine exceptionnelle.

L'histoire d'un peuple de paysans, de marins, d'ouvriers, de bâtisseurs, d'explorateurs, d'artisans et d'artistes, de savants et de saints, de héros et de martyrs dont les noms se retrouvent dans nos paroisses et nos communes.

Oui, je crois à l'union spirituelle des hommes, de la terre et des morts et que quand on n'a pas eu la chance immense de naître français, on ne peut le devenir que par une démarche d'amour, une offre de services et de sacrifices et que l'union n'est parfaite que quand les os de nos parents commencent à se dissoudre dans la terre de France !

Monsieur Sarkozy est bien loin de tout cela.

C'est le furet du bois-madame, il est passé par ici, il repassera par là, il court, il court le furet du bois-madame.

Il a une solution pour chaque problème, une larme pour chaque détresse, rien ne lui résiste, ni ne le rebute même pas le soutien de Jacques Chirac, qui a pourtant des allures de corde à pendre.

Hier, il se faisait l'émule de Lombroso, l'auteur aujourd'hui oublié du concept de criminel-né pour expliquer par la présence d'un gène pédophile les suicides d'adolescents.

Son cœur est immense et son programme "too much" quand il propose à toutes les femmes battues du monde, vous entendez bien, du monde, d'acquiescer la nationalité française.

On savait Nicolas friand de l'immigration puisque avant de l'associer dans un médiocre ministère de l'identité nationale, un peu comme dans l'Hôtel du Lion d'Or et de la gare, il avait déjà fait de nombreuses régularisations, promis le vote des immigrés, promu la discrimination positive, supprimé la double peine, mais de là à vouloir faire de la France une grande maison du Bon Pasteur ! Le ridicule ne tue plus. Tant pis !

Monsieur Hortefeux, bras droit de monsieur Sarkozy, s'était hasardé à proposer d'instiller une petite dose de proportionnelle aux élections législatives, une mesurette presque dérisoire puisqu'il ne la proposait que pour 10% des députés.

Monsieur Sarkozy l'a vivement rabroué. Pour lui, il n'est pas question que l'on permette aux millions d'électeurs du Front National d'être représentés à l'Assemblée.

Monsieur Sarkozy déclare qu'il veut convaincre les électeurs de Le Pen de voter pour lui, car ils ont voté par dépit.

Non, monsieur Sarkozy, le monde ne tourne pas autour de votre petite personne. Bien avant que vos parents ne viennent de Hongrie et de Grèce, il y a toujours eu, au sein du peuple français, un courant national plus préoccupé de l'avenir et de l'intérêt du pays que de la personne des dirigeants.

Vous n'avez pas perçu la formidable colère des Français, pillés, ruinés, désespérés contre la racaille politicienne dont vous êtes un des chefs et un des emblèmes.

Le sang français que vous méprisez, il a coulé beaucoup pour défendre la liberté et l'indépendance de la France : 1 million cinq cent mille morts en 14-18, sept cent mille en 39-45, sans compter celui qui a coulé aux ordres des gouvernements français en Indochine et en Algérie.

Je voudrais vous poser publiquement une question importante, monsieur Sarkozy, au moment où, au Moyen-Orient, les menaces d'un conflit avec l'Iran se précisent.

Si les États-Unis ou Israël s'engageaient dans la voie de la belligérance, engageriez-vous la France à leurs côtés dans une guerre contre l'Iran ?

Le prurit électoral a détourné nombre de candidats de la question essentielle et beaucoup ont confondu la campagne présidentielle avec une élection législative, voire cantonale ou municipale.

À force d'aller à la rencontre de la démocratie participative, Madame Royal a fini par tomber dedans, au gré de ses rencontres, aux six coins de l'hexagone, pour finir par se contredire, ne sachant si elle devait faire oublier son passé et ses attaches socialistes, ses responsabilités ministérielles ou au contraire s'enrouler dans le drapeau rouge du socialisme.

Sentant l'évolution de l'opinion, elle aussi, elle a brandi le drapeau tricolore et fait chanter la Marseillaise à des foules plus habituées à l'internationale. Pour faire bonne mesure, elle l'a même fait chanter 2 fois. Du tac au tac, Monsieur Bayrou qui ne veut pas perdre une miette de démagogie, s'est acheté un deuxième tracteur, pour conforter son image électorale de professeur-élève !

Mon Dieu, que tout cela est artificiel et dérisoire !

La France, notre Patrie, c'est bien autre chose.

C'est le cadre de notre vie, le sol où dorment nos ancêtres mêlés à la terre de France, celle que l'on n'emporte pas à la semelle de ses souliers.

La Nation française, c'est le cadre irremplaçable de nos libertés, de notre sécurité, de notre identité, de notre prospérité, de notre culture, de notre langue, de notre civilisation chrétienne et humaniste.

Elle s'est enrichie d'apports étrangers individuels et ceux-ci ont reçu en échange, sans commune mesure, le patrimoine immense que le passé lui a légué, dont chaque génération a l'usufruit et qu'elle devra transmettre au moins intact aux générations suivantes.

La France donc, ce n'est pas seulement un présent et un avenir. C'est aussi et d'abord, un passé, ce n'est pas une population, au reste menacée par la crise démographique qui nous ronge, mais un peuple avec un esprit, une âme.

Une Nation sans passé est une Nation sans avenir.

La notre en a un, prestigieux et fécond.

Laissez-moi vous rappeler le texte illustre consacré par mon compatriote breton Ernest Renan à la question "qu'est-ce que la Nation ?"

"Une Nation est une âme, un principe spirituel.

"La Nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.

"Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale.

"Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple.

"On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet.

"Je disais tout à l'heure : "avoir souffert ensemble" ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie.

"En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun"

La France dont nous avons hérité, c'est celle de Sainte-Clotilde et de Sainte Geneviève, de Saint-Bernard et Saint-Benoît, la France de Jeanne d'Arc, celle de Saint-Louis, la France des cathédrales et des hauts lieux qui nous approchent du ciel, le Mont-Saint-Michel, le Mont Sainte-Odile, le Puy, Lourdes, Sainte Anne d'Auray, Marseille en Limoux ou Citeaux.

Que dire de notre langue qui perdure, de la chanson de Roland qui a mille ans, et a été illustrée dans tous les genres, que ce soit en prose ou poésie, roman ou philosophie, histoire ou théâtre, homélies religieuses, éloquences politiques et autres plaidoiries judiciaires.

En l'honneur des millions d'écrivains français célèbres, laissez-moi vous dire le plus ancien poème de notre langue, écrit par Charles d'Orléans qui fut fait prisonnier à Azincourt par les Anglais et le resta 25 ans, et aussi parce qu'il est d'actualité météorologique:

Le temps a laissé son manteau de vent.... etc...

La France a été, selon le vers de Bellay, la mère des arts, des armes et des lois, mais aussi des sciences, des grandes découvertes maritimes et terrestres, des pionniers dans tous les domaines.

Comment oublier aussi ceux, innombrables, qui ont illustré l'architecture, la peinture, la musique, la sculpture ou la chanson française ?

Comment oublier les paysages éternels de notre géographie et d'abord, la beauté, l'harmonie, la richesse de notre pré carré, son climat, ses montagnes et ses mers et tout ce qui en fit au cours des siècles un trésor incitant les prédateurs à nous envahir et qu'il a fallu défendre avec nos bras et nos armes.

Je ne sais rien de plus beau que la carte hydrographique de la France, cette merveilleuse répartition des fleuves, de leurs affluents, des rivières côtières, des écoules s'il pleut, des sources ombragées. La France nous dispense l'un des trésors les plus rares de la nature, l'eau. Rarissimes sont chez nous, les espaces désertiques.

Le roi du Maroc Mohamed V eut un jour pour elle un beau compliment : "votre pays est un grand jardin".

Ses racines chrétiennes l'ont mis à l'abri des pires tentations, celles du matérialisme, et lui ont sans cesse rappelé le devoir de solidarité nationale et de charité humaine, de dévouement et de don de soi. Son aspiration à la liberté l'a poussé parfois à des épisodes révolutionnaires, mais il a presque toujours su se tenir à l'écart des excès de l'hubris, la fatale démesure.

Comment oublier notre peuple de paysans, de pêcheurs, de chasseurs, de marins, de bâtisseurs, d'écrivains, d'artistes, de savants, de soldats et de clercs, s'élevant par le travail et l'épargne, de la base de la pyramide sociale, par capillarité jusqu'aux places que méritent leur compétence et leur dévouement.

Ce sont leurs voix immortelles que l'on va entendre à l'occasion des échéances décisives qui s'approchent.

Oui, mes chers camarades,

Au moment de nous quitter, laissez-moi encore vous dire combien j'espère de la lucidité et du courage de nos compatriotes.

Ce scrutin dont va dépendre la survie de la France est un referendum solennel : oui ou non, êtes-vous contre le système des 3 complices du déclin ?

Bien sur, puisqu'il faut se qualifier dimanche, je compte sur la mobilisation générale de tous les patriotes français pour me permettre de passer l'obstacle.

Mais, je compte surtout sur eux pour la bataille décisive, celle du second tour, car je vise avec vous la victoire le 6 mai.

Et puis, il faudra encore lutter pour les élections législatives afin de renvoyer à leurs grasses retraites les députés qui ont été complices par leurs votes ou par leurs absences, des politiques qui ont ruiné le pays.

Dites autour de vous que cette fois il ne faut pas se méprendre, il n'y aura sans doute pas d'autres chances et demain, il sera trop tard.

Des indices nombreux permettent l'espoir.

Il y a 15 jours, dans 5 disciplines différentes, nous avons été champions du monde. Nous avons obtenu le record du TGV et il n'est pas jusqu'à la performance de ce postier qui vient de boucler le tour du monde sans escale et sans esbroufe.

Les Français sont capables du meilleur. C'est le système impotent et corrompu qui les paralyse.

Élevons nos esprits et nos cœurs, tendons nos volontés, levons les yeux vers le ciel et offrons nos efforts et nos sacrifices, attendons de lui qu'il aide les hommes de bonne volonté.

Vive la France !

Vive la vie !

Vive la victoire !

\*\*\*

<campagne=2007>04.19 - <locuteur.rice=Jean-Marie\_Le\_Pen> - Nice <lieu=Nice> <texte=46>

Mes chers camarades,

Mes chers Compatriotes,

Merci d'être venus si nombreux, amis militants et sympathisants, qui êtes depuis si longtemps messagers de notre combat et avant-garde de notre armée, à la veille d'un scrutin capital pour l'avenir de la nation française comme pour chacun d'entre nous.

À la fin de cette avant dernière semaine de campagne présidentielle, à trois jours du premier tour, qu'il me soit permis aussi de remercier tous ceux qui ont contribué à l'effort commun pour informer nos compatriotes des dimensions de l'enjeu, de nos analyses et nos propositions pour arracher la France et les Français au désastre où les ont conduits les politiciens du Système, de gauche comme de droite.

Merci à tous, dirigeants, militants du Front National et de l'Union Patriotique et à tous nos sympathisants qui ont œuvré partout en France, merci au FNJ et aux DPS.

Merci aux équipes de campagne, et à tous mes collaborateurs directs.

Nous sommes à Nice aujourd'hui, mais nous étions ces derniers mois à Nantes, à Rouen, à Paris, à Dijon, à Bordeaux, à Tours, aux Herbiers, à Palavas-Montpellier, à Toulon, à Metz, à Lille, à Toulouse, dimanche à Paris, mardi à Boulogne-sur-Mer et à Hénin-Beaumont, et dans beaucoup d'autres endroits.

Au cours de presque une année de campagne, nous avons sillonné la terre de France. Car c'est au plus près de vous, au plus près du peuple de France que j'ai voulu mener la bataille électorale, et non, comme certains, depuis la muraille de Chine ou le bureau ovale du Président des États-Unis ...

Qu'ai je vu, qu'ai-je entendu, qu'ai-je constaté tout au long de ces mois ?

Partout en France, dans toutes les villes, quartiers et villages, dans toutes nos si belles provinces, dans toutes les campagnes, dans tous les terroirs, bref, de toute la France, j'ai vu se lever une immense vague, celle de la renaissance française, celle du nouveau national.

Partout, j'ai rencontré des Français, de toutes conditions, de tous âges, de tous les milieux et de toutes origines, souffrant dans leur vie quotidienne, exaspérés de n'être jamais entendus, de n'être jamais écoutés par un système qui les ignore et qui tourne en vase clos, de manière absurde.

Qu'attendent nos compatriotes ?

Que se lève une grande vague nationale, qui vienne enfin balayer l'oligarchie en place, auquel ils ont raison de ne plus faire confiance, puisque depuis trop longtemps, elle les trahit sans scrupules ni remords.

Car c'est bien d'une véritable vague, forte, régénératrice et salvatrice, dont notre pays a besoin, après les décennies d'incurie et d'inaction des gouvernements qui se sont succédés sans résoudre aucun des problèmes auxquels la France était confrontée et qu'ils ont au contraire aggravés.

Cette vague arrive, elle va puissamment, irrésistiblement, déferler, les 22 avril et 6 mai prochains.

Les gens de mer le savent : avant les grandes vagues, avant les tsunamis, la mer se retire très très loin, laissant voir la plage dans sa totalité. C'est le cas aujourd'hui et, hélas, nous voyons tous la plage France dans sa désolante nudité.

Dans tous les domaines, et en dépit des immenses atouts naturels et historiques de notre pays, les politiciens néfastes qui, depuis des années se succèdent au pouvoir, ont tout cassé.

Immuables, interchangeable derrière l'illusion d'alternance dont ils ont bercé le peuple pendant si longtemps, ils sont les responsables de nos difficultés économiques et sociales, du laxisme judiciaire et moral, de l'explosion de l'immigration et de la délinquance, de l'effondrement de toutes les grandes institutions jadis au cœur de la prospérité française.

Ils ont abandonné l'identité nationale, en niant le génie français, en rognant sans cesse les prérogatives souveraines de notre pays qu'ils souhaitent diluer dans un Euroland technocratique et lointain, loin des patries charnelles ...

Ils ont bradé la nationalité française, en la concédant automatiquement et massivement à des nouveaux venus qui n'en ont que faire, qui ne veulent en tirer que des droits sociaux sans assumer le moindre devoir, oubliant que les hommes ont besoin de solennité et d'exigence pour être légitimement fiers d'entrer dans la communauté nationale française.

En appelant de leurs vœux l'émergence d'une société multiculturelle -aux frais de la République : la princesse est bonne fille pour ces tuteurs malhonnêtes - ils ont fait la promotion indécente de tous les communautarismes, défendant les nationalités d'origine, les ethnies, les religions, voire les orientations sexuelles, au détriment du simple et beau sentiment d'être français.

Ils ont empêché l'assimilation des immigrés, en privilégiant ce qui divise les Français et non ce qui les rassemble, et se sont payés en outre le luxe hypocrite d'accuser le Front national d'être facteur de cette division qu'au contraire nous avons toujours combattue.

Ils ont cassé l'école, en généralisant le "pédagogisme" le plus farfelu issu des idées de 68, en abandonnant ce lieu d'acquisition de la culture élémentaire à des syndicats irresponsables, en dévalorisant les filières de l'apprentissage et des métiers manuels au profit de la chimère des études généralistes et des formations abstraites.

Ils ont lâchement consenti à la dévalorisation des diplômes, seule possibilité qu'ont les plus humbles et les plus méritants de s'élever dans la société et de s'accomplir dans la vie.

Ils sont les premiers responsables de la société d'insécurité dans laquelle nous vivons aujourd'hui, qui anéantit l'une après l'autre toute nos libertés.

D'abord, évidemment, celle de pouvoir vivre, travailler, circuler librement, sans peur, partout en France.

Il existe aujourd'hui dans notre pays des milliers de "zones de non-droit", dans lesquelles ni la police, ni les pompiers, ni même les facteurs ou les agents du gaz ou de l'électricité ne se rendent plus.

Et les agressions, atteintes aux biens et aux personnes ne cessent et n'ont jamais cessé d'augmenter, en dépit des déclarations lénifiantes de Sarkozy.

Des crimes de plus en plus abjects, comme celui de la petite Marie-Jeanne, 10 ans, violée en groupe et dépecée comme un gibier pour masquer les traces du crime commis entre autres par un criminel qui a bénéficié de 40 ans de remises de peine et qui aurait dû être exécuté, si des bonnes âmes, incapables de protéger les innocents, ne se préoccupaient que de faire échapper les assassins à la peine capitale.

Chirac a même été jusqu'à constitutionnaliser l'abolition, avec la complicité des députés et des sénateurs, alors même qu'il n'existe pas de peine de détention perpétuelle pour éviter la sortie de monstres récidivistes.

Ils ont hypothéqué l'avenir, empêchant chacun de construire et préparer sa retraite, légitimement, avec les fruits de son travail et de son épargne.

Ils ont empêché nos compatriotes de pouvoir bénéficier efficacement de la solidarité nationale dans les périodes difficiles de l'existence : en effet, en ouvrant à tout-va les robinets de l'aide sociale, ils ont dilapidé les cotisations des Français et ont vidé la solidarité de son sens.

Que reste-t-il de la fraternité, aujourd'hui, lorsqu'on sait que certaines retraites dépassent à peine 200 euros par mois, que de plus en plus de médicaments sont déremboursés, que les pensions de réversion des veuves sont supprimées ou amputées ?

Pour financer des politiques dispendieuses et inefficaces, ils n'ont cessé de ponctionner de plus en plus les Français, soumis à une pression fiscale constante et écrasante.

Ce faisant, ils ont tué l'initiative, le travail et l'effort, mais aussi le pouvoir d'achat et la consommation. Bref, ils ont condamné notre économie, réserve naturelle de notre richesse et de nos emplois.

En ouvrant les vannes d'un véritable torrent migratoire, les politiciens français ont alimenté une réserve misérable de chômage qui pèse, à la baisse, sur les salaires des travailleurs français.

Et peu à peu, le pays se vide ainsi de sa force de travail, perdant des millions d'emplois, touché à la fois par la désindustrialisation et par la désertification des campagnes, campagnes qui sont à la fois les victimes de politiques agricoles aberrantes et l'objet des fantasmes écolonomiques des bobos citadins qui nous gouvernent et qui voudraient en faire les lieux de promenade de leurs longs week-ends de RTT.

Oui, mes chers camarades, messieurs Sarkozy et Bayrou flanqués de madame Royal, ont bradé toutes les valeurs derrière lesquelles ils prétendent pourtant se réfugier : ils ont bradé l'égalité, en créant d'insupportables situations de disparité entre les Français, mais aussi la liberté.

Celle d'entreprendre ou de circuler, nous l'avons vu, mais aussi celle de penser, de réfléchir, de s'exprimer : car ces soi-disant libres penseurs sont en réalité de véritables flics de la pensée unique, des apprentis matons, qui cherchent à réprimer durement toute les sorties des voies bien balisées du prêt-à-penser dominant.

Ceux qui se présentent à vos suffrages aujourd'hui n'ont pas changé.

Derrière les effets d'estrade et les discours bien léchés, ils regardent toujours avec un mépris dégoûté les millions de Français qui vivent, souvent difficilement, loin des beaux quartiers, sans prendre garde à leur colère qui gronde, et qu'ils qualifient avec dédain de populisme.

En effet, forts de ces pitoyables résultats, les responsables de la catastrophe française voudraient continuer à rester entre eux, à ne désigner qu'à l'intérieur de leur club des candidats qui ne perturberont pas cette triste comédie.

Alors, mesdames et messieurs, s'il est une grande cause politique nationale aujourd'hui, s'il est priorité absolue, c'est que je sois présent les 22 avril et 6 mai prochains au grand rendez-vous des deux tours de l'élection présidentielle.

Comment les autres pourraient -ils faire demain ce qu'ils n'ont pas voulu faire hier ?

"On ne tire pas sur une ambulance" ... ni, a fortiori, sur plusieurs.

Je n'évoquerai donc pas les multiples candidatures d'une extrême gauche qui, parti communiste compris, s'est peu à peu détournée des "travailleurs" pour embrasser tous les conservatismes sociaux et toutes les impostures libertaires de notre temps.

Le peuple ne s'y trompe d'ailleurs plus, et la preuve en est que, aujourd'hui, le premier parti ouvrier et paysan de France, c'est le Front national.

Pour faire bonne mesure, j'intègre les prétendus écologistes à cette extrême gauche déconnectée le plus souvent des préoccupations réelles des Français, ou aveuglée par ses œillères idéologiques d'un autre temps.

En ce qui concerne les fameux "grands candidats", que n'a-t-on vu, durant cette campagne ?

Que de métamorphoses des vilaines petites chenilles en jolis papillons n'a-t-on observé !

C'est que durant le temps d'une campagne électorale, les sortants d'hier veulent être les impétrants de demain, qui aspirent à la plus haute fonction institutionnelle française.

Alors, compte tenu de l'air du temps, on se fait beau, on se pomponne, on dissimule, derrière un peu de fond de teint politique, tout ce qui risque de déplaire.

On a vu ainsi madame Royal, sortie des jupes de Mitterrand, se mettre à parler de la nation, des anciens, de l'encadrement militaire de la jeunesse.

Elle, qui en mars 1989, lançait avec le journaliste ex-communiste Michel Cardoze et le patron de SOS-Racisme Harlem Désir l'association Riposte, "pour riposter à l'idéologie sécuritaire" !

Elle, qui, en son temps de ministre, défendit la thèse selon laquelle "les enfants ont toujours raison", veut maintenant éduquer les familles.

Avant de se créer de toute pièce une image de défenseur de la famille, Marie-Ségolène Royal, dite Ségolène Royal après avoir fait disparaître son premier prénom pour faire sans doute plus "laïque", s'est d'abord affirmée comme une féministe en réaction contre la situation d'une mère écrasée sous la tutelle conjugale.

Dès 1997, elle se déclara favorable à une reconnaissance juridique, je cite "du couple homosexuel en alignant sa situation sur celle de l'union libre hétérosexuelle".

Ségolène, c'est le socialisme à visage câlin.

Écoutez ce que le Général de brigade, Pierre Royal, oncle de Ségolène, dit d'elle :

"Je ne puis admettre que, pour construire sa carrière politique, elle ait sali de façon outrageuse la mémoire de son père. Lors de la sortie de son livre "Le printemps des Grands-parents", titre très cocasse quand on saura qu'elle a été particulièrement odieuse avec mes parents (ses grands-parents), elle a accordé un certain nombre d'interviews où il ressortait qu'elle avait eu une enfance très dure du fait de son père, militaire rigide et borné qui la brimait.

Par contre, au moment de la guerre du Golfe, dans une interview au journal "La Nouvelle République du Centre", elle disait son soutien aux soldats français, évoquant avec émotion le souvenir du départ de son père pour l'Algérie et sa mort au combat (en réalité, mon frère est mort d'un cancer en 1981).

En conséquence, je n'ai aucune relation avec cette jeune femme, résolument mythomane et j'ai honte de voir le nom de ma famille ainsi galvaudé".

Et puis soyons sérieux. Comment madame Royal pourrait-elle mener à bien la reconstruction de la France dans la période hautement critique qu'elle traverse, alors même qu'elle ne parvient déjà pas à coordonner ses propres équipes ?

Comment pourrait-elle en appeler au modèle républicain alors qu'elle s'est dispensée de respecter le cadre républicain qu'est le mariage civil, que ces deux hauts fonctionnaires donnent l'exemple déplorable de leur famille sans structure et que l'une d'eux prétend incarner la nation et la République dont le Code civil est l'une des bases.

Comment pourrait-elle mettre en place pour tout le pays "l'ordre juste", alors que le désordre règne chez elle, et que l'injustice n'a en France jamais autant progressé que lorsque le Parti socialiste était aux affaires, et surtout dans les affaires !

François Bayrou, quant à lui, a une trajectoire plus lisse.

Passés ses quelques engagements gauchistes au lycée du Nay en 1968, passée sa période pacifiste, il s'est illustré comme un Ministre de l'Éducation Nationale particulièrement immobiliste, entre 1993 et 1997.

Après avoir tenté de réformer timidement la loi Falloux sur l'enseignement confessionnel, en 1994, il lâchera vite devant les lobbies et syndicats de l'Éducation Nationale, au point de réviser sa copie dans un sens si favorable aux laïcards qu'il obtiendra même le soutien de la Fédération syndicale unifiée.

Autre reculade sur le projet de Daniel Laurent, en janvier 1995, sur la réforme de l'enseignement supérieur lequel souhaitait rétablir une sélection à l'université. Au bout de deux manifestations, le projet sera piteusement remis, comme d'habitude.

Enfin, alors même que Jacques Chirac souhaitait mettre en œuvre un grand référendum sur l'éducation - pour une fois qu'il a voulu faire quelque chose !- Bayrou parviendra à faire échouer ce plan en nouant des alliances privilégiées avec les syndicats de gauche, transformant la réforme universitaire initiale en une simple liste de mesures et vagues projets.

On le verra même déclarer, en mars 1999 : "Les étudiants, je les aime ! Nous sommes du même côté de la barricade". Il n'aura donc mis en œuvre aucune des réformes qu'il préconisait dans son livre paru en 1990 La Décennie des malappris.

Pendant la campagne, il a affirmé vouloir restaurer "la discipline et l'excellence scolaires". À la bonne heure !

Mais comment compte-t-il s'y prendre ? Nous ne le saurons jamais.

Aucune conception claire de l'École n'apparaît jamais dans les discours de cet ancien ministre de l'Éducation Nationale et de ce professeur de Lettres, éleveur amateur qui parle à l'oreille des chevaux, qui, heureusement pour lui, ne votent pas.

Comme homme de décision, on fait mieux.

En revanche, il y a une chose qu'on ne peut enlever à François Bayrou.

Il a toujours été favorable à une Europe supranationale, assise sur des grandes régions à la mode allemande, et à ce titre, il est le grand perdant du référendum de juin 2005.

Dès le 13 juin 2000, Bayrou et Cohn-Bendit ont réclamé ensemble, depuis Strasbourg, dans un appel solennel, une Constitution européenne et l'élection d'un président de l'Union.

Après le refus pourtant clair du peuple souverain, s'agissant de la Constitution européenne, il se propose simplement de la rendre "lisible".

Quel changement sur le fond veut-il y apporter ? On le cherche en vain. Et pour cause, il n'y en a pas.

Au Parlement européen, il s'est fait récemment remarquer en faisant passer, grâce aux voix de ses députés européens français, une motion demandant à Zapatero de traiter avec les terroristes de l'ETA, complices d'Iparetarak en France, qui réclame l'annexion au Pays Basque espagnol d'une partie des départements français des Pyrénées Atlantiques.

Pour lui, la Constitution européenne reste l'horizon indépassable de notre avenir, injustement rejeté par un peuple-enfant, le peuple Français, qui n'a rien compris, et qui va devoir pourtant, selon lui, se ranger, par la force ou la ruse si nécessaire, à ce projet salvateur.

Bayrou, c'est donc plus d'Europe, plus de bureaucratie bruxelloise, plus de mondialisme.

Par ailleurs, il prétend recréer un grand "parti démocrate". Dans cette optique, il a reçu l'appui de Rocard, l'ancien porteur de valises du FLN et de l'ineffable docteur Kouchner, le porteur télévisé des sacs de riz humanitaires.

Il me semble que cela a déjà existé : cela s'appelait le "Centre Démocrate", au temps lointain de M. Lecanuet, quand M. Bayrou lui servait de gratte papier.

Après avoir brocardé pendant des lustres le Front National, parti qualifié systématiquement de "protestataire", il s'essaie au positionnement "ni droite, ni gauche", stigmatisant les media du haut de son expérience de Parlementaire installé, de Ministre repu, de chef d'un parti de 29 députés, 32 sénateurs, 11 députés européens, 1400 maires, 110 conseillers régionaux, et prétend encore, avec tout ça, être hors du Système !

Si je suis Président dit-il encore, je prends les mêmes de gauche, je prends les mêmes de droite et avec eux, je lance une expérience politique nouvelle.

C'est évidemment une utopie ! Cela ne pourrait exister que dans le cadre de sujets mineurs.

Pour tout sujet politique ou économique d'envergure nationale ou européenne, les élus de droite et de gauche en question s'affronteraient, de toute évidence, becs et ongles, et même toutes griffes dehors !

M. Bayrou ne veut ni ne peut rien dépasser du tout. Il ne fera que recommencer ce qui, à droite et à gauche, est déjà dépassé. Il répèterait le déjà vu. Il ferait radoter l'Histoire.

En somme, il a inventé l'improbable quadrature du centre.

Nicolas Sarkozy, quant à lui, joue une partition un peu différente.

Il change d'idées comme de chemises, variant les positions politiques comme d'autres les plaisirs, tout à une logorrhée dont il est, bien sûr, le premier auditeur émerveillé.

Entrainant la campagne dans un tourbillon sans fin d'idées et de principes contradictoires, il regarde avec gourmandise le peuple déboussolé, comme un pilier de bistrot vis-à-vis d'un naïf qu'il aurait réussi à griser.

On le croyait attentif au problème que pose l'immigration à l'identité nationale, le voilà qui se réclame d'une France métissée, érigée au rang d'alpha et d'oméga de l'action politique.

On le pense sans concessions vis-à-vis des délinquants immigrés, le voilà qui mêle à l'affaire sa propre trajectoire personnelle de candidat de l'immigration, comme pour dire que le mot "racaille" ne doit être entendu que par les électeurs du Front National, les autres étant appelés à se boucher les oreilles pour les besoins de la cause.

Hier, à l'avant-veille des émeutes de novembre 2005, il se déclarait pour le droit de vote des immigrés. La semaine dernière, il affirmait y avoir renoncé. Dans l'espoir que ceux qui ont entendu le premier message ne soient pas les mêmes que ceux qui ont reçu le second, car en politique, lui a-t-on dit, il faut additionner et pas soustraire.

Ah, Nicolas ! Pour la monnaie unique quant il est à Bruxelles, il en stigmatise les effets inflationnistes en province.

Pour la baisse du poids de l'État dans l'économie sur les plateaux de télévision, il célèbre l'efficacité de la dépense publique devant tel ou tel aréopage de hauts fonctionnaires.

Quant il ne sait pas, ça n'est pas grave, il a réponse à tout. Il lui suffit de prendre un air convaincu et décidé, et tout passe.

Lui aussi, il fait désormais dans le "ni droite, ni gauche".

Lors d'un entretien avec le quotidien gratuit "20 minutes", SARKOZY faisant allusion à son équipe de 15 ministres, a ainsi récemment déclaré :

"Un certain nombre de personnalités de gauche pourraient être membres de mon équipe",

"Je pense à des noms que je ne gênerai pas en les citant maintenant".

SARKOZY n'exclut donc pas un gouvernement qui comprendrait des ministres de gauche s'il est élu président de la République.

Il dit, par ailleurs, ne pas attendre d'appel téléphonique de Jean-Marie Le PEN entre les deux tours. "Ce n'est pas Le PEN qui m'intéresse, c'est son électorat" !, dit-il, sans aucune vergogne.

Mais cet ex Ministre-candidat doit bien comprendre que le peuple de France est fou de rage d'être abandonné, spolié par les conséquences du mondialisme et de l'Europe fédérale, que ses tentatives dérisoires de séduire un jour l'électorat de Le PEN, le lendemain celui de BAYROU ou de ROYAL se termineront par un fiasco.

Étant entendu que le seul ancien Ministre d'un Gouvernement de Gauche soutenant officiellement Sarkozy s'appelle Bernard TAPIE, on peut en déduire sans trop de risque d'erreur que le marché conclu entre le caïd des Hauts de Seine et le Caïd de Marseille a un prix : un Ministère sur mesure pour le retour de Nanard en politique.

Décidément le gâteau attire du beau monde : après le soutien de Doc Gynéco, d'Arno Klarsfeld et du néo-belgo-suisse Johnny Halliday, de Roger Hanin, c'est maintenant celui du milieu politico-sportif héritier des méthodes mitterrandiennes !

Aucune idée, même ridicule, ne le rebute. C'est ainsi qu'il a solennellement proposé de devenir Français à toutes les femmes battues du monde, vous avez bien entendu, du monde !

Alternativement candidat de la gauche, du centre et de la droite, il a inventé la candidature globalisée, ce qui sied bien à cet apôtre permanent de la mondialisation.

Dans l'espoir que tout le monde votera pour lui.

Voilà, mesdames et messieurs, la vérité qui a éclaté au grand jour durant cette campagne.

Sarkozy, Bayrou, Royal : on prend les mêmes et on recommence.

C'est justement ce que les Français n'acceptent plus. Partout en France, mes chers camarades, un grand espoir s'est levé.

Car voila revenue la grande question qui se pose à la France, ce miracle sans cesse recommencé mais sans cesse attaqué, abattu parfois, mais toujours renaissant!

Oui, Mesdames et messieurs candidats du système, ce sont de terribles et cruelles leçons que donnent les Peuples quand leurs chefs ajoutent à l'abandon, la tromperie et le mensonge !

Tous unis dans l'arrogance de votre aristocratie auto proclamée, dans la certitude de votre impunité, vous avez méprisé les citoyens, galvaudé la république et bradé la Nation !

Vous avez méprisés les citoyens, quand vous abolissiez la peine de mort contre le vœu des électeurs, quand vous écartiez près de la moitié des Français de toute représentation parlementaire.

Vous avez galvaudé la République, lorsque vous avez sacrifié l'égalité devant la loi sur l'autel des revendications des lobbies, lorsque vous avez laissé dépérir la laïcité au profit de communautarismes de tous ordres.

Vous avez bradé la nation, en acceptant qu'elle disparaisse dans le grand magma européen et l'alignement sur les États-Unis d'Amérique !

Tout ce qui faisait notre bonheur d'être Français, notre gloire aussi, vous l'avez brisé, jeté aux orties de la mondialisation et de la repentance.

Mais cela, l'histoire de France, que vous découvrez à la veille de cette élection, nous l'avait déjà enseigné depuis longtemps !

Votre action, c'est le bégaïement permanent de l'histoire du Patriciat, nom éternel des oligarchies sans âmes, toujours promptes à sacrifier les intérêts de la Cité au Veau d'Or, aux prébendes, aux postes et aux places!

Depuis longtemps en effet, les titres, l'argent, le pouvoir vous ont conduit à transiger sur les valeurs de la Nation et de la République !

Et voyez vous, mesdames et messieurs du Système, du compromis à la compromission, il n'y a qu'un soupir, le soupir de la conscience malheureuse, celle qui subi le politiquement correct, la police de la pensée, le terrorisme intellectuel, et qui de surcroît veut l'imposer au peuple tout entier !

Et de la compromission à la trahison de la Patrie, il n'y a qu'un clin d'œil, celui de vos maîtres de Bruxelles !

Vous avez encore l'audace aujourd'hui de vous présenter aux suffrages du peuple souverain, portant de surcroît en bandoulière les idées des autres !

Oui, mesdames et messieurs, trente ans de critiques, de mépris, de caricatures de mes idées pour finalement les reprendre aujourd'hui in extenso et sans vergogne !

Nous voilà revenu aux temps des Grandes Compagnies, des maraudeurs, des pillards.

Le Système avait mis le pays en coupe réglée, Droite, Gauche, Centre, toujours alliés, toujours unis, toujours complices des pires forfaitures, des HLM de la Ville de Paris aux Lycées d'Ile de France, en passant par les emplois fictifs et les valises de la Françafrique !

Nous en avons l'habitude !

Mais enfin, n'y aurait-il plus rien à dérober dans le Pays qu'ils en soient réduits à me voler mes idées ?

À les entendre aujourd'hui,

Ils sont tous patriotes,

Tous sauveurs des travailleurs et des retraités

Tous défenseurs de la veuve et de l'orphelin,

Tous amis des paysans et des pêcheurs

Tous protecteurs des services publics et des fonctionnaires,

Tous potes des banlieues !

Tous, larmes à l'œil et main au portefeuille des autres, rivalisent de mots creux et de phrases rendues caduques par l'ampleur de leurs échecs !

Ce n'est plus une élection présidentielle, c'est un pèlerinage, que dis-je c'est un patronage, une association caritative, chacun renvoyant l'autre à son absence de patriotisme !

Et bien non, en la matière, c'est l'hôpital qui se fout de la charité !

Au cours de la campagne, beaucoup d'électeurs m'ont posé cette question :

"Mais enfin, Jean-Marie, pourquoi font-ils cela ?"

"Pourquoi adorent-ils aujourd'hui ce qu'ils ont brûlé hier ?"

C'est simple,

C'est la fameuse rédemption électorale,

Celle qui veut transformer les vieux chevaux de retour de la politique en perdreaux de l'année,

C'est le requin aux dents qui rayent le plancher qui endosse son costume de petit poisson rouge,

C'est la mue de la coquille en rosière et du maquignon en Saint Jean Bouche d'or.

Oui mes chers camarades, toute l'histoire de France nous enseigne ce que Mao Zedong, chef communiste de la Chine populaire, résuma un jour d'une formule : "le poisson pourrit toujours par la tête"

Mais elle nous enseigne aussi que lorsque la Patrie trembla sur ces bases, lorsque la France menacée vacilla, lorsqu'elle fut au bord du précipice, toujours se levèrent aux six coins du pays les va-nu-pieds de la gloire, les sans-grades, les petits, les anonymes, les oubliés, les humbles travailleurs, les Jeanne d'Arc, les Bara, les Gavroche et tous ceux qui, depuis l'aube de la France, fédèrent leurs énergies et vont jusqu'à donner leur vie pour la Patrie lorsqu'elle est en danger !

Oui, la Nation est le seul bien de ceux qui n'en n'ont pas !

Le seul bien de ceux qui n'emportent pas leur patrie à la semelle de leurs souliers !

Ceux-là sont capables des sacrifices les plus grands, à l'inverse de vos amis, madame Royal, messieurs Sarkozy et Bayrou, qui se délocalisent pour sauver leur argent et qui ne reviendraient même pas si vous étiez élus !

Car les soutiens de la France française, souveraine et éternelle, ce ne sont pas les amis des gnomes de Zurich, siège de l'Organisation Mondiale du Commerce, comme disait de Gaulle, votre nouvelle référence le temps d'une élection !

Nos soutiens à nous, c'est cette immense cohorte des victimes de la mondialisation, des délocalisations, fruits vénéneux et mortels de votre politique,

Ce sont ces 14 millions de travailleurs pauvres dont vous venez d'apprendre l'existence,

Ce sont ces humiliés du chômage, des retraites misérables,

C'est ce long cortège de nos derniers paysans devenus assistés,

C'est ce peuple entier des rmistes privés de dignité à qui vous ne concédez même plus les miettes des immenses profits que réalisent ceux qui vous dirigent !

C'est aussi le peuple des petits producteurs, travailleurs indépendants et professions libérales qui croulent sous les charges, sous la paperasse administrative et les persécutions du fisc ou des ASSEDIC !

Toutes ces ombres anonymes, héritières de celles qui à Bouvines sauvèrent le Roi au cri de "Commune, Commune", descendants de ceux qui, derrière Jeanne, boutèrent l'envahisseur hors de France et héritiers encore, de ceux qui suivirent le panache blanc du bon roi Henry sur le chemin de l'honneur, ces ombres, elles se massent désormais devant les bureaux de vote.

Ces ombres,

Ce sont celles qui crièrent "vive la Nation" à Valmy,

Celles qui ont payé le prix du sang, de Reichshoffen et à la Marne, de Koufra à Strasbourg.

Celles qui, quittant les champs et la mine, l'établi ou l'usine, le commerce ou le bureau dans les temps d'épreuves, partaient sans calcul et sans crainte à l'appel de la France menacée !

Ces ombres-là, amis militants et sympathisants de l'union Patriotique, les voilà réincarnées en vous, en ces millions d'électeurs qui dimanche vont dire au Système que la comédie a assez duré, qu'il est temps de revenir à la sagesse de siècles de prospérité française.

Oui, la comédie est finie car si le Peuple l'a supportée pendant plus de trente ans, sa capacité de résistance est atteinte !

Assez de cette politique du mensonge et de l'échec !

Il est temps de sortir de l'égout en même temps que de l'ornière !

Et avant de nous séparer, laissez-moi un instant dire quelques mots de mon copieur attiré !

Oui, Monsieur Sarkozy, il y a une autre politique que la vôtre, un autre avenir une autre espérance !

Sur la terre de France, en ce lieu où se rencontrèrent il y a plus de 20 siècles la fureur gauloise, la mesure grecque et l'ordre romain, ici même, à Nice, dans un de ces lieux où souffle l'esprit, laissons-nous porter par l'esprit de cette grande Nation, par l'âme de notre France, par la force qui est née il y 2000 ans, dans cette rencontre improbable de la Gaule Chevelue et des légions en marche !

Regardons haut et loin, car la France

C'est la grandeur ou rien,

C'est cette langue qui enrichit le monde de plus de chefs d'œuvre de l'esprit qu'aucune autre langue,

C'est la splendeur des paysages et la douceur du climat,

C'est notre histoire, tragique, glorieuse, reconnue, qui donna au monde le sentiment national en même temps que la Liberté, l'équité et la Fraternité.

Cette France de toujours, que nous chérissons, nous ne la laisserons pas périr.

C'est à ce combat que je vous ai appelé depuis si longtemps déjà, et auquel vous avez répondu les premiers, vous qui vous avez toujours été à mes côtés, malgré les coups, les injures, le mépris et l'injustice !

Au nom de la France éternelle, soyez-en ici remerciés et permettez-moi de vous dire ce soir l'immense fierté que j'éprouve d'être votre représentant, vous l'avant-garde éclairée de notre Peuple.

Oui, je suis fier de vous mener à la victoire, car je sens pour ma part que l'aube du changement pointe à l'horizon, comme un signe du Ciel à tous ceux qui trahissent, comme un défi de Dieu à tous ceux qui oublient.

Par un de ces hasards que la Providence sait ménager à l'Histoire, débutait le 16 avril 1917 l'effroyable bataille du Chemin des Dames.

En quelques jours 30 000 jeunes Français tombaient pour que vive la France !

Pour que leurs sacrifices n'aient pas été vains, nous leur devons de gagner ce combat, comme nous le devons à ces millions de Français nés et morts avant nous et dont l'héritage nous impose des devoirs de mémoire, de courage et de reconnaissance !

Alors pour eux, pour nous, pour nos enfants nés et à naître,

Que le peuple parle enfin et l'on verra qu'il refuse les mensonges, les faux-semblants et les voltes faces !

Unissons nous, mes chers camarades,

Mobilisons-nous pour graver dans le marbre de l'histoire la victoire des 22 avril et 6 mai 2007 !

Vive la nation ! Vive la République ! Vive la France ! Vive la Vie !

\*\*\*

Bonsoir.

Chers amis, chers amis de Lorraine, mes frères et mes sœurs, je reviens au pays. Merci à Jean-Pierre Masseret, à Michel Dinot, à Jean-Marc d'avoir organisé cette formidable réunion. Bonjour aux mille militants sympathisants, citoyens qui sont dehors et qui n'ont pas pu entrer, et qui ont simplement le son.

Oui, je reviens dans mon pays de Lorraine, et je suis ce soir particulièrement émue. Demain, je serai dans mon village, à Chamagne, où j'ai passé mon enfance et toute mon adolescence, mon collège à Charmes, dans ce chef-lieu de canton, Épinal pour le lycée, Nancy pour l'université. Bref, c'est pour cela que je vous appelle mes frères et mes sœurs car, sans vous, sans la Lorraine, je ne serais pas devant vous ce soir.

Je ne serais pas devant vous, parce que j'ai compris très tôt, dans ma famille, où nous étions huit enfants, huit enfants aimés par leurs parents mais où les traditions faisaient que les filles n'étaient pas destinées à aller au-delà d'un certain niveau, et si je suis ici, ce soir, devant vous, c'est grâce à l'école de la République, c'est grâce à mes professeurs du collège de Charmes. Ce sont eux qui, les premiers, m'ont encouragée à continuer sur la voie de la réussite scolaire. Encore aujourd'hui, je revois leurs visages, ce sont eux qui m'ont le plus marquée.

Et puis les échelons ont été franchis, et jamais, lorsque je vivais mes années de Lorraine, je n'aurais imaginé être aujourd'hui, ce soir, devant vous, me battre avec vous car, ce soir, ici, dans mon pays, en Lorraine, je me bats pour gagner avec vous l'élection présidentielle. Je me bats pour gagner, comme l'a dit Jean-Pierre tout à l'heure, en femme libre et en femme insoumise, et je retiens l'enseignement de l'histoire de la Lorraine, faite de souffrances et de fierté. Je veux saluer ici le rôle des Lorrains, leurs sacrifices dans les conflits mondiaux, leurs efforts pour la reconstruction du pays. Mais je sais que je suis ici sur une terre où la souffrance a frappé des générations d'ouvriers, pour la perte de leur emploi, des conditions de travail très dures que connaissaient les mineurs, les sidérurgistes, ils avaient la fierté du travail, chevillés au corps.

Ici, battait le cœur de la France industrielle, ici, on sait ce que c'est la force du combat syndical et l'importance de la solidarité au sein du monde du travail.

On sait aussi aujourd'hui qu'il y a encore des menaces dans l'automobile, dans la sous-traitance automobile, mais on sait aussi qu'il y a des espoirs, qu'il y a des combats, qu'il y a un travail que font les collectivités territoriales, qu'il y a la position de la Lorraine, région frontalière qui travaille avec le Luxembourg, la Sarre, la Rhénanie, le Palétina, la Wallonie au sein de la grande région. Il y a le travail que la gauche fait au sein du Conseil régional, il y a ces batailles au quotidien pour lutter contre les délocalisations, contre les menaces qui subsistent. Il y a l'investissement dans l'innovation, dans la recherche, dans la formation, dans l'égalité des développements des territoires, dans les aides aux familles, dans le développement durable, dans le transport collectif. Et je veux saluer l'arrivée du TGV Est, le 10 juin 2007. C'est François Mitterrand qui avait lancé ce projet, c'est le gouvernement de Lionel Jospin qui en a permis le financement, et ce sont les collectivités territoriales aussi qui ont participé à ce financement.

Alors, à travers cet exemple, qui est à l'image de ce qu'est la France, une France à la fois qui souffre, mais aussi qui espère, une France qui en a assez de la désindustrialisation, et je vous le dis, demain l'État assumera ses responsabilités, demain l'Europe saura lutter, se protéger contre les délocalisations. Demain, la puissance publique sera au corps au corps avec les régions et avec les départements qui se battent tous les jours pour sauver l'emploi et pour inventer les emplois du futur. C'est l'engagement que je prends aujourd'hui devant vous car le combat contre le chômage, contre la vie chère, contre la précarité, contre les inégalités de toutes sortes constituent le cœur du pacte présidentiel que j'ai construit avec vous. Et ce projet présidentiel, il doit gagner le 22 avril prochain, et pour cela, je compte sur vous, sur votre énergie, sur votre volonté d'avancer.

Alors nous sommes aujourd'hui dans la dernière ligne droite, avant cette décision majeure qui doit définir l'avenir de la France que nous voulons, projets contre projets. Nous allons décider ce que nous voulons pour nos enfants, pour nos anciens, pour nos territoires.

J'ai entendu dans cette campagne participative ce que vous m'avez dit, je sais la France que vous voulez, et j'ai vu aussi ce dont vous ne vouliez plus, et ce que la droite propose aujourd'hui de durcir encore.

Alors, puisque nous sommes dans ce combat des projets et des idées dans la dernière ligne droite, je vais vous poser un certain nombre de questions.

D'un côté, celui de la droite, nous avons une méthode faite de brutalités, de fractures, de ruptures : la voulez-vous, cette méthode ? Moi, je vous propose de réformer avec vous la France sans brutalités. Je suis la force sereine d'un changement efficace face à une brutalité agitée du passage en force.

Du côté de la droite, que voit-on ? Une volonté de diviser les Français et de les dresser les uns contre les autres. Est-ce comme cela que vous la voyez la France de demain ? Moi non plus. Et je vous propose tout le contraire, je vous propose de la rassembler.

De son côté, il nous propose la loi du plus fort : la voulez-vous pour la France ? Moi non plus. Et je vous propose la loi du plus juste.

De son côté, il nous propose l'exercice solitaire du pouvoir qui sait tout : le voulez-vous cet exercice solitaire ? Moi non plus. Et je vous propose des réformes concertées : la démocratie participative, la VIe République, des élus qui rendent des comptes et qui accordent à chaque Français le respect auquel chacun a droit.

De son côté, il pense que la croissance passe par la précarisation. Moi, je vous propose la réconciliation entre l'efficacité économique et la

protection sociale.

De son côté, il nous propose un avenir où tout s'achète, et moi, je considère que nous avons à construire une France où chacun peut construire son avenir.

De son côté, il nous propose une santé qui recule, avec les franchises médicales : la voulez-vous cette santé à plusieurs vitesses ? Moi non plus. La Sécurité sociale sera consolidée, et la création d'une cinquième branche pour la vieillesse et le handicap viendra rassurer nos anciens et ceux qui souffrent le plus.

De son côté, il y a l'inquiétude, les violences non réglées dans les cités. Moi, je veux rassurer, transmettre, harmoniser, éduquer. Je n'ai pas l'intention de m'occuper de moi-même, je veux, demain, bien m'occuper de vous, avec calme, sérénité, autorité juste et généreuse.

Voilà la France neuve que je vous propose de relever avec vous, voilà la France que nous allons construire ensemble, voilà pourquoi, pour elle, pour la France, nous devons gagner l'élection présidentielle.

Oui, enfin, le débat se clarifie. Il y a bien deux conceptions de la société, deux conceptions de l'avenir, deux formes d'exercice du pouvoir.

Pour la droite sortante, il s'agit de faire comme avant, et même en pire, en plus brutal, en moins efficace, en plus destructeur. Moi, je vous propose le vrai changement dont l'attente n'a jamais été aussi forte, je vous le propose avec des valeurs, avec de nouvelles règles, celles de l'ordre juste.

Ils veulent brutaliser la France en divisant les Français, en les montant les uns contre les autres, on le voit bien. Ils veulent opposer ceux qui ont du travail contre ceux qui n'en ont pas, ceux du secteur public contre ceux du secteur privé, les plus âgés contre les plus jeunes. Moi, je veux avec vous réformer la France en profondeur, en rassemblant tous ses talents, toutes ses énergies, ceux qui vont bien comme ceux qui sont fragilisés.

Ils veulent défendre les privilèges de quelques-uns, le bouclier fiscal pour les plus aisés, la TVA antisociale pour tous. Moi, je vous propose le progrès pour tous et le respect pour chacun.

Ils veulent détruire notre pacte social à coups de franchises dans les remboursements de la Sécurité sociale et de la privatisation des retraites. Moi, je vous propose de refonder, de rebâtir un pacte social qui rétablisse l'équilibre de nos comptes sociaux et qui garantisse les solidarités.

Ils veulent la loi du plus fort, la loi de l'argent, où l'échec paie lorsqu'on est au sommet, et quand on a droit, comme M. Forgeard, à un parachute doré alors qu'il n'a su ni gérer ni défendre l'emploi, et que ceux qui paient cette incapacité, cette incompétence, ce sont les salariés licenciés, précarisés, humiliés.

Alors, j'en prends l'engagement ici : oui, bien sûr, la loi sera réformée. Oui, bien sûr la transparence des rémunérations des hauts dirigeants sera imposée. Oui, bien sûr, les syndicats de salariés siègeront au conseil d'administration des entreprises. Oui, bien sûr, il faudra réglementer les stock-options, et s'il y avait un peu de morale, mais peut-on parler de morale quand on constate un tel comportement, alors que l'État est actionnaire, c'est donc qu'il a donné son accord à ce qu'un dirigeant incompétent parte avec la caisse.

Alors, je vous le demande, et l'actuel candidat de l'UMP était membre de ce gouvernement quand cet accord a été donné, alors la question qui se pose : oui ou non, faut-il qu'il rende cet argent aux salariés ? Oui, il faut rendre l'argent, car, quand il y a des comportements aussi insupportables, aussi provocateurs, alors c'est la paix sociale qui est menacée. Alors on comprend que la colère gronde, alors on exige de la politique qu'elle rende des comptes et qu'elle puisse établir des règles, des droits et des devoirs qui soient les mêmes pour tous et qui ne soient pas différents pour les puissants et pour les plus modestes.

Voilà la République que je vous propose pour demain : la République du respect, la République des mêmes droits et des mêmes devoirs.

Puis, ils nous annoncent une école, livrée à la concurrence et au marché, une école qui reproduit et accentue les inégalités de départ. Je veux une école qui tienne la promesse d'égalité de la République et qui ait les moyens d'accomplir sa mission.

Ils ne comprennent pas que les inégalités injurieuses minent la valeur du travail. Moi, je veux consolider la valeur travail en accompagnant efficacement ceux qui entreprennent, ceux qui garantissent à chaque jeune le droit à un premier emploi en permettant à chaque salarié de vivre dignement du fruit de son labeur.

Je veux une France de l'égalité de traitement, où la justice n'est pas à géométrie variable. Je veux, oui, une République du respect où les lois soient les mêmes pour tous et s'appliquent à tous.

Et comme ils ne reculent devant rien pour se droitiser, et comme avec eux, tout est possible, même le pire, les voilà maintenant qui promettent de traquer le gène de la délinquance chez les moins de trois ans et qui imputent à la fatalité biologique le suicide d'adolescents dont on n'a pas su tout simplement entendre la souffrance à temps. Moi, je veux une France où aucun jeune n'est condamné d'avance, où celui qui dérape a droit à une nouvelle chance, où l'on renforce, à l'école, la présence des infirmières scolaires, des psychologues scolaires, des médecins scolaires, pour pouvoir détecter à temps et redonner de l'éducation aux jeunes qui sont en état de désespérance.

Oui, ils veulent une France fragmentée en mémoire concurrence et en communautés rivales. Moi, je tiens à la France républicaine, laïque, respectueuse de chacun et fière de sa diversité.

De leur côté, ils déstabilisent...

"On va gagner !"

Moi, je veux des familles sécurisées, sécurisées par l'emploi, par les services publics, par le logement, à même d'exercer pleinement leur autorité parentale, et pas des familles précarisées et désignées comme démissionnaires dès qu'elles ont des difficultés.

Ils sèment la peur, la méfiance, antichambre de la haine. Moi, je veux une France de la paix civile, une France qui reprend confiance en elle, et qui, parce qu'elle est assurée d'elle-même, regarde le monde sans panique et essaie d'y faire entendre sa voix. Voilà la France que nous allons bâtir ensemble.

Ils sont la brutalité inefficace, fautive de désordre et d'insécurité sociale et publique. Je vous propose que nous soyons ensemble la force efficace, sereine, déterminée, qui remettra la France sur le chemin de la réussite.

Et pour cela...

"Ségo, elle va gagner !"

Vous êtes serrés, là ! Vous avez chaud !

Et pour cela, je suis prête, solide, décidée, décidée à agir vite, car la France a déjà perdu trop de temps, et parce que les Français s'exaspèrent d'un changement qui ne vient pas ou qui prépare le pire. Les Français ont peur d'un avenir où tout devient possible, même le pire.

Je vous propose une France réconciliée, apaisée, en marche, forte parce que juste, une France qui va donner à chacun un vrai désir d'avenir et la capacité de réaliser cet avenir.

"On va gagner !"

C'est pourquoi je vous propose de bâtir ensemble la France présidente. C'est une promesse solennelle, c'est ma façon de vous dire : avec moi, la politique ne se fera plus jamais sans vous.

Je vous ai écoutés, j'ai sillonné la France. Je suis ici avec vous, et je le redis aujourd'hui avec toute ma force et tout mon feu, il y a une façon dépassée de gouverner la France, et cette façon ne marche plus. La campagne participative que j'ai voulue et à laquelle vous êtes si nombreux à avoir répondu préfigure la façon dont demain je présiderai avec les Français. C'est nécessaire pour agir juste, c'est évident pour instaurer, pour mettre fin à tout... Gardez de l'énergie pour la campagne !

La France présidente, c'est la clé de l'efficacité des politiques publiques.

La France présidente, c'est la politique élaborée, évaluée, corrigée au besoin avec celles et ceux auxquels elle est destinée, c'est-à-dire vous, les citoyens.

La France présidente, c'est ma façon de vous dire combien j'ai besoin de vous, de vos intelligences, de vos exigences, de vos générosités, combien je compte sur vous pour construire une France qui se ressemble et se rassemble. Oui, j'ai besoin de chacun et chacune d'entre vous pour remettre la France présidente en mouvement.

La France présidente, c'est... Gardez de l'énergie, sinon, nous allons être ensemble jusqu'à minuit, ce qui n'est pas pour me déplaire. Cela dit, si je ne peux pas parler, nous pouvons nous regarder, c'est aussi très agréable car je sens votre affection, votre énergie, votre enthousiasme, votre envie de gagner, votre désir de victoire, et moi aussi, je l'ai, ce désir de victoire.

La France présidente, c'est la force de l'action.

La France présidente...

"Ségo, Ségo !"

Alors, on écoute un petit peu, et après on réapplaudit, d'accord ?

La France présidente, c'est l'affirmation de la volonté politique sur les mécanismes aveugles de l'économie. C'est une France qui refuse le chantage au licenciement, la ségrégation scolaire, les précarités imposées.

C'est une France qui tiendra ferme sur cette idée toujours neuve, l'égalité réelle à construire sans relâche.

La France présidente, c'est la France de la restauration de la puissance publique et de la crédibilité retrouvée de la parole politique.

C'est la France des solidarités durables qui permettront au pays de reprendre son destin en main.

C'est la France où chacun aura une chance de conduire sa vie car ce privilège de quelques-uns doit devenir autant que faire se peut le droit de tous.

La France présidente, c'est la France qui sait que tout se tient : la lutte contre la précarisation du travail, le refus de l'écrasement du pouvoir d'achat, des salaires et des retraites que je revaloriserai.

"Et des mineurs !"

... Et des mineurs et des retraités et des petits retraités.

La bataille pour le droit au logement, le soutien aux familles fragilisées, la fin des exclusions scolaires et des discriminations qui font injure à la République, des insécurités sociales et publiques qui frappent les plus faibles et qui inquiètent tous les autres, car, aujourd'hui, nul n'est plus à l'abri de ces violences.

La France présidente, c'est celle qui posera les mots justes sur les souffrances, mais aussi sur les espérances des Français, et notamment de tous ceux des catégories les plus populaires qui se sont éloignées en ayant le sentiment de ne compter pour rien. Alors, moi, je vous le dis, la France présidente va s'occuper de vous et vous redonnera envie de revenir prendre la parole pour construire en commun notre destin futur.

La France présidente, c'est aussi celle du donnant/donnant et du gagnant/gagnant qui fait que les uns ne gagnent pas au détriment des autres, mais que nous gagnerons ensemble les uns avec les autres, et même les uns parce que les autres.

La France présidente, c'est ma façon de dire aux Français : oui, vous allez devoir choisir, je l'ai dit tout à l'heure, entre d'un côté la France des clans, celle des puissances de l'argent, du CAC 40 et du MEDEF, celle de l'État confisqué par un seul parti, l'UMP, la France des divisions et des oppositions exacerbées qui nous dressent les uns contre les autres, ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, ceux qui peuvent payer des retraites par capitalisation et ceux qui ne le pourront pas, ceux qui auront les moyens de se soigner et ceux qui ne les auront pas, ceux qui peuvent choisir l'école de leurs enfants et ceux qui n'y songent même pas, celle qui oppose les immigrés d'hier contre ceux d'aujourd'hui, et la liste serait sans fin. Mais ces oppositions-là, c'est une France qui ne marche pas, et c'est une France qui, tôt ou tard, explosera.

Et de l'autre côté, ce que je veux avec vous, c'est une France qui rassemble, qui mobilise ses talents, ses énergies, aujourd'hui gaspillées et gâchées. C'est la France où tout le monde tire dans le même sens, c'est celle qui relance la croissance au bénéfice de tous, c'est la France du travail pour tous et d'un métier pour chacun, c'est la France qui garantit à tous les jeunes le droit à un premier emploi, c'est la France qui donne la chance à celles et ceux auxquels aujourd'hui, on refuse leur première expérience professionnelle. C'est le contrat première chance qui débouche sur un CDI, ce sont les 500 000 emplois-tremplins que j'ai pris l'engagement de créer avec les régions, c'est l'allocation autonomie pour les jeunes en contrepartie de laquelle ils auront l'obligation de réussir leurs études. Et c'est, pour nos anciens, la garantie de la protection, la garantie de l'accès à la santé, la garantie d'une vie de famille paisible, la garantie de l'augmentation des petites retraites, la garantie du pouvoir d'achat défendu, la garantie de la qualité de vie assurée.

Et entre les deux, pour les adultes, et je pense aux salariés de plus de 50 ans, aux femmes en particulier si durement frappées par le chômage, ce sera le droit à la Sécurité sociale professionnelle, car il n'est plus acceptable que des entreprises se débarrassent de salariés de plus de 50 ans, alors que nous avons besoin de leurs compétences, de leur expérience. Demain, la Sécurité sociale professionnelle que je propose, et qui leur garantira en cas de licenciement le maintien du salaire à 90 % pendant un an, leur permettra de garder leur dignité, d'accéder à une nouvelle formation professionnelle, d'être accompagné de façon individualisée et de retrouver un emploi. C'est cela la France solidaire que je vous propose.

Et puis c'est la France du pouvoir d'achat défendu et celle qui lutte contre les abus bancaires, contre ces surtarifications bancaires insupportables et qui plongent les familles dans l'endettement. Oui, ces tarifications seront contrôlées. Oui, nous protégerons les familles contre le surendettement et contre l'endettement. Oui, nous mettrons fin à ces abus qui font qu'aujourd'hui, les banques font leurs bénéfices sur le dos des plus fragiles et des plus modestes.

La France présidente, c'est aussi celle qui investit dans la formation et dans la qualification et dans la matière grise à tous les âges de la vie. C'est celle qui tiendra pour chacun la promesse de l'égalité scolaire, je l'ai dit tout à l'heure. La France présidente prendra tous les moyens de remettre l'école au cœur de tout et en avant de tout, car l'école est le cœur battant de la République.

La France présidente apportera aux enseignants la reconnaissance du pays et les moyens d'accomplir leur mission, et la reconnaissance du respect qui leur est due.

La France présidente saura pousser chaque élève, depuis la maternelle jusqu'au baccalauréat ou jusqu'à la formation professionnelle, à donner le meilleur de lui-même, à ne pas restreindre ses ambitions, et fera en sorte qu'à chaque étape, le soutien personnalisé dont un enfant et un adolescent a besoin lui soit donné gratuitement, et cela dès la prochaine rentrée scolaire. C'est le soutien scolaire individualisé.

La France présidente, c'est celle qui prend le parti pris de répondre à la crise du logement, avec le bouclier logement inclus dans le projet, dans le pacte présidentiel que je vous propose. C'est celle qui sécurise les locataires en créant le service public de la caution, c'est celle qui est

capable de tenir sa parole et de construire les 120 000 logements sociaux par an et de les répartir harmonieusement sur l'ensemble du territoire. C'est celle qui lutte contre la spéculation foncière et immobilière qui empêche aujourd'hui de plus en plus de familles de se loger dignement.

Et puis la France présidente, c'est celle qui va s'engager et qui va engager l'Europe avec elle dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la planète.

Oui, nous allons relever le défi écologique, au lieu d'y aller à reculons, pour ne pas indisposer toutes les puissances financières, tous les lobbies du statu quo, tous les intérêts économiques qui ne veulent pas bouger. Et c'est la France qui y voit, et j'y vois une chance de développement et de bien-être, une potentialité de constructions d'emplois, comme on le fait ici, comme le fait Jean-Pierre Masseret dans la région, il y a des centaines de milliers d'emplois à conquérir dans le domaine de l'environnement, de l'écologie, du développement durable, d'une nouvelle agriculture, des énergies renouvelables, d'une autre façon d'habiter, de dépenser, de fonctionner, de consommer et de se déplacer, etc. Voilà le défi écologique que nous relèverons ensemble.

La France présidente, c'est une France qui s'engage à mettre en place de nouvelles règles du jeu, qui refonde le pacte républicain et qui remet le peuple souverain au cœur de l'action publique. C'est une France qui aura le courage de regarder la mondialisation telle qu'elle est : soit un chaos, soit une chance. Un chaos si nous laissons faire et si nous laissons aller avec un libéralisme sans foi ni loi ; une chance si nous pesons de toutes nos forces pour changer l'échange inégal qui a spolié pendant tant d'années l'Afrique, une partie de l'Asie et l'Amérique du Sud.

On sait bien que nous ne sauverons pas tout seuls, on sait bien que la France sauvera ses emplois et pourra même en créer de nouveaux, si le monde est moins inégal, si la faim et si la maladie reculent, si le savoir partagé progresse, si les cultures se mélangent et échangent.

En revanche, la mondialisation peut être un drame, un terrible drame si chacun se replie, dresse des barrières, installe des miradors à ses frontières, et si l'autre, au lieu de devenir une chance, devient un intrus, et pour finir, un ennemi. Et cette mondialisation-là, nous ne la voulons pas. Nous ne voulons pas une mondialisation abandonnée aux seules forces des marchés. À nous de construire ces digues d'un nouveau monde, à nous de construire cet idéal qui est réalisable et qui détermine aussi notre destin commun et ce que la France deviendra à l'échelle de la planète.

"Ségolène, présidente !"

Oui, je suis convaincue que la France est parfaitement capable de tirer parti de la globalisation, et ce sera le sens de la politique internationale que je conduirai, sur le plan économique, social et naturellement culturel. La France possède les atouts et les talents nécessaires, elle a des entreprises dynamiques et innovantes qui savent s'imposer sur les marchés à l'étranger. Ces entreprises ont elles-mêmes l'appui de communautés françaises expatriées qui sont pleines de dynamisme et dont l'éloignement géographique n'a pas rompu les liens qui les unissent à leur patrie. La France est un grand pays, la France est un pays équipé pour faire face aux défis de la modernité.

Ensuite, la France n'est pas seule. Depuis 50 ans, elle a choisi l'Europe. Et je le dis ici, l'Europe doit rester la grande ambition et la grande réalisation du XXI<sup>e</sup> siècle, mais pas n'importe quelle Europe, les Français l'ont dit. Moi non plus, je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre échange adossée à l'OTAN. Je veux encore moins d'une Europe de tous contre tous, où la compétition fiscale et sociale remplace la solidarité et dans laquelle la concurrence sert de projet de société.

L'Europe que je veux avec vous doit élever le niveau de tous les pays et de chaque individu, et non pas les abaisser. C'est pourquoi l'Europe doit se fixer comme objectif une croissance dynamique et créatrice d'emploi. Je relancerai les politiques communes sur les enjeux majeurs que nous avons à affronter. En Europe comme en France, la croissance reviendra dans l'investissement, dans la recherche, dans l'innovation, dans les énergies renouvelables, dans les transports collectifs, dans une agriculture de qualité. Une Europe doit se battre aussi pour faire émerger une politique industrielle, comme le font les grands continents émergents. Et ici, dans cette région si proche des autres frontières européennes, je sais que vous sentez très fortement cette nécessité, que vous montrez l'exemple, et je compte sur vous, je compte sur cette région pour tracer le chemin et pour montrer comment, demain, l'Europe que nous allons construire va créer des emplois et distribuer du pouvoir d'achat.

Et c'est parce que l'Europe ne doit plus s'abandonner au seul dogme de la concurrence que je proposerai à nos partenaires la négociation d'un protocole social. Les Partis socialistes européens ont avancé sur ce point avec Jacques Delors pour renforcer les droits des travailleurs, et je sais que cette idée commence à faire son chemin. Il m'appartiendra, puisque la France présidera, le 1<sup>er</sup> juillet 2008, l'Union européenne, d'accélérer la construction de cette Europe sociale qui va réconcilier les solidarités sociales et l'efficacité économique.

Puis, comment ne pas aborder, dans le cadre de ces quelques éléments de politique étrangère dont je veux vous parler ici, parce que c'est de la France qu'il s'agit aussi, et je ne vois pas pourquoi je n'en parlerais pas ici car tout se tient, je crois que c'est parce que la France retrouvera sa place et son influence sur la scène mondiale qu'elle pourra aussi d'autant mieux régler les problèmes qui sont les siens.

C'est encore avec l'Europe et les Nations unies que la France doit poursuivre l'objectif du respect scrupuleux des traités en matière de non-prolifération nucléaire. Avec équité, mais sans faiblesse, nous devons trouver les solutions nécessaires pour faire entendre raison à ceux qui mettent en danger la sécurité du monde, en violation de leurs propres engagements.

Et comme la Corée du Nord est en train de le faire, l'Iran doit accepter de revenir sur sa décision de poursuivre dans la voie du nucléaire militaire. L'Iran doit savoir, et si je suis élue, croyez bien que je lui rappellerai qu'elle ne pourra retrouver au sein de la communauté des nations la place à laquelle l'ancienneté de sa civilisation et de sa culture lui donne droit, que si elle rompt avec ce style de provocation permanente qui est devenue depuis quelque temps le dernier mot de ses dirigeants.

J'ai pris depuis longtemps, vous le savez, des positions très fermes et très claires sur cette affaire du nucléaire iranien. À l'époque, j'étais bien isolée, on s'est même moqué de mes propos. La suite, aujourd'hui, me donne raison. Vous voyez que l'incompétence internationale se transforme en compétence internationale, et j'ai dit que c'est l'esprit même des traités de non-prolifération qui se trouve bafoué par le pouvoir à Téhéran. Et j'ai dit qu'il leur faut répondre sur le même ton : puisque vous vous servez du nucléaire civil pour accéder, c'est évident, au militaire, nous voilà donc contraints d'entraver votre accès au premier pour vous barrer la route dans votre effort vers le second.

Eh bien, cette position que je crois juste, cette position qui, j'en suis convaincue, est la seule vraiment conforme à l'esprit du traité de non-prolifération, je ne vais certainement pas l'amender une fois entrée à l'Élysée, je ne vais céder ni à l'intimidation ni au chantage. Et si je refuse de céder, c'est parce que, lorsque la paix du monde est en question, c'est l'avenir de nos enfants et de la génération qui vient qui est en jeu.

J'ajoute que cette politique de fermeté, ce refus du chantage nucléaire et de la terreur, c'est aussi ce que les Iraniennes et les Iraniens eux-mêmes attendent aujourd'hui de nous : ces étudiants courageux qui bravent la dictature, ces femmes debout qui ne veulent pas plier, ces laïcs, ces intellectuels qui ne veulent pas voir la grande culture perse prise en otage par un clan, ces classes moyennes en Iran qui ne supportent plus l'idée de voir les richesses du pays, sa manne pétrolière détournées à son profit par une oligarchie étroite. Tous attendent qu'une voix s'élève pour les encourager et les soutenir, et je voudrais que cette voix soit encore, bientôt, celle de la France.

D'une manière plus générale, la France, à mes yeux, a la responsabilité particulière de veiller à ce que soient partout, à travers le monde, respectés les droits de la personne humaine. La France est le pays des droits de l'homme, la France et les Lumières, et donc les droits de la personne humaine.

Nous allons bientôt célébrer le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, signée à Paris en 1948 sous les auspices des Nations Unies, et ce sera une occasion de plus de rappeler que nous avons, nous Français, autant, et peut-être plus que quiconque, le devoir sacré de ne plus tolérer les humiliations, les violences, les discriminations infligées aux hommes par d'autres hommes, tous les racismes à l'échelle de la planète.

Il n'y aura plus, si je suis élue, de bonne et de mauvaise dictature, car je ne crois pas qu'il soit dans l'intérêt de la France de se taire quand elle a le sentiment que l'essentiel, c'est-à-dire le principe même de la démocratie, est en péril. Je crois surtout que la voix de la France doit en toutes circonstances rester la voix de la France. Je crois que son message d'humanisme et d'universalisme vaut face aux guerres oubliées d'Afrique autant que face à la guerre de Tchétchénie avec laquelle nous sommes en désaccord.

Dès le 18 mai, quelques jours seulement après le résultat de l'élection présidentielle, aura lieu le sommet de l'Union européenne et de la Russie, et la France devra, ce jour-là, donner le ton. La France devra commencer ce jour-là d'appliquer le programme que j'ai annoncé le 11 février dernier à Villepinte. Ne doutez pas que j'aurai à cœur à la fois de jeter les bases d'un bon dialogue constructif avec ce grand pays qu'est la Russie, mais de ne pas oublier pour autant d'interroger mes interlocuteurs sur la situation chez eux faite à la presse libre et à ses journalistes.

La politique internationale de la France, c'est aussi, parmi bien d'autres sujets, mais celui-ci est important : l'attitude à adopter vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. Là-dessus, soyons très clairs : les États-Unis sont nos amis, nous fûmes leurs alliés il y a un peu plus de trois siècles lors de leur guerre d'indépendance, et ils furent les nôtres au milieu du siècle dernier lorsqu'il fallut terrasser l'hydre nazie.

Ils furent la première démocratie au monde et restent par la taille la plus grande. Nous leur avons, nous Européens, transmis en retour nos idéaux de liberté, d'égalité, et surtout de fraternité entre les hommes, quelle que soit leur origine.

Mais nos destins, et nos destins aujourd'hui, je le dis très clairement, ne sont pas disjoints face à cet ennemi commun qu'est le terrorisme international, et qui peut, vous le savez, frapper aussi bien à Londres, à Madrid, à New York, et aujourd'hui à Alger. Je veux ici avec vous exprimer publiquement notre horreur et notre indignation devant les attentats ignobles et qui ont fait aujourd'hui tant de victimes.

Mais alliance sur ces questions ne signifie pas aveuglement. Être ami ne veut pas dire tout accepter de son ami, appartenir à une même famille démocratique implique, comme dans toutes les familles, que l'on sache, quand il le faut, critiquer, gronder, et même se fâcher. Et c'est vrai pour la guerre en Irak, cette tragique erreur.

Et je le dis très nettement : la France gardera son autonomie de jugement et d'action vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. Et je ne serai pas celle qui ira serrer la main de George Bush, comme si de rien n'était, sans un mot pour nos désaccords tactique et stratégique quant à la bonne façon, par exemple, de lutter contre la contagion de l'extrémisme religieux et du terrorisme qui lui est si souvent lié.

Oui, la France agira avec indépendance et sans arrogance. Elle tiendra son cap et elle affirmera par ma voix ses principes.

Voilà, mes chers amis, ce que je suis venue vous dire ici à Metz, en Lorraine, mais je vois les amis alsaciens qui sont aussi là, je suis venue vous parler tout simplement, tout grandement de la France, de celle que nous voulons bâtir ensemble. Je compte maintenant sur chacun et sur chacune d'entre vous, dans cette assemblée chaleureuse, pour faire comprendre à votre tour l'enjeu dont il s'agit : le choix qui s'offre aux Français.

On nous dit qu'il y a encore plus de 18 millions d'électeurs indécis. Je respecte cette indécision. Je crois que les Français ont compris que ce choix était très important, qu'une page de l'histoire allait s'écrire, que ce choix allait engager la France pas seulement pour les cinq années qui viennent, mais sans doute, vous l'avez compris, avec la profondeur et la divergence des valeurs et des visions, vous l'avez compris sans doute, pour une génération.

Vous le savez aussi, ce qui va se passer dans quelques jours, ici en France, est regardé par le reste de la planète. Je veux que la France continue à porter haut ses valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité, de fraternité, je veux qu'elle continue à montrer l'exemple, je veux qu'elle

se relève et qu'elle cesse d'être tirée vers le bas. Je sais qu'elle mérite beaucoup mieux que ce qu'elle a aujourd'hui.

Alors je compte sur chacun et sur chacune d'entre vous. Allez convaincre les citoyens un par un, avec ce projet, avec cette explication, avec ce choix, avec ces enjeux, avec cette bataille, projets contre projets, idées contre idées, valeurs de construction contre valeurs de destruction. Allez faire connaître ces nouvelles règles que je vous propose, cet idéal que je veux construire avec vous.

Je vous demande de porter haut la parole que je viens de vous donner parce que, en la portant, tout simplement, vous porterez la France.

Vous êtes venus ce soir très nombreux, vous me donnez une formidable liberté, une énergie extraordinaire, cette énergie que la France attend, cette énergie dont je me sens remplie avec vous, en appui sur vous, cette énergie qui fait que je suis prête à relever la France avec vous et à la construire.

Sans vous, je ne peux rien, mais avec vous, avec ce mouvement populaire qui refuse l'intoxication par les sondages, comme si ce n'était même plus la peine de voter, alors que 18 millions de Français ne répondent pas aux sondeurs.

Eh bien nous, nous allons leur répondre, et nous allons nous mettre en mouvement. Nous l'avons, ce devoir de victoire, nous l'avons, cette exigence de réussite, je l'ai avec vous, je me bats pour gagner, je sens un souffle se lever, je sens que l'élection présidentielle doit permettre à la France de gagner, de se reconstruire, de refuser toutes les formes de violence et de brutalité, de tourner le dos au passé qui a fait tant de mal, et de choisir un avenir nouveau pour vous tous et pour toutes les générations.

Voilà ce que je veux incarner avec vous et pour vous. Voilà ce que nous allons réaliser ensemble. Voilà la force qui doit se mettre en mouvement. Voilà l'élan populaire que je sens dans le pays, et ce soir parmi vous, aujourd'hui.

Alors, la voulez-vous, cette France plus juste ? La voulez-vous, cette France plus forte ? Le voulez-vous, ce désir d'avenir ? La voulez-vous, cette victoire ?

Alors en avant. Vive la République, vive la France !

\*\*\*

Chers amis, bonsoir !

Merci à vous tous !

Si nombreux, si chaleureux, si mobilisés !

Merci à tous ceux qui sont ici présents, venus de tous les outre-mers.

D'abord, je voudrais saluer tous les artistes et tous ceux qui se sont exprimés avant moi.

Victorin Lurel, Christiane Taubira, Stéphane Pocrain, George Pau-Langevin qui s'exprimera tout à l'heure, Patrick Bloche, Harlem Désir, je vois aussi Roger Madec, José Pentroscope, et puis les auteurs des messages que nous entendrons tout à l'heure : Marie-Claude Tjibaou, Oscar Temaru et Aimé Césaire. Je pense que nous pouvons les applaudir.

Je suis très heureuse de vous voir si nombreux, si chaleureux, si mobilisés, venus de tous les outre-mers ou amis de tous les outre-mers.

Y'a-t-il dans la salle des Martiniquais ? (la salle : oui !)

Des Guadeloupéens ? (oui !)

Des Guyanais ? (oui !)

Des Réunionnais ? (oui !)

Ceux qui sont venus de Mayotte ? (oui !)

De Nouvelle Calédonie ? (oui !)

De Polynésie ? (oui !)

De Wallis et Futuna (oui !)

Et peut être même de St Pierre et Miquelon ?

Alors, vous avez une responsabilité toute particulière, parce que à travers vous, je m'adresse bien évidemment à des centaines de milliers de nos concitoyens, à des millions de compatriotes dans les outre-mers auxquels j'adresse, à travers internet, un salut fraternel : disons leur bonjour !

Ils ont en effet, nos frères et sœurs de là-bas, une responsabilité particulière, savez-vous pourquoi ? Eh oui, ils vont voter ! Avant l'Hexagone. En Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à St Pierre et Miquelon et en Polynésie. Et savez-vous quel jour ils vont voter ? Le 21 avril ! Alors, c'est vrai qu'ils ont une responsabilité particulière.

Mis surtout, ici, je voudrais remercier toutes celles et tous ceux qui m'apportent leur témoignage, qui m'expriment leur soutien.

Je voudrais vous dire aussi que ce moment est pour moi un moment d'émotion puisque je suis allée, il y a peu de temps, à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe. Dans les autres outre-mers, je m'y rendrai... après les élections !

Aux Antilles, je me sens chez moi, vous le savez, puisque j'y ai passé trois années de mon enfance et que ces trois années d'enfance, entre l'âge de six et dix ans, elles sont inoubliables. Elles sont là, dans mon cœur, avec le soleil, avec les odeurs, avec les couleurs, avec les merveilles de l'île de la Martinique, que j'ai retrouvée récemment. Et puis avec le soutien d'Aimé Césaire qui a accepté d'être le président d'honneur de mon comité de soutien.

On m'avait préparé un beau discours, sur les problèmes des outre-mers, mais j'en ai parlé lorsque j'étais sur place. Ici, aujourd'hui, je voudrais vous parler tout simplement, et c'est normal, de la France, et pas seulement de certains départements et territoires. Je voudrais vous dire que nous sommes là dans la dernière ligne droite, d'un enjeu majeur, pour la France, d'un choix tout à fait essentiel, d'un combat crucial, d'un combat qui va permettre aux Français de faire le choix de leur avenir. Oh, pas seulement pour cinq ans, mais sans doute au-delà, compte tenu de la profondeur des crises que nous laisse la droite, des crises morales, sociales, économiques, écologiques, des enjeux à l'échelle internationale, de l'Europe qu'il y a à reconstruire, de la mondialisation que nous devons maîtriser. Eh bien oui, tous ces enjeux vont être tranchés lors du choix qui sera fait pour l'élection présidentielle.

C'est pour cela que je me bats avec vous.

Je me bats avec vous pour relever la France.

Je me bats avec vous pour la victoire !

Je me bats pour la victoire parce que je pense que la France mérite beaucoup mieux que ce qu'elle a, pas vous ? (la salle : oui !)

Je me bats pour la victoire parce que je veux que la loi du plus juste remplace la loi du plus fort, pas vous ? (oui !)

Je me bats pour la victoire parce que je veux que les valeurs humaines reviennent au cœur de toutes les décisions politiques à la place des valeurs boursières, pas vous ? (oui !)

Je me bats pour la victoire parce que je pense que la France a besoin d'être réformée sans être brutalisée, pas vous ? (oui !)

Je me bats pour la victoire parce que je crois qu'en voilà assez de cinq années de libéralisme, qui ont vu monter les insécurités, les précarités, les injustices de tous ordres et toutes les formes de violences et de discriminations.

C'est à cela qu'il faut mettre fin.

C'est à ce déclin qu'il faut mettre fin.

C'est cela qu'il faut stopper.

C'est le sentiment aussi, vécu, par des millions de nos compatriotes, qui pensent que la politique ne sert plus à rien. Qui croient qu'ils ne comptent plus pour rien. Moi, je dis à tous ceux-là, qu'il faut qu'ils reprennent confiance dans la politique, parce que la politique telle que je la conçois ne sera plus jamais comme avant. Plus jamais elle ne se fera sans les Français !

À l'image de la campagne participative que j'ai conduite avec vous, demain la France se relèvera avec vous, parce que j'ai confiance en vous. Je sais que c'est ce que vous voulez. Moi, je crois à l'intelligence collective des Français. Je veux qu'à chaque endroit où ils sont, où ils vivent, où ils travaillent, où ils recherchent du travail, où ils se forment, où ils s'éduquent, qu'à chaque endroit où ils se trouvent, ils aient la possibilité de maîtriser leur vie, de choisir leur destin, de peser sur le cours des choses, de transmettre à leurs enfants les valeurs auxquelles ils tiennent, pour qu'à leur tour ces enfants puissent transmettre à la génération qui suit les valeurs auxquelles nous tenons, les valeurs de solidarité, les valeurs de respect des autres, les valeurs de progrès social, les valeurs de recul de toutes les formes de brutalité, bref, les valeurs de gauche, profondément de gauche mais également bien au-delà, les valeurs bien au-delà de la gauche.

Je veux rassembler toute la gauche au premier tour de l'élection présidentielle, toute la gauche !

Parce que c'est si je rassemble toute la gauche que les français auront droit à un vrai choix pour le second tour. Je me bats pour être qualifiée pour le second tour.

Je me bats pour arriver en finale !

Alors, j'entends bien, les conseils qui me sont prodigués ici ou là, je les entends, je les écoute, je les respecte, mais ce qui me semble important aujourd'hui avec vous et dans toutes ces salles où je vais, si nombreuses, avec tous ces citoyens, ces citoyennes, si fortement rassemblés qui attendent qu'un espoir se lève, c'est ma responsabilité de rassembler un plus grand nombre possible de Français et de Françaises dès le premier tour. Parce que c'est du score du premier tour que dépendra la dynamique de victoire pour le second tour. Voilà la vérité.

Et puis je crois, après les avoir écoutés, que les Français ont soif de changement. Ils ont envie de quelque chose d'autre. Ils voient bien que les solutions mises en place depuis cinq ans ne marchent pas et même, au contraire, qu'elles dégradent, qu'elles cassent quelque chose, qu'elles créent du désespoir.

Alors il faut essayer autre chose.

Il faut de nouvelles règles du jeu.

Il faut à la fois s'appuyer sur des valeurs fondamentales mais en même temps, poser un regard neuf sur le monde tel qu'il est aujourd'hui pour avoir la volonté de régler avec efficacité et rapidité les problèmes urgents qui se posent actuellement à la France tout en préparant et en relevant les défis du futur.

Les valeurs fondamentales, ce sont d'abord des familles qui fonctionnent bien et qui soient aidées au bon moment quand elles ont des difficultés à élever leurs enfants. Il faut qu'elles puissent accéder à des logements sécurisés et qu'elles puissent être épaulées, par de la médiation familiale par exemple, lorsqu'elles sont débordées par les problèmes adolescents. Oui, je veux que les familles aient les moyens de bien éduquer leurs enfants.

Ensuite, il y a l'école et vous le savez, au cœur du pacte présidentiel, au cœur de la France Présidente que je vous demande de construire avec moi, il y a l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation, au cœur de tout et en avant de tout.

Et puis l'investissement dans la matière grise, dans la formation professionnelle car c'est comme cela que nous relancerons la machine économique, bien évidemment. C'est en unissant nos efforts à l'échelle de l'Europe, mais c'est aussi en France, en remettant à niveau l'investissement dans la formation professionnelle, dans l'innovation et dans la recherche que nous défendrons les emplois d'aujourd'hui et que nous créerons les emplois de demain. Voilà le défi que je veux relever avec vous.

La France en est capable, elle a beaucoup de talents, de talents qui aujourd'hui sont parfois trop douloureusement gaspillés, gaspillés par le chômage des jeunes, et ce sera le combat principal, cette lutte contre le chômage des jeunes.

Le chômage et la précarité des bas salaires : ce sera un combat central que celui du relèvement des bas salaires, que la lutte contre le chômage des femmes, que la lutte contre le chômage des salariés de plus de cinquante ans parce que c'est quand nous ferons la société du plein emploi, c'est-à-dire du travail pour tous que nous réglerons aussi le problème des déficits des comptes sociaux et de la dette.

Quand j'entends certains citoyens dire : "mais vous parlez beaucoup des jeunes, et les anciens alors ?", je vous le dis : tout se tient. C'est parce qu'il y aura la victoire de la lutte contre le chômage que nous pourrons continuer à améliorer la situation des anciens, que nous pourrons augmenter le niveau des petites retraites, que nous pourrons garantir à tous l'accès à la santé et pas, comme le dit le candidat de l'UMP, en créant des franchises. Oui, c'est très grave pour les personnes âgées ce qu'il dit, parce qu'il a un projet de remboursement de franchises médicales sur l'ensemble des soins médicaux. Je ne veux pas de cette santé à plusieurs vitesses !

Avec moi, la France Présidente va garantir la présence des services publics sur tous les territoires, urbains et ruraux.

Avec moi, la France Présidente va garantir l'égalité d'accès à la santé pour tous et en particulier pour les plus fragiles, pour les personnes en situation de handicap et pour les anciens qui aujourd'hui ont peur. Ils ont peur lorsqu'ils voient les enfants et les petits enfants au chômage, ils se demandent de quoi demain sera fait.

C'est pourquoi, la France que je vous propose, c'est une France des solidarités entre les générations. Où l'on cesse, comme aujourd'hui, de dresser les Français les uns contre les autres, de dresser les anciens contre les jeunes, de dresser les fonctionnaires contre ceux qui ne le sont pas, de dresser tel système de retraites contre tel autre, de dresser ceux qui auront droit aux heures supplémentaires contre ceux qui n'auront pas droit, de dresser ceux qui pourront se payer des retraites par capitalisation contre ceux qui ne le pourront pas. Voilà la France que nous ne voulons plus !

Moi, je vous propose une France harmonieuse où l'État assume ses responsabilités, où l'on met fin aux insupportables provocations des rémunérations incroyables des hauts dirigeants des entreprises qui, en plus, mettent les salariés sur le carreau.

Oui, il y a du travail à faire.

Mais ce travail ne nous fait pas peur.

Parce que nous sommes fermement appuyés sur les valeurs auxquelles les Français dans leur grande majorité croient, c'est ce que j'ai vu dans les débats participatifs. Et puis, ils attendent de nouvelles règles du jeu, c'est ce que je vous ai envoyé dans la profession de foi que vous recevrez dans quelques jours, si ça n'est déjà fait. Vous y verrez aussi les mesures immédiates qui seront prises dès le résultat de l'élection présidentielle car il y a des urgences à régler. L'urgence scolaire : pour la prochaine rentrée scolaire, je rétablirai, dès cet été, les emplois qui viennent d'être supprimés par la droite.

Oui, nous voilà donc, engagés dans la dernière ligne droite d'un rude et beau combat, projet contre projet.

Un combat pour la France et pour l'avenir de ses territoires.

Ce choix oppose deux conceptions, deux conceptions des solidarités, deux conceptions de l'exercice du pouvoir.

Avec la France Présidente, je veux bâtir une République fière de sa diversité, une République respectueuse des identités de ses territoires, une République de la reconnaissance due à chacun, une République du progrès pour tous et de l'égalité réelle.

Je veux mener une lutte sans merci contre les discriminations qui frappent les originaires d'outre-mer vivant dans l'Hexagone.

Je sais, pour nos compatriotes d'outre-mer vivant dans l'hexagone - je le sais, je les connais, je les vois - les discriminations dont ils souffrent.

Que de colères rentrées, de souffrances, d'humiliations dans son propre pays ! Quel manquement au devoir élémentaire d'égalité, que de rancœurs compréhensibles accumulées parce qu'on ne trouve pas un stage, parce qu'on est refusé sans raison pour un poste, même si l'on est diplômé, parce que trouver un logement, c'est encore plus difficile que pour les autres, surtout si l'on est jeune.

Et c'est comme cela que, Français à part entière, on se retrouve Français entièrement à part.

Et bien, c'est à cela, que je mettrai fin dans la France Présidente !

Je renforcerai les moyens d'intervention de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations.

Je veux que les comportements discriminatoires soient sanctionnés sans faille et qu'en parallèle, les comportements exemplaires soient mis en valeur. Je veux que les entreprises comprennent que ces jeunes auxquels elles ferment la porte sont une chance gâchée.

Je veux que celles qui seront sanctionnées sachent ce qu'il en coûte de discriminer et soient, par exemple, exclues pour une période des marchés publics.

Voilà comment je sanctionnerai les discriminations car la République, la France Présidente n'a que faire de la couleur de la peau. Au contraire, elle a une exigence à remplir et ces moyens donnés à la Haute Autorité, je vous demanderai à vous, mouvements associatifs de veiller avec vigilance au respect de cet engagement.

Il faudra, en effet, de la vigilance, de la volonté politique et l'évaluation des résultats.

La France Présidente est une France métissée, fière de sa diversité, c'est une chance dans le monde actuel et je veux que tout le monde le comprenne et le mette en pratique.

Vous le savez, c'est la gauche qui avait conçu le projet de Cité des outre- mers qui devait mettre en valeur la richesse des cultures ultramarines, les donner à voir, à comprendre, à aimer dans l'Hexagone, comme une dimension de notre culture commune.

On le sait, ce projet a été abandonné par la droite, eh bien ce beau projet sera repris.

Je veillerai à ce qu'il témoigne d'une ambition culturelle exigeante, à la mesure des cultures des outremer, et incarne ce parti-pris, comme le dit Édouard Glissant, de "diversalité", de République métissée, créative, attentive à tous ses talents que j'appelle de mes vœux et que nous construirons ensemble.

Je ferai aussi en sorte que l'histoire des outremer soit mieux intégrée dans les programmes scolaires de la République. Et nous signerons la charte des langues régionales.

Je crois, moi, que la France, doit en effet assumer son histoire, toute son histoire.

Sans amnésie, ni repentance.

La France doit avoir la fierté de ses moments radieux et de son message lorsqu'il porte des valeurs universelles.

Mais je crois aussi que notre pays doit être capable de porter un regard apaisé et de poser des mots justes sur les pages les plus sombres de notre histoire commune, sur ces moments où les pratiques ont trahi les principes.

Nous devons être capables de reconnaître l'esclavage pour ce qu'il fut : un crime contre l'humanité.

C'est ce qu'a fait la loi portée par Christiane Taubira et Victorin Lurel, votée en 2001.  
C'est la gauche, comme vous l'avez dit tout à l'heure, qui a voulu cette loi.  
Et c'est la droite qui, deux ans durant, en a retardé l'adoption au Sénat, et cela, il faut le rappeler.

Alors je vous le dis comme je l'ai dit à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe : cette histoire doit être enseignée et transmise à tous les écoliers de France car elle est nécessaire pour comprendre ce qui nous a faits ce que nous sommes et ce qui, dans la mémoire collective et les consciences individuelles, continue à agir.

J'en profite pour répondre clairement à la question du Comité Marche du 23 mai 1998, que m'a posée Serge Romana.

Comme vous le savez, sur la proposition du Comité de personnalités pour la mémoire de l'esclavage, créé par la gauche qui en avait confié la présidence à Maryse Condé, le Président de la République a retenu la date du 10 mai comme date de commémoration officielle.

Le Comité Marche du 23 mai ne demande pas que l'on revienne sur cette décision et cela est sage.

Il souhaite en revanche qu'un jour soit plus spécifiquement consacré à la mémoire des victimes et que cette journée du souvenir soit, elle aussi, inscrite au calendrier de la République.

Pourquoi le 23 mai ?

Parce que le 23 mai 1848, c'est la révolte des esclaves martiniquais qui obligea à abolir l'esclavage sans attendre l'arrivée du décret.

Parce que le 23 mai 1998 eut lieu la première marche, dans l'Hexagone, en mémoire des victimes.

Et parce que c'est le jour où fut promulguée au journal officiel la loi dont je vous parlais tout à l'heure.

Je comprends donc les raisons de cette proposition qui n'est pas concurrente mais complémentaire des initiatives qui doivent être développées dans tout le pays à l'occasion de la journée du 10 mai.

Elle ne s'oppose pas non plus, aux dates retenues dans chaque territoire outre-mer.

Je prends donc ici l'engagement que le 23 mai sera également inscrit au calendrier de la République.

Je demanderai au Comité pour la mémoire de l'esclavage de piloter - c'est la démarche participative - une consultation des associations afin de préciser la meilleure manière d'organiser, avec celles et ceux qui en ont porté le projet, cette journée du souvenir. Merci de votre engagement.

Parce qu'en effet - et c'est important pour moi de le rappeler une nouvelle fois, je l'ai dit également le 11 février dernier lorsque j'ai exposé le contenu de mon pacte présidentiel - cette histoire n'est pas périphérique. C'est notre histoire commune.

Pourquoi ?

Parce que les révoltes d'esclaves qui ont décidé de briser leurs chaînes précédèrent et anticipèrent les deux abolitions, celle de 1794 et celle de 1848 : ils furent les acteurs de la libération. Ils furent donc les co-fondateurs de la République Française, la nôtre, dont ils brandirent les valeurs contre le crime d'esclavage.

Je veux le souligner ici : ces hommes et ces femmes méritent la reconnaissance de la République Française. La République, en 1802, c'étaient Louis Delgrès, Ignace, la mulâtresse Solitude et leurs compagnons qui la défendaient en Guadeloupe contre les troupes dépêchées par Bonaparte.

La République, c'étaient les insurgés du Morne Rouge en Martinique.

La République, c'était la proclamation de Basse Terre, pas le décret rétablissant l'esclavage.

Je veux, pour ces raisons, que l'on connaisse mieux et que l'on honore, partout sur le territoire de la République, ces premiers Républicains des outre-mers car ils sont notre patrimoine commun et ils nous ont montré le chemin.

Ils nous ont montré le chemin de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, ces valeurs universelles qui ensuite ont fait le tour du monde.

Et je voudrai à nouveau remercier Aimé Césaire, cet éveilleur de conscience, ce grand poète qui l'a si magnifiquement écrit dans son "Discours sur le colonialisme", qui devra être lu dans toutes les écoles de la République.

C'est pourquoi, aussi, je voudrai vous dire la fierté qui est la mienne, là, maintenant, devant vous, et au delà de cette salle, d'avoir pu délivrer ce message magnifique du courage, de la lutte, de la conquête des libertés, de la fraternité, de la diversité de cette France que je veux voir se lever, de cette République métissée et fière d'elle-même, de tous ses talents que j'appelle de mes vœux.

Voilà les combats qui sont devant nous.

Voilà les combats que nous allons conduire, voilà les combats que nous allons gagner !

Vive les outremers, vive la République, vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.16 - <locuteur.rice=Ségolène\_Royal> - Nantes <lieu=Nantes> <texte=49>

Bonjour la France présidente !

Je la vois, cette France présidente, en train de se lever, en train de se bouger, en train de préparer la victoire qui va nous permettre de la relever, qui va nous permettre de construire ensemble cet avenir que nous voulons meilleur pour chacun et pour tous.

Je vous vois aussi chaleureux, aussi nombreux rassemblés dans cette salle, et au-delà de cette salle, tous ceux qui n'ont pas pu rentrer et que je salue à travers l'écran qui est placé devant eux.

Je me bats avec vous, vous m'apportez votre énergie, votre courage, vos espoirs, vos espérances. Je sens aussi vos attentes, parfois vos inquiétudes. Je me bats avec vous pour la victoire. Je vous appelle à venir voter nombreux le 22 avril prochain, car c'est là que tout va se jouer.

Rassemblons-nous !

Battons-nous, car des millions d'hommes et de femmes attendent des jours meilleurs. Ils en ont assez de ces brutalités, de ces ruptures, de ces fractures, de ces injustices, et ils en ont assez de cette France tirée vers le bas. C'est d'abord cela l'enjeu de l'élection présidentielle : savoir comment et avec quelle vitesse, parce que nous sommes prêts, nous allons permettre à la France de saisir toutes ses chances, c'est pour cela que nous devons gagner, c'est pour cela que nous devons avancer, c'est pour cela que je vous dis : en avant !

Merci à Jean-Marc Ayrault, le député-maire de Nantes, merci, Jean-Marc, pour ton soutien sans faille au cours de cette campagne et ton appui permanent.

Merci à Robert Badinter, orateur exceptionnel, grande conscience de la gauche, des socialistes, de l'éthique républicaine, et qui nous montre le chemin depuis 1981. Merci à toi, Robert.

Ce soir, à Nantes, je ressens une grande gravité, c'est le premier soir de la dernière semaine avant le premier tour de l'élection présidentielle. Beaucoup de Français observent, ils n'ont pas encore choisi, ils regardent, ils comparent, ils commencent à connaître un peu mieux les candidats, à regarder les déclarations des uns et des autres, les convictions et les valeurs.

Puis ils regardent aussi, ils réfléchissent à la façon dont demain la République et la Nation seront incarnées, et je veux être la présidente de la France présidente, parce que je crois que la politique doit changer, le monde a changé, la France a changé, les Français ont changé, et je suis la seule à avoir pris le temps, au cours de cette campagne, de donner la parole aux Français, ils sont venus très nombreux, on vous l'a redit tout à l'heure, et cette parole, je demanderai aux Français de la garder et de ne plus jamais la lâcher.

C'est pourquoi, ce soir, je vais vous parler d'un thème grave, sérieux, mais ô combien important, et je le fais aussi parce que Jean-Marc m'a aidée à le préparer, en me faisant ce rapport sur la démocratie sociale, celle qui mettra la France à l'heure des temps modernes, car à travers vous, je parle aux Français dans leur ensemble, à travers Internet aussi. Plus de 50 millions de vidéos, de discours, de meetings ont été regardés sur le site Désirs d'avenir, et donc, à travers vous, à travers votre présence, à travers votre chaleur, je veux m'adresser aussi aux millions de Français qui se préparent à écrire une nouvelle page de l'histoire de France. Et je veux leur parler de la réforme des institutions, de la République nouvelle, de la VI<sup>e</sup> République que nous construirons ensemble, ainsi que de la défense des libertés publiques dont la France a besoin.

Oui, les 22 avril et 6 mai prochains, les Français vont décider du destin de la France. Ils le feront comme à chaque élection présidentielle, mais l'enjeu est davantage lourd car chacun sait et chacun sent qu'il y a des moments où la France a tout particulièrement rendez-vous avec son histoire. Ce fut par exemple le cas il y a un quart de siècle lorsqu'en mai 1981, pour la première fois depuis le Front populaire de 1936, les Français ont choisi l'alternance.

Je le crois et je le sens profondément, c'est à ce même type de rendez-vous que la France attend et que nous devons réussir pour elle. C'est une alternance d'aussi grande ampleur dont la France a besoin aujourd'hui pour relever les défis qui se posent à elle : les défis sur son sol, les défis au niveau de l'Europe et les défis au niveau de la mondialisation. Seules les idées de gauche et de progrès qui font que, pour chaque décision publique, ce seront toujours les valeurs humaines qui l'emporteront sur les valeurs boursières et sur les valeurs financières, seules ces valeurs vont permettre à la France de se redresser.

Oui, nous le sentons bien, nous sommes confrontés à un moment historique parce que, aussi, la politique menée ces dernières années a fait que la France n'est plus à la hauteur de ce qu'elle devrait être et parce que les Français veulent à nouveau croire dans l'avenir. Quand je propose une France plus juste et une France plus forte, on sait bien que c'est de cela que la France a besoin.

On a vu au cours de ces cinq dernières années la présidence s'enfoncer dans l'impuissance, et plus l'impuissance s'aggravait pour résoudre les problèmes des Français, plus augmentait l'arrogance du pouvoir. Moi, je veux avec vous un pouvoir qui perde son arrogance et qui retrouve sa puissance au service de l'intérêt général. Voilà le sens de la France présidente !

Je veux avec vous que la politique retrouve tout son sens, que les Français puissent lui reconnaître à nouveau sa dignité. C'est pourquoi nous ferons une réforme des institutions, c'est pourquoi nous avons besoin d'une République nouvelle.

Je sais bien qu'apparemment, la réforme des institutions n'est pas la préoccupation première des Françaises et des Français, mais je veux leur

prouver le contraire, car si l'on veut retrouver confiance en notre avenir, si l'on veut retrouver le respect auquel les Français ont droit, si l'on veut un travail digne et justement payé pour chacun, si l'on veut la réussite à l'école pour tous, alors il faut faire la réforme des institutions, car aujourd'hui, trop souvent le pouvoir est confisqué, il est trop lent, il est inefficace, il est injuste. Et c'est pourquoi la réforme des institutions n'est pas un objectif en soi, c'est un objectif au service de l'efficacité de la politique, c'est un objectif au service des Français, c'est ce qui permettra d'aller plus vite, d'être plus juste, de tenir parole et de rendre des comptes. Bref, c'est faire entrer la France dans la modernité politique, et c'est de vous faire confiance.

Bien sûr que la République nouvelle est nécessaire pour obtenir la croissance dont nous avons besoin, pour l'emploi, pour les salaires, pour résorber notre dette et nos déficits, pour financer la protection sociale, la recherche et l'innovation. La République nouvelle est nécessaire économiquement, socialement, écologiquement, culturellement, internationalement parce qu'elle repose, comme je l'ai dit, et comme c'est inscrit dans le pacte présidentiel que vous avez construit avec moi, sur quatre piliers : la réforme de la démocratie représentative, de la démocratie sociale, territoriale et participative. Voilà le cœur de la réforme des institutions sur laquelle les Français auront à se prononcer le plus vite possible par un référendum.

D'abord, nous ferons la démocratie sociale, parce qu'on sait bien aujourd'hui que les réformes économiques et sociales seront bloquées si elles se font au détriment des salariés, qui finiront par se révolter à juste titre.

Je veux promouvoir un syndicalisme de masse, car comment les partenaires sociaux pourraient-ils négocier utilement s'il n'y a pas de vrais partenaires ?

Je veux un financement public, des syndicats de salariés, un crédit d'impôt, un chèque syndicale pour encourager l'adhésion aux organisations syndicales, et pour construire dans notre pays un juste équilibre entre les employeurs et les salariés, garanti par l'État. C'est ainsi qu'on défendra au mieux la valeur travail, parce que c'est ainsi qu'il y aura des compromis sociaux et non plus quelques-uns qui profitent de la situation aux dépens du plus grand nombre. C'est ainsi que nous construirons les sécurités collectives, qui permettront à la fois aux entreprises qui vont de l'avant de bénéficier de l'agilité nécessaire, mais pas aux dépens de la précarisation des salariés, bien au contraire.

C'est dans le cadre d'un dialogue social, construit, fructueux, garanti par les pouvoirs publics que nous pourrons faire comprendre enfin que la relance de la croissance économique dépend de la qualité de ce dialogue social, et que c'est en sécurisant les salariés dans leur travail et dans leur salaire que l'on obtient d'eux une plus grande motivation au travail, et donc une plus grande compétitivité des entreprises, et certainement pas l'inverse, comme cela est démontré avec les dégâts que provoque la politique libérale menée depuis cinq ans. Voilà la modernisation du pays que j'appelle de mes vœux.

Toute nouvelle modification du Code du travail ne se fera qu'après négociation préalable entre les partenaires sociaux, car je pense que c'est comme cela que l'on préside un pays moderne. C'est comme cela aussi que les règles sont meilleures, mieux adaptées, plus durables, mieux appliquées, et plus rapidement rectifiées si c'est nécessaire.

La Conférence nationale sur la croissance et les revenus sera immédiatement réunie, car on ne doit plus, dans notre pays, changer la donne fiscale et sociale sans avoir d'abord travaillé sérieusement avec les partenaires sociaux. Et vous le savez, la revalorisation du SMIC, mais aussi de tous les salaires situés au-dessus du SMIC pour que l'on n'ait pas un écrasement de la hiérarchie salariale, et pour que chacun puisse avoir un profil de carrière et des occasions de formation professionnelle qui lui permettent d'obtenir aussi une rémunération du salaire.

Ces politiques salariales feront partie de la discussion dans le cadre de la Conférence nationale réunissant les partenaires sociaux, car je veux qu'elles résultent de vrais échanges, qu'elles soient discutées avec les salariés et avec les entrepreneurs pour qu'elles soient correctement appliquées et bien comprises par les salariés et qu'aucune injustice ne soit commise, ou qu'aucun écrasement de ceux qui sont juste au-dessus du SMIC et qui se disent aujourd'hui : dans le pacte présidentiel, il y a l'augmentation du SMIC, et nous, qu'est-ce qu'on va devenir ? Eh bien je veux que cette question-là soit discutée dans la Conférence salariale pour que, précisément, il y ait une augmentation de l'ensemble des bas salaires et que ces augmentations correspondent aussi à une amélioration de la qualité du travail par la formation professionnelle. C'est le gagnant/gagnant, c'est parce que nous investirons dans la ressource humaine que les entreprises seront plus compétitives et que les salariés seront plus rémunérés. Voilà le nouveau compromis social que je vous propose de relancer.

Oui, je veux sortir la France, et les partenaires sociaux attendent cela impatientement, et même certains dirigeants d'entreprises, comme le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises qui ne se reconnaît pas dans le MEDEF, et moi, je vais m'appuyer sur des entrepreneurs qui ont compris une bonne fois pour toutes que la qualité du dialogue social, que la qualité de la formation professionnelle, que l'investissement dans l'innovation et dans la recherche étaient aussi une ressource extraordinaire de croissance économique et que ce n'était pas, comme le prônent les propositions du MEDEF, en faisant toujours gagner toujours plus certains, notamment les hauts dirigeants et toujours en précarisant les autres, ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, qu'un pays avance. Non, je mettrai en place de nouvelles règles du jeu, je veux sortir la France du Moyen Âge social dans lequel elle se traîne aujourd'hui, à l'instar de ce que font... Et d'ailleurs, tous les autres pays européens, et notamment les plus performants d'entre eux, ont compris cela depuis plusieurs années. Je pense vraiment que si, aujourd'hui, la France est en panne sur le plan de la croissance, c'est parce que la plupart de ses entreprises et de ses employeurs n'ont pas encore compris cela. Eh bien il va falloir qu'ils le comprennent, et je vais les y encourager parce que, désormais, les aides publiques données aux entreprises, les aides fiscales et les aides sociales seront concentrées sur les entreprises avec une logique du donnant/donnant, c'est-à-dire qu'en contrepartie, on aura la qualité du dialogue social et l'augmentation de la masse salariale.

Je sais que je serai suivie sur ce chemin par l'ensemble des petites et moyennes entreprises, celles qui, aujourd'hui, sont écrasées par les entreprises du Cac 40 car elles sont sous-traitantes et qu'elles n'ont pas droit à une juste répartition des fruits des résultats des entreprises.

Nous ferons un contrat spécifique avec les entreprises sous-traitantes pour qu'elles puissent à leur tour créer des emplois et de l'activité économique.

Oui, les entreprises ont aussi le sentiment d'une injuste répartition des fonds publics. Sur les 63 milliards d'aides économiques aux entreprises, il n'y en a que 10 % qui vont aux PME, celles qui créent pourtant 60 % de l'emploi. Eh bien moi, je vais moderniser l'économie de la France, nous allons avancer.

Et l'on a trop souvent pensé que la gauche, c'était l'inefficacité économique. Mais lorsqu'on voit le bilan de la droite aujourd'hui, lorsqu'on voit la croissance économique en panne, lorsqu'on voit la dette dévisser, lorsqu'on voit les déficits des comptes publics, alors moi, je le revendique ici devant vous, avec les nouvelles règles du jeu, avec le nouveau pacte créé avec les entreprises, avec le nouveau dialogue social, avec l'investissement massif dans la formation professionnelle, dans l'innovation et dans la recherche, l'efficacité économique et le déblocage de la machine économique, c'est nous !

Et nous reformerons le deuxième pilier des institutions. Je ferai la réforme de la démocratie territoriale. Nous ferons une nouvelle étape de la régionalisation, à la fois pour lutter contre les gaspillages des fonds publics et aussi pour renforcer la puissance de l'État. Il n'y a pas d'incompatibilité entre un État fort et des collectivités territoriales, villes, communautés d'agglomération, départements, régions, bien au clair sur leurs compétences et sur leurs responsabilités.

En mettant fin au chevauchement des compétences, qui entraîne tellement de lenteur, tellement de gaspillage, tellement de superpositions, alors, oui, je ferai une loi très claire sur les intelligences territoriales, une répartition des responsabilités extrêmement ferme. Il faudra résister aux lobbies des uns et des autres et de tous les notables qui veulent souvent se mêler de tout. Non, l'État devra assumer ses responsabilités, et les collectivités territoriales également.

Puis, sur le troisième pilier, nous ferons bien évidemment la grande réforme de la démocratie représentative et de la revalorisation du rôle du Parlement. Trop de lois mal appliquées, et le Parlement aura désormais la responsabilité de contrôler l'application des lois déjà votées avant d'en voter de nouvelles, parce que les citoyens sont fatigués de cela. J'entendais les enseignants encore récemment, ils sont fatigués de l'accumulation des réformes auxquelles les ministres veulent attacher leurs noms. Eh bien, il en sera fini de cette fuite en avant car les réformes sont faites pour être comprises, acceptées par les citoyens, et pour qu'elles se traduisent toujours par un progrès social, économique, culturel, éducatif. Et quand ce n'est pas le cas, alors, il faut faire une évaluation des lois, la France n'est jamais entrée dans cette culture de l'évaluation, eh bien, ce sera désormais le rôle du Parlement qui aura le droit de refuser tel projet de loi ministériel si la loi précédente n'est pas appliquée, et si le pouvoir Exécutif n'a pas pris ses responsabilités.

Et pour revaloriser le rôle du Parlement, le cumul des mandats ne sera plus possible. Et cela aussi, les citoyens l'attendent. Là aussi, on est dans le donnant/donnant et dans le gagnant/gagnant.

Le donnant/donnant, si le Parlement a davantage de responsabilités et de pouvoir, et notamment pour contrôler l'application des lois, mais aussi il sera consulté, et ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais il le sera demain, sur la politique étrangère de la France, sur les engagements internationaux de la France, et il sera aussi informé en toute transparence des ventes d'armes, car aujourd'hui, le Parlement n'est pas informé de cela, et ce n'est pas normal.

L'article 49-3, ce drôle de numéro que pourtant les Français connaissent, sera supprimé parce que, on l'a vu récemment, à quoi cela sert-il de contraindre, on l'a vu, le gouvernement de droite, de contraindre sa majorité parlementaire, qui ne s'est pas laissé d'ailleurs beaucoup bousculée, à voter le cpe pour ensuite le retirer sous la pression de la rue ?

Cette réforme, il va de soi que l'ensemble de ce nouvel édifice, de cette nouvelle République sera soumis au peuple français par référendum, je le dis, tout de suite, comme l'avait fait François Mitterrand en son temps, pour que personne ne conteste, le jour venu, que j'ai reçu mandat du peuple pour lui donner ainsi la parole et lui permettre d'exercer sa décision souveraine.

Le quatrième pilier de la réforme des institutions sera la démocratie participative. Oui, le moment est venu d'inventer une nouvelle forme de démocratie complémentaire aux trois autres que je viens d'évoquer.

Ces quatre démocraties ne se gênent pas les unes les autres, au contraire, elles se consolident, elles se renforcent, et la France doit aujourd'hui inventer et mettre en mouvement la démocratie participative que j'ai vu si bien fonctionner au cours de cette campagne.

Après tout, la France a toujours innové. N'est-ce pas nous qui avons inventé la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ?

N'est-ce pas la France qui, la première, sur le continent européen, a osé inventer la République en 1792 ?

Et la France n'était-elle pas au premier rang de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1848 ? Au premier rang des inventeurs de la Convention européenne des droits de l'homme en 1950 ? Au premier rang aussi des fondateurs de l'Europe il y a un demi-siècle ?

Eh bien, je le dis aujourd'hui, partout, se fait sentir le besoin d'un renouveau démocratique. En Amérique latine, du budget participatif imaginé, au Brésil, à l'élection de Michelle Bachelet au Chili, aux États-Unis, où la gauche américaine se bat contre le poids des groupes d'intérêts et de l'argent au cours des campagnes électorales.

Eh bien, nous aussi, nous la mettrons en mouvement, cette démocratie participative, avec le référendum d'initiative populaire, avec les jurys citoyens, avec la possibilité pour des pétitionnaires de voir inscrite, à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, une proposition de loi, car je crois dans l'intelligence collective des citoyens, dans la force du mouvement associatif qui, partout, en France, se met en mouvement. Et je ne

veux plus que les citoyens soient écartés des décisions qui les concernent.

Je pense que c'est comme cela que nous répondrons à la crise démocratique, par cette nouvelle dimension démocratique. Et bien évidemment, dans cette démarche, le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers en situation régulière donnera aussi ce souffle de modernité à cette République nouvelle.

Et cette République nouvelle va de pair avec la rénovation et l'invention de nouvelles libertés publiques. Oui, la France présidente sera celle des libertés publiques renforcées et de l'État impartial. Il y a beaucoup à faire.

Oui, il y a beaucoup à faire, et l'enjeu de cette élection présidentielle, en effet, c'est l'État impartial, la France présidente que je veux, c'est l'État impartial. Et il y a du travail, il faut mettre fin à cet État monopolisé par un clan, monopolisé par les puissances d'argent et les lobbies de tous ordres. Et on l'a vu encore lors des récentes nominations là qui se précipitent avant la prochaine échéance que j'appelle de mes vœux. L'État impartial à construire, c'est un enjeu central de cette élection présidentielle, et je le construirai avec vous parce que je suis une femme libre, je ne dépends d'aucune puissance d'argent, d'aucun lobby, je n'ai personne à placer, je n'ai personne à récompenser, je n'ai que vous ! C'est vous !

Et j'en fais ici le serment, ce sera le serment de Nantes, je resterai cette femme libre et solide parce que, là où je suis devant vous, c'est grâce à vous, c'est vous qui m'avez portée, c'est vous qui m'avez encouragée, c'est vous qui m'avez faite. Et c'est à vous, peuple de France, que j'aurai à rendre des comptes.

Et si vous me faites confiance, si vous me faites la présidente de cette France présidente, alors je viendrais régulièrement devant vous vous rendre des comptes du pouvoir que vous m'avez déposé, et non pas donné. Ce pouvoir, il sera simplement déposé entre mes mains pour en faire quelque chose et pour vous le rendre, et en particulier pour venir vous dire régulièrement ce que j'en aurais fait. Voilà le sens de mon engagement politique. Voilà le sens de ma candidature !

"On va gagner !"

"Ségolène, Présidente !"

Gardez au cœur cet enthousiasme, cet élan, cette insoumission, cette exigence, parce que nous écrivons ensemble l'histoire, et la France, dans sa longue histoire, n'a cessé d'être animée par la passion de la liberté. Chaque citoyen de ce pays aspire à avoir en ses mains le pouvoir de briser ses chaînes. Il n'y a pas de grand peuple sans une exigence permanente de liberté, et c'est cette liberté-là que je veux porter avec vous !

Nous avons besoin, c'est un combat permanent, un combat inachevé, un combat exigeant. Nous avons besoin de la liberté, de toutes les libertés, la liberté est l'essence même du débat politique, syndical, culturel, associatif ou religieux. Elle protège contre les abus, les monopoles, les exclusions, les discriminations, contre les curiosités intéressées sur la vie privée ou sur l'état de santé, contre les fichiers trop voraces, contre les listes noires qui font se fermer toutes les portes sans explication. Voilà l'exigence de liberté !

La liberté, c'est le contraire du journaliste écarté parce qu'il a osé, du policier humilié publiquement pour avoir appliqué la police de proximité, du juge suspecté parce qu'il a voulu un surcroît de justice, de l'étranger privé de ses enfants du fait d'une circulaire de circonstances, de la jeune femme qui ne prend plus les transports en commun après huit heures du soir parce qu'il y a trop d'insécurité. Voilà le combat de toutes les libertés !

Puis il y en a d'autres, des libertés à conquérir, et je compte sur vous pour m'aider à mener ce combat. Celle ou celui qui n'a pas la liberté de gagner sa vie mesure mieux que d'autres la vacuité des slogans de certains sur le "travailler plus" alors qu'ils aimeraient tellement travailler. Oui, il faut créer les conditions d'une liberté d'avoir un métier, un emploi et que l'accès au travail soit proposé à chacun. Alors, seulement la liberté bien comprise servira aussi l'efficacité dont le pays a besoin. C'est le sens de toutes les propositions concrètes qui sont faites dans le pacte présidentiel que j'ai construit avec vous.

La liberté implique aussi la responsabilité. Je veux la liberté pour tous et j'entends en être la garante. Mais les droits et les devoirs vont de pair et seront les mêmes pour tous, que l'on soit puissant ou misérable, comme disait La Fontaine. Et là aussi, il y a du travail à faire.

Le combat pour la liberté est aussi un combat pour la responsabilité individuelle du citoyen, qui mesure ce qu'il doit aux autres, aux générations qui l'ont précédé, à celles qui le suivront, à celles et ceux qui n'ont pas pu se saisir de leur vie et à ceux qui ont rendu possible ce qu'il a fait de la sienne.

La liberté enfin est indivisible : l'école, le logement, le travail, la sécurité, la culture, tout se tient, car il n'y a pas de liberté sans que le pacte républicain ne soit effectivement et réellement mis en œuvre dans toutes ses composantes : égalités éducative et culturelle, pouvoir d'achat garanti, travail pour tous et sécurité au quotidien. Alors l'action pour la liberté est nécessairement cohérente et globale.

Et la France présidente sera celle, j'en prends l'engagement aujourd'hui devant vous, de l'État impartial. Pour cela, il nous faudra mener le dur combat contre la collusion et le favoritisme qui minent désormais les fondements de notre république.

Je suis indépendante, je vous l'ai dit tout à l'heure, et donc, dans le cadre de l'État impartial, notre liberté devra l'être également par la réforme profonde des institutions. Et tout d'abord, le Conseil supérieur de la magistrature sera restructuré : les juges doivent remplir la mission de gardien de la liberté, que la Constitution leur assigne. Je refuse la sournoise mise sous tutelle politique de la justice qui se profile à coups de

nominations de circonstances. Le contrôle exercé par la justice doit être plein, entier et permanent et sans exception avec des résultats rendus publics. Le président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire et ne devra plus présider le Conseil supérieur de la magistrature.

J'entends également, pour renforcer ces libertés publiques qui ont été profondément affaiblies au cours de ces cinq dernières années, relever la Commission nationale informatique et libertés, la Commission nationale de déontologie de la sécurité, et renforcer les moyens de la Haute autorité de lutte contre les discriminations.

J'entends garantir le pluralisme de l'autorité de régulation des médias audiovisuels, en proposant que les membres de la nouvelle autorité du pluralisme soient désormais désignés par le Parlement à une majorité des trois cinquièmes.

Je veux mettre en place de vrais conseils pluralistes où majorité et opposition ensemble garantiront nos libertés.

Les membres du Conseil constitutionnel seront également désignés de façon beaucoup plus démocratique.

Enfin, en ce qui concerne la liberté de la presse, je proposerai au Parlement de renforcer les pouvoirs des sociétés de rédacteurs, comme la profession de journaliste le demande : droit d'opposition à la nomination du directeur de la rédaction, représentation de droit au conseil d'administration, au conseil de surveillance, consultation sur le code de déontologie, droit d'observation sur les manquements à la déontologie rédactionnelle.

Oui, plusieurs mesures sont envisageables pour que notre presse d'information, comme le souhaitent les journalistes, retrouve un rang digne de notre histoire et d'un État démocratique.

Et je veillerai à ce que la presse quotidienne régionale, qui remplit un rôle de maintien du lien social, ait les moyens de résister à la concentration financière et à la disparition des titres.

Je veux rétablir la confiance des citoyens en renforçant les mesures anti-concentrations, notamment pour les entreprises dont l'activité dépend des grands marchés de l'État. Nous ne devons pas nous résigner à tous ces monopoles, là aussi, il est possible de mettre d'autres règles du jeu, c'est l'avenir de la démocratie qui en dépend, ce sont nos libertés publiques qui en découlent, et pour cela aussi, vous pouvez compter sur ma volonté sans faille.

Mais on le sait, la liberté est fragile, le monde est violent, les tensions nombreuses à l'échelle de la planète. Le terrorisme nous menace dans notre chair, et aussi dans nos convictions. Trop d'États ont abdiqué dans leurs valeurs et désavoué leur histoire à cause de la peur.

Tout en donnant au service de police et à la justice les moyens nécessaires pour mener ce combat, la France, je le dis très clairement, ne cèdera jamais sur les principes en allant dans le sens des lois d'exception ou des dérogations précipitées aux fondements de notre droit. Au contraire, tandis que nous agissons résolument contre les réseaux les plus mortifères, nous devons sans cesse rappeler que c'est en préservant la présomption d'innocence, le procès contradictoire et le droit à un avocat, que la France continuera à incarner la dignité des États démocratiques et leur capacité à répondre aux menaces sans céder sur ses fondements. Ne cédon pas, d'ailleurs, à tous ces terrorismes, à tous ces intégrismes qui attendent précisément, qui mettent à l'épreuve les régimes démocratiques pour savoir s'ils vont résister à la tentation de céder sur leurs valeurs démocratiques fondamentales.

Donc, la première façon de résister aux terrorismes et aux intégrismes, c'est de tenir bon sur les valeurs républicaines et laïques, c'est de tenir bon sur la protection des procès contradictoires, c'est de tenir bon sur le refus des lois d'exception.

Ne cédon pas à une certaine confusion des temps et à la tentation de la loi la plus répressive dont on annonce à chaque fois qu'elle sera la solution.

Lorsqu'au Conseil européen de Nice, a été adoptée en 2000 la charte des droits fondamentaux de l'Europe, un pas important a été fait dans le sens de la liberté, de nos libertés. Liberté, égalité, dignité, solidarité, telles sont les valeurs que l'Union européenne a proclamées et devra porter de manière collective partout où il le faudra.

Sachons-nous en souvenir pour poursuivre une construction européenne qui soit conforme à notre volonté de servir partout la liberté, mais une Europe aussi qui réponde aux préoccupations des citoyens et qui soit beaucoup plus protectrice du modèle sociale et lutte davantage en se protégeant contre les délocalisations, car ça aussi, c'est une façon de défendre la liberté au travail.

C'est donc un chantier extraordinaire que nous avons devant nous, une œuvre collective, considérable et reconstructrice que nous avons à conduire. C'est vous dire l'ampleur de l'enjeu de l'élection présidentielle. C'est tout simplement ce nouveau visage de la République et cette nouvelle façon de vivre ensemble et de partager le pouvoir, et de décider collectivement les décisions qui nous concernent.

Alors, appelons chacun à réclamer la liberté, à la vivre dans le respect de celle des autres, Français ou étrangers, à la défendre quand elle est attaquée ou détournée pour la remettre au centre de notre pacte républicain. Solidaires, hommes et femmes de gauche, hommes et femmes de progrès, hommes et femmes qui ont compris que la valeur humaine valait mieux que tout le reste, n'ayons pas peur de la liberté, mais au contraire, construisons-la ensemble.

Je voudrais également, avant de conclure, partager avec vous, comme l'a fait Jean-Marc tout à l'heure, l'immense peine de la famille et de la maman de Sophie Gravaud à laquelle j'ai parlé tout à l'heure. Je le redis ici, car vous savez que c'est une de mes convictions pour lesquelles j'ai toujours lutté, j'ai toujours combattu, et parfois avec beaucoup de difficultés, la lutte contre les violences sexuelles, les délits et les crimes faites aux femmes et aux enfants sera décrétée grande cause nationale, si je suis élue. Ce combat sera mené sans merci.

Et quand j'entends certaines théories génétiques, je me dis qu'il y a vraiment là, oui, une confrontation de projets et de visions. Non, les prédateurs d'enfants et de femmes, non les violeurs et les abuseurs savent parfaitement ce qu'ils font, et à ce titre, ils doivent être poursuivis et condamnés, et des établissements spécialisés doivent être construits pour qu'ils ne puissent plus ressortir sans avoir avant la garantie de leur non-dangerosité ; et pour ceux qui sortent, il faudra appliquer le bracelet électronique et les contrôles réguliers.

Je veux aussi des campagnes de sensibilisation régulières pour rappeler à tous que le corps des femmes et le corps des enfants ne sont pas des objets et ne doivent pas être l'objet justement de toutes ces formes de violence trop souvent ignorées. Et cela d'ailleurs est cohérent avec tout ce que je viens de dire.

Dans cette dernière ligne droite, où les Français vont choisir, et vont choisir, je le sais, avec sérieux, avec intelligence, avec conscience, projet contre projet, d'un côté la brutalité, et moi, je vous propose de réformer sans brutaliser la France, le voulez-vous ?

Moi, je vous propose que les valeurs boursières soient toujours derrière les valeurs humaines, le voulez-vous ?

Moi, je vous propose de renforcer les solidarités et de les réconcilier avec les libertés individuelles et l'efficacité économique, le voulez-vous ?

Moi, je vous propose de tourner le dos aux communautarismes et de défendre une République une, laïque et indivisible, le voulez-vous ?

Moi, je vous propose de lutter contre toutes les formes de discrimination parce que la France a besoin de tous ses talents, dans leur diversité et dans la diversité aussi de ce territoire et de tous les Français venus d'ailleurs qui doivent être reconnus comme les enfants légitimes de la République, et apporter à la République toute leur énergie et tous leurs potentiels, le voulez-vous avec moi ?

Moi, je veux que l'ordre juste remplace les désordres injustes, le voulez-vous avec moi ?

Je veux que la loi du plus juste remplace la loi du plus fort, je veux d'une France qui cesse de dresser les Français les uns contre les autres, je veux d'une France qui remette en avant des familles qui fonctionnent bien, une école accueillante à tous, un travail pour chacun, une révolution écologique à accomplir, la France qui revient à la table de l'Europe, la démocratisation culturelle, et la France présente à l'échelle du monde. C'est cela que nous allons construire ensemble. J'ai confiance.

La bataille est difficile, car il y a tant de déformations, tant de mensonges, tant de propos édulcorés, c'est pourquoi je suis heureuse de vous voir aussi nombreux rassemblés. Mon équipe de campagne, c'est vous dans cette dernière ligne droite. Je compte sur vous, vous avez entre vos mains, puisque vous êtes là, la responsabilité de dessiner le visage de la France de demain.

Alors on me dit, j'entends ici : mais certains hésitent encore, à faire en sorte que la République, la Nation, pourtant deux concepts bien au féminin, soient représentés par une femme. Mais moi, je leur dis : ayez cette audace. Vous voulez le changement, ayez cette audace, vous ne le regretterez pas, parce que le changement paisible, harmonieux, la force tranquille, elle est là, devant vous, je compte sur vous, vive la République, vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.19 - <locuteur.rice=Ségolène\_Royal> - Toulouse <lieu=Toulouse> <texte=50>

Bonjour Toulouse !

Merci, Jose Luis Zapatero de venir nous apporter la flamme et la chaleur de l'Espagne.

Merci d'être là aussi nombreux, militants, citoyens, rassemblés, chaleureux. Encore trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle ! Aidez-moi, portez-moi, c'est vous qui m'avez faite et c'est avec vous que nous gagnerons.

Je veux lancer ici, à Toulouse, un appel à la mobilisation.

Venez voter, venez massivement voter, Françaises, Français, mes chers compatriotes, une page de l'histoire de France est en train de s'écrire, chacun, chacune doit contribuer à cette histoire et le premier message que je vous donne, c'est celui : la démocratie a besoin de vous, la République a besoin de vous car aujourd'hui elle est menacée par une fracture républicaine.

Alors levons-nous vers ce vote conscient, levons-nous vers ce vote utile pour la France car la France a envie de changement, la France a besoin de se relever, la France a besoin d'être plus juste pour être plus forte, et c'est dès dimanche prochain que nous devons le dire à la face du monde !

Merci à tous les élus de la ville, du Département et de la Région d'être là, à tous les responsables nationaux d'être ici rassemblés, à tous les socialistes au premier rang desquels François, notre premier secrétaire, aux radicaux, à Jean-Pierre Chevènement ; merci à Danielle Mitterrand de sa présence, elle qui mène depuis des années une lutte à l'échelle de la planète pour que tous les êtres humains puissent accéder à l'eau potable. Voilà une belle et juste cause que la France devra défendre !

Et surtout merci à toi, Jose Luis, d'avoir pris sur les devoirs de ta charge le temps de venir jusqu'ici m'apporter un soutien qui, venant de l'ami espagnol, chef d'un gouvernement inventif et profondément réformateur, me va droit au cœur et fait honneur à tous ceux qui sont dans cette salle.

Oui, je me bats, je me bats avec vous, d'abord pour être en finale, et ensuite pour faire gagner la France présidente !

Et nous voici dans la ville rose, et la plus espagnole de toutes les grandes villes : Toulouse, terre d'accueil des républicains espagnols quand quatre généraux fêlons, comme le disait l'un de leur chant, écrasaient de l'autre côté des Pyrénées la légalité démocratique et l'aspiration d'un peuple à la liberté. La botte franquiste précéda de peu la botte nazie s'abattant sur l'Europe et nombre de ceux qui avaient combattu la dictature chez toi continuèrent la lutte chez nous. C'était des étrangers, c'était des immigrés, mais d'une exceptionnelle vaillance et nous les avons accueillis. Ils savaient, eux, lier solidement ensemble l'amour de la patrie et l'engagement internationaliste. Des brigades internationales aux maquis de la résistance française, l'histoire a scellé entre nous, quand il était minuit dans le siècle, d'une fraternité d'armes fondée sur un idéal partagé. Et c'est ici que je veux le rappeler à Toulouse.

Ce fut ensuite à notre tour d'épauler les militants espagnols condamnés à l'action clandestine. Entre notre deux pays, les Pyrénées ne sont pas une barrière car en ce temps-là on y traçait ces chemins de la liberté qui préparaient au prix des plus grands risques les basculements de l'histoire à venir. L'Espagne démocratique est aujourd'hui, grâce à toi, solide, sur ses bases, et la voilà devenue pour nous une source d'inspiration, d'admiration même, tant elle bouscule hardiment les dogmes qui inhibent l'action publique. Elle inaugure les voies nouvelles pour faire vivre dans le monde d'aujourd'hui un socialisme du 21<sup>e</sup> avec toi, Jose Luis Zapatero !

Alors, c'est vrai, pour nous qui sommes engagés dans la dernière ligne droite d'un beau et rude combat qui va décider pour longtemps de l'avenir de la France, pour nous qui voulons que les Français aient un choix clair et ne soient pas une nouvelle fois frustrés de leur décision, ton appui aujourd'hui est la certitude que nous pourrions demain nous épauler pour aller de l'avant, c'est une chance et c'est une force.

Je crois, moi, dans l'action politique, à la parole tenue. Tu es celui qui a respecté sa promesse et, conformément à l'engagement pris devant le peuple espagnol, tu as retiré les troupes du borbier irakien. Je crois moi aussi également au desserrement des contraintes bureaucratiques qui étouffe l'intelligence des territoires. Bien sûr, nos traditions institutionnelles ne sont pas les mêmes et chacun doit chercher ses réponses dans le contexte qui est le sien, mais tu as décentralisé à l'espagnole et je suis pour ma part bien décidée à entamer une nouvelle étape de la régionalisation à la française pour accroître l'efficacité de la puissance publique tout en renforçant les égalités territoriales. .

Et puis, tu l'as rappelé tout à l'heure, ton gouvernement a posé tous les actes fondateurs de la lutte contre le machisme avec un gouvernement paritaire, bientôt les conseils municipaux, bientôt les conseils d'administration des grandes entreprises, et tu as fait adopter une loi exemplaire contre les violences de genre.

Ce fut pour moi une raison de plus d'entreprendre une loi cadre contre les violences faites aux femmes qui ne laisse aucune dimension de côté ; et puis tu as eu le courage de faire la réforme du mariage pour les homosexuels.

En même temps, l'Espagne a renforcé les solidarités fondamentales et a prouvé qu'avec un gouvernement de gauche on pouvait réconcilier le progrès social et l'efficacité économique. Je crois moi aussi, par rapport à tout ce que tu as fait pour toutes les personnes en situation de dépendance, et tu me confiais tout à l'heure ta fierté à ce sujet, je crois aussi que le degré de civilisation et d'humanité d'une société se juge à la façon dont elle traite ceux de ses membres que l'âge ou la maladie fragilise et son aptitude à ne pas tenir compte de l'exclusion que révèle le handicap. Moi aussi, je veux que la France ne soit plus handicapante ou invalidante pour ceux, enfants, adultes ou anciens, qui ont en

réalité tant à lui apporter, à condition qu'elle veuille s'en donner les moyens et qu'elle lance un regard différent sur tous ceux qui sont les plus fragiles.

Nous partageons aussi hardiment cette conviction, celle d'engager nos pays dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la planète. Je veux aussi que la France prenne le tournant de l'excellence écologique et que cet engagement soit source de croissance, comme l'Espagne a décidé de le faire.

Tu as montré que ton pays est devenu l'un des leaders mondiaux des énergies éoliennes et solaires, à nous de rattraper notre retard par rapport à un gouvernement français de droite qui n'a cessé, au cours de ces cinq dernières années, de freiner l'engagement du pays dans la révolution écologique, prisonnier des lobbies, des clientélismes, des conformismes, des puissances de l'argent ; et il faudra, dans ce domaine, rattraper notre retard. Nous ferons de la France le pays de l'excellence écologique !

Tu as montré aussi que tu es un homme de courage, et demain nous aurons sans doute à coopérer dans la lutte contre le terrorisme. Tu es confronté à cette épreuve et tu as su toujours montrer comment chercher la paix sans abaisser la garde, et je crois que c'est la bonne façon de faire.

Et puis, comme tu me l'as dit la dernière fois où je suis venue à Madrid, ce n'est pas toi qui dirais que les immigrés qui viennent travailler dans les entreprises espagnoles menacent l'identité nationale espagnole. Tu as su trouver les mots pour dire tout ce que leur travail apporte à l'Espagne : leur contribution à la croissance, à l'équilibre des comptes sociaux ainsi que leur droit au respect et à la dignité. Nous sommes l'un et l'autre partisans d'une juste régulation de l'immigration, mais nous partageons aussi cette conviction de fond : seules des politiques de co-développement efficaces, élaborées avec les pays d'émigration, en partenariat avec les pays du Sud de l'Europe, en dialogue constant avec la Méditerranée et avec l'Afrique permettront de mettre fin aux migrations de la misère et de faire émerger les pays pauvres vers la croissance à laquelle ils ont droit.

Nous avons en effet une approche voisine du rôle de l'espace méditerranéen et de l'enjeu du développement de l'Afrique dans un monde où le marché, livré à lui-même, creuse inexorablement les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Et nous refusons de penser les mutations de ce monde et leurs risques inédits dans les termes erronés et dangereux d'une supposée guerre des civilisations. Cette grille d'interprétation, c'est celle de tous les fanatismes et l'alibi de toutes les impuissances. Et nous, nous n'irons pas nous mettre à genoux devant George Bush. Nous défendrons, en Europe, l'émergence d'un monde multipolaire à l'abri des tentations impériales d'un autre temps. Et je salue l'initiative que tu as prise en lançant cette alliance des civilisations que boude aujourd'hui une droite française inconsciente de l'importance de ce dialogue ; mais demain, avec la France neuve, nous rejoindrons ce beau projet que tu as mis en mouvement.

"On va gagner !"

Oui, je sais...

Et nous aurons demain à défendre ensemble les mêmes valeurs humanistes au sein de l'Europe. Je sais que toi aussi tu refuses cette vision que certains défendent : la traque du gène de la délinquance avant l'âge de trois ans, le déterminisme biologique de la pédophilie, l'énigme génocidaire du peuple allemand qui, nous dit-il : "échapperait à l'explication rationnelle et relèverait en somme de l'inéluctable", propos irresponsables qui font insulte au bon sens, à ce que la science nous a appris et au passage à l'amitié franco-allemande, et à la mémoire de ceux qui, outre-Rhin, résistèrent au nazisme et qui ne sont pas moins allemands que les autres.

Mais, avec de telles théories, avec une telle vision du fatalisme et du déterminisme du candidat de l'UMP, pourquoi, s'il croit si peu à l'éducation et à la marge de manœuvre du pouvoir politique, et à la façon d'échapper au fatalisme et au déterminisme, pourquoi, s'il y croit si peu, pourquoi y pense-t-il si fort alors pour lui-même, avec les œillades lancées à l'extrême droite pour franchir ce qu'il appelle la dernière marche ?

Son projet, c'est de prendre le pouvoir. Le mien, c'est de vous le rendre pour écrire avec vous l'histoire de France.

Son projet, c'est lui ! Mon projet, c'est vous !

Oui, mon projet, c'est vous parce que je veux que les pouvoirs publics et l'État fonctionnent bien et donnent à chacune et à chacun, d'où qu'il soit et d'où qu'il vienne, la possibilité d'apporter son action et sa pierre à la construction de cette France neuve que nous voulons voir se lever, chacun en est digne. Et, voyez-vous, l'immense force d'une grande démocratie, c'est de donner à chacun la certitude intime de son rôle indispensable au progrès de tous les autres. Voilà le projet que je vous propose de construire.

La droite a mis le pays en déclin, ce qui lui permet aujourd'hui d'exploiter les nostalgies ou les peurs. Et tous les faits divers, vous l'avez vu, sont bons à être utilisés sans vergogne. Eh bien, moi, je vous appelle à refuser cela, à refuser ce repli de la France sur elle-même, cette tentation d'indifférence. Les conservateurs préfèrent toujours les pays tournés sur eux-mêmes car ensuite c'est beaucoup plus facile pour exploiter les divisions, les encourager afin de faire semblant de feindre ensuite de trouver les solutions. Oui, le pays est en déclin, mais le peuple français ne l'est pas ! Le peuple français n'est pas en déclin, il a de l'audace, de l'élan, de la volonté, de l'énergie.

Jose Luis, vois-tu ce soir à Toulouse un peuple qui te semble en déclin ? Non !

Est-ce que ce soir nous avons devant nous un peuple qui n'aurait plus confiance en lui-même ? Moi, je vois au contraire un peuple français en mouvement, en audace, en volonté de changement, un peuple qui a envie que la politique reprenne ses droits, et tous ses droits, un peuple

français qui ne demande qu'à grandir, qu'à s'élever.

Et, Jose Luis, tu pourras dire à nos amis Espagnols que les Français sont repartis de l'avant, qu'il y a en France une force, un enthousiasme qui ne demandaient qu'à être réveillés. Il est là, il se lève, entendez-le !

Un souffle se lève. Ce vent debout, cet appétit d'ordre juste, ce désir de changement profond s'appelle la France présidente !

La France présidente, c'est réconcilier les libertés individuelles et les garanties collectives à l'opposé du chacun pour soi pour que le bien né et que le meilleur gagne soient les seuls à l'emporter. La France présidente, c'est l'harmonie d'un destin personnel, épanoui dans une société solidaire. Chaque citoyen est un être irremplaçable, chacun d'entre vous et d'entre nous constitue une valeur unique. Non, rien n'est joué à la naissance. Non, et c'est la noblesse de la politique et de la politique à gauche, de considérer que rien ne doit être joué à la naissance, que le sort de chacun n'est pas verrouillé à l'avance par une sorte de loterie invisible.

Nous affirmons tous ensemble que toute société juste et solidaire peut et doit conjurer, réparer, atténuer les fragilités de toutes sortes qui pèsent sur le début de la vie, voilà l'objectif que je vous propose.

Et c'est le rôle de l'éducation, d'abord, de l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation.

C'est le rôle, ensuite, bien sûr, des services publics, et c'est surtout le rôle, enfin, d'une plus juste répartition des richesses pour faire en sorte que le travail soit moins taxé que le capital et que le capital rapporte moins que le travail, comme nous l'ont encore redit à l'instant les salariés d'Airbus en colère contre ces provocations des rémunérations insolentes des grands dirigeants des entreprises.

Et, à Toulouse, comme j'étais tout à l'heure aux côtés de Martin Malvy, à Toulouse, c'est là que nous devons lui demander de rembourser. Demandez-lui ! Remboursez l'argent à l'entreprise !

La France présidente, c'est celle qui réhabilite la valeur du travail. La droite a volé le mot, et en fait elle a fait tout le contraire. Ce n'est pas en précarisant le travail, ce n'est pas par le CPE, ce n'est pas par la baisse des salaires que l'on revalorise le travail, mais c'est au contraire en prenant les moyens de réaliser une société de plein emploi, en donnant d'abord du travail à ceux qui n'en ont pas, en gagnant la bataille contre le chômage de masse, en augmentant le SMIC et les bas salaires, en augmentant les petites retraites pour lutter contre la vie chère.

La France présidente, c'est celle qui va savoir concilier l'agilité dont les entreprises ont besoin pour affronter la compétition mondiale et la sécurité nécessaire à laquelle les salariés ont droit, et nous le ferons en créant la Sécurité sociale professionnelle qui permettra de lutter contre le chômage tout en gagnant de la compétitivité économique.

La France de la valeur travail, c'est celle qui paie le travail à son juste prix et qui ne laisse pas les travailleurs et les familles être obligés, pour joindre les deux bouts, d'accumuler les heures supplémentaires. C'est la France du pouvoir d'achat, pas celle de la vie chère et des surtarifications bancaires. Oui, les abus bancaires seront sévèrement réglemés pour que les banques cessent de faire leurs principaux profits sur le dos des catégories modestes et moyennes ; et elles seront priées de remplir leur vraie mission, à savoir prendre des risques pour que les entreprises, petites et moyennes, se développent. Voilà la responsabilité des banques, pas celle de sur-endetter les familles.

Et puis il y a une manière beaucoup plus efficace de régler les déficits de nos comptes sociaux que d'en faire peser le coût sur les plus pauvres ou sur les classes moyennes en baissant les remboursements. Débloquer l'économie, c'est d'abord augmenter le nombre de ceux qui travaillent, Et donc ceux qui cotisent, c'est cesser les cadeaux clientélistes sans aucune contrepartie aux entreprises, c'est pratiquer la juste répartition des efforts, de la culture de l'efficacité. Et la France présidente, c'est celle de l'amélioration des conditions de travail, c'est la France où l'on dira haut et fort, enfin, qu'il n'y a pas de fatalité à tous ces accidents, à toutes ces maladies professionnelles dont le coût humain et financier est chez nous exorbitant. C'est une France qui n'acceptera plus les discriminations à l'embauche parce qu'on n'aura pas la bonne couleur, ne le bon nom, ni la bonne adresse, ni la bonne origine, et cette lutte-là sera le combat de la France présidente !

Car, la France présidente, c'est celle qui prend soin de ses enfants, de tous ses enfants dans leur diversité car elle a compris que c'est là qu'est sa force, que c'est là qu'est son avenir, prendre soin de tous ses enfants tout en protégeant ses anciens et en leur garantissant une retraite décente et l'accès aux soins.

La France présidente, c'est celle qui investit dans la formation, dans la qualification à tous les âges de la vie. La France présidente, c'est celle qui tiendra pour chacun la promesse scolaire de la République et qui n'acceptera plus que certains soient programmés pour réussir et les autres pour échouer.

Elle tiendra sa promesse égalitaire.

La France présidente sera aussi une France artistique et culturelle et qui gagnera le combat pour la démocratie culturelle, et elle prendra tous les moyens de remettre à l'école, les moyens que la droite lui a enlevés, et cela dès la prochaine rentrée scolaire. Elle apportera aux enseignants la reconnaissance du pays, les moyens d'accomplir leur noble mission, les conditions du respect qui leur est dû et elle apportera à chaque élève qui décroche le soutien scolaire individualisé gratuit dès la prochaine rentrée scolaire. Voilà le combat que nous gagnerons.

La France présidente, c'est le parti pris de cesser d'opposer ce qui doit marcher ensemble : performance économique et performance sociale, excellence économique, excellence écologique. C'est cela la réconciliation de l'intérêt bien compris du pays, des salariés et des entreprises avec des règles du jeu nouvelles, claires et bien comprises de tous.

La France présidente, c'est une France donc assurée d'elle-même et de ses solidarités, et donc capable de se tourner vers le monde tel qu'il est et de peser sur le cours de la mondialisation. Car le choix est clair : la mondialisation sera, soit un chaos, soit une chance : un chaos si nous

laissons faire et si nous laissons aller, une chance si nous pesons de toutes nos forces pour remédier à l'échange inégal qui a spolié pendant tant d'années l'Afrique, une partie de l'Asie et l'Amérique du Sud.

Une chance si la faim et la maladie reculent, si les médicaments sont partagés, si le savoir est partagé, si les cultures se mélangent et s'échangent, mais un drame, un terrible drame si chacun s'y replie, dresse des barrières, installe des miradors à ses frontières et si l'autre, au lieu d'être une opportunité, devient un intrus et, pour finir, un ennemi. Et ce monde-là, nous n'en voulons pas.

À nous de construire, avec la France et avec l'Europe, les digues du nouveau monde dont nous avons tous besoins les uns, les autres. C'est évident !

Oui, bien sûr, la France a besoin de tous les siens, elle doit être attentive aux plus vulnérables, à ceux qui vont bien comme à ceux qui se sentent tirés vers le bas et qui craignent de dévisser. C'est la France qui accompagne ceux qui prennent des risques, qui se lancent, qui créent, qui redonnent courage aux plus faibles, mais c'est aussi la France qui s'adresse à tous ses enfants délaissés, désaimés, parfois maltraités. C'est ainsi et ainsi seulement que nous surmonterons, et nous savons que nous réussirons à surmonter ces crises économique, sociale, écologique, éducative, politique et morale qui nous bloquent. Nous allons débloquent la France, la relever et lui dire qu'il est possible d'aller en avant.

Je demande à tous les citoyens de gauche de se rassembler massivement dès le premier tour. Au-delà de la gauche, je demande à tous ceux, hommes et femmes qui partagent un certain nombre de principes, de principes fondamentaux auxquels je crois, et ces principes qui vont permettre à la France de se redresser et sans lesquels la France continuera à s'enfoncer dans le déclin, mais, je l'ai dit tout à l'heure, ce n'est pas une fatalité.

Alors, je lance ici un appel à Toulouse, à ceux qui se retrouvent sur les valeurs qui sont les suivantes, et sur lesquelles vous allez me donner votre avis, je leur demande de se mobiliser dès le premier tour.

Voulez-vous, je le demande à tous ceux qui réfléchissent à travers cette grande salle, aujourd'hui dans tous le pays je m'adresse à eux, ceux qui réfléchissent encore, je leur demande : souhaitez-vous oui ou non que les valeurs humaines l'emportent toujours sur les valeurs financières et sur les valeurs boursières ?

À ceux et celles qui hésitent, je demande : pensez-vous, oui ou non, qu'il est possible de réformer la France sans la brutaliser ?

Pensez-vous, celles et ceux qui hésitent, et je comprends leur hésitation parce que le choix est grave, il va engager la France pour les années qui viennent, et sans doute définir son visage pour une génération compte tenu de la profondeur des crises que j'ai évoquées tout à l'heure, alors, oui ou non, pensez-vous qu'il est possible de réconcilier les solidarités fondamentales, la liberté individuelle et l'efficacité économique ?

Pensez-vous qu'il est enfin grand temps de remplacer la loi du plus fort par la loi du plus juste ?

Et enfin, pensez-vous que vous avez quelque chose à dire, quelque chose à faire, quelque chose à construire pour qu'enfin un ordre juste remplace tous les désordres injustes qui créent tant de violence, de fragilité, de frustration et de colère ? Alors, si vous pensez tout cela, si vous vous rassemblez sur ces valeurs, alors je vous lance un appel : venez voter, soyez très nombreux dès dimanche prochain pour dire quelles valeurs et quel visage vous voulez donner à la France !

Je veux que demain la France soit un pays apaisé, ayant confiance en lui, où tous les Français se reconnaissent et s'aiment en elle. La France présidente n'a pas le masque de la peur parce que la peur est l'ennemi irréductible de la liberté du citoyen. Un seul désir suffit pour peupler tout un monde. Et ce désir, c'est le nôtre, c'est le vôtre, c'est notre désir d'avenir.

La France présidente, c'est vous. C'est une France mobilisée pour dépasser ses difficultés, pour engager les mutations nécessaires que l'on sait difficiles. C'est une France qui sait que l'être humain ne peut rien faire qu'en s'associant, qu'il n'y a pas d'armure plus solide, ni d'outil plus merveilleux pour les grandes causes, et voilà à quoi je vous engage.

Tous les problèmes ont été révélés au cours de cette campagne par des voix fortes, et la plus forte de ces voix, c'est la voix du peuple français qui s'est exprimé en prose, en vers, en musique, en parlant haut et fort dans les maisons, dans les rues, dans les fermes et dans les cafés, dans les halls, dans les salles, et ce soir à Toulouse, je vous ai écoutés, je vous ai entendus, et c'est parce que nous laisserons aussi après s'exprimer ces voix, et je vous demande cette parole que vous avez prise de ne jamais la lâcher parce que c'est comme cela que la sérénité reviendra dans la France que nous voulons.

Je voudrais, avant de nous séparer pour nous retrouver dimanche prochain, dédié à Jose Luis Zapatero quelques phrases de l'un de nos plus grands poètes, Louis Aragon, qu'il a écrites en hommage à l'un des plus grands poètes espagnols, Federico Garcia Lorca, assassiné par la milice fasciste à Grenade : "Un jour viendra, un jour d'épaules nues où les gens s'aimeront, un jour comme un oiseau sur la plus haute branche."

Chers amis de Toulouse, ce jour viendra, il arrive, un seul désir suffit pour peupler tout un monde, c'est à ce jour que je vous appelle aujourd'hui car la victoire, comme disait François Mitterrand, vous ne la rencontrerez que si vous la forcez. C'est une affaire de volonté, de continuité, de clarté d'esprit dans la fidélité aux engagements. La chance, c'est vous qui la forgerez de vos mains.

Alors, je vous le demande, forçons cette chance de nos mains pour que dimanche prochain nous puissions donner le premier signe à cette France qui a envie de se relever, et c'est pour cela que je me bats.

C'est pour cela que je veux, ici, à Toulouse, avec votre élan, avec votre chaleur, au sens propre comme au sens figuré, avec votre énergie, avec votre audace, avec votre tendresse, devenir la présidente de cette France présidente, vive la République, vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.27 - <locuteur.rice=Ségolène\_Royal> - Lyon <lieu=Lyon> <texte=51>

Bonsoir, amis de Lyon et de toute la région. Bonsoir à tous.

Je suis profondément heureuse de vous voir aussi nombreux et nombreuses rassemblés à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle.

Je me bats avec vous pour gagner. Et, cette victoire, nous allons l'arracher ensemble !

Merci à tous les élus de la Région d'être là, à Gérard Collomb, à Jean-Jacques Queyranne, à tous celles et ceux qui ont pris la parole. À Arnaud aussi qui s'est exprimé, merci à toi. Dominique d'avoir commencé à enflammer cette salle par ton talent et ton engagement à mes côtés.

Merci à Najat, à Christiane, je ne peux pas tous vous nommer, je vous vois tous ici rassemblés, j'aperçois Louis Mermaz, je vois des élus de partout, d'ici et de là. Mais surtout, c'est à vous tous, citoyens, citoyennes, que je dis que l'élection présidentielle c'est d'abord un élan populaire, c'est d'abord un élan du peuple et c'est d'ailleurs grâce à vous que je suis aujourd'hui devant vous ce soir.

Qui aurait pu penser à cet itinéraire ?

Et vous l'avez entendu aussi tout à l'heure, ce qui va se passer le 6 mai est ardemment regardé dans les autres pays du monde, et en particulier en Europe. Et je remercie du fond du cœur Romano Prodi pour son message.

À l'approche de ce second tour, on voit que les choses se simplifient, que les messages se clarifient, vous allez avoir le choix entre le candidat soutenu par Berlusconi d'un côté et la candidate soutenue par Zapatero et par Romano Prodi de l'autre. Voilà le choix qui est devant vous.

La victoire, c'est vous qui allez la forger de vos mains, qui allez la construire. Le peuple français aujourd'hui est en mouvement, il a une soif profonde de changement.

Il a besoin de se rassembler sur des valeurs fondamentales, celles que je vous propose dans le pacte présidentiel que j'ai construit avec vous au cours d'une démarche participative nouvelle, parce que je veux la rénovation de la vie politique française.

Je crois qu'on ne gouverne plus aujourd'hui des pays complexes sans écouter les citoyens et sans construire les choses avec eux. Et ce sera aussi ma façon demain de présider la France présidente. Et cette parole que vous avez prise, cette parole que je vous ai donnée pendant la campagne, cette parole que chacun et chacune d'entre vous est allé porter aussi vers les autres citoyens, cette parole, je vous demande de la garder et de ne plus jamais la lâcher, car désormais la politique ne se fera plus jamais sans vous.

Et la participation massive des Français lors du premier tour est aussi un signe encourageant, c'est un élan civique. Nous devons être à la hauteur de cet élan civique. Je suis la seule candidate d'ailleurs à avoir appelé les électeurs à ne pas s'abstenir, à revenir massivement vers les urnes, à avoir fait le constat d'une crise démocratique profonde, à m'être adressée aux citoyens qui pensaient que la politique ne pouvait plus rien pour eux. Et moi je veux dire ici ce soir à Lyon : si, la politique peut et doit encore beaucoup. Et de jour en jour je me sens de plus en plus prête à assumer la présidence de cette France présidente, et c'est pour cela que je vous demande de me faire confiance.

Je veux remercier d'abord les neuf millions d'électeurs et d'électrices qui sont venus dès le premier tour. Je veux remercier aussi du fond du cœur tous les partenaires de la gauche et les écologistes qui se sont rassemblés dès dimanche soir. Et, comme vous le savez, je tends aujourd'hui la main pour un vaste rassemblement des républicains de progrès, à toutes celles et tous ceux qui pensent que la maison France peut se relever sur des valeurs auxquelles nous croyons profondément ; toutes celles et tous ceux qui pensent que les valeurs humaines doivent toujours l'emporter pour chaque décision politique sur les valeurs financières et sur les valeurs boursières, alors rejoignez-moi ; toutes celles et tous ceux qui pensent qu'il est temps de mettre en place un État impartial qui ne sera mis en mouvement que par le seul intérêt général du pays ; toutes celles et ceux qui veulent voir se lever cet État impartial dont la France a perdu l'habitude, alors qu'ils viennent se rassembler autour de moi !

Toutes celles et tous ceux qui pensent que la France est menacée par le délitement du lien républicain parce que rien n'a été réglé dans les quartiers et que la colère y gronde encore et que le feu couve sous la cendre ; que le lien républicain a été affaibli à cause de la montée de toutes les formes de discrimination, de précarité, de brutalité ; toutes celles et ceux qui pensent que l'enrichissement de quelques-uns aux dépens du plus grand nombre n'est pas une fatalité ; bref toutes celles et ceux qui pensent que la fracture républicaine doit être rapidement réparée et que nous devons à nouveau apprendre à vivre ensemble grâce à des règles justes qui seront comprises par tous et appliquées par tous, les puissants comme les autres, ce qui empêchera que quelques-uns ne s'enrichissent aux dépens du plus grand nombre. Alors j'appelle tous ces hommes et toutes ses femmes à venir soulever la vague de la victoire qui permettra à la France de changer.

Je mesure aussi la responsabilité qui est la mienne, je voudrais vous confier qu'une certaine gravité m'habite, qu'en ce moment présent, au fur et à mesure où je me rapproche de ce second tour de l'élection présidentielle, je pense de plus en plus à François Mitterrand et à ce 10 mai 1981.

Et je crois que le profond désir d'alternance, il est aussi fort, il est aussi puissant et nous avons le devoir de le réussir. Et je sais qu'avec vous, cette réussite, cette victoire, elle devient ce soir possible.

Mais je n'ignore pas qu'il y a encore des millions de Français qui hésitent, parmi ceux qui souffrent le plus, et qui se demandent ce qui va

demain changer concrètement pour eux. J'apprenais cet après-midi en venant vers vous que les salariés d'Airbus venaient d'apprendre que plus de deux mille emplois allaient être supprimés. Et je voudrais ici, on ne s'en lasse pas, de rappeler cette invraisemblable provocation, de rappeler que l'ami du pouvoir, M. Forgeard, n'a toujours pas remboursé ses 8 M€, qu'il part après avoir échoué avec une retraite, tenez-vous bien, de 100 000 £ par mois, et que les salariés viennent de recevoir un intéressement de 4 £ par salarié.

Eh bien, comme ces salariés doivent être en colère ! Eh bien moi, je vous le dis ce soir, avec eux nous sommes tous en colère. Et ce système-là, nous n'en voulons plus, c'est à cela qu'il faut mettre fin définitivement. Il faut tourner la page de cette arrogance, de cette provocation, il faut tourner la page de ce système dans lequel certains, ceux qui sont en haut de l'échelle, même lorsqu'ils ont échoué, partent avec la caisse, tandis que les salariés subissent les dégâts de leur mauvaise gouvernance.

Il faut mettre fin à ce système du secret qui permet aux plus hauts dirigeants des entreprises de se servir alors que la gauche avait fait voter une loi, et nous le ferons, sur la transparence des rémunérations. Et ces règles-là, en effet, nous les changerons. Je remettrai de l'ordre économique juste dans les entreprises, parce que je crois que c'est l'intérêt de la France.

Il est temps, en effet, de moderniser le pays, il est temps de réconcilier la France avec ses entreprises, celles qui vont de l'avant, celles qui innovent, celles qui respectent leurs salariés, celles qui créent des emplois. Je fais confiance à ces entrepreneurs, à ces entreprises, à ces élus aussi comme ici dans la région qui sont en première ligne, ou dans l'agglomération de Lyon, et qui sont au corps à corps avec les entreprises qui vont de l'avant et qui créent de l'emploi. Et je dis ici : nous relancerons la croissance économique parce que nous réconcilierons les intérêts des entreprises avec les intérêts des salariés. Voilà la clé du développement économique. Je le ferai en modernisant le dialogue social et on sait bien que c'est là que se trouvent les ressources de valeur ajoutée et de productivité. On sait que dans les pays de l'Europe, ceux qui réussissent et ceux qui vont de l'avant, ce sont les pays dans lesquels il y a un dialogue social de qualité et approfondi entre les organisations syndicales de salariés et le patronat. On sait qu'il s'agit là d'une réconciliation absolument indispensable pour nouer des compromis sociaux et pour que la France à nouveau puisse aller de l'avant en ayant confiance dans son économie.

On a souvent dit : "Mais la gauche est incompétente sur le plan économique." Et vous l'avez entendu dans cette campagne, d'ailleurs, c'est un reproche que l'on m'a généralement fait. Eh bien, moi, je revendique ici le fait que c'est par la prochaine alternance, au contraire, comme l'a dit Dominique, que le pays se remettra en mouvement. Car l'économie, c'est d'abord la confiance en soi, la confiance dans son pays, dans ses capacités, dans ses laboratoires de recherche, dans la qualité de ses salariés, dans la qualité de ses cadres, dans sa compétitivité mondiale. Et nous réinvestirons dans l'innovation et dans la recherche pour retirer et pour relancer le pays vers le haut.

Mais la différence avec ce qui se passe aujourd'hui, c'est que tout cela ne se fera pas aux dépens des salariés, bien au contraire, nous le ferons en sécurisant les salariés, en assurant la progression de leur pouvoir d'achat, en revalorisant le travail, non pas en donnant des heures supplémentaires à quelques-uns, mais au contraire en donnant de l'emploi à tous, de l'emploi à chacun. Et la valorisation...

Et ce combat principal, ce combat essentiel pour les Français, celui qui les inquiète le plus, ce combat pour l'emploi et pour le pouvoir d'achat, nous le gagnerons. Nous le gagnerons parce que je porte un autre regard sur les potentiels de la France. Nous le gagnerons parce que nous créerons la sécurité sociale professionnelle qui permettra à l'entreprise d'être agile et aux salariés d'être sécurisés. Nous le gagnerons parce que nous lancerons un vaste plan de l'emploi pour les jeunes avec en particulier les 500 000 emplois tremplins pour les jeunes, et cela dès notre élection.

Nous le gagnerons parce que nous donnerons à chacun, par la formation professionnelle, la possibilité de progresser au cours de sa carrière professionnelle. Et moi je ne veux plus voir, dans la France d'aujourd'hui, des travailleurs pauvres. Qu'est-ce que ça veut dire cette expression ?

On travaille et on est pauvre. Oui, la revalorisation du SMIC, 980 £ nets par mois, est une nécessité, oui la revalorisation des bas salaires est une nécessité.

Et ceux qui critiquent ces intentions, ces propositions, et demain ces réalités, tous ceux-là seraient-ils capables eux de vivre avec 980 £ nets par mois ? Je ne le crois pas.

Et je veux aussi que pour les salariés de plus de 50 ans, qui sont durement frappés par le chômage, et là aussi c'est un drame dans notre pays, combien de talents gaspillés ? Combien de salariés laissés sur le carreau ? Combien d'entre eux qui n'arrivent pas à se reclasser ? Pour cela, nous mettrons en place des plans de formation professionnelle, des priorités pour ces salariés, des évolutions dans leur entreprise et même en dehors de leur entreprise pour qu'ils puissent retrouver, dans la société dans laquelle nous sommes, et grâce à leur expérience, une utilité sociale et non pas le désespoir qui les conduit parfois au bout de trente ans d'activité professionnelle à se retrouver au même salaire qu'en début de carrière, et en plus au chômage. Je ne veux plus de cette France des gaspillages.

Chacun doit pouvoir trouver sa place. Nous mobiliserons toutes les énergies, y compris les nouvelles formes d'économie, je pense à l'économie solidaire, je pense aux associations qui ont tant de besoins, je pense aux sociétés ouvrières de production, je pense au mouvement mutualiste, à toutes ces nouvelles façons de voir que la valeur ajoutée se produit dans différents modèles de développement économique. Oui, nous devons avoir une force d'imagination, de créativité pour que la France présidente soit la France du plein emploi. Nous nous battons pour cela et nous le réaliserons !

Nous allons construire une France qui rassemble toute son histoire, toutes ses trajectoires diverses, une France colorée qui fait de ses diversités une richesse, une France métissée dans laquelle plus aucune discrimination ne sera tolérée.

Je veux aussi construire une France généreuse, libre et responsable. Et pour cela l'éducation sera notre première tâche et notre première priorité.

Je vous propose aussi une France solidaire de ses anciens, car là aussi l'écart entre les discours et les actes, les actions de l'actuel gouvernement et les promesses ne sont plus tolérables.

Oui, de plus en plus de nos anciens, et notamment des femmes seules, voient leur pouvoir d'achat gravement dégradé. On voit de plus en plus de petits retraités ne faire qu'un seul repas par jour. Et c'est pour cela que j'ai inscrit dans le pacte présidentiel que les petites retraites seront revalorisées. Non seulement ce n'est que justice, mais c'est aussi une question de dignité et de reconnaissance aux générations qui ont fait ce que nous sommes aujourd'hui.

Et je le dis depuis plusieurs semaines : nous créerons pour les questions de dépendance et de handicap la cinquième branche de la Sécurité sociale, c'est-à-dire tout le contraire de ce que la droite a fait pendant cinq ans en démantelant l'hôpital public, en reculant les formes de remboursement, et aujourd'hui, dans le programme de Nicolas Sarkozy, il y a la franchise et les déremboursements.

Mais qui seront les premières victimes de ce recul de la protection sociale ? Ce seront les personnes âgées et les personnes handicapées. Et moi je ne veux pas que ce lien de solidarité soit rompu. Avec moi, la Sécurité sociale, sera non seulement préservée, mais renforcée car il s'agit là d'un principe républicain fondamental.

Et c'est pourquoi j'ai lancé cet appel à un vaste rassemblement de la gauche, des écologistes, et au-delà de la gauche et des écologistes parce que j'ai entendu aussi que les Français voulaient, que, pour résoudre les problèmes complexes, difficiles, pour remonter la question de la dette et du déficit des comptes sociaux, il était possible de rassembler les républicains de progrès et tous ceux qui pensent par exemple que les valeurs de la Sécurité sociale et de l'éducation doivent être au cœur de notre projet présidentiel.

À tous ceux-là, je leur dis que je suis convaincue que nous devons nous rassembler dès lors que nous considérons que les valeurs de paix civile et d'harmonie sociale nous sont communes même s'il reste ici ou là quelles divergences. J'ai entendu des millions de Français qui se disaient : il faut sortir sur certains sujets de l'éternel affrontement de bloc contre bloc, et de chercher des convergences sur des valeurs fondamentales qui nous permettront de faire un bout de chemin ensemble sur ce qui nous rassemble, dès lors que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous différencie. Voilà la rénovation politique que je vous propose. Je sais qu'elle est possible et je sais que vous me soutenez dans cette démarche, nouvelle je le sais, surprenante pour quelques-uns, qui nous demande des efforts aux uns et aux autres pour sortir des dogmes, des idées préconçues ou des camps qui s'affrontent l'un contre l'autre.

Je crois pouvoir rassembler et je demande à ceux qui pensent que l'on peut réformer la France sans brutalité, que l'on peut protéger les exclus tout en étant compétitif sur le plan économique, à tous ceux qui pensent qu'il y a trop de richesse d'un côté et trop de pauvreté de l'autre, à tous ceux qui comprennent qu'aujourd'hui trop de confrontations ont été encouragées, trop de logiques de mépris ont dressé les Français les uns contre les autres, trop de violences latentes et contenues risquent demain de se déployer dans nos territoires et nos quartiers, à tous ceux qui refusent cette fatalité, je leur dis et je les appelle à partager ces valeurs quelles que soient leurs sensibilités, dès lors qu'ils partagent ces valeurs, à converger massivement pour se rassembler afin que la France puisse réaliser ce changement le 6 mai prochain.

C'est cette convergence sur des valeurs, sur une certaine conception du pouvoir qui est là au service des Français. Moi, je n'ai pas, je ne sais quelle dernière marche à franchir pour moi-même. Pour le candidat Nicolas Sarkozy, on l'a compris, il y pense, nous dit-il depuis qu'il est tout petit. Son projet, c'est lui. Mon projet, c'est vous, c'est la France, c'est son rassemblement, c'est sa réussite et c'est son espérance.

lors, à quelques jours du 6 mai, finalement, les choix sont clairs. Il s'agit de savoir si l'on veut continuer comme avant en pire, ou bien changer, mais changer pour de vrai et changer fort!

Ils nous laissent une France endettée, ils nous laissent une France en déclin, ils nous laissent une France où les plus fragiles, les plus modestes, les plus précaires se sentent désespérément tirés vers le bas. C'est ce mouvement vers le bas qu'il nous faut d'abord stopper, et stopper rapidement, pour ensuite relever la France. C'est un chantier immense et j'ai besoin de vous pour réussir ce chantier immense. Nous le construisons tous ensemble car ma conception de la France présidente, c'est un pays où chacun et chacune, parce qu'il aura les garanties de la justice sociale, sera à même d'apporter sa pierre, sa force, sa contribution à notre projet commun. Voilà ma conception de la France, celle qui se relève grâce à tous, celle qui ne laisse personne de côté, celle d'un État juste qui exerce son autorité pour que ses règles soient comprises par tous, appliquées par tous, et que chacun, en étant au clair avec ses droits et ses devoirs puisse donner le meilleur de lui-même. Voilà la France optimiste que je conçois parce que cette France, elle a du talent, cette France, elle veut retrouver son sourire, elle veut aller de l'avant, elle veut un souffle neuf. Et c'est cette nouveauté, cette France neuve, que nous devons permettre aujourd'hui en regardant très clairement les choix, en ne nous laissant pas abuser par ceux qui nous promettent de changer alors qu'ils sont depuis cinq ans aux responsabilités. Ouvrons les yeux et ouvrons les yeux des Français.

Oui, il y a maintenant le choix, un choix très clair : le choix entre la voie de la division et celle de la réconciliation que je veux incarner.

Il y a d'un côté la voie de la brutalité et de l'autre celle du dialogue, de la concertation et de l'écoute que je vous propose. Il y a d'un côté la voie du chacun pour soi, de la concurrence et de l'expérimentation sauvage ou celle de la solidarité et de la réforme dans le calme et dans la sérénité après dialogue avec la société française et après dialogue avec les partenaires sociaux.

Car je veux, après avoir longuement écouté les Français, et à la lumière de mes expériences passées, je veux une France qui avance, mais pas au détriment des plus pauvres, des sans grades ou des laissés pour compte, je veux, comme tous les Français, comme toutes les Françaises dans leur majorité une France qui fasse confiance à sa jeunesse, à toutes ses générations, à son intelligence, à ses talents ignorés et empêchés. Je veux libérer les énergies et les talents. Je veux une France qui fasse à nouveau confiance à ses chercheurs, à sa matière grise, alors qu'aujourd'hui ils quittent massivement notre territoire.

Oui, je veux une France qui va s'appuyer sur tous ses atouts et sur tous ses territoires dans leur diversité avec une réforme fondamentale pour

que la nouvelle République, la VIe République, se lève, avec un Parlement qui fonctionne, une démocratie qui respire, la fin du cumul des mandats, la suppression du 49.3, un Parlement qui contrôle, un État impartial dans lequel ce ne sera plus le pouvoir en place qui désignera les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Conseil supérieur de la magistrature et je toutes les hautes autorités de l'État. Demain, avec l'État impartial, ce sera par une majorité des trois cinquièmes de l'Assemblée nationale que toutes ces institutions, qui doivent savoir que leur indépendance est garantie, c'est comme cela que je réaliserai l'État impartial. Et pour tout cela les Français seront conviés à voter par référendum pour que notre VIe République soit la leur.

J'engagerai une nouvelle étape de la réforme de la régionalisation, de la décentralisation, comme on voudra, mais pas à la mode ancienne, une vraie réforme qui supprime tous les gaspillages et les confusions des compétences qui font que les impôts sont de plus en plus lourds parce que chacun se mêle de tout. Les Régions seront au clair sur leurs responsabilités, les Départements seront au clair sur leurs responsabilités, les communautés de communes et les agglomérations également. Chacun sera mis face à ses responsabilités. Et l'État garantira une égalité de développement sur l'ensemble du territoire national, et garantira une redistribution des richesses entre les territoires. Voilà comment nous ferons un État moderne. Et il est temps, car c'est cet État moderne qui va nous permettre aussi, j'en suis certaine, de relancer la machine économique et de lutter contre toutes les formes de gaspillages et donc de réduire la dette.

Voilà ce que je vous propose. Voilà ce que nous allons faire, voilà comment nous allons réussir.

Je veux rendre aussi à la France présidente la fierté de son histoire et de son action collective. Je veux faire revenir la France à la table de l'Europe. Et parce qu'autour de moi se rassemblent ceux qui ont voté oui et ceux qui ont voté non, j'appellerai les Français dans un nouveau référendum à un dépassement d'eux-mêmes parce qu'avant je leur aurai donné la garantie que l'Europe nouvelle que nous aurons réussi à construire est une Europe qui se protège contre les délocalisations, est une Europe qui réussira à adopter un nouveau pacte social, est une Europe qui fera en sorte que l'objectif des progrès humains soit sa première priorité, est une Europe qui aura créé d'ici là l'Europe de la recherche, l'Europe de l'environnement, l'Europe de la préparation de l'après-pétrole, l'Europe par la preuve. Et moi, je n'ai pas peur du verdict des Français, je ne suis pas comme le candidat Nicolas Sarkozy qui propose de refaire l'Europe en cachette par un mini-traité dans le dos des Français. Non. L'Europe sera redéfinie avec vous. Je vous entraînerai, peuple de France, parce que je vous aurai redonné confiance en vous-mêmes, dans vos valeurs fondamentales, dans votre identité républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est ce qui me permettra de vous dire : peuple de France, puisque nous sommes bien assurés sur nos bases et sur nos valeurs, puisque nous avons permis à nouveau à toutes les familles par exemple d'être bien logées et d'avoir un emploi, donc d'éduquer correctement leurs enfants puisque nous avons remis l'école au cœur de tout, puisque nous avons fait de la protection et du respect des salariés et du dialogue social le cœur de la nouvelle économie, alors comme nous serons assurés de ces valeurs et que nous aurons pris à bras le corps le défi écologique, alors nous serons assurés sur nos bases. Et je pourrai vous dire, parce que nous serons forts sur nos racines et sur nos valeurs républicaines et de progrès, alors je pourrai dire au peuple de France : tournons-nous sans crainte vers l'Europe parce que l'Europe a besoin de nous et que la France a besoin de l'Europe. Et ensuite je pourrai dire à l'Europe : tournons-nous vers le monde parce que nous devons aussi construire une mondialisation plus juste et ne pas la laisser au libéralisme sauvage.

Et c'est pourquoi tout s'enchaîne et tout se tient. La victoire de l'élection présidentielle n'est qu'une première étape vers une Europe plus juste mais aussi vers un équilibre mondial plus juste. Et sans cet équilibre mondial plus équitable, sans une diminution, une réduction des écarts entre pays riches et pays pauvres, et l'Europe a un rôle majeur à jouer à l'égard du continent africain ; sans tout cela, alors c'est nous-mêmes qui reculerons, nous nous-mêmes qui nous effondrerons.

C'est cela que je veux faire comprendre aux Français, c'est que l'enjeu de l'élection présidentielle, ce n'est pas seulement la République française, mais cela va bien au-delà puisque la France a toujours choisi d'avoir un message universel, elle s'est toujours tournée vers le monde. Aujourd'hui, la France est repliée sur elle-même, elle a peur des autres, on l'incite à désigner celui qui est différent, celui qui est immigré, celui qui est venu d'ailleurs comme le principal adversaire. Et cela, c'est très dangereux, d'abord, parce que, quand on y regarde de près, un Français sur trois a au moins un grand-parent d'origine étrangère. Alors, vous imaginez ce qu'il faudrait faire pour réaliser ce ministère de l'immigration et de l'identité nationale ? C'est absurde !

C'est non seulement une idée pernicieuse, mais c'est une idée absurde puisque la force de la France se trouve précisément dans ces générations qui nous ont fait ce que nous sommes aujourd'hui. C'est cela que nous devons continuer à construire. Alors, moi, j'oppose à ce système destructeur, et contraire à notre idéal, ce système de la méfiance de tous contre tous, de la guerre de tous contre tous, de ce qui consiste à dresser les Français les uns contre les autres, j'oppose un modèle de réconciliation, de rassemblement, de compréhension des différences. Je propose un modèle de dépassement de ce qui fait nos différences pour que dans ce dépassement nous construisions une France qui se rassemble et dans laquelle les Français recommencent à s'aimer en elle.

Voilà l'enjeu que nous devons construire. Refusons toutes les brutalités, refusons toutes les violences. Je veux construire avec vous cette France présidente, une France de la non-violence, une France en paix civile ; mais une France qui soit également, je l'ai dit et je le répète, au clair sur le respect des autorités justes. Partout où les adultes ont une responsabilité, ils doivent l'exercer, l'autorité parentale, et c'est la ministre de la Famille qui a fait une loi sur l'autorité parentale qui vous parle, oui je veux que les familles fonctionnent bien. L'autorité juste à l'école, celle qui fait que, lorsqu'un élève trébuche, il est repris par la main et rattaché à la réussite scolaire. Il sera rattaché à la réussite scolaire et on lui redonnera le sens de l'effort par le soutien scolaire gratuit, individualisé, qui sera mis en place dès la prochaine rentrée scolaire.

Car nous ne baisserons pas la garde sur les moyens donnés à l'Éducation nationale. Nous ne baisserons pas la garde non plus sur les services publics. Bien sûr, les services publics doivent se réformer pour apporter toujours un meilleur service au public, comme leur nom l'indique, mais certainement pas en les affaiblissant, au contraire on voit se creuser des inégalités d'accès aux services publics, au service public de la police de quartier, qui sera créé, au service public de la justice qui aura les moyens de fonctionner, au service public de la santé. Et l'hôpital public si durement frappé aujourd'hui, sera rétabli dans ses responsabilités à l'égard de la santé publique.

Il faudra bien que Nicolas Sarkozy nous dise dans quels services publics il propose de supprimer un fonctionnaire sur deux. Il faudra qu'il

nous le dise !

Et moi je vais vous dire : les services publics seront réformés pour qu'ils marchent bien et pour que les agents publics aillent aux endroits où on en a le plus besoin.

Mais je considère que désigner à la vindicte publique les fonctionnaires en faisant croire qu'un sur deux est inutile, est inactif, je considère que c'est diviser gravement la France. Car la compétitivité économique dépend aussi du bon fonctionnement des services publics. Voilà la vérité.

Mes chers amis, nous avons ce soir ensemble un immense bonheur.

Dans chacune de ces réunions publiques, de ces grands rassemblements, je viens chercher cette énergie qui me surprend parfois moi-même, je dois vous le dire.

J'entends le candidat de la droite se présenter comme une victime. C'est assez drôle, parce qu'il n'en a pas vraiment le rôle. Et quand je vois la somme des attaques, des mots violents, des mots de mépris d'ailleurs qu'il a actuellement pour François Bayrou, très choquants, ne serait-ce que sur le plan du simple respect démocratique. Quand j'entends aussi les attaques proférées par ses porte-parole, parce que lui prétend ne pas attaquer, encore que quand on fait le florilège de ce qu'il dit sur moi dans ses meetings, on en remplirait tout un roman !

Mais surtout ce que disent porte-parole, avez-vous entendu ces mots si élégants de Bernard Tapie à mon endroit lorsqu'il a dit que, voter pour Ségolène Royal, ce serait une... ?

Vous n'osez pas le dire, et vous avez bien raison.

Ou quand j'entends l'utilisation pernicieuse de certains qui prétendent avoir fait partie de mon équipe présidentielle, ce qui n'est pas le cas, je vous rassure...

Ou quand on connaît, mais cela a été dit excellemment avant moi, les accointances, les connivences entre un pouvoir économique-financier et médiatico-financier, alors, en effet, on n'a de leçons à recevoir de personne.

Mais la différence, c'est que, contrairement à ce qui est dit, et vous avez pu encore l'observer ce soir, oui je suis dans le combat des idées, et c'est essentiel dans une démocratie, le combat des idées. Et d'ailleurs Nicolas Sarkozy a refusé un débat avant le premier tour, sans doute parce qu'il craignait d'être mis devant ses responsabilités et de devoir rendre des comptes sur son bilan. Et d'ailleurs, je vous le dis, demain je serai la présidente qui rendra des comptes sur ce qu'elle fait. Et cela, régulièrement, devant le Parlement d'abord, et ce sera nouveau. Je viendrai rendre des comptes devant la représentation nationale et je viendrai rendre des comptes régulièrement devant les Français pour leur dire : voilà les engagements qui avaient été pris, voilà ce que nous avons réalisé, voilà ce que nous avons adapté en vous écoutant, voilà ce que nous avons constaté en continuant avec la démocratie participative à vous associer aux décisions politiques qui seront prises demain avec vous. Voilà comment la France va devenir intelligente.

Car moi, je ne crois pas aux hommes providentiels. Je crois au contraire à l'intelligence de tout un peuple. Moi, je ne me pose pas en victime. Et, vous savez, je viens de le rappeler, tous les coups que j'ai pris pendant cette campagne, mais je ne me pose pas tous les quatre matins, comme le fait le candidat de l'UMP à la télévision, en victime. Pauvre victime !

Parce que je pense que l'élection présidentielle ne se joue pas sur une victimisation, ou alors il faut faire autre chose !

Je pense qu'il faut accepter, à ce niveau de responsabilité, la force des engagements, la force de la confrontation et l'échange d'idées. C'est cela le modèle républicain ! C'est cela ce moment citoyen que nous sommes en train de vivre. Et c'est cela qu'il faut accepter, c'est ce combat éminemment noble de la politique que d'accepter le combat des idées et que de cesser de se présenter comme une éternelle victime !

Moi, j'ai pris beaucoup de coups pendant cette campagne, et j'en ai tellement pris que, si je m'étais occupée d'y répondre tous les jours, je n'aurais parlé plus que de cela, donc j'ai choisi de les ignorer et de ne pas y répondre.

Et puisque j'ai voulu cette bataille et ce combat essentiel qui va permettre à la France d'écrire une nouvelle page de son histoire, jamais vous ne me verrez me mettre en posture de victime.

Je ne suis pas une faible victime, je ne suis pas une faible femme, je suis, comme disent les Antillais, une femme debout !

Je suis une femme solide !

Je suis une combattante, je veux vous conduire à la victoire. Je sais qu'elle est possible, qu'elle est là à portée de main, qu'elle dépend de nous et que nous avons le devoir de la réaliser, tout simplement parce que la France en a besoin, parce que la France ne veut pas se replonger dans l'ombre. La France veut la lumière, la France veut l'espérance, la France veut l'horizon, la France veut se redresser, la France veut croire en son avenir, la France a confiance en elle.

La France que nous aimons, je veux qu'une majorité de Français aiment la France que je veux construire avec vous, avec eux.

J'ai besoin de vous, la France a besoin de vous.

En avant, en mouvement, vive la République, vive la France !

\*\*\*

Je vous salue ! Je vous salue peuple de France ! Je vous salue peuple de France ! Peuple libre ! Peuple fier ! Peuple insoumis et qui veut la victoire !

Votre présence exceptionnelle, enthousiasme, conquérante mais aussi tolérante et fraternelle me va droit au cœur. Merci pour ce bonheur. J'ai pris beaucoup de coups pendant cette campagne mais j'ai reçu aussi tellement... tellement... tellement de bonheur partagé comme ce soir ! Que ce soir, tout le reste est oublié et je suis avec vous dans cette dernière ligne droite pour dimanche prochain faire gagner la France car je veux demain tout simplement, mais c'est déjà considérable... car nous voulons ensemble pour demain simplement mais c'est considérable beaucoup de bonheur pour notre pays, un pays apaisé, un pays réconcilié avec lui-même pour vous, avec vous et surtout pour celles et ceux qui en ont le moins, ceux-là, je leur dis qu'ils ne se découragent pas, nous les prendrons aussi par la main.

Je vais vous dire maintenant quelques mots en confiance : d'abord j'ai tenu grâce à vous car comment se fait-il qu'une petite fille de Lorraine née à Dakar d'un père militaire, qui a grandi dans un village des Vosges, quatrième d'une famille de huit enfants, qui a eu le bonheur de suivre une réussite scolaire, comment se fait-il que je me trouve là ce soir devant vous ? Qu'est-ce qui a permis notre rencontre ? Parfois je me suis interrogée au fur et à mesure de ces étapes, parfois j'ai trébuché mais avec vous je me suis relevée. Oui, à chaque fois, c'est votre ferveur démocratique qui m'a redonné la force d'accomplir avec vous ce que nous avons à construire demain pour le bien de la France.

Ce que je vais vous avouer n'est pas si facile, je suis solide, je le savais mais le courage du combat politique, je l'ai construit avec vous pendant ces dix-huit mois de campagne électorale. Mon courage, c'est vous ! Mon courage, c'est pour vous tout simplement parce que mon projet, c'est vous ! On me dit parfois : mais pourquoi tout cela ? Et à l'instant même où je vous parle, où se noue cette rencontre exceptionnelle, extraordinaire, en me tournant vers vous je vois... je comprends, je sens que tout cela, c'est tout simplement parce que nous nous aimons beaucoup.

Et ceux et celles qui ne ressentent pas encore ce sentiment, en vous voyant, j'en suis sûre, seront de plus en plus nombreux à avoir envie de le partager, ce merveilleux sentiment et je voudrais leur dire : dans la France que je veux, il y a de la place pour tous et pour toutes. Et personne n'en sera exclu. Notre réunion est ce soir un formidable signe d'espoir ; c'est - nous le sentons - un événement à la hauteur d'une victoire espérée. Mais je ne veux pas de la victoire d'une partie de la France contre l'autre. Ce que je veux, c'est la victoire de la France présidente ! Et merci... merci, en votre nom, aux artistes, merci aux artistes... nous sommes tous ici à vous entendre, de tous les styles, de toutes les générations ; vos musiques exaltent nos espoirs, calment nos peines et bercent nos vies et construisent nos plus beaux souvenirs. Merci de votre engagement. Merci de faire chanter la terre, merci de nous donner l'ardeur pour la rendre meilleure car l'art et la culture sont le langage supérieur de l'humanité. La France présidente sera une France artistique et culturelle et l'immense élan de ce soir en est la preuve !

Dimanche prochain, vous aurez le choix entre deux modèles de société et ce formidable rassemblement de ce soir est l'image du modèle que je vous propose pour la France ; le pays du partage, de l'émotion, de la beauté, toutes générations confondues. Voilà le rassemblement. Voilà le vrai remède à l'inquiétude, à la menace, aux divisions et aux conflits. Il est là le chemin de la paix et de la fraternité ! Oui je veux pour notre pays réconcilier la paix et la fraternité et si vous êtes là ce soir, c'est aussi pour une France neuve qui se relève. Vous êtes venus là ce soir pour une France rassemblée et fière de l'être. Vous êtes là ce soir pour remettre les citoyens au cœur de l'action politique et pour faire souffler un vent de démocratie et de liberté.

Vous êtes là pour une France qui mobilise tous ses talents. Vous êtes là pour la France qui libère les énergies, qui crée des richesses et qui les répartit bien, qui donne le goût de l'effort, du travail et de la création. Vous êtes venus pour la France qui affirme au plus profond d'elle-même que la justice sociale et l'excellence écologique sont aussi la condition de l'efficacité économique et que la prospérité économique et la sécurité écologique sont la condition du bien-être social. Les uns ne vont pas sans les autres ; voilà le nouvel ordre juste que je vous propose !

Ce soir, vous êtes venus pour faire gagner la France présidente. C'est un message qui est reçu aux quatre coins de la France et dans tous les territoires et départements d'outre-mer et par tous les Français de l'étranger ; et ma pensée va aussi en ce moment à notre compatriote détenu en Afghanistan ainsi qu'à Ingrid BETANCOURT. On aimerait tellement les avoir parmi nous ! Mais ce temps viendra.

Chacune et chacun d'entre vous est le porteur mystérieux des encouragements et des espoirs de chacune et de chacun, des millions de Françaises et de Français qui se rassemblent pour dire qu'ils veulent élever la France au plus haut rang de cette histoire et je vous invite dimanche à écrire cette nouvelle page de l'histoire de France ! Ce n'est pas une mince affaire car qui s'occupe de la France, s'occupe aussi du monde, car la France aux yeux du monde, c'est plus que la France. La France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle l'est pour tous. La France, ce sont des valeurs exigeantes et belles proclamées par la Révolution française et des valeurs universelles qui sont une parcelle de la lumière du monde. La France, c'est la liberté, c'est l'égalité et c'est la fraternité ! Et c'est cela qui nous rassemble et qui nous mobilise aujourd'hui ! Et c'est ce chemin que nous allons prendre ensemble. Le monde, nous savons ce qu'il en est : la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes mais aussi le tohu-bohu, l'inéquité, le malheur, les crimes de masse et les guerres. Je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène et qui aurait la tentation de laisser faire. Je ne veux pas d'une France qui laisserait le monde éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensées hostiles les unes aux autres.

Non je ne veux pas d'une France qui se résignerait à disparaître de l'histoire et je veux vous le dire, vous êtes ici les ambassadeurs d'une aspiration qui monte du pays tout entier. Vos lettres de créance sont celles d'un peuple qui veut se redresser, d'un peuple qui affirme que notre pays mérite d'autres formes de gouvernement et d'autres choix politiques ! La France ne se laissera pas abusée par des choix qui même parés des plumes de la rupture ou des ravages de la nouveauté, sont marqués du sceau de l'échec et de l'amnésie des bilans. Certes, maquiller un bilan n'est pas tâche facile et pour cela, sans vergogne, certains réécrivent l'histoire, captent celle des autres, en font un gadget médiatique pour brouiller les pistes et créer de la confusion dans les esprits.

Alors chers amis, vous tous qui êtes là, je vais vous dire : nous ne sommes pas rassemblés ce soir un 1er mai par hasard. Cette date du 1er

mai a un sens historique. Elle a un sens pour tous les travailleurs et pour toutes les travailleuses du monde entier. Elle est la fête de la solidarité et de la demande de dignité du monde ouvrier. Les plus jeunes ici présents ne le savent peut-être pas. Alors je vais le leur rappeler.

Il y a plus d'un siècle, aux États-Unis, à Chicago, des ouvriers en grève furent sauvagement réprimés ; certains furent tués par balles et d'autres plus tard jugés et pendus ; c'était le 1er mai 1886. Cinq ans plus tard, six jeunes gens furent tués par balles dans une ville minière du Nord de la France lors d'une manifestation cruellement réprimée à Fourmies. Ils avaient entre 16 et 20, c'était le 1er mai 1891. Depuis ce jour, ces jours... ces deux jours et à l'initiative de la deuxième Internationale socialiste, les travailleurs, les salariés du monde entier, toutes appartenances politiques ou confessionnelles confondues, quand le droit le leur permet, ne travaillent pas ; ils manifestent ou ils se reposent ; ils font la fête en famille comme ce soir ici à Charléty. Et ils se souviennent et ils n'oublient jamais l'histoire du 1er mai.

Voilà l'une des raisons pour lesquelles nous sommes là ce soir sans esprit de revanche mais tout simplement parce que nous savons ce que nous devons pour nos libertés à ceux qui nous ont précédé et qui ont donné leur vie pour qu'aujourd'hui les travailleurs soient libres, puissent manifester et puissent revendiquer le respect qui leur est dû.

Car c'est évident, l'histoire n'est pas une bande dessinée où tout se vaudrait, où tous les mots seraient permis et où on peut dire n'importe quoi. Je ne ferai pas, moi, de discrimination entre ceux qui se lèvent tôt et les autres parce que je sais combien il y en a qui se lèvent plus tard parce qu'ils travaillent tard et même la nuit comme ces infirmières que j'ai vues récemment. Et puis il y en a qui font semblant de se lever comme ce père de famille que j'ai rencontré dans les débats participatifs, qui est au RMI mais pour que son fils n'ait pas honte, il fait semblant le matin de se lever et de prendre les transports en commun pour faire croire qu'il a un travail. Et moi je veux une France qui donne du travail à tous et à chacun. C'est cela la défense de la valeur travail ! Car l'histoire a des permanences qu'il faut rappeler et ces jeunes gens du Nord dont j'évoquais la mémoire tout à l'heure, se battaient pour la journée de huit heures et pour la semaine de quarante heures. Il a fallu 1919 pour que ces droits élémentaires soient reconnus. Déjà à l'époque, il y avait des gens à la vie facile sans doute, qui disaient que ces travailleurs miniers étaient des paresseux qui voulaient se lever tard. Les mêmes à la vie facile sans doute qui en 1936, affirmaient que les congés payés allaient ruiner la France. Alors ce galimatias conservateur sans fondements économiques, a été démenti par l'histoire et c'est pour cela qu'aujourd'hui je veux une France active, une France réconciliée avec elle-même et qui n'en rabatte jamais sur la conquête des droits sociaux car je ne veux plus que l'on oppose l'effort humain et le travail des salariés au goût du risque des entrepreneurs. Nous réconcilierons la réussite des entreprises et le progrès humain. Il y a de la place pour ces deux mots dans nos têtes. Notre cerveau est ainsi fait qu'il y a au moins deux lobes et je dis simplement que le but ultime du profit, ce doit être le progrès humain, sinon le gain des uns se paie toujours par une forme de servitude des autres et cela ne fait pas grandir la France. Oui, je ferai un pacte avec les entreprises et nous allons réconcilier la France avec les entreprises qui innovent, qui créent de la richesse et des emplois, qui se battent tous les jours pour que la croissance soit au rendez-vous.

Oui ! Je salue ici les risques pris par ces milliers de petites et moyennes entreprises et les dangers qui les guettent. Ce sont elles qui créent le plus grand nombre d'emplois avec l'artisanat. Je sais quels risques personnels prennent ceux qui les créent, qui les font vivre parfois au prix de leur santé et que ces chefs d'entreprise sachent que je veux qu'ils soient de plus en plus nombreux à entreprendre, que je serai à leurs côtés dans leur bataille contre la concurrence internationale, que je soutiendrai l'embauche et la formation professionnelle de leurs salariés pour qu'elles améliorent leur compétitivité tout en versant des salaires décents et qui rémunèrent justement le travail. Et c'est pourquoi je veux construire ces compromis sociaux. Et c'est pourquoi je veux que la France soit à l'avant-garde de la lutte contre le chômage des jeunes, que plus aucun jeune reste sans emploi plus de six mois. Oui, je les créerai ces 500.000 emplois pour projeter les jeunes dans la vie professionnelle et pour les sortir de l'inactivité et de l'abandon. Je sais que le succès économique dans le monde moderne, exige l'agilité des entreprises. Eh bien nous mettrons en place une sécurité sociale professionnelle qui sécurisera les entreprises comme les salariés. Voilà l'efficacité économique de demain ! Voilà la France que nous allons construire car c'est l'invention de toutes les nouvelles sécurités et de la lutte contre toutes les formes de précarité qui rendront notre pays performant. Et la première des sécurités doit être celle du parcours de toute la vie professionnelle. Je ne vois plus voir ces femmes en pleurs devant les grilles de leurs entreprises fermées. Je ne veux plus voir le regard désespéré d'ouvriers licenciés sans protection comme l'autre jour ; c'est un sort indigne d'un grand pays développé et ceux qui philosophent sur la valeur travail, ont-ils vu ces citoyens-là ? ! Moi je cesserais d'opposer les chômeurs aux salariés. Il est inacceptable d'accabler les personnes privées d'emploi. Nous avons l'ardente obligation de leur donner du travail. Il est scandaleux de les stigmatiser et d'en faire les mendiants opportunistes de la ressource publique. Bien sûr quelques effets d'aubaine peuvent se produire ici ou là mais ces quelques effets d'aubaine auxquels nous mettrons fin bien sûr par une Agence Nationale Pour l'Emploi réorganisée et performante qui portera remède, car nous, nous n'avons jamais défendu l'assistantat.

Mais je tiens quand même à dire que ces quelques effets d'aubaine n'ont rien à voir avec la masse financière des fraudes fiscales des plus riches dans notre pays ! Et cela, comme par hasard, on n'en parle jamais ! Il faut redonner du sens à l'effort et à la dignité au travail, mais du vrai. La valeur travail n'est pas un artifice de discours. La valeur travail, c'est d'abord payer le travail à sa valeur. C'est augmenter les bas salaires qui restent obstinément immobiles et nous sommes le seul pays dans ce cas où des millions de salariés hommes et femmes, surtout les femmes d'ailleurs, commencent leur carrière professionnelle au SMIC et terminent quarante ans après toujours au SMIC et cela, je ne le veux plus. Et notre chantier prioritaire sera celui de la formation professionnelle car la valeur travail, c'est de donner à tout être humain la possibilité de progresser, la possibilité d'avoir une perspective de carrière, la possibilité de se dire que ce travail va être plus intéressant. Bref, c'est la récompense de l'effort dans la formation professionnelle et dans la motivation au travail et c'est cette justice-là que nous construirons ensemble. C'est par le dialogue social que nous débloquerons le pouvoir d'achat. Notre économie n'a pas besoin de brutalité ni de choc. Elle n'a pas besoin, notre économie - au contraire, c'est dangereux - elle n'a pas besoin de déclarer la guerre à la fonction publique ; elle a besoin de confiance. De confiance de tous les métiers et de tous ceux qui travaillent et qui cherchent un travail sur tous les territoires et la confiance n'obéit pas au coup de menton sur des champs de bataille imaginaires ! La confiance, c'est simple, c'est le soutien immédiat au pouvoir d'achat. Et je récusé toute fatalité, toute loi non écrite au nom de laquelle la réussite d'une entreprise devrait se traduire par la précarité des salariés. J'affirme ici le contraire et d'ailleurs les plus brillants de la nouvelle génération d'économistes affirment cela. Les chefs d'entreprise que j'ai rencontrés, le savent et me le disent et attendent désespérément de nouvelles règles du jeu. Ces nouvelles règles du jeu, je leur donnerai. Nous les remettrons. La valeur travail ne peut pas non plus se satisfaire de ce système de stock-options sans limite, de bonus ou de retraites chapeaux que la droite a organisés et feint de découvrir dans les derniers jours de la campagne électorale. Qui peut vraiment justifier que 38 dirigeants d'entreprise tous amis du pouvoir, aient touché au total 107 millions d'euros de primes de départ en 2006 ? ! Le pire,

voyez-vous, c'est qu'à peine en place, ils savent déjà combien ils vont toucher quand ils vont partir même s'ils ont échoué. Et cela, c'est le contraire de la valeur travail !

Oui, la croissance va repartir et notre économie sera débloquée car nous allons en finir avec le travail privé de finalité et d'espoir. Oui, la France présidente sera la France du plein emploi. C'est notre combat et nous le gagnerons ! Car nos ressources humaines sont immenses et l'éducation sera mon grand chantier ; l'éducation et la formation au cœur de tout et en avant de tout. C'est cela la garantie que je vous donne. Nous redonnerons à l'université et à la recherche le rôle de bataillon d'élite de la France dans la mondialisation et je remercie le soutien du mouvement SAUVONS LA RECHERCHE parce qu'ils ont compris que c'était la France de demain. J'ai confiance car j'ai une grande ambition pour la France. La mondialisation qui est là nous lance un défi. Ce défi peut être relevé et nous avons les moyens de l'emporter. Actifs au sein de l'Europe, nous pouvons réorienter l'avenir du monde et sur le plan du commerce notamment. Mais il n'est pas acceptable que notre économie soit mise en péril par le jeu de la surexploitation des ouvriers dans les autres parties du monde. C'est pourquoi en ce jour de 1er mai, je soutiens aussi les immenses manifestations qui ont lieu par exemple dans des pays où les droits syndicaux et les salaires décentes ne sont pas octroyés. C'est pourquoi je salue l'Union naissante ou renaissance du syndicalisme mondial parce que c'est en élevant l'ensemble des niveaux de vie et des salaires vers le haut que nous lutterons contre les délocalisations vers les pays à bas salaires. Et en attendant, il faudra que l'Europe se protège et se protège beaucoup plus efficacement qu'elle ne le fait contre toutes ces formes de délocalisations et de destructions d'emplois, j'en fais ici le serment !

Nous sommes confrontés à un autre risque et celui-là bien plus immédiat : c'est la brutalité dans la conduite des affaires publiques, on le sait, qui peut mettre en danger la paix sociale, la paix civile en dressant les Français les uns contre les autres. Ce danger, il est contenu dans le programme du candidat de la droite et moi je me suis engagée à réformer sans brutalité et sans heurter... j'y mettrai ainsi que mon gouvernement le temps et les moyens qu'il faudra mais la méthode, on la connaît, c'est la démocratie participative, c'est écouter le peuple pour agir juste, écouter les Français dans leur diversité pour que l'action publique ne soit pas source de brutalité et de violence. Je ne désignerai aucun ennemi sur le territoire français.

Et même ceux qui aujourd'hui n'ont pas mon opinion politique, demain ils seront associés aux réformes car il n'y a pas de réforme possible sans dialogue et sans concorde. Et j'ai entendu tout cela. Je rassemblerai toutes ces énergies d'où qu'elles viennent car c'est comme cela que nous nous relèverons. Oui, j'ai entendu les candidats de la gauche antilibérale. Oui, la vie vaut mieux que les profits ! Oui, j'ai entendu l'idéal des alter mondialistes ; oui, un autre monde est possible. Oui, j'ai entendu le message des électeurs du centre et de tous les républicains de progrès et je leur dis : rien ne se fera sans le goût de la démocratie, d'une Europe qui fonctionne et surtout d'un État impartial.

Alors il s'agit bien d'un choix de valeurs, d'un choix de société ; nous avons entendu il y a deux jours je crois, à Bercy, le discours de l'autre candidat. Il a ses opinions mais la politique, c'est d'avoir un débat de valeurs et d'opinions sans se poser en victime perpétuelle. Jamais les personnes n'ont été attaquées par moi, jamais. Mais jamais je ne renoncerais parce qu'il s'agit de l'avenir de la France, au débat d'idées, au débat de valeurs et donc au beau combat politique que la France est en train de vivre.

Alors que disait-il y a deux jours ? Que tout était la faute de mai 68. Mais quelle mouche l'a piqué car mai 68, c'était il y a quarante ans ! Tout semblait pourtant calme autour du Palais omnisport de Bercy. Mais à l'écouter, à l'intérieur, ce n'était que voitures fumantes, barricades, charges de police, délitement des valeurs, laxisme des mœurs, crise de l'autorité. La machine à remonter le temps avait été mise en marche à Paris-Bercy, on était en juin 1968. Mais moi je ne souhaite pas que la France parvienne à cet état de blocage pour préciser susciter comme en mai 68 des révoltes, des revendications, des grèves qui ont tout bloqué tout simplement parce que le pouvoir en place refusait d'écouter et refusait de redistribuer les richesses des Trente glorieuses que les salariés avaient construites. Et si lui rêve de connaître à nouveau un mai 68 pour y remettre de l'ordre, moi je veux au contraire en anticipant, en créant tous ensemble du dialogue, de la démocratie, du débat, des compromis sociaux, des convergences intelligentes, la France puisse avancer sans perdre son temps, sans être bloquée, sans dresser les Français les uns contre les autres, en un mot sans violence. Et voilà ce modèle que je vous propose : une France sans violence qui prend à bras le corps toutes ces énergies pour aller de l'avant dans la paix civile ! Car il y en a eu des dégâts dans les entreprises pour que finalement comme cela n'était que justice, les salaires furent augmentés, les syndicats dans l'entreprise furent reconnus, la gestion des universités fut modernisée, les libertés publiques furent élargies et les femmes eurent accès la contraception et à l'IVG ! Voilà ce que le pouvoir en place aurait dû donner et d'une certaine façon, c'est aujourd'hui, je le sens, je l'ai senti pendant ces dix-huit mois, ces longs mois de campagne électorale, d'une certaine façon, je le sens, il y a dans la France d'aujourd'hui une même forme de colère qui gronde, des frustrations, des incompréhensions, des millions de personnes qui ont le sentiment de ne compter pour rien et il est temps, il est plus que temps et notamment dans les quartiers délaissés où rien n'a été résolu, il est temps... il est plus que temps de réformer rapidement, sans brutaliser, avec intelligence, dans le dialogue ; et ce modèle-là, je suis la seule à vous le proposer. Je veux une France qui se réforme, je veux la paix civile dans mon pays car je sais que c'est possible.

Et quarante ans après, quand j'entends le candidat de la droite en appeler à la majorité silencieuse, habileté qu'ont dû lui souffler les conseillers ex-soixante-huitards sans doute qui l'entourent : il veut sans doute redéfiler sur les Champs-Élysées mais le Palais Omnisport de Bercy, ce n'est pas la remontée des Champs-Élysées. DOC GYNECO, ce n'est pas André MALRAUX ! François MAURIAC, ce n'est pas Bernard TAPIE ! Et monsieur SARKOZY, ce n'est pas le Général de GAULLE !

Alors il faut garder son calme, son sang-froid et réformer la France avant qu'elle ne se soulève. La société d'alors voulait le dialogue et la participation, on lui a répondu par la force ; et que le candidat de la droite relise donc le Général de GAULLE ! Ce sont ses propres analyses et elles se situent - reconnaissons-le - à une autre altitude. Il a dit cela après avoir compris ce qui s'était passé. Il a dit cela... la société voulait le dialogue et la participation et on a voulu lui répondre par la force.

Eh bien le voilà les modèles de société entre lesquels vous avez à choisir : d'un côté le dialogue et la participation et la juste autorité que je demande et qui sera demandée aux familles d'abord pour que les familles éduquent et encadrent correctement leurs enfants ; à l'école où les enfants devront respecter les enseignants mais où la réussite scolaire leur sera garantie par le soutien scolaire. Aux uns et aux autres de respecter les services publics de la police et de la justice parce qu'en retour, elles se rapprocheront des citoyens dans les quartiers pour

construire ensemble le progrès de tous et le respect de chacun. Voilà la juste autorité que nous construirons ensemble.

Et vous le savez, je ne suis pas réputée pour mon laxisme mais en même temps je sais que l'ordre le plus durable et aussi celui le plus juste dans une société où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous et pas une société où quelques-uns ont tous les droits et où tous les autres n'auraient que les devoirs.

Soyons attentifs à ce qu'ont déclaré récemment les grands leaders syndicaux comme Bernard THIBAUT, secrétaire général de la CGT qui disait qu'il n'était pas question pour lui de négocier avec un pistolet sur la tempe. Écoutons monsieur CHEREQUE, dirigeant d'un autre grand syndicat français, la CFDT, qui vient de mettre solennellement en garde l'UMP contre toute tentative de passage en force de loi sociale. Tendons l'oreille du côté des quartiers où le feu continue de couvrir sous la cendre et où rien n'a été entrepris.

Oui, nous sommes aujourd'hui dans une société bloquée du refus du dialogue, de la participation méprisée, tous les ingrédients sont là et nous ne voulons pas cela pour la France. Nous savons à quoi va conduire le passage en force et la brutalité. À cela j'oppose une République rénovée, une République rassemblée, une République positive, une République du respect, une République qui donne à chacun un véritable désir d'avenir !

Voilà la responsabilité demain de la présidente de la République ; voilà la seule façon de redresser la France et de protéger la paix civile. Quand j'entends aussi un certain vocabulaire qui aujourd'hui ne recule devant rien, quand nous avons entendu qu'à Bercy, on a fait ovationner le mot "Karcher" ! Qu'on a parlé de liquider une partie de l'histoire, celle de mai 68 et qu'il a même avancé cette phrase : nous allons reformater les Français... Eh bien moi je le dis ici solennellement : les plus hautes valeurs de la France - et je sais que bien des électeurs même à droite les désapprouvent - car les plus hautes valeurs de la France ne sont pas compatibles avec l'usage de tels mots. C'est pourquoi j'appelle tous les Français à le comprendre, à y réfléchir en conscience et en silence et à en tirer toutes les conséquences et à se rassembler sur d'autres valeurs. Prenons acte que la fameuse rupture annoncée, c'est purement et simplement une fracture républicaine et cela n'est pas une fatalité, cela va se décider dimanche prochain car qui veut de ces violences qui en résulteraient ? Qui a intérêt sauf pour esquiver les questions concrètes en menant des politiques d'exclusion ou d'intimidation ?

Moi je ne reproche pas à Lilian THURAM de dire ce qu'il ressent car il n'y a que les victimes de discriminations pour décrire ce qu'ils ressentent et en tant que femme aussi, je sais que pendant des générations et encore aujourd'hui avec les écarts salariaux avec les précarités, avec les violences conjugales, avec tout cela, les femmes subissent ces discriminations et la France présidente leur rendra justice. Je pense en particulier à ces millions de femmes seules. Je voudrais m'adresser à elles pour leur dire que je vais bien m'occuper d'elles dans la France de demain, quelle que soit leur génération, ces femmes seules qui élèvent courageusement leurs enfants et qui sont confrontés à la difficulté des adolescents, ces femmes seules, abandonnées par leur mari et qui font face aux difficultés de la vie, ces femmes veuves qui n'ont que de toutes petites pensions de réversion - et je les revaloriserai - ces femmes âgées, seules, qui se demandent si elles vont pouvoir encore accéder à la santé avec les projets de déremboursement de soins qui ne sont pas les leurs. Ces femmes qui n'ont pas forcément travaillé ou qui se sont interrompues et qui du coup ont de toutes petites retraites et ces femmes qui ont simplement choisi d'élever leurs enfants, je leur dis qu'elles ont fait là le plus beau métier du monde et je veux qu'elles aient un avenir garanti !

Nous l'aimons la France. Nous voulons la rendre forte et belle.

Voilà pourquoi nous voulons la réformer. Voilà pourquoi dès septembre, j'organiserai un référendum sur la réforme des institutions et pourquoi les citoyens seront appelés à construire une 6e République. Le Parlement sera grand. J'irai rendre des comptes devant lui et devant le peuple français. La France présidente sera citoyenne. Des jurys citoyens seront créés. Le cumul de mandats sera interdit. L'État impartial sera institué et protégé. Alors j'appelle à rejoindre ce grand mouvement, à le grandir, à le rendre victorieux, toutes celles et ceux d'où qu'ils viennent, qui veulent voir triompher cette nouvelle démocratie.

Chers amis, il nous reste trois jours. Trois jours pour convaincre. Trois jours pour mériter cette victoire. Trois jours pour faire gagner la France neuve. Trois jours pour convaincre les hésitants et les indécis. Trois jours au cours desquels mon équipe de campagne c'est vous ! Démultipliez-vous dans les rues et dans les campagnes ! Nous donnons ce soir avec les artistes magnifiques qui nous accompagnent, une magnifique image de notre pays. Si vous saviez comme je suis fière que vous soyez avec moi ce soir pour donner au monde entier l'image de la France et au monde entier l'image de tous ceux qui nous ont été aidés pour notre liberté au cours de notre histoire. Oui, il y a une sorte de miracle français : soyons-en à la hauteur. Ne décevons pas le monde. Il nous regarde. Ayez cette audace. Ayez cette audace, je le sais, ce n'est pas forcément facile à imaginer de porter une femme à la tête de la France présidente ! Mais ayez cette audace parce que aussi le monde nous regarde et se demande si la France aura cette audace de choisir l'avenir ou de se replier sur le candidat et sur l'équipe sortante. Le choix, il est là. Il est clair. C'est le choix de l'audace mais aussi de la réconciliation. C'est le choix de l'harmonie, c'est le choix de la paix, c'est le choix de la réussite, c'est le choix de la justice, c'est le choix de l'énergie, c'est le choix d'une France plus juste et donc une France plus forte ! La voulez-vous, cette France qui se relève ? La voulez-vous, cette France souriante ? La voulez-vous cette France optimiste ? La voulez-vous cette France qui tend la main ? La voulez-vous, la liberté ? La voulez-vous l'égalité ? La voulez-vous, la fraternité ? La voulez-vous, la victoire ? Alors en avant, rassemblons-nous, prenons-nous la main, aimons-nous les uns les autres ! Construisons ensemble. Vive la République, vive la France !

\*\*\*

Bonsoir Lille !

Bonsoir le Nord.

Merci à tous d'être aussi nombreux rassemblés ! Je vois toute cette foule devant moi, toute cette foule sentimentale ! Toute cette foule, et vous tous, et j'ai envie, ce soir, simplement de vivre ce bonheur que vous me donnez, une nouvelle fois, ce soir, à Lille. Merci pour ce bonheur. Merci. Merci pour cette joie extraordinaire, pour ce miracle à chaque fois recommencé, et ce soir si particulier, si particulier parce que c'est le dernier grand rassemblement. Demain, je vais en Bretagne, je ne veux pas minimiser la réunion de Brest, mais ce soir, c'est notre dernier grand, immense rassemblement populaire !

"Ségolène, Présidente !"

Quand autour de moi, on me demande : mais comment tu fais pour rester encore debout ? La réponse, elle est là : devant moi, je suis debout grâce à vous parce que vous l'êtes aussi, je suis debout grâce à vous parce que vous voulez aussi que la France se remette debout.

Je suis libre grâce à vous, parce que je sens votre amitié, je sens votre proximité, je sens votre énergie, et je sens tout simplement que nous nous aimons très fort ; oui, que nous nous aimons très fort, et c'est pourquoi, dimanche prochain, cette victoire que nous voulons tant, cette victoire que nous désirons tant pour la France, cette victoire, elle est maintenant à portée de main. Alors je vous demande encore pendant deux jours de vous mobiliser pour que, dimanche prochain...

Ségolène, Présidente !

Merci à Gilles Parniaud et à la fédération du Nord d'avoir organisé ce vaste rassemblement. Merci à Renaud qui est venu tout à l'heure à l'improviste, et qui nous a donné de l'émotion. Merci à Pierre Mauroy pour son indéfectible fidélité. Merci à Martine pour son talent, et merci à toi, Jacques, merci à Jacques Delors pour sa sagesse, pour son invention, pour ses combats de toujours.

Merci à tous les élus, à tous les responsables politiques ici rassemblés autour de vous, autour de nous.

Merci aux responsables des autres partis politiques, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Michel Baylet, qui sont là ce soir, avec Christiane Taubira. Merci à Dominique, merci à Elisabeth, merci à vous tous d'être ici représentés. Merci à Michel d'être là, vous êtes là si nombreux, à Dominique, à Pierre, à Daniel, je ne peux pas tous vous citer, mais je vous vois tous rassemblés... Arnaud qui est là.

Puis je voudrais remercier toute mon équipe de campagne, François Rebsamen et Jean-Louis Bianco, les deux directeurs, l'ensemble des porte-parole qui sont là aussi ce soir, Patrick Menucci qui, sans faille, a organisé tous ces meetings, et que ceux que je n'ai pas cités veuillent bien m'en excuser.

Mais je voudrais vous le redire ici ce soir, il reste deux jours : ne vous démobilisez pas, mon équipe, continuez à convaincre autour de vous, parce que mon équipe de campagne, c'est vous, c'est chacun d'entre vous, c'est vous qui allez porter le peuple, c'est vous qui avez déclenché ce mouvement populaire, c'est vous, et ici dans cette région ouvrière, dans cette région du Nord, où l'on sait ce que la valeur travail veut dire, où on sait ce qu'être dur à la peine veut dire, où l'on sait ce que l'on attend pour lutter contre les inégalités, contre toutes les formes de précarité, pour lutter contre le chômage, pour lutter contre la vie chère, pour lutter pour un logement décent, pour lutter pour la réussite scolaire, pour lutter pour la République. Ici, on sait tout ce que cela veut dire.

Et c'est pourquoi je suis particulièrement heureuse de vous dire ici ce soir, d'abord de vous remercier pour toutes celles et ceux qui, au premier tour, m'ont apporté leur suffrage, pour toutes celles et ceux, pour cette participation citoyenne exceptionnelle, pour cet élan civique du premier tour de l'élection présidentielle, pour ce mouvement profond, pour cette vague qui continue à monter et qui doit monter, je compte sur vous, jusqu'à dimanche prochain. Oui, faisons-la monter avec bonheur, cette vague, elle n'est pas encore à son maximum.

Beaucoup de choses vont se jouer pendant ces deux derniers jours. Il y a eu le grand rassemblement de Charley, que l'ensemble de la France a vu, et ce soir, c'est un rassemblement de même ampleur, de même densité, de même amitié, de même fraternité, de même enthousiasme que je vois ici devant moi.

C'est vous, peuple de France, c'est vous, militants, citoyens, citoyennes, c'est vous, hommes et femmes, toujours de plus en plus nombreux au cours de ce long périple, de cette longue campagne, qui avez fait ce que je suis ici ce soir, devant vous : une femme volontaire, une femme libre, une femme combattante, une femme affranchie, une femme qui ne dépend d'aucun clan, d'aucun dogme, d'aucune puissance d'argent, d'aucun groupe de médias, une femme qui sent tout simplement qu'elle a la responsabilité de parler aussi au nom des sans voix, de ceux qui ont trop longtemps pensé que la politique ne pouvait plus rien pour eux, de ceux qui étaient désespérés d'attendre quelque chose qui ne venait pas. C'est avec vous tous et vous toutes que je veux, dimanche prochain, réussir la France présidente et vous conduire à la victoire !

Oui, je vais vous conduire à la victoire tout simplement parce que vous le méritez. Vous le méritez, parce que vous vous êtes mis en mouvement pour mettre fin, et il est temps, à un système dépassé qui a tellement aggravé les inégalités et les précarités. Il est urgent

d'inventer une France neuve, une France protectrice, une France dynamique, une France fraternelle et une France conquérante. C'est à cela que je veux vous conduire, et nous y parviendrons !

Nous allons la construire ensemble, cette France neuve qui va permettre à chacun de réussir sa vie et de réussir sa vie d'abord grâce à l'éducation. Et nous remettons l'éducation au cœur de tout et en avant de tout.

Oui, la République tiendra sa promesse égalitaire parce que, dans l'éducation, comme le dit Jacques Delors, un trésor est caché dedans, ce trésor, nous l'avons entre les mains, et c'est à tous les enfants, tous les enfants pour lesquels je veux ce que j'ai voulu pour mes propres enfants. Voilà ce que la France va demain leur donner, ce trésor, ce trésor de la famille qui éduque ses enfants, ce trésor de l'éducation qui est donné à tous et à chacun, ce trésor que demain la République donnera et mettra à portée de tous.

Vous le savez, je ne veux pas d'une France du chacun pour soi, dominée par la loi du plus fort et par la concentration du pouvoir entre quelques mains, toujours les mêmes. Je veux une France qui soit à l'avant-garde d'une Europe sociale, qui lutte contre les délocalisations et qui protège la planète, je veux une France qui se réforme sans brutalité, sans mépris et qui répare la fracture républicaine. Voilà la France présidente que nous allons construire dimanche !

Avec vous, nous ferons reculer toutes les injustices, toutes les formes de violence, toutes les formes de brutalité. Avec vous, la France présidente remettra les citoyens au cœur de l'action politique, et la parole que vous avez prise durant cette campagne, vous devrez la garder et ne plus jamais la lâcher, parce que la démocratie aura un souffle nouveau, grâce à la réforme des institutions. La République, c'est vous, la démocratie c'est vous, je la veux pour vous, mon projet, c'est vous, et c'est tous ensemble que nous allons le construire.

Oui, nous allons réconcilier l'efficacité économique et la justice sociale, parce que sans justice, il n'y a pas de performance économique possible. D'autres pays l'ont compris bien avant nous, et cette réconciliation-là est nécessaire, c'est le vrai fondement de la valeur travail. C'est parce que les salariés seront bien payés que la valeur travail sera respectée, c'est parce que les salariés seront respectés que la valeur travail sera garantie, c'est parce que l'égalité salariale entre les hommes et les femmes sera réalisée que les salariés seront motivés. Et cette Sécurité sociale professionnelle que la droite nous promet aujourd'hui dans les derniers jours de campagne, elle a eu cinq ans pour la mettre en place, nous, nous la réaliserons, nous, nous la ferons, parce que nos valeurs fondamentales, elles sont là : c'est lorsqu'il y a un respect mutuel entre partenaires sociaux que nous pouvons avancer ensemble, et non pas en dressant les uns contre les autres. C'est parce que nous ferons grandir un syndicalisme respecté que nos entreprises iront de l'avant, c'est parce que nous aiderons l'innovation, la recherche, la formation professionnelle, et que nous permettrons à chaque salarié d'avoir accès à la formation professionnelle qui lui permettra de progresser tout au long de sa carrière.

Je ne veux plus voir un ouvrier, une ouvrière commencer au SMIC et terminer quarante ans plus tard au SMIC. Non ! Dans une France moderne, ce n'est plus possible. La France présidente garantira à chaque salarié la possibilité de progresser dans son travail, dans sa qualification, dans son salaire, et donc de donner l'exemple de l'effort récompensé pour tous, et pas seulement pour quelques-uns.

Voilà le projet que je vous propose, voilà la France moderne que nous allons construire ensemble. Voilà ce que j'appelle construire un avenir pour chacun, le respect pour chacun. Mais le progrès social pour tous, parce que cela n'est pas incompatible avec une croissance économique qui repart, bien au contraire, c'en est même la condition, la première condition, c'est cet investissement massif dans la valeur humaine, dans la ressource humaine, dans la formation professionnelle, dans la qualité des hommes et des femmes, et c'est parce que les hommes et les femmes, les salariés de ce pays, les travailleurs de toutes les professions se remettront debout en ayant l'espérance de progresser et d'avancer que la France entière se redressera et avancera. Voilà ce que nous allons bâtir ensemble.

Et c'est pourquoi la France présidente engagera immédiatement la bataille de la lutte contre le chômage. Les premières décisions iront à la hausse du SMIC, des bas salaires et des petites retraites.

Quand j'entends certains me dire "980 euros nets par mois, c'est déjà trop", à ceux-là, je leur dis "mais vous ? Pourriez-vous vivre avec 980 euros nets par mois ?" Non. C'est pourquoi nous revaloriserons et nous remonterons le SMIC et les bas salaires, et nous les ferons de telle façon à ce que cela ne pèse pas principalement sur les entreprises de main-d'œuvre. Car nous ferons en sorte qu'une bonne fois pour toutes, cet engagement si souvent pris et jamais réalisé soit enfin réalisé, c'est-à-dire que le travail sera moins taxé que le capital, et c'est comme cela que la France avancera.

Les emplois tremplins pour les jeunes seront immédiatement mis en place pour qu'aucun jeune ne puisse rester sans activité ou sans travail pendant plus de six mois. Je ne veux plus que la jeunesse de la France soit gaspillée, je ne veux plus qu'un seul jeune qualifié ou diplômé, qui a fait l'effort d'accéder à une qualification et à une formation, reste au chômage pendant plus de six mois.

Il y aura une mobilisation nationale, ce sera le pays tout entier qui devra se mobiliser contre le chômage des jeunes, parce que si les jeunes sont au chômage, c'est tout le pays qui va mal.

Quand j'entends certains parler de l'effort récompensé, mais la première façon de récompenser l'effort, c'est de faire en sorte que les entreprises tendent la main aux jeunes pour leur donner leur chance. Et cette chance, les politiques publiques se mettent en mouvement avec imagination, avec mobilisation. Toutes les bonnes idées seront rassemblées : les emplois tremplins ici, les bourses tremplins là, l'encouragement des jeunes à créer leurs entreprises, le premier emploi pour ceux qui sont sans qualification et qui sortent du système sans n'avoir rien entre les mains. À ceux-là, nous leur donnerons le contrat d'une première chance pour accéder à cet emploi qui, demain, leur permettra de reprendre confiance en eux-mêmes.

Cette bataille centrale essentielle contre le chômage n'oubliera pas les salariés de plus de cinquante ans, et notamment les femmes qui se retrouvent si souvent sur le carreau, qui se retrouvent si souvent aux emplois précaires, qui se retrouvent si souvent au chômage partiel, et ce sont souvent elles les travailleuses pauvres : 80 % des travailleurs pauvres sont des femmes. Eh bien, je leur dis à ces femmes, à toutes les

femmes, à celles qui travaillent comme à celles qui ne travaillent pas, à celles qui sont en famille comme à celles qui sont seules, à ces millions de femmes seules de toutes générations, à celles qui ont choisi d'élever leurs enfants, et je le redis, c'est aussi l'un des plus beaux métiers du monde, je leur dis que la précarité n'a pas de sens lorsqu'elles arrivent à l'âge de la retraite. Je revaloriserai la situation des femmes seules, des pensions de réversion, des petites retraites, et de tout ce qui peut leur permettre de leur garantir l'accès à la santé, aujourd'hui si fragile et si menacée par les différents projets de déremboursement de soins, qui va prioritairement frapper les personnes âgées et nos anciens.

Avec moi, la Sécurité sociale sera non seulement protégée, préservée, mais elle sera consolidée par la création de la cinquième branche de la Sécurité sociale pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées, parce que cela relève de la solidarité élémentaire entre les générations.

Je nouerai avec les entreprises, avec les petites et moyennes entreprises, je l'ai dit tout à l'heure, un contrat de progrès. Nous allons mettre fin aux gaspillages, aux abus de toutes sortes dans toutes ces grandes entreprises, celles du Cac 40, celles qui sont insolentes, celles qui veulent les plus hautes rémunérations et les stock-options, les parachutes dorés, celles que la droite feint d'avoir ignorées. Et on ne se lasse pas de rappeler que le pactole avec lequel est parti l'ancien patron d'Airbus est l'équivalent, tenez-vous bien, de quatre mille emplois payés au SMIC, et la droite nous fait croire qu'elle ignorerait tout cela. Non seulement elle ne l'ignorait pas, mais elle a donné son autorisation pour cela, et elle a supprimé la loi sur la transparence des rémunérations.

Tout cela cessera, parce que désormais, les représentants des salariés feront partie des organes dirigeants des entreprises et seront associés, comme dans tous les pays modernes, aux décisions stratégiques.

Et les pays qui vont bien, qui vont très bien, les pays qui ont débloqué la croissance, ce ne sont pas, comme on entend le dire, ceux qui ont détaxé quelques heures supplémentaires, ce sont les pays qui ont modernisé le dialogue social, qui ont investi dans l'innovation et dans la recherche, ce sont les pays qui ont mis en place, comme nous le ferons, un plan massif de formation professionnelle. Voilà les pays qui vont de l'avant, voilà les pays modernes qui réussissent, voilà comment demain la France se relèvera, grâce à vous, cela dépend de vous, cela dépend de ce qui va se passer dimanche prochain !

Oui, cela dépend de ce qui va se passer dimanche prochain. On dit aujourd'hui que la France est en déclin. C'est vrai qu'elle est tirée, et parfois désespérément, vers le bas, et que chacun se demande : "Mais quelle va être l'étape suivante ? Est-ce que je vais être un peu plus dégradé vers l'échelon du dessous ?" C'est comme cela aussi que l'on attise les jalousies, que l'on attise les haines, l'esprit de revanche. Nous, nous n'avons aucun esprit de revanche, nous avons un esprit de conquête, nous avons l'optimisme au cœur, nous avons la joie au cœur, nous voulons rendre à la France son sourire.

Ce que je vous propose à vous tous, à ceux qui vont bien, mais aussi qui vont bien et qui s'occupent de ceux qui vont moins bien, à ceux qui vont moins bien et qui ont envie que pour eux, ça aille mieux mais qui ne font pas porter la responsabilité de ce qui leur arrive à leur voisin ou à celui qui est différent, ce que je vous propose, au contraire, c'est de faire converger les énergies positives, c'est que chacun trouve en lui-même, au plus profond de lui-même une énergie qui ne demande qu'à se déployer. Ce que je veux, c'est que chacun puisse déployer cette énergie qu'il sent au sein de lui-même, mais cette énergie qui est parfois si bridée, bridée de tant de blocages, bridée de tant de discours négatifs, bridée de tant d'ombres, ce que je veux déployer à travers le pays et en chacun de vous, ce n'est pas la part d'ombre qui sommeille en nous-mêmes, et qui est parfois dangereusement flattée ici ou là, non, ce n'est pas la part d'ombre que je veux réveiller, c'est la part de lumière, c'est la part d'espérance, c'est la part de la joie, c'est la part du sourire, c'est la part de la France qui s'aime telle qu'elle est, c'est la part de l'imagination, c'est la part du regard fraternel, du regard posé sur celui qui va moins vite, sur celui qui est plus lent, sur celui qui est différent, sur celui qui a du mal à s'intégrer, sur celui qui comprend que d'un côté, on lui propose d'aller toujours plus vite, toujours plus fort, toujours plus haut, de franchir je ne sais quelle étape, de gagner je ne sais quel maillot jaune, de franchir je ne sais quelle marche, et celui qui ne va pas assez vite, il sera laissé sur le bord du chemin ! Mais non ! Moi je vous dis : chacun ira à son rythme, et nous attendrons ceux qui vont un peu plus lentement, sans freiner ceux qui veulent accélérer. Mais nous ne laisserons pas dans le fossé ceux qui vont un peu plus lentement, au contraire, nous les prendrons par la main, et nous leur dirons : vous êtes différents, c'est un peu plus difficile, mais on va essayer tous ensemble que ces différences reculent parce que justement, on va se tenir par la main, on ne va oublier personne. On va garantir des solidarités fondamentales. On ne dira plus que quelques-uns...

Ségolène !

Ségolène !

Dans la France présidente, on ne dira pas qu'il faut que quelques-uns, les plus riches, deviennent encore plus riches avec le bouclier fiscal pour que tous les autres aient quelques miettes. Ça, ça ne marche pas puisque, même avec le bouclier fiscal, on en voit certains quand même franchir les frontières pour éviter de payer leurs impôts. Donc ce système ne peut pas marcher, ce système, il est même destructeur pour la France.

Moi, je vous propose le contraire : c'est parce qu'il y aura de la création de richesses et de la croissance économique et que cette croissance sera répartie équitablement que tout le monde pourra se relever et se tirer vers le haut. Voilà la différence !

Et cette différence-là, on sait bien que ça marche, et il faudra aussi lutter, farouchement lutter contre toutes les formes de discrimination, les discriminations entre hommes et femmes, les discriminations que subissent les handicapés, les discriminations liées à la couleur de la peau, les discriminations liées à l'âge aussi, où l'on voit des salariés se sentir mis au rebut, certains me l'ont dit "nous sommes mis au rebut sous prétexte que nous avons dépassé l'âge" et j'ai même vu des femmes de quarante-cinq ans mises au rebut sous prétexte qu'il y avait une génération plus jeune. Je ne veux pas d'opposition entre les générations.

Je veux que l'expérience au contraire soit valorisée et soit mise au service des plus jeunes, c'est pourquoi je veux la validation des acquis de l'expérience professionnelle, pour que l'avancée en âge, dans cette espèce de jeunisme qui met au rancard dès que l'on n'est pas formaté selon je ne sais quel modèle, qui est loin d'être un modèle idéal, là aussi, il y a des discriminations insupportables. Je veux rassembler toutes les

génération de France dans leurs diversités, je veux rassembler tous les enfants de France quelle que soit leur origine et leur quartier, et qu'il n'y ait plus de discrimination à l'embauche.

Je veux rassembler toutes les croyances, et même ceux qui n'ont pas de croyance, dans leurs diversités des convictions et des engagements. Je veux rassembler les villes et les campagnes, les centres-villes et les quartiers, je veux rassembler ceux qui savent et ceux qui pensent en savoir moins, mais ils savent aussi tous quelque chose, tous citoyens, vous êtes tous des experts de ce qui vous concerne. Je veux rassembler tous ces talents dans leurs diversités. Tout le monde sera mis à contribution pour mettre la France en mouvement, comme ce soir, car vous vous mettez en mouvement dans cette campagne, je sais que c'est parce que vous voulez aussi que le pouvoir change. Sinon, vous ne seriez pas là ! Vous ne seriez pas là aussi nombreux si vous n'aviez pas envie que la politique change ! Eh bien, avec moi, la politique va changer !

Elle ne sera plus jamais comme avant. Je veux sortir de l'enfermement dans les dogmes, je veux sortir de la confrontation bloc contre bloc, je veux que nous soyons ouverts sur les autres, je veux que toutes les bonnes idées soient rassemblées. Je veux tout cela sans jamais en rabattre sur les valeurs fondamentales de liberté, d'égalité et de fraternité, parce que c'est au nom de ces valeurs que je me bats.

Je ne veux pas laisser la fracture, ne laissons pas la fracture républicaine se creuser. C'est de cela qu'il s'agit aussi dimanche prochain.

Nous, nous avons les valeurs républicaines profondément chevillées au corps, nous n'acceptons pas de faire acclamer dans les réunions publiques des mots qui n'ont rien à voir avec la République, des mots comme "liquider", comme "reformer", comme "Karcher" ! Non, jamais vous ne m'entendez mobiliser ce que je disais tout à l'heure, la responsabilité de la France présidente, la responsabilité d'une présidente de la République, c'est de ne jamais se laisser aller à flatter à ce qu'il y a, je le disais tout à l'heure et je le respecte, de plus obscur ou de plus mesquin dans l'être humain. Bien au contraire !

C'est pourquoi, dans cette France que nous aimons, il y a place pour tous et pour toutes. Il y a place, oui, pour tous et pour toutes, pourvu que ces valeurs fondamentales soient respectées, pourvu que ce qui a fait le combat de toujours de la gauche et du progrès social ne soit jamais oublié, pourvu que ce qu'ont fait les générations qui nous ont précédés, et rappelons-nous Fourmi, le 1er mai, ces jeunes qui ont perdu la vie parce qu'ils luttèrent pour le droit syndical, pour le droit du travail, pour la semaine des quarante heures, pour les congés payés, pour le progrès social, pour le respect des familles, pour le logement décent. Et ceux qui étaient contre eux déjà à cette époque où l'on perdait la vie pour conquérir ses droits et ses libertés, même ceux qui étaient contre eux à cette époque ont bénéficié de ces combats-là.

Eh bien, je le dis aujourd'hui, c'est la même chose : les combats que nous conduisons sont les combats justes, ce sont ceux qui permettront à la France de se relever.

Et ceux qui nous combattent aujourd'hui, ayons de l'indulgence pour eux, car je leur dis : ces combats pour la justice que je mène en votre nom, ces combats pour la Sécurité sociale, ces combats pour la relance économique, ces combats pour la hausse des bas salaires, ces combats pour la formation professionnelle, ces combats pour une école plus juste et plus performante, ces combats pour la recherche et pour l'innovation, ces combats pour relever le défi écologique, aujourd'hui, il y en a qui nous combattent sur ces combats, et pourtant, demain, si nous gagnons, ils en bénéficieront aussi, et nous leur faisons ce cadeau ! Ne lésinons pas sur la générosité !

Ils ne le savent même pas encore eux-mêmes, mais si la France présidente gagne dimanche prochain, ceux qui sont contre nous aujourd'hui gagneront eux aussi d'une certaine façon, parce que la France plus belle sera plus forte, parce que la France plus juste sera plus forte, parce que la France reviendra avec sa dignité à la table de l'Europe, parce que la France retrouvera sa place dans le monde et qu'elle participera à l'œuvre de paix, parce que je vous représenterai avec fierté, avec dignité, avec efficacité, parce que je me tiendrai debout...

"On va gagner !"

Parce que je sais que nous allons réussir à rendre la France meilleure, je sais que nous allons réussir à donner à chacun la chance de pouvoir progresser, je sais que nous allons réussir à réaffirmer les valeurs fondamentales qui nous font tenir debout ensemble. Je sais que nous allons réussir à faire reculer toutes les formes de violence.

Oui, je vous propose de bâtir une France présidente de la non-violence, de la non-arrogance, de la non-brutalité, parce que nous n'avons pas le droit, compte tenu de l'immensité des défis qu'il y a à relever, nous n'avons pas le droit de perdre de l'énergie dans les brutalités et les violences, c'est de l'énergie perdue. Je veux tout simplement qu'il n'y ait que des énergies positives. Et ce soir, à Lille, je vous demande de mobiliser vos énergies positives !

Il vous reste... Il vous reste deux jours pour cela. Je compte sur vous.

Il y en a qui hésitent encore, il y en a qui ont déjà pris une autre décision, mais cette décision n'est peut-être pas définitive, on peut encore les retourner, mais bien sûr, il y en a que l'on peut encore convaincre et qui croient qu'ils ne vont pas voter pour moi, mais peut-être que d'ici dimanche prochain, ils vont changer d'avis en vous voyant, parce qu'ils ont, en vous voyant, envie de nous rejoindre. Ils ont, en vous voyant, envie aussi de venir participer à cet élan d'affection, de solidarité, d'amitié. Ils ont envie, en nous voyant nous aimer si fort, ils ont envie aussi de faire partie de ce moment exceptionnel que nous espérons tous pour dimanche prochain.

Alors, je leur tends la main. Venez, venez avec nous ! Venez partager ce bonheur ! Venez partager ce désir, ce désir d'avancer ! Venez rendre à la France son sourire, son espérance, sa confiance en elle, son amour de la beauté, son amour de la culture, venez construire une France artistique et culturelle ! Venez avec nous construire la France de toutes les espérances, de toutes les joies, de toutes les peines que l'on saura consoler, de tous les souvenirs merveilleux de cette campagne que je veux voir prolonger après dimanche, à travers tout le pays, pour que toute cette force soit mise au service de la France.

Voilà ce que je vous demande ce soir, à Lille. Je sens que c'est possible. Tout dépend de vous. Je sens cette vague qui se lève et dont j'aurai

besoin                    demain                    pour                    bien                    présider                    la                    France.

Je sens aussi, parce que vous m'avez donné le courage, l'immense courage, que reculent les objections de ceux qui pensaient, et qui pensent peut-être encore un peu : mais au fond, est-ce bien raisonnable de choisir une femme ? Mais je vais vous le dire : non seulement le temps des femmes est venu, mais le temps pour le plus grand bonheur d'ailleurs des hommes et des femmes, mais aussi parce que c'est le choix de l'audace, et que nous sommes regardés à l'échelle de la planète. Et au risque de vous paraître un peu immodeste, quand je lis ce qui se dit dans la presse étrangère, dans celle qui nous regarde, dans celle qui regarde la France, ce grand pays qui a porté à travers le monde des valeurs universelles, ce grand pays qui n'est jamais si grand, et quand il rencontre une grande idée, comme disait François Mitterrand, ici à Lille, ils font tous les deux le tour du monde. Quand je vois ces millions d'hommes et de femmes qui se demandent : mais est-ce que la France va oser ? Je vous dis : osez ! Osez ! Osez, oui, vous ne le regretterez pas, parce que la garantie que je vous donne, c'est la garantie des valeurs fondamentales que je viens à nouveau de développer devant vous : la garantie de l'éducation, la garantie des familles qui fonctionnent bien, la garantie du travail respecté et valorisé, la garantie des entreprises qui redémarrent, la garantie de la revalorisation des retraites et de la protection de nos anciens, la garantie de la Sécurité sociale et la garantie de la modernité parce que je vais moderniser la politique, mettre un souffle de nouveauté.

La garantie, et je sais que beaucoup de Français se posent cette question, la garantie de la lutte contre toutes les formes de gaspillage. Oui, avec moi, un euro dépensé sera un euro utile, la France sera bien gérée pour que les moyens publics aillent à ceux qui en ont le plus besoin. Voilà la garantie que je vous donne.

Mais surtout, ce que je veux porter, c'est un idéal, c'est une espérance, c'est un rêve qui deviendra réalité, et non pas un rêve abstrait dans les discours. C'est une France fière d'elle-même, une France fière de l'audace qu'elle aura dimanche prochain, c'est une France qui saura désormais qu'une nouvelle page de son histoire va s'écrire. Je vous invite à écrire avec moi cette nouvelle page de cette histoire, je vous donne la garantie que cette page sera belle, lumineuse, que vous en serez fiers, que la France retrouvera son sourire, que la France sera regardée avec respect et avec admiration parce que le peuple français sera regardé avec admiration pour ce qu'il va accomplir dimanche prochain.

Alors à dimanche !

Vive la République, vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.10 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Tours <lieu=Tours> <texte=54>

Mes chers amis,

Je salue la Touraine, terre de la douceur de vivre où ont été écrites tant de pages de l'histoire de France.

Je salue la Touraine et ses enfants qui sont morts pour la France.

Je salue la Touraine où les murs des vieux châteaux ont vu passer Balzac avec la Comédie Humaine et Rabelais tenant Gargantua par la main au milieu de la foule des saints, des rois et des poètes.

Je salue la Touraine, qui fut tout ce qui resta vivant de la France quand Charles VI et Isabeau de Bavière eurent signé le honteux traité de Troyes.

Je salue la Touraine où la France a pris le visage mystérieux de Jeanne dont nous ne savons avec certitude qu'une seule chose, c'est qu'il fut le plus doux et le plus beau visage que la France ait jamais eu.

Je n'oublie pas que c'est à Tours que la République, comme jadis le Roi de France, trouva d'abord refuge en 1870 quand Paris fut assiégé.

Je n'oublie pas que c'est à Tours que le 13 juin 1940 au milieu de la débâcle se joua entre Reynaud, Churchill, Pétain et De Gaulle le premier acte de la tragédie qui allait conduire la France à demander l'armistice et l'Angleterre à continuer seule la guerre.

Je n'oublie pas les morts de Maillé, victimes comme ceux d'Oradour de la terreur SS. Je veux que nul n'oublie jamais qu'ici un grand crime fut commis qui n'avait rien à voir avec la guerre. Je veux que la mémoire de ce drame demeure vivante pour que nul n'oublie jamais que le mal est dans l'homme et qu'il ne faut jamais cesser de le combattre. Pour que nul n'oublie que c'est pour que cela ne se reproduise plus jamais que nous avons voulu faire l'Europe.

Je salue la Touraine qui se souvient de son histoire mais qui regarde vers l'avenir.

Ce soir la Touraine est là, rassemblée, ardente, décidée.

Ce soir vous êtes la Touraine et vous êtes la France, car la France est là où sont ceux qui espèrent en elle.

Je veux vous dire merci, merci du fond du cœur. Parce que sans votre énergie, sans votre enthousiasme, sans votre confiance je ne peux rien. Avec vous je sais que tout est possible.

Je veux vous dire qu'il reste moins de deux semaines avant le premier tour. Mais que la campagne n'est pas finie. Que rien n'est joué, que rien n'est décidé. Je veux vous dire que tout se jouera, que tout se décidera le 22 avril. Que ce ne sont pas les sondages, que ce ne sont pas les médias qui choisiront les deux candidats du second tour. Ce sont les Français qui choisiront. Ils ne se laisseront pas voler leur vote, ils ne se laisseront pas influencer, ils ne se laisseront pas manipuler. Ils choisiront en leur âme et conscience.

Nous avons encore dix jours pour leur parler, pour leur expliquer, pour les convaincre, pour les mobiliser.

Nous avons encore dix jours pour faire en sorte que ce choix soit un vrai choix.

Nous avons encore dix jours pour montrer les véritables enjeux de cette élection.

Nous avons encore dix jours pour faire en sorte que ce grand rendez-vous de la France avec elle-même qu'est l'élection présidentielle ne soit pas une fois encore un rendez-vous manqué comme ce fut si souvent le cas dans le passé.

Nous avons encore dix jours pour faire en sorte que le résultat soit délivré de cette ambiguïté qui depuis trop longtemps donne aux Français le sentiment qu'on veut leur imposer après l'élection des politiques qu'ils n'ont pas choisis.

Pendant le temps qui reste, nous avons un devoir absolu de sincérité et de clarté. Cette sincérité, cette clarté, elles seront ma ligne de conduite jusqu'au bout. Je n'en dévierai pas. Je dirai ce que je pense. Je dirai ce que je crois. Je dirai ce que je veux.

Parce que c'est un devoir vis-à-vis de la France qui ne peut plus attendre, qui n'a plus les moyens de différer ses choix, d'hésiter.

Parce que c'est un devoir vis-à-vis des Français qui ont le droit de pouvoir choisir en toute connaissance de cause.

Parce que c'est pour chacun d'entre nous un devoir de citoyen de ne pas laisser la porte ouverte à des comportements qui ne sont pas dignes, qui abaissent la démocratie et la République.

Pendant ces derniers jours où tant de candidats croient que tout est permis, que tous les moyens sont bons, que l'on peut mentir, que l'on peut insulter, que l'on peut se livrer à la pire des démagogies, je resterai digne pour deux, ou pour trois, ou pour quatre s'il le faut. J'entends bien les mensonges et les insultes que l'on profère à mon égard. Je comprends bien la stratégie qui consiste à salir l'adversaire que l'on n'arrive pas à combattre sur le terrain des idées parce que soi-même on n'a aucune idée, aucune conviction.

Mais je ne m'abaisserai pas à faire la même chose. Je n'irai pas sur ce terrain.

Ce n'est pas ma conception de la fonction présidentielle.

Ce n'est pas ma conception de la politique.

La politique pour moi c'est la confrontation des idées et des convictions.

La politique pour moi c'est vouloir quelque chose pour son pays, c'est dire ce que l'on veut pour lui et le faire si l'on est élu.

Je crois que le débat d'idées peut être vif, passionné, qu'il est nécessaire, qu'il est salutaire. Mais je récuse l'injure, l'insinuation de caractère personnel. Je veux m'opposer à mes contradicteurs mais je veux les respecter comme je voudrais qu'ils me respectent aussi.

Est-ce trop demander ?

Est-ce trop demander que le débat reste sur le terrain des idées et n'aille pas s'égarer sur celui des attaques personnelles et des coups bas ?

À voir la tournure que prend cette fin de campagne, je crains en effet que ce soit trop demander.

Moi c'est aux Français que je veux parler.

Ce sont les Français que je veux convaincre.

J'ai besoin de vous.

J'ai besoin de vous pour que surgisse des tréfonds de notre pays ce grand mouvement populaire qui exprimera, loin des ambitions dévorantes qui suscitent tant de petites et de bassesses, l'ardeur d'une France qui ne veut pas mourir, qui ne veut pas s'effacer mais qui veut vivre, qui veut se relever, qui veut espérer.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" au renoncement, "non" à la fatalité, "non" au déclin.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" à tous ceux qui dans les cercles du pouvoir politique, administratif, économique, culturel, syndical sont convaincus que la France ne signifie plus rien, qu'elle est un vestige du passé, qu'elle a si peu d'existence qu'elle n'a même plus d'identité et qui considèrent qu'ils ne lui doivent plus rien.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" à ceux qui n'envisagent pour elle qu'un destin médiocre et un rôle subalterne.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" parce qu'elle croit encore en elle, parce qu'elle croit encore qu'elle peut agir, qu'elle peut créer, qu'elle peut être grande et qu'elle n'est pas condamnée à subir.

Ce rêve je sais qu'il est aussi le vôtre. Ce rêve je voudrais que nous le fassions partager à tous les Français quelles que soient leurs origines, leurs croyances, leur parti.

Ce rêve, je voudrais le faire partager à tous ceux qui aiment la France et qui pensent que c'est le bien le plus précieux qu'ils ont à transmettre à leurs enfants.

Il nous reste dix jours. Dix jours pour faire partager ce rêve. Dix jours pour que ce rêve renverse tous les conservatismes, tous les préjugés, toutes les hésitations. Dix jours pour que ce rêve vienne à bout de toutes les angoisses, de toutes les peurs.

Dix jours pour rendre ce rêve plus fort que les calomnies, plus fort que les mensonges.

Napoléon faisait ses plans de bataille avec les songes de ses soldats endormis.

Et le Général De Gaulle fut le plus grand des Français parce qu'il fut le seul qui pendant quatre ans en avait "maintenu l'honneur comme un invincible songe".

Les hommes comme les peuples sont grands quand ils ont de grands rêves et qu'ils se laissent porter par eux.

Lorsque de nouveau les Français rêveront pour la France d'une destinée exceptionnelle, la France retrouvera sa grandeur.

Lorsque de nouveau les Français se sentiront portés par un grand rêve français dans lequel ils se reconnaîtront, dans lequel chacun aura le sentiment d'avoir sa part, ils cesseront d'être les spectateurs désabusés de leur propre histoire pour en redevenir les acteurs.

Lorsque l'enfant de la banlieue déshéritée et celui des beaux quartiers, lorsque le fils de l'ouvrier et le fils du paysan, lorsque le fils de l'immigré, le petit-fils du rapatrié, le petit-fils du harki, lorsque les enfants, qu'ils portent des noms venus d'Afrique du Nord, des noms espagnols, italiens, polonais ou des vieux noms français feront les mêmes rêves et se sentiront la même capacité à les réaliser, la France redeviendra plus forte et chacun d'entre nous le redeviendra aussi. Parce que la France est forte lorsqu'elle est rassemblée. Parce que la France est forte lorsqu'elle est unie. Parce que lorsque la France est désunie, lorsque la France est divisée, c'est chaque Français qui se trouve affaibli.

La France c'est le nom de notre destin commun.

La France c'est une solidarité.

La France c'est une identité.

La France c'est une culture.

La France c'est un projet collectif, c'est la volonté de vivre ensemble et de construire ensemble.

La France ce n'est pas une juxtaposition d'intérêts particuliers. La France c'est un bien commun, c'est l'héritage de tous et c'est l'avenir de chacun.

La France c'est le sentiment pour chaque Français qu'il n'est pas seul au monde, qu'il n'est pas seul pour faire face aux accidents de la vie, qu'il n'est pas seul face à la mondialisation, qu'il n'est pas seul pour se protéger et pour agir.

La France c'est le pays qui le premier a proclamé que c'était le bonheur et non la volonté de puissance qui devait être la fin de toute politique.

La France c'est le pays qui s'est le plus battu pour la liberté.

C'est le pays qui a enseigné aux hommes l'égalité des droits.

C'est le pays qui en hissant la fraternité au même niveau que la liberté et l'égalité a dit à tous les hommes comme Antigone : "Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine".

La France c'est notre pays. Nous n'en avons pas d'autre.

Le mépriser ce serait nous mépriser nous-mêmes.

Le haïr ce serait nous haïr nous-mêmes.

La fierté d'être Français c'est ce qui nous unit par-delà nos différences.

La fierté d'être Français c'est ce que nous voulons partager avec ceux qui veulent devenir Français.

Certains trouvent que l'on parle trop de la France dans cette campagne.

Mais de quoi parle-t-on dans une campagne présidentielle si l'on ne parle pas de la France ?

J'ai voulu remettre la France au cœur du débat. J'ai voulu parler de l'identité nationale, j'ai voulu parler de la nation, j'ai voulu parler de la République, j'ai voulu parler de l'État parce que personne n'en parlait. Parce qu'il était interdit d'en parler sous peine d'être excommunié au nom de la pensée unique et du politiquement correct, comme il était interdit de parler de l'autorité, de la morale, de la famille ou de la valeur travail.

J'ai voulu parler de la France parce que depuis trop longtemps elle était dénigrée et parce qu'à force de l'abîmer, à force de l'abaisser, à force de renier son histoire, sa culture, ses valeurs, à force de tout détester, de détester la famille, la patrie, la religion, la société, le travail, la politesse, l'ordre, la morale, à force on finit par se détester soi-même. Et je pense que la détestation de soi est toujours le commencement de la détestation de l'autre.

À force, c'est notre capacité à nous parler, à nous comprendre, à nous supporter qui se trouve remise en cause. C'est notre capacité à vivre ensemble qui se trouve menacée.

Je déteste cette mode de la repentance qui exprime la détestation de la France et de son Histoire.

Je déteste la repentance qui veut nous interdire d'être fiers d'être français, qui est la porte ouverte à la concurrence des mémoires, qui dresse les Français les uns contre les autres en fonction de leurs origines et qui est un obstacle à l'intégration parce qu'on a rarement envie de s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux parler de la France parce que derrière toutes nos crises, derrière toutes les difficultés dans lesquelles se débattent un si grand nombre de Français, derrière toutes les peurs, toutes les angoisses, c'est une seule et même question qui se trouve posée : celle de notre conception de la nation.

Je veux parler de la France parce que je lui dois tout. Je veux le dire à Monsieur Le Pen qui a sous-entendu que je n'étais pas assez Français pour être Président de la République, oui, je suis un enfant d'immigré. Oui, je suis le fils d'un Hongrois et le petit-fils d'un Grec né à Salonique qui s'est battu pour la France pendant la guerre de 14.

Oui, ma famille est venue d'ailleurs, mais dans ma famille, Monsieur Le Pen, on aime la France parce que l'on sait ce qu'on lui doit.

Oui, je suis un Français de sang mêlé qui pense que l'on est Français en proportion de l'amour que l'on porte à la France, de ce que l'on est prêt à faire pour elle, de l'attachement que l'on porte à ses valeurs d'universalité, de tolérance, de respect de la personne humaine, de fraternité, du souci que l'on a d'opposer toujours la raison à la folie humaine, de défendre la liberté contre la tyrannie.

La France ce n'est pas une race, ce n'est pas une ethnie. La France ce n'est pas le droit du sang. La France c'est une volonté de vivre ensemble, en partageant les mêmes valeurs.

On n'est pas Français seulement par ses racines, par ses ancêtres. On est Français par son âme, par son esprit, par ses sentiments.

être Français ce n'est pas seulement un statut juridique. Ce n'est pas seulement un bulletin de naissance. Ce n'est pas seulement un passeport. C'est une façon d'être, la fidélité à un idéal.

être Français cela ne s'hérite pas, cela se conquiert, cela se mérite tous les jours par l'amour de la France et par le civisme.

On est Français parce que l'on veut l'être, parce que l'on se sent Français, parce que la France on l'aime, on la respecte, on en est fier. Parce que l'on se sent envers elle des devoirs, parce que l'on éprouve envers elle une gratitude, une reconnaissance.

La France m'a tout donné et c'est pour cela que je veux lui donner à mon tour.

Pour bien gouverner les Français il faut les aimer.

Pour être Président de la République il faut n'avoir d'autre objectif que de servir la France.

être Président de la République tel que je le conçois, c'est une ascèse, c'est l'oubli de soi, de son bonheur personnel, de ses sentiments, de ses intérêts pour ne plus avoir en tête que le bonheur des Français, le prestige de la France, la grandeur de l'État et le bien commun.

Il ne faut pas être candidat à la Présidence de la République française si l'on ne veut rien donner de soi-même, si l'on ne veut rien sacrifier, si l'on ne cherche que son bonheur et la réussite sociale.

Il ne faut pas être candidat à la Présidence de la République si l'on n'est pas prêt à s'imposer davantage de devoirs que les autres. Parce qu'un Président de la République c'est quelqu'un qui n'a pas plus de droits, plus de privilèges et moins de devoirs. Mais quelqu'un qui au contraire a moins de droits, moins de privilèges que quiconque et plus de devoirs.

Il ne faut pas être candidat à la Présidence de la République si l'on ne se sent pas capable de donner l'exemple et de s'imposer à soi-même les sacrifices que l'on demande aux autres.

Il ne faut pas être candidat à la Présidence de la République si l'on ne respecte que les gens qui sont semblables à soi, qui pensent comme soi, si l'on est décidé à rester entre soi, avec ses partisans, avec ses amis, à n'écouter qu'eux, à ne parler qu'à eux, à ne faire confiance qu'à eux, à ne travailler qu'avec eux.

Le Président de la République est le Président de tous les Français, il parle au nom de tous les Français, même de ceux qui n'ont jamais été ses amis, qui ne l'ont jamais soutenu, qui n'ont jamais voté pour lui.

Le Président de la République ce n'est pas l'homme d'un clan, ce n'est pas l'homme d'un parti, c'est l'homme de la nation.

Le Président de la République pour moi ce n'est pas le Président d'une partie de la France. C'est quelqu'un qui peut venir de la droite ou de la gauche, qui a des convictions et qui ne les renie pas, qui reste fidèle aux valeurs qui sont les siennes et au nom desquelles il a obtenu la confiance d'une majorité de Français. Mais c'est quelqu'un qui doit s'ouvrir aux autres, à ceux qui ne pensent pas comme lui, à ceux qui ne votent pas pour lui.

Le Président de la République doit assumer toute l'histoire de France. Il ne doit jamais chercher à dresser une France contre une autre.

Mes valeurs sont celles de la droite républicaine. Ce sont des valeurs de mérite, de tolérance, de respect, de dignité, d'ordre, de responsabilité, de liberté.

J'ai voulu rendre à la droite républicaine sa fierté. J'ai voulu qu'elle arrête de s'excuser d'être la droite. J'ai voulu qu'elle cesse d'avoir honte d'être la droite. Mais j'ai voulu aussi qu'elle ne se caricature pas elle-même. J'ai voulu qu'elle ne cède pas à ce qu'il y avait en elle de plus conservateur. Je ne suis pas un conservateur.

Je crois à l'ordre mais aussi au mouvement.

Je crois à l'ordre mais je ne veux pas de l'immobilisme. Je veux l'ouverture, l'innovation, la création, le progrès, la justice, la générosité.

J'ai voulu faire entrer ces valeurs dans les valeurs de la droite républicaine quand la gauche les délaissait. La droite républicaine a eu tort pendant trop longtemps d'abandonner la République à la gauche et la nation à l'extrême-droite.

J'ai voulu en finir avec cet abandon.

Je veux tout assumer : toute l'histoire de France, toutes les valeurs de la France, toute la République.

J'ai voulu affirmer que la droite républicaine d'aujourd'hui n'était pas l'héritière de la droite antisémite, antidreyfusarde, réactionnaire ou pétainiste de la III<sup>e</sup> République, mais qu'elle était l'héritière du gaullisme, de la démocratie chrétienne et du libéralisme. Comme j'ai voulu dire que je ne reconnaissais pas l'héritage de Jaurès, de Blum ou de Camus dans la gauche d'aujourd'hui.

J'ai voulu dire que la droite d'aujourd'hui avait autant le droit de revendiquer l'héritage des conquêtes sociales du Front Populaire et du Conseil National de la Résistance que la gauche d'aujourd'hui.

J'ai voulu dire que lorsque je lis ce que Jaurès a dit sur l'éducation, ce qu'il a dit sur l'histoire de France, ce qu'il a dit sur la nation je me sens l'héritier de Jaurès, qui appartient à tous les Français.

J'ai voulu dire que lorsque je vois dans les documentaires de l'époque le regard de ces enfants d'ouvriers qui en 1936 découvrent la mer grâce aux congés payés et entendent pour la première fois prononcer le mot "vacances", je me sens comme tous les Français l'héritier de Léon Blum.

Lorsque j'ai parlé de Guy Moquet, ce jeune résistant de 17 ans fusillé par les Allemands, lorsque j'ai lu la lettre si magnifiquement émouvante qu'il écrivit à ses parents la veille de sa mort, lorsque j'ai dit que si j'étais élu je demanderais que cette lettre soit lue chaque année dans toutes les écoles de France, je n'ai pas fait l'apologie d'un jeune communiste, mais celle d'un jeune Français qui s'est sacrifié pour son pays et pour la liberté et qui est un exemple pour tous les jeunes Français.

Pas plus que De Gaulle n'a demandé à Jean Moulin quand il est arrivé à Londres s'il était de gauche ou s'il était de droite, je n'ai jamais mesuré mon admiration pour les héros de la Résistance à l'aune de leur appartenance à la droite ou à la gauche.

J'accorde à l'amour de la patrie plus de valeur qu'au patriotisme de parti.

Je crois davantage aux convictions, au courage, à la sincérité qu'aux étiquettes.

Et j'en ai assez de toutes ces étiquettes que l'on colle sur les mots, sur les idées, sur les gens et qui n'ont aucun sens, qui ne reflètent rien d'autre que les préjugés de ceux qui les fabriquent.

Je veux le dire ce soir, je trouve insensée cette idée selon laquelle parler de l'identité nationale, condamner la fraude et la délinquance ou vouloir lutter contre l'immigration clandestine serait le signe d'une droitisation extrême, d'un appel du pied à l'extrême-droite.

Je trouve insensée cette idée selon laquelle la fraternité, la justice, le progrès social seraient de gauche.

Quand je parle de l'autorité ou de la fraternité, je ne parle pas à la droite ou à la gauche.

Quand je parle de l'immigration clandestine ou du progrès social, je ne parle pas à la droite ou à la gauche.

Quand je parle de la lutte contre la délinquance ou de la justice, je ne parle pas à la droite ou à la gauche.

Je parle à tous les Français, de ce qui les concerne tous. Je veux leur rendre la nation qui est à eux. Je veux leur rendre la République qui leur appartient.

Je n'accepte pas les leçons de morale d'une gauche mondaine qui a cessé depuis bien longtemps de s'intéresser au sort des travailleurs. Je n'accepte pas les leçons de morale d'une gauche déconnectée qui n'est pas confrontée à la crise du logement, qui n'est pas concernée par les délocalisations, ni par le chômage, ni par la précarité. Je n'accepte pas les leçons de morale d'une gauche élitiste qui se donne bonne conscience à peu de frais et qui aime tellement les banlieues difficiles qu'elle n'y habite pas, qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants, qui aime tellement les transports en commun qu'elle ne les prend jamais, qui aime tellement les impôts qu'elle veut en faire payer toujours plus à tout le monde sauf à elle-même.

Cette gauche-là enfermée dans son petit milieu, agrippée à ses privilèges et à ses rentes, elle ne veut rien lâcher, elle ne veut rien donner.

Cette gauche-là elle répugne à parler de la nation et elle ne comprend plus la République parce qu'elle ne veut rien partager.

Cette gauche-là elle dit que la nation c'est le nationalisme parce qu'elle ne veut pas avoir de devoir envers la nation.

Cette gauche-là elle ne parle plus de la République parce qu'elle choisit le nivellement plutôt que l'égalité.

Cette gauche-là elle ne comprend plus le peuple qu'elle trouve populiste.

Cette gauche-là elle n'est pas l'héritière des luttes sociales, elle n'a rien à voir avec Jaurès ou avec Blum, elle n'a rien à voir avec les canuts lyonnais ou avec les communards qui se sont fait massacrer par Thiers.

Cette gauche-là, elle n'a rien à voir avec Jules Ferry, elle n'a rien à voir avec Gambetta, elle n'a rien à voir avec la gauche de jadis qui aimait la nation et la République.

Cette gauche-là elle n'a rien à voir avec celle qui pendant si longtemps a représenté pour l'ouvrier, pour l'employé, pour le mineur, pour le pauvre et le déshérité l'espoir d'une vie meilleure.

Cette gauche soi-disant morale est l'héritière de celle de mai 68 qui voulait "vivre sans contrainte et jouir sans entrave" et qui a tellement profité de la société de consommation après l'avoir tellement dénigrée.

Cette gauche cynique qui veut imposer aux autres une morale qu'elle ne s'applique jamais à elle-même, elle n'a rien à envier à la droite la plus conservatrice, la plus réactionnaire de jadis.

Je n'ai rien à voir avec cette droite et je n'accepte pas les leçons de cette gauche.

Je n'accepte ni ses leçons de morale, ni ses leçons d'histoire.

Je veux en finir avec l'héritage de mai 68.

Je veux en finir avec le relativisme moral et culturel.

Je veux défendre la nation parce qu'elle est le seul bien des pauvres.

Je veux défendre la République parce que la République c'est l'égalité des droits et des devoirs.

Servir la France, servir la République, c'est d'abord servir l'État.

Parce que c'est l'État qui a fait la France.

C'est l'État qui a forgé la nation et qui en a maintenu l'unité.

L'effondrement de l'État a toujours coïncidé en France avec l'effondrement de la nation.

La rénovation de l'État a toujours été en France la condition du renouveau.

Une fois de plus nous ne referons pas la France et nous ne referons pas la République sans refaire l'État.

J'ai la conviction que l'État n'a pas vocation à se mêler de tout, à intervenir partout.

J'ai dénoncé plus que quiconque les dérives et les excès de l'État-Providence qui ont contribué à créer un climat délétère d'irresponsabilité, d'assistance et de nivellement par le bas.

Mais je ne suis pas de ceux qui pensent que c'est en abaissant l'État que l'on relèvera la France. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la solution à toutes nos difficultés est dans le démantèlement de l'État.

La France pour être forte a besoin d'un État fort. Aujourd'hui la France est faible parce que l'État est faible.

Il est faible parce qu'il est étouffé par son endettement et par sa bureaucratie.

Il est faible parce qu'il se charge de trop de missions qu'il n'a pas les moyens d'accomplir.

Il est faible parce qu'il est miné par les corporatismes et paralysé par les conservatismes.

Il est faible parce que depuis trop longtemps il est livré à lui-même, sans projet, sans dessein, sans stratégie.

J'en ai assez de voir l'État abaissé.

Parce que l'État c'est nous.

Quand l'État est abaissé c'est la France qui est abaissée. Quand l'autorité de l'État est bafouée c'est la République qui est bafouée. Quand l'État est faible ce sont les plus vulnérables qui en souffrent le plus.

Comme en 1958 il faut refaire l'État si l'on veut refonder la République et si l'on veut que la France avance. Mais le problème aujourd'hui n'est pas dans la Constitution. Il est dans les comportements, dans les façons de penser, dans la manière de gouverner.

Je veux un État respecté.

Je veux un État que les fonctionnaires soient heureux de servir et dont les Français soient fiers.

Je veux un État qui cesse d'être au service de lui-même pour se remettre au service de tous.

Je veux un État impartial. Si je suis élu je soumettrai les nominations les plus importantes au contrôle du Parlement.

Je veux un État qui respecte les citoyens et qui assure la continuité du service public. Si je suis élu je ferai voter une loi sur le service minimum.

Je veux un État qui soit réellement gouverné, auquel on confie des missions claires et auquel on donne les moyens de les remplir.

Je veux un État qui fasse, comme disait le Général De Gaulle, réellement son métier, et qui par conséquent domine les féodalités au lieu d'être dominé par elles. Je n'accepte pas de laisser le champ libre aux féodalités, parce que je n'accepte pas de voir s'ériger des fiefs dans l'administration, dans l'économie, dans les collectivités. Je n'accepte pas qu'il puisse y avoir des États dans l'État.

Je n'accepte pas plus que le capitalisme financier s'exonère de toute morale que je n'accepte que des territoires, des quartiers s'exonèrent des lois et des valeurs de la République. Je veux un État qui fasse respecter partout les lois et les valeurs de la République.

Je n'accepte pas le communautarisme.

Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit.

Je refuse le communautarisme qui enfermerait chacun dans ses origines et ses croyances.

Je refuse le communautarisme qui ouvrirait la voix à la loi des tribus et à la violence.

Je refuse le communautarisme qui serait le contraire de la République.

Je veux un État qui lutte contre le communautarisme. Je veux un État qui défende l'identité nationale parce que son identité c'est ce que la France a de plus précieux à offrir en partage à ceux qui veulent devenir français

Je veux que l'identité de chacun soit respectée.

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse.

Mais je veux que la politique de l'immigration soit liée à la politique de l'intégration. Qu'est-ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'être fier d'être français ? Sinon d'avoir ajouté à sa culture d'origine, la culture française ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Je crois à l'identité de la France qui est faite de principes et de valeurs qui se sont forgées au cours d'une très longue histoire. Je crois que ces valeurs sont universelles, qu'elles expriment une grande idée de l'homme et qu'elles ne sont pas négociables.

Je crois que la liberté de conscience n'est pas négociable. Je crois que la laïcité n'est pas négociable, je crois que l'égalité de l'homme et de la femme n'est pas négociable, je crois que les droits de l'Homme ne sont pas négociables.

À ceux qui veulent vivre en France, la France ne demande au fond qu'une chose, c'est qu'ils admettent que la France ne commence pas avec eux mais qu'elle a commencé il y a bien longtemps et qu'elle veut seulement qu'on l'aime et qu'on respecte ses valeurs, qu'on prenne en partage son histoire, qu'on se sente partie prenante de sa destinée. Il n'y a pas de place en France pour la polygamie, pour l'excision, pour les mariages forcés, pour le voile à l'école, pour la haine de la France.

On m'a reproché d'avoir dit que ceux qui méprisent la France, ceux qui la haïssent ne sont pas obligés de rester. Mais qu'avons-nous d'autre à offrir à ceux qui veulent vivre en France, sinon d'abord la fierté d'être Français ?

Je crois qu'au cœur de l'identité de la France, il y a la langue française et que pour ceux qui veulent vivre en France, la maîtrise de la langue française est une exigence qui n'est pas négociable.

Je souhaite qu'on ne puisse pas vivre durablement en France, sans savoir parler et écrire le français.

Je souhaite que le droit au regroupement familial soit subordonné non seulement à l'obligation de prouver qu'on a les moyens de loger et de faire vivre sa famille avec les revenus de son travail, mais aussi à l'obligation d'apprendre à parler le français avant d'entrer sur le territoire national.

Je veux un État qui respecte le travail parce que le travail c'est le fondement de la citoyenneté.

Je n'accepte pas qu'il puisse exister des travailleurs pauvres alors que l'on a déjà bien assez à faire avec ceux qui sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de travail ! Je propose que l'augmentation du pouvoir d'achat soit la priorité de la politique économique après 25 ans de sacrifices, après 25 ans de stagnation du pouvoir d'achat des salaires, après 25 ans de baisse du niveau de vie pour les jeunes générations que les 35 heures ont aggravé.

Je propose de supprimer les charges et les impôts sur les heures supplémentaires pour que ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus soient encouragés à le faire, sans que personne y soit obligé.

Je propose d'alléger la fiscalité du travail en taxant plus la pollution et la consommation, les importations des pays qui pratiquent le dumping écologique et le dumping social, et en taxant moins le travail. Je propose que chacun puisse transmettre à ses enfants le fruit d'une vie de travail sans payer de droits de succession.

Je propose d'en finir avec une fiscalité confiscatoire qui décourage la réussite, fait fuir les capitaux et les entrepreneurs qui s'en vont créer des emplois ailleurs.

Je propose que toute la politique économique, ait un seul objectif : la revalorisation du travail.

Je veux un État qui incarne les valeurs civiques et qui les fasse respecter. Le civisme on l'enseignait jadis dans les écoles. C'est ce que nous devons à notre pays, ce sont nos obligations envers la société, c'est ce qui fait que chacun d'entre nous mérite le titre de citoyen.

Car pour moi, la citoyenneté ce n'est pas que des droits, la citoyenneté c'est aussi des devoirs. Le civisme c'est une forme de respect des autres et une forme de respect de soi-même.

Le civisme c'est le contraire de la fraude.

On n'encourage pas le civisme si l'on tolère la fraude, si l'on est indulgent avec les fraudeurs, si la fraude n'est jamais punie. Pourquoi alors l'honnête citoyen qui paie ce qu'il a à payer continuerait-il à le faire ? Comment le chef d'entreprise qui paie ses charges pourrait-il longtemps lutter contre la concurrence déloyale ?

Le problème de la fraude, c'est une question de principe. Car ce que l'on ne paie pas, ce sont les autres qui le paient.

Quand quelqu'un ne paie pas son ticket de métro, ce sont les autres usagers qui le paient.

Quand quelqu'un fraude la sécurité sociale, ce sont les autres assurés sociaux qui paient pour lui.

Quand quelqu'un fraude le fisc, ce sont les autres contribuables qui paient l'impôt à sa place.

La fraude c'est un impôt forcé que les plus pauvres paient à la place des fraudeurs.

La fraude c'est au plus pauvre, au plus démuné qu'elle impose le préjudice le plus lourd, au travailleur pauvre qui est obligé de se lever tôt et de prendre le métro. Au chômeur qui a besoin des allocations chômage pour vivre pendant qu'il cherche un travail, à l'accidenté de la vie qui a besoin qu'on l'aide pour ne pas sombrer.

J'ai été scandalisé que certains, dans les médias, parmi les intellectuels et parmi la classe politique aient pu laisser entendre que la responsabilité des récentes émeutes de la gare du Nord était imputable à la police au prétexte qu'elle avait osé interpellé un fraudeur qui n'avait pas payé son ticket de métro et avoir frappé les agents de la RATP qui l'avaient contrôlé.

Cette attitude est contraire à mes valeurs, elle est contraire à ma conception de la vie en société et de la morale.

Cette attitude est désastreuse pour l'esprit civique.

Je veux être le président qui n'aura aucune indulgence envers les fraudeurs. Je veux être le président qui mettra tout en œuvre pour combattre la fraude et punir les fraudeurs quels qu'ils soient.

Parce que je veux que la France qui travaille soit respectée.

Parce que je veux que nous donnions à la jeunesse l'envie de travailler plutôt que la tentation de frauder.

Parce que je veux que la solidarité profite à ceux qui en ont vraiment besoin.

Je veux un État qui ne gaspille pas l'argent public.

En gaspillant l'argent public on gaspille la peine du travailleur.

L'argent qu'on lui prélève, le travailleur l'a gagné avec sa fatigue. L'argent public, c'est l'argent des Français. Cet argent, moralement, on n'a pas le droit de le gaspiller parce qu'il a été durement gagné. Cet argent il faut le respecter, il ne faut le dépenser que pour ce qui est utile. Cet argent c'est celui de la solidarité, du service public, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la recherche... On n'a pas le droit d'en gaspiller un euro, d'en détourner un euro.

Il faut avoir le courage de remettre en cause les dépenses inutiles. Il faut avoir le courage de supprimer les dépenses inutiles pour pouvoir payer les dépenses utiles. Il faut avoir le courage de revenir sur les dépenses du passé pour pouvoir financer les dépenses d'avenir.

Je veux un État dans lequel chaque gestionnaire public, chaque ministre, chaque fonctionnaire soit jugé sur ses résultats.

Je veux que chaque Français qui paie des impôts sur les revenus de son travail retrouve la conviction que son argent n'est ni jeté par les fenêtres, ni détourné de son objectif qui est le bien être de tous.

Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités pour que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

Un jour j'ai utilisé le mot "racaille" en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face. Quels éducateurs serons-nous si nous nous laissons aller à ces petites lâchetés? Si les multirécidivistes n'ont rien à craindre? Si les mineurs peuvent se livrer aux pires excès sans être punis? Si nous apprenons à nos enfants que l'âge excuse tout? Si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous?

Le civisme c'est le respect dû aux représentants de l'État. Je n'accepte pas que les représentants de l'État soient insultés, menacés, agressés. Je veux que cette violence dont ils sont trop souvent les victimes fasse l'objet d'une tolérance zéro parce qu'il s'agit de leur dignité et parce qu'il s'agit de la dignité de l'État, parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'État que l'on porte atteinte, c'est la République que l'on offense. Je veux revenir sur le drame qui a lieu hier soir à la foire du Trône et qui a coûté la vie à un jeune policier de 31 ans. La justice dira qui est responsable. Mais cette violence qui est partout n'est plus tolérable. Cette violence qui fait de plus en plus de victimes. Cette violence qui aboutit à la mort d'un jeune homme de 31 ans qui avait voué sa vie au service des autres, je ne peux pas l'accepter, je ne veux pas l'accepter.

La violence gratuite n'appelle que de la sévérité. Je ne la confonds pas avec la violence qui peut naître du sentiment d'injustice à laquelle il nous faut répondre par plus de justice.

Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoi qu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir.

La République, c'est l'égalité des chances, c'est tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, puisse essayer de réaliser ses ambitions, de réaliser ses rêves. Si je suis élu je referai une école de l'excellence pour tous. Je mettrai en œuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourriraient le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Je veux un État qui soit au service d'une république fraternelle.

Je veux remettre la fraternité au cœur du projet républicain. Je rêve d'une France où la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé sur le fronton des mairies mais devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Je veux une France ouverte, accueillante, généreuse. Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est peut être la plus importante de toutes.

La fraternité, c'est la volonté de vivre ensemble, de partager un destin commun, une loi commune.

Je veux remettre la fraternité au cœur de la politique. Ce n'est pas démodé. Ce n'est pas que l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité ! Car sans elle on ne peut pas rassembler.

La France est une synthèse toujours recommencée entre les Girondins et les Jacobins, entre ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, entre l'autorité de l'État et la liberté de l'individu, entre la raison et le sentiment, entre l'efficacité et la justice.

Je veux proposer aux Français une nouvelle synthèse pour que la France avance. Je veux rassembler sur des convictions et non sur des étiquettes pour que la République redevienne une idée neuve et un projet partagé.

Mais je récuse l'idée que pour rassembler les Français il faudrait mettre tout le monde d'accord en ne disant plus rien, en ne proposant plus rien, en ne voulant plus rien.

Ce serait rendre un mauvais service à la démocratie en choisissant une fois encore l'ambiguïté plutôt que la clarté.

La synthèse pour moi ce n'est pas le juste milieu, ce n'est pas le plus petit dénominateur commun, ce n'est pas ce qu'on appelait jadis la "troisième force", qui dans notre histoire n'a toujours été qu'une combinaison d'appareils.

La synthèse pour moi c'est de dépasser les contradictions, non de faire comme si elles n'existaient pas.

La synthèse pour moi ce n'est pas de négocier des ralliements en marchandant les idées et les convictions.

La synthèse pour moi c'est de rassembler sur un projet des gens qui ont des histoires, des parcours, des sensibilités différentes. C'est de convaincre ceux qui se sont combattus non d'oublier leur combat, non d'en oublier les raisons, mais de travailler ensemble à un but commun dans lequel chacun pourra se reconnaître.

Dépasser les clivages pour moi ce n'est pas renier les convictions, c'est oublier les étiquettes, passer par-dessus les a priori, laisser de côté le sectarisme.

Au fond, c'était cela le gaullisme : le rassemblement des Français autour d'un projet national, le sens de l'État. Servir, servir la Nation, servir la République, servir l'État.

Voilà ce que ce fut pour moi le gaullisme : une certaine idée de l'homme et de la politique, à travers l'expérience réussie d'une certaine idée de la France, et la conviction que la France n'est pas finie tant qu'il existe des Français prêts à tout risquer pour qu'elle vive.

Malraux disait ; le gaullisme c'est la force du "non" dans l'histoire.

Je veux être le Président qui dira non au déclin de la France.

Je veux être le Président qui dira non à l'éclatement de la République.

Je veux être le Président qui dira non à l'abaissement de l'État.

Je veux être le Président qui redonnera à tous les Français la fierté d'être Français.

Nous le ferons ensemble.

Nous le ferons pour nous même, pour nos enfants, et pour tous les hommes qui dans le monde continuent d'espérer dans la France !

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.11 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Villepinte <lieu=Villepinte> <texte=55>

Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord parler à ceux d'entre vous qui aujourd'hui vont devenir des citoyens français à part entière.

Vous voilà Français, non par le fait du hasard mais parce que vous l'avez voulu.

Français au sang mêlé né d'un père hongrois et d'une mère dont le père était né Grec à Salonique, c'est un honneur pour moi de vous souhaiter la bienvenue non comme à des amis mais comme à des frères et des sœurs.

Comme eux, vous avez laissé derrière vous votre terre natale, vos souvenirs d'enfance, vos rêves d'adolescents, vos premières amours. Vous ne partiez pas pour l'exil mais pour la promesse d'un avenir meilleur.

Vous avez parcouru un long chemin. Vous voici rendus. Rendus non dans un pays mais dans une famille. C'est dans cette famille qui accueillit jadis mon grand-père et mon père que je vous accueille à mon tour. Elle m'a tout donné et je lui dois tout. Elle vous donnera tout à vous aussi pourvu que vous sachiez la respecter, que vous sachiez l'aimer. Si vous l'aimez elle vous ouvrira les bras, elle vous offrira son cœur.

Car être Français ce n'est pas qu'une affaire de statut juridique, c'est aussi une affaire de sentiment.

Être Français cela ne s'hérite pas, cela se conquiert, cela se mérite tous les jours par l'amour de la France et par le civisme.

On est Français parce qu'on veut l'être, parce que l'on se sent Français, parce que la France on l'aime, on la respecte, on en est fier. Parce que l'on se sent envers elle des devoirs, parce que l'on éprouve envers elle une gratitude, une reconnaissance.

On est Français quand on aime assez la France pour être prêt à faire quelque chose pour elle.

La France c'est une grande famille qui a ses habitudes, qui a ses idées, qui a ses souvenirs, qui a son caractère. Il faut la prendre comme elle est. Il faut l'aimer avec ses qualités et avec ses défauts. Il faut être capable de respecter ses habitudes et de partager son histoire, de faire siens ses souvenirs. Elle ne vous demande pas d'oublier qui vous êtes, d'oublier d'où vous venez. La France ne s'est pas construite sur l'oubli des histoires personnelles. Elle ne s'est pas construite sur l'effacement des consciences individuelles. Elle s'est construite sur l'adhésion. Elle s'est construite sur l'enrichissement de l'identité de chacun par l'identité nationale. Être Français c'est pour chacun d'entre nous quelque chose en plus, pas quelque chose en moins.

Chaque fois que le cercle de famille s'élargit, chaque fois qu'apparaît un nouveau visage, le visage de la France change. La France d'aujourd'hui n'est pas celle d'il y a cinquante ans, d'il y a cent ans ou d'il y a deux cents ans.

La France, elle n'a cessé de changer tout au long de son histoire parce qu'elle n'a jamais cessé d'être un pays ouvert, parce qu'elle n'a jamais été un clan, une race ou une ethnie. La France c'est une volonté de vivre ensemble. La France c'est une idée. La France c'est un idéal offert à tous les hommes. La France c'est chacun d'entre nous avec son histoire, avec sa mémoire, avec son expérience de la vie, avec ses rêves. Maintenant la France c'est vous aussi.

La France c'est un destin commun fait de toutes nos destinées individuelles. La France que j'aimerais partager avec vous, la France qui m'a tout donné, ce n'est pas une France enfermée dans son passé, prisonnière de son histoire. C'est une France qui évolue. C'est une France qui vit avec son temps. C'est une France à laquelle chacun apporte sa contribution. C'est une France que chaque histoire personnelle, chaque destin particulier contribue à enrichir, à transformer.

La France d'aujourd'hui, qui est désormais aussi la vôtre, c'est une France de toutes les couleurs et de toutes les religions où s'entremêlent une multitude d'histoires, de souvenirs et de cultures. C'est une France de la diversité, des différences et des mélanges.

Cette France de la diversité, cette France métissée, de toutes les couleurs, de toutes les religions, elle ne doit pas se laisser caricaturer par une minorité qui ne lui ressemble pas, qui ne cherche qu'à attiser la violence et la haine.

La France de toutes les couleurs et de toutes les religions elle rêve d'emploi, d'école, d'intégration, de promotion sociale. La France de la diversité, elle veut étudier, travailler, s'intégrer. Elle ne réclame rien d'autre que l'égalité des chances.

La France est humaine et parce qu'elle est humaine elle n'est pas toujours à la hauteur de l'idéal qu'elle incarne. Parce qu'elle est humaine il lui arrive de commettre des fautes, il lui arrive d'être injuste.

Mais n'exigez pas des fils qu'ils expient les fautes supposées de leur père et de leurs aïeux. Ne vous laissez pas abuser par ceux qui veulent ressusciter les haines du passé qui appartiennent à l'histoire.

Désormais la France est votre pays et vous n'en avez plus d'autre. La France c'est vous. C'est notre bien commun. Aimez-la et battez-vous pour qu'elle soit meilleure. Aujourd'hui, la France doute d'elle même, de ses valeurs, de son rôle, de son avenir, de son unité. C'est à ceux qui arrivent de témoigner que l'on peut encore croire en elle. C'est à vous qui êtes devenu Français parce que vous le vouliez de montrer que.

C'est à vous à donner à vos enfants le goût de l'étude et le goût du travail pour qu'ils deviennent les exemples d'intégration réussie et de promotion sociale dont la France a tant besoin pour croire de nouveau en elle.

C'est à vous à donner l'exemple de l'engagement civique.

C'est à vous tous qui allez bientôt voter pour la première fois, de montrer à tous ceux qui sont blasés et qui ont fini par oublier le prix de la démocratie et de la République de montrer ce qu'est un citoyen qui a vraiment à cœur de faire son devoir de citoyen.

Ayez à cœur de faire vivre la démocratie et la République elle vous le rendront.

La République c'est la compréhension mutuelle, le respect de l'autre et la solidarité. Le but de la République c'est d'arracher du cœur de chacun le sentiment de l'injustice, c'est de permettre à celui qui n'a rien d'être quand même un homme libre, à celui qui travaille de posséder quelque chose, à celui qui commence tout en bas de l'échelle sociale de la gravir aussi haut que ses capacités le lui permettent.

Le but de la République c'est que les chances de réussite soient égales pour tous. C'est que l'enfant soit éduqué, le malade soigné, le vieillard attaché à la solitude, le travailleur respecté, la misère vaincue.

Le but de la République c'est la reconnaissance du travail comme source de la propriété et la propriété comme représentation du travail.

La République c'est la foi dans la raison et dans le progrès. C'est l'homme considéré en dehors de ses origines et de ses croyances.

Aimez la République, elle est à vous, et battez-vous comme tant de générations de Français avant vous se sont battues pour que la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé sur le fronton des mairies mais devienne une réalité entre les hommes et les femmes de ce pays qui est le vôtre.

Battez-vous pour apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoiqu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir.

Battez-vous pour l'égalité des chances. Battez-vous pour que l'on donne plus à ceux qui ont moins, pour que l'on compense les handicaps de ceux qui partent de plus loin sur la ligne de départ de la vie. Il ne faut pas aider seulement les territoires ou les immeubles. Il faut aussi aider les personnes. Aménager les territoires, rénover les immeubles c'est bien. Donner de la sécurité, de l'instruction, du travail à ceux qui les habitent, c'est nécessaire. Cela coûtera cher, infiniment moins cher cependant que l'aggravation des inégalités et du sentiment d'injustice.

Battez-vous pour qu'il soit remédié à la défaillance de l'école. Quand l'école est défaillante la promotion sociale et l'égalité des chances sont compromises parce que c'est l'origine sociale qui décide de tout, parce que c'est la capacité des parents à compenser les insuffisances de l'école qui est décisive. Quand tous les jeunes de France cessent d'avoir le minimum de culture commune qui permet de se parler et de se comprendre, quand chaque jeune Français est enfermé dans le monde clos de son langage et de sa pensée, incapable de communiquer avec les autres, d'échanger, de partager des projets et des rêves, alors c'est le grand rêve d'une République universelle et fraternelle qui est le grand rêve de la France qui se brise.

Battez-vous pour une école de l'excellence qui pousse chacun à tirer le meilleur de lui-même, à développer ses talents, mais aussi, et c'est peut-être le plus important, à être plus ambitieux pour lui-même. Car l'un des freins les plus importants à la promotion sociale, c'est l'incapacité de beaucoup de jeunes issus de milieu modeste ou de quartiers difficiles, à s'imaginer des objectifs ambitieux et à se croire en mesure de les atteindre.

Apprenez à vos enfants que le travail l'égalité des chances, et la promotion sociale. Apprenez leur que le travail c'est le respect, c'est la dignité, c'est la liberté, c'est la citoyenneté réelle.

Ce pays qui est le vôtre est un pays de liberté où chacun peut se battre pour qu'il y est plus de justice et de fraternité. Vous tous qui maintenant avez le droit de vote, vous tous qui maintenant êtes des citoyens à part entière, battez-vous pour que l'enfant de la banlieue déshéritée et celui des beaux quartiers, pour que le fils de l'ouvrier et le fils du paysan, pour que le fils de l'immigré, le petit-fils du rapatrié, le petit-fils du harki, pour que les enfants, qu'ils portent des noms venus d'Afrique du Nord, des noms espagnols, italiens, polonais ou des vieux noms français puissent faire un jour les mêmes rêves et se sentent la même capacité à les réaliser.

Si nous rêvons tous d'une France où personne ne soit jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion ou sur l'adresse de son quartier, mais sur la nature de son caractère, alors notre rêve deviendra plus fort que l'injustice, plus fort que les préjugés.

Si nous rêvons tous que les enfants de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes droits, et si nous sommes tous prêts à nous battre pour ce rêve comme les générations de Français qui nous ont précédé se sont battues pour leur rêve, alors ce rêve deviendra réalité et la France redeviendra plus forte.

Aimez la France et la République , elle vous le rendront.

Ce que la France a fait pour ma famille, ce que la France a fait pour moi, elle peut le faire pour vous, elle peut le faire pour vos enfants. Ce que la République m'a donné, elle peut vous le donner aussi, elle peut le donner aussi à vos enfants. Mais si vous ne voulez rien vous n'aurez rien. Désormais la France est votre destin et notre destin est entre nos mains.

Vous êtes Français, n'acceptez plus jamais de subir. Agissez !

Voilà ce que voulais vous dire, un fils et petit fils d'immigrés auquel la France a tout donné et qui pense que la France est le plus beau pays du monde.

\*\*\*

<campagne=2007>04.12 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Toulouse <lieu=Toulouse> <texte=56>

Mes chers amis,

Toulouse, capitale de la France du Midi,

Toulouse, qui n'a jamais oublié qu'elle fut pendant des siècles la capitale d'un grand royaume, qui n'a jamais cessé dans son esprit d'être indépendante,

Toulouse, fière, orgueilleuse, indomptable,

Toulouse, entière, intransigeante, inflexible,

Toulouse, qui s'est indigné, qui s'insurge, qui se révolte parfois,

Toulouse, qui croit à la justice,

Toulouse, généreuse, fraternelle,

Toulouse, qu'on a dit parfois de gauche parce qu'elle a du cœur,

Toulouse, qui fut la ville de Jaurès,

Toulouse ce soir, elle est là, la ville que j'aime !

Cette foule immense que vous formez, c'est Toulouse et votre région !

Toulouse, qui a compris depuis bien longtemps que la gauche d'aujourd'hui n'avait plus grand-chose à voir avec la gauche de Jaurès,

Toulouse, qui a compris que la gauche ne s'intéressait plus au travail, que la gauche ne s'intéressait plus au sort des travailleurs,

Toulouse, meurtrie par AZF,

Toulouse, angoissée par l'avenir d'Airbus,

Toulouse est là, ce soir, parce qu'elle n'a plus confiance dans la gauche pour la générosité, pour la fraternité, pour la justice.

Les valeurs que la gauche a trahies je veux les remettre au cœur de la vie politique française. La gauche a trahi les valeurs dans lesquelles vous croyiez.

Jaurès disait : "La nation, c'est le seul bien des pauvres."

La gauche a abandonné la nation à l'extrême droite.

Jaurès disait : "La République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre."

J'accuse la gauche d'avoir confondu la liberté et le laxisme. Le laxisme, ce n'est pas la liberté, c'est l'oppression de la liberté des plus pauvres.

La gauche s'est mise à incarner l'immobilisme.

En vérité, la gauche a renié la République de Jaurès.

Jaurès disait : "Le pouvoir républicain a envers la nation tout entière et surtout envers les plus humbles, un immense devoir d'initiative réformatrice."

La gauche française n'est plus réformatrice, elle est conservatrice, immobile, statufiée. Voilà l'erreur de la gauche française.

Jaurès disait : "Le courage, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit."

Pour Jaurès le travail était une valeur. La gauche d'aujourd'hui n'aime pas le travail, la preuve, c'est qu'elle empêche ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de pouvoir le faire.

La gauche en dévalorisant le travail a trahi Jaurès.

La gauche ne parle plus des travailleurs car elle ne défend plus que les statuts, elle oublie les travailleurs dont nous allons, nous, parler.

Jaurès aimait les travailleurs, il les respectait. Aux mineurs et aux verriers de Carmaux, dont il était le député, il disait : "Je ne demande qu'une chose c'est de rester digne de vous."

Cela fait bien longtemps que la gauche ne parle plus des travailleurs.

Jaurès ne voulait pas que le prolétariat campât pour toujours aux portes de la cité. Jaurès récusait la lutte des classes et le marxisme.

La gauche d'aujourd'hui n'en a pas fini avec la lutte des classes ni avec le marxisme et cela fait bien longtemps que la gauche ne fait plus rien pour la classe ouvrière.

La classe ouvrière s'est détournée de la gauche parce que la gauche a oublié les ouvriers.

Jaurès disait : "Il est impossible au simple salarié, à celui qui n'a que ses bras, d'arriver à l'autonomie et à la propriété."

Aujourd'hui, la gauche proclame que vouloir donner à tous les Français la possibilité de devenir propriétaire c'est être réactionnaire.

Aujourd'hui, l'idéal de la gauche ce n'est pas la propriété pour chacun, c'est le logement social pour tous. Ce n'était pas l'idéal de Jaurès et ce n'est pas le mien non plus !

Jaurès disait : "C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose, de la patrie, de la famille, de la propriété, de l'humanité, de Dieu."

Depuis quand la gauche n'a-t-elle plus parlé de l'individu ?

Jaurès disait : "Je suis de ceux que le mot Dieu n'effraye pas."

Je reste partagé que la laïcité ait pour but d'extirper du cœur des hommes le sentiment religieux.

La gauche d'aujourd'hui ne sait pas parler de la religion autrement qu'avec mépris. Dans la République française, il y a 2000 ans de chrétienté que nous avons intégré à la morale laïque française.

Jaurès disait à la jeunesse - écoutez le bien ! - : "Il faut que par un surcroît d'efforts et par l'exaltation de toutes vos passions nobles, vous amassiez en votre âme des trésors inviolables. (...) Il faut, lorsque vous lisez les belles pages des grands écrivains et les beaux vers des grands poètes, que vous vous pénétriez de leur inspiration ; qu'ainsi leur beauté entre en vous ; que leur musique divine soit en vous ; que vous portiez toujours en vous l'accompagnement sublime des chants immortels. Alors, jeunes gens, vous aurez développé en vous la seule puissance qui ne passera pas, la puissance de l'âme."

Jaurès n'avait pas peur de parler de l'âme d'un citoyen français.

Ainsi parlait Jaurès aux lycéens de Toulouse, il y a 115 ans.

Je me sens plus proche du Jaurès, il y a 115 ans, à Toulouse, que de la gauche héritière de mai 68, pour laquelle tout se vaut et qui pratique le nivellement par le bas. Jaurès n'en était pas un !

La gauche se rend en procession pour faire le pèlerinage de Carmaux.

La gauche crie : Jaurès est à moi !

Mais, elle a beau hurler quand je cite Jaurès, que c'est une "captation d'héritage !" Que j'aime entendre François Hollande défendre avec tant d'ardeur le beau mot d'héritage. On n'a jamais vu conversion plus rapide...

Voilà donc que je capte un héritage. Voilà donc que l'héritage est possible. Monsieur le premier secrétaire du Parti socialiste, si l'héritage est possible pour vous, il doit l'être pour chaque Français.

Voilà pourquoi je proposerai la suppression des droits de succession, parce que lorsque l'on a travaillé toute sa vie, on a le droit d'être propriétaire.

Je suis venu à Toulouse et dans cette région pour dire une chose :

La gauche a beau se proclamer l'héritière de tous les damnés de la terre, de tous ceux qui se sont battus pour améliorer le sort des ouvriers. Elle n'a plus rien de commun avec la gauche de Jaurès et de Léon Blum.

Aucun d'entre nous ne sait où il se serait politiquement situé au temps où l'on faisait travailler les enfants dans les mines. Au temps où il n'y avait pas de droit du travail, de sécurité sociale et de congés payés. Au temps où la misère des ouvriers exploités jusqu'à l'extrême limite de leurs forces était une réalité.

Je ne sais pas ce que j'aurais pensé, ni ce que j'aurais fait. Ce que je sais c'est, que face au parti Socialiste tel qu'il est, tel qu'il pense, tel qu'il agit et face à la gauche communiste ou trotskiste, telle qu'elle est, telle qu'elle pense, telle qu'elle agit aujourd'hui, je ne suis pas de gauche.

Ce que je sais, c'est que face à cette gauche, compte tenu de ce que les mots signifient aujourd'hui, et qui n'est pas la même chose qu'il y a cent ans ou cent cinquante ans, je me définis comme appartenant à la famille de la droite républicaine et je revendique pour cette droite républicaine, telle qu'elle est aujourd'hui, l'héritage du droit du travail, des congés payés, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, parce que cet héritage appartient à tous les Français qui ne souhaitent pas renvoyer l'homme à la loi de la jungle.

Je n'ai pas à m'excuser d'appartenir à la droite républicaine. Voilà la réalité des choses.

Quand dans un documentaire de 1936 je vois le regard émerveillé d'un enfant d'ouvrier qui découvre la mer et vient d'entendre pour la première fois prononcer le mot "vacances", je me sens l'héritier du Front Populaire comme tous les Français, quels que soient leur parti, qui songent à ce qu'était la vie avant les congés payés.

Non, il n'y a pas deux histoires de France, il n'y en a qu'une parce qu'il n'y a qu'une France. Voilà la réalité républicaine de l'histoire de notre pays.

À tous les responsables de la gauche, je veux leur dire :

Laissez dormir Jaurès et Blum, ils sont trop grands pour vous !

Laissez dormir tous ceux qui dans l'histoire se sont battus pour faire reculer la misère ouvrière, leurs combats n'ont pas été les vôtres et vous n'avez jamais rien fait de semblable !

Laissez dormir la gauche qui a tant fait pour la classe ouvrière, vous, la gauche d'aujourd'hui, qui n'avez rien fait pour elle !

Les 35 heures, c'est la régression sociale et l'erreur économique. Ça n'a rien fait pour la classe ouvrière.

Le Front Populaire n'appartient pas plus au Parti Socialiste d'aujourd'hui que le souvenir de Guy Moquet, ce jeune résistant fusillé à 17 ans et demi, n'appartient au Parti Communiste. Il est mort pour la France, pas pour le communisme. Il n'appartient pas au communisme.

Et si je demande que la lettre de Guy Moquet soit lue chaque année à tous les lycéens de France, ce n'est pas parce qu'il était communiste, mais parce qu'il avait 17 ans, qu'il était courageux et qu'il a donné sa vie pour notre pays. Voilà la leçon de l'histoire que nous voulons donner à la gauche d'aujourd'hui.

Oui, je ne suis pas socialiste, mais ce qu'a fait la gauche de jadis, qui croyait au travail, qui croyait à l'éducation, qui croyait au mérite, qui croyait à la liberté de conscience, qui croyait à la morale, qui croyait en l'individu, je veux le faire à mon tour.

Ces valeurs de la gauche de jadis, j'ai voulu que la droite républicaine, qui les avait trop négligées, les reprenne à son compte au moment où la gauche les abandonnait.

Ce que la gauche de jadis a accompli, au-delà de toutes ses erreurs, au-delà de toutes ses insuffisances, pour les travailleurs, pour les plus démunis, pour ceux qui n'avaient rien, pour ceux qui étaient les plus vulnérables, qui n'avaient pas les moyens, qui n'avaient pas la force de se défendre tout seuls, je voudrais, dans le monde tel qu'il est, avec les moyens qui sont ceux d'aujourd'hui, que nous l'accomplissions à notre tour.

Parce que la gauche ne le fera pas.

Parce que la gauche est incapable de lutter contre les injustices.

La lutte contre les injustices, contre les conservatismes et contre l'immobilisme, c'est nous qui allons l'incarner pour les cinq années qui viennent.

La gauche préfère parler de la démocratie participative plutôt que du pouvoir d'achat.

Parce que la gauche pense que les questions de société sont plus importantes que la question sociale.

Parce que la gauche ne croit plus à la politique, ne croit plus à la nation, ne croit plus à la République, ne croit plus à l'État.

Parce que la gauche ne croit plus que la politique puisse changer le monde, ni même qu'elle puisse permettre d'atteindre le plein emploi.

Parce que la gauche n'a plus d'autre programme que la défense des droits acquis, des rentes de situation et du statu quo.

Que rien ne bouge, on ne parle que des statuts, on ne change rien et les injustices deviennent acceptables pourvu que vous en soyez tous victimes. Que tous vous arriviez en retard plutôt que quelques uns n'arrivent à l'heure. Voilà le programme de la gauche d'aujourd'hui.

La gauche, qui est dans la politique, dans les médias, dans l'administration, dans l'économie, a pris goût au pouvoir, aux privilèges.

Cette gauche n'aime pas la nation parce qu'elle ne veut rien partager,

Cette gauche n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité et ne croit qu'au nivellement,

Cette gauche qui prétend défendre les services publics ne prend jamais les transports en commun,

Cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants,

Cette gauche qui adore la banlieue mais qui se garde bien d'aller y habiter,

Cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais,

Cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui est profondément enfermée dans le corporatisme et le clientélisme syndical,

Cette gauche qui signe des pétitions quand on expulse des squatters, mais qui n'accepterait pas que les mêmes squatteurs s'installent au bas de ses immeubles,

Cette gauche qui passe son temps à faire la morale aux autres sans être capable de se l'appliquer à elle-même,

Cette gauche qui, entre Jules Ferry et mai 68, a choisi mai 68, ça tombe bien, j'ai choisi Jules Ferry,

Cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, dont les plus modestes, les plus pauvres, ceux qui souffrent déjà seraient les principales victimes.

Cette gauche condamne la France à un assistanat, à un égalitarisme généralisés qui portent atteinte à la dignité de la personne humaine et qui portent en eux le germe la régression sociale.

Cette gauche de la bonne conscience est dangereuse parce qu'elle ne veut jamais mesurer les conséquences de ce qu'elle prône.

Elle ne veut pas voir les conséquences de l'impunité du voyou qui revient en héros dans sa cité.

Elle ne veut pas voir les conséquences du laxisme face à l'immigration clandestine.

Elle ne veut pas voir l'exploitation des clandestins dans le travail au noir qui ruine les patrons et les ouvriers qui déclarent tout et qui payent toutes leurs charges.

Elle ne veut pas voir le lien entre l'immigration non maîtrisée et les familles que l'on est obligé d'entasser dans des hôtels sordides et dangereux.

Elle ne veut pas voir l'impossibilité d'accueillir dignement toute la misère du monde.

Elle ne veut pas comprendre l'appel d'air que constituerait une régularisation massive et automatique des sans papiers dont elle se moque des conséquences.

La bonne conscience de gauche dit que pour diminuer la fraude, il n'y a qu'à donner la gratuité aux Rmistes. Elle ne veut pas voir qu'ainsi, elle les enferme dans l'assistance. Pensez donc, s'ils retrouvent un travail ils perdront le bénéfice de la gratuité, c'est sans doute pour les socialistes ce que l'on appelle encourager le travail !

D'autres veulent la gratuité pour tout le monde. Mais, qui paye au bout du compte ? Sinon le travailleur, sinon vous tous !

Les socialistes veulent toujours la gratuité comme réponse à la pauvreté.

Moi je veux que les pauvres puissent gagner leur vie dignement par le fruit de leur travail, parce que je dénonce l'assistanat.

Cette gauche-là affiche sa bonne conscience sociale, mais dessert la cause qu'elle prétend servir.

La première victime de l'insécurité à laquelle elle cherche toujours des excuses, c'est toujours le plus modeste qui n'a pas les moyens de se mettre à l'abri des voyous.

La première victime de la fraude qu'elle ne veut pas sanctionner, c'est toujours le travailleur qui a du mal à boucler ses fins de mois parce que c'est lui qui paye à la place du fraudeur.

J'ai trouvé proprement insensé que deux candidats à l'élection présidentielle puissent trouver des excuses à un multirécidiviste, en situation irrégulière dans notre pays, frappant un fonctionnaire et se permettant de ne pas payer son ticket de métro.

Moi, je veux être du côté des honnêtes gens, pas du côté des fraudeurs, des multirécidivistes. Voilà ce que je tenais à dire ce soir à Toulouse.

La première victime de la rigidité du droit du travail que la gauche veut toujours accroître, c'est le chômeur que le chef d'entreprise a peur d'embaucher parce qu'il a peur de ne pas pouvoir le licencier.

La première victime de l'alourdissement des charges que la gauche ne cesse de vouloir imposer aux entreprises, c'est l'emploi qui se délocalise.

La première victime des 35h, c'est le pouvoir d'achat des travailleurs.

La première victime de la défaillance de l'école minée par l'héritage de Mai 68, c'est l'enfant de l'ouvrier que ses parents ne peuvent pas aider.

La première victime de la carte scolaire, c'est l'habitant de la banlieue difficile qui est finalement le seul à ne pas pouvoir choisir l'école de ses enfants et qui se trouve ainsi condamné à la ségrégation.

Cette gauche de la bonne conscience est dangereuse parce qu'elle est sectaire.

Elle est dangereuse parce qu'elle excommunie ceux qui ne pensent pas comme elle.

Elle est dangereuse parce qu'elle cherche toujours à salir celui qu'elle n'arrive pas à combattre sur le terrain des idées, parce qu'elle même n'a plus aucune idée, plus aucune conviction.

Cette gauche est dangereuse parce qu'étant persuadée qu'elle incarne le bien contre le mal, elle ne reculera devant rien.

La gauche de Jaurès et de Blum avait le culte de l'esprit critique, de la raison et de la vérité. Elle se voulait l'héritière des Lumières. Elle voulait la liberté de penser et la liberté d'expression.

La gauche d'aujourd'hui c'est l'exact contraire.

On a vu la réaction hystérique de la gauche dans le débat sur l'identité nationale.

On a vu sa réaction hystérique quand j'ai avancé l'idée, dans un entretien avec un philosophe, que nous n'étions pas tous égaux devant la vie, que nous portions tous au fond de nous, à des degrés divers, des souffrances, des blessures, des fragilités, qui ne viennent pas toutes du milieu social, de l'éducation, mais qui sont en nous à la naissance.

Sommes-nous à ce point prisonniers de l'égalitarisme que nous soyons obligés de faire semblant de croire que tous les enfants naissent pareils les uns aux autres, que tous les hommes sont identiques, que la nature les dote tous de la même force, de la même intelligence, des mêmes facultés, qu'elle leur donne à tous les mêmes chances de devenir Prix Nobel ou champions olympiques ?

Je veux combattre cet égalitarisme, qui conduit à nier les différences, à traiter tout le monde de la même manière, à ne pas compenser les handicaps, à ne pas compenser les inégalités en donnant plus à ceux qui ont moins, à ceux auxquels la vie a donné moins de chances.

C'est avec une analyse de cette nature que l'on a commis l'erreur de faire le collège unique, comme si l'enfant unique existait ! ça n'existe pas parce que chaque enfant est différent de l'autre.

Certes, tout n'est pas déterminé à la naissance, mais justement, à force de considérer que tous les êtres sont identiques, que tous les enfants se ressemblent, on s'interdit de corriger les inégalités, de donner à chacun les moyens de développer ses talents, d'accompagner les plus fragiles, de protéger les plus vulnérables.

La pensée unique est une pensée réactionnaire et intolérante. C'est pourquoi je combats la pensée unique et je vous demande de penser librement.

La gauche va interdire des débats qu'on trouve légitimes dans tous les pays du monde. La France deviendrait donc la seule démocratie du monde où un responsable politique n'a plus le droit de parler de rien.

En France, un homme politique n'a pas le droit de débattre de l'inné et de l'acquis. Il n'a pas le droit de dire que l'égalitarisme aggrave les inégalités. Mais plus grave encore, il n'a pas le droit de dire qu'un voyou est un voyou, une racaille, une racaille. C'est dangereux...

Un homme politique n'a pas le droit de parler de l'immigration. Ce n'est pas un sujet, ça ne se fait pas ! Mais vous, vous pouvez vivre les conséquences d'une immigration non maîtrisée.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de l'identité nationale, cela ne se fait pas.

Un homme politique, cela peut lui briser une carrière de prononcer des mots devenus dangereux : autorité, respect, morale, civisme. Ça vous brise une carrière de parler de ces mots-là !

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la baisse du niveau scolaire, alors que chacun le voit en suivant les études de ses enfants.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la dévalorisation des diplômes, alors que l'on ne comprend rien à rien et qu'en le faisant, au motif de la démocratisation pour le donner à tout le monde, en vérité, on ne le donne à personne.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la monnaie, ni de la hausse des prix imputable à l'Euro. Il n'a le droit de critiquer le libre échange, les patrons voyous et le modèle social.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la vie, des souffrances, des fragilités, des blessures.

Un homme politique, je le susurre, n'a pas le droit de parler de Dieu, de l'espérance, de l'admiration profonde que je porte à Jean-Paul II qui fut l'un des grands hommes du XXe siècle.

Un homme politique est étrange quand il parle de l'amour, du bonheur.

Eh bien moi, figurez-vous, je veux parler de tout, non parce que la politique a vocation à tout régenter, mais parce qu'elle est humaine, parce qu'elle a des conséquences sur la vie des gens, parce que la vie ne se divise pas, parce que la vie c'est un tout.

Parce que la politique ce n'est pas que de la gestion, ce sont d'abord des valeurs. La politique, ce sont des sentiments, c'est un rapport à la joie et à la douleur humaine. Parce que pour rassembler les Français, pour les rendre acteurs de leur propre histoire, il faut savoir les aimer, il faut être capable de ressentir leurs joies et leurs douleurs.

Un certain nombre de mes amis, ayant beaucoup d'affection pour moi, me disent : regarde, ça va bien, alors je t'en prie ne dis plus rien !

Un certain nombre de mes amis, avec beaucoup de gentillesse me disent : Nicolas, je t'en prie, ne prends pas de risque, reste bien immobile et tu verras, ça finira par passer !

Moi, mes chers amis, je remercie ceux qui pensent cela, mais qu'ils ne m'en veuillent pas, je ne les écouterai jamais. Ceci pour une raison simple : mon idée, ma volonté, ce n'est pas de gagner, c'est de gagner pour agir. Parce que la passion de ma vie, c'est l'action. Et tout ce que nous n'aurons pas le courage de dire avant l'élection, nous n'aurons pas les moyens de le faire après. Et de cela, je ne veux pas en entendre parler !

Je n'accepte pas que la France soit le seul pays au monde où un homme politique ne puisse pas formuler une opinion différente, avancer une idée non-conformiste, sans prendre le risque de se faire intenter un véritable procès en sorcellerie.

On est bien loin et si loin de Jaurès quand il proclamait : "Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge." Je me sens l'héritier de Jaurès, salut Monsieur Hollande !

Une campagne présidentielle, pour moi, c'est une épreuve de vérité.

Jusqu'au bout de cette campagne, je dirai ma vérité.

Jusqu'au bout de cette campagne, je serai sincère. Je dirai tout. Je parlerai de tout. Je ne me laisserai pas enfermer dans la pensée unique et dans le politiquement correct. Je ne me laisserai pas intimider.

C'est ma conception de la politique.

C'est l'idée que je me fais de la dignité de la fonction présidentielle.

Si je suis élu président de la République, tout ce que la droite républicaine n'osait plus faire parce qu'elle avait honte d'être la droite, je le ferai.

Tout ce que la droite républicaine et le centre ont abandonné à la gauche et à l'extrême droite, je m'en saisirai.

Tout ce que la gauche a laissé tomber, tout ce qu'elle a renié des valeurs universelles, des valeurs de la France, je les reprendrai à mon compte.

La gauche a laissé tomber la liberté pour laquelle elle s'était si longtemps battue.

Moi, je veux être le président de toutes les libertés. Je veux être le Président de la liberté de penser, de la liberté d'expression, de la liberté de choisir sa vie.

Je souhaite que l'on donne à chacun la liberté de choisir l'école de ses enfants, son temps de travail, l'âge où il cesse de travailler, la liberté de transmettre le fruit de son travail à ses enfants sans droits de succession, de disposer comme il l'entend d'au moins la moitié de son revenu, de prendre sa retraite quand il le veut, et même de travailler autant qu'il le veut après avoir pris sa retraite.

Je souhaite que la femme ait la liberté de travailler et d'élever ses enfants.

Je souhaite que ceux qui ont des projets bénéficient de la garantie de l'État parce qu'il faut que chacun ait la liberté de créer.

Je souhaite que le malade bénéficie d'une caution publique pour qu'il soit libre, comme tout le monde, d'emprunter pour acheter sa maison.

Je n'accepte pas cette pratique honteuse qui fait que lorsque nous demandons un emprunt, on nous oblige à passer une visite médicale. Quand cette visite médicale démontre que vous êtes malade, le banquier vous convoque et vous le fait remarquer, mais vous n'y êtes pour rien ! Alors la banque vous prêtera, mais parce que vous êtes malades, ce sera plus cher... c'est une honte ! Lorsque l'on est malade, on a le même droit que les autres à se loger,

Je souhaite que les intérêts des emprunts pour acheter son logement soient déductibles en totalité du revenu imposable

Je souhaite que le crédit hypothécaire soit réformé.

Je souhaite l'accès à la propriété pour les locataires de logements sociaux parce que la propriété est la meilleure assurance contre les accidents de la vie. Parce que la propriété c'est l'indépendance, c'est la liberté.

Je souhaite que tous les Français qui travaillent puissent devenir propriétaires de leur logement.

Je souhaite plus de liberté pour le chef d'entreprise dans la gestion de l'emploi parce que cette liberté est un encouragement à l'embauche.

Je souhaite une Sécurité Sociale professionnelle qui protège les personnes contre les aléas de la vie des entreprises, parce qu'il n'y a pas de liberté dans l'insécurité.

Je veux être le Président de la liberté de penser contre la pensée unique.

Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous les intégrismes.

Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances.

Je veux que dans la patrie des droits de l'Homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence.

Je veux que nulle menace n'empêche la représentation d'une pièce de théâtre.

Je veux que l'on continue d'enseigner Voltaire dans les lycées. Et que ceux qui ne supportent pas Voltaire ne soient pas obligés de venir s'installer en France, après tout.

Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté qui est la nôtre, nous ne sommes pas prêts à la négocier.

Je veux qu'il soit bien entendu que, pour notre République, la laïcité c'est le respect de toutes les croyances et non le mépris de toutes les religions.

Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle et dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France.

Je veux être le Président de la France des droits de l'Homme. Je ne crois pas à la "realpolitik" qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats.

Je n'accepterai jamais ce qui se passe en Tchétchénie. Parce que nous sommes les héritiers du Général de Gaulle, qui a mis si haut le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous ne pouvons accepter ce qui se passe là-bas, sans rien dire.

Ce qui se passe au Darfour est une honte et les dirigeants qui acceptent ce génocide auront à rendre des comptes devant la communauté internationale de ce scandale.

Le silence est une complicité. Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a pas eu le courage de dire.

Chaque fois qu'une femme ou un enfant est martyrisé dans le monde, je veux que la France se porte à ses côtés.

La France, si les Français me choisissent comme Président, sera aux côtés des infirmières bulgares scandaleusement condamnées à mort en Libye.

Je veux que la France soit aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère.

Je veux que la France soit aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi.

Je veux que la France soit aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. Nous ne pouvons pas accepter sur le territoire de la République un comportement moyenâgeux.

À chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection, en lui offrant la possibilité de devenir française.

Je veux être le Président d'une France dans laquelle l'État aide ceux qui en ont besoin.

Je veux être le Président d'une France qui fera revenir Ingrid Betancourt, scandaleusement détenue dans la jungle colombienne. Je veux faire pression sur les États-Unis pour qu'eux-mêmes fassent pression sur le président Uribe. Ingrid Betancourt doit retrouver ses enfants, sa famille. Ce n'est pas parce qu'elle est unique et seule, les droits de l'Homme, ce n'est pas une question de quantité. Chaque fois qu'une femme sera martyrisée dans le monde, la France sera à ses côtés. Voilà une France fidèle à ses valeurs éternelles.

Je le dis sans élever la voix.

La France est généreuse, ouverte et accueillante. Mais la France n'acceptera pas sur son territoire la polygamie, l'excision et les maris qui choisissent le sexe du médecin des femmes.

La France est ouverte, généreuse et accueillante, mais la France veut qu'on la respecte et qu'on l'aime. Nul n'est obligé de demeurer sur le territoire d'un pays qu'il n'aime pas !

Je veux être le Président d'une France où la politique aura pour but que brûle toujours dans le cœur de chacun la flamme de l'espérance, qui indique à l'homme qu'il est maître de sa destinée.

Si je souhaite qu'il n'y ait plus aucun revenu d'assistance sans la contrepartie d'une activité d'intérêt général, c'est parce que je veux que celui qui est secouru retrouve l'estime de lui-même dans la reconnaissance de son utilité sociale.

La gauche d'aujourd'hui, qui n'entend plus la grande voix de Jaurès, confond le sentiment national, qui est l'amour de son pays, avec le nationalisme, qui est la haine des autres.

Cette gauche m'a insulté parce que j'ai dit que je voulais que la politique de l'immigration prenne en compte la question de l'identité nationale. Mais qu'est ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse. Mais en mettant à vif les mémoires blessées, en cultivant la rancœur par une surenchère dans le culte des origines, en manipulant à des fins politiciennes la souffrance et les frustrations, par ailleurs bien réelles, la repentance ne récolte pas la fraternité mais la violence et la haine.

Je déteste cette mode de la repentance.

La France ne s'est pas bâtie sur l'oubli. Nul n'a oublié les peines, les souffrances et les malheurs.

Félix Eboué gouverneur des colonies et premier résistant de la France d'Outre Mer n'avait jamais oublié qu'il était le petit fils d'un esclave noir de Guyane.

À Béziers, à Carcassonne, dans l'Ariège, nul n'a oublié la croisade des Albigeois, Simon de Montfort et les légats du Pape criant : "tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens !"

Les protestants des Cévennes n'ont pas oublié les persécutions.

Les vendéens n'ont pas oublié les colonnes infernales.

Les républicains espagnols qu'on a parqués dans des camps n'ont rien oublié.

Les enfants juifs qui ont vu leurs parents conduits au Vel d'Hiv par la police de Vichy n'ont rien oublié.

Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs, mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort et d'autant plus fort qu'il était fait des douleurs surmontées de chacune des familles constituant la communauté nationale.

La France, ce n'est donc pas l'oubli de ce que l'on est, c'est la foi dans un destin commun plus fort que la haine et la vengeance.

À Aigues-Mortes les femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance par Louis XIV ont gravé sur les murs de leur prison "Résister !" Aucune d'entre elles n'a écrit "mort à la France" comme on le voit aujourd'hui sur certains murs de nos quartiers.

On ne bâtit rien sur la haine, sur la haine des autres ni sur la haine de soi-même.

Une partie de la gauche d'aujourd'hui souhaite, en vérité, le communautarisme.

Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit.

Je refuse le communautarisme qui enfermerait chacun dans ses origines et ses croyances.

Je refuse le communautarisme qui ouvrirait la voix à la loi des tribus et à la violence.

La lutte contre le communautarisme, elle commence à l'école.

La gauche a renié l'école de Jules Ferry et la droite pendant longtemps ne l'a pas assez défendue.

L'école de la République, c'était là que se forgeaient la culture partagée et la morale commune.

C'était une école qui voulait parler à l'intelligence et au sentiment.

C'était une école qui voulait éveiller les consciences.

C'était une école qui voulait instruire et qui voulait élever chacun le plus haut possible.

Aux enfants, l'école de Jules Ferry voulait leur donner ce qu'il y avait de meilleur.

Certains d'entre vous connaissent peut-être la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques qui étouffent notre vie administrative n'existaient pas encore.

Écoutez la grande voix de Jules Ferry, il y a 130 ans :

"Monsieur l'instituteur,

Déjà, quand on parle ainsi, on se sent avec quelqu'un de civilisé...

Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre.

Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.

Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : vos élèves ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent point ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre."

Je n'ai rien à retirer à ce texte magnifique. Et si je suis élu président de la République, je demanderai au ministre de l'Éducation nationale de prendre sa plus belle plume et d'écrire aux enseignants de notre pays pour leur dire dans un langage compréhensible par tous, voilà ce que nous attendons de vous.

C'est cela la République.

L'école de Ferry récompensait le travail et donnait à chacun les moyens d'aller aussi haut que ses talents lui permettaient, quelle que fut son origine sociale.

Après mai 68, il ne s'est plus agi d'élever le niveau de chacun pour l'approcher le plus possible d'un idéal humain, mais d'abaisser le niveau de l'école pour le mettre à la portée du plus grand nombre. L'erreur historique du nivellement.

L'école n'a plus la mission de tirer tout le monde vers le haut, au nom d'une certaine idée de ce que doit être un homme, mais de brader les diplômes pour remplir l'objectif absurde d'amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat. Le pire est que la gauche soit très fière de cet objectif, mais ne précise pas aux 20% restant ce qu'ils deviennent.

L'idéologie de 68 a imposé partout un relativisme intellectuel et moral. Désormais tout se valait : plus de hiérarchie des valeurs, plus de hiérarchie des savoirs, plus de hiérarchie des œuvres.

Le dessin de l'enfant vaut celui de Michel-Ange, quant à l'élève, on lui demande d'imaginer une autre fin au Cid, pour qu'il puisse légitimement se prendre pour le rival de Corneille.

L'enfant est devenu l'égal du maître et l'on s'étonne par la suite que l'enfant ne respecte pas le maître qu'il n'est plus.

Cette école a tourné le dos à l'exigence, le mot même est choquant. D'ailleurs on supprime les notes, les classements, les contrôles car il convient que tout le monde dorme du sommeil le plus profond, que personne ne soit culpabilisé. Cette école-là, je n'en veux pas pour mes enfants !

L'excellence, un gros mot et tout se passe ailleurs. Puisqu'il n'y a pas d'excellence et pas d'exigence, c'est l'origine qui prime. L'inégalité sociale n'est plus corrigée par l'école. Plus l'école est défaillante pour compenser l'inégalité de la naissance, plus l'argent et le niveau d'instruction des parents jouent un grand rôle dans la destinée de l'enfant.

L'école ne sélectionne plus par l'exigence et par l'excellence. Elle sélectionne sur la capacité des parents à compenser la défaillance de l'école. Beau résultat de mai 68...

Avec l'interruption de la transmission du savoir, des valeurs et de la culture des parents, les parents et leurs enfants finissent par ne plus pouvoir se comprendre. Et bientôt, faute d'un savoir partagé, faute d'une morale et d'une culture communes, ils ne se comprendront même plus.

Au bout de la défaillance de l'école il y a la faillite notre système d'intégration. Il y a l'affaiblissement du sentiment d'appartenance à la nation. Il y a le communautarisme et les tribus. Il y a le chômage et l'exclusion.

Depuis longtemps, la gauche a pris l'habitude de considérer que le chômage est inéluctable, souvenez-vous de François Mitterrand répondant avec beaucoup de bonne : "on a tout essayé"

L'objectif du plein emploi, auquel la gauche a renoncé, je le fais mien. Je m'engage, en cinq ans, nous serons à 5% de chômeurs, c'est-à-dire le plein emploi. D'autres pays l'ont fait. Pourquoi ne réussissons-nous pas là où les autres ont réussi.

Mais pour cela, il faut encourager le travail au lieu de le décourager.

La gauche a trahi Jaurès parce qu'elle a trahi le travail et qu'elle a abandonné le travailleur. Oui, je sais, j'insiste un peu, mais ça fait tellement plaisir à Ségolène Royal et à François Hollande. Je veux absolument leur faire plaisir.

Que voulez-vous, vous avez écouté ses discours ? Elle ignore Camus, alors je le reprends à mon compte. Elle a oublié Blum, alors j'en parle. Elle ne connaît pas Jaurès, alors je le cite. Il est tellement plaisant d'aider les autres !

Et je leur dis, si elle veut citer Raymond Aron, Michelet ou le Général de Gaulle, il n'y a aucun problème, j'adore les convertis de la dernière heure.

Je veux rendre au travailleur la première place dans la société.

Je veux réhabiliter le travailleur qui a été trop longtemps ignoré par la droite et trahi par la gauche.

Le grand problème de la France, c'est qu'elle travaille moins quand les autres travaillent plus.

Le grand problème de la France, c'est qu'elle ne crée plus assez de travail pour financer les retraites, la protection sociale, rembourser la dette, réduire la précarité. La crise de la valeur travail est au cœur de la crise morale.

Derrière la crise du travail il y a ce sentiment absolument désespérant que la promotion sociale pour vous est impossible, que le mérite n'est plus récompensé, que le travail ne paye plus, qu'il ne protège même plus de la pauvreté.

Avec la crise de la valeur travail, c'est l'espérance qui disparaît. Je n'accepte pas qu'il puisse exister des travailleurs pauvres alors que l'on a déjà bien assez à faire avec ceux qui sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de travail !

Quand on a travaillé tout le mois et qu'il n'y a rien pour sa famille, on se désespère, je comprends cette désespérance et je veux y répondre.

Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partent, le reste partira aussi.

La France sans paysan, sans artisan, sans ouvrier serait une France appauvrie moralement, culturellement, économiquement. Je me refuse à leur dire que tout est fini, qu'il n'y a plus de place pour eux, qu'ils doivent disparaître.

Je n'accepterai jamais d'être le président qui leur dira qu'ils ne servent plus à rien.

Je veux leur dire que rien n'est perdu. Un métier qui disparaît, un village qui se vide, un bassin industriel qui s'effondre, c'est un drame. Aucune nécessité économique ne justifie que la politique soit indifférente à ce drame.

À quoi sert la politique si l'on ne peut rien faire sur rien ?

À quoi sert la politique si la seule loi qui s'impose est celle de la rentabilité à court terme ?

À quoi sert la politique si elle se contente d'accompagner une sorte de sélection naturelle qui ferait triompher le fort et anéantirait le faible ?

À quoi sert la politique si elle ne donne pas sa chance à chacun ?

Pourquoi serai-je candidat si cela ne servait à rien ?

Je pense que la politique qui ne peut rien, c'est la politique qui ne veut rien, qui n'imagine rien, qui ne parle de rien.

Alors, pour que le travail apparaisse de nouveau comme un moyen d'émancipation, il faut que le travail permette de faire vivre sa famille et d'éduquer ses enfants.

Je veux dire aux Français la vérité. Je suis européen, mais je n'ai pas fait l'Europe avec d'autres pour connaître ça. L'introduction de l'Euro a fait monter les prix dans notre pays. Le contester, c'est contester une vérité d'évidence, que chaque jour ceux qui vont faire leurs courses constatent dans les magasins.

Les travailleurs n'arrivent plus à se loger. Les classes moyennes, il y a quarante ans pouvaient être propriétaires de leur logement, aujourd'hui, elles ne le peuvent plus, comment peut-on accepter cela ?

Les salariés qui ont des fins de mois de plus en plus difficiles n'ont pas besoin de moi pour leur expliquer que les salaires sont trop bas en France, que les impôts y sont trop hauts et que la vie est trop chère.

Je veux dire que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi. Les salaires trop bas ralentissent la croissance et démoralisent les travailleurs. On travaille moins bien, on est moins productif, moins entreprenant quand on vit dans la hantise des fins de mois difficiles.

Quand on est depuis plus de 36 ans dans une usine et qu'à la fin du mois, on a 1200 euros, je comprends que l'on soit désespéré parce qu'à leur place j'aurais cette désespérance.

Un homme politique digne de ce nom doit être capable de se mettre à la place de ceux qui souffrent et non pas de ceux qui ne souffrent pas.

Je dis d'ailleurs à la droite et au centre que nous avons fait une grave erreur dans les années passées, de laisser à la gauche le monopole de la défense des injustices.

Je propose l'augmentation du pouvoir d'achat par l'augmentation du travail.

Une autre politique est possible, celle qui taxe moins le travail. C'est fascinant cette volonté de la France d'être le seul pays à vouloir absolument taxer le travail. Et après on s'étonne d'avoir des délocalisations.

Je veux que l'on taxe aussi les importations pour qu'elles financent notre protection sociale. Cela ne me gêne pas.

Je veux que l'on fasse payer plus d'impôts sur les bénéfices aux entreprises qui désinvestissent et qui suppriment des emplois et moins à celles qui investissent dans notre pays et qui créent des emplois. Nous ne sommes pas obligés de traiter tout le monde de la même façon.

La gauche a longtemps expliqué avec monsieur Jospin qu'un homme politique responsable ne devait pas parler de la monnaie. Et j'ai encore ce débat avec quelques uns de mes amis. On se demande vraiment au nom de quoi ?

Moi, je veux parler de la monnaie parce que la monnaie c'est important. Quand la monnaie est surévaluée, c'est le travail qui est dévalué et personne ne me fera changer d'avis sur le sujet.

Regardez Airbus ! Voyez comment l'Euro trop cher abîme l'une des plus belles réussites industrielles de l'Europe ! 10 centimes de plus pour l'Euro, c'est 1 milliard d'Euros de déficit supplémentaire pour Airbus. Je ne l'accepte pas.

On me dit : mais, Nicolas, tu veux mettre l'Euro au service de la croissance et de l'emploi.

Non, je veux simplement faire la même chose que font les autres. Je n'accepte pas que l'Euro ait pris 32% de surévaluation par rapport au dollar sur les neuf derniers mois, parce que ce sont des emplois qui se créent aux États-Unis et qui sont détruits en Europe. Je ne peux pas l'accepter.

C'est du dumping monétaire.

Regardez la Chine, cet empire extraordinaire, avec une puissance économique remarquable. Il y a 6 ou 7 ans, lorsque Clinton a été leur demandeur de réévaluer le Yuan, les Chinois ont alors répondu : merci Monsieur Clinton, de votre visite et à bientôt ! Et ils ont gardé un Yuan au service de l'emploi et de la croissance pour gagner des parts de marché.

Quand les Japonais se sont trouvés confrontés à une crise économique sans précédent, pendant pas moins de dix ans, ils ont mis de façon volontariste leurs taux d'intérêts à zéro et ont porté le yen comme un élément de la puissance de l'économie japonaise pour gagner des parts de marché.

Vous trouvez que le Japon et la Chine c'est loin ? Alors, regardez ce que fait la Grande-Bretagne avec la Livre sterling.

Monsieur Gordon Brown, dès que la croissance anglaise faiblit, baisse les taux d'intérêts de manière volontariste en Angleterre pour créer de la monnaie et du pouvoir d'achat. Ainsi, ils ont 1% de croissance de plus que nous.

Nous sommes des Européens convaincus, mais nous n'avons pas créé la deuxième monnaie du monde pour laisser à la propriété du gouverneur de la banque centrale européenne, considérer que cette monnaie doit lutter contre une inflation qui n'existe plus, et ne pas la mettre au service de la croissance et de l'emploi.

Si je porte ce débat, c'est parce que j'ai claire conscience que vous avez été 55% à voter "non" au référendum sur l'Europe. Moi, je ne veux pas que vous tourniez le dos à l'Europe. Je veux que vous restiez des Européens convaincus, mais je veux que vous compreniez qu'il existe une autre façon de construire l'Europe.

Une Europe où la Turquie n'a pas sa place parce que c'est l'Asie Mineure. Une Europe qui aura des frontières, qui fera la préférence communautaire, qui défendra ses usines et ses paysans, qui cessera d'être naïve et qui dira aux autres : vous voulez que l'on ouvre nos marchés, d'accord, mais vous nous ouvrez les vôtres, en même temps que nous et dans les mêmes conditions !

Je n'accepte pas que l'on continue à importer en Europe des produits dont la qualité sanitaire ne ressemble en rien aux réglementations que l'on impose à nos agriculteurs.

Soit on impose les mêmes règles, soit on n'en impose aucune !

Si le vin étranger entre librement sans respecter les mêmes normes que celles de nos viticulteurs, les viticulteurs français sont condamnés. Je m'oppose à cette situation parce qu'elle est inacceptable.

Si on dit que l'aide aux PME grâce à la commande publique est possible pour les États-Unis, parce qu'ils ont obtenu une dérogation à l'OMC, et qu'elle est interdite en Europe faute de dérogation. Je dis que c'est aussi inacceptable parce qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. Si c'est permis pour les États-Unis d'Amérique, ce doit être autorisé pour l'Europe politique que nous voulons.

Jaurès disait enfin : "Ce sont les grandes idées et les grands rêves qui ont fait la vie quotidienne et la vie familiale des hommes dans ce qu'elle est."

Moi, je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" au renoncement, "non" à la fatalité, "non" au déclin.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" à ceux qui n'envisagent pour elle qu'un destin médiocre et un rôle subalterne.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire "non" parce qu'elle croit encore en elle, parce qu'elle croit encore qu'elle peut agir, qu'elle peut créer, qu'elle peut être grande et qu'elle n'est pas condamnée à subir.

Ce rêve, je voudrais qu'il soit le vôtre.

Ce rêve je voudrais que nous le fassions partager à tous les Français quelles que soient leurs origines, leurs croyances, leur parti.

Mes chers amis.

Il nous reste dix jours.

Dix jours pour faire partager ce rêve.

Dix jours pour que ce rêve renverse tous les conservatismes, tous les préjugés, toutes les hésitations.

Dix jours pour que ce rêve vienne à bout de toutes les angoisses, de toutes les peurs.

Dix jours pour rendre ce rêve plus fort que les calomnies, plus fort que les mensonges.

Dix jours pour parler aux Français, pour leur expliquer, les convaincre, les mobiliser.

Dix jours pour faire en sorte que les choix du 22 avril et du 6 mai soient de vrais choix.

Dix jours pour faire en sorte que ce grand rendez-vous de la France avec elle-même, qu'est l'élection présidentielle, ne soit pas une fois encore un rendez-vous manqué comme ce fut si souvent le cas dans le passé.

Alors, j'ai besoin de vous.

J'ai besoin de vous pour que surgisse des tréfonds de notre pays ce grand mouvement populaire qui exprimera, loin des ambitions dévorantes qui suscitent tant de petites choses, l'ardeur d'une France qui ne veut pas mourir, qui ne veut pas s'effacer, qui veut vivre, qui veut se relever, qui veut espérer.

"Où est l'avenir ? Il est en nous" disait le Général De Gaulle.

Mesdames et Messieurs,

Mes chers amis,

Ce qui va se passer dans dix jours ne dépend pas de moi, il dépend de chacun de vous.

Ce n'est pas mon combat, c'est le vôtre.

Je ne vous demande pas d'être des amis et des spectateurs assidus.

Je vous demande d'être des acteurs engagés.

Il s'agit de votre pays, il s'agit de l'avenir de vos enfants.

Alors je vous le dis, j'ai besoin de vous, comme jamais personne n'a eu besoin de ses amis.

Si vous le voulez, tout peut devenir possible.

Si vous le voulez, la majorité silencieuse va se lever et exigera qu'enfin les valeurs dont elle est porteuse soient celles de la France.

Si vous le voulez, ce que vous croyiez impossible hier, va devenir possible aujourd'hui.

Si vous le voulez, nous renverserons tous les conservatismes, tous les immobilismes.

Si vous le voulez, le 22 avril, nous virerons en tête.

Si vous le voulez, c'est ensemble que nous dirons :

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.13 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Meaux <lieu=Meaux> <texte=57>

Mes chers amis,

En venant ici à Meaux, ce soir, je viens à la rencontre de la France, de son histoire, de ses blessures, de son espérance.

Mes chers amis, ici, ce soir, je veux vous dire, dans cette terre qui symbolise la France, celle qui souffre, mais qui ne meurt pas, celle qui se relève toujours, qui se bat pour son avenir, au nom de son énergie, au nom de ses valeurs, de son génie, de son idéal, que nous allons ensemble faire avancer la France, parce que nous savons, ensemble, de quoi nous sommes capables. La France toujours surmonte ses peurs, surmonte ses doutes, et panse ses blessures, parce qu'elle sait de quoi elle est capable. Bossuet, l'Aigle de Meaux, avait tellement raison de dire : "un défaut qui empêche les hommes d'agir, c'est de ne pas sentir de quoi ils sont capables".

Chacun en a conscience, nous approchons désormais à grands pas d'un moment de vérité où nous devons sentir de quoi nous sommes capables. Un moment de vérité pour la France et les Français qui savent bien qu'ils sont à un tournant de leur histoire, dans un monde relévé par des forces et des mutations gigantesques. Un moment de vérité pour les responsables politiques qui sollicitent vos suffrages pour conduire le pays et vous représenter dans ces temps sans ressemblance. Au fond, dans cette période cruciale entre toutes, la seule question est de savoir de quoi ils sont capables, quelles sont leurs convictions, en quoi leur projet -s'ils en ont un- est accordé aux défis que doit relever notre pays, en quoi il répond aux attentes de nos compatriotes.

Si je suis venu ici ce soir, c'est précisément pour vous dire ma part de vérité et le Président que je m'engage à être, si les Français choisissent de me faire confiance.

Je veux d'abord et par-dessus tout être le Président qui réhabilitera le travail. Le travail en tant que valeur. Le travail en tant que facteur d'émancipation et de solidarité. Le travail en tant que levier d'amélioration de sa condition et de promotion de sa famille.

Le travail c'est le moyen par lequel la France peut résoudre une grande partie de ses problèmes. La France travaille moins quand les autres travaillent plus. Il y a 10 ans, en 1997, la France était plus riche que la moyenne des Quinze pays de l'Union européenne d'alors. Aujourd'hui, elle est plus pauvre.

C'est en travaillant plus que la France résorbera ses déficits, paiera ses retraites, augmentera son pouvoir d'achat, viendra à bout de l'exclusion et de la précarité. Quand on taxe trop le travail, quand on impose les 35 h à tout le monde, quand le droit du travail est trop rigide, on décourage la France qui travaille.

J'appelle la gauche française à avancer sa montre de 150 ans, à réaliser que nous ne sommes plus sous Napoléon III, quand on travaillait 13 heures par jour et 6 jours sur 7 et que le chômage n'existait pas. Je lui demande de ne plus lire la société française du XXIème siècle avec les lunettes de Marx.

J'appelle la gauche française à tirer les leçons de ses erreurs qui ont déjà été chèrement payées par la France et les Français. Ceux qui ont connu la croissance en 1997 l'ont dilapidée. Que les mêmes, après cinq années d'opposition, n'aient pour seul projet que de généraliser les 35 heures à toutes les entreprises et à tous les salariés est proprement sidérant.

Je veux leur dire que le travail n'est pas un facteur d'aliénation. C'est au contraire une source de fierté, d'estime, d'épanouissement et d'autonomie. Travailler c'est aller vers l'autre, c'est agir pour autrui et pour la société. Travailler dans une société comme la France ce n'est pas seulement gagner de l'argent pour soi et sa famille. C'est aussi payer par ses cotisations les retraites des anciens et l'hôpital pour les malades. C'est payer par ses impôts l'éducation des jeunes, la sécurité de nos rues et la défense du pays. Dans une société solidaire comme la France, travailler c'est participer à la solidarité. Réduire le temps de travail c'est réduire la solidarité.

Je veux leur dire que personne ne peut prétendre relancer la croissance sans augmenter le travail. On n'augmente pas le travail quand on met les plus âgés en préretraite pour faire place aux jeunes. On n'augmente pas le travail quand on impose les 35 heures aux PME ! On renonce à l'idée même d'augmenter le travail quand on considère naïvement que la quantité de travail est fixée une fois pour toute. Je crois tout l'inverse : c'est le travail qui crée le travail.

Je propose que la croissance et l'augmentation du pouvoir d'achat soient la priorité de la politique économique.

Je propose de supprimer les charges et les impôts sur les heures supplémentaires pour que ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage soient encouragés à le faire.

Je propose d'alléger la fiscalité du travail en taxant la pollution et la consommation, les importations des pays qui pratiquent le dumping écologique et le dumping social.

Je propose que lorsque l'on a travaillé toute une vie, on puisse transmettre à ses enfants en franchise d'impôts sur les successions le fruit d'une vie de labeur. Si l'on croit au travail, si l'on croit à la famille, on ne peut plus accepter que le patrimoine soit une énième fois taxé et amputé au moment où il passe à la génération suivante. L'égalité des chances, c'est permettre à ceux qui n'ont pas de patrimoine d'en constituer un et de le léguer à leurs proches. Ce n'est pas détruire le patrimoine de ceux qui en ont déjà un. Cela, c'est l'égalitarisme et le nivellement par le bas. Ce ne sont pas les valeurs que je défends et ce n'est donc pas mon projet politique !

Réhabiliter le travail, c'est en finir avec les politiques d'assistantat généralisé, l'impunité des fraudeurs et le gaspillage des fonds publics. Quand l'assistantat paie plus que le travail, quand la fraude reste impunie, quand l'argent public est détourné ou gaspillé, on démoralise la France qui travaille.

La France qui travaille, c'est vous !

La France qui ne demande rien d'autre que de pouvoir vivre en travaillant et souvent en travaillant dur, c'est vous !

La France qui veut être respectée parce qu'elle paie pour tous les autres, c'est vous !

L'assistantat, c'est le contraire de l'émancipation. Et quand on peut vivre mieux sans travailler qu'en travaillant, l'assisté devient prisonnier de l'assistance parce qu'il se trouve dans la situation absurde où reprendre un emploi constituerait pour lui un appauvrissement.

Là aussi, la gauche n'a toujours rien compris. Elle persiste et elle signe. Le conseil régional socialiste d'Ile-de-France vient ainsi d'offrir la gratuité des transports en commun aux Rmistes. Cette bonne conscience ne veut pas voir qu'on enferme de la sorte encore un peu plus nos concitoyens dans l'assistance. Pensez donc, s'ils retrouvent un travail, ils perdront le bénéfice de la gratuité. C'est sans doute ce que les socialistes appellent encourager le travail. Si je ne travaille pas, c'est gratuit. Si je travaille, je paye. Bravo !

Mais moi je dis aux Rmistes de France :

Si je suis élu je vous donnerai le droit à la formation pour occuper un travail, parce que la seule façon de vivre debout est de vivre du fruit de son travail, pas de l'assistance.

Si je suis élu, je ferai en sorte qu'aucun revenu d'assistance ne soit supérieur au revenu du travail.

Si je suis élu, aucun revenu d'assistance ne sera versé sans que soit effectuée en contrepartie une activité d'intérêt général, fût-elle minime. Parce que c'est la seule manière pour que celui qui est en grande difficulté, pour que celui qui a subi un accident de la vie, garde à la fois l'estime de lui-même en se voyant reconnaître une utilité sociale et se réinsère dans la société au lieu de s'en trouver définitivement exclu.

Si je suis élu, j'investirai dans la création d'emplois les 5 milliards d'euros que la France consacre chaque année à écarter les seniors du marché du travail.

Si je suis élu, je bâtirai un service de l'emploi digne de ce nom, regroupant ANPE et UNEDIC, capable de proposer rapidement à tout chômeur un emploi correspondant à ses compétences, ou la formation qui lui permettra d'en trouver un.

Si je suis élu, je mettrai en place un nouveau contrat entre l'entreprise et les salariés : le contrat de travail unique à durée indéterminée. L'entreprise doit retrouver de la flexibilité et de la sécurité juridique : aujourd'hui l'embauche d'un salarié est un risque, elle doit devenir une opportunité. Le salarié doit être sécurisé : en cas de licenciement, il doit pouvoir préserver ses revenus pendant sa recherche d'emploi. Les pays qui autour de nous ont réduit le chômage sont ceux qui ont maintenu cet équilibre entre souplesse pour l'entreprise et sécurité du salarié.

Le plein emploi est possible. Je m'engage sur cet objectif. D'autres que nous y sont parvenus. Il n'y a aucune raison que la France n'y parvienne pas.

On ne respecte pas non plus la France qui travaille si l'on tolère la fraude, si l'on est indulgent avec les fraudeurs, si la fraude n'est jamais punie sous le prétexte que son montant n'est pas très élevé. Pourquoi alors l'honnête citoyen qui paie ce qu'il a à payer continuerait-il à le faire ? Comment le chef d'entreprise qui paie ses charges pourrait-il longtemps lutter contre la concurrence déloyale ?

Le problème de la fraude ce n'est pas d'abord une question de montant, c'est une question de principe. Car ce que l'on ne paie pas, ce sont les autres qui le paient.

Quand quelqu'un ne paie pas son ticket de métro, ce sont les autres usagers qui le paient.

Quand quelqu'un fraude la sécurité sociale, ce sont les autres assurés sociaux qui paient pour lui.

Quand quelqu'un fraude le fisc, ce sont les autres contribuables qui paient l'impôt à sa place.

La fraude c'est toujours un impôt que les fraudeurs perçoivent sur les honnêtes gens et sur les travailleurs.

Je veux être le président qui n'aura aucune indulgence envers les fraudeurs. Je veux être le président qui mettra tout en œuvre pour combattre la fraude et punir les fraudeurs quels qu'ils soient.

Mais il n'y a pas que la fraude qui soit immorale. Il y a aussi le gaspillage de l'argent public.

En gaspillant l'argent public on gaspille la peine du travailleur.

En gaspillant l'argent public, on se moque du mal que se donnent les travailleurs pour le gagner.

L'argent qu'on lui prélève, le travailleur l'a gagné avec sa fatigue. L'argent public, c'est l'argent des Français. Cet argent, moralement, on n'a pas le droit de le gaspiller parce qu'il a été durement gagné. Cet argent il faut le respecter, il ne faut le dépenser que pour ce qui est utile. Cet argent c'est celui de la solidarité, du service public, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la recherche... On n'a pas le droit d'en gaspiller un euro, d'en détourner un euro.

Il faut avoir le courage de remettre en cause les dépenses inutiles. Il faut avoir le courage de revenir sur les dépenses du passé pour pouvoir financer les dépenses d'avenir.

Il faut avoir le courage d'investir pour les générations futures au lieu de leur laisser la facture de ce que nous consommons. Il faut avoir le courage de mettre un terme au déficit permanent des dépenses de fonctionnement. Il faut avoir le courage de passer vraiment de la logique des moyens à celle des résultats.

Il faut avoir le courage de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce n'est pas une question d'idéologie. C'est du simple bon sens quand on sait que les dépenses de personnel représentent près de 50% du budget de l'État. Quand on sait que la réalisation de cet objectif ramènera les effectifs de la fonction publique à leur niveau de 1992. Quand on sait que ce sont plus d'un million d'emplois publics qui auront été créés depuis 25 ans, y compris au sein de l'État, sur des compétences pourtant transférées aux collectivités locales. C'est de surcroît le seul moyen de revaloriser le travail des fonctionnaires à qui je veux aussi permettre de travailler plus pour gagner davantage. Je leur rendrai une partie des gains de productivité dégagés par la réduction des effectifs. Je m'y engage.

Revaloriser le travail et l'effort, cela n'est pas compatible non plus avec les dérives actuelles du capitalisme financier.

Je veux moraliser le capitalisme.

Je veux faire prévaloir la logique de la production sur celle de la rente et de la spéculation.

Là encore, que les choses soient claires. Je me bats pour la liberté et le capitalisme. Mais je n'accepte pas que ceux qui ont conduit leur entreprise dans le mur partent avec un golden parachute et des indemnités scandaleuses.

Quand on travaille plus et que l'on prend plus de risques, quand on investit son patrimoine personnel dans son entreprise et qu'on réussit à le faire fructifier, il est normal que l'on soit récompensé et que l'on conserve le bénéfice de sa réussite. Mais quand on a un golden parachute, quand on ne met pas en jeu son patrimoine, il n'y a pas de risque, il n'y a donc pas de raison d'avoir une grosse rémunération. Je crois en la responsabilité, je crois au mérite. La martingale à tous les coups, que l'on gagne ou que l'on perde, que l'on réussisse ou que l'on échoue, cela ne fait pas partie de mon projet de société !

De même que je n'accepte pas que dans une entreprise l'on puisse réserver des plans de stock-options pour quelques-uns, et ignorer l'immense majorité des salariés qui tous concourent à la production de richesses de l'entreprise.

Je n'hésiterai pas à réguler par la loi ces pratiques et ces comportements qui ne font pas honneur au capitalisme et qui ne rendent pas justice au travail des salariés.

Je veux être le Président qui remettra d'aplomb l'école de la République. Une école de l'excellence pour tous. Une école du respect et de l'autorité. Une école de la citoyenneté.

Le projet éducatif c'est ce par quoi commence toute politique de civilisation. C'est ce par quoi, surtout dans la période où nous sommes, devrait commencer tout projet politique.

Le problème n'est pas technique ou financier, il est intellectuel et il est moral. L'origine de nos difficultés vient de ce que nos politiques éducatives ont cessé de faire référence à une idée de l'homme, héritée de l'humanisme des Lumières et qui était le fondement des valeurs de la République.

Partout l'idéologie de 68 a imposé le relativisme intellectuel et moral. Tout se valait : plus de hiérarchie des valeurs, plus de hiérarchie des savoirs, plus de hiérarchie des œuvres. Le dessin de l'enfant vaut celui de Michel-Ange et l'on demande à l'élève d'imaginer une autre fin au Cid, l'élève pouvant légitimement se prendre pour le rival de Corneille.

Avec l'école qui tourne le dos à l'exigence et à l'excellence, tout se passe ailleurs. C'est alors l'origine qui prime. L'inégalité sociale n'est plus corrigée par l'école.

Quand l'école ne sélectionne plus par l'exigence et par l'excellence, elle sélectionne par la capacité des parents à compenser la défaillance de l'école. Je dénonce cette injustice !

Les professeurs, les instituteurs ne sont pas responsables de cette situation. C'est admirable qu'il se trouve encore tant enseignants pour faire plus que ce qu'on leur demande dans un système qui ne valorise en rien le mérite et la prise d'initiative.

Je n'accepte pas que l'on fasse des enseignants les boucs émissaires d'un désastre dont la politique est seule responsable.

C'est la politique qui a fait et défait l'école de la République.

C'est la politique qui peut la refaire.

Notre école doit redevenir le creuset d'une culture commune.

Nos enfants vivent avec Internet. Pour que ce soit pour eux un instrument d'émancipation et non d'aliénation, pour qu'ils ne se laissent pas manipuler, pour qu'ils ne soient pas à la merci de tous les prédateurs et de toutes les manipulations, il leur faut davantage de force intellectuelle et morale et non pas moins, davantage de culture et davantage d'école. C'est l'ignorance qui asservit, c'est la culture qui libère et qui protège.

Nous devons reconstruire une école de la transmission. Nous devons reconstruire une école du respect où les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la classe. Nous devons, cher David Douillet, reconstruire une école où le sport soit considéré comme une discipline fondamentale parce que le sport est une morale de l'effort et une éthique. Parce que le sport c'est le dépassement de soi et le respect des autres.

Et si je propose de créer le service civique, c'est parce que je pense que celui qui ignore la valeur de l'engagement est moins riche que celui qui la connaît.

Si l'on n'apprend pas aux jeunes que réussir sa vie, ce n'est pas seulement réussir ses études, avoir un bon métier et une belle voiture, mais c'est aussi se donner aux autres, sortir de la prison dorée de l'individualisme, s'engager pour des causes universelles, lutter contre l'injustice, essayer de rendre un peu meilleur le monde autour de soi, alors beaucoup de nos jeunes n'auront pas une vie aussi pleine qu'elle pourrait l'être.

Il faut refaire de l'école une école du respect.

L'école du respect, c'est une école qui revalorise la condition des enseignants. On ne peut pas prétendre vouloir donner la priorité à l'éducation et au savoir si on laisse nos enseignants dans la situation qui est la leur.

L'école du respect, c'est aussi une école où les enfants valides sont scolarisés avec les enfants handicapés. La moitié des enfants handicapés n'ont pas accès à la même école que les autres enfants. Dans ce pays qui a inventé, il y a plus d'un siècle, l'école gratuite et obligatoire pour tous, comment pouvons-nous accepter une telle injustice ? Je rendrai opposable devant les tribunaux le droit des enfants handicapés d'être scolarisés dans l'école de leur quartier.

Je veux enfin une école où les familles ont des devoirs, mais aussi des droits.

Je protégerai le droit des enseignants à être respectés par les parents d'élèves. Répondre aux convocations des enseignants et des responsables d'établissement est un devoir pour les parents. Assumer sa mission éducative également. Je veux aider les parents qui ont des difficultés à exercer leur rôle éducatif, mais je mettrai aussi sous tutelle les allocations familiales de ceux qui y ont renoncé.

Pour autant, les parents d'élèves n'en ont pas moins de droits sur l'école de leurs enfants. Le droit de connaître les performances de l'établissement et celles de votre enfant dans la classe. Le droit d'être immédiatement informés que son enfant décroche, et non pas à la fin du trimestre. Le droit d'être reçus par les enseignants et le chef d'établissement quand ils le demandent. Le droit de retirer leur enfant d'une école dont le niveau ne permet pas de lui garantir un avenir.

C'est pour cela que je veux supprimer la carte scolaire parce que choisir l'école de ses enfants est à mes yeux une liberté fondamentale.

Je veux être le Président qui garantira la sécurité des Français, avec fermeté et justice. Fermeté avec les criminels, les délinquants et tous ceux qui enfreignent les lois. Fermeté avec les mineurs délinquants et les récidivistes. Justice pour tous ceux qui veulent s'en sortir et vivre honnêtement du fruit de leur travail.

Bien sûr, tous les hommes ont des droits, quels qu'ils soient et quoi qu'ils aient fait. Mais je n'admets pas qu'on me dise qu'il n'existe pas de différence entre celui qui frappe, qui viole ou qui tue et celui ou celle qui est frappé, violé ou tué. Je veux être le Président qui entre le délinquant et la victime, entre le délinquant et la loi, sera toujours du côté de la victime et de la loi.

La gauche porte une terrible responsabilité : celle d'avoir encouragé le renversement des valeurs et abusé de la culture de l'excuse systématique. Cela, j'ose le redire, c'est avoir perdu le sens moral.

Les lois de la République sont sans doute faites pour que les criminels, même les plus ignobles, même les plus monstrueux, puissent se défendre des actes que la société leur reproche. Mais la justice n'est pas faite pour protéger les délinquants. Elle est faite pour protéger les faibles des forts, et les innocents des coupables.

L'actualité nous offre malheureusement presque chaque jour son lot d'injustice. Pensez à Pierre Bodein, dit Pierrot le Fou, qui est jugé en ce moment pour des crimes atroces et barbares, commis alors qu'il bénéficiait d'une liberté conditionnelle.

Ce n'est pas être juste que d'avoir remis en liberté aussi vite un monstre comme Pierre Bodein. Ce n'est pas être juste que de lui avoir offert autant de réductions de peine, parce qu'il se tenait tranquille en prison. Ce n'est pas être juste que de n'avoir pas voulu tirer toutes les conséquences de son état de dangerosité.

Et ce n'est insulter personne que dire cela. Cette justice là n'est pas la justice que je souhaite pour mon pays.

Je veux être le Président d'une justice qui ne tolérera plus que les personnes condamnées à 20 ans de réclusion criminelle, comme Pierre Bodein en 1996, n'effectuent même pas la moitié de leur peine. Si Pierre Bodein avait fait ses 20 ans de prison, la petite Jeanne-Marie, la petite Julie et la petite Hedwige seraient encore en vie.

Je veux être le Président d'une justice qui condamnera plus durement les récidivistes que les primo-délinquants. Je veux être le Président d'une justice qui acceptera enfin de tirer toutes les conséquences de l'état de dangerosité des criminels. On invoque bien le principe de précaution pour l'environnement ou la santé. Je propose que les juges, avant de décider de remettre un criminel dangereux en liberté, appliquent ce même principe. Au nom de quoi notre justice ne reconnaîtrait-elle pas le principe de précaution pénale ? Au nom de quoi faudrait-il s'interdire d'ouvrir ce débat, alors que des vies sont en jeu ?

Je pense que même lorsque des criminels dangereux ont purgé leur peine, la loi doit pouvoir offrir aux juges la possibilité de les placer dans des centres spécialisés fermés pour qu'ils soient soignés. La plupart des autres grandes démocraties font cela. Pourquoi faudrait-il que la vie des Français soit moins bien protégée que celles des autres ?

Je veux être le Président qui donnera aux Français le droit réel à la sécurité, qui est le premier de tous les droits de l'homme. Parce que sans la certitude que sa vie ou son intégrité physique ne sera pas menacée, il ne peut y avoir d'autres droits ni libertés. Pour cela, je veux pour les multirécidivistes, pour les délinquants les plus violents, même lorsqu'ils sont mineurs et qu'ils ont plus de 16 ans, des peines planchers. Je veux que les mineurs de 16 à 18 ans puissent être jugés comme des majeurs.

Je veux dire à ces mères de famille, à ces personnes âgées, qui redoutent les rues de leur propre quartier la nuit tombée, que l'ordre républicain vaut partout en France et à toute heure, que je veux une police qui les protège partout, à tout moment, de la loi des bandes.

La fermeté n'est pas un gros mot. L'autorité n'est pas une obscénité. Elles sont l'une et l'autre nécessaires, à condition qu'elles soient justes. Parce que la fermeté sans la justice, n'est que de la violence. Parce que la justice sans la fermeté est impuissante.

être juste, c'est savoir tendre généreusement la main et aider ceux qui font tout pour s'en sortir.

Je veux dire à ce jeune issu de l'immigration, qui subit les quolibets dans son quartier parce qu'il travaille à l'école, parce qu'il veut faire des études, que jamais notre pays ne doit plus répondre à son courage par la lâcheté des discriminations.

Je veux dire à ces cités qui ont poussé autour de nos villes à l'époque où la France manquait de bras que leur problème est qu'aujourd'hui elle manque de travail. Il n'y aura pas de solution durable aux difficultés de nos quartiers sans création d'emplois et sans croissance. La politique de la ville ne doit plus être l'autre nom de l'assistanat. Que doivent penser ceux qui se lèvent à 5 heures du matin pour prendre un bus et aller travailler quand leurs impôts financent les vacances et la carte orange de ceux qui ne travaillent pas ?

Cher Yves Jégo, je ne veux plus une politique de la ville, je veux un plan Marshall pour les banlieues. Un plan Marshall qui s'adresse à tous ceux qui veulent créer de la richesse et des emplois, à tous ceux qui veulent bénéficier d'une formation pour trouver du travail. Parce que le plan Marshall que je propose ne concernera pas seulement les immeubles et les murs, mais aussi et surtout les hommes et les femmes de bonne volonté.

Je veux un plan Marshall pour recoudre nos villes déchirées par des rocades, des terrains vagues, des transports en commun rares et éloignés. Clichy-sous-Bois est à une heure trente de Paris, comme Dijon. Mais les rues commerçantes, les cinémas, les théâtres, les bons lycées de Dijon sont à Dijon. Ceux de Clichy-sous-Bois sont à Paris. Je ferai du désenclavement des quartiers une priorité de la politique des transports et de la politique d'aménagement du territoire de notre pays.

Nous pouvons sortir de cette situation si nous sortons de la pensée unique. Nous pouvons comprendre que pour donner les mêmes chances à tout le monde il ne faut pas traiter tout le monde de la même façon. S'il y a bien une partie des Français qui devraient croire que leurs enfants auront une vie meilleure que la leur, ce sont les Français d'origine immigrée. Je veux leur rendre cet espoir.

Je veux être le Président qui réconciliera la France avec son identité nationale. Une identité fondée sur les règles et les valeurs de la République. Une identité pleinement assumée qui favorisera l'intégration des personnes issues de l'immigration. Une identité que nous pourrons revendiquer avec fierté.

Si je devais résumer en une phrase le but de mon projet politique, si je devais dire en une phrase pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle je dirais : "pour rendre à chaque Français, quelle que soient ses origines, quel que soit le quartier où il habite, où qu'il se trouve dans le monde, la fierté d'être Français !".

La France, c'est notre pays. Nous n'en avons pas d'autre.

Le mépriser serait nous mépriser nous-mêmes.

Le haïr serait nous haïr nous-mêmes.

La fierté d'être Français, c'est ce qui nous unit par-delà nos différences. Voilà pourquoi il faut être fier d'être Français.

La fierté d'être Français, c'est ce que nous voulons partager avec ceux qui veulent devenir Français.

J'ai voulu parler de la France parce que depuis trop longtemps elle est dénigrée et je n'accepte pas que l'on dénigre notre pays.

Je déteste cette mode de la repentance qui exprime la détestation de la France et de son Histoire, qui est la porte ouverte à la concurrence des mémoires, qui dresse les Français les uns contre les autres en fonction de leurs origines, qui est un obstacle à l'intégration, parce qu'on a rarement envie de s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux parler de la France parce que derrière toutes nos crises, derrière toutes les difficultés dans lesquelles se débattent un si grand nombre de Français, derrière toutes les peurs, toutes les angoisses, c'est une seule et même question qui se trouve posée : celle de notre conception de la nation.

Qu'est-ce que veut dire la France ?

Que signifie le fait d'être Français ?

La France, ce n'est pas une race, ce n'est pas une ethnie.

La France, ce n'est pas le droit du sang.

La France, c'est une volonté de vivre ensemble, en partageant les mêmes valeurs.

La France incarne la persistance de cette volonté collective qui seule peut opposer à la mondialisation des marchés un projet de civilisation.

La France, c'est la certitude pour chaque Français qu'il n'est pas seul pour affronter les grands bouleversements qui sont en train de changer le monde, face aux spéculateurs et aux prédateurs du monde entier, face à tous les dumpings écologiques, sociaux monétaires.

La France c'est la certitude pour chaque Français qu'il n'est pas seul au monde, qu'il n'est pas condamné à se battre tout seul, à s'en sortir tout seul.

La France c'est le nom, c'est le mot, c'est l'idée qui donne un sens à cet autre mot si important à mes yeux qui est le mot "ensemble". Ensemble, c'est toute la France, c'est tous les Français, unis, rassemblés, mobilisés autour d'un projet, d'un idéal.

Je crois à l'identité de la France qui est faite de principes et de valeurs qui se sont forgés au cours d'une très longue histoire. Ces valeurs sont universelles, elles expriment une grande idée de l'homme et ne sont pas négociables.

La liberté de conscience n'est pas négociable. La laïcité n'est pas négociable. L'égalité de l'homme et de la femme n'est pas négociable. Les droits de l'Homme ne sont pas négociables. Il n'y a pas de place en France pour la polygamie, pour l'excision, pour les mariages forcés, pour le voile à l'école, pour la haine de la France.

À ceux qui veulent vivre en France, la France ne demande au fond qu'une chose : qu'ils admettent que la France ne commence pas avec eux, mais qu'elle a commencé, il y a bien longtemps et qu'elle veut seulement qu'on l'aime, qu'on respecte ses valeurs, qu'on prenne en partage son histoire et qu'on se sente partie prenante de sa destinée.

Je crois qu'au cœur de l'identité de la France, il y a la langue française et que pour ceux qui veulent vivre en France, la maîtrise de la langue française est une exigence qui n'est pas négociable.

Je souhaite que le droit au regroupement familial soit subordonné au fait d'avoir un logement pour faire venir sa famille. Je souhaite que pour faire venir sa famille, on ait des revenus de son travail et pas seulement des allocations familiales.

Si nous n'expliquons pas ce qu'est l'identité nationale, ce qu'est la communauté nationale, chacun se tournera alors vers sa communauté d'origine.

On n'est pas Français seulement par ses racines et par ses ancêtres. On est Français par son âme, par son esprit et par ses sentiments.

Être Français, ce n'est pas seulement un statut juridique. Ce n'est pas seulement un bulletin de naissance. Ce n'est pas seulement un passeport.

On est Français parce que l'on veut l'être, parce que l'on se sent Français, parce que la France on l'aime, on la respecte, on en est fier. Parce que l'on se sent envers elle des devoirs, parce que l'on éprouve envers elle une gratitude, une reconnaissance.

La France m'a tout donné et c'est pour cela que je veux tout lui donner à mon tour.

Oui je veux rendre à chaque Français la fierté d'être Français. Voilà le sens de mon projet !

La fierté d'être Français, comment pourrions nous l'éprouver, si nous continuons à endurer le chômage de masse, l'exclusion, la précarité ?

Comment pourrions-nous éprouver la fierté d'être français si les Français qui n'arrivent pas à se loger décemment avec les revenus de leur travail, sont de plus en plus nombreux, si de plus en plus de jeunes français sont condamnés à ne plus trouver de travail, si nous continuons de reculer partout si les diplômés de nos universités ont de moins en moins de valeur dans le monde entier, si pour le monde entier la France est un pays où l'on ne peut pas entreprendre, où l'on empêche ceux qui veulent travailler de travailler, un pays continuellement paralysé par les grèves du service public.

Comment pourrions-nous éprouver la fierté d'être Français si, cher Christian Jacob, nous renonçons à notre agriculture, à notre artisanat, à notre industrie, à nos usines, qui au-delà de leur apport à l'économie et à l'emploi, sont les dépositaires inestimables d'un patrimoine culturel et d'un art de vivre à nuls autres pareils. Je crois à l'avenir de l'artisanat. Je crois à l'avenir de l'agriculture. Je crois à l'avenir de l'industrie. Ce serait une erreur grave doublée d'une faute de ne plus miser sur le développement de ces trois piliers de notre patrimoine national. Je vous le dis très clairement : je ne serai pas celui qui commettra cette erreur et qui s'en remettra uniquement à la nouvelle économie et aux nouvelles technologies.

Je veux être le Président qui permettra le changement que les Français attendent depuis si longtemps. Le changement pour en finir avec la fatalité de la pensée unique. Le changement pour en finir avec la fatalité de l'impuissance publique. Le changement pour en finir avec la fatalité du non respect des engagements politiques.

Je récuse l'idée que pour rassembler les Français, il faudrait mettre tout le monde d'accord en ne disant plus rien, en ne proposant plus rien, en ne voulant plus rien.

Vous en avez assez de la pensée unique et du politiquement correct. Vous en avez assez que l'on ne puisse plus avoir le droit de dire qu'un voyou est un voyou.

Vous en avez assez que l'on ne puisse pas parler de la nation sans être accusé de nationalisme. Vous en avez assez que l'on ne puisse pas parler de protection sans être accusé de protectionnisme. Vous en avez assez que l'on ne puisse pas dénoncer la surévaluation de l'euro sans être accusé d'être anti-européen. Vous en avez assez que l'on ne puisse pas évoquer la France qui souffre sans être immédiatement taxé de populisme. Vous en avez aussi que l'on ne puisse pas ouvrir le débat de la part de l'inné et de l'acquis dans le développement de certaines pathologies et troubles du comportement sans être aussitôt taxé d'eugénisme. .

Vous en avez assez et je vous comprends.

Je veux en finir avec cette pensée unique qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux vous rendre votre liberté.

Votre liberté de choix.

Votre liberté de parole.

Votre liberté de penser.

À force de ne plus rien oser dire, à force de ne plus rien oser imaginer, à force de ne plus rien vouloir, la politique a fini par fabriquer sa propre impuissance.

Le résultat, c'est une République qui s'effrite, une démocratie qui s'abîme, des citoyens qui désespèrent et perdent confiance.

Quel est le drame de la politique française ? C'est la déconnexion entre ce que nous disons pendant la campagne et ce que nous faisons après les élections. Comme Tocqueville, "je redoute bien moins l'audace pour les sociétés démocratiques, que la médiocrité des désirs et des ambitions".

Moi, je ne vous mentirai pas, je ne vous décevrai pas, je ne vous trahirai pas. Tout ce que j'ai dit avant je le ferai après. Et tout ce que je ferai après, je l'aurai dit avant.

Pendant ces derniers jours où tant de candidats croient que tous les moyens sont bons, que l'on peut mentir, insulter, dénigrer sans retenue,

Pendant ces derniers jours où tant de candidats en panne d'idées, de convictions et de projets pensent préférable de chercher à salir plutôt qu'à construire, pendant ces derniers jours où tant de candidats instruisent à mon encontre les procès d'intention les plus énormes et les plus absurdes,

Eh bien moi, je suis bien décidé à ne pas aller sur ce terrain, à ne pas m'abaisser à faire la même chose et à rester digne pour plusieurs s'il le faut.

Franchement, en cette fin de campagne, c'est à croire que si je n'existais pas, certains devraient m'inventer pour avoir encore quelque chose à dire.

Ce n'est pas ma conception de la politique.

La politique, c'est la confrontation des idées et des convictions.

La politique, c'est vouloir quelque chose pour son pays, c'est dire ce que l'on veut pour lui et le faire si l'on est élu.

Je ne serai pas enfin celui qui vous dira que c'est en dépouillant et en abaissant l'État que l'on relèvera la France. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la solution à toutes nos difficultés est dans le démantèlement de l'État et la régionalisation systématique.

Mais la France, pour être forte, a besoin d'un État fort. La France est faible parce que l'État est faible.

Il est faible parce qu'il est étouffé par son endettement et par sa bureaucratie.

Il est faible parce qu'il se charge de trop de missions qu'il n'a pas les moyens d'accomplir.

Il est faible parce qu'il est miné par des corporatismes, paralysé par les conservatismes, engoncé dans la lourdeur de ses procédures, ankylosé par son hypertrophie et la prolifération de ses structures.

Il est faible parce que depuis trop longtemps, nous, les politiques, laissons gouverner à notre place. Et ce n'est pas la faute des fonctionnaires, si le pouvoir politique n'est plus assez assumé.

Je veux un État respecté.

Je veux un État que les fonctionnaires soient heureux de servir et dont les Français soient fiers.

Je veux un État qui cesse d'être au service de lui-même pour se remettre au service de tous.

Je veux un État impartial et une République irréprochable. Si je suis élu, je soumettrai les nominations les plus importantes au contrôle du Parlement parce que ma conception est que l'on nomme les gens pour leur compétence et pas pour la connivence.

Je veux un État qui respecte les citoyens et qui assure la continuité du service public. Si je suis élu, je ferai voter une loi sur le service minimum car il n'y a aucune raison pour que vous soyez pris en otage de conflits qui ne vous concernent pas.

Je veux un État dans lequel chaque gestionnaire public, chaque ministre, chaque fonctionnaire soit jugé sur ses résultats.

Mes Chers Amis,

Nous avons dix jours pour parler aux Français, pour leur expliquer, les convaincre et pour mobiliser.

Nous avons dix jours pour faire en sorte que ce choix, pour une fois, soit un vrai choix. Je ne veux pas que l'on vote contre mais pour.

Ces dix jours, je veux qu'ils soient vécus avec un devoir absolu de sincérité et de clarté. Cette sincérité et cette clarté seront ma ligne de conduite jusqu'au bout. Je n'en dévierai pas. Je dirai ce que je pense. Je dirai ce que je crois.

Je veux convaincre les Français qu'une politique autre que celle du renoncement est possible.

L'enjeu de cette élection c'est de savoir si nous avons encore collectivement la force de vouloir quelque chose, la force de penser librement, d'imaginer librement notre avenir et pour cela de dire non à la pensée unique et au politiquement correct qui depuis 25 ans étouffent le débat public.

Je revendique pour vous et pour moi le droit de parler librement, d'agir librement, de penser librement. Nous pouvons agir, nous pouvons parler, nous pouvons penser autrement, si nous le voulons, si nous le décidons. Et c'est bien de cela qu'il s'agit le 22 avril et le 6 mai.

Mes chers Amis,

Ce combat, ne vous trompez pas, ce n'est pas le mien, c'est le nôtre.

Si vous considérez que c'est votre combat, que ces dix jours qui restent jusqu'au premier tour, c'est votre affaire et pas simplement la mienne, alors, je vous le dis, ensemble, tout sera vraiment possible.

Ensemble, nous pouvons faire une politique qui agit au lieu d'être condamnés à une politique qui subit. Ensemble, nous pouvons accomplir d'aussi grandes choses que les générations qui nous ont précédés ont accomplies.

Mes chers amis, il reste quelques jours, saisissez cette chance pour penser, parler et réfléchir librement. En mettant par-dessus toute autre considération la France et son avenir car ce sera le vôtre et celui de vos enfants.

Vive la République ! Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.17 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Metz <lieu=Metz> <texte=58>

À quelques jours de la fin de cette campagne pendant laquelle on a tant parlé de la France, j'ai voulu venir ici, en Lorraine, sur cette terre usée par l'histoire qui a donné à la France tant de grands Français, où l'on a tant aimé la France, où l'on s'est tant battu pour elle, où l'on a tant voulu être Français.

La Lorraine c'est cette terre deux fois sacrée parce qu'elle a été sanctifiée par le sang que ses enfants ont versé pour la France et par celui que des millions de Français ont versé pour sa libération. La Lorraine c'est cette terre sainte où c'est la même chose de prier Dieu ou de prier la France.

"Notre Père qui êtes au Royaume des Cieux, de combien de temps il s'en faut que votre règne arrive au Royaume de France" disait la Jeanne d'Arc de Péguy, la petite Lorraine qui s'est mise en tête un jour de libérer la France.

Et sur la colline inspirée de Sion, Barrès priait d'un même élan du cœur la Vierge, la Lorraine et la France et écrivait pour la jeunesse française le roman de l'énergie nationale.

Pour moi la Lorraine qui fut le champ clos de l'éternel combat des Francs et des germains, c'est cette terre sacrée où la France s'appelle Jeanne d'Arc et où elle est une religion.

Pour moi la Lorraine c'est ce peuple qui lorsqu'il a dû choisir après dix siècles entre la France et l'Allemagne, a choisi la France.

Pour moi la Lorraine c'est Thionville, c'est Toul, c'est Domrémy, c'est Epinal, c'est Saint-Dié, c'est Bar-le-Duc.

La Lorraine, c'est La Lorraine, c'est Nancy qui sauve la France en résistant héroïquement à Charles le Téméraire.

La Lorraine c'est Metz qui défie Charles Quint. C'est Metz dont le visage comme celui de Strasbourg reste couvert d'un voile noir pendant cinquante ans parce que la France ne voulait pas faire son deuil de l'Alsace et de la Lorraine.

Metz trahie par Bazaine. Metz deux fois arrachée à la France et deux fois reconquise. Metz qui accueille et qui protège Rabelais comme Lunéville accueille et protège Voltaire.

La Lorraine c'est la terre d'asile qui pendant des siècles a accueilli tous les proscrits.

Pour moi la Lorraine c'est l'Abbé Grégoire qui fit abolir l'esclavage. C'est Jules Ferry ce grand Républicain

C'est Lyautey, ce grand soldat qui fut aussi un homme de cœur qui fit aimer la France partout où il la servit.

C'est Poincaré, digne représentant de l'esprit lorrain qui fut grand dans la guerre comme dans la paix.

Pour moi la Lorraine c'est Robert Schuman, cet homme de la frontière comme il se définissait lui-même. Cet Européen qui avait trois patries et qui choisit d'être Français, qui vivait depuis l'enfance l'antagonisme franco-allemand comme une déchirure de tout son être et qui mit dans le combat européen toute sa raison, tout son cœur, toute sa foi. Et sa foi souleva les montagnes.

Pour moi la Lorraine c'est un peuple qui a traversé d'innombrables épreuves et qui s'est toujours relevé.

La Lorraine c'est l'armée des chevaliers croisés qui partit avec Godefroy de Bouillon à la conquête du Royaume de Jérusalem.

La Lorraine c'est les soldats de l'An II, ceux du bataillon de la Moselle qui traversèrent l'Europe avec leurs sabots en chantant leur délivrance et les volontaires des Vosges qui se couvrirent de gloire dans toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire.

Pour moi la Lorraine c'est la croix de Lorraine que les Français libres ont cousue sur leurs drapeaux et sur leurs uniformes, et dont ils ont fait pour tous les hommes l'emblème de la Résistance et de la liberté.

Pour moi la Lorraine c'est cette terre où la France a livré tant de batailles, où tant de Français sont morts pour elle, c'est l'Argonne, et c'est Verdun.

Je suis retourné à Verdun, il y a quelques semaines sur ce champ de bataille où se déroula le plus long, le plus meurtrier, le plus atroce combat de toutes les guerres.

Où les corps déchiquetés n'avaient plus de visage et n'avaient plus de nom. Où les hommes étaient enterrés vivants. Où les soldats se noyaient dans la boue des tranchées. Où relève après relève, presque toute la jeunesse de France et d'Allemagne monta en ligne en piétinant les morts.

Dans ce lieu où le silence se fait d'autant plus pesant qu'il fut un jour rempli de la fureur et du fracas des armes, on a l'impression d'entendre, sortant de la terre où furent versés tant de larmes et de sang, ce cri qui fut celui de tous les survivants de cet enfer : "plus jamais ça !"

Plus jamais un tel carnage !

Plus jamais deux peuples parmi les plus civilisés du monde, deux peuples européens dressés l'un contre l'autre, cherchant à se détruire jusqu'à l'extrême limite de leurs forces !

Mais à Verdun, déjà, au fond des tranchées, se nouait le drame futur.

Implacablement, chaque guerre appelait la suivante, le meurtre appelait le meurtre, la vengeance appelait la vengeance.

La Lorraine dévastée par la guerre de Trente Ans qui coûta à l'Europe 20 ou 30 millions de morts, ravagée par deux guerres mondiales qui faillirent anéantir l'Europe. En un temps où une guerre de plus venait de s'achever, où l'Europe découvrait, effarée, qu'elle avait pu engendrer l'horreur des camps, où un autre totalitarisme étendait son emprise sur la moitié du continent, où la troisième guerre mondiale paraissait inévitable, des hommes de bonne volonté décidèrent que le moment était venu de rompre avec le cycle de la vengeance et de montrer au monde qu'un idéal de paix et de fraternité pouvait être plus fort que la soif de revanche et le souvenir du malheur. "Il ne faut pas que ce malheur se répète" déclara Churchill en 1946, et il ajouta : "nous n'avons pas beaucoup de temps". Cet homme qui fut si grand dans la guerre fut le premier à proclamer la nécessité de l'Europe parce qu'il ne voyait de vraie grandeur que dans la paix.

La Lorraine sait mieux que n'importe quelle autre province française la nécessité de l'Europe pour surmonter les haines qui l'entraînaient vers l'abîme. Elle a compris depuis longtemps que l'on ne pouvait pas aimer la France sans aimer l'Europe.

Ici on ne confond pas le sentiment national qui est l'amour de son pays et le nationalisme qui est la haine des autres.

Ici on ne confond pas la volonté de défendre l'identité nationale avec le mépris des autres cultures.

Je suis venu en Lorraine ce soir parce que je sais qu'ici l'on me comprend quand je parle de la France,

Quand je parle de la patrie,

Quand je parle de l'identité.

Ici on croit à l'ouverture, à l'échange, au dialogue, ici on a toujours mélangé les peuples et les cultures mais on ne veut pas perdre son identité, on ne veut pas être dépossédé de sa culture, de sa langue, on ne veut pas être obligé de renoncer à ses traditions, à son mode de vie, à ses valeurs.

Ici on ne veut pas renoncer à deux mille ans d'héritage de civilisation chrétienne que la morale laïque a intégré.

On ne veut pas renoncer à la séparation du spirituel et du temporel, on ne veut pas renoncer à la laïcité qui n'est pas le mépris de toutes les religions mais le respect de toutes les croyances.

On ne veut pas du voile à l'école.

On ne veut pas de l'excision, de la polygamie, de la loi des grands frères, des mariages forcés.

On veut que la femme soit l'égale de l'homme. On veut que la femme soit libre de s'habiller comme elle l'entend. On veut qu'elle puisse se promener en jupe, qu'elle puisse aimer qui elle veut, qu'elle puisse vivre comme elle le souhaite.

Ici où l'on est attaché plus que partout ailleurs au dialogue des cultures et des civilisations et au respect de l'autre, ici où les valeurs de liberté, de tolérance et d'humanisme ont une si grande importance, on comprend que l'immigration doit être maîtrisée, que la France n'a pas les moyens d'accueillir dignement toute la misère du monde, que l'immigration clandestine doit être découragée.

Ici l'on est si attaché à l'identité nationale que des générations de Lorrains ont contribué à forger avec leur sang, leurs larmes et leur peine que l'on comprend bien qu'il soit absolument nécessaire de lier l'intégration à l'identité nationale. Et que cela n'a rien à voir avec le nationalisme ni avec l'extrême droite.

Ici l'on n'a rien bâti sur l'oubli du passé, sur le reniement des identités de chacun, sur l'effacement des destinées individuelles. Mais on sait qu'une nation c'est une identité partagée, c'est un destin collectif, c'est une culture commune.

Ici on sait que la France n'est pas immuable, que chacun lui apporte quelque chose de nouveau qui contribue à la changer.

Mais ici on partage une histoire de France, qui ne commence pas avec l'immigré, qui a commencé bien avant lui. Il y a une longue histoire qui a forgé une identité, qui a forgé une personnalité de la France, qui a forgé des valeurs qui sont pour nous des valeurs universelles et éternelles et qui ne sont pas négociables.

Ici on respecte les autres, on respecte les identités, les histoires, les cultures, les croyances et l'on ne demande au fond qu'une chose à ceux qui veulent devenir Français, mais c'est une chose importante. On leur demande seulement d'aimer la France, de la respecter, de partager son héritage. Parce qu'être Français ce n'est pas appartenir à une race ou à une ethnie, ce n'est pas appartenir à une Église, ce n'est pas non plus qu'un statut juridique.

être Français c'est faire sien l'idéal de la France.

Ici l'on est fier d'être Français et l'on sait que la fierté d'être Français c'est ce que l'on a de plus précieux à offrir à ceux qui veulent devenir Français.

Fils et petit-fils d'immigrés, je suis fier d'être Français et j'aime la France qui m'a tout donné. Je veux lui donner à mon tour. Parce que l'on ne peut pas tout demander, tout recevoir et ne jamais rien donner.

On ne peut pas construire une nation en disant à chacun que tout lui est dû et qu'il ne doit rien.

Pour moi, comme pour vous, la citoyenneté ce n'est pas que des droits, c'est aussi des devoirs. Voilà ce que je veux rappeler.

Voilà pourquoi, à ceux qui n'aiment pas la France, qui ne la respectent pas, qui ne respectent pas ses valeurs, qui ne respectent pas ses lois, qui ont le sentiment qu'ils ne lui doivent rien, qui ne se reconnaissent à son égard aucune dette, aucun devoir, à ceux-là je veux leur dire qu'ils ne sont pas obligés de rester, qu'ils peuvent s'en aller chercher des pays plus libres, plus accueillants, plus généreux, plus tolérants s'ils en trouvent.

Ici on comprend bien qu'il ne peut pas y avoir de nation si on n'a pas d'histoire commune, si l'on n'a pas en partage une langue, des valeurs. Ici on comprend qu'à force de dénigrer la nation on finit par ne plus pouvoir se comprendre, par ne plus pouvoir se parler, et un jour par ne plus pouvoir se supporter.

Ici, on n'aime pas la repentance, cette mode exécrationnelle qui veut faire expier aux fils les fautes supposées de leurs pères. Ici on n'aime pas la repentance qui est un dénigrement systématique de la France et de son histoire.

Je déteste cette repentance qui est une forme de la détestation de soi parce que l'on n'a qu'un pays. Le détester c'est se détester soi-même.

Je déteste cette repentance qui est une falsification de l'histoire de France.

Car la France n'a pas à avoir honte de son histoire.

La France ce n'est pas une page blanche. C'est un pays qui s'est forgé au cours des siècles une identité, une personnalité qu'il faut respecter, qu'on ne peut pas effacer, qu'on ne peut pas ignorer, qui est faite de mille apports, de commémorations, de leçons d'instituteurs, de réminiscences qui se transmettent de génération en génération, de souvenirs d'enfance, de vieilles histoires de grands-pères qui ont fait la guerre et qui racontent à leur tour à leurs petits-enfants ce que leurs grands-pères leur ont raconté jadis.

La France c'est un pays qui dissimule dans les replis de son inconscient collectif mille blessures secrètes et autant de fiertés inavouées.

C'est une trame mystérieuse de mémoires individuelles et collectives qui rattache chacun d'entre nous, chacun de ceux qui se sentent Français, d'où qu'ils viennent, à tout le passé de la nation.

Cette histoire est comme toutes les histoires, elle a ses heures sombres et ses heures éclatantes, elle a ses moments de honte et ses moments de gloire, elle a ses grandeurs et ses bassesses. Sans doute a-t-il fallu bien des crimes, des drames, des tragédies pour que du chaos des peuples émergeât la France.

Mais au bout du compte nous avons tout lieu d'être fiers de notre pays, de son histoire, de ce qu'il a incarné, de ce qu'il incarne encore aux yeux du monde.

Car la France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Elle n'a jamais exterminé un peuple. Elle n'a pas inventé la solution finale, elle n'a pas commis de crime contre l'humanité, ni de génocide. Elle a commis des fautes qui doivent être réparées, et je pense d'abord aux harkis et à tous ceux qui se sont battus pour la France et vis-à-vis desquels la France a une dette d'honneur qu'elle n'a pas réglée, je pense aux rapatriés qui n'ont eu le choix au moment de la décolonisation qu'entre la valise et le cercueil, je pense aux victimes innocentes de toutes les persécutions dont elle doit honorer la mémoire.

Mais la mode de la repentance est une mode exécrationnelle.

Je n'accepte pas que l'on demande aux fils d'expier les fautes des pères.

Je n'accepte pas que l'on juge toujours le passé avec les préjugés du présent.

Je n'accepte pas cette bonne conscience moralisatrice qui réécrit l'histoire dans le seul but de mettre la nation en accusation.

Je n'accepte pas ce dénigrement systématique de la nation qui est la forme ultime de la détestation de soi.

Car pour un français, haïr la France c'est se haïr lui-même.

Je n'accepte pas que l'on veuille vivre en France en professant la haine de la France.

Je veux que le racisme et l'antisémitisme soient poursuivis et condamnés avec la plus grande sévérité. Mais je ne veux pas que l'on dise que tous les Français sont racistes ou antisémites, parce que c'est faux. Je ne veux pas que l'on dise que la France est le pays le plus raciste et le plus antisémite au monde, parce que ce n'est pas vrai, parce que la France c'est exactement le contraire, c'est le pays des droits de l'homme, c'est le pays de la République, qui s'est toujours battu depuis deux cents ans pour la liberté, l'égalité et la fraternité de tous les hommes.

Non, tous les Français dans les colonies n'étaient pas des monstres et des exploiters.

Non, tous les Français ne furent pas pétainistes.

Non, tous les Français ne furent pas antidreyfusards.

Non, tous les Français ne sont pas racistes.

Et la vérité c'est qu'il y a peu de pays dans le monde qui auraient été capables de se diviser et de se déchirer pour le sort d'un capitaine juif. La vérité c'est qu'il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde qui aient tant fourni d'armes à l'esprit humain pour lutter contre la tentation du racisme.

La vérité c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela.

On doit condamner la collaboration et Vichy mais on doit reconnaître que beaucoup de Français ont aidé des Juifs à échapper à la Gestapo.

On doit condamner les Français qui ont dénoncé des Juifs, qui ont servi d'auxiliaires à la machine de mort nazie mais on ne doit pas oublier toutes ces familles qui au péril de leur vie ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants.

On doit condamner les miliciens qui se faisaient les complices des persécuteurs mais ne pas oublier les résistants qui ont fait le sacrifice de leur vie, A force de demander à la France d'expier son passé,

À force de dénigrer la nation et de la charger de tous les péchés de la Terre,

À force de nourrir la honte d'être Français au lieu de chercher les raisons d'en être fier.

À force c'est notre capacité à vivre ensemble qui s'abîme, c'est notre participation à un destin commun qui est remise en question.

En abîmant la fierté d'être Français, en ressassant indéfiniment de vieilles haines qui appartiennent au passé, en voulant faire expier aux fils les fautes des pères, en cherchant dans l'histoire la cause de tous ses échecs on occulte les vraies causes qui sont dans le présent et dans chacun de nous. Et l'on dessert la cause que l'on prétend servir. Car dresser les Français les uns contre les autres, attiser les rancœurs et la haine de soi, c'est prendre le risque d'affaiblir la solidarité nationale et c'est desservir la cause de l'intégration que l'on prétend servir. Parce que l'on cherche rarement à s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux en finir avec la repentance qui fait obstacle à l'intégration parce que l'on a rarement envie de s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux en finir avec la repentance qui en poussant à la détestation de soi mène à la détestation des autres.

Je veux en finir avec le dénigrement de la France, parce que la France c'est ce qui nous permet d'accepter nos différences. C'est ce qui nous rassemble par-delà tout ce qui nous sépare.

Affaiblir le sentiment national c'est laisser le champ libre au communautarisme. Je ne veux pas du communautarisme. Je veux l'intégration qui permet de tisser du lien social, de la solidarité, de la compréhension et du respect.

Le communautarisme c'est enfermer chacun dans ses origines et ses croyances.

Le communautarisme c'est prendre le risque que ce qui nous sépare devienne plus important que ce qui nous unit.

Le communautarisme c'est la porte ouverte à l'exclusion, à l'intolérance, à la violence et aux tribus.

Le communautarisme c'est la condamnation de l'universalisme des Lumières. C'est la fin de notre conception universaliste de l'Homme.

Le communautarisme c'est la fin de l'idée que nous nous faisons de la République.

Mais le communautarisme ce n'est pas le fruit d'une fatalité. C'est le fruit d'un renoncement politique.

Je n'accepte pas ce renoncement.

Je veux lutter contre cette dérive.

Je veux que les mêmes lois s'appliquent à tout le monde, dans tous les quartiers, pour toutes les religions.

Je veux que les principes et les valeurs de la République soient respectés par tout le monde, dans tous les quartiers, par toutes les religions.

Je veux les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tout le monde sans distinction d'origine, de couleur ou de religion.

Mais le communautarisme cela se combat d'abord par l'école.

Je veux rendre aux Français l'école de la République.

Je veux rendre aux Français l'école de l'excellence et du respect.

Je veux rendre aux Français l'école de l'exigence intellectuelle et de l'exigence morale.

Je veux rendre aux Français l'école qui tire vers le haut.

Je veux rendre aux Français l'école de la transmission du savoir et de la culture.

Je veux rendre aux Français l'école qui permet à tous les enfants d'avoir accès aux plus grandes œuvres de l'esprit humain.

Je veux rendre aux Français l'école qui apprend aux enfants à devenir adultes et non à rester de grands enfants.

Je veux en finir avec l'héritage de mai 68 qui a installé l'idée que tout se vaut, détruit l'autorité du maître, abandonné la transmission du savoir et de la culture, fait prévaloir l'égalitarisme et le nivellement par le bas, et dévalorisé les diplômes qui ne valent plus rien quand on abaisse le niveau pour les donner à tout le monde.

Je veux rendre aux Français l'école de Jules Ferry.

Nous ne referons pas à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle l'école de la III<sup>e</sup> République parce que le monde n'est pas le même, parce que la société n'est plus la même, parce que les élèves ne sont plus les mêmes.

Mais nous pouvons reconstruire l'école sur les mêmes principes, sur les mêmes valeurs qui sont toujours valables.

Ici en Lorraine, on sait ce que c'est l'école de Jules Ferry. On comprend les principes, on comprend la morale de cette école de la République qui respectait les parents, les professeurs et les élèves. Ce sont les principes, c'est la morale que la vieille Lorraine la Lorraine éternelle qui vient du fond des âges a enseignée à Jules Ferry.

C'était une école qui forgeait une culture partagée et une morale commune.

C'était une école qui voulait parler à l'intelligence et au sentiment. C'était une école qui voulait éveiller les consciences.

C'était une école qui voulait instruire et qui voulait élever chacun le plus haut possible.

Aux enfants, elle voulait leur donner ce qu'il y avait de meilleur.

Certains d'entre vous connaissent sans doute la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques qui étouffent notre vie administrative n'existaient pas encore :

"Monsieur l'instituteur,

Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre.

Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.

Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent pas ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre."

Voilà ce qu'était l'école de Jules Ferry.

C'était une école qui récompensait le travail et donnait à chacun le moyen d'aller aussi haut que ses talents le lui permettaient, quelle que fût son origine sociale.

Les enfants n'ont pas seulement besoin d'enseignants, ils ont aussi besoin d'éducateurs. Ils ont besoin que les professeurs, et les parents soient aussi des éducateurs.

Mais pour être de bons éducateurs nous devons donner l'exemple.

Nous n'avons aucune chance d'inculquer le courage à nos enfants si nous manquons nous-mêmes de courage. Un jour j'ai utilisé le mot "racaille" en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face. Quels éducateurs serons-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? Et si nous laissons croire à nos enfants que tout est permis ?

Quels éducateurs serons-nous pour nos enfants si nous nous laissons aller à toutes ces petites lâchetés qui peu à peu ruinent l'autorité ?

On m'a reproché de vouloir sévir contre les délinquants.

Mais quels éducateurs serons-nous si nous devenons incapables de punir les délinquants ?

Quels éducateurs serons-nous si nous cherchons toujours à excuser le crime ou le délit ?

Quels éducateurs serons-nous si nous fermons les yeux sur toutes les fraudes ?

Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités pour que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

On me dit qu'il ne faut pas créer de tension, qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs, qu'il faut à tout prix éviter de créer les conditions de l'affrontement.

Veut-on pour cela que la police se dérobe ? Qu'elle ferme les yeux ? Qu'elle laisse les voyous libres d'agir ? Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?

Comment allons-nous élever nos enfants ? Quelle éducation allons-nous leur donner ? Quelles valeurs allons-nous leur transmettre si nous acceptons l'idée que toute présence policière est une provocation ?

Si nous interdisons aux policiers de poursuivre des délinquants de peur qu'il leur arrive un accident ?

Si le fait d'être mineur excuse tout ?

Si nous laissons le petit voyou devenir un héros dans son quartier faute de sanction susceptible de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de l'imiter ?

Si l'on tolère les petits trafics grâce auxquels l'adolescent gagne davantage que son père qui travaille à l'usine ?

Si l'argent de la délinquance, du vol, des trafics et des combines devient plus facile que l'argent du travail ?

Ne rien faire parce que l'on veut avoir la paix, pratiquer une forme d'angélisme où l'on se voile la face pour ne pas voir ce qui se passe, interdire aux policiers d'intervenir pour éviter tout incident serait totalement irresponsable.

On me reproche d'exciter la colère. La colère de qui ? La colère des voyous ? Des trafiquants ? Mais je ne cherche pas à être l'ami des voyous. Je ne cherche pas à être populaire parmi les trafiquants et les fraudeurs.

Je ne cherche pas à être bien vu des casseurs.

Je n'aspire pas à me faire acclamer par ceux qui empoisonnent la vie des gens.

Et je dis qu'un Président de la République qui ne veut pas regarder en face le problème de l'insécurité, qui ne veut pas regarder en face le problème de la violence et dont la seule préoccupation est de ne pas faire de vague, je dis que celui-là est un démagogue et un irresponsable parce que le rôle d'un Président de la République c'est d'abord de veiller à l'application de la loi et de protéger les honnêtes gens.

Si je suis élu Président de la République je ferai du rétablissement de l'autorité l'une des priorités de ma politique. Sans l'autorité il n'y a pas de vie en société possible. Beaucoup d'entre vous se désespèrent de voir partout l'autorité dénigrée, de voir l'autorité non plus simplement contestée mais niée, niée par ceux-là même qui devraient la faire respecter, par ceux-là même qui devraient la défendre. Je ferai pour mettre un terme à cette dérive.

L'autorité ? C'est devenu presque un gros mot.

Un mot qui vous fait immédiatement accusé d'être partisan de l'État policier. Mai 68 est passé par là.

À bas l'autorité ! C'était cela le programme de mai 68.

À bas l'autorité ! Cela voulait dire :

La politesse, c'est fini !

L'obéissance de l'enfant à ses parents, c'est fini !

La supériorité du maître sur l'élève, c'est fini !

La soumission à la loi, c'est fini !

Le respect de l'État et de ceux qui le représentent, c'est fini !

L'amour de la patrie, la fidélité à la France, à son drapeau, la gratitude vis-à-vis de ceux qui ses sont battus pour elle, c'est fini !

La morale, c'est fini !

Le délinquant vaut la victime.

Le non travail vaut autant que le travail.

On voit où cela nous a menés.

Quand tout se vaut, plus rien ne vaut rien.

Quand il n'y a plus d'interdit, quand il n'y a plus de tabou, quand il n'y a plus de hiérarchie des valeurs, quand il n'y a plus de limite, quand il n'y a plus rien de sacré, alors il n'y a plus de liberté.

Parce que personne n'est libre quand personne ne sait plus ce qu'il peut raisonnablement attendre des autres.

Parce que lorsque tout est permis, plus rien ne l'est.

Parce que lorsqu'il n'y a plus de règle, plus de loi commune, plus de norme, plus de valeur partagée, il n'y a plus rien pour endiguer le mal qui est dans l'homme, pour canaliser la violence, les instincts, les pulsions.

En niant toutes les formes d'autorité, En récusant toutes les manifestations de l'autorité. On a réinstallé la barbarie dans la société. On croyait émanciper, on a aliéné. On croyait libérer, on a démoralisé.

Le mot autorité ne me fait pas peur, le mot morale non plus.

L'autorité ce n'est pas l'autoritarisme.

L'autorité ce n'est pas l'obéissance aveugle. C'est l'obéissance consentie.

L'autorité ce n'est pas la crainte. C'est le respect.

L'autorité ce n'est pas la force, c'est la légitimité.

Quand l'autorité est défaillante, ce sont les plus humbles, les plus vulnérables, ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger qui en pâtissent le plus.

L'autorité, c'est quand le maître est respecté, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé.

C'est quand le dialogue prévaut sur la violence, c'est quand personne n'est obligé de descendre dans la rue pour faire valoir son point de vue, c'est quand les usagers ne sont pas pris en otages par les grévistes, c'est quand chacun peut circuler sans craindre de se faire agresser. L'autorité, c'est ce qui permet de faire prévaloir l'honnêteté, et le civisme.

Pour moi un Président de la République ça doit incarner les valeurs civiques et les faire respecter. Le civisme on l'enseignait jadis dans les écoles. Ce sont nos obligations envers la société, c'est ce qui fait que chacun d'entre nous mérite le titre de citoyen. Je sais qu'en Lorraine on comprend de quoi je parle quand je parle du civisme.

Je veux le dire : on n'encourage pas le civisme si l'on tolère la fraude, si l'on est indulgent avec les fraudeurs, si la fraude n'est jamais punie. Pourquoi alors l'honnête citoyen qui paie ce qu'il a à payer continuerait-il à le faire ? Comment le chef d'entreprise qui paie ses charges pourrait-il longtemps lutter contre la concurrence déloyale ?

Le problème de la fraude, c'est une question de morale. Car ce que l'on ne paie pas, ce sont les autres qui le paient.

Quand quelqu'un ne paie pas son ticket de métro, ce sont les autres usagers qui le paient.

Quand quelqu'un fraude la sécurité sociale, ce sont les autres assurés sociaux qui paient pour lui.

Quand quelqu'un fraude le fisc, ce sont les autres contribuables qui paient l'impôt à sa place.

La fraude c'est un impôt forcé que les plus pauvres paient à la place des fraudeurs.

J'ai été scandalisé que certains, dans les médias, parmi les intellectuels et parmi la classe politique aient pu laisser entendre que la responsabilité des récentes émeutes de la gare du Nord était imputable à la police au prétexte qu'elle avait osé interpellé un fraudeur qui n'avait pas payé son ticket de métro.

Cette attitude est désastreuse pour l'esprit civique.

Je veux être le président qui mettra tout en œuvre pour combattre la fraude et punir les fraudeurs quels qu'ils soient.

Parce que je veux que la France qui travaille soit respectée.

Parce que je veux que nous donnions à la jeunesse l'envie de travailler plutôt que la tentation de frauder.

Parce que je veux que la solidarité profite à ceux qui en ont vraiment besoin.

Le civisme c'est le respect dû aux représentants de l'État. Je n'accepte pas que les représentants de l'État soient insultés, menacés, agressés. Je veux que cette violence dont ils sont trop souvent les victimes fasse l'objet d'une tolérance zéro parce qu'il s'agit de leur dignité et parce qu'il s'agit de la dignité de l'État, parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'État que l'on porte atteinte, c'est la République que l'on offense. Je veux revenir sur le drame qui a lieu il y a quelques jours à la foire du Trône et qui a coûté la vie à un jeune policier de 31 ans. La justice dira qui est responsable. Mais cette violence qui est partout n'est plus tolérable. Cette violence qui fait de plus en plus de victimes. Cette violence qui aboutit à la mort d'un jeune homme de 31 ans qui avait voué sa vie au service des autres, je ne peux pas l'accepter, je ne veux pas l'accepter.

La violence gratuite n'appelle que de la sévérité. Mais je veux le dire aussi, je ne la confonds pas avec la violence qui peut naître du sentiment d'injustice à laquelle il nous faut répondre par plus de justice.

Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoi qu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir. Pour que la République soit respectée il faut qu'elle soit irréprochable, qu'elle inscrive ses principes dans la réalité et pas simplement sur ses monuments, que personne ne s'en sente exclu, que chaque citoyen puisse se reconnaître en elle, que tous les enfants sentent qu'ils ont quelque chose en commun, qu'ils ont des rêves à partager, un avenir à construire ensemble.

La République, c'est l'égalité des chances, c'est tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, puisse essayer de réaliser ses ambitions, de réaliser ses rêves. Si je suis élu je mettrai en œuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourriraient le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Je veux remettre la fraternité au cœur du projet républicain. Je veux qu'elle devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est la plus importante de toutes.

La fraternité, ce n'est pas que l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité ! Car sans elle on ne peut pas rassembler.

La fraternité c'est le message que la Grèce a mis dans la bouche d'Antigone quand elle dit : "Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine".

La fraternité c'est deux mille ans de christianisme.

La fraternité c'est Jeanne qui se tient devant ses juges sans prononcer aucune parole de haine.

La fraternité c'est la République avec les droits de l'homme.

La fraternité c'est Jean-Paul II qui rend visite pour la première fois dans l'histoire de l'Église au grand rabbin de Rome et qui dit aux jeunes du monde entier : "N'ayez pas peur", parce qu'il croit que la force de l'amour est invincible.

La fraternité c'est Benoît XVI qui prie dans la grande mosquée d'Istanbul.

C'est le père Christian, le supérieur du monastère de Tibhirine, s'adressant par avance dans son testament au fanatique islamiste qui allait un jour l'assassiner pour lui pardonner son geste : "Et toi aussi l'ami de la dernière minute qui n'auras pas su ce que tu faisais, oui pour toi aussi je le veux, ce merci, cet "Adieu" envisagé de toi. Et qu'il nous soit donné de nous retrouver, larrons heureux en Paradis, s'il plaît à Dieu notre Père à tous les deux."

La fraternité c'est la prière inscrite sous la coupole de la cathédrale Notre-Dame d'Afrique à Alger : "Dieu veille sur nous, chrétiens et musulmans".

La fraternité c'est la force qui poussera un jour, je l'espère, l'enfant grec à cesser de détester l'enfant turc, l'enfant palestinien à cesser de haïr l'enfant juif, l'enfant chiite à cesser de maudire le sunnite, l'enfant chrétien à tendre la main à l'enfant musulman, l'enfant algérien à ouvrir les bras au Français, l'enfant serbe à devenir l'ami du Croate.

Mais pour que la République fraternelle devienne une réalité, pour que l'État soit de nouveau respecté, pour qu'il ait de nouveau une autorité, une légitimité, une crédibilité, il faut que l'État protège et non qu'il soit dans la société le cheval de Troie de toutes les menaces.

L'État qui protège, ce n'est plus l'État Providence des années 60 et 70, ce n'est plus l'État social d'avant la mondialisation. Ce n'est plus seulement l'État qui étendait sans cesse sa protection sociale pour que le monde n'ait plus à subir ce qu'il avait subi lors de la grande crise des années 30 qui avait débouché sur la misère, le fascisme et la guerre.

Mais au prétexte que l'État Providence ne peut plus fonctionner comme il y a quarante ans, il serait désastreux de décréter que l'État ne doit plus s'intéresser à l'économie, qu'il ne doit plus jamais intervenir, que le marché a toujours raison et qu'il doit décider seul, qu'il n'y a qu'à laisser faire et laisser passer. Cette vision naïve de l'économie et de la politique finirait si nous la poussions jusqu'au bout de sa logique par avoir raison de la démocratie et de la République. Depuis vingt ans nous avons déjà trop cédé sous l'effet de notre propre renoncement et du renoncement de l'Europe.

Dans cette Lorraine si éprouvée par les restructurations industrielles et qui continue de payer très cher les conséquences non maîtrisées de la mondialisation, dans cette Lorraine qui fait tant d'efforts pour se redresser et dont chaque succès est un miracle d'énergie et de volonté, je veux le dire solennellement ce soir : je n'accepte pas l'idée d'une désindustrialisation inévitable. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans usine. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans ouvrier, sans paysan, sans artisan.

Je n'accepte pas l'idée qu'il faille tirer un trait sur l'industrie, sur l'artisanat et sur l'agriculture.

Je n'accepte pas l'idée d'une France qui se contenterait de répondre à la mondialisation en investissant dans la haute technologie et les services à forte valeur ajoutée, et qui laisserait tomber tout le reste. Car lorsque les usines seront parties, lorsque l'agriculture aura disparu, lorsque les artisans ne pourront plus vivre, tout le reste partira aussi, parce que les Chinois et les Indiens forment aussi des savants, des ingénieurs, des financiers, des techniciens, parce qu'une fois les ateliers partis, les secrets de fabrication sont plus difficiles encore à préserver, parce que l'innovation se fait toujours au plus près du processus de production.

Si l'on ne fait rien, si l'on continue d'accepter les dumpings sociaux, écologiques, monétaires, fiscaux, si l'on continue d'accepter la concurrence déloyale, l'Europe finira par devenir un désert industriel et un désert agricole avant de devenir un désert économique. Regardez ce que l'euro fort face au dumping monétaire américain fait à Airbus. Pourtant rien n'est perdu. Mais il faut voir à long terme, il faut ancrer le système productif dans les territoires.

Je ne peux pas accepter d'abandonner des pans entiers du territoire qui ont une longue tradition industrielle derrière eux. Je ne peux pas accepter qu'une masse croissante d'exclus aille s'entasser dans les banlieues des grandes villes et que les emplois s'en aillent à l'autre bout du monde.

Ici dans cette Lorraine qui connaît la valeur du travail, ici devant le peuple lorrain qui est un peuple de travailleurs, je veux prendre l'engagement de revaloriser le travail et de remettre le travailleur au centre de la société.

Je veux prendre l'engagement de mettre en œuvre une politique économique qui fera augmenter le pouvoir d'achat des salaires, parce qu'en France les salaires sont trop bas et les prix trop hauts.

Parce que j'ai mis le travail et les travailleurs au cœur de mon projet politique, parce que j'ai mis le pouvoir d'achat et l'emploi au premier rang de mes priorités, je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour que les dumpings de toute sorte cessent de tirer les salaires vers le bas et de dégrader les conditions de travail.

Je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour faire obstacle aux chantages à la délocalisation.

Je veux être le Président qui moralisera le capitalisme financier, qui donnera la primauté à la logique de la production sur la logique financière, qui donnera la primauté à l'entrepreneur et au travailleur sur le spéculateur et le rentier, qui mettra un terme au scandale des parachutes en or et à l'injustice des stocks options réservés à quelques-uns.

Je veux être le Président qui donnera plus de poids au capitalisme familial par rapport au capitalisme boursier et qui aidera les PME françaises au moins autant que les Américains soutiennent les PME américaines.

Je veux être le Président qui prendra à bras-le-corps le problème des délocalisations et qui mettra au cœur des négociations européennes la question de la surévaluation de l'euro et celle de la préférence communautaire.

Je veux être le Président qui proposera à nos partenaires la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle européenne et qui mettra en œuvre une politique industrielle française.

On dira que c'est impossible, mais pour la pensée unique tout est toujours impossible. On disait qu'il était impossible de sauver Alstom et j'ai sauvé Alstom.

On dira que l'industrie c'est fini, mais on le disait aussi de la sidérurgie il y a 20 ans.

Je veux être le Président qui prendra la mondialisation comme un défi et non plus comme une fatalité.

Je ne veux pas d'une Europe qui subit et d'une France qui souffre parce qu'il n'y a pas de volonté européenne et pas de volonté française.

Hier je suis allé à Colombey.

Je me suis recueilli devant la grande croix de Lorraine et l'humble tombe du Général De Gaulle, dans le petit cimetière du village, semblable à tant de cimetières de tant de villages de France.

C'était cela le gaullisme : la politique comme l'expression d'une volonté, la conviction que rien n'est jamais perdu, qu'il faut résister, qu'il faut refuser la fatalité et le renoncement.

C'était cela le gaullisme : donner l'espoir quand il semble qu'il n'y a plus d'espoir.

C'était cela le gaullisme : une France ouverte sur le monde mais qui ne subit jamais et qui agit toujours.

C'était cela le gaullisme : la certitude que la France est forte et qu'elle est capable d'étonner le monde et quand les Français sont rassemblés.

Hier, sur le livre d'or du mémorial de la croix de Lorraine, j'ai écrit : "une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi".

Quoi de plus grand que rassembler les Français pour que la France retrouve sa grandeur ? C'est la tâche que je me suis assignée si je suis élu.

Il ne me reste plus à vous dire que ces mots magnifiques, que le Général De Gaulle a si souvent prononcés quand la France semblait sur le point de disparaître :

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.18 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> - Issy-les-Moulineaux <lieu=Issy\_les\_Moulineaux> <texte=59>

Mes chers amis,

À quatre jours du vote, votre ferveur me laisse penser qu'une volonté populaire est en chemin. Et cette volonté ne se laissera ni freiner, ni impressionner par quiconque.

Votre accueil me touche profondément. J'ai une grande ambition : je veux être le candidat du peuple français, de tout le peuple de France.

Je veux remercier André Santini. Vous devez savoir qu'avec André, ce n'est pas qu'une longue histoire d'amitié qui nous lie, c'est aussi une certaine conception de la politique.

Je voudrais vous dire quelque chose d'important.

Pour moi, la politique, c'est une façon d'aimer la vie, de croire à ses beautés, de croire aux rencontres, de croire à l'énergie positive qui est en chacun, de croire qu'il existe, malgré toutes les difficultés et les déconvenues, une grâce humaine qui est plus forte que tout le reste.

Lorsque André Santini a décidé de me soutenir, je ne me suis pas seulement dit : c'est l'un des membres les plus importants de l'UDF, je me suis dit que l'aventure présidentielle était aussi une affaire de sentiment.

On ne se lance pas dans une telle aventure avec un cœur étroit, petit et froid. J'aime la France de toutes mes fibres. J'aime les Français comme on aime sa famille.

Certes, cette famille est complexe, parfois rebelle, parfois conservatrice, parfois conciliante, parfois sévère - y compris à mon égard ! - mais c'est ma famille, la France, et je l'aime telle qu'elle est et je veux la représenter telle qu'elle est.

Sachez que votre force me donne de l'énergie.

Sachez que votre confiance m'engage.

Sachez que vos espoirs nourrissent une formidable espérance qui peut tout changer.

Elle peut tout changer car l'espérance, c'est la part d'étincelle qui existe en chaque individu qui ne veut pas renoncer et qui veut continuer à y croire. Croire que l'avenir peut cesser d'être une menace pour redevenir une promesse. Malgré les obstacles, malgré les injustices, malgré les blessures de la vie.

L'espérance, c'est la part d'audace qui inspire ceux qui bâtissent des cathédrales, qui vont à la conquête des étoiles, qui repoussent les frontières de la connaissance, qui brisent les chaînes de la servitude ou les habitudes.

Le goût de la liberté et du dépassement de soi, parfois jusqu'au don de soi, est le propre de l'homme et la condition de son accomplissement.

Je récuse le nivellement par le bas car il étouffe la flamme des êtres libres qui veulent vivre debout. Le nivellement ne fait pas partie de mes valeurs.

Pour moi, tous ceux qui veulent aller plus loin et plus haut doivent être valorisés, épaulés, encouragés, car ils se grandissent et, avec eux, ils grandissent la France. Voilà pourquoi je crois au travail, à l'effort, à l'innovation, à la récompense au mérite. Voilà pourquoi la passion de ma vie c'est l'action. Si je veux que les Français me fassent confiance, c'est pour agir et pas pour subir. Voilà le message que nous voulons donner à la France.

L'espérance, c'est la part d'amour qui inspire ceux qui, malgré la barbarie, malgré l'humiliation, veulent encore regarder l'humanité avec foi.

Je veux dire à Simone Veil, que je la considère comme un exemple de courage et de dignité.

Je ne reçois pas à la légère le soutien d'une aussi grande dame, qui a vécu ce qu'elle a vécu, qui a fait ce qu'elle a fait. Je veux lui dire que son appui m'oblige plus que n'importe quel autre.

Simone Veil, je la connais bien, elle est un miracle. Elle est sortie vivante de la Shoah.

Elle a fait de sa vie politique un don. Elle incarne toutes les raisons d'espérer en un avenir meilleur et d'agir pour qu'il advienne.

"Puisse l'histoire des camps de concentration retentir pour tous comme un sinistre signal d'alarme", écrivit Primo Lévi, qui, lui aussi, traversa l'enfer pour témoigner que l'âme des hommes pouvait sombrer dans la folie et la haine.

Simone, je vous aime. Le pire, c'est que c'est vrai ! Entre nous, c'est une longue histoire tout de même.

Elle a dit que nous pouvions avoir des différences. Mais bien sûr, Simone Veil est une femme libre, je me veux un homme libre. Je ne demande pas à ceux qui me soutiennent de penser, sur tout, la même chose que moi. Je leur demande de se rassembler pour s'additionner, avec leur identité, pas de renoncer à ce qu'ils sont.

Ai-je dit aux amis de l'UDF qui m'ont rejoint de renoncer à ce qu'ils étaient, non, je leur ai dit de rester ce qu'ils étaient parce que l'avis du peuple français ce n'est pas de nier les contradictions qui peuvent exister au sein du peuple français, c'est de les surmonter.

Ça ne m'intéresse pas d'avoir des soutiens qui abandonnent leur identité pour me soutenir, parce que ce n'est pas l'idée que je me fais de la liberté.

Simone Veil est une femme libre, c'est en femme libre qu'elle a décidé de me soutenir et, moi, je reste un homme libre vis-à-vis de l'ensemble des Français, parce que le président de la République n'est pas l'homme d'un parti ou d'un camp, c'est l'homme de la nation, de toute la nation.

Voilà le message que je voulais dire ici à Issy-les-Moulineaux à tous les Français, de toutes les conditions.

Et je dis avec mon cœur, pour moi, qui a commencé dans la vie politique bien jeune, je n'ai pas oublié 1975 et Nice. Je n'ai pas oublié qu'en rentrant de Nice, un homme, qui était dans le département, qui avait un accent un peu bizarre, m'avait repéré. Je veux dire à Charles Pasqua que ça me fait plaisir qu'il soit présent ce soir. Pas pour des raisons politiques, mais pour des raisons personnelles.

Parce que de 1975 à 2007, je mesure le chemin parcouru. Jamais je n'aurais pu parcourir ce chemin si à un moment ou à un autre, alors que Sarkozy était un nom bizarre, il y avait un petit nombre de gens qui ont su peut-être discerner, dans ce jeune qui n'aimait pas obéir, derrière l'immensité de ses défauts, la petite capacité à faire de la politique.

Aujourd'hui, je vous le dis, je n'ai pas trahi l'idée que je me faisais de la politique, lorsque j'étais au fond de la salle et que je rêvais d'être un jour sur cette tribune.

À ce moment-là, quand je rentrais dans la salle de mon premier meeting à Boulogne pour Jacques Chaban-Delmas, je rêvais de changer les choses, d'éprouver une émotion collective, de parler de la France et de l'incarner.

32 ans après, je n'ai pas changé, je suis le même, jamais je n'ai regretté le choix que j'avais fait à l'époque.

Nous entamons un siècle nouveau, un siècle sans ressemblance dont nous cherchons les repères. N'oublions jamais que le combat entre le bien et le mal, entre la raison et la sauvagerie, ne finit jamais. C'est un combat profondément politique. C'est mon combat.

C'est un combat intime car c'est en chacun de nous que se joue l'honneur ou la chute de la condition humaine.

L'espérance, c'est le souffle qui emporte les peuples qui savent que le grand livre de l'histoire n'est jamais clos. Il y a trois jours, j'étais à Colombey-les-deux-Églises, j'y étais allé la première fois en 1977. J'ai senti à ce moment-là, devant cette immense croix de Lorraine, je crois que c'est la première fois que j'étais là-bas sous un soleil éclatant, nous y sommes allés tant de fois au mois de novembre.

Je pense que l'histoire appartient à tous ceux qui s'en saisissent. Et la question posée à cette élection présidentielle est celle-ci : allons-nous subir la mondialisation ou l'organiser et la modifier ?

La mondialisation est un fait. Vous-mêmes et vos enfants vous aurez à la connaître. Moi, je vous propose qu'ensemble nous pesions sur elle, pour l'organiser à notre façon et non pas pour la subir.

Qu'a voulu le Général de Gaulle sinon agir pour refuser de subir.

J'ai également ressenti à Colombey, devant l'humble tombe où il est enterré avec sa femme et sa fille, que la France est une cause sacrée qui domine toutes les autres. Et à tous ceux qui s'étonnent que j'aie voulu mettre l'identité nationale française au cœur du débat politique, je voudrais dire simplement : qu'est-ce qu'un candidat à la présidence de la République française quine parlerait pas de la France ?

Qu'est-ce que la France, que veut dire être français ? Sont les premières questions de cette élection présidentielle.

Puis, la troisième leçon du gaullisme, c'est que l'on ne sert jamais si bien la France qu'en comprenant les changements du monde, pas en les refusant.

C'est dans cette idée que je voudrais m'inscrire.

Je m'oppose à ceux qui disent que la politique ne sert plus à rien, à ceux qui sont en proie à la désillusion, à ceux qui pensent que tout a été dit et tout a été fait.

Dieu sait que François Mitterrand était un homme ayant beaucoup de qualités, mais qu'il a été petit lorsqu'il a dit que tout avait été essayé contre le chômage. C'est faux, tout n'avait pas été essayé.

La politique ne peut rien pour ceux qui ne veulent rien.

La politique ne peut rien pour ceux qui ne pensent rien.

La politique ne peut rien pour ceux qui n'imaginent rien.

J'ai eu des débats avec un certains nombre de mes amis et c'était légitime. Lorsque j'ai employé le mot rupture, je ne l'ai pas employé pour blesser quelqu'un, mais pour que chacun d'entre nous soyons conscient de la situation politique dans laquelle est notre pays. Un Français sur deux qui ne vote plus, parce qu'ils n'y croient plus. Et le quart de ceux qui votent le font pour les extrêmes. Et l'on voudrait me convaincre qu'il faut continuer à faire de la politique comme on en fait depuis si longtemps ?

Mais les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Alors je regardais les autres candidats. Fantastique ! Épuisés par le premier tour, voici qu'ils n'ont plus rien d'autre à dire que du mal de moi. Mais si je n'existais pas, il faudrait m'inventer !

Des idées contre le chômage, ils n'en ont pas.

Des idées sur l'immigration, ils n'en ont plus.

Des idées sur l'Europe, ils y ont même renoncé.

Leur seule idée : faire barrage à Nicolas Sarkozy !

Tellement persuadés qu'ils sont que je serai au second tour. Merci de cette preuve de confiance. Formidable espérance, voici que mes adversaires les plus sévères sont persuadés que je serai au second tour, moi, je n'en suis pas persuadé.

Devant les Français qui ont tant de problèmes, face à cette France tellement exaspérée, face à cette France du "non" à laquelle je veux m'adresser car je ne veux pas la culpabiliser mais la convaincre, face à cette France qui s'abstient, qui vote pour les extrêmes, est-ce que l'on voudrait faire croire que la seule menace en France, le seul problème quotidien en France serait de vouloir diaboliser un candidat ?

Formidable cette gauche mondaine, qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met plus ses enfants ; qui parle en détail des quartiers où naturellement elle n'habite plus depuis longtemps ; et qui n'emploie même pas le mot de travailleur puisqu'elle a tourné le dos aux ouvriers qu'elle a trahis de puis si longtemps.

Voici d'ailleurs la bonne nouvelle de la campagne, quand j'ai parlé de Jaurès et de Blum, François Hollande, que j'avais connu plus avisé, s'est risqué à être scandalisé par cette captation d'héritage. Je ne l'avais jamais vu défendre l'héritage avec un tel enthousiasme : Bienvenue au club !

Je croyais qu'il était contre l'héritage...

Moi, j'ai parlé de Jaurès et de Blum, parce que j'aime Jaurès quand il dit que le nom de Dieu ne lui fait pas peur, parce que c'est ma conception de la laïcité, qui est le respect des croyances et non pas l'adversaire des religions.

J'aime Blum, le grand Blum, pas celui de 1936, celui de 1920 qui, seul, au congrès de Tours, sans télévision, sans radio, imagine déjà que le communisme conduira au stalinisme.

Je renvoie Blum à la figure de tous ces intellectuels qui allaient dans les années 60 et 70 en Union soviétique louer le marxisme léninisme sans rien voir de la dictature qui s'installait là-bas...

La gauche de Blum et de Jaurès parlait des travailleurs parce qu'elle respectait le travail.

La gauche d'aujourd'hui parle des statuts parce qu'elle a trahie les travailleurs et qu'elle ne respecte pas le travail. Voilà la différence.

Et lorsque j'étais encore hier dans une usine, devant plusieurs centaines d'ouvriers, je me disais en moi-même : même pas une petite manifestation... ! Ce qui m'étonne, c'est de ne plus rencontrer ceux qui devraient être avec les ouvriers.

Une France sans ouvriers, sans paysans, sans artisans, serait une France appauvrie économiquement, socialement, culturellement, parce que si les usines partent, tout le reste partira aussi.

Voici que le monde ouvrier se tourne vers nous parce que la valeur du travail est centrale

Alors, dans cette campagne, la demande des Français est une quête de sens. Que voulez-vous ?

On me dit que la société s'est "droitisée", pas du tout. Nous avons commis l'erreur pendant 20 ans de nous battre sur des mesures techniques, sans jamais expliquer les raisons pour lesquelles nous les présentions.

On présentait une réforme de l'impôt sur le revenu, que nul ne comprenait parmi notre électorat. Quant à nos adversaires, avant même que nous l'ayons déposée, ils menaient le combat du cadeau fait aux riches.

Pourquoi cette période est-elle terminée ?

Parce que moi je ne me bats pas sur un programme fiscal, j'explique un système de valeurs et le programme fiscal n'en est que la conséquence. Je dis d'abord aux Français où je veux aller et ensuite comment nous irons.

Lorsque j'ai proposé la suppression des droits de succession, c'est parce que je crois à la famille et au travail. Quand on a travaillé toute sa vie, il est normal de laisser à ses enfants le fruit d'une vie de travail en franchise de droits de succession.

On m'a dit alors : mais et l'égalité des chances ?

Mais l'égalité des chances, ce n'est pas détruire le patrimoine de celui qui a mis une vie entière à le créer. L'égalité des chances, c'est pour l'enfant qui naît dans une famille où il n'y a pas de patrimoine, d'avoir les mêmes chances que celui né dans une famille où il y a un patrimoine.

On ne va tout de même pas s'excuser d'avoir eu des parents qui ont travaillé toute leur vie, même pas un petit RMI, même pas une période de chômage.

Et je veux dénoncer un scandale pour les femmes. Lorsqu'il y a des problèmes dans le couple, que le mari a fraudé le fisc, la femme, qui n'y est pour rien, se trouve solidairement responsable de la fraude du mari. Devant le fisc, la femme, qui n'y peut rien, est responsable.

En revanche, si le mari décède, que la femme reste seule, on va lui demander de payer des droits de succession de biens que le fisc avait indiqué qu'ils étaient les siens ! C'est une injustice car on ne peut pas, à la fois, être solidaire face au fisc et devoir payer des droits de succession sur ce qui vous appartient ! Voilà une véritable injustice que je veux dénoncer.

D'ailleurs, parlons-en des injustices, parce qu'elles ne sont pas celles que l'on dit.

Je n'aime cette injustice qui lorsque vous demandez un emprunt vous fait passer une visite médicale. Gare à vous si vous n'êtes pas en bonne santé ! Sinon, on vous expliquera que vous aurez moins le droit d'être logé que si vous étiez en bonne santé. On vous fera venir dans un petit bureau, à côté, pour vous entendre dire que vous êtes malade, mais vous n'y êtes pour rien... Puis, on vous dit que cela peut s'arranger, mais que ça vous coûtera plus cher. Si c'est cela la justice, je ne l'accepte pas, parce que celui qui est malade n'a pas à payer plus cher l'emprunt pour loger sa famille.

Dans cette campagne, j'ai voulu défendre la valeur du travail parce que cinq pays en Europe ont construit le plein emploi. Pourquoi ce qu'ils sont capables de faire, ne pourrions-nous pas le faire ? Par quelle magie serions-nous condamnés à avoir deux fois plus de chômeurs que les autres ?

Aucun de ceux qui ont le plein emploi n'ont choisi le partage du temps de travail. C'est la seule qualité que je reconnaisse aux 35 heures et elle n'est pas mince : c'est la seule idée pour laquelle il ne soit pas besoin de déposer un brevet pour la protéger. Même sans brevet, personne ne vient vous la prendre.

Le partage du temps de travail, les travailleurs français l'ont payé par des salaires qui n'ont pas augmenté. Et moi, l'homme de droite, je veux dire que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi.

Je comprends parfaitement que quelqu'un qui travaille toute sa vie, qui est depuis 36 ans dans une usine, qui travaille toute la journée et qui est payé 1250 Euros par mois, soit profondément scandalisé de voir dans son immeuble quelqu'un d'assisté qui, à la fin du mois, dispose de la même somme que lui. C'est un scandale qui n'est pas acceptable. Les salaires sont trop bas.

Un certain nombre de mes amis, je les comprends, m'avaient reprochés l'expression, et pourtant j'ai voulu la reprendre, de "patrons voyous". Je veux m'en expliquer devant vous et ne pas fuir le débat.

Quelle serait ma crédibilité de dénoncer les voyous si je ne dénonçais que celui des quartiers et pas certains comportements qui font honte. Je n'accepte pas que nos idées soient travesties et caricaturées par une infime minorité qui, au nom de nos idées, sert en vérité la gauche, en caricaturant le combat politique qui est le nôtre.

J'accepte tout à fait les grosses rémunérations. Je considère comme normal que celui qui travaille plus que les autres gagne davantage. Que celui qui prend plus de risque que les autres en aient la juste récompense. C'est normal. Mais je n'accepterai jamais que celui qui a conduit l'entreprise à la ruine ou qui l'a conduite à un plan de licenciement de 10 000 postes parte avec un chèque de plusieurs millions d'Euros dans la poche. Ça, ce ne sont pas nos valeurs !

Je ne rendrai pas ce service à la gauche, de considérer comme non choquant ce qui l'est en vérité.

Si je suis président de la République, je rendrai illégaux les parachutes en or pour une simple raison : la grosse rémunération rémunère le gros risque. S'il y a un parachute en or en cas d'échec, il n'y a plus de gros risque, donc il n'y a plus besoin de grosse rémunération.

C'est simple et ce sont les valeurs qui sont les nôtres. La grosse rémunération elle est pour celui qui est révocable ad nutum, parce qu'il assume l'échec et le succès.

Lorsque j'ai sauvé Alstom, les salariés, en 2004, je suis allé à l'usine de la Rochelle, puis à celle de Valenciennes et de Belfort, j'ai demandé aux ouvriers d'accepter l'augmentation zéro des salaires en 2004. À La Rochelle, un ouvrier est sorti et m'a dit : regardez moi bien dans les yeux, vous nous demandez un effort, mais si vous réussissez et que ça va bien, ce seront les mêmes qui en profiteront ou pourra-t-on compter sur vous à ce moment-là pour avoir une augmentation de salaire ?

Cet homme avait raison, il faut être juste et en 2006, alors qu'Alstom est aujourd'hui une réussite, j'ai demandé bien sûr aux dirigeants d'Alstom, qui l'ont fait, de donner une augmentation de salaire aux salariés. Parce que nous ne pouvons pas avoir des salariés qui paient quand ça va mal et qui n'en profitent pas quand ça va bien ! Ce n'est pas mon système de valeurs.

Et que les choses soient claires entre nous, je ne veux pas vous trahir, je veux dire les choses avant. Je suis choqué qu'au sein de groupes de plusieurs milliers de personnes, au sein d'un conseil d'administration, on puisse se distribuer des plans de stock-options entre quelques-uns, alors que dans la conception de l'entreprise qui est la mienne, le dernier des salariés de l'entreprise contribue lui aussi à la richesse de cette entreprise, à sa promotion et à sa croissance.

Je ne défendrai pas une politique qui ne sera pas profondément juste.

De ce point de vue, le mot protection ne me fait pas peur. Je veux pouvoir dire que l'État français doit protéger sans être accusé d'être protectionniste. Protéger, bien sûr.

J'étais hier en Lorraine, j'ai visité les mines et, le soir, nous avons fait un magnifique meeting à Metz.

J'ai voulu dire une chose et un journaliste a écrit que je frisais la démagogie, je connais ce raisonnement, quand on est populaire et de droite, on est populiste, quand on est populaire et de gauche, on est proche du peuple... Va comprendre la différence !

J'ai voulu dire à cette Lorraine, où des millions de gens sont morts pour qu'elle reste française, que nous l'avions bien fait souffrir avec la sidérurgie et que nous avions eu tort. Parce qu'après la restructuration minière, on a expliqué à la Lorraine que la sidérurgie, c'était foutu, fini, fichu. Que l'acier ne valait plus rien. On a l'air malin, maintenant, que l'acier explose, qu'il se fabrique en Inde, que les profits sont considérables et que nous manquons d'acier en France. Ce fut une erreur, nous avons martyrisé une région parce que nous n'avons pas imaginé l'avenir. Parce que le marché, auquel je crois, voit à court terme et pas forcément à long terme.

Si le Général de Gaulle avait dû s'en tenir au seul marché, il n'aurait pas engagé la France dans la filière nucléaire et nous n'aurions pas aujourd'hui 50% de notre électricité indépendante. Voilà la réalité des choses.

Je le dis d'ailleurs avec la plus grande force, je n'ai pas encore accepté la façon dont un grand de la chimie en France, Pechiney, a disparu sans que les autorités politiques n'aient levé le petit doigt pour empêcher cette disparition.

On m'a dit alors que je n'étais pas si libéral que ça... Qu'est-ce que cela veut dire ?

Lorsqu'il a fallu sauver Alstom, que Siemens trouvait si peu attrayante qu'elle voulait la racheter, j'ai demandé à la Commission européenne de m'aider, s'il n'y a plus qu'un seul groupe, aidez-moi, ne serait-ce que pour la concurrence. La Commission aurait dû m'aider, elle m'a un peu combattue. Je n'ai pas compris, parce qu'il fallait garder Alstom en France.

Un de mes collaborateurs avait fait une note parfaite, deux jours après mon arrivée au ministère des Finances. Cette note était impeccable, rien ne dépassait, tout était logique et implacable, c'était fini, fichu, foutu.

J'ai fait venir ce garçon, qui avait fait toutes les écoles, il avait été premier partout, sauf où il avait été deuxième, il avait dû avoir soit un chagrin d'amour soit une grave maladie, c'est la même chose, manque de concentration !

Je lui ai dit que sa note était remarquable, il m'a cru, je lui ai alors demandé de refaire la même note en pensant que dans les 25 000 employés d'Alstom, il y avait son père, pour voir si, à ce moment-là, il traiterait Alstom de la même façon.

Cela ne m'a pas gêné, et je le dis à mes amis car il y a eu des troubles dans la majorité, nous avons levé 10 milliards d'Euros pour que les banques garantissent les marchés. Il a fallu que l'État rachète 22% d'Alstom. Avec Patrick Devedjian, nous l'avons rachetée 800 millions en 2004. L'État l'a revendu 2,2 milliards deux ans après.

Je me moque de ne pas avoir été le parfait libéral en 2004 parce que, pour moi, ce qui compte, c'est d'être pragmatique, efficace et d'avoir des résultats. Voilà la seule leçon politique à retenir.

Bien sûr, il nous faut une politique industrielle. Quel sera l'avenir de la France si nous n'en avons pas ?

Et se pose alors la question immense de l'Europe.

Certains de mes propres amis me disent de regarder les sondages et, tel le serpent devant le charmeur, de ne plus bouger. Ceux-là ne comprennent pas que l'on ne gagne pas une élection en regardant les sondages, mais en parlant avec son cœur, en livrant ses convictions, en se battant jusqu'à la dernière minute, en n'ayant pas peur, en affirmant ses convictions.

Et peu importe, que tel ou tel, un jour ou l'autre, ne soit pas en accord avec moi, je suis candidat pour faire partager ma vérité, ma conception de la politique.

Ce n'est pas : Je suis votre chef, donc je vous suis ! Une autre a dit cela : mes idées sont les vôtres, au revoir ! On ne dirige pas la cinquième puissance du monde ainsi !

Sur l'Europe, j'ai l'ambition de réconcilier les Français avec l'idée européenne.

Comment ?

L'Europe n'est pas un choix pour nous, c'est une obligation.

Il y a trois mois, je me suis rendu à Verdun. Verdun, ce n'est pas le Moyen Âge. En neuf mois, 300 000 morts. 24 millions de bombes. 162 000 morts français, 140 000 morts allemands. Pendant neuf mois, ils ont vécu l'enfer.

Mes chers amis, cela s'est passé en Europe, sur notre continent, deux peuples parmi les plus civilisés du monde, français et allemand, se sont bagarrés, on voulu s'exterminer.

Ce n'était pas le Moyen Âge, c'était le XXe siècle. Ce n'était pas une lointaine contrée asiatique, c'était chez nous.

De tout ce massacre, alors que Churchill disait : plus jamais ça et nous n'avons pas beaucoup de temps, après lequel chacun se préparait au troisième conflit mondial, un petit nombre d'hommes ont eu cette idée extraordinaire de faire la réconciliation.

J'ai été élevé par mon grand père, que j'aimais par-dessus tout, il me parlait des Allemands, qu'il n'a jamais appelé "les Allemands", il les appelait comme on les appelait dans les familles et il y avait le choix... Et le Général de Gaulle, avec Schumann et Adenauer a eu le courage insensé, alors que les blessures étaient si profondes dans chaque famille de France, de dire que nous allions nous réconcilier.

Le Général de Gaulle n'a pas demandé aux Allemands de s'excuser. Il a dit aux jeunes allemands : vous êtes les enfants d'un grand peuple, qui a parfois commis de lourdes fautes, nous allons maintenant nous réconcilier.

Et ils ont bâti l'Europe et nous avons eu la paix. Et le continent qui était le plus barbare, où l'on s'était le plus battu est devenu le continent de la paix. Le continent qui avait vécu la Shoah, l'extermination systématique des Juifs et de tous ceux qui étaient différents parce qu'ils étaient différents, ce continent a connu la paix.

Je ne serai pas celui qui jouera avec l'idée européenne, je défendrai cette idée parce que l'Europe, c'est la paix.

On a tort de ne pas parler de Verdun, du voile noir pendant cinquante années sur Strasbourg, l'Alsace et la Lorraine. Parce que cela aurait pu être vos enfants, parce que cela aurait pu être vous. Parce que c'est arrivé à eux et parce qu'ils ont surmonté cela, nous sommes là, nous.

Comment l'Europe, qui a été imaginée pour protéger, est-elle ressentie comme une menace par tant de nos compatriotes ?

Je ne suis pas de ceux qui montre du doigt ceux qui ont voté "non". J'ai voté "oui" à tout. Je ne suis pas de ceux qui vont dire que les 55% de ceux qui ont voté "non" au referendum n'ont pas compris. Non, c'est une France qui souffre, qui proteste, qui ne comprend plus où on la conduit.

Qu'est-ce qui s'est passé ?

Je veux d'abord une Europe qui aura des frontières. L'Europe n'a pas vocation à être une sous région de l'ONU. Je suis attaché au projet politique des pères fondateurs, d'une Europe intégrée, politique, pas simplement d'un grand marché.

Voilà la raison pour laquelle j'ai toujours été opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, parce qu'avec son entrée, c'en sera fini du projet politique européen. La question n'est pas de ne pas aimer les Turcs, grande civilisation et grand pays, mais je ne serai pas celui qui ira expliquer aux écoliers français que les frontières de l'Europe c'est l'Irak, la Syrie et qui viendra leur expliquer que nous avons fait du Hezbollah ou des Kurdes, des problèmes européens.

Quand j'ai parlé de cela, avant même d'avoir fini ma phrase, on m'a traité de xénophobe.

On ne peut donc plus rien dire et plus avancer une idée ?

La Turquie n'a pas sa place en Europe parce c'est en Asie Mineure et si l'Asie Mineure, c'était l'Europe, ça se saurait ! mon raisonnement est peut-être trop compliqué, mais, quand même, la géographie, ça compte et les pays qui changent d'adresse sont rares...

Une Europe avec des frontières et que les mots de préférence communautaire ne soient pas vécus comme des gros mots. Si nous ne voulons pas de la préférence communautaire, pourquoi faisons-nous l'Europe ?

Si nous prenons l'exemple de l'agriculture, le jour où l'Europe ne se soucie plus de son indépendance alimentaire, où elle accepte de laisser tomber ses agriculteurs, vous verrez que le prix des denrées alimentaires sera fixé par un trader à Londres et par un autre à New York. Et alors, les prix, dont on nous explique qu'ils doivent baisser augmenteront parce qu'il ne restera plus qu'une seule agriculture au monde, l'agriculture américaine. Il n'y a aucune raison pour laisser tomber l'agriculture européenne et française.

Concernant les négociations OMC, je ne comprends pas. Quand les Américains décident d'une politique systématique, leur permettant de réserver aux PME les commandes publiques, ils ont le droit, et si l'Europe voulait le faire, elle n'en a pas le droit. Je demande pour la France le même droit que les États-Unis d'Amérique. Il n'y a aucune raison que nous ne puissions pas faire ce que les autres font.

Je suis pour la concurrence et l'ouverture des marchés, mais je veux la concurrence loyale.

Nous avons signé le protocole de Kyoto, chaque Français, grâce au nucléaire, produit 20% d'émission de gaz à effet de serre de moins que les autres européens. Je veux que les produits importés en provenance de pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto soient taxés, cela s'appelle la taxe carbone, car il n'y a aucune raison d'accepter le dumping environnemental.

J'ai osé demander à ce que nous réfléchissions à la TVA sociale, j'en connais tous les risques, mais nous ne pouvons pas continuer à taxer le travail systématiquement, parce que sinon il n'y aura plus de travail pour les Français.

Il faut imaginer autre chose, chercher autre chose. Les Allemands l'ont fait, les Danois aussi. Et c'est la France qui a inventé la TVA dans les années 60, je demanderai à nos partenaires européens d'imaginer et d'expérimenter la TVA sociale, comme nous avons imaginé et expérimenté la TVA dans les années 60. Parce que je veux que nos importations financent la protection sociale des Français, sinon nous n'arriverons pas à nous en sortir.

J'ai voté pour l'Euro et je ne le regrette pas. Mais nous n'avons pas fait la deuxième monnaie du monde pour refuser de nous en servir au bénéfice de l'emploi et de la croissance.

Lionel Jospin disait en 2002 : un homme qui parle de la monnaie est un irresponsable. Au nom de quoi ? La monnaie est un instrument au service de la croissance et de l'emploi.

Je demande à ce que nous fassions avec l'Euro ce que les Américains font avec le Dollar.

Depuis huit mois, le Dollar s'est déprécié de 35% par rapport à l'Euro. Nous n'avons pas fait l'Euro pour que l'on ne puisse plus construire un seul avion sur le sol européen, parce que la dévaluation compétitive du Dollar empêche Airbus de vendre ses avions.

Dire cela, ce n'est manquer de respect à personne. C'est juste poser la question.

Souvenez-vous, Clinton, il y a une petite dizaine d'années, ce génie de la communication, va voir les Chinois, la Chine, cet empire extraordinaire, pour leur dire que ce qu'ils font avec le Yuan ce n'était pas bien et leur demander de le réévaluer. Les Chinois ont répondu au président des États-Unis d'Amérique : Merci d'être venu, revenez quand vous voulez, quant au Yuan, c'est notre affaire, pas la vôtre.

La Chine se sert du Yuan comme d'un instrument de promotion de ses produits et de sa croissance.

Et quand les japonais se sont retrouvés empêtrés dans dix années consécutives de récession, ils ont porté leurs taux d'intérêts à zéro, ils ont utilisé le Yen comme un fantastique instrument pour doper leur croissance.

Vous pourrez me dire que c'est loin, alors regardons de l'autre côté du Channel, que fait Gordon Brown avec la Livre sterling ? Au plus petit ralentissement de la croissance anglaise, il baisse les taux d'intérêts, en accord avec la Banque centrale d'Angleterre, il met les taux d'intérêts plus bas, manipule la politique des changes. À l'arrivée, le Royaume-Uni a 1% de croissance de plus que nous chaque année.

Nous n'avons pas fait l'Euro pour refuser de nous en servir.

Alors, ce n'est pas parce que nous aurions une autre politique monétaire, que nous pourrions faire l'économie des réformes de structures. Je suis favorable à l'indépendance de la banque centrale, à la réforme des structures, mais l'Euro n'appartient pas à Monsieur Trichet. C'est une affaire trop importante pour être la propriété d'un seul homme. Après tout, peut-être n'a-t-il pas raison sur tout ?

Mes chers amis, je suis persuadé que nous pouvons faire une synthèse.

L'autre jour, un journaliste, sans doute avec beaucoup de bonnes intentions, m'a dit que j'avais été sifflé, qu'à la gare du Nord, cela ne s'était pas bien passé pour moi. Je ne savais pas que j'avais des amis gare du Nord, je me suis renseigné et j'ai découvert que j'avais été sifflé par les voyous, les casseurs, par tous ceux qui l'avaient saccagée.

Franchement, c'est un honneur, ce ne sont pas mes amis, je confirme. Et je n'ai pas vocation à représenter cette catégorie de la population.

Nous sommes quand même le seul pays au monde où une petite élite trouve des excuses à un multirécidiviste, qui ne paie pas son ticket de métro, qui, non content de ne pas le payer, frappe les agents de sécurité de la RATP. On lui trouve des excuses, une émeute s'en suit et à longueur d'émission de télévision on pose la question du fossé entre les jeunes et la police.

Je me suis dit que j'avais raté un épisode ! Il y a un truc que je n'ai pas compris !

Quel fossé ? Y a-t-il un pays au monde où on considère comme anormal que la police interpelle un fraudeur ? La fraude, c'est l'impôt payé par les plus pauvres. Ce que le fraudeur ne paie pas, c'est vous qui le payez.

Au nom de quoi, devrions-nous, nous, payer nos tickets, accepter les contrôles et baisser la tête quand il y a un casseur ?

Au nom de quoi devrions-nous considérer qu'il est normal de frapper un policier ?

Moi, je veux être un président de la République qui parle au mon des honnêtes gens, qui défend ceux qui paient leur ticket, ceux qui ne fraudent pas, qui défendent la police qui n'a pas à se faire agresser par des voyous.

On se demande vraiment en quoi casser une gare améliore leur situation ?

D'ailleurs, j'ai une suggestion à faire : que ceux qui trouvent amusant de brûler les voitures brûlent la leur plutôt que celle du voisin. Ce fera le même feu, mais ça ne leur fera peut-être pas le même effet...

J'ajoute, puisque nous sommes en Ile-de-France, que la décision prise par le Conseil régional d'Ile-de-France, de la gratuité des transports pour le Rmiste, est invraisemblable. Je suis au RMI, je ne paie pas, je reprends un emploi courageusement, j'en suis récompensé par le fait de payer ce que je ne payais pas avant. C'est ce qu'ils appellent encourager le travail !

Le Rmiste a le droit à une formation pour avoir un métier et pour sortir le plus vite possible du RMI, pas pour être enkysté dans la situation d'un assisté, parce que l'assisté finit par perdre l'estime de lui-même. Or, chacun a droit à la dignité parce que chacun a une utilité sociale pour peu qu'on lui demande.

Si je suis élu président de la République, avant la fin de l'été 2007, j'aurais réglé le problème des multirécidivistes. 5% des délinquants font 50% de la délinquance. Cela ne peut plus continuer.

Dimanche, j'ai rencontré la mère de la petite de Marseille, torturée pour lui faire avouer le code de sa carte bleue, où il y avait 1,75 Euro. Cette petite avait 23 ans, elle a été lapidée et torturée par des barbares de 17 ans, qui étaient des multirécidivistes. Voulez-vous m'expliquer ce que cela change pour la victime d'avoir été martyrisée par des mineurs ou des majeurs ?

Je serai le président de la République qui ne mettra pas sur le même plan la victime et le délinquant, parce que cette situation ne peut pas durer.

Dans le même temps, nous ne pouvons pas accepter la situation de nos prisons. D'abord, parce qu'il s'y trouve un certain nombre de malades qu'il faut soigner. Il faudra, dans chaque région, créer un hôpital-prison pour les soigner.

Et sil faut également penser à la réinsertion, nous ne pouvons pas continuer à accepter la situation d'impunité des mineurs dans laquelle nous trouvons.

A-t-on encore le droit de débattre ? J'ai posé la question de savoir quelle était la part de l'inné et de l'acquis. Franchement, cette question, des savants de France se la pose.

Avant même que j'aie fini, déjà j'étais accusé de je ne sais quoi, je me suis rassuré parce que c'était par je ne sais qui, donc sans beaucoup d'importance en vérité.

Si une campagne électorale ne sert pas à poser des questions, si nous naissons tous égaux, tous les mêmes, cela veut donc dire qu'il n'y aurait pas d'inégalités à corriger ?

Moi, je pense le contraire, je pense qu'il faut donner plus à celui qui part de plus loin sur la ligne de départ de la vie.

Mais surtout, je voudrais tellement que la politique retrouve ses lettres de noblesse, qu'elle redevienne ce lieu naturel du débat, où l'on puisse y affirmer des idées. Parler de l'identité de la France sans être un nationaliste, parler de la nécessité de maîtriser l'immigration sans être un raciste, parler de protection sans être un protectionniste, parler des sujets qui font le quotidien des Français.

Ce qui me donne le plus d'optimisme, c'est que si la France était ce qu'elle était, avec ce que l'on dit d'elle, et ce que je dis depuis le début de la campagne, je ne devrais pas être là aujourd'hui.

Moi, je me suis mis sous la protection du peuple français. Je parle au peuple, je parle à ceux qui vont voter, je ne parle pas aux partis, je ne parle pas aux élites, je ne parle pas aux corps intermédiaires.

Que chacun fasse ce qu'il veut. J'ai bien vu que Michel Rocard se dépêchait de se faire inviter à dîner... J'ai bien vu que François Bayrou, et c'est son droit, que j'ai connu de droite est aujourd'hui de gauche. Mais il faut qu'il prévienne ses électeurs parce qu'il a changé si vite, peut-être ses électeurs vont-ils être désorientés. Ils n'ont pas voté pour lui pour qu'il fasse alliance avec la gauche. Je veux également parler aux électeurs du centre, de l'UDF, qui se sentent légitimement trahis aujourd'hui.

Ils n'ont pas compris l'esprit de la présidentielle de la Ve République. L'élection présidentielle dans la Ve République, c'est un homme, une femme, un candidat, une candidate, qui parle au peuple. Pas des partis politiques qui essaient sur le tapis vert de récupérer ce que le peuple ne va pas leur donner. Extraordinaire spectacle, avant même qu'ils ne sachent s'ils sont qualifiés pour le second tour, ils s'agacent, s'énervent et s'inquiètent. Il faut vite se rencontrer, méfions-nous du peuple, organisons notre coalition avant que le peuple ne se prononce.

Cela promet si jamais on leur confiait les responsabilités. Quelle drôle de stratégie. Ils sont candidats au premier tour et huit jours avant se disent : vite, embrassons-nous et serrons-nous, nous sommes si peu nombreux dans cette pièce, nous aurons plus chaud ensemble que seuls.

Mais ils se sont trompés de République et d'élection ! À huit jours, voici qu'ils sont tellement confiants dans leur sort, donne-moi la main grand frère s'il te plaît, ça ira mieux ensemble...

Ne vous laissez pas voler votre décision. Imaginez les combinaisons avant, pensez à ce que seraient les combinaisons après.

Ils nous promettent la VIe République, c'est le retour à la IVe, c'est-à-dire à la république des combines, des partis et des partisans.

Voilà la réalité qui nous est présentée. Extraordinaire, il faut tout entendre !

Maintenant, vous savez ce qu'est un homme de conviction, qui vous dit, avec la force de ses convictions, en vous regardant droit dans les yeux : Si Ségo est au second tour, je serai le candidat de la droite ; si Sarko est au second tour, je serai le candidat de la gauche. Bonjour les dégâts ! Heureusement qu'il nous dit qu'il a des convictions, car qu'est-ce que ce serait s'il n'en avait pas ?

Si je suis au second tour, je ne changerai pas, je continuerai à dire la vérité, ma vérité, à proposer un projet, avec une majorité très largement ouverte.

Mais je veux surtout dire aux Français que tous ont leur place dans le projet politique que je propose à la France. Tous.

Je veux dire à ce jeune des quartiers, s'il veut en sortir, que nous lui trouverons une formation, un contrat, une rémunération et un emploi. Je ne le laisserai pas s'abandonner à l'oisiveté.

À ces jeunes, de ces quartiers, je leur donnerai leur chance, mais la chance par le travail.

Je leur dirai : si tu te lèves tôt le matin, la République t'aidera, si tu ne veux pas te lever, la République te combattra.

Voilà le discours du respect pour les jeunes de nos quartiers.

Je dirai à toutes les familles de France qu'elles ont le droit d'être propriétaire de leur logement parce que l'État se portera caution, parce que nous aurons le crédit hypothécaire et parce que je ne veux pas entendre parler d'une stratégie qui réduit le logement à la seule dimension du logement social. Le logement social est capital, mais il n'y a pas que cela dans la vie.

Jeune étudiant, je rêvais d'être propriétaire de la chambre où j'habitais. Je me disais, si un jour j'arrive à en être propriétaire, rien ne pourra plus m'arriver parce que la propriété c'est la sécurité.

Je veux que chaque jeune français puisse être propriétaire de son logement parce qu'alors, on respecte son immeuble, son quartier et on aime ses voisins. Voilà la France que je souhaite.

Oui, mes chers amis, J'aime la France et je déteste la repentance, parce que haïr son pays c'est se haïr soi-même. Je voudrais d'ailleurs dire à tous ceux-là qu'ils se trompent. On ne peut pas aimer un pays que l'on a appris à haïr.

Voilà pourquoi j'ai voulu parler de l'identité, parce que la France n'est pas une race, ni une ethnie. La France est une multitude de petites patries qui en ont fait une grande.

Quand je suis arrivé en Martinique, le poète de la négritude, Aimé Césaire, ce génie, ma parlé avec des mots forts de l'identité martiniquaise. Et en moi-même, je me disais, pourquoi c'est grand, noble et fort de parler de l'identité martiniquaise, pourquoi ne serait-il pas noble, fort, grand de parler de l'identité nationale française ?

Je suis fier d'être français.

Bien sûr que le système colonial est injuste, mais je n'accepte pas que l'on assimile nos compatriotes qui sont allés en Algérie à ce système injuste. Il y a eu en Algérie des Français qui l'ont aimée, ont travaillé la terre, ont éduqué, soigné, bâti et construit. Et, un jour, à ces Français-là, on leur a dit c'est la valise ou le cercueil.

La France a une dette d'honneur à l'endroit de ces Français que nous avons laissé tomber. Et à ceux qui ne me croiraient pas, qu'ils relisent Camus et ils verront ce qu'est un Français qui aimait l'Algérie !

Mes chers amis, voilà, nous sommes à quelques jours. Soit vous considérez que ce combat est le vôtre, que vous êtes la majorité silencieuse et que cette majorité silencieuse, pour une fois, va se faire entendre. Pour une fois, elle ne va pas se laisser dicter sa position, ses idées, son attitude.

Ce combat n'est pas le mien, à moi tout seul, sur cette tribune. Ce n'est même pas celui de mes amis ici présents, c'est le nôtre.

Il s'agit de vos enfants, Il s'agit de votre pays, Il s'agit de votre patrie, Il s'agit de la France, Il s'agit de l'avenir et de la société dans laquelle vous voulez vivre.

Et bien, mes chers amis, vous avez un bulletin de vote, c'est de vous dont dépend tout cela.

Moi, il ne me reste plus que deux choses à dire, mais je voudrais vous les dire du fond du cœur :

Vive la France !

Et par-dessus tout : Vive la République !

\*\*\*

<campagne=2007>04.19 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> - Marseille <lieu=Marseille> <texte=60>

Mes chers amis,

Je veux vous dire mon bonheur d'être ici, à Marseille, pour cette dernière réunion publique avant le premier tour.

Marseille, cette ville qui ne ressemble à aucune autre, qui n'a eu d'autre rivale qu'Alexandrie, Gênes, Naples ou peut-être Barcelone.

Marseille, cette vieille cité grecque qui depuis vingt-six siècles brasse les religions, les races, les cultures.

Marseille, jamais obéissante, mais toujours fidèle.

Marseille, qui fut révoltée contre le Comte, contre le Roi, contre Paris, mais Marseille toujours patriote, parce que Marseille, c'est la France.

Marseille, c'est Mirabeau, ce géant qui lui ressemblait tant, dont elle fit son député aux États généraux.

Marseille, ce sont les Fédérés qui le 10 août montent à l'assaut des Tuileries en chantant la Marseillaise.

Marseille, c'est une offrande au ciel et à la mer.

Marseille, c'est une prière, c'est une histoire d'amour, c'est un bonheur de vivre qui dure depuis vingt-six siècles, voilà pourquoi j'aime Marseille définitivement.

Marseille, cette vieille cité coloniale, porte ouverte de la France sur l'Orient et sur l'Afrique.

Marseille, qui ressuscite toujours.

Marseille qui se bat pour qu'on la désire.

Marseille, c'est un grand rêve de fraternité, offert à tous les hommes qui veulent le partager.

Je viens, au terme d'une longue campagne, puiser à ta source, Marseille, la force, l'énergie, l'enthousiasme, sans lesquels nul victoire n'est possible.

Alors nous voici à deux jours du premier tour. Cette campagne aura été, pour moi, une épreuve de vérité. Parce qu'aller durant des mois à la rencontre des Français, à la rencontre de leurs joies et de leurs peines, de leurs espoirs et de leurs souffrances, oblige à aller jusqu'au bout de soi-même, au bout de ses propres sentiments, de son engagement et de sa sincérité.

Ces peines et ces espoirs, ces joies et ces souffrances, auxquels, dans une campagne présidentielle, nous nous trouvons confrontés, nous ne pouvons pas nous contenter de les observer de loin, de les garder à distance. Pour les comprendre, nous devons les partager.

Un candidat à la présidence de la République digne de ce nom doit faire siennes les joies et les souffrances de la France. Dans une campagne présidentielle, on ne peut pas tricher, faire semblant.

La rencontre d'un homme et d'un peuple, ce miracle de l'élection présidentielle par lequel un homme cesse d'être l'homme d'un parti pour espérer devenir l'homme d'une nation, est le fruit d'une exigence humaine et morale davantage qu'une exigence politique.

La rencontre d'un homme et d'un peuple, pour y parvenir, il faut ouvrir son âme et donner son cœur. C'est une communion, un acte d'amour. Pour unir les Français, pour pouvoir parler en leur nom, au nom de tous les Français, pour pouvoir les gouverner, il faut les aimer.

Mais aimer, c'est prendre le risque de souffrir, parce qu'aimer, c'est abolir toutes les barrières, toutes les distances, c'est devenir plus sensible et sans doute plus vulnérable.

Une campagne présidentielle est une affaire de sentiments, de sensibilité, d'amour.

La France mérite qu'on l'aime.

Les Français, je veux les aimer pour les rassembler.

Voilà le premier message de l'élection présidentielle.

Une campagne présidentielle, c'est prendre des risques. Le risque de souffrir de la souffrance de l'autre, d'être malheureux des malheurs de l'autre, parfois de nourrir son désespoir du désespoir de l'autre.

C'est prendre le risque d'ajouter le malheur, la souffrance, le désespoir de l'autre à sa propre souffrance, à ses propres interrogations.

C'est prendre le risque que les blessures, les fragilités et l'interrogation de l'autre réveillent les blessures, les fragilités, les interrogations qui sont au fond de soi.

La politique, c'est une grande affaire humaine. Ceux qui ne comprennent pas cela n'ont rien compris à la politique, qui n'est pas une question technique, mais humaine.

Oui, on ne sort pas indemne d'une telle campagne, sans doute à cause de ce qu'elle contribue à révéler de soi-même. À cause de l'intensité des sentiments, à cause de la profondeur de l'engagement, beaucoup plus qu'à cause des insultes et des mensonges, des procès d'intention et des insinuations qu'une campagne oblige à subir.

J'ai été étonné qu'on puisse inventer autant d'insinuations et de procès d'intention me concernant, si je n'existais pas, sans doute faudrait-il m'inventer ?! Mais après tout, c'est sans doute la loi du genre.

Quand des candidats n'ont pas d'idées, pas d'arguments, aucune conviction, ne croient en rien et, de surcroît, ne travaillent pas, alors, ils n'ont pas d'autres recours que l'insulte, le mensonge et l'insinuation.

Je ne crois pas que les Français seront dupes de tels comportements et de telles pratiques.

Mais l'important, au fond, n'est pas là, l'important est dans le lien mystérieux qui se tisse avec le peuple de France. Il est dans le mystère indicible de la métamorphose de l'homme politique qui espère devenir un homme d'État.

Une campagne présidentielle, c'est rude, éprouvant, douloureux parce qu'elle oblige à se livrer, à répondre à des questions que, dans le dialogue singulier que chacun entretient avec lui-même, l'on avait jusque-là soigneusement éludé.

Mais c'est en allant au bout de sa vérité, de sa sincérité, de sa cohérence, que l'on devient alors capable d'aimer un peuple, que l'on devient plus fort, capable de le représenter et de le conduire, que l'on devient à même de devenir le maître de son propre destin.

Celui qui ne s'engage pas, qui ne donne jamais rien de lui-même, qui se protège, se tient à distance, refuse de prendre le moindre risque, celui-là passe à côté de tout ce que la vie a de plus beau et de plus grand, de tout ce que la vie a de plus intense, de ce pour qu'oi, au fond, la vie mérite d'être vécue.

Vous l'avez compris, j'ai mené cette campagne présidentielle au bout de ma sincérité, de mes convictions et de mon engagement. Je ne connais pas l'avarice des sentiments.

Cette campagne n'a ressemblé à aucune autre. Ce fut un moment fort parce qu'elle m'a beaucoup appris sur ce qui est au fond de moi et sur ce que les Français éprouvent, sur ce qu'ils attendent.

Jamais, depuis 1981, les Français ne se sont autant passionnés pour l'élection présidentielle. On disait que la politique, c'était fini, que cela n'intéressait plus les Français, qu'ils n'y croyaient plus, qu'ils n'en attendaient plus rien, qu'on leur avait si souvent menti, et c'est le contraire qui s'est produit.

Jamais le doute sur la politique n'a été aussi profond, jamais le jugement sur la politique n'a été aussi sévère, pourtant, jamais je n'ai senti une telle attente du retour de la politique.

Jamais les Français n'ont exprimé le sentiment d'avoir été à ce point trompés, pourtant, jamais ils n'ont tant exprimé la volonté de croire à nouveau en la politique.

Jamais je n'ai senti une telle exaspération, une telle révolte, monter des profondeurs du pays, pourtant, jamais je n'ai ressenti une telle volonté du peuple français de ne pas se résigner à la résignation.

Jamais un nombre aussi grand de Français n'a eu autant l'impression de ne plus être entendu, pourtant, jamais, depuis vingt-cinq ans, une campagne n'a été autant suivie, jamais sans doute les Français ne se sont sentis aussi concernés.

La France, dont le vote protestataire de 2002 et le "non" de 2005 étaient des cris de souffrance, de désespoir et de colère, n'est pas frileuse. Elle ne manque ni de courage, ni d'intelligence.

La France ne refuse pas l'ouverture au monde, elle ne rejette pas l'Europe, mais elle n'en peut plus de subir, que l'on veuille décider à sa place, que l'on fasse comme si elle n'existait pas.

Elle n'en peut plus de l'arrogance de ceux qui expliquent ce qu'il faut penser, de cette bonne conscience de gauche, qui aime tant les banlieues qu'elle n'y habite plus, qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants et qui parle de la vie quotidienne sans jamais la connaître.

Moi, je veux parler à cette France qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse, elle ne pourra pas s'en sortir. À cette France qui veut assurer la promotion sociale de sa famille.

Ignorer la France du "non" ou la mépriser, ce serait nous condamner à l'impuissance.

Opposer la France du "oui" à celle du "non", la France heureuse à la France malheureuse, celle qui a l'impression de s'en sortir et celle qui ne s'en sort pas, ce serait prendre beaucoup de risques avec la démocratie.

Si les Français qui souffrent, ceux qui se sentent humiliés, désespérés deviennent de plus en plus nombreux, si leur souffrance devient chaque jour plus insupportable, alors la France se fermera et se jettera dans les bras des extrêmes.

C'est notre responsabilité de tendre la main à tous ceux qui ne se sont pas reconnus dans notre combat, ces dernières années.

Je mesure parfaitement mes responsabilités, je n'ai pas le droit de décevoir, je n'ai pas le droit de mentir.

Faire une fois de plus, au lendemain des élections, le contraire de ce que l'on aura promis la veille, mentir délibérément pour ensuite ne pas tenir sa parole, proclamer avant les élections que l'on peut résoudre tous les problèmes et déclarer après que l'on n'y peut rien, serait faire la politique du pire et il ne pourrait en sortir que le pire. Que l'on ne compte pas sur moi pour cette politique, je dirai tout avant l'élection car je ferai tout après. Voilà ma morale en politique.

C'est pour cela et rien que pour cela que j'ai voulu ouvrir tous les débats, même les débats interdits.

Un certain nombre de mes amis m'ont dit que, vu les sondages, il ne fallait plus que je bouge, respire ni ne parle. J'ai voulu leur dire dans un souffle que si je ne respire plus, cela n'améliorera pas ma situation, que si je ne parle plus, nous ne gagnerons pas d'électeurs, que si je ne réfléchis plus, nous irons dans le mur.

Je ne veux pas de cette politique de l'immobilisme parce qu'on l'a trop souvent utilisée dans le passé et qu'elle conduit à l'échec. Que l'on ne compte pas sur moi pour cette politique-là !

C'est parce que j'ai voulu tous les débats que j'ai été injurié, insulté, traîné dans la boue par tous les adeptes du politiquement correct et de la pensée unique. Par tous ceux qui, n'ayant rien à dire, voudraient que les autres les imitent.

Je ne les suivrai pas, je ne répondrai pas aux injures, aux insultes parce que j'ai une haute idée de la fonction présidentielle et je ne la mettrai pas au niveau où un certain nombre de mes contradicteurs voudraient la mettre. Ce n'est pas digne d'un président de la République, de la fonction présidentielle et de la France.

Ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les polémiques hystériques, ce qui est important pour moi, c'est de parler à la France à laquelle on ne s'adresse jamais.

Par exemple, je veux parler à la France qui ne brûle pas les voitures et ne bloquent pas les trains, parce que cette France-là a le droit d'être entendue, respectée et considérée.

Je veux parler à la France qui n'a pas de stock-options ni de parachutes en or, mais qui travaille dur pour faire vivre sa famille.

Ce qui m'intéresse, ce qui est important pour moi, c'est de réconcilier les Français avec la politique. Réconcilier la France du "oui" et celle du "non". Convaincre les Français que la politique peut changer les choses, qu'elle peut les protéger. Le mot protection ne me fait pas peur. J'affirme que le devoir d'un responsable politique est de protéger ses compatriotes sans être accusé d'être un protectionniste. Protéger les Français, c'est le devoir d'un président de la République.

Rien n'est plus important pour moi que le respect de la parole donnée. Je sais parfaitement qu'il y a dans cette salle des amis qui sont venus en se disant qu'ils ne voulaient plus voter ou qui ont voté pour d'autres que nous parce qu'ils ont été tellement déçus. Je sais parfaitement qu'ils sont là en se disant que si moi aussi je les trahis, ils ne reviendront plus.

Je veux parler à cette France-là et je veux moi-même soulever la question, parce que je ne veux pas qu'un seul d'entre vous s'en aille ce soir en se disant que ce que j'ai dit était bien, mais en se demandant si je le ferai après ?

Je veux lever tout les malentendus entre la droite républicaine française et nous, parce qu'il y en a eu dans le passé.

Je fais cela pour une raison très simple, parce que la France m'a tout donné et que je veux lui donner à mon tour. C'est ma conception de la nation française. J'ai tout reçu, je veux tout rendre.

Je le ferai parce que je le dois. Parce que je le dois à la France. Parce que je vous le dois.

Je le ferai parce que je ne peux pas me résigner à rester sans rien faire.

Je le ferai parce que j'ai toujours rêvé pour la France d'un destin exceptionnel où la médiocrité ne pouvait pas avoir sa place.

La France on n'en parlait plus. La France on n'avait même plus le droit de dire qu'on l'aimait.

Pourtant, la France, pendant cette campagne, chaque Français à sa façon m'en a parlé.

La France, je n'ai parlé que d'elle, parce que toutes les difficultés, toutes les angoisses, toutes les crises dans lesquelles se débattent les Français ont une cause commune. Elles sont liées entre elles. Elles forment une seule et même crise, une crise morale, une crise d'identité, une crise de la nation et de la République, une crise de l'État, une crise des valeurs.

Nous n'avons pas assez réfléchi ensemble sur la signification de ce que veut dire la France et de ce que veut dire être Français. Et si un candidat à la présidence de la République française ne parle pas de la France, de quoi, mon Dieu, pourrait-il parler ?

Les Français ont besoin de retrouver la France. Je veux parler de ma conception de la France.

La France, c'est le sentiment pour chaque Français qu'il n'est pas seul au monde, qu'il n'est pas seul pour faire face aux accidents de la vie, qu'il n'est pas seul face à la mondialisation, qu'il n'est pas seul pour agir.

La France, c'est le nom de notre destin commun.

La France, c'est la volonté de vivre ensemble et de construire ensemble.

La France, ce n'est pas une juxtaposition d'intérêts particuliers.

La France, c'est un bien commun, c'est notre héritage à tous et c'est l'avenir de chacun.

La France, c'est le pays qui le premier a proclamé que c'était le bonheur et non la volonté de puissance qui devait être le but de toute politique.

La France, c'est le pays à travers le monde qui s'est le plus battu pour la liberté des autres.

La France, c'est le pays qui a enseigné aux hommes l'égalité des droits.

La France, c'est le pays qui en hissant la fraternité au même niveau que la liberté et l'égalité a dit à tous les hommes comme Antigone : "Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine". C'est le massage éternel de la France. Voilà pourquoi on doit aimer la France !

La France, c'est notre pays, notre patrie et nous n'en avons pas d'autre.

La fierté d'être Français, c'est ce qui nous unit par-delà nos différences.

J'ai voulu profondément remettre la France au cœur du débat. J'ai voulu parler de l'identité nationale, j'ai voulu parler de la nation, j'ai voulu parler de la République, j'ai voulu parler de l'État, parce que personne n'en parlait. Parce qu'il était interdit d'en parler sous peine d'être excommunié au nom de la pensée unique, comme il était interdit de parler de l'autorité, un mot qui vous brise une carrière ! Autorité, autoritaire, autoritarisme, État policier, circulez, il n'y a plus rien à voir !

Je la connais la gauche bien pesante, autorité interdite, morale, moralisateur, moraliste.

La morale, je veux remettre ce mot dans le vocabulaire politique. Il y a une crise morale française et peu importe si ça ne plaît pas à une gauche mondaine qui depuis longtemps a perdu tous ses repères. Voilà la vérité.

J'ai voulu parler de la France parce que depuis trop longtemps elle était dénigrée et parce qu'à force de l'abîmer, à force de l'abaisser, à force de renier son histoire, sa culture, ses valeurs, à force de tout détester, de détester la famille, la patrie, la religion, la société, le travail, la politesse, l'ordre, à force on a fini par dire aux Français de se détester eux-mêmes.

Haïr son pays, c'est ce haïr soi-même. Voilà l'erreur majeure de ces dernières années.

À force d'avoir appris à nous détester, c'est notre capacité à nous parler, à nous comprendre, à nous supporter qui s'est trouvée remise en cause. C'est notre capacité à vivre ensemble qui s'est trouvée menacée.

Je déteste cette mode de la repentance qui exprime la détestation de la France et de son Histoire.

Je déteste la repentance qui veut nous interdire d'être fiers d'être français, qui est la porte ouverte à la concurrence des mémoires, qui dresse les Français les uns contre les autres en fonction de leurs origines. Cette repentance est un obstacle à l'intégration parce que l'on n'a jamais envie de s'intégrer à un pays que l'on a appris à détester.

Comment voulez-vous que l'intégration à la française marche si l'on apprend à détester la France ?

Je veux parler de la France parce que je lui dois tout. Oui, comme l'a dit l'autre, je suis un enfant d'immigré. La belle affaire ! Et oui, il n'y a pas que toi Basile !

Fils d'un Hongrois, petit-fils d'un Grec né à Salonique qui s'est battu pour la France pendant la guerre de 14. on ne lui a pas demandé à l'époque d'où il venait mais de payer le prix du sang comme aux autres.

Ma famille est venue d'ailleurs, mais dans ma famille, Monsieur Le Pen, on sait ce que l'on doit à la France et donc on l'aime.

Je suis un Français de sang mêlé qui pense que l'on est Français en proportion de l'amour que l'on porte à la France, de ce que l'on est prêt à faire pour elle, de l'attachement que l'on porte à ses valeurs d'universalité, de tolérance, de respect de la personne humaine, de fraternité, du souci que l'on a d'opposer toujours la raison à la folie humaine, de défendre la liberté contre la tyrannie.

Je veux parler à tous les Français, à tous ceux que la politique a déçu, à tous ceux qui se sentent trahis par une gauche qui ne parle plus des travailleurs parce qu'elle trahit le travail, par une gauche qui n'écoute plus le peuple dans son aspiration à la sécurité, à l'identité, à la protection, à tous ceux qui se sont tournés vers les extrêmes comme un appel au secours.

Je veux convaincre chacun de revenir dans le champ de la République parce qu'ensemble nous allons changer les choses. Ainsi, leur voix sera utile, leur cri sera entendu, leur souffrance sera prise en compte. Ma France, ce n'est pas celle de monsieur Le Pen, parce que ma France, ce n'est pas une race, ce n'est pas une ethnie, ce n'est pas l'exclusion, ce n'est pas la détestation de l'autre. C'est au contraire la fraternité pour l'autre.

On n'est pas Français seulement par ses racines, par ses ancêtres. On est Français par son âme, par son esprit, par ses sentiments.

être Français, ce n'est pas un statut juridique. Ce n'est pas seulement un bulletin de naissance. Et j'ai vu que Monsieur le Pen me conseillait de changer de grands-parents. Il est la preuve vivante que même avec des grands-parents français, le résultat peut être contestable... La France, ce n'est pas seulement un passeport. C'est la fidélité à un idéal.

être Français cela ne s'hérite pas, cela se mérite tous les jours par l'amour de la France et par un mot, si je suis président de la République, que je remettraï à l'ordre du jour : le civisme.

Car, sans civisme, il n'y a pas de citoyen digne de ce nom.

On est Français parce que l'on veut l'être, parce que l'on se sent Français, parce que la France on l'aime, on la respecte, on en est fier. Parce que l'on se sent envers elle des devoirs, parce que l'on éprouve envers elle une gratitude, une reconnaissance.

La France, ce n'est pas fini.

La France, elle est vivante dans le cœur de ceux qui l'aiment.

La France, les Français veulent que l'on en parle parce qu'ils sentent bien que derrière toutes nos crises, derrière lesquelles tant de Français se débattent, c'est une seule et même question qui se trouve posée : celle de notre conception de la nation.

Les Français veulent que l'on en parle parce qu'ils ont au fond de leur cœur le sentiment que ce lien mystérieux les rattache à une destinée commune exceptionnelle, à la grandeur de laquelle chacun peut avoir sa part.

À tous ceux qui se désespèrent de la France, j'ai voulu dire dans cette campagne que lorsque, de nouveau, les Français rêveront pour elle d'une destinée exceptionnelle, alors la France retrouvera sa grandeur.

Lorsque les Français recommenceront à rêver d'un monde meilleur, ce monde deviendra possible.

Aujourd'hui, à la veille du premier tour, je veux m'adresser à tous les Français, pour leur dire que les hommes, comme les peuples, sont grands quand ils ont de grands rêves et qu'ils se laissent porter par eux.

La France est née du grand rêve des Rois de France.

La République est née des rêves des soldats de l'An II.

Napoléon, dit-on, faisait ses plans de bataille avec les songes de ses soldats endormis.

Le Général De Gaulle qui fut le plus grand des Français parce qu'il fut le seul qui pendant quatre ans en avait "maintenu l'honneur comme un invincible songe". De cet invincible songe sortirent la France combattante, la France résistante, la France présente au côté des Alliés au jour de la Libération.

Et rappelez-vous Martin Luther King, ce pasteur noir qui n'était pas grand-chose, mais qui a dit un jour à la grande Amérique devant le mémorial de Lincoln à Washington : "Je rêve qu'un jour sur les rouges collines de Géorgie les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve que mes quatre petits-enfants vivront un jour dans un pays où on ne les jugera pas à la couleur de leur peau mais à la nature de leur caractère." Ainsi parlait Martin Luther King et ce rêve a changé l'Amérique !

Notre rêve va changer la France, voilà le défi de cette présidentielle !

De ce grand rêve de ce pasteur noir inconnu, qui n'est pas démodé, est sortie une Amérique nouvelle où l'on pouvait parler de justice et de fraternité.

La politique n'est rien quand elle n'est plus portée par de grands rêves. La politique qui se contente de gérer, qui est persuadée que rien ne peut être changé, que sa seule ambition, c'est la stabilité, qu'il ne peut pas être autrement, que l'on n'y peut rien, que l'on a déjà tout essayé, que tout a été tenté, que tout a été dit, cette politique-là ne peut rien parce qu'elle ne veut rien. Je veux le contraire pour la France de 2007 !

Je veux être le Président qui fera vivre un nouveau rêve français grâce auquel chaque Français ne regardera plus l'avenir comme une menace mais comme une promesse.

À tous les Français, je voudrais faire partager le rêve d'une France qui se lève pour dire "non" à ceux qui n'envisagent pour elle qu'un destin médiocre. Je voudrais qu'ils se lèvent pour dire "non" à tous ceux qui ne croient plus en elle.

Je voudrais leur faire partager le rêve d'une France où chacun d'entre vous pourra enfin trouver sa place.

Où les professeurs n'auront plus peur de leurs élèves, Où les adultes n'auront plus peur des jeunes, Où les jeunes n'auront plus peur de devenir adultes, Où les parents n'auront plus peur que leurs enfants vivent moins bien qu'eux, Où l'ouvrier ne vivra plus dans la hantise des délocalisations, Où la différence ne sera plus vécue comme un danger mais comme une richesse.

Je voudrais faire partager le rêve d'un peuple français qui se lève pour que la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé sur le fronton de nos mairies mais devienne une réalité. Une France où personne ne soit jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion mais sur la nature de son caractère, comme le disait Martin Luther King.

Ce rêve qu'un jour tous les fils dont les familles sont françaises depuis des générations et les fils de rapatriés et de harkis, les fils d'immigrés, les petits-fils d'Italiens, de Polonais, de Républicains espagnols, les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans, tous les enfants, de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions, qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français.

Ce jour-là, nous aurons réussi quelque chose de plus grand que nous !

Lorsque de nouveau les Français se sentiront portés par un grand rêve français dans lequel ils se reconnaîtront, dans lequel chacun aura le sentiment d'avoir sa part, alors tant de nos compatriotes cesseront d'être les spectateurs désabusés de leur propre histoire pour redevenir les acteurs.

Je rêve d'une France où l'on ne demanderait plus aux fils d'expié les fautes supposées de leurs pères. Je rêve d'une France qui n'aurait plus honte de son histoire.

Et je veux le dire parce que c'est ma vérité, au plus profond de moi-même : la France n'a commis aucun génocide, la France n'a pas inventé la solution finale. Tous les Français n'ont pas été pétainistes, il y a eu les héros de la France libre et de la résistance. Et si certains Français ont dénoncé des Juifs à la Gestapo, d'autres, plus nombreux, les ont aidés au péril de leur vie, des mères ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants. C'est cette France au nom de laquelle je veux parler.

Je vais ici prononcer des mots qui ne sont pas des paroles de circonstances, mais des mots auxquels j'ai réfléchi.

Je rêve d'une France où l'on reconnaîtra que la colonisation était un système sans doute injuste, mais où l'on respectera les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont pensé de bonne foi œuvrer utilement pour un idéal de civilisation auquel ils croyaient.

Je veux que l'on respecte ces milliers de femmes et d'hommes qui toute leur vie se sont donné du mal pour gagner par eux-mêmes de quoi élever leurs enfants, sans jamais exploiter personne et qui ont tout perdu parce qu'on les a chassés d'une terre où ils avaient acquis par leur travail le droit de vivre en paix, une terre qu'ils aimaient, parmi une population à laquelle les unissait un lien fraternel. C'est la vérité de l'histoire de France.

Je sais bien que cela va créer la polémique, mais peu m'importe, cela me donne le plaisir de faire entendre la grande voix de Camus, parlant pour tous ceux qui allaient devoir quitter la terre de leur enfance, à qui l'on a laissé le choix qu'entre la valise et le cercueil.

Camus, le grand Camus, a écrit cette phrase éternelle, parlant de l'Algérie : "j'ai aimé avec passion cette terre où je suis né, j'y ai puisé tout ce que je suis et je n'ai jamais séparé dans mon amitié aucun des hommes qui y vivent, de quelque race qu'ils soient.

Bien que j'aie connu et partagé les misères qui ne lui manquent pas, elle est restée pour moi la terre du bonheur, de l'énergie et de la création." Qui osera dire que Camus n'aimait pas l'Algérie et les Algériens ? C'est une falsification de l'histoire. Et ça m'a fait plaisir de vous dire cela, parce que l'on en entend des sottises sur notre pays...

À tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies, en ayant tout abandonné, n'emportant avec vous que vos souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne vous quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers vous qu'elle l'a, parce que c'est une dette d'honneur.

Aux enfants des harkis qui ont servi la France, qui ont dû fuir leur pays et que la France a si mal accueillis, je veux dire que si la France doit des excuses et des réparations, c'est à eux qu'elle les doit et à personne d'autre.

À tous les anciens combattants de nos anciennes colonies, je veux dire la reconnaissance de la France et je veux rendre hommage à Jacques Chirac de leur avoir rendu justice.

Aux Algériens, aux Marocains, aux Tunisiens, à tous les ressortissants de nos anciennes colonies qui, espérant dans la France, sont venus y vivre, je veux dire que la France leur tend la main, qu'elle les accueille fraternellement, qu'elle ne leur offre pas la repentance, mais la compréhension et le respect.

À tous, celui qui veut devenir Français, d'où qu'il vienne, la France offre l'égalité des droits et des devoirs. Mais la France exige la fierté d'être Français.

À celui qui veut devenir Français, je dis qu'il doit prendre en partage l'histoire de France, qu'il doit accepter que le pays dans lequel il vient soit un vieux pays qui a commencé d'exister bien avant lui.

Il doit comprendre que ce pays, la France, est un pays de liberté qui demande simplement qu'on le respecte et qu'on l'aime.

Et je ne veux condamner personne à cette peine si lourde qui consisterait à vivre dans un pays que l'on n'aime pas et dont on ne respecterait pas les lois, les valeurs et les coutumes.

\*\*\* Je rêve d'une France qui aurait tourné la page de mai 68, où l'école reviendrait aux principes Jules Ferry, une école qui forge une culture partagée et, j'ose le mot, une morale commune.

L'école de Jules Ferry était une école qui exigeait de parler à l'intelligence et au sentiment.

Une école qui voulait éveiller les consciences.

Une école qui voulait instruire et élever chacun le plus haut possible.

Aux enfants, elle voulait leur donner ce qu'il y avait de meilleur.

Certains d'entre vous connaissent sans doute la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques, qui étouffaient notre vie administrative, n'existaient pas encore.

Il y a 130 ans, lorsque l'on parlait aux enseignants de France, on commençait ainsi : "Monsieur l'instituteur, Déjà, on se dit que celui qui a écrit cela avait quelque chose à voir avec la civilisation... Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre.

Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.

Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent pas ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre." Ainsi parlait le grand Jules Ferry, il y a 130 ans, une âme libre !

C'était une école qui récompensait le travail et donnait à chacun le moyen d'aller aussi haut que ses talents le lui permettaient, quelle que fût son origine sociale.

Les enfants n'ont pas seulement besoin d'enseignants, ils ont besoin d'éducateurs. Ils ont besoin que les professeurs et les parents soient des éducateurs.

Mais pour être de bons éducateurs nous devons donner l'exemple.

Nous n'avons aucune chance d'inculquer le courage à nos enfants si nous-mêmes nous ne sommes pas courageux.

Un jour, j'ai utilisé le mot "racaille" en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre la peur au ventre.

On me l'a reproché. Mais c'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face.

Quels éducateurs serons-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? Et si nous laissons croire à nos enfants que tout est permis ?

On m'a reproché de vouloir sévir contre les délinquants.

Mais quels éducateurs serions-nous si nous étions incapables de punir les délinquants ?

Quels éducateurs serions-nous si nous cherchons toujours à excuser le crime ou le délit ?

Quels éducateurs serons-nous si nous fermons les yeux sur toutes les fraudes ?

Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges -qui ne sont pas au-dessus des lois-, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités. C'est parce que la société assumera ses responsabilités que les jeunes comprendront la nécessité d'assumer les leurs.

On me dit qu'il ne faut pas créer de tension, qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs, qu'il faut à tout prix éviter de créer les conditions de l'affrontement. Je connais ce raisonnement.

Veut-on pour cela que la police se dérobe ?

Qu'elle ferme les yeux ?

Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?

Qu'elle laisse les voyous libres d'agir ?

Si nous interdisons aux policiers de poursuivre des délinquants de peur qu'il leur arrive un accident, quelle société préparons-nous ?

Si le fait d'être mineur excuse tout ?

Si nous laissons le petit voyou devenir un héros dans son quartier, faute de sanction susceptible de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de l'imiter ?

Si l'on tolère les petits trafics grâce auxquels l'adolescent gagnera davantage que son père qui travaille à l'usine ? Ce qui est un scandale pour l'enfant, l'adolescent et le père !

Si l'argent de la délinquance, du vol, des trafics et des combines devient plus facile que l'argent du travail ?

Ne rien faire parce que l'on veut avoir la paix, pratiquer une forme d'angélisme où l'on se voile la face pour ne pas voir ce qui se passe, interdire aux policiers d'intervenir pour éviter tout incident est une politique irresponsable. Je ne serai pas un président de la République irresponsable.

On m'a reproché d'exciter la colère. La colère de qui ?

L'autre jour, un gentil journaliste m'a dit que ça allait mal pour moi, que j'avais été sifflé à la gare du Nord par les casseurs. Je lui ai répondu : Tant mieux, je confirme ! Ce ne sont ni des relations, ni des proches, ni des amis.

Je ne cherche pas à être l'ami des voyous.

Je ne cherche pas à être populaire parmi les trafiquants et les fraudeurs.

Je ne cherche pas à être bien vu des casseurs.

Et si je suis élu président de la République, je ne mettrai jamais sur le même plan la victime à laquelle nous devons tout et le délinquant qui doit répondre des faits dont il est coupable.

Je n'aspire pas à me faire acclamer par ceux qui empoisonnent la vie des autres.

Extraordinaires, il a fallu que deux candidats à la présidence de la République trouvent des excuses à un individu sept fois condamné, vingt-deux fois arrêté, quine paie pas son ticket de métro, et qui, non content de cela, frappe les fonctionnaires de la République.

Moi, je dis que la police de la République a fait son travail, qu'elle a mon soutien et qu'elle a bien fait d'arrêter le fraudeur et les casseurs. Et je suis prêt à faire un débat avec qui le souhaite sur le sujet et que les candidats disent de quel côté ils sont.

Moi, je ne serai pas du côté des fraudeurs parce que la fraude, c'est l'impôt payé par les plus pauvres. Voilà ce que je n'accepte pas !

Je dis qu'un président de la République qui ne veut pas regarder en face le problème de l'insécurité, qui ne veut pas regarder en face le problème de la violence qui empoisonne notre société, et dont la seule préoccupation serait de ne pas faire de vague, je dis que celui-là est un démagogue et un irresponsable, parce que le rôle d'un Président de la République est d'abord de veiller à l'application de la loi et de protéger les honnêtes gens.

Si je suis élu président de la République, je ferai du rétablissement de l'autorité républicaine ma priorité politique. Sans l'autorité il n'y a pas de vie en société possible.

Beaucoup parmi vous se désespèrent de voir l'autorité dénigrée, de voir l'autorité non plus simplement contestée, mais niée, niée par ceux-là même qui devraient la faire respecter, par ceux-là même qui devraient la défendre. Je ferai tout pour mettre un terme à cette dérive.

Je rêve d'une France où le civisme serait de nouveau appris à l'école de la République et mis à l'honneur dans toutes les familles de France.

Je rêve d'une France où l'on n'abandonnera personne. Je ne laisserai personne sur le bord du chemin. Mais à tous ceux que l'on aidera je demanderai de faire l'effort pour s'en sortir par eux-mêmes, parce que nul ne peut exiger que la société l'aide s'il n'est pas décidé à faire un effort pour lui-même.

Je rêve d'une France où jamais nulle part l'assisté ne sera rémunéré autant que le travailleur, parce qu'alors on dévalorise le travail.

La décision du Conseil régional socialiste d'Ile-de-France ait pu inventer la gratuité des transports pour les Rmistes est un raisonnement absurde au terme duquel celui qui est au RMI ne paie pas et celui qui reprend un travail en est immédiatement encouragé par le fait de payer son transport... C'est cela encourager le travail pour eux ? C'est le contraire qu'il faut faire. Les Rmistes ont le droit à une formation, pour avoir le droit à un emploi. Mais je ne veux plus jamais que, dans une usine, un ouvrier puisse me dire : à la fin du mois, quand j'ai travaillé tout le mois, il ne me reste plus rien pour nourrir ma famille, alors que celui qui est à côté de moi, assisté, a plus que moi à la fin du mois. Je ne veux pas de cette société.

Je veux que ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage puissent le faire.

Je veux que l'on fasse payer plus d'impôts sur les bénéficiaires aux entreprises qui désinvestissent et qui suppriment des emplois et moins à celles qui investissent et qui créent des emplois.

Je veux tout faire pour encourager le travail. Il faut taxer autre chose que le travail parce qu'en taxant le travail on le détruit. Je propose que toute réforme fiscale profite d'abord au travail et que toute baisse des prélèvements soit d'abord affectée à l'allègement des charges sur le travail.

Nous ne pouvons pas continuer avec un financement de la protection sociale qui repose presque exclusivement sur le travail. C'est une incitation à économiser le travail et surtout à le délocaliser.

Pour favoriser l'emploi il vaut mieux taxer la richesse produite que la production de richesse, l'homme qui pollue et l'homme qui consomme plutôt que l'homme au travail.

Je rêve d'une France où les Français se sentiraient protégés contre les délocalisations.

C'est la raison pour laquelle je veux expérimenter la TVA sociale. Je veux taxer les importations venant de pays qui ne respectent aucune règle environnementale, sociale, fiscale et monétaire.

Je crois en la concurrence, mais nous n'avons pas fait l'Europe pour cela. L'Europe n'est pas le cheval de Troie de la mondialisation, mais doit nous permettre d'y résister.

Je n'accepte pas que l'on impose à nos agriculteurs des contraintes alimentaires, de sécurité sanitaire et que l'on accepte d'importer dans notre pays des produits qui ne respectent en rien les règles imposées à nos propres agriculteurs.

Je n'accepte pas que les États-Unis d'Amérique aient une politique systématique d'aide à leur PME, qu'ils aient obtenu une dérogation au sein de l'OMC, et ce qui est autorisé pour les États-Unis serait interdit à l'Europe ? C'est de la concurrence déloyale.

J'ai toujours cru dans l'Europe, j'ai toujours voté "oui" à l'Europe. Même si cela provoque des vagues, je veux dire que nous n'avons pas créé la deuxième monnaie du monde pour qu'elle soit gérée de cette façon. Chaque fois que l'Euro augmente de 10 centimes, Airbus perd 1 milliard d'Euro. Nous n'avons pas fait l'Euro pour ne plus pouvoir construire d'avion sur le sol du territoire européen !

32% de dévaluation du Dollar par rapport à l'Euro. Nous connaissions le dumping social, fiscal, environnemental, voici venir le dumping monétaire.

Je demande que l'on fasse avec l'Euro ce que les Américains font avec le Dollar, ce que les Japonais font avec le Yen, les Chinois avec le Yuan et les Anglais avec la Livre sterling. Est-ce trop demander que la monnaie européenne se mette au service de la croissance et de l'emploi, pas au seul service de la banque centrale européenne ? C'est pour cela que nous avons fait l'Euro !

Puisque c'est la fin, en tout cas du premier tour, au moins que l'on se fasse plaisir.

Je veux pouvoir dire tranquillement que la France ne peut pas accueillir tous les immigrés et prononcer le mot "immigration" sans être traité de raciste.

Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste.

Je veux pouvoir parler des conditions de la concurrence sans être traité de protectionniste.

Je veux pouvoir mettre en cause de façon claire, la façon particulièrement absurde dont est géré l'Euro sans être traité de mauvais européen.

Ce sont des débats que nous devons avoir entre nous.

Je ne vois pas pourquoi la France devrait demander l'unanimité pour baisser sa TVA sur la restauration rapide ou sur le bâtiment et que la Slovénie peut supprimer l'impôt sur les bénéfices des sociétés sans demander l'avis de personne. Soit tout le monde y a droit, soit personne !

On me dit que mes partenaires ne vont pas être d'accord. Oui, si on ne leur dit rien, il n'y a pas de raison pour qu'ils changent d'avis... Justement, je veux mettre un terme à cette politique qui ne dit rien.

Mais je veux également dire que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi. Et je n'accepte pas cette réalité française qui fait que de tous les pays d'Europe développés, nous soyons celui où les salaires sont les plus bas. Comme les prix sont les plus hauts, les charges les plus lourdes, il y a un problème de pouvoir d'achat pour les Français.

Je veux être le président de la République qui résoudra ce problème.

Mes chers amis, mes valeurs sont claires, ce sont celles de la droite républicaine et du centre. Mais je n'accepte pas que, dans une entreprise, on explique aux salariés qu'il faut supprimer 10 000 emplois parce que l'on a besoin d'argent pour développer les nouveaux avions et que, au même moment, le patron de cette même entreprise parte avec un chèque de 8 millions d'Euros, ça je ne peux pas l'accepter.

Ce n'est pas un problème personnel et toute attaque ad hominem serait très désagréable. Mais j'en ai assez que nos idées soient travesties par le comportement de quelques uns. J'en ai assez que certains pensent qu'ils doivent être récompensés y compris quand on a échoué.

Si je suis élu président de la République, je ferai voter dès l'été 2007 une loi qui interdira la pratique détestable des golden parachutes parce que c'est contraire aux valeurs qui sont les miennes.

Oui, qu'un chef d'entreprise, cadre, savant ou sportif gagne beaucoup plus parce qu'il crée de la richesse, parce que son talent est exceptionnel, parce qu'il donne du bonheur, je m'accepte. Mais cette rémunération récompense un grand talent, une grande réussite ou un grand risque.

Qu'est ce qu'un golden parachute ? C'est l'absence de risque. S'il n'y a pas de risque, alors il ne doit pas y avoir de grosse rémunération. Voilà les valeurs pour lesquelles je veux me battre.

De la même façon, je n'accepte pas, et j'assume mes responsabilités, que dans une entreprise de milliers de salariés on puisse à quelques-uns se distribuer un plan de stock-options, alors que la valeur de l'entreprise existe parce que chacun des salariés y a apporté sa part, y compris la dernière collaboratrice et elle aussi a droit d'être propriétaire d'une partie de cette entreprise.

Ça, se sont nos valeurs !

Oui, j'en ai assez d'une droite qui ne sera pas assez courageuse pour défendre ses idées et qui serait trop frileuse pour éviter d'être caricaturée. L'autre jour, Madame Parisot, que je respecte par ailleurs, n'était pas contente parce que j'avais parlé de "patrons voyous". Mais quelle serait ma crédibilité si je pensais que les voyous ne seraient que dans certains quartiers... Je veux dénoncer les voyous quels qu'ils soient, parce que je veux être ferme, mais je veux être juste.

Je serai un président de la république juste parce que je le dois à la France !

Je veux surtout être un homme libre, parce que le président de la république est l'homme de la nation, pas l'homme d'un clan, d'une secte. Ce doit être un homme libre.

Moi, je rêve d'une France où l'on n'abandonnera plus un seul de nos territoires. Des territoires où l'on vit depuis des siècles et où on laisse à penser qu'il n'y a plus de services publics, plus d'espoir, que l'on ne peut plus y travailler. Pour que des gens qui vivaient depuis des siècles heureux sur le territoire de la France se retrouvent dans des villes où l'on n'a pas de logements et pas de travail.

Je ne veux pas de cette France déséquilibrée.

Je veux une France qui porte haut une politique d'aménagement du territoire dans laquelle elle croit.

Je veux une France qui se batte pour garder ses usines, parce qu'une France sans ouvriers, sans paysans, sans artisans est une France appauvrie moralement, économiquement, culturellement et politiquement.

Je l'ai dit à la Lorraine, on l'a martyrisée dans les années 70. Elle avait connu la crise minière et on lui a fait croire qu'il n'y avait plus d'avenir pour la sidérurgie. On a fermé, on a restructuré, on a mobilisé le contribuable français. On a l'air malin aujourd'hui, alors que le monde manque d'acier, nous serions très heureux d'avoir des géants de l'acier. On a menti à la Lorraine et l'on s'est trompé en fermant la sidérurgie française.

Voilà la réalité à laquelle je crois.

Mes chers amis, En 1969, Georges Pompidou, alors Président de la République disait : "le monde a besoin d'une nouvelle Renaissance". Aujourd'hui, tout reste à faire pour que survienne cette nouvelle Renaissance, pour retrouver cet état de grâce où dans l'art, dans la science, dans l'économie, dans la société, partout la vie explose, partout l'intelligence humaine se met à féconder l'avenir.

Je me souviens de cet historien des idées qui disait : "si je voulais résumer en une phrase la mentalité de la Renaissance, je dirais : tout est possible". Tout est possible !

C'est exactement ce sentiment qui manque à notre époque, à la France en tout cas.

Nous avons besoin d'une nouvelle Renaissance.

Nous avons besoin que tout redevienne possible.

Tout paraissait possible aux hommes de la Renaissance.

Tout paraissait possible à ceux des Lumières.

Tout paraissait possible aux capitaines d'industrie, aux savants, aux instituteurs, aux artistes, aux hommes politiques vers les années 1880.

Tout paraissait possible aux hommes du Conseil National de la Résistance, aux hommes de 1958, aux femmes et aux hommes des Trente Glorieuses.

Je voudrais que vous retrouviez cette foi dans l'avenir, cette foi dans les capacités humaines et dans le génie de la France.

Dans cette France, qui a si souvent étonné le monde, qui est si souvent ressuscitée quand on la croyait morte, qui a si souvent précédé le mouvement de la civilisation et si souvent accompli des actes exceptionnels.

La France des croisades et des cathédrales, la France des droits de l'Homme et de la Révolution, la France des Français libres et de la Résistance, la France de Pasteur, la France de Pierre et Marie Curie, la France du TGV, donc d'Alstom et de la fusée Ariane.

"la France, la vraie France, disait Jaurès, la France qui n'est pas résumée dans une époque ou dans un jour, ni dans le jour d'il y a des siècles, ni dans le jour d'hier, mais la France qui est tout entière dans la succession de ses jours, de ses nuits, de ses aurores, de ses crépuscules, de ses montées, de ses chutes et qui, à travers toutes ces ombres mêlées, toutes ces lumières incomplètes, toutes ces vicissitudes, s'en va vers une pleine clarté qu'elle n'a pas encore atteinte, mais dont le pressentiment est dans sa pensée".

Je comprends que François Hollande ait abandonné Jaurès, c'est beaucoup trop grand pour lui !

C'est ce pressentiment qu'il nous faut faire renaître, contre cet "à quoi bon" sinistre et résigné qui hante notre époque. À quoi bon ! À quoi ça sert !

Ce même Jaurès disait : "le nom de Dieu ne me gêne pas." Voilà ce que je veux faire de la politique, une politique qui n'a pas peur des mots, des idées, des débats.

Une politique toute entière mise au service de la France.

Une politique qui revendique l'amour de la France.

Une politique où chacun de vos enfants aura sa place.

Nous allons le faire pour nous-mêmes et pour tous les hommes qui dans le monde continuent d'espérer dans la France !

Mes chers amis, Vous l'avez compris, ce premier tour n'est qu'un tour de chauffe, Ce premier tour, c'est un commencement, Ce premier tour, ce n'est qu'un début, Ce premier tour, c'est une mise en jambes, Ce premier tour, c'est une première étape,

Alors je vous demande d'y croire, Je vous demande de faire de mon combat votre combat, Je vous demande de vous lever, Je vous demande d'exprimer le sentiment de cette majorité silencieuse qui ne veut plus qu'une pensée unique parle en son nom.

Oui, mes chers amis de Marseille,

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>04.27 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> - Clermont-Ferrand <lieu=Clermont-Ferrand> <texte=61>

Mes chers amis,

Y a-t-il meilleur endroit que la terre auvergnate pour parler de l'avenir de la France ?

Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français à dire non au renoncement que ce lieu sacré où le premier résistant gaulois versa son sang pour quelque chose de plus grand que sa tribu ?

Y a-t-il meilleur endroit pour dire aux Français qu'ils peuvent reprendre leur destin en mains que ce vieux pays volcanique où la terre de cendres et les montagnes de lave se souviennent encore qu'ici un peuple courageux défit les légions de César au nom de la Gaule tout entière ?

Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français non au sacrifice mais à l'effort, pour parler du travail et du mérite que dans cette Auvergne où selon Michelet "les hommes ont en eux une force réelle, une sève amère, acerbe peut-être, mais vivace comme l'herbe du Cantal" ?

Y a-t-il meilleur endroit que votre belle Auvergne, mes chers amis, pour parler de l'identité de la France, de ce trésor que l'héritage des siècles a déposé entre nos mains pour qu'à notre tour nous le transmettions à nos enfants plus riche, plus grand, plus beau que nos pères nous l'ont légué ?

Y a-t-il meilleur endroit pour faire se lever dans toute la France l'élan du renouveau qu'ici où les hommes ont toujours travaillé, toujours prié, toujours pensé, toujours créé, où les hommes tirent des profondeurs de la terre cette force qui n'est pas seulement la force des bras mais aussi celle de l'âme et de l'esprit.

Ici, à cet endroit qui est peut-être le vrai centre et le vrai cœur de la France, ici où la Gaule tenta de devenir une réalité vivante, ici où semblent converger et se mélanger toutes les influences, tous les tempéraments, tous les sentiments, toutes les cultures, toutes les croyances, ici où se rencontrent la France de la mer et celle de la terre, le Nord et le Sud, l'Occident et l'Orient, ici où sur des pitons de lave des Vierges noires servent d'intercesseurs entre le Ciel et la Terre,

ici se noue depuis vingt siècles le mystère d'une France dont l'âme est enracinée dans son sol, dans son histoire, dans ses mythes et ses traditions venus du fond des âges, mais dont le regard est tourné vers le ciel, vers le grand large, vers l'avenir,

ici se noue le mystère d'une France qui répète éternellement les gestes immémoriaux qui se transmettent de génération en génération et qui en même temps ne cessent jamais de se renouveler, de se réinventer, de se recréer.

Tous les Auvergnats ont contribué à faire la France avec leurs mains autant qu'avec leurs cœurs. Et le souvenir des plus grands d'entre eux reste vivant dans bien des mémoires françaises. L'Auvergne bien sûr donna à la France Vercingétorix, mais elle ne lui donna pas que lui.

Elle lui donna l'intelligence pure et l'âme tourmentée de Pascal.

Elle lui donna Michel de l'Hôpital, ce chancelier de France dont on enseignait jadis aux enfants dans les écoles qu'il avait vécu "esclave de la justice et de l'honneur".

Elle lui donna Desaix, ce Général de la Révolution à 26 ans, qui mourut à 32 ans en s'écriant : "Je meurs content puisque je meurs pour la patrie !"

Elle lui donna La Fayette qui a dit à l'Amérique : "Je ne veux obtenir de vous qu'une seule faveur, celle de me battre comme un simple soldat, volontaire et sans solde", et qui a scellé pour l'éternité l'amitié de l'Amérique et de la France.

L'Auvergne donna à la France trois Présidents.

Elle lui donna Paul Doumer, grande figure républicaine. Je veux rendre hommage à ce fils de cheminot, qui avait commencé à travailler dès l'âge de douze ans, auquel la Grande Guerre prit quatre de ses fils et qui mourut assassiné par un fou qui voulait tuer la République française.

L'Auvergne donna à la France Georges Pompidou. Je veux lui rendre hommage ce soir parce qu'il incarne à mes yeux un idéal d'homme d'État pétri d'humanisme et épris de modernité.

Georges Pompidou, qui pendant six ans avait été le Premier Ministre du Général De Gaulle.

Georges Pompidou, qui pendant les événements de mai 68 avait su à force d'autorité, de sang-froid, d'intelligence et de cœur conjurer le drame et empêcher que coulat le sang.

Georges Pompidou, qui avait compris tout de suite que la crise étudiante révélait un problème de civilisation.

Georges Pompidou, qui avait voulu être et qui fut un "Président qui gouverne".

Georges Pompidou, qui a écrit dans Le Nœud gordien ces quelques mots qui sont pour moi les plus vrais et les plus profonds que l'on ait écrit sur la politique et qui restent, presque quarante ans plus tard, encore aussi vrais et aussi profonds :

"En tout temps, le peuple veut avoir devant lui quelqu'un qui soit sincère et humain. Sincère, c'est-à-dire qui explique les choses telles qu'elles sont, qui ne donne pas l'impression soit de vouloir tromper, soit de ne pas croire lui-même à ce qu'il fait. Humain, c'est-à-dire qui comprend les problèmes des humbles et des simples citoyens."

Voilà ce que disait Georges Pompidou et qui devrait être une ligne de conduite pour toutes les femmes et tous les hommes politiques de notre temps.

Georges Pompidou, homme de culture et de volonté, qui voulait que la France continuât d'être une puissance agricole et devînt une grande puissance industrielle.

Georges Pompidou, qu'on a voulu attirer dans la boue d'une affaire sordide.

Georges Pompidou, qu'on a voulu salir, qu'on a voulu détruire en attaquant sa famille, en attaquant son honneur, et qui finalement a été élu parce que les Français ne sont jamais dupes de ces coups bas, de ces manœuvres qui visent à discréditer par l'insinuation, par la rumeur, par le mensonge.

Je veux rendre aussi ce soir un solennel hommage au troisième Président de la République que l'Auvergne a donné à la France. Je veux dire mon amitié et mon respect à Valéry Giscard d'Estaing. Je veux lui dire mon estime pour son sens de l'État et pour ses convictions européennes.

Il a desserré les carcans qui étouffaient la société française. Il a abaissé l'âge de la majorité à 18 ans. Il a pris l'initiative de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Il a soutenu envers et contre tout Simone Veil, qui a porté ce projet de loi à bout de bras sous les attaques et les injures sans jamais faiblir.

Sans Valéry Giscard d'Estaing, sans Simone Veil, sans Jacques Chirac qui était alors Premier Ministre, ce combat n'aurait pas pu être gagné.

Des milliers de femmes leur doivent tout simplement la vie. Ils ont fait honneur à la France.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les mœurs politiques d'aujourd'hui ne sont pas tellement meilleures que celles de cette époque. On pourrait même dire qu'à bien des égards elles sont pires dans la mesure où le dénigrement, l'insinuation, la calomnie ou le mensonge ont à leur disposition des moyens de diffusion autrement plus puissants que ceux d'alors.

Vous savez, quand il m'arrive d'aller sur Internet, de lire les journaux ou d'écouter la radio et la télévision, je dois dire que j'ai beaucoup de mal à me reconnaître dans la façon dont on me caricature et dont parfois on me salit. Vous dire que je suis indifférent à tout cela, que je ne suis jamais blessé par des attaques souvent indignes, serait mensonger. Mais au fond je m'y attendais et je m'y suis préparé depuis longtemps.

Seulement quand j'entends des gens dont la vie n'est pas particulièrement un exemple, qui n'ont jamais fait preuve d'une grandeur d'âme, d'un sang-froid, d'une dignité particulièrement remarquables, quand j'entends ces gens chez lesquels on aurait bien du mal à trouver une

quelconque supériorité de cœur, d'intelligence ou de caractère donner des leçons, je me dis en mon for intérieur : qu'ont-ils donc fait dans leur vie de si admirable qui leur permette de parler de moi avec un tel mépris ? Qui sont-ils donc pour se permettre d'instruire à mon égard des procès d'intention ?

Je dois dire que lorsque j'entends ce qu'ils disent de moi, lorsque j'entends toute cette arrogance, tout ce mépris, toute cette suffisance à mon égard, il me faut faire parfois beaucoup d'efforts sur moi-même pour ne pas répondre, pour ne pas leur dire publiquement : "qui êtes-vous donc pour oser dire cela ? Qu'avez-vous fait dans votre vie qui vous autorise à parler ainsi ?"

Mais finalement je me dis en moi-même que tout cela est misérable et ne vaut pas la peine.

Je me dis en moi-même que les Français méritent mieux que cette politique-là.

Je me dis que la France mérite mieux que cette politique de caniveau et que ce serait de ma part manquer de respect aux Français, que ce serait manquer de respect aux onze millions d'électeurs qui ont voté pour moi au premier tour, que ce serait manquer de respect à la fonction présidentielle que de me laisser aller à répondre à des attaques personnelles tellement outrancières qu'elles rabaisseraient ceux-là même qui les profèrent.

Les Français se débattent dans les difficultés.

Ils sont aux prises avec les problèmes de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'insécurité, du logement, de la santé. C'est de cela dont je veux parler avec eux.

Le 22 avril les Français ont choisi. Ils ont choisi le débat qui leur semblait le plus décisif. Ils ont choisi la confrontation qui leur paraissait la plus utile. Ils l'ont fait avec clarté. Ils l'ont fait en allant voter massivement, ils l'ont fait en mettant en tête deux candidats. Maintenant nous avons un devoir Madame Royal et moi : celui d'éclairer les Français, dans la dignité et la sincérité.

Il n'y a pas de place au second tour de la présidentielle pour l'aventure solitaire. Il n'y a pas de place pour les coups médiatiques.

La politique n'est pas faite pour permettre aux hommes politiques d'exister dans les médias. Elle n'est pas faite pour le contentement des hommes politiques.

On ne fait pas de la politique pour soi-même.

On ne fait valablement de la politique que pour les autres.

On ne fait dignement de la politique que pour servir.

Oui, je crois profondément comme Georges Pompidou que le peuple ne devrait avoir devant lui que des hommes politiques sincères et humains. La crise de la politique serait alors résolue.

Pour atteindre ce but, il faut juste un peu de morale.

Un peu de morale que tous les hommes politiques s'appliqueraient à eux-mêmes avant de faire la leçon aux autres.

Un peu de morale qui consisterait à s'appliquer à soi-même les règles de comportement que l'on voudrait voir appliquer par les autres.

La dignité de la politique, le respect qu'elle devrait inspirer, la confiance dont elle a besoin ont été ébranlés parce que pendant trop longtemps, à gauche comme à droite, beaucoup de responsables politiques ont pris la détestable habitude de prôner pour les autres des sacrifices qu'ils étaient absolument incapables de s'imposer à eux-mêmes. Parce qu'ils ont pris la détestable habitude d'imposer aux autres des obligations qu'ils ne s'imposaient pas à eux-mêmes.

Je ne veux faire la leçon à personne. Mais je veux rompre avec cette dérive qui n'est pas seulement une dérive de la politique.

J'ai voulu remettre la morale au cœur du débat politique dont elle avait été chassée depuis des décennies par l'idéologie de mai 68.

Je veux tourner la page de mai 68, je veux remettre de la morale dans la politique. Le mot "morale" ne me fait pas peur.

Pour moi la morale en politique, c'est d'abord le respect de la démocratie. C'est le respect de ses principes. C'est le respect de ses règles.

Pour moi la démocratie ce n'est pas la haine de l'autre, ce n'est pas le mépris de celui qui ne pense pas comme vous, ce n'est pas la violence dans les comportements, dans les propos, ce n'est pas l'affrontement, ce n'est pas la guerre.

La démocratie c'est un système politique fondé sur des valeurs partagées qui permettent de vivre ensemble, de débattre ensemble, de décider ensemble, et au nom desquelles chacun accepte de se plier à la loi de la majorité, accepte d'être gouverné par celui pour lequel il n'a pas voté, par celui qui n'est pas d'accord avec lui mais qui a été élu.

Il y a aujourd'hui des gens dans notre pays qui n'arrivent pas à accepter les principes de la démocratie, qui n'arrivent pas à accepter la loi de la majorité, qui n'arrivent pas à accepter que les Français ne les aient pas désignés, que les Français ne les aient pas choisis.

Il y a des gens qui ne peuvent pas s'empêcher de penser que la démocratie ne fonctionne bien que lorsqu'ils gagnent.

Il y a des gens qui sont tellement convaincus d'avoir raison, tellement convaincus qu'ils ne peuvent qu'être promis à un destin exceptionnel, que leur défaite ne peut être que le fruit d'une manipulation, d'un complot, d'une manœuvre frauduleuse.

Je comprends l'amertume, je comprends la déception, je comprends la souffrance de celui dont l'engagement a été total, qui s'est battu pour ses convictions avec toute son énergie pendant des mois.

Je comprends qu'il est des cas où la défaite électorale peut être vécue comme un drame personnel. J'ai connu l'échec. J'ai vécu des défaites douloureuses, je sais ce que c'est que la douleur de l'échec. Mais cela ne justifie pas l'outrance, cela ne justifie pas l'injure, cela ne justifie pas le mensonge.

On peut être déçu et l'on peut être digne. On peut trouver injuste un résultat qui n'est pas à la hauteur de la peine que l'on a prise, de l'ardeur que l'on a mise dans sa campagne, mais l'on peut être respectueux des électeurs qui ont voté en plus grand nombre pour un autre candidat.

Je veux dire ce soir les choses aussi calmement, aussi poliment que possible. Mais je veux les dire clairement pour qu'elles soient bien entendues et qu'elles soient bien comprises.

Je veux dire ce soir que je ne laisserai personne voler aux Français le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Je ne laisserai personne confisquer le débat pour lequel les Français se sont prononcés massivement dimanche dernier.

Ce serait un véritable déni de démocratie.

Je vois bien l'intérêt de tous ceux qui n'ont rien à dire, qui n'ont pas d'idée, qui n'ont pas de conviction ou en tout cas qui ne se sentent pas assez assurés dans leurs idées et leurs convictions. Je vois bien leur intérêt d'empêcher que la campagne du second tour ait réellement lieu. Je vois bien la tentation pour tous ceux que le résultat du premier tour n'a pas satisfaits, d'essayer de prendre leur revanche sur les urnes en provoquant un brouillage médiatique où les petites manœuvres politiciennes étoufferaient le débat d'idées sur les deux seuls projets entre lesquels les Français auront à choisir le 6 mai prochain.

Ceux qui sont tentés par cette stratégie de confiscation du débat démocratique doivent savoir qu'ils me trouveront en travers de leur route.

Je veux dire aussi ce soir que je veux bien admettre que l'on puisse sans doute aller assez loin dans la passion d'une campagne dans la mauvaise foi, dans les écarts de langage, mais qu'il y a une limite qu'il ne faut pas franchir.

Franchir cette limite c'est s'en prendre à la démocratie elle-même. Cette limite pour moi c'est la diffamation. Je le dis poliment mais fermement : je ne laisserai personne me diffâmer.

Il me semble que nous venons d'entendre la pire énormité que l'on n'ait jamais osé proférer dans notre pays lors d'une campagne électorale. Je crois que cela mérite que l'on s'y arrête un instant pour prendre la mesure de la dérive qui nous menace si nous continuons ainsi.

Car rendez-vous compte que certains déclarent publiquement qu'ils sont persuadés que j'ai fait quelque chose dont ils avouent qu'ils n'ont absolument aucune preuve, ni aucun indice, ni rien qui puisse étayer leur thèse, sauf peut-être l'antipathie qu'ils éprouvent à mon égard !

Alors je pose la question : où va-t-on comme cela ? Et le pire, c'est qu'ils n'ont pas honte.

C'est plus fort que le procès stalinien !

Certains me disent :

"Nous sommes persuadés que vous avez fait pression sur le CSA pour empêcher que Madame Royal aille débattre avec Monsieur Bayrou. Je n'ai pas de preuve, je n'ai pas d'indice, je n'ai rien qui me permette d'étayer ce que j'avance mais ça ne fait rien. Je suis sûr que c'est vrai parce que votre tête ne me revient pas, et parce que vos idées ne me plaisent pas. Le délit de faciès et le délit d'opinion sont à la mode chez les bien pensant ! Bientôt tous ceux qui sont pas d'accord avec eux seront des fascistes cela leur permettra de se trouver le point commun qui leur manque pour entrer dans une coalition avec le parti communiste et avec l'extrême gauche.

Cela serait seulement pathétique et dérisoire si les enjeux n'étaient pas aussi importants pour notre pays, si l'attente des Français n'était pas aussi grande.

Car nous ne pouvons pas nous permettre qu'une fois encore l'élection présidentielle soit un rendez-vous manqué.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un débat tronqué qui débouche encore une fois sur un résultat ambigu, faute que tout ait pu être dit, que tout ait pu être suffisamment expliqué, suffisamment éclairé pour que chacun puisse se prononcer sur le fond en toute connaissance de cause.

La France a pris trop de retard pour pouvoir retarder encore le moment du choix décisif.

Entre la coalition des rancœurs et des déceptions qui rabaisse le débat, et le front commun des haines et des intolérances qui est indigne de la République,

Entre les petites manœuvres politiciennes du temps où triomphait le régime des partis et le déchaînement de la pensée unique qui ne supporte pas que le peuple refuse désormais que l'on puisse décider à sa place,

Il y a quand même une inquiétude à avoir pour l'avenir de notre démocratie.

En fait il s'agit toujours de la même chose. Il s'agit d'escamoter le peuple, de l'empêcher de décider, de le tenir à l'écart, de le manipuler.

Les adeptes de la pensée unique rêvent d'une démocratie où le peuple n'irait pas voter, où l'abstention serait énorme, où l'information serait réservée à quelques-uns, où les décisions se prendraient entre des gens qui appartiennent au même milieu, qui ont la même formation, les mêmes réflexes, qui se connaissent, qui ont entre eux des connivences, des intérêts, des complicités.

Ils regrettent le temps de la France des notables et le suffrage censitaire.

Ils déplorent que l'élection du président de la République soit au suffrage universel.

Ils voudraient la proportionnelle intégrale où tout serait entre les mains des partis et où l'instabilité politique rendrait l'État impuissant face aux féodalités.

Les adeptes de la pensée unique n'ont pas supporté le premier tour. Ils n'ont pas supporté cette participation énorme, ce peuple qui veut choisir lui-même son destin.

Dans cette campagne j'ai voulu m'adresser directement au peuple français. J'ai voulu m'adresser à cette France exaspérée, à cette France qui souffre à laquelle personne ne parlait plus sauf les extrêmes.

Et le miracle s'est produit. Le peuple a entendu. Le peuple a répondu. Le peuple s'est levé.

Et maintenant on veut le faire rasseoir.

On veut le remettre à l'écart.

On veut l'ensevelir sous une avalanche de faux débats.

On veut que plus personne ne puisse lui parler.

On veut que dans le vacarme médiatique il ne puisse plus entendre personne.

Parce qu'en réalité on ne veut partager avec lui ni le pouvoir, ni la richesse, ni le savoir.

Parce qu'en réalité on ne veut pas que le peuple soit libre. On le préfère ignorant, parce que l'ignorant n'est pas libre. On le préfère assisté, parce que l'assisté n'est pas libre. On le préfère prisonnier de l'égalitarisme, parce qu'avec l'égalitarisme personne n'est libre d'entreprendre, de réussir, de réaliser ses rêves, ses ambitions, de bousculer l'ordre établi, de revendiquer la récompense du mérite, le partage des profits, le partage du pouvoir.

Eh bien moi je veux être le candidat du peuple, le porte-parole du peuple, de tous ceux qui en ont assez qu'on les mette de côté, qu'on les ignore, qu'on veuille leur expliquer la vie, qu'on veuille leur expliquer pourquoi ils devraient subir, toujours subir, sans rien dire, sans protester, pourquoi ils devraient se contenter de leur sort, pourquoi ils devraient s'émerveiller devant la mondialisation, devant les délocalisations, pourquoi ils se trompent quand ils croient que leur pouvoir d'achat baisse, pourquoi ils devraient se sentir heureux au lieu de se sentir malheureux.

Je veux être le candidat, je veux être le porte-parole de tous ces Français qui travaillent dur ou qui veulent travailler mais qui ne trouvent pas de travail parce que l'on fait tout pour détruire le travail.

Je veux être le candidat, je veux être le porte-parole de cette France qui en a assez d'être sacrifiée, qui en a assez de payer pour des erreurs qu'elle n'a pas commises, qui en a assez qu'on se moque d'elle.

Cette France je l'imposerai dans le débat du second tour.

Cette France elle peut compter sur moi pour qu'on ne lui vole pas cette élection présidentielle qui est la sienne, qui est celle du peuple et pas seulement celle des partis et des médias.

Je veux dire aux Français : depuis trente ans on parle à votre place, on pense à votre place, on décide à votre place. Vous en avez assez que des gens qui ne sont pas élus, qui ne sont responsables devant personne, qui n'ont de comptes à rendre à personne décident de votre vie, de votre avenir, de celui de vos enfants.

Vous en avez assez de tous ces gens qui décident à votre place et qui ne supportent jamais pour eux-mêmes les conséquences de ce qu'ils décident.

Vous en avez assez de tous ces gens qui veulent toujours vous imposer des sacrifices qu'ils ne sont pas capables de s'imposer à eux-mêmes.

Vous en avez assez que l'on vous répète sans arrêt qu'il n'y a qu'une seule politique possible et que vous n'avez pas le choix.

Vous en avez assez.

Vous en avez assez que des commissaires européens, des Banques Centrales, des cabinets ministériels, des grands corps, des experts, les médias, pensent à votre place, décident à votre place.

Vous en avez assez que la démocratie abdique devant la soi-disant dictature des marchés.

Vous en avez assez que l'État abdique devant les bureaucraties, les corporatismes et les lobbies.

Vous en avez assez que l'Europe ne soit pas démocratique.

Vous en avez assez qu'on vous dise :

"Plus de croissance, ce n'est pas possible !"

"Le plein emploi, ce n'est pas possible !"

"Travailler plus pour gagner plus, ce n'est pas possible !"

"L'augmentation du pouvoir d'achat, ce n'est pas possible !"

"Que tout le monde sache lire, écrire et compter, ce n'est pas possible !"

"Choisir l'école de vos enfants, ce n'est pas possible !"

"Le recul de la délinquance, ce n'est pas possible !"

"Le service minimum dans le service public, ce n'est pas possible !"

"La baisse des impôts, ce n'est pas possible !"

"La politique industrielle, ce n'est pas possible !"

"La taxation des pollutions, ce n'est pas possible !"

"La préférence communautaire, ce n'est pas possible !"

"La lutte contre les concurrences déloyales, ce n'est pas possible !"

Eh bien, si, c'est possible ! Tout cela est possible si nous le voulons vraiment !

Vous en avez assez que l'on décide à votre place ce que vous avez ou non le droit de dire.

Vous en avez assez de la repentance.

Vous en avez assez que l'on cherche à vous imposer d'avoir honte de la France, de son histoire, de ses valeurs.

Vous en avez assez qu'il ne soit pas possible de dire que ceux qui n'aiment pas la France et qui n'aiment pas les valeurs de la République ne sont pas obligés d'y rester.

Vous en avez assez que l'identité nationale soit considérée comme un gros mot.

Vous en avez assez que l'on ne puisse plus avoir le droit de dire qu'un voyou est un voyou.

Vous en avez assez que l'on ne puisse pas parler de la nation sans être accusé de nationalisme, que l'on ne puisse pas parler de protection sans être accusé de protectionnisme, que l'on ne puisse pas dénoncer la surévaluation de l'euro sans être accusé d'être anti-européen, que l'on ne puisse pas dénoncer l'accaparement du pouvoir par la technocratie ou montrer du doigt les patrons voyous sans être aussitôt accusé de démagogie, que l'on ne puisse pas évoquer la France qui souffre sans être immédiatement taxé de populisme.

Vous en avez assez de la langue de bois et vous avez raison.

Vous en avez assez de la pensée unique et vous avez raison.

Je veux en finir avec la pensée unique qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux vous rendre votre liberté. Votre liberté de choix. Votre liberté de parole. Votre liberté de penser.

La France c'est tous les Français, toutes les villes, tous les quartiers, tous les villages. C'est la France de la mer et celle des campagnes, celle de la métropole et celle de l'outre-mer. C'est une seule et même France, une et indivisible, qui tire le meilleur parti de toutes ses ressources, de tous ses potentiels, de tous ses atouts, de tous ses talents, de tous ses territoires, qui n'en laisse aucun de côté, qui n'en gaspille aucun. Le retour de la nation que la pensée unique avait enterrée exprime ce besoin de se protéger ensemble et d'agir ensemble pour relever le défi de la mondialisation.

Depuis 25 ans, la pensée unique nous dit que l'industrie c'est fini, qu'il faut la laisser aux pays émergents qui payent leurs ouvriers moins cher.

Ce que la pensée unique n'a pas compris c'est qu'en laissant partir la fabrication, c'est tout qui risque de s'en aller.

À ceux qui rêvent d'une France sans usine et sans atelier, je dis que si toutes les usines s'en vont, le reste risque de partir aussi.

Lorsque toutes les entreprises seront en Chine ou en Inde, il n'y aura aucune raison pour que les services aux entreprises ne partent pas aussi. Il n'y aura aucune raison pour que la recherche ne s'en aille pas. La Chine et l'Inde forment chaque année plus d'ingénieurs et de chercheurs que l'Europe.

Si les conditions actuelles de l'échange se perpétuent, si les politiques européennes restent les mêmes, si nous n'investissons pas, tout partira, même les activités de très haute technologie et à très haute valeur ajoutée.

Pour comprendre le péril qui nous guette, il suffit de voir ce qui se passe avec des entreprises comme EADS ou Alcatel. Il suffit de voir les positions que prennent les Indiens dans l'informatique. Il suffit de voir les ambitions de la Chine dans l'aéronautique et dans l'espace.

La pensée unique a eu tort quand elle a décrété la fin de la vieille économie industrielle. Regardez la sidérurgie aujourd'hui. Regardez la prospérité de toutes les industries de base qui n'arrivent plus à fournir la demande mondiale. Regardez le gâchis d'Arcelor qu'on a bradé parce qu'on croyait que la sidérurgie c'était le passé.

Il y a une autre politique possible que celle du renoncement industriel. Je ne veux pas d'une Europe qui empêche toute politique industrielle au nom des dogmes d'une concurrence que même les Américains n'auraient jamais l'idée de s'appliquer à eux-mêmes, et ne parlons pas des Japonais, des Coréens ou des Chinois.

Je veux une Europe qui agira en faveur de l'industrie européenne au lieu de l'empêcher de vivre et de se développer.

Je veux une Europe qui laissera aussi les États avoir une politique industrielle.

Si je suis élu, j'en prends l'engagement solennel devant vous, la France aura une politique industrielle. Je ferai tout pour que notre industrie puisse être compétitive. Je ferai tout pour que le développement industriel à long terme ne soit pas empêché par l'obsession du court terme. Je veux prendre à bras le corps le problème des délocalisations.

Il nous faut une politique globale du système productif. Je la mettrai en œuvre.

Mais on ne peut pas vouloir une industrie compétitive et surtaxer le travail et l'investissement. C'est pour cela que je veux taxer le pollueur plutôt que le travailleur. C'est pour cela que je veux expérimenter la TVA sociale qui taxera les importations de la même manière que les produits français.

On ne peut pas vouloir une industrie compétitive et augmenter le prix de l'électricité et du gaz sans aucun rapport avec les coûts de production.

On ne peut pas vouloir une industrie compétitive et gérer les entreprises publiques au nom de la seule logique de la rentabilité à court terme sans les faire contribuer à la politique industrielle.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et accepter que les entreprises publiques délaissent les technologies françaises au profit des technologies de pays qui n'accordent même pas la réciprocité en matière d'ouverture des marchés. Je le dis, l'affaire Bombardier m'a choqué; on n'a pas sauvé Alstom pour regarder les bras croisés la SNCF acheter des trains canadiens alors même que le marché canadien du matériel ferroviaire est fermé à la concurrence.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et refuser de mettre la politique de la commande publique au service du développement industriel.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas avoir d'instrument financier pour que l'État puisse investir dans la réindustrialisations des bassins industriels en difficulté où il existe, une tradition, une culture, un savoir-faire précieux qu'il serait absurde de gaspiller. Quand je vois la prospérité qu'ont bâti sur leur tradition industrielle le pays basque espagnol ou la Bavière, je me dis que faire ce que nous avons trop souvent fait en France en renonçant à relancer l'industrie dans beaucoup de nos vieilles régions industrielles est un immense gâchis.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et refuser que l'État prenne des participations temporaires dans les entreprises stratégiques qui ont besoin de passer un cap difficile, comme je l'ai fait pour Alstom en me battant contre le dogmatisme de la Commission européenne. Alstom était soi-disant perdue. Aujourd'hui Alstom est sauvée et ses carnets de commande sont pleins.

Preuve qu'avec un peu de cœur, avec un peu d'imagination et beaucoup de volonté la politique peut encore quelque chose, même pour l'industrie.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas soutenir les secteurs qui constituent les points forts de notre savoir-faire industriel comme les transports, le TGV, le nucléaire, l'aéronautique, l'espace, l'électronique de défense, la pharmacie ou l'agro-alimentaire. Et je ne vois pas non plus ce que la France aurait à gagner à laisser tomber la construction navale dans un monde où le trafic maritime ne cesse d'augmenter.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas investir dans les activités nouvelles pour lesquelles nous possédons de réels atouts. Je pense par exemple aux technologies propres, qui sont appelées à prendre une place considérable dans l'économie de demain. Je pense aussi à l'industrie du logiciel, qui fait le lien entre la nouvelle et l'ancienne économie.

La pensée unique dit que le capitalisme familial c'est fini, qu'il n'y a plus que le capitalisme financier. Ici, on sait ce que l'on doit au capitalisme familial.

Ici on sait bien qu'une entreprise familiale ce n'est pas tout à fait une entreprise comme les autres. On sait bien à Clermont-Ferrand que si Michelin n'avait pas été une entreprise familiale si profondément enracinée, elle serait partie depuis longtemps, mais on voit aussi que cet enracinement ne l'a pas empêchée, bien au contraire, de rester performante.

Une autre politique est possible. Une autre politique est nécessaire. Parce que dans le capitalisme financier, l'entreprise cesse trop souvent d'être une communauté humaine. Parce que dans le capitalisme financier il n'y a plus aucun lien entre l'actionnaire et le salarié. Parce que dans le capitalisme financier lorsqu'il est totalement livré à lui-même, le prédateur et le spéculateur ont tendance à prendre le pas sur l'entrepreneur.

Si je suis élu, je ferai tout pour rééquilibrer le capitalisme au profit du capitalisme familial et des entrepreneurs.

La pensée unique dit que l'artisanat et le petit commerce c'est fini. La pensée unique fait tout depuis 25 ans pour tuer l'artisanat et le petit commerce. Mais que deviendraient alors nos centres-villes et nos villages ? La pensée unique compte pour rien la convivialité et la proximité.

Une autre politique est possible. Une politique qui rétablirait l'égalité des conditions de la concurrence, qui mettrait l'artisanat et le petit commerce dans une concurrence loyale face aux grands commerces et à la grande industrie. Une politique qui protégerait nos artisans du dumping social à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne. C'est la politique que je mettrai en œuvre si je suis élu.

La pensée unique dit que l'agriculture c'est fini. Un commissaire européen s'est même cru autorisé au début de cette année - on se demande à quel titre ? - de conseiller aux agriculteurs de prendre un second métier pour pouvoir survivre dans l'avenir. Je le dis comme je le pense : Elle aurait mieux fait de se taire.

Cette déclaration était parfaitement scandaleuse. L'agriculteur veut vivre de son métier d'agriculteur, et l'Europe a besoin de son agriculture pour assurer son indépendance alimentaire. Je veux le dire ce soir à tous les agriculteurs : pour moi l'agriculture ce n'est pas fini. Pour moi l'agriculture ce n'est pas le passé. Pour moi l'agriculture c'est l'avenir. Parce que demain la question de la qualité de l'alimentation sera de plus en plus décisive.

Si je suis élu je ne laisserai pas la Politique Agricole Commune servir de monnaie d'échange dans les négociations de l'OMC. L'avenir du Tiers-Monde n'est pas dans la conquête du marché agricole européen. Elle est dans sa capacité à se nourrir et à développer à la fois son autosuffisance alimentaire et son marché intérieur.

L'Europe quant à elle n'est pas excédentaire, contrairement à ce qu'on dit souvent.

Elle a besoin d'une agriculture capable d'abord de répondre à ses besoins tout en respectant l'environnement.

Les agriculteurs, ce ne sont pas seulement les travailleurs qui tirent de la terre la nourriture de l'Europe. Ils sont aussi les dépositaires d'une tradition qui remonte loin dans le passé de nos vieux pays. Nul ne peut comprendre la France d'aujourd'hui s'il ne se rappelle pas que c'est une vieille nation paysanne. Nul ne peut comprendre l'attachement charnel de tant de Français à la terre de France s'il ne se souvient pas que coule dans leurs veines du sang paysan voué pendant des siècles à féconder le sol français.

Comme nul ne peut comprendre la sensibilité d'un peuple s'il ne se souvient pas des générations qui se sont épuisés à gagner avec leurs mains de quoi élever les enfants qui n'étaient promis qu'à une seule destinée : celle de prendre un jour la suite de leurs pères à l'usine ou à la ferme. À notre époque où les fils n'imitent plus les pères, où la plupart des salariés changent de métier et d'entreprise plusieurs fois dans leur vie, ces traces sont restées profondes dans les mentalités et dans les cœurs. Ces traces sont des richesses qu'il ne faut pas perdre. Ce n'est pas seulement de mémoire dont il s'agit. C'est aussi de morale, de culture et, au bout du compte, de façon d'être et de façon de travailler.

Cet héritage n'est pas un handicap, une prison qui enfermerait dans le passé. C'est un atout qui, faisant de la France un peuple de travailleurs exceptionnels, exceptionnellement durs à la tâche et exigeants avec eux-mêmes, lui donne l'énergie de toujours se relever quand on la croit vouée au déclin.

La pensée unique récuse tout cela, qu'elle croit appartenir à un passé révolu, qui ne rentre pas dans les chiffres, qui n'est pas quantitatif, qui n'est pas mesurable, mais qui est de l'ordre de la qualité et de l'humain, de l'ordre de ce qui au fond constitue le terreau de la France de demain.

C'est la même incompréhension qui pousse la pensée unique à croire que pour être plus efficace il faut non seulement laisser partir les usines et s'éteindre jusqu'au souvenir de l'industrie, abandonner les champs qui sont si éloignés de la nouvelle économie, mais qu'il faut aussi laisser tomber la ruralité, les petites communautés villageoises qui se sont toujours défendues comme elles le pouvaient pour rester vivantes.

La pensée unique dit que les territoires ruraux c'est fini, qu'il faut accélérer l'exode, qu'il faut leur enlever les services publics pour faire des économies. Plus les gens s'en vont, plus la pensée unique veut faire partir les services publics. Mais c'est l'inverse qu'il faudrait faire. Au lieu d'inciter les gens à s'entasser dans des banlieues, il vaudrait mieux essayer de les inciter à revenir là où tant de gens ont vécu pendant tant de siècles, en leur redonnant de vrais services publics, en ayant comme objectif non l'abandon mais la reconquête des territoires que depuis des années on a complètement marginalisés. Et pour cela refaire une vraie politique d'aménagement du territoire. Car en tirant le meilleur parti de tous les territoires cette politique qui peut coûter cher au départ peut rapporter beaucoup à l'arrivée.

Si je suis élu, je redonnerai leur chance à tous les territoires. Je remettrai l'aménagement du territoire au centre des politiques publiques.

Pour protéger nos emplois et nos territoires, nous devons revoir notre conception du libre-échange qui nous dit qu'il nous faut tout laisser passer, qu'il ne nous faut même pas regarder ce qui passe.

J'appelle cette politique la politique de la naïveté. Il y a une autre politique possible. C'est la politique de la réciprocité. Nos marchés sont ouverts à ceux qui ouvrent les leurs mais ils sont fermés à ceux qui ferment les leurs. C'est la politique qui refuse la concurrence déloyale et qui met des barrières aux dumpings monétaires, sociaux et écologiques.

Il est sain économiquement, et il est normal moralement que les produits qui ne respectent pas les règles environnementales supportent des taxes compensatoires. Si un pays produit en polluant beaucoup alors qu'en Europe les règles sont strictes, il est normal de taxer la pollution contenue dans les importations en provenance de ces pays.

Si la concurrence est déloyale il est normal de pouvoir mettre en place des clauses de sauvegarde pour avoir un moyen de pression dans la négociation commerciale. C'est pourquoi il faut absolument à l'Europe une préférence communautaire.

Si les monnaies de pays comme la Chine ou l'Inde sont très sous-évaluées, il faut faire pression sur eux pour engager une négociation sur le réaligement des parités de change parce que cette concurrence est déloyale pour les travailleurs européens.

Si le vin étranger entre librement sans respecter les mêmes normes que nos viticulteurs, nos viticulteurs sont condamnés. Il faut s'y opposer parce que cette situation n'est pas acceptable.

Si on dit que l'aide aux PME grâce à la commande publique est possible pour les États-Unis parce qu'ils ont obtenu une dérogation de l'OMC et qu'elle est interdite en Europe faute de dérogation, je dis que c'est aussi inacceptable parce qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures.

Mes chers amis,

Il nous reste une semaine pour convaincre. Une semaine pour expliquer. Une semaine pour que les Français comprennent bien l'enjeu de ce deuxième tour que tant de gens aujourd'hui cherchent à brouiller.

Il nous reste une semaine pour que l'élan du premier tour ne se brise pas sur le mensonge, sur la mauvaise foi, sur la hargne de mauvais perdants qui ne se résignent pas à quitter la scène.

Il nous reste une semaine pour rassembler cette majorité autour de laquelle pourra s'unir ensuite tout le peuple français.

Il nous reste une semaine pour que le peuple français dans tous les quartiers, dans tous les villages, dans toutes les campagnes, dans toutes les villes, dans toutes les régions comprenne qu'il a son destin en main, que s'il le veut il peut redevenir partie prenante de la politique qui sera conduite demain.

Nous avons une semaine pour lui faire comprendre qu'il a été entendu et que dans cette campagne nous parlons pour lui.

Nous avons une semaine pour le convaincre qu'il est un grand peuple qui a en lui une énergie, une intelligence, une force qui a si souvent soulevé les montagnes et qui peut les soulever encore, qui peut tout rendre possible s'il ne se laisse pas voler cette élection, s'il ne se laisse pas voler cette campagne, s'il ne se laisse pas voler le vote de dimanche dernier, s'il ne laisse pas s'éteindre le formidable espoir qu'il a soulevé en se levant et qui a étonné le monde.

Mes chers amis, je n'ai plus que deux choses à vous dire, les deux seules chose qui comptent maintenant et qui viennent du fond de mon cœur, et qui sont dans cotre cœur à tous, et qui sont dans le cœur de tous les Français :

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

Mes chers amis,

En prenant la parole devant vous cet après-midi, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, je ne peux pas m'empêcher de penser à ce grand rassemblement du 14 janvier, à la Porte de Versailles, par lequel j'ai commencé ma campagne. Je me souviens de l'émotion qui m'a submergé lorsque j'ai pris la parole. Je me souviens de ce sentiment qui était si fort que je ne trouvais aucun mot assez grand pour le dire. Cette émotion, à ceux qui étaient là, j'avais demandé simplement de la recevoir comme un témoignage de ma sincérité, de ma vérité et par-dessus tout de mon amitié. Ce jour-là, ce ne fut pas une réunion publique comme j'en avais vécu beaucoup tout au long de ma vie politique, ce ne fut pas l'un de ces moments ordinaires de la vie politique, où l'on vient puiser un supplément de force, de détermination, d'ardeur pour se persuader que la victoire est à portée de main. Ce ne fut pas l'un de ces moments d'excitation collective où la foule exaltée donne à l'orateur le sentiment d'une toute-puissance qui n'est qu'une ivresse passagère, une illusion sans lendemain, mais qui peut être si dangereuse quand on s'y laisse prendre. Ce jour-là, il n'y avait pas d'excitation dans la foule, mais une attente qui se lisait sur les visages. Ce jour-là, ce qui me frappa, ce furent l'écoute et l'attention, ce fut la communion, ce fut la gravité presque religieuse, ce fut l'espérance, ce fut non les applaudissements mais cette sorte de prière silencieuse que cent mille personnes m'adressèrent : il faut faire quelque chose, cela ne peut pas continuer ainsi, nous devons changer notre façon de faire de la politique. Ce qui sortit de cette réunion ce ne fut pas pour la campagne à venir qu'un supplément de force, de détermination et d'ardeur. Ce fut un supplément d'âme. Ce jour-là, j'ai su et j'ai compris que cette campagne ne serait pas comme les autres. J'ai su ce jour-là que désormais je porterai sur mes épaules la plus lourde des responsabilités, celle de ne pas décevoir ceux qui comptaient sur moi, de ne pas désespérer ceux qui espéraient en moi. J'ai su qu'à partir de ce moment-là le principal de mes devoirs était de ne jamais donner à ceux qui me faisaient confiance le sentiment que je les trahissais, eux qui avaient été tant de fois trahis, tant de fois trompés, tant de fois déçus.

À cet instant si grave, si solennel, si émouvant, si unique dans une vie d'homme, où tant de gens plaçaient en moi tant d'espoir, j'ai su qu'au moment même où mes amis me choisissaient je cessais de leur appartenir et que désormais je devais me tourner vers tous les Français, sans exception, vers ceux qui n'avaient jamais été mes amis, qui n'avaient jamais appartenu à ma famille politique, qui parfois même m'avaient combattu. Parce que le Président de la République est l'homme de la nation et ne peut pas être l'homme d'un parti. Et tous ceux qui étaient là le comprenaient. Parce que le Président de la République parle pour tous les Français et pas seulement pour ses amis. Et tous ceux qui étaient là l'ont accepté. J'avais rassemblé ma famille politique. Il me fallait maintenant rassembler les Français. Il me fallait m'ouvrir aux autres, à leurs idées, à leurs convictions, à leurs croyances qui n'étaient pas forcément les miennes. Il me fallait aller à leur rencontre, les comprendre et donc partager leurs joies, leurs peines, leurs angoisses, leurs attentes parce qu'il est impossible de comprendre quelqu'un quand on n'est pas capable de ressentir ce qu'il éprouve au plus profond de lui. Il me fallait me donner tout entier, aimer sans réserve, abolir toutes les barrières, supprimer toutes les distances, et par conséquent, à mon tour, accepter de devenir plus vulnérable et prendre le risque de souffrir. Et bien, c'est ce que j'ai fait. Je ne connais pas l'avarice des sentiments lorsqu'il s'agit de la France et des Français. Près de quatre mois sont passés depuis ce jour que je n'oublierai jamais. Durant ces quatre mois, je vous le jure, j'ai tout donné. Quatre mois durant lesquels je me suis adressé aux Français avec toute la sincérité dont je suis capable, toute ma vérité. Quatre mois qui furent d'ailleurs pour moi une épreuve de vérité : je ne sors pas de cette campagne comme j'y suis entré. Le 14 janvier je vous ai dit : "J'ai changé". Près de quatre mois sont passés, pendant lesquels j'ai parlé avec mes convictions mais avec mon cœur. Pour aller à la rencontre des Français sans mentir, sans tricher. Je me suis obligé à chercher au fond de moi tout ce que j'avais à donner. Près de quatre mois pendant lesquels j'ai beaucoup appris sur les autres et sur moi-même. Ce ne fut pas une campagne comme les autres. Partout, dans toutes les réunions publiques, dans toutes les rencontres, ce fut comme le 14 janvier, le même besoin d'espérance qui s'exprimait dans le silence, le même sentiment qui se lisait sur les visages émus que cette fois-ci c'était important, que le rendez-vous présidentiel ne pouvait pas être manqué comme il l'avait été trop souvent dans le passé. Nulle part je n'ai rencontré le déchaînement des passions partisans, j'ai partout senti cette gravité qui précède toujours les moments décisifs, les moments où l'on devra faire un choix que l'on ne peut plus différer et dont on sait au fond de soi qu'il sera lourd de conséquences. Non ce ne fut pas une campagne comme les autres. Ce fut une campagne aux prises avec une crise morale, avec une crise d'identité, comme la France n'en a peut-être jamais connu de telle dans son histoire, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc et du traité de Troyes, quand la conscience nationale était encore si fragile.

On attendait une campagne où la politique aurait à affronter le scepticisme qu'elle avait elle-même fait naître en trahissant si souvent ses engagements, en croyant si peu en elle-même. On croyait que la politique aurait à surmonter le doute qu'elle avait suscité par ses renoncements. On s'est trouvé face à un doute beaucoup plus profond, un doute qui est en chacun d'entre nous, en chaque Français, un doute sur ce que nous sommes, sur ce qui nous unit, sur ce que nous sommes capable de construire ensemble, sur la manière dont nous allons pouvoir vivre ensemble. Un doute qui nous fait ressentir l'avenir non plus comme une promesse mais comme une menace. Un doute qui est un doute existentiel. Un doute sur la France elle-même, sur ce qu'elle incarne, sur ce qu'elle peut accomplir, un doute sur notre destinée commune. C'est ce doute immense qui a fait naître la peur dans notre pays. Un doute immense que tout alimente, la mondialisation, l'Europe ou la décentralisation, la crise du travail, celle de la culture, les délocalisations, la défaillance de l'école, le chômage, la précarité, l'immigration non maîtrisée, l'insécurité ou la peur de l'exclusion. Un doute immense s'est levé devant nous, qui se nourrit de tout ce qui contribue à la détestation de soi, qui se nourrit de la repentance, qui se nourrit de la détestation des valeurs de la République, de la détestation de la laïcité et de la montée inacceptable du communautarisme. Non, cette campagne ne fut pas une campagne comme les autres. Elle fut peut-être la plus exigeante moralement de toutes les campagnes. Cette campagne exigeait plus d'authenticité, plus de sincérité, plus de vérité que toutes les autres campagnes parce que ma conviction est que le problème posé était plus profond, plus grave, plus lourd de conséquences. Alors, je suis allé à la rencontre des Français avec mon histoire, avec ce que j'ai appris de la vie, avec mes souvenirs et avec mes émotions. Et j'ai tout donné. J'y suis allé avec en moi toute la volonté de changer les choses. Je ne veux pas être élu président de la République pour obtenir un statut. Je veux changer les choses pour répondre aux problèmes de la France et des Français. C'est pourquoi je suis allé, dans cette campagne, avec mes rêves de jeunesse qui ne m'ont jamais quitté. J'y suis allé avec ma longue expérience politique qui m'a tout appris. J'y suis allé avec tout ce que l'exercice du pouvoir m'a fait découvrir, avec toute la douleur à laquelle il m'a été donné d'être confronté. J'y suis

allé avec en moi le souvenir de toutes ces rencontres, de cette famille à La Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble et ce petit garçon a pris une balle perdue. C'était le jour où j'ai parlé du Karcher. Je ne regrette pas d'avoir stigmatisé celui qui est capable de tuer un petit garçon de 11 ans le jour de la fête des pères. Je suis allé à la rencontre des Français avec dans ma mémoire la douleur des parents de cette jeune fille brûlée vive dans un bus auquel des voyous avaient mis le feu pour s'amuser. On ne s'amuse pas avec la vie d'une victime. J'y suis allé avec dans la tête la voix de ce petit garçon, par une belle après-midi, à Saint-Malo, petit garçon que je tenais par la main devant le cercueil de son père gendarme et qui me tirait par la manche en me disant : "Sors mon papa de la boîte !" Je n'oublierai jamais ce moment.

J'y suis allé avec devant les yeux l'image de la jeune Ghofrane, et de sa mère si digne, Ghofrane battue à mort, torturée parce qu'elle refusait de donner son numéro de carte bleue à ses bourreaux. Il y avait deux euros cinquante sur son compte. Jamais nous ne pourrions accepter une telle barbarie. Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi cette conviction, enracinée dans toutes les douleurs auxquelles j'avais été confronté. Cette conviction, je vais vous la donner : cela ne peut plus durer, cette violence ne peut plus continuer. Cette violence est inacceptable, elle est le contraire de l'idéal républicain qu'est le nôtre. J'y suis allé avec la conviction absolue qu'il fallait bien faire quelque chose pour que tout ceci s'arrête et que c'était un problème de société et pas simplement le problème de la police de la République. Il fallait réagir, je veux être celui qui porte cette révolte contre la violence. J'y suis allé avec la conviction que nous avons déjà trop cédé, trop cédé aux bandes, aux trafiquants, aux voyous, que nous avons trop laissé faire et qu'à force, tout cela allait finir par devenir irrattrapable, qu'il fallait reprendre les choses en main avant qu'il ne soit trop tard et que bientôt, si l'on ne faisait rien, il serait trop tard. Il n'est jamais trop tard pour éviter l'insupportable. Je les entends déjà, ceux qui vont me dire que je n'aurais pas dû parler des victimes, parce que cela gêne d'en parler, mais si je suis président de la République, je ne mettrai jamais sur le même plan les victimes et les délinquants. Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi le souvenir de ces familles immigrés de ces pères, de ces mères, de ces enfants brûlés vifs dans l'incendie de cet hôtel sordide où on les avait entassés parce qu'on n'avait pas les moyens de les loger plus convenablement. À force de laisser croire que l'on peut accueillir tout le monde, à force, le résultat, c'est le drame de ces squats sur lesquels on a fermé les yeux pendant trop longtemps. J'y suis allé en rejetant de toutes mes forces la bonne conscience qui ne veut jamais voir les conséquences de ce qu'elle prône surtout quand elles sont tragiques. Je suis allé à la rencontre des Français en ayant en moi le souvenir des ouvriers d'Alstom tétanisés par la peur de voir leur entreprise disparaître. Je suis allé à la rencontre des Français en pensant à tous ces ouvriers que j'avais rencontrés, vivant dans la hantise des délocalisations et dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader sous la pression d'une concurrence déloyale et de dumpings sociaux, environnementaux, fiscaux et monétaires, que nous ne pouvons pas accepter parce que ce sont des femmes et des hommes qui paient pour notre faiblesse et notre lâcheté à accepter l'inacceptable. Je suis allé à la rencontre des Français, révolté par le fait que de plus en plus de travailleurs ne puissent pas faire vivre dignement leur famille avec leur salaire. Quand on ne peut pas faire vivre sa famille alors qu'on travaille tout le mois, on est condamné à la désespérance, parce que le travail en France n'est pas assez récompensé, pas assez valorisé et pas assez considéré.

Et, comme Simone Veil, je suis allé dans cette campagne, révolté par le fait que les revenus de l'assistance puissent être plus élevés que ceux du travail et que l'on puisse s'appauvrir en se remettant à travailler. C'est un scandale inacceptable. J'y suis allé, hanté par le désespoir qui s'empare d'une partie de la jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômés ne valent pas grand-chose sur le marché du travail. J'y suis allé inquiet de cette rancœur qui s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau ou le quartier où elle habite comptent plus que les qualifications et les compétences. J'y suis allé inquiet de la colère qui grandit contre une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité et de fraternité vis-à-vis de ceux qui ont cru à la récompense, au mérite et de l'effort. J'y suis allé avec en moi l'indignation que nous avons éprouvée au moment de la canicule devant le drame de toutes ces personnes âgées mortes sans même que l'on s'en soucie. Parce qu'une société qui n'est pas capable d'honorer et de respecter ses anciens est une société qui trahit ses valeurs. J'y suis allé avec en moi l'indignation devant le sort que l'on fait aux retraités les plus modestes, aux veuves de paysans et d'artisans qui ont travaillé toute leur vie et qui n'ont pas les moyens de vivre alors que, dans le même temps, on voudrait nous empêcher de réformer les régimes spéciaux pour rétablir un peu d'égalité et de justice. Je ne veux pas que l'on continue à regarder ailleurs, que nous nous donnions bonne conscience à peu de frais. Ne rien faire jamais, ne rien bousculer, ne rien déranger pour que cela change. Moi, je veux changer tout cela parce que ces injustices ne sont pas acceptables. Je suis allé à la rencontre non pas de ceux qui ne veulent plus de la nation parce qu'ils ne veulent rien partager, parce qu'ils accaparent tous les bénéfices, parce qu'ils ont le sentiment qu'ils ne doivent rien à leur pays. Non, je veux aller à la rencontre de ceux qui se sentent solidaires d'un destin collectif dont ils veulent aussi leur part, parce qu'il est à leurs yeux ce qu'ils peuvent avoir de plus précieux, parce qu'ils ont le sentiment de n'être forts que lorsque la France est forte, parce qu'ils sentent au fond d'eux-mêmes que seule la grandeur de la France peut leur donner le sentiment qu'ils sont grands eux-mêmes et leur faire éprouver la fierté de ce qu'ils sont. Je suis allé à la rencontre non de la France qui casse mais de la France qui veut construire, qui veut travailler, qui veut s'en sortir et qui, malgré sa volonté, n'y arrive pas. Oui, j'assume mes choix. Je suis allé à la rencontre de la France qui paye toujours pour tous les autres, qui paye toujours les conséquences de fautes qui ont été commises par d'autres, qui paye pour les fautes des politiques, des technocrates, des syndicalistes, qui paye pour les fraudeurs, pour les voyous, pour ceux qui profitent du système, qui demandent toujours et qui ne veulent jamais rien donner. Voilà la France pour qui je veux aller à la rencontre. Au fond, je ne parle pas à un parti politique, je suis libéré de mes attaches, de mes combats antérieurs.

J'ai voulu parler et aller à la rencontre de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée, de la France qui pensait depuis longtemps que la politique l'avait abandonné parce qu'elle ne parlait plus qu'aux élites. Je veux parler au peuple de France et je veux être son porte-parole. Peu importent les numéros spéciaux pour dénoncer la façon dont je parle aux Français. Moi, je veux aller à la rencontre du peuple, de ce peuple au nom duquel tout le monde prétend parler, auquel personne ne parle plus et pour lequel personne ne veut jamais rien faire, comme si l'objectif était toujours de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir et de la décision. Ce peuple c'est vous, c'est nous tous, ce peuple, je l'ai rencontré dans les villes, dans les villages, dans les campagnes. Je l'ai rencontré dans les ateliers, dans les bureaux, dans les écoles, dans les usines. Ce peuple, je l'ai aussi croisé dans les hôpitaux, dans les centres de rééducation, dans les maisons de retraite, partout où il y a des gens qui vivent, qui vivent par leur travail, qui vivent par leur souffrance, qui vivent par leurs rêves, qui espèrent par leurs ambitions. Partout, j'ai voulu parler directement au peuple français. J'ai besoin de tous ces sans grade, de tous ces anonymes, de tous ces gens ordinaires, de toute cette majorité silencieuse, auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas

entendre. Je lui demande, à cette majorité silencieuse, de se lever, de m'aider et de construire la victoire de nos idées. Oui, mes chers amis, C'est à vous que je veux donner la parole. C'est à vous que je veux rendre le pouvoir. Je veux être votre candidat. Je veux être le candidat du peuple de France et non celui des médias, des appareils ou de tel ou tel intérêt particulier, des intérêts partisans, des sectarismes. Je veux être le candidat du peuple parce que pendant des mois j'ai vu ce que le peuple vivait, ce qu'il ressentait. J'ai vu les ravages du discours sur l'impuissance publique. J'ai compris ce qu'il pouvait y avoir de désespérant pour ceux qui n'ont pas d'autre recours, d'autre espoir que dans la politique, que d'entendre les responsables politiques leur dire : "Je n'y peux rien !" "Si tu n'y peux rien, ce n'est pas la peine de te présenter à l'élection présidentielle ! J'ai mesuré l'attente vis-à-vis de la politique de la part de ceux qui se sentent prisonniers d'une multitude de contraintes dont ils n'arrivent pas à desserrer le carcan. J'ai pris conscience du besoin que la politique représentait pour redonner une espérance à ceux qui l'ont perdue, pour qu'ils aient le sentiment de pouvoir redevenir les acteurs de leur propre histoire. J'ai pris conscience de la nécessité pour la politique de redevenir l'expression d'une volonté aux yeux de ceux qui ne se sentent plus eux-mêmes la force de vouloir. Il y a des Français pour qui la vie est si lourde qu'ils n'ont plus la volonté de vouloir et c'est la politique qui doit leur rendre l'espérance. La pensée unique qui est la pensée de ceux qui savent tout, de ceux qui se croient non seulement intellectuellement mais aussi moralement au-dessus des autres, cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté.

Elle avait condamné la politique. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. Il était entendu, dans le monde tel qu'il est, avec ses informations qui se diffusent instantanément, ses capitaux qui se déplacent de plus en plus vite, ses frontières ouvertes, que dans ce monde-là, il était entendu que la politique ne jouerait plus qu'un rôle anecdotique et qu'elle ne pourrait plus exprimer une volonté parce que le pouvoir serait bientôt partagé, dilué, parce qu'il serait en réseau, parce que les frontières resteraient ouvertes, parce que les hommes, les capitaux et les marchandises circuleraient sans obéir à personne. Moi, je vous le dis, la politique revient. Elle revient partout dans le monde. La chute du Mur de Berlin avait semblé annoncer la fin de l'Histoire et la dilution de la politique dans le marché. 18 ans plus tard, tout le monde sait que l'Histoire n'est pas finie, qu'elle est toujours tragique et que la politique ne peut pas disparaître parce que les hommes d'aujourd'hui ressentent un besoin de politique, une envie de politique, comme on n'en avait rarement vu depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Si les Français n'avaient pas eu envie de politique, que l'on m'explique pourquoi 85% d'entre eux ont voté au premier tour de l'élection présidentielle ? Il faut être cohérent. Le besoin de politique a pour corollaire le besoin de nation. La nation aussi était condamnée. La voilà de retour, pour répondre au besoin d'identité face à la mondialisation, vécue comme une entreprise d'uniformisation et de marchandisation du monde où il n'y aurait pas de place pour la culture et pour les valeurs de l'esprit. L'inquiétude est peut-être excessive mais elle est bien réelle et elle exprime un besoin d'identité très fort. Et je réclame le droit de pouvoir parler de l'identité nationale française sans être décrit comme un nationaliste. Et je réclame le droit de pouvoir être fier de la France et de dire que j'aime mon pays sans être caricaturé par ceux qui ne sont prêts à rien faire pour leur patrie. La nation française, c'est pour nos compatriotes la capacité à être ensemble pour se protéger et pour agir. C'est le sentiment que l'on n'est pas tout seul pour affronter un avenir angoissant et un monde menaçant. C'est le sentiment qu'ensemble on est plus fort et que l'on pourra faire ce que tout seul on ne pouvait pas faire. Ensemble, c'est sans doute le mot le plus important à mes yeux de cette campagne. C'est le mot qui appelle plus de volonté politique et plus de nation. J'ai voulu remettre la volonté politique et la France au cœur du débat politique. Au cours de cette campagne, je n'ai finalement parlé que de la France. La volonté politique et la nation c'est toujours pour le meilleur et aussi pour le pire. Le peuple qui se mobilise, qui devient une force collective, c'est une puissance redoutable qui peut aussi bien agir pour le meilleur que pour le pire. Faisons en sorte que ce soit pour le meilleur. Nous conjurerons le pire en respectant les Français, en tenant nos engagements, en respectant la parole donnée. Nous conjurerons le pire en remettant de la morale dans la politique. Oui, de la morale.

Le mot "morale" ne me fait pas peur. La morale, après 1968, on ne pouvait plus en parler. C'était un mot qui avait disparu du vocabulaire politique. Pour la première fois, depuis des décennies, la morale a été au cœur d'une campagne présidentielle. Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de note pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, qu'il ne fallait surtout pas de classement. La victime comptait moins que le délinquant. Ils avaient cherché à faire croire qu'il ne pouvait exister aucune hiérarchie des valeurs. Il n'y avait d'ailleurs plus de valeurs, plus de hiérarchie, ils avaient réussi, il n'y avait plus rien du tout, et eux-mêmes, ce n'était pas grand-chose... Ils avaient proclamé que tout était permis, que l'autorité c'était fini, que la politesse c'était fini, que le respect c'était fini, qu'il n'y avait plus rien de grand, plus rien de sacré, plus rien d'admirable, plus de règle, plus de norme, plus d'interdit. Beau résultat en vérité. Souvenez-vous du slogan de mai 68 sur les murs de la Sorbonne : "Vivre sans contrainte et jouir sans entrave." Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, du mérite, du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester de grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas un homme libre. Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé une école qui transmettait une culture commune et une morale partagée grâce auxquelles tous les Français pouvaient se parler, se comprendre et vivre ensemble. Parce que si nous n'avons pas de culture commune et de morale partagée, c'est notre capacité à nous supporter, à nous comprendre, à nous parler, à vivre ensemble qui est gravement remise en question. Voilà pourquoi il fallait tourner cette page. Mais, je veux aller plus loin, parce que l'héritage de mai 68 a introduit le cynisme dans la société et dans la politique. Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portés par les valeurs de mai 68. Puisqu'il n'y a plus de règles, plus de normes, plus de morale, plus de respect, plus d'autorité, puisque tout se vaut, alors tout est permis. Voyez comment la contestation de tous les repères éthiques, de toutes les valeurs morales a contribué à affaiblir la morale du capitalisme, comment elle a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous. Je ne peux pas accepter de vivre dans une société où l'on explique à des salariés qu'il faut supprimer 10 000 emplois pour trouver de l'argent et dont le patron, responsable de cette situation part avec un chèque de 8 millions d'Euros. Ce ne sont pas mes valeurs, ce n'est pas ma conception, ce n'est pas de la morale.

Je n'accepte pas que l'on envoie en prime d'intéressement un chèque de deux Euros cinquante dans une entreprise, pour les intéresser aux résultats de l'année, alors que le patron de la même entreprise part avec 8 millions d'Euros. IL aurait dû partir avec la même prime d'intéressement. Que les choses soient claires entre nous, je ne laisserai pas quelques uns détruire le combat qui est le nôtre, sur les valeurs de l'effort, du mérite et de la récompense, par des comportements caricaturaux qui n'ont rien à voir avec ce que nous pensons de l'honnêteté, du

travail, de la justice et du mérite républicains. Je ne mettrai jamais sur le même plan le prédateur et l'entrepreneur, le péculateur et le travailleur. Que l'on gagne beaucoup d'argent quand on travaille beaucoup, que l'on prend beaucoup de risques et que l'on crée beaucoup de richesses, je l'accepte, je l'encourage et je le souhaite pour notre pays. Mais que l'on gagne beaucoup d'argent quand on a échoué, que l'on a détruit des emplois et conduit son entreprise dans une impasse, je ne peux pas l'accepter. Les héritiers de mai 68 ont abaissé le niveau moral de la politique. Voyez tous ceux qui se réclament de l'héritage de mai 68, vous les reconnaîtrez certainement, ils donnent aux autres des leçons qu'ils ne s'appliquent jamais à eux-mêmes, ils veulent imposer aux autres des comportements, des règles, des sacrifices qu'ils ne s'imposent jamais à eux-mêmes. Voyez-les, écoutez-les, ils proclament toujours : "Faites ce que je dis, ne faites surtout pas ce que je fais !" Voyez-la, écoutez-la cette gauche héritière de mai 68. Cette gauche qui n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité ;

Cette gauche qui prétend défendre les services publics mais qui ne prend jamais les transports en commun ;

Cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants ;

Cette gauche qui adore la banlieue, qui en parle brillamment, mais qui se garde bien d'y habiter ;

Cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais ;

Cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui s'enferme dans le clientélisme, dans le corporatisme et dans l'immobilisme ;

Cette gauche n'est pas avare pour signer des pétitions quand on expulse des squatters mais qui n'accepterait pas que l'on s'installe chez elle ;

Cette gauche entre Jules Ferry et mai 68 a choisi mai 68 ;

Cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, les plus modestes, les plus pauvres, seraient les principales victimes.

Cette gauche a renoncé au mérite et à l'effort. Elle a cessé de parler aux travailleurs, de se sentir concernée par le sort des travailleurs, d'aimer les travailleurs. Au fond, elle ne parle plus des travailleurs parce qu'elle rejette la valeur travail, parce que la valeur travail ne fait plus partie de ses valeurs, parce que son idéologie à elle ce n'est pas l'idéologie de Jaurès, ce n'est pas l'idéologie de Blum, qui eux respectaient le travail, aimaient les travailleurs, parlaient des travailleurs. Aujourd'hui, elle parle de statuts, d'assistantat, d'égalitarisme, de nivellement, des 35 heures. Elle a tourné le dos aux travailleurs de notre pays. Je le dis à la gauche : je veux réhabiliter le travail et parler des travailleurs.

Regardez comme c'est intéressant, les héritiers de ceux qui en mai 68 criaient : "CRS = SS" prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police. Regardez ce qui s'est passé après les incidents inadmissibles de la gare du Nord. Au lieu de condamner les casseurs et d'apporter leur soutien aux forces de l'ordre qui font un travail difficile et remarquable, ils n'ont rien trouvé de mieux à dire que cette phrase qui mérite de rester dans les annales de la République. Je cite : "Il est inquiétant de constater qu'un fossé se creuse entre la police et la jeunesse". Cette gauche-là n'a rien compris. Comme si les casseurs de la gare du Nord représentaient toute la jeunesse française. C'est une insulte à la jeunesse de France que de les assimiler aux casseurs ! Comme si c'était la police qui était en tort et pas les casseurs. Comme si les voyous avaient tout cassé et avaient pillé les magasins pour exprimer une révolte contre une injustice. Comme si la société était toujours coupable et le délinquant toujours innocent. Écoutez-les, les héritiers de mai 68, cultiver la repentance, je déteste la repentance car je suis fier de l'histoire de France. Je veux tourner la page de mai 68 une bonne fois pour toutes. Mais il ne faut pas faire semblant. Il ne faut pas se contenter de mettre les drapeaux aux fenêtres le 14 juillet et de chanter la Marseillaise à la place de l'Internationale. Il ne faut pas dire que l'on veut l'ordre et prendre systématiquement parti contre les forces de l'ordre. Il ne faut pas crier à l'État policier et à la provocation à chaque fois que la police cherche à faire respecter la loi. Il ne faut pas dire que l'on est pour la valeur travail et généraliser les 35 heures, surtaxer le travail, encourager l'assistantat et empêcher ceux qui veulent créer des richesses d'investir en France. Il faut faire de la France le pays où l'on peut investir, entreprendre, créer, innover, le pays de la liberté et non pas celui des contraintes. Je propose aux Français de rompre avec les idées de mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, l'autorité, le respect, le travail, la nation. Je propose de reconstruire un État qui fasse réellement son métier. Je propose de refaire une République une et indivisible contre tous les communautarismes et tous les séparatismes. Je propose de rebâtir une nation fière d'elle-même. En faisant valoir systématiquement les droits au détriment des devoirs, les héritiers de mai 68 ont affaibli l'idée de citoyenneté. En dénigrant la loi, l'État et la nation, les héritiers de mai 68 ont favorisé la montée de l'individualisme. Ils ont incité chacun à ne compter que sur lui-même et à ne pas se sentir concerné par les problèmes des autres. Je crois à la liberté individuelle mais je veux compenser l'individualisme par le civisme, le civisme n'est pas un gros mot, je veux que l'instruction civique devienne une matière fondamentale de l'Éducation nationale. Je veux une citoyenneté où l'on parle des droits mais où l'on accepte les devoirs. Je veux que ces droits soient équilibrés par des devoirs.

L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la société on osera enfin rappeler chacun à ses devoirs. L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la politique française on osera proclamer que, dans la République, les devoirs sont la contrepartie des droits. Ce jour-là sera, enfin, accomplie la grande réforme intellectuelle et morale dont la France a besoin. Alors nous pourrons reconstruire sur des bases renouvelées la République fraternelle, rêve toujours inachevé, toujours inaccompli, de la France, depuis le premier jour où elle a pris conscience de son existence en tant que nation. La France n'est pas une race, la France n'est pas une ethnie, la France n'est pas qu'un territoire, la France est un idéal inlassablement poursuivi par un grand peuple qui croit depuis son premier jour à la force des idées, à leur capacité à transformer le monde et à faire le bonheur de l'humanité. Je veux le dire aux Français : le plein emploi, la croissance, l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation du travail, la moralisation du capitalisme, c'est possible. Mais ce ne sont que des moyens qui doivent être mis au service d'une certaine idée de l'homme, d'un idéal de société où chacun puisse trouver sa place, où la dignité de chacun sera reconnue et respectée. J'ai rencontré dans les hôpitaux des malades qui ajoutaient aux souffrances de la maladie la douleur de se sentir exclus, le scandale d'être mis à l'écart de la société qui ne voulait même plus les regarder. Je me souviens d'une infirmière dans un hôpital pleurant en me racontant comment la désorganisation due aux 35 heures l'empêchait de s'occuper autant qu'il aurait été nécessaire de malades pour lesquels elle était le dernier lien avec la vie. Les 35 heures ont brisé toute forme d'organisation de l'hôpital français. Je me souviens de ce jeune rugbyman dans ce centre de rééducation qui tentait avec toutes les forces qui lui restaient de rassembler les morceaux d'une vie brisée par un accident qui l'avait rendu tétraplégique. Il a sa place dans la société qui est la nôtre. Je me souviens d'une visite à la prison pour femmes de Rennes et de la rencontre avec une mère d'une petite fille de 7 ans qui était sa seule raison de vivre. J'ai vu la misère des prisons françaises si souvent indignes de la patrie des droits de l'Homme. J'ai vu les femmes martyrisées dans les centres d'accueil où elles tentent de se reconstruire. J'ai vu dans les maisons de retraite la tristesse qui était dans le regard des vieillards frappés par la dépendance et qui n'avaient plus l'impression de vivre, mais de survivre parce qu'ils étaient abandonnés de tous, parce qu'ils n'avaient besoin que d'un peu d'amour et de respect que plus personne ne leur donnait sous prétexte qu'ils étaient dépendants. Cette société-là, nous n'en voulons pas. De tous ces malheureux que la vie a brisés, que la vie a usés, je veux être le porte-parole. Je veux être celui qui leur rendra une place dans la République, qui leur redonnera un peu de cette considération et de cet espoir sans lesquels il n'y a plus d'humanité.

Je veux être celui par lequel la France va défendre ses valeurs universelles. Des valeurs avec lesquelles nous en pouvons pas transiger parce qu'elles sont le fondement de toutes nos politiques, au dedans comme au dehors. Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous les intégrismes. Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances. Je veux que dans la patrie des droits de l'Homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence. Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté française n'est pas négociable. Ceux qui ne sont pas capables d'entendre la critique, la caricature, la liberté d'opinion, ne sont pas obligés de demeurer sur le sol de la République française. Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle mais aussi dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France. Je veux être le Président de la France des droits de l'Homme. Je ne crois pas à la "realpolitik" qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats. Je n'accepte pas ce qui se passe en Tchétchénie qui est contraire aux valeurs universelles de la France. Ce qui se passe au Darfour est absolument inacceptable pour l'idée que nous nous faisons de l'humanité et du respect des droits de l'Homme les plus élémentaires. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a jamais eu le courage de dire. Je ne veux pas simplement le dire, je veux le faire. Chaque fois qu'une femme ou qu'un enfant sera martyrisé dans le monde, la France se portera à ses côtés. La France, si les Français me choisissent, sera aux côtés des infirmières bulgares, depuis 8 ans et 3 mois condamnées aux géôles sinistres libyennes, ce n'est pas acceptable. La France sera aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère. La France sera aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi, aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. À chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française. Je ne veux pas oublier notre compatriote Ingrid Betancourt, je n'aurais de cesse de la faire rentrer chez elle et de la rendre à sa famille.

Mes chers amis, Je voudrais remercier tous les Français qui dimanche dernier m'ont témoigné leur confiance pour conduire le changement dont la France a besoin. 11 millions et demi. Cette confiance je ne la trahirai pas, je tiendrai mes engagements. C'est l'idée que je me fais de la morale en politique. Si j'ai voulu tout dire avant l'élection, c'est pour pouvoir tout faire après. C'est pour que les Français n'aient pas le sentiment, au lendemain des élections, qu'une fois de plus on les a trompés et que la politique qui est mise en œuvre n'est pas celle pour laquelle ils ont voté.

À ceux qui m'ont fait confiance le 22 avril et à tous ceux qui me feront confiance le 6 mai, je veux dire que je mettrai un point d'honneur à ce que personne ne soit trompé, trahi ou déçu. Mais je voudrais m'adresser tout particulièrement à ceux qui n'ont pas encore fait leur choix, à ceux qui ont voté au premier tour pour un autre candidat et qui hésitent encore. Je voudrais leur dire que je comprends leur déception et que je sais combien ce nouveau choix peut être difficile pour eux. Mais ce choix engagera l'avenir de notre pays. Je veux leur dire : vous allez avoir à vous demander lequel des deux candidats correspond le mieux, avec ses qualités et ses défauts, à l'idée que vous vous faites de la fonction présidentielle. Vous allez avoir à vous demander lequel des deux projets est le plus à même de permettre que la France reprenne confiance dans l'avenir. Vous allez avoir à vous demander dans quelle mesure les valeurs qui sont celles des candidats sont compatibles avec celles auxquelles vous croyez. Il va vous falloir choisir, faire cet effort sur vous-mêmes consistant à choisir entre deux candidats que vous n'avez pas désignés. Vous allez le faire, mes chers compatriotes, parce que c'est votre devoir de citoyens, parce qu'à la fin, il faut que la France soit gouvernée, parce que c'est la responsabilité de chacun de faire vivre la démocratie. Ce choix, je n'en doute pas, vous le ferez en votre âme et conscience. Ce choix, quel qu'il soit, je le respecterai parce que ma conception de la République et de la démocratie c'est le respect, le respect des autres, le respect de l'autre, de sa personne et de ses convictions. Je ne vous dirai pas parce que je ne le pense pas : "C'est moi ou le chaos !" Quel démocrate serais-je si j'exprimais autant de suffisance et peut-être de mépris pour les convictions de tous ceux qui ne pensent pas comme moi ? Mais à tous ceux d'entre vous qui croient en la tolérance, la liberté, l'humanisme, je veux dire que ce sont les valeurs sur lesquelles j'ai bâti mon projet, que ce sont les valeurs qui fondent mon engagement politique et ma candidature à l'élection présidentielle. Je veux m'adresser aux électeurs du centre, dont les valeurs sont si proches des nôtres. Je veux leur dire que leur sensibilité a toute sa place dans la majorité présidentielle que je veux construire et autour de laquelle je veux rassembler les Français. Puisque Monsieur Bayrou veut en finir avec l'UDF, je dis aux élus UDF qui me soutiennent qu'ils sont les bienvenus en femmes et hommes libres dans la

nouvelle majorité présidentielle. Moi, je ne veux pas en finir avec l'UDF, je la respecte et je respecte ses électeurs, ses valeurs, ses idées et ses convictions. Je veux dire à ces Français et à ces élus UDF qui m'honorent en m'apportant leur soutien, que nous avons besoin d'eux, j'ai besoin d'eux, de ce qu'ils représentent, de ce à quoi ils croient. Je leur demande de ne renoncer à rien, de venir en femmes et hommes libres, et d'accepter ma part de liberté. C'est ensemble que nous allons construire la France du renouveau. Mais, je veux aller plus loin. Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. C'est très important. Il est des Français qui ont fait des choix qui ne sont pas les nôtres, qui se sont tournés vers les extrêmes, non comme une espérance mais comme une forme de désespérance.

À tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables. Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir. Mais cela ne nous empêche pas de réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités. Je m'engage, si je suis élu président de la République, à réunir toutes les forces politiques de la nation et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse. Je veux que chacun se sente représenté dans la République mais que nous gardions les scrutin majoritaire, clé de la stabilité de la République.

Mes chers amis, nous voici arrivés au terme de cette campagne. J'ai voulu la conduire conformément à l'idée que je me faisais de la fonction présidentielle. Des responsabilités qu'elle implique. Des devoirs qu'elle impose. De la dignité qu'elle exige. Je n'ai pas été épargné par les attaques personnelles. On a mis en cause successivement ma probité, mon intégrité, mon honneur, ma sincérité, mon caractère. On a expliqué que j'étais dangereux pour les libertés. On m'a soupçonné de vouloir mettre en place un État policier. Je n'ai pas été rapide, en quatre ans de ministère de l'Intérieur, je n'y suis même pas arrivé... On m'a accusé d'avoir exercé des pressions. On n'a jamais produit la moindre preuve ni le moindre indice, ni quoi que ce soit qui puisse étayer ces accusations qui déshonorent davantage ceux qui les profèrent que celui qui les reçoit. Je n'ai pas répondu à ces attaques. Sauf pour dire, quand ces attaques sont devenues insupportables, que ceux qui les portaient n'avaient pas, à ma connaissance, fait la preuve de tellement de vertus qu'ils puissent se permettre un tel mépris à l'endroit des 11 millions et demi de Français qui m'on fait confiance. Je ne les ai pas rejoints dans la boue où ils auraient voulu m'entraîner. Ils n'ont pas changé. Ce sont exactement les mêmes que ceux qui, en 1958, se sont donnés le ridicule absolu de défilier contre le Général de Gaulle en hurlant que le fascisme ne passerait pas. Et les plus anciens ici se souviennent, en 1965, face au Général de Gaulle, ils avaient fait au second tour une "coalition des républicains" contre celui qui n'avait jamais mis la République en danger, puisqu'il l'avait sauvée deux fois ! Je suis allé à Colombey, dans le silence et le calme. Sur le livre d'or du Mémorial de la Croix de Lorraine j'ai voulu écrire : "Je suis venu ici pour la première fois il y a 30 ans. Rien n'a changé, surtout pas le sentiment éprouvé devant l'humble tombe du Général de Gaulle, dans ce petit cimetière, qu'une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi. Cette conviction qui m'est venue ici pour la première fois, elle ne m'a plus quitté : que la France ne pourra pas disparaître tant que nous serons décidés à la maintenir comme un idéal pour les hommes et prêts à nous battre pour qu'elle vive."

Mes chers amis, il reste huit jours. Huit jours pour faire de nos rêves une réalité ;

Huit jours pour se lever ;

Huit jours pour bâtir l'espérance dont la France a besoin ;

Huit jours pour dire ce que nous voulons pour nos enfants ;

Huit jours pour dire que la France est un vieux pays qui a encore tant de choses à dire au monde et à l'Europe ;

Huit jours pour faire du travail, du mérite, de l'effort, de la récompense, de l'humanisme les valeurs de la République française ;

Huit jours, mes chers amis, pour que l'avenir soit une espérance ;

Huit jours, mes chers amis, pour convaincre, pour rassembler, pour que tous ceux qui aiment passionnément la France nous aident à bâtir la France du renouveau ;

Huit jours, mes chers amis, huit petits jours, pour créer les conditions d'un rassemblement immense, pour porter une majorité, pour construire pour les cinq années qui viennent le pays le plus prospère au monde ;

Huit jours pour le pouvoir d'achat ;

Huit jours pour le plein emploi ;

Huit jours pour le rétablissement de l'autorité ;

Huit jours, mes chers amis.

J'ai besoin J'ai besoin J'ai besoin La victoire de vous comme jamais un candidat n'a eu besoin du peuple à ses côtés. de vous pour être le candidat du peuple de France. de vous. est en vous, la victoire sera belle parce que ce sera la vôtre.

Vive la République ! Et par-dessus tout, Vive la France !

\*\*\*

<campagne=2007>05.03 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> - Montpellier <lieu=Montpellier> <texte=63>

Mes chers amis,

C'est ici, en Languedoc, que finit cette campagne qui fut longue, qui fut rude, qui fut passionnée, et dont tous les Français ont senti à quel point elle était importante, à quel point elle était lourde de conséquences.

Tous les Français ont eu ce pressentiment que ce qui allait se passer serait décisif, que cela ne pouvait pas se passer sans eux, que trop de rendez-vous avaient été manqués dans le passé, que trop de choix avaient été différés, que trop de retards avaient été accumulés et que maintenant la France avait trop attendu, qu'elle ne pouvait plus attendre, qu'elle ne pouvait plus en rester là.

Et le peuple qui ne disait plus rien, le peuple qui gardait pour lui sa déception et sa colère, le peuple qui était découragé, qui n'allait plus voter que par devoir ou qui s'abstenait à chaque scrutin de plus en plus, le peuple s'est levé, le peuple a repris la parole et a dit : "Je ne laisserai personne décider à notre place". Voilà le message du premier tour.

Dans ce Languedoc, où tant de peuples et de religions se sont affrontés et mêlés les uns aux autres, où dans les luttes qui furent si féroces et les passions si vives, vous vous êtes forgés un caractère vigoureux, prompt à s'opposer et prompt également à défendre les libertés.

Michelet a parlé du Languedoc de façon définitive : "C'est une bien vieille terre que ce Languedoc. Vous y trouverez partout les ruines sous les ruines, les Camisards sur les Albigeois, les Sarrasins sur les Goths, sous ceux-ci les Romains, les Ibères".

Dans cette bien vieille terre, la vôtre, où s'entassaient les ruines, les peuples, les histoires, dans votre terre ravagée par la Croisade des Albigeois, les guerres de religions, les invasions ;

Dans cette bien vieille terre, où se mélangent depuis si longtemps les souvenirs des morts et les espoirs des vivants ;

Dans cette bien vieille terre, où l'on prie, où l'on se bat, où l'on travaille depuis tant de siècles ;

On sait ce qu'est l'élan d'un peuple qui se lève. Vous êtes mieux placés que d'autres pour parler de la puissance d'un peuple qui a toujours refusé d'être esclave et qui a toujours su dire non, non au renoncement, non à la fatalité, non à tout ce qui, de près ou de loin, pouvait vous asservir.

C'est ici, sur cette terre charnelle, qui a connu tant de violence et tant de tragédies que j'ai voulu aller jusqu'au bout de cette vague populaire qui depuis des mois monte des profondeurs du pays et porte en elle un immense espoir de renouveau.

Je n'ai pas l'intention de trahir les espérances du peuple français qui m'a mis en tête au premier tour de l'élection présidentielle.

C'est ici, dans Montpellier, que je suis venu pour la dernière fois de cette campagne à la rencontre de ce peuple français dont j'ai appris à partager les joies et les peines, et qui dans trois jours va décider de son destin.

C'est à vous de décider.

Depuis 4 mois, depuis ce fameux 14 janvier où à la Porte de Versailles j'ai dit à mes amis que je devais aller à la rencontre des Français, même de ceux qui n'avaient jamais été mes amis, ceux qui n'avaient jamais appartenu à la même famille politique que moi, ceux qui n'avaient jamais voté pour moi, ceux qui m'avaient combattu.

Depuis qu'a commencé à se créer entre les Français et moi ce lien profond qui s'établit dans une campagne présidentielle entre le peuple et celui qui aspire à devenir l'homme d'une nation, la France a cessé pour moi de n'être qu'une idée pour devenir presque une personne, qui souffre, qui espère, qui a des sentiments, qui a des valeurs, qui a une identité.

L'identité nationale française a un sens pour moi.

La France, c'est une multitude de petits pays, de cultures, de croyances, d'histoires, de destinées qui se sont mélangées pour se fondre en une seule. C'est une multitude de volontés individuelles qui se sont unies pour en faire une seule. La France a une âme, un caractère, une sensibilité.

Pendant 4 mois je suis retourné sur tous ces lieux qui pour moi comme pour tous les Français ont toujours symbolisé la France parce qu'ils incarnent tous une part mystérieuse d'elle-même.

Je suis retourné sur tous ces lieux sacrés où j'étais allé jadis sans ressentir cette émotion que j'ai ressentie au cours des dernières semaines.

Pour la première fois de ma vie, au Mont Saint-Michel, je me suis senti proche des moines qui avaient défié l'océan et le sable pour adresser à Dieu l'une des plus belles prières que les hommes aient jamais adressé au Ciel. Le Mont Saint-Michel n'est pas simplement un lieu magique.

Moi, je me suis senti partie prenante dans cette prière venue du fond des âges et j'ai senti que dans cette flèche de pierre dressée vers le Ciel, comme dans les flèches de toutes les cathédrales, il y avait là l'âme de la France. Parce que l'âme de la France est dans ce long manteau de cathédrales que les siècles d'histoire nous ont légués.

Pour la première fois de ma vie, en retournant à Verdun, je n'ai pas regardé le champ de bataille, les croix blanches du cimetière alignées à l'infini et l'ossuaire de Douaumont comme on regarde un lieu chargé d'histoire.

Je n'ai pas cherché à imaginer ce qu'avaient été ces batailles terribles, même si j'ai senti ce qu'avait pu être l'horreur de ces affrontements et leur dimension tragique.

J'ai senti tout le malheur, toute la douleur qui s'était concentrée au-dessus de ces milliers de tombes, de ces milliers de morts dont les corps étaient tellement déchiquetés qu'ils n'avaient plus de noms et dont innombrables furent ceux que l'on a jamais retrouvés parce qu'ils avaient été engloutis dans la boue.

J'ai senti dans ce malheur, dans cette douleur, qu'il y avait sur le sacrifice de nos compatriotes du début du XXe siècle, qu'il y avait là, à Verdun, l'âme de la France. Une âme construite dans la douleur et le sacrifice des générations qui nous ont précédé pour que nous soyons libres.

À Colombey, où j'étais allé si souvent depuis 30 ans, j'ai eu l'impression que je venais pour la première fois. Dans ce petit cimetière pareil au cimetière de tant de nos villages, lorsque je me suis recueilli devant l'humble tombe du Général De Gaulle, j'ai senti que dans ce petit village était l'âme de la France parce que s'y trouvait la dépouille d'un grand homme qui a beaucoup fait pour la France : le Général de Gaulle.

Sur les plages du débarquement, j'ai senti l'âme de la France. À Rouen où Jeanne fut menée au bûcher, j'ai senti l'âme de la France. À Toulon, à Nice, à Bordeaux, à Nantes, à Tours, à Poitiers, à Saint-Quentin, à Clermont-Ferrand, à Lille, à Strasbourg, à Lyon, à Toulouse, à Nice, à Marseille, innombrables furent les villes que j'ai visitées, toujours j'ai senti l'âme de la France parce que j'y ai rencontré des Français qui aimaient profondément leur pays, leur patrie, leur nation.

Voilà la France à laquelle je veux m'adresser.

À Nîmes où, il y a un an, j'ai prononcé mon premier discours sur la France, en me souvenant des camisards et des persécutions, des femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance à Aigues-Mortes sur l'ordre de Louis XIV. En me souvenant de toutes ces souffrances, j'ai senti à travers cette ancienne souffrance, qui ne s'est jamais éteinte, souffler l'histoire de l'âme de la France.

Dans les campagnes avec les paysans, à Chateaufort-du-Pape avec les viticulteurs, dans les laboratoires, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à Lorient avec les pêcheurs, dans les Ardennes avec les ouvriers, partout où je suis allé à la rencontre des Français, à la rencontre de la France, à la rencontre de son passé, de son présent et de son avenir, j'ai senti la volonté d'un pays qui ne voulait pas mourir et qui ne voulait pas s'excuser d'être fier de son histoire.

À Montpellier, où rôdent encore les ombres de Rabelais et de Jean Moulin, je sens l'âme de la France, je sens sa vitalité, je sens sa jeunesse, je sens son énergie, je sens son espérance.

Si près de Sète et de son cimetière marin. Moi, j'ai appris, il y a bien longtemps : "Midi le juste y compose de feu La mer, la mer, toujours recommencée (...) Fragment terrestre offert à la lumière (...) Composé d'or, de pierres et d'arbres sombres La mer fidèle, y dort sur mes tombeaux !" Nous sommes aussi les héritiers de cela, c'est aussi cela l'âme de la France. Ce n'est pas n'importe quel pays, où l'on peut se permettre de lire un poème dans une réunion politique à la fin du deuxième tour de la présidentielle, c'est la France !

Je me souviens des poèmes que l'on m'apprenait dans ma jeunesse et qui exprimaient l'âme même de la France. La France, tout au long de cette campagne, elle ne m'a pas quittée.

Quel que soit le sujet dont j'ai parlé, au fond, je n'ai parlé que d'elle.

Je n'ai pensé qu'à elle.

Je n'ai fait campagne que pour elle.

C'est ce que les Français attendaient : qu'on leur parle de la France.

C'est ce que les Français demandaient : qu'on leur explique ce que l'on voulait faire pour la France.

Car cela faisait bien longtemps que l'on ne parlait plus de la France. Cela faisait très exactement depuis mai 68 que la nation n'était plus à la mode. Progressivement, la nation avait fini par ne plus avoir aucune place en politique.

On avait enseigné à la dénigrer, à la détester, à la haïr.

Il y avait la repentance qui demandait aux fils d'expier les fautes supposées de leurs pères et même de leurs aïeux ou de leurs ancêtres.

Il fallait expier l'histoire de France, il fallait expier les Croisades, les révolutions, les guerres, la colonisation. Tout, il fallait tout expier.

En mettant à vif les mémoires blessées, en cultivant la rancœur par une surenchère dans le culte des origines, en manipulant à des fins politiciennes la souffrance et les frustrations, on ne récolte pas la fraternité mais la violence et la haine. Je veux tourner leur tourner le dos, ce n'est pas cela la France.

La France ne s'est pas bâtie sur l'oubli. Nul n'a oublié les peines, les souffrances et les malheurs.

Félix Eboué, gouverneur des colonies et premier résistant de la France d'Outre-mer, n'avait jamais oublié qu'il était le petit-fils d'un esclave noir de Guyane.

À Béziers, à Carcassonne, dans l'Ariège, nul n'a oublié la croisade des Albigeois, Simon de Montfort et les légats du Pape criant : "tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens !" Les protestants des Cévennes n'ont pas oublié les persécutions.

Les vendéens n'ont pas oublié les colonnes infernales.

Les républicains espagnols qu'on a parqués dans des camps n'ont rien oublié.

Les enfants juifs qui ont vu leurs parents conduits au Vel d'Hiv par la police de Vichy n'ont rien oublié.

Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs, mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort. Il était d'autant plus fort qu'il était constitué sur des douleurs que l'on avait eu le courage de surmonter.

Il n'y a pas d'avenir dans la haine de son pays.

Il n'y a pas d'avenir dans la repentance.

Il n'y a pas d'avenir pour un pays dont les citoyens n'ont pas la fierté chevillée à l'âme et au cœur.

La France, ce n'est pas l'oubli de ce que l'on est, c'est la foi dans un destin commun plus forte que la haine et la vengeance.

À Aigues-Mortes, les femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance ont gravé sur les murs de leur prison "Résister" Aucune d'entre elles n'a écrit alors "mort à la France" Malheureusement, on le voit aujourd'hui sur certains murs. Je veux lui tourner le dos.

On ne bâtit rien sur la haine, ni la haine des autres ni la haine de soi. Je veux dire à la jeunesse de France : "La France est votre pays et vous n'en avez pas d'autre, même si vos parents ou vos grands-parents sont venus d'ailleurs. La haïr c'est vous haïr vous-mêmes.

La France est à vous. Elle est votre héritage. Votre bien commun. Ne lui demandez pas d'expier ses fautes. Ne demandez pas aux enfants de se repentir des fautes des pères."

En 1962 le Général de Gaulle a dit à Adenauer cette phrase extraordinaire : "De tant de sang et de larmes, rien ne doit être oublié, mais chacune renonçant à dominer l'autre, la France et l'Allemagne ont discerné ensemble quel était leur devoir commun".

La France n'a pas dit à l'Allemagne : "Expiez d'abord, nous verrons après !". De Gaulle a dit à la jeunesse allemande : "je vous félicite d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple qui parfois, au cours de son histoire, a commis de grandes fautes". Ainsi parlait l'homme qui a réconcilié l'Allemagne et la France.

Aux peuples de nos anciennes colonies, et dans cette région cela veut dire quelque chose, nous devons offrir non l'expiation mais la fraternité. Et à tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui veulent devenir Français, nous offrirons, en plus de la fraternité, l'égalité et la liberté.

Alors, c'est vrai, il y a dans notre histoire des erreurs, des fautes, des crimes, comme dans toutes les histoires de tous les pays. Mais je le dis parce que je le pense, candidat à la présidence de la République française : nous n'avons pas à rougir de l'histoire de France.

La France n'a pas commis de génocide, elle n'a pas inventé la solution finale. Elle est le pays qui a le plus fait pour la liberté du monde. Elle est le pays qui a le plus fait rayonner les valeurs de liberté, de tolérance et d'humanisme.

Nous devons être fiers de notre pays, de ce qu'il a apporté à la civilisation universelle, à l'idée d'humanité.

Nous pouvons être fiers d'être les enfants d'un pays de liberté et de démocratie.

Nous sommes les enfants de la patrie des Droits de l'Homme.

Et nous pouvons légitimement faire partager cette fierté à nos propres enfants.

Nous pouvons leur raconter l'histoire de France sans rougir.

Nous pouvons leur raconter que tous les Français pendant la guerre n'étaient pas pétainistes, qu'il y avait aussi des Français qui se battaient dans les maquis, qu'il y avait des Français qui risquaient leur vie dans la Résistance, qu'il y avait des Français qui se battaient dans les rangs de la France libre, qu'il y avait des Français qui cachaient des Juifs dans leurs propres maisons, dans leur propre famille. On les appelle les Justes, ils sont l'histoire de France.

Nous pouvons raconter à nos enfants que, dans les colonies, les colons n'étaient pas tous des exploiters, que beaucoup d'entre eux n'ont jamais exploité personne et que si le colonialisme était un système porteur d'injustice et de violence, beaucoup de Français étaient partis dans les colonies en pensant sincèrement œuvrer pour un projet de civilisation.

Ces Français-là ont bâti des ponts, des hôpitaux, des écoles, ils ont cultivé une terre aride, ils ont travaillé toute leur vie. Et un jour, ils n'ont plus eu le choix qu'entre la valise et le cercueil, ils ont dû quitter la terre où ils étaient nés. Cette terre, ils aimaient, c'était la maison de leur enfance, c'était le peu de biens qu'ils possédaient.

Je suis venu ici, en Languedoc, à Montpellier, demander que ces femmes et ces hommes soient respectés parce qu'ils le méritent. Comme méritent d'être respectés les harkis qui ont dû quitter leur pays pour ne pas être égorgés parce qu'ils avaient servi fidèlement la France. La France les a abandonnés. La France a envers eux une dette qu'elle n'a pas réglée. Je veux que cette dette soit réglée parce que c'est une dette d'honneur et une nation ne doit pas transiger avec l'honneur, spécialement quand il s'agit de la nation française. Car quand la nation française transige avec l'honneur, c'est qu'elle renie son identité républicaine, démocratique et historique.

Oui, si je suis président de la République, j'en finirai avec le dénigrement de l'histoire de France et je demanderai que la France soit respectée pour ce qu'elle est, pour ce qu'elle a vécu, pour ce qu'elle a construit et pour ce qu'elle représente dans le monde.

La France, c'est la laïcité, c'est l'égalité des droits et des devoirs, c'est l'égalité de l'homme et de la femme, c'est la liberté de conscience.

La France c'est la liberté d'expression.

Ces valeurs, je le dis tout simplement, ne sont pas négociables.

Ces valeurs sont au cœur de notre identité nationale.

Ces valeurs, nul ne peut prétendre vivre en France s'il n'est pas décidé à les respecter.

Comme nul ne peut prétendre vivre en France sans se donner la peine d'apprendre et de parler le Français et sans respecter les mœurs, les lois, les coutumes et les valeurs du pays qui l'accueille.

En France, la caricature est libre.

En France, on enseigne Voltaire dans les écoles.

En France, je n'accepterai jamais que l'on puisse menacer de mort un philosophe. Je n'accepterai jamais que l'on retire une pièce de Voltaire de l'affiche d'un théâtre parce que le directeur a reçu des menaces de mort de la part de groupuscules fanatiques. Ce sont eux qui céderont, pas la République.

Si Voltaire ne plaît pas, que ceux que Voltaire gêne quittent le territoire de la République française. Voltaire, c'est important pour nos enfants.

En France, on ne s'installe pas sans papiers.

En France, on ne travaille pas clandestinement.

En France, on ne fait pas venir sa famille quand on n'a pas de quoi la loger et quand on n'a pas de quoi la faire vivre avec les revenus de son travail.

La France, ce n'est pas un pays qui a commencé hier ni avant-hier. Celui qui veut vivre en France doit admettre que l'histoire de la France a commencé bien avant lui.

Alors, je vais prendre mes responsabilités. La France, c'est deux mille ans de valeurs de civilisation chrétienne que la morale laïque a incorporées.

Valeurs de la civilisation chrétienne et morale laïque : la France, c'est une synthèse.

La France, c'est une République une et indivisible où le communautarisme n'a pas sa place.

La France est un pays où nul ne saurait être jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion. Où nul ne saurait être enfermé dans ses origines ou dans ses croyances.

Le communautarisme, c'est le contraire de la République, c'est un enfermement, c'est le champ libre à des formes d'apartheid et aux ghettos, c'est la porte ouverte à la loi des bandes et des tribus. Le communautarisme, c'est la ségrégation et la violence.

La France, c'est une nation qui a toujours eu besoin d'un État fort qui fasse réellement son métier, qui domine les féodalités, les corporatismes et qui fasse prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

L'État, c'est Philippe le Bel, c'est Richelieu, c'est Louis XIV, c'est Napoléon, c'est Clemenceau, c'est De Gaulle.

Depuis 30 ans, au fur et à mesure que l'État s'alourdissait, se bureaucratisait, s'endettait, son autorité déclinait.

Depuis 30 ans, alors que l'État avait de plus en plus de mal à trouver sa place entre la décentralisation, l'Europe et les marchés, une idéologie de l'impuissance publique abaissait la politique en proclamant qu'elle ne pouvait rien à rien, que la politique c'était fini, que l'État c'était fini, que la République c'était fini, que la nation c'était fini.

En abaissant l'État, on a abaissé la politique et laissé monter les corporatismes, les communautés, les tribus et les bandes.

En abaissant l'État, en l'appauvrissant, on abaisse la République et l'on met en péril l'unité de la nation, sa cohésion.

En faisant de l'État une force d'inertie, une force de conservatisme, on a rendu la France immobile, parce qu'en France c'est l'État qui a toujours été le levier du changement et de la modernisation.

En France, un État fort est la condition nécessaire de l'ouverture, de la liberté, de la décentralisation, parce qu'en France l'État c'est ce qui protège, c'est ce qui unit, c'est ce par quoi la nation exprime une volonté collective, un projet collectif, ce par quoi elle prépare l'avenir, ce par quoi elle investit.

Une demande de nation, de République et d'État, voilà ce qu'il y a derrière la demande de politique qui s'est exprimée tout au long de la campagne. Plus de nation, plus de République, plus d'État. Voilà ce qu'il y a derrière la demande de France.

On n'avait pas le droit de parler de la nation, de parler de la République, de parler de l'État, depuis que l'idéologie de mai 68 avait pris le pouvoir intellectuel, le pouvoir médiatique et même le pouvoir politique.

L'idéologie de mai 68 a imposé sa pensée unique, son politiquement correct. Si on parlait de la nation on était immédiatement traité de nationaliste. On n'avait pas le droit de parler de la République parce qu'alors on était un jacobin. Et il ne fallait pas parler de l'État sinon, on était un dirigiste et un étatiste.

Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste.

Je veux pouvoir parler de la République sans être traité de jacobin.

Je veux pouvoir parler de l'État sans être traité de dirigiste.

Comme je veux pouvoir parler de la protection sans être traité de protectionniste.

Je veux pouvoir parler de l'ordre sans être traité de conservateur.

Je veux pouvoir parler de l'autorité sans être accusé d'autoritarisme.

Je veux pouvoir parler de la moralisation du capitalisme sans être accusé d'être anticapitaliste.

Je veux pouvoir critiquer Mai 68 sans être traité, un comble, de pétainiste.

Je veux pouvoir parler des problèmes des Français sans être accusé de démagogie.

Je veux pouvoir parler au peuple de France, je veux pouvoir être le porte-parole du peuple français.

Je veux parler au nom de ce peuple que l'on veut tenir à l'écart de tout, de ce peuple que l'on ne veut plus écouter, que l'on ne veut plus entendre.

Je veux parler au nom de cette France exaspérée, de cette France dont la vie est devenue si lourde, si dure, si pénible, dont personne ne cherche plus à comprendre et à partager la souffrance.

Je veux être le candidat de cette France qui souffre et non celui des appareils, celui des notables, celui des élites qui prétendent penser et décider à la place du peuple.

Le Général de Gaulle a voulu l'élection du président au suffrage universel non pas pour organiser les combines entre appareils partisans mais pour donner la parole au peuple de France, c'est ce que nous sommes en train de construire.

Je veux être le candidat du peuple pour élever la politique en lui donnant cette dimension populaire qui est la seule susceptible de la rendre humaine.

Je veux être le candidat du peuple parce que dans une démocratie il n'y a pas d'autre légitimité pour la politique que la légitimité populaire.

Je ne veux pas rassembler des partis. Je veux rassembler les Français.

Je ne veux pas rassembler un camp. Je veux rassembler le peuple français au-delà des clivages partisans.

Je veux rassembler sur des valeurs et sur des convictions, parce que pour moi les valeurs et les convictions sont plus importantes que les étiquettes. Voilà pourquoi la future majorité présidentielle sera la plus large possible pour faire place à tous les Français qui veulent construire l'avenir de la France.

À la coalition hétéroclite de l'extrême gauche, des Verts, des chevènementistes, des communistes, des socialistes, qui voudrait bien s'élargir vers le centre et qui n'est soudée que par le sectarisme et le sentiment de haine à mon égard qui les anime ; à cette coalition de sectaires, moi je veux opposer le rassemblement ouvert, tolérant et respectueux du peuple de France. Voilà deux projets bien différents.

Aux manœuvres d'appareils, je veux opposer une certaine idée de la nation, de la République et de l'État.

Aux calculs électoraux, je veux opposer la sincérité du sentiment national, de l'amour de la République et du sens de l'État.

À la haine, je veux opposer la fraternité et le respect de celui qui ne pense pas comme moi et qui ne vote pas comme moi.

Au sectarisme, je veux opposer l'ouverture d'esprit et la tolérance pour des idées qui ne sont pas les miennes.

Je veux défendre mes idées, je veux défendre mes convictions, je veux défendre mon projet, mais je veux le faire sans haine, sans mépris, sans arrogance et sans violence.

Je veux défendre mon projet dignement, le défendre courtoisement, le faire en ayant toujours en tête qu'il s'agit d'un débat entre citoyens d'une même nation, qui partagent le même patrimoine de valeurs universelles, qui sont citoyens de la même République, qui n'ont au fond

rien de plus précieux que cette capacité à vivre ensemble, que ce désir de vivre ensemble que leur ont forgé les générations qui nous ont précédées.

Voilà pourquoi je pense que la politique ce n'est pas la guerre, que la politique c'est la tolérance, le respect, l'ouverture, la compréhension et l'accueil.

Nous ne devons jamais oublier, et je le dis à ma concurrente, que nous avons en commun une même histoire, une même culture, une même langue.

Nous ne devons jamais oublier que notre destinée est commune et que le sort de chacun d'entre nous dépend du sort de tous.

Nous ne devons jamais confondre la politique avec la guerre. Pour aucun Français, un autre Français ne devrait jamais être un ennemi sauf quand il trahit la France, quand il renie son idéal et ses valeurs.

Dans la forêt de Fontainebleau, sur le monument à la mémoire de Georges Mandel, érigé à l'endroit où il fut tué par la Milice, se trouve gravée cette simple phrase : "Ici est mort Georges Mandel assassiné par des ennemis de la France" Parce que les miliciens français qui l'avaient assassiné étaient devenus des ennemis de la France en se mettant au service de l'occupant et en tuant d'autres Français. Ce n'était pas la France, mais des ennemis de la France.

Or, tout le monde le sent bien, la crise d'identité que traverse notre pays est si grave, la remise en cause de la République si profonde, l'abaissement de l'autorité si visible, que notre capacité à vivre ensemble, notre capacité même à nous supporter sont menacées.

Faute que soit assurée la transmission d'une culture commune, sans cette culture commune, on ne peut pas se parler et encore moins se comprendre.

Faute d'une morale partagée, le mot "morale" ne me fait pas peur et je trouve que dans le projet de l'école de la République, la morale devrait retrouver une place première.

Faute d'un minimum de règles, de normes, de codes, qui doivent communément admis et respectés.

Faute que la citoyenneté soit fondée aussi sur des devoirs et pas seulement sur des droits.

Faute de n'avoir pas su endiguer la montée de la précarité.

Faute de s'être donné les moyens de nous protéger contre les excès de la mondialisation, la concurrence déloyale, les dumpings, la France est travaillée par des angoisses, par des peurs qui rendent peu à peu les Français ennemis les uns des autres.

Quand chacun commence à avoir le sentiment qu'il ne peut survivre qu'au détriment des autres, alors la République se défait, la nation s'affaiblit et le spectre de la lutte de tous contre tous commence à hanter les esprits et à miner la société.

C'est ce qui nous attend si nous ne changeons pas.

J'appelle donc tous les Français de bonne volonté, tous les Français qui aiment la France et ce qu'elle représente pour les hommes, qui aiment la République et qui se font une haute idée de l'État, à s'unir à moi selon la belle expression du Général de Gaulle "pour construire une République fraternelle." Une République où chacun, même le plus humble, le plus fragile, le plus blessé par la vie, le plus dépendant, le plus souffrant trouvera sa place.

Une République fraternelle où chacun quelle que soit sa situation, quelle que soit sa faiblesse sera reconnu comme un citoyen à part entière.

Où la personne dépendante, où la personne atteinte de la maladie d'Alzheimer, où le malade, où celui qui est frappé par la dépression, où celui qui a tout perdu, où la femme martyrisée, où la mère qui élève seule ses enfants, où le fils d'immigré, où celui qui habite un quartier dit défavorisé, où celui qui habite dans un canton rural éloigné de tout, où tous, dans cette République fraternelle, je veux qu'ils puissent jouir d'une pleine citoyenneté.

Où je veux que tous aient le même droit à la considération et au respect qui est dû, ou qui devrait être dû aux citoyens d'une République comme la nôtre, dans un pays comme le nôtre, qui en mettant la fraternité au même rang que la liberté et l'égalité a osé dire au monde, comme Antigone : "Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine".

C'est cela le message éternel de la France.

Dans mon esprit, il ne peut pas y avoir de demi mesure : respecter l'homme c'est respecter chaque homme sans exception.

Si je suis président de la République, personne ne restera sur le bord du chemin. Car chaque Français aussi cabossé par la vie a droit à sa dignité, au respect de ce qu'il est. Il a le droit à une formation, à un travail, à une rémunération pour vivre debout du fruit de son travail et non pas de l'assistanat.

En toute circonstance, chacun doit garder l'estime de lui-même, voilà ma conception de la politique.

La fraternité pour moi ce n'est pas seulement des allocations, ce n'est pas seulement la réhabilitation des immeubles et même l'aide aux territoires.

La fraternité c'est d'être avec les personnes. C'est d'être avec les victimes. Mais c'est d'être aussi avec les condamnés quand les conditions de détention sont indignes de la République.

C'est d'être aux côtés de tous ceux qui ont besoin d'être accompagnés dans leurs parcours de formation, de logement, d'emploi.

C'est d'être avec les jeunes parents pour les aider à élever leurs enfants.

Avec le jeune qui a besoin d'une deuxième chance.

Avec l'immigré qui sincèrement veut devenir Français.

Mais la fraternité ce n'est pas le refus de lutter contre l'immigration clandestine qui met tant de malheureux à la merci des exploiters, qui condamne tant de pauvres gens à vivre dans des conditions sordides, parce qu'il est impossible de pouvoir accueillir dignement en France toute la misère du monde.

Je serai le président de la République qui dira à tous ceux qui vivent la peur au ventre que leur pays a besoin d'eux et qu'elle ne les abandonnera pas.

La fraternité, pour moi, c'est que les accidentés de la vie soient secourus. C'est que les malades puissent avoir une vie sociale normale, qu'ils puissent se loger, travailler, emprunter aux mêmes conditions que les autres, avec s'il le faut une caution publique.

Je veux mettre un terme à ce scandale absolu qui impose au malade une visite médicale et un emprunt plus cher parce qu'il est plus risqué pour le banquier de lui prêter de l'argent.

Je ne veux pas d'une société où les travailleurs sont si pauvres qu'ils ne peuvent pas se loger.

Je ne veux pas d'une société qui laisse des hommes et des femmes mourir sur le trottoir.

Je ne veux pas d'une société où la pauvreté est tolérée comme une fatalité, où le chômage est supporté comme un mal nécessaire.

Je m'engage sur le plein emploi à la fin de mon quinquennat si les Français me choisissent. Il est venu le temps d'appliquer la culture du résultat.

Je veux lutter contre le chômage par la revalorisation du travail, par l'augmentation du pouvoir d'achat, par l'incitation à travailler plus pour gagner plus, parce que c'est le travail qui crée le travail et parce que les 35 heures ont été une stupidité économique et une erreur sociale.

Pour bâtir une république fraternelle nous devons faire avant tout reculer la violence, parce que ce sont les plus faibles et les plus vulnérables qui en sont les premières victimes.

À la violence gratuite je veux opposer la sévérité de la sanction et l'éducation qui donne des repères. Si la société ne sanctionne pas la violence gratuite, elle expose alors les plus vulnérables à la violence.

La famille joue un rôle décisif dans le développement intellectuel, moral et affectif de l'enfant. Si pour les familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants, qui les laissent traîner dans la rue, qui les laissent commettre des délits, qui ne respectent pas l'obligation de les scolariser, je souhaite que des sanctions soient prises, que la responsabilité des parents puisse être mise en cause et qu'éventuellement les allocations familiales soient mises sous tutelle.

Je m'engage aussi, si je suis élu, à aider les familles qui en ont besoin à élever leurs enfants.

Mais pour être de bons éducateurs il nous faut donner l'exemple.

Nous n'avons aucune chance d'inculquer le courage à nos enfants si nous manquons nous-mêmes de courage.

Je me souviens de cette famille à La Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. Le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient, à la cité des 4000, au pied de l'immeuble. Ce petit garçon a pris une balle perdue. C'est ce jour-là que j'ai parlé du Karcher. Je ne le regrette pas.

Je demande à chacun de bien réfléchir à cette question : si cela avait été son fils, son quartier, son immeuble et que le ministre de l'Intérieur arrive, que lui aurait-il demandé d'autre que d'enlever les bandes, les voyous et les assassins d'un petit garçon de onze ans qui ne demandait qu'à vivre ?

Un jour, j'ai utilisé le mot "racaille" en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. Je ne regrette rien car je serai toujours du côté de cette habitante d'Argenteuil et je n'accepte pas qu'elle puisse vivre dans la peur.

C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face.

Quels éducateurs serions-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ?

Quels éducateurs serions-nous si nous laissons croire à nos enfants que tout est permis ?

Quels éducateurs serions-nous pour si nous nous laissons aller à toutes ces petites lâchetés qui peu à peu ruinent l'autorité de l'État ?

On m'a reproché de vouloir sévir contre les délinquants.

Mais quels éducateurs serions-nous si nous devenions incapables de punir les délinquants qui le méritent ?

Quels éducateurs serions-nous si nous cherchions toujours à excuser le crime ou le délit ?

Quels éducateurs serions-nous si nous devions fermer les yeux sur toutes les fraudes ?

Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités pour que les jeunes, un jour, comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

On me dit qu'il ne faut pas créer de tension, qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs, qu'il faut à tout prix éviter de créer les conditions de l'affrontement.

Veut-on pour cela que la police se dérobe ? Qu'elle ferme les yeux ? Qu'elle laisse les voyous libres d'agir ? Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?

Comment allons-nous élever nos enfants ?

Quelle éducation allons-nous leur donner ?

Quelles valeurs allons-nous leur transmettre si nous acceptons cette idée folle que toute présence policière est une provocation ? Cette idée est absurde.

Quels éducateurs allons-nous être si nous interdisons aux policiers de poursuivre les délinquants de peur qu'il leur arrive un accident ?

Quels éducateurs serions-nous si le fait d'être mineur excuse tout ?

Si nous laissons le petit voyou devenir un héros dans son quartier, faute de sanction susceptible de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de l'imiter ?

Si l'on tolère les petits trafics grâce auxquels l'adolescent, scandale des scandales, gagne davantage que son père qui travaille à l'usine ?

Voilà une insulte aux travailleurs de France.

On me reproche d'exciter la colère. La colère de qui ? La colère des voyous ? Des trafiquants ? Mais je vais vous faire une confidence, je ne cherche pas à être l'ami des voyous. Je ne cherche pas à être populaire parmi les fraudeurs, les trafiquants et les délinquants.

Et je vais plus loin en affirmant qu'un Président de la République qui ne veut pas regarder en face le problème de l'insécurité, qui ne veut pas regarder en face le problème de la violence et dont la seule préoccupation est de ne pas faire de vague ; je dis que celui-là serait un démagogue et un irresponsable parce que la première mission d'un Président de la République, c'est de veiller à l'application de la loi et de protéger les honnêtes gens.

Je ne mettrai jamais sur le même plan la victime et le délinquant.

Je sais bien qu'il y a une violence qui vient de ce que l'on n'a ni les mots, ni les moyens de comprendre et d'exprimer ses sentiments. La réponse à cette violence c'est la culture et l'effort sur soi-même.

Je me souviendrai toujours de ce jeune de banlieue qui m'a dit : "Ce n'est pas avec l'école, ce n'est pas avec le sport que nous avons un problème, c'est avec l'amour." Ne pas être en mesure de trouver les pensées, les mots, les gestes de l'amour, il n'y a rien de pire, rien qui incite davantage à la violence contre l'autre ou contre soi-même.

Qu'avons-nous d'autre pour répondre à ce cri angoissé d'une jeunesse désemparée par ses propres sentiments, par ses propres pulsions, sinon la littérature, la poésie, l'art, la philosophie. La culture n'a jamais été une garantie contre la barbarie, contre la bestialité, mais elle est la seule chose que nous ayons à leur opposer.

Quand nous donnerons accès aux grandes œuvres de l'esprit à tous les enfants et plus seulement à quelques-uns, quand tous les enfants devenus adultes pourront écrire à leur ancien instituteur : "Merci, Monsieur, de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau", alors, j'en suis sûr, il y aura moins de brutalité, moins de sauvagerie, moins de violence et notamment moins de violences faites aux femmes et aux filles de ce pays.

Il y a aussi dans la société une violence qui vient du sentiment d'injustice. Il ne faut pas sous-estimer le désespoir d'une jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômes ne valent rien sur le marché du travail, qui est obligée de vivre chez ses parents parce qu'il n'y a pas d'emploi pour elle, dont les rêves se brisent sur le chômage et sur l'impossibilité d'acquiescer une indépendance financière.

Je veux m'inquiéter de cette rancœur parce que je sais qu'elle s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau, le quartier où elle habite comptent plus que ses qualifications et ses compétences.

Il faut s'inquiéter de la colère qui grandit contre une République qui ne tiendrait pas ses promesses d'égalité et de fraternité.

Nous devons donc apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment terrible que quoi qu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir.

Pour que la République soit respectée il faut qu'elle soit irréprochable, qu'elle inscrive ses principes dans la réalité et pas simplement sur ses monuments,

Je veux être le Président d'une France qui comprenne que l'Europe est la seule chance pour éviter la mort d'une certaine idée de l'homme, pour que cette idée demeure vivante dans le dialogue des civilisations et des cultures.

Et je veux le redire ici, à Montpellier : je veux être le Président d'une France qui fera comprendre à l'Europe que son avenir, son destin même, se trouve en Méditerranée.

Je veux être le Président d'une France qui va engager la Méditerranée sur la voie de sa réunification après douze siècles de déchirements et de division.

Jamais peut-être n'a-t-il été aussi nécessaire, aussi vital pour l'Europe et pour le monde, d'engager la construction de la Méditerranée comme fut engagée, il y a soixante ans, la construction de l'Europe.

C'est à cet endroit et à ce moment précis, en Méditerranée, chez vous, que le choc des civilisations devient une menace réelle pour l'humanité.

C'est là, autour de cette mer baignée de lumière, où depuis deux mille ans la raison et la foi dialoguent et s'affrontent.

C'est là, sur vos rivages où l'on mit pour la première fois l'homme au centre de l'univers.

C'est là, en Méditerranée, que va se jouer notre avenir.

Si nous n'y prenons garde, les valeurs communes à toutes les civilisations dont nous sommes les héritiers vont perdre la bataille de la mondialisation.

Dans le monde se dessinent de vastes stratégies continentales. Il faut que tous nos regards se tournent vers cette Méditerranée, car nous avons fait une erreur en les tournant exclusivement vers le Nord et vers l'Est. Nous avons oublié le Sud, intellectuellement, culturellement, moralement, politiquement, économiquement.

Que la Méditerranée cessât d'être un lieu d'où jaillissait pour nous la richesse, la culture et la vie, qu'elle cessât de représenter une promesse pour ne plus constituer qu'une menace, n'est pas pour rien dans la crise d'identité et la crise morale que nous traversons. Nous avons renié la Méditerranée, nous avons ouvert ainsi les conditions d'une formidable crise d'identité dans un pays qui est d'abord une puissance méditerranéenne, c'est l'identité de la France.

Il faut dire les choses comme elles sont : en tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe et la France ont cru tourner le dos au passé. Elles ont en fait tourné le dos à leur avenir.

Car l'avenir de l'Europe est au sud.

Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient. Le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France. Le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Égypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation.

C'est dans la perspective de cette Union Méditerranéenne qu'il nous faudra envisager les relations de l'Europe et de la Turquie. La Turquie n'a pas sa place dans l'Union européenne, elle a sa place dans l'Union méditerranéenne.

Peut-être beaucoup d'entre vous se souviennent du magnifique poème de Victor Hugo sur l'enfant grec de l'île de Chio ravagée par la guerre. On apprenait ce poème jadis à l'école. Rappelez-vous : "Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus, je veux de la poudre et des balles."

Qu'il me soit permis de dire pour la Méditerranée qui vous est si chère : Quand l'enfant grec cessera de détester l'enfant turc, quand l'enfant palestinien cessera de haïr l'enfant juif, quand l'enfant chiite cessera de maudire le sunnite, quand l'enfant chrétien tendra la main à l'enfant musulman, quand l'enfant algérien ouvrira les bras au Français, quand l'enfant serbe deviendra l'ami du Croate, la Méditerranée redeviendra le plus haut lieu de la culture et de l'esprit humain et elle pèsera de nouveau sur le destin du monde.

Voilà mon ambition pour la Méditerranée !

Et qu'il me soit permis de dire à la fin de cette campagne : Les enfants de la Méditerranée ne sont pas condamnés pour l'éternité à la vengeance et à la haine. Pour l'enfant grec et l'enfant aux yeux bleus, je veux que cette poudre et ces balles appartiennent au passé. Voilà le destin et l'avenir de la Méditerranée.

Je rêve qu'un jour tous les fils dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les petits-fils d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans qui habitent ce pays qui est le leur, puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions.

Je rêve qu'ils aient le sentiment, qu'ils n'ont pas toujours aujourd'hui, de vivre dans le même pays avec les mêmes chances, les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Voilà le rêve que je fais pour la France.

Alors, il nous reste deux jours.

Deux jours pour dire adieu à l'héritage de 68.

Deux jours pour renoncer au renoncement.

Deux jours pour que jaillisse des tréfonds du pays une énergie nouvelle.

Deux jours pour que se lève le grand mouvement populaire qui emportera tous les obstacles, toutes les hésitations, toutes les peurs, toutes les angoisses.

Deux jours pour se débarrasser de la pensée unique, du politiquement correct.

Deux jours pour libérer la pensée et l'action.

Deux jours pour que soient créées les conditions du renouveau français.

Deux jours pour que le doute soit vaincu.

Deux jours pour que tout devienne possible.

Deux jours pendant lesquels j'ai besoin de votre ardeur, de votre amitié, de votre enthousiasme, de votre énergie, de votre force.

Deux jours pour que notre famille unie se tourne vers la majorité silencieuse et lui dise : oui, c'est possible.

Deux jours Madame Chirac pour vous dire merci de votre amitié, de votre présence.

Deux jours, Jean-Louis Borloo, Michèle Alliot-Marie, François Fillon, Brice, pour dire à la France que nous sommes unis car nous n'avons qu'une seule volonté : faire triompher la République et la nation française !

\*\*\*

<http://schivardimedias2007.unblog.fr/2007/04/16/gerard-schivardi-le-meeting-de-marseille-du-12-avril/>

Merci d'être venu aussi nombreux vraiment je suis heureux, croyez moi, de vous voir toutes et tous ici, je remercie les maires et là je m'adresse à qui vous savez au fond de la salle, ils sont là les maires, et de meeting en meeting, de réunion en réunion, je retrouve tous les maires, même des nouveaux, et même certains qui ne m'ont pas prévenu et qui m'ont dit « on est avec toi et on va te suivre pour cette élection, on va te suivre pour l'après l'élection, et on te suivra tant que j'aurai de la force pour mener ce combat jusqu'à ce qu'on trouve un successeur ». Et bien si je suis élu, je rapporterais des milliers et des milliers d'euros parce que croyez moi, le train de vie de ces messieurs et mesdames à Paris, il n'a rien à voir avec celui des ouvriers, ne vous faites pas d'illusions. (...)

Nous avons perdu dans notre pays 1 000 000 d'emplois industriels, 33 % des effectifs de l'industrie aéronautique et navale aurait été perdus depuis la signature du traité de Maastricht qui organise au nom de la concurrence l'énorme fossé de la délocalisation entière de notre industrie. Dans le bassin qui n'est pas très loin d'ici, 2000 emplois industriels sont passés à la trappe depuis la signature de ce traité. Et faut-il que ça continue ? Et qu'est-ce qui va rester dans notre pays ? Je la pose cette question sans arrêt. Comme à Airbus, vous le personnel de l'Arsenal, vous subissez de plein fouet la privatisation et les suppressions d'emploi. Et c'est vrai qu'après la fermeture de l'école et de l'apprentissage les gouvernements ont transformé l'Etat en société de droit privé. Un journaliste m'a demandé « mais où allez-vous trouver l'argent ? » Et bien croyez moi, de l'argent on en trouve. On en trouve bien pour indemniser le licenciement du patron d'EADS, on trouve bien 40 milliards chaque année pour donner aux banques comme paiement des intérêts de la dette. On avait donné 175 milliards aux patrons sous forme d'exonération de charge sociale, des milliards qu'ils utilisent pour délocaliser toutes nos entreprises. Un autre journaliste me disait « vous voulez tout renationaliser ». Et je lui ai dit « monsieur, vous avez à peu près mon âge, et depuis que vous avez commencé à travailler comme tous les travailleurs de France, votre impôt il a servi à mettre EDF en place, GDF, La Poste, la SNCF, les hôpitaux, les maternités, les autoroutes, les ponts, les aéroports et j'en passe des vertes et des pas mûres ». C'est nos impôts qui ont financé ça, et au moment où il y a un fameux retour d'investissement, l'Etat a bradé tout, bradé tout à des prix incroyables. Et que voyons nous à la suite de ça ? Nous voyons des traites de milliards d'euros passer devant notre nez alors que ce retour d'investissement nous appartient à nous, c'est là la renationalisation comme nous, avec ceux qui m'entourent nous voulons faire. Parce que tous ces milliards qu'ils encaissent nous allons les récupérer et nous ne les payerons pas.

Je le dis : renationaliser les banques, et les petits porteurs, ceux qui ont réussi à économiser quatre sous, on les remboursera. Mais les fonds de pension, et les grandes familles qui accumule des milliards et des milliards et des milliards sur le dos des salariés et bien ils repartiront comme ça, un point c'est tout. (...)

Ce sont des menteurs, ils sont en train de mentir au peuple et je le sais, parce que quand il y aura une Europe des régions, il n'y aura plus d'Italie, il n'y aura plus de France, il n'y aura plus d'Espagne, il n'y aura plus de Portugal, il n'y aura plus d'Allemagne, il n'y aura que des régions, voilà dans leur tête ce qu'est l'identité nationale. Alors qu'ils arrêtent leur cinéma avec leur Marseillaise et leur drapeau, et pourtant dieu sait que je respecte ces deux au même titre que je respecte tous les chants du monde ouvrier. (...)

Dans de nombreuses communes on nous a pris le bureau de poste déjà, on nous a pris l'école. Et je le dis toujours : une commune c'est un triangle, vous avez l'école, la mairie et la poste. Imaginez vous un triangle on enlève un angle, qu'est-ce qui se passe ? Il se casse la figure tout simplement. Donc chaque fois qu'ils enlèvent ou une école ou une poste et bientôt les mairies et bien les communes vont s'écrouler, c'est pas plus compliqué, il ne faut pas sortir de l'ENA pour l'avoir compris. Rappelez- vous ce que je vous dis aujourd'hui, et puisque vous dites qu'on ne s'occupe pas des Français, avec ces 175 milliards d'euros, l'Assemblée nationale constituante aura trop d'argent. Donc on ouvre le trou, on en prend une partie, et on assurera tous les français 1500 € net de retraite mensuelle, je dis bien de retraite mensuelle ! (...)

Vous voyez, on peut prendre la question par tous les bouts, pour établir dans notre pays et en Europe, une démocratie politique et sociale, il faut commencer par rompre l'Union Européenne, nous pensons que l'élection d'une Assemblée constituante souveraine à la proportionnelle qui affirmerait sa souveraineté en rompant avec l'Union Européenne, pour reprendre d'entrée les premières mesures pour ouvrir une vraie et la seule vraie issue à la crise. (...)

Interdiction des délocalisations, des licenciements, des suppressions d'emploi, rétablissement du monopole d'Etat sur tous les services publics, réouverture des hôpitaux, des écoles communales, des bureaux de poste, des gendarmeries, de la DDE, et l'établissement des prérogatives des 36 000 communes contre l'intercommunalité forcée, rétablissement de la laïcité en réservant je l'ai déjà dit, tous les crédits à l'école publique. Nous pensons, et nous en sommes certains, que l'issue à la crise politique et sociale viendra de vous. Vous, mes chers collègues maires, qui vous battez pour défendre vos communes, elle viendra de vous, les instituteurs, vous les maires pour reconquérir l'école communale et la laïcité, elle viendra de vous, les employés de la DDE, qui refusez votre transfert au département ce qui a pour première conséquence le refus du Conseil général d'avoir des effectifs nécessaires au maintien des missions d'entretien routier, elle viendra de vous, les employés de la DCN, qui commandez pour la renationalisation de la construction navale, elle viendra des maires de toutes les tendances, avec lesquels nous avons fondé en 2002 le Comité de défense des communes et des services publics, elle viendra de vous, de tous les citoyens qui se sont engagés en 2005 dans le Comité national pour la victoire en votant « non » à la Constitution européenne, elle viendra de ceux qui se sont engagés dans les candidatures aux élections présidentielles, elle viendra aussi de vous, les militants du parti travailleur,

qui nous ont soutenu et qui nous ont aidé dans la collecte des parrainages, et pour franchir les obstacles qui se sont dressés contre notre candidature.

Après l'élection présidentielle, je le dis ici solennellement, nous continuerons, renforcés par le mouvement des élus, des syndicalistes et des citoyens, de toute opinion qui auront rejoint notre combat. Nous continuerons dans les élections législatives, en présentant des candidats pour la rupture avec l'Union Européenne, et en soutenant ceux qui s'engageront pour la rupture avec Maastricht. Nous continuerons après les élections, en groupant tous ceux qui veulent s'associer pour ouvrir la seule issue possible à la crise politique et sociale, la rupture avec l'Union Européenne, ses institutions, ses traités, ses directives, pour reconquérir la démocratie politique et sociale.

Mesdames et messieurs. D'abord je tenais à vous remercier de votre écoute, le combat ne fait que commencer, peu importe les sondages, peu importe ce qu'on peut dire sur moi, je suis fermement convaincu que chacun de vous, chacune de vous, en sortant d'ici, doit aller discuter avec son copain, sa copine, son voisin, sa voisine, son balayeur, son mec qui fait les poubelles, n'importe qui et lui dire : « nous avons entendu un petit maire, un peu grand pas en taille mais vous voyez ce que je veux dire, un petit maire dire qu'il y a une issue possible, qu'on peut redonner du travail à tout le monde, qu'on peut arrêter tous ces fonds de pension ». C'est pour ça que je compte sur vous tous et sur vous toutes, pour amener ce message auprès des français. Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi, et merci Marseille !

\*\*\*

[http://www.dailymotion.com/video/x1plv5\\_meeting-voynet-a-caen-1-3\\_news?search\\_algo=2](http://www.dailymotion.com/video/x1plv5_meeting-voynet-a-caen-1-3_news?search_algo=2) (1) +  
[http://www.dailymotion.com/video/x1pnwt\\_meeting-voynet-a-caen-2-3\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1pnwt_meeting-voynet-a-caen-2-3_news) (2) + [http://www.dailymotion.com/video/x1po4m\\_meeting-voynet-a-caen-3-3\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1po4m_meeting-voynet-a-caen-3-3_news) (3)

Je m'étais promis de vous donner les résultats du match Caen-Grenoble, il n'est pas terminé et les résultats ne devraient pas vous convenir tout à fait à cette heure, donc on attend un tout petit peu pour être sûr. J'espère en tout cas que vous n'avez pas la passion du football plus largement chevillée au corps que la passion de la politique parce que ce soir vous êtes quelques-uns de ces français qui ont manifesté depuis des mois leur passion du débat public, vous vous êtes inscrits sur les listes électorales, vous avez suivi jusqu'au bout d'interminables soirées télévisées dans lesquelles on posait tour à tour des questions spécialisées à des candidats qui étaient censés tout savoir et apporter des réponses à tous les problèmes de la société et vous êtes encore là parce que peut-être certains d'entre vous sont-ils encore hésitants, il semblerait que 40 % des français n'aient pas fait leur choix.

Alors avant d'en venir à ce qui fait notre projet à ce qui fait nos convictions et nos propositions je voudrais dire quelques mots du paysage politique tel qu'il se présente à une semaine du premier tour pour dire que nous nous positionnons dans cette campagne les yeux ouverts avec toute la lucidité et toute l'exigence que notre pays attend. A droite vous avez évidemment une bête vorace, une bête qui se nourrit de tous les immondices produites par 30 années de crise sociale, par tant de renoncements, par tant d'à-peu-près, par tant d'amalgames que nous avons souvent eu honte de la piètre qualité du débat. Cette bête à cette heure se fait pateline, se fait presque caressante, elle a gommé quelques uns des excès d'hier, elle attend son heure, elle est même en train de sauver la mise au candidat de l'UMP en mettant en cause l'origine nationale dudit candidat au moment où celui-ci est en train de s'embourber dans ces discussions bien nauséabondes et bien pointées par Gilles-Eric Séralini, un débat sur ce qui relève de l'inné est de l'acquis, du naturel et du culturel, moi je pense qu'il n'y a personne dans cette salle qui peut penser, ne serait-ce qu'une seconde qu'il y aurait un gène de la pédophilie, ça n'existe pas plus qu'un gène de l'arrogance qu'un gène du clientélisme, qu'un gène de la corruption ou qu'un gène du cynisme. Le candidat de l'UMP représente la deuxième famille de la droite il ne s'enlise pas uniquement dans un débat génétique il s'enlise aussi dans un débat sur l'identité nationale, une identité dont nous savons nous qu'elle s'est nourrie au fil du temps de l'apport successif non seulement des régions des peuples des territoires qui l'ont constitué mais aussi de tous ceux qui sont revenus, arrivés sur le sol français poussés par la guerre, par la misère, par l'amour de notre pays ou par le besoin de travailler. Dans une discussion avec un philosophe bien connus ici Michel Onfray, le candidat de l'UMP a cru pouvoir affirmer que Socrate avait dit des conneries en disant « connais-toi toi-même » mais comment pourrait-on comprendre quoi que ce soit à l'identité nationale quand on prétend que c'est perdre du temps que d'arriver à comprendre ce qui nous motive et ce qui nous anime. Ce candidat je vous le dis il m'inquiète. Il m'inquiète et je ne sais pas réellement ce qui m'inquiète le plus sa personnalité ou son projet. Sa personnalité vous allez dire « finalement qu'importe » moi je ne pense pas que ce soit secondaire parce qu'il s'agit quand même de choisir le président de la république qui va porter notre parole dans les instances internationales pendant des années et je suis inquiète de mesurer sa susceptibilité son agitation son orgueil et sa brutalité son incompréhension du fonctionnement de notre pays et je me dis qu'il y a vraiment que les humoristes a considérer que ça pourrait presque finir par devenir un avantage puisque ledit candidat pourrait bâcler son quinquennat en deux années à peine.

Mais à côté de la personnalité il y a aussi le projet. Un projet néoconservateur au sens américain du terme un projet dans lequel on ne se contenterait pas de traquer les étrangers et de raccompagner effectivement des familles au pied de l'avion comme on le fait aujourd'hui en allant chercher jusque dans les écoles et au mépris des enseignants qui protègent les enfants des gamins qui ne parlent que le français et qui n'ont aucune mémoire de leur pays d'origine. Mais c'est aussi un projet dans lequel on donne plus à ce qui ont déjà davantage en proposant de baisser leurs impôts et leurs charges et dans lequel on propose de travailler plus à des gens qui pour l'essentiel n'ont jamais eu le choix. Est-ce que vous pensez vraiment compte tenu de ce que sont les rapports de forces au sein de l'entreprise que ce qui travaillent déjà à temps partiel ont le choix de refuser des heures supplémentaires ont le choix de refuser de revenir le samedi et quand leurs employeurs leur demande ? Est-ce que vous pensez vraiment que les gens qui cumulent plusieurs temps partiel non choisis, dont les temps d'habillage et de déshabillage ne sont pas payés, dont les temps de déplacements ne sont pas pris en compte, dont les droits à la formation continue sont niés de façon impitoyable ? Est-ce que vous pensez qu'ils ont le choix ? Est-ce que vous pensez que les femmes qui vivent seules avec des gosses, qui vivent dans des quartiers où il y a pas de transports en commun, où on leur propose des temps partiel à des dizaines de kilomètres de chez eux pour nettoyer des bureaux ou pour travailler dans des fast food, est-ce que vous pensez qu'elles ont le choix en sachant en plus que reprendre le travail ça va leur faire perdre le bénéfice d'un certain nombre de soutien public ?

Et puis il y a une troisième famille de la droite, il y a l'homme du ni-ni. Celui qui a mis 30 ans à comprendre que ses partenaires de toujours étaient de droite. Celui qui a soutenu Alain Juppé aux élections municipales à Bordeaux. Celui qui a soutenu Xavier Darcos aux régionales en Aquitaine. Celui dont tous les amis dans les villes dans les départements dans les régions sont alliés avec l'UMP et qui nous dit parce qu'il n'a pas voté un seul budget de l'Etat l'année préélectorale en espérant qu'on aurait la mémoire courte qui nous dit « j'ai changé je ne suis plus la même personne ». Est-ce qu'on peut lui faire confiance en sachant que c'est au hasard qui laisse le soin de dicter sa stratégie au soir du premier tour ? A-t-il choisi la droite où la gauche ? A-t-il choisi Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal ? On ne sait pas on verra, on compte sur sa bonne étoile.

Alors moi je voudrais face à cette droite là je voudrais que la gauche soit en meilleure posture. Je voudrais que la gauche ne se laisse pas aller. Qu'elle ne renonce pas avant de s'être battue. J'entends un ancien premier ministre éminemment respectable, et plutôt moins imperméables aux questions écologiques que d'autres, nous dire que finalement l'essentiel c'est de battre Nicolas Sarkozy qui vaut mieux s'entendre avant, négocier, on ne sait pas quoi mais on sent que ce n'est pas un projet courageux et déterminée pour la France s'est plutôt des

petits arrangements entre amis. Et je voudrais redire aux différentes familles de la gauche qu'elles ne peuvent pas se passer d'une écologie vivante, généreuse, active, présente à toutes les phases de construction d'une alternative politique. D'abord il y a la candidate socialiste dont je ferai mieux peut-être de ne rien dire du tout pour ne pas subir les foudres des aficionados qui considèrent que le fait de demander que si la candidate entend respecter l'engagement pris devant Nicolas Hulot de baisser par étapes la part du nucléaire dans la production de l'électricité, si la candidate entend étendre les 35 heures aux petites et moyennes entreprises, si la candidate entend revenir sur les baisses d'impôts qui ont été concédées depuis longtemps depuis l'an 2000 et qui ont bénéficié pour la moitié au moins de ces baisses à 3 % à peine des foyers fiscaux, si la candidate croit vraiment que l'entrée des régions au capital d'EADS va permettre de résoudre le sort de l'industrie aéronautique et de répondre aux problèmes des 4200 salariés d'Airbus dont l'emploi risque d'être supprimé, demandez ça à la candidate socialiste ça a l'air d'être déjà une grave impolitesse. Et donc je serais tenté de ne pas lui demander ce soir. Je n'ai pas envie non plus de ne pas l'interpeller pour ne pas amplifier l'angoisse des militants qui remplissent nos boîtes mails depuis plusieurs jours de témoignages de leur fébrilité et de leur affolement. Avant-hier c'était un sondage secret, réalisé par CEVIPOF qui laissait à penser que le second tour était pratiquement joué et qu'il opposerait la droite et l'extrême-droite. Aujourd'hui, c'est un rapport confidentiel des renseignements généraux qui est publié par nouvelobs.com et diffusé dans toutes nos boîtes aux lettres. Je pense qu'il est quand même important de rappeler qu'en théorie, les RG ne font plus de surveillance politique depuis une bonne dizaine d'années et ne font plus de sondage du tout depuis la même période, à moins de considérer que les RG ne font plus de sondage comme il n'y a plus de chasses présidentielles et comme les ministres ne prennent plus les avions du glam, on doit quand même s'interroger de la diffusion de ces messages à quelques jours du premier tour. Nouvelobs.com nous affirme là encore que la droite et l'extrême-droite seraient opposées. Est-ce que c'est inquiétant ? Oui c'est inquiétant parce que dans le même temps le nouvel observateur qui est devenu l'organe officiel du 282 boulevard Saint-Germain en est venu à invoquer les mânes du Général De Gaulle cette semaine. Jacques Julliard, cède sa chronique à un dernier baron du gaullisme qui considère que de Gaulle et Ségolène Royal c'est pareil. Eh bien je me dis que si on en est là si le débat politique en est à ce niveau de nullité il va falloir faire autre chose.

Et puis, il y a bien sûr pas mal de candidats d'extrême gauche. Ne comptez pas sur moi pour vous expliquer exactement ce qui s'est passé dans cette famille là. Ils sont plutôt anti libéraux, eurosceptiques, et assez rétifs à la prise de responsabilité. Moi j'ai entendu Olivier Besancenot aujourd'hui, il propose de « confier le changement au parti des mobilisations populaires », en français ça veut dire quoi, aux partis qui n'auront pas gagné les élections, sous-entendu la démocratie ça ne sert pas grand-chose. Il propose de voter pour lui pour protester il ne dit pas s'il entend, après la phase de protestation, proposer quoi que ce soit. José, José je n'ai pas tout compris. José Bové c'est cet homme qui n'a pas pu venir à Coutances cet été dialoguer avec les verts parce qu'il y avait Nicolas Hulot, et qui annonce hier que Nicolas Hulot, s'il était président de la République ce serait son premier ministre. José Bové c'est aussi cet homme qui critique Olivier Besancenot parce qu'il ne veut pas prendre de responsabilités et Marie-George Buffet parce qu'elle veut en prendre. Donc je n'ai pas tout compris, j'espère que nous pourrions à l'issue du premier tour revenir là-dessus.

Et puis bien sûr il y a l'écologie, l'écologie dont on nous dit qu'elle a disparu depuis quelques semaines mais pour l'écologie c'est simple : l'écologie il y a une seule candidate un seul projet une seule voie possible le 22 avril alors il nous reste à peine quelques jours pour convaincre, convaincre de la force de caractère de la candidate j'espère que c'est fait, convaincre de la justesse de nos propositions, je crois que sur ce point a beaucoup avancé, il y a 20 ans on nous disait « vous êtes vraiment excessifs les écologistes vous jouez à faire peur pour faire des voix vous êtes des catastrophistes ». Rappelez-vous, c'était l'époque où on évoquait la possibilité d'une attaque aérienne contre une installation nucléaire, on était pris pour des joyeux comiques, c'était avant évidemment que des missiles se mettent en place autour de la Hague pour protéger les installations. Faut-il convaincre encore que ces propositions ne seront mises en œuvre qu'à la condition que nous qui les portons et qui les portons souvent seuls, pesions réellement dans les urnes ? C'est ça les chantiers de la dernière semaine. Et je veux vous dire que non, nous ne sommes pas tous devenus écologistes parce que l'écologie c'est pas comme on peut le faire croire la priorité d'une journée par an ou d'une semaine sur deux ça ne peut pas être un équipement de transport collectif au centre d'une ville pendant que les rocade s'organisent en périphérie, ça ne peut pas être quelques panneaux solaires installés sur le toit d'un gymnase pendant que le parc de logement social continue à être équipé à l'électricité. Tout le monde reconnaît les problèmes, on sait que ça ne va pas, on sait qu'on ne pourra pas continuer longtemps comme ça, mais on ne croit pas ou plutôt on ne veut pas croire ce qu'on sait, et on fait comme si on pouvait continuer longtemps encore comme si on pouvait retarder la prise de mesures courageuses pour restaurer la qualité de l'eau en Bretagne ou en Basse-Normandie, comme si un projet aussi stupide et aussi coûteux aussi pharaonique et dangereux que le projet de nouveau réacteurs nucléaires à Flamanville allait nous aider en quoi que ce soit à faire face à la double menace qui est aussi une double chance, le changement climatique et de fin des énergies fossiles pas cher. Merci à Christophe Gosselin, merci à Michèle Rivasi d'avoir démontré tout à l'heure qu'on n'était pas en train seulement de protester contre un mauvais projet mais qu'on était capable aussi d'en tirer les leçons et de formuler des propositions pour faire autrement, comme si on pouvait se contenter de reporter sur les citoyens la responsabilité du changement, comme si on allait s'en sortir en conseillant à chacun de laisser sa voiture au garage, comme si des petits gestes individuels, comme si des colloques verbeux allaient suffire à changer la donne. Alors on continue on persiste à vivre sur une fiction parce que la réalité est difficile parce que l'avenir fait peur parce qu'on sait que les problèmes sont d'une telle ampleur qu'on ne sait pas par quel bout les empoigner parfois. Et c'est vrai qu'il faut beaucoup d'imagination pour s'imaginer ce que ça voudra dire de vivre dans un monde où le changement climatique ne sera plus seulement une perspective lointaine mais un véhicule quotidien. Qu'est-ce que ça veut dire des vivres sans banquise ? Qu'est-ce que ça change pour chacun de nous ? Qui imagine un monde où le pétrole serait devenu presque aussi cher que le champagne serait réservé à des usages nobles ? Est-ce que nous avons conscience du fait que c'est pour très bientôt ? Est-ce que nous imaginons ce que ça veut dire de ne plus vivre dans un pays tempéré où l'eau est abondante et le climat clément ? Est-ce que nous imaginons seulement de ce que serait de vivre à Caen ou à Paris ou à Lyon ou à Bordeaux avec la température annuelle de Madrid et de Cordoue ? Ça voudrait dire repenser totalement l'urbanisme de nos villes et les aménagements énergétiques, et les circuits de déplacements, et les horaires des activités humaines et la nature de ces activités. Alors je pense que nous ne sommes pas toujours bien reçus quand nous disons « il faudra tout changer dans tous les domaines sur tous les territoires pour chacune et chacun d'entre nous ». C'est évidemment difficile à entendre le canton à l'impression d'être déjà harassé, débordé, submergée par les difficultés du quotidien. C'est difficile quand depuis toujours on nous explique qu'il y a pas le choix, qu'il y a qu'une solution, la fuite en avant. Un seul modèle, la compétition. Une seule façon d'être heureux, consommer. Parce que l'avenir qui nous attend il est vraiment différent de tout ça. Alors oui, on vit sur une fiction oui on continue d'invoquer la croissance comme si les inégalités les désastres sanitaires environnementaux ne croissaient pas au moins aussi vite que la production de richesses. Nous vivons

sur une fiction et de temps en temps nous sommes bouleversés, secoués par une catastrophe, que nous avons envie de croire accidentelle, exceptionnelle : la tempête de 99 en France, l'ouragan Katrina, les canicules en Europe, l'hiver anormalement doux, nous sommes bouleversés et nous nous posons des questions et nous nous dépêchons d'oublier. Est-ce que ce sera encore possible d'oublier quand ces catastrophes seront devenues annuelles ou pluriannuelles, et quand des dizaines de millions de réfugiés du climat vont bouger à travers le monde et à travers l'Europe c'est pas pour nos petits-enfants et pour demain c'est pour 2020 ou 2030.

Alors je voudrais vous rassurer le problème est pratiquement réglé parce que depuis quelques mois les grands candidats les deux ou trois dont on connaît tout dans le détail des moindres faits et gestes, les grands candidats ont compris ils ont vu les lumières ils ont signé le pacte écologique, ils veulent l'excellence environnementale c'est promis, ils ont appris les mots-clés il parle de développement durable mieux que les livres, ils vont sauver la Terre plus vite que Chirac, ils ont vu le film d'Al Gore, un collaborateur leur a fait une fiche, ils ont évidemment Green Peace, et peut-être Gilles Eric Séralini, et ses amis, ils ont compris que c'était un sujet. Est-ce qu'on va se raconter à nous-mêmes et faire croire aux citoyens que ça pourrait rester un sujet si les écologistes devaient être laminés dans les urnes la semaine prochaine ? Est-ce qu'on peut se raconter à nous-mêmes qu'ils ne vont pas déchirer leur fiche s'ils acquièrent la conviction au soir du premier tour que c'est tellement subalterne et tellement secondaire pour la quasi totalité des citoyens qu'ils ont pas considéré que ça méritait leur vote, je ne le crois pas.

Alors moi je vous pose la question : sur qui on peut compter ? Est-ce qu'on peut compter sur eux pour la transformation progressive de nos modes de production ? Est-ce qu'on peut compter sur eux pour la révolution des transports publics ? Est-ce qu'on peut compter sur eux pour combiner l'adaptation au changement climatique et le bouleversement de toutes les politiques publiques qui contribuent à l'augmentation des émissions de carbone ? Est-ce qu'on peut compter sur eux pour faire à notre place la révolution écologique qui est un engagement pour chacun et un engagement pour tous de changer ? Alors bien sûr, alors non, on ne confie pas le changement à ce qui ne veut pas changer, on ne confie pas le changement à ce qui nous ont emmené là où on en est aujourd'hui, on ne confie pas le changement à ceux qui ont soigné, câliné, pendant tant de décennies les lobbies de l'agriculture productiviste, qui ont laissé se dévaster la Bretagne, qui ont enfermé le Cotentin dans la monoculture de l'atome, qui se sont préparés à se transformer c'était il y a quelques années le bocage de l'Orne en pouille atomique, on ne confie pas le changement à ceux qui trouveraient commode de fermer des lignes de chemin de fer et de les remplacer par des autoroutes tout en tenant un discours magnifique et merveilleux sur le développement, on ne confie pas le changement aux gens qui votent dans leur région les vœux contre les OGM, en sachant très bien qui pourront fermer les yeux quand il y aura effectivement des gestes concrets à poser pour ne pas laisser des militants en face d'intérêts économiques puissants qui caricaturent leur lutte. Et je voudrais en votre nom à tous apporter notre soutien aux amis basques qui sont pratiquement près de 200 qui sont aujourd'hui à la coopérative Lur Berri, pour dire que les décrets ils sont peut-être légaux mais ils sont totalement illégitimes parce qu'ils nous protègent de rien et même pas de notre peur de l'avenir. Merci Gilles-Eric pour ce combat.

Moi je le dis tranquillement, je suis une républicaine légaliste, je pense que la loi elle est faite pour tous, qu'elle doit être respectée, parce qu'elle est censée protéger notamment les faibles et notamment en ceux qui ne votent pas, les espèces vivantes, les territoires mais quand que la loi est faite pour servir des intérêts économiques de court terme, quand elle néglige le principe de précaution inscrit dans la constitution, quand elle néglige des attentes des autres acteurs économiques qui savent très bien que leur activité sera dévastée par le laxisme en matière d'OGM, quand elle est pas capable de faire la distinction entre la poursuite de recherche en milieu confiné que nous soutenons parce qu'elle pourra peut-être un jour servir l'avenir de l'humanité et l'autorisation laxiste et de culture en plein champ pour servir des agriculteurs inquiets et on les comprend de l'évolution prochaine de la PAC alors on est confronté à une nécessité : dire ce qu'on croit et faire en sorte que ça devienne un sujet pendant la campagne présidentielle. Parce que nous avons une question à poser aux principaux candidats : que valent les promesses faites aux auteurs du pacte écologique ? Comment entendent-ils concilier ce qu'ils ont promis à Nicolas Hulot et à son conseil scientifique avec ce qu'ils promettent par ailleurs aux chasseurs, aux militaires, aux patrons, à la grande distribution ? La politique c'est conflictuel, la politique c'est difficile, il arrive qu'on ait raison et qu'on soit minoritaire, il arrive qu'on soit petit et qu'on porte des grandes idées mais il ne faut jamais masquer cette réalité, on peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps on doit arbitrer on doit hiérarchiser nos priorités, on doit faire des choix on peut pas dénoncer la pollution chimique et céder à l'industrie dite de protection des plantes, vous avez noté on ne parle plus de produits phytosanitaires c'est de la protection des plantes dont il s'agit, on ne peut pas les laisser faire au motif que la mise en place de reach au niveau européen obérerait leur compétitivité internationale, on ne peut pas dire qu'on va renforcer le poids du nucléaire dans l'offre énergétique française à Jean-Pierre Chevènement et promettre aux écologistes qu'on va la réduire. On peut pas dire qu'on va mettre en place une taxe carbone sans savoir que ça va générer des réponses virulentes et même parfois violentes, chez les pêcheurs, chez les professionnels du transport routier, chez les agriculteurs la réponse est évidemment pas de nier les difficultés qui sont générées par la mise en place de la taxe carbone, c'est évidemment pas de céder aux revendications, c'est de mettre en place des mesures d'accompagnement qui permettront à tous les acteurs économiques de s'adapter à cette nouvelle donne. Sur ce point où sont les réponses des candidats ? Que vaudront ces engagements une fois éteints les projecteurs ? Que valent ses promesses quand une priorité chasse l'autre, quand la politique se vend comme un produit, un produit de consommation courante habillé, relooké, pour séduire plus que pour convaincre ? Je redoute le moment où une fois en train de gouverner celles et ceux qui ont soutenu le pacte écologique expliqueront avec empressement et tellement de déception que ce n'est pas possible. L'emploi, la compétition internationale, le poids des contraintes, les lobbies, les réticences de l'opinion, les réserves des parlementaires, les excuses sont trouvées d'avance je les ai entendu tous les jours entre 97 et 2001.

Et je sais d'expérience qu'on pourrait bien à nouveau les entendre. Alors il faut se rappeler au moment de voter que la plupart des signataires du pacte écologique devenu écolo d'un clic sur Internet ont participé à des gouvernements. Ils appartiennent à des formations qui président des régions des départements ils sont souvent parlementaires, ils dirigent parfois les partis politiques auxquels ils appartiennent. Quel a été au cours des années passées leur apport à la lutte contre le réchauffement climatique, pour la protection des ressources naturelles ? Qu'ont-ils répondu au directeur du muséum d'histoire naturelle quand il leur disait « la sixième grande extinction des espèces est en marche » ? Rien du tout. Est-ce que nous serions les seuls à être convaincus ? Est-ce ce que nous serions les seuls à l'avoir signé le pacte écologique pas parce qu'il reprenait la totalité du programme des verts il en est très loin, mais parce qu'il permettait de sauver la face à ce qui avait si longtemps nié la réalité des problèmes ? Est-ce que nous serions les seuls à avoir signé de façon sincère est pas comme l'instrument d'une bataille électorale ? Je ne sais pas et j'espère qu'on aura au soir du premier tour un élément de réponse en tout cas dans les déplacements que je fais dans les réseaux associatifs et sociaux avec lesquels nous travaillons tous les jours je vois beaucoup d'écologistes qui s'étaient persuadés depuis six mois que ce serait plus facile de faire de l'écologie sans les écologistes qui étaient tentés de céder au chantage socialiste et se disent que décidément c'est pas possible, c'est l'écologie qu'il faut choisir. Je veux ici que chacun soit bien conscient de ses responsabilités. Je veux m'adresser aux citoyens de ce pays et leur dire qu'ils ont un pouvoir immense : leur bulletin de vote. Ils peuvent choisir la fin qui était prévue à la pièce de théâtre que nous jouons depuis six mois où ils peuvent choisir avec l'audace, l'imagination, un changement à la hauteur de l'époque qui commence. Ils peuvent déjouer les pronostics, ils peuvent choisir de ne pas sacrifier dans la panique et sous la pression leurs idées, les enjeux d'un siècle, à celui d'une élection. Ils peuvent choisir au moment de voter de regarder leur gamin, de penser à ce qu'ils ont déjà, à ceux qu'ils auront peut-être ou aux enfants de leurs enfants, ces enfants d'aujourd'hui ils vont vivre le changement climatique, ils vont vivre la crise de l'énergie, il se posera la question de savoir comment restaurer les ressources de l'océan qui sont en train de changer à grande vitesse. Que ça nous plaise ou non, ils devront vivre dans un monde radicalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Soit on les aide à s'y préparer soit on les condamne à le subir davantage encore demain. Parce que si nous ne faisons rien si nous expliquons que la priorité c'est de continuer à vivre comme on a toujours vécu en exigeant le fait que notre mode de développement n'est évidemment pas exportable à l'échelle de la planète et qu'on ne peut pas imaginer que 6 000 000 000, 7 000 000 000, 8 000 000 000 d'êtres humains consomment autant que nous, d'une façon aussi irresponsable et aussi injuste.

Il faudra bien que quelqu'un paye. Il y a déjà des gens qui payent, c'est pas abstrait. Qui paye aujourd'hui le prix de la catastrophe de l'amiante ? Ce sont les anciens ouvriers des usines du Calvados, de Condé-sur-Noireau, ce sont les deux cas du Nord-Pas-de-Calais, ce sont des milliers de tout petits, leurs familles et leurs enfants, quand on évoque les grands chiffres, les dizaines de milliers de morts et les centaines de milliers de malades, on a du mal à imaginer. Moi j'essaie toujours de revenir à l'humain, à la personne. Je me dis que c'est autant de personnes qui étouffent doucement, qui jour après jour renoncent à faire du sport, à aller en course, à monter un escalier, à aller promener leurs chiens. C'est autant de personnes auxquelles on dira peut-être un jour « vous avez un cancer », autant de personnes dont les veuves poursuivront le combat pour la reconnaissance du préjudice énorme et inhumain qui leur a été fait. Qui va payer le prix des essais nucléaires qui ont été conduits en Algérie ou dans le Pacifique ? En Algérie probablement personne, les victimes ne sont même pas nommées. Mais dans le Pacifique, est ce que vous savez que pendant des années, dans les essais nucléaires on enfermait les enfants et les femmes dans l'église, on distribuait de l'alcool aux hommes et on attendait quelques heures que l'essentiel des poussières soit retombé ? Est-ce que vous savez que pendant des années il a été impossible aux vétérans des essais de simplement avoir accès à leurs dossiers personnels qui étaient considérés comme secret-défense et propriété de l'armée ? Qu'est-ce qu'on a tiré comme leçon de tout ça ? Quant un préfet refuse la mise aux normes d'un incinérateur au nom de l'absence d'alternative alors même qu'on l'alerte depuis des années, quand un élu s'oppose à la mise aux normes de l'usine chimique de sa circonscription au motif que ça coûterait bien trop cher, quand un gouvernement se laisse convaincre d'alléger les contraintes environnementales, à chaque fois, c'est la santé qui paye. Pas la santé abstraite, pas la santé des ministres, et des directeurs d'administration centrale, la santé des riverains, des salariés, des familles, des enfants, des enseignants qui vivent dans les territoires dévastés. Alors on a fait des choix par le passé on a fait le choix de ne pas entendre des alertes lancées par les écologistes, il se trouvait toujours un Claude Allègre pour relativiser le danger, dire que les écologistes étaient des trouillards, et qu'ils n'avaient aucune conscience des contraintes et des bénéfices économiques industrielles et électorales des décisions qui étaient prises. Vous voulez qu'on arrête ça ? Vous voulez qu'on arrête les bavardages, le chantage qu'on arrête de négocier avec la santé et l'environnement ? Vous voulez que ça change ? Alors il faut voter vert le 22 avril !

Mais je vous préviens on ne vote pas seulement pour dire qu'on n'est pas content on ne vote pas pour se défouler on ne vote pas pour protester on vote parce qu'on a un projet on vote pour dire quoi qu'il arrive le 22 avril que personne n'imagine une seconde que les verts pourraient être prêts à participer à une majorité qui ne s'engagerait pas clairement nettement explicitement pour qu'on revienne sur la mauvaise décision qui a été prise concernant le PR. Et à cet instant, je voudrais saluer ici le combat de Didier Anger il a longtemps été considéré comme un emmerdeur de première mais qu'est-ce qu'on aurait fait s'il n'avait pas été la ? Est-ce que vraiment on peut se contenter de laisser l'Europe dans l'état où elle est ? Moi je le dis ici en conscience en sachant qu'il y a dans cette ville un homme d'influence qui a fait un choix, un choix lourd je n'ai aucune satisfaction, à l'idée de reconnaître qu'il n'y avait pas de plan B, je n'ai pas de satisfaction de voir que les ambitions de l'Europe sont revues à la baisse et reniées sous l'influence des égoïsmes nationaux et des nationalismes, je n'ai pas de satisfaction de devoir constater que l'Europe est incapable de se mobiliser pour restaurer les aides au gouvernement de la Palestine qui a aujourd'hui un gouvernement d'union nationale ou pour intervenir au Darfour sous l'autorité de l'ONU. Je ne suis pas fier de constater que l'Europe est incapable de parler fermement à Vladimir Poutine pour dire que nous exigeons la vérité sur l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, morte depuis six mois et dont on ne sait rien. Mais je pense que c'est trop facile d'attendre qu'Angela Merkel ait fini son travail, pour formuler un jugement lapidaire sur ce qui sera proposé par la présidence allemande. Je pense que nous avons la responsabilité de proposer une autre Europe et un autre monde pas dans les mots pas dans les slogans, dans les politiques concrètes. Parce que laissez-moi vous dire ma conviction là-dessus : l'Europe telle qu'elle est, ne convient souvent pas nous le considérons comme trop faible trop fragile, pour résister aux

dégâts de la mondialisation. Mais si il y a une chose qu'on sait c'est que ce n'est pas en cassant l'Europe imparfaite qui est là sans savoir comment reconstruire à partir de rien qu'on réussira à résister, on réussira à construire une Europe sociale, une Europe qui protège les citoyens européens. Et là je crois qu'il faut qu'on dise la vérité, le responsable de ce n'est pas seulement la mauvaise mondialisation et les mauvaises firmes multinationales, c'est nos gouvernements, c'est nos hommes politiques c'est les principales forces politiques qui trouvent que quand il y a une subvention qui découlent de Bruxelles c'est grâce à leur immense talent et dès qu'il y a un problème c'est de la faute des bureaucrates là-haut. Un autre monde aussi, ne suffit pas de l'affirmer, il faut le faire et ce que nous pensons une seule seconde que c'est être laxiste et manquer de rigueur et d'exigence face à l'OMC que de constater que cet outil imparfait, c'est malheureusement tout ce qu'on a aujourd'hui, ça nous convient pas, ça nous plaît pas, on préférerait bien sûr que l'OMC sous l'autorité de l'ONU parce qu'à l'ONU un pays égal une voix. Et nous voulons faire ce qu'il faut pour que ce soit le cas demain, mais nous n'avons pas d'outil de régulation du tout, ça veut dire des accords bilatéraux entre des grandes puissances dans des domaines où se sera totalement plié si on les laisse faire. Vous pensez que ça ressemble à quoi un accord agricole entre les Etats-Unis et le Brésil, ça veut dire quoi pour les producteurs de volaille, pour les grandes cultures, pour le lait, ça veut dire passer sous les fourches d'un accord qui n'aura même pas été négocié à l'international, dans lequel il n'y aura aucun organe de règlement des différends et aucune sanction possible. Alors moi je veux bien admettre que c'est compliqué, travailler tout seul en pérorant dans son coin c'est très confortable c'est très commode, faire avec les autres qui ne pensent pas comme nous, faire avec les autres qui ne sont pas au même niveau qui n'ont pas les mêmes priorités qui n'ont pas la même hiérarchie qui nous font remarquer d'une manière totalement incorrecte et impolie que quand même, puisqu'on leur vend des trains, des centrales nucléaires et des airbus ça n'est pas totalement choquant qu'il cherche aussi à avoir accès à nos marchés pour vendre à leur tour des produits manufacturés, il faudra faire avec et engager les mutations vers une autre civilisation avec des gens qui pour l'essentiel ne sont pas d'accord avec nous et qui considèrent que puisque nous avons fait beaucoup de bêtises au même stade de développement, nous n'avons guère de leçon à leur donner.

Je voudrais aussi vous dire que si les écologistes n'ont pas suffisamment de voix au premier soir des élections ça m'étonnerait qu'on mette en place des règles du jeu démocratique dont on rêve. On a beaucoup parlé de la proportionnelle ces jours derniers, vous l'avez compris la proportionnelle, c'est le truc imaginé par l'UMP, pour aller draguer l'électorat d'extrême droite, Brice Hortefeux l'un des nombreux bras droit de la déesse Shiva-Sarkozy a cru bon d'affirmer qu'il y était favorable, il a été démenti par d'autres bras droit tout aussi dotés de proximité avec le maître mais quand même, est-ce que nous défendons la proportionnelle pour faciliter la représentation de toutes les familles politiques, sans doute, mais d'abord pour permettre la diversité de la représentation, pour que les représentants du peuple à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans les conseils régionaux, dans les conseils généraux, dans les villes et les communes, ressemblent un peu plus à notre pays tel qu'il est, et je vous le dis tout net, la proportionnelle tout sec ça ne va pas gommer les dégâts de la Ve République. Nous souhaitons l'interdiction du cumul des mandats, nous souhaitons que le parlement retrouve un peu d'autorité et de lustre, qu'il puisse fixer son ordre du jour, que le Président de l'Assemblée nationale discute d'égal à égal avec le gouvernement ce qui ne sera possible que si on inverse à nouveau le calendrier électoral pour faire des législatives la mère des batailles électorales et pas la Présidentielle. Ca sera possible que si on respecte enfin 25 ans après 1981 la belle promesse du candidat François Mitterrand d'attribuer, d'octroyer, de reconnaître le droit de vote des résidents étrangers aux élections, en commençant par les élections locales. Ce sera possible aussi que si on réduit le fossé entre les espoirs de la population et leurs élus, en prononçant l'inéligibilité des élus condamnés pour corruption et pour fraude. Ca sera possible que si on supprime le Sénat pour le remplacer par une chambre des régions, c'est ce que souhaitent évidemment nos amis de régions et peuples solidaires, qui nous demande aussi, et nous sommes d'accord avec ça, nous le revendiquons depuis longtemps, de reconnaître les langues régionales et minoritaires dans l'article 2 de la Constitution, à côté du Français qui est notre langue en partage, ce qui nous permettrait de ratifier enfin la charte européenne des langues et cultures régionales et minoritaires.

Alors, je n'ai pas envie de détailler tout le programme des Verts, vous l'avez sous le nez, vous l'avez entendu depuis des mois, simplement, soyez bien conscient du fait que, nous sommes capables de faire ce travail qui nous attend. Nous le faisons dans les régions et dans les villes où nous avons des élus. Et je voudrais saluer ici tout particulièrement le travail de Yannick Soubien qui est assis au premier rang. Yannick fait partie des trois vice Président vert, dans les conseil régionaux, qui ont en charge la politique de formation professionnelle. C'est un peu ingrat, c'est pas mal technique, mais si on ne le fait pas correctement, si on ne met pas en place les formations qui vont permettre au nouveaux métiers, notamment dans le secteur de l'écologie, des services, de se mettre en place, alors nos belles propositions resteront lettres mortes. Parce qu'il ne suffit pas d'annoncer un plan national des logements, un plan de développement des renouvelables, un plan de développement des transports publics, ou du ferroutage pour les marchandises. Il ne suffit pas d'annoncer qu'on n'incinèrera plus les ordures ménagères mais qu'on mettra en place des filières cohérentes pariant à la fois sur la diminution des volumes des déchets mais aussi sur des filières de recyclages et de valorisation à la hauteur des besoins. Il faudra aussi des professionnels pour le faire, et l'industrie pour le faire. Les écologistes ne sont pas hostiles à l'industrie, nous trouvons profondément choquant par exemple qu'il n'y ait aucune entreprise française qui fabrique des panneaux solaires, aucune entreprise française qui fabrique des aérogénérateurs, le Portugal est capable de le faire, les petits pays du pourtour de la Méditerranée sont souvent déjà équipés, mais nous on est vachement plus malin, on a le nucléaire ça nous dispense de tout le reste, de tous les efforts, de toute ouverture d'esprit, de toute recherche de tout investissement, dans d'autres domaines. Si nous ne sommes pas présents en nombre, si nous ne faisons pas entendre le 22 avril et dans les 15 jours qui suivront, et dans les semaines qui suivront pour les législatives. Alors moi je sais ce qu'il va se passer, les lobbies qui ont porte ouverte, table ouverte dans tous les ministères depuis 5 ans, continueront leur boulot de sape et de destruction, ils vont continuer à s'indigner dans les colonnes de certains journaux qui cherchent à réduire le trafic automobile, ils vont continuer à passer en force les OGM, ils vont oublier qu'au niveau européen il y a une majorité écrasante de citoyens qui ne considèrent pas que ce soit un progrès d'être dépendant de quelques firmes de l'agroalimentaire, qui vendent d'un même mouvement les semences OGM résistantes aux herbicides ou herbicides elles-mêmes, et tous les intrants qui vont avec. Ils vont continuer à couvrir la France d'autoroute, d'incinérateurs, de centrales nucléaires, ils vont continuer à moderniser, à restructurer, à supprimer les services rendus aux citoyens non seulement dans les services publics mais aussi de façon plus générale, je voudrais ici avec vous,

apporter notre soutien aux caissières de supermarché qui sont mobilisées contre l'installation généralisée de caisses automatiques dans la grande distribution. Parce que c'est pas possible d'appeler ça du progrès, si nous luttons avec les caissières, c'est pour de justes rémunérations, c'est pour qu'on taxe, qu'on paye d'avantage le temps partiel subi. Nous proposons dans le programme des Verts, que tous les mi-temps soient rémunérés au moins à 60% du SMIC pour permettre à ces femmes pour l'écrasante majorité de passer enfin au-dessus du seuil de pauvreté. Nous proposons évidemment de nous mobiliser aussi aux côtés des salariés d'Alcatel Lucent, ou d'Airbus nous sommes capables à la fois de leur dire, vous ne devez pas subir les conséquences des erreurs qui ont été réalisées par vos dirigeants qui sont partis avec de confortables parachutes de stock-options ou d'indemnités. Mais nous sommes aussi capables de leur dire que dans leur domaine d'activité il va falloir changer, qu'on ne changera pas de portable tous les 2 mois après avoir changé tous les ans ou tous les 6 mois mais que ça peut être intéressant pour les salariés d'Alcatel Lucent de diversifier leur activité, de regarder dans le télétravail, dans la télémédecine, dans la gestion des déplacements, ce qui peut être fait. Et puis on dira aux salariés d'Airbus, que c'est vraiment inquiétant qu'on ne fabrique pas d'éoliennes françaises et qui a beaucoup de compétences dans l'entreprise notamment chez les sous-traitants pour être utilisé pour y réfléchir. Il faudra subir ou se préparer. Pas à la marge, pas dans le détail. Je vous le redis, il s'agit d'inventer un autre monde pas de revenir à ce qui a été perdu, d'abord parce que le bon vieux temps c'était pas si magnifique que ça, et que c'était générateur aussi de beaucoup de violences et d'injustices, mais aussi parce que nous ne pouvons pas continuer à vivre comme nous le faisons aujourd'hui, à crédit et en détruisant les ressources des autres. Le cap sera difficile à passer, il signifie la fin du monde que nous connaissons aujourd'hui, qui façonne nos plus intimes manières de vivre, la peur écologique s'ajoute à d'autres peurs, la réponse nous la portons, les solutions techniques nous les avons, nous avons rencontré tout au long de la campagne des gens magnifiques qui sont en train déjà d'inventer le monde de demain, vous les connaissez, vous en êtes aussi, dans le monde associatif, dans le développement des renouvelables, dans l'agriculture paysanne, dans l'économie solidaire, la solidarité immédiate, de proximité, dans l'insertion, vous avez expérimenté 1001 chemins pour changer, des solutions techniques mais aussi des solutions humaines qui permettaient d'être compris, nous avons rencontré des gens qui savent déjà construire des maisons qui ne consomment pas d'énergie, qui savent utiliser le vent et le soleil, qui savent adopter d'autres pratiques agricoles, ce sont des gens qui ont compris que seul on ne pouvait pas faire grand-chose mais qu'ensemble on pouvait à peu près tout changer et le faire dans la sécurité et la confiance. C'est vrai pour notre agriculture, beaucoup d'agriculteurs ont compris aujourd'hui qu'on ne pourrait pas continuer comme ça, qu'il n'y avait aucune raison de sacrifier la vocation exportatrice de la France alors que 80% des biens agricoles sont échangés au niveau de l'Union Européenne, et qu'il n'y avait certainement aucune fierté à produire de façon massive, des poulets à bas prix dans des fermes devenus des usines où la volaille est dopée à coup de d'antibiotiques et de mix énergétique, ces poulets là, nos poulets, qui plument les paysans d'Afrique on le sait bien. Alors il faut changer en nous nourrissant tous les jours de ces histoires individuelles qui ne sont pas des anecdotes, c'est pas faire une campagne cantonale que d'aller à la rencontre de tous ces gens qui nous montrent que c'est possible, c'est faire en sorte que chacun d'entre nous soit convaincu qu'il détient une petite partie de la solution, par ses comportements personnels, par ses gestes de consommateur, par les messages dans sa vie quotidienne qu'il transmet à ces gamins, par les choix toujours de remettre en cause les solutions individualistes. Le plus grand dégât des années Tapie, ça a été ça, ça a été le chacun pour soi, je ne vois aucune contradiction dans l'itinéraire de Bernard Tapie à ce qu'il rejoigne aujourd'hui le candidat Sarkozy.

Un dernier mot avant de conclure, pas pour vous parler des Verts, on fera ça dans une semaine à l'issue du premier tour, mais pour dire que le changement qui nous attend c'est aussi le chemin par lequel nous pourrions défendre ce qui pour nous est extraordinairement précieux même s'il a pu arriver que parfois nous soyons nous-mêmes contaminés par l'idéologie dominante. Il est de bon ton à droite souvent, mais à gauche aussi parfois, de considérer mai 68, cette brèche singulière par laquelle tant de choses ont changé en mieux, comme l'origine de tous nos maux. La dégradation de l'école ? La faute à 68. La délinquance ? La faute à 68. La crise économique ? Non non, vous n'y êtes pas, c'est de la faute de 68 ! Tous ces clichés qui nous minent, nous avons envie de les dynamiter. Parce que celles et ceux qui se rengorgent de cette amertume là, ne nous disent pas si ils aimeraient revenir à la France, celle qu'elle était avant 68, une France de l'ordre au sens le plus conservateur du terme. Une France où on débat sans fin de l'identité nationale au son de la Marseillaise. Une France qui traite de haut les autres peuples. Une France dans laquelle on contrôle l'information en haut lieu. Je ne peux pas croire que ce soit cet ordre là qui soit souhaité par nos éventuels partenaires de demain. Et c'est pour ça qu'on a des Verts dans ce pays c'est pour ça qu'on a besoin d'eux. Pour faire respirer la gauche pour lui redonner des couleurs, du souffle, de l'audace, ce n'est pas en niant nos valeurs que nous y arriverons, ce n'est pas en mimant la droite que nous y arriverons, ce n'est pas en démontrant que nous aussi on s'occupe de sécurité et que nous aussi on est attaché au drapeau et à l'hymne national, c'est en faisant vivre des valeurs qui nous font vibrer parce qu'on y met du contenu, des valeurs qui sont à nous, je leur dis à chaque meeting parce que j'y crois fort : liberté égalité fraternité solidarité autonomie non violence laïcité, c'est pas Nicolas Sarkozy, c'est pas Ségolène Royal, c'est pas à la droite c'est pas à la gauche c'est à nous tous mais ça n'a de sens que si derrière on met des politiques concrètes et des moyens concrets. Quel sens ça a la liberté quand on est un jeune diplômé noir dans un quartier de relégation de Seine-Saint-Denis et qu'on arrive jamais à décrocher un entretien d'embauche pour changer de quartier et de changer de vie ? Quelle sens ça a l'égalité quand les seuls boulots qu'on vous propose c'est du temps partiel précaire ? Quand après avoir passé des années à faire des études en ayant un petit boulot mal payé à côté on vous explique que pendant un certain nombre d'années vous allez avoir le droit à un stage pas payé ? C'est quoi la fraternité quand on a l'impression que la vie politique est faite pour segmenter les Français entre eux au lieu de reconstruire la solidarité ? Alors moi je vous le dis tout net : j'assume l'héritage de 68. J'assume les bonnes choses, j'assume les moins bonnes, mais je ne peux pas me résoudre à devoir choisir entre un ordre injuste d'un côté et un ordre juste de l'autre. Je pense que le foisonnement de la société, la créativité, la générosité, le bouillonnement de la société sont des ingrédients dont on a impérativement besoin pour vivre ensemble, pour faire baisser le niveau de violence et pour inventer les solutions qui vont nous permettre de vivre bien, de trouver du temps pour vivre, du temps pour se former, pour s'éduquer, pour s'occuper de ses gamins, pour être heureux comme on disait en 68. C'est devenu niais, c'est bien dommage. Alors je dis, j'assume l'héritage de 68, j'assume sans ambiguïté mon opposition aux baisses d'impôts ciblées sur ceux qui n'en n'ont pas besoin. Je ne trouve pas scandaleux que chacun contribue à la mesure de ses moyens, à la solidarité nationale, au financement du service public, des écoles, des hôpitaux et de la sécurité collective. J'assume que pour anticiper la mutation écologique, ce n'est pas aux plus modestes, à ceux qui sont le plus fragilisés par des années et des années de privation de prendre la plus grosse part des efforts à faire mais bien à ceux qui en ont les moyens. J'ai l'intuition que ces convictions là vont nous permettre de faire gagner la gauche et au soir du premier tour et au soir du second tour, bien plus en tous cas que le chantage au rabattage de voix. Bien plus que l'argument du « votez pour moi faute de mieux, votez pour moi pour que pas » au lieu de « votez pour moi pour que ». Moi je ne crains

plus rien ni personne, à quelques jours du premier tour je crains d'autant moins ceux qui nous expliquent depuis des mois que tout est ficelé, qu'on n'a pas le choix, qu'il y a deux candidats possibles au deuxième tour. Je sais que seul le projet des Verts répond aux enjeux de la période, il faudra faire vite il faudra faire loin, je sais combien nous sommes ambitieux je sais combien nous sommes utiles et je sais que votre vote le sera aussi. Merci à vous.

\*\*\*

<campagne=2012>04.15 - <locuteur.rice=Nathalie\_Arthaud> - Meeting au Zénith de Paris <lieu=Paris> <texte=66>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

Dans une semaine, le premier tour sera derrière nous, et avec lui, le droit accordé aux électeurs d'exprimer dans cette élection présidentielle une opinion au plus près de leurs convictions. Oh, ce droit est limité, encadré, mais il existe quand même un peu au premier tour. En revanche, au deuxième tour, il ne restera que deux candidats, très probablement Hollande et Sarkozy.

Les règles du jeu électoral font que leurs discours respectifs se ressembleront plus encore que maintenant. Les instituts de sondage prêtent quelque 30 % d'intentions de vote à chacun au premier tour. Hollande est à peu près sûr que l'électorat de Mélenchon le rejoindra au second tour, ce qui l'amènera tout comme Sarkozy à tenter de séduire l'électorat de Bayrou.

Au-delà de leur étiquette et de la différence de style, ces deux politiciens professionnels se sont formés tout au long de leur carrière pour servir, une fois élus, les intérêts de la classe qui domine cette société : la classe capitaliste.

Toutes les institutions de la bourgeoisie, comme tous les grands médias, s'efforcent d'habituer l'opinion publique à l'idée que seul le deuxième tour compte, puisque c'est celui qui désignera le futur président de la République.

Mais j'appelle les électeurs des classes populaires à utiliser le premier tour pour exprimer non seulement leur rejet de l'homme qui occupe aujourd'hui l'Élysée, mais aussi le rejet du système économique et social. Un système où ce sont précisément ceux qui produisent et qui font tout fonctionner, qui vivent le plus mal, pendant que de riches parasites qui ne font rien d'utile amassent des fortunes de plus en plus grandes.

Oui, Sarkozy, on l'a vu à l'œuvre !

Il a commencé son mandat en multipliant les cadeaux aux plus riches : allègements d'impôts sur les successions, sur les investissements, sur la fortune. Et, avec la crise, l'unique souci de Sarkozy a été de sauver les banquiers, d'aider les industriels à passer le mauvais cap. Tout ce que ces messieurs ont demandé, ils l'ont eu !

Les travailleurs, en revanche, n'ont reçu que des coups. La « réforme des retraites » avec l'obligation pour les salariés de travailler plus longtemps et pour une pension moindre. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les services publics, qui vaut au gouvernement d'avoir été le plus grand licenciement du pays. Les plans d'austérité qui ne disaient pas leur nom. Les innombrables coups de canif aux droits sociaux.

De tout cela, Sarkozy est très fier et, s'il est réélu, il nous promet de continuer au nom de la lutte contre les déficits avec ce qui n'est rien d'autre qu'un troisième plan de rigueur.

Avoir supprimé 80 000 postes dans l'éducation ne lui suffit pas, il veut continuer ! Oh, le manque de profs ne se voit peut-être pas beaucoup à Neuilly, où les remplacements sont assurés et où l'on peut sans problème étudier avec 3 ou 4 élèves de plus par classe, mais pas dans les communes populaires où de plus en plus d'enfants ont des difficultés et sont noyés dans des classes de 25, 30. On dit de ces élèves qu'ils sont en échec, et parfois même qu'ils ne sont pas faits pour ça. Mais c'est l'école qui les rejette et qui les exclut !

Sarkozy promet aussi de nouveaux sacrifices dans la santé. Mais des milliers de postes de personnel hospitalier ont déjà été supprimés avec pour conséquence des milliers de lits d'hôpitaux en moins, la fermeture de services entiers de maternités ! Oui, se soigner coûte de plus en plus cher et c'est devenu un problème pour beaucoup.

Je n'ai pas l'intention de continuer l'énumération de toutes les mesures que Sarkozy a prises pour favoriser les plus riches, ni toutes celles qui ont aggravé chaque fois les conditions d'existence des travailleurs. Nous les avons tous subies.

Au-delà des décisions qui sont du ressort du gouvernement et dont lui et ses acolytes sont directement responsables, il a surtout laissé les mains libres au grand patronat, aux banquiers, à la grande bourgeoisie de récupérer sur le dos des exploités les profits et les dividendes que le marché de leur économie en crise n'est plus capable de leur donner.

Dans sa récente Lettre aux Français, Sarkozy explique qu' « en 1929, les pays se sont isolés (...) dix ans plus tard le monde sombrait dans le conflit le plus barbare de tous les temps. » Avant d'ajouter, sans rire : « En 2009, la France a convaincu les Américains de créer le G20 (...) dont les mesures (...) ont évité le pire ». Pour un peu, on aurait ignoré que Sarkozy nous a épargné une 3e guerre mondiale !

Après avoir été avocat d'affaires, maire de la ville la plus riche de France, président de la République, bonimenteur de première catégorie, Sarkozy se fait historien, prophète voire sauveur du monde – eh bien, voilà de nombreuses reconversions possibles pour après le 6 mai !

Mais si les dirigeants socialistes reviennent au pouvoir, qu'est-ce qu'ils feront ? Est-ce qu'ils empêcheront le patronat de licencier, de fermer des entreprises ? Est-ce qu'ils l'obligeront à augmenter les salaires ? S'il est élu, est-ce que Hollande forcera le patronat à embaucher ?

Non, il ne le fera pas ! Et pas seulement parce que dans cette campagne, il ne l'a pas promis, mais parce qu'au pouvoir les socialistes ont toujours laissés les patrons faire ce qu'ils voulaient !

La seule promesse de Hollande, c'est sur les retraites. Mais plus on s'approche des élections, plus les 60 ans reculent pour la grande majorité. En réalité, cela ne concerne que ceux ayant commencé à travailler à 18 ans et à condition d'avoir 41,5 années cotisées, c'est-à-dire sans période de chômage ni d'arrêt longue maladie ! Alors, vous parlez d'une promesse !

Que ce soit sur la promesse des contrats de génération, sur la création des emplois dans l'éducation, ou sur la retraite, Hollande s'en tient au strict minimum, tout en expliquant que ces maigres mesures sont, en plus, conditionnées à la croissance..., et qu'il faudra payer la dette d'abord et avant tout.

La seule audace que Hollande s'est permise dans cette campagne, c'est cette proposition de taxer à 75 % la part des revenus des plus riches au-dessus d'un million d'euros. Mais il n'est pas sûr qu'elle soit appliquée tant les voix se multiplient, y compris à gauche, pour dire qu'elle pourrait être considérée comme anticonstitutionnelle. Et, de toute façon, ce n'est pas cela qui diminuera les impôts des travailleurs !

Le seul engagement ferme que Hollande a pris est vis-à-vis des banquiers. Il insiste, comme Sarkozy, sur la nécessité de revenir à l'équilibre des comptes et de rembourser la dette de l'État au plus vite, quand bien même cette dette est celle de la bourgeoisie et que ce devrait être à elle de la rembourser !

Certes Hollande nous promet une politique de rigueur plus juste mais cela ne change rien au fait que ce n'est pas aux classes populaires de payer !

Hollande a tenu pendant la campagne à rappeler aux financiers de la City de Londres, que la gauche au pouvoir s'est toujours montrée bonne gestionnaire, qu'elle a même su privatiser et libéraliser la finance !

Eh bien tout est dit : si futur gouvernement socialiste il y a, il fera ce que la finance imposera. Si Hollande est élu, les sacrifices continueront. Les coups au lieu de venir de la droite, viendront de la gauche.

Alors si les travailleurs ont toutes les raisons d'exécrer Sarkozy, ils n'en ont aucune de faire confiance à Hollande.

Au fond, le seul atout de Hollande aux yeux de l'électorat populaire, c'est qu'il passe pour être celui qui peut battre Sarkozy. Pour le reste, il ne se fait guère d'illusions sur lui.

C'est cette réticence à s'aligner derrière Hollande qui fait la fortune de Mélenchon. Avec ses airs de tribun et ses envolées contre les puissances de l'argent, Mélenchon a su attirer un certain nombre d'électeurs de gauche critiques envers Hollande. Il a su attirer également une partie de ceux qui envisageaient de s'abstenir au premier tour.

Mais tout le monde sait que, si c'est précisément cette différence avec Hollande, son radicalisme verbal, qui lui attire des électeurs, il apportera son électorat à Hollande et il s'inscrira dans la majorité gouvernementale.

Mélenchon a réussi, au moins pour le temps d'une élection, à reprendre la fonction que le Parti communiste a remplie pendant si longtemps : celle de ramasse-voix pour le Parti socialiste. Et les militants du Front de gauche de répéter ce qui était le discours du parti communiste du temps de Marchais : « plus le vote en faveur de Mélenchon sera important, plus il pourra influencer sur la politique des socialistes ».

Non, le résultat de Mélenchon n'influencera pas la politique de Hollande, qui sera infiniment plus sensible aux pressions du grand patronat qu'à celles des électeurs de Mélenchon. Pas plus que l'électorat de Georges Marchais à l'époque n'avait empêché le tournant du gouvernement socialiste vers la politique de rigueur.

Pourtant, Marchais avait recueilli au premier tour de la présidentielle de 1981 autant de voix que Mélenchon au plus haut des sondages. Mais il avait eu beau s'agiter, ainsi que les quatre ministres du PCF, il n'avait pu empêcher le gouvernement de bloquer les salaires, de licencier en masse dans la sidérurgie. C'est quand le PCF s'est rendu compte que cette caution à Mitterrand démoralisait ses militants et lui éloignait ses électeurs que les ministres communistes ont démissionné.

Quinze ans plus tard, signe de l'évolution du PCF, les ministres communistes que Jospin avait acceptés dans son gouvernement avaient choisi, eux, d'accepter toutes les mesures anti-ouvrières et de la fermer !

Que Mélenchon ou ses compagnons de route du Parti communiste participent ou pas à un futur gouvernement d'Union de la gauche, cela ne rendra pas la politique de Hollande meilleure. Ils auront seulement contribué à remplacer, auprès d'une fraction de l'électorat, les illusions dans Hollande par les illusions dans Mélenchon.

Dire aux travailleurs qu'il suffit de bien voter pour avoir un bon gouvernement de gauche est toujours un leurre pour les travailleurs. Et, avec la crise, il l'est encore plus aujourd'hui. Plus la crise s'aggrave, moins il y a de place pour un « bon gouvernement de gauche » qui, au moins sur certains points, protégerait les travailleurs. Il n'y a qu'un gouvernement de combat de la bourgeoisie.

Ce qui s'est passé en Grèce avec le gouvernement socialiste de Papandréou et en Espagne avec Zapatero, doit nous servir de leçon. Le capital financier n'a laissé aucune échappatoire, aucune marge de manœuvre, à ces gouvernements de gauche.

Il n'en laissera pas plus en France.

Nul doute que si la crise s'aggrave, que le gouvernement soit de droite ou de gauche, il imposera aux travailleurs les mêmes sacrifices imposés aux travailleurs grecs et espagnols aujourd'hui, les amputations de salaire et de retraite, la démolition des services publics et le chômage forcé.

On entend de tous les côtés qu'« Il faut battre Sarkozy », que « Cela ne peut pas être pire » Mais si, cela peut être pire, parce que la crise peut se poursuivre et s'aggraver et, que ce soit Hollande ou Sarkozy les coups tomberont. Et si les coups viennent de la gauche, cela ne les rendra pas meilleurs. Alors que ce soit l'un ou que ce soit l'autre, il faut se préparer à se défendre, par nous-mêmes, par nos luttes.

Il y a un domaine où la gauche et la droite au gouvernement ne font même pas semblant d'être différents : c'est en matière de politique étrangère, en matière de militarisme. Ils sont d'accord pour mener la même politique impérialiste.

Mais qui, dans les classes populaires, a intérêt à ce que l'armée française mène en Afghanistan une guerre qui lui vaut la haine de la population de ce pays ?

Qui a tiré avantage des bombardements sur la Libye, en dehors du seul Dassault pour qui cette guerre a représenté de la publicité sans frais pour son avion Rafale ?

Qui, dans les classes populaires, a eu intérêt à l'intervention des troupes françaises en Côte-d'Ivoire ?

On nous parle de « défense nationale ». Mais qui nous a attaqués ? L'Afghanistan ? La Libye ? La Côte d'Ivoire ?

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, il y a près de 70 ans, personne n'a attaqué la France alors que l'impérialisme français, lui, a mené des guerres coloniales abjectes, du Vietnam à Madagascar, de l'Algérie au Cameroun.

Oui, sur ce terrain, il n'y a nulle différence entre la gauche et la droite.

Une politique fidèle aux intérêts des travailleurs doit s'élever contre la présence des troupes françaises dans les ex-colonies d'Afrique, qui ne sont là que pour protéger des régimes à la solde des intérêts du grand capital français, même lorsque leurs peuples les rejettent ; elle doit s'opposer aux interventions de l'armée française.

À bas l'impérialisme français !

Les dirigeants politiques comme les médias présentent l'élection comme l'évènement politique dont dépend l'avenir de l'économie, l'avenir du pays, notre avenir à tous.

Mais ce changement ne concernera que la toute petite caste de politiciens professionnels. On les voit déjà frétiller, à gauche devant les cabinets ministériels, les postes et les sinécures qui seront à partager. Qui sera premier ministre, qui sera président de l'assemblée nationale...

A droite, on se prépare plutôt à ronger son frein pendant cinq ans en exerçant le dur métier d'avocat d'affaires, ce qui n'est finalement qu'une autre façon de continuer ce qu'ils faisaient au pouvoir.

Alors oui la carrière individuelle de quelques politiciens peut changer. Pas l'avenir des exploités ! Pas l'avenir des travailleurs !

Ce qui sera déterminant pour notre vie à tous, ce n'est pas le futur locataire de l'Elysée, mais ce qui se passe en Bourse, ce qui se passe sur les marchés financiers. C'est l'évolution de la crise et la politique patronale qui sera déterminante.

Les grands candidats nous amusent avec leurs programmes électoraux chiffrés, avec leur calendrier précis. Pas un de ces programmes ne sera appliqué ! Le seul programme qui sera réellement appliqué est celui dont on ne peut pas discuter, sur lequel on ne peut rien dire parce qu'il est décidé dans le secret des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques.

Les grands groupes ont leurs plans déjà tout faits pour les mois à venir. Chez Peugeot, à la Société Générale, chez Vinci, Air France, à la SNCF, chez Total.

Arcelor-Mittal a décidé de fermer Florange, Peugeot a décidé de fermer l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Mais combien d'autres plans de licenciement sont déjà planifiés ? Combien de plans d'économies qui aggraveront les conditions de travail, qui écraseront les salaires ?

Et il n'y aura pas de vote organisé, sur ces programmes qui nous touchent en premier lieu. On nous parle de démocratie mais les vrais maîtres de l'économie et de la société, ce sont les Peugeot, les Bouygues, les Arnault, les Dassault, les Mittal et il n'y a pas d'élections pour contester leurs décisions, il n'y a pas d'élections pour renverser ces gens-là.

Alors on nous incite à aller voter, on nous répète que la population est souveraine, que c'est elle qui décide, mais tant que l'on ne votera pas pour les dirigeants des entreprises, pour les dirigeants des banques, on ne votera que pour les sous-fifres !

Les capitalistes sont les Rois des temps modernes. Ils détiennent le pouvoir que leur assurent leurs capitaux et la propriété privée des entreprises. Ils ont un droit de vie ou de mort sur les entreprises. Ce sont eux qui décident ce qu'il est bon de produire, oh, pas en fonction des besoins de la population, non ! En fonction du profit que cela peut leur rapporter. Ce sont eux qui décident de ne pas produire et de consacrer les capitaux à la spéculation.

Le pouvoir de la bourgeoisie est infiniment plus grand que celui des ministres ou du président de la République, qui ne sont là que pour la figuration, pour justifier les décisions prises dans ces grands groupes capitalistes.

Et il n'est malheureusement pas difficile pour les travailleurs de prévoir qu'une fois l'élection terminée, ces mêmes grands groupes continueront les plans de licenciements.

Le nombre de chômeurs, trois millions, le double en comptant ceux qui n'ont qu'une activité précaire mal payée, est déjà une catastrophe. Elle l'est pour les chômeurs, pour leurs familles. Elle l'est aussi pour d'autres catégories sociales, les petits commerçants, artisans, paysans qui vivent grâce aux salaires ouvriers. On sait tous que, lorsqu'une grande entreprise ferme, il n'y a pas que les familles des travailleurs qui plongent dans la pauvreté. Combien de boutiques, de bistrotts, d'ateliers, de garages sont obligés de fermer ?

Le grand patronat a transformé le chômage, dont il est responsable, en une arme de guerre contre tous les travailleurs en activité. Chaque patron s'en sert pour exercer un chantage permanent et faire accepter les salaires bas, la flexibilité, la précarité, l'augmentation des cadences, des horaires de travail de plus en plus dingues.

Combien de travailleurs n'osent plus demander que leurs heures supplémentaires soient payées ? Combien de travailleurs vont travailler tout en étant malades parce qu'ils craignent qu'on leur fasse payer leur absence ? Combien de jeunes sont pressés comme des citrons dans l'espoir d'être embauchés, et sont renvoyés du jour au lendemain ?

Au lendemain de l'élection, les attaques contre les salariés reprendront plus vigoureusement encore parce que c'est la crise et qu'elle n'en finit pas.

L'économie capitaliste est une économie folle dont les à-coups sont totalement imprévisibles, même pour ceux qui la dirigent.

À peine Sarkozy a-t-il fait une déclaration, dans le genre « on est en train de sortir de la crise financière » que, le lendemain, les Bourses chutaient les unes après les autres.

Le capitaine du Costa Concordia, qui a dirigé un bateau de croisière sur les rochers pour, paraît-il, briller de mille feux depuis le village voisin, n'était peut-être pas plus compétent dans son domaine. Mais au moins, il est aujourd'hui terré dans son village où il attend son procès et il ne postule pas à nouveau !

Sarkozy lui, prétend toujours tenir la barre, alors même que cet énième soubresaut boursier montre à quel point les dirigeants politiques ne maîtrisent rien et mentent comme des arracheurs de dents.

Ce soubresaut boursier montre l'instabilité du système financier. Et l'instabilité engendre l'instabilité. Il suffit qu'un mouvement boursier se dessine dans un sens ou dans un autre pour que l'armada des financiers se mette à spéculer là-dessus, amplifiant ainsi la vague. Un peu comme les passagers d'un bateau qui, par affolement, se mettent tous du même côté, et déséquilibrent l'embarcation au risque de la faire couler.

Alors, la préoccupation des plus gros capitalistes n'est pas de réguler l'économie. Ils sont aux premières loges pour savoir à quel point elle est irrationnelle, erratique. Non, leur unique préoccupation est de faire de l'argent, non seulement malgré la crise, mais grâce à la crise. Et c'est pour alimenter cette spéculation qu'il faut dégager toujours plus d'argent en aggravant l'exploitation par tous les moyens possibles.

Leur unique préoccupation, c'est d'accroître les dividendes et les fortunes privées des propriétaires et des actionnaires des entreprises, quitte pour cela à écraser toutes les classes populaires et, en premier lieu, ceux qui fabriquent leurs richesses, leurs salariés.

Sarkozy a déclaré : « L'entreprise n'est pas notre ennemie, c'est l'endroit où l'on crée la richesse. La lutte des classes, la guerre de classes, cela n'existe plus. » Les travailleurs sont bien placés pour savoir que oui, c'est l'endroit où se créent les richesses, parce que ce sont eux qui les suent, ces profits.

Et ils sont bien placés pour voir aussi que plus ils en créent, des richesses, plus ils triment, plus ils vivent mal. La lutte de classe ils la vivent au quotidien ! Avec la crise, elle s'est aggravée et elle deviendra de plus en plus dure, de plus en plus implacable ; alors les travailleurs doivent se préparer à en découdre.

Les conséquences de la crise seront forcément payées par quelqu'un. Si nous ne voulons pas que ce soit les travailleurs qui payent, il faut nous battre pour revendiquer notre dû et il faudra faire payer la bourgeoisie. C'est leur Cac 40 ou c'est nos emplois. C'est leurs profits ou c'est nos salaires. C'est leurs sinécures ou c'est nos retraites. C'est eux ou c'est nous !

Le grand patronat a pour lui la puissance de ses capitaux et ses liens avec l'État. La force des travailleurs, c'est leur nombre, et c'est aussi leur place indispensable dans la production. Mais cette force est collective. Elle ne peut se déployer que lorsque les travailleurs prennent conscience qu'au-delà de la variété de leurs métiers, de leurs branches d'activité, ils font partie d'une même classe sociale, qu'ils ont des intérêts fondamentalement identiques, face aux intérêts du grand patronat et des banquiers.

Voilà pourquoi, si les travailleurs veulent résister efficacement à l'offensive de la classe capitaliste, il leur faut surmonter tous les préjugés que la bourgeoisie entretient dans leurs rangs, malheureusement parfois par l'intermédiaire de certaines organisations ouvrières ou d'hommes politiques qui se disent de gauche.

Si les travailleurs veulent se défendre efficacement, il n'y a pas de place pour le « chacun pour soi », il n'y a pas de place pour le corporatisme.

Combien de fermetures d'entreprises ont montré qu'un ingénieur hautement qualifié et, à plus forte raison, des petits chefs sont aussi facilement licenciés qu'un ouvrier sans qualification ?

À infiniment plus forte raison, il faut rejeter toute forme de division entre travailleurs en fonction de la nationalité, de l'origine ou de la religion.

C'est bien pourquoi le Front national et sa candidate sont des ennemis mortels des travailleurs. Ils le sont pour l'ensemble de leurs idées réactionnaires qui tirent la société en arrière. Mais, pour ce qui est des intérêts de la classe ouvrière, ils le sont précisément parce qu'ils dressent les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leurs origines, en fonction de leur religion ou de leurs papiers.

Oh, bien sûr, l'extrême droite n'est pas la seule sur ce terrain. Les semaines qui viennent de s'écouler ont amplement montré à quel point les limites entre la droite et l'extrême droite s'effacent dans la rivalité électorale, à quel point les Sarkozy, Guéant, Guaino et tous les autres finissent par copier la dynastie Le Pen – quand ce n'est pas l'inverse...

Alors ceux qui, dans les classes populaires, se sentent trahis et abandonnés par la gauche gouvernementale et sont tentés par le vote Front national, se tirent une balle dans le pied. Montrer du doigt plus pauvre que soi, rendre responsable de ses problèmes d'autres travailleurs, l'étranger, c'est se tromper d'ennemi. C'est se tromper de colère. C'est se résigner à subir. À bas la résignation ! À bas le Front national !

Quand j'entends que les uns, à droite, rejettent l'idée même de droit de vote des travailleurs étrangers et que les autres, à gauche, discutent depuis près de 30 ans de la possibilité de leur donner le droit de vote seulement aux élections locales, je me dis que c'est une honte.

Bien sûr que les travailleurs immigrés devraient avoir tous les droits dont bénéficient les travailleurs français, à commencer par le droit de vote, et à toutes les élections. Qu'est-ce que c'est que cette « démocratie », où on a le droit de se faire exploiter, de payer des cotisations sociales et des impôts, mais pas de voter ?

Les travailleurs immigrés forment une partie essentielle de la classe ouvrière de ce pays. Sans eux, pas un chantier du bâtiment, pas une société de nettoyage, pas une usine automobile ne fonctionne. Pas un aéroport, non plus, comme, l'a montré la grève des agents de sûreté en décembre dernier.

Ecarter les travailleurs immigrés du droit de vote, c'est une façon de sous-représenter la classe ouvrière dans l'électorat, c'est une façon d'affaiblir la portée de la voix de tous les travailleurs.

Accorder le droit de vote dans toutes les élections à tous ceux qui travaillent ici serait un geste démocratique élémentaire. Comme le serait celui de régulariser la situation de tous les sans-papiers.

Un geste démocratique évident, appliqué instinctivement par les travailleurs dans toutes les grèves, dans toutes les manifestations où il n'y a nul besoin de papiers ni de carte d'identité pour y prendre part ! Alors oui, tous ces réactionnaires de gauche comme de droite auraient bien des leçons de démocratie à prendre du côté des travailleurs.

Et pourquoi y aurait-il trop d'étrangers en France ? Au prétexte que c'est la crise ? Au prétexte qu'il n'y a plus de travail, il faudrait dire à tous ceux qui ont trimé et qui continuent de trimier dans les travaux publics, dans la restauration, dans les hôpitaux, qu'il n'y a plus besoin d'eux et qu'ils n'ont plus qu'à crever ?

Et après qui y aura-t-il de trop dans la société ? Les anciens, parce qu'ils coûtent très cher à la sécurité sociale ? Les jeunes, parce qu'ils sont les premiers frappés par le chômage ? Les femmes ? Parce que certains nous diront qu'elles peuvent bien rester au fourneau !

Eh bien non, il n'y a aucun travailleur de trop dans la société.

L'intérêt collectif serait de répartir le travail et les efforts entre tous et d'avoir chacun un salaire qui permette de vivre. Mais cela, il faudra l'imposer au patronat, et pour l'imposer il ne faudra pas se laisser diviser mais il faudra au contraire unir toutes nos forces.

Je suis convaincue que dans les prochaines luttes, tous les travailleurs se retrouveront côte à côte, travailleurs français ou immigrés, avec ou sans-papiers. Ils se battront, quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur religion, comme un seul homme contre les capitalistes de toutes nationalités et de toutes origines.

C'est dans la perspective de ces luttes inévitables que j'ai défendu, tout au long de la campagne électorale, un programme de lutte pour les travailleurs. C'est-à-dire un certain nombre d'objectifs qu'il faudra imposer, non pas dans les urnes, mais par les luttes pour répondre aux problèmes les plus brûlants des travailleurs.

Le premier objectif, c'est d'abord et avant tout imposer l'interdiction des licenciements. Même dans cette période de crise, il y a toujours de l'activité, de la production à faire. Eh bien, il faut imposer au patronat qu'il garde au travail tous les salariés !

Interdiction de renvoyer les intérimaires, interdiction de renvoyer les CDD, interdiction de licencier dans cette période de crise ! Que le patron répartisse le travail autrement, qu'il baisse les cadences ou les horaires, mais qu'il garantisse l'emploi et le salaire.

Dans tous les grands groupes, c'est le réflexe inverse. Faire la liste des groupes capitalistes qui ont licencié ou supprimé des emplois depuis trois ans est impossible. Ils l'ont quasiment tous fait ! En trois ans, 900 usines ont fermé en France, une par jour.

Il y a bien sûr ceux dont on entend parler, Petroplus, Arcelor Mittal, PSA, Fralib mais il y a tous ceux dont on n'entend pas parler, comme l'usine Merck dans l'Oise, comme l'usine Sodimedical près de Troyes, comme les pépinière Delbard vers Montluçon. Et c'est sans oublier le renvoi des intérimaires qui ne sont ni plus ni moins que des licenciements.

Alors oui, c'est un réflexe admis par beaucoup de commentateurs politiques et d'experts économiques. Pour tous ces gens, il est tout à fait normal que les entreprises confrontées à des petites baisses d'activité mettent des travailleurs à la porte, de la même façon qu'une machine qui ne sert plus peut être mise à benne.

Comment les travailleurs sont censés vivre après cela, ils s'en moquent.

Eh bien, pas nous ! Se retrouver au chômage c'est une condamnation à la misère. Interdire les licenciements est une mesure d'urgence. Il faut obliger le patronat à puiser dans ses profits présents pour assurer les emplois et les salaires de tous les travailleurs. Et si ces profits ne suffisent pas, qu'ils prennent sur les profits passés et pourquoi pas sur les fortunes privées accumulées.

Et si le patronat privé se révèle incapable de procéder à des embauches en nombre suffisant pour résorber le chômage, il faut que l'État prenne le relais.

Pour avoir les moyens financiers d'embaucher directement dans les services publics existants ou à créer, il faut que l'État arrête immédiatement toute subvention directe ou indirecte au patronat. Il faut qu'il supprime tout dégrèvement fiscal, tout allègement de cotisations sociales.

Pourquoi donc l'État devrait-il continuer à entretenir des parasites inutiles qui ne sont même pas capables d'exercer leur métier de patron en investissant ? Et avec l'argent ainsi économisé, il faut embaucher dans tous les services publics utiles à la population.

Le manque de logements convenables et accessibles aux revenus les plus modestes est un scandale, au 21ème siècle, dans un des pays les plus riches de la planète. Qu'à notre époque, des centaines, des milliers de personnes n'aient pas d'autre endroit pour vivre que la rue ou des abris provisoires, que des centaines de milliers de personnes s'entassent dans des conditions infectes, est un signe de pourriture de la société.

Puisque cela n'intéresse pas les bétonneurs privés, ce devrait être à l'État de s'engager dans une politique de grands travaux pour construire les centaines de milliers de logements qui manquent et pour construire aussi toutes les infrastructures qui vont avec, des crèches, des écoles, des foyers de jeunes, des centres culturels.

Mais il ne faut pas que ces grands travaux génèrent du profit privé au bénéfice des Bouygues, Dumez, Vinci. Il faut que l'État embauche directement pour toutes les tâches nécessaires. Et il y a là du travail aussi bien pour des maçons, des plombiers, des électriciens, des peintres, de la main-d'œuvre non qualifiée, que pour des techniciens, des ingénieurs, des architectes, des comptables, des informaticiens...

Et il y a bien d'autres secteurs, où les capitaux privés sont complètement défaillants, celui de l'aide aux personnes âgées ou handicapées, sauf à faire payer leurs services à prix d'or dans les maisons de retraite par exemple.

Le fait qu'aucun de ces besoins vitaux ne peut être résolu sur la base des intérêts privés est le signe le plus sûr que le destin de la société ne doit pas être laissé dans les mains des capitalistes.

Pour les salariés, c'est de plus en plus dur de joindre les deux bouts. Mais combien d'entre nous qui n'ont qu'un travail à temps partiel, un emploi intermittent, doivent s'en sortir avec 700, 800 euros ? Combien de retraités qui ont travaillé toute leur vie voient leur maigre pension diminuée par l'inflation ? Combien de familles de travailleurs ne s'en sortiraient pas sans les Restos du cœur ?

Alors, rien que pour rattraper le pouvoir d'achat perdu, il faut une augmentation massive, générale, des salaires. Pas un salaire ou une retraite ne doit être inférieur à 1 700 euros !

Mais si l'on ne veut pas être sans cesse appauvri par l'augmentation des prix il faut en plus obtenir l'indexation des salaires sur les prix, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires.

L'inflation reprend, on le voit à commencer par le carburant. Et on nous prépare à ce que les prix continuent d'augmenter, comme le prix du gaz et de l'électricité. Eh bien il faut nous en protéger !

À chaque hausse de prix il faut que les salaires comme les retraites, le RSA, comme les allocations logement, familiale, comme l'allocation adulte handicapé, le minimum vieillesse augmentent automatiquement. Pour ne pas se laisser appauvrir quand tous les prix augmentent, il faut remettre d'actualité la lutte pour l'échelle mobile des salaires.

Pour préserver le pouvoir d'achat, il n'y a pas d'autre moyen que d'imposer l'échelle mobile des salaires.

Tous les journalistes, quand je dis tous, c'est vraiment tous, m'ont posé la question suivante « que faites-vous des petites entreprises ? Il y a des petites entreprises qui ne peuvent pas payer 1700 € et des petites entreprises qui sont forcées de licencier ». Bien souvent je me serai crue interviewée par le représentant du syndicat des petites et moyennes entreprises !

Les défenseurs de l'ordre social actuel invoquent toujours les petits pour prendre la défense des puissants.

Parce qu'il est évident qu'interdire à ArcelorMittal de fermer l'aciérie de Florange est tout à fait réaliste ! Comme il est évident que Peugeot aurait tout à fait les moyens de faire tourner l'usine d'Aulnay ! Quant à Carrefour, Auchan, la SNCF, La Poste, Ikea, Renault, ils pourraient tout à fait verser des salaires minimum de 1 700 € sans que cela les mette sur la paille !

Et pour ce qui est des petites entreprises, si elles disparaissent par centaines, ce ne sont pas les revendications de leurs salariés qui les tuent. Ce sont les banques, les gros donneurs d'ordre, les grands groupes capitalistes de la distribution.

L'économie capitaliste est une jungle où les gros mangent les petits. Les gros donneurs d'ordre se servent de la sous-traitance, de l'externalisation, pour comprimer les salaires. Ils forcent les plus petits qu'eux à signer des contrats léonins, où les marges sont réduites à peu de choses. Et il y a toujours des margoulines pour signer parce qu'ils se disent qu'ils trouveront bien des travailleurs qu'ils pourront écraser et surexploiter.

Mais ce n'est pas parce que les petites entreprises se font faire les poches par plus gros qu'elles et par les banquiers, que les travailleurs doivent renoncer à leur droit de vivre !

Les journalistes inquiétés par mon programme, comme si j'allais leur faire les poches, m'ont aussi beaucoup demandé « Mais combien va coûter votre programme ? Est-ce que vous l'avez chiffré ? ».

Des chiffres, ce n'est pas cela qui nous manque. Il y a 11 millions de femmes et d'hommes qui vivent sous le seuil de pauvreté, il faut qu'ils sortent de la misère. Il y a 4,5 millions de chômeurs, il faut créer 4,5 millions d'emplois. Il est très difficile de vivre avec moins de 1700 €, il faut que le Smic comme le minimum-vieillesse soit monté à 1700 €.

Alors oui cela coûtera cher à la bourgeoisie mais pourquoi chiffrer ? Pour que le patronat et ses porte-parole nous disent que ce n'est pas possible, pas réaliste, pas sérieux, qu'il n'y a plus d'argent ? Mais si, de l'argent il y en a !

Quand tous les Etats ont sauvé les banquiers, fin 2008, ils ont su mettre en quelques jours des centaines de milliards sur la table. Alors que ce n'était dans aucun programme, rien n'avait été prévu et encore moins chiffré ! Tous les États ont mis sur la table ce que les banquiers demandaient.

Autant dire que le problème n'est pas dans le chiffre, c'est une question de rapport de forces.

Dans les années 1934 et 1935, les patrons expliquaient aux ouvriers qui revendiquaient des augmentations salariales que ce n'était pas possible et que cela les ruinerait. Mais ce qui était impossible début 1936 est devenu possible en juin, puisque qu'en juin 1936 les patrons ont accordé en moyenne des augmentations de 10, 15 % et mieux même ils ont payé, une grande première, deux semaines de congés payés.

Et ce n'est pas la croissance ou un soudaine reprise de l'économie qui a débloqué la situation, c'est la grève générale, c'est la peur bleue des patrons devant les occupations d'usines, la panique face à ce mouvement dont personne ne savait où il s'arrêterait.

Alors tant que les travailleurs ne pèseront pas sur la politique et sur le patronat avec leurs propres armes, avec la grève et les manifestations, il ne se passera rien de décisif sur le plan politique, rien en tout cas en notre faveur. Oui, il faut se battre bec et ongle pour nos revendications, pour notre droit à l'existence !

La matière explosive s'accumule dans la classe ouvrière. Le moment de la révolte de millions de femmes et d'hommes viendra, tôt ou tard. Eh bien, il faut que dans cette révolte les travailleurs aient une politique, qu'ils sachent pour quoi se battre et comment faire pour inverser durablement le rapport de force avec la classe capitaliste.

La suppression de toutes les lois qui protègent le secret des affaires doit être un objectif essentiel pour les luttes. C'est un pas incontournable pour contrôler ce que font ou projettent les conseils d'administration.

Les travailleurs ont le droit de connaître tout ce qui se passe dans l'entreprise, les décisions, les projets, les comptes. Il ne faut pas accepter que les dirigeants discutent et tranchent dans le secret des conseils d'administrations.

Toute la société a intérêt à ces contrôles, car les grosses entreprises ne se contentent pas d'exploiter leurs ouvriers : elles volent aussi les consommateurs, leurs fournisseurs ou leurs clients quand ils sont moins puissants.

Il faut que l'on puisse connaître les conditions faites aux sous-traitants, les marges que les uns imposent aux autres, y compris les dessous-de-table. Il faut donner aux travailleurs les moyens légaux de tout dire de ce qu'ils voient sans être menacés de licenciement ou de mesures de rétorsion.

À eux tous, les travailleurs savent tout de leur entreprise. Il faut qu'ils aient le droit de regrouper les informations éparses, le droit aussi de les rendre publiques.

C'est la seule façon de dénoncer et d'empêcher les crimes patronaux. Ceux perpétrés par les banquiers et les spéculateurs irresponsables mais ceux aussi perpétrés par ces patrons qui sont prêts à sacrifier la santé de leurs salariés avec l'amiante par exemple. Ceux aussi qui sont prêts à sacrifier la santé des consommateurs, des malades comme ce fut le cas avec le Mediator, et les prothèses PIP.

Lever le secret des affaires serait un objectif essentiel lors d'une lutte générale, car elle modifierait le rapport de force entre le patronat et les travailleurs, en donnant de nouvelles armes aux travailleurs. Il en serait fini du chantage patronal, des rumeurs et des fausses informations. Les travailleurs sauraient à quoi s'en tenir, ils pourraient anticiper, s'organiser face aux attaques patronales et prendre l'initiative pour les empêcher de nuire.

La crise actuelle montre clairement que la classe capitaliste, les banquiers, préoccupés par leurs seuls profits privés sont trop irresponsables à l'égard des intérêts de la société. Mettre en cause leur pouvoir dictatorial sur les entreprises, les soumettre à contrôle, est une nécessité sociale.

Je ne dis pas « votez pour moi, je ferai ceci ou je ferai cela, et tout ira mieux ! ».

Voter pour ma candidature, ce sera exprimer la conviction que, si les élections ne peuvent pas changer la vie, la lutte collective des exploités en a la force et la possibilité.

Voter pour ma candidature, c'est affirmer que l'on n'est pas dupe devant ces alternances électorales et qu'il y a parmi les travailleurs, des femmes et des hommes conscients d'avoir à se battre par eux-mêmes.

Tous ceux qui voudront affirmer qu'il faudrait refaire un juin 36 ou un mai 68 pour imposer l'interdiction des licenciements, des augmentations de salaires, et un contrôle des travailleurs sur les entreprises et sur leur argent, pourront le dire en votant pour moi.

Bien sûr, le vote ne remplace pas les luttes, mais les luttes se préparent dans les têtes.

Avant même qu'une explosion sociale ne crée le rapport de forces nécessaire pour imposer les objectifs vitaux, nécessaire pour protéger les travailleurs, on peut en discuter, les populariser, les mettre dans la tête de ceux qui nous entourent. Cela préparera la suite, qui se déroulera là où tous les changements se décident, c'est-à-dire dans les luttes. Oui ce sera un vote utile.

Bien au-delà de l'élection présidentielle, épiphénomène secondaire, bien au-delà même des rebonds de la crise, c'est l'évolution de cette société capitaliste qui est lourde de menaces pour l'humanité.

C'est une évolution de fond qui n'a rien à voir avec la personnalité ou l'étiquette de tel ou tel président de la République et c'est une évolution qui dépasse les limites de l'Hexagone.

Cette évolution, c'est, partout, la pénétration de l'argent, avec son effet dissolvant, pourrissant. On a beaucoup parlé de la financiarisation de l'économie. L'origine de cette financiarisation est que, depuis près de 40 ans, le marché des biens matériels ne rapportant pas assez, les possesseurs de grands capitaux délaissent les investissements productifs et consacrent une part croissante de leurs capitaux aux opérations financières qui rapportent plus, c'est-à-dire à la spéculation.

L'économie se transforme de plus en plus en économie de casino, avec une classe bourgeoise de plus en plus addict à la spéculation.

Dans la vie réelle, il arrive que certains joueurs compulsifs demandent à être interdits de casino. Mais la classe capitaliste, qui a transformé la planète entière en casino, n'a pas envie de se soigner, au contraire, elle en redemande !

Face au dernier soubresaut spéculatif, il y a quelques jours, le patron de la banque centrale américaine, a constaté, impuissant, que : « Des pans entiers de la finance restent à réguler » ! Certes ! Mais, même lui, il n'y peut rien !

C'est pour alimenter sans cesse la cagnotte de ces joueurs fous qu'on écrase les salaires, qu'on licencie à tout va, qu'on fait des économies sur les services publics utiles à la population.

Mais il n'y a pas que cela ! On démolit systématiquement tout ce qui ne rentre pas dans les circuits de l'argent, en particulier les services publics. De Balladur à Sarkozy en passant par Jospin, ils se sont passé le relais, de la droite à la gauche, pour privatiser des pans entiers du service public et pour introduire des rapports d'argent même là où il n'y avait que des rapports administratifs.

Ma camarade cheminote a parlé tout à l'heure de la partition en deux de la SNCF, d'un côté, la toujours nommée SNCF qui gère les trains, de l'autre, RFF (Réseau ferré de France) qui gère les voies. Cela signifie que là où il y avait des rapports purement administratifs entre les deux secteurs d'une même entreprise de service public, ce sont maintenant des rapports d'argent.

Dès qu'il y a des rapports d'argent, les banques s'introduisent et s'introduit le jeu des emprunts et des dettes. C'est la porte ouverte au racket des banques. C'est la porte ouverte à l'endettement avec, pour conséquence, des masses croissantes d'intérêts à verser aux banquiers.

Et comme ma camarade infirmière l'a dit, c'est la même chose pour les hôpitaux. Le fait d'y avoir introduit la compétitivité et la rentabilité a fait entrer les banques là où elles ne devraient rien avoir à faire.

C'est criminel, il n'y a pas d'autre mot ! Le capitalisme vieillissant, ce n'est pas seulement le chômage, les quartiers populaires abandonnés, la pauvreté qui monte au milieu de flots d'argent. C'est aussi un recul considérable pour la société, sur le plan humain, sur le plan social, et cela se produit à une échelle gigantesque. L'argent emporte tout sur son passage.

Et tout cela, pour quoi ? Pour alimenter la spéculation financière dévastatrice !

Alors oui, ce système économique basé sur la propriété privée des moyens de production, la course au profit privé, est arrivé à son absurdité ultime. C'est un système au bout du rouleau, qui risque d'emporter toute l'humanité dans son effondrement.

En tant que communistes, notre raison d'être est d'œuvrer pour que l'organisation sociale change afin que l'humanité survive, afin que la planète survive !

Pour agir sur le terrain de l'écologie, il ne faut pas se satisfaire de bavardages, alors que Total peut, comme avec le naufrage de l'Erika, empoisonner les côtes bretonnes, alors qu'il peut transformer en cloaque à ciel ouvert, le delta du fleuve Niger sur des milliers de km<sup>2</sup> et en chasser toute la population !

Il ne suffit pas de dénoncer la pollution des mers, le réchauffement climatique, le trou de la couche d'ozone ou la pollution des sols, il faut se donner les moyens de maîtriser notre activité économique dans son ensemble

Et maîtriser notre activité économique a pour condition préalable l'expropriation de la classe capitaliste.

Et il faudra commencer par exproprier les banques.

Et pas seulement parce que les banquiers se conduisent comme des irresponsables et qu'ils ont transformé les salles de banques en salles de casino, mais parce que sont les banques qui commandent toute l'économie. Prendre la maîtrise des banques, c'est contrôler l'essentiel de l'économie, l'énergie, les transports, la distribution, c'est décider de l'usage fait des capitaux, c'est les orienter dans des investissements utiles à toute la population.

Exproprier les banquiers, c'est-à-dire nationaliser sans indemnité ni rachat et fusionner les banques en un seul établissement de crédit, sera un pas de géant fait en direction de la gestion de toute l'économie par les travailleurs.

Avec l'expropriation des grands groupes du Cac 40, qui font la pluie et le beau temps dans l'économie, les travailleurs pourraient prendre la maîtrise de toute l'économie.

Cela ne sera possible qu'à travers une révolution sociale d'une ampleur comparable à ce qu'a été la révolution de 1789 ou la révolte en Russie en 1917. De telles révolutions ne se déclenchent pas. Elles sont l'œuvre de millions de personnes lorsque, poussées par leurs conditions d'existence, elles se décident à prendre le mal à la racine et à reprendre leur avenir en mains.

Lors d'une émission récente sur France 2, un journaliste, s'est inquiété de savoir si je voulais vraiment d'une lutte qui aille jusqu'à « menacer » la classe capitaliste – sans doute parce que ce monsieur, directeur de BFM Business, rêve de luttes inoffensives pour les patrons. Et puis, horreur, est-ce que j'étais vraiment pour la « dictature du prolétariat » ?

Alors, pour revenir à cette expression de Karl Marx, j'ajouterai que le régime mis en place par la révolution des exploités sera infiniment plus démocratique, infiniment plus libre que tout ce que l'on connaît dans la société d'aujourd'hui.

Justement parce qu'elle sera l'œuvre de millions de femmes et d'hommes qui n'ont aucun privilège à défendre, qui n'auront pas besoin de tout l'appareil répressif dont ont besoin les privilégiés d'aujourd'hui entourés d'un océan de pauvreté.

Les libertés ne seront pas limitées, bafouées, voire complètement déniées par le pouvoir de l'argent. La démocratie ne sera pas cette caricature où l'on élit une fois tous les cinq ans des dirigeants qui, après leur élection, font ce que leur dictent les riches.

Toutes les décisions seront prises de la façon la plus démocratique possible. La seule liberté qui sera supprimée est celle d'exploiter, mais cette limitation-là, oui, nous les communistes, nous l'assurons.

Oui, nous sommes communistes ! « Communiste » dans le vrai sens du terme. Dans le sens donné par des générations d'ouvriers qui rêvaient d'une société débarrassée de la dictature de l'argent, de l'exploitation, de la concurrence et des crises. Une société gérée fraternellement et démocratiquement par la collectivité de ceux qui travaillent et produisent.

Ce courant ne regroupe pas beaucoup de monde aujourd'hui ? Peut-être. Mais la crise est un formidable accélérateur d'Histoire. Elle ne fait pas qu'aggraver les conditions d'existence des classes populaires, elle remue aussi les consciences. La crise économique actuelle amènera un nombre croissant de travailleurs, de jeunes, à la conscience que renverser le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas une utopie mais une nécessité.

Eh bien, il faut qu'ils trouvent des militantes et des militants qui en défendent la perspective. Dans cette période de crise grave du capitalisme il faut lever le drapeau de la révolution sociale.

Ce ne sont pas les sondages, ni les pressions pour que l'on se range derrière les uns ou les autres qui nous feront changer d'avis. Nous ne sommes pas des girouettes, à tourner dans le sens du vent.

Nous avons nos convictions, des convictions communistes révolutionnaires que nous sommes aujourd'hui les seuls à défendre.

Oui le courant communiste a connu des hauts et des bas. À certains moments, ce courant a été représenté par des grands partis comme l'était le Parti socialiste à sa naissance ou le Parti communiste un peu plus tard. Au fil du temps et sous la pression du capitalisme, les directions de ces grands partis ont trahi leur cause pour s'intégrer dans le système et limiter leurs aspirations politiques à devenir les gérants loyaux d'une société dominée par le grand capital.

Mais le courant communiste n'a jamais disparu. Et s'il n'a pas disparu malgré la pression du stalinisme, malgré la pression du réformisme et de l'électorisme, c'est qu'il y a toujours eu des hommes et des femmes qui ont su être à contre-courant et qui ont tenu envers et contre tout à leurs convictions, à leur idéal.

Je dis à toutes celles et ceux qui sont fiers d'avoir conservé leurs idéaux communistes, leurs rêves et leurs convictions, qu'ils doivent les exprimer dans cette élection par leur vote. Et ce vote comptera pour l'avenir. Car la conscience de classe, la conscience communiste, ne peut pas être suspendue en l'air. Pour la transmettre, pour forger à partir d'une classe ouvrière atomisée, une classe consciente de ses intérêts, capable de peser sur la scène politique, puis de disputer le pouvoir à la bourgeoisie, il faut un parti, un véritable parti communiste révolutionnaire.

S'il y a un courant communiste révolutionnaire, il n'y a pas de véritable parti, avec ce que cela implique de présence dans la société, de présence dans les entreprises, dans les quartiers populaires. La grande faiblesse de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, c'est cela.

La bourgeoisie dispose de plusieurs partis, de la gauche à l'extrême droite, tous prêts à gouverner pour préserver les structures actuelles de l'économie et de la société. La bourgeoisie peut choisir parmi ces partis suivant les circonstances et les nécessités du moment.

La classe ouvrière, en revanche, n'a pas de parti qui représente ses intérêts politiques, et uniquement ses intérêts politiques. Ce parti est à construire.

Un parti qui ne cherche pas à s'intégrer dans l'ordre social du capitalisme, ni dans les institutions de la bourgeoisie. Un parti dont l'unique préoccupation soit, au contraire, face à chaque crise politique, chaque crise sociale, de renforcer la position de la classe ouvrière en vue de l'objectif clairement affirmé d'exproprier la classe capitaliste et de mettre les richesses et les moyens de les produire à la disposition de ceux qui travaillent.

Au regard de cette perspective, l'élection présidentielle est un épisode insignifiant. Mais si la campagne nous a permis de semer des idées, elle aura une importance pour l'avenir.

Les graines semées peuvent trouver un terrain dans la jeunesse. Dans la jeunesse qui a toutes les raisons de ne pas accepter le sort que la société capitaliste lui réserve. Dans le passé, on a dit aux jeunes des classes populaires : faites des études, passez des diplômes, vous aurez un bon travail.

Mais combien sont exclus trop tôt de l'école ? Et ce sont des centaines de milliers de jeunes qui s'entendent dire que ça n'embauche pas. Combien de CV ont-ils envoyés, combien de stages ont-ils acceptés et combien d'attentes ont-elles été déçues ?

Sauf pour une toute petite minorité, la jeunesse travailleuse est ballotée de stage en stage, de mission d'intérim en mission d'intérim, le tout entrecoupé de périodes de chômage. Combien de jeunes se disent à 20 ans, 30 ans, qu'ils n'ont pas encore commencé leur vie ?

Quant aux jeunes qui font des études supérieures, ils peuvent espérer un emploi de cadre, d'ingénieur, de médecin ou d'enseignant. La société capitaliste leur offre peut-être un sort un peu meilleur que celui qu'elle réserve aux jeunes des quartiers populaires.

Et encore ! Il n'est qu'à voir tous ceux qui, bardés d'un master ou d'une thèse, se trouvent obligés de postuler à des emplois sans rapport avec leur qualification et où on les paiera grassement 1 500 euros, si ce n'est moins. Mais le problème n'est pas là.

Le problème collectif, c'est que même ceux qui, dans cette société, peuvent tirer leur épingle du jeu, le font au milieu d'un océan de misère et d'injustice.

C'est ce que disent bien des enseignants, qui se sont engagés dans ce métier avec un idéal, et constatent au quotidien que l'Etat les prive des moyens nécessaires pour transmettre correctement des connaissances aux élèves dont ils ont la charge.

C'est ce que disent les médecins des hôpitaux, écœurés de la façon dont leurs services sont contraints de traiter leurs malades. C'est ce que disent bien des chercheurs, voire des cadres d'entreprise, à qui on avait fait miroiter la lune, et qui se rendent compte qu'ils ne sont que des rouages d'une grande mécanique à profits, toute prête à les broyer.

Aux uns et aux autres, je veux dire qu'il y a bien un autre avenir. C'est celui des combats collectifs, de la révolte consciente.

Il n'y a pas de cause plus noble que de s'engager dans l'activité pour transformer la société de fond en comble afin qu'il n'y ait plus de privilèges et de privilégiés car la contrepartie, c'est l'exploitation, l'oppression pour la majorité, et tout un cortège d'arriérations, du sexisme au racisme, en passant par la xénophobie voire la guerre.

Alors ne laissez-pas la politique à des politiciens professionnels qui en font une carrière personnelle, mais qui se moquent de la collectivité et de son avenir ! Ne cédez pas au conformisme de cette société ! Prenez part au combat pour l'émancipation sociale !

A tous ceux qui se retrouvent dans les idées que je défends dans cette campagne, je dis : Rejoignez-nous ! En votant d'abord pour ma candidature le 22 avril.

Et je dis à ceux qui nous ont déjà rejoints et qui ont apporté leur contribution à la campagne électorale, gardons les liens que nous avons tissés entre nous. Car une fois l'élection présidentielle et les élections législatives terminées, d'autres combats nous attendent et des combats bien plus décisifs pour l'avenir. Tous les pas faits en avant dans la construction d'un parti révolutionnaire compteront dans les affrontements futurs avec la classe capitaliste.

Débarassée de la mainmise des intérêts privés sur les richesses et les moyens de les produire, débarrassée de l'exploitation et de la course au profit, la collectivité pourra maîtriser consciemment sa vie économique.

Elle pourra alors produire tout ce qui est utile et nécessaire, mais rien que ce qui est utile et nécessaire, dans le respect des hommes et de la nature afin que tous les êtres humains profitent du progrès et accèdent à l'éducation, à la culture, aux loisirs.

L'exploitation disparue, disparaîtront les autres formes d'oppression en fonction du sexe ou de la nationalité. L'humanité pourra alors constituer un seul et même peuple, avec une seule patrie : la terre.

Voter pour ma candidature, c'est affirmer que vous partagez cette vision de l'avenir. Et rejoignez ceux qui agissent pour que le rêve de l'émancipation sociale se transforme en réalité !

\*\*\*

<campagne=2012>04.18 – <locuteur.rice=Nathalie\_Arthaud> – Lyon <lieu=Lyon> <texte=67>

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

La description que vient de donner mon camarade de la situation des travailleurs de la région est éloquent. Bien qu'elle soit une des régions les plus riches et les plus industrialisées, la liste des entreprises qui ferment ou qui se débarrassent d'une partie de leurs effectifs s'allonge, et le chômage s'aggrave.

Et, même dans cette région industrialisée, chaque travailleur licencié sait qu'il a de moins en moins de chances de retrouver un travail à brève échéance, ou alors il ne trouvera qu'un emploi précaire et mal payé. Chacun sait aussi qu'à partir d'un certain âge, lorsqu'on est rejeté par une entreprise, on n'a pratiquement plus aucune chance de retrouver un emploi correct.

Nous savons aussi tous, même ceux qui conservent encore leur emploi, à quel point le chômage pèse sur tout le monde. Il faut être bien inconscient pour ne pas savoir, pour ne pas ressentir que nous sommes tous des licenciés en puissance et que rien ne nous en protégera, ni un bon métier, ni un statut, et encore moins l'ancienneté dans une entreprise.

Un bon métier ne protège que tant qu'une entreprise capitaliste pense qu'elle peut faire du profit sur votre dos.

Quant aux statuts, des cheminots au personnel hospitalier en passant par les postiers ou les enseignants, nous savons tous qu'ils sont en train d'être démolis par la multiplication de ceux qui travaillent sous contrat privé, voire sans contrat du tout : auxiliaires, vacataires, intérimaires ou stagiaires.

Et l'ancienneté au travail ne protège pas plus : combien de travailleuses ou de travailleurs ont vécu l'expérience douloureuse d'avoir été jetés dehors malgré vingt, trente ans passés dans la même entreprise ?

Le patronat se sert du chômage, de la crainte qu'il suscite, pour aggraver les conditions de travail et d'existence de ceux qui sont en activité. C'est en s'appuyant sur le chômage des uns que les patrons imposent aux autres des salaires trop bas, la flexibilité, un rythme de travail toujours plus dingue, l'autoritarisme des petits chefs qui, eux aussi, craignent d'être jetés.

Eh bien, cette situation continuera et s'aggravera au lendemain de l'élection présidentielle. Je ne dis pas cela par pessimisme, mais parce qu'il est important pour le monde du travail d'être lucide, de voir la réalité en face et de comprendre la politique du grand patronat pour pouvoir le combattre efficacement !

[...]

Des journalistes me font souvent le reproche stupide de considérer tous les patrons uniformément comme mauvais. Comme si le rapport entre la classe capitaliste et les travailleurs était une question morale ! Comme si l'exploitation était une question de dureté ou de gentillesse.

Je ne me pose pas la question de savoir si le père, la mère ou les fils Peugeot sont bons ou mauvais. Je ne me pose pas la question de savoir si messieurs Arnault, Bolloré, Lagardère ou Dassault, si tous les gros actionnaires qui vivent des dividendes de l'exploitation sont gentils ou méchants. Qu'ils soient humains, sensibles dans leur famille, vis-à-vis de leurs amis et caressants pour leur chien ou leur chat, ne m'intéresse pas !

Ce n'est pas une question de morale ni de psychologie, c'est une question d'organisation sociale.

Dans le cadre de cette économie capitaliste, l'argent, les capitaux donnent aux propriétaires, aux gros actionnaires des entreprises un pouvoir sur la vie et sur les conditions d'existence de centaines, de milliers de femmes et d'hommes, leurs salariés. C'est leur situation sociale qui fait que leurs intérêts sont diamétralement opposés à ceux de leurs salariés. Et les lois de l'économie capitaliste, la concurrence les poussent à la course au profit.

Les lois de l'exploitation sont ainsi : moins les patrons paient de salaires, plus leurs entreprises font de profits. Plus leurs salariés sont malléables, plus ils acceptent des cadences insupportables, plus l'entreprise fait des profits et plus les actionnaires touchent de dividendes. C'est cette réalité-là que couvre le mot « compétitivité ».

Et cela quel que soit l'état général de l'économie et même en période de croissance économique il y a toujours, tout le temps, un choc entre des intérêts contradictoires entre l'exploiteur capitaliste et ses salariés exploités, une lutte de classes.

Que la lutte soit perceptible ou invisible, virulente ou entourée d'hypocrisie, la classe capitaliste la mène en toutes circonstances. Dans une économie basée sur l'exploitation, il ne peut pas en être autrement.

Mais la crise exacerbe l'exploitation. Car une crise économique, cela signifie que le marché ne s'élargit pas assez rapidement, que la quantité de marchandises vendues, des automobiles jusqu'aux boîtes de petits pois, ne s'accroît pas à un rythme suffisant pour que les capitaux rapportent 5, 10, 15 % de plus que l'année précédente.

Le profit que le marché n'est plus capable de leur rapporter, la classe capitaliste cherche à le prélever sur ses salariés.

Dans cette jungle qu'est l'économie capitaliste, la crise pousse les plus gros à écraser plus encore les plus petits, les grandes multinationales doivent écraser plus les PME, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs. Les banques étranglent plus encore tous ceux qui ont besoin de leurs services.

Les grandes chaînes capitalistes de la distribution écrasent les paysans producteurs de légumes, de fruits ou de viande et le feront d'autant plus avec la crise, car les uns comme les autres cherchent à rejeter leur manque à gagner sur ceux qui sont en bas de l'échelle, les salariés qui, pourtant, fabriquent tout, transportent tout.

La crise aggrave, exacerbe les inégalités et l'exploitation.

Je le répète : il n'est pas question de morale dans toute cette histoire. Il n'y a que de froids rapports d'argent car, dans cette société capitaliste, il n'y a que cela qui compte.

C'est révoltant, mais c'est ainsi tant que perdure l'organisation capitaliste de l'économie. Tant que dure la mainmise d'une classe privilégiée sur les entreprises et sur l'économie, il faut savoir que les travailleurs ne peuvent défendre leur peau qu'en opposant à la classe capitaliste leurs propres intérêts.

[...]

Les élections ne peuvent pas changer le sort des travailleurs, ce sont les luttes collectives qui le peuvent. Mais les élections peuvent servir à s'exprimer.

Les travailleurs qui ne sont pas dupes des alternances électorales et qui n'attendent rien des élections n'ont aucune raison de se taire dans cette campagne.

On peut, dans les élections, exprimer sa révolte. On peut dire nos revendications, les populariser. On peut dire, en votant pour ma candidature, qu'on se prépare à se défendre et à se battre pour les imposer.

Se taire, c'est faire plaisir à son patron – comme nous l'a rappelé dernièrement un courrier que l'entreprise Renault nous a adressé et dont je vais vous lire les grandes lignes :

« Nous avons constaté le 3 avril dernier la distribution de tracts politiques en faveur de Lutte Ouvrière au sein de l'établissement Renault Guyancourt.

Cette recrudescence qui s'inscrit dans le cadre de la campagne présidentielle n'est pas acceptable.

Nous vous rappelons que vous, ni quiconque, n'êtes autorisée à distribuer des tracts de nature politique, ce qui est contraire à l'article L.2131-1 du code du travail, au sein de l'enceinte de l'établissement de Renault Guyancourt, conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'établissement. Ces dispositions sont applicables à tout salarié Renault ainsi qu'à toute personne pénétrant au sein de l'enceinte de l'établissement.

Toute diffusion ou affichage dans l'établissement de journaux, tracts, imprimés, brochures... est soumise à l'autorisation préalable de la direction. »

Eh bien oui, nous vivons en démocratie, mais elle s'arrête aux murs de l'entreprise. Là, il n'y a plus de liberté de presse, en tout cas pas pour les travailleurs ! Pas le droit de faire de la politique même en pleine campagne électorale.

Malgré cette dictature à l'intérieur des entreprises, les travailleurs conscients ont toujours su se donner les moyens de s'exprimer, et ils continueront à le faire !

Que ce soit en période électorale ou en dehors, nous continuerons de défendre notre politique, un programme de lutte. Nous continuerons de la défendre dans les usines, dans les bureaux, par des feuilles volantes, par des bulletins d'entreprise.

Nous la défendons par les faibles moyens d'expression que nous laisse la démocratie bourgeoise et qui pèsent peu au regard de ceux qui ont de l'argent, les maîtres de l'économie, et qui peuvent se payer un quotidien comme *Dassault* avec le *Figaro*, ou les *Rothschild* avec *Libération* ou se payer toute une chaîne de télévision ou de radio comme les *Bouygues* ou *Lagardère*.

On peut suppléer à cela par le dévouement militant et nous le faisons toute l'année.

Mais aujourd'hui, la campagne électorale nous donne une possibilité supplémentaire de nous exprimer. Au premier tour on a les moyens de s'exprimer, au plus près de son opinion. Il ne faut pas laisser passer cette occasion !

Il n'y a aucune raison de garder son poing dans la poche quand on a la possibilité d'exprimer une colère consciente et de lever dans l'élection, au premier tour, le drapeau des luttes.

Nous avons dit et répété tout au long de la campagne électorale que les travailleurs n'ont rien à attendre dans cette élection présidentielle et qu'il ne faut surtout pas qu'ils espèrent être protégés un tant soit peu par le futur occupant de l'Élysée.

À quatre jours du premier tour de l'élection, il semble évident que les deux candidats qui seront au deuxième tour, et entre qui se décidera quel sera le prochain président de la République, sont *Sarkozy* et *Hollande*.

Pour ce qui est de *Sarkozy*, les travailleurs et les exploités en ont déjà fait le tour. C'est un ennemi ouvert de la classe ouvrière, et il l'a montré par toutes ses mesures, par toute sa politique, et je dirais même par toute sa personnalité.

Même si, aujourd'hui, il a le culot de se poser en protecteur des Français – comme il dit – face à la crise, les seuls Français qu'il a protégés, ce sont *Dassault*, *Bettencourt* et quelques autres, auxquels il est politiquement, humainement, personnellement, lié.

Ce n'est pas pour rien que la plupart des travailleurs souhaitent qu'il débarrasse le plancher.

Mais, en même temps, il n'y a rien à attendre non plus de *Hollande*. Pas seulement parce qu'il ne promet rien, car ces gens-là, même quand ils promettent, on ne peut pas leur faire confiance. Mais parce que tous ceux qui sont passés par les filtres des institutions bourgeoises ont été formés, dressés, pour servir la grande bourgeoisie, la classe privilégiée et dominante.

On me reproche souvent de dire qu'au gouvernement il y aura bien peu de différences entre *Hollande* et *Sarkozy*, et qu'en ce qui concerne les revendications vitales des travailleurs, l'emploi, les salaires et les retraites, il n'y en aura pas. Mais les anciens ministres de *Sarkozy* et même le clan *Chirac* qui se prononcent en faveur de *Hollande* ne disent pas autre chose. S'ils peuvent comme cela passer de l'un à l'autre sans état d'âme, c'est qu'il voient eux-mêmes bien peu de différences.

Si les dirigeants socialistes reviennent au pouvoir, qu'est-ce qu'ils feront ? Est-ce qu'ils empêcheront le patronat de licencier, de fermer des entreprises ? Est-ce qu'ils obligeront à augmenter les salaires ? S'il est élu, est-ce que *Hollande* forcera le patronat à embaucher ?

Non, il ne le fera pas !

Oh, je ne dis pas que Sarkozy et Hollande sont pareils, contrairement à la caricature si habituelle des journalistes. Leur base électorale n'étant pas la même, Hollande cherchera à plaire un peu plus à l'électorat de gauche. Il prendra peut-être quelques mesures que Sarkozy est trop réactionnaire pour prendre.

Les socialistes au pouvoir prendront peut-être quelques mesures sociales, comme Mitterrand en avait pris en supprimant la peine de mort. Hollande autorisera peut-être le mariage des homosexuels ou accordera le droit de mourir dans la dignité. Mais il ne prendra aucune mesure qui puisse coûter à la classe capitaliste ou qui puisse léser son pouvoir absolu sur les entreprises.

Or, toutes les mesures qui pourraient préserver les conditions d'existence de la classe ouvrière coûteraient forcément à la classe capitaliste.

Il fut des périodes dans le passé où, parce que ses affaires allaient bien, la bourgeoisie consentait aux dirigeants politiques de gauche le droit de prendre quelques mesures d'amélioration. Mais, par ces temps de crise, il n'en est plus question.

Si futur gouvernement socialiste il y a, il fera ce que la finance imposera. Si Hollande est élu, les coups, au lieu de venir de la droite, viendront de la gauche.

Alors, si les travailleurs ont toutes les raisons d'exécrer Sarkozy, ils n'en ont aucune de faire confiance à Hollande.

Et j'ajouterai que la présence de Mélenchon, son langage plus radical et ses talents de tribun, ne changeront rien au rapport de forces qui commande les relations sociales. Oh, l'électorat de Mélenchon regroupe ceux qui n'ont pas d'illusions en Hollande et qui veulent marquer leur méfiance en votant pour Mélenchon ! Mais la seule perspective qu'offre celui-ci, derrière des expressions qui résonnent d'autant mieux qu'elles sont creuses, c'est de gouverner avec Hollande.

Pour les exploités, ce serait une illusion de mettre leur espoir dans un « bon » gouvernement de gauche, que Hollande soit flanqué de Mélenchon ou pas, ou que ce soit l'inverse.

Ce n'est pas d'illusions que les travailleurs ont besoin. Les illusions, c'est toujours une faiblesse pour les travailleurs, cela retarde la prise de conscience, cela ne prépare pas à la nécessité d'affronter la classe bourgeoise avec les armes de classe des travailleurs.

Non, il ne peut pas y avoir un « bon » gouvernement de gauche en cette période de crise ! La bourgeoisie ne laissera de place qu'à un gouvernement de combat contre la classe ouvrière. Il suffit de voir et de comprendre ce qui vient de se passer dans la Grèce de Papandréou ou dans l'Espagne de Zapatero. Le capital financier n'a laissé aucune échappatoire, aucune marge de manœuvre à ces gouvernements de gauche.

Il n'en laissera pas plus en France.

Nul doute que si la crise s'aggrave, que le gouvernement soit de droite ou de gauche, il imposera aux travailleurs les mêmes sacrifices imposés aux travailleurs grecs et espagnols aujourd'hui, les amputations de salaire et de retraite, la démolition des services publics et le chômage forcé.

Regardons, par exemple, avec quel zèle Hollande rivalise avec Sarkozy pour insister sur la nécessité de rembourser la dette de l'État.

J'ai dit bien souvent durant la campagne que cette dette ne concerne en rien les travailleurs, car aucune catégorie de travailleurs, pas même les chômeurs, les retraités ou les plus pauvres, n'en a profité. Et elle doit être payée par ceux qui en ont tiré profit : les banquiers et les grands groupes industriels.

Le remboursement de cette dette demandé à toute la population, c'est un racket – il n'y a pas d'autre mot –, c'est un racket que tous les grands partis qui gouvernent ont accepté et justifient ! Pour les banquiers, ce n'est même pas le remboursement du principal de la dette qui est vraiment important.

Le plus important pour eux ce sont les intérêts que cette dette leur permet de prélever. C'est au nom de la dette que les banques imposent à tous les États endettés – et ils sont tous endettés – de payer des intérêts croissants. 50 milliards pour ce qui est de l'État français, le premier poste budgétaire ! C'est 50 milliards qui tombent de façon sûre et certaine chaque année ! Pourquoi les banques se priveraient-elles ?

C'est cette dette qui a servi de justification à Sarkozy pour prendre des mesures d'austérité, pour économiser au détriment des services publics, pour supprimer des emplois d'enseignants, de cheminots, d'agents hospitaliers. C'est la dette qui sert de justification pour diminuer les remboursements de la Sécurité sociale, pour rendre les soins de plus en plus chers et pour en écarter une fraction croissante de la population. Et demain, le même refrain continuera, quel que soit l'élu.

Derrière la question de la dette, il y a la volonté de la classe capitaliste d'obliger l'État à consacrer une part croissante de son budget à maintenir les revenus de la bourgeoisie. Et si la dette est remboursée, la bourgeoisie trouvera autre chose pour que le gouvernement continue à imposer des sacrifices à la population.

Je ne suis pas madame Soleil pour me lancer dans les prévisions mais, maintenant que les mesures d'austérité qui démolissent la consommation populaire menacent d'aggraver encore plus la situation du marché, de plus en plus de voix s'élèvent même dans les milieux de la bourgeoisie pour demander la relance de la croissance : « Plus le climat économique devient difficile, plus les chantres de l'austérité sont isolés » – se réjouit un quotidien qui n'est pourtant pas édité par les altermondialistes puisqu'il s'agit du journal financier britannique, le très conservateur Financial Times.

Pour ajouter : « L'Europe parle depuis trop longtemps de croissance, en n'en faisant pas assez. » Et vous verrez que le prochain gouvernement invoquera la croissance pour demander aux travailleurs de nouveaux sacrifices. Tous les commentateurs relèvent déjà la convergence entre Sarkozy et Hollande, pour réclamer une politique d'argent plus facile pour les entreprises, quitte à ce que cet argent déversé en direction des entreprises se traduise par une accélération de l'inflation.

Ce qu'ils appellent « croissance » en sera une pour les revenus de la classe possédante, mais pas pour les travailleurs car, pour les travailleurs l'inflation c'est avant tout la hausse des prix. Eh bien ce sera une autre façon de voler les salariés, d'affaiblir leur pouvoir d'achat. Il faut que les travailleurs prévoient cette éventualité et ne soient pas dupes des mots employés par les uns ou par les autres pour nous imposer de nouveaux sacrifices.

\*\*\*

Mes chers amis, Ici bat le cœur de la Bretagne et, là où bat le cœur de la Bretagne, bat le cœur de la France !

Je suis très heureux de m'exprimer à cette tribune, après mes amis Grégoire Le Blond, qui a parlé en premier, Bruno Joncour, le maire de Saint-Brieuc, et Jean Arthuis, qui s'est exprimé en presque breton !

Je suis très heureux de saluer les élus de la région. Je vais en oublier et ils me pardonneront... Je veux saluer Françoise Gatel, Présidente de l'Association des maires d'Ille-et-Vilaine, Jean-Marc Lecerf et Jean-François Richeux, Conseillers généraux d'Ille-et-Vilaine. Je veux saluer les élus de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine, je veux saluer Joseph Kergueris et Philippe Nogrix qui sont au premier rang de cette salle. Je veux saluer Sébastien Couépel qui a joué, à l'Assemblée Nationale, comme Député des Côtes-d'Armor, le rôle que vous savez. Je veux saluer François Zocchetto, qui est arrivé avec moi dans le train, Sénateur de la Mayenne et Président du groupe centriste au Sénat.

Je veux dire à tous les élus présents qu'ils sont chers à mon cœur, comme chacun et chacune d'entre vous, si nombreux présents pour cette soirée.

Ce qui s'ouvre, nous le savons bien, ces deux semaines sont deux semaines cruciales pour la France et, pour qui observe l'Europe, Jean Arthuis vient d'en dire un mot, tout le monde voit bien que ces deux semaines, que l'on croyait de calme plat, que l'on présentait comme deux semaines de l'après crise, tout le monde voit bien qu'en réalité, cette crise, dont on nous a dit qu'elle était derrière nous, déploie ses nuages noirs à l'horizon.

Venu d'Espagne, on sent bien qu'un vent d'inquiétude frappe et a frappé aujourd'hui l'ensemble de ceux qui observent et entendent les réalités de l'Europe.

Cette crise est une crise qui menace la France aujourd'hui même.

Le gouvernement espagnol vient d'annoncer qu'en plus des dizaines de milliards de coupes dans les dépenses publiques qu'il avait déjà actées, il supprimait dix milliards nouveaux dans les dépenses d'éducation et de santé.

Or, pour qui sait le rapport entre le budget de l'Espagne et le budget de la France, en vérité, c'est le double que cela représenterait si notre pays était atteint par une obligation de cet ordre.

Eh bien, je veux vous le dire avec gravité, mais avec certitude : si je suis engagé dans cette campagne électorale, c'est pour que le mal qui a frappé la Grèce, le mal qui a frappé l'Italie, le mal qui frappe l'Espagne aujourd'hui ne frappe pas la France.

C'est pour que la France demeure à l'abri de ce genre de contagion que nous sommes engagés dans la campagne présidentielle française. C'est parce que nous ne voulons pas que cette fatalité nous atteigne à notre tour. C'est parce que nous voulons que le pays se libère de ce poids ou de cette fatalité qu'on lui présente depuis si longtemps.

Je suis venu devant vous en 2007 et j'étais venu en 2002 en disant : "Attention, nous allons droit heurter le mur de la dette. Ceux qui ont laissé grandir la dette française ont, en réalité, tendu un piège qui se refermera sur notre pays et sur les plus jeunes de ceux qui forment notre pays".

En vérité, si les jeunes, qui sont si nombreux dans cette salle, et ceux qui les entourent de la même génération étaient conscients de ce qui se passe, ils organiseraient des manifestations contre les dirigeants irresponsables qui, au travers du temps, de manière immorale et de manière laxiste, ont laissé déraiper les dépenses du pays et ont fait en sorte qu'elle va maintenant, cette génération nouvelle, avoir à assumer des charges excessives et des charges qu'aucun pays ne devrait imposer à ses plus jeunes.

Vous savez, dans la vie privée, quand on est une femme ou un homme ou quand on est une famille, on peut refuser un héritage en disant : "Excusez-nous, dans ce que vous nous laissez, le passif dépasse l'actif et nous n'avons aucune envie de nous charger, d'affronter ces charges indues".

Eh bien, quand on est un pays on ne peut pas le faire et c'est pourquoi il est une responsabilité, j'allais dire il est une responsabilité morale, pour ceux qui sont en charge des affaires du pays, de faire en sorte qu'ils gèrent bien les affaires de ce pays et qu'ils ne transmettent pas aux générations qui viennent une charge qui est une charge excessive et insupportable.

Cela n'a pas été fait depuis des années et ils ne peuvent pas dire qu'ils n'étaient pas au courant du risque, puisqu'il y avait au moins un homme politique dans chacune de ces élections présidentielles qui est venu dire : "Attention, ce qui nous menace devient tellement pressant que nous risquons de nous retrouver dans une situation insupportable".

Je veux, aussi incroyable que cela paraisse, mais je parle sous le contrôle de tous ceux qui occupent des responsabilités, et notamment Jean Arthuis qui a présidé la Commission des finances du Sénat, après avoir été ministre de l'Économie et des Finances, vous rappeler ceci : nous en sommes arrivés à un point aujourd'hui où la totalité de l'impôt sur le revenu de la totalité des Français ne suffit pas -il s'en faut de 15 ou 20%- pour payer les seuls intérêts de la dette que nous avons à rembourser.

45 millions d'euros d'impôts sur le revenu et, l'an prochain, 55 millions d'intérêts de la dette... Cette situation-là, qui est en train de déraiper, qui non pas s'arrange mais s'aggrave, cette situation-là constitue une telle menace pour l'avenir de la Nation qu'il est de notre devoir de tracer la route de ceux qui ont décidé de faire face et de ne pas, plus longtemps, accepter l'inacceptable pour la France.

Avoir en tête ce qu'obligent les situations quand elles deviennent incontrôlées, cela devrait rappeler à la raison tous les responsables politiques inconséquents qui s'expriment dans cette campagne électorale-là. Il faut que vous sachiez que les dépenses dans lesquelles les pays qui sont entrés dans cette dérive sont obligés de couper, ce sont les dépenses mêmes qui sont celles qui nous font vivre ensemble.

Les retraites... Que les retraités sachent que nous nous battons pour conserver les retraites des Français et pour que, demain, on ne soit pas obligé d'amputer les pensions dans notre pays.

Que la Fonction publique sache que nous nous battons pour que, demain, les salaires des fonctionnaires ne soient pas l'objet des coupes qui sont actuellement décidées dans les pays qui nous entourent.

Que les médecins, l'ensemble du système de santé et les patients sachent que nous nous battons pour que l'on puisse continuer à rembourser les feuilles de Sécurité Sociale dans notre pays.

Nous nous battons pour ceux qui ont besoin de solidarité. Le modèle de la France solidaire, que nous avons affiché comme étant le modèle que nous voulons suivre pour notre pays, c'est ce modèle-là qui est en péril !

Généralement, on croit que ces questions -question de déficit et question de dette- sont uniquement des questions comptables.

Eh bien ce n'est pas vrai. Ce sont des questions sociales !

Les questions que nous mettons, nous, devant les Français, ce sont les questions mêmes de la survie et de la promotion, dans l'avenir, du modèle français que nous avons bâti ensemble : le modèle de solidarité sociale : la santé, la maladie, les retraites, les allocations familiales, les allocations du chômage, tout cela, c'est le modèle social français ; et le modèle républicain : le modèle des services publics, l'éducation, la sécurité, la justice).

Nous sommes un des seuls pays autour de nous qui a l'éducation gratuite. Il suffit de traverser la Manche pour vérifier qu'il y a beaucoup de pays de niveau comparable dans lesquels l'éducation est payante et payante cher, dans lesquels les grands-parents sont obligés de vendre leur maison en viager pour payer les études des petits-enfants, dès l'instant que l'on se trouve dans une de ces écoles qui paraissent en tout cas préparer mieux l'avenir que les autres.

L'école est payante, l'université est payante... Nous nous honorons d'avoir bâti un modèle dans lequel, au contraire, l'école est gratuite, laïque, obligatoire, publique, dans lequel l'université est largement offerte aux étudiants, même si, dans certains cas, il y a des droits qui augmentent.

Nous avons bâti un modèle. Mes amis, c'est ce modèle-là qui est le sujet de la campagne électorale présidentielle, c'est ce modèle-là dont ils ne parlent pas.

C'est pour la défense et l'avenir de ce modèle que je suis engagé devant vous, et avec vous, c'est parce que je veux sauver et projeter dans l'avenir le modèle français, car ce modèle français se trouve aujourd'hui en péril.

En effet, c'est bien ce modèle qui va se trouver en première ligne, dès l'instant qu'ils auront laissé dériver les dépenses, exploser les déficits, annoncer n'importe quelles promesses auxquelles les Français peuvent croire, mais pas un seul de ceux qui connaissent la réalité du pays parmi les responsables politiques ou les observateurs qui devraient être avertis ne peuvent ajouter foi à cette vision qui est complètement irréaliste et qui, en réalité, trahit l'intérêt même des citoyens, parce qu'on leur fait des promesses, mais la réalité fera que, non seulement ces promesses ne seront pas respectées, mais que le pays va se trouver au plus grand risque.

Voilà la réalité qui est devant nous aujourd'hui et voilà pourquoi nous sommes là ensemble.

Je tiens devant vous ces propos avec gravité, mais je vous assure que, cette gravité, elle est exactement à la mesure de la situation qui risque de se produire dans notre pays, non pas dans des années, mais à coup sûr dans quelques mois et peut-être même dans quelques semaines.

Si on lit l'ensemble des observateurs de la presse étrangère... Ils multiplient les articles stupéfaits, estomaqués, devant une campagne présidentielle qui évite tous les sujets qui sont les sujets de l'avenir du pays, tous les sujets qui tiennent, car tout se tient, à son endettement, à ses déficits explosifs, à son chômage insupportable.

Je rentre de la Réunion. J'étais dans un quartier, à la Réunion, dans lequel il y avait chez les jeunes de moins de 35 ans, 60% de chômeurs et, dans de très nombreux quartiers en France, c'est entre 30 et 40% de chômeurs chez les jeunes que l'on trouve.

Quel est le pays qui peut supporter que les plus jeunes des siens soient au chômage à 30, 40 ou 50% ?

Quel est le pays qui peut accepter cela ?

Quelles sont les familles qui peuvent vivre heureuses quand leurs enfants, même formés, même diplômés, se trouvent sans espoir de trouver un emploi ?

C'est parce que nous ne l'acceptons pas que nous sommes engagés et c'est parce que je ne l'accepte pas que je suis engagé devant vous et avec vous.

Mes chers amis, Jean Arthuis vous l'a dit avant moi et je vous le redis. Tout se tient. Pourquoi connaissons-nous les déficits et la dette ? Parce

que nous ne sommes pas capables de trouver dans les ressources du pays de quoi financer le modèle social et le modèle républicain de service public que nous avons.

Nous avons bâti le modèle probablement le plus exigeant de toute l'Europe. Nous avons bâti le modèle qui demande des dépenses publiques plus élevées qu'aucun des pays qui nous entourent. Il faut savoir que la dépense publique en France pour financer le modèle social et le modèle républicain dont je parle équivaut chaque année à 57% donc beaucoup plus de la moitié des ressources que nous produisons chaque année, ce qu'on appelle le produit intérieur brut, le PIB.

57%... Les pays de l'OCDE, la moyenne des pays développés, sont à 43% et l'Allemagne est à 47%.

Nous sommes le pays qui a choisi le modèle le plus exigeant et celui qui demande donc le plus d'efforts de la nation, et nous l'avons fait parce que nous avons considéré nous, dans notre histoire, que Liberté, Égalité, Fraternité, cela avait une traduction politique et de solidarité à l'intérieur du pays.

Ce n'est pas parce que nous étions par vocation plus dépensiers que d'autres, c'est parce que nous avons été plus exigeants que d'autres dans notre histoire. Et évidemment, dès l'instant que le chômage explose, que les entreprises s'en vont, que la production ne suffit pas à faire face à la consommation intérieure, que nous sommes obligés d'importer beaucoup plus que nous n'exportons, c'est comme une petite entreprise ou c'est comme une famille : quand tu vends plus que tu n'achètes, tu gagnes, quand tu achètes plus que tu ne vends, tu perds.

Eh bien c'est la situation dans laquelle nous sommes, que l'on appelle le déficit commercial du pays et cette situation-là, l'an dernier, elle a pris sur les ressources des Français en 2011 la somme de 70 milliards d'euros pour aller soutenir les économies des pays qui nous entourent.

70 milliards d'euros c'est un chiffre qui passe vite comme cela, mais je m'honore d'être le créateur, le fondateur, le président, et d'ailleurs le seul à adhérer d'une association que je considère comme précieuse pour la vie civique du pays, qui est l'association pour la Défense du calcul mental en France. J'ai l'air de sourire et je souris en effet, c'est un gag que je fais à peu près tous les soirs, je dis cela pour que tout soit clair entre nous ! Mais ce n'est qu'à peine un sourire parce que si les Français avaient su réellement chacun d'entre eux, que 70 milliards, c'est 70 mille millions d'euros, alors je suis sûr que leur réaction aurait été différente parce que 70 mille millions d'euros, c'est l'équivalent du salaire annuel charges comprises de 3 millions de Français. Et donc nous prenons sur les ressources de notre pays le salaire annuel de 3 millions de Français pour aller soutenir l'économie des pays qui nous entourent !

Voilà ce qu'est notre déficit commercial. Si vous y réfléchissez une seconde, ces 3 millions de salaire-là, ils n'apportent pas les charges sociales pour financer la Sécurité Sociale, ils n'apportent pas les impôts pour financer les services publics. Au contraire, ils coûtent, ils coûtent en allocations chômage ils coûtent en angoisse, ils coûtent en déstabilisation pour les familles, ils coûtent en absence de projet pour les jeunes. Comment voulez-vous installer dans la vie, faire des projets pour l'avenir, fonder une famille, bâtir une histoire, si le sésame, la clef universelle pour avoir de soi-même l'image qui convient et pour regarder le futur avec confiance n'existe pas ?

Je dis que le chômage est une tragédie humaine, le chômage est une tragédie familiale, mais le chômage est une tragédie nationale, une tragédie y compris financière pour le pays.

C'est de là que viennent tous les problèmes et tous les déficits que nous rencontrons et, mes amis, on nous a expliqué pendant des années, et à vous aussi, que c'est la fatalité. On nous a expliqué pendant des années, et beaucoup d'entre nous l'ont cru, y compris beaucoup d'entre ceux qui sont dans cette salle, que c'était parce que la mondialisation imposait des règles nouvelles, que c'était parce que les salaires chinois étaient tellement bas qu'il était impossible qu'un pays européen comme le nôtre y résiste. Oui ou non ? Vous avez entendu cette thèse ? On vous la répète à satiété.

Eh bien mes chers amis, cette thèse est fausse. Et là est la principale question de cette élection.

Si cette thèse était vraie, si c'était le niveau des salaires en Chine ou le niveau des salaires en Inde -je ne dis pas que cela ne joue pas, je dis que ce n'est pas la raison déterminante- si c'était cela la question, alors tous les pays européens membres de la zone euro seraient soumis à la même crise.

Si c'était la cause, la cause s'appliquerait à tous. Mais il se trouve, si nous ouvrons les yeux, que dans la zone euro, avec la même monnaie, avec les mêmes règles, avec le même modèle social ou à peu près, en tout cas avec le même coût du travail, nos voisins, on cite toujours les Allemands, mais on pourrait citer les Pays-Bas, on pourrait même -et beaucoup de Français seraient atteints dans l'image d'eux-mêmes citer la Belgique, on peut citer l'Italie, on peut citer les pays scandinaves, tous ces voisins-là avec les mêmes règles réussissent à produire, à exporter, à battre chaque année des records alors que la France s'enfonce dans l'échec.

C'est donc que le problème n'est pas européen, il n'est pas dans la mondialisation, le problème est français !

C'est nous qui avons, au cours des années par des décisions qui n'allaient pas dans le bon sens, perdu la bataille que les autres ont gagnée et je suis là pour que, cette bataille, nous la livrions à nouveau et que cette fois-ci nous la gagnions.

Je vous donne les chiffres, pour que nous ayons cette réalité devant les yeux, pour que l'on parle de choses sérieuses et pas de balivernes, comme parlent les autres. Nous étions nous, Français, à l'excédent encore en 2005, c'est il n'y a pas longtemps 2005, il y a sept ans. En 2005, le pays s'enrichissait tous les ans parce qu'il vendait plus qu'il n'était obligé d'acheter. Et puis on est passé d'un bénéfice à une perte, d'abord modérée, 10 milliards, puis 20 milliards, puis 30 milliards, puis 40 milliards, on est remonté un tout petit peu à 35 milliards, on est redescendu à 50 milliards.

En 2011, ce sont 70 milliards qui auront manqué dans nos caisses. Mais pendant ce temps, nos voisins Allemands, avec bien des difficultés aussi, qui étaient derrière nous en 2005 ont pris courageusement les décisions qui s'imposaient pour redresser les choses, non pas que je veuille que le modèle allemand devienne le modèle français, je vous proposerai tout à l'heure un autre modèle et je crois qu'il est profondément fondé, mais en 2005 les Allemands qui étaient derrière nous ont courageusement commencé à remonter la pente et là où l'an dernier nous avons fait 70 milliards de perte, eux ont fait 160 milliards de bénéfices. Cent soixante mille fois un million d'euros !

C'est la raison pour laquelle, dans des régions nombreuses de l'Allemagne il n'y a plus de chômage.

L'an dernier, la plus grande vague de licenciements en Allemagne, c'est à l'Agence pour l'emploi qu'elle a été faite parce que, dans toutes les régions de l'ancienne Allemagne de l'Ouest, le chômage est descendu au-dessous de 4 %, c'est-à-dire qu'en réalité il n'y a plus de chômage. Oh je ne dis pas qu'il n'y ait pas des défauts dans le modèle, mais en tout cas, la réalité est ce qu'elle est. Voilà une économie semblable à la nôtre qui produit des emplois et produit des richesses pour mieux équilibrer la société allemande. Et, avec un coût du travail bien supérieur au nôtre, nos voisins Suisses -ce n'est pas un pays où le niveau de vie ne soit pas haut- produisent et exportent avec des salaires de 15 à 20% supérieurs aux salaires français.

Et donc en effet, pour moi, la preuve est apportée que cette question est désormais une question française et qu'elle est profondément liée à la question de nos équilibres financiers.

Nous sommes un pays qui a besoin de mettre au centre de sa réflexion, un pays qui a besoin de mettre au centre de la campagne présidentielle cette idée que, maintenant, nous sommes au rendez-vous crucial, que les cinq années qui viennent sont les années où nous devons concentrer toutes les forces du pays, toutes les capacités intellectuelles, industrielles, financières, agricoles, agroalimentaires, touristiques, pour reconstruire ce que nous avons perdu et regagné filière par filière, champ de bataille par champ de bataille, les emplois qui nous font défaut et sans lesquels nous ne nous redresserons pas.

Et c'est pourquoi j'ai posé la question du "produire en France", question qui s'est au début installée au cœur de la campagne électorale vers laquelle, comme des papillons de nuit les autres candidats sont venus et peut-être, sentant la flamme trop chaude, ils sont repartis dans leur coin en ayant à peine effleuré cette question dont je fais devant vous une question centrale.

Si, comme je le crois, notre modèle social est insoutenable, si nous ne rebâtissons pas notre appareil productif, si nous ne nous remettons pas à produire chez nous, à créer des emplois et des richesses, si le modèle social est en jeu, là alors il faut que dans les mois qui viennent, les semaines qui viennent et les années qui viennent, la France tout entière fasse une obsession de cette question :

Ce que nous ne produisons plus, il faut que nous recommencions à le produire.

Et pour le produire, j'affirme à nouveau devant vous que, oui en effet il faut soutenir les consommateurs qui choisiront de consommer des produits réalisés en France pour encourager les industriels et les entrepreneurs à s'installer dans notre pays. S'ils n'ont pas un avantage à le faire, s'ils n'ont pas le sentiment qu'en affichant leur volonté de produire chez nous, pourquoi voulez-vous qu'ils résistent aux tentations de la délocalisation ?

Je sais combien c'est plus facile de croire que l'on va gagner en allant produire loin, et je le dis dans un pays où par exemple l'automobile est en question. Je le dis dans une région où l'automobile pose beaucoup de questions, je le dis en opposant les deux modèles, par exemple de Volkswagen et de Renault.

En 2005 -tous les chiffres que je donne sont vérifiables- Volkswagen produit en Allemagne exactement le même nombre de voitures que Renault produit en France, 1 200 000 pour Volkswagen en Allemagne, 1 200 000 pour Renault en France. Et, sept ans après, cette année, Renault produira en France seulement 440 000 véhicules, Renault a divisé par trois le nombre de véhicules qu'il produira dans notre pays, dans le même temps Volkswagen produira en Allemagne 2 200 000 véhicules.

Là où nous avons divisé par trois, ils ont multiplié par deux. S'il n'y a pas un chemin et une réflexion à conduire pour les pouvoirs publics dont je rappelle au passage qu'ils sont actionnaires de cette grande entreprise, car l'État français est actionnaire à 15% de Renault, il est même actionnaire de référence de Renault, s'il n'y a pas une question pour nous dans la comparaison de ces deux chiffres, alors c'est qu'on passe à côté de la réalité du pays. Et Volkswagen a des salaires supérieurs et il vient d'annoncer il y a deux semaines que cette année, pour gratification des résultats obtenus, les ouvriers de Volkswagen allaient recevoir chacun une prime de 7 500 euros !

On voit bien qu'il n'y a pas que le coût du travail qui est en question et qu'il est une préoccupation pour chacun d'entre nous que nous nous mettions à bâtir une stratégie pour les entreprises de notre pays, avec les banques de notre pays, avec les pouvoirs publics de notre pays, avec les autorités régionales de notre pays, avec les consommateurs de notre pays parce que le jour où les consommateurs se rendront compte que quand ils achètent un produit en France, il y a la moitié du produit qui leur revient directement par l'intermédiaire des charges sociales, par l'intermédiaire du financement de la Sécu, par les impôts qui vont soutenir les services publics.

Il n'y a pas que les emplois qui sont en jeu. Déjà c'est beaucoup les emplois, mais en réalité, les produits achetés par des consommateurs français et qui proviennent de France subventionnent à temps plein la totalité de ce qui fait la fierté de notre pays et de la solidarité dont il est juste titre nous sommes fiers.

Et donc oui je dis qu'il est légitime que les pouvoirs publics français soutiennent l'intention des consommateurs français d'apporter leur action décisive à ce que nous allons reconstruire comme production française !

On a fait des labels Agriculture Biologique, à juste titre. On ne force personne à acheter agriculture biologique, mais au moins si le label existe et s'il est sérieux, le consommateur sait qu'il n'est pas grugé et que son action d'achat ira dans le sens qu'il souhaite.

On a fait des labels Commerce Équitable. Vous connaissez ce label, cela existe souvent dans le café, le coton. Que dit le label Commerce Équitable ? Il dit : nous vous donnons la garantie par ce label que les matières premières qui le composent ont été achetées au juste prix et que l'on n'a pas exploité les producteurs du tiers-monde qui le produisent.

Je suis pour le label Agriculture Biologique, je suis pour le label Commerce Équitable et je suis pour un label qui garantira au consommateur français qu'il soutient la production française par ses choix et par ses achats.

Une enquête récente a montré que les deux-tiers des Français étaient prêts à faire un effort mesuré pour que les produits qu'ils achètent soient directement enracinés dans la réalité de leur pays. Je trouve que c'est bien et que c'est juste.

Quelques-uns d'entre vous peut-être ont suivi récemment sur la 6 l'émission « Capital » qui était consacrée, j'en étais très fier, à ce sujet du Produire en France. On a entendu le patron de cette grande entreprise dont tout le monde connaît le nom qui s'appelle Stabylo Boss qui permet de paraître sérieux quand on a un dossier entre les mains parce qu'on a surligné les lignes qu'il fallait...

Je plaisante, notamment à l'égard des étudiants, je sais qu'ils ne font jamais cela, en tout cas aujourd'hui, de mon temps, c'était plus discuté... Mais enfin le patron de Stabylo Boss a dit : "Mais vous n'imaginez pas pour les consommateurs allemands comme c'est important de savoir l'origine du produit" et d'ailleurs c'est important aussi en France puisqu'on multiplie les publicités sur le thème de « qualité allemande » y compris les publicités en allemand pour les automobiles allemandes en France.

Eh bien je serai content le jour où il y aura des publicités en français pour expliquer que les automobiles françaises sont meilleures que toutes les autres, en France et en Allemagne.

Je parle de sujets de survie pour le pays. Je parle de l'emploi, je parle de notre modèle social. Je parle de ce qui nous menace comme crise. Excusez-moi de vous le dire, les autres candidats à cette élection n'usent que de sujets de diversion, de sujets secondaires, de sujets légers, de sujets frivoles, de sujets sans intérêt pour un pays.

On a eu, excusez-moi, de grands débats dans cette élection... Ces débats ont envisagé la question capitale de l'étiquetage des viandes sur les étals et, il s'agit de mesures purement publicitaires, autour du permis de conduire (sujet naturellement très important : j'ai moi-même proposé que le code soit enseigné au collège en sixième, cinquième, quatrième et troisième pour que les élèves ne soient pas dépourvus et qu'ils sortent du collège avec l'examen du code).

Mais enfin permettez-moi de le dire, le sujet de l'avenir du pays ce n'est ni l'étiquetage de la viande halal ni le permis de conduire, le sujet de l'avenir du pays c'est les emplois pour les Français, c'est le financement de notre modèle social, c'est la survie de ce que nous avons bâti au travers du temps.

Le sujet du pays, ce sont les valeurs que nous avons, dont nous avons fait le socle de notre projet national et que nous offrons au monde comme projet, pour lui aussi.

Sujets de diversion, sujets secondaires... alors que cette élection exige pour une fois que l'on ne tergiverse pas et que l'on bâtisse la volonté nationale autour du modèle dont nous avons besoin pour sortir la France des difficultés où elle se trouve !

Eh bien ce modèle, j'ai dit ce qu'il y avait à regarder du côté du modèle allemand, mais on n'a pas besoin d'aller chercher des modèles qui soient des modèles lointains.

Nous avons des modèles sur notre sol. Il existe, dans notre pays, des régions qui, en avant-garde, ont fait qu'il y ait plus d'entreprises créées, moins de chômage, plus de ressources, une société mieux équilibrée et, permettez-moi de le dire à Rennes : on ferait bien de réfléchir en France au modèle breton !

Il y a eu, dans ce pays et dans cette région, une prise de conscience et en même temps une prise de confiance qui portent aujourd'hui des fruits qui sont très intéressants.

Il y a des parties de la Bretagne dans lesquelles le chômage est descendu à ce niveau de 4 % qui est le niveau même des régions les plus avancées de l'Allemagne, dans lesquelles en effet l'implantation d'entreprises nouvelles, le soutien par les collectivités locales -même si Pierre Méhaignerie n'est pas là je veux évoquer devant vous le pays de Vitré par exemple... Allez, je vais dire toute la phrase que j'avais en tête : "même si Pierre Méhaignerie n'est pas là... pour l'instant"... Mais il m'aura au moins été donné de saluer l'action de tout un pays et de toute une région au service de l'économie, au service de l'implantation des entreprises, au service de la création des services à l'entreprise, au service d'une certaine idée, comment dirais-je, de la prise de confiance des collectivités locales.

Et je dis que cette prise de confiance des collectivités locales, cette marge de liberté qui doit être offerte aux collectivités locales, cette marge d'initiative, cette reconnaissance du droit à l'expérimentation par les régions sur leur territoire ou par les départements sur leur territoire est pour moi une dimension essentielle de la réussite du nouveau modèle français que nous avons à construire.

Il n'est pas de réunion que nous ne vivions, Jean Arthuis et moi en particulier, où nous ne fassions la liste des absurdités que le centralisme ne cesse d'imposer à notre pays, avec des normes de plus en plus lourdes chaque fois changeantes, instables dans le temps, stupides pour un grand nombre d'entre-elles dans leur application, qui empêchent les français de faire ce qu'ils doivent faire pour que la France se reconstruise, non pas qui aident, non pas qui soutiennent, non pas même qui soient indifférentes, mais qui sont des obstacles sur le chemin que les Français ont besoin de suivre pour reconstruire leur pays !

Eh bien il faut rompre avec cette habitude-là.

J'étais hier à la Réunion et j'étais reçu par un de nos amis, jeune maire et conseiller général très dynamique qui s'appelle Thierry Robert, il est maire de Saint-Leu. Saint-Leu, c'est un exemple parmi dix mille, je pourrais en citer des listes et des listes. Il nous racontait qu'à Saint-Leu il y a une plage formidable, magnifique, seulement on ne peut pas marcher sur la plage parce qu'il y a des coraux morts sur la plage qui, évidemment, blessent les pieds des baigneurs. On ne peut même pas étendre une serviette parce que c'est contondant, c'est blessant. Alors il a acheté une machine qui travaille magnifiquement à l'île Maurice voisine, une machine qui broie les coraux morts pour en faire du sable.

Eh bien la direction de l'environnement, la Diren, lui a interdit de ne pas faire marcher cette machine parce que, dans les règlements arrêtés il est interdit qu'une machine à moteur passe sur la plage et donc il continue à avoir des coraux morts. Il a été obligé de laisser la machine au garage et les baigneurs ne peuvent toujours pas se baigner sur la plage de Saint-Leu !

Est-ce que ce n'est pas absurde ? Est-ce que ce n'est pas stupide ? Et je peux citer mille exemples... Écoutez, -je vous fais faire avec moi le tour de l'Outre-mer j'étais en Guyane, eau poissonneuse et absence presque complète d'entreprises qui transforment le poisson. Il y a un monsieur qui s'est lancé pour faire ce qu'on appelle la deuxième transformation du poisson, du poisson fumé. La Guyane, je vous rappelle au cas où vous ne le sauriez pas ou vous auriez oublié passagèrement, c'est sur le continent latino-américain, c'est la plus grande frontière de notre pays avec un pays étranger, c'est avec le Brésil que nous sommes frontaliers sur la plus grande distance, ce qui ne manque pas de surprendre ceux qui auraient oublié cette réalité-là, le pays du monde avec lequel la France a la plus longue frontière, c'est le Brésil. Et donc ce monsieur se lance. Je rappelle que la Guyane, c'est en tout cas la plus grande forêt du continent européen, elle est en Amérique du Sud, mais c'est tout de même par son appartenance nationale la plus grande forêt, immense forêt primaire comme chacun sait qui fait une part importante même du territoire français. Et ce monsieur donc a voulu fumer du poisson. Eh bien, on lui a imposé une norme qui l'oblige à venir acheter du bois de hêtre en France, sur le territoire métropolitain, parce que la norme exige que le poisson fumé en Europe soit fumé avec du bois produit au sein des forêts de hêtres françaises !

Est-ce que ce n'est pas stupide ? Il importe en Guyane, plus grande forêt de notre pays, du bois de hêtre métropolitain pour fumer son poisson !

On marche sur la tête, le pays marche sur la tête !

Jean Arthuis a dû se battre comme un lion -c'est sa véritable nature, en tout cas c'est son signe astrologique... non là j'invente sur le signe astrologique- comme beaucoup d'entre vous, il a observé qu'un des principaux problèmes pour les familles, c'était la garde des enfants. Et donc il a eu l'idée de favoriser des maisons d'assistantes maternelles pour offrir une offre de garde d'enfants plus large.

Il a dû se battre comme un lion parce qu'on voulait lui interdire, cela ne correspondait pas à un certain nombre de règlements et même de lois. Il a obtenu le changement de la loi, mais n'eût-il pas été sénateur et n'eût-il pas été parmi les sénateurs Jean Arthuis président de la commission des finances, ancien ministre, il aurait toujours pu « siffler dans le violon » !

Eh bien moi je considère que notre pays a à gagner en autonomie des collectivités locales. Si les régions existent, si les départements existent, si les communes existent, il faut les laisser respirer, il faut les laisser agir, il faut que dans notre pays, l'initiative retrouve sa place et qu'on donne le droit à l'expérience au service des citoyens.

Cela ne sera pas une atteinte à l'égalité, cela sera un enrichissement de la liberté, de la fraternité dans notre pays.

Et je dis au passage, s'agissant de la Bretagne, qu'il faudra aussi reconnaître aux populations concernées le droit de composer les régions comme elles le souhaitent en additionnant les départements si elles l'entendent ainsi !

Cela va se faire en Alsace, il n'y a pas de raison que cela ne se fasse ailleurs !

Je réponds ainsi à une jeune fille qui m'a apostrophé dans le train en disant : "Monsieur, je trouve votre programme très bien, mais il y a une chose que je ne sais pas c'est qu'est-ce que vous pensez de la réunification de la Bretagne ?" Eh bien maintenant cette jeune fille sait ce que j'en pense, c'est votre affaire, et vous devez vous voir reconnaître le droit de prendre les décisions qui s'imposent en cette matière.

Et ceci est vrai aussi en matière culturelle. Je m'honore d'être le ministre de l'Éducation qui a sauvé Diwan, comme j'ai sauvé les Ikastolas, comme j'ai sauvé un certain nombre d'autres écoles qui voulaient transmettre la langue. Je dis que c'est complètement régressif dans notre pays que le président de la République présente la signature de la Charte de protection des langues et cultures régionales comme une menace pour la France ! Je veux lui rappeler que la France, c'est la diversité, et que l'unité est plus grande lorsque la diversité est reconnue, que les langues de France font partie de notre patrimoine national.

Je prétends, et je ne voudrais pas me flatter en le disant, que je ne parle pas plus mal français parce que je parle béarnais ou gascon ou occitan ou basque ou gallo ou alsacien ou corse. Je veux même dire à ceux qui craignent que probablement on parle mieux une langue quand on est capable d'en entendre, d'en comprendre une autre, de saisir les nuances, de saisir la richesse du vocabulaire, de voir comment pensent des langues différentes, et qu'on est capable d'apprendre davantage de langues dès l'instant qu'on en parle plusieurs plutôt que d'être condamné à n'en parler qu'une seule.

Cela fait partie de cette autonomie nécessaire pour les régions que de pouvoir porter, défendre, une politique culturelle, notamment une politique linguistique.

Qu'est-ce que cela enlève aux autres ? En quoi cela gêne-il quelqu'un sur le territoire national que de plus en plus de Bretons souhaitent continuer à parler breton ? En quoi cela gêne-il ? Où que des Basques continuent à parler basque ? Ou que demain des Béarnais -ils ne sont

pas assez nombreux encore- continuent à parler béarnais ?

Je trouve que cela apporte au pays, cela apporte au patrimoine culturel, cela fait partie de notre richesse commune. Si nous sommes un pays enviable, c'est parce que nous avons additionné toutes ces cultures et il est bon de les respecter et il est bon de les promouvoir et il est bon de les porter vers l'avenir.

Et vous voyez que tout se tient : l'emploi, l'équilibre, les équilibres fondamentaux dans notre pays des finances publiques, la suppression des déficits, tout cela est mêlé.

Le soutien des collectivités locales à des entreprises ou à des volontés économiques ou à des stratégies économiques est absolument précieux. Pour cela, il faut qu'elles aient plus de liberté.

Et de la même manière se tient l'œuvre essentielle de reconstruction de l'Éducation nationale que nous avons à conduire en France. Une de nos faiblesses aujourd'hui et une de nos richesses demain sera la volonté que je défends devant vous que l'école de France retrouve la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre parmi les écoles des nations les plus avancées de la planète.

Depuis des années, et c'est pour moi non seulement un sujet de préoccupation, mais une souffrance personnelle... J'ai quitté le ministère de l'Éducation il y a quinze ans, les moins de 20 ans ne se souviendront guère de cette époque, mais depuis des années, depuis quinze ans, douze ans, l'Éducation nationale française chaque année est plus mal classée parmi les pays du même niveau des pays de l'OCDE. Sur 35 pays, l'an dernier nous étions classés 24<sup>ème</sup> en compréhension de l'écrit, nous étions classés 25<sup>ème</sup> en calcul, et nous étions classés 34<sup>ème</sup> sur 35 en inégalité scolaire !

Eh bien, excusez-moi, ceci est purement et simplement inacceptable, pas seulement parce qu'un pays comme le nôtre a besoin d'avoir des jeunes formés pour pouvoir avoir une Recherche efficace, mais purement et simplement inacceptable si l'on croit que liberté, égalité, fraternité, cela veut dire quelque chose dans un pays !

C'est inacceptable en fraternité, c'est inacceptable en égalité des chances, c'est inacceptable en valeur républicaine. Si on est humaniste, on doit considérer qu'il y a là une priorité des priorités.

Je veux reconstruire l'Éducation nationale chez nous et je veux le faire en commençant par l'école primaire.

Je veux dire devant vous, même s'il serait plus facile d'être populaire en disant autre chose, que je ne crois pas une seconde à l'annonce, à la promesse de créer des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires, 60 000 emplois, dans l'état que nous décrivions de notre pays et de son budget.

Je ne crois pas une seconde que cela se fasse. Je ne crois pas une seconde d'ailleurs que cela puisse se faire. L'an dernier, alors qu'on était à cette règle du « un sur deux » que l'on ne remplacerait pas, il y a 16 000 enseignants de l'enseignement secondaire qui sont partis à la retraite. On a donc mis au concours 8 000 postes. Eh bien, sur ces 8 000 postes de CAPES et d'agrégation, il y en a 1 000 qui n'ont pas pu être pourvus faute de candidats au niveau nécessaire !

Alors celui qui m'explique que l'an dernier on n'a pas pu en recruter 8 000, mais que l'an prochain on pourrait en recruter 24 000 ou 28 000, celui-là se moque de moi. Et moi, j'ai un contrat de confiance avec les Français.

Ce contrat est simple, il tient en une ligne : je suis engagé à dire la vérité sur tous les sujets au peuple de citoyens que nous formons ensemble !

Je ne varierai pas d'un millimètre sur cette ligne. Je suis là pour dire la vérité, pour ne pas raconter d'histoires, et j'affirme devant vous que seul aime le peuple celui qui a choisi de lui dire la vérité.

Les autres qui l'abusent, les autres qui « l'enfument », les autres qui le truquent, ils trahissent le contrat démocratique qui doit unir les citoyens et les élus et les candidats dans une République digne de ce nom.

Et engager à reconstruire l'Éducation nationale, je dis que cet enjeu premier se joue d'abord à l'école primaire. Je dis que cet enjeu premier se joue d'abord sur des choses aussi simples, aussi basiques que l'est la maîtrise de la lecture, de l'écriture, de la langue française, des nuances de la langue française, j'allais dire de l'amour de la langue française pour des enfants qui, sinon, n'ont aucune possibilité de suivre dans l'enseignement secondaire.

Oh on les fait passer en sixième, on les fait monter de sixième en cinquième puis en quatrième. La vérité est qu'ils sont relégués sur le bord de la route, et parce qu'ils ne peuvent pas obtenir de reconnaissance scolaire, ils sont au sein de la classe des élèves qui « mettent le bazar » pour simplifier, parce qu'il faut bien qu'ils trouvent un moyen de reconnaissance d'une manière ou d'une autre.

Je dis que la générosité, l'humanisme, la volonté de reconstruire passe par une décision simple et évidente aux yeux de tous : on ne doit pouvoir entrer en sixième que si on maîtrise la lecture, l'écriture et la langue française. Autrement, cela n'a aucun sens.

Et il nous revient comme pouvoir public, lorsque des élèves ne sont pas en situation de le faire, premièrement de changer pour l'avenir les conditions qui ont entraîné cet échec-là. Nous avons ici connu, pour un certain nombre d'entre nous, un temps dans lequel l'école de la République apprenait à lire absolument à tous les enfants, quelle que soit la famille dont ils étaient originaires, quel que soit le milieu social d'où ils venaient... J'ai grandi dans un village et je vous assure que dans ce village il n'y avait pas de livre dans toutes les maisons et de très loin, mais je puis vous assurer que tous les enfants passaient le certificat d'étude sans aucune exception, et je puis vous assurer que le niveau

du certification d'étude de cette époque, si on voulait le comparer précisément au niveau d'examens aux noms beaucoup plus avantageux aujourd'hui, le déséquilibre ne serait pas forcément dans le sens que l'on croit.

Et d'ailleurs, du point de vue de l'orthographe, du point de vue de la grammaire, du point de vue même de la graphie, du dessin des lettres, il y avait à cette époque-là dans l'école de la République avec les hussards noirs, comme Charles Péguy en a imposé l'expression, il y avait un niveau de compétences obtenu par les élèves qui doit être pour nous un modèle à ne pas abandonner au passé, mais au contraire à reconquérir pour l'avenir. Je suis de ceux qui pensent que l'école de la IIIème République, elle n'appartient pas au passé, elle appartient à la République et donc à l'avenir de la nation.

Et ce sera même une manière, je le crois moi, de lutter contre la violence. Parce que la violence chez les plus jeunes vient souvent de l'incapacité dans laquelle ils sont enfermés à exprimer ce qui bouillonne en eux. Alors, il faut bien que ça sorte et ça sort par des gestes qui sont des gestes qui dérapent, qui s'en vont. Moi je crois que quand on donne la langue à un enfant, on lui donne le moyen de l'équilibre, on lui donne le moyen de l'expression, on lui donne le moyen de la confiance en lui, on lui donne le moyen de la découverte des connaissances et de la construction de soi-même.

Je veux, je voudrais, je ferai tout ce que je peux pour que l'école redevienne le lieu où, d'où que l'on vienne, de quelque milieu que l'on vienne, de quelque culture que l'on vienne, on ait accès à cette égalité première qui est la langue pour tous les enfants, la lecture pour tous les enfants, l'écriture pour tous les enfants.

Si nous faisons cela, nous aurons fait un pas formidable vers l'avenir du pays. Je ne crois pas une seule seconde qu'il n'y ait pas dans l'école française les ressources qu'il y a dans l'école coréenne, dans les écoles scandinaves ! Je suis persuadé que nous avons, en tout cas pour un très grand nombre d'entre eux, des enseignants qui obtiennent des résultats au moins aussi bons dans leur classe. Le problème est que quelle que soit l'expérience que l'on a, de méthode d'enseignement, de proximité avec les enfants, de réussite dans les classes que l'on vous confie, personne ne vient jamais voir ou vous demander comment vous avez fait pour obtenir les résultats que vous obtenez.

C'est une mine à ciel ouvert qui n'est pas en exploitation.

Eh bien je dis qu'un des moyens de progrès de l'école française, c'est qu'on aille observer avec attention, en produisant les recherches nécessaires, les résultats obtenus par tel ou tel maître exceptionnel, vous en avez rencontré chacun dans votre vie, et qu'on rebâtisse la formation des enseignants à partir de la réussite de ceux qui, dans les classes, ont fait la preuve qu'ils pouvaient conduire les enfants dont ils avaient la charge à leur meilleur niveau.

Il y a beaucoup d'enseignants qui réussissent dans leur classe. C'est d'ailleurs pourquoi je ne participe jamais à ces campagnes qui sont conduites en France pour persuader tout le pays que les enseignants sont irresponsables, qu'ils ne veulent pas travailler, qu'ils sont constamment en congé maladie, qu'ils ne sont pas à la hauteur des exigences qu'on attend d'eux. Et même, je voudrais bien voir quatre heures dans une classe de quatrième dans un lycée normal d'une région normale de France, même pas dans des quartiers difficiles, je voudrais voir ce que donnent dans ces quatre heures d'enseignement ceux qui prétendent à la télévision que les enseignants français ne font pas leur travail et qu'il va falloir les obliger à la pointeuse ! Je voudrais bien que quelqu'un m'explique comment on peut faire dix-huit heures de cours sans avoir des heures de préparation, des heures de correction, des heures de conseils de classe, des heures de réunions parents-professeur, et je dis avec certitude que toutes les études qui ont été conduites dans notre pays ont montré que l'immense majorité des enseignants faisait plus de trente cinq heures de service dans leur semaine !

D'ailleurs, en parlant d'allègement, j'aimerais bien qu'on regarde de près les emplois du temps qui sont si lourds d'un certain nombre d'élèves dans un certain nombre de classes. J'ai un petit-fils qui est en seconde, qui a trente-sept heures de cours par semaine. Eh bien je voudrais qu'on m'explique comment on peut avoir trente-sept heures d'enseignement utile dans une semaine scolaire.

Comment on peut faire que des élèves au collège ou au lycée aient un horaire d'enseignement obligatoire, sans compter les devoirs et les leçons à apprendre, qui dépasse l'obligation horaire de leurs parents lorsqu'ils sont employés dans les entreprises privées ?

Et je suis sûr qu'il y a là, dans une meilleure organisation de la semaine, des moyens à récupérer pour que l'on puisse faire du soutien, des options, et Dieu sait que je suis défenseur d'un certain nombre de ces options qui me paraissent tout à fait essentielles pour l'égalité des chances et l'égalité de la condition scolaire d'un certain nombre des élèves !

En tout état de cause, ce sujet doit être placé devant nous comme un sujet central.

Bien sûr il y a des sujets qui tiennent à l'université, bien sûr il y a des sujets qui tiennent à l'orientation, bien sûr il y a des sujets qui tiennent à la formation professionnelle.

Je suis frappé chaque fois que je visite -je l'ai fait encore en Mayenne récemment- des instituts de formation par alternance, de ce bonheur dans le regard des étudiants qui suivent ces formations par alternance. Je demande qu'on conserve ce critère, seulement celui-là, vous leur posez la question :

"êtes-vous heureux de faire ce que vous faites ?" À 100% la réponse est : "oui, c'est formidable parce que cela nous donne de l'autonomie, cela nous apprend à découvrir l'entreprise, c'est un métier qui nous est garanti à la sortie." Je vous le dis, je ne comprends pas les réticences qui dans un certain nombre de milieux sont répandues contre cette formation par alternance et qui est un des atouts pour l'avenir de la France !

Voilà ce que nous avons besoin de faire : produire chez nous, équilibrer nos comptes, reconstruire l'Éducation nationale en garantissant ses moyens. Autant je ne crois pas aux dizaines de milliers de postes supplémentaires, et je suis absolument certain qu'il s'agit d'une promesse abusive, autant je pense en effet que pour donner un signe d'intérêt, il faut que l'Éducation nationale soit garantie dans les moyens actuels qui sont les siens aujourd'hui, et je prends l'engagement de faire que les départs à la retraite seront remplacés poste pour poste, les enseignants qui partiront pour suivre d'autres carrières ou pour s'aérer et avoir une autre expérience de la vie soient remplacés de manière qu'il n'y ait plus ces coupures annuelles ressenties comme profondément blessantes dans les moyens de l'Éducation nationale.

C'est un grand effort que je propose, mais cet effort me paraît nécessaire parce que c'est un investissement pour l'avenir qui me paraît garantir le contrat que la nation doit passer avec son école.

Et puis, nous avons un dernier sujet à traiter et ce sujet, ce matin encore dans une enquête, il est plébiscité par les Français. C'est : nous avons à prendre une décision qui ne tergiversera pas, une décision qui s'imposera à tous, nous avons à prendre des décisions annoncées depuis des années et toujours retardées pour obtenir la moralisation de la vie publique dans notre pays, dont il a tellement besoin !

Il y a des années que sur ces sujets tous les partis, et notamment les deux partis qui exercent alternativement ou ensemble le monopole du pouvoir, le Parti socialiste et l'UMP, sont venus devant nous, devant les Français, expliquer que oui ils allaient le faire... pour la prochaine fois ! Il y avait une fable qui disait : "demain, on raserait gratis" et quand le client revenait chez le barbier le lendemain et réclamait que soit tenue la promesse, on lui disait : "mais vous voyez ce panneau, monsieur, c'est écrit dessus : demain on raserait gratis" !

Eh bien c'est comme cela que fonctionne la question des règles qui doivent imposer un changement des pratiques qui nous ont fait tant de mal dans la vie politique française.

Et c'est pourquoi j'ai dit : j'organiserai un référendum, je propose la date du premier tour des élections législatives, c'est-à-dire le dimanche 10 juin, pour que toutes ces questions qui traînent depuis des années soient traitées une bonne fois pour toutes.

Alors, la moralisation de la vie publique, je vais énumérer les principaux chapitres que j'ai à l'esprit.

Il y a des années qu'on nous rebat les oreilles avec les engagements des uns et des autres pour mettre un terme au cumul des mandats qui est une anomalie complète de la démocratie française. Je propose qu'on n'en parle plus mais qu'on le fasse, et que le premier dimanche de juin on décide que quand on est député dans la République française, ce soit un mandat qu'on doive exercer et un seul.

Je propose qu'il ne soit plus admis en France qu'on puisse voter à l'Assemblée Nationale ou au Sénat sans être présent dans l'hémicycle. On vous fait voter, vous ne savez même pas que le vote est organisé !

Je propose que tous les votes, comme ils le sont au Parlement européen, soient des votes publics et que les citoyens puissent consulter le vote qui sera émis par leurs élus, qu'il y ait transparence dans ces votes.

Je propose que soient appliquées les conclusions de la commission qui a été présidée par M. JeanMarc Sauvé pour éviter le mélange des intérêts privés et de l'intérêt public dans notre pays, et qu'en particulier les élus soient soumis à une déclaration d'intérêts pour qu'on sache dans quel domaine ils n'ont pas le droit de participer à la décision puisque les intérêts personnels s'y trouvent engagés.

Cette règle est appliquée au Parlement européen, je trouve que c'est une règle de bon sens et une précaution qui aurait évité, les années passées, bien des dérapages dans l'organisation du gouvernement en France.

Je propose qu'on mette un terme à toutes ces structures complètement bidon, dont le but est uniquement de tourner la loi sur le financement des partis politiques. Je suis pour l'interdiction des « micro-partis » qui sont de faux partis et qui ne servent qu'à une chose : à financer indûment par des réseaux les réseaux politiques en question.

Je propose qu'enfin et une bonne fois pour toutes dans notre pays on reconnaisse la validité du vote blanc, parce que c'est un vote citoyen, c'est un acte citoyen que d'aller participer à un vote, même si c'est pour dire que l'offre politique ne vous convient pas. C'est un acte qui a autant de poids que le vote de celui qui va se résigner à choisir un candidat malgré lui, et on sait bien que cela existe dans un grand nombre de cas.

Je propose qu'on reconnaisse une bonne fois pour toutes l'indépendance de la justice en obligeant pour la nomination du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, qu'il reçoive un vote de confiance qui obligera à l'accord de la majorité et de l'opposition, pour qu'il soit au-dessus des considérations partisans et qu'il ne soit plus seulement soumis à l'exécutif. Je suis pour la reconnaissance de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans notre pays.

Je suis pour qu'on traite la question de l'indépendance des médias et qu'on enlève au président de la République le pouvoir qu'il s'est arrogé de nommer lui-même, arbitrairement, ou en tout cas personnellement, les présidents des chaînes de l'audiovisuel public en France ! Parce que les chaînes de l'audiovisuel public n'appartiennent pas au pouvoir, elles n'appartiennent pas à l'exécutif, elles n'appartiennent pas au président, elles appartiennent aux téléspectateurs qui paient la redevance audiovisuelle, quelle que soit leur opinion !

Et je prends l'engagement qu'on mettra en place un haut conseil dans lequel le pluralisme des opinions sera représenté et dans lequel les usagers de la radio et de la télévision et les professionnels de la radio et de la télévision seront représentés pour que la nomination de leur président soit au-dessus des contingences partisans.

Et je prends l'engagement de restaurer en France l'Etat impartial, l'Etat qui ne dépend pas seulement de deux partis, mais qui est ouvert

s'agissant des fonctions au sein de l'État, des responsabilités au sein de l'État, uniquement à trois critères : la compétence, l'exigence et la loyauté. Je veux que ce soient les seuls critères qui soient mis en place... et pas la carte de parti !

J'indique au passage que j'ai été extrêmement choqué, je distribue avec équité les critiques entre ces deux partis-là, que François Hollande recevant des experts hauts fonctionnaires, vous savez le moment des alternances ou bien où l'on croit qu'il y aura des alternances, la perspective d'alternance c'est comme on dit pour les troupeaux dans les Pyrénées, c'est la transhumance. Les hauts fonctionnaires qui étaient ici se débrouillent pour passer là, de droite à gauche ou de gauche à droite alternativement, parce qu'ils ont remarqué depuis longtemps cette chose scandaleuse que c'est par la préférence partisane que se font les carrières au sommet de l'Etat.

Eh bien je considère que c'est une faiblesse pour la République et je prends l'engagement que nous imposerons au contraire des décisions impartiales au sommet de l'Etat, des nominations impartiales au sommet de l'Etat, fondées je le disais, uniquement sur la compétence, l'exigence et la loyauté des hauts fonctionnaires.

Et enfin, je prends l'engagement que s'agissant de la campagne présidentielle, on règle les affaires de telle manière que plus jamais le soupçon ne puisse peser sur le financement de ces campagnes comme il le fait depuis des échéances trop nombreuses, depuis de trop longues années. Je prends l'engagement que nous abaisserons les plafonds de dépenses de manière qu'on ne puisse plus gaspiller les millions comme on le fait dans les campagnes présidentielles depuis trop longtemps. Et je prends l'engagement que ce plafond de dépenses étant abaissé, nous n'accepterons plus que ce soient des réseaux d'influence financière qui financent la campagne présidentielle en France. Je suis pour qu'une bonne fois pour toutes on sache que, chez nous, l'égalité de traitement entre les candidats sera rétablie comme elle mérite de l'être.

Et vous voyez que si l'on a en tête ces enjeux essentiels, je n'ai abordé devant vous aucun sujet de diversion, aucun sujet secondaire, aucun sujet accessoire, je n'ai parlé que de ces sujets qui doivent faire le souci de chaque citoyenne et de chaque citoyen au moment de prendre la décision la plus importante dans une des circonstances les plus cruciales de notre pays depuis des décennies, uniquement les sujets centraux :

- reconstruire l'emploi par le produire en France - reconstruire l'équilibre de notre pays dans son budget pour que nous retrouvions l'indépendance et la fierté et le regard droit des peuples qui ne sont pas soumis au surendettement, - reconstruire l'Éducation nationale, parce que c'est de cela dont nous avons besoin pour que notre projet de société et la compétence et la force de notre pays soient rétablis, - moraliser la vie publique.

Si nous avons ces quatre objectifs devant nous, alors nous allons atteindre la condition nécessaire à tout redressement et à toute reconstruction, c'est-à-dire que nous allons rebâtir la confiance entre les citoyens et ceux qui ont la charge de les gouverner pendant la période considérée. La confiance, le mot sans lequel rien n'est possible et avec lequel tout est possible.

Je suis absolument certain que cette confiance peut être atteinte.

Le message que je porte devant vous est un message d'optimisme, à une condition ultime, c'est que nous sachions nous réunir.

Tous ceux qui depuis des années ont organisé la vie politique française comme une guerre civile entre deux camps opposés et qui sur tout sujet sont incapables de trouver le terrain d'entente qui rende aux citoyens la volonté et la perspective de leur avenir, ceux-là ont rendu un mauvais service au pays. Ils ont créé une situation dans laquelle chacun des deux camps est soumis aux extrêmes.

Le parti de l'UMP à droite est soumis à l'influence de l'extrême-droite, et le Parti socialiste en France est désormais soumis à l'influence de l'extrême-gauche. Et je vous dis ceci : il n'existe, dans l'histoire, feuillettez les livres d'histoire, aucun exemple de pays qui s'en sorte lorsque l'influence des extrêmes devient prépondérante dans ce pays. Et il existe d'un côté l'extrême division et de l'autre l'extrême illusion.

Prétendre en France aujourd'hui qu'on puisse rétablir le pays en décidant du jour au lendemain de porter le Smic à 1 700 euros, d'instaurer la retraite à soixante ans à taux plein pour tout le monde et que d'ailleurs aucune retraite ne serait inférieure au Smic, créer immédiatement 800 000 postes de fonctionnaires titulaires dans la Fonction publique, rembourser à 100% toutes les dépenses de santé, mes chers amis, c'est peut-être une illusion, mais c'est une illusion qui est un poison mortel !

On va conduire le pays jusqu'à l'accident ! Et cet accident, si l'on retenait des idées de cet ordre, ne tarderait pas.

Je veux que nous soyons, en France, le rempart contre les dérapages que nous promettent les extrêmes. Il n'existe qu'une force politique qui garantit à la France qu'elle peut trouver un équilibre de ses institutions, un équilibre de sa majorité, qui soit volontaire et qui soit large, qui permette de travailler ensemble, comme cela a été si souvent le cas en Bretagne, à des gens qui vont du centre droit jusqu'au centre gauche, une volonté de reconstruire le pays en écartant les risques des extrêmes, c'est nous qui portons cette proposition devant les Français et nous sommes les seuls à offrir cette garantie à ceux qui ont pour l'avenir le souci de l'équilibre de la France.

Et nous sommes donc les seuls à pouvoir réunir des sensibilités différentes pour entamer l'œuvre de redressement et l'œuvre de reconstruction dont la France a un si urgent besoin parce que nous savons, comme nous l'avons écrit sur nos affiches, cette vérité simple, cette vérité fondamentale et qui a été si souvent prouvée en Bretagne : un pays uni, rien ne lui résiste !

Merci de votre présence, de votre chaleur, de votre soutien et de votre exemple !

\*\*\*

Mes premiers mots seront des mots d'excuse, car il y a autant de nos amis à l'extérieur de la salle qu'à l'intérieur de la salle. Alors je veux les prier de nous excuser parce que les règlements de sécurité empêchent évidemment qu'on puisse laisser entrer ou laisser déborder cette salle sous leur pression et en leur présence. Mais je veux leur dire qu'à la fin de cette rencontre, j'irai naturellement les voir pour m'excuser auprès d'eux et remplacer l'absence physique par la présence physique. Ils regardent donc devant les écrans.

Je suis très heureux et je vous demande de les saluer. (Applaudissements...) C'est une journée très impressionnante pour qui suis l'actualité de l'Europe. Depuis trois ou quatre jours, nous avons sous les yeux, en direct, en grandeur réelle, un nouveau rebond de la crise, la crise financière, la crise qui frappe les États européens et, aujourd'hui, comme vous l'avez entendu à la radio, nouvelle étape d'écroulement des bourses, nouvelle vague d'inquiétude sur les pays européens qui touche notamment et en particulier l'Espagne et bien entendu, comme nous le savons tous, la France n'est pas à l'abri de cette crise. Elle est au contraire dans la liste des pays qui sont ceux, fragiles, qu'on peut un jour où l'autre retrouver dans la tourmente.

C'est très important pour nous tous parce que c'est le cadre même de l'élection présidentielle que nous allons vivre et c'est l'engagement même que nous avons, depuis des années, tenu devant les Français en refusant les histoires qu'on leur racontait, en écartant les illusions et les fariboles, et en défendant devant eux la nécessité de reconstruire le pays dont nous avons besoin et dont nous sommes fiers.

Nous sommes ce soir tous ensemble des reconstruteurs et c'est en reconstruteur que je vous propose de réfléchir à l'avenir du pays.

Je le fais en étant heureux de retrouver ici les élus qui m'ont précédé à la tribune. Vous me permettez de dire combien j'apprécie le travail des élus de la région Centre au centre et notamment le travail de Marc Fesneau, et l'engagement depuis de nombreuses années auprès de moi de Jacqueline Gourault, sénateur de la région Centre. Et je remercie tous les élus conseillers généraux et conseillers régionaux qui sont là et qui ont pris leur part de cet engagement que nous menons ensemble. Je remercie les maires nombreux qui ont "signé pour moi" comme on dit, qui m'ont apporté leur parrainage dans cette région et j'ai remarqué d'ailleurs, parce que le sort fait bien les choses qu'un grand nombre d'entre eux ont été tirés au sort. J'en ai été pour ma part très honoré. Qu'ils me permettent de leur adresser mes remerciements personnels.

Voyez-vous, quand je regarde la situation du pays, alors je la regarde non pas en tant qu'observateur, non pas en tant qu'analyste, non pas en tant que politique, non pas en tant que candidat, la situation du pays, je la regarde d'abord comme père de famille. La vie m'a donné de nombreux enfants et je pense à eux, à leurs copains, à leurs camarades, à leurs amis, à ceux qui ont choisi de partager leur vie, et je suis frappé de ce que la campagne électorale ne parle pas d'eux. La campagne électorale ne parle pas de ce qu'est l'angoisse de leur vie.

Hier, une jeune femme qui est là, et qui travaille avec moi, me disait dans la voiture : "Mais ils ne se rendent pas compte, les politiques, combien on "flippe" quand on a notre âge -c'est le mot qu'elle a utilisé- parce qu'on n'a pas de travail ou parce qu'on craint de ne plus en avoir et que si on perd celui qu'on a on craint de ne plus en trouver. On voit bien qu'il n'y a pas, pour nous, la facilité d'entrer dans la vie, de construire une famille, de trouver un logement que les générations précédentes ont eue".

Et c'est en ces termes de jeunes filles et de jeunes garçons entrant dans la vie que je pense à la situation de notre pays. C'est pour moi le symptôme le plus crucial, le plus brûlant des problèmes que nous avons à affronter et je suis estomaqué que les favoris de cette élection abordent des tas de sujets tous aussi importants les uns que les autres, nous fassent des journées et des journées de débats sur la viande et les conditions d'abattage de la viande et l'étiquetage de la viande dans les supermarchés ou bien sûr, sujet très important naturellement, la manière dont le permis de conduire sera organisé, d'ailleurs en répétant des mesures qui, pour la plupart, existent déjà.

Mais, de l'emploi, sujet pour moi majeur, principal, dominant de la campagne présidentielle, qui aurait dû être majeur, dominant, écrasant de la campagne présidentielle, de l'emploi, pas un mot ! Des difficultés du pouvoir d'achat dans chacune de nos familles, pas un mot ! Du désendettement ou du surendettement du pays, pas un mot, chacun sachant parfaitement que la France est un pays qui a un des déficits les plus impressionnants de tous les pays du même ordre, plus de cent milliards d'euros de déficit annuel, et chacun proposant d'ajouter des dépenses nouvelles dont ils n'ont pas évidemment le premier centime.

Eh bien ceci est pour moi une trahison de l'intérêt national et du contrat démocratique avec les citoyens.

Pas un mot, or pour moi, tout cela -explosion du chômage, effondrement du pouvoir d'achat dans les familles, surendettement du pays- ce sont les fruits du même arbre, ce sont trois conséquences différentes du même échec car, si nous n'avons plus d'emploi en France, si le pays s'appauvrit, ce qui se ressent dans toutes les familles et si, pour continuer encore un peu de temps à porter l'organisation de la société et de l'État en France, on s'endette tous les ans, c'est pour une raison majeure, principale, dont vous allez reconnaître que j'ai fait depuis des mois le centre de la campagne électorale, c'est que l'on ne produit plus en France dans un très grand nombre de secteurs où les Français sont obligés d'acheter à l'extérieur ce qu'ils ne peuvent plus fabriquer, produire et faire naître chez nous.

Et la question principale pour moi, c'est : Pourquoi ne produisons-nous plus en France ? Et je vous prends à témoin, tous autant que vous êtes, tous autant que nous sommes, nous avons entendu seriner depuis des années et des années et des années et nous faire entrer de force dans la tête que tout ça, c'était la fatalité, c'était la mondialisation, c'était, d'autres disaient la globalisation, que si on ne produisait plus en France, "Que voulez-vous y faire mon pauvre monsieur ! Ma pauvre dame ! C'est parce que la Chine, c'est parce que l'Inde, c'est parce que la Roumanie ..." Vous avez entendu cela ou pas ? (Dans la salle : Oui !) Ceci est ce dont on nous a « tympanisés » pendant des années et des décennies.

Or ceci est un mensonge et s'il est une révélation, un voile qu'on déchire, que nous déchirons, nous, en entrant dans cette campagne électorale, c'est que ce n'est pas la raison de notre échec français. Parce que, si c'était la raison, et tout le monde a entendu les arguments qui tourmentent autour de cette idée : la Chine, je le disais, les pays émergents, je le disais, l'Europe, je le disais, l'Euro, vous avez entendu tout cela,

eh bien si c'était le cas alors tous les pays européens seraient logés à la même enseigne. Tous les3 pays européens sont dans la mondialisation, tous les pays européens ont les mêmes règles au sein de l'Union européenne et les 17 pays européens qui ont adopté l'euro sont tous avec la même monnaie, mais il se trouve que les pays européens n'ont pas les mêmes résultats en face de cette question de la production.

Et je vous le dis à l'avance, s'ils n'ont pas les mêmes résultats, si certains sont dans la situation terriblement inquiétante qui est la nôtre et qui produit chômage, effondrement du pouvoir d'achat et endettement, comme nous, et que d'autres au contraire réussissent, s'en tirent, produisent et exportent, alors cela veut dire que les causes ne sont pas celles qu'on nous a indiquées et que c'est ailleurs qu'il faut chercher les raisons de nos difficultés, c'est-à-dire en nous-mêmes, dans la succession des décisions qui ont été prises dans notre pays et qui nous ont mis dans une situation de difficulté et d'échec alors qu'un certain nombre d'autres au contraire ont réussi à s'en sortir.

Voilà la situation.

Qu'est-ce qui nous est arrivé à nous ? Je prends un seul indice, ce sont nos pertes, nos déficits en commerce extérieur, un pays obligé d'aller acheter chez ses voisins, concurrents, partenaires, ce qu'il n'arrive plus à produire lui-même. Et il n'y a pas de secret, il ne faut pas être sorti de Polytechnique ni d'HEC, il faut être simplement un père de famille ou un gestionnaire d'association ou un commerçant ou un artisan...

Quand vous êtes obligé d'acheter plus que vous ne vendez, ça va mal. Quand vous êtes obligé de dépenser plus qu'il ne rentre, ça va mal, vous êtes très vite en difficulté et assez vite en faillite, et vous devez vous endetter et vous êtes exposé au surendettement. Vous connaissez autour de vous hélas des dizaines de familles dans cette situation-là.

En 2005, il y a sept ans, la France était encore excédentaire et puis, d'année en année, nous avons dévalé l'escalier. Je vous donne les chiffres pour qu'on en ait une idée. On a commencé par un déficit faible, d'une dizaine de milliards, puis on est passé à 20 milliards, puis à 30 milliards, puis à 40 milliards, puis à 50, on est remonté de quelques milliards et l'an dernier on est tombé à 70 milliards d'euros de déficit de notre commerce extérieur !

70 milliards d'euros, c'est l'équivalent de trois millions d'emplois salaire annuel total, charges comprises. Ne cherchez pas plus loin le chômage. 70 milliards pris sur les ressources des pays, donnés à des partenaires et à des pays extérieurs, ne cherchez pas plus loin l'appauvrissement du pays et, quand le pays s'appauvrit, vous, chacune des familles que nous formons s'appauvrit aussi. Ne cherchez pas plus loin la chute du pouvoir d'achat.

Pendant ce temps, nos voisins, au lieu de dévaler l'escalier, ils l'ont monté à pas de géants.

Dans le même temps, l'Allemagne qui était derrière nous en 2005, elle est montée de 20 milliards en 20 milliards. L'an dernier, alors que nous faisons 70 milliards de déficit du commerce extérieur l'Allemagne réalisait 160 milliards d'excédents, de bénéfices.

C'est le même pays que nous, les mêmes productions que les nôtres, leurs voitures sont en concurrence avec les nôtres. Dans l'aéronautique, Airbus, nous sommes associés. Dans 80 % des produits qu'une entreprise française propose à l'exportation nous nous trouvons en concurrence avec les Allemands. Ils ont la même monnaie que la nôtre, ils ont les mêmes salaires que les nôtres et même légèrement supérieurs. Ils ont les mêmes règles européennes et eux produisent et exportent alors que nous ne produisons plus et que nous perdons chaque année des parts à l'exportation, comme vous l'avez vu hier soir François Lenglet, dans le débat que certains ont peut-être suivi à France 2, l'a montré dans la courbe qui se cassait la figure de cette manière-là.

Ce n'est pas une courbe européenne, c'est une courbe française. Ce n'est pas la courbe de l'Allemagne,4 la courbe de l'Allemagne, elle monte comme ça, la nôtre elle dévale comme ça !

Eh bien mes chers amis, ceci est à la fois une nouvelle saisissante, inquiétante, et c'est en même temps la nouvelle la plus formidablement optimiste que je pouvais apporter devant vous parce que si la réalité avait été que c'était là faute de la Chine, de l'Inde, de l'Europe, de l'euro, du capitalisme international, de la finance mondiale, nous n'aurions pas eu entre nos mains notre destin.

Si vous attendez que l'on renverse le capitalisme international et qu'on change la finance mondiale avant de redresser la situation de nos familles, de nos enfants et de notre pays, vous pouvez attendre longtemps !

Mais si, comme je viens de le prouver devant vous, les autres dans les mêmes conditions que nous s'en tirent, alors que nous sommes en échec, alors c'est que la cause de cette situation est chez nous, à l'intérieur de notre pays, dans les responsabilités qui ont été exercées au travers du temps, je le dis d'ailleurs au passage, par les deux partis, l'UMP et le PS qui se sont succédé au pouvoir depuis des années et qui voudraient bien continuer à se perpétuer dans ce même pouvoir.

Donc, c'est une nouvelle saisissante et inquiétante, mais c'est en même temps une nouvelle formidablement optimiste parce qu'elle signifie que si comme peuple de citoyens, adultes, volontaires, qui fait face aux difficultés, qui sait se souder, si comme peuple nous décidons que nous allons corriger une par une toutes les erreurs qui nous ont conduits là où nous sommes, alors nous pouvons redresser la situation de notre pays de notre propre volonté.

Nous n'avons pas à attendre que cela vienne d'ailleurs. Nous avons simplement à le vouloir et à nous organiser pour ce faire !

C'est ce que je propose aux Français dans cette élection présidentielle et c'est pourquoi nous sommes ici ce soir une assemblée de reconSTRUCTEURS qui a décidé de prendre en main le destin du pays et désormais de corriger ce qui doit l'être pour reconSTRUIRE la maison et le

destin de nos enfants.

Je vais vous dire ce que, à mon sens, il convient de décider et il convient de faire.

D'abord, en constatant que, quand on regarde l'évolution des choses dans les pays qui nous entourent, et ici je vais me démarquer d'un certain nombre de jugements, notamment dans les organisations patronales : ce n'est pas dans le coût du travail que, pour moi, se situe la raison principale de nos difficultés.

J'ai toujours, pour moi, un sentiment de gêne lorsque, visitant une entreprise, visitant une usine, constatant les efforts qui sont faits, les combats qui se mènent, lorsqu'au sortir de cette visite, une dame ou un monsieur salarié vient me voir et très timidement quelque fois me dit : "Monsieur Bayrou, c'était bien que vous veniez, vous nous avez fait plaisir en venant, mais moi je travaille dans cette entreprise depuis quinze ans et je suis à 1080 euros nets par mois." Et quand on me dit ça, moi je n'ai pas envie de dire que c'est le coût du travail qui est la responsabilité principale de nos difficultés.

D'ailleurs, je regarde autour de nous le coût du travail, les Pays-Bas sont un pays qui produit et exporte et le coût du travail y est supérieur au nôtre. L'Allemagne, je le disais, est un pays qui produit tant et tant et qui exporte tant et tant et le coût du travail y est encore supérieur au nôtre. La Suisse, à nos portes : son coût du travail est 15 à 20 % supérieur au nôtre et pourtant la Suisse produit et exporte tant et tant que sa Banque centrale est obligée d'intervenir massivement pour faire baisser sa monnaie. Les heureux possesseurs de francs suisses dans cette salle -il n'y en a pas tant que je croyais finalement !- le savent bien. La Suisse produit, exporte, est en bonne santé et soutient un modèle social un peu différent du nôtre, mais on n'a pas l'impression que c'est la misère.

La preuve, c'est qu'il y a 200 000 Français qui traversent tous les jours la frontière pour aller travailler en Suisse, à des salaires qui sont très au-dessus des salaires que nous avons chez nous.

La preuve : je compare Volkswagen et Renault, deux entreprises automobiles dans les mêmes gammes.

En 2005, Volkswagen produit, en Allemagne, 1 200 000 voitures et Renault produit en France, 1 200 000 voitures. Le même nombre.

Cette année, Renault ne produira plus en France que 440 000 véhicules, trois fois moins. Comme vous le savez, j'aime bien le calcul mental et je suis même un défenseur acharné du calcul mental... 440 000 véhicules, soit presque deux fois plus !

Les uns ont divisé par trois, les autres ont multiplié par deux et les salaires chez Volkswagen sont légèrement supérieurs aux salaires chez Renault. En outre, il y a trois semaines, Volkswagen a annoncé que tous les salariés de l'entreprise allaient toucher une prime annuelle de 7 500 €, en fonction des résultats qui sont brillants de cette entreprise !

Ce n'est donc pas non plus le coût du travail qui est la raison principale. La raison principale, c'est que, depuis des années, nous avons laissé tomber, secteur par secteur, filière par filière, la volonté nationale, la stratégie nationale de mener le combat tous ensemble pour que tout le monde avance, pour que l'on chasse en meute, comme on le dit quelquefois dans l'économie française.

Il faut retrouver cette stratégie nationale-là.

Quand je regarde les fleurons de l'industrie française, ceux que l'on présente comme la vitrine de nos réussites, je trouve Airbus, la fusée Ariane, les satellites, les TGV, la filière du nucléaire, extraordinaires réussites, toutes décidées à la fin des années 1960, par une décision nationale en France.

Alors, je sais très bien que le temps n'est plus où le Général de Gaulle, avec son képi et ses deux étoiles sur le képi, pouvait décider qu'on allait construire le Concorde -et cela a joué un rôle dans l'Airbus-, qu'on allait monter une industrie de l'espace ou qu'on allait faire le TGV.

Je sais très bien que l'État n'a plus la puissance, les moyens de décider tout seul, mais je sais que, chez tous nos voisins, filière par filière, il y a des plans pour s'en sortir.

Je prends la filière bois, dont j'ai parlé hier en conférence de presse, ceux qui m'ont entendu hier soir dans cette émission m'excuseront.

La filière bois, c'est spectaculaire. Il y a des forêts dans la région Centre, il y a une filière bois, Marc Fesneau... La France a la plus grande forêt, dans l'hexagone, et je ne parle même pas de la Guyane, ce qui nous fait de très loin le massif forestier, si nous globalisons les deux, le plus important et le plus impressionnant de tous les pays semblables, mais je ne parle que de l'hexagone.

On a une forêt formidable : 16 millions d'hectares de forêt et, dans ces 16 millions d'hectares, nous arrivons péniblement à 400 000 ou 450 000 emplois.

Et on glisse...

En Allemagne, ils n'ont que 11 millions d'hectares de forêt, mais ils ont 800 000 emplois sur ces 11 millions d'hectares de forêt. Alors, comme défenseur du calcul mental, si vous faites la règle de trois et que vous dites : ils ont 800 000 emplois avec 11 millions d'hectares, combien d'emplois devrions-nous avoir avec 16 millions d'hectares ?

C'est un problème de certificat d'études d'autrefois, ce qui prouve que le certificat d'études autrefois, excusez-moi de le rappeler, cela valait bien des diplômes supérieurs aujourd'hui !...

Cela signifie qu'avec 16 millions d'hectares, nous devrions avoir au moins un million d'emplois dans la filière bois. Cela veut dire qu'il nous manque 500 ou 550 000 emplois dans la filière que constituent le bois et la forêt, et des emplois nobles, des emplois d'avenir, parce que comme tous les jeunes -si nombreux ce soir et que je suis heureux de saluer dans cette salle- le savent tous, la forêt joue, dans l'équilibre écologique du pays, un rôle absolument déterminant car c'est l'arbre qui capte le carbone, le gaz à effets de serre, le CO<sup>2</sup> qui est dans l'atmosphère et qui entraîne le réchauffement de la planète... dont nous avons ce soir un exemple patent... Si vous voulez capter les gaz à effets de serre, plantez des arbres !... Eh bien, l'an dernier, en France, avec 16 millions d'hectares de forêt, on a planté à peine trois arbres à l'hectare, 47 millions... Les Allemands en ont planté 450 millions sur 11 millions d'hectares, soit plus de 60 milliards d'arbres.

Vous êtes Polonais d'origine ! Applaudissez-vous ! C'est bien !... (Applaudissements...) Et le fait que l'on plante des arbres, c'est accélérer cet effet bienfaisant de la nature qui se défend contre les gaz à effets de serre, parce que ce sont les arbres les plus jeunes qui poussent le plus vite et qui captent le plus de gaz CO<sup>2</sup> présent dans notre atmosphère. Ce sont eux qui luttent le plus efficacement contre le réchauffement de la planète.

Si vous avez tout d'un coup cette vision devant les yeux, alors vous vous dites : "Mais comment cela se fait-il que, depuis des années, on en soit arrivé là ?"...

Eh bien, personne n'a pris la peine de bâtir, avec les professionnels des arbres, de la forêt, du bois, des meubles, un plan pour la filière bois et la filière forestière dans notre pays. Personne n'a fait cela !

Je propose qu'on le refasse, je propose que, filière par filière... Voyez-vous, je parle de choses concrètes, je parle d'emplois réels, je parle de la vie de notre pays... Alors, quand on étudie, on s'aperçoit, on prend conscience d'éléments absolument aveuglants : savez-vous qu'en France, nous manquons de scieries au point que nous abattons des arbres et que nous les envoyons en première transformation dans d'autres pays européens ? On va leur apporter des ressources et des emplois !...

C'est dingue !...

Et alors, quand vous faites secteur après secteur, tout d'un coup, vous vous apercevez que la question de la filière forestière et de la filière bois se pose dans beaucoup d'autres secteurs.

Le tourisme : nous étions, jusqu'à cette année, la première destination européenne en matière touristique. Les Espagnols étaient seconds. Ils viennent de nous passer devant et Dieu sait que le tourisme est important. Ce n'est pas à la région des châteaux de la Loire que je vais dire le contraire !...

Le long du coteau courbe et des nobles vallées Les châteaux sont semés comme des reposoirs Et dans la majesté des matins et des soirs La Loire et ses vassaux s'en vont par ces allées Cent vingt châteaux lui font une suite courtoise Plus nombreux, plus nerveux, plus fins que des palais Ils ont nom Valençay, Saint-Aignan et Langeais Chenonceau et Chambord, Azay, le Lude, Amboise Et moi j'en connais un de ces châteaux de Loire Qui s'élève plus haut que le château de Blois Plus haut que la terrasse ou les derniers Valois Regardaient le soleil se coucher dans sa gloire [...] Et c'est le souvenir qu'a laissé sur ses bords Une enfant qui menait son cheval vers le fleuve (C'est de Jeanne d'Arc qu'il parle...) Innocente, elle allait vers le plus grand des sorts...

Il me manque le dernier vers, je le retrouverai la prochaine fois, je n'avais pas du tout prévu de vous dire cela !

(Applaudissements...) Le dernier vers, c'est :

Descendait devers Meung ou montait vers Jargeau.

C'est de Charles Péguy. La prochaine fois, je réviserai avant de venir vous voir !

Ce n'est donc pas la région des Châteaux de la Loire qui va me dire le contraire, car elle est la première destination touristique en France !

Eh bien, un million d'emplois dans le tourisme en France, deux millions d'emplois dans le tourisme en Allemagne. Pour le même chiffre d'affaires, il nous manque un million d'emplois et c'est pour cela que nous sommes passés seconds au lieu d'être premiers.

Le tourisme, c'est formidablement important parce que cela amène des ressources à notre pays. Cela permet de contrebalancer cet effondrement du commerce extérieur dont je parlais à l'instant et même.

Le textile ! Je sais bien qu'en France tout le monde considère que le textile c'est fichu. Tout le monde pense que c'est chinois à jamais. Tout le monde, sauf ceux qui ont décidé de mener le combat, apparemment il y en a là-bas, ceux qui montrent les tee-shirts que nous avons fait produire en France !

Et ceux qui connaissent les chiffres de nos voisins parce que quelles que soient les difficultés du textile dans le monde et en Europe... nous avons 100 000 emplois maximum dans le textile, il y en a 450 000 en Italie et, là encore, il nous manque des centaines de milliers d'emplois. Et pourtant nous devrions être extraordinairement armés dans ce secteur, extraordinairement aptes parce que la marque France, il y a un secteur dans lequel tout le monde la considère comme formidable, comme enviée de tous les pays du monde, c'est le luxe. Et entre le textile, le chic, le luxe, vous voyez bien qu'il y a une unité.

Quand on a une marque que tout le monde dans le monde entier regarde comme formidable, alors on peut apporter du haut de gamme et du plus de gamme.

Lorsqu'on regarde ce qui se passe en Europe, les Allemands sont en train... ce n'est pas pour citer les Allemands, on ne va pas reproduire en France ce qui se passe en Allemagne, mais c'est intéressant de voir que, dans les mêmes conditions que les nôtres, voilà des pays qui réussissent à faire cela... Les Allemands sont en train de récupérer plus de 50 % du sportswear acheté en Allemagne, du « détendu chic », je ne sais pas comment vous dites, quelque chose de cet ordre... Ils ont décidé de livrer le combat, ils mènent le combat et ils le gagnent.

Quand vous êtes à zéro part de marché, si vous décidez de livrer le combat, vous êtes sûrs de gagner des parts de marché. Quand vous êtes très haut, c'est plus difficile, mais quand il s'agit de regagner...

Un jour, j'ai fait faire une étude par un de nos amis sur les jeans parce que, article de consommation presque universel, toutes les gammes de prix, et je lui ai dit un jour... j'espère qu'il nous écoute auquel cas je le salue... c'est un très grand importateur de jeans français : tu vas m'étudier la différence de prix entre les jeans fabriqués en Turquie (50 % des jeans français sont fabriqués en Turquie) et les mêmes qu'on ferait fabriquer en France.

D'abord, il a commencé par m'engueuler, par me traiter de réactionnaire, d'irréaliste, par me dire que je ne comprenais rien au commerce... Puis il a pris sa calculatrice et alors on s'est aperçu de quelque chose qui est frappant : le jean de gamme « moyen plus », ceux que vous portez la plupart du temps, le prix courant, c'est 80, 85 euros. Il y a des jeans beaucoup moins cher, mais sur ceux-là, je reconnais que la concurrence est plus difficile. 50 % des jeans valent plus que 80, 85 euros... Et il y a des jeunes femmes qui disent : ça se voit qu'il n'est pas allé dans un magasin de jeans depuis longtemps ! Parce qu'il y a beaucoup plus cher, selon les marques, mais prenons 80, 85 euros. Savez-vous quelle est la différence de prix entre un jean fabriqué en Turquie et un jean qui serait fabriqué en France ? La différence de prix est de 4 euros !

Eh bien, excusez-moi de vous le dire, je dis deux choses avec certitude. La première, c'est que je connais beaucoup, beaucoup de consommateurs qui, pour un acte de consommation responsable, en étant sûrs que c'est d'origine française, accepteraient de payer 84 euros plutôt que 80 euros !

Si on était sûr, consommation responsable parce que, tout d'un coup on se rendrait compte de quelque chose qui est évident quand on y réfléchit : quand vous faites un acte d'achat pour des produits fabriqués en France, non seulement vous soutenez les emplois et cela peut être les emplois de nos enfants, mais en plus 50 % du prix du produit reviennent dans votre poche parce que 50 % du prix du produit, ce sont les charges sociales sur le travail, cela finance la Sécu, cela finance la santé, cela finance les retraites, cela finance les allocations familiales, et puis les impôts... Cela revient chez vous ! Autrement dit, cette bataille n'est pas une bataille perdue !

Deuxième affirmation, le Credoc, le grand institut qui suit la société en France, a fait une étude : plus des deux tiers des Français accepteraient de payer 5 à 10 % de plus si c'était une consommation qui soutenait l'activité, le travail, l'emploi et les ressources du pays. Deux tiers des Français !

Et hier matin, une étude est sortie qui teste les propositions des candidats en disant : est-ce qu'elles sont souhaitables ? Est-ce qu'elles sont possibles ? Est-ce qu'elles vous paraissent bien pour vous ? Eh bien 84 % des Français ont dit : « il nous paraît souhaitable et possible ce que François Bayrou propose, c'est-à-dire un label qui permette de savoir ce qui est fabriqué en France ou pas » !

Je parle du concret de notre pays, je parle de la vie du pays, je parle de notre vie à tous. Et j'ajoute :

vous ne me ferez pas croire si on réfléchit une seconde ensemble et s'il y a une demande sur ce sujet et si les industriels se disent après tout, là, il y a à vendre, vous n'allez pas me faire croire que les circuits de distribution, les grandes surfaces ou les magasins de vêtements ne trouveront pas à faire 3 ou 4 euros d'économie, à rogner 3 ou 4 euros sur leur marge pour que le produit vedette du fabriqué en France soit à la disposition de tout le monde au même prix que les produits fabriqués à l'étranger !

Eh bien, je dis que tout cela, cela se pense, c'est une volonté à construire, c'est une stratégie à mettre en place, c'est un changement fondamental à apporter à l'organisation économique de notre pays qui a été abandonné depuis tellement d'années que, avant cette campagne électorale, cette question n'était même plus posée dans les débats politiques.

Si nous n'avions pas été là et si je n'avais pas été là, elle aurait été totalement absente de l'élection présidentielle. C'est nous qui l'avons apportée. C'est un thème de survie du pays !

Et il y a une autre idée à construire, c'est l'image de marque du produit français.

Vous savez pourquoi vous achetez allemand les uns et les autres ? Des voitures ou des machines à laver ? Parce que vous croyez que c'est plus solide, plus durable, de meilleure qualité que ne le sont les produits français. Or, ce n'est pas vrai ! Les Allemands le croient et nous avons fini par le croire comme eux, alors que, excusez-moi, moi qui suis du Sud-ouest, dans Airbus, les parties de l'Airbus fabriqué en France sont au moins aussi solides, au moins aussi durables, au moins aussi capables, au moins aussi estimables que les parties de l'Airbus fabriqué en Allemagne. Et même, pour tout vous dire et pour vous faire une confiance, dans le Sud-ouest, on pense qu'elles le sont d'avantage ! J'ajoute qu'on a quelques raisons de le penser !

Mais vous voyez bien que c'est une question d'image de marque et de communication. A telle enseigne que nos voisins Allemands viennent faire de la pub pour les voitures allemandes en allemand à la télévision française !

C'est ça la vérité, c'est ça l'image de marque. Cela a des conséquences incalculables !

Je reprends le chiffre que j'indiquais. Les économistes ont calculé que, lorsqu'une entreprise française veut exporter un produit, dans 80 % des cas, elle se trouve en concurrence avec un producteur allemand et, dans 80 % des cas, elle perd le marché au même prix parce que les pays qui lancent des marchés à l'exportation sont comme vous, ils croient que, parce que c'est allemand, c'est meilleur...

Est-ce que vous vous rendez compte ce que nous renverserions si une politique déterminée, volontaire, de travail sur l'image de marque des produits issus de la production française renversait cette image et qu'on disait : c'est français, donc c'est plus durable, c'est plus solide, ça va aller plus loin et, en plus, c'est plus intelligent, il y a plus de fantaisie, il y a plus d'imagination à l'intérieur ? Ce qui, je crois, est nécessaire.

Eh bien, pour ceux qui ont eu la curiosité de lire la loi-cadre dont j'ai fait la proposition hier dont le titre est « Produire en France », nous proposons une disposition très importante et qui répond à cette question : est-ce que vous pourriez mettre 5 ou 10 % de plus pour un produit fabriqué en France s'il le fallait et pourquoi ? Nous avons dit dans cette loi, on adoptera une disposition que, désormais, pour tout produit fabriqué en France, la garantie sera de cinq années et non plus d'une année. Cela veut dire qu'il y aura une durabilité, un plus qui sera apporté par la production française, un plus vers le consommateur et qui justifiera la différence de prix.

Vous voyez que nous commençons par une disposition très importante, oh que nous n'avons pas inventée, mais que j'avais observée depuis longtemps parce que j'ai regardé, depuis longtemps, la manière dont un pays que j'admire beaucoup pour ses réalisations, la Corée du Sud, s'est introduite en France sur le marché des automobiles. Vous savez : Kia, Samsung, toutes ces marques qui sont désormais des marques tout à fait reçues chez les distributeurs.

Quand on a commencé à parler de voitures coréennes, tout le monde a cru que c'était des copies, des boîtes à sardines, des choses sans intérêt. Ils ont fait une chose toute simple, ils ont mis une garantie de sept ans en arrivant. Cela a changé la manière dont les consommateurs ont regardé les voitures coréennes.

Eh bien que la France dise : nous faisons le choix de la durabilité, et les produits fabriqués en France seront nécessairement plus solides et dureront plus longtemps que les produits fabriqués ailleurs, la petite différence de prix sera justifiée, le consommateur ne sera pas floué. Ce ne sera pas seulement une consommation patriotique, ce sera une consommation durable pour l'intérêt des consommateurs.

On change la vision, nous changeons la vision, nous apportons une autre manière de considérer l'industrie, la production industrielle française, et ceci doit se faire dans le plus grand nombre des secteurs d'activité en mobilisant les entreprises, les grandes entreprises et les moyennes entreprises et les petites entreprises. 10 Je dis au passage que pour les petites et moyennes entreprises, nous allons prendre une orientation révolutionnaire, on va leur « fichier la paix » autant que possible au lieu d'avoir une accumulation de paperasse inutile et stupide qui encombre, qui rend impossible la vie des petites et moyennes entreprises...

Par exemple, hier, j'étais devant la CGPME ? J'avais consulté un certain nombre de nos adhérents pour savoir comment ils vivaient la petite et moyenne entreprises, ils disent tous cela : est-ce que vous vous rendez compte, on nous oblige à faire des états mensuels de l'URSSAF, des différentes administrations sociales, des cotisations qu'on doit faire et, après, on nous oblige à faire un état annuel !

Ils n'ont pas une calculatrice pour additionner les 12 états mensuels et ne pas être obligés en plus de reprendre un état annuel ? ! Ils ont tous les chiffres ! Eh bien qu'ils s'en servent et qu'ils remplissent les papiers eux-mêmes et qu'on « fiche la paix » au maximum aux petites et moyennes entreprises de notre pays !

Parce que ceci introduit une injustice et un déséquilibre entre les petites et les très grandes entreprises.

Pourquoi ? Parce que les très grandes entreprises ont un service juridique, une puissante direction des ressources humaines, une puissante comptabilité, tout ce qu'il faut, des dizaines de personnes pour être, quelquefois, plus au fait des règlements et des codes que l'administration elle-même. C'est un jeu, ils y trouvent un avantage.

C'est vrai aussi d'ailleurs en fiscalité, ils connaissent mieux le code fiscal que l'administration fiscale, ce qui fait qu'en France, on a cette anomalie absolue de voir les petites et moyennes entreprises avec une imposition qui dépasse 30 % alors que les très grandes entreprises ont une imposition qui atteint à peine 8 % !

Vous voyez, la complexité est une injustice ! Parce que la complexité c'est fait pour les gens qui sont armés pour affronter la complexité, alors qu'on devrait avoir exactement le contraire : protection des petites et moyennes entreprise en leur donnant un monde simple, en arrêtant de multiplier les codes, les lois, les règles, les normes, les règlements... C'est d'ailleurs valable pour les collectivités locales aussi.

On a besoin de simplification et on a besoin de stabilité au travers du temps. On a besoin d'arrêter d'embêter les gens qui veulent travailler, qui veulent créer, qui veulent entreprendre, qui veulent innover, qui veulent inventer. Fichez-leur la paix s'il vous plaît, c'est le meilleur service à rendre à notre pays. Et cela économisera de l'argent et des emplois dans l'administration.

(DANS LA SALLE : Et les associations aussi !) Et les associations ont besoin aussi qu'on leur fiche la paix ! Vous devriez faire de la politique, Monsieur !...

Vous voyez bien que, dès qu'on s'engage-là, alors tout d'un coup, on voit un chemin qui s'ouvre et qui ne ressemble à rien de ce que les partis au pouvoir depuis longtemps, les partis principaux, ceux qui ont assumé les responsabilités au travers du temps, ceux qui nous ont conduits où nous sommes n'aperçoivent pas du tout parce qu'ils ont le même logiciel, ils ont la même manière de voir les choses, ils ont les mêmes liens avec l'administration.

Ce sont les mêmes méthodes, la même manière de penser, or, nous avons besoin d'une manière de penser radicalement nouvelle.

Nous avons besoin de gens, de responsables, d'élus qui tout d'un coup disent : écoutez, cela fait assez longtemps que vous nous empêchez de jouer les cartes de la France.

On a autant de cartes que les autres et même je crois qu'on en a plus ! On a autant d'atouts dans notre jeu et même je crois qu'on en a plus !

Simplement, en raison de tout ce que nous savons, de la centralisation française, du poids excessif de l'administration, je ne parle pas des administrations qui soutiennent les citoyens, mais des règlements qu'on ajoute. Songez que, dans le Code du travail, sur les cinq dernières années on a ajouté 500 pages !

Comment vous voulez qu'on s'y retrouve ?

L'idée est fondamentale, vous savez cette maxime du monde juridique « nul n'est censé ignorer la loi », eh bien aujourd'hui en France, nul ne peut plus connaître la loi, même pas les avocats et même pas les magistrats !

Vous voyez, c'est un pays qui se paralyse lui-même cette affaire-là. C'est un pays qui s'empêche de vivre et vous sentez bien qu'en exposant tout cela devant vous, en étant parti du drame de la crise, de ce nous avons devant nous, sous les yeux, comme exemple en grandeur réelle et qui touche aujourd'hui l'Espagne après avoir touché l'Italie, après avoir touché la Grèce et le Portugal et qui, demain, est suspendu au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès parce que nous avons les mêmes déséquilibres que les pays qui, jusqu'alors, ont été atteints et comme aucun de ceux qui sont les favoris de cette élection ne propose de corriger ces déséquilibres, alors méfiez-vous des lendemains !

Jacques Attali a écrit un papier tout à fait remarquable cette semaine dont le titre est : "Le 7 mai, gueule de bois", parce qu'en dehors de nous, personne ne traite d'aucun des sujets qui sont les sujets de la survie et de la protection dans l'avenir de notre pays, de nos familles, des jeunes, de chacun des Français et des citoyens dont nous avons la charge.

Personne ne les traite, personne n'en parle ! Et quand ils les traitent, ils racontent des histoires, ils abusent les Français !

Alors, j'ai observé naturellement que ces derniers jours, ces dernières heures, il y avait autour de nous une extraordinaire bienveillance, sympathie, gentillesse, admiration venant de Droite et de Gauche.

Dans la journée, on a eu deux déclarations des principaux dirigeants de Gauche et des principaux dirigeants de l'UMP indiquant à quel point "vraiment ce François Bayrou était formidable, qu'il avait les idées qu'il fallait, le caractère qu'il fallait, qu'il pouvait occuper les plus hautes fonctions" pourvu, naturellement, qu'il se rapproche du camps des intéressés.

Alors, je suis venu à Tours région Centre pour vous dire une chose très simple : nous ne sommes nullement décidés et je ne suis nullement décidé à préparer une manœuvre dans le cas du deuxième tour Sarkozy-Hollande.

Je suis là et nous sommes là pour empêcher le deuxième tour Sarkozy-Hollande parce que ce deuxième tour représente, pour notre pays, une série de risques dont je crains que la France doive amèrement regretter de ne pas les avoir écartés et, d'abord, parce que je pense que le programme, le projet, la manière dont ils présentent l'avenir pour le pays est profondément mensongère.

L'un nous dit, c'est Nicolas Sarkozy : « la crise financière est derrière nous ». C'est sa déclaration d'il y a trois semaines. Il ajoute : « les économies, c'est fini » et il ajoute : « je ne créerai ou je n'augmenterai aucun impôt supplémentaire pour les Français » et, dans le même temps, dans un pays qui a 100 milliards de déficit, il propose entre 10 et 12 milliards de dépenses annuelles nouvelles.

Eh bien je vous dis : ceci est strictement impossible. Il est impossible de présenter aux Français une situation dans laquelle on va dépenser plus sans économiser et sans augmenter les impôts. Ce sera la faillite constatée par le monde et je dis que ceci est une dissimulation de la réalité.

Et, dans le même temps, François Hollande, lui, dit : « je vais dépenser 30 milliards supplémentaires ».

Eh bien on ne peut pas dans un pays qui a 100 milliards de déficit dépenser impunément 30 milliards supplémentaires sans que le monde ne résiste, le monde dont nous avons, en raison de leur insouciance et de leur irresponsabilité, le plus urgent besoin puisque nous avons à peu près toutes les semaines besoin d'emprunter des milliards supplémentaires pour faire les fins de mois pour payer les fonctionnaires, pour payer les retraites, pour payer les feuilles de Sécurité Sociale, pour payer la santé dans notre pays.

Ils nous ont mis dans la situation où nous sommes obligés d'emprunter, ce qui veut dire que ceux qui nous prêtent vont évidemment nous regarder avec une loupe et un jugement qui va être terrible si on continue dans les balivernes dans lesquelles ils nous conduisent !

Et quand on dit cela à François Hollande, il dit : « Si le monde me résiste, je ferai plier le monde ».

Comme disait Franz Olivier Giesbert, hier soir : « Bonne chance mon garçon ! ».

Ces caractères-là, ceux qui racontent que naturellement il suffit qu'ils soient élus pour que tout le monde se plie à leurs désirs, notamment parmi ceux qui vont leur prêter l'argent dont ils auront le plus urgent besoin pour des dépenses supplémentaires dont ils n'ont pas le premier centime, cela existe dans la Commedia dell'arte, ceux qui roulent des mécaniques, cela s'appelle « matamore ».

Matamore contre matamore ! Voilà le deuxième tour qu'on nous propose pour la France !

Eh bien moi je propose qu'on échappe à ce deuxième tour et qu'on dise aux Français : les dix jours qui nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle, ce sont dix jours qui doivent être consacrés pour notre pays, pour nous-mêmes, pour tous ceux qui croient à son avenir, à écarter le deuxième tour auquel on voudrait nous obliger et à préparer un autre deuxième tour pour le pays qui sera un deuxième tour entre celui qui proposera de raconter des histoires et de tromper les Français et celui qui leur dira :

« je n'ai qu'une ligne, je vous dirai la vérité et c'est la vérité que j'imposerai comme le sentiment principal pour que se réunissent les Français ».

Car je veux ajouter ce dernier point :

Bien sûr il faut de la lucidité, il est nécessaire d'avoir de la vérité, il est indispensable de forger une volonté, mais il est une chose absolument nécessaire, c'est que, dans un pays en crise, on accepte de sortir de la guerre stupide, de la guerre butée, de la guerre bornée qui oppose depuis des décennies un clan de Gauche à un clan de Droite, parce que les deux nous conduisent dans l'impasse !

Je demande le rassemblement des Français !

Et je veux vous dire ceci : ces défenseurs de la guerre bornée entre deux camps qui se regardent comme des ennemis en puissance, en réalité, ils ne voient pas la faiblesse extrême qui est la leur parce que, chacun de ces deux camps-là, si vous y réfléchissez, est sous la pression de son extrême.

L'UMP est sous la pression du Front National et, d'ailleurs, ne cesse d'aller chercher des thèmes pour essayer de récupérer des voix dans ce secteur de l'électorat-là et François Hollande est sous la pression de l'extrême-gauche. Chacun est sous la pression de son extrême.

Or, jamais dans l'histoire des peuples, quelle que soit la page de cette histoire que vous pourriez lire, jamais dans l'histoire des peuples, les extrêmes n'ont conduit le pays dans la bonne direction. Toujours dans l'histoire des peuples, les extrêmes, quels qu'ils soient, ont conduit les pays dans le mur, ont conduit les pays dans le drame, ont conduit les pays dans l'effondrement.

Or, il n'est qu'une proposition politique en France, une proposition politique qui propose aux Français de renoncer à la guerre bornée, de regrouper les bonnes volontés dont nous savons qu'elles existent.

Parce que je veux le dire devant vous, aussi agaçants parfois que nous ressentions les partis dont je viens de prononcer le nom, l'UMP et le PS, aussi agaçants que nous les ressentions, il y a chez eux des gens qui savent parfaitement que ce que je dis est vrai et qui pensent exactement la même chose.<sup>13</sup> Au Parti Socialiste il y a des sociaux-démocrates. Ils savent exactement -comment en serait-il autrement- quelle est la situation du pays, et qu'on les entraîne dans un risque de dérapages dont ils ne savent absolument pas comment ils sortiront.

Et à l'UMP, il y a de la droite républicaine, il y a des gens raisonnables.

Et, chez les écologistes, en tout cas ceux qui regardent le monde comme il est et qui ont simplement envie non pas d'imposer une idéologie mais de sauver ce qui doit l'être dans notre patrimoine d'air, d'eau, de forêt, de vie, il y a des gens parfaitement raisonnables et qui peuvent parfaitement figurer dans cette majorité du courage que je propose pour la France.

Et il y a tout le centre, et je ne fais pas de différence dans la grande famille du centre qui s'est trop souvent divisée et trop souvent dispersée. J'accepte le centre-gauche et j'accepte le centre-droit. Je reconnais qui ils ont tous... Je le sais bien, j'ai vécu avec eux pendant des années et des années, pas toujours en même temps ! il m'est arrivé de vivre avec les uns quand les autres s'éloignaient et de retrouver les premiers alors que les seconds hésitaient... mais je sais très bien qu'ils ont les mêmes valeurs, ils ont les mêmes choses dans l'esprit et dans le cœur, j'allais dire dans les tripes ! Si on les entraîne, un jour ils auront le même courage, un jour ils seront soudés, si nous leur proposons cette voie-là.

Ce que je viens de décrire devant vous depuis les Socialistes responsables jusqu'à la Droite républicaine en passant par les écologistes de raison et par le Centre, c'est la seule majorité stable pour le pays. Si vous voulez faire face à la crise, c'est la seule majorité raisonnable, c'est la seule majorité intelligente et c'est la seule majorité durable.

Parce que si vous voulez bien y réfléchir une seconde, la majorité de Droite sous la pression de l'extrême-droite n'est pas durable, elle ne résistera pas et, notamment, elle ne pourra pas conduire la politique nécessaire pour sortir de la crise. Et la majorité de gauche, Hollande, Mélenchon, Mme Joly, bonne chance ! Elle ne durera pas plus de quelques semaines pour porter la politique dont la France a besoin.

Alors ce dont on commence à s'apercevoir dans tous les camps et, au-delà des manœuvres électorales à propos desquelles tout à l'heure je souriais, je regarde aussi cette prise de conscience en train de se faire. Tout le monde est en train de comprendre qu'en France il faut un mouvement qui soit la garantie de la stabilité, de la volonté et de la résistance aux extrêmes pour que notre pays sorte des difficultés qui sont les siennes et qu'il puisse se rassembler.

Eh bien c'est non seulement la proposition politique que je fais au pays pour cette élection présidentielle, résistant à bien des sirènes qui aujourd'hui déploient leurs charmes, je dis que c'est ça la proposition politique que nous faisons : volonté, une stratégie concentrée autour du but principal pour sortir de la crise qui est reconstruire l'appareil de production de notre pays, les emplois, les ressources qui vont avec, sortir du surendettement.

Un autre jour à Tours, peut-être entre les deux tours ! je viendrai parler de l'Éducation nationale qui est l'autre grand enjeu de cette élection présidentielle.

À la fois, je propose un projet au pays et je propose à tous ceux qui s'y reconnaissent une organisation politique pour l'avenir qui feront que tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se retrouvent dans les valeurs du Centre se retrouveront ensemble pour affronter l'avenir jusqu'à l'élection présidentielle et au-delà de l'élection présidentielle, parce que la France a besoin d'un mouvement central pour équilibrer sa vie politique et organiser sa volonté.

Et j'ajoute une dernière chose à l'intention des auteurs de ces déclarations sympathiques et, imaginent-ils, alléchantes, j'ajoute une dernière chose : si vraiment les qualités personnelles, les idées, la qualité<sup>14</sup> de comportement, la volonté politique, l'indépendance, la juste vision qu'ils me prêtent sont justifiées, alors c'est à l'Élysée qu'elles donneront leur pleine mesure, qu'elles rendront le plus grand service au pays.

C'est par l'élection présidentielle, c'est en convertissant les Français à leur bienveillance et à leur jugement positif que nous allons en effet donner son vrai sens à cette élection présidentielle.

Nous sommes ceux qui portons le renouveau et la reconstruction du pays et, portant le renouveau et la reconstruction du pays, nous portons aussi son rassemblement !

C'était le lieu où jamais de le dire à Tours, région Centre : « Un pays uni, rien ne lui résiste ! ».

Merci !

\*\*\*

<campagne=2012>04.15 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Marseille <lieu=Marseille> <texte=70>

Merci de votre présence, merci de votre chaleur, merci de votre engagement et merci de votre mobilisation.

J'adresse un merci particulier aux élus qui sont là et je veux saluer Pierre Bernard-Reymond, Sénateur des Hautes-Alpes qui est là. Je salue Jean Lassalle, Député des Pyrénées-Atlantiques, qui a fait spécialement le voyage pour être avec vous. Je salue Robert Rochefort, Député européen, qui est là.

J'adresse un salut tout à fait particulier et tout à fait affectueux à François-Xavier de Peretti, qui s'est exprimé avant moi, et à Jean-Luc Bennaïm, Député européen.

Marielle de Sarnez serait là aussi avec nous, mais elle a malheureusement, cette nuit, perdu sa maman et elle a donc été obligée de remonter à Paris.

Je salue les conseillers régionaux, les conseillers généraux qui sont là, les maires qui sont là et, surtout, je vous salue vous, citoyens de cette région.

Comme chacun d'entre vous l'a senti, c'est une semaine décisive qui s'ouvre, décisive pour ceux qui sont engagés dans l'élection présidentielle sans doute, mais infiniment plus décisive encore pour le pays que nous formons ensemble, infiniment plus décisive pour notre peuple de citoyens, infiniment plus décisive pour la Nation et les choix qu'elle va devoir faire pour son avenir, et c'est une semaine qui s'ouvre... Il y a aujourd'hui des meetings qui se veulent monumentaux à Paris. Je voudrais simplement... (Protestations)... Non, vous avez tort sur ce point... Pendant ces meetings monumentaux, faits pour donner des images impressionnantes, je veux simplement rappeler ceci : ce n'est pas à la dimension des foules qui assistent aux meetings que l'on mesure la vérité des discours que l'on y tient. Il est même assez souvent arrivé dans l'histoire que, plus nombreuses soient les foules, plus gros soient les mensonges et plus graves les désillusions.

Et c'est d'autant plus frappant dans cette élection présidentielle que chacun d'entre nous sait ce qui est en train de se passer devant nous, sur les écrans, dans l'organisation des réunions. C'est que, cette campagne présidentielle, elle évite la vérité. Elle a choisi de mentir le plus souvent possible, pour faire croire aux citoyens que les promesses pouvaient être tenues, pouvaient être respectées..

Nous, nous savons que ces mensonges-là nuisent à la France et nous sommes là pour les combattre !

Ils mentent sur la situation du pays, ils mentent de concert, ils mentent dans une entente implicite et ils mentent pour une raison extrêmement précise, ils mentent, parce que Nicolas Sarkozy ne veut pas que l'on regarde son bilan de près et parce que François Hollande a choisi de multiplier les promesses intenable et tous les deux ont intérêt à ce que la situation du pays ne soit pas sous les yeux des citoyens.

Je comprends très bien l'hésitation du peuple français, parce que, quand vous êtes une jeune femme, une mère de famille, un père de famille ou un retraité, vous avez votre vie personnelle, vous avez vos soucis et, si vous avez devant vous 9 sur 10 de ceux qui se présentent à cette élection qui disent qu'après tout, cela ne va pas si mal et que, même, on va pouvoir éviter les efforts et qu'il suffit que l'on passe le cap de l'élection pour que, de nouveau, on puisse se remettre à dépenser, à signer des chèques pour des milliards et des milliards, des chèques dont on n'a pas le premier centime...

Comment voulez-vous que, comme citoyens, seuls, si vous n'êtes pas éclairés par le débat politique, vous puissiez vous faire une conviction, vous forger une volonté ?

Eh bien, c'est précisément pour cela que je suis devant vous, candidat à cette élection présidentielle.

Je suis candidat devant vous, avec vous, devant les Français et avec les Français pour qu'une bonne fois pour toutes, les mensonges soient renvoyés, les mensonges soient écartés par le peuple français et que la vérité de la situation du pays et que l'espoir pour la France puissent à nouveau se faire entendre, se former, se forger et changer le destin des Français.

J'imagine qu'un certain nombre d'entre vous auront lu le remarquable article que Jacques Attali a écrit sur ce sujet. Jacques Attali a écrit un article qui s'intitule : "Gueule de bois le 7 mai !"...

Il dit : Au rythme où ils vont, l'un et l'autre, Sarkozy et Hollande, quel que soit le vainqueur -si c'était cela le deuxième tour et si c'était le choix du peuple français- commencerait le 7 mai un enchaînement de circonstances et de jugements de l'opinion internationale sur l'état du pays qui plongerait la France en peu de semaines dans une crise gravissime et dont nous aurions le plus grand mal, nous-mêmes et aux yeux de l'Europe, à nous relever, parce que, dit-il, à force de nier la situation, à force de multiplier les promesses intenable, alors la France va être incapable de prendre les décisions qui devraient s'imposer pour qu'elle se relève, se redresse, se reconstruise et fasse face à son avenir.

Eh bien, nous sommes là pour que la France n'ait pas la "gueule de bois" le 7 mai, pour qu'elle ait la vérité dans cette campagne électorale, pour que l'on puisse forger avec elle, former avec elle la volonté qui lui permet de s'en sortir.

C'est notre choix, c'est notre conviction, c'est notre engagement. Nous sommes dans la campagne présidentielle le parti de la vérité et le parti de la volonté.

La vérité, vous la connaissez, il suffit d'ouvrir les yeux : quand vous rentrez chez vous le soir, il suffit que vous fassiez autour de vous le compte de ceux qui sont sans emploi ou de ceux qui ont un emploi qui ne leur convient pas, de ceux qui ont des difficultés de logement, de ceux dont les fins de mois sont de plus en plus difficiles, le compte de ceux qui s'inquiètent pour leur avenir ou pour l'avenir de leurs enfants.

Faites ce compte-là, mettez en face ceux pour qui tout va bien et vous allez vous apercevoir du déséquilibre énorme du pays dans lequel nous vivons.

Alors, bien entendu, je sais absolument que ceci est l'impression de chacun d'entre nous, malgré ce que l'on raconte et les histoires que l'on raconte, mais cela se traduit en chiffres, en chiffres extrêmement cruels. Je ne vais pas vous abreuver de chiffres, mais je vais vous dire ceci : ce qui est en cause, ce qui est en danger à l'heure où nous parlons, dans cette dernière semaine, ce qui est en risque, c'est le modèle de société français que nous avons construit depuis des décennies et des décennies pour notre plus grande fierté, modèle unique en Europe et unique dans le monde, d'un peuple qui a décidé de faire de la solidarité -c'est notre slogan, la France solidaire- le principe de sa construction et nous l'avons fait sous deux formes que vous connaissez très bien, parce que c'est ce que vous vivez tous les jours.

Nous l'avons fait d'abord sur un modèle républicain, celui des services publics du pays avec l'éducation, avec la sécurité, avec la justice, avec la prise en charge de ceux qui ont le plus de difficultés, avec de grands équipements pour le pays.

Nous avons bâti un modèle de services publics. C'est le modèle républicain et, dans le même temps, nous avons bâti le plus exigeant des modèles de solidarité en Europe et dans le monde et, la solidarité, vous savez exactement ce que c'est : le remboursement des feuilles de Sécu c'est la solidarité, la santé, les hôpitaux c'est la solidarité, les retraites qui sont payées tous les mois par ceux qui sont au travail c'est la solidarité... Ne vous trompez pas, moins il y a de gens au travail, plus les retraites sont difficiles à payer, moins il y a de gens au travail et moins il y en aura, plus les retraites seront menacées pour l'avenir.

Et puis les allocations familiales et puis l'accident du travail, tout cela c'est la solidarité.

Ces deux ensembles, services publics nationaux et services publics locaux... et la solidarité, la Sécu, la santé, la vieillesse, ces deux ensembles-là, ils ne sont financés que par le travail qui est fait sur notre sol en France !

Dès l'instant où l'on voit disparaître le "produire en France", dès l'instant qu'il s'éloigne, dès l'instant qu'il s'en va, dès l'instant que des pans entiers de l'économie, de ce que vous achetez, de ce dont vous avez envie pour votre maison ou pour votre vie de famille, ces pans entiers-là, dès l'instant qu'il faut aller les acheter à l'extérieur, dans un volume beaucoup plus important que ce que l'on peut produire et vendre nous-mêmes, Français, alors nous sommes dans un déséquilibre, qui s'est tellement accentué ces dernières années qu'il en devient angoissant pour l'avenir du pays. C'est ce qu'on appelle le commerce extérieur.

Commerce extérieur, cela ne veut pas dire seulement ce que l'on va vendre à l'étranger, mais c'est le déséquilibre, le solde qui reste une fois que l'on a fait le compte de tout ce que l'on avait vendu et de tout ce que l'on était obligé d'acheter.

Eh bien, lorsqu'un pays est obligé durablement d'acheter beaucoup plus à l'extérieur qu'il ne peut, lui, vendre, d'acheter beaucoup plus à l'extérieur pour son propre marché qu'il ne peut vendre à l'extérieur, ce pays-là -il ne faut pas être sorti de HEC, de Sciences politiques ou de Polytechnique pour le comprendre- est exactement dans la même situation qu'une famille qui dépense plus qu'elle ne gagne, qu'un artisan qui dépense ou achète plus qu'il ne facture, qu'un commerçant qui a beaucoup plus de sorties qu'il n'a de rentrées.

C'est là où nous en sommes en France et ce n'est pas une réalité économique seulement. C'est une réalité sociale.

Si nous avons vu le chômage exploser ces dernières années, c'est parce que nous ne produisons plus.

Si nous voyons les fins de mois si difficiles, c'est parce que le pays s'appauvrit et que les Français s'appauvrissent en même temps que le pays.

Si nous sommes un pays qui perd sans cesse de l'exportation dans les autres pays européens... Vous avez peut-être vu l'autre soir, pendant l'émission de France 2 (qui aurait dû être un débat, mais c'était très loin d'être un débat, c'était une série d'interviews successives...) M. Lenglet a affiché la courbe de l'effondrement de la place de la France ces dernières années dans les marchés européens et ceci a fait que, nous, Français, qui étions exportateurs il y a encore sept ans -on était excédentaire en 2005, on vendait plus que l'on achetait et c'est équilibré donc cela allait-, nous avons dégringolé, marche à marche, et les marches étaient considérables, pour nous retrouver cette année avec 70 milliards de déficit du commerce extérieur.

70 milliards, c'est l'équivalent du salaire annuel, charges comprises, de 3 millions de Français !

Nous prenons les ressources qui nous permettraient de payer 3 millions de Français au travail et nous les amenons dans les pays qui nous entourent !

Oh pas la Chine, pas l'Inde, marginalement la Chine et l'Inde, mais massivement les pays européens qui sont comme nous, les pays européens qui ont la même monnaie, les mêmes règles, la même Europe, les mêmes lois que les nôtres ! Et vous voyez tout d'un coup qu'une réalité est en train d'apparaître devant nous, non seulement la réalité de la menace... Qui peut croire que l'on peut soutenir un modèle social qui est le plus exigeant au monde, et donc le plus cher au monde, 57 % de toute la production annuelle du pays, alors que les autres pays du même niveau que le nôtre, ceux que l'on appelle de l'OCDE, sont à 43 % ? L'Allemagne est à 47 %, soit 10 points de différence.

Qui peut croire que l'on peut soutenir ce modèle social, si l'activité du pays s'effondre au lieu de progresser ?

En vérité, quand on se pose assez souvent la question de la réforme des retraites et que l'on dit : Il va falloir baisser les retraites, parce que la durée de vie augmente, ce qui est une opération arithmétique qui s'impose à l'esprit de chacun d'entre nous, en vérité nous n'aurions pas à poser cette question si le nombre des emplois augmentait dans notre pays.

Or, cette question-là, cette question de l'emploi, de l'explosion du chômage, elle est totalement absente de la campagne électorale. Personne n'en parle en dehors de nous qui avons fait du "produire en France" la question principale que les Français doivent mettre devant eux et à laquelle ils doivent répondre pour se donner un avenir.

Et alors cette question-là, pendant des années on a considéré tous ensemble, parmi les Français et je suis sûr beaucoup d'entre vous aussi qui êtes présents dans cette salle, qu'en fait à cette question il n'y avait pas de réponse.

On a cru que c'était la fatalité. On a cru que... bon... c'était la mondialisation, comme on vous a seriné pendant des mois et des années. On a cru que c'était... Quand j'ai commencé à poser la question, c'était la réponse que l'on me faisait le plus souvent : "Mais, Monsieur Bayrou, vous savez bien que c'est impossible, parce que les salaires en Chine sont vingt fois moins importants que les nôtres, les salaires en Inde du même ordre et même en Roumanie, cinq fois moins importants que les nôtres, comment voulez-vous que l'on continue à produire chez nous ?"... Vous l'avez pensé ou pas ?

Tout le monde l'a pensé et tout le monde l'a dit. Eh bien, c'est une erreur et c'est une faute de penser comme cela, car il suffit de regarder autour de nous, les pays qui nous entourent, qui ont les mêmes salaires que les nôtres et même parfois assez souvent légèrement supérieurs aux nôtres, la même monnaie que la nôtre... Dieu sait que l'on a fait porter à l'Euro la responsabilité des difficultés que nous rencontrons ! Mais les Allemands n'ont-ils pas l'Euro ? Les Pays-Bas n'ont-ils pas l'Euro ? Les pays scandinaves n'ont-ils pas l'Euro ?

Ils ont la même monnaie, ils ont les mêmes règles de commercialisation que les nôtres. Ils ont les mêmes salaires que les nôtres.

Volkswagen a les mêmes salaires que Renault, la même monnaie que Renault, la même Union européenne que Renault. Mais en 2005, Volkswagen produisait en Allemagne 1 200 000 véhicules, Renault produisait en France 1 200 000 véhicules, soit le même nombre. Or, cette année, Renault produira 440 000 véhicules en France, chiffre divisé par trois, et Volkswagen produira 2 200 000 véhicules en Allemagne, chiffre multiplié par deux !

En outre, chez Volkswagen, on vient d'annoncer que l'on donnerait une prime de 7 500 € à tous les salariés sans exception, parce que l'entreprise engrangeait des bénéfices et qu'il fallait que les salariés soient intéressés et participent aux bénéfices de l'entreprise ; c'est aussi l'une des vertus du modèle allemand.

Alors nous, État, République française, actionnaire de Renault à 15 %, que disons-nous devant tout cela ?

Puisqu'il apparaît clairement, ouvertement... Il y avait hier dans la Tribune -je salue le journal la Tribune qui reparait sous forme hebdomadaire après avoir disparu des kiosques- une interview très intéressante du responsable de Toyota France à Valenciennes, qui produit des voitures sur notre sol.

Et il dit : "C'est vrai qu'il y a une petite différence de salaire, entre la France et les pays où nous pourrions faire fabriquer nos voitures, mais cette différence de salaire est largement compensée par le fait que, quand nous produisons à Valenciennes, nous avons autour de nous 130 millions de consommateurs éventuels à moins de 350 kilomètres. Nous économisons en transport. Nous avons un coût de l'électricité - pensez-y, quand on pense à l'électricité française et au nucléaire français- plus bas que partout ailleurs, nous avons de meilleurs ouvriers, les pièces fabriquées en France sont de meilleure qualité que les pièces fabriquées ailleurs et donc nous gagnons à produire en France".

Si les Japonais le disent, que les Français ne le disent-ils pas ?!...

C'est un combat pour la vie. Ce n'est pas un combat politicien. Ce n'est pas une affaire de parti et je vous dirai à la fin que je crois, au contraire, que c'est une affaire qui doit mobiliser au-delà des frontières des partis. C'est une question de survie pour le modèle que nous avons construit en France.

Si jamais ce rendez-vous était manqué... Et les huit jours qui restent, nous allons mettre toutes nos forces, et les miennes ne seront pas mesurées, dans cette bataille pour ne pas lâcher un millimètre et pour convaincre, Français par Français, que c'est le jour le plus important de notre histoire récente, celui où l'on peut décider de s'en sortir ou, au contraire, celui où on s'abandonnerait aux chimères qui couleraient l'essentiel de ce que nous aimons dans notre pays en peu de mois et en peu de semaines.

Bien sûr, les peuples peuvent se tromper, mais il est du devoir des responsables politiques de s'adresser à eux les yeux ouverts, en confiance, en leur disant la vérité, comme elle doit être dite. Bien sûr, dans les années 1930, il y a des gens qui ont cru et magnifié, approuvé à l'infini l'idée que la ligne Maginot pouvait protéger notre pays. Ils l'ont cru, tous les puissants de l'époque, toute la pensée unique de l'époque.

Heureusement qu'il en étaient quelques-uns pour rappeler que tout cela ne tiendrait pas dès l'instant que les jours mauvais viendraient.

Eh bien, de la même manière, tous ceux qui ont la lucidité de voir la situation de la France aujourd'hui doivent savoir que, dans cette élection, il est au moins un candidat qui leur dit la vérité et qui a envie de se battre avec les Français pour que vérité fasse volonté !

Et alors, si je reprends cette affirmation que je viens, je crois, de démontrer devant vous qui est que dans les mêmes conditions exactement, dans les mêmes conditions d'économie, dans les mêmes conditions de salaire, dans les mêmes conditions de monnaie, dans les mêmes conditions européennes, dans les mêmes conditions de mondialisation et de globalisation, il est des pays qui s'en sortent, qui produisent, qui exportent, qui gagnent des parts de marché, qui enrichissent leur société et ces produits là sont à proximité immédiate de nous-mêmes...

C'est une fantastique nouvelle, parce que cela veut dire que, contrairement à ce que l'on nous a raconté pendant des années, la faute, les responsabilités, les causes de la situation qui sont les nôtres, cela ne vient pas de l'extérieur, cela vient de chez nous. C'est chez nous que l'on a multiplié les erreurs de gouvernements, c'est chez nous qu'au travers du temps, on a laissé immoralement filer la dette du pays !

C'est chez nous que les gouvernants ont, au fil des années, pris des décisions qui ont été autant d'erreurs et qui nous ont conduits à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui et quand je dis "gouvernants", je mets en cause également la majorité actuelle qui avait les "manettes", comme on dit, qui avait le volant depuis des années, et l'opposition qui pendant ces années, au lieu de plaider la raison, l'équilibre et la sagesse, n'a cessé de pousser la majorité à aller encore plus loin dans l'erreur. Lorsque j'ai fait la campagne de 2007, avec beaucoup d'entre vous, et que j'ai dit aux Français que cette accumulation de dettes allait, à court terme, menacer notre avenir, beaucoup ne l'ont pas cru, beaucoup ont pensé que c'était Cassandre, comme on disait, annonciatrice des malheurs pour le pays.

Cassandre, ce n'est pas du tout notre vocation. Nous, nous sommes là, non pas pour dire la vérité et que le peuple ne l'écoute pas, mais au contraire pour convaincre le peuple des citoyens.

Je ne suis pas de ceux qui pensent... Il y a beaucoup de jugements dans les journaux ces temps-ci qui disent : "Mais, en fait, François Bayrou dit la vérité". Je crois que c'est devenu aujourd'hui une vérité que beaucoup d'observateurs soulignent dans leurs articles et dans leurs jugements, mais ils ajoutent :

"Il dit la vérité, mais les Français ne veulent pas l'entendre".

Je ne suis pas d'accord avec cette affirmation. Je pense que la démocratie, c'est exactement le contraire de ce jugement pessimiste qui hausse les épaules en disant : "De toute façon, les Français sont rebelles à la vérité et rebelles à tout effort". Je crois exactement le contraire.

Je suis un démocrate, c'est-à-dire que je crois que le peuple, et singulièrement le peuple français, peut être placé en situation de responsabilité, en souverain, en ayant à l'esprit que, si on lui donne les éléments du jugement, alors il fera le bon choix. Ceci est notre vocation, ceci est notre engagement.

C'est notre vocation, c'est notre engagement et, au fond, pour moi, c'est un serment.

J'ai fait, une fois pour toutes, le serment, et je le renouvelle devant vous à Marseille, j'ai fait le serment que je ne mentirai pas au peuple français, que je lui dirai la vérité, à temps et à contretemps, que je serai toujours du côté de ceux qui le prennent au sérieux et pas des contraires de la démocratie, c'est-à-dire que je ne serai jamais du côté de la démagogie, des démagogues, ceux qui racontent des histoires, ceux qui disent aux citoyens les balivernes et les facilités qu'ils imaginent que les Français veulent entendre, par lesquels ils croient que l'on gagne des voix et que l'on gagne des points dans les sondages.

Je pense que c'est l'honneur de la politique de refuser la démagogie et de choisir la démocratie qui est conscience et volonté.

Et c'est d'autant plus frappant et c'est d'autant plus important que, si le diagnostic que j'ai formulé avec vous est exact, alors le chemin pour s'en sortir est tout tracé, alors c'est à portée de notre main, alors la volonté du peuple français va identifier chacun des sujets, chacun des champs de bataille sur lesquels il faut que l'on se batte.

Je vais en décrire quelques-uns devant vous. Je les considère comme cruciaux et comme vitaux pour notre avenir.

C'est la volonté du peuple français seul qui peut faire changer les gouvernants, leur faire quitter leur démagogie pour entrer en démocratie, c'est-à-dire en responsabilité.

Nous avons à reconstruire la force de production de la France.

Quand on observe, j'étais hier à Toulon où je visitais la plus récente et la plus impressionnante des frégates, des nouvelles frégates de la marine française, ce qui était pour moi, au fond, un moyen de faire un signe à tous ceux qui, dans cette région, sont engagés pour la défense nationale et qui font souvent des prouesses... Quand on mesure que cette frégate-là est du premier niveau mondial, elle est l'équivalent de la plus moderne, de la plus performante des frégates de la marine américaine, elle est loin devant un certain nombre d'autres frégates, d'autres défenses d'autres pays.

La France est un des quatre pays, avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, qui a conduit ce programme avec nous, qui a réussi à bâtir ces appareils qui sont d'incroyables forteresses de sécurité pour toute une région, puisqu'ils peuvent défendre une région de 350 kilomètres de rayons et, donc c'est très important y compris pour le littoral, si jamais des événements graves se produisaient.

Eh bien, quand on voit ce que l'industrie française ou la recherche française est capable de faire dans le domaine de l'électronique, de l'électronique de défense, des sonars, des radars de toute nature, des ordinateurs et des programmes d'ordinateur de pointe, quand on voit ce que l'on est capable de faire en matière de furtivité -des bateaux qui font 130 ou 150 mètres de long et qui sont très difficilement détectables par les radars, parce qu'on ne les voit pas en raison des formes que l'on a réussi à leur donner-, quand on voit cela, que l'on mesure les exploits que nous faisons, en aviation -Airbus-, les exploits que nous réalisons en espace -la fusée Ariane-, quand on voit les satellites, quand on voit ce que nous sommes capables de faire dans d'autres secteurs, comme par exemple en pharmacie, quand on voit à quel point nous savons maîtriser le plus exigeant en science, en recherche, en innovation, en industrie, en fabrication et que nous sommes incapables de jouer notre partie sur la base de la pyramide qui fait la consommation et l'économie d'un peuple, alors on se dit : quel gâchis !...

Le sentiment qui est le mien, la certitude qui est la mienne, c'est que nous avons, dans notre jeu des cartes, des atouts extraordinaires, mais que ces atouts, nous ne les jouons pas.

Eh bien, nous sommes là pour que la France récupère ses atouts.

Je vais aborder des secteurs dont on ne parle jamais dans les élections présidentielles, par exemple, le textile. Tout le monde considère que la bataille du textile est perdue. Oui ou non ?... Bien sûr ! Tout le monde considère que... voilà... c'était comme ça, cela ne pouvait pas être autrement.

Dans le même temps, en Italie, il reste presque 500 000 emplois dans le textile, alors que nous n'en avons pas 100 000 en France. Dans le même temps, en Allemagne, on est en train de reconquérir le textile de haut de gamme, de qualité supérieure. À partir d'une base moyenne, tout ce qui est au-dessus, l'Allemagne est en train de le reconquérir à pas de géants et, nous, nous ne menons pas la bataille !

L'autre jour, une brillante styliste internationale m'expliquait sa peine que l'on ne réussisse pas à reprendre la bataille -elle me citait l'exemple des dentellières-, que l'on ne réussisse pas à reprendre la bataille du textile en France, alors que nous avons un outil extraordinaire, un atout extraordinaire, c'est que la France est n°1 dans le monde dans tout ce qui concerne le luxe.

Et elle dit : "Mais, Monsieur, si on a l'image de luxe, est-ce que vous rendez compte ce que cela veut dire dans le textile ? Un pays qui a la haute couture, un pays qui peut bâtir des modèles qui apparaîtront comme chics, comme haut de gamme, pour la totalité de la planète et on ne joue même pas la partie, on n'essaie pas de mener la bataille ?!"...

Eh bien, je dis qu'il n'est aucun secteur sur lequel la France ne puisse désormais recommencer la bataille en jouant ses atouts réels qui seront porteurs d'emplois et porteurs de richesses.

Et tout cela pour des différences qui sont extrêmement faibles. Au fond, c'est que disait le Président de Toyota France dans la Tribune de hier, mais c'est valable pour la plupart de ces articles-là.

J'ai fait faire le calcul, comme certains d'entre vous le savent peut-être, de ce que représenterait, si on sait que le prix moyen d'un jean est de l'ordre... moyen, parce qu'il y a des jeans à 20 et 30 €, je ne l'ignore pas -ce sont ceux qu'achètent mes filles en général !-, mais lorsque l'on avance en âge et en situation, on admet que le prix moyen d'un jean, un Levis par exemple, est de 80 ou 85 €, et il y a des jeans beaucoup plus chers.

En travaillant le sujet du jean, j'ai appris des choses !... Enfin, je veux dire en travaillant le sujet du jean comme article de commercialisation... Honni soit qui mal y pense... j'ai appris quel était le prix des différentes gammes et, ma foi, cela m'a impressionné, mais savez-vous quelle est la différence de fabrication entre un jean fabriqué en Turquie et un jean que l'on fabriquerait en France ? La différence de fabrication est de 4 € par jean.

Alors, vous n'allez pas me dire, si un grand nombre de consommateurs Français décident que, pour sauver leur modèle social, ils vont avoir un acte de consommation responsable et qu'ils vont, le plus souvent possible, décider d'acheter des produits qui porteront le label "Produit en France", de manière à ce que l'on sache...

Robert Rochefort qui est là vient d'écrire un livre pour défendre cette idée qui s'appelle "Produire en France, c'est possible !". Il était à la tête du CREDOC, c'est-à-dire le grand organisme national qui mesure l'évolution des sociétés, des actes de consommation, l'attente des consommateurs. Or, le CREDOC, alors qu'il n'en était plus le responsable puisqu'il était devenu Député européen, vient de faire une enquête pour savoir ce que les Français penseraient de cette volonté d'acheter des produits français.

Eh bien, deux Français sur trois disent qu'ils sont prêts à mettre 5 % de plus pour acheter un article dont ils auraient la certitude qu'il est fait en France, et on sait bien que cela existe !

Un grand nombre d'entre vous achète des produits de l'agriculture biologique, même s'ils coûtent un peu plus cher que les produits de l'agriculture normale, parce qu'ils veulent un acte de consommation responsable qui corresponde à leurs attentes.

Un grand nombre d'entre vous met un peu plus cher pour acheter du café, par exemple, avec le label "commerce équitable", parce que ce label signifie que l'on va payer aux producteurs des pays du tiers monde le juste prix pour les produits que l'on achète.

Et cette idée de bon sens qui est de dire : "Mesdames et messieurs, excusez-nous, nous peuple français nous avons compris enfin, il a fallu qu'on nous l'explique, mais nous avons fini par comprendre que notre Sécu, notre retraite, notre école, notre justice, nos forces de sécurité, tout cela dépendait uniquement de la production dans notre pays, des charges sociales que l'on paye sur le travail et des impôts que l'on paye en France, alors nous avons décidé de renforcer la production française pour renforcer notre modèle social".

Une idée aussi simple que celle-là qui est une idée de bon sens, qui est entre nous, infiniment plus prometteuse pour l'avenir du pays que toutes les fumées révolutionnaire que l'on nous vend dans cette campagne électorale et qui sont autant d'illusions et autant de drames qui se préparent pour la France, une idée de bon sens comme celle-là, mais elle peut, en peu de mois, bouleverser les habitudes de consommation des Français.

Savez-vous qu'il suffirait que l'on fasse bouger 20 % de ce que l'on achète produit à l'étranger et qu'on le reporte sur des produits fabriqués en France ? Et 20 % ce n'est pas grand-chose... Quand on achète 100 € de produits fabriqués à l'étranger, il suffirait que l'on en achète 80 € seulement et que l'on déplace le reste, 20 €, vers les productions françaises.

Eh bien, en faisant bouger ces vingt euros-là, on supprime le déficit du commerce extérieur en une seule année et on se retrouve à l'équilibre, on avance vers la santé du pays et on crée des emplois !

Le calcul que nous avons fait, je ne veux pas vous donner des chiffres qui fassent rêver, c'est que, par exemple, si l'on décidait que l'on va avoir, grâce aux marques françaises qui sont estimées, respectées dans le monde, en jouant sur ces 4 €, soit que le consommateur soit prêt à le

prendre en charge, soit que les circuits de distribution qui font des marges - c'est leur métier, je ne mets pas cela en cause- de l'ordre de 150 ou 200 % sur les produits qu'ils achètent... Vous ne croyez pas qu'au lieu de consommer à l'aveugle, on pourrait consommer responsable et, ainsi, prendre la décision de mobiliser les forces vives des Français consommateurs au service de la production en France ?!...Et qu'il faille se battre, que ce soit le moment de se battre, que ce soit je vous le dis entre nous le dernier moment pour se battre, parce que si cette bataille du modèle social est perdue dans les mois qui viennent, je vous le dis on ne le reconstruira pas ! On ne reconstruit pas une architecture aussi exigeante, aussi ambitieuse que celle que nous avons bâtie dans notre pays !

Tous les pays qui nous entourent sont en train, peu à peu, de battre en retraite sur toutes les exigences sociales. Nous, nous sommes ceux qui voulons les défendre, à condition qu'elles soient financées, c'est-à-dire à condition qu'elles soient enracinées dans la réalité économique, les emplois et les ressources du pays.

On a besoin, je l'ai dit l'autre soir sur France 2, je le redirai sur TF1 ce soir, de mener ce combat en considérant qu'il s'agit d'une guerre et que chacune des filières du pays est un champ de bataille sur lequel nous devons déployer la volonté et la force des Français !

Ce ne sont pas des promesses verbales, ce n'est pas du bla-bla, c'est la réalité de notre avenir : ou bien nous relevons ce défi et la France rayonnera en Europe et dans le monde, ou bien nous sommes incapables de le relever, nous nous laissons abuser une fois de plus comme on nous abuse depuis des années et alors notre modèle s'effondrera et nous ne pourrions pas le reconstruire !

C'est aussi simple que cela, la question de l'élection présidentielle et c'est pour relever ce défi que nous sommes là et pour que les Français le décident que nous leur parlons en vérité !

Et ce ne sont pas des promesses en l'air. J'ai pris un certain nombre d'exemples, des filières dans lesquelles nous devrions être les plus forts et dans lesquelles nous sommes très loin derrière.

J'ai pris l'exemple de la filière bois et, vous allez voir, chaque fois, ce sont des centaines de milliers d'emplois dont il s'agit.

La France a une des plus grandes forêts de toute l'Europe et je ne parle que de la forêt sur notre hexagone, parce que, si j'y joignais la forêt de Guyane, qui est aussi la France, alors on verrait que nous sommes de très loin les premiers. Je ne prends que l'hexagone, avec 16 millions d'hectares de forêt en France.

Avec ces 16 millions, nous avons 400 000 emplois.

Il y a 11 millions d'hectares de forêt en Allemagne... Même forêt, même Euro, même Europe, mêmes conditions de salaires, même le Smic forestier allemand -puisque vous savez qu'il y a des salaires minimum par filière- est nettement supérieur au Smic français.

Eh bien, l'Allemagne a 11 millions d'hectares de forêt et elle a 800 000 emplois dans sa filière forêt et bois.

Nous : 16 millions d'hectares de forêt et 400 000 emplois. Eux : 11 millions d'hectares de forêt et 800 000 emplois. Il nous manque donc 500 000 jeunes Français !

Nous ne livrons pas la bataille... nous baissons les bras !

Les Allemands ont décidé d'un plan pour la forêt en 2002, 2003 et 2004 et ce plan pour la forêt les a amenés à développer toutes leurs potentialités. Cette année, avec 16 millions d'hectares on a planté, en France, seulement 47 millions d'arbres, c'est-à-dire trois arbres en moyenne par hectare. C'est dérisoire !

L'Allemagne, cette année, avec 11 millions d'hectares, a planté 450 millions d'arbres, entre dix et quinze fois plus que nous, et la Pologne a planté 1 milliard d'arbres !

Nous ne jouons pas nos cartes, nous ne jouons pas nos atouts. Nous sommes un grand pays forestier dans lequel la forêt décline, les arbres restent sur pied, on ne les exploite pas et savez-vous pourquoi ?

Parce que nous n'avons pas les scieries qui nous permettent de scier les arbres ! Nous abattons nos arbres et nous les envoyons ce faire scier, sans jeu de mots, en Allemagne !!!

Vous comprenez qu'en défendant ces idées devant vous, je dis des choses de "gros bon sens", je dis des choses de "fort bon sens", de bon sens enraciné, paysan tant que l'on voudra, je dis des choses qui sont celles de la réalité de notre pays !

À force d'avoir des théories "fumeuses", pensées en mots incompréhensibles par qui que ce soit, nous avons perdu toutes les batailles de l'avenir de la France, nous avons laissé tomber, nous avons abandonné, nous avons baissé les bras.

Je vous propose de relever ce défi-là et de le faire avec une volonté fondée sur le bon sens et l'enracinement !

C'est vrai dans tous les secteurs du pays. C'est vrai dans le tourisme, c'est vrai dans le numérique...

Savez-vous que l'on a créé 750 000 emplois dans le numérique en France ces dernières années ? Nous sommes un des champions du numérique. Or, il n'y a même pas, chez nous, de formation au commerce en ligne. Pourtant le « e-commerce » comme l'on dit, est en train de se développer au rythme de 20 à 30% par an... et notre appareil de formation ne suit pas ! C'est donc de l'improvisation, chacun fait ce qu'il peut dans son coin. Cela mérite une stratégie de filière !

Une stratégie de filière dans le numérique, une stratégie de filière dans la forêt, une stratégie de filière dans le textile. Dans tous les secteurs du pays, nous avons besoin de bâtir la volonté française et la stratégie qui va avec, et c'est comme cela que l'on s'en sortira et pas autrement.

Et quant aux autres... allez... « concurrents » dans cette élection, quant aux autres, ils ont choisi, et c'est une grande déception pour moi, parce que j'ai cru, au début de cette campagne, au mois de janvier qu'enfin, avec la perte du triple A français, qui n'était pas autre chose que la sanction des difficultés que je décris et dont je dis à l'avance qu'évidemment ce n'était que le premier acte si nous ne changeons pas d'orientation de cette "gueule de bois" que nous allons connaître après le 7 mai, si la France ne fait pas le choix du courage et de la volonté...

Eh bien, les autres, ils ont choisi de raconter des histoires, dont ils savent pertinemment, il est impossible qu'il en soit autrement, qu'elles ne sont fondées sur aucune réalité, qu'elles sont un abus de confiance à l'égard des citoyens. Je parle de François Hollande : on ne recréera pas 60 000 postes dans l'éducation, alors que nous sommes un pays qui est tellement déficitaire que nous devons effacer 103 milliards de déficit annuel du budget de l'État. On ne le fera pas !

On ne recommencera pas à créer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, on ne recommencera pas à créer 150 000 emplois-jeunes ou je ne sais de quelle nature, on ne multipliera pas toutes les allocations par 20, 30, 50 % comme on le promet.

Ces dépenses-là, 30 milliards de dépenses supplémentaires par an, la France ne pourra pas les assumer.

Ils le savent pertinemment, mais ils ont décidé de raconter des histoires au peuple français.

Et quant à Nicolas Sarkozy qui dit que la crise financière est derrière nous, on va voir d'ici quelques jours si la crise financière est derrière nous. Et quand il dit : "Il n'est plus temps de faire des économies", on va voir si cette parole est une parole qui peut être crédible dans l'avenir. Et quand il dit :

"Je ne créerai aucun impôt nouveau", alors si vous ne baissez pas les dépenses et si vous ne créez pas des impôts et des recettes nouvelles, comment allez-vous faire pour effacer les plus de 100 milliards de déficit du pays ?

Ils savent très bien qu'ils racontent des histoires. Et quand François Hollande affirme que, si les marchés financiers ne sont pas convaincus par sa politique, lui, François Hollande, va faire plier les marchés financiers, ou bien il ne sait pas ce qu'est la réalité, et je lui conseille alors de passer un coup de téléphone à M. Papandréou, à M. Zapatero, à M. Socrate tous membres de l'Internationale socialiste et qui ont vu ce qu'il en était d'une situation dans laquelle un pays perd son crédit !... ou bien je lui dis ceci : ce n'est pas sur un coup de menton, en prétendant qu'on a soi-même les biceps pour faire plier les marchés financiers, qu'on dit la vérité à un pays !

Quand un pays a perdu son crédit, malheureusement il est très difficile de le rétablir. Ce que je vous propose est tout différent, c'est que la France ne perde pas son crédit, qu'au contraire elle le reconstruise pour qu'elles puissent montrer d'elle un visage, le visage d'un pays qui fait face à ses obligations.

La stratégie que je propose pour reconstruire la force de la France, l'appareil de production du pays et pour sortir du surendettement est la seule -nombre d'économistes l'ont dit- la seule stratégie crédible parce que c'est la seule qui propose de baisser à terme calmement les dépenses du pays de manière que l'on ne creuse plus les trous que l'on creuse depuis des années.

Et il faut et il suffit que, dans les deux années qui viennent, nous prenions la décision sage, raisonnable, pas sauvage, je refuse l'idée du sang et des larmes, je vous dirai dans une minute quelle idée je propose que l'on y substitue, mais l'idée majeure qui consiste à dire : il suffit, pour que nous nous en sortions, que l'année prochaine et l'année suivante nous ne dépensions pas plus que nous avons dépensé cette année... quel ménage, quelle famille surendettée ne serait pas heureuse d'être assurée de sortir de sa situation pourvu qu'elle ne dépense pas l'année suivante et l'année d'après plus qu'elle n'a dépensé cette année ?

C'est un chemin accessible. Ce n'est pas le chemin des coupes sombres ou sévères comme on voudra, ce n'est pas le chemin qui détruit la solidarité française, c'est simplement rechercher, dans tous les secteurs, et s'il y a des gens qui travaillent à la Sécu ici ils pourront dire qu'il y a beaucoup d'économies à faire, et s'il y a des gens qui connaissent bien l'organisation de la santé dans notre pays ils savent qu'on pourrait servir autant en faisant les quelques économies nécessaires, et s'il y a des gens qui travaillent dans l'administration dans cette salle, ils savent très bien que, dans l'administration, on pourrait économiser des actes et faire des économies et même soulager un tout petit peu la cataracte de paperasse que l'on déverse sur la totalité des petites et moyennes entreprises françaises, qu'elles soient agricoles ou industrielles ou familiales, et que cela ferait faire des économies et qu'on servirait mieux le pays en même temps !

C'est une volonté d'ensemble et cette volonté-là, elle suppose seulement une chose, c'est non pas qu'on affirme qu'on va souffrir, que ça va être très dur, qu'il faut se préparer au sang et aux larmes...

Non, il suffit qu'on dise devant le peuple français : Il va falloir que nous fassions des efforts pour nous en sortir et ce mot "efforts" qui n'est prononcé par personne dans la campagne présidentielle, je considère qu'il nous honore.

Nous avons le devoir, et c'est notre honneur de dire que, oui, il va falloir faire des efforts, mais nous allons les faire tous ensemble, des efforts solidaires pour que le pays se sorte des difficultés dans lesquelles il se trouve.

Oui, on va faire des efforts, mais les efforts, ça n'a jamais ni ruiné ni désespéré personne. L'effort, c'est exactement le contraire. Si on sait où l'on va, c'est le meilleur moyen de retrouver l'optimisme, de retrouver l'espoir, de retrouver la confiance dans l'avenir, la confiance des investisseurs qui doivent investir, la confiance des entrepreneurs qui doivent entreprendre, la confiance des jeunes qui vont penser qu'ils vont

trouver

un

emploi.

Le mot du redressement, c'est la confiance et le moyen de retrouver la confiance, c'est de décider ensemble, oui, qu'il va falloir bosser, travailler, se retrousser les manches, le faire tous ensemble pour que la France s'en sorte, et le faire dans tous les secteurs de l'activité du pays !

Il faut le faire pour rendre à la France l'Éducation nationale qui n'aurait jamais dû cesser d'être la meilleure du monde. Nous avons besoin d'une formation nationale de haut niveau !

Bien sûr, il faudra des efforts pour apprendre à lire à tous les enfants, mais excusez-moi de le dire, quelle réussite formidable, quelle récompense formidable au bout du travail que nous conduirons ensemble pour voir comment réussissent ceux des enseignants qui obtiennent, dans leurs classes, des résultats qui, j'en suis sûr, sont meilleur que les résultats de la Corée, meilleurs que les résultats de la Finlande, meilleurs que les résultats des pays qu'on nous propose comme modèle alors que nous n'aurions jamais dû cesser d'être le modèle pour tous les pays qui, dans le monde, pensent que l'éducation est le premier des droits de l'homme !

Et bien sûr il faudra protéger les moyens de l'Éducation nationale, pas raconter des histoires sur des moyens supplémentaires, complémentaires, qui viendraient, comme s'il suffisait de le décider. Mais oui, bien sûr, je suis engagé à protéger les moyens de l'Éducation nationale. Je suis engagé à faire que, dans les années qui viennent, on remplace poste pour poste les enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur qui partiront à la retraite.

Mais vous voyez la différence entre la volonté et l'illusion ? Dire : je vais protéger les moyens dans les années qui viennent de l'Éducation nationale, c'est de la volonté parce que c'est réaliste. Dire : je vais recréer des dizaines de milliers de postes, c'est une illusion parce que ça ne se fera pas. Je préfère la volonté et le réalisme à l'illusion.

Et il faudra faire des efforts pour retrouver la confiance dans un objectif que j'ai été le seul à décrire dans cette campagne présidentielle. Nous avons besoin de moraliser la vie publique en France parce qu'il y a trop d'années qu'il y a des dérives qui sont inacceptables dans notre pays.

Et donc nous allons mettre sur la table, pour que cela puisse être immédiatement décidé par le peuple français par référendum, toutes ces questions qui nous empoisonnent et nous lassent et quelquefois nous désespèrent depuis des années et des années.

Donc nous allons mettre un terme au cumul des mandats qui est insupportable dans la société française.

Nous allons faire en sorte qu'il y ait désormais une règle très simple pour voter à l'Assemblée Nationale et au Sénat, il faudra être présent dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Et tous les votes seront publics pour que les citoyens sachent ce que leurs représentants ont fait en leur nom et que, depuis des années et trop souvent, on leur dissimule parce que c'est très simple : si vous êtes de la majorité il faut voter pour, si vous êtes de l'opposition il faut voter contre. Ce n'est pas la peine de mobiliser des centaines de parlementaires pour ça... Donc je propose que nous allions dans le sens de :

on ne vote que si on est présent ; et ce n'est pas impossible, cela se fait au Parlement européen, mes chers amis parlementaires européen qui êtes présents dans cette salle.

Je propose qu'on reconnaisse enfin et qu'on solennise dans notre pays l'indépendance de la Justice, qu'on ait une véritable séparation des pouvoirs. Et pour cela, je propose, pour que le ministre de la Justice qui est nécessaire pour coordonner ce qu'on appelle l'action publique, c'est-à-dire l'action de la justice sur tout le territoire national, c'est-à-dire on ne doit pas avoir une politique différente contre les trafics de drogue à Lille et à Marseille, on ne doit pas avoir une politique différente contre les violences faites aux femmes selon que l'on se trouve dans telle ou telle partie du territoire de la métropole ou de l'outre-mer... il faut une unité de commandement et que cette unité de commandement soit défendue devant les Français.

C'est pourquoi j'ai dit : le ministre de la Justice, désormais, ne dépendra plus de la seule nomination du Président de la République mais il dépendra aussi d'un vote de confiance qui, au Parlement, obligera à l'accord de la majorité et de l'opposition pour qu'il soit au-dessus des parties et non pas seulement soumis à l'exécutif.

Dans le même texte et dans le même référendum, je proposerai qu'on institue enfin l'indépendance des médias et notamment de l'audiovisuel public dans notre pays. Et c'est pourquoi je propose que le président des chaînes de l'audiovisuel public ne soit plus de la décision arbitraire du seul Président de la République, mais qu'il doive être nommé par un conseil et un ensemble dans lequel vous serez représentés, car je rappelle que l'audiovisuel public, ce n'est pas la propriété de l'État, ce n'est encore moins pas la priorité du pouvoir du Président de la République, c'est la vôtre parce que c'est vous qui payez la redevance qui fait vivre l'audiovisuel public !

C'est vous, aussi différents que vous soyez et quelles que soient vos opinions, qui avez le droit que dans l'audiovisuel public français on respecte le pluralisme et la totalité des opinions qui sont celles des auditeurs et des spectateurs.

Et tant qu'on en est au pluralisme, dans ce texte on décidera qu'on doit baisser le nombre de députés d'au moins 20 % et le nombre de sénateurs de la même manière, parce que quand le sommet de l'État demande des efforts au peuple, il faut qu'il s'applique à lui-même le principe de l'effort qu'il impose aux autres.

Je vous rappelle que les États-Unis, avec une population cinq fois plus importante que la nôtre, ont 20 ou 30% de députés et de sénateurs que nous en avons chez nous et c'est pourtant le peuple sur la planète où le Parlement est le plus puissant. Et en vérité je crois que le Parlement est plus puissant quand il y a des parlementaires qui sont respectés et le fait qu'ils soient moins nombreux fait qu'ils ont plus d'importance dans le système institutionnel.

De la même manière, je proposerai une règle simple sans porter atteinte au principe de majorité. Toutes les opinions qui recueillent au moins 5 % des voix doivent être représentées à l'intérieur de l'Assemblée Nationale pour pouvoir s'exprimer à la tribune de l'Assemblée Nationale. Ce qui permettra d'échapper à la situation qui est dévalorisante que nous avons aujourd'hui et qui fait qu'à l'Assemblée Nationale on n'entend qu'un parti de la majorité et un parti de l'opposition.

Pourquoi ? Oh pour une raison très simple que Jean-Luc Bennahmias connaît bien puisqu'il a été le premier responsable des écologistes français pendant des années : c'est que les Verts ne peuvent pas parler puisqu'ils sont obligés d'aller quémander des circonscriptions auprès du Parti socialiste et que, de l'autre côté et sur une autre rive, aucun courant ne peut s'exprimer parce qu'ils sont obligés d'aller quémander des circonscriptions et, si jamais ils s'avisent de vouloir être rebelles, de vouloir dire quelque chose, de manifester leur liberté, et en particulier leur liberté de vote, ce jour-là ils sont menacés dans leur existence même.

Un courant politique doit exister à la tribune de l'Assemblée Nationale non pas parce qu'il fait allégeance aux puissants voisins, mais parce qu'il est soutenu par des électeurs qui votent pour lui !

Et vous voyez qu'en quelques jours, en quelques semaines, nous portons avec nous un projet de changement profond de la vie politique en France, de refondation de la démocratie en France, de retour de la confiance entre les citoyens et les élus. C'est nous qui portons ce projet et personne d'autre ! C'est pourquoi, oui en effet, dans cette élection nous avons un rôle et une vocation particulière.

Et en particulier, ce sera l'avant-dernier point de cette moralisation de la vie publique, je propose que, dans ce texte, on mette un terme à toutes les dérives de financement des campagnes électorales qu'on a connues depuis des années.

Et qu'on fasse en sorte que les dépenses soient modérées parce que je trouve qu'on dépense trop d'argent dans ces campagnes électorales au moment où le pays est en crise, argent qui est payé par vous, les contribuables, soit par le financement public, soit par la prise en charge des dons privés que l'État compense fiscalement, mais c'est toujours le citoyen contribuable qui paye. Je trouve qu'on ne respecte pas assez le moment que nous sommes en train de vivre, la modération et la sobriété qu'il faudrait dans cette campagne électorale.

Et enfin, j'imposerai dans ce texte que l'on reconnaisse enfin la validité du vote blanc dans la démocratie française, parce que c'est un acte citoyen. Ce n'est pas un acte de soumission, c'est un acte citoyen que d'aller voter, même pour dire : Je suis venu voter parce que je suis un citoyen, mais excusez-moi, l'offre politique que vous présentez devant nous ne nous convient pas, je demande que vous enregistriez mon jugement sur cette situation avec laquelle je suis en désaccord.

Moralisation de la vie publique. Et les Français attendent cela depuis des années et des décennies, ils attendent de pouvoir enfin regarder d'un autre œil ceux qui les représentent dans les institutions, à l'Assemblée Nationale, au Sénat. Il y aurait beaucoup à dire sur les collectivités locales... je vous promets de venir en parler un autre jour...

On aura tout cela à faire et c'est l'urgence et l'intérêt du peuple français pour retrouver la confiance.

Et je veux vous dire que non seulement ils n'ont pas le projet, ils multiplient des promesses qui sont intenables, ils multiplient des promesses qui sont une offense au bon sens des citoyens et des électeurs, qu'on considère au fond comme des gogos à qui on pourrait raconter n'importe quoi et qui se précipiteraient à la seule perspective du carnet de chèques qu'on promettait d'ouvrir pour assurer une fois de plus des dépenses qui sont absolument incroyables.

Mais non seulement ils n'ont pas le projet, mais réfléchissez bien à ceci qui sera le dernier élément que j'aborderai devant vous, ils n'ont pas la majorité pour conduire en quoi que ce soit le projet qu'ils défendent devant les Français parce que, si vous regardez la droite, l'UMP flirte avec l'extrême-droite, l'UMP sous la pression de l'extrême-droite et le Parti socialiste sous la pression de l'extrême-gauche.

Alors regardez sur quelle base ils vont pouvoir s'appuyer pour conduire leur politique : ce sont deux visions inconciliables !

On dit qu'ils sont du même camp ou du même côté de l'échiquier, mais en réalité ils sont, et c'est heureux, profondément en désaccord sur tout. La droite républicaine est en désaccord profond avec l'extrême-droite et heureusement ! Et le Parti socialiste, au moins dans sa partie raisonnable et constructive, réformiste, est en désaccord profond, et heureusement, avec les balivernes que l'extrême gauche défend aujourd'hui devant le peuple français. Ils n'ont pas de majorité !

Il n'est qu'une seule majorité stable pour l'avenir de la France, une seule, pour porter le projet dont nous avons besoin pour que notre pays avance et se redresse, une seule.

Et c'est, non pas la majorité d'un bord contre l'autre, mais c'est une majorité centrale pour le peuple français, une majorité qui dira : en réalité, contrairement aux apparences et contrairement à la campagne électorale que vous êtes en train de mener, en réalité il y a plus en commun entre les réformistes de gauche, les réformistes du centre, les réformistes de droite et les écologistes raisonnables qu'il n'y en a à l'intérieur de chacun de ces camps entre les extrêmes et les partis qui sont les partis de gouvernement. Il y a plus de choses en commun !

Il y a plus de choses en commun entre les raisonnables, les réalistes, ceux qui, au fond, ne veulent pas tromper les citoyens et qui sont aujourd'hui si profondément malheureux dans un camp et dans l'autre.

Il y a plus de choses en commun entre ceux qui savent que le pays peut s'en sortir pourvu qu'ils acceptent de regarder en face les difficultés qui sont les siennes.

Je n'ai pas d'ennemi en fonction des frontières politiques.

Il y a des gens que je respecte dans la droite républicaine et y compris dans les mouvements du centre qui se sont, ces dernières années, alliés avec elle.

Il y a des gens que je respecte au gouvernement, il y a des gens que je respecte au parti socialiste et qui sont aujourd'hui très malheureux de la tournure que la campagne électorale prend et de la pression qu'ils vont devoir subir de l'extrême-gauche. Il y a des gens que j'estime et que je respecte dans les rangs écologistes et ceux-là bien entendu, ceux qui sont des écologistes humanistes et des écologistes responsables, je sais qu'ils ont leur place dans le redressement du pays. Et il y a une force puissante qui est en train de se constituer au centre de la vie politique française qui s'était séparée et divisée pendant des années et dont on a besoin aujourd'hui qu'elle se réunisse pour peser sur le destin du pays.

Majorité du courage, majorité de la vérité, majorité de la volonté !

Voilà les trois visages de ce dont la France a besoin pour s'en sortir et voilà pourquoi je suis si heureux que nous menions ce combat tous ensemble parce que ce n'est pas un combat électoral, c'est un combat national. Ce n'est pas affaire de parti, d'étiquette. Je ne suis pas dans cette élection le candidat d'une étiquette, je suis le candidat de la vérité et le candidat de la volonté de la France.

Nous n'avons à aucun moment, pas une seule minute et pas une seule seconde, manqué à l'engagement d'honnêteté, d'authenticité, de vérité que nous avons avec les Français.

Jamais une seule de nos affirmations n'a pu être prise en défaut dans cette campagne électorale. Nous n'avons rien dissimulé, nous n'avons rien transformé, nous n'avons rien truqué.

Nous disons la vérité. C'est pour s'adresser au plus profond de l'âme du peuple français, à sa volonté.

Nous disons la vérité parce que c'est la première marche vers le redressement du pays et nous laissons aux autres les mensonges, les trucages et les abus de confiance.

Et je dis une seule chose aux Français, posez-vous cette question-là : "Qui nous dit la vérité dans cette campagne ? Qui ne nous abuse pas ? Qui ne nous ment pas ? Choisissez cette voix. Et les autres, ceux qui vous racontent des histoires, ceux qui dissimulent et qui masquent la vérité, ceux qui la truquent, tous les truqueurs qui s'adressent à vous aujourd'hui, renvoyez-les chez eux.

Et nous allons le faire tous ensemble ! Parce que nous savons une chose, c'est que la force du peuple français, la principale force, elle est le jour où il en décide ainsi dans son unité, et je suis fier que nous ayons écrit sur tous les murs de France cette devise-là : "Un pays uni, rien ne lui résiste !"

\*\*\*

<campagne=2012>04.16 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Lyon <lieu=Lyon> <texte=71>

Merci de votre amitié et merci de votre présence !

Je veux dire une chose : J'aime cette ville, j'aime Lyon ! J'aime Lyon en raison du nombre des amis que j'ai à Lyon, en raison de ceux que j'aime et qui, parfois, habitent Lyon. J'aime Lyon en raison de notre histoire, et je veux dire ici que Raymond Barre a été, pour moi, un homme « repère ».

J'aime Lyon parce que se sont exprimés à la tribune avant moi des amis pour qui j'ai reconnaissance et affection et je voudrais dire aux plus jeunes que j'aime Lyon en raison d'une figure à laquelle j'ai si souvent pensé au cours de cette journée...

Nous étions ce matin aux Invalides pour l'hommage national à Raymond Aubrac et il se trouve que j'ai -chacun a la sienne- dans mon histoire une figure de jeune Lyonnais qui, pour moi, a servi tout au long de ma vie de marqueur, de repère et un peu d'étoile sur le chemin.

C'était un jeune homme de 24 ans qui était un jeune philosophe brillantissime, un jeune philosophe chrétien, résistant au nazisme, qui a organisé les premiers mouvements de résistance avec un ami que Bernard Bosson et moi connaissions bien, qui s'appelait Maurice René Simonnet, et il a été, le 27 juillet 1944, fusillé à Lyon place Bellecour, déchiré par les balles allemandes.

Alors, je voulais qu'à l'ouverture de cette journée, marquée par ce souvenir de la résistance, son nom fut dit à cette tribune. Il s'appelait Gilbert Dru et c'est à lui, entre autres, comme à Gabriel Péri et Estienne d'Orves que Louis Aragon a dédié ce si beau poème qui s'appelle la Rose et le réséda :

"Celui qui croyait au ciel Celui qui n'y croyait pas  
Tous deux adoraient la belle Prisonnière des soldats  
Lequel montait à l'échelle Et lequel guettait  
en bas [et cela finit par...] La rose et le réséda".

Eh bien, celui qui croyait au ciel, c'était Gilbert Dru et c'est pour moi un honneur, une émotion, une affection, une amitié au travers du temps que d'avoir dédié cette soirée, devant vous, à sa mémoire.

Et cela a une signification d'autant plus importante aujourd'hui si l'on y réfléchit bien que, comme cela a été dit par Jean-Luc Bennaï et Bernard Bosson avant moi, dans tous les moments où est engagé le destin du pays, si gravement que l'on a la certitude que les choix qui vont être prononcés par le peuple sont des choix vitaux, dans tous ces moments, le peuple français, depuis soixante ans et plus, a une référence, c'est le Conseil national de la Résistance, Conseil national de la Résistance qui a unifié les sensibilités différentes, démocratiques et républicaines du pays, certains plus à gauche, d'autres plus au centre, d'autres plus à droite, avec un objet : reconstruire le pays sur un projet de société qui ne ressemblerait à aucun autre par sa justice et par ses valeurs.

Nous sommes à notre place, pas seuls, mais à notre place, les héritiers du Conseil national de la Résistance dont nous avons été, cette famille politique, parmi les fondateurs les plus centraux et les plus respectés par l'Histoire. Nous revendiquons l'héritage du Conseil national de la Résistance dans le modèle de société qui est le modèle de société français.

Et les deux valeurs du Conseil national de la Résistance qui sont tellement en péril aujourd'hui, ces deux valeurs-là sont « humanisme » et « vérité », humanisme et réalisme. Et c'est parce qu'aujourd'hui même, quelques soixante ans après, c'est cet héritage-là qui se trouve à mes yeux en danger, que je considère que l'heure est à une démarche politique nouvelle qui ne sera pas une démarche de division, mais une démarche d'unité nationale pour sauver l'essentiel de ce que nous avons bâti dans ce pays et qu'il faut projeter vers l'avenir.

Et cela fait une première différence, mais elle est massive, elle est majeure, elle est décisive, avec les autres candidatures à cette élection présidentielle car, que nous proposent-ils, les uns et les autres ? On l'a bien vu hier dans cette journée de dupes qui était une journée dans laquelle le seul message était une épreuve de force : "Nous, on a une plus grosse foule que les autres" !

Guerre de chiffres à coup, naturellement, de centaines de milliers et de millions d'euros, puisqu'il a fallu dépenser sans compter l'argent pour organiser une manifestation dans laquelle ni l'un ni l'autre n'ont rien dit aux Français, aucun message, simplement le nombre, et chacun avec des élans lyriques, des trémolos soigneusement écrits à l'avance, chacun qui s'adressait au peuple de France... En réalité, pas au peuple de France, à la moitié du peuple de France !

Chacun d'entre eux avait son peuple de France : pour les uns, la France, c'est la gauche et, pour les autres, la France, c'est la droite...

Pour nous, la France c'est la France... et elle accepte les différences et le pluralisme !

Ils ont chacun d'entre eux du "peuple de France" une vision partisane et nous avons, nous, du peuple de France une vision nationale et cela fait la différence.

La deuxième chose qui, pour moi, est tellement frappante et qui caractérise profondément le Conseil national de la Résistance dans ce qu'il a de plus beau et de plus grand, c'est qu'il s'agit d'une conception profonde, enracinée, de la démocratie dans notre pays.

Alors, je vais vous dire ce qu'est, pour moi, la démocratie. Très souvent, dans ces jours où l'on multiplie les interviews, les journalistes me disent, c'est toujours la première question, c'est d'ailleurs un énoncé très intéressant parce qu'il a évolué au cours des semaines, mais très souvent ils commencent maintenant en disant : "Bon alors d'accord, c'est vous qui dites la vérité aux Français, mais pourquoi, puisque vous dites la vérité, n'y a-t-il pas ce surgissement des sondages que l'on attendait ?"...

Et quelquefois, ils ajoutent : "Alors, au fond, est-ce que vous pensez que le peuple n'aime pas la vérité ou que le peuple ne peut pas supporter la vérité ? Est-ce que vous pensez...", m'a dit l'un d'entre eux, dans Le Monde ou Le Figaro (je ne sais plus, mais je devrais savoir la différence, parce qu'à la lecture, on s'aperçoit que les orientations ne sont pas exactement les mêmes, mais disons au passage et entre parenthèses, et peut-être que cela servira dans l'avenir, que nous acceptons volontiers qu'il y ait de grands journaux de droite en France, nous acceptons volontiers qu'il y ait de grands journaux de gauche en France, mais nous aimerions bien, au nom du pluralisme, qu'il y ait des journaux qui acceptent la différence des opinions et qui présentent de manière équitable l'ensemble du champ démocratique français !... Vous avez remarqué, au passage, que je n'ai pas dit : "Nous acceptons qu'il y ait de grands journaux de droite, nous acceptons qu'il y ait de grands journaux de gauche, nous aimerions seulement qu'il y ait un grand journal du centre", non même pas. Nous demandons le pluralisme et le traitement équitable de l'information et je suis sûr que c'est l'un des enjeux du combat que nous allons vivre -je vous en parlerai en finissant- dans cet immense enjeu que nous sommes les seuls à traiter et qui est la moralisation de la vie publique dans notre pays)...

...Je disais démocratie, démocratie au sens le plus profond du terme. Quand les journalistes me demandent, ce journaliste-là que j'évoquais à l'instant me dit : "Au fond, vous pensez, comme le Général de Gaulle, que les Français sont des veaux pour ne pas supporter la vérité et pour suivre, au contraire, n'importe quelle chimère ?"...

Je crois exactement le contraire et c'est pourquoi je m'inscris dans les rangs des démocrates au sens plein du terme. Je crois exactement le contraire, je pense que la démocratie, elle est cet idéal qui choisit d'investir le peuple des citoyens de la responsabilité suprême qui est de décider, en vérité, de former une volonté, dès l'instant qu'on lui donne les éléments du choix, comme aux responsables suprêmes dont on a besoin dans un pays pour diriger l'action de ses dirigeants.

Je crois au peuple souverain. Je pense que c'est le plus grand idéal de politique que l'on puisse porter au sein d'un pays, d'une nation et d'une société comme la nôtre et peut-être, au fond, d'une civilisation comme celle que nous avons essayé de construire au travers du temps.

Je crois à la phrase de ce grand philosophe inspirateur de Gilbert Dru qui disait : "La démocratie est l'organisation de la société qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité du citoyen".

Eh bien je crois qu'il y a là un trésor et un moteur extraordinaire pour les sociétés que nous avons à construire ensemble. Non pas des dirigeants qui mentent à un peuple pour gagner des voix et des points dans les sondages, ceux-là ne sont pas des démocrates, ils sont des démagogues et c'est à un concours de démagogues que nous assistons aujourd'hui.

Je crois exactement le contraire. Je crois que le peuple, le peuple des citoyens, les citoyens de notre pays, si on donne à chacun d'entre eux les éléments indiscutables dont tous les responsables économiques, politiques et médiatiques sont informés, si on donne au peuple ces éléments indiscutables, je n'ai aucun doute sur le choix qu'il prononcera.

Je sais qu'il choisira le chemin de l'avenir, c'est-à-dire le chemin du redressement, le chemin du courage pour son pays, le courage de "rebâtir le pays" que nous avons voulu après la Libération au Conseil national de la Résistance et dont le modèle est aujourd'hui profondément en danger.

C'est pour cela que nous sommes là.

Mais on se garde bien de leur dire la vérité. On leur présente un discours qui est, en réalité, le plus mensonger, le plus dissimulateur, le plus truqueur que l'on puisse imaginer sur la situation du pays.

L'un, Nicolas Sarkozy, dit : "La crise financière est derrière nous". S'il lisait les journaux qui présentent les inquiétudes, les contagions et les doutes qui sont de nouveaux prêts à assaillir l'Europe et, parmi l'Europe, les pays les plus faibles, dans lesquels malheureusement on doit compter aussi des risques très importants pour la France... Puis, il dit que "Le temps des économies est fini" et il ajoute : "Je n'augmenterai pas les impôts, je ne créerai aucun impôt nouveau, faites-moi confiance pour cela".

Mesdames et Messieurs, celui qui dit que la crise financière est derrière nous, que le temps des économies est fini et qu'il n'augmentera pas les impôts, alors, quelle est son arme contre le déficit de 100 milliards qui, annuellement, est le solde des comptes de la France et contre la dette qui va atteindre 1 800 milliards et dont tout le monde sait que c'est une dette immorale et qui nous écrase ?!... Quelle est son arme ?!...

Quant à François Hollande, il dit : "Pourvu que l'on crée des impôts, on peut se remettre à dépenser"...

Nous avons un déficit de 100 milliards par an et Sarkozy annonce 12 milliards de dépenses nouvelles, quand François Hollande surenchérit à 30 milliards de dépenses nouvelles !

Eh bien, mes chers amis, mais je vous parle en citoyen, pas en candidat, pas en représentant d'un courant politique, encore moins d'un parti ou d'une étiquette, je vous parle en citoyen :

qui peut croire que dans un pays comme le nôtre qui est déjà le pays d'Europe qui paie le plus d'impôts sur sa production nationale de tous les pays européens -nous avons même dépassé les pays scandinaves qui autrefois étaient en tête du classement- qui peut croire que l'on peut, dans la situation du pays, créer 60 000 postes de professeurs supplémentaires, des dizaines de milliers de postes, d'emplois publics pour les jeunes, qui peut croire que l'on peut revenir à la retraite à 60 ans, augmenter de 30 ou 40 % l'allocation de rentrée scolaire, faire en sorte que demain le carnet de chèques s'ouvre à nouveau, alors que nous n'avons pas le premier centime des sommes qu'ils promettent et que nous allons devoir solder les comptes des cinq ans qui viennent de s'écouler ?

Qui peut le croire ?!...

Quelle est la personne qui peut venir devant nous et nous dire : "Ceci est réaliste, ceci est crédible" ?... Quel est le responsable, au sens plein du terme, économique ou médiatique, qui peut défendre un programme aussi profondément irréaliste ?!...

Eh bien, devant ce concours d'histoires racontées aux Français, ce concours de balivernes, ce concours de tromperies, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, il y a, dans cette campagne, un projet, un candidat, un courant politique qui, au contraire, ont décidé de fonder leur action et leur projet pour le pays sur la vérité comme elle est, la vérité qu'il faut bâtir, la vérité qu'il faut transmettre aux Français, car la vérité est la première condition de la volonté d'un peuple qui décide de se redresser.

Et c'est bien le sens de notre engagement, commun à beaucoup d'entre vous, depuis des années et des années, nous qui avons été les premiers à sentir venir la menace que la dette allait faire peser sur notre peuple.

Nous n'en étions pourtant, il y a cinq ans, qu'aux prémices de cette menace. Depuis, on a fait 500 milliards de dettes supplémentaires, 100 milliards de dettes supplémentaires par an de sorte que, et la Cour des comptes vient de le dire à tous les Français, la dette menace de se trouver "hors contrôle" dans les années qui viennent !

Il n'y a rien de plus urgent que de proposer au peuple français la vérité, la volonté et un chemin crédible pour sortir du surendettement qui menace d'écraser le pays... (...) Nous avons été, depuis des années, ceux qui ont, les premiers et souvent seuls contre tous, alerté les Français contre ce risque qui était en train de menacer leur avenir, car ne vous trompez pas, un pays qui ne sait pas sortir du surendettement entre dans la spirale qui est une spirale de déclin et devant laquelle il n'existe hélas qu'une stratégie pour en réchapper : c'est celle que sont en train de connaître la Grèce, l'Italie, l'Espagne !

Savez-vous qu'en Espagne, on a coupé les budgets publics de 17 % cette année et que cela ne suffisait encore pas et, la semaine dernière, le gouvernement a dû annoncer 10 milliards d'euros -en francs cela ferait à peu près le double étant donné le rapport des budgets- de coupes supplémentaires dans les budgets de l'éducation et de la santé ?

Je ne veux pas que cela se produise pour notre pays !

Mon engagement est que nous devons, à l'avance, tout faire pour empêcher que notre pays ne soit réduit à cette misère qui est de supprimer les conditions et les liens de la solidarité et des services publics, lorsqu'il se trouve acculé à devoir s'échapper en face de la menace croissante de l'endettement et de l'explosion des taux d'intérêt.

Et ceci est étroitement relié, si vous voulez bien y réfléchir, au projet du Conseil national de la Résistance que j'évoquais à l'instant, parce que, à partir du Conseil national de la Résistance, nous avons bâti, nous Français, et il est toutes les raisons d'en être fiers, et moi je proclame devant vous ma fierté que nous ayons fait cela au travers des décennies, car nous avons bâti le modèle de solidarité, le modèle républicain, le modèle de services publics le plus exigeant et le plus ambitieux de la planète toute entière.

Nous avons fait cela, nous, Français, mais à l'instant où je prononce ce mot d'ambitieux, alors vous comprenez tous que c'est aussi le modèle de solidarité et de services publics qui est le plus cher à financer de la planète. Et ce n'est pas un hasard si chez nous il faut 57 % de la totalité de la production annuelle du pays, des salaires, des factures que nous nous faisons les uns autres, que l'on appelle le PIB, 57 % de la totalité de ce que produit le pays pendant une année pour payer la solidarité, la santé, le remboursement des feuilles de Sécu, les hôpitaux, la totalité des retraites.

N'oubliez jamais que, si une partie de la population française est menacée par le tsunami que l'on voit ou dont on voit apparaître le risque à l'horizon, ceux qui sont en première ligne, ce sont les retraités français. Parce que chez nous, et je crois que c'est un bon système et en tout cas il n'est remis en cause par personne, les retraites ne sont pas par capitalisation, elles n'ont pas été payées par des fonds de pensions qui depuis des années ont fait des économies, ont investi dans des sociétés, dans des actions, dans des obligations, dans les Bourses du monde entier... Chez nous, les retraites sont payées, mois par mois, par les prélèvements qui sont faits sur les salaires des uns, pour payer les pensions des autres.

C'est de la solidarité au jour le jour et si notre modèle économique ne fonctionne plus, si le pays n'est plus en situation de créer des emplois, d'assurer des emplois à ceux qui sont actifs, alors soyez-en certains, ce sont les retraités, comme en Espagne, comme en Italie et comme en Grèce, qui vont être, hélas, exposés en première ligne au risque que je suis en train de décrire et que je propose aux Français d'éviter par une politique de vérité et une politique de volonté !

Mais il n'y a pas que les retraités !

Les allocations familiales du pays sont payées de la même manière par l'activité économique.

Elles sont prélevées de la même manière sur les charges sociales des entreprises. Il est même des gens et y compris dans nos rangs qui posent cette question : "Mesdames et Messieurs, est ce qu'il est légitime que la politique familiale soit payée par les entreprises ?" Et ils répondent que ce serait mieux de trouver une autre manière, une autre assise pour ces cotisations familiales que l'on prélève sur l'activité.

Mais si l'activité s'effondre, eh bien, il n'y aura plus les moyens de supporter la politique familiale du pays, plus les moyens de supporter la santé, plus les moyens de supporter les retraites, plus les moyens de supporter la politique familiale, les allocations familiales du pays et je pourrais continuer ainsi...

L'immense et magnifique appareil de solidarité que nous avons bâti à partir du Conseil national de la Résistance, car c'était le projet du

Conseil national de la résistance que nous avons bâti il y a soixante ans, en pleine conscience, les yeux ouverts en disant "on va faire un modèle de société qui sera plus solidaire qu'aucun de ceux qui ont jamais été construits sur la planète", eh bien, je dis que ce modèle est en danger, et est en danger aussi le modèle de services publics, le modèle républicain que nous avons construit au travers du temps parce que, regardez autour de nous : nous sommes le seul pays à avoir bâti une Éducation nationale gratuite.

Tournez-vous vers les pays qui nous entourent, regardez de l'autre côté de la Manche, en Grande-Bretagne. Vous croyez que l'éducation est gratuite ? L'essentiel de l'éducation est payé par les familles, y compris dans ces écoles prestigieuses qu'on appelle -je signale à tous les lycéens que c'est un faux ami- public schools, mais ces public schools sont évidemment pas des écoles publiques, ce sont des écoles privées. Je connais bien des familles où les grands-parents en Grande-Bretagne sont obligés de léguer en viager leur maison aux écoles dans lesquelles leurs enfants sont inscrits pour payer les frais de scolarité. C'est une solidarité générationnelle qui ruine bien des familles...

Je suis heureux que nous ayons une école publique, laïque, obligatoire et gratuite dans notre pays !

Et vous voyez pourquoi nous sommes là, et vous voyez pourquoi c'est tellement crucial aujourd'hui, et vous voyez pourquoi il est inadmissible, intolérable et scandaleux que ceux qui se présentent comme les favoris à cette élection ne disent rien des enjeux que nous avons sous les yeux, ne disent rien au peuple français des risques que leur font courir les politiques sans équilibre, sans raison, immorales, qui depuis des années ont été mises en place et qui ruinent sciemment les générations qui viennent, au bénéfice des générations qui étaient au pouvoir.

Ce sont eux !

S'il y avait une justice, je m'adresse aux plus jeunes si nombreux dans cette salle, les plus jeunes des Français devraient organiser des manifestations sous le balcon des gouvernants, sous le balcon des ministères, sous le balcon des parlementaires, pour mettre en accusation ceux qui étaient au pouvoir et qui ont tiré des traites sur les générations à venir, avant même qu'elles aient commencé à travailler.

Mes amis, si ce que j'exprime devant vous est la vérité -et si ce n'est pas vrai, qu'on me contredise !- si ce que j'exprime devant vous est la vérité, nous n'avons pas seulement un problème économique dans notre pays, et pourtant il est gravissime, nous avons un problème de société, nous avons un problème historique pour notre nation, historique pour la France !

Nous avons bâti le modèle de solidarité le plus exigeant de la planète et ce modèle de solidarité, Sécurité et services publics, il est aujourd'hui en danger comme il ne l'a jamais été parce que si l'on ne peut plus le financer, il va s'écrouler sous nos yeux. Nous allons, nous risquons de le voir s'effondrer. Tout mon combat, c'est pour le sauver, c'est pour le porter vers l'avenir, c'est pour que, un jour, on dise : "Nous étions menacés du plus grand risque et le peuple français a reformé sa volonté pour sauver ce qu'il avait de plus précieux et qu'il avait bâti au cours des décennies, un modèle de société plus juste qu'aucun autre modèle de société sur la planète".

C'est cela qu'a fait le Conseil national de la Résistance, c'est cela qui est en jeu aujourd'hui et c'est cela que je défends devant vous et avec vous.

Et de la même manière qu'il y a cinq ans et qu'il y a dix ans aussi, on l'oublie quelquefois, j'alertais les Français sur le risque que la dette faisait courir au pays, et ce risque est renforcé cinq ans et dix ans après.

Aujourd'hui j'ajoute que tout cela, tout ce que nous voyons autour de nous, dans nos familles, les dangers, les menaces, les poisons, je nomme l'explosion du chômage... Vous avez croisé le regard d'un garçon de 24, 25, 26, 27 ans qui, même ayant fait des études, ou d'une fille du même âge, ayant forcé le destin jusqu'à des diplômes, même venant de milieux sociaux qui n'étaient pas des milieux promis aux études, vous avez croisé leur regard quand ils ne trouvent rien au cinquantième CV pour lesquels ils reçoivent la même lettre qui, à l'évidence, est un formulaire rempli à l'avance ? Vous les regardez en face ?

Oh je n'ai jamais oublié, dans ma circonscription, une dame marocaine qui est venue me voir avec les larmes aux yeux. Elle était illettrée, elle me l'a avoué avec ce que cela comporte d'effort pour dire ces choses profondes et intimes. Elle avait un fils qui était docteur en philosophie, BAC+8, et elle était fière d'avoir accompagné ce fils jusqu'à ce diplôme prestigieux dont elle savait qu'il était le plus haut diplôme de l'université française... et il ne trouvait même pas un stage !

Vous les avez regardés en face ces parents-là ?

Quand on parle du chômage comme on le fait, statistiquement, légèrement, et qu'on prononce des chiffres, deux millions et demi et plus de chômeurs, si j'ose dire à temps plein, quatre millions et demi et plus de chômeurs à temps partiel n'arrivant pas à trouver ce qu'ils voudraient comme métier pour s'épanouir. Ils voient des chiffres, pardonnez-moi de le dire de cette manière, je vois des visages ! Je sais ce que c'est dans des familles quand le garçon ne sort plus de sa chambre où quand il est dans la cité et que, comme on dit, il tient les murs.

C'est à ceux-là que je pense.

Cinq ans et 600 000 chômeurs de plus. Certains chiffres vont même beaucoup plus loin.

Alors, je sais ce que c'est l'explosion du chômage, humainement, pas statistiquement, humainement. Je sais ce que sont les fins de mois. Tout à l'heure, Jean-Luc exprimait à la tribune ce chiffre impensable de 11 millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté en France, même si le seuil de pauvreté est statistiquement variable. Je sais ce que c'est, les gens qui sont dans l'incapacité de savoir comment ils vont payer la facture de plus. Je l'ai déjà dit devant quelques-uns d'entre vous : la dernière retraite de ma mère qui vient de s'en aller était de 668 € par

mois. Bien sûr, nous étions là et c'était la moindre des choses que la solidarité s'exerce dans ce sens après s'être exercée dans l'autre, mais, si elle avait été toute seule et comme cette génération, comme on dit « digne » c'est-à-dire se refusant à manifester à l'extérieur l'angoisse qui aurait été la sienne à l'intérieur... ?

Ils parlent de chiffres. Je vous le dis du fond du cœur, je parle de visages ! Je parle de familles. Je sais comme vous et avec vous ce que c'est que la menace de la dépendance qui vient quand personne ne sait, simplement parce qu'on n'a pas les ressources nécessaires, comment on peut assumer le reste à charge de la maison de retraite ou de la maison médicalisée, comme on craint de voir présenter la facture qu'on aimerait payer mais qu'on n'a pas les moyens d'assumer.

Eh bien, mes amis, si nous prenons un peu de perspective, si nous regardons les choses avec la profondeur nécessaire, alors, on va s'apercevoir de quelque chose qui est le fil directeur de la campagne que je mène devant les Français : chômage, fin de mois, endettement, c'est la même chose, ce ne sont pas trois problèmes différents. Ce sont les fruits du même arbre.

C'est parce que la France est entrée dans une situation inimaginable il y a quelques décennies, d'être un pays qui était un des plus grands pays producteurs du monde et qui, tout d'un coup, ne produit plus, voit s'en aller des filières entières de la production du pays. C'est pour cette raison que les emplois ont fui, les ressources du pays s'en sont allées et l'endettement a explosé. C'est la même raison.

Cela ne demande ou cela n'exige qu'une chose, c'est qu'on comprenne de quoi il s'agit parce que quand on ne produit plus, il n'y a plus d'emplois, de vrais emplois, des emplois d'entreprise, des emplois qui sont reliés à des commandes, à des ventes, à des carnets de commandes, de vrais emplois qui se projettent dans le futur, pour lesquels on peut former des jeunes et des gens, évidemment pas uniquement des emplois dans la Fonction publique ou sur des contrats publics parce que, de la même manière, nous n'avons pas l'argent pour les payer et les personnes n'aura l'argent pour les payer dans l'avenir.

On a besoin de vrais emplois d'entreprise, quand il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas de charges sociales, il n'y a pas de CSG et, au contraire, il y a des charges pour la collectivité -l'assurance-chômage est une charge nécessaire et légitime pour la collectivité- plus rien ne fonctionne.

Les racines, comme un arbre, les racines du modèle social qui devaient être enfoncées profondément dans l'activité productrice du pays, eh bien ces racines ne font plus remonter de sève. Et comme on ne peut pas financer le modèle social ou le modèle de service public et qu'on veut encore un moment prolonger -ne serait-ce que pour des raisons électorales- les obligations de ce modèle-là, eh bien on fait des déficits et on emprunte, exactement comme une famille qui a été jadis prospère et qui veut maintenir son train de vie encore un peu pour faire semblant, alors elle va demander au cousin, au voisin, au banquier, quelquefois au banquier spécialisé dans ce type de prêts qui se renouvellent, elle va demander de quoi faire semblant encore un peu de temps...

C'est cela l'histoire du surendettement français.

Eh bien je vous dis, ces trois fléaux, le chômage, les fin de mois de plus en plus difficiles qui traduisent l'appauvrissement de tout le pays et le surendettement, il faut les soigner à la racine en prenant le mal à sa source, en l'identifiant, en le regardant en face et en décidant de le combattre tous ensemble.

Il faut que nous nous remettions à produire dans notre pays, à produire chez nous, à produire pour nos emplois, à produire pour nos ressources.

Ce que je défends devant vous mes amis, j'espère que vous entendez l'accent de vérité personnelle en tout cas, ce que je défends devant vous, cela n'a rien à voir avec une position politique, cela n'a rien à voir avec une position partisane.

Ce que je défends devant vous, c'est le retour au bon sens élémentaire dont on a manqué depuis des décennies dans notre pays et que nous avons à ré-enraciner comme ligne directrice de l'action nationale.

On en a vu partir... J'étais ce matin à Europe, quelques uns d'entre vous l'ont entendu, et on racontait que l'usine Technicolor d'Angers, dont j'avais rencontré les syndicalistes, celle-là aussi, une de plus, on la fermait... Celle qui fabrique, excusez du peu, des décodeurs pour Orange, c'est-à-dire pour France Telecom, c'est-à-dire pour une entreprise dont l'État républicain français est actionnaire ! Et c'est nous qui allons fermer les usines dans notre pays pour aller produire des décodeurs pour nos familles dans le Sud-est asiatique !

Mais mes amis, si on s'arrêterait une seconde pour réfléchir ?

Une entreprise nationale française, si elle voulait bien réfléchir une seconde à l'opération qui consiste à annuler ou à mettre un terme à la production de décodeurs sur le territoire national et au transfert de ces productions vers le Sud-est asiatique, si elle voulait bien s'arrêter une seconde, peut-être s'apercevrait-elle que lorsqu'elle transfère ainsi, elle, entreprise nationale, une production au Sud-est asiatique, elle perd au moins 50 % du montant de la facture qui seraient autrement revenus à tous les citoyens français, ses actionnaires, sous forme de charges sociales, sous forme de CSG, sous forme d'impôts sur les sociétés et d'impôts sur les personnes physiques qui en réalité auraient alimenté la vie du pays et alimenté ses clients !

C'est une opération absurde et à courte vue, quand on est une entreprise nationale, de déraciner ce qui est au fond sa principale ressource pour la transférer au loin et en perdre les fruits !

C'est exactement la même chose que j'ai défendue depuis longtemps, c'est exactement la même chose quand je me suis aperçu que la Sécu faisait fabriquer désormais les cartes Vitale en Inde. Mais, et je le dis aux responsables de la Sécurité Sociale, je comprends bien que si vous regardez poste par poste, eh bien oui en effet, vous allez probablement gagner 5 ou 10% de la fabrication des cartes Vitale, mais vous, Sécurité Sociale, la facture que vous payez en France, elle revient à 50% dans vos caisses à vous ! Et donc si vous payez 10% de moins, en

réalité vous perdez 40% par rapport aux factures qui autrement seraient revenues sur votre compte !

Il ne faut pas être docteur en sciences économiques, il faut avoir le bon sens élémentaire de savoir faire une opération. Quand on est la Sécu et qu'on reçoit la totalité des charges sociales sur le travail et de la CSG d'un pays, c'est criminel d'enlever la fabrication dans son pays pour aller la porter vers des gens qui ne paieront aucune espèce de charges sociales et aucune espèce de cotisations sur le travail ! Mais on ne veut pas regarder globalement le pays... Si vous étiez une entreprise privée avec uniquement des intérêts privés, je trouverais que ce ne serait pas très malin, mais quand vous êtes une entreprise publique et quand vous êtes la Sécu... mais il y a quelque chose qui ne va plus dans le logiciel !!!

Alors j'entends dire ici ou là : Mais enfin ! Est-ce que ce n'est pas un peu rétrograde de parler du produire en France ? Est-ce que ce ne serait pas plus élégant de parler de produire en Europe quand on est un Européen comme je le suis et comme je l'assume devant vous ?

Oui, j'aime l'Europe de toutes mes forces, oui je suis fier que nous soyons la seule assemblée politique dans cette élection présidentielle où l'on voit s'agiter autant de drapeaux européens qu'on y agite de drapeaux français. Oui cela me rend fier, oui je trouve que c'est juste, oui je trouve que c'est notre seule arme pour l'avenir. Je dis cela devant Bernard Bosson qui a été ministre des affaires européennes et Philippe Douste-Blazy qui a assumé les responsabilités des affaires étrangères et des affaires européennes.

Je suis fier que nous soyons ce courant de pensée-là, mais excusez-moi de le dire sous cette forme, l'Europe ne peut pas s'accommoder que les pays qui la forment soient, pour les uns, en santé éclatante et, pour les autres, en crise désespérante !

Surtout, et vous voyez que je développe devant vous des arguments réellement de fond, j'allais dire réellement basiques pour une campagne électorale comme celle-là, je dis surtout l'Europe ne peut pas s'en accommoder lorsqu'il s'agit du modèle de solidarité du pays le plus solidaire de l'Union européenne, c'est impossible de l'accepter, parce que la totalité de ce modèle est financée par l'activité qui est organisée sur notre sol français.

Il n'a pas un euro de transfert de l'Allemagne vers la France à l'intérieur de l'Union européenne, il n'y a pas un euro de transfert d'un pays à l'autre, nous avons organisé les choses de cette sorte-là.

Et donc cela veut dire que chaque pays a le devoir impérieux de faire régner sur son sol la prospérité et l'équilibre des sociétés, et la solidarité lorsqu'il a choisi d'en faire la principale raison de son organisation sociale !

Chaque pays a le devoir de faire que sur son sol on se porte bien, parce que si l'Europe devient un jour ou continue à être le déséquilibre entre ceux qui accumulent les excédents et ceux qui au contraire multiplient les déficits, alors je vous le dis, ce n'est pas seulement le modèle social français et républicain français qui va se trouver en cause, c'est le modèle européen qui va craquer.

Et vous voyez de quoi nous avons la responsabilité ?

Ne vous trompez pas, je dis cela avec beaucoup de prudence et beaucoup de réserve, il y a des gens et des responsables quelquefois importants qui, sur le sol européen, sont en train de préparer cette perspective que l'Europe ne résiste pas aux difficultés économiques que nous sommes en train de vivre. Il y a des gens sur notre sol, dans cette campagne présidentielle, aux extrêmes, qui sont en train de préparer l'opinion à l'idée qu'ils leur présentent comme merveilleuse que l'Europe craque et que nous soyons obligés d'en revenir à des économies nationales avec une monnaie nationale, ce qui serait, je vous le dis à l'avance, pour notre pays et pendant des années, une épouvantable misère. Il y a des gens qui instillent ces poisons, qui diffusent ces poisons, qui présentent comme souhaitable ce qui a été catastrophique dans d'autres pays.

Je ne vous demande pas de me croire sur parole. Je vous demande d'aller sur Google ou sur Wikipédia ou sur le moteur de recherche que vous préférerez sur votre ordinateur, de regarder ce qui s'est passé dans les mêmes circonstances en Argentine il y a dix ans. Je vais vous le dire ce qui s'est passé en Argentine, en deux chiffres : en six mois le niveau de vie de la population Argentine s'est effondré de 50 % et, au sein de la population Argentine, 53 % de la population est passée au-dessous du seuil de pauvreté et des centaines de milliers d'Argentins ont été obligés de prendre la route de l'exil pour survivre.

Eh bien je ne veux pas pour mon pays du drame que les Argentins ont vécu. Je vous demande d'écarter ces mauvais inspirateurs, ces mauvais conseillers, ces gens qui diffusent des poisons dans la société française.

Le modèle européen nous a protégés depuis des années. Il va falloir le rénover. Je n'ai aucun doute sur ce sujet, mais nous devons le considérer comme la garantie principale d'avenir de notre pays. Non pas en croyant ou en imaginant naïvement que les autres pourront faire le boulot à notre place, cela n'est pas vrai. Jamais dans l'histoire des peuples on ne peut remplacer la volonté d'un peuple de se reconstruire ou de se redresser par des interventions extérieures, jamais et singulièrement pas dans le monde que nous connaissons aujourd'hui où chacun essaie de faire tant bien que mal ce qu'il peut pour lui-même.

Mais il existe une nouvelle formidable, impressionnante, probablement saisissante pour un grand nombre d'entre nous, cette nouvelle est celle-ci : je suis sûr qu'en m'écoutant parler de l'effondrement de la production du pays, de pans entiers qui s'en sont allés, un grand nombre d'entre vous, même dans cette salle a pensé que, au fond, il y avait dans cette situation comme une fatalité, que c'était, et Dieu sait qu'on nous l'a seriné, Dieu sait qu'on nous a tympanisés avec cette idée, que c'était la faute de la mondialisation et qu'on ne pouvait pas rivaliser avec les salaires chinois, avec les salaires indiens ou plus près de nous avec les salaires roumains.

Vous l'avez entendu ça ou pas ? (La salle : Oui !) Tout le temps, tous les jours ! C'est comme cela qu'on nous a expliqué l'inexplicable, comme si c'était inéluctable, qu'on n'y pouvait rien.

Eh bien mes amis, cela est absolument, intégralement et définitivement faux parce que, si c'était vrai que c'était la Chine, l'Inde, la Roumanie, alors il n'y aurait pas de pays dans notre Europe occidentale, dans notre Europe de l'Euro, qui s'en serait sorti, qui serait prospère que produirait et qui exporterait tant et plus.

Or il se trouve que, sur notre sol, avec la même monnaie, avec les mêmes règles européennes, avec le même modèle social ou à peu près, avec le même prix du travail et même un prix du travail légèrement supérieur, il se trouve que nos voisins allemands, nos voisins néerlandais, nos voisins de l'Italie du nord, avec un modèle social du même ordre et un coût du travail beaucoup plus élevé, nos voisins suisses que Bernard Bosson évoquait à l'instant, tous ceux-là produisent et exportent et, au lieu de creuser les déficits, font des excédents et équilibrent la balance de leur commerce extérieur, sur notre sol avec les mêmes règles !

Et donc on vous a raconté des histoires et je les ai écoutées moi-même pendant des années, même si j'ai remis en question tout cela depuis quatre ou cinq ans. Moi-même j'ai cru qu'il y avait là quelque chose contre lequel il était très difficile de se battre, mais ceci est désormais contredit par la réalité des pays du même niveau que nous et qui nous entourent.

S'ils réussissent, eux, alors nous devons réussir nous. Nous n'avons pas moins d'armes, moins d'atouts que les autres, je crois que nous en avons plus, simplement nous ne les jouons pas comme il faut les jouer.

Et si je n'ai qu'un programme dans cette élection, alors c'est que la France doit désormais faire aussi bien que les autres, et mieux que les autres.

Pour préparer cette élection, dans le long temps de préparation, je suis allé de découverte en découverte en prenant filière par filière la comparaison entre nos activités et celles des pays qui nous entourent. J'en ai dit quelque chose à la télévision l'autre soir, mais je vous assure que ça mérite qu'on s'y arrête.

J'ai pris la filière de la forêt et du bois. Nous avons en France la forêt la plus vaste et la plus importante de toute notre partie du continent européen, et je ne parle que de la forêt métropolitaine parce que si j'y ajoutais la forêt de Guyane alors, là, nous aurions de très loin la forêt la plus importante et de très loin de tous les pays européens. Je ne parle que de la forêt chez nous dans notre hexagone.

Nous avons seize millions d'hectares de forêt. Les Allemands ont onze millions d'hectares de forêt. Nous, sur nos seize millions d'hectares de forêt, nous avons 450 000 emplois dans la filière de la forêt et du bois. Avec leurs onze millions d'hectares, les Allemands ont 800 000 emplois, avec la même monnaie, avec les mêmes règles, avec un smic forestier plus élevé de 12 % que chez nous, avec les mêmes contraintes de concurrence venue du monde entier.

Mais si vous faites la règle de trois, ceux qui me connaissent bien savent que je suis un défenseur acharné et longtemps solitaire, mais désormais rejoint par des foules et des foules, du calcul mental dans la formation des jeunes Français et dans la vie civique de notre pays -le créateur de l'association pour la défense et la promotion du calcul mental, son président et son seul membre jusqu'à maintenant mais bientôt nous allons être nombreux ! et j'ajoute quelquefois... et pour la mise en prison pendant quelques jours de ceux qui l'ont abandonné !... Mais si vous faites la règle de trois, si vous avez 800 000 emplois avec onze millions d'hectares, combien devriez-vous en avoir avec seize millions d'hectares ? Je vous donne la réponse : près de 1 200 000... Allez, mettons 1 million pour être fair-play, économe. Et tout d'un coup, vous vous dites : "Mais attends, cela veut dire qu'il nous manque 550 000 emplois dans la forêt de la filière et du bois ?" Et ce sont les mêmes arbres et ce sont les mêmes fabricants de meubles et ce sont les mêmes règles de toute nature. Alors qu'elle est la différence ?

Oh, je vais vous dire la différence, elle est très simple. Il nous manque tout l'échelon que l'on appelle de première transformation du bois, je vais le faire simple, il nous manque des scieries à telle enseigne que nous allons en France abattre des arbres et les faire scier en Allemagne !

Et alors vous vous dites, mais alors comment cela se fait ? Comment est-ce possible ? Qu'est ce qui s'est passé ?

Eh bien il s'est passé une chose très simple, c'est qu'entre 2002 et 2004, l'Allemagne était exactement dans la situation qui est la nôtre aujourd'hui, exactement avec les mêmes problèmes, ils étaient derrière nous, ils n'arrivaient plus à exporter -ils avaient dû absorber l'immense choc de la réunification allemande, il ne faut jamais oublier cela- alors ils ont dit :

on va faire des plans filière par filière. Ils ont fait un plan pour la filière bois et cela a donné les résultats que l'on sait.

Eh bien je vous dis avec certitude, filière par filière, nous devons faire de la même manière acte de volonté nationale, grouper autour de la table tous ceux qui sont les acteurs en disant :

désormais, bien sûr vous êtes des propriétaires privés de forêt pour certains d'entre vous ou bien vous êtes l'État avec la forêt domaniale, vous êtes des industriels du bois, mais on a besoin de toutes les bonnes volontés pour reconstruire l'emploi et apporter des richesses au pays. Désormais, nous allons le faire tous ensemble en nous fixant des objectifs et en donnant les moyens nécessaires pour que, cette filière, elle s'impose au niveau européen comme elle n'aurait jamais dû cesser de s'imposer.

Contrairement à un certain nombre de personnalités, je ne reconnais à nos amis et proches et partenaires et alliés allemands aucune espèce d'avantage comparatif par rapport à nous. Nous sommes capables de faire exactement ce qu'ils ont fait, aussi bien et j'espère mieux que ce que nos amis allemands ont fait.

C'est une question de volonté nationale qui se reforme. Excusez-moi de vous le dire. Nous fabriquons ensemble des Airbus, la partie des Airbus fabriquée en Allemagne et la partie des Airbus fabriquée en France, il n'y a pas de différence de qualité entre les deux, il n'y a pas de différence de coût entre les deux et même, chez nous, dans le sud-ouest où on fabrique les Airbus... même on chuchote que peut-être cela pourrait être le contraire et que tous ceux qui participent à Airbus en France sont légitimement fiers de leur succès et prétendent que même

on pourrait vérifier qu'on fait assez souvent mieux que l'autre partie allemande... mais il y a des concurrences entre pays et naturellement il y a un brin de chauvinisme du sud-ouest et, ma foi, j'y participe dans les tribunes où vous acceptez de m'entendre... Mais il y a aussi un chauvinisme Rhône alpin, n'est-ce pas ? Et il est justifié ! Et il y a un chauvinisme Lyonnais, n'est-ce pas ? Et il est justifié ! En tout cas, moi, je participe à cette fierté de Rhône-Alpes et de Lyon.

Mais vous voyez une seule filière, le bois... allez... 500 000 emplois qu'on peut reconstruire.

Écoutez, franchement, on a seize millions d'hectares, on a planté l'an dernier en moyenne trois arbres par hectare, 47 milliards d'arbres en France... Les Allemands ont planté l'an dernier 450 millions d'arbres, dix fois plus avec une forêt de 30 % inférieure et la Pologne a planté l'an dernier 1 milliard d'arbres sur son sol !

Et en disant cela, je ne suis pas seulement défenseur de l'activité économique, je suis défenseur de notre obligation écologique, parce que les arbres que l'on plante, c'est le moyen le plus efficace de capter le carbone présent dans l'atmosphère sous forme de CO<sup>2</sup> et d'en faire de la matière végétale, de la matière vivante. C'est le puits à carbone le plus efficace que l'on peut trouver. Alors quand on a -et de surcroît l'arbre qui fait le plus de capture de carbone dans l'atmosphère c'est l'arbre le plus jeune évidemment parce qu'il est en croissance, en adolescence et qu'il a besoin de se nourrir du carbone de l'air- alors quand on a à la fois le moyen de revitaliser une filière économique, de créer des centaines de milliers d'emplois, de créer des ressources -l'an dernier le déficit de la France dans la matière du bois et de la forêt a été de 7 milliards d'euros, c'est-à-dire que 10 % de la totalité de notre déficit commercial c'est le bois et la forêt- quand on a les moyens de corriger tout cela, de revitaliser une filière et en même temps de faire l'action écologique la plus déterminée, alors c'est un devoir de s'y mettre et de s'y mettre tous ensemble, de regrouper les forces du pays.

Et ce qui est vrai pour le bois et pour la forêt, mais c'est vrai pour chacune des autres filières du pays ! C'est vrai pour le numérique. On a créé 750 000 emplois ces dernières années sur le numérique en France. L'attente numérique explose... Nous n'avons même pas de formation au commerce numérique dans notre pays ou alors totalement épsilon, totalement isolée !

Vous ne croyez pas que c'est le moment de se remettre à construire du e-commerce et des formations au e-commerce dans notre pays ? C'est ce qui explose le plus, on a besoin de rénover nos formations !

Les industriels du numérique sont venus me voir et m'ont dit : Écoutez, franchement, si vous pouviez nous écouter, comprenez bien qu'il est impossible dans le numérique de respecter le droit du travail et le droit social comme il est dans notre pays, parce que chez nous, on ne peut pas s'arrêter de travailler à 6 heures du soir et s'empêcher de travailler le samedi et le dimanche, parce que comme on est en liaison avec la Californie ou avec la Chine ou avec l'Inde, on est bien obligé d'avoir des horaires de travail qui nous permettent de nous rencontrer. Alors, s'il vous plaît permettez-nous de définir ensemble, avec les organisations syndicales, les règles sociales qui s'imposent pour que notre activité devienne simplement en bonne santé et qu'on cesse de craindre des contrôles qui seraient totalement hors de saison, qu'on ait des règles qui s'adaptent à ce que nous voulons faire tous ensemble.

Et ils ont raison. Une des forces des pays que j'évoquais, une des forces de l'Allemagne, c'est qu'il y a entre les entreprises et les organisations syndicales, un lien, une force. Je suis, on m'en a Dieu sait assez fait le reproche, un défenseur de l'idée de cogestion, l'idée que les organisations syndicales ne sont pas les ennemis de l'entreprise et que l'entreprise est au contraire un atout pour les salariés, pour se projeter dans l'avenir.

Il paraît que ce n'est pas la mode en France et que c'est être vraiment mal inspiré que de vouloir défendre une idée de cet ordre, mais je la défends devant vous, il se trouve que je pense qu'il est bon, qu'il est utile et qu'il est juste qu'organisations syndicales et entreprises travaillent ensemble quand c'est dans le privé et aussi quand c'est dans le public. On a besoin de faire travailler tout le monde ensemble.

À cette idée révolutionnaire dans notre pays, j'en ajoute une autre. Dans l'idée de refondation du modèle social français que nous portons, ne serait-ce que pour aider à cette revitalisation de l'appareil productif dans notre pays, il se trouve que nous avons l'intention de défendre une idée, elle aussi révolutionnaire et qui est celle-ci : nous considérons et nous voulons faire entrer dans la loi cette idée que l'entreprise n'appartient pas seulement à ses actionnaires, qu'elle appartient aussi à ses salariés et que donc les salariés doivent être représentés en tant que tels aux Conseils d'administration des entreprises, et avec droit de vote pour qu'ils puissent exprimer le sentiment, la volonté, l'idée de l'avenir qu'ils portent en tant que partenaires de plein droit de l'entreprise française.

Et vous voyez comme c'est un modèle complètement différent que nous avons à bâtir et que c'est une condition de l'épanouissement de la réussite de cette guerre, de ce combat que nous avons à mener filière par filière, le bois, le numérique, le textile...

En France, on considère que la bataille du textile est perdue. Nous n'avons même plus 100 000 emplois dans le textile. Nous, le grand pays du luxe dans le monde, on ne se sert pas du luxe pour un secteur dans lequel l'image de marque joue un si grand rôle. Il y a 450 000 emplois en Italie dans la filière textile, même s'ils ont du mal, cinq fois plus que chez nous. L'Allemagne est en train de reconquérir pied à pied la filière textile, notamment dans le sportswear, comme on dit.

Et nous, les Français, nous en serions incapables ?

Je vous dis que nous avons autant d'atouts que les autres et même plus parce que le pays qui est reconnu comme le leader du luxe et de l'image de marque du secteur, du chic et de la mode dans le monde, c'est évidemment dans le textile qu'il a le droit et le devoir de livrer à nouveau les batailles qu'on a perdues au travers du temps.

Je n'accepte qu'aucune bataille soit proclamée perdue dans notre pays. Je n'accepte aucune défaite décidée à l'avance. Partout où l'on peut reconstruire, nous avons le devoir de le faire et l'Europe, cher Jean-Luc, doit nous y aider parce qu'il y a des combats de la production que nous ne pouvons pas mener tout seuls. Nous avons perdu, c'est une faute historique, nous avons perdu complètement la fabrication des écrans

plats, iPhone, iPad, tablettes de toute nature, il y a même des tablettes françaises, des écrans de téléviseurs, des écrans d'ordinateurs que vous avez sur vos bureaux. Nous avons perdu, nous Européens, pas seulement les Français, nous Européens nous avons perdu complètement cette production-là.

Et quand vous vous rendez compte que, là-dedans, le coût du travail, cela représente combien ? 4 % ? 5 % ? Et encore, je ne suis pas sûr qu'on y arrive... ce sont des fabrications très technologiques, très automatisées, en salle blanche comme on dit, dans lesquelles la qualité des composants joue un rôle essentiel. C'est la Corée du Sud qui a gagné la bataille, un pays cinq fois plus petit que la France, avec une population de 50 millions d'habitants quand nous en avons 65, un pays qui n'a aucune ressource naturelle, qui était, il y a quarante ans, le pays le plus pauvre de la planète. Et c'est la Corée du Sud qui a gagné la bataille, pas seulement là, qui l'a gagnée dans l'acier, qui l'a gagnée dans l'automobile, qui l'a gagnée dans les chantiers navals, qui l'a gagnée dans l'électronique, qui est en train de donner au monde un exemple de ce que peut être la volonté d'un pays. Pas que je veuille importer chez nous le modèle coréen, pas plus que je ne veux importer le modèle allemand.

Vous avez compris quel est le but de mon engagement : c'est de sauver et de porter vers l'avenir le modèle français, le modèle que nous avons construit au travers du temps, celui qui mérite qu'on le défende, pas seulement parce que c'est notre identité, comme on dit, mais parce que c'est notre idéal, parce que nous avons, au travers des décennies et des années, imaginé que, au fond, cette société républicaine qui est, pour moi, la société humaniste par excellence, celle où liberté, égalité, fraternité, laïcité, comme Jean-Luc le disait, constituent pour nous un modèle adressé au monde, un modèle pour nos enfants, mais un modèle adressé au monde et que nous avons décidé d'en faire non pas seulement des mots, non pas seulement du blabla, mais une réalité économique et sociale dans laquelle chacun trouverait le compte pour sa famille et pour sa propre vie.

C'est cela que nous avons à sauver aujourd'hui, à défendre demain, à améliorer au travers du temps, pas à nous résoudre à abandonner ce modèle pour d'autres, comme j'avais cru comprendre que c'était, il y a cinq ans, le projet de certains qui sont revenus depuis, si j'ai bien compris, sur les options qui étaient les leurs à cette époque.

Nous avons entre les mains un bien précieux et c'est précisément parce que nous l'avons hérité en particulier du Conseil national de la Résistance que nous devons être totalement mobilisés, dans cette salle et ailleurs, et au-delà et ceux qui nous regardent sur les écrans, totalement mobilisés pour exiger et imposer que cette élection présidentielle soit celle où l'on traite des sujets de fond et pas des balivernes et des rodomontades et des sujets secondaires et des diversions dont on nous accable depuis des semaines et des mois et qui nous empêchent de regarder en face ce que sont les enjeux de notre avenir même !

Nous avons un modèle, nous avons un héritage à défendre. Cet héritage est en danger, il est en danger, je l'ai dit, du côté des emplois, du côté des fins de mois, du côté de l'endettement, c'est-à-dire, au fond, du côté de la même question de la production chez nous. Il est en danger.

(...) Permettez-moi alors seulement de mentionner, mais c'est sujet central et notamment quand vous pensez à ces pays qui ont livré la bataille et l'ont gagnée, j'évoquais la Corée du Sud à l'instant mais on pourrait trouver d'autres modèles, par exemple dans les pays scandinaves, je veux simplement dire que ce projet de société-là, il repose au moins autant sur l'éducation que sur la production.

Nous sommes les défenseurs d'une refondation de l'Éducation nationale dans laquelle on considérera que, là non plus, il n'est pas de bataille perdue.

Il n'est pas vrai que la France, le pays qui, pendant des décennies et pendant des siècles en vérité a présenté au monde le modèle d'éducation le plus achevé et le plus envié, il n'est pas vrai que la France soit condamnée comme elle est aujourd'hui, à s'enfoncer année après année dans les classements internationaux, à se retrouver année après année dans le peloton de queue des pays développés de la planète pour la lecture, la compréhension de l'écrit, pour le calcul et pour l'égalité ou, en tout cas, la lutte contre les inégalités scolaires.

24 ème sur 35 en compréhension de l'écrit, 25 ème sur 35 en calcul et -honte !- 34 ème sur 35 en lutte contre les inégalités scolaires !

Ceci, mes amis, ce n'est pas la France républicaine, ce n'est pas le modèle républicain que nous présentons au monde.

Et je veux dire ceci devant vous avec certitude : bien sûr, il y faudra des moyens. Je prends l'engagement de protéger poste pour poste pendant cinq ans les moyens actuels de l'Éducation nationale, mais même si je dois me faire mal voir d'un grand nombre d'entre vous, je veux vous dire ce que je ressens à cette tribune.

Ce n'est pas principalement une question de moyens, c'est principalement une question de volonté nationale, d'organisation de notre système scolaire, de repérage des réussites parce qu'il y a des réussites dans l'école française et elles sont nombreuses, de recherche pour savoir de quelle manière enseignent ceux qui, devant une classe, transmettent le plus de connaissances, d'envie d'apprendre, de méthode. Nous avons une mine à ciel ouvert de réussite au sein de l'école, seulement personne ne va jamais voir comment procèdent les enseignants qui obtiennent ces résultats et méritent devant des classes qui, parfois, sont plus difficiles que d'autres.

Je ne signe et je n'accepte aucun bilan de défaite, aucun bilan de retraite. Je dis que nous devons nous fixer comme objectif national tous ensemble, parce que c'est une question de peuple et de pays, nous devons fixer comme objectif national que tout ce que nous avons connu depuis des années comme retraite, comme défaite et comme échec, nous allons le transformer en réussite avec des mots simples, avec les mots qui sont ceux de la compréhension, de la vie, de tous les secteurs économiques, de tous les secteurs éducatifs et, au fond, de tous les secteurs humains du pays. Nous allons nous adresser aux Français pour qu'ils soient eux-mêmes les artisans et les volontaires du redressement du pays.

Et donc je sais quels sont les enjeux de ce redressement. Je viens d'en évoquer deux devant vous. Je vais en évoquer un troisième.

Nous avons la charge de recréer la confiance entre les citoyens et leurs élus par une action déterminée, immédiate, inévitable que personne ne pourra éluder, de moralisation de la vie publique dans notre pays en réglant les questions qui, depuis des années, sont au-dessus de nous comme autant d'ombres de la démocratie française.

Alors, ces questions, je les énumère, elles feront l'objet d'un référendum.

Je m'arrête une seconde pour dire que, dans la campagne électorale, il y a des déclarations qui sont souvent sans intérêt, il y en a quelques-unes qui méritent qu'on y réfléchisse. Il y a une semaine, François Hollande avait dit que l'idée d'un référendum, après tout, c'était une très bonne idée pour moraliser la vie publique. Hier, il a fait une déclaration pour dire que non, finalement, tout bien réfléchi, c'était aux parlementaires qu'il fallait laisser la charge de trouver des règles différentes pour l'avenir de l'organisation de la vie publique chez nous.

Eh bien moi je vous dis, si comme depuis des années et des décennies, on recule devant cette obligation et on explique que ce sont les parlementaires eux-mêmes qui vont changer les règles d'organisation du parlement, on peut attendre longtemps ! Car il y a des décennies qu'on attend et cela va durer encore et je vois très bien quels types d'influences ont pu s'exercer sur le candidat du parti socialiste pour que ce qu'il trouvait bien hier devienne aujourd'hui peu recommandable !

Eh bien moi je vous dis ceci : précisément, si j'ai présenté devant les Français l'idée d'un référendum remis entre les mains des citoyens de moralisation de la vie publique, c'est parce que les acteurs de la vie publique eux-mêmes, depuis des décennies, ont été incapables de s'y attaquer, qu'ils ont passé leur temps à expliquer que, demain, on raserait gratis. Vous connaissez cette fable, celui qui se présente chez le barbier où il y a une affichette qui dit : "Demain, on raserait gratis." Il revient le lendemain et il dit : "Pouvez-vous me raser ?" Et le barbier lui dit : "Monsieur, vous avez mal lu l'affiche, c'est demain qu'on raserait gratis !" Eh bien, c'est comme cela qu'ils nous font depuis des années pour la réorganisation et la moralisation de la vie publique en France. Moi je vous dis, si vous voulez que cela se fasse, il va falloir que vous vous en occupiez vous-mêmes, comme citoyens et comme électeurs !

Et alors, toutes les questions qui sont devant nous depuis des années, le cumul des mandats, spécialité française qui n'existe absolument nulle part ailleurs pour les députés en tout cas ; le fait que je pense indispensable que, désormais, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, pour voter, il faille être présent dans l'hémicycle et assumer soi-même la charge du vote que l'on va émettre ; le fait qu'on ne puisse plus, demain, confondre intérêt privé et intérêt public lorsqu'on a une charge dans la vie politique française gouvernementale ou parlementaire ; le fait qu'on soit obligé de déclarer à l'avance quand on va voter sur un texte tel ou tel intérêt qu'on aurait dans une entreprise qui va être concernée par le texte que l'on va voter, cette obligation qui a été présentée par la commission Sauvé et dont personne n'a tenu aucun compte qui est la règle au Parlement européen, il faut que nous l'imposions dans la vie publique française pour éviter le mélange des genres et le soupçon perpétuel sur la manière dont sont organisés un certain nombre de votes.

Nous avons besoin qu'on reconnaisse et qu'on impose l'indépendance de la Justice dans notre pays pour éviter qu'elle soit perpétuellement poursuivie par le soupçon de soumission à l'exécutif ou d'influence du pouvoir exécutif sur elle. C'est pourquoi je propose que le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, soit désormais nommé pas seulement sur décision du président de la République, mais après un vote de confiance qui obligera au Parlement à l'accord de la majorité et de l'opposition pour que le Garde des Sceaux soit au-dessus des intérêts partisans.

Je propose qu'on instaure définitivement et qu'on rende désormais incontournable l'indépendance des médias et particulièrement de l'audiovisuel public dans notre pays en faisant en sorte que les présidents des chaînes de l'audiovisuel public ne puissent pas être nommés à la discrétion du président de la République, mais qu'on soit obligé de le soumettre au vote d'un conseil dans lequel seront représentés les véritables propriétaires de l'audiovisuel public qui ne sont nullement l'État, nullement le pouvoir, mais les citoyens spectateurs qui assurent la redevance qui permet à l'audiovisuel public de vivre.

Et de la même manière, je propose qu'à toutes les élections, on reconnaisse la validité du vote blanc parce que c'est important qu'un citoyen qui se déplace pour aller voter et glisser son bulletin dans l'urne voit reconnaître le caractère civique de la démarche qu'il fait. Il se reconnaît citoyen et, simplement, il dit : "L'offre politique que vous me présentez ne convient pas à la vision de l'avenir démocratique qui est le mien" !

Je proposerai enfin qu'il soit mis un terme au gaspillage éhonté qu'on connaît depuis des années dans le financement des campagnes électorales et notamment de la campagne électorale présidentielle, en faisant en sorte que le plafond de dépenses soit strictement limité et que ne soient plus données des subventions privées multiples et variées et quelquefois en réseau qui coûtent aux contribuables les deux-tiers de leur montant. Je clarifierai et j'assainirai le financement des campagnes électorales présidentielles.

Ceci se fera, si je suis élu président de la République, par référendum organisé le jour du premier tour de l'élection législative, c'est-à-dire le 10 juin. Ainsi, en quatre semaines et un dimanche, nous aurons traité la totalité des questions dont les partis principaux sont venus devant nous à différentes reprises, la main sur le cœur, pour nous expliquer qu'ils avaient l'intention de le faire, mais que ce serait pour la prochaine fois.

Nous, ce n'est pas la prochaine fois, c'est cette fois-ci !

Enfin, je veux vous dire ceci : l'ensemble de ce redressement, l'ensemble de cette reconstruction que nous avons à porter tous ensemble, cela ne peut pas se faire dans le cadre habituel dans lequel veulent nous faire vivre le principal parti de l'opposition, le principal parti de la majorité et tous ceux qui sont des défenseurs de la guerre civile éternelle entre gauche et droite. Ce que nous avons à faire est tellement important, tellement difficile qu'il faut, en effet, pour sauver le projet du Conseil national de la Résistance, retrouver les moyens et les chemins qui furent ceux du Conseil national de la résistance lui-même.

Nous avons besoin de proposer au pays que, bien sûr, nous reconnaissons qu'il y a des différences entre nous, des inspirations différentes, des gens plus à gauche, d'autres plus à droite, d'autres, heureusement très nombreux, plus au centre.

Et ces différences sont légitimes, et les valeurs qui animent chacune de ces familles de pensée sont aussi des valeurs légitimes. J'écarte les extrêmes parce que je pense que jamais dans l'histoire aucun pays ne s'est sorti des difficultés qui étaient les siennes s'il se laissait emporter par la facilité des extrêmes. Chaque fois, cela a été un malheur pour ces pays, soit dans l'extrême division, soit dans l'extrême illusion, ceux qui prétendent qu'il suffirait de changer les gouvernants pour que, tout d'un coup, les salaires soient multipliés, les postes publics soient créés par centaines de milliers, que l'on voit augmenter toutes les allocations de toute nature. Eh bien, ceux-là racontent des histoires aux Français et nous, nous sommes là pour que le peuple français ne se laisse abuser par aucun des mensonges qu'on lui propose depuis des semaines et des mois.

Mais si j'écarte les extrêmes dont chacun comprendra qu'ils sont incompatibles, incompatibles avec notre démarche, incompatibles avec la vérité que nous devons au pays, incompatibles avec le choix d'honnêteté, d'authenticité et d'équilibre que nous proposons aux Français, mais si j'écarte les extrêmes, toutes les autres grandes familles démocratiques, selon moi, sont légitimes pour participer à l'effort que la France va avoir à faire pour se reconstruire.

Je viens de dire "effort". C'est un mot qui n'est pas employé dans cette campagne électorale et moi je vous dis, c'est le mot clé. Oui, bien sûr, nous avons des efforts à conduire ! Oui, bien sûr, ces efforts vont exiger de notre peuple une mobilisation.

Ce n'est nullement du sang et des larmes comme nous le prédisent à longueur d'interview des gens qui, au fond, ont l'idée que c'est impossible de se redresser et qu'on va continuer à glisser comme on le fait sur le toboggan depuis des années.

Nous avons des efforts à conduire, mais ces efforts-là, c'est le plus grand optimisme que nous pouvons trouver pour notre avenir parce que, quand une famille, quand une entreprise, quand une communauté, quand une association sait, comprend qu'il lui suffit de faire des efforts pour s'en sortir et que, de nouveau, son horizon s'éclaire et que son avenir, notamment pour les plus jeunes d'entre eux, redevient un avenir attrayant, heureux, auquel on puisse croire, alors les efforts ne sont rien !

C'est facile de faire des efforts si on sait où on va et qu'on va s'en sortir tous ensemble.

Ce qui est désespérant, c'est d'être condamné à perdre bataille après bataille sans qu'on n'ait aucun espoir jamais de redresser la situation de son pays, c'est-à-dire la situation de sa famille.

Nous, c'est un espoir que nous portons. Effort, cela veut dire espoir. Effort, cela veut dire que nous savons où nous allons et nous allons y aller ensemble.

Je m'honore d'être le candidat qui non seulement dit la vérité sur la situation du pays, non seulement propose -je viens de vous en donner des exemples- un chemin crédible, concret, je vais encore employer un gros mot, de bons sens dont on a besoin pour se sortir de l'impasse et de l'enlèvement dans lequel nous sommes, un effort concret, d'optimisme, un ressaisissement des volontés nationales, une volonté de se redresser et de rebâtir la maison que nous avons, dans de trop nombreux secteurs, laissé couler.

Voilà le programme que je présente devant vous.

C'est le plus simple, pour moi, c'est le plus optimiste, c'est le plus mobilisateur que l'on puisse concevoir, précisément dans ces moments où l'essentiel de notre héritage est menacé.

Nous sommes ceux qui allons le reconstruire et nous allons le reconstruire ensemble parce qu'il y a une chose que nous avons comprise à la suite du Conseil national de la Résistance, c'est que "Un pays uni, rien ne lui résiste" !

Merci à tous !

\*\*\*

<campagne=2012>04.17 - <locuteur.rice=François\_Bayrou> - Nantes <lieu=Nantes> <texte=72>

Vous êtes très beaux ! Vous êtes très beaux, vous êtes très chaleureux et vous avez bien raison d'être là !...

Parce que c'est ici évidemment que nous allons partager la réflexion, la volonté, le choix d'un très grand nombre de Français et d'abord les Français des Pays de la Loire, d'abord des Nantais et de ceux quelquefois venus d'un peu plus loin dans l'Ouest et qui nous ont fait l'amitié d'être là.

Alors, je veux saluer les personnalités présentes. Je veux saluer Isabelle Loirat. Je veux saluer Maurice Perrion, Maire de Ligné, Conseiller général. Je veux saluer Laurent Géault, Conseiller régional.

Je vais en oublier comme chaque fois, mais je vous prévient à l'avance des regards de "haine" qui me frapperont !... Je veux saluer Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, qui s'est exprimé avant moi à la tribune. Je veux saluer Bruno Joncour, Maire de Saint-Brieuc. Je veux saluer Jacqueline Gourault, Sénateur du Loir-et-Cher. Je veux saluer Jean-Claude Merceron, Sénateur de Vendée. Je veux saluer François Zocchetto, Président du groupe de l'Union centriste au Sénat, Sénateur de la Mayenne.

Et, bien sûr, je veux saluer Jean Arthuis, Président du Conseil général de la Mayenne, Sénateur de la Mayenne, qui, dans ses fonctions de Ministre de l'Économie, puis de Président de la Commission des finances du Sénat et très récemment de Rapporteur pour le Gouvernement français d'un rapport très important sur l'Euro et la Zone euro dont il vous a dit quelques mots, a été évidemment en première ligne des problèmes que nous évoquons ensemble.

J'ai oublié au passage, mais je ne veux pas manquer de le saluer, Yann Wehring, qui est notre porte-parole.

Tout à l'heure, je lisais un journal qui titrait à la Une : "La campagne insaisissable". Pour nous, c'est une campagne parfaitement saisissable. C'est une campagne parfaitement définie, c'est une campagne qui fixe avec précision ce qu'auraient dû être les débats du peuple français au moment d'arrêter les choix les plus importants de son avenir.

Pour nous, nous sommes entrés dans cette campagne électorale et j'y suis entré avec le sentiment, que je partage avec chacun d'entre vous, que probablement jamais depuis un demi-siècle, la France ne s'est trouvée dans la situation, dans l'inquiétude, dans le souci, comme elle l'est aujourd'hui.

Et puis, on a vu tout au long de la campagne électorale se multiplier les interventions totalement déconnectées de la réalité du pays, on a vu se multiplier les débats sur l'étiquetage de la viande hallal ou de la viande cascher dans les supermarchés, on a vu tout récemment naître de très importantes et magnifiques déclarations qui, d'ailleurs, ne changeaient rien à la situation du pays sur l'organisation du permis de conduire !...

On est vraiment dans le plus profond des sujets qui intéressent l'avenir de notre peuple...

Frivolités... diversions... tentatives pour que aucun des sujets qui sont les sujets vitaux de l'avenir de la France ne soient traités devant les Français.

Eh bien, je vous le dis en une phrase : nous sommes là pour que la France ait devant elle un candidat et un projet politique qui expriment les projets qui sont les plus importants pour l'avenir de notre pays et de nos enfants.

Oh ! Nous ne sommes pas surpris, bien entendu, ni Jean Arthuis, ni moi, qui avons, depuis des mois, tiré la sonnette d'alarme sur la réalité de la situation du pays. Nous ne sommes pas surpris, parce que, depuis des semaines et des semaines, nous disions : « Mais, on est en train, Français, citoyennes et citoyens, de se moquer de vous, on vous raconte des histoires, ce sont des illusions et des fariboles que l'on place devant vous ! ».

Cet après-midi même, trois informations sont sorties qui donnent la dimension de cette illusion que l'on présente devant les Français et de la tromperie que l'on est en train d'organiser devant eux. Trois informations...

Cet après-midi, le Fonds monétaire international a rendu publiques ses prévisions et il dit : 1. Le chômage va exploser en France l'année prochaine. Nous sommes déjà à 10 % de chômeurs dans la population active, mais ce chômage va continuer à progresser.

2. L'annonce qui a été faite qu'en 2013, François Hollande et Nicolas Sarkozy l'ont reprise en cœur, selon laquelle on ferait descendre le déficit du pays au-dessous de 3 % du Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire de la totalité de la production, des factures, des salaires additionnés dans notre France, que l'an prochain on ferait descendre au-dessous de 3 % le déficit, n'est pas vraie ! Nous donnons des estimations, c'est au moins 30 % de plus que l'on va connaître, au lieu de 3 % on approchera l'année prochaine de 4 % !

Toutes les prédictions qui avaient été bâties par François Hollande et Nicolas Sarkozy sont démenties par cette institution qui occupe une place très importante -parfois trop importante dans le débat public national ! Ils se sont engagés et les experts internationaux disent que cela ne tient pas la route.

3. Enfin, cet après-midi, un institut qui s'appelle l'Institut Montaigne, qui est très proche, en tout cas qui est très loin d'être un ennemi du pouvoir en place, de l'UMP et de Nicolas Sarkozy, cet institut a dit : le programme que Nicolas Sarkozy présente et d'ailleurs celui de François Hollande aussi ne tiennent financièrement pas la route !

Dans le programme de Nicolas Sarkozy, il y a 20 % de dépenses sous-estimées ou de recettes surestimées. Le déséquilibre sera au moins 20 % plus important.

Dans le programme de François Hollande, c'est de l'ordre de 10 %, malgré la multiplication considérable des impôts. Cet après-midi même !... En trois informations, en trois affirmations, dont nous ne doutons pas...

Moi, je ne suis pas un expert, mais Jean Arthuis oui, même si je sais tout de même lire les chiffres, car je suis, comme certains d'entre vous le savent, le créateur, le Président et même le seul adhérent de l'association pour la défense du calcul mental en France... mais je sais que, quand l'autre jour, Nicolas Sarkozy disait : "Le déficit du pays, c'est 103 milliards"...

Considérez, je vous prie, ce que représente comme montagne 103 milliards d'euros, comme montagne de déficit transformée en dettes. Considérez ce que cela veut dire : c'est au moins 5 millions de salaires annuels avec les charges des Français ! Eh bien, ce déficit-là, Nicolas Sarkozy a dit : "J'ajoute 12 milliards de dépenses nouvelles" !

Comment les finance-t-il ? Mystère absolu et il dit : "mais, en échange, j'ai trouvé 52 milliards d'économies déjà décidées". Je me suis permis de lui faire remarquer respectueusement -mais quand il s'agit de calcul mental, après tout, le respect n'a pas grand-chose à voir...- que quand on avait trouvé 52 milliards sur 115 milliards, il manquait encore 63 milliards !...

Dans tous les discours que je tiens tous les soirs devant des assemblées -pas tout à fait aussi brillantes, pas tout à fait aussi intelligentes, pas tout à fait aussi informées que celle qui est ce soir devant moi, mais enfin des gens qui "tiennent tout de même la route"...- je m'efforce de dire que, tout au long de ces discours, tout au long de ces interventions, il n'y a pas un mot qui soit un mot partisan, pas un mot qui soit une question d'étiquette, il n'y a pas un mot qui soit une question de préférence. Il n'y a que des faits objectifs, il n'y a que la réalité du pays comme nous la voyons, comme je la vois et comme mes amis présents au premier rang la voient avec moi, il n'y a que les inquiétudes personnelles, familiales, humaines qui sont les vôtres, les nôtres.

Qui d'entre vous n'a pas à l'esprit ce qu'est le regard d'un jeune homme ou d'une jeune fille ayant fait des études et qui ne trouve pas d'emploi ?!... Dans sa famille -je ne parle pas de théories politiques, je ne parle pas de statistiques, je parle de visages, je parle du regard qui baisse et qui fuit...- parce que ces garçons et ces filles ils ne comprennent pas pourquoi c'est la cinquantième fois qu'on leur envoie une lettre faite à l'avance, parce qu'ils ont pour la cinquantième fois, et quand je dis cinquantième, c'est parfois centième ou cent-vingtième ou cent-cinquantième fois, envoyé un curriculum vitae et qu'ils ne reçoivent pas de réponse.

C'est pour cela que je suis là ! Ce n'est pas pour une étiquette de parti, ce n'est même pas pour un courant politique et Dieu sait que pour moi cela compte, c'est parce que si nous ne sommes pas là, qui va prendre leur défense en disant : "Pour nous, c'est « emploi, emploi, emploi », la priorité du pays et quiconque trahit la priorité « emploi, emploi, emploi », celui-là ment et porte atteinte à l'intérêt national" ?

Qui d'entre nous ignore ce que sont les fins de mois difficiles ? Qui d'entre nous ignore, en tout cas pas moi, ce que sont les toutes petites retraites, souvent des femmes, y compris quand elles ont travaillé toute leur vie. Je voyais hier, dans un magazine, une grande photo de ma mère qui vient de s'en aller, sa dernière retraite, vous me l'avez peut-être entendu dire était de 668 €/mois !

Ce n'est pas des dossiers, ce sont des visages, ce sont des familles. C'est l'inquiétude des familles voyant arriver l'inéluctable besoin impératif de maison de retraite et qui se disent :

"mais qu'en est-il du reste à charge ?", vous savez ces 800 €, 1 000 € par mois... Et, quand on ne peut pas le payer, comment on fait ?

C'est pour ces familles que je suis là, parce qu'il n'y a personne pour dire : "Mesdames et Messieurs, mes chers concitoyens, quelle est la raison de tout cela ? Quelle est la raison de cet appauvrissement dans lequel le pays semble engagé, que chacun regarde comme le sort de sa famille personnelle ?". Mais, en réalité, additionner la situation de toutes ces familles, c'est du pays qu'il s'agit ! Et Jean Arthuis l'a dit de manière absolument claire.

Quand un pays dans son ensemble -qui n'est pas sur ce point différent ni d'une famille ni d'une petite entreprise artisanale, ni d'une petite entreprise commerciale- quand un pays est obligé d'acheter beaucoup plus qu'il ne vend, demandez-vous ce qu'il en est quand sort de la famille beaucoup plus qu'il ne rentre... Qu'est-ce qui se passe ?!...

Eh bien, il se passe le surendettement. C'est exactement ce qui est arrivé à la France, quand un pays s'appauvrit. Nous nous sommes appauvris l'an dernier de 70 milliards d'euros. On a été obligé d'acheter autour de nous, à l'extérieur, 70 milliards de plus que nous n'avons su vendre, sur notre marché.

Nous, Français, alors que la France a été le plus grand pays producteur du monde, nous ne sommes même plus capables d'équilibrer nos comptes. Cette auto-suffisance-là, nous l'avions encore il y a sept ans !

Au début des années 2000, cela a commencé à décrocher. En 2005, nous étions encore légèrement excédentaires et puis on a pris le grand toboggan. Certains d'entre vous ont peut-être vu la dernière émission que l'on a fait sur France 2, qui aurait dû être un débat auquel les citoyens auraient eu droit entre les candidats qui se présentaient devant eux avec confrontations et échanges, simplement pour que l'on sache sur quels points allait se jouer l'élection présidentielle, mais cela a été remplacé par dix mini-interviews, puisque comme vous le savez, les deux candidats principaux refusaient de débattre avec les autres, préférant se réserver pour le deuxième tour, dont ils pensent, ils croient, ils ont tout fait pour qu'il soit écrit à l'avance... et nous sommes là pour les démentir.

Donc, dans ce débat-là, vous avez peut-être vu la courbe que M. François Lenglet a présentée sur le tableau d'affichage aux spectateurs et qui est, en effet, l'effondrement de la place de la France dans le commerce européen.

Entendez bien ce que je dis. Je ne suis pas en train de vous dire dans le commerce mondial, mais en Europe, chez nous, sur notre sol, on a perdu 50 % de la capacité d'exportation de la France, dans des secteurs d'activité considérables, très importants, des secteurs d'activité de la vie de tous les jours, ceux pour lesquels ont fait les courses, ceux par lesquels on équipe sa maison.

Nous avons disparu de tous ces secteurs, nous, qui sommes, et c'est ici que je le dis, un immense pays de production et d'industrie aéronautique, un immense pays de production spatiale, un immense pays en matière d'hélicoptères et, chez moi, dans mon village on produit un sur deux des moteurs d'hélicoptères qui volent dans le monde. Aéronautique, spatial, TGV, même automobile, pharmacie... La France est un grand pays dans les secteurs les plus exigeants de la production mondiale, internationale.

Je suis allé l'autre jour, dimanche, visiter à Toulon une des frégates les plus modernes de la marine française, produite chez nous et, quand vous voyez les capacités, l'incroyable technologie qu'il faut pour assumer les radars, les sonars, les repérages dans l'espace, la trajectoire des fusées, la trajectoire des missiles et comment on sait les intercepter, comment nous sommes en avance quasiment sur le monde entier sur ces sujets-là, vous vous dites : "Et nous, ce pays-là, nous nous laissons exclure de choses aussi simples que l'équipement de la maison, que l'électroménager, que le mobilier et c'est sur ces secteurs-là que nous perdons la bataille !"... Je sais ce que vous pensez tous et que nous avons tous pensé d'une certaine manière, même moi à une certaine époque. Au fond, au début des années 2000, j'avais à l'esprit qu'après tout, il y avait là comme un mouvement des temps, comme une fatalité et que, si nous étions dans cette situation-là, c'est parce que la Chine et les salaires trente fois inférieurs aux nôtres, c'est parce que l'Inde ou la Roumanie sur notre espace européen, avec des salaires cinq fois inférieurs  
aux nôtres...

Moi aussi, pendant longtemps, j'ai cru cela et puis, peu à peu, notamment en raison de discussions avec Jean Arthuis...

Peu à peu mes yeux se sont ouverts et je me suis rendu compte de quelque chose d'absolument incroyable que personne ne disait en France et dont j'ai voulu faire le sujet même de la campagne présidentielle : je me suis rendu compte que toutes les explications que l'on nous donnait, que l'on avançait devant nous, si j'ouvrais les yeux, étaient fausses !

On nous dit : c'est parce que l'euro est trop haut... On nous dit : c'est parce que l'Union européenne a des règles trop exigeantes... On nous dit surtout : c'est parce que la mondialisation ou la globalisation... On nous dit : c'est parce que le coût du travail est chez vous beaucoup trop haut...

Tous, vous avez entendu cela, n'est-ce pas ? On vous l'a expliqué, on nous l'a seriné, on nous a tympanisés avec cette idée, mais alors mes chers amis, si c'était la mondialisation, la globalisation, l'Euro, l'Union européenne et le coût du travail, alors comment expliquez-vous ce phénomène qui est pour nous saisissant : c'est que dans la même mondialisation, avec la même globalisation, avec le même Euro, avec les mêmes règles et avec un coût du travail légèrement supérieur, tant que nous prenons le toboggan seuls parmi les pays européens de notre dimension, tant que nous dévalons la pente avec un excédent en 2005, -10 milliards en 2006, puis -20 milliards, puis -30 milliards, puis -40 et -50 milliards et, cette année, -70 milliards et je n'exagère rien !

Il n'y a, dans mon propos, aucun mot qui soit interprété ou surligné, rien de tout cela. Les chiffres que je donne sont exacts.

Comment expliquez-vous qu'avec la même monnaie, les mêmes règles, le même contexte mondial, le même peuple au fond, le même modèle social à peu près, le même coût du travail, comment expliquez-vous que l'Allemagne, au lieu de faire 70 milliards d'euros de déficit, ait fait l'an dernier, 160 milliards d'excédents ? 160 milliards d'excédents !... soit le salaire annuel chargé de combien ? 8 ou 9 millions de personnes, de travailleurs ?...

Ils ne sont pas plus intelligents de l'autre côté du Rhin, ils ne sont pas plus "qualité de travail".

On fait l'Airbus ensemble, vous le savez bien, c'est chez vous et chez moi, on fait l'Airbus ensemble, il y a peut-être des gens qui ici travaillent chez Airbus. S'il y en a, ils vous diront que, réellement, on ne peut pas dire que les pièces fabriquées en Allemagne, par rapport aux pièces fabriquées en France, soient de qualité moindre (et même chez nous qui sommes chauvins et qui ne rougissons pas tellement de l'être, chez nous, on chuchote que, même si on veut comparer vraiment, les éléments de l'avion fabriqués chez nous posent assez souvent moins de problèmes que les éléments de l'avion fabriqué en Allemagne... mais je dis cela tout bas !...) Je ne cherche pas à "dorer la pilule", disons qu'au moins nous sommes au même niveau. Eux, accumulent les bénéfices et, nous, nous accumulons les pertes !

Et alors je pourrais aller plus loin, car la production industrielle de l'Italie du Nord obéit exactement aux mêmes règles et l'Italie elle-même est excédentaire. Les Pays-Bas produisent et exportent. La Suisse, qui n'est pas en Europe, mais qui a tout de même un coût du travail de 15 à 20 % plus haut que le nôtre, produit, exporte et accumule les bénéfices et les excédents, au point qu'ils sont obligés d'intervenir tous les jours pour que la monnaie ne monte pas trop haut ! Et, nous, Français, seuls dans cette situation en Europe, nous sommes incapables de rivaliser avec tous nos voisins qui nous entourent au sein de cet espace de l'Union européenne « du premier niveau » dirons-nous.

La France devrait être en tête des classements en Europe et elle s'enfonce hélas dans les classements des pays dans l'Union européenne. Je suis là pour que cela change !

Si ce que je viens de décrire est vrai, et si quelqu'un pense que ce n'est pas vrai, qu'il vérifie qu'il aille sur son ordinateur, sur son moteur de recherche, qu'il vérifie ! Les chiffres que Jean Arthuis et moi donnons à cette tribune sont je vous l'assure absolument exact. Si c'est vrai, alors cela doit être le sujet principal de l'élection présidentielle parce que la raison du chômage, elle est là. La raison de la chute du pouvoir d'achat des familles, elle est là. La raison de l'appauvrissement du pays, et donc de l'appauvrissement de chacun d'entre nous, elle est là et la raison du surendettement, elle est là. C'est parce que nous n'avons plus assez d'emplois dans notre pays, assez de production et assez de création, de recherche, que nous n'arrivons plus à payer les charges sociales, que nous n'arrivons plus à payer la CSG, que nous n'arrivons plus à payer les impôts qui font fonctionner la Sécu et les services publics du pays. Alors on emprunte, comme une famille qui a eu un haut

niveau de vie, qui connaît des revers de fortune et qui va quêter un prêt chez un voisin, un prêt chez un cousin... pour faire durer encore un peu le temps de sa splendeur.

C'est cela qui explique l'endettement du pays. C'est cela qui nous est arrivé. Et si c'est vrai, alors bien sûr c'est bouleversant, bien sûr c'est saisissant, bien sûr cela devrait être le sujet de cette élection, mais c'est en réalité si vous y réfléchissez une formidable nouvelle, la nouvelle la plus optimiste que nous pouvions connaître dans la préparation de cette élection présidentielle, parce que si c'est vrai, si ce ne sont pas des causes extérieures, alors c'est que ce sont des causes intérieures.

Si ce dont « on nous a bourré le mou », pardon d'employer un langage direct, je sais bien qu'en Loire-Atlantique on ne s'exprime pas de cette manière-là, mais concédez aux Pyrénéens que nous sommes de ne pas encore tout à fait avoir atteint le niveau de civilisation qui est celui des Pays de la Loire ! Si ce dont « on nous a bourré le mou » aussi longtemps était vraiment la cause de nos difficultés, alors les autres connaîtraient exactement les mêmes.

Eh bien les autres réussissent là où nous échouons et cette question de transformer l'échec en réussite, voilà pour moi la question directrice, la question principale, la question essentielle, la question qui doit faire la matière du projet présidentiel que je propose devant vous.

Je n'accepte ni de près ni de loin que la France connaisse la défaite dans les secteurs où nos voisins connaissent le succès. Et je propose que cette volonté-là, nous l'inscrivions, nous, en lettres gravées au fronton du projet que je défends devant les Français.

Et je vous livre mon explication. Nous avons, dans notre pays des cartes extraordinaires, extraordinaires mais nous ne savons pas les jouer. L'organisation du pays depuis des années, après avoir été brillante et de premier plan, car si vous y réfléchissez tous les secteurs que je viens d'énoncer devant vous qui sont la réussite industrielle et scientifique de la France, la fusée Ariane, les satellites, Airbus, le TGV, les sous-marins absolument remarquables que nous savons produire, l'électricité nucléaire, tout cela, ce sont tous des projets de la fin des années 60, décidés sous la responsabilité du général de Gaulle, sans exception !

Alors je sais très bien que les temps ont changé, ce n'est pas moi qui vais dire le contraire. Je sais très bien que l'État, avec un Président de la République majestueux, qui voyait juste et qui voyait loin et qui s'adressait aux Français non pas comme à des gogos, mais comme à des citoyens, avec des conférences de presse du plus haut niveau mondial, pas comme à des gens à qui ont fait des coups de communication, dirigés par des agences de com', avec l'apostrophe comme on dit, montant des coups avec une idée par jour toujours différente sans aucune cohérence avec les idées précédentes et qui sont d'ailleurs oubliées aussitôt qu'elles sont énoncées tant ce sont des esprits légers qui conduisent une campagne de cette manière-là. On nous fait des campagnes « zapping », mes chers amis c'est exactement le contraire de ce dont un peuple a besoin et de ce dont des citoyens ont besoin pour se forger une conviction et se former une volonté.

Les campagnes "zapping" sont l'ennemi de la démocratie. La démocratie, c'est une volonté, un sillon que l'on creuse, des idées directrices en petit nombre, une volonté qu'on exprime avec trois ou quatre priorités au maximum. Cela, c'est le choix politique d'un peuple. Là il peut concentrer sa volonté, concentrer ses efforts, concentrer ses moyens, concentrer sa pensée, concentrer, pour que l'un après l'autre on vainque les obstacles.

Mais si tous les jours on vous propose une idée complètement fumeuse, juste pour faire comme on dit le « buzz », alors ce n'est pas de la démocratie, c'est de la démagogie. Et nous sommes les ennemis de la démagogie en étant dans cette campagne les défenseurs de la démocratie au sens plein et le plus noble du terme.

Voyez-vous, je citais à Strasbourg une phrase qui est pour moi la maxime la plus importante que j'ai jamais lue dans la vie politique du pays, c'est l'œuvre d'un philosophe qui a prononcé cette phrase il y a exactement cent ans quasiment jour pour jour au début du XXème siècle, il s'appelait Marc Sangnier, philosophe de la démocratie et même de la démocratie chrétienne.

Et Marc Sangnier a dit ceci : "La démocratie, c'est l'organisation de la société qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité des citoyens." La conscience, le regard dans le citoyen comme le décideur suprême.

C'est marqué dans la Constitution. Personne ne prend ces mots au sérieux ! Le peuple souverain, pas le peuple pour le peuple, par le peuple. C'est la Constitution de la République. Si nous prenons ces mots au sérieux -et je vous assure, si je pouvais, je vous regarderais chacun d'entre vous dans les yeux- je prends ces mots comme les plus profonds qui aient jamais été prononcés dans l'histoire d'un peuple et même dans l'histoire des peuples. La démocratie, c'est une idée formidable, un idéal je veux bien, mais moi je crois un idéal concret, exactement le contraire de la phrase apocryphe, je crois fausse qu'on a prêté à de Gaulle, on lui a fait dire « les Français sont des veaux », mais c'est exactement le contraire de cela, démocratie.

Démocratie, c'est au contraire prendre le peuple des citoyens en chaque femme et en chaque homme, en chaque jeune et en chaque personne plus âgée, tellement au sérieux qu'on les traite chacune et chacun comme s'ils étaient les décideurs suprêmes, c'est-à-dire qu'on leur donne tous les éléments de réflexion et qu'on remet entre leurs mains ensuite la décision, tous les éléments de réflexion.

Et il suffit de se référer aux conférences de presse du Général de Gaulle prononcées à l'endroit des citoyens français, avec les arguments, la réflexion historique, le projet stratégique pour le pays, et la langue même. Souvenez-vous de la langue qu'utilisait le général de Gaulle dans ses conférences de presse.

Ce n'était pas des interjections au rabais, ce n'était pas faire semblant d'utiliser les expressions les plus rebattues parce qu'on imagine que ceux qui vous écoutent ne peuvent pas comprendre la belle langue ou la langue juste.

Moi, j'appartiens à la tradition et à la famille de ceux qui considèrent qu'il est un devoir et un honneur de parler français dans la plus juste acception du terme lorsqu'on s'adresse au peuple des citoyens. On leur doit. On leur doit de s'exprimer avec nuance, justesse et si on peut

avec le goût de la langue française, parce que c'est notre bien commun la langue française et c'est ainsi que nous allons faire ce que -c'est Jaurès qui disait cela- la démocratie exige de ceux qui en ont la responsabilité. C'est tirer les peuples vers le haut au lieu constamment de les rabaisser et de les faire dégringoler et de susciter leurs plus bas instincts et d'aller les chercher là où ils sont le plus trouble. Nous, nous voulons que la démocratie soit un exercice de hauteur.

Et donc, considérer les citoyens comme les vrais souverains, leur parler des vraies questions,... allez... quand les moments sont graves, ne leur parler que des vraies questions, les prendre comme ils sont, c'est-à-dire des pères, des mères de famille, des enfants, des parents, des grands-parents, des oncles, des tantes, des voisins, des cousins, soucieux de l'avenir de leur pays parce qu'ils savent bien que l'avenir de leur pays, c'est l'avenir de leurs enfants, c'est l'avenir de leurs proches, c'est leur avenir propre. Il ne s'agit pas de politique dans cette affaire, ou plus exactement il s'agit de politique au sens le plus noble du terme, décider ce que nous allons faire ensemble de la cité que nous formons ensemble, décider ce que nous allons faire pour ce peuple et pour ce pays au service duquel nous devons être pour qu'il nous aide à être, plus encore, et mieux encore des citoyens confiants dans leur avenir.

Voilà l'enjeu de l'élection présidentielle, voilà le sujet. Et alors tous ceux qui prennent le peuple des citoyens français pour des consommateurs de publicité au mieux, pour des gogos en vérité, à qui on peut faire croire n'importe quoi, à qui on peut raconter des histoires, promettre des milliards et des milliards et des dizaines de milliards en création de postes, augmentation d'allocations, création de services de toute nature, alors que nous avons déjà 100 milliards de déficit, c'est-à-dire que chacune des promesses articulées, nous n'avons pas le premier centime pour les assumer, le pays ne l'a pas !

Eh bien tous ceux-là, je le dis devant vous comme citoyen, tous ceux-là ils trahissent le peuple français, ils trahissent l'intérêt de la nation, ils sont menteurs et illusionnistes et truqueurs et, mes amis, les menteurs et les truqueurs, il faut les renvoyer chez eux lorsqu'on a l'occasion de le faire. Parce que je ne crois pas une seconde qu'ils le fassent sans savoir. Pour tout vous dire, il m'arrive quelquefois, l'espace d'un dixième de seconde, de me demander s'ils connaissent vraiment la réalité de ce dont ils parlent.

Si lorsque Nicolas Sarkozy, il y a quinze jours, annonce que bien entendu la Banque Centrale Européenne ne pourra intervenir -et il dit la vérité -que lorsqu'on aura rétabli les comptes du pays, et quand hier il dit : « pas du tout, maintenant je vais prendre la tête pour que la Banque Centrale Européenne oublie cette question des équilibres et se lance dans des politiques de financement d'activités ou d'investissements dans le pays », est-ce que il y a quinze jours il ignorait la situation de la France et de l'Europe et la nature de la Banque Centrale Européenne ou est-ce une révélation qui tout d'un coup l'aurait frappé pendant la nuit entre samedi et dimanche ? Je ne sais pas. Quelquefois, je me pose la question...

Et de ces changements de pied, François Hollande lui-même est coutumier, je ne suis pas là pour en faire la liste, je m'inquiète parfois mais en vérité je crois qu'ils sont parfaitement au courant, ils savent exactement ce dont il s'agit.

Après tout, ils ont fait des études, ils ont des experts, des collaborateurs par centaines et par milliers, ils ont beaucoup de moyens pour financer des études et des études encore, donc ils doivent savoir ce dont il s'agit.

Mais on leur a expliqué que le plus rentable électoralement, le plus rentable pour les sondages, pour gagner des points, pour qu'on soit crédité d'avoir progressé au lieu d'avoir régressé, que le plus rentable était de raconter aux Français des balivernes parce que, ainsi, avec ces balivernes, les Français seraient satisfaits de ne rien connaître de la situation de leur pays et qu'ils adhéreraient à celui qui leur raconte des sornettes. Je crois le contraire. Voilà.

Tout l'engagement de ma vie, c'est qu'il faut au contraire que nous placions devant nos yeux de citoyens les vrais enjeux et que nous répondions aux vrais enjeux. Alors je vais vous dire, ayant compris que la situation de notre pays était le résultat de décisions qui avaient été prises chez nous, à l'intérieur de nos frontières, par les pouvoirs publics chez nous, ou plus exactement et plus souvent que la situation de notre pays était le résultat de décisions qui n'avaient pas été prises comme elles auraient dû l'être ou au moment où elles auraient dû l'être dans notre pays, alors j'ai décidé de présenter aux Français un projet dans lequel champ de bataille par champ de bataille nous allons nous remettre à livrer le combat nécessaire pour qu'on sorte de la situation dans laquelle on se trouve.

Et après tout c'est ce que nos voisins ont fait il y a quelques années à peine -je disais tout à l'heure : 2005, on était en excédent- en 2005 l'Allemagne était derrière nous et comme nous avons pris le toboggan, ils ont pris l'ascenseur ; et c'est par une décision politique qui a été prise d'ailleurs, on verra ainsi la différence des cultures entre l'autre côté du Rhin et le nôtre, par un gouvernement socialiste qui a décidé, ce qui est notre conviction à nous, qu'il fallait s'en sortir, autrement que l'Allemagne allait craquer et donc il fallait faire des efforts décidés tous ensemble.

Je prononce devant vous le mot effort que personne ne prononce dans la vie politique française. Oh ! Ne croyez pas que ces efforts soient inatteignables...

Je n'aime pas du tout quand les journalistes me disent : "Alors Monsieur Bayrou, vous vous proposez l'austérité ?" Non !!! je propose le redressement !

"Vous proposez peut-être du sang et des larmes, comment peut-on être élu en proposant du sang et des larmes ?" Non !!! le sang et les larmes c'est maintenant ! Le sang et les larmes pour une famille, c'est quand il n'y a pas d'espoir pour les enfants. Cela c'est le sang et les larmes ! Le sang et les larmes et l'inquiétude pour les retraités, c'est quand ils doutent qu'on puisse payer leur retraite de la manière qu'on leur a promise pendant longtemps. Cela c'est du sang et des larmes !

Moi je dis que l'espoir et l'optimisme et la volonté et l'envie, c'est quand un peuple sait où il va et qu'il décide sereinement, calmement, de faire les efforts et les efforts justes nécessaires pour que tout le pays s'en sorte.

Ça c'est de l'optimisme, ça c'est de l'espoir ! C'est même la seule chose qui soit de l'espoir et la seule chose qui soit de l'optimisme !

Au fond, c'est le seul programme optimiste et d'espérance que l'on puisse défendre devant les Français que celui qui leur propose les efforts justes nécessaires pour s'en sortir.

Et alors, si je reprends l'impératif que j'ai énoncé devant vous au début de cette intervention :

« emploi, emploi, emploi ! », alors je regarde chacun des secteurs du pays, et je pourrais multiplier les exemples, et je m'aperçois que, dans la plupart des secteurs où nous avons perdu la bataille, il y a des gisements d'emplois absolument considérables pour les Français. Quand je compare aux pays qui nous entourent, pardon pour ceux qui m'ont déjà entendu le dire, mais je vais reprendre en quelques phrases l'exemple de la filière bois, de la forêt française.

La France est le pays qui a la plus grande forêt de notre partie de l'Europe, seize millions d'hectares. Les Allemands ont onze millions d'hectares, avec les mêmes conditions de production exactement que nous. Nous avec seize millions d'hectares nous avons 400 000 emplois et un déficit commercial de 7 milliards d'euros par an. Eux, avec onze millions d'hectares, 30 % de moins, ils ont 800 000 emplois, le double du nôtre.

Seize millions / 400 000 emplois, onze millions d'hectares / 800 000 emplois !... Et si nous faisons une règle de trois -vous reconnaîtrez là le président, le seul adhérent, le fondateur de l'association française pour la défense du calcul mental !- alors nous nous apercevons que, s'ils ont 800 000 emplois avec onze millions d'hectares, nous avec seize millions nous devrions avoir 1 200 000 emplois dans la filière bois, et pas de déficit commercial du pays !

Pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? Ils n'ont pas des arbres meilleurs que les nôtres, ils n'ont pas de plus belles forêts que les nôtres ? J'imagine que les forestiers allemands ne sont pas plus intelligents que les forestiers français, mais c'est écologiquement très important, vous avez raison de le dire, je ne sais pas qui a dit cela... levez le doigt, Madame vous avez absolument raison, je vais vous en fournir la preuve !

L'an dernier, sur seize millions d'hectares, nous avons planté à peine trois arbres par hectare, quarante-sept millions d'arbres. Les Allemands, avec onze millions d'hectares seulement ont planté l'an dernier quatre cent cinquante millions d'arbres, et les Polonais ont planté un milliard d'arbres.

Or il se trouve, et c'est un enjeu écologique absolument majeur, vous avez raison, que les arbres sont le seul outil dont nous disposons pour capter dans l'atmosphère les gaz à effet de serre, le CO<sup>2</sup>, le gaz carbonique, le carbone qui est dans l'air, et pour en faire de la matière vivante, du bois. C'est un puits à carbone, comme on dit, formidable.

Et c'est d'autant plus important ce que vous dites que c'est l'arbre qui prend le plus de CO<sup>2</sup> dans l'atmosphère, le puits à carbone le plus efficace, celui qui nous débarrasse le plus des gaz à effet de serre, c'est l'arbre le plus jeune. Parce que comme un être humain dans son enfance et dans son adolescence, c'est là qu'il a le taux de croissance le plus important, c'est là qu'il grandit le plus, c'est là qu'il a besoin de se nourrir le plus. Et nous qui sommes un pays soi-disant qui prétend être en pointe, nous sommes nuls économiquement, nuls écologiquement en matière de plantation d'arbres. Je propose que l'on change cela et qu'on le fasse comme les Allemands l'ont fait.

Vous voyez que ce n'est pas de la politique politicienne, ce n'est pas n'est pas de la politique de parti ! Je ne défends pas une étiquette, une idéologie, je défends du réel, du concret, du solide, du vital, du vivant pour les Français !

Qu'ont fait les Allemands en 2004 ? Ils ont dit : on a une belle forêt -pas tout à fait comme la forêt française mais quand même, ils sont parfois un peu chauvins aussi- ils ont dit on va faire un plan forêt, un plan bois, on va mettre autour de la table tous les acteurs de la filière bois allemande et on va voir comment on peut la développer. Et ils ont fait en particulier quelque chose que nous n'avons pas su faire en France, ils ont coordonné les propriétaires. Les trois-quarts de la forêt française sont des propriétaires privés, et un quart c'est la forêt domaniale.

Et ils ont construit des scieries.

On sait faire pousser des arbres, on sait couper les arbres, on sait faire du meuble ou des escaliers, J'ai visité l'autre jour dans la région une fabrique d'escaliers formidable, mais on ne sait pas scier les arbres... Alors, on va se faire scier, sans jeu de mots, en Allemagne ! Vous ne trouvez pas que c'est bête ? Vous ne trouvez pas que c'est absurde ?

J'ai cité l'exemple de la filière bois, mais il y a bien d'autres exemples. Je propose que l'on fasse, filière par filière, un plan pour développer l'activité du pays, les emplois et les ressources et la production du pays, un plan filière par filière. Ce n'est pas sorcier ! On s'apercevra qu'il y a des gisements d'emploi considérables. Dans le textile, que tout le monde en France considère comme perdu, nous avons moins de 100 000 emplois, les Italiens ont 450 000 emplois, je ne dis pas qu'ils ne rencontrent pas des difficultés, simplement ils jouent leur carte. Les Allemands ont récupéré ces dernières années plus de 50 % de leur production dans le textile, notamment dans le sportwear.

Le tourisme : nous étions jusqu'à cette année la première destination touristique en Europe ; vous en savez quelque chose dans les Pays de Loire. Nous étions la première destination, on vient d'être dépassé par les Espagnols, on est à peu près au même niveau ! On a un million d'emplois dans le tourisme, ils ont deux millions d'emplois avec des chiffres d'affaires à peu près équivalents. Je dis que si nous sommes dépassés, c'est en partie parce que nous n'avons pas su faire les efforts de formation, les efforts de présentation de ces métiers que beaucoup de jeunes considèrent comme rébarbatifs, dans lesquels beaucoup de jeunes, même cherchant des emplois, n'ont pas envie de s'engager alors même que ces emplois-là leur seraient d'un évident apport, d'un évident secours... Mais on n'a pas fait les efforts.

Le numérique : s'il y a une filière d'avenir dans le monde, c'est celle-là. On a créé ces dernières années en France 750 000 emplois dans le

numérique pendant que l'on perdait 500 000 emplois industriels. C'est dire comme c'est important. Le commerce numérique explose au rythme de plus 30 % par an. Eh bien nous n'avons pas de formations au commerce numérique en France. Il n'y a pas de formations au e-commerce ! Il y a beaucoup de formations commerciales, il n'y a pas de formations au commerce numérique. Vous ne trouvez pas que c'est marcher sur la tête ? Où est le plan de formation ?

Quand on regarde les raisons pour lesquelles nos concurrents amis, voisins, européens, avec les mêmes contraintes que les nôtres réussissent, alors on s'aperçoit d'une chose que l'on ose à peine prononcer dans le débat politique français, c'est que l'organisation de la vie sociale en France, les relations entre organisations syndicales et entreprises portent évidemment une grande part de responsabilité.

Je sais, je suis tout seul, mais j'accepte sur ce sujet d'être minoritaire parce que je suis sûr que je suis précurseur : je suis un défenseur de la cogestion, c'est-à-dire de l'idée que les intérêts des travailleurs ne sont pas contradictoires avec les intérêts de l'entreprise, de la réussite de l'entreprise, c'est la réussite des travailleurs et des salariés.

Et je suis le défenseur d'une idée qui est en France encore plus révolutionnaire : je suis pour que l'on écrive dans la loi que l'entreprise n'appartient pas seulement à ses actionnaires, qu'elle appartient aussi à ses salariés, qu'ils sont solidaires dans le destin de l'entreprise et c'est la raison pour laquelle je propose que les représentants des salariés entrent au Conseil d'administration des entreprises de plus de 500 salariés, avec droit de vote ! Et même, qu'ils entrent de la même manière au conseil chargé de fixer les rémunérations des dirigeants parce que je suis absolument certain qu'alors on verra se réduire le fossé entre les salaires de ceux qui sont au sommet et les salaires de ceux qui sont à la base.

Je suis pour que, filière par filière, on fasse un plan et que, filière par filière, on défende ainsi la production française.

Par exemple, je trouve absolument scandaleux qu'une grande entreprise française, Orange pour ne pas la nommer, donc France Telecom, entreprise dont l'Etat est actionnaire, décide de fermer la dernière usine qui produit des décodeurs en France, Technicolor à Angers, et délocalise la production de décodeurs dans le sud-est asiatique. Je trouve que de la part d'une entreprise dont l'Etat est actionnaire, si on voyait plus loin que le bout du nez, on s'apercevrait premièrement que ce n'est pas si grave de payer un décodeur deux ou trois euros de plus, même si cela choque, je le dis... pourvu que l'on garde la technologie, la filière, la recherche, la capacité de production nationale !

Qu'est-ce que ça peut faire ? Et si on voyait plus loin que le bout de notre nez, si on avait une idée de l'intérêt du pays lorsque l'on est Etat actionnaire d'une entreprise, alors on s'apercevrait que quand on paie 50 euros -je dis le chiffre au hasard, il est sans doute beaucoup plus élevé que le prix réel- un décodeur, il y a 25 euros qui reviennent dans les caisses de l'Etat sous forme de charges sociales, de cotisations à la Sécu, de CSG, d'impôt des sociétés et d'impôt des particuliers !

C'est l'intérêt du pays, et ce n'est pas simplement l'intérêt moral du pays, l'intérêt des familles, l'intérêt des jeunes qui vont trouver un emploi, c'est l'intérêt du pays dans son organisation, dans sa solidarité et dans ses services publics que de faire en sorte que lorsqu'il s'agit d'une décision où les décideurs publics sont engagés, on soutienne la production nationale et on fasse en sorte que le pays se porte bien et qu'il soit à l'avant-garde au lieu de délocaliser et d'être à l'arrière-garde...

Vous m'avez entendu souvent parler de ce qui est pour moi pas seulement un scandale, mais totalement incompréhensible. Quand la Sécu a décidé de délocaliser en Inde la fabrication des cartes Vitale de chacun des assurés sociaux que vous êtes, je dis : avez-vous réfléchi une seconde ? Est-ce qu'une seconde vous avez pensé à regarder un peu plus loin que le bout du nez qui va être sur l'encre, qui va signer la facture ? Parce que si vous aviez réfléchi une seconde de plus, vous êtes la Sécu, et donc toutes les charges sociales, toute la CSG qui va être générée par les salaires de ceux qui fabriqueront les cartes Vitale en France, elles viennent chez nous. Quand vous payez 100 vous recevez 50, et donc délocalisez les cartes parce que vous allez gagner 5 ou 6 %, en réalité, vous y perdez massivement !

Si vous regardez l'ensemble du pays, et je suis absolument certain, si nous regardons les pays qui sont nos partenaires et nos amis qui nous entourent, qu'ils ont eux-mêmes, au contraire, le sens du soutien, notamment par la décision publique, de l'activité qui se déroule sur leur sol.

On a le droit de considérer que quand il s'agit d'argent public, eh bien il faut que ce soit ses concitoyens qui en soient les premiers bénéficiaires, surtout s'ils font de la qualité au moins aussi importante que celle que vous fourniront les productions totalement lointaines. Exemple, je m'arrête une seconde à la carte Vitale, la carte Vitale produite en France est infalsifiable et elle peut contenir des données innombrables, des volumes de données. La carte Vitale fabriquée en Inde est éminemment falsifiable : on considère que les fraudes à la Sécu se comptent en milliards !

Est-ce qu'il ne serait pas plus intelligent de confier, dans les mêmes gammes de prix, la production de ces documents à des entreprises de notre pays, qui sont des entreprises leaders dans le monde ? Par exemple, c'est en discutant avec les cadres de l'entreprise et les patrons que j'ai découvert cela, nous sommes en France les leaders dans la production de documents d'identité infalsifiables. Nous les fabriquons pour une multitude d'Etats dans le monde. Le seul Etat pour lequel on ne les fabrique pas, c'est la République française !!!

Mais vous voyez, je ne veux pas m'étendre d'avantage. Je pourrais raconter mille anecdotes sur le sujet, mais je vois que le temps tourne...

Vous voyez ce dont il s'agit, en vous parlant concret, en vous parlant terrain, en vous parlant de la vie comme elle est, je suis en train de dire quelque chose dont je suis persuadé qu'il s'agit de la clef de cette élection présidentielle : si l'on veut que les choses changent, il faut changer le logiciel que les décideurs de notre pays ont dans la tête.

Excusez-moi de le dire, je vais le dire comme je le pense : ils pensent faux, ils pensent faux tous les deux et ils pensent faux parce qu'en réalité, ce sont les mêmes réseaux, les mêmes organisations de hauts fonctionnaires, la même manière de prendre les décisions, eux qui se sont succédés au pouvoir régulièrement depuis 20 ans, vous pouvez remplacer l'un par l'autre, ça ne changera rien dans notre pays.

Je ne nie pas que l'on ait besoin de changement, j'ai moi-même porté cette attente et cette exigence de changement. Je sais que l'on a besoin de changement, mais on a besoin de changement véritable, de changement profond, de changement qui descende plus loin que remplacer une tête de pipe par l'autre tête de pipe avec seulement l'étiquette du parti qui change dessus !

Au demeurant, ce sont assez souvent les mêmes têtes de pipe qui avaient une étiquette dans la période précédente et qui auront une autre étiquette dans la période suivante. Quand il s'agit de troupeaux dans les Pyrénées, on appelle cela la transhumance. Si vous saviez la transhumance qu'il y a en ce moment dans l'administration... Tout d'un coup, ils se découvrent des vocations et le Parti socialiste l'accepte, il en est ravi, il considère que c'est normal et il a la volonté de s'en servir. L'autre jour, François Hollande recevait des centaines de hauts fonctionnaires qui venaient faire allégeance et proposer leurs services. Ils étaient quatre ou cinq cents et il leur a dit cette phrase que je considère comme terrible pour ma part :

"Je sais que beaucoup d'entre vous sont là pour les places et ils ont raison parce qu'avec nous, des places, il y en aura beaucoup." Je cite textuellement la phrase que François Hollande a prononcée et qui est citée dans un article du Monde.

Eh bien, mes chers amis, ceci est pour moi le contraire de la République et de l'État impartial que nous avons besoin de créer, de restaurer, de rétablir et de refonder dans notre pays.

Je m'honore d'avoir été le disciple et l'ami d'un homme qui était tout à fait éminent, oh qui avait du caractère et même parfois mauvais caractère, qui s'appelait Raymond Barre, et qui avait fait dans l'élection présidentielle où j'étais, où nous étions de jeunes soutiens pour lui, qui avait fait de l'État impartial une des clés du rétablissement de la France. Il avait raison.

L'état impartial, cela se traduit simplement. Quand nous exercerons ces responsabilités, aucune promotion, aucune affectation, aucune distinction ne se fera en raison de l'allégeance et des cartes de parti. Cela se fera sur la compétence, la loyauté et la fidélité, et ceci n'est pas un vain mot.

Et je dis que ce n'est pas un vain mot parce qu'ayant exercé pendant des années la responsabilité de ministre de l'Éducation nationale, chacun d'entre vous peut se renseigner et faire l'enquête et savoir si, à cette époque, c'était l'allégeance partisane qui faisait la responsabilité. J'ai fait en sorte, pendant ces quatre années, que nul ne puisse soupçonner qu'il y ait des préférences dans la manière dont on gouvernait l'Éducation nationale de notre pays.

Au demeurant, si j'avais dû ne faire des promotions au ministère de l'Éducation nationale qu'en fonction de la proximité partisane avec le ministre que j'étais, j'aurais peut-être dû chercher longtemps !

Mais c'est par principe. Vous comprenez à quel point un Etat s'affaiblit quand il base l'attribution des responsabilités sur la soumission à l'égard du pouvoir et un Etat se renforce quand il fonde l'attribution des responsabilités sur le caractère, la volonté, la loyauté des hommes qui regardent droit et qui ne sont pas constamment enclins à aller ramper pour avoir les faveurs du pouvoir. Nous ne voulons pas de rampeurs !

Nous ne voulons pas de rampeurs, nous voulons des hommes et des femmes debout qui regardent les choses et qui assument leurs responsabilités !

Et j'ai insensiblement glissé vers un chapitre très important du programme que je propose aux Français, l'autre chapitre pour moi tout à fait essentiel pour un Etat en développement, pour un Etat qui a besoin de se présenter dans la compétition du monde et dans la légalité, dans les vertus républicaines, dans les valeurs qui sont les siennes, l'autre chapitre c'est évidemment l'éducation.

Je n'accepte pas la situation qui est faite à l'Éducation nationale française. Je n'accepte pas que depuis des années nous reculions année après année dans tous les classements internationaux. C'est indigne de la France et c'est indigne des jeunes Français dont nous avons la responsabilité.

Il n'est pas normal et il est inacceptable que notre pays soit sur les 35 pays de ce que l'on appelle l'OCDE, c'est-à-dire les pays développés de la planète, en compréhension de l'écrit, écoutez bien, ce sont des chiffres qui pour moi qui aime tant, qui aient tant aimé les fonctions qui étaient les miennes, ce sont des chiffres terribles : nous sommes cette année vingt-quatrième sur trente-cinq en compréhension de l'écrit, nous sommes vingt-cinquième en calcul, et écoutez bien, en lutte contre les inégalités, nous sommes trente quatrième sur trente cinq !

Nous, France !... Le pays qui a été le phare de l'éducation dans le monde, le pays regardé comme celui où il fallait envoyer ses enfants quand on était où que ce soit sur la planète pour se former, et le pays dans lequel je sais qu'il y a encore des réussites scolaires tout à fait éminentes.

On nous offre en exemple les Coréens, les Scandinaves, les Finlandais et je respecte beaucoup l'effort d'éducation de ces peuples. Les Coréens, excusez-moi, il y a quarante ans, étaient le peuple le plus pauvre de la planète. Ils avaient subi une guerre terrible. Regardez par exemple où en est la Corée du nord. Eh bien, les Coréens du sud, pays cinq fois plus petit en surface que la France, avec une population de cinquante millions quand nous en avons soixante cinq, sans aucune richesse naturelle du pays, regardez où ils sont !

Premier dans les aciers, premier dans les chantiers navals, premier dans l'électronique.

Regardez les progrès qu'ils font en automobile, regardez les Kia, les Samsung, regardez les écrans plats Samsung et LG. Ils ont, ce tout petit pays, à eux seuls damé le pion à l'Europe tout entière ! Lorsqu'il s'agit des écrans plats, des iPhones, des iPads, des tablettes de toute nature, il y en a même des françaises, ce sont eux qui les fabriquent. Nous, nous avons perdu la bataille...

Voilà pourquoi l'Europe, cher Jean, va être aussi dans les atouts que nous avons à jouer, une carte majeure, une carte magistrale.

Et donc penser différemment, changer le logiciel aussi dans la matière dont on pense l'Éducation nationale dans notre pays, et d'abord soutenir les éducateurs au lieu de leur faire la guerre perpétuellement, comme on le fait depuis des années et des années en expliquant qu'en réalité ils ne veulent pas travailler, qu'ils veulent constamment éluder les responsabilités qui sont les leurs. Et puis, ceci est la méthode que je retiens, que je préconise, dont je suis sûr qu'elle marche, aller repérer classe par classe, école par école, et d'abord dans l'enseignement primaire qui est le sujet essentiel, l'écriture, la lecture, le calcul, la langue française. Si vous avez ces quatre clés là, toutes les serrures de l'éducation s'ouvriront.

Et ne me dites pas qu'il est impossible de le transmettre. Nous avons connu il y a quelques décennies, et peut-être certains ont l'âge suffisant pour défendre ce qu'était cette réalité et pour attester que c'était comme cela. Nous avons connu une école dans laquelle, je vous le jure, aussi incroyable que cela paraisse tout le monde sans exception apprenait à lire, tout le monde sans exception apprenait les tables de multiplication, tout le monde sans exception passait le certificat d'étude... Et je voudrais bien comparer le niveau du certificat d'étude de l'époque avec le niveau d'examens beaucoup plus élaborés, beaucoup plus huppés et beaucoup plus réputés aujourd'hui, je crois que l'on aurait quelques surprises !

Tout le monde dans le petit village des Pyrénées d'où je viens et où je vis encore, tout le monde recevait ces acquis, tout le monde recevait ce « pass » pour la réussite dans la vie, tout le monde, et je vous assure pourtant qu'il n'y avait pas de livres dans toutes les maisons...

Eh bien je suis certain, alors que l'on nous propose en exemple ces peuples coréens, finlandais, qui sont les premiers dans le classement international, si vous regardez les résultats, ce qu'obtiennent avec leurs classes les 10 % ou les 15 % des maîtres français qui sont au fond les plus performants avec les élèves qu'on confie, quel que soit le niveau de ces élèves, alors vous allez vous apercevoir que ceux-là ils ont des résultats au moins aussi bons qu'aucun de leurs concurrents dans le monde, mais jamais personne ne va voir comment ils pratiquent, ces maîtres-là. On leur impose des méthodes venues de l'extérieur, que l'on décide en haut et qu'il faut appliquer en bas, même si elles sont stupides.

L'autre jour, j'étais en Mayenne, et il y avait une salle avec des responsables et des élus qui étaient là. Cher Jean, chez toi, et cher François Zocchetto, chez toi. Il y a une jeune femme professeur des écoles qui a dit : "Mais qu'est-ce que vous pensez de l'enseignement des langues à l'école primaire ?" J'ai dit : "Je trouve que c'est bien si on peut." Elle m'a dit :

"Mais, c'est très difficile pour nous parce qu'il est devenu obligatoire que nous organisions les contrôles en QCM." J'ai dit : "Obligatoire ?" Elle m'a dit : "Oui, c'est une norme européenne que l'inspecteur nous a imposé d'appliquer dans nos classes en Mayenne." J'ai dit : "Il n'y a qu'une chose à faire, vous dites zut à l'inspecteur et vous me l'envoyez !" Je suis absolument certain qu'il n'existe aucune norme européenne dans cette affaire ! Et quand bien même il y aurait eu quelque part quelqu'un d'assez stupide pour l'inventer, il faut l'envoyer bouler parce que l'Union européenne n'a aucune instruction à donner à l'Éducation nationale de chacun des pays qui la forme ! C'est une responsabilité nationale ! Mais on passe son temps en France à nous imposer des règles, des contraintes, des normes qui n'ont aucun autre fondement et aucun autre effet que de nous empêcher de vivre comme nous avons besoin de vivre, paysans, artisans, commerçants, familles, paperasse que l'on nous assène, obligations totalement stupides. Il faut changer le logiciel !

Écoutez, l'autre jour des chefs d'entreprise avec qui je discutais avant d'aller m'exprimer devant la CGPME pour savoir leurs problèmes, ils m'ont dit : "Mais Monsieur Bayrou, vous ne savez pas, les experts-comptables devraient se rebeller, nous sommes obligés de faire un état mensuel de l'URSSAF, de tous les organismes sociaux, et au bout de l'année, on est obligé de faire un état annuel. Mais s'ils ont les chiffres de chaque mois, qu'ils appuient sur la touche "total" de l'ordinateur !" Vous comprenez que je parle devant vous de choses graves. Elles ont l'air souriantes parce que parfois il faut bien rire, même de ce qui est grave, elles ont l'air souriantes ces choses-là, mais elles sont déterminantes pour notre avenir. Il faut se mettre à penser différemment et pour cela il ne s'agit pas de changer seulement les titulaires actuels du pouvoir pour les remplacer par les précédents, il s'agit de changer le pouvoir, la manière dont le pouvoir voit la France, la manière dont il doit faire confiance à la France, la manière dont les Français ont besoin qu'on les aide au lieu de les embêter.

Et c'est vrai pour tous les aspects de la vie. C'est vrai que l'on a besoin d'une reconnaissance de la pêche artisanale parce que la pêche artisanale, ce n'est pas la même chose que la pêche industrielle qui va vider les océans d'une grande partie de leur vie, et pour en faire quoi ?

Ecologiquement, il y a de grandes questions qui se posent !

La pêche artisanale, elle, respecte le milieu, elle prélève très peu, elle a intérêt à défendre la ressource. On a besoin sur notre littoral d'une reconnaissance de la pêche artisanale ! On n'a pas besoin qu'on la paralyse, que l'on fasse peser sur elle le poids de réglementations excessives. On a besoin qu'on l'aide, qu'on la comprenne, on a besoin de compréhension pour que se recrée le sentiment de confiance dans tous les secteurs d'activités du pays entre les citoyens d'en bas et le pouvoir qui ne devrait pas être en haut, qui devrait être à côté d'eux et parler avec eux et les aider dans tous les aspects de leur vie.

Vous comprenez ce que je veux dire ?

On a besoin de changer le logiciel, pas les mecs qui sont à la console seulement, la manière de penser !

Et puis je finirai sur cette idée, on a besoin de le faire en particulier sur ce sujet que je considère comme essentiel, qui est le sujet de la moralisation de la vie publique dans notre pays parce qu'il y a des années qu'on nous lanterne et qu'on nous égare.

On va élire l'Assemblée Nationale. Je propose que par une décision du peuple français prise par référendum, au premier tour de cette élection législative, on décide par exemple que pour les députés, il faudra désormais être présent dans l'hémicycle quand on vote. C'est du bon sens élémentaire. Et je n'exclus pas les sénateurs, mes chers collègues sénateurs de la Mayenne, de la Loire Atlantique, de la Vendée, du Loir-et-

Cher, de cette obligation impérieuse. Après tout, elle est appliquée au parlement européen et donc faisons un progrès tout simple, désormais en France, quand on votera c'est que l'on sera là et tous les votes seront publics. Voilà... c'est simple.

Et tout aussi simple le fait de dire : pour les députés en France, il n'y aura plus de cumul de mandats, situation exceptionnelle qu'aucun pays européen n'accepte !

Vous voyez que si on change le logiciel, tout change, et que par exemple, dans notre pays désormais, pour toutes les élections à venir, on reconnaisse la validité du vote blanc parce qu'on n'est pas moins citoyen quand on va voter pour dire que l'offre politique ne correspond pas à votre attente, que quand on va voter en se rangeant, à son corps défendant, pour soutenir un candidat que l'on n'a aucune envie de voir élu. C'est aussi simple que cela.

Ne voyez dans cette affaire-là aucune allusion à des épisodes ultérieurs d'élections par exemple présidentielles. Je n'ai nullement cela à l'esprit. Je défends le vote blanc pour toutes les élections, y compris les élections locales, législatives, cantonales, régionales, partout où la volonté du citoyen doit s'exprimer.

Et puis, je propose que l'on change la règle qui fait que par exemple l'élection présidentielle soit financée de manière que constamment le soupçon pèse sur la manière dont cette élection présidentielle est financée. Je m'empresse de vous dire, jamais alors, nous ne mangeons pas de ce pain-là, et même nous avons choisi une fois pour toutes de dépenser moins que les autres parce que l'on pense qu'il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'argent pour avoir beaucoup d'idées, et j'essaierai de défendre les idées devant vous.

Par exemple quand je vois les millions qui ont été dépensés dimanche dernier en location de TGV, en location de bus, en organisation de kermesses splendides dans les endroits les plus magnifiques de la République, tout cela pour ne rien dire aux citoyens français, je me dis que c'est de l'argent gaspillé et gâché !

Je suis pour la moralisation de la vie publique dans notre pays, et vous verrez le complément des mesures que je propose sur la profession de foi que vous avez reçue ou que vous allez recevoir, y compris avec les dates précises d'application des dispositions que je propose aux Français. Voilà.

Nous avons décidé de faire de l'élection présidentielle ce qu'elle doit être, c'est-à-dire le moment où un peuple choisit son avenir, le moment où il décide du cap en même temps qu'il choisit le capitaine qu'il se donnera. Nous avons décidé de remettre l'élection présidentielle sur sa base, de la remettre d'aplomb, et nous avons décidé que dans cette élection présidentielle on allait réintroduire un peu d'une vertu qui a disparu depuis si longtemps et dont l'absence nous a conduits où nous sommes :

Nous allons y réintroduire un peu de bon sens, un peu de bons sens, beaucoup de vérité et beaucoup de volonté, parce que c'est à partir du bon sens et de la vérité que l'on rétablit la volonté d'un peuple !

Et tout cela, mes chers amis, nous allons le faire tous ensemble parce que, comme vous l'avez compris, changer le logiciel c'est aussi changer cette vision absurde qui consiste à expliquer que dans un pays il n'y a pas de politique s'il n'y a pas de guerre civile perpétuelle entre un camp et l'autre camp. Cela nous paralyse, cela nous empêche d'agir, cela nous empêche de vouloir, cela dissimule la vérité dont les Français ont besoin et cela rend impossible l'application d'une politique courageuse parce que si vous coupez le pays en deux, alors vous mettez chacun de ces deux camps sous l'influence prééminente des extrêmes. Les uns sont sous l'influence de l'extrême-droite, les autres sont sous l'influence de l'extrême-gauche, et il n'est jamais aucun peuple qui se soit sorti de ces difficultés sous l'influence des extrêmes. Les extrêmes conduisent les peuples dans le mur.

Et il n'y a qu'un seul projet politique, il n'y a qu'un seul courant politique et qu'un seul candidat dans cette élection qui garantisse aux Français que grâce aux votes qui se porteront sur lui, les extrêmes seront tenus à l'écart. Un seul courant politique, un seul projet politique, un seul candidat qui garantisse qu'au contraire, la force centrale principale garantira l'équilibre du pays et lui permettra d'affronter les yeux ouverts toutes les difficultés qu'il a à rencontrer sans jamais tromper les citoyens devant lesquels nous avons fait serment de vérité !

Voilà l'enjeu de cette élection. Et vous comprenez à quel point dès lors le premier tour est vital, le premier tour est crucial.

L'enjeu de cette élection, ce n'est pas le deuxième tour, c'est réellement le premier.

Si vous choisissez le deuxième tour dont on vous explique depuis des mois et des mois qu'il est décidé à l'avance et que l'on ne peut pas faire autrement, et que d'ailleurs il ne faut même pas aller voter puisqu'on sait que forcément c'est ces deux là qui se retrouveront au deuxième tour, si vous choisissez cela, alors en même temps vous décidez de continuer comme c'est depuis des années et des décennies. Vous choisissez de ne rien changer. Vous choisissez d'avoir devant vous des partis qui rivaliseront et se succéderont, mais dont le logiciel, dont la pratique, dont la manière de voir les choses sera toujours exactement la même. Ce seront les mêmes habitudes de pensée. Ce seront les mêmes compromissions. Excusez-moi de le dire au passage, ce seront les mêmes affaires que l'on continuera à retrouver d'année en année, et on verra les cadavres sortir des placards les uns après les autres.

Si vous voulez que cela change, et je suis sûr que vous le voulez... le voulez-vous ?

Eh bien, si vous voulez que cela change, c'est au premier tour que cela changera !

Et c'est votre mobilisation que nous décidions ce soir à Nantes qui fera changer les choses, pour que le 22 avril prépare un 6 mai qui soit réellement le changement d'avenir, le changement d'espoir dont la France a besoin !

Merci à tous !

\*\*\*

<campagne=2012>04.10 - <locuteur.rice=François\_Hollande> - Besançon <lieu=Besançon> <texte=73>

Mes chers amis, j'avais plusieurs raisons de venir à Besançon ce soir. D'abord pour vous entendre. Ensuite pour rendre hommage à cette ville chargée d'histoire, de l'histoire du mouvement ouvrier, de l'histoire de la Gauche, de l'histoire du socialisme, puisqu'il y a eu tant de références qui restent gravées dans la mémoire de cette ville, des hommes qui ont donné leur vie, et puis des combats qui sont restés ici gravés, mais partout en France, marqués. Je pense au combat des Lip. J'avais 19 ans à l'époque et partout on achetait – eh oui, déjà ! – et partout on achetait une Lip. Et donc c'était notre façon d'être solidaires avec un homme qui aussi est resté dans ma mémoire, comme Charles Piaget, qui fut effectivement un combattant. Je pense aujourd'hui au combat des Peugeot qui doivent savoir, ici, que nous serons à leurs côtés demain, aux responsabilités du pays. J'avais plusieurs raisons pour rendre hommage aussi au développement durable, la priorité qu'a donnée Jean-Louis Fousseret à l'action de sa municipalité. J'avais aussi la volonté de rendre hommage à la présidente de la région parce que c'est important d'avoir aussi des femmes à la tête d'une collectivité, Marie-Guy. Je voulais dire aussi toute ma gratitude à Pierre Moscovici qui m'accompagne dans cette campagne et qui fait un travail, chaque jour, pour coordonner l'action et pour impulser mes propres proclamations ou déclarations. Et puis je voulais aussi être avec Jean-Pierre Chevènement parce que je veux le rassemblement de la Gauche. Je veux le rassemblement des Républicains. Je veux dépasser ce qui nous a séparés. Alors merci vous tous d'être là ; merci de prendre patience. C'est long. Merci de me soutenir dans ces derniers moments et ces derniers jours de la campagne, qui vont être décisifs.

Moi, je suis parti candidat à l'élection présidentielle il y a déjà un an. Je ne m'en lasse pas mais en même temps il faudra que ça se termine. Et j'ai fixé moi-même les dates : le 6 mai, pour la victoire !

Depuis tous ces mois, à travers de nombreux déplacements, j'ai ressenti tant d'attentes, tant d'espérances, tant de volonté. J'ai mesuré aussi les colères, les impatiences, les inquiétudes. Et donc, mon devoir c'est de les traduire en actes de gouvernement. Ce qui est demandé autour de ma candidature, c'est de gagner l'élection présidentielle, c'est de faire en sorte que nous puissions non seulement être présents au plus haut au premier tour, mais gagner, gagner l'élection présidentielle. J'ai saisi aussi les blessures, les déchirures, les ruptures. Eh bien je devrai demain, président de la République, réconcilier les Français, les réunir autour d'une grande cause, les rassembler autour d'une grande ambition, d'une grande espérance : la réussite de la génération qui vient, de la jeunesse de France à laquelle je veux tout consacrer dans le prochain mandat !

J'ai pu aller partout, me déplacer dans tous les endroits du territoire. Aucun ne m'a été empêché. Quel bonheur, je peux vous le confier, de pouvoir circuler sans CRS, sans barrières, sans protections, dans tous les quartiers, dans toutes les villes sans rien avoir à craindre, sauf quelques interpellations, mais c'est la vie démocratique. Et si demain je suis, grâce à vous, le prochain président de la République, je veux garder cette liberté, cette proximité, cette capacité à pouvoir parler à mes compatriotes sans entraves, sans limites, sans protocole.

Depuis des mois, j'ai adopté une démarche de cohérence et de vérité. J'ai présenté mon projet – c'était à la fin du mois de janvier : 60 engagements pour le redressement, pour la justice, pour l'avenir de la jeunesse, pour le rassemblement autour des valeurs de la République. Ces propositions je les ai précisées, évaluées, chiffrées, diffusées, grâce à vous. Et je n'ai pas attendu les derniers jours de la campagne pour en inventer de nouvelles, comme pour impressionner, comme pour dire : « Ah, cela, les autres n'y avaient pas pensé, je vais être le premier ». Mais ce n'est pas le premier qui sort une proposition qui va gagner ! C'est le premier qui va donner la confiance de pouvoir respecter la proposition et la promesse.

J'ai fixé aussi le calendrier du changement. Il n'y aura pas de temps à perdre au lendemain de notre victoire, si elle vient. Nous aurons à décider vite. D'abord, dans les premiers jours, une République exemplaire – cela nous changera ! Un chef de l'Etat qui ne sera pas chef de tout, pas chef de la majorité – c'est le Premier ministre –, pas chef du parti – c'est le responsable qu'ont choisi les militants –, pas le chef d'une caste, d'un clan ou d'une équipe et pas davantage d'une famille. Je serai le chef de l'Etat, responsable de ce que je ferai et sans avoir besoin d'un statut pour être protégé.

Je composerai un gouvernement paritaire avec autant de femmes que d'hommes. Chaque membre de l'équipe gouvernementale devra respecter une charte éthique, ne devra pas cumuler un autre mandat que celui de servir le pays.

Et sans attendre le renouvellement de l'Assemblée nationale, je prendrai des premières mesures pour protéger le pouvoir d'achat des Français et d'abord l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, un système de caution solidaire pour les jeunes, pour qu'ils puissent enfin accéder au logement. Et je prendrai par décret une disposition qui permettra à celles et ceux qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, à 18 ans, et qui ont toutes leurs annuités, de pouvoir partir à la retraite à 60 ans.

Ensuite, dès l'été et avec un Parlement renouvelé, j'engagerai les réformes fiscales, bancaires indispensables et la réforme territoriale pour donner un nouvel acte de la décentralisation. A l'automne – et nous ne serons pas fatigués ! – nous engagerons là encore la grande réforme de l'école parce que ça doit être la priorité, le préalable à tout effort productif. Nous mobiliserons toutes nos forces pour le redressement de notre industrie. Et puis nous réviserons nos institutions autant que nécessaire pour les moderniser et les démocratiser. Nous engagerons de grandes négociations avec les partenaires sociaux parce que je respecte les partenaires sociaux, aussi bien les syndicats que les organisations professionnelles. J'associerai les élus, tous les élus, et au-delà même de la Gauche, tous ceux qui dans leurs collectivités veulent concourir au

bien public, pour participer à la transition énergétique, écologique, pour aller plus loin sur les services publics de la petite enfance, pour faire en sorte que nous ayons de meilleurs transports. Bref, il y aura une mobilisation nationale pour le redressement du pays.

Je suis conscient de toutes les attentes. Mais j'ai un devoir : ne pas décevoir, ne rien promettre que je ne serai capable de tenir. Et ce sera toujours ma ligne de conduite dans cette campagne et au lendemain des élections. Ici, à Besançon, je suis venu vous dire cette chose simple : je suis prêt. Prêt à gagner l'élection présidentielle. Prêt à présider la France. Prêt à transformer notre pays. Prêt à changer concrètement la vie de nos concitoyens. Eh bien, vous, au-delà de cette salle, soyez prêts à faire dès le 22 avril le choix du changement !

Depuis tant de mois que je suis en campagne, tant d'enquêtes d'opinion nous indiquent que nous aurions – paraît-il – la faveur des pronostics. Moi, je suis prudent. Je les connais ces enquêtes qui disent toujours une prévision mais qui n'indiquent pas un vote. Parce qu'entre une intention un moment exprimée dans un sondage, et le suffrage universel, il y a tout ce qui fait la démocratie. Rien n'est fait. Rien n'est acquis. Rien n'est conquis. C'est vous, peuple français, qui allez décider de votre avenir. J'ai toujours maîtrisé les emballements – il y en a toujours dans les équipes – ceux qui s'imaginent déjà et qui ne sont rien, rien d'autre que des militants qui doivent d'abord être conscients que c'est la victoire qui autorisera toutes les ambitions, pour servir le pays et rien que pour servir le pays.

J'ai prévenu aussi que la campagne serait rude, la bataille âpre, la confrontation brutale. Pensez donc, la Droite aime tellement le pouvoir ! Et vous l'imaginez le lâcher comme ça, par lassitude ? Ce n'est pas son genre, et encore moins le comportement et le caractère de celui qui aujourd'hui est au sommet de l'Etat, pour un temps qui va bientôt s'achever. Pour la Droite, le pouvoir c'est sa chose. C'est sa propriété, c'est son domaine, son enclos, elle a mis des barrières. Et la Gauche ne pourrait y accéder que par effraction, par inadvertance, par surprise. Une fois ça va, c'était François Mitterrand. La République aurait donné. Maintenant c'est terminé. Passez votre chemin. C'est pour toujours à la Droite, le pouvoir. Et vous laisseriez faire ? Eh bien non. C'est le peuple français qui va décider de savoir qui de la Droite ou de la Gauche, qui des candidats présents au premier tour, va être le prochain responsable du pouvoir. Eh bien, n'ayez aucune crainte. Ne vous laissez pas intimider. J'en connais qui se disent « ils vont nous préparer quelque chose ». C'est possible. « Ils ont tous les moyens » - c'est sûr. Mais ils ne peuvent pas disposer du suffrage. Ce sont les électrices, les électeurs, qui sont les seuls maîtres, les seuls propriétaires de la Nation, les détenteurs de la légitimité.

Alors dans l'adversité, la Droite s'est regroupée derrière son champion. Ah cela n'a pas dû être facile, parce qu'ils le connaissent bien ! Et il ne fait pas l'unanimité. Mais que voulez-vous, le péril est trop grand. La Gauche est là, à la porte, elle frappe. Ils ne veulent pas la laisser entrer, mais nous sommes là ! Je vous entends. Alors, la Droite fait bloc autour du candidat sortant. Moi, cela me touche tant de sollicitude, tant de solidarité. Ils sont là, derrière lui. Et même les leaders conservateurs ont été convoqués. Au niveau européen, chacun a donné son onction, presque extrême-onction.

C'est la Sainte-Alliance, la fédération des conservateurs. Ah lui, il s'en défend ! Maintenant il veut être – que voulez-vous c'est ainsi – il veut être le candidat du peuple, allez savoir pourquoi. Alors, conscient de son échec, et aussi de son impopularité – il doit lire les mêmes enquêtes que nous –, de son retard également, il mobilise son camp. Il cherche même un renfort du côté de l'électorat de l'extrême droite. Et prend l'immigration comme cible et la peur comme levier. Et il ne ménage pas sa peine. Et il prend avec la vérité une liberté sans limites, au point qu'à ce niveau-là, ce n'est plus de la liberté, c'est de la licence.

Faute de pouvoir de nouveau tout promettre, il prétend maintenant protéger. Il serait le président protecteur. Mais protecteur de qui ? Des ouvriers dont les emplois sont menacés ? Mais il a laissé disparaître, durant son quinquennat, 400 000 emplois industriels ! Des agriculteurs, victimes de la désorganisation des marchés ? Mais une exploitation agricole disparaît toutes les deux heures dans notre pays ! Des retraités ? Mais leur pouvoir d'achat a fondu ! Ah j'en conviens, il a fait un geste – c'était d'ailleurs prévu par la loi sur les retraites, il l'avait oublié : maintenant, les pensions seront payées le premier du mois. Cela ne les augmentera pas, mais l'intention est louable. Protecteur vous dis-je : des jeunes victimes de la crise ? Mais le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans atteint 25 %. Protecteur des fonctionnaires ? Ils ont tout à craindre. Des agents hospitaliers ? Ils font un travail terrible. Des précaires ? Ils souffrent de la pauvreté. Et des familles ? Elles perdent chaque mois un peu plus de pouvoir d'achat.

Non, les seuls que le candidat sortant aura protégés durant ces cinq dernières années, ce sont les puissants ; ce sont les rentiers ; ce sont les fortunés. Je lisais une déclaration qui venait à l'appui de ma démonstration. La présidente du Medef déclarait que Nicolas Sarkozy, je la cite avait accompli un « boulot » — c'est son mot –, « un boulot extraordinaire en intensité, en quantité ». Eh bien voilà le candidat du peuple bien accompagné ! Eh bien moi je vous propose qu'il arrête ce boulot-là.

Le candidat sortant voudrait continuer au prétexte qu'il a maintenant appris, qu'il a compris, qu'il a changé. Je l'entends proclamer que l'échec serait une forme de justification à poursuivre. Il sait maintenant ce qu'il ne faut plus faire, les erreurs à ne plus commettre, les fautes à ne pas reproduire, les promesses à ne pas tenir. Il sait tout. Eh bien nous en savons assez, pour ce qui nous concerne, pour décider aujourd'hui de changer de président.

Dimanche, il annonçait dans un entretien à un journal qu'il sentait « monter la vague ». Moi aussi ! Je la sens monter la vague, la vague de l'indignation, la vague de l'exaspération, la vague de la colère, celle du peuple qui n'en peut plus ! Et cette vague, elle monte depuis cinq ans, d'année en année. Nous l'avons vue progresser de scrutin en scrutin : municipales de 2008, régionales de 2010, cantonales de 2011.

Et elle s'est transformée au fil des mois, non pas pour une vague de rejet, mais pour une vague d'espérance. La vague d'une Nation qui se relève, d'un peuple qui se redresse, d'un sursaut qui s'opère. Eh bien c'est cette vague-là qui submergera l'arrogance, la suffisance, l'outrance. Mais patience, encore. Il reste quelques semaines, douze jours pour convaincre ; douze jours pour nous mobiliser, douze jours pour être le plus haut possible – je dis bien le plus haut possible – au premier tour, le 22 avril. Et encore un peu plus de quinze jours, après le 22 avril, pour vaincre, le 6 mai. C'est cette vague-là, c'est la vague du changement qui arrive. Et si vous en décidez, rien ne pourra l'arrêter !

Mais il m'est rapporté que le candidat sortant tient un certain nombre de propos dans des réunions auxquelles je ne peux parvenir, vous non plus... Il répète un certain nombre de demi-vérités qui deviennent de vrais mensonges et qui laissent penser que nous sommes nous-mêmes coupables de tous les errements. La seule générosité du candidat sortant est à notre égard. Il ne manque jamais de nous délivrer tous les sarcasmes, les caricatures et les polémiques. Je lisais ses dernières déclarations. Il prétend d'abord que la victoire de la Gauche ferait, dans cette hypothèse qui est la nôtre, que notre pays deviendrait la Grèce ou l'Espagne. Ce propos a quand même choqué du côté de nos amis espagnols, qui se sont alarmés d'être ainsi affublés d'un bonnet d'âne. Le premier ministre conservateur a fait valoir que quand même, son pays ne pouvait pas servir de mauvais exemple. Surtout venant — et là, je parle à sa place — d'un président sortant détenteur d'un triple record. La dette publique de notre pays n'a jamais été aussi élevée dans son histoire. La sécurité sociale a enregistré un déficit cumulé de 135 milliards d'euros depuis cinq ans. Et le déficit de notre commerce extérieur atteint 75 milliards d'euros. Triple record, qui a d'ailleurs justifié la perte du triple A ! Et voilà que celui qui en est responsable viendrait nous donner des leçons de gestion sur les finances publiques, sur l'économie, sur la compétitivité ? Mais non, nous n'accepterons aucune leçon d'un président qui a un bilan aussi lourd !

Je ne laisserai rien passer. Je ne laisserai pas faire cette accumulation de contre-vérités. Voilà qu'il annonce que mon élection — il commence à y songer ! — conduirait à davantage d'impôts pour les Français. Là encore, quel paradoxe ! Plus d'impôts, prétend le candidat sortant, mais c'est impossible ! Même si je le voulais — ce n'est pas mon cas — je ne le pourrais pas ! Il a créé 41 impôts depuis cinq ans, 41 taxes ! Reconnaissons, quel sens de l'invention, de la créativité, de l'imagination... Les prélèvements obligatoires ont augmenté de 2 points par rapport à la richesse nationale — il avait prévu une baisse de 4 points. Et il termine son quinquennat avec l'annonce, hélas validée par une loi, qu'il y aurait une augmentation de la TVA de 19,6 % à 21,2 %. Et il viendrait nous dire que nous serions responsables d'un matraquage fiscal ? Il a eu lieu ! Il a eu lieu pendant cinq ans. J'ajoute que 200 000 foyers fiscaux parmi le plus modestes vont se retrouver redevables de l'impôt sur le revenu, parce que le barème de cet impôt n'a pas été indexé sur l'inflation. Avec comme résultat cette injustice situation inédite, dans laquelle tous les impôts auront augmenté sur tous les Français sauf sur une seule catégorie, les plus fortunés, les rentiers, qui ont été épargnés de toute contribution !

Alors, je réponds avec gravité et sérieux. Nous, nous ferons la réforme fiscale avec un seul objectif : la justice. La justice, ce sera d'imposer de la même façon les revenus du capital et ceux du travail. Ce sera de revenir sur les cadeaux fiscaux accordés aux plus favorisés depuis cinq ans. Ce sera de plafonner les niches fiscales. Ce sera de faire que chaque Français contribuera à l'effort national de redressement à mesure de ses capacités. Et ceux qui veulent s'attribuer des revenus de plus d'un million d'euros par an dans notre pays en auront parfaitement le droit, et leurs dirigeants pourront parfaitement leur accorder ce type de rémunération indécente. La seule différence, c'est qu'au-delà d'un million d'euros, un taux supérieur d'imposition d'impôt de 75 % sera appliqué à ces revenus !

Et voilà que nous serions accusés, aussi, de pénaliser les familles parce que nous supprimerions le quotient familial. Une fable de plus ! J'ai simplement indiqué que nous baisserions le plafond pour l'avantage que procure le quotient familial de 2 300 euros à 2 000 euros. Ce qui améliorera la progressivité de l'impôt, et qui évitera que des familles qui ont plus de six ou sept Smic puissent avoir un avantage fiscal supérieur à 2 000 euros, 2 300 euros, alors que beaucoup de familles qui ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu n'ont aucun avantage lié au quotient familial. Avec les montants que nous récupérerons justement sur le plafonnement du quotient familial, nous augmenterons l'allocation de rentrée scolaire sur toutes les familles. C'est ça, la différence !

Mais je n'avais pas tout entendu ! Voilà que parce que je veux faire la transition énergétique, parce que je veux, à l'horizon 2025, réduire progressivement la part du nucléaire dans la production de l'électricité, voilà que parce que j'annonce qu'il n'y aura qu'une seule centrale nucléaire qui fermera dans le prochain quinquennat — une et une seule à Fessenheim -, voilà que j'entends le candidat sortant dire que lui, il défend l'indépendance nationale, la souveraineté nationale, le tout nucléaire — il en a le droit. Et pour étayer sa démonstration, il dit que c'est sans doute la plus vieille des centrales, qu'elle est peut-être sur une zone sismique, la centrale de Fessenheim, mais qu'elle n'est pas près de la mer et donc qu'il n'y a pas de risque de tsunami. L'argument est fort, je le reconnais ! La géographie est implacable ! Fessenheim n'est pas au bord de la mer, j'en conviens ! Mais je n'avais pas, là encore, tout entendu. Voilà qu'il nous donne son expérience. Il nous dit qu'il est allé à Fukushima pour constater le tsunami et ses effets. J'ai vérifié : il n'est jamais allé à Fukushima. C'est donc la première fois dans l'histoire de la République qu'un candidat sortant relate un voyage qu'il n'a jamais fait. Nicolas Sarkozy aura donc été un précurseur en tout, même en voyages qu'il n'aura jamais accomplis !

Mais je veux être complet. Je l'entendais dire et répéter que je voulais une régularisation massive de tous les sans-papiers. Alors que depuis que je suis entré en campagne et que j'ai présenté mes propositions, je n'ai parlé que de régularisation au cas par cas et sur des critères objectifs, parce que je refuse l'arbitraire. Oui, je suis pour une politique ferme. Et en même temps, je me refuse — et je me refuserai toujours — à instrumentaliser le débat, à désigner les immigrés à la vindicte, à les présenter comme les responsables de tous nos maux. Je dénonce cet abaissement de la France qui consiste à flatter les mauvais sentiments en espérant en trouver une récompense politique. C'est une démarche inconséquente, surtout de la part du candidat sortant puisque, je le rappelle, sous son autorité — si l'on peut dire — 200 000 nouveaux immigrés sont arrivés chaque année légalement dans notre pays, et 30 000 ont été régularisés. Et donc, refuser de regarder cette évidence, ne pas assumer ce qui a été fait depuis cinq ans et laisser penser que d'autres, en l'occurrence moi-même, pourraient avoir une politique

irresponsable en matière d'immigration, c'est caricaturer à la fois les faits et en même temps faire peur et désigner les immigrés comme la seule cible sur laquelle les Français pourraient se retrouver.

Et sur la laïcité, qu'ai-je entendu ! Martine Aubry a même été désignée comme la maire communautariste de Lille par le candidat sortant. C'est vous dire jusqu'où il peut aller ! Lui qui s'était rendu à un congrès d'une organisation où il s'était exprimé comme ministre de l'Intérieur devant une salle où d'un côté il y avait les hommes et de l'autre les femmes ! Lui qui avait considéré que le curé et le pasteur avaient une autorité supérieure à celle de l'instituteur ! Jamais je ne laisserai le candidat sortant, sur la laïcité, faire la moindre leçon à qui que ce soit. La laïcité n'est pas une valeur qui doit diviser les Français. La laïcité doit nous rassembler, parce que la laïcité permet de garantir à chacune et à chacun la liberté de conscience, de conviction, de croyance, et en même temps permettre le vivre ensemble.

Je voulais devant vous, ici à Besançon — je ne le fais pas aussi souvent — faire justice de toutes ces outrances, de toutes ces confusions, de toutes ces polémiques. Je les entends ; je ne les accepte pas. Et pour autant, je ne tomberai pas dans le piège grossier qui m'est tendu, me jeter dans une mêlée confuse, me tirer par la manche dans un pugilat obscur. Parce que le débat pour l'élection présidentielle mérite mieux que ces caricatures, que ces invectives, que ces dénigrements, que ces polémiques !

L'enjeu, c'est la France dans l'élection présidentielle, le redressement de notre pays, de sa production, de son industrie, de ses entreprises. C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé la création d'une banque publique d'investissement, une mobilisation de l'épargne pour l'industrie, une fiscalité différente selon la taille des entreprises, plus basse pour les PME et plus élevée pour les grandes. J'ai aussi dit que chaque fois que le bénéfice était réinvesti, il devait être moins taxé que le bénéfice qui est distribué aux actionnaires. Et nous aurons à réfléchir à mieux appréhender les bénéfices des entreprises sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Oui, nous avons à redresser nos finances, nos finances publiques, mais également à maîtriser la finance. Parce que je ne veux pas que ce soient les marchés qui décident à notre place. C'est pourquoi nous ferons la réforme bancaire. Nous séparerons les activités spéculatives des activités de dépôt et de crédit. En même temps, j'ai le devoir d'appeler au redressement de nos finances publiques parce que la dette, si elle s'accumule, est un transfert que nous adressons à nos enfants, un legs que nous laissons aux générations futures. Je m'y refuse ! Nous devons assumer nos dépenses d'aujourd'hui pour ne pas transmettre nos charges, pour demain, à celles et ceux qui auront à poursuivre la tâche qui est la nôtre au nom de notre pays.

Nous aurons à redresser la morale publique — et il y aura à faire ! Rendre la justice indépendante, assurer l'impartialité de l'Etat, nommer les hauts fonctionnaires sur le strict plan de leurs compétences et de leur loyauté non pas à l'égard du pouvoir politique mais à l'égard de l'Etat lui-même. Toutes les nominations dans les instances de régulation seront faites à une majorité des deux tiers au Parlement, ce qui veut dire que l'opposition sera directement associée aux décisions que nous prendrons.

L'enjeu c'est l'avenir, aussi, de la République, de ces valeurs qui nous unissent, de cette promesse que nous avons faite à toutes les générations qui se sont succédé de vivre mieux que la nôtre. Eh bien oui, de nouveau, c'est le rêve français qu'il faudra poursuivre et amplifier !

Je veux que la jeunesse de France sache bien que notre premier devoir, c'est de lui assurer non seulement sa place mais son avenir, et de faire en sorte qu'au bout de cinq ans, au terme du quinquennat — si vous décidez que je serai le prochain président de la République -, les jeunes vivront mieux qu'aujourd'hui.

L'enjeu, c'est la justice ! L'âme de la France, c'est l'égalité ! L'égalité fiscale, l'égalité devant l'impôt, l'égalité devant les charges publiques, devant les contributions. Oui, il y a un effort à faire, et il sera demandé à ceux qui ont le plus. J'en connais qui s'effarouchent : « Nous allons partir, nous allons nous exiler ! ». Et comment font les Smicards, ils s'exilent, eux, quand ils ne sont pas augmentés ? Non, ils restent ici, ils servent leur pays, ils sont patriotes.

Je fais appel au patriotisme, parce que c'est la plus belle idée que nous puissions promouvoir dans la République. Patriotisme des chefs d'entreprise. Il y en a beaucoup qui s'engagent y compris sur leur patrimoine personnel pour créer de l'emploi, pour investir, pour exporter. Oui, je salue ces chefs d'entreprise, ils sont nombreux dans notre pays et méritent toute la considération de l'Etat. Oui, je salue le patriotisme également des salariés qui s'engagent, qui se démultiplient pour améliorer la performance de leur outil de travail et qui espèrent que la récompense sera non seulement leur propre salaire, mais le développement de l'emploi. Oui, je salue le patriotisme aussi de ces agriculteurs qui font un travail dur et parfois sans le revenu correspondant, mais contribuent à notre souveraineté alimentaire. Oui, je salue le patriotisme de ces agents hospitaliers qui se dévouent pour assurer le meilleur accès aux soins à tous les Français. Oui, je salue aussi le patriotisme des fonctionnaires qui assurent le service public. Le patriotisme vaut pour chacune et chacun. Et plus haut on est dans l'exercice de la responsabilité, dans une entreprise, dans un Etat, plus exemplaire encore on doit être dans ses rémunérations et dans son comportement. Voilà ce patriotisme qui doit nous unir.

L'enjeu c'est la justice fiscale, c'est la justice sociale, c'est l'accès aux soins pour tous lorsqu'il y a tant de dépassements d'honoraires, lorsque l'hôpital public a été, par une loi, confondu avec une entreprise. Nous devons mettre bon ordre à ces dérèglements, à ces injustices, à

ces inégalités. Nous encadrerons les dépassements d'honoraires. Nous lutterons contre les déserts médicaux. Et nous ferons que l'hôpital public redevienne un service public !

Je mesure aussi les attentes de nombreuses personnes handicapées qui exigent non pas l'assistance, non pas l'aumône, non pas la générosité, non pas la compassion, mais tout simplement la reconnaissance de leur différence et l'honneur d'être acceptées comme des citoyens, avec des droits et avec des devoirs. Nous devons lutter contre toutes les discriminations, toutes les inégalités. Et l'une des premières décisions que nous aurons à prendre, ce ne sera pas de faire de nouvelles lois, ce sera de les appliquer, et notamment pour l'égalité salariale femmes-hommes. Parce que nous ne pouvons pas accepter que pour les mêmes emplois, pour les mêmes diplômes, pour les mêmes fonctions, il y ait des écarts qui demeurent.

La justice, c'est aussi la justice entre les territoires. Je reviens d'un long périple dans les quartiers de nos villes. On y trouve plein de talents, plein d'initiatives, plein de vie et plein d'envie de réussir. Et puis, on y trouve aussi cette accumulation de difficultés, ces promesses trahies, ces services publics qui ne sont pas là, l'école qui n'a pas été renforcée, les inégalités qui se sont creusées avec le risque d'une rupture qui puisse se faire dans le pacte républicain.

Mon devoir, ma responsabilité, ce ne sera pas d'annoncer un nouveau plan pour les quartiers, ce sera de mettre tous les moyens des politiques publiques au service de l'égalité, dans le cadre d'un grand ministère de l'égalité des territoires, aussi bien pour les zones urbaines que pour les zones rurales, pour que chacun se sente pleinement citoyen de France !

L'enjeu c'est l'avenir, c'est-à-dire les générations futures, c'est-à-dire le rêve français, c'est-à-dire la jeunesse de France. Ma première priorité sur le plan budgétaire, ce sera l'éducation, l'Education nationale. Nous mettrons les moyens pour l'école publique — 60 000 postes — non pas pour servir je ne sais quelle revendication, mais pour être attentifs à lutter contre l'échec scolaire. Je ne peux pas accepter que 150 000 jeunes sortent de notre école sans qualification, sans formation. Je ne peux pas accepter que les RASED aient été sacrifiés par une politique à courte vue. Je ne peux pas admettre qu'au début du collège déjà, les déterminismes et les fatalités aient fait que certains jeunes seraient condamnés à certains métiers — quand ce n'est pas au chômage. Eh bien non, nous devons donner une chance, une seconde chance, une troisième chance pour qu'aucun jeune de France, aucun enfant de la République, ne puisse être laissé de côté, abandonné, oublié, écarté !

Ce n'est pas simplement un devoir moral, c'est une exigence économique. Notre atout est d'avoir une démographie dynamique, une vitalité, une jeunesse qui est la plus nombreuse d'Europe. Oui, c'est cela qui doit nous permettre de nous redresser plus vite que d'autres, parce que nous avons le renouvellement des générations. C'est dans cet esprit que j'ai avancé l'idée du contrat de génération qui permettra à l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite dans de bonnes conditions, et qui embauchera un jeune avec un contrat à durée indéterminée, de ne plus payer de cotisation sociale sur ces deux emplois.

L'avenir, c'est aussi l'écologie. Ce n'est pas un sujet secondaire. Ce n'est pas un enjeu qui serait effacé par la crise. Ce n'est pas simplement à l'aune des candidatures à l'élection présidentielle que nous mesurons la priorité écologique. C'est une question dont dépendent toutes les autres dans une planète dont la survie et la pérennité ne sont pas garanties. Aucune politique n'a de sens, de portée ni de durée si elle n'intègre pas la dimension environnementale et écologique. Je suis socialiste et je me sens écologiste parce que je sais que nos pays ne sont pas seuls au monde, que notre génération n'est pas la dernière de toutes, et que l'humanité n'est pas la seule espèce vivante sur la planète. Nous avons une biodiversité à respecter pour notre propre intérêt vital.

Je ne crois donc pas, contrairement au candidat sortant qui avait eu cette formule — une de plus — que « l'environnement, ça commence à bien faire ». Non, nous commencerons plutôt à bien faire la politique pour l'environnement ! Là aussi, le changement est attendu. Il suppose du courage. Nous avons à réaliser une transition énergétique, écologique, à nous rendre moins dépendants du pétrole et des énergies fossiles, à faire monter les énergies renouvelables, à être capables de fixer des objectifs et des étapes, à assurer la diversification de nos sources d'énergie autour de trois principes. La sûreté pour que la sécurité soit garantie. L'indépendance, parce que notre Nation a besoin de faire monter un certain nombre d'énergies que nous produirons ici. Et l'emploi, parce que c'est une dimension importante dans la transition énergétique.

Une politique industrielle sera mise en œuvre pour les énergies renouvelables, avec la création d'un fonds de capital développement pour toutes les entreprises qui s'engageront dans cette filière. C'en sera fini des politiques contradictoires telles que nous les avons connues depuis cinq ans, où tout part d'un Grenelle pour l'environnement et tout se défait à la fin, où les énergies renouvelables qui avaient été encouragées fiscalement, où l'énergie solaire, photovoltaïque, avait été particulièrement encouragée par des prix de rachat, mais où tout cela a été démonté, démantelé, désorganisé. Nous avons perdu trop de temps et trop d'emplois !

Je veux en même temps un grand plan pour l'efficacité énergétique, c'est-à-dire pour les économies d'énergie. Nous mettrons aux normes un million de logements par an. L'innovation thermique sera une grande priorité. Nous réduirons la consommation de carburants. Nous favoriserons le véhicule propre et ce sera un puissant stimulant pour les grandes entreprises françaises de l'automobile — Peugeot, Renault — qui ont pris de l'avance là-dessus. Nous ferons en sorte que le fret ferroviaire et le développement des transports doux soient encouragés.

C'est à la fois un enjeu planétaire, un enjeu environnemental, un enjeu de cadre de vie. C'est aussi un enjeu de justice sociale. L'air et l'eau sont des biens publics ! Ils appartiennent à tous. L'énergie, d'une certaine façon, aussi. Et quand un bien commun a un prix, celui-ci doit être régulé par la puissance publique. Et c'est pourquoi j'ai proposé une nouvelle tarification progressive qui garantira l'accès de tous les consommateurs aux usages indispensables de l'électricité, du gaz et de l'eau ! Pour que soit assuré et garanti un forfait de base. Je sais aussi les écarts dans le prix de l'eau, qui sont très importants et qui créent de nouvelles injustices territoriales et sociales. Nous mettrons en place un mécanisme de solidarité et de péréquation, car il n'y a pas d'équité sans l'accès à l'eau. C'est une dimension fondamentale de justice et je n'entends pas y renoncer.

Je proposerai aussi à nos partenaires européens un nouveau temps pour de nouveaux projets et notamment une Communauté européenne de l'énergie, parce que nous mettrons ensemble nos recherches communes sur les énergies propres. Nous monterons ensemble en gamme sur les énergies renouvelables. Nous développerons ensemble des véhicules propres. Voilà un grand programme européen qui peut permettre la croissance et l'amélioration de notre cadre de vie ! Et nous devons mettre en place, aussi, une taxe carbone à l'échelle européenne pour décourager un certain nombre de comportements et de productions.

Je veux relancer l'Europe. Et je le dis ici à Besançon, « vieille ville espagnole » comme le disait Victor Hugo. Voyez que tout est lié : même quand on s'en prend à l'Espagne, vous êtes concernés ! Je veux relancer l'Europe, parce que si elle est en crise, l'idée européenne est vivante, elle ! Qui peut croire que nous pourrions faire face, seuls contre tous, repliés sur nous-mêmes, aux enjeux des cinq, dix, vingt prochaines années ? Il n'est pas temps d'être moins européens : il est temps d'être enfin européens. Mais en changeant l'orientation de l'Europe, parce que l'Europe telle qu'elle va aujourd'hui a oublié de protéger les citoyens et de se protéger elle-même. D'où cette récession qui menace, ce chômage qui s'accroît, cette désindustrialisation qui s'accélère. Les Droites européennes ont pris une grave responsabilité : c'est non seulement d'accepter l'austérité, mais c'est de la promouvoir, de la pérenniser, de l'organiser. Et donc je veux vous le dire ici : nous ouvrirons un nouveau chemin dès le mois de juin 2012 ! Et je renégocierai autant qu'il sera possible le traité budgétaire, parce que je n'accepte pas l'austérité, parce que je respecte les disciplines, je veux réduire les dettes, mais je ne veux pas que l'Europe renonce à la croissance, à la prospérité, à l'ambition !

Nous devons vaincre un certain nombre de réticences. Je les connais, les réticences des conservateurs. Mais en même temps, ils sont conservateurs mais ils sont lucides. Si la récession s'installe, si la croissance s'effondre, comment pourrait-il être possible de réduire les déficits et de maîtriser la dette ? Déjà certains pays en sont arrivés à cette prise de conscience. Et je sais que certains, même à la tête de leur pays, tout conservateurs qu'ils sont, se disent « mais si seulement, en France, cela pouvait changer ». Bien sûr, les progressistes partagent notre ambition. Soyez conscients que cette élection qui arrive, l'élection présidentielle française, n'est pas simplement une ambition pour le destin de la France. C'est déjà beaucoup. Mais vous n'êtes pas n'importe quel peuple. Vous n'êtes pas n'importe quel pays. Vous êtes la Nation française ! Celle qui inspire, celle qui mobilise, celle qui donne parfois la direction et qui à chaque fois qu'elle prend elle-même la volonté de changer, mobilise autour d'elle tant de peuples et tant d'aspirations ! C'est une élection européenne qui va se décider là, le 6 mai !

Mes chers amis, une élection déterminante pour notre pays, une élection sans doute décisive pour l'Europe, une élection attendue partout dans le monde. Nous sommes observés, scrutés, regardés, parfois avec espérance, parfois avec inquiétude. On se dit : « Mais qui pourrait succéder à Nicolas Sarkozy ? ». Nous le savons, nous ! Nous avons des informations. Vous me connaissez. *(Oui !)* Vous savez qui je suis. *(Oui !)* Vous savez quelles sont ma cohérence, ma constance, ma démarche. *(Oui !)* Vous savez comment je respecte les uns, les autres, comment je veux rassembler le pays, comment je veux changer la direction de l'Etat en le rendant enfin exemplaire. Vous savez que je veux donner un nouveau souffle démocratique. Vous savez tout cela ! *(Oui !)* Eh bien d'abord, convainquez les Français ! Nous devons faire en sorte que ce moment si décisif, ce moment qui approche, cette attente qui est là soit une espérance. Pas simplement une vindicte, pas simplement une vengeance, pas simplement un rejet. Ce serait trop simple – et, en même temps, trop dangereux. Je ne suis pas candidat contre le candidat sortant. Je suis candidat pour la France, pour le changement, pour l'espérance.

Nous sommes à douze jours – douze jours ! – du premier tour. Il y a dix candidats. Je ne me prétends pas être un candidat supérieur aux autres. *(Si !)* Non, je respecte le moment que nous vivons. Il y a dix candidats et je ne me mets pas déjà au second tour. J'entendais le candidat sortant qui, lui, me proposait déjà des débats pour le second tour. Mais est-il sûr, lui, d'y arriver ? Les Français ont-ils voté ? Et moi-même, en quoi devrais-je m'autoproclamer ? C'est vous qui allez faire la décision ! C'est vous qui allez décider de me porter le plus haut possible au premier tour ! C'est vous qui allez permettre qu'il y ait un débat au second tour, le seul qui vaille : le débat entre la Gauche et la Droite, le débat entre le changement et la continuité, le débat entre l'espérance et la peur. Alors à ce moment-là, mais seulement à ce moment-là, le choix sera non seulement entre deux styles – j'en conviens, ils sont différents et chacun pourra faire son choix de l'un ou de l'autre –, pas simplement entre deux personnalités – même si chacun pourra évaluer les caractères, je me fais confiance et je suis prêt à assumer la comparaison y compris pour la constance, y compris pour la capacité de décider. On l'avait dit « bling bling ». C'était possible. Il est surtout « zigzag » ! Il n'a pas de direction, pas de cap ! Il fait à la fin de son mandat le contraire de ce qu'il avait annoncé au début. Je voyais qu'il me reprochait d'avoir annoncé les premières décisions que je prendrai et pas le reste. Mais s'il nous avait annoncé le reste, lui, quand il avait été candidat élu, les Français auraient peut-être réfléchi ! Non, le choix n'est pas simplement entre deux projets, même si j'ai présenté le mien et que l'autre c'est le bilan en pire. Le choix est entre deux conceptions de la République, entre deux visions de la France, entre deux modèles de la société. Moi, je crois à la volonté politique. Je crois à la sincérité des engagements. Je crois en la démocratie qui sera toujours plus forte que les marchés. Je crois aux valeurs de la République face à la valeur de l'argent. Et c'est là-dessus que se portera le débat au lendemain du premier tour. Mais tout va dépendre du premier tour !

Moi, je sais ce qui nous menace : à la fois le découragement d'un certain nombre de nos concitoyens, le fatalisme, la résignation, le scepticisme qui peuvent conduire – on le sait bien ! – à l'abstention, c'est-à-dire une forme de rupture avec le pacte civique. L'idée qu'il n'y

aurait rien à attendre, que la politique serait devenue impuissante, qu'il n'y aurait pas de changement possible, que le monde est trop dur, que l'Europe est trop faible, que la France est trop incapable d'assurer maintenant son destin. Je me refuse, moi, à cette idée que la France aurait terminé son message historique. Je crois en tout le contraire ! Je pense que la France peut encore marcher en avant pour assurer son destin. Alors ne laissez personne douter de nos intentions, personne renvoyer dos-à-dos Gauche et Droite, personne se dispenser de ce droit de vote qui est essentiel dans une démocratie ! J'en connais qui participent à toutes les manifestations, qui vont faire la grève autant qu'il sera nécessaire et qui doutent, à un moment, de la nécessité de voter. Eh bien moi je leur dis : la meilleure manifestation, la meilleure grève, la meilleure mobilisation, c'est le droit de vote, le jour où il est attendu !

Et puis l'autre menace, c'est l'affaiblissement de l'enjeu, la perte des repères, l'insouciance, la volatilité des opinions, qui nous font perdre l'essentiel. L'essentiel c'est quoi ? C'est d'exprimer une colère ? Oui, elle est nécessaire. Une frustration ? Elle est légitime. Une impatience ? Je la comprends. Mais l'essentiel, c'est de gagner l'élection présidentielle ! C'est mon devoir ! C'est ma mission ! C'est ma tâche ! Oui, gagner ! Gagner ! Gagner pour nous, pour nos idées, pour nos convictions bien sûr, pour la Gauche, mais surtout gagner pour la jeunesse, pour la France, pour préparer l'avenir, pour la République, ce qui doit nous élever, nous dépasser, nous rendre plus grands que nous sommes. Parce que nous avons une mission : c'est de faire que la Gauche rencontre la France pour changer son avenir !

Je suis le candidat du changement, celui qui veut agir, celui qui accepte la responsabilité du pouvoir, qui la revendique. Parfois, certains d'entre vous me disent : « Mais qu'est-ce qu'il faudrait pour gagner, est-ce que ça ne va pas être trop dur, est-ce que nous n'allons pas être de nouveaux vaincus par les forces de l'agent ? ». Mais si nous renoncions à cette grande ambition qui est de transformer notre pays, mais nous ne serions plus la Gauche ! Nous ne serions plus fidèles à notre histoire. L'histoire, cela a été des hommes et des femmes qui se sont mis en lutte non pas simplement pour protester, non pas simplement pour résister, non pas simplement pour empêcher, mais pour gouverner, pour diriger, pour réformer, pour transformer. Nous sommes les héritiers de cette histoire-là ! De la belle République, de celle qui s'est levée en 1848, qui s'est levée après la Commune de Paris, qui s'est levée pour faire la République, qui s'est levée avec le Front populaire, qui s'est levée avec la Résistance, qui s'est relevée à la Libération ! Oui, nous sommes les héritiers de cette histoire. Pas nous seuls : la France est elle-même rassemblée autour de cette belle espérance. Mais nous, nous la Gauche, nous sommes conscients d'où nous venons.

Et je veux que 2012 soit une étape aussi belle, aussi forte que celle de 1936, que celle de 1945, que celle de 1981, que celle de 1988, que celle de 1997 ! Oui, vous devez vous inscrire dans ce mouvement, parce que l'histoire ne s'est pas arrêtée. Parce que les Français attendent encore beaucoup de nous. Parce qu'ils se disent que oui, une fois encore, c'est la Gauche qui va ouvrir de nouveaux chemins, permettre de nouvelles conquêtes, arracher de nouvelles libertés et donner de la fierté. Je veux que nous soyons fiers de notre victoire ! Pas pour nous-mêmes, mais pour la mission que nous recevrons du peuple français.

Je suis candidat à l'élection présidentielle pour l'alternance. Je suis candidat pour l'espérance. Je suis le candidat pour la victoire. Je dois gagner grâce à vous et réussir ensuite !

Dans douze jours, c'est le choix de la victoire que vous devez faire ! Dans douze jours, je ne vous demande qu'un seul vote : le vote de la victoire. Parce que c'est là qu'il va se prononcer. C'est là qu'il va s'affirmer. C'est le dimanche du premier tour, lorsqu'on verra la capacité qui aura été la nôtre de mobiliser le plus d'électeurs que vous verrez les visages : les visages de la confiance de notre côté, les visages de dépit de l'autre. Ne vous privez pas de ce moment-là parce que vous en aurez d'autres ! Parce que nous n'en aurons pas terminé ! Parce que ce mouvement ne s'arrêtera pas !

Parce que si le 22 avril nous sommes forts, le 6 mai nous serons victorieux pour la République et pour la France !

\*\*\*

Mesdames, Messieurs, chers amis, je remercie Serge Godard de nous avoir prêté la place, la place de Jaude où l'on me dit que l'on ne fête que des victoires ! Nous préparons la nôtre, elle arrive, elle vient ! Et vous êtes déjà très nombreux ! Je vous remercie pour votre patience. C'est long, encore dix jours, dix jours avant le premier tour. Je ne vous demande pas de rester là pendant dix jours et dix nuits ! Je vous demande, au-delà de la réunion de ce soir, de vous mobiliser pour ce premier enjeu, le premier tour qui arrive le 22 avril. C'est le moment où, déjà, notre peuple va s'exprimer pour envoyer le message de confiance dans une Gauche qui se rassemblera au second tour pour réussir le changement qui est attendu depuis dix ans — dix ans ! —, pour que notre pays reprenne confiance en lui-même, reprenne espoir dans son destin, et pour que la jeunesse comprenne bien qu'elle sera au cœur des engagements du prochain président de la République.

Moins de dix jours nous séparent du premier tour. Ce sont, finalement, les jours les plus importants de la campagne que j'ai engagée il y a un an déjà. Tout ce travail que j'ai construit, toute cette démarche que j'ai affirmée à plusieurs reprises, au-delà des primaires et maintenant dans la campagne présidentielle. Tout cet engagement qui est le vôtre, toute cette espérance que nous avons créée. Eh bien, c'est dans les dix jours que le changement va se décider !

Je mesure ma responsabilité, ma mission : être capable de vous emmener vers la victoire. Je mesure aussi la responsabilité qui est celle du peuple français dans un contexte très difficile, un monde désorganisé, une Europe affaiblie, une France inquiète. Oui, c'est toujours une responsabilité de faire le changement, de faire l'alternance. Il y a tant de forces qui nous rappellent qu'il y a toujours un risque à changer de président. Mais le plus grand risque que le pays peut connaître, ce serait de garder le même président, la même majorité, la même politique !

Je vois ce mouvement qui monte, je vois cette aspiration à un autre temps politique, à un autre rapport au pouvoir, à une autre capacité de changement, de justice. Je sens ce mouvement. Je mesure cette attente. Vous êtes là très nombreux, et dimanche nous serons encore davantage à Paris pour lancer cet appel - appel à la mobilisation, ce que j'appelle la levée en masse où tous nos concitoyens vont, pour le premier tour, se prononcer déjà sur ma candidature. Non pas que j'aie quelque prétention par rapport à d'autres. Je suis un candidat comme les autres. Mais il se trouve que je suis le candidat qui peut permettre à la Gauche de gagner l'élection présidentielle ! Je ne sous-estime pas les autres, je respecte toutes les forces de progrès — et nous en aurons besoin. Mais moi, j'ai à conduire la victoire et à conduire ensuite le pays vers sa réussite. Gagner d'abord, redresser la France ensuite !

Il est vrai qu'une élection, c'est toujours un refus et une espérance. Le refus, ai-je besoin d'insister ? Le rejet de ce que nous ne voulons plus, d'une présidence incohérente, inconstante, inconséquente, qui en définitive n'a eu aucun cap, aucune ligne et aucune clarté dans la conduite des affaires publiques. Oui, je sens ce mouvement de refus, de rejet de l'injustice qui a été la marque de ces cinq dernières années. Injustice sur le plan fiscal où les plus favorisés ont été privilégiés dans les choix. Injustice sur le plan social, où l'on a fait subir à des travailleurs le report du droit à la retraite à 60 ans. Injustice dans l'accès aux soins, injustice dans la montée du chômage, injustice face au risque de la précarité. Oui, il y a ce rejet qui s'exprime. Et enfin, le refus d'une confusion des genres entre les affaires publiques et les affaires privées, d'une connivence au sommet de l'Etat entre ce qui devrait être l'intérêt général et qui se trouve confisqué par la puissance des forces de l'argent.

Oui, c'est une élection où il y aura d'abord une sanction — et elle est légitime ! Car quand un candidat sortant se présente, la moindre des choses serait qu'il rende compte de ce qu'il a fait ou de ce qu'il n'a pas fait, de ce qu'il a promis et de ce qu'il n'a pas tenu. Mais là, nous avons un président sortant qui fuit, qui ne présente pas son bilan — comment le pourrait-il ? —, qui fait des propositions le jour, la nuit — sans que l'on comprenne d'ailleurs pourquoi il ne les a pas mises en œuvre depuis cinq ans ! —, qui présente un projet qui n'est rien d'autre que la poursuite de ce qu'il a engagé, notamment la mise en cause de la protection sociale, l'austérité, la dégradation des services publics !

Et donc, nous avons là devant nous un président qui non seulement ne présente pas son bilan, mais en plus a un projet caché. Ce projet caché, nous le connaissons, à travers ses accords compétitivité-emploi : c'est, maintenant, de demander aux salariés de travailler moins pour gagner moins ! Curieux paradoxe ! Projet caché qui consiste à ne pas annoncer des impôts mais, déjà, d'en avoir voté, et notamment cette TVA sociale sur laquelle j'ai dit que nous reviendrions au lendemain de notre victoire. Projet caché qui consiste à renvoyer la charge sur les collectivités locales, à les priver de ressources, à leur transférer de nouvelles compétences sans les moyens correspondants, et même à leur infliger cette règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et à menacer de les punir, si elles n'obtempèrent pas, par une réduction des dotations de l'Etat à ces mêmes collectivités.

De ce point de vue, le candidat sortant, qui ne veut pas assumer son bilan, qui cache son projet, se présente « en candidat du peuple ». On aura tout vu, tout entendu ! Candidat du peuple néanmoins soutenu par le Medef tout entier ! La présidente du patronat a même dit que Nicolas Sarkozy, je le cite, « avait fait un boulot extraordinaire » ! Eh bien nous, nous voulons qu'il arrête ce boulot-là ! Et nous, nous allons nous mettre au travail. Et le travail, ce sera de récompenser le travail plutôt que le capital !

Une élection présidentielle, ce n'est pas simplement un rejet, un refus. Je ne suis pas devant vous simplement pour vous demander de prononcer une sanction, par ailleurs nécessaire, légitime. Je suis devant vous pour vous appeler à la confiance, à l'espérance, à une aspiration bien plus haute que, simplement, l'expression de notre colère. Nous avons toutes les raisons de nous mettre en opposition, en contestation, en refus. Mais moi, je ne suis pas simplement le candidat qui agrège toutes les colères, toutes les frustrations, tous les mécontentements. Je veux

changer la France avec vous ! La France, notre France, notre beau pays, celui que nous aimons. Nous voulons d'abord qu'il se redresse, qu'il se redresse économiquement, que nos industries puissent être soutenues, que nous en terminions avec ces licenciements boursiers que j'ai encore vu ici frapper dans des entreprises rentables, dont les détenteurs de capitaux veulent une nouvelle fois améliorer leur profit plutôt que de créer l'emploi.

Nous changerons la fiscalité des entreprises pour que les bénéficiaires soient moins taxés quand ils sont réinvestis, et davantage lorsqu'ils sont distribués aux actionnaires. Nous redresserons notre économie en créant une banque publique d'investissement pour prendre des participations dans les entreprises qui se développent, qui embauchent, qui exportent. Nous créerons un produit d'épargne, un livret d'épargne-industrie pour mobiliser l'épargne des Français, qui est l'une des plus hautes d'Europe, et pour l'affecter à ces entreprises, les PME qui souffrent aujourd'hui d'un accès difficile au crédit.

Redresser la France, c'est aussi redresser ses comptes publics. Car nous avons une dette historique, nous avons des déficits considérables — pas simplement celui de l'Etat, celui de la Sécurité sociale, de l'UNEDIC. Ils ne nous ont laissé que des dettes et que des déficits ! Le malheur, c'est qu'ils ne partiront pas avec. Nous serons obligés d'en être les héritiers, à notre corps défendant. Nous ne pourrions pas les annuler, ces dettes. Certains l'espèrent, mais non, c'est la signature de la France. Alors, nous devons faire effort pour redresser nos comptes publics. Mais l'engagement que je prends devant vous, c'est que cet effort sera juste. Il sera demandé d'abord à ceux qui ont reçu beaucoup de faveurs fiscales de commencer à payer, les premiers, le prix du redressement.

Nous engagerons la réforme fiscale, celle qui permettra que les revenus du capital soient imposés comme les revenus du travail. Nous plafonnerons les niches fiscales. Nous ferons en sorte d'introduire un taux supérieur d'imposition pour les plus favorisés. J'ai évoqué 75 % pour ceux qui gagnent 1 million d'euros et plus. Certains s'en sont effrayés, nous ont menacés d'exil, nous ont dit : « Ce n'est plus possible, nous allons être obligés d'être dans la rue ! ». J'attends la grande manifestation des 3 000 plus grandes fortunes de France ! Et si elles veulent partir, nous les retiendrons, nous ne leur voulons que du bien. Mais quand ces dirigeants d'entreprise, que je respecte, appellent à la modération des salaires pour tout le monde, cela vaut aussi pour eux-mêmes !

Justice fiscale, justice sociale. L'une des premières décisions que je prendrai, si vous me donnez la force et l'honneur d'être le prochain président de la République — et avant même que l'Assemblée nationale ne soit renouvelée — sera le décret qui permettra aux personnes qui ont commencé tôt à travailler et qui ont toutes leurs annuités de partir à 60 ans pour la retraite.

Justice sociale, parce que je ne peux pas accepter qu'elle ne soit pas appliquée dans le pays de la Sécurité sociale, alors même qu'au lendemain de la guerre des hommes et des femmes qui avaient été résistants — et dont l'une des figures vient de disparaître, Raymond Aubrac — avaient élaboré le programme du Conseil national de la Résistance qui prévoyait que chacun pouvait avoir enfin accès à la santé. Eh bien, nous appliquerons le programme du Conseil national de la Résistance pour que chacune, chacun puisse avoir une protection contre le risque qui est d'avoir, à un moment, besoin de la solidarité nationale pour l'accès aux soins. J'encadrerai les dépassements d'honoraires. Je changerai la loi sur l'hôpital public, qui redeviendra un service public et qui ne sera pas dirigé comme une entreprise.

Justice aussi par rapport aux territoires, par rapport à la présence de services publics partout. Parce que, où que l'on vive, dans une zone rurale, un quartier urbain ou une cité populaire, chacune, chacun a droit aux mêmes services, a droit à avoir, à chaque fois qu'il le demande, accès aux soins, accès à l'école, accès à la poste — bref, accès à l'égalité.

Je créerai dans le gouvernement que je constituerai — qui sera d'ailleurs composé d'autant de femmes que d'hommes — un ministère de l'égalité. Egalité territoriale, de façon à ce que nous prenions aussi les décisions pour notre avenir. Je pense aux infrastructures ferroviaires. Je sais ici ce que vous attendez depuis tellement d'années : une ligne TGV. Vous l'aurez, parce que cela fait partie de ce que nous devons faire pour des régions comme les nôtres ! Mais aussi, accès au haut débit, au très haut débit, parce que quand on est résident d'une zone rurale, on a aussi besoin d'avoir accès à l'information, au savoir, à la connaissance. Eh donc, j'ai annoncé sur dix ans l'accès de tous au très haut débit.

Nous devons mettre la justice au cœur de nos engagements. Mais la grande espérance, celle que je veux vous adresser, celle que je veux lever dans le pays, celle qui déterminera tout mon quinquennat, ce sera la jeunesse de France, ce sera la priorité à la génération qui vient !

Je veux que nous nous rassemblions, au-delà de nos différences, au-delà de nos sensibilités, autour de la seule cause qui vaille dans une République. Est-ce que nos sommes capables — nous, grande Nation, grand pays, grande République — de donner une vie meilleure à nos enfants, une vie meilleure que celle que nous avons pu connaître ? Eh bien oui, c'est le devoir de la République ! C'est la promesse que nous avons nous-mêmes adressée à nos enfants, que nous avons reçue de nos propres parents, de nos grands-parents. C'est le récit de notre histoire. A chaque génération doit correspondre un progrès, une amélioration, une espérance, une avancée, une conquête. La France n'est pas arrêtée, elle doit reprendre sa marche — sa marche vers l'égalité, sa marche vers le progrès.

Nous avons un grand défi à relever ensemble, c'est la transition. Transition entre la crise et la nouvelle croissance ; transition entre une énergie fossile qui aujourd'hui est en voie d'épuisement et les nouvelles énergies que nous aurons à produire ; transition écologique ; transition générationnelle. Eh bien oui, nous devons faire ce passage.

Ce sera l'engagement que je prendrai d'abord pour l'Education nationale. Ce sera ma grande priorité. Dix ans de Droite, cinq ans d'accélération des suppressions de postes, de mise en cause de politiques qui avaient permis la lutte contre l'échec scolaire ! Je salue tous les personnels de l'Education, je leur dis tout mon respect. Et nous aurons comme première décision pour la rentrée de préserver les RASED, tout ce qui sert aux élèves les plus en difficulté. Nous rétablirons la formation des enseignants, et nous ferons en sorte qu'il y ait une réforme de l'Education qui permette la réussite de tous.

Nous avons aussi à accompagner les filières professionnelles, à permettre l'accès de beaucoup plus de jeunes qu'aujourd'hui à l'enseignement supérieur, à l'excellence. Mais faut-il encore qu'il y ait des emplois qui correspondent aux diplômés ! D'où ma grande proposition, celle que j'ai portée tout au long de cette campagne, le contrat de génération qui permettra à un employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite avec dignité, et qui embauchera un jeune avec un contrat à durée indéterminée, de ne plus payer de cotisation sociale sur les deux emplois.

Toute ma passion sera au service de la réussite de la jeunesse. Nous créerons 150 000 emplois d'avenir, 150 000 emplois-jeunes, et nous ferons en sorte que ce soit dans les quartiers, là où le taux de chômage est le plus insupportable. Je me déplace partout dans le pays, et à chaque fois me reviennent ces témoignages de tant de jeunes qui vivent avec la précarité, avec la crainte de ne pas pouvoir, enfin, accéder à l'autonomie, à l'indépendance. Taux de chômage qui est dans les quartiers les plus difficiles à 35 %, à 60 % en Outre-mer ! Nous devons lutter chaque jour contre le chômage, et notamment celui des jeunes.

Chers amis, j'ai depuis plusieurs mois présenté mes propositions. C'était au Bourget à la fin du mois de janvier, 60 engagements, et je n'ai pas dévié. C'est ma cohérence, c'est ma constance. On me demande : « Mais, est-ce que vous en avez d'autres, des propositions ? Est-ce qu'il ne faudrait pas en faire dans les derniers jours, pour influencer ? ». Mais là, on m'aura confondu avec un autre ! Moi, je ne cherche pas une recette miracle, une poudre de perlimpinpin, un artifice, un chiffon. Non, j'ai plus de respect pour le peuple français. J'ai une cohérence, une constance, des engagements !

J'ai même voulu mettre de la clarté dans l'agenda, dans le calendrier. J'ai dit ce que je ferais dans les premiers jours de mon mandat, si vous me le confiez. D'abord une augmentation du pouvoir d'achat : l'allocation de rentrée scolaire augmentera de 25 %. Mais aussi un système de caution mutuelle pour les jeunes, pour qu'ils puissent accéder au logement. Et puis dès le départ, je montrerai un changement dans l'exemplarité de l'Etat. C'en sera fini de la protection du chef de l'Etat. C'en sera terminé de ces ministres qui cumulent des mandats. C'en sera fini des conflits d'intérêts. La justice pourra travailler en toute indépendance, cela la changera ! Je n'aurai pas à nommer les présidents des chaînes publiques. Ce sera le rôle de commissions parlementaires à la majorité des deux tiers. Je n'aurai pas à changer les directeurs d'administration centrale selon mon bon vouloir. Seules seront reconnues les compétences et la loyauté, non pas à l'égard du chef de l'Etat, non : tout simplement à l'égard de l'Etat. Et le chef de l'Etat lui-même ne sera pas le chef de la majorité. Ce sera le rôle du Premier ministre. Et si je suis demain choisi par vous, je ne réunirai pas les parlementaires de la majorité à l'Elysée. Ce n'est pas leur place. Je ne serai pas non plus le chef du parti. Nous n'allons pas organiser un Etat PS ! J'ai été suffisamment longtemps premier secrétaire du Parti Socialiste pour ne pas cumuler cette responsabilité avec la charge la plus éminente qui soit, qui est de rassembler tous les Français et de les représenter, au-delà du vote qu'ils ont pu faire lors de l'élection présidentielle. Moi, je ne serai pas un chef d'Etat chef de tout et responsable de rien – cela changera !

Cohérence. Clarté. Et confiance. « Confiance », c'est le plus beau mot qui soit dans la langue française lorsqu'une responsabilité est demandée. La confiance, c'est ce qui unit un peuple et celui ou celle qui le représente. La confiance ne coûte rien, mais elle rapporte énormément, puisque c'est elle qui va permettre la mobilisation d'un pays. La confiance ne se proclame pas, elle se démontre. La confiance, c'est un lien à la fois personnel et politique. C'est ce qui permet de nous dépasser les uns les autres, parce que nous avons confiance dans un destin qui n'est pas simplement celui de l'addition de nos parcours individuels. La confiance, c'est ce qui permet à un moment à une Nation d'être plus grande, parce que plus forte, sans qu'il soit besoin de soumettre, de dominer, d'écraser. Pendant cinq ans, tant de coups ont été portés, tant de blessures ont été faites, tant d'attaques ont été assénées aux forces qui étaient supposées être les plus dynamiques du pays.

Moi, si je deviens votre prochain président, je respecterai les syndicats parce que nous avons besoin de représentants des salariés si nous voulons agir. Je respecterai les organisations professionnelles, toutes les organisations professionnelles, parce que nous avons besoin des entreprises pour investir et pour embaucher. Je respecterai les élus de la République, parce que nous avons aussi besoin de collectivités locales qui participent à notre effort. Et j'organiserai d'ailleurs un nouvel acte de la décentralisation, comme François Mitterrand l'avait fait en 1981, transférant des compétences, des libertés nouvelles aux territoires, parce que les territoires sont les mieux à même de décider de votre avenir – avec l'Etat. Je ferai confiance aux associations, aux engagements civiques, aux grands mouvements populaires. Je ferai tout simplement confiance aux Français, parce que rien ne sera possible sans eux. Il y aura des débats sur l'avenir de l'énergie et du nucléaire. Il y aura de grands débats sur les infrastructures. Il y aura des débats aussi sur nos institutions. Parce que nous avons besoin d'un pays mobilisé et d'une société en mouvement. Voilà pourquoi la confiance est là ! Elle va nous être donnée, si vous en décidez, le 6 mai.

Alors, la Droite l'a compris – parce qu'elle est bien informée, elle sait que les pronostics ne sont pas en sa faveur – je ne dis pas que nous allons gagner, c'est bientôt que nous le saurons et méfions-nous des annonces prématurées où les uns et les autres se partageraient les responsabilités : non, nous n'avons rien gagné tant que les électeurs n'ont pas voté. Mais la Droite essaie, dans ces derniers moments de campagne, d'agiter des spectres. La peur. D'abord – toujours les mêmes refrains, les mêmes rengaines : l'immigration. Comme si nous-mêmes nous voulions ouvrir les vannes ! Comme si nous-mêmes nous serions face à cette question du déplacement des populations oubliées des règles que nous avons en commun. Mais jamais je n'accepterai que l'on prenne l'étranger, dans cette campagne présidentielle, comme un élément de division entre les Français ! Nous ferons respecter les lois de la République. Mais nous le ferons avec la dignité qui sied à la République.

Alors ensuite, on nous ferait des leçons en matière de laïcité. Je me suis demandé qui pouvait nous faire telle profession de laïcité. Le candidat sortant ? Celui qui avait parlé de laïcité ouverte ou tolérante – comme s'il y avait une laïcité fermée et intolérante ? Il n'y a qu'une laïcité : la laïcité de la République, qui permet la liberté de culte et, en même temps, qui garantit la vie en commun. Et voilà que le candidat sortant nous ferait la démonstration qu'il y aurait des piscines ici ou là qui seraient fermées aux hommes ou fermées aux femmes – et qui accuserait, d'ailleurs, Martine Aubry. Eh bien c'est faux ! Et je n'accepterai pas cette caricature, venant surtout de celui qui s'était rendu il y a quelques années comme ministre de l'Intérieur devant un congrès d'une organisation où il s'était exprimé devant une salle où les femmes étaient d'un côté et les hommes de l'autre. Je n'accepterai aucune leçon de celui, président de la République, qui avait pu dire que le curé ou le pasteur avait une autorité supérieure à l'instituteur. Aucune leçon de celui qui, à la suite d'un drame terrible, un acte terroriste, avait pu parler d'un « musulman d'apparence ». Il n'y a pas d'apparence dans la République ! Il n'y a que des citoyens, à égalité de droits et de devoirs. Et quand je vous vois ici, je ne vous juge pas sur votre apparence, je regarde votre appartenance à la République et à la communauté nationale. Oui, je l'entends aussi nous faire la leçon et nous faire des peurs sur la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité. J'ai dit que nous devions diversifier nos sources d'énergie, que nous devions moins dépendre du pétrole et du nucléaire. Et voilà qu'il ouvre un procès ! J'annonçais que je fermerai Fessenheim dans le prochain quinquennat. Et au prétexte qu'il serait allé à Fukushima – le candidat sortant –, il nous dit : « Mais Fessenheim, ce n'est pas au bord de la mer ». Nous le savions ! Et qu'il n'y aurait pas de risque de tsunami — nous le savions aussi, sauf que c'est dans une zone sismique. Et puis je découvre qu'il ne se serait jamais rendu à Fukushima. Ce serait bien la première fois, sous la Cinquième République, qu'un président en exercice nous annonce qu'il est allé quelque part où il ne s'est jamais rendu. Il aura été un précurseur en tout, même en voyage qu'il n'a jamais fait !

Mais, parmi les peurs, en voilà une autre qui s'agite ou qui est agitée. Il nous est dit : « Mais si la Gauche arrive, les marchés vont s'affoler. La spéculation va reprendre ». Mais ce ne sont pas les marchés qui s'affolent en ce moment, c'est la Droite qui s'affole ! Et lorsqu'il y a l'exercice d'une responsabilité publique, et lorsqu'on est à la tête d'un pays comme le nôtre, on n'appelle pas la spéculation. On la combat ! Et c'est ce que j'aurai à faire : dominer la finance, faire en sorte que les marchés soient mis à leur place et permettre à la démocratie d'être plus forte que la spéculation et les marchés. Voilà le sens de la responsabilité qui doit être la nôtre.

Mais je me disais que je n'avais pas tout entendu. Cet après-midi même, le candidat sortant me met en garde. Il dit : « Quand même, il faudrait que la Gauche s'engage à réduire la dette ». Nous l'avons fait, sur le plan de l'engagement. Mais la dette, c'est lui qui l'a créée ! C'est sa dette, ses déficits. Et voilà ce qui nous est demandé : de régler ses additions, de payer ses factures et de venir faire le redressement des comptes publics qu'il a dégradés. Eh bien oui, nous le ferons, parce que c'est notre devoir. Mais en même temps, nous rappellerons tout au long de cette fin de campagne que c'est sous la responsabilité du candidat sortant qu'il y a eu 600 milliards de dette supplémentaires, qu'il y a eu l'accumulation de déficits et que le triple A – vous vous souvenez du triple A ? – a été perdu. Et qu'on ne vienne pas, là encore, nous faire la leçon. La leçon va être donnée par les Français le 6 mai à ceux qui ont mal géré la France !

Derrière toutes ces peurs agitées, tous ces chiffons brandis, tous ces spectres mobilisés pour la circonstance, quelle est l'idée que la Droite veut instiller, installer ? Qu'elle serait seule légitime ? Qu'il n'y aurait qu'elle qui pourrait diriger la France ? Que le peuple n'aurait pas le choix ? Eh bien si ! La France va décider souverainement, librement de son avenir. Et s'il lui plaît de choisir la Gauche, la Gauche dirigera la France. Cela s'appelle l'alternance !

Mesdames, Messieurs, mes chers amis, je ne veux pas vous retenir trop longtemps. La nuit tombe. Il fait frais. Mais en même temps nous sommes ensemble et nous nous trouvons bien ! Nous communiquons nos chaleurs et nos espoirs. Et nous préparons l'arrivée du printemps, qui tarde un peu mais qui sera le 6 mai consacré. Je veux vous mettre en garde. Le combat sera rude, le combat difficile et la campagne n'est pas terminée. La Droite ne lâchera pas son pouvoir sans lutter pied à pied. La Droite estime que l'Etat lui appartient. Elle a mis des frontières. Elle a installé des barricades. Elle dit : « Ici, c'est chez moi ». Nous, nous voulons entrer. Nous sommes la Gauche, c'est notre tour. La Droite nous répond : « Mais vous n'y pensez pas ! Vous n'avez pas qualité. Vous pouvez gérer toutes les collectivités locales que vous voulez, les communes, les agglomérations, les départements, les régions, mais pas l'Etat. Pas vous, pas cela ! C'est trop gave, c'est trop important ». Alors elle essaiera jusqu'au bout de ne rien céder de son pouvoir. Et il faudra pousser – je ne dis pas fracturer les portes, nous rentrerons libres dans les bureaux de vote –, mais nous avons à convaincre encore. Rien n'est joué. Rien n'est gagné. Rien n'est fait. Je vois bien les menaces qui sont autour de nous. La démobilisation, certains pensant au vu de certaines enquêtes d'opinion qu'en définitive, ce serait déjà fait. Comme si un sondage avait une élection ! Et je veux ici rappeler à celles et ceux qui auraient perdu la mémoire qu'il y a 10 ans, on annonçait déjà un second tour. Nous connaissons les personnes qui allaient s'affronter. C'était le Premier ministre et le président de la République – Jacques Chirac et Lionel Jospin – qui, à l'époque, devaient être les candidats du second tour. Et souvenez-vous de ce qui s'est produit : c'est un autre qui a surgi. Tant que le résultat n'est pas accompli, rien n'est fait. Et aucun sondage n'a jamais élu un président de la République. C'est vous et vous seuls qui ferez la décision !

L'autre menace, c'est le fatalisme, la résignation – et vous la rencontrez. Tant de nos concitoyens qui n'en peuvent plus, qui doutent de la politique, qui pensent qu'elle est devenue impuissante, que les forces de l'argent décident de tout, que le monde est devenu ingérable, que l'Europe s'est effacée – oui, tous ceux-là qui se demandent si leur vote va changer quoi que ce soit. Eh bien c'est vers ceux-là qu'il faut aller ! Et leur dire que c'est maintenant, oui maintenant, qu'ils vont pouvoir décider. Il y en a toujours qui préfèrent aller dans les manifestations, dans les cortèges, qui font souvent et courageusement la grève et qui oublient, au moment où ils ont la possibilité de changer, de le faire. La meilleure manifestation, le meilleur cortège, la meilleure grève, c'est ce que nous organisons et qui s'appelle la démocratie, le bulletin de vote et le suffrage universel ! Et puis enfin, il y a le secret espoir de la Droite : « Ah, si la Gauche se divisait, si elle se dispersait... Quelle aubaine ! ». Quand j'entends le candidat sortant faire compliment au candidat du Front de Gauche, à Jean-Luc Mélenchon – il n'y est pour rien –, quand Nicolas Sarkozy trouve qu'il a plein de talents – ce qui est juste –, qu'il défend de belles idées – de son point de vue, cela se discute ! – et qu'il trouve que finalement, c'est lui le candidat de la Gauche, je m'interroge devant tant de sollicitude. Parfois je me demande : « Mais, il va peut-être voter pour lui ? ». Quand je regarde le *Figaro*, ce grand journal, ce beau journal, disposer de ses titres. (*Hou !*) Ne le brocardez pas, vous n'êtes pas obligés de l'acheter et c'est la liberté de la presse. Oui, dix ans déjà que je serais « l'otage de l'extrême gauche » — le mot « otage » étant d'ailleurs particulièrement déplacé dans le moment que nous connaissons. Mais je ne serai l'otage de personne ! Et puis je vous l'annonce ici : qu'ils ne comptent pas sur la division de la Gauche ! La Gauche sera rassemblée. Elle sera rassemblée pour gagner ! Et c'est mon devoir de le faire.

Je n'ai qu'un adversaire, dans cette campagne : c'est la Droite, c'est le candidat sortant. Et rien ne me détournera de mon chemin !

Et ce que je vous dis, amis qui êtes venus nombreux ici, c'est que c'est au premier tour que nous allons faire la décision. C'est au premier tour que la dynamique va s'engager. C'est au premier tour que nous allons créer l'irréversible, parce que quand seront annoncés les résultats le 22 avril, tout sera déjà en filigrane, en suspension vers le second tour. C'est la dynamique que nous allons gagner là qui nous permettra d'avoir la victoire. Je vous demande donc de venir nombreux d'abord voter et ensuite voter pour que dès le premier tour nous rendions la victoire irréversible, irrépessible, inévitable !

Mais nous ne sommes pas encore au second tour. Le candidat sortant me propose déjà des débats. Nous n'avons pas franchi la première étape qu'il me demande de faire autant de débats qu'il y a de jours ouvrables. Mais moi je ne suis pas à son rythme ! Nous avons déjà à faire le premier tour. Et puis ensuite, il y aura la confrontation entre la Gauche et la Droite. C'est le seul débat qui compte. Et puis après, il faudra rassembler, rassembler la Gauche. Je remercie Robert Hue qui est ici. C'est très important qu'il nous apporte sa voix – sa voix puissante, sa voix forte, sa voix sincère – et qu'il nous dise que la radicalité nous la portons aussi, mais avec une responsabilité particulière. Parce que la candidature que je porte est celle qui doit non seulement rassembler, faire gagner la Gauche, mais réussir la France. Souvent, il m'est demandé par mes concitoyens de ne pas décevoir. Et je suis conscient de cet enjeu. Nous devons gagner. Nous devons changer. Mais nous devons réussir, après. Transformer, réformer, amener notre pays à se redresser dans la justice, à lever une espérance. Moi je veux pouvoir, si je deviens président de la République, circuler librement. Quand je reviendrai à Clermont – si vous m'invitez ! (*Oui !*) J'honorerai à ce moment-là votre invitation –, je veux revenir sans barrières, sans entraves, sans cars de CRS. Je ne veux pas me cacher. Je ne veux pas que vous sachiez après que je suis venu à Clermont. Je veux être un président qui soit soutenu par les Français et pas rejeté, ou moqué, ou méprisé. Parce que diriger la France est une éminente responsabilité, ce qui suppose de réconcilier – réconcilier les Français. Au lendemain de l'élection présidentielle, tous n'auront pas voté pour la Gauche. Mais moi, si je suis le prochain président, je devrai être le président de tous les Français, de celles et ceux qui auront voté pour moi – je les en remercierai – mais aussi de celles et ceux qui n'auraient pas voté pour moi – je le regretterai – et qui doivent être aussi associés non pas à la responsabilité du pays, mais à l'action que nous engagerions.

Pour la responsabilité du pays, dans le gouvernement que je formerai, toutes celles et tous ceux, forces politiques, qui m'auront soutenu pour le second tour seront associés. Je n'écarterai personne, mais je ne forcerai personne. Parce que ce sera sur le projet que j'aurai présenté que le rassemblement se fera et que la direction du pays sera engagée.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire sur la place de Jaude aujourd'hui. On va gagner ! On va gagner, mais nous devons mériter notre victoire. Nous devons aller la chercher. Nous devons aller la construire. Nous devons être à la hauteur de l'enjeu. Eh bien moi je vais jusqu'au bout me battre pour parvenir à la victoire. Et je vous demande de faire le même effort. Chaque fois que je vais à travers la France et que je réunis comme ce soir de nombreux amis, ils me disent : « Courage ! ». Du courage, j'en ai, vous me l'apportez. Ils me disent : « Tenez bon ! ». Je tiens bon, je m'accroche. Et après ils me disent : « Allez jusqu'au bout ! ». Nous irons jusqu'au bout. Nous irons jusqu'à la victoire. Nous irons jusqu'à la responsabilité de notre pays. Et nous le ferons pour nos idées, pour la Gauche, mais nous le ferons aussi pour la République et pour la France, parce que c'est notre mission.

Merci, amis de Clermont ! A bientôt sur cette place pour fêter notre victoire, la victoire de la France !

\*\*\*

<campagne=2012>04.15 - <locuteur.rice=François\_Hollande> - Paris Vincennes <lieu=Paris> <texte=75>

Mes chers amis, j'entends la clameur. Je mesure la ferveur. J'imagine demain le bonheur qui pourrait être le nôtre si nous y parvenons, vous et moi, à la victoire, le 6 mai. Nous sommes nombreux, très nombreux, innombrables même, ici à Paris, rassemblés pour appeler les Français au changement. Aujourd'hui à une semaine du premier tour, nous leur demandons de faire le choix, de nous donner la force nécessaire pour être demain le prochain président de la République. Déjà le soleil luit. Il ne chauffe pas encore. Il arrive ! Nous sommes ici à Paris parce que c'est notre capitale, qui symbolise pour le monde entier la Révolution française, les libertés, la culture, le rayonnement de la France. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là, tant de fois, que s'est écrite l'histoire de la France, l'histoire de la République, l'histoire de l'Europe et même l'histoire du monde. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là que Bertrand Delanoë a produit le grand changement, il y a onze ans, à Paris, désormais dirigée par la Gauche. Bel exemple de ce que nous devons faire pour l'ensemble du pays !

Mes chers amis, le moment approche. Les Français vont déterminer leur destin. C'est un choix exceptionnel, dans un moment exceptionnel, que de désigner celui qui va diriger la France, au moment où la crise est là, où l'Europe est faible et où la France a été amoindrie. Je veux vous dire ma confiance. Je sens monter – et vous aussi – un grand espoir, un espoir des profondeurs de notre pays, de vous, un espoir calme, un espoir ferme, un espoir lucide, l'espoir du sursaut, l'espoir du redressement, l'espoir de la justice, l'espoir de la jeunesse de France, qui est là et qui nous encourage !

Je mesure aussi les obstacles qui restent, les embûches devant nous et même les pièges, d'ici le 22 avril. Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste.

Jusqu'au bout, je vous le promets, j'irai chercher tous ces électeurs pour les sortir de leur isolement, de leur doute, de leur repli et pour les appeler, fièrement, à construire leur avenir ensemble avec nous.

Nous avons aussi à convaincre les Français qui veulent sincèrement le changement sans savoir encore comment l'exprimer. Je leur dirai de ne pas se disperser, de ne pas se réfugier dans des votes sans lendemain, ou pire encore, de se perdre dans un vote indigne de la grandeur de la République. Je n'admets pas qu'une partie de notre jeunesse, parce que désespérée, puisse être tentée, par lassitude, par frustration, d'aller dans cette dérive. Nous nous y opposerons de toutes nos forces !

J'entends, à mesure que je traverse la France, les colères qui tonnent contre l'accumulation des injustices, contre les désordres du monde, contre le saccage de la planète, contre le cynisme des marchés. Il me revient, parce que je suis le candidat de la Gauche, de les exprimer, de les porter. Mais parce que je suis le candidat de la Gauche qui veut diriger la France, je dois traduire ces colères en actes de gouvernement. C'est ma responsabilité, revendiquée hautement, fièrement, le devoir de présider la France pour la faire avancer. Et de refuser la surenchère, la suspicion et la division.

La Gauche, elle est diverse ; elle ne sera pas désunie. C'est le pari de la Droite. Il sera perdu. La Gauche se rassemblera, toute entière ! Les électeurs le veulent ! Et nous porterons cette exigence de rassemblement. Nous ferons tout pour le réaliser au premier tour. Et je rappellerai ce qu'écrivait François Mitterrand il y a exactement 31 ans, jour pour jour, à la veille lui aussi d'un premier tour, en 1981. « *Candidat des socialistes, je suis aussi le seul candidat de Gauche qui soit en mesure de l'emporter. Et je serai fort dans le scrutin du premier tour pour permettre de conduire le changement. Et c'est pourquoi je demande - disait François Mitterrand - à ceux qui veulent le changement, à ceux qui veulent une autre politique - et disait-il lui aussi à cette époque - un autre président, de me donner, dès le premier tour, tous les moyens de gagner l'élection présidentielle.* »

Allons-nous faire, 31 ans après, ce que d'autres générations ont fait avec François Mitterrand ? Je dis oui ! Nous le ferons.

Nous avons aussi à conjurer les peurs. La Droite les agite, faute de pouvoir elle-même susciter l'adhésion. Peur de l'étranger, peur de l'assisté, peur de l'impôt, peur du désordre, peur des marchés et même peur de la Gauche.

La Droite n'a jamais fait autrement quand elle est menacée. Elle y avait réussi ; c'était en 1968. Elle n'avait pas pu convaincre en 1981. Alors elle tente de nouveau l'aventure. Elle coalise les craintes. Elle agite les spectres. Elle attise les fantasmes. Le candidat sortant connaît sans doute la difficulté de sa situation. Il doit en être informé. Alors il n'est pas regardant sur les arguments susceptibles d'effrayer les Français. Il a prétendu que j'allais régulariser tous les sans papiers. C'est faux. Augmenter tous les prélèvements. Ça, c'est lui : il l'a fait pendant cinq ans ! Pour faire bon poids, il a allégué que je voulais sortir du nucléaire. C'est une fable. Il a même assuré être allé, lui-même, à Fukushima pour faire une étude géologique comparée avec Fessenheim. Vérification faite, il n'y est jamais allé. Eh bien il y retournera !

Oui, après avoir asséné tant de contrevérités et avoir menacé le pays de tant de cataclysmes ou de catastrophes, le voilà qui annonce maintenant que la perspective de notre victoire – souhaitons-la – affolerait les marchés. Pour l'instant il n'y a que lui qui s'affole. Les marchés, eux, restent impassibles. Il veut les réveiller. Curieuse conception de la responsabilité pour un président : appeler la spéculation à

l'aide pour empêcher l'alternance ! Il n'y parviendra pas car le peuple français a toujours le choix. C'est lui qui décide. Il est libre. Il est souverain. Et en appeler à la peur, c'est déjà battre en retraite. Et le voilà maintenant engagé dans une ultime manœuvre. Il convoque la majorité silencieuse à sa rescousse. Celle des travailleurs contre les chômeurs, des Français contre les étrangers, la province contre Paris, les ruraux contre les banlieues, les sans voix contre les élites. Mais cette France, toute cette France, ici, elle est rassemblée, elle est réunie, elle n'est pas divisée.

Je ne connais qu'une seule France, celle qui est fière de son unité, qui détermine pacifiquement, tranquillement son avenir. Et je récuse cette façon pernicieuse de dresser la moitié de la France contre l'autre comme si elles n'avaient pas, chacune d'entre elles, la même volonté de servir le pays, avec loyauté et avec fidélité. Il n'y a pas d'un côté une minorité bruyante et de l'autre une majorité silencieuse. Il y a simplement l'expression, à un moment, dans une élection, de l'expression de la volonté générale à travers le suffrage universel. Le bulletin de vote est la plus belle prise de parole qui soit. Et la seule majorité que je connaisse, c'est celle qui se dégage des urnes. Et cette majorité tranquille, cette majorité confiante, cette majorité décidée à prendre en main la conduite du pays, cette majorité populaire, dimanche prochain, ce sera nous !

Cette majorité, je vous l'assure, ne sera pas silencieuse ; elle sera audacieuse. Ce sera la grande, la belle majorité du changement et elle aura un seul visage, le visage de la France. Mais parmi les embûches encore qui sont devant nous, d'ici le premier tour et même pour le second, nous avons aussi à nous méfier de nous-mêmes, repousser l'anesthésiante euphorie, celle qui voudrait que nous ayons gagné avant que le premier bulletin de vote n'ait été glissé dans l'urne. Cette anesthésie qui confond sondages et élections, prédictions et scrutins, pronostics et résultats. Alors nous aurions perdu la mémoire ? Nous n'avons pas assez payé le prix de ces illusions pour y succomber de nouveau ? Ne nous laissons pas engourdir par les fausses évidences, les coupables servitudes, ou même les tentations des plus pressés de se partager des postes, alors que c'est le peuple français qui nous donnera la responsabilité du pays.

Non, une victoire, elle ne se proclame jamais. Elle se mérite ; elle se conquiert ; elle s'arrache. Et c'est notre tâche, la mienne et la vôtre. J'ai reçu de vous – c'était au mois d'octobre dernier – une mission. Je m'y tiens. Vous m'avez demandé de vous rassembler. C'est fait. De réaliser l'alternance. Ça vient. Et de réussir le changement. C'est demain. Je ne me suis pas détourné de cet objectif. J'ai tenu mon cap, imposé ma cohérence, démontré ma constance. J'ai résisté aux polémiques grotesques, aux attaques insidieuses, aux dénigrements ridicules. Il y a eu, comme toujours, des fluctuations. Je n'ai jamais douté. Il y a eu des épreuves. Je pense à Toulouse, à Montauban. Nous avons veillé au respect des douleurs des familles et salué le travail des forces de sécurité. Mais rien ne nous a détournés de notre combat. Nous n'avons rien caché non plus de nos intentions. J'ai présenté, c'était à la fin du mois de janvier, au Bourget – et vous étiez déjà là – mes 60 engagements. Ils ont été évalués, chiffrés, commentés mais heureusement diffusés par vous, quand le candidat sortant a préféré exposer ses propositions dans l'improvisation, le désordre, l'inconséquence. Le voilà qui promet – c'était hier ou avant-hier, je ne sais plus – en une après-midi en Corse, un milliard d'euros. Heureusement qu'il n'y est pas resté plus longtemps !

Nous, ce n'est pas notre méthode. Nous n'inventons pas des propositions au fur et à mesure de la campagne. Et d'ailleurs si ces propositions sont bonnes, ce qui reste à démontrer, pourquoi ne les a-t-il pas réalisées déjà ? Et si elles ne le sont pas, pourquoi lui donner cinq ans de plus pour les engager ? J'ai décrit aussi, par le souci qui m'anime de clarté et de transparence devant les Français, ce que seraient les premières semaines, les premiers mois de notre action, quand le candidat sortant cache ses intentions et son projet. Bref, je l'ai dit et je le répète devant vous : aujourd'hui, je suis prêt, prêt à vous représenter au second tour de l'élection présidentielle. Prêt à gagner, le 6 mai, et prêt enfin à présider la France.

Reste l'essentiel dans une démocratie, c'est le vote et c'est le sens de l'appel aux Français que je lance aujourd'hui, ici, à Paris. Mes compatriotes, il faut d'abord venir voter. Votez pour vous-mêmes. Votez pour la République. Votez pour la France, mais venez voter. Je vous appelle aussi à prononcer un jugement sévère sur le quinquennat qui s'achève. La sanction est légitime, elle est nécessaire, elle est même morale. Tant de promesses non tenues, tant de décisions non réfléchies, tant de comportements non maîtrisés, tant d'échecs non assumés, qui justifient un mandat non renouvelé et un quinquennat non reconduit. C'est la règle. Et il n'y a pas de ma part quelque vindicte que ce soit. Je n'ai aucune revanche à prendre, aucun ressentiment. J'affirme simplement l'évidence.

Pourquoi prolonger ce qui a failli ? Pourquoi continuer avec de si piètres résultats ? Pourquoi poursuivre dans un sens qui n'est pas le bon et avec une méthode qui est la pire ? Voilà ! Il faut d'abord en finir avec le quinquennat qui s'achève, tourner la page, clore la parenthèse, fermer le ban. Je sens que beaucoup de Français le veulent, me le disent avec insistance, avec constance et parfois avec véhémence. Mais l'appel que je lance n'est pas simplement le rejet d'un candidat sortant, c'est de porter un projet pour la France. Ma responsabilité est plus élevée. Il ne suffit pas de récuser une équipe, une majorité, un président sortant, de condamner un bilan. Ma responsabilité, c'est d'ouvrir un nouveau temps, de distribuer une nouvelle donne et de fixer une nouvelle frontière, pour une nouvelle France qui doit espérer demain dans son destin !

L'enjeu de cette élection c'est la France, et d'abord sa jeunesse ! Entendez son souffle, entendez sa force, entendez son impatience ! Cette jeunesse doit retrouver confiance en elle, trouver toute sa place dans son propre pays. Je parle de toute la jeunesse dans sa diversité, celle des quartiers, celle qui nous offre les visages colorés de la République, qui est une chance pour la France et non pas un fardeau comme certains voudraient le dire !

C'est pourquoi j'ai affirmé que la grande priorité du prochain quinquennat sera l'école, l'éducation. Je revendique les 60 000 postes d'enseignants, de surveillants, d'assistantes sociales, d'infirmières, de tous ces personnels qui assureront l'avenir de nos enfants, et d'abord au début de leur vie scolaire, en maternelle et en primaire, et notamment dans les quartiers et dans les filières qui ont été sacrifiées par tant de suppressions de postes. Aucun enfant de la République ne sera oublié, délaissé, abandonné ! Voilà l'engagement que je prends ici devant vous.

Voilà pourquoi, aussi, j'ai lancé la belle idée du contrat de génération, que j'ai réaffirmé 150 000 emplois d'avenir et le parcours d'autonomie pour les jeunes. Parce que je veux faire accéder une génération à l'activité, aux responsabilités, à la dignité et à la réussite. Et c'est dans le même esprit que je veux assurer la transition écologique, énergétique, pour que nous transmettions à la génération qui arrive non pas une dette, comme c'est le cas aujourd'hui, mais un crédit sur lequel elle puisse elle-même investir pour son avenir.

L'enjeu de cette élection, c'est le redressement de la France. La France, ce n'est pas simplement la crise qui l'a affaiblie, c'est une suite de politiques incohérentes faites d'abandons industriels et de cadeaux fiscaux irresponsables parce qu'injustes. Le défi qui nous attend est immense, et je le mesure : réduire la dette, rééquilibrer nos comptes, renforcer nos filières industrielles, l'automobile, la sidérurgie — je sais qu'il y a ici des salariés d'Arcelor Mittal et je les salue —, rétablir notre compétitivité, donner à nos entreprises plus de moyens pour investir. Bref, c'est une mobilisation générale qu'il faudra décréter, comme à d'autres périodes de notre histoire.

Nous aurons à dominer la finance, à faire la réforme des banques, à séparer les activités de dépôt des activités de spéculation, à interdire les produits financiers qui n'ont pas leur place dès lors qu'ils offrent aux marchés des moyens et des instruments pour affaiblir les Etats. Nous aurons, pour relever ce défi, besoin de tous, de l'Etat, des collectivités locales mais aussi des entreprises et des partenaires sociaux. C'est la raison pour laquelle nous créerons une banque publique d'investissement, nous soutiendrons les PME, nous ferons confiance aux territoires par un nouvel acte de décentralisation. Et nous respecterons les partenaires sociaux, aussi bien les organisations patronales — nous ne le maudissons pas — que les syndicats, que nous respectons. Nous élargirons la démocratie dans l'entreprise en permettant la représentation des salariés au conseil d'administration des grandes entreprises pour être informés de ce qui se passe dans les lieux de production.

Nous avons de nombreux atouts. La vitalité démographique à condition que nous donnions à la jeunesse la place qu'elle attend, mais aussi le niveau de notre épargne qui est l'un des plus élevés d'Europe et qui nous permettra, si nous en faisons bon usage, de nous libérer des marchés financiers ou en tout cas de leur influence. Le patrimoine des Français est six fois supérieur à la dette publique. La France n'est pas en faillite, même si ce sont ses dirigeants qui ont failli ! Mon projet, c'est de mobiliser l'épargne des Français au service du redressement de notre pays. C'est ma proposition de doubler le plafond du Livret A pour qu'il y ait davantage de fonds qui s'investissent dans les logements sociaux et dans les constructions. C'est ma proposition de créer un nouveau livret d'épargne pour que les fonds qui seront déposés soient mis à la disposition de la banque publique d'investissement et des PME pour investir, pour embaucher, pour exporter. Oui, la voilà la belle idée, mettre l'épargne des Français, chacun de vos placements, au service de la croissance pour tous !

Et cela vaut aussi pour l'Etat. Je souhaite que les obligations européennes soient créées, que les citoyens puissent y souscrire. C'est au peuple d'investir dans les grands projets d'un pays ou de l'Europe, et pas simplement aux marchés financiers. C'est à nous qu'appartient le patrimoine de nos écoles, de nos services publics, de nos universités. C'est un bien commun, et ce bien ne doit pas appartenir aux marchés.

L'enjeu, c'est aussi l'égalité, l'âme de la République. L'égalité devant l'impôt. Nous la ferons, cette réforme fiscale tant attendue qui appellera la contribution de chacun en fonction de sa fortune ou de ses revenus ! Ceux du capital seront imposés comme ceux du travail. Nous plafonnerons les niches fiscales. Nous rétablirons l'impôt sur la fortune. Nous modulerons l'impôt sur les sociétés selon la taille de l'entreprise ou selon que le bénéfice est réinvesti ou distribué aux actionnaires. Nous n'accepterons pas des rémunérations indécentes. Et celles et ceux qui menacent de quitter le territoire devraient comprendre que leur premier devoir est de servir leur pays, surtout quand ils sont les principaux dirigeants !

L'enjeu, c'est l'égalité. L'égalité devant la protection sociale, devant la santé. L'hôpital public sera de nouveau considéré comme un service public et pas comme une entreprise ! Nous lutterons contre les dépassements d'honoraires, éviterons les déserts médicaux, rémunérerons différemment les médecins de ville pour leur permettre de s'installer là où c'est difficile.

Nous ferons l'égalité aussi dans l'accès à la retraite. Ceux qui sont entrés tôt dans la vie professionnelle doivent pouvoir partir à 60 ans quand ils ont leurs annuités !

L'égalité, l'égalité toujours. Egalité entre les femmes et les hommes. Lorsque pour le même travail, le même diplôme, il n'y a pas la même rémunération, nous corrigerons cette humiliation qui frappe tant de femmes dans les entreprises. Nous lutterons contre toutes les discriminations, discriminations à l'embauche quand on vient de certains quartiers, discriminations qui frappent aussi les personnes handicapées. Et nous lutterons aussi contre toutes les discriminations par rapport à l'orientation sexuelle. Ce sera le droit au mariage pour tous ! Voilà l'esprit d'égalité.

L'enjeu en 2012, c'est la République. Exemplarité de l'Etat, fin des protections, justice indépendance, impartialité dans les nominations, et charte éthique au sommet et l'Etat — ça nous changera !

L'enjeu c'est la République et donc c'est la laïcité, qui devra être promue comme une grande valeur autour de laquelle un pays doit se rassembler et non se diviser !

L'enjeu en 2012 c'est aussi la France en Europe et dans le monde. Nous sommes attendus ! Et je sais ici qu'il y a des hommes et des femmes qui viennent loin : d'Allemagne, d'Espagne, et on m'a même dit de Suisse ! Partout, en Europe et ailleurs, on attend le vote de la France, on espère le changement. Chacun sait que si je suis demain le président de la République, il y aura une renégociation du traité, que l'austérité ne sera pas la seule norme, la seule règle, que la croissance sera portée.

Oui, c'est un vote européen que vont faire les Français ! Décider non seulement de leur avenir, de leur destin, mais aussi de celui de leur continent. Je leur rappelle : ce qui va se décider maintenant va conditionner pour longtemps la direction de l'Europe. Nous sommes également attendus partout dans le monde, de l'autre côté de la Méditerranée, au Maghreb, en Afrique, où l'on attend du respect de nous, de la solidarité et en même temps aussi de la dignité et de la lutte intransigeante contre toutes les corruptions, et pour que la démocratie ne soit pas simplement une valeur de circonstance, mais une valeur universelle proclamée partout.

Oui, nous savons aussi les graves situations qui existent au Sahel, en Syrie, en Iran, et nous prendrons nos responsabilités. Que le monde soit bien informé : la France sera toujours présente là où il s'agit de défendre la démocratie, de lutter contre la prolifération nucléaire, ou d'éviter les désordres du monde – y compris sur la grande question climatique, nous reprendrons l'initiative et l'offensive ! Sur l'Afghanistan, j'ai dit clairement – et ce serait la première décision que j'aurai à prendre à nom du peuple français s'il m'en donne mandat – que nous retirerons nos troupes et qu'à la fin de l'année, la mission sera considérée comme accomplie.

L'enjeu, je vous l'ai dit, c'est la France. Et la Gauche doit être à la hauteur de la France elle-même. C'est quand la Gauche rencontre l'histoire de notre pays qu'elle réalise de grandes choses, dans de grandes heures. La grandeur de l'histoire, ce sont les journées révolutionnaires de 1789, de 1830, de 1848, de 1871 où les plus humiliés, les plus humbles ont pris en mains leur destin. Ce n'était pas encore la Gauche, mais c'était déjà le mouvement, c'était déjà la République en marche ! La grandeur de l'histoire, c'est lorsque la République elle-même a apporté au peuple de France la liberté, l'égalité et offert à tous les peuples du monde ce que nous avons de plus cher : l'esprit des Lumières. La grandeur de l'histoire, c'est Léon Blum qui avec le Front populaire a permis à tous les travailleurs de France de relever la tête et de partir enfin en congé. La grandeur de l'histoire, c'est la Résistance – ces femmes et ces hommes qui sauvèrent l'honneur de la Patrie. Et je pense à Raymond Aubrac aujourd'hui qui vient de rejoindre sa femme Lucie. Honneur à ces hommes et à ces femmes qui n'étaient pas tous de gauche mais qui ont servi la France et la République ! La grandeur de l'histoire, c'est aussi Pierre Mendès France qui en sept mois de gouvernement fit davantage pour la France que tant d'autres en cinq ans. La grandeur de l'histoire, c'est François Mitterrand qui fit de l'alternance une chance pour la France et pour l'Europe. La grandeur de l'histoire, c'est Lionel Jospin et les grandes avancées économiques et sociales de son gouvernement. Eh bien la grandeur de l'histoire, ce sera demain, c'est-à-dire dans une semaine, dans trois semaines, de prolonger ensemble la marche vers le progrès, vers les conquêtes, vers la fierté ! La grandeur de l'histoire, ce sera pour nous de renouer le fil, d'écrire la suite de la belle, de la grande aventure de la République !

La France est une grande Nation, au génie si particulier. Je refuse l'idée qu'elle devrait devenir quelque chose d'autre, qu'elle se soumette, qu'elle ressemble à un modèle étranger. Nous n'avons pas à copier les autres, pour lesquels nous avons du respect et de la reconsidération. Nous n'avons pas à regarder de l'autre côté du Rhin ou de l'autre côté de l'Atlantique. Nous avons simplement à nous regarder nous-mêmes, à regarder notre histoire et à savoir que nous avons toujours été capables de surmonter nous-mêmes les épreuves.

La France n'est pas un problème, elle est la solution. Pendant tous ces mois où j'ai fait campagne en votre nom, j'ai mesuré la responsabilité qui serait la mienne si les Français m'accordaient leur confiance. Je vous l'ai dit : je suis prêt à présider la France ! Et je veux vous dire comment. Je serai le président d'une République qui sera plus forte que les marchés, d'une France qui sera plus puissante que la finance. Je n'ignore rien des difficultés. Je sais aussi ce qu'une politique imprudente pourrait nous conduire à supporter. Je ne méconnaiss pas les forces qui sont autour de nous. Je sais ce que sera la difficulté de la tâche. Mais je ne me soumettrai pas !

J'ai des propositions qui permettent à la fois de tenir nos engagements, d'avoir le sérieux nécessaire, de respecter les disciplines indispensables et, en même temps, d'ouvrir un nouveau chemin pour la croissance, pour la justice, pour la solidarité, pour la jeunesse de France.

Je serai le président de la fin des privilèges, ceux de l'Etat, des puissants, de l'argent. Je refuse que pendant que certains s'enrichissent sans limite et s'accordent des rémunérations scandaleuses, la pauvreté s'aggrave, que 8 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté, que la précarité s'étende, que certains ne sachent pas ce qu'ils vont pouvoir faire non plus à la fin du mois, mais au milieu. Oui, je n'appelle pas cela l'assistance, la générosité. J'appelle cela la solidarité nationale !

Je serai le président de la cohérence, avec un cap que je tiendrai, avec un mandat qui sera lui-même avec des étapes. D'abord le redressement, puis ensuite la redistribution de ce que nous aurons créé. D'abord des réformes structurelles, et ensuite la capacité qui sera la nôtre d'agir pour le logement, pour la santé, pour les services publics, bref, pour tout ce qui améliorera la vie de chacun – mais à la condition que nous ayons créé les richesses nécessaires.

Je serai le président de la justice. Avant toute décision qui me sera soumise, je ne me posera qu'une seule question : est-ce que c'est juste ? Si cela l'est, je signerai. Si cela ne l'est pas, j'écarterai toute mesure qui ne sera pas fondée sur l'équité, la justice et la conscience de l'égalité.

Je serai le président de la réconciliation, parce que c'est ensemble que nous réussirons. Pendant trop d'années, et notamment les cinq dernières, les Français ont été opposés les uns les autres, ont été séparés, ont été stigmatisés. C'en est fini ! Tous les Français qui voudront s'associer à l'effort qui sera le nôtre, à l'élan que nous donnerons, seront les bienvenus. Nul ne sera écarté selon sa sensibilité, sa famille politique, chacune et chacun sera à sa place dans la France. Et chaque citoyen sera fier d'être français parce qu'il sera reconnu, respecté, considéré et regardé comme un atout pour notre pays.

Etre président de la République, c'est réunir la Nation autour d'une cause essentielle qui nous dépasse, qui nous élève. Cette cause-là, je l'ai appelée le rêve français, cette possibilité donnée à chaque génération de vivre mieux que la précédente. Eh bien quand un peuple partage un rêve, quand chacun s'associe à cette espérance, alors je vous le dis : l'espérance est crédible et le rêve est possible.

Etre président, c'est donner confiance aux Français. Etre président, c'est fixer la direction, mettre la société en mouvement. Etre président, c'est respecter les citoyens, leurs représentants, leurs corps intermédiaires, les élus de la République, les syndicats, les associations, les militants de plein de causes, les organisations gouvernementales. Bref, c'est être capable de comprendre que le pouvoir ne se conduit pas tout seul, mais se partage – sinon c'est une impuissance doublée d'une intolérance.

Dans la République, il y a ceux qui ont été mandatés par le suffrage – et le président est le premier d'entre eux. Mais moi aujourd'hui, je ne vous demande pas de m'aider. Je vous demande d'aider la France, d'aider à son redressement, d'aider à sa justice, d'aider à son espérance. Qui parmi vous n'a pas envie de participer au redressement de notre pays ? Personne ! Qui parmi vous n'a pas envie d'apporter sa contribution à une France plus juste ? Personne, parce qu'au fond de vous-mêmes, vous êtes fiers ! Vous dites : « Je suis citoyen français et je veux regarder ce que la Nation est capable de faire ». Nous sommes des patriotes. Le drapeau français ne doit pas être aimé simplement dans les stades mais quand il flotte au fronton des écoles, au milieu des quartiers les plus pauvres et comme ici, partout sur le rassemblement que nous faisons. Oui, le drapeau quand il garde l'entrée de nos tribunaux où la justice de la République est rendue, à condition qu'elle soit indépendante. Et quand notre drapeau est associé à nos brevets, à nos médecins, à nos chercheurs, à nos prix Nobel mais aussi à nos ouvriers, à nos ingénieurs, à nos entreprises, oui, nous sommes fiers d'appartenir à la Nation. Et quand notre drapeau se mêle à celui de l'Europe, nous sommes conscients de notre devoir de Nation qui doit être aussi de conduire l'Europe face à son nouveau destin.

Voilà pourquoi je suis le candidat à la présidence de la République. Maintenant c'est vous, peuple de France, qui allez décider ! Dans une démocratie, un vote vaut un vote. Ce qui compte, ce n'est pas d'être les plus riches ou les plus puissants. Ce qui compte c'est d'être les plus nombreux. Soyez les plus nombreux ! Décidez de votre avenir ! Prenez ce pouvoir qui vous est offert, celui du vote, celui du suffrage, celui de la décision libre et consentie. Le pouvoir n'est la propriété de personne ! Le pouvoir c'est celui du peuple français qui l'exerce, des citoyens qui l'accomplissent et qui le veulent.

J'en suis sûr, rien ne nous empêchera d'arriver à l'objectif que nous nous sommes fixé si vous vous mettez en mouvement. Ne craignez rien ! Ils sont sans doute prêts à tout. Mais nous, nous sommes prêts à diriger la France ! Ils disent : « Après nous, le chaos ». Non ! Après eux, ce sera le changement ! Ils feront peur. Nous donnerons l'espoir. Ils avertiront : « Vous avez le temps ». Nous répondrons : « Non ! C'est maintenant que nous voulons venir ! ». Maintenant, maintenant en 2012 ! Nous avons trop attendu – dix ans, dix ans déjà dans l'opposition. Et depuis 1988, pas une élection présidentielle gagnée. Alors oui, nous avons le devoir de victoire !

Mon appel est clair : tous ceux qui veulent le changement doivent l'assurer dès le 22 avril ! Tous ceux qui veulent l'alternance doivent la vouloir tout de suite, dès le 22 avril !

C'est ce jour-là, ce jour-là que la France va décider de changer d'avenir, de changer de politique, de changer de président. Donnez-moi la force nécessaire, le 22, pour vous conduire à la victoire le 6 mai !

Comme à d'autres moments de notre histoire, c'est la levée en masse ! Celle des électrices et celles des électeurs. Celle des Français qui vont prendre en main leur destin. La victoire pour le redressement, la voulez-vous ? (*Oui !*) La victoire pour la justice, la décidez-vous ? (*Oui !*) La victoire pour la jeunesse, l'engagez-vous ? (*Oui !*) La victoire pour la France, la désirez-vous ? (*Oui !*) Et la victoire pour toute la République, pour la France – enfin – la voulez-vous ? (*Oui !*)

Alors la victoire, c'est dimanche prochain ! Avec vous, avec vous tous ! Et la victoire ce sera le 6 mai pour la France et pour la République.

Merci, merci d'être venus si nombreux ! Merci de votre enthousiasme ! Merci de votre engagement ! Merci de vos encouragements ! Rien, je vous le dis, rien ne nous arrêtera. Rien ne nous empêchera. Nous sommes là ! Nous serons là demain au service de notre pays.

Vive la République ! Et Vive la France !

\*\*\*

Mesdames, Messieurs, vous êtes nombreux sur cette place, presque autant qu'hier devant le château de Vincennes ! Je remercie Alain Lemaire de m'avoir accueilli ici, sous le parrainage de Jean Jaurès, cette haute figure de la République, du Socialisme, qui nous donne une responsabilité particulière aujourd'hui, presque cent ans après sa mort, d'être à la hauteur de l'espérance qu'il avait pu créer. Je salue ici tous vos élus rassemblés. Je mesure la responsabilité que vous m'avez confiée. Et je sais qu'ici, à Carmaux, vous portez l'histoire et en même temps les valeurs de la République.

Il y a plus de 31 ans, François Mitterrand venait ici, à Carmaux, lancer sa campagne présidentielle. Paul Quilès était le directeur de campagne qui l'accompagnait. Et il me rappelait que c'était ici qu'il avait déjà évoqué la grande figure de Jaurès, pour engager la démarche qui allait le conduire à la présidence de la République. 31 ans après, je reviens ! Un peu plus tard que lui dans la campagne : il l'avait commencée à Carmaux, je la conclus. François Mitterrand disait ici à Carmaux qu'il fallait toujours revenir à Jaurès pour comprendre le sens de l'histoire et mesurer les défis qui attendent tout homme d'Etat avant de parvenir à la responsabilité. Certains peuvent en faire une bonne inspiration, d'autres moins ! En 2007 — et Pierre Cohen s'en souvient peut-être, même s'il n'assistait pas à ce discours —, Nicolas Sarkozy à Toulouse, alors candidat, avait cité 32 fois le nom de Jean Jaurès. Il y a cinq ans donc, c'était sa référence. Aujourd'hui, a-t-il cité une fois le nom de Jean Jaurès ? Il ne le pouvait plus ! Il y avait tant de différence entre les actes qui ont été les siens pendant cinq ans et les paroles qu'il avait pu prononcer.

Moi, j'avais déjà averti, j'avais vérifié s'il existait à Neuilly-sur-Seine, ville dont Nicolas Sarkozy fut maire, une avenue Jean Jaurès. J'ai cherché. Il y avait une avenue Maurice Barrès, mais ça n'a rien à voir... Alors j'ai regardé les rues. Pas de rue Jean Jaurès : une rue Déroulède, qui fut un factieux... Alors, j'ai même regardé les impasses. Rien ! Rien au nom de Jaurès. Et depuis cinq ans, ça ne s'est pas arrangé, même pas un trottoir ! Ils en ont bien le droit, de ne pas aimer Jaurès. Mais nous ici, nous avons cette référence, et personne n'a le droit de la prendre — où plutôt, nous la livrons à tous les républicains. Car Jean Jaurès n'appartient pas à un parti, n'appartient pas à une philosophie, Jean Jaurès aujourd'hui appartient à la France tout entière, et nous la lui donnons avec beaucoup de générosité.

Les défis du monde que décrivait Jaurès au début du XXe siècle sont encore, finalement, les nôtres : la paix toujours menacée, l'éducation qui doit être la grande priorité de la République, la laïcité qui en est la valeur constitutive, les droits sociaux, l'équilibre de nos institutions et l'unité de la Gauche. Voyez, nous sommes toujours devant les grandes questions et nous devons apporter à chaque fois les réponses appropriées. Ce ne sont plus les mêmes qu'au début du XXe siècle, ce sont celles qu'attend notre pays dans un monde qui a été bouleversé par le capitalisme financier, une Europe qui s'est affaiblie devant les marchés et une France qui a été abîmée par dix ans de Droite et cinq ans particulièrement douloureux pour nos compatriotes.

Et aujourd'hui, je me réclame de la synthèse de Jean Jaurès. Cette belle et utile synthèse entre l'idéal que nous devons servir et le rêve qui est devant nous. La synthèse entre la radicalité que la colère exprime et la responsabilité que nous, la Gauche, devons exercer pour le pays. La synthèse entre la liberté que nous devons servir et l'égalité qui doit être, pour nous, la seule référence dans l'action publique. La synthèse entre le Socialisme et la République. Eh bien encore aujourd'hui, c'est cette synthèse que nous devons servir. Elle m'est précieuse dans la campagne. Parce qu'à chaque instant, je veux que la parole et l'acte soient liés indissolublement. A chaque instant, je reviens à cette phrase si forte de François Mitterrand prononcée ici : *« Jaurès a toujours su s'écarter des deux périls qui menacent tout engagement, l'excès d'idéalisme qui fait perdre parfois la conscience des réalités, et l'excès d'opportunisme au nom d'une gestion qui ne peut pas servir un idéal »*.

Et puis, il y a cette belle idée qu'avait lancée Jean Jaurès à ceux qui servaient la République et qui avaient vocation encore à pouvoir le faire au-delà de lui. Il disait qu'il fallait « dépenser sa popularité ». Pour certains, ils l'ont dépensée jusqu'à épuisement de leur crédit, j'en conviens ! Mais que voulait dire Jaurès en évoquant le courage qui par moments exige que l'on dépasse les modes, les humeurs, que l'on soit à la hauteur des circonstances ? Qu'aujourd'hui nous devons être capables de susciter une popularité — elle est nécessaire pour l'élection — et en même temps d'être sincères, d'être vrais, d'être honnêtes et de ne rien promettre que nous ne serions capables de tenir.

A chaque époque, il faut à la fois être fidèles aux traditions, aux rites, à la culture que nous portons, à nos valeurs, et en même temps inventer, imaginer les solutions pour aujourd'hui et pour demain. C'est ce que je fais dans cette campagne depuis que vous m'en avez donné mandat à travers les primaires. Je fais en sorte de servir la cohérence. D'abord la cohérence. D'abord, parce que cela fait une distinction par rapport à ce que nous avons vécu depuis cinq ans ! La cohérence qui exige de présenter des engagements dans une campagne. Je l'ai fait, c'était au Bourget, 60 engagements qui portaient à la fois sur le redressement économique, financier et budgétaire indispensable, et sur le redressement moral — et il y aura à faire ! Et aussi des engagements sur la justice, la justice fiscale, la justice sociale, la justice territoriale. Nous aurons à mener des réformes courageuses pour que les revenus du capital soient frappés comme les revenus du travail, pour limiter les niches fiscales, pour revenir sur l'allègement de l'impôt sur la fortune, pour moduler l'impôt sur les sociétés selon la taille de l'entreprise ou selon que le bénéfice est distribué ou pas. Et puis, nous aurons aussi à mettre fin à ces rémunérations indécentes de certains dirigeants d'entreprises qui n'ont de cesse de demander la modération salariale à leur personnel et qui s'augmentent sans limite — et qui parfois nous menacent de partir en exil, comme après la Révolution française ! Mais est-ce que les salariés payés au Smic, eux, menacent de partir en exil quand on ne les augmente pas ? Non, ils travaillent pour le bien commun, ils servent leur entreprise !

Oui la justice, justice sociale, justice territoriale. Il y aura tant à faire pour les retraites, pour la santé, pour le logement, pour le transport. 60 engagements ! Et je n'ai pas oublié non plus l'espérance que nous devons offrir à la génération qui vient, à la jeunesse qui sera la priorité de mon quinquennat à travers l'éducation nationale, à travers l'insertion, l'accompagnement des jeunes, à travers la lutte contre l'échec scolaire. C'en sera terminé avec les suppressions de postes qui frappent chaque année l'école publique et, ici en particulier, toutes ces filières pour les élèves qui sont les plus en difficulté, les RASED qui ont été ici mis en cause et qui seront rétablis dès la prochaine rentrée !

Oui, j'ai présenté 60 engagements, c'est ma cohérence, quand le candidat sortant fait des propositions tous les soirs et parfois même la nuit ! Et chacun de ses déplacements vous coûte, nous coûte — pas simplement politiquement, ne craignez rien — mais financièrement. L'autre jour, il s'est déplacé une après-midi en Corse. Un milliard d'euros, cela nous a coûté ! Je ne sais pas où il est aujourd'hui ! Mais ce n'est pas avec une proposition de plus qu'il obtiendra un suffrage de plus. Parce que quand on n'a pas réalisé ses engagements en cinq ans, les propositions sont soit inutiles, soit trop tardives. Et aucune proposition ne pourra marquer les esprits, faute d'avoir la crédibilité suffisante.

J'ai voulu marquer cette campagne, aussi, du sceau de la constance. Je n'ai pas varié selon les circonstances. Je n'ai pas changé mon projet en fonction des humeurs, des modes ou des fluctuations des sondages. Je n'ai pas non plus cédé à je ne sais quelle pression. Je ne céderai pas, y compris au lendemain du premier tour. C'est sur la base du projet que j'ai présenté aux Français que les électeurs auront à se déterminer pour la victoire.

Cohérence, constance, et même transparence. Le projet 60 engagements a été chiffré, évalué, parfois contesté, évalué aussi sur sa capacité à pouvoir changer la vie de nos concitoyens. Chacun a pu les connaître, ces propositions — vous avez contribué à les diffuser. J'ai même été plus loin : j'ai indiqué ce que seraient les premières mesures que j'aurais à prendre si vous me confiez la direction de l'Etat. (*Oui !*) Je vois votre empressement, mais moi je suis patient ! Mais du jour où je serai investi, je prendrai déjà de premières mesures pour le pouvoir d'achat : l'allocation de rentrée scolaire qui sera augmentée de 25 %, la caution mutuelle pour les jeunes, pour qu'ils puissent accéder au logement. Et dès que l'Assemblée nationale sera renouvelée — ici d'ailleurs dans le Tarn, vous devez y songer pour me donner une majorité la plus forte possible ! — nous engagerons les grandes réformes : réforme fiscale, réforme bancaire, lutte contre la finance, interdiction de ces produits financiers qui déstabilisent les Etats et qui servent à la spéculation pour faire sa mauvaise œuvre. Nous aurons à faire la réforme territoriale, la décentralisation qui sera approfondie, les libertés locales qui seront confortées, et une nouvelle fiscalité locale permettant aux collectivités locales de pouvoir enfin disposer de leur autonomie. Nous aurons tant à faire, et nous ne perdrons pas de temps.

Moi, je n'ai rien caché. Je n'ai rien dissimulé. Le candidat sortant n'a pas pu dissimuler son bilan. Il a essayé, nous le lui avons rappelé ! Il a présenté un projet — nous le connaissions déjà, c'est ce qu'il avait fait ou pas fait ! Mais il y a aussi un projet caché du côté du candidat sortant, sur le travail — remise en cause de la durée légale de travail, des 35 heures —, sur la protection sociale — remise en cause du droit à la retraite, parce que ce sera finalement la prochaine étape, remise en cause du droit à la santé — et sur la fiscalité, cette TVA qui arrive. Non, elle n'arrivera pas, nous l'empêcherons, nous l'arrêterons !

Les Français connaissent tout de notre adversaire, le candidat sortant. Ils le connaissent tellement, maintenant, qu'ils ne veulent pas forcément le garder ! Ils connaissent tout aussi de nous, de moi, de mon projet, de mes propositions, de ce que nous ferons. Ils peuvent enfin choisir.

J'ai le sentiment, à force de me déplacer partout dans notre pays, qu'une confiance est en train de naître. Je ne veux rien précipiter, rien proclamer, rien anticiper. Nous sommes à six jours et nous verrons ce que les Français décideront dimanche prochain. Mais je mesure à chaque instant le rejet dont le candidat sortant est l'objet. Mais je ne m'en satisfais pas. Je ne veux pas être simplement l'instrument d'une sanction — elle est nécessaire, elle viendra. Je veux qu'autour de ma candidature, il y ait une espérance dans un avenir meilleur, dans un autre chemin, dans une volonté commune de redresser notre pays. Je suis le candidat d'un projet pour la France, et pas simplement d'une mise à l'écart.

Je sens aussi autour de ce que je représente, au-delà même du Parti socialiste qui m'a fait confiance pour mener cette campagne, au-delà des formations de Gauche — Jean-Michel Baylet est là — qui me soutiennent, je sens qu'il y a cette rencontre qui se produit à chaque élection présidentielle entre une candidature qui s'affirme et une volonté qui s'exprime. Ce lien qui se crée, fragile, mais qui ne demande qu'à se renforcer au fur et à mesure de la campagne et du mandat qui nous sera peut-être confié.

J'avais dit que je voulais être un candidat normal. Certains s'en étaient étonnés. J'avais dit : « Faites la comparaison, et vous trouverez l'explication ! ». Mais au-delà de cette différence que je voulais marquer, être un candidat normal pour être un président normal, capable de donner la direction qu'attend le pays, d'être à la hauteur de cette exceptionnelle tâche qui consiste à conduire la France. Mais aussi un président qui fait vivre une équipe, qui considère le premier ministre comme un chef du gouvernement et pas comme un collaborateur, qui respecte les ministres, qui accepte que le Parlement puisse avoir tous les moyens pour contrôler l'action publique, qui a pour les partenaires sociaux, et notamment les syndicats, de la considération — car nous avons besoin de la négociation collective -, qui regarde les élus locaux avec confiance. Car nous ne changerons pas la France si, seulement, l'Etat décide. Non, nous aurons un contrat à passer entre l'Etat et les collectivités locales pour aller vers les mêmes objectifs, le service de la petite enfance, l'action pour les personnes les plus âgées, dépendantes, la solidarité à l'égard des personnes handicapées, l'action économique.

Nous avons besoin d'agir ensemble. Et ce n'est pas un président seul qui le pourra. Un *omni* président est un président impuissant – nous le savons aujourd'hui –, incapable de transformer ses paroles en actes. Eh bien cette première différence se marquera à travers l'exemplarité de l'Etat, c'est-à-dire cette nécessité que celui qui exerce la présidence de la République soit hors de tout reproche sur son comportement, sur sa vie, sur sa capacité à décider. Qu'il ne soit pas protégé pour lui-même, mais protégé pour sa fonction. Que la justice soit indépendante et qu'elle soit sévère si c'est nécessaire, y compris à l'égard de ses propres amis. Le prochain président n'aura pas besoin de nommer les présidents des chaînes publiques, pas davantage les responsables des magazines à la télévision, pas plus que les directeurs de journaux. Non ! Il devra même réduire le nombre de nominations dont il aura à procéder. Tout ne devra pas procéder simplement du président de la République. Et le Parlement aura, avec une majorité qualifiée, à décider de tous les membres des instances de régulation : Conseil constitutionnel, Conseil supérieur de l'audiovisuel, autorités indépendantes. Voilà ce qui changera ! Exemplarité de l'Etat, indépendance de la Justice, impartialité.

Alors à mesure que je me rapproche du premier tour et vous avec – c'est la même date ! –, je sens cet espoir qui s'affirme : l'espoir du changement. Un espoir tranquille, un espoir ferme, un espoir lucide que nous devons réaliser. Et c'est ce qui nous sépare de ce moment si décisif qui s'appelle un vote.

Qu'est-ce qui nous menace, aujourd'hui, pour parvenir à la seule perspective que nous avons voulu partager ensemble : la victoire ? Ce qui nous menace, c'est d'abord l'abstention, cette résignation que certains de nos concitoyens – souvent les plus modestes, les plus pauvres – expriment en ne venant plus voter. Ce n'est pas une abstention d'indifférence, c'est une abstention de rupture, c'est-à-dire cette incapacité que le politique a pu parfois donner comme sentiment à des citoyens perdus et qui ont perdu jusqu'à ce droit de vote qui était pourtant leur premier devoir. Nous devons aller chercher un à un ces électeurs. Ne pas les laisser dans le repli, dans le découragement. Leur donner du sens, de la fierté à aller participer à la construction de notre avenir. Qu'est-ce qui nous menace, aussi ? Cette tentation de l'extrême droite, y compris dans la jeunesse, parce qu'elle n'y croit plus, parce qu'elle doute elle aussi de la promesse républicaine, et de voir ces hommes et ces femmes qui n'ont rien à voir avec les thèses qui sont parfois – toujours, même – professées par cette extrême droite, qui s'y laissent aller simplement parce qu'ils ont besoin d'un adversaire, d'un ennemi. Et plutôt que de le trouver là-haut chez les plus puissants, ils le trouvent plus bas, chez les plus pauvres qu'eux. Allons les chercher ceux-là aussi ! Ne les laissons pas s'égarer par rapport aux valeurs de la République. Et rappelons-leur, parce qu'ils veulent être fiers d'être français – nous aussi ! – que la France ne s'est jamais redressée en parlant de ce qu'il y a de plus mauvais dans chacun d'entre nous, mais de ce qu'il y a de meilleur. Est-ce que c'est la Droite extrême qui un jour a relevé le pays ? Non ! C'est la Résistance ! C'est l'esprit de la République ! C'est la révolution, lorsqu'elle est nécessaire, qui permet de lutter contre toutes les tyrannies, toutes les occupations, toutes les barbaries.

Alors qu'est-ce qui nous menace encore ? La dispersion, la division, l'éclatement, la fragmentation. Vous savez, cette tentation, là encore, des électeurs qui plutôt que de faire simple font toujours compliqué – et qui nous ont bien compliqué la vie le 21 avril 2002 : plutôt que d'aller vers le candidat qui devait être l'instrument du changement lui aussi, ils se sont laissés aller à voter pour tant d'autres que nous avons été amenés – je ne rappellerai pas cette cruauté – à voter pour notre adversaire dans la République pour écarter l'ennemi de la République.

Aujourd'hui, j'ai du respect pour tous les candidats de la Gauche. Chacun donne ce qu'il pense être sa vision du monde, son rapport à l'avenir. Mais en même temps, je considère que chaque vote est utile. Chaque citoyen qui se déplace exprime un point de vue que je respecte. Mais je dis que le seul vote que moi je sollicite, ce n'est pas un vote d'affirmation. Ce n'est pas un vote de colère. Ce n'est pas un vote d'anticipation. Ce n'est pas un vote de manifestation. Non ! Je revendique le vote gagnant, le vote de victoire ! Et donc mon message est simple : ceux qui veulent le changement – et vous le voulez (*Oui !*) –, eh bien ils doivent voter pour le changement dès le premier tour. Ceux qui veulent l'alternance – et vous la voulez (*Oui !*) –, eh bien ils doivent voter pour l'alternance dès le premier tour. Parce qu'il ne faut pas les laisser respirer. Il ne faut pas leur donner la moindre espérance, après un premier tour qui serait controversé, de croire que de nouveau ce serait possible. Non, faites en sorte que dès le premier tour, la victoire, la nôtre, soit prononcée !

La seule chance de la Droite, c'est la division de la Gauche. C'est son calcul. J'entends parfois le candidat sortant faire des compliments au candidat du Front de Gauche, à Jean-Luc Mélenchon, que je connais par ailleurs. Il lui trouve du talent – cela peut arriver. Il trouve que son projet est bon – cela, ça devient curieux. L'autre matin, en écoutant le candidat sortant parler du candidat du Front de Gauche, je me suis dit : « Mais, il va voter pour lui ! ». Alors j'ai réfléchi – même tôt le matin, cela m'arrive. Je me suis dit : « Mais pourquoi il voudrait qu'il fasse un si bon score, si ce n'est pour espérer diviser la Gauche ? ». Eh bien la Gauche tout entière ne tombera pas dans ce piège ! La Gauche sera rassemblée, rassemblée au premier tour, rassemblée au second tour. Et tous les électeurs, où qu'ils iront d'ailleurs au premier tour, n'auront qu'une perspective : gagner, faire gagner celui qui sera en tête au soir du premier tour !

Alors quelle est la menace qui pèse sur nous ? C'est celle que le candidat sortant, dans ces derniers jours, a brandie : la peur. La peur, c'est d'abord la sienne. Et il essaie de la communiquer aux autres. Il nous dit : « Si la Gauche revient, l'immigration sera sans limite » – prétendant d'ailleurs faussement que je voudrais régulariser tous les sans-papiers alors que nous régulariserons au cas par cas mais avec des critères qui seront objectifs et avec la dignité qui s'accorde à chaque personne ici présente, même si elle n'a pas vocation à rester sur notre territoire. Alors à force de répéter cette contre-vérité en espérant qu'elle ne soit plus regardée comme un mensonge, le voilà qui prend un autre thème. « Si la Gauche revient, elle va vider les caisses. » C'est fait ! « Elle va augmenter les impôts. » (*C'est fait !*) « Elle va augmenter la dette. » (*C'est fait !*)

Alors, la dernière menace qu'il a brandie devant les Français, c'est en disant « si la Gauche revient, ce sera l'Espagne, la Grèce ». Les Espagnols, quand ils ont entendu cela, ont dit : « Mais quelle référence devient-on ? ». Le chef du gouvernement conservateur s'est insurgé,

en disant : « Nous ne voulons pas être entraînés dans la campagne présidentielle française ». Je me demande si en Espagne, même chez les conservateurs, ils n'espèrent pas le changement en France. Parce que nous, nous les traiterons dignement, les Espagnols, comme des amis ! Et nous ne moquerons pas leurs difficultés, parce que c'est dur en ce moment, pour les Espagnols, d'avoir une remise en cause de leurs droits sociaux, de leur protection sociale, de leur droit du travail. Et c'est parce que je ne veux pas de cette Europe de l'austérité que j'ai dit et que je proclame encore ici que je renégocierai le traité budgétaire européen et que nous lui apporterons la croissance qui lui manque !

La peur toujours, avec maintenant l'idée que si la Gauche revient, « la spéculation va se déchaîner ». « Les marchés vont se venger. » Et paraît-il que « les banquiers commencent à s'affoler ». Mais le seul qui s'affole en ce moment, c'est lui ! Je ne dis pas que les banquiers nous attendent avec empressement. Je ne dis pas que les marchés nous ouvriront leurs bras. Je ne prétends pas non plus que la finance nous fera quelque complaisance. Mais elle est prévenue. Nous interdirons tous les produits financiers spéculatifs. Nous séparerons les activités des banques lorsqu'elles font du crédit à partir du dépôt, des activités des banques lorsqu'elles font de la spéculation à partir de notre épargne. Ce sera terminé ! Cette séparation sera faite. Mais tout de même, entendre le candidat sortir convoquer la spéculation pour empêcher l'alternance... Mais les Français ne le voudront pas, parce que les Français sont un peuple libre, souverain, qui ne se fait imposer ses décisions par personne. Et pas encore par la finance !

Alors après la peur, c'est la confusion. L'autre jour, il a évoqué l'encadrement des loyers. C'était notre proposition, j'en suis heureux. Il y a encore quelques semaines, il avait dit que c'était le retour de l'Union soviétique. Et donc maintenant, nous y sommes ! Mais là, ce matin – j'ai cru, là encore, avoir une hallucination – le voilà qui a revendiqué la nécessité que la Banque centrale européenne se préoccupe de la croissance et intervienne massivement pour soutenir les Etats. Mais que n'y a-t-il pas pensé pendant cinq ans ? Et que ne l'avait-il dit à Madame Merkel, qui d'ailleurs s'en est elle-même effrayée ? Eh bien nous, nous le ferons. C'est-à-dire que nous demanderons effectivement que la Banque centrale européenne, plutôt que de prêter directement aux banques, puisse prêter directement aux Etats. Ce serait quand même plus simple pour lutter contre la spéculation !

Qu'est-ce qui nous menace encore ? L'idée de la division. La majorité silencieuse avait été convoquée à la Concorde, elle a bien le droit. Mais il nous parlait de la France éternelle – qu'on voulait opposer à laquelle ? La France qui était plus nouvelle que la France éternelle ? Les Français qui étaient venus depuis moins longtemps que d'autres ? La majorité silencieuse qui serait la France du travail contre la France des assistés ? La majorité silencieuse qui serait la France qui se lève tôt par rapport à celle qui se couche tard ? La France de la ruralité par rapport à la France des banlieues ? Je refuse la division de la France ! Il n'y a qu'une France ! Il n'y a qu'un pays ! Et le rôle d'un président de la République ce n'est pas de diviser, de séparer, d'opposer : c'est d'unir, c'est de rassembler, c'est de réconcilier la France.

Au lendemain de l'élection présidentielle, si nous gagnons – (*Oui !*) Je ne sais pas comment vous le savez, mais vous avez vos propres informations ! Au lendemain de l'élection présidentielle, j'ai bien conscience que tous les Français n'auront pas voté pour nous. Je ne les blâmerai pas, parce que c'est la démocratie. Et le premier devoir du président de la République, ce sera de parler à tous les Français, à ceux qui auront voté pour lui et qui devront être remerciés et salués, et à ceux qui n'auront pas voté pour lui et qui devront être amenés vers l'œuvre collective. Nous avons besoin de tous les Français pour redresser la France !

Mais il y a une dernière menace, avant le premier tour. C'est la douce euphorie qui s'emparerait de nous. C'est l'idée que nous aurions gagné d'avance, que nous n'aurions même pas besoin de nous déplacer. Ce serait fait. « Les sondages nous le disent. » « Et si ce n'est pas au premier tour, ce sera au second tour. » « Ne nous mobilisons plus. » « N'allons même plus voter, laissons la Droite perdre toute seule. » Mais comment elle fera, toute seule, pour perdre si elle ne fait que voter pour elle ? Eh bien non, nous devons dire à toute la Gauche : c'est maintenant, c'est tout de suite, c'est au premier tour que nous devons affirmer notre volonté ! Et parfois cela m'arrive de dire à mes propres amis qui se voient déjà : personne ne se voit déjà, pas plus moi que les autres ! Nous n'avons rien gagné. Nous n'avons rien conquis. Nous n'avons rien reçu du pouvoir universel qui est celui du suffrage. Je vous le dis, une victoire cela se conquiert, cela s'arrache, cela se mérite. C'est cette victoire que je réclame. La victoire que le peuple français lui-même nous donnera.

Chers amis, vous m'avez invité ici à Carmaux, c'est un grand honneur. Je suis ici autour de la grande figure de Jean Jaurès et de vous, dans la mission qui est la mienne de faire une nouvelle fois que la Gauche rencontre la France. C'est une tâche immense que vous m'avez confiée. C'est un devoir impérieux, sous la haute figure de Jaurès, que vous me fixez. Après Jaurès, qui lui n'a jamais gouverné la France mais qui a tellement fait pour qu'elle sauve son honneur, oui, après Blum, qui lui a gouverné la France avec des conquêtes que chacun honore ici dans sa mémoire mais qui n'a gouverné la France qu'un an, après Mendès France, qui n'a gouverné la France que sept mois, il a fallu attendre François Mitterrand – deux fois – pour qu'il puisse diriger la France, et Lionel Jospin qui est venu dans des conditions exceptionnelles après une dissolution en cohabitation – eh bien maintenant, c'est notre tour de gouverner, de diriger la France et de nous inspirer de ces grandes figures, de ces expériences, de cette histoire qui nous élève. Et de le faire avec la conscience que maintenant, nous devons ensemble relever les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Merci de m'avoir invité ! Merci de m'avoir accueilli ! Merci d'avoir pris froid pour avoir plus chaud demain ! Et vous assure que le 6 mai – puisqu'en définitive c'est le rendez-vous que nous avons –, que le 6 mai j'aurai le grand bonheur de savoir que François Mitterrand était venu à Carmaux pour commencer sa campagne, que moi je serai venu à Carmaux pour la terminer, que la boucle sera bouclée, que nous aurons fait le grand voyage lui et moi pour vous donner l'espoir – le même ! –, la joie la plus grande qui soit d'avoir une victoire.

Vous, le 6 mai, ici même, sur cette place, je n'en doute pas – les élus me l'ont rappelé – vous ferez une double fête. Une fête certaine qui est celle de 120 années de socialisme ici, à Carmaux. Et je veux vous convoquer à l'autre fête, mais qui est là possible, qui n'est pas encore certaine, qui sera celle de notre victoire, de la victoire de la Gauche, de la victoire de la République et de la victoire de la France !

Rendez-vous ici même le 6 mai autour de la grande figure de Jaurès pour fêter le socialisme d'hier et, j'espère de tout cœur, le socialisme d'aujourd'hui et de demain !

\*\*\*

Mes chers amis ! Merci d'être venus aussi nombreux, ce soir, à Lille, cette ville qui compte tant de personnalités exceptionnelles. Plus exceptionnel encore que d'autres, Pierre Mauroy qui fut maire de Lille pendant plus de 30 ans et qui fut aussi et surtout en 1981 le premier Premier ministre de François Mitterrand. Le Premier ministre de l'alternance, le Premier ministre du changement, le Premier ministre de l'union de la Gauche ! Merci, Pierre Mauroy. J'exprime ici notre gratitude. Je sais qu'il m'entend et qu'il sera encore présent à nos côtés. Je remercie Martine Aubry de m'accueillir comme maire de Lille, une ville qu'elle a continué de transformer et de tourner vers l'avenir. Je salue Martine Aubry, première Secrétaire du Parti socialiste. Un parti que je connais bien et que j'ai dirigé pendant plus de dix ans. J'en sais, je l'ai rappelé ici, les grandeurs, les vicissitudes. Mais sans le Parti socialiste, il n'y a pas de changement possible aujourd'hui en France ! Ces militants ici rassemblés, ces sympathisants, ces électeurs, tout ce qui a fait qu'aujourd'hui l'alternance est possible ! Je remercie Martine Aubry d'avoir permis le rassemblement au lendemain des primaires citoyennes, d'avoir engagé le mouvement avec celles et ceux qui avaient été candidats dans ces primaires et qui sont ici avec nous pour gagner aujourd'hui ! Rassemblement de toutes les personnalités qui ont fait la fierté de notre engagement, et l'honneur de nos gouvernements : Lionel Jospin, Laurent Fabius et tant de ministres qui ont servi sous les présidences de François Mitterrand ou sous le gouvernement de Lionel Jospin. Et ce rassemblement, nous l'avons élargi aux Radicaux de Gauche – Jean-Michel Baylet –, à ceux de culture communiste – Robert Hue –, et à toutes celles et à tous ceux qui veulent aujourd'hui permettre l'alternance, la réussite, le changement. Ce rassemblement, il est notre force. Rassembler les Socialistes, rassembler la Gauche, rassembler les Français. Il n'y a pas d'autre leçon que j'ai apprise de François Mitterrand, la leçon de la victoire !

Certains, je les entends, voudraient que la Gauche se divise, se désunisse, se désarticule. Je leur dis calmement : ils n'y parviendront pas ! Il n'y aura pas la Gauche contre la Gauche ! La Gauche de la protestation contre la Gauche du gouvernement, la Gauche des cortèges contre la Gauche des ministères, la Gauche de l'idéal contre la Gauche du réel. Non, je m'y refuse ! Il n'y a pas deux Gauches, il y a une Gauche qui veut gagner, qui veut diriger, qui veut rassembler les Français.

Je veux l'union. Les citoyens la veulent. Les électeurs la réclament. Nous la ferons, cette union ! Mais mon devoir, candidat du Parti socialiste, soutenu par les forces de Gauche qui ont bien compris l'utilité de ma candidature pour gagner, mon devoir c'est de réussir. Ce n'est pas de témoigner pour attendre. Mais attendre quoi ? Attendre encore cinq ans ? Non, c'est tout de suite que nous devons gagner !

Je ne prépare rien d'autre que la victoire et ensuite, la transformation de notre pays. Je veux agir. Je ne veux pas simplement protester, résister, contester. Non, je veux réformer notre pays, le faire avancer, lui trouver une nouvelle fois la capacité de chercher des conquêtes en lui-même, de valoriser ses atouts, de défendre ses valeurs. Il y a urgence ! C'est là, dans cinq jours, que nous allons décider de notre destin : destin pour la France, destin pour l'Europe. Cinq jours pour que les Français comprennent bien le message que je porte ici à Lille : c'est le premier tour qui va emporter tout, le mouvement qui va se lever, la conquête qui va s'annoncer !

Chaque fois que je traverse les foules, j'entends les mêmes messages, les mêmes paroles. « Courage ! », me dit-on. Mais le courage, je l'aurai jusqu'au bout pour vous porter à la victoire ! « Tenez bon », me dit-on. Mais je ne lâcherai rien, parce que je n'ai qu'un devoir : vous faire gagner, vous faire réussir, vous emmener ! Mais j'ai besoin aussi qu'une levée en masse se fasse, dès le premier tour de l'élection présidentielle. N'attendez pas ! Faites-le tout de suite. Engagez le processus. Il sera irréversible, irrépressible, irrésistible.

Je salue aussi d'autres Socialistes que les Socialistes français parce que nous appartenons à un grand mouvement qui ne se limite pas à nos frontières : un grand mouvement européen, international. Merci Thierry Giet d'être là au nom des Socialistes belges. Merci à toi Elio di Rupo, mon ami. Nous avons, Elio et moi, siégé pendant tant d'années dans des réunions du Parti socialiste européen où nous préparions des décisions prises par d'autres ! Eh bien aujourd'hui, tu es au Conseil européen et je veux te retrouver le plus vite possible autour de la table du Conseil européen !

Une fois encore, et c'est dimanche, la France va rencontrer son destin. L'enjeu, c'est notre pays. C'est de poursuivre la longue marche de l'histoire. Cette histoire que vous connaissez bien, que vous avez faite ici dans le nord. Cette histoire, c'est le combat engagé de ceux qui vivent de leur travail et dont le seul patrimoine s'appelle la sécurité sociale. C'est le combat de ceux qui attendent tant de la promesse républicaine pour leurs enfants, cette promesse que nous avons reçue de nos grands-parents ou de nos parents, qui voulaient que nous vivions mieux qu'eux. Cette promesse que nous devons honorer pour nos propres enfants, petits-enfants, qui doivent vivre mieux que nous parce que cela s'appelle le progrès ! Cela s'appelle l'humanité ! C'est le rêve français, celui que nous partageons depuis que la République est là : ce rêve de vivre mieux, ce rêve d'avancer, de ne jamais rien céder malgré les épreuves et l'adversité.

Je ne laisserai jamais dire que la valeur travail appartiendrait à la Droite quand le chômage frappe 4 millions de nos concitoyens, quand la précarité s'étend et touche notamment les plus jeunes, quand ceux qui travaillent dur au service des autres – les infirmières, les aides-soignantes, les enseignants, les assistantes sociales – ne reçoivent pas des dirigeants de notre pays la considération qui leur est due, quand des rémunérations indécentes sont versées à des patrons qui n'ont pas mérité par leur seul travail de recevoir ces sommes. Eh bien la Droite n'est pas qualifiée pour nous faire la leçon ! Elle ajoute d'ailleurs le cynisme à l'échec. Non ! C'est la Gauche qui doit promouvoir le travail, la dignité qui s'y attache et l'emploi indispensable tant attendu, ici dans cette région comme partout en France.

Nous poursuivons depuis tant de décennies le combat pour la justice, l'égalité humaine. Nous n'acceptons pas la misère, la pauvreté. Elles n'ont pas disparu. Je relisais Victor Hugo, un de ses discours qu'il avait prononcé à la Chambre des députés, au milieu du XIXe siècle, discours qui s'appelle « les caves de Lille », où il décrivait les conditions de vie des enfants, des familles, ici même dans cette ville, dans cette région. Eh bien, un siècle et demi après, la France n'est pas encore débarrassée de la pauvreté, de la misère, de l'injustice. Eh bien c'est notre combat ! Comme cela a été le combat, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, de ceux qui s'étaient levés dans la Résistance et qui nous ont laissé un programme accompli, encore inachevé, et remis en cause depuis cinq ans !

Nous avons ce devoir de reprendre la marche. Il ne s'agit pas, pour ceux qui sont dans cette situation de pauvreté et de précarité, d'assistés. Non ! Beaucoup de ceux-là travaillent. Mais trop peu pour atteindre un niveau de vie suffisant. Et je pense aussi aux jeunes condamnés à l'intermittence, à l'intérim, à la précarité. Et je sais aussi ce qu'est la condition des femmes qui en plus, souvent, affrontent la vie familiale parfois seules. Alors devant cette situation, nous, nous avons dans cette élection le devoir de rappeler le combat pour la dignité du travail, le droit de faire de son travail une émancipation et aussi l'affirmation de sa condition.

Le combat de 2012, c'est de ne pas accepter qu'en France un ouvrier ait une espérance de vie inférieure de plus de huit ans à celle d'un cadre. Et c'est pourquoi je rétablirai la retraite à 60 ans pour ceux dont les carrières ont été longues, dures, pénibles, difficiles.

Le combat de 2012, c'est de préserver le principe du repos dominical, c'est-à-dire de permettre aux travailleurs de consacrer un jour de leur semaine à leur famille, au sport, à la culture, à la liberté. Et j'y veillerai !

Le combat de 2012, c'est de lutter contre le travail précaire, contre la multiplication de ces contrats qui ne contractualisent rien, contre l'abus indécent des stages non rémunérés, des intérim, contre ce travail qui n'est pas de l'emploi.

Le combat de 2012, c'est de lutter contre la souffrance au travail, partout, y compris dans les entreprises publiques.

Le combat de 2012, c'est de lutter contre les discriminations à l'embauche.

Le combat de 2012, c'est de donner toute leur place aux personnes handicapées qui doivent aussi s'accomplir par le travail.

Le combat de 2012, c'est de rémunérer le travail à son prix et de valoriser l'intervention de l'ouvrier, de l'artisan, du technicien qui avec leurs mains fabriquent la richesse de la Nation et doivent comprendre, doivent savoir que si nous sommes demain aux responsabilités, ils seront considérés, respectés et valorisés.

Le combat de 2012, c'est de lutter pour l'égalité professionnelle des femmes avec les hommes. Même travail, même salaire ! Même diplôme, même rémunération !

Le combat de 2012, c'est de rendre au dialogue social toute sa place, toute sa légitimité. Et c'est la raison pour laquelle j'inscrirai avec le Parlement dans la Constitution la reconnaissance de la démocratie sociale qui est indispensable si l'on veut que l'intérêt général puisse être servi, au-delà de la démocratie politique, par des forces sociales organisées, patronales comme syndicales. Et moi, je respecte les syndicats ! Attaquer les syndicats c'est, en définitive, atteindre les travailleurs qui leur ont donné mandat de les défendre.

Le combat de 2012, c'est de permettre à des salariés ou plutôt à leurs représentants d'être élus dans les conseils d'administration des grandes entreprises pour pouvoir dire leur mot et avoir l'information indispensable. Cela s'appelle, tout simplement, la démocratie.

Voilà notre combat ! Il n'est pas épuisé ! Nous ne sommes pas les héritiers de thèses qui auraient été dépassées. Nous n'avons pas accompli notre devoir. Tant de génération se sont mobilisées pour de grandes causes – et la nôtre a également une belle mission : permettre à la génération qui arrive de vivre mieux. Permettre le progrès. Permettre l'égalité. Permettre la justice. Mais aussi, parce que nous sommes dans une crise, parce que notre pays a été affaibli, parce que l'Europe a mis trop de temps pour se mettre en ordre, parce que le monde est touché par la spéculation et par la finance, nous avons aussi la mission de redresser la France, de redresser la production, la croissance, l'activité, l'industrie. L'industrie ! Ici, c'est une part de votre histoire, de votre identité. Tant de travailleurs se sont dévoués, nés ici ou venus d'ailleurs. Polonais, Belges, Italiens, Marocains, Algériens, Africains sont venus ici travailler dans les usines. Vous savez ce qu'est une grande industrie : le labeur, l'investissement productif, la belle tâche qui est de façonner des produits avec des technologies sans cesse nouvelles. Moi, je ne veux pas d'une France sans usines, ni d'usines sans ouvriers. Je ne veux pas d'une France sans bureaux d'études, sans laboratoires de recherche. Je ne veux pas d'une France qui achèterait davantage de produits qu'elle n'en vendrait aux autres pays. Je ne veux pas d'une France dépendante, d'une France soumise ! Je ne veux pas non plus, dans la mondialisation, d'une France reléguée comme une puissance secondaire, spectatrice. Je n'accepte pas la perspective d'une France condamnée à assembler ce qui serait fabriqué à l'autre bout de la planète !

Non ! La crise est venue de cet oubli de l'économie réelle, de cette place disproportionnée des services, de la finance, de ce qui ne crée pas toujours la valeur nécessaire pour créer de l'emploi et de l'activité. Ceux qui ont laissé cette finance s'installer, ceux qui ont libéralisé sans règles la mondialisation, ceux qui ont mis partout en Europe une concurrence sans projet de croissance, ceux-là ont manqué à leur devoir. Et ceux-là, c'est la Droite coalisée en Europe et c'est la Droite au pouvoir en France ! Partout où je me déplace, je mesure cette véritable saignée des emplois industriels : 400 000 ont été rayés de la carte depuis cinq ans, près de 800 000 en dix ans. Rien que ces trois dernières années, 900 usines ont fermé. Et derrière ces chiffres, qu'y a-t-il ? Des ateliers qui ferment, des hommes et des femmes dont le savoir-faire était reconnu jetés en dehors de leurs usines, des brevets qui s'en vont et une région qui peut craindre pour son avenir. Eh bien non, nous arrivons ! Nous serons là et nous redonnerons une perspective industrielle à la France !

Mais il nous faut bien plus que changer de président – c'est nécessaire. C'est le passage obligé. C'est le préalable. C'est la condition. Nous ne pouvons pas imaginer une politique différente avec le même président. Lui-même essaie de faire comprendre qu'il n'aurait pas été, jusque-là, président. D'une certaine façon, c'est un peu vrai ! Mais comment pourrait-il, pour les cinq prochaines années, faire différemment de ce qu'il a déjà fait depuis cinq ans – ou plutôt de ce qu'il a défait ? Nous devons changer de président, sûrement ! Changer de politique, assurément ! Mais changer de logique. Et c'est ce que je propose.

Changer de logique, c'est en finir avec les aides de l'Etat aux entreprises sans contrepartie.

Changer de logique, c'est créer par exemple un contrat de relocalisation qui permettra d'apporter un soutien public pour des engagements précis en faveur de l'emploi, de la présence sur le territoire, de l'investissement, de la formation des salariés, du respect des délais de paiement avec les sous-traitants. Voilà ce qui permettra de réinstaller des entreprises sur le territoire. Et nous le ferons avec les régions ici, avec les régions Nord-Pas-de-Calais et Daniel Percheron.

Changer de logique, c'est en terminer avec un chômage qui frappe les plus jeunes et qui écarte les plus anciens. Et c'est ma proposition de contrat de génération, qui permettra à un employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse accéder à l'entraide et qui embauche un jeune – mais avec un contrat à durée indéterminée –, de ne plus payer de cotisations sociales sur les deux emplois.

Changer de logique, c'est en finir avec un système où les grands groupes paient moins d'impôt sur les sociétés en proportion que les petites et moyennes entreprises. Et c'est pourquoi j'introduirai une modulation de l'impôt sur les sociétés : 15 % sur les plus petites, 30 % sur les moyennes et 35 % pour les plus grandes. Et je modulerai aussi cet impôt sur les sociétés, qui sera plus haut si le bénéfice est distribué aux actionnaires mais plus bas s'il est réinvesti dans l'entreprise.

Changer de logique, c'est mobiliser l'épargne, l'épargne populaire – mais pour l'emploi, pour l'emploi et pour l'industrie. C'est le sens du livret d'épargne que je propose, dont l'ensemble des dépôts sera affecté aux décisions d'investissement des PME qui les attendent.

Changer de logique, c'est faciliter l'accès à la commande publique, justement, de ces petites et moyennes entreprises.

Changer de logique, c'est en finir avec un système bancaire où l'argent sert la spéculation et non la production, la rente et non l'investissement, les profits et non les embauches. D'où ma proposition de réforme bancaire que nous voterons dès l'été et qui séparera dans l'activité de toutes les banques ce qui relève du dépôt et du crédit – qui doit être encouragé, stimulé – de ce qui relève de la spéculation et qui doit être au risque de ceux qui la décident, avec leur propre argent et non avec le nôtre !

Changer de logique, c'est interdire les produits financiers qui sont autant de vecteurs pour des rentes insupportables ou des calculs qui finalement spéculent sur des valeurs qui n'ont plus rien à voir avec l'économie réelle.

Changer de logique, c'est aussi engager une grande politique industrielle autour de nos grandes filières. Nos grandes entreprises, c'est une chance, c'est un atout – à condition de les inscrire dans une perspective de moyen et de long termes, pour la diversification énergétique, pour l'aéronautique, pour l'espace, pour les transports, pour le numérique, pour la santé, pour l'agroalimentaire. Nous avons là des entreprises performantes. Défendons-les ! Développons-les ! Redressons-les ! Et ce sera tout l'enjeu de la banque publique d'investissement que nous créerons pour accompagner les entreprises qui investiront dans ces secteurs.

Changer de logique, c'est réinvestir dans la croissance verte, dans la transition énergétique, écologique, qui est un défi en ce début de XXIe siècle, parce que nous devons trouver d'autres ressources que celles du pétrole, nous rendre moins dépendant du nucléaire tout en faisant monter les énergies renouvelables et les économies de toute sorte en matière de consommation d'énergie, et de nouveaux modes de transports urbains, mais aussi le véhicule propre. Bref, tout ce qui va faire l'économie de demain.

Changer de logique, c'est investir dans la formation, dans l'éducation, dans la qualification. Pour tout dire, dans l'école – qui est notre atout maître –, dans la connaissance, dans la recherche, dans les savoirs.

Changer de logique, c'est aussi changer l'orientation de l'Europe. Mes chers amis, jamais une élection en France n'aura autant pesé sur l'avenir de l'Europe. Je suis européen. Tous mes engagements depuis que je suis entré en politique ont été marqués par la volonté de bâtir, de construire une Europe de solidarité, de progrès. L'Europe est une aventure extraordinaire ! J'évoquais devant vous, à l'instant, des déchirures de conflits mondiaux. Et les mêmes pays qui avaient été capables de se détruire eux-mêmes ont été suffisamment clairvoyants et lucides pour construire ensemble un continent. Et cette Europe qui s'était divisée à travers cette coupure qui s'était faite au lendemain de la Seconde guerre mondiale a été également capable, grâce à François Mitterrand et à Helmut Kohl en Allemagne, de trouver toutes les forces pour ne pas faire ressurgir les tensions ou les suspicions et permettre la réunification – et de l'Allemagne, et de l'Europe. Formidable projet ! Qu'en ont-ils fait, avec cette dérive libérale, avec ces directives Wolkenstein ou autres que nous avons été conduits à combattre tant elles mettaient simplement des règles de concurrence plutôt que des règles d'emploi et de croissance ? Cette Europe qui dérive, qui ne sait pas quelle est, finalement, sa référence, qui exige des salariés qu'ils fassent des efforts. Et cette Europe qui ne fait rien pour dompter la spéculation ou le capital. Eh bien elle ferait mieux de limiter les rémunérations maximum et d'introduire le salaire minimum partout en Europe ! C'est cette Europe-là qui à un moment a pu séparer à gauche les tenants du oui et les tenants du non. C'était en 2005. Les uns, les autres, avec sûrement la même bonne foi, la même conscience mais pas la même réponse, voulaient faire avancer l'Europe sur le chemin de la croissance, de la solidarité, de la cohésion. Eh bien je suis fier, aujourd'hui, de rassembler ceux qui s'étaient séparés hier, le oui, le non : aujourd'hui, ils sont pour ma candidature au nom de la France et au nom de l'Europe, pour un changement !

Ce changement est espéré, attendu bien au-delà de nos frontières. D'abord par les progressistes – ils sont là, ils me le disent. Ils nous encouragent. Et je veux vous transmettre leur message. Ils nous disent : « Peuple de France, nous sommes dans l'opposition. Nous attendons. Nous espérons. Faites le choix ! Faites le choix du changement ! Apportez-nous une autre direction de l'Europe, parce que vous êtes la France, vous êtes une nation qui par votre histoire, par votre géographie, par le destin que vous a conféré notre intervention, a la capacité à être un pays fondateur. » Nous ne voulons pas imposer nos vues. Mais les Européens attendent de nous, peuple de France, que nous leur donnions une autre perspective, une autre direction, une autre orientation de l'Europe. Rendez-vous compte de la responsabilité qui est la mienne, qui est la vôtre dans cette élection ! Alors j'ai annoncé que nous voulions renégocier le traité budgétaire qui avait été signé par les chefs d'Etat et de gouvernement au mois de mars.

Non pas pour ne pas respecter les disciplines. Nous savons bien ce qui nous a été laissé comme dette et comme déficit par le candidat sortant et nous prendrons nos responsabilités. Mais parce que nous avons considéré que sans la croissance, sans une perspective industrielle, sans de nouveaux efforts de recherche, mais aussi de mobilisation de l'enseignement supérieur, de l'innovation, il ne pouvait pas y avoir de retour vers l'équilibre, parce que nous avons besoin de croissance, d'emploi, d'activité. Et je ne céderai rien sur ce point.

J'ai compris ces derniers jours, ces dernières heures, que le candidat sortant avait eu d'un seul coup – cela peut lui arriver – un éclair de lucidité. Et voilà qu'il s'en prend à la Banque centrale européenne ! Et voilà qu'il réclame que la Banque centrale intervienne pour soutenir la croissance. Mais qu'a-t-il fait pendant cinq ans ? Qu'a-t-il dit ? Qu'a-t-il changé ?

Il est temps que cette campagne se termine. J'ai l'impression qu'il va lire toutes nos propositions, les reprendre une à une. L'autre soir c'était sur l'encadrement des loyers. Aujourd'hui c'est sur la Banque centrale. Avant-hier c'était sur les exilés fiscaux. Et puis, encore plus tard, il nous a parlé de l'imposition nécessaire des grandes entreprises. Il avait découvert – il était bien temps – qu'elles payaient moins d'impôts que les autres et que certaines n'en payaient pas du tout. Une campagne électorale est utile. Cela permet à un candidat sortant de savoir ce qu'il n'a pas fait et ce qu'est l'état de son pays. Eh bien nous allons lui dire, nous, le 6 mai, ce qu'il a à faire ! Ça y est, il en est informé. Il est prévenu. Mais à vous, à vous de vous mobiliser pour y parvenir.

Et puisque votre clameur va jusqu'à Paris, elle peut aller aussi jusqu'à Bruxelles. Et donc je proposerai à nos partenaires, au lendemain de l'élection présidentielle, et dans la perspective du Conseil européen du mois de juin, un pacte de responsabilité de croissance et de responsabilité. La responsabilité, ce sera la nôtre, en France, de nous mettre en règle par rapport à ce qu'est la bonne gestion des finances publiques. Certains imaginent que Nicolas Sarkozy va partir avec la dette. Avant on pouvait craindre qu'un candidat sortant parte avec la caisse. Mais comme elle est vide, et même plus que vide, puisque nous sommes perclus de dettes et de déficits, il nous laissera la dette. D'autres imaginent, parfois par naïveté ou par illusion, qu'au prétexte que nous aurions gagné les élections, nous pourrions annuler les dettes. Eh bien non. Nous avons à assumer la continuité de l'Etat. Nous avons à faire en sorte que la France se redresse. C'est notre mission, notre responsabilité. Ne pensez pas que lorsque la Droite est battue, la Gauche a d'un seul coup toutes les vertus, toutes les possibilités. Ce serait trop simple. Quand la Droite est battue, ce n'est pas la seule raison, c'est qu'elle a mal géré. Et quand la Gauche arrive, le plus souvent, c'est que la situation est difficile. Souvenez-vous en 1981, l'inflation à 14 % et le chômage qui grimpait. Souvenez-vous en 1997, Jacques Chirac avait dissous l'Assemblée nationale parce qu'il ne parvenait plus, avec Alain Juppé, à rétablir les comptes. Il a fallu que ce soit Lionel Jospin qui s'y colle. Et il l'a fait. Et il a redressé les finances publiques et il a qualifié la France pour participer à la monnaie unique. Eh bien encore aujourd'hui, c'est notre destin. Nous allons arriver et il va falloir réduire les déficits et maîtriser la dette. Cela, c'est le pacte de responsabilité. Nous le dirons à nos amis européens. Mais en même temps nous leur dirons que ce pacte doit être un pacte de croissance. Chacun doit faire ses disciplines, sans doute. Mais ce sera tellement plus simple si nous mobilisons toutes nos énergies pour que la croissance soit plus forte. Ce sera la mise en place des euros bons, de cette capacité d'emprunt qu'est l'Europe pour financer des grands travaux. Cela sera la mobilisation des fonds structurels vers l'emploi, vers la formation des jeunes. Cela sera une politique d'innovation, de recherche, d'enseignement supérieur pour la jeunesse. Et pourquoi l'Europe ne ferait pas de la jeunesse la grande cause pour les années qui viennent, elle aussi ?

Pacte de responsabilité de croissance et de solidarité, avec une taxe sur les opérations financières pour financer l'investissement et l'emploi, avec une banque centrale qui plutôt que de prêter à 1 % aux banques, pour que ces banques prêtent peut-être aux Etats et aux entreprises ; ce

ne serait pas plus simple que la banque centrale prête directement aux Etats pour couvrir un certain nombre de leurs risques et de leurs dettes souveraines ? Pacte de solidarité entre Européens mais solidarité aussi avec le Sud, avec les pays de la Méditerranée qui nous demandent, là encore, d'être présents. Nous le serons, et dans leur intérêt et dans le nôtre. Solidarité aussi – et ce sera mon action pour lutter contre la concurrence déloyale – pour harmoniser nos règles fiscales, sociales dans l'Union européenne, pour que les entreprises étrangères à l'Union qui ne respectent pas les normes sociales, environnementales, soient découragées, et qu'il y ait une réciprocité dans les marchés publics. Là encore le candidat sortant l'a découvert à la fin de son mandat. Que n'a-t-il fait pour qu'un certain nombre de pays puissent enfin adopter les mêmes règles que les nôtres pour les marchés publics ? Nous mettrons aussi un mécanisme de contrôle des investissements étrangers, comme aux Etats-Unis, pour défendre un certain nombre de secteurs stratégiques. Moi je n'accepte plus que certaines entreprises, parmi les plus brillantes, les plus innovantes, soient achetées par des fonds étrangers alors mêmes que ces entreprises ont été soutenues par la puissance publique, par les subventions, par les incitations fiscales, par nos chercheurs. Et là encore ce sera à la banque publique d'investissement d'apporter son concours.

Et puis nous mettrons en place une taxe carbone énergie climat aux frontières de l'Union pour participer nous aussi à la lutte contre le réchauffement climatique et financer également le développement sur l'ensemble de la planète. Voilà le changement auquel je vous appelle. Changement pour le travail, pour l'emploi, pour la dignité humaine. Changement pour la France qui doit retrouver le redressement industriel. Changement pour l'Europe qui doit de nouveau être capable de dominer la finance parce que si cette Europe a été capable de lutter contre ce qui nous séparait, elle doit être capable de lutter pour ce qui doit nous unir, les Européens, pour être plus forts que les marchés. Parce que la démocratie, elle doit être toujours plus forte que la finance.

Voilà mes chers amis, nous sommes à cinq jours. Et voilà cinq mois que j'ai commencé la campagne. Et ce qui est le plus troublant, c'est de se dire que peut-être pendant cinq jours, les Francelais vont se décider, au dernier moment. J'ai fait tout ce qu'il fallait, je le crois, avec vous, pour démontrer notre cohérence. J'ai présenté 60 engagements, c'était au Bourget, pour le redressement de notre pays, redressement économique, industriel, financier, moral, parce que nous avons besoin, de nouveau, d'avoir confiance dans nos dirigeants, dans leurs comportements, dans leurs méthodes, dans leurs rapports avec les citoyens.

Nous devons nous retrouver sur une grande cause qui nous élève, qui nous permette au-delà de ce qui peut nous séparer, nous distinguer, selon nos lieux de résidence, selon nos revenus, ou selon nos rapports au travail. Oui, ce qui peut nous unir, c'est la volonté d'avancer, de faire avancer notre pays. Le redressement ai-je dit, la justice, parce qu'il n'y aura pas d'effort s'il n'est pas partagé. Justice fiscale, ce sera la grande réforme que nous engagerons dès l'été parce qu'il nous faut mettre les revenus du capital avec les mêmes règles que les revenus du travail en termes d'imposition. Nous aurons à plafonner les niches fiscales, à rétablir l'impôt sur la fortune, à faire cette réforme à la fois de la fiscalité des entreprises, de la fiscalité locale. Belle tâche que nous devons engager tout de suite, parce que nous risquerions de l'oublier en route. Il y a des réformes qu'il convient de faire en début de mandat, et de bien faire. Parce que quand on rate le début de mandat, il est rare qu'on réussisse la fin. C'est ce qui arrive au candidat sortant.

Encore que lui a été capable de rater le début, de ne pas réussir le milieu et – j'espère – de connaître la sortie qu'il mérite. Justice, justice. Justice fiscale, justice sociale. Permettre à chacun de pouvoir se soigner dans la France d'aujourd'hui, quand des millions, malgré la CMU, des millions de nos concitoyens renoncent à se soigner faute de revenus, ou faute de présence suffisante des professionnels de santé.

Eh bien nous remettrons la protection sociale au cœur de la République parce que c'est l'égalité fondamentale. Justice territoriale parce qu'où que l'on vive sur le territoire de la République on doit avoir les mêmes services publics, les mêmes hôpitaux, qui doivent être toujours regardés comme des services publics et non comme des entreprises. On doit avoir les mêmes conditions de vie, les mêmes chances de réussir. 60 engagements pour donner à la jeunesse toute sa place à travers l'école, oui l'école. L'école qui a été abîmée pendant cinq ans et l'école qui sera relevée parce que moi j'ai confiance dans les personnels de l'Education nationale. Les réformes seront engagées, les emplois créés, et tout sera fait pour qu'aucun enfant de la République puisse être oublié, abandonné, relégué, écarté. Non. Tous les enfants de la République doivent être conduits à la réussite

Alors j'ai présenté ces 60 engagements et je m'y suis tenu. Je n'ai pas eu besoin chaque jour de la campagne de sortir une proposition nouvelle. Cela a pu m'arriver, en fonction des circonstances, quand j'ai découvert que des patrons indélicats s'étaient rémunérés 34 % dans l'année 2010 au moment même où ils appelaient leurs salariés à la modération. Eh bien, on traitera ces cas de façon particulière avec une tranche maximale de 75 % au-delà du million d'euros. Non pas qu'on veuille les spolier. Nous en avons besoin. Nous avons besoin de tous les talents. Nous avons besoin de tous les hommes et toutes les femmes qui veulent se consacrer au redressement de la France. Mais tout de même, il faut que l'exemple vienne d'en haut pour qu'il soit compris d'en bas. Et c'est ce que je ferai aussi pour les rémunérations du président de la République, du premier ministre et des membres du Gouvernement. L'exemple viendra d'en haut.

Et je n'ai pas eu besoin de sortir des propositions en fonction de sondages, qui peuvent aller, qui peuvent revenir. Quand je vois le candidat sortant, parfois je le plains. Cela ne doit pas être facile avec un bilan comme le sien, pas être facile non plus avec un parti comme le sien. Pas facile non plus avec un caractère comme le sien. Dure campagne. Alors chaque jour qui passe, il dépense notre argent. D'ailleurs l'autre jour il était en Corse. Un milliard cela nous a coûté. Aujourd'hui, il est en Bretagne. J'espère que les Bretons seront servis mais ce que je peux dire, c'est que nous, nous aurons à faire des promesses que nous tiendrons. C'est cela la différence.

Et les Francelais le savent. Ils sont lucides, ils sont conscients.

Ce qu'ils reprochent au candidat sortant, c'est de ne pas avoir tenu ce qu'il avait promis. Et moi, je n'ai pas le droit de vous décevoir ! Et je fais en sorte que ces 60 engagements que j'ai pris, ils soient respectés, ils soient honorés quelles que soient les circonstances, quels que soient les mouvements qui se produiront.

J'ai d'ailleurs dit que tous les six mois, si j'en ai le mandat par les Français, je rendrai compte de l'activité du nouveau gouvernement, du président de la République. Parce que c'est la règle en démocratie, à chaque fois, être capable de dire où l'on est et de fixer la direction. Et le Premier ministre, tous les six mois aussi devant le Parlement, rendra compte de son activité. C'est ainsi que l'on respecte la représentation nationale et les Français !

Depuis cinq mois — et je ne varierai pas pour les cinq derniers jours — j'ai veillé à la constance. Je n'ai pas fluctué selon les circonstances. Je n'ai pas plié sous la pression des uns, des autres. Je n'ai pas non plus cédé à la polémique où on voulait m'entraîner, avec des attaques qui ne cessaient pas. On me disait qu'il fallait entrer dans un pugilat. Mais non, il faut savoir prendre un peu de distance et en même temps répondre — et le moment est venu — coup pour coup quand il s'agira d'affronter au second tour cette Droite qui ne veut pas s'appeler la Droite, ce sortant qui veut maquiller son bilan et ce candidat qui cache son projet. Parce que nous savons bien ce qui se prépare s'il était reconduit. Il ne le sera pas ! Mais s'il l'était ? Réfléchissez un moment. Prenez la mesure de ce que serait la situation du pays, cinq ans de plus, avec ces accords compétitivité emploi où l'accord d'entreprise serait, il l'a dit, supérieur à la loi ou à la convention collective.

C'en serait terminé de la durée légale du travail ! Projet caché avec des prélèvements qui ne sont pas nommés et qui seront sur tous les Français, avec cette TVA qui est votée, qui n'est pas encore appliquée et ne s'appliquera pas si nous en décidons !

Cohérence, constance, transparence. Moi, je n'ai rien maquillé, rien dissimulé. Tout ce que j'ai proposé a été évalué, chiffré, contesté. Et j'ai même, pour donner toutes les informations à nos concitoyens avant qu'ils ne votent, dit ce que je ferais dans les premiers jours du mandat jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale : exemplarité de l'Etat, pouvoir d'achat supplémentaire à travers l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, et ce décret que je prendrai pour le départ à la retraite de ceux qui ont cotisé 41 années. Voilà ce que nous ferions au début du quinquennat. Et ensuite, une fois que l'Assemblée nationale aura été renouvelée... Mais là encore, ne vous démobilisez pas, il y aura d'autres combats, il nous faut avoir une majorité à l'Assemblée nationale, et une majorité qui défendra le projet que j'aurai présenté, parce que c'est celui-là que nous aurons à appliquer ! Avec cette Assemblée, nous ferons les réformes fiscales, bancaires, territoriales, institutionnelles, et tant d'autres choses ensemble.

Voilà, chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Lille. Il est possible que nous gagnions, mais ce n'est pas sûr, sinon je ne serais pas devant vous ! Les Français vont faire un choix. C'est vrai qu'il y a toutes les raisons de penser qu'au second tour, ce sera entre la Gauche et la Droite, entre le candidat sortant et ce que je peux représenter aujourd'hui. Chacun jugera. Ce que je vous dis, c'est qu'il n'est pas possible, après cinq ans — c'est quand même un délai suffisant cinq ans dans l'histoire d'un pays, dans la vie d'un homme, pour savoir ce qu'il est possible de faire — que le candidat sortant fasse, dans les cinq ans qui viennent, différemment de ce qu'il a fait. Et s'il avait pris l'exacte mesure de la situation, comment pourrait-il reconstruire tout ce qu'il a défait ? Nous aurons à le faire, nous. Ce sera un choix de candidat, bien sûr, de personne, de démarche, de méthode, de conception de la République, un choix de projet. Et les Français doivent décider en connaissance de cause. Ils sont prêts à le faire. Je sens le mouvement. Je sens l'espérance se lever. Mais je ne suis sûr de rien.

La Droite a peur. Je la comprends ! Alors, elle utilise la peur pour essayer de convaincre ceux qui doutent toujours — il y en a — du changement nécessaire. Il y a eu la peur de l'étranger. Comme d'habitude, mettre l'étranger pour diviser les Français. Ils n'y parviendront pas !

Mais la peur qu'ils veulent maintenant installer, c'est celle de la spéculation, celle des marchés qui viendraient frapper notre pays. Ils l'appellent, la spéculation : « Qu'elle vienne pour nous sauver » disent-ils ! Même les marchés ne bronchent pas. Lui s'affole, pas encore les marchés. Mais moi, je n'accepte pas que l'on puisse essayer d'utiliser l'intérêt national. Parce que nous avons besoin d'être protégés des marchés pour justifier la peur de l'alternance. Les Français sont un peuple libre, ils se détermineront souverainement. Et ils auront beau agiter des spectres, des épouvantails, prévenir des catastrophes, nous savons bien, et depuis tant d'années, que c'est ainsi que la Droite procède. Il y a 31 ans, quand la Gauche avec François Mitterrand s'appêtait à conquérir le pouvoir, le candidat sortant avait dit : « Attention, la France sera la Pologne de l'occident ». Finalement il avait été devin, la Pologne a fini par entrer dans l'Union européenne. Et maintenant, ce n'est plus la Pologne qui nous sert de repoussoir, c'est l'Espagne ! L'Espagne a protesté en disant : « Quand même, nous méritons mieux que d'être un contre-exemple ». Et c'est vrai, nos amis espagnols luttent contre la spéculation et doivent être encouragés à le faire plutôt que d'être regardés comme les mauvais élèves.

Aucune peur ne sera suffisante pour empêcher le mouvement, pour empêcher l'alternance. En appelant la peur, les candidats qui le font battent en définitive en retraite. Mais alors, quelle serait la nouvelle crainte qu'ils pourraient éventuellement installer dans les esprits ? Non, ce n'est pas moi seulement — mais peut-être, à y réfléchir ! Ce qu'ils essaient de nous faire croire, maintenant, c'est que la Gauche, si elle gagnait l'élection présidentielle, aurait tous les pouvoirs. Les collectivités locales, c'est vrai, nous les avons gagnées, nous les avons conquises, nous ne les avons pas prises par effraction ou par surprise ! C'est le suffrage universel qui nous a permis de diriger ces collectivités locales. Alors, nous aurions les collectivités locales et le Sénat — c'est bien la première fois dans l'histoire de la République ! Et nous n'aurions plus le droit de venir exercer la responsabilité de l'Etat ? Mais au nom de quoi la Droite qui a occupé tous les pouvoirs

pendant des décennies viendrait empêcher la Gauche, elle, de les exercer différemment d'elle ? Nous avons le respect de la démocratie, de l'équilibre, de la justice, des institutions !

Mais le candidat sortant ajoute même d'autres pouvoirs : le pouvoir médiatique. Cela m'avait échappé ! Je ne savais pas que nous avions pris le pouvoir au *Figaro* par exemple ! Nous verrons bien à la lecture du numéro de demain matin ! Nous aurions aussi le pouvoir parmi les syndicats. Mais ce n'est rien comprendre à ce que la démocratie sociale est en France ! Les syndicats sont indépendants, nous ne les contrôlons pas, ça se saurait ! Et moi, je respecte la séparation entre les syndicats et le pouvoir politique. Mais je veux rassurer la Droite : elle n'est pas seule, elle est quand même soutenue par le Medef qui, par sa présidente, a dit que Nicolas Sarkozy « avait fait un boulot extraordinaire ». Elle l'a répété. Elle n'est pas seule, elle est soutenue par les patrons, par la finance. Cela doit servir ! Et j'ai même appris — je veux vous en faire confiance — que dimanche dernier, lorsqu'ils se réunissaient à la Concorde, un certain nombre de grandes fortunes de France s'étaient installées à l'hôtel Crillon, en face. Ils ont bien le droit. C'était le club des donateurs de la campagne présidentielle ! Ils s'étaient installés — ça ne s'invente pas ! — dans le salon Marie-Antoinette ! Voilà ce qui résume un quinquennat : il avait commencé dans un grand restaurant et il finit dans un grand hôtel. Et dans les deux cas, c'est avec les mêmes personnes, les mêmes convives que le candidat sortant avait commencé son mandat et que le président sortant va le terminer.

Et ne croyez pas que la Droite va lâcher le pouvoir comme cela, qu'elle va nous dire : « Nous n'en pouvons plus, prenez, invitez-vous, l'élection est jouée ». Elle n'est pas jouée ! Et gardez-vous de l'euphorie, gardez-vous de ce sentiment qu'avant même l'élection, les sondages nous auraient proclamés élus. Mais vous n'avez pas de mémoire ! Vous ne vous souvenez pas combien ce type d'illusion nous a coûté dans le passé ! Rien n'est décidé avant que les bulletins de vote n'aient été mis dans l'urne, comptés et ensuite décomptés pour savoir qui a gagné le scrutin.

Il nous reste cinq jours pour appeler au vote, pour convaincre un certain nombre de nos concitoyens qui ne croient plus en la politique, qui se sont détournés du suffrage — souvent les plus modestes, les plus pauvres, les plus désespérés, qui se disent : « Mais qu'est-ce que ça changera si ce sont les uns ou les autres qui dirigent le pays ? ». Eh bien, nous devons leur dire que leur intérêt de citoyens, c'est de croire en l'avenir. Et s'ils ne sont pas satisfaits de ceux qui sont en place depuis trop d'années, qu'ils prennent ceux qui se préparent à exercer la responsabilité du pays !

Nous devons aussi aller chercher ceux qui, hélas, sont allés jusqu'à donner leur intention à un parti qui est le contraire des valeurs de la République. Comment, là encore, des hommes et des femmes, souvent dans des tâches laborieuses, qui ont été abandonnés parfois par des entrepreneurs indélicats ou des sociétés mues par le seul profit, pourraient donner leur confiance à un parti qui n'a jamais — jamais ! — été au service du progrès social, de la dignité humaine et des libertés individuelles ?

Oui, cinq jours pour faire comprendre cette chose simple à des électeurs qui me disent : « Nous serons là pour le second tour ». Tant mieux ! Mais c'est au premier tour que cela doit se décider. Tous ceux qui essayent de faire compliqué quand ça doit être simple ! Et la question, elle se pose aussi clairement que cela : la victoire vous la voulez ? (*Oui !*) Eh bien, c'est au premier tour qu'il faut la prononcer ! L'alternance, vous la voulez ? (*Oui !*) Eh bien, c'est le 22 avril qu'il faut en décider ! Et le changement, vous le voulez ? (*Oui !*) Eh bien, c'est dimanche qu'il faut le créer ! Allez-y ! Faites-le ! Je suis ici dans le Nord Pas-de-Calais, la grande région du socialisme, du mouvement ouvrier. Faites en sorte de me donner le meilleur résultat possible au premier tour, pour être fidèles à votre histoire et conscients de votre avenir de grande région pour le pays !

Je veux ici même à Lille poursuivre la belle aventure de la Gauche quand elle rencontre la France et quand elle se hisse au niveau de la grandeur de notre Nation et de la force de ses aspirations. Un mouvement se lève. Rien ne doit l'arrêter ! Rien ne doit l'empêcher ! Je dois aller jusqu'au bout de la mission que vous m'avez confiée : gagner l'élection présidentielle et réussir à faire avancer le pays. Je vous le demande ! C'est dimanche qu'il faut faire ce choix. Le choix pour la République, le choix pour la France, le choix pour notre idéal !

A dimanche ! A dimanche pour la victoire !

\*\*\*

Mes chers amis, vous êtes là, rien ne vous a arrêtés, ni la pluie, ni le froid, ni la route, rien ! Et rien ne nous arrêtera jusqu'au 6 mai ! Je vous retrouve avec bonheur. J'étais au début du mois de janvier déjà ici, en Gironde, à Mérignac. La salle était trop petite, alors nous avons choisi le plein air pour terminer la campagne. Nous avions craint à un moment les nuages, nous les avons dissipés, écartés, repoussés, et nous sommes là avec un ciel tout rose pour le 6 mai !

Nous sommes à trois jours du premier tour. Un mouvement, je le sens, s'est levé, un mouvement sage, déterminé, puissant. Un mouvement qui veut changer de président et qui ne veut pas s'arrêter là. Un mouvement qui veut donner à la Gauche la responsabilité du pays. Une alternance part toujours de loin. Elle n'est jamais une surprise, une fantaisie, un caprice, un emballement d'un peuple. Non, une alternance est une somme de colères. Colère contre les injustices — elles sont là, elles sont insupportables. Colère contre les désordres de la finance — ils sont là, ils sont inacceptables. Colère aussi contre tant de manquements aux valeurs de la République. Et nous ne pouvons plus admettre que l'école de la République soit à ce point atteinte dans son identité.

Une alternance part de loin. Elle se bâtit autour d'une volonté. Une volonté qui va bien au-delà d'une candidature ; une volonté d'un peuple qui, à un moment, se lève et s'affirme ; une volonté de redresser notre Nation ; une volonté de lui donner du sens pour l'action à conduire ; une volonté de porter une espérance pour que demain soit différent d'aujourd'hui. Ce mouvement que j'ai lancé depuis des mois en votre nom, il n'est pas accompli, il n'est pas achevé. Il est en marche, et ce sont les Français eux-mêmes qui vont décider dimanche de son ampleur, de sa force, de son issue. Je vois votre enthousiasme ! Je mesure votre confiance ! Je devine votre attente ! Ça monte, ça monte, ça monte encore !

Nicolas Sarkozy avait voulu voir une vague. (*Huées*) C'est terrible, partout où je me déplace et que je cite son nom, ce sont les mêmes cris ! C'est la raison pour laquelle depuis des mois, pour ne pas créer de difficulté, je l'appelle « le candidat sortant ». Oui le candidat sortant, disais-je, avait voulu voir une vague. Pour une fois, il ne s'était pas trompé. Elle arrive, la vague ! Elle est haute, la vague ! Elle est puissante, la vague ! Et il va la prendre de face, la vague !

L'ambiance est bonne, mais je le savais en venant en Gironde et je ne prenais pas grand risque. L'accueil est chaleureux, la foule est nombreuse, les sondages, paraît-il, sont favorables. Alors méfiez-vous ! Méfiez-vous car ces enquêtes sont contradictoires. Gardez-vous des pronostics hasardeux. La démocratie n'est pas un jeu, et encore moins un pari. Protégez-vous de l'air du temps, de la mode. Faites attention, y compris à vous-mêmes. J'en connais toujours qui cèdent à l'euphorie. Je devine même certains empressements de ceux qui s'y voient déjà... Nous n'y sommes pas ! Nous n'y sommes pas encore ! Et ce sont souvent les mêmes qui cèdent à je ne sais quel enthousiasme, qui sont les premiers lorsque le vent se retourne à être les plus inquiets.

Moi, je vois bien l'intérêt de la Droite. Je la connais bien, la Droite, je la combats depuis tant d'années. Elle voudrait bien que ce climat provoque la démobilisation de la Gauche, parce que ce serait son seul ressort. Je vois bien aussi l'avantage que pourraient tirer d'autres candidats de laisser penser que notre victoire serait déjà là pour justifier la dispersion. Je vois bien aussi le risque de l'abstention qui s'entreprendrait de cette évidence : pourquoi se déplacer alors que tout serait déjà fait ?

Je suis venu ici, ce soir, à trois jours du premier tour, pour vous rappeler l'enjeu de dimanche. L'enjeu de dimanche, ce n'est pas un classement, ce n'est pas un ordre d'arrivée. L'enjeu de dimanche, ce n'est pas de savoir qui va arriver troisième, quatrième ou même dernier. L'enjeu de dimanche, c'est de placer au plus haut le candidat du changement. L'enjeu de dimanche, c'est de me donner la force nécessaire pour défier au second tour le candidat sortant. L'enjeu de dimanche, c'est de rendre la victoire irrésistible, irrésistible dès le 22 avril, pour ne pas avoir à attendre quinze jours de plus. Non, c'est tout de suite qu'il faut créer le mouvement, la dynamique !

Chacun ici aura compris la manœuvre du candidat sortant. D'abord — et il en a bien le droit — mobiliser son camp, une Droite sans complexe, sans retenue, sans limite, qui veut être vraiment la Droite, et qui voudrait l'être sans être empêchée pendant cinq ans encore. Mobiliser son camp, aller chercher les électeurs de l'extrême-droite en empruntant les thèmes, sans forcément parler le même langage. Je l'entendais l'autre soir, il était à Arras. C'était un cri qu'il lançait, un peu désespéré et qui n'était pas le plus beau, un appel de détresse, un SOS : « Sauvez-moi » disait-il ! Et il demandait à ses électeurs qui pouvaient éventuellement aller vers l'extrême-droite de revenir, de le rejoindre. Tout était bon pour battre la Gauche, tout, sauf la Gauche ! Et il ne manquait pas de les effrayer : la régularisation des sans-papiers, la burqa, la viande halal, les cantines, tout y passait ! Au risque d'ailleurs, et je veux l'en prévenir, à force de tenir ces propos, de conforter encore le vote pour le Front national. Parce que c'est ça, le risque de la surenchère !

Le dernier acte de la manœuvre, c'est de diviser la Gauche. Je l'entendais même flatter le Front de Gauche pour mieux le stimuler. Nicolas Sarkozy n'était pas avare de compliments — et pourtant, il n'est pas généreux — à l'égard de Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait rien demandé. Je vois bien quel est son objectif : grossir toutes les Gauches pour que la Gauche de gouvernement, celle qui peut le battre, ne soit pas dans la meilleure des situations. Il aime tellement la Gauche, Nicolas Sarkozy, qu'il voudrait la séparer, la diviser, la fragmenter,

l'éclater ! Eh bien, je vous le dis ici, il n'y parviendra pas, parce que la Gauche sera rassemblée, rassemblée au premier tour, rassemblée au second tour ! La Gauche sera rassemblée derrière le candidat qui veut la faire gagner et qui veut la faire réussir !

Il n'y a pas deux Gauches. Il n'y a pas d'un côté la Gauche de la résistance et de l'autre la Gauche de la conquête ; d'un côté la Gauche de la rue et de l'autre la Gauche des urnes ; d'un côté la Gauche de l'idéalisme et de l'autre la Gauche de l'opportunisme. Non, il n'y a qu'une seule Gauche, celle qui veut poursuivre le grand combat pour la justice, pour l'égalité, pour la dignité humaine, pour les libertés. Il n'y a qu'une seule Gauche, celle qui s'inscrit dans la grande histoire de la République, qui appelle les Français à chaque époque, devant chaque épreuve, à se rassembler pour prendre la direction de la Nation. C'est toujours ainsi que la Gauche a été à la hauteur de sa mission historique, que ce fut avec Léon Blum au moment du Front populaire, avec Pierre Mendès France au moment de la décolonisation, avec François Mitterrand en 1981 ou avec Lionel Jospin en 1997. La Gauche qui veut agir, la Gauche qui veut transformer, la Gauche qui veut réformer, qui veut faire avancer son pays !

Mais je veux vous prévenir, la Droite ne libérera pas le pouvoir sans combattre. Le candidat sortant y joue sa vie. Il nous a dit que s'il n'y parvenait plus, à la présidence de la République, il arrêterait ! (*Applaudissements*) Je comprends que ça vous stimule ! Le candidat sortant joue son quinquennat, son honneur. Et la Droite elle-même y joue le pouvoir, cette Droite qui considère que l'Etat, le pouvoir lui appartient. Cette droite et ces parlementaires qui considèrent que c'est à eux de disposer de notre avenir. Eh bien non, dans notre pays c'est la démocratie, c'est l'alternance, c'est le peuple français qui choisit son destin !

Ne croyez pas qu'ils vont céder le pouvoir sans combattre. Regardez ces grandes fortunes qui se rassemblent, qui se regroupent où elles peuvent, dans des endroits de fortune — c'est le cas de le dire -, dans des grands hôtels, dans des salons privés où elles viennent déposer des fonds, les leurs, pour soutenir la campagne du candidat sortant et éviter ainsi de payer plus d'impôts. Il m'a été dit que certains se préparaient à l'exil, comme des aristocrates de l'Ancien Régime. Aujourd'hui ce n'est plus Koblenz mais Genève ou Bruxelles, dans l'espoir peut-être que les gouvernements étrangers se coaliseraient pour mettre un terme à la Gauche au pouvoir.

Eh bien non, nous n'avons pas besoin d'effrayer qui que ce soit. Nous sommes la Gauche de gouvernement, celle qui veut diriger la France, celle qui veut rassembler les Français sans avoir besoin de montrer qui que ce soit du doigt. Cela s'appelle le patriotisme. Nous sommes la Gauche qui défend une belle idée de la Nation où chacune et chacun, quelle que soit sa place, quel que soit son rang, quels que soient sa couleur de peau, son origine ou son parcours, est un citoyen comme les autres, à égalité de droits et de devoirs.

Trois jours encore et ensuite, si nous le méritons, deux semaines de campagne jusqu'au second tour. Ce sera un combat dur, âpre, parfois brutal. Nous aurons devant nous toutes les peurs qui seront agitées. J'en entendais une qui laissait penser que si nous gagnions l'élection présidentielle — ce qui est bien l'objectif — nous nous trouverions dans cette situation exceptionnelle, paraît-il, de disposer de tous les pouvoirs. Mais nous ne les avons pas pris par surprise ces pouvoirs, ils nous ont été confiés par le suffrage universel ! Et je salue tous les élus ici présents. Et si nous avons gagné le Sénat — enfin ! -, nous l'avons reçu du suffrage. Eh bien nous, nous en serions interdits maintenant, d'accéder à la présidence de la République ! La Droite pendant des décennies a pu cumuler toutes les responsabilités, mais la Gauche non. Elle peut gérer des villes autant qu'elle voudrait — encore que, il faut aller les chercher -, des départements, des régions. Mais l'Etat, vous n'y pensez pas, ce n'est pas pour vous, vous n'en avez pas le droit, la qualité, les compétences, les capacités ! Eh bien là encore, c'est le peuple français qui décidera à qui il veut confier son destin.

Mais vous entendrez tellement de peurs, de fantasmes, de spectres, de prévisions, de catastrophes ou de cataclysmes ! Je les entends déjà : « Si la Gauche revient, elle va vider les caisses ». C'est fait ! « Si la Gauche revient, nous disent-ils avec des sanglots dans la voix, La croissance va s'effondrer ». C'est fait ! « Le chômage va augmenter. » (*C'est fait !*) « Les déficits vont se creuser. » (*C'est fait !*) Alors, la Gauche peut revenir parce que la Droite, elle, a échoué !

Mais nous n'avions pas encore tout entendu. Voilà que maintenant si, comme certaines tendances le laissent penser, nous arrivions aux responsabilités du pays, la spéculation s'abattra sur la France. Alors, Français, ne votez pas mal, sinon ce sont les marchés qui vous sanctionneront ! Cette spéculation, ils l'appellent, ils l'encouragent, ils l'espèrent. Pour l'instant, les marchés ne bougent pas. Terrible épreuve pour la Droite : nous ne faisons plus peur, et peut-être même que certains se disent : « Ce serait pire si c'était les autres » ! Ils vont bientôt menacer même les marchés. Terrible indécence, inacceptable responsabilité que d'entendre un candidat sortant, encore président de la République, espérer l'affaiblissement de son pays pour empêcher l'alternance. Ça ne marchera pas non plus ! La France est un peuple libre qui ne laisse pas déterminer son avenir sous la pression des marchés ou de la finance.

Mais tout dépendra de vous, de votre mobilisation dès le 22 avril.

De votre mobilisation dès le 22 avril. Je vous demande de ne leur laisser aucun répit, mais plutôt de leur accorder du repos ! Ne leur fournissez aucune occasion, dans ce premier tour, de reprendre confiance. Faites la différence tout de suite ! Donnez la victoire dès le 22 ! Et en plus, je vais vous faire cette confidence : faites-vous plaisir, cela ne gâchera rien !

Mes chers amis, nous sommes au terme de cette campagne de premier tour. Quel chemin avons-nous parcouru ensemble, les uns et les autres ! J'ai déclaré ma candidature – c'était il y a un an – dans mon département de la Corrèze. Je ne m'étais pas déterminé par rapport à tel ou tel autre candidat. Je m'étais moi-même engagé sur ce chemin parce que j'avais confiance dans l'attente des Français. Parce que j'avais conscience, aussi, que je pouvais correspondre en ce moment précis à ce que souhaitait notre peuple. Je considérais qu'il fallait un candidat normal pour un président normal. Oui, normal, parce que tout ce qui s'était passé depuis cinq ans avait été profondément anormal. Que voulais-je dire par là et qui, maintenant, est sous nos yeux ? Ce quinquennat a été celui de tous les excès : excès sur tout, excès de tout, excès partout. Cette présidence qui a été tellement présente et si peu efficace ! Ce pouvoir qui a été si fort et qui s'est terminé par l'impuissance.

Je voulais également montrer les contradictions qui avaient été celles du candidat sortant. Avoir défini une politique puis en avoir changé. Ne pas avoir tenu un cap. Avoir annulé à la fin de son mandat les mesures qu'il avait fait voter au début. Cette présidence zigzag qui s'est terminée par un tête-à-queue – et qui viendrait encore nous donner la leçon ? Je l'entendais se demander ce qui se serait passé s'il n'avait pas été élu en 2007. Mais comment peut-il faire cette comparaison ? Nous, nous savons ce qui va se passer en 2012 !

Je voulais également mettre un terme à ces confusions permanentes entre l'intérêt général qui doit être le seul mobile de l'action de l'Etat et les intérêts privés qui sont, hélas, interpénétrés dans l'intérêt général aujourd'hui, à travers ces relations, ces réseaux où l'on ne sait pas si l'Etat décide pour les Français ou décide pour certaines entreprises ou certains dirigeants. Cela en sera terminé !

Je voulais également condamner ce manque de respect. Manque de respect aux promesses qui avaient été, à un moment, affichées dans une campagne. Manque de respect à l'égard des Français – cette manière de diviser, d'opposer, de chercher partout un bouc émissaire pour excuser une irresponsabilité. Voilà ce qu'a été une présidence, pendant cinq ans. Et voilà ce que je veux faire maintenant : c'est une présidence qui redeviendrait normale !

Une présidence normale, c'est refuser de promettre ce que je ne serai pas capable de tenir. J'ai pris la mesure de la crise : économique, financière, sociale, morale. Je veux répondre aux urgences. Je veux réformer profondément mon pays, engager une réforme fiscale pour la justice, une réforme bancaire pour dominer la finance, une réforme territoriale pour faire un nouvel acte de décentralisation, une réforme de la justice pour la rendre indépendante. Mais en même temps, je ne peux pas répondre à toutes les demandes qui me sont adressées. Je ne veux pas mentir ! Et je ne veux pas qu'un jour, un de mes concitoyens puisse me dire : « Vous nous avez déçus car vous n'avez pas tenu votre promesse ». Je veux pouvoir circuler comme je le fais aujourd'hui, librement, partout en France, sans avoir besoin d'être protégé, d'avoir des cortèges de forces de l'ordre. Dans cette campagne, quel plaisir je prends à circuler dans toutes les villes de France ! Je le plains, le candidat sortant : il ne voit plus personne. Il s'abrite. Il reste entre amis complaisants. Eh bien moi, demain, je veux être un président qui puisse assumer ses choix et continuer à pouvoir rencontrer les Français !

Un président normal, c'est celui qui aura la hauteur de vue nécessaire pour appeler le pays, notre pays, notre grand pays, à redresser son économie, ses finances, son industrie, sa recherche. Et demander un effort sera justifié. Mais toute demande d'effort devra être juste. Et c'est ceux qui auront le plus et qui auront reçu le plus du président sortant qui seront appelés les premiers à la contribution, à la solidarité !

Etre un président normal, c'est rassembler les Français. Oui, les rassembler sur une grande cause – et je l'ai dit, cette plus belle cause qui soit, c'est la jeunesse de France. C'est son avenir ! C'est réconcilier les générations, les classes sociales, les territoires autour de ce grand enjeu : permettre à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre.

Etre un président rassembleur, c'est faire de la laïcité, là encore, le principe de la République et pas un langage de circonstance avec des façons de s'adresser aux religions qui ne sont pas dignes. Moi, quand je regarde un citoyen, je ne juge pas son apparence. Je ne fais pas de supposition de sa couleur pour connaître sa religion. Je ne connais pas des citoyens d'apparence, je ne connais que des citoyens d'appartenance à la communauté nationale !

Etre un président normal, c'est revenir au caractère exceptionnel de la France. C'est réinventer le rêve français, celui qui a fait avancer la République à chaque étape, à chaque époque et devant chaque épreuve. C'est être capable d'offrir à la génération qui arrive un sort meilleur que celui qui a pu être le nôtre. Serons-nous dignes, nous-mêmes, de nos parents et de nos grands-parents qui nous ont transmis ce message, cette promesse ? Et quelle plus belle fierté pour la génération que je représente, et si je suis demain votre président, que de pouvoir me dire au terme de ma vie politique : « Oui, j'aurai fait en sorte que nos enfants et nos petits-enfants vivent mieux que nous » !

Voilà pourquoi je me suis présenté il y a un an. Et je n'ai jamais dévié de ligne. Ces thèmes, je les ai présentés aux Français dans la primaire citoyenne. Ces priorités, je les ai précisées au Bourget à travers mes 60 engagements. Ces 60 engagements, je les ai détaillés dans mon discours de Dijon, pour montrer la méthode qui serait la mienne, c'est-à-dire la confiance que j'accorderai aux territoires, aux partenaires sociaux, aux syndicats. Parce qu'on ne transforme pas un pays simplement de l'Etat, on le transforme en mobilisant tous les acteurs, toutes les forces vives, tous ceux qui veulent contribuer à faire avancer la France. Ces mesures, j'ai dit aussi quand et comment je les mettrai en œuvre, l'agenda qui sera le nôtre, les premières décisions que j'aurai à prendre au lendemain de l'élection présidentielle puis, ensuite, lorsque l'Assemblée nationale aura été renouvelée. Vous savez tout ! Je n'ai rien caché. Tout a été évalué, chiffré, précisé. Et donc face à un candidat sortant qui ne peut pas présenter un bilan – mettez-vous à sa place, oui, mettez-vous à sa place ! (*Non !*) Vous avez tort, nous nous mettrons à

sa place ! (*On va gagner, on va gagner !*) – si j'ai pu mener cette campagne avec cette clarté, cette cohérence, cette constance, cette confiance, je le dois à l'esprit d'unité et de rassemblement qui a été le nôtre pendant ces derniers mois.

J'ai été premier Secrétaire du Parti socialiste pendant dix ans. J'ai connu beaucoup de campagnes, de toute sorte et de tout niveau. Je peux vous assurer ici que jamais, sans doute jamais depuis plusieurs décennies – sans doute depuis 1981 –, il n'y a jamais eu de rassemblement aussi fort qu'aujourd'hui ! (*On va gagner, on va gagner !*) Rassemblement de tous ceux qui avaient été candidats aux primaires, rassemblement des Socialistes, rassemblement de la Gauche puisque des forces nous ont rejoints, rassemblement des citoyens, rassemblement des grandes personnalités de notre Parti, des anciens Premiers ministres – Laurent Fabius, Pierre Mauroy pour lequel j'ai une pensée, Lionel Jospin. Oui, tous ont voulu – avec la première Secrétaire, avec les candidats aux primaires – oui, tous ont voulu la victoire et cet esprit d'unité ! Et notre force sera également indispensable si nous franchissons les épreuves du suffrage universel pour réussir la transformation de notre pays. Rien ne nous sera épargné, après. Ne pensez pas que ce sera simple de redresser notre pays, que ce sera facile de répondre à toutes les urgences, toutes les sollicitations. Et puis nous aurons à combattre la finance, à renégocier le traité européen – vous vous rendez compte, tout ce qui nous attend ! Eh bien c'est ce même esprit d'unité, de cohésion, de cohérence, de rassemblement qui nous donnera pour l'avenir la force de réussir pour notre pays.

Nous avons dans cette campagne, c'est vrai, affronté bien des polémiques, bien des attaques, bien des dénigrement. On a voulu nous attirer dans un pugilat. Et encore maintenant ! J'entendais le candidat sortant – toujours inquiet, je le comprends ! – me proposer pour un second tour dont nous ne connaissons pas d'ailleurs les qualifiés, non plus un débat mais deux débats ! J'ai dit mais pourquoi pas un débat tous les soirs ? Et puis même un débat après le 6 mai ! Pourquoi pas ? Eh bien on aura un beau débat, un grand débat, un débat au second tour. Mais faites en sorte que le débat soit là ! Permettez-moi d'être au second tour et faites en sorte que le débat soit gagné d'avance dès le 22 avril ! (*François, président ! On va gagner !*)

Mes chers amis, je ne voudrais pas que les nuages viennent sur nous et nous menacent. Je compte sur votre clameur pour les retenir. Pour l'instant, le soleil est à gauche ! Pendant tous ces mois, je suis allé à la rencontre des Françaises et des Français. J'ai mesuré leurs souffrances, leurs inquiétudes, leurs espoirs aussi. J'ai entendu ces habitants des quartiers populaires qui en ont assez des discriminations de tous les jours et des relégations pour toujours. Nous devons agir pour l'égalité, l'égalité territoriale !

J'ai entendu ces femmes qui veulent l'égalité salariale dans les entreprises, qui s'inquiètent pour leur retraite inférieure à celle des hommes, qui voudraient que l'accueil de la petite enfance soit un service public. J'ai entendu ces familles monoparentales qui n'en peuvent plus. Eh bien nous devons agir pour l'égalité femmes-hommes et pour la petite enfance !

J'ai entendu la colère des ouvriers devant leurs usines fermées ou sur le point de l'être. Ces ouvriers d'Arcelor qui ont, hélas, la vérification des promesses non tenues. Oui j'ai même rencontré à l'instant les salariés de Cofinoga qui sont confrontés eux aussi à des plans sociaux. Eh bien ces ouvriers-là, ces salariés-là doivent savoir que demain, ils seront soutenus, protégés et qu'il y aura une politique industrielle qui leur permettra d'avoir confiance dans leur avenir !

J'ai vu ces universitaires, ces chercheurs qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour l'élévation de la connaissance, des progrès scientifiques de notre pays et qui vivent une déconsidération dont certains tirent les conclusions en partant à l'étranger. Eh bien cette université et cette recherche doivent avoir la confiance des dirigeants et doivent être la première priorité !

J'ai vu ces enseignants qui n'acceptent pas la casse méthodique de l'école : formations supprimées, rythmes scolaires saccagés, déréglés. Eh bien nous ferons de l'école, dès la rentrée, la première exigence, le premier devoir du président de la République ! Nous rétablirons les moyens des RASED ! Nous recréerons des postes dans le primaire ! Et nous ferons la réforme de l'éducation !

J'ai rencontré ces infirmières, ces aides-soignantes, ces médecins qui tiennent à l'hôpital public. Eh bien l'hôpital public sera un service public et ne sera plus considéré comme une entreprise !

J'ai parcouru ces territoires ruraux pour qui le service public est essentiel et qui cherchent eux aussi un parapluie pour se protéger.

J'ai dialogué avec la jeunesse pleine d'énergie et si souvent maltraitée. Eh bien nous créerons les emplois d'avenir, le contrat de génération et le contrat d'autonomie pour les jeunes ! La jeunesse, c'est ma priorité ! C'est pour elle que je me suis engagé.

J'ai beaucoup appris dans cette campagne, beaucoup compris aussi. Je ne veux pas d'un pays qui se désespère. Je ne veux pas d'une génération qui se sépare d'une autre. Je ne veux pas d'un pays qui doute de son avenir. Je ne veux pas de huit millions de pauvres en France, dans la cinquième puissance économique du monde ! Je ne veux pas que les handicapés puissent penser qu'ils n'ont pas leur place dans la République. Je ne veux pas quatre millions de chômeurs. Je ne veux pas du temps partiel, des stages non rémunérés. Eh bien vous non plus ? Alors faites en sorte, faites en sorte le 22 avril puis le 6 mai, de vous battre pour convaincre tous ces citoyens qui vivent ces souffrances de venir voter et de venir voter pour le changement !

Allez les chercher ! Ne les laissez pas dériver ! Quand on est un jeune, comment peut-on donner sa voix à des idées xénophobes, démagogiques ? Comment, quand on est un ouvrier, peut-on accorder un suffrage à ceux qui le prennent ensuite pour faire la politique des patrons ? Quand on est citoyen de France, héritier de l'histoire de la République, comment peut-on se détourner de l'idéal qui a fait notre fierté ?

Merci à tous de m'avoir accompagné jusque-là ! Merci de m'avoir soutenu quels que soient le climat, les vents et les pluies ! Il nous reste trois jours. Trois jours ! Trois jours encore ! Chaque voix va compter. En démocratie, un citoyen pèse le même poids qu'un autre. Un bulletin a la même valeur qu'un autre. Et ce qui fait la différence, ce n'est pas l'argent, la fortune, la richesse ou la puissance. Ce qui fait la différence, en démocratie, c'est d'être les plus nombreux. Nous devons être les plus nombreux dimanche ! (*On va gagner, on va gagner !*)

Le 22 avril – dimanche – ne sera pas un jour comme les autres. Cette élection n'est pas non plus une élection comme les autres. Beaucoup se joue : pour la Gauche, pour la France et pour l'Europe.

Pour la Gauche d'abord ! (*Oui !*) La dernière fois – ici, beaucoup s'en souviennent –, la dernière fois que nous avons remporté une élection présidentielle, c'était il y a 24 ans – 24 ans ! – avec François Mitterrand pour son second mandat. Il serait temps, je vous le dis ici, d'en terminer avec cette exception ! Il serait temps de donner à la France un successeur à François Mitterrand ! (*François, président ! François, président !*) Cette élection est décisive pour la Gauche parce qu'elle doit lui permettre de diriger dans la durée. Pas simplement quelques mois et même un mandat, non ! Dans la durée, car il faudra de la constance et de la persévérance pour redresser notre pays.

Cette élection est exceptionnelle aussi pour la France. Chaque fois que la Gauche arrive au pouvoir – ce n'est pas une malédiction, c'est en définitive un honneur qui nous est fait –, chaque fois que la Gauche arrive au pouvoir, c'est que le pays connaît des difficultés et qu'il est plongé dans la crise. C'était vrai déjà entre les deux guerres, au moment du Front populaire. C'était vrai après la guerre, quand les Résistants se sont coalisés pour redresser le pays. Et je pense ici à une grande figure qui vient de disparaître, Raymond Aubrac, qui nous a rappelé la dignité qui s'attache au combat de ces hommes ou de ces femmes qui ont donné parfois leur vie pour nos libertés et qui n'ont jamais rien cédé après ! Je l'avais rencontré. Il m'avait dit il y a trois semaines : « Faites en sorte d'appliquer encore le programme du Conseil national de la Résistance ». Oui, c'était vrai aussi en 1981 quand François Mitterrand est devenu président. L'inflation était à 14 %, le chômage avait dépassé plusieurs centaines de milliers de personnes, la crise était là, l'appareil productif était délabré. Et c'est la Gauche qui a redressé la France, encore !

En 1997, après une dissolution, c'est Lionel Jospin qui a permis, avec son gouvernement, de qualifier la France et de lui permettre de rejoindre la monnaie unique et la zone euro parce que les autres avaient échoué. Eh bien, c'est encore la même épreuve qui nous attend en 2012. C'est à nous, à nous la Gauche, de redresser la France, redresser ses finances, redresser son économie, redresser sa production. C'est à la Gauche de remettre la société française sur le chemin du progrès. C'est à la Gauche de montrer qu'il y a une autre voie que l'austérité, celle de la croissance, qu'il y a une autre façon de diriger un pays que de le soumettre au tout argent, au tout marché au tout privé !

Voilà, c'est notre destin ! Soyez-en fiers, hommes et femmes de Gauche ou ceux qui nous rejoignent — puisque j'ai su que d'autres nous rejoignaient. Certains étaient partis, ils sont revenus, expérience faite... Mais ne les blâmez pas, ils sont revenus — pas tous, heureusement ! Et puis, il y en a d'autres qui nous arrivent et qui n'étaient pas de gauche. Acceptez-les ! Parce que s'il n'y avait que des électeurs de gauche, ceux qui ont voté pour Ségolène Royal en 2007, qui revenaient voter pour nous en 2012, faites vos calculs : cela ne suffirait pas. Il faudra bien qu'il y ait des électeurs de Nicolas Sarkozy de 2007 — ils ne diront pas qu'ils l'ont fait, mais ils l'auront fait quand même — qui viennent voter pour nous en 2012. Nous les accepterons ! Ils seront les bienvenus ! Nous avons besoin de tous les concours. Parce que pour redresser la France, il faudra la rassembler. Il n'y a pas deux France. Il n'y a pas la France éternelle et la France venue plus récemment dans notre pays. Il y a la France capable de se réconcilier avec elle-même et de se donner un idéal qui nous dépasse, de porter une grande cause, une grande espérance. Il n'y a pas deux France qui s'affrontent, y compris à l'occasion d'une élection. Il y a une France qui, au lendemain de l'élection, devra avoir suffisamment de force et d'énergie pour assumer son destin.

Le rôle du président de la République, c'est bien sûr de rester lui-même — et je suis un socialiste, un homme de gauche profondément attaché aux valeurs de la République — et en même temps d'être capable de parler à ceux qui n'auront pas voté pour nous — et qui peut-être le regretteront ! — pour les faire participer à l'élan national et à l'effort que nous allons engager.

L'enjeu, c'est l'avenir de la France. C'est aussi de faire de nouvelles conquêtes. Conquêtes de droits sociaux, présence des salariés dans les conseils d'administration des entreprises. Conquêtes également éducatives, pour permettre que beaucoup plus d'enfants d'ouvriers, d'employés, de paysans puissent accéder à l'université, que même les enfants des quartiers puissent aller dans les grandes écoles. Oui, conquêtes aussi de partage des profits pour que les revenus du travail et les revenus du capital soient imposés de la même manière et que quand il y a de la croissance, elle soit répartie justement. Conquêtes aussi de droits nouveaux, parce qu'à chaque fois que la Gauche arrive aux responsabilités du pays, elle fait avancer la belle idée de la liberté et de l'égalité.

Une fois encore, nous le ferons avec le droit de vote des étrangers aux élections locales, avec le droit pour tous les couples qui s'aiment de se marier et avec le droit aussi, dans certaines conditions, de pouvoir terminer sa vie dans la dignité. Je sais bien les résistances, là encore, les peurs et les fantasmes que certains veulent soulever. Mais je sais aussi, comme cela a été le cas avec le PACS, comme cela a été le cas avec

la parité, que ces nouveaux droits, une fois qu'ils auront été adoptés, apparaîtront comme naturels. On se demandera même comment ils ont pu mettre si longtemps à s'imposer ! Et même ceux qui les auront combattus en seront demain les défenseurs les plus acharnés. Ainsi en a été pour notre pays, de voir des avancées au départ contestées et ensuite partagées. Ce fut le cas pour l'abolition de la peine de mort, aujourd'hui reconnue comme un principe qui s'impose dans toutes les conventions internationales, même s'il n'est pas appliqué, hélas, partout.

Cette élection sera décisive pour la France et décisive pour l'Europe. Jamais un scrutin dans notre pays n'aura autant pesé dans l'avenir du continent européen. Beaucoup au-delà de nos frontières nous regardent, nous observent, nous attendent, nous espèrent, se disant : « Que vont faire les Français ? Est-ce qu'ils vont continuer et nous imposer l'austérité, ou est-ce qu'ils vont changer ici pour changer en Europe ? ». C'est votre responsabilité ! C'est votre devoir. Vous êtes attendus. Les progressistes partout en Europe disent : « Pourvu que la Gauche passe en France ». Alors, il faut le faire ! Il faut le faire pour vous, il faut le faire pour la France, il faut le faire pour l'Europe!

J'ai même reçu quelques confidences — je ne les trahirai pas — de gouvernements conservateurs qui se disent : « Si seulement la Gauche pouvait passer ! ». Parce que ces gouvernements-là savent bien que si l'austérité continue de s'imposer partout en Europe, ces pays, ces Etats ne pourront pas se désendetter et réduire leurs déficits. Sans croissance, il n'y aura pas de maîtrise de la dette. Et sans maîtrise de la dette, il n'y aura pas de croissance. Alors il faut agir, et agir vite ! C'est pourquoi j'ai prévenu : si je suis le prochain président de la République, le traité budgétaire sera renégocié et nous y ajouterons la dimension de croissance qui lui manque. Nous demanderons à l'Europe, aussi, de lutter contre la spéculation, de se protéger de la finance. Parce que si on a fait l'Europe — et c'est quand même une des plus belles aventures humaines qui soient -, ce n'est pas simplement pour faire un marché, pour permettre que les marchandises circulent, que les capitaux voyagent. Non, nous avons voulu une monnaie unique pour maîtriser notre destin, harmoniser notre fiscalité, harmoniser les droits sociaux, permettre les normes environnementales. Et nous ne pouvons pas accepter qu'il puisse y avoir dans l'Europe, celle que nous aimons, des produits spéculatifs qui mettent en danger les Etats. Ces produits doivent être purement et simplement interdits en Europe !

Voilà mon message ici, à Cenon. Je remercie le Maire de nous avoir accueillis dans cet endroit exceptionnel. J'ai peine à vous quitter. Mais j'ai encore à faire demain ! Et nous avons tant à faire dimanche !

Le temps s'est remis au beau. Mais je veux protéger votre santé ! J'ai besoin de vous ! Je ne vous demande pas de m'aider, je laisse cela à d'autres ! Je vous demande d'aider la France, d'aimer la France, de lui permettre de reprendre confiance en elle et de choisir son destin. Voilà ma mission. Voilà votre responsabilité historique. Faire en sorte que nous puissions permettre le changement. Souvent, et je termine souvent mes propos ainsi car à chaque fois j'en suis saisi, partout où je vais, on me dit : « Courage ! ». Je m'en défends et je dis : « Mais, je n'en manque pas ! J'en suis chargé, de courage, par tout l'accueil, tout ce que vous me donnez, toute l'énergie que vous me confiez ! ». Après, les mêmes ou d'autres me disent : « Tenez bon ». Je me suis longtemps interrogé sur cette phrase, en me disant : « Qu'est-ce qu'ils craignent ? ». J'ai réfléchi. Oui, il y a toujours le doute chez nous que quelque chose vienne contrarier la marche, nous empêcher d'arriver, qu'une épreuve surgisse. Nous en avons connues, dramatiques. Elles viennent rendre confuse l'élection. C'est un risque. Nous ne sommes pas seuls dans ce scrutin. Nous savons bien les forces qui sont contre nous — elles sont puissantes. Et je vous l'ai dit, ils ne lâcheront rien. Donc, préparez-vous à tout. La meilleure façon d'y parvenir, c'est de faire que dimanche, ce soit fait. Tenez bon ! Mais cela ne s'adresse pas à moi, cela s'adresse à vous ! Tenez bon ! Enfin, j'entends la clameur dans toutes les réunions, et même après, me dire : « Alors maintenant, il faut aller jusqu'au bout ! ». Mais on va aller jusqu'au bout ! En vous disant ceci : le bout, ce n'est pas seulement le 22 avril ; le bout, ce n'est pas seulement le 6 mai. Le bout, nous ne le verrons jamais : c'est le combat humain, c'est la grande bataille, c'est l'idéal que nous portons. Il n'est jamais achevé. Nous devons toujours être sur le chemin. Et après nous, d'autres se lèveront et se rappelleront, comme je l'ai fait à cette tribune, de notre combat. Ils diront que si en 2012 nous avons été capables de le faire, alors bien plus tard, ils le feront aussi.

Mesdames, Messieurs, chers amis, voulez-vous l'alternance ? (*Oui !*) Alors c'est maintenant ! Voulez-vous le changement ? (*Oui !*) Alors c'est tout de suite ! Voulez-vous la victoire ? (*Oui !*) Alors c'est dimanche !

\*\*\*

Mesdames, Messieurs, chers amis, je cherchais pour terminer cette campagne un endroit symbolique. Je voulais la plus belle place de France. Je voulais le département le plus ouvrier de France. Et je voulais une région dirigée par un Socialiste, mais là où il y avait eu des promesses qui n'avaient pas été honorées par le candidat sortant. J'ai donc choisi Charleville, plus belle place de France ! Les Ardennes, département ouvrier ! Et la région Champagne-Ardenne, là où Nicolas Sarkozy a exprimé en 2007 un discours et là où, président sortant, il aura en définitive scellé son échec. Je voulais venir devant vous presque à l'improviste. Vous n'avez été prévenus que depuis 48 heures. Et en plus, je n'ai pas grand temps car la campagne se termine à minuit. Donc nous sommes ensemble encore pour cinq ou six heures ! Pour qu'aucun argument ne vienne à manquer. Je sens comme vous un mouvement, secret, dans le pays. Un mouvement puissant, un mouvement ferme, un mouvement décidé, un mouvement vers le changement : celui qui va commencer le 22 avril et qui va se clore le 6 mai par notre victoire !

Ce mouvement, ce sont les Français qui vont en décider. Non pas du sens et de la direction – je leur fais confiance –, mais de son ampleur. Et tout l'enjeu du premier tour ce n'est pas de savoir quel va être l'ordre d'arrivée, le classement. Non, l'importance que j'attache à ce premier tour c'est de me donner la force nécessaire pour qu'il n'y ait plus de doute, plus d'inquiétude sur ce que va produire ensuite le second tour de l'élection présidentielle.

Dans une élection présidentielle, il ne s'agit pas simplement d'exprimer une préférence, un choix, un sentiment pour attendre au second tour de décider du prochain président de la République. Non ! Dans un scrutin aussi majeur qu'une élection présidentielle, dans un contexte aussi grave pour notre pays, dans un instant aussi majeur pour l'Europe, la décision que vous allez prendre dès le premier tour, c'est de dire qui vous voulez comme président de la République.

J'ai compris qu'ici vous aviez déjà fait votre avis ! Mais il y en a tant d'autres qui hésitent encore, qui veulent le changement – et ils sont de bonne foi. Ils se disent « nous voulons au second tour prendre la décision, mais nous ne sommes pas forcément obligés de nous déplacer au premier ». Quelle illusion ! Quelle erreur ! Quelle perte de mémoire ! Quelle absence de références ! Combien de fois nous avait-on dit qu'en 2002 c'était sûr, qu'il n'y aurait que deux candidats ? Et qu'avons-nous vu surgir il y a dix ans ? Et si aujourd'hui les conditions sont différentes, si tout semble acquis pour le second tour, qu'en savons-nous quand il y a tant de colère, tant de misère, tant de découragement ? On me dit : « Mais les sondages vous sont favorables ». Je ne m'en plains pas, mais je finis par m'en accabler. Parce que si ces sondages, finalement, démobilisaient les nôtres, s'ils laissaient penser qu'en définitive tout serait acquis avant même que nous n'allions voter, eh bien ce serait le dernier ressort de la Droite pour ressurgir ! Je me demande même parfois si – mais il faut avoir les idées mal placées, je ne les ai pas –, si ces enquêtes d'opinion n'encourageraient pas la démobilisation des nôtres pour justifier la mobilisation des autres. Ne laissez pas faire ! Si vous voulez gagner, eh bien c'est tout de suite qu'il faut prononcer votre choix.

Je sais bien que je ne suis pas le seul à gauche à affirmer l'exigence de changement, qu'il y a des colères que d'autres autant que moi peuvent porter, qu'il y a des protestations, des revendications – qu'il est nécessaire, même, d'exprimer. Mais la différence entre les autres candidats de Gauche que je respecte et ce que je porte comme candidat de rassemblement dès le premier tour, c'est que je suis le seul capable d'être au second tour, de battre la Droite et de porter une espérance de changement !

La Droite d'ailleurs aime tellement en ce moment la Gauche qu'elle voudrait la diviser ! Séparer une Gauche qui serait celle de la colère d'une Gauche qui serait celle de la gestion. Une Gauche qui serait celle de la résistance et une autre, de la conquête. Une Gauche qui serait celle de l'idéalisme et une autre qui serait celle de l'opportunisme. Ce serait tellement simple pour la Droite si la Gauche était divisée, séparée, éclatée, fragmentée. Eh bien je vous le dis ici, dans les Ardennes, terre de gauche : nous serons rassemblés, nous serons unis au premier tour, au second tour ! Et rien ne nous détournera de cet objectif.

Si je suis venu ce soir devant vous, c'est pour lancer un appel. L'appel, d'abord, au vote. Il y a encore trop de nos concitoyens écrasés par une vie sans espoir, par le doute sur la capacité de la politique, rongés par l'idée qu'en définitive le bulletin de vote ne servirait plus à rien, que la force des marchés, du capitalisme, de la finance, serait bien supérieure à la politique, à la démocratie, à la République. Nous en connaissons tous de ces proches, de ces voisins qui se détournent du scrutin. Eh bien c'est ceux-là qu'il faut aller chercher aujourd'hui et demain, et jusqu'au dernier instant ! Leur dire la fierté qui doit être la leur d'être citoyens français et donc de prendre part, dans la République, à la construction de notre destin commun. C'est le jour du vote que chacun est à égalité l'un avec l'autre. Un vote est un vote. Il n'y a pas d'un côté les puissants, et les humbles. Ce qui compte, ce n'est pas d'être les plus riches au moment du vote, c'est d'être les plus nombreux. Et vous êtes les plus nombreux !

J'appelle aussi au sursaut républicain. Souvent, pour les mêmes raisons – découragement, désespoir – il y a tant de nos concitoyens, républicains pourtant, qui se détournent de nos valeurs et vont chercher vers l'extrême-droite un refuge, un repli, une rancœur, une rancune – s'en prenant aux plus faibles au lieu de s'en prendre aux plus forts, allant chercher l'étranger comme cause de nos malheurs. Eh bien nous devons dire à ces Français-là qu'ils doivent avoir de la mémoire et que jamais – je dis bien jamais – dans notre histoire l'extrême-droite n'a été capable de relever la France. Au contraire, elle l'a abaissée, abîmée, amoindrie. Et donc si l'on est français, fier d'être citoyen, si l'on est

ouvrier, conscient de son destin, si l'on est jeune avec la volonté farouche de défendre ses libertés, on ne vote pas pour l'extrême-droite : on vote pour la République !

Je suis venu lancer un appel aussi à la méfiance. Il y a ce climat que je décrivais, qui est à la fois notre bonheur. Nous sommes rassemblés, nous avons conscience aujourd'hui d'être portés plutôt par des vents favorables. Et comme le disait Jean-Paul, même dans l'adversité climatique, chaque fois que je m'exprime, le ciel s'éclaircit. Tout cela, ce sont de bons présages ! Mais j'ai appris à me méfier de l'euphorie. Cette douce anesthésie, ce poison sulfureux qui fait qu'en définitive, nous pensons avoir gagné avant même que le premier bulletin n'ait été glissé dans l'urne. Oui, nous avons aussi ce sentiment qu'il y a même des amis – et nous ne les blâmons pas – qui déjà se projettent au lendemain de l'élection comme si nous avions déjà gagné. Nous n'avons rien remporté comme suffrage. Et une victoire électorale se mérite, se conquiert, s'arrache. Et c'est ce que nous allons faire. Ce sera la plus belle des victoires si nous avons convaincu pour elle, si nous avons eu peur de ne pas l'obtenir, si nous avons frêmi d'en être privés. Alors faites en sorte de vous mobiliser jusqu'au dernier moment, jusqu'au dernier instant, de façon à ce que si la victoire est là, vous puissiez en goûter tout le bonheur, toute la joie, toute l'émotion !

Ne baissez pas la garde. Restez vigilants. Soyez ardents. Faites en sorte que nous soyons nombreux, très nombreux dimanche à venir voter pour le changement. Convincez les derniers indécis, ceux qui entre deux bulletins sont encore dans l'incertitude. Jusqu'au bout ! Vous ne pouvez pas les accompagner jusqu'à l'isoloir – à un moment, c'est interdit –, mais rien qu'à l'entrée de la mairie c'est encore possible. Au retour, c'est trop tard. Faites en sorte de créer ce grand mouvement dès le premier tour et vous verrez qu'à ce moment-là, la dynamique sera irrésistible, irrépressible. On attend souvent le second tour pour voir le visage du président qui a été élu par les Français. Vous le verrez, si vous en décidez, ce visage-là, dès le premier tour ! Pourquoi perdre du temps ? Pourquoi quinze jours de plus si tout peut déjà être engagé dès le 22 ? Ne laissez aucun répit à la Droite. Offrez-lui simplement le repos qu'elle mérite !

La Droite ne lâchera rien sans combattre. Elle a de puissants leviers, ne les oubliez jamais. Elle détient l'Etat avec tout ce qu'il peut dispenser de faveurs. Et j'entends le candidat sortant se déplacer de lieu en lieu et promettre, et promettre, et promettre – avec un argent d'ailleurs dont il n'a pas le premier euro, c'est-à-dire le nôtre. Il promet à crédit ! Et tout son programme, c'est pour les prochaines années ce qu'il n'a pas fait depuis cinq ans et dont il n'a pas aujourd'hui assuré le financement. Il détient des leviers puissants : les forces de l'argent, le patronat. J'entendais Madame Parisot dire que Nicolas Sarkozy avait fait « un boulot exceptionnel ». Moi, je préférerais qu'il l'arrête, ce boulot-là. Mais c'est dire s'il sera soutenu jusqu'au dernier instant par ces puissances-là. J'ai cru comprendre qu'il avait même rassemblé le jour de la Concorde pas simplement des militants et des sympathisants, mais de joyeux donateurs qui s'étaient regroupés dans un hôtel pour accorder des fonds particuliers dans l'angoisse de payer davantage d'impôts si nous revenions aux responsabilités. Oui, la Droite jusqu'au bout – et c'est finalement l'honneur de la démocratie – luttera pour garder ce qu'elle considère sa propriété : le pouvoir, l'Etat. Elle considère que la Gauche peut gérer les villes, les départements – encore qu'en Champagne-Ardenne, vous ne montrez pas le bon exemple ! –, peut gérer la Région. Mais « l'Etat, désolé, ce n'est pas pour la Gauche ». Nous ne serions pas légitimes. Ce ne serait pas possible pour celles et ceux qui portent les valeurs du progrès d'accéder à la responsabilité du pays. Certes, une fois dans l'histoire, cela a pu à un moment se produire. C'était avec François Mitterrand. Mais une fois seulement. Maintenant, ce serait terminé. Eh bien non ! Nous allons donner, vous allez donner un successeur à François Mitterrand !

Le dernier recours pour la Droite, c'est l'arme de la peur. Ah ! Si seulement les Français, au moment où ils vont faire leur choix pour le premier tour et dans quinze jours pour le second, pouvaient être pris d'une angoisse, d'une inquiétude, d'un trouble. Si l'on pouvait agiter les spectres, les fantasmes pour que le peuple se détourne de nous – alors l'in vraisemblable pourrait se produire. La Droite qui aurait échoué pourrait prolonger encore cinq ans sa mauvaise œuvre. Alors on s'en prend à ce qui inquiète les gens modestes. On leur dit : « Mais si la Gauche arrivait au pouvoir, les marchés, les spéculateurs attaqueraient notre propre pays. La Bourse connaîtrait un fléchissement. Les investissements reculeraient. Ce serait la faillite ». On nous dit, d'ailleurs : « Regardez du côté de l'Espagne ou de la Grèce ». Mais qui a été capable d'augmenter de 600 milliards la dette publique ? C'est eux ! Qui a été capable d'accumuler les déficits depuis cinq ans ? C'est eux ! Qui a été capable d'affaiblir la croissance ? C'est eux ! Qui a été capable d'augmenter le chômage jusqu'à 10 % ? C'est eux ! Alors ne nous laissons pas faire et ne laissons pas dire. Toujours dans l'histoire c'est la Gauche qui a été capable de sortir le pays de l'épreuve dans laquelle la Droite l'avait hélas placé. Souvenez-vous du Front populaire en 36 quand la Droite avait échoué. Souvenez-vous du gouvernement de Pierre Mendès France au début des années cinquante. Souvenez-vous de François Mitterrand en 1981 et encore en 1988, et de Lionel Jospin en 1997. C'est toujours la Gauche qui fait l'effort de redressement et de sursaut ! Ne vous laissez pas emporter par la peur. Peur de quoi ? La seule peur, en définitive, que nous pouvons hélas ressentir, le seul risque que notre pays pourrait courir, c'est d'en prendre encore pour cinq ans avec la même politique et le même président. Et on nous dit, je l'entendais hier à la télévision – vous aviez sans doute changé de chaîne, j'étais peut-être le seul téléspectateur, donc c'était déjà le débat du second tour que nous engageons –, et il disait : « Avec moi c'est la France forte » – sous-entendu avec nous, ce serait la France faible. Mais la France faible, c'est celle qu'il va nous laisser, une France d'injustices, une France d'inégalités, une France abîmée, une France également abaissée. Donc nous devons donner à notre pays confiance.

Voilà ce que j'ai exprimé tout au long de cette campagne, avec 60 engagements, avec la transparence sur le financement de ces mesures et avec aussi la précision indispensable sur ce que nous aurions à faire dès les premiers jours de notre victoire jusqu'au dernier jour de notre mandat. Oui, nous, nous sommes devant les Français clairs. Et je ne promettrai rien devant vous que je ne sois capable de tenir. Je me souviens comme Claudine de cette phrase où il vous avait dit, il y a cinq ans, qu'il ne vous trahirait pas, qu'il ne vous décevrait pas. Eh bien moi, je préfère m'en tenir à mes 60 engagements que de promettre que tout serait possible et que rien ne serait tenu !

Une élection présidentielle, c'est à la fois une sanction et une espérance. La sanction, elle doit être prononcée par rapport au candidat sortant. Il avait promis, il n'a pas tenu. Il avait dit que le chômage serait à 5 %, il est à 10 % de la population active. Il avait affirmé que le pouvoir d'achat serait augmenté et quoi qu'il en dise, pour beaucoup de Français, il a été diminué. Il avait dit que l'Etat serait impartial, il a été

partisan. Il avait dit que la justice serait indépendante, elle a été soumise. Il avait dit qu'il respecterait les Français, il a souvent méprisé un certain nombre de catégories. Il avait dit qu'il rassemblerait, il a divisé. Alors oui, en démocratie, quand un bilan est aussi lourd, il est légitime de changer le président. Il a fait encore ce matin – décidément, c'est une longue complainte depuis le début de cette campagne –, un acte de repentance. Il a dit : « Si c'était à refaire, je ne commencerais pas comme j'ai fait en 2007 ». Belle lucidité ! Mais cela ne sera pas à refaire, c'est déjà fait. Et donc nous avons à prononcer cette sanction, mais elle ne suffit pas. Je ne peux pas être simplement le candidat d'un rejet. Les Français attendent davantage que simplement de chasser le président sortant. C'est la condition, c'est le passage obligé, mais les Français méritent mieux et nous aussi. Nous portons un grand idéal. Nous devons enlever une belle espérance. Nous devons affirmer un certain nombre de choix. Nous devons répondre à grand nombre d'inquiétudes. Nous devons faire avancer le progrès, l'égalité, la justice. Bref, nous sommes, je suis le candidat de l'espoir dans cette élection !

Dimanche, la France a rendez-vous avec l'espoir. L'espoir, c'est la jeunesse ! Et j'ai voulu placer ma campagne sur la grande priorité de la jeunesse. Et la jeunesse, c'est l'école de la République. Et elle devra être renforcée ! Elle devra être défendue ! Elle devra être accompagnée. Et je créerai le plus tôt possible les postes qui sont attendus dans l'école primaire, dans les collèges, dans les lycées. Nous rétablirons les RASED qui ont été – hélas ! – rayés de la carte. Nous accèderons à la réussite pour les jeunes, ceux-là mêmes qui sortent de l'école sans aucune qualification, sans aucun diplôme. Aucun jeune de 16 à 18 ans ne sera laissé de côté. Il sera soit en formation, soit en emploi, soit en service civique. Mais jamais nous n'accepterons qu'un jeune de 16 ans soit déjà condamné parce qu'il aura échoué ou parce qu'on l'aura fait échouer à travers l'école. L'espoir, c'est la jeunesse ! Nous créerons 150 000 emplois d'avenir, les emplois jeunes, là où ils sont attendus et dans les quartiers les plus fragiles. Je créerai le contrat de génération, ce contrat qui permettra à un employeur qui garde un sénior le temps qu'il puisse partir à la retraite et qui embauche un jeune avec un contrat à durée indéterminée de ne plus payer de charges sociales.

L'espoir, c'est l'emploi. C'est pourquoi je m'exprime ici, dans cette grande région, dans ce département industriel. Parce que nous avons besoin d'entreprises qui soient accompagnées. Nous changerons la fiscalité des entreprises, les plus grosses payeront davantage d'impôt sur les sociétés, les plus petites payeront moins. Chaque fois qu'une entreprise investira ses bénéfices, elle payera moins d'impôt. Et chaque fois qu'elle les distribuera à ses actionnaires, elle en payera davantage. Nous créerons une banque publique d'investissement pour soutenir, accompagner le développement des entreprises. Nous mobiliserons l'épargne, l'épargne des Français, pour la mettre au service non pas de la spéculation, non pas des gains immédiats, non pas de la recherche du profit. Non, nous mettrons l'épargne des Français au service des entreprises, de l'investissement, de l'embauche, de l'exportation, bref de l'avenir. Nous ferons un effort pour l'innovation, pour la recherche, pour une grande politique industrielle. Voilà l'enjeu ! L'emploi, l'emploi de tous !

L'enjeu aussi, l'espoir, c'est la justice. La justice fiscale — et ce sera la première réforme que je ferai voter au Parlement, celle qui mettra le même régime d'imposition aux revenus du capital par rapport aux revenus du travail, celle qui plafonnera les niches fiscales, celle qui rétablira l'impôt sur la fortune.

La justice, c'est la justice sociale, et notamment permettre à ceux qui ont travaillé tôt et qui ont cotisé 41 années de pouvoir accéder enfin à la retraite à 60 ans. La justice, c'est de pouvoir accéder aux soins. Et nous referons de l'hôpital public un service public et non pas une entreprise. La justice aussi, c'est de permettre aux personnes dépendantes, handicapées, de pouvoir avoir la dignité qui tient d'abord à la manière de les accueillir, de les soigner, de les accompagner. Et nous ferons la réforme de la dépendance pour les plus âgés, parce que nous ne pouvons pas laisser les familles être une nouvelle fois exposées à ce risque. Nous créerons une cinquième branche de la Sécurité sociale pour les personnes dépendantes et très âgées.

L'espoir, c'est la République. La République, c'est l'exemplarité. Et le président devra être de ce point de vue le premier à montrer que les temps ont changé. Il n'aura plus de statut pénal pour le protéger. Sa rémunération sera abaissée de 30 % ainsi que celle de ses ministres. Il respectera les équilibres de pouvoirs. Il sera le chef de l'Etat — je dirais, « je » serai le chef de l'Etat. Mais je ne serai pas le chef de tout. Le chef de la majorité sera le Premier ministre. Il y aura un chef du Parti socialiste. Ce ne sera plus moi, j'ai fait cela pendant onze ans, je n'ai pas envie d'y revenir ! Le gouvernement sera composé à la parité : autant de femmes que d'hommes. Il n'y aura plus de cumul de mandats ni au gouvernement ni au Parlement. L'Etat sera impartial. Les nominations auxquelles nous procéderons seront fonction de la compétence, de la loyauté non pas à l'égard du chef de l'Etat mais à l'égard de l'Etat lui-même.

Et puis, je veillerai au respect des valeurs de la République. Je réconcilierai les Français. Je les rassemblerai autour d'une belle cause, je vous l'ai dit : l'avenir de la génération qui arrive. Et je ferai en sorte que la laïcité ne soit pas un objet de conflit dans la République, mais un sujet de réunion, de rassemblement, de réconciliation.

L'espoir aussi, c'est de réussir la transition énergétique, écologique, d'être capables de diversifier nos sources d'approvisionnement énergétique, de réduire nos dépendances à l'égard du nucléaire, à l'égard du pétrole, de faire des économies d'énergie. Cela entraînera aussi des créations d'emplois, de nouvelles industries, de nouvelles activités – là encore avec le devoir de transmettre à la génération qui arrive une planète en meilleur état, une France plus économe de ses ressources naturelles, un pays plus beau. Parce que nous avons ce devoir, toujours, de transmettre aux générations qui viennent.

L'espoir aussi, dans cette élection, c'est l'Europe. Je suis européen. Ici, il y a des amis belges. Et j'ai rencontré tellement d'Européens qui attendent, qui espèrent notre victoire à l'élection présidentielle. Pour la première fois depuis très longtemps, une élection en France va être une élection européenne. Du choix que vous allez faire, du président que vous allez désigner le 6 mai va dépendre aussi l'orientation de

l'Europe. Je ne veux plus d'une Europe libérale. Je ne veux plus d'une Europe qui ne serait qu'un marché. Je ne veux pas d'une Europe qui ne serait que de l'austérité imposée aux peuples. Je ne veux pas d'une Europe qui mette à genoux certains Etats. Je veux une Europe de la solidarité, de la croissance. C'est la raison pour laquelle je renégocierai le traité budgétaire européen pour lui ajouter la dimension d'activité, d'emploi, de projets industriels, de grandes infrastructures, qui permettra à l'Europe d'être plus forte et au pays de pouvoir sortir de cette logique folle de l'austérité sans lendemain.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire. L'élection qui arrive dimanche est décisive pour la Gauche. Cela fait combien de temps que vous n'avez pas vécu une soirée électorale présidentielle avec une victoire ? Depuis 1988 – 24 ans ! François Mitterrand lui-même avait attendu 24 ans pour devenir premier président socialiste de la Ve République. Le temps est venu pour la Gauche de prendre ses responsabilités. C'est mon devoir, c'est ma mission, vous me l'avez conférée avec les primaires citoyennes. Je n'ai pas dévié. Je ne me suis pas détourné de cet objectif. J'ai mené autant qu'il a été possible cette campagne avec cette seule perspective : la victoire. Vous donner cette fierté, à vous peuple de gauche, d'être enfin, de nouveau associé à la responsabilité du pays. Je l'ai fait au nom du parti qui est le mien — je suis socialiste. Je l'ai fait avec l'idée d'un rassemblement plus large — celui de la Gauche. Et je l'ai fait aussi comme républicain conscient que dans l'épreuve qui est celle que traverse notre pays, je devais faire davantage encore, je devais porter un langage et un propos qui permettent même à ceux qui n'étaient pas de gauche de pouvoir voter pour nous au premier tour et *a fortiori* au second tour.

Je vois venir d'ailleurs avec surprise des personnes qui jusque-là avaient pu travailler avec d'autres, et même qui parfois venaient des nôtres. Heureusement, certains sont restés de l'autre côté ! Mais ne les blâmez pas — je ne parle pas de ceux qui sont restés de l'autre côté, je parle de ceux qui nous rejoignent ! Je pense aussi à ceux qui n'ont pas été de gauche, jamais de leur vie, et qui cette fois-ci sont prêts à voter pour nous. Ne vous en inquiétez pas ! Parce que s'il n'y avait que des électeurs de gauche de 2007 qui votaient pour nous cette fois-ci, nous ne pourrions pas gagner. Il faudra bien qu'il y ait des électeurs qui aient pu voter Nicolas Sarkozy la dernière fois, qui viennent voter pour nous cette fois-ci. Et si nous les repoussons... d'ailleurs, comment les reconnaître ? C'est un problème ! Et d'ailleurs, pour beaucoup d'entre eux, ils ne s'en souviennent plus. Ils ne s'en rappellent plus. Et ceux qui ont le souvenir cruel d'avoir fait ce choix en 2007, il doit bien en avoir — non pas parmi vous, je vous connais tous — mais dans ce département qui a été en définitive trompé par les promesses du candidat de l'époque, eh bien chaque jour, chaque nuit, je le sais, ils se flagellaient en se disant : « Jamais plus nous ne le ferons ! ». Le moment est venu. Ils ne le feront plus ! Et nous, nous avons à leur donner confiance et à leur dire : « Vous avez maintenant fait le choix qui correspondait à l'intérêt de votre pays. Vous avez fait l'expérience de cinq ans, de dix ans de Droite. Alors maintenant, c'est au tour de la Gauche de diriger le pays ! ».

Nous y sommes, à 48 heures. Il est bientôt minuit, vous n'avez pas vu le temps passer... La nuit ne tombe plus, elle attend notre venue et votre vote.

C'est une grande responsabilité que nous allons prendre, dimanche prochain. La responsabilité de changer. Une personne dans la foule me dit : « Cela ne sera pas facile après la victoire ». Eh non, ce ne sera pas facile ! Je sais ce qui nous attend. Il nous faudra redresser les comptes publics. Il nous faudra réduire la dette. Il nous faudra redonner de la croissance, chercher de l'emploi, mettre de la justice, faire en sorte que les impatiences ne nous saisissent pas immédiatement à la gorge. Il faudra créer un élan, et tous les concours seront les bienvenus. Nous aurons besoin de toutes les forces vives, de l'Etat bien sûr, mais aussi des collectivités locales — saluons nos élus ! Parce que j'aurai besoin de toutes les régions de France — elles sont à gauche, cela tombe bien ! J'aurai besoin des îles de France, des départements de France, au-delà des sensibilités politiques. Je crois à la démocratie locale. Je crois aux corps intermédiaires. Je ne me méfie pas de ceux qui représentent la Nation, même s'ils ne sont pas de ma sensibilité politique.

Nous avons besoin aussi de partenaires sociaux, les entreprises, les employeurs, mais également les syndicats. Et je renforcerai la responsabilité des syndicats dans la négociation collective et leur présence auprès des salariés dans toutes les entreprises. Je veillerai aussi à leur reconnaître un nouveau droit dans les grandes entreprises, celui de participer aux conseils d'administration de toutes les firmes, de toutes les sociétés, pour avoir l'information et pour également donner la voix des salariés à ceux qui dirigent ces entreprises.

Nous avons besoin de l'engagement de tous ceux qui se dévouent dans la vie associative, des organisations non-gouvernementales, de tous ces militants anonymes dont vous êtes souvent l'exemple. Oui, nous avons besoin de toutes les forces de la France !

Et nous avons besoin de la jeunesse de France, qui attend, qui espère, qui exige. Et elle a raison ! Elle veut du travail, elle veut de la formation, elle veut de la qualification. Elle veut aussi son autonomie, son indépendance pour accéder au logement, pour accéder à la santé, pour accéder à la dignité. Et un grand peuple se doit de donner à sa jeunesse l'avenir qu'elle attend, quelle espère, qu'elle exige. Nous sommes le pays d'Europe le plus jeune. Nous avons la vitalité démographique que beaucoup nous envient. Nous avons cette force qui est d'avoir une jeunesse nombreuse, hélas reléguée souvent, abandonnée, réduite au chômage, à la précarité. Eh bien, je veux dire à cette jeunesse que je demanderai, si je suis le prochain président de la République, au terme de mon mandat, d'être jugé sur ce que j'aurai fait pour améliorer le sort de cette génération !

Mesdames, Messieurs, chers amis, à chaque moment de notre histoire, il y a une mission, un devoir, une responsabilité qui est confiée à une génération. En 1981, et beaucoup s'en souviennent, la Gauche a pris la responsabilité du pays. C'est notre tour. C'est maintenant que nous avons aussi à agir au nom de la Nation. Il y a des moments où la Gauche rencontre la France. Ce moment est venu. Nous devons reprendre la

marche de l'histoire, les avancées du progrès, la conduite de ce qu'est, finalement, la République. A chaque fois, à chaque moment, à chaque épreuve, il s'est trouvé des hommes et des femmes pour le faire. C'est maintenant à nous, à vous de prendre votre décision !

Nous sommes dans un récit collectif. Je veux que plus tard, bien plus tard, dans les mémoires, on se souvienne qu'en 2012 il y a eu un choix historique : la France a de nouveau permis à la Gauche de diriger le pays. Je veux que cette date de 2012 soit aussi forte que celles de 1981, de 1936, que ce soit là encore une fierté et pour la Gauche, et pour la France. Vous êtes dans ce moment-là, décisif, je l'ai dit, pour la Gauche, mais bien davantage pour la France et pour l'Europe. Nous devons reprendre le cours de l'histoire comme d'autres l'avaient fait avant nous, comme d'autres le feront après nous.

Nous sommes à la veille de ce dimanche 22 avril. Je l'ai attendu pendant si longtemps ! J'avais annoncé ma candidature il y a un an. J'avais été investi dans les primaires citoyennes le 16 octobre. J'ai fait le discours du Bourget le 22 janvier. Et là, je suis au terme de la campagne de premier tour devant vous. Je savais que dans ces instants, les derniers seraient les plus décisifs, que tout ce travail que j'avais engagé avec vous était considérable, mais pas encore suffisant, et qu'il y aurait encore à faire dans les derniers moments de la campagne, et encore à faire après le premier tour pendant deux semaines où le combat sera âpre et la bataille difficile. Alors, je vous demande maintenant de me permettre d'avoir la capacité de gagner l'élection présidentielle !

Et je vais vous poser des questions simples pour que vous y répondiez directement, et au-delà de cette place, dans toute la France qui nous regarde. Voulez-vous l'alternance ? (*Oui !*) Alors c'est maintenant ! Voulez-vous le changement ? (*Oui !*) Alors c'est tout de suite ! Voulez-vous la victoire ? (*Oui !*) Alors c'est le 22 avril !

Souvent il m'est demandé, à travers les réunions que je fais, d'aller jusqu'au bout. J'ai réfléchi à cette interpellation. C'est quand, le bout ? Est-ce que c'est le premier tour ? J'y suis, et ça ne suffira pas ! Est-ce que le bout, c'est la victoire au second tour ? Mais ce n'est pas sûr, car après nous aurons les élections législatives que nous devons gagner ! Et ce ne sera pas pour autant terminé, parce que nous devons réussir. Voilà, ce n'est jamais terminé. Notre combat n'est jamais achevé. Il se répète, il se reproduit. C'est notre destin de toujours lutter pour ne jamais considérer que rien n'est définitivement acquis. Nous sommes un maillon de la chaîne, une longue chaîne dont nous avons hérité et que nous donnerons à d'autres, comme le passage de témoin d'une génération à une autre. Voilà notre destin : aller jusqu'au bout, jusqu'au bout de notre idéal, jusqu'au bout de nos valeurs, jusqu'au bout de notre rêve. Le rêve français, celui qui nous élève, qui nous porte, qui nous permet de croire en l'avenir, qui nous donne la fierté de transmettre à nos enfants ce que nous avons reçu de nos propres parents. Ce rêve français qui est né avec la Révolution française, qui s'est affirmé dans la République, qui s'est bâti avec les grandes conquêtes sociales et qui se poursuit aujourd'hui avec nous.

Et puisque je suis ici à Charleville-Mézières, la patrie de Rimbaud qui lui-même évoquait le rêve, je terminerai avec lui. Dans un de ses poèmes, il écrivait : « *Nous faisons quelques fois ce grand rêve émouvant de vivre simplement, dignement, ardemment, dignement, écoutant le devoir comme un clairon qui sonne. Et l'on se sentirait heureux. Et personne ne nous ferait ployer. Nous serions libres.* » Voilà le beau rêve qu'avec Rimbaud, avec vous, nous devons poursuivre. Etre libres, être fiers, être dignes et être capables de servir la République et la France !

Merci à tous !

\*\*\*

<campagne=2012>04.27 - <locuteur.rice=François\_Hollande> - Limoges <lieu=Limoges> <texte=80>

Mes chers amis, je suis heureux de vous revoir, de revenir dans ma région, le Limousin. Vous me manquez. Je m'étais absenté depuis des mois et des mois pour convaincre les Français, arriver en tête au premier tour, et je voulais avant le second vous adresser un message, à vous. D'abord vous dire ma gratitude. Vous m'avez accueilli il y a 31 ans, ici à Limoges, à la gare des Bénédictins. Je venais d'Austerlitz – ça commençait bien ! – et j'arrivais ici pour être candidat, déjà, en Corrèze, contre un député sortant qui avait à l'époque une célébrité que je n'ai pas encore atteinte mais que j'approche, j'approche ! Et depuis 1981, à chaque étape de ma vie politique, vous m'avez tous soutenu, apporté ce qui est le plus grand dans une démocratie, la légitimité du suffrage. Vous m'avez permis d'être ce que je suis devant vous : candidat à l'élection présidentielle ! Et si les Français, je n'en sais rien encore, me permettaient d'être le prochain président de la République, l'histoire, en tout cas telle qu'elle sera écrite bien plus tard, rappellera donc que c'était à Limoges que tout avait commencé.

Ma gratitude aussi parce que c'est ici, dans le Limousin, dimanche premier tour, que la région, ma région, votre région, m'a donné le meilleur résultat de l'hexagone. Je salue tous les élus qui y ont contribué, président de région, président de département – ils se sont exprimés avant moi – le maire de Limoges, Alain Rodet, mais je veux quand même – ils me le pardonneront – adresser une mention particulière à la Corrèze, à ma ville de Tulle qui m'a donné le meilleur résultat de France. Mais enfin, nous ne sommes qu'au premier tour, il va falloir faire mieux au second !

Je suis ici à Limoges sur une terre de fidélité. Fidélité d'abord à cette grande idée du socialisme. Limoges avait même été appelée au XIX<sup>e</sup> siècle – je ne sais pas comment il fallait juger cette comparaison – la Rome du socialisme – je n'ose pas dire le Vatican du socialisme, ou la Macque parce que maintenant, nous sommes accusés de tout ! Fidélité à l'histoire du socialisme. Fidélité aussi au mouvement ouvrier, au syndicalisme. C'est à Limoges que s'était tenu en septembre 1895 le congrès constitutif de la CGT sous l'impulsion des cheminots qui les premiers avaient organisé le combat syndical. Je parle la CGT mais je ne veux pas la compromettre, parce que voilà que le candidat sortant nous fait tous les procès. Et il suffit qu'une organisation syndicale annonce qu'elle préférerait le voir partir pour qu' aussitôt, il considère que cette organisation serait inféodée au Parti Socialiste. Si seulement ! Mais ce n'est pas notre conception ni du syndicalisme, ni de la politique. Les syndicats sont indépendants, ils sont responsables et ils disent ce qu'ils ont envie de dire à un moment ou à un autre.

J'ai grand respect pour la démocratie sociale. Nous avons besoin, au lendemain de l'élection présidentielle, d'une négociation apaisée, responsable entre organisations patronales et syndicats, les unes et les autres représentatifs. J'ai aussi grand respect pour la représentation patronale – elle ne dit pas que du bien sur mon programme ! J'ai même compris que la présidente du MEDEF trouvait que Nicolas Sarkozy avait fait, c'est son expression, « un excellent boulot » de son point de vue. Elle en a bien le droit ! Je ne lui en ferai pas le procès. Nous avons besoin de partenaires sociaux, nous avons besoin de dialogue entre forces organisées, nous avons besoin de négociations qui permettent de faire avancer la cause du progrès. Je ne sépare jamais le peuple des corps intermédiaires. Le peuple choisit ses représentants librement, dans la démocratie politique, dans la démocratie associative, dans la démocratie sociale.

Ici à Limoges, on sait ce qu'est le 1<sup>er</sup> mai. Ce n'est pas un jour comme les autres. On sait que des générations d'ouvriers se sont battues pour que ce soit le jour des travailleurs, de tous les

travailleurs, de France et du monde. Ces générations d'hommes, de femmes qui ont donné leur sueur, leur vie, ne faisaient pas de distinction entre les vrais travailleurs et les autres. Ils ne faisaient pas de distinction entre les travailleurs du privé et les travailleurs du public. Ils ne faisaient pas de différence entre les travailleurs français d'un côté et les travailleurs étrangers de l'autre. La fête du travail, c'est la fête de tous les travailleurs ! C'est aussi une leçon que notre région peut adresser au candidat sortant. Il y aurait encore tant de choses à lui apprendre, sur la culture politique – peut-être même sur la culture tout court ! – tant de choses à lui rappeler sur ce qu'il convient de dire ou ne pas dire, de faire ou ne pas faire ! J'ai peur que cela ne soit trop tard et que nous soyons obligés de l'envoyer faire un cours de rattrapage, très long !

Mais ici à Limoges, ici en Limousin, terre de combats, terre de résistance, terre de lutte, on sait ce qu'est le rassemblement, le rassemblement d'hommes et de femmes libres, capables de s'organiser. Rassemblement ici d'abord des socialistes – et je veux les saluer parce que jamais depuis très longtemps dans une campagne il n'y avait eu cette unité indispensable après les primaires citoyennes qui ont été un honneur de cette formation politique ! Je suis socialiste mais je suis au lendemain du premier tour candidat au-delà même des partis et du mien. Je suis candidat de la Gauche, de toute la Gauche ! Et là encore, je ne fais pas distinction entre la Gauche de résistance et la Gauche de conquête, la Gauche de protestation et la Gauche de gestion, la Gauche du rêve et la Gauche de l'idéal. C'est la Gauche qui doit mettre en mouvement toutes ses forces !

La Gauche, c'est une famille qui vit parfois dans des logements séparés, mais c'est une famille diverse qui s'entretient mutuellement de toutes ses cultures. Il y a une culture communiste, et je veux ici même lui rendre hommage, cette culture qui a fait que la radicalité pouvait trouver un débouché que le monde ouvrier pouvait trouver une dignité, qu'il y avait aussi cette capacité, dans certaines circonstances, à se mettre en résistance. Je salue la mémoire de tous ces résistants, et notamment communistes, qui ont permis que nous soyons libres aujourd'hui. Et quand j'entends le candidat sortant se gausser, se moquer du communisme français, qu'il revienne là encore à l'histoire pour

savoir ce que l'on doit aussi, quelles que soient les critiques que nous ayons pu émettre – et il y en avait à formuler ! – oui, ce que l'on doit aussi à ce parti dans l'histoire de la France.

Et puis dans le rassemblement, il y a des forces nouvelles, des mouvements qui sont apparus et qui nous ont mis devant nos propres responsabilités planétaires. Je salue le mouvement écologique, ici représenté par Eva Joly et Cécile Duflot au nom d'Europe Ecologie – Les Verts. Je veux les remercier à la fois pour la campagne qui a été menée, mais aussi pour le rappel, dès dimanche dernier, pour soutenir ma candidature et faire qu'elle soit déjà une candidature de victoire. Je n'oublie pas non plus ce qu'a dit Jean-Luc Mélenchon pour soutenir aussi notre démarche, non pas notre projet, mais notre exigence de victoire.

Mais le rassemblement, il va bien au-delà de la gauche et des écologistes ! Nous devons nous adresser à tous les Français, à tous les Républicains qui veulent le changement, qui s'interrogent encore sur le sens qu'il convient de lui donner, qui se posent mille questions, de savoir si nous pouvons représenter un avenir pour notre pays. Et nous devons nous mettre à la hauteur de la France ! Nous ne sommes pas seulement une addition de familles politiques, de partis, qui viendraient prendre des places pour se substituer à d'autres, non ! Nous portons désormais l'intérêt de la France et le rôle majeur qui doit être donné à la République dans cette campagne, car c'est nous qui devons être exemplaires dans les valeurs de la République !

J'ai compris que des hommes et des femmes nous rejoignaient. Parfois ils étaient partis là où ils n'auraient jamais dû être, mais je ne leur jette en aucune manière la pierre. Et je vous mets en garde : ne repoussez jamais ceux qui vous rejoignent, sinon vous ne gagnerez jamais une élection, parce que pour emporter un scrutin, il faut bien que ceux qui n'ont pas voté pour nous la dernière fois le fassent cette fois-ci ! Il y a tant de nos compatriotes qui se sont laissés abuser, tromper, illusionner, qui y ont cru – et souvent des plus modestes ! –, qui ont imaginé que c'était pour eux le bouclier fiscal, que c'était pour eux l'allègement des droits de succession ! Je raconte toujours cette histoire, et pardon pour celles et ceux qui l'ont déjà entendue, de cette brave femme sur le marché de Tulle qui m'a dit en 2007 : « Nicolas Sarkozy, il veut diminuer l'impôt sur les successions ». Je lui ai dit : « Mais qu'est-ce que vous avez, vous, comme patrimoine ? – Rien mais quand même, cela allégera ! » Toujours cette méthode de la droite de laisser penser que les baisses d'impôts pour les riches vont avoir quelques conséquences pour les pauvres. Ah, ils en sont revenus parce que maintenant, la TVA c'est pour tout le monde, enfin, pas pour les riches mais pour ceux qui consomment !

Oui, il faut accueillir aussi tous ces Républicains qui s'étaient laissés eux aussi griser par des discours, écrits d'ailleurs par d'autres que celui qui les avait prononcés. Rappelez-vous : il évoquait Léon Blum, Jean Jaurès. Moi je me souviens, à l'époque, j'avais mis en garde. J'avais fait des recherches. J'étais allé voir sur l'index des rues, des avenues, des boulevards de Neuilly-sur-Seine s'il y avait un boulevard Jean Jaurès. Je n'avais trouvé qu'une avenue Maurice Barrès. Ce n'est pas le même programme ! J'avais cherché une rue Léon Blum, j'avais trouvé une rue Paul Déroulède. Et même pas une impasse, même pas une ruelle, même pas un trottoir, même pas un lieu-dit : rien au nom de Léon Blum et de Jean Jaurès ! Mais ils avaient prononcé leur nom et certains avaient pensé que finalement, il était un rassembleur. On a vu la suite.

Tous ces républicains qui s'interrogent, ils doivent voir en nous le candidat du rassemblement de la France, le candidat de tous les Républicains pour le France ! Et nous devons n'écarter personne – et en même temps, ne négocier rien avec quiconque ! Nous n'allons pas chercher quelque concours, débaucher quelques excellences, obtenir des soutiens avec je ne sais quelle contrepartie ! Nous sommes dans une démarche claire, cohérente. Celles et ceux qui veulent nous rejoindre, bienvenue ! Et nous n'avons comme souci que l'intérêt de la France !

L'enjeu de cette élection, c'est d'être capable de faire le rassemblement pour le redressement dans la justice.

Et chaque fois que la Gauche se situe à la hauteur de la France, elle est à ce moment-là aspirée par un mouvement qui la dépasse. C'est arrivé plusieurs fois dans notre histoire : en 1936 avec le Front Populaire, au lendemain de la guerre avec ceux qui s'étaient regroupés dans le Conseil national de la Résistance, dans les années 50 avec Pierre Mendès France. Et après, il avait fallu attendre si longtemps pour que François Mitterrand reprenne cette marche, cette conquête, cette espérance, puis Lionel Jospin en 1997, dans des circonstances encore différentes. Oui, c'est quand la Gauche est à la hauteur de son histoire et capable de porter un projet d'avenir que les Français la choisissent. Or, ce ne sont généralement pas les périodes les plus simples, pas les conjonctures les plus faciles, pas les moments où il n'y aurait qu'à distribuer. C'est souvent dans l'épreuve qu'il est fait appel à la Gauche.

Mais en ce moment, c'est plutôt la Droite qui est dans l'épreuve... En même temps, elle le mérite, parce que d'une certaine façon, c'est elle qui a conduit le pays vers l'échec. Nous avons maintenant suffisamment d'éléments pour tracer le bilan : un chômage qui n'a cessé d'augmenter – plus de 4 millions aujourd'hui, 1 million de chômeurs supplémentaires. Si l'on ne prend que ceux qui ne travaillent pas du tout, 700 000. Beaucoup de jeunes, bon nombre de seniors, et le chômage de longue durée qui s'est encore endurci, allongé. Voilà le bilan !

Nous venons d'apprendre que la consommation des ménages a reculé, et qu'il y a donc toutes les conséquences sur la croissance que nous pouvons redouter. Elle sera faible, voire nulle cette année. Elle n'a été que d'un demi-point par an durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Nous avons une compétitivité qui s'est dégradée. Le déficit du commerce extérieur dépasse 70 milliards d'euros — c'est un chiffre historique. Et les inégalités se sont creusées, les plus riches sont devenus plus riches et les plus pauvres plus nombreux. Et les classes moyennes n'ont rien gagné à cette politique fiscale qui les a d'une certaine façon assommées davantage.

Oui, la Droite a été sanctionnée dimanche dernier. Le candidat sortant fait comme s'il n'avait rien vu. Selon sa méthode habituelle, il s'acharne sur Jacques Chirac — qui n'y peut rien... Je l'entendais ce matin, il disait : « J'ai fait 27 % comme candidat sortant et Jacques Chirac n'avait fait que 20 % ». Oubliant qu'en 2002, il y avait d'autres candidats de Droite alors que lui s'est efforcé, en 2012, d'écarter tout autre candidat de Droite ! C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République que le candidat sortant, le président sortant, ne sort pas en tête du scrutin du premier tour. Mais lui, il considère qu'il a déjà gagné ! Il est comme ça ! Autour de lui, j'ai l'impression que le doute s'est installé... Ils ne disent rien, ils attendent, ils subissent, et certains même espèrent... Lui compte et recompte ses suffrages. C'est suffisamment éloquent ! Alors, il va chercher d'autres suffrages, et il fait d'autres calculs, de mauvais calculs. Il va chercher vers l'extrême-droite ce qui lui a manqué. Il s'était affiché comme un candidat de la « Droite décomplexée ». Ce n'est plus maintenant décomplexé, c'est une transgression qu'il est en train d'assumer ! Et c'est une dérive que nous constatons dans le vocabulaire, dans les thèmes, dans les expressions, sur l'immigration, sur l'islam, sur la sécurité. Et maintenant, c'est dans le programme de l'extrême-droite qu'il vient s'approvisionner ou piocher. Il dit : « C'est un hasard, c'est une coïncidence, je ne le savais pas ! ». C'est à tel point qu'au sein de la Droite humaniste, au sein du Centre, il y en a qui s'interrogent et qui ne peuvent pas accepter cet excès, cette outrance, ce danger. Parce que Droite et Gauche, nous nous confrontons, mais nous sommes dans la République. Et notre devoir, c'est de défendre à chaque instant, au-delà de nos différences, au-delà de nos sensibilités, la République, les valeurs, les principes !

Je ne reproche pas au candidat sortant de s'adresser aux électeurs, je le fais aussi. Nous devons faire en sorte que des électeurs qui ont pu voter pour le Front national ne le fassent plus, ou l'ayant fait soient détachés, soient repris, remobilisés, rehaussés si je puis dire. Parce que, comment accepter que des ouvriers, que des paysans, que des jeunes puissent accorder leurs suffrages à un parti qui en définitive ne sert pas leurs intérêts, pas davantage ceux de la République, mais se sert d'eux pour porter des thèmes, des références qui ne font pas honneur à la France ?

Dans notre histoire, à quel moment la droite extrême a pu être une solution pour le pays ? Elle a toujours porté les thèses du rejet, du repli, de la haine et parfois davantage. Et donc, nous devons dire à tous ces concitoyens perdus abandonnés sans doute, mais que nous avons sans doute aussi la responsabilité d'avoir laissé glisser, nous devons leur dire à ces Français qu'être citoyens de France, ça exige d'avoir la fierté de porter des valeurs qui nous dépassent, qui nous élèvent, qui nous rehaussent. Mais pour aller chercher ces électeurs-là, pas de complaisance, pas de connivence, pas de séduction, pas de flatterie ! Nous avons aussi cette responsabilité. Nous ne devons laisser personne de côté, et en même temps rappeler à chaque fois les principes qui sont les nôtres.

La Droite, avec son candidat dans cette dernière semaine de campagne, jette ses derniers feux. Elle retrouve les vieilles rengaines des conservateurs de toujours face aux risques de l'alternance. D'abord, la Gauche serait dépensière. Ce serait sa nature. Et donc, il y aurait un risque — je préfère vous prévenir, si nous revenions aux responsabilités... — de tout dépenser. Mais dépenser quoi ? Les caisses sont vides, le pays est en faillite, c'est eux qui le disent ! Alors, on vient nous donner quelques spectres en nous disant que si les Français choisissaient la Gauche, et donc le candidat que je suis, la France redeviendrait un pays sans référence, sans boussole, la Grèce, l'Espagne. Ces pays-là se redressent en disant : « Nous ne pouvons pas être comparés à des pays qui dérivent, à des pays en faillite ! ». Et pourtant, c'est ce que le candidat sortant fait, au risque de se froisser avec leurs dirigeants. C'est fait.

J'ai regardé avec amusement ce qu'avait été la campagne — et ici certains s'en souviennent pour en avoir été les acteurs — de 1981. Le candidat sortant s'appelait Valéry Giscard d'Estaing. Vous avez remarqué, il soutient le candidat sortant Nicolas Sarkozy. Il y a un syndicat, comme cela, des candidats sortants qui s'est formé... Je parle du syndicat des candidats sortants qui ont été sortis ! En 1981, Valéry Giscard d'Estaing, qui voulait faire peur lui aussi face à la possibilité d'une victoire de François Mitterrand, disait : « Si les Français choisissent la Gauche, ça va devenir la Pologne ». Vous voyez, à chaque fois c'est un pays différent...

Mais nous, nous voulons être la France, la France respectée, parce que c'est le peuple qui va décider de son avenir ! Et nous ne pouvons pas non plus accepter quelque leçon qui nous serait donnée par la Droite. Je rappellerai qu'il y a dix ans, lorsque le gouvernement de Lionel Jospin a terminé son œuvre, la dette publique était maîtrisée, les comptes sociaux étaient équilibrés, le commerce extérieur était excédentaire et notre compétitivité avait été rétablie. Et nous avons été capables de faire l'euro — et la France en avait pris la direction. Depuis cinq ans, la dette publique a augmenté de 600 milliards d'euros. Le déficit de la sécurité sociale atteint 20 milliards, 135 milliards de déficit cumulé, et le déficit du commerce extérieur dépasse 70 milliards. Et il viendrait nous faire la leçon ? Non !

Mais quelles dépenses publiques nous reproche-t-on de prévoir ? 60 000 postes dans l'Éducation nationale. Ils en ont supprimé 80 000, et le déficit de l'État atteint 100 milliards d'euros. Mais je veux préciser les chiffres pour que chacun les ait à l'esprit : 12 000 postes par an, c'est 500 millions d'euros. Sur cinq ans, cela fera donc 2,5 milliards pour la cinquième année, c'est-à-dire l'équivalent de l'allègement de l'impôt sur la fortune en une seule année. Vous avez là le choix qui est finalement le plus éclairant pour les Français : est-ce que nous voulons protéger les plus favorisés, les plus grandes fortunes, ou est-ce que nous voulons protéger les enfants de la République ? J'ai choisi !

Quelles dépenses nous reproche-t-on ? J'ai annoncé que les hommes et les femmes qui ont commencé leur vie professionnelle à 18 ans et qui ont leurs 41 années de cotisation pourront partir à 60 ans. C'est juste, et cela représente 5 milliards d'euros, l'équivalent de ce qu'a été l'allègement de cotisations sociales et d'impôts pour les heures supplémentaires. Je préfère que les salariés qui ont fait leur temps puissent partir à la retraite plutôt que l'on mobilise de l'argent public pour développer des heures supplémentaires au détriment de l'emploi d'aujourd'hui !

Je me suis engagé pour que la France, au lendemain de l'élection présidentielle, rétablisse ses comptes publics sur le quinquennat. Je me suis prononcé pour qu'il y ait une discipline budgétaire, un sérieux budgétaire, qui fassent que d'ici cinq ans nous aurons maîtrisé notre dette et que nous aurons équilibré nos comptes. Je revendique cette position. Mais en même temps, cette responsabilité ne nous conduit pas à renoncer à la cause du progrès, à la lutte contre les inégalités, à la bonne marche de ce que doit être l'économie. Nous avons ce devoir, ce double devoir, à la fois de mettre nos comptes en ordre, mais de mettre aussi le pays en mouvement.

Alors, comme la Droite ne peut pas nous prendre sur le terrain de la gestion, elle vient sur un autre. La Gauche serait un risque pour la France. Elle affaiblirait les marchés. Pour l'instant, ils ne bronchent pas... Alors on les stimule, on les encourage. J'entends des déclarations venant du sommet de l'Etat pour dire : « Les taux d'intérêt vont augmenter ». Rien ne vient. « Les capitaux vont fuir. » Pas pour l'instant. Alors, ils encouragent la spéculation. Est-ce digne d'un président sortant que de souhaiter qu'il y ait plus de spéculation qui frappe son pays, dans le seul souci d'empêcher l'alternance ? Eh bien non !

Alors ensuite, on nous dit : « Vous allez vous fâcher avec tous les partenaires européens ». Puisque j'ai annoncé que je renégocierais le traité budgétaire pour y ajouter une dimension de croissance. Oui, nous le ferons. Mais déjà, les lignes bougent. Certains se mettent publiquement à déclarer le bien-fondé de notre position, y compris le Président de la Banque centrale européenne et d'autres chefs de gouvernement qui ne sont pas socialistes — il y en a si peu. Il y en a qui ne disent rien mais qui n'en pensent pas moins. Parce qu'ils se disent : « Si c'est la position du candidat de la Gauche qui l'emporte, alors ce sera un changement pour l'Europe tout entière. ». Et les pays qui peinent, les pays qui ploient sous l'austérité, ils espèrent, ils escamotent le vote du peuple français. Jamais une élection présidentielle en France n'a été aussi décisive pour l'Europe. Vous êtes regardés, attendus, espérés. Soyez conscients de votre responsabilité, elle est grande, elle est immense. Vous n'allez pas simplement parler au nom de la France. Vous allez permettre qu'un mouvement puisse se lever dans toute l'Europe pour en changer la direction. !

Que nous dit-on encore ? Que j'aurais proféré une menace pour les capitaux en France parce que j'aurais dit — et je le réaffirme ici — qu'au-delà de 1 million d'euros par an, une tranche supérieure d'imposition serait créée de 75 %. Alors, les menaces d'exil commencent à se dessiner... Il paraît que certains ont déjà préparé leurs valises ! Qu'ils les retiennent ! Nous ne leur ferons aucun mal ! Quand même, au-delà d'un million d'euros, on doit pouvoir vivre, même avec une augmentation de TVA ! Mais il n'y aura plus d'augmentation de TVA ! Et comment comprendre que ceux-là mêmes, dirigeants d'entreprises — que je respecte, et nous en avons besoin — puissent appeler à la modération salariale pour leurs ouvriers et eux-mêmes s'attribuer 34 % d'augmentation de leur rémunération ? Comment comprendre, comment admettre ?

C'est pourquoi dans cette campagne, j'ai lancé la belle idée du patriotisme économique. Le patriotisme, c'est une belle valeur, c'est-à-dire de s'aimer suffisamment soi-même pour aimer les autres. De n'avoir peur de rien dès lors que l'on est rassemblés, unis. Le patriotisme de servir l'intérêt général, de penser d'abord à la Nation avant de penser simplement à soi-même. C'est être conscient que dans un effort qui doit être demandé à tous, ceux qui ont le plus doivent être davantage mis à contribution que les autres. C'est si simple ! Le patriotisme, c'est de comprendre qu'il y a un modèle français, celui issu du Conseil national de la Résistance et de son programme, qui appelle chacune et chacun à cotiser pour être couvert par rapport aux aléas, aux risques sociaux. Ça s'appelle la protection sociale, la sécurité sociale, et nous avons à défendre ces acquis-là aussi !

Le patriotisme, c'est de considérer que la France est une solution et pas un problème et qu'elle n'a pas à se mettre sous la toise, qu'elle n'a pas à être adaptée à je ne sais quel exemple venant de l'étranger. J'ai beaucoup de respect pour les Etats-Unis, pour l'Allemagne, mais nous sommes la France ! Nous sommes la France avec ses atouts, avec ses forces, et nous devons composer avec les autres, regarder ce qui marche, prendre des références ici, ailleurs, mais rester ce que nous sommes, parce que nous sommes un grand pays, une belle Nation avec une histoire et avec un avenir.

Le patriotisme, c'est se rassembler sur l'essentiel. Et au-delà, même, des sensibilités politiques. Je suis socialiste, mais je sais aussi ce que la France doit au général de Gaulle, à ce qu'a été la grandeur de la Nation, le sens de l'indépendance, l'idée forte que la France était singulière et en même temps universelle, le refus de la soumission. Oui, il y a eu dans ce qu'on appelait le gaullisme cette belle affirmation du refus de l'argent, que la politique ne se faisait pas à la corbeille, c'est-à-dire à la Bourse, qu'il y avait une exigence de vérité, un refus des amalgames et puis aussi un comportement personnel dont les héritiers du gaullisme n'ont pas toujours eu le sens du respect.

L'enjeu de cette élection, c'est le rassemblement, rassemblement des citoyens, rassemblement des forces, forces de la création, forces de la culture, forces de la jeunesse, forces sociales. Oui, c'est ce rassemblement de tous les atouts de la France. Mais c'est aussi le rassemblement des territoires. Il y a dans le scrutin de dimanche dernier des résultats qui nous ont, reconnaissons-le, surpris, frappés. Qu'il y ait eu, dans ce qu'on appelle le monde de la ruralité, des votes de colère qui se soient portés sur le Front national, comment les comprendre ? Comment les juger ? Comment les traduire ? Sentiment d'abandon des agriculteurs, des éleveurs qui ici — on les connaît — n'ont sans doute pas versé dans ce vote, mais en même temps éprouvent chaque jour des difficultés grandissantes, en achetant plus cher leurs fournitures et en recevant moins pour leurs produits, en étant inquiets par rapport à l'avenir, en n'étant plus protégés, faute d'une politique agricole commune cohérente, en étant également vulnérables par rapport aux marchés puisque les produits agricoles sont devenus des produits spéculatifs eux aussi.

Et s'il y en a qui dans la vie économique savent mieux que d'autres les désastres du marché, ce sont les agriculteurs, parce qu'ils ne vendent pas des produits comme les autres. L'alimentation, la sécurité alimentaire, la qualité des produits, ce ne sont pas simplement des valeurs qui s'échangent à travers des titres boursiers ! Il y a aussi cette réalité d'un nombre d'exploitations qui diminue chaque année. En dix ans, le nombre des exploitations agricoles a chuté de 25 %. Les terres agricoles reculent faute d'un urbanisme suffisamment maîtrisé. Pour l'ensemble du territoire national, sur les dix dernières années, c'est l'équivalent d'un département comme la Corrèze qui s'est retrouvé finalement repris par un usage des sols qui n'était plus agricole.

Je pense aussi, dans la ruralité, à tous ces salariés, ouvriers, employés qui subissent eux aussi les délocalisations, les fermetures d'entreprises et qui, même quand ils ont un emploi, sont amenés à consentir des frais de plus en plus élevés pour leurs transports et constatent chaque jour la dégradation des services publics : bureaux de poste qui ferment, hôpitaux menacés – ici, on sait ce que c'est –, tribunaux fermés – et ici on sait ce que c'est, et on en a souffert suffisamment –, suppressions de classes, diminutions de postes, dotations horaires en moins dans les collèges, RASED supprimés – on sait ce que c'est, ici ! –, sécurité de proximité mise en cause...

Alors heureusement qu'il y a des collectivités locales, départements, régions, communes, agglomérations, qui se battent pour permettre de résister, de contenir. Et voilà qu'on leur reproche même de verser des prestations qui sont définies, décidées par l'Etat et pas compensées par ceux-là même qui en décident pour autrui. Oui, des collectivités locales qui font même ce qui n'est pas prévu dans les lois de décentralisation pour le très haut débit, pour le haut débit, pour faire que les écoles, les collèges et les lycées soient équipés de la meilleure des façons, que les routes soient entretenues. Et voilà qu'on les menace de voir réduire leurs prestations, leurs dotations, leurs compensations. Et voilà que j'entends le candidat sortant faire même des promesses fiscales sur les droits de mutation – hier encore, à la télévision : il veut les diminuer de moitié. Sauf que c'est un impôt qui est perçu par les collectivités locales ! Lui il fait des promesses pour autrui, payées par autrui !

Mais nous, nous aurons à redonner confiance à nos territoires ! Ce sera l'acte de décentralisation que je poserai au lendemain de l'élection présidentielle : nouveaux transferts de compétences, réforme des finances locales, attribution de capacités d'intervention pour nos élus.

Nous agirons aussi pour lutter contre les déserts médicaux, avec la création de maisons de santé, pour renforcer l'hôpital public qui sera un service public et qui ne sera pas une entreprise, obligée de converger avec les cliniques.

Nous lancerons un grand plan pour le haut débit, pour le très haut débit.

Nous recréerons les postes qui ont été supprimés dans les écoles, dans les collèges.

Nous appuierons les efforts engagés par les régions en matière de transports.

Nous développerons une véritable politique de la formation professionnelle – il n'y aura pas besoin de faire un référendum. Comme si les chômeurs, quand on leur proposait un emploi ou une formation le refusaient ! C'est hélas trop de fois que les chômeurs demandent une formation ou un emploi et qu'on le leur refuse. C'est cela, la réalité !

Mais je prends la mesure de ce désarroi, de ce sentiment d'abandon territoires ruraux/territoires urbains. Et donc je créerai au lendemain de l'élection un ministère de l'Egalité territoriale, permettant de faire la péréquation entre les territoires, une action pour l'égalité territoriale, pour que chaque citoyen, où qu'il vive – dans une banlieue ou dans une zone rurale –, ait le même accès aux services publics, à la capacité de réussir sa vie !

Nous aurons à repenser le rôle de l'Etat. A la fois les valeurs qu'il portera et les actions qu'il conduira. Le capitalisme financier a inversé les hiérarchies de normes et de principes qui étaient les nôtres. Et en définitive, ces luttes qui s'étaient accumulées les unes les autres, qui avaient permis à l'humanisme de prévoir sur la force sont en recul. Le trader est mieux payé que l'ingénieur, le banquier plus que le chercheur, la spéculation davantage que l'entreprise. Et les marchés s'imposent trop souvent à l'Etat. La mission de l'Etat sera d'abord de fixer les grands enjeux, les grands objectifs de la puissance publique. Non pas simplement à cinq ans, mais à dix ans, à quinze ans. De savoir comment nous voulons vivre ensemble, comment nous nous organisons, quelles sont les grandes priorités, la transition écologique et énergétique que nous aurons à mener ensemble.

L'Etat devra être économe dans ses moyens, dans ses ressources, intelligent dans la manière de les déployer sur le territoire. Mais il devra aussi respecter aux serviteurs de l'Etat. Comment un pouvoir pourrait-il être puissant s'il n'a pas la moindre reconnaissance et le moindre respect à l'égard des fonctionnaires qui le servent ?

Les valeurs, c'est l'intérêt général sur les intérêts particuliers. C'est également le long terme par rapport à la dictature de l'urgence, cette capacité à pouvoir avoir une autre logique que le rendement immédiat. C'est avoir l'utilité collective de long terme comme perspective.

L'Etat n'est pas l'étatisme. Si l'impulsion est nécessaire, la gestion peut être faite par d'autres. La délégation peut être accordée. La décentralisation sera un principe. L'Etat, son rôle est de définir la stratégie, de donner la vision – et c'est le chef de l'Etat qui doit l'assurer.

Nous aurons à inventer de nouveaux instruments : la banque publique d'investissement pour accompagner les entreprises dans leur développement, la capacité d'intervenir au capital de certaines entreprises pour leur permettre d'être à la pointe de la technologie. Nous aurons à inventer des politiques sur l'isolation des logements, sur les modes de transport, sur les énergies renouvelables. Nous devons être, là encore, en avance si nous ne voulons pas perdre des gisements d'emploi et des opportunités industrielles. Nous devons, là encore, être inventifs pour mettre la recherche au cœur de nos priorités : la recherche, l'intelligence, la connaissance, l'innovation, recherche publique, recherche privée ! Nous sommes fiers à juste raison de nos prix Nobel, des médailles que nos plus grands chercheurs récoltent par la qualité de leurs travaux. Mais retient-on suffisamment les jeunes chercheurs en France ? Leur donne-t-on la carrière qu'ils attendent, les moyens pour poursuivre leurs travaux ? Nous avons ce devoir ! C'est le rôle de l'Etat. Toujours l'Etat qui doit accompagner l'enseignement supérieur – il le fera avec les régions, mais il le fera aussi parce que s'il doit y avoir un grand emprunt qui a été lancé, des fonds qui ont été récoltés, c'est maintenant qu'ils doivent être mis au service des universités. Et pas à certaines plutôt qu'à d'autres, mais aux universités qui elles, sur le territoire, permettent l'excellence et accueillent des étudiants plus nombreux, venant aussi de ces quartiers et de ces zones rurales où il n'y a pas toujours l'accès à ces enseignements supérieurs.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire ici à Limoges. Une nouvelle donne pour la France, tel est le sens de l'élection présidentielle. Une nouvelle donne industrielle, une nouvelle donne économique, une nouvelle donne sociale, une nouvelle donne écologique, une nouvelle donne aussi européenne et une nouvelle donne internationale. Parce que nous sommes la France et que nous avons un rôle à jouer sur notre continent et dans le monde !

Mes chers amis, je ne veux pas vous retenir trop longtemps. Mais en même temps, je ne suis pas loin de vous, pas loin de Tulle, donc je peux y passer une partie de la nuit ! Je suis venu vous dire ma confiance. Ma confiance en vous qui militez depuis des mois pour que nous atteignions l'objectif. Il est là, il est tout proche. Ma confiance dans le vote des Français tel qu'il s'est exprimé au premier tour et qui doit se confirmer au second. Ma confiance dans les capacités de notre pays à se redresser. Ma confiance dans les valeurs de la République. Mais j'ai aussi confiance dans la victoire qui approche. Elle est là ! Elle arrive ! Elle se dessine ! Elle s'annonce ! Elle se prépare ! Elle se construit !

Et en même temps, au-delà de votre enthousiasme, de votre engagement, rien n'est sûr, rien n'est fait, rien n'est acquis. Nous avons encore plusieurs risques devant nous. Il nous reste huit jours, un peu plus. Huit jours ! Que risquons-nous ? Le premier risque, celui de la démobilisation. Cette impression que nous aurions, pas vous mais d'autres ailleurs, que le résultat serait donné. Les sondages nous l'annoncent. Les pronostics sont faits. Et en plus, à voir les figures des autres à la télévision, on pourrait y croire. Mais non, ne surtout pas baisser la garde ! Au contraire, vous devez être conscients que c'est votre participation qui fera la différence. Parce que la Droite, elle, elle viendra le dimanche 6 mai. Elle viendra parce qu'elle a trop à perdre, parce que c'est son pouvoir, parce qu'elle se considère en propriété dans l'Etat. Dites autour de vous de venir voter, de ne pas penser que ce serait déjà confirmé par je ne sais quelle enquête, je ne sais quels pronostics, prévisions. Rien ne doit vous détourner de l'objectif de la participation la plus élevée possible pour le second tour !

Méfiez-vous aussi de l'euphorie qui court, de l'euphorie qui gagne et qui pourrait nous faire perdre. Méfiez-vous de l'arrogance, de la suffisance. Moi, je suis toujours très prudent. Je ne dis rien qui soit pour l'après 6 mai. Non pas sur les propositions, je les ai présentées. Non pas sur l'agenda, il est connu. Non pas sur les étapes, elles seront définies dans le quinquennat : d'abord les réformes structurelles et ensuite, la redistribution. Mais je ne dis rien sur la composition des équipes, sur qui sera là ou ailleurs, parce que pour l'instant nous ne distribuons rien sans que nous ayons gagné le suffrage des Français.

Et puis le dernier risque serait celui d'une certaine innocence que la Gauche peut avoir dans certaines circonstances, parce que nous avons une conception élevée du débat public – et tant mieux –, parce que nous avons l'honneur du débat, parce que nous avons le sens de la dignité de la fonction à laquelle nous nous présentons, parce que nous n'utilisons pas des arguments qui nous abaisseraient, qui nous abîmeraient, parce que nous voulons rester au niveau des idées, des arguments, des propositions, parce que nous considérons que notre peuple est adulte et qu'il saura faire son choix en grande lucidité et en responsabilité. La Droite n'a pas nécessairement ces précautions. Elle utilise la polémique, la confusion, le dénigrement, les attaques personnelles. Nous en subissons depuis des mois. Rien ne nous a été épargné – et en comparaisons animalières, ils sont... Ils sont sans limite !

Et pour autant, jamais, je dois dire, dans une campagne, de mémoire – mais j'arrive maintenant à un âge où l'expérience compte – je n'avais entendu un candidat sortant avoir une conception de la vérité aussi – comment dire ? – aussi étrange, contradictoire, cocasse, inattendue, parfois même désopilante. J'en ai fait quelque recueil, florilège. L'autre jour, pour dénoncer la position qui est la mienne sur la réduction de la dépendance à l'égard du nucléaire et la proposition que j'ai faite de ne fermer qu'une centrale, celle de Fessenheim, durant le prochain quinquennat, il a prétendu encore hier que nous voulions fermer 24 réacteurs dès le prochain quinquennat – et il a dit sur 48 alors qu'il y en a davantage, mais il ne le sait pas ! Donc pour étayer son argument, voilà qu'il nous raconte une histoire, à tous les sens du terme. Il nous dit « comment le candidat socialiste peut-il fermer Fessenheim alors que moi – c'est Nicolas Sarkozy qui parle, pardon de cette confusion – je suis allé à Fukushima et j'ai vu que Fukushima, c'était près de la mer et qu'un tsunami pouvait effectivement se produire à Fukushima – mais pas à Fessenheim ». Il nous donnait d'ailleurs, donc, une information que nous avions déjà : que Fessenheim n'était pas au bord de la mer ! Mais j'ai voulu vérifier s'il était allé à Fukushima. Parce que je me suis souvenu qu'un jour, il avait prétendu qu'il était allé voir l'effondrement du mur de Berlin et qu'il s'était trompé de date. Mais je me suis dit « un président sortant s'il dit qu'il est allé à Fukushima,

cela doit être vrai ». Eh bien non ! Nous avons là un président sortant d'une autre espèce. C'est que lui, il pense que quand il dit qu'il est allé à Fukushima, il y est allé, alors qu'il n'y a jamais mis les pieds !

Voilà que l'autre jour je le regarde à la télévision et qu'il prétend que j'aurais été le bénéficiaire d'un appel de 700 mosquées. J'ai fait vérifier et cette information, qui n'en était pas une, est immédiatement démentie par le Conseil du culte musulman. Aucune mosquée n'a appelé à voter pour ma candidature. Et d'ailleurs, pourquoi l'aurait-elle fait ? Mais qu'un candidat sortant puisse prétendre qu'il y ait eu un appel des mosquées – vous voyez bien quelle insinuation il y avait, il aurait pu dire « il y a eu un appel de 700 églises », c'est aussi faux, mais il ne l'a pas dit – et donc là encore, prétendre que je serais le candidat de quoi, de qui, alors qu'il n'y a eu aucun appel, c'est à chaque fois créer la confusion, le doute, la suspicion et faire d'une religion qui dit avoir le plein respect de la République, la religion qui serait un risque pour la République !

Encore hier, il a répété qu'un idéologue suisse mais professant des thèses islamiques qui ne sont pas les nôtres, et qui doivent être contestées parce qu'elles sont contestables, aurait lui aussi appelé à voter pour moi. Et là encore, démenti de l'intéressé en disant qu'il est contre tous les pouvoirs. Et que si c'est aujourd'hui Nicolas Sarkozy, ce sera moi demain et il aura la même position.

Moi, je refuse ce personnage, je le dénonce. Mais quand même, qu'on puisse laisser penser que je serais soutenu par lui, voilà encore une autre imposture et une autre contrevérité — pour ne pas dire autre chose... Mais la liste n'est pas close. Voilà que je dis ce qui est la position depuis toujours de ma part sur la régularisation des sans-papiers au cas par cas, sur des critères reconnus partout et appliqués de la même manière. Et voilà qu'il prétend que ces régularisations au cas par cas — qui se produisent déjà aujourd'hui, 30 000 par an, seraient l'annonce d'une régularisation massive, toujours pour faire peur. Mais pourquoi mentir ? Celui qui ment est celui qui n'est pas sûr de lui. Celui qui ment est celui qui veut tromper le peuple et non pas l'éclairer. Et le voilà qui répète encore et encore qu'à Lille il y aurait des piscines qui seraient à des heures précises ouvertes simplement aux femmes, alors que ces horaires ont été purement et simplement supprimés et que c'était sans lien avec quelque religion que ce soit. Et voilà encore que je l'entends dire que si nous voulons le vote des étrangers aux élections municipales, et uniquement aux élections municipales, cela aura une conséquence communautariste. Et bientôt, tous les enfants seront obligés de manger de la viande halal à la cantine... Alors que lui-même en 2008 réaffirmait qu'il était intellectuellement pour le droit de vote mais qu'il n'avait pas la majorité qui lui permettait de le faire passer !

Nous pourrions en sourire, et je le fais car à ce point-là, c'est presque comique d'en arriver à un tel travestissement de la vérité. Mais en même temps je ne sous-estime pas ce que cela peut avoir comme conséquence dans le débat public, à chaque fois, de laisser penser que nous mettrions en cause l'indépendance du pays, la laïcité, les principes de vie qui sont les nôtres. Alors, cela m'amène à dire la chose suivante : en matière de laïcité, nous, nous ne reculerons jamais. Nous ne dirons jamais que le prêtre ou le pasteur a une autorité supérieure à l'instituteur et au maître ! Nous, nous ne dirons jamais que la laïcité doit être ouverte et tolérante, parce que la laïcité, par définition, elle est ouverte et tolérante !

Et moi, président de la République, je n'irai jamais devant une assemblée où il y aura d'un côté les femmes et de l'autre côté les hommes. Et jamais il ne me viendrait à l'esprit en regardant un visage ici, parmi vous, d'en traduire immédiatement une appartenance religieuse. Non, il n'y a pas d'apparence dans la République, il n'y a qu'une appartenance à la République !

Oui, il y a tant de raisons, tant de justifications, à souhaiter le changement. Un quinquennat d'échec, un quinquennat d'injustice, un quinquennat d'irrespect. Mais le plus grave, en définitive, qui va même au-delà de l'injustice, de l'échec et de l'irrespect : c'est un quinquennat qui a voulu diviser les Français, les opposer entre eux, les confronter avec eux-mêmes, faire peur plutôt que de faire confiance.

Le grand enjeu de l'élection présidentielle c'est la division ou le rassemblement. Je ne suis pas candidat à la présidence de la République pour une famille politique, pour un camp, pour un clan. Je suis candidat pour la France. Je suis candidat à la présidence de la République pour que la République soit exemplaire à son sommet. Je suis candidat à la présidence de la République pour que je sois un chef de l'Etat et pas un chef de la majorité, un chef de parti, un chef de tout et responsable de rien ! Je suis candidat à la présidence de la République pour qu'on en termine avec les privilèges, les impunités, les protections, la justice aux ordres ! Je suis candidat à la présidence de la République pour qu'il y ait un pouvoir partagé, des partenaires sociaux respectés, des élus considérés, des citoyens honorés d'être citoyens français. Voilà pourquoi je souhaite notre victoire !

Mais notre victoire, nous devons d'abord la mériter, aller la chercher, aller la conquérir, aller la justifier, aller la demander aux Français. Cela ne doit pas être n'importe quelle victoire, cela doit être une belle et grande victoire ! Non pas une victoire du rejet, de la rancune, de la rancœur, et encore moins une victoire de la revanche ! Non, une victoire du redressement, du relèvement, de la fierté, de la beauté de la République ! Je veux que le 6 mai, si nous devons l'emporter, si les Français devaient nous choisir, nous puissions nous dire, nous tous, toutes les générations réunies : « Voilà, nous allons servir notre pays, nous allons être capables de lui donner un moment historique où il est en situation de se rassembler, de se réunir, de se réconcilier avec lui-même ! ».

Je veux que la victoire, si elle vient le 6 mai 2012, reste dans les esprits aussi forte, aussi grande, que la victoire de 1981, qu'elle donne de la fierté, de l'émotion ! Je veux que si ce soir arrive du 6 mai, si cette victoire nous est donnée, nous n'ayons pas de rapport vindicatif à l'égard des autres, que nous soyons capables de les ignorer, de les oublier, de tourner cette page et d'en écrire une autre, celle de l'histoire de la

République, celle de l'histoire de France, celle où la Gauche sera de nouveau à la responsabilité de la France, du pays, pour servir la République. Merci, amis du Limousin, merci de me donner votre force, merci de me donner la légitimité. Merci de m'avoir accueilli, merci de m'avoir porté. Merci de pouvoir me faire le prochain président de la République française !

\*\*\*

Mes chers amis, vous êtes là ? Ca tombe bien, je vous attendais. Je vous attendais depuis si longtemps, des années, des années que l'on voulait le changement, des années qu'on luttait, qu'on combattait, qu'on espérait ! Et voilà : le changement, il est là, il arrive ! Vous êtes là nombreux, très nombreux. Vous êtes là et au-delà de vous, les Français sont déjà rassemblés pour ce grand moment, qui sera celui où ils choisiront leur destin. Dans une semaine, jour pour jour, heure pour heure, nos concitoyens seront en train de décider, de voter, de savoir s'ils veulent continuer – je ne le crois pas – ou s'ils veulent changer.

Dimanche dernier, ils nous ont déjà adressé un premier message, celui de leur encouragement, de leur confiance. Ils m'ont placé en tête du scrutin au premier tour. Placé en tête avec un résultat qu'aucun candidat socialiste n'avait jusqu'à présent obtenu ! Je me méfie des comparaisons et j'ai le sens aussi des références, mais en 2012, nous avons fait mieux que François Mitterrand en 1981 au premier tour. Mais lui, François Mitterrand, il a été capable de gagner l'élection présidentielle. Voilà ce que nous avons à faire ensemble !

Nous avons aussi, ou plus exactement les Français en ont décidé ainsi, mis le candidat sortant derrière nous. Là aussi, c'est la première fois, sous la V<sup>e</sup> République, qu'un président sortant – si je puis dire – ne sort pas en tête au premier tour et va sans doute sortir au second tour. Oui, un mouvement s'est levé, il est serein comme vous l'êtes aujourd'hui, il est puissant, il est large, il est déterminé, il est confiant, il sait que ce mouvement-là peut être victorieux. Et en même temps, rien n'est gagné, rien n'est conquis, rien n'est acquis. Et je veux ici, au-delà de la clameur, de l'enthousiasme, des encouragements, vous appeler une fois encore à la responsabilité. Ne cédon pas à la facilité des pronostics, à la douceur suave des sondages. Mais en même temps, nous les lisons comme les autres les lisent. Et s'ils ne sont pas accablés, nous, nous ne devons pas être réjouis. Parce que rien n'est sûr. Nous ne devons pas non plus céder à l'euphorie des ambiances, non ! Nous devons aller chercher la victoire, la mériter, en être dignes, en être fiers ! Nous avons encore tant et tant à faire durant cette semaine qui nous sépare du 6 mai.

Le scrutin de dimanche dernier révèle aussi de multiples colères, des frustrations profondes, des exigences contradictoires et tant de défiances à l'égard de la politique. J'en suis le premier conscient ! Et c'est la raison pour laquelle, aujourd'hui encore, je veux lever les doutes, mobiliser les énergies, donner du sens à ce que nous faisons ensemble ! Je ne suis pas simplement le candidat d'un rejet – il est là – mais je veux aussi être l'affirmation d'un espoir, d'un projet, d'une volonté ! Nous avons ensemble à tourner une page, celle déjà trop longue d'un quinquennat d'échecs ! Mais nous avons surtout à écrire ensemble une nouvelle page, à continuer la grande, la belle histoire de France dont nous sommes ici, pas simplement ici, les porteurs, les messagers.

Nous avons aussi à gagner la confiance. C'est le mot le plus beau dans la République, cette relation qui s'établit entre un peuple qui choisit et celui ou celle qui en est le dépositaire. Oui, avoir cette confiance qui permet d'agir, cette confiance qui ne coûte rien, mais qui peut tellement donner au pays qui en a livré la puissance.

Oui, nous avons aussi à construire une espérance, le redressement, la justice, l'espérance de la jeunesse pour laquelle je me bats dans cette campagne. Oui, je veux renouer avec le rêve français, la belle promesse républicaine, l'esprit de conquête. N'allons pas chercher ailleurs notre identité nationale ! La France ne s'est pas formée, construite, bâtie, accomplie sur la peur de l'autre, sur le repli, sur la frilosité, sur la nostalgie. La France, elle est grande dès lors qu'elle porte un message de conquête, un message universel, un message de dépassement, un message d'élévation. Et c'est ça aussi qui va être décidé le 6 mai par les Français.

Le rêve français, ce n'est pas une chimère, une illusion, une perspective sans lendemain. Non ! Le rêve français, c'est la promesse républicaine, c'est notre récit, c'est ce que les générations entières avant nous ont été capables de construire, de proposer : l'aspiration à la promotion, à l'épanouissement, à l'accomplissement personnel dans la réussite nationale, que rien ne soit fait pour les uns sans que cela bénéficie aux autres, d'avoir de la solidarité entre nous et en même temps une capacité à donner à notre pays ce qu'il a de meilleur en lui-même, ses richesses, sa croissance, ses entreprises, son travail.

C'est le patriotisme, que j'oppose au nationalisme, au souverainisme. Le patriotisme, c'est servir une cause qui est plus grande que nous. Le patriotisme, c'est ce qui nous permet de nous dépasser nous-mêmes, de dépasser nos frontières ! Le patriotisme, c'est ce qui a vocation à aller vers l'essentiel, c'est porter les références qui valent pour nous-mêmes et pour les autres. Le patriotisme, c'est d'abord s'aimer soi-même pour aimer les autres, et n'avoir peur de rien et ne rien craindre dans la compétition mondiale, dans l'Europe qui se construit.

L'élection présidentielle, c'est un choix, un choix de caractère, de personnalité. Chacun fera de ce point de vue, le jugement qui convient – et je n'ai peur de rien. Mais l'élection présidentielle, c'est aussi un choix de projet, de conception de la République. Et aussi, ce que vont décider les Français va avoir une conséquence sur l'Europe elle-même. Jamais un scrutin n'aura décidé à la fois de la France et de notre Union européenne. Partout on nous espère, on nous attend ! Vous, Français, citoyens de France, vous allez à la fois porter un message pour vous-même de confiance, de redressement, de justice, et en même temps dire à l'Europe qu'elle doit être de nouveau orientée vers la croissance, le progrès, l'avenir. Depuis des mois, les peuples européens regardent vers la France et à mesure que le scrutin donne une

certain direction, je sens les positions, y compris des chefs de gouvernement conservateurs, évoluer en fonction des pronostics. Tant mieux ! Très bien. Qu'ils nous attendent, nous arrivons, nous venons, nous serons là, au rendez-vous !

Mais je ne pense pas simplement à l'Europe, je veux aussi que le scrutin du 6 mai soit pour l'Afrique, l'Amérique latine, les continents qui regardent la France toujours avec espérance, admiration, même si parfois l'histoire nous a mis les uns en face des autres. Nous sommes la France, pas n'importe quel pays du monde, la France, celle des libertés, des conquêtes, des valeurs, des principes, de l'humanisme ! Et c'est cette France-là qui est attendue partout dans le monde ! Je veux que le 6 mai soit une bonne nouvelle pour les démocrates et une terrible nouvelle pour les dictateurs. Voilà ce que nous avons à porter, y compris dans cette élection présidentielle !

Dans cette campagne, j'ai voulu m'adresser à ce qu'il y avait de meilleur en chacun de nous. Je n'ai pas misé sur je ne sais quel ressentiment, rancune, je ne sais quelle obsession. J'ai refusé de flatter les sentiments médiocres, de pratiquer les surenchères sur chaque thème, d'aller voir chaque catégorie pour lui parler le langage qu'elle est supposée attendre. Non, j'ai voulu que nous nous concentrons sur les seuls défis qui vaillent, qui unissent la nation.

D'abord le redressement productif, parce que nous avons besoin, pour lutter contre le chômage, d'entreprises qui aillent mieux, d'industries qui soient plus fortes et également de recherche, d'innovation, de ce qui crée la croissance de demain. Tel est le premier défi !

Le second c'est d'engager un effort, et il est nécessaire si nous voulons rétablir nos comptes publics, maîtriser notre dette, mais dans la justice, dans la justice fiscale, dans la justice sociale, dans la justice territoriale ! Parce que je suis l'héritier, vous l'êtes aussi, d'un modèle social qui a été érigé au lendemain de la guerre, dans la guerre même par les résistants français au travers du programme du Conseil national de la résistance ! Oui, le défi aussi de la préparation de l'avenir, de l'éducation qui sera la grande priorité, de la recherche, indispensable, de la culture qui est notre bien commun, notre patrimoine, mais aussi notre langue et notre identité partout dans le monde.

Et l'écologie, parce que nous devons réussir la transition énergétique, celle qui nous permettra de passer d'une économie à une autre, d'un modèle à un autre ! Et le dernier défi qui nous attend, c'est la réorientation de l'Europe sur le chemin de la solidarité, de la croissance, du refus de l'austérité, parce que cela ne peut pas être l'horizon indépassable des peuples !

Tel a été le sens de mes 60 engagements. Autant de propositions ambitieuses, volontaires, autant de grandes réformes qui nous attendent : réforme de la finance, réforme de la banque, réforme de la fiscalité, réforme de l'éducation, réforme du logement, réforme de la santé – oui, tout ce que nous avons à faire et qui suppose de la volonté et aussi du courage. Mais aussi 60 propositions crédibles, car il ne servirait à rien de promettre si c'était pour se renier ensuite ! Et le message que j'ai reçu tout au long de ces derniers mois de celles et ceux qui m'encourageaient comme vous aujourd'hui était : surtout, surtout ne nous décevez pas, faites ce que vous avez promis et tenez bon ! Ne répétez pas les erreurs du quinquennat qui s'achève, les fautes morales, les impasses ! Donnez fierté et honneur à la politique ! C'est notre devoir.

J'ai voulu m'adresser aussi à ce qui nous rassemble et non à ce qui nous divise. Rassembler les socialistes, ce fut le plus simple à travers les primaires citoyennes, merci à tous et à toutes qui l'ont compris et qui l'ont voulu. Rassembler la Gauche et les écologistes, voilà c'est fait au lendemain de ce premier tour. Merci à Jean-Luc Mélenchon de l'avoir compris, à Eva Joly qui est là. Merci à la Gauche d'être au rendez-vous, une nouvelle fois, de l'alternance, de la victoire !

Et je veux rassembler aussi plus large, rassembler autour des valeurs de la République, rassembler autour de la belle idée du changement, rassembler au-delà de nous-mêmes, m'adresser à ceux qui sont attachés à une certaine idée de la France, à l'indépendance nationale, au refus de l'alignement, ceux qui depuis longtemps sont soucieux de l'exemplarité de l'Etat et qui ne mettent pas l'argent au cœur de tout et qui savent en fixer les limites !

Je veux rassembler ceux qui sont exigeants – et ils ont raison de l'être – par rapport à la moralisation de la vie politique, ceux qui ne veulent plus d'un chef d'Etat qui soit dans l'impunité, ceux qui veulent aussi que la démocratie soit exemplaire, qu'il en soit terminé avec le cumul des mandats, ceux qui veulent qu'il y ait la parité, la représentation proportionnelle dans un certain nombre d'assemblées et notamment l'assemblée nationale.

Je veux m'adresser à ceux qui, au-delà des sensibilités politiques, sont des hommes et des femmes soucieux de la cohésion sociale, qui refusent les discours d'exclusion, qui se méfient des coupures, des brisures, des fractures, des ruptures, parce qu'ils en savent les dangers et les menaces, et qui regardent avec méfiance et suspicion – et ils ont raison – ceux qui craquent des allumettes, ceux qui allument des mèches, ceux qui jouent avec le feu, ceux qui mettent l'étranger au cœur de cette campagne et qui ne seront pas entendus ! Ceux qui opposent les Français entre eux, ceux qui mettent en cause les pauvres parce qu'ils seraient des assistés, ceux qui font peur avec une religion qu'ils regardent avec méfiance. Oui, ceux qui veulent se rassembler parce qu'ils croient en la République !

Je parle à tous les électeurs – oui à tous les électeurs ! Je comprends la souffrance de beaucoup et je peux répondre à leurs cris d'alerte. Oui, je veux reconquérir les hommes et les femmes en colère, et qui parfois s'abandonnent. Oui, cent fois oui ! Mais promettre pour se compromettre, mille fois non !

Ne comptez pas sur moi pour dévier de ma route, pour succomber à la complaisance – je laisse ça au candidat sortant qui s'est lancé dans une fuite en avant, une course folle – je ne sais où elle le conduira. Si, j'ai une vague idée de l'endroit où ça va le mener, et de l'endroit qu'il va être amené à quitter ! Oui, je laisse ça au candidat sortant, car je ne veux pas pratiquer la surenchère. D'ailleurs, ce qu'il fait dans son camp interroge. Il y en a qui parlent – ils ont du courage. Il y en a qui ne disent rien mais n'en pensent pas moins – et je les salue ! Et puis il y en a encore de plus nombreux qui attendent que ça passe mais qui au fond d'eux-mêmes sont conscients qu'il y a des dérives qui sont allées trop loin.

Le premier devoir d'un président de la République, c'est de régler les problèmes, ce n'est pas d'en créer d'autres. Le premier devoir d'un chef de l'Etat, c'est de réconcilier, de rassembler, de réunir, ce n'est pas de diviser !

Mes chers amis, la victoire je la veux. Je la veux comme vous-mêmes, mais je ne la veux pas à n'importe quel prix, pas celui de la caricature, du reniement, du mensonge ! Je veux une belle victoire, une grande victoire, une victoire qui hausse notre pays, qui nous rende fiers, qui nous élève, qui nous permette d'avancer, de réussir ensemble, une victoire pour la République, une victoire pour la France !

Je suis aussi conscient de ce qui nous attend ou nous attendra après le 6 mai. Les problèmes de notre pays ne vont pas disparaître avec le candidat sortant, ce serait trop simple ! Ce sera dur, après. La dette sera là, toujours là, 600 milliards de plus sur le seul quinquennat qui s'achève. La croissance ne repartira pas d'un bond dès lors que les Français auront voté, je préfère les en prévenir. Et même les plans sociaux qui ont été reportés, nous serons obligés là encore d'y mettre bon ordre et d'en fixer les limites, mais ils seront là. Je ne veux rien dissimuler, rien cacher sur les difficultés qui nous attendent. Mais en même temps, je veux aussi que les Français retrouvent le goût de l'espérance, de la confiance, de la cohérence, de la constance. Une belle victoire, c'est celle qui dit la vérité et qui prépare l'action. Une belle victoire, c'est celle qui entraîne, bien sûr, ceux qui ont voté pour ma candidature, mais qui entraînerait aussi celles et eux qui ne l'auraient pas fait et qui comprendraient que l'élan doit être désormais collectif et partagé.

Je sais que notre pays a été abîmé, économiquement, socialement, moralement. Je vois bien ce que fait le candidat sortant avec l'usage des peurs. Notre victoire serait, finalement, l'abandon de tout... L'immigration viendrait en masse — alors même que nous avons fixé les principes, les limites sans rien renier de nos valeurs. La spéculation s'abattra sur notre pays — comme si depuis trois ans la zone euro n'avait pas été frappée, et comme si les dirigeants de l'Europe, et notamment deux d'entre eux, n'avaient pas été à ce point impuissants trop longtemps pour la dominer ! Voilà qu'on nous dit que notre victoire, si elle vient, serait en définitive une nouvelle Espagne, qui maintenant serait le modèle de la France. Le candidat sortant n'avait pas de mots assez louangeurs à l'égard du président du gouvernement espagnol Zapatero quand ils étaient ensemble au pouvoir. Il nous disait d'ailleurs, aux Socialistes : « Regardez ce que fait Zapatero, c'est le modèle ». Il était allé en Espagne et il avait dit, c'était en 2009, 2010 : « C'est formidable, ce que vous réalisez ». Et voilà que maintenant, ce serait la référence la plus négative qui soit. Moi je vous dis, c'est toujours la même peur que la Droite installe à chaque alternance. Et en fait ce n'est pas la peur qu'elle veut donner aux Français, c'est sa propre peur de laisser le pouvoir, de laisser la place !

J'assure aux Français que les règles seront respectées, que les lois de la République seront appliquées, que nous maîtriserons la finance, que nous redresserons les comptes publics, et que la Gauche dans son histoire — et ici il y a des premiers ministres qui peuvent en donner témoignage — a toujours été capable de redresser les comptes de la Nation, de faire repartir la croissance, de relever la compétitivité. Je salue l'histoire de la Gauche, et elle nous donne mandat aussi pour bâtir l'avenir.

Là encore, je refuse et les peurs, et les divisions. Il n'y a pas deux France qui se feraient conflit entre elles. Il n'y a pas une confrontation entre deux parties de la Nation. Il n'y aurait pas d'un côté les vrais Français et de l'autre côté les faux ; les vrais travailleurs et de l'autre côté les faux ; les vrais syndicalistes et de l'autre côté les faux ; les salariés, les vrais du privé, et de l'autre côté les faux, du public. Non, il n'y a qu'une France, la France qui va s'exprimer le 6 mai !

De la même manière, je n'accepte pas que les religions soient instrumentalisées dans le débat public. Je ne juge pas les religions. Je n'établis pas de hiérarchie entre elles. Je demande simplement le respect scrupuleux des principes de laïcité pour toutes les religions dans la République. Les mêmes droits, les mêmes devoirs, les libertés de culte, mais le respect de l'espace public et de la dignité humaine, de l'égalité entre les femmes et les hommes, voilà les principes qui nous unissent ! Je ne montre aucune religion du doigt. Je considère simplement que chaque religion peut avoir sa place, peut avoir sa propre organisation, mais dans le cadre des lois de la République. Et je fais attention au langage. Et quand je vois les citoyens rassemblés comme ici, je ne juge pas leur apparence, je ne devine pas leur religion, je ne vois que des citoyens d'appartenance à la République !

Je ne fais pas de politique à travers les religions. Je les laisse tranquilles, parce que je ne voudrais pas que les religions interfèrent dans le débat public. Le candidat sortant a pu dire que j'avais été un candidat appelé par 700 mosquées. Le Conseil du culte musulman a lui-même établi la vérité : aucun appel n'a été lancé. Mais pourquoi répète-t-il à longueur de réunions que je serais toujours un candidat appelé par 700 mosquées ? Quitte à proférer un mensonge, il aurait pu dire par 700 temples ou 700 églises, ou 700 synagogues ! Non, 700 mosquées !

Que voulait-il insinuer ? De la même manière qu'il répète, là encore — peut-être à l'instant où je m'exprime, je ne peux pas l'écouter, vous non plus, ce n'est pas grave, il répète toujours la même chose ! — voilà qu'il dit partout que je serais soutenu par un théologien tout à fait contestable, citoyen suisse qui enseigne à Oxford et qui est contre tous les pouvoirs et notamment ici, qui n'a jamais pris position en faveur de ma candidature — et s'il l'avait fait, j'aurais bien sûr renié ce soutien — et qui dit qu'il n'a pris position pour personne. Et me voilà quasiment investi par lui ! La répétition d'un mensonge n'a jamais fait la vérité. Mais quand on est président de la République encore pour sept jours — sept jours ! -, le premier devoir, c'est de respecter la vérité.

Quant au droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, qui est une procédure appliquée dans plus de la moitié des pays de l'Union européenne et que le candidat sortant trouvait intellectuellement utile il y a quelques années — mais il a le droit de changer, d'ailleurs changer, c'est sa nature, et changer bientôt ce sera son résultat... Mais le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, et sans qu'ils puissent être éligibles à la fonction de maire ou d'adjoint, n'a rien à voir avec je ne sais quelle soumission à telle ou telle religion. Et pourquoi donc ? Mais il a plutôt à voir avec l'intégration et le respect de ceux qui payent des impôts ici qui peuvent, aux élections locales, participer au scrutin. Et ça ne changera rien à l'application stricte de la loi, et notamment de la laïcité. Que l'on n'aille pas nous faire dire que parce qu'il y aurait des résidents étrangers qui voteraient aux élections municipales, la viande halal serait servie à tous les repas dans les cantines ! La viande halal ne sera pas servie dans les cantines, pas davantage demain qu'aujourd'hui ! Que n'aura-t-on entendu dans cette campagne ! Et en même temps, que n'aura-t-on pas subi pendant cinq ans ! La campagne du candidat sortant, finalement, est le reflet de ce qu'il a été comme président.

Les enjeux de l'élection, ce sont d'abord des enjeux économiques et sociaux. Que nous disent nos compatriotes ? La première priorité, c'est l'emploi. La seconde, c'est le pouvoir d'achat, le logement, la santé. Voilà ce qu'ils attendent du changement ! Ils sont attachés à la sécurité, et ils ont raison. C'est un droit fondamental, et ils sont inquiets quand ils voient la montée des violences dans nos quartiers, quand ils voient les agressions aux personnes. Et ils demandent une Police, une Police présente, des forces de la sécurité y compris dans les zones rurales. Ce qui d'ailleurs me conduit à arrêter les suppressions de postes dans la Police, dans la Gendarmerie, et à mettre davantage de moyens dans les quartiers où il y a le plus d'insécurité. Ils veulent une immigration maîtrisée, mais ils ne pensent pas que c'est le sujet de l'élection présidentielle !

Le candidat sortant — j'allais dire je le comprends, je ne l'excuse pas — veut tellement esquiver son bilan qu'il est amené, forcément, à se mettre sur d'autres terrains. Son bilan ne peut pas parler pour lui, alors il n'en parle pas, et notamment sur le chômage. Il avait promis — il en a tant dit — que le chômage devrait être ramené à 5 % de la population active, qu'il serait jugé sur ce résultat. Eh bien c'est venu, ça arrive, ça vient ! Le chômage est à 10 % de la population active, 23 % pour les jeunes, 35 % dans un certain nombre de quartiers, 40 % en Outremer ! Voilà le bilan !

Nous sommes à deux jours du 1<sup>er</sup> mai, la fête du travail et des travailleurs. Et je viens ici rappeler cette évidence : la valeur travail, c'est une valeur dans la République. La valeur travail, nous y sommes autant, si ce n'est davantage, attachés que d'autres. La valeur travail, c'est la dignité du travail, c'est l'honneur du travail, c'est la considération du travail, c'est la rémunération du travail, c'est la lutte contre la souffrance au travail, c'est l'égalité dans le travail entre les femmes et les hommes. Le travail, c'est le droit au travail pour tous et notamment pour les jeunes. Le travail est, là encore, ce qui rassemble et ce qui ne peut diviser. Et donc, le 1<sup>er</sup> mai, respect pour les organisations syndicales qui font leur cortège, respect ici et respect dans le monde, de la solidarité entre les travailleurs français et les travailleurs du monde. Reconnaissance que le travail est ce qui nous permet d'avoir à la fois un revenu, une condition, une place dans la société. D'où l'ardente obligation de lutter contre le chômage. Et en même temps, reconnaissance que tout le mouvement humain, que toutes les conquêtes ont été aussi pour offrir aux travailleurs des moments de liberté, de bonheur partagé, de reconnaissance, du loisir, de la culture, du sport. Voilà aussi le mouvement dans lequel nous devons continuer à agir.

L'emploi doit être la première priorité. C'est le sens du contrat de génération que j'ai proposé dans cette campagne, permettant aux seniors de continuer à pouvoir travailler jusqu'au moment de partir à la retraite dans de bonnes conditions et de ne pas être écartés du marché du travail, et aux jeunes d'entrer dans l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée. Nous aurons à agir tout de suite avec les emplois d'avenir, les emplois-jeunes, 150 000, et beaucoup déjà dans les quartiers où il y a le plus de chômage. Mais nous ne pouvons pas simplement mettre en place des contrats, appeler à la solidarité, améliorer le fonctionnement du service public de l'emploi. Nous avons aussi à créer de la richesse. D'où la banque publique d'investissement, d'où la réforme bancaire, d'où l'effort de formation, d'insertion. J'entends le candidat sortant nous dire que pour le RSA, il a trouvé une idée : faire travailler sept heures par semaine les bénéficiaires du RSA. Mais il ne s'agit pas de les faire travailler sept heures, il s'agit de les reconduire vers l'emploi, vers la dignité du travail, vers la réinsertion !

Nous aurons à soutenir les entreprises, les petites, les moyennes, par une réforme de la fiscalité : moins d'impôts pour les petites (15 %), un impôt intermédiaire pour les moyennes (30 %) et davantage pour les grandes ; élargir le crédit impôt recherche vers l'innovation des entreprises ; permettre l'accès au système bancaire ; créer un livret d'épargne industrie ; soutenir le bâtiment, parce que nous avons besoin de construire plus de logements. Et l'État mettra gratuitement à la disposition des collectivités locales ses terrains pour qu'il y ait davantage de logements sociaux. Nous améliorerons la compétitivité par un effort de recherche, d'innovation. Et nous n'avons pas besoin d'inventer une augmentation de la TVA pour alléger le coût du travail ! Nous réformerons le mode de financement de la protection sociale en appelant davantage sur le capital, et aussi sur ce qui pollue et émet du CO2. Voilà ce que nous ferons pour que les entreprises payent moins sur le travail et payent davantage sur les autres facteurs de production ! Nous créerons un contrat de relocalisation des activités pour que les entreprises qui viennent investir en France ou réinvestir en France puissent être soutenues. Nous organiserons la transition écologique, les nouvelles énergies, les économies d'énergie, et nous lancerons un plan pour l'isolation d'un million de logements par an. Nous poserons des règles pour la concurrence, la règle de réciprocité pour les marchés publics, et d'une manière générale pour qu'une politique commerciale

européenne soit définie, sans avoir besoin de menacer. Vous connaissez son tempérament... Il n'a pas bougé pendant cinq ans, et maintenant il veut quitter la table de la négociation, qu'il propose à tout sujet ! Il aurait mieux fait de mieux négocier le traité budgétaire — nous allons le faire !

Et j'y arrive, parce que c'est aussi l'enjeu du scrutin : si nous voulons de l'emploi, de la croissance, nous avons à prendre nos responsabilités ici, mais nous avons aussi à changer l'orientation de l'Europe. Les choses commencent à bouger, je vous l'ai dit, à mesure que cette campagne suit son rythme, à mesure que les résultats que nous faisons s'améliorent. Alors, puisque déjà on nous entend... Le Président de la Banque centrale européenne — je ne veux pas l'utiliser, le récupérer, il prendrait peur... Je vois des chefs de gouvernement qui, s'inquiétant de cette austérité qui les empêche de réduire leurs dettes et de maîtriser leurs finances, commencent à regarder vers nos propositions. J'ai même compris que le Président du Conseil européen, Monsieur Von Rompuy, un homme estimable, avait déjà anticipé la réunion du Conseil européen. Tiens, c'était prévu au mois de juin, ça viendrait plus tôt... Je vous le dis, on nous attend, on nous attend !

Le mot croissance, qui avait disparu des communiqués officiels, maintenant est assumé. On me dit même qu'il y aurait déjà des textes qui circuleraient entre les différentes chancelleries et les gouvernements pour prendre un certain nombre d'initiatives en matière de croissance. Tant mieux ! Et donc, j'ai moi-même pris l'engagement, au lendemain de l'élection présidentielle, d'adresser un mémorandum à tous les gouvernements européens, de façon à ce qu'il puisse y avoir déjà des mesures qui soient prises pour la croissance et la renégociation qui puisse s'engager, avec la création des euro-bonds, avec la taxe sur les transactions financières, avec la Banque européenne de l'investissement qui pourra soutenir les PME et les grands travaux, avec la mobilisation des fonds structurels, avec un dialogue avec la Banque centrale européenne qui, plutôt que de prêter aux banques pour qu'elles ne prêtent pas aux Etats, pourrait quand même prêter directement aux Etats pour lutter contre la spéculation !

Oui, nous avons un enjeu qui est d'abord économique, social, culturel aussi. D'où ma priorité à l'éducation, si maltraitée depuis tant d'années, depuis cinq ans affaiblie, amoindrie, abaissée. Eh bien, qu'il soit clair ici que l'école de la République sera la priorité budgétaire dans le prochain quinquennat. Il m'est dit à chaque instant : « Mais où va-t-il aller chercher ces 60 000 postes sur cinq ans, comment va-t-il faire pour financer ces créations de postes de fonctionnaires ? ». J'ai fait les comptes : 500 millions d'euros chaque année, 2,5 milliards à la fin du quinquennat, c'est-à-dire l'équivalent de l'allègement de l'impôt sur la fortune qui a été consenti et qui, je le rappelle, s'ajoute au bouclier fiscal en 2012 et 2013 ! Qu'est-ce que nous voulons, protéger les plus fortunés ou protéger les enfants de la République ? J'ai choisi ! Et les Français vont choisir aussi cette priorité !

Il y aura tant d'inégalités à combattre — inégalité dans l'accès à la santé, parce qu'il y a eu des dépassements d'honoraires qui n'auraient jamais dû être autorisés, parce qu'il y a eu des remboursements qui ont été remis en cause, parce que l'hôpital public n'a plus été considéré comme un service public mais comme une entreprise — oui, nous aurons à agir pour permettre sur chaque point du territoire à chacune et à chacun de pouvoir accéder aux soins dans les mêmes conditions, de lutter contre les déserts médicaux, d'assurer la couverture des dépenses d'assurance maladie pour le plus grand nombre. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités aussi en matière de logement. D'où ma proposition — j'ai compris qu'il l'avait reprise, mais tant mieux ! — d'encadrement des loyers dans les zones sous tension, de création davantage de logements sociaux, de doublement de plafond du Livret A. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités dans tout domaine, et notamment le domaine fiscal, où il y a eu tant d'injustices, où on a donné aux plus fortunés des avantages, où c'est l'Etat qui a fait des chèques du Trésor public aux plus grandes fortunes et aux plus hauts revenus. Eh bien ce sera l'inverse, maintenant : ce seront les plus hautes fortunes et les plus hauts revenus qui feront des chèques au Trésor public ! Nous aurons aussi à soutenir le pouvoir d'achat des Français, et je l'ai dit notamment pour les biens de première nécessité, les biens publics — l'eau, l'électricité, le gaz —, où nous aurons un forfait de base et puis, ensuite, une progressivité des tarifs.

Nous aurons tant à faire ensemble ! Tant à faire pendant cinq ans ! Tant à faire pour redresser, pour donner de la justice et espérance à notre pays.

Mais, mes chers amis, être chef de l'Etat suppose d'avoir une conception de l'Etat. La mienne, c'est l'exemplarité. Je veux rendre l'Etat aux citoyens. Pendant cinq ans, le chef de l'Etat a été tellement présent et l'Etat tellement absent. Cela doit changer. Et cela changera !

Je veux un Etat protecteur, qui n'oublie personne, qui n'abandonne aucun de ses enfants, qui fasse en sorte que chacune et chacun se sente pleinement dans la République.

Je veux un Etat respectueux qui s'impose à lui-même ses propres limites, qui n'utilise pas la police ou le renseignement à des fins partisans, qui garantisse l'indépendance de la justice.

Je veux un Etat impartial. Je ne veux pas remplacer un « Etat UMP » par un « Etat PS ». L'Etat, c'est le bien de tous ! Le seul bien de ceux qui n'en ont pas.

Je veux un Etat républicain, capable de faire confiance au pouvoir autre que le sien, qui lance un nouvel acte de décentralisation, qui respecte les partenaires sociaux, les syndicats, les organisations professionnelles, qui respecte les citoyens, qui lance de grands débats sur l'énergie – ce sera le premier.

Je veux un Etat stratège, garant de notre avenir, capable de fixer notre horizon, de choisir des grandes filières d'avenir, de porter l'effort de la recherche, de donner une perspective à notre pays, des références. C'est le rôle de l'Etat. C'est le rôle du chef de l'Etat. Et pour cela, le chef de l'Etat ne doit pas être le chef de tout et, en plus, responsable de rien. Le chef de l'Etat doit mobiliser, entraîner, rassembler, réunir !

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Bercy cet après-midi. Je n'ai pas envie de vous quitter, parce que nous sommes bien ensemble et que nous avons tant de joies à partager, tant d'objectifs à réunir, tant de conditions à poser ensemble pour que nous puissions donner une grande victoire à notre pays. La campagne que j'ai voulu mener depuis des mois doit ressembler à la prochaine présidence. Il n'y a pas de différence entre une campagne et un mandat. Ma campagne a été volontaire. Elle a été digne. Elle a été fraternelle. Elle a été rassembleuse. Je veux que le prochain président de la République soit volontaire, soit digne, soit fraternel, soit rassembleur.

Depuis dix ans, j'attends le changement. Je lutte pour le changement. Depuis cinq ans, je considère que le changement est devenu un impératif. Depuis des semaines, je vois le changement venir, arriver. Je le sens possible, à la portée de notre main ! La main de chacun, la main qui va le 6 mai prendre le bulletin du changement ! Le mettre dans l'urne, en faisant cet acte fort, démocratique, qui permet à un pays de se redresser.

Je veux en terminer avec l'arrogance, avec les privilèges, avec la brutalité, avec les injustices. Je suis conscient de ce qui travaille, hélas, notre pays, face à une mondialisation sans règles, à une Europe sans volonté, à une France sans repères. Oui, dans ce contexte-là, il y a des risques, il y a des dangers, il y a des menaces. Mais c'est à nous, mais c'est à moi, c'est ma responsabilité maintenant qu'il convient de conjurer les périls qui existent, car il y en a. Oui, il ne s'agit pas simplement de battre la Droite – ce serait trop simple. Il s'agit aussi de donner à la France confiance en elle-même. Et l'enjeu, en France et en Europe, c'est de lutter contre l'extrémisme, contre ce qui en est la cause et ce qui le produit.

Voilà, mes chers amis, le changement que je vous propose. C'est un changement de président, sûrement, de politique, de projet. Ce n'est pas simplement un ensemble de mesures. Ce sont aussi des exigences que nous portons ensemble.

Nous croyons tous ici à un autre ordre, plus juste, plus digne, plus humain pour notre pays.

Nous croyons à la République une et indivisible, capable de reconnaître et d'accueillir tous ses enfants dans leur diversité.

Nous croyons à la France réconciliée avec elle-même, avec son histoire, avec sa promesse, avec son avenir.

Nous croyons à la justice, à l'égalité, à un pays – le nôtre – où les destins ne seraient pas irrémédiablement figés, fixés, écrits dès le jour de la naissance. Nous croyons à une France du travail, de l'innovation, du mérite, de l'investissement. Nous croyons à une France qui donne à la jeunesse toutes ses chances, toutes ses conditions de réussite.

Nous croyons au changement, à ce changement qui s'annonce, à ce changement qui ne doit en aucune manière être blessant pour quiconque. Parce que ce que nous avons à faire, ce n'est pas gagner pour nous, c'est gagner pour le redressement, pour la justice, pour la jeunesse, pour l'espérance ! Ce que nous avons à faire de plus beau dans cette campagne, ce n'est pas simplement d'écarter. C'est de choisir, c'est de décider. Quand la Gauche est capable de se hisser à la hauteur de la France, alors elle est appelée par nos concitoyens à agir en son nom. Nous sommes la Gauche, mais aujourd'hui je suis la Gauche qui doit rencontrer la France tout entière.

Et la victoire que j'attends, que j'espère, qui est là, qui dans une semaine sera prononcée, je veux qu'elle soit un bonheur pour chacun. Je veux que vous ayez tous ici et au-delà de vous la même émotion, la même fierté, que cela reste dans votre mémoire comme un grand souvenir. Non pas comme un moment exceptionnel, il y en aura d'autres, mais comme le temps pour une génération de prendre ses responsabilités. Je veux que les plus anciens se disent qu'ils n'auront pas vécu simplement 1981 ou, pour d'autres, 1997. Non, je veux que la génération nouvelle se dise que 2012 a été une date historique pour la République !

Je veux que nous méritions la victoire, que nous soyons exemplaires, que nous puissions être tellement différents de celui qui nous fait face. Je veux que les Français reprennent la longue marche du progrès, le beau moment de la République. Je veux qu'ils aient, même s'ils n'auront pas tous voté pour nous, la belle idée que la France a choisi de livrer son destin dans de bonnes conditions, sans avoir été trompés, sans avoir été instrumentalisés, sans avoir été, en définitive, baladés. Je veux que la France se dise ce 6 mai, lorsqu'elle fera le choix de son destin, que personne ne restera de côté et que ce que je veux faire en votre nom c'est de réconcilier la France, de la rassembler, de la réunir. Je veux que

la fête, si fête il y a le 6 mai, soit la fête de toute la République ! Non pas d'un camp contre un autre, d'un parti contre un autre, non, d'une France réunie, parce que ce sera notre victoire, parce que ce sera la victoire de la République, parce que ce sera la victoire de la France !

Merci d'être à ce rendez-vous. Merci de croire en ce que nous représentons. Merci d'être dignes, dans ce combat, des valeurs que vous portez. Merci parce que sans vous, sans vous, il n'y a pas de victoire possible. Et je veux demain être votre président, ici, partout, et que l'on me regarde comme celui qui a permis le changement, l'espérance et le rassemblement de tous les républicains.

Merci à tous ! A la victoire ! Au 6 mai ! A demain !

Merci, merci à tous ! Maintenant il faut aller, comme on me le dit à chaque fois, jusqu'au bout, jusqu'au bout de la victoire, jusqu'au bout du mandat qui va nous être confié. Ne ménagez pas votre peine ! Chaque jour va compter maintenant. Sept, ce n'est rien — et encore j'en enlève un, c'est le jour du dimanche. Et le samedi, il n'y a pas de campagne. Il n'en reste plus que cinq ! Ne m'attendez pas, je vais faire un débat, c'est mercredi... Ah le débat ! Il en voulait deux avant le premier tour, trois après le scrutin de dimanche... Il aura un débat, un beau débat, un grand débat. Mais d'abord, le débat avec les Français ! Parce que c'est les Français que je veux convaincre. Il y a peu de chances que je parvienne à convaincre celui qui sera en face de moi... Ne craignez rien, l'inverse est également vrai, il y a peu de chances qu'il parvienne à me convaincre ! Mais moi, je veux convaincre les Français. Je veux leur dire « venez voter, venez voter le 6 mai, venez nombreux, nous avons besoin de vous ! ».

C'est le rendez-vous le plus important pour la génération qui arrive. Je leur dirai : « venez voter pour le candidat que je suis, parce que je suis le seul aujourd'hui à porter le changement ». Il y en avait d'autres au premier tour, je les respecte — enfin, ceux qui étaient du côté des forces de progrès, de la République. Mais maintenant, il n'y a plus qu'un seul candidat. Et le choix est tellement simple : est-ce qu'on veut continuer cinq ans de plus ou est-ce qu'on veut changer. Changer, oui ! Et quel est le plus grand risque ? Ce n'est pas aujourd'hui de choisir la Gauche et le changement. Le plus grand risque, c'est de rester avec la Droite et avec cette Droite-là au sommet de l'Etat !

Comme je vois que vous ne voulez pas partir, je reste un moment de plus avec vous... Rien — je vous le dis, rien — ne peut empêcher le changement, rien si ce n'est nos propres certitudes, une confiance excessive, le sentiment que les jeux seraient faits. Je veux vous faire comprendre que tant que le suffrage ne s'est pas prononcé, nous ne sommes certains de rien. Et donc, nous devons nous battre comme si nous étions en retard, alors même que nous sommes en avance. Nous devons mettre toute notre énergie. Vous me dites souvent : « courage, courage ! ». Mais c'est vous qui allez me donner le courage ensuite de gagner, oui, de réussir, après !

Alors, c'est à vous que je renverse maintenant le compliment ou l'encouragement. Tenez bon, ne lâchez rien ! Tenez bon jusqu'au 6 mai, mais tenez bon après ! Moi, à la différence de l'autre, je ne vous demande pas de m'aider, je ne lance pas de SOS, d'appel de détresse. Je vous demande, à vous tous, d'aider votre pays, d'aider la cause que vous servez, d'aider la République. Je vous demande de vous mettre au service de votre grande Nation, la France, de ne pas simplement attendre une victoire mais d'être capables ensuite de me permettre, avec le gouvernement, avec le Parlement, de réussir. Et puis, si je veux sauter les étapes, n'oubliez pas qu'après l'élection présidentielle il y a des élections législatives, et que je n'aurai plus l'occasion de m'exprimer parce que ce sera au premier ministre d'être le chef de la majorité. Mais ensuite, il nous faudra donner une majorité forte, cohérente, solidaire au président que vous choisirez le 6 mai. Vous avez encore beaucoup à faire ! N'épuisez pas vos forces mais quand même, donnez tout ce que vous avez de plus pur, de plus grand, de plus digne ! Soyez des citoyens de plein exercice !

Et vous, jeunes si nombreux qui êtes venus, jeunes de France, je vous dois la victoire, c'est ma mission, c'est ma responsabilité. Je veux que les jeunes de France puissent vivre une alternance, puissent vivre un changement, et puissent ensuite transmettre le message, le témoin, le relais. Parce que c'est ainsi que la République a toujours avancé. Chaque génération a pris, à un moment, sa responsabilité. Chaque génération a fait ce qu'elle a pu pour la République. Et ensuite, c'est à une autre de se lever et de prendre le drapeau. Tenez bon le drapeau, agitez-le, défendez-le, le drapeau de la République, de la France, le drapeau de vos espérances, le drapeau européen !

Oui, soyez les militants non pas d'un parti ou d'une cause, soyez les militants du changement, de la République, de la France ! Merci, jeunes de France de m'avoir accompagné, de m'avoir appuyé ! Et aux plus anciens qui nous regardent peut-être, je veux leur dire : quel plus beau destin pouvons-nous offrir que celui de donner à la génération qui arrive des conditions meilleures que celles que nous avons reçues de nos propres parents ? Oui, nous attendons beaucoup pour nous-mêmes, mais ce qui sera le plus beau au terme de notre existence, c'est de savoir ce que nous aurons été capables de donner, de transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants. Voilà pourquoi je dis que la jeunesse est la cause qui permet de rassembler tout le pays, toute la Nation, parce que c'est son avenir !

Alors, on va peut-être gagner, oui, peut-être. Mais si vous voulez qu'on gagne, alors faites votre devoir, accompagnez-moi jusqu'au bout. Et le 6 mai, chacune, chacun de son côté — car le vote, on le fait séparément, ce n'est pas un cortège, ce n'est pas une manifestation — oui, le 6 mai, chacune, chacun, individuellement, va faire ce qu'il pense être le meilleur pour son pays. C'est ça la démocratie, c'est qu'une majorité va surgir, c'est qu'un visage va apparaître, c'est qu'un nom va être proclamé ! Et ce nom, ce visage, c'est celui de la France, c'est celui de la République ! Ce visage c'est le vôtre ! Faites en sorte que nous ayons une belle victoire, une grande fierté ! Je vous retrouverai le 6 mai à Paris.

Merci !

\*\*\*

Chers amis,

Je veux vous parler ce soir de l'écologie, et de la France.

La campagne du premier tour touche à sa fin. Je suis venue vous dire ce soir de ne pas perdre espoir. Même si les temps sont durs pour le pays, et durs pour les écologistes.

Chacun veut décrire ma campagne comme un calvaire. On a même parlé de chemin de croix. Je ne dis pas qu'elle n'est pas difficile. Mais c'est quand les choses sont difficiles que nous devons nous battre sans baisser les bras. J'ai coutume de le dire, c'est la nuit qu'il fait beau croire à la lumière. Et voyez vous, malgré toute les difficultés, je suis sereine.

Je suis fière d'être votre candidate.

L'histoire dira qui avait raison de ceux qui voulaient sortir du nucléaire ou de ceux qui glorifiaient l'atome français. L'histoire dira qui avait raison de lutter contre le réchauffement climatique ou de continuer à se voiler la face. L'histoire dira qui voulait débarrasser l'agriculture des pesticides ou qui préférerait produire toujours plus et toujours plus mal.

Ceux qui, avec beaucoup de morgue, nous donnent tort aujourd'hui, ne peuvent le faire que parce qu'ils tiennent tous les leviers du pouvoir. Le sentiment de leur propre importance passe avant la défense de l'intérêt général. Leur pensée n'a plus le goût de la liberté, plus le courage de l'invention, plus l'audace de la lucidité. Leurs yeux ne voient plus que leur reflet satisfait dans le miroir, ignorant l'état du monde. Leur bouches ne s'ouvrent que pour déverser en boucle le même discours de renoncement, paré des atours trompeurs du réalisme économique.

Ils sont confits de certitudes et ne voient pas leur monde s'écrouler. Ils ne savent pas que l'écologie est une sagesse, une morale en actes, une volonté d'harmonie, un espoir d'avenir fondé sur l'équilibre et la modération. L'écologie c'est la défense continue de l'intérêt général contre la logique du profit à courte vue. L'écologie c'est la priorité donnée au vivant. Si la société de consommation vous promet le pouvoir d'achat, que d'ailleurs elle ne vous donne pas, la société écologique, elle, vous redonne le pouvoir de vivre.

\*\*\*\*

On me reproche mon manque de charisme, et mon peu de goût pour les effets de tribune. Je ne crois pas que la politique doive d'abord s'adresser aux tripes. Parce que la crise que nous traversons est telle que nous avons d'abord besoin d'un sursaut de l'intelligence.

Je pensais, et je le pense toujours que la politique à besoin de vérité. Alors tout au long de cette campagne, j'ai essayé de dire le monde tel qu'il est, dans sa complexité et ses contradictions.

Nous devons faire comprendre de quels grand changements la planète a besoin. Si je joue les trouble-fêtes, c'est que la fête est finie : nous ne pouvons plus gaspiller les ressources, nous ne pouvons plus continuer à produire plus sans chercher à produire mieux, nous ne pouvons plus créer des problèmes écologiques sans savoir comment les résoudre, aux dépens des écosystèmes.

Si je ne parviens pas à convaincre immédiatement, je cherche à ensemer les consciences. Le temps court d'une élection ne sert pas forcément le temps long de l'enracinement des idées. Mais il faut bien commencer quelque part. Et j'ai la conviction que le temps de l'écologie n'est plus si lointain.

Oui, nous sommes le mouvement de la rupture avec la destruction de la planète et l'asservissement des êtres humains. Oui un jour viendra, et plus vite qu'on ne le pense, où l'écologie se fera définitivement sa place dans les idées qui mettent en mouvement l'humanité toute entière. Un jour viendra où on se demandera pourquoi les principaux dirigeants du pays ont préféré, persister dans la folie nucléaire plutôt que de chercher à utiliser les énergies renouvelables. Un jour viendra où nous serons majoritaires : et même si la route est semée d'embûches je vous promets de vous accompagner sur ce chemin.

Je travaille pour que la génération Duflot accède au pouvoir : c'est à la nouvelle génération de secouer les chaînes du vieux monde pour qu'enfin les choses changent vraiment. Demain les écologistes seront une force avec qui compter. Accordez moi votre vote, donnez moi votre confiance, insufflez moi votre énergie pour créer les conditions du vrai changement.

La crise écologique demande que nous inventions les bases d'une nouvelle société. Voilà en réalité l'enjeu de cette élection présidentielle. Mais de tout ceci, vous ne trouverez trace dans aucun édito, dans aucune chronique.

Cela ne m'étonne pas. Je n'attendais pas d'approbation de la part de ceux qui doivent leur carrière à leur soumission, leur statut à leur obéissance et leur confort à leur docilité. Je n'attendais pas d'acclamation de la part de ceux qui ont dressé une statue à Nicolas Sarkozy avant d'encenser puis de jeter au bûcher Dominique Strauss-Kahn.

Je n'attendais pas d'encouragement venant des éternelles girouettes qui suivent les modes pour mieux sembler les faire, qui moquent les naïfs et vantent les cyniques. Je sais bien que je les dérange. Je le vois bien à leur manière de s'adresser à moi, guettant chacune de mes erreurs, espérant que chaque faux pas me sera fatal.

Il est vrai que je peux être maladroite. Mais si je peux parfois chuter, j'ai appris à me relever.

Je ne dépends d'aucun lobby, ne cotise à aucune confrérie, n'appartiens à aucun club dont l'objet serait de cultiver la satisfaction de l'entre-soi. Peu m'importent les honneurs, c'est la justice que je recherche. Le sentiment du devoir accompli est la plus belle des décorations. Je suis juste une femme libre au service de mon pays.

\*\*\*\*

Mon pays justement. Ce soir, je veux vous parler aussi de la France. Vous parler de notre France.

Ici même, à Grenoble, il y a bientôt deux ans, Nicolas Sarkozy a prononcé un discours qui déshonore la République. Un discours qui a donné une image désastreuse de la France, un discours qui a blessé vivement et profondément l'idée que des millions de françaises et de français se font de notre pays. En stigmatisant les Roms, et au delà l'immigration, Nicolas Sarkozy a mis dans sa bouche les mots des pires populistes.

Même à deux années d'intervalle, je veux ce soir lui répondre.

Qu'est-ce que la France ? Chacun à sa réponse à la question.

La France c'est le pays que j'ai choisi, aimé et servi toute ma vie.

La France, pour moi, c'est une idée magnifique, dans une géographie sublime.

L'idée magnifique d'abord. C'est celle de la nation citoyenne.

Nous sommes une nation citoyenne, c'est-à-dire une nation d'individus librement assemblés autour d'un projet commun que nous appelons République et dont la pierre de touche est l'égalité, dont l'outil d'émancipation est la liberté de chacun et dont l'horizon est fixé par l'idéal de fraternité entre tous.

L'égalité c'est la pierre de voûte de l'édifice républicain. L'égalité forme avec ses inséparables sœurs jumelles, la liberté et la fraternité, la plus belle devise du monde pour le plus beau pays du monde. L'égalité, c'est la fontaine de jouvence de la démocratie, celle qui permet de maintenir éternellement jeune et rebelle la promesse républicaine.

Et par temps de crise, davantage encore, l'égalité n'est pas seulement une boussole qui indique le chemin à suivre. Elle est le chemin lui-même ! Peu important nos origines, l'essentiel est de vouloir porter ce magnifique projet.

Celui d'une nation fondée non pas sur la fiction de la race, non pas sur le mythe d'un sang commun qui coulerait dans nos veines, mais sur l'idée que les hommes et les femmes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Une nation fondée sur l'idée que, peut importe d'où on vient ; pourvu que nous chérissions pareillement la fraternité et la liberté.

On a parlé de mon accent. Mais la France en a mille. Chaque accent a son histoire, individuelle ou collective, chaque inflexion de la langue française raconte une part de l'histoire du peuplement de notre pays, chaque langue régionale dit assez quelle multiplicité et quelle diversité ont convergé pour construire notre nation.

Notre France, c'est une France dont l'identité ne souffre pas de l'ouverture, puisque son identité c'est l'ouverture, le mouvement vers les autres, la quête de l'universalité, non pas l'exotisme et le relativisme, mais la curiosité vraie et le dialogue des cultures.

Notre France ne récuse pas ceux qui ont quitté leur pays pour la rejoindre pour des raisons politiques ou économiques, parce notre France se bat pour changer l'ordre du monde et accompagner la longue marche de l'humanité vers l'émancipation des individus.

Notre France a tiré toutes les leçons de l'esclavage et du colonialisme : elle sait que les races n'existent pas, que la prétendue supériorité de l'homme blanc est une folie et que défendre, comme monsieur Guéant, l'idée d'une civilisation supérieure est un crime contre l'esprit, une faute morale, une impasse politique, et au final, une menace pour notre civilisation.

N'en déplaise à Madame Le Pen, la châtelaine héritière du parti de la haine, l'identité de la France, ce n'est pas une couleur de peau, ce n'est pas une origine, ce n'est pas une religion. L'identité de la France, c'est la République.

\*\*\*\*

Et la nouvelle frontière de la république, c'est l'écologie : le droit pour tous d'avoir un environnement sain, c'est-à-dire la liberté, l'égalité et la fraternité dans une planète préservée.

Je me bats donc pour une république écologique : une république où l'intérêt général compte davantage que les profits privés, une république où les droits des générations futures sont défendus avec vigueur, une république où la responsabilité est érigée en principe moteur de l'action publique.

Je veux donc inscrire le droit à un environnement sain et protégé, dans la constitution de notre république.

Je défends également, vous le savez une république exemplaire. En le faisant, c'est la France elle-même que je défends. L'impunité des puissants n'est pas seulement une injustice, elle est un défi jeté au visage du pays tout entier, une trahison de notre histoire et de nos valeurs.

L'impunité, c'est le retour en arrière, vers un ordre de castes et de privilèges que la révolution française est censée avoir aboli. Au fond, de ce point de vue, le sarkozysme n'a pas été seulement une régression : c'est bien une véritable contre-révolution qui s'est déroulée sous nos yeux pendant cinq années.

Notre pays doit retrouver l'esprit des Lumières.

Je ne supporte pas l'idée qu'il y aurait en France des droits à géométrie variable : je veux lutter contre la justice à deux vitesses en donnant enfin à la justice les moyens de faire son travail, en garantissant l'indépendance du parquet, en cessant d'encombrer les prisons pour des délits mineurs et en faisant en sorte que la condition carcérale soit digne d'un pays démocratique.

Même en prison, on reste un être humain. Se battre pour la condition des prisonniers, c'est se battre pour l'efficacité de la sanction, pour que la peine prononcée par un juge ait un sens, et que la réinsertion dans la société soit rendue possible.

Voilà ce que ne vous dira jamais monsieur Sarkozy qui s'agite sur les questions de lutte contre la délinquance mais a empiré la situation dans nos prisons en les transformant en véritables cocotte-minute.

Je veux rendre hommage ce soir au personnel de l'administration pénitentiaire qui gère l'ingérable. Si j'ai quelque influence sur la future majorité, croyez-moi, je vous le jure, j'agirai pour que notre système judiciaire et notre système carcéral retrouvent les moyens d'accomplir leur mission.

A la question « c'est quoi la France », je réponds : « c'est la passion de l'égalité ». C'est pourquoi je me sens tellement française, parce que toute ma vie j'ai poursuivi cet idéal d'égalité et de justice. Alors je ne supporte pas de voir la France défigurée par la haine de l'autre, la

France amoindrie par le manque d'ambition universaliste, la France amputée par le repli chauvin, alors que la France est grande quand elle parle pour tous les opprimés de la terre et qu'elle éclaire les peuples en lutte pour leur liberté.

\*\*\*\*

Je le répète la France est une idée magnifique.

Mais la France ne se résume pas à une idée, aussi belle soit elle. La France est aussi et d'abord une réalité physique.

C'est une géographie sublime.

Moi qui chérit la nature depuis ma plus tendre enfance, je veux dire aussi ce soir l'amour que j'ai pour les territoires de France et leurs incroyables contrastes qui en font la chatoyante beauté. Et si aimer la France, c'était d'abord protéger les cours d'eau de la pollution, préserver la biodiversité de la destruction, empêcher le bétonnage d'un littoral précieux, contester le tracé d'une autoroute qui défigure une vallée, toutes choses que les écologistes font depuis des années ?

Quand on aime la France, on ne la saccage pas, on la préserve on ne la pille pas, on la protège, on ne l'abime pas, on la conserve. Voilà pourquoi, l'écologie c'est le vrai parti de la France : celui qui défend au quotidien nos ressources naturelles, nos terroirs et notre patrimoine paysager que le monde entier nous envie.

\*\*\*\*

Dans les jours qui viennent, je vous demande de m'aider à tout faire pour que l'écologie réussisse le meilleur score possible.

Je veux bousculer les habitudes du monde politique. Oui je veux que Nicolas Sarkozy soit battu, et que la majorité change mais je veux aussi un vrai changement pour mon pays.

Pour cette raison, je veux éviter les deux maladies qui ont fait tant de mal à nos idéaux lorsque la gauche était en responsabilités. La maladie de la gauche molle, et le syndrome de la gauche folle.

La gauche molle a, quand elle a gouverné, cherché le chemin du consensus mais trouvé celui du renoncement. En voulant être raisonnable elle est devenue conservatrice. Elle a attendu que les marchés lui donnent quitus de ses efforts pour devenir gestionnaire, et au final c'est le peuple qu'elle a perdu, à force de tant de genuflexions devant les forces qu'elle était censée combattre.

La gauche folle, elle, s'emballe dans l'opposition. Elle fait des grands discours et des belles promesses. Elle agite des drapeaux et convoque la mémoire des révolutions. Elle lève des espoirs immenses qui finissent en cendres et dégèrent en frustrations inconsolables.

Alors, si demain une nouvelle majorité remporte les élections, elle devra naviguer entre ces deux écueils pour éviter de faire naufrage.

Quand on aborde la saison des tempêtes, peu importe le capitaine : le problème c'est de fixer le cap et d'avoir une bonne boussole. Le cap c'est la transformation de nos sociétés pour sortir de la crise. La boussole c'est l'écologie, qui à chaque instant nous indique le chemin à suivre pour défendre le développement humain et protéger la planète.

Voilà de quoi je veux débattre avec mes partenaires.

J'entends que Jean-Luc Mélenchon, à ma suite, propose une règle écologique. Très bien. Je lui dis encore un effort : Jean-Luc, demande la sortie du nucléaire, et oppose toi à la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Ta planification écologique sera plus crédible et le vrai changement sera en marche.

J'entends que François Hollande se réveille aussi à l'écologie. Je lui dis bienvenu. Mais François, suit la boussole de l'écologie et suit la réalité : mets le cap sur les énergies renouvelables, le développement d'une agriculture sans pesticides, en refusant dès aujourd'hui l'épandage des pesticides et la lutte contre le réchauffement climatique.

Tu as une occasion unique de rentrer dans l'histoire comme le président de la transition écologique. Mets le cap sur le courage et la volonté et finissons en avec un vision obsolète du monde qui croit que l'écologie ce n'est qu'un supplément d'âme quand l'écologie est le vrai changement du siècle qui vient.

A vous tous qui êtes ici ce soir, je veux dire en définitive ceci : aidez-moi dépasser la maladie de la gauche molle et le syndrome de la gauche folle, aidez-moi à installer l'écologie au cœur des politiques publiques pour les cinq ans à venir, aidez-moi à renverser la donne, aidez-moi à donner à l'écologie la place qu'elle mérite, aidez-moi à construire une République écologique, aidez-moi à reconstruire une France ouverte, riche de sa diversité et de ses valeurs, aidez-moi dans mon combat contre la corruption et l'impunité, aidez-moi à faire mentir les sondages, aidez-moi à faire du 22 avril une surprise pour tous ceux qui veulent le vrai changement.

Ne laissez pas tout le pouvoir aux forces du passé. L'avenir est entre vos mains.

Vive l'écologie, vive la République, vive la France

\*\*\*

<campagne=2012>04.18 - <locuteur.rice=Eva\_Joly> - Cirque d'hiver <lieu=Paris> <texte=83>

Chers amis,

C'est ce soir le dernier meeting de ma campagne. Le dernier meeting de notre campagne. J'ai tellement de chose à vous dire...

Je suis d'abord venue vous dire que ce n'est pas une fin de campagne mais un commencement. L'écologie a rendez vous avec l'histoire : dans les années qui viennent nous aurons à reconstruire l'espoir.

L'espoir n'est pas l'utopie : il en diffère car il n'indique pas seulement un but, mais aussi les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre.

L'espoir n'est pas l'illusion : il s'en distingue par la force que nous mettons à le traduire en actes.

L'espoir n'est pas la nostalgie du monde passé : il est la projection vers l'avenir pour inventer un monde différent de celui qui nous oppresse.

Face à la violence de la crise sociale, la domination sans partage de l'argent, l'épuisement des ressources naturelles, face à la crise énergétique, à la surconsommation et à l'impasse du culte de la croissance, L'écologie est l'espoir de notre temps, L'espoir véritable, celui d'un changement de société pour mettre un terme au saccage de la planète et à l'exploitation des êtres humains, pour vivre mieux dans une société de partage et de justice.

Dans cette présidentielle j'ai porté le drapeau vert de l'espoir c'est à dire le triomphe de la vérité sur le mensonge, la victoire de la volonté sur la lâcheté, et la supériorité de la raison sur les fantasmes.

Pour défendre cet espoir, qui n'est ni l'illusion, ni la pure utopie, ni la nostalgie, la bataille fut rude.

Rude d'abord pour nos idées. L'écologie a été constamment mise sous le boisseau. Et quand elle ne l'a pas été, c'était pour mieux moquer nos positions en les déformant. On a voulu faire croire aux françaises et aux français que l'écologie est un problème, alors même que l'écologie c'est la solution.

La campagne fut rude aussi pour ma personne. Ce n'est pas rien d'être scrutée sous toutes les coutures, observée sans cesse, critiquée sans nuances, bousculée sans ménagement par nos adversaires.

Je veux aussi dire merci à celles et ceux qui se sont jetés dans la bataille et n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts.

En particulier, je veux remercier les plus jeunes de mes soutiens : ces jeunes femmes et jeunes hommes d'une vingtaine d'années, plus jeune que mes propres enfants et qui on fait don de leur enthousiasme, non pas à ma seule personne, mais à la cause de l'écologie.

La nouvelle génération a porté la grand-mère que je suis : c'est le premier signe du vrai changement. Je sais que votre campagne a été dure, éprouvante, et vigoureuse. Mais grâce à vous j'ai tenu bon.

Une présidentielle, je le sais maintenant, c'est un exercice auquel rien ne prépare vraiment.

Aurais-je sollicité l'honneur de conduire les écologistes dans la bataille présidentielle si j'avais su quelle part de personnalisation demande cette compétition électorale ?

Ce n'est pas certain.

Est ce que je recommencerais maintenant que je connais la difficulté et les pièges de la route ?

Oui car c'est un immense honneur que vous m'avez désignée pour vous représenter et un honneur plus grand encore, d'avoir défendu vos positions sous le feu nourri de la droite et de l'extrême droite.

Est ce que je regrette mes maladresses ? Seulement celle qui m'a fait chuter dans les escaliers.

Tout le reste, je l'assume. Ma petite voix, mon débit lent, mon accent, mon incapacité à mentir. Mes défauts ont aussi fait de moi la femme que je suis et qui se tient devant vous avec modestie mais avec la fierté d'avoir été candidate de la plus noble des forces politiques.

Je ne suis pas une oratrice : je ne fais pas tanguer la foule sous la houle des mots qui roulent, je ne berce pas mon public par de belles paroles rassurantes. Je m'en excuse. Quelque chose en moi refuse de fonder la politique sur la tyrannie de l'émotion.

Slogan contre slogan, drapeaux contre drapeaux, simplification contre simplification, je n'aime guère cette manière de faire de la politique. Je crois que la politique à tout à voir avec la rigueur de l'exposition d'un argument et rien avec le talent de comédien.

Si je m'adresse davantage au cortex qu'aux tripes c'est parce que notre monde est complexe : mon devoir est d'éclairer les électeurs, pas de les mystifier. Oui je refuse d'être une architecte de l'illusion, une semeuse de promesses futiles, une menteuse en col blanc.

Nous en avons soupé des belles paroles et des promesses de lendemain qui chantent. Nous voulons des solutions précises et argumentées.

Voilà pourquoi j'ai présenté un contre budget basé sur une hypothèse de croissance sérieuse. J'ai chiffré mon programme. J'ai fait l'effort de parler vrai.

Je ne suis pas la candidate du baratin et du blabla. Je suis la candidate de l'écologie, c'est à dire la candidate du possible et du nécessaire.

Quand je parle de sortie du nucléaire c'est parce que c'est possible et que c'est nécessaire. Quand je parle de créer des centaines de milliers d'emploi par la conversion de l'économie c'est parce que c'est possible et que c'est nécessaire. Quand je parle d'un crédit formation à prendre tout au long de sa vie c'est parce que c'est possible et que c'est nécessaire. Quand je défends l'encadrement des loyers, une autre politique de transports, ou la baisse du coût des médicaments c'est parce que c'est possible, nécessaire et urgent.

Mon sens éthique est plus développé que mon sens tactique, je le concède. Mon esprit de révolte est plus vif que mon esprit de discipline, je le confesse. Ma pugnacité au combat est plus forte que ma capacité de soumission. J'ai en horreur l'embrigadement et ce qu'il demande d'alignement sur la pensée de son voisin.

Je suis donc venue à la politique sur le tard. Je n'ai donc pas l'habileté de ceux qui ont fait carrière dans les allées du pouvoir. Je n'ai ni leur prudence dans l'expression, ni leur virtuosité dans la manœuvre. Pour cela j'ai été moquée, raillée, tournée en ridicule, montrée du doigt, présentée comme une écervelée qui décidément n'était pas à sa place.

J'accepte les critiques sur ma personne.

Mais je refuse qu'elles dessinent en creux le visage du politique idéal, qui serait un homme blanc, bien né, passé par les bonnes écoles ou les bons réseaux au bon moment, un homme issu du système avec une pensée orthodoxe, un homme capable de dire aux marchés seulement ce qu'ils veulent entendre et de faire entendre au peuple seulement ce qu'il veut bien lui dire .

La politique n'est pas l'apanage d'une caste, elle n'est pas la propriété de quelques uns, elle est le droit du plus grand nombre à reprendre la maîtrise de notre destin commun.

Voilà de quoi ma candidature est le symbole : d'une autre manière de faire de la politique.

Que ma petite voix trouble leur confort est une chose étrange : ils ont le monopole de la parole. A longueur d'édition ils nous commandent d'accepter le cours des choses. Ils ont d'ailleurs déjà écrit le récit du temps qui vient. La seule politique possible à leurs yeux c'est l'austérité. A savoir, les coupes dans les budgets sociaux, la réduction du nombre de fonctionnaires, le sacrifice de l'environnement.

Si demain, comme je le pense et comme je le souhaite François Hollande est élu, les responsables de la crise n'attendront pas 10 jours pour faire entendre leur voix comme une funeste chorale n'ayant qu'un refrain à entonner.

Et comme des attaques spéculatives se préparent déjà, encouragées par ceux la même qui dans les cinq dernières années ont vidé les caisses en faisant des cadeaux à leurs amis du premier cercle, ce qui va suivre risque d'être terrible.

Préparez vous à tenir bon. Voici venu le temps de la vérité et du courage.

Du courage, j'en ai vu pendant toute ma campagne, en traversant notre pays. J'ai vu le courage des habitants des quartiers nord de Marseille qui refusent qu'on abandonne leur quartier aux dealers, j'ai vu le courage des ostréiculteurs du bassin d'Arcachon qui résistent à la crise et ne veulent pas abaisser la qualité de leur production, j'ai vu le courage et la mobilisation des sages-femmes de la maternité des Lilas, qui se battent pour que l'accouchement des femmes soit protégé de la logique libérale et strictement comptable. J'ai vu le courage digne des familles touchées par la folie meurtrière de Mohamed Merah et ont résisté à la tentation de la haine.

J'ai vu le courage et j'ai vu la beauté de notre nation, nation citoyenne que je veux débarrasser définitivement de la fiction infâme de la race. Voilà pourquoi dans cette campagne je rends coup pour coup à la représentante du parti de la haine. Celle que j'ai choisi ce soir de ne pas nommer parce qu'au fond elle est innommable. Celle qui m'attaque devant les tribunaux non pas pour je ne sais quelle prétendue diffamation, mais bien en réalité parce qu'elle ne supporte pas la vision de la France que je porte.

A elle et à ses partisans je veux dire tranquillement : nous sommes chez nous. Nous sommes chez nous, nous les français et les françaises, métèques venus des quatre coins du monde pour faire France, nous les métis et les métisses, nous les immigrés qui travaillons sur les chantiers et nous cassons le dos pour ériger des bâtiments. Nous sommes chez nous, nous les bretons, les corses, les occitans, nous les polak, les portos, les ritals et les espingouins, nous les youpins, les nègres, les bougnoules, nous les norvégiennes ménopausées, nous l'Europe nous le monde, nous la planète parce que nous sommes la liberté d'aimer, l'égalité devant la loi, et la fraternité dans la République. Nous sommes chez nous.

Un nouveau cycle politique s'ouvre. Une question se pose à la gauche et aux écologistes : comment faire face à la crise ?

François Hollande nous dit, j'ai la réponse. C'est mon programme, tout mon programme, rien que mon programme.

Partout en Europe, le compromis social-démocrate classique s'est trouvé incapable de résister à la situation de pression maximale portée par la financiarisation à outrance de l'économie.

Alors je crois et j'affirme que nous devons inventer un modèle en rupture avec la logique productiviste. Nous devons sortir de la société de gaspillage pour inventer une société de modération écologique.

C'est le sens de la transition écologique que je propose dans cette campagne.

C'était le sens du pacte écologique porté par Nicolas Hulot en 2007, et qui a été trahi par ceux la même qui l'avaient signé. Le démantèlement du Grenelle de l'environnement a été un désastre. Alors, je pose la question à François Hollande veut il, sur ces questions se démarquer de Nicolas Sarkozy ?

Veut il rester dans l'histoire comme le syndic de faillite de l'espoir de la gauche ou comme celui qui aura réussi, par son intelligence et son audace à ouvrir une voie nouvelle basée sur l'écologie et la justice ?

Je veux que les choses soient claires : les écologistes feront tout pour qu'une nouvelle majorité remporte cette élection mais aussi tout pour empêcher cette majorité de retomber dans les ornières du passé, mélange de conformisme, de renoncement et d'absence de volonté qui ont causé tant de déception.

Je veux que chacun et chacune d'entre vous se sente concerné personnellement par le combat qui vient.

L'acte de refuser le monde tel qu'il est procède toujours d'abord d'une prise de conscience individuelle.

Ensuite on essaye de faire nombre, entrainement à d'autres à partager nos vues. Ensuite seulement, on tente de se donner de la force en se trouvant des jumeaux en rébellion et des sœurs en insoumission.

Ensuite seulement, une fois qu'on s'est dressé seul face au désordre du monde, Il s'agit de prendre sa place dans une généalogie de la résistance, de s'inscrire dans une histoire, dans un mouvement, dans un souffle collectif capable de changer le cours des choses.

Ce mouvement, je l'ai trouvé avec les écologistes qui sont les porteurs de la remise en cause la plus profonde du fonctionnement de notre modèle de développement. C'est avec vous que je me sens bien, que je me sens capable de mieux résister aux forces de l'argent pour offrir une autre politique aux habitantes et aux habitants de ce pays.

Ici, je vois des incorruptibles, des lanceurs d'alerte, des éveilleurs de consciences, des vigies, des empêcheurs et des empêcheuses de bétonner en rond.

Ici, j'ai rencontré ces héros ordinaires que j'aime tant. Ceux pour qui désobéir est un risque bien moindre que se taire, ceux qui veulent que les choses changent, ceux qui pensent que la gauche est vraiment la gauche quand elle s'affronte à la loi de l'argent au lieu d'y céder, bref ceux qui veulent autre chose que la simple alternance par défaut et exigent que la transition écologique commence de toute urgence, bref celles et ceux qui veulent le vrai changement et soutiennent ma candidature pour bousculer l'ordre établi.

S'engager c'est se projeter vers le monde en disant « j'ai compris » et partageant avec autrui ce qu'on a compris se sentir responsable d'une part du destin commun.

Alors laissez moi partager encore un peu avec vous, vous qui m'avez tant soutenu et que je tiens à remercier avec chaleur.

Laissez moi vous dire ce que j'ai compris, ce que j'ai appris dans toute ma vie de juge, quand j'ai du affronter les forces dominantes pour démêler l'écheveau de mensonge et de corruption qui se présentait devant mes yeux incrédules.

C'est un secret terrible. Et une fois que vous l'avez regardé en face ce secret, votre vie ne peut en être que bouleversée.

Ce que j'ai appris tient en une phrase : « ils n'ont aucune limite »

Ils n'ont aucune limite et ne reculent devant rien.

Ceux qui pensent qu'une mallette de billets vaut plus qu'un million de bulletins de vote sont prêt à tout : subornation de témoins, crimes divers et variés, déstabilisation d'états indépendants, menaces et coups de force sont leurs méthodes quotidiennes.

L'appât du gain les met en mouvement, le taux de change est le seul arbitre de leur choix, l'obsession du profit leur seule morale.

Au fond Nicolas Sarkozy n'aura été que leur jouet involontaire, leur meilleur allié, le zélé serviteur d'un monde qui le fascine, prêt à tout pour en être.

Prêt à tout, même à tricher.

Je pèse mes mots, et je le dis en conscience : au final le Sarkozysme n'aura été qu'une vaste supercherie, une escroquerie réactionnaire, un abus de pouvoir basé sur un abus de faiblesse.

Le courage commande de dire que ce pouvoir est né d'un acte qui en dit long sur ceux qui l'ont commis. On a profité d'une vieille dame qui n'avait plus toute sa tête pour lui soutirer des fonds pour le financement d'une campagne électorale.

La vérité du Sarkozysme, n'en déplaît à Monsieur Woerth qui s'indigne en 140 signes sur twitter mais n'est pas capable d'aligner deux mots convaincants pour se défendre des accusations portées contre lui dans le dossier Bettencourt, c'est que les conditions du financement de la campagne de 2007 sont peu claires, douteuses, honteuses.

Quel étrange pays que le notre. On me voue aux gémonies parce que j'ose poser les questions qui dérangent. Mais je ne fais que mon devoir. Pourquoi ma bouche devrait demeurer close alors que mes yeux sont grands ouverts ?

Je suis contre la justice à deux vitesses, qui poursuit les voleurs de poule et absous d'avance les délits de ceux qui trompent le peuple.

Finissons-en avec les agissements d'une petite caste habituée à agir en toute impunité. Si vous aimez la vérité et la justice, alors vous voterez pour les écologistes qui eux au moins, ont eu le courage de dire ce que chacun voyait mais que la plupart taisait.

Oui je suis résolument engagé dans un combat contre ce qu'a incarné Nicolas Sarkozy. Ce n'est pas une misérable question de détestation intime ou de méchanceté. La vérité, c'est que j'aime trop la France pour la laisser sans rien dire aux mains d'un homme qui était prêt à vendre le nucléaire français à Kadhafi, qui a traqué les enfants sans-papiers jusque dans les écoles, qui a tué le grenelle de l'environnement, qui a monté les français les uns contre les autres, qui a trompé les ouvriers, qui a fait du mensonge permanent le principe cardinal de sa politique et qui a pu faire tout cela en ne respectant pas la règle du jeu dès son élection.

Nicolas Sarkozy au pouvoir, c'est le roman d'un tricheur. Je vous invite à en écrire les dernières lignes en évitant que son bilan moral ne devienne notre héritage à tous. Je vous appelle à défendre l'intérêt général contre les intérêts privés qui veulent cadenasser nos vies.

Ma candidature c'est bien sur la candidature de l'écologie. Mais c'est aussi une réponse à la dictature du conformisme, un appel à relever la tête, un encouragement à la lutte contre le cynisme triomphant qui fut la marque du Sarkozysme.

Ma candidature c'est la candidature de l'écologie et c'est aussi la candidature du refus du mépris de classe. Quelques uns pensent tout savoir parce que dans leurs grandes écoles on leur a dit depuis toujours qu'ils sont l'élite, la crème de la crème, la classe supérieure et infaillible.

Ils sont suffisants. Mais sont-ils vraiment nécessaires ?

Je lance un appel à tous les esprits libres, à toutes les têtes raides, à tous les indignés, à toutes celles et à tous ceux qui refusent de croire que la politique est un métier et veulent que les citoyennes et les citoyens puissent décider de ce qui se fait dans leur pays. Ma campagne vous appartient, ma candidature vous appartient ma voix vous appartient. Alors donnez moi la votre.

Vous qui ne savez peut être pas pour qui voter, comme dirait Nicolas Hulot, votez pour la planète.

Votez pour la planète en défendant les trois zéros : Zéro gaz de schistes, zéro OGM, Zéro autoroute nouvelle.

Votez pour la planète en votant contre l'épandage en plein air des pesticides qui vient d'être ré autorisé alors même que les risques pour la santé sont connus.

Votez pour la planète en choisissant le grenelle de la consommation, pour favoriser les circuits courts et faire baisser les prix en établissant la transparence sur les marges de la grande distribution.

Votez pour la planète en défendant la biodiversité et la lutte contre le bouleversement climatique.

Votez pour la planète en faisant en sorte qu'après Fukushima la France sorte de la folie du nucléaire et fasse enfin le choix des énergies renouvelables.

Votez pour la planète et soyez fiers de le faire. Vous serez alors des pionnières et des pionniers, des redresseurs d'espérance, des libérateurs d'avenir. Vous serez la meilleure part de notre pays qui est plus beau quand il parle pour la planète entière que quand il se recroqueville dans une posture de haine.

Votez pour la planète, votez pour l'écologie, votez pour Eva Joly. Votez pour moi pour que dès le 6mai, les écologistes pèsent sur la politique du nouveau gouvernement.

Votez pour moi pour battre la droite bling-bling et réveiller la vieille gauche. Votez pour le vrai changement.

Vive l'écologie, vive la République, vive la France !

\*\*\*

<campagne=2012>04.20 - <locuteur.rice=Marine\_Le\_Pen> – Merdrignac <lieu=Merdrignac> <texte=84>

C'est avec un immense plaisir que je passe la dernière journée de la campagne de ce premier tour des élections présidentielles en Bretagne, dans cette ferme de Merdrignac. Agriculteurs et pêcheurs, habitants des campagnes de France, vous avez été mes meilleurs soutiens tout au long de cette campagne, mes meilleurs rencontres souvent aussi !

Après Sète, Brachay, Le Tréport, Châteauroux, Chablis, Boulogne-sur-Mer, Briennon-sur-Armançon et tant d'autres lieux, je suis aujourd'hui avec vous, à Merdrignac, en Bretagne ! Je reviens dans cet Ouest que j'aime, cet Ouest qui m'a tant donné, où j'ai mes racines. L'Ouest des marins et des terriens, des pêcheurs et des agriculteurs, des entrepreneurs et des grands navigateurs, l'Ouest épris de liberté. L'Ouest fier de ses traditions, traditions dont le bagad Kerlenn Pondi, que vous connaissez tous ici est un magnifique exemple. L'Ouest qui a vu ces dernières années son tissu économique, l'un des plus remarquables de notre pays, mis à mal par une crise dont il n'est en aucun cas responsable, l'Ouest qui se bat et ne se plaint jamais, qui sais que la crise est loin d'être finie mais qui ne cèdera pas !

Le 2 mars, j'ouvrai à l'occasion du Salon de l'Agriculture les cahiers de doléances de la ruralité, de l'agriculture et de la pêche. Ces doléances, je n'ai cessé de les recueillir tout au long de la campagne. Aujourd'hui, je veux être la voix de ceux que nos élites refusent d'entendre, de ceux que nos élites préfèrent occulter au profit de victimes autoproclamées, de délinquants, d'extrémistes, sur lesquels ils ne cessent de déverser l'argent de ceux qui bossent, de ceux qui triment en silence, de ceux qui ne sont bons qu'à payer toujours plus !

La crise ruine les travailleurs, les entrepreneurs courageux pendant que les puissants ne cessent de s'enrichir ; Bruxelles veut en finir avec nos paysans, avec nos pêcheurs, avec nos artisans, avec nos commerçants, avec nos entrepreneurs, avec tous ceux qui sont les forces vives de ce pays ! Quels crimes ont donc commis tous ces gens pour mériter un sort aussi cruel ? C'est malheureusement très simple : ils sont honnêtes et courageux, ils aiment leur travail et, plus que tout leur liberté ! Ces vertus entravent les ambitions de quelques puissants qui n'ont qu'une obsession : toujours plus pour eux et toujours moins pour les autres ! Je veux être la vigie de nos libertés, des vertus que je chérie, la vigie de notre vieux pays qui a encore tant à dire et ne veut plus se soumettre !

La révolte gronde ! L'heure est venue de rendre la parole aux honnêtes gens, aux oubliés, aux invisibles, l'heure est venue d'écouter leurs doléances !

Ce sont d'abord les prix indécents de l'essence, ces prix qui ne cessent d'augmenter, qui étranglent les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans mais aussi les familles condamnées à choisir entre la cuve de fioul du chauffage et le réservoir de la voiture. Chaque hausse du carburant rogne encore sur les revenus de ceux qui travaillent, sur le budget de familles qui n'ont d'autres choix que de se serrer la ceinture pour continuer à utiliser leur voiture, véhicules d'autant plus indispensables que l'offre de transport en commun est insuffisante, que les lignes de chemins de fer secondaires sont peu à peu abandonnées, que la politique du tout TGV sacrifie la majorité de notre territoire.

Il faut cesser de vider nos campagnes de leurs forces vives, de les transformer en désert, en dortoir ou en parc de loisir actifs durant les seules périodes de vacances ! Vivre, étudier et travailler au pays, voilà ce que demandent la plupart de ceux que j'ai rencontré. Rien de mirobolant, rien de démesuré ou d'illégitime, n'est-ce pas... Et pourtant... Combien de sacrifices doivent accepter ceux qui refusent de s'exiler ? Combien de jeunes doivent encore s'exiler pour espérer trouver un emploi ? Combien d'autres jeunes que leurs parents, agriculteurs, pêcheurs, artisans ou commerçants, supplient de choisir d'autres voies que les leurs faute de perspectives, d'avenir, de revenu ?

Ceux qui restent envers et contre tout sont peu à peu abandonnés : c'est d'abord la petite école du village qui est fermée ; vient ensuite la Poste, la gendarmerie ; le médecin aussi qui, faute de successeur, ferme définitivement son cabinet alors qu'au même moment les petites structures hospitalières sont démantelées les unes après les autres... Il ne reste bientôt qu'une poignée de commerçants que la multiplication des grandes surfaces achève à petit feu, doucement mais sûrement. Le village se meurt, le dernier bistrot abaisse une dernière fois son rideau, c'est la fin...

La fin, le désert, la mort : le voilà le bilan de ceux qui vantent la concentration des exploitations agricoles, qui prônent la suppression de la pêche artisanale, qui soumettent les commerçants à une concurrence intenable, qui assaillent les artisans de charges et de taxes. Chaque ferme en moins, chaque bateau sacrifié, chaque commerce qui ferme, chaque artisan sans successeur, c'est une école qui ferme faute d'enfants, un village qui meurt faute de jeunesse, faute d'avenir ! Sans ses campagnes, la France se vide de sa substance, se prive de ses racines mais aussi de sa sève.

Je veux mettre fin à cette spirale mortelle ! Je veux donner à ceux qui le souhaitent la possibilité de trouver un emploi dans la région où ils ont grandi, la possibilité d'exercer le métier dont ils rêvent depuis qu'ils sont gosses, la possibilité de léguer leur savoir-faire à ceux qui ont passionnément exercé tout au long de leur vie le métier qu'ils avaient choisi ! Vivre, étudier, travailler au pays, voilà l'espérance que je veux porter et que je défendrai !

De tous les acteurs des ruralités, de tous les travailleurs qui font vivre nos campagnes et nos terroirs, les éleveurs laitiers sont actuellement parmi les plus mal lotis, les plus maltraités. L'Union Européenne, avec la complicité du gouvernement de Nicolas Sarkozy, de son ministre Bruno Le Maire et de la FNSEA, les ont jeté en pâture aux grands groupes industriels. Industriels qui rêvent d'exploitations géantes, de bassins laitiers mis en concurrence afin de faire encore un peu plus baisser les prix, industriels, qui dans un avenir proche, s'en iront voir en Pologne et en Tchéquie si le lait est moins cher, la main d'œuvre plus facile à ramener à l'époque du servage ! Compétitivité, libre-échange, concentration, contractualisation obligatoire qui n'est que le camouflage d'une intégration programmée : ces mots repris sans cesse par nos politiques serviles ne sont pas les leurs, ce sont de l'OMC et des ultralibéraux de Bruxelles. Marianne Fisher Boel est partie, son œuvre néfaste demeure. Eleveurs laitiers, on vous a refusé des prix justes, on a volé le fruit de votre labeur. Vous ruiner ne leur a pas suffi, c'est maintenant à votre liberté qu'ils en veulent !

Il ne faut pas harmoniser les DPU comme le demande la Commission Européenne, mais les supprimer d'urgence ! Le découplage des aides organisé sous la pression de l'OMC et des ultralibéraux est un échec complet puisque tous les pays de l'UE se sont empressés de les contourner en les re-couplant dans les secteurs qu'ils entendent soutenir ! D'ici à 2014, les aides aux producteurs de lait seront totalement découplées mais ne le seront pas pour les céréales. Le message est clair : le gouvernement Sarkozy estime qu'il y a encore trop de laitiers dans ce pays et préfère sauvegarder les intérêts des céréaliers. Découpler les aides, c'est subventionner le chaos... Les seules aides efficaces doivent être couplées à la quantité et à la qualité. Il faut maintenir des quotas, quitte à les assouplir quand la demande le justifie et non les supprimer pour augmenter encore les excédents qui tirent les prix à la baisse et ne font les affaires que des industriels et des spéculateurs des marchés à terme.

Je crois à la richesse de toutes nos agricultures, à la diversification des filières : produits frais, produits destinés à l'industrie, AOC, filières courtes et, bien entendu, le bio : il y a de la place pour tous nos agriculteurs dans ce pays. Plus une ferme en moins ! Il est urgent d'arrêter la casse et d'encourager massivement l'installation des jeunes agriculteurs en les aidant à trouver des exploitations viables, en offrant des prix justes à leur production, en sécurisant leur endettement et en les conseillant correctement !

Eleveurs laitiers, agriculteurs, je vous fais cette promesse : je suis celle qui dit non ! La seule qui refuse de se plier aux diktats des puissants, qu'ils soient financiers, industriels ou technocrates ! Je vous défendrai, je redonnerai un avenir à votre beau métier, je serais la garante de cette liberté que nous aimons tant !

Messieurs les journalistes, notez-le bien : la surprise, la seule que redoute nos élites dans tout ce pays, c'est de l'Ouest qu'elle surgira ! Une vague bleue marine d'une ampleur sans précédent s'apprête à déferler ! Un vent mauvais secoue par contre le grément de nos adversaires qui risquent bien de finir à la côte !

\*\*\*

Monsieur le Maire, Mesdames Messieurs les élus ici présents, Mesdames Messieurs, Chers amis, j'avais bien des raisons de venir ici à Nevers, aujourd'hui 1er mai. D'abord la Nièvre, terre de victoires pour la Gauche, qui m'accueille une nouvelle fois. Je dis « une nouvelle fois » parce que j'y suis venu à tant de reprises... Et la dernière est restée dans ma mémoire, c'était le 10 mai 2011, c'est-à-dire trente ans après la victoire de François Mitterrand. Nous étions rassemblés à Château-Chinon, vous étiez sans doute présents. J'y avais fait le discours au nom des socialistes. Et je vous avais dit : « rendez-vous en 2012 ». J'y suis au rendez-vous, vous y êtes ! Et nous avons le même devoir que celui que s'était donné François Mitterrand il y a plus de 31 ans : de nouveau faire prévaloir l'alternance et au-delà d'elle le rassemblement des Français sur une grande cause, la République.

Oui, nous sommes conscients, ici plus qu'ailleurs, de ce devoir impérieux de réunir les Français et non pas de les diviser. Je laisse ça au candidat sortant qui veut toujours séparer les uns des autres, qui imagine qu'il y a deux France qui se font face et qui devraient s'affronter jusqu'au bout. Eh bien non ! Nous allons laisser les Français voter, c'est dimanche, vous n'avez rien oublié ! Et une fois qu'ils auront voté dans le sens que nous espérons, que nous voulons, que nous désirons, nous nous rassemblerons parce qu'il conviendra de se mettre au travail pour la France.

Je viens ici, un 1er mai à Nevers, pour rendre hommage à la grande figure qu'était Pierre Bérégovoy. Je salue ici sa famille, ses collaborateurs, ses amis, les élus de Nevers, tous ceux qui l'ont accompagné dans ce parcours qui fut le sien. D'abord, il fut un syndicaliste. Je veux rendre hommage à tous les syndicalistes de France, à celles et ceux qui, humblement, modestement, défendent les travailleurs, ont le plus beau des mandats : souvent éviter aux plus faibles le licenciement, donner de la dignité à ces travailleuses et ces travailleurs qui, rivés à leurs machines, demandent à être défendus, protégés. Oui, la fête du travail c'est la fête du syndicalisme, et je ne peux pas accepter, ici en France, qu'il puisse y avoir une bataille le 1<sup>er</sup> mai contre le syndicalisme !

Les syndicalistes mènent leur combat indépendamment de la politique. Ils peuvent avoir leurs choix, leur engagement, mais ils sont d'abord au service des salariés, de tous les salariés. C'était la démarche de Pierre Bérégovoy. Et quand il en eut terminé avec son combat syndical, il est passé à l'action politique. Il ne s'est pas trompé sur les hommes qu'il a voulu rejoindre. D'abord Pierre Mendès France parce qu'il y voyait là l'honnêteté en politique, la morale, le respect des engagements. Puis François Mitterrand parce qu'il y voyait la volonté, la ténacité, l'esprit de rassemblement. Il est donc entré au parti socialiste et il en fut l'un des principaux dirigeants. Je n'oublie pas qu'en 1981, au lendemain de la victoire, c'est à Pierre Bérégovoy que François Mitterrand confia la préparation de la transition, de la transmission des pouvoirs. Oh ce ne doit pas être facile ! J'ai l'impression que le candidat sortant de 1981 résistait : il n'arrivait pas à dire au revoir, ou il espérait qu'en disant au revoir, on le retiendrait ! C'était trop tard... Je ne sais pas ce que l'autre va faire, mais nous on lui dit déjà au revoir !

Pierre Bérégovoy devint secrétaire général de l'Elysée puis ministre. Et c'est en tant qu'homme d'Etat que je veux aussi le saluer. Ministre de l'économie et des finances, pour un ajusteur, un syndicaliste, ce n'était pas forcément le destin qu'il avait imaginé ou que d'autres avaient conçu pour lui. Les syndicalistes, on les met aux affaires sociales, et les ajusteurs à la revalorisation du travail manuel. Mais ministre de l'économie et des finances, vous n'y songez pas ! Mais pourquoi donc, en France, un ouvrier ne pourrait pas devenir, aussi, ministre de l'économie et des finances ? Et quel ministre a-t-il été ! L'homme qui a rétabli les comptes publics, parce que déjà il fallait engager le redressement, parce que déjà la Droite nous avait laissé en 1981 14 % d'inflation et un déficit du commerce extérieur. Cette Droite qui voudrait nous laisser penser qu'elle est bonne gestionnaire ! Et une nouvelle fois c'est la Gauche, et Pierre Bérégovoy y prit sa part, qui lutta contre l'inflation, engagea les restructurations industrielles et modernisa notre pays. Pierre Bérégovoy devint, parmi les grands dirigeants, les « argentiers » comme on dit, de l'Europe et de la planète, une référence : l'homme qui savait gérer, l'homme qui savait ce qu'était la valeur de la monnaie. Parce que, quand on a été syndicaliste, quand on a été ouvrier, on sait que l'inflation est un mal qui ronge et on sait ce qu'est la valeur, à l'époque d'un franc, aujourd'hui d'un euro. Enfin il devint Premier ministre dans une situation très difficile pour la Gauche. Il se battit avec honneur, mais c'est précisément là où on a voulu l'attaquer. C'est parce qu'il n'a pas supporté le dénigrement, le mensonge, la violence, toujours présentes hélas dans le débat public, qu'il prit la décision dont nul n'a oublié la gravité, le choc, dans sa mémoire. Voilà pourquoi je voulais être ici en ce 1<sup>er</sup> mai, pour saluer un syndicaliste, un ouvrier, un homme d'Etat, un grand serviteur de la République. Soyez fiers, Nivernais, d'avoir connu Pierre Bérégovoy !

Didier Boulaud me rappelait que pour Pierre Bérégovoy, il n'y avait pas de plus belle cause à servir que celle de la jeunesse, et qu'il considérait qu'elle était celle qui voyait toujours plus loin parce que sait qu'elle nous dépassera forcément et que c'est elle qui un jour aura à prendre la direction du pays. C'est pour la jeunesse que je me suis engagé dans cette campagne présidentielle. C'est pour la jeunesse que je veux que ce 1<sup>er</sup> mai soit celui du droit au travail pour la génération qui vient.

Le 1er mai, partout dans le monde, c'est la fête du travail. Cette idée est venue des Etats-Unis d'Amérique, à la suite d'un grand combat, lors du XIXe siècle et puis ensuite, de tous les syndicats du monde — enfin, les syndicats libres, parce qu'il y a encore tant de pays dans le monde où il n'y a pas le droit syndical, où il n'y a pas la liberté de manifester : le 1er mai, c'est aussi rappeler l'enjeu de la liberté des démocraties y compris parmi les pays émergents qui sont parmi les puissances et qui devraient aussi entendre la voix des travailleurs. Eh bien nous la portons aussi pour ces pays-là. Fête des travailleurs, fête des travailleurs du monde, fête syndicale, de tous les syndicats au-delà de leur sensibilité, fête républicaine, parce que le 1<sup>er</sup> mai est entré dans nos usages, nos rites, dans le sens que nous donnons au progrès. C'est la

fête où ceux qui ont du travail, ceux qui n'en ont pas, ceux qui en voudraient un meilleur se retrouvent pour marcher dans le souci exclusif d'améliorer la dignité humaine. Le sens de l'humanité que nous donnons à cette fête ne doit pas être dévoyé. Ce fut déjà le cas quand un mouvement d'extrême droite a essayé de capter la mémoire de Jeanne d'Arc – qui n'y est pour rien et je veux ici défendre son honneur — mais aussi pour capter l'idée que les travailleurs pourraient se réfugier dans un vote qui serait contraire à leurs intérêts. Car comment un ouvrier, comment un jeune, comment un travailleur, pourrait penser qu'il y a, dans le rejet, le repli, la haine de l'autre une place pour assurer son avenir ?

Et voilà que le candidat sortant découvre le 1<sup>er</sup> mai. Jusque-là, je ne sais pas ce qu'il faisait ce jour-là, mais il ne nous livrait pas ses pensées les plus profondes. Mais cette année il s'y est invité. Il en a bien le droit, nul ne va empêcher quiconque de tenir meeting le jour du 1er mai ! Encore aurait-il fallu qu'il trouve le bon thème pour illustrer son propos. Et voilà qu'il annonce, convoque une fête du « vrai travail » ! Ensuite, conscient de sa bourde, une de plus, voilà qu'il change l'ordre des mots. Il n'a pas voulu dire ça ! A un moment il a dit qu'il ne l'avait pas dit, mais maintenant, grâce aux produits de la technologie et aux modes d'enregistrement, aux caméras, on arrive à peu près à restituer ce qui a été dit et ce qui n'a pas été dit. Alors, il est dans une phase de repentance, il a dit : « pardonnez-moi, je ne voulais pas le dire comme ça, je voulais annoncer une « vraie fête » du travail ! Alors il y en aurait une fausse ? Il y en aurait une autre ? Mais il n'y en a qu'une, il n'y a qu'une seule fête du travail, c'est celle des travailleurs, et chacun est le bienvenu pour y participer ! Mais c'est toujours cette tentation, à laquelle il cède trop souvent, d'opposer les uns les autres, les vrais travailleurs avec les faux, les vrais chômeurs avec les faux, les travailleurs par rapport aux assistés, les travailleurs français contre les travailleurs étrangers. Mais je ne veux pas de ces distinctions ! Il n'y a que des travailleurs, que des hommes et des femmes qui aspirent à la dignité, à la reconnaissance, à la considération !

L'autre jour, il était à la Concorde. Cette fois-ci il est à la discorde ! Il aura fait les deux ! Mais je n'accepterai pas que la Droite ou le candidat sortant, ce qui revient au même — encore que même à droite il y en a qui trouvent qu'il va bien loin, bien trop loin – je n'accepterai pas que le candidat sortant s'arroge la valeur travail. La valeur du travail est celle que nous défendons tous en commun dans une République que nous voulons sociale. Quand il y a 4 millions de chômeurs, quand le chômage a augmenté de plus d'un million, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Lorsque la précarité se développe, qu'elle touche des jeunes, dont un quart de moins de 25 ans connaissent le chômage, quand 3 jeunes sur 4, jusqu'à 30 ans, ont des contrats à durée déterminée ou vivent de petits boulots, de contrats d'intérim, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Lorsque 80 % des contrats à temps partiel sont hélas réservés aux femmes, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Lorsque, après tant de lois il demeure tant d'inégalités entre les hommes et les femmes pour le même travail, pour le même diplôme, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Et quand aucun coup de pouce n'a été accordé au SMIC quand, dans le même temps, des dirigeants d'entreprises importantes ont pu s'augmenter en une seule année de 34 %, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Quand tant d'hommes et de femmes dans de trop nombreuses entreprises publiques comme privées expriment une souffrance au travail et parfois cèdent au découragement au point, pour certains d'entre eux, de mettre fin à leurs jours ? Nous sommes tous conscients que la valeur travail doit être défendue, promue, considérée ? Et lorsqu'il est dénié à des travailleurs qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, à 18 ans, de pouvoir partir à 60 ans quand ils ont leurs 41 années de cotisations, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Je considère que, dans cette campagne présidentielle, l'emploi, le travail, doivent être au cœur de nos priorités. D'abord parce que nous avons besoin de redresser notre pays, redresser son industrie, son économie, sa production. Nous avons perdu beaucoup de forces ces dernières années, 400 000 emplois industriels qui ont été détruits, rien que sur les trois dernières années 300 usines qui ont fermé. Et puis ce commerce extérieur qui s'est déséquilibré au point que notre compétitivité aujourd'hui est gravement atteinte et que nous avons un déficit de 70 milliards de notre balance commerciale. Oui nous avons besoin de redresser notre économie et je fais des propositions fortes pour y parvenir.

La création d'une banque publique d'investissement pour accompagner les efforts des entreprises, la mobilisation de l'épargne pour l'affecter à l'industrie, le souci que nous devons avoir, aussi, de donner plus d'importance à l'innovation, à la recherche. Changer la fiscalité, l'abaisser pour les petites entreprises, la relever pour les grandes, et permettre aux petites et moyennes entreprises d'avoir un autre système de financement de la protection sociale pour que ce ne soit pas toujours le travail qui soit pénalisé, mais l'ensemble des facteurs de production, à commencer par le capital. Oui, l'emploi viendra du redressement productif !

Nous avons aussi à donner plus de place à la croissance, et en France et en Europe. Avez-vous vu, là-dessus, que les esprits évoluent ? Et je vous en remercie : grâce au suffrage que vous m'avez apporté au premier tour, déjà une prise de conscience s'est levée dans les capitales européennes. On nous regarde différemment, et un certain nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement qui étaient attachés à l'austérité commencent — le mot leur fait mal ! — à parler de croissance. Eh bien, après le second tour, ils n'en parleront pas, ils feront une politique de croissance si nous gagnons l'élection présidentielle !

Je suis européen. François Mitterrand nous a montré la voie. Pierre Bérégovoy a éclairé le passage. Je suis européen parce que je pense que dans un contexte comme nous le connaissons, la crise qui frappe, notre Europe peut être le levier, la solution — sauf si elle se condamne à l'austérité, ce que le candidat sortant a choisi comme orientation avec la chancelière d'Allemagne. Soyez prudents, nous aurons à travailler avec elle ! C'est cette orientation-là que je dénonce. Les disciplines budgétaires, nécessairement, ça permettra de corriger leurs excès. Parce que la dette, elle n'est pas venue de nous, 600 milliards d'euros rien que sur les cinq dernières années ! Donc, nous aurons à respecter les disciplines, à accepter aussi de réduire notre dette et de faire en sorte que les pays d'Europe se mettent ensemble pour conjuguer leurs efforts dans la justice pour notre pays. Parce que si nous devons réduire notre dette, maîtriser nos déficits, la contribution qui sera demandée sera d'abord celle de ceux qui ont été servis pendant cinq ans en termes de cadeaux fiscaux, de largesses, de privilèges. Et nous commencerons d'ailleurs par abroger la TVA dite sociale, qui ne changerait rien à la compétitivité des entreprises mais en revanche pénaliserait encore davantage la croissance.

Oui, nous aurons donc à renégocier le traité budgétaire. Et nous le ferons, je le pense, en bonne harmonie avec nos partenaires. Parce qu'ils ont compris que nous portions une exigence qui n'était pas un préjugé, mais qui était en fait une nécessité. Nous ne pouvons pas admettre que l'Europe soit le seul continent de la planète qui vive en récession quand la reprise économique se lève aux Etats-Unis et quand les pays émergents ont des taux de croissance insolents. Donc, nous aurons à remettre de la croissance, à remettre de l'emploi. Il y faudra du temps. Mais c'est au nom du travail que nous le faisons.

Alors, on nous fait souvent la leçon — c'est leur façon de faire peur à la veille du scrutin. Que nous dit-on de notre arrivée au pouvoir ! Quel cataclysme nous est annoncé, quelle catastrophe ! Comme si nous vivions aujourd'hui dans la meilleure des France ! Comme si tout allait bien ! Comme si la crise n'était pas là ! Comme si l'austérité ne sévissait pas ! Mais non, le risque, ce serait nous... Non, le risque, ce serait de continuer avec eux !

Voilà que le candidat sortant a inventé la frontière. Il ne l'avait pas rencontrée jusque-là, il en voit maintenant la nécessité. La frontière d'abord pour empêcher les étrangers de venir. Mais il y a des règles, il y a des principes, il y a des lois dans la République. Pourquoi faire peur ? Pourquoi agiter, encore une fois, le spectre de l'invasion ? Comme si nous, la Gauche, et en tout cas moi candidat à la présidence de la République, nous voulions remettre en cause les principes qui nous fondent ! Les étrangers qui sont ici en situation légale doivent pouvoir y rester tant qu'ils acceptent les principes de la République. Nous ne pouvons pas accueillir des étrangers dès lors que notre situation économique ne nous l'autorise pas. Et donc, nous y veillerons. Nous ne pouvons pas accepter qu'une immigration irrégulière vienne, donc nous veillerons là aussi à protéger notre pays. Mais pourquoi donc cette peur que l'on voudrait lever, et pourquoi faire de l'étranger, de l'immigré, la question qui serait principale dans l'élection présidentielle ? Eh bien non, la question principale, c'est le chômage, c'est le pouvoir d'achat, c'est la lutte contre les inégalités !

Et quelle autre peur fait-on surgir ? Que nous voudrions, nous, développer l'assistantat ? Que nous voudrions pénaliser le travail ? Mais en quelque manière que ce soit, il n'en est pas question. Et puis derrière tout cela, il y a quand même un préjugé. Le candidat sortant pense que les chômeurs veulent rester chômeurs, que les prestataires du RSA veulent rester à 475 euros ? Est-ce qu'il pense que c'est une condition qui permet de vivre décemment ? Non, ce qu'attendent les chômeurs c'est du travail, et les prestataires du RSA c'est de l'insertion !

Et voilà qu'il s'en prend encore aux 35 heures. Parce que pour lui, si ça va mal, c'est à cause des 35 heures ! Ils y ont touché, retouché, aux 35 heures. Aujourd'hui, les contingents d'heures supplémentaires sont sans limite. Les heures supplémentaires sont défiscalisées. Et voilà qu'il pense encore que les problèmes de notre pays sont liés aux 35 heures ! Mais il a néanmoins un projet caché : avec l'accord compétitivité-emploi, il voudrait que la durée légale du travail, finalement, puisse être gommée pour introduire une durée que décideraient les entreprises elles-mêmes. Voilà ce qui est prévu et qui n'est pas dit. Je ne laisserai pas, là encore, les 35 heures une nouvelle fois attaquées. Parce que ça a été, à un moment aussi, une conquête, les 35 heures. Et ça a permis à beaucoup de travailleurs, notamment dans les métiers pénibles, de pouvoir respirer.

Et puis maintenant, voilà qu'il laisse penser que l'on voudrait atteindre le patrimoine des Français. Les droits de succession sont uniquement pour les 10 % de la population la plus fortunée. 90 % y échappent. Il n'est pas question de revenir sur ces règles. Mais ce que je n'accepte pas, c'est qu'il y ait eu ces derniers mois un allègement de l'impôt sur la fortune de plus de 2 milliards, le maintien du bouclier fiscal. Voilà ce qu'ils sont en définitive, ces dirigeants de droite, enclins à donner des avantages aux rentiers, et toujours durs à l'égard des salariés les plus modestes. Et bien ça changera, ça s'appellera la justice !

Je dis à nos compatriotes : n'ayez peur de rien, soyez conscients de vos atouts, de vos forces ! Nous ne ferons que redresser notre pays dans la justice et le rassembler. Nous n'atteindrons aucune liberté. Nous ne mettrons en cause aucun principe de justice et d'équité. Nous reconnaitrons le travail à sa juste place. Nous nous battons contre les exclusions. Nous ramènerons de l'emploi pour qu'il y ait moins de chômage. Nous donnerons également à ceux qui sont les plus pauvres — 8 millions de pauvres dans notre pays ! — un autre horizon que de rester dans une plus grande pauvreté encore. Voilà ce qui nous animera !

Sur l'emploi, ma première priorité sera de créer ce contrat de génération permettant à l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite dignement et qui embauchera un jeune en contrat à durée indéterminé, d'être aidé et de ne plus payer de cotisations sociales sur les deux emplois.

Nous créons les emplois d'avenir, les emplois-jeunes, notamment dans les quartiers où il y a le plus de chômage et le plus de précarité. Et puis, nous ferons en sorte aussi qu'il y ait dans ces quartiers des clauses d'insertion qui permettent aux entreprises qui y travaillent d'embaucher ces jeunes plutôt que de les laisser dans l'inquiétude, dans l'incertitude de leur avenir.

Nous avons une grande cause ensemble, c'est aussi la formation, l'éducation, l'école de la République. Je sais combien elle a été attaquée dans un département comme le vôtre. C'est là que l'on a mis en cause les RASED, l'accompagnement des enfants les plus en difficulté. C'est là qu'on ferme des classes. C'est là qu'on supprime les options, les dotations horaires dans les collèges. Eh bien, tout cela changera aussi ! On me dit : « 60 000 postes en cinq ans ? Aucun pays d'Europe n'a créé 60 000 postes d'enseignants, d'assistantes sociales, d'infirmières scolaires, de médecins scolaires en cinq ans ». Mais dans aucun pays d'Europe, on n'avait supprimé avant 80 000 postes d'enseignants, d'assistantes sociales ou d'infirmières !

Voilà, mes chers amis, pourquoi je voulais venir ici à Nevers dans la Nièvre, à quelques jours du grand rendez-vous du 6 mai. C'est vrai que nous avons confiance, confiance en nous-mêmes, confiance dans le peuple français. Nous sentons bien qu'il veut le changement. Il doit le décider. Et je veux ici vous dire ma fierté de vous représenter dans cette campagne présidentielle. C'est un grand honneur que vous m'avez fait, de me désigner comme candidat et, si notre peuple en décide, comme prochain président. En même temps, c'est une lourde responsabilité que de vous faire gagner cette élection. Car je veux que ce soit votre victoire ! La victoire de ceux qui depuis toujours, ou plus récemment, combattent pour les mêmes idéaux, ceux de la justice, de l'égalité, de la dignité humaine, de la laïcité, de la liberté. C'est pour ça que je me suis engagé comme socialiste.

Mais aujourd'hui, je ne suis plus le candidat du Parti socialiste, des Radicaux de Gauche. Je suis le candidat de toute la Gauche rassemblée, et qui doit se réunir, se regrouper. C'est ce qu'elle a fait dès le soir du premier tour, avec Jean-Luc Mélenchon, avec Eva Joly. Et donc, il était important que ces paroles soient prononcées et que rassemblement soit fait.

Mais je suis aussi le candidat qui doit élargir encore, pour que tous ceux qui veulent le changement puissent se retrouver derrière ma candidature. Je pense aussi à ceux qui ont une certaine idée de la France, qui ne voulaient pas la voir abîmée, abaissée comme elle l'a été depuis cinq ans. Je pense à ceux qui ont une exigence morale dans le comportement de ceux qui doivent diriger la France, ceux qui veulent une justice indépendante, qui veulent une administration impartiale, qui veulent aussi qu'il n'y ait pas de protections, de privilèges. Ceux-là, ils sont dans le mouvement avec nous ! Et puis, il y a aussi tous nos concitoyens qui ne savent plus vers qui se tourner, qui doutent de l'avenir, de la politique, qui se défient même de la démocratie. Nous ne devons pas les laisser de côté. Nous devons aller les chercher, toutes ces femmes, tous ces hommes qui se mettent en rupture — en rupture par rapport à eux-mêmes, par rapport à la République. Aucun d'entre eux ne doit être laissé dans des mains qui ne seraient pas celles de la démocratie et de la République !

Mais je l'ai dit, moi, je veux promettre mais je ne veux pas me compromettre. Et jamais ne céderai sur les principes, sur les valeurs et sur la République. Voilà pourquoi nous sommes un rassemblement plus large qu'au départ celui que je pouvais incarner. Je pense que demain, le prochain président devra rassembler, rassembler encore. Parce que le pays est fatigué, fatigué de ce qui lui a été fait depuis cinq ans. Le pays a été brutalisé par des phrases, par des mots, par des politiques. Le pays a été fragmenté entre autant de catégories qu'il en existait. Et donc, ce pays demande réconciliation, apaisement, respect, considération, honneur. Et moi, je veux respecter tous les concitoyens quels qu'ils soient, quels que soient leur sensibilité, leur couleur de peau, leur parcours, leur origine. Et je ne mets pas la religion dans le débat public. La religion, elle doit rester à sa place. Et aucune religion ne doit être montrée du doigt, pas davantage s'imposer à nous !

Voilà pourquoi je voulais être parmi vous ce 1<sup>er</sup> mai. Merci d'avoir répondu à notre invitation. Nous aurons toujours, au mois de mai, de beaux anniversaires. Et je voudrais tant que les jeunes générations puissent vivre d'abord le 1<sup>er</sup> mai, fête du travail, fête des travailleurs, puis le 6 mai, victoire de la Gauche, du changement, du redressement, de la justice. Et puis, nous n'oublierons jamais le 10 mai, parce que tout est né de cette belle victoire de François Mitterrand. Tout à l'heure on disait — c'est toi Monsieur le Maire — qu'il y avait des liens qui nous unissaient, Nièvre, Corrèze. Je suis élu de la Corrèze. Pierre Bérégovoy d'ailleurs, avant de venir dans la Nièvre, avait fait un passage en Corrèze, parce que la Corrèze inspire toujours... Et donc, nos deux départements sont liés. Et ici, je suis autant chez moi qu'en Corrèze ! Et je me suis donné un objectif, être le deuxième président de la Corrèze et être enfin le successeur de François Mitterrand. Faites en sorte qu'il en soit ainsi !

Je ne vous demande pas comme d'autres votre aide. Je ne vous dis pas que j'ai besoin de vous. Je ne vous supplie pas. Non, je vous dis : soyez fiers d'être citoyens de la République française, faites votre devoir, servez la République, servez la France et permettez le changement !

Merci, merci de votre confiance !

\*\*\*

Bonsoir Toulouse ! Quand je me suis déclaré candidat à l'élection présidentielle, j'avais un espoir et une seule certitude. L'espoir, c'était de devenir le prochain chef de l'Etat. La certitude, c'était que si j'étais candidat, je viendrai clôturer ma campagne ici, à Toulouse. Toulouse parce que c'est la ville rose, parce que c'est celle qui a été reconquise par la Gauche et Pierre Cohen. Toulouse aussi parce que c'est la ville fière qui aime la castagne mais qui aime la victoire. Toulouse, parce que c'est la ville d'accueil, là où les frontières s'estompent. Ici, quand on parle de l'Espagne, c'est avec considération, c'est avec amitié, c'est avec fraternité et pas avec mépris ou condescendance. Toulouse aussi parce que c'est une ville souffrante, qui a été profondément marquée par le drame d'AZF, puis dernièrement par ces terribles meurtres, assassinats dans l'école juive où j'étais il y a peu. Oui, je dois aussi m'incliner, et c'est le sens de ma présence envers ces familles atteintes dans leur chair par ces terribles meurtres. Mais je suis aussi ici parmi vous parce que je veux reprendre la boucle qui s'est un moment interrompue.

Je viens ici après François Mitterrand dire aux Français que de nouveau la Gauche est là, prête à diriger le pays, et que l'un des siens peut devenir le successeur de François Mitterrand. Lionel Jospin rappelait, qu'ici à Toulouse, François Mitterrand avait coutume de terminer ses campagnes électorales les plus prestigieuses - et notamment, chacun a le souvenir de ce qui fut fait en 1988. Bon nombre y étaient déjà. Je ne suis pas superstitieux. Il ne suffit pas de faire un grand rassemblement à Toulouse pour gagner l'élection présidentielle, mais c'est une condition. Je ne suis pas encore convaincu par les forces de l'esprit... Mais qui sait si aujourd'hui, elles ne nous portent pas, elles aussi ! Ce que je sais en revanche, c'est qu'à travers Toulouse, François Mitterrand s'adressait à l'ensemble du peuple français et il lui laissait la parole, quelques heures ou quelques jours avant le grand rendez-vous, ou le choix.

Eh bien, nous sommes en 2012, à trois jours d'un rendez-vous que nous nous étions donné les uns les autres depuis de longs mois, et qui arrive. Ce rendez-vous doit être celui de la victoire ; ce rendez-vous doit être celui de la confiance ; ce rendez-vous doit être celui de l'espoir retrouvé. Ce rendez-vous, nous devons le faire partager par une majorité de nos concitoyens. Les conditions sont réunies : nous avons gagné le premier tour, le 22 avril. Nous sommes sortis en tête. Nous avons laissé la Droite derrière. Nous avons fait le meilleur résultat d'un candidat socialiste. Et je veux vous remercier déjà de ce premier effort. Il n'a été possible que parce que nous nous sommes rassemblés. Nous nous sommes rassemblés, les socialistes, à travers les primaires citoyennes et je veux ici saluer tous les candidats qui s'y étaient présentés : Ségolène Royal qui fut notre candidate en 2007, Martine Aubry notre première secrétaire, Arnaud Montebourg, Manuel Vals et Jean-Michel Baylet, qui a accepté de participer, aussi, à cette consultation. Mais ce premier rassemblement n'aurait pas suffi à lui seul. Il convenait d'y ajouter d'autres mouvements. Et je veux saluer ici aussi la présence de Robert Hue, de Jean-Pierre Chevènement et des écologistes, qui viennent maintenant nous apporter leur concours. Et aussi, même si Jean-Luc Mélenchon n'est pas là, les Fronts de Gauche sont avec nous. Et je veux saluer les décisions qui ont été prises, dès le premier tour, de nous apporter tous les suffrages – je dis bien tous les suffrages – pour permettre la victoire.

Il y a ici aussi la présence de Lionel Jospin. Je ne serais pas aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle s'il ne m'avait pas permis, après notre victoire aux élections législatives en 1997, de devenir premier secrétaire. Je lui dois cette confiance, cette responsabilité. Il m'a associé à toutes les grandes décisions de son gouvernement, un gouvernement qui a permis de grandes réformes pour le pays. Saluons-les ! La couverture maladie universelle, l'allocation personnalisée à l'autonomie, les 35 heures et plus d'un million d'emplois créés, les emplois-jeunes et tant de réformes, la parité, le PACS, qui font l'honneur de la Gauche et de la République.

Si je me suis donné un objectif, c'est bien sûr de devenir le prochain président pour la France, de permettre à la Gauche de se situer à la hauteur de la France. Mais je me suis aussi, lorsque je me suis déclaré, fait ce vœu à moi-même. Si nous l'emportons, et nous l'emporterons le 6 mai, je veux que ça efface le souvenir cruel du 21 avril 2002, et que nous écrivions enfin la page que nous aurions dû d'ailleurs déjà ouvrir cette année-là. Et puis, je veux saluer la présence de Jean-Pierre Baylet, le Président du Sénat, le premier président socialiste du Sénat.

Voilà que la Droite nous en fait reproche : nous aurions bientôt tous les pouvoirs. Nous contrôlons les collectivités locales, par le suffrage. Nous ne nous y sommes pas installés par effraction ! Nous avons la majorité au Sénat mais nous n'avons pas encore la présidence de la République, pas davantage la majorité à l'Assemblée nationale. Et quand bien même le suffrage universel nous aurait donné toutes ces responsabilités, et nous les réclamons, eh bien nous en ferions le meilleur usage pour la République. Et loin de nous l'idée de tout capter, de tout contrôler, de tout préempter. Non ! Nous ne voulons pas le pouvoir pour nous-mêmes. Nous voulons le pouvoir pour le mettre au service du peuple français.

Mes chers amis, nous sommes à trois jours. Ça devient court et ça va me paraître très long. Nous avons toutes les conditions pour l'emporter et en même temps rien n'est fait, rien n'est acquis, rien n'est conquis, rien n'est décidé. Et nous avons devant nous encore tant d'inconnus qui doivent exiger une mobilisation sans retenue, des indécis encore trop nombreux. J'espère que le débat les aura convaincus. Ah, ce débat ! Le candidat sortant fondait sur lui tant d'espoirs. Vous connaissez ses qualités de modestie, de retenue, de réserve. Il avait proclamé qu'il ne ferait en définitive qu'une bouchée de ce débat. J'ai peur qu'il soit resté sur sa faim...

Au terme de notre rencontre d'ailleurs, compte tenu de son déroulement, je me suis demandé - mais enfin je me suis retenu - s'il ne fallait pas en proposer un deuxième. Mais j'ai eu surtout une très grande fierté. Celle de vous représenter, de lui dire, bien en face, ce que vous aviez sur le cœur depuis tant d'années, après tant d'irrespect, tant d'injustices, tant d'incohérence. J'étais votre porte-parole, le temps d'une soirée.

Et il y avait tant à dire. Mais maintenant, c'est à vous, de lui exprimer bien en face ce que vous avez à lui dire. C'est le 6 mai. C'est dimanche. Je vous demande de ne pas céder à la facilité, à la frivolité, à la naïveté qui consiste à penser que parce que des enquêtes d'opinion, depuis tant de mois, nous annoncent victorieux, ce serait fait. Non ! Tant que les Français n'ont pas voté, n'oubliez pas que la victoire est là. La victoire vous allez la chercher, la victoire vous allez la mériter, la victoire vous allez la conquérir, la victoire vous allez l'arracher des mains de la Droite pour l'offrir au peuple tout entier.

C'est vrai que le sentiment existe que la Droite est à bout de souffle, à bout de nerfs. Et pour tout dire à bout de bout de son parcours. Mais en même temps, prenez conscience qu'elle se mettra, jusqu'au bout, en mouvement, en bataille, en combat, pour empêcher l'alternance. Elle utilisera les arguments de la peur. Vous les avez entendus hier prononcés. Utiliser l'immigration, l'étranger, pour faire croire aux Français qu'ils seraient menacés dans leur identité, dans leur mode de vie, dans leur emploi. Eh bien non, nous refusons de mettre l'étranger, l'immigré au cœur de cette campagne. Et la République appliquera avec fermeté et dignité ses lois, sans que ce soit besoin de montrer qui que ce soit comme un danger ou comme une menace. L'autre peur à chaque fois instillée, c'est celle du vote des étrangers aux élections municipales, avec ce raccourci qui a été commis hier de laisser croire que les étrangers seraient musulmans et que les musulmans seraient nécessairement des communautaristes. Et pourquoi donc ? Aujourd'hui, dans la République, il y a des citoyens français qui sont de toutes confessions et notamment musulmane, et qui votent aux élections sans que jamais la question de communauté soit posée, et elle ne le sera jamais dans la République laïque que nous voulons.

Et puis il y a la peur du désordre, du chaos. Si la Gauche arrivait, ce serait la situation de l'Espagne – pauvre Espagne – de la Grèce. Il y a 31 ans, c'était la Pologne qui était regardée comme le risque principal. Mais il n'y aura rien de tout cela parce que chaque fois que la Gauche est venue aux responsabilités du pays, elle l'a redressé, elle l'a rééquilibré, elle a porté le pays. Quelle leçon la Droite pourrait-elle nous faire ? Le chômage est à un niveau record, les déficits se sont accumulés, la dette publique a progressé de 600 milliards d'euros, la croissance s'est éteinte, le commerce extérieur s'est déséquilibré, la fiscalité a progressé, nous en avons fait la démonstration hier. Et cette Droite viendrait nous livrer des leçons de bonne gestion ! Non. Le risque principal, ce n'est pas l'alternance. L'alternance c'est une chance. Le risque principal, c'est que la Droite puisse rester 5 ans de plus au pouvoir.

Alors le candidat sortant espère que la spéculation va se déchaîner. Mais les marchés ne bougent pas. Il les stimule comme il peut. Rien n'y fait. La France emprunte sur les marchés pour sa propre dette à des taux d'intérêt qui sont historiquement bas. Et je ne doute pas qu'il en sera ainsi au lendemain de notre victoire parce que nous, nous ne commencerons pas notre quinquennat en allant demander à nos partenaires européens de nous détourner de nos obligations de redressement de nos comptes publics, comme il l'a fait, lui, il y a 5 ans. Alors après les peurs, toujours les peurs, voilà que le candidat sortant avive les divisions qui peuvent traverser notre pays.

Voilà qu'il invente le vrai travail — comme s'il en existait un faux ! Les vrais syndicalistes par rapport à ceux qui appellent à voter pour nous — ils en ont bien le droit ! Les vrais Français par rapport aux faux ! Mais qui seraient les vrais Français et qui seraient les faux ? Et qui pourrait établir la division ? Nous ici, rassemblés, nous aimons la France et nous lui disons : nous sommes la France et nous ne dénions à personne, quelle que soit sa sensibilité politique, quelles que soient ses convictions, d'être français comme nous autres, à égalité de droits et de devoirs. Il n'y a pas deux France qui s'affrontent dans cette campagne présidentielle. Non, il y a une France qui va choisir son destin. Et au lendemain de l'élection présidentielle, le chef d'Etat qui sera choisi aura à rassembler la France tout entière et à être digne de la confiance qui lui sera donnée !

La valeur travail appartient à toute la Nation. Le travail doit être considéré, respecté, valorisé, rémunéré. Pour nous, la valeur travail est sacrée, parce que nous avons posé depuis si longtemps par la lutte syndicale, par la lutte politique, le droit au travail pour tous.

Le patriotisme est une valeur également commune. Il n'y a pas ici des patriotes plus zélés que d'autres ou plus timides que d'autres ! Il n'y a que des Français attachés à l'avenir de leur Nation.

Quant aux frontières, que l'on voudrait de nouveau installer dans les débats publics, nous sommes conscients des frontières géographiques, des frontières politiques. Elles existent, elles doivent être défendues, frontières nationales, frontières européennes. Mais ce n'est pas la Droite qui a participé à la mondialisation libérale, à l'Europe de la concurrence, à l'ouverture des marchés, qui viendrait nous faire la leçon ! Si les frontières se sont effacées, c'est parce que la Droite, précisément, a voulu la libre circulation des marchandises, des produits financiers, tout en empêchant la libre circulation des personnes.

Si des frontières doivent être rétablies, elles doivent l'être aussi sur le plan moral. La frontière, elle doit être posée entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. La frontière, elle doit être placée entre l'argent et la politique. La frontière, elle doit être posée strictement entre les valeurs de la République et les valeurs de ceux qui mettent en cause la République.

Et moi, ce que je vous propose, c'est une nouvelle frontière, une frontière politique, sociale, écologique, économique, où nous avançons toujours pour pousser l'injustice, pour conquérir de nouveaux droits et de nouvelles libertés. Voilà les frontières qu'il faut déplacer ! Voilà l'espérance qu'il faut créer ! Voilà le changement que je vous propose ! C'est le sens du rassemblement dans la justice, du rassemblement pour la jeunesse autour de cette belle cause qui est d'offrir à la génération qui vient un avenir meilleur que le nôtre !

Mais nous avons aussi, dans cette élection présidentielle française, à regarder au-delà de notre frontière. Jamais un scrutin national n'a eu autant d'importance pour l'ensemble de notre continent européen. Partout, nous sommes attendus, espérés, regardés. Je veux saluer ici les amis espagnols, portugais, comme lorsque j'étais à Lille avec Martine Aubry les amis belges, néerlandais. Et je n'oublie pas les amis allemands qui nous espèrent aussi, qui nous attendent, parce qu'ils veulent une autre Europe, une Europe de la croissance, une Europe de l'emploi, une Europe de l'industrie, une Europe de la recherche, une Europe de la culture !

Alors, depuis que nous sommes partis en campagne sur la réorientation de la construction européenne, nous avons progressivement fait bouger les lignes. Au début, le scepticisme était grand lorsque nous disions que nous voulions renégocier le pacte budgétaire et y ajouter un pacte de croissance. Mais, allez savoir pourquoi, à mesure que les sondages annonçaient notre victoire, voilà que les esprits commençaient à s'ouvrir, que les consciences s'éclairaient... Et aujourd'hui, il n'y a pas de déclaration d'un responsable européen sans qu'il revienne sur l'objectif de croissance. C'est bien ! Même Madame Merkel — ne dites rien sur elle, nous aurons à travailler sous peu avec elle... — commence à dire qu'elle est aussi pour la croissance. Cela tombe bien ! Le Président de la Banque centrale européenne, qui n'est pas parmi nos amis, lui aussi veut un pacte de croissance !

Le devoir qui est le nôtre, la responsabilité qui est la mienne, c'est que la victoire du 6 mai soit ressentie partout en Europe comme un moment d'espoir, comme un moment de confiance, de redressement possible. Je reçois des messages de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne de l'Italie, partout où ils nous disent : « Surtout ne laissez pas passer votre chance, vous, peuple français, permettez l'alternance pas simplement en France mais dans toute l'Europe ! ».

Nous avons un devoir de victoire. Et on nous dit que nous serions isolés ? Mais qui l'est aujourd'hui en Europe ? Qui l'est, le candidat que je suis ou le candidat sortant ? Qui est le plus isolé en France, le candidat que je suis, qui reçoit des appels des candidats de gauche, ou le candidat de droite qui ne reçoit aucun soutien de nulle part ? Car quand même, être candidat sortant, avoir écarté toutes les autres candidatures de droite et se retrouver au second tour sans même un appel à un désistement pour lui — après tout ce qu'il fait pour courir après l'une ou l'autre -, c'est quand même des efforts qui ne sont pas récompensés ! Mais il y a une justice. Quand on a été un président de l'échec, on ne peut pas être un candidat de l'espoir !

Mes chers amis, j'achève la campagne ici à Toulouse. Je veux rappeler les lieux et les visages que j'ai rencontrés tout au long de ces derniers mois. Une campagne présidentielle, ce n'est pas simplement des propositions ou des mesures, c'est aussi des témoignages, des révélations, des rencontres.

Je suis parti de Corrèze, département qui m'a accordé son soutien constant depuis tant d'années. Je suis allé à Florange en Moselle soutenir les salariés d'Arcelor Mittal qui luttent, là encore, pour préserver leur outil de travail. Je suis allé à Boulogne-sur-Mer rencontrer les métiers de la pêche durement éprouvés. Je suis allé à Laval rencontrer les producteurs de lait, les agriculteurs qui souffrent également de prix qui ne rémunèrent plus leur travail. Je suis allé à Aulnay-Sous-Bois en Seine-Saint-Denis rencontrer les travailleurs de Peugeot qui s'inquiètent pour l'avenir de leur site. Je suis allé à Marseille rencontrer les salariés de Fralib qui luttent également pour leur entreprise et leur emploi. Je suis allé à Vaulx-en-Velin, à Clichy-sous-Bois, rencontrer les quartiers, les jeunes de ces quartiers où ils sont à 40 % au chômage et où, dans des immeubles, il n'y a plus d'ascenseurs, il n'y a plus d'électricité, il n'y a plus d'eau chaude. Voilà la France aujourd'hui, telle qu'elle est, que j'ai rencontrée !

Je suis allé en Outre-mer voir des territoires qui souffrent eux aussi de l'abandon de l'Etat, où le chômage des jeunes atteint 60 % en Guyane, à Mayotte, en Martinique, en Guadeloupe, à la Réunion. Et on pense que ce sera sans conséquence ? Il y a péril, il y a menace !

Et j'ai rencontré aussi tant d'hommes et de femmes qui m'ont livré leur désespoir ou leur exigence. D'abord, tous les métiers de l'Education nationale qui attendent une autre politique, qui ont été atteints dans leur honneur à travers ces suppressions de postes, à travers la mise en cause de la formation des enseignants, la destruction des RASED, des réseaux d'aide aux enfants les plus en difficulté.

J'ai rencontré les personnels de santé, les infirmières, les aides soignantes, qui attendent une nouvelle politique hospitalière. J'ai vu des salariés qui n'ont pas eu pendant tout le quinquennat de Nicolas Sarkozy le moindre coup de pouce pour leur Smic.

J'ai vu des chefs d'entreprises valeureux qui s'inquiètent de ne plus pouvoir accéder au crédit, faute d'un système bancaire qui n'a pas été réformé.

J'ai vu des personnes discriminées à l'embauche, au logement, parce qu'elles n'ont pas la couleur de peau ou ne viennent pas du quartier qui convient.

J'ai été interpellé par des personnes handicapées qui demandent, là encore, dignité et égalité.

Et enfin, il n'y a pas eu de lieu où je ne me sois rendu sans que la jeunesse vienne vers moi et me demande de prendre la place qui lui revient !

Une campagne présidentielle, ce n'est pas simplement un projet. C'est aussi une compréhension, c'est aussi une attention, c'est aussi une bienveillance, une relation qui s'établit entre le candidat et le peuple lui-même. J'avais dit au début de ma campagne que j'aimais les gens quand d'autres préféraient l'argent. Eh bien, j'aime encore davantage, après cette campagne, les Français ! Et je suis toujours aussi méfiant à l'égard de l'argent !

Mes chers amis, cette campagne s'achève. Une décision grave va être prise par le peuple français. Il est possible qu'il nous choisisse ; il est possible aussi qu'il renonce à le faire. Cela dépendra de vous. Mais s'il décidait de nous choisir, nous aurons à ce moment-là l'immense responsabilité de réussir. Je n'ai rien proposé que je ne sois capable de tenir. Je n'ai rien promis que je ne pourrai respecter. Parce que j'ai entendu votre cri, votre appel. Gauche française, ne nous décevez pas ! Réussissez ! Redressez le pays ! Mettez de la justice ! Offrez à la jeunesse un avenir meilleur !

Oui, ce sera dur de gagner. Ce sera dur de réussir. Les problèmes ne vont pas disparaître avec le candidat sortant. Si seulement il pouvait emmener les problèmes avec lui – même si, j'en conviens, il est le premier problème ! Nous aurons à faire des réformes courageuses : réforme fiscale, réforme bancaire, réforme territoriale, réforme pour soutenir la production. Oui, il nous faudra faire un effort, mais il sera fait dans la justice. Nous aurons à maîtriser notre dette, réduire nos déficits, mais nous le ferons en appelant la contribution des plus favorisés, des plus fortunés, et nous supprimerons la TVA soi-disant sociale et qui en définitive ne vise qu'à prélever davantage sur les consommateurs. Nous aurons à redonner confiance, confiance dans l'action de l'Etat, confiance dans la politique, confiance dans l'avenir. Nous aurons à réorienter l'Europe. Ce sera long et j'aurai besoin là de tous les appuis, des forces vives du pays. Parce que l'enjeu n'est pas simplement national, européen. Il est aussi international. Des décisions lourdes nous attendent. La première, de retirer nos troupes de l'Afghanistan à la fin de l'année 2012. La seconde, de continuer à faire pression sur l'Iran pour qu'elle n'accède pas à l'arme nucléaire. Poursuivre la lutte implacable contre les dictateurs, et notamment en Syrie. Eviter le terrorisme dans la zone Sahel de l'Afrique. Lutter contre le réchauffement climatique. Développer nos relations avec l'Afrique, avec le souci de la lutte contre la corruption et l'engagement qui doit être le nôtre de porter la démocratie partout où elle est attendue. Engager une autre relation avec la Méditerranée, et notamment avec les pays du Printemps arabe. Voilà tout ce que nous aurons à faire. Mais d'ici là, nous devons gagner. Trois jours ! Trois jours pour cinq ans ! Trois jours d'effort pour cinq ans de réussite !

J'aurai besoin de toutes les forces de la France : les élus de la République que je respecte, les partenaires sociaux que je considère indispensables à la mobilisation du pays, les associations, les engagements civiques qui sont la base même de la République. J'aurai besoin de toutes les forces de la jeunesse sans lesquelles rien ne sera possible, mais également des forces du travail, de forces de l'intelligence, des forces de la recherche, de la culture, et ici à Toulouse, ville d'avenir, ville inventive, ville de recherche, plus qu'ailleurs je veux m'adresser à vous ! Nous avons besoin de considérer nos chercheurs, nos créateurs comme une chance, comme une fierté pour notre pays, comme les conditions mêmes de notre avenir. Comment peut-on accepter dans la France d'aujourd'hui qu'un trader soit mieux payé qu'un chercheur ? Qu'un spéculateur gagne plus qu'un entrepreneur ? Nous avons les meilleures conditions pour la recherche, des prix Nobel, des écoles reconnues dans tout domaine. Nous avons une culture qui fait là encore notre honneur, une culture vivante, une culture ouverte. Eh bien je me battraï, si je deviens le prochain président de la République, pour que la culture soit une grande priorité, le projet qui nous unira. Chaque enfant de France a droit à la beauté, à l'art, aux œuvres de l'esprit.

Chers amis, le temps de l'alternance est venu ! Nous attendons depuis si longtemps ce moment. Dix ans qu'il n'y a pas eu la Gauche au pouvoir. Dix-sept ans qu'il n'y a pas eu un président de gauche à la responsabilité du pays. Pendant toutes ces années, les plus humbles ont subi le poids de l'injustice. Pendant toutes ces années, les plus modestes ont été appelés aux sacrifices quand les plus privilégiés ont été protégés. Pendant toutes ces années, l'argent a été sacré et les fortunes, consacrées. Pendant toutes ces années, la mondialisation libérale s'est déployée. La finance s'est renforcée. L'Europe s'est affaiblie. Pendant toutes ces années, dix ans, dix-sept ans, la promesse républicaine a été suspendue. Les services publics ont reculé. Les inégalités se sont creusées. Mais pendant toutes ces années, dix ans, nous avons progressivement bâti une espérance. Nous avons lutté, nous avons combattu, nous avons conquis – collectivités locales, majorité au Sénat. Pendant toutes ces années, dix ans, nous avons préparé un projet. Il est là ! Voilà : dix ans d'effort, dix ans de reconstruction, dix ans de bataille, dix ans d'attente insupportable. Et nous sommes à trois jours, trois jours pour parvenir à ce que ces dix années-là se terminent par une grande victoire, par une belle victoire.

La victoire, je la sens venir. La victoire je la vois. La victoire, elle arrive. La victoire elle est à portée de main, la vôtre, la main de chaque citoyen qui prendra le bulletin de vote, je ne vous dis pas lequel, et qui à partir de ce vote-là permettra le changement. Rien n'est jamais donné. L'alternance est toujours une conquête. C'est aussi un élargissement. Nous devons nous adresser par-delà ce que nous sommes ici aux citoyens de France qui ont une certaine idée de la France, à celles et ceux qui partagent ces valeurs humanistes, à ces concitoyens libres de toute appartenance et qui à un moment décident en conscience de confier à la Gauche la responsabilité de leur destin. Nous devons nous

adresser à une nouvelle génération qui est là, qui se lève et qui va – je l'espère de tout mon cœur – connaître elle aussi le bonheur de l'alternance, le bonheur du changement!

Je vous appelle à ce rassemblement large, à cette mobilisation profonde, pour que dimanche, à peu près à la même heure – oui, à peu près à cette heure-là ! – nous saurons le visage, le nom du prochain président de la République. Nous saurons alors si la France reprend sa marche vers le progrès, vers la justice, vers l'égalité des chances, vers le respect des autres. A Toulouse, je voulais à la fois lancer un appel et vous faire une promesse. L'appel, c'est à vous mobiliser comme si vous étiez vous-mêmes candidats à l'élection présidentielle. La promesse, la promesse de Toulouse, c'est que si les Français m'accordent leur confiance, le président que je serai ressemblera au candidat que je suis : candidat respectueux, candidat rassembleur, candidat normal pour une présidence normale au service de la République !

Je veux que notre victoire soit belle, soit grande. Je veux que ce soit une victoire sans rancune, sans rancœur, sans revanche. Une victoire qui nous élève. Une victoire qui nous redresse. Une victoire qui nous renforce. Une victoire de la confiance, du bonheur, de la fierté. Je veux une victoire qui permette de réunir, de réconcilier, de rassembler. Je veux que dans trois jours – trois jours ! – lorsque vous vous rassemblez ici, je l'espère, sur cette place, parce que vous aurez appris le nom du prochain président de la République, je veux que vous vous disiez nous avons gagné, oui, nous avons gagné pour le progrès, pour la justice, pour la jeunesse, mais nous avons fait mieux que cela : nous allons gagner pour la République, nous allons gagner pour la France, nous allons gagner pour la belle idée que nous nous faisons de l'humanité ! Nous allons gagner pour que même ceux qui n'auront pas voté pour nous le 6 mai puissent se dire qu'en définitive, c'est nous qui portons l'espérance.

Je suis ici devant vous 31 ans après François Mitterrand. Je veux qu'ici, les femmes et les hommes qui ont connu ce moment puissent se dire qu'ils n'ont pas connu ce seul moment et que ce n'était pas une exception, la victoire de François Mitterrand. C'était l'annonce qu'il y aurait d'autres alternances, que la marche serait poursuivie, que la boucle serait bouclée et qu'un autre après lui et un autre encore après prendraient la responsabilité du pays. Je veux que ceux et celles qui n'ont pas connu le 10 mai puissent garder dans leur mémoire longtemps le 6 mai 2012 !

Voilà, c'est le contrat de génération que je vous propose. Que celles et ceux qui ont connu François Mitterrand, que celles et ceux qui ne l'ont pas connu et qui portent ma candidature se retrouvent ensemble pour permettre l'alternance, pour permettre le changement, pour permettre à la France d'avancer et que chacune et chacun se dise qu'il a participé à l'histoire, à l'histoire de la Gauche sûrement, à l'histoire de la République assurément, à l'histoire de la France volontairement. Voilà ce que nous avons à faire.

Merci à tous ! Merci Toulouse !

Vive la République ! Vive la France !

\*\*\*

<http://www.lepartidegauche.fr/lateledegauche/encampagne/jean-luc-melenchon-discours-paris-porte-versailles-740>

Baissez les drapeaux que je vous vois. On a bien travaillé.

Ecoutez, écoutez, écoutez, tendez l'oreille, vous entendez ce bruit de fond ? Ce sont les rats qui quittent le navire, porteurs de sacoche, cireurs de pompes, tailleurs de crayons, amis de véhicule de fonction, et des cars d'essence, ils s'en vont ils ont déjà fait les bagages. Ecoutez ça vaut mieux qu'un sondage, la divine odeur de la gamelle ayant changé de place voilà les traîtres professionnels : les Fadela Amara, les Jouyet, les Corinne Lepage, qui ont changé d'après l'odeur et le cours du temps et voici que les mouches aussi ont changé d'âne, voici les éditocrates, qui sont là ne sachant en définitive à qui il faut cirer les pompes le plus ardemment, et vont zappant d'un meeting à l'autre, du bois à la place de la Concorde et vice versa, il y a même Mme Parisot qui fait des compliments à M. Hollande, François méfie toi, méfie toi, ce sont des amours bien précaires, elle tend à prévenu d'avance. Une chose est sûre c'est que moi ils ne m'aiment pas et je le leur rend bien, comme vous tous. Je les connais je les reconnais, à chaque génération ce sont les mêmes avec toujours les mêmes masques, les mêmes postures et comme leurs pères disaient « plutôt Hitler que le front populaire » ceux la disent « plutôt Le Pen que Mélenchon ».

Regardez-les, Sainte-pétoche a commencé son travail. « Pourquoi et si méchant ? » dit Le Point à mon sujet; « Comment se débarrasser de Mélenchon ? » écrit l'Express, et le Nouvel observateur tireur dans le dos professionnel dit « Le perturbateur ». Trop tard, la France est réveillée, un monde va s'écrouler, le feu a pris à la plaine et il leur grille les fesses. Mais que cela soit dit, tout cela ne s'est pas fait tout seul ; la victoire qui se dessine est fille des combats inlassables que le grand nombre a mené quand bien même était-il parfois trahi. Le peuple qui a majoritairement voté « non » en 2005 ne s'est jamais laissé égaré par les bonnes paroles, il est encore là et réclame son dû contre tout ce qu'ils ont trahi. Le peuple, le peuple qui a défendu bec et ongles à force de résistance et de jours de grève, qui a défendu son immense conquête, cet acquis de civilisation qui est la retraite à 60 ans, et qui ira la chercher avec des fourches pour la ramener. Oui vous avez raison de nous craindre, ce sont ces ouvrières, ces ouvriers que la loi pourtant devrait protéger, dont les cours de justice avait dit qu'ils avaient raison, que ce soit les Saudi médical, que ce soit ceux d'Unilever, que ce soit ceux de tant d'entreprises, où les droits les plus élémentaires des travailleurs ont été foulés aux pieds, où les décisions de justice n'ont pas été respectées, personne n'a cédé, le drapeau de la résistance a été tenu, et la lutte partout continue, elle attend du renfort des urnes que la décision aille complètement de son côté.

Mes amis maintenant il faut bien comprendre ce que nous sommes en train de faire. Ce n'est pas seulement un peuple qui règle ses comptes avec un dirigeant, qui d'une manière honteuse a trahi le vote populaire comme il la fait après 2005. Alors que nous avons dit « non », a été marchandé que nous aurions dit « oui ». Ce n'est pas seulement cela qui est en cause, écoutez bien nous ne nous battons pas contre nous-mêmes, de tous côtés on regarde ce que nous sommes en train de faire. Ecoutez, écoutez, en chassant Sarkozy nous n'allons pas seulement nous débarrasser, de quelqu'un qui nous aura pourrit la vie, nous n'allons pas marquer un degré supplémentaire d'enthousiasme, et de conquêtes sociales, nous allons surtout briser le vieux continent, l'axe Sarkozy c'est-à-dire le cœur de l'Europe austéritaire qui a pris à la gorge tous les peuples. Nous commençons par lui, est dans un an nos camarades allemands eux aussi iront aux urnes, et ce sera leur tour, sur la base de notre victoire parce que nous aurons chassé Sarkozy, qu'ils auront un point d'appui pour dire comme nous-mêmes le disons dès maintenant « nous ne sommes pas seuls en Europe, les grillots du maintien de l'ordre eux sont seuls tandis que nous sommes le nombre, et que la valeur de nos thèses a été démontré par ce fait, que rien de ce qui n'ont entrepris n'aboutit à autre chose, qu'à des calamités et des misères renouvelées de pays en pays c'est nous qui sommes réalistes à cet instant quand nous proposons au peuple français d'ouvrir les premiers pour toute l'Europe un chemin nouveau qui balaie le vieux monde des souffrances de l'austérité. Voilà la partie qui se joue, voilà la grande partie qui se joue et qui vous confie à vous qui êtes en quelque sorte l'avant-garde de ce mouvement que vous avez fait naître de vos mains, de votre patiente obstination, de votre engagement personnel qui ne va pas à une personne, qui ne va pas un parti, qui va à une grande idée celle de la république universelle, celle de la fraternité des peuples européens et de l'union entre vous, et bien vous qui êtes cette avant-garde il vous revient l'honneur d'ouvrir ce chemin, au moment où voici que vous attendez une épreuve de force dont vous serez nécessairement la première ligne de choc de la résistance.

Mes amis, quel que soit le prochain président de la République je le dis bien quel qu'il soit, la finance est déterminée à attaquer. Je vais vous lire trois phrases que je vous demande d'entendre en pensant à ceux qui avant vous avaient reçu en 1789 cette lettre insolente des royalistes qui venaient rechercher Capet et qui menaçaient le peuple français de terribles représailles si on ne rétablissait pas immédiatement le roi. Voici ce que dit un monsieur qui s'appelle Larry Fink, PDG de Black Rock, premier gestionnaire mondial d'actifs, c'est-à-dire un spéculateur international de premier rang. Il contrôle 3500 milliards de dollars d'actifs c'est-à-dire quelque chose qui est supérieur à toute la richesse produite par nous-mêmes pendant une année. Que dit cet homme : « la France a une économie faible, elle doit diminuer ses dépenses structurelles, il faut que les réformes soient faites et ce sans tarder car dit-il, la patience des marchés a ses limites ». Et bien la nôtre aussi et ses limites ont été atteintes, c'est pourquoi face à cette agression qui se prépare et qui exige que la France procède aux saccages et aux pillages qui ont été livrés à neuf reprises contre le peuple grec, ou qui est menée chaque jour un peu plus en Espagne et dans les autres pays qui sont en train de tomber sous la main de la finance internationale. A ce moment, vous n'aurez donc que deux possibilités et deux seulement : capituler en vous accommodant ou résister. Capituler vous sera suggéré par la voix douceuse qui toujours appelle moyennant je ne sais quel honneur qu'il y aurait à trouver à faire preuve de courage en se coupant la gorge, vous l'entendrez de nouveau cette voix mièvre, vous proposer de céder et moi je vous dis comme vous-même vous dirais autour de vous, céder ne mènent nulle part braves gens, nous dirons à tout ce qui ont l'habitude de se serrer la ceinture et à qui on va dire « il faut encore faire un effort », nous leur dirons « ça ne sert à rien » car nos frères grecs qui se sont serrés la ceinture ont tout vendu, ont tout perdu et à la sortie qu'ont-ils eu ? Rien ! Absolument rien ! Il faut résister ! Il faut rendre les coups, rendre les coups, la finance n'a pas d'autre pouvoir de la peur qu'elle inspire et comme l'a déjà dit il y a bien longtemps au 16<sup>e</sup> siècle Machiavel qui donnait des conseils aux tyrans il disait « la meilleure forteresse des tyrans et l'inertie des

peuples » alors nous savons ce qu'il ne reste à faire et je dis au peuple français, faites confiance au front de gauche non seulement pour résister mais pour rendre les coups et frapper l'ennemi jusqu'à ce qu'il soit abattu. Voilà pourquoi nous devons commencer par nous débarrasser de Nicolas Sarkozy et de son équipe, il n'y a aucun avenir, aucune stratégie politique et notamment il n'y a pas de perspectives pour nous qui avons des objectifs aussi ambitieux que la révolution citoyenne et l'avènement de la sixième république qui ne commence d'abord par défaire la droite car ce sera le plus fantastique encouragement à l'action et la porte ouverte à ce que notre propre mobilisation puisse demander des comptes le cas échéant à tous ceux qui viendraient à manquer de parole. Souvenez-vous de ce que je suis en train de vous dire à cet instant car ce sera notre ligne de conduite pendant les semaines qui viennent et les mois à venir, parce que nous avons besoin de cette victoire, il faut comprendre que tout passe par le fait que le grand nombre du peuple français puisse se regrouper derrière des dirigeants de combat comme il s'est regroupé auparavant, et a résisté victorieusement au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, en Equateur, au Brésil, au Pérou où partout c'est l'union du peuple travailleur nourrit des mouvements sociaux qui a pu affronter l'empire paranoïaques des Etats-Unis d'Amérique qui complotent et trichent entre les peuples. Il faut que ce rassemblement du peuple ne soit empêché par aucune division artificielle, c'est pourquoi à l'objectif de faire perdre le pouvoir à Nicolas Sarkozy, il faut pour des raisons morales, affectives que vous connaissez, mais aussi pour des raisons politiques, il faut que nous mettions fin et que nous brisions le verrou que la Le Pen père-fille et je ne sais qui encore opère sur la situation politique. Pourquoi ? Parce qu'en faisant le diable de confort, en servant de prétexte, elle permet aux autres d'appeler à des regroupements sans principe et sans idée, uniquement mus par la peur. Et d'un autre côté en essayant d'accréditer sans cesse et avec quelle violence, que le problème ce ne serait pas la finance ce ne serait pas le banquier, mais l'immigré de la première de la deuxième de la troisième de la quatrième génération, persécutant les gens, les montrant du doigt, rétablissant en France le secret espoir de faire naître une guerre de religion dont personne ne veut dans ce pays. Personne. A part quelques excités. Ce matin encore nous l'avons vu recommencer à prendre à partie nos compagnons, nos compagnes, de travail, d'amour, de famille, nos enfants, nouveaux parents, nos cousins en s'attaquant une fois de plus aux musulmans comme la génération précédente s'était attaquée aux juifs. Encore une fois, et je voudrais que chacun se souvienne bien de ce qu'est la nature de la bataille que nous menons pour unifier le peuple autour de ses revendications essentielles. Force sur laquelle s'appuiera le front de gauche et la révolution citoyenne pour avancer, elle a dit encore ce matin sur France-Inter « Il y a un lien entre le fondamentalisme islamique et l'immigration, il y a un lien entre le fondamentalisme et le terrorisme, puisque tous les grands réseaux entre 95 % et 98 % des attentats qui sont commis aujourd'hui dans le monde entier serait le fait du fondamentalisme islamique » c'est un mensonge. En 2010, sur 249 attaques qualifiées de terroristes en Europe, 160 venaient des séparatistes et des nationalistes dont nous avons aujourd'hui la piteuse figure qui est en train d'être jugée en Norvège et nous ne commettons pas l'erreur, un seul jour de dire, que parce qu'il est chrétien, les autres chrétiens lui ressemblaient, nous dirons au contraire qu'aucun autre ne lui ressemble, qu'il est une brute et un monstre. Alors après avoir vomi son poison, distillé sa haine voici que la cantinière des croisades, le yéti de la politique française a enfin montré son visage, elle dit « je pense que le SMIC à 1700 € est une solution qui n'est pas adaptée », pas pour les filles des milliardaires, « ce qui est adapté c'est la prise en charge par l'Etat de 200 € sur la part sociale des cotisations salariales » autrement dit, « payez-vous par l'impôt vos augmentations de salaires », voilà à quoi sert le Front National, voilà le chien de garde, le larbin des puissants et du CAC 40 qu'elle est. Et elle finit de montrer qu'elle est ignorante, qu'elle est incapable, quelle cheffe à la ramasse elle ferait pour ces malheureux ouvriers qui viendraient se confier à elle, lorsqu'elle dit « cette prise en charge », les fameux 200€ qui seraient pris sur vos cotisations c'est-à-dire sur ce qui est déjà votre salaire, elle dit « ça permettrait de ne pas attendre la bonne volonté des entreprises ». Mais Mme, on n'attend rien de la bonne volonté des entreprises, ce que nous faisons ça s'appelle la lutte de classes, le rapport de force.

Si c'est moi, et si c'est moi qui doit présider ce pays je rappellerai à Mme Le Pen la chose suivante : pour augmenter le SMIC il y a pas besoin de faire des conférences des réunions ni de solliciter la bonne volonté de qui que ce soit c'est un pouvoir du gouvernement et il suffit d'un décret. C'est donc une affaire de volonté politique et c'est une affaire de modèle économique, je dis au nom du front de gauche et de vous tous car je sais que vous pensez comme nous sur ce sujet : il est absurde d'imaginer qu'un pays en pleine ébullition de jeunesse comme l'est notre pays, qui va devoir accueillir tant de jeunes petits français, un pays qui a l'habitude de tant d'acquis, non pas seulement sociaux mais de civilisation comme le nôtre, il n'est pas possible que nous acceptions plus longtemps l'idée de nous soumettre à la même règle absurde qui a été décidée par la commission européenne, par le FMI qui conduit partout, en réduisant les dépenses publiques à contracter des économies, à étouffer l'activité économique, il n'y a qu'une manière de rallumer les feux et de le faire de manière intelligente, c'est d'augmenter les salaires en commençant par le plus bas, puisque c'est celui que le gouvernement peut changer. La France est plus riche qu'elle ne l'a jamais été de son histoire, a les moyens en changeant la place du curseur en organisant autrement la répartition, c'est-à-dire en récupérant ses 10 points qui sont passés des poches du travail et à celles du capital au cours des 30 ans à dernières années ce qui représente 195 000 000 000 d'euros, avec ses 195 000 000 000 d'euros, repris progressivement mais méthodiquement et avec la main ferme, nous avons de quoi financer la totalité de ce qui est prévu dans le plan, le projet l'humain d'abord.

Mes amis ne vous laissez pas intimider par ceux qui prennent leur face sucrée pour vous expliquer que le réalisme ne serait pas de votre côté, l'irréalisme est du leur, et regardez bien ce fait. Alors que nous avons dit ce que je suis en train de dire et que je répète de meeting en meeting, est-ce que les événements n'ont pas pris exactement la pente que nous avions décrit, est-ce que la banque centrale européenne n'a pas distribué 1000 milliards d'euros au circuit bancaire qui l'a immédiatement captée et n'a la pas remis dans le circuit économique, à l'inverse à l'heure qu'il est, la banque centrale européenne rachète à ses banques privées le papier plus ou moins incertain, qu' ils ont étaient prêtés aux différents Etats, à 10 à 15 et à 18%, si bien qu'à l'heure où je vous parle la banque centrale européenne prête à des banques privées à 1 % qui ne prête à personne mais elle-même encaisse des intérêts de la dette grecque. Est-ce que ce n'est pas le monde à l'envers ? Donc l'argent y était, avec ces 1000 milliards il y avait de quoi solder plusieurs fois la dette de la Grèce comme je l'avais dit dès le début de la crise grecque. Et comme ces gens m'objectaient avec leur air supérieur, inimitable qu'ils ont toujours en toutes circonstances, que j'étais irréaliste et que j'allais payer avec de la monnaie de singe. Et bien parfois il vaut mieux être payé avec de la monnaie de singe que mourir comme une bête, comme ils ont contraints tant et tant de nos frères et sœurs en Grèce.

Voilà pourquoi nous devons frapper l'axe Sarkozy et après avoir fait éclater ce coup de tonnerre en Europe en faire éclater un second en dispersant loin derrière nous l'équipe Le Pen et l'extrême droite parce que partout ailleurs en Europe on regarde ce que vont faire les Français cette fois-ci. L'Europe est déjà riche d'une expérience terrifiante de soumission aux injonctions de la finance. Et elle se demande de

quel côté se tourner, et il y a trop de pays où la protestation populaire ne trouve pas d'autre canal pour s'exprimer que celui de l'extrême-droite et où le camp des lumières, du progrès social, de la fraternité humaine que nous incarnons est en recul ou en repli, c'est pourquoi si vous nous donnez la possibilité à nous le Front de gauche de passer devant le Front National alors vous ferez non seulement une bonne action pour votre pays mais pour toute l'Europe.

A l'heure où il paraît acquis qu'au moins 1 candidat issu de la gauche sera présent au deuxième tour et que d'aucuns disent peut-être deux, alors du moins alors du moins où l'un des deux est acquis pour ce deuxième tour je vous le dis à vous qui nous entendiez, c'est nous qu'il faut aider c'est en nous aidant que vous repoussez la menace et le danger qui accablerait un gouvernement progressiste quel qu'il soit si après la chute de Sarkozy la droite pouvait se recomposer autour d'un front national à qui vous aurez commis l'erreur de confier un rôle exagéré, j'adjure les journaux qui se réclament de la gauche, d'imiter plutôt l'Humanité que l'Express et de nous aider à vaincre Le Pen plutôt que de nous tirer dans le dos.

Mes amis, dans ces conditions le vote utile pour une conscience éclairée par le sentiment de la fraternité et le goût de bien faire pour soi et pour toute l'Europe c'est le vote pour le front de gauche. Mais vous avez une deuxième bonne raison de le faire. C'est que le niveau du vote du front de gauche est l'indicateur du trouillomètre de la droite. Plus ils ont peur, plus ils en lâchent, plus nous serons nombreux dans les urnes plus vous serez forts dans les entreprises et vous pourrez leur dire « si vous continuez à nous traiter comme ça, on va aller chercher Mélenchon et ses copains et copines ». Mes amis regardez, regardez comment grâce à vous, pas à moi, pas à cause de mes discours mais à cause de ce qu'il vous ont vu faire, vous avez vu comment tout d'un coup celui-ci s'est dit « ah mais oui, la richesse et excessive nous allons en prendre ». Et l'autre le lendemain qui dit comme nous « on va courir derrière ceux qui se sauveraient », mais je croyais que c'était populiste ça il y a encore quelques mois. Comment est-ce que l'esprit leur est venu, en vous voyant par milliers et milliers avec le nouveau drapeau rouge avec vos drapeaux tricolores dans les réunions, voilà ce qui les a fait réfléchir, ils ne comprennent que la force. Et aujourd'hui, j'espère que vous avez remarqué que tout d'un coup ils se sont aperçus qu'il y avait un problème avec la banque centrale européenne et voici Sarkozy rikiki qui dit à la Concorde, qu'il va s'occuper de la banque centrale européenne, blabla on ne comprend rien mais on a compris qu'il va s'en occuper. Aussitôt Mme Merkel passe la tête à la fenêtre « quoi qu'est-ce que j'entends ? », et ils reprennent tous leurs bérets et baissent les yeux et disent « non non on ne s'est pas bien compris, on a dit ça pour rire » et bien ça ne la fait pas rire. Ils ont retourné, ramper et disparaître, parce que M. Sarkozy si vous avez un problème avec la banque centrale européenne, c'est de votre faute, parce que c'est vous qui avait écrit le traité de Lisbonne et vous vous en êtes vanté, et si vous nous aviez écouté, si vous nous aviez écouté nous, si vous nous aviez écouté nous en 2005, jamais vous n'auriez mis la France si mal en point et dans un tel guet-apens. Comme quoi nous sommes plus intelligents nous tous quand nous sommes là, que vous tout seul, avec vos cire-pompes, qui réalisez toujours trop tard dans quel guêpier vous vous êtes fourrés. Et je dis tout pareil à mon camarade François Hollande. C'est bien de dire que tu as un point commun avec moi, que tu ne veux pas du traité financier européen. Mais alors ami et camarade, explique moi voir pour quelles raisons vous avez laissé passer à l'Assemblée nationale le mécanisme européen de stabilité qui contenait le traité ? Vous voyez que je reste raisonnable. Mais j'ai remarqué que plus vous êtes nombreux dans les meetings, plus on pense que vous allez être nombreux dans les urnes, plus on pense que vous devenez les maîtres de la situation. Avez-vous vu, comment nous avons commencé à parler du SMIC à 1700 € et alors toutes les chaises du grand capital de s'évanouir, de nous traiter d'irréalistes, et combien parmi les bons esprits de gauche, venaient comme l'a fait Montebourg, courir à la rescousse du grand capital pour dire que ce n'est pas réaliste. Et bien entre temps, ils y ont réfléchi et ils ont compris comme je l'ai dit, que quand on est de gauche, et qu'on arrive au pouvoir, on commence par augmenter les petites payes, parce que c'est eux qui ne peuvent plus, parce que survivre ce n'est pas un projet de vie. Alors, depuis voici que la situation s'est améliorée. Et mon camarade a dit qu'il allait augmenter le SMIC de la moitié du taux de la croissance et vous n'avez rien compris et personne n'a d'ailleurs rien compris à cette usine à gaz. Et plutôt que de comprendre nous avons fait les totos : nous nous demandons 1700 €, plus de 300€ supplémentaires en fin de mandature. Et la moitié du machin de l'homme qui a vu l'ours qui a couru après le singe égal 2€30, et on ne fête pas une victoire de la gauche pour 2€30, parce que ceux là, on va se les chercher tout seul. Alors moi, parlant pour vous tous, j'ai expliqué ça à la télévision, et comme j'étais content le lendemain en entendant la radio, mon camarade a dit que puisque c'était comme ça il allait faire un rattrapage. Mes amis en une nuit vous avez déjà gagné 40€. Allez encore un effort. Allez les bulletins de vote, allez plus vous en mettez, plus ils en lâcheront. Et ça ne coûte rien. C'est pas des jours de grève, ils nous tiennent par la gorge. On vote ! On vote !

Camarades, amis, toujours nous vous appellerons à regarder bien en face les problèmes qu'il vous reviendra d'affronter. Car la situation demain n'est pas celle que nous voyons ici, quelqu'un qui parle à la tribune et les autres qui l'encourage pour manifester à ceux qui regardent notre force. Demain, c'est vous tous qui là où vous êtes, à votre poste de travail, dans la cité, à la maison, partout devrez porter et accomplir le programme l'humain d'abord. C'est une rude tâche qui nous attend. La planification écologique, c'est une bifurcation de tout le système de production et d'échange, il va falloir déployer et déchaîner votre inventivité, votre créativité. Cheminots, vous devrez mettre sur le rail tous les camions qui passent d'une frontière à l'autre. Travailleurs des industries pétrolières, c'est vous qui devrez faire les forages et les entreprises pour pomper partout, l'énergie qui nous viendra de la géothermie profonde. Camarades des ports, travailleurs de la sidérurgie, c'est vous qui devrez mettre au point les métaux et les assemblages, les machines qui vont nous permettre de capter l'énergie de la Mer. C'est vous scientifiques, intellectuels, ingénieurs, qui devrez vous porter au premier rang pour que la France assume la mission qu'elle a devant l'humanité universelle de faire tourner son système de production pour qu'il soit compatible avec la règle verte qui exige que nous soldions la dette écologique de notre pays, c'est vous qui partirez, jeune gens, sur la planète la plus inconnue peut-être du système solaire, qui est là à votre portée, sous vos yeux, c'est-à-dire la Mer infinie, qui représente 70% de la surface du globe et qui est moins connue que la planète Mars. C'est vous qui avez pour mission, à l'appel de la patrie, comme avant vous les ingénieurs, les techniciens, ont fait de nous la première puissance spatiale du monde ; nous serons la première puissance de la découverte de la biosphère et de la biodiversité, parce que nous sommes le deuxième territoire maritime du monde, la France est grande, notre énergie, notre intelligence, notre nombre n'y suffira pas. Il y a tant de travail à accomplir, tant de tâches à faire. Tant de personnes dont il faut s'occuper. Mes amis que nous ne sommes pas assez nombreux pour tout ce qu'il y a à faire, et demain, quand il n'y aura plus un poste de travail pour mettre en compétition Jasmina et François, mais qu'il y aura 3 postes de travail, alors tout le monde aura du travail, et il n'y aura plus de division, il n'y aura plus de racisme, il n'y aura plus de haine. Voilà comment nous réglons les problèmes, au lieu de faire des phrases, des quotas, et je ne sais quoi encore, pour trier les gens d'après leur apparence, leur parenté, leur religion. Et moi j'en suis fier, je vais le dire tranquillement, on en a ras-le-bol de se faire parler

d'intégration à la troisième génération, je n'ai qu'une chose à vous dire, tout le monde mange des merguez et du couscous dans ce pays, l'intégration est réussie ! Ras-le-bol de ces histoires. Alors si je vous parle de cette manière de notre pays, c'est parce que nous l'aimons de cette façon, et que nous sommes certains d'être à notre place, quand nous nous comportons, non pas pour nous-mêmes, quand nous demandons des droits non pas pour nous, mais que nous nous appliquons à nous-mêmes des droits que nous voulons universels. Car telles sont les révolutions en France, elles ont une vocation universaliste. Nous sommes une nation universaliste, pas une nation occidentale.

Patience mes amis, le jour se lève. Ce système est incapable de faire face à ces contradictions. Ce système est à bout de souffle. Il est incapable, ne serait-ce que de gérer la crise écologique qu'il déclenche. Regardez comment leur foutu marché carbone, droit à polluer, n'a donné qu'un seul résultat un crash et des spéculations, regardez comment la crise qu'ils ont déclenché, ils sont incapables de la juguler. Regardez ces gens sans imagination, qui tentent continuellement de prolonger le vieux monde, cet espèce d'ancien régime, de bouffis, tellement sûrs d'eux-mêmes qu'ils vous regardent et qui ne comprennent pas que nous avons compris que le modèle qu'ils nous proposent ne parle plus aucune langue humaine. Parce que la langue humaine, ce n'est pas leur piteuse comptabilité, des souffrances et des malheurs, ce n'est pas leur mesquin acharnement à nous disputer chaque petit euro dont nous avons besoin. Ce n'est pas cette odieuse comptabilité du malheur qu'il faudrait faire un jour et leur demander combien coûte l'ignorance qui résulte des postes d'enseignants que vous avez supprimés. Combien coûtent les 564 morts au travail, les 43 000 personnes handicapées à vie au travail ? Combien coûte la souffrance quotidienne de l'imagination bridée, déformée par la cupidité, l'appât du gain ? Vous ne parlez plus une langue humaine. La langue humaine elle, elle dit des mots d'amour, des mots de fraternité, des mots de poésie, voilà ce que parle la langue humaine.

Ah regardez les. 1700€ c'est trop. Expliquez-nous comment on peut vivre avec 1094 € ici en région parisienne, à condition d'avoir encore un temps de travail complet et non pas un temps partiel avec des horaires discontinus, une journée brisée, gâchée, où on n'est pas à la maison quand les gosses y sont, et après on vous demande des comptes en vous traitant de mauvais parent. Mais laissez-nous vivre ! Voilà ce que disent les gens. Quoi ? « Vous êtes le Père Noël » me disent-ils. « Vous proposez de rembourser à 100% à la Sécurité Sociale ». Comment avec les lunettes et les dents, expliquez-nous comment on peut aller à l'école si on n'a pas ses lunettes ? Comment on vit dans la vie de tous les jours, s'il faut mettre du scotch et qu'on ne peut pas remplacer ce qui a été cassé ? Comment on fait sans dents ? Comment on fait quand on ne se soigne pas ? Pour être encore plus malade, votre bilan je vais vous le dire, puissants de la terre. Vous nous avez dit que puisqu'on vivait plus longtemps il fallait faire travailler les gens plus longtemps, et bien depuis que vous faites travailler les gens plus longtemps, l'espérance de vie a reculé partout en Europe, et d'abord en Allemagne. Et ce n'est pas tout. Chez nous en France, l'espérance de vie en bonne santé a reculé d'une année, voilà le bilan de Sarkozy et des larbins du capital.

Alors maintenant, pour ceux qui n'ont pas compris, ce pourquoi il faut lutter, ce pourquoi il faut s'organiser, pourquoi il faut donner raison au Front de gauche. A tous ceux qui tergiversent à cette heure, qui se demandent si compte tenu du PMU, du sondage, de l'air qui passe, de ce qu'a dit le voisin, il va aider ou non, ces femmes et ces hommes innombrables qui sont en train de se battre pour tous une fois de plus en défendant les augmentations de salaires, le retour à la retraite à 60 ans. Une fois de plus de vous adjure camarades, de gauche qui m'entendez et qui hésitez, venez nous aider, non seulement à passer devant l'extrême droite, mais à faire avancer le niveau des exigences et des revendications qui montent du peuple. Car voyez-vous ce qui arrive ? Voyez ce qui est en train d'arriver. En Europe, ils ont décidé que dorénavant, ils proposent qu'il y ait, écoutez moi, qu'il y ait un SMIC par branche. Naturellement, vous imaginez ce que serait un tel SMIC ? Universel pour toute l'Europe. Nous nous sommes pour un SMIC, par zone qui irait croissant jusqu'à qu'il y ait un salaire minimum commun à toute l'Europe. Et bien eux il veulent le faire par branche. Alors ils disent « oui vous comprenez comme ça il faudra tenir compte de la compétitivité ». Et vous avez toutes sortes d'innocents, et de complices, qui se prennent la tête en disant « oui ça mérite d'être réfléchi » il leur reste à comprendre une chose. Le SMIC ne s'évalue pas par rapport à la productivité d'une branche, il s'évalue par rapport au besoin quotidien, qui sont les mêmes pour un boulanger que pour un sidérurgiste, ça s'appelle le salaire minimum, pour vivre, pas pour faire métallos, pas pour faire pâtisseries. C'est la raison pour laquelle le SMIC doit être nécessairement interprofessionnel. Vous avez compris ce qu'ils vous préparent. C'est un droit social à géométrie variable suivant la branche. Et j'entends qu'en France d'aucun prétendent organiser un droit social à géométrie variable qui prétendent que le contrat que vous négocieriez dans l'entreprise, serait plus important et au-dessus de la loi elle-même. Camarades amis vous y perdrez tout. C'est la loi qui vous protège, et l'unité du code du travail, et le fait que les conventions collectives étendent à l'ensemble des travailleurs ce qui a été acquis par la lutte ici ou là. Ce système est celui qui nous permet d'imaginer demain ce que sera la République sociale, c'est-à-dire la généralisation de ces méthodes du mieux disant social étendu à tous les travailleurs.

Le modèle économique du Front de gauche, assume ce qu'il est. Notre intention est de briser le système de l'accumulation. Je n'ai pas peur de le dire : oui nous estimons, et c'est idéologique me dit-on, mais figurez-vous que c'est idéologique de dire qu'on peut s'enrichir sans limite, ça n'existe que fort rarement dans l'histoire humaine. Parce que dans toutes civilisations on y a mis une limite. Et lorsque nous avons fait nous la grande Révolution en 1789, le 4 août 1789 déjà, en abolissant les privilèges, nos ancêtres avaient décidé qu'il y aurait un salaire maximum qui serait 3000 livres de rente, maximum à l'époque. C'est vous dire que cet idéal a commencé avec la Révolution et que tant que nous continuons à tenir le fil, non il ne sera plus possible de se gaver. Oui, nous aspirons à une société égalitaire, je proclame que ce n'est pas vrai que seule la cupidité est un moteur de l'imagination et de l'intelligence, à l'heure qu'il est, des milliers de femmes et d'hommes font du meilleur d'eux-mêmes dans leur travail, et ce quelque soit leur travail, et ils ne le font pas par cupidité parce qu'il faut vivre mais ils le font bien, parce qu'ils aiment leur travail. Aujourd'hui à l'heure à laquelle nous parlons, des milliers de médecins, de chercheurs continuent à se mettre au service du bien commun sans se gaver d'argent, simplement parce qu'ils se disent qu'ils sont utiles à leurs semblables. Et moi je proclame que notre moral ne peut pas être « profite et tais-toi », c'est « vivre avec les autres ». On ne peut pas vivre heureux dans un océan de malheurs. Il faut briser l'accumulation, il faut la briser parce que sinon, l'argent qu'ils accumulent, au lieu d'aller dans l'invention, dans la création, dans les salaires, dans l'investissement dans de nouvelles machines comme nous en aurons besoin pour faire la transition écologique, au lieu d'aller de ce côté, elle va dans les fonds d'investissements et de spéculation. L'année dernière, 290 milliards d'euros sont partis en distribution de dividendes, et seulement 190 en investissement. Et c'est ces gens là qui viennent nous donner des leçons, de productivité, d'intelligence et même d'économie politique, bon à rien ! Parasites !

A présent, je veux vous parler de nous. Notre mouvement n'a cessé d'aller croissant, dans la mesure où vous avez été d'accord, pour en comprendre la ligne directrice. Vous vous êtes rassemblés autour d'un programme, il a été vendu comme peu de document ont été vendus dans ce pays. Vendu et distribué, plus de 400 000 exemplaires. Vous avez pris vos décisions de manière consciente et réfléchie. Vous vous êtes moqués de ceux qui se moquent de vous. Vous avez méprisé ceux qui vous méprisent. Tant et si bien que d'abord, nous avons repris confiance en nous-mêmes quand nous l'avions parfois perdu, avec le sentiment, chacun de son côté, ne nous sachant pas capables d'être si fort et si nombreux, nous désespérant et tournant en rond, portant nos pauvres mots d'amour en bandoulière, et ce faisant traiter sans cesse de rêveurs, d'utopistes, nous nous sommes retrouvés et avons dès lors pris le goût de cette force que nous représentons. Nous savons tous maintenant où que nous soyons, que nous sommes de ce camp si, que le drapeau rouge a retrouvé sa place et que pas un instant il ne permet que soit oublié, que dans la bannière de la patrie républicaine il y a le rouge et que nous le mettons loin devant le blanc.

La force retrouvée nous l'avons en nous-mêmes le bonheur pour les anciens je vous le dis, de voir arriver la jeune génération de reprendre le drapeau et les flambeaux, ah quelle joie merci. Allez au boulot. La relève ! Combien de camarades les larmes aux yeux, voyant revenir les jeunes visages la tête bien pleine bien informée intraitable comme l'étaient de même apprenant à vitesse de les slogans, les mots, les chansons, les analyses politiques, la fraternité, le refus d'avoir peur, de baisser les yeux, regardant bien en face l'adversaire. Mais plus grand que nous encore il y a ce peuple immense qui a repris confiance en lui-même, oui le peuple dont on disait qu'il n'existait pas que c'était une invention d'un populiste, ce peuple dont on lui disait « mais qui mais quoi, il y a plus de classe ouvrière dans ce pays » et quand bien même les gens étaient capables parce qu'ils ont été à l'école de lire les statistiques qui disent que dans ce pays il y a 6 000 000 d'ouvriers et ouvrières et qu'il y a 7 000 000 d'employés hommes et femmes dont les métiers sont souvent si proches des qualifications ouvrières qui vont sans cesse s'élevant et nécessiteront toujours plus de connaissances, tant et si bien qu'un peuple immense composé de 13 000 000 de personnes à l'avenir dans ses mains si jamais il prend conscience de lui-même et de ses intérêts, portez cette parole autour de vous et ne vous laissez pas détourner, les riches ont une conscience de classe et ne l'oublient jamais, vous-même avez une conscience de classe, conscience d'intérêt général. L'intérêt général nécessite que vous soyez conscients de vous-même et que vous réalisiez que vos préoccupations, vos aspirations ne sont nullement des luxes qui vous seraient consentis à la faveur de je ne sais quelle prospérité qui finirait par arriver un jour ou l'autre car la prospérité est déjà là, déjà le pays produit plus qu'il n'a jamais produit, déjà les ouvrières et les ouvriers font 3 % de gains de productivité par an, mes amis et camarades vous ne devez rien. Et nous avons fait une belle et magnifique action en étant les premiers à porter de nouveau le vocabulaire qui compte quand on regarde son voisin sa voisine le vocabulaire de la fraternité et de l'amour c'est nous qui avons réconcilié le peuple avec lui-même et qui avons dit « quel que soit ton prénom, quel que soient tes parents, quelle que soit ta religion, tu es des nôtres, la patrie est à nous, ce pays est à nous ! » Personne ne nous en fera jamais partir et nous ferons notre bonne ensemble comme nous faisons nous déjà nos enfants ensemble voilà tout ce que nous avons à apporter à la France.

Alors nous allons être utile encore au présent par notre score. Ah, si vous saviez du monde entier on reçoit des messages, nous avons un appel internationaliste, ils sont plus de 200 dirigeants internationaux, de partis, parfois ils ont pris position en entier : le parti des travailleurs de Lula au Brésil a pris position en faveur du front de gauche, Raphaël Correa président constitutionnel de la république de l'Equateur appelle à voter pour le front de gauche, du Canada, des Etats-Unis, d'Afrique, d'Asie, de partout arrivent des messages d'encouragements, de félicitations, tous nous disent « pourvu que vous y arriviez Français ! Si vous ouvrez la brèche vous serez entendus par l'univers entier ». Nous serons utiles aux futurs qui se présentent parce que le pays sait qu'il dispose d'une grande force, unie, cohérente, jeune, pleine d'ambition pour tous et universalistes, et que quand il ne se sera lassé du bling bling, et du front de la haine, c'est sur nous qu'ils vont s'appuyer pour construire le futur car nous savons quoi faire, nous savons comment le faire et nous avons de quoi composer plusieurs gouvernements, et nous avons l'énergie pour foutre un coup de pied au cul à tous ceux que nous voulons sortir.

Mes amis, voici en quelque sorte avant le premier tour, avant le premier tour le dernier meeting du front de gauche. Camarades, je ne sais pas de quoi sera fait dimanche soir, j'ai fait, comme tous mes camarades femmes et hommes qui ont mené cette campagne éreintante de bout en bout et qui vont continuer à le faire jusqu'à la dernière seconde du premier, du deuxième, du troisième et du quatrième tour. Comme vous tous qui aviez été si merveilleux d'organisation, de disponibilité, de discipline librement consentie, si bien que nous nous sommes réunis par dizaines de milliers à plusieurs reprises, et les bourgeoises effarouchées de voir que nous n'avons ni renversé une poubelle ni cassé un aribus et que la mairie de Marseille a dû se gratter la tête pour trouver un banc cassé. Vous qui avez partout, malins, narquois, plaisants, joyeux, mutins porté la parole, déstabilisé des jacasseurs, qui avait fait ce travail immense, vous êtes comme moi, vous dites ce soir j'ai fait de mon mieux, de tout mon cœur et je me tiendrai au poste de combat qu'on me confiera demain car je suis toujours disponible pour l'action collective. Quoiqu'il en soit, comme moi si vous ne savez pas de quoi l'avenir est fait du moins sentez-vous chaque fois de le dominer et de le maîtriser plutôt que d'en être l'objet aveuglé, comme moi quoiqu'il arrive vous savez quel est votre camp, vous ne pratiquez pas la terre brûlée vous avez la patience infinie du peuple des générations qui avant nous ont mètre par mètre arraché morceau par morceau ces conquêtes sociales qui leur paraissent toujours trop chères à payer et qui s'appellent nos petits bonheurs quotidiens : congés payés, droit d'être soignés, et de voir nos enfants meilleurs que nous parce qu'ils seront mieux éduqués. Le front de gauche est votre outil petit à petit les jours passent et les rassemblements se faisant, et dans combien de villes et dans combien de salles où des camarades comme vous-même sont assemblés écoutent ce que nous disons et regardent ces images épuisent une énergie qui vont jeter dans la bataille à leur tour demain et jusqu'à dimanche. Oui le front de gauche est votre outil, il est devenu petit à petit le front du peuple lui-même. Il est plus grand que nos drapeaux, plus grand que nos partis plus grand même que notre programme. Entendez le bruit fantastique du peuple qui s'est levé et s'est mis en mouvement ; s'il comprend quelle est sa force, rien ne peut leur résister, rien personne, nulle part. Voici ce que je peux vous promettre comme homme et comme militant, sur mon honneur jamais je ne me dédierai du drapeau que vous m'avez confié, du message que vous m'avez demandé, de porter de la noble et grande cause que nous avons fait vivre ensemble, ni à vendre, ni à acheter, ni à domestiquer. Avec mes camarades du front de gauche nous serons et pour toujours la force autonome indépendante exigeante qui ne se marchande pas, qui ne tripote rien sur les coins de bistros, qui ne s'arrangera avec personne d'autre qu'avec le peuple lui-même et avec son propre programme.

Le moment venu que ce soit nous qui dirigeons ce pays je dis bien nous le Front de gauche, qui de toute façon le dirigerons un jour ou l'autre et le plus tôt sera le mieux si le peuple veut abrégé ses souffrances. Notre front de gauche donnera à voir la force et la permanence de son

rassemblement sous la forme qu'il conviendra aux organisations qui le composent mais aussi à vous tous, vous toutes qui vous êtes assemblés par milliers et qui êtes dorénavant copropriétaires, coopérateurs de ce front de gauche qui vous appartient. Oui nous convoquerons sous la forme qui correspondra à ce que les partis sont prêts à faire, une convention qui nous permettra de nous retrouver pour agir et voir tout ce que nous avons déjà rassemblé et peut être projeté sur le futur.

Mes amis dites-vous bien dès ce soir que nous sommes une force grandissante. J'ai dans ma musette l'appel de 1500 syndicalistes qui appellent à voter pour le front de gauche. 1000 intellectuels et chercheurs. 215 organisations et personnalités venant de 36 pays. 160 philosophes qui ne pensent pas comme M. Onfray. 100 auteurs de polar et même 100 artisans, commerçants et patrons de pme-pmi qui eux n'ont pas peur du partage. 40 économistes qui pour ce qui est de la matière grise, de l'imagination et de l'audace valent bien que tous ces gens que j'ai vu aller japper en cadence pour l'austérité croissante ou la croissance austère. Et tous ces appels venant des secteurs que vous avez organisé la culture, l'éducation, la santé, la petite enfance, l'agriculture, l'économie sociale et solidaire où par dizaines sont venus les signataires, les partisans de la planification écologique, les droits des migrants de la justice et de la liberté, de la liberté du numérique, bref partout ils se sont assemblés, ils sont tombés d'accord entre eux sur des plates-formes d'action qui permettent de développer l'idée de la liberté quels qu'en soient les domaines. Liberté de disposer de soi et de son intelligence par la culture et l'éducation, liberté de disposer de soi comme liberté constitutionnelle, pensant aux droits des femmes à disposer d'elle-même avec le droit à l'avortement qui leur est contesté et qui a été mis en cause, liberté et égalité en dignité de tous les couples et de toutes les amours, liberté de disposer de soi tout le temps et jusqu'à l'extrême limite en décidant de choisir de sa propre fin s'il faut hélas en passer par là, mais ce sera alors non pas la victoire de la mort mais la victoire de l'individu qui se maîtrise et se domine et choisit jusqu'au bout son humanité. Alors à ce moment-ci je veux appeler autour de moi les responsables de ces organisations qui ont tout donné de leur générosité, de leur combat pendant ces mois qui viennent de se dérouler et qui vont être autour de moi fermes dans le combat pour tout ce qui se présente devant nous notamment l'inéluctable révolution citoyenne qui s'avance et qui commence par l'insurrection que nous allons mener dans les urnes avec nos bulletins de vote. Venez avec moi mes camarades, Pierre Laurent secrétaire national du PCF, Martine Billard ma coprésidente aux partis de gauche, Christian Picquet de la gauche unitaire, Clémentine Autain de la FASE, Lucien Jallamion de République et Socialisme, Daniel Aubenot de Convergence et Alternative, Christian Pierrel du PCOF, Jean-François Pellissier des Alternatifs, et toi ma merveilleuse camarade Marie-George Buffet.

Amis, prenez-vous par les mains pour ce dernier meeting comme nous le faisons quand nous chantons l'International et faisons ensemble le serment de cette porte de Versailles : nous resterons unies tous ensemble jusqu'à la victoire de la révolution citoyenne, jusqu'à la victoire de la sixième république, tous ensemble aujourd'hui, demain, résistance.

\*\*\*

[http://www.dailymotion.com/video/xq3a30\\_meeting-de-philippe-poutou-a-la-halle-carpentier\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xq3a30_meeting-de-philippe-poutou-a-la-halle-carpentier_news)

Donc j'ai bien compté, il reste de 10 jours avant le vote avant les élections, je dis pas ça parce que je suis pressé d'en finir au contraire, si je dis ça c'est vrai qu'on a 10 jours de bataille devant nous, 10 jours à se battre pour convaincre qu'il faut voter Poutou, il faut voter NPA, et il y a un vote utile ce sera celui là aussi, 10 jours aussi pour rappeler que si on est dans cette situation là c'est quand même une grosse bataille qu'on a mené à plusieurs centaines de militants, c'est une grosse fierté de se retrouver là parce que ce n'était pas programmé, ce n'était pas acquis d'avance, je tiens à rappeler quand même que si on a eu, si on peut être présents à cette élection là c'est qu'on a eu les 500 parrainages, 572 exactement et c'est pour rappeler que c'est la bataille menée par des centaines de camarades sur tout le territoire et que le fait d'y avoir réussi c'était une fierté collective parce que ça faisait bien longtemps que le NPA n'avait pas eu une bonne nouvelle comme ça, donc ça nous a fait du bien et aujourd'hui on est dans une campagne officielle on a le droit à la parole donc on peut dire tout ce qu'on a envie de dire et notamment de mettre en avant notre programme politique, on a l'occasion de faire entendre cette voix anti capitaliste voilà donc je voulais commencer par ça, par remercier tout ce qui ont bossé, pour que le NPA existe.

Cette fierté de pouvoir le dire alors que plein de gens avaient promis qu'on était mourant ou moribond et qu'on n'allait pas s'en sortir voilà donc on est là et on n'a pas fini d'être là dans l'élection et l'après élection on compte bien jouer un rôle mais ça j'aurai l'occasion d'en parler dans le courant du discours.

Donc on est dans cette élection là, je ne vais pas reprendre l'idée qu'a défendu Olivier c'est vrai qu'il y a une volonté de montrer qu'il faut qu'on fasse tous de la politique c'est pour ça que des salariés d'en bas, c'est hyper important qu'on puisse porter la parole directement du camp des opprimés, il y a cette voie sociale, cette dignité populaire qu'on a envie de mettre en avant. Il faut qu'on relève la tête. Il y a cette envie là de défendre l'idée que collectivement on peut s'organiser on peut discuter on peut défendre toutes ces idées et au bout du compte résister encore mieux et se battre pour changer les choses. Donc c'était un peu le premier message qu'on a à délivrer en présentant un salarié du rang, après le simple facteur, le simple ouvrier, c'est la continuité de la même bataille.

Dans cette élection évidemment il s'agira de faire entendre une voix anti capitaliste parce que le nom anti capitaliste c'est pas juste un logo pour faire joli, on est profondément anti capitaliste, on ne fait pas partie de ceux qui pensent que finalement le problème c'est la finance, parce qu'il y aurait des actionnaires, des spéculateurs qui seraient d'une morale douteuse, nous on dénonce le fondement même du système capitaliste : l'exploitation dans les entreprises partout, la surexploitation, celle qui conduit aujourd'hui à faire des plans de licenciements au nom de la rentabilité, au nom de la productivité, à mettre des gens dehors, à les condamner à la précarité, à les condamner au chômage ou à la pauvreté et aussi celle qui condamne les gens à bosser encore plus pour tout ceux qui ont la chance entre guillemets de garder leur travail, donc c'est cette surexploitation, cette intensification du travail et finalement au bout du compte une souffrance au travail qui est à la fois psychologique et physique évidemment donc c'est pour faire entendre cette voix. Une voix qui dénonce un système une voix qui dit qu'il va falloir le renverser, parce qu'aujourd'hui on pense qu'il y a pas la possibilité de le rendre raisonnable, on ne pense pas qu'aujourd'hui, il puisse y avoir un moment donné des petites réformes qui limitent tout ça, qu'il y a une bataille menée contre ce système là, et donc la première chose c'est faire entendre cette voix anti capitaliste, cette voix de l'espoir qu'un jour ou l'autre renversera ce système d'oppression et d'exploitation.

On veut aussi faire entendre une voix féministe, parce que le combat pour l'égalité pour le droit des femmes est bien sûr loin d'être fini et même il va falloir le renforcer parce que plus c'est la crise, plus finalement les droits reculent parce que c'est lié à la fois à la montée du chômage et de la précarité parce que ceux qui sont, celles qui sont en ligne de mire à part la jeunesse, ce sont les femmes donc on veut rappeler ce combat là. On veut rappeler aussi que l'égalité professionnelle l'égalité salariale est loin d'être gagnée, je rappelle en passant qu'il y a au moins, enfin autour de 25 % d'écart de salaire en défaveur des femmes, il y a aussi la dégradation du système de santé qui a des conséquences sur la vie des femmes ; je rappellerai deux chiffres : c'est la fermeture de maternités depuis 37 ans enfin depuis 1975, c'est 846 maternités qui ont fermé, et je rappellerai aussi qu'en 10 ans ce sont 170 centres d'IVG qui ont fermé et donc ça fait bien mesurer la difficulté au quotidien, y compris même des drames humains, parce qu'aujourd'hui il y a une protection sociale et une santé qui est de moins en moins assurée, et donc aussi la question de la loi qui donne le droit à l'avortement, de fait même si elle existe encore cette loi est de plus en plus remise en question parce qu'il n'y a plus la possibilité pour de nombreuses femmes de pouvoir avorter dans des conditions correctes dans des conditions sanitaires et y compris dans des délais, parce qu'aujourd'hui de plus en plus de femmes ont recours à l'avortement à l'étranger pour pouvoir rentrer dans les délais. Donc voilà c'est pour rappeler ce combat là, et on est entièrement solidaire des organisations féministes. Et pour rappeler aussi que si il y a eu le droit à l'avortement c'était quand même une mobilisation énorme dans les années 70 donc ça c'est gagné par des luttes et aujourd'hui si on veut maintenir ce droit ou le renforcer ça se fera par des luttes sociales. Et enfin sur la question des droits des femmes je parlerai aussi des violences qui sont faites aux femmes donc ce n'est pas parce que l'histoire récente a montré avec les ennuis de Strauss-Kahn que ce soit du côté du Carlton à Lille ou du côté du Sofitel à New York, il y a une violence aujourd'hui qu'il existe, une violence sexiste et que les préjugés misogynes, le machisme n'existaient pas uniquement dans les classes populaires parce que un moment il était de bon ton de dire voilà ce sont ceux d'en bas qui ont le plus de préjugés, ça existe dans tous les milieux sociaux et donc c'est ça qu'il faut rappeler, il faut rappeler aussi qu'il y a un combat à mener et de ce point de vu là aussi on est entièrement solidaire des combats des organisations féministes qui revendiquent une loi-cadre contre les violences faites aux femmes et en même temps, et en même temps de discuter de la question d'un service public, un service public de la petite enfance et même du quatrième âge, parce qu'il y a un gros problème encore au niveau de la répartition des tâches et la meilleure solution aujourd'hui pour les résoudre en attendant que les préjugés tombent petit à petit, il y a la mise en place urgente d'un véritable service public qui permettent de soulager le travail des femmes c'est le service public de la petite enfance et du quatrième âge qu'il faut mettre en place donc ça veut dire évidemment

donner des moyens comme pour l'ensemble des services publics et des donner les moyens pour qu'ils puissent aussi y avoir ces services là qui répondent aux besoins de la population et notamment ceux des femmes.

On voudrait faire entendre aussi une voix antiraciste. Alors c'est un peu particulier aujourd'hui parce que ça fait 2 semaines, il y a eu le drame des tueries à Toulouse et à Montauban mais ça rappelle que le racisme les idées xénophobes et antisémites sont des idées meurtrières, des idées qui tuent, donc on voudrait rappeler ça, mais rappeler que le combat contre les idées racistes et xénophobes et antisémites, c'est un combat au quotidien. Mais on voudrait aussi rappeler qu'on combat le racisme d'où qu'il vienne, et je pense quand même plus particulièrement à des partis comme l'UMP et le front national, qui surfent toujours sur une démagogie sécuritaire, anti immigrés, démagogie raciste qui stigmatise toujours la même population, la population arabe immigrée et musulmane, et comme par hasard c'est cette population qui est aujourd'hui la plus victime de la crise, plus victime de la brutalité de la crise capitaliste, puisque dans les quartiers populaires aujourd'hui c'est l'humiliation au quotidien, le chômage, les conditions de logement qui se dégradent fortement, et puis en plus de cela, c'est une répression policière qui a été renforcée par le gouvernement ces dernières années, une répression policière qui tue aussi parce qu'il y a des jeunes qui sont tués par la police, tués par des interventions trop brutales donc il faut rappeler ça et ce gouvernement là, par cette logique sécuritaire et cette logique de répression, il accumule une partie de la population à souffrir encore plus et à se sentir humiliée. Donc le racisme ça passe par, le combat contre le racisme c'est le combat contre la politique de ce gouvernement là et je citerai Hortefeux, Besson et Guéant, qui sont les principaux artistes de ces politiques là et évidemment je rappellerai qu'on combat les idées du front national ça fait des années et des années qu'ils surfent là-dessus, qu'ils spéculent sur ces préjugés là, donc on combat ces deux partis là, et on tient à rappeler que la meilleure façon de combattre politiquement le racisme, c'est de le combattre, c'est d'en faire un combat social parce que c'est le résultat d'un système d'oppression et d'exploitation, c'est le résultat aussi d'un système qui produit de la misère, qui produit de l'humiliation au quotidien donc pour répondre à ça c'est à la fois combattre le capitalisme, combattre les inégalités sociales, combattre les discriminations mais c'est aussi, merde j'ai un trou là, alors je vais en profiter pour boire.

Donc le combat contre le racisme c'est un combat politique contre le système oppressif, et la réponse nous ce qu'on dit : qu'il faut régulariser tous les sans-papiers et pas que les travailleurs mais tous les sans-papiers, il faut donner le droit de vote à tous les immigrés, mais à toutes les élections pas uniquement les municipales, parce que tant qu'on vit, à partir du moment où on vit et on travaille dans un pays, on doit avoir accès aux mêmes droits politiques, aux mêmes droits sociaux, aux mêmes droits économiques ça c'est fondamental. Et pour finir je dirais qu'on est pour la liberté de circulation, et on est pour la liberté d'installation. Pour nous ce sont des droits fondamentaux pour l'ensemble de l'humanité et ça c'est fondamental parce que ça veut dire que c'est comme ça qu'on combat le racisme c'est en mettant en place une société qui reconnaît l'égalité des droits pour tous.

On voudrait faire entendre aussi une voix anti impérialiste, parce qu'on ne fait pas partie de ceux qui pensons que la république est belle. Parce que, on ne pense pas aujourd'hui que l'Etat français ce soit un état qui, pour le droit d'asile, est si accueillant que ça. On tient à rappeler que l'Etat français c'est quand même deux siècles de politique coloniale. De politique de pillage et de massacre des peuples. On tient à rappeler qu'aujourd'hui la politique impérialiste est toujours d'actualité. Une politique néocoloniale, une politique de domination des états riches contre les états pauvres. On tient à rappeler ça, on tient à dénoncer la présence militaire dans les pays d'Afrique notamment et on exige, on exige le retrait des troupes militaires d'Afghanistan et d'ailleurs, parce que ces troupes là ne sont pas pour aider les peuples, elles sont pour maintenir une supériorité de l'impérialisme et l'ordre impérialiste, donc on dénonce et on exige le retrait de ces troupes là.

Et puis enfin on est pour le droit à l'autodétermination dans tous les départements et les territoires d'outre-mer, dans la Polynésie française, on est pour le droit à l'autonomie. On est pour que les peuples des populations décident de leur propre sort, qu'elle décide des institutions politiques chez elle, qu'elle décide de la culture qu'elle veut mettre en avant, on est pour fondamentalement le droit à l'autonomie de tout le monde et de ce point de vue là on s'oppose à la politique impérialiste de l'Etat français qui cherche toujours à imposer sa domination sur les autres.

Enfin on est pour faire entendre une voix écologiste. Je ne développerai pas trop parce que Christine a pas mal détaillé, mais on est pour rappeler quand même que le capitalisme c'est l'oppression, c'est l'exploitation des êtres humains, mais c'est aussi la destruction de la planète. A l'échelle de la planète aujourd'hui on le voit entre le drame de Fukushima, mais aussi la question de la montée de la température et le dérèglement climatique, c'est des famines aujourd'hui comme en Afrique de l'ouest, ou Mexique ou gens et des dizaines de milliers de gens qui sont en train de mourir donc il faut rappeler que le système capitaliste détruit la planète, il compromet même l'avenir de la planète et de l'humanité donc c'est rappeler ça, et une véritable politique écologiste et c'est aussi un combat contre le capitalisme, on veut aussi rappeler qu'il faut aujourd'hui faire entendre cette voix écologiste.

Alors on veut faire entendre toutes ses voix dans une élection qui est passionnante. Si vous êtes là c'est que vous suivez de près tous les épisodes. Je voulais juste parler d'un épisode on en entend plus trop parler, c'était une première phase de la campagne, où on voyait tous les candidats essayer de montrer qu'ils étaient du côté de la population, qu'ils étaient très proches, très sensibles de la crise, de la souffrance, on les a vu défiler notamment au salon de l'agriculture, pour bien montrer qu'ils étaient soucieux du sort des paysans, ils étaient allés traire des chèvres, manger du jambon bio, et même caresser le cul des vaches vous en souvenez, c'était dans cette volonté de montrer qu'ils étaient du côté des petites gens, ça a été un peu pareil avec le tour des usines. Bon là-bas ils ne sont pas aller caresser le cul des ouvriers parce que ça ne se fait pas, mais le principe c'est le même, c'est faire croire qu'on est du côté peuple, qu'on s'intéresse à ce qui se passe, aux fermetures d'usines, tout ce qu'on a pu entendre à ce moment-là et ça ils ont été nombreux à faire le tour des usines et là on a eu des concours. Alors bon Bayrou qui se rappelait que sa grand-mère avait une retraite de 700 €, vient aussi d'un milieu plutôt modeste et puis lui candidat des paysans évidemment, très proche de la terre. Et puis on a le front national, ça fait pas tout le temps rigoler mais le front national qui ose se dire, enfin Marine le Pen qui se dit candidate des ouvriers et même aujourd'hui ils sont pour la retraite à 60 ans, nous on a envie de rappeler quand

même que le front national a combattu le mouvement pour la défense des retraités il y a un an et demi et même le front national n'a jamais jamais été dans des mouvements sociaux de défense des intérêts des salariés que ce soit la question de l'emploi, que ce soit tout simplement la question des salaires ou des conditions de travail et aujourd'hui le front national pénard il ose dire tranquillement qu'il est du côté des ouvriers. Et puis le champion toutes catégories c'est Nicolas Sarkozy, le candidat du peuple. Alors c'est pareil au début on aurait pu penser que c'était une blague mais non c'était sérieux, c'est le candidat du peuple, il avait commencé sa campagne parce qu'il était gêné par son passé de président *bling bling*, il avait fêté sa victoire au Fouquet's alors il a commencé par s'excuser et qu'il allait pas bien, qu'il avait des problèmes amoureux que c'est pour ça qu'il allait au restaurant entouré de ses amis qui ont pas mal d'argent, d'ailleurs ça console visiblement, donc il s'est excusé, jamais plus on le reprendra, et puis quelques jours après il avait été sur le bateau de Bolloré mais pareil il s'est excusé, c'est un truc qu'il ne fera plus jamais c'est promis, c'est des choses qui ne se font pas, pour bien faire comprendre qu'il avait changé. Et puis c'est sa femme Carla Bruni, qui a dit « mais nous nous sommes des gens modestes faut pas croire comme ça. Je regarde les émissions comme *plus belle vie* », en fait pour faire peuple « oui on regarde le même programme que tout le monde » et ça a failli marcher mais manque de bol il y a eu dans la presse il y a pas longtemps le patrimoine de Sarkozy qui a été révélé ou re-révélé, c'est surtout la comparaison entre 2007 et 2012, c'est intéressant puisqu'en 2007 Sarkozy avait une fortune de 2 000 000 et quelques euros, 2 000 000 et des poussières, enfin les poussières pour nous ce ne sont pas des poussières pour eux s'en est ; cinq ans après le patrimoine Sarkozy a été augmenté de 623 000 €, c'est pas mal, comme quoi être modeste ça paye aussi.

Donc ça c'était la partie marrante des élections, « on est coté peuple » et tout ça, mais on ne rigole pas très longtemps parce que le tour des usines ça ne dure qu'un temps, que quelques jours après on n'y pense plus, on oublie, et puis le tour des paysans aussi c'est vite fait, par contre le fond de leur politique ça reste une politique d'austérité et de rigueur et c'est chaque fois le même discours qu'on entend fondamentalement c'est qu'il y aura une dette à rembourser, il y aura des déficits à réduire les déficits publics, mais aussi celui de la sécurité sociale, il va falloir faire des économies, va falloir réduire les dépenses, il va falloir se serrer la ceinture, un discours qu'on entend certes depuis très longtemps mais on a l'impression que là on nous en remet une grosse couche pour bien comprendre que de toute façon on n'aura pas le choix, donc voilà c'est ce discours là et quoi qu'on regarde quel que soit le programme qu'on regarde parmi les gros candidats et bien on ne s'en sort pas c'est le même discours, c'est la même visibilité finalement, c'est une austérité pour des mois voire des années donc c'est là qu'on voit que finalement, le côté peuple ça ne dure pas longtemps. Donc justement nous dans cette élection là c'est pour affirmer le contraire : à la fois pour défendre à la fois d'autres perspectives c'est-à-dire le refus de l'austérité, le refus du plan de rigueur, et de dire surtout il y a les moyens d'avoir une politique sociale, des moyens qui puissent être mis en place pour répondre à l'urgence sociale, ces moyens ils existent et ça je vais faire un petit chapitre là-dessus, c'est « est-ce que l'argent existe vraiment ? ».

Je vais donner quelques chiffres c'est pas forcément rigolo les chiffres mais il faut qu'à un moment donné, parce que la crise c'est au nom ça qu'ils nous disent qu'il faut serrer la ceinture. Alors la crise nous on la connaît, c'est tout simplement ce que nous on vit ou ce que connaît nos proches, c'est par exemple 8 000 000 de gens en France qui vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est à 950 € par mois, parmi ces 8 000 000 de gens là, il y en a 4 à 5 000 000 qui vivent avec des 600, 700, 800 € par mois et y compris parmi eux, il y a des retraités qui ont bossé toute leur vie. Donc ça c'est pour mesurer le niveau de pauvreté qu'il y a. La crise on le sait aussi c'est la précarité : plus de 7 000 000 de gens qui vivent soit « pas de boulot du tout » soit des temps partiel et des contrats précaires. La crise c'est aussi le démantèlement des services publics, la disparition enfin les attaques contre le système de santé aujourd'hui non seulement pour des questions financières je crois qu'il y a un tiers de la population française qui ne se soigne plus ou qui repousse les soins soit pour des raisons, soit ils ne peuvent pas payer soit tout simplement le système hospitalier ne peut plus répondre aux besoins. Donc il y a ce système de santé qui se dégrade fortement, donc c'est en même temps des conditions de travail qui sont très dur pour le personnel hospitalier, on l'a vu il y a pas longtemps avec des RTT impossible à prendre et il y a une surcharge de travail jusqu'à des pétages de plomb parce qu'il y a une impossibilité de faire face à la surcharge de travail, donc il y a une dégradation forte que du côté du système de santé mais aussi une dégradation forte du côté de l'éducation nationale. Parce que les 80 000 postes qui ont été supprimés avec Sarkozy et encore avant y'en avait des dizaines de milliers de postes qui avaient été supprimés mais c'est vrai qu'avec le gouvernement Sarkozy ça c'est un peu accéléré et bien ces suppressions de dizaines de milliers de postes, se traduit inévitablement par la dégradation du système scolaire. Aujourd'hui ce sont des enfants qui sont de plus en plus nombreux dans des classes, des filières qui disparaissent, ce sont des matières qui disparaissent, et aujourd'hui les plus de victimes se sont encore une fois les quartiers populaires avec des lycées professionnels qui n'enseignent plus tout ce qu'il faudrait enseigner donc on voit une dégradation forte de ce côté-là et ça c'est très inquiétant, ça en devient dramatique et puis ça en rajoute à la crise financière, enfin à la crise financière dans le sens où on a de moins en moins d'argent, ça en rajoute parce que à partir du moment où il y a de moins en moins de choses collectives qui pourraient aider ou qui pourraient d'une certaine manière répondre solidairement aux problèmes des gens et bien ça en rajoute à la démoralisation de l'ensemble de la population. Ca c'est la crise qu'on connaît et là je vais parler de la crise pour les riches parce que ce n'est pas tout à fait la même chose.

Alors il y a un chiffre récemment qui avait fait un peu de bruit c'est le revenu de monsieur Maurice Lévy le PDG de Publicis : c'était 16 enfin non pas c'était, c'est 16 000 000 d'euros, 16,2 actuellement et donc on a vu le Medef, on a vu des candidats, des gros candidats je parle, on a vu plein de gens dire « mais c'est complètement anormal c'est scandaleux », c'est Pecesse qui disait « on ne peut pas dire que ça corresponde à l'idée qu'on se fait de la modération salariale », elle a dit comme ça, c'est vrai que c'est le moins qu'on puisse dire. Et donc voilà mais tous les ans on nous fait le coup, tous les ans y'a des gros salaires et des gros revenus et tous les ans il y a des gens qui sont scandalisés mais ça passe et puis on continue pareil. Donc il y a ça, ces 16 millions là qui sont scandaleux, qui sont révoltants mais il y a tout simplement la moyenne des revenus du CAC 40, parce que la moyenne c'est 4,1 millions d'euros et 4,1 millions d'euros en fait le plus intéressant, c'est que c'est une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente. Vous vous rendez compte, nous le SMIC c'est quoi c'est deux à peu près et quand on revendique des augmentations de salaires partout dans nos entreprises on nous dit « c'est pas possible c'est la crise » et bien eux c'est plus 35, voilà c'est aussi pénard que ça. Donc il y a ces chiffres là qui sont révélateurs de la situation dans laquelle on est, mais il y a aussi évidemment les profits et les profits des entreprises du CAC 40 : bon c'est vrai qu'ils ont un peu baissé par rapport à l'année dernière, là on voit bien qu'on est en crise, c'est plus 82 000 000 000 de bénéfices, c'est 74 000 000 000 d'euros de bénéfices. Donc c'est une petite baisse mais enfin ils s'en sont remis. Et surtout le chiffre intéressant c'est que la part des profits qui est distribuée sous forme de dividendes remis aux actionnaires des entreprises du CAC 40 c'est la moitié, c'est 37 000 000 000 d'euros et au total, parce que là c'est

les entreprises du CAC, au total c'est 100 000 000 000 d'euros l'année dernière qui aura été distribué sous forme de dividendes à l'ensemble des actionnaires des entreprises françaises. Donc je vous rappelle quand même qu'on est en crise et que ça va pas bien et qu'il faut se serrer la ceinture. Les 100 000 000 000 d'euros qui sont comme ça distribués représentent une augmentation, enfin c'est multiplié par trois sur les 15 dernières années, c'est-à-dire qu'il y a 15 ans c'était grosso modo 3,5 % de la masse salariale qui était distribuée sous forme de dividendes, aujourd'hui c'est entre 11 et 12 % de la masse salariale qui est distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires. Donc c'est pour vous montrer que la crise c'est aussi ce cheminement là, des fortunes qui sont drainées de la poche des salariés vers la poche des capitalistes et donc ces chiffres la son domaine de la ville.

Et puis je finirai sur les fortunes personnelles des riches en France parce qu'il a des très riche et des très riches qui augmentent leur fortune, et c'est une revue qui tous les étés donne un classement des 500 fortunes de France, c'est en été c'est juste avant qu'on parte en vacances, pour nous donner le moral, parce que c'est toujours rassurant de voir un pays où il y a des gens qui ne souffrent pas, et donc là ce classement des 500, ils avaient mis un indicateur pour bien voir comment ça a évolué et cet indicateur s'appelle le FMIC. Alors le FMIC pour être précis c'est rien à voir avec le SMIC, c'est la fortune minimale pour intégrer le classement des 500, c'est des petits outils qui se mettent en place pour suivre un peu tout ça, et donc ça évolue, ça progresse six fois plus vite que le pays des sur les 15 dernières années, et le PIB c'est le total des richesses produites en France donc leur fortune en moyenne augmente six fois plus vite. Donc je vais vous dire le tiercé gagnant c'est, que je me rappelle des chiffres que je ne dise pas de conneries : donc le premier c'est Arnaud pour LVMH, 22 000 000 000 d'euros de fortune, juste derrière c'est Muliez de Auchan donc c'était serré la compétition cette année 21,5 milliards et en troisième position on la connaît tous c'est Bettencourt, avec 17,5 milliards on sait pas si des millions d'euros qui ont disparu il y a pas longtemps qui ont servi à financer des campagnes, on sait pas s'ils sont comptés là-dedans mais ça fait 17,5 milliards en tout, on peut applaudir parce que c'est jolie, après je vais dire 2 chiffres, le 22° c'est Martin Bouygues, c'est un pote à Sarkozy c'est pour ça que j'en parle, et puis il y a un autre poète de Sarkozy c'est Bolloré lui est en 10° position, 10° fortune avec 3,8 milliards d'euros. Alors je vais finir par Bolloré parce que c'est pour se rendre compte ce que ça signifie 3,8 milliards d'euros. Vous savez que les gens sont riches parce qu'ils bossent dur, tout ce qu'ils ont fait à la sueur de leur front, ils ne sont pas comme nous ils ne sont pas aux 35 heures, ils ne pensent pas aux RRT ou aux loisirs comme nous, eux sont obsédés par le travail et ils s'enrichissent et donc pour essayer de voir comment on fait pour avoir 3,8 milliards d'euros on va essayer d'imaginer qu'on gagne 2000 € par mois net, c'est déjà un peu mieux que ce que la plupart d'entre nous gagnons, mais bon c'est pour faciliter le calcul donc on gagne 2000 € nets et en dépenses 0 € par mois, c'est pour faciliter les calculs aussi. Il faut bosser pendant pas loin de 160 000 ans pour pouvoir avoir l'équivalent de la fortune de Bolloré. Et là on se dit qu'il bosse sacrément dur pour arriver à ça quand même. Puis d'autres chiffres intéressants, il y a 52 milliardaires en France cette année, 11 de plus que l'année précédente, donc c'est bien et puis en plus la France c'est aussi le pays qui possède le plus de millionnaires au kilomètre carré c'est écrit, ils calculent ça. Donc ça c'est la parenthèse pour montrer que l'argent existe, qu'il y a les moyens que aujourd'hui la crise c'est effectivement la concentration des richesses d'un côté de la population, en haut, de ceux qui possèdent l'économie et à côté de ça bien évidemment c'est la concentration, l'approfondissement de la pauvreté et de la précarité voilà, c'est en tenant compte de ce contexte et c'est important pour la suite, parce que nous défendons un programme d'urgence qui réponde aux problèmes sociaux du moment et c'est pour ça nous on dit il y a les moyens et sauf que cette richesse là qu'il faut partager, nous on est convaincu que ça passera par un affrontement avec le capital parce qu'il y a beaucoup de discussions aujourd'hui vous savez sur les richesses, « on va taxer les riches »... d'ailleurs les riches eux-mêmes en juillet dernier avait dit « taxez nous », c'était le titre d'un manifeste, il fallait vraiment être solidaire, ils voyaient bien que les coffres étaient pleins et donc on avait, Maurice Lévy avait signé ce manifeste là et donc ils étaient prêts à donner ; les milliardaires américains avaient fait la même chose avant, les français avaient copié sur les milliardaires américains alors ce qui est intéressant c'est le jour où Hollande s'est aperçu qu'il devait ressembler à un homme de gauche il a dit, « je vais faire une 6ème tranche, je vais taxer à 75 % ceux qui gagnent plus d'un million d'euros ». Là ça a été l'effolement, ce n'est pas grand-chose déjà d'autant plus que le lendemain Hollande il dit « non mais ça concernera pas les artistes, ça ne concernera pas les footballeurs », et 2 jours après Fabius il a dit « non mais c'est exceptionnel ça ne durera qu'un ans parce que situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle ». Donc en fait ça n'a pas été, mais ceci dit les riches continuent à s'affoler, et là il y a eu des articles, ça n'arrête pas, ça continue dans la presse notamment Les Echos, parce que je lis pas mal Les Echos, vous connaissez c'est un journal économique, depuis que je suis candidat je le lis pratiquement tous les jours au cas où. C'est pour suivre l'actualité parce que celle d'en bas on l'a vit mais celle d'en haut il faut lire des trucs quand même. Et donc il y avait un article alors ça c'était la pleine page : « des riches qui risquent de s'en aller », c'était plein de réflexions scandalisées par rapport à la mesure Hollande, par rapport à cette campagne qu'il y a en ce moment, parce que les riches se sentent stigmatisés, c'est comme ça qu'ils disent mais c'est quoi ce truc, eux ils sont innovateurs, ils sont créateurs, ils sont inventeurs, enfin c'est grâce à eux s'il y a de l'argent dans ce pays, qu'est-ce que c'est que de s'en prendre à ces gens-là ? Si on s'en prend à eux, demain il y aura plus de richesses. Et ils veulent partir et pour bien montrer que ce n'était pas du bluff il y avait une grande photo au milieu de l'article c'était un avion, portes ouvertes avec la clef sur le contact, prêt à partir pour nous dire « attention, si c'est comme ça nous on se casse ». Voilà et des articles comme ça il y en a eu plusieurs, bon ça fait sourire mais ça montre quand même l'indécence qu'ils ont parce que ces fortunes ils les accumulent sur notre dos par l'exploitation, par la surexploitation, c'est parce qu'ils licencient et parce qu'ils courent à travers la productivité et la rentabilité que ces fortunes se construisent. Nous ce qu'on dit c'est qu'il faut partager ces richesses, il faut que ce soit les capitalistes qui payent cette crise et les capitalistes seuls. Il est de hors de question que la population continue de payer.

Et pour ça donc il va falloir un affrontement avec le capital, il va falloir poser le problème de la dépossession d'une partie du capital et c'est pour ça qu'on est pour l'expropriation des grosses entreprises capitalistes. On est pour mettre en place des outils parce que la richesse on sait qu'elle existe et maintenant, parce qu'on peut pas jouer aux Robin des bois c'est un peu décalé, il va falloir qu'on mette en place des outils qui permettent une véritable répartition des richesses, et ces outils c'est d'une part une fiscalité anti capitaliste, c'est-à-dire au minimum il faut annuler toutes les réformes récentes du système fiscal, il faut remettre les barèmes tels qu'ils étaient avant, à la fois l'impôt sur les revenus, l'impôt sur les grosses fortunes et y compris l'impôt sur les sociétés ou sur les bénéficiaires des sociétés parce que celui là, je vais m'arrêter 2 secondes là-dessus, il est passé de 50 à 33, 3 % est encore les 33,33 % ils ne sont pas vraiment appliquée parce qu'on s'est aperçu n'y a pas longtemps, même Sarkozy l'a découvert, il était choqué, les entreprises du CAC 40 payent que 8 % au lieu de 33 % et le record c'est Total, puisqu'ils ont réussi à se démerder pour ne pas payer d'impôt il y a deux ans, donc voilà c'est pour dire qu'il y a une justice fiscale à remettre en place, il faut remettre les barèmes petits été avant il faut remettre les impôts à 50 % pour les sociétés, il faut aussi ça fait partie des trucs incontournables, il faut annuler la dette. Alors nous on dit qu'il faut l'audit de la dette, il faut faire un audit de la dette parce

que il faut démontrer que cette dette là est illégitime, que c'est le résultat d'une politique délibérément menée en faveur des plus riches en fait la dette est tout un mécanisme qui est hyper au point et un mécanisme de pompage des richesses et donc qui pour les richesses de la population vers les capitalistes et cette dette là a explosé suite aux cadeaux faits aux plus riches, puisque à force de diminuer les impôts des plus riches l'état a diminué ses propres recettes, des recettes qui ont été réduites à peu près ces 20 dernières années de 6 % et c'est ça qui fait qu'il y a une dette qui a explosé en France, que les dépenses de l'Etat, maintenant, à peu près, il a fallu emprunter pour pouvoir payer les dépenses et comme par hasard comme tout est bien fait, ils n'empruntent pas auprès des banques centrales ils empruntent auprès des marchés financiers privés à des taux beaucoup plus élevés. Donc premier cadeau fait aux riches : ils payent moins d'impôts et deuxième cadeau : on empreinte sur les marchés privés et on rembourse à des taux élevés donc voilà c'est pour de dire ce mécanisme là c'est ça, ceci dit autant le démontrer, autant mettre tout à plat, autant voir qui a y gagner, quels capitaux circulent, rentrent et sort, et de quelle manière, et c'est pour ça qu'on est solidaire des revendications des associations comme Copernic et Attac, sur l'idée qu'il faudrait faire un audit de la dette donc un audit public et un contrôle sur tout ce qui se passe mais en attendant ce qu'on peut faire c'est déjà stopper immédiatement le paiement des intérêts de la dette qui sont aujourd'hui qui sont pour 2012 48,8 milliards d'euros et cet argent là il doit servir directement à répondre aux besoins des populations et à toute l'urgence sociale.

Le dernier outil pour s'assurer d'un véritable partage des richesses ou d'une meilleure répartition des richesses, c'est l'expropriation des banques, je ne vais pas trop détaillé parce que ça a été dit juste avant, mais il faut socialiser les banques, il faut faire en sorte que cet outil soit au service de la société pour répondre aux besoins sociaux mais aussi écologiques. Donc il faut que les banques soient sous contrôle de la société et de la population, ça c'est un outil incontournable parce que sinon, si on leur laisse ce moyen de nuire la crise continuera, et c'est pour ça stopper tout ça, il faut véritablement que l'ensemble des banques qui sont un véritable monopole bancaire soit sous contrôle de la population.

Une fois qu'on met les outils qui permettent d'imposer une véritable répartition des richesses on sait qu'on a les moyens pour répondre à l'urgence sociale et là je vais résumer le programme qu'on met en avant, c'est ce qu'on appelle un bouclier sociale c'est à dire que dans l'immédiat il faut stopper les licenciements et arrêter les suppressions d'emplois dans l'ensemble des services publics, il faut combattre le chômage, ça c'est une urgence, il faut tout arrêter de ce côté-là, et il faut sortir du baratin de tous les discours qu'on entend, la seule solution aujourd'hui c'est bien interdire les licenciements. Pour s'attaquer au chômage, à la précarité, il faut aussi réduire le temps de travail. Aujourd'hui on entend de plus en plus que les 35 heures c'est du luxe, que c'est déplacé, que ça a coûté cher, que ça a été une loi stupide, ça ça été dit par Kessler, l'ancien numéro deux du Medef avant-hier dans la presse, et donc il faut au contraire non seulement défendre les 35 heures parce qu'aujourd'hui on y est même pas aux 35 heures, parce que la moyenne du temps de travail de ceux qui ont un temps complet est à 37 heures par semaine, donc il faut non seulement mettre en place les 35 heures, mais il faut aller au-delà, aller vers les 32 heures voire plus parce que le problème c'est que tant qu'il y a du chômage, tant qu'il y aura de la précarité, il faut partager le travail entre tous donc il faut réduire le travail jusqu'à qu'il n'y est plus de chômage et de précarité.

Pour combattre le chômage mais aussi pour répondre à la souffrance au travail notamment, il faut remettre la retraite à 60 ans pleine et entière. Il faut aussi remettre les 37 ans et demi d'années pour tous, chose qui est oubliée par une partie de la gauche, il faut aussi une retraite à 55 ans pour tous les travaux pénibles. Dans les attaques qu'il y a eu contre les retraites tout le fond du discours était évidemment mensonger. Mais il y a un truc qui était révoltant c'était quant il disait : « on vit plus longtemps donc c'est tout simple il faut travailler plus longtemps », sauf que le vivre plus longtemps c'est pas si vrai que ça. Parce que même si la moyenne fait que aujourd'hui il y a une espérance de vie qui augmente un petit peu, la réalité est pas la même quand on regarde en détails. Parce que selon qu'on bosse dans l'agriculture ou dans les usines ou dans les chantiers ou qu'on soit cadre, il y a pas du tout la même espérance de vie. Il y a aujourd'hui huit ans d'écart en défaveur des ouvriers et des boulots les plus durs par rapport à la population de cadres et même en ce qui concerne l'espérance de vie en bonne santé c'est-à-dire sans handicap sans réserve médicale, et bien aujourd'hui c'est 11 ans d'écart en défaveur des boulots les plus durs, donc c'est pour rappeler qu'il y a pas une inégalité de ce côté-là, donc aujourd'hui il faut réellement la retraite à 55 ans pour tous les travaux pénibles.

L'autre revendication c'est la question écologiste, la sortie du nucléaire et la mise en place d'un service public de l'énergie mais ça a été raconté par Christine donc je ne vais pas répéter. Donc vous voyez que le programme qu'on a c'est un programme ambitieux, ambitieux parce qu'il coûte cher aux capitalistes mais il permettrait de répondre aux besoins sociaux, mais ambitieux parce qu'on peut se demander « mais comment on peut imposer un programme comme ça, comment on peut imposer un programme qui impose une véritable répartition des richesses et donc qui réponde à l'urgence sociale ? ». Et alors là je vais vous dire de suite : on ne sera pas élu donc on ne pourra pas l'imposer à travers les élections ce programme là, ce qui compte aujourd'hui c'est justement de discuter de l'après l'élection, c'est que là on a un épisode électoral ce qu'on appelle la première manche, cette première manche là nous ce qu'on voudrait ce qu'on espère je pense, ce qui est hyper important c'est de pouvoir dégager Sarkozy et toute sa bande. On veut dégager Sarkozy et toute sa bande parce que ça nous ferait du bien à nous mais ça ferait du bien aussi à des millions de gens un peu comme un bol d'air, un peu comme un minimum syndical, on veut dégager Sarkozy et toute sa bande parce qu'on a des comptes à régler avec ce gouvernement là, c'est un gouvernement qui je le rappelle vite fait, qui s'est attaqué aux retraites, qui s'est attaqué à la protection sociale, qui a imposé et a réduit le droit de grève, qui a remis en place un régime encore plus répressif, je parle notamment des militants syndicalistes et qui sont pourchassés judiciairement et puis de la répression policière aussi dans les quartiers populaires, on a vraiment des comptes à régler avec ce gouvernement là, il faut réussir à l'éjecter.

Mais c'est pas parce qu'on arrivera à dégager ce gouvernement là qu'on arrivera à stopper la politique libérale. Il est là le problème, c'est qu'aujourd'hui la solution de rechange qui s'appelle Hollande, ce sera une solution de rechange qui sera libéral, qui mettra en place une politique d'austérité, alors certes à la place de l'austérité de droite, décomplexée de Sarkozy, on aura une austérité de gauche ou peut-être la gauche quand elle démantèlera les services publics elle s'excusera mais ça ne changera pas grand-chose, on aura une austérité dans le fond. Alors le problème qui se pose à nous c'est comment on va stopper la politique libérale ? Comment va réussir à imposer une véritable politique de gauche ? Comment on va réussir à imposer une politique qui réponde aux besoins de la population ? Et c'est là où ce qu'on a

envie de dire et ce qu'on va dire dans cette élection là c'est qu'il faut préparer une riposte unitaire et ça c'est la deuxième manche. Et cette riposte unitaire là, évidemment que le NPA a envie de jouer un rôle, un acteur de premier plan, il ne pourra pas être le seul et ne faut pas qu'il soit le seul et c'est pour ça qu'on s'adresse à l'ensemble de la gauche de la gauche, c'est pour ça qu'on s'adresse non seulement au Front de gauche, à la lutte ouvrière mais aussi au mouvement syndical, aux mouvements associatifs, il faut qu'on arrive à faire tomber les barrières entre nous, il faut qu'on arrive à discuter concrètement de comment on construit cette riposte là, comment on construit cette mobilisation générale qui est nécessaire, il faut qu'on arrive à reconstruire des tissus militants, il faut qu'on arrive à reconstruire cette solidarité là et discuter concrètement de comment fait converger les luttes comment coordonner les luttes, parce que aujourd'hui de la colère il y en a, de la révolte il y en a, des mouvements il y en a un peu partout. Je pense aux salariés d'Arcelor qui se battent contre les suppressions d'emplois et la suppression du site, je pense à ceux de Fralib du côté de Marseille qui se battent depuis 17 mois contre la fermeture de leur usine, usine qui appartient à Unilever qui fait 9 000 000 000 de bénéfices mais qui veut liquider son entreprise qui fabrique du thé, je pense aussi aux salariés de Lejaby, à Petroplus, dans le Limousin aussi, à ceux d'Albani, mais je pense aussi à toutes les batailles qu'il y a aujourd'hui par exemple des collectifs qui se mettent en place pour empêcher les fermetures de maternité ou d'hôpitaux, de fermeture des services d'urgence, de fermeture des services chirurgicaux, je pense aussi à tout ceux qui se battent des milieux associatifs contre la mise en place de projets néfastes socialement ou écologiquement c'est le cas de la LGV ou de Notre-Dame-des-landes, et je pense aussi à des batailles qu'il y a contre les incinérateurs du côté de Clermont-Ferrand ou contre le centre d'enfouissement de déchets radioactifs du côté de Bure, toutes ces batailles là ont un point commun c'est la question de la population qui défend son niveau de vie et c'est à la fois les emplois et c'est aussi la question écologique, c'est aussi la question des services publics. Il faut qu'on arrive à se battre tous ensemble est pour ça il faut coordonner pour ça il faut qu'il y est des outils politiques qui défendent ces perspectives là, qui aident à la construction de cette convergence là. Donc non seulement il faut préparer la riposte unitaire, il faut construire un outil qui soit réellement indépendant du parti socialiste, un outil politique qui soit anticapitaliste et qui soit donc indépendant des institutions et qui pose le problème clairement de l'organisation de cette riposte là, qui est un outil du monde des opprimés, qui est pour se défendre et faire face à la crise capitaliste. Et donc le NPA aussi petit soit-il aujourd'hui, ou aussi fragilisé soit-il, par tous les problèmes qu'on connaît ces derniers temps, le NPA il lance un appel, il lance un appel à l'ensemble de la gauche de la gauche et donc de la gauche syndicale aussi et associative, parce qu'il faut qu'il y en ait un qui prenne l'initiative. Nous après les élections du 6 mai on sait qu'il y aura une bataille organisée et pas une bataille pour demain en attendant que ça viendra un jour ou l'autre ça pètera, il y aura la colère, non c'est la bataille qu'il faut qu'on organise maintenant et ça il faut qu'absolument qu'il y ait cette initiative aujourd'hui de donner rendez-vous dès la fin des élections à tout le monde pour qu'on prépare cette bataille là, pour qu'on construise cet outil là, c'est incontournable il faudra y arriver, et on a bon espoir en tout cas c'est le message qu'on lancera lors de ces élections et je vais finir là-dessus : il faut voter NPA, il faut voter NPA pour dire tout ça, il faut donner mandat au NPA pour exprimer cette colère là, cette perspective politique là, d'organiser la lutte de la préparer est justement de le faire de manière unitaire et de s'adresser à l'ensemble de la gauche, il faut que nous avons ce mandat là, il faut qu'on puisse porter le plus fort possible et le plus loin possible et pour ça il faut un score le plus important possible.

\*\*\*

Mes chers amis – merci beaucoup – mes chers amis, Dans quelques jours, mes chers amis, dans quelques jours, les 22 avril et 6 mai prochains, le peuple français choisira le chemin qu'empruntera notre République pour les cinq années à venir.

Depuis deux mois, jour après jour, je m'adresse à chacun de nos compatriotes sans détours aussi directement que possible, je leur parle de la France et je ne veux rien leur cacher des difficultés que notre pays a eu à surmonter et aura à surmonter.

Je crois dans une France forte, car nous n'avons pas le choix. Le monde est à un tournant, si nous voulons relever les défis de ce monde nouveau, qui a totalement changé, la France ne peut pas choisir la voie de la faiblesse, seule une France forte dans ce monde qui bouge pourra préserver notre identité et notre mode de vie.

La France veut préserver l'essentiel, veut rester une grande Nation, et pour cela, elle doit réinventer ses politiques, la France forte qui pourra protéger nos concitoyens, car si la France est faible, chaque Français sera exposé.

L'enjeu est considérable, il se résume au fond en une phrase : comment réconcilier les gagnants de la mondialisation et les perdants de la mondialisation, ce sont des nouveaux clivages, qu'aucun d'entre nous n'a connus il y a quelques années.

Les gagnants de la mondialisation, ce sont nos compatriotes qui ont soif de conquête, qui ont envie de partir à la conquête de ce monde, et qui le font, et les blessés de la mondialisation, c'est tous ceux qui voient nos usines se fermer, leurs compétences se dévaloriser, ceux qui trouvent que le monde change trop vite, et ceux qui pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

La France a besoin de ces deux France, qui n'en font qu'une, et qui ont chacune leur part de vérité. Et nous devons, dans le même temps, nous adresser à ces deux France, je crois que la réconciliation est possible, je crois même qu'elle est incontournable.

Les cinq années d'expérience à la tête de notre pays, au travers de crises d'une violence inouïe, m'ont convaincu que la France avait tous les atouts pour demeurer une Nation qui compte. Mais il y a une condition à cela, c'est regarder les réalités en face. On ne peut pas nier les réalités.

Et vous tous, qui êtes réunis ici, élus des villes ou des campagnes, élus de toutes les provinces de France, élus de métropoles ou d'Outremer, venus des rangs de la droite, du centre, mais aussi d'une gauche ouverte, vous avez fait le choix de l'engagement, puisque vous avez souhaité vous présenter au suffrage de nos concitoyens.

Vous avez donc choisi d'assumer votre part de l'intérêt général, et c'est de cet intérêt général dont je veux vous parler aujourd'hui, d'abord, je veux dire aux observateurs que c'est une richesse d'avoir un demi-million de Français qui consacrent une partie de leur temps à être des élus locaux, des élus de terrain, qui y consacrent leur énergie, leurs compétences, leur enthousiasme et leur... C'est une spécificité française que d'autres pays en Europe ne connaissent pas, mais c'est une force, ce n'est pas une faiblesse.

Et je voudrais dire que je me sens de la famille de tous ceux qui, comme vous, s'engagent, car quand on ne s'engage pas, on subit moins de critiques, quand on s'engage, on subit des critiques.

Nous sommes de la famille de ceux qui subissent les critiques. Et mieux que tout autre, vous connaissez la responsabilité qui sous-tend l'exercice de toute fonction élective, vous connaissez mieux que tout autre le poids de la responsabilité, de celui qui doit dire non, pas oui, de celui qui doit trancher, de celui qui doit arbitrer, dans sa commune, dans son département, dans sa région, dans son canton. Vous, mieux que les autres, connaissez les enjeux pour notre pays, et vous, mieux que d'autres, vous pouvez comprendre la vérité, la vérité, c'est que nous sommes passés au bord du gouffre, cette vérité, elle est absolument incontournable.

Au bord du gouffre d'une faillite bancaire, mondiale, généralisée, qui aurait ruiné nos compatriotes, les images que l'on croyait démodées à jamais de clients de banques faisant la queue devant l'établissement bancaire pour récupérer ce qui restait de leur épargne, ces images sont redevenues d'actualité tous ces mois derniers. Au bord du gouffre d'une récession mondiale, de plusieurs années, si l'ensemble des pays n'avait pas réagi de façon coordonnée. Souvent, le monde avait connu des crises économiques, elles avaient une caractéristique, c'est qu'elles étaient régionalisées, et il y avait toujours un continent pour compenser l'autre, en tout cas, depuis la crise de 29.

C'est la première fois que la crise économique a frappé tous les continents du monde et tous les secteurs, sans aucune prudence et sans aucune exception. Au bord du gouffre d'une implosion de l'euro, qui aurait fait exploser la construction européenne et plongé les pays européens dans une crise plus grave encore. Jamais depuis la création de l'euro personne n'avait imaginé comme possible, comme même crédible l'explosion de notre monnaie. Nous sommes passés à quelques centimètres de cette explosion.

Toutes ces réalités, nous ne pouvons pas faire comme si elles ne s'étaient pas passées, toutes ces années de crise, ces quatre années de crise internationale, d'une force inouïe, nous ne pouvons pas faire comme si nous n'avions aucun enseignement à en tirer, comme si elles n'obligeaient pas la France à réfléchir sur ce qui s'est passé, et comme si elles étaient le résultat d'une politique et d'un gouvernement, qu'il suffirait de changer de politique et de gouvernement pour oublier ces quatre années de crise phénoménales dans leur ampleur et dans leur universalité, dans la crise, je devrais dire dans les crises, la France a tenu, elle a tenu car tous les Français ont fait des efforts, et vos collectivités également. Elle a tenu car notre socle de protection sociale a été préservé.

Elle a tenu pour une raison, c'est qu'au plus fort de la crise, nous avons assumé des décisions difficiles, qui ont protégé la France, que certains de nos voisins, de l'autre côté de la frontière, n'ont pas prises parce que leur gouvernements respectifs n'ont pas voulu les prendre et ils paient aujourd'hui l'addition du manque de courage de ceux qui les ont dirigés dans la période de crise. Voilà la situation, voilà la vérité.

Quand au moment de la réforme des retraites, nous accumulions les manifestations nationales, d'autres nous regardaient, aujourd'hui, c'est nous qui les regardons devoir baisser les pensions de retraite et les salaires dans la Fonction publique, et c'est nous qui avons préservé le pouvoir d'achat de notre pays. Il y a toujours un rendez-vous, le hasard sur le long terme, ça ne marche pas, il y a toujours un moment où il faut régler les factures, et assumer les décisions qu'on a prises ou que l'on n'a pas prises.

La France a tenu, mais ce n'est pas parce que nous avons tenu que nous devons ignorer les faiblesses que ces crises ont révélées, faiblesses de nos finances publiques, faiblesses de notre économie, pas assez compétitive, et par-dessus tout, faiblesses de notre rapport au travail, parce qu'il faut dire la vérité : on ne travaille pas assez, parce que nous n'en finissons pas d'en payer les conséquences : d'une retraite à 60 ans, décidée à l'inverse de ce que faisaient tous les autres, alors que nous n'avions absolument pas les moyens de la financer, des 35h, de l'assistantat et de toutes ces mesures qui ont adressé un message désastreux à notre pays : le travail est dépassé, le travail ne sert à rien, on peut s'en sortir sans le travail ; voilà la facture du début des années 80. Cette facture, c'est les Français qui la paient. C'est donc avec un sens aigu de nos responsabilités qu'il nous faut affronter les prochaines échéances électorales.

La France ne peut rester elle-même que si elle accepte de regarder la réalité du monde telle qu'elle est. Vous-mêmes, les élus, vous avez dû faire des efforts, et avec François FILLON, avec le gouvernement, nous avons dû prendre des décisions difficiles pour vous, je le sais, mais avec le recul, je vous demande d'y réfléchir, la réforme de la carte judiciaire, la réforme de la carte militaire, la réforme de la carte hospitalière, la carte des services publics, je veux y revenir, pouvait-on maintenir la carte judiciaire sans modifications depuis 1958 ?

Est-ce qu'on pense vraiment que la justice de notre pays était incontournable si chacun gardait son tribunal d'instance et si, dans chaque département, il y avait deux ou trois tribunaux de grande instance ? Est-ce qu'on croit vraiment que pour nos concitoyens, la justice de proximité, c'est un quart d'heure pour aller au tribunal ? Non, la justice de proximité, c'est une justice dont on comprend les décisions, une justice qui arrive dans les temps, et qui est rendue au nom du peuple français et pas au nom de telle ou telle organisation syndicale. Ça n'a rien à voir avec la carte judiciaire. La carte militaire, ce fut un fameux débat, Hervé MORIN s'en souvient, la carte militaire, pouvions-nous continuer à concentrer nos unités sur la frontière Est, plus de vingt ans après la chute du mur de Berlin et plus de quinze ans après la fin du service national ?

Qui peut croire que c'était un service rendu à notre pays ! La carte hospitalière, cher Xavier BERTRAND, à l'époque de la télé médecine, des réseaux de soins, du travail en réseau, pouvait-on garder la carte hospitalière comme si rien n'avait changé ? Je ne dis pas que partout, ces réformes ont été accueillies avec enthousiasme. Et je sais les préoccupations qu'elles ont suscitées, y compris chez nombre de mes amis. Je sais les incompréhensions qu'elles ont pu provoquer. Et j'ai entendu les élus qui, ici, ne souhaitaient pas que l'on ferme un régiment, là, voulaient préserver une maternité, bien sûr, et sans doute, à votre place, j'aurais eu la même réaction, mais il se trouve que je ne suis pas à votre place, que je suis président de la République, et je dois préserver l'intérêt général et assumer mes responsabilités et les choix qui ont été faits.

J'ai pris mes responsabilités.

Pourquoi je les ai prises ces responsabilités, c'est parce que la France ne pouvait pas se permettre de vivre plus longtemps au-dessus de ses moyens, c'est une réalité incontournable.

Parce que la France ne pouvait plus se permettre – pardon du mot – une forme de gabegie d'argent public dépensé en fonds perdus oubliant que cette dette colossale, nous la laisserions à nos enfants et à personne d'autre. C'est incontournable.

Naturellement que la santé va coûter de plus en plus cher, mais on n'a pas le droit de dépenser plus d'argent pour la santé, uniquement pour maintenir une maternité qui ne fait pas assez de naissances, pour être sûre, on n'a pas le droit de le faire pour maintenir une Trésorerie, un bureau de POSTE, une brigade de gendarmerie qui recevaient une personne tous les trois jours, on n'a pas le droit, on n'a pas le droit, vis-à-vis de l'intérêt général, et on n'a pas le droit vis-à-vis même des territoires ruraux, à qui nous devons donner la chance d'un développement économique endogène, et non pas le sentiment que ce développement passait par la présence d'un bureau de POSTE, d'une sous-préfecture ou d'un tribunal d'instance, voire d'une garnison, voire d'une base aérienne où depuis dix-huit ans, il n'y avait plus un avion. Les collectivités locales, elles-mêmes, que vous représentez, et je me suis interrogé avant de proposer de vous inviter à cette réunion, j'ai pensé que la vérité et le devoir de transparence étaient toujours la meilleure stratégie, les collectivités locales, elles-mêmes – n'y voyez de ma part aucun jugement, Monsieur le Président, cher Jacques – ne peuvent pas rester en dehors de ce vaste mouvement de réformes. C'est impossible. Ceux qui vous le diront vous mentiront, et vous savez très bien au fond de vous-même, citoyens, et pas simplement élus, que ce n'est pas possible.

Il était indispensable d'accomplir la première étape de la réforme des collectivités locales, c'est complexe, parce que vous êtes le réceptacle de toutes les demandes de nos compatriotes, vous êtes en première ligne, en quelque sorte, entre le marteau, qui serait l'Etat, et l'enclume, qui serait le peuple.

Et pourtant, nombreux parmi vous, vous nous avez soutenus avec courage. Il a fallu faire des choix, le premier choix que nous avons fait, c'est de préserver l'identité de chaque commune. J'ai refusé l'idée absurde qui aurait consisté à fusionner par la force des communes héritées de notre histoire. La réforme de la collectivité territoriale, des collectivités territoriales, que nous avons engagée, a d'abord protégé les communes qui demeurent aujourd'hui le seul niveau de compétence générale avec l'Etat, la commune est sortie plus forte de la réforme des collectivités territoriales.

La commune, c'est l'élément de base du vivre ensemble, de notre identité, de notre identité rurale notamment. Nous avons réussi à fédérer

les efforts des communes parce que ce n'est pas un village isolé qui pourrait, seul, aménager une zone d'activités ou faire venir l'Internet à très haut débit, j'en parlerai.

Nous avons réussi, après quel combat, cher Philippe RICHERT, à supprimer la taxe professionnelle, mais je vous propose d'y revenir un instant, pour savoir, au moment du débat, qui disait la vérité et qui mentait, qui avait peur et qui était courageux ; nous avons conduit cette réforme à son terme, malgré l'opposition virulente de la gauche, à grand renfort – il faut bien le dire – de campagnes de communication financées par les budgets des régions, des départements et des villes qu'ils dirigent, de ce côté-là, le moins qu'on puisse dire, c'est que la période n'est pas à l'économie !

Qu'avons-nous entendu à ce moment-là, que la suppression de la taxe professionnelle allait asphyxier le budget des collectivités locales, avec le recul, avons-nous, oui ou non, garanti les engagements au centime d'euro près, sur une fiscalité de remplacement qui ne vous pénaliserait pas, ces engagements ont été tenus, les plus virulents à critiquer hier, pourquoi sont-ils si silencieux aujourd'hui ?

La vérité, c'est que nous ne pouvions pas garder la taxe professionnelle parce que nous étions le seul pays d'Europe à garder cette fiscalité, qui encourageait à la délocalisation.

Nous avons également essayé de faire émerger des métropoles capables de rivaliser avec les grandes aires urbaines européennes, la métropole de Nice, cher Christian ESTROSI, le pôle métropolitain du sillon lorrain, cher André ROSSINOT, qui ont montré l'exemple.

Il nous faut aller plus loin, régions et départements, vingt milliards d'euros de dépenses engagées de manière concurrente sur les mêmes sujets par ces deux niveaux de collectivités. Ce qui était possible hors la période des crises, ce qui était possible au 20ème siècle, ce n'est plus possible aujourd'hui, vingt milliards d'euros de dépenses communes sur les mêmes sujets.

Je crois beaucoup à la création du conseiller territorial, pourquoi, parce qu'il me semble que nous avons trouvé le bon arbitrage qui permet de sauver le canton, et nous avons voulu sauver le canton parce que sans canton, on ne sauvait pas la ruralité, qui est la circonscription géographique adaptée à la ruralité.

Mais en même temps, ce sont les mêmes désormais qui dirigeront régions et départements. Nous avons proposé 40% d'élus en moins. Y a-t-il un seul parmi vous qui puisse me dire qu'avec la crise, les efforts qui sont demandés aux Français, il y a beaucoup de Français qui nous demandaient d'avoir plus d'élus ?

Ceux qui contestent la réforme sont ceux qui considèrent que les collectivités locales sont leur chose, leur propriété, leur baronnie, je comprends qu'on ne soit pas content de la création du conseiller territorial et de la diminution de 40% du nombre d'élus territoriaux, quand la communauté d'agglomérations de Rouen compte 45 vice-présidents, quand la communauté urbaine de Lille métropole compte 32 vice-présidents, dont 10 premiers vice-présidents, sont-ils absolument indispensables ?

Est-ce la conception que nous avons des collectivités locales, est-ce l'exemple que nous voulons donner, est-ce qu'on croit vraiment qu'on travaille pour l'image des élus locaux et des collectivités territoriales en donnant ce spectacle de la gabegie au moment où on demande des efforts à nos compatriotes ? J'ai vu que les sénateurs socialistes ont voté l'abrogation du conseiller territorial, comme s'il n'y avait rien de plus urgent à faire que d'augmenter de 40% le nombre des élus régionaux et départementaux.

Regarder la vérité en face, ne pas biaiser, ne pas mentir, ne pas raconter d'histoires, la vérité, mes chers amis, c'est que le redressement de nos comptes publics appelle non seulement à un comportement irréprochable, mais des efforts partagés.

Si vous voulez, comme je le souhaite, que la France reste maîtresse de son destin, la France doit rembourser ses dettes et doit réduire son déficit. Il n'y a pas d'exercice souverain de son destin lorsqu'on paie 42 milliards d'euros d'intérêts de la dette chaque année. C'est incontournable.

Pendant trente années, le choix de travailler moins, toujours moins, déresponsabiliser toujours plus, car en même temps, on dit aux Français : travailler moins, et on leur dit : et déresponsabiliser plus ; excuser toujours tout, et surtout, dépenser toujours davantage, eh bien, la succession de crises brutales que nous avons affrontée depuis 2008 nous a définitivement interdit le choix de la facilité.

Ce que je pense est très simple, à ceux qui, dans vos communes, dans vos départements, dans vos régions, dans vos cantons, ne croiraient pas à cette analyse, il suffit de leur dire de regarder simplement au-delà de nos frontières juste à côté de nous, y a-t-il un Français qui veut connaître le sort de l'Irlande il y a deux ans ? Y a-t-il un Français qui veut connaître le sort de la Grèce, qui ne pouvait payer aucun de ses fonctionnaires, qui était au bord de la faillite il y a trois mois ? Et y a-t-il un Français qui veut connaître le sort de ce grand pays d'aujourd'hui, l'Espagne, qui se demande si elle va pouvoir affronter les prochaines échéances. Nous avons protégé la France de ce drame. Nous avons protégé la France de cette situation. Il n'y a pas besoin de faire de discours grandiloquents, d'en appeler à des grands exemples, simplement, décrire la situation, regarder la situation et dire la vérité. J'entends souvent qu'on dise, qu'on se sent inspiré par l'esprit de 1981, c'est leur droit, en 1981, il a fallu deux ans pour que tout s'arrête, tout se retourne. En 2012, il faudrait deux jours, c'est ça la vérité !

Il y a entre nous – et c'est bien ainsi – des différences, différences de sensibilité et différences de parcours, différences de culture, différences parfois d'idées, mais il y a un point qui nous rassemble, c'est : nous ne voulons pas d'une crise de confiance qui emporterait la France, nous ne voulons pas d'une France à genoux, nous ne voulons pas d'une France qui perdrait la maîtrise de son destin, nous ne voulons pas que tous ceux qui ont amené la France où elle est aujourd'hui aient à ramasser la France dans une situation que connaissent aujourd'hui une partie de nos partenaires européens. Ce n'est pas les juger que de dire cela, c'est simplement décrire les choses, et présenter aux Français une évaluation lucide de la situation. François HOLLANDE doit bien la connaître cette situation, puisque le seul chef d'Etat qui l'a reçu, chef de gouvernement, à qui il a voulu rendre visite, c'est José Luis ZAPATERO, qui a conduit l'Espagne pendant sept ans. Nous avons pris des

engagements, et c'est là où d'ailleurs ceux qui compareraient la campagne de 2007 et celle de 2012 se trompent complètement, dans l'engagement que j'ai pris et qui est compatible d'ailleurs avec l'engagement qu'a pris le gouvernement de François FILLON, en 2016, nos finances seront à l'équilibre. C'est un engagement incontournable. 2013, 3%, parce que, à partir de 3%, la dette dans le PIB commence à baisser. 2016, l'équilibre. Nous sommes en avance sur la marche de l'équilibre. Nous avions prévu 7,7 en 2010, nous étions à 7,1.

Nous avions prévu 5,7 en 2011, nous sommes à 5,2. Et nous serons à 4,4 à la fin de cette année. Je sais bien qu'on ne fait pas campagne sur les additions, sur les soustractions ou sur les comptes, mais on ne fait pas campagne non plus en promettant la ruine à un pays que l'on prétend aimer. Quel est le chemin ? Le chemin, nous l'avons fixé, j'ai pris un autre engagement, c'est que ce chemin, nous l'atteindrons sans aucune augmentation d'impôts pour les ménages durant les cinq années qui viennent, je voudrais d'ailleurs attirer votre attention sur cette bizarrerie, la France est l'un des pays qui a les prélèvements obligatoires les plus élevés, et c'est en même temps le pays où on adore se déchirer sur la question des riches qui seraient préservés ; la France est le pays qui taxe le plus, sans doute avec la Suède, nous devrions en tirer un certain contentement du côté de la justice fiscale, mais on a l'impression que c'est une aspiration sans fin, qu'il faut absolument crier au loup, ignorer ce que font les autres de l'autre côté, et continuer, nous-mêmes, dans des débats idéologiques qui ne signifient plus rien. La seule voie, pour aboutir, pour arriver au résultat – que j'ai proposée – c'est la réduction des dépenses publiques. L'Etat a commencé, ce fut difficile, la première année du 1 sur 2 a été dure, et chaque année, on se disait : ça va être encore plus dur. Et finalement, 160.000 postes de fonctionnaires, que nous n'avons pas remplacés.

Dans le débat public, dans les réunions que vous faites, chez nos compatriotes, y en a-t-il souvent qui se lèvent pour dire : allez, supprimez la règle du 1 sur 2, dépensez plus ! La maturité du débat public auprès du public est infiniment plus grande que la maturité du débat médiatique – qui n'en a aucune – et même la maturité du débat dans nos élites. Les Français ont compris, bien avant les élus, la nécessité de cette politique. Mais là encore, il faut qu'on se dise la vérité, nous avons diminué le nombre des fonctionnaires d'Etat de 160.000, mais depuis 2007, depuis 2007, cher Jacques, jusqu'à aujourd'hui, les effectifs des collectivités ont augmenté de 100.000 agents, 2007, je ne dis pas que c'est facile. Je dis que c'est le même pays et le même contribuable. Que le contribuable local, je ne sais pas qui c'est, et que le contribuable national, je sais qui c'est, c'est le même, que celui qu'on sollicite pour la commune, pour le département, pour la région ou pour l'Etat, c'est le même, les poches de l'Etat sont celles du contribuable, et ce ne sont pas des poches sans fond. Les effectifs des fonctionnaires travaillant dans les services du département, plus 57%, 98-2009, les effectifs dans les régions, sur la même période, plus 173%. Et les effectifs dans les intercommunalités, plus 177%, or, nous avons tous présenté les intercommunalités comme une façon de faire des économies pour nos compatriotes. Dire cela, ce n'est pas mettre en cause les élus, j'ai été moi-même pendant tant d'années élu, c'est simplement attirer votre attention sur le fait que c'est le même contribuable et que c'est le même pays. Et que lorsqu'on parle des déficits et de l'endettement de la France, il faut parler Sécurité sociale, il faut parler Etat et il faut parler collectivités territoriales. Voilà les propositions que je voudrais que nous fassions... que je voudrais vous faire autour d'un pacte de stabilité fait d'engagements réciproques. J'ai trop de respect pour les collectivités territoriales et les élus territoriaux pour ne pas imaginer une seconde qu'ils ne sont pas concernés par la question des déficits, pas une seconde.

Les élus sont responsables, ils savent ce qu'il en est. Un pacte de stabilité, les grandes collectivités locales, c'est incontournable, devront appliquer, comme l'Etat, la règle du non remplacement de fonctionnaires, d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Je sais que la pyramide des âges n'est pas la même, je sais qu'il y a des difficultés, je le sais, mais je vous dis une chose, c'est le même électeur, c'est le même contribuable, c'est le même pays, nous avons la même ambition.

La question de la dépense publique est incontournable. Et dans nos budgets, la question des dépenses du personnel représente entre la moitié et les deux tiers de notre budget. L'effort financier de l'Etat pourrait consister à un mécanisme de bonus/malus, permettant une modulation intelligente des dotations versées aux collectivités, pour récompenser quoi, récompenser un comportement vertueux. Je sais que c'est complexe, mais je pense qu'il faut qu'on change nos paradigmes. Comment peut-on y arriver ? Je propose des contrats individuels négociés entre le gouvernement et les plus grandes collectivités, celles au-dessus de 30.000 habitants, qui concentrent plus des deux tiers de la dépense locale. Contrats individuels, bien sûr, cher Jean-Louis BORLOO, le tissu social n'est pas le même, et il ne suffit pas de s'en tenir au critère de la richesse ou au critère du nombre d'habitants. D'autres paramètres doivent rentrer en compte. Mais on ne pourra pas faire l'économie de ce pacte de stabilité individualisé collectivité par collectivité, région, département ou grande commune. Je crois qu'il nous faut également progresser vers plus de transparence. Je suis clairement pour une feuille d'impôt par collectivité, pour que chaque Français sache précisément ce qu'il paie pour la région, pour le département, pour sa commune, la transparence !

Mais en échange, je voudrais vous proposer, dans ce pacte individualisé de stabilité, d'autres idées, parce que j'entends déjà, et je le comprends très bien, nous, les collectivités, on va prendre des engagements, mais vous, l'Etat, quels engagements prendrez-vous, je pense que le premier engagement que nous devons prendre, c'est celui qui consistera pour un ministre à s'interdire toute nouvelle norme qui entraînerait de nouvelles charges financières pour les collectivités territoriales. Je ne crois pas à la modération sur ce sujet, excusez-moi, je ne crois pas à la modération, je crois à la désintoxication par la privation absolue. Je veux dire, non, moi, je ne suis un addict que des choses bonnes, je n'ai pas de problème, mais je veux dire qu'il n'y a pas de désintoxication qui puisse s'engager sans privation absolue, que si on dit un niveau raisonnable de normes, ça sera un niveau très déraisonnable de normes. Je propose même une chose, après avoir dit : pas de normes qui engagent financièrement, lorsqu'un ministre voudra créer une nouvelle norme, il devra proposer la suppression de deux normes anciennes. Comprenez-moi bien, je ne pense pas qu'il soit raisonnable de dire : on immobilise tout, on arrête tout, il peut y avoir de nouveaux problèmes, de nouveaux choix, de nouvelles décisions, mais je propose une nouvelle norme, proposition de normes anciennes supprimées, j'ajoute que sur chaque norme, chaque ministre devra se poser la question de son adaptation au monde rural et proposer, chaque fois que c'est nécessaire, une norme pour l'urbain, une norme pour la ruralité, ce n'est pas possible de considérer que les mêmes règles s'appliquent de la même façon pour la crèche en ruralité et pour la crèche au cœur de Paris, ce n'est pas possible, ce n'est pas raisonnable. Je crois depuis bien longtemps que c'est l'uniformité qui crée la division, et que c'est la souplesse qui renforce l'unité d'un pays. Donc j'ajoute que – et ça sera une priorité – notre législation doit être considérablement simplifiée. C'est un sujet qui concerne au premier rang les parlementaires et le gouvernement, mais le droit de l'urbanisme, le droit de la construction, le contentieux invraisemblable qui accompagne

non pas la mise en œuvre du droit à la construction, mais le contentieux sur l'idée qu'on pourrait construire, parce qu'avant même qu'on aie décidé de construire, on se retrouve devant le tribunal administratif et le Conseil d'État, avant même, c'est l'idée même qui est contestée, ce n'est même pas la réalisation, ce sont des freins, des freins considérables à la construction de nouveaux logements.

Je voudrais vous rendre attentifs à une bizarrerie française et une incohérence française. Le budget public pour le logement, c'est quarante milliards d'euros. Et en même temps le droit de l'urbanisme, le droit de la construction, le contentieux rendent parfaitement inutiles ces quarante milliards d'euros qui ne servent en vérité pour la plupart qu'à augmenter la spéculation puisque ça a fait rentrer de l'argent dans un système qui ne peut pas construire du fait de sa complexité. Donc par la complexité, on empêche la construction ; par le soutien public on amène de l'argent ; ça se traduit par une augmentation des prix et non pas par une augmentation de l'offre. Déséquilibre entre la demande et l'offre : spéculation immobilière. La France est le seul pays au monde où quand il y a crise, les prix de l'immobilier augmentent. Voilà le problème du logement dans notre pays.

Je regardais encore les chiffres. Sur les dix dernières années, les prix de l'immobilier ont doublé. Comment voulez-vous que les Français y comprennent quelque chose. Quel est le décalage entre les chiffres du pouvoir d'achat qui augmentent et la réalité perçue par les Français qui est différente ? C'est le logement, car le logement pèse tant, qu'on soit propriétaire (il faut rembourser) ou qu'on soit locataire (il faut payer le loyer) que cela pénalise le sentiment qu'on a de son propre pouvoir d'achat. Les prêts à taux 0, c'est une très bonne idée. Simplement, on est sans arrêt en train de courir pour solvabiliser une demande avec des prix qui courent encore plus vite, donc on n'en fait jamais assez. Les efforts sur la TVA pour le bâtiment, c'est très bien. Ça a donné du travail, mais n'a-t-on jamais vu le prix de l'immobilier baisser parce que tout d'un coup la TVA baissait spectaculairement sur la construction de logements nouveaux ? Qui a empêché la plus-value ? Qui ? Chacun le sait. La situation ne peut donc pas durer et l'une de nos priorités absolues sera l'allègement, la simplification du droit de l'urbanisme, du droit de la construction et du droit de l'immobilier. Nul n'est censé ignorer la loi. Qui oserait le dire aujourd'hui ?

Enfin mes chers amis, je voudrais dire un mot de nos territoires et de réfléchir à ce que nous pouvons faire pour eux. Ce sont des sujets extraordinairement compliqués, parce que je suis convaincu qu'il faut réinventer une politique de l'aménagement du territoire pour une raison très simple. C'est que pendant des décennies, la politique de l'aménagement du territoire a consisté à accompagner des territoires vers une mort la moins rapide possible.

C'était ça pour beaucoup, l'aménagement du territoire. Des territoires qui se vidaient ; or nous constatons depuis quinze ans un phénomène parfaitement inverse : des territoires qui se repeuplent, des populations qui augmentent avec une difficulté particulière. C'est qu'un certain nombre de vos territoires se repeuplent de personnes qui viennent à la retraite, consommateurs de service public les pauvres, bien sûr, et donc déséquilibre des finances. Je pense que cette politique du développement passe par une réflexion sur la péréquation. \*applaudissements+ Non, ce n'est pas la peine.

Vous vous dénonceriez comme non-Francilien ! non-Francilien. Il faut progresser dans cette loi. Il faut progresser dans cette loi, mais la péréquation ce n'est pas toujours ce qu'on dit. Département riche, département pauvre : oui, bien sûr. Mais c'est aussi la commune centre qui offre des services pour tout le monde, à l'extérieur. Donc là aussi, il faut une réflexion beaucoup plus intelligente, beaucoup plus ouverte sur ce que doit être la péréquation. Sur ce qu'elle doit être, comment elle doit être fixée mais je pense profondément que c'est quelque chose qu'on doit faire de façon transparente et c'est un débat national qu'on ne peut plus avoir simplement, cher Gilles CARREZ, au moment d'une loi de finance, dans le secret ou dans la complexité des débats en Commission de finances. C'est un débat qui doit avoir lieu devant la communauté nationale et qui doit dire comment nous accompagnons des territoires qui ont moins d'atouts que d'autres et pour combien de temps. Et pour combien de temps.

Voilà.

Car je crois aussi que les règles de la péréquation, aussi nécessaires qu'elles soient, n'ont pas vocation à être définitives. Qu'il lui faut de la souplesse ; qu'il lui faut tenir compte de la réalité, de l'évolution d'un marché ou d'une situation. Je pense également que l'idée qu'on peut maintenir des territoires ruraux sous perfusion est une idée fausse.

Les territoires ruraux ont le droit au développement. C'est un droit. C'est la seule façon : les laisser des terres de production. Nous avons mobilisé un demi-milliard d'euros pour soutenir les six cent cinquante-deux pôles d'excellence rurale à travers la France. L'excellence, ce n'est pas que l'affaire de nos métropoles : c'est aussi l'affaire des territoires ruraux. Le dispositif d'exonérations fiscales prévues pour la création d'entreprise a été étendu à la reprise et à la transmission d'entreprise artisanale, et nous avons maintenu l'exonération des charges sociales pour les organismes d'intérêt général.

Ces deux mesures, c'est encore un demi-milliard d'euros pour la ruralité. Et je veux dire une chose : les finances de l'État peuvent être mises à contribution pour aider au développement des territoires ruraux, pas pour faire survivre une trésorerie où plus personne ne vient, ou un bureau de poste où plus personne ne vient à l'heure d'Internet, de l'échange des mails et de la communication électronique. Voilà la vérité.

Aucun tribunal d'instance ne sauvera un territoire rural et je préfère de beaucoup qu'on mette l'argent en investissement dans un pôle d'excellence plutôt que dans le maintien artificiellement d'un bureau de poste, d'une trésorerie, d'une sous-préfecture ou d'un tribunal. Je n'ai rien contre ; je comprends qu'il y ait un problème de statut, mais permettez-moi de vous dire que pour Metz, Beaubourg ça compte davantage que le maintien artificiel d'une base pour veiller à notre frontière avec une Union soviétique qui n'existe plus.

Je veux évoquer la question du numérique et du très haut débit. C'est une question absolument essentielle et elle est, me semble-t-il, aussi essentielle qu'à l'époque de l'installation du téléphone. Pourquoi ? Parce que la présence du numérique à très haut débit, c'est un critère décisif pour l'installation d'une PME, comme pour l'installation d'une famille.

Quels que soient les efforts que feront les élus des territoires pour attirer des PME, des entreprises, de l'activité, s'il n'y a pas le haut débit comment ferez-vous ? Sur le grand emprunt, deux milliards d'euros sont consacrés à l'équipement numérique du territoire et sur cette somme, neuf cents millions d'euros sont affectés au projet de raccordement des collectivités situées dans des zones délaissées par les opérateurs.

Les premiers projets viennent d'être financés.

Mais enfin, disons-nous les choses. La couverture en très haut débit du territoire, c'est une affaire d'une vingtaine de milliards d'euros, tout le monde le sait bien. Cessons l'hypocrisie, disons les choses comme elles sont. Qui va financer ? Comment va-t-on financer ? Voilà le problème : si un territoire n'a pas le haut débit, son développement économique endogène sera rendu extraordinairement difficile, voire impossible. Nous voulons accélérer la couverture en très haut débit du territoire. Eh bien il faudra créer une solidarité financière entre les territoires urbains facilement pourvus, et les territoires ruraux pas assez rentables pour les opérateurs.

C'est ce qui a été fait pour le téléphone à l'époque ; c'est ce qui devra être fait si on veut bien considérer que la République doit donner sa chance à chacun. Sans cette mutualisation, il n'y aura pas d'installation du numérique sur l'ensemble du territoire national. Et ceux qui la promettent sans s'engager sur cette mutualisation mentiront aux Français. Cette somme n'apparaîtra pas comme par miracle.

Elle sera l'objet comme pour la couverture téléphonique, où tant que la France n'a pas été complètement installée en téléphone : eh bien dans les zones où il y avait le téléphone, on avait une taxe qui a permis d'équiper au fur et à mesure et plus rapidement un certain nombre de territoires qui, sinon, auraient été totalement exclus.

Je dis clairement que je pense qu'on ne peut pas attendre 2025 pour l'installation du numérique sur l'ensemble du territoire national et qu'il faudra avoir ce grand débat pour savoir comment on va financer cette installation généralisée sur l'ensemble du territoire qui créera beaucoup de richesses.

La voie que je propose, c'est celle de la mutualisation entre les territoires urbains et les territoires ruraux.

J'ajoute qu'à ceux qui me diront que je pénalise les territoires urbains : non. Vous savez, les territoires urbains : une île de prospérité dans un océan de pauvreté, ça ne dure jamais très longtemps.

Un pays qui se développe avec des déséquilibres, c'est un pays qui cassera son développement.

Je voudrais dire un autre mot d'un sujet absolument considérable pour vous qui est la question médicale et de la désertification médicale. Il n'est pas normal qu'un enfant qui vient en zone rurale doive attendre six mois avant d'obtenir une consultation chez un ophtalmologiste.

Pour un enfant qui a des problèmes de vue, ça peut être une année scolaire perdue. Et en même temps, je veux dire aux partisans du blocage des loyers, du blocage des prix, de l'interdiction que je ne leur conseille pas d'aller voir un médecin qu'on aurait obligé à exercer dans une ville où dans un territoire qu'il n'apprécie pas. Vous voyez le spectacle.

On va voir un médecin qui vous soigne très bien. Le seul problème : il déteste votre ville, il déteste votre territoire et on a dû lui mettre l'épée dans les reins pour qu'il puisse y exercer. Vous pensez que ça peut fonctionner ? Moi je ne pense pas que ça peut fonctionner. Il n'y a que l'incitation qui est efficace ; et je remercie Xavier BERTRAND, pour ce que nous avons fait pour les majorations d'honoraires de 10 % pour les médecins qui s'installent dans un secteur géographique sous doté. Je voudrais que vous fassiez là aussi la publicité de cela.

Nous avons vaincu un tabou considérable. Le paiement à l'acte : désormais, quand un médecin s'installe dans une zone reconnue comme un désert médical, pour la même prestation, pour le même acte il sera rémunéré 10 % de plus. C'est la vraie solidarité à l'endroit des territoires ruraux. Je pense la même chose avec les bourses que nous allons doubler.

Ces étudiants en médecine dont l'État paye les études et qui leur dit simplement et qui leur dit simplement : « Vous rembourserez vos études en exerçant pendant dix ans dans un territoire sous doté. » Regardez, mes chers amis, les catastrophes auxquelles a conduit le numerus clausus fixé par Lionel JOSPIN. Nous avons mis dix ans à rattraper.

Le problème des déserts médicaux vient de la décision numerus clausus de Lionel JOSPIN qui a fait qu'au lieu de former sept mille médecins par an comme nous le faisons aujourd'hui, ils en ont formé quatre mille et encore une fois, les socialistes promettent et c'est nous qui réglons les additions.

Enfin, je crois bien sûr aux maisons pluridisciplinaires.

Quel changement quand j'ai commencé dans la vie politique : les médecins que nous rencontrons n'avaient qu'un rêve : exercer dans leur cabinet, en général seuls et libres, une profession parfaitement libérale. Aujourd'hui ces médecins que j'ai rencontrés par dizaines, par centaines, n'ont qu'une seule idée : exercer en commun dans des maisons pluridisciplinaires avec, ô sacrilège !

Qui n'en est plus un, d'autres professionnels de la santé. Des kinés, des infirmiers, des dentistes, des sages-femmes, bref ! Tout ce qu'on peut trouver de panel de métiers de la santé pour faire des maisons pluridisciplinaires.

Savez-vous qu'il y en a sept cents d'ici à la fin de l'année ? Je souhaite porter leur nombre à mille cinq cents à la fin du prochain quinquennat. Et vous voyez, sur ce sujet qui n'avait pas évolué depuis des années, le sujet de la médecine que l'on touchait, cher Bernard

ACCOYER, avec une main tremblante ; imaginez quelqu'un qui viendrait participer à cette réunion sans transition avec une réunion il y a trente ans, ne reconnaîtrait absolument plus le débat sur l'organisation du système de soins.

Je veux terminer par l'école parce que je sais combien de maires de petites communes sont à raison attachés à leur école. Je sais que quand une classe ferme, c'est un drame. Je sais tout ça mais je veux vous dire également que les enseignants représentent la moitié de la fonction publique d'État.

Et dire qu'on ne touchera pas à l'éducation nationale : on ne touchera à rien. J'entends que certains proposent, avant même d'avoir négocié quoi que ce soit, simplement comme on dit pour voir, la création de soixante et un mille postes d'enseignants. Il faut que vous connaissiez les chiffres : il y a douze millions d'enfants scolarisés ; il y a un million d'enseignants. Le taux d'encadrement, c'est un pour douze, le taux d'encadrement national, je veux par classe, d'encadrement. C'est l'un des plus élevés de tous les pays de l'OCDE. Je regardais sur les trente dernières années l'évolution des effectifs et des budgets.

Chaque année, le budget de l'éducation nationale a augmenté. Chaque année les effectifs ont augmenté. Si nous devons jouer l'évaluation de notre éducation nationale à la seule question du nombre d'enseignants, nous devrions avoir et de loin la meilleure éducation nationale. Nous devrions, et de loin, avoir les enseignants les plus heureux, les familles les plus épanouies et les enfants réussissant le mieux. Est-ce la situation ?

Qui peut contester qu'il y a un problème gigantesque de mal-être chez les enseignants ? Que nous avons chaque année sur sept cent cinquante mille enfants qui arrivent, cent mille (cent mille !) qui perdent pied dans la classe ? Et que le budget de l'éducation nationale est de loin le premier budget de la nation ? Nous devons réfléchir autrement, y compris dans les territoires ruraux. Je vous ferai d'ailleurs la proposition que ce que nous allons faire pour éradiquer l'échec scolaire, vos écoles rurales soient les premières à bénéficier du nouveau dispositif.

La vérité, c'est qu'on a fait croire aux Français que l'égalité consistait à traiter tout le monde de la même façon. Ce n'est pas de l'égalité, c'est de l'égalitarisme. L'égalité, ça consiste à traiter chacun en fonction de ses atouts et de ses handicaps. Dire que tout enfant qui est donné à l'institution scolaire doit mériter le même nombre d'heures, la même pédagogie, le même programme sans se préoccuper de qui il est et de quelles sont ses difficultés, c'est un mensonge et c'est une erreur. Parce que la vérité, c'est que dans nos classes, il y a une majorité d'enfants qui n'ont pas besoin qu'on s'occupe d'eux indépendamment de ce qu'on fait dans la classe.

Parce qu'ils ont une famille, parce qu'ils ont un environnement social, culturel, affectif qui fait qu'ils s'en sortent très bien ici et que ça ne pose aucun problème. Qu'est-ce qu'on fait avec les cent mille qui n'y arrivent pas ?

Qui n'y arrivent pas parce qu'ils sont dyslexiques, qui n'y arrivent pas parce qu'ils ont un problème psychologique, qui n'y arrivent pas parce qu'ils ont un problème familial, qui n'y arrivent pas parce qu'ils ont un problème de santé, qui n'y arrivent pas et qui se noient. Aujourd'hui, on n'en fait rien. Pourquoi ?

Parce que le maître, quel que soit son dévouement, est payé pour faire ses heures de classe. Pour assurer la classe, le faire le mieux possible, et l'immense majorité d'entre eux le font le mieux possible.

Et dans l'organisation actuelle, le maître, le professeur, quand il voit les parents pour discuter, il n'est pas rémunéré : c'est en dehors de ses heures d'obligation de service.

D'ailleurs, s'il venait à l'idée au professeur, bizarre, de parler à son élève en difficulté, il le ferait où ?

Aucun professeur n'a un bureau dans nos établissements. Il n'y a pas un lieu où on puisse s'isoler pour parler, pour rencontrer, pour comprendre, pour échanger. Nous allons changer complètement cette logique car nous avons observé que les mêmes, vos enfants, qui perdent pied au CP ce sont les mêmes que l'on retrouve en échec scolaire gravissime au lycée ou en échec tout court dans la rue, lorsqu'ils ont vingt ans ou vingt deux ans.

Les mêmes ! Certains s'en sortent mais en général, non seulement les difficultés ne diminuent pas mais elles s'aggravent au fur et à mesure qu'on a fait semblant de les traiter en les ignorant et qu'on les laisse grandir sans traiter le problème qui est le leur.

Et ça coûte à la société infiniment plus cher que si on s'en occupe.

Eh bien je vais proposer une mesure extrêmement structurante, qui va concerner l'ensemble de vos écoles et qui consistera à donner le pouvoir aux directeurs d'écoles et aux maires, d'identifier ces enfants qui ont des difficultés au croisement de la maternelle et de la primaire. D'avoir un crédit de deux mille euros par an et par enfant, de pouvoir utiliser ce crédit comme ils l'entendent pour analyser les problèmes de cet enfant et mettre au chevet de cet enfant les spécialistes (médecins, psychologues, qui vous voulez) qui permettra d'aider ces enfants à reprendre pied et à avoir une scolarité primaire normale. Aucun enfant ne sortira de primaire sans savoir lire, écrire, compter.

Aucun de nos enfants ne sera sacrifié par la République parce que c'est nos enfants.

Comprenez- moi bien, cette idée qui était la tienne, Jean-Louis, je la crois beaucoup plus importante pour la République que celle qui consisterait à promettre à tous les élus locaux de garder les classes même si les enfants s'en vont.

Que celle de promettre de ne fermer aucune école, même si les enfants s'en vont. Il y a une spécificité de la ruralité, je le sais : nous la

préservons et nous mettrons à l'extérieur de la règle du un sur deux le primaire. Je dis une chose : ce n'est plus une affaire de quantité, c'est une affaire de qualité.

Ce n'est plus une affaire de prêt-à-porter, c'est une affaire de soins particuliers parce que chaque enfant a sa propre histoire et chacun mérite d'être pris en charge par la République.

C'est un enjeu considérable dont on peut d'ailleurs me dire : « Pourquoi ne l'avez-vous pas fait lors du premier quinquennat ? » Je répondrais très volontiers : « J'ai considéré, avec le Premier ministre, que la priorité du premier quinquennat devait être la réforme de l'université. » Rappelez-vous l'état dans lequel nous l'avons trouvée, avec nos universités qui dégringolaient année après année dans les classements internationaux.

Et la réforme de la recherche parce que c'était l'enjeu de la compétitivité pour la France et de l'investissement pour la France.

Et j'ai considéré qu'il n'était pas raisonnable de prendre le risque d'ajouter le monde de la recherche, le monde de l'université et le monde de l'éducation nationale pour des réformes de cette importance, pour des réformes aussi structurelles.

L'université fut la priorité de mon premier quinquennat ; l'éducation nationale sera la priorité de mon second quinquennat.

Voilà mes chers amis. J'ai encore trois choses à vous dire. La première, c'est que j'ai écrit une lettre au peuple français. J'y ai mis toute mon expérience des cinq dernières années.

Je n'ai pas fait cette lettre comme un tract, je n'ai pas fait cette lettre comme une compilation de discours. Je n'ai pas fait cette lettre comme un livre qu'on doit mettre en vitrine et dont le seul message est la photo qu'on met en couverture.

J'ai d'ailleurs voulu cette lettre sans photo. J'ai écrit cette lettre parce que je crois que l'écrit engage, parce que je pense que c'était une preuve de respect à l'endroit de chaque Français, qu'il ait voté pour moi ou qu'il ne l'ait pas fait, qu'il s'apprête à le faire ou qu'il s'apprête à ne pas le faire. Écrire à chacun.

Et au fond, l'idée c'est de lui dire : « Peu importe pour qui vous avez voté dans le passé, peu importe les habitudes politiques qui étaient les vôtres, celles de votre famille ou celles de votre environnement, voulez-vous s'il vous plaît prendre le temps de lire cette lettre et de regarder l'avenir de notre pays, et de décider en fonction de ce que vous pensez être l'avenir de ce pays. En toute liberté, comme je fais campagne en toute liberté. » Je vous demande de m'aider à faire en sorte que cette lettre soit lue par le maximum de nos compatriotes. La situation de notre pays l'exige.

Je voudrais vous dire une deuxième chose. Nous menons depuis deux mois une campagne vraiment passionnante et avec un certain dynamisme. Cette campagne rencontre de plus en plus de Français et de plus en plus d'adhésion.

Je vous demande de considérer que, pour nous, il n'y a pas d'autre choix que de nous adresser directement au peuple de France et j'ai voulu donner rendez-vous au peuple de France, à cette majorité silencieuse, dimanche prochain à la Concorde. J'ai voulu que chacun de ceux qui croient en nous ne se sente pas seul dans le déferlement d'images, de propos, d'attaques, de critiques. J'ai voulu qu'il y ait un grand rassemblement populaire de façon à ce que cette majorité silencieuse puisse adresser un message tranquille : « C'est nous. Nous sommes là et nous disons : 'Ça suffit. On veut nos idées, nos valeurs et nous prendrons nos décisions en peuple libre.' » Voilà pourquoi j'ai besoin de vous dimanche à la Concorde.

Et enfin, je veux dire une chose plus personnelle encore. Vous tous qui êtes ici, vous savez ce que c'est qu'une campagne électorale, tous. Une campagne électorale, c'est toujours une épreuve. Une épreuve de vérité pour celui qui est candidat ou candidate, pour ses idées et pour sa personne. C'est une épreuve mais c'est en même temps un moment de très grande joie parce que c'est un moment de liberté. Je suis dans cette campagne électorale de tout mon être, de toutes mes forces, sans aucune crainte. Et je dis à tous ceux qui veulent m'aider : « Ayez le même état d'esprit. » Cette campagne électorale n'est pas faite pour les gens à la colonne vertébrale un peu fragile.

Cette campagne électorale n'est pas faite pour ceux qui doutent.

Cette campagne électorale n'est pas faite pour ceux qui pensent que la victoire est facile.

Cette campagne électorale, elle est faite pour ceux qui aiment la France, qui croient profondément dans leurs idées, qui ont confiance dans le bon sens et la lucidité du peuple français, et qui ont envie d'écrire les pages les plus extraordinaires de la vie politique contemporaine.

C'est cela, la campagne électorale que nous avons décidé de faire ensemble.

Elle est faite pour des femmes et des hommes qui aiment la France, qui y croient, qui ne sont pas fatigués, qui ont l'enthousiasme et qui ont envie de convaincre.

Voilà pourquoi à dimanche !

J'ai besoin de vous ! Merci !

\*\*\*

Mes chers amis. Merci, Monsieur le Maire, cher Jérôme, de ton accueil.

Merci aux ministres qui nous font l'honneur et le plaisir de leur présence, Claude GUEANT, David DOUILLET, Eric BESSON, Edouard COURTIAL. Merci aux parlementaires qui sont ici, dans ce département du Val d'Oise. Mes chers amis, c'est vraiment un moment historique pour notre pays. Le monde sort de quatre années de crise d'une violence inouïe, crises multiples, financière, économique, qui ont été à deux doigts d'emporter les plus grands pays du monde. Sans doute, depuis le début du 20ème siècle, la fameuse crise de 1929, jamais le monde n'avait été confronté à autant de difficultés financières et économiques. Ce qu'on pensait impossible s'est avéré banal.

On pensait impossible qu'une banque fasse faillite, une des plus grandes banques du monde aux Etats-Unis a fait faillite en quelques semaines. On pensait impossible que de grands pays ne trouvent pas de prêteurs pour financer leur dette, ce qui était impossible est devenu banal. On n'imaginait pas que le monde entier connaîtrait une crise économique générale, jusqu'à présent, lorsque l'Asie battait de l'aile, l'Amérique se développait, lorsque l'Amérique avait des problèmes, l'Europe était stable, là, tous les pays, toutes les régions du monde, tous les secteurs en même temps. Ceux qui ont porté la monnaie unique européenne n'imaginaient pas, au début des années 2000, que la question de l'implosion de l'euro pouvait se poser. Tout ceci, aucun parmi nous ne pouvait l'imaginer, aucun. Ce n'était même pas de l'ordre des scénarios catastrophes. Entre 2008 et 2011, nous avons pourtant connu une succession de crises d'une violence inouïe.

Il est important de regarder comment ça s'est passé et où nous en sommes. Car, l'avenir de la France, c'est une chose trop lourde de sens pour en faire un enjeu partisan. C'est votre avenir, c'est celui de vos enfants. Quel monde allez-vous leur laisser, allons-nous leur laisser ? Quel pays allons-nous leur laisser ? C'est intéressant de regarder ce qui s'est passé, qu'est-ce qui a fonctionné et qu'est-ce qui n'a pas fonctionné. Dans ce monde où la compétition est féroce, des pays continents comme la Chine, comme les Etats-Unis, comme le Japon ont décidé de défendre pied à pied leurs frontières, leur mode de vie, leur identité. Ils ont connu la crise, ils sont rentrés dans la crise, mais ils ont dit dans la crise, on ne baissera pas les bras, on se défendra, avec nos armes.

Qu'est-ce qu'on a constaté ? C'est que des pays que l'on pensait stables, modernes ont été emportés comme des fûts de paille. Souvenez-vous, 2009, l'Irlande, l'Irlande qu'on présentait comme un modèle de développement, le miracle économique européen. Le miracle économique européen, les Irlandais l'ont payé d'une diminution de leurs salaires de 15 %, d'une diminution de leurs retraites de 15 % et d'une rétraction phénoménale de leur produit intérieur brut. C'était l'Irlande.

Nous avons vu la Grèce, pays de 10 millions d'habitants, pays européen, berceau d'une civilisation, la Grèce qui s'était retiré ses chaînes de la dictature aux confins des années 70, la Grèce, pays développé s'il en était, la Grèce s'est retrouvée en situation de faillite. Il a fallu que l'Allemagne et la France négocient avec ses créanciers pour diviser par deux sa dette. La Grèce, je ne parle pas d'un pays en voie de développement, je ne parle pas d'une contrée lointaine en Afrique, je ne parle pas de pays avec qui nous sommes amis, mais qui ont connu beaucoup de pauvreté, je pense au Bénin, je pense au Mali, je parle de la Grèce. La Grèce s'est retrouvée dans la situation de ne pas pouvoir payer ses retraites, ses fonctionnaires, envoyer ses jeunes à l'université et faire fonctionner son pays. Nous avons été à deux doigts de connaître, en plein cœur de l'Europe, un pays où le système bancaire se serait écroulé complètement, avec les conséquences en chaîne sur nous. Qui l'aurait imaginé ? Pourquoi ? Parce que la Grèce distribuait un 13ème mois et un 14ème mois avec un salaire minimum qui n'avait rien à voir avec la concurrence, Bulgarie, Turquie, autour de ce pays. La négation des réalités, tout était possible, il ne fallait pas faire d'efforts, on mettait la poussière sous le tapis, demain serait mieux, il n'y a pas besoin, voilà la situation.

Aujourd'hui, quand vous regardez un pays aussi considérable que l'Espagne, pays de 42 millions d'habitants, pays ami de la France, grande civilisation, une histoire multiséculaire, un pays frère pour nous, sept ans de socialisme, sept ans de socialisme, regardez ce qui se passe en Espagne aujourd'hui. Je souhaite de tout cœur que l'Espagne trouve en elle-même les moyens et la force de s'en sortir. Mais quand nous faisons la réforme des retraites en 2010, que nous avons les manifestations parce que les gens n'étaient pas contents, eux ne faisaient pas cette réforme.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe en Espagne ? Baisse des salaires, baisse des pensions de retraite, diminution des bourses pour les étudiants, voilà la situation, et un chômage qui a augmenté de 220 %. Je ne veux pas pour mon pays, la France, de la situation de la Grèce ou de la situation de l'Espagne, voilà la vérité que je suis venu défendre dans cette campagne.

On pourrait dire, « mais oui, monsieur SARKOZY, vous êtes contre la gauche ! » Non. Je vous demande de ne pas voir les choses comme ça. Je vous demande même de faire abstraction de ce que furent dans le passé vos attaches politiques, vos choix politiques. Je ne m'adresse pas à la droite, je ne m'adresse pas au centre. Je m'adresse au peuple de France. Je ne m'adresse pas à votre passé, je m'intéresse à l'avenir de notre pays et de nos familles. La seule question qui compte, la seule, c'est de savoir si nous allons tirer les conséquences de cette crise ou si nous nions la réalité de la crise. Si nous nions la réalité de la crise et si nous ne tirons pas les conséquences de cette crise, c'est vous, peuple de France, qui paierez. Car, les additions, il faut toujours les régler.

Je voudrais prendre un ou deux exemples et je le dis, parlant sous le contrôle des parlementaires qui m'ont soutenu et je les en remercie. Quand, en 2010, j'ai dit nous devons faire la réforme des retraites, bien de mes amis m'ont dit : « Ecoute, Nicolas, on sort des régionales qui n'ont pas été bonnes, on est en plein dans la crise, tu vas les fâcher, ce n'est pas bon pour les élections ! » C'est toujours la même histoire, il ne faut fâcher personne, ce n'est jamais le bon moment, ce n'est jamais la bonne réforme, on met la poussière sous le tapis et on laisse les générations d'après régler les comptes de la lâcheté des générations d'avant. Je n'ai pas voulu de cela, je l'assume, je l'assume.

C'est facile, très bien, bien sûr, il n'y a pas de problème ! Moi, je n'en ai pas voulu. Je reviens devant vous pour parler de cela. Pourquoi ? Il y a 15,5 millions de retraités en France, pour 1,5 million d'entre vous, les retraites n'étaient pas payées. Je veux dire la Sécurité sociale allait à la banque chercher un argent qu'elle n'avait pas. On peut continuer comme cela ? Moi, je ne suis pas venu dans cette campagne électorale pour nier la réalité. La réalité, c'est que nous gagnons un trimestre d'espérance de vie par an. Si nous vivons plus longtemps, que notre

système de retraite repose sur la solidarité et si nous ne décidons pas de travailler plus longtemps, alors, il n'y aura pas d'argent pour payer les retraites. Je préfère de beaucoup assumer la mauvaise humeur provisoire des Français plutôt que leur colère, le jour où, partant à la retraite, ils se rendraient compte qu'il n'y a plus d'argent pour payer les retraites. Cette réforme était juste, cette réforme était sociale, cette réforme a garanti le pouvoir d'achat des retraités en France. Grâce à cette réforme, nous sommes le seul pays qui n'est pas obligé de diminuer les pensions de retraite.

J'entendais l'autre jour monsieur HOLLANDE disant : « La première mesure que je prendrais, c'est de revenir sur la réforme des retraites de monsieur SARKOZY. » C'est son droit. Mais dans ce cas-là, il faut dire aux Français qui va payer. Parce que votre droit, c'est de savoir qui paiera. Si on dit aux Français, vous pouvez travailler moins longtemps, parce que l'allongement de la durée de la vie, ça n'existe pas, il faut avoir le courage de leur dire qui paiera à leur place. Ceux qui paieront, c'est vous, par l'augmentation de vos cotisations, merci pour le pouvoir d'achat, et par l'augmentation des cotisations payées par les entreprises, merci pour les délocalisations. Mes chers compatriotes, quand on nie la réalité, c'est le peuple qui paye. Quand on repousse la décision difficile, alors, elle est plus difficile à prendre et les conséquences en sont plus douloureuses.

J'assume mes responsabilités, j'ai conduit notre pays dans quatre années de crise, je connais la violence de ces crises, je sais ce qu'il a fallu faire pour éviter les drames et les souffrances. Si nous ne tirons pas les conséquences de ce qui s'est passé, alors, le peuple français paiera lourd la lâcheté de ceux qui l'ont dirigé. On doit assumer ses responsabilités.

Je voudrais prendre un autre exemple. Hier, je recevais des milliers d'élus locaux, je leur ai dit : « Vous devez prendre votre part à la réduction des dépenses publiques de la France. » On ne peut pas continuer à dépenser un argent qu'on n'a pas. Un pays qui ne rembourse pas ses dettes et ne réduit pas son déficit est un pays qui ne peut pas assumer la maîtrise de son destin. J'ai vu, là encore, que le candidat socialiste proposait comme première mesure, comme s'il n'y avait pas plus grande urgence, d'embaucher 61 000 fonctionnaires de plus. Mais mes chers amis, la question, après avoir nié l'allongement de la durée de la vie, faut-il considérer qu'il n'y a pas de problème de dépenses publiques en France ? Faut-il considérer que la question des économies, des déficits ne se pose pas ?

Je sais que les fonctionnaires sont dévoués et compétents. Mais je dis simplement que créer un million de postes de fonctionnaires depuis 1990, ce n'est pas possible, nous n'en avons pas les moyens. Je dis d'ailleurs aux fonctionnaires que ceux qui proposent d'embaucher toujours plus ne sont pas ceux qui amélioreront votre traitement, votre niveau de vie, votre formation et la considération à laquelle vous avez droit.

On nie l'allongement de la durée de la vie d'un côté, on nie la nécessité de diminuer les dépenses de l'autre, on nie l'existence de la crise. Mais qui paiera ? Qui assumera ? J'ai vu dans les clips à la télévision qu'on parlait de 1981, alors ça, on s'en souvient de 1981 ! Ça a pu être agréable au Panthéon, ils ont fait la fête, avec votre argent, et il a fallu rembourser les lendemains de fête, ça a duré deux ans. Je vous dis une chose, en 2012, ça durera deux jours.

Hier soir, j'ai entendu, on disait : « On ne tiendra pas compte des marchés ! » Mais ne pas tenir compte des marchés, ça n'a pas de sens ! Si vous voulez ne pas tenir compte des marchés, je vais vous donner un bon conseil : Remboursez vos dettes, réduisez votre déficit et vous n'aurez pas besoin que quelqu'un vienne vous prêter de l'argent. Voilà comment on peut ne pas tenir compte des marchés. Allez dire au Premier ministre espagnol, monsieur RAJOY, un homme courageux, un homme intelligent, un homme sérieux, allez lui dire aujourd'hui de ne pas tenir compte des marchés.

Il vous répondra, parce que c'est un homme sérieux, parce que c'est un homme qui aime son pays : Comment je fais pour financer la dette de l'Espagne ?

La France a 42 milliards d'euros d'intérêts de la dette à rembourser chaque année. Grâce à la gestion de notre gouvernement, cette dette, nous la finançons, parce que dans le monde entier, les gens ont confiance dans la France et dans la gestion de la France, à un taux historiquement bas, à moins de 3 %. Si demain, il y a une crise de confiance, les mêmes prêteurs diront : On vous prête, mais pas à 3 %, le double. Qui paiera ? C'est le peuple de France. Donc, aujourd'hui, un homme politique digne de ce nom n'a pas le droit de nier la réalité. Il doit la regarder en face et dire au pays :

Voilà ce qu'on doit faire et voilà par-dessus tout ce qu'on ne doit pas faire.

Cette crise a, par ailleurs, révélé les atouts de la France et les faiblesses de la France. Les atouts de la France, on les connaît, une démographie parmi les meilleures d'Europe, raison de plus pour que, surtout, on ne touche pas au quotient familial qui est la base de la politique familiale en France. Voilà quelque chose qui marche, notre politique familiale, pourquoi la détruire ? Nous avons une énergie bon marché grâce au nucléaire, pourquoi vouloir détruire une filière nucléaire qui nous permet de payer notre électricité 35 % moins chère que ce que payent les autres à côté ? S'il s'agit de faire plaisir à madame JOLY, ça fait cher le plaisir pour une dame qui a mis cette idée remarquable de la défense de l'environnement au niveau sectaire où elle se trouve. Faut-il tout le talent de madame JOLY pour que la défense de l'environnement soit ramenée au niveau où elle se trouve dans les sondages. Faut-il du talent pour transformer une idée aussi fédératrice que la défense de l'environnement en un sujet de secte, un comportement sectaire et une attitude qui éloigne les Français d'une préoccupation qui, pourtant, dans un département comme le vôtre, celui du Val d'Oise, est une préoccupation extrêmement forte qu'il n'est absolument pas question d'abandonner au prétexte que madame JOLY s'est instituée écologiste.

Une main d'œuvre de qualité, des chercheurs remarquables, des infrastructures, ce sont les avantages de la France. Mais nous devons nous interroger et apporter des réponses aux handicaps français. Qu'avons-nous comme handicaps ? D'abord, cette retraite à 60 ans, promise en 1983, contre tout bon sens, car, en 1983, ceux qui ont fait la retraite à 60 ans savaient qu'on n'avait pas les moyens de la financer. Puis, comme ils se sont dit deux erreurs valent mieux qu'une, on s'est vraiment trompé sur la retraite à 60 ans, donc on va faire oublier cette erreur, on va aussi se tromper sur la durée du temps de travail. Vous avez aimé la retraite à 60 ans, on va en plus vous faire les 35 heures.

Vous avez là les raisons d'un drame, je dis d'un drame, parce que ces 35 heures doublées de cette retraite à 60 ans, que nous n'avions pas les moyens de financer, ça s'est traduit par quoi ? Ça s'est traduit d'abord par un drame économique, puisque l'idée des 35 heures était si remarquable que personne ne nous a imités dans le monde. Nous sommes tellement originaux ! Non, mais ils l'ont cru ! D'ailleurs, les mêmes qui ont fait les 35 heures avaient créé un ministère extrêmement original, indispensable, le ministère du temps libre. Le ministre était très occupé par le ministère du temps libre. Donc, un désastre économique, parce que la France a commencé à décrocher dans la compétitivité de ses entreprises très exactement à ce moment-là.

Ensuite, c'était un désastre social, parce que les 35 heures, les ouvriers, les salariés les ont payées à des salaires plus bas que les autres. Parce qu'à ce moment-là, il n'y a plus de discussions dans l'entreprise sur les salaires. On a dit aux gens : « Vous travaillez cinq heures de moins, vous n'allez pas demander de gagner plus ! » Ce fut un désastre pour les finances publiques parce que, naturellement, il a fallu compenser par les finances publiques et donc par les impôts le coût des 35 heures, parce que les entreprises étaient dans la compétition, et c'est 20 milliards d'euros de dépenses publiques. Mais peut-être que le plus important de tout, c'est un désastre moral. Parce que ça a laissé à penser à une partie de la population, notamment aux plus jeunes, que le travail était l'ennemi, que travailler, c'était une aliénation. Alors que le travail est une émancipation, c'est le chômage qui est une aliénation.

Dans le monde ouvert qui est le nôtre, au même moment où on faisait rentrer la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce, on expliquait aux Français qu'ils n'avaient pas besoin de travailler, que tout irait bien. Voilà très exactement le problème auquel nous nous trouvons confrontés. Avec des entreprises qui étaient désertées par leurs cadres dès le vendredi matin, avec des inspecteurs du travail dont la priorité devenait de traquer sur le parking de l'entreprise les cadres ou les salariés qui osaient travailler plus que ce qu'on leur demandait ! On a connu ça aussi. Avec, à l'époque, je ne sais pas si vous vous en souvenez, madame VOYNET qui trouvait que les 35 heures, c'était trop, et qu'il fallait absolument faire les 32 heures. Je me demande d'ailleurs pourquoi 32, on aurait pu passer à 28 tout de suite ! Et même 28, c'est à négocier !

Mais ce qui est important là-dedans, je veux en parler sérieusement devant vous parce que c'est un sujet de la campagne présidentielle. Ce qui est très important, c'est que imaginer qu'on est heureux parce qu'on travaille 35 heures et qu'on est malheureux parce qu'on travaille 40 heures, c'est ne rien comprendre à ce qu'est la vie au travail. Je connais des gens qui travaillent beaucoup et qui sont très heureux dans leur travail et des gens qui travaillent 35 heures et qui ne se sentent pas respectés, considérés dans leur travail. Ce n'est pas une question de quantité, c'est une question de qualité, c'est une question de respect.

Donc, la question centrale pour nous, c'est de faire campagne en disant : Oui, la France doit se remettre au travail. Bien sûr qu'au travail, se posent des questions centrales, la santé au travail, le stress au travail, parce qu'il y a trop de stress. Car, naturellement, quand vous dites aux gens vous pouvez travailler moins, mais les carnets de commandes, c'est les mêmes ! Donc, ils doivent faire en moins de temps ce qu'ils devaient faire, en étant moins payés. Mais à l'arrivée, c'est plus de stress en plus. La qualité de vie au travail, la possibilité d'aménager le temps de travail, la façon dont on est respecté au travail, le partage de la valeur ajoutée dans l'entreprise, ce sont des sujets absolument considérables qui sont nos sujets.

Mais le partage de la valeur ajoutée, c'est dans un pays qui travaille, pas dans un pays qui considère que le travail est l'adversaire. La question de la qualité de vie au travail, c'est dans un pays qui respecte la valeur travail et pas dans un pays qui la détruit ou qui ne la considère pas. Parce que, parallèlement à ça, on a déresponsabilisé tout le monde, on s'est trouvé avec un système d'assistantat où, au bas de l'échelle des salariés – ce qui est scandaleux – il y a des gens qui n'ont jamais travaillé et jamais cotisés qui peuvent gagner davantage d'argent que des gens qui travaillent et qui cotisent ! Ça, ce n'est pas la solidarité. C'est l'assistantat. Voilà la réalité.

Et dans le débat sur la justice, qu'est-ce qui est juste ou qu'est-ce qui est injuste ? Il y a des choses profondément injustes : des salaires mirobolants et des bonus mirobolants que se servent certains dirigeants dans la finance qui me choquent, mais est également injuste que celui qui ne travaille pas gagne autant que celui qui travaille. Ça aussi c'est de l'injustice.

Monsieur HOLLANDE dit : « Il n'y a pas de problème du coût du travail. » Moi, je considère qu'il y a un problème du coût du travail. Je recevais ce matin des gens très remarquables et très raisonnables qui sont les représentants des salariés d'Aulnay PSA. Je les ai reçus avec beaucoup d'intérêt pendant 1 heure. Qu'est-ce qu'ils venaient me dire ? « On ne veut pas perdre notre usine.

On ne veut pas perdre l'usine PSA d'Aulnay. » Ils ont raison. On produisait 300 000 véhicules il y a quelques années, on n'en produit que 140 000. Mais je leur ai dit : « Vous voyez, c'est pour ça que j'ai voulu supprimer la taxe professionnelle. » Savez-vous que la taxe professionnelle, sur une usine comme Aulnay, pesait 250 euros par voiture fabriquée en France ? Alors, qu'est-ce que ça veut dire se battre pour que l'usine reste en France et récompenser ceux qui décident que l'usine doit rester en France en les taxant à une taxe professionnelle qui n'existait dans un aucun autre pays d'Europe.

C'est pour ça que j'ai voulu supprimer la taxe professionnelle.

J'ai fait un débat et, naturellement, critiqué par quasiment tout le monde, mais j'assume cette décision qui consiste à alléger le coût du travail parce que le travail se délocalise. Si la totalité de notre système de protection sociale ne se finance que sur une assiette travail, comment voulez-vous garder les emplois ? Et j'ai dit aux syndicalistes d'Aulnay : « Si ça coûte tellement plus cher de fabriquer une voiture en France qu'en Allemagne, pourquoi on garderait les usines ? » Donc j'ai proposé qu'on retire 5 points de cotisation, chère Christine BOUTIN, parce que ce n'est pas aux entreprises de payer la politique familiale de la France. Et j'ai proposé que cela soit remplacé par l'augmentation de la TVA parce que je suis convaincu qu'il faut taxer les importations pour qu'elles financent une partie de notre protection sociale.

Je m'explique. Les ordinateurs, les téléphones portables qu'aiment tant les Français, les télévisions, il n'y en a pas un seul de ces produits qui est fabriqué en France. Par l'augmentation de la TVA, ils participeront au financement et nous pourrons nous battre pour que l'usine PSA d'Aulnay reste en France parce que nous aurons été cohérents. Lorsque Monsieur HOLLANDE dit : « Il ne faut pas la réforme SARKOZY sur les retraites. Je la payerai, la financerai en augmentant les cotisations payées par les entreprises sur le travail », alors, comment on va

garder l'usine Aulnay ? À ceux qui ne sont pas contents parce que je fais la TVA, j'accepte. Mais qu'est-ce qu'ils font contre les délocalisations ? Qu'est-ce qu'ils proposent contre les délocalisations ? Rien ! Ou, comme Monsieur JOSPIN à l'époque de Vilvoorde, on n'y peut rien ? Mais moi, je trouve que parce que j'ai été élu, je considère que je n'ai jamais le droit de dire que je n'y peux rien. Ce n'est pas une question de tempérament, c'est une question de conviction.

Le coût du travail, bien sûr, essentiel ! La compétitivité de nos entreprises, ce n'est pas un mot tabou. Il faut qu'on investisse davantage, qu'on allège le coût du travail et qu'on ne considère pas, dans une vision fautive de la société, l'entreprise n'est pas l'ennemie. L'entreprise, c'est ce qui donne de l'emploi, c'est ce qui crée de la croissance. On a besoin des entreprises. Le jour où on n'aura plus d'entreprises, qu'est-ce qu'on fera ?

J'ajoute que je ne vois pas comment je peux dire aux Français : il faut faire des efforts, il faut réduire nos dépenses – ce que j'ai dit aux collectivités territoriales hier – et, en même temps, considérer que je n'ai pas le droit d'évoquer la question de l'immigration. Extraordinaire campagne !

Il y a des sujets qu'on aurait le droit d'évoquer et d'autres qui seraient interdits. Et ceux qui sont interdits, ce sont ceux qui vous intéressent. Ceux dont il est recommandé d'évoquer le fond et la forme sont ceux qui ne vous intéressent pas. Je refuse ce diktat et je veux parler de cette question.

Moi, jamais je ne ferai de la France un pays fermé parce que moi, je milite pour la France forte, pas pour la France faible. Je milite pour la France de la main tendue, pas du poing fermé. Je milite pour une France fière de sa civilisation, de son identité, de son modèle, qui n'a pas peur. Et je dis que l'histoire de France, elle est faite de cette ouverture et que je ne plaiderai jamais pour la fermeture.

Moi, je ne me trompe pas d'adresse, je sais qui je suis et d'où je viens. Mais avec la même force, je veux dire que cette ouverture est un atout mais que ça peut être un problème. Et je dénie à quiconque le droit de m'empêcher de dire que ce qui est un atout peut aussi être un problème. Je le dénie à quiconque ! Et je dis d'ailleurs, un problème pour qui ? Oh ! Ce n'est pas un problème pour la gauche caviar ! De toute manière, elle n'habite pas dans les quartiers où on a ces problèmes-là. Pour la gauche caviar, ce n'est pas un problème les écoles parce qu'elle ne met pas ses enfants dans les écoles où il y a ce problème-là. Je dis un problème d'abord pour ceux que nous avons accueillis, qui sont en France, que nous devons respecter et accueillir. Mais pourquoi la machine à intégrer française ne marche-t-elle pas ? Parce qu'on n'a pas le courage de dire qu'elle s'est embolisée en essayant d'intégrer un nombre de gens qu'on ne pouvait pas intégrer parce que nous n'avons pas assez d'emplois, pas assez de logements, pas assez d'écoles. Parce qu'avant même, cher Basile, qu'une génération arrive, une autre arrive immédiatement et qu'à force, on ne s'occupe plus de personne.

J'ajoute un deuxième problème, l'équilibre de nos comptes sociaux. Je ne peux pas dire aux Français : on va lutter contre la fraude. On ne peut pas créer de nouvelles allocations. Je vois, ... promet 25 % de plus pour l'allocation de rentrée scolaire. Mais pourquoi pas 50 ? Mais qui va payer ?

Alors, plus de fonctionnaires, moins de temps au travail, plus d'allocations. Et on règle comment les additions ? Je comprends pourquoi Monsieur HOLLANDE a proposé un programme pour un an. J'ai compris. Bon, je ne suis pas très rapide, il m'a fallu un peu de temps mais j'ai compris. On raconte d'abord le commencement de l'histoire, puis comme elle se termine mal, on s'abstient de parler de la fin. Bon, mais la fin, c'est nous qui devons l'écrire.

L'équilibre des comptes sociaux, je prends mes responsabilités devant vous, j'ai décidé de ne rien cacher. La France, vous voyez, c'est un pays merveilleux où on ne vous demande pas votre Carte bleue avant de vous opérer quand vous êtes malades. Ici, on n'est pas aux États-Unis d'Amérique. On vous opère, cher Jean, parce que vous êtes malades quelle que soit votre couleur de peau, quelle que soit votre nationalité. Et moi, je dis que l'AME, je n'y toucherai pas parce que quelle que soit la couleur de peau, quelle que soit la nationalité de quelqu'un, quand il est aux portes de l'hôpital et qu'il est malade, on le soigne et que c'est l'honneur de la République française d'agir ainsi. C'est ce qui me sépare de Madame LE PEN. Mais je dis avec la même force que nous ne pouvons pas accepter une immigration qui ne serait tentée de venir en France que parce que les prestations sociales y sont plus généreuses qu'ailleurs. Et 2, alors j'ai indiqué que nous diviserions par 2 le nombre de ceux que nous accueillerons pour les 5 années qui viennent pour une raison d'équilibre de nos comptes sociaux et pour une raison également de fonctionnement de notre machine à intégrer.

Alors je veux m'expliquer là-dessus parce que c'est parfaitement possible et je veux vous dire, je crois au regroupement familial parce que chacun a le droit de faire venir sa famille. Mais je dis une chose, faire venir sa famille quand on n'a pas un logement adapté, il vaut mieux que sa famille ne vienne pas. Faire venir sa famille quand on n'a pas un salaire pour faire vivre sa famille, il vaut mieux que sa famille ne vienne pas.

Et enfin, dernier point, je ferai en sorte que tous ceux qui veulent venir en France aient pris la peine d'apprendre le français et les valeurs de la République avant d'entrer sur le territoire national.

Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ? Parce qu' imaginez quelle peut être la réaction de cet enfant dont la mère, enfermée dans son appartement, ne parlant pas un mot de français, incapable de comprendre le petit mot que peut envoyer le professeur ou l'instituteur, quelle est la vision que l'on donne de la société française de la place de la femme et de l'égalité entre les hommes et la femme à un enfant qu'on laisse dans cette situation-là ? Est-ce qu'on y a réfléchi ?

J'ajoute, pour être sûr d'être bien compris, que de mon point de vue, cette ouverture, elle est tout à fait nécessaire, que la mondialisation nous oblige à faire des réformes. Mais parce que nous ferons ces réformes sur la compétitivité et l'allègement du coût du travail, nous disons une chose au monde entier, notre mode de vie, nous voulons le garder. La civilisation européenne, nous voulons la conserver. Et sur le territoire de la République française, nous ne voulons pas des horaires dans les piscines différents pour les hommes et pour les femmes. Dans nos hôpitaux, nous ne voulons pas des médecins différents pour les hommes et pour les femmes. Et pour que les choses soient claires, dans nos

cantines scolaires, nous voulons les mêmes menus pour tous les enfants d'une République laïque. C'est ça l'égalité !

Alors, à ce moment-là, se pose la question de l'Europe et des frontières. Je parle devant mes amis, j'ai toujours été Européen et je considère que parmi les trésors que nous ont laissés nos parents et nos grands-parents, il y en a un particulièrement précieux, c'est l'amitié entre la France et l'Allemagne. Moi, j'ai été élevé par mon grand-père que j'adorais, qui a connu la Première Guerre mondiale et qui a connu la Seconde Guerre mondiale et je sais très bien comment il appelait les Allemands à la maison. Je m'en souviens très bien et je suis sûr qu'ici, il y a de nombreuses familles... Bien sûr ! Parce que, vous savez, c'est ça qui est merveilleux dans un pays comme la France, c'est que nous avons une mémoire collective. Nous ne venons pas de nulle part, nous sommes le produit d'un humus, d'une histoire. Et dans cette histoire, même si je ne connais pas tout le monde ici, nous avons des points communs, nous avons des références communes. C'est ce qui fait qu'on peut regarder ensemble dans l'avenir, c'est que nous ne tournons pas le dos à ce passé. Ce passé nous a façonnés.

Nous ne sommes pas une page blanche, nous avons une histoire. Il y a une mémoire collective. Et ça, ça existe ! Eh bien ce trésor qu'est l'amitié entre la France et l'Allemagne, jamais je ne le remettrai en cause ni de près ni de loin parce que c'est trop grave. Ça ne veut pas dire qu'on se ressemble les Allemands et nous. Ça ne veut pas dire que j'ai envie de m'installer à Francfort. D'ailleurs, quand il a fallu me marier, j'ai choisi Turin. Mais cela veut dire que nos pères, nos grands-parents se sont affrontés avec les Allemands et qu'il ne faut plus jamais cela.

C'est pour ça qu'on a construit l'Europe. L'Europe, c'est peut-être ce qu'a inventé de plus beau l'homme pour ancrer la paix et l'amitié. Donc jamais je n'accepterai qu'on le remette en cause.

Mais si nous avons fait l'Europe, mes chers amis, c'est pour être protégés, pas pour être exposés.

C'est pour défendre notre modèle de civilisation européenne, pas pour le contester. Je suis de ceux qui pensent que ce fut une erreur sans doute que de ne pas reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe comme de la France. Non pas que je veuille militer... Comprenez-moi bien. Non pas que je veuille militer pour une église, ce n'est pas le rôle ! Mais quand on voit ce long manteau de cathédrales et d'églises, qu'on connaît l'histoire de France, on voit bien qu'on a des racines chrétiennes. Et ce n'est exclure personne de dire d'où on vient. Pourquoi s'en excuser ? Pour le cacher ? Ce n'est faire le prosélytisme de personne que de dire ça ! C'est simplement que les Français, quand ils ont vu qu'on contestait cette possibilité, ils se sont dit : ah ! J'ai compris, l'Europe remet en cause mon identité. Alors qu'ils pensaient, les Français, que l'Europe permettait de renforcer notre identité. C'est ça la différence !

Alors j'ai, dans cette campagne, fait une chose très grave ! J'ai dit : je veux parler des frontières ! Les frontières, ce n'est pas un gros mot ! Si on a décidé d'abaisser les frontières entre nous en Europe, c'est parce qu'on avait compris que les pays auxquels on confiait la gestion de nos frontières extérieures le feraient ! S'ils ne le font pas, on veut rétablir les frontières chez nous ! On n'a pas décidé d'abandonner nos frontières, on a décidé de les défendre ensemble. J'ai donc proposé, s'agissant de Schengen : premièrement, ce ne sont pas les technocrates de la Commission qui doivent gérer Schengen, ce sont les ministres de l'Intérieur, ce sont les autorités politiques ; deuxièmement, si un pays est défaillant, il doit être sanctionné et j'ai donné 1 an. Si, dans 1 an, Schengen ne fonctionne pas comme la France souhaite que Schengen fonctionne, eh bien nous quitterons Schengen à regret mais nous quitterons Schengen.

Quand le général de GAULLE, en 1964, a fait la politique de la chaise vide, il a obtenu la politique agricole commune, il n'a pas fait reculer l'Europe, il l'a fait avancer. J'ajoute une autre chose : il y a, dans ce Val-d'Oise, des industriels, des entrepreneurs et même des agriculteurs. Il doit quand même en rester dans le Vexin ou ailleurs, bon, ou alors je ne connais pas le Val-d'Oise où je suis venu tellement souvent dans ma vie. Qu'on impose à nos producteurs des règles pour respecter l'environnement, la condition animale, la traçabilité, je considère que c'est normal. Mais ce que je considère comme profondément anormal, c'est qu'au même moment où on impose des règles à nos producteurs, on accepte de faire entrer en Europe des produits venant de pays où l'on n'impose aucune des règles que l'on impose à nos producteurs. Allez faire traduire le mot traçabilité en Australie ou en Nouvelle-Zélande, ils ne savent même pas de quoi vous parlez, ça n'existe pas dans le vocabulaire. Donc j'ai dit 1 an. Si, au bout de 1 an, on n'a pas obtenu le réciprocité dans nos échanges commerciaux, eh bien la France décidera que ses marchés publics seront réservés exclusivement aux entreprises qui produiront en Europe à l'exclusion de celles qui n'y produiront pas.

Et enfin – je voudrais terminer par cela –, nous avons connu une tragédie il y a 3 semaines, celle de Toulouse et de Montauban. C'était une tragédie ! La France a été courageuse, digne, unie. La France a refusé la colère. La France a refusé l'amalgame et la France n'a jamais crié vengeance. Nous avons donné l'image d'un pays uni mais il nous faut tirer les conséquences de tout cela. La première des conséquences, c'est que je veux rendre hommage aux forces de police et de gendarmerie et au ministre de l'Intérieur qui ont fait un travail remarquable ! Oui, je veux leur rendre hommage parce qu'en 10 jours, ils ont mis hors d'état de nuire un criminel et un monstre. Et je n'accepterai pas que les forces de l'ordre de la République reçoivent des leçons de la part de personnes qui avaient mis 4 ans à ne pas arrêter l'assassin d'un préfet de la République lui aussi tué à bout portant.

Hier, le Conseil des ministres a adopté des mesures. Je vois que Monsieur HOLLANDE est contre. Je ne comprends pas ! Ces mesures, quelles sont-elles ? D'abord, nous considérons désormais que toute personne qui consulte sur Internet des sites faisant l'apologie du terrorisme sera considéré comme complice des terroristes. On me dit : « Ce n'est pas possible » ? Alors, pourquoi, lorsqu'on consulte régulièrement un site pédophile, est-on considéré soi-même comme un pédophile ?

Je veux aller plus loin parce que dans mon rôle de président de la République, je dois protéger nos compatriotes musulmans dont il serait scandaleux – je dis scandaleux – qu'ils soient victimes du moindre amalgame, alors que l'un d'entre eux fut abattu parce qu'il portait des uniformes, l'uniforme de l'armée française. Pas d'amalgame. Mais qui est mis en danger quand des jeunes se rendent dans des pays sans raison familiale, sans raison touristique, sans raison professionnelle pour aller fréquenter ceux qui préparent ou font l'apologie du terrorisme ? Nous considérons désormais que ces voyages sont illégaux et que ceux qui les pratiqueront devront en rendre compte à la police et à la justice.

Monsieur HOLLANDE me dit : « Ce n'est pas la peine ! » Ce n'est jamais la peine. Et il va plus loin en me disant : « Mais les lois actuelles

sont très bonnes, ce n'est pas la peine d'en rajouter. » Il oublie de préciser une chose, c'est qu'il n'a voté aucune des lois qu'il décrit aujourd'hui comme très bonnes. Aucune ! Aucune ! Quand j'ai voulu, à l'époque, ministre de l'Intérieur, le fichier des empreintes génétiques pour retrouver les criminels sexuels, j'ai été accusé de vouloir mettre tout le monde en fichier. Ils ne l'ont pas voté. Savent-ils qu'aujourd'hui, on retrouve 1 criminel sexuel sur 2 grâce à ce fichier ? Lorsque nous avons fait, pour lutter contre la délinquance des mineurs, les centres éducatifs fermés, le Parti socialiste s'est opposé, au nom de sa bonne conscience et de son attachement à sa propre image, aux centres éducatifs fermés. C'est extraordinaire ! Savez-vous que dans le programme de Monsieur HOLLANDE, il est prévu de doubler le nombre de centres éducatifs fermés qu'il contestait il y a cinq ans ? Moi, ça ne me gêne pas de l'avoir convaincu car, après tout, si j'ai réussi à le convaincre, ce n'est pas si mal. Ce qui me gêne, c'est l'hypocrisie et c'est le mensonge devant la France et devant les Français. Ça, ça me gêne.

Et sur la laïcité, j'ai vu qu'il voulait mettre dans l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution, que la France est laïque. C'est une promesse qu'il tiendra, c'est déjà fait. Mais ce qui me gêne, c'est que derrière les mots, il y a des réalités et que lorsque j'ai demandé qu'on interdise le port de la burqa sur le territoire de la République française, le Parti socialiste s'est abstenu de participer au vote. Sans doute avait-il des choses plus importantes à faire à l'époque.

Mes chers amis, je voudrais terminer par là pour vous dire que je vais à cette campagne comme une épreuve de vérité. J'y vais avec toute la force dont je suis capable, tout l'amour de mon pays – et j'aime profondément la France –, la volonté que j'ai de vous protéger. Et je mesure, j'ai mesuré, tout au long de ces cinq années, de quel poids pesait la protection de 65 millions de Français. Mais j'y vais avec la certitude que c'est un moment historique pour la France, que ce choix là, il ne doit pas être un choix biaisé, que vous devez avoir tous les éléments à votre disposition. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu vous écrire, faire une lettre. Pas un livre compilation de discours qui ne viendrait même pas encombrer vos bibliothèques, pas un livre qui sort au bout de 2 heures, une lettre. Je vous demande de la lire. Je vous demande de la diffuser. J'y ai mis tout ce que j'avais de mon expérience, de mon espérance pour l'avenir de notre pays. C'est un document qui m'engage et j'ai voulu respecter chacun d'entre vous, que vous partagiez mes idées ou pas. Parce ce qu'oublie Monsieur HOLLANDE, c'est que celui qui sera élu, il sera aussi le président de ceux qui n'auront pas voté pour lui et qu'il devra rassembler le peuple de France, non pas le diviser. Tout le peuple de France !

Cette campagne, je la mène avec le dynamisme dont je suis capable parce que j'y crois. Je vous ai demandé d'être à la Concorde dimanche prochain. Je vous ai demandé d'y être nombreux, très nombreux, pour que cette majorité silencieuse qui en a plus qu'assez d'entendre à longueur de télévision, de radio ou de médias des idées qui ne sont pas les siennes, puisse dire : « Nous sommes là ! Voilà ce que nous pensons ! Voilà ce que nous voulons ! Voilà ce que nous déciderons ! Personne ne nous volera cette campagne ! C'est nous qui déciderons le 6 mai de qui sera le prochain président de la République ! » Vive la République et vive la France ! À dimanche à la Concorde !

\*\*\*

Mes chers amis, Je suis très heureux...

Le public On va gagner ! On va gagner !

Merci beaucoup... Merci. Merci, merci !

Mes chers amis, c'est un immense bonheur de vous retrouver. Je suis venu en Corse tant de fois, tant de fois comme ministre, comme candidat à la présidence de la République, comme chef de l'État, aujourd'hui à nouveau comme candidat. Et puis je suis venu en Corse aussi parce que je n'oublie pas que deux de mes fils ont du sang corse ! D'accord, c'est Sagone, c'est Vico ! Mais bon... C'est loin d'Ajaccio mais quand même !

Je suis venu en Corse, à chaque fois, avec beaucoup d'enthousiasme et beaucoup d'espoir. J'ai veillé... J'ai voulu tisser avec l'île, ses habitants, un lien, un lien de fidélité et si vous le permettez, un lien d'affection. J'aime la Corse, j'aime les Corses et c'est au nom de cette affection que ce soir je suis venu vous parler, vous parler de la Corse, vous parler des Corses, vous parler de la France, vous parler de la République. Je vais vous parler sans détour, je vais vous parler sans intermédiaire.

A quelques jours d'un rendez-vous historique pour notre pays - historique – je veux évoquer avec vous l'avenir de la Corse au sein de notre République ; je veux vous parler des défis qu'a à relever la Corse parce que la Corse s'inscrit dans un monde totalement nouveau, parce que la Corse que j'aime, veut préserver son identité et son art de vivre, et parce que la Corse souhaite par-dessus tout que ses enfants s'ils le décident, puissent vivre, travailler, grandir sur l'île qu'est la leur.

Je connais l'histoire de la Corse et je sais parfaitement que dans l'histoire de la Corse, le départ, le voyage est une des réalités et je veux que chaque jeune qui parte, le fasse pour une bonne raison, pas pour une mauvaise raison ; qu'il parte parce qu'il a envie de partir, pas qu'il parte de l'île parce que sur l'île on ne pourrait pas vivre, on ne pourrait pas travailler, on ne pourrait pas étudier ! Cette raison-là, je n'en veux pas !

J'ai mis du temps à comprendre la réalité corse, à m'imprégner de cette réalité corse ; j'ai compris depuis bien longtemps que les Corses voulaient la solidarité mais étaient humiliés par l'assistanat, les Corses étaient prêts à assumer leurs responsabilités mais qu'ils voulaient qu'on leur fasse confiance.

Le Corse est ainsi, il est prêt à tout donner pour peu qu'il sente que de l'autre côté, on le respecte. Il est prêt à assumer ses responsabilités, peut-être mieux qu'aucun autre citoyen de la République et pour peu qu'on lui fasse confiance.

En Corse, cela marche ainsi. Il est prêt à parier sur le développement pour peu qu'il considère que l'île est traitée avec justice et avec équité car ici en Corse, moins qu'ailleurs en France (sic), on ne supporte pas l'injustice et c'est pour cela que j'ai choisi de traiter les sujets les plus difficiles, qui attendaient depuis si longtemps : l'université – je sais très bien que quand j'ai commencé, cher Tony, à m'en occuper de cette université de Corte, ce n'était pas un sujet de consensus, c'était parfois un sujet de moquerie pour le continent et c'était parfois un sujet de division sur l'île – j'ai voulu donner à l'université les moyens d'avancer.

Je me suis saisi du dossier des agriculteurs parce que je sais parfaitement ce que pèse l'agriculture, pas simplement dans votre économie mais dans votre identité ; quel est le rapport à la terre et à la tradition orale ici.

J'ai voulu investir massivement en faveur du développement économique car combattre la violence ici sans investir dans le développement économique, c'est ne pas comprendre que la Corse veut les deux choses, le pilier républicain, la paix et en même temps le développement.

J'ai dit à nos compatriotes du continent que quand on décidait de rapprocher les détenus en Corse, c'est parce que dans un Etat républicain, on punissait celui qui a fait une faute, pas la famille de celui qui a fauté. J'ai été attaqué pour ça, j'ai été critiqué pour cela - je veux dire sur le continent, pas ici - parce que punir celui qui a fait un assassinat, qui a volé, qui n'a pas respecté les règles de la République, oui, mais imposer à sa femme, à ses enfants de prendre le billet, de traverser, d'aller sur le continent, je ne l'ai pas voulu.

Tout ceci paraît presque simple aujourd'hui – presque simple - mais ceux qui m'ont aidé dans ces démarches – n'est-ce pas Camille, n'est-ce pas Sauveur, n'est-ce pas Ange ?! – savent combien c'était long, c'était difficile et combien il m'a fallu affronter des préjugés parfois séculaires qui auraient pu nous faire échouer. Je veux que vous compreniez une chose : tout ce que j'ai fait, je l'assume, je ne l'ai pas fait par faiblesse. Je l'ai fait parce que j'aime la Corse et parce que j'ai confiance dans la Corse. Parce que c'était une preuve de confiance !

Ces efforts, nous les avons effectués alors même que notre pays a dû faire face à des crises d'une violence inouïe depuis quatre ans. Nous sommes passés tout près du gouffre. La France a été mise à l'épreuve ; à l'intérieur de la France, la Corse a été mise à l'épreuve.

Nous avons résisté, vous avez tenu. La Corse aujourd'hui produit davantage qu'il y a cinq ans et la Corse crée des emplois. Mais il est vrai que la Corse se cherche encore et que c'est sans doute le destin de la Corse à travers cette histoire mêlée qu'est la vôtre, dans un monde qui change sans cesse. La Corse se demande comment rester elle-même et en même temps la Corse veut jeter toutes ses forces dans la bataille du monde nouveau.

Il y a une voie possible. J'ai la conviction que pour la Corse, c'est l'excellence.

La Corse a les moyens de l'excellence ; la Corse ne supporte pas la médiocrité parce que la Corse se mesure à son histoire.

Personne ne doit décider à la place de la Corse, certainement pas les prédateurs économiques – ici, on n'est pas dans un paradis qui se vend, ici rien n'est à vendre, ici, on est dans un territoire de culture – ici, on ne s'abandonne pas à des marchands d'illusions, à ceux qui voudraient parler à votre place et qui sont si peu convaincus de la force de leurs idées qu'ils voudraient l'imposer par les armes, par les attentats, par les cagoules. Quand on met une cagoule, on est un lâche ! Sinon, on ne met pas de cagoule.

La Corse doit s'appuyer sur un État qui sera son partenaire, respectant ce qu'elle est. Et je voudrais que vous me compreniez, moi je suis tellement heureux d'être parmi vous. Bien sûr, certains de mes amis m'ont dit « mais tu vas parler de politique » ? Oui, je vais parler de la Corse. Je ne viens pas ici faire le « pinzutu » ou le touriste, prendre un brin de Méditerranée et retourner chez moi. Je viens en ayant réfléchi à ce que je vais vous dire et vous proposer. Ce n'est pas un discours tout fait, j'ai réfléchi à ces questions. Et si vous me faites confiance, l'État sera votre partenaire volontaire et responsable. Il sera engagé encore plus fortement aux côtés des Corses.

Alors je vais vous dire un certain nombre de choses pour que le cap des cinq prochaines années soit fixé entre nous. D'abord – et c'est l'expression d'une grande conviction - jamais l'État ne transigera tant que je serai Président de la République avec ceux qui se livrent à des violences criminelles, quels qu'en soient les auteurs, quelles qu'en soient les victimes.

Pas de pardon, pas de pitié. Ce qui s'est passé dans les quinze derniers jours est intolérable : attentat contre la sous-préfecture de Corte, engin explosif au cœur d'Ajaccio, est-ce que les criminels qui font ça, savent qu'au moment où ils font exploser un engin, il peut y avoir un enfant corse, une femme corse, un innocent corse qui se trouve à ce moment-là et ce sont eux les assassins !

Les assassins doublement de la personne et de l'identité de la Corse ! Ils n'ont rien à voir avec la culture de la Corse ; ils sont étrangers à la société, à la culture qu'ils prétendent incarner, ce sont des usurpateurs ! Ils n'ont rien : ni courage, ni culture. Ils sont totalement étrangers à ce qui fait l'âme de la Corse. Les deux homicides près d'Aleria sont une honte pour ceux qui les ont perpétrés. Comme l'assassinat d'une femme l'an dernier en Corse, c'est ne rien comprendre à la place de la femme dans la société corse depuis des siècles que de pouvoir penser qu'on peut assassiner une femme en Corse, c'est une honte ! Et ces gens prétendent parler au nom de la Corse ! Ils ne la connaissent pas, la Corse, ils la blasphèment ! Voilà la réalité.

Et que dire de l'incendie d'une salle de prières à Ajaccio, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques ? Les Corses ont été choqués par la violence de ces faits. Rien, absolument rien ne peut les justifier. Avec le ministre de l'Intérieur, avec le ministre de la Justice que je remercie de m'avoir accompagné, nous mettrons tout en œuvre pour les retrouver et je prends le même engagement que j'avais pris devant vous, souvenez-vous, quand il s'était agi de retrouver l'assassin d'un préfet de la République, je vous avais dit que nous le retrouverions ; je vous dis que ceux qui ont commis ces actes, nous les arrêterons, nous les déférerons à la justice et qu'ils seront châtiés comme ils le méritent. Pas d'impunité sur le territoire de l'île.

C'est d'autant plus inadmissible que depuis dix ans, des efforts considérables ont été mis en œuvre pour lutter contre ce fléau de la violence. Je veux rafraîchir la mémoire de ceux qui sont venus récemment en Corse... sous les palmiers, oubliant que la Corse, c'est d'abord la montagne : en 2002, à mon arrivée au ministère de l'intérieur, j'ai trouvé une Corse minée par la violence qui avait connu 33 homicides et 22 tentatives au cours de la seule année 2001 ! 111 attentats au cours du premier semestre 2002 ! C'est la situation que j'ai trouvée.

Face à cette criminalité, qui avait parfois pignon sur rue, nous avons remobilisé les forces de sécurité, 1.300 interpellations ont été opérées depuis 2002. Le nombre d'attentats a été divisé par quatre en dix ans - comprenez-moi, c'est encore trop – mais par quatre en dix ans. Et je veux rendre hommage au courage et au dévouement des forces de police et de gendarmerie qui ont fait un travail remarquable. Je veux vous dire une chose qui peut-être ne fera pas l'unanimité mais l'ami que je suis, doit vous le dire : j'ai demandé un renforcement du contrôle des armes sur le territoire de l'île.

La détention illégale d'armes doit être systématiquement sanctionnée. Ce n'est pas possible que cela continue ainsi. Il n'y a pas à transiger avec ce principe. Naturellement que je ne veux pas réprimer une culture ou une tradition, mais enfin je ne mets pas dans la culture ou la tradition le culte des armes. Il s'agit d'ouvrir un autre chemin, car « la non violence est un courage plus grand que la violence ». Cette phrase « la non violence est un courage plus grand que la violence », a été prononcée il y a quelques jours par Jean-François BERNARDINI et j'y souscris totalement.

Alors naturellement, la lutte contre la violence, ce n'est pas ça qui suffira à préparer l'avenir de la Corse. La première exigence, c'est de poursuivre l'investissement en faveur des projets qui créent les richesses économiques et les emplois de demain sur l'île. En 2002, j'ai tenu à mettre en place le financement du programme exceptionnel d'investissement dont je rappelle que le gouvernement de l'époque vous avait abandonné et qu'il n'y avait pas un centime pour le PEI. Non seulement j'ai veillé à ce que ce financement soit disponible, mais je l'ai sanctuarisé chaque année sur une ligne spécifique budgétaire malgré un contexte budgétaire de plus en plus tendu. L'effort de l'Etat sur l'île, c'est 165 millions d'euros par an ; 400 opérations ont déjà été financées dans le cadre du PEI. Alors j'entends bien que pour tel ou tel élu, ce n'était pas le bon investissement, il y en avait d'autres.

D'accord, mais je préfère qu'on se divise et qu'on se dispute sur les ordres de priorité plutôt qu'on se dispute parce qu'ici vous auriez le sentiment que l'Etat se moque de vous et ne prévoit pas la mise à disposition d'un financement qu'il vous avait promis.

Alors je sais bien que le rattrapage économique de la Corse n'est pas terminé. C'est pourquoi je veillerai à la négociation d'une nouvelle convention du PEI signée dès cette année, pour engager 400 millions d'euros nouveaux d'investissements sur le prochain quinquennat en Corse. Je n'ai pas l'intention d'arrêter l'effort d'investissements en Corse.

Je vous annonce donc ce PEI, ces 400 millions d'euros mais je demande que vous fixiez les futures programmations, les consultations ne doivent pas se dérouler seulement entre les services de l'État et les élus : il faut que l'ensemble des forces vives de la Corse y prennent toute leur part. L'objectif, c'est que ces emplois bénéficient d'abord aux entreprises et aux salariés de Corse. Parce que bien souvent, vous me dites : c'est bien, on crée des emplois mais ils font venir des gens et les emplois, ce n'est pas pour nous. Et les entreprises me disent : oui mais il y a un problème de formation. Alors je propose que dans les cinq années qui viennent, on mette en place un plan de formation pour la Corse et pour la main-d'œuvre et les salariés en Corse. Les investissements... mais si on n'investit pas aussi sur la main-d'œuvre, on n'y arrivera pas.

L'Université de Corse : je voudrais rappeler que j'ai voulu 150 emplois d'enseignants et de chercheurs pour l'université de Corse ; que le dispositif des licences professionnelles que j'ai mis en place, est extrêmement performant. Je crois aussi à l'apprentissage. L'État a fait un effort sans précédent : les places en CFA seront doublées sur l'île – merci cher Xavier – d'ici à 2015 et c'est primordial pour les jeunes de moins de 25 ans. J'ai voulu retenir le projet de pôle méditerranéen de formation aux métiers du développement durable dans le bâtiment ; ce centre de formation d'apprentis, opérationnel dans moins de deux ans, formera vos jeunes aux nouveaux métiers des énergies renouvelables et aux technologies – chère Nathalie - de l'éco-construction. Ce pôle est l'un des huit « investissements d'avenir » déjà retenus en Corse pour vos jeunes. C'est une possibilité d'avenir absolument extraordinaire !

J'ai souhaité également que 10% de la dernière tranche du PEI, soit 40 millions d'euros, soient consacrés à un programme exceptionnel de formation. Ca ne suffit pas d'investir dans les infrastructures, dans les bâtiments, il faut investir dans les hommes. Alors au-delà du PEI, nous devons continuer à soutenir les initiatives qui produisent des résultats. Ainsi, alors que la zone franche s'achevait, nous avons soutenu les entreprises grâce au crédit d'impôt pour investissement mis en place en 2003. Ce dispositif a déjà permis la création de trois mille emplois ; nous venons de décider de prolonger ce dispositif jusqu'en 2016.

Je veux parler avec vous du tourisme : 17% des emplois en Corse, le tourisme. Dans ce cadre, j'ai vu que les professionnels du tourisme ont proposé de créer un CDI pour les travailleurs saisonniers employés en Corse, moyennant un effort mutuel des employeurs et des pouvoirs publics. Moi je considère que c'est une proposition intelligente car tout le monde sera gagnant : l'employeur parce qu'il va fidéliser son salarié, le salarié parce qu'il sera sécurisé par un CDI et les pouvoirs publics au sens large parce qu'ils n'ont pas un CDI, ils vont venir s'inscrire à l'assurance-chômage. Je suis donc venu vous dire que je suis d'accord sur le principe d'un CDI pour les travailleurs saisonniers employés en Corse.

Je veux dire un mot de l'approvisionnement énergétique de l'île. J'en ai parlé ici il y a deux ans. La Corse doit pouvoir accéder à une énergie sûre et propre. L'objectif est clair : le gaz naturel doit arriver, en 2018, dans les deux centrales thermiques de l'île – à Lucciana, après la modernisation qui est en cours ; à Ajaccio, dans la future centrale. Pour cela, la France soutient le raccordement de la Corse au futur gazoduc franco-algérien. Mais le Galsi dépend de la volonté des partenaires algériens et italiens dont il faut bien dire qu'ils tardent à concrétiser, malgré nos sollicitations régulières, leurs engagements.

J'ai donc décidé – je n'ai pas voulu m'abriter derrière ça – j'ai donc décidé de lancer un autre projet, pour alimenter la Corse en gaz naturel liquéfié, à partir d'une barge qui sera installée au large de sa côte Est. Cette barge permettrait d'alimenter les deux centrales, mais aussi les réseaux de distribution de Bastia et d'Ajaccio, grâce à la construction du gazoduc terrestre « Cyrénée ». Elle permettra aussi de se brancher sur le Galsi dès que celui-ci sera construit, puisque nous aurons déjà mis en place sa partie corse. Ce projet permettra d'approvisionner la Corse en gaz naturel de façon sécurisée dès 2018. Je dis à l'ensemble de mes compatriotes français qu'il n'y a pas de raison que la Corse soit la seule région du monde où il y a des pannes d'électricité parce que la Corse n'est pas indépendante du point de vue de son énergie !

Alors il reste le problème du fonctionnement transitoire de la nouvelle centrale de Lucciana, à partir de 2013, dans l'attente de l'arrivée du gaz naturel. Deux choix étaient possibles : le fioul léger ou le fioul lourd. Avec la centrale moderne que nous construisons, ces deux combustibles permettent de respecter très largement les critères d'émissions. Mais j'avais demandé une concertation qui a été menée pendant plusieurs mois, parce que c'est un sujet particulièrement important pour la vie quotidienne des Corses. La population, et les élus ont marqué leur préférence pour le fioul léger qui pollue moins l'atmosphère en dioxyde de soufre que le fioul lourd. Eh bien je vous l'annonce : j'ai décidé de l'alimentation de la centrale de Lucciana en fioul léger, à partir de la fin 2013.

Au total, mes chers amis, c'est un investissement de plus de 500 millions d'euros que j'ai décidé pour sécuriser l'approvisionnement énergétique de la Corse. Et vous comprenez bien que parce que je dis tout cela, il faut bien entendre la première partie sur la sécurité : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est les deux ; la loi de la République qui est respectée et le développement économique qui est engagé avec le soutien de l'Etat.

La santé. Voilà un domaine essentiel où nous aidons l'île à ne plus dépendre de l'extérieur. Beaucoup de décisions attendaient ici depuis des années, voire cher Xavier, depuis des décennies. C'est une action sans précédent, en lien avec tous les acteurs de terrain, qui a permis depuis 2010 de revaloriser de 5 à 8% le coefficient géographique qui s'applique au budget des établissements de santé sur l'île. Nous allons créer un établissement à Calvi, nous modernisons les services à Ajaccio, les réseaux de soins sur la plaine orientale, nous développons l'imagerie médicale dans toute la Corse.

Pour la première fois, c'est un vrai schéma régional de l'offre de soins qui va être construit, à la fin de l'année 2012, parce que je ne veux plus qu'on soit obligé de prendre l'avion ou le bateau pour aller se faire soigner. On ne peut pas dire aux Corses : ici c'est la République mais la République n'est pas capable de vous soigner !

Et la création par l'université d'une première année de médecine, que j'avais soutenue dès 2006, va exactement dans le même sens. Je souhaite que la première année, vous savez, qui est tellement décisive dans le cursus parce que le concours à la fin de la première année, c'est quelque chose, ça permet de donner toute sa puissance à l'université corse.

Il y a un enjeu auquel j'attache une grande importance, c'est que la Corse puisse vivre en paix avec son identité. En paix avec son identité.

On n'est pas en paix quand on renie son identité, on n'est pas en paix quand on l'oublie et je voudrais répondre très directement à la question qui m'a été posée s'agissant de la reconnaissance de la spécificité historique et culturelle de la Corse. J'ai longuement réfléchi à cette question, qui est difficile et ma conclusion intime et personnelle, c'est que c'est l'uniformité qui crée des tensions pour l'unité de la République et que c'est la reconnaissance des spécificités qui renforcent les liens de la République. Oui, l'identité corse existe au sein de la République française, pas à côté, pas contre, au sein de la République française.

La Corse qui a subi toutes sortes d'invasions, toutes sortes d'influences, eh bien aucune de ces invasions, aucune de ces influences n'a jamais pu s'y imposer. La Corse est française depuis 244 ans, dix générations. Mais doit-on pour autant oublier ce qu'elle a été auparavant ? Cela n'aurait aucun sens. La Corse a démontré, dans l'histoire, des qualités éminentes.

La Corse s'est toujours révoltée contre l'arbitraire, ce qui a fait tous ses héros depuis Sampiero CORSO. Et elle a su avant les autres, la Corse, adhérer à des valeurs universelles, c'est le génie de Pascal PAOLI. Elle a affronté l'adversité, la Corse, avec un courage inouï. Et elle a payé un plus lourd tribut que les autres lors de la première guerre mondiale. Elle a donné, la Corse, une magnifique leçon de résistance, avec Fred SCAMARONI, Jean NICOLI et tant d'autres, au point d'être, par ses propres forces, la Corse, le premier département de France libéré à l'automne 1943, ce n'est pas moi qui l'ai salué, c'est le général de Gaulle qui l'a reconnu ! Eh bien je le dis : il y a une identité corse qui sera reconnue par la République française à l'intérieur de la République française, qui n'a pas à avoir peur de l'identité de la Corse, qui doit au contraire en être fière. Voilà mon message aux Corses !

Alors cet héritage qui est le vôtre, il ne faut pas l'oublier. Oui bien sûr mais il y aurait bien d'autres choses à dire, je n'ai pas oublié... Je l'ai dit en venant à Ajaccio il y a deux ans : il est arrivé à l'État français de manquer d'attention et peut-être de respect à la Corse, en certaines heures de son histoire... Je l'ai dit, c'est plus facile de refaire l'histoire, mais j'ai beaucoup réfléchi sur l'histoire récente de la Corse et qu'est-ce qui avait conduit à cet enchaînement de violence et d'incompréhension et reconnaissons que ce n'était pas facile à interpréter et reconnaissons qu'il y a eu des erreurs qui ont fait qu'il a fallu tant de temps, cher Jacques DOMINATI, pour trouver l'apaisement, tant de temps ! Mais l'avenir ne nous attend pas ; il nous faut maintenant regarder ensemble dans la même direction. L'identité de la Corse au sein de la France, à mes yeux, c'est le moteur de notre action commune ; ce n'est pas une question de discorde ; cela doit passer par des actes. Alors j'ai la conviction que la spécificité de la Corse tient notamment à sa langue, le corse. La langue corse est un patrimoine vivant et ce fut une grande erreur que donner le sentiment que la langue corse n'était défendue que pour ceux qui parlaient de l'indépendance. Je ne veux pas leur faire le moindre cadeau à ceux-là ; c'est pourquoi je dis : la langue corse est un patrimoine culturel dont nous n'avons pas à avoir peur ! C'est un patrimoine vivant et je ne veux pas laisser ce patrimoine à des gens dont le projet est de saboter derrière pour plaider pour une indépendance dont personne ne veut sur l'île.

Depuis dix ans, l'Éducation nationale est très engagée dans l'enseignement du corse, 113 professeurs sont certifiés, 180 sont habilités. Je souhaite que nous allions plus loin : l'enseignement du corse doit être consacré par la création d'une agrégation. Ce ne sera pas budgétivore mais c'est un symbole sur l'île, ça compte. Aujourd'hui, 80% des élèves suivent un enseignement de corse à l'école primaire, plus d'un tiers dans le secondaire. L'État soutient également l'usage du corse dans certaines émissions. Je dis une chose, c'est que pour moi, le corse doit être encouragé, proposé à chaque fois que possible non pas à la place du français mais à côté parce qu'ici quand on remonte au village et que les grands-parents parlent aux petits-enfants, quand ils parlent en langue corse, ce n'est pas une défiance vis-à-vis de la Corse, au contraire, c'est un souci d'un enracinement culturelle, d'une fidélité à une histoire ; ça n'a rien à voir avec la politique ; ça a tout à voir avec la tradition !

La seule limite que je fixe en tant que garant de l'unité de la République : c'est que le corse ne pourra jamais remplacer le français dans les textes officiels et aux guichets du service public. Jamais. Est-ce que je suis clair là aussi ? ! Je reconnais l'importance de la langue corse, importance familiale et de tradition mais aux guichets de la République, aux guichets du service public, on parle le français parce que le français, c'est la langue de la République.

Je dirais d'ailleurs que je ne verrais que des avantages à ce que les enfants corses reçoivent un enseignement en plus de l'histoire de France, de l'histoire de la Corse : pour savoir qui l'on est, pour savoir où l'on va, il faut connaître d'où l'on vient et il est normal que les élèves scolarisés en Corse apprennent, en plus de l'histoire de France, l'histoire de l'île – j'ajoute que l'histoire de l'île, c'est aussi l'histoire de France.

Regardons la réalité telle qu'elle est, sans avoir peur des mots : la Corse de 2012 a plus de pouvoirs propres qu'il y a dix ans, car nous avons tenu tous les engagements du statut de 2002. Aucun objectif nouveau ne peut être fixé pour elle sans elle, et c'est très bien ainsi. Elle a adopté des plans sur les grands dossiers qui la concernent : énergie, éducation, langue, environnement, tourisme, agriculture.

Elle possède des ports, des aéroports, des routes, des forêts. Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, le Padduc, est le meilleur exemple de cette singularité juridique assumée. Je m'étais engagé il y a deux ans à modifier la loi, pour rendre le Padduc plus facile à élaborer, pour actualiser son contenu en tenant compte des prescriptions du Grenelle de l'environnement. C'est chose faite avec la loi du 5 décembre 2011. C'est maintenant à la collectivité territoriale de Corse de réaliser ce plan tant attendu. Non seulement c'est elle qui fixera les axes du développement, la localisation des infrastructures, mais le Padduc adopté par elle s'imposera aux permis de construire, là où il n'y a pas de documents locaux d'urbanisme. C'est un exemple unique dans notre droit.

De même, pour répondre au sujet très sérieux de l'augmentation du prix du foncier, l'État a créé un établissement public foncier comme je m'y étais engagé il y a deux ans. Le décret sera publié la semaine prochaine. Cet établissement sera cofinancé par l'État à hauteur de 15 millions d'euros ; il sera un outil au service des collectivités et son conseil d'administration sera composé en majorité d'élus. Voilà ce que je voulais vous dire sur le sujet du foncier mais puisque nous sommes sur les questions les plus sensibles, je veux dire un mot sur le statut.

Est-ce que l'avenir de la Corse passe par une évolution constitutionnelle de son statut ? Sur cette question, comme sur les autres, je souhaite que nous soyons pragmatiques, et prendre les choses dans l'ordre. Je propose que l'on examine d'abord, ensemble, ce qui peut être entrepris dans le cadre constitutionnel actuel. Si les élus de Corse me démontraient que le développement de la Corse était entravé pour des raisons

constitutionnelles, alors nous en discuterions. Je ne veux pas fermer la porte, je ne veux pas l'ouvrir non plus. Pourquoi je ne veux pas la fermer ? Parce que je vous connais trop : même ceux qui n'ont pas envie de l'emprunter, si je la fermais, frapperaient à la porte. Donc je dis : cette question est ouverte. Je ne prendrai pas l'initiative. En 2003, je vous ai proposé un référendum ; vous avez apporté une réponse ; je ne prendrai pas l'initiative. Je ne suis pas venu dire ici que je ferme la porte définitivement. C'est à vous de prendre vos responsabilités et je vous fais confiance. Alors dans le cadre constitutionnel actuel, faut-il faire évoluer l'organisation institutionnelle de la Corse ? Moi j'attends les propositions de vos élus car je ne compte pas venir proposer de nouvelles institutions à la Corse, imaginées à Paris pour faire le bonheur des Corses sans les consulter ! Je ne le ferai pas. La loi a institué pour l'ensemble de la République le conseiller territorial. Ce n'est pas le cas dans la collectivité qui est la vôtre. C'est à vous de nous faire des propositions.

La troisième question est celle de l'adaptation des règles applicables en Corse. Là aussi je pense qu'il faut être pragmatique et je serai attentif à ce que vous me direz.

Avec la question des droits de succession, il me semble que la préoccupation exprimée par l'assemblée de Corse doit être prise en compte : la sortie du régime de « l'arrêté Miot » était calée par la loi du 22 janvier 2002, sur la période prévue de reconstitution des titres de propriété. J'avais moi-même fait créer le groupement d'intérêt public pour la reconstitution des titres de propriété en Corse, le Girtec, en mars 2007. Cette mission est techniquement très difficile, j'estime que le groupement a besoin d'une période complémentaire de cinq années. Je propose donc que la loi prolonge le régime d'exonération provisoire jusqu'en 2017. Et je suis tout à fait prêt à m'en expliquer : pour sortir du régime dérogatoire, il faut des titres de propriété. Or c'est extrêmement compliqué. Ces titres de propriété, nous ne les avons pas ; je ne toucherai pas au régime dérogatoire tant que les titres de propriété n'auront pas été établis de façon formelle.

Mes chers amis, j'ai voulu venir en Corse pour parler aux Corses de l'île ; c'est ma façon de vous respecter. Je ne peux pas concevoir qu'on vienne en Corse simplement faire un petit tour, dire « il y a 300.000 habitants »... - il y a quelques voix à récupérer, donc on va leur faire bonjour, on va traverser la Méditerranée et puis on va partir tranquille ! Ce n'est pas ma conception des choses. Je pense que quand on vient en Corse, on vient avec des idées pour la Corse ! On vient avec des propositions pour la Corse ! On vient avec des convictions pour la Corse, sinon ce n'est pas la peine de venir ! Sinon on vient pour exploiter la Corse, pour utiliser la Corse ! Pas pour parler à la Corse et aux Corses ! Et c'est ça le lien que nous avons créé – ça ne veut pas dire que nous avons toujours été d'accord, j'ai eu bien des débats y compris avec mes propres amis – mais jamais personne n'a mis en cause mon attachement pour l'île et pour les Corses ; jamais personne n'a mis en cause ma franchise dans la compréhension des problèmes et jamais personne ne m'a pris en flagrant délit de mensonge s'agissant de la Corse et des questions si difficiles que la Corse posait. D'ailleurs vous m'avez fait évoluer sur un certain nombre de sujets – je pense notamment au rapprochement des détenus et je pense notamment à ma compréhension des langues régionales, je savais des choses par ce que j'avais vu et j'avais écouté. Je veux vous dire la même chose sur l'avenir de notre pays : le choix que vous aurez à faire dans moins de dix jours au premier tour...

(Acclamations du public)...

Je veux quand même vous dire quelque chose : je voudrais tellement que vous le fassiez en considérant qu'il y a une seule chose qui compte, c'est l'avenir de notre pays et l'idée que vous vous en faites. Je vous demande de faire abstraction de tous les votes choisir tout au long de vos vies.

Vous devez voter et choisir pas en fonction du passé mais en fonction de l'avenir, c'est la seule chose qui doit compter. Je ne suis pas venu parler à la droite en Corse, au centre en Corse, je suis venu parler au peuple de France, sans aucune distinction. A ceux qui m'ont toujours accompagné comme à ceux qui m'ont toujours combattu, parce qu'un Président de la République, il est président de ceux qui ont voté pour lui et il est président aussi de ceux qui n'ont pas voté pour lui !

C'est notre différence. C'est la différence avec monsieur HOLLANDE ! Moi je ne parle pas à la droite !

Je suis désolé, la présidence de la République, ce n'est pas parler au peuple de gauche, ce n'est pas considérer qu'il est normal qu'on soit l'otage de madame JOLY et de monsieur MELENCHON ! Le Président de la République, il doit être libre pour ne penser qu'à une seule chose : l'intérêt de la nation. Nous avons connu des crises d'une violence inouïe ; nous sommes dans un nouveau monde.

C'est sans doute la première élection du 21<sup>e</sup> siècle. La France est à un tournant, l'Europe est convalescente, la France est passée tout proche du gouffre. Pendant quatre ans, j'ai tout fait pour vous protéger, pour que nous résistions, pour que nous nous en sortions, pour que vos retraites soient garanties, pour que votre épargne soit protégée, pour que vos enfants ne soient pas au chômage ! La question qui se trouve posée aujourd'hui : est-ce que nous tirons les leçons de la crise ou est-ce que nous nous laissons aller ?

Juste une chose pour que chacun comprenne bien les enjeux : il y a un pays considérable, fort, puissant, dirigé par un homme remarquable - Mariano JAROY - qui est l'Espagne. L'Espagne avait promis d'être à 6% de ses déficits en 2011, l'Espagne s'est retrouvée à 8%. La France avait promis de se retrouver à 5,7% de déficit, la France était à 5,2. Eh bien la sanction est tombée tout de suite : la France emprunte pour financer sa dette à un taux deux fois moins cher que le taux qui est réservé aujourd'hui à l'Espagne. Ce n'est pas une menace, ce n'est pas une prédiction, c'est une réalité. C'est une réalité. La réalité de ce monde. Bien sûr que nous devons pas être soumis aux marchés, bien sûr que nous ne devons pas être soumis aux agences de notation mais si on veut être libre de son destin, on rembourse ses dettes et on réduit ses déficits en diminuant ses dépenses. Si on ne le fait pas, on n'est pas maître de son destin.

Mes chers amis, aujourd'hui j'ai besoin de vous, j'ai besoin de votre soutien ; j'ai besoin de votre engagement, j'ai besoin de votre mobilisation, j'ai besoin de votre enthousiasme, j'ai besoin qu'au-delà de cette salle, partout, vous alliez convaincre pour dire : la majorité silencieuse ne veut pas qu'on lui vole cette élection, ne veut pas qu'on lui dicte ses choix.

C'est vous, c'est nous qui ferons que le 6 mai, la France fera le choix de l'avenir et refusera le choix du passé !

Vive la République !

Vive la France !

Et vive la Corse dans la République française !

\*\*\*

<campagne=2012>04.15 - <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> - Place de la Concorde <lieu=Paris> <texte=92>

Mes chers amis, Ils pensaient que vous ne viendriez pas.

Ils pensaient, peut-être même espéraient-ils, que le peuple de France ne serait pas au rendez-vous.  
Et le peuple de France est venu... puisque vous êtes là !

Le peuple de France est venu de tous les quartiers de Paris.

Il est venu de toute l'Ile-de-France.

Il est venu de toutes les provinces, de toutes les villes.

Il est même venu de nos territoires d'Outre-mer.

J'ai donné rendez-vous à la France que l'on n'entend jamais parce qu'on ne lui donne jamais la parole.

J'ai donné rendez-vous à la France qui affronte les difficultés de la vie sans jamais rien demander parce qu'elle a trop de fierté.

J'ai donné rendez-vous à la France qui souffre sans jamais se plaindre parce qu'elle a trop de pudeur.

J'ai donné rendez-vous à la France qui ne proteste pas, à la France qui ne casse pas, à la France qui en a assez que l'on parle en son nom avec des idées qui ne sont pas les siennes.

Et dans les profondeurs du pays, la France silencieuse a répondu par votre présence.

Sur cette place dont le nom exprime la volonté de toute une Nation de surmonter les épreuves qui l'ont déchirée et qui ont fait couler tant de sang et de larmes, les cœurs des dizaines de milliers de Français qui s'y trouvent rassemblés battent à l'unisson des cœurs des millions de Français qui, dans toutes les villes et dans tous les villages, s'interrogent avec inquiétude sur l'avenir de la France.

C'est Malaparte, l'Italien, qui a le mieux parlé de ce lieu où commencent et finissent depuis deux siècles toutes nos tragédies nationales : « La place de la Concorde est une idée ; ce n'est pas une place, c'est une manière de penser. Tout ce qui est vraiment Français se mesure ici ».

La vague immense qui submerge aujourd'hui le cœur de Paris porte cette idée de France comme une irrésistible espérance.

Vous êtes la France !

C'est le même Malaparte qui dit que l'Italien considère l'Histoire comme un caprice des dieux, l'Anglais comme un fait de la nature, le Français comme un fait de la volonté des hommes.

Cette volonté française de faire l'histoire pour ne pas la subir, c'est cette volonté, la même, qui vous a conduit ici sur la place de La Concorde.

Vous n'êtes pas là seulement pour vous-mêmes. Vous êtes les représentants de tous ceux qui n'ont pas pu venir mais qui veulent espérer en la France.

Vous êtes les porte-paroles de ceux qui n'ont jamais la parole, de ceux qui ne demandent jamais rien, de ceux qui sont fiers de la France, fiers de sa culture, fiers de sa langue, fiers de son identité, fiers de ce qu'elle a accompli dans son Histoire, fiers de ce qu'elle représente pour tant d'hommes dans le monde.

Vous êtes les porte-paroles de ceux qui n'en peuvent plus du dénigrement de la France, de sa culpabilisation, que l'on se permette de mettre en cause la France à la moindre occasion.

Le peuple de France dit « ça suffit ».

Vous êtes les témoins, ceux qui maintiennent vivantes la parole et la pensée quand la parole est confisquée et quand la pensée est interdite.

Vous êtes les témoins, ceux qui opposent inlassablement la vérité à la répétition du mensonge jusqu'à ce que la vérité finisse par triompher du mensonge.

Beaucoup parmi vous ne sont pas engagés, peut-être s'imaginaient-ils ne jamais le faire ? Ils sont venus parce qu'ils pensent à leur avenir et à celui de leurs enfants, parce qu'ils ont acquis l'intime conviction que quelque chose d'essentiel est en jeu et parce qu'une sourde inquiétude les saisit quand ils entendent le tumulte du monde, quand ils voient les épreuves auxquelles sont confrontés tour à tour des pays qui nous sont si proches.

Le 22 avril et le 6 mai, il ne s'agira pas, mes chers compatriotes, de choisir un camp. Il s'agira de décider pour l'avenir à un moment historique où l'avenir de notre pays se joue.

C'est pourquoi je veux aussi parler à ces millions de français qu'une histoire personnelle ou familiale n'attache pas à un parti.

Je veux parler à cette majorité silencieuse qui, une fois encore, tient le destin de la France entre ses mains.

Je veux lui dire qu'au milieu des crises les plus dangereuses que le monde ait connues depuis un demi-siècle, entre un monde ancien qui n'en finit pas de mourir et un monde nouveau qui a du mal à naître, une seule chose doit compter : Où voulons-nous aller ?

Jamais sans doute depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les choix que nous avons à faire n'ont été aussi lourds de conséquences.

Je sais que beaucoup de nos compatriotes qui souffrent ont envie de crier leur souffrance, de crier leur colère en votant pour les extrêmes.

Je comprends la douleur de ceux que la crise a fait souffrir. Mais les solutions extrêmes n'atténueraient pas leur douleur. Elles ne les protégeraient pas. Elles ne leur apporteraient aucune aide. Elles les feraient souffrir davantage encore. Car les solutions extrêmes sont des mensonges et les mensonges font toujours plus de mal que la vérité.

Je comprends l'envie de dire « non » à tout pour ceux qui ont le sentiment si désespérant et si douloureux d'être dépossédés de tout, d'avoir perdu le contrôle de leur vie, la maîtrise de leur destin.

Je comprends le sentiment d'injustice de celui qui n'arrive pas à vivre de son travail quand d'autres y parviennent sans travailler.

Je comprends ce qu'il y a d'insupportable pour celui auquel on demande des sacrifices et qui voit ceux qui sont responsables de cette crise continuer à prospérer.

Je comprends le désarroi d'une jeunesse qui regarde avec anxiété le chômage lui barrer la route, la planète s'épuiser, la montagne des dettes qu'elle devra payer un jour si nous ne prenons pas les bonnes décisions.

Dans la situation où se trouve la France, où se trouve l'Europe, où se trouve le monde, nul ne peut espérer dissocier son destin personnel de celui de tous. Nul ne peut espérer s'en sortir seul.

Je suis allé à la rencontre des Français.

Que demandent-ils ?

Ils demandent la justice.

Ils demandent la liberté.

Ils demandent l'espoir.

La justice qui est dans l'équilibre des droits et des devoirs.

La liberté qui permet à chacun d'écrire sa propre histoire.

L'espoir qui fait reculer la peur de l'avenir.

Mais comment leur répondre si délibérément on tourne le dos à la réalité du monde ?

Comment répondre si délibérément on fait semblant d'être seuls au monde ?

Comment affronter des crises dont on se refuserait à reconnaître l'existence ?

Comment relever des défis que l'on ne voudrait pas regarder en face ?

C'est en affrontant les difficultés que l'on peut les surmonter. Notre époque réclame autre chose que l'outrance des uns ou le déni des autres. Voilà pourquoi je veux faire campagne sur la vérité. Car seule la vérité permettra à la France de s'en sortir.

Face à la montée des périls qui nous menacent, il faut de la solidité et de la gravité.

La situation de l'Europe et l'état du monde ne nous laissent aucun droit à l'erreur.

Une course contre la montre est désormais engagée avec au bout le risque de la crise économique, de la désintégration sociale, du déclin de l'humanisme.

Les crises qui se sont succédées depuis quatre ans sont des avertissements que nous devons entendre.

Je le dis avec gravité, ce qui est en jeu, c'est la survie d'une forme de civilisation, la nôtre, dans un monde où la passion exclusive pour les gains du court terme et les crispations identitaires s'affrontent de plus en plus violemment, préparant, si l'on n'y prend pas garde, les grandes tragédies du futur.

Comme à l'orée de la Renaissance, des Lumières ou de la Révolution industrielle, nous n'avons pas le droit de manquer notre entrée dans l'ère nouvelle que préparent les bouleversements d'aujourd'hui.

Si nous ne voulons pas prendre le risque de perdre notre agriculture, nos usines, nos emplois, notre art de vivre, d'aimer et de penser, notre culture, notre littérature, notre langue, tout ce à quoi nous tenons, tout ce dans quoi nous avons mis tout le génie de la France depuis des siècles, nous devons, sans biaiser, tirer les conséquences de ces crises terribles que le monde vient de connaître.

Nous avons réussi ce miracle que 66 millions d'individus farouchement individualistes forment ensemble une seule et même personne dont le génie singulier n'a cessé depuis des siècles d'éclairer l'Humanité.

C'est ce même pays, ce même génie français, qui doit s'interroger aujourd'hui : où voulons-nous aller ? Et la direction dépendra du choix historique que vous devez prendre dans trois semaines.

Je crois du plus profond de mon âme que la France n'est pas seulement le nom d'un pays, la France c'est le nom d'une civilisation. Quand on entend France, on entend Molière, Voltaire, Chateaubriand.

La France n'est pas un pays comme les autres. Le choix que vous allez faire est un choix qui portera dans le monde entier !

Quand on entend France :

On entend la prière de Péguy à Notre-Dame de Chartres : « Deux mille ans de labeur ont fait de cette terre un réservoir sans fin pour les âges nouveaux. » On entend liberté, égalité, fraternité.

On entend le cri de Valmy.

On entend la Grande Révolution disant au monde « le bonheur est une idée neuve » parce que le bonheur est une idée française.

On entend la voix de Napoléon dictant le bulletin de victoire au Soleil d'Austerlitz.

On entend le « non » du Général De GAULLE le 18 juin.

On entend la voix d'Aimé Césaire jetant Racine, Zola et Hugo à la figure des censeurs de Vichy.

Nous sommes les héritiers de cette France-là ! Nous n'avons pas le droit de laisser dilapider cet héritage. Nous ne voulons pas la facilité, le renoncement, la mollesse qui ne sont pas dans les gènes de la France.

On pourrait se dire qu'après tout, la France en a tant vu, qu'elle a survécu à tant d'épreuves, qu'au fond elle ne risque rien.

Mais si la France a survécu, c'est parce qu'à chaque fois qu'elle s'est trouvée confronter à de grandes échéances, elle a su, dans un ultime effort venu des profondeurs du pays, rassembler toutes ses forces pour changer le cours du destin. Ce soir, j'ai besoin que vous rassembliez toutes vos forces pour la France.

La leçon de l'Histoire, c'est que la France n'a pesé dans le monde et n'a été forte dans l'épreuve que lorsque, surmontant ses divisions naturelles, elle a réussi à s'unir autour d'une grande ambition.

La France forte, c'est la France de Valmy, c'est la France de la Résistance, c'est la France de Jean Monnet.

Les voies de l'avenir nous les connaissons.

La société de la connaissance. L'économie du savoir. La révolution numérique. La réponse aux défis de l'écologie. L'adaptation de notre appareil productif et de notre organisation sociale à l'épuisement des énergies fossiles, à la lente et inexorable disparition du pétrole et à la non moins inexorable augmentation de son prix.

C'est un immense effort de formation, de recherche, d'innovation, d'investissement qui attend la France. C'est toute la croissance de demain, c'est toute la qualité de la vie de demain qui dépendent de cet effort que nous devons engager.

Nous avons la jeunesse, nous avons l'intelligence, nous avons les savants, nous avons les entrepreneurs pour inventer ce nouveau modèle de croissance, pour imaginer ce nouveau modèle français du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce nouveau modèle français, il répondra au besoin de justice parce qu'il ne sera plus soumis à la dictature de la finance, à sa tyrannie de la rentabilité à court terme, parce que tout le monde sera formé, parce que tout le monde pourra accéder à la promotion sociale par l'instruction et par la formation.

Dans ce nouveau modèle français, l'école sera attentive à la fragilité des enfants et plus aucun élève n'entrera au collège sans savoir lire, écrire et compter.

Dans ce nouveau modèle français, chaque jeune qui choisira l'alternance trouvera une place dans une entreprise.

Dans ce nouveau modèle français, les chômeurs auront un droit à la formation. Ils auront aussi un devoir, celui d'accepter l'emploi qu'on leur proposera. Et chacun aura droit à la formation tout au long de sa vie.

Ce nouveau modèle français répondra au besoin de tous de reprendre la maîtrise de leur destin, de se sentir libre de choisir son rythme de vie, de se sentir pleinement responsable de soi-même.

Dans ce nouveau modèle français, tout le monde aura droit à une deuxième chance et toute famille de bonne foi, confrontée à un accident de la vie dont la conséquence est le surendettement, pourra, comme une entreprise, bénéficier de la faillite civile telle qu'elle existe en Alsace afin de pouvoir redémarrer dans la vie. Parce qu'aucun échec ne doit être définitif.

Dans ce nouveau modèle français, on récompensera l'effort, le mérite, le travail. On ne dénoncera pas le talent, la réussite, le succès. La jalousie, l'envie, l'amertume ne sont pas et ne seront jamais des valeurs françaises.

Je ne veux pas d'une France nivelée, égalitariste, qui tournerait le dos aux talents parce qu'elle en aurait peur.

Ce nouveau modèle français rendra l'espoir à ceux qui l'ont perdu, parce que ce sera un modèle de progrès, un modèle de développement où l'avenir sera de nouveau une promesse où les enfants pourront espérer vivre mieux que leurs parents.

Ce que je vous propose, c'est de réunir les conditions pour que la France organise les « Trente Glorieuses » du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce que je vous propose, c'est de renouveler l'exploit qu'ont accompli les hommes de l'après-guerre qui avaient si bien tiré les leçons des grandes fautes du passé et des tragédies qu'elles avaient engendrées.

Ce que je vous propose, c'est de mobiliser toutes les forces intellectuelles, morales et sociales de la Nation. C'est de rendre la parole au peuple quand les corporatismes et les conservatismes se liguent pour empêcher le pays d'avancer. C'est de déconstruire l'État bureaucratique pour reconstruire un État entrepreneur qui soit une force d'entraînement. Nous ne les laisserons pas nous condamner à l'immobilisme.

Ce que je vous propose, c'est de remplacer le capitalisme financier par un capitalisme d'entrepreneurs. Nous ne voulons plus qu'une infime minorité dévoyée les idées qui sont les nôtres par des comportements inacceptables.

Ce que je vous propose, c'est un État qui réduit ses dépenses, qui refuse la drogue de la dépense publique et qui remet de l'ordre dans ses finances pour préparer l'avenir et pour investir.

La condition, c'est l'unité nationale. Je veux parler au peuple de France, pas à la Gauche, pas à la Droite. Je veux parler aux citoyens libres de mon pays en leur disant de laisser les chaînes de l'habitude de côté et de ne se poser qu'une seule question : quel avenir voulez-vous pour votre pays ? Voilà la seule question qui tient.

A l'heure où il nous faut affronter les conséquences de la crise, je vous le dis avec l'expérience de ces cinq dernières années, ce serait folie d'affaiblir notre modèle républicain. Nous n'accepterons jamais le communautarisme.

A l'heure où nous avons besoin de cohésion, nous ne laisserons pas détruire les institutions qui fondent la République : je parle de l'école et de la famille. L'école, parce qu'elle appartient aux familles de France, pas aux organisations syndicales qui n'ont que le mot « statut » à la bouche. La famille, parce qu'ici en France chacun sait que quand la vie est cruelle, il a sa famille derrière lui. La famille, en France, c'est sacré.

Il ne s'agit pas de rassembler les Français pour qu'ils se ferment au monde mais au contraire pour qu'ils soient assez forts pour ne pas avoir peur de l'ouverture au monde. Jamais je ne plaiderai le repliement.

Mais nous avons commis une erreur pendant trente ans en passant la Nation par pertes et profits alors que dans la mondialisation, partout, ce sont les Nations qui tiennent le premier rang parce qu'elles sont portées par un élan collectif qui leur donne une force irrésistible dans la compétition mondiale.

Dans la compétition mondiale, les pays qui réussiront sont les pays qui attacheront du prix à l'idée de Nation. La Nation française, c'est l'avenir de la France.

Nous avons eu tort en Europe de négliger les frontières, tort d'élargir et d'ouvrir nos marchés sans contrepartie, tort de laisser la bureaucratie prendre le pas sur la volonté politique, tort de bâtir une Europe de la consommation sans nous soucier de l'Europe de la production.

Si les frontières extérieures de l'Europe ne sont pas protégées contre une immigration incontrôlée, contre les concurrences déloyales, contre les dumpings, il n'y aura pas de nouveau modèle français et il n'y aura plus de civilisation européenne.

Si nous avons fait l'Europe, c'est pour être protégés, pas pour laisser détruire notre identité et notre civilisation.

J'ai dit ma détermination à faire changer l'Europe sur la question des frontières. J'irai jusqu'au bout. J'irai jusqu'à suspendre s'il le faut, les accords de Schengen et à rétablir des contrôles ciblés à nos frontières.

J'irai jusqu'à appliquer s'il le faut à nos marchés publics les règles que s'appliquent les Américains en n'accordant leurs attributions qu'aux seules entreprises qui produiront sur le continent européen. Si on ne veut pas produire et créer de l'emploi sur le continent européen, on n'a pas besoin d'être candidat aux marchés publics du continent européen. Voilà notre vérité !

Je revendique pour la France le droit de choisir qui elle accepte sur son territoire.

Je revendique pour la France le droit de se protéger contre la concurrence de ceux qui ne respectent aucune règle.

Je revendique pour la France le droit de mettre en œuvre des politiques industrielles et de réserver une partie des marchés publics aux PME.

Je revendique pour la France le droit de défendre ses valeurs, sa culture, sa langue, son modèle républicain, son identité. Parce que défendre son identité, défendre sa civilisation, ce n'est pas honteux c'est légitime. Quand on oublie d'où l'on vient et qui l'on est, comment peut-on savoir où l'on va ?

La défense de ses droits, c'est ce que la France attend de l'Europe, c'est ce que la France demande à l'Europe. Mais la France le dit à ses partenaires, elle ne renoncera pas à les défendre elle-même si l'Europe ne les défend pas.

Je veux aller plus loin encore.

Après ce que nous avons fait pour sauver l'Euro, je veux poser non seulement le problème des frontières mais aussi celui du rôle de la Banque Centrale Européenne dans le soutien à la croissance. C'est une question très importante que nous ne pourrions pas éluder. Car si l'Europe ne veut pas perdre pied dans l'économie mondiale, elle doit absolument renouer avec la croissance.

La croissance, cela ne se décrète pas. Il ne suffit pas d'écrire le mot « croissance » dans un traité pour l'obtenir. Si l'on ne fait rien pour la compétitivité, si l'on alourdit le coût du travail, si l'on décourage l'esprit d'entreprise, si l'on n'investit pas, ce n'est pas la croissance que l'on obtient, c'est la stagnation.

Si l'on ne change pas l'Europe, si l'on ne fait pas l'Europe de la production, l'Europe de l'investissement, nous n'aurons pas la croissance. Si la Banque centrale ne soutient pas la croissance, nous n'aurons pas assez de croissance.

La crise - et l'Européen convaincu que je suis veut le dire - nous a montré les limites des règles qui ont été fixées dans le Traité de Maastricht. Je sais les difficultés d'aborder ce sujet. Je connais les obstacles mais nous avons le devoir d'y réfléchir. Parce que c'est un problème majeur pour l'avenir de l'Europe, c'est un problème stratégique pour l'Europe.

L'Europe doit apurer ses dettes, elle n'a pas le choix. Mais entre la déflation et la croissance, elle n'a pas davantage le choix. Si l'Europe choisit la déflation, elle disparaîtra. Il faut se souvenir des années 30.

Si les Français me renouvellent leur confiance, j'ouvrirai ce débat et je mettrai la même énergie, la même détermination à faire avancer l'Europe de la croissance, l'Europe qui investit dans son avenir, que celles que j'ai mises à combattre la crise financière et à sauver l'Euro. Il ne doit pas y avoir de sujets tabous, il ne doit pas y avoir de débats interdits.

On nous avait dit que la Banque centrale ne pourrait pas intervenir pour sauver l'Euro. Et la Banque centrale s'est donné la liberté nécessaire pour sauver l'Euro en fournissant de la liquidité aux banques. Ce qui était un tabou devant la crise est tombé comme une frontière de papier.

On nous avait dit que le Gouvernement économique, c'était impossible. Et nous avons obtenu le Gouvernement économique.

On nous avait dit que la question des frontières était taboue. Et nous avons posé la question des frontières.

On nous avait dit que le débat sur la réciprocité était interdit. Et nous avons ouvert le débat sur la réciprocité.

Alors sur le rôle de la Banque centrale dans le soutien à la croissance, nous allons aussi ouvrir le débat. Et nous allons faire avancer l'Europe.

Quand le Général De Gaulle au milieu des années 60 a posé la question de la politique agricole commune et qu'il n'a pas été entendu, il n'a pas hésité à faire la politique de la chaise vide. On l'a accusé de détruire l'Europe, alors qu'à ce moment-là, par cette politique-là, il a construit l'Europe pour les décennies qui allaient suivre.

Mes chers compatriotes, C'est à votre cœur et à votre raison que je veux m'adresser enfin.

A votre cœur, parce que ce qui nous réunit ici, c'est l'amour de la France.

A votre raison, parce qu'il faut que le choix soit clair et que ses conséquences soient comprises.

Deux voies sont possibles.

L'une imposera les solutions du passé.

Au mieux, elle ne résoudra rien puisqu'elle restera prisonnière de tous les conservatismes, de tous les corporatismes. Elle continuera à laisser

les frontières s'effacer et la Nation s'affaiblir.

Au pire, elle découragera la réussite et elle ruinera les classes moyennes, sans enrichir les plus pauvres. Elle détruira la confiance des investisseurs. Elle nous mettra à la merci de la spéculation. Et pour s'en sortir, elle imposera l'austérité la plus dure qui plongera le pays dans la dépression.

L'autre voie, c'est celle qui sera tournée vers l'avenir et qui tirera les leçons des crises.

Je vous propose d'inventer les solutions du XXI<sup>e</sup> siècle et de construire un nouveau modèle de croissance, une nouvelle économie, une nouvelle ambition sociale. Entre le nationalisme et le laissez-faire, je vous propose pour la Nation la voie raisonnable de l'unité et de l'ouverture au monde.

La vocation de la France n'est pas de s'effacer ou de se taire. La vocation de la France, c'est d'agir pour ceux qui ne peuvent pas agir. C'est de parler pour ceux qui ne peuvent pas parler.

La vocation de la France, c'est d'être au côté des peuples qui veulent être libres, c'est d'être au côté des Chrétiens d'Orient quand ils sont persécutés.

La vocation de la France, c'est d'organiser autour de la Méditerranée une communauté de destin. La France est intervenue pour protéger le peuple libyen du massacre. La France prendra des initiatives au Moyen-Orient pour que la paix et la justice triomphent enfin.

La vocation de la France, c'est de porter au G20 la régulation de la mondialisation, la moralisation de la finance et la taxation des transactions financières pour dégager les ressources dont les pays pauvres ont besoin pour sortir de la misère.

La vocation de la France, c'est d'être le porte-parole de tous ceux qui dans le monde veulent que l'homme ne soit pas sacrifier au commerce, que le droit du travail, de la santé, de l'environnement soient mis à égalité avec le droit du commerce.

Par-delà les siècles la grande voix de Victor Hugo nous dicte le programme de l'avenir. Écoutons-le.

« Une liberté sans usurpations et sans violences, une égalité qui admettra la croissance naturelle de chacun, une fraternité d'hommes libres, l'application du principe qui veut que tout homme commence par le travail et finisse par la propriété, le respect de l'héritage qui n'est autre chose que la main du père tendue aux enfants à travers le mur du tombeau, l'ordre comme loi des citoyens, la paix comme loi des nations ».

Il n'y a rien à changer, il n'y a rien à retirer. C'est cette France-là dont nous voulons être les héritiers.

Mes chers compatriotes, Entendez mon appel !

La France de Victor Hugo et du général De Gaulle, la France qui regarde vers l'avenir, la France qui choisit le progrès, la France qui veut se mettre au service de toute l'humanité, cette France c'est la vôtre.

Mes chers compatriotes, Prenez votre destin en main !

Levez- vous !

Prenez la parole !

Dites ce que vous avez dans le cœur.

Dites ce que vous voulez pour votre pays.

Dites le haut et fort.

Dites le maintenant !

N'ayez pas peur !

Peuple de France, n'ayez pas peur, ils ne gagneront pas, si vous décidez que vous voulez gagner.

Depuis trente ans que je me suis engagé au service de notre pays, j'ai fait une longue route, celle là même qui m'a mené jusqu'à vous.

Jusqu'à la dernière minute de cette campagne, j'irai à votre rencontre pour convaincre, pour parler de la France, pour soulever le peuple de France.

Peuple de France, entends mon appel !

Françaises, Français, aidez-moi !

Aidez-moi ! Aidez la France !

Françaises, Français, c'est maintenant !

C'est ici, place de la Concorde !

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*

Mes chers amis, c'est un bonheur que de revenir une nouvelle fois, cher Jean-Pierre, dans cette salle, dans ce département, dans cette région, d'abord pour te dire mon amitié, te remercier de ton soutien, remercier Rachida DATI de sa présence, Jean-Pierre ABELIN qui m'a accompagné, tous ceux qui sont ici, Elisabeth et toi, Hervé, tous les élus.

C'est un moment important de l'histoire de notre pays et je voudrais vous parler avec une certaine gravité. Il ne s'agira pas, les 22 avril et 6 mai, de choisir un camp. Il ne s'agira pas d'un vote d'habitude. Il ne s'agira pas d'un vote de tradition. Il s'agira de répondre à la seule question importante : Où voulons-nous que la France aille ? Nous sommes à un moment de l'histoire du monde et de l'histoire de l'Europe où l'avenir se joue. Nous sortons de quatre années de crise d'une violence inouïe. Est-ce que nous en tirons des conclusions ou est-ce que nous faisons comme si la crise n'avait pas existé ? Est-ce que nous considérons que nous sommes seuls au monde ou est-ce que nous considérons que le monde existe ? Je suis président de la République depuis cinq ans, j'ai tout fait pour vous protéger de la crise. Mais j'ai une responsabilité : dire au pays, le choix que vous allez faire, c'est un choix historique. Pour vous et pour vos enfants.

Ce choix, chacun doit le faire en connaissance de cause. Je vous disais que nous avions traversé quatre années de crise d'une violence inouïe. C'est vrai, souvenez-vous, je vous avais promis, pas un seul parmi vous ne perdrait ses économies, son épargne. L'Europe est passée au bord du gouffre. On m'a reproché, l'extrêmement sympathique et si modérée Ségolène ROYAL... (huées dans la salle)... – ne vous donnez pas cette peine, ça va lui faire plaisir ! Dire qu'on parle d'elle, c'est déjà une satisfaction ! – m'avait mis en cause fortement quand j'ai dit je prends l'engagement devant les Français que pas une seule banque ne fera faillite. Ce n'est pas pour défendre les banques, mes chers amis. C'est parce que si les banques avaient fait faillite, c'est votre épargne qui aurait été perdue. Je n'ai pas voulu pour la France que vous vous retrouviez dans la situation qu'ont connue certains pays avec les petits épargnants qui allaient faire la queue à la banque parce qu'ils n'avaient plus confiance et qu'ils avaient peur que l'argent qu'ils avaient déposé, on ne le leur rende pas. Voilà la situation à laquelle nous avons été confrontés.

D'ailleurs, les mêmes, si nous n'avions pas mis en œuvre ce plan de sauvetage des banques et si une banque avait fait faillite, les mêmes n'auraient pas eu de mots assez durs pour m'accuser de ne pas avoir défendu les classes moyennes, les familles, les épargnants. Mieux que ça, ce plan n'a pas coûté un centime au contribuable. Puisque les banques ont remboursé avec intérêt la totalité de l'argent que l'Etat leur avait prêté, ce qui a donné à l'arrivée pour le Trésor public un bénéfice de 2,4 milliards d'euros, je vous le dis, car nous sommes le seul pays du monde où le plan de soutien aux banques a rapporté de l'argent au Trésor public.

Je vais prendre un autre exemple. Quand j'ai vu s'abattre la succession de crises d'une violence, encore une fois, inouïe, jamais on n'avait connu ça, parce que le monde avait connu depuis les années 30 des crises régionales, l'Asie qui s'écroule au début des années 90, mais les Etats-Unis marchent bien, les Etats-Unis qui ont des problèmes, mais l'Asie fonctionne bien. Là, tout d'un coup, on s'est retrouvé avec la totalité du monde en crise économique, la totalité des secteurs en crise économique. Nonobstant la crise économique, il y avait en plus une crise financière où les placements de bon père de famille qui étaient le placement des prêts aux Etats sont devenus des sources d'inquiétude, de stress et de risque. Jamais on n'avait vu ça.

Début 2010, lorsque je vois cette succession de crises, je me dis faisons très attention, si la France ne fait pas quelque chose de fort, elle peut être emportée. Je réunis nos parlementaires – je les en remercie – je leur dis, début 2010, bien avant tout cela, il n'y a pas eu les agences de notation, les notes, il faut conduire la réforme des retraites. Nous sommes début 2010, personne ne nous y oblige. Moi, je vois les chiffres, 15,5 millions de retraités d'un côté et les retraites, 2,5 millions de retraités qui ne sont pas payés ou plutôt qui sont payés parce que la Sécurité sociale, l'assurance vieillesse va à la banque chercher un argent qu'elle n'a pas pour 1,5 millions de retraités. Voilà la situation.

Pardon de le dire, je n'accepterai pas de prendre des leçons de ceux qui ont annoncé à la France en 1983 que la retraite à 60 ans était possible, alors qu'ils n'avaient pas un centime pour financer la retraite à 60 ans, pas un centime. Où d'ailleurs chacun savait bien que diminuer de cinq années la durée de cotisation n'avait aucun sens dans un monde où, chaque année, vous gagnez un trimestre d'espérance de vie.

Nous avons fait la réforme des retraites, pas un syndicat ne m'a soutenu. Jean-Pierre le sait bien, puisque lui-même avait eu à conduire la réforme en 2003, la CFDT à l'époque avait pris ses responsabilités. Là, c'était simple et clair en 2010, la totalité des syndicats – je ne leur reproche pas – me disait, pour les plus modérés, ce n'est pas urgent et ce n'est pas la bonne réforme. Pour les autres, il n'y a pas besoin de réforme. On m'a fait le reproche en disant : « Pourquoi vous n'avez pas conduit un dialogue ? » Mais pour dialoguer, il faut être deux ! Quand vous avez en face de vous des organisations qui disent l'allongement de la durée de la vie, ça n'existe pas, il n'y a pas nécessité de faire une réforme maintenant, plus tard. Plus tard, ça veut dire quoi ? Ça veut dire laisser à nos enfants les factures que nous n'aurions pas eu le courage de régler.

Il y a eu neuf manifestations nationales, certaines avec 2 ou 3 millions de manifestants. Je n'ai pas reculé d'un centimètre lorsque les manifestations ont eu lieu. Pourquoi ? Ce n'est pas par ego, bien sûr, cher Marc, cher Jean-Pierre. Parce que je me suis dit en moi-même, les manifestants qui manifestent, au fond, ils pensent que je ne céderai pas. Je me suis dit si ça leur fait, si ça libère une pression de manifester, qu'ils manifestent. Mais moi, si j'avais cédé, à ce moment-là, qu'est-ce qui se serait passé ? Je vous demande d'y être attentifs. Imaginez la France sans la réforme des retraites qui apporte 22 milliards d'euros au régime de retraite par solidarité et qui équilibre nos retraites, nos régimes de retraite en 2017, si nous ne l'avions pas fait, aujourd'hui, nous serions dans la situation de l'Espagne, dans la situation des pays qui ont la crainte de ne pas voir leur dette financée.

C'est très simple. L'Espagne, grand pays, après sept ans de socialisme, emprunte à un taux deux fois plus élevé que la France. L'Espagne, pour financer sa dette, emprunte à 6 % ; la France, pour financer sa dette, emprunte à 2,85 %. Quel est le problème ? L'Espagne avait promis

en 2011 d'être à 6 % de déficit, elle est à 8. La France, pour 2011, avait promis d'être à 5,7 de déficit, elle est à 5,2. Ils payent deux fois plus cher que nous. La question qui est posée, on dira, mais oui, il est candidat, il dit du mal ! Non, non, non ! C'est trop sérieux pour faire de la politique politicienne, c'est trop sérieux pour exagérer. Je rappelle simplement à votre intelligence, à votre capacité d'observation, l'Espagne, ce n'est pas loin, c'est le pays d'à côté. L'Espagne, pendant des années, on l'a décrite comme le miracle de l'Europe. Qui aujourd'hui voudrait que la France soit dans la situation de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande ou même de l'Espagne ? Voilà ce qui arrive à des pays qui ne prennent pas les décisions au moment où il faut les prendre.

Alors, après, la politique s'en mêle ! J'entends des déclarations extraordinaires ! « Je m'opposerai au marché ! » Ça impressionne. Ça impressionne. Pas comme on croit. Que sont les marchés ? Les marchés, ce sont des hommes, des femmes, des organismes qui prêtent de l'argent à ceux qui en ont besoin. Si vous ne voulez pas que les marchés aient de l'influence, vous dépensez moins, vous diminuez votre déficit et vous remboursez votre dette. Voilà la seule leçon. Si vous dépensez plus, si vous augmentez votre déficit et si vous augmentez votre dette, vous vous mettez dans la main des marchés. Voilà la situation, elle est très simple. On pourrait dire, oui, mais en 1981, vos amis à l'époque disaient la même chose ! Peut-être. Mais après 1981, il y a eu 1983, en 1983, le président MITTERRAND a changé du tout au tout. Ils sont passés à une politique d'une rigueur extraordinaire. Parce que la France n'avait plus un centime. Vous savez la différence entre 1981 et 2012 ? C'est qu'en 1981, il a fallu deux ans pour payer l'addition, en 2012, il ne faudrait que deux jours pour déclencher la crise de confiance. Voilà la vérité.

La troisième remarque que je voudrais faire, c'est assez simple, la France a tous les atouts pour réussir. Je voudrais proposer à la France un nouveau modèle de croissance, un nouveau modèle social. Pour qu'on arrive à s'inscrire dans le 21ème siècle, il nous faut faire un immense effort, immense, de formation, d'innovation, d'investissement, de recherche. Et de regarder la situation telle qu'elle est, pas telle que nous souhaiterions qu'elle soit. Quels sont les problèmes de la France aujourd'hui ? Trop de dépenses publiques, j'ai pris un engagement et je le tiendrai, nous serons à 0 % de déficit en 2016. Mais pour cela, je continuerai la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, pas parce que je considère qu'un fonctionnaire, c'est inutile, c'est très utile un fonctionnaire, mais la France a embauché un million de fonctionnaires en plus entre 1990 et 2007. Il est peut-être venu le temps de diminuer le nombre d'emplois dans la fonction publique pour baisser les charges qui pèsent sur les emplois dans le secteur marchand !

J'ai vu qu'on proposait d'embaucher 61 000 fonctionnaires de plus. Mais y a-t-il un pays au monde qui, face à la succession de crises, se lance dans une politique pareille ? Aucun. Ce n'est pas une affaire d'idéologie, c'est juste une affaire de bon sens. J'ai vu qu'il fallait remettre en cause la réforme des retraites parce que je l'avais faite. Très bien. Mais qui paiera ? C'est vous. Parce que si vous ne voulez pas allonger la durée de cotisation, alors, ils augmenteront les cotisations payées par les salariés, merci pour le pouvoir d'achat, ou les cotisations payées par les entreprises, merci pour l'aide aux délocalisations. C'est la vérité.

La France doit donc réduire ses dépenses, repenser le financement de son projet social, de son modèle social. C'est un sujet, on me dit, « n'en parle pas trop, c'est complexe » ! Je veux parler des vrais sujets. On ne va pas parler simplement des sujets qui ne concernent personne et qui n'intéressent personne. La question du financement de notre protection sociale est posée. Aujourd'hui, ce financement repose exclusivement sur le travail. Si nous augmentons le coût du travail dans notre pays, comment allez-vous retenir dans votre région, dans votre département les entreprises ? Si la récompense de rester en France pour produire, c'est d'avoir un coût du travail plus cher, pourquoi voulez-vous qu'ils restent ? Donc, j'ai voulu qu'on transfère une partie du financement de notre protection sociale sur la consommation et sur les importations.

A ceux qui me disent, « oui, mais augmenter la TVA, ce n'est pas populaire » ! Certes. Mais alors qu'est-ce que vous dites aux ouvriers, comme ceux que j'ai vus aux Fonderies du Poitou, cher Jean-Pierre, cher Jean-Pierre ABELIN également, qu'est-ce que vous leur dites, qu'est-ce que vous leur proposez comme schéma ? Moi, je considère que c'est une erreur de ne faire reposer l'Europe que sur le consommateur. Parce qu'avant le consommateur, il y a l'agriculteur, il y a le producteur et il y a l'entrepreneur. Le jour où le consommateur, il est au chômage, il va consommer quoi ? Qu'est-ce qu'il va consommer ? Qu'est-ce qu'il lui restera ? Les Français sont friands de téléphones portables, d'écrans de télévision plats, d'ordinateurs. Il n'y en a pas un seul qui est fabriqué, non seulement en France, mais sur le continent européen. Il est normal qu'ils soient frappés par la TVA pour participer, à leur tour, au financement de notre modèle social. Dire cela, c'est dire quelque chose qui est raisonnable.

Je pense aussi que nous avons un gigantesque effort de formation à engager et qu'il nous faut repenser les choses, je dis bien repenser les choses. Les chiffres sont impressionnants et vous devez les connaître. Chaque année, l'Education nationale, c'est 12 millions de jeunes, d'enfants pour 1 million d'enseignants, mais chaque année, il y a 750 000 nouveaux jeunes qui arrivent, nouveaux enfants qui arrivent. Sur ces 750 000 – les chiffres sont effrayants, mais ils sont les chiffres – il y en a 100 000 de nos enfants qui se noient dans la classe, qui n'y arrivent pas dans la classe, qui ont un problème particulier qui fait qu'un maître, s'occupant d'eux au milieu de 20, 25 ou 30 autres, ils se noient, ils n'arrivent pas à suivre. Qu'est-ce que c'est ? Cinq à 6 % sont dyslexiques, ça vous tombe dessus, aller suivre dans une classe quand vous avez de la dyslexie et que personne ne s'occupe de vous, je veux dire de façon individualisée, vous ne pouvez pas. D'autres ont des problèmes familiaux, d'autres ont des problèmes sociaux, d'autres ont des problèmes psychologiques, bref il y en a 100 000 qui se noient.

Mes chers amis, mes chers compatriotes, ces 100 000, si on détecte leurs problèmes entre la maternelle et le primaire, disons au CP, on a une chance de les sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent. Si on laisse le problème grandir, qu'on les fait passer au collège, puis au lycée, une partie de ces jeunes-là, vous les retrouverez dans la rue, exclus, pour certains, délinquants, ça coûtera beaucoup plus cher à la République. Je propose, je propose cette chose, que tous ces jeunes, on s'en occupe parce que c'est nos enfants et que leurs familles ne peuvent pas toujours s'en occuper. Et qu'on donne le pouvoir aux maires – m-a-i-r-e-s – et aux directeurs d'école de s'entourer des spécialistes, avec un crédit de 2 000 euros par enfant, pour les accompagner, leur permettre de suivre dans la classe et qu'on se dise entre nous que pas un seul d'entre eux ne doit quitter le primaire pour passer au secondaire tant qu'il ne sait pas lire, écrire et compter. Parce que quand on ne sait pas lire, écrire et compter, le collège, ça devient un enfer !

A ceux qui me disent que ça coûtera cher, je voudrais rappeler qu'un redoublement, c'est 5 000 euros et que ces enfants qu'on peut aider et sortir de la situation où ils se trouvent au CP, imaginez après douze ans d'échec de fond de la classe, de mauvaises notes, de sentiment

d'exclusion, de perte de confiance en eux, où est-ce qu'ils en sont et qu'est-ce que la société peut en faire. C'est une très grande et nouvelle ambition que je propose pour notre Education nationale. C'est maintenant. On peut me dire : « Pourquoi ne l'avez-vous pas fait à votre premier quinquennat ? » Ma réponse est très simple, j'ai considéré que ma priorité, c'était de réformer les universités. C'était de faire l'autonomie des universités. Et que l'autre priorité, c'était de réformer la recherche pour rapprocher la recherche des universités. Rappelez-vous, les universités dégringolaient d'année en année dans les classements internationaux. Je me suis dit, même moi, c'était peut-être un peu gourmand d'affronter à la fois le milieu universitaire, le milieu de la recherche et le milieu de l'Education nationale. Je me suis dit, en deux mandats, on peut peut-être faire ça !

Mais la vérité de tout ça, c'est une discussion que j'ai avec mon ami Jean-Pierre RAFFARIN, on parle tous les deux et c'est important, je crois dans la nécessité des corps intermédiaires et des syndicats. Mais je conteste une chose, je pense que l'Education nationale et l'école, ce n'est pas la propriété des syndicats, c'est l'affaire des familles de France, pas des syndicats. Tu es de mon avis ? Je vais vous dire une chose, non, comprenez-moi bien ! Quand on parle du statut des enseignants, il est parfaitement normal qu'on en discute avec les organisations représentatives des enseignants. Ça ne me pose pas de problème. Mais je conteste l'idée que les familles de France n'aient pas leur mot à dire sur l'évolution de l'école de la République. C'est à vous de décider ! C'est vous qui êtes en jeu !

Mais je veux dire encore autre chose, malheureusement, dans toutes nos familles, on n'a pas que des enfants qui sont des bêtes à concours, Bac+18, voire plus si affinités. Je conteste l'idée qu'il y aurait une seule voie de réussite, il y en a plusieurs. Moi, j'ai beaucoup de mes collaborateurs qui sont à Bac+22, qui ont tous fait l'ENA, Polytechnique ! Et puis, quand j'en croise un qui n'a pas fait Polytechnique, je lui dis : « Mais c'est un chagrin d'amour ou une maladie ? » Mais tous ne sont pas comme ça ! D'ailleurs, moi-même, je ne l'ai pas fait. Ça ne m'a pas empêché de devenir président de la République, après tout, en termes, ça vaut Bac+22 !

Mais qu'est-ce qu'on fait de nos enfants qui ne sont pas faits pour les études générales ou pour les études scolaires ? Moi, je veux que soit reconnu pour chacun d'entre vous un droit à la formation. Je m'explique. La formation, c'est la clé de tout. Le drame dans la vie, il n'est pas de perdre son emploi. Le drame, c'est la certitude de ne pas en trouver un autre. Il y a des catégories, il y a les jeunes qui ne sont pas faits pour les études longues. Il y a la mère de famille qui a passé quinze ans de sa vie à s'occuper exclusivement de ses enfants, on ne va pas le lui reprocher, c'est un choix. Puis, les enfants partant, cette mère de famille veut reprendre une activité professionnelle, mais elle a perdu la confiance en soi. Si la société ne l'aide pas à acquérir une formation professionnelle, quelle est sa chance de retrouver spontanément un emploi ? Pourtant, elle n'est pas fichue, elle n'est pas foutue ! Elle a consacré quinze ans de sa vie à ses enfants, les enfants veulent de leurs propres ailes, souhaitent que leur mère ne s'en occupe pas trop, ce moment de la vie où on passe sans transition de l'enfant ravi que la mère vienne le chercher à l'école à l'enfant, la rue d'à côté, c'est pour commencer, puisque, après, c'est encore un peu plus loin ! Ou cet homme ou cette femme de 56 ou 57 ans, licencié(e) économique.

L'autre jour, à la télévision, je participais à une émission, assez longue, je voyais un reportage, toujours extraordinaire, rien n'allait, je n'avais pas le sentiment d'être en France, puis, à la fin, je me suis dit, tiens, c'est la France ! On avait trouvé un chômeur qui avait envoyé 2 500 Curriculum Vitae. On l'avait bien cherché et on avait fini par le trouver ! Mais cet homme peut même en envoyer 5 000 ! Manifestement, le problème n'est pas là, il faut que le correspondant de Pôle Emploi le voit et dit on va faire un bilan de compétences et on va voir ce qui cloche. Sinon, vous imaginez ce que c'est que de recevoir 2 500 lettres de refus ? A la fin, quelle image a-t-on de soi ? Je veux que cet homme puisse apprendre quelque chose. Donc, nous allons reconnaître à chacun un droit à la formation professionnelle. Mes chers amis, la formation professionnelle, c'est 35 milliards d'euros de dépenses par an et il y a 10 % des chômeurs qui sont en formation, 10 %. Quand vous êtes dans un grand groupe qui fait des milliards d'euros de bénéfices et que vous voulez faire l'INSEAD après HEC, vous avez tous les financements prévus, mais quand vous êtes dans le textile, que vous avez 57 ans, vous voulez apprendre un nouveau métier, permettez-moi de vous dire que vous ne trouverez aucune formation disponible ! Voilà la vérité et voilà l'injustice, elle est là l'injustice ! C'est que pour l'essentiel l'argent de la formation professionnelle ne va pas à ceux qui en ont le plus besoin.

Je propose donc, jouons cartes sur table, droit à la formation professionnelle, quel que soit votre âge, quel que soit votre statut, quelle que soit votre région. Mais attention, c'est un droit, en contrepartie, je dis deux choses, on vous fera choisir une formation professionnelle qualifiante, on la finance, c'est-à-dire qu'au lieu d'être rémunéré pour rester chez vous à attendre une hypothétique réponse à un Curriculum Vitae, vous serez rémunéré pour la formation que vous aurez acquise. Mais à la fin, je dis une chose, quand on a une formation qualifiante et qu'on vous propose un emploi qui correspond à cette formation qualifiante, vous n'avez pas le choix, vous êtes tenu d'accepter l'offre d'emploi qu'on vous propose ! Je passe mon temps à voir des chefs d'entreprise, à voir des commerçants, à voir des artisans, des boulangers, à voir des artisans, des commerçants à Rungis, y compris dans certaines industries, y compris avant-hier encore pour le numérique, à voir des chefs d'entreprise qui me disent : « On cherche des collaborateurs, on n'en trouve pas ! » Dans un pays qui a 2,5 millions de chômeurs ! C'est donc bien qu'il y a un problème d'adéquation entre la formation professionnelle et les offres d'emploi. Je dis, par ailleurs, sur le numérique, 70 000 offres d'emploi non pourvues, je souhaite la création d'académies du numérique qui délivreraient un diplôme qui serait l'équivalent d'un Bac numérique. Il y a des jeunes qui ne sont pas faits pour les études scolaires et qui sont parfaitement faits pour travailler sur des ordinateurs dans ce monde nouveau qu'est le monde du numérique !

Les voies de la réussite peuvent être innombrables, naturellement ! Alors évidemment si ces jeunes vous leur demandez de passer un Bac S ! Enfin, je refais l'histoire. Bon, un jeune qui n'est pas extrêmement attentif à l'école et dans la classe, ça peut arriver, qui n'est pas spontanément porté sur l'enseignement théorique, à qui on va dire pour pouvoir faire l'ordinateur dont il est passionné par ailleurs, il faut d'abord passer le Bac S, comprendre l'algèbre, la géométrie et tout le reste, on risque d'avoir des mauvaises surprises ! En revanche, ce même jeune au lieu de lui faire faire le parcours du combattant par un chemin qui sera pour lui le chemin de l'échec, si au lieu de valoriser ses faiblesses on valorise ses qualités en lui disant « il y a des académies du numérique où à partir de l'ordinateur on va te montrer que tu as la confiance en toi et que tu as les ressources pour faire autre chose et que ça aboutira à un bac qui sera le bac numérique », je pense qu'à ce moment-là la République a fait le bon choix, le choix de la diversité, le choix de la souplesse et le choix du pragmatisme !

Alors là j'ai fait scandale parce que j'ai dit qu'il y avait une telle urgence que la décision serait prise avant la fin 2012. Naturellement, je discuterai avec les organisations syndicales et professionnelles mais, parlons clairs, moi je veux discuter pas pour discuter, je veux discuter pour avancer et pour faire. Si pour des raisons extraordinaires ou ordinaires les choses n'avançaient pas, je me tournerai vers le peuple

français par la voie du référendum et je leur demanderai est-ce qu'ils sont d'accord avec cette réforme ! Il n'y a pas de raison de confisquer le pouvoir sur un sujet de cette importance ! Ecoutez, la question « doit-on accepter ou pas une offre d'emploi qui correspond à sa formation ? » C'est une question qui concerne chaque Français, le droit à la formation professionnelle c'est une question qui concerne chaque Français. Alors je voudrais en terminer avec vous en disant dans cette campagne je ne veux laisser dans l'ombre aucun sujet, je veux parler de l'immigration et je veux parler de l'Europe mais comme on n'en parle pas jusqu'à présent assez, la question de l'immigration, et dans cette région que je connais bien depuis longtemps à titre personnel comme à titre politique, la question je conteste cette espèce de chape de plomb qui a culpabilisé une partie de nos amis pendant des années qui faisait que quand quelqu'un à la tribune prononçait le mot « immigration » il était déjà catalogué dans les gens infréquentables ! Mais par qui ? Disons les choses comme elles sont, par une gauche caviar qui n'habite pas dans les quartiers où on souffre et par une gauche caviar qui scolarise ses enfants dans les écoles où il n'y a aucun problème ! Voilà la vérité, elle est la vérité !

Donc je veux avec vous là encore mettre carte sur table, jamais je ne plaiderai le repliement de la France, jamais la fermeture de la France, moi je me bats pour la France forte, pas pour la France faible ! La France faible c'est une France qui a peur, c'est une France qui se referme, je n'oublie pas d'où je viens, je sais qui je suis, je suis pour l'ouverture, je connais l'histoire de France et la France s'est grandie de cela et c'est un atout pour nous ! Mais enfin regardons la situation telle qu'elle est, qui oserait me dire que la machine à intégrer de la République française fonctionne, qui oserait le dire ? Personne ! Et pourquoi la machine à intégrer de la République française qui a si bien marché ne fonctionne plus ? Pour une raison très simple, il faut avoir le courage de le dire, parce que quand on accueille plus de gens qu'on ne peut en accueillir il n'y a pas assez de logements, il n'y a pas assez d'emplois et dans nos écoles l'école ne peut plus faire son travail d'intégration ! Dire cela c'est être parfaitement cohérent avec les valeurs humanistes qui sont les nôtres, mais c'est regarder la situation, cher Rachida, telle qu'elle est ! Et qui sont d'ailleurs, Rachida, les premiers à souffrir de cette situation ? Ce n'est pas nous, ce n'est pas moi, c'est ceux que nous avons accueillis il y a quelques années qui font la queue pour obtenir un logement, qui doivent subir 26% de chômage et qui mettent leur enfants dans des écoles qui sont devenues ghettos parce que personne ne veut y mettre ses enfants, voilà la vérité, elle est là la vérité, elle n'est pas ailleurs ! Donc dire dans cette campagne que va être notre politique migratoire pour les cinq années qui viennent mais c'est un devoir, c'est un devoir social ! Alors j'ai annoncé que pour refaire repartir la machine à intégrer on divisera par deux pour les cinq années qui viennent le nombre de gens qu'on accueille mais que par ailleurs pour maintenir l'équilibre de nos comptes sociaux je ne peux pas dire aux Français « faites des efforts » et par ailleurs accepter une immigration qui ne serait motivée que par le seul attrait des prestations sociales françaises qui sont les plus généreuses d'Europe ! Dire cela c'est dire la vérité !

Vous voyez quand même, je vous rends attentifs, moi je ne vous demande pas d'avoir peur, je ne montre pas du doigt des gens qu'on doit détester, je pense que la différence est un facteur de richesse, je pense que la différence c'est une grande force pour la France mais je dis simplement ceux qu'on accueille on doit les intégrer, si on ne les intègre pas ce n'est pas la peine de les accueillir parce que sinon on fait grossir le problème jusqu'au moment où il deviendra insupportable ! Comment va-t-on faire ? C'est très simple, le regroupement familial est un droit mais faire le regroupement familial quand on n'a pas un logement décent ça n'a pas de sens parce que sa famille il faut bien qu'elle habite quelque part ! Faire le regroupement familial quand on n'a pas un salaire pour faire vivre sa famille ça n'a pas de sens parce que la famille il faut bien qu'elle vive ! Et enfin, je le dis, venir en France sans avoir avant appris le français et les valeurs de la République cela n'a aucun sens ! Et je précise d'ailleurs, mettez-vous à la place de cet enfant d'une famille immigrée dont la mère ne parle pas un mot de français, qui est tenu enfermée à domicile par son mari, qui est incapable, la mère, de comprendre ce que va lui écrire l'enseignant, le professeur de l'enfant, quelle image cet enfant aura-t-il de l'autorité de sa mère et de l'autorité de ses parents ? Quelle image se fera-t-il de l'accueil de la France ? Je dis dorénavant quand on voudra venir en France soit parce qu'on est marié avec un Français ou une Française, soit parce qu'on est au regroupement familial, on passera dans nos consulats avant de rentrer un examen pour montrer qu'on maîtrise le français et les valeurs de la République ! Et pour moi dont la responsabilité ce n'est pas simplement de rassembler toute la famille, c'est rassembler la France, j'estime que ce discours de franchise, d'honnêteté, c'est le seul discours qui permet de résoudre et de répondre aux problèmes et aux questions qui sont posés à la France.

Je veux employer la même franchise pour parler de l'Europe, toute ma vie je me suis battu pour l'idéal européen, j'ai toujours répondu oui à l'Europe, toujours. Et pour moi l'Europe c'est sans doute le projet le plus extraordinaire que les hommes n'ont jamais inventé au service de la paix. Souvenez-vous les plus anciens ici dont je suis maintenant, il faut bien le dire, ça me fait plaisir, ça me fait plaisir, ça me fait plaisir, non, c'est sympathique, c'était à peine suggéré mais votre réactivité m'a fait plaisir ! Mais quand même, dans ma famille, mon grand-père qui m'a élevé, je sais très bien ce qu'il pensait des Allemands, il a fait la Première Guerre et il a vécu la Seconde Guerre mondiale. Quand même souvenez-vous, ce n'était pas le Moyen-âge, c'était le siècle dernier, ce n'était pas le fin fond de l'Afrique ou de l'Asie, c'était l'Europe, on s'est battus, déchirés, affrontés en Europe au siècle dernier avec une sauvagerie qu'aucun autre continent ne pourrait égaler. La Shoah est une invention européenne, il faut quand même se souvenir de ça ! Et l'Europe c'est le génie de cette génération qui s'est dit « mais, mon dieu, qu'est-ce qu'on peut faire pour que ça ne recommence pas ? » C'est ça l'Europe ! Donc tout mon engagement politique c'est de préserver l'Europe et de préserver l'amitié entre la France et l'Allemagne. Parce que quand j'entends des responsables politiques être germanophobes je me demande s'ils n'ont jamais dans leur vie ouvert un livre d'histoire, je me demande ! Parce qu'il y a la politique, disons il y a le journal puis il y a le livre, là on est dans le livre, on est dans le structurel, on doit s'interdire quand on est un homme d'Etat, on doit s'interdire quel que mot que ce soit, cher Marc qui est à la Défense, qui puisse si peut que ce soit mettre en cause l'amitié entre la France et l'Allemagne, on n'est pas les mêmes mais on doit converger parce qu'on sait ce qu'il y a au bout de la divergence entre nous, donc l'Europe crois !

Mais l'Europe nous l'avons fait pour préserver la civilisation européenne, pas pour la détruire ! L'Europe nous l'avons fait pour être plus fort, pas pour être moins fort ! L'Europe c'est un idéal humaniste, ce n'est pas une Europe passoire, ce n'est pas une Europe technocratique, ce n'est pas une Europe qui n'a aucune conviction ! Je veux prendre un certain nombre d'exemples. Je crois dans les frontières, je veux expliquer cette idée qui peut paraître paradoxale et pourtant elle est tellement vraie, pourquoi aimez-vous recevoir vos voisins ? Parce que vous pouvez fermer la porte de votre maison et que chez vous c'est chez vous et que vous n'avez pas à défendre par la force chez vous parce qu'il y a un cadastre qui dit « ici c'est chez vous » et vous pouvez tendre la main parce qu'il y a une frontière, un cadastre qui permet de tendre la main de l'autre côté pour accueillir l'autre. Si demain on conteste que chez vous ce soit chez vous, demain votre façon de recevoir votre voisin ne sera pas la même parce que ça ne sera pas un ami que vous recevrez ni un concurrent, c'est ça la vérité de l'humanité, elle est là ! Les frontières ce ne sont pas des murs qui séparent, les frontières c'est le sentiment d'une communauté nationale d'être protégée, qu'elle

peut donc être apaisée parce que quand on se sent protégé on est apaisé, quand on est apaisé on ne va pas en guerre, on est amis ! Quand il y a des conflits, quand il y a la négation des frontières et la négation des identités, à ce moment-là chacun pour défendre un territoire qui ne lui est pas reconnu doit se battre, voilà ce que c'est que la frontière. Et si vous regardez le monde d'aujourd'hui, c'est extrêmement intéressant, quels sont les pays qui gagnent ? C'est les pays qui ne tournent pas le dos à leur nation, la Chine, le Brésil, les Etats-Unis d'Amérique, est-ce que vous entendez qui que ce soit chez eux dire la Nation ça n'a pas d'importance ? L'Européen convaincu que je suis vous dit que c'est un tort de tourner le dos à la nation française, c'est la nation française et la civilisation européenne, les deux ensembles, pas l'un ou l'autre !

Je veux être plus précis avec vous - le public scande le prénom de Nicolas -, merci, je vais me faire attraper par Eric BESSON parce qu'il me dit toujours « laisse-les t'applaudir » et moi je veux tellement vous convaincre, comprenez-moi, comprenez-moi. Moi je fais cette campagne parce que j'aime profondément mon pays et je crois dans mes idées, je veux vous convaincre, je ne veux pas venir servir un discours qui a été préparé par d'autres, je veux défendre mes idées et je veux surtout en appeler à votre intelligence et à votre cœur, pas simplement un réflexe, moyennant en quoi j'ai complètement perdu le fil de mon discours, merci Eric, comme il n'est pas écrit ! Je parlais donc des frontières, c'est extrêmement important de comprendre ça et la Nation, l'Europe peut se construire sur les nations. La question de l'identité est absolument centrale, quand on sait d'où l'on vient et qui l'on est, on n'a pas besoin d'être agressif avec celui qui est différent. Au contraire, on lui apporte sa part de richesse et il vous apporte la part de la sienne. Quand on ne sait pas qui on est et d'où on vient, ce qu'on voit avec un certain nombre de nos jeunes déracinés, à qui on n'a pas appris de quel côté de la Méditerranée ils étaient, quelle était leur part de culture, ce qu'ils devaient garder, conserver, développer. Nous, vous savez, mes chers amis, nous venons de loin, même si vous n'en avez pas toujours conscience, c'est le pays de Victor HUGO ici, c'est le pays de VOLTAIRE, c'est le pays de PEGUY, c'est le pays qui vient de loin, c'est un pays qui est recouvert d'un long manteau de cathédrales et d'églises, c'est un pays qui a des racines chrétiennes ! Et lorsqu'on nie cela, on nie l'identité de notre pays !

Je n'ai pas changé d'avis, Jean-Pierre, je le dis, je veux m'en expliquer devant vous, ce n'est pas une question de prosélytisme pour une église ! Quand il y a eu le débat sur la Constitution européenne, fallait-il parler des racines chrétiennes de l'Europe, je pense à la réflexion, je n'ai pas toujours pensé ça, mais que ce fut une erreur de ne pas inscrire les racines chrétiennes parce qu'une partie de nos concitoyens se sont dit se faisant que l'Europe détruirait leur identité alors que l'Europe la construirait différemment. Dire cela ne veut pas dire que je nie la part de nos compatriotes d'origine juive ou d'origine musulmane, ça veut dire simplement que s'il n'y avait pas eu les rois et l'Eglise, pendant 10 siècles la nation française ne ressemblerait pas à ce qu'elle est aujourd'hui, c'est une réalité, une réalité de bon sens et je ne comprends pas qu'on ait peur d'affirmer cette réalité ! J'ai dit pour l'Europe que j'exigeais la réciprocité mais je l'exige, pourquoi ? Parce que je comprends qu'on impose à nos agriculteurs la traçabilité pour rassurer le consommateur, le bien-être animal parce qu'après tout cela compte dans notre civilisation, mais je ne peux pas accepter qu'on impose à nos agriculteurs des règles et que dans le même temps on accepte en Europe des produits venant de pays qui ne respectent aucune des règles que l'on impose à nos agriculteurs, à nos producteurs ou à nos éleveurs ! Si c'est mauvais pour le consommateur, alors arrêtons !

Il y a un tiers des fonds structurels européens, mon cher Bruno, un tiers, qui vont à des entreprises venant de pays où aucun marché public n'est ouvert alors que la totalité des marchés publics européens sont ouverts ! Eh bien si dans un an l'Europe n'a pas obtenu la réciprocité je demanderai que tous les marchés publics de l'Etat et des collectivités territoriales soient réservés aux entreprises qui produiront sur le continent européen et pas ailleurs ! Pareil pour les PME, je souhaite que les élus que vous êtes, monsieur le Président, puissent réserver 20% de leurs marchés publics aux PME parce que si la règle c'est toujours la règle du moins-disant, alors le plus gros propose le prix le plus petit, les plus petits disparaissent et au moment où les plus petits ont disparu, c'est drôle, les prix recommencent à monter, ça ne peut pas fonctionner ainsi ! Ça ne peut pas fonctionner ainsi ! Et je dis à Hervé NOVELLI, mon ami, que je fais ainsi la synthèse entre les plus Européens d'entre nous et les plus souverainistes, les plus libéraux ou les plus nationaux, il y a une synthèse à faire, elle est simple, je crois à la liberté du commerce mais je veux la réciprocité, je n'ai jamais vu que les libéraux ne souhaitent pas à la réciprocité. Je crois à l'Europe, à l'Europe fortement mais je n'ai jamais vu que ceux qui portent l'Europe dans leur cœur avec un idéal humaniste veulent que l'Europe soit une Europe passoire laissant rentrer n'importe qui n'importe comment et donnant ses marchés à des pays qui ne jouent pas le jeu de la concurrence !

Je veux terminer en vous disant un mot de la campagne électorale et de son esprit. Ah vous faites monter l'attente alors ! Je veux dire deux, trois choses là-dessus. Moi je vais à cette campagne électorale en vérité, donc il y a des sujets qui sont tellement importants qu'ils doivent être vus et traités au seul niveau possible, c'est-à-dire celui de l'intérêt général, l'élection présidentielle ce n'est pas n'importe quelle élection. Et dans la situation du monde, de l'Europe, la situation de la France il faut de la solidité, il faut de la franchise et il faut du courage. Je sais parfaitement qu'un grand nombre d'entre vous se posent la question de savoir ce que nous faisons de nos soldats dont nous sommes fiers de ce qu'ils font en Afghanistan. Ce n'est pas moi qui ai pris la décision d'envoyer nos soldats en Afghanistan mais, que les choses soient claires, sans doute l'aurais-je prise parce que je ne veux pas que l'Afghanistan soit un pays réceptacle de tous les terroristes du monde. Mais quand j'entends que la France pourrait ne pas respecter sa parole, laisser tomber ses alliés et partir à la petite semaine simplement parce que ça ferait gagner quelques voix à l'élection, alors je dis je ne suis pas d'accord, la parole de la France c'est l'honneur de la France, la France quittera l'Afghanistan, ses soldats rentreront à la maison, nous le ferons dans l'ordre, dans la dignité et en accord avec nos alliés, les grandes démocraties du monde !

Je vois que monsieur HOLLANDE a parlé, il y a des choses qui sont trop graves pour qu'on en parle comme ça, a indiqué qu'il savait que les agences de notation allaient dégrader la France. L'agence de notation vient de répondre en indiquant qu'il n'était pas question de dégrader la France. Je comprends que monsieur HOLLANDE veuille gagner des voix mais je lui demande de ne pas gagner des voix sur l'intérêt général de la France parce que la France est plus importante que nous, parce que la France c'est plus fort que la campagne, parce que la France elle se respecte ! C'est très important, moi je me donne asse de mal pour ça, mes chers amis, c'est très important que dans cette campagne au fond vous puissiez vous dire « voilà, on est avertis de ce qui va se passer, de ce que chacun veut, de la vérité de l'homme qui se présente et que le choix se fasse en toute vérité. Et dans cette campagne j'irai jusqu'au bout de la campagne pour dire cela parce que j'ai confiance dans la lucidité des Français, j'ai confiance dans le bon sens de la France, j'ai confiance dans le courage de la France, j'ai confiance dans l'unité de la France à des moments très importants de son histoire.

Alors, voyez-vous, plus que jamais ce qui va se passer dans une semaine et dans trois semaines au fond ça dépend de vous, vous qui êtes la

majorité silencieuse, vous qui êtes le peuple de France, si vous êtes au rendez-vous, si vous considérez que l'enjeu est à la hauteur de l'intérêt de vos enfants et de vos familles, si vous pensez que ce qui se passe là, ce n'est pas simplement une élection, c'est un choix historique, si cette France silencieuse à qui on ne donne jamais la parole, cette France de cette région qui quand elle souffre ne se plaint pas parce qu'elle est fière, cette France de cette région qui quand elle n'est pas d'accord ne dit rien parce qu'elle n'a jamais rien cassé, parce qu'elle considère qu'on ne casse pas ce qui a été financé par le travail d'un pays, si cette France-là, votre France, celle de vos familles, de vos amis, se dit « ce n'est pas possible que des idées qui sont aussi éloignées des nôtres on prenne le risque dans la situation du monde et de l'Europe de faire le mauvais choix », si vous décidez que cela n'est pas possible alors à ce moment-là je vais vous dire une chose, il y a une vague qui montera des profondeurs du pays qui va surprendre tous les sondeurs, tous les observateurs, tous les journalistes, tous les médias, cette vague, cet événement, cette histoire, c'est vous qui allez l'écrire ! Ne vous laissez pas voler cette élection ! Rassemblez-vous ! Mobilisez-vous ! Battez-vous ! Et, oui, ce n'est pas nous qui gagnerons, c'est la France qui alors gagnera !

Vive la République et vive la France !

\*\*\*

Mes chers amis, d'abord, je veux saluer les centaines de nos amis qui sont dans la deuxième salle là-haut, qui nous regardent, qui n'ont pas pu rentrer dans la salle. J'en viens. J'avais promis de leur adresser, ils nous voient au travers d'un écran. Et puis je veux saluer les 5 ou 600 personnes qui sont dehors et qui ne peuvent rentrer ni dans la première ni dans la seconde. Franchement, je m'en excuse auprès d'eux et, en même temps, je préfère tellement avoir ce genre de problème à gérer.

Mes chers amis, vous aurez, dans quelques jours, à faire un choix absolument historique. Je ne veux pas qu'on galvaude les mots mais ici, ici en Bretagne, on connaît le sens des mots. C'est un choix historique. Il ne s'agira pas de voter par habitude. Il ne s'agira pas de choisir un camp. Il s'agira de répondre à une question, la seule : où, nous, les Français, voulons-nous aller ? C'est un moment absolument décisif.

Je veux prendre un petit temps pour essayer d'expliquer les choses parce que c'est l'avenir de vos familles, de vos enfants, de nos territoires qui est en cause. Il y aura une alternative. Il y a ceux qui disent : « Le monde n'existe pas, nous sommes seuls au monde. » Il y a ceux qui disent : « La crise, ça n'a pas existé. On peut faire, après la crise, comme on faisait avant la crise. » C'est leur droit de penser cela mais c'est mon devoir de chef de l'État qui a conduit la France pendant quatre ans au milieu des pires difficultés et des crises d'une violence inouïe que de dire aux Français : le monde existe, nous ne pouvons pas faire comme s'il n'existe pas. Nous sommes en compétition avec les autres. C'est notre devoir de préparer l'avenir et nous ne pouvons pas faire, après les crises que nous avons connues, comme on faisait avant.

Et je veux vous le démontrer dossier par dossier, question par question. L'affaire ne consiste pas à dire : toute ma vie, j'ai voté à droite ou toute ma vie, j'ai voté à gauche ou toute ma vie, j'ai voté au centre. La question, c'est de se libérer de tout ce qu'on a fait dans le passé pour se tourner vers l'avenir et d'affirmer un choix pour la France. C'est cela la question qui est posée, il n'y en a pas d'autre ! Et si vous êtes convaincus, comme nous, que ce choix est historique, alors je vous demande à vous, la majorité silencieuse, toutes ces femmes et ces hommes raisonnables qui ont construit leur famille et leur vie en ne demandant rien à personne, qui, quand ils ont souffert parce que tous ici, dans nos vies, on sait qu'il y a un moment où on met un genou à terre, mais qui avez trop de fierté quand vous souffrez pour le dire, à cette France que vous représentez, qui, quand elle n'est pas d'accord, le pense très fort mais ne casse pour le dire, à cette France qui est tellement peu adaptée au système médiatique qui ne donne la parole qu'à celui qui parle le plus fort pour dire les choses les plus grosses, les plus énormes, les mensonges les plus souvent prononcés, je veux dire à cette France qui vit de son travail, qui aime son terroir, qui aime sa famille et qui est préoccupée par l'avenir de son pays, je veux dire à cette France : ne vous laissez pas voler le résultat d'une élection historique pour notre pays. Voilà ce qui est en cause aujourd'hui !

Et je le dis devant mes amis. Je le dis parce que c'est ma conviction, la France a tous les atouts pour réussir dans l'avenir. Nous avons la jeunesse, nous avons les savants, nous avons les infrastructures, nous avons une politique familiale et une démographie qui fait l'envie du monde entier, en tout cas l'envie de l'Europe entière. Nous savons travailler. Nous avons une main-d'œuvre de qualité. Mais les quatre années de crise d'une violence inouïe ont montré qu'il y avait des faiblesses françaises qu'il nous faut corriger maintenant, que ce qui nous attend pour compter dans le monde de demain, c'est un gigantesque effort d'investissement, d'innovation et de formation pour que la France puisse garder son rang parce que l'affaire centrale, c'est qu'un pays faible ne peut pas protéger vos familles. Un pays fort peut protéger vos familles. Il y a un lien entre le destin de chaque famille de Bretagne et le destin de la France et c'est ce lien dont je ne veux pas qu'il soit cassé parce qu'un pays faible ne protégerait pas les Français dans un monde dangereux, complexe, où la compétition est absolument redoutable.

Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ? Le choix est absolument simple. Il y a d'abord tout ce à quoi nous tenons, les valeurs qui sont les nôtres. Au premier rang de ces valeurs, il y a le travail. Et là, se pose une première ligne de démarcation entre nos adversaires et nous. Nous, nous considérons que le travail est une émancipation, que c'est le chômage qui est une aliénation, que tout doit être fait pour encourager le travail, pour valoriser le travail, pour récompenser le travail. Nous sommes attachés à la justice. Certains comportements et certaines rémunérations nous ont choqués. Mais nous choquons aussi que celui qui ne travaille pas puisse gagner autant, voire davantage que celui qui travaille. La justice, elle est en haut et en bas.

Le travail, cela veut clairement dire que nous devons réfléchir ensemble au financement de notre protection sociale. Un sujet très difficile que mes amis parlementaires et élus ici connaissent bien et que tu connais bien, Agnès. La question est la suivante. Nous avons un modèle social auquel nous tenons mais ce modèle social ne peut plus être financé exclusivement par la taxation du travail car le travail se délocalise. Si nous ajoutons charge après charge, coût après coût sur le travail, alors, qu'est-ce qu'il restera, sur ces terres de Bretagne, comme activité de production, que cela soit pour l'agriculture ou que cela soit pour l'entreprise ? Nous devons donc faire un choix courageux. Et j'étais heureux, cher Jean-François, de pouvoir compter sur toi sur ce choix courageux. J'ai voulu que les importations participent au financement de notre modèle social en allégeant de 5,4 points les cotisations que payent les agriculteurs sur leurs salariés et les entrepreneurs sur leurs salariés. Ça rentrera en vigueur en octobre parce que si on ne fait pas ça, on est complice des délocalisations. Ce n'est pas aux entreprises de payer la politique familiale de la France. Ce n'est pas à elles.

Alors, naturellement, c'est difficile parce que lorsqu'il s'agit de baisser les cotisations, elles baisseront pour 93 % des salariés de l'agriculture, pour 75 % des salariés de l'industrie et pour 63 % des salariés des services. Mais il faut payer par quelqu'un parce que, naturellement, la politique familiale, j'y tiens. Et lorsqu'on voit que les Français sont friands de téléphone portable, d'ordinateur ou de télévision à écran plat, il n'y en a pas un seul qui est fabriqué en France. Il est normal que ce qu'on importe soit frappé par une augmentation de la TVA qui vient compenser le coût du travail.

C'est un choix central ! C'est un choix absolument central parce que de ce choix dépendra notre capacité à financer votre protection sociale. Dans la protection sociale, il y a la question des retraites. Ici, c'est une terre où on travaille mais c'est une terre aussi où les anciens ont bien mérité de se reposer après une vie consacrée au travail. Il y a deux ans, j'ai affronté la mauvaise humeur d'un certain nombre d'entre vous en proposant la réforme des retraites. Je l'ai fait en conscience. Je viens à cette campagne en vérité. Je ne viens pas pour me cacher, pour me dissimuler. Il y a 15,5 millions de retraités en France. Pour 1,5 million d'entre eux, les retraites n'étaient pas payées. On leur mentait. On

allait chercher à la banque un argent que l'on n'a pas. Je me suis dit : on ne peut pas continuer comme ça. Je n'accepterai pas de prendre des leçons de la part de ceux qui ont fait la retraite à 60 ans en 1983 alors qu'ils savaient pertinemment qu'on n'avait pas l'argent pour faire ce cadeau qui était un marché de dupe. De dupe !

Mais je veux m'expliquer là-dessus ! Naturellement que lorsque j'ai dit aux Français : il va falloir travailler 2 années de plus parce que vous gagnez 1 trimestre d'espérance de vie chaque année. Pourquoi l'ai-je fait ? Je l'ai fait pour que demain, vous qui partirez un jour à la retraite, vous ne soyez pas la remorque et à la charge de vos enfants. Parce que je l'ai fait parce que je ne veux pas que notre génération soit la génération qui reste dans l'histoire comme celle qui a refusé de payer ses dettes et qui a transmis à la génération d'après, enfants et petits-enfants, des dettes qu'elle était incapable de payer.

Grâce à la réforme que nous avons mise en œuvre, les retraites ont été payées, le régime de retraite est équilibré. Mieux, nous sommes le seul pays d'Europe où non seulement on n'a pas baissé les retraites, mais où on les a actualisées sur l'inflation – 3 milliards d'euros de pouvoir d'achat chaque année en plus pour les retraités. Oui ! Parce que quand on sauve le régime de retraite, on peut garantir le maintien du pouvoir d'achat pour les retraités. Et j'ai aussi qu'au 1er juillet de cette année, les retraites seront payées le 1er du mois et non pas le 8 parce que ce n'est pas aux retraités à faire la trésorerie de l'État. Quand on prend les bonnes décisions, quand on a le courage de les assumer, on peut alors améliorer la vie quotidienne de nos compatriotes.

Je n'ai pas à me cacher d'avoir fait ça. Mais quand j'ai fait ça, nos parlementaires – et je vous en, je les en remercie – m'ont soutenu, le Nouveau Centre, cher Hervé MORIN, m'a soutenu. Mais lorsqu'il a fallu discuter avec les syndicats, pas un seul syndicat ne pensait qu'il fallait une réforme des retraites. À ceux qui m'ont reproché de ne pas dialoguer, il fallait que je fasse quoi ? Que je m'installe ? On se regarde ? D'un côté de la table, il y a ceux qui disent : « Il n'y a pas d'allongement de la durée de la vie, il n'y a pas de problème de financement des retraites. » ; et de l'autre, il y avait nous. Si j'avais cédé, dans quelle situation serions-nous aujourd'hui ? 9 manifestations nationales, des millions de gens dans la rue. Je n'ai pas reculé d'un millimètre parce que l'intérêt général était en cause. Voilà la vérité ! Elle est là la vérité ! Et d'ailleurs, si j'avais reculé, les mêmes qui manifestaient contre la réforme viendraient me demander des comptes aujourd'hui en me disant : « Pourquoi le régime est au bord de la faillite ? » Et à ceux qui ne me croiraient pas, je leur demande juste une chose : regardez ce qui arrive aux pays qui, pendant que je faisais la réforme des retraites et que j'affrontais les manifestants, regardaient sans faire les réformes. Y a-t-il un seul Français, y a-t-il un seul habitant de cette région qui souhaiterait, aujourd'hui, connaître la situation de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal ou de l'Espagne ? Il n'y en a pas un seul ! Voilà la vérité ! Elle est là la vérité !

L'Espagne a baissé les retraites, a baissé le niveau des pensions parce qu'ils n'ont plus l'argent pour les payer. Le Portugal a diminué de 15 % les pensions de retraite parce qu'il n'y a pas d'argent pour payer. L'Irlande a baissé de 10 % les pensions et les salaires dans la fonction publique parce qu'il n'y a pas d'argent pour payer. Nous avons garanti le pouvoir d'achat parce que, clairement, le choix que nous avons fait : si on vit plus longtemps, on travaillera plus longtemps. Et le problème, ce n'est pas le travail ; le problème, c'est le chômage. Voilà la réalité des valeurs qui sont les nôtres.

Mais je veux aller plus loin avec vous parce qu'autour de cette question du travail, c'est, au fond, la société dans laquelle on veut vivre. Nous avons connu une période extraordinaire de l'histoire de notre pays où le ministre le plus important, c'était, souvenez-vous, le ministre du Temps libre. Un ministre qui devait être drôlement occupé. Il y a eu l'affaire des trente-cinq heures qui partait d'une analyse économique fautive qui est celle du partage du travail, mais surtout qui a été une faute morale parce que ça a laissé à penser aux plus jeunes que le travail est l'ennemi. Cette période, souvenez-vous, extravagante où, dans les parkings des entreprises, on voyait arriver en fin d'après-midi l'inspecteur du travail pour traquer le délinquant absolu, c'est-à-dire le cadre qui osait rester à son bureau après les heures de bureau. On a connu ça !

Dans le même temps, les Chinois, les Indiens, les Brésiliens, les Mexicains, la course du monde continuait ! Et nous, voilà, on traquait les cadres d'entreprise qui aimaient leur travail et qui restaient plus longtemps. Vous tous qui avez fondé votre famille, qui avez fait votre vie, combien de dizaine de milliers d'heures de travail parce que vous aimez vos enfants, parce que vous aimez votre famille et parce que vous pensez à quelque chose, c'est que vos enfants et vos petits-enfants, vous souhaitez qu'ils commencent dans la vie un peu plus haut que vous, vous avez commencé et qu'ils connaissent une vie moins difficile que celle que vous avez connue ? C'est ça nos valeurs !

Alors j'ai proposé de créer un nouveau droit et un nouveau devoir, c'est la question de la formation professionnelle qui est centrale. L'autre jour, j'étais à la télévision dans une émission qui était assez longue avec un reportage, je me suis demandé si on était en France. Enfin, tout allait mal, tout s'écroulait. Naturellement, je précise que j'en étais le responsable parce que ça c'est un sujet absolument central. Et il y avait un monsieur très sympathique qui avait envoyé, tenez-vous bien, 2 500 curriculum vitae en 5 ans. Et ça m'a donné une idée, je me suis dit : mais dans le fond, ce pauvre homme, après 2 500 curriculum vitae, il n'a plus aucune confiance en lui. Et il n'y avait personne donc qui a pris la peine de téléphoner à ce monsieur pour lui dire : « Vous pouvez même en envoyer 5 000 des curriculum vitae que ça ne changerait rien. Il faut vous apprendre un nouveau métier, il faut faire un bilan de compétences et il faut vous donner une nouvelle chance. »

Mais je pense à d'autres personnes. La mère de famille qui a voulu, pendant 15 ans, se consacrer à l'éducation de ses enfants, on ne va pas le lui reprocher. Mais le jour où ses enfants s'en vont, vous savez, ce moment de l'existence extraordinaire où l'enfant attend avec impatience sa mère et puis, du jour au lendemain, il lui dit : « Tu peux t'arrêter dans la rue d'à côté. » Je vois que c'est du vécu et nous avons donc des souvenirs communs. Cette mère de famille, quand elle veut reprendre une activité professionnelle après 15 ans, je vais vous dire une chose, elle a perdu confiance en elle. Et quelle est sa chance de trouver une activité professionnelle si la société ne lui donne pas la chance d'apprendre un nouveau métier ?

Ce jeune, parce que tous, nous n'avons pas la chance d'avoir des bêtes à concours (bac + 18). Ah ! C'est du vécu encore, ça ! Bon, ... Il y a plusieurs manières de réussir, il n'y a pas qu'une seule voie de réussite. Ce jeune qui n'est pas fait pour passer des longues études ou passer des concours, ce jeune, par exemple, passionné d'ordinateur et moins passionné par le bac, est-ce qu'on ne peut pas valoriser ses qualités devant l'ordinateur en créant un bac numérique dans des académies qui prépareraient à ce bac numérique pour que ce que parents considèrent comme un défaut devienne, pour la société, une qualité parce qu'on en aura besoin ? Est-ce qu'on doit l'obliger, ce jeune, à passer par

l'algèbre, par la géométrie et par tout un tas de matières qu'il ne maîtrisera pas et qui, de toute manière, ne l'intéressent pas ? Est-ce qu'il n'y a pas, là aussi, une chance à lui donner ?

Bref, la question de la formation professionnelle, quand les dames de LEJABY m'ont appelé au secours, 35 ans dans le textile, il y en a une, déléguée CGT, Arlette – ça ne s'invente pas –, bon, qui m'a dit : « 35 ans dans le textile, je reste dans le textile. Et par ailleurs, j'habite Yssingeaux, je reste à Yssingeaux. » Eh ben je dis : « Arlette, ça ne va pas être possible parce que vous pouvez rester à Yssingeaux mais le textile à Yssingeaux, malheureusement, il n'y en a plus. » On l'a mise dans la maroquinerie, on lui a offert une formation professionnelle et tout ce qu'elle avait appris de précision, de rigueur dans 35 années dans le textile, elle va le retrouver dans la maroquinerie. Et c'est comme une nouvelle jeunesse, un nouveau départ.

Bref, je souhaite que désormais, une femme ou un homme au chômage ne soit pas indemnisé pour rester chez lui à perdre sa confiance mais soit rémunéré pour suivre une formation qualifiante. À la fin de cette formation – je précise les choses –, il sera obligé d'accepter l'offre d'emploi qui correspond à cette formation qualifiante. Des droits et des devoirs. Pas l'un sans l'autre, l'un et l'autre.

Alors on m'a fait un reproche, on m'a dit que je ne considérais pas assez les syndicats. Quand les syndicats font de la politique, ils se trompent. Ce n'est pas leur rôle. La formation professionnelle, ce sont 35 milliards d'euros par an. Mais tenez-vous bien, il y a 10 % des chômeurs qui sont en formation. Donc il y a quelque chose qui ne va pas. Et la chose qui ne va pas, c'est une injustice, une injustice que j'exprimerai ainsi : si vous êtes dans un grand groupe international qui fait des milliards d'euros de bénéfices, que vous avez déjà HEC et que vous voulez faire l'INSEAD, il y aura toujours quelqu'un pour vous rémunérer. Si vous avez cinquante-sept ans, que vous êtes dans le textile et que vous êtes en province et que vous voulez changer de métier, il n'y a pas de formation pour vous. Donc il faut changer notre système parce que les fonds de la formation professionnelle vont d'abord à ceux qui en ont, en fait, le moins besoin.

Si les organisations syndicales acceptent de réformer le système, alors on le fera avec les organisations syndicales. Avant la fin de l'année 2012, si elles n'acceptent pas, parce que derrière, il y a d'autres choses, pardon de le dire, et notamment le financement des mêmes organisations syndicales – il faut aller en vérité à cette campagne électorale, il faut mettre les dossiers sur la table, il faut dire les choses telles qu'elles sont –, alors je me tournerai vers le peuple français par le biais du référendum et je vous poserai 2 questions : êtes-vous d'accord pour un droit à la formation professionnelle quel que soit l'âge de la vie et êtes-vous d'accord pour qu'une fois qu'on vous a formés, celui qui est formé soit obligé d'accepter l'offre d'emploi qui lui est proposée ? Et c'est le peuple qui tranchera ! Et c'est lui qui décidera !

Mes chers amis, dans toute cette campagne, il y avait des sujets dont on devait parler et d'autres qui nous étaient interdits. J'ai voulu briser cela. Dans le sujet interdit, il y en a deux qui me semblent vraiment importants, c'est le sujet de l'immigration et le sujet de l'Europe. Je sais que j'ai une responsabilité particulière, pas simplement de rassembler, cher Hervé, l'ensemble de la famille politique, l'ensemble de la majorité (l'UMP, les centristes et tous ceux qui sont autour de nous). J'ai la responsabilité de rassembler les Français. Mais on ne peut pas rassembler les Français si on leur ment, si on ne dit pas la vérité. Et je veux parler de cette question d'immigration pour vous dire : voilà mes convictions et voilà ce que l'on va faire.

D'abord, je ne prendrai pas de leçon de ceux qui habitent dans les quartiers où il n'y a aucun problème et qui donnent des leçons de morale à ceux qui vivent dans les quartiers où la vie est devenue insupportable parce que c'est trop facile de donner des leçons. Je ne prendrai pas de leçon de la part de ceux de la gauche caviar qui mettent leurs enfants dans des écoles bien tranquilles et qui donnent des leçons aux autres qui, dans les quartiers, sont obligés de mettre leurs enfants dans des écoles qui sont devenues des ghettos. Voilà la vérité des choses !

La question de l'immigration, elle est celle-ci. Je sais d'où je viens, je connais mes origines et je suis passionné de l'histoire de France. Je sais parfaitement que la France s'est construite par l'ouverture. Jamais – vous m'entendez ? –, jamais je ne plaiderai la fermeture. Jamais je ne vous dirai : ayez peur de celui qui est différent. Moi, je suis pour la France forte, pas pour la France faible. Celui qui a peur, c'est celui qui est faible. Je ne vous dirai pas : détestez celui-ci, faites l'amalgame de celui-là. Je n'ai rien à voir avec ceux qui défendent ces idées. Mais je veux, avec la même force, qu'on me laisse dire que si l'immigration peut être un atout, l'immigration peut aussi être un problème et que contester l'idée que l'immigration peut être un problème, c'est contester la réalité que vivent ceux de nos compatriotes qui souffrent et c'est les pousser dans les bras de l'abstention ou des extrêmes. Voilà pourquoi les républicains que nous sommes ont le devoir de parler des sujets tels que les ressentent et les vivent les Français. C'est ça la vérité !

Alors, si vous acceptez ce raisonnement, ça me conduit à vous dire deux choses. La première, c'est qui pourrait me dire que le système d'intégration à la française fonctionne ? Est-ce qu'on peut se poser la question ? Pourquoi est-il embolisé ? Pourquoi ne fonctionne-t-il plus ? Ma réponse est claire, simple, limpide : il ne fonctionne plus le système d'intégration à la française parce que, à peine a-t-on accepté sur notre territoire des personnes venues d'ailleurs que nous acceptons bien volontiers, que d'autres arrivent avant même qu'on ait intégré ceux qui sont ici. Le nombre était si important que le système d'intégration s'est totalement paralysé parce qu'on n'intègre pas quand on n'offre pas un logement, quand on n'offre pas un emploi et quand nos écoles sont devenues dans certains quartiers des ghettos. Il faut donc diviser par deux pour les cinq années qui viennent le nombre d'étrangers que nous accueillerons sur notre territoire pour faire repartir la machine à intégrer.

J'ajoute, pour être sûr de bien me faire comprendre et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté là-dessus, que comment puis-je dire aux Français il faut faire des économies, il y a des déficits, mais dans le même temps que je dis ça, je dois aussi protéger la France contre une immigration qui ne serait sur notre territoire que parce qu'elle serait attirée par un système social et des prestations sociales qui sont parmi les plus généreuses d'Europe. On ne vient pas en France pour la seule raison qu'en France, il y a des prestations sociales plus généreuses qu'ailleurs ! Mes chers amis, je sais ce que je dis, j'affirme ces convictions et j'affirme que ces convictions sont humanistes, elles sont républicaines, qu'elles n'ont rien à voir avec les extrémismes, mais que si les républicains que nous sommes avaient défendu ces idées il y a bien longtemps avec courage, en regardant lucidement les problèmes de la France, jamais la France n'aurait donné le spectacle d'un Jean-Marie LE PEN au deuxième tour des élections en 2002 !

Alors, un mot de plus là-dessus, je crois au regroupement familial, car c'est un droit de vivre avec sa famille. Je ne le remettrai pas en cause.

Mais j'affirme dans le même temps et avec la même force que pour faire venir sa famille, il faut avoir un logement pour loger sa famille. Il faut avoir un salaire pour faire venir sa famille. Je vais poser une troisième condition, pour faire venir sa famille en France, il faudra prendre la peine, avant l'entrée sur le territoire, que cette famille apprenne le français et comprenne les valeurs de la République. Parce que quand on ne parle pas le français et qu'on ne comprend pas les valeurs de la République, j'aimerais qu'on m'indique comment on peut s'intégrer à la France.

Je vais prendre un exemple très simple. Imaginez le regard de cet enfant d'une famille immigrée, dont la femme est claquemurée dans l'appartement par le mari, dont la femme ne parle pas un mot de français, dont la mère de famille, cette femme, serait incapable de comprendre le petit mot de l'instituteur ou du professeur, incapable d'aller dialoguer avec l'instituteur ou le professeur, d'après vous, quelle est l'image que cet enfant se fait de la société française ? Quelle image a-t-il de l'autorité de sa mère ? Quelle image a-t-il de la vision de sa famille ? Ne pas faire ce travail qui impose l'apprentissage des valeurs de la République et du français aux parents avant leur entrée sur le territoire, c'est condamner ces enfants et c'est le contraire de la solidarité et c'est le contraire de la générosité. La faiblesse est toujours une forme de culpabilité, voilà la vérité pour ces enfants, comme pour ceux qu'on prétend accueillir avec générosité, sans se préoccuper de leur situation et de leur intégration.

J'ajoute là-dessus, pour en terminer sur cette question parce qu'elle est centrale, en même temps que je vous dis que la France doit s'adapter au monde d'aujourd'hui, je vous dis avec la même force que parce que la France s'adaptera à la compétition du monde d'aujourd'hui, vous pourrez garder votre mode de vie, vous pourrez garder vos valeurs et ce à quoi vous êtes attachés. Il est là le projet. Ça veut dire très simplement que nous devons dans le même temps refuser avec plus de force le communautarisme. Nous ne voulons pas des horaires différents dans nos piscines pour les femmes et pour les hommes. Parce que nous, en France, on considère que dans les piscines municipales, les hommes et les femmes, c'est ensemble. Dans nos hôpitaux, nous ne voulons pas de médecins différents pour les hommes et pour les femmes, ce sont les médecins des hôpitaux français pour des êtres humains traités à égalité, hommes ou femmes ! Dans nos cantines scolaires, nous voulons les mêmes menus pour tous les enfants d'une République laïque !

Peu m'importe les habituels porteurs de la pensée unique qui me critiqueront, d'ailleurs, pensée unique, c'est très aimable, car ça laisse à imaginer qu'il y a une pensée ! Ce qui est déjà un compliment et une générosité, il y a beaucoup à débattre. Mais peu m'importe ce qu'ils disent, ce qu'ils affirment ! Dire cela, c'est éviter toute forme de débordement, c'est renforcer l'attachement de nos compatriotes à la République.

Ça va me permettre de parler d'un sujet qui est vraiment passionnant et qui doit être mis dans le débat politique, c'est la question des frontières. Je voudrais votre attention sur cette question centrale. Qu'est-ce qui fait que vous avez envie de tendre la main au voisin et de le recevoir chez vous ? Si vous le faites, c'est parce que l'endroit où vous êtes, sa propriété n'est pas contestée. La frontière protégée, le cadastre protégé, quand on est chez soi, on tend la main et on accueille bien volontiers. A la minute où sa maison n'est pas sa maison, mais peut-être celle d'un autre, à cette minute-là, la compétition et l'affrontement s'opposent. Les frontières sont pour un pays ce qu'est le cadastre pour une propriété. Si demain, vous êtes condamné à avoir des maisons sans porte, sans fenêtres, sans volets, est-ce qu'il n'y aura pas la peur à l'intérieur des maisons ? Si demain, chacun peut s'installer dans votre jardin ou dans votre appartement, parce que la propriété de cette maison, du jardin, même si vous êtes locataire, parce que le titre de bail est indéfini, réfléchissez, le sentiment d'angoisse qui vous étreindra à ce moment-là.

Ce fut une erreur de penser que la nation n'existait plus et que les frontières n'existaient plus. Je m'en explique. Regardez dans la compétition mondiale, la Chine renonce-t-elle à son identité de nation ? Les États-Unis renoncent-ils à leur identité de nation ? Le Japon renonce-t-il à son identité de nation ? L'Afrique du Sud renonce-t-elle à son identité de nation ? Au nom de quoi la France serait-elle le seul pays au monde à qui on contesterait le droit de savoir qui elle a le droit de recevoir, qui elle veut recevoir sur son territoire et qui elle ne veut pas recevoir ? Et le seul pays du monde où on n'aurait pas le droit de dire, oui, quand je regarde ce long manteau d'églises et de cathédrales, nos racines, à nous, en France, elles sont chrétiennes ? Et ce n'est pas parce qu'on dit cela qu'on fait l'apologie ou la propagande pour une église !

Comprenez-moi bien ! Ici, dans cette Bretagne, où il y a tant d'églises, de chapelles – on ne va pas le reprocher quand même ! – vous pouvez parfaitement ne pas aller à la messe ou y aller, mais savoir d'où on vient, qui on est, ça permet d'être sûr pour l'avenir et de tendre la main aux autres. Dire qu'on a des racines chrétiennes, ce n'est exclure personne. C'est simplement revendiquer une mémoire collective. Nous sommes le pays de CHATEAUBRIAND, de Victor HUGO, nous ne venons pas de nulle part ! La France n'est pas une page blanche, elle a une histoire. Ce fut d'ailleurs une erreur, de mon point de vue, quand il y a eu le débat sur la Constitution européenne, de renoncer à écrire qu'il y avait des racines chrétiennes de l'Europe, parce qu'un certain nombre de nos compatriotes se sont dit à ce moment-là, on a compris, l'Europe, c'est en vérité pour contester notre identité. Alors que, au fond, l'Europe a été faite pour protéger la civilisation et la culture européenne. Voilà la vérité au fond !

Si nous avons décidé dans Schengen, cher Hervé, de mettre des frontières communes, ce n'est pas pour supprimer les frontières. C'est parce qu'on s'est dit, à l'époque, dans les années 90, on sera plus forts à la défendre ensemble qu'à la défendre tout seul. Mais je revendique le droit pour la France de suspendre Schengen et de reprendre ses contrôles aux frontières, si ça continue à la frontière entre la Grèce et la Turquie, d'avoir 115 kilomètres de frontières de l'Europe défendues par personne, contrôlées par personne, gardées par personne ! Ce n'est pas ça le projet européen ! Le projet européen, c'est être plus forts ensemble, pas l'Europe passoire, pas être plus faibles ensemble.

Je veux dire la même chose pour la liberté du commerce, je sais qu'un certain nombre de mes amis ici présents sont attachés à l'économie de marché et à la liberté du commerce. Mais comment se fait-il que depuis 1994, la totalité des marchés publics européens sont ouverts aux entreprises du monde entier et que pas un seul marché public en Chine n'est ouvert aux entreprises européennes ? Qu'au Japon, le seul marché public qui est ouvert, c'est l'eau ? J'exige la réciprocité. Si la réciprocité, nous ne l'obtenons pas, dans un an, j'appliquerai la règle selon laquelle les élus locaux comme l'État réserveront leurs marchés publics aux seules entreprises qui produiront en Europe et pas aux autres !

Sur cette terre de Bretagne où il y a tant d'agriculteurs et tant d'éleveurs, bien sûr que la traçabilité est essentielle pour rassurer le consommateur, bien sûr qu'on peut discuter à perte de vue du bien-être animal, bien sûr que c'est un effort qui est demandé à tout jeune agriculteur qui reprend une exploitation de la mettre immédiatement aux normes, tout cela, nous l'acceptons. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'en même temps qu'on impose à nos agriculteurs et à nos éleveurs des règles, on continue à importer en Europe des produits venant de pays qui ne respectent aucune des règles qu'on impose à nos producteurs ! Dire cela, ce n'est pas refuser l'Europe, c'est défendre l'Europe.

Lorsque le général de GAULLE, en 1965, a fait la politique de la chaise vide, les habituels tenants de la pensée unique le lui ont reproché. Mais s'il n'avait pas fait cela, il n'y aurait pas la Politique agricole commune aujourd'hui. Notre devoir, c'est de mener un leadership en Europe pour répondre à ces questions, les frontières, la nation, la réciprocité, le « Small Business Act », je parle sous le contrôle des élus, ici, il y a les circuits courts, il y a les productions locales, je conteste que 100 % de nos marchés publics doivent être attribués en vertu du seul critère du prix. Je le conteste pourquoi ? Parce que c'est toujours le plus gros qui fait le prix le plus bas ! Quand le marché est attribué, le petit disparaît parce qu'il ne peut plus suivre, le jour où le petit a disparu, comme par hasard, c'est les prix qui augmentent ! Je demande que 20 % des marchés publics locaux, départementaux, régionaux, nationaux puissent être réservés aux PME qui irriguent notre territoire et qui permettent de maintenir la France comme une terre de production !

Ces sujets-là, mes chers amis, je veux terminer par là, sont des sujets centraux, absolument centraux. Pendant quatre ans, j'ai dû vous protéger et protéger le pays de crises d'une violence inouïe. Je ne veux évoquer avec vous qu'une seule de ces crises. Peut-être vous souvenez-vous qu'aux confins de 2008 et de 2009, l'impensable s'est produit, le système bancaire mondial a implosé. Deux des cinq premières banques américaines ont fait faillite. Le monde entier s'est alors demandé : Est-ce que ma banque va faire faillite ? J'étais à Toulon et j'ai pris un engagement devant les Français, que pas un seul d'entre vous ne perdrait un centime de son épargne. A l'époque, l'aimable et si sympathique Ségolène ROYAL, très raisonnable, une personne avec qui j'ai eu le plaisir de débattre – c'est un très bon souvenir pour moi, j'ai compris un certain nombre de choses ce jour-là – a dit que je faisais un cadeau aux banques et que je mentais. Nous sommes trois ans après, pas un seul d'entre vous n'a perdu son épargne, pas un seul d'entre vous n'a dû aller faire la queue à la banque pour retirer son épargne, pas un seul.

Nous avons soutenu les banques, pas pour elles, pour vous, parce que dans les banques, c'est l'argent de votre travail, c'est l'argent de votre vie, c'est votre épargne. Si nous ne l'avions pas fait, que se serait-il passé ? Là encore, est-ce que vous avez envie de vivre ce que vivent les Grecs, ce que vivent les Espagnols, ce qu'ont vécu les Irlandais ? Mieux que ça, le seul pays au monde où le plan de sauvetage des banques a rapporté de l'argent au Trésor public, c'est la France. Bien sûr qu'on n'a pas tout réussi. Mais ma fierté, c'est de vous avoir protégés et d'avoir évité que la France qui travaille et qui épargne soit ruinée par une crise qui a ruiné tant d'épargnants dans le monde. La France n'a pas connu ce drame.

Regardez les choses, elles sont simples. L'Espagne a promis en 2011 d'être à 6 % de déficit, elle est à 8. La France en 2011 avait promis d'être à 5,7 % de déficit, nous sommes à 5,2. La sanction est imminente, l'Espagne emprunte l'argent dont elle a besoin à un taux deux fois supérieur à celui de la France. Ce n'est pas une question idéologique, c'est une question de bon sens.

Je vois que le candidat socialiste a expliqué ce qu'il ferait la première année de son éventuel mandat. Je lui rappelle que ça dure cinq ans et que quitte à nous donner le menu, autant ne pas nous arrêter à l'entrée. Mais mes chers amis, il ne s'agit pas de faire peur, il ne s'agit pas de diaboliser, ça n'aurait pas de sens, il s'agit de réfléchir. On commence par créer 61 000 postes de fonctionnaires en plus, y a-t-il une personne qui considère qu'on n'a pas assez d'emplois publics et qu'il faut augmenter nos dépenses publiques ? Il n'y a pas un pays dans le monde qui ne fait ça ! Nous avons 12 millions d'enfants scolarisés et 1 million d'enseignants, si c'était simplement une affaire de nombre d'enseignants, on devrait avoir l'Éducation nationale la plus heureuse et ayant les meilleurs résultats du monde.

On nous dit il faut remettre la réforme des retraites en cause parce que c'est la réforme de Nicolas SARKOZY. C'est un peu court comme raisonnement quand même ! Franchement ! Alors, qui va payer ? C'est vous ! La question est donc simple. En 1981, monsieur François MITTERRAND a mis deux ans pour faire le tournant de la rigueur, deux ans après, on avait vidé toutes les caisses, c'est vous qui avez payé. Mais en 2012, ce n'est pas deux ans, c'est deux jours. Voilà la vérité, la vérité de l'état du monde, de l'état de l'Europe et de l'état de la France.

Il nous reste moins d'une semaine d'ici au premier tour, deux semaines et demie d'ici au deuxième tour, je vous ai écrit une lettre. Je l'ai écrite avec tout mon cœur et avec l'expérience de cinq années, c'est un grand honneur, à la tête de notre pays. J'ai appris beaucoup de choses, j'ai évolué sur beaucoup de choses. Le choc de la présidence de la République, cinq ans dans une période pareille, des crises que le pays n'avait jamais connues, ça compte dans la vie d'un homme. Mais ce n'est pas moi qui suis en cause. J'ai écrit cette lettre avec tout ce que je sais, avec toute ma passion pour la France, avec toute ma conviction que nous n'avions pas le choix. Je vous demande de la lire parce que j'ai voulu vous faire cette lettre comme une marque de respect. Je n'ai pas voulu faire un tract. Je n'ai pas voulu faire faire par des collaborateurs un livre qui irait augmenter le déficit écologique, il faut préserver, chère Nathalie, le patrimoine forestier français. Remarquez, quand je vois les livres de mes concurrents, on n'a pas dû abattre beaucoup d'arbres... honnêtement... !

Mais cette lettre, elle m'engage. Tout ce que j'y ai mis, je le pense. Tout ce qui est écrit, je le crois. C'est ma forme, c'est ma façon de vous dire combien je suis attaché au peuple français. Les mots sont galvaudés. Ici, en Bretagne, souvent, on préfère les preuves aux déclarations. Je n'aime pas les déclarations, surtout dans cette période. Mais cette lettre, prenez-la comme une marque de considération et d'attachement au peuple français et à la France.

Je vais vous dire une chose, jamais je ne me suis engagé comme je m'engage dans cette campagne. Jean-François qui me fait l'amitié de me soutenir, de m'aider avec la force qui est la sienne et le talent qui est le sien, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET qui est ma porte-parole le savent bien tous les deux. Tous les jours, on est ensemble, jamais je ne me suis engagé comme je m'engage dans cette campagne. Je donne tout et je vous garantis que jusqu'à la dernière minute du premier tour et du deuxième tour, je donnerai tout, complètement, parce que c'est la France, parce qu'on n'a pas le droit de plaisanter avec ça. Parce que j'ai longuement réfléchi avant d'être candidat. Parce que c'est une

responsabilité

très

lourde.

Mais je vais vous dire une chose, cette élection, elle dépendra de vous et de personne d'autre. Si vous vous déplacez, si aut our de vous, vous dites, allez, il faut faire cet effort pour le pays, on ne doit pas laisser le pays se tromper, on doit s'engager, se mobiliser, se dresser pour dire les choses comme nous, ici, nous les pensons, pour les faire comme nous voulons qu'elles soient faites, si vous dites avec force que vous en avez plus qu'assez d'entendre le torrent de mensonges dont on nous rebat les oreilles à longueur de journée et si vous dites, maintenant, ça suffit, c'est nous qui allons décider, c'est nous qui allons faire l'élection, c'est nous qui avons dans les mains le destin de la France, alors, je vous promets qu'à ce moment-là, ce sont les valeurs qui sont les nôtres, les idées qui sont les nôtres qui triompheront ! C'est vous, peuple de France, qui avez un choix à faire. Je vous demande de m'aider, je vous demande de me soutenir, je vous demande de faire cet effort dans les quelques jours qui restent. Vive la République et vive la France !

Alors là, merci ! Parce que des Marseillaise, j'en ai entendu, mais je pourrais dire, chère Agnès, qu'ici, La Marseillaise, vous la chantez comme une seule et même personne ! Merci !

\*\*\*

<campagne=2012>04.29 – <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Toulouse <lieu=Toulouse> <texte=95>

Mes chers amis, je salue Toulouse ! Je salue Metz, je salue Lyon, je salue Marcq-en-Barœul, je salue Orléans, je salue Rennes, je salue Limoges, je salue le peuple de France !

Mes chers amis, dans une semaine, le peuple français choisira son destin. Ce sera un choix historique, historique parce que les circonstances sont historiques. Notre pays n'a pas traversé une période semblable à celle d'aujourd'hui depuis sans doute l'après-guerre. Je veux parler de l'un de ces moments de l'Histoire où tout se décide maintenant, en quelques jours pour les décennies à venir. Je veux parler de ces moments de l'Histoire où après un temps de grand désordre arrive le moment où il faut reconstruire un ordre mondial, un nouveau modèle économique, une nouvelle Europe, cher Claude ALLEGRE, un moment où le monde a besoin rien moins que d'une nouvelle renaissance. La France ne peut pas manquer son rendez-vous avec l'Histoire ; la France n'a pas le droit à l'erreur.

Mes chers compatriotes, mes chers compatriotes, la France n'a pas le droit à l'erreur parce que l'erreur se paiera pendant des décennies. La France n'a pas le droit à l'erreur parce que la France ne peut pas dilapider l'héritage de vingt siècles de travail, de vingt siècles d'efforts, de vingt siècles de civilisation. Un héritage, l'héritage de la chrétienté, l'héritage des Lumières, l'héritage de la Révolution et l'héritage de la Résistance. Nous ne voulons pas sacrifier tout cela. La question ...

Vous êtes vraiment « ininfluçables », « indécourageables » ! Vous êtes extraordinaires, qu'est-ce que je voulais que je vous dise ? Vous êtes le peuple de France mais regardez-les, tous les observateurs regardent le peuple de France. Voilà ce qu'il veut, voilà ce qu'il dit, voilà sa confiance, voilà son idéal !

Les experts, les experts, les experts, ceux qui savent tout et ne connaissent rien avaient dit que les Français n'iraient pas voter et 80% de citoyens se sont déplacés pour faire un choix, celui de la citoyenneté, celui du civisme parce que 80% de Français ont compris que cette élection était un choix historique. Alors, à tous les Français qui sont allés voter, et à tous ceux qui hésitent à voter pour le deuxième tour, je veux dire que cette élection est sans doute la première véritable élection présidentielle du XXIe car ce dont il s'agit entre nous, c'est bien du monde nouveau qui va naître des crises actuelles. Ceux qui ne voteront pas voteront contre eux et surtout ils laisseront à d'autres le soin d'écrire leur histoire à leur place. S'abstenir, c'est laisser d'autres écrire pour vous votre histoire et celle de votre pays. A tous les Français qui tiennent le destin de la France entre leurs mains car vous tenez mes chers compatriotes, chacun individuellement dans chaque famille, le destin de la France entre vos mains. Je veux dire qu'au moment où vous allez choisir, souvenez-vous d'une chose, de la grande Histoire de France, de la grande civilisation dont nous sommes les héritiers. Souvenez-vous, au moment de choisir, de tout ce que les Français ont accompli d'immense dans le passé et représentez-vous avec cette image ce que les Français pourront accomplir de plus grand encore pour l'avenir. Notre avenir, il doit être à l'image du glorieux passé que nous ont laissé et légué nos parents et nos grands-parents. Nous ne sommes pas nés de nulle part. Nous ne sommes pas une plage blanche ; nous sommes le pays de Victor HUGO ; nous sommes le pays de VOLTAIRE ; nous sommes le pays de MAUPASSANT. Oui, nous sommes le pays de Jeanne d'ARC, du général de GAULLE, de la Résistance, de la Renaissance, nous sommes le peuple de France et notre avenir ne peut pas être un avenir écrit avec de petites ambitions.

Je veux dire ici en cette journée de déportation, dans cette ville de Toulouse où vous lisez, cher Jean-Luc, chaque année les noms des 76 000 hommes et femmes, enfants, Juifs déportés dans les camps de la mort. C'est la journée du Souvenir. Je veux vous dire de vous souvenir quelle que soit votre histoire personnelle, mais nous sommes tous les enfants d'une seule et même Nation dont l'âme reste blessée par la douleur indicible qui fut infligée à tous les déportés. Quand un Juif de France est menacé, ce n'est pas le problème de la communauté juive ; c'est le problème de la communauté nationale dans son ensemble.

En ce jour de mémoire de cette ville de Toulouse qui résista avec autant d'héroïsme à la pire entreprise totalitaire de tous les temps, j'appelle tous les Français à ne jamais oublier où peut conduire la haine de l'autre et le reniement de nos valeurs humanistes. La haine de l'autre, vous à Toulouse, vous à Montauban, vous l'avez vue il y a quelques semaines, vous l'avez vécue ici la haine de l'autre, et vous avez vu, chère Brigitte, à quelle monstruosité la haine de l'autre pouvait conduire. Eh bien, moi, je veux rendre hommage à Toulouse et à Montauban, villes meurtries par ces crimes atroces qui ont bouleversé toute la France. Je veux vous rendre hommage, je veux vous rendre hommage et je veux dire que nous tous les Français, nous sommes fiers des habitants de ces deux villes meurtries qui ont refusé tout amalgame avec nos compatriotes musulmans qui n'étaient pour rien dans la monstruosité qui a été infligée à Montauban et à Toulouse.

Oui, mes chers amis, nous croyons, nous, à la démocratie, nous croyons aux Droits de l'Homme, nous croyons à l'ouverture aux autres. Au fond, la France est une Nation universaliste. Nous croyons à la grande cause de l'humanité ; nous, les Français, nous nous sentons citoyens du monde. C'est notre histoire, c'est notre culture, c'est notre identité. Mais je voudrais solennellement poser une question. N'avons-nous pas depuis trente ou quarante ans commis une erreur en opposant ces valeurs à l'idée de Nation ? N'avons-nous pas rendu la Nation responsable de tragédies qui avaient bien d'autres causes ? Depuis trente ans, l'Europe, accablée par le souvenir de ses malheurs passés, a trop laissé s'affaiblir la Nation alors que partout ailleurs, les nationalités s'affirmaient ; les pays qui gagnent dans le monde entier aujourd'hui, c'est les pays qui croient dans l'esprit national. Je veux aller plus loin : depuis trente ans, c'est ma conviction et je veux en vérité la faire partager aux Français, une partie des élites, la pensée unique, le système et notamment le système médiatique ont confondu le

sentiment national qui est hautement respectable avec le nationalisme qui est une idée, une idéologie profondément dangereuse. Le sentiment national, les mêmes ont confondu l'amour de sa patrie qui est un sentiment noble avec la haine des autres qui est un sentiment détestable. Ils n'ont rien compris. Ils ont oublié peut-être la chose la plus importante à dire à nos enfants : la haine de soi débouche toujours sur la haine de l'autre. Quand on n'aime pas son pays, on ne peut pas tendre la main aux autres. Ils ont oublié les mêmes que le patriotisme, c'est l'amour de la patrie, que le nationalisme, c'est la haine de l'autre. C'est le général de GAULLE qui l'a dit : je n'ai rien à retirer au patriotisme. Ils ont oublié, je ne l'oublierai pas, que la Nation est le seul bien de ceux qui n'ont rien : eux les élites qui avaient tout pouvaient se permettre d'oublier la Nation mais le peuple français n'a jamais voulu oublier la Nation. Ils ont oublié que la Nation est un partage, qu'elle a toujours eu contre elle ceux qui ne croient qu'en la lutte des classes et ceux qui ne veulent rien partager. Les partisans de la lutte des classes ne comprennent rien à la Nation et ceux qui ne veulent rien partager ne comprennent rien à la Nation parce que la Nation, c'est d'abord le partage d'une identité collective et d'une identité commune. Ils ont oublié que la Nation a fait naître la République ; il n'y aurait pas de République sans Nation. Ils ont oublié ce que la souveraineté du peuple, la liberté, l'égalité doivent à la Nation. Où se trouve la souveraineté du peuple quand il y a la négation de la Nation ? Ils ont oublié combien comptent pour une femme, pour un homme, je le dis dans cette région, la vôtre, l'attachement à sa terre, sa terre natale, l'attachement viscéral au paysage dans lequel on a grandi, l'attachement viscéral à la culture dont on a été nourri par ses parents et par ses grands-parents. En croyant se prémunir contre les drames du passé, ils n'ont rien fait d'autre que préparer d'autres drames parce que quand on nie l'importance de la Nation, on ouvre la porte à la loi des communautés et à la loi des tribus. S'il y a du communautarisme et des tribus, c'est parce que l'on n'a pas assez défendu l'idée de la Nation.

Quand on ne défend plus la Nation, on ne défend plus le civisme, on ne parle plus dans le sens du devoir et la solidarité devient un vain mot car la solidarité ne peut s'exercer que dans le cadre de la Nation. En ouvrant, on a finalement nourri des craintes, créé des tensions et suscité des crispations. Ils nous ont conduits trop souvent à ne pas défendre nos intérêts, oui, au point de devenir trop faibles pour être capables de nous protéger. Quand on est fort, mes chers compatriotes, on n'a pas peur de s'ouvrir. Quand on est fort, on n'a pas peur d'aller vers les autres. Quand on est faible, l'ouverture est ressentie comme une menace. Quand on ne défend pas l'idée de Nation et la Nation française, on est faible. Je parle de la France forte ; la France forte s'ouvre au monde. La France est faible, se ferme au monde. Et comment la France pourrait-elle défendre ses intérêts ? Comment pourrait-elle mobiliser toutes ses forces pour affronter la concurrence des autres Nations ? Comment, osons le mot, la France pourrait elle protéger notre mode de vie si plus personne ne sait ce que veut dire être français au XXI<sup>e</sup> siècle ? Cette question n'est pas anecdotique ; elle est centrale. Puis-je aller plus loin ? Comment ferons-nous si plus personne n'est fier d'être français ? Comment ferons-nous si être français ne veut plus rien dire, si on banalise tout, si on fait croire que tout se vaut ? Eh bien, dans les cinq années qui viennent, je ne veux pas laisser la France se diluer dans la mondialisation : voilà le message central des électeurs au premier tour, ne laissez pas la France se diluer dans la mondialisation. C'est le message. Dans les cinq ans qui viennent, je me battrais, je ne veux pas, je ne me résignerai jamais à l'aplatissement du monde, une seule langue, une seule culture, un seul mode de vie, une seule gastronomie, un seul territoire. « Tout se vaut, tout a disparu », je n'en veux pas. Je n'accepterai pas dans les cinq années qui viennent qu'il n'y ait plus aucune différence entre être français et ne pas l'être ; nous ne sommes pas supérieurs aux autres mais nous sommes différents des autres et nous voulons que l'on respecte cette différence.

Je veux dire une chose, je déteste le racisme. Je hais l'homophobie. Je déteste quand quelqu'un désigne l'autre à la vindicte. Je déteste les boucs-émissaires ; je déteste l'amalgame ; je déteste la violence qui est faite à toute personne mais je demande qu'on ne fasse pas cet amalgame, cette violence, ce racisme à l'endroit de ceux qui aiment la France et qui veulent garder la France telle qu'ils l'ont reçue de leurs parents. Et quand je vois cette gauche insupportable donnant des leçons de morale, comme il est confortable de donner des leçons de morale, quand on n'habite pas dans un quartier où l'on souffre et où l'on a peur, comme il est insupportable d'entendre donner des leçons de morale quand on ne met pas ses enfants dans une école devenue école ghetto, qu'on est protégé de tout et qu'on méprise le peuple. Je veux respecter le peuple dans sa diversité.

Dans les cinq années qui viennent, je n'accepterai pas qu'il n'y ait plus aucune différence donc entre être français et ne plus l'être mais parce que je ne veux pas que la France sorte de l'Histoire ; je ne veux pas que la France sorte de l'Histoire en tant que peuple et en tant que Nation. Et je n'accepterai pas car le problème se pose que nous disparaissions en tant que civilisation. Ceux qui m'ont reproché de parler de notre identité ne se rendent pas compte que notre identité est l'expression d'une forme particulière et différente de civilisation, que nous, nous voulons à aucun moment que cette civilisation, que ce mode de vie, que ces valeurs disparaissent au motif que le monde serait devenu un village ! La France a voulu l'Europe pour ne pas sortir de l'Histoire. La France le dit à ses partenaires. La France attend de l'Europe que l'Europe protège les peuples européens. La civilisation européenne si l'Europe ne le fait pas dans les cinq années qui viennent, la France le fera pour elle-même unilatéralement si les autres ne veulent pas comprendre le message de la France.

Mais je dois défendre une nouvelle idée dont on n'avait plus l'habitude de parler et ce fut une erreur. Sans frontières, il n'y a pas de Nation ; sans frontières, il n'y a pas d'Etat ; sans frontières, il n'y a pas de République et sans frontières, il n'y a pas de civilisation. Je veux affirmer l'importance cruciale des frontières dans la mondialisation et en Europe. Parce qu'on se méfiait de la Nation, on a voulu effacer toutes les frontières politiques ; on a eu tort. Parce que les capitaux voulaient circuler sans entrave, parce que les marchés, ne voulaient rencontrer aucun obstacle, on a voulu effacer les frontières économiques ; ce fut une erreur. Parce que la pensée unique voulait dominer le monde, on a voulu effacer les frontières ; ce fut une erreur. Parce qu'une idéologie libertaire voulait imposer la disparition de toute règle et de toute limite, on a voulu effacer les frontières morales ; ce fut une grave erreur. On a eu tort parce qu'on en a créé le désordre dans le monde et c'est le désordre du monde qui a engendré les crises que nous connaissons depuis quatre ans. On a eu tort parce que l'Europe est allée dans cette direction plus loin que n'importe quelle région du monde et que le résultat, ce fut l'affaiblissement de l'Europe. On a eu tort parce que quand il n'y a plus de frontières, il n'y a plus de politique et il n'y a plus de liberté.

Depuis trente ans, par facilité, on ne parle plus des frontières, on ne défend plus les frontières de l'Europe. On n'ose même plus prononcer le mot et voilà même qu'aujourd'hui, aujourd'hui, on voudrait séparer le droit de vote de la nationalité. C'est le contraire de l'idéal républicain.

Comment remettre de l'ordre dans le monde, dans l'économie, dans la société ? Comment permettre à des formes de civilisation de s'épanouir ? Comment, mes chers compatriotes, canaliser l'argent, la marchandise dans un monde sans frontières, sans limites, sans repères ? Car vous avez bien compris que je ne parle pas simplement de la frontière géographique ; je parle de la frontière entre le bien et le mal. Je parle d'une frontière entre ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. Imaginons, il y a un philosophe, Régis DEBRAY, « la ville sans cadastre. » La frontière, c'est ce qui distingue le dedans du dehors, le chez soi et le chez les autres. La frontière, c'est ce qui permet que l'on puisse avoir un chez soi, que l'on puisse avoir un foyer, que l'on puisse avoir – écoutez-moi bien – un espace d'intimité dans lequel on est libre de choisir qui l'on fait entrer. Sans frontières, sans cadastre, il n'y a pas d'intimité, il n'y a pas de vie privée. Et si cet espace d'intimité vous est contesté, alors, vous vous repliez sur vous-même, vous n'échangez pas, vous ne partagez pas. La frontière, c'est l'affirmation que tout ne se vaut pas, qu'entre le dedans et le dehors, ce n'est pas la même chose, qu'entre nous et les autres, il y a une différence, qu'entre chez soi et dans la rue, ce n'est pas pareil, qu'on ne se comporte pas de la même façon. Tracer une frontière entre les cultures, tracer une frontière entre le vrai et le faux, tracer une frontière entre le bien et le mal, tracer une frontière entre la beauté et la laideur, vous savez ce que c'est ? C'est rien d'autre que le long travail de la civilisation. La civilisation sert à cela.

Oui, c'est cela et ce n'est pas parce que le beau et le laid, c'est subjectif, qu'on n'a pas le droit de parler du beau et du laid. Et c'est n'est pas parce que je parle de morale que je milite naturellement pour un ordre moral. Je dis simplement que la civilisation nous conduit à cela. Le mur de la vie privée si bafoué par la vulgarité actuelle, c'est une frontière. La laïcité, c'est une frontière qui protège les enfants, qui protège les femmes, qui protège les familles, qui protège la République. C'est une frontière ! Oui, je le crois, j'en suis même certain !

Puis-je dire une chose ? Moi, je suis rassuré parce qu'en écrivant ce discours, je me suis dit « c'est tellement personnel, est-ce qu'ils vont être d'accord avec moi ? » Parce que je pense que dans une campagne, il faut dire les choses que l'on sent au plus profond de soi-même, pas débiter à longueur de temps les mêmes idées, les mêmes slogans, pas passer son temps à attaquer ou à critiquer, dire ce que l'on a dans l'âme, dire ce que l'on a dans le cœur, dire ce que l'on pense avec son expérience, avec sa raison, avec son intelligence. Voilà ce que je suis venu vous faire partager.

Alors, j'entends bien que bon, la frontière, la frontière, la nationalité, la nationalité doit être respectée parce qu'elle est une frontière. La frontière, voyez-vous, mes chers amis, ce n'est pas un enfermement, ce n'est pas un repliement, ce n'est pas un rejet. La frontière, c'est une limite, c'est un repère, c'est – oserais-je le dire – une clarification. La frontière, c'est la démocratie, c'est la citoyenneté, c'est la souveraineté, c'est le droit pour un peuple de choisir un destin. La frontière, c'est la protection, c'est la solidarité. La frontière, ce n'est pas une tension ; ce n'est pas un affrontement. C'est au contraire ce qui permet de régler par le droit les rapports entre les peuples qui ne doivent jamais plus se régler par la force. C'est parce qu'il y a une frontière que le droit prime sur la force.

Je vais être encore plus clair. La frontière, ce n'est pas un encouragement à la volonté de puissance. C'est une limite à la volonté de puissance. La frontière, ce n'est pas un appel à la conquête. C'est une reconnaissance du droit de vivre en paix chez soi. Alors, la frontière, elle est au cœur de tant de problèmes de la société française : elle est au cœur de l'immigration ; elle est au cœur du problème économique ; elle est au cœur du problème de la réciprocité ; elle est au cœur de la lutte contre tous les dumpings ; elle est au cœur de la lutte contre les trafics, contre le terrorisme, contre les mafias. Effacer les frontières, je vous demande de me croire, et c'est aussitôt une multitude de petites frontières beaucoup plus dangereuses, beaucoup plus étouffantes qui les remplacent, des frontières sociales, des frontières ethniques inacceptables et des frontières religieuses dont nous ne voulons pas.

A l'abri des frontières de la France, il n'y aura pas de frontières ethniques, il n'y aura pas de frontières religieuses. Faites sauter la frontière de la citoyenneté et de la République et vous verrez les tribus et les communautés imposer aux membres des tribus et des communautés des comportements dont nous ne voulons pas sur le sol de la République française ! Effacer les frontières, ce que je ne veux pas, et l'on ne pourra plus garantir les droits et respecter les devoirs ni faire respecter la loi car on ne peut pas faire respecter la loi quand la loi ne connaît pas de frontières. Effacer les frontières, et nous perdrons notre protection sociale, vous savez pourquoi ? Parce qu'elle fera faillite. Effacer les frontières et nous perdrons notre langue, notre identité, notre façon de vivre. Je n'en veux pas. Nous avons trop cédé pendant trente ans à cette idéologie de la pensée unique qui est une pensée fautive ! Ça ne me gêne pas de le dire. L'Europe a trop cédé mais je prends mes responsabilités. L'Europe a trop cédé à la religion du libre-échange et de la déréglementation au nom de l'abaissement des frontières. L'Europe a trop cédé à tous ceux qui voulaient que les peuples n'aient plus voix au chapitre. Au fond, l'Europe a trop cédé à une conception que l'on a trop entendue à la fin des années 70 d'un monde sans Etat, d'un monde sans politique, où les techniciens, les bureaucrates, les technocrates avaient raison sur tout, avec leur caleulette et leur code. Voilà le résultat de trente ans de démission du politique !

Alors, en 1995, cher Michel, lors de la campagne électorale, le grand sujet, ça a été la fracture sociale. En 2007 pour ma première campagne électorale présidentielle, le grand sujet, c'était le travail. Eh bien, en 2012, le sujet majeur, c'est la question des frontières, et mon projet, c'est de remettre les frontières au centre du débat et de la question politique. C'est un enjeu majeur ! Et grâce à cela, grâce à cela parce que j'imagine immédiatement le procès en sorcellerie de tous ceux qui n'ayant rien entendu ou ayant entendu et n'ayant pas tout compris prennent un mot, engagent un procès, ce sont les staliniens du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils n'ont plus de rêve ; ils n'ont plus d'idéal ; ils n'ont gardé que les défauts. Pourquoi je dis cela ? Pourquoi je veux mettre, Rama, pourquoi ... Comme vous êtes cruels pour la Corrèze ! Si je veux mettre la frontière au cœur de la problématique de cette présidentielle, c'est que la France doit rester un pays ouvert. Je n'accepterai pas de diriger, de conduire, d'incarner une France fermée. Je ne veux pas que la France s'abandonne au protectionnisme parce que ce serait suicidaire. Je ne veux pas – je prends mes responsabilités – que la France n'accueille plus personne sur son territoire. J'ai toujours refusé la fermeture et considéré que l'immigration zéro n'avait aucun sens. Je ne veux pas que la France s'isole, s'isole du monde ; je ne veux pas que la France s'isole en Europe alors que la France a vocation à mener l'Europe mais je veux des frontières respectées, des frontières défendues, des

frontières qui permettent d'assurer la maîtrise de l'immigration, de faire respecter la réciprocité dans les échanges commerciaux et de lutter contre l'évasion fiscale que nous ne supportons plus.

Alors, on va aller encore plus loin. Je n'accepte pas que nos grandes entreprises que je respecte et qui sont la force de la France ne se sentent françaises que quand elles ont besoin de l'Etat ! Oh, je me souviens encore, toutes les grandes entreprises du monde étaient soi-disant – quelle bêtise ! – devenues transnationales ; dans le grand bain du capitalisme financier, elles avaient, disait-on, perdu leur nationalité. Mais au moment où le vent mauvais de la crise a soufflé, aucune ne s'est trompée de guichet : toutes sont revenues à la maison, personne ne s'est trompé d'adresse. Ils avaient gardé la mémoire de leur nationalité ! Et je les ai vus défiler les uns après les autres, les dirigeants de ces grandes entreprises monde, eh bien, je vais vous dire, on ne peut pas être français que pendant les crises et uniquement lorsque l'on a besoin d'aide. On ne peut pas avoir droit et aucun devoir ! Et ce n'est pas valable seulement pour les bénéficiaires du RSA, pour les chômeurs ; c'est valable aussi pour les grandes entreprises et pour tous ceux qui sont en haut de l'échelle. Et c'est valable aussi pour l'exilé fiscal qui prétend garder la nationalité sans payer d'impôts en France. Je veux que l'impôt et la nationalité soient liés afin que les exilés fiscaux payent les impôts en France. Et nous, dans nos réunions, nous ne donnons pas la parole à des exilés fiscaux qui font la morale à tous ceux qui continuent à travailler et à payer leurs impôts en France.

Je veux que les grandes entreprises payent un impôt minimum assis sur leur bénéfice mondial pour mettre fin au scandale des grands groupes français qui ne payent aucun impôt sur les bénéfices en France. C'est cela remettre les frontières au cœur de la politique. Je veux que celui qui vient s'installer en France parle le français avant de s'installer en France, connaisse les valeurs de la République avant de s'installer en France parce que notre système d'intégration ne fonctionne plus, parce que la République n'assimile plus, parce qu'une mère qui ne parle pas français est coupée de la société, coupée de ses enfants. Pour que l'assimilation redevienne possible, je me fixe comme objectif que nous accueillons bien ceux que nous accueillerons mais que nous diviserons par deux ceux que nous accueillerons pour que le système d'intégration français recommence à fonctionner.

Claude ALLEGRE a raison : l'Europe a tout ouvert, tout ouvert sans contrepartie tandis que les autres n'ont presque rien ouvert. Eh bien, si l'Europe n'obtient pas de réciprocité, je déciderai unilatéralement avant un an de réserver nos marchés publics locaux, départementaux, régionaux, nationaux aux seules entreprises qui produiront et qui créeront des emplois en Europe. C'est cela remettre la frontière au cœur de la politique.

Éduquer nos enfants, la chose la plus difficile au monde, l'éducation, éduquer ses enfants c'est poser des limites, c'est tracer une frontière ; éduquer ses enfants s'est donné au maître l'autorité suffisante pour inculquer ses limites et ses frontières. L'école de la République... bien sûr qu'on se construit en transgressant, mais, à la minute où il n'y a plus de règle, quelle transgression est-elle possible ? L'école de la République c'est l'école des limites et des frontières, l'école où on apprend que tout ne se vaut pas, que tout n'est pas permis et que l'enfant n'est pas l'égal du maître, que le maître a la légitimité du savoir... La responsabilité c'est une affaire de limite, c'est une question de frontière, moraliser le capitalisme peut remettre en question cette idée folle que pour faire du profit la fin justifierait tous les moyens, que l'appât du gain échapperait à tout jugement moral, eh bien c'est poser des limites et tracer des frontières. Quant à la tête de notre pays je me suis battu contre les paradis fiscaux, ce n'était pas une frontière fiscale, c'était une frontière morale entre ce qu'on peut faire et ce qu'on ne doit pas faire.

Mes chers compatriotes ! Nous avons le droit de choisir, de choisir ce que nous mangeons, la traçabilité est un droit, l'étiquetage est une liberté et c'est sur la frontière que se gagne cette liberté et ce droit ; Nous avons le droit de choisir qui nous accueillons chez nous, c'est un droit que personne ne peut nous contester ; Nous avons le droit de défendre nos coutumes, nos pratiques, nos traditions, notre identité, ce n'est pas une maladie que d'avoir une identité. Je voudrais rappeler que, pour échanger avec les autres, il vaut mieux avoir quelque chose à échanger, que pour vanter la diversité peut-être qu'il faut accepter la pluralité des identités, car, le jour où il n'y a plus d'identité, qu'est-ce qu'on partage, qu'est-ce qu'on échange, qu'est-ce qu'on construit ? On ne gagne jamais en cherchant à imiter les autres. Nous n'avons pas le choix, il nous faut tirer le meilleur parti de nous-mêmes, de nos ressources, de notre culture, de nos institutions, il nous faut organiser une multitude de résistances (petites et grandes) pour conserver ce qui nous fait être différents des autres.

Je veux être la cohérence, le catalyseur (sic) de cette multitude de résistances qui fait qu'on gardera nos modes de vie, nos territoires, nos valeurs, notre morale, notre culture, notre langue, notre cinéma, c'est par cette multitude de résistances que nous resterons ce que nous sommes, un peuple libre, un peuple pudique, un peuple fier, un peuple que personne ne peut contrôler et à qui personne ne peut interdire de prendre la parole. Je vais même dire autre chose - je sais que ça fera parler, mais tant mieux, après tout il vaut mieux faire des discours qu'on commente plutôt que des discours tellement creux que personne n'en parle - je ne vise personne, mais, si vous pensez à quelqu'un, je ne peux pas vous donner tort... Et pour que l'Europe avance, il nous faut... pour que l'Europe avance, il nous faut à la fois converger et diverger, c'est une idée qui me tient à cœur, converger et diverger, je veux le dire à tous les Français à quelques jours de ce scrutin historique, oui en Europe il nous faudra diverger, diverger sur la langue, il n'y a pas que l'anglais en Europe, il y a le français... diverger sur l'art, sur la littérature, sur la musique, sur la culture, je ne veux pas d'une Europe où il n'y aurait qu'une seule culture ; Je ne veux pas de la marchandisation de la culture, je veux que nous gardions comme un trésor le fait que la France est sans doute le seul pays où je peux m'adresser à 120.000 personnes sur la place de La Concorde en citant Victor HUGO et PEGUY et en rajoutant MALAPARTE, c'est la France, et peu m'importe que nous passions pour étrange pour les autres, c'est la France et en France la littérature, le livre, le cinéma, la musique, le théâtre ça fait partie... ça fait partie... Eh oui ! Parce que nos idées sont les seules que veulent entendre le peuple de France bien sûr.

Mes chers amis ! Diverger et converger, mais en même temps je le conduirai à la convergence sur la fiscalité pour qu'il n'y ait plus de dumping sur le droit des affaires, sur la discipline budgétaire, sur la politique économique. Alors c'est encore une question de frontière et j'espère vous avoir convaincus de cela, que c'est un sujet essentiel. Mais où la tracer cette frontière ? Entre la fermeture (dont je ne veux pas) et la dilution (dont je ne veux pas), je vous propose de trouver la ligne de la raison et la raison c'est une identité française. Si nous faisons cela, alors nous ferons reculer la peur de l'avenir, alors nous engagerons la ré-industrialisation, alors nous renouons avec la croissance. La croissance à venir va dépendre de notre décision le 6 mai, on ne créera pas la croissance en embauchant 60.000 fonctionnaires, en augmentant les allocations, en réduisant la durée du travail, en augmentant les dépenses de fonctionnement, en alourdissant le coût du travail, la remise en cause de la réforme des retraites, le doublement de la prime de rentrée scolaire, les embauches de fonctionnaires, la hausse du SMIC, ça fait plaisir au moment où on l'annonce mais cela prépare mes chers compatriotes – chacun est placé devant ses responsabilités – à un matraquage fiscal sans précédent des classes moyennes sur lequel repose l'avenir de la France.

Ce programme là, ce n'est pas un problème... ce n'est pas un programme de croissance, c'est un programme de récession. La croissance, dans les circonstances actuelles, nous allons la construire en exigeant la réciprocité, parce que nos entreprises, nos agriculteurs, nos producteurs, ne peuvent pas être mis en concurrence avec des pays dont les entreprises, les producteurs, les agriculteurs ne respectent aucune des règles que nous imposons en Europe, ça ne peut plus durer, je mettrai un terme à cette folie. Je demanderai également que nous débattions de la monnaie, parce que si l'Euro est trop fort - et ici on sait ce que pèse AIRBUS fabriqué en Zone Euro et vendu en Dollar – la monnaie... parce que si l'Euro est fort, aucun gain de productivité demandé à nos ouvriers ne sera jamais suffisant pour compenser le handicap d'une monnaie trop chère, nous ne pouvons pas être la seule région du monde où le débat sur le taux de change est considéré comme inconvenant alors que le Yuan pour les Chinois est un élément du développement économique, que le Dollar pour les Américains est un élément de l'agressivité économique, je ne veux pas d'une Europe qui constate que l'Euro est trop fort et qui reste les bras ballants, en disant : « dommage » à chaque fois qu'on perd des parts de compétitivité à cause de la valeur de la monnaie.

Mes chers amis ! Il n'y aura pas de renégociation de l'accord européen que j'ai négocié sans que la France respecte les règles de discipline budgétaires, je veux m'en expliquer une minute avec vous. La France c'est 1.700 milliards de dette, c'est un besoin de financement de 180 milliards d'euros par an, c'est 42 milliards d'euros d'intérêt de la dette par an, si nous voulons retrouver la maîtrise de notre destin nous devons rembourser nos dettes, nous devons réduire nos dépenses, nous devons diminuer notre endettement, ce n'est pas un choix, ce n'est pas une alternative, c'est la décision d'un pays souverain. Regardez le désastre de la Grèce où les salaires ont diminué de 22,5% ! Qui paie l'incurie de dirigeants qui n'ont pas voulu prendre les décisions qu'il fallait prendre ? Le peuple ! Oh ! Certes, quand j'affrontais seul les manifestants contre la réforme de la retraite, il n'y avait pas de manifestation en Grèce, mais, aujourd'hui, qui envie le sort de la Grèce ?

Et ici, je veux parler de nos amis espagnols, grand pays, avez-vous vu la situation où se trouve l'Espagne après 7 années d'un gouvernement socialiste qui n'a voulu faire aucun effort et prendre aucune décision ? C'est étrange, quand la campagne a commencé, monsieur HOLLANDE s'est précipité à Madrid pour rencontrer celui qui, à l'époque, était son modèle, monsieur ZAPATERO. J'aimerais savoir si monsieur HOLLANDE entend encore aujourd'hui poursuivre la même politique que celle qui a fait tant de succès en Espagne avec monsieur ZAPATERO. J'aimerais savoir si c'est le sort enviable que monsieur HOLLANDE nous promet, la Grèce ou l'Espagne ? Non merci. La croissance, bien sûr la France la souhaite, la France la veut, la France s'est battue pour sauver l'euro, pour sauver l'Europe, la France a toujours refusé la rigueur et l'austérité.

Je veux m'en expliquer devant vous, je n'ai jamais voulu prononcer le mot « rigueur », on me l'a reproché, j'ai même été attaqué, injurié, pourquoi ? Parce que les mots ont un sens. La rigueur ça veut dire diminuer les pensions de retraite, diminuer les salaires, diminuer les allocations. La rigueur je la connais, c'est la décision qu'a pris le gouvernement britannique de baisser de 25% les bourses des étudiants. La rigueur, c'est la décision que vient de prendre le gouvernement portugais de diminuer de 5% les pensions de retraite. La rigueur, c'est la décision que vient de prendre le gouvernement espagnol de baisser les salaires des fonctionnaires. J'ai voulu vous protéger de ce risque, je veux qu'on diminue nos dépenses, qu'on rembourse nos dettes mais que vous ne soyez pas obligés de rogner sur votre pouvoir d'achat. Je peux aujourd'hui parler à chacun d'entre vous, oh ! Je n'ai pas tout réussi et bien des critiques sont légitimes à mon endroit, mais pas un seul d'entre vous n'a perdu 1 centime d'épargne quand le système bancaire mondial s'est effondré, parce que je vous ai défendus.

Oh ! On peut me reprocher bien des choses, mais pas un seul des 15 millions et demi de retraités, non seulement n'a vu sa pension diminuer mais j'ai veillé chaque année de la crise, vous m'entendez, chaque année de la crise que vos pensions puissent être actualisées, puissent être actualisées. Parce que je n'accepte pas qu'un homme ou une femme qui a travaillé toute sa vie, soit obligé à la retraite de tendre la main pour demander à ses enfants de l'aider. Voilà pourquoi j'ai refusé cela, c'était une question de morale, c'est une question de dignité. Et quand les syndicalistes refusaient d'assumer leur responsabilité au moment de la réforme des retraites, ils étaient des millions à défiler dans la rue, et j'étais seul à être conspué. Mais à l'arrivée, je me disais : il y a 15 millions de retraités qui ont leur retraite payée, qui n'auront pas à tendre la main. Et si cette réforme, je ne l'avais pas voulue il y a 2 ans, dans quelle situation serions-nous aujourd'hui ? Ça c'est la vérité, elle n'est pas de gauche, elle n'est pas de droite, elle n'est pas du centre, elle est la vérité.

Et imaginez, imaginez, imaginez que dans la tourmente que nous avons connue pendant 4 ans, imaginez qu'au lieu du gouvernement conduit par François FILLON, imaginez que ce fut le triumvirat étrange HOLLANDE – MELENCHON – JOLY, imaginez. Mais mes chers amis, le problème n'est pas moi, la question n'est pas celle de mon avenir, de ma situation, de ma fonction, le problème c'est vous car c'est toujours le peuple qui paie la lâcheté, la démission et l'hypocrisie de ceux qui dirigent.

Alors voilà, je veux lever – je l'ai fait devant vous – le tabou des frontières. J'ai levé ce tabou non pour tourner le dos au monde, moi qui aime tant le monde, qui ai tant aimé parcourir le monde. Mais pour pouvoir le regarder sans crainte ce monde, j'ai levé le tabou des frontières non pour refuser l'avenir mais bien au contraire, pour nous y préparer. J'ai levé ce tabou non pour opposer la France du oui et celle du non, mais pour les réconcilier dans une conception ouverte et protectrice de la nation. Je veux mettre les frontières au cœur de la politique parce que je veux une Europe qui protège et non une Europe qui expose. Je veux des frontières parce qu'elles sont la condition, la condition du nouveau modèle français que je vous propose. Un nouveau modèle français qui repose sur le travail, le droit à la formation, le droit à un nouveau départ pour ceux qui auront subi un accident de la vie, l'investissement, l'innovation, la recherche, la régulation des échanges, l'autorité, la responsabilité.

Je veux un nouveau modèle de croissance que je bâtirai sur la cohésion sociale, parce que j'affirme que la question nationale et que la question sociale sont absolument indissociables. Je veux rééditer au 21<sup>ème</sup> siècle l'exploit qu'ont réalisé les hommes de l'après-guerre, en mobilisant toutes les forces vives de la nation pour faire les 30 glorieuses. Pour construire les 30 glorieuses du 21<sup>ème</sup> siècle, il nous faut des frontières qui rassemblent et qui unissent. Il nous faut resserrer la trame sociale qui lie entre eux les hommes et les territoires, parce que cette trame sociale qui lie entre les hommes et les territoires, ça permet de faire une seule et même nation, une seule et même France. Je veux remettre les frontières au cœur de la politique, parce que je ne veux pas d'un monde où tout se vaut, parce que je ne veux pas d'un monde où il n'y a pas de limites, parce que je ne veux pas d'un monde où il n'y a plus de repères, parce que je veux un monde où il y a une hiérarchie des valeurs. Je veux remettre les frontières au cœur de la politique parce que je veux que l'Europe s'affirme, je veux que la France agisse, qu'elle puisse peser dans les affaires du monde. Je veux que par-delà ses frontières, la France parle au monde, je veux que la France accomplisse en toutes les révolutions... incarne aux yeux du monde la nouvelle frontière de la civilisation du 21<sup>ème</sup> siècle.

Alors nous ne serons pas forts et nous ne relèverons pas les défis du 21<sup>ème</sup> siècle en nous divisant en camps et en factions. Il ne s'agit pas de faire gagner la droite, absurde, il ne s'agit pas de faire gagner la gauche, dérisoire, il s'agit le 6 mai de faire gagner la France et la France c'est tous les Français, quels que soient leurs engagements politiques. C'est pour ça que moi je vais vous dire, je suis heureux de voir au premier rang Claude ALLEGRE à qui je veux dire combien j'apprécie son courage. C'est pour ça que je suis heureux d'avoir Jean-Marie BOCQUEL, que tu sois là chère Rama YADE, ici avec nous, c'est ta place. Je suis heureux d'avoir une porte-parole comme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, je suis heureux Michèle ALLIOT-MARIE, Christine BOUTIN que vous soyez là avec moi. Je suis heureux de voir tous les élus de la région, Bernard, tous...Brigitte, pardon, Jean-Luc, tous ceux qui sont ici, ne m'en veuillez pas. Mais peu m'importe que parmi vous il y ait des radicaux, des centristes, des UMP, des non-inscrits, des gauches modernes, peu m'importe, pour moi vous êtes des Français qui placez l'intérêt général au-dessus de tout, qui aimez votre territoire, vos villes, votre région, qui aimez la France. Et c'est ensemble que nous allons construire le rassemblement immense du 6 mai.

Peuple de France, un vieux monde s'éteint, un autre est en train de naître, prends ton avenir en main, invente ce monde nouveau. Et avant le 6 mai, il y aura le 1<sup>er</sup> mai, le 1<sup>er</sup> mai n'appartient à personne, le 1<sup>er</sup> mai c'est la fête de tous ceux qui travaillent et qui ont travaillé toute leur vie. Je vous attends peuple de France, le 1<sup>er</sup> mai sur l'esplanade des Droits de l'homme et sur la place du Trocadéro, parce que le 1<sup>er</sup> mai il y aura une différence entre François HOLLANDE et moi. François HOLLANDE défilera derrière les drapeaux rouges de la CGT, François HOLLANDE défilera à ce moment-là avec ceux qui divisent la France, et moi je parlerai à vous devant une marée de drapeaux tricolores, parce que le bleu, le blanc et le rouge c'est vive la République et vive la France.

\*\*\*

<campagne=2012> – <locuteur.rice=Nicolas\_Sarkozy> – Paris <lieu=Paris> <texte=96>

Mes chers concitoyens,

Écoutez le Général de Gaulle. C'était le 1er mai 1950 devant la foule des Français de toutes conditions réunie sur la pelouse de Bagatelle !

*« A la bonne heure ! Nous sommes bien vivants ! Il n'est que de nous voir pour être sûr que notre peuple n'est aucunement disposé à terminer sa carrière. Il n'est que de nous voir pour discerner où les travailleurs mettent aujourd'hui leur espérance. La masse immense que voilà prouve aux insulteurs que rien n'est perdu pour la France. »*

Avec le Général de Gaulle ils écrivaient l'Histoire.

Nous aussi !

Face aux insulteurs qui nous ont dénié le droit de parler aux Français le 1er mai comme s'ils en étaient les propriétaires, le Général De Gaulle nous a montré la voie.

Regardez les cortèges !

Ils ont choisi de défiler avec le drapeau rouge !

Nous avons choisi de nous rassembler sous le drapeau tricolore !

Ce drapeau tricolore c'est celui de Lamartine quand il disait : *« Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires alors que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, trainé dans le sang du peuple ! »*

Je n'accepterai jamais de recevoir des leçons de morale de la part de ceux qui brandissent le drapeau qui a été l'étendard de tant de tyrannies et qui a enveloppé dans ses plis parmi les plus grands crimes de l'Histoire.

Le drapeau rouge, c'est le drapeau d'un parti.

Le drapeau tricolore, c'est le drapeau de la France.

A ceux qui préfèrent leur parti à la France, nous opposerons toujours ceux qui préfèrent la France à leur parti.

Si nous sommes réunis ici en ce 1er mai, jour de la Fête du travail, c'est bien parce que nous assumons la France dans toute sa diversité, parce que nous assumons toute son histoire, toutes ses familles spirituelles, toutes ses sensibilités.

Il n'y a pas pour nous un peuple de droite et un peuple de gauche.

Il n'y a pas pour nous une histoire de droite et une histoire de gauche.

Il n'y a pas aujourd'hui, dans la rue, d'un côté les héritiers des Canuts lyonnais, des mineurs de

Germinal, des défenseurs de Dreyfus et de l'autre côté, les héritiers des maîtres de forges et des antidreyfusards.

Il n'y a pas d'un côté les héritiers de la Révolution, du Front Populaire et du Conseil National de la Résistance, et de l'autre côté les héritiers de ce qu'il y a eu de pire dans l'histoire de France.

Je n'ai pas entendu monter des cortèges où l'on brandissait des drapeaux rouges la grande voix de Jaurès défendant les mineurs de Carmaux, ni la grande voix de Léon Blum réclamant les congés payés, ni celle de Jean Moulin devant le CNR, ni celle de Zola demandant justice pour Dreyfus.

Je n'ai pas entendu plaider la grande cause des travailleurs.

J'ai entendu surtout des slogans politiques.

Mais je veux le dire à tous ceux qui nous contestent le droit de nous rassembler aujourd'hui : nous nous considérons comme les héritiers de ceux qui ont lutté pour le droit de grève, pour la liberté syndicale et pour les congés payés.

Nous nous considérons comme les héritiers de ceux qui ont défendu Dreyfus et de ceux qui ont créé la sécurité sociale.

Je veux le dire à tous ceux qui ont défilé aujourd'hui, non pas pour le travail mais contre nous : nous nous considérons comme acteurs du progrès social autant que vous et sans doute plus que vous.

Vous avez abîmé le travail en prétendant le défendre.

Vous avez appauvri les travailleurs en prétendant les protéger.

Vous avez fait les 35 heures.

Vous avez avancé l'âge de la retraite à 60 ans sans en avoir le 1er centime.

Vous avez alourdi le coût du travail.

Je le dis aux partis de la gauche et aux syndicalistes qui se sont fourvoyés dans la politique : nous sommes tous les héritiers de ceux qui se sont battus pour nos droits, pour notre dignité et pour notre liberté. Mais ce que vous avez fait ne vous donne aucun titre à vous en arroger le monopole.

Les 35 heures ont non seulement affaibli nos entreprises mais elles ont aussi détruit des centaines de milliers d'emplois.

La retraite à 60 ans a mis notre système de répartition au bord de la faillite.

L'alourdissement du coût du travail accélère les délocalisations et pèse sur le pouvoir d'achat.

Vous voulez continuer à faire financer la protection sociale par le travail. C'est une erreur économique qui met en danger les emplois de ceux qui sont exposés à la concurrence étrangère.

Vous essayez de faire croire que nous pouvons sortir de la crise sans effort. Vous mentez aux

travailleurs parce que si l'on ne s'en sort pas par le travail, c'est le pouvoir d'achat que vous remettez en danger.

Vous refusez le partage des bénéfices entre les actionnaires et les salariés comme vous avez refusé la participation au Général De Gaulle parce qu'au fond vous n'avez pas abandonné la lutte des classes qui dresse les uns contre les autres les ouvriers et les patrons.

Je veux m'adresser aux syndicats.

Je veux leur dire qu'il n'y a pas de démocratie sans liberté syndicale.

Je veux leur dire que dans une société comme la nôtre où les tensions sont si vives, où la difficulté à s'écouter et à se parler est si grande, le dialogue social est à mes yeux indispensable.

Tout le monde a quelque chose à gagner à la discussion.

Tout le monde a quelque chose à apprendre de celui qui a un point de vue différent, une expérience différente.

Tout le monde a quelque chose à gagner à l'effort pour trouver un accord.

Sans doute faut-il réfléchir à d'autres formes de négociation collective, à d'autres manières de travailler ensemble comme cela se faisait jadis quand Jean Monnet et le Général De Gaulle mettaient en avant l'ardente obligation du Plan. Je n'oublie pas quel rôle décisif ont joué les partenaires sociaux dans la reconstruction de l'après-guerre et dans les Trente Glorieuses.

Pour affronter la mondialisation, pour faire face aux bouleversements incessants du monde et aux crises gigantesques qui ébranlent les nations et les continents, pour inventer le nouveau modèle social qui permettra à la France de rééditer au XXI<sup>e</sup> siècle l'exploit des Trente Glorieuses, toutes les forces vives de la nation doivent être mobilisées.

Pour faire face, la France doit être soudée, la France doit être unie, la France doit se rassembler.

Alors, je le dis aux syndicats : posez le drapeau rouge et servez la France, servez les travailleurs qui vous font confiance. Car il n'y aura pas d'avenir pour les salariés, il n'y aura pas d'avenir pour le travail, il n'y aura pas d'avenir pour notre protection sociale si la France s'affaiblit, si la France s'appauvrit, si la France décroche.

On ne peut pas séparer le destin de chacun du destin de tous. Il n'y a pas d'un côté des destins individuels et de l'autre, le destin de la France. Les deux sont liés.

Laissez les partis ! Ceux que vous soutenez ne vous le rendront pas.

Laissez les partis ! Votre rôle n'est pas de faire de la politique.

Laissez les partis ! Votre rôle n'est pas de défendre une idéologie. Votre rôle est de défendre les salariés, de défendre le travail.

Laissez les partis ! Dans la République, ce ne sont pas les syndicats qui gouvernent. C'est le gouvernement. Ce ne sont pas les syndicats qui font la loi. C'est le Parlement.

Dans la République, c'est le peuple qui décide.

Dans la République, quand il y a blocage, on donne la parole au peuple. C'est cela la République !

Laissez le drapeau rouge et laissez les partis !

Remplissez la mission qui est la vôtre dans une démocratie !

Remplissez la mission qui est la vôtre dans la République !

En regardant le monde tel qu'il est,

En construisant l'avenir sur les réalités,

En comprenant que dans un monde qui bouge autant, il n'est pas possible de rester immobiles.

Si nous voulons que rien ne change quand tout change autour de nous, nous perdrons tout.

C'est tromper les salariés. C'est mentir aux salariés que de leur faire croire que l'on peut faire

l'économie du changement. Et c'est leur faire prendre un risque énorme.

Regardez ce qui arrive aux pays qui n'ont pas fait à temps les changements nécessaires, qui n'ont pas pris à temps les décisions qui s'imposaient.

Regardez ce qui se passe en Grèce et en Espagne ! A la fin, c'est toujours le travail qui paye.

Regardez l'explosion du chômage, la baisse des salaires, la baisse des retraites !

Qui veut cela pour la France ?

Qui veut cela pour les salariés français ?

Qui veut cela pour les retraités qui ont travaillé toute leur vie ?

Je veux un nouveau modèle social où les syndicats, au lieu d'être une force de conservation, seront une force de transformation sociale, mais où la négociation collective descendra jusque dans l'entreprise, où il sera possible, avec l'accord de tous, de déroger aux règles générales quand le carnet de commandes de l'entreprise l'exigera.

Je veux un nouveau modèle français où chacun prendra ses responsabilités, où l'entreprise ne sera plus mise en difficulté simplement parce que les règles générales seront inadaptées à son cas particulier.

Je veux un nouveau modèle Français où les rapports sociaux dans l'entreprise seront différents, où le rôle des syndicats dans l'économie sera différent, où il y aura davantage de souplesse mais une souplesse négociée qui permettra d'éviter bien des faillites, bien des licenciements, bien des conflits, bien des souffrances.

Mes chers concitoyens,

Si nous avons voulu nous rassembler aujourd'hui, ce n'est pas pour manifester contre quiconque.

Si nous avons voulu nous rassembler aujourd'hui, c'est parce que pour nous, dans les choix que nous allons devoir faire pour l'avenir, la question du travail est centrale.

C'est par le travail que nous sortirons de la crise.

C'est par le travail que nous rembourserons nos dettes.

C'est par le travail que nous retrouverons le chemin de la croissance.

C'est par le travail que nous garantirons le pouvoir d'achat.

C'est par le travail et par le mérite que nous pourrons reprendre la maîtrise de notre destin individuel et collectif.

Je veux un nouveau modèle social français où le travail sera reconnu comme valeur, où l'on ne découragera pas le travail, où l'on n'empêchera pas ceux qui veulent travailler de travailler, où l'on ne partagera pas le travail parce que c'est le travail qui crée le travail, où le travail ne sera plus abîmé par les dumpings et les concurrences déloyales, où le travail sera protégé.

Si j'ai mis les frontières au centre de mon projet c'est parce que les frontières expriment ce refus du laisser-faire et du laisser-aller.

Si il n'y a plus de frontières entre l'Europe et le reste du monde,

Si tout est ouvert,

Si le rapport aux autres n'est plus maîtrisé,

Si entre chez nous et chez les autres, entre le dedans et le dehors, il n'y a plus rien,

Si le travail français avec toutes ses charges, avec toutes ses règles est mis en concurrence avec le travail de pays qui ne respectent aucune règle, qui pratiquent des dumpings monétaires, sociaux, environnementaux, où les salaires sont très bas, où il n'y a pas de sécurité sociale, pas de droit du travail, où l'on fait travailler les enfants, les prisonniers, comment le travailleur français et Européen pourront-ils résister ?

Comment demander à un ouvrier de l'industrie de travailler davantage, de faire des efforts de productivité s'il doit vivre toujours dans l'angoisse de la délocalisation parce qu'il sait que tous les efforts qu'il pourra faire ne compenseront jamais l'iniquité de la concurrence ?

Se résigner à l'effacement des frontières, c'est le premier acte par lequel une nation renonce à

maîtriser son avenir.

Il faut des frontières à l'Europe.

Il faut des frontières à la France.

Non pour s'enfermer, mais pour s'affirmer dans le monde. Pour clarifier les rapports avec les autres.

La frontière, c'est le droit opposé à la force.

C'est la règle opposée au désordre.

C'est la régulation au lieu du laisser-faire.

Les frontières, cela peut paraître loin des préoccupations quotidiennes de ceux qui se lèvent tôt et qui travaillent dur.

Pourtant, ce sont bien les conditions de la concurrence qui rendent la vie si dure et c'est notre capacité à nous protéger qui la rendra moins dure.

Si l'euro est trop fort, si l'immigration n'est pas maîtrisée aux frontières de l'Europe, si nos marchés publics sont ouverts alors que les autres ne le sont pas, si nous ne pouvons pas en réserver une part à nos PME, s'il n'y a pas de traçabilité des produits que nous importons, alors la vie pour ceux qui travaillent continuera d'être difficile, alors tous ceux qui travaillent continueront de percevoir l'avenir non comme une promesse mais comme une menace.

Je veux un nouveau modèle social français où tous les secteurs se sentiront solidaires les uns des autres, où tout le monde aura conscience que c'est en faisant front ensemble que l'on pourra relever le défi de la mondialisation, que la compétitivité de la Nation se fabriquera tout autant dans le secteur exposé à la concurrence que dans le secteur abrité et que l'on peut ni les séparer ni les opposer, même si les premiers ont davantage besoin d'être protégés que les seconds parce que lorsque l'entreprise ferme, ils perdent tout.

Je veux un nouveau modèle social français où le travail sera enrichi par la formation, par l'innovation, par l'investissement, où chaque jeune pourra choisir l'alternance comme une filière d'excellence, où chacun pourra obtenir un stage dans une entreprise où le mur qui se dresse entre l'entreprise et le jeune apprenti qui n'a pas de relations sera abattu.

Je veux un nouveau modèle français où plus aucun enfant n'entrera au collège sans savoir lire, écrire et compter, où l'école sera attentive aux fragilités de chacun, où les professeurs seront davantage présents au collège et au lycée pour que les élèves puissent s'appuyer sur eux.

Je veux un nouveau modèle français où l'État ne sera plus un État bureaucratique mais un État entrepreneur servant d'appui à tous les entrepreneurs et à tous les créateurs.

Je veux un nouveau modèle français où parce que le travail sera plus créatif, plus productif, il sera plus compétitif, plus fort face à la concurrence.

Je veux un nouveau modèle français où le coût du travail sera allégé, où tout le monde aura compris que plus le travail coûte cher, plus il a vocation à être délocalisé. Que plus le travail coûte cher, moins il supporte la concurrence.

Je veux un nouveau modèle français où le poids des normes et des règles qui pèsent si lourdement sur le travail sera allégé parce qu'au lieu de protéger le travail, l'excès de normes finit par le détruire.

Je veux un nouveau modèle français où l'on ne cherchera pas à diminuer le coût du travail en abaissant les salaires parce qu'en France, le salaire n'est pas trop haut, il est trop bas. Parce que la baisse des salaires, c'est entrer dans le cercle vicieux de la déflation et de la dépression.

Il faut augmenter les salaires et il faut diminuer le coût du travail.

Voilà le défi !

Augmenter les salaires, cela se fera grâce à la suppression de la prime pour l'emploi.

Diminuer le coût du travail, cela se fera en finançant une réduction des cotisations familiales par la TVA. Ainsi les importations seront taxées et elles contribueront au financement et de la protection sociale.

Les exportations ne seront pas taxées et elles seront plus compétitives.

La TVA anti délocalisation, c'est une TVA pour freiner les délocalisations, pour protéger l'emploi français.

Ils étaient nombreux à gauche avant la campagne présidentielle à approuver cette idée. Où sont-ils ?

On ne les entend plus !

La gauche, celle que l'on entend, a crié à l'injustice parce qu'il s'agit de faire payer le consommateur.

Mais les délocalisations, ce n'est pas injuste ?

Le chômage, ce n'est pas injuste ?

Celui qui n'a plus de travail que peut-il consommer ?

Et puis, il y a l'autre voie, celle de la participation que le Général De Gaulle a ouverte contre la gauche, contre les syndicats, contre toutes les forces du conservatisme.

Nous avons fait la prime dividende parce que le dialogue social n'avait débouché sur rien, parce que personne ne voulait bouger ni le patronat, ni les syndicats.

Je veux un nouveau modèle français où le capitalisme des entrepreneurs aura remplacé le capitalisme financier, où l'entreprise sera redevenue une communauté humaine consciente de partager une destinée commune, où chacun sera récompensé de ses efforts, où les profits seront partagés, où la participation aura suffisamment progressé pour faire oublier ce reste de lutte des classes qui empoisonne encore nos relations sociales.

Je veux un nouveau modèle français où la réussite ne sera plus regardée avec suspicion mais comme un exemple, où le talent et le mérite seront récompensés, où chacun pourra conserver assez du fruit de ses efforts pour pouvoir se constituer un patrimoine et le transmettre un jour à ses enfants, où le travail engendrera le patrimoine, où le patrimoine sera la récompense du travail.

Je veux dire à tous ceux qui ne connaissent pas la France du travail que lorsque la France du travail considère son patrimoine elle ne le regarde pas comme une valeur pécuniaire mais comme des dizaines d'années de labeur, de sueur et d'effort. Elle y voit toutes les peines, tous les sacrifices quelle y a mis. Elle le regarde avec émotion car lorsque l'on se retourne ainsi sur sa vie on est ému en pensant à ce que l'on a réussi à construire.

Je veux dire à cette France du travail qu'elle n'a pas à s'excuser pour son patrimoine, qu'elle n'a pas à s'excuser pour ses efforts, qu'elle n'a pas à s'excuser pour son mérite, et que ce qu'elle possède elle l'a gagné. Son patrimoine c'est le sien, ce n'est pas le patrimoine de l'Etat. C'est le patrimoine de la Nation, c'est le patrimoine de tout un peuple de travailleurs. On n'a pas le droit de le lui prendre, on n'a pas le droit de le lui confisquer.

Revenir sur l'exonération des droits de succession, durcir les conditions des donations, remettre en cause le quotient familial, matraquer fiscalement les classes moyennes pour payer une folie dépensière, ce serait briser pour longtemps le rêve de la France du travail.

A tous ceux qui ne connaissent pas cette France du travail je veux leur dire que c'est une France qui n'est pas avide, qui n'est pas cupide, qui n'est pas malhonnête, qui n'est pas immorale et c'est justement pour cela qu'elle ne supporte plus les mises en cause de la France. La France est un des pays les plus accueillants et les plus généreux du monde. Elle ne mérite pas qu'on la critique sans arrêt, elle ne mérite pas qu'on la stigmatise. Elle mérite qu'on la respecte.

Je veux un nouveau modèle français où chacun aura sa chance, où ceux qui auront été brisés par les accidents de la vie auront droit à un nouveau départ, où la deuxième chance sera généralisée, où les familles de bonne foi qui seront surendettées pourront bénéficier de la faillite civile comme les entreprises. Le retour de l'égalitarisme, du nivellement par le bas briserait ce rêve d'égalité des chances.

Je veux un nouveau modèle français où la spéculation et l'assistanat ne rapportent pas plus que le travail, où celui qui ne travaille pas ne vit pas mieux que celui qui travaille dur, où celui qui a travaillé et cotisé toute sa vie n'a pas moins de droits que celui qui n'a jamais travaillé et jamais cotisé, parce que c'est décourageant et parce que c'est immoral.

Je veux un nouveau modèle français où ceux qui ont travaillé toute leur vie peuvent vivre sans être à la charge de leurs enfants, où ils peuvent se soigner.

Il n'est pas juste que les aides soient trop souvent réservées à ceux qui n'ont pas travaillé et que ceux qui ont travaillé soient moins aidés.

Il n'est pas juste que le petit retraité qui vit avec le minimum vieillesse, on ne l'aide pas pour qu'il puisse se soigner.

Je veux réparer cette injustice.

C'est pour respecter ceux qui ont travaillé que j'ai préféré reculer l'âge de départ à la retraite plutôt que de diminuer les pensions.

C'est pour respecter ceux qui ont travaillé que j'ai conservé l'indexation intégrale des retraites sur les prix.

C'est pour réparer une autre injustice qui attendait d'être réparée depuis 60 ans que je me suis

engagé à faire payer les retraites le 1er de chaque mois parce qu'il était profondément injuste que l'État fasse sa trésorerie sur le dos des retraités et parce que cela plongeait beaucoup de petits retraités dans des difficultés inextricables quand toutes les échéances tombaient au début du mois.

Je veux un nouveau modèle français où l'école sera une école de l'exigence qui apprendra aux

enfants à tracer la frontière entre le bien et le mal, entre ce qui se fait et ce qui ne se fait pas, entre la vérité et le mensonge, entre le beau et le laid, et qui leur inculquera le goût de l'effort et le respect du travail, qui leur fera éprouver la joie de la connaissance comme la récompense du travail de la pensée. Parce que c'est sur le socle des valeurs que la famille et l'école transmettent aux enfants que se construit un modèle social.

Françaises, Français, mes chers compatriotes,

C'est ce projet que je veux construire avec vous.

Ce projet n'est rien d'autre que le rêve d'une nation Française rassemblée, fière de ses valeurs, de son identité, confortée en son idéal de mode de vie, rassurée dans sa volonté de rester différente.

Oui, peuple de France, nous sommes différents et nous voulons le rester.

Nous sommes la République et pas seulement la démocratie.

Nous ne voulons à aucun prix du communautarisme parce que nous sommes républicains.

Nous sommes les héritiers d'une grande culture, les enfants de Voltaire, de Chateaubriand, de Victor Hugo, de Maupassant.

Nous ne voulons pas de l'aplatissement culturel du monde. Nous voulons garder notre langue, notre littérature, notre musique, notre cinéma.

Nous sommes les héritiers d'une grande histoire. Les héritiers de Jeanne d'Arc, de Bonaparte, du

Général de Gaulle, les héritiers de la Renaissance, de la Résistance, des Trente Glorieuses.

Nous ne voulons pas d'une petite ambition, nous voulons de grands projets, de grands rêves.

Nous sommes le peuple de France.

Nous avons reçu de nos parents et de nos grands-parents en héritage, comme un trésor, la réconciliation Franco-allemande, la paix en Europe, des territoires où se dressent partout des cathédrales et des églises, des valeurs, un art de vivre, une éducation. Cet héritage nous n'y renoncerons jamais. Nous sommes la France. C'est tout le sens de mon projet.

Ce projet je veux l'accomplir avec tous ceux qui travaillent, avec tous ceux qui ont travaillé toute leur vie et qui connaissent la valeur du travail.

Je veux rendre hommage à tous ceux qui contribuent à faire de la France un grand pays.

Je veux rendre hommage à ceux de nos compatriotes issus de l'immigration qui ont fait des efforts pour s'intégrer, qui veulent devenir des Français comme les autres, qui travaillent dur, qui transmettent à leurs enfants des valeurs élevées, qui les éduquent avec une grande exigence morale et dans l'amour de la France.

Je veux le dire aussi : c'est pour que la République puisse tenir sa promesse à leur égard qu'il faut ralentir les flux migratoires, c'est pour que le creuset français continue de fonctionner qu'il faut diminuer les entrées. Nous le devons à ceux qui sont là et qui ont fait tant d'efforts.

Nous avons traversé bien des épreuves depuis cinq ans, côtoyé bien des précipices, mais nous avons réussi à ne pas être emportés.

Après avoir été si absorbés par le présent, voici le moment de nous tourner vers l'avenir. Nous avons commencé à le préparer. Nous avons fait des réformes qui attendaient depuis si longtemps d'être accomplies.

Maintenant, cet avenir nous devons le construire.

Vous l'aurez compris, le nouveau modèle français que je vous propose n'est pas celui de la jalousie, ce n'est pas celui de l'amertume, qui conduite toujours à rabaisser celui qui s'élève.

Ce que je vous propose, ce n'est pas la fermeture, le repliement sur soi, la frilosité, ce n'est pas la

haine de soi et la haine des autres.

Ce que je vous propose, ce sont des frontières qui nous protègent pour ne plus subir et pour agir.

Ce que je vous propose, c'est le contraire du laissez-faire, de l'abandon qui nous ont conduits à

toutes les crises que nous avons connues depuis quatre ans.

Ce que je vous propose, c'est de refonder la République du mérite, celle de Jules Ferry et du Général De Gaulle.

En face, une gauche rattrapée par ses vieux démons. Une gauche dont une partie en appelle déjà à la rue pour faire pression sur l'autre partie sommée d'obtempérer. A quelle revendication le candidat socialiste cédera t-il ? Après avoir vendu les ouvriers du nucléaire pour un accord électoral avec les verts, que vendra t-il d'autre ?

Prendra t-il le SMIC à 1700€ ou bien l'interdiction des licenciements ?

C'est parce que tout cela est en cause que je vous appelle à un sursaut national.

Écoutons encore le Général de Gaulle :

*« Travailleurs ! C'est avec vous, d'abord, que je veux bâtir la France nouvelle. Quand encore une fois, ensemble, nous aurons gagné la partie, en dépit des excitations des destructeurs et des intrigues des diviseurs, on apercevra tout à coup une nation joyeuse et rassemblée où, je vous en réponds, vous aurez votre digne place. Alors, on verra sortir, des voiles qui le cache encore, le visage radieux de la France ! »*

C'était le 1er mai 1950 à Bagatelle. Je n'ai pas trouvé qui exprimait mieux ma pensée en cet instant où se joue le destin de la France.

Il reste trois jours !

Trois jours pour expliquer !

Trois jours pour convaincre !

Trois jours pour entraîner !

Trois jours pour que chacun comprenne que dimanche il ne votera pas pour un candidat mais pour lui-même, pour son avenir et pour celui de ses enfants !

Trois jours pour gagner !

Vive la République !

Vive la France !

\*\*\*